Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 11 août 2021

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

10.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil municipal. Il sera traité à huis clos

10.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil d'agglomération. Il sera traité à huis clos

20 – Affaires contractuelles

20.001 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1219088001

Exercer l'option de la deuxième prolongation de douze (12) mois pour la fourniture de sites pour l'élimination de résidus de balais de rue et dépôts à neige dans le cadre du contrat accordé à Recyclage Notre-Dame inc. (CG18 0062), majorant ainsi le montant total estimé du contrat de 3 376 354,00 $ à 4 398 283,77 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.002 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1219106002

Exercer l'option de prolongation pour la fourniture, sur demande, de manteaux et de salopettes d'hiver dans le cadre du contrat accordé à Antonio Moreau (1984) ltée (CE19 1135), majorant ainsi le montant total estimé du contrat de 373 242,83 $ à 604 797,45 $, taxes incluses (montant prolongation: 201 351,84 $ + variation de quantité: 30 202,78 $)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.003 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1214338003

Conclure une entente-cadre avec la firme Aquatechno spécialistes aquatiques inc. pour la fourniture et la livraison, sur demande, de briquettes de chlore pour les chlorinateurs de marque Pulsar, pour une durée de 12 mois, sans option de prolongation - Montant estimé de l'entente : 261 568,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18815 - (1 soumissionnaire)

20.004 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1219057001

Accorder un contrat à Hydro-Québec Distribution, pour la fourniture de services associés au raccordement du bâtiment au réseau électrique avec accroissement de charge pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 478 526,77 $ $, taxes incluses (contrat : 398 772,31 $ + contingences : 79 754,46 $)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.005 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1210649003

Conclure une entente-cadre avec la firme Location Guay inc, pour la location de machinerie, pour des travaux d'excavation et de déneigement, au montant de 1 192 819,63 $, taxes incluses - pour une période de 4 ans - Appel d'offres 1736 (2 soumissionnaires)

20.006 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1214132003

Conclure une entente-cadre avec la firme Albert Viau division d'Emco Corporation pour la fourniture de robinets-vannes, pour une durée de trente-six (36) mois - Montant estimé de l'entente : 1 910 681,72 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18446 - (4 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.007 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté* - 1217157004

Exercer la première option de prolongation pour une période de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 646 062,51 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service de gardiennage pour les usines de filtration d'eau potable d'Atwater et de Charles-J.-Des Baillets dans le cadre du contrat accordé à Groupe de sécurité Garda SENC. LOT#2 (CG20 0458), majorant ainsi le montant total du contrat de 633 023,56 $ à 1 279 086,07 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.008 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté* - 1217157006

Exercer la première option de prolongation pour une période de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 449 752,13 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service de gardiennage de la station d'épuration des eaux usées J.-R.-Marcotte , dans le cadre du contrat accordé à la firme Axia Services (CG18 0420), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 263 731,06 $ à 1 713 483,19 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.009 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation* - 1217157011

Autoriser la cession du contrat d'entretien ménager du Biodôme de Montréal et du Planétarium RioTinto Alcan (CM20 0072), de Coforce inc. à la firme Axia Services, jusqu'au 26 janvier 2023, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois - valeur résiduelle totale du contrat estimée à 1 684 870,19 $ (contrat: 1 465 104,51 $ + contingences: 219 765,68 $)

20.010 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1215382011

Ratifier la décision d'exercer la première option de prolongation pour une durée de douze (12) mois, ratifier une dépense de 189 708,76 $, taxes incluses / Exercer la deuxième option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 189 708,76 $, taxes incluses, pour la location court terme de deux (2) camions avec engin élévateur à nacelle de 60 pieds et benne à copeaux dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise « Discount Location d'Autos et camions / 7392 Québec inc. » (Contrat : 172 462,50 $, taxes incluses - Contingences : 17 246,26 $, taxes incluses), majorant ainsi le montant total des contrats de 189 708,76 $ à 569 126,28 $, taxes, et contingences incluses

20.011 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1217711006

Accorder quatre contrats aux firmes 9304-9179 Quebec inc., et Contant inc. pour les services d'exploitation de quatre lieux d'élimination de la neige, pour une période de trois (3) ans (lots 1 et 4) et quatre (4) ans (lots 2 et 3) avec une option de prolongation d'un an - Dépense totale de 14 767 554,45$, taxes incluses (contrat : 12 306 295,37$ + variation des quantités 1 845 944,31$ + contingences 615 314,77 $) - Appel d'offres public AO-21-18860 - 4 soumissionnaires

Mention spéciale : Les adjudicataires ont obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.012 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service des technologies de l'information , Direction connectivité* - 1215243001

Autoriser une dépense additionnelle de 1 121 585,82 $, taxes incluses, pour l'acquisition d'accessoires et de maintenance dans le cadre des contrats octroyés à Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239 et CG15 0279), majorant ainsi le montant total des contrats des lots 1 à 8 de 35 514 197,99 $ à 36 630 725,71 $, taxes incluses et le montant total du contrat du lot 9 de 2 606 901,70 $ à 2 611 959,80 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.013 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1216320008

Accorder un contrat à la firme Environnement Routhier NRJ inc. pour la location à taux horaire de quatre (4) souffleuses à haute puissance avec opérateurs pour le lieu d'élimination de la neige Langelier, pour une période d'une (1) saison hivernale avec une option de prolongation d'une saison hivernale - Dépense totale de 1 160 189,73 $, taxes incluses (contrats : 966 824,78 $, variations des quantités 145 023,72 $, contingences : 48 341,24 $) - Appel d'offres public 21-18859 (3 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.014 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation* - 1217157005

Accorder un contrat à la firme Axia Services, pour la fourniture d'un service d'entretien ménager au pavillon multifonctionnel de l'esplanade Tranquille, pour la période du 15 août 2021 au 14 août 2022, avec une option de prolongation de douze (12) mois - Dépense totale de 219 023,50 $, taxes incluses (contrat : 190 455,21 $ + contingences : 28 568,28 $) - Appel d'offres public 21-18766 (6 soum.)

20.015 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1217100002

Autoriser la cession de contrat de la firme K+S Sel Windsor Ltée à la firme Sel Windsor Ltée pour la fourniture et la livraison sur demande de sel (chlorure de sodium) utilisé dans les usines de production d'eau potable Charles-J.-DesBaillets et Atwater pour la désinfection de l'eau (CG20 0111), et ce, pour le reste de l'entente et selon les mêmes conditions

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.016 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1215382013

Accorder un contrat à Fourgons Leclair Inc., pour la fourniture et l'installation de boîtes fourgons aménagées de 16 pieds sur châssis de camion fourni par la Ville pour le service d'étançonnement de l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 278 823,57 $, taxes incluses (contrat : 265 546,26 $ + contingences : 13 277,31 $) - Appel d'offres public 21-18796 - (un seul soumissionnaire)

20.017 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1215382014

Conclure une entente-cadre avec Québec Linge Co. pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements ainsi que fourniture et location de chiffons d'atelier pour les employés de métier, pour une durée de soixante (60) mois - Montant estimé de l'entente : 964 029,50 $, taxes incluses (contrat: 803 357,92 $ + contingences 160 671,58 $) - Appel d'offres public 21-18845 (3 soumissionnaires conformes)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.018 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1214185001

Conclure une entente-cadre pour l'achat de compteurs d'eau avec la firme Nouvelle Technologie (TEKNO) inc. - Appel d'offres 21-18428 - 3 soumissionnaires - Montant maximal de l'entente : 679 933,84 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.019 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1215023001

Accorder un contrat à Groupe Global Upholstery Co. Inc., pour la fourniture, la livraison et l'installation de mobilier de bureau, afin d'aménager les locaux nouvellement rénovés de la Cour de services Dickson. La somme maximale s'élève à 208 838.22 $ (incluant taxes et contingences de 15%) - Appel d'offres public N°21-18818 - 2 soumissionnaires conformes

20.020 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1217711007

Accorder deux (2) contrats à la firme J.M.A.C. Remorquage Transport Déneigement pour un service de remorquage dans le cadre des opérations de déneigement pour l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie pour des périodes de deux (2) saisons hivernales avec une année de prolongation - Dépense totale de 422 574,52 $, taxes incluses (contrats : 352 145,43$ + variations des quantités 52 821,81$ + contingences 17 607,27 $) - Appel d'offres public 21-18858 - (3 soumissionnaires)

20.021 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1219107003

Conclure une entente-cadre avec la firme Sécurité Intelli-Force (S.I.F) inc. pour la fourniture d'un service de gardiennage sur demande pour certaines installations de la Ville de Montréal en lien avec les mesures d'urgence, pour une durée de vingt-quatre (24) mois. Montant estimé de l'entente : 2 167 812,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18880 - (5 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.022 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1216989002

Accorder un contrat à Techno-Contact inc., pour la fourniture de trois (3) transformateurs à sec 10 MVA - Dépense totale de 1 346 426,92 $, taxes incluses (contrat : 1 246 696,92 $ + contingences : 62 330 $ + incidences 37 400 $) - Appel d'offres public 21-18795 - (4 soumissionnaires - 1 conforme)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.023 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de la culture , Direction des bibliothèques* - 1219055001

Conclure avec l'entreprise Les Reliures Caron & Létourneau Ltée une entente-cadre d'une durée de vingt-quatre (24) mois avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents suite à l'appel d'offres public 21-18726 (un seul soumissionnaire) - Montant total estimé : 647 052,86 $, taxes incluses

20.024 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1217959004

Accorder à Atelier La Boutique, le contrat pour le lot 1 et à Acmé décors inc., le contrat pour le lot 2, pour la fabrication et l'installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour les espaces publics et temporaires du MEM - Centre des mémoires montréalaises; Autoriser une dépense de 1 057 768,63 $, toutes taxes incluses, pour le lot 1 (contrat de 961 608,04 $ + contingences/incidence de 96 160,59 $, toutes taxes incluses), et une dépense de 368 292,52 $, toutes taxes incluses, pour le lot 2 (contrat de 334 811,80 $ + contingences/incidence de 33 480,72 $, toutes taxes incluses) - Appel d'offres public 21-18820 (5 soumissionnaires)

20.025 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1213673004

Accorder un contrat de biens et services à XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC, pour l'achat d'équipements audiovisuels et de services d'intégration technique pour le projet du MEM - CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES - Dépense totale de 517 755,00 $, taxes incluses, (contrat de 493 100,00 $ et contingences de 24 655,00 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 21- 18839 (2 soumissionnaires conformes)

20.026 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1215978001

Accorder un contrat de service de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire faisant aussi affaire sous Le TAZ pour la gestion de l'installation sportive située au 8931, avenue Papineau, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026, pour un montant total de 7 933 275 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un ajustement additionnel récurrent à la base budgétaire du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports dès 2022 jusqu'en 2026 pour des budgets de revenus de 250 000 $ et de dépenses de 75 000 $ permettant l'obtention d'un budget annuel revenu dépense équivalent à 1 750 000 $ net de ristourne (2 012 062,50 $, taxes incluses)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.027 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1217100003

Conclure une entente d'achat contractuelle avec Evoqua Water Technologies Ltd, d'une durée de 52 mois pour la fourniture et la livraison de cellules pour les générateurs d'hypochlorite de sodium utilisés dans les usines de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets et Atwater pour le traitement de l'eau potable. - Contrat de gré à gré, fournisseur unique - Montant total de l'entente : 1 704 466,55 $, taxes incluses (1 549 515,05 $, taxes incluses + variation des quantités : 154 951,50 $, taxes incluses)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.028 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1216320009

Accorder dix (10) contrats aux firmes 9154-6937 Québec inc. (Location Guay), JMV Environnement inc., 9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.) et Les Pavages Dancar (2009) inc. pour la location à taux horaire de divers équipements opérés pour le lieu d'élimination de la neige Carrière Saint-Michel, pour une période de trois (3) saisons hivernales avec une option de prolongation d'une saison hivernale - Dépense totale de 2 644 948,57 $, taxes incluses (contrats : 2 204 123,81 $, variations des quantités 330 618,57 $, contingences : 110 206,19 $) - Appel d'offres public 21-18893 (6 soumissionnaires)

20.029 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1213438018

Approuver le projet d'avenant à l'appel d'offres public no. 20-18227 dont le contrat a été octroyé à la société Groupe LAR inc. le 17 décembre 2020 et ce, afin de permettre le paiement complet des vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, ainsi que l'entreposage et le transfert de la propriété de ces équipements à la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.030 Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1213438007

Autoriser une dépense additionnelle de 957 000 $, taxes incluses, pour la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval, dans le cadre du contrat accordé à Nordmec Construction inc. (CG20 0445), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 012 271,11 $ à 7 969 271,11 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.031 Contrat de construction

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1219057009

Accorder un contrat à Guy Brunelle Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 «Peinture» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 737 794,58 $, taxes incluses (contrat : 641 560,50 $ + contingences : 96 234,08 $) - Appel d'offres public IMM-15680 - (3 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.032 Contrat de construction

CM *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1210025001

Accorder un contrat de gré à gré à Bell Canada pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet d'enfouissement de l'avenue Hôtel-de-Ville (projet de l'entente 83-89) pour une somme maximale de 160 681,18 $, taxes incluses

20.033 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1217231057

Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 077 744,29 $ (contrat: 7 020 000,00 $ + contingences: 777 949,04 $ + incidences: 279 795,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460522 - 2 soumissionnaires

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.034 Contrat de construction

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1219057010

Accorder un contrat à 9028-4043 Québec Inc. faisant affaire sous Bousada pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtement de sols souples » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 794 658,91$, taxes incluses (contrat : 662 215,76 $ + contingences : 132 443,15 $) - Appel d'offres public IMM-15685 - (4 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.035 Contrat de construction

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1212968016

Accorder un contrat à Bruneau Électrique Inc. pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse à 5 intersections de la Ville de Montréal. Dépense totale : 1 440 000,01 $, taxes incluses (contrat : 1 200 000,01 $; contingences : 240 000,00 $) - Appel d'offres public 466649 - (2 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.036 Contrat de construction

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1218115004

Accorder un contrat à Démospec déconstruction Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0202 «Démolition sélective» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 010 699,24 $, taxes incluses (contrat : 878 868,90 $ + contingences : 131 830,34 $) - Appel d'offres public IMM-15694 - (2 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.037 Contrat de construction

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1219266001

Accorder un contrat à Demospec Déconstruction Inc. pour l'exécution des travaux de déconstruction et de décontamination de site du Centre de formation SPVM-DEMIX (3728) - situé au 11 171, boulevard Métropolitain Est, à Montréal-Est - Dépense totale de 570 368,17 $, taxes incluses (contrat:479 435,40 $, taxes incluses + contingences: 71 915,31 $, taxes incluses + incidences: 19 017,46 $, taxes incluses) - Appel d'offres public (IMM-15779) - (3 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.038 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1217231061

Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 10 026 700,02 $ (contrat: 8 689 936,97 $ + contingences: 955 688,30 $ + incidences: 381 074,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460528 - (4 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.039 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1217231025

Autoriser les modifications apportées à l'intervention financière du Service de l'Eau afin de corriger la répartition des dépenses et crédits des provenances et imputations entre les travaux de reconstruction d'aqueduc sur Grande-Allée, de Fleury Est à Henri-Bourassa et du remplacement de plomb privé dans les mêmes limites, dans le cadre du contrat accordé à Duroking Construction, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau secondaire et de voirie dans le boulevard Grande-Allée, entre la rue Fleury et le boulevard Gouin (CM21 0578)

20.040 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1217231062

Accorder un contrat à Gérald Théorêt inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire, de voirie et d'éclairage dans l'avenue McDougall et l'avenue Elmwood. Dépense totale de 6 953 389,77 $ (contrat : 5 599 851,35 $ + contingences: 575 278,29 $ + incidences: 778 260,13 $), taxes incluses. Appel d'offres public 414540 - (6 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.041 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1217231063

Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 345 147,48 $ (contrat: 2 068 825,66 $, contingences: 206 882,57 $, incidences: 69 439,25 $), taxes incluses - Appel d'offres public 463319 - (3 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.042 Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1211541001

Accorder un contrat à Construction Camvi inc., pour la réfection des finis de plancher du rez-de-chaussée au bâtiment d'emmagasinement des boues (Secteur 667) - Dépense totale de 951 930,91 $, taxes incluses (contrat : 793 275,76. $ + contingences : 158 655,15 $ - Appel d'offres public SP19034-132387-C - (2 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.043 Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1211541003

Accorder un contrat à Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 1 et 3 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 898 727,06 $, taxes incluses (Contrat: 748 939,22 $ et contingences: 149 787,84 $) - Appel d'offres public SP21036-BF0000-C (2 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.044 Contrat de construction

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1215364001

Accorder un contrat à Poulain & Bureau inc. pour l'exécution de travaux de réfection partielle de la toiture de l'usine de filtration Dorval (3013), située au 55 rue Lilas à la cité de Dorval - Dépense totale de 615 524, 55 $, taxes incluses (contrat : 496 390,77 $ + contingences : 84 386,43 $ + incidences : 34 747,35 $) - Appel d'offres public (IMM-15743) - (4 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.045 Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1216945004

Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour la construction d'une conduite de 450 mm sous la rue Avro, entre le boulevard Des Sources et le chemin Saint-Rémi, et la construction de deux chambres de débitmètre sur l'avenue Avro et sur le chemin de l'Aviation - Dépense totale de 4 504 744,54 $, taxes incluses (Contrat : 3 695 442,61 $, contingences : 554 316,39 $, incidences: 254 492,77 $) - Appel d'offres public no 10368 - (4 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.046 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.047 Contrat de services professionnels

CM *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1210649002

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Simo Management pour l'inspection de puits d'accès par caméra 360 degrés, suite à l'appel d'offres public 1738, dans le cadre des projets de construction, de reconstruction, ou de modification du réseau souterrain de la CSEM, au montant de 242 832,95 $, taxes incluses - (2 soumissionnaires - 1 seul conforme)

20.048 Contrat de services professionnels

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1219057011

Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels spécialisés en coordination de chantier d'une durée de 12 mois avec une option de renouvellement de 12 mois pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 173 842,20 $, taxes incluses (contrat : 144 868,50 $ + contingences : 28 973,70 $) - Appel d'offres public 21-18591 (1 soumissionnaire)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.049 Contrat de services professionnels

CE *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1211541005

Accorder un contrat à Englobe Corp., pour services professionnels en gestion des matières résiduelles fertilisantes (MRF) pour la préparation d'avis de projet, de chargement, de transport et d'épandage des biosolides de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, incluant une option de prolongation de douze mois - Dépense totale: 283 988,25 $, taxes incluses - (contrat: 283 988,25 $) - Appel d'offres public 21-18725 - (3 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.050 Contrat de services professionnels

CE *Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique* - 1218355003

Accorder un contrat à la firme WAA Montréal inc. pour les services professionnels en architecture et architecture de paysage pour le développement d'un programme fonctionnel et technique pour le projet de réfection des Jardin des vivaces, Jardin des arbustes, Jardin de monastère du Jardin botanique de Montréal - Dépense totale de 175 755,10$, taxes incluses (contrat 152 830,52$ + contingences 22 924,48$) - Appel d'offres public 21-18768 (2 soumissionnaires)

20.051 Contrat de services professionnels

CG *Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être* - 1218548001

Accorder un contrat à la firme Groupe Santé Physimed Inc., pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal pour une période maximale de douze (12) mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, ou jusqu'à épuisement des fonds prévus - Dépense totale de 351 435,46 $ (Contrat: 319 486,78 $, taxes incluses + contingences: 31 948,68$, taxes incluses) - Appel d'offres public no. 21-18730 (2 soumissionnaires - 1 seul conforme)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.052 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.053 Contrat de services professionnels

CM *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1210552004

Offrir, en vertu de du premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'arrondissement de Verdun les services professionnels du service de la culture pour la prise en charge la réalisation de l'oeuvre d'art qui sera intégrée à l'Auditorium de Verdun - Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Anna Binta Diallo, artiste professionnelle, au montant maximal de 261 568,13 $ taxes incluses (contrat : 252 945 $ taxes incluses + contingences : 8623,13 $ taxes incluses), pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Errances à Verdun" intégrée à l'Auditorium de Verdun

20.054 Contrat de services professionnels

CG *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières* - 1210029004

Autoriser une dépense additionnelle maximale de 96 615,45 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale / Approuver le projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG20 0694, majorant ainsi le montant total du contrat de 4 438 969,75 $ à 4 535 585,20 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.055 Entente

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1218042004

Approuver le contrat d'utilisation du DAS (Système de distribution d'antennes) par lequel Bell Mobilité Inc. concède à la Ville de Montréal le droit d'installer et d'exploiter des équipements de télécommunication sur le site d'Aéroports de Montréal, situé au 975, boulevard Roméo-Vachon Nord, à Dorval, pour un terme de 6 ans et 10 mois, soit du 1er décembre 2018 jusqu'au 30 septembre 2025, pour les besoins corporatifs de radiocommunication de la Ville. La dépense totale est de 64 316,33$, incluant les taxes applicables

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.056 Entente

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1207000011

Approuver l'avenant à l'entente subsidiaire (numéro 201560) entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal pour la réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos (structure 81-03221) au-dessus de l'autoroute 13 et de deux murs de l'autoroute 13 dans l'arrondissement de Saint-Laurent (projet 15-12) faisant passer le coût du projet de 980 902,31 $ à 1 459 315,59 $, taxes incluses (conception et travaux: 1 442 069,34 $ + incidences: 17 246,25 $). Autoriser une dépense additionnelle de 478 413,28 $, taxes incluses

20.057 Entente

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1217231064

Autoriser une prolongation de six (6) mois de l'entente avec l'Université de Sherbrooke pour la participation de la Ville aux projets de recherche de la Chaire de recherche du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie (CRSNG) sur le développement des bétons fluides à rhéologie adaptée (BFRA) (CM16 1439) / Approuver l'addenda no. 1 de l'entente à cet effet

20.058 Entente

CG *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs* - 1215244002

Approuver l'entente à conclure entre la Ville de Montréal et le Ministère de la sécurité publique (MSP) pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à la mise en oeuvre d'une section spécialisée en violence conjugale / Autoriser la réception d'une contribution financière maximale de 3 016 000 $ / Autoriser la création de l'équipe de la Section spécialisée en violence conjugale (SSVC) pour une période de 3 ans avec option de prolongation de 2 ans / Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2021 de 435 000 $ / Autoriser un budget additionnel en provenance des dépenses contingentes pour 2021 de 76 400$ / Autoriser une augmentation temporaire de l'effectif autorisé de (7) postes policiers et d'un (1) poste civil / Autoriser un ajustement de la base budgétaire selon les informations inscrites au dossier décisionnel / Autoriser le directeur à signer l'entente de versement de la subvention

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.059 Entente

CG *Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles* - 1212610002

Approuver l'entente entre la Ville de Montréal et le Ministère de la sécurité publique pour la contribution financière à l'Équipe de lutte au trafic d'armes (ELTA) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour la période du 1er avril 2021 au 31 mars 2023. / Autoriser à cette fin la réception d'une contribution financière maximale de 5 000 000 $, autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2021 de 1 875 000 $ et un budget additionnel en provenance des dépenses contingentes pour 2021 de 534 045 $. / Autoriser le directeur du SPVM à signer l'entente de versement de la subvention

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.060 Entente

CG *Service de l'habitation* - 1210640003

Autoriser la signature d'un addenda à l'entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relative aux suppléments au loyer, dans le cadre de la reconduction des unités de supplément au loyer d'urgence prescrites par les programmes d'aide d'urgence 2004 et 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.061 Entente

CG *Service de l'habitation* - 1210640002

Approuver l'entente tripartite entre la Société d'habitation du Québec, l'Office municipal d'habitation de Montréal et la Ville de Montréal, relativement à la gestion des subventions de suppléments au loyer liées au programme AccèsLogis Montréal; autoriser une contribution financière de la Ville représentant 10% du coût de ces subventions de suppléments au loyer

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.062 Entente

CE *Service de l'Espace pour la vie* - 1210348006

Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et JPdL International établissant les modalités et conditions de versement d'une commandite de 50 000 $ pour la 24ième conférence Mondiale de Promotion de la Santé organisée par l'Union internationale de Promotion de la Santé et d'Education pour la Santé qui se tiendra à Montréal du 15 au 19 mai 2022

20.063 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une acquisition par la Ville. En vertu du paragraphe 7 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20.064 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une acquisition par la Ville. En vertu du paragraphe 7 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20.065 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.066 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une acquisition par la Ville. En vertu du paragraphe 7 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20.067 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1215323004

Approuver un projet de convention d'amendement du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Telus Communications inc., des emplacements pour l'installation d'équipements de télécommunication sur le toit de la mairie de l'arrondissement de LaSalle, située au 55, avenue Dupras, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er juin 2021, moyennant une recette totale de 132 500 $, excluant les taxes applicables

20.068 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1216025006

Approuver le projet de troisième convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville de Montréal prête, sans contrepartie financière, à la Société historique de Montréal, pour une durée de cinq ans, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026, des locaux d'une superficie d'environ 1 825 pi² situés aux étages et au sous-sol de l'édifice portant le numéro 462, place Jacques-Cartier, à Montréal. Le montant de la subvention immobilière octroyée pour la durée de l'entente est de 113 580,00 $

20.069 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1210515009

Fermer et retirer du domaine public le lot 5 171 921 du cadastre du Québec, et ce, rétroactivement du 10 juin 2021 au 31 décembre 2021 - Approuver la convention par laquelle la Ville prête au Partenariat du Quartier des Spectacles, rétroactivement du 10 juin 2021 au 31 décembre 2021, un local situé au 1425, rue Jeanne-Mance d'une superficie de 2 723 pi², afin d'assurer le maintien des mesures sanitaires sur le territoire du Quartier des Spectacles. La subvention locative représente 39 315 $

20.070 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1210515006

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à Société en nom collectif NouvLR pour une période 405 jours, rétroactivement du 20 février 2021 au 31 mars 2022, un terrain dans l'arrondissement du Sud-Ouest, situé au nord-est des rues Saint-Patrick et Saint-Colomban, constitué d'une partie du lot 1 853 635-2 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 7 000 pieds carrés, pour installer temporairement 4 à 6 bâtiments préfabriqués, pour un loyer total de 7 301,10 $ excluant les taxes pour le terme

20.071 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1215941002

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Université du Québec pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er juin 2021, une partie du lot 2 942 092 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 368 m², sur l'avenue Henri-Julien, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, à des fins de stationnement de véhicules, pour un loyer total de 343 584,00 $, excluant les taxes

20.072 Immeuble - Location

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1214565004

Approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue du locateur Hydro-Québec un espace à bureaux situé au 8245, avenue de l'esplanade à Montréal, pour les besoins du PDQ 31 du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 15 ans, soit du 1er avril 2022 au 31 mars 2037. La dépense totale est de 7 728 194,09 $, incluant les taxes (loyer : 4 490 050,34 $ + coût des travaux d'aménagement : 2 788 143,75 $)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.073 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1219245002

Approuver le report de paiement de la rente de 30 jours, et l'annulation des intérêts le cas échéant, pour chacun des 5 versements dus en 2021 pour l'emphytéose de Parc Six Flags s.e.c. pour l'immeuble connu sous le nom de La Ronde

20.074 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1215372006

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre de la petite enfance La Petite Caserne, pour une période de 5 ans, du 1er juin 2021 au 31 mai 2026, des espaces d'une superficie de 2 400 pi², situés au rez-de-chaussée de l'immeuble sis au 3199, rue Remembrance, à l'arrondissement de Lachine, à des fins de garderie, moyennant un loyer total de 66 960,60 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention immobilière est de 53 040 $

20.075 Subvention - Contribution financière

CE *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1214141001

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 42 508 $ à dix associations sportives régionales, dans le cadre de l'appel de projet ponctuel pour la relance sportive post-COVID en provenance du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

20.076 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1214674001

Approuver un addenda prolongeant au 15 avril 2023 la convention de contribution financière avec Jalon Mtl (CG19 0517) pour permettre la poursuite de son Projet en 2022 / Accorder une contribution financière supplémentaire de 925 000 $ à l'organisme portant ainsi le montant total de la contribution financière à 4 625 000 $

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.077 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1217952004

Accorder une contribution financière maximale de 400 000 $ à Expo Entrepreneurs afin de réaliser l'édition 2022 de son événement dont l'objectif est de regrouper les ressources d'aide aux entrepreneurs et d'en favoriser l'accès / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.078 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.079 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international* - 1218468002

Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 140 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal dans le cadre de l'organisation de la 27e édition de la Conférence de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.080 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.081 Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1218816002

Approuver le projet d'addenda à la convention entre Hockey Québec Région Montréal (HQRM) et la Ville de Montréal / Approuver la diminution du montant de soutien de 234 000,00 $ à 146 647,34 $ pour l'année 2021

20.082 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1218377002

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 256 213 $, à différents organismes, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - 4 Villes liées / Approuver les projets de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté

20.083 Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1216367004

Accorder un soutien financier de 235 000 $, en 2021, à AlterGo, pour le redistribuer aux organismes financés par le Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontréalais (PANAM) 2021-2022 / Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à AlterGo, pour une somme maximale de 15 000 $, taxes incluses, pour la coordination dudit programme pour l'édition 2021-2022, le tout dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver les deux projets de convention à cet effet

20.084 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1213277001

Approuver l'addenda No 1 à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'organisme sans but lucratif D-Trois-Pierres (CG19 0019), prolongeant sa durée pour une période d'un (1) an, du 1er janvier au 31 décembre 2022 / Autoriser une dépense maximale supplémentaire de 65 545,00 $, taxes non applicables, majorant ainsi le montant de la contribution financière initiale de 192 805 $ à 258 350 $

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

20.085 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1214815002

Accorder un soutien financier de 450 000 $ à Montréal - Métropole en santé pour la réalisation des plans d'action de Montréal, physiquement active et Conseil du système alimentaire montréalais afin de créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie pour tous les Montréalais, pour la période 2021-2024, dans le cadre du Fonds région et ruralité / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

20.086 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1211683002

Approuver l'addenda No 1 à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et le Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal (CE20 0182), pour le projet Cultiver l'espoir, prolongeant sa durée pour une période d'un an, du 1er janvier au 31 décembre 2022 / Autoriser une dépense supplémentaire de 65 000 $, taxes non applicables, majorant ainsi le montant initial de la contribution financière de 125 000 $ à 190 000 $

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

20.087 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1218475002

Accorder un soutien total de 598 000 $ à Triathlon International de Montréal, soit un soutien financier de 473 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 125 000 $ pour la tenue de l'événement Série mondiale de triathlon Montréal 2021, du 13 au 15 août 2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

20.088 Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1207233002

Accorder un soutien financier maximal de 500 000$ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le renouvellement des équipements et la conservation des vestiges en 2021-2022 / Approuver la convention à cet effet

20.089 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1219232001

Accorder un soutien financier de 105 000 $, pour 2021, à Centre Interligne inc. afin de réaliser le projet « Bonification des programmes jeunesse et Alix », soit un versement de 47 250 $ pour 2021, 47 250 $ pour 2022 et 10 500 $ pour 2023 , dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté

20.090 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1218369004

Autoriser la résiliation de la convention entre la Ville de Montréal et la Table de développement social de LaSalle (CG21 0204)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.091 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.092 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service des grands parcs_ du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1218475005

Accorder à Courons Montréal un soutien total de 460 000 $, soit un soutien financier de 35 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 425 000 $ pour l'édition 2022 du Marathon de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

20.093 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1215008004

Accorder une contribution financière, non récurrente, d'un montant de 200 000 $ au Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal pour la mise en oeuvre, en 2021 et 2022, de la mesure Renforcement de l'accompagnement en économie sociale du plan de relance économique Agir maintenant pour préparer la relance / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.094 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1218733002

Accorder un soutien financier de 150 000 $ à Îlot 84 pour le Réseau Îlot d'été Centre-ville dans le cadre de la collaboration de la Ville de Montréal pour le fonds de maintien des actifs stratégiques touristiques

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.095 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.096 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1218031003

Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à la Communauté métropolitaine de Montréal afin de soutenir le projet d'étude sur l'industrie de la logistique et du transport / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.097 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.098 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.099 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.100 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une vente d'immeuble par la Ville. En vertu du paragraphe 7 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20.101 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une vente d'immeuble par la Ville. En vertu du paragraphe 7 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30 – Administration et finances

30.001 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Direction générale , Bureau des relations internationales* - 1219226001

Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), les services de la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTSLI) de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023

30.002 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1211543004

Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLQ, c. C-11.4), les services de la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTSLI) de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023

30.003 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1214139002

Offrir au conseil d'arrondissement de l'Île-Bizard / Sainte-Geneviève, en vertu du 1er alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la planification et l'exécution des travaux de réaménagement du parc Denis-Benjamin-Viger, incluant la maîtrise d'ouvrage, dans le cadre du projet de remplacement du pont Jacques-Bizard

30.004 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1217722003

Autoriser le Service de la culture à tenir un concours d'art public sur avis public dans le cadre du projet de rénovation du Bain Saint-Michel dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Autoriser une dépense de 32 193,00 $ taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition d'une oeuvre d'art et les dépenses générales du projet

30.005 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service de l'eau* - 1217814002

Adopter une nouvelle résolution conformément aux exigences du MAMH pour approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2021 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH) et abroger la résolution CG21 0154

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

30.006 Administration - Nomination de membres

CM *Conseil des Montréalaises* - 1217721004

Approuver la nomination de Christina Nancy Eyangos à titre de membres du Conseil des Montréalaises pour un premier mandat de trois ans se terminant en août 2024

30.007 Administration - Nomination de membres

CM *Conseil Jeunesse* - 1217181005

Approuver la nomination de M. Victor Estenssoro Alvarez au Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de trois ans, de août 2021 à août 2024

30.008 Administration - Nomination de membres

CM *Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_ aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil* - 1218215002

Approuver la nomination de Mme Layla Belmahi à titre de vice-présidente du Conseil interculturel de Montréal (CIM) pour un mandat de 2 ans, de août 2021 à août 2023 et approuver la nomination de Mme Myriam Brouard à titre de membre du CIM pour un mandat de 3 ans, de août 2021 à août 2024

30.009 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.010 Administration - Nomination de membres

CG *Service de l'urbanisme et de la mobilité* - 1217999005

Renouveler le mandat de madame Josée Bérubé comme administratrice indépendante du Réseau de transport métropolitain (Exo) pour une durée de quatre ans

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

30.011 Budget - Autorisation de dépense

CE *Service de la culture , Direction des bibliothèques* - 1211608003

Autoriser une dépense de 7 000 $, dans le cadre de la 17e édition du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » pour l'attribution d'une bourse de 5 000 $ à l'auteur-e ou aux coauteur-e-s récipiendaire-s et pour l'attribution de bourses aux créatrices et créateurs de quatre oeuvres finalistes, à hauteur de 500 $ par oeuvre et divisible, s'il y a lieu, équitablement entre les créatrices ou créateurs de chaque oeuvre

30.012 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CM *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1217682001

Autoriser un virement budgétaire pour l'année 2021 de 182 500 $ en provenance de l'arrondissement Ville-Marie, de 85 000 $ en provenance de l'arrondissement Le Sud-Ouest et de 40 000 $ en provenance de l'arrondissement Verdun, vers le Service de la concertation des arrondissements, dans le cadre de l'ouverture du site de gestion de sol du Parc d'Entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC)

30.013 Budget - Virement / Annulation de crédits

CE *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1217796010

Autoriser un virement budgétaire non récurrent de 50 000 $ en provenance du Service du développement économique vers l'arrondissement de Lachine aux fins de développement et de planification du nouveau parc riverain de Lachine

30.014 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne un recours judiciaire. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.015 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne un recours judiciaire. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.016 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne un recours judiciaire. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.017 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne un recours judiciaire. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

40 – Réglementation

40.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.003 Règlement - Adoption

CM *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1214341001

Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030, modifié par 20-030-1)

Mention spéciale : Avis de motion et adoption du projet de règlement donnés le 14 juin 2021 par le conseil municipal

40.004 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.006 Règlement - Adoption

CM *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1217736002

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (2045), afin d'y ajouter des tarifs relatifs à la Cité-des-Hospitalières (251 avenue des Pins)

40.007 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.008 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.009 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.010 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.011 Règlement - Adoption

CG *Service des finances , Direction des revenus* - 1214309001

Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ afin de financer l'acquisition du lot 3 731 871 ainsi que la réalisation d'un lien routier, entre le chemin Saint-François et le boulevard de la Côte-Vertu, pour la desserte des projets industriels implantés sur le territoire de l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau (08 037), modifiant ainsi le montant de l'emprunt à 9 017 711 $

Compétence d'agglomération : Éléments du développement économique que sont tout centre de congrès, port ou aéroport

40.012 Règlement - Adoption

CG *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1211179005

Adopter le règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale et à l'acquisition d'immeubles par les entreprises d'économie sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 4 000 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale et à l'acquisition d'immeubles par les entreprises d'économie sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Autoriser des virements budgétaires de 2 000 000 $ en provenance de l'Entente 150 M$ et de 2 000 000 $ en provenance de l'enveloppe 50 M$ - plan de relance 2 vers le budget alloué au Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) pour les exercices financiers 2021 et 2022

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

40.013 Règlement - Adoption

CG *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs* - 1218812004

Adoption d'un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG19-004).

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

40.014 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.015 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.016 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.017 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.018 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.019 Règlement - Adoption

CM *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1217796011

Adopter le Règlement modifiant le Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M. c. P-1) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

40.020 Règlement - Adoption

CG *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1218927012

Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant à soutenir les organismes PME MTL ayant accordé, durant la période du 20 mars 2020 au 19 septembre 2020, des congés d'intérêts sur certains prêts octroyés à des entreprises / Réserver la somme de 1.6 M$ pour sa mise en oeuvre

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

40.021 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.022 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.023 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.024 Règlement - Emprunt

CM *Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction de l'expérience citoyenne* - 1213267001

Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer les projets d'immobilisation municipaux réalisés dans le cadre du budget participatif de Montréal

40.025 Règlement - Emprunt

CM *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1212621001

Adopter un règlement autorisant l'emprunt de 9 500 000 $ pour le financement de l'acquisition et l'installation d'outils de collecte sur le domaine public (collectes hors foyer).

40.026 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.027 Règlement de la Société de transport de Montréal

CG *Société de transport de Montréal* - 1217945005

Approuver le Règlement R-207 autorisant un emprunt de 29 467 523 $ pour un terme de dix (10) ans pour financer le projet - Migration 2022 du progiciel Hastus et approuver la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2021-2030

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

40.028 Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1204521006

Renommer « bibliothèque Réjean-Ducharme » la bibliothèque Georges-Vanier située au 2450, rue Workman (à l'angle de la rue Vinet), dans l'arrondissement du Sud-Ouest

40.029 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.030 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.031 Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1214521008

Nommer « bibliothèque et espace culturel du Coeur-Nomade » la nouvelle bibliothèque qui desservira les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Montréal-Nord

40.032 Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1219026010

Renommer « parc du Molise » le parc de la Molise, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

40.033 Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1214521006

Nommer la place des Débardeurs, dans l'arrondissement du Sud-Ouest

40.034 Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1219026007

Renommer « rue Saint-François » la partie de la rue Bellerive située entre la rue Sainte-Anne et le boulevard Saint-Jean-Baptiste, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

40.035 Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1214521007

Nommer le centre culturel et communautaire de Cartierville, situé au 12225, rue Grenet, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, ainsi que plusieurs de ses espaces intérieurs

40.036 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.037 Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1204521013

Nommer plusieurs voies et espaces publics réaménagés à la suite des transformations liées aux travaux de l'échangeur Turcot et de ses abords, dans l'arrondissement du Sud-Ouest

40.038 Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1214521011

Renommer « impasse Evans » la rue Evans-Court, dans l'arrondissement de Ville-Marie

50 – Ressources humaines

50.001 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une question relative aux ressources humaines. En vertu du paragraphe 4 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

50.002 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une question relative aux ressources humaines. En vertu du paragraphe 4 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

50.003 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une question relative aux ressources humaines. En vertu du paragraphe 4 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

60 – Information

60.001 Dépôt

CM *Conseil Jeunesse* - 1217181006

Prendre connaissance de l'avis intitulé « Avis sur l'utilisation de systèmes de décision automatisée par la Ville de Montréal. Assurer une gouvernance responsable, juste et inclusive. » et des 15 recommandations émises à ce sujet par le Conseil jeunesse de Montréal (CJM)

60.002 Dépôt

CM *Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil* - 1218215003

Prendre connaissance de l'avis intitulé « Les personnes âgées immigrantes et/ou racialisées: favoriser des milieux de vie inclusifs » et des 10 recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal (CIM)

60.003 Dépôt

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1217815001

Déposer le bilan annuel 2020 de l'escouade chantier

60.004 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

60.005 Dépôt

CM *Office de consultation publique de Montréal* - 1211079006

Déposer le rapport de la consultation publique tenue par l'OCPM sur le Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal

60.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

60.007 Dépôt

CM *Office de consultation publique de Montréal* - 1211079008

Déposer le rapport de la consultation publique menée par l'OCPM sur le site Louvain Est

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 21
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 76
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 73

CE : 10.002

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 10.003

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.001

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1219088001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième prolongation de douze (12) mois pour la fourniture de sites pour l'élimination de résidus de balais de rue et dépôts à neige dans le cadre du contrat accordé à Recyclage Notre-Dame inc. (CG18 0062), majorant ainsi le montant total estimé du contrat de 3 376 354,00 $ à 4 398 283,77 $, taxes incluses

Il est recommandé au conseil d'agglomération:

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 1 021 929,77 $, taxes incluses, pour la fourniture de sites pour l'élimination de résidus de balais de rue et de dépôt à neige dans le cadre du contrat accordé à Recyclage Notre-Dame inc. - Résolution CG 18 0062, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 376 354,00 $ à 4 398 283,77 $, taxes incluses ;

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements ou des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-05-25 17:01

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1219088001**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième prolongation de douze (12) mois pour la fourniture de sites pour l'élimination de résidus de balais de rue et dépôts à neige dans le cadre du contrat accordé à Recyclage Notre-Dame inc. (CG18 0062), majorant ainsi le montant total estimé du contrat de 3 376 354,00 $ à 4 398 283,77 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

En 2017, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public ayant pour objet la fourniture de sites pour l'élimination de résidus de balais de rues et de dépôts à neige, prévoyant deux (2) options de prolongation de douze (12) mois. Les contrats, au montant de 7 153 539,27 $, taxes incluses, octroyés aux firmes Recyclage Notre-Dame inc. et WM Québec inc. étaient en vigueur depuis le 26 janvier 2018, et ce, pour une période de trente-six (36) mois. En décembre 2020, la première option de prolongation de douze (12) mois a été autorisée, sans augmentation de la valeur des contrats.

En date du mois de mai 2021, la consommation sur l'entente-cadre de Recyclage Notre-Dame inc. était de 2 888 690,39 $, taxes incluses, soit 85,56 % du contrat octroyé.

Le montant estimé pour la période de prolongation est de 1 021 929,77 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 3 376 354,00 $ à 4 398 283,77 $, taxes incluses. Il s'agit de montants d'achats prévisionnels puisque la Ville n'est pas tenue d'acquérir de quantité spécifique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 20 0661 - 17 décembre 2020 - Exercer l'option de la première prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture de sites pour l'élimination de résidus de balais de rue et de dépôts à neige dans le cadre des contrats accordés à Recyclage Notre-Dame inc. et WM Québec inc. (CG18 0062), le montant total estimé des ententes-cadres est maintenu à 7 153 539,27 $, taxes incluses
CG 18 0062 - 25 janvier 2018 - Conclure deux (2) ententes-cadres avec les firmes Recyclage Notre-Dame inc. et WM Québec inc. pour une période de trente-six (36) mois, pour la fourniture de sites pour la disposition des résidus de balais de rues et des dépôts à

neige - Appel d'offres public 17-16362 (4 soum.) (Montant estimé: 7 153 539,27 $, taxes incluses)

CG 16 0705 - 22 décembre 2016 - Autorisation d'une première prolongation pour une période de douze (12) mois de l'entente-cadre, conclue avec la firme Recyclage Notre-Dame inc., pour la fourniture de sites pour la disposition des résidus de balais de rues et des dépôts à neige - Appel d'offres public 14-13144 - (montant total estimé de la prolongation : 1 279 142,99 $, taxes incluses)

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à exercer la deuxième prolongation de douze (12) mois prévue au contrat avec la firme Recyclage Notre-Dame inc. visant la fourniture de sites pour l'élimination de résidus de balais de rue et de dépôts à neige. Cette entente-cadre sera mise à la disposition de sept (7) arrondissements de la Ville de Montréal et du Service de la concertation des arrondissements. La firme WM Québec inc. ayant refusé la deuxième prolongation, un appel d'offres est en cours afin de remplacer l'entente-cadre pour les douze (12) autres arrondissements.
Le Service de l'approvisionnement souhaite prolonger la présente entente-cadre afin de bénéficier des termes et conditions obtenus lors de l'appel d'offres public 17-16362.

Le prix entendu fait l'objet d'une indexation annuelle en date du 1er janvier de chacune des années du contrat, sur la base du taux de variation sur douze mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) publiés par Statistique Canada. Les prévisions ont été établies au moyen de l'historique de consommation.

JUSTIFICATION

Conformément aux documents de l'appel d'offres 17-16362, le contrat offre deux (2) prolongations de douze (12) mois. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer la deuxième année de prolongation selon les mêmes termes et conditions du contrat.
Les raisons nous incitant à recommander la deuxième option de prolongation de cette entente-cadre sont principalement les prix compétitifs obtenus, la révision de l'approche de sollicitation de marché et l'analyse de faisabilité pour une approche d'approvisionnement responsable qui sont en cours.

En effet, suite à un balisage du marché, celui-ci démontre que les prix en vigueur dans cette entente-cadre sont inférieurs à ceux obtenus par d'autres municipalités lors de récentes sollicitations du marché. Ce balisage nous a permis de constater d'autres approches effectuées par certaines municipalités, dont l'intégration des résidus de balai dans les contrats de fourniture de sites de disposition des sols contaminés. Le marché pour ces besoins étant similaire, il est donc pertinent de regrouper ces besoins en un seul processus d'appel d'offres.

De plus, une étude visant la réutilisation des abrasifs contaminés récupérés lors des opérations de balayage mécanique des chaussées a été réalisée par l'École de technologie supérieure (ÉTS). Cette avenue, qui représente une nouvelle approche d'approvisionnement responsable, fait l'objet d'une étude de faisabilité.

Cette prolongation permettra donc d'évaluer ces opportunités et d'arrimer la fin de cette entente-cadre avec celle des contrats de fourniture de sites pour la disposition des sols contaminés.

La firme Recyclage Notre-Dame inc. a confirmé son consentement à prolonger le contrat actuellement en vigueur, soit du 26 janvier 2022 au 25 janvier 2023 (copie de la lettre en

pièce jointe au présent sommaire décisionnel). La firme WM Québec inc. a quant à elle refusé de prolonger le contrat, une sollicitation de marché est en cours pour remplacer cette deuxième entente.

En date du 3 mai 2021, l'adjudicataire est conforme au Règlement sur la gestion contractuelle et n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). Le présent dossier d'appel d'offres exige la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP). Les autorisations des soumissionnaires se trouvent en pièces jointes au présent dossier décisionnel.

Conséquemment, il est recommandé de prolonger l'entente-cadre existante qui nous garantit les mêmes conditions pour douze (12) mois supplémentaires, et ce, à compter du 26 janvier 2022.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Service de l'approvisionnement a effectué une estimation de la prolongation de l'entente-cadre s'élevant à 1 021 929,77 $, taxes incluses, pour une période de douze (12) mois, et ce, à compter du 26 janvier 2022.
Cette estimation est basée sur l'historique de consommation des quarante (40) derniers mois et est calculée en fonction des derniers prix moyens payés pour ces services.

Montant estimé de la prolongation :
888 827,81 $ + 44 441,39 $ (TPS) + 88 660,57$ (TVQ) = 1 021 929,77 $

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit. Les quantités prévisionnelles exprimées n'engagent aucunement la Ville à acheter le minimum ou encore la totalité de ces quantités.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier est en accord avec les orientations et objectifs du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise. La saine gestion de la disposition des résidus de balais de rue et des dépôts à neige contribue à la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La prolongation de l'entente-cadre permettra, outre la constitution de volumes économiques profitables, d'assurer la constance, la facilité l'approvisionnement et le niveau de qualité des services obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation du COVID-19 n'a aucun impact sur le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes par le biais d'un bulletin « Info achats » afin de les informer de la prolongation de l'entente-cadre et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE 11 août 2021
CM 23 août 2021
CG 26 août 2021
Début de la deuxième prolongation 26 janvier 2022
Fin de la deuxième prolongation 25 janvier 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michael SAOUMAA
Conseiller en approvisionnement

Tél : 514-280-1994
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-17

Djamel Eddine TALEB
Chef de division

Tél : 514-280-1994
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre GATINEAU
Directeur
Tél : 514-872-0349
Approuvé le : 2021-05-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2021-05-25

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 24 mars 2021

Monsieur Maxime Sylvestre
Recyclage Notre-Dame Inc.
9400, rue de l'Innovation
Anjou (Québec) H1J 2X9

Courriel : msylvestre@ebiqc.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 17-16362
Service de sites d'élimination pour la disposition des résidus de balais de rues et des dépôts à neige

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 26 janvier 2022 au 25 janvier 2023 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat, un cautionnement d'exécution au pourcentage de 5 %, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à michael.saoumaa@montreal.ca **au plus tard le 31 mars 2021** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : François Boivin — Nom en majuscules et signature — 24/03/2021 — Date

Je refuse le renouvellement : _____ — Nom en majuscules et signature — _____ — Date

Michael Saoumaa
Conseiller en approvisionnement
Courriel : michael.saoumaa@montreal.ca

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 24 mars 2021

Monsieur Jean Beaudoin
WM Québec Inc.
9501, boulevard Ray Lawson
Anjou (Québec) H1J 1L4

Courriel : beaudoinj@rcienvironnement.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 17-16362
Service de sites d'élimination pour la disposition des résidus de balais de rues et des dépôts à neige

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 26 janvier 2022 au 25 janvier 2023 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat, un cautionnement d'exécution au pourcentage de 5 %, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à michael.saoumaa@montreal.ca **au plus tard le 31 mars 2021** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : Jean Beaudoin _____ 30/03/2021
Nom en majuscules et signature — Date

Michael Saoumaa
Conseiller en approvisionnement
Courriel : michael.saoumaa@montreal.ca

LN91Fbssp

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.002

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1219106002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation pour la fourniture, sur demande, de manteaux et de salopettes d'hiver dans le cadre du contrat accordé à Antonio Moreau (1984) ltée (CE19 1135), majorant ainsi le montant total estimé du contrat de 373 242,83 $ à 604 797,45 $, taxes incluses (montant prolongation: 201 351,84 $ + variation de quantité: 30 202,78 $)

Il est recommandé au comité exécutif:

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 201 351,84 $, taxes incluses, pour la fourniture, sur demande, de manteaux et de salopettes d'hiver dans le cadre du contrat accordé à Antonio Moreau (1984) ltée (CE-19 1135), majorant ainsi le montant total du contrat de 373 242,83 $ à 574 594,67 $, taxes incluses;

2. d'autoriser une dépense de 30 202,78 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantité;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements ou des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-06-17 14:56

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1219106002**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation pour la fourniture, sur demande, de manteaux et de salopettes d'hiver dans le cadre du contrat accordé à Antonio Moreau (1984) ltée (CE19 1135), majorant ainsi le montant total estimé du contrat de 373 242,83 $ à 604 797,45 $, taxes incluses (montant prolongation: 201 351,84 $ + variation de quantité: 30 202,78 $)

CONTENU

CONTEXTE

En 2019, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public ayant pour objet la fourniture et la livraison, sur demande, de manteaux et de salopettes d'hiver, prévoyant une (1) option de prolongation de douze (12) mois.
Le contrat, au montant de 373 242,83 $, taxes incluses, octroyé à Antonio Moreau (1984) ltée est en vigueur depuis le 1er août 2019, et ce, pour une période de vingt-quatre (24) mois.

En date du mois de mai 2021, la consommation sur l'entente-cadre est de 324 629,55 $, taxes incluses, soit 86,37 % du contrat octroyé.

Le montant estimé pour la période de prolongation est de 201 351,84 $, plus un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 30 202,78 $, taxes incluses. Ce pourcentage a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité au contrat, majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 373 242,83 $ à 604 797,45 $, taxes incluses. Il s'agit de montants d'achats prévisionnels puisque la Ville n'est pas tenue d'acquérir de quantités spécifiques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1135 - 31 juillet 2019 - Conclure une entente-cadre avec Antonio Moreau (1984) ltée, pour une période de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture, sur demande, de salopettes d'hiver - Appel d'offres public 19-17572 (6 soum.) (Montant estimé : 373 242,83 $.)
Avis Simon avec entente d'achat permanente 1270328 - Appel d'offres sur invitation 18-17009 pour la fourniture et la livraison de manteaux et de salopettes hiver (CDM) valide du 18 mai 2018 au 17 mai 2019 au montant de 81 188,90 $ (taxes incluses) conclut avec la firme Antonio Moreau (1984) ltée (2 soumissionnaires)

Avis Simon avec entente d'achat permanente 1240004 - Appel d'offres sur invitation 17-

16519 pour la fourniture et la livraison de manteaux et de salopettes d'hiver valide du 29 novembre 2017 au 28 novembre 2018 au montant de 82 126,18 $ (taxes incluses) conclut avec la firme Antonio Moreau (1984) ltée (3 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à exercer la prolongation de douze (12) mois prévue au contrat visant la fourniture et la livraison sur demande de manteaux et salopettes d'hiver destinés au catalogue vestimentaire des Cols bleus de la Ville de Montréal. Cette entente-cadre sera mise à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.

Le Service de l'approvisionnement souhaite prolonger la présente entente-cadre afin de bénéficier des termes et conditions obtenus lors de l'appel d'offres public 19-17572, ce qui réduira les délais ainsi que les coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs.

Les prix entendus demeurent indexés pour toute la durée de la prolongation. Les prévisions ont été établies au moyen de l'historique de consommation et de l'évolution moyenne de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal.

JUSTIFICATION

Conformément aux documents de l'appel d'offres 19-17572, le contrat offre une (1) prolongation de douze (12) mois. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer cette année de prolongation, et ce, selon les mêmes termes et conditions du contrat.

La firme Antonio Moreau (1984) ltée a confirmé son consentement à prolonger le contrat actuellement en vigueur, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2022 (copie de la lettre en pièce jointe du présent sommaire décisionnel).

En date du 25 mai 2021, l'adjudicataire est conforme au Règlement sur la gestion contractuelle et n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Nous n'avons pas à obtenir l'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour prolonger ce contrat.

Conséquemment, il est recommandé de prolonger l'entente-cadre existante qui nous garantit les mêmes conditions pour douze (12) mois supplémentaires, et ce, à compter du 1er septembre 2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Service de l'approvisionnement a effectué une estimation de la prolongation de l'entente-cadre s'élevant à 201 351,84 $, taxes incluses, pour une période de douze (12) mois, à compter du 1er septembre 2021.
Cette estimation est basée sur l'historique de consommation des vingt-quatre (24) derniers mois et est calculée en fonction des derniers prix moyens payés pour ces acquisitions plus (0,70 %) qui représente l'IPC annuel de consommation de Statistiques Canada.

Montant estimé de la prolongation :
175 126,63 $ + 8 756,33 $ (TPS) + 17 468,88 $ (TVQ) = 201 351,84 $

Le montant estimé de la prolongation a été majoré de 15 % (soit d'un montant de 30 202,78 $, taxes incluses), afin de pallier aux possibles augmentations et variations des quantités demandées.

Il s’agit d’une entente-cadre sans imputation budgétaire. Chaque bon de commande devra faire l’objet d’une approbation de crédit. Les quantités prévisionnelles exprimées n’engagent aucunement la Ville à acheter le minimum ou encore la totalité de ces quantités.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prolongation de l’entente-cadre permettra, outre la constitution de volumes économiques profitables, d'assurer la constance, la facilité l'approvisionnement et le niveau de qualité des produits obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation du COVID-19 n'a aucun impact sur le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes par le biais d'un bulletin « Info achats » afin de les informer de la prolongation de l'entente-cadre et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE 11 août 2021
CM 23 août 2021
CG 26 août 2021
Début de la prolongation 1er septembre 2021
Fin de la prolongation 31 août 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pablo BLANCO
Conseiller en Approvisionnement

Tél : (514) 217-3536
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-04

Djamel Eddine TALEB
Chef de division

Tél : 514-8725396
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre GATINEAU
Directeur
Tél : 514-872-0349
Approuvé le : 2021-06-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2021-06-15

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 29 juillet 2021

Monsieur Alain Courchesne
Directeur services aux entreprises
Antonio Moreau (1984) Ltée
7405, Avenue Duplessis
St-Hyacinthe (Québec) J2R 1S5

Courriel : alain@antoniomoreau.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres nº 19-17572
Acquisition de manteaux et de salopettes d'hiver (CDM) - 24 mois

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er septembre 2021 au 31 août 2022 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous rappelons que selon les termes de l'annexe 2.05.02 AJUSTEMENT DES PRIX SELON L'INDICE DES PRIX DES PRIX À LA CONSOMMATION (document contrat), une indexation est possible pour l'année de prolongation.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à marc andre.deshaies@montreal.ca **au plus tard le 5 juillet 2021** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : oui

ALAIN COURCHESNE
Nom en majuscules et signature Date
29/06/2021

Je refuse le renouvellement :

Nom en majuscules et signature Date

Pablo Blanco
Conseiller en approvisionnement
Courriel : pablo.blanco@montreal.ca

ANTONIO MOREAU (1984) LTÉE
ALAIN COURCHESNE
Directeur service entreprises
alain@antoniomoreau.com
450-779-2227

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1214338003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Aquatechno spécialistes aquatiques inc. pour la fourniture et la livraison, sur demande, de briquettes de chlore pour les chlorinateurs de marque Pulsar, pour une durée de 12 mois, sans option de prolongation - Montant estimé de l'entente : 261 568,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18815 - (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de douze (12) mois par laquelle **Aquatechno spécialistes aquatiques inc.**, seul soumissionnaire, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les briquettes de chlore pour les chlorinateurs de marque Pulsar, pour une somme maximale de 261 658,13 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **21-18815**;
2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-06-16 16:31

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1214338003**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Aquatechno spécialistes aquatiques inc. pour la fourniture et la livraison, sur demande, de briquettes de chlore pour les chlorinateurs de marque Pulsar, pour une durée de 12 mois, sans option de prolongation - Montant estimé de l'entente : 261 568,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18815 - (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une (1) entente-cadre pour la fourniture et la livraison, sur demande, de briquettes de chlore compatibles avec les chlorinateurs de marque Pulsar principalement destinées à traiter l'eau des piscines de la Ville. Cette entente -cadre sera mise à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.

En juin 2016, le contrat pour la fourniture et la livraison de briquettes de chlore pour les chlorinateurs de marque Pulsar a été octroyé, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15071, au seul soumissionnaire conforme, soit la firme Aquatechno spécialistes aquatiques inc., pour un montant total estimé de 855 712,94 $, taxes incluses. Cette entente-cadre était valide pour une période de trente-six (36) mois se terminant le 22 juin 2019, avec deux (2) options de prolongation de 12 mois. En avril 2021, suite à l'exercice des deux (2) options de prolongation, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres afin de combler les besoins pour ce produit.

L'appel d'offres public 21-18815 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal de Montréal. La publication s'est déroulée sur une période de vingt et un (21) jours calendaires, soit du 28 avril 2021 au 18 mai 2021. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent vingt (120) jours, c'est-à-dire jusqu'au 15 septembre 2021.

Durant la période de sollicitation, nous avons émis un (1) addenda visant à apporter une précision au devis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0394 - 20 avril 2020 - Exercer la deuxième option de prolongation pour une période de douze (12) mois, soit du 23 juin 2020 au 22 juin 2021, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de briquettes de chlore pour les chlorinateurs de marque Pulsar et autoriser une dépense additionnelle de 312 732,0 $, taxes incluses.

CM19 0412 -15 avril 2019 - Exercer la première option de prolongation pour une période de douze (12) mois, soit du 23 juin 2019 au 22 juin 2020, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de briquettes de chlore pour les chlorinateurs de marque Pulsar et autoriser une dépense additionnelle de 285 237,65 $, taxes incluses.

CM16 0729 - 21 juin 2016 - Conclure une entente-cadre avec Aquatechno spécialistes aquatiques inc., seul soumissionnaire, pour une période de trente-six (36) mois, avec deux options de prolongation jusqu'à douze (12) mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de briquettes de chlore pour les chlorinateurs de marque Pulsar – Appel d'offres public 16-15071. Montant estimé de l'entente-cadre : 855 712,94 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

La présente entente-cadre vise la fourniture et la livraison sur demande de briquettes de chlore compatibles avec les chlorinateurs de marque Pulsar à toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.
Les briquettes de chlore sont utilisées dans les piscines de la Ville de Montréal équipées de chlorinateurs de marque Pulsar. Ce produit est voué à maintenir la qualité de l'eau des piscines tout en minimisant les interventions des employés de la Ville par l'utilisation de chlorinateurs automatiques.

Des solutions alternatives ont été recherchées dans le but de se procurer ces produits puisque nous avons été en présence d'un seul soumissionnaire conforme suite aux derniers appels d'offres. Cependant, nos efforts n'ont pas donné les résultats escomptés puisque malgré cette analyse, un seul soumissionnaire s'est manifesté.

Durant la période visée par ce contrat, un comité de concertation, mis en place et piloté par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, procédera à une révision des besoins des utilisateurs. Le Service de l'approvisionnement sera partie prenante afin d'effectuer une veille de marché selon les nouveaux besoins découlant de ce comité de concertation. Ce contrat, d'une durée de douze (12) mois, nous permettra de réviser la stratégie d'acquisition et la planification de regroupement des besoins afin de toujours mieux répondre aux demandes des unités d'affaires.
Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur l'historique de consommation des trente-six (36) derniers mois et sur les prévisions de consommation pour une période de douze (12) mois et n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

Les prix sont fermes pour toute la durée du contrat.

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement visant à déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons déterminé et exigé une garantie d'exécution de 10 % du montant total du contrat, taxes incluses.

JUSTIFICATION

La conclusion d'une (1) entente-cadre permettra d'assurer la constance et la facilité de l'approvisionnement.

Preneurs du cahier des charges (2) :
- Aquatechno spécialistes aquatiques inc;
- Meikor inc.

Soumissionnaires (1) :
- Aquatechno spécialistes aquatiques inc.

Aucun soumissionnaire n'a été déclaré non conforme.

Un (1) preneur du cahier de charge n'a pas donné de raison de son désistement, malgré la relance effectuée.

Octroi au plus bas soumissionnaire conforme.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Aquatechno spécialistes aquatiques inc.	261 568,13 $	0,00 $	261 568,13 $
Dernière estimation réalisée	266 799,49 $	0,00 $	266 799,49 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			5 231,36 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			- 1,96 %

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier n’est déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

L’adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

Ce contrat, suite à une analyse de risque effectuée par le Service de l’approvisionnement, ne requiert pas une évaluation de la performance de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 266 799,49 $, taxes incluses, pour les douze (12) prochains mois.

Cette estimation repose sur l'historique de consommation des trente-six (36) derniers mois et sur les prévisions de consommation des utilisateurs. Elle est calculée en fonction du prix du dernier contrat pour ce produit avec une majoration de 2 %.

Le montant estimé de l'entente-cadre pour la période de douze (12) mois est de :

227 500,00 $ + 11 375,00 $ (TPS) + 22 693,13 $ (TVQ) = 261 568,13 $

Il s'agit d'une (1) entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, selon les besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette entente-cadre, d'une durée de douze (12) mois, permettra d'inclure une perspective de développement durable dans la révision des besoins des utilisateurs par le comité de concertation en vue du prochain appel d'offres.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence des ententes-cadres alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La prolongation des ententes-cadres permettra, outre la constitution de volumes économiques profitables, d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement et le niveau de qualité des produits obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation du COVID-19 n'a aucun impact sur le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes par le biais d'un bulletin «Info achats» afin de les informer de la conclusion de l'entente-cadre ainsi que des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 11 août 2021
CM : 23 août 2021
Début du contrat : 24 août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Matthieu CROTEAU
conseiller(ere) en approvisionnement

Tél : 514-872-6777
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-04

Djamel Eddine TALEB
Chef de division

Tél : .
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre GATINEAU
Directeur - Direction acquisition
Tél : 514-872-0349
Approuvé le : 2021-06-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2021-06-16

1400 Bluegrass Lakes Pkwy
Alpharetta GA 30004 USA
sigurawater.com

May 12, 2021

Re: Tender 21-18815

To whom it may concern,

This is to verify that Innovative Water Care, LLC DBA Sigura, is the sole source/manufacturer of Pulsar equipment, parts, supplies, service, including Pulsar Briquettes, Pulsar Chlorinating Feed Systems, Pulsar Sunscreen **and Aqua Techno, Inc. are the sole source provider/distributor of Pulsar equipment, parts supplies and service in the Province of Quebec.**

The use of any other chemical in our Feeders is a violation of NSF Listing and in violation of our policies. It will also void the warranty and release Sigura from any liability due to malfunction.

If you have any further questions regarding this matter please feel free to contact me.

Sincerely,

Ed Barney
Eastern Regional Manager, Sigura
Innovative Water Care, LLC DBA Sigura
Ed.barney@sigurawater.com
860-559-4599

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18815

Agent d'approvisionnement
Julie Leblanc

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Aquatechno spécialistes aquatiques inc.										
Total (Aquatechno spécialistes aquatiques inc.)									**227 500,00 $**	**261 568,13 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18815
Numéro de référence : 1482380
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture et livraison de briquettes de chlore compatibles avec les chlorinateurs de marque Pulsar pour les piscines de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aquatechno Inc. 3470, 39ème avenue Montréal, QC, H1B3V1 NEQ : 1143564731	Madame Isabelle Ouellette Téléphone : 514 642-7058 Télécopieur : 514 644-8141	**Commande : (1895112)** 2021-05-04 12 h 57 **Transmission :** 2021-05-04 12 h 57	3526077 - Addenda No 1 2021-05-14 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Meikor Inc 5604 borden montreal Montréal, QC, h4v2t8 NEQ : 1166204330	Monsieur Laurent Attar Téléphone : 514 503-8824 Télécopieur :	**Commande : (1894020)** 2021-05-02 15 h 23 **Transmission :** 2021-05-02 15 h 23	3526077 - Addenda No 1 2021-05-14 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.004

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1219057001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec Distribution, pour la fourniture de services associés au raccordement du bâtiment au réseau électrique avec accroissement de charge pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 478 526,77 $ $, taxes incluses (contrat : 398 772,31 $ + contingences : 79 754,46 $).

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec Distribution, pour la fourniture de services associés à une demande pour une installation électrique existante avec accroissement de charge pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 478 526,77$, taxes incluses
2. d'autoriser une dépense de 79 754,46 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences.
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 43,54 % par l'agglomération et à 56,46 % par la ville centre.
4. d'autoriser la directrice du SGPI à signer au nom de la Ville de Montréal toute entente contractuelle avec Hydro-Québec Distribution relative au présent contrat.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2021-06-07 09:19

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219057001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec Distribution, pour la fourniture de services associés au raccordement du bâtiment au réseau électrique avec accroissement de charge pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 478 526,77 $ $, taxes incluses (contrat : 398 772,31 $ + contingences : 79 754,46 $).

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. Il est situé au coeur de la « Cité administrative historique » de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* .
Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- La mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;
- La mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;
- L'amélioration de l’accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l’accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet est réalisé selon le mode « Gérance de construction » : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l’exécution des travaux est scindée en 50 lots de travaux, s’effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

Dans le cadre du remplacement et de la relocalisation de l'entrée électrique de l'édifice hôtel de ville, un contrat doit être octroyé à Hydro-Québec pour raccorder le bâtiment à son réseau d'alimentation électrique et accroître la charge de l'entrée électrique

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0123 du 25 mars 2021 - Accorder au seul soumissionnaire Unicel Architectural Corp, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0805 « Murs rideaux » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 1 629 138,26 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15678
CG21 0124 du 25 mars 2021 - Accorder à Vitrerie RD ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0804 « vitrage intérieur » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 1 373 262,77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15676

DB219057007 du 9 mars 2021 - Autoriser un rehaussement de 21 731,65 $ (incluant taxes), du contrat gré à gré, à J. Flams transport & excavation pour le déneigement du chantier de construction de l'hôtel de ville lors de la saison 2020-2021 dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. (DA208864003) Majorant ainsi le montant total à autoriser de 20 598,92 $, taxes incluses, incluant contingences à 42 330,57$, taxes incluses, prévisions et contingences).

CG21 0084 du 25 févier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0100 « Entrepreneur général » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 4 085 665,71 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15682 (1 soum.)

DB219057005 du 15 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à WILLIAM SCOTSMAN pour la location de roulottes de chantier pour les travailleurs dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 100 520,34 $, taxes incluses (contrat : 91 382,13 $ + contingences : 9 138,21 $).

DB219057004 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à Groupe PROMDEM pour la démolition de dalles et de bordures de béton dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 102 316,26 $, taxes incluses (contrat: 93 014,78$ + contingences: 9 301,48 $)

DB219057003 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à UCIT Online Security Inc. (D.B.A Stealth Monitoring) pour un système de surveillance par caméras du chantier dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 97 700,01 $, taxes incluses (contrat: 88 818,19$ + contingences: 8 881,82$ $)

DB219057002 du 5 février 2021 - Accorder un contrat sur invitation de 66 225,60 $ (incluant taxes) à Expert nettoyage EXPN pour le nettoyage et désinfection des aires de repos et des installations sanitaires dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 79 470,72 $ (incluant taxes et contingences).

DA218115001 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat de 19 643,48 $ (incluant taxes) à Béton concept A.M. pour la réalisation des travaux de construction du Lot 0304 «Renforts de carbone» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de

l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 23 572,18 $ (incluant taxes et contingences). – Appel d'offres publiques IMM-15671

CG21 0042 du 28 janvier 2021- Accorder un contrat à ITR Acoustique MTL Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 10 761 223,10 $, taxes incluses (contrat : 9 357 585,30 $ + contingences : 1 403 637,80 $) - Appel d'offres public IMM-15526 - (2 soumissionnaires).

CG21 0019 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 155 288,22 $, taxes incluses (contrat : 1 874 163,67 $ + contingences : 281 124,55 $) - Appel d'offres public IMM-15529 - (1 soumissionnaire).

CG21 0017 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3104 « Excavation, blindage et remblais » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 172 802,49 $, taxes incluses (contrat : 1 019 828,25 $ + contingences : 152 974,24 $) - Appel d'offres public IMM-15530 (1 seul soumissionnaire)

CG21 0015 du 28 janvier 2021 - Autoriser un ajustement de 141 736,05 $, taxes incluses, à titre de contingences, dans le cadre du contrat de construction à 9130-9989 Québec inc. (Groupe Prodem) pour réaliser les travaux de construction du lot L0201 «Démolition et décontamination» faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville (CG20 0037), majorant ainsi le montant total à autoriser de 4 110 345,43 $ (taxes et contingences incluses) à 4 252 081,48 $ (taxes et contingences incluses).

DB219057001 du 12 janvier 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 518,80 $ (incluant taxes) à Plomberie Benoît Prévost Division drainage pour les travaux de vérification de la plomberie dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. Cette dépense additionnelle majore la dépense maximale totale à 10 761,66 $ (incluant taxes).

DESCRIPTION

Il s'agit essentiellement pour Hydro-Québec d'enlever l'entrée électrique existante à 12,5 KV et de raccorder la nouvelle entrée électrique du bâtiment à son réseau d'alimentation électrique de 25,0 KV, incluant les éléments suivants:
- Conversion de l'alimentation de 600A,12,5KV vers 600A,25KV;
- Installation de 6 sections de câble MT triphasé et enlèvement de 9 sections de câble MT triphasé;
- Remplacement de 2 jonctions MT triphasé et enlèvement d'une jonction MT Triphasé;

Le présent contrat peut être octroyé de gré à gré à Hydro-Québec, organisme public et ce, en vertu de l'article 573.3 (8°) de la Loi sur les cités et villes

REMBOURSEMENT POUR L'AJOUT D'UNE INSTALLATION ÉLECTRIQUE

Suite à cette intervention, la Ville aura droit à une réduction de coût de consommation électrique pouvant atteindre un montant maximal de 295 495,18 $ établi en fonction de la puissance projetée de l'installation électrique complète, incluant la consommation en électricité des édifices Lucien-Saulnier et de la Cour municipale desservis par cette installation.

JUSTIFICATION

Le Service de la gestion et de la planification immobilière doit obtenir l'aval des instances décisionnelles de la Ville de Montréal pour signer la convention de services et poursuivre la planification des travaux d'Hydro-Québec ainsi que les travaux des services publics de ce secteur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Hydro-Québec s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 398 772,31 $, incluant les taxes.
La provision pour contingences de 20 %, soit 79 754,46 $, incluant les taxes, servira à couvrir des imprévus qui pourraient survenir au cours de l'exécution des travaux et aucune provision d'incidence.

La dépense totale à autoriser est donc de 478 526,77 $, incluant les taxes et les contingences avant ristourne.

La part du projet # 66034 « Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville » de 478 526,77 $, taxes incluses, est financée comme suit :

Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) :

- un montant maximal de 270 176,21 $ sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence municipale 17-031- Travaux de rénovation de l'hôtel de ville;

- un montant de 208 350,56$ sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-019 - Travaux de rénovation de l'hôtel de ville.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville. La répartition de l'hôtel de ville en 2021 est de 43,54 % agglo et de 56,46 % corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

Elle est répartie de la façon suivante : 100 % en 2021

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'édifice hôtel de Ville de Montréal se doit d'être un modèle de développement durable pour l'ensemble du parc immobilier de la Ville et tous les citoyens. Le projet s'inscrit dans les grandes orientations de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal adopté en 2009. L'objectif d'obtenir la certification LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants de niveau Or fait partie intégrante du projet.
Pour encadrer et assurer le contrôle de la qualité de la démarche de conception et de certification, une équipe de développement durable comprenant un accompagnateur LEED, un agent de mise en service et un modélisateur énergétique est mandatée. L'Équipe de conception est constituée de consultants «professionnels agréés LEED» dans chaque discipline. En outre, les services d'un animateur de processus de conception intégré (PCI) permettent une meilleure intégration des éléments de développement durable dans le contexte d'un bâtiment patrimonial.

D'une façon générale, les professionnels doivent concevoir le projet en appliquant les

principes de développement durable, à savoir :
· l'amélioration de la qualité de l'air et réduction des émissions de gaz à effet de serre par la réduction de l'utilisation du mazout et du gaz naturel dans le chauffage des bâtiments et la sélection d'équipements éco énergétiques :
· la gestion responsable des ressources par la réduction des fuites d'eau et l'amélioration de l'efficacité d'usage de l'eau potable, la récupération des matières recyclables et organiques, le recyclage des produits, des équipements et des déchets de construction;
· l'adoption de bonnes pratiques de développement durable telles que l'appui des technologies vertes et l'adoption d'un système de gestion intégrant des notions de développement durable;
· la sélection de matériaux moins dommageables pour la santé;
· l'interdiction d'utiliser les produits qui sont sur la « liste rouge » comprise dans les certifications
· Living Building Challenge (LBC) et WELL.

De plus, en étant le premier projet municipal montréalais certifié dans cette catégorie (bâtiment existant, entretien et exploitation), l'hôtel de ville deviendra un modèle. Cette certification nécessitera une révision des politiques d'achat, d'entretien et d'exploitation des bâtiments de la Ville. L'ensemble des mesures sera comptabilisé afin d'illustrer les avantages de l'investissement dans le développement durable. Cette première certification facilitera les démarches par la suite afin que d'autres bâtiments municipaux puissent être certifiés plus facilement.

Le projet s'inscrit dans une démarche globale liée au développement durable par la protection et la mise en valeur du patrimoine.

En modifiant son entrée électrique vers une alimentation de plus grande envergure celle-ci permettra au bâtiment d'être complètement autonome en électricité à la suite de la transition énergétique des équipements électromécaniques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux de modification de la puissance d'alimentation électrique contribue à soutenir le SGPI dans son plan de réduction des GES et de consommation énergétique. De plus, ces travaux permettront l’atteinte des objectifs d’une certification LEED qui a pour objectif le respect environnemental, social et économique de niveau supérieur.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au comité exécutif : 11 août 2021
Décision au conseil municipal: 23 août 2021
Décision du conseil d'agglomération : 26 août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline DOYON
Conceptrice des aménagements - immeubles

Tél : 514 872-2803
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-01

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : 514-868-7854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2021-06-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-06-04

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Services professionnels en gestion financière (construction)
Description: Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville
Entente de contribution - 275 Notre-Dame Est - Hydro-Québec.
DCL-22267907

Hydro-Québec

						Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Montants forfaitaires**	**Heures**	**Taux**	**%**	**$**					
	Service optionnel et du branchement		51 338,75 $	100,0%	51 338,75					
	Coût remboursable des travaux		295 495,18 $	100,0%	295 495,18	14 774,76		29 475,64		**339 745,58**
	Sous-total :			**100,0%**	**346 833,93**	**17 341,70**		**34 596,68**		**398 772,31**
	Contingences			20,0%	69 366,79	3 468,34		6 919,34		79 754,46
	Total - Contrat :				**416 200,72**	**20 810,04**		**41 516,02**		**478 526,77**
Incidences:	Dépenses générales									
	Dépenses spécifiques									
	Total - Incidences :			0,0%	**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)				**416 200,72**	**20 810,04**		**41 516,02**		**478 526,77**
Ristournes:	Tps		100,00%			20 810,04				20 810,04
	Tvq		50,0%					20 758,01		20 758,01
	Coût après rist. (Montant à emprunter)				**416 200,72**	**0,00**		**20 758,01**		**436 958,73**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1219057001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec Distribution, pour la fourniture de services associés au raccordement du bâtiment au réseau électrique avec accroissement de charge pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 478 526,77 $ $, taxes incluses (contrat : 398 772,31 $ + contingences : 79 754,46 $).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1219057001 - Travaux électriques Hôtel-de-Ville.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-03

Françoise TURGEON
Conseillère budgetaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.005

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1210649003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Location Guay inc, pour la location de machinerie, pour des travaux d'excavation et de déneigement, au montant de 1 192 819,63 $, taxes incluses - pour une période de 4 ans - Appel d'offres 1736 (2 soumissionnaires)

Il est recommandé:
1. de conclure une entente-cadre avec la firme Location Guay inc. pour la location de machinerie, pour des travaux d'excavation et de déneigement, pour une somme maximale de 1 192 819,63 $, taxes incluses;

2. d'approuver un projet de convention de services entre la Ville de Montréal et la firme Location Guay inc. à cet effet;

3. d'autoriser le président de la CSEM à signer le projet de convention pour et au nom de la Ville;

4. de procéder à une évaluation du rendement de Location Guay inc.;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2021-06-21 13:37

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1210649003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Location Guay inc, pour la location de machinerie, pour des travaux d'excavation et de déneigement, au montant de 1 192 819,63 $, taxes incluses - pour une période de 4 ans - Appel d'offres 1736 (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de ses travaux d'entretien, la Commission des services électriques de Montréal exécute des travaux d'excavation dont les matériaux doivent être triés, transportés et disposés selon les règlements. Les activités de la division entretien réseau peuvent impliquer l'usage d'une ou deux excavatrices dans une même journée. Parfois, les conditions du chantier font en sorte qu'une mini excavatrice soit la seule machinerie répondant au besoin.
De plus, la CSEM doit déneiger le terrain qu'elle loue au 4305, rue Hogan à Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0916 - 23 septembre 2020 - Autoriser la deuxième et dernière option de la prolongation pour la location de machinerie, incluant l'opérateur, pour des travaux d'excavation et de déneigement à la firme JRG Déneigement et Excavation inc pour un montant de 209 656,72 $ taxes incluses - Appel d'offres 1672
CE19 1140 - 31 juillet 2019- Exercer l'option de prolongation dans le cadre du contrat accordé à JRG Déneigement et Excavation inc pour la location de machinerie incluant l'opérateur, pour des travaux d'excavation et de déneigement pour un montant de 208 186,38 $, taxes incluses

CE18 1307- 8 août 2018 - Accorder à la firme JRG Déneigement Excavation inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la location de machinerie incluant l'opérateur,pour les travaux d'excavation, de disposition des matériaux et de déneigement, débutant le 1er octobre 2018 et se terminant le 30 septembre 2019, avec 2 options de prolongation facultatives de 12 mois supplémentaire chacune, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1672.

DESCRIPTION

Deux firmes ont déposé une offre. Les services demandés consistent à fournir la machinerie et les opérateurs nécessaires pour excaver le sol, briser les structures existantes, trier les matériaux, remblayer les tranchées et déneiger le terrain loué par la CSEM

Le nombre d'heures minimum d'excavation prévu sur ce contrat est de 8 500 heures. À ces heures peuvent s'ajouter la location d'un camion à benne occasionnellement (800 heures) ainsi qu'une mini excavatrice (300 heures)

Date de publication	15 avril 2021
Disponibilité des documents	15 avril 2021
Date de fin de la période d'appel d'offres	17 mai 2021
Durée de l'appel d'offres	30 jours
Ayant soumissionné	2 firmes

JUSTIFICATION

Bien que la charge de travail augmente d'année en année, le recours à un entrepreneur en excavation se justifie par le fait que la CSEM n'a pas de machinerie et les opérateurs qualifiés à son emploi pour faire les travaux.
Nous occupons les opérations pour un nombre d'heures annuel d'environ 2 125 heures

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (TAXES INCLUSES)	**AUTRES (Contingences + variation de quantités)** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
LOCATION GUAY inc	1 192 819,63 $		1 192 819,63 $
JRG Déneigement Excavation	1 234256,63 $		1 234 256,63 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 055 640,00 $		1 055 640,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) VOICI LA FORMULE : (la plus basse conforme – estimation)			137 179,63 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100]			12 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) VOICI LA FORMULE : (la deuxième plus basse – la plus basse)			41 437,00 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) VOICI LA FORMULE : [(la deuxième plus basse – la plus basse)/la plus basse) x 100]			3 %

L'écart de 12 % est justifiable :

- Pour le nombre d'heures d'utilisation très minime des machineries suivantes : mini excavatrice 75 h / année et camion 10 roues 200 h / année.

- Lorsque nous considérons que l'excavatrice représente 88,5 % des heures totales d'utilisation au contrat, l'écart représente 4,2 % de notre estimation, l'écart de 12 % a été calculé pour la moyenne des 3 équipements.

Après vérification, la firme Location Guay inc., est autorisée à contracter (REA), elle ne se trouve pas dans la liste d'entrepreneurs non admissibles aux contrats publics (RENA), ni dans la liste de rendement insatisfaisant le la Ville de Montréal. L'attestation AMP n'était pas requise.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire Location Guay inc. sera effectuée conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du contrat est de 1 192 819,63 $ (taxes incluses). Pour une période de 4 ans débutant le 1er septembre 2021.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce contrat est essentiel pour réaliser les travaux d'entretien au réseau de la CSEM. Les travaux d'entretien sont majoritairement des travaux urgents permettant à nos usagers de donner le service de télécommunication, de téléphonie et d'électricité aux citoyens.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune communication

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Août 2021
Conseil municipal : 23 août
Début du contrat 1er septembre 2021, fin du contrat août 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie - Ext DAGENAIS
Adjointe administrative au président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-21

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514-384-6840
Télécop. : 514 384-7298

CONVENTION DE SERVICES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par Monsieur Serge Boileau, ing., président de la Commission des services électriques de Montréal, dûment autorisé au fin des présentes en vertu de la résolution CM20 0916 adoptée par le CM à sa séance du 21 septembre 2020.

No d'inscription TPS : 121364749 RT0001
No d'inscription TVQ : 1006001374 TQ0002

(la **"Ville")**

ET : **Location Guay inc**, personne morale ayant une place d'affaires au 235 cité des jeunes Saint Clet, (Québec) J0P 1S0 agissant et représentée par M. Bertrand Guay dûment autorisé aux fins des présentes;

(le **"Contractant")**
N° d'inscription T.P.S. 84116 7745 RT 0001
N° d'inscription T.V.Q 1209635131 TQ 0001

Relative à L'OBJET suivant :

Services professionnels de la firme. **Location Guay inc** jusqu'à concurrence d'une dépense de 1 192 819,63$ $ incluant les taxes, les frais de déplacement, frais administratifs et les profits, pour **la location de machinerie, incluant l'opérateur pour des travaux d'excavation et de déneigement.**

L'appel d'offres # 1736 est partie intégrante de la présente convention.

Les parties, ayant élu domicile aux adresses indiquées à la présente convention, conviennent de ce qui suit:

1. LE CONTRACTANT:

1.1 rend avec diligence les services professionnels ci-haut décrits et plus amplement détaillés, s'il y a lieu, à l'annexe ci-jointe ;

1.2 réalise les objectifs de la convention en respectant l'échéancier prévu à cette fin ;

1.3 n'entreprend aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

1.4 assume tous les frais relatifs à l'exécution de la présente convention ;

1.5 cède à la Ville tous ses droits d'auteur sur les documents réalisés dans le cadre de la présente convention, renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci et garantit être le titulaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention ;

1.6 soumet à la Ville, selon la fréquence déterminée par celle-ci, une ou des factures détaillées décrivant les services rendus et précisant le taux et le montant des taxes applicables à ceux-ci, de même que son numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ. ;

1.7 le contractant déclare qu'il a pris connaissance du Règlement de gestion contractuelle, tel que décrit à l'appel d'offres, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application du Règlement comme si elles étaient reproduites au long à la présente convention et prend l'engagement de respecter intégralement le Règlement sur la gestion contractuelle (18-038).

1.8 le contractant peut mettre fin à cette convention, suite à un avis écrit, en cas de défaut de la Ville.

2. LA VILLE :

2.1 verse une somme maximale de UN MILLION CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE HUIT CENT DIZ-NEUF dollars et SOIXANTE TROIS sous (1 192 819,63$), en paiement de tous les services rendus et incluant toutes les taxes applicables à ceux-ci, selon les modalités prévues à l'article 2.2; la responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention étant strictement limitée à cette somme maximale

2.2 acquitte la ou les facture(s) visée(s) à l'article 1.6 dans les trente (30) jours de leur réception pourvu qu'elles comportent toutes les informations requises par l'article 1.6; aucun paiement ne constituant cependant une reconnaissance que les services rendus sont satisfaisants ou conformes ;

2.3 **peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sans indemnité ou dommages pour le Contractant.**

3. LOIS APPLICABLES :

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL	**POUR LE CONTRACTANT**
_____	_____
Serge A. Boileau, ing. Président, CSEM	Bertrand Guay, président Location Guay
Date : _____	Date _____

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 1736
Numéro de référence : 1476165
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Location de machinerie, incluant l'opérateur, pour les travaux d'excavation, de disposition des matériaux et de déneigement

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Transporbec Inc. 2801 St-Elzéar Laval, QC, H7P 4J8 http://www.Transporbec.com	Monsieur Patrick Lajoie Téléphone : 514 331-3897 Télécopieur : 450 973-8896	**Commande : (1890865)** 2021-04-26 12 h 20 **Transmission :** 2021-04-26 12 h 20	3518462 - Adenda 1 - Appel d offres 1736 2021-05-05 19 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Location Guay (9154-6937 Québec Inc.) 235 cite des jeunes Saint-Clet, QC, J0P1P0	Monsieur Bertrand Guay Téléphone : 514 838-9922 Télécopieur :	**Commande : (1885463)** 2021-04-15 12 h 41 **Transmission :** 2021-04-15 12 h 41	3518462 - Adenda 1 - Appel d offres 1736 2021-05-05 19 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
JRG Excavation 72, Victoria Montréal, QC, H8S 1Y1	Monsieur Jean Gravel Téléphone : 514 634-2212 Télécopieur : 514 634-2212	**Commande : (1885183)** 2021-04-15 9 h 14 **Transmission :** 2021-04-15 9 h 14	3518462 - Adenda 1 - Appel d offres 1736 2021-05-05 19 h 06 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sig-Nature	Madame	**Commande**	3518462 - Adenda 1 -

935 Lippmann Laval, QC, h7s1g3	Isabelle Lorrain Téléphone : 450 629-8516 Télécopieur : 450 629-9917	**: (1892255)** 2021-04-28 11 h 28 **Transmission :** 2021-04-28 11 h 28	Appel d offres 1736 2021-05-05 19 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ALEKKO INC 228 Rang St.Charles Saint-Roch-de-l'Achigan, QC, J0K3H0	Monsieur Alexandre Dumais Téléphone : 514 621-2672 Télécopieur :	**Commande : (1889801)** 2021-04-23 8 h 26 **Transmission :** 2021-04-23 8 h 26	3518462 - Adenda 1 - Appel d offres 1736 2021-05-05 19 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Gali 580 A Notre-Dame Saint-Chrysostome, QC, J0S1R0	Madame Anabel Lepage Téléphone : 514 922-4564 Télécopieur :	**Commande : (1887075)** 2021-04-19 13 h 50 **Transmission :** 2021-04-19 13 h 50	3518462 - Adenda 1 - Appel d offres 1736 2021-05-05 19 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Dragon Construction Limitee 1700 boul. Hymus Dorval, QC, H9P2N6	Monsieur Ghislain Gagnon Téléphone : 514 386-6000 Télécopieur :	**Commande : (1886238)** 2021-04-16 13 h 18 **Transmission :** 2021-04-16 13 h 18	3518462 - Adenda 1 - Appel d offres 1736 2021-05-05 19 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide? **Service clientèle** **À propos** **Partenaires**

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1210649003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Location Guay inc, pour la location de machinerie, pour des travaux d'excavation et de déneigement, au montant de 1 192 819,63 $, taxes incluses - pour une période de 4 ans - Appel d'offres 1736 (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certificat de fonds CR1736 GDD1210649003 location machinerie.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-21

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1214132003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Albert Viau division d'Emco Corporation pour la fourniture de robinets-vannes, pour une durée de trente-six (36) mois – Montant estimé de l'entente : 1 910 681,72 $, taxes incluses – Appel d'offres public 21-18446 - (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. De conclure une entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, par laquelle la firme Albert Viau division d'Emco Corporation, plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des robinets-vannes, pour une somme maximale de 1 910 681,72 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18446 ;

2. De procéder à une évaluation du rendement de la firme Albert Viau division d'Emco Corporation ;

3. D'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-07-09 10:32

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1214132003**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Albert Viau division d'Emco Corporation pour la fourniture de robinets-vannes, pour une durée de trente-six (36) mois – Montant estimé de l'entente : 1 910 681,72 $, taxes incluses – Appel d'offres public 21-18446 - (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une (1) entente-cadre pour la fourniture sur demande de robinets-vannes principalement destinée à l'entretien du réseau d'égouts et d'aqueducs de la Ville de Montréal. Cette entente-cadre sera mise à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville.
En mai 2016, le contrat pour la fourniture de robinets-vannes a été octroyé, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-14425, au plus bas soumissionnaire conforme, soit à la firme Albert Viau division d'Emco Corporation, pour un montant total estimé de 1 650 663,07 $, taxes incluses. Cette entente-cadre était valide pour une période de soixante (60) mois se terminant le 19 mai 2021 et comportait deux (2) options de prolongation de douze (12) mois.

En mars 2021, le Service de l'approvisionnement a anticipé que la consommation complète de l'entente-cadre serait atteinte en mai 2021 et a procédé au lancement d'un appel d'offres afin de combler les besoins de robinets-vannes.

L'appel d'offres public 21-18446 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal de Montréal. La publication s'est déroulée sur une période de quarante-trois (43) jours calendaires, soit du 29 mars 2021 au 11 mai 2021. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent quatre-vingt (180) jours calendaires, c'est-à-dire jusqu'au 7 novembre 2021.

Durant la période de sollicitation, nous avons émis trois (3) addenda visant à reporter la date de dépôt des soumissions et répondre à des questions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0301 - 19 mai 2016 - Conclure une entente-cadre avec Albert Viau, division Emco Corporation, pour une période de soixante (60) mois, pour la fourniture, sur demande, de robinets-vannes, avec deux options de prolongation de douze (12) mois - Appel d'offres

public 16-14425 (5 soum.) (Montant estimé : 1 650 663.07$.)
CG 14 0509- 27 novembre 2014 - Exercer la première option de prolongation des ententes-cadres conclues avec St- Germain Égouts et Aqueducs et Albert Viau, division Emco Corporation, pour une période de douze (12) mois, soit du 27 novembre 2014 au 26 novembre 2015, pour la fourniture, sur demande, de robinets-vannes et tuyaux en fonte ductile et autoriser une dépense additionnelle de 436 316,80 $, incluant les taxes.

CG 12 0392- 25 octobre 2012 - Conclure des ententes-cadres avec Albert Viau, division Emco Corporation et St- Germain Égouts et Aqueducs Inc., pour une période de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture, sur demande, de robinets-vannes et tuyaux de fonte ductile, avec deux options de prolongation de douze (12) mois - Appel d'offres public 12-12318 (6 soum.) (Montant estimé : 1 935 671,96 $.)

DESCRIPTION

La présente entente-cadre vise la fourniture sur demande de robinets-vannes à toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal. Ces robinets-vannes sont utilisés par les équipes d'entretien qui effectuent les travaux de réparation et de maintenance du réseau d'aqueducs et d'égouts de la Ville. Les produits sont disponibles pour la mise en inventaire au Centre de distribution de la Ville de Montréal et à l'ensemble de ses magasins.
L'appel d'offres a été élaboré en collaboration avec le Service de l'eau, le plus important consommateur de l'entente. Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur l'historique de consommation des cinquante-sept (57) derniers mois et sur les prévisions de consommation pour une période de trente-six (36) mois et n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement visant à déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons déterminé et exigé une garantie de soumission de 5 % du montant total, taxes incluses, ainsi qu'une garantie d'exécution de 5 % du montant total du contrat, taxes incluses.

JUSTIFICATION

La conclusion d'une (1) entente-cadre permettra d'assurer la constance et la facilité de l'approvisionnement.
Preneurs du cahier des charges (7) :
- Albert Viau Ltée;
- Aqua-Mécanique inc.;
- DM Valve Inc.;
- Réal Huot Inc.;
- St-Germain Égouts et Aqueducs Inc.;
- Ville de Laval;
- Wolseley Canada Inc.

Soumissionnaires (4) :
- Albert Viau Ltée;
- Réal Huot Inc.;
- St-Germain Égouts et Aqueducs Inc.;
- Wolseley Canada Inc.

Des sept (7) preneurs du cahier des charges, quatre (4) ont soumissionné. Des trois (3) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, un (1) preneur constitue une organisation municipale, un (1) autre preneur n'offre pas les produits inscrits au bordereau de soumission et un (1) preneur n'a pas soumissionné en raison de l'importance des risques financiers dans le contexte d'augmentation rapide et vigoureuse des prix depuis le début de l'année 2021.

Aucun soumissionnaire fut déclaré non conforme.

Octroi au plus bas soumissionnaire conforme.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Albert Viau division d'Emco Corporation	1 910 681,72 $	0,00 $	1 910 681,72 $
Réal Huot inc.	2 155 902,51 $	0,00 $	2 155 902,51 $
St-Germain égouts et aqueducs inc	2 450 289,94 $	0,00 $	2 450 289,94 $
Wolseley Canada inc.	2 385 960,28 $	0,00 $	2 385 960,28 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 575 371,66 $	0,00 $	1 575 371,66 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			335 310,06 $ 21,3 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			245 220,79 $ 12,8 %

L’écart considérable de 21,3 % entre nos estimations et le prix de la plus basse soumission conforme est attribuable à la croissance très significative des prix industriels des produits manufacturés de métal durant le premier trimestre de 2021, dans le contexte de la pandémie du COVID-19. Les soumissionnaires affirment subir des augmentations de prix substantielles et fréquentes depuis le début de la pandémie.

Les manufacturiers américains détiennent une part de marché importante dans la fourniture de robinets-vannes aux distributeurs canadiens qui soumissionnent sur les appels d’offres de la Ville. Le *US Bureau Of Labor Statistic* est un organisme gouvernemental américain qui mesure l’évolution des prix des produits industriels de divers secteurs économiques. Selon les données de cette source, l’indice moyen des prix industriels des produits manufacturés de métal n’a augmenté que de 0,5 % durant l’année 2020. Toutefois, le taux de croissance de cet indice connaît une très importante augmentation depuis le début de l’année 2021, soit de 5,2 % pour les mois de janvier 2021 à avril 2021, ce qui représente une progression des prix de l’ordre de 17 % sur une base annuelle pour l'année 2021.

Nous observons la même tendance dans le marché canadien. Les données de Statistiques Canada indiquent que l’indice mensuel moyen des produits manufacturés de métal et matériaux de construction n'a augmenté que de 0,7 % durant l’ensemble de l’année 2020. Cet indice a cependant progressé de 100,7 à 108,8 du 1er janvier 2021 au 31 mars 2021, ce qui représente une hausse de 8,1 % durant le premier trimestre de l'année 2021, soit plus de 32 % sur une base annuelle moyenne.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier n’est déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Ce contrat, étant d'une valeur supérieure à 500 000,00 $, devra faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001.

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L’adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 1 575 371,66 $, taxes incluses, pour les trente-six (36) prochains mois. Cette estimation repose sur l'historique de consommation des cinquante-sept (57) derniers mois et est calculée en fonction des derniers prix moyens payés pour ces produits, plus une majoration annuelle moyenne de 2,75 % sur trois (3) ans.
Cette majoration correspond à l'évolution moyenne de l'Indice des prix des produits industriels (IPPI), de la famille *Robinets, soupapes et raccords de tuyauterie métalliques (sauf les soupapes industrielles) et appareils sanitaires en métal émaillé* [46612], au cours des quarante-neuf (49) mois, soit du 1er janvier 2017 au 31 janvier 2021, tel que publié par Statistique Canada dans son rapport mensuel de mars 2021, le plus récent au moment de l'établissement de l'estimé préalable.

Le montant estimé de l’entente-cadre pour la période de trente-six (36) mois est de :

1 661 823,63 $ + 83 091,18 $ (TPS) + 165 766,91 $ (TVQ) = 1 910 681,72 $

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande selon les besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'utilisation de robinets-vannes dans le cadre de travaux de réparation et d'entretien contribue à la pérennité du réseau d'aqueducs et d'égouts de la Ville.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La conclusion d'une entente-cadre, outre la constitution de volumes économiques profitables, permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des services (ou produits) obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation du COVID-19 n'a aucun impact sur le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion d'une entente-cadre et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l’adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra une entente-cadre avec la firme retenue.
CE 11 août 2021
CM 23 août 2021
CG 26 août 2021
Début du contrat 26 août 2021
Fin du contrat 25 août 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre MANDEVILLE
Conseiller en approvisionnement

Tél : 514 872-5392
Télécop. : 514 868-5984

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-17

Djamel Eddine TALEB
Chef de division

Tél : 514 872-0349
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy PLANTE
directeur acquisitions
Tél : .
Approuvé le : 2021-06-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2021-07-09

Tableau comparatif des prix reçus

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
Albert Viau division d'Emco Corporation	1 661 824 $		1 910 681,72 $
Réal Huot inc.	1 875 105 $		2 155 902,51 $
St-Germain égouts et aqueducs inc.	2 131 150 $		2 450 289,94 $
Wolseley Canada inc.	2 075 199 $		2 385 960,28 $
Dernière estimation réalisée			1 575 371,66 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			2 225 708,61 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			16,5%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			539 608,22 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			28,2%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			335 310,06 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			21,3%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			245 220,80 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			12,8%

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18446
Numéro de référence : 1469539
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture sur demande de robinets-vannes

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Albert Viau Ltée 2140 Le Chatelier Laval, QC, H7L 5B4 NEQ : 1144664423	Monsieur Charles-André Thibeault Téléphone : 514 336-3920 Télécopieur : 514 336-3980	**Commande : (1881528)** 2021-04-08 11 h 53 **Transmission :** 2021-04-08 11 h 53	3508607 - 21-18446 Addenda #1 2021-04-22 13 h 14 - Télécopie 3510824 - 21-18446 Addenda #2 Report de date 2021-04-26 11 h 30 - Télécopie 3512125 - 21-18446 Addenda #3 2021-04-27 13 h 43 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Aqua-Mécanique inc. 825, rue Salaberry Laval, QC, H7S 1H5 NEQ : 1167631036	Monsieur Pascal Plouffe Téléphone : 450 933-9962 Télécopieur : 450 933-9947	**Commande : (1886111)** 2021-04-16 11 h **Transmission :** 2021-04-16 11 h	3508607 - 21-18446 Addenda #1 2021-04-22 13 h 13 - Courriel 3510824 - 21-18446 Addenda #2 Report de date 2021-04-26 11 h 30 - Courriel 3512125 - 21-18446 Addenda #3 2021-04-27 13 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
D.M. Valve Inc 3540 boulevard poirier Montréal, QC, H4R 2J5 NEQ : 1169566974	Monsieur Craig Haché Téléphone : 514 332-4260 Télécopieur : 514 331-3924	**Commande : (1877590)** 2021-03-31 14 h 10 **Transmission :** 2021-03-31 14 h 10	3508607 - 21-18446 Addenda #1 2021-04-22 13 h 13 - Courriel 3510824 - 21-18446 Addenda #2 Report de date 2021-04-26 11 h 30 - Courriel 3512125 - 21-18446 Addenda #3 2021-04-27 13 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Real Huot Inc.. 2550 RUE DALTON Québec, QC, G1P 3S4 NEQ : 1140902363	Madame Nataliya Kovalyk Téléphone : 418 651-2121 Télécopieur :	**Commande : (1876788)** 2021-03-30 14 h 23 **Transmission :** 2021-03-30 14 h 23	3508607 - 21-18446 Addenda #1 2021-04-22 13 h 13 - Courriel 3510824 - 21-18446 Addenda #2 Report de date 2021-04-26 11 h 30 - Courriel 3512125 - 21-18446 Addenda #3 2021-04-27 13 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	St-Germain Égouts et Aqueducs Inc 3800, boul. Sir Wilfrid-Laurier, (voie de service de la 116) Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1 NEQ : 1147464847	Madame Pascale Bombardier Téléphone : 450 671-6171 Télécopieur : 450 671-3930	**Commande : (1876506)** 2021-03-30 10 h 11 **Transmission :** 2021-03-30 10 h 11	3508607 - 21-18446 Addenda #1 2021-04-22 13 h 13 - Courriel 3510824 - 21-18446 Addenda #2 Report de date 2021-04-26 11 h 30 - Courriel 3512125 - 21-18446 Addenda #3 2021-04-27 13 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Laval 1 Place Du Souvenir, C.P. 422 Laval, QC, H7V 3Z4 NEQ :	Madame Marisol Charland Téléphone : 450 978-6888 Télécopieur : 450 978-3692	**Commande : (1895198)** 2021-05-04 14 h 31 **Transmission :** 2021-05-04 14 h 31	3508607 - 21-18446 Addenda #1 2021-05-04 14 h 31 - Téléchargement 3510824 - 21-18446 Addenda #2 Report de date 2021-05-04 14 h 31 - Téléchargement 3512125 - 21-18446 Addenda #3 2021-05-04 14 h 31 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Wolseley Canada Inc. 1600, Montée Ste-Julie Sainte-Julie, QC, J3E 1Y2 NEQ : 1160289493	Monsieur Marc-Andre Dutil Téléphone : 450 688-9292 Télécopieur : 450 663-1854	**Commande : (1881490)** 2021-04-08 11 h 28 **Transmission :** 2021-04-08 11 h 28	3508607 - 21-18446 Addenda #1 2021-04-22 13 h 13 - Courriel 3510824 - 21-18446 Addenda #2 Report de date 2021-04-26 11 h 30 - Courriel 3512125 - 21-18446 Addenda #3 2021-04-27 13 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.007

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217157004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Exercer la première option de prolongation pour une période de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 646 062,51 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service de gardiennage pour les usines de filtration d'eau potable d'Atwater et de Charles-J.-Des Baillets dans le cadre du contrat accordé à Groupe de sécurité Garda SENC. LOT#2. (CG20 0458), majorant ainsi le montant total du contrat de 633 023,56 $ à 1 279 086,07 $, taxes incluses

Il est recommandé :
1. d'exercer la première option de prolongation du contrat accordé à Groupe Garda SENC. LOT #2 (CG20 0458) pour une période de 12 mois à compter du 7 octobre 2021, et autoriser une dépense de 646 062,51 $, taxes incluses, pour le service de gardiennage des usines de filtration d'eau potable d'Atwater et de Charles-J.-Des Baillets, majorant ainsi le montant total du contrat de 633 023,56 $ à 1 279 086,07 $, taxes incluses

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-19 11:11

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217157004**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Exercer la première option de prolongation pour une période de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 646 062,51 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service de gardiennage pour les usines de filtration d'eau potable d'Atwater et de Charles-J.-Des Baillets dans le cadre du contrat accordé à Groupe de sécurité Garda SENC. LOT#2. (CG20 0458), majorant ainsi le montant total du contrat de 633 023,56 $ à 1 279 086,07 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

La Division de la sécurité du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a pour mission, entre autres, de fournir des services de gardiennage et de patrouille afin d'assurer la sécurité et la protection des personnes, des immeubles et des biens de la Ville. Le 20 avril 2020, le Service de l'approvisionnement lançait un appel d'offres public n°20-18027, dont le lot #2, l'objet du présent sommaire décisionnel, visait à assurer un service de gardiennage pour les installations de l'usine de filtration d'eau potable d'Atwater et de Charles-J.-Des Baillets, et ce, pour une période de 12 mois, avec deux options de prolongation d'une année chacune.

Ce contrat, en vigueur depuis le 7 octobre 2020, prendra fin le 6 octobre 2021. Le présent dossier vise à exercer la première année d'option qui se terminera le 6 octobre 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0458 - 24 septembre 2020: Accorder un contrat à Groupe de sécurité Garda SENC., pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes tel que défini dans l'appel d'offres, et ce, pour une période de 36 mois pour le lot #1 incluant la cour municipale et ses 4 points de service, et de 12 mois pour le lot #2 incluant les usines de filtration d'eau potable d'Atwater et de Charles-J.-Des Baillets. Le contrat débutant le 7 octobre 2020 avec deux options de prolongation de douze mois chacune - Dépense totale de 6 321 852,27 $, taxes incluses. Appel d'offres public (20 - 18027), 4 soumissionnaires, un seul conforme.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à octroyer une prolongation de contrat d'une durée de 12 mois à Groupe de sécurité Garda SENC pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité, incluant tous les services connexes pour les guérites des usines de filtration d'eau potable d'Atwater et de Charles-J.-Des Baillets.
Les heures sont réparties comme suit:

1. Guérite de l'usine Atwater : 8 736 heures
2. Guérite de l'usine Charles-J.-Des Baillets : 8 736 heures
3. Banque d'heures prévisionnelles : 2 600 heures

Pour l'ensemble de la première année de prolongation, cela représente un total de 20 072 heures.

JUSTIFICATION

Ce contrat en vigueur depuis le 7 octobre 2020 ne présente pas de problématique particulière et les services rendus par le fournisseur sont satisfaisants.
Le fournisseur ayant accepté la prolongation, le SGPI recommande de recourir à la première année d'option du contrat en cours. La prolongation de ce contrat permettra d'assurer la poursuite de cette activité pour 12 mois supplémentaires, soit du 7 octobre 2021 au 6 octobre 2022 pour un coût total de 646 062,51 $, taxes incluses.

Le montant calculé pour cette prolongation a été ajusté afin de tenir compte des augmentations annuelles des taux horaires accordées par le Décret sur les agents de sécurité, et ce, en vertu de la Loi sur les décrets de convention collective.

La firme Groupe de sécurité Garda SENC n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), n'a pas d'antécédent de non-conformité en vertu du Règlement de la gestion contractuelle. Elle n'est également pas listée comme entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment. Cette firme ne fait pas partie de la liste des entreprises à rendement insatisfaisant.

L'entreprise adjudicataire de ce contrat de service est dans le registre de l'AMP des entreprises autorisées à contracter avec un organisme public.

L'appel d'offres public n°20-18027 a été réalisé en 2020 par le Service de l'approvisionnement, il y a eu quatre (4) soumissionnaires, dont un seul conforme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense brute calculée sur la prolongation de ce contrat à taux horaire (incluant les taxes),est estimée à 646 062,51 $, et est répartie ainsi :

	2021 (3 mois)	2022 (9 mois)	Total
TOTAL	160 852,14 $	485 210,37 $	646 062,51 $

Ce contrat comprend un taux horaire soit, du 7 octobre 2021 au 1er juillet 2022: 27,88 $ pour l'agent de sécurité. À partir du 2 juillet 2022, ce taux passera à 28,34 $ pour l'agent de sécurité.
Les taux pour l'agent de sécurité est régi par le Décret sur les agents de sécurité qui prévoit des augmentations annuelles. Les taux horaire inscrits sont avant taxes.

Le coût total de ce contrat est entièrement financé par le budget de fonctionnement de la Direction du centre de services, de la sûreté et de la propreté du SGPI.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report d'octroi, une interruption de service ou un refus d'octroyer le contrat, obligerait la Ville de Montréal à faire appel aux services ponctuels d'une firme spécialisée, et ce, à des coûts plus élevés

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE: 11 août 2021
CM: 23 août 2021
CG: 26 août 2021
Début de la première prolongation: 7 octobre 2021
Fin de la première prolongation: 6 octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Badre Eddine SAKHI, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-872-5084
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-14

Sébastien CORBEIL
Chef de division - Bureau de projet et gestion de l'information

Tél : 514 872-7903
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2021-07-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-07-16

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 13 mai 2021

Monsieur Luc Dupont
Vice président
Groupe de sécurité Garda SENC
1390 rue Barré
MTL QC H3C 1N4

Courriel : info-ca@garda.com
Luc.dupont@garda.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 20-18027
Service d'agence de sécurité - Cour municipale et autres sites de la Ville de Montréal (Lot #2 Service d'agence de sécurité pour les guérites des usine de filtration d'eau potable Atwater et Charles J. Des Baillets.)

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné pour **le lot # 2.**

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 7 octobre 2021 au 6 octobre 2022 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat, un cautionnement d'exécution au montant de 250 000,00 $, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à badre.sakhi@montreal.ca **au plus tard le 20 mai 2021** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

J'accepte le renouvellement : Luc Dupont _____ 13 Mai 2021

Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____

Nom en majuscules et signature — Date

Badre Eddine Sakhi
Agent d'approvisionnement II
Courriel : badre.sakhi@montreal.ca

Le 27 janvier 2021

GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA SENC
A/S MONSIEUR PIERRE-HUBERT SÉGUIN
3030, BOUL LE CARREFOUR
1002
LAVAL (QC) H7T 2P5

N° de décision : 2021-DAMP-1070
N° de client : 3000250095

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

- A.P.I.
- AGENCE DE PLACEMENT HÉLÈNE ROY
- AGENCE DE SÉCURITÉ LA SENTINELLE DU SAGUENAY
- AGENCE DE SÉCURITÉ RÉGIONALE
- B.E.S.T. ALARMES
- B.E.S.T. INVESTIGATIONS
- BEST SERVICES SPÉCIAUX
- CORPORATION DE SÉCURITÉ TRANS-CANADA
- DEUX-RIVES SÉCURITÉ
- ENQUÊTES ET SERVICES CONSEILS GW
- GARDA
- GARDA DU CANADA
- GARDA HOLDING
- GARDA INVESTIGATION SERVICES
- GARDA LOSS PREVENTION
- GARDA OF CANADA
- GARDA PRÉVENTION DES PERTES
- GARDA SÉCUR
- GARDA SECURITY GROUP
- GARDA SECURITY GROUP G.P.
- GESTION GARDA
- GESTION MYRAL
- GROUPE BEST
- GROUPE CONSEIL VCS
- GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA

- GROUPE DE SÉCURITÉ TRANS-QUÉBEC
- GW CONSULTING AND INVESTIGATIONS
- GW GARDIENNAGE
- GW PRE-EMPLOYMENT SCREENING
- INS-SIGN SIGNALISATION
- INVESTIGATION VCS
- INVESTIGATIONS B.E.S.T.
- KOLOSSAL SECURITY
- MAXIMUM TACTICAL CASH-IN-TRANSIT (MTCIT)
- MAXIMUM TACTIQUE TRANSPORT DE VALEURS (MTTV)
- MIRADO SECURITY
- NOCTURNE
- PRÉVENTION GARDA
- S.P.E.Q.
- SÉCUR
- SÉCURITÉ DE L'ESTRIE
- SÉCURITÉ DES DEUX-RIVES
- SÉCURITÉ DEUX-RIVES
- SÉCURITÉ ET PROTECTION SECPRO
- SÉCURITÉ KOLOSSAL
- SÉCURITÉ MIRADO
- SÉCURITÉ PROFESSIONNELLE D'ENQUÊTE DU QUÉBEC (SPEQ)
- SERVICE DE PROTECTION INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE (SPIC)
- SERVICE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION CAGERO
- SERVICE DE SÉCURITÉ TSM
- SERVICES DE GESTION TOTAL SECURITY
- SERVICES D'ENQUÊTES GARDA
- SERVICES SÉCURIVOL
- SIGNALISATION INS-SIGN
- SIGNALISATION ROUTIÈRE DU QUÉBEC
- SPIC
- SUR APPEL
- TALENTWORLD AGENCE DE PLACEMENT DE PERSONNEL
- TOTAL SECURITY MANAGEMENT SERVICES
- VCS CONSULTING GROUP
- VCS INVESTIGATION
- VCS SURVEILLANCE
- VCS TELESURVEILLANCE
- VCS TÉLÉSURVEILLANCE
- VÉRIFICATIONS PRÉEMPLOI GW

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA SENC demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **26 janvier 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217157004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division sécurité
Objet :	Exercer la première option de prolongation pour une période de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 646 062,51 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service de gardiennage pour les usines de filtration d'eau potable d'Atwater et de Charles -J.-Des Baillets dans le cadre du contrat accordé à Groupe de sécurité Garda SENC. LOT#2. (CG20 0458), majorant ainsi le montant total du contrat de 633 023,56 $ à 1 279 086,07 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1217157004 - Gardiennage usines d'eau.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217157006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Exercer la première option de prolongation pour une période de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 449 752,13 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service de gardiennage de la station d'épuration des eaux usées J.-R.-Marcotte , dans le cadre du contrat accordé à la firme Axia Services (CG18 0420), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 263 731,06 $ à 1 713 483,19 $, taxes incluses

Il est recommandé :
1. d'exercer la première option de prolongation du contrat accordé à la firme Axia Services pour une période de 12 mois à compter du 14 septembre 2021, et autoriser une dépense de 449 752,13 $, taxes incluses, pour le service de gardiennage de l'usine d'épuration des eaux usées J.-R.-Marcotte, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 263 731,06 $ à 1 713 483,19 $, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-19 11:14

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217157006**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Exercer la première option de prolongation pour une période de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 449 752,13 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service de gardiennage de la station d'épuration des eaux usées J.-R.-Marcotte , dans le cadre du contrat accordé à la firme Axia Services (CG18 0420), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 263 731,06 $ à 1 713 483,19 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

La Division de la sécurité du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a pour mission, entre autres, de fournir des services de gardiennage et de patrouille afin d'assurer la sécurité et la protection des personnes, des immeubles et des biens de la Ville. Le 23 avril 2018, le Service de l'approvisionnement lançait un appel d'offres public n°18-16937 visant à assurer un service de gardiennage pour les installations de l'usine d'épuration des eaux usées J.-R.-Marcotte, et ce, pour une période de 36 mois.

Ce contrat, en vigueur depuis le 12 septembre 2018, prendra fin le 13 septembre 2021. Le présent dossier vise à exercer la première année d'option du contrat qui se terminera le 13 septembre 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0420- 23 août 2018: Accorder un contrat à taux horaire à la firme Axia Services pour la fourniture d'un service de gardiennage et de tous les services connexes, tel que défini au document d'appel d'offres à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte d'une durée de 36 mois. À son expiration,le contrat peut être renouvelé pour deux périodes additionnelles de 12 mois chacune. Les dépenses maximales estimées sont de 1 263 731,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public #18-16937 - 4 soumissionnaires (2 soumissionnaires conformes).

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à octroyer une prolongation de contrat d'une durée de 12 mois à la firme Axia Services pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité, incluant tous les services connexes et les véhicules de sécurité, pour la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

Les heures sont réparties comme suit:

Station Jean-R.-Marcotte: approximativement 15 416 heures pour une couverture du plan de protection du site.

- Surveillance principale par agent de sécurité : 8 760 heures;
- Surveillance périodique par un patrouilleur: 6 656 heures;
- 1 véhicule de sécurité.

Des besoins supplémentaires, pouvant atteindre 667 heures pour 12 mois, pourront être comblés à même ce contrat.

JUSTIFICATION

Ce contrat en vigueur depuis le 12 septembre 2018 ne présente pas de problématique particulière et les services rendus par le fournisseur sont satisfaisants.
Le fournisseur ayant accepté la prolongation, le SGPI recommande de recourir à la première année d'option du contrat en cours. La prolongation de ce contrat permettra d'assurer la poursuite de cette activité pour 12 mois supplémentaires, soit du 14 septembre 2021 au 13 septembre 2022 pour un coût total de 449 752,13 $, taxes incluses.

Le montant calculé pour cette prolongation a été ajusté afin de tenir compte des augmentations annuelles des taux horaires accordées par le Décret sur les agents de sécurité, et ce, en vertu de la Loi sur les décrets de convention collective.

La firme Axia Services n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), n'a pas d'antécédent de non-conformité en vertu du Règlement de la gestion contractuelle. Elle n'est également pas listée comme entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment. Cette firme ne fait pas partie de la liste des entreprises à rendement insatisfaisant.

L'entreprise adjudicataire de ce contrat de service est dans le registre de l'AMP des entreprises autorisées à contracter avec un organisme public.

L'appel d'offres public n°18-16937 a été réalisé en 2018 par le Service de l'approvisionnement, il y a eu quatre (4) soumissionnaires, dont deux (2) conformes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense brute calculée sur la prolongation de ce contrat à taux horaire (incluant les taxes),est estimée à 449 752,13 $, et est répartie ainsi :

	2021 (3½ mois)	2022 (8½ mois)	Total
TOTAL	130 739,50 $	319 012,63 $	449 752,13 $

Ce contrat comprend un taux horaire soit, du 14 septembre 2021 au 1er juillet 2022: 23,70 $ pour l'agent de sécurité et le patrouilleur. À partir du 2 juillet 2022, ce taux passera à 24,09 $ pour l'agent de sécurité et le patrouilleur.
Les taux pour l'agent de sécurité et le patrouilleur est régis par le Décret sur les agents de sécurité qui prévoit des augmentations annuelles. Les taux horaire inscrits sont avant taxes.
Ce contrat prévoit également la location d'une voiture, pour un montant de 8 700 $.

Le coût total de ce contrat est entièrement financé par le budget de fonctionnement de la Direction du centre de services, de la sûreté et de la propreté du SGPI.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La firme Axia Services est une entreprise d'économie sociale fondée en 1975 qui vise à intégrer dans la société active des personnes handicapées. Le lien d'affaire entre la Ville de Montréal et ce type d'entreprise s'inscrit dans le Partenariat en économie sociale pour un développement solidaire et durable adopté en 2009.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans l'éventualité où le contrat ne serait pas octroyé, les infrastructures de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte ne seraient pas sécurisées par des agents de sécurité dès le 14 septembre 2021, ce qui menacerait la continuité des opérations.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE: 11 août 2021
CM: 23 août 2021
CG: 26 août 2021
Début de la première prolongation: 14 septembre 2021
Fin de la première prolongation: 13 septembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Badre Eddine SAKHI, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-872-5084
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-14

Sébastien CORBEIL
Chef de division - Bureau de projet et gestion de l'information

Tél : 514 872-7903
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2021-07-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-07-16

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 13 mai 2021

Monsieur Jean-Emmanuel Arsenault
Axia Services
13025 Jean Grou
Montréal QC H1A 3N6

Courriel : je.arsenault@axiaservices.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 18-16937
Service de gardiennage pour la station d'épuration des eaux usées

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 13 septembre 2021 au 12 septembre 2022 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat, un cautionnement d'exécution au montant de 150 000,00 $, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à badre.sakhi@montreal.ca **au plus tard le 20 mai 2021** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Jean-Emmanuel Arsenault

Signature numérique de Jean-Emmanuel Arsenault
DN : cn=Jean-Emmanuel Arsenault, o=Axia services, ou=directeur général, email=je.arsenault@axiaservices.com, c=CA
Date : 2021.05.13 11:30:31 -04'00'

13 mai 2021

Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement :

Nom en majuscules et signature — Date

Badre Eddine Sakhi
Agent d'approvisionnement II
Courriel : badre.sakhi@montreal.ca

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 16 août 2019

AXIA SERVICES
A/S MONSIEUR JEAN-EMMANUEL ARSENAULT
13025, RUE JEAN-GROU
MONTRÉAL (QC) H1A 3N6

No de décision : 2019—DAMP-0705
N° de client : 3000760597

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous AXIA SÉCURITÉ, CAFÉ NELLIGAN, CAPEQ ainsi que LES SERVICES ADAPTÉS TRANSIT, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). AXIA SERVICES demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217157006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Optimisation_sécurité et propreté , Division sécurité
Objet :	Exercer la première option de prolongation pour une période de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 449 752,13 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service de gardiennage de la station d'épuration des eaux usées J.-R.-Marcotte , dans le cadre du contrat accordé à la firme Axia Services (CG18 0420), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 263 731,06 $ à 1 713 483,19 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1217157006 - Gardiennage JR Marcotte.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.009

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217157011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession du contrat d'entretien ménager du Biodôme de Montréal et du Planétarium RioTinto Alcan (CM20 0072), de Coforce inc. à la firme Axia Services, jusqu'au 26 janvier 2023, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois - valeur résiduelle totale du contrat estimée à 1 684 870,19 $ (contrat: 1 465 104,51 $ + contingences: 219 765,68 $)

Il est recommandé :
d'autoriser, à partir du 1er septembre 2021, la cession des droits et obligations dans le contrat découlant de l'appel d'offres 19-17360 (CM20 0072), de la firme Coforce inc. à la firme Axia Services pour la fourniture de service d'entretien sanitaire pour le Biodôme et le Planétarium Rio-Tinto Alcan, jusqu'au 26 janvier 2023, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois - valeur résiduelle totale du contrat estimée à 1 684 870,19 $ (contrat : 1 465 104,51 $ + contingences : 219 765,68 $)

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-20 13:50

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217157011**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la cession du contrat d'entretien ménager du Biodôme de Montréal et du Planétarium RioTinto Alcan (CM20 0072), de Coforce inc. à la firme Axia Services, jusqu'au 26 janvier 2023, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois - valeur résiduelle totale du contrat estimée à 1 684 870,19 $ (contrat: 1 465 104,51 $ + contingences: 219 765,68 $)

CONTENU

CONTEXTE

En janvier 2020, le conseil municipal octroyait un contrat de 36 mois à la firme Coforce inc., pour le service d'entretien sanitaire du Biodôme et du Planétarium Rio-Tinto Alcan. Ce contrat faisait suite à l'appel d'offres public n°19-17360 lancé en octobre 2019, par le Service de l'approvisionnement. Trois firmes avaient présenté une soumission conforme. Le 1er avril 2021, Coforce fusionne avec Axia Services pour former une seule organisation. L'ensemble des contrats de Coforce inc. a été transféré à Axia Services, à l'exception de celui touchant l'entretien ménager du Biodôme et du Planétarium Rio-Tinto Alcan (n° 19-17360), faisant l'objet du présent dossier. À partir du 1er septembre 2021, et sous condition que les instances municipales acceptent la cessation de contrat, les activités de Coforce inc., en lien avec le contrat de l'appel d'offres n° 19-17360, seront prises en charge par Axia Services, une entreprise d'économie sociale qui oeuvre également au niveau de l'intégration sociale et professionnelle d'hommes et de femmes handicapés.

Le présent dossier a pour objet d'autoriser la cession du contrat d'entretien sanitaire du Biodôme et du Planétarium Rio-Tinto Alcan (CM20 0072), à Axia Services, et ce, à partir du 1er septembre 2021. Une telle cession peut être réalisée puisque la clause contractuelle 11.02 prévoyait cette possibilité, sous réserve de l'accord de la Ville, et ce, aux mêmes termes et conditions du contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0072- 27 janvier 2020: Accorder un contrat à la firme Coforce inc. pour le service d'entretien ménager du Biodôme de Montréal et du Planétarium RioTinto Alcan, pour une période de 36 mois. Dépense totale de 3 727 528,42 $, taxes incluses (soumission : 3 241 329,06 $ + contingences :486 199,36 $ (15 % de la soumission), taxes incluses) - Appel d'offres public n° 19-17360, 3 soumissionnaires

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à autoriser la cession du contrat d'entretien sanitaire du Biodôme et du Planétarium Rio-Tinto Alcan (CM20 0072) de la firme Coforce inc. à la firme Axia Services. Le contrat se poursuivra selon les mêmes termes et conditions jusqu'en janvier 2023. Ce contrat prévoit également deux options de prolongation de 12 mois chacune.

JUSTIFICATION

La fusion de Coforce inc. avec Axia Services ne modifiera aucunement le service rendu à Espace pour la vie, dans une période charnière où le déconfinement entraînera un retour à la normale pour ces installations.
La firme Axia Services ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni de celle du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du Secrétariat du Conseil du trésor. Par ailleurs, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et le contractant n'est pas visé par la liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

La firme Axia Services détient une attestation valide de l'Autorité des marchés publics. La preuve de renouvellement a été reproduite en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La firme Axia Services doit maintenant percevoir les taxes, ce qui n'était pas le cas auparavant avec la firme Coforce inc. Malgré ce changement, les coûts pour la Ville de Montréal resteront inchangés car Espace pour la vie, de par son statut commercial, voit ses taxes remboursées à 100% par les deux paliers de gouvernement.
La valeur résiduelle du contrat est estimée à 1 465 104,51 $. À ces coûts, s'ajoute une contingence de 15%, soit 219 765,68 $, pour un montant résiduel total de 1 684 870,19 $. Cette cession n'occasionne aucun impact budgétaire pour la Ville puisque les mêmes conditions s'appliquent.

Les montants des deux prolongations de 12 mois demeurent identiques à ce qui était prévu dans le contrat initial, soit:
Pour la première prolongation (2023) : 1 131 270,80 $
Pour la deuxième prolongation (2024) : 1 157 979,95 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La firme Axia Services est une entreprise d'économie sociale fondée en 1975 qui vise à intégrer dans la société active des personnes handicapées. Le lien d'affaire entre la Ville de Montréal et ce type d'entreprise s'inscrit dans un des objectifs du *Plan stratégique Montréal 2030* visant à renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un refus de la cession de contrat compromettrait la salubrité du bâtiment, la sécurité des occupants, tout en risquant d'affecter la pérennité des équipements et du bâtiment, ainsi que la poursuite des opérations. Pour pallier une telle interruption, la Ville devra alors faire appel aux services ponctuels d'une firme spécialisée, à des coûts plus élevés, afin de maintenir les lieux dans un état fonctionnel.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE: 11 août 2021
CM: 23 août 2021
Début de la cession: 1er septembre 2021
Fin du contrat: 26 janvier 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Badre Eddine SAKHI, Service de l'approvisionnement
Julie JODOIN, Service de l'Espace pour la vie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

Tél : 438 925-1732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-05

Carole GUÉRIN
Chef de section - exploitation à contrat

Tél : 514 796-2043
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514-770-0667
Approuvé le : 2021-07-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-07-20

AXIA SERVICES

13025, rue Jean-Grou
Montréal, Québec H1A 3N6

T: 514 642-3250
www.axiaservices.com

Montréal, le 9 juin 2021

Bruno Simard
Conseiller en analyse et contrôle de gestion
Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction gestion immobilière et exploitation
Division de la gestion immobilière et de l'exploitation à contrat
Ville de Montréal
303 Notre-Dame Est, RDC B,
Montréal, H2Y 3Y8
bruno.simard@montreal.ca

Objet : Cession du contrat AO 19-17360 en entretien ménager du Biodôme et Planétarium de Coforce à Axia services

Monsieur Simard,

Nous vous confirmons qu'Axia services c'est vu transféré l'ensemble des éléments d'actifs de Coforce au 1er avril 2021, incluant entre autres sa clientèle et ses contrats, à l'exception du contrat AO 19-17360 n'ayant pas eu votre autorisation à ce jour. Toutefois, suite à nos discussions récentes et suite à la réception d'une autorisation écrite de votre part, nous vous confirmons que nous procéderons au transfert du contrat AO 19-17360 de Coforce vers Axia services au 1er septembre 2021. Axia services sera alors responsable envers la ville de l'exécution complète de ses obligations en vertu du contrat.

Nous vous remettrons pour le 1er septembre 2021 un cautionnement d'exécution au nom d'Axia services, la preuve d'assurance mise à jour et nous joignons à la présente lettre notre autorisation de l'AMP.

Nous vous rappelons que la mission sociale d'Axia services, tout comme l'était celle de Coforce, est de créer des emplois pour les personnes vivant avec un handicap. La poursuite de ce contrat pour notre organisation représente le maintien en emploi de plus de 25 personnes handicapées habitant la ville de Montréal.

Je vous remercie pour la confiance envers notre entreprise pour poursuivre cet important mandat pour la ville de Montréal. Soyez assuré de la qualité des services que nous vous offrirons et de notre disponibilité pour répondre à vos besoins.

En espérant que le tout vous donnera satisfaction, je vous prie d'agréer, monsieur Simard, mes salutations distinguées.



Jean-Emmanuel Arsenault
Directeur général
Pj : autorisation de AMP

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 16 août 2019

AXIA SERVICES
A/S MONSIEUR JEAN-EMMANUEL ARSENAULT
13025, RUE JEAN-GROU
MONTRÉAL (QC) H1A 3N6

No de décision : 2019—DAMP-0705
N° de client : 3000760597

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous AXIA SÉCURITÉ, CAFÉ NELLIGAN, CAPEQ ainsi que LES SERVICES ADAPTÉS TRANSIT, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). AXIA SERVICES demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.010

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1215382011

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Ratifier la décision d'exercer la première option de prolongation pour une durée de douze (12) mois, ratifier une dépense de 189 708,76 $, taxes incluses / Exercer la deuxième option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 189 708,76 $, taxes incluses, pour la location court terme de deux (2) camions avec engin élévateur à nacelle de 60 pieds et benne à copeaux dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise « Discount Location d'Autos et camions / 7392 Québec inc. » (Contrat : 172 462,50 $, taxes incluses - Contingences : 17 246,26 $, taxes incluses), majorant ainsi le montant total des contrats de 189 708,76 $ à 569 126,28 $, taxes, et contingences incluses

Il est recommandé:

1. de ratifier la décision d'exercer la première option de prolongation pour une durée de douze (12) mois et la dépense de 189 708,76 $, taxes incluses (Contrat : 172 462,50 $, taxes incluses - Contingences : 17 246,26 $, taxes incluses), pour la location court terme de deux (2) camions avec engin élévateur à nacelle de 60 pieds et benne à copeaux, dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise "Discount Location d'Autos et camions / 7392 Québec inc.", Appel d'offres public 19-17903;

2. d'exercer la deuxième option de prolongation de décembre 2021 à novembre 2022 et autoriser une dépense additionnelle de 189 708,76 $, taxes incluses, pour la location court terme de deux (2) camions avec engin élévateur à nacelle de 60 pieds et benne à copeaux dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise « Discount Location d'Autos et camions / 7392 Québec inc. », majorant ainsi les contrats de location de 189 708,76 $ à 569 126,28 $;

Item		Montant, taxes incluses			
1		86 231,25 $			

2		86 231,25 $			

3. d'autoriser une dépense de 17 246,26 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-21 09:15

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215382011**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Ratifier la décision d'exercer la première option de prolongation pour une durée de douze (12) mois, ratifier une dépense de 189 708,76 $, taxes incluses / Exercer la deuxième option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 189 708,76 $, taxes incluses, pour la location court terme de deux (2) camions avec engin élévateur à nacelle de 60 pieds et benne à copeaux dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise « Discount Location d'Autos et camions / 7392 Québec inc. » (Contrat : 172 462,50 $, taxes incluses - Contingences : 17 246,26 $, taxes incluses), majorant ainsi le montant total des contrats de 189 708,76 $ à 569 126,28 $, taxes, et contingences incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Pour répondre aux besoins opérationnels des arrondissements Le Sud-Ouest et Rosemont-La-Petite-Patrie, le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) doit procéder à la location de deux camions avec engin élévateur à nacelle de 60 pieds. Ce besoin de location de camion a mené au lancement de l'appel d'offres public 19-17903 qui s'est tenu du 7 octobre au 7 novembre 2019. L'appel d'offres a été constitué de 2 items identiques pour la location de 2 camions avec engin élévateur à nacelle de 60 pieds et benne à copeaux pour une période de 12 mois avec deux options de renouvellement de 12 mois chacune. Pour s'assurer d'obtenir le nombre de camion requis, la règle d'adjudication utilisée dans le cadre de l'appel d'offres 19-17903 a été celle d'un octroi par item au plus bas soumissionnaire conforme.

Considérant que la dépense de chacun des contrats pour l'an un était inférieure à 100 000 $, le contrat a été octroyé par décision déléguée par le fonctionnaire de niveau A. (Note Simon et bon de commande 1381910 pour l'item # 1 et 1381949 pour l'item # 2)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC 1457151 - 10 février 2021 - Discount Location d'Autos et camions / 7392 Québec inc. - Option de la première prolongation et dépense additionnelle de 94 854,38 $, taxes incluses - Item 1 - Devis LCT28519B11 Location 12 mois d'un camion nacelle 60 pieds et benne à copeaux tel que décrit au devis technique de l'appel d'offres 19-17903. UADM: Sud-Ouest. - 11 mois - Majorant le contrat de 94 854,38 $ à 189 708,76 $, taxes incluses.

BC 1456421 - 12 février 2021 - Discount Location d'Autos et camions / 7392 Québec inc. - Option de la première prolongation et dépense additionnelle de 94 854,38 $, taxes incluses - Item 2 - Devis LCT28519B11 Location 12 mois d'un camion nacelle 60 pieds et benne à copeaux tel que décrit au devis technique de l'appel d'offres 19-17903. UADM: Rosemont - Majorant le contrat de 94 854,38 $ à 189 708,76 $, taxes incluses.

BC 1381910 - 22 novembre 2019 - Adjudicataire : Discount Location d'Autos et camions / 7392 Québec inc. - Montant du contrat : 94 854,38 $, taxes incluses : Item 1 - Devis LCT28519B11 Location 12 mois d'un camion nacelle 60 pieds et benne à copeaux tel que décrit au devis technique de l'appel d'offres 19-17903. UADM: Sud-Ouest.

BC 1381949 - 26 novembre 2019 - Adjudicataire : Discount Location d'Autos et camions / 7392 Québec inc. - Montant du contrat : 94 854,38 $, taxes incluses : Item 2 - Devis LCT28519B11 Location 12 mois d'un camion nacelle 60 pieds et benne à copeaux tel que décrit au devis technique de l'appel d'offres 19-17903. UADM: Rosemont.

DESCRIPTION

En octobre 2020, il a été décidé de prolonger les contrats pour une période additionnelle de douze (12) mois. Le fournisseur a été contacté le 15 octobre afin de lui faire part de nos intentions de se prévaloir de l'option de prolongation tel que stipulé à la clause 15.02 du contrat (lettre de renouvellement en pièce jointe).
Depuis le printemps 2021, le SMRA a entrepris une étude en profondeur de ses contrats de location pour identifier tout contrat pouvant excéder les échéances et/ou les montants autorisés. Les outils qui seront mis en place dans le cadre du plan de redressement du SMRA permettront de voir suffisamment à l'avance les échéances ou seuils de dépenses des contrats pour enclencher des travaux visant à émettre de nouveaux appels d'offres de location ou acquisition.

De façon plus précise, ce dossier vise à ratifier la décision d'exercer la première option de prolongation de 12 mois du contrat octroyé à l'entreprise « Discount Location d'Autos et camions / 2313-7392 Québec inc. », pour la location court terme de 2 camions avec engin élévateur à nacelle de 60 pieds et benne à copeaux jusqu'au 28 novembre 2021. Ainsi que de faire ratifier une dépense additionnelle de 129 346,92 $ qui couvre les mensualités de 7 185,94 $ de décembre 2020 à août 2021.

Dans un deuxième temps, le SMRA souhaite se prévaloir, dès maintenant, de la seconde option de prolongation de 12 mois, soit jusqu'à novembre 2022. Puisque, l'appel d'offres public pour l'acquisition de ces équipements sera lancé à l'automne 2021, nous désirons conserver les appareils en location afin d'anticiper les délais d'acquisition et de rencontrer le calendrier des instances. Par conséquent, il convient d'autoriser une dépense additionnelle de 250 070,64 $ (taxes et contingences incluses) afin de défrayer les mensualités de septembre 2021 à novembre 2021 ainsi que les mensualités de la seconde option de prolongation.

Puisque l'ajout de ces dépenses porte les contrats à un montant supérieur à 100 000 $ et que l'appel d'offres public 19-17903 n'a eu qu'un seul soumissionnaires par item, le dossier doit être présenter au Conseil municipal.

JUSTIFICATION

Pour assurer le bon déroulement des opérations au sein des arrondissements visés, et tenant compte des délais d'acquisition des fournisseurs, le SMRA fut contraint de garder les actifs ayant fait l'objet de contrats de location. Cette décision s'explique par la considération de plusieurs facteurs qui sont le respect des paramètres de la stratégie d'acquisition du SMRA, les engagements pris par le SMRA à l'égard de l'ensemble de ses clients en termes de planification pour ne pas compromettre leurs opérations et les retards de livraisons constatés chez plusieurs fournisseurs de l'industrie de véhicules ou camions lourds.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ces deux prolongations (item # 1 et # 2) , soit 379 417,52 $, taxes et contingences incluses, sera financé par le budget de fonctionnement du SMRA. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Une provision pour frais de contingence correspondant à 10 %, de la valeur de chacun des contrats est demandé pour pallier aux imprévus durant la première et la deuxième option de prolongation (besoin d'accessoires supplémentaires, bris facturables, accidents, vandalisme, etc) soit 34 492,52 $.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

Résumé de la dépense à ratifier pour le première option (incluant les taxes) :

Item	décembre 2020	janvier 2021	février 2021	mars 2021	avril 2021	mai 2021	juin 2021	juillet 2021	août 2021	Total
1	7 185,94 $	7 185,94 $	7 185,94 $	7 185,94 $	7 185,94 $	7 185,94 $	7 185,94 $	7 185,94 $	7 185,94 $	64 673,46 $
2	7 185,94 $	7 185,94 $	7 185,94 $	7 185,94 $	7 185,94 $	7 185,94 $	7 185,94 $	7 185,94 $	7 185,94 $	64 673,46 $
									Total :	**129 346,92 $**

Résumé de la dépense additionnelle pour la première option:

	Coût location (sept-novembre 2021)		Contingences de 10% pour la 1 ère prolongation		
Item	Sans taxes	Avec Taxes	Sans taxes	Avec taxes	Total
1	18 750,00 $	21 557,81 $	7 500,00 $	8 623,13 $	30 180,94 $
2	18 750,00 $	21 557,81 $	7 500,00 $	8 623,13 $	30 180,94 $
	Total :	43 115,62 $		Total :	**60 361,88 $**

Résumé de la dépense additionnelle pour la deuxième option :

	Coût annuel location 2021-11-29 à 2022-11-28		Contingences de 10%		
Item	Sans taxes	Avec Taxes	Sans taxes	Avec taxes	Total

1	75 000,00 $	86 231,25 $	7 500,00 $	8 623,13 $	94 854,38 $
2	75 000,00 $	86 231,25 $	7 500,00 $	8 623,13 $	94 854,38 $
	Total :	172 462,50 $		Total :	**189 708,76 $**

Majoration du contrat (incluant les taxes):

	Contrat 2019-11-29 à 2020-11-28	Prolongation 1 2020-11-29 à 2021-11-28	Prolongation 2 2021-11-29 à 2022-11-28	Total
Location Item # 1	86 231,25 $	86 231,25 $	86 231,25 $	258 693,75 $
Contingences 10 %	8 623,13 $	8 623,13 $	8 623,13 $	25 869,38 $
Location Item # 2	86 231,25 $	86 231,25 $	86 231,25 $	258 693,75 $
Contingences 10 %	8 623,13 $	8 623,13 $	8 623,13 $	25 869,38 $
Total	189 708,75 $	189 708,75 $	189 708,75 $	**569 126,28 $**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison du type de décision recherchée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans la prolongation de ces diverses locations, les arrondissements visés n’auraient pas été en mesure d’offrir des services essentiels aux citoyens de leur territoire. De plus, le SMRA souhaite rencontrer les diverses recommandations émises dans le dernier rapport du Bureau du l'Inspecteur Général (BIG) et ainsi, procéder au redressement de ses divers contrats.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2021: Présentation du dossier aux instances
Septembre 2021 : Poursuite du contrat et mise à jour du suivi
Décembre 2021: Émission du bon de commande pour la deuxième prolongation
Octobre 2022 : Évaluation du fournisseur
Novembre 2022: Fermeture du contrat
Décembre 2022: Inscription des données finales dans le SEAO

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Renée VEILLETTE, Service de l'approvisionnement
Jean-Yves CHAMPIGNY, Service du matériel roulant et des ateliers
Lucie MC CUTCHEON, Service de la concertation des arrondissements

Lecture :

Lucie MC CUTCHEON, 18 juillet 2021
Jean-Yves CHAMPIGNY, 12 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
Agente de recherche

Tél : N/A
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-16

Nassiri RADI
chef de section - ingenierie (smra)

Tél : 5148721843
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dominic G GARNEAU
c/d ateliers mecaniques
Tél : 514-280-3238
Approuvé le : 2021-07-21

Matériel roulant
et ateliers
Montréal

Direction générale adjointe – Services institutionnels
Service du Matériel Roulant et des Ateliers
Division Planification et Soutien aux Opérations
2269, rue Viau
Montréal (Québec) H1V 3H8

PAR COURRIEL

Le 15 octobre 2020

Monsieur Robert Liboiron
Représentant
Discount Location d'autos et camions.
2555, Des Sources
Pointe-Claire (Québec) H9R 5Z3
rliboiron@dicountquebec.com

Objet : Renouvellement des deux (2) contrats :
Appel d'offres N^{o} 19-17903 – Item 1, Appel d'offres N^{o} 19-17903 – Item 2
CONTRATS POUR LA LOCATION COURT TERME DE DEUX (2) CAMIONS CHÂSSIS-CABINE AVEC ENGIN ÉLÉVATEUR À NACELLE DE 60 PI ET BENNE À COPEAUX POUR UNE PÉRIODE DE DOUZE (12) MOIS SANS OPÉRATEUR, AVEC ENTRETIEN ET ACCESSOIRES - SMRA

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement des deux (2) contrats ci-haut mentionnés.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement de ces contrats serait effectif du 1er décembre 2020 au 30 novembre 2021 et ce, selon les termes et conditions du contrat. Cette option de renouvellement est définie à la clause 15.02 du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions en nous retournant la page 2 signée et datée par courriel à nassiri.radi@montreal.ca au plus tard le 22 octobre 2020 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement de ces deux (2) contrats.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Nassiri Radi
Chef de division - Division Planification et Soutien aux Opérations
Tél. : 514 872-1843

NR/jyc

Nassiri Radi
Signature numérique de Nassiri Radi
Date : 2020.10.20 12:00:03 -04'00'

Renouvellement du contrat Appel d'offres N° 19-17903 – Item 1
(Contrat VdM N° 1380980 et Matricule VdM 040-18007)
(Votre contrat N° 8470012896)

J'accepte le renouvellement :

ROBERT LIBOIRON — 20/10/2020
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement :

Nom en majuscules et signature — Date

Renouvellement du contrat Appel d'offres N° 19-17903 – Item 2
(Contrat VdM N° 1382130 et Matricule VdM 040-18006)
(Votre contrat N° 8470012897)

J'accepte le renouvellement :

ROBERT LIBOIRON — 20/10/2020
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement :

Nom en majuscules et signature — Date

Montréal

Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA)
2269, rue Viau
Montréal (Québec) H1V3H8

PAR COURRIEL

9 juillet 2021

Monsieur Robert Liboiron
Représentant
Discount Location d'autos et camions
2555, des Sources
Pointe-Claire (Québec) H9R 5Z3
Courriel : rliboiron@dicountquebec.com

Objet : Renouvellement de deux (2) contrats :
Appel d'offres No 19-17903 – Item 1, Appel d'offres No 19-17903 – Item 2
CONTRATS POUR LA LOCATION COURT TERME DE DEUX (2) CAMIONS CHÂSSIS-CABINE AVEC ENGIN ÉLÉVATEUR À NACELLE DE 60 PI ET BENNE À COPEAUX POUR UNE PÉRIODE DE DOUZE (12) MOIS SANS OPÉRATEUR, AVEC ENTRETIEN ET ACCESSOIRES - SMRA

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement des deux (2) contrats ci-haut mentionnés.

Sous réserve de l'approbation relevant des autorités compétentes, le renouvellement de ces contrats de location serait effectif du 29 novembre 2021 au 28 novembre 2022 et ce, selon les termes et conditions du contrat. Cette option de renouvellement, d'une durée de 12 mois, est définie à l'article 15.02 du contrat.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions au plus tard le 16 juillet 2021, en nous retournant par courriel ce document avec la partie ci-dessous dûment remplie, afin que nous puissions compléter le processus administratif confirmant le renouvellement des contrats.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec Lucie Mc Cutcheon à l'adresse courriel lucie.mccutcheon@montreal.ca.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Nassiri Radi
Chef de division par intérim
Division planification et soutien des opérations

Nassiri Radi
Signature numérique de Nassiri Radi
Date : 2021.07.09 16:47:29 -04'00'

Renouvellement du contrat n°19-17903 - item 1.

	BRIAN TESSIER	13-07-2021
J'accepte le renouvellement	Nom en majuscules et signature	Date
Je refuse le renouvellement	Nom en majuscules et signature	Date

Renouvellement du contrat n°19-17903 - item 2.

	BRIAN TESSIER	13-07-2021
J'accepte le renouvellement	Nom en majuscules et signature	Date
Je refuse le renouvellement	Nom en majuscules et signature	Date

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215382011

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Ratifier la décision d'exercer la première option de prolongation pour une durée de douze (12) mois, ratifier une dépense de 189 708,76 $, taxes incluses / Exercer la deuxième option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 189 708,76 $, taxes incluses, pour la location court terme de deux (2) camions avec engin élévateur à nacelle de 60 pieds et benne à copeaux dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise « Discount Location d'Autos et camions / 7392 Québec inc. » (Contrat : 172 462,50 $, taxes incluses - Contingences : 17 246,26 $, taxes incluses), majorant ainsi le montant total des contrats de 189 708,76 $ à 569 126,28 $, taxes, et contingences incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

gdd 1215382011 Discount ctr 2020-2022.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-20

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.011

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217711006

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder quatre contrats aux firmes 9304-9179 Quebec inc., et Contant inc. pour les services d'exploitation de quatre lieux d'élimination de la neige, pour une période de trois (3) ans (lots 1 et 4) et quatre (4) ans (lots 2 et 3) avec une option de prolongation d'un an - Dépense totale de 14 767 554,45$, taxes incluses (contrat : 12 306 295,37$ + variation des quantités 1 845 944,31$ + contingences 615 314,77 $) - Appel d'offres public AO-21-18860 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes, les contrats, pour une période de trois (3) ans (lots 1 et 4) et quatre (4) ans (lots 2 et 3) avec une option de prolongation d'un an, pour les services d'exploitation de quatre lieux d'élimination de la neige, aux prix de leur soumission, soit une somme maximale indiquée en regard de chacune d'elles (taxes incluses), conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18860 ;

Adjudicataires	no Lot	Montant avec IPC avant variations quantités et contingences (TTC)
9304-9179 Québec inc.	1	5 643 662,85 $
Contant inc.	2	1 026 956,70 $
9304-9179 Québec inc.	3	4 784 684,63 $
9304-9179 Québec inc.	4	850 991,20 $
		12 306 295,37 $

TTC : Toutes taxes comprises

2. d'autoriser une dépense de 1 845 944,31 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités ;

3. d'autoriser une dépense de 615 314,77$, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4. de procéder à une évaluation du rendement des firmes précédemment nommées ;

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-22 23:46

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217711006**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder quatre contrats aux firmes 9304-9179 Quebec inc., et Contant inc. pour les services d'exploitation de quatre lieux d'élimination de la neige, pour une période de trois (3) ans (lots 1 et 4) et quatre (4) ans (lots 2 et 3) avec une option de prolongation d'un an - Dépense totale de 14 767 554,45$, taxes incluses (contrat : 12 306 295,37$ + variation des quantités 1 845 944,31$ + contingences 615 314,77 $) - Appel d'offres public AO-21-18860 - 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la gestion des appels d'offres et des contrats octroyés en lien avec l'élimination de la neige. En contrepartie, les activités opérationnelles relatives aux lieux d'élimination de la neige sont déléguées aux arrondissements, comme la supervision et le contrôle des activités opérationnelles sur les lieux d'élimination.
Le SCA a lancé l'appel d'offres numéro 21-18860 en vue d'octroyer quatre (4) contrats d'exploitation des lieux d'élimination de la neige (LEN) des sites Angrignon, 46^{e} Avenue, Ray-Lawson et Sartelon dans les arrondissements respectifs de LaSalle, Lachine, Anjou et Saint-Laurent.

Le lancement a eu lieu le 7 juin 2021 et l'ouverture a eu lieu le 29 juin 2021 pour un total de 21 jours. Un avis a été publié dans SEAO et Le Journal de Montréal.
L'addenda numéro 1 a été publié le 10 juin pour modifier l'annexe *L'expérience du soumissionnaire* et modifier un article au devis pour préciser que lors des opérations en période hivernale, le bouteur doit circuler avec précaution pour éviter la dégradation de la chaussée.
L'addenda numéro 2 a été publié le 23 juin pour offrir un complément d'informations suite aux questions soulevées par les preneurs de cahier des charges.

Le délai de validité des soumissions est de 120 jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Pour LEN Angrignon
CM 20 0926 – 21 septembre 2020 - Accorder deux (2) contrats aux firmes Environnement routier NRJ inc. et 9304-9179 Québec inc. pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige Angrignon et Armand-Chaput dans les arrondissements de LaSalle et de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, pour une période respective de 1 an et 4 ans avec une

année de prolongation – Dépense totale de 3 937 967,33 $, taxes incluses (contrats 3 281 639,45$, variations des quantités 492 245,92$, contingences : 164 081,97 $) – Appel d'offres public 20-18275 (6 soumissionnaires).

Pour le LEN 46e Avenue

CM 20 0770 - 24 août 2020 - Exercer l'option de prolongation de 12 mois, pour la saison hivernale 2020-2021 et autoriser une dépense additionnelle de 2 202 561,36 $, taxes incluses, pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige usée Ray-Lawson et 46e avenue, dans le cadre des contrats octroyés à Cap Excavation inc. (CA14 12224) et Groupe Contant inc. (CM17 1207), majorant ainsi le montant total des contrats de 9 416 865,35 $ à 11 619 426,71 $, taxes, variation de quantités et contingences incluses.

CM 17 1207 – 25 septembre 2017 - Accorder un contrat à Groupe Contant inc. pour l'exploitation du lieu d'élimination de la neige de la 46e avenue, pour une durée de 3 ans - Dépense totale de 760 560,71$, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16258 - 2 soumissionnaires.

Pour le LEN Ray-Lawson

CM 20 0770 - 24 août 2020 - Exercer l'option de prolongation de 12 mois, pour la saison hivernale 2020-2021 et autoriser une dépense additionnelle de 2 202 561,36 $, taxes incluses, pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige usée Ray-Lawson et 46e avenue, dans le cadre des contrats octroyés à Cap Excavation inc. (CA14 12224) et Groupe Contant inc. (CM17 1207), majorant ainsi le montant total des contrats de 9 416 865,35 $ à 11 619 426,71 $, taxes, variation de quantités et contingences incluses.

CA 14 12224 – 9 septembre 2014 – Accorder un contrat à Cap Excavation inc., relatif à l'appel d'offres public no 14-13608 - Exploitation du dépot à neige usée - pour l'arrondissement d'Anjou, pour une durée de six (6) ans, et ce, au montant total approximatif de 9 064 629,00 $, taxes incluses - 4 soumissionnaires.

Pour le LEN Sartelon

CM 18 1351 – 19 novembre 2018 - Accorder un contrat à Environnement routier NRJ inc. pour la gestion du lieu d'élimination de la neige Newman, pour une somme maximale de 1 274 359,91 $, taxes et contingences incluses, et un contrat à 9304-9179 Québec inc. pour la gestion du lieu d'élimination de la neige Sartelon, pour une somme maximale de 931 193,19 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17166 - 4 soumissions par contrat.

DESCRIPTION

Les contrats de services sont pour l'exploitation des LEN Angrignon, 46e Avenue, Ray-Lawson et Sartelon. Le pourcentage de contingences et le montant pour la variation des quantités sont respectivement de 5 et 15%
Les contrats sont d'une durée de trois (3) ans (lots 1 et 4) à quatre (4) ans (lots 2 et 3) avec une option d'une année de prolongation.

Le SCA recommande l'octroi des contrats aux entreprises 9304-9179 Québec inc., et Contant inc.

JUSTIFICATION

Au total, le cahier des charges a été acheté 11 fois sur le site de SEAO.
Pour l'ensemble de l'appel d'offres, le taux global des soumissions est de 36% (4

soumissionnaires sur 11 preneurs de cahier des charges). Le nombre de soumissions déposées par contrat varie entre 2 et 3. La liste des preneurs des documents d'appels d'offres se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Comme les contrats ont une valeur supérieure à un million de dollars en incluant l'option de prolongation, les adjudicataires devaient détenir leur attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour soumissionner. Leurs autorisations sont en pièces jointes. Précisons que les adjudicataires ne sont pas inscrits au RENA et sont conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle. La conformité administrative des soumissions est confirmée par le Service de l'approvisionnement.

Le résultat de l'analyse des soumissions se retrouve ci-dessous. Dans l'ensemble, les prix soumissionnés sont de 8% sous l'estimation de la Ville.

Les entreprises suivantes ont remporté les lots :

Adjudicataires	no Lot
9304-9179 Québec inc.	1
Contant inc.	2
9304-9179 Québec inc.	3
9304-9179 Québec inc.	4

Tous les adjudicataires seront soumis à une évaluation de rendement en fin de contrat.

Le résultat de l'analyse des soumissions se retrouve ci-dessous.

LOT 1 - LEN ANGRIGNON

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
9304-9179 Québec inc.	5 587 785,00 $
Environnement routier NRJ inc.	6 010 318,13 $
Dernière estimation réalisée ($)	5 732 653,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-144 868,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-2,5%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	422 533,13 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	7,6%

LOT 2 - 46e AVENUE

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Contant inc.	1 011 780,00 $
9304-9179 Québec inc.	1 130 434,20 $
Dernière estimation réalisée ($)	883 008,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	128 772,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	14,6%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	118 654,20 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	11,7%

L'écart entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme et la dernière estimation réalisée est de 14,6%. L'estimation est basée sur les prix moyens payés et actualisés de LEN comparables en terme d'équipement requis. L'adjudicataire est le même que les années précédentes, mais le dernier appel d'offres remonte à 2017, entraînant un probable rattrapage au niveau des prix. À la lumière des résultats de l'appel d'offres, nous constatons que les prix ont augmenté pour l'exploitation des LEN de moindre envergure, soit 46e avenue et Sartelon, qui ont de plus faibles quantités de neige.
L'écart entre la deuxième plus basse soumission conforme et la plus basse est de 11,7%. Le deuxième plus bas soumissionnaire n'a jamais travaillé dans ce LEN.

LOT 3- RAY-LAWSON

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
9304-9179 Québec inc.	4 713 975,00 $
Cap Excavation inc.	4 815 153,00 $
Contant inc.	5 442 916,50 $
Dernière estimation réalisée ($)	5 732 653,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-1 018 678,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-17,8%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	101 178,00 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	2,1%

L'écart entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme et la dernière estimation interne réalisée pendant le processus d'appel d'offres est de -17,8%. L'estimation est basée sur les prix moyens payés et actualisés de LEN comparables en terme d'équipement requis. Une des raisons qui pourrait expliquer cet écart est un fort intérêt à remporter des contrats de la part de la firme 9304-9179 Québec inc. En effet, cette firme a déposé quatre soumissions dans le cadre de cet appel d'offres.

LOT 4- SARTELON

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
9304-9179 Québec inc.	842 565,54 $
Contant inc.	910 602,02 $
Dernière estimation réalisée ($)	794 707,20 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	47 858,34 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	6,0%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	68 036,48 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	8,1%

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix du plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des contrats a été majoré pour couvrir, en termes de précipitations, 75 % des hivers (15 % de variation de quantités et 5 % de contingences).
Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe.

L'estimation (faites avant l'ouverture des soumissions) de la valeur totale des options de renouvellement est 3 829 702,28$.

Des crédits pour l'activité d'élimination de la neige sont prévus au budget du SCA. Advenant des précipitations supérieures à ce qui est prévu au budget, des crédits supplémentaires seront requis et pour ce faire, un dossier sera présenté ultérieurement aux instances pour l'utilisation de la réserve neige.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 puisqu'il offre à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et e qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. (voir pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ces contrats permettra d'éliminer de la neige en provenance des rues et des trottoirs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En matière de Covid, les adjudicataires ont l'obligation de respecter toutes les normes de la CNESST.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

sans-objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : 15 novembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Hugues KYONGO M'NYAMPARA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Benjamin PUGI, Service de la concertation des arrondissements
Josianne LANCIAULT-BISSON, Saint-Léonard
Véronique NAULT, Saint-Laurent
Luc PERREAULT, Lachine
Christianne CYRENNE, LaSalle

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline ROUSSELET
Conseillère en planification

Tél : 514-872-7232
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-19

Valérie MATTEAU
Chef de section

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie HOULE
programmes et systèmes

Tél :
Approuvé le : 2021-07-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Stéphanie HOULE
Directrice de service déléguée par M. Savard
Direction projets, programmes et systèmes
Tél :
Approuvé le : 2021-07-22

Coût - Octroi des contrats - GDD

Adjudicataires	no Lot	Description	Montant avec IPC avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)	Valeur de la prolongation (TTC)
9304-9179 Québec inc.	1	LOT 1 - Exploitation du lieu d'élimination de la neige (LEN) Angrignon	5 643 662.85 $	846 549.43 $	282 183.14 $	6 772 395.42 $	1 862 595.00 $
Contant inc.	2	LOT 2 - Exploitation du lieu d'élimination de la neige (LEN) 46e Avenue	1 026 956.70 $	154 043.51 $	51 347.84 $	1 232 348.04 $	252 945.00 $
9304-9179 Québec inc.	3	LOT 3 - Exploitation du lieu d'élimination de la neige (LEN) Ray-Lawson	4 784 684.63 $	717 702.69 $	239 234.23 $	5 741 621.55 $	1 178 493.75 $
9304-9179 Québec inc.	4	LOT 4 - Exploitation du lieu d'élimination de la neige (LEN) Sartelon	850 991.20 $	127 648.68 $	42 549.56 $	1 021 189.44 $	280 855.18 $
		Total	**12 306 295.37 $**	**1 845 944.31 $**	**615 314.77 $**	**14 767 554.45 $**	**3 574 888.93 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Angrignon (ANG)

Contrat :	LOT 1 - Exploitation du lieu d'élimination de la neige (LEN) Angrignon	Adjudicataire	9304-9179 Québec inc.

Coût - Saison hivernale					Répartition		Coût - Annuel					
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)	Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
							2021	614 656.35 $	0.00 $	0.00 $	614 656.35 $	561 263.18 $
2021-2022	1 620 000.00 $	81 000.00 $	161 595.00 $	1 862 595.00 $	614 656.35 $	1 247 938.65 $	2022	1 868 741.56 $	279 389.25 $	93 129.75 $	2 241 260.56 $	2 046 569.63 $
2022-2023*	1 636 200.00 $	81 810.00 $	163 210.95 $	1 881 220.95 $	620 802.91 $	1 260 418.04 $	2023	1 887 367.51 $	282 183.14 $	94 061.05 $	2 263 611.70 $	2 066 979.20 $
2023-2024*	1 652 400.00 $	82 620.00 $	164 826.90 $	1 899 846.90 $	626 949.48 $	1 272 897.42 $	2024	1 272 897.42 $	284 977.04 $	94 992.35 $	1 652 866.80 $	1 509 287.70 $
TOTAL	4 908 600.00 $			5 643 662.85 $	1 862 408.74 $	3 781 254.11 $	TOTAL	5 643 662.85 $	846 549.43 $	282 183.14 $	6 772 395.42 $	6 184 099.71 $

46e avenue (46e)

Contrat :	LOT 2 - Exploitation du lieu d'élimination de la neige (LEN) 46e Avenue	Adjudicataire	Contant inc.

Coût - Saison hivernale					Répartition		Coût - Annuel					
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)	Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
							2021	83 471.85 $	0.00 $	0.00 $	83 471.85 $	76 220.93 $
2021-2022	220 000.00 $	11 000.00 $	21 945.00 $	252 945.00 $	83 471.85 $	169 473.15 $	2022	253 779.72 $	37 941.75 $	12 647.25 $	304 368.72 $	277 929.21 $
2022-2023*	222 200.00 $	11 110.00 $	22 164.45 $	255 474.45 $	84 306.57 $	171 167.88 $	2023	256 309.17 $	38 321.17 $	12 773.72 $	307 404.06 $	280 700.88 $
2023-2024*	224 400.00 $	11 220.00 $	22 383.90 $	258 003.90 $	85 141.29 $	172 862.61 $	2024	258 838.62 $	38 700.59 $	12 900.20 $	310 439.40 $	283 472.55 $
2024-2025*	226 600.00 $	11 330.00 $	22 603.35 $	260 533.35 $	85 976.01 $	174 557.34 $	2025	174 557.34 $	39 080.00 $	13 026.67 $	226 664.01 $	206 974.46 $
TOTAL	893 200.00 $			1 026 956.70 $	338 895.71 $	688 060.99 $	TOTAL	1 026 956.70 $	154 043.51 $	51 347.84 $	1 232 348.04 $	1 125 298.02 $

Ray-Lawson (R-L)

Contrat :	LOT 3 - Exploitation du lieu d'élimination de la neige (LEN) Ray-Lawson	Adjudicataire	9304-9179 Québec inc.

Coût - Saison hivernale					Répartition		Coût - Annuel					
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)	Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
							2021	388 902.94 $	0.00 $	0.00 $	388 902.94 $	355 120.22 $
2021-2022	1 025 000.00 $	51 250.00 $	102 243.75 $	1 178 493.75 $	388 902.94 $	789 590.81 $	2022	1 182 382.78 $	176 774.06 $	58 924.69 $	1 418 081.53 $	1 294 897.45 $
2022-2023*	1 035 250.00 $	51 762.50 $	103 266.19 $	1 190 278.69 $	392 791.97 $	797 486.72 $	2023	1 194 167.72 $	178 541.80 $	59 513.93 $	1 432 223.45 $	1 307 810.91 $
2023-2024*	1 045 500.00 $	52 275.00 $	104 288.63 $	1 202 063.63 $	396 681.00 $	805 382.63 $	2024	1 205 952.65 $	180 309.54 $	60 103.18 $	1 446 365.38 $	1 320 724.38 $
2024-2025*	1 055 750.00 $	52 787.50 $	105 311.06 $	1 213 848.56 $	400 570.03 $	813 278.54 $	2025	813 278.54 $	182 077.28 $	60 692.43 $	1 056 048.25 $	964 312.81 $
TOTAL	4 161 500.00 $			4 784 684.63 $	1 578 945.93 $	3 205 738.70 $	TOTAL	4 784 684.63 $	717 702.69 $	239 234.23 $	5 741 621.55 $	5 242 865.78 $

Sartelon (SAR)

Contrat :	LOT 4 - Exploitation du lieu d'élimination de la neige (LEN) Sartelon	Adjudicataire	9304-9179 Québec inc.

Coût - Saison hivernale					Répartition		Coût - Annuel					
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)	Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
							2021	92 682.21 $	0.00 $	0.00 $	92 682.21 $	84 631.21 $
2021-2022	244 275.00 $	12 213.75 $	24 366.43 $	280 855.18 $	92 682.21 $	188 172.97 $	2022	281 782.00 $	42 128.28 $	14 042.76 $	337 953.04 $	308 596.17 $
2022-2023*	246 717.75 $	12 335.89 $	24 610.10 $	283 663.73 $	93 609.03 $	190 054.70 $	2023	284 590.56 $	42 549.56 $	14 183.19 $	341 323.30 $	311 673.67 $
2023-2024*	249 160.50 $	12 458.03 $	24 853.76 $	286 472.28 $	94 535.85 $	191 936.43 $	2024	191 936.43 $	42 970.84 $	14 323.61 $	249 230.89 $	227 581.02 $
TOTAL	740 153.25 $			850 991.20 $	280 827.10 $	570 164.10 $	TOTAL	850 991.20 $	127 648.68 $	42 549.56 $	1 021 189.44 $	932 482.07 $

1. Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante

** Majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) estimé de 1%.*

TTC : Toutes taxes comprises

Coût - Octroi des contrats - GDD

Adjudicataires	no Lot	Description	Montant avec IPC avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)	Montant par adjudicataire (TTC)	Valeur de la prolongation (TTC)
9304-9179 Québec inc.	1	LOT 1 - Exploitation du lieu d'élimination de la neige (LEN) Angrignon	5 643 662.85 $	846 549.43 $	282 183.14 $	6 772 395.42 $		1 862 595.00 $
	3	LOT 3 - Exploitation du lieu d'élimination de la neige (LEN) Ray-Lawson	4 784 684.63 $	717 702.69 $	239 234.23 $	5 741 621.55 $		1 178 493.75 $
	4	LOT 4 - Exploitation du lieu d'élimination de la neige (LEN) Sartelon	850 991.20 $	127 648.68 $	42 549.56 $	1 021 189.44 $	13 535 206.41 $	280 855.18 $
Contant inc.	2	LOT 2 - Exploitation du lieu d'élimination de la neige (LEN) 46e Avenue	1 026 956.70 $	154 043.51 $	51 347.84 $	1 232 348.04 $	1 232 348.04 $	252 945.00 $
		Total	**12 306 295.37 $**	**1 845 944.31 $**	**615 314.77 $**	**14 767 554.45 $**	**14 767 554.45 $**	**3 574 888.93 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1217711006
Unité administrative responsable : *Service Concertation des arrondissements*
Projet : Aucun

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 19 : Offrir a l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** a leurs besoins.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** L'octroi de ce contrat permettra de gérer la neige transportée dans les lieux d'élimination de la neige et offrir un environnement sécuritaire et de qualité pour la mobilité des piétons, cyclistes et automobilistes.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**non**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**non**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**non**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 14 mai 2021

GROUPE CONTANT INC.
A/S MADAME CHANTAL CONTANT
6310, BOULEVARD DES MILLE-ÎLES
LAVAL (QC) H7B 1B3

N° de décision : 2021-DAMP-1388
N° de client : 3001166103

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

CONTANT
CONTANT CENTURION
CONTANT EXCAVATION
CONTANT GRAND NORD
CONTANT HONDA
CONTANT KAWASAKI
CONTANT KUJ
CONTANT KUUJJUAQ
CONTANT LAVAL
CONTANT LOCATION
CONTANT MERCURY
CONTANT MIRABEL
CONTANT POV
CONTANT PUVIRNITUQ
CONTANT SCARAB
CONTANT SOUFFLEUSE
CONTANT STE-AGATHE
CONTANT VAUDREUIL
CONTANT.CA
GASTON CONTANT
GROUPE CONTANT CENTRE-VILLE
GROUPE CONTANT LAVAL
GROUPE CONTANT MIRABEL
GROUPE CONTANT P.O.V.
GROUPE CONTANT PUVIRNITUQ
GROUPE CONTANT STE-AGATHE
GROUPE CONTANT VAUDREUIL
RIENDEAU SPORTS
WWW.CITYSNOWBLOWERS.COM
WWW.SOUFFLEUSECONTANT.CA

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. GROUPE CONTANT INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **13 mai 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

UPAC
VÉRIFICATION

PAR COURRIEL

Montréal, le 31 mai 2021

Dany Lapointe
9304-9179 QUÉBEC INC.

Courriel : DLAPOINTE@NORDEXCO.COM

OBJET : SUIVI - DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION DE CONTRACTER
Dossier : 3000515336

Madame, Monsieur

La présente a pour but de vous informer que le dossier de renouvellement de votre autorisation à contracter est toujours en traitement auprès du Service de la vérification de l'intégrité des entreprises du Commissaire à la lutte contre la corruption (SVIE).

Divers facteurs tels que, la pénurie de main d'œuvre, les conséquences de la pandémie sur l'organisation du travail et un accroissement du nombre de demandes dû à l'annonce des projets de relance économique, ont un impact sur les opérations du SVIE et provoquent des retards importants dans le traitement des dossiers de renouvellement.

Nous tenons cependant à vous rassurer car puisque vous avez soumis votre demande de renouvellement dans les délais requis, la validité de votre autorisation est maintenue et votre entreprise demeure inscrite au REA pendant toute la durée de traitement de votre dossier.

Sachez que nous faisons actuellement tous les efforts nécessaires pour remédier à cette situation dans les meilleurs délais, sans toutefois compromettre la rigueur du processus qui nous permet d'assurer le maintien du régime d'intégrité prévu par la Loi sur les contrats des organismes publics.

2100, avenue Pierre-Dupuy, Aile 2, 3e étage, local 3010, Montréal (Québec) H3C 3R5
514 228-3098 • Sans frais : 1 855 567-8722 • Télécopieur : 514 873-0177

UPAC
VÉRIFICATION

Nous vous remercions à l'avance pour votre patience et votre précieuse collaboration et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le commissaire associé aux vérifications,



Éric René

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1217711006

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder quatre contrats aux firmes 9304-9179 Quebec inc., et Contant inc. pour les services d'exploitation de quatre lieux d'élimination de la neige, pour une période de trois (3) ans (lots 1 et 4) et quatre (4) ans (lots 2 et 3) avec une option de prolongation d'un an - Dépense totale de 14 767 554,45$, taxes incluses (contrat : 12 306 295,37$ + variation des quantités 1 845 944,31$ + contingences 615 314,77 $) - Appel d'offres public AO-21-18860 - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18860 PV.pdf 21-18860 DET_CAH.pdf 21-18860 intervention.pdf 21-18860_TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugues KYONGO M'NYAMPARA
Agente d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-1858

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-20

Richard DAGENAIS
Chef de section app. strat. en biens
Tél : 514-872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18860 — No du GDD : 1217711006

Titre de l'appel d'offres : Service d'exploitation des lieux d'élimination de la neige Angrignon, 46e Avenue, Ray-Lawson et Sartelon - Arrondissements de LaSalle, Lachine, Anjou et St-Laurent

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 - 6 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 29 - 6 - 2021

Ouverture faite le : 29 - 6 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 23 - 6 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 4 — % de réponses : 36,36

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 27 - 10 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 27 - 10 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9304-9179 Québec inc.	5 587 785,00 $	√	1
Environnement Routier NRJ inc.	6 010 318,13 $		1
Contant inc.	1 011 780,00 $	√	2
9304-9179 Québec inc.	1 130 434,20 $		2
9304-9179 Québec inc.	4 713 975,00 $	√	3
Cap Excavation inc.	4 815 153,00 $		3
Contant inc.	5 442 916,50 $		3
9304-9179 Québec inc.	842 565,54 $	√	4
Contant inc.	910 602,00 $		4

Information additionnelle

Aucun retour pour les désistements

Préparé par : Patrice Blanchette — Le 7 - 7 - 2021

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18860

Agent d'approvisionnement
Patrice Blanchette

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	Angrignon	9304-9179 Québec inc.	1	Part fixe	1	forfait	3	460 000,00 $	1 380 000,00 $	1 586 655,00 $
			2	Part variable	2000000	m³	3	0,58 $	3 480 000,00 $	4 001 130,00 $
		Total (9304-9179 Québec inc.)							**4 860 000,00 $**	**5 587 785,00 $**
		Environnement Routier NRJ inc.	1	Part fixe	1	forfait	3	522 500,00 $	1 567 500,00 $	1 802 233,13 $
			2	Part variable	2000000	m³	3	0,61 $	3 660 000,00 $	4 208 085,00 $
		Total (Environnement Routier NRJ inc.)							**5 227 500,00 $**	**6 010 318,13 $**
LOT2	46e avenue	Contant inc.	1	Part fixe	1	forfait	4	2 500,00 $	10 000,00 $	11 497,50 $
			2	Part variable	250000	m³	4	0,87 $	870 000,00 $	1 000 282,50 $
		Total (Contant inc.)							**880 000,00 $**	**1 011 780,00 $**
		9304-9179 Québec inc.	1	Part fixe	1	forfait	4	70 800,00 $	283 200,00 $	325 609,20 $
			2	Part variable	250000	m³	4	0,70 $	700 000,00 $	804 825,00 $
		Total (9304-9179 Québec inc.)							**983 200,00 $**	**1 130 434,20 $**
LOT3	Ray-Lawson	9304-9179 Québec inc.	1	Part fixe	1	forfait	4	290 000,00 $	1 160 000,00 $	1 333 710,00 $
			2	Part variable	1500000	m³	4	0,49 $	2 940 000,00 $	3 380 265,00 $
		Total (9304-9179 Québec inc.)							**4 100 000,00 $**	**4 713 975,00 $**
		Cap Excavation inc.	1	Part fixe	1	forfait	4	312 000,00 $	1 248 000,00 $	1 434 888,00 $
			2	Part variable	1500000	m³	4	0,49 $	2 940 000,00 $	3 380 265,00 $
		Total (Cap Excavation inc.)							**4 188 000,00 $**	**4 815 153,00 $**
		Contant inc.	1	Part fixe	1	forfait	4	13 500,00 $	54 000,00 $	62 086,50 $
			2	Part variable	1500000	m³	4	0,78 $	4 680 000,00 $	5 380 830,00 $
		Total (Contant inc.)							**4 734 000,00 $**	**5 442 916,50 $**
LOT4	Sarleton	9304-9179 Québec inc.	1	Part fixe	1	forfait	3	70 275,00 $	210 825,00 $	242 396,04 $
			2	Part variable	300000	m³	3	0,58 $	522 000,00 $	600 169,50 $
		Total (9304-9179 Québec inc.)							**732 825,00 $**	**842 565,54 $**
		Contant inc.	1	Part fixe	1	forfait	3	3 000,00 $	9 000,00 $	10 347,75 $
			2	Part variable	300000	m³	3	0,87 $	783 000,00 $	900 254,25 $
		Total (Contant inc.)							**792 000,00 $**	**910 602,00 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18860
Numéro de référence : 1496845
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service d'exploitation des lieux d'élimination de la neige Angrignon, 46e Avenue, Ray-Lawson et Sartelon - Arrondissements de LaSalle, Lachine, Anjou et St-Laurent

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9304-9179 Québec inc. 389 boul.Roland-Durand Rosemère, QC, J7A4K1 NEQ : 1170159918	Monsieur Dany Lapointe Téléphone : 450 818-4020 Télécopieur :	**Commande : (1911264)** 2021-06-08 11 h 52 **Transmission :** 2021-06-08 11 h 52	3543839 - 21-18660 Addenda 1 2021-06-10 14 h 43 - Courriel 3551636 - 21-18860 Addenda 2 2021-06-23 10 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ALEKKO INC 228 Rang St.Charles Saint-Roch-de-l'Achigan, QC, J0K3H0 NEQ : 1169765345	Monsieur Alexandre Dumais Téléphone : 514 621-2672 Télécopieur :	**Commande : (1916734)** 2021-06-21 8 h 26 **Transmission :** 2021-06-21 8 h 26	3543839 - 21-18660 Addenda 1 2021-06-21 8 h 26 - Téléchargement 3551636 - 21-18860 Addenda 2 2021-06-23 10 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cap Excavation inc 1920 Voie De Desserte Saint-Maurice, QC, G0X 2X0 http://www.capexcavation.com NEQ : 1143998657	Monsieur Jérôme Lavoie Téléphone : 819 376-4681 Télécopieur : 819 376-5772	**Commande : (1911007)** 2021-06-08 8 h 33 **Transmission :** 2021-06-08 8 h 33	3543839 - 21-18660 Addenda 1 2021-06-10 14 h 43 - Courriel 3551636 - 21-18860 Addenda 2 2021-06-23 10 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Contant Inc 6310 Mille-Iles Laval, QC, H7B 1E5 http://www.contant.ca/ NEQ : 1171681514	Monsieur MICHEL NADON Téléphone : 450 666-6368 Télécopieur : 450 666-0626	**Commande : (1910469)** 2021-06-07 10 h 30 **Transmission :** 2021-06-07 10 h 30	3543839 - 21-18660 Addenda 1 2021-06-10 14 h 44 - Télécopie 3551636 - 21-18860 Addenda 2 2021-06-23 10 h 26 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1911220)** 2021-06-08 11 h 08 **Transmission :** 2021-06-08 11 h 08	3543839 - 21-18660 Addenda 1 2021-06-10 14 h 43 - Courriel 3551636 - 21-18860 Addenda 2 2021-06-23 10 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe IMOG inc. 7400 chemin st francois	Monsieur Jean Etienne Limoges	**Commande : (1913821)** 2021-06-14 14 h 09	3543839 - 21-18660 Addenda 1 2021-06-14 14 h 09 - Téléchargement

	Montréal, QC, h4s1b8 NEQ : 1165341471	Téléphone : 514 715-2627 Télécopieur : 514 745-8900	**Transmission :** 2021-06-14 14 h 09	3551636 - 21-18860 Addenda 2 2021-06-23 10 h 26 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	JMV Environnement 7600 Avenue Duplessis Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1S6 NEQ : 1164798275	Monsieur Francois Leduc Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1910927)** 2021-06-07 20 h 33 **Transmission :** 2021-06-07 20 h 33	3543839 - 21-18660 Addenda 1 2021-06-10 14 h 44 - Courriel 3551636 - 21-18860 Addenda 2 2021-06-23 10 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Location Guay (9154-6937 Québec Inc.) 235 cite des jeunes Saint-Clet, QC, J0P1P0 NEQ : 1162923222	Monsieur Bertrand Guay Téléphone : 514 838-9922 Télécopieur :	**Commande : (1911192)** 2021-06-08 10 h 42 **Transmission :** 2021-06-08 10 h 42	3543839 - 21-18660 Addenda 1 2021-06-10 14 h 43 - Courriel 3551636 - 21-18860 Addenda 2 2021-06-23 10 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Location J. Richard Gauthier Inc. C.P. 2035 Rigaud, QC, J0P 1P0 NEQ : 1142960880	Monsieur Mario Gauthier Téléphone : 450 451-4565 Télécopieur : 450 451-0432	**Commande : (1915063)** 2021-06-16 11 h 46 **Transmission :** 2021-06-16 11 h 46	3543839 - 21-18660 Addenda 1 2021-06-16 11 h 46 - Téléchargement 3551636 - 21-18860 Addenda 2 2021-06-23 10 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8 NEQ : 1142760280	Madame Mireille Audy Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur :	**Commande : (1911483)** 2021-06-08 15 h 52 **Transmission :** 2021-06-08 15 h 52	3543839 - 21-18660 Addenda 1 2021-06-10 14 h 44 - Courriel 3551636 - 21-18860 Addenda 2 2021-06-23 10 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Y & R Paquette 15400 Boul Curé Labelle Mirabel, QC, J7J 2G6 NEQ : 1167024943	Monsieur Stéphane Paquette Téléphone : 450 438-1866 Télécopieur : 450 438-3003	**Commande : (1911665)** 2021-06-09 9 h 13 **Transmission :** 2021-06-09 9 h 13	3543839 - 21-18660 Addenda 1 2021-06-10 14 h 43 - Courriel 3551636 - 21-18860 Addenda 2 2021-06-23 10 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217711006

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder quatre contrats aux firmes 9304-9179 Quebec inc., et Contant inc. pour les services d'exploitation de quatre lieux d'élimination de la neige, pour une période de trois (3) ans (lots 1 et 4) et quatre (4) ans (lots 2 et 3) avec une option de prolongation d'un an - Dépense totale de 14 767 554,45$, taxes incluses (contrat : 12 306 295,37$ + variation des quantités 1 845 944,31$ + contingences 615 314,77 $) - Appel d'offres public AO-21-18860 - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1217711006 Exploitation LEN.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514-872 -2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Éric GERMAIN
Conseiller Budgétaire
Tél : 514-872-7344
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.012

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1215243001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction connectivité , Division connectivité dorsale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 121 585,82 $, taxes incluses, pour l'acquisition d'accessoires et de maintenance dans le cadre des contrats octroyés à Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239 et CG15 0279), majorant ainsi le montant total des contrats des lots 1 à 8 de 35 514 197,99 $ à 36 630 725,71 $, taxes incluses et le montant total du contrat du lot 9 de 2 606 901,70 $ à 2 611 959,80 $, taxes incluses.

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense additionnelle de 1 121 585,82 $, taxes incluses, pour l'acquisition d'accessoires et de maintenance dans le cadre des contrats octroyés à Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239 et CG15 0279), majorant ainsi le montant total des contrats des lots 1 à 8 de 35 514 197,99 $ à 36 630 725,71 $, taxes incluses et le montant total du contrat du lot 9 de 2 606 901,70 $ à 2 611 959,80 $, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-19 14:36

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1215243001**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction connectivité , Division connectivité dorsale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 121 585,82 $, taxes incluses, pour l'acquisition d'accessoires et de maintenance dans le cadre des contrats octroyés à Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239 et CG15 0279), majorant ainsi le montant total des contrats des lots 1 à 8 de 35 514 197,99 $ à 36 630 725,71 $, taxes incluses et le montant total du contrat du lot 9 de 2 606 901,70 $ à 2 611 959,80 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des TI s'inscrivent directement dans cette lignée.
La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Afin de soutenir adéquatement les opérations de la sécurité publique, anticiper le remplacement de certains accessoires intrinsèquement rattachés aux radios portatives et préserver les garanties et les services de maintenance avec Motorola jusqu'en 2023, la Ville souhaite acquérir 6 500 batteries pour le SPVM et 2 250 batteries pour le SIM et majorer les quantités d'accessoires aux bordereaux afin de remplacer les accessoires brisés ou moins performants d'ici la fin du contrat.

Le présent dossier vise à autoriser une dépense additionnelle de 1 121 585,82 $, taxes incluses, pour l'acquisition d'accessoires et de maintenance dans le cadre des contrats octroyés à Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239 et CG15 0279), majorant ainsi le montant total des contrats des lots 1 à 8 de 35 514 197,99 $ à 36 630 725,71 $, taxes incluses et le montant total du contrat du lot 9 de 2 606 901,70 $ à 2 611 959,80 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0572 - 19 novembre 2020 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 155,72 $, taxes incluses, pour l'ajout de maintenance 2e niveau de soutien (Lot 3), dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239), pour une période de 38 mois, soit du 1er avril 2020 au 31 mai 2023, majorant ainsi le montant du contrat de 35 512 042,27 $ à 35 514 197,99 $, taxes incluses.
CG16 0389 – 22 juin 2016 - Autoriser une dépense additionnelle de 3 112 670,20 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada Inc. (CG13 0239), majorant ainsi le montant total du contrat de 32 399 372,07 $ à 35 512 042,27 $, taxes incluses.

CG15 0386 – 18 juin 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 642 227,09 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Motorola Solutions Canada Inc. (CG13 0239), afin d'ajouter des éléments compatibles aux équipements prévus au projet SERAM, majorant ainsi le montant total du contrat de 31 757 144,98 $ à 32 399 372,07 $, taxes incluses.

CG15 0279 - 30 avril 2015 - Accorder à Motorola Solutions Canada inc., le contrat pour l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs (TDU) et accessoires, de services de maintenance 2e niveau (pour une période de 10 ans débutant au moment de l'acquisition desdits équipements), de location de TDU et d'acquisition sur le catalogue d'accessoires, pour le lot 9, pour une somme maximale de 2 606 901,70 $, taxes incluses – Appel d'offres public 14-13812 (2 soumissionnaires).

CG15 0143 - 26 mars 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 87 381,00 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239), majorant ainsi le montant total du contrat de 31 669 763,98 $, à 31 757 144,98 $, taxes incluses.

CG14 0188 - 1er mai 2014 - Autoriser une dépense additionnelle de 210 696,98 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239) afin d'acquérir et installer, à la suite d'une demande de changement, des accessoires pour les radios mobiles du SIM et de corriger l'erreur dans le bordereau de soumission du lot 4 du projet SÉRAM, majorant ainsi le montant total du contrat de 31 459 067 $ à 31 669 763,98 $, taxes incluses.

CG13 0239 - 20 juin 2013 - Accorder à Motorola Solutions Canada inc., le contrat pour la fourniture et l'installation de terminaux d'utilisateur (TDU) et accessoires, de services de support 1er Niveau et de maintenance 2e Niveau (pour une période de 10 ans débutant au moment de l'acquisition desdits équipements), de location de TDU et d'acquisition sur le catalogue d'accessoires, pour les lots 1 à 8, pour une somme maximale de 31 459 067 $, taxes incluses (Appel d'offres public 12-12217 – 1 soum.).

CG13 0221 - 20 juin 2013 - Approuver la convention de collaboration entre la Société de Transport de Montréal (STM) et Ville de Montréal pour l'utilisation de la capacité d'expansion du réseau de la STM dans le cadre du Projet SÉRAM. Autoriser un virement budgétaire de 100 000,00 $ pour 2013, en provenance des dépenses générales d'administration et approuver un budget maximum de 300 000,00 $ qui sera dépensé en 2014, prévu dans les autres postes budgétaires relevant de la compétence d'agglomération.

CG12 0208 - 21 juin 2012 - Accorder un contrat à CASSIDIAN communications Corp, pour l'acquisition, l'installation, la gestion et la maintenance d'un système évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SÉRAM), pour une période de 15 ans, pour une somme maximale de 42 547 281,73$, taxes incluses - Appel d'offres public (# 11-11630) - (2 soumissionnaires).

CG12 0025 - 26 janvier 2012 - Règlement autorisant un emprunt de 87 000 000 $ pour le financement du système de radiocommunication vocale de l'agglomération de Montréal (SÉRAM).

DESCRIPTION

Ce dossier vise à ajouter des items au catalogue des contrats et à ajuster les quantités pour les accessoires déjà présents au bordereau de soumission des lots 1, 2, 3 et 9. Ces modifications découlent d'une analyse des besoins auprès du SPVM, du SIM et des Services Centraux (sécurité ville),de l'évaluation des risques reliés à l'utilisation de la batterie en fin de vie utile et de l'état de dégradation de divers accessoires des radios portatives due à l'utilisation intense qu'on en fait.
La description des lots est la suivante:

Lot 1 : Ce lot comprend des radios portatives et accessoires ainsi que les coûts liés à la formation, la documentation, au catalogue d'accessoires, à la maintenance du 2e Niveau et (lorsque requis) à la location de radios portatives d'appoints. Les prix obtenus pour le catalogue d'accessoires sont valides pour toute la durée du contrat. Ce lot est destiné au SPVM (Gendarmerie).

Lot 2: Ce lot comprend des radios portatives et accessoires ainsi que les coûts liés à la formation, la documentation, au catalogue d'accessoires, à la maintenance du 2e Niveau et (lorsque requis) à la location de radios portatives d'appoints. Les prix obtenus pour le catalogue d'accessoires sont valides pour toute la durée du contrat. Ce lot est destiné au SPVM (Enquêtes).

Lot 3: Des radios portatives et accessoires ainsi que les coûts liés à la formation, la documentation, au catalogue d'accessoires, à la maintenance du 2e Niveau et (lorsque requis) à la location de radios portatives d'appoints. Les prix obtenus pour le catalogue d'accessoires sont valides pour toute la durée du contrat. Ce lot est destiné au SIM.

Lot 9: Ce lot comprend des radios portatives et accessoires ainsi que les coûts liés à la formation, la documentation, au catalogue d'accessoires, à la maintenance du 2e Niveau et (lorsque requis) à la location de radios portatives d'appoints. Les prix obtenus pour le catalogue d'accessoires sont valides pour toute la durée du contrat. Ce lot est destiné au Services Centraux.

JUSTIFICATION

Les nouveaux items à ajouter aux bordereaux sont des batteries et des antennes. Ces items n'ont pas été prévus au cahier des charges techniques de l'appel d'offres public 12-12217.
Les achats annuels pondérés par modèle de batterie sont planifiés comme suit:
Lots 1 - SPVM

Année	PMNN4424AR
2021	1 250
2022	2 500
2023	2 500
TOTAL	**6 250**

Lot 3 - SIM

Année	NNTN8092A

2021	2 250
2022	0
2023	0
TOTAL	**2 250**

Lot 9 - Services Centraux

Année	NNTN8129AR
2021	250
2022	0
2023	0
TOTAL	250

Les radios portatives et leurs accessoires ont été déployés aux services de sécurité publique en 2014. Afin d'assurer une constante autonomie de charge (24/7), chaque radio était livrée avec deux (2) batteries rechargeables qui devaient avoir un degré de robustesse à l'eau et à la poussière en plus d'être anti explosives (norme militaire IP68). La radio était équipée d'accessoires tels qu'un étui, un chargeur, un microphone à l'épaule et autres.

Chaque radio (portative, mobile ou fixe) et accessoires livrés par le fournisseur sont couverts par une garantie sans frais pour la Ville durant la première année suivant leur réception. L'entretien est ensuite assuré par un contrat de maintenance de 10 ans qui se termine le 31 mai 2023.

Par contre, les batteries ont un cycle de vie qui varie selon leur usage et le nombre de recharges subies. Elles doivent être remplacées afin de maintenir la performance optimale des appareils de radiocommunication en tout temps et plus particulièrement lors des interventions d'urgence de la Sécurité Publique. Pour répondre à cette exigence, la Ville devra assurer un approvisionnement de batteries, au besoin, pendant les deux (2) prochaines années, des différentes radios portatives soit, 6 250 batteries pour le SPVM, 2 250 batteries pour le SIM et 250 batteries pour les Services Centraux (sécurité ville).

Il est important de préciser que les garanties de performance et la maintenance des radios portatives sont tributaires des batteries. L'achat des batteries auprès de Motorola permet à la Ville de continuer de bénéficier des garanties et du plan de maintenance.

Suite à l'avis de fin de vie des batteries intrinsèques (anti-explosives) et afin de respecter ses engagements contractuels, Motorola fournit à la Ville un lot de 2 500 batteries à coût nul (0 $). Cette quantité permettra au Service des technologies d'effectuer sur une base régulière le remplacement des batteries défaillantes jusqu'à ce que toutes les radios portatives soient rehaussées avec les nouvelles batteries certifiées. Cependant, pour maintenir la garantie du manufacturier, un plan de maintenance préventive a dû être mis en place pour assurer l'entreposage et la mise en tension des batteries avant la livraison à la Sécurité Publique et aux Services Centraux (sécurité ville). En effet, une batterie complètement déchargée peut ne plus fournir une tension utilisable. Il faut la recharger lorsqu'elle atteint une profondeur de décharge de 50%.

Pour ce qui est de l'antenne de la radio portative, élément indissociable de l'appareil qui permet de se connecter au réseau, il s'agit de compléter le catalogue du lot 3 en y ajoutant une quantité suffisante d'antennes de remplacement jusqu'à la fin du contrat en 2023. L'antenne s'endommage fréquemment lors des interventions du Service des incendies et sans antenne, la radio portative est complètement dysfonctionnelle.

Quant aux accessoires, leur durée de vie varie en fonction de leur nature, de leur qualité ou

encore de l'utilisation qu'on en fait. Un accessoire peut voir sa durée de vie raccourcie s'il est manipulé tout le temps et s'il est utilisé dans des conditions de travail propices aux bris. Après plusieurs années, il est normal que les quantités prévues soient ajustées au rythme des besoins.

Finalement, les accessoires supplémentaires qui sont prévus aux bordereaux peuvent être achetés par la Ville pendant toute la durée du contrat tel que stipulé à l'article 4 des clauses particulières du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dépenses non capitalisables (BF) - Batteries, accessoires et maintenance

	Description	2021	2022	2023	TOTAL
Lot 1	Batteries	163 954,34 $	327 908,70 $	327 908,70 $	819 771,74 $
	Accessoires	17 866,08 $	29 776,80 $	71 464,32 $	119 107,20 $
	Maintenance	0 $	1 179,64 $	2 000,57 $	3 180,21 $
	Total - Lot 1	**181 820,42 $**	**358 865,14 $**	**401 373,59 $**	**942 059,15 $**
Lot 2	Accessoires	2 420,68 $	9 682,73 $	4 034,47 $	16 137,88 $
	Maintenance	0 $	386,32 $	655,36 $	1 041,68 $
	Total - Lot 2	**2 420,68 $**	**10 069,05 $**	**4 689,83 $**	**17 179,56 $**
Lot 3	Accessoires	16 513,82 $	66 055,27 $	27 523,03 $	110 092,12 $
	Maintenance	15 174,29 $	30 976,33 $	1 046,27 $	47 196,89 $
	Total -Lot 3	**31 688,11 $**	**97 031,60 $**	**28 569,30 $**	**157 289,01 $**
Lot 9	Maintenance	1 618,60 $	3 439,50 $	0 $	5 058,10 $
	Total - Lot 9	**1618,60 $**	**3 439,50 $**	**0 $**	**5 058,10 $**
	Grand Total	**217 547,81 $**	**469 405,29 $**	**434 632,72 $**	**1 121 585,82 $**

La dépense de 1 121 585,82 $, taxes incluses (1 024 157,35 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement du Service des TI. Les achats à venir, qui seront effectués auprès du fournisseur, se feront au rythme de l'expression des besoins.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputées au budget d'agglomération.

Les modifications demandées dans ce dossier engendrent une majoration de: 14,92 % pour le contrat du lot 1 - 0,09% pour le contrat du lot 2 - 17,21% pour le contrat du lot 3 - 0,02% pour le contrat du lot 9.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les TI contribuent concrètement à l'atteinte des objectifs du Plan Montréal 2030 en matière de transition écologique ayant mis en place des procédures facilitant la récupération, le recyclage et/ou la disposition d'équipement tombé en désuétude ou en fin de vie utile.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Prolongation de la vie utile des radios portatives

- Garantie la performance des appareils de communication lors des interventions de la sécurité publique
- Réduction du taux et de la probabilité de défaillance
- Maintien de la garantie de service et de la maintenance de Motorola pour les anciens et les nouveaux appareils à acquérir jusqu'à la fin du contrat

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte sanitaire actuel, le service des TI se doit de faciliter encore plus le travail de ses partenaires et plus particulièrement celui des services de sécurité publique en s'assurant que l'utilisation de leurs outils de télécommunication soit optimale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier par le CE : 11 août 2021
Approbation du dossier par le CM : 23 août 2021
Approbation du dossier par le CG : 26 août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Manon LANDRY, Service de police de Montréal
Sylvain LECOURS, Service de sécurité incendie de Montréal
Jordy REICHSON, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie BOISVERT
Conseiller(ere), Analyse et contrôle

Tél : 514 946-6615
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-06

Demis NUNES
Chef de division - Connectivité Dorsale

Tél : 514-887-9047
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gervais THIBAULT
Directeur - Solutions d'affaires sécurité publique et justice
Tél : 514-880-9577
Approuvé le : 2021-07-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2021-07-16

LIFECYCLE SUPPORT NOTICE

APX 7000/APX 7000XE, APX 6000/APX 6000XE, SRX 2200, APX 4000, APX 3000 FM Batteries

OVERVIEW

Motorola Solutions Inc announces the cancellation of FM batteries for use with FM radio models of APX6000/APX6000XE, APX7000/APX7000XE, SRX2200, APX4000, APX3000.. Availability is identified in the table below.

Cancelled Battery Model Description	Last Order Date	Last Ship Date
APX 6000/APX 6000XE, APX 7000/APX 7000XE, SRX2200		
NNTN8092A BATT IMPRES FM LI ION 2350mAh T	18 Dec 2020	no later than 31 March 2021
NNTN7033A BATT IMPRES FM LI ION 4300mAh T	18 Dec 2020	no later than 31 March 2021
NNTN7035A ASSY,BTRY IMPRES FM NIMH 2200mAh T	18 Dec 2020	no later than 31 March 2021
APX 4000, APX 3000		
NNTN8129AR BATT IMPRES FM LI ION 2350mAh T	18 Dec 2020	no later than 31 March 2021

NOTICE: As of 18 December 2020, MSI will no longer accept orders for replacement batteries for FM3610_88 radios. The FM3610_88 standard expired in 2012, afterwhich MSI began phasing out production of FM3610_88 radios and associated accessories, such as replacement batteries. Due to normal manufacturing component obsolescence pressures, regrettably, Motorola will no longer be able to build and sell FM batteries beyond the eight-year anniversary of the FM3610_88 expiration. The last date to order Motorola FM batteries is 18 December 2020, and only delivery terms no later than 31 March 2021 will be accepted.

If you have questions regarding this notification, please contact your Motorola Solutions Account Representative.

Proprietary and Confidential. MOTOROLA, MOTO, MOTOROLA SOLUTIONS and the Stylized M Logo are trademarks or registered trademarks of Motorola Trademark Holdings, LLC and are used under license. All other trademarks are the property of their respective owners. ©2018 Motorola Solutions, Inc. All rights reserved. 04/2020

Montréal, le 19 avril 2021

M. Yves Gagné
Ville de Montréal
Division - Connectivité aux utilisateurs
801, rue Brennan
Montréal, Qc, H3C 0G4

Objet : Ville de Montréal | Demande de prix pour des équipements et accessoires de série APX

Monsieur Gagné,

Pour faire suite à votre demande soumission, nous souhaitons préciser à la Ville de Montréal que les radios P25, les solutions d'infrastructure VESTA P25 et accessoires de Motorola sont distribués exclusivement par nous, Motorola Solutions Canada à nos clients gouvernementaux don vous faites partie. Ainsi, Motorola Solutions Canada offre à ces clients des solutions supérieures à des prix compétitifs en tenant compte des besoins immédiats des gouvernements, des premiers répondants et sécurité publique.

Nous vous invitons à nous contacter et demeurons disponibles pour toute demande d'information additionnelle.

Salutations,

Martin M. Ferland

Martin M. Ferland
Motorola Solutions Canada inc.
Directeur de comptes principaux
Gouvernements – Sécurité publique
300-715 rue du Square-Victoria
Montréal, Qc, Canada, H2Y 2H7
Cell.: 514.929.6911

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1215243001
Unité administrative responsable : *Service des technologies de l'information, Direction Connectivité, Division connectivité dorsale*
Projet : Radiocommunication

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Récupération ou recyclage des batteries auprès de Recykinfo.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1215243001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction connectivité , Division connectivité dorsale
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 121 585,82 $, taxes incluses, pour l'acquisition d'accessoires et de maintenance dans le cadre des contrats octroyés à Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239 et CG15 0279), majorant ainsi le montant total des contrats des lots 1 à 8 de 35 514 197,99 $ à 36 630 725,71 $, taxes incluses et le montant total du contrat du lot 9 de 2 606 901,70 $ à 2 611 959,80 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

L'acquisition de batteries et antennes pour les TDU constitue une modification accessoire aux contrats des lots 1, 2 et 3. Ces modifications ne changent pas la nature des contrats quant à leur objet et sont accessoires en valeur, et ce, tel que permis en vertu de l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 820-9488

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-08

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de division, droit contractuel
Tél : 514 501-6487
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215243001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction connectivité , Division connectivité dorsale
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 121 585,82 $, taxes incluses, pour l'acquisition d'accessoires et de maintenance dans le cadre des contrats octroyés à Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239 et CG15 0279), majorant ainsi le montant total des contrats des lots 1 à 8 de 35 514 197,99 $ à 36 630 725,71 $, taxes incluses et le montant total du contrat du lot 9 de 2 606 901,70 $ à 2 611 959,80 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Certification des fonds_GDD 1215243001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-14

Gilles BOUCHARD
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0962
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.013

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1216320008

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Environnement Routhier NRJ inc. pour la location à taux horaire de quatre (4) souffleuses à haute puissance avec opérateurs pour le lieu d'élimination de la neige Langelier, pour une période d'une (1) saison hivernale avec une option de prolongation d'une saison hivernale – Dépense totale de 1 160 189,73 $, taxes incluses (contrats : 966 824,78 $, variations des quantités 145 023,72 $, contingences : 48 341,24 $) – Appel d'offres public 21-18859 (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à la firme Environnement Routhier NRJ inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la location à taux horaire de quatre (4) souffleuses à haute puissance avec opérateurs pour le lieu d'élimination de la neige Langelier, au prix de sa soumission, soit une somme de 966 824,78 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 21-18859;

2. d'autoriser une dépense au montant de 145 023,72 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3. d'autoriser une dépense au montant de 48 341,24 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. de procéder à une évaluation du rendement de la firme;

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-26 22:23

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1216320008**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Environnement Routhier NRJ inc. pour la location à taux horaire de quatre (4) souffleuses à haute puissance avec opérateurs pour le lieu d'élimination de la neige Langelier, pour une période d'une (1) saison hivernale avec une option de prolongation d'une saison hivernale – Dépense totale de 1 160 189,73 $, taxes incluses (contrats : 966 824,78 $, variations des quantités 145 023,72 $, contingences : 48 341,24 $) – Appel d'offres public 21-18859 (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la gestion des appels d'offres et des octrois de contrats en lien avec l'élimination de la neige. Les arrondissements sont quant à eux responsables de la supervision et du contrôle des activités dans les lieux d'élimination de la neige (LEN).
Le 16 juin 2021, le SCA lançait l'appel d'offres 21-18859 pour la location de quatre (4) souffleuses à haute puissance pour le lieu d'élimination Langelier, situé au 9430, Boulevard Langelier.

Un avis a été publié dans SEAO ainsi que dans le quotidien Le Journal de Montréal.
L'ouverture des soumissions s'est déroulée le 15 juillet 2021. Le délai de réception des soumissions était de 28 jours.
Quatre (2) addendas ont été émis durant la période de sollicitation :

- Addenda no 1 émis le 16 juin 2021 : pour préciser le nombre d'heures minimum garanti au contrat;
- Addenda no 2 émis le 30 juin 2021 : pour fournir, suivant la demande de la part d'une soumissionnaire, la quantité de neige soufflée annuellement au cours des dernières années;
- Addenda no 3 émis le 2 juillet 2021 : pour préciser la visite obligatoire;
- Addenda no 4 émis le 6 juillet 2021 : pour annuler l'addenda 3.

Le délai de validité des soumissions était de 90 jours à partir de la date d'ouverture des soumissions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0069 - 25 janvier 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 3 454 746,93 $, reliée au déneigement (déneigement clé en main, transport de la neige, location de machinerie, exploitation de lieux d'élimination de la neige, service de remorquage), majorant ainsi le montant total des contrats de 375 364 484,13 $ à 378 819 231,06 $, taxes incluses
CM20 0917 - 21 septembre 2020 - Accorder des contrats aux firmes 9154-6937 Québec inc. (Location Guay) et 9304-9179 Québec inc. pour la location à taux horaire de divers équipements opérés pour les lieux d'élimination de la neige, pour une durée d'une et de trois saisons hivernales, avec une option de renouvellement d'une saison hivernale - Dépense totale de 1 357 706,79 $, taxes, variations des quantités et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18232 (12 soum.)

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat pour la location à taux horaire de quatre (4) souffleuses à haute puissance opérées pour le LEN Langelier.
Le pourcentage de contingences et le montant pour la variation des quantités sont respectivement de 5 et 15%

La durée du contrat est d'une saison hivernale, incluant une option facultative de prolonger d'une saison hivernale supplémentaire. La décision de prolonger ou non le contrat se prend dans les mois précédant la fin d'un contrat.

Le SCA recommande l'octroi du contrat à la firme Environnement Routier NRJ inc.

JUSTIFICATION

Au total, le cahier des charges a été acheté huit (8) fois sur le site de SEAO. Le taux global des soumissions est de 37,5 % (3 soumissionnaires sur 8 preneurs de cahier des charges). Comme le contrat a une valeur supérieure à un million de dollars en incluant l'option de prolongation, l'adjudicataire devait détenir une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour soumissionner. L' autorisation est en pièce jointe. Précisons que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA et est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle. La conformité administrative des soumissions est confirmée par le Service de l'approvisionnement.

L'entreprise ayant remporté le contrat est Environnement Routhier NRJ inc. Précisons que l'adjudicataire sera soumis à une évaluation de rendement en fin de contrat.

Le résultat de l'analyse des soumissions se retrouve ci-dessous.

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Environnement Routhier NRJ inc.	966 824,78 $
Cap Excavation inc.	1 125 828,30 $
Contant inc.	1 350 726,30 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 407 167,98 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation	-440 343,20 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation	-31,3%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	159 003,52 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	11,8%

L'écart de - 31,3% entre la soumission de l'adjudicataire et la dernière estimation réalisée ainsi que l'écart de 11,8% entre la soumission de l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'explique probablement par un fort intérêt à remporter le contrat de la part de la firme Environnement Routier NRJ inc. En effet, cette firme n'a pas obtenu un contrat d'envergure pour l'exploitation du lieu d'élimination de la neige Angrignon qu'elle détenait depuis plus de dix (10) ans.

L'estimation de la Ville est basée sur le taux horaire moyen payé les deux (2) derniers hivers, majoré d'un IPC de 1% et de la variation du prix du carburant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'estimation (effectuée avant l'ouverture des soumissions) de la valeur totale de l'option de renouvellement est de 1 417 168$.
Le montant total demandé et le détails des calculs sont présentés en pièce jointe.

Des crédits pour la location d'équipements opérés sont prévus au budget du SCA. Advenant des précipitations supérieures à ce qui est prévu au budget, des crédits supplémentaires seront requis et pour ce faire, un dossier sera présenté ultérieurement aux instances pour l'utilisation de la réserve neige.

Le coût de ce contrat a été majoré pour couvrir, en termes de précipitations, environ 75 % des hivers (15 % de variation de quantités et 5 % de contingences).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 puisqu'il permet d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas octroyer ce contrat risquerait de ralentir les opérations d'élimination de la neige lesquelles sont directement reliées aux activités de chargement de la neige.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En matière de Covid, les adjudicataires ont l'obligation de respecter toutes les normes de la CNESST.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : 15 novembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Hugues KYONGO M'NYAMPARA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Benjamin PUGI, Service de la concertation des arrondissements
Josianne LANCIAULT-BISSON, Saint-Léonard

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle HÉBERT
Conseillère en planification

Tél : 514-243-4911
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Valérie MATTEAU
Chef de division

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Stéphanie HOULE

Directrice - Projets
Tél :
Approuvé le : 2021-07-23

Coût - Octroi des contrats - GDD 121771008

Adjudicataires	no Lot	Description	Montant avec IPC avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)	Valeur de la prolongation (TTC)
Environnement Routhier NRJ inc.	1	Location de quatre (4) souffleuses à haute puissance avec opérateur - LEN Langelier	966 824.78 $	145 023.72 $	48 341.24 $	1 160 189.73 $	966 824.78 $
		Total	**966 824.78 $**	**145 023.72 $**	**48 341.24 $**	**1 160 189.73 $**	**966 824.78 $**

TTC : Toutes taxes comprises

LEN Langelier (LAN)			
Contrat :	LOT 1 -Location de quatre (4) souffleuses à haute puissance avec opérateur	Adjudicataire	Environnement Routhier NRJ inc.

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2021-2022	840 900.00 $	42 045.00 $	83 879.78 $	966 824.78 $
TOTAL	**840 900.00 $**	**42 045.00 $**	**83 879.78 $**	**966 824.78 $**

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
319 052.18 $	647 772.60 $
319 052.18 $	647 772.60 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
2021	319 052.18 $	0.00 $	0.00 $	319 052.18 $	291 337.16 $
2022	647 772.60 $	145 023.72 $	48 341.24 $	841 137.55 $	768 070.70 $
TOTAL	**966 824.78 $**	**145 023.72 $**	**48 341.24 $**	**1 160 189.73 $**	**1 059 407.87 $**

1. Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante

TTC : Toutes taxes comprises

Coût - Octroi des contrats - GDD 1204922005

Adjudicataires	no Lot	Description	Montant avec IPC avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)	Montant par adjudicataire (TTC)	Valeur de la prolongation (TTC)
Environnement Routhier NRJ inc.	1	Location d'une rétrocaveuse avec opérateur - LEN Butler	966 824.78 $	145 023.72 $	48 341.24 $	1 160 189.73 $	1 160 189.73 $	966 824.78 $
		Total	**966 824.78 $**	**145 023.72 $**	**48 341.24 $**	**1 160 189.73 $**	**1 160 189.73 $**	**966 824.78 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Autorité des marchés publics
Québec

Le 3 décembre 2019

ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.
A/S MONSIEUR STEVE BASTIEN
23, AV MILTON
LACHINE (QC) H8R 1K6

No de décision : 2019-DAMP-1184
N° de client : 2700035743

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LES ENTREPRISES D'ELECTRICITE RENAISSANCE, NRJ, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **2 décembre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1216320008*
Unité administrative responsable : *Service de la concertation des arrondissements*
Projet : La location de quatre (4) souffleuses à haute puissance pour le lieu d'élimination Langelier

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. (priorité 19).			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** L'octroi de ce contrat permettra de gérer la neige transportée dans les lieux d'élimination de la neige et offrir un environnement sécuritaire et de qualité pour la mobilité des piétons, cyclistes et automobilistes.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1216320008

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder un contrat à la firme Environnement Routhier NRJ inc. pour la location à taux horaire de quatre (4) souffleuses à haute puissance avec opérateurs pour le lieu d'élimination de la neige Langelier, pour une période d'une (1) saison hivernale avec une option de prolongation d'une saison hivernale – Dépense totale de 1 160 189,73 $, taxes incluses (contrats : 966 824,78 $, variations des quantités 145 023,72 $, contingences : 48 341,24 $) – Appel d'offres public 21-18859 (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18859 DET_CAH.pdf 21-18859 PV.pdf 21-18859_TCP.pdf 21-18859 Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugues KYONGO M'NYAMPARA
Agente d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-1858

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Richard DAGENAIS
Chef de section app. strat. en biens
Tél : 514-872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18859

No du GDD : 1216320008

Titre de l'appel d'offres : Location de quatre (4) souffleuses à haute puissance, avec opérateur, pour les lieux d'élimination de la neige

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 6 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 15 - 7 - 2021

Ouverture faite le : 15 - 7 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 6 - 7 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 37,5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 11 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 12 - 11 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Environnement routier NRJ inc.	966 824,78	√	
Cap Excavation inc.	1 125 828,30		
Contant inc.	1 350 726,30		

Information additionnelle

Des huit (8) preneurs du cahier des charges, trois (3) ont soumissionné. Quatre (4) addendas ont été publiés. Le premier pour apporter des précisions sur le prix; le deuxième pour apporter des précisions sur la quantité au bordereau de prix; le troisième était une erreur et n'aurait pas dû être publié et le quatrième pour annulé le troisième addenda. La soumission reçue et la plus basse conforme est 31% inférieur à l'estimation réalisée. Le soumissionnaire recommandé dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrits au RENA, et n'est pas rendu non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Préparé par : Hugues K. M'Nyampara

Le 22 - 7 - 2021

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18859

Agent d'approvisionnement
Patrice Blanchette

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Environnement routier NRJ inc.										
	LOT1								840 900,00 $	966 824,78 $
Total (Environnement routier NRJ inc.)									**840 900,00 $**	**966 824,78 $**
Cap Excavation inc.										
	LOT1								979 194,00 $	1 125 828,30 $
Total (Cap Excavation inc.)									**979 194,00 $**	**1 125 828,30 $**
Contant inc.										
	LOT1								1 174 800,00 $	1 350 726,30 $
Total (Contant inc.)									**1 174 800,00 $**	**1 350 726,30 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18859
Numéro de référence : 1500811
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Location de quatre (4) souffleuses à haute puissance, avec opérateur, pour les lieux d'élimination de la neige

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9304-9179 Québec inc. 5020 Ambroise-Lafortune Boisbriand, QC, J7H 1S6 NEQ : 1170159918	Monsieur Dany Lapointe Téléphone : 450 818-4020 Télécopieur :	**Commande : (1916870)** 2021-06-21 10 h 14 **Transmission :** 2021-06-21 10 h 14	3547484 - 21-18859 Addenda 1 2021-06-21 10 h 14 - Téléchargement 3555361 - 21-18859 Addenda 2 2021-06-30 15 h 17 - Courriel 3556088 - 21-18860 Addenda 3 2021-07-02 10 h 46 - Courriel 3557051 - 21-18859 Addenda 4 - Annulation de l'addenda 3 2021-07-06 7 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cap Excavation inc 1920 Voie De Desserte Saint-Maurice, QC, G0X 2X0 http://www.capexcavation.com NEQ : 1143998657	Monsieur Jérôme Lavoie Téléphone : 819 376-4681 Télécopieur : 819 376-5772	**Commande : (1922612)** 2021-07-07 15 h 28 **Transmission :** 2021-07-07 15 h 28	3547484 - 21-18859 Addenda 1 2021-07-07 15 h 28 - Téléchargement 3555361 - 21-18859 Addenda 2 2021-07-07 15 h 28 - Téléchargement 3556088 - 21-18860 Addenda 3 2021-07-07 15 h 28 - Téléchargement 3557051 - 21-18859 Addenda 4 - Annulation de l'addenda 3 2021-07-07 15 h 28 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Contant Inc 6310 Mille-Iles Laval, QC, H7B 1E5 http://www.souffleusecontant.ca NEQ : 1171681514	Monsieur MICHEL NADON Téléphone : 450 666-6368 Télécopieur : 450 666-0626	**Commande : (1915089)** 2021-06-16 12 h 19 **Transmission :** 2021-06-16 12 h 19	3547484 - 21-18859 Addenda 1 2021-06-16 14 h 04 - Télécopie 3555361 - 21-18859 Addenda 2 2021-06-30 15 h 18 - Télécopie 3556088 - 21-18860 Addenda 3 2021-07-02 10 h 46 - Télécopie 3557051 - 21-18859 Addenda 4 - Annulation de l'addenda 3 2021-07-06 7 h 57 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1915478)** 2021-06-17 8 h 37 **Transmission :** 2021-06-17 8 h 37	3547484 - 21-18859 Addenda 1 2021-06-17 8 h 37 - Téléchargement 3555361 - 21-18859 Addenda 2 2021-06-30 15 h 17 - Courriel 3556088 - 21-18860 Addenda 3 2021-07-02 10 h 45 - Courriel 3557051 - 21-18859 Addenda 4 - Annulation de l'addenda 3 2021-07-06 7 h 56 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	JMV Environnement 7600 Avenue Duplessis Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1S6 NEQ : 1164798275	Monsieur Francois Leduc Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1916637)** 2021-06-20 6 h 44 **Transmission :** 2021-06-20 6 h 44	3547484 - 21-18859 Addenda 1 2021-06-20 6 h 44 - Téléchargement 3555361 - 21-18859 Addenda 2 2021-06-30 15 h 17 - Courriel 3556088 - 21-18860 Addenda 3 2021-07-02 10 h 46 - Courriel 3557051 - 21-18859 Addenda 4 - Annulation de l'addenda 3 2021-07-06 7 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ramcor Construction Inc. 9434 Boulevard Pie-IX Montréal, QC, H1z 4E9 NEQ : 1161184792	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1922022)** 2021-07-06 14 h 07 **Transmission :** 2021-07-06 14 h 31	3547484 - 21-18859 Addenda 1 2021-07-06 14 h 07 - Messagerie 3555361 - 21-18859 Addenda 2 2021-07-06 14 h 07 - Messagerie 3556088 - 21-18860 Addenda 3 2021-07-06 14 h 07 - Messagerie 3557051 - 21-18859 Addenda 4 - Annulation de l'addenda 3 2021-07-06 14 h 07 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sig-Nature 935 Lippmann Laval, QC, h7s1g3 NEQ : 1160753902	Madame Isabelle Lorrain Téléphone : 450 629-8516 Télécopieur : 450 629-9917	**Commande : (1916248)** 2021-06-18 9 h 40 **Transmission :** 2021-06-18 9 h 40	3547484 - 21-18859 Addenda 1 2021-06-18 9 h 40 - Téléchargement 3555361 - 21-18859 Addenda 2 2021-06-30 15 h 17 - Courriel 3556088 - 21-18860 Addenda 3 2021-07-02 10 h 45 - Courriel 3557051 - 21-18859 Addenda 4 - Annulation de l'addenda 3 2021-07-06 7 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Y & R Paquette 15400 Boul Curé Labelle Mirabel, QC, J7J 2G6 NEQ : 1167024943	Monsieur Stéphane Paquette Téléphone : 450 438-1866 Télécopieur : 450 438-3003	**Commande : (1915255)** 2021-06-16 15 h 27 **Transmission :** 2021-06-16 15 h 27	3547484 - 21-18859 Addenda 1 2021-06-16 15 h 27 - Téléchargement 3555361 - 21-18859 Addenda 2 2021-06-30 15 h 19 - Télécopie 3556088 - 21-18860 Addenda 3 2021-07-02 10 h 46 - Télécopie 3557051 - 21-18859 Addenda 4 - Annulation de l'addenda 3 2021-07-06 7 h 57 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1216320008

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder un contrat à la firme Environnement Routhier NRJ inc. pour la location à taux horaire de quatre (4) souffleuses à haute puissance avec opérateurs pour le lieu d'élimination de la neige Langelier, pour une période d'une (1) saison hivernale avec une option de prolongation d'une saison hivernale – Dépense totale de 1 160 189,73 $, taxes incluses (contrats : 966 824,78 $, variations des quantités 145 023,72 $, contingences : 48 341,24 $) – Appel d'offres public 21-18859 (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1216320008 location souffleuse.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514-872 -2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-23

Éric GERMAIN
Conseiller Budgétaire
Tél : 514-872-7344
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.014

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217157005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Axia Services, pour la fourniture d'un service d'entretien ménager au pavillon multifonctionnel de l'esplanade Tranquille, pour la période du 15 août 2021 au 14 août 2022, avec une option de prolongation de douze (12) mois - Dépense totale de 219 023,50 $, taxes incluses (contrat : 190 455,21 $ + contingences : 28 568,28 $) - Appel d'offres public 21-18766 (6 soum.)

Il est recommandé:
1. d'accorder à Axia Services, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture d'un service d'entretien ménager au pavillon multifonctionnel de l'esplanade Tranquille, pour la période du 15 août 2021 au 14 août 2022, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 190 455,21 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18766;

2. d'autoriser une dépense de 28 568,28 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-27 13:50

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1217157005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Axia Services, pour la fourniture d'un service d'entretien ménager au pavillon multifonctionnel de l'esplanade Tranquille, pour la période du 15 août 2021 au 14 août 2022, avec une option de prolongation de douze (12) mois - Dépense totale de 219 023,50 $, taxes incluses (contrat : 190 455,21 $ + contingences : 28 568,28 $) - Appel d'offres public 21 -18766 (6 soum.)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier porte sur l'octroi d'un contrat à la firme Axia Services, pour un service d'entretien ménager de 12 mois, pour le pavillon multifonctionnel de l'esplanade Tranquille. Située à l'ouest de la rue Clark, entre les rues Sainte-Catherine et de Montigny, l'esplanade Tranquille est un vaste terrain dont l'aménagement constitue la dernière phase du projet majeur de réaménagement du secteur névralgique qu'est le Quartier des spectacles. L'esplanade Tranquille accueillera une patinoire extérieure réfrigérée ainsi qu'un pavillon multifonctionnel dont l'entretien ménager est l'objet du présent sommaire décisionnel. Ce bâtiment offrira plusieurs espaces dont un chalet urbain accessible au public, une offre alimentaire, des salles polyvalentes et des locaux techniques et d'entreposage. Son ouverture est prévue au courant de l'été.

Un appel d'offres public 21-18766, d'une durée de 30 jours francs, a été tenu du 12 avril au 13 mai 2021 et publié le 12 avril 2021 dans Le Journal de Montréal et SÉAO. Les soumissions reçues étant accompagnées d'un cautionnement de soumission, celles-ci sont valides pour une période de 180 jours, soit jusqu'au 9 novembre 2021.

Un addenda a été émis lors du processus d'appel d'offres.

N° addenda	Date	Portée
1	25 mai 2021	Réponses aux questions des fournisseurs

Ce contrat débute le 15 août 2021 et se terminera le 14 août 2022; il comporte une année de prolongation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Ce contrat, faisant suite à l'appel d'offres n^{o} 21-18766, vise à faire l'entretien ménager du pavillon multifonctionnel de l'esplanade Tranquille pour un montant de 190 455,21 $ (taxes incluses), sur une période de 12 mois, à partir du 15 août 2021. L'adjudicataire devra fournir la main-d'oeuvre, le matériel relatif à l'entretien sanitaire ainsi que les produits d'hygiène, et ce, sur une base de 7 jours, 365 jours par année, avec des quarts de jour et de soir. Le travail d'entretien pour le pavillon multifonctionnel de l'esplanade Tranquille exige une très grande souplesse dans l'exécution compte tenu des heures d'ouverture et de fermeture au public, de la fréquentation des lieux (environ un million de visiteurs par année), des superficies à couvrir, des espaces et des contenus non conventionnels. De plus, en raison de la pandémie de la COVID-19, le contrat prévoit également plusieurs heures de désinfection.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public tenu par le Service de l'approvisionnement, onze (11) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et six (6) ont présenté des soumissions, soit 55 % d'entre elles :

- Axia Services
- Entretien Mana inc.
- Sodem inc.
- Proprecan inc.
- Les entreprises Fervel inc.
- Metrospec inc.

Pour les cinq (5) entreprises n'ayant pas déposé de soumission, voici les motifs de désistement :

Preneurs de cahier de charge	Raison évoquée
3 preneurs de cahier de charge	Pas de réponses
1 preneur de cahier de charge	Autres engagements
1 preneur de cahier de charge	Titre informatif seulement

Des six (6) entreprises qui ont présenté une soumission, celle de la firme Axia Services est la plus basse conforme.

Soumissions conformes	**Total (taxes incluses)**
Axia Services	190 455,21 $
Entretien Mana inc.	192 337,42 $
Sodem inc.	232 644,52 $
Proprecan inc.	241 754,71 $
Les entreprises Fervel inc.	244 540,10 $
Metrospec inc.	277 038,76 $
Estimation	223 911,40 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)	-33 456,18 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	-14,94%
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) (deuxième plus basse conforme – plus basse) Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%) ((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100	1 882,21 $ 0,99%

L'estimation des coûts de ce service a été réalisée par les professionnels internes au Service de la planification et de la gestion immobilière (SGPI) et est basée sur les coûts d'entretien ménager actuels majorés, afin de refléter l'évolution des indices des prix à la consommation.

Le coût de la plus basse soumission conforme est de 190 455,21 $ taxes incluses, soit 14,94 % inférieur à l'estimation. Cet écart s'explique par des coûts de désinfection inférieurs à ce qui était attendu. En effet, l'estimation des coûts de désinfection se basait sur le taux horaire obtenu au cours de la dernière année auprès de nos fournisseurs. De plus, l'augmentation du nombre d'employés en télétravail a entraîné la fermeture partielle ou complète de plusieurs tours à bureaux dans la région de Montréal : plusieurs compagnies de conciergerie ont perdu certains de leurs contrats et désirent reprendre leurs activités rapidement en faisant des soumissions audacieuses en comparaison aux années antérieures.

La firme Axia Services n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), n'a pas d'antécédent de non-conformité en vertu du Règlement de la gestion contractuelle. Elle n'est également pas listée comme entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment. Cette firme ne fait pas partie de la liste des entreprises à rendement insatisfaisant.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 émis le 16 mars 2021, une évaluation de risque a été effectuée par les professionnels du SGPI. Ce contrat ne présente pas de risque significatif.

Contingences
L'appel d'offres ne prévoyait pas de contingences au bordereau de prix, mais il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 28 568,28 $ équivalant à 15 % de la valeur de la soumission, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues, et ce, en raison de la nouveauté du bâtiment.

Dépense totale
La dépense totale est donc de 219 023,50 $, soit la soumission d'Axia Services au montant de 190 455,21 $, plus des contingences de 28 568,28 $ (15 % de la soumission).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total de 190 455,21 $, taxes incluses, couvre ainsi les besoins en entretien ménager pour la période du 15 août 2021 au 14 août 2022.
Le tarif horaire pour l'entretien régulier est de 25,25 $ et de 26,50 $ pour la désinfection. Le

grand ménage est à un taux de 0,18 $ le pied carré.

Fournisseur	2021 (5 mois)	2022 (7 mois)
Axia services	79 356,34 $	111 098,87 $

Le montant des contingences est de 28 568,28 $, ce qui représente 15 % du contrat.

Le coût total de ce contrat est entièrement financé par le budget de fonctionnement de la Division de la gestion immobilière et de l'exploitation à contrat du SGPI. Cette dépense est assumée à 100 % par la ville centre.

Les coûts de la prolongation (12 mois) sont estimés à 194 264,32 $, taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La firme Axia Services est une entreprise d'économie sociale fondée en 1975 qui vise à intégrer dans la société active des personnes handicapées. Le lien d'affaire entre la Ville de Montréal et ce type d'entreprise s'inscrit dans le Partenariat en économie sociale pour un développement solidaire et durable adopté en 2009.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report d'octroi, une interruption de service ou un refus d'octroyer le contrat compromettraient la salubrité du bâtiment, la sécurité des occupants, tout en risquant d'affecter la pérennité des équipements et du bâtiment, ainsi que la poursuite des opérations. Pour pallier une telle interruption, la Ville devra alors faire appel aux services ponctuels d'une firme spécialisée, à des coûts plus élevés, afin de maintenir les lieux dans un état fonctionnel.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En raison de la pandémie de la COVID-19, l'annulation de certains événements pourrait diminuer les demandes d'entretien ménager supplémentaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : 15 août 2021
Fin du contrat : 14 août 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

Tél : 438 925-1732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-19

Carole GUÉRIN
Chef de division propreté

Tél : 514 796-2043
Télécop. : 514 868-1082

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514-770-0667
Approuvé le : 2021-05-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-05-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1217157005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Objet :	Accorder un contrat à la firme Axia Services, pour la fourniture d'un service d'entretien ménager au pavillon multifonctionnel de l'esplanade Tranquille, pour la période du 15 août 2021 au 14 août 2022, avec une option de prolongation de douze (12) mois - Dépense totale de 219 023,50 $, taxes incluses (contrat : 190 455,21 $ + contingences : 28 568,28 $) - Appel d'offres public 21-18766 (6 soum.)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18766 Intervention.pdf 21-18766_TCP.pdf 21-18766 DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-20

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens
Tél : (514) 872-5241
Division : Direction -Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18766 — No du GDD : 1217157005

Titre de l'appel d'offres : Service d'entretien ménager pour le Pavillon multifonction de l'Îlot tranquille

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 4 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 13 - 5 - 2021

Ouverture faite le : 13 - 5 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 5 - 5 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 54,55

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 11 - 2021

Date d'échéance révisée : 9 - 11 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Axia Services	190 455,21 $	√	
Entretien Mana inc.	192 337,42 $		
Sodem inc.	232 644,52 $		
Proprecan inc.	241 754,71 $		
Les entreprises Fervel inc	244 540,10 $		
Metrospec inc.	277 038,76 $		

Information additionnelle

5 désistements : (3) pas de réponse, (1) à titre informatif, (1) Autres engagements

Préparé par : Badre Eddine Sakhi — Le 20 - 5 - 2021

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro d'appel d'offres	**21-18766**
Titre de l'appel d'offres	**Service d'entretien ménager pour le Pavillon multifonction de l'Îlot tranquille**

Description	Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle	Unité de mesure	Axia Services	Entretien Mana inc.	Sodem inc.	Proprecan inc.	Les entreprises Fervel inc.	Metrospec inc.
Service d'entretien ménager pour le Pavillon multifonction de l'Îlot tranquille pour une période de 12 mois, le tout conformément au cahier des charges	1	Entretien régulier, le tout conformément au devis technique	5 110	Taux horaire	25,25 $	25,90 $	32,87 $	30,00 $	30,00 $	32,95 $
	2	Grand ménage, le tout conformément au devis technique	52 993	pi²	0,18 $	0,10 $	0,15 $	0,40 $	0,60 $	0,55 $
	3	Désinfection, le tout conformément au devis technique	1 022	Taux horaire	26,50 $	29,00 $	25,86 $	35,00 $	27,00 $	42,50 $

Sous total	165 649,24 $	167 286,30 $	202 343,57 $	210 267,20 $	212 689,80 $	240 955,65 $
TPS	8 282,46 $	8 364,32 $	10 117,18 $	10 513,36 $	10 634,49 $	12 047,78 $
TVQ	16 523,51 $	16 686,81 $	20 183,77 $	20 974,15 $	21 215,81 $	24 035,33 $
MTTC	**190 455,21 $**	192 337,42 $	232 644,52 $	241 754,71 $	244 540,10 $	277 038,76 $

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

Analyse administrative des soumissionnaires (6)		Axia Services	Entretien Mana inc.	Sodem inc.	Proprecan inc.	Les entreprises Fervel inc.	Metrospec inc.
	Requis						
FS		1142208512	1147844683	1142830182	1167731174	1142288647	1161840195
seao		1142208512	1147844683	1142830182	1167731174	1142288647	1161840195
Date d'immatriculation		1995-01-30	1998-07-14	1995-02-21	2011-10-25	1995-02-02	2003-10-30
Nombre d'année d'expérience	2021-05-13	26,3	22,8	26,2	9,6	26,3	17,5
Signature	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification au Registre des entreprises	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui	Non inscrit	Non inscrit	Non inscrit	Non inscrit	Non inscrit	Non inscrit
Validation de conformité - CNESST	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Cautionnement soumission	Oui	7610242-21-009	Chèque (19233,74$) 720228	7610018-21-005	Chèque (24 175,47 $) 3174	500002830-18	7911410-21-3

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme
Liste des firmes à rendement insatisfisant

Vérifié par : Badre Sakhi **Date :** 17 mai 2021

11 preneurs cahier des charges	
6 soumissionnaires	
Nombre Désistement	Raison
1	À titre informatif
3	Pas de réponse
1	Autres engagements

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18766
Numéro de référence : 1469101
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service d'entretien ménager pour le Pavillon multifonction de l'Îlot tranquille

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AXIA SERVICES. 13025, Jean Grou Montréal, QC, H1A 3N6 https://www.axiaservices.com NEQ : 1142208512	Madame Lisanne Tauvette Téléphone : 514 772-0810 Télécopieur : 514 642-3430	**Commande : (1883425)** 2021-04-12 16 h 25 **Transmission :** 2021-04-12 16 h 25	3518391 - 21-18766 Addenda # 1 2021-05-05 14 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Entretien Mana Inc. 331 Ivan Pavlov Laval, QC, H7M 4H6 NEQ : 1147844683	Monsieur Marino Almache Téléphone : 450 933-9533 Télécopieur : 450 933-9534	**Commande : (1890220)** 2021-04-23 14 h 58 **Transmission :** 2021-04-23 14 h 58	3518391 - 21-18766 Addenda # 1 2021-05-05 14 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Groupe Laberge Inc 1837 Boul. Taschereau Longueuil, QC, J4K 2X9 NEQ : 1142134452	Monsieur Guillaume Poulin Téléphone : 514 820-7017 Télécopieur :	**Commande : (1886583)** 2021-04-19 7 h 20 **Transmission :** 2021-04-19 7 h 20	3518391 - 21-18766 Addenda # 1 2021-05-05 14 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Sodem inc. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 NEQ : 1142830182	Monsieur Jean-Guy Cadorette Téléphone : 514 527-9546 Télécopieur : 450 646-9832	**Commande : (1894584)** 2021-05-03 15 h 12 **Transmission :** 2021-05-03 15 h 12	3518391 - 21-18766 Addenda # 1 2021-05-05 14 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Fervel Inc. 401, avenue Ste-Croix Montréal, QC, H4N 2L3 http://www.fervel.ca NEQ : 1142288647	Madame Danita Lopes Téléphone : 514 744-4627 Télécopieur : 514 744-6223	**Commande : (1883766)** 2021-04-13 10 h 24 **Transmission :** 2021-04-13 10 h 24	3518391 - 21-18766 Addenda # 1 2021-05-05 14 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Metrospec Inc 2650, boul. Pitfield Montréal, QC, H8S1G9 http://www.metrospec.com NEQ : 1161840195	Madame Helene Suissa Téléphone : 514 333-2403 Télécopieur : 514 333-4529	**Commande : (1883734)** 2021-04-13 10 h 04 **Transmission :** 2021-04-13 10 h 04	3518391 - 21-18766 Addenda # 1 2021-05-05 14 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Placement potentiel inc 111 Av Donegani Montréal, QC, H9R2W3 http://www.placementpotentiel.com NEQ : 1142397240	Monsieur John Dirlik Téléphone : 514 694-0315 Télécopieur :	**Commande : (1883790)** 2021-04-13 10 h 40 **Transmission :** 2021-04-13 10 h 40	3518391 - 21-18766 Addenda # 1 2021-05-05 14 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Proprecan Inc. 1085 boul. Sainte-Foy Bureau 220 Longueuil, QC, J4K 1W7 http://www.proprecan.com NEQ : 1167731174	Madame Andreea Chise Téléphone : 514 577-3281 Télécopieur : 450 646-3624	**Commande : (1884195)** 2021-04-13 16 h 27 **Transmission :** 2021-04-13 16 h 27	3518391 - 21-18766 Addenda # 1 2021-05-05 14 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
QC MAINTENANCE INC 6433, rue Jarry Est, bureau 200 Montréal, QC, H1p1W1 NEQ : 1167095471	Monsieur javier Mauricio Castro Téléphone : 514 612-2906 Télécopieur : 514 600-3734	**Commande : (1894238)** 2021-05-03 10 h 10 **Transmission :** 2021-05-03 10 h 10	3518391 - 21-18766 Addenda # 1 2021-05-05 14 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélect Idéal Inc. 8971, 9e avenue Montréal, QC, H1Z3A5 NEQ : 1176364785	Monsieur Jorge Isaac Duarte Sanarrucia Téléphone : 514 710-9299 Télécopieur : 514 303-0277	**Commande : (1883947)** 2021-04-13 12 h 34 **Transmission :** 2021-04-13 12 h 34	3518391 - 21-18766 Addenda # 1 2021-05-05 14 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Service d'entretien Alphanet 640, boul. Guilmond	Monsieur Alejandro Figueroa Téléphone : 450 651-1490	**Commande : (1883316)** 2021-04-12 15 h 22	3518391 - 21-18766 Addenda # 1 2021-05-05 14 h 33 - Télécopie

Longueuil, QC, J4G1P8
NEQ : 1143257690

Télécopieur : 450 651-2614

Transmission :
2021-04-12 15 h 22

Mode privilégié (devis) : Télécopieur
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217157005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Objet :	Accorder un contrat à la firme Axia Services, pour la fourniture d'un service d'entretien ménager au pavillon multifonctionnel de l'esplanade Tranquille, pour la période du 15 août 2021 au 14 août 2022, avec une option de prolongation de douze (12) mois - Dépense totale de 219 023,50 $, taxes incluses (contrat : 190 455,21 $ + contingences : 28 568,28 $) - Appel d'offres public 21-18766 (6 soum.)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1217157005 - Entretien esplanade Tranquille.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-20

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.015

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217100002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Autoriser la cession de contrat de la firme K+S Sel Windsor Ltée à la firme Sel Windsor Ltée pour la fourniture et la livraison sur demande de sel (chlorure de sodium) utilisé dans les usines de production d'eau potable Charles-J.-DesBaillets et Atwater pour la désinfection de l'eau (CG20 0111), et ce, pour le reste de l'entente et selon les mêmes conditions

Il est recommandé :

1. d'autoriser la cession du contrat découlant de l'appel d'offres 20-18001 (CG20 0111) de la firme « K+S Sel Windsor Ltée » à la firme « Sel Windsor Ltée » pour la fourniture et la livraison sur demande de sel (chlorure de sodium) utilisé dans les usines de production d'eau potable Charles-J.-DesBaillets et Atwater.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-27 18:19

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217100002**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Autoriser la cession de contrat de la firme K+S Sel Windsor Ltée à la firme Sel Windsor Ltée pour la fourniture et la livraison sur demande de sel (chlorure de sodium) utilisé dans les usines de production d'eau potable Charles-J.-DesBaillets et Atwater pour la désinfection de l'eau (CG20 0111), et ce, pour le reste de l'entente et selon les mêmes conditions

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2020, suite à l'appel d'offres public 20-18001, la Ville octroyait à la firme K+S Sel Windsor Ltée une entente-cadre de vingt et un (21) mois incluant la possibilité d'une prolongation de douze (12) mois pour la fourniture et la livraison de sel (chlorure de sodium) utilisé dans les usines de production d'eau potable Charles-J.-DesBaillets et Atwater pour la désinfection de l'eau.
Toutefois, le 10 février dernier, K+S Sel Windsor Ltée a avisé le Service de l'approvisionnement de la Ville de Montréal qu'elle réorganise la structure de sa société et crée une nouvelle filiale au nom de Sel Windsor Ltée qui sera cédée à Stone Canyon Industries Holdings LLC. Par conséquent, K+S Sel Windsor Ltée demande de transférer l'entente à Sel Windsor Ltée. L'ensemble des actifs ont été transférés à Sel Windsor Ltée en avril 2021 et K+S Sel Windsor Ltée a cessé ses activités. Il n'est donc plus possible de payer le fournisseur depuis le mois de mai, il est donc requis d'autoriser la cession afin de permettre une continuité de l'approvisionnement de sel.

Le présent dossier a pour objet d'autoriser la cession en faveur de Sel Windsor Ltée. Une telle cession est possible, car les documents d'appel d'offres prévoient cette possibilité, sous réserve de l'accord de la Ville, et ce, aux mêmes termes et conditions du contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0111 – 26 mars 2020 - Conclure une entente d'achat contractuel avec K+S Sel Windsor Ltée, d'une durée de vingt et un (21) mois, avec une option de renouvellement de

douze (12) mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de sel (chlorure de sodium) utilisé dans les usines de production d'eau potable Charles-J.-DesBaillets et Atwater pour la désinfection de l'eau - Appel d'offres public 20-18001 (1 soum.) Montant total de l'entente : 1 987 903,31 $, taxes incluses (1 807 184,83 $, taxes incluses + contingences : 180 718,48 $ taxes incluses)

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet d'autoriser la cession du contrat de la firme K+S Sel Windsor Ltée en faveur de la firme Sel Windsor Ltée et ce, afin d'assurer une stabilité d'approvisionnement et permettre l'achat de sel (chlorure de sodium) par la Ville de Montréal visée par cette entente.
Au terme de la cession, la firme K+S Sel Windsor Ltée cessera ses activités de fourniture et livraison de sel.

JUSTIFICATION

Depuis le 26 mars 2020, K+S Sel Windsor Ltée est l'adjudicataire de l'entente pour la fourniture et la livraison sur demande de sel (chlorure de sodium) utilisé dans les usines de production d'eau potable Charles-J.-DesBaillets et Atwater pour la désinfection de l'eau.
La firme K+S Sel Windsor Ltée a avisé la Ville de Montréal par écrit, de la création de la nouvelle filiale du nom de Sel Windsor Ltée qui sera cédée par la suite à Stone Canyon Industries Holdings LLC.

Afin de finaliser les conditions pour officialiser les transactions permettant à la firme Sel Windsor Ltée de faire affaire avec la Ville dans la poursuite de l'entente de K+S Sel Windsor Ltée, la cession doit être autorisée par la Ville.

Afin de permettre la cession de ce contrat, le cessionnaire a fourni à la Ville les éléments suivants:

- Lettre signée par M. Luc B. Savoie (Vice-président et Officier à la direction des affaires commerciales de Sel Windsor Ltée) acceptant les conditions de cession (en pièce jointe de ce dossier);
- Lettre signée par M. Markel Chermenkoff (Vice-président, avocat Général et Secrétaire K+S sel Wndsor Ltée) demandant la cession du contrat (en pièce jointe de ce dossier).

Le cessionnaire s'engage à fournir dans les 15 jours après l'acceptation de la Ville tous les cautionnements, garanties et contrats d'assurance prévus au contrat.

Avant la réorganisation, K+S Sel Windsor Ltée n'était pas inscrit, ni au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), ni à la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI). La firme Sel Windsor Ltée affirme être conforme en tout point au Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur totale des vingt et un (21) mois de l'entente d'achat contractuel conclue avec K+S Sel Windsor Ltée est de 1 987 903,31$, incluant les taxes et les contingences de 10%. La valeur résiduelle de l'entente est quant à elle d'approximativement 760 000,00$, incluant les taxes et les contingences de 10%. Cette somme correspond à la période débutant en mai 2021 et se terminant en décembre 2021.
Cette cession n'occasionne aucun impact négatif pour la Ville, tant au niveau budgétaire qu'au niveau opérationnel, puisque la cession se fait aux mêmes termes et conditions du

contrat conclu avec K+S Sel Windsor Ltée.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande. Toutes les unités d’affaires de la Direction de l'eau potable pourront faire appel à cette entente-cadre. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

MONTRÉAL 2030

Aucun impact.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La cession de contrat doit être effectuée afin de pouvoir procéder au paiement des factures de Sel Windsor Ltée qui n'ont pas été payées depuis mai 2021 et permettre d'assurer la continuité des livraisons de sel.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications. Une fois la cession approuvée, une nouvelle entente-cadre portant le nom du nouveau fournisseur sera communiquée aux usagers.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Cession de l'entente: fin août 2021
Création de la nouvelle entente: fin août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume RICHARD
Ingénieur de procédé

Tél : 438-988-5163
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-18

Jean-François BEAUDET
Chef de l'exploitation

Tél : 514 872-3414
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2021-07-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-27

Windsor Salt Ltd/Sel Windsor Ltée
755 boul. St-Jean, suite 700
Pointe-Claire, Québec H9R 5M9

Le 9 juillet 2021

Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est,
Montréal, Québec, H2Y 1 C6

Objet : Acceptation de cession de contrat
Appel d'offres N°20-180001
Fourniture et livraison de sel pour la génération d'hypochlorite de sodium pour les usines de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets et Atwater

Faisant suite à lettre de demande de cession de contrat transmise par **K+S Sel Windsor Ltée** à la Ville de Montréal le 9 juillet, 2021 **Sel Windsor Ltée** désignée comme «cessionnaire» personne morale ayant sa principale place d'affaires au 755, boul. St-Jean, suite 700, Pointe-Claire, québec, H9R 5M9, agissant et représentée par Luc B. Savoie, Vice-Président et Officier à la direction des affaires commerciales, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il le déclare, en date du 16 avril, 2021 et accepte ce qui suit :

Le Cessionnaire accepte la cession du Contrat et accepte d'être lié par tous ses termes et conditions et déclare être en mesure de fournir les biens faisant l'objet du Contrat selon les termes et conditions prévus à celui-ci;

Le Cessionnaire s'engage auprès de la Ville de Montréal à prendre à sa charge l'ensemble des droits et obligations du Cédant depuis le début du Contrat.

Le Cessionnaire s'engage à fournir tous les cautionnements, garanties et contrats d'assurance prévus au Contrat au plus tard 15 jours après l'acceptation de la Ville de Montréal.

Fait le 9 juillet, 2021
à Pointe-Claire, Québec

Signature :……

Par Luc B. Savoie,
Vice-Président et Officier à la direction
des affaires commerciales

K+S Windsor Salt Ltd./K+S Sel Windsor Ltée, 755 boul. St-Jean, Pointe Claire, Québec H9R 5M9 (n/k/a K+S Canadian Potash Holding Ltd., 200 Wall Street, Saskatoon, Saskatchewan S7K 3Y3, en date du 5 mai, 2021

Le 9 juillet 2021

Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est,
Montréal, Québec, H2Y 1 C6

Objet : Demande de cession de contrat
Appel d'offres N°20-180001
Fourniture et livraison de sel pour la génération d'hypochlorite de sodium pour les usines de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets et Atwater

Dans le cadre d'une réorganisation interne, la totalité des actifs et passifs de l'entreprise de sel de **K+S Sel Windsor Ltée** a été cédée à une nouvelle entité canadienne nommée «**Sel Windsor Ltée»**. Cette cession a eu lieu le 16 avril 2021.

Par conséquent, toutes les obligations et responsabilités dans le Contrat cité en objet portant sur la fourniture et livraison de sel pour la génération d'hypochlorite de sodium pour les usines de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets et Atwater, dans le cadre de l'appel d'offres 20-18001, sera cédé en intégralité par le «cédent » K+S Sel Windsor Ltée personne morale ayant sa principale place d'affaires au 755 boul. St-Jean, Pointe Claire, Québec H9R 5M9, maintenant connue sous le nom de K+S Canadian Potash Holding Ltd. agissant et représentée par Markel Chernenkoff, Vice Président, Avocat Général et Secrétaire, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il le déclare en date du 16 avril 2021, au «cessionnaire» **Sel Windsor Ltée.**

Conformément à l'article 12.2.1.du contrat **: «**L'ADJUDICATAIRE ne peut céder le Contrat sans l'autorisation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE». À ce titre, nous venons par la présente lettre vous demander d'autoriser cette cession.

Par la présente, nous donnons quittance complète et finale à la Ville de Montréal pour toute somme, autre obligation ou réclamation de quelque nature que ce soit découlant du Contrat passé, présent et futur, direct et Indirect.

Nous nous engageons également à coopérer et à signer tout autre document accessoire qui pourrait être nécessaire à la cession du Contrat, le cas échéant.

Fait le :16 avril 2021
à Saskatoon, Saskatchewan

Signature :……
Par Markel Chermenkoff
Vice-Président, Avocat Général et Secrétaire
K+S Windsor Salt Ltd./K+S Sel Windsor Ltée
(maintenant connu sous le nom de
K+S Canadian Potash Holding Ltd.)

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.016

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1215382013

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Fourgons Leclair Inc., pour la fourniture et l'installation de boîtes fourgons aménagées de 16 pieds sur châssis de camion fourni par la Ville pour le service d'étançonnement de l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 278 823,57 $, taxes incluses (contrat : 265 546,26 $ + contingences : 13 277,31 $) - Appel d'offres public 21-18796 - (un seul soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire Fourgon Leclair inc.**,** ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour la fourniture et l'installation de boîtes de fourgons aménagées de 16 pieds sur châssis de camion fourni par la Ville pour le service d'étançonnement de l'arrondissement de Ville-Marie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 265 546,26 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **21-18796** ;

2. d'autoriser une dépense de 13 277,31 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Fourgon Leclair inc.;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-28 09:49

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215382013**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Fourgons Leclair Inc., pour la fourniture et l'installation de boîtes fourgons aménagées de 16 pieds sur châssis de camion fourni par la Ville pour le service d'étançonnement de l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 278 823,57 $, taxes incluses (contrat : 265 546,26 $ + contingences : 13 277,31 $) - Appel d'offres public 21-18796 - (un seul soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Lorsque les équipes d'aqueduc et d'égout travaillent sur les conduites souterraines en effectuant une excavation, il est requit de procéder à l'installation de caisson d'étançonnement. En raison de la complexité de ce type de tâches et pour rencontrer les exigences de la législation en vigueur (Loi sur la santé et la sécurité du travail, Code de sécurité pour les travaux de construction, ouvrages routiers (Normes) Tome V - Signalisation routière et Norme ACNOR Z.150-1974 et supplément # 1-1977.), ces équipes usent de plusieurs outils de travail dans le cadre de leur fonction. Afin de répondre aux besoins des équipes dédiées de l'arrondissement de Ville-Marie, le SMRA, en collaboration avec l'arrondissement, a conçu des plans et devis pour l'aménagement d'un camion (dessin en pièce jointe).

L'appel d'offres public, No 21-18796 a été publié dans le « Journal de Montréal » et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 37 jours, soit du 17 mai 2021 au 22 juin 2021. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, quatre (4) addendas ont été émis afin de clarifier les services exigés, ainsi que pour répondre aux questions des soumissionnaires.

Sommaire des addendas :

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	21 mai 2021	Modifications: Délai de livraison passe de 90 à 200 jours Ajout à l'article 2.14.2 sur la responsabilité du

		soumissionnaire en lien avec les calculs Remplacement du plan 237X21-AG002 par 237X21-AG002_R01
2	9 juin 2021	Précisions concernant les châssis de camion
3	11 juin 2021	Annulation de l'article 4.6.12
4	15 juin 2021	Report de date d'ouverture au 22 juin 2021

La durée de validité de la soumission est de 120 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 20 octobre 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune décision antérieure

DESCRIPTION

De façon plus précise le SMRA désire accorder un contrat pour la fourniture et l'installation de boîtes de fourgons avec équipements et accessoires sur un châssis de camion Ford 450E Cutway de 2017 fourni par la Ville comme indiqué au devis 237X21A22 et aux dessins de référence. Les véhicules 237-17086 et 237-17087 seront aménagés pour les équipes dédiées aux travaux d'étançonnement de l'arrondissement de Ville-Marie. La durée de vie d'un véhicule de classe 237 est d'approximativement 12 ans.
Délai de livraison:
Le fournisseur doit livrer les aménagements au plus tard 200 jours suivant la réception des véhicules.

Garantie:
La garantie minimale exigée par la ville est la garantie usuelle du manufacturier et débute à partir de la date de mise en service des biens.

Entretien, réparation et disponibilité des pièces:
Tel que spécifié aux documents d'appel d'offres et puisque le SMRA souhaite réduire au maximum les délais d'immobilisation de ses véhicules, l'adjudicataire devra fournir dans les quinze (15 jours) la liste des pièces de remplacement requises pour l'entretien périodique. Le SMRA se réserve le droit d'acquérir ces pièces auprès d'autres fournisseurs que l'adjudicataire.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu trois (3) preneurs du cahier des charges. Sur ce nombre, un seul preneur a remis une soumission (33,33%).
Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec les deux (2) preneurs n'ayant pas remis de soumission afin de connaître les motifs de leur désistement:
un (1) mentionne qu'il y a beaucoup d'éléments ambigus au devis
un (1) nous mentionne qu'il préfère mettre ses engagements dans d'autres projets.

Puisque nous sommes en présence d'un seul fournisseur, le Service de l'approvisionnement a procédé à la démarche de négociation en vertu de l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes. En date du 6 juillet 2021, l'adjudicataire confirme vouloir maintenir son prix en raison de l'augmentation du prix des matières premières (bois, acier, aluminium, peintures et autres) de près de 50%.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences +	**TOTAL** (taxes incluses)

		variation de quantités) (taxes incluses)	
Fourgons Leclair inc.	265 546,26 $	13 277,31 $	278 823,57 $
Dernière estimation réalisée ($)	209 059,04 $	10 452,95 $	219 511,99 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			56 487,22 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			27,02 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Les professionnels du SMRA ont contacté quelques fournisseurs dans le but d'estimer la dépense pour un tel aménagement. Malheureusement, en raison du contexte économique (inflation, rareté des produits) et politique (ALENA, mesure de relance économique, protectionnisme), l'inflation entre le lancement de l'appel d'offres et le dépôt des soumissions, a été sous-évaluée.

L'écart de 27,02 % entre le seul soumissionnaire et l'estimation des professionnels du SMRA s’expliquerait principalement par la flambée des prix de l’acier et l'aluminium des derniers temps en plus de la volatilité et de la spéculation de prix actuel pour ces mêmes matériaux et équipements.

En effet, au cours de l'étude de marché effectuée conjointement par le SMRA et le Service de l'approvisionnement, il a été constaté que dans le marché actuel, le prix des matières métalliques brutes ne cesse d'augmenter depuis les derniers mois, et ce, à un rythme important et qu'il est difficile d'effectuer des prévisions de prix dans un tel contexte.

Pour démontrer l'évolution récente des prix et les analyses faites par le SMRA pour établir les estimations, le tableau explicatif ci-dessous par type de matière se veut un complément d'information afin de comprendre les fluctuations:

	Indexation globale (Trading Economics)		Statistiques Canada (IPPI 312 et 32711)	
	nov. 2020 - mars 2021	août 2020 - mai 2021	nov. 2020 - février 2021	août 2020 - mars 2021
Acier	**22 %** = 3613 & 4415	**47 %** = 3776 & 5543	**13 %** = 100,9 & 113,6	**19 %** = 96.5 & 114.9
Aluminium	**22 %** = 1853 & 2265	**47 %** = 1706 & 2515	**6 %** = 96,9 & 102,5	**16 %** = 90,7 & 104,9

- Les IPPI (Indice des prix des produits industriels) de Statistique Canada sont inférieurs par rapport aux indices mondiaux présents dans Trading Economics.
- Dû à la rareté de l'offre et à la grande demande de l'acier dans diverses industries (construction, électroménagers, transports, etc.), les prix réels de l'acier semblent ne suivre aucun indice et sont actuellement imprévisibles.
- Autant l'association canadienne des producteurs d’acier (ACPA) que l'Association de la construction du Québec (ACQ) témoignent que des augmentations inattendues peuvent atteindre jusqu'à

50% hebdomadairement, et ce, dépendamment de la source d'approvisionnement.

En somme, les écarts observés entre l'estimation des professionnels de la Ville et le prix soumis semblent refléter la situation décrite plus haut.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées au moment de l'ouverture des soumissions le 22 juin 2021.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 émis le 16 mars 2021, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme, Fourgons Leclair Inc, s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 265 546,26 $, incluant les taxes.
Une provision pour contingences de 5 %, soit 13 277,31 $, incluant les taxes, a été anticipée afin de pallier à d'éventuels imprévus qui pourraient survenir au cours du présent contrat.

La dépense totale à autoriser s'élève à 278 823,57 $, incluant les taxes et contingences.

Les sommes nécessaires au présent dossier sont prévues au PDI du Service du matériel roulant et des ateliers dans le Programme 68102 - programme de remplacement de véhicules - Ville et seront financées par le règlement d'emprunt 19-018 Remplacement véhicules et équipements CM19 0355.

Le bon de commande sera émis en 2021, mais les véhicules aménagés seront livrés en 2022.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisque le dossier traite de l'aménagement d'une boîte de fourgon et non du véhicule en lui-même. Toutefois, il importe de retenir que le SMRA équipe systématiquement les camions acquis de systèmes qui préviennent le roulement du moteur à l'arrêt pour le chauffage et la climatisation de la cabine. Ces dispositifs permettent d'ores et déjà une réduction des GES.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Puisque l'incertitude du marché se poursuit et que les prix peuvent continuer à augmenter, il serait judicieux d'octroyer un contrat rapidement afin de sécuriser les prix actuels et de combler les besoins de l'arrondissement de Ville-Marie.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre la fluctuation des marchés, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE: 11 août 2021
CM: 23 août 2021
Émission du bon de commande
Rencontre de démarrage
Réception des véhicules aménagés en 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
Agente de recherche

Tél : N/A
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-20

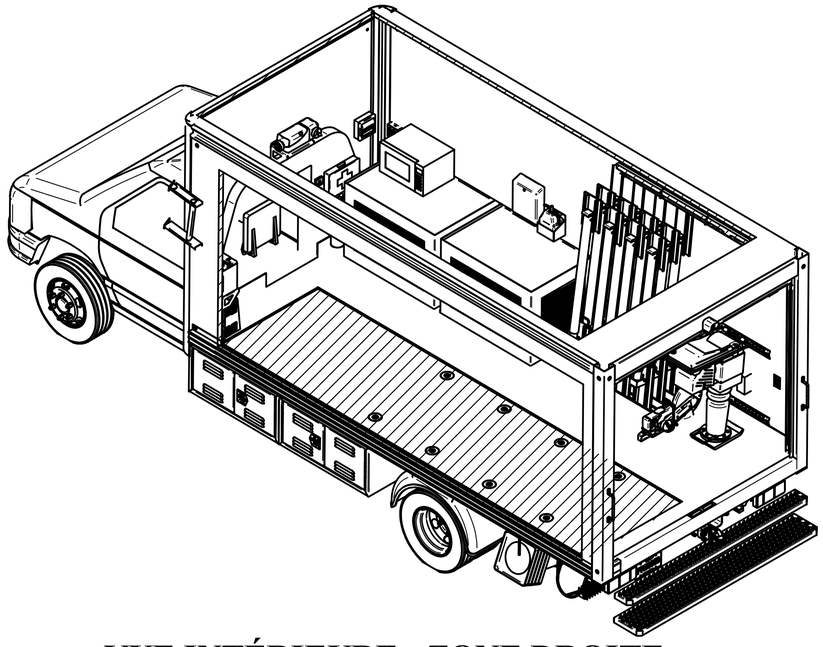
Nassiri RADI
chef de section - ingenierie (smra)

Tél : 5148721843
Télécop. :

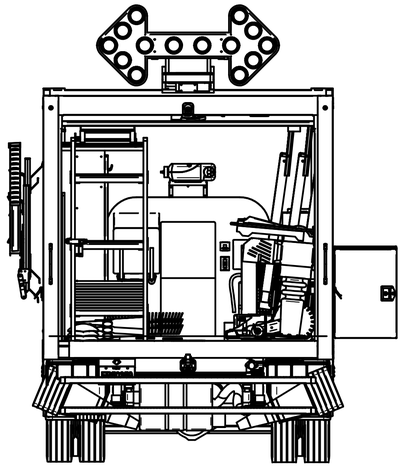
APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dominic G GARNEAU

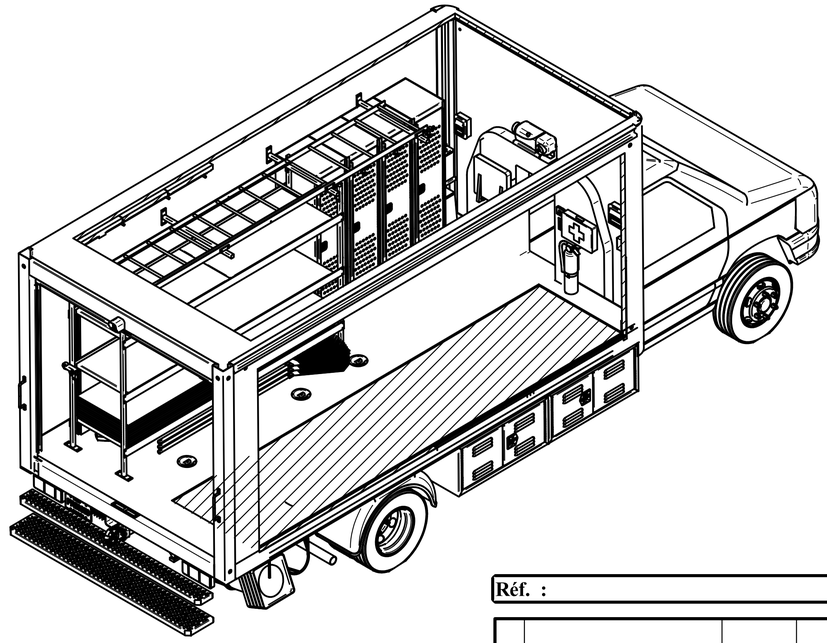
c/d ateliers mecaniques
Tél : 514-280-3238
Approuvé le : 2021-07-22



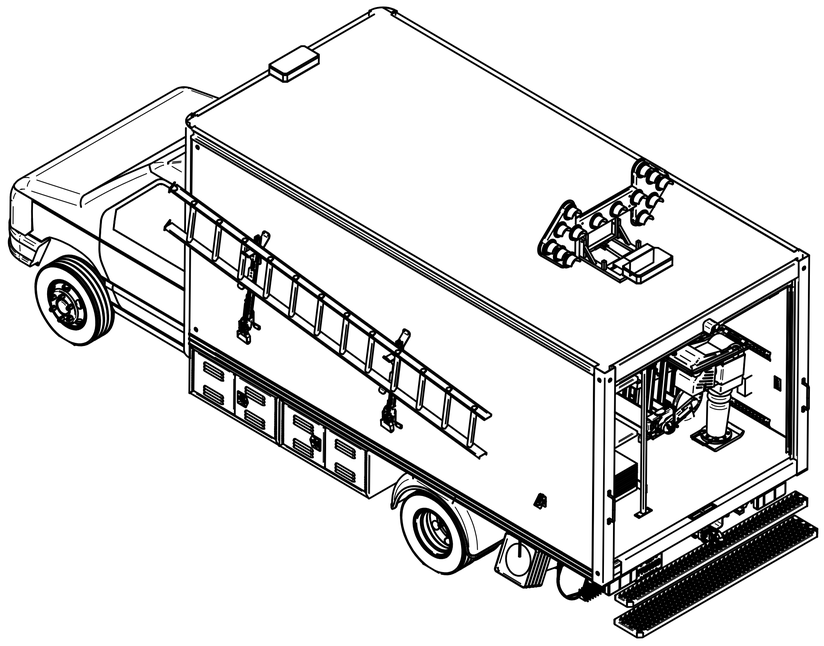
VUE INTÉRIEURE : ZONE DROITE



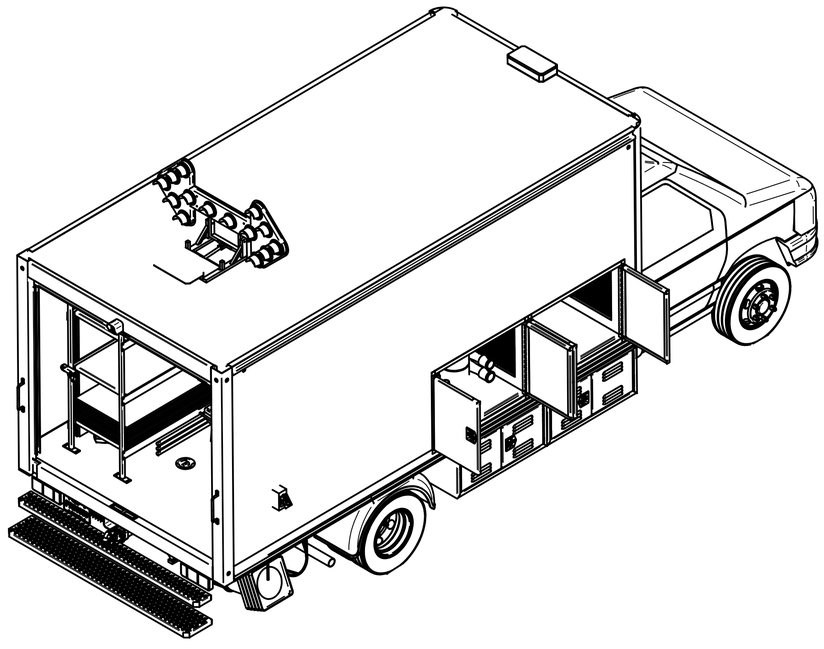
VUE ARRIÈRE:
PORTE OUVERTE



VUE INTÉRIEURE : ZONE GAUCHE



VUE EXTÉRIEURE: CÔTÉ CONDUCTEUR



VUE EXTÉRIEURE: CÔTÉ PASSAGER

Réf. :

N°	Description	jj-mm-aa	Par	Appr.
01				
00	Émis pour soumission	29-03-21	ET	ET

REGISTRE DES ÉMISSIONS ET RÉVISIONS

SCEAUX ET SIGNATURES :

2021-03-30

VÉRIFIER PAR : Eloge Tounou	APPROUVER PAR :
CONCU PAR : Eloge Tounou	DESSINER PAR :

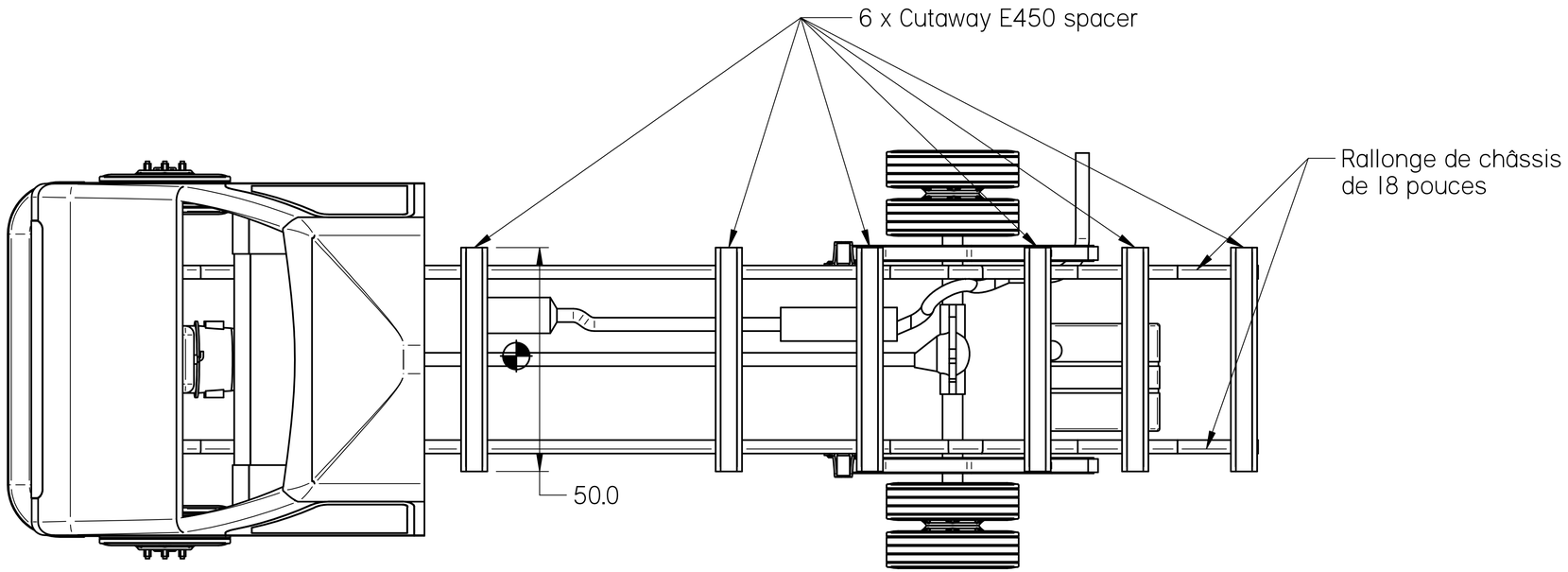
Montréal

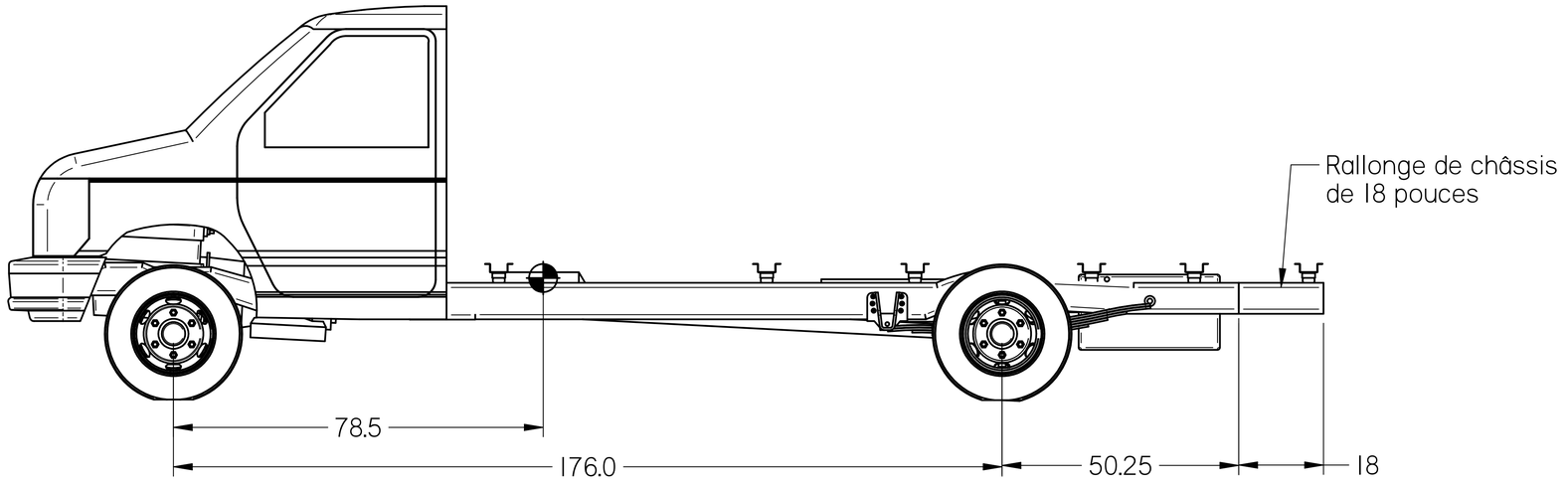
SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS

TITRE: PROJET : 237X21A-Étançonnement Ville-Marie

- Ensemble du fourgon en mode utilisation -

DATE : 2021-03-23	ECHELLE : 1:25	FORMAT : D	MATÉRIAU :	MASSE :
PLAN N° : 237X21-AG001		RÉVISION : 00		FEUILLE : 1 de 1





NOTES :

Note 1 : Sauf indication contraire, toutes les côtes sont en pouce.

CARACTÉRISTIQUES DU CHÂSSIS FORD E450 Cutaway 2017		
DÉSIGNATION	**VALEUR**	**NOTES**
W.B. (Pouce)	176	
PNBV (Kg)	14 600	
C.G. (Pouce)	76	Centre de gravité du châssis sans les ajouts
Essieu av. (Kg)	5 000	
Essieu arr. (Kg)	9 600	

Réf. :

N°	Description	jj-mm-aa	Par	Appr.
01				
00	Émis pour soumission	29-03-21	ET	ET

REGISTRE DES ÉMISSIONS ET RÉVISIONS

SCEAUX ET SIGNATURES :

2021-03-30

VÉRIFIER PAR : Eloge Tounou	APPROUVER PAR :
CONCU PAR : Eloge Tounou	DESSINER PAR :

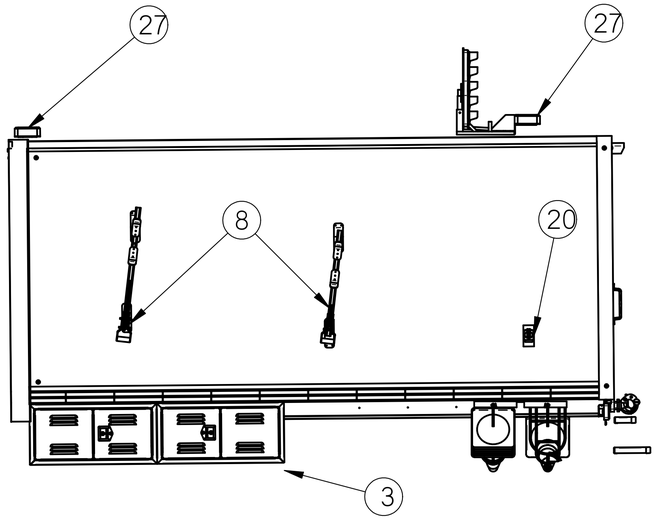
Montréal

SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS

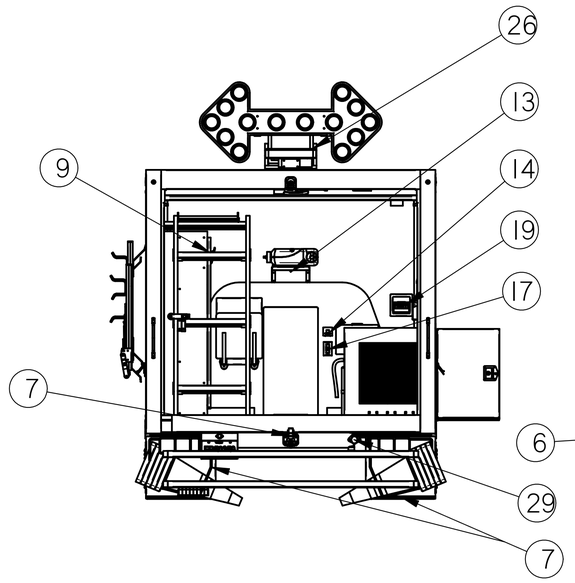
TITRE : PROJET : 237X21A-Étançonnement Ville-Marie

Châssis 450E Cutway 2017 : Caractéristiques et ajouts

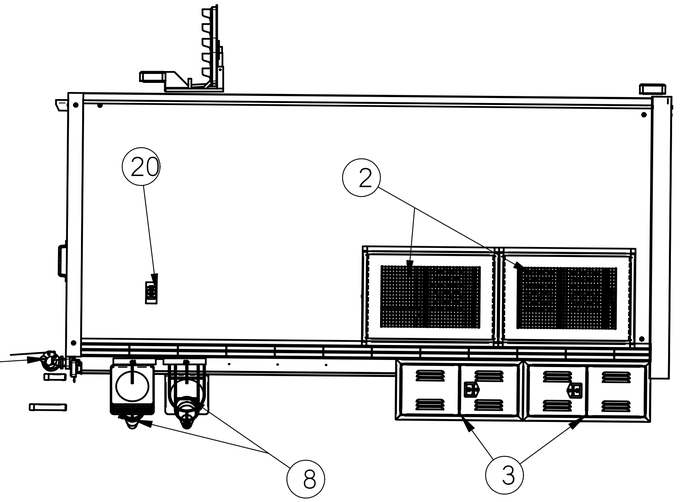
DATE : 2021-02-24	ECHELLE : 1:16	FORMAT : D	MATÉRIAU :	MASSE :
PLAN N° : 237X21-AG002			RÉVISION : 00	FEUILLE : 1 de 1



VUE EXTÉRIEURE:
~~POFIL~~ CÔTÉ CONDUCTEUR
PROFIL



VUE ARRIÈRE:
PORTE OUVERTE

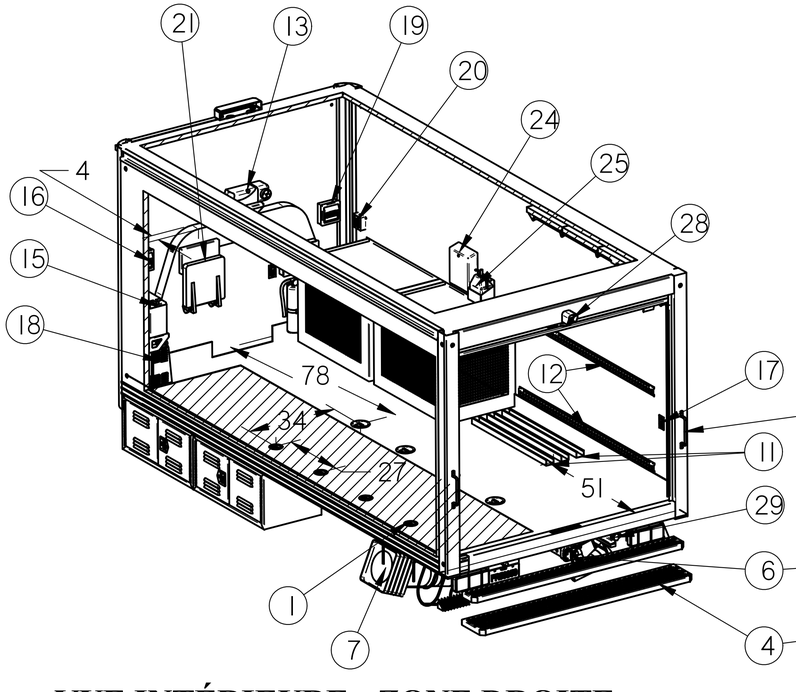


VUE EXTÉRIEURE:
PROFIL CÔTÉ PASSAGER

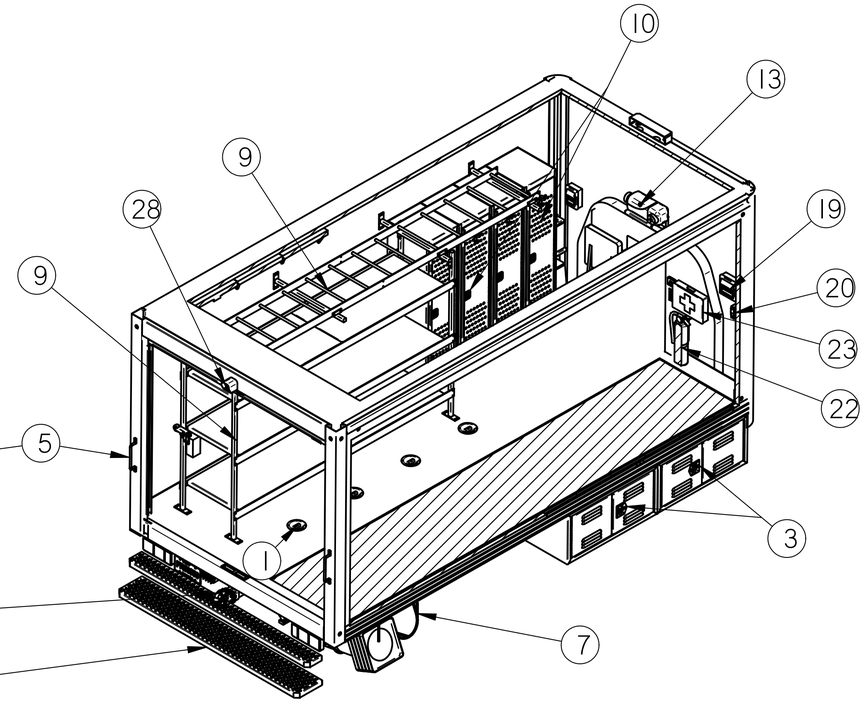
NOTES :

Note 1 : Sauf indication contraire, toutes les côtes sont en pouce.

Note 2 : Voir le tableau d'indications générales sur la localisation des équipements à la page 2.



VUE INTÉRIEURE : ZONE DROITE



VUE INTÉRIEURE : ZONE GAUCHE

Réf. :

01				
00	Émis pour soumission	29-03-21	ET	ET
N°	Description	jj-mm-aa	Par	Appr.

REGISTRE DES ÉMISSIONS ET RÉVISIONS

SCEAUX ET SIGNATURES :

2021-03-30

VÉRIFIER PAR : Eloge Tounou	APPROUVER PAR :
CONCU PAR : Eloge Tounou	DESSINER PAR :

Montréal

SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS

TITRE : PROJET : 237X21A-Étançonnement Ville-Marie
- Boite et aménagements demandés -

DATE : 2021-03-23	ECHELLE : 1:25	FORMAT : D	MATÉRIAU :	MASSE :
PLAN N° : 237X21-AG003			RÉVISION : 00	FEUILLE : 1 de 2

Tableau d'indications générales sur la localisation des équipements

Item	Désignation	Note
1	Anneaux d'arrimage	
2	Coffres encastrés	
3	Coffres sous châssis	
4	Marchepied arrière	Avec 2 butoirs en caoutchouc installés sur la marche inférieure
5	Poignée d'accès	
6	Crochet de remorquage	Crochet avec son support (dessin 235X21-AG004)
7	Support à cônes	
8	Support de côté universel pour échelle	
9	Râtelier	(dessin 235X21-AG004)
10	Casier-armoire	
11	Support-guide pour étais	
12	Support mural	
13	Chaufferette sur son support	(dessin 235X21-AG004 les détails du support)
14	Contrôleur mural de la chaufferette	
15	Batterie 12 VDC sur son support	(235X21-AG004 les détails du support)

Item	Désignation	Note
16	Boite de disjoncteurs 12 V DC	
17	Interrupteur d'allumage	Pour les bandes de LED au plafond
18	Inverseur 3000W, 120V 60Hz	
19	Panneau de distribution 120V	
20	Prises courant 120V	1 d'intérieur et 2 d'extérieur
21	Chaise murale rabattable	
22	Extincteur 5 lb	
23	Trousse de premier soin	
24	Distributeur à papier	
25	Distributeur de savon	
26	Flèche de signalisation	Ensemble flèche et support
27	Mini-barre	
28	Caméra de recul	
29	Prises de branchement pour remorquage	
30		

Réf. :

N°	Description	jj-mm-aa	Par	Appr.
01				
00	Émis pour soumission	29-03-21	ET	ET

REGISTRE DES ÉMISSIONS ET RÉVISIONS

SCEAUX ET SIGNATURES :

2021-03-30

VÉRIFIER PAR : Eloge Tounou	APPROUVER PAR :
CONCU PAR : Eloge Tounou	DESSINER PAR :

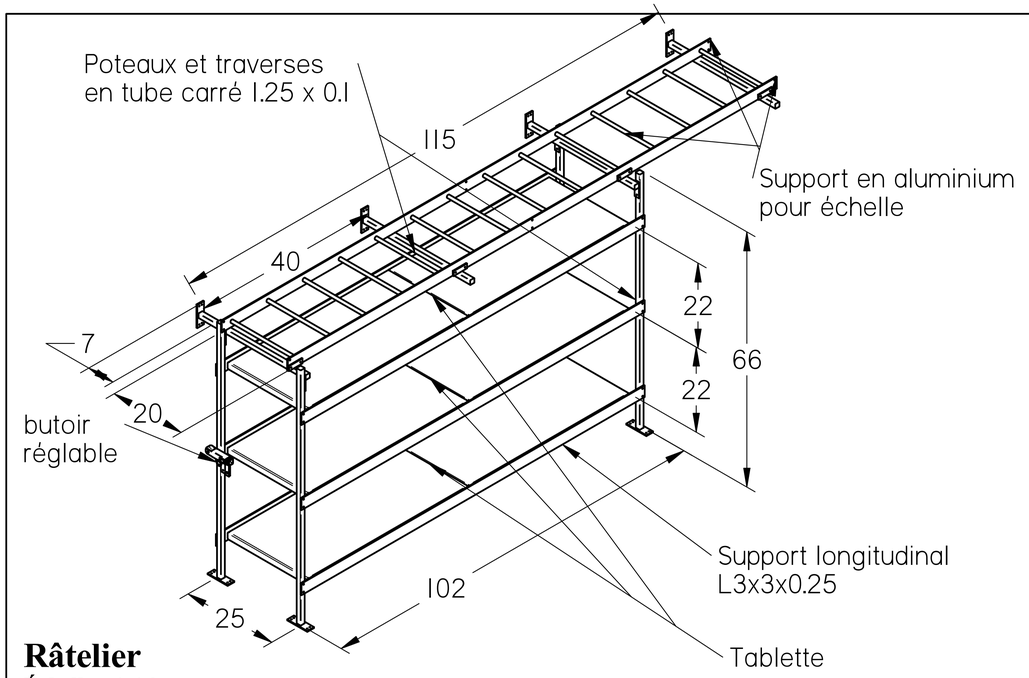
Montréal

SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS

TITRE : PROJET : 237X21A-Étançonnement Ville-Marie
- Boite et aménagements demandés -

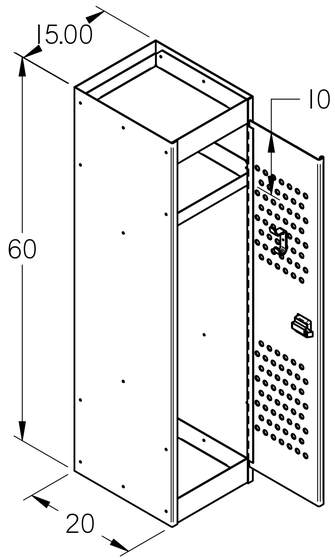
DATE :	ECHELLE :	FORMAT :	MATÉRIAU :	MASSE :
2021-03-23	1:25	D		

PLAN N° : 237X21-AG003 | RÉVISION : 00 | FEUILLE : 2 de 2



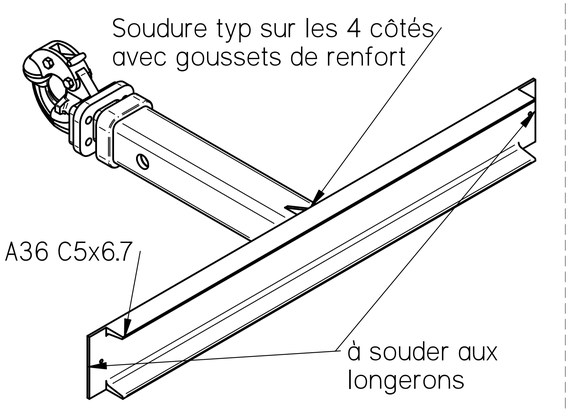
Râtelier

Échelle : 1:16
Matériau : inox 304 et alu pour le support d'échelle
Quantité : 01



Casier

Échelle : 1:10
Matériau : aluminium 5052-H32 1/8 po
Quantité : 04



Crochet de remorque et son support

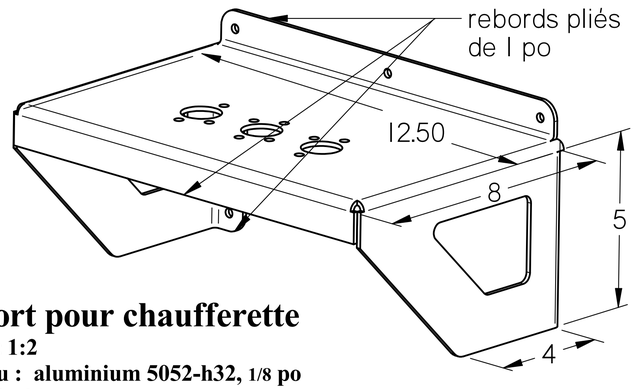
Échelle : 1:5
Matériau : acier galvanisé à chaud (support)
Quantité : 01

NOTES :

Note 1 : Sauf indication contraire, toutes les côtes sont en pouce.

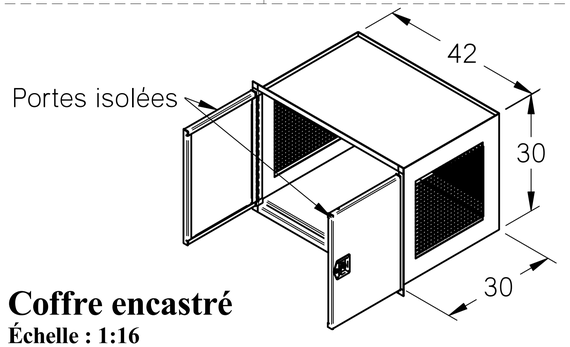
Note 2 : le 1er à 6 po du mur de droite et un interval de 3 po entre faces en vis-à-vis.

Note 3 : le 1er à 6 po du plancher et un interval de 24 po entre les 2 rails



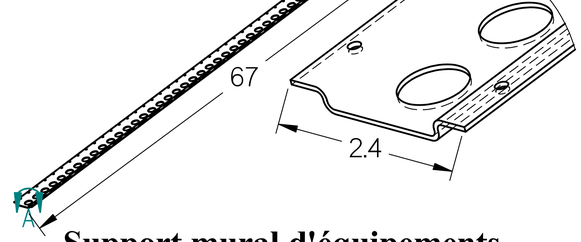
Support pour chaufferette

Échelle : 1:2
Matériau : aluminium 5052-h32, 1/8 po
Quantité : 01



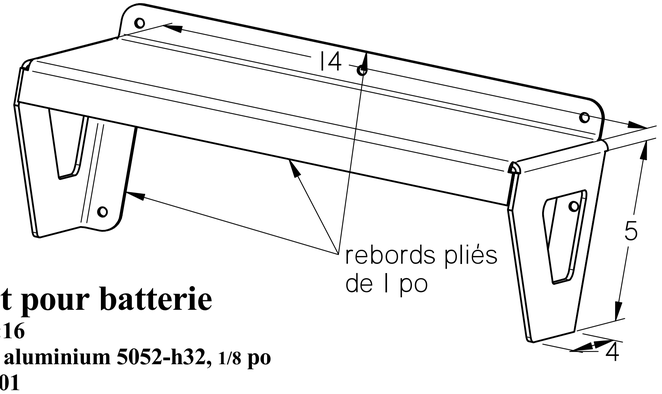
Coffre encastré

Échelle : 1:16
Matériau : aluminium 5052-h32, $\frac{1}{8}$ po
Quantité : 02



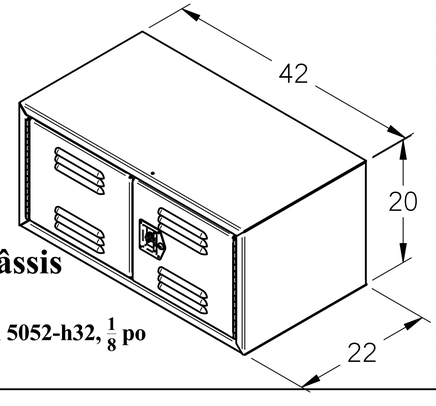
Support mural d'équipements (Note 3)

Échelle : 1:10
Matériau : acier inoxydable ; 0.125 ép
Quantité : 02



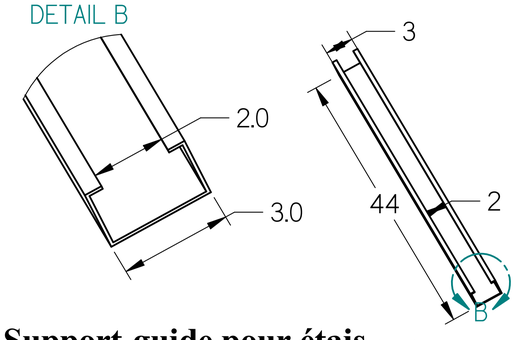
Support pour batterie

Échelle : 1:16
Matériau : aluminium 5052-h32, 1/8 po
Quantité : 01



Coffre sous-châssis

Échelle : 1:10
Matériau : aluminium 5052-h32, $\frac{1}{8}$ po
Quantité : 04



Support-guide pour étais (Note2)

Échelle : 1:8
Matériau : aluminium 5052-h32; 1/4 po ép.
Quantité : 03

Réf. :

N°	Description	jj-mm-aa	Par	Appr.
01				
00	Émis pour soumission	29-03-21	ET	ET

REGISTRE DES ÉMISSIONS ET RÉVISIONS

SCEAUX ET SIGNATURES :

2021-03-30

VÉRIFIER PAR : Eloge Tounou	APPROUVER PAR :
CONCU PAR : Eloge Tounou	DESSINER PAR :

Montréal
SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS

TITRE : PROJET : 237X21A-Étançonnement Ville-Marie
- Coffres, casiers, râtelier et divers supports -

DATE : 2021-03-24	ECHELLE :	FORMAT : D	MATÉRIAU :	MASSE :
PLAN N° : 237X21-AG004		RÉVISION : 00		FEUILLE : 1 de 1

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1215382013*
Unité administrative responsable : *33- Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : *Accorder un contrat à Fourgon Leclair Inc., pour la fourniture et l'installation d'une boîte fourgon aménagée de 16 pieds sur un châssis de camion fourni par la Ville pour le service d'étançonnement de l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 278 823,57 $, taxes incluses (contrat: 265 546,26 $ + contingences: 13 277,31 $) - Appel d'offres public 21-18796 - (un seul soumissionnaire)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		X	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *aucune contribution*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *aucune contribution*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1215382013

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Fourgons Leclair Inc., pour la fourniture et l'installation de boîtes fourgons aménagées de 16 pieds sur châssis de camion fourni par la Ville pour le service d'étançonnement de l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 278 823,57 $, taxes incluses (contrat : 265 546,26 $ + contingences : 13 277,31 $) - Appel d'offres public 21-18796 - (un seul soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18796_Intervention_«SMRA».pdf 21-18796_Tableau de vérification.pdf 21-18796 PV.pdf

21-18796_DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : (514) 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-20

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : (514) 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18796

No du GDD : 1215382013

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et installation d'une boîte fourgon aménagée de 16 pieds sur un châssis de camion fourni par la Ville pour le service d'étançonnement de l'arrondissement de Ville-Marie - Qté 2

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 5 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 17 - 6 - 2021

Ouverture faite le : 22 - 6 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 15 - 6 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 20 - 10 - 2021

Date d'échéance révisée : 20 - 10 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
FOURGONS LECLAIR INC.	265 546,26 $	√	

Information additionnelle

Tel que mentionné à la règle d'adjudication de l'appel d'offres, Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE conforme.

La soumission de l'entreprise FOURGONS LECLAIR INC. est conforme administrativement. Les vérifications usuelles ont été effectuées le 30 juin 2021.

Deux des trois preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offre à la Ville pour les motifs suivants, un (1) mentionne qu'il y a beaucoup d'éléments ambigus au devis et un (1) nous mentionne qu'il préfère mettre ses engagements dans d'autres projets.

En référence à Art 573.3.3 de la L.C.V. – Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumission reçue une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité. Le soumissionnaire maintient sa proposition et n'accorde aucun rabais aux montants soumissionnées.

Préparé par : Renée Veillette

Le 20 - 7 - 2021

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Numéro de l'appel d'offres : 21-18796

Titre : Fourniture et installation d'une boîte fourgon aménagée de 16 pieds sur un châssis de camion fourni par la Ville pour le service d'étançonnement de l'arrondissement de Ville-Marie - Qté 2

Date de publication sur le SÉAO : 17 mai 2021

Date d'ouverture des soumissions : 22 juin 2021

Addenda : 4 **émit le: 15 juin 2021**

				FOURGON LECLAIR INC.	
				Prix à la soumisison	
Item 1	**Modifications et ajouts au châssis du camion**				
1.1	Rallonge du châssis de 18 po	1	ens	300,00 $	300,00 $
1.2	Traverses de renforts au châssis (Ford E450 cutaway spacers)	6	u	130,00 $	780,00 $
1.3	Ailes de roues moulées en thermoplastique pour les roues arrière.	2	u	750,00 $	1 500,00 $
1.4	Quatre garde-boue en caoutchouc installés à l'avant et à l'arrière des ailes de roues.	4	u	50,00 $	200,00 $
				Montant total (hors taxes - Item 1	2 780,00 $
Item 2	**Boite de fourgon en aluminium**				
2	Longueur : 16 po ± 1 po X Largeur : 96 po ± 1 po X Hauteur :86 po ± 1 po, isolée, porte de garage	1	ens	34 100,00 $	34 100,00 $
				Montant total (hors taxes - Item 2	34 100,00 $
Item 3	**Fourniture et installation des coffres"**				
3.1	Coffres encastrés	2	ens	4 000,00 $	8 000,00 $
3.2	Coffres sous-châssis	4	ens	2 200,00 $	8 800,00 $
				Montant total (hors taxes - Item 3	16 800,00 $
Item 4	**Aménagements et fourniture pour l'extérieur de la boite**				
4.1	Marchepied arrière	1	ens	2 850,00 $	2 850,00 $
4.2	Poignées	2	u	50,00 $	100,00 $
4.3	Support de crochet de remorquage	1	ens	100,00 $	100,00 $
4.4	Support à cônes	2	ens	350,00 $	700,00 $
4.5	Support pour échelle	1	ens	1 200,00 $	1 200,00 $
4.6	Support pour plaque d'immatriculation	1	u	100,00 $	100,00 $
4.7	Cônes oranges T-RV-3	20	u	80,00 $	1 600,00 $
				Montant total (hors taxes - Item 4	6 650,00 $
Item 5	**Mobiliers, équipements et fournitures à l'intérieur de la boîte**				
5.1	Râtelier	1	ens	7 500,00 $	7 500,00 $
5.2	Casiers-armoire ventilés par la porte	4	ens	2 200,00 $	8 800,00 $
5.3	Guide-support pour pattes d'étançonnement	3	u	200,00 $	600,00 $
5.4	Support mural pour les équipements	2	u	1 500,00 $	3 000,00 $
5.5	Système de chauffage auxiliaire	1	ens	5 000,00 $	5 000,00 $
5.6	Système électrique auxiliaire 12 V DC (batterie, support et boite de disjoncteurs)	1	ens	4 000,00 $	4 000,00 $
5.7	Système électrique 120 VAC (inverseur 3000W ;Panneau de distribution à 6 disjoncteurs ; 3 prises)	1	ens	7 000,00 $	7 000,00 $
	Diverses fournitures utilitaires :				
5.8	• Chaise murale	1	u	800,00 $	800,00 $
5.9	• Extincteur 5 lb	1	u	500,00 $	500,00 $
5.10	• Trousse de premier soin	1	ens	250,00 $	250,00 $
5.11	• Distributeur à papier	1	u	250,00 $	250,00 $
5.12	• Distributeur de savon liquide 1 gallon et son support	1	u	150,00 $	150,00 $
				Montant total (hors taxes) - Item 5	37 850,00 $

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro de l'appel d'offres : 21-18796

Titre : Fourniture et installation d'une boîte fourgon aménagée de 16 pieds sur un châssis de camion fourni par la Ville pour le service d'étançonnement de l'arrondissement de Ville-Marie - Qté 2

Date de publication sur le SÉAO : 17 mai 2021

Date d'ouverture des soumissions : 22 juin 2021

Addenda : 4 **émit le: 15 juin 2021**

				FOURGON LECLAIR INC.	
				Prix à la soumisison	
Item 6	**Signalisation et éclairage**				
6.1	Câblage et filage	1	ens	2 000,00 $	2 000,00 $
6.2	Éclairage intérieur de la boite : (Plafonnier « Bande LED double » de 12 volts, 144 po + 2 interrupteurs 3 pôles)	1	ens	1 150,00 $	1 150,00 $
	Signalisation extérieur				
6.3	• Feux arrière combinés incluant les feux d'arrêt, les clignotants et lumières de frein...	2	u	300,00 $	600,00 $
6.4	• Lumière de plaque d'immatriculation	1	u	50,00 $	50,00 $
6.5	• Feux de gabarit avant et arrière	12	u	50,00 $	600,00 $
	Signaux de sécurité				
6.6	• Flèche de signalisation	1	u	2 000,00 $	2 000,00 $
6.7	• Support de flèche motorisé	1	u	1 700,00 $	1 700,00 $
6.8	• Contrôleur combiné pour la flèche et les mini-barres.	1	u	600,00 $	600,00 $
6.9	• Mini-barre	2	u	950,00 $	1 900,00 $
6.10	• Flûte parisienne électronique et hauts parleur	2	ens	950,00 $	1 900,00 $
6.11	• Alarme de recul	1	u	100,00 $	100,00 $
6.12	• Prises de branchement pour remorquage	1	ens	1 700,00 $	1 700,00 $
6.13	• Caméra de recule	1	ens	2 500,00 $	2 500,00 $
6.14	Autre lumières requise	1	ens	500,00 $	500,00 $
			Montant total (hors taxes) - Item 6		17 300,00 $

Total avant taxes par fourgons **Montant total (hors taxes) des item 1 à 6**	115 480,00 $

Montant total (hors taxes) pour les deux (2) fourgons	230 960,00 $

Total avant taxes		230 960,00 $
TPS 5 %		11 548,00 $
TVQ 9,9975 %		23 038,26 $
Montant total		265 546,26 $

Signature	Oui
Signataire	Benoit Mayer
Achat du cahier des charges via SÉAO	Oui
NEQ	1162409396
Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	Oui
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui
Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui
Validation de conformité - CNESST	Oui émit le 10 juin 2021
Liste des sous-traitants	Oui

Remarque: Régle d'adjudication art. 1.12.01 - Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE

En référence à Art 573.3.3 de la L.C.V. – Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumission reçue une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité. Le soumissionnaire maintient sa proposition et n'accorde aucun rabais aux montants soumissionnées.

Non-conforme
Correction
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par: Renée Veillette	Date: 6 juillet 2021

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18796
Numéro de référence : 1488963
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Fourniture et installation d'une boîte fourgon aménagée de 16 pieds sur un châssis de camion fourni par la Ville pour le service d'étançonnement de l'arrondissement de Ville-Marie - Qté 2

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Distribution Maranda 1325 J.A.Bombardier porte 101 Lévis, QC, G7A 2P4 http://marandacap.com NEQ : 1170198106	Monsieur Dominic Lapointe Téléphone : 450 464-6084 Télécopieur : 450 546-4137	**Commande : (1901434)** 2021-05-17 13 h 40 **Transmission :** 2021-05-17 14 h 55	3531245 - Addenda no 1 (devis) 2021-05-21 13 h 22 - Courriel 3531246 - Addenda no 1 (plan) 2021-05-21 13 h 22 - Courriel 3542286 - Addenda no 2 (Précisions) 2021-06-09 6 h 43 - Courriel 3544283 - Addenda no 3 (Modification) 2021-06-11 8 h 34 - Courriel 3546116 - Addenda no 4 (Report de date) 2021-06-15 9 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Fourgons Leclair Inc 31 Rue Theodore-Viau Terrebonne, QC, J6Y 0J8 NEQ : 1162409396	Monsieur Sebastien Leclair Téléphone : 514 846-2000 Télécopieur : 450 965-5477	**Commande : (1902364)** 2021-05-18 15 h 39 **Transmission :** 2021-05-18 15 h 39	3531245 - Addenda no 1 (devis) 2021-05-21 13 h 22 - Courriel 3531246 - Addenda no 1 (plan) 2021-05-21 13 h 22 - Courriel 3542286 - Addenda no 2 (Précisions) 2021-06-09 6 h 43 - Courriel 3544283 - Addenda no 3 (Modification) 2021-06-11 8 h 34 - Courriel 3546116 - Addenda no 4 (Report de date) 2021-06-15 9 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Précision Provencal Inc. 279, route 204 Sainte-Rose-de-Watford, QC, G0R 4G0 http://www.fabricantderemorques.com NEQ : 1141957069	Madame Thérèse Carrier Téléphone : 418 267-5131 Télécopieur : 418 267-5132	**Commande : (1901651)** 2021-05-17 16 h 39 **Transmission :** 2021-05-17 16 h 39	3531245 - Addenda no 1 (devis) 2021-05-21 13 h 22 - Courriel 3531246 - Addenda no 1 (plan) 2021-05-21 13 h 22 - Courriel 3542286 - Addenda no 2 (Précisions) 2021-06-09 6 h 43 - Courriel 3544283 - Addenda no 3 (Modification) 2021-06-11 8 h 34 - Courriel 3546116 - Addenda no 4 (Report de date)

2021-06-15 9 h 39 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215382013

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Fourgons Leclair Inc., pour la fourniture et l'installation de boîtes fourgons aménagées de 16 pieds sur châssis de camion fourni par la Ville pour le service d'étançonnement de l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 278 823,57 $, taxes incluses (contrat : 265 546,26 $ + contingences : 13 277,31 $) - Appel d'offres public 21-18796 - (un seul soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1215382013 - installation bte fourgon aménagée sur 2 camions pour Arr VM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-22

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.017

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1215382014

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Québec Linge Co. pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements ainsi que fourniture et location de chiffons d'atelier pour les employés de métier, pour une durée de soixante (60) mois, (Montant estimé de l'entente : 964 029,50 $, taxes incluses (contrat: 803 357,92 $ + contingences 160 671,58 $)) - Appel d'offres public 21-18845 (3 soumissionnaires conformes)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de soixante (60) mois par laquelle Québec Linge Co., plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, la location, l'entretien et la réparation de vêtements ainsi que la fourniture et location de chiffons d'atelier, pour une somme maximale de 803 357,92 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18845;
2. d'autoriser une dépense de 160 671,58 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Québec Linge Co.;
4. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement des Ateliers du SMRA, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-28 10:52

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1215382014**
Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Québec Linge Co. pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements ainsi que fourniture et location de chiffons d'atelier pour les employés de métier, pour une durée de soixante (60) mois, (Montant estimé de l'entente : 964 029,50 $, taxes incluses (contrat: 803 357,92 $ + contingences 160 671,58 $)) - Appel d'offres public 21-18845 (3 soumissionnaires conformes)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Cet appel d'offres pour des services vestimentaires s'inscrit dans l'harmonisation des pratiques de gestions à travers les différents ateliers de Service du matériel et des ateliers suite au projet de regroupement. Suite à l'octroi de ce contrat, l'ensemble des cols bleus sous la responsabilité du SMRA bénéficieront de la même politique vestimentaire associée à leur fonction sans égards à leur lieu de travail.

Les produits et services sont requis afin de répondre aux besoins de la Ville de fournir l'équipement de travail et uniforme de certains groupes de travailleurs, selon les conventions collectives en vigueur et en respect des exigences de santé et sécurité.

Un premier appel d'offres public, No 21-18751 a été publié du 31 mars au 6 mai 2021. Après ouverture des soumissions et ce, sous les recommandations des représentants du service de l'approvisionnement, il a été décidé de retourner sur les marchés pour des raisons administratives.

Le présent appel d'offres public, No 21-18845 a été publié dans le « Journal de Montréal » et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 35 jours, soit du 26 mai 2021 au 29 juin 2021. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, un (1) addenda a été émis afin de clarifier les services exigés, ainsi que pour répondre aux questions des soumissionnaires.

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	10 juin 2021	R1 - Dans un contexte de pénurie du métal, le SMRA accepte des uniformes sur pôles sur roulettes plutôt que dans des casiers et chutes à linge.
		R2 - Le nombre d'uniformes requis et le nombre de livraisons exigées sont basés sur l'historique de fonctionnement des contrats précédents. Pour des raisons de logistique et de risques organisationnels, le SMRA maintient son exigence de deux cueillettes par semaine.

La durée de validité de la soumission est de 180 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 26 décembre 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Gré à gré - 7 juillet 2021 - Location, entretien et réparation de vêtements - BC 1482151
Gré à gré - 8 juin 2021 - Chiffon d'atelier - BC 1477774

CE18 1129 27 juin 2018 - Accorder un contrat à Québec Linge CO pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements d'employés de métier, pour une durée de trente-six (36) mois pour une somme de 464 464,28 $ taxes incluses - Appel d'offres 18-16763 (2 soumissionnaires conformes)

CG15 0018 29 janvier 2015 - Conclure avec Québec Linge Co. une entente-cadre pour une période de trente-six mois, avec une option de prolongation jusqu'à vingt-quatre mois supplémentaires, pour la fourniture de service de location, entretien et réparation de vêtements pour employés de métier et vêtements avec protection contre les arcs et les chocs électriques (niveau 2) - Appel d'offres public 14-13502 (1 soum.) (montant estimé de 1 120 152,76 $)

CG12 0466 20 décembre 2012 - Autoriser la prolongation de l'entente-cadre conclue avec Unifirst Canada ltée (CG09 0154) pour la location et l'entretien d'équipement de protection individuelle (ÉPI) de niveau 2 contre les arcs électriques, pour une période additionnelle de douze (12) - Appel d'offres public 09-10912 (montant estimé de la prolongation de 242 017,78 $)

CM11 0635 23 août 2011 - Conclure une entente-cadre d'une durée de 3 ans avec Québec Linge Co. pour un service de location de vêtements, incluant l'entretien, la réparation et la fourniture de casiers pour les employés de métier des ateliers de la Direction du matériel roulant et des ateliers (DMRA) - Appel d'offres public 11-11555 (1 soum.) (montant estimé de 409 548,44 $ taxes incluses)

CG09 0154 28 mai 2009 - Conclure une entente-cadre collective d'une durée de trente-six (36) mois avec la firme UNIFIRST Canada ltée, pour la location et l'entretien d'équipement de protection individuelle (ÉPI) de niveau 2 contre les arcs électriques - Appel d'offres public 09-10912 (2 soumissionnaires) (montant estimé de 712 792,08 $ taxes incluses)

DESCRIPTION

Cette entente-cadre porte sur la fourniture de service de location, entretien et réparation de vêtements pour employés de métier et pour la fourniture de chiffons d'atelier pour une durée de soixante (60) mois le tout selon les termes, clauses et conditions de l'appel d'offres 21-18845.
Variation des prix:

Les prix ne font l'objet d'aucun ajustement pendant la première année du Contrat. Par la suite, les prix sont augmentés annuellement de DEUX POUR CENT POUR CENT (2%), à la date d'anniversaire du Contrat. (section 2.3 du document contrat)

Livraisons et ramassages:

Les vêtements souillés seront ramassés deux (2) fois par semaine et les vêtements propres seront livrés dans un délai de sept (7) jours calendrier. Lors d'un jour férié, la livraison pourrait être effectuée le lendemain. En cas de nécessité seulement, le SMRA peut bénéficier de livraisons spéciales ou urgentes (24 heures) selon la procédure établie au devis technique (clause 1.4.1.3). Dans le cas de mouvements de personnel planifiés ou ponctuels, le SMRA assurera le transfert des vêtements propres dans le nouveau lieu de travail. Finalement, tel que décrit à l'Annexe 1 du devis technique, le SMRA désire desservir trente-deux (32) points de services qui regroupent en totalité environ 275 employés.

Bien que le bordereau de soumission détaillé présente plusieurs lots, la règle d'adjudication art. 1.12.01, stipule que "Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE".

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu quatre (4) preneurs du cahier des charges. Sur ce nombre, trois (3) ont remis des soumissions (75 %).
Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec le preneur n'ayant pas remis de soumission afin de connaître le motif de désistement. Il s'agit simplement d'une erreur administrative de leur part.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Québec Linge Co.	803 357,92 $	160 671,58 $	964 029,50 $
Unifirst Canada Ltee	862 950,61 $	172 590,12 $	1 035 540,73 $
Cintas Canada Limitée	1 211 852,60 $	242 370,52 $	1 454 223,12 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 138 133,90 $		1 138 133,90 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 334 775,98 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 29,41 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			59 592,69 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			7,42 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

L'écart favorable à la Ville de -29,41 % s'explique principalement par le fait que le SMRA a prévu, à même son estimation, une provision pour frais de contingence. Ces frais connexes servent notamment au paiement des vêtements perdus ou endommagés. Ce pourcentage a été évalué suite à l'analyse des factures du précédent contrat.

De plus, cet appel d'offres, comprend les chiffons d'atelier. Bien que ce seul item ne nécessitait pas d'appel d'offres selon les seuils législatifs, il a été intégré afin de générer des économies. La consommation des chiffons d'ateliers fait suite à l'initiative du SMRA d'adopter des façons de faire plus éthiques envers l'environnement. L'utilisation de ces chiffons réutilisables permet de remplacer les guenilles à usage unique qui devaient être disposées par des entreprises spécialisées en raison des résidus de produits pétroliers.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées au moment de l'ouverture des soumissions le 29 juin 2021.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 émis le 16 mars 2021, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre pour le SMRA sans engagement budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, en fonction des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit et des dépenses d’agglomération sont possibles.
Le plus bas soumissionnaire conforme, Québec Linge CO., s’engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 803 357,92 $, incluant les taxes.

Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 160 671,58 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provisions - frais de contingences afin de pallier aux fluctuations du prix et au paiement des vêtements perdus ou endommagés.

Plan d’approvisionnement annuel :

	Année 1 Quantité	Année 2 Quantité	Année 3 Quantité	Année 4 Quantité	Année 5 Quantité	Total
Contrat	160 671,58 $	160 671,58 $	160 671,58 $	160 671,58 $	160 671,58 $	803 357,92 $
Contingence	32 134,32 $	32 134,32 $	32 134,32 $	32 134,32 $	32 134,32 $	160 671,58 $
Total:	192 805,90 $	192 805,90 $	192 805,90 $	192 805,90 $	192 805,90 $	964 029,50 $

Par ailleurs, des considérations administratives, financières ou autres pourraient amener un devancement partiel ou complet d’une commande prévue. Les premiers décaissements auront lieu en 2021.

Les sommes nécessaires au présent dossier sont prévues au budget de fonctionnement des Ateliers.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de sa nature. Toutefois, tel qu'indiqué précédemment, l'ajout de l'item # 2 - Chiffons d'atelier au présent appel d'offres contribue a une meilleure gestion des déchets dans plus de trente (30) points de services.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économies d'échelle. De plus, comme il s'agit d'un service complet comprenant la fourniture des vêtements, leur entretien, les installations de casiers et autres, il est difficile de répondre au besoin de façon temporaire. De plus, le SMRA risque le non-respect des conventions collectives en vigueur et des exigences de santé et sécurité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 11 août 2021
Conseil municipal : 23 août 2021
Conseil d'agglomération : 26 août 2021
Création de l'entente par le service de l'approvisionnement: septembre 2021
Émission du bon de commande: septembre 2021
Rencontre de démarrage: septembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Viorica ZAUER, Service des finances
Sylvie ROUSSEAU, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-07-26

Marie-Laine FORCIER
Agente de recherche

Tél : N/A
Télécop. :

Patrick VEILLETTE
Chef de division Ateliers mécaniques sud

Tél : 514 872-2245
Télécop. : 514 872-1095

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dominic G GARNEAU
c/d ateliers mecaniques
Tél : 514-280-3238
Approuvé le : 2021-07-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1215382014*
Unité administrative responsable : *33- Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : *Conclure une entente-cadre avec Québec Linge Co. pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements ainsi que fourniture et location de chiffons d'atelier pour les employés de métier, pour une durée de soixante (60) mois, (Montant estimé de l'entente : 964 029,50 $, taxes incluses (contrat: 803 357,92 $ + contingences 160 671,58 $)) - Appel d'offres public 21-18845 (3 soumissionnaires conformes)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			X
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *« s.o »*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *« s.o »*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1215382014

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Québec Linge Co. pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements ainsi que fourniture et location de chiffons d'atelier pour les employés de métier, pour une durée de soixante (60) mois, (Montant estimé de l'entente : 964 029,50 $, taxes incluses (contrat: 803 357,92 $ + contingences 160 671,58 $)) - Appel d'offres public 21-18845 (3 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18845_Intervention_«SMRA».pdf 21-18845_Tableau de vérification.pdf 21-18845 PV.pdf

21-18845_DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : (514) 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : (514) 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18845

No du GDD : 1215382014

Titre de l'appel d'offres : Location, entretien, réparation de vêtements ainsi que fourniture et location de chiffons d'atelier pour les employés de métier (60 mois)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 5 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 29 - 6 - 2021

Ouverture faite le : 29 - 6 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 10 - 6 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 75

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 12 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 26 - 12 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
QUEBEC LINGE CO	**803 357,92 $**	√	
UNIFIRST CANADA LTEE	862 950,61 $		
CINTAS CANADA LIMITÉE	1 211 852,60 $		

Information additionnelle

Tel que mentionné à la règle d'adjudication de l'appel d'offres, Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE conforme.

La soumission de l'entreprise QUEBEC LINGE CO.. est conforme administrativement. Les vérifications usuelles ont été terminées le 8 juillet 2021.

Le seul preneur du cahier des charges qui n'a pas déposé d'offres est du à une erreur administrative de leur part.

Préparé par : Renée Veillette

Le 27 - 7 - 2021

Direction générale adjointe
Service de l'approvisionnement

Montréal

Numéro de l'appel d'offres : 21-18845
Titre: Location, entretien, réparation de vêtements ainsi que fourniture et location de chiffons d'atelier pour les employés de métier (60 mois)
Date de publication sur le SÉAO : 26 mai 2021
Date d'ouverture des soumissions : 29 juin 2021
Addenda : 1 émit le10 juin 2021

						QUEBEC LINGE CO.		UNIFIRST CANADA LTEE		CINTAS CANADA LIMITÉE	
					NEQ	1148389084		1143993468		1160327517	
tem no :	**Description**	**Employé**	**Inventaire par employé**	**Quantité / semaine**	**Nombre de semaines**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
1.1	Chemise en polycoton	275	13	3575	260	0,17 $	158 015,00 $	0,15 $	139 425,00 $	0,21 $	195 195,00 $
1.2	Pantalon en polycoton	275	13	3575	260	0,20 $	185 900,00 $	0,21 $	195 195,00 $	0,27 $	250 965,00 $
1.3	Combinaison en polycoton	275	13	3575	260	0,25 $	232 375,00 $	0,32 $	297 440,00 $	0,48 $	446 160,00 $
1.4	Chemise en coton	25	13	325	260	0,31 $	26 195,00 $	0,30 $	25 350,00 $	0,24 $	20 280,00 $
1.5	Pantalon en coton	25	13	325	260	0,31 $	26 195,00 $	0,33 $	27 885,00 $	0,32 $	27 040,00 $
1.5	Combinaison en coton	15	13	195	260	0,92 $	46 644,00 $	0,80 $	40 560,00 $	0,82 $	41 574,00 $
Item no 2											
2.1	Chiffons d'atelier neufs			1000	260	0,06 $	15 600,00 $	0,07 $	18 200,00 $	0,23 $	59 800,00 $
2.2	Chiffons d'atelier recyclés			500	260	0,06 $	7 800,00 $	0,05 $	6 500,00 $	0,10 $	13 000,00 $
					Total avant taxes		698 724,00 $		750 555,00 $		1 054 014,00 $
					TPS 5 %		34 936,20 $		37 527,75 $		52 700,70 $
					TVQ 9,9975 %		69 697,72 $		74 867,86 $		105 137,90 $
					Montant total		803 357,92 $		862 950,61 $		1 211 852,60 $
					Obtention des documents sur le SÉAO	Oui		Oui		Oui	
					Signature	Oui		Oui		Oui	
					Signiataire	Benot Rouillier		Julien Cyr		Julie Lauzon	
					Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	Oui		Oui		Oui	
					Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui		Oui		Oui	
					Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui		Oui		Oui	
					Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui		Oui		Oui	
					Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui		Oui		Oui	

Règle d'adjudication: le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE conforme

Non-conforme
Correction
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date : 9 juillet 2021**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18845
Numéro de référence : 1492784
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Location, entretien, réparation de vêtements ainsi que fourniture et location de chiffons d'atelier pour les employés de métier (60 mois)

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Cintas Canada Ltee 3165 Rue De La Licorne Terrebonne, QC, J6X 0B8 NEQ : 1160327517	Madame Julie Lauzon Téléphone : 514 836-4311 Télécopieur :	**Commande : (1907522)** 2021-05-31 13 h 59 **Transmission :** 2021-05-31 13 h 59	3543346 - Addenda no 1 2021-06-10 8 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
jolicoeur2 4132 rue parthenais Montréal, QC, H2K3T9 NEQ : 1143471507	Monsieur dominique gendron Téléphone : 514 705-9881 Télécopieur :	**Commande : (1917764)** 2021-06-22 14 h 56 **Transmission :** 2021-06-22 14 h 56	3543346 - Addenda no 1 2021-06-22 14 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Quebec Linge co 4375 de Rouen Montréal, QC, H1V 1H2 NEQ : 1148389084	Monsieur Benoit Rouillier Téléphone : 514 817-2881 Télécopieur :	**Commande : (1906058)** 2021-05-27 11 h 40 **Transmission :** 2021-05-27 11 h 40	3543346 - Addenda no 1 2021-06-10 8 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Unifirst Canada Ltee 8951 rue Salley Montréal, QC, H8R 2C8 NEQ : 1143993468	Monsieur Julien Cyr Téléphone : 514 365-8301 Télécopieur :	**Commande : (1905618)** 2021-05-26 15 h 09 **Transmission :** 2021-05-26 15 h 09	3543346 - Addenda no 1 2021-06-10 8 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.018

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1214185001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Conclure une entente-cadre pour l'achat de compteurs d'eau avec la firme Nouvelle Technologie (TEKNO) inc. - Appel d'offres 21-18428 - 3 soumissionnaires - Montant maximal de l'entente : 679 933,84 $, taxes incluses.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
1. de conclure une entente-cadre, pour la fourniture des compteurs d'eau potable ;

2. d'accorder à la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de vingt quatre (24) mois, la commande pour la fourniture de compteurs d'eau potables, aux prix de sa soumission, soit pour la somme maximale indiquée, conformément aux documents de l'appel d'offres public **21-18428** et au tableau de prix reçu joint au rapport du directeur ;

Firmes	Montant (taxes incluses)
Nouvelle Technologie (TEKNO) inc	679 933,84 $

3. de procéder à une évaluation du rendement de Nouvelle Technologie (TEKNO) inc.;

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services centraux; et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-28 16:11

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1214185001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Conclure une entente-cadre pour l'achat de compteurs d'eau avec la firme Nouvelle Technologie (TEKNO) inc. - Appel d'offres 21-18428 - 3 soumissionnaires - Montant maximal de l'entente : 679 933,84 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La section de la mesure de la consommation de l'eau (MCE) installe depuis juillet 2012 des compteurs d'eau dans les immeubles industriels,
commerciaux et institutionnels (ICI), ainsi que dans quelques bâtiments résidentiels (aux fins de la production annuelle du bilan de l'usage de l'eau
selon les exigences d'échantillonnage du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).
Dans ses pratiques usuelles, la ville tient un inventaire de ces équipements en prévision des installations à compléter. À cette fin, elle sollicite
régulièrement le marché afin de renouveler son inventaire.
Au 1er décembre 2017, 14 294 compteurs étaient en exploitation dans le cadre de ce programme. À terme, soit en 2022, environ 23 500
compteurs seront déployés dans l'agglomération de Montréal.
Les ententes nous permettant d'acquérir les compteurs d'eau de grand diamètre sont échues le 3ieme trimestre de 2020. Afin de
maintenir la cadence d'installation prévue au programme, le Service de l'eau doit renouveler ses contrats d'approvisionnement pour les deux
prochaines années.
Pour évaluer nos besoins, nous avons pris en considération :

- les stocks disponibles au moment du lancement de l'appel d'offres;
- le résultat des inspections réalisées au même moment;
- les projections établies en fonction des types de bâtiments prévus;

La mise à jour de nos connaissances sur les produits disponibles suite à l'analyse du marché a permis d'identifier les technologies que la Ville
désire acquérir pour répondre aux besoins. Elle s'appuie principalement sur la mesure de la consommation, la relève automatisée, le respect des
normes et standards applicables et finalement les technologies permettant aux citoyens de suivre leur consommation d'eau.
Au cours des années, la Ville de Montréal a adopté une stratégie d'approvisionnement basée sur plusieurs appels d'offres. Cette stratégie a pour
avantage de suivre les évolutions technologiques et d'éviter à la Ville de conclure des ententes contractuelles comportant des technologies qui
pourraient s'avérer désuètes à court terme.

L'octroi des contrats se fait au plus bas soumissionnaire conforme.
Notre évaluation du marché ainsi que l'expérience acquise au cours des années nous ont permis de réaliser que ce découpage des contrats
favorisait la concurrence.
La réception des compteurs sera échelonnée sur une période de 24 mois.
Le présent dossier fait suite à l'appel d'offres qui a pour objet de conclure une entente-cadre pour une période de 24 mois, afin d'assurer
l'approvisionnement des équipements dans le cadre du projet d'installation des compteurs d'eau.
Ces marchandises seront tenues en inventaire au Centre de distribution de la Ville de Montréal.
L'appel d'offres a été publié sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le journal de Montréal, le 29 mars 2021. L'appel
d'offres public 21-18428 s'est fait sur une période de quarante-quatre (44) jours de calendrier jusqu'au 13 mai 2021. Les soumissions reçues sont
valides pour cent vingt (120) jours de calendrier, soit jusqu'au 10 septembre 2021.
Deux addenda ont été émis en période de soumission le 30 avril 2021 et le 04 mai 2021 pour des répondre à questions des détenteurs du cahier
des charges et pour un report de date.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0486 - 20 septembre 2018- Conclure deux ententes-cadres avec Les compteurs Lecomte ltée(834 327,59 $) et Nouvelle technologie (TEKNO) inc.
(825 764,25 $) pour l'achat de compteurs d'eau - Appel d'offres public 18-17019 (4 soum.)
CG18 0045 - 25 janvier 2018 - Conclure une entente-cadre, pour une période de 24 mois, avec Nouvelle Technologie (Tekno) inc. pour la fourniture de
compteurs d'eau potable - Appel d'offres public 17-16458 (4 soum.)
CG17 0042 - 23 février 2017 - Conclure des ententes-cadres avec Réal Huot inc. (783 359,11 $), Nouvelle Technologie (TEKNO) inc. (1 046
103,12 $) et Les Compteurs Lecomte ltée (93 934,35 $) pour l'achat de compteurs d'eau et accessoires - Appel d'offres public 16-15781 (6 soum.)
CG16 0251 - 21 avril 2016 - Accorder un contrat à Labrecque Langlois inc. (Compteurs d'eau du Québec) pour la fourniture de compteurs d'eau,
pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 624 584,16 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14891 (2 soum.)
CG15 0753 - 17 décembre 2015 - Accorder un contrat à Nouvelle Technologie (TEKNO) inc., pour la fourniture d'un système de relève
automatisée pour compteurs d'eau, pour une période de 10 ans, pour une somme maximale de 2 975 581,74 $, taxes incluses - Appel d'offres
public 15-13408 (4 soum.)
CG15 0019 - 29 janvier 2015-Accorder un contrat à Réal Huot inc. et deux contrats à

Nouvelle technologie (TEKNO) inc. pour la fourniture de
compteurs d'eau et de ses accessoires, pour une période de 24 mois - Dépense totale de 1 929 377,09 $, taxes incluses - Appel d'offres public
14-13750 (3 soum.)
DG140184002- 30 septembre 2014 - Accorder un contrat à Les Compteurs Lecomte Ltée , pour la fourniture d'accessoires pour compteurs d'eau,
pour une période de 12 mois, pour une somme maximale de 74 343,41 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13611 - 2 soumissionnaires.
DG140184001 - 21 mai 2014 - Accorder un contrat à la Réal Huot inc., pour la fourniture de compteurs d'eau, pour une période de 12 mois, pour
une somme maximale de 71 450,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13456 - 3 soumissionnaires.
DA120184002 - 13 mars 2013 - Accorder un contrat à la firme Spécialités d'aqueduc Corix pour la fourniture de compteurs d'eau pour une période
de 24 mois. Dépense totale de 33 954,13$, taxes incluses. - Appel d'offres public 12-11928 - Groupe 4 - 3 soumissionnaires
CG13 0035 - 28 février 2013 - Accorder deux contrats à Vision instrumentation inc. pour la fourniture de compteurs d'eau, pour une période de 24
mois - Dépense totale de 1 409 301,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 12-11928 (7 soum.)
CE13 0138 - 13 février 2013 - Accorder deux contrats à la firme Réal Huot inc. pour la fourniture de compteurs d'eau, pour une période de 24 mois
- Dépense totale de 486 849,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 12-11928 - 7 soumissionnaires
CG12 0166 - 21 juin 2012 - Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'eau,
l'environnement, le développement durable et les grands parcs sur l'examen public de la nouvelle stratégie de l'eau montréalaise.

DESCRIPTION

Fourniture sur demande de compteurs d'eau ICI requis par les villes formant l'agglomération de Montréal.
Les quantités inscrites au bordereau de soumission représentent les besoins estimés pour les deux (2) prochaines années. Ces quantités sont
utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix en vue de la conclusion d'une entente-cadre.
Le projet consiste principalement à octroyer un contrat d'acquisition de compteurs d'eau totalisant 198 unités.
Les caractéristiques recherchées pour ce groupe de compteurs sont :

- comprendre des diamètres variés de 50 mm à 200 mm (2 à 8 pouces);
- avoir un élément de mesure offrant de bonnes performances métrologiques;
- offrir une plage de débit répondant à la majorité des besoins requis par les bâtiments visés par le programme;
- assurer la compatibilité du protocole de communication avec le système de relève acquis;
- être de longueurs standardisées;
- pouvoir être installés dans tous types de milieux (intérieur, vide sanitaire, chambre souterraine extérieure);
- respecter les normes et standards applicables.

Aucune contingence n'est prévue au bordereau de la soumission. Le présent contrat est un contrat de fourniture de biens. Les prix soumis sont

fixes pour toute la durée du contrat, soit 24 mois.
Il n'est pas prévu d'augmenter les quantités désirées.

JUSTIFICATION

ll y avait trois soumissionnaires pour cet appel d'offres. À la suite des analyses techniques, il s'est avéré que les deux propositions étaient non conformes. Un des deux soumissionnaires a été exclu pour ne pas avoir respecté une exigence technique requise. L'autre soumissionnaire non conforme a présenté une documentation incomplète ce qui n'a pas permis de vérifier sa conformité technique. Le seul soumissionnaire conforme est la Cie. Nouvelle Technologie (TEKNO) inc.

Le soumissionnaire recommandé ne se retrouve pas sur la liste RENA et celle des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI), et ne s'est pas rendu non-conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la VIlle de Montréal.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001.

Soumissions conformes	Coût de base (taxes incluses)	Autre (préciser) (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Nouvelle Technologie (TEKNO) inc.	679 933,84 $	- $	679 933,84 $
Dernière estimation réalisée	671 907,00 $	- $	671 907,00 $
Coût moyen des soumissions conformes 679 933,84 $ (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions) Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) 0% ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) 0 $ (la plus haute conforme – la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) 0% ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) 8 026,84 $ (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) 1% ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire pour la fourniture de compteurs d'eau. Les achats seront effectués sur demande, au fur et
à mesure des besoins des utilisateurs, permettant à tous les arrondissements et services corporatifs de faire appel à cette entente-cadre. Chacune
des commandes émises devra faire l'objet d'une appropriation de crédits.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le contrat contribue dans la mesure de l'atteinte des cibles inscrites dans le Plan Montréal durable 2016-2020, tel que:

- réduire de 20% de l'eau potable produite par les usines de Montréal entre 2011 et 2020 du plan d'action de l'administration municipale (Action 7);
- diminuer la consommation d'eau potable des organisations partenaires du plan d'action des organisations partenaires (Action 9).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report de l'octroi du contrat pourrait compromettre l'installation des compteurs et occasionner une révision des objectifs et de l'échéancier du
programme.
Par ailleurs, l'activité qui découle de ce dossier occasionne des travaux préparatoires devant être effectués à l'intérieur d'une période définie,
entraînant des frais pour les propriétaires de bâtiments non résidentiels. Une rupture de stock causerait un délai prolongé dans l'installation des
compteurs et pourrait provoquer le mécontentement de certains propriétaires touchés par le programme MCE.
.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Août 2021
Émission de l'entente-cadre suite à l'adoption de la résolution d'octroi.
Le contrat doit débuter au plus tard 15 septembre 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Francesca RABY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marco RIVAS
Ingénieur

Tél : (438) 229-7726
Télécop. : 514 872 3587

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Maciej PIROG
Chef de section - compteurs

Tél : 872-3973
Télécop. : 514 872 3587

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Normand HACHEY
Chef de division
Tél : 514 872-3495
Approuvé le : 2021-07-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1214185001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Conclure une entente-cadre pour l'achat de compteurs d'eau avec la firme Nouvelle Technologie (TEKNO) inc. - Appel d'offres 21-18428 - 3 soumissionnaires - Montant maximal de l'entente : 679 933,84 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18428_TCP.pdf 21-18428_Intervention.pdf AO 21-18428_PV.pdf

21-18428_SEAO__Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francesca RABY
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4907

ENDOSSÉ PAR

Le : 2021-07-16

Annie T THERRIEN
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18428 — No du GDD : 1214185001

Titre de l'appel d'offres : Fourniture de compteurs d'eau.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 3 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 4 - 5 - 2021

Ouverture faite le : 13 - 5 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 4 - 5 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 44 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de réponses : 60

% de rejets : 66,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Franklin Empire inc.	Technique
Les compteurs Lecomte ltée.	Technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 9 - 2021

Date d'échéance révisée : 10 - 9 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Nouvelle Technologie (Tekno) inc.	679,933.84 $	√	

Information additionnelle

Un (1) preneur du cahier des charge à renoncer à recevoir les documents, alors nous avons mis un total de cinq (5) preneurs du cahier des charges.
Les deux (2) raisons de désistement sont les suivantes : (1) votre demande nous apparaît restrictive et (1) malgré la relance aucune réponse.

Préparé par : Francesca Raby — Le 15 - 7 - 2021

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18428

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
Nouvelle Technologie (TEKNO) inc.										
	0	0	0	Compteur d'eau avec registre, humide IP68, dia. 2 po (50 mm), selon les dispositions prévues à la section 3 du devis technique	52	Chaque	1	2 698,90 $	140 342,80 $	161 359,13 $
				Compteur d'eau avec registre, humide IP68, dia. 3 po (80 mm), selon les dispositions prévues à la section 3 du devis technique	88	Chaque	1	2 764,86 $	243 307,68 $	279 743,01 $
				Compteur d'eau avec registre, humide IP68, dia. 4 po (100 mm), selon les dispositions prévues à la section 3 du devis technique	42	Chaque	1	2 841,59 $	119 346,78 $	137 218,96 $
				Compteur d'eau avec registre, humide IP68, dia. 6 po (150 mm), selon les dispositions prévues à la section 3 du devis technique	12	Chaque	1	3 416,23 $	40 994,76 $	47 133,73 $
				Compteur d'eau avec registre, humide IP68, dia. 8 po (200 mm), selon les dispositions prévues à la section 3 du devis technique	4	Chaque	1	3 459,55 $	13 838,20 $	15 910,47 $
				Bloc-pile externe	198	Chaque	1	169,42 $	33 545,16 $	38 568,55 $
Total (Nouvelle Technologie (TEKNO) inc.)									**591 375,38 $**	**679 933,84 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18428
Numéro de référence : 1469147
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture de compteurs d'eau

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Compteurs d'eau du Québec 3275 chemin de l'Industrie suite 213 Saint-Mathieu-de-Beloeil, QC, J3G0M8 NEQ : 1149284425	Monsieur Gilles Guérin Téléphone : 438 405-4029 Télécopieur : 450 376-6678	**Commande : (1876734)** 2021-03-30 13 h 43 **Transmission :** 2021-03-30 13 h 43	3515111 - 21-18428 Addenda #1 - Report de date 2021-04-30 11 h 11 - Courriel 3517472 - 21-18428 Addenda #2 2021-05-04 15 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
franklin-empire inc 8421 chemin darnley Montréal, QC, H4T 2B2 http://www.feinc.com NEQ : 1143945633	Monsieur Francois Beland Téléphone : 514 341-3720 Télécopieur : 514 341-3907	**Commande : (1884863)** 2021-04-14 15 h 12 **Transmission :** 2021-04-14 15 h 12	3515111 - 21-18428 Addenda #1 - Report de date 2021-04-30 11 h 11 - Courriel 3517472 - 21-18428 Addenda #2 2021-05-04 15 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Compteurs Lecomte Ltée. 2925, rue Cartier Saint-Hyacinthe, QC, J2S 1L4 NEQ : 1143842863	Monsieur Michael Lecomte Téléphone : 450 774-3406 Télécopieur : 450 773-0759	**Commande : (1876314)** 2021-03-30 8 h 09 **Transmission :** 2021-03-30 8 h 09	3515111 - 21-18428 Addenda #1 - Report de date 2021-04-30 11 h 11 - Courriel 3517472 - 21-18428 Addenda #2 2021-05-04 15 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Nouvelle Technologie (TEKNO) Inc. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 http://tekno.ca NEQ : 1164113525	Monsieur Jean-Guy Cadorette Téléphone : 514 982-6774 Télécopieur : 514 788-0972	**Commande : (1884585)** 2021-04-14 10 h 44 **Transmission :** 2021-04-14 10 h 44	3515111 - 21-18428 Addenda #1 - Report de date 2021-04-30 11 h 11 - Courriel 3517472 - 21-18428 Addenda #2 2021-05-04 15 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Laval 1, place du Souvenir (Bureau du greffier-Soumissions) Laval, QC, H7V1W7 NEQ :	Madame Jade Danai Téléphone : 450 978-6888 Télécopieur :	**Commande : (1889312)** 2021-04-22 11 h 33 **Transmission :** 2021-04-22 11 h 33	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Wolseley Canada Inc. 1600, Montée Ste-Julie	Monsieur Marc-Andre Dutil	**Commande : (1881485)** 2021-04-08 11 h 25	3515111 - 21-18428 Addenda #1 - Report de date

Sainte-Julie, QC, J3E 1Y2 NEQ : 1160289493	Téléphone : 450 688-9292 Télécopieur : 450 663-1854	**Transmission :** 2021-04-08 11 h 25	2021-04-30 11 h 11 - Courriel 3517472 - 21-18428 Addenda #2 2021-05-04 15 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.019

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1215023001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe Global Upholstery Co. Inc., pour la fourniture, la livraison et l'installation de mobilier de bureau, afin d'aménager les locaux nouvellement rénovés de la Cour de services Dickson. La somme maximale s'élève à 208 838.22 $ (incluant taxes et contingences de 15%) - Appel d'offres public N°21-18818 - 2 soumissionnaires conformes

Il est recommandé :

1. d'accorder à Groupe Global Upholstery Co. Inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de fourniture, la livraison et l'installation de mobilier de bureau, afin d'aménager les locaux nouvellement rénovés de la Cour de services Dickson, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 181 598,45 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public N° 21-18818 ;

2. d'autoriser une dépense de 27 239,77 $, taxes incluses, soit 15 % du montant du contrat , à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-27 13:57

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215023001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe Global Upholstery Co. Inc., pour la fourniture, la livraison et l'installation de mobilier de bureau, afin d'aménager les locaux nouvellement rénovés de la Cour de services Dickson. La somme maximale s'élève à 208 838.22 $ (incluant taxes et contingences de 15%) - Appel d'offres public N° 21-18818 - 2 soumissionnaires conformes

CONTENU

CONTEXTE

L'achat du mobilier est requis afin d'aménager les bureaux nouvellement rénovés, situés de la Cour de services Dickson, et de permettre aux employés de la Direction des travaux publics de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve de travailler dans des postes de travail ergonomiques. Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) doit procéder à l'acquisition de ce mobilier. Pour ce faire, un appel d'offres public, n° 21-18818 a été lancé par le Service de l'approvisionnement dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) du 10 mai au 3 juin 2021, soit une durée 23 jours.
Les quatre (4) addenda suivants ont été émis:

Addenda	Date d'émission	Nature	Impact sur dépôt des soumissions
1	17 mai 2021	Questions/réponses	Aucune
2	17 mai 2021	émission d'un plan Autocad qui ne pouvait pas être inclus en addenda 1	Aucune
3	19 mai 2021	Question/réponses et plan d'électricité	Aucune
4	20 mai 2021	Questions/réponses et report de date d'ouverture des soumissions	Date d'ouverture des soumissions est reportée du 27 mai au 3 juin 2021

La soumission est valide jusqu'au 1er octobre 2021, soit cent vingt (120) jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0056 du 27 janvier 2020 - Résilier le contrat d'Axe Construction inc. (CM17 0135) / Accorder un contrat à Axe Construction inc. pour les travaux de la rénovation de la cour de services Dickson (bâtiment 0435), lot 1, située au 2150, rue Dickson, dans

l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve - Dépense totale de 8 197 526,35 $, taxes incluses - Appel d'offres IMM - 15498-1 (3 soum.)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat à Groupe Global Upholstery Co. Inc., pour la fourniture, la livraison et l'installation de mobilier de bureau, afin d'aménager les locaux nouvellement rénovés de la Cour de services Dickson.
L'acquisition du mobilier vise notamment :

- L'ensemble des composantes de mobilier pour aménager les bureaux fermés;
- L'ensemble des composantes de mobilier pour aménager les postes de travail à aire ouverte;
- L'ensemble du mobilier nécessaire pour les salles de réunion, et les enclaves;
- Les classeurs de l'ensemble des postes de travail, mais également ceux des bureaux fermés.

Une contingence de 15 % est ajoutée au contrat pour pallier les imprévus et les omissions éventuels.

JUSTIFICATION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu neuf (9) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO.
Deux (2) ont déposé leurs soumissions et sept (7) fournisseurs ont désisté par manque d'intérêt pour le projet; veuillez consulter l'intervention du service de l'approvisionnement.

L'analyse de conformité administrative a déterminé que les deux (2) soumissionnaires étaient conformes.

Le tableau suivant explique les prix des soumissions ainsi que l'analyse des écarts.

Soumissionnaires conformes	Prix (avant taxes)	Taxes	Total (incl. Tx)
Global Upholstery Co. Inc.	157 946,03 $	14.975 %	181 598,45 $
Groupe ameublement Focus inc.	160 034,64 $	14.975 %	183 999,83 $
Dernière estimation réalisée ($)	**191 050,00 $**	**14.975 %**	**219 659,74 $**
Coût moyen des soumissions conformes ($) *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions*			182 799,14 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) x 100*			0.66 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme - la plus basse conforme)*			2401,38 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute - la plus basse) / la plus basse) x 100*			1.32 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme - estimation)*			-38 061,29 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *(la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100*			-17.33 %

Le prix de la plus basse soumission conforme présentée par l'entreprise Global Upholstery Co. Inc. est 17.33 % (-38 061,29 $ taxes incluses) plus bas que l'estimation du SGPI. L'estimation initiale se basait sur les prix de l'entente de cadre qui tombait en échéance en avril 2019, ainsi que sur l'expérience de soumissions récentes. L'écart entre l'estimation et les soumissions est sur tous les items du bordereau incluant les frais de livraison et d'installation.

Le plus grand écart entre les prix des soumissionnaires se situe principalement au niveau des frais de livraison et d'installation. Les items étant de prix très semblables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 208 838.22 $, taxes et contingences incluses, comprenant :

- Un montant de 181 598,45 $, taxes incluses, relatif au contrat du plus bas soumissionnaire;
- Un montant de 27 239,77 $, taxes incluses, soit 15 % du montant du contrat pour le budget des contingences.

Les sommes nécessaires au présent projet sont prises à même les incidences spécifiques du projet autorisé lors du 27 janvier 2020 (CM20 0056).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Lorsqu'applicable, la Politique de développement durable dans les édifices de la Ville sera mise en œuvre. D'une façon générale, les projets sont conçus en appliquant les principes de développement durable, à savoir la sélection de matériaux moins dommageables pour la santé et la sélection d'équipements et accessoires écoénergétiques, le recyclage de produits, d'équipements et de déchets de construction.Grille Montréal 2030 incluse en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'autorisation d’octroi de contrat pour la réalisation du projet dans les délais prévus permettra de placer les commandes de fabrication dès le mois d'août 2021 et de compléter l'installation à la fin du mois d'octobre 2021.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 11 août 2021
Réalisation des travaux : septembre / octobre 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Badre Eddine Sakhi, Service d'Approvisionnement

Parties prenantes

Badre Eddine SAKHI, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Badre Eddine SAKHI, 14 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin LOISELLE
Concepteur des aménagements

Tél : 514 872-6938
Télécop. : 514 872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Jabiz SHARIFIAN
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 514 872-8702
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean BOUVRETTE
Chef de division projets immobiliers-Sécurité publique et EPLV
Tél : 514 868-0941
Approuvé le : 2021-07-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation

Tél : 514-770-0667
Approuvé le : 2021-07-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1215023001
Unité administrative responsable : SGPI
Projet : Accorder un contrat à Groupe Global Upholstery Co. Inc., pour la fourniture, la livraison et l'installation de mobilier de bureau, afin d'aménager les locaux nouvellement rénovés de la Cour de services Dickson.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			**X**
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** S.O.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** S.O.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1215023001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à Groupe Global Upholstery Co. Inc., pour la fourniture, la livraison et l'installation de mobilier de bureau, afin d'aménager les locaux nouvellement rénovés de la Cour de services Dickson. La somme maximale s'élève à 208 838.22 $ (incluant taxes et contingences de 15%) - Appel d'offres public N°21-18818 - 2 soumissionnaires conformes

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18818 Intervention.pdf 21-18818 TCP.pdf 21-18818 DetCah.pdf 21-18818 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-22

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens
Tél : (514) 872-5241
Division : Direction -Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18818

No du GDD : 1215023001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition et installation de mobiliers de bureau pour la Cour de service Dickson

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 5 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 27 - 5 - 2021

Ouverture faite le : 3 - 6 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 20 - 5 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 22,22

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 30 - 11 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 30 - 11 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Global Upholstery Co. inc.	181 598,45 $	√	
Groupe ameublement Focus inc	183 999,83 $		

Information additionnelle

7 Désistements : pas d'intérêt pour le projet

Préparé par : Badre Edine Sakhi

Le 22 - 7 - 2021

Numéro d'appel d'offres	21-18818
Titre de l'appel d'offres	Acquisition et installation de mobiliers de bureau pour la Cour de service Dickson
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire

Description	Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle	Unité de mesure	Global Upholstery Co. inc.	Groupe ameublement Focus inc.
Acquisition et installation de mobiliers de bureau pour la Cour de service Dickson, le tout conformément au devis technique	1	Poste de travail BF2, type mobilier autoportant avec table réglable en hauteur, le tout conformément au devis technique	5	Chaque	2 704,80 $	3 622,00 $
	2	Poste de travail A01, type mobilier intégré de 2134 X 2438 mm (7'X8'), le tout conformément au devis technique	38	Chaque	2 273,70 $	2 456,15 $
	3	Poste de travail B-1, un bureau et un caisson, le tout conformément au devis technique	6	Chaque	568,68 $	606,33 $
	4	Poste de travail B-2, un bureau, le tout conformément au devis technique	1	Chaque	293,16 $	357,00 $
	5	Table de réunion pour 14 personnes, le tout conformément au devis technique	1	Chaque	2 077,34 $	1 856,00 $
	6	Classeurs latéral 4 tiroirs, le tout conformément au devis technique	56	Chaque	459,75 $	518,66 $
	7	Livraison et installation, le tout conformément au devis technique	1	Chaque	26 493,00 $	13 695,00 $
				Sous total	157 946,03 $	160 034,64 $
				TPS	7 897,30 $	8 001,73 $
				TVQ	15 755,12 $	15 963,46 $
				MTTC	**181 598,45 $**	183 999,83 $

Analyse administrative des soumissionnaires (2)	Requis	Global Upholstery Co. inc.	Groupe ameublement Focus inc.
	FS	1145016383	1170257639
	seao	1145016383	1170257639
Date d'immatriculation		1995-08-31	2014-08-01
Nombre d'année d'expérience	**2021-06-01**	25,8	6,8
Signature	Oui	Conforme	Conforme
Vérification au Registre des entre	Oui	Conforme	Conforme
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui	Conforme	Conforme
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui	Conforme	Conforme
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui	Conforme	Conforme
Vérification dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui	Non inscrit	Non inscrit
Validation de conformité - CNESST	Oui	Conforme	Conforme
Cautionnement soumission	Oui	chèque 92755831 (3 361,97$)	7610104-21-004

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme
Liste des firmes à rendement insatisfisant

Vérifié par : Badre Sakhi **Date :** 7 juin 2021

9 preneurs cahier des charges	
2 soumissionnaires	
Nombre Désistement	Raison
7	pas d'intérêt pour le projet

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18818
Numéro de référence : 1487000
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition et installation de mobiliers de bureau pour la Cour de service Dickson

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Artopex 800, Vadnais Granby, QC, J2J 1A7 http://www.artopex.com NEQ : 1140909160	Madame Audrey Gagnon Téléphone : 450 378-0189 Télécopieur :	**Commande : (1900492)** 2021-05-14 10 h 03 **Transmission :** 2021-05-14 10 h 03	3527114 - 21-18818 Addenda # 1 2021-05-17 16 h 46 - Courriel 3527119 - 21-18818 Addenda # 2 (plan Autocad) 2021-05-17 16 h 48 - Courriel 3528919 - 21-18818 Addenda # 3 2021-05-19 15 h 28 - Courriel 3530361 - 21-18818 Addenda # 4 (report de date/questions réponses) 2021-05-20 17 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Concept Bureau / 1881 rue Gutenberg, Laval, QC, H7S 1A1 NEQ : 1145365053	Monsieur Sébastien Blanchard Téléphone : 450 688-0799 Télécopieur :	**Commande : (1900332)** 2021-05-14 8 h 01 **Transmission :** 2021-05-14 8 h 01	3527114 - 21-18818 Addenda # 1 2021-05-17 16 h 46 - Courriel 3527119 - 21-18818 Addenda # 2 (plan Autocad) 2021-05-17 16 h 48 - Courriel 3528919 - 21-18818 Addenda # 3 2021-05-19 15 h 28 - Courriel 3530361 - 21-18818 Addenda # 4 (report de date/questions réponses) 2021-05-20 17 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Fourniture de Bureau Denis . 2990 le Corbusier Laval, QC, H7L 3M2 NEQ : 1141990961	Monsieur Jean-Luc Latulippe Téléphone : 450 687-8682 Télécopieur :	**Commande : (1899657)** 2021-05-13 7 h 56 **Transmission :** 2021-05-13 7 h 56	3527114 - 21-18818 Addenda # 1 2021-05-17 16 h 46 - Courriel 3527119 - 21-18818 Addenda # 2 (plan Autocad) 2021-05-17 16 h 48 - Courriel 3528919 - 21-18818 Addenda # 3 2021-05-19 15 h 27 - Courriel 3530361 - 21-18818 Addenda # 4 (report de date/questions réponses) 2021-05-20 17 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Grand & Toy Limitée 2275 52nd avenue Montréal, QC, H8t2Y8 https://www.grandandtoy.com NEQ : 1145735826	Madame Beth Cummings Téléphone : 514 636-7733 Télécopieur :	**Commande : (1898539)** 2021-05-11 11 h 02 **Transmission :** 2021-05-11 11 h 02	3527114 - 21-18818 Addenda # 1 2021-05-17 16 h 46 - Courriel 3527119 - 21-18818 Addenda # 2 (plan Autocad) 2021-05-17 16 h 48 - Courriel 3528919 - 21-18818 Addenda # 3 2021-05-19 15 h 27 - Courriel 3530361 - 21-18818 Addenda # 4 (report de date/questions réponses) 2021-05-20 17 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Ameublement Focus 1567 boul. Lionel Boulet Varennes, QC, J3X 1P7 NEQ : 1170257639	Monsieur Philippe Leroux Téléphone : 514 644-5551 Télécopieur :	**Commande : (1898579)** 2021-05-11 11 h 32 **Transmission :** 2021-05-11 11 h 32	3527114 - 21-18818 Addenda # 1 2021-05-17 16 h 46 - Courriel 3527119 - 21-18818 Addenda # 2 (plan Autocad) 2021-05-17 16 h 48 - Courriel 3528919 - 21-18818 Addenda # 3 2021-05-19 15 h 28 - Courriel

			3530361 - 21-18818 Addenda # 4 (report de date/questions réponses) 2021-05-20 17 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Groupe Lacasse, Inc 99, rue St-Pierre Saint-Pie, QC, J0H1W0 NEQ : 1146885943	Monsieur Ben Wagenmaker Téléphone : 450 772-2495 Télécopieur :	**Commande : (1899129)** 2021-05-12 9 h 54 **Transmission :** 2021-05-12 9 h 54	3527114 - 21-18818 Addenda # 1 2021-05-17 16 h 46 - Courriel 3527119 - 21-18818 Addenda # 2 (plan Autocad) 2021-05-17 16 h 48 - Courriel 3528919 - 21-18818 Addenda # 3 2021-05-19 15 h 28 - Courriel 3530361 - 21-18818 Addenda # 4 (report de date/questions réponses) 2021-05-20 17 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Le Groupe Global Inc. 1350 chemin Flint Toronto, ON, M3J2J7 http://www.globaltotaloffice.com NEQ : 1145016383	Monsieur John Ruffolo Téléphone : 416 661-3660 Télécopieur : 416 661-4300	**Commande : (1898448)** 2021-05-11 9 h 42 **Transmission :** 2021-05-11 9 h 42	3527114 - 21-18818 Addenda # 1 2021-05-17 16 h 46 - Courriel 3527119 - 21-18818 Addenda # 2 (plan Autocad) 2021-05-17 16 h 48 - Courriel 3528919 - 21-18818 Addenda # 3 2021-05-19 15 h 27 - Courriel 3530361 - 21-18818 Addenda # 4 (report de date/questions réponses) 2021-05-20 17 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Les entreprises Oficin-Art 102, rue St-Georges, bureau 100 La Prairie, QC, J5R2I9 NEQ : 1170513585	Madame Marise Léger Téléphone : 514 316-8100 Télécopieur :	**Commande : (1899480)** 2021-05-12 15 h 25 **Transmission :** 2021-05-12 15 h 25	3527114 - 21-18818 Addenda # 1 2021-05-17 16 h 46 - Courriel 3527119 - 21-18818 Addenda # 2 (plan Autocad) 2021-05-17 16 h 48 - Courriel 3528919 - 21-18818 Addenda # 3 2021-05-19 15 h 28 - Courriel 3530361 - 21-18818 Addenda # 4 (report de date/questions réponses) 2021-05-20 17 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Staples Avantage Canada 550 Pendant Drive Mississauga, ON, L5T2W6 http://www.staplesavantage.ca NEQ : 1149092992	Monsieur David Rust Téléphone : 905 696-4303 Télécopieur : 1877 272-2127	**Commande : (1898105)** 2021-05-10 14 h 47 **Transmission :** 2021-05-10 14 h 47	3527114 - 21-18818 Addenda # 1 2021-05-17 16 h 46 - Courriel 3527119 - 21-18818 Addenda # 2 (plan Autocad) 2021-05-17 16 h 48 - Courriel 3528919 - 21-18818 Addenda # 3 2021-05-19 15 h 28 - Courriel 3530361 - 21-18818 Addenda # 4 (report de date/questions réponses) 2021-05-20 17 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215023001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à Groupe Global Upholstery Co. Inc., pour la fourniture, la livraison et l'installation de mobilier de bureau, afin d'aménager les locaux nouvellement rénovés de la Cour de services Dickson. La somme maximale s'élève à 208 838.22 $ (incluant taxes et contingences de 15%) - Appel d'offres public N°21-18818 - 2 soumissionnaires conformes

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Les incidences sont prévues au GDD 1195364002 -CM20 0056. Cette dépense est à 100% de compétence corporative.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.020

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217711007

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder deux (2) contrats à la firme J.M.A.C. Remorquage Transport Déneigement pour un service de remorquage dans le cadre des opérations de déneigement pour l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie pour des périodes de deux (2) saisons hivernales avec une année de prolongation - Dépense totale de 422 574,52 $, taxes incluses (contrats : 352 145,43$ + variations des quantités 52 821,81$ + contingences 17 607,27 $) – Appel d'offres public 21-18858 - trois (3) soumissionnaires conformes pour ces deux (2) contrats.

Il est recommandé :
1. d'accorder à la firme J.M.A.C Remorquage Transport et Déneigement, plus bas soumissionnaire conforme, les contrats de service de remorquage pour les opérations de déneigement, aux prix de ses soumissions, soit une somme maximale indiquée en regard de chacune d'elles (taxes incluses), conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18858 ;

Adjudicataires	Contrats	Montant avec IPC, avant variations quantités et contingences (TTC)
J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement	RPP-R001-2123	176 072,72 $
	RPP-R002-2123	176 072,72 $
TOTAL		**352 145,43 $**

TTC : Toutes taxes comprises

2. d'autoriser une dépense de 52 821,81 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités ;

3. d'autoriser une dépense de 17 607,27 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4. de procéder à une évaluation du rendement de la firme précédemment nommée ;

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-29 15:36

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217711007**
Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder deux (2) contrats à la firme J.M.A.C. Remorquage Transport Déneigement pour un service de remorquage dans le cadre des opérations de déneigement pour l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie pour des périodes de deux (2) saisons hivernales avec une année de prolongation - Dépense totale de 422 574,52 $, taxes incluses (contrats : 352 145,43$ + variations des quantités 52 821,81$ + contingences 17 607,27 $) – Appel d'offres public 21-18858 - trois (3) soumissionnaires conformes pour ces deux (2) contrats.

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs en matière de remorquage aux municipalités liées (RCG 19-016) est entré en vigueur le 22 mai 2019. Il prévoit la délégation à chaque municipalité liée, dont la Ville de Montréal, des activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement, notamment l'octroi, le suivi des contrats ainsi que la gestion administrative de ces activités.
Ainsi, le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la planification intégrée des opérations de remorquage effectuée dans le cadre des opérations de déneigement depuis le 1er janvier 2020, du lancement des appels d'offres et de l'octroi des contrats s'y rattachant. Les arrondissements ne disposent pas des ressources nécessaires pour effectuer les opérations de remorquage, des contrats de remorquage sont essentiels afin d'assurer un déneigement efficace et sécuritaire.

En juin dernier, un appel d'offres a été lancé en vue d'octroyer treize (13) contrats pour le service de remorquage lors des opérations de déneigement dans les arrondissements suivants : LaSalle, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, Rosemont-La Petite-Patrie et Ville-Marie.

Onze (11) contrats seront octroyés par Note Simon et ce sommaire décisionnel vise l'octroi de deux (2) contrats.

Le lancement de l'appel d'offres a eu lieu le 14 juin 2021 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 13 juillet 2021 pour un total de 28 jours. Un avis a été publié dans SEAO et le Journal de Montréal.
Un (1) addenda a été publié le 25 juin 2021 pour ajouter la carte de déneigement pour l'arrondissement LaSalle.

La durée de validité des soumissions est de 180 jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0459 - 25 mai 2020 - Exercer l'option de renouvellement, pour une période de 12 mois, et autoriser une dépense additionnelle de 1 073 627,22 $, taxes, contingences et variations de quantités incluses, dans les cadre des contrats accordés à Groupe Gladiateur (LAC - CA19 19 0249), Déneigement Discount inc. (LAS - CA18 20 0434), 100 Limites Environnement inc. (RDP - CA18 30 0357), MJ Contach (RDP - CA18 30 0357), REM Groupe Extreme inc. (RPP - CA18 26 024818) et J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement (VMA - CA18 240581), pour des services de remorquage liés aux opérations de déneigement, majorant ainsi le montant total des contrats de 2 174 541,46 $ à 3 248 168,67 $, taxes, contingences et variations de quantités incluses.

CA18 26 0248 - 4 septembre 2018 - Accorder à « REM Groupe Extrême inc. » au prix de sa soumission, soit 579 474,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro RPPS18-04034-OP /18-16995 (2 soumissionnaires);

DESCRIPTION

Les contrats consistent à obtenir les services de quatre (4) dépanneuses pour déplacer les véhicules en infraction avec les interdictions de stationner en vigueur lors des opérations de chargement de la neige dans l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie. Ces interventions de remorquage s'effectuent dans le but de dégager les rues de toutes voitures stationnées afin de permettre un déneigement efficace et sécuritaire.
Le pourcentage de variations de quantités et de contingences sont respectivement de 15% et 5%.
Les contrats sont d'une durée de deux (2) ans avec une option d'une année de prolongation.
Le SCA recommande l'octroi des contrats à la firme J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement.

JUSTIFICATION

Au total, le cahier des charges a été acheté 18 fois sur le site de SEAO.
Pour l'ensemble de l'appel d'offres, le taux global des soumissions est de 56% (10 soumissionnaires sur 18 preneurs de cahier des charges). Pour les deux contrats visés, le nombre de soumissions est de trois (3) par contrat. La liste des preneurs des documents d'appels d'offres se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Le plus bas soumissionnaire n'est pas inscrit au RENA et est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle. La conformité administrative des soumissions est confirmée par le Service de l'approvisionnement.

Précisons que dans le cadre de l'appel d'offres, les soumissionnaires pouvaient soumettre des prix pour tous les contrats ou seulement pour certains d'entre eux, mais il ne pouvait leur être octroyé plus de contrats qu'ils ne présentaient de capacité en nombre de dépanneuses.
Pour ces deux contrats, les prix soumissionnés sont 42% sous l'estimation de la Ville.

L'entreprise J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement a remporté les deux contrats présentés dans ce sommaire décisionnel. L'adjudicataire sera soumis à une évaluation de rendement en fin de contrat vu l'impact sur le citoyen.

En effet, le remorquage lié aux opérations de déneigement peut entraîner plusieurs inconvénients ainsi que des dangers pour les citoyens.

Le résultat de l'analyse des soumissions se trouve ci-dessous.

LOT 10 - RPP-R001-2123

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement	174 762,00 $
REM Groupe Extreme inc.	239 148,00 $
Remorquage NRF	245 899,33 $
Dernière estimation réalisée ($)	303 534,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-128 772,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-42,4%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	71 137,33 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	40,7%

LOT 11 - RPP-R002-2123

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement	174 762,00 $
REM Groupe Extreme inc.	239 148,00 $
Remorquage NRF	245 899,33 $
Dernière estimation réalisée ($)	303 534,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-128 772,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-42,4%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	71 137,33 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	40,7%

Pour ces deux contrats, l'écart de - 42,4% entre la soumission de l'adjudicataire et la dernière estimation réalisée ainsi que l'écart de 40,7% entre la soumission de l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'explique probablement par un fort intérêt à remporter des contrats de la part de la firme J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement. En effet, cette firme avait déposé en 2018, les soumissions les plus basses pour ces contrats mais avait été déclarée non conforme par le Service de l'approvisionnement.
L'estimation de la Ville est basée sur le taux horaire moyen payé à l'hiver 2020-2021 dans cet arrondissement arrondissement, majoré d'un IPC de 1,5%.

Les adjudicataires seront soumis à une évaluation de rendement en fin de contrat afin de s'assurer de la qualité des services rendus.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'estimation (effectuée avant l'ouverture des soumissions) de la valeur totale des options de renouvellement des deux (2) contrats est de 264 000$.
Le prix du plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des contrats a été majoré pour couvrir, en termes de précipitations, 75 % des hivers (15 % de variations de quantités et 5 % de contingences).

Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe.

Les crédits budgétaires nécessaires sont prévus au budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Les priorités Montréal 2030 ne s'appliquent pas au dossier en raison de sa nature.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville ne possèdent pas de flotte de dépanneuse pour effectuer le remorquage lors des opérations de déneigement, l'octroi des contrats est essentiel.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En matière de Covid, les adjudicataires ont l'obligation de respecter toutes les normes de la CNESST.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

sans-objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : 15 novembre 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Hugues KYONGO M'NYAMPARA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre DUBOIS, Rosemont - La Petite-Patrie
Vincent BOUTHILLETTE, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Pierre DUBOIS, 21 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline ROUSSELET
Conseillère en planification

Tél : 514-872-7232
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-20

Valérie MATTEAU
Chef de section

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Stéphanie HOULE
Directrice - Projets, programmes et systèmes, déléguée par M. Martin Savard
Tél :
Approuvé le : 2021-07-29

Coût - Octroi des contrats - GDD X

Adjudicataires	Contrats	Montant avec IPC, avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)	Montant par adjudicataire (TTC)	Valeur de la prolongation (TTC)
J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement	RPP-R001-2123	176 072.72 $	26 410.91 $	8 803.64 $	211 287.26 $		87 381.00 $
	RPP-R002-2123	176 072.72 $	26 410.91 $	8 803.64 $	211 287.26 $	422 574.52 $	87 381.00 $
TOTAL		**352 145.43 $**	**52 821.81 $**	**17 607.27 $**	**422 574.52 $**	**422 574.52 $**	**174 762.00 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie			
Contrat :	RPP-R001-2123	Adjudicataire	J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2021-2022	76 000.00 $	3 800.00 $	7 581.00 $	87 381.00 $
2022-2023*	77 140.00 $	3 857.00 $	7 694.72 $	88 691.72 $
TOTAL	153 140.00 $	7 657.00 $	15 275.72 $	176 072.72 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
28 835.73 $	58 545.27 $
29 268.27 $	59 423.45 $
58 104.00 $	117 968.72 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) [1]
2021	28 835.73 $	0.00 $	0.00 $	28 835.73 $	26 330.87 $
2022	87 813.54 $	13 107.15 $	4 369.05 $	105 289.74 $	96 143.56 $
2023	59 423.45 $	13 303.76 $	4 434.59 $	77 161.79 $	70 459.00 $
TOTAL	176 072.72 $	26 410.91 $	8 803.64 $	211 287.26 $	192 933.43 $

Arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie			
Contrat :	RPP-R002-2123	Adjudicataire	J.M.A.C. Remorquage Transport et Déneigement

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2021-2022	76 000.00 $	3 800.00 $	7 581.00 $	87 381.00 $
2022-2023*	77 140.00 $	3 857.00 $	7 694.72 $	88 691.72 $
TOTAL	153 140.00 $	7 657.00 $	15 275.72 $	176 072.72 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
28 835.73 $	58 545.27 $
29 268.27 $	59 423.45 $
58 104.00 $	117 968.72 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) [1]
2021	28 835.73 $	0.00 $	0.00 $	28 835.73 $	26 330.87 $
2022	87 813.54 $	13 107.15 $	4 369.05 $	105 289.74 $	96 143.56 $
2023	59 423.45 $	13 303.76 $	4 434.59 $	77 161.79 $	70 459.00 $
TOTAL	176 072.72 $	26 410.91 $	8 803.64 $	211 287.26 $	192 933.43 $

1. Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante

** Majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) de 1,5% tel qu'indiqué aux documents d'appel d'offres.*

TTC : Toutes taxes comprises

Montréal

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1217711007*
Unité administrative responsable : *Service de la concertation des arrondissements*
Projet : *aucun.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			X

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1217711007

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder deux (2) contrats à la firme J.M.A.C. Remorquage Transport Déneigement pour un service de remorquage dans le cadre des opérations de déneigement pour l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie pour des périodes de deux (2) saisons hivernales avec une année de prolongation - Dépense totale de 422 574,52 $, taxes incluses (contrats : 352 145,43$ + variations des quantités 52 821,81$ + contingences 17 607,27 $) – Appel d'offres public 21-18858 - trois (3) soumissionnaires conformes pour ces deux (2) contrats.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18858_DET_CAH.pdf 21-18858 PV.pdf 21-18858 TCP.pdf 21-18858 Intervention_VF.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugues KYONGO M'NYAMPARA
Agente d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-1858

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Richard DAGENAIS
Chef de section app. strat. en biens
Tél : 514-872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18858 — No du GDD : 1217711007

Titre de l'appel d'offres : Service de remorquage pour les opérations de déneigement – arrondissements multiples

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 14 - 6 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 13 - 7 - 2021

Ouverture faite le : 13 - 7 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 25 - 6 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 18

Nbre de soumissions reçues : 10

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 55,56

% de rejets : 20

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Remorquage A.F. Ménard Inc.	**NEQ différent sur SEAO et la soumission**

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 1 - 2022

Date d'échéance révisée : 9 - 1 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Remorquage NFR	245 899,33		Lot 10
REM Groupe Extrem	239 148		Lot 10
JMAC Remorquage	**174 762**	√	Lot 10
Remorquage et Transport Malex	285 138		Lot 10
Service Routier Maximum	303 534		Lot 10
REM Groupe Extrem	239148		Lot 11
Service Routier Maximum	303 534		Lot 11
Remorquage NFR	245 899,33		Lot 11
Remorquage et Transport Malex	285 138		Lot 11
JMAC Remorquage	**174 762**	√	Lot 11

Information additionnelle

Des dix-huit (18) preneurs du cahier des charges, cinq (5) ont soumissionné sur les deux lots. Un (1) seul soumissionnaires a été déclaré administrativement non-conforme pour l'ensemble des lots dans le cadre de cet appel d'offres. Un (1) addendas a été publié pour l'ajout d'une carte d'un arrondissement. La soumission reçue et la plus basse conforme est 42,4 % inférieur à l'estimation réalisée pour le lot 10 et 42,4 % inférieur à l'estimation réalisée pour le lot 11. Le soumissionnaire recommandé dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrits au RENA, et n'est pas rendu non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Préparé par : Hugues K. M'Nyampara Le 22 - 7 - 2021

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18858

Agent d'approvisionnement
Patrice Blanchette

Conformité Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT10	Rosemont-La Petite-Patrie	JMAC Remorquage	0	RPP-R001-2123 (2 dépanneuses requises)	800	0	2		152 000,00 $	174 762,00 $
		Total (JMAC Remorquage)							**152 000,00 $**	**174 762,00 $**
		REM Groupe Extrem	0	RPP-R001-2123 (2 dépanneuses requises)	800	0	2		208 000,00 $	239 148,00 $
		Total (REM Groupe Extrem)							**208 000,00 $**	**239 148,00 $**
		Remorquage NFR	0	RPP-R001-2123 (2 dépanneuses requises)	800	0	2		213 872,00 $	245 899,33 $
		Total (Remorquage NFR)							**213 872,00 $**	**245 899,33 $**
LOT11	Rosemont-La Petite-Patrie	JMAC Remorquage	0	RPP-R002-2123 (2 dépanneuses requises)	800	0	2		152 000,00 $	174 762,00 $
		Total (JMAC Remorquage)							**152 000,00 $**	**174 762,00 $**
		REM Groupe Extrem	0	RPP-R002-2123 (2 dépanneuses requises)	800	0	2		208 000,00 $	239 148,00 $
		Total (REM Groupe Extrem)							**208 000,00 $**	**239 148,00 $**
		Remorquage NFR	0	RPP-R002-2123 (2 dépanneuses requises)	800	0	2		213 872,00 $	245 899,33 $
		Total (Remorquage NFR)							**213 872,00 $**	**245 899,33 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18858
Numéro de référence : 1499662
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service de remorquage pour les opérations de déneigement – arrondissements multiples

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
100 limites environnement inc 564 Lanaudiere Repentigny, QC, j6a5r7 NEQ : 1170763115	Monsieur Martin Bilodeau Téléphone : 514 961-7007 Télécopieur :	**Commande : (1915975)** 2021-06-17 15 h 40 **Transmission :** 2021-06-17 15 h 40	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
9216-1686 quebec inc 585 jeanne d,arc Montréal, QC, h1w3t2 NEQ : 1166231887	Monsieur Martin jr Goulet Téléphone : 514 444-0345 Télécopieur : 514 522-4480	**Commande : (1914309)** 2021-06-15 10 h 24 **Transmission :** 2021-06-15 10 h 24	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
belanger sr inc 11500 57 ave Montréal, QC, h1e4b6 http://transport-rfa.com NEQ : 1144315786	Monsieur Sylvain Bélanger Téléphone : 514 259-5955 Télécopieur :	**Commande : (1916326)** 2021-06-18 10 h 42 **Transmission :** 2021-06-18 10 h 42	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Gladiateur 95 rue Boivin Châteauguay, QC, J6J 2Z1 NEQ : 1173700668	Monsieur Sébastien Bouvier Téléphone : 438 863-8010 Télécopieur :	**Commande : (1915386)** 2021-06-16 20 h 15 **Transmission :** 2021-06-16 20 h 15	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
J.M.A.C REMORQUAGE ,TRANSPORT ET DÉNEIGEMENT INC 60 montée guy mousseau Lavaltrie, QC, J5T3B2 https://jmacremorquage@hotmail.com NEQ : 1173355414	Monsieur Sylvain Paul Téléphone : 514 582-0738 Télécopieur :	**Commande : (1914444)** 2021-06-15 13 h 04 **Transmission :** 2021-06-15 13 h 04	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LUDOS AUTOS INC. 197 CHEMIN DU PETIT BOIS Varennes, QC, J3X1P7 NEQ : 1147927983	Monsieur LUDOVIC TANGUAY Téléphone : 450 652-0020 Télécopieur : 450 929-3056	**Commande : (1915717)** 2021-06-17 11 h 10 **Transmission :** 2021-06-17 11 h 10	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
MJ contach enr 5920 Industriel Montréal Nord Montréal, QC, H1g 3j2 http://mjcontachfrank@outlook. NEQ : 3348485338	Monsieur Francesco Massarelli Téléphone : 514 325-2160 Télécopieur : 514 325-8895	**Commande : (1915694)** 2021-06-17 10 h 53 **Transmission :** 2021-06-17 10 h 53	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 39 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Prestige JCR 1177 chemin sainte marie Mascouche, QC, J7k3c2 NEQ : 1175513424	Monsieur Jimmy Chartier Téléphone : 514 775-7138 Télécopieur :	**Commande : (1917740)** 2021-06-22 14 h 32 **Transmission :** 2021-06-22 14 h 34	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	rem groupe extreme inc 1419 Jean-Vincent Carignan, QC, J3l3p9 NEQ : 1166769050	Monsieur Mathieu Leblanc Téléphone : 514 606-3295 Télécopieur : 450 403-0561	**Commande : (1915678)** 2021-06-17 10 h 43 **Transmission :** 2021-06-17 11 h 20	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Remorquage & Transport Malex Inc. 4053 Montée St-Jean-Baptiste Saint-Mathieu-de-Beloeil, QC, J3G 2C9 NEQ : 1173713968	Monsieur Alex Blouin Téléphone : 514 795-6181 Télécopieur :	**Commande : (1916524)** 2021-06-18 15 h 19 **Transmission :** 2021-06-18 15 h 19	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Remorquage Centre Ville 5590 Boulevard Monk Montréal, QC, H4C 3R8 NEQ : 1164336514	Monsieur Carlos Ferraria Téléphone : 514 932-3494 Télécopieur :	**Commande : (1917333)** 2021-06-22 8 h 11 **Transmission :** 2021-06-22 8 h 11	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Remorquage discount 753 5ieme Montréal, QC, H8s2w5 NEQ : 1162505649	Monsieur Michel Boucher Téléphone : 514 717-9114 Télécopieur :	**Commande : (1915389)** 2021-06-16 20 h 20 **Transmission :** 2021-06-16 20 h 20	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	remorquage marco 506 99iem Pointe aux tremble Montréal, QC, h1a2c3 NEQ : 2246947222	Monsieur Marco Barriault Téléphone : 514 645-8666 Télécopieur :	**Commande : (1916098)** 2021-06-18 **Transmission :** 2021-06-18 1 h 28	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Remorquage MOG Inc. MOG Towing 252-577, Notre-Dame Repentigny, QC, J6A2T6 NEQ : 1171899231	Monsieur Michel Gaucher Téléphone : 514 863-0116 Télécopieur : 450 654-0341	**Commande : (1915544)** 2021-06-17 9 h 16 **Transmission :** 2021-06-17 9 h 16	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Remorquage nfr 7408 av mousseau Montréal, QC, H1K2W3 NEQ : 2269983237	Monsieur Nicolas francoeur Téléphone : 514 503-3928 Télécopieur :	**Commande : (1913881)** 2021-06-14 14 h 51 **Transmission :** 2021-06-14 14 h 54	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Remorquage nfr 7408 av mousseau Montréal, QC, H1K2W3 NEQ : 2269983237	Monsieur Nicolas francoeur Téléphone : 514 503-3928 Télécopieur :	**Commande : (1919811)** 2021-06-29 11 h 32 **Transmission :** 2021-06-29 11 h 47	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-29 11 h 32 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	RemorquageMénard 633 rue strathmore verdun	Monsieur André Ménard Téléphone : 514 825-	**Commande : (1915442)** 2021-06-17 8 h 02	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel

	Montréal, QC, H4G 2G2 NEQ : 2249764111	0297 Télécopieur :	**Transmission :** 2021-06-17 8 h 02	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Service Routier Maximum inc. 12132 boulevard industriel Montréal, QC, H1B5R7 NEQ : 1165991556	Monsieur Steve St-Pierre Téléphone : 514 498-8585 Télécopieur : 514 498-8485	**Commande : (1918477)** 2021-06-24 9 h 18 **Transmission :** 2021-06-24 9 h 18	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sig-Nature 935 Lippmann Laval, QC, h7s1g3 NEQ : 1160753902	Madame Isabelle Lorrain Téléphone : 450 629-8516 Télécopieur : 450 629-9917	**Commande : (1916236)** 2021-06-18 9 h 30 **Transmission :** 2021-06-18 9 h 30	3552723 - 21-18858 Addenda 1 2021-06-25 9 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217711007

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder deux (2) contrats à la firme J.M.A.C. Remorquage Transport Déneigement pour un service de remorquage dans le cadre des opérations de déneigement pour l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie pour des périodes de deux (2) saisons hivernales avec une année de prolongation - Dépense totale de 422 574,52 $, taxes incluses (contrats : 352 145,43$ + variations des quantités 52 821,81$ + contingences 17 607,27 $) – Appel d'offres public 21-18858 - trois (3) soumissionnaires conformes pour ces deux (2) contrats.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1217711007 Remorquage arr Rosemont.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514-872 -2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-22

Éric GERMAIN
Conseiller Budgétaire
Tél : 514-872-7344
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.021

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1219107003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Sécurité Intelli-Force (S.I.F) inc. pour la fourniture d'un service de gardiennage sur demande pour certaines installations de la Ville de Montréal en lien avec les mesures d'urgence, pour une durée de vingt-quatre (24) mois. Montant estimé de l'entente : 2 167 812,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18880 - (5 soumissionnaires)

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée approximative de vingt-quatre (24) mois, par laquelle Sécurité Intelli-Force inc. (S.I.F.), plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, un service de gardiennage pour certaines installations de la Ville de Montréal en lien avec les mesures d'urgence, pour une somme maximale de 2 167 812,69 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18880;

Firmes	Lot	Montant (taxes incluses)
Sécurité Intelli-Force inc. (S.I.F.)	1	2 167 812,69 $

2. de procéder à une évaluation du rendement de l'adjudicataire;

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements ou des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-28 15:56

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1219107003**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Sécurité Intelli-Force (S.I.F) inc. pour la fourniture d'un service de gardiennage sur demande pour certaines installations de la Ville de Montréal en lien avec les mesures d'urgence, pour une durée de vingt-quatre (24) mois. Montant estimé de l'entente : 2 167 812,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18880 - (5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une (1) entente-cadre pour la fourniture d'un service de gardiennage sur demande pour certaines installations de la Ville de Montréal en lien avec les mesures d'urgence. Cette entente-cadre sera mise à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.
L'appel d'offres public 21-18880 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal de Montréal. La publication s'est déroulée sur une période de vingt (20) jours calendriers, soit du 16 juin 2021 au 6 juillet 2021. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent quatre-vingt (180) jours calendriers, c'est-à-dire jusqu'au 2 janvier 2022.

Aucun addenda n'a été émis au cours de la période de sollicitation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA20 4983 - 2 août 2020 - Conclure deux ententes-cadre avec Production Sécurité inc., pour une période de trois (3) mois, pour la fourniture, sur demande, de services de gardiennage de centres d'hébergement temporaires et de distribution alimentaire de la Ville de Montréal dans le cadre des mesures d'urgence - Appel d'offres public 20-18356 (5 soum.) (Montant estimé : 462 842,49 $).

DESCRIPTION

La présente entente-cadre vise la fourniture d'un service de gardiennage sur demande pour certaines installations de la Ville de Montréal, et ce, en lien avec les mesures d'urgence. Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement et n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

L'appel d'offres a été élaboré en collaboration avec la Mission soutien logistique.

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement visant à déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons déterminé qu'aucune garantie de soumission ainsi qu'aucune garantie d'exécution n'était nécessaire pour ce dossier.

JUSTIFICATION

La conclusion d'une (1) entente-cadre permettra d'assurer la constance et la facilité de l'approvisionnement.

Preneurs du cahier des charges (5):
- Sécurité Intelli-Force inc. (S.I.F.);
- Neptune Security Services inc.;
- Centre Investigation & Securité Canada inc.;
- 9416-4381 Québec inc. (Max Sécurité) ;
- Groupe de sécurité Garda S.E.N.C.;

Soumissionnaires (5):
- Sécurité Intelli-Force inc. (S.I.F.);
- Neptune Security Services inc.;
- Centre Investigation & Securité Canada inc.;
- 9416-4381 Québec inc. (Max Sécurité) ;
- Groupe de sécurité Garda S.E.N.C.;

Un (1) des soumissionnaires a été déclaré non conforme, soit Neptune Security Services inc.

Octroi au plus bas soumissionnaire conforme.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Sécurité Intelli-Force inc. (S.I.F.)	**2 167 812,69 $**		**2 167 812,69 $**
9416-4381 Québec inc. (Max Sécurité)	2 278 667,45 $		2 278 667,45 $
Centre Investigation & Securité Canada inc.	2 315 228,58 $		2 315 228,58 $
Groupe de sécurité Garda S.E.N.C.	2 473 305,41 $		2 473 305,41 $
Dernière estimation réalisée ($)	2 519 953,07 $		2 519 953,07 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 352 140,38 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 14%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			- 110 854,76 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			- 5%

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une

des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier n'est déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Un (1) des soumissionnaires est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le présent dossier d'appel d'offres exige la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP). Les autorisations des soumissionnaires se trouvent en pièces jointes au présent dossier.

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

L'écart de prix entre la plus basse conforme et la dernière estimation s'explique par la mise en concurrence plus importante avec un appel d'offres.

Ce contrat, étant d'une valeur supérieure à 500 000 $, devra faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 2 519 953,07 $, taxes incluses, pour les vingt-quatre (24) prochains mois.
Cette estimation est basée sur les besoins établis ainsi que les prix unitaires des contrats de gré à gré durant l'état d'urgence.

Le montant estimé de l'entente-cadre pour la période de vingt-quatre (24) mois est de :

1 885 464,40 $ +94 273,22 $ (TPS) + 188 075,07 $ (TVQ) = 2 167 812,69 $

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, selon les besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

MONTRÉAL 2030

N / A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La conclusion d'une entente-cadre, outre la constitution de volumes économiques profitables, permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des produits obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation du COVID-19 a un impact direct sur les mesures d'urgence.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion d'une (1) entente-cadre et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra une entente-cadre avec la firme retenue.

CE 11 août 2021
CM 23 août 2021
CG 26 août 2021
Début du contrat 6 septembre 2021
Fin du contrat 5 septembre 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

John Fabio GAMEZ
Conseiller d'approvisionnement

Tél : 4383649891

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-22

Djamel Eddine TALEB
C/d acquisition

Tél : (514) 250-2392

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy PLANTE
directeur acquisitions
Tél :
Approuvé le : 2021-07-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2021-07-28

Numéro d'appel d'offres	21-18880
Titre de l'appel d'offres	Service de gardiennage sur demande pour certaines installations de la Ville de Montréal en lien avec les mesures d'urgence
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire

Description	Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle	Unité de mesure	Neptune security services inc.	Sécurité Intelli-Force (S.I.F) inc.	9416-4381 Québec inc. (Max Sécurité)	Centre investigation sécurité Canada inc.	Groupe de sécurité Garda SENC
Service de gardiennage sur demande pour certaines installations de la Ville de Montréal en lien avec les mesures d'urgence pour une période de 24 mois, le tout conformément au cahier des cha					Sous total	**1,515,660.00 $**	**1,885,464.40 $**	**1,981,880.80 $**	**2,013,680.00 $**	**2,151,168.00 $**
					tps	75,783.00 $	94,273.22 $	99,094.04 $	100,684.00 $	107,558.40 $
					tvq	151,187.09 $	188,075.07 $	197,692.61 $	200,864.58 $	214,579.01 $
					MTTC	1,742,630.09 $	2,167,812.69 $	2,278,667.45 $	2,315,228.58 $	2,473,305.41 $

Analyse administrative des soumissionnaires (5)		Neptune security services inc.	Sécurité Intelli-Force (S.I.F) inc.	9416-4381 Québec inc. (Max Sécurité)	Centre investigation sécurité Canada inc.	Groupe de sécurité Garda SENC
	Requis					
	FS	1168627108	1174343351	1175355206	1173920746	3368599133
	SEAO	1168627108	1174343351	1175355206	1173920746	3368599133
Date immatriculation		10/23/2012	5/29/2009	4/14/2020	8/28/2018	10/10/2012
Date ouverture des soumissions versus nombre année expérience	**7/6/2021**	8.7	12.1	**1.2**	**2.9**	8.7
Signature	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification au Registre des entreprises (	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Vérification dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui	Inscrit LFRI	Non Inscrit LFRI	Non Inscrit LFRI	Non Inscrit LFRI	Non Inscrit LFRI
Autorisation AMP		Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Permis gardiennage	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
Validation de conformité - CNESST	Oui	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme

Non-conforme

Correction - Erreur de calcul

Plus bas soumissionnaire conforme

Liste des firmes à rendement insatisfaisant

Vérifié par : Badre Sakhi **Date :** Thursday, July 08, 2021

12 preneurs cahier des charges	
5 soumissionnaires	
Nombre désistement	Raison
5	non détenteur AMP
1	Engagement dans d'autres projets
1	pas de réponse

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.022

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1216989002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	100 Ans / Montréal-Nord 2015 Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Techno-Contact inc., pour la fourniture de trois (3) transformateurs à sec 10 MVA - Dépense totale de 1 346 426,92 $, taxes incluses (contrat : 1 246 696,92 $ + contingences : 62 330 $ + incidences 37 400 $) - Appel d'offres public 21-18795 - 4 soumissionnaires - 1 conforme

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire conforme Techno-Contact inc., le contrat pour la fourniture de trois transformateurs à sec 10MVA, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 246 696,92 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (21-18795) ;

2. d'autoriser une dépense de 62 330,00 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 37 400,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation du rendement de Techno-Contact inc. ;
5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 1 346 426,92 $.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-30 10:42

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1216989002**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	100 Ans / Montréal-Nord 2015 Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Techno-Contact inc., pour la fourniture de trois (3) transformateurs à sec 10 MVA - Dépense totale de 1 346 426,92 $, taxes incluses (contrat : 1 246 696,92 $ + contingences : 62 330 $ + incidences 37 400 $) - Appel d'offres public 21-18795 - 4 soumissionnaires - 1 conforme

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, gérer les eaux pluviales et assainir les eaux usées, pour assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures. La Direction de l'eau potable de la Ville de Montréal est responsable de la production et de la distribution de l'eau potable.
Dans le cadre du projet de modernisation de l'usine Atwater, plusieurs équipements majeurs sont remplacés. Les salles électriques au bâtiment de la Haute pression sont refaites en totalité afin de répondre aux normes actuelles. Ceci inclut les transformateurs alimentant les pompes mettant en pression le réseau d'aqueduc.

Le 27 mars 2014, le conseil d'agglomération a autorisé l'octroi d'un contrat à MVA Puissance inc. pour la fourniture de cinq transformateurs de puissance à sec (CG14 0126).

Le 28 octobre 2019, un des transformateurs de MVA Puissance en cours d'utilisation a fait défaut à l'usine Atwater. La Ville a alors procédé à des tests sur les autres transformateurs fournis au contrat. L'expertise effectuée a révélé des problèmes de conception et de fabrication. Le Service de l'eau a donc conclu au remplacement de tous les transformateurs de ce fournisseur à l'usine.

Le 18 juin 2021, un contrat a été donné pour la fourniture d'un transformateur afin de sécuriser rapidement la production de l'aile nord à l'usine Atwater.

L'appel d'offres public n^{o} 21-18795 a été publié dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 2 juin 2021. La durée de publication était de trente-trois (33) jours, soit jusqu'au 6 juillet 2021. Les soumissions sont valides pendant les cent vingt (120) jours qui suivent la date d'ouverture, soit jusqu'au 3 novembre 2021.

Calendrier d'émission des addendas:
#1 - 22 juin 2021 - Réponse à deux questions sur les transformateurs existants et le positionnement des accessoires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0384 - 17 juin 2021 - Accorder un contrat à Techno-Contact inc., pour la fourniture d'un transformateur à sec 10 MVA - Dépense totale de 407 536,40 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 21-18632 (4 soum., 1 conforme)
CG14 0126 - 27 mars 2014 - Accorder un contrat à MVA Puissance inc. pour la fourniture de cinq (5) transformateurs de puissance à sec, dans le cadre du programme de réfection des équipements des usines d'eau potable, des stations de pompage et des réservoirs (REQUP) à l'usine Atwater - Dépense totale de 746 363,34 $ taxes incluses

CG11 0211 - 22 juin 2011 - Octroyer deux (2) contrats de services professionnels pour des services d'ingénierie afin de réaliser la réfection des équipements des usines de production de l'eau potable, des stations de pompage et des réservoirs de l'agglomération de Montréal, soit à SNC Lavalin inc. pour une somme maximale de 12 597 823,65 $, taxes incluses, et à Genivar inc. pour une somme maximale de 6 501 884,88 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Techno-Contact inc. pour la fourniture de 3 nouveaux transformateurs 10 MVA requis dans le cadre de la réalisation des travaux à l'usine Atwater.
Ce contrat comprend principalement :

- Fourniture de trois transformateurs 10 MVA;
- Essais et tests lors de la fabrication;
- Entreposage, transport, livraison et manutention des équipements, à l'endroit spécifié par la ville de Montréal;
- Rapports d'inspection et d'essais, ainsi que le manuel d'opération et d'entretien;
- Formation du personnel d'entretien et d'opération de la Ville de Montréal.

Sous réserve des conditions mentionnées dans les documents d'appel d'offres, le contrat convenu avec le manufacturier est effectif jusqu'à l'exécution complète des obligations. Il est alloué au manufacturier un délai de dix-huit (18) semaines pour réaliser le contrat, de l'ordre de débuter les travaux jusqu'à la réception provisoire. Le contrat contient des dispositions contractuelles relatives à des pénalités de 1% de la valeur des biens non livrés par mois de retard dans l'exécution du contrat.

Par contre, dans le cas d'un manquement, délais, déficience ou non-conformité, la Ville a la prérogative de prendre des recours pour compenser les impacts encourus, incluant ceux résultant du retard dans l'échéancier de construction.

Cette clause donne à la Ville des outils opérationnels, techniques et financiers pour mitiger les risques d'impacts sur la production de l'eau potable et pour assurer le bon déroulement du projet.

Des dépenses contingentes d'environ 5 % du coût de base des biens et services, soit 62 330,00 $, taxes incluses, sont ajoutées afin de couvrir les imprévus qui pourraient survenir durant les travaux ainsi que les années de garantie supplémentaires optionnelles prévues au bordereau de prix.

Des dépenses incidentes d'environ 3 % du prix de base, soit 37 400,00 $, taxes incluses, sont aussi prévues pour couvrir, entre autres, les coûts associés aux frais de contrôle de qualité et d'essais.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public 21-18795, il y a eu neuf (9) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO dont 3 sont des manufacturiers de transformateurs. Parmi les preneurs, quatre (4) ont soumissionné, soit un pourcentage de 44 %. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

L'analyse administrative a été réalisée par le Service de l'approvisionnement qui a validé que:
- Le plus bas soumissionnaire recommandé, soit Techno-Contact inc. ne se retrouve pas sur la liste du RENA;
- Le soumissionnaire recommandé ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal;
- Le soumissionnaire recommandé ne se trouve pas dans la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI).

Après analyse technique des soumissions, réalisée par la firme Les Services Exp inc., il s'avère que la firme Techno-Contact inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

Le fournisseur Volta Énergie inc. est non conforme techniquement, car l'usine n'est pas certifiée CSA (*Spécification technique* , art. 2).

Le fournisseur Lumen/Sonepar Canada inc. n'est pas conforme techniquement puisque les dimensions physiques du transformateur sont au-delà des capacités d'accueil de l'emplacement prévu pour l'installation (*Spécification technique* , art. 2.2).

Le fournisseur Wesco a été jugé non conforme administrativement par le Service de l'approvisionnement car le bordereau de prix est incomplet

En cohérence avec le cahier des charges et le plan de développement durable de la Ville de Montréal, il était convenu dans l'appel d'offres que la soumission retenue tiendrait compte non seulement du coût d'acquisition (colonne 1), mais également du coût d'exploitation en énergie électrique actualisé à sur vingt-cinq (25) ans (colonne 2).

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMISES** (taxes incluses)	**AUTRES** (coût d'exploitation sur 25 ans) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Techno-Contact inc.	1 246 696,92 $	751 936,50 $	1 998 633,42 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 146 254,76 $	648 459,00 $	1 794 713,76 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			203 919,66 $ 11,4 %

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001. la Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Techno-Contact inc., dans le cadre du présent contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à accorder est de 1 246 696,92 $, taxes incluses.
Avec les contingences de 62 330,00 $, taxes incluses, ceci représente un coût net maximum de 1 195 316,07 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale pour le fournisseur Techno-Contact inc.

La dépense totale de 1 346 426,92 $, taxes incluses, comprend le coût du contrat de 1 246 696,92 $, ainsi qu'un montant de 62 330,00 $, taxes incluses, pour les contingences et un montant de 37 400,00 $, taxes incluses, pour les incidences. Cette dépense représente un coût net de 1 229 467,23 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, laquelle est financé par règlement d'emprunt RCG 15-045.

Pour fins de comparaison des offres, l'évaluation des soumissions est basée sur le coût d'acquisition et les coûts d'exploitation sur vingt-cinq (25) ans. Les coûts d'exploitation n'ont pas à être inclus dans la dépense d'investissement.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».*

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit du remplacement de transformateurs par d'autres d'une technologie similaire, lesquels assureront l'approvisionnement en eau de l'agglomération.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le refus ou le retard dans l'octroi du présent dossier, la capacité de pompage d'eau de l'usine Atwater continuera à dépendre à 25% de transformateurs évalués également non fiables par la Ville et ses experts. De plus, cette situation engendrera des délais additionnels dans le projet de remplacement des pompes hautes pression et des équipements électriques qui ont dépassé leur durée de vie utile. L'usine aura à composer avec deux (2) systèmes d'alimentation électriques distincts puisque 57% des pompes seront branchées sur le système d'alimentation électrique de 25 kV, tandis que les pompes existantes continueront d'être alimenté par le système d'alimentation électrique de 12 kV. Ce dernier système est en fin de vie utile et doit être démantelé puisqu'Hydro-Québec doit nous alimenter dès 2022 uniquement à travers un système d'alimentation électrique à 25 kV.
Enfin, des coûts supplémentaires en entretien de même qu'une augmentation de l'occurrence de bris sont à prévoir si les équipements actuels en fin de vie utile ne sont pas remplacés, ce qui pourrait compromettre l'alimentation en eau potable de centaines de milliers de citoyens.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat (CG): 26 août 2021
Réunion de démarrage: 1er septembre 2021
Fin du contrat: 22 décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Claudie DE BELLEFEUILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier SAULNIER-BOILEAU
Ingénieur

Tél : 514 872-7424
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructures Usines & Réservoirs

Tél : 514 653-6801
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2021-07-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1216989002*
Unité administrative responsable : *Service de l'eau, Direction de l'eau potable, Division de l'ingénierie, Bureau projets 1*
Projet : *Accorder un contrat à Techno-Contact inc., pour la fourniture de trois (3) transformateurs à sec 10 MVA*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?			X
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Sans objet*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Sans objet*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Nom du service : Service de l'eau
Nom de la direction, division, etc. :
Direction de l'eau potable
Division de l'ingénierie
Bureau projets 1

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES
Date de publication : 2 juin 2021
Date d'ouverture : 6 juillet 2021

Liste des preneurs des cahiers des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	ABB Power Grids Canada Inc.
2	Agence Béliveau Turmel et Associés
3	Franklin-Empire inc.
4	Lumen
5	MVA Power
6	Surplec inc.
7	Techno-Contact inc.
8	Volta Énergie Inc.
9	Wesco Distribution
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1216989002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Objet :	Accorder un contrat à Techno-Contact inc., pour la fourniture de trois (3) transformateurs à sec 10 MVA - Dépense totale de 1 346 426,92 $, taxes incluses (contrat : 1 246 696,92 $ + contingences : 62 330 $ + incidences 37 400 $) - Appel d'offres public 21-18795 - 4 soumissionnaires - 1 conforme

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18795 PV .pdf
21-18795_Preneurs.pdf
21-18795_TCP_VF.pdf
21-18795_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Claudie DE BELLEFEUILLE
Agente d'approvisionnement niveau II
Tél : 514-2820-6534

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Richard DAGENAIS
Chef de Section
Tél : 514-838-4611
Division : Service de l'approvisionnement

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18795 — No du GDD : 1216989002

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de 3 transformateurs 10MVA de tension 25kV-4,16kV

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2 - 6 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 6 - 7 - 2021

Ouverture faite le : 6 - 7 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 22 - 6 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de réponses : 44,44

% de rejets : 75

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Wesco Distribution Canada LP	Administrativement
Volta Énergie inc.	Techniquement
Lumen division de Sonepar Canada inc.	Techniquement

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 3 - 11 - 2021

Date d'échéance révisée : 3 - 11 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Techo-Contact inc.	1,246,696.92 $	√	

Information additionnelle

Les cinq (5) raisons de désistement sont les suivantes : (1) ne peut respecter l'ensemble des clauses et exigences du devis, (1) nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis, (1) achat des documents pour consultation et (2) aucune réponse malgré la relance.

Préparé par : Claudie De Bellefeuille — Le 29 - 7 - 2021

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18795

Agent d'approvisionnement
Claudie De Bellefeuille

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Techno-Contact Inc.										
	0	0	1,1	Transformateur 10 MVA et pièces de rechange type 2	3	Chaque	1	355 440,00 $	1 066 320,00 $	1 226 001,42 $
			2,1	Entreposage par transformateur	12	Mois	3	450,00 $	16 200,00 $	18 625,95 $
			2,2	Formation- séance de 4 heures	2	Chaque	1	900,00 $	1 800,00 $	2 069,55 $
Total (Techno-Contact Inc.)									**1 084 320,00 $**	**1 246 696,92 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.023

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1219055001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Centre de services partagés , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure avec l'entreprise Les Reliures Caron & Létourneau Ltée une entente-cadre d'une durée de vingt-quatre (24) mois avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents suite à l'appel d'offres public 21-18726 (un seul soumissionnaire) - Montant total estimé : 647 052,86 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre d'une durée de vingt-quatre (24) mois avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois par laquelle Les Reliures Caron & Létourneau Ltée, seul soumissionnaire, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, différents types de services de reliure de documents pour une somme maximale 647 052,86 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18726 ;

2. de procéder à une évaluation du rendement de Les Reliures Caron & Létourneau Ltée;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement du Centre des services partagés – bibliothèques, Direction des bibliothèques, Service de la culture, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-30 11:16

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219055001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Centre de services partagés , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure avec l'entreprise Les Reliures Caron & Létourneau Ltée une entente-cadre d'une durée de vingt-quatre (24) mois avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents suite à l'appel d'offres public 21-18726 (un seul soumissionnaire) - Montant total estimé : 647 052,86 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier vise à conclure une entente-cadre avec l'entreprise Les Reliures Caron & Létourneau Ltée afin de combler les besoins de reliure de documents pour les bibliothèques de la Ville de Montréal et ainsi solidifier les livres ou les périodiques dans le but de prolonger leur durée de vie.
L'entente-cadre émise par le Service de l'approvisionnement dans le cadre de l'appel d'offres public 18-16758 pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents pour les bibliothèques de la Ville de Montréal a pris fin le 28 mai 2021.

À la demande du Centre des services partagés – bibliothèques, de la Direction des bibliothèques, du Service de la culture, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public pour l'obtention d'un service de reliure des documents pour l'ensemble des bibliothèques de la Ville de Montréal.

L'appel d'offres 21-18726 a été publié les 5 mai et 11 juin 2021 dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que sur le système électronique SÉAO le 5 mai et 3 juin 2021. Un addenda a été émis durant la période, soit le 3 juin 2021 pour répondre à une question. Suite à cet addenda, l'ouverture de soumissions a été reportée au mardi 15 juin 2021 au lieu du 8 juin 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0398 - 20 avril 2020 : Exercer l'option de prolongation, pour une période de 12 mois, soit du 29 mai 2020 au 28 mai 2021, de l'entente-cadre avec Les Reliures Caron & Létourneau ltée, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents (CM18 0637) - Dépense estimée à 225 000 $, taxes incluses
CM18 0637 - 29 mai 2018 : Conclure une entente-cadre d'une durée de 24 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, avec Les Reliures Caron & Létourneau ltée pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents - Appel d'offres public 18-16758 (1 soum.)

CM17 0448 - 19 avril 2017 : Autoriser la prolongation de l'entente-cadre et autoriser une dépense de 243 000 $ pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents pour les bibliothèques de Montréal pour douze mois, soit du 25 mai 2017 au 25 mai 2018, dans le cadre du contrat à Les Reliures Caron & Létourneau ltée (CM14 0482).

CM14 0482 - 26 mai 2014 : Conclure avec la firme Les reliures Caron et Létourneau ltée une entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents suite à l'appel d'offres public 14-13482 (1 soum.)

CM14 0287 - 25 mars 2014 : Autoriser la prolongation de l'entente-cadre conclue avec Les Reliures Caron et Létourneau ltée pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 28 juin 2014, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents pour les bibliothèques de Montréal, selon les mêmes termes et conditions stipulées aux documents de l'appel d'offres public 12-12979.

CE12 1066 - 27 juin 2012 : Conclure 2 ententes-cadres collectives d'une durée de 12 mois assorties d'une option de prolongation de 12 mois additionnels pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents - appel d'offres public 12-11979 (3 soum.).

DESCRIPTION

Ce contrat porte sur la fourniture de différents types de services de reliure de documents, tels que décrits aux documents d'appel d'offres public. Le service de reliure de documents est requis afin de solidifier les livres et en maximiser l'usage au bénéfice des citoyen.ne.s qui fréquentent les bibliothèques de la Ville de Montréal. Les documents visés par le présent appel d'offres public sont des livres ou périodiques, dans un état neuf ou usagé Chacun requiert un type de reliure spécifique qui prolongera la durée de vie du document.
Cette entente sera valide pour une période de vingt-quatre (24) mois à partir de la date d'octroi. Toutefois, à la fin de la période de validité et suite à l'accord des deux parties, la Ville pourra exercer une (1) option de prolongation pour une période supplémentaire de douze (12) mois, selon les mêmes termes et conditions.

JUSTIFICATION

Le Centre des services partagés – bibliothèques a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 629 337,51 $, taxes incluses, pour une période de vingt-quatre (24) mois. Ce montant est basé sur l'historique de consommation et sur les prix du dernier contrat.
Appel d'offres public no 21-18726

Titre : Service de reliure de documents neufs et usagés pour les bibliothèques de la Ville de Montréal

Date de lancement : 5 mai 2021

Date d'ouverture : 15 juin 2021

Preneurs du cahier des charges (1) : Les Reliures Caron & Létourneau Ltée

Soumissionnaires (1) : Les Reliures Caron & Létourneau Ltée

Analyse des soumissions :

FIRMES SOUMISSIONNAIRES	PRIX DE BASE	TOTAL tx incluses

LES RELIURES CARON ET LÉTOURNEAU LTÉE	562 777 $	647 052,86 $
Dernière estimation réalisée par l'unité requérante (Service de la culture)	547 369 $	629 337,51$
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*		647 052,86 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*		(17 715,35 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*		2,81 %

Analyse des soumissions et recommandation d'octroi de contrat (Biens et services) :

Le marché des services de reliure n'est pas en expansion, la majorité des compagnies offrant ce service sont de type artisanal, elles ne peuvent pas offrir tous les services requis et n'ont pas la capacité de supporter le volume demandé. Aussi, une seule firme s'est procurée les documents d'appel d'offres et a déposé une soumission.

La seule soumission reçue est conforme administrativement. Conformément à l'article 11 des *Clauses administratives particulières de l'appel d'offres* , nous avons demandé au soumissionnaire de fournir des échantillons pour évaluer la qualité des services proposés.

L'analyse des échantillons soumis par la firme Les Reliures Caron et Létourneau Ltée indique que les services proposés rencontrent les spécifications techniques demandées. Comme stipulé aux documents d'appel d'offres, l'octroi est effectué au plus bas soumissionnaire conforme.

L'offre de la firme Les Reliures Caron et Létourneau Ltée est conforme et cette firme est recommandée comme adjudicataire.

Montant de l'entente (24 mois) :

562 777 $ + TPS (5 %) 28 138,85 $ + TVQ (9,975 %) 56 137,01 $ = 647 052,86 $

Adjudicataire recommandé :

Conclure avec la firme Les Reliures Caron et Létourneau Ltée, le seul soumissionnaire et qui est conforme, une entente-cadre pour la fourniture des services de reliure de documents, aux prix unitaires de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public 21-18726

Cette entente-cadre sera d'une durée de vingt-quatre (24) mois, assortie d'une option de prolongation de douze (12) mois, à compter de la date de l'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande au fur et à mesure des besoins.
Les dépenses de consommation seront imputées aux budgets du Centre des services partagés – bibliothèques, de la Direction des bibliothèques du Service de la culture.

Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des engagements en transition écologique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'entente-cadre facilitera le processus d'approvisionnement quant à la demande de services de reliure et permet à la Ville de faire des économies de volume.
Il est à noter qu'il y a peu de fournisseurs offrant ce service.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi et début de l'entente : 24 août 2021
Fin de l'entente : 25 août 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le 13 juin 2017, la Ville de Montréal a adopté sa nouvelle politique culturelle pour la période de 2017-2022. Dans le cadre de cette politique, la Ville s'engage, « selon trois principes de base — rassembler, stimuler, rayonner — afin que la culture demeure au cœur de l'âme et de l'identité montréalaise et qu'elle contribue à assurer un milieu de vie de qualité aux citoyennes et citoyens, en misant notamment sur :

- un milieu de vie stimulant alimenté par les artistes, artisans, créateurs, travailleurs, entreprises, organisations et industries culturelles;
- le rassemblement des conditions gagnantes afin d'offrir un environnement favorable à la création;
- une créativité rayonnante grâce à sa force et son excellence, signature de Montréal, créant richesse et fierté ».

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marlene DUFOUR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandra COURT
Cheffe de la Division du centre de services partagés - bibliothèques

Tél : 514 348-4780
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-19

Alexandra COURT
Cheffe de la Division du centre de services partagés - bibliothèques

Tél : 514 348-4780
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique GAZO
Directrice des bibliothèques
Tél : 514 213-3220
Approuvé le : 2021-07-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur
Tél : 514 872-4600
Approuvé le : 2021-07-26

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *appel d'offres 21-18726*
Unité administrative responsable : *Centre de services partagés – bibliothèques / Direction des bibliothèques*
Projet : *Conclure une entente-cadre pour le service de reliure de documents neufs et usagés pour les bibliothèques de la Ville de Montréal.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des engagements en transition écologique, soit en visant à tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** La reliure vise à solidifier les livres neufs afin de mieux les conserver et ainsi favoriser le prêt par de multiples abonnés. La reliure permet aussi de réparer et de remettre à neuf les livres abîmés dans le but de réduire les bris et d'avoir une meilleure utilisation du budget d'acquisition afin d'offrir une collection de documents plus riche et diversifiée aux citoyens de Montréal.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1219055001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Centre de services partagés , -
Objet :	Conclure avec l'entreprise Les Reliures Caron & Létourneau Ltée une entente-cadre d'une durée de vingt-quatre (24) mois avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents suite à l'appel d'offres public 21-18726 (un seul soumissionnaire) - Montant total estimé : 647 052,86 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18726 PV .pdf
21-18726_Liste des preneurs de cahier des charges.pdf
21-18726_TCP_Intervention.pdf
21-18726_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marlene DUFOUR
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514-219-2254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-20

Elie BOUSTANI
Chef section
Tél : 514 838-4519
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18726

No du GDD : 1219055001

Titre de l'appel d'offres : Service de reliure de documents neufs et usagés pour les bibliothèques de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 5 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 8 - 6 - 2021

Ouverture faite le : 15 - 6 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 4 - 6 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 1

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 100

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 12 - 2021

Date d'échéance révisée : 12 - 12 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Reliures Caron et Létourneau Ltée	647 052,86	√	1

Information additionnelle

L'appel d'offres a été 40 jours sur le marché. 1 seul soumissionnaire conforme. 1 addenda a été publié comprenant un nouveau bordereau de prix et le report de la date d'ouverture. La soumission comporte une erreur au niveau du montant total avant taxes. Le montant est donc corrigé au niveau du fichier TCP - Tableau comparatif des prix pour réfléter la réalité. La recalcul a été effectué à partir du prix unitaire. 1 seul soumissionnaire, depuis quelques années.

Préparé par : Marlène Dufour

Le 15 - 7 - 2021

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18726

Agent d'approvisionnement
Marlène Dufour

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
Les Reliures Caron et Létourneau Ltée										
	LOT1	Service de reliure de documents pour les bibliothèques de la Ville de Montréal	1	Reliure de tyveck plastifiée (volumes neufs)	2600	CH	2	9,50 $	49 400,00 $	56 797,65 $
			2	Reliure de tyveck plastifiée (volumes neufs) - 5 exemplaires et plus	700	CH	2	8,50 $	11 900,00 $	13 682,03 $
			3	Reliure de tyveck plastifiée (volumes usagés)	7000	CH	2	10,10 $	141 400,00 $	162 574,65 $
			4	Reliure dans la même couverture (volumes neufs) – 9 exemplaires ou moins	8500	CH	2	6,70 $	113 900,00 $	130 956,53 $
			5	Reliure de volumes usagés (autre que reliure plastifiée)	1500	CH	2	11,90 $	35 700,00 $	41 046,08 $
			6	Reliure de bougran avec demi-plastification des plats (volumes neufs)	30	CH	2	16,95 $	1 017,00 $	1 169,30 $
			7	Plastification de jaquettes	300	CH	2	8,00 $	4 800,00 $	5 518,80 $
			8	Reliure dans la même couverture (volumes neufs) - 10 exemplaires et plus	8500	CH	2	6,15 $	104 550,00 $	120 206,36 $
			9	Reliure de tyveck plastifiée (volumes neufs) - 10 exemplaires et plus	3200	CH	2	8,60 $	55 040,00 $	63 282,24 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18726

Agent d'approvisionnement
Marlène Dufour

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Les Reliures Caron et Létourneau	LOT1	Service de reliure	10	Contreplats à décoller	600	CH	2	0,85 $	1 020,00 $	1 172,75 $
			11	Photocopie noir et blanc	700	CH	2	0,70 $	980,00 $	1 126,76 $
			12	Photocopie couleur	1000	CH	2	1,00 $	2 000,00 $	2 299,50 $
			13	Couture à surjet (oversewing)	3500	CH	2	5,40 $	37 800,00 $	43 460,55 $
			14	Couture à la main	50	CH	2	9,35 $	935,00 $	1 075,02 $
			15	Couture spéciale poinçon perforé ou non perforé	50	CH	2	1,65 $	165,00 $	189,71 $
			16	Soufflet	50	CH	2	6,10 $	610,00 $	701,35 $
			17	Texte intégral cartonné	50	CH	2	1,10 $	110,00 $	126,47 $
			18	Traitement de papier glacé	700	CH	2	0,25 $	350,00 $	402,41 $
			19	Livres de plus de 32 cm	500	CH	2	0,30 $	300,00 $	344,93 $
			20	Déplacement de l'étiquette de localisation	1000	CH	2	0,40 $	800,00 $	919,80 $
Total (Les Reliures Caron et Létourneau Ltée)									**562 777,00 $**	**647 052,86 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18726
Numéro de référence : 1482946
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service de reliure de documents neufs et usagés pour les bibliothèques de la Ville de Montréal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Les Reliures Caron et Létourneau Ltée 651, rue de la Gare Labelle, QC, J0T 1H0	Madame Mélissa Durand Téléphone : 819 686-2059 Télécopieur :	**Commande : (1896002)** 2021-05-05 15 h 59 **Transmission :** 2021-05-05 15 h 59	3539412 - 21-18726_Addenda 1 2021-06-03 20 h 58 - Courriel 3539415 - 21-18726_Bordereau de prix numérique_Addenda 1 2021-06-04 6 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.024

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217959004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder à Atelier La Boutique, le contrat pour le lot 1 et à Acmé décors inc., le contrat pour le lot 2, pour la fabrication et l'installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour les espaces publics et temporaires du MEM - Centre des mémoires montréalaises; Autoriser une dépense de 1 057 768,63 $, toutes taxes incluses, pour le lot 1 (contrat de 961 608,04 $ + contingences/incidence de 96 160,59 $, toutes taxes incluses), et une dépense de 368 292,52 $, toutes taxes incluses, pour le lot 2 (contrat de 334 811,80 $ + contingences/incidence de 33 480,72 $, toutes taxes incluses), dépenses conformes aux documents d'appel d'offres public 21-18820 (5 soumissionnaires avec grille d'évaluation et de pondération et système à deux enveloppes).

Il est recommandé:

1. d'accorder aux firmes ci-après désignées pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour les contrats de fabrication et l'installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impression graphique pour les espaces publics et pour la fabrication d'éléments muséographiques de l'espace temporaire aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18820 ;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
.Atelier La Boutique	Fabrication et l'installation de mobilier, d'éléments muséographiques et	961 608,04 $

	d'impression graphique pour les espaces publics	
Acmé décors inc.	Fabrication d'éléments muséographiques de l'espace temporaire	334 811.80 $

2. d'autoriser une dépense de 64 820 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 64 820 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5. de procéder à une évaluation du rendement de Atelier La Boutique.

6. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-29 12:14

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217959004**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder à Atelier La Boutique, le contrat pour le lot 1 et à Acmé décors inc., le contrat pour le lot 2, pour la fabrication et l'installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour les espaces publics et temporaires du MEM - Centre des mémoires montréalaises; Autoriser une dépense de 1 057 768,63 $, toutes taxes incluses, pour le lot 1 (contrat de 961 608,04 $ + contingences/incidence de 96 160,59 $, toutes taxes incluses), et une dépense de 368 292,52 $, toutes taxes incluses, pour le lot 2 (contrat de 334 811,80 $ + contingences/incidence de 33 480,72 $, toutes taxes incluses), dépenses conformes aux documents d'appel d'offres public 21-18820 (5 soumissionnaires avec grille d'évaluation et de pondération et système à deux enveloppes).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la culture a élaboré un important projet au centre-ville de Montréal, au cœur du Quartier des Spectacles. Il s'agit d'une relocalisation du Centre d'histoire de Montréal (CHM), dont la mission a été redéfinie et dont le nom a été changé pour MEM - Centre des mémoires montréalaises (MEM). Celui-ci offrira aux citoyens.nes, aux Montréalaises et Montréalais, visiteurs.euses de passage, festivaliers.ières et touristes, un espace identitaire montréalais vibrant au rythme de l'actualité, connecté à la profondeur de l'histoire de la ville tout en se projetant dans son futur. Ce nouveau lieu à vocation culturelle sera aménagé dans un espace de près de 3 200 m2 à l'étage d'un complexe multifonctionnel, au carrefour mythique du boulevard Saint-Laurent et de la rue Sainte-Catherine.
La mission du MEM s'inscrit dans la vision 2030 de la Ville, en ce qu'elle vise, à titre de musée citoyen, à valoriser la diversité des identités montréalaises et la richesse de leurs histoires à travers des expériences humaines authentiques et inclusives, où les citoyen.nes se racontent et se rencontrent.

Le projet prévoit l'aménagement de divers espaces dont des espaces publics, un espace pour une exposition temporaire (renouvelée tous les 18 mois) et un autre pour l'exposition

permanente (en place pour une durée de 10 ans). Les espaces publics comprennent notamment des ateliers éducatifs, des points de repère mettant en valeur des éléments phares et identitaires de Montréal, une boutique-café et un cabaret (salle multifonctionnelle) qui inclura une œuvre d'art public réalisée en co-création avec les citoyens.nes.

Pour réaliser le projet d'aménagement et l'expérience du MEM, diverses interventions ont été planifiées et les travaux ont été regroupés, cette année, en six lots principaux, lesquels feront chacun l'objet d'un appel d'offres et d'un sommaire décisionnel distincts.

Ces lots se décrivent comme suit pour l'année 2021 : 1) services professionnels pour la réalisation de productions audiovisuelles, multimédias et d'interactifs numériques du MEM, 2) achat d'équipements audiovisuels et services d'intégration technique, 3) fabrication et installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour les espaces publics et l'exposition temporaire, 4) acquisition d'équipements d'éclairage, 5) fourniture, installation et mise en marche sur site de systèmes professionnels d'éclairage, de sonorisation et de projection pour la salle multifonctionnelle, 6) fabrication et installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour l'exposition permanente. En 2022, un autre sommaire décisionnel en lien avec la signalisation extérieure du MEM sera soumis aux instances.

Le présent sommaire décisionnel concerne le 3e lot qui vise l'octroi de deux contrats (2 sous -lots) en lien avec l'appel d'offres pour la fabrication et l'installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour les espaces publics et l'exposition temporaire.

L'appel d'offres public 21-18820 a été publié le 19 mai 2021 dans le Journal de Montréal ainsi que dans le Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) du gouvernement du Québec. La date d'ouverture initiale des soumissions était le 22 juin.

Les soumissions demeurent valides pour une période de cent quatre-vingt (180) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 20 novembre 2021.

Quatre (4) addendas ont été publiés et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
No. 1	2021-05-26	L'addenda concernait un amendement pour certaines clauses de la régie	Non
No. 2	2021-06-14	L'addenda concernait des questions d'ordre technique en lien avec les plans, les modèles et les quantités pour la fabrication	Non
No. 3	2021-06-18	L'addenda concernait la date de dépôt des soumissions et était d'ordre technique en lien avec les plans	Non
No. 4	2021-06-23	L'addenda était d'ordre technique	Non

L'addenda no 3 a eu un impact sur la date d'ouverture des soumissions, prévue initialement le 22 juin, qui a été reportée au 29 juin 2021. Comme il s'agissait d'un mandat d'une grande envergure et que le 24 juin était un congé férié, les soumissionnaires ont demandé un délai supplémentaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 21 1161- 30 juin 2021- Approuver l'entente d'exposition entre le MEM-Centre des mémoires montréalaises et l'Empathy Museum, musée situé à Londres pour la reproduction

et la présentation de l'exposition « Un mille dans mes souliers » / Autoriser une dépense 26 000 livres sterling, soit 44 523 $ canadiens à cet effet
CM-21 0744 - 14 juin 2021 - Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Raphaëlle de Groot, artiste professionnelle, au montant maximal de 218 452,50 $ taxes incluses (contrat : 206 955 $ taxes incluses + contingences : 11 497,50 $ taxes incluses), pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Circuit de mémoire" (titre provisoire) intégrée au MEM - Centre des mémoires montréalaises / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser une dépense totale de 227 792,60$ dont des incidences de 9340,10 $.

CE-20 1789 - 11 novembre 2020 - Autoriser le Service de la culture à tenir un concours par avis public pour une œuvre d'art public participative pour le MEM - Centre des mémoires montréalaises. Autoriser une dépense de 45 990 $, taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'œuvre d'art et les dépenses générales du projet.

CM19 0914 - 19 août 2019 - Octroyer un contrat à l'entreprise GSM Project création inc. dans le cadre du concours pluridisciplinaire pour la création de l'expérience muséale du MEM -Mémoire des Montréalais.es au montant de 1 161 010,65 $, taxes incluses, pour la réalisation du projet. Autoriser une dépense totale de 1 390 960,65 $ taxes incluses.

CE18 1462 - 29 août 2018 - Autoriser le Service de la culture à tenir un concours pluridisciplinaire pour la création de l'expérience muséale inaugurale dans le cadre de la réalisation du nouveau Centre d'histoire de Montréal. Approuver le règlement du concours.

CM17 0624 - 16 mai 2017 - Règlement autorisant un emprunt de 10 636 000 $ pour le financement des travaux d'aménagements muséaux dans le cadre du projet de localisation du Centre d'histoire de Montréal au carré Saint-Laurent.

CM16 1446 - 20 décembre 2016 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de Gestion Saint-Laurent Angus inc., à des fins culturelles, des espaces d'une superficie d'environ 3 188 mètres carrés, au 1er étage, de l'immeuble situé à l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent, pour une période de 6 ans et 9 mois, à compter du 1er avril 2019, pour un loyer total de 13 187 038,68 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le devis comprenait deux lots distincts. Chaque soumissionnaire avait la possibilité de présenter une offre pour le lot 1, la fabrication et l'installation des éléments muséographiques et graphiques des espaces publics, comprenant les options A et B (l'option B étant une version réduite des éléments de fabrication), et pour le lot 2, la fabrication du mobilier d'exposition modulaire (exposition temporaire), ou pour l'un ou l'autre des lots. Le lot 1 étant d'une complexité et d'une envergure beaucoup plus importante que le lot 2 en terme de fabrication, le MEM souhaitait ainsi offrir la chance à plus d'un soumissionnaire de participer au projet.
Le soumissionnaire du lot 1 aura pour mandat la fabrication, la livraison et l'installation du mobilier, des éléments muséographiques et des impressions graphiques des espaces publics. Le travail comprend la fourniture des matériaux, la fabrication, la gestion et l'impression des surfaces graphiques (coordination et production des prêts-à-imprimer), la livraison et l'installation de l'ensemble des composantes nécessaires à la réalisation du projet ainsi que les garanties sur les livrables. L'intégration des artefacts et des objets, ainsi que le développement des contenus textuels et multimédias, sont hors-mandat, mais devront toutefois être intégrés dans la fabrication en tenant compte des recommandations liées à l'intégration des différents éléments et ce, lorsque requis.

Le soumissionnaire du lot 2 sera en charge de la fabrication du mobilier de l'exposition temporaire du MEM - Centre des mémoires montréalaises.

Les principales tâches et responsabilités des deux soumissionnaires seront d'assumer la planification, l'exécution, la coordination et la livraison des composantes muséographiques, et d'élaborer un processus de validation de concert avec l'équipe du MEM et de la firme GSM Project, concepteurs de l'expérience muséale, selon le calendrier et le budget approuvés. Ils devront également communiquer et travailler en étroite collaboration avec l'équipe du MEM et les autres fournisseurs au besoin.

JUSTIFICATION

Dans le respect des règles des appels d'offres publics et avec l'accompagnement du Service de l'approvisionnement, le 19 mai 2021, cinq (5) soumissions étaient admissibles. Trois (3) pour le lot 1 et deux (2) pour le lot 2.
Nombre de firmes détentrices des documents d'appel d'offres : neuf (9).

Le tableau ci-dessous présente le résultat de l'appel d'offres public 21-1882.

SOUMISSION CONFORME LOT 1, options A et B	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS OPTION A** (taxes incluses)	**PRIX SOUMIS OPTION B** (taxes incluses)
Adjudicataire				
ATELIER LA BOUTIQUE	**78,20**	**1,33**	**961 608,04 $**	**698 051 $**
9295-4007 QUÉBEC INC. (ROBOCUT STUDIO)	63,80	Non conforme	Non conforme	Non conforme
9310-7399 QUÉBEC INC. (ROTEC OUTAOUAIS)	63,50	Non conforme	Non conforme	Non conforme
Pour le lot 1, l'option A est retenue soit 836 363 $ (avant taxes) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation : **+ 42 033 $ (avant taxes)** *(l'adjudicataire – estimation HT)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation : **+ 5,3 %** *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				

SOUMISSION CONFORME LOT 2	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)
Adjudicataire			
ACMÉ DÉCORS inc.	**75,70**	**3,75**	**334 811,80 $**
AFFICHAGE NATIONAL INC. (EXPOZONE)	62,70	Non conforme	
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation : **- 18 402 $ (avant taxes)** *(l'adjudicataire – estimation HT)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation : **- 5,9 %** *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*			

Les montants inscrits dans le présent tableau comprennent les taxes applicables au moment de la date d'ouverture des soumissions.

Justification des écarts

L'estimé de classe B a été évalué par GSM Project pour les lots 1 et 2, en mai 2021.

Selon leurs analyses, l'écart pour le lot 1, entre le budget initial estimé et l'offre de l'adjudicataire, se justifie principalement par la variation des coûts de matériaux,

notamment celui du bois d'oeuvre. L'écart de prix entre l'estimé de classe B et la soumission est + 5,9 %, ce qui est très près de la cible en considérant l'instabilité du marché actuel.

Pour le lot 2, l'écart entre l'estimé et la soumission est de - 5.9%. GSM avait estimé un prix plus élevé que le prix proposé par ACMÉ décor. La précision des plans techniques fournis par GSM lors de l'appel d'offres a influé sur l'estimation. Le travail réalisé en amont a simplifié significativement la charge de travail pour la production des plans d'atelier. Le fabricant a donc pu présenter un meilleur prix en réduisant le montant imparti à cette ligne budgétaire.

Les prix soumis pour cet appel d'offres respectant le budget estimé initialement par GSM, le MEM recommande de conserver l'intégrité de la proposition muséographique développée en favorisant l'option A du lot 1.

Analyse du résultat de l'appel d'offres

À la suite de l'application de la grille d'évaluation et de pondération, le comité de sélection composé de 5 personnes, a recommandé les services de Atelier La Boutique (lot 1) et de Acmé décors inc. (lot 2), leurs offres étant conformes et étant les soumissionnaires ayant obtenu la plus haute note selon les critères suivants : 1) Présentation de l'offre, 2) Compréhension du mandat et de la problématique, 3) Capacité de production et échéancier, 4) Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables, 5) Expérience et expertise du chargé de projet.

L'adjudicataire du lot 1, option A, l'Atelier La Boutique, dispose d'une forte expérience de gestion de projets et de fabrication dans le secteur muséal. Le soumissionnaire est également associé à des firmes d'impressions graphiques et de métallurgie d'expérience, permettant ainsi de bien couvrir l'ensemble des besoins identifiés. De plus, la firme a clairement démontré sa capacité de production en fonction des échéanciers.

L'adjudicataire du lot 2, Acmé décors inc, dispose d'une forte expérience de gestion de projets et de fabrication dans le secteur muséal. Il pourra bien couvrir l'ensemble des besoins identifiés et livrer dans les délais impartis au projet.

Les deux (2) adjudicataires recommandés ne sont pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et ne se sont pas rendus non conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle. Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, une évaluation du rendement sera faite en fonction de la nature du contrat et du montant de la dépense pour l'Atelier La Boutique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet fait partie des dépenses prévues au Programme triennales d'immobilisations (PTI) du Service de la culture - règlement d'emprunt de compétence locale #17-065 Centre d'histoire Carré St-Laurent.

LOT 1

Une contingence de 5 % est ajoutée, soit 41 818 $, hors taxes, soit 48 080 $, toutes taxes incluses, et une incidence de 5 %, soit 41 818 $, hors taxes, soit 48 080 $, toutes taxes incluses.

Le coût total maximal de ce contrat est de 919 998 $, **hors taxes, soit 1 057 768,85 $, toutes taxes incluses et 965 883,95 $, net de ristourne.**

Il sera financé par le règlement d'emprunt #17-065 Centre d'histoire.

Ce budget requis, net de ristourne (en milliers de $), pour donner suite à ce dossier, est prévu et disponible pour le PDI 2021-2030 et est réparti comme suit pour chacune des

années :

2021	2022
439	527

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

LOT 2
Une contingence de 5 % est ajoutée, soit 14 560 $, hors taxes, soit 16 740,36 $, toutes taxes incluses et une incidence de 5 %, soit 14 560 $, hors taxes, soit 16 740 $, toutes taxes incluses.
Le coût total maximal de ce contrat est **de 320 324 $, hors taxes, soit 368 292,52 $, toutes taxes incluses, et 336 300,16 $, net de ristourne.**
Il sera financé par le règlement d'emprunt 17-065 Centre d'histoire.
Ce budget net de ristourne (en milliers de $) requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2021-2030 et est réparti comme suit pour chacune des années :

2021	2022
153	183

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

MONTRÉAL 2030

Le présent dossier se situe à travers le projet du MEM- Centre des mémoires montréalaises, lequel contribue à l'atteinte des engagements de Montréal 2030 par la lutte contre le racisme et les discriminations systémiques (priorité 8). Plus particulièrement, le présent dossier vise l'achat d'équipements et d'intégration technique à du mobilier ou des infrastructures adaptées de manière à rendre accessibles universellement les installations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cet appel d'offres est le troisième lot de six qui permettront de réaliser l'expérience muséale du MEM. Tout retard sur l'octroi de cet appel d'offres aura un impact pour la suite du projet et provoquera une série de retards sur l'ensemble des étapes de la concrétisation du MEM et, ultimement, le report de son ouverture officielle.
L'adjudicataire du lot 1 devra avoir complété l'installation du mobilier ainsi que la période de rodage pour l'automne 2022. Il est important de préciser que l'ensemble de ce processus est directement tributaire des avancées des travaux d'améliorations locatives qui sont en cours.

L'adjudicataire du lot 2 devra livrer l'ensemble du mobilier d'ici décembre 2021. Tout retard sur l'octroi de contrat aura un impact sur les dépenses du PTI 2020-2022.

Certains retards d'approvisionnement peuvent survenir en cours de route en raison de l'instabilité des marchés, ce qui pourrait avoir un impact sur l'ouverture en 2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le projet se réalise en conformité avec les consignes de la santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune communication n'est prévue à cette étape du projet.
Lors de l’inauguration, un plan de communication spécifique sera réalisé en étroite

collaboration avec le Service des communications qui parraine le MEM dans l'élaboration de stratégies communicationnelles.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CALENDRIER LOT 1
Octroi de contrat : fin août 2021
Début des travaux : octobre 2021
Installation : du printemps à l'automne 2022
Fin des travaux : automne 2022
Ce calendrier est tributaire de la fin des travaux d'améliorations locatives et pourrait être modifié.

CALENDRIER LOT 2
Octroi de contrat : mi-septembre 2021
Début des travaux : mi-septembre 2021
Livraison : décembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Madalina ROSCA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Genevieve LAROUCHE
museologue

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-22

Annabelle LALIBERTÉ
Chef de division-MEM-mémoire des montréalais

Tél : 514 872-9296
Télécop. :

Tél : 438-221-8644
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice développement culturel
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2021-07-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2021-07-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :1217959004

Unité administrative responsable : *Service de la culture- Direction du développement culturel- division MEM-centre des mémoires montréalaises*

Projet : Accorder à Atelier La Boutique, le contrat pour le lot 1 et à Acmé décors inc., le contrat pour le lot 2, pour la fabrication et l'installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour les espaces publics et temporaires du MEM - Centre des mémoires montréalaises; Autoriser une dépense de 1 057 768,63 $, toutes taxes incluses, pour le lot 1 (contrat de 961 608,04 $ + contingence/incidence de 96 160,59 $, toutes taxes incluses), et une dépense de 368 292,52 $, toutes taxes incluses, pour le lot 2 (contrat de 334 811,80 $ + contigence/incidence de 33 480,72 $, toutes taxes incluses), dépenses conformément aux documents d'appel d'offres public 21-18820 (5 soumissionnaires avec grille d'évaluation et de pondération et système à deux enveloppes).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1217959004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Objet :	Accorder à Atelier La Boutique, le contrat pour le lot 1 et à Acmé décors inc., le contrat pour le lot 2, pour la fabrication et l'installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour les espaces publics et temporaires du MEM - Centre des mémoires montréalaises; Autoriser une dépense de 1 057 768,63 $, toutes taxes incluses, pour le lot 1 (contrat de 961 608,04 $ + contingences/incidence de 96 160,59 $, toutes taxes incluses), et une dépense de 368 292,52 $, toutes taxes incluses, pour le lot 2 (contrat de 334 811,80 $ + contingences/incidence de 33 480,72 $, toutes taxes incluses), dépenses conformes aux documents d'appel d'offres public 21-18820 (5 soumissionnaires avec grille d'évaluation et de pondération et système à deux enveloppes).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18820_RésultatComitéSélection_lot 1_option A.pdf
21-18820_RésultatComitéSélection_lot 2.pdf21-18820_Intervention.pdf
21-18820_DetCah.pdf21-18820_PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Madalina ROSCA
Agente d'approvisionnement niv.II
Tél : 5148683727

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-23

Elie BOUSTANI
Chef de section
Tél : 514 838-4519
Division : Service de l'approvisionnement, Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18820 — No du GDD : 1217959004

Titre de l'appel d'offres : Fabrication et installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impression graphique pour les espaces publics du MEM - CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 5 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 22 - 6 - 2021

Ouverture faite le : 29 - 6 - 2021

Date du comité de sélection : 20 - 7 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 23 - 6 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de réponses : 55,56

% de rejets : 60

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
9295-4007 Quebéc Inc, Robocut Studio	technique
Affichage national Inc. (Expozone)	technique
Rotec Outaouais	technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 12 - 2021

Date d'échéance révisée : 26 - 12 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Atelier Laboutique Inc.	961 608.04 $	√	1
Acmé Décors Inc.	334 811.80 $	√	2

Information additionnelle

Les motifs de non-participation sont : un (1) qui n'a pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres et de préparer une soumission, un (1) pour lequel le projet est trop complexe, un (1) pour lequel la demande n'était pas dans leur champ d'expertise et un (1) qui n'a pas répondu à notre demande.

Préparé par : Madalina Rosca — Le 22 - 7 - 2021

21-18820 - Fabrication et installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impression graphique pour les espaces publics du MEM - CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
9295-4007 QUÉBEC INC. (ROBOCUT STUDIO)	2,20	7,40	19,60	20,60	14,00	63,80			Non conforme
9310-7399 QUÉBEC INC. (ROTEC OUTAOUAIS)	3,00	11,10	18,40	18,80	12,20	63,50			Non conforme
ACMÉ DÉCORS INC.	3,00	10,10	19,00	29,00	14,60	75,70			seulement LOT 2
AFFICHAGE NATIONAL INC. (EXPOZONE)	2,30	7,90	16,20	20,60	15,70	62,70			Non conforme
ATELIER LABOUTIQUE INC.	3,90	12,50	24,00	22,80	15,00	78,20	961 608,04 $	**1,33**	**1**
Agent d'approvisionnement	**Madalina Rosca**								

Comité	
Date	**mardi 20-07-2021**
Heure	**9 h 00**
Lieu	**Vidéoconférence**
Multiplicateur d'ajustement	**10000**
Facteur «K»	**50**

21-18820 - Fabrication et installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impression graphique pour les espaces publics du MEM - CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
9295-4007 QUÉBEC INC. (ROBOCUT STUDIO)	2,20	7,40	19,60	20,60	14,00	63,80			Non conforme
9310-7399 QUÉBEC INC. (ROTEC OUTAOUAIS)	3,00	11,10	18,40	18,80	12,20	63,50			Non conforme
ACMÉ DÉCORS INC.	3,00	10,10	19,00	29,00	14,60	75,70	334 811,80 $	**3,75**	**1**
AFFICHAGE NATIONAL INC. (EXPOZONE)	2,30	7,90	16,20	20,60	15,70	62,70			Non conforme
ATELIER LABOUTIQUE INC.	3,90	12,50	24,00	22,80	15,00	78,20			seulement LOT 1
Agent d'approvisionnement	**Madalina Rosca**								

Comité	
Date	**mardi 20-07-2021**
Heure	**9 h 00**
Lieu	**Vidéoconférence**
Multiplicateur d'ajustement	**10000**
Facteur «K»	**50**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18820
Numéro de référence : 1490607
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fabrication et installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impression graphique pour les espaces publics du MEM - CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACMÉ DÉCORS INC. 1150 Louis-marchand Beloeil, QC, J3G 6S3 http://www.acmedecors.com NEQ : 1172260243	Monsieur Luc Mantha Téléphone : 450 536-0514 Télécopieur : 450 536-1177	**Commande : (1903446)** 2021-05-20 11 h 35 **Transmission :** 2021-05-20 11 h 35	3533056 - 21-18820 addenda 1 2021-05-26 12 h 53 - Courriel 3545508 - 21-18820 addenda 2 2021-06-14 13 h 13 - Messagerie 3549192 - 21-18820 Addenda 3 Report de date 2021-06-18 11 h 46 - Courriel 3552098 - 21-18820_ADDENDA 4 2021-06-23 15 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Affichage Artpublix 471 Chemin du Nordet Lac-Supérieur, QC, J0T 1P0 NEQ : 1170001581	Monsieur Raymond Cantin Téléphone : 514 290-9001 Télécopieur :	**Commande : (1904334)** 2021-05-24 13 h 39 **Transmission :** 2021-05-24 13 h 39	3533056 - 21-18820 addenda 1 2021-05-26 12 h 53 - Courriel 3545508 - 21-18820 addenda 2 2021-06-14 13 h 19 - Messagerie 3549192 - 21-18820 Addenda 3 Report de date 2021-06-18 11 h 47 - Courriel 3552098 - 21-18820_ADDENDA 4 2021-06-23 15 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Affichage National Inc. (Expozone) 250 Rue Deveault Gatineau, QC, J8Z 1S6 http://www.expozone.com NEQ : 1173428880	Monsieur Todd Arnold Téléphone : 613 222-4364 Télécopieur :	**Commande : (1904002)** 2021-05-21 10 h 34 **Transmission :** 2021-05-21 10 h 34	3533056 - 21-18820 addenda 1 2021-05-26 12 h 53 - Courriel 3545508 - 21-18820 addenda 2 2021-06-14 13 h 17 - Messagerie 3549192 - 21-18820 Addenda 3 Report de date 2021-06-18 11 h 47 - Courriel 3552098 - 21-18820_ADDENDA 4 2021-06-23 15 h 19 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Atekier Aktuel Inc 2050 rue Dandurand 408 Montréal, QC, H2G 1Y9 http://aktuelfabrication.com NEQ : 1166521188	Monsieur Serge Rose Téléphone : 514 279-2312 Télécopieur :	**Commande : (1904690)** 2021-05-25 11 h 12 **Transmission :** 2021-05-25 11 h 12	3533056 - 21-18820 addenda 1 2021-05-26 12 h 53 - Courriel 3545508 - 21-18820 addenda 2 2021-06-14 13 h 09 - Messagerie 3549192 - 21-18820 Addenda 3 Report de date 2021-06-18 11 h 46 - Courriel 3552098 - 21-18820_ADDENDA 4 2021-06-23 15 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Atelier LABOUTIQUE Inc. 5500 Rue Fullum suite 212 Montréal, QC, H2G2H3 http://atelierlaboutique.com NEQ : 1172387608	Monsieur Sébastien Boucher Téléphone : 514 512-5500 Télécopieur :	**Commande : (1903534)** 2021-05-20 13 h 28 **Transmission :** 2021-05-20 13 h 28	3533056 - 21-18820 addenda 1 2021-05-26 12 h 53 - Courriel 3545508 - 21-18820 addenda 2 2021-06-14 13 h 18 - Messagerie 3549192 - 21-18820 Addenda 3 Report de date 2021-06-18 11 h 47 - Courriel 3552098 - 21-18820_ADDENDA 4 2021-06-23 15 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Lamcom Technologies Inc. 2330 Masson Montréal, QC, H2G 2A6 https://www.lamcom.ca NEQ : 1142694422	Madame Lyne Desrochers Téléphone : 514 271-2891 Télécopieur : 514 271-1818	**Commande : (1904523)** 2021-05-25 9 h 23 **Transmission :** 2021-05-25 9 h 23	3533056 - 21-18820 addenda 1 2021-05-26 12 h 53 - Courriel 3545508 - 21-18820 addenda 2 2021-06-14 13 h 14 - Messagerie 3549192 - 21-18820 Addenda 3 Report de date 2021-06-18 11 h 46 - Courriel 3552098 - 21-18820_ADDENDA 4 2021-06-23 15 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Consortium Jack World inc. 650 rue Lucien-Beaudin Local 11 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J2X5M3 NEQ : 1167459156	Monsieur Michael Jacques Téléphone : 450 542-3359 Télécopieur :	**Commande : (1908466)** 2021-06-02 9 h 07 **Transmission :** 2021-06-02 9 h 07	3533056 - 21-18820 addenda 1 2021-06-02 9 h 07 - Téléchargement 3545508 - 21-18820 addenda 2 2021-06-14 13 h 16 - Messagerie 3549192 - 21-18820 Addenda 3 Report de date 2021-06-18 11 h 47 - Courriel 3552098 - 21-18820_ADDENDA 4 2021-06-23 15 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Robocut Studio 5425 avenue Casgrain Montréal, QC, H2T1X6 http://www.robocutstudio.com NEQ : 1169795623	Monsieur Philippe Savard Téléphone : 514 664-3155 Télécopieur :	**Commande : (1908624)** 2021-06-02 11 h 33 **Transmission :** 2021-06-02 11 h 33	3533056 - 21-18820 addenda 1 2021-06-02 11 h 33 - Téléchargement 3545508 - 21-18820 addenda 2 2021-06-14 13 h 14 - Messagerie 3549192 - 21-18820 Addenda 3 Report de date 2021-06-18 11 h 46 - Courriel 3552098 - 21-18820_ADDENDA 4 2021-06-23 15 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Rotec Outaouais inc. 5-22 de Valcourt Gatineau, QC, J8T 8G8 https://www.rotec-cnc.ca NEQ : 1170408737	Monsieur Eric Marchildon Téléphone : 819 243-5243 Télécopieur : 819 243-5245	**Commande : (1903729)** 2021-05-20 16 h 36 **Transmission :** 2021-05-20 16 h 36	3533056 - 21-18820 addenda 1 2021-05-26 12 h 53 - Courriel 3545508 - 21-18820 addenda 2 2021-06-14 13 h 14 - Messagerie 3549192 - 21-18820 Addenda 3 Report de date 2021-06-18 11 h 47 - Courriel 3552098 - 21-18820_ADDENDA 4 2021-06-23 15 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217959004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Objet :	Accorder à Atelier La Boutique, le contrat pour le lot 1 et à Acmé décors inc., le contrat pour le lot 2, pour la fabrication et l'installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour les espaces publics et temporaires du MEM - Centre des mémoires montréalaises; Autoriser une dépense de 1 057 768,63 $, toutes taxes incluses, pour le lot 1 (contrat de 961 608,04 $ + contingences/incidence de 96 160,59 $, toutes taxes incluses), et une dépense de 368 292,52 $, toutes taxes incluses, pour le lot 2 (contrat de 334 811,80 $ + contingences/incidence de 33 480,72 $, toutes taxes incluses), dépenses conformes aux documents d'appel d'offres public 21-18820 (5 soumissionnaires avec grille d'évaluation et de pondération et système à deux enveloppes).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Virement crédit_GDD 1217959004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Julie NICOLAS
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-7660
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.025

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1213673004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de biens et services à XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC, pour l'achat d'équipements audiovisuels et de services d'intégration technique pour le projet du MEM - CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES. Autoriser une dépense totale de 517 755,00 $, toutes taxes incluses, (contrat de 493 100,00 $ et contingences de 24 655,00 $, toutes taxes incluses), dépenses conformes aux documents d'appel d'offres public 21-18839 (2 soumissionnaires conformes).

Il est recommandé :

1. d'accorder à XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC), firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis,le contrat d'achat d'équipements audiovisuels et de services d'intégration technique pour le projet du MEM,-Centre des mémoires montréalaise, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 493 100 $,, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **no. 21-18839**.
2. d'autoriser une dépense de .24 655 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. de procéder à une évaluation de risque .
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-29 12:13

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1213673004**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de biens et services à XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC, pour l'achat d'équipements audiovisuels et de services d'intégration technique pour le projet du MEM - CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES. Autoriser une dépense totale de 517 755,00 $, toutes taxes incluses, (contrat de 493 100,00 $ et contingences de 24 655,00 $, toutes taxes incluses), dépenses conformes aux documents d'appel d'offres public 21-18839 (2 soumissionnaires conformes).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la culture a élaboré un important projet au centre-ville de Montréal, au cœur du Quartier des Spectacles. Il s'agit d'une relocalisation du Centre d'histoire de Montréal (CHM), dont la mission a été redéfinie et dont le nom a été changé pour MEM - Centre des mémoires montréalaises (MEM). Celui-ci offrira aux citoyens.nes, aux Montréalaises et Montréalais, visiteurs.euses de passage, festivaliers.ères et touristes, un espace identitaire montréalais vibrant au rythme de l'actualité, connecté à la profondeur de l'histoire de la ville tout en se projetant dans son futur. Ce nouveau lieu à vocation culturelle sera aménagé dans un espace de près de 3 200 m2 à l'étage d'un complexe multifonctionnel, au carrefour mythique du boulevard Saint-Laurent et de la rue Sainte-Catherine.
La mission du MEM s'inscrit dans la vision 2030 de la Ville, en ce qu'il vise, à titre de musée citoyen, à valoriser la diversité des identités montréalaises et la richesse de leurs histoires à travers des expériences humaines authentiques et inclusives, où les citoyen.nes se racontent et se rencontrent.

Le projet prévoit l'aménagement de divers espaces dont des espaces publics, un espace pour une exposition temporaire (renouvelée tous les 18 mois) et un autre pour l'exposition permanente (en place pour une durée de 10 ans). Les espaces publics comprennent notamment des ateliers éducatifs, des points de repère mettant en valeur des éléments phares et identitaires de Montréal, une boutique-café et un cabaret (salle multifonctionnelle) qui inclura une œuvre d'art public réalisée en co-création avec les citoyens.nes.

Pour réaliser le projet d'aménagement et l'expérience du MEM, diverses interventions ont été planifiées et les travaux ont été regroupés cette année, en six lots principaux lesquels feront chacun l'objet d'un appel d'offres et d'un sommaire décisionnel distincts.

Ces lots se décrivent comme suit pour l'année 2021 : 1) services professionnels pour la réalisation de productions audiovisuelles, multimédias et d'interactifs numériques du MEM, 2) achat d'équipements audiovisuels et services d'intégration technique, 3) fabrication et installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour les espaces publics, 4) acquisition d'équipements d'éclairage, 5) fourniture, installation et mise en marche sur site de systèmes professionnels d'éclairage, de sonorisation et de projection pour la salle multifonctionnelle, 6) fabrication et installation de mobilier, d'éléments muséographiques et d'impressions graphiques pour l'exposition permanente. En 2022, un autre sommaire décisionnel en lien avec la signalisation extérieure du MEM sera soumis aux instances.

Le présent sommaire décisionnel est en lien avec l'appel d'offre n^{o} 2 pour l'achat d'équipements audiovisuels et services d'intégration technique.

L'appel d'offres public 21-18839, publié le 16 juin 2021 dans le Journal de Montréal, ainsi que dans le Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) du gouvernement du Québec, a accordé aux soumissionnaires un délai de trente-trois (33) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SEAO et déposer leur soumission. Les soumissions demeurent valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 17 novembre 2021.

Deux (2) addendas ont été publiés et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
No. 1	2021-06-23	L'addenda concernait l'ajout d'une information à une clause spécifique du devis	Non
No. 2	2021-07-13	L'addenda concernait des précisions concernant certaines clauses du devis	Non

Aucun addenda n'a eu impact sur la date d'ouverture des soumissions qui s'est tenue le 20 juillet 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 21 1161- 30 juin 2021- Approuver l'entente d'exposition entre le MEM-Centre des mémoires montréalaises et l'Empathy Museum, musée situé à Londres pour la reproduction et la présentation de l'exposition « Un mille dans mes souliers » / Autoriser une dépense 26 000 livres sterling, soit 44 523 $ canadiens à cet effet.
CM-21 0744 - 14 juin 2021 - Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Raphaëlle de Groot, artiste professionnelle, au montant maximal de 218 452,50 $ taxes incluses (contrat : 206 955 $ taxes incluses + contingences : 11 497,50 $ taxes incluses), pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Circuit de mémoire" (titre provisoire) intégrée au MEM - Centre des mémoires montréalaises / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser une dépense totale de 227 792,60$ dont des incidences de 9340,10 $.

CE-20 1789 - 11 novembre 2020 - Autoriser le Service de la culture à tenir un concours par avis public pour une œuvre d'art public participative pour le MEM - Centre des mémoires montréalaises. Autoriser une dépense de 45 990 $, taxes incluses, pour la tenue du

concours menant à l'acquisition de l'œuvre d'art et les dépenses générales du projet.

CM19 0914 - 19 août 2019 - Octroyer un contrat à l'entreprise GSM Project création inc. dans le cadre du concours pluridisciplinaire pour la création de l'expérience muséale du MEM -Mémoire des Montréalais.es au montant de 1 161 010,65 $, taxes incluses, pour la réalisation du projet. Autoriser une dépense totale de 1 390 960,65 $ taxes incluses.

CE18 1462 - 29 août 2018 - Autoriser le Service de la culture à tenir un concours pluridisciplinaire pour la création de l'expérience muséale inaugurale dans le cadre de la réalisation du nouveau Centre d'histoire de Montréal. Approuver le règlement du concours.

CM17 0624 - 16 mai 2017 - Règlement autorisant un emprunt de 10 636 000 $ pour le financement des travaux d'aménagements muséaux dans le cadre du projet de localisation du Centre d'histoire de Montréal au carré Saint-Laurent.

CM16 1446 - 20 décembre 2016 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de Gestion Saint-Laurent Angus inc., à des fins culturelles, des espaces d'une superficie d'environ 3 188 mètres carrés, au 1er étage, de l'immeuble situé à l'intersection de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent, pour une période de 6 ans et 9 mois, à compter du 1er avril 2019, pour un loyer total de 13 187 038,68 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

L’adjudicataire aura pour mandat l’achat des équipements et des diverses fournitures audiovisuelles, informatiques ou autres, l’intégration et la programmation d’équipements audiovisuels pour les espaces publics et pour l'espace d’exposition permanente du MEM - Centre des mémoires montréalaises.
Il agira à titre d’intégrateur spécialiste d’équipements audiovisuels, multimédias et numériques, et participera à l’intégration de contenus (audiovisuels, multimédias et numériques) pour les équipements de diffusion sélectionnés par le MEM. Il procédera à l’achat, la livraison et l’installation de l’ensemble des composantes nécessaires à la réalisation du projet, s’assurera du respect des garanties sur les livrables, le tout en étroite collaboration avec l’équipe de GSM Project, du MEM et les autres fournisseurs.

Sur le plan technique, l’adjudicataire aura, entre autres, à concevoir les dessins d’atelier des systèmes de composantes audiovisuelles, fournir et installer les câbles d'interconnexions entre les équipements, configurer et installer toutes les composantes audiovisuelles; programmer la mise en réseau et l’intégration des contenus dans les lecteurs audio et vidéo programmables et intégrer et programmer le système de contrôle de l’équipement audiovisuel.

JUSTIFICATION

Le tableau ci-dessous présente le résultat de l'appel d'offres public 21-18839 pour lequel il y a eu cinq (5) preneurs du cahier des charges pour ces lots, parmi lesquels deux (2) ont déposé une soumission (40 %).

Un suivi a été effectué auprès des autres preneurs du cahier des charges afin de connaître les raisons pour lesquelles ils n’ont pas déposé de soumission. La raison fournie par l’un d’entre eux est le manque de temps pour analyser les documents composant l'appel d'offres et pour en faire la rédaction, les deux autres n’ont pas justifié les raisons de leur non dépôt;

Le contrat a été adjugé au plus bas soumissionnaire conforme, soit la soumission proposée par XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC. Celui-ci répondait également aux exigences de conformités techniques exprimées dans les documents de l'appel d'offres.

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (sans taxes)	TOTAL (taxes incluses)
XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC.	**428 875,84 $**	**493 100,00 $**
SOLOTECH INC.	449 686,70$	517 027,28 $
TKNL	n'a pas soumissionné	n'a pas soumissionné
TELUS Communications inc.	n'a pas soumissionné	n'a pas soumissionné
Solution PFT inc.	n'a pas soumissionné	n'a pas soumissionné
Dernière estimation réalisée	517 038,00 $	594 464,44 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* : 101 364, 44 $ Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) -17% *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*		
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* 77 437,16 $ Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) -13% *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*		

Les montants inscrits dans le présent tableau comprennent les taxes applicables au moment de la date d'ouverture des soumissions.

Analyse du résultat de l'appel d'offres
Dans le respect des règles des appels d'offres publics et avec l'accompagnement du Service de l'approvisionnement, le 22 juillet 2021, deux (2) soumissions ont été jugées conformes.

Le soumissionnaire, XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC. possède une importante et solide expertise de type muséographique, à titre d'intégrateur spécialiste d'équipements audiovisuels, multimédias et numériques, ainsi que dans l'intégration de contenus (audiovisuels, multimédias et numériques), pour avoir effectué plusieurs mandats similaires et réalisé trois (3) contrats de même nature dans un contexte muséal au cours des cinq (5) dernières années. Il a ,entre autres, procédé au renouvellement de la flotte d'équipements audiovisuels pour le Planétarium Rio Tinto (2020) et effectué l'intégration audiovisuelle pour le Biodôme (2020) ainsi que pour la Maison du parfum à Dubaï (2019), Émirats Arabes Unis.

L'estimé de classe B a été évalué par GSM Project, responsable de l'expérience muséale du MEM au courant du mois de mai 2021.

L'écart de prix entre la soumission et l'évaluation originale, s'explique par le fait que certaines évaluations initiales produites par GSM en mai correspondaient aux prix de listes de fabricants provenant de leur base de fournisseurs, alors que le soumissionnaire a proposé des prix en fonction du marché actuel provenant de d'autres fournisseurs et d'équivalence d'équipements plus abordables. Ces appareils proposés en demande d'équivalence sont conformes et respectent les paramètres des appareils spécifiés par GSM.

L'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et ne s'est pas rendu non-conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.
Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, une évaluation du risque sera faite en

fonction de la nature du contrat et du montant de la dépense.
.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet fait partie des dépenses prévues au Programme triennales d'immobilisations (PTI) du Service de la culture - règlement d'emprunt de compétence locale #17-065 Centre d'histoire Carré St-Laurent.
Une contingence de 5% est ajoutée, soit 21 443,79 $ (hors taxes), soit 24 655,00 $ (toutes taxes) et 22 513,30 $ (net de ristourne).
Le coût de ce contrat est de 428 875,84 $ (hors taxes), soit 493 100,00 $ (toutes taxes) et 450 266,02 $ (net de ristourne).
La dépense totale de ce contrat sera de 517 755,00 $ (toutes taxes incluses) et 472 779,32 $ (net de ristourne).
Il sera financé par le règlement d'emprunt #17-065 Centre d'histoire.
Ce budget requis, net de ristourne, (en milliers de $) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2021-2030 et est réparti comme suit pour chacune des années :

2021	2022
166	307

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

MONTRÉAL 2030

Le dossier contribue à l'atteinte des engagements de Montréal 2030 en transition écologique. (voir Grille pièce jointe). Il s'agit d'un dossier d'achat d'équipements qui exige du fournisseur qu'il propose du matériel éco-énergétique et durable, lequel matériel doit s'intégrer dans le mobilier ou les infrastructures du MEM.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cet appel d'offre est le deuxième lot de six qui permettront de réaliser l'expérience muséale du MEM. Tout retard sur l'octroi de cet appel d'offre aura un impact pour la suite du projet et provoquera une série de retards sur l'ensemble des étapes de la concrétisation du MEM et ultimement le report de son ouverture officielle.
Tout retard sur l'octroi de contrat aura un impact sur les dépenses du PTI 2020-2022.

Des retards d'approvisionnement peuvent survenir en raison des délais de livraison causés par les impacts de la COVID sur les fournisseurs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le projet se réalise en conformité avec les consignes de la santé publique. Il peut y avoir des retards de livraison.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : FIN AOÛT 2021
Début des travaux : NOVEMBRE 2021

Installation : DU PRINTEMPS À L'AUTOMNE 2022
Fin des travaux : AUTOMNE 2022
Ce calendrier est tributaire de la fin des travaux d'améliorations locatives et pourra être amené à être modifié.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Diana GOROPCEANU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda ROUGEAU
Assistante-Événements culturels

Tél : 514 872-0238
Télécop. : 514 872-9645

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-25

Annabelle LALIBERTÉ
Chef de division-MEM-mémoire des montréalais

Tél : 514 872-3216
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2021-07-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2021-07-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :1213673004

Unité administrative responsable : *Service de la culture- Direction du développement culturel- division MEM-centre des mémoires montréalaises*

Projet : Autoriser l'octroi de contrat à XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC, pour l'achat d'équipements audiovisuels et de services d'intégration technique pour le projet du MEM - CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES (AO 21-18839). Autoriser une dépense totale de 517 755,00 $, toutes taxes incluses, (contrat de 493 100,00 $ et contingences de 24 655,00 $, toutes taxes incluses), dépenses conformément aux documents d'appel d'offres public 21- 18839.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et éco responsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Acquisition d'équipements en audiovisuel et en éclairage durables et écoénergétiques.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1213673004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Objet :	Octroyer un contrat de biens et services à XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC, pour l'achat d'équipements audiovisuels et de services d'intégration technique pour le projet du MEM - CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES. Autoriser une dépense totale de 517 755,00 $, toutes taxes incluses, (contrat de 493 100,00 $ et contingences de 24 655,00 $, toutes taxes incluses), dépenses conformes aux documents d'appel d'offres public 21- 18839 (2 soumissionnaires conformes).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18839 Intervention.pdf 21-18839 PV.pdf 21-18839 Detcah.pdf 21-18839 TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diana GOROPCEANU
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 280-0867

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Elie BOUSTANI
c/s app.strat.en biens
Tél : 514838-4519
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18839

No du GDD : 1213673004

Titre de l'appel d'offres : Achat d'équipements audiovisuels et service d'intégration technique pour le Centre des Mémoires Montréalaises

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 6 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 20 - 7 - 2021

Ouverture faite le : 20 - 7 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 13 - 7 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 40

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 11 - 2021

Date d'échéance révisée : 17 - 11 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC.	493 100,00 $	√	
SOLOTECH INC.	517 027,28 $		

Information additionnelle

Les raisons invoquées pour le non-dépôt d'une soumission: (1) manque de temps pour étudier l'appel d'offres; (2) aucune réponse de la part des autres preneurs qui n'ont pas soumissionné;

Préparé par : Diana Goropceanu

Le 26 - 7 - 2021

Numéro d'appel d'offres	21-18839
Titre de l'appel d'offres	Achat d'équipements audiovisuels et service d'intégration technique pour le Centre des Mémoires Montréalaises
Agent d'approvisionnement	Diana Goropceanu

						XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC.		SOLOTECH INC.	
SECTION A- ÉQUIPEMENTS POUR LES ESPACES DU MEM									
Numéro d'item	**Marque de référence**	**No de s série de référence**	**Équivalent - Marque proposée si différente de celle**	**Description**	**Quantité prévisionnelle**	**Prix unitaire**	**Montant total (Sans taxes)**	**Prix unitaire**	**Montant total (Sans taxes)**
					A	**B**	**A x B**	**B1**	**A x B1**
1	Planar	PS6574KT		Écran tactile 65" 3840x2160px - Display active area 56.2" x 31.6" (1428.5mm x 803.5mm)	6	3 929,27 $	23 575,62 $	3 539,10 $	21 234,60 $
2	Planar	PS5574K		Planar PS5574K Vidéo écran 55 - Bezel 7mm - 3840x2160 (PORTRAIT)	5	1 316,37 $	6 581,85 $	1 867,20 $	9 336,00 $
3	Planar	PLL2250MW		Planar Vidéo écran 22 - Bezel 42.3mm - 1920x1080	1	224,40 $	224,40 $	206,30 $	206,30 $
4	ELO	E693022		Écran tactile 22" avec PC intégré	5	2 608,60 $	13 043,00 $	2 326,80 $	11 634,00 $
5	Planar	QE7550		Vidéo écran 75" en mode (PORTRAIT)	2	3 388,36 $	6 776,72 $	6 242,20 $	12 484,40 $
6	Planar	SL7564K		Vidéo écran 75 -3840x2160	2	2 318,88 $	4 637,76 $	3 515,60 $	7 031,20 $
7	Epson	V11H878520		Vidéo Projecteur UST (Ultra Short Throw) - 4000 LUMENS 1920X1200	1	2 364,08 $	2 364,08 $	2 751,30 $	2 751,30 $
8	Microsoft	Surface Pro 7		Vidéo tablette tactile 12.3" - 2736x1824 pixels Intel i3 -Windows 10 Pro	6	1 012,20 $	6 073,20 $	1 979,30 $	11 875,80 $
9	Planar	SL5564K		Vidéo écran 55 - Bezel 7mm - 3840x2160	1	1 097,57 $	1 097,57 $	1 093,80 $	1 093,80 $
10	Mustang	MPF-S11V		Vidéo support d'écran fixe	9	46,10 $	414,90 $	14,10 $	126,90 $
11	Mustang	MPFP-L46UA		Mustang MPFP-L46UA Vidéo support d'écran fixe mode portrait - 130Lbs	9	261,22 $	2 350,98 $	88,10 $	792,90 $
12	Mustang	MPVWP-L46U-PP		Vidéo support d'écran Pull out 75" mode PORTRAIT - 200Lbs	2	921,96 $	1 843,92 $	371,30 $	742,60 $
13	Mustang	MPA-L64UF		Vidéo support d'écran articulé 37@75'' - 130Lbs	1	307,32 $	307,32 $	223,80 $	223,80 $
14	Chief	RPMAU		Vidéo Support de projecteur	11	337,69 $	3 714,59 $	319,50 $	3 514,50 $
15	Chief	CMA115		Vidéo Support de projecteur plaque de plafond	6	71,35 $	428,10 $	67,50 $	405,00 $
16	McMasterCarr	33145T13		Vidéo support mural pour Unistruts (Post Base for Unistrut)	4	60,98 $	243,92 $	51,10 $	204,40 $
17	McMasterCarr	3310T766		Vidéo support Unistruts 36 pouces (Strut Channel 3 pieds)	2	48,79 $	97,58 $	50,00 $	100,00 $
18	McMasterCarr	5062T46		Vidéo support bride carrée (Square Base Flange)	1	42,69 $	42,69 $	52,70 $	52,70 $
19	Vidabox	VB_B_FLX_SPRO4_WH		Support articulé pour tablette Surface Pro 7	4	390,30 $	1 561,20 $	492,50 $	1 970,00 $
20	Brightsign	HD224		Vidéo lecteur média (avec borniers pour GPIO)	37	433,21 $	16 028,77 $	410,20 $	15 177,40 $
21	Brightsign	HD1024		Brightsign HD1024 Vidéo lecteur média (avec borniers pour GPIO)	19	548,75 $	10 426,25 $	519,50 $	9 870,50 $
22	Brightsign	AU335		Audio lecteur média (avec borniers pour GPIO)	21	173,29 $	3 639,09 $	164,10 $	3 446,10 $
23				Lot de câblages d'interconnection (HDMI, haut-parleurs, contrôle, etc) et quincaillerie pour une installation complète	1	12 213,42 $	12 213,42 $	17 335,00 $	17 335,00 $
24	Molitor	USO Handset		Audio écouteur Mono	6	536,59 $	3 219,54 $	549,80 $	3 298,80 $
25	Tripp-Lite	N252-048		Panneau de branchement 48 ports (Patch Panel)	2	76,83 $	153,66 $	162,70 $	325,40 $
26	Tripp-Lite	PS240406		Electrique barre d'alimentation - 610x38x38mm	3	97,57 $	292,71 $	49,30 $	147,90 $
27	Tripp-Lite	PS722420		Barre d'alimentation	1	168,30 $	168,30 $	130,50 $	130,50 $
28	Medialon	SWM_LE		Show Control	1	3 753,88 $	3 753,88 $	3 817,20 $	3 817,20 $
29	CISCO	SG350X-48P		Commutateur réseau 48 Ports POE, avec SFP	2	2 195,13 $	4 390,26 $	2 074,70 $	4 149,40 $
30				Ordinateur de contrôle, i7 avec clavier, souris	1	2 682,93 $	2 682,93 $	1 440,00 $	1 440,00 $
31	Planar	PCT2235		Écran touch pour ordinateur	1	524,40 $	524,40 $	370,30 $	370,30 $
32	Middle Atlantic	WRK-44SA-32LRD		Cabinet pour équipement	1	1 427,97 $	1 427,97 $	1 316,50 $	1 316,50 $
33	APC	SMT3000RM2UC		Régulateur de tensions (L5-30p)	1	2 317,08 $	2 317,08 $	1 990,80 $	1 990,80 $

34	Kingston	SDCS2/32GB		KINGSTON SDCS2/32GB carte mémoire	69	13,83 $	954,27 $	9,80 $	676,20 $
35	Brightsign	WS103-NA		Brightsign WS103-NA carte wifi	10	115,86 $	1 158,60 $	64,50 $	645,00 $
36	Belden	HDE025FB		Belden HDE025FB Vidéo cable HDMI 4K premium certifier	10	42,69 $	426,90 $	106,20 $	1 062,00 $
37	My cable mart	FE-3MMPM-10MF		FE-3MMPM-10MF Câble rallonge 3.5mm 10' avec connecteur femelle chassis	40	14,64 $	585,60 $	3,70 $	148,00 $
38	Newark	43AC9931		Newark 43AC9931 Câble rallonge 3.5mm stéréo 3m MM	10	14,64 $	146,40 $	3,60 $	36,00 $
39	Blackbox AV	MKII		Blackbox AV MKII Audio écouteur avec support et plaque de montage	55	253,66 $	13 951,30 $	326,60 $	17 963,00 $
40	JBL	PSB-1		JBL PSB-1 Audio, Haut-parleur (Barre de son)	21	273,18 $	5 736,78 $	266,10 $	5 588,10 $
41	RDL	EZ-HDA4B		RDL EZ-HDA4B Audio écouteur amplificateur	34	293,05 $	9 963,70 $	276,30 $	9 394,20 $
42	Newark	02P4480		Newark 02P4480 Câble USB A à B 3m	10	10,76 $	107,60 $	4,50 $	45,00 $
43	Furman	SS-6B Pro		Furman SS-6B Pro Electrique barre d'alimentation - 24.3x89x3.81mm	74	121,96 $	9 025,04 $	75,60 $	5 594,40 $
44	Aruba	AP15		Aruba AP-15 Point d'access WiFi	7	292,69 $	2 048,83 $	257,10 $	1 799,70 $
45	Samsung	QM43R-T		Samsung Écran tactile 43" 3840x2160px -	7	2 006,53 $	14 045,71 $	2 043,00 $	14 301,00 $
46	EPSON	Power Lite 755F		Ultra short throw LCD avec "edge blending" intégré et correction géométrique	6	2 364,08 $	14 184,48 $	2 326,30 $	13 957,80 $
47	PANASONIC	PT-RZ660BU		Projecteur DLP avec choix de lentilles,"edge blending" intégré et correction géométrique	2	10 567,99 $	21 135,98 $	10 398,90 $	20 797,80 $
48	PANASONIC	ET-DLE035		Lentille ultra short throw pour projecteur PT-RZ660LBU	2	5 679,88 $	11 359,76 $	5 589,00 $	11 178,00 $
49	PANASONIC	PT-RZ570B		Projecteur DLP avec "edge blending" intégré et correction géométrique	5	4 384,15 $	21 920,75 $	5 683,20 $	28 416,00 $
50	Brightsign	Terminal bloc		Bornier pour port GPIO	20	4,61 $	92,20 $	3,50 $	70,00 $
51	Chief	CMS380		Attache pour tuyau (C clamp) avec connection filetée, pour support de projecteur	6	156,96 $	941,76 $	148,50 $	891,00 $
52	Chief	CMS0406		Colonne ajustable 4' à 6', longueur désirée à déterminer. Prix variant selon la longueur	6	221,16 $	1 326,96 $	209,30 $	1 255,80 $
53	Chief	CMS0608		Colonne ajustable 6' à 8', longueur désirée à déterminer. Prix variant selon la longueur	7	238,60 $	1 670,20 $	225,80 $	1 580,60 $
54	Chief	VPAUB		Support universel, PORTRAIT pour projecteur jusqu'à 75 Lbs (34Kg)	2	410,61 $	821,22 $	388,50 $	777,00 $
55	JBL	CONTROL 1		Haut-parleur 5" 150W (paire) avec supports	2	243,91 $	487,82 $	96,50 $	193,00 $
56	Soundtube	SM31-EZ BK		Haut-parleur 3" compacte 20W (paire)	3	109,76 $	329,28 $	112,50 $	337,50 $
57	Soundtube	SA502		Amplificateur stéreo 50W par canal compacte	8	309,76 $	2 478,08 $	292,10 $	2 336,80 $
58	Tripp Lite	P569006		Cable HDMI 6'	12	14,64 $	175,68 $	6,90 $	82,80 $
59	Tripp Lite	P569025		Cable HDMI 25'	6	21,96 $	131,76 $	32,50 $	195,00 $
60	Tripp Lite	P312006		Cable audio 3.5mm Mâle à Mâle 6'	6	7,32 $	43,92 $	2,80 $	16,80 $
61	Tripp Lite	P312025		Cable audio 3.5mm Mâle à Mâle 25'	6	10,98 $	65,88 $	6,40 $	38,40 $
62	Peerless	SPK811		Support universel pour haut-parleurs jusqu'à 20lbs	4	36,59 $	146,36 $	29,70 $	118,80 $
63	Belden	1303E		Cable Cat6a Flexible 1000' bobine	1	1 219,52 $	1 219,52 $	2 281,30 $	2 281,30 $
64	Belden	10GXE00		Cable Cat6a standard 1000' bobine	1	1 219,52 $	1 219,52 $	1 875,00 $	1 875,00 $
65	Belden	1307A		Cable à haut-parleur 1000' bobine	1	609,76 $	609,76 $	771,80 $	771,80 $
66	Samsung	QM65R		Vidéo écran 65"	7	2 008,04 $	14 056,28 $	2 043,60 $	14 305,20 $
67	Planar	PLL2450MW		Vidéo écran 24" - Bezel 26.3mm - 1920x1080 - 547.6x405.6x40.9	6	290,42 $	1 742,52 $	242,20 $	1 453,20 $
68	Planar	PLN2770W		Vidéo écran 27"	4	322,69 $	1 290,76 $	281,30 $	1 125,20 $
69	Viewsonic	VP2468		Vidéo Ecran LCD 24" PORTRAIT	6	428,71 $	2 572,26 $	406,10 $	2 436,60 $
70	ACER	B196L		Vidéo Écrans 4:3 (dans vielle télé)	2	264,64 $	529,28 $	232,40 $	464,80 $
71	ELO	E683595		Écran tactile 13"	1	726,69 $	726,69 $	607,20 $	607,20 $
72	RDL	ST-PA18		Audio amplificateur MONO 18W	14	244,15 $	3 418,10 $	230,20 $	3 222,80 $
73	JBL	Control 64P/T		Audio Haut-parleurs 4" 100W suspendus (paire)	3	853,66 $	2 560,98 $	186,30 $	558,90 $
74	Peerless	830987		Audio Haut-parleurs 3" à intégrer	16	41,95 $	671,20 $	30,60 $	489,60 $
75	ScanSpeak	5F/8422T-01		Audio Haut-parleurs 2" DANS CONSERVES	2	109,10 $	218,20 $	107,20 $	214,40 $
76	RDL	EZ-PA20		Audio amplificateur 20w	1	253,30 $	253,30 $	260,90 $	260,90 $
77	HP	J9982A		Commutateur réseau 8 ports	3	262,20 $	786,60 $	212,40 $	637,20 $
78	Crestron	HD-TX-101-C-E HD-RX-101-C-E		Extender vidéo Via CAT6 (TX + RX)	1	417,96 $	417,96 $	425,00 $	425,00 $
79	Mustang	MPF-L65UA		Vidéo support d'écran 65" fixe	5	156,74 $	783,70 $	78,00 $	390,00 $
80	Tripp-Lite	DWF1327M		Support d'écran (petit)	9	73,18 $	658,62 $	17,70 $	159,30 $
81	Digi Key	1568-1476-ND		Boutons selection de langues F/A (Couleur à confirmer)	46	4,88 $	224,48 $	4,60 $	211,60 $
82	usbgear.com	USBG-12U3ML		HUB USB à 12 ports	2	185,78 $	371,56 $	188,90 $	377,80 $
83	usbgear.com	USBG-4U3ML		HUB USB à 4 ports	1	122,93 $	122,93 $	120,30 $	120,30 $
84	usbbuttons.com	Arcade button		Déclanchements (boutons USB programmables)	24	19,98 $	479,52 $	126,40 $	3 033,60 $
85	EPSON	Perfection V39		Scanner de cartes postales	1	121,96 $	121,96 $	126,60 $	126,60 $
86	Audio-Technica	AT2020PK		Kit Microphone avec bras articulé et casque d'écoute	1	268,30 $	268,30 $	191,60 $	191,60 $

87	INTEL	NUC11PAQi70QA		Ordinateur NUC i7 (Spécifications exactes à confirmées)	3	1 707,32 $	5 121,96 $	1 282,50 $	3 847,50 $
88	INTEL NUC	NUC11PAQi50WA		Ordinateur i5 pour système d'enregistrement audio (Spécifications exactes à confirmées)	2	1 707,32 $	3 414,64 $	1 020,70 $	2 041,40 $
89	Mackie	Freeplay Live		Audio Haut-parleur amplifié, pour les animateurs	1	609,76 $	609,76 $	506,20 $	506,20 $
						Sous-total (hors taxes) Section A	316 550,84 $		330 226,70 $
SECTION B - SEVICES									
1	**Tous les services : transport, installation, programmation, intégration et formation.**				n/a	n/a	112 325,00 $	n/a	119 460,00 $
						Sous-total (hors taxes) Section B	112 325,00 $		119 460,00 $
						Montant total avant taxes	**428 875,84 $**		**449 686,70 $**
						TPS 5%	21 443,79 $		22 484,34 $
						TVQ 9,975%	42 780,37 $		44 856,25 $
						Montant total taxes incluses	**493 100,00 $**		**517 027,28 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18839
Numéro de référence : 1500831
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Achat d'équipements audiovisuels et service d'intégration technique pour le Centre des Mémoires Montréalaises

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Solotech Inc. 5200, rue Hochelaga Montréal, QC, H1V 1G3 http://www.solotech.com NEQ : 1162827803	Madame Diana Silva Téléphone : 514 526-7721 Télécopieur : 514 526-7727	**Commande : (1915454)** 2021-06-17 8 h 13 **Transmission :** 2021-06-17 8 h 13	3552289 - 21-18839 Addenda 1 2021-06-23 19 h 16 - Courriel 3561623 - 21-18839 Addenda 2 2021-07-13 17 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Solutions PFT inc. 1007 rue d'Upton arrond. Ville LaSalle Montréal, QC, H8R 2V2 NEQ : 1149466428	Monsieur Pasquale Fantone Téléphone : 514 846-3099 Télécopieur :	**Commande : (1916650)** 2021-06-20 18 h 47 **Transmission :** 2021-06-20 18 h 47	3552289 - 21-18839 Addenda 1 2021-06-23 19 h 16 - Courriel 3561623 - 21-18839 Addenda 2 2021-07-13 17 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
TELUS Communications inc. 630, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H3B 1S6 NEQ : 1148459481	Madame Julie Théberge Téléphone : 418 780-8357 Télécopieur : 418 694-2075	**Commande : (1916968)** 2021-06-21 11 h 40 **Transmission :** 2021-06-21 11 h 40	3552289 - 21-18839 Addenda 1 2021-06-23 19 h 16 - Courriel 3561623 - 21-18839 Addenda 2 2021-07-13 17 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
TKNL 1349 Gay-Lussac Boucherville, QC, J4B 7K1 http://www.tknl.com NEQ : 1143934629	Monsieur Michel Martinet Téléphone : 450 449-1717 Télécopieur : 450 449-1717	**Commande : (1920530)** 2021-06-30 15 h 39 **Transmission :** 2021-06-30 15 h 39	3552289 - 21-18839 Addenda 1 2021-06-30 15 h 39 - Téléchargement 3561623 - 21-18839 Addenda 2 2021-07-13 17 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
XYZ Technologie Culturelle Inc 5700 rue Fullum Montréal, QC, H2G 2H7 http://xyz-tc.com NEQ : 1162680186	Madame Appel d'offres Téléphone : 514 340-7717 Télécopieur : 514 658-1254	**Commande : (1916414)** 2021-06-18 12 h 14 **Transmission :** 2021-06-18 12 h 14	3552289 - 21-18839 Addenda 1 2021-06-23 19 h 16 - Courriel 3561623 - 21-18839 Addenda 2 2021-07-13 17 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1213673004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division Mémoire des Montréalais(es) , Section Centre d'histoire de Montréal
Objet :	Octroyer un contrat de biens et services à XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC, pour l'achat d'équipements audiovisuels et de services d'intégration technique pour le projet du MEM - CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES. Autoriser une dépense totale de 517 755,00 $, toutes taxes incluses, (contrat de 493 100,00 $ et contingences de 24 655,00 $, toutes taxes incluses), dépenses conformes aux documents d'appel d'offres public 21- 18839 (2 soumissionnaires conformes).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Virement crédit_GDD 1213673004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-28

Julie NICOLAS
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-7660
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.026

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1215978001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de service de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire faisant aussi affaire sous Le TAZ pour la gestion de l'installation sportive située au 8931, avenue Papineau, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026, pour un montant total de 7 933 275 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un ajustement additionnel récurrent à la base budgétaire du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports dès 2022 jusqu'en 2026 pour des budgets de revenus de 250 000 $ et de dépenses de 75 000 $ permettant l'obtention d'un budget annuel revenu dépense équivalent à 1 750 000 $ net de ristourne (2 012 062,50 $, taxes incluses)

Il est recommandé :

1. D'approuver un projet de contrat par lequel Le TAZ s'engage à fournir à la Ville les services requis pour la gestion de l'installation sportive située au 8931, avenue Papineau, pour un montant de 7 933 275 $, taxes incluses, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026, et selon les termes et conditions stipulés au projet de contrat;

2. D'autoriser un ajustement additionnel récurrent à la base budgétaire du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports dès 2022 jusqu'en 2026 pour des budgets de revenus de 250 000 $ et de dépenses de 75 000 $ permettant l'obtention d'un budget annuel revenu dépense équivalent à 1 750 000 $ net de ristourne (2 012 062,50 $, taxes incluses);

3. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par la ville centre.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-02 07:56

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1215978001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de service de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire faisant aussi affaire sous Le TAZ pour la gestion de l'installation sportive située au 8931, avenue Papineau, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026, pour un montant total de 7 933 275 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un ajustement additionnel récurrent à la base budgétaire du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports dès 2022 jusqu'en 2026 pour des budgets de revenus de 250 000 $ et de dépenses de 75 000 $ permettant l'obtention d'un budget annuel revenu dépense équivalent à 1 750 000 $ net de ristourne (2 012 062,50 $, taxes incluses)

CONTENU

CONTEXTE

Le TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire faisant aussi affaire sous Le TAZ est un organisme dont la mission vise la promotion de la pratique du patin à roues alignées, de la planche à roulettes, du vélo BMX et de la trottinette. Il œuvre au chapitre de la prévention et de l'intégration sociale des jeunes par la pratique de sports d'action, ainsi que par des activités culturelles et sociales associées au style de vie lié à la pratique de ces sports.
Le 26 avril 2012, l'installation appelée Le TAZ est devenue un équipement municipal. Lors de cette acquisition, un contrat a été octroyé à l'organisme Le TAZ afin qu'il gère l'ensemble des opérations de l'installation, soit la gestion de la programmation et des activités, l'accueil et la sécurité des usagers, la surveillance et l'entretien courant et préventif de l'immeuble pour la période du 26 avril 2012 au 31 décembre 2014. Depuis, le contrat de gestion a été renouvelé à trois reprises, soit pour les périodes du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2017, du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020 et du 1er janvier au 31 décembre 2021 (contrat actuel). Tous ces contrats ont été réalisés à la satisfaction de la Ville et du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS).

Le TAZ est encore aujourd'hui un des plus grands centres de sports sur roues au Canada.

Le Contractant assure depuis plusieurs années la gestion de l'Installation sportive. Puisque les lois applicables ont été modifiées, les responsabilités des Parties doivent être révisées et

un nouveau mode de fonctionnement doit être établi pour la perception des Revenus et la rémunération du Contractant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 1332 - 15 décembre 2020
Accorder un contrat de gestion de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire, faisant aussi affaire sous Le TAZ, pour la gestion de l'installation sportive située au 8931, avenue Papineau pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021, pour une somme maximale de 143 718,75 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

CM18 0381 - 26 mars 2018
Accorder un contrat de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire pour la gestion de l'installation sportive située au 8931, avenue Papineau, pour une période de 3 ans (2018 à 2020), pour une somme maximale de 448 402,50 $, taxes incluses / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au montant de 200 000 $ / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire des revenus et des dépenses du Service de la diversité sociale et des sports de 200 000 $, à compter de 2019 / Approuver un contrat de services à cet effet

CM14 1116 - 24 novembre 2014
Accorder, conformément aux dispositions de la loi, un contrat de gestion de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire pour la gestion de l'installation sportive et des activités de sports sur roue, pour une période de trois ans, pour une somme maximale de 551 880 $, taxes incluses, soit un montant annuel de 183 960 $, taxes incluses, pour 2015, 2016 et 2017 / Autoriser une dépense annuelle de 15 000 $ pour 2015, 2016 et 2017 pour des frais d'expertise technique relatifs à l'immeuble / Autoriser un budget additionnel de revenus équivalant à celui des dépenses au montant de 200 000 $ en 2015 / Autoriser un ajustement de la base budgétaire du Service de la diversité sociale et des sports pour une somme de 200 000 $ récurrente, à compter de 2016

DESCRIPTION

Le SGPMRS souhaite octroyer un contrat de services à l'organisme sans but lucratif appelé Le TAZ pour la poursuite des activités de sports sur roues offertes aux familles montréalaises. Le contrat de services établit les modalités et conditions d'opérations de cette installation sportive municipale. Elle mentionne également que la Ville peut avoir accès à l'immeuble et l'utiliser pour ses besoins.
Le modèle d'affaires du TAZ a été révisé afin de clarifier les responsabilités de la Ville et les obligations de l'organisme tout en respectant la réglementation en vigueur. Cette révision entraîne une augmentation des charges d'immeubles assumées par le SGPMRS et le SGPI ainsi qu'une diminution du contrat de service avec le TAZ.

En vertu de ce contrat de services, Le TAZ aura les responsabilités suivantes :

- gestion de l'installation sportive et des activités qui y ont lieu;
- l'accueil des usagers;
- la surveillance des activités et de l'immeuble;
- l'entretien régulier mineur de l'immeuble.

La Ville aura la responsabilité du maintien de l'actif, ainsi que la planification des interventions s'y rattachant, afin d'assurer la pérennité de l'immeuble et de maintenir l'offre d'activités aux Montréalais.es.

Le contrat de services précise également l'entretien régulier mineur qui doit être effectué par Le TAZ, soit les tâches et les fréquences auxquelles le TAZ doit se conformer telles que définies à l'intérieur du Programme d'entretien régulier et préventif du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI).

Des clauses de résiliation sont également prévues en cas de défaut de la part de l'organisme d'exécuter ses obligations.

Tous les revenus générés par les activités se déroulant dans l'installation sportive sont remis à la Ville. L'organisme est rémunéré pour les services rendus par le versement d'honoraires, d'un boni de performance (si les revenus annuels sont supérieurs à 1 600 000 $, excluant les taxes) et de sommes versées par des commanditaires pour des commandites permanentes. L'organisme est payé sur présentation de factures.

Ainsi, la Ville confie à un organisme sans but lucratif à vocation sportive et communautaire issu du milieu des sports sur roues, la prise en charge des activités qui ont lieu dans l'immeuble lui appartenant.

JUSTIFICATION

Le TAZ a développé une expertise en sports sur roues. Puisqu'il est un organisme sans but lucratif, la Ville peut lui octroyer un contrat de services de gré à gré pour la gestion et l’exploitation du centre.

Grâce à sa grande expérience et son dynamisme, cet organisme a développé une offre de service incomparable, ce qui représente un atout majeur permettant d'offrir le meilleur service possible aux citoyennes et citoyens. Il est constamment à la recherche de nouveautés afin de renouveler l'intérêt de la clientèle (exemple : introduction de la trottinette, réfection des modules du Skatepark, ajout de nouvelles activités).

En 2019, le TAZ a démontré être en mesure d'assurer les activités et les services offerts à la clientèle en augmentant l'achalandage à la billetterie, aux activités de camps de jour, de cours de groupe ainsi que des fêtes d'enfants. En 2020, malgré des mois de fermeture dus à la pandémie de COVID-19, l'organisme a maintenu un lien constant avec la clientèle en la rejoignant via la diffusion de capsules "Du TAZ à chez vous" sur différentes plateformes.

L'organisme a suivi toutes les procédures relatives au contrat de gestion le liant à la Ville de Montréal (notamment, le suivi financier mensuel, la participation à des rencontres statutaires, la présentation du rapport d'activités ou la remise de plan d'exploitation) au cours des dernières années.

Les validations requises pour vérifier que l’organisme recommandé ne fait pas partie des listes des entreprises à licences restreintes ont été réalisées. Le contractant recommandé n’est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RÉNA) et est en conformité avec le Règlement sur la gestion contractuelle. L'autorisation de l’Autorité des marchés publics (AMP) est jointe au présent sommaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Contrat de service

Pour déterminer les besoins budgétaires liés aux besoins opérationnels du nouveau contrat de service, l’équipe a déterminé des revenus et dépenses annuels moyens pour la durée de

l’entente. Les paramètres déterminés sont conservateurs et appuyés par l’expérience et l’historique comptable.

Montants avant taxes	**Base budgétaire 2021**	**Budget annuel moyen**	**Budget total estimé 5 ans**	**Budget total estimé 5 ans (tx incl)**
REVENUS				
Billetterie, inscription et locations d'installations et autres	1 269 000 $	1 667 800 $	8 339 000 $	9 587 765 $
Ententes restauration et boutique*	231 000 $	82 200 $	411 000 $	472 547 $
Commandites		à venir	à venir	à venir
Total des revenus	**1 500 000 $**	**1 750 000 $**	**8 750 000 $**	**10 060 313 $**
DÉPENSES				
Gestion des opérations (contrat de service)**	1 660 000 $	1 380 000 $	6 900 000 $	7 933 275 $
Boni à la performance***	0 $	50 000 $	250 000 $	287 438 $
Charges immeubles assumées par le SGPMRS	15 000 $	190 000 $	950 000 $	1 092 263 $
Charges immeubles assumées par le SGPI	0 $	130 000 $	650 000 $	747 338 $
Total des dépenses	**1 675 000 $**	**1 750 000 $**	**8 750 000 $**	**10 060 313 $**

** Ententes à venir, revenus estimés (composés de revenus de loyer et d'un pourcentage sur les profits générés)*
*** Dépenses de fonctionnement encourues par l'organisme , montant maximum par année, tel que mentionné dans la convention, les dépenses seront ajustées de façon trimestrielle si nécessaire.*
**** Un boni à la performance maximum de 50 000 $ pourrait être versé à l'organisme si la cible des revenus est atteinte. Si le boni à la performance n'est pas versé en totalité à l'organisme, la balance s'ajoutera aux surplus de la Ville.*

Les revenus générés par l'installation sont constitués par :
- les revenus des activités liées à l'offre de service
- le loyer annuel de la location de l'espace boutique (ne fait pas partie de l'entente jointe au présent sommaire, entente et sommaire à venir)
- le loyer annuel de la location de l'espace restaurant et une ristourne sur les ventes (ne fait pas partie de l'entente jointe au présent sommaire, entente et sommaire à venir)
- les montants de commandites ne sont pas présentés mais peuvent être une réalité à ce type d’opération.

Selon le nouveau modèle d'affaires, les frais relatifs à l'exploitation de l'installation sportive

seront assumés comme suit:
- par l'organisme (exemple : entretien ménager courant)
- par le SGPMRS (exemple : lignage du stationnement, entretien préventif de l'installation)
- par le SGPI (exemple : coût d'énergie)

Pour les responsabilités assumées par le SGPI, une somme de 130 000 $ sera transférée du budget du SGPMRS à celui du SGPI.

La valeur du contrat avec Le TAZ est de 6 900 000 $ (montant avant taxes), soit 7 933 275 $ (montant taxes incluses) a été établie en considérant l'année 2019 comme année de référence pour établir les projections 2022-2026.

Ajustement budgétaire

Compte tenu de la nouvelle entente et du nouveau modèle d'affaires, un ajustement récurrent à la base budgétaire est requis tant pour les revenus que les dépenses dès 2022 et jusqu'en 2026. L'ajustement budgétaire est de 250 000 $ pour les revenus et de 75 000 $ pour les dépenses.

Sur le plan budgétaire, les modifications budgétaires proposées au dossier n'auront aucune incidence sur le cadre financier de la Ville compte tenu des budgets annuels équivalents en revenus et dépenses :

	Budget annuel estimé	Budget total estimé 5 ans
Revenus		
Base budgétaire des revenus 2021	1 500 000 $	7 500 000 $
Ajustement à la base budgétaire des revenus demandé	250 000 $	1 250 000 $
Total base budgétaire des revenus	**1 750 000 $**	**8 750 000 $**
Dépenses		
Base budgétaire des dépenses 2021	1 675 000 $	8 375 000 $
Ajustement à la base budgétaire des dépenses demandé	75 000 $	375 000 $
Total base budgétaire des dépenses	**1 750 000 $**	**8 750 000 $**

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'atteinte des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle et à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 (priorités 19 et 20).
Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, soit d'inciter à une vie active et sportive, d'offrir un réseau d'infrastructures durables et de qualité et d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le sommaire est approuvé, il permettra de poursuivre l'offre de service à la population. S'il est refusé, le SGPMRS devra procéder à une fermeture administrative de l'installation et à un arrêt de l'offre de service aux Montréalais.e.s.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ce projet aura besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis. Des clauses sont prévues dans le contrat de services et des ajustements pourraient être faits de façon trimestrielle, si nécessaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S./O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2021 : Présentation aux instances.
1er janvier 2022 : Entrée en vigueur du nouveau contrat de services.
En continu jusqu'en décembre en 2026 : Suivi du contrat de services (suivi de la facturation mensuelle, rencontres du comité de suivi, suivis des remises de la documentation exigée...).
31 décembre 2026 : Fin du contrat de services.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

François BUTEAU, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

François BUTEAU, 29 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino DAFNIOTIS
c/s centre sportif et installations dcqmvde

Tél : 514-872-8379
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-11

Jean-François DULIÈPRE
c/d gestion des installations (dir sports)

Tél : 514-872-7990
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-François DULIÈPRE
Pour Luc Denis

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Jean-François Dulipre, Chef de division de la gestion des installation, pour me remplacer le 30 juillet 2021, dans mes fonctions de directeur des sports au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

Et j'ai signé :

Luc Denis
Directeur
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Tél : 514-872-7990
Approuvé le : 2021-07-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON
pour Louise-Hélène Lefebvre

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne M. Georges-Edouard Lelièvre-Douyon, directeur de la direction Gestion des parcs et milieux naturels, pour me remplacer du 29 au 30 juillet 2021 dans mes fonctions de directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

Et j'ai signé,

Louise-Hélène Lefebvre, directrice
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Tél : 514 872-7403
Approuvé le : 2021-07-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1215978001*
Unité administrative responsable : *SGPMRS / Division de la gestion des installations sportives.*
Projet : *Accorder un contrat de service de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire faisant aussi affaire sous Le TAZ pour la gestion de l'installation sportive située au 8931, avenue Papineau, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Développement d'une nouvelle collaboration entre 5 unités d'affaires (SGPMRS, SGPI, STI, SCA, Services des finances) afin d'implanter un nouveau modèle d'affaires pour la gestion de l'installation.

Maintenir l'attractivité et la renommée du TAZ auprès des Montréalais.e.s et de la clientèle provenant de l'extérieur.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 8 décembre 2020

TAZ, CENTRE MULTIDISCIPLINAIRE ET COMMUNAUTAIRE
A/S MONSIEUR PHILIPPE JOLIN-BRISEBOIS
8931, AV PAPINEAU
MONTRÉAL (QC) H2M 0A5

Nº de décision : 2020-DAMP-0795
Nº de client : 3001264355

Objet : Autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l' « AMP ») accorde à l'entreprise ci-dessus mentionnée, faisant également affaire sous LE TAZ, TAZ, ROULODÔME & SKATE PARK et TAZMAHAL, une autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP), RLRQ, c. C-65.1. TAZ, CENTRE MULTIDISCIPLINAIRE ET COMMUNAUTAIRE est donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « REA ») tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 décembre 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.quebec.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1215978001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Accorder un contrat de service de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire faisant aussi affaire sous Le TAZ pour la gestion de l'installation sportive située au 8931, avenue Papineau, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026, pour un montant total de 7 933 275 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un ajustement additionnel récurrent à la base budgétaire du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports dès 2022 jusqu'en 2026 pour des budgets de revenus de 250 000 $ et de dépenses de 75 000 $ permettant l'obtention d'un budget annuel revenu dépense équivalent à 1 750 000 $ net de ristourne (2 012 062,50 $, taxes incluses)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et sa forme la convention de services à intervenir entre la Ville de Montréal et TAZ, Centre multidisciplinaire et communautaire.

FICHIERS JOINTS

2021-07-28_TAZ_V-FINALE.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-28

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division - Droit contractuel
Tél : 514-872-2363
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

28 juillet 2021

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de *la Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(Ci-après, nommée la **« Ville »**)

ET : **TAZ, CENTRE MULTIDISCIPLINAIRE ET COMMUNAUTAIRE**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est située au 8931, rue Papineau, à Montréal, Québec, H2M 0A5, agissant et représentée par Monsieur Jonathan Munn, président et Monsieur Philippe Jolin, directeur général dûment autorisés aux fins des présentes tels qu'ils le déclarent;

Numéro d'inscription TPS : 107611360RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006364205TQ0001

(Ci-après, nommée le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire de l'immeuble situé au 8931, rue Papineau, à Montréal, et qu'elle désire maintenir la vocation de cet immeuble, à savoir, un centre spécialisé dans les sports sur roues;

ATTENDU QUE le Contractant est un organisme sans but lucratif œuvrant dans le domaine de la gestion et de l'organisation d'activités en lien avec la pratique des sports sur roues, et qu'il adhère aux objectifs de la Ville en matière d'activités physiques et sportives;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE la gestion du restaurant de l'Installation sportive (ci-après définie) fera l'objet d'un autre contrat à convenir entre les Parties, le cas échéant;

ATTENDU QUE le Contractant souhaite réaliser sa mission au sein de l'Installation sportive selon les modalités de la présente convention et qui feront l'objet d'autres contrats;

ATTENDU QUE la Ville et le Contractant se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation de la convention par le Contractant peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle;

ATTENDU QUE pour exécuter les services prévus à la présente convention, le Contractant doit détenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics ou de toute autre autorité qui lui succède et doit s'assurer de renouveler cette autorisation suivant les prescriptions de la loi;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti à la suite de la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Annexe 1 » :	Description de la prestation de service du Contractant;
1.2 « Annexe 2 »	Calendrier d'opération;
1.3 « Annexe 3 »	Clauses relatives à l'accès à l'Actif informationnel Loisirs Montréal / LUDIK;
1.4 « Annexe 4 »	Rapports et documents à fournir à la Ville de Montréal;
1.5 « Annexe 5 »	Événements écoresponsables;
1.6 « Annexe 6 »	Protocole de visibilité;
1.7 « Annexe 7 »	Plan d'entretien sanitaire;
1.8 « Annexe 8 »	Plan d'entretien et d'inspection;
1.9 « Annexe 9 »	Inventaire des espaces;
1.10 « Annexe 10 »	Plan de déneigement et d'entretien extérieur;
1.11 « Chargé de projet » :	Le représentant du Contractant qui agit à titre de responsable de l'exécution de la présente convention;
1.12 « Comité conjoint » :	Le comité constitué en vertu de l'Annexe 1 de la présente convention;
1.13 « Installation sportive » :	Le centre de sports sur roues, dont font partie le Roulodôme, le Skatepark et le skateplaza extérieur, situé au 8931, rue Papineau, Montréal, Québec, H2M 0A5;
1.14 « Modules » :	Les équipements destinés à la pratique des sports sur roues, se référer à la liste de l'inventaire des équipements – Roulodôme et Skatepark remise au Contractant par le Responsable;
1.15 « Responsable » :	Le Directeur de l'Unité administrative de la Ville ou son représentant dûment autorisé;
1.17 « Revenus » :	Tous les Revenus générés par les activités ayant lieu dans l'Installation sportive conformément à la présente convention, notamment la billetterie, la location d'équipements, les locations privées, les fêtes d'enfants, les groupes scolaires, les compétitions, les locations sportives, les locations corporatives, les cours privés, les cours de groupe, la location du skatepark privé, le camp de jour, les

animations hors site de la caravane, excluant le boni à la performance, toute subvention provenant de la Ville ou d'un autre bailleur de fonds pour un projet non prévu à la présente convention;

1.18 « Unité administrative » : Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville (SGPMRS).

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes ci-jointes, à faire la gestion de l'Installation sportive conformément à la vocation de l'immeuble, à savoir, un centre spécialisé dans les sports sur roues, et des activités de sports sur roues, notamment :

- la gestion des activités dans l'Installation sportive;
- l'accueil et la sécurité des usagers, ainsi que la surveillance de l'Installation sportive conformément à la présente convention;
- l'entretien de l'Installation sportive, conformément à la présente convention et comme décrit aux Annexes 1 et 8.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et les Annexes font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 1er janvier 2022 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 31 décembre 2026.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence indiquées à l'Annexe 4 ou par le Responsable, les documents et les rapports faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers, de la performance générale des activités et autres;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigés par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et toutes les redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcés à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

6.12 ne divulguer aucun des renseignements personnels recueillis aux fins des services rendus en vertu de la présente convention;

6.13 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

6.14 maintenir son statut d'organisme sans but lucratif pendant toute la durée de la convention.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à verser au Contractant une rémunération comprenant :

- des honoraires d'un montant forfaitaire maximal de sept millions neuf cent trente-trois mille deux cent soixante-quinze dollars (7 933 275 $);

- un boni de performance, comme décrit à l'article 8.2 de l'Annexe 1;

- les sommes versées par des commanditaires pour des commandites permanentes de l'Installation sportive, comme décrites à l'article de l'Annexe 1;

couvrant toute la rémunération, les frais et les taxes applicables aux services du Contractant. La Ville n'assumera aucun déficit du Contractant.

Le montant forfaitaire sera versé annuellement au Contractant comme suit :

Année	Montant annuel		Montant incluant taxes
2022	1 380 000 $	Un million trois cent quatre-vingt mille dollars	1 586 655 $
2023	1 380 000 $	Un million trois cent quatre-vingt mille dollars	1 586 655 $
2024	1 380 000 $	Un million trois cent quatre-vingt mille dollars	1 586 655 $
2025	1 380 000 $	Un million trois cent quatre-vingt mille dollars	1 586 655 $
2026	1 380 000 $	Un million trois cent quatre-vingt mille dollars	1 586 655 $
Total	6 900 000 $		7 933 275 $

8.2 Le montant forfaitaire annuel est payable au Contractant en 12 paiements mensuels, selon les modalités prévues à l'article 8.2 de l'Annexe 1. En tout temps, le Contractant doit pouvoir fournir la preuve que les services ont été rendus et font partie des services prévus à la présente convention pour justifier sa demande de paiement.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas le paiement du montant forfaitaire et du boni de performance dû au Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ et ne sont pas conformes aux exigences et modalités de l'article 8.3 de l'Annexe 1.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention. Notamment, la Ville se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des factures déjà acquittées, afin d'assurer la conformité des paiements réclamés et payés par rapport à la présente convention. Un ajustement du montant remis au Contractant pourrait être effectué, si nécessaire.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

8.5 Le Contractant ne doit faire l'objet d'aucune réclamation ou demande

d'indemnisation de la part de la Ville pour recevoir le paiement complet des sommes qui lui sont dues en vertu de la présente convention.

8.6 La Ville peut suspendre tout paiement si le Contractant refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations prévues à la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou des omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder sept millions neuf cent trente-trois mille deux cent soixante-quinze dollars (7 933 275 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération de la rémunération prévue à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par voie d'avis écrit préalable d'au moins quatre-vingt-dix (90) jours de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de résiliation en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de résiliation. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DÉFAUT

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou à tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tous avis et tous documents à être donnés ou transmis relativement à la présente convention sont suffisants s'ils sont consignés dans un écrit et expédiés par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver leur livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 8931, rue Papineau, à Montréal, Québec, H2M 0A5 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, à Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, assistant-greffier

Le e jour de 2021

TAZ, CENTRE MULTIDISCIPLINAIRE ET COMMUNAUTAIRE

Par : _____
Jonathan Munn, président

Par : _____
Philippe Jolin, directeur général

Cette entente a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CM …….).

ANNEXE 1
Description de services

1- Contexte

Le Contractant assure depuis plusieurs années la gestion de l'Installation sportive. Puisque les lois applicables ont été modifiées, les responsabilités des Parties doivent être révisées et un nouveau mode de fonctionnement doit être établi pour la perception des Revenus et la rémunération du Contractant.

À cette fin, et dans le but d'assurer un service de qualité à la population, les Parties doivent déterminer le plus rapidement possible, après l'entrée en vigueur de la convention, le mode de fonctionnement pour l'exécution de leurs obligations respectives et elles s'engagent à collaborer et à négocier de bonne foi afin de respecter l'esprit et les principes directeurs établis dans la présente convention. La convention n'a pas d'effet rétroactif, à moins d'entente écrite à l'effet contraire entre les Parties.

Il est convenu entre les Parties que les conditions et la rémunération du Contractant prévues à la présente convention pourront être révisées chaque trimestre sur préavis écrit de l'une des Parties. Toute modification à la présente convention devra être approuvée, de part et d'autre, par les instances décisionnelles compétentes de chacune des Parties.

En tout temps pendant la durée de la présente convention, les Parties s'engagent à collaborer entre elles. Les Parties devront continuer de s'acquitter de leurs obligations, et ce, malgré tout différend jusqu'à ce que celui-ci soit résolu.

2- Plan d'exploitation annuel

Le Contractant est responsable de la gestion de l'Installation sportive et il doit déposer à la Ville un plan d'exploitation de l'Installation sportive le 1er novembre de chaque année pour la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année suivante. Ce plan d'exploitation doit comporter toutes les informations décrites à l'Annexe 4 de la convention et respecter les standards élevés d'excellence et d'éthique qui prévalent dans ce domaine d'activités. Le plan d'exploitation pourra être ajusté trimestriellement afin de tenir compte des saisons, des opportunités et des situations imprévisibles.

La Ville se réserve le droit d'accepter ou de refuser en tout ou en partie le plan d'exploitation proposé par le Contractant.

3- Gestion de l'Installation sportive

Le Contractant doit opérer l'Installation sportive et réaliser le plan d'exploitation selon les termes et conditions de la présente convention et, notamment, en suivant le calendrier d'opération intégré à l'Annexe 2.

3.1 Accueil et surveillance de l'Installation sportive

Le Contractant devra :

3.1.1 assurer l'accueil et la surveillance de l'Installation sportive en confiant, notamment à du personnel compétent, et ce, pendant toute la durée de la présente convention, la responsabilité :

- d'effectuer périodiquement une ronde de surveillance afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens sous sa responsabilité;
- de diriger, s'il y a lieu, la clientèle aux endroits et services demandés;
- de fournir les informations concernant les services et la programmation des activités;
- de répondre aux demandes en personne, par téléphone ou sur

Internet;

- d'effectuer le suivi des réservations de locaux;
- de s'assurer en tout temps, incluant en dehors des heures d'ouverture, que les biens de la Ville sont en sécurité, notamment de s'assurer que le système d'alarme est actif en tout temps pendant cette période.

3.1.2 assurer l'accès du public à l'Installation sportive, pour une période de 52 semaines par année, selon l'horaire prévu à l'Annexe 2. Cet horaire peut être ajusté de temps à autre sur demande du Responsable, pour tenir compte de besoins, d'événements particuliers ou de travaux pouvant entraîner la fermeture temporaire, partielle ou complète de l'Installation sportive. Le Contractant peut demander une dérogation à cet horaire en transmettant un avis écrit, d'au moins 10 jours à l'avance, au Responsable, lequel a la discrétion de l'accepter ou non, notamment pour des modifications permanentes.

3.2 Programmation d'activités

Le Contractant devra :

3.2.1 développer et offrir au public une programmation d'activités sportives et récréatives de sports sur roues respectant le calendrier de l'Annexe 2 de la convention et l'horaire-type approuvé par le Responsable, laquelle prévoit notamment :

- les activités régulières et spéciales, cours de groupe, camp de jour TAZ ou autres camps, skateparks privés, fêtes d'enfants, groupes scolaires, cours privés, locations (sportives et corporatives), activités hors site de la caravane et événements spéciaux ;
- les activités durant la saison estivale spécialement conçues pour les jeunes, dont les camps de jour montréalais, selon la disponibilité des plateaux;
- la diversification des activités dans l'Installation sportive et, plus spécifiquement, dans le Roulodôme.

Pour la planification de la programmation des activités et des services offerts, le Contractant devra compiler des statistiques et planifier des activités et services basés sur l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+), qui est une approche qui contribue à l'égalité entre les personnes et qui tient compte des différences entre les personnes (biologiques, socioéconomiques, culturelles, familiales, relatives à l'âge ou au handicap, etc.). Cette approche préventive permet de privilégier des solutions adaptées aux réalités et aux besoins de chacun.

Le Contractant devra remettre au Responsable, pour approbation, au moins un mois avant chaque saison mentionnée au Plan d'exploitation, sa proposition de programmation et de calendrier d'opération pour les activités qui y sont décrites.

Le Contractant est responsable de fournir tout le matériel nécessaire à la réalisation des activités. Tous les frais sont à la charge du Contractant pour la réalisation des activités se déroulant dans l'Installation sportive.

Le Contractant est responsable d'offrir gratuitement pendant les cinq (5) années de la présente convention les activités hors site effectuées par la Caravane, selon les modalités convenues avec le Responsable, jusqu'à concurrence maximale de 45 000 $, ce qui représente environ 9 000 $ par année de gratuités. La Ville avisera le Comité conjoint sur les modalités concernant les gratuités qui seront accordées selon les orientations de la Ville en matière d'ADS+.

La Ville adhère aux principes du « Cadre de référence pour les camps de jour municipaux » de l'Association des camps du Québec (ci-après « ACQ »). Le Contractant s'engage à respecter les pratiques et mesures identifiées comme obligatoires par l'ACQ pour la tenue du camp de jour Ville géré par le Contractant. L'adhésion aux principes de l'ACQ est acceptée pour l'an 1, mais l'obtention de l'attestation sera requise pour l'an 2. Le Contractant devra conserver l'attestation valide jusqu'à la fin de la présente convention.

Lors de la tenue de tout événement, le Contractant doit s'assurer que ces événements seront écoresponsables et demander aux promoteurs, le cas échéant, un plan écoresponsable de leur événement, conformément aux exigences précisées à l'Annexe 5.

3.2.2 La Ville autorise le Contractant à réaliser des activités et des projets à son bénéfice afin d'accomplir sa mission dans l'Installation sportive, lesquels ne sont pas inclus dans la programmation d'activités de la Ville. Toutefois, ces activités et ces projets devront être approuvés préalablement par le Responsable et la programmation d'activités de la Ville, prévue dans la présente convention, demeure prioritaire. En cas de conflit, la programmation d'activités de la Ville a préséance sur toutes les autres activités et projets du Contractant. Pour les activités et projets du Contractant non inclus dans la programmation d'activités de la Ville, le Contractant ne peut pas facturer la Ville pour leur réalisation.

La Ville permet également au Contractant de tenir des activités d'autofinancement dans l'Installation sportive, lesquelles devront être préalablement approuvées par le Responsable.

Lors des événements ponctuels dont le Contractant est le promoteur et pour lesquels il a obtenu une commandite, ce dernier peut, avec l'autorisation de la Ville, effectuer l'affichage de l'événement dans l'Installation sportive.

Les Parties reconnaissent que le Contractant, dans le cadre de la réalisation de sa mission, l'exploitation de son organisme sans but lucratif, pourrait développer ou faire la gestion d'activités qui ne sont pas en lien avec l'Installation sportive et qui ne font pas partie de la programmation des activités de l'Installation sportive.

3.3 Location d'espaces et de locaux

Le Contractant devra gérer la location des espaces et des locaux de l'Installation sportive. Pour les locations à des fins autres que sportives, celles-ci ne doivent pas priver le public de plus de vingt-cinq pour cent (25 %) annuellement des heures normales de fréquentation des plateaux sportifs.

Le Contractant ne peut pas louer d'espaces ou de locaux de l'Installation sportive à des tiers dont les activités peuvent occasionner une pollution sonore dans le voisinage, conformément à la réglementation en vigueur dans l'arrondissement.

Le Contractant doit prendre toutes les mesures à sa disposition afin de prévenir toute perturbation dans le voisinage, notamment concernant la circulation routière et en informer, le cas échéant, les services municipaux pouvant être concernés.

La tenue d'activités de type « raves » dans l'Installation sportive, ou toute autre activité similaire est interdite.

La Ville peut utiliser, sans frais, tous les espaces de l'Installation sportive, incluant les locaux et les salles qu'elle juge nécessaires pour répondre aux besoins de sa population si les espaces et les locaux sont libres et que leur utilisation ne cause pas d'annulation des activités du Contractant. La Ville

peut utiliser les locaux de l'Installation sportive douze (12) fois sur une base annuelle. Le Responsable doit approuver les utilisations faites par la Ville de l'Installation sportive.

Nonobstant ce qui précède, lors de mesures d'urgence dues à un sinistre, l'Installation sportive doit être disponible pour l'accueil des sinistrés. À cet effet, le Contractant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour s'y conformer sans délai à la suite de la réception de l'avis du Responsable à cet effet.

3.4 Service de location d'équipements

Le Contractant devra offrir un service de location d'équipements au bénéfice des usagers de l'Installation sportive, en conformité avec les directives de la Ville et les prix édictés dans la réglementation sur les tarifs de la Ville.

Le Contractant pourra soumettre au Responsable toute modification qu'il juge opportune quant aux équipements en location ainsi qu'aux tarifs. Le Responsable a toute la discrétion d'accepter ou non les propositions du Contractant.

Le Contractant doit collaborer en tout temps durant la durée de la présente convention avec la Ville et permettre à la Ville ou ses représentants désignés d'effectuer une vérification des services offerts dans l'Installation sportive.

Le Contractant détient une expertise pour la pratique des sports sur roues et doit conseiller la Ville quant à l'achat des équipements de location et des équipements techniques à privilégier dans l'Installation sportive.

3.5 Boutique

La Ville est responsable du contrat d'exploitation de la boutique de vente d'équipements de sports et le Contractant doit maintenir de bonnes relations avec le locataire de la boutique. En cas de problèmes avec le locataire, le Contractant doit aviser la Ville dans les meilleurs délais.

Lors de la terminaison du contrat d'exploitation de la boutique de vente d'équipements de sports, lors de tout processus menant la Ville à louer, prêter ou permettre à un tiers quelconque d'exploiter le local, réservé à la boutique de vente d'équipements de sports, située dans l'Installation sportive, la Ville s'engage à consulter le Contractant. Celui-ci pourra, à la suite d'un accord avec la Ville, opérer la boutique, si les deux Parties conviennent d'une entente.

4. Entretien de l'Installation sportive

Le Contractant doit fournir tout le matériel nécessaire à l'entretien de l'Installation sportive dont il est responsable et assumer toutes les dépenses reliées à cet entretien.

4.1 Entretien sanitaire

Le Contractant devra effectuer l'entretien sanitaire de l'Installation sportive sur une base régulière, la maintenir propre et en bon état, conformément à l'Annexe 7 de la convention.

Le Contractant doit s'assurer que le personnel est adéquatement formé pour effectuer l'entretien sanitaire et qu'il est en nombre suffisant pour couvrir les périodes d'achalandage.

Le Contractant doit fournir tout le matériel de conciergerie (produits nettoyants, seau, balais et autres) nécessaire à l'entretien sanitaire de l'Installation sportive ainsi que les produits pour l'hygiène (papier hygiénique, désodorisant, papier à main, savon à main et autres).

4.2 Entretien majeur et mineur

La Ville est responsable de l'entretien majeur de l'Installation sportive, ce qui comprend notamment les travaux en immobilisation pour le remplacement ou la mise aux normes des composantes majeures du bâtiment, comme la structure du bâtiment, l'enveloppe du bâtiment, le système d'égout et d'aqueduc, le système électrique et les systèmes électromécaniques, qui n'est pas devenu nécessaire par la faute du Contractant. Les frais liés à la mise à niveau des équipements dont la Ville demeure responsable sont ceux visant la remise en condition, le remplacement ou la modification des systèmes principaux du bâtiment ou du bâtiment dans son ensemble. Les travaux d'entretien majeur dont la Ville est responsable, sont décrits à l'Annexe 8 de la convention.

La Ville doit informer le Contractant de tout projet d'entretien majeur, de modification, de restauration ou de réparation de l'Installation sportive qui pourraient priver la population de son utilisation partielle ou totale, afin de permettre au Comité conjoint de convenir d'un calendrier de réalisation des travaux le plus tôt possible ou au minimum soixante (60) jours avant l'exécution, à moins que lesdits travaux ne soient nécessaires en raison d'une situation d'urgence.

La Ville est également responsable de l'entretien mineur de l'Installation sportive qui consiste principalement en l'exécution de travaux de remplacement de composantes d'architecture et de l'électromécanique, dans le but de maintenir et de prolonger la durée de vie utile des systèmes, comme indiqué à l'Annexe 8 de la convention.

4.3 Entretien paysager et déneigement

La Ville effectue l'entretien correctif, comme décrit à l'Annexe 8 de la convention, ce qui inclut notamment l'entretien de l'aménagement paysager, l'entretien des arbres ainsi que l'entretien et la tonte de la pelouse. La Ville est également responsable du déneigement des stationnements et de tous les accès menant au bâtiment, comme décrit à l'Annexe 10.

4.4 Entretien préventif, vérification, entretien courant correctif mineur et réparations mineures

La Ville est responsable du programme d'entretien préventif de l'Installation sportive afin d'en assurer la préservation et la pérennité. Elle assume l'entretien préventif des systèmes, comme indiqué à l'Annexe 8 de la convention, ainsi que la sécurité de l'immeuble et de ses occupants, en conformité avec la réglementation en vigueur, ce qui comprend notamment l'inspection des systèmes d'alarme incendie et des contrôles de la ventilation et de la climatisation, l'entretien des systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation, l'entretien des systèmes d'éclairage d'urgence, l'entretien des équipements de plomberie et l'entretien des toitures.

Le Contractant doit, conformément à l'Annexe 8 de la convention, vérifier quotidiennement au début et à la fin de l'horaire défini à l'Annexe 2, l'état de l'Installation sportive et de ses divers systèmes. Il doit aviser sans délai le Responsable, par écrit, des situations, états, conditions ou faits qui peuvent être considérés comme un risque pour les personnes et les biens de la Ville lorsque la réparation ou le redressement de la situation incombe à la Ville. Le Contractant est responsable de tout dommage causé par son défaut de donner tel avis.

Le Contractant est également responsable, comme indiqué à l'Annexe 8 de la convention, d'effectuer les réparations mineures et l'entretien courant correctif mineur visant à assurer le bon fonctionnement de l'Installation sportive et afin de corriger toute défaillance ou tout bris visant à remettre un système ou une composante en bon état de fonctionnement dans les meilleurs délais. Cela inclut notamment le déblocage de lavabo et de toilettes, le relampage de 10 pieds et moins et la réparation d'un module.

4.5 Affichage et signalisation

Le Contractant doit installer et entretenir l'affichage appartenant à la Ville à l'entrée du site et sur le bâtiment, conformément aux documents fournis par la Ville pour les panneaux d'affichage, pictogrammes et marquise d'identification. Le Contractant ne peut modifier l'affichage à moins d'avoir au préalable obtenu l'approbation écrite du Responsable.

4.6 Autres obligations du Contractant

Le Contractant ne peut effectuer aucune modification, transformation ou addition dans l'Installation sportive sans autorisation écrite préalable du Responsable.

Toute dépense supérieure à dix mille dollars (10 000 $) avant taxes engagée en lien avec l'Installation sportive dans le cadre de la présente convention doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable.

Le Contractant doit assurer l'intégrité et la sécurité des personnes, de l'Installation sportive ainsi que des équipements qui s'y trouvent.

À l'expiration de la présente convention, le Contractant doit réparer ou remplacer à ses frais le matériel défectueux ou rendu inutilisable à moins que ce ne soit dû à l'usure normale. À défaut par le Contractant de respecter cette obligation, la Ville pourra effectuer tous les travaux requis aux frais du Contractant.

Le Contractant doit conserver et rendre disponibles à la Ville tous ses contrats avec ses sous-traitants, ainsi que tous les bons de travail et relevés d'entretien de ces derniers. Pour tout entretien ou réparation effectuée dans le cadre de ses obligations d'entretien et de réparation prévues à la présente convention.

La Ville pourra effectuer en tout temps, sur simple avis écrit transmis au Contractant, une inspection du bâtiment. À la suite d'une inspection, le Contractant doit se conformer sans délai aux exigences et aux directives que lui donne la Ville, dans la mesure où celles-ci sont reliées aux obligations prévues à la présente convention. Toute inspection ainsi effectuée ne dégage pas pour autant le Contractant de sa responsabilité et de ses obligations à l'égard de la réalisation finale de la présente convention.

Le Contractant doit s'assurer que les lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal, s'appliquant dans le cadre de la convention soient respectés, notamment :

Code de construction du Québec;

Code national du bâtiment (CNB);

Code de l'électricité du Québec;

Code national de prévention des incendies (CNPI), NFPA (National Fire Protection Association) et CSA (Canadian Standard Association);

NFPA-10 : norme concernant les extincteurs d'incendie portatif;

NFPA-25 : norme pour l'inspection, l'essai et la maintenance des systèmes de protection incendie (gicleurs et autres);

CSA-C282 : alimentation électrique de secours des bâtiments;

CAN/ULC-S536 : norme sur l'inspection et la mise à l'essai des réseaux avertisseurs incendie.

5. Promotion et publicité

Le Contractant doit préparer toute publicité ou promotion relative à la programmation d'activités et préparer tous les textes nécessaires aux publications municipales relatives à l'Installation sportive. Tous ces outils de communication et textes doivent, avant diffusion, être approuvés par le Responsable et réalisés selon les paramètres de la Ville, lesquels sont décrits à l'Annexe 6 de la convention.

À la demande du Responsable, le Contractant doit lui remettre une copie des outils de communication réalisés.

Avant d'entreprendre toute démarche auprès de commanditaires potentiels, lors des événements ou des activités saisonnières ayant lieu dans l'Installation sportive, le Contractant devra s'assurer que ces derniers respectent les orientations de la Ville, la liste des commanditaires devra être approuvée préalablement par le Responsable 90 jours avant le début de l'événement ou de la saison. Les visuels et les messages des commanditaires devront être soumis à la Ville pour approbation. La Ville est responsable de gérer les commanditaires permanents.

Le Contractant peut, à la demande de la Ville, rechercher des commandites permanentes pour l'Installation sportive. Le Contractant sera autorisé à conserver toutes les sommes versées à la Ville par les commanditaires en contrepartie de la visibilité qui leur est accordée. Ces sommes reçues en contrepartie des commandites permanentes pour l'Installation sportive font partie de la rémunération du Contractant. Un contrat de commandite devra être conclu entre la Ville et le commanditaire, auquel le Contractant interviendra afin de consentir à recevoir les sommes.

Le Contractant doit respecter la procédure de communication fournie par le Responsable dans le cas d'annulation des activités ou de fermeture de l'Installation sportive.

Le Contractant est propriétaire du site web actuellement utilisé pour la promotion des activités de l'Installation sportive. Le Contractant devra collaborer avec la Ville lorsque la transition vers un site appartenant à la Ville sera réalisée.

6. Ressources humaines, Chargé de projet et santé et sécurité au travail

Les dispositions du présent article n'ont pas pour effet de créer une relation d'emploi entre la Ville et les employés du Contractant.

Le Contractant devra rendre disponible un espace de travail pour les employés Ville qui devront travailler dans l'Installation sportive de façon ponctuelle.

6.1 Ressources humaines

Le Contractant s'engage à affecter tout le personnel requis pour l'exécution des services prévus à la présente convention.

Le Contractant doit assurer la sécurité des utilisateurs de l'Installation sportive, notamment, en ayant, en tout temps, le personnel adéquat dûment qualifié pour assurer la supervision et l'encadrement des programmes d'activités sportives.

Le Contractant doit former l'ensemble du personnel permanent lié aux opérations et au moins un employé permanent lié à l'administration, à un cours de premiers soins, d'une durée minimale de 16 heures, RCR Niveau C. Cette formation doit être renouvelée tous les trois (3) ans. Le Contractant doit s'assurer qu'au moins une personne formée en RCR soit présente lorsqu'il y a du public. Le Contractant doit offrir une formation de base aux autres membres du personnel liés aux opérations, afin de répondre aux incidents qui pourraient avoir lieu pendant les activités.

Le Contractant devra démontrer que la vérification des antécédents judiciaires a été faite pour les employés travaillant auprès d'une clientèle vulnérable.

Le Contractant doit prendre les mesures nécessaires afin que ses employés fassent preuve d'intégrité, de probité et de bonne foi et exécutent leurs tâches avec soin, diligence et assiduité et dans le respect des consignes, instructions ou procédures de la Ville, en tout temps.

Le Responsable peut signifier au Contractant son insatisfaction à l'égard d'employés pour motifs sérieux. Le Contractant doit alors réaffecter l'employé à des tâches différentes et prendre les mesures qui s'imposent pour remédier à la situation.

Le remplacement d'un employé ne peut en aucun cas occasionner une interruption des services ou un retard dans l'exécution des obligations prévues à la présente convention. De plus, les coûts requis pour des formations externes pour former une nouvelle ressource sont entièrement à la charge du Contractant.

6.2 Chargé de projet

Le Contractant doit affecter un employé agissant comme Chargé de projet pour l'exécution de la présente convention. Advenant un changement de Chargé de projet, il doit en informer, sans délai, le Responsable.

Le Chargé de projet doit :

- agir comme représentant du Contractant auprès de la Ville;
- détenir des compétences et l'expertise en organisation et développement d'une offre d'activités de sports sur roues;
- être apte à prendre les décisions relatives à l'administration et à l'exécution de la convention;
- être responsable de la planification, de l'organisation, du contrôle et de la gestion de la convention;
- être en fonction pour une période minimale de 35 heures par semaine;
- être joint en tout temps dans le cadre de ses fonctions. Pour les journées où il n'est pas en fonction, il doit désigner son représentant et en informer le Responsable;
- être présent, à la demande de la Ville aux réunions d'administration, de coordination ou toute autre rencontre, si requis;
- s'assurer du bon rendement de son personnel, de jour, en soirée et durant les fins de semaine;
- posséder l'expérience nécessaire en gestion d'équipements sportifs spécialisés, en conception de programmation d'activités de sports sur roues et en gestion des ressources humaines;
- être responsable du personnel, des équipements et des fournitures pour l'entretien ménager.

Le Chargé de projet accomplit ses tâches en collaboration avec la Ville. La Ville se réserve le droit d'exiger le remplacement du Chargé de projet pour des motifs sérieux.

6.3 Santé et sécurité au travail

Le Contractant doit se conformer aux prescriptions de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (RLRQ 1977, c.S.-2.1) et la réglementation adoptée en vertu de cette loi. Le Contractant doit s'assurer que ses employés et ses préposés se conforment aux dispositions de cette loi et ses règlements.

Le Contractant s'engage à fournir une attestation de conformité délivrée par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (ci-après la « CNESST »). Au début de la convention, et sur demande par la suite, les documents établissant qu'il se conforme à toutes exigences

légales imposées aux employeurs en matière de santé et sécurité au travail. Il autorise, en vertu de la présente convention, la Ville à demander en tout temps l'information sur son état de conformité. Il s'engage, sur demande, à produire une telle autorisation.

Le Contractant doit élaborer avant le début de l'exécution de la présente convention un programme de prévention visant à éliminer à la source même les dangers à la santé, la sécurité et l'intégrité physique du personnel affecté. La responsabilité d'appliquer et de faire respecter ce programme de prévention incombe au Contractant.

Le Contractant s'engage à prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que ses employés respectent les ordonnances, normes et règlements de la CNESST.

Le Contractant doit prendre les mesures nécessaires pour corriger tout défaut en matière de santé et sécurité du travail porté à sa connaissance par la Ville. La Ville se réserve le droit d'informer la CNESST ou toute autre personne concernée, du défaut observé. De plus, la Ville se réserve le droit de suspendre l'exécution de la présente convention selon la gravité du défaut.

Tout manquement à l'une des obligations prévues dans ladite loi et ses règlements ne peut engager la responsabilité de la Ville. Aux fins de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, le Contractant sera considéré comme maître d'œuvre (pour les sous-traitants) et comme employeur (pour son personnel), avec les responsabilités qui en découlent.

Le Contractant doit faire rapport de tout accident survenu à ses employés par le fait ou à l'occasion du travail, en transmettant au Responsable une copie de l'avis qu'il envoie à la CNESST; cette copie doit parvenir au Responsable à l'intérieur d'un délai de 15 jours suivant l'accident.

7. Tarification

La Ville doit fournir annuellement au Contractant la tarification adoptée par le conseil municipal et prévue dans son règlement annuel sur les tarifs pour les activités et les services offerts par l'Installation sportive. Le Contractant devra appliquer la tarification adoptée.

Le Contractant doit remettre au Responsable, au plus tard le 1er juin de chaque année, toute recommandation d'ajustement des tarifs prévus dans le règlement annuel des tarifs relativement aux activités et services offerts par l'Installation sportive.

8. Aspects financiers

8.1 Revenus

Le Contractant perçoit, pour le compte de la Ville, tous les Revenus ainsi que toutes les taxes applicables associées aux Revenus. Le Contractant est responsable des Revenus de la Ville. Aux fins de la perception des Revenus, le Contractant doit utiliser le logiciel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK (ci-après, « Ludik ») de la Ville pour gérer l'ensemble des activités de vente, les locations et les remboursements aux usagers prévus à la présente convention.

Le Contractant s'assure que tous ses employés qui utilisent le système de gestion Ludik de la Ville ont reçu la formation nécessaire.

Le Contractant doit respecter les clauses relatives à l'accès à l'actif informationnel Ludik prévues à l'annexe 3 et s'assure de les faire respecter par ses employés.

Toutes les activités prévues à la présente convention doivent générer annuellement un montant minimum de Revenus d'un million six cent mille dollars (1 600 000 $) excluant les taxes. Les rapports de suivis nécessaires

sont accessibles par le Contractant afin de valider périodiquement l'atteinte de la cible.

Le Contractant est responsable des sommes perçues pour la Ville (déficits de caisse, pertes, vols, etc.) découlant de la perception quotidienne des Revenus pour le compte de la Ville. Les déficits de caisse seront entièrement assumés par le Contractant. La Ville récupérera à même les paiements mensuels prévus à la présente convention, les recettes non déposées. Toutefois, la Ville est responsable de toute somme perdue ou volée postérieurement à la cueillette par le transporteur.

Le Contractant s'engage à indemniser la Ville de toute perte subie par ce dernier pour :

- toute attestation fausse, inexacte ou erronée faite par le Contractant dans la présente convention;

- toute négligence, faute, action ou omission par le Contractant ou ses employés;

- toute inexécution de ses obligations découlant de la présente convention; ou;

- toute dérogation, par le Contractant ou ses employés, à une Loi dans le cadre de la présente convention.

8.1.1 Perception des Revenus

Le Contractant doit respecter les procédures et les encadrements fournis par la Ville, liés à la perception des Revenus associés à la tarification pour les activités, les cours, le camp de jour, les locations de l'Installation sportive et toute autre activité prévue à la présente convention.

Pour toutes les locations, le Contractant fera la perception des sommes en produisant des factures avec Ludik et il devra percevoir la TPS et la TVQ au nom de la Ville.

Les Revenus perçus en argent devront être entreposés dans un coffre-fort fourni par la Ville, incluant la liste de l'inventaire.

Les Revenus perçus par un terminal de point de vente (ci-après, un « TPV »), en argent et par chèque, encaissés à la billetterie par le Contractant seront transmis directement par PSM-Ludik à SIMON aux systèmes de la Ville à la fermeture des caisses, chaque jour.

Les transactions non enregistrées dans Ludik ne seront pas calculées dans le montant du boni à la performance du Contractant, décrit à l'article 8.2 de la présente Annexe.

Le Contractant préparera et transmettra les demandes de remboursement des usagers en conformité avec les directives et les exigences de la Ville qui lui seront communiquées. La Ville sera responsable d'émettre les paiements aux usagers concernés.

Le Contractant s'assure que les informations colligées dans le système Ludik soient toujours à jour.

Les rapports convenus et le détail des montants correspondant à chaque clé comptable prévue pour l'Installation sportive devront être fournis mensuellement.

8.1.2 Dépôt

Le Contractant doit effectuer les dépôts avec la documentation requise selon les procédures internes de la Ville et selon la fréquence convenue. Les dépôts comptants devront être accompagnés des

rapports convenus et du détail des montants correspondant à chaque clé comptable prévue pour cette Installation sportive.

Le dépôt préparé par le Contractant sera validé par la Ville afin de s'assurer qu'il correspond aux montants déposés au compte bancaire de la Ville ainsi que pour tenir compte des déficits de caisse.

La Ville assume les coûts reliés à la cueillette des dépôts d'argent sur le site de l'Installation sportive et le transport vers l'institution financière de la Ville. La Ville informe le Contractant de l'horaire de cueillette. Le Contractant doit suivre les procédures de la Ville selon le document remis et intitulé « Procédure pour les dépôts ».

8.1.3 Fourniture des équipements

Tous les équipements de perception des Revenus seront fournis par la Ville dont le TPV.

8.2 Honoraires du Contractant

Comme indiqué à l'article 8 de la convention, si les Revenus générés pour la gestion de l'Installation sportive, excluant les activités et projets propres au Contractant, sont supérieurs au montant minimum de Revenus d'un million six cent mille dollars (1 600 000 $), excluant les taxes, pour un exercice financier, soit du 1er janvier au 31 décembre, la Ville verse au Contractant, dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la fin de l'exercice financier en question, un boni à la performance représentant vingt-cinq pour cent (25 %) de la portion du montant des Revenus, supérieure à un million six cent mille dollars (1 600 000 $) jusqu'à concurrence d'un montant maximal de cinquante mille dollars (50 000 $) pour l'année en cours.

Le Contractant est responsable de fournir toutes les pièces justificatives au paiement du boni de performance.

Le Contractant doit assumer toutes les autres dépenses à encourir pour s'acquitter de ses obligations et de l'opération de l'Installation sportive prévues à la convention.

8.3 Facturation

Au plus tard le 5e jour de chaque mois, le Contractant remettra au Responsable une facture pour les services rendus dont le montant représentera le 1/12 du montant forfaitaire payable annuellement, plus taxes, à moins d'une indication contraire de la part de la Ville. Le Contractant fournira un modèle de facture au Responsable au début de la convention aux fins d'approbation et le numéro du bon de commande devra être clairement indiqué sur la facture. Le Contractant doit remettre à la Ville une facture du montant mensuel forfaitaire à être remboursé par la Ville en passant par facture@montreal.ca.

Le paiement de la dernière facture sera versé au Contractant dans les 30 jours de la réception de l'ensemble des rapports finaux, comme stipulé à l'Annexe 4 de la convention, et de la réception d'une confirmation qu'il n'existe aucune réclamation relative à la CNESST.

8.4 États financiers

Le Contractant s'engage à travailler sur une année financière débutant le 1er janvier et se terminant le 31 décembre.

Le Contractant doit faire parvenir annuellement au Responsable ses états financiers vérifiés représentant les Revenus du Contractant et toutes les dépenses effectuées dans le cadre de la présente convention, et ce, dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la fin de chaque exercice financier. Le Contractant doit transmettre au vérificateur général de la Ville ses états financiers vérifiés annuellement par voie électronique. L'adresse du vérificateur général est la suivante: conformitecontractuelle@bvgmtl.ca

Sur demande du Responsable, le Contractant doit permettre aux représentants de la Ville de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives sans frais et leur permettre d'en faire des copies.

Le Contractant doit produire annuellement, au nom de la Ville, les Relevés 24 – Frais de garde d'enfants des services offerts dans le cadre de la programmation d'activités, pour des services de garde donnant droit au crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants. Le Contractant doit également produire annuellement, au nom de la Ville, tout reçu ou toute documentation à être fourni pour l'inscription ou pour l'adhésion d'un enfant à un programme d'activité physique, notamment à des fins de crédit d'impôt, selon les instructions fournies par la Ville et les délais prescrits.

9. Obligations de la Ville

La Ville met à la disposition du Contractant les espaces décrits à l'Annexe 9 de la convention ainsi que le matériel et les équipements de base dont l'inventaire est mis à jour annuellement ainsi que les listes d'inventaire des équipements pour le Roulodôme et le Skaterpark, la sonorisation, l'éclairage, les équipements sportifs de location et le mobilier.

La Ville assume les dépenses pour relier l'Installation sportive à la centrale de sécurité de la Ville pour le système incendie, les gicleurs et la détection des gaz.

La Ville paye tous les coûts d'énergie de l'Installation sportive, notamment les coûts de l'électricité et du gaz naturel.

La Ville est responsable d'effectuer l'achat de l'équipement requis pour la réalisation des activités, dont les Modules, l'équipement destiné à la location, l'équipement sonore et autre.

10. Propriété intellectuelle

Conformément à la résolution du comité exécutif de la Ville, CE14 0402, et à la lettre du Contractant datée du 22 janvier 2013, Licence d'utilisation de marques de commerce, le Contractant accorde à la Ville une licence quant à l'utilisation des noms et marques suivants : « TAZ », « Le TAZ », « TAZ Roulodôme », « TAZ Skatepark », « TAZ, Roulodôme et Skatepark » et « Roulodôme et Skatepark » et « Le TAZ Skatepark » en association avec l'Installation sportive ou toute activité qui pourrait y avoir lieu. La Ville doit s'assurer de respecter tous les termes et conditions de cette licence.

Le Contractant est propriétaire unique et exclusif des noms et marques de commerces visés par la licence.

11. Comité conjoint

Les Parties conviennent de former un Comité conjoint composé de deux (2) représentants de la Ville et de deux (2) représentants du Contractant.

Le Comité conjoint doit être formé dès la signature de la convention.

Les membres du Comité conjoint ont l'obligation de se rencontrer minimalement quatre (4) fois par année.

Le Comité conjoint a notamment pour rôle :

- de s'assurer que les services prévus à la présente convention sont rendus par le Contractant selon les attentes de la Ville.
- d'adopter, après étude, des mesures pour faire respecter les normes usuelles d'opération et d'utilisation de l'Installation sportive, de même que les usages prévus à la convention.

- d'évaluer l'atteinte des objectifs identifiés au plan d'action présenté dans le plan d'exploitation du Contractant, la qualité et la suffisance des communications entre les Parties, ainsi que la qualité et la quantité des services rendus aux citoyens par le Contractant;

- d'établir annuellement le bilan des opérations (tant des programmes que du financement) et d'effectuer, au besoin, les recommandations qui s'imposent au Contractant et à la Ville afin de suggérer des ajustements dans l'application de la présente convention;

- de s'assurer que la programmation évolue selon les nouvelles tendances et qu'elle respecte les orientations de la Ville en matière de développement sportif;

- de déterminer les meilleures périodes du calendrier pour effectuer les travaux d'entretien majeurs, de modifications, de restauration ou de réparation à l'Installation sportive et soumettre à la Ville sa recommandation.

Les Parties s'engagent à référer tout différend relatif à l'application de la convention au Comité conjoint afin qu'il règle le différend. Advenant le cas où le Comité conjoint ne serait pas en mesure de régler un différend dans un délai raisonnable à la suite de sa soumission, celui-ci confiera au Responsable et au Président du conseil d'administration du Contractant, le soin de trouver une solution.

12. Dispositions générales

Le Contractant pourra soumettre, exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur l'exécution de la convention, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation de la convention.

En cas de fermeture prolongée due à la pandémie ou pour des travaux ou, en cas de mesures sanitaires réduisant la capacité d'accueil de l'Installation sportive, la rémunération du Contractant devra être révisée selon un accord convenu entre les deux Parties et approuvé par leurs instances décisionnelles respectives.

Le Contractant doit respecter toutes les orientations, les politiques et procédures établies et à être adoptées par la Ville, notamment les politiques d'ADS+ et de transition écologique.

Le Contractant doit maintenir l'accessibilité au rez-de-chaussée aux personnes handicapées dans l'Installation sportive, et ce, en respect du code du bâtiment des édifices publics.

Le Contractant doit procéder, à la demande de la Ville, à toute étude qu'elle jugera opportune, notamment, des enquêtes de satisfaction auprès des usagers de l'Installation sportive.

Le Contractant doit respecter toute instruction de la Ville à l'égard des zones de stationnement.

Le Contractant doit conserver les images enregistrées par le système de surveillance par caméra pour une période minimale de 90 jours.

Avant la fin de la convention et dans le but d'assurer une transition harmonieuse à tout nouveau contractant, le cas échéant, et pour minimiser les impacts sur le service offert, le Contractant devra planifier une période de transfert de connaissances. Un calendrier de rencontres et des formations à dispenser, le cas échéant, seront acheminés par écrit par le Responsable. Le Contractant devra préparer un cahier de charges qui sera remis au Responsable afin de faciliter le transfert d'information et de connaissances.

Le Contractant doit accorder à la Ville, pendant toute la durée de la convention, un statut d'observateur à toute assemblée générale des membres, à toutes les réunions de son conseil d'administration et à toutes les réunions du comité finance du conseil d'administration reliées à la présente convention. À cet effet, le Contractant autorise deux (2) représentants de la Ville à participer à toute assemblée générale des membres, à toutes les réunions de son conseil d'administration et à toutes les réunions du comité finance reliées à la présente convention.

ANNEXE 2
Calendrier d'opération

Voici les horaires types d'ouverture de l'Installation sportive selon les saisons, à titre de référence seulement, ces horaires peuvent être modifiés avec l'approbation du Responsable :

SKATEPARK

HIVER/PRINTEMPS Valide du 1 janvier au 21 juin	ÉTÉ Valide du 22 juin au 23 août	AUTOMNE Valide du 24 août au 31 décembre
15h à 21h	10h à 21h	15h à 21h
15h à 21h	10h à 21h	15h à 21h
15h à 22h 21h à 22h Heure Juste Skate	10h à 21h Relâche : Heure Juste Skate	15h à 22h 21h à 22h Heure Juste Skate
15h à 22h 21h à 22h Heure Juste BMX	10h à 21h Relâche : Heure Juste BMX	15h à 22h 21h à 22h Heure Juste BMX
15h à minuit	10h à minuit	15h à minuit
10h à 21h	10h à 21h	10h à 21h
10h à 21h	10h à 21h	10h à 21h

* Samedi et dimanche : Le TAZ est réservé aux 13 ans et moins et leurs familles pendant l'Heure Jeunesse.

ROULODÔME

	HIVER/PRINTEMPS Valide du 1er janvier au 21 juin	ÉTÉ Valide du 22 juin au 23 août	AUTOMNE Valide du 24 août au 31 décembre
LUNDI			
MARDI MERCREDI	FERMÉ	10h à 18h	FERMÉ
JEUDI	15h à 21h	10h à 21h	15h à 21h
VENDREDI	15h à minuit	10h à minuit	15h à minuit
SAMEDI*	10h à 21h	10h à 21h	10h à 21h
DIMANCHE*	10h à 18h	10h à 18h	10h à 18h

* Samedi et dimanche : Le TAZ est réservé aux 13 ans et moins et leur famille pendant l'Heure Jeunesse

Voici les congés fériés de l'année 2020, à titre d'exemple :

1er janvier	Jour de l'An : FERMÉ
2 au 6 mars	Semaine de relâche - Le TAZ au complet sera ouvert de 10h à 21h.
10 avril	Vendredi Saint - Le TAZ au complet sera ouvert de 10h à 21h.
13 avril	Lundi de Pâques - Le TAZ au complet sera ouvert de 10h à 21h.
18 mai	Journée nationale des patriotes / Fête de la Reine Le TAZ au complet sera ouvert de 10h à 21h.
24 juin	St-Jean-Baptiste : FERMÉ
1er juillet	Fête du Canada - Le TAZ au complet sera ouvert de 10h à 21h.
7 septembre	Fête du travail - Le TAZ au complet sera ouvert de 10h à 21h.
12 octobre	Action de grâce - Le TAZ au complet sera ouvert de 10h à 21h.
24-25 décembre	Noël : FERMÉ
31 décembre	Veille du Jour de l'An : FERMÉ

Horaire type du camp de jour offert selon les disponibilités des plateaux :

Du lundi au vendredi de 9 h à 16 h.
Service de garde disponible de 8 h à 9 h et de 16 h à 18 h.

ANNEXE 3

Clauses relatives à l'accès à l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK

DÉFINITIONS

Dans la présente annexe, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« **Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK** » : le système d'information de gestion des activités de sports et loisirs, lequel sert aussi à gérer les dossiers citoyens, propriété de la Ville;

« **Clé d'accès** » : une clé composée d'un identifiant et d'un authentifiant couplés l'un à l'autre. Le couple identifiant/ authentifiant peut être formé soit d'un code d'utilisateur et d'un mot de passe, soit d'une carte informatique et d'une information secrète connue du détenteur de cette carte (ex. : carte magnétique, carte à microprocesseur et numéro d'identification personnel (NIP)), soit d'un certificat électronique comprenant une clé de chiffrement;

« **Contrepassation** » : charge imputée (débit) par le fournisseur des services de paiement de la Ville à la suite du refus de ce dernier de créditer le montant d'une transaction ou à la suite de l'annulation d'un crédit se rapportant à une transaction;

« **Détenteur de l'actif informationnel** » : la directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville;

« **Taux d'escompte en vigueur** » : taux correspondant aux frais imputés par le fournisseur de services bancaires de la Ville pour l'obtention des services de paiement par carte de crédit. Ce taux est établi annuellement et correspond au taux réel moyen des frais imputés à la Ville pour l'année civile précédente

ARTICLE A3.1
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération du respect par le Contractant de toutes et chacune des conditions énoncées à la présente entente, la Ville s'engage à :

A3.1.1 Mettre à la disposition du Contractant : le système de gestion des activités de sports et loisirs, soit l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK;

A3.1.2 Assister le Contractant lors de la mise en œuvre de l'accès à l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK au sein du Contractant conformément aux modalités particulières détaillées aux Articles A3.3 et A3.4.

ARTICLE A3.2
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération de l'exécution par la Ville de ses obligations, le Contractant s'engage à:

A3.2.1 Remettre à la Ville toutes les taxes applicables sur les Revenus de location du Contractant ;

A3.2.2 Effectuer tout remboursement à un client à la suite de l'annulation d'une location et réclamer aux clients, s'il y a lieu, tous les frais d'annulation en vigueur selon le règlement de tarification.

Portée du droit d'accès

A3.2.3 Ne pas consulter ni interroger l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK pour le compte d'autrui, étant entendu que le droit de consulter et d'interroger l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK mis à sa disposition doit être exercé conformément à la loi et à la présente Annexe et aux documents auxquels elle renvoie;

Protection de l'information

A3.2.4 Appliquer les procédures administratives généralement reconnues en semblable matière afin qu'aucun tiers ne puisse prendre connaissance des consultations ou des interrogations effectuées par le Contractant ni de l'information obtenue par ce dernier;

A3.2.5 Ne conserver sous forme électronique aucune copie de l'information obtenue sans l'approbation préalable écrite du détenteur de l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK;

A3.2.6 Faire approuver par le Responsable toutes les mesures de protection de l'information adéquates pour les documents, tant sur support papier que sur support électronique et en assurer l'application;

Employés du Contractant et tiers

A3.2.7 S'assurer que ses employés et toute personne ayant accès à un poste de travail informatique du Contractant respectent les dispositions de la présente entente;

Vérifications

A3.2.8 Donner libre accès au Responsable, en tout temps, afin que ce dernier puisse s'assurer du respect des conditions de l'Article A3.3.

ARTICLE A3.3
DESCRIPTION ET UTILISATION DE L'ACTIF INFORMATIONNEL LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK

Description de l'actif informationnel

A3.3.1 La Ville met à la disposition du Contractant l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK décrit ci-dessous :

- les Modules de LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK que la Ville juge pertinents pour gérer les activités de sports et loisirs de la Ville et celles particulières du Contractant;

- certains équipements et logiciels informatiques (ci-après appelés « technologie de raccordement ») requis pour assurer le fonctionnement de LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK au sein du Contractant.

Utilisation de l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK

A3.3.2 Le Contractant s'engage à utiliser l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK mis à sa disposition par la Ville pour gérer les réservations du TAZ.

Conditions particulières d'accès et d'utilisation

A3.3.3 La technologie de raccordement mise à la disposition du Contractant ne peut servir que pour accéder et opérer le système LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK.

A3.3.4 La technologie de raccordement ne peut être copiée, modifiée, altérée ou cédée à une tierce partie.

A3.3.5 Seuls le personnel du Contractant, les administrateurs fonctionnels et informatiques du système LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK, ainsi que les employés autorisés de l'unité administrative corporative avec lequel le

Contractant est lié par entente, ont accès aux données du Contractant emmagasinées dans le système LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK. Tout autre accès doit faire l'objet d'une autorisation écrite du Contractant.

A3.3.6 En tout temps, le vérificateur général de la Ville peut avoir accès aux données du Contractant emmagasinées dans le système LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK dans le cadre de son mandat de vérification.

Personnes ayant accès à l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK

A3.3.7 Toute demande d'accès au système LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK formulée par le Contractant pour un employé doit comprendre les renseignements nominatifs suivants :

- nom et prénom;
- adresse postale;
- adresse de courrier électronique;
- téléphone.

A3.3.8 Le Contractant assure la Ville que seules les personnes que son Répondant identifie par écrit ont accès à l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK mis à sa disposition. Dès qu'une de ces personnes est affectée à des tâches qui ne requièrent plus l'accès à l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK, ou dès qu'elle est absente du poste pour une période de plus de soixante (60) jours, ou dès qu'elle cesse d'être une employée du Contractant, le Répondant de celle-ci s'engage à en aviser la Ville par écrit sans délai afin que tous les privilèges d'accès de cette personne soient révoqués. Le Contractant peut soumettre à la Ville le nom d'un nouvel utilisateur autorisé à accéder à l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK aux conditions prévues;

Personnes autorisées à donner accès à l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK

A3.3.9 Les administrateurs informatiques désignés par le responsable de l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK sont les seules personnes autorisées à octroyer les demandes d'accès à l'actif informationnel.

Renseignements personnels contenus dans les dossiers citoyens

A3.3.10 L'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK mis à la disposition du Contractant contient des renseignements personnels. Le Contractant gère un programme d'activités à caractère communautaire, sportif et/ou culturel au bénéfice de la population montréalaise auquel la Ville contribue financièrement et qui nécessite la collecte et l'accès de ces renseignements.

A3.3.11 La Ville, en vertu de l'article 67.2 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), autorise le Contractant à faire la collecte et obtenir l'accès aux renseignements personnels sur les citoyens contenus dans son actif informationnel aux conditions suivantes :

- Maintenir en tout temps une personne en poste (le « Répondant ») qui a suivi la formation offerte par la Ville en matière de protection des renseignements personnels;
- Considérer ces informations comme confidentielles et les traiter comme telles, conformément à la loi;
- N'utiliser que les informations qui sont strictement nécessaires à la gestion des activités de sports et loisirs offertes au public et ne s'en servir qu'à cette fin;
- Ne permettre à aucune autre personne d'accéder à ces informations que celles identifiées par écrit par le Répondant du Contractant;
- S'assurer que les employés du Contractant, utilisateurs du système LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK, sont adéquatement formés quant à la protection des renseignements personnels.

Procédures et guides d'utilisation

A3.3.12 Le Contractant s'engage à respecter les procédures et les directives d'utilisation spécifiques aux actifs informationnels que la Ville met à sa disposition. Ces procédures et directives sont contenues dans les manuels et guides d'utilisation des actifs informationnels concernés que la Ville met à la disposition du Contractant ou sont accessibles par le truchement d'écrans d'aide disponibles du Contractant.

ARTICLE A3.4
TECHNOLOGIES DE RACCORDEMENT ET SÉCURITÉ DES ACCÈS

Matériel et logiciels

A3.4.1 L'acquisition, l'installation, l'entretien et l'évolution du matériel et des logiciels requis pour que le Contractant puisse accéder à l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK mis à sa disposition, ainsi que la manipulation de matériel et de logiciel, sont aux frais de la Ville et sous la seule responsabilité du Contractant.

A3.4.2 La Ville se réserve le droit de faire évoluer en tout temps la technologie requise pour accéder à l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK, lequel sera installé sur quatre (4) postes de travail de la Ville seulement. Les autres postes de travail demeurent sous la responsabilité du Contractant et ne bénéficieront pas du soutien technique du Service des technologies informatiques de la Ville.

Lignes, services et réseaux de télécommunications

A3.4.3 L'accès du Contractant aux lignes, services et réseaux publics et privés de télécommunications pour relier ses équipements informatiques au réseau de télécommunications informatique de la Ville, afin d'accéder à l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK mis à sa disposition, est aux frais et sous la seule responsabilité du Contractant, de même que l'acquisition, l'installation, l'entretien et l'évolution des équipements de télécommunications requis, tels que les modems et les routeurs.

Mécanismes de sécurité

A3.4.4 L'acquisition, l'installation, l'entretien et l'évolution des mécanismes de sécurité prescrits par la Ville afin d'authentifier les utilisateurs externes de son Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK, tels que des cartes physiques ou des certificats électroniques, sont aux frais de la Ville et sous la seule responsabilité du Contractant.

A3.4.5 La Ville se réserve le droit de faire évoluer, en tout temps, les mécanismes qu'elle prescrit pour assurer une authentification adéquate des utilisateurs externes de son actif informationnel.

A3.4.6 Le Contractant s'engage à ne poser aucun acte visant à briser les mécanismes de sécurité mis en place ou prescrits par la Ville. À titre d'exemple, seront considérés comme de tels actes :

- L'utilisation non autorisée d'un système ou d'un réseau privé (incluant les tentatives d'intrusion);
- L'utilisation de programmes ou d'autres moyens qui endommagent l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK ou un actif de télécommunication (par exemple : virus informatique);
- L'utilisation de programmes, de logiciels ou d'autres moyens en vue d'intercepter l'information véhiculée sur un réseau, d'en prendre connaissance ou de la diffuser;
- Le déchiffrage ou le décodage de codes ou de clés d'accès, de fichiers ou de mots de passe en vue d'accéder à un poste de travail, à un système ou à un réseau de télécommunications;
- L'utilisation d'une Clé d'accès d'un tiers;

- La lecture, la modification, la destruction ou la diffusion non autorisée d'une information, d'un programme ou d'un logiciel appartenant à un tiers;
- L'interférence en vue de dégrader la performance d'un poste de travail, d'un système informatisé ou d'un réseau de télécommunications informatiques.

Utilisation des clés d'accès

A3.4.7 Le Contractant s'engage à n'utiliser que les clés d'accès que lui fournit la Ville. Chacune des clés d'accès est unique et ne doit être utilisée que par un seul utilisateur autorisé du Contractant. Ces clés permettent d'authentifier les représentants autorisés du Contractant, d'autoriser l'accès à l'Actif informationnel LOISIRS MONTRÉAL / LUDIK mis à sa disposition ou, le cas échéant, de chiffrer ou déchiffrer l'information transmise sous forme de fichiers électroniques.

Confidentialité des clés d'accès

A3.4.8 Les clés d'accès que la Ville fournit au Contractant sont confidentielles. Le Contractant s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour protéger adéquatement les clés d'accès. Dans le cas où la confidentialité d'une Clé d'accès est compromise, ou qu'un risque existe qu'un tiers utilise une Clé d'accès sans l'autorisation de la Ville, le Contractant s'engage à demander sans délai à la Ville d'annuler la Clé d'accès et de la remplacer par une autre, s'il y a lieu.

A3.4.9 La Ville peut également, si elle l'estime nécessaire, dans les cas prévus à l'article A3.4.8, annuler la Clé d'accès et la remplacer par une autre, s'il y a lieu.

Politique de sécurité de l'information de la Ville de Montréal

A3.4.10 Le Contractant s'engage à respecter les encadrements découlant de l'application de la *Politique de sécurité de l'information de la Ville de Montréal* jointe à Article 4.

ARTICLE 4
POLITIQUE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION DE LA VILLE DE MONTRÉAL
22 juin 2006

INTRODUCTION

L'information est plus que jamais au cœur des solutions permettant d'optimiser les processus d'affaires. En contrepartie, la sécurité des informations risque d'être compromise si des actions préventives et concrètes ne sont pas systématiquement entreprises lors de l'élaboration des solutions d'affaires électroniques ou lors de l'adoption de pratiques de gestion documentaire et de leur évolution tout au long de leurs cycles de vie. Pour ne mentionner que la fuite d'une information stratégique avantageant un promoteur immobilier, la publication d'un renseignement nominatif portant atteinte à un citoyen ou à un employé, une opération comptable frauduleuse à l'aide d'un système informatique ou une attaque du cyberespace mettant en péril les opérations de la Ville, les risques sont multiples. Ces risques d'affaires à l'égard de la sécurité des informations peuvent être de nature légale, stratégique ou financière, entacher la réputation de la Ville et nuire au modèle de confiance des citoyens envers la Ville.

L'importance de la protection des informations pour la Ville justifie la mise en place d'un programme de gestion de la sécurité de l'information dans le but de maintenir les niveaux de risques en conformité aux attentes de l'administration municipale. Ce programme doit aussi tenir compte des dimensions organisationnelles, humaines, juridiques, financières et technologiques.

Un programme efficient de sécurité de l'information nécessite une coordination et des actions concrètement intégrées provenant du haut de la hiérarchie vers le bas. L'endossement, la promotion, l'engagement formel ainsi que le soutien de la haute direction sont des prérequis à la réussite du programme de sécurité de l'information. Ainsi, dans ce contexte, la présente politique est élaborée dans le but de soutenir un

programme de sécurité de l'information à la Ville. Cette politique confirme l'engagement de la Ville et démontre l'importance que revêt la protection de ses actifs informationnels.

1. Objectifs

Énoncer la politique corporative de la Ville afin **d'assurer l'intégrité, la confidentialité, la disponibilité de l'information et la protection de ses actifs informationnels**. Cette politique vise aussi à s'assurer que la Ville sera en mesure de faire face à des défaillances techniques ou humaines, aux actes malveillants, ainsi qu'à des sinistres.

2. Définition

Information : information sous toutes formes (écrite, alphanumérique, numérique, sonore, graphique, imagée, photographique, symbolique, dessinée, etc.), sur tout support médiatique ou canal de communication filaire et non-filaire.

Document : Information organique et consignée, quel qu'en soit le support médiatique.

Système, technologie de l'information ou de communication : sont considérés comme tels, notamment : une base de données, une application, un programme, un logiciel, un équipement informatique ou de télécommunication, un espace virtuel, un ordinateur, une imprimante, un télécopieur, un téléphone, un émetteur radio, un organiseur personnel, un numériseur, etc.

Actif informationnel : toute information, tout document, tout système et toute technologie de l'information ou de communication.

Responsable d'un actif informationnel : gestionnaire de la Ville agissant à titre de propriétaire ou de fiduciaire d'un actif informationnel.

3. Champs d'application

Cette politique s'applique à l'ensemble de la Ville. Elle s'applique à tous les employés de la Ville, aux firmes externes ou tierces qui utilisent l'information ou accèdent aux actifs informationnels de la Ville en vertu d'une autorisation. Finalement, elle s'applique à tous les actifs informationnels possédés ou utilisés par la Ville.

Cette politique respecte les obligations du Service de police (SPVM) et du Service de la sécurité incendie vis-à-vis les politiques et procédures spécifiques en sécurité les liant à d'autres corps policiers et organismes de sécurité publique, tels que la Sûreté du Québec (SQ), la Gendarmerie Royale du Canada (GRC), et l'Organisation de la sécurité civile du Québec. Dans le cas d'ambiguïté ou d'un conflit entre la présente politique et les politiques de ces organismes, la plus restrictive prédominera.

4. Cadre réglementaire

Certains volets de la sécurité de l'information sont notamment régis par:

- La Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information (L.R.Q., chapitre C-1.1)
- La Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1).
- La Loi sur les archives (L.R.Q., chapitre A-21.1).
- La Loi canadienne sur le droit d'auteur (L.R.C., chapitre C-42).
- Le Code civil du Québec.
- La Loi sur la preuve (L.R.C., chapitre C-5).
- La Loi concernant le droit criminel (L.R.C. 1985, chapitre C-46).
- La Loi sur la sécurité civile (L.R.Q. chapitre S-2.3)

5. Principes directeurs et orientations

La gestion des risques liés à l'utilisation des actifs informationnels est un défi comportant des dimensions organisationnelles, humaines, juridiques, financières et technologiques. Les risques sont gérés de manière à répondre aux attentes des

lignes d'affaires et aux exigences de l'administration municipale ainsi qu'en fonction des pratiques reconnues du domaine.

- Un comité de sécurité de l'information oriente le domaine et s'assure des attentes des différentes lignes d'affaires et de l'administration municipale. Les travaux de ce comité sont appuyés par un programme continu de gestion des risques.
- La Direction générale de la Ville reconnaît le caractère multidisciplinaire du domaine, elle assure et protège l'intégrité du Comité de sécurité de l'information.
- Les arrondissements et les services municipaux reconnaissent qu'il y a un besoin en matière de sécurité de l'information et collaborent activement aux travaux du Comité de la sécurité de l'information.
- Lorsque démontré, les inconduites et les négligences portant atteinte à la sécurité d'un actif informationnel conduisent à des sanctions contre les fautifs.

Les actifs informationnels utilisés à la Ville sont protégés afin d'en assurer l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité requise.

- Pour chacun des actifs informationnels de la Ville, il y a un responsable nommé qui s'assure notamment de la sécurité de cet actif.
- Chaque actif informationnel est qualifié, par son responsable, en regard de sa criticité aux affaires de la Ville en fonction des attributs d'intégrité, de confidentialité et de disponibilité.
- Les incidents et les faiblesses de sécurité sont obligatoirement déclarés, aux responsables nommés des actifs concernés, dès leur découverte.
- L'imputabilité et l'authenticité des actes posés par les personnes ainsi que l'authenticité des documents, sont assurées par des mesures de sécurité sur les actifs informationnels, lorsque requis.
- L'intégrité des actifs informationnels est assurée par la mise en place de mesures adéquates et adaptées à la nature de l'information et des actifs à protéger.
- La disponibilité des actifs informationnels est assurée par la mise en place de mesures adéquates et adaptées à la nature des besoins en matière de continuité d'affaires.
- La confidentialité de l'information est assurée de manière à respecter les lois et décisions de la Ville par une accessibilité limitée aux seules personnes habilitées conformément aux pratiques reconnues de saine gestion.
- Les actifs informationnels sont considérés la propriété exclusive de la Ville en tenant compte des ententes contractuelles, accords de licences, prêts, utilisations et cessions avec de tierces parties. Des règles sont conventionnées avec les tiers, afin d'assurer l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des actifs informationnels dont la Ville est propriétaire ou fiduciaire.

La promotion de la sécurité des actifs informationnels se fait par l'entremise d'un programme de sensibilisation auquel tous les employés sont interpellés.

- Un programme de sensibilisation global est mis en œuvre par le Comité de sécurité de l'information dans le but d'informer les décideurs, responsables d'actifs, gestionnaires, spécialistes en technologie et utilisateurs des bonnes pratiques générales en matière de sécurité de l'information.
- Les responsables d'actifs informationnels sont les intervenants de premier ordre pour informer et sensibiliser les utilisateurs à l'égard de la sécurité de tous les actifs qu'ils rendent disponibles.
- Des canaux de communication efficients sont utilisés pour faciliter l'accès et la diffusion des informations à toutes les personnes.

L'imputabilité, les attentes procédurales, comportementales et technologiques spécifiques à la sécurité des actifs informationnels sont documentées par des encadrements administratifs et sont appuyées par des mesures administratives et technologiques.

Sans exclure l'utilisation de standards complémentaires, la pratique de la sécurité de l'information de la Ville s'inspire principalement du cadre de référence ISO 17799. Ce

standard international définit, d'une manière structurée, les lignes-guides des contrôles minimaux pour assurer une saine gestion de la sécurité en fonction des 11 domaines que voici :

- Politique de sécurité ;
- Organisation et gestion de la sécurité ;
- Classifications et contrôles des actifs informationnels ;
- Sécurité du capital humain ;
- Sécurité des installations et de l'environnement ;
- Gestion des opérations et des communications ;
- Contrôle des accès logiques ;
- Conception et entretien des systèmes ;
- Gestion des incidents ;
- Gestion de la continuité des affaires ;
- Conformité.

La présente politique est appuyée d'un corpus d'encadrements (ex. : Directives, procédures, guides, standards et normes) qui précise les orientations en matière de sécurité de l'information pour notamment atteindre les objectifs spécifiques à chacun des 11 domaines du standard ISO-17799, ainsi que pour se conformer aux orientations de la Ville et aux autres standards en matière de sécurité de l'information.

6. Gouvernance du domaine

L'Équipe de direction:

- est le porteur de la présente politique et elle en promeut le respect des principes et l'imputation des responsabilités ;
- réévalue et s'assure que la présente politique répond aux orientations, exigences d'affaires, et cadre législatif de la Ville ;
- détermine la structure organisationnelle visant à assurer une saine gestion de la sécurité de l'information à la Ville et d'en contrôler objectivement l'état ;
- décide des orientations à l'égard des recommandations du Comité et s'assure qu'elles atteignent les objectifs de l'administration municipale ;
- tient l'administration municipale informée des activités du domaine lors de projets d'envergures, d'incidents importants et de sinistres.

Le Directeur général:

- émet les encadrements administratifs (ex. : Directives, procédures, guides, standards et normes) visant à préciser l'imputabilité, les attentes procédurales, comportementales et technologiques spécifiques à la sécurité des actifs informationnels de la Ville.

Le Comité de sécurité de l'information :

- s'assure d'une saine gestion des risques par l'adoption d'une stratégie de gestion de risques qui rencontre les attentes des lignes d'affaires et de la direction générale en tenant compte des dimensions organisationnelles, humaines, juridiques, financières et technologiques ;
- évalue la performance de la gestion des risques, fait rapport à la Direction générale et émet les recommandations appropriées ;
- évalue les besoins en encadrements et propose les changements à la Direction générale et maintient un registre de ses activités ;
- est notamment composé des représentants d'arrondissements et des lignes d'affaires pour lesquels la sécurité de l'information est primordiale ainsi que des secteurs d'expertise suivants: direction générale, affaires juridiques, gestion du capital humain et relations de travail, greffe, communications internes, patrimoine immobilier, identification des personnes et technologies de l'information.

Le responsable d'un actif informationnel :

- gère la sécurité de cet actif en conformité aux attentes d'affaires, aux exigences de tous les autres responsables d'actifs concernés, aux encadrements et au cadre législatif de la Ville ;
- gère les risques de cet actif informationnel : de l'identification des vulnérabilités, en passant par l'identification des menaces, l'analyse de potentialité de risques et des impacts sur les affaires, la planification, le choix ainsi que la mise en œuvre des mesures d'atténuation de risques, jusqu'à l'évaluation des risques résiduels ;
- gère les incidents de sécurité: de la prévention, au dépistage, à l'enregistrement, à l'analyse, au traitement, jusqu'aux mesures correctives pour en prévenir la répétition ;
- informe et sensibilise les utilisateurs à l'égard de la sécurité des actifs informationnels sous sa responsabilité dans le but de réduire les risques.

Les employés de la Ville, les firmes externes ou tierces qui utilisent des actifs informationnels de La Ville :

- respectent les principes directeurs contenus dans la présente politique ainsi que tout encadrement du corpus subséquent.

7. Responsabilité d'application et reddition de comptes

- Chaque gestionnaire est responsable de faire appliquer les principes directeurs contenus dans la présente politique et d'en rendre compte dans sa ligne hiérarchique.
- Le Comité de sécurité de l'information peut recommander en tout temps à l'Équipe de direction de demander une reddition de comptes sur l'application des principes directeurs de la présente politique.

8. Sanctions

- Les gestionnaires de la Ville, conseillés par les spécialistes en gestion de capital humain, sont tenus d'imposer des sanctions aux contrevenants qu'ils gèrent, s'il est démontré qu'une inconduite ou une négligence a engendré un incident de sécurité.

ANNEXE 4
Rapports et documents à fournir à la Ville

Chaque année, le Contractant doit remettre au Responsable, dans les délais mentionnés ci-dessous, les informations et documents ci-après ainsi que tout autre document ou information demandée par le Responsable. Le contenu des différents rapports devra être approuvé au préalable par le Responsable.

Liste des rapports et documents	Fréquence
Facturation ou rapport TPS TVQ	Mensuel (selon le calendrier de la Ville)
Facturation annuelle incluant les Revenus autonomes, ainsi que toutes les dépenses et tous les frais, montant forfaitaire	Annuel
Rapport mensuel de fréquentation (statistiques complètes concernant les inscriptions, la fréquentation du TAZ et la participation du public aux événements)	Mensuel : Au plus tard le 21e jour de chaque mois
Rapport des dépenses et des revenus	Mensuel : Au plus tard le 21e jour de chaque mois
Prévisions budgétaires	Sur demande
États financiers vérifiés incluant un tableau des projets non inclus à la présente convention présentés de façon distincte se déroulant dans l'Installation sportive	Annuel : 90 jours de la fin de chaque exercice financier
Certificat de renouvellement de la police d'assurance	Annuel : 15 jours avant son échéance
Le plan d'exploitation doit inclure : • la programmation des activités comprenant, les cours, des activités régulières et spéciales, le camp de jour, les spectacles et événements prévisibles ainsi que les locations des différents espaces de l'Installation sportive et les animations offertes hors site avec la Caravane ; • les périodes et les horaires d'ouverture de l'Installation sportive, tels que présentés à l'Annexe 2 ; • la publicité et la promotion proposées pour soutenir la programmation des activités ; • les ressources humaines qui permettront de soutenir la programmation des activités, dont l'organigramme, les horaires de travail, le nombre d'employés, les descriptions de fonction ; • les heures d'ouverture du service de location et une suggestion du prix des locations d'équipements, les tâches et les horaires de l'entretien sanitaire tels que présentés à l'Annexe 7, • la grille de l'entretien correctif de l'Installation sportive incluant la fréquence des entretiens, les fournisseurs incluant les coûts, lesquelles doivent respecter les conditions indiquées à la présente Annexe ; • les projets à réaliser répondant à l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+) ; • le budget prévisionnel d'opération de l'Installation sportive ; l'organigramme des employés affectés à la présente convention; • fournir annuellement des idées quant au développement de l'installation et les achats/améliorations à apporter.	Annuel : pour le 1er novembre de chaque année
Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle	Annuel : à produire au cours du mois suivant la tenue de l'assemblée générale annuelle
Noms et coordonnées des administrateurs	Annuel : à produire au cours du mois suivant la tenue de l'assemblée générale annuelle Dès qu'un changement est apporté en cours d'année
Modifications aux lettres patentes, s'il y a lieu	dès qu'un changement est apporté
Modifications aux règlements généraux, s'il y a lieu	dès qu'un changement est apporté
Rapport d'inspection de la propreté de l'Installation sportive	Sur demande
Inventaire annuel réajusté des équipements	Annuel
Inventaire de clés et de ses détenteurs	Sur demande
Copie de tous les Contrats de services	dès qu'un changement est apporté

Liste des rapports et documents	Fréquence
Listes des incidents et plaintes	Sur demande
Rapport d'accidents	Mensuel
Rapport de vols	Sur demande
Conditions et règlements d'utilisation des lieux	dès qu'un changement est apporté
Copie de chacun des outils de communication réalisés	dès qu'un changement est apporté
Horaire type à fournir incluant toutes les plages horaires et les personnes concernées	Mensuelle
Réglementation proposer des changements, si nécessaire, et faire respecter la réglementation	Selon le besoin
Le rapport annuel doit comporter les éléments suivants : • Les périodes et horaires d'ouverture prévus; • Les périodes et horaires d'ouverture réels de l'Installation sportive; • La programmation réalisée; • Les statistiques de participation à toutes les activités (libres, locatives ou dirigées, camp de jour, etc.); • Pour la visibilité : les outils de communication (publicité et promotions réalisées, une revue de presse, des photos, des vidéos, et tout indicateur permettant d'évaluer la participation ou la satisfaction citoyenne; • Liste des commanditaires et du soutien reçu; • Service de location d'équipements et d'articles de sport (Bilan financier annuel et ratios); • L'entretien ménager et sanitaire; • L'entretien correctif des équipements; • Bons coups, problématiques et améliorations proposées pour les éléments mentionnés ci-dessus; • Bilan des réalisations; • Liste des événements écoresponsables réalisés incluant les actions écoresponsables pour chaque événement; • Statistiques ADS+, soit le portrait de la clientèle participant aux activités de l'Installation et les actions mises de l'avant. Ex. : projet Fillactive; • Le bilan financier annuel;	Quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son année financière. Ce rapport doit porter sur l'année précédente, soit du 1er janvier au 31 décembre
Plan d'évacuation et un plan d'urgence	Sur demande
Attestation de conformité délivrée par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)	Sur demande
Tout autre rapport ou information jugé pertinent par le Responsable	Sur demande

ANNEXE 5
Événements écoresponsables

Les événements sportifs favorisent la diversité et le dynamisme du milieu sportif et le maintien de l'expertise spécialisée en sport. Suivant le plan stratégique de la Ville, Montréal 2030, le SGPMRS sensibilise les promoteurs à organiser des événements écoresponsables et/ou zéro déchet.

Ainsi, pour tout événement tenu dans l'Installation sportive, le promoteur de l'événement doit produire un plan écoresponsable de son événement. Le Contractant doit s'assurer de demander aux promoteurs un plan écoresponsable de leur événement.

Le plan doit déterminer les objectifs d'écoresponsabilité de l'événement et contenir des actions qui seront mises en place à différents niveaux, voici des exemples:

- **ressources humaines**
  Ex. : nommer un responsable des mesures écoresponsables, avoir un comité vert composé d'un minimum de 2 personnes, participer à des formations sur les principes du développement durable si ce n'est pas déjà fait, etc.

- **alimentation**
  Ex. : utiliser de la vaisselle réutilisable, compostable ou recyclable, éliminer les items en styromousse et de plastique numéro 6, offrir une option végétarienne pour l'ensemble des repas, éviter la distribution de bouteilles en plastique (sauf si cela est justifié), privilégier les achats d'aliments locaux et de saison, biologiques, équitables, etc.

- **gestion des matières résiduelles et des sources d'énergie**
  Ex.: disposer de stations de triage - compost, recyclage et poubelles - en quantité suffisante, aux endroits stratégiques et prévoir un mode d'affichage efficace, créer une brigade verte responsable de s'assurer du bon tri des déchets, mettre en place des stratégies afin de détourner les déchets à 50 %, etc.

- **sensibilisation et éducation à l'environnement**
  Ex. : informer et former les bénévoles afin qu'ils deviennent des ambassadeurs de l'écoresponsabilité, rédiger une page sur le sujet dans le guide du bénévole, communiquer et faire la promotion des mesures écoresponsables mises en place par l'événement, rédiger un guide pour l'animateur avec les points essentiels concernant l'écoresponsabilité afin qu'il communique en ce sens, etc.

- **transports, déplacements et émission de gaz à effet de serre (GES)**
  Ex. : réduire l'impact environnemental des transports dans l'organisation de l'événement - favoriser les rencontres en vidéoconférence, utiliser les transports en commun ou le covoiturage, inciter les participants à opter pour un moyen de transport durable par différents moyens: fournir de l'information relative aux transports en commun, offrir ou organiser des navettes, offrir des billets pour les transports en commun, s'assurer qu'il y a des supports à vélo sur place et le communiquer, valoriser les bénévoles, les spectateurs et les participants qui utilisent les transports en commun, les transports actifs et le covoiturage, choisir des fournisseurs locaux pour réduire l'impact des déplacements, choisir des fournisseurs qui ont une politique ou des pratiques de développement durable, etc.

- **communications**
  Ex. : éviter l'affichage et la documentation papier, employer l'affichage numérique, avoir seulement un formulaire d'inscription en ligne, utiliser des matériaux recyclés et recyclables, réutiliser les éléments visuels d'année en année, etc.

ANNEXE 6
Protocole de visibilité (version mai 2021)

Le Contractant doit respecter toutes les dispositions du présent protocole dans le cadre de la convention conclue avec la Ville. Le Contractant doit :

1. Engagements du Contractant

1.1 S'assurer que la Ville a déjà émis une communication sur la présente convention avant d'émettre une première communication officielle, le cas échéant;

1.2 Faire approuver toutes communications publiques émises dans le cadre de la convention, selon les exigences, les modalités et les délais d'approbation prévus à la présente Annexe;

1.3 Permettre à la Ville de participer aux activités de relations publiques et médias, telles que définies au point 2.2 de la présente Annexe.

2. Communications

2.1 Reconnaissance de la collaboration

- Apposer le logo de la Ville sur les outils de communication produits dans le cadre de la convention, qu'ils soient sur un support imprimé, numérique ou électronique, selon les modalités décrites à la section 3 ci-dessous;
- Mentionner la Ville dans toutes les communications diffusées, verbalement ou par écrit, avec l'une des deux mentions suivantes :
  - « en partenariat avec la Ville. »
  - « en collaboration avec la Ville. »
- Si le logo ne peut être inséré dans une communication, notamment dans les nouvelles publiées sur les médias sociaux, le Contractant devra inclure l'une des mentions précisées ci-haut;
- Le logo de la Ville ne peut pas faire partie d'un regroupement de logos avec d'autres partenaires, notamment dans le cadre d'une commandite. Le logo de la Ville doit toujours être positionné de façon à représenter de façon juste et équitable son statut de partenaire principal.

2.2 Relations publiques et événements publics

Lors d'une **annonce importante ou d'un événement public o**rganisé dans le cadre de la présente convention, le Contractant doit informer le Responsable de la présente convention afin qu'il puisse :

- Inclure un message officiel dans les communications écrites, incluant les communiqués de presse, au moins **quinze (15) jours ouvrables** avant la date limite de livraison du matériel pour impression;
- Inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal à participer aux annonces importantes et aux conférences de presse un minimum de **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance;
- Dans l'éventualité où un-e représentant-e officiel-le aurait accepté de participer à une annonce importante ou à un événement public, s'assurer de coordonner, d'effectuer un suivi et de valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;
- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville, ainsi que ceux qu'ils ont mandatés (influenceurs, photographes, vidéastes, etc.), et valider avec eux que les personnes peuvent faire l'objet d'une captation visuelle.

2.3 Publicité et promotion

- Convenir et remettre à la Ville des photographies et/ou des vidéos officielles, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

- S’assurer de la présence des logos de la Ville et du Contractant sur le plan de fin de toutes les vidéos produites.

2.4 Bilan de visibilité

- Remettre au Responsable de la présente convention un bilan annuel qui peut inclure, par exemple : les outils de communication, une revue de presse, des photos, des vidéos, et tout indicateur permettant d’évaluer la participation ou la satisfaction citoyenne;

3. Modalités

3.1 Normes graphiques et linguistiques

- Ne pas utiliser le nom, le logo et les mentions de la Ville en dehors du contexte de la présente convention;
- Respecter les règles d’utilisation du logo de la Ville;
- Respecter les lois et règlements en vigueur, incluant la loi sur la langue française.

3.2 Approbations

- Soumettre pour approbation au **Responsable de la présente convention**, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant la diffusion les communications émises dans le cadre de la présente convention :
  - Les communiqués de presse et les avis médias;
  - Toutes publications soulignant la contribution de la Ville.
  - Soumettre pour approbation au **Service de l’expérience citoyenne et des communications** (visibilite@montreal.ca) de la Ville le positionnement du logo sur toutes les communications imprimées et numériques, au moins **dix (10) jours ouvrables** avant leur envoi pour impression ou leur diffusion. Une bordure sera approuvée avec les deux logos (de la Ville et du Contractant) afin de s’assurer de leur présence sur toutes les publications.

3.3 Contacts

- **Ville, Service de l’expérience citoyenne et des communications**

Pour obtenir le logo et le guide de normes graphiques de la Ville, ou pour toute question portant sur ce sujet, veuillez écrire à : visibilite@montreal.ca

ANNEXE 7
Plan d'entretien sanitaire

Le Contractant est responsable de l'entretien sanitaire de l'Installation sportive, voici une liste non exhaustive des tâches à exécuter.

Tâches	Lundi	Jeudi	Samedi	Dimanche
Plancher du Roulodôme	X	X	X	X
Plancher du Skatepark	X		X	
Toilettes (vadrouille, miroirs, cuves, remplacement de papier, cabines, urinoirs, vérifier pastilles, lavabos, présence de gommes et papiers, poussières)	X	X	X	X
Studio (au besoin le lundi)	X	X	X	X
Entrée principale	X	X	X	X
Cafétéria	X	X	X	X
Tapis tunnel (au besoin le dimanche)	X		X	X
Poubelles + Recyclage (samedi & dimanche côté Skatepark)	X	X	X	X
Fenêtres d'entrée principale	X			
Fenêtres au Roulodôme	X			
Toilettes de l'administration		X		
Entretien complet des bureaux adm. + salle d'employé (aux deux semaines)		X		
Toilettes 2e étage			X	
Toutes les fenêtres			X	
Escalier côté administration				X
Studio côté Roulodôme				X
Poubelles à l'extérieur				X

En cas d'événement, plus de personnel pourrait être requis pour maintenir l'installation propre.

HORAIRE

LUNDI	6 h à 14 h
JEUDI	6 h à 14 h
SAMEDI	6 h à 14 h
DIMANCHE	6 h à 14 h

À noter qu'une heure supplémentaire est autorisée chaque jour de travail le cas échéant.

ANNEXE 8
Plan d'entretien et d'inspection

Le tableau ci-dessous indique les responsabilités de l'entretien de l'Installation sportive qui incombent à la Ville et au Contractant, la liste n'est pas exhaustive.

Type d'entretien/d'intervention	Responsable	Type d'entretien	Fréquence	Période de l'année	Fournisseur actuel	Date de début du contrat actuel	Date de fin du contrat actuel	Montant annuel (avant taxes)	Montant annuel (avec taxes)
Entretien sanitaire									
Aspirateur sur la structure interne du bâtiment	Ville-DGIS	Préventif	tous les 2 ans	Automne	Entretien Mathilde				
Entretien ménager	TAZ	Ménager	4 jours / sem	Toute l'année	Propêt				
Nettoyage des compresseurs au restaurant	TAZ	Préventif	tous les mois		TAZ				
Nettoyer les gratte-pieds	TAZ	Mineur	1 fois / année	Printemps	TAZ				
Aspirateur dans les entrepôts - salle d'eau - outillage	TAZ	Préventif	2 fois / année	Print./Aut.	TAZ				
Inspection de la toiture et entretien régulier									
Inspection du toit: déchirures, nettoyage des drains, parapets, etc.	Ville-DGIS	Préventif	2 fois / année	Print./Aut.	TAZ				
Inspection hebdomadaire									
Inspection du bâtiment et terrain	TAZ	Mineur	Quotidien	Toute l'année	TAZ				
Inspection au casse-croûte	TAZ	Mineur	Quotidien	Toute l'année	TAZ				
Inspection skatepark et installations sportives (modules)	TAZ	Mineur	Quotidien	Toute l'année	TAZ				
Entretien des systèmes de contrôles									
Panneaux de contrôles électriques	Ville-DGIS	Préventif	1 fois / année		Gérald Paquette				
Fileries électriques de contrôle	Ville-DGIS	Préventif	1 fois / année		Gérald Paquette				
Thermostats électriques	Ville-DGIS	Préventif	2 fois / année		Gérald Paquette				
Transmetteurs électriques	Ville-DGIS	Préventif	2 fois / année		Gérald Paquette				
Boîtes d'air à actuateurs électriques	Ville-DGIS	Préventif	2 fois / année		Gérald Paquette				
Valves à actuateurs électriques	Ville-DGIS	Préventif	2 fois / année		Gérald Paquette				
Actuateurs électriques de volets	Ville-DGIS	Préventif	Maintenance 4 fois / année		Diffusair				
Autres contrôles électriques (incluant relais et vannes courant SCR)	Ville-DGIS	Préventif	Maintenance 4 fois / année		Diffusair				
Contrôleurs, équipements et contrôles de type DDC (Direct Digital Contrôle)	Ville-DGIS	Préventif	Maintenance 4 fois / année		Diffusair				
Ventilateurs intérieurs (alimentation, retour et/ou évacuation)	Ville-DGIS	Préventif	Maintenance 4 fois / année		Diffusair				
Ventilateurs d'évacuation intérieurs	Ville-DGIS	Préventif	Maintenance 4 fois / année		Diffusair				
Ventilateurs d'évacuation extérieurs	Ville-DGIS	Préventif	Maintenance 4 fois / année		Diffusair				
Unités monoblocs de toiture	Ville-DGIS	Préventif	Maintenance 4 fois / année		Diffusair				
Lubrification des systèmes centraux intérieurs de ventilation, ventilateurs intérieurs	Ville-DGIS	Préventif	Maintenance 4 fois / année		Diffusair				
Nettoyage de serpentins de refroidissement et de chauffage des systèmes extérieurs	Ville-DGIS	Préventif	Maintenance 4 fois / année		Diffusair				
Remplacement des filtres plissés jetables des différents systèmes de ventilation (intérieurs et extérieurs) des ventilo convecteurs et des entrées d'air frais filtrées	Ville-DGIS	Préventif	Maintenance 4 fois / année		Diffusair				
Nettoyage des condenseurs à air	Ville-DGIS	Préventif	Maintenance 4 fois / année		Diffusair				
Conduits d'aérations	Ville-DGIS	Préventif	Aux 5 ans		Air Technovac				
Portes de garage et portes déroulantes	Ville-DGIS	Préventif	1 fois / année	Automne	JPR				
Réparation et ajustement des portes de garage	Ville-DGIS	Préventif	Au besoin		TAZ				
Départ des unités de condensation et des climatiseurs de type plaque murale	Ville-DGIS	Préventif	1 fois / année	Été	TAZ				
Entretien des unités de condensation et des climatiseurs de type plaque murale									
Arrêt des unités de condensation et des climatiseurs de type murale	Ville-DGIS	Préventif	1 fois / année	Automne	TAZ				
Nettoyage des climatiseurs de type plaque murale	Ville-DGIS	Préventif	1 fois / année	Automne	TAZ				
Entretien des systèmes de chauffage									
Arrêt du chauffage (sauf vapeur)	Ville-DGIS	Mineur	1 fois / année	Printemps	TAZ				
Départ du chauffage (sauf vapeur)	Ville-DGIS	Mineur	1 fois / année	Automne	TAZ				
Mises au point des brûleurs et appareils (sauf radiants)	Ville-DGIS	Préventif	aux deux ans	Automne	Diffusair				
Mises au point des appareils de chauffage radiants	Ville-DGIS	Préventif	aux deux ans	Automne	Diffusair				
Inspection et nettoyage des persiennes extérieures, cabanons de persiennes, plénums d'air extérieur et d'air évacué	Ville-DGIS	Préventif	aux deux ans	Automne	Diffusair				
Entretien périodique des brûleurs et des appareils (chauffage en opération)	Ville-DGIS	Préventif	aux deux ans	Automne	Diffusair				
Essais de combustion (chauffage en opération)	Ville-DGIS	Préventif	aux deux ans						
Location de nacelle 80' articulée	Ville-DGIS	Mineur	aux deux ans	Automne	Loutec				
Entretien des systèmes de plomberie									
Inspection périodique des pompes d'eau domestique	Ville-DGIS	Préventif	1 fois / année	Automne	TAZ				
Inspection chauffe-eaux domestiques	Ville-DGIS	Préventif	1 fois / année	Automne	TAZ				
Dispositif antirefoulement DAR de la bâtisse	Ville-DGIS	Préventif	1 fois / année	Automne	Jubinville				
Vidange du jeux d'eau	Ville-DGIS	Mineur	1 fois / année	Automne	Jubinville				
Ouverture du jeux d'eau	TAZ	Mineur	1 fois / année	Printemps	TAZ				
Système de sécurité									
Inspection du système de gicleurs	Ville-DGIS	Mineur	1 fois / année	Printemps	Chubb Edwards				
DAR du système de gicleurs	Ville-DGIS	Mineur	1 fois / année	Printemps	Chubb Edwards				
Alarme intrusion	Ville-DGIS	Mineur	1 fois / année	Printemps	Consult Alarm				
Alarme incendie	Ville-DGIS	Mineur	1 fois / année	Printemps	Chubb Edwards				
Système avertisseur d'incendie - panneau									
Inspection et entretien du système avertisseur d'incendie Inspection/correction panneau incendie/manettes/sirènes Programmation panneau incendie et codes d'erreur	Ville-DGIS	Mineur	1 fois / année	Automne	Chubb Edwards				

Type d'entretien/d'intervention	Responsable	Type d'entretien	Fréquence	Période de l'année	Fournisseur actuel	Date de début du contrat actuel	Date de fin du contrat actuel	Montant annuel (avant taxes)	Montant annuel (avec taxes)
Inspection et entretien des extincteurs portatifs, des indicateurs des sorties d'urgence et du système d'éclairage d'urgence									
Inspection et entretien des extincteurs portatifs	Ville-DGIS	Majeur	1 fois / année	Automne	Guard-X				
Inspection et entretien des indicateurs de sortie d'urgence	Ville-DGIS	Mineur	1 fois / année	Automne	Guard-X				
Test hydrostatique (pression)	Ville-DGIS	Mineur	1 fois / année	Automne	Guard-X				
Vérifier le système d'éclairage d'urgence pendant 30 minutes	Ville-DGIS	Mineur	1 fois / année	Automne	Guard-X				
Inspection des éclairages d'urgence à batteries	Ville-DGIS	Mineur	1 fois / année	Automne	Guard-X				
Recharge des extincteurs	Ville-DGIS	Mineur	Au besoin	Toute l'année	Guard-X				
Vérifier le système d'éclairage d'urgence quelques minutes	Ville-DGIS	Mineur	1 fois / mois	Mensuellement	TAZ				
Vérifier le système d'éclairage d'urgence pendant 15 minutes	Ville-DGIS	Mineur	2 fois / année	Printemps / Automne	TAZ				
Entretien des systèmes de surveillance de gaz toxique									
Inspection du système de surveillance de gaz toxique - CO2	Ville-DGIS	Mineur	1 fois / année	Lors des inspections tri annuel	Diffusair-Régulvar				
Calibration de la sonde de CH4		Mineur	1 fois / année	Lors des inspections tri	Diffusair-Régulvar				
Relevé de biogaz - dalle de béton	Ville-DGIS	Préventif	Sporadique	Complexe Environemental St-Michel					
Gestion parasitaire									
Réapprovisionnement	Ville-DGIS	Mineur	1 fois / mois	Mensuellement	Maheu extermination				
Ré enclenchement des trappes	Ville-DGIS	Mineur	Au besoin	Toute l'année	TAZ				
Sécurité									
Caméras de surveillance	TAZ	Mineur	Au besoin	Toute l'année	Éric Blais				
Entretien du stationnement									
Lignage du stationnement	Ville-DGIS	Correctif	Tous les 2 ans	Printemps / Été	SGPI				
Nid de poule	Ville-DGIS	Correctif	1 fois / année	Printemps	TAZ				
Éclairage du stationnement	Ville-DGIS	Correctif	Au besoin	Toute l'année	Lumen				
Éclairage extérieur	Ville-DGIS	Correctif	Au besoin	Toute l'année	Lumen				
Réparations quotidiennes									
Bris de portes, serrures, clés, gâche électrique (ce n'est pas le système Ville)	TAZ	Mineur	Au besoin	Toute l'année	TAZ - Serrurier SMS				
Bris des fenêtres	Ville-DGIS	Majeur	Au besoin	Toute l'année	Aluvertech				
Relampage 10 pieds et moins	TAZ	Mineur	Au besoin	Toute l'année	TAZ - Lumen				
Relampage 10 pieds et plus	Ville-DGIS	Majeur	Au besoin	Toute l'année	TAZ - Lumen				
Lavabos bouchés	TAZ si mineur	Mineur	Au besoin	Toute l'année	TAZ				
Réparations du skatepark extérieur	TAZ	Correctif	Au besoin	Automne, Printemps et Été	TAZ et P45				
Système audio et éclairage, ... (événementiel)	Géré par le TAZ, mais le service ne peut être gratuit	Mineur	Au besoin	Toute l'année	PJE				
Retrait des graffitis	Ville-DGIS	Mineur	Au besoin	Toute l'année	TAZ				
Restauration									
Entretien des appareils (frigos, four, congélateurs,...) TAZ réparation /si achat Ville	TAZ réparations & Ville si achat requis	Mineur	Au besoin	Toute l'année	TAZ - autres fournisseurs				
Résidus et recyclage									
Vidange des poubelles	Ville-DGIS	Mineur	Hebdomadaire	Toute l'année	Matrec				
Recyclage	Ville-DGIS	Mineur	Hebdomadaire	Toute l'année	Arr. VSMPE				
Composte	Ville-DGIS	Mineur	Hebdomadaire	Toute l'année	Arr. VSMPE				
Affichage et améliorations du bâtiment									
Affichage intérieur et extérieur	TAZ -sous approbation	Mineur	Hebdomadaire	Toute l'année	TAZ				
Peinture de l'installation	Ville-DGIS	Majeur	Hebdomadaire	Tout l'année	TAZ				
Abris extérieur	Ville-DGIS	Majeur	Annuel	Automne	Abris Aération Plus				
Parc de jeux	Ville-DGIS	Majeur	Annuel	Printemps / Été	Tessier Récréoparc				
Autres contrats									
Machinerie	TAZ	Mineur	Au besoin		Loutec				
Chariot élévateur	TAZ	Mineur	1 fois / année		Simplex				
Ruches d'abeilles - projet	TAZ	Mineur	Au besoin	Printemps / Été / Automne	Miel Montréal				
Jeux d'eau (bris)	TAZ	Mineur	Au besoin	Printemps / Été / Automne	TAZ - Vortex				
Électricité et gaz									
Électricité	Ville-SGPI	Majeur			Hydro Québec				
Gaz naturel chauffage	Ville-SGPI	Majeur			Gaz Métro				

Plan de déneigement									
Déneigement (minimum de 2.5 cm)	Ville-DGIS-AO	Correctif	Aux besoins	15 novembre au 15 avril	Fournisseur Ville				
Balayage des espaces déneigées pour enlever les accumulations de matières abrasives	Ville-DGIS-AO	Correctif	1 fois / année	Fin de l'hiver	Fournisseur Ville				
Remettre les lieux endommagés dans l'état qu'ils étaient avant le déneigement	Ville-DGIS-AO	Correctif	Au besoin	Fin de l'hiver	Fournisseur Ville				
Plan d'entretien paysager									
Entretien paysager et coupe de pelouse	Ville-DGIS-AO	Correctif	Hebdomadaire	1er mai au 31 octobre	Fournisseur Ville				
Autres contrats									
Boutique	Ville-DGIS-entente				Versus				
Création de modules	Ville-DGIS-Contrat				TAZ				
Entretien de la terrasse extérieur	Contrat des modules		Hebdomadaire	Printemps / Été	TAZ				
Restauration	Ville-DGIS-entente				TAZ				
Commandites	Ville-DGIS-entente				TAZ				

ANNEXE 9
Inventaire des espaces

Voici l'inventaire des espaces de l'Installation sportive mis à la disposition du Contractant et dont il est responsable.

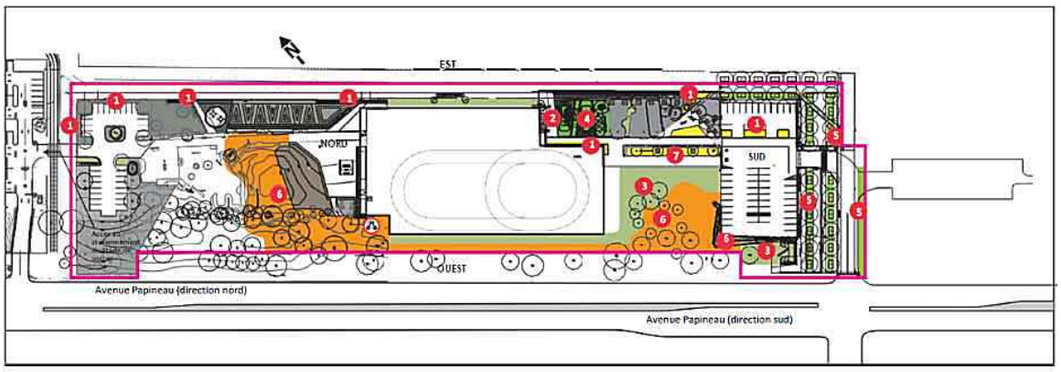
Terrain	282 560 pi²
Aire de jeu en avant	5 995 pi²
Superficie (occupation du sol de la bâtisse)	67 747 pi²
Superficie de la bâtisse au 2e étage	16 065 pi²
Total de la bâtisse	**83 812 pi²**
Salle des employés	340 pi^2 (21' x 16'4'')
Hall d'entrée	3 031 pi^2 (129' de longueur x 23'6'' de largeur)
Loge	476 pi^2 (14'8'' x 29'4'' + 5'6'' x 7'4'')
Billetterie	373 pi^2 ((23'.9'' x 15'.6''))
Roulodôme	22 235 pi^2 (134'4'' de largeur x 173' de longueur)
Tunnel 89 (espace de grimpe)	1 900 pi^2 (27'8'' x 68'9'')
Son opposé (passage Roulodôme vers Skatepark)	2 291 pi^2 (33'6'' x 68'9'')
Skatepark Étage 1	25 050 pi^2 (193'6'' x 90'3'' + 164'4'' x 45'7'')
Skatepark Étage	6 042 pi^2 (88'7'' x 68'3'')
P45 (skatepark extérieur)	Approximativement 60 000 pi^2 (150' x 400')

Dernière mise à jour mai 2020

ANNEXE 10

Plan de déneigement et d'entretien extérieur

Le déneigement et l'entretien extérieur sont effectués par la Ville, en cas de problématique le Contractant a l'obligation d'aviser la Ville dans les meilleurs délais.



LÉGENDE :

- Coupe de pelouse
- Surface synthétique
- Plate-bande à entretenir
- Livraison
- Zone d'entretien du TAZ
- Zone de débroussaillage
- Raccord-pompier siamois
- Arbre

Description des tâches :

1. Plates-bandes : Désherber et ajouter paillis si nécessaire.
2. Vinaigriers à droite de l'entrée principale
3. Butte entre Papineau et le bâtiment : Passer le coupe bordure.
4. Butte en surface de gazon synthétique: Souffler les roches et les débris. Suivre le programme d'entretien du fournisseur.
5. Entrée Émile-Journault : Maintenir à une hauteur maximale de 1 mètre les graminées de couleur vert. Ne pas toucher les graminées dorés. Tondre des bandes de trèfle une fois par mois (mai-juin-juillet-août-septembre).
6. Butte entre Papineau et le bâtiment (OPTION): Entretien de la butte deux fois par année, soit la 3e semaine de juillet et à la fin du mois d'octobre.
7. Petits arbres : Entretien des arbres de moins de 6 pieds.

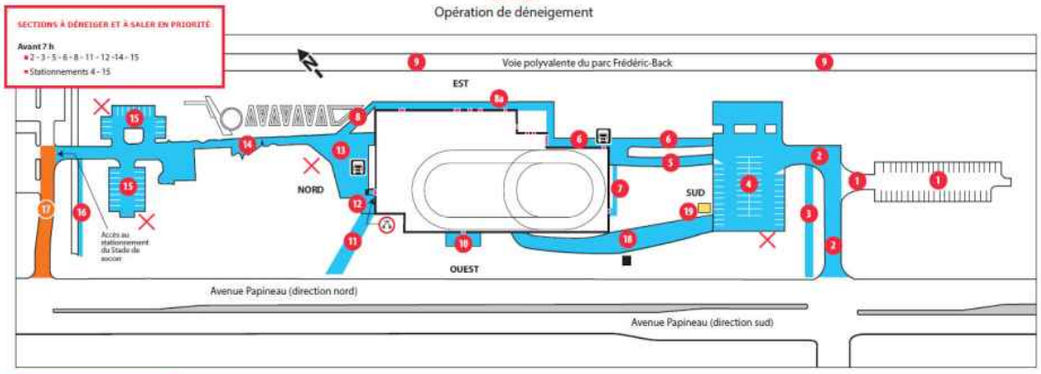
La description complète des travaux se retrouve dans le devis d'appel d'offre. Vous référez aux section appropriés pour le bâtiment du TAZ pour l'ensemble des travaux à effectuer.

10 décembre 2015

Montréal

Le TAZ

Opération de déneigement



LÉGENDE :

- Aires à déneiger et à saler
- Sorties de secours
- Portes d'accès
- Section prise en charge par le Stade de soccer
- Livraison
- Raccord-pompier siamois
- Zones de chargement temporaire de la neige
- Massif électrique
- Conteneur

Sections à déneiger et à saler

SUD

1. **Stationnement du CESM :** 44 espaces de stationnement pour usager TAZ et CESM (contrat du parc Frédéric-Bach)
2. **Entrée Émile-Journault :** dégagement et déglaçage de l'entrée sur Papineau au stationnement sud du TAZ et stationnement du CESM – allée complète
3. **Allée piétonnière :** dégagement de l'allée piétonnière
4. **Stationnement sud du TAZ :** 53 places de stationnement pour usager TAZ
5. **Allée piétonnière et véhicule d'urgence :** allée complète
6. **Allée piétonnière et véhicule d'urgence :** allée complète
7. **Allée piétonnière :** accès à la sortie d'urgence

EST

8. Portes d'accès, sorties de secours et zones de déneigement
8a. Dégager (souffler) le long du bâtiment
9. Voie polyvalente (contrat du parc Frédéric-Bach)

OUEST

10. **Dégagement de la porte (manuel)**
11. **Allée piétonnière :** accès à la sortie d'urgence
12. Portes d'accès, sorties de secours et zones de déneigement
13 - 14. **Allée piétonnière et zone de livraison :** dégagement de l'allée piétonnière et de la zone de livraison (camion pouvant aller jusqu'à 53 pi)
15. **Stationnement Nord du TAZ :** 32 espaces de stationnement pour usager TAZ et Stade de soccer
16. **Allée piétonnière :** dégagement de l'allée piétonnière
17. **Entrée LeCocq :** entrée du Stade de soccer et stationnement nord du TAZ – **Allée complète (incluse au contrat du Stade de soccer)**
18. Chemin Hydro-Québec - 15 cm dédié entretien
19. Zone conteneur à déneiger

Remarque: pour la zone 2, une lame en téflon doit être utilisée pour déneiger la surface

Juin 2019

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215978001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Accorder un contrat de service de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire faisant aussi affaire sous Le TAZ pour la gestion de l'installation sportive située au 8931, avenue Papineau, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026, pour un montant total de 7 933 275 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un ajustement additionnel récurrent à la base budgétaire du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports dès 2022 jusqu'en 2026 pour des budgets de revenus de 250 000 $ et de dépenses de 75 000 $ permettant l'obtention d'un budget annuel revenu dépense équivalent à 1 750 000 $ net de ristourne (2 012 062,50 $, taxes incluses)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1215978001 TAZ version finale.xls

GDD 1215978001 -SGPI- Entretien au TAZ-V2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier

Tél : 514 872-6630

Co-auteur
Julie Nicolas

Conseillère budgétaire
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
514 872-7660

Co-auteure (SGPI)
Diane Nguyen, conseillère budgétaire, DCSF-
Point de service HDV
514-872-0549

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.027

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217100003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Conclure une entente d'achat contractuelle avec Evoqua Water Technologies Ltd, d'une durée de 52 mois pour la fourniture et la livraison de cellules pour les générateurs d'hypochlorite de sodium utilisés dans les usines de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets et Atwater pour le traitement de l'eau potable. - Contrat de gré à gré, fournisseur unique - Montant total de l'entente : 1 704 466,55 $, taxes incluses (1 549 515,05 $, taxes incluses + variation des quantités : 154 951,50 $, taxes incluses)

Il est recommandé :
1 - de conclure une entente d'achat contractuelle, d'une durée de 52 mois, pour la fourniture et la livraison de cellules pour les générateurs d'hypochlorite de sodium utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets pour le traitement de l'eau potable;

2 - d'accorder un contrat de gré à gré à Evoqua Water Technologies Ltd, aux prix unitaires de sa soumission, pour un montant de 1 549 515,05 $, taxes incluses;

3 - d'autoriser une dépense de 154 951,50 $, taxes incluses, à titre de budget de variation des quantités;

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de l'agglomération, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-30 11:57

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217100003**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Conclure une entente d'achat contractuelle avec Evoqua Water Technologies Ltd, d'une durée de 52 mois pour la fourniture et la livraison de cellules pour les générateurs d'hypochlorite de sodium utilisés dans les usines de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets et Atwater pour le traitement de l'eau potable. - Contrat de gré à gré, fournisseur unique - Montant total de l'entente : 1 704 466,55 $, taxes incluses (1 549 515,05 $, taxes incluses + variation des quantités : 154 951,50 $, taxes incluses)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, gérer les eaux pluviales et assainir les eaux usées, pour assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures. La Direction de l'eau potable de la Ville de Montréal est responsable de la production et de la distribution de l'eau potable.
Les usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets utilisent l'hypochlorite de sodium dans leur procédé de production d'eau potable pour effectuer la désinfection de l'eau. L'hypochlorite de sodium est généré sur site en utilisant du sel. Les systèmes en place qui sont spécialisés et spécifiques ont été acquis lors de l'appel d'offres 9847 (GDD 1094752001) effectué en 2009, auprès de Siemens Water technologie Ltd. maintenant la propriété de Evoqua Water Technologies Ltd. Le système utilisé dans chacune des usines est composé de cellules de générateurs dont la fin de la durée de vie utile approche. La durée de vie utile des cellules est de 7 à 10 ans selon l'utilisation. Il est donc nécessaire de sécuriser l'approvisionnement de ces cellules afin de maintenir la production d'hypochlorite de sodium et l'intégrité du système de traitement des usines.

Le présent contrat vise à accorder un contrat de gré à gré à Evoqua Water Technologies Ltd pour la fourniture des cellules dans une entente-cadre d'une durée de cinquante-deux (52) mois. Une lettre a été fournie par Evoqua Water Technologies Ltd précisant qu'il est

fournisseur unique de ces cellules.

En vertu de l'article 573.3.0.0.1 de la Loi des cités et villes, un avis d'intention (SEAO 21-00011) a été publié au moins 15 jours avant l'octroi du contrat, du 22 juin au 12 juillet 2021 sur le site SEAO et aucun fournisseur alternatif ne s'est montré intéressé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG09 0077- 2 avril 2009 - Octroyer un contrat à Consortium Filtrum / Siemens pour l'achat de sel et l'installation d'équipements de génération sur site d'hypochlorite de sodium aux usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J. Des Baillets, pour une période de 5 ans, au prix total approximatif de 13 578 072,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 9847 (2 soum.)
CE08 1194 - 25 juin 2008 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'achat d'équipements de génération d'hypochlorite de sodium afin de remplacer les équipements utilisant le chlore gazeux aux usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J. Des Baillets.

CG06 0077- 2 février 2006 - Autoriser un règlement d'emprunt de 35 000 000$ pour le financement des travaux de réfection des équipements et de mise aux normes des usines de production d'eau potable, y compris les stations de pompage et les réservoirs.

CE04 2513 - 22 décembre 2004 - Octroi d'un contrat de services professionnels au consortium SNC-Lavalin/Dessau-Soprin pour la mise aux normes des usines de production d'eau.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat pour l'achat de pièces de rechange pour les équipements de génération sur site d'hypochlorite de sodium des usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets. Les pièces de rechange sont des cellules utilisées dans les générateurs permettant l'électrolyse de la saumure pour la génération d'hypochlorite de sodium liquide à une concentration de 0,8 %.
En 2021, le fournisseur prévoit un prix unitaire par cellule de 72 913.80 $, avant taxes, qui sera ajusté au 1er janvier de chaque année selon le prix des matières premières (iridium) et selon l'inflation. Puisque le prix de l'iridium qui entre dans la fabrication des cellules est très volatil depuis un an, le fournisseur inclut dans son entente une clause selon laquelle le prix de vente des cellules peut fluctuer en suivant le prix de l'iridium. Le prix de l'iridium était de 1665 US$/onces en septembre 2020 et a subit une hausse significative à près de 6500 US$/onces en février 2021. Depuis, le prix s'est stabilisé à 5600 US$/onces (données de juillet 2021). La variation du prix de l'iridium s'explique par la diminution de la production de l'iridium pendant la pandémie et l'augmentation de l'utilisation de ce produit dans les nouvelles technologies comme le 5G. L'ajustement du coût des cellules au 1er janvier 2022 est calculé en fonction du prix de référence de l'iridium pour la soumission qui est pour 2021 de 6100 US$/onces.

Le détail de la proposition du fournisseur est en pièce jointe de ce dossier décisionnel. Pour 2023, 2024 et 2025, le même principe est appliqué. Cependant, le coût de référence de l'iridium est basé sur le prix de l'année précédente. Tous les prix sont en dollars canadiens sans taxes sauf pour le prix de l'iridium qui est en dollars des États-Unis, également sans taxes.

Le prix fourni dans la proposition du fournisseur est un prix unitaire correspondant à chaque type d'unités commandées. Selon nos estimations basées sur la fiabilité et la durée de vie actuelle des équipements, l'achat de 18 nouvelles cellules sera requis pour les deux à cinq prochaines années. Pour les besoins du dossier décisionnel et comme prévision budgétaire,

le prix de l'iridium a été considéré comme stable selon une variation de prix de plus ou moins 5 %, et en considérant l'achat de 9 unités par année pour 2021 et 2022. L'achat de cellules en 2022 pourrait être différé en 2023, 2024 et 2025 selon les besoins et selon la fluctuation du prix. Les coûts de transport sont également précisés par le fournisseur à environ 500$ par unités avant taxes. Le prix de la fourniture et livraison serait donc de 1 347 697,37$ avant taxes (660 724,20 $ en 2021 et 686 973,17 $ en 2022) ou 1 549 515,05 $ taxes et transport inclus. Ce montant est prévisionnel et il n'y a pas d'obligation de dépenser l'ensemble du contrat.

Enfin, la direction de l'eau potable a réussi à négocier les termes de la garantie qui était initialement de 1 an après livraison. Les termes de garantie ont été modifiés de manière à ce que la garantie débute jusqu'à 3 ans après livraison ou un 1 après la mise en service, et ce pour une durée de 12 mois.

JUSTIFICATION

Il est recommandé d'octroyer un contrat de 1 549 515,05 $, taxes incluses, à Evoqua Water Technologies Ltd pour la fourniture et la livraison de cellules pour les générateurs d'hypochlorite de sodium, en vertu de l'article 573.3 alinéa 2° de la Loi des cités et villes soit avec un fournisseur qui est le seul en mesure de fournir les biens ou les services (fournisseur exclusif).
Les validations requises ont démontré que l'entreprise n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville et n'est pas rendue non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour ce projet est de 1 704 466,55 $, taxes incluses, soit 1 556 405,15 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale et comprend :

· Le contrat avec Evoqua Water Technologies Ltd pour un montant de 1 549 515,05 $, taxes incluses;
· Un budget pour la variation des quantités (10% du coût du contrat) de 154 951,50 $, taxes incluses.

Le coût maximal de ce contrat sera entièrement assumé par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.* La totalité de cette dépense sera financée au PTI de la Direction de l'eau potable.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Direction de l'approvisionnement et la DEP ont effectué une estimation préalable de la dépense totale évaluée à 1 730 143,80 $, budget de variation de quantité et taxes inclus, pour les cinquante-deux (52) mois de la durée du contrat. Le prix unitaire d'une cellule était estimé à 76 000$, avant taxes. L'écart entre la somme des contrats à octroyer et l'estimation interne est favorable de 1,48 %.

MONTRÉAL 2030

Non applicable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces équipements sont essentiels aux opérations des usines de production d'eau potable. Ce contrat permettra d'assurer la constance et la facilité d'acquisition de l'équipement pour la production de l'eau potable.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas de stratégie de communication telle que recommandé par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 11 août 2021;
Conseil municipal : 23 août 2021;
Conseil d'agglomération : 26 août 2021;
Émission de l'entente : Du 1er septembre 2021 jusqu'au 31 décembre 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume RICHARD
Ingénieur de procédé

Tél : 438-988-5163
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-19

Jean-François BEAUDET
Chef de l'exploitation

Tél : 514 872-3414
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2021-07-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-29

Quotation Q2106QCT009DP

To:	City of Montreal	From:	Derek Proulx
Company:	Ms. Judith Durnin	Title:	Area and District Manager
Fax:	N/A	Company:	Evoqua Canada Limited
Tel:	514 443-5728	Address:	2045 Drew Road
Email:	judith.durnin@montreal.ca		Mississauga, ON L5S 1S4
Total Pages:	6	Tel:	905-944-2800 xt 787
Date:	June 24, 2021	Fax:	N/A
Subject:	City of Montreal	Cell:	416-523-0912
	Electrolyzer OSEC BPak	Email:	Derek.Proulx@evoqua.com
	Prospective 5 year agreement	Internet	www.evoqua.com/water

Dear Ms. Durnin:

Please find attached our proposal for a blanket order contract for the purchasing of electrolyzers at the City of Montreal's two Evoqua OSEC installations (Charles-de-Baillet and Atwater WTP).

Due to the hyperinflation being experienced in the Precious Metals market (in particular Iridium) we are not able to provide a fixed pricing amount that we would feel comfortable using over a 5 year period. A simple escalation based on the usual expected manufacturing costs is not sufficient to deal with the highly volatile changes that have been occurring in the Precious metals market in just the last couple of years (Iridium makes up a significant part of the electrolyzer plates manufacturing process, and in the last year alone it has increased from approximately $1645.00 USD/troy ounce to a high of $6300.00 USD/troy ounce for the last several months, and has now dropped to $6100.00 USD/troy ounce.

We have developed what we feel is a fair and equitable set of formulas which we can offer that would allow us to mitigate our risk with this very volatile market.

We will honor the sales price of the Electrolyzer quoted to you in May ($72,913.80 CAD, all taxes extra) for the balance of 2021 (which will serve as year one so we can operate by calendar year). We will base this on an agreed upon Iridium Market Price value of $6100.00 USD/troy ounce. This price will apply to all three types of the electrolyzers (i.e. Cell 1, 2, or 3).

On January 1st of each year, for the period of 2021 through December 31 of 2025, we will revisit the market price of Iridium and we will adjust the new year's list price using the following criteria:

1. If the Market Price of Iridium remains within +/-5% of the previous year's value (beginning at $6100.00 USD/troy ounce) then the new list price will be calculated using only an expected annual price increase of 4% (i.e. increase projected due to regular material price increases, factory costs, manufacturing costs, etc). Example: On January 1, 2022, if the iridium market price is between +/-5% ($5795.00 USD/troy ounce to $6405.00 USD/troy ounce), then the 2022 List price for the electrolyzer will be calculated as $72,913.80 x 1.04 = $75,830.35 CAD all taxes extra). This will be the List price for the year 2022. In 2023 we will then follow the same rationale using the 2022 List price as the base price, and adjust it accordingly when comparing the Market price of Iridium from January 2023 to January of 2022.

This transmission contains confidential information intended for use only by the above named recipient. Reading, discussion, distribution, or copying of this message is strictly prohibited by anyone other than the named recipient or his/her employees or agents. If you have received this fax in error, please immediately notify us by telephone (collect), and return the original message to us at the above address via postal service.

2. If the Market Price of Iridium increases **above** 5% of the previous year's value, then we will adjust the new year's list price by applying the regular expected increase of 4% plus ¼ of each % increase of the Iridium Market price.
Example: On January 1st of 2022, if the iridium market price increases more than 5% of the 2021 year's established set value of $6100.00/troy ounce (e.g. 8% = $6588.00 USD/troy ounce), then the 2022 List price for the electrolyzer will be calculated as $72,913.80 x (1.04 + (0.25x(%increase e.g. 0.08) = $77,288.63 CAD all taxes extra). This will then become the List price for the year 2022. In 2023 we will then follow the same rationale using the 2022 List price as the base price and adjust it accordingly when comparing the Market price of Iridium from January 2023 to January of 2022.

3. If the Market Price of Iridium decreases more than 5% of the previous year's value, then we will adjust the new year's list price to the **greater of:** a) the calculated value using the same formula in point 2 with a negative % change **or** b) the previous year's List price plus a 2% increase.
Example: On January 1st of 2022, if the iridium market price decreases more than 5% of the 2021 year's established set value of $6100.00/troy ounce (e.g. 6% decrease = $5734.00 USD/troy ounce), then the 2022 List price for the electrolyzer will be calculated as the **greater of** $72,913.80 x (1.04 + (0.25x(%decrease e.g. -0.06) = $74,736.65 **or** $72,913.80 x 1.02 = $74,372.08 – So 2022 price would be set to $74,736.65 CAD all taxes extra). This will then become the List price for the year 2022. In 2023 we will then follow the same formula using the 2022 List price as the base and will compare the Market price of Iridium from January 2023 to January of 2022.

This pricing structure, we feel, is fair and equitable to both parties – it allows us to mitigate risk and provides the City of Montreal with a structure on which to base your own purchasing plans.

We trust this meets with your approval and if you have any further questions, please do not hesitate in contacting our office.

Yours truly,

Derek Proulx

Derek Proulx P.Eng.
Area and District Manager
Evoqua Water Technologies Limited

Cc My Linh Le Thi (Technical Sales Manager – Canada)

Scope of Supply
City of Montreal
Proposed Purchasing Agreement for OSEC Electrolyzer Cells

City of Montreal Proposed OSEC Electrolyzer Purchasing Schedule (2021 - 2025)						
Part Number	Part Description	Unit Price (CAD, all taxes extra, FOB Mississauga)				
		2021 (Jan-Dec)	2022 (Jan-Dec)	2023 (Jan-Dec)	2024 (Jan-Dec)	2025 (Jan-Dec)
W3T369993	Electrolyzer Number 1 of 3 (Bottom)	$ 72,913.80	Per applicable formula using 2021 List price as base for calculation	Per applicable formula using 2022 List price as base for calculation	Per applicable formula using 2023 List price as base for calculation	Per applicable formula using 2024 List price as base for calculation
W3T369994	Electrolyzer Number 2 of 3 (Middle)	$ 72,913.80	Per applicable formula using 2021 List price as base for calculation	Per applicable formula using 2022 List price as base for calculation	Per applicable formula using 2023 List price as base for calculation	Per applicable formula using 2024 List price as base for calculation
W3T369992	Electrolyzer Number 3 of 3 (Top)	$ 72,913.80	Per applicable formula using 2021 List price as base for calculation	Per applicable formula using 2022 List price as base for calculation	Per applicable formula using 2023 List price as base for calculation	Per applicable formula using 2024 List price as base for calculation

TERMS AND CONDITIONS

Contract Price: As per Table Above, CAD, all taxes extra.

Quote Validity: This quotation is valid for 60 days

Taxes: All taxes are extra. All taxes for the total contract value are due and payable with the initial payment.

Payment Terms: Net 30 days

Freight: Freight is extra, ex works factory.

FOB Point: Evoqua Water Technologies Limited
2045 Drew Road
Mississauga, Ontario
L5S 1S4

Delivery: Approximately 20 weeks after receipt of order for up to 4 units per order (note that larger quantity orders may add additional time to delivery).

Drawings: Not Applicable.

Instruction Manuals: Not Applicable

Warranty: 12 months from shipment.

Commissioning & Start-Up: Not applicable

Terms & Conditions: Attached (French Version)

EVOQUA TECHNOLOGIES DES EAUX LTÉE

Conditions de vente standards

1. **Conditions applicables.** Ces conditions régissent l'achat et la vente de l'équipement, des produits, des services afférents, des produits loués et des matériaux filtrants s'il y en a (collectivement appelés le « Travail ») dont il est question dans la proposition du Vendeur (la « Documentation du Vendeur »). Que ces conditions soient incluses dans une offre ou une acceptation du Vendeur, l'offre ou l'acceptation en question est expressément conditionnelle au consentement de l'Acheteur à ces conditions. Le Vendeur refuse toutes les conditions différentes ou additionnelles figurant dans les formulaires ou les documents de l'Acheteur.

2. **Paiement.** L'Acheteur doit payer au Vendeur le prix d'achat total stipulé dans la Documentation du Vendeur. Sauf disposition contraire dans la Documentation du Vendeur, les frais de transport, d'entreposage et d'assurance ainsi que la totalité des taxes, des prélèvements, des droits, des tarifs, des frais de permis, des droits de licence ou d'autres frais imposés par le gouvernement en lien avec le Travail ou toute augmentation de revenu à cet égard doivent être payés par l'Acheteur. Si le Vendeur est obligé de payer de tels frais, l'Acheteur doit immédiatement rembourser le Vendeur. Si l'Acheteur réclame une exonération fiscale ou d'une autre nature, ou un permis de paiement direct, il doit fournir au Vendeur un certificat d'exemption ou un permis valide. Il s'engage en outre à dégager et à exonérer le Vendeur de toute responsabilité à l'égard du paiement des taxes, des coûts et des pénalités qui en découlent. Tous les paiements sont exigibles dans les 30 jours qui suivent la réception de la facture. L'Acheteur doit payer le montant le plus bas entre 1 ½ % d'intérêt par mois ou le taux maximum fixé par la loi sur tous les montants qui n'ont pas été perçus à la date d'échéance. Il doit payer tous les coûts raisonnables (incluant les honoraires d'avocat) défrayés par le Vendeur pour le recouvrement des sommes dues, mais impayées. Toutes les commandes sont assujetties à l'approbation de crédit par le Vendeur. Aucun arriéré ne peut être accepté sans l'approbation préalable et écrite du Vendeur.

3. **Livraison.** La Livraison du Travail doit être conforme dans une large mesure au calendrier figurant dans la Documentation du Vendeur. Sauf disposition contraire dans la Documentation du Vendeur, les modalités de livraison sont à l'usine (ExWorks) du Vendeur (Incoterms 2010). Le titre de propriété sur tout le Travail doit être transféré au moment de la réception du paiement de la facture du Travail. À moins que le Vendeur n'en ait convenu autrement par écrit, les dates d'expédition sont approximatives seulement et le Vendeur ne peut être tenu responsable de toute perte ou dépense (indirecte ou d'une autre nature) encourue par l'Acheteur ou son client si le Vendeur est incapable de respecter le calendrier de livraison prévue.

4. **Propriété du matériel et des licences.** L'ensemble des appareils, dessins (y compris les schémas, les plans et les spécifications), estimations, prix, remarques, données électroniques, logiciels et autres documents ou renseignements préparés ou divulgués par le Vendeur, et des droits de propriété intellectuelle afférents reste la propriété du Vendeur. Le Vendeur octroie une licence non exclusive et non transférable à l'Acheteur permettant à ce dernier d'utiliser ce matériel, et ce, uniquement dans le cadre de son utilisation du Travail. L'Acheteur ne peut pas divulguer ce matériel à des tiers sans l'approbation préalable et écrite du Vendeur. L'Acheteur octroie au Vendeur une licence non exclusive et non transférable pour utiliser le nom et le logo de l'Acheteur à des fins de marketing, notamment dans les communiqués de presse, les documents promotionnels et de marketing, et le contenu de sites Web.

5. **Changements.** Aucune des parties ne doit mettre en œuvre des changements dans la portée du Travail décrite dans la Documentation du Vendeur sans un ordre de modification mutuellement convenu. Tout changement apporté à la portée du Travail, au calendrier de livraison du Travail, tout Cas de force majeure, toute loi, règle, commande, norme ou exigence, tout règlement ou code, quels qu'ils soient, entraînant un changement quelconque dans les présentes, doit donner droit au Vendeur à un ajustement équitable du prix et du délai d'exécution.

6. **Cas de force majeure.** Ni l'Acheteur ni le Vendeur ne doivent être tenus responsables d'une violation ou d'un retard quelconque (sauf le non-respect des obligations de paiement) causé par un Cas de force majeure. Si un Cas de force majeure dure plus de six (6) mois, le Vendeur a le droit de résilier le Contrat sans engager sa responsabilité, moyennant un préavis écrit de (15) jours remis à l'Acheteur, et il a le droit de réclamer le paiement du travail effectué avant la date de résiliation. « Cas de force majeure » englobe les circonstances et les événements qui échappent au contrôle de la partie touchée, qui ne peuvent avoir été raisonnablement et facilement évités ou surmontés par la partie touchée lors de leur survenue, et qui ne sont pas principalement attribuables à l'autre partie. Un Cas de force majeure peut comprendre notamment les circonstances et les événements qui suivent : une guerre, un acte d'ennemis étrangers, un acte de terrorisme, une émeute, une grève, ou un lock-out imposé par tout autre individu que le Vendeur ou ses sous-traitants, des catastrophes naturelles ou (dans le cas de travaux sur place) des conditions météorologiques inhabituelles.

7. **Garantie.** Sous réserve de la phrase qui suit, le Vendeur garantit à l'Acheteur que (i) le Travail sera conforme dans une large mesure à la description figurant dans la Documentation du Vendeur et qu'il sera exempt de vices de matériau et de fabrication, et que (ii) les Services seront fournis dans les meilleurs délais et selon les règles de l'art. La détermination de la qualité de l'eau traitée pour toute utilisation effectuée par l'Acheteur incombe uniquement et exclusivement à l'Acheteur. La garantie mentionnée précédemment ne s'applique pas au Travail spécifié ou par ailleurs demandé par l'Acheteur, qui n'est pas fabriqué ou choisi par le Vendeur, et concernant lequel (i) le Vendeur cède par les présentes à l'Acheteur toute garantie faite au Vendeur dans la mesure où elle est cessible, et (ii) le Vendeur n'a aucune autre responsabilité envers l'Acheteur sous la garantie, délit civil ou toute autre théorie juridique. Le Vendeur garantit le Travail ou tout composant de celui-ci (i) dix-huit (18) mois à partir de la livraison du Travail ou (ii) douze (12) mois après la première utilisation du Travail, ou quatre-vingt-dix (90) jours après l'exécution des services, selon la première de ces éventualités (la « Période de garantie »). Si l'Acheteur informe promptement par écrit le Vendeur d'un manquement à cette garantie pendant la Période de garantie, le Vendeur doit réparer ou remplacer les pièces touchées, exécuter le Service de nouveau ou rembourser le prix d'achat, et ce, à sa seule discrétion. Il s'agit de l'unique et exclusif recours de l'Acheteur. À moins que le Vendeur n'en ait convenu autrement par écrit, (i) l'Acheteur est responsable de toute main-d'œuvre requise pour accéder au Travail afin que le Vendeur puisse déterminer quels sont les recours existants, et (ii) l'Acheteur est responsable de tous les frais d'installation du Travail qui est réparé ou remplacé. Si le Vendeur détermine que tout manquement présumé n'est pas couvert par cette garantie, l'Acheteur doit payer au Vendeur les frais conformes aux usages locaux pour toute réparation ou tout remplacement effectués par le Vendeur. La garantie du Vendeur est conditionnelle au fait que l'Acheteur (a) utilise et entretient le Travail conformément aux instructions du Vendeur, (b) n'effectue aucune réparation ou modification non autorisée, et (c) n'est pas en défaut de paiement envers le Vendeur. La garantie du Vendeur ne couvre pas (i) les dommages causés par une action chimique ou un matériau abrasif, une mauvaise utilisation ou une installation non conforme (à moins qu'il s'agisse d'une installation faite par le Vendeur) et (ii) les matériaux filtrants (notamment la résine, les membranes, les matériaux de charbon actif granulé) une fois que ceux-ci sont installés. LES GARANTIES ÉTABLIES DANS LE PRÉSENT ARTICLE 7 CONSTITUENT LES GARANTIES UNIQUES ET EXCLUSIVES DU VENDEUR, ET SONT ASSUJETTIES À LA CLAUSE DE LIMITATION DE

RESPONSABILITÉ CI-DESSOUS. LE VENDEUR N'OFFRE AUCUNE AUTRE GARANTIE, GARANTIE DE BONNE FIN OU CONDITION DE QUELQUE SORTE QUE CE SOIT, EXPRESSE, IMPLICITE OU RÉGLEMENTAIRE, NOTAMMENT UNE GARANTIE, UNE GARANTIE DE BONNE FIN OU UNE CONDITION DE QUALITÉ MARCHANDE OU D'APTITUDE À L'EMPLOI DÉCOULANT D'UNE HABITUDE COMMERCIALE ÉTABLIE OU D'UN USAGE COMMERCIAL.

8. **Indemnité.** Le Vendeur doit dégager et exonérer l'Acheteur de toute responsabilité à l'égard d'une réclamation, cause d'action ou responsabilité encourue par l'Acheteur à la suite d'une réclamation présentée par un tiers en lien avec un préjudice corporel, un décès ou des dommages à des biens matériels, dans la mesure où ils sont causés par une négligence du Vendeur. Le Vendeur doit avoir l'autorité exclusive pour diriger la défense et régler toute réclamation indemnisée. L'indemnisation du Vendeur est conditionnelle au fait que l'Acheteur (a) avise rapidement le Vendeur, au cours de la Période de garantie, de toute réclamation et (b) coopère de façon raisonnable à la défense contre toute réclamation.

9. **Cession.** Aucune des parties n'a le droit de céder ce Contrat, en partie ou en totalité, ni les droits ou les obligations aux termes des présentes, sans d'abord obtenir le consentement écrit de l'autre partie, pourvu toutefois que le Vendeur puisse céder ses droits et ses obligations aux termes de ces conditions à ses sociétés affiliées ou dans le cadre de la vente ou du transfert de ses activités, et que le Vendeur puisse accorder une sûreté en garantie du Contrat et/ou céder les revenus découlant du Contrat sans le consentement de l'Acheteur.

10. **Résiliation.** L'une ou l'autre des parties peut résilier ce Contrat, dès l'émission d'un avis écrit indiquant une rupture de contrat et après une période de correction de trente (30) jours, en raison d'une violation substantielle (incluant notamment une déclaration de faillite ou le non-respect des obligations importantes prévues au présent Contrat). Si l'Acheteur suspend une commande sans ordre de modification pendant quatre-vingt-dix (90) jours ou plus, le Vendeur pourrait résilier ce Contrat par la suite sans engager sa responsabilité, moyennant un préavis écrit de quinze (15) jours remis à l'Acheteur, et il a le droit de réclamer le paiement du travail effectué avant la date de résiliation, qu'il ait été livré ou non.

11. **Règlement de différends.** Le Vendeur et l'Acheteur doivent négocier de bonne foi afin de résoudre tout différend relatif aux présentes. Si, malgré les efforts déployés de bonne foi, les parties sont incapables de régler un différend ou une réclamation découlant du présent Contrat ou de la violation, résiliation, application, interprétation ou validité de celui-ci, les parties chercheront d'abord à se mettre d'accord sur un forum de médiation qui sera tenu dans un lieu convenu d'un commun accord. Si les parties sont incapables de régler le différend au moyen de la médiation, toute réclamation, toute controverse ou tout différend lié au présent Contrat ou à la violation, la résiliation, l'application, l'interprétation ou la validité de celui-ci, y compris la détermination de la portée ou de l'applicabilité du présent Contrat à arbitrer, devra être soumis à l'arbitrage à Pittsburgh, en Pennsylvanie, devant trois avocats, spécialisés dans la discipline faisant l'objet du litige, qui agiront à titre d'arbitres et seront choisis conjointement par le Vendeur et l'Acheteur. *L'arbitrage sera administré par JAMS conformément à ses procédures et règlements détaillés en matière d'arbitrage. Les Arbitres doivent rendre une décision motivée, laquelle représente la décision de la majorité des arbitres et sera la décision du groupe.* Une fois la décision des arbitres prise, le jugement peut être rendu dans n'importe quel tribunal compétent. La partie essentiellement gagnante telle que déterminée par les arbitres doit recevoir un remboursement de l'autre partie pour la totalité des coûts, dépenses et frais engagés, notamment les honoraires raisonnables d'avocat payés par la partie gagnante en lien avec l'arbitrage. Pour toute commande expédiée à l'extérieur des États-Unis, tout différend doit être soumis au International Center for Dispute Resolution et réglé par celui-ci, conformément aux dispositions de son règlement d'arbitrage international, lesquelles sont exécutoires en vertu de la Convention de New York (Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères) et la langue applicable est l'anglais.

12. **Conformité des exportations.** L'Acheteur reconnaît que le Vendeur doit respecter les lois et règlements applicables en matière d'exportation à l'égard de la vente, de l'exportation, du transfert, de la cession, de l'élimination et de l'utilisation du Travail fourni en vertu du présent Contrat, y compris les exigences en matière de licence d'exportation. L'Acheteur convient que le Travail ne peut pas être utilisé, exporté, vendu, transféré, cédé ou autrement aliéné, directement ou indirectement, à aucun moment, d'une façon qui entraînera la non-conformité à ces lois et règlements régissant les exportations. Le respect continu de ces lois et règlements régissant les exportations constitue une condition de l'exécution des obligations du Vendeur en vertu des présentes. L'ACHETEUR CONVIENT D'INDEMNISER LE VENDEUR À L'ÉGARD DE L'ENSEMBLE DES COÛTS, RESPONSABILITÉS, PÉNALITÉS, SANCTIONS ET AMENDES QUI DÉCOULENT DU NON-RESPECT DES LOIS ET RÈGLEMENTS APPLICABLES EN MATIÈRE D'EXPORTATION.

13. **LIMITATION DE RESPONSABILITÉ.** NONOBSTANT TOUTE DISPOSITION CONTRAIRE, DANS TOUTE LA MESURE PERMISE EN VERTU DE LA LOI APPLICABLE, LE VENDEUR NE DOIT PAS ÊTRE TENU RESPONSABLE DES DOMMAGES INDIRECTS OU ACCESSOIRES, DES DOMMAGES-INTÉRÊTS PARTICULIERS OU PUNITIFS, OU DE TOUTE AUTRE FORME DE DOMMAGES IMMATÉRIELS. LA RESPONSABILITÉ GLOBALE DU VENDEUR DÉCOULANT, N'IMPORTE QUAND, DE LA VENTE OU DE L'UTILISATION DU TRAVAIL, NOTAMMENT TOUTE RESPONSABILITÉ LIÉE AUX RÉCLAMATIONS SOUS GARANTIE OU À TOUTE VIOLATION OU À TOUT DÉFAUT DE REMPLIR UNE OBLIGATION EN VERTU DU PRÉSENT CONTRAT, NE DOIT PAS DÉPASSER LE PRIX D'ACHAT PAYÉ POUR CELUI-CI. CES LIMITES S'APPLIQUENT, QUE LA RESPONSABILITÉ SOIT FONDÉE SUR LE CONTRAT, LE DÉLIT CIVIL, LA RESPONSABILITÉ SANS FAUTE OU TOUTE AUTRE THÉORIE JURIDIQUE. Les limitations de responsabilité du présent Contrat représentent l'entente convenue et négociée par les parties et doivent s'appliquer peu importe la nature de la cause d'action, de l'exigence ou de l'action, notamment une rupture de contrat, une négligence, un délit ou toute autre théorie juridique; elles doivent également survivre à des violations fondamentales ou substantielles ou au manquement des fins essentielles du Contrat, ainsi qu'à tout recours énoncé aux présentes. Les dispositions du présent article et de tous les autres articles du présent Contrat touchant la limitation de responsabilité de l'une ou l'autre des parties, ou la protection contre celle-ci, doivent survivre à la résiliation, à l'annulation ou à l'échéance du présent Contrat.

14. **Services/matériel de location.** Tout matériel loué ou matériel loué à bail (« Matériel loué ») fourni par le Vendeur demeurera en tout temps la propriété du Vendeur, à l'exception de divers matériels d'installation achetés par l'Acheteur, et aucun droit ni intérêt de propriété n'est transféré à l'Acheteur, à l'exception du droit d'utiliser ledit Matériel loué, tel que stipulé aux présentes. L'Acheteur convient de ne pas mettre en gage, prêter, assujettir à une sûreté, déménager le Matériel loué ou en céder la possession. L'Acheteur est responsable de maintenir le Matériel loué dans un état de fonctionnement à la fois bon et efficace. À la fin de la durée initiale indiquée sur la commande, le Contrat est automatiquement renouvelé pour une période identique, à moins qu'il n'ait été annulé par écrit par l'Acheteur ou le Vendeur dans un délai de un (1) à trois (3) mois inclusivement suivant la résiliation de la commande initiale ou des périodes de renouvellement. Dans le cas de tout renouvellement, le Vendeur doit avoir le droit d'émettre un avis de hausse de prix, qui sera applicable pour

toute période de renouvellement, à moins que l'Acheteur ne s'y oppose par écrit dans les quinze (15) jours suivant l'émission dudit avis. Si l'Acheteur annule le service par écrit et en temps opportun avant la fin de la période initiale ou de toute période de renouvellement, cette annulation ne libère en aucun cas l'Acheteur de ses obligations en vertu de la commande en ce qui a trait aux frais mensuels pour les services de location qui continuent d'être exigibles. À l'échéance ou à la résiliation du présent Contrat, l'Acheteur doit rapidement mettre le Matériel loué à la disposition du Vendeur pour leur retrait. Par les présentes, l'Acheteur convient de donner au Vendeur l'accès à l'emplacement du Matériel loué et de lui permettre de prendre possession du Matériel loué et de le retirer sans avoir à recourir à des mesures légales. Par ailleurs, il dégage le Vendeur de toute possibilité de réclamation ou d'action en justice pour violation de propriété ou dommages causés par ledit accès et ledit retrait du Matériel loué.

15. **Divers.** Les présentes conditions, ainsi que tous les Documents contractuels émis ou signés par le Vendeur contiennent l'énoncé intégral et exclusif du contrat entre les parties (le « Contrat ») et remplacent toute condition contenue dans les documents de l'Acheteur, sauf s'ils sont signés séparément par le Vendeur. Aucune partie de ce Contrat ne peut être modifiée ou annulée, excepté par l'intermédiaire d'un document écrit et signé par le Vendeur et l'Acheteur. Ni les habitudes commerciales établies, ni le rendement, ni l'usage commercial, ni l'échec du respect d'une condition quelconque ne peuvent être utilisés pour modifier le Contrat. Dans la mesure où le Contrat est considéré comme étant un contrat de sous-traitance en vertu du contrat principal de l'Acheteur avec une agence du gouvernement américain, en cas de conditions de transmission des Federal Acquisition Regulations (FAR), le Vendeur respectera le paragraphe 44.403 des FAR en lien avec les produits commerciaux et les clauses additionnelles qui sont expressément mentionnés dans le paragraphe 52.244-6, Subcontracts for Commercial Items (OCT 2014). Si l'une de ces conditions ne peut être exécutée, celle-ci devrait être limitée uniquement dans la mesure nécessaire pour la rendre exécutable. Toutes les autres conditions doivent demeurer pleinement en vigueur. Ce Contrat est régi par les lois de la province de l'Ontario et les lois fédérales canadiennes qui s'appliquent aux présentes, et ce, sans égard à leurs dispositions concernant les conflits de lois. L'Acheteur et le Vendeur rejettent l'applicabilité de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises dans le cadre de la relation entre les deux parties et de toutes les transactions qui en découlent.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217100003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Conclure une entente d'achat contractuelle avec Evoqua Water Technologies Ltd, d'une durée de 52 mois pour la fourniture et la livraison de cellules pour les générateurs d'hypochlorite de sodium utilisés dans les usines de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets et Atwater pour le traitement de l'eau potable. - Contrat de gré à gré, fournisseur unique - Montant total de l'entente : 1 704 466,55 $, taxes incluses (1 549 515,05 $, taxes incluses + variation des quantités : 154 951,50 $, taxes incluses)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1217100003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Patrick TURCOTTE
Conseiller budgetaire
Tél : 514-000-0000
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.028

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1216320009

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder dix (10) contrats aux firmes 9154-6937 Québec inc. (Location Guay), JMV Environnement inc., 9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.) et Les Pavages Dancar (2009) inc. pour la location à taux horaire de divers équipements opérés pour le lieu d'élimination de la neige Carrière Saint-Michel, pour une période de trois (3) saisons hivernales avec une option de prolongation d'une saison hivernale – Dépense totale de 2 644 948,57 $, taxes incluses (contrats : 2 204 123,81 $, variations des quantités 330 618,57 $, contingences : 110 206,19 $) – Appel d'offres public 21-18893 (6 soumissionnaires)

Il est recommandé au comité exécutif :

1. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, pour la location à taux horaire de divers équipements opérés pour le lieu d'élimination de la neige Carrière Saint-Michel, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents d'appel d'offres public 21-18893;

Adjudicataires	no Lot	Montant avec IPC avant variations quantités et contingences (TTC)
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	1	122 087,58 $
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	2	175 698,90 $
JMV Environnement inc.	3	182 036,68 $
JMV Environnement inc.	4	182 036,69 $
JMV Environnement inc.	5	182 036,69 $
9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.)	6	177 322,49 $
9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.)	7	177 322,49 $
Les Pavages Dancar (2009) inc.	8	192 128,40 $
9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.)	9	396 449,90 $

2. d'autoriser une dépense de 268 067,97 $, taxes incluses, à titre de budget de variation

de quantités;

3. d'autoriser une dépense de 89 355,99 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. de procéder à une évaluation du rendement des firmes;

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Il est recommandé au conseil municipal :

6. d'accorder un contrat à la firme JMV Environnement inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la location de deux pelles hydrauliques avec opérateur pour le lieu d'élimination de la neige Carrière Saint-Michel, au prix de sa soumission, pour une somme maximale de 417 003,98 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 21-18893;

7. d'autoriser une dépense de 62 550,60 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

8. d'autoriser une dépense de 20 850,20 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

9. de procéder à une évaluation du rendement de la firme;

10. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-02 09:37

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1216320009**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder dix (10) contrats aux firmes 9154-6937 Québec inc. (Location Guay), JMV Environnement inc., 9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.) et Les Pavages Dancar (2009) inc. pour la location à taux horaire de divers équipements opérés pour le lieu d'élimination de la neige Carrière Saint-Michel, pour une période de trois (3) saisons hivernales avec une option de prolongation d'une saison hivernale – Dépense totale de 2 644 948,57 $, taxes incluses (contrats : 2 204 123,81 $, variations des quantités 330 618,57 $, contingences : 110 206,19 $) – Appel d'offres public 21-18893 (6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la gestion des appels d'offres et des octrois de contrats en lien avec l'élimination de la neige. Les arrondissements sont quant à eux responsables de la supervision et du contrôle des activités dans les lieux d'élimination de la neige (LEN).
Le 21 juin 2021, le SCA lançait l'appel d'offres 21-18893 pour la location de divers équipements opérés pour le lieu d'élimination de la neige Carrière Saint-Michel, situé au 9455, boulevard Saint-Michel.

Un avis a été publié dans SEAO ainsi que dans le quotidien Le Journal de Montréal.
L'ouverture des soumissions s'est déroulée le 15 juillet 2021. Le délai de réception des soumissions était de 23 jours.
Un (1) addenda a été émis durant la période de sollicitation :

- Addenda no 1 émis le 5 juillet 2021 : pour prolonger la période de la visite obligatoire (lot 10 uniquement);

Le délai de validité des soumissions était de 90 jours à partir de la date d'ouverture des soumissions.

Les contrats sont octroyés selon le meilleur scénario économique qui est déterminé en tenant compte de l'ensemble des offres reçues et du nombre de garanties de soumissions déposées par chacun des soumissionnaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0281 - 23 mars 2020 - Autoriser une dépense additionnelle de 8 963 696,61 $, taxes incluses, pour le déneigement clés en main, le transport de la neige, la location de machinerie, l'exploitation des lieux d'élimination de la neige et le service de remorquage, majorant ainsi le montant total des contrats de 359 585 329,03 $ à 368 549 025,65 $,taxes incluses
CM19 0898 - 19 août 2019 - Accorder deux contrats à 9304-9179 Québec inc. pour la location de machinerie pour les lieux d'élimination de la neige (LEN) pour les lots 11 et 12, pour une durée de deux ans, avec une option de prolongation d'une année, pour les sommes maximales respectives de 545 666,75 $ et 604 048,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17714 (2 à 6 soum. par lot)

CM18 1245 - 22 octobre 2018 - Accorder 2 contrats à Groupe Contant inc. pour la location de souffleuses à haute puissance avec opérateurs, pour le lieu d'élimination de la neige de la Carrière Saint-Michel, pour une durée d'un an, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 532 495,22 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17180 (1 soum.)

CM18 0978 - 20 août 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 795 552,66$, taxes incluses, afin de prolonger d'un an les contrats accordés à De Luca M Excavation Ltée (9082-8179 Québec inc.), Gaston Constant inc., Location Guay inc., Transport Camille Dionne inc., Construction J.Richard Gauthier inc., Les Entreprises Daniel Robert inc., Blais Jean-Louis, Location Guay inc., Entretien St-Louis, JMV Environnement inc. et Pépinière et paysagiste Marina inc. pour la location de divers équipements mécaniques pour l'exploitation des lieux d'élimination de la neige (Appels d'offres 14-13973, 15-14613, 16-15515, 17-16322, 17-16454) majorant ainsi le montant total des contrats de 3 566 941,99 $ à 5 362 494,65$, taxes incluses.

CM17 1229 - 25 septembre 2017 - Accorder 6 contrats de location de divers équipements mécaniques avec opérateurs à 9154-6937 Québec inc. - Location Guay inc.; Blais Jean-Louis; Les Entreprises Daniel Robert inc.; Réhabilitation Du O inc. pour les lieux d'élimination de la neige de Millen, Sauvé et de la Carrière Saint-Michel, pour des durées variant entre 1 an et 3 ans, avec option de prolongation d'une saison hivernale - Dépense totale de 803 815,21 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16322 (11 soum.)

DESCRIPTION

Ce dossier vise l’octroi de dix (10) contrats de location à taux horaire de divers équipements opérés pour le LEN Carrière Saint-Michel. Le pourcentage pour la variation des quantités et les contingences sont respectivement de 15 et 5%.
La durée des contrats est de trois (3) saisons hivernales, incluant une option facultative de prolonger d'une saison hivernale supplémentaire. La décision de prolonger ou non les contrats se prend dans les mois précédant la fin d'un contrat.

Le SCA recommande l'octroi des contrats aux firmes suivantes:

Adjudicataires	no Lot
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	1
	2
JMV Environnement inc.	3
	4
	5
	10
9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.)	6
	7
	9
Les Pavages Dancar (2009) inc.	8

JUSTIFICATION

Au total, le cahier des charges a été acheté douze (12) fois sur le site de SEAO. Pour l'ensemble de l'appel d'offres, le taux global des soumissions est de 50 % (6 soumissionnaires sur 12 preneurs de cahier des charges). Le nombre de soumissions déposées par contrat varie entre deux (2) et cinq (5). La liste des preneurs des documents d'appels d'offres se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement. Précisons que les adjudicataires ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles (RÉNA) aux contrats publics et qu'ils sont conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

La conformité administrative des soumissions est confirmée par le Service de l'approvisionnement. Lors de l'analyse administrative, la firme L.J. Excavation inc. est rejetée puisqu'elle a omis de déposer avec sa soumission ces éléments : une garantie de soumission, la lettre d'engagement pour la garantie d'exécution et l'annexe concernant le portrait de l'industrie.

Précisons que les adjudicataires seront soumis à une évaluation de rendement en fin de contrat afin de s'assurer de la qualité des services rendus.

Le résultat de l'analyse des soumissions se retrouve ci-dessous. Dans l'ensemble, les prix soumissionnés sont de 3,5 % au-dessus de l'estimation de la Ville.

Lot 1 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Carrière St-Michel

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	120 717,94 $
JMV Environnement inc.	142 362,05 $
Les Pavages Dancar (2009) inc.	154 986,30 $
L.A. Hébert inc.	169 858,32 $
Dernière estimation réalisée ($)	121 534,32 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-816,38 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-0,7%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	21 644,11 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	17,9%

L'écart de 17,9 % entre la 2e soumission et la plus basse pourrait s'expliquer par la volonté de 9154-6937 Québec inc. (Location Guay) à vouloir remporter au moins deux contrats.

Lot 2 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Carrière St-Michel

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	173 798,45 $
JMV Environnement inc.	204 874,87 $
Les Pavages Dancar (2009) inc.	222 902,03 $
L.A. Hébert inc.	244 292,44 $
Dernière estimation réalisée ($)	175 009,43 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-1 210,98 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-0,7%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	31 076,42 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	17,9%

L'écart de 17,9 % entre la 2e soumission et la plus basse pourrait s'expliquer par la volonté de 9154-6937 Québec inc. (Location Guay) à vouloir remporter au moins deux contrats.

Lot 3 - Location d'une (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN : Carrière St-Michel

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
JMV Environnement inc.	179 659,48 $
L.A. Hébert inc.	223 406,54 $
Dernière estimation réalisée ($)	167 037,52 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	12 621,96 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	7,6%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	43 747,06 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	24,3%

L'écart de 24,3 % entre la 2e soumission et la plus basse pourrait s'expliquer par la tendance de L.A. Hébert inc. à déposer des prix élevés pour l'ensemble de l'appel d'offres. En effet, cette firme n'avait jamais soumissionné auparavant sur ce type de contrat.

Lot 4 - Location d'une (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN : Carrière St-Michel

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
JMV Environnement inc.	179 659,48 $
L.A. Hébert inc.	223 406,54 $
Dernière estimation réalisée ($)	167 037,52 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	12 621,96 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	7,6%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	43 747,06 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	24,3%

L'écart de 24,3 % entre la 2e soumission et la plus basse pourrait s'expliquer par la tendance de L.A. Hébert inc. à déposer des prix élevés pour l'ensemble de l'appel d'offres. En effet, cette firme n'avait jamais soumissionné auparavant sur ce type de contrat.

Lot 5 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN : Carrière St-Michel

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
JMV Environnement inc.	195 090,04 $
L.A. Hébert inc.	223 406,54 $
Dernière estimation réalisée ($)	167 037,54 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	28 052,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	16,8%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	28 316,50 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	14,5%

L'écart de 16,8 % entre la plus basse conforme et la dernière estimation pourrait s'expliquer

par la stratégie de soumission de JMV Environnement inc. Malgré des exigences contractuelles identiques pour les lots 3 à 8, JMV Environnement inc. a déposé des prix plus élevés sur les lots 5 à 8 comparativement aux lots 3 et 4.
L'écart de 14,5 % entre la 2e soumission et la plus basse pourrait s'expliquer par la tendance de L.A. Hébert inc. à déposer des prix élevés pour l'ensemble de l'appel d'offres. En effet, cette firme n'avait jamais soumissionné auparavant sur ce type de contrat.

Lot 6 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN : Carrière St-Michel

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.)	174 417,08 $
JMV Environnement inc.	195 090,04 $
L.A. Hébert inc.	223 406,54 $
Dernière estimation réalisée ($)	167 037,54 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	7 379,54 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	4,4%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	20 672,96 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	11,9%

L'écart de 11,9 % entre la 2e soumission et la plus basse pourrait s'expliquer par la stratégie de soumission de JMV Environnement inc. Malgré des exigences contractuelles identiques pour les lots 3 à 8, JMV Environnement inc. a déposé des prix plus élevés sur les lots 5 à 8 comparativement aux lots 3 et 4. De plus, l'écart pourrait aussi être justifié par la volonté de l'entreprise 9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.) de percer le marché en location horaire d'équipements à Montréal. En effet, cette firme a déposé des prix pour sept (7) lots sur dix (10) dans le cadre de cet appel d'offres.

Lot 7 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN : Carrière St-Michel

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.)	174 417,08 $
JMV Environnement inc.	195 090,04 $
L.A. Hébert inc.	223 406,54 $
Dernière estimation réalisée ($)	167 037,54 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	7 379,54 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	4,4%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	20 672,96 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	11,9%

L'écart de 11,9 % entre la 2e soumission et la plus basse pourrait s'expliquer par la stratégie de soumission de JMV Environnement inc. Malgré des exigences contractuelles identiques pour les lots 3 à 8, JMV Environnement inc. a déposé des prix plus élevés sur les lots 5 à 8 comparativement aux lots 3 et 4. De plus, l'écart pourrait aussi être justifié par la volonté de l'entreprise 9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.) de percer le

marché en location horaire d'équipements à Montréal. En effet, cette firme a déposé des prix pour sept (7) lots sur dix (10) dans le cadre de cet appel d'offres.

Lot 8 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN : Carrière St-Michel

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Les Pavages Dancar (2009) inc.	188 961,41 $
JMV Environnement inc.	195 090,04 $
L.A. Hébert inc.	223 406,54 $
Dernière estimation réalisée ($)	167 037,54 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	21 923,87 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	13,1%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	6 128,63 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	3,2%

L'écart de 13,1 % entre la plus basse conforme et la dernière estimation s'explique par le fait qu'un soumissionnaire a déposé un prix plus bas que Les Pavages Dancar (2009) inc. mais il est jugé non conforme pour ce lot par manque de garanties de soumission.

Lot 9 - Location d'une (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN : Carrière St-Michel

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.)	391 374,90 $
Les Pavages Dancar (2009) inc.	432 219,77 $
JMV Environnement inc.	446 710,07 $
L.A. Hébert inc.	511 082,27 $
Dernière estimation réalisée ($)	382 794,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	8 580,90 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	2,2%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	40 844,87 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	10,4%

L'écart entre la 2e soumission et la plus basse pourrait s'expliquer par la volonté de l'entreprise 9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.) de percer le marché en location horaire d'équipements à Montréal. En effet, cette firme a déposé des prix sur sept (7) lots sur dix (10) dans le cadre de cet appel d'offres.

Lot 10 - Location de deux (2) pelles hydrauliques avec opérateur LEN : Carrière St-Michel

Soumissions conformes	TOTAL (TAXES INCLUSES)
JMV Environnement inc.	411 725,48 $
L.A. Hébert inc.	630 840,23 $
Dernière estimation réalisée ($)	510 930,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-99 205,02 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-19,4%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	219 114,75 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	53,2%

À noter que la location de ce type d'équipements est une nouveauté qui permettra de réaliser une opération optimisant l'espace d'entreposage de la neige. Les écarts entre l'estimation et la plus basse soumission ainsi que l'écart entre la 2e soumission et la plus basse pourraient s'expliquer par la tendance de L.A. Hébert inc. à déposer des prix élevés pour l'ensemble de l'appel d'offres, une faible concurrence et la complexité des opérations à effectuer. D'ailleurs, la visite des lieux était obligatoire pour ce lot. À l'hiver dernier, JMV Environnement inc. détenait sept (7) contrats de location d'équipements, ce qui pourrait expliquer ses prix compétitifs.

Rappelons que dans le cadre de l'appel d'offres, les soumissionnaires pouvaient soumettre des prix pour tous les contrats ou seulement pour certains d'entre eux, mais il ne pouvait leur être octroyés plus de contrats qu'ils ne présentaient de garanties de soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total demandé et le détail des calculs sont présentés en pièce jointe.
Des crédits pour la location d'équipements opérés sont prévus au budget du SCA. Advenant des précipitations supérieures à ce qui est prévu au budget, des crédits supplémentaires seront requis et pour ce faire, un dossier sera présenté ultérieurement aux instances pour l'utilisation de la réserve neige.

Le coût de ces contrats a été majorés pour couvrir, en termes de précipitations, 75 % des hivers (15 % de variation de quantités et 5 % de contingences).

L'estimation (faite avant l'ouverture des soumissions) de la valeur totale des options de renouvellement est 730 831,23 $.

Le prix du plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des contrats a été majoré pour compenser l'augmentation de l'IPC (1,1 % à partir de la deuxième année du contrat) et pour couvrir, en termes de précipitations, 75 % des hivers (15 % de variation de quantités et 5 % de contingences).

Concernant le niveau décisionnel CM, le montant pour le lot 10 est de 500 404,77 $ incluant les taxes, variations des quantités et contingences (voir colonne Q, ligne 119 de l'onglet Lots du fichier financier).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 puisqu'il permet d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins (voir pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas octroyer ce contrat risquerait de ralentir les opérations d'élimination de la neige, lesquelles sont directement reliées aux activités de chargement de la neige.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En matière de Covid, les adjudicataires ont l'obligation de respecter toutes les normes de la CNESST.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 11 août 2021
- Conseil municipal : 23 août 2021
    - Début du contrat : 15 novembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Hugues KYONGO M'NYAMPARA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Benjamin PUGI, Service de la concertation des arrondissements

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle HÉBERT
Conseillère en planification

Tél : 514-243-4911
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-28

Valérie MATTEAU
Chef de division

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Stéphanie HOULE
programmes et systèmes
Tél :
Approuvé le :

Coût - Octroi des contrats - GDD 1216320009

Adjudicataires	no Lot	Description	Montant avec IPC avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)	Valeur de la prolongation (TTC)
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	1	Lot 1 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur	122 087.58 $	18 313.14 $	6 104.38 $	146 505.10 $	40 292.93 $
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	2	Lot 2 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur	175 698.90 $	26 354.83 $	8 784.94 $	210 838.67 $	57 986.43 $
JMV Environnement inc.	3	Lot 3 - Location d'une (1) tracteur-chargeur avec opérateur	182 036.68 $	27 305.50 $	9 101.83 $	218 444.02 $	60 078.12 $
JMV Environnement inc.	4	Lot 4 - Location d'une (1) tracteur-chargeur avec opérateur	182 036.69 $	27 305.50 $	9 101.83 $	218 444.03 $	60 078.12 $
JMV Environnement inc.	5	Lot 5 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur	182 036.69 $	27 305.50 $	9 101.83 $	218 444.03 $	60 078.12 $
9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.)	6	Lot 6 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN	177 322.49 $	26 598.37 $	8 866.12 $	212 786.99 $	58 522.28 $
9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.)	7	Lot 7 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur	177 322.49 $	26 598.37 $	8 866.12 $	212 786.99 $	58 522.28 $
Les Pavages Dancar (2009) inc.	8	Lot 8 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur	192 128.40 $	28 819.26 $	9 606.42 $	230 554.08 $	63 408.71 $
9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.)	9	Lot 9 - Location d'une (1) tracteur-chargeur avec opérateur	396 449.90 $	59 467.48 $	19 822.49 $	475 739.88 $	130 841.55 $
JMV Environnement inc.	10	Lot 10 - Location de deux (2) pelles hydrauliques avec opérateur	417 003.98 $	62 550.60 $	20 850.20 $	500 404.77 $	137 625.08 $
		Total	**2 204 123.81 $**	**330 618.57 $**	**110 206.19 $**	**2 644 948.57 $**	**727 433.60 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Carrière Saint-Michel (CSM)

Contrat : Lot 1 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur | **Adjudicataire** | 9154-6937 Québec inc. (Location Guay)

Coût - Saison hivernale					Répartition	
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)
2021-2022	35 044.95 $	1 752.25 $	3 495.73 $	40 292.93 $	13 296.67 $	26 996.26 $
2022-2023*	35 395.40 $	1 769.77 $	3 530.69 $	40 695.86 $	13 429.63 $	27 266.23 $
2023-2024*	35 745.85 $	1 787.29 $	3 565.65 $	41 098.79 $	13 562.60 $	27 536.19 $
TOTAL	106 186.20 $	5 309.31 $	10 592.07 $	122 087.58 $	40 288.90 $	81 798.68 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) 1
2021	13 296.67 $	0.00 $	0.00 $	13 296.67 $	12 141.63 $
2022	40 425.90 $	6 043.94 $	2 014.65 $	48 484.48 $	44 272.80 $
2023	40 828.83 $	6 104.38 $	2 034.79 $	48 968.00 $	44 714.31 $
2024	27 536.19 $	6 164.82 $	2 054.94 $	35 755.95 $	32 649.95 $
TOTAL	122 087.58 $	18 313.14 $	6 104.38 $	146 505.10 $	133 778.68 $

Carrière Saint-Michel (CSM)

Contrat : Lot 2 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur | **Adjudicataire** | 9154-6937 Québec inc. (Location Guay)

Coût - Saison hivernale					Répartition	
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)
2021-2022	50 433.95 $	2 521.70 $	5 030.79 $	57 986.43 $	19 135.52 $	38 850.91 $
2022-2023*	50 938.29 $	2 546.91 $	5 081.09 $	58 566.30 $	19 326.88 $	39 239.42 $
2023-2024*	51 442.63 $	2 572.13 $	5 131.40 $	59 146.16 $	19 518.23 $	39 627.93 $
TOTAL	152 814.87 $	7 640.74 $	15 243.28 $	175 698.90 $	57 980.64 $	117 718.26 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) 1
2021	19 135.52 $	0.00 $	0.00 $	19 135.52 $	17 473.28 $
2022	58 177.79 $	8 697.97 $	2 899.32 $	69 775.08 $	63 713.94 $
2023	58 757.65 $	8 784.94 $	2 928.31 $	70 470.91 $	64 349.34 $
2024	39 627.93 $	8 871.92 $	2 957.31 $	51 457.16 $	46 987.25 $
TOTAL	175 698.90 $	26 354.83 $	8 784.94 $	210 838.67 $	192 523.81 $

Carrière Saint-Michel (CSM)

Contrat : Lot 3 - Location d'une (1) tracteur-chargeur avec opérateur | **Adjudicataire** | JMV Environnement inc.

Coût - Saison hivernale					Répartition	
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)
2021-2022	52 253.20 $	2 612.66 $	5 212.26 $	60 078.12 $	19 825.78 $	40 252.34 $
2022-2023*	52 775.73 $	2 638.79 $	5 264.38 $	60 678.90 $	20 024.04 $	40 654.86 $
2023-2024*	53 298.26 $	2 664.91 $	5 316.50 $	61 279.67 $	20 222.29 $	41 057.38 $
TOTAL	158 327.20 $	7 916.36 $	15 793.14 $	182 036.68 $	60 072.11 $	121 964.58 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) 1
2021	19 825.78 $	0.00 $	0.00 $	19 825.78 $	18 103.58 $
2022	60 276.37 $	9 011.72 $	3 003.91 $	72 292.00 $	66 012.23 $
2023	60 877.15 $	9 101.83 $	3 033.94 $	73 012.93 $	66 670.54 $
2024	41 057.38 $	9 191.95 $	3 063.98 $	53 313.31 $	48 682.16 $
TOTAL	182 036.68 $	27 305.50 $	9 101.83 $	218 444.02 $	199 468.51 $

Carrière Saint-Michel (CSM)

Contrat : Lot 4 - Location d'une (1) tracteur-chargeur avec opérateur | **Adjudicataire** | JMV Environnement inc.

Coût - Saison hivernale					Répartition	
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)
2021-2022	52 253.20 $	2 612.66 $	5 212.26 $	60 078.12 $	19 825.78 $	40 252.34 $
2022-2023*	52 775.73 $	2 638.79 $	5 264.38 $	60 678.90 $	20 024.04 $	40 654.86 $
2023-2024*	53 298.26 $	2 664.91 $	5 316.50 $	61 279.67 $	20 222.29 $	41 057.38 $
TOTAL	158 327.20 $	7 916.36 $	15 793.14 $	182 036.69 $	60 072.11 $	121 964.58 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) 1
2021	19 825.78 $	0.00 $	0.00 $	19 825.78 $	18 103.58 $
2022	60 276.37 $	9 011.72 $	3 003.91 $	72 292.00 $	66 012.23 $
2023	60 877.16 $	9 101.83 $	3 033.94 $	73 012.94 $	66 670.54 $
2024	41 057.38 $	9 191.95 $	3 063.98 $	53 313.32 $	48 682.17 $
TOTAL	182 036.69 $	27 305.50 $	9 101.83 $	218 444.03 $	199 468.52 $

Carrière Saint-Michel (CSM)

Contrat : Lot 5 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur | **Adjudicataire** | JMV Environnement inc.

Coût - Saison hivernale					Répartition	
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)
2021-2022	52 253.20 $	2 612.66 $	5 212.26 $	60 078.12 $	19 825.78 $	40 252.34 $
2022-2023*	52 775.73 $	2 638.79 $	5 264.38 $	60 678.90 $	20 024.04 $	40 654.86 $
2023-2024*	53 298.26 $	2 664.91 $	5 316.50 $	61 279.67 $	20 222.29 $	41 057.38 $
TOTAL	158 327.20 $	7 916.36 $	15 793.14 $	182 036.69 $	60 072.11 $	121 964.58 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) 1
2021	19 825.78 $	0.00 $	0.00 $	19 825.78 $	18 103.58 $
2022	60 276.37 $	9 011.72 $	3 003.91 $	72 292.00 $	66 012.23 $
2023	60 877.16 $	9 101.83 $	3 033.94 $	73 012.94 $	66 670.54 $
2024	41 057.38 $	9 191.95 $	3 063.98 $	53 313.32 $	48 682.17 $
TOTAL	182 036.69 $	27 305.50 $	9 101.83 $	218 444.03 $	199 468.52 $

Carrière Saint-Michel (CSM)

Contrat : Lot 6 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN | **Adjudicataire** | 9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.)

Coût - Saison hivernale					Répartition	
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)
2021-2022	50 900.00 $	2 545.00 $	5 077.28 $	58 522.28 $	19 312.35 $	39 209.92 $
2022-2023*	51 409.00 $	2 570.45 $	5 128.05 $	59 107.50 $	19 505.47 $	39 602.02 $
2023-2024*	51 918.00 $	2 595.90 $	5 178.82 $	59 692.72 $	19 698.60 $	39 994.12 $
TOTAL	154 227.00 $	7 711.35 $	15 384.14 $	177 322.49 $	58 516.42 $	118 806.07 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) 1
2021	19 312.35 $	0.00 $	0.00 $	19 312.35 $	17 634.75 $
2022	58 715.40 $	8 778.34 $	2 926.11 $	70 419.85 $	64 302.71 $
2023	59 300.62 $	8 866.12 $	2 955.37 $	71 122.12 $	64 943.98 $
2024	39 994.12 $	8 953.91 $	2 984.64 $	51 932.67 $	47 421.45 $
TOTAL	177 322.49 $	26 598.37 $	8 866.12 $	212 786.99 $	194 302.89 $

Carrière Saint-Michel (CSM)

Contrat : Lot 7 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur | **Adjudicataire** | 9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.)

Coût - Saison hivernale					Répartition	
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)
2021-2022	50 900.00 $	2 545.00 $	5 077.28 $	58 522.28 $	19 312.35 $	39 209.92 $
2022-2023*	51 409.00 $	2 570.45 $	5 128.05 $	59 107.50 $	19 505.47 $	39 602.02 $
2023-2024*	51 918.00 $	2 595.90 $	5 178.82 $	59 692.72 $	19 698.60 $	39 994.12 $
TOTAL	154 227.00 $	7 711.35 $	15 384.14 $	177 322.49 $	58 516.42 $	118 806.07 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) 1
2021	19 312.35 $	0.00 $	0.00 $	19 312.35 $	17 634.75 $
2022	58 715.40 $	8 778.34 $	2 926.11 $	70 419.85 $	64 302.71 $
2023	59 300.62 $	8 866.12 $	2 955.37 $	71 122.12 $	64 943.98 $
2024	39 994.12 $	8 953.91 $	2 984.64 $	51 932.67 $	47 421.45 $
TOTAL	177 322.49 $	26 598.37 $	8 866.12 $	212 786.99 $	194 302.89 $

Carrière Saint-Michel (CSM)

Contrat : Lot 8 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur | **Adjudicataire** | Les Pavages Dancar (2009) inc.

Coût - Saison hivernale					Répartition	
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)
2021-2022	55 150.00 $	2 757.50 $	5 501.21 $	63 408.71 $	20 924.88 $	42 483.84 $
2022-2023*	55 701.50 $	2 785.08 $	5 556.22 $	64 042.80 $	21 134.12 $	42 908.68 $
2023-2024*	56 253.00 $	2 812.65 $	5 611.24 $	64 676.89 $	21 343.37 $	43 333.51 $
TOTAL	167 104.50 $	8 355.23 $	16 668.67 $	192 128.40 $	63 402.37 $	128 726.03 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) 1
2021	20 924.88 $	0.00 $	0.00 $	20 924.88 $	19 107.20 $
2022	63 617.96 $	9 511.31 $	3 170.44 $	76 299.70 $	69 671.80 $
2023	64 252.05 $	9 606.42 $	3 202.14 $	77 060.61 $	70 366.61 $
2024	43 333.51 $	9 701.53 $	3 233.84 $	56 268.89 $	51 381.00 $
TOTAL	192 128.40 $	28 819.26 $	9 606.42 $	230 554.08 $	210 526.60 $

Carrière Saint-Michel (CSM)

Contrat : Lot 9 - Location d'une (1) tracteur-chargeur avec opérateur | **Adjudicataire** | 9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.)

Coût - Saison hivernale					Répartition	
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)
2021-2022	113 800.00 $	5 690.00 $	11 351.55 $	130 841.55 $	43 177.71 $	87 663.84 $
2022-2023*	114 938.00 $	5 746.90 $	11 465.07 $	132 149.97 $	43 609.49 $	88 540.48 $
2023-2024*	116 076.00 $	5 803.80 $	11 578.58 $	133 458.38 $	44 041.27 $	89 417.12 $
TOTAL	344 814.00 $	17 240.70 $	34 395.20 $	396 449.90 $	130 828.47 $	265 621.43 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) 1
2021	43 177.71 $	0.00 $	0.00 $	43 177.71 $	39 427.01 $
2022	131 273.33 $	19 626.23 $	6 542.08 $	157 441.64 $	143 765.20 $
2023	132 581.74 $	19 822.49 $	6 607.50 $	159 011.74 $	145 198.91 $
2024	89 417.12 $	20 018.76 $	6 672.92 $	116 108.79 $	106 022.80 $
TOTAL	396 449.90 $	59 467.48 $	19 822.49 $	475 739.88 $	434 413.92 $

Carrière Saint-Michel (CSM)

Contrat : Lot 10 - Location de deux (2) pelles hydrauliques avec opérateur | **Adjudicataire** | JMV Environnement inc.

Coût - Saison hivernale					Répartition	
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL	Automne (33%)	Hiver (67%)
2021-2022	119 700.00 $	5 985.00 $	11 940.08 $	137 625.08 $	45 416.27 $	92 208.80 $
2022-2023*	120 897.00 $	6 044.85 $	12 059.48 $	139 001.33 $	45 870.44 $	93 130.89 $
2023-2024*	122 094.00 $	6 104.70 $	12 178.88 $	140 377.58 $	46 324.60 $	94 052.98 $
TOTAL	362 691.00 $	18 134.55 $	36 178.43 $	417 003.96 $	137 611.31 $	279 392.66 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) 1
2021	45 416.27 $	0.00 $	0.00 $	45 416.27 $	41 471.11 $
2022	138 079.24 $	20 643.76 $	6 881.25 $	165 604.25 $	151 218.76 $
2023	139 455.49 $	20 850.20 $	6 950.07 $	167 255.75 $	152 726.80 $
2024	94 052.98 $	21 056.64 $	7 018.88 $	122 128.49 $	111 519.59 $
TOTAL	417 003.96 $	62 550.60 $	20 850.20 $	500 404.77 $	456 936.26 $

1. Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante

** Majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) estimé de 1%.*

TTC : Toutes taxes comprises

Coût - Octroi des contrats - GDD 1216320009

Adjudicataires	no Lot	Description	Montant avec IPC avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)	Montant par adjudicataire (TTC)	Valeur de la prolongation (TTC)
9154-6937 Québec inc. (Location Guay)	1	Lot 1 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur	122 087.58 $	18 313.14 $	6 104.38 $	146 505.10 $		40 292.93 $
	2	Lot 2 - Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur	175 698.90 $	26 354.83 $	8 784.94 $	210 838.67 $	357 343.77 $	57 986.43 $
JMV Environnement inc.	3	Lot 3 - Location d'une (1) tracteur-chargeur avec opérateur	182 036.68 $	27 305.50 $	9 101.83 $	218 444.02 $		60 078.12 $
	4	Lot 4 - Location d'une (1) tracteur-chargeur avec opérateur	182 036.69 $	27 305.50 $	9 101.83 $	218 444.03 $		60 078.12 $
	5	Lot 5 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur	182 036.69 $	27 305.50 $	9 101.83 $	218 444.03 $		60 078.12 $
	10	Lot 10 - Location de deux (2) pelles hydrauliques avec opérateur	417 003.98 $	62 550.60 $	20 850.20 $	500 404.77 $	1 155 736.86 $	137 625.08 $
9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.)	6	Lot 6 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN	177 322.49 $	26 598.37 $	8 866.12 $	212 786.99 $		58 522.28 $
	7	Lot 7 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur	177 322.49 $	26 598.37 $	8 866.12 $	212 786.99 $		58 522.28 $
	9	Lot 9 - Location d'une (1) tracteur-chargeur avec opérateur	396 449.90 $	59 467.48 $	19 822.49 $	475 739.88 $	901 313.86 $	130 841.55 $
Les Pavages Dancar (2009) inc.	8	Lot 8 - Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur	192 128.40 $	28 819.26 $	9 606.42 $	230 554.08 $	230 554.08 $	63 408.71 $
		Total	**2 204 123.81 $**	**330 618.57 $**	**110 206.19 $**	**2 644 948.57 $**	**2 644 948.57 $**	**727 433.60 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1216320009*
Unité administrative responsable : *Service de la concertation des arrondissements*
Projet : *Location à taux horaire de divers équipements opérés pour le lieu d'élimination de la neige Carrière Saint-Michel, pour une période de trois (3) saisons hivernales*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. (priorité 19).			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** L'octroi de ces contrats permettra de gérer la neige transportée dans les lieux d'élimination de la neige et offrir un environnement sécuritaire et de qualité pour la mobilité des piétons, cyclistes et automobilistes.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1216320009

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder dix (10) contrats aux firmes 9154-6937 Québec inc. (Location Guay), JMV Environnement inc., 9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.) et Les Pavages Dancar (2009) inc. pour la location à taux horaire de divers équipements opérés pour le lieu d'élimination de la neige Carrière Saint-Michel, pour une période de trois (3) saisons hivernales avec une option de prolongation d'une saison hivernale – Dépense totale de 2 644 948,57 $, taxes incluses (contrats : 2 204 123,81 $, variations des quantités 330 618,57 $, contingences : 110 206,19 $) – Appel d'offres public 21-18893 (6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18893 PV.pdf 21-18893 DET_CAH.pdf 21-18893_TCP.pdf 21-18893 Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugues KYONGO M'NYAMPARA
Agente d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-1858

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Richard DAGENAIS
Chef de section app. strat. en biens
Tél : 514-872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18893 — No du GDD : 1216320009

Titre de l'appel d'offres : Location de divers équipements opérés pour l'exécution de travaux dans les lieux d'élimination de la neige

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 21 - 6 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 15 - 7 - 2021

Ouverture faite le : 15 - 7 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 5 - 7 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 50

% de rejets : 16,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom) — Motif de rejet: administratif et / ou technique

L.J. Excavations inc. — **Absence de lettre de garantie d'exécution**

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 10 - 2021

Date d'échéance révisée : 13 - 10 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Pavages Dancar (2009) Inc.	154 986,30		Lot 1
LA Hébert Ltée	169 858,32		Lot 1
9154-6937 Québec Inc. (Location Guay)	**120 717,94**	√	**Lot 1**
JMV Environnement	142 362,05		Lot 1
Pavages Dancar (2009) Inc.	222 902,03		Lot 2
LA Hébert Ltée	244 292,44		Lot 2
9154-6937 Québec Inc. (Location Guay)	**173 798,45**	√	**Lot 2**
JMV Environnement	204 874,87		Lot 2
9265-9184 QUÉBEC INC / AMG	174 417,08		Lot 3
LA Hébert Ltée	223 406,54		Lot 3
JMV Environnement Inc.	**179 659,48**	√	**Lot 3**
9265-9184 QUÉBEC INC / AMG	174 417,08		Lot 4
LA Hébert Ltée	223 406,54		Lot 4
JMV Environnement Inc.	**179 659,48**	√	**Lot 4**

9265-9184 QUÉBEC INC / AMG	174 417,08		Lot 5
LA Hébert Ltée	223 406,54		Lot 5
JMV Environnement Inc.	**195 090,04**	√	**Lot 5**
9265-9184 QUÉBEC INC / AMG	**174 417,08**	√	**Lot 6**
LA Hébert Ltée	223 406,54		Lot 6
JMV Environnement	195 090,04		Lot 6
9265-9184 QUÉBEC INC / AMG	**174 417,08**	√	**Lot 7**
LA Hébert Ltée	223 406,54		Lot 7
JMV Environnement	195 090,04		Lot 7
9265-9184 QUÉBEC INC / AMG	174 417,08		Lot 8
LA Hébert Ltée	223 406,54		Lot 8
JMV Environnement	195 090,04		Lot 8
Pavages Dancar (2009) Inc.	**188 961,41**	√	**Lot 8**
JMV Environnement	446 710,07		Lot 9
LA Hébert Ltée	511 082,27		Lot 9
9265-9184 QUÉBEC INC / AMG	**391 374,90**	√	**Lot 9**
Pavages Dancar (2009) Inc.	432 219,77		Lot 9
LA Hébert Ltée	630 840,23		Lot 10
JMV Environnement Inc.	**411 725,48**	√	**Lot 10**

Information additionnelle

Des douze (12) preneurs du cahier des charges, six (6) ont soumissionné. Un (1) seul soumissionnaires a été déclaré administrativement non-conforme pour l'ensemble des lots dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi les six qui n'ont pas soumissionné, une firme a indiqué que la nature du travail est floue et que c'est un petit projet. Les autres firmes n'ont pas répondu à notre demande. Nous avons multiplié par trois(3) saisons les montants soumissionnés par la firme 9265-9184 QUÉBEC INC / AMG afin de corriger l'erreur de multiplication dans son bordereaude prix. La firme a été notifiée en ce sens. Erreur de clacul (lot 8)également corrigée pour la firme Pavages Dancar (2009) Inc. Un (1) addendas a été publié concernant les visites obligatoires. Les soumissions reçues et les plus basses conformes sont 3,5 % supérieur à la dernière estimation réalisée. Les soumissionnaires recommandés dans le présent sommaire décisionnel ne sont pas inscrits au RENA, et ne sont pas rendu non-conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Préparé par : Hugues K M'Nyampara Le 29 - 7 - 2021

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18893

Agent d'approvisionnement
Patrice Blanchette

Conformité Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	**Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Carrière St-Michel**	9154-6937 QUÉBEC INC - LOCATION GUAY							104 994,95 $	120 717,94 $
		JMV ENVIRONNEMENT INC.	0						123 820,00 $	142 362,05 $
		Total (JMV ENVIRONNEMENT INC.)							**123 820,00 $**	**142 362,05 $**
		LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	0						134 800,00 $	154 986,30 $
		Total (LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.)							**134 800,00 $**	**154 986,30 $**
		L.A. HEBERT LTÉE	0						147 735,00 $	169 858,32 $
		Total (L.A. HEBERT LTÉE)							**147 735,00 $**	**169 858,32 $**
LOT2	**Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur LEN : Carrière St-Michel**	9154-6937 QUÉBEC INC - LOCATION GUAY							151 161,95 $	173 798,45 $
		JMV ENVIRONNEMENT INC.	0						178 190,80 $	204 874,87 $
		Total (JMV ENVIRONNEMENT INC.)							**178 190,80 $**	**204 874,87 $**
		LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	0						193 870,00 $	222 902,03 $
		Total (LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.)							**193 870,00 $**	**222 902,03 $**
		L.A. HEBERT LTÉE	0						212 474,40 $	244 292,44 $
		Total (L.A. HEBERT LTÉE)							**212 474,40 $**	**244 292,44 $**
LOT3	**Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN : Carrière St-Michel**	9265-9184 QUÉBEC INC / AMG	0						151 700,00 $	174 417,08 $
		Total (9265-9184 QUÉBEC INC / AMG)							**151 700,00 $**	**174 417,08 $**
		JMV ENVIRONNEMENT INC.	0						156 259,60 $	179 659,48 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18893

Agent d'approvisionnement
Patrice Blanchette

Conformité Oui

								Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT3	**Location d'un (1)**	**Total (JMV ENVIRONNEMENT INC.)**							**156 259,60 $**	**179 659,48 $**
		L.A. HEBERT LTÉE	0						194 308,80 $	223 406,54 $
		Total (L.A. HEBERT LTÉE)							**194 308,80 $**	**223 406,54 $**
LOT4	**Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN : Carrière St-Michel**	9265-9184 QUÉBEC INC / AMG	0						151 700,00 $	174 417,08 $
		Total (9265-9184 QUÉBEC INC / AMG)							**151 700,00 $**	**174 417,08 $**
		JMV ENVIRONNEMENT INC.	0						156 259,60 $	179 659,48 $
		Total (JMV ENVIRONNEMENT INC.)							**156 259,60 $**	**179 659,48 $**
		L.A. HEBERT LTÉE	0						194 308,80 $	223 406,54 $
		Total (L.A. HEBERT LTÉE)							**194 308,80 $**	**223 406,54 $**
LOT5	**Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN : Carrière St-Michel**	9265-9184 QUÉBEC INC / AMG	0						151 700,00 $	174 417,08 $
		Total (9265-9184 QUÉBEC INC / AMG)							**151 700,00 $**	**174 417,08 $**
		JMV ENVIRONNEMENT INC.	0						169 680,40 $	195 090,04 $
		Total (JMV ENVIRONNEMENT INC.)							**169 680,40 $**	**195 090,04 $**
		L.A. HEBERT LTÉE	0						194 308,80 $	223 406,54 $
		Total (L.A. HEBERT LTÉE)							**194 308,80 $**	**223 406,54 $**
LOT6	**Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN : Carrière St-Michel**	9265-9184 QUÉBEC INC / AMG	0						151 700,00 $	174 417,08 $
		Total (9265-9184 QUÉBEC INC / AMG)							**151 700,00 $**	**174 417,08 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18893

Agent d'approvisionnement
Patrice Blanchette

Conformité	Oui

								Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT6	Location d'un (1)	JMV ENVIRONNEMENT INC.	0						169 680,40 $	195 090,04 $
		Total (JMV ENVIRONNEMENT INC.)							**169 680,40 $**	**195 090,04 $**
		L.A. HEBERT LTÉE	0						194 308,80 $	223 406,54 $
		Total (L.A. HEBERT LTÉE)							**194 308,80 $**	**223 406,54 $**
LOT7	Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN : Carrière St-Michel	9265-9184 QUÉBEC INC / AMG	0						151 700,00 $	174 417,08 $
		Total (9265-9184 QUÉBEC INC / AMG)							**151 700,00 $**	**174 417,08 $**
		JMV ENVIRONNEMENT INC.	0						169 680,40 $	195 090,04 $
		Total (JMV ENVIRONNEMENT INC.)							**169 680,40 $**	**195 090,04 $**
		L.A. HEBERT LTÉE	0						194 308,80 $	223 406,54 $
		Total (L.A. HEBERT LTÉE)							**194 308,80 $**	**223 406,54 $**
LOT8	Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN : Carrière St-Michel	9265-9184 QUÉBEC INC / AMG	0						151 700,00 $	174 417,08 $
		Total (9265-9184 QUÉBEC INC / AMG)							**151 700,00 $**	**174 417,08 $**
		LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	0						164 350,00 $	188 961,41 $
		Total (LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.)							**164 350,00 $**	**188 961,41 $**
		JMV ENVIRONNEMENT INC.	0						169 680,40 $	195 090,04 $
		Total (JMV ENVIRONNEMENT INC.)							**169 680,40 $**	**195 090,04 $**
		L.A. HEBERT LTÉE	0						194 308,80 $	223 406,54 $
		Total (L.A. HEBERT LTÉE)							**194 308,80 $**	**223 406,54 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18893

Agent d'approvisionnement
Patrice Blanchette

Conformité Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT9	**Location d'un (1) tracteur-chargeur avec opérateur LEN : Carrière St-Michel**	9265-9184 QUÉBEC INC / AMG	**0**						340 400,00 $	391 374,90 $
		Total (9265-9184 QUÉBEC INC / AMG)							**340 400,00 $**	**391 374,90 $**
		LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	**0**						375 925,00 $	432 219,77 $
		Total (LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.)							**375 925,00 $**	**432 219,77 $**
		JMV ENVIRONNEMENT INC.	**0**						388 528,00 $	446 710,07 $
		Total (JMV ENVIRONNEMENT INC.)							**388 528,00 $**	**446 710,07 $**
		L.A. HEBERT LTÉE	**0**						444 516,00 $	511 082,27 $
		Total (L.A. HEBERT LTÉE)							**444 516,00 $**	**511 082,27 $**
LOT10	**Location de deux (2) pelles hydrauliques avec opérateur LEN : Carrière St-Michel**	JMV ENVIRONNEMENT INC.	**0**						358 100,00 $	411 725,48 $
		Total (JMV ENVIRONNEMENT INC.)							**358 100,00 $**	**411 725,48 $**
		L.A. HEBERT LTÉE	**0**						548 676,00 $	630 840,23 $
		Total (L.A. HEBERT LTÉE)							**548 676,00 $**	**630 840,23 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18893
Numéro de référence : 1501949
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Location de divers équipements opérés pour l'exécution de travaux dans les lieux d'élimination de la neige

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9304-9179 Québec inc. 5020 Ambroise-Lafortune Boisbriand, QC, J7H 1S6 NEQ : 1170159918	Monsieur Dany Lapointe Téléphone : 450 818-4020 Télécopieur :	**Commande : (1916874)** 2021-06-21 10 h 17 **Transmission :** 2021-06-21 10 h 17	3556475 - 21-18893 Addenda No 1_Modification(s) ou ajout(s) 2021-07-05 10 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ALEKKO INC 228 Rang St.Charles Saint-Roch-de-l'Achigan, QC, J0K3H0 NEQ : 1169765345	Monsieur Alexandre Dumais Téléphone : 514 621-2672 Télécopieur :	**Commande : (1918896)** 2021-06-26 8 h 38 **Transmission :** 2021-06-26 8 h 38	3556475 - 21-18893 Addenda No 1_Modification(s) ou ajout(s) 2021-07-05 10 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cap Excavation inc 1920 Voie De Desserte Saint-Maurice, QC, G0X 2X0 http://www.capexcavation.com NEQ : 1143998657	Monsieur Jérôme Lavoie Téléphone : 819 376-4681 Télécopieur : 819 376-5772	**Commande : (1920350)** 2021-06-30 11 h 46 **Transmission :** 2021-06-30 11 h 46	3556475 - 21-18893 Addenda No 1_Modification(s) ou ajout(s) 2021-07-05 10 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ENTREPRISE VAILLANT (1994) 420, chemin du Petit-Brûlé Rigaud, QC, J0P 1P0 NEQ : 1140472128	Monsieur GILLES GAUTHIER Téléphone : 514 386-6000 Télécopieur : 514 685-1520	**Commande : (1918256)** 2021-06-23 14 h 07 **Transmission :** 2021-06-23 14 h 07	3556475 - 21-18893 Addenda No 1_Modification(s) ou ajout(s) 2021-07-05 10 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
JMV Environnement 7600 Avenue Duplessis Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1S6 NEQ : 1164798275	Monsieur Francois Leduc Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1917872)** 2021-06-22 17 h **Transmission :** 2021-06-22 17 h	3556475 - 21-18893 Addenda No 1_Modification(s) ou ajout(s) 2021-07-05 10 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
L.A. Hébert Ltée 9700 Place Jade Brossard, QC, J4Y 3C1 NEQ : 1143421148	Madame Louise Brisson Téléphone : 450 444-4847 Télécopieur : 450 444-3578	**Commande : (1920556)** 2021-06-30 16 h 09 **Transmission :** 2021-06-30 16 h 09	3556475 - 21-18893 Addenda No 1_Modification(s) ou ajout(s) 2021-07-05 10 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises AMG 6959, av. Baldwin Montréal, QC, H1K3C6 NEQ : 1168389485	Monsieur Alexandre Renaud Téléphone : 438 877-4169 Télécopieur :	**Commande : (1921344)** 2021-07-05 11 h 24 **Transmission :** 2021-07-05 11 h 24	3556475 - 21-18893 Addenda No 1_Modification(s) ou ajout(s) 2021-07-05 11 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Pavages Dancar (2009) Inc. 4445 J.B. Martineau Montréal, QC, H1R 3W9 NEQ : 1165622268	Madame Céline Sylvie Bousquet Téléphone : 514 321-5144 Télécopieur : 514 321-2140	**Commande : (1919515)** 2021-06-28 19 h **Transmission :** 2021-06-28 20 h 25	3556475 - 21-18893 Addenda No 1_Modification(s) ou ajout(s) 2021-07-05 10 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	LJEXCAVATION inc. 5339 4 AV. Montréal, QC, H1Y 2V4 NEQ : 1143467497	Monsieur JEAN GUY GAGNE Téléphone : 514 598-9337 Télécopieur :	**Commande : (1917045)** 2021-06-21 13 h 34 **Transmission :** 2021-06-21 13 h 34	3556475 - 21-18893 Addenda No 1_Modification(s) ou ajout(s) 2021-07-05 10 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Location Guay (9154-6937 Québec Inc.) 235 cite des jeunes Saint-Clet, QC, J0P1P0 NEQ : 1162923222	Monsieur Bertrand Guay Téléphone : 514 838-9922 Télécopieur :	**Commande : (1916813)** 2021-06-21 9 h 28 **Transmission :** 2021-06-21 9 h 28	3556475 - 21-18893 Addenda No 1_Modification(s) ou ajout(s) 2021-07-05 10 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ramcor Construction Inc. 9434 Boulevard Pie-IX Montréal, QC, H1z 4E9 NEQ : 1161184792	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1922022)** 2021-07-06 14 h 07 **Transmission :** 2021-07-06 14 h 31	3556475 - 21-18893 Addenda No 1_Modification(s) ou ajout(s) 2021-07-06 14 h 07 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Y & R Paquette 15400 Boul Curé Labelle Mirabel, QC, J7J 2G6 NEQ : 1167024943	Monsieur Stéphane Paquette Téléphone : 450 438-1866 Télécopieur : 450 438-3003	**Commande : (1919201)** 2021-06-28 11 h 11 **Transmission :** 2021-06-28 11 h 11	3556475 - 21-18893 Addenda No 1_Modification(s) ou ajout(s) 2021-07-05 10 h 20 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1216320009

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Accorder dix (10) contrats aux firmes 9154-6937 Québec inc. (Location Guay), JMV Environnement inc., 9265-9184 Québec inc. (Les Entreprises AMG inc.) et Les Pavages Dancar (2009) inc. pour la location à taux horaire de divers équipements opérés pour le lieu d'élimination de la neige Carrière Saint-Michel, pour une période de trois (3) saisons hivernales avec une option de prolongation d'une saison hivernale – Dépense totale de 2 644 948,57 $, taxes incluses (contrats : 2 204 123,81 $, variations des quantités 330 618,57 $, contingences : 110 206,19 $) – Appel d'offres public 21-18893 (6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1216320009 location divers équipements.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Josée BIBEAU
Préposé au budget
Tél : 514-872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Éric GERMAIN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7344
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.029

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1213438018

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'avenant à l'appel d'offres public no. 20-18227 dont le contrat a été octroyé à la société Groupe LAR inc. le 17 décembre 2020 et ce, afin de permettre le paiement complet des vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, ainsi que l'entreposage et le transfert de la propriété de ces équipements à la Ville de Montréal.

Il est recommandé:
d'approuver le projet d'avenant à l'appel d'offres public no. 20-18227 dont le contrat a été octroyé à la société Groupe LAR inc. le 17 décembre 2020 et ce, afin de permettre le paiement complet des vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, ainsi que l'entreposage et le transfert de la propriété de ces équipements à la Ville de Montréal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-28 16:09

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1213438018**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'avenant à l'appel d'offres public no. 20-18227 dont le contrat a été octroyé à la société Groupe LAR inc. le 17 décembre 2020 et ce, afin de permettre le paiement complet des vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, ainsi que l'entreposage et le transfert de la propriété de ces équipements à la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du projet de désinfection des eaux usées par ozonation (Projet), la Ville de Montréal (Ville) a accordé, le 17 décembre 2020, à la société Groupe LAR inc. un contrat (le Contrat) pour la fourniture des équipements pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station), à savoir des vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires (Équipements).
Ces Équipements doivent être installés pour contrôler les débits d'eau dans les structures d'évacuation de la Station, de même qu'aux puits de sortie des émissaires à l'Île aux Vaches. Il était initialement prévu que cette installation soit effectuée dans le cadre des travaux de construction du Projet qui devaient débuter au second trimestre de 2021 en vertu de l'appel d'offres public 7311-AE. Or, cet appel d'offres a été annulé en raison de l'absence de soumissionnaire conforme, ce qui occasionne des retards dans le Projet.

Néanmoins, la conception des Équipements a débuté et les *Clauses administratives particulières* du Contrat prévoient un échéancier très serré de conception et de fabrication en raison du fait qu'il était requis pour Groupe LAR inc. de se coordonner avec l'échéancier anticipé de l'entrepreneur-installateur en vertu de l'appel d'offres 7311-AE.

Ainsi, considérant que le Projet accuse des retards importants et qu'il n'est plus requis pour Groupe LAR inc. de se coordonner avec l'échéancier anticipé de l'entrepreneur-installateur lié à l'appel d'offres 7311-AE, les deux parties souhaitent adapter le Contrat à la nouvelle

réalité du Projet. Il est donc requis de modifier certains articles du *Cahier des clauses administratives particulières* du Contrat pour adapter les dispositions relatives aux étapes de réalisation des livrables et aux jalons de paiement, mais également pour transférer à la Ville la propriété des Équipements à certaines conditions et prévoir leur entreposage par Groupe LAR inc. jusqu'au 31 août 2023.

La modification au Contrat vise à permettre principalement le paiement complet des jalons 1 à 8 selon la progression prévue au Contrat, au lieu d'un pourcentage pour ces mêmes jalons dont la valeur est calculée à partir du montant total du bordereau, ainsi que le transfert à la Ville de la propriété des Équipements.

Par ailleurs, nonobstant le commencement de la conception des Équipements et le fait que ceux-ci soient en voie de fabrication, ils ne pourront pas être livrés à la Ville. En vertu de l'avenant, ces Équipements demeureront donc en la possession de Groupe LAR inc. jusqu'à leur prise de possession par un entrepreneur-installateur en vertu du nouvel appel d'offres DP21028-18659 visant les travaux de modification des structures d'évacuation hydrauliques de la Station d'épuration. Compte tenu des changements susmentionnés dans le déroulement du Projet, si l'échéancier initial de fabrication était conservé, la Ville devrait nécessairement faire entreposer, à ses frais, les Équipements fabriqués dans les délais initialement prévus, puisqu'ils ne pourront pas être livrés en raison des retards actuellement subis dans le Projet. Par ailleurs, si l'avenant au Contrat était approuvé, l'échéancier de réalisation des livrables serait considérablement allégé et Groupe LAR inc. serait alors disposé à créditer à la Ville les dépenses totalisant un montant de 95 000,00$ imputables au temps et au matériel qu'elle n'aura pas à encourir en raison de la modification des délais de livraison en plus de supporter le coût d'impact de la modification des délais de livraison du Contrat au montant de 93 000,00$ et, par le fait même, de renoncer à réclamer ces coûts à la Ville.

Vu ce qui précède, nous recommandons l'adoption du projet d'avenant au Contrat. Cet avenant prévoit les termes et conditions entourant la modification des termes de paiement, ceux concernant le transfert de propriété des Équipements en faveur de la Ville ainsi que les modalités d'entreposage jusqu'à la prise de possession par l'entrepreneur-installateur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

17 décembre 2020 - CG20 0690 - Accorder un contrat à Groupe LAR inc. pour la fourniture de vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 7 741 899,58 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18227 (1 soum.). (1203438036)
26 mars 2015 - CG15 0163 - Octroyer un contrat à la firme Degrémont Ltée, pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte, pour une somme maximale de 98 950 000 $, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12107 – 2 soumissionnaires, un seul conforme. (1153334001)

DESCRIPTION

Le projet d'avenant permettra à la Ville de devenir propriétaire des Équipements faisant l'objet du Contrat, notamment:
· Deux vannes-batardeaux (item 1);
· Deux structures de levage (item 2);
· Deux treuils (item 2);
· Deux abris de treuils (item 2);
· Deux pièces encastrées dans le béton (guide et seuil) (items 3 et 4);
· Quatorze poutrelles de batardeaux et palonniers (items 5 et 6);

· Cinq poutrelles de batardeaux et élingues (item 7).

À cet égard, l'avenant prévoit les modalités contractuelles concernant l'engagement de Groupe LAR inc. à entreposer, pour le compte de la Ville, lesdits Équipements et ce, jusqu'à la prise de possession par l'entrepreneur-installateur en vertu de l'appel d'offres DP21028—18659.

Ces changements au Contrat sont consignés dans le projet d'avenant.

JUSTIFICATION

Avec ce projet d'avenant, d'une part, la Ville deviendra propriétaire des Équipements, suivant le paiement des jalons de paiement 1 à 6 prévus au Contrat et, d'autre part, elle s'assurera aussi de l'entreposage des Équipements jusqu'à leur prise de possession par l'entrepreneur-installateur, le tout, avec toutes les garanties requises pour protéger les droits de la Ville.
Il est donc recommandé d'approuver le projet d'avenant au contrat afin de permettre à la Ville de devenir propriétaire des Équipements aux termes et conditions consignés dans l'avenant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme que la Ville devra verser à Groupe LAR inc. pour le transfert de propriété des Équipements est de 4 452 700,86 $ toutes taxes incluses. Ce montant correspond au paiement des jalons 1 à 6 prévus à l'article 23.1 des *Clauses administratives particulières* du Contrat.
Ce paiement est pris à même le prix du Contrat et, non à partir du budget des contingences.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si l'avenant au dossier n'était pas approuvé et que l'échéancier actuel de fabrication était conservé, la Ville devrait nécessairement faire entreposer, à ses frais, les Équipements fabriqués dans les délais initialement prévus, puisqu'ils ne pourraient pas être livrés selon l'échéancier prévu au Contrat, à cause des retards actuellement subis dans le Projet.
L'avenant servira donc à encadrer cet entreposage et, incidemment, à sécuriser les Équipements jusqu'à leur date de prise de possession.
De plus, si l'avenant au dossier n'était pas approuvé, en cas de faillite ou autre procédure d'insolvabilité, la Ville ne pourrait pas invoquer un droit de propriété sur les Équipements. Il est donc important de s'assurer de garantir le droit de propriété de la Ville à l'égard de ces Équipements.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication tel que recommandé par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de l'avenant par le CG: 26 août 2021
Signature de l'avenant par les deux parties: septembre 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Jean-Philippe MAURICE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 705-0659
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1213438018
Unité administrative responsable : Service de l'eau-Direction de l'épuration des eaux usées
Projet : Avenant à l'appel d'offres public no. 20-18227 dont le contrat a été octroyé à la société Groupe LAR inc. le 17 décembre 2020

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le projet de désinfection des eaux usées par ozonation va permettre à la Ville d'atteindre les objectifs du Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, en matière de rejets dans l'Environnement.

En effet, il va contribuer à réduire la charge microbiologique (ex. bactéries, virus et protozoaires) dans l'eau ainsi que les substances chimiques organiques, telles que les contaminants d'intérêt émergent.

De ce fait, il contribue au développement du patrimoine naturel riverain et aquatique de l'île de Montréal.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Avenant no 1 au contrat no AO 20-18227 (résolution CG)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, R-134, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

ci-après « **VDM** »

ET : **GROUPE LAR INC.,** ayant son domicile au 1760 route 169 Métabetchouan-Lac-à-la-Croix, Québec, G8G 1B1, agissant et représentée par Luc Tremblay dûment autorisé tel qu'il le déclare;

ci-après « **LAR** »

VDM et LAR étant ci-après collectivement désignées comme étant les « **Parties** »

PRÉAMBULE

Les termes commençant par une majuscule ont la même signification que celle qui leur est attribuée en vertu du Contrat.

ATTENDU QUE le 5 août 2020, VDM a lancé un appel d'offres public no. 20-18227 pour l'octroi d'un contrat lequel vise notamment la fourniture de vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (ci-après le « **Contrat** »);

ATTENDU QUE suivant l'appel d'offres public no. 20-18227, par résolution datée du 17 décembre 2020 (résolution no CG20 0690), VDM a octroyé le Contrat à LAR;

ATTENDU QU'en vertu du Contrat, LAR doit notamment concevoir et fabriquer notamment des vannes batardeaux, des poutrelles et des structures de levage (Équipements) (ci-après les « **Équipements** » aux fins du présent avenant);

ATTENDU QUE ces Équipements doivent être installés en vertu d'un contrat distinct par un entrepreneur-installateur (ci-après « **l'Entrepreneur-installateur** »);

ATTENDU QUE six (6) poutrelles existantes devront faire l'objet d'une modification par LAR à des fins d'étanchéité et que celles-ci font partie des « Équipements »;

PROJET

ATTENDU QUE LAR doit mettre les Équipements à la disposition de l'Entrepreneur-installateur et surveiller leur installation conformément aux termes du Contrat;

ATTENDU QU'en date des présentes, le Contrat est en cours d'Exécution, mais que les Équipements ne sont pas encore fabriqués;

ATTENDU QUE le Projet Désinfection accuse des retards;

ATTENDU l'annulation de l'appel d'offres 7311-AE;

ATTENDU QU'un nouvel appel d'offres public pour des travaux de modification des structures d'évacuation hydrauliques du Projet de désinfection de la Station d'épuration Jean-R.-Marcotte (No. DP21028-186359) devra être lancé afin de retenir l'Entrepreneur-installateur;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent, considérant les retards dans le Projet Désinfection, modifier certains articles du Cahier des clauses administratives particulières (« **CAP** ») du Contrat, transférer à VDM de la propriété des Équipements à certaines conditions et prévoir l'entreposage des Équipements par LAR jusqu'au 31 août 2023;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent, considérant les retards dans le Projet Désinfection, modifier le CAP et certaines annexes du CAP du Contrat pour tenir compte de la nécessité pour VDM de lancer un nouvel appel d'offres pour l'Entrepreneur-installateur (appel d'offres public No. DP21028-186359);

CONSIDÉRANT le Règlement sur la gestion contractuelle de VDM;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT, LE PRÉAMBULE FAISANT PARTIE INTÉGRANTE DES PRÉSENTES :

1. Le présent avenant prend effet à la date de sa signature par les deux Parties.

2. Les Parties conviennent que l'Annexe A au présent avenant en font partie intégrante.

3. Les parties conviennent qu'en raison des retards au Projet Désinfection, toutes les références à l'appel d'offres 7311 mentionnées au CAP sont abrogées et remplacées par des références à l'appel d'offres public No. DP21028-186359;

4. VDM verra à transmettre à LAR, dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de la publication de l'appel d'offres public No. DP21028-186359 sur le SEAO, les extraits pertinents du cahier des charges de l'Entrepreneur-installateur qui sont pertinents au Contrat. LAR est tenu d'en prendre connaissance afin de bien cerner l'étendue de ses propres obligations et celles de l'Entrepreneur-installateur.

5. L'alinéa suivant de l'article 1 du CAP, intitulé « MISE EN CONTEXTE :

   «Plus particulièrement, l'installation des Équipements devra se faire en deux (2) phases, soit, d'une part, dans une première phase entre le 1er octobre 2021 et le 30 janvier 2022, et, d'autre part, dans une seconde phase entre le 1er octobre 2022 et le 30 janvier 2023. Il découle de ceci que la mise en service des Équipements sera effectuée en plusieurs étapes. »

   Est remplacé par :

PROJET

«Plus particulièrement, l'installation des Équipements devra se faire en deux (2) phases, soit, d'une part, dans une première phase, dans un délai maximal de 180 jours calendrier à compter du 1er novembre 2022 et, d'autre part, dans une seconde phase, dans un délai maximal de 180 jours calendrier à compter du 1er novembre 2023. Il découle de ceci que la mise en service des Équipements sera effectuée en plusieurs étapes. »

6. L'alinéa suivant de l'article 2 du CAP, intitulé « CESSION PARTIELLE DU CONTRAT » :

   « L'Entrepreneur devra également assister aux différents essais en atelier des Équipements ainsi qu'aux réunions de coordination qui seront tenues entre la Ville et l'Adjudicataire ».

   Est remplacé par :

   « L'Entrepreneur devra assister, le cas échéant, aux réunions de coordination qui seront tenues entre la Ville et l'Adjudicataire ».

7. L'alinéa suivant de l'article 3 du CAP, intitulé « SERVICES DE SURVEILLANCE, D'APPROBATION ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE» :

   « En effet, tel que mentionné à la section 1 du présent cahier, l'installation des Équipements devra se faire en deux phases, soit, d'une part, dans une première phase entre le 1er octobre 2021 et le 30 janvier 2022, et, d'autre part, dans une seconde phase entre le 1er octobre 2022 et le 30 janvier 2023. Il découle de ceci que les Services de surveillance, d'approbation et d'assistance technique seront exécutés en plusieurs étapes suivant des périodes échelonnées dans le temps. »

   Est remplacé par :

   « En effet, tel que mentionné à la section 1 du présent cahier, l'installation des Équipements devra se faire en deux phases, soit, d'une part, dans une première phase, dans un délai maximal de 180 jours calendrier à compter du 1er novembre 2022 et, d'autre part, dans une seconde phase, dans un délai maximal de 180 jours calendrier à compter du 1er novembre 2023. Il découle de ceci que les Services de surveillance, d'approbation et d'assistance technique seront exécutés en plusieurs étapes suivant des périodes échelonnées dans le temps. »

8. L'article 23.1, intitulé « PAIEMENT SELON LA PROGRESSION DES JALONS PRÉVUS AU CONTRAT », du CAP est modifié comme suit:

   « La Ville attribue une valeur pour chacun des jalons mentionnés au tableau suivant (No. 1 à No. 8) pour chacune des phases du Contrat, à l'exception des Services de surveillance, d'approbation et d'assistance technique et des Services d'accompagnement technique.

   La valeur totale des jalons mentionnés au tableau suivant (No. 1 à No. 8) équivaut au prix total du bordereau des prix de l'Adjudicataire, à l'exception des Services de surveillance, d'approbation et d'assistance technique et des Services d'accompagnement technique.

   L'Adjudicataire recevra des paiements, subordonnés à la satisfaction du Directeur, selon les

valeurs mentionnées ci-dessous, à l'exception des Services de surveillance, d'approbation et d'assistance technique et des Services d'accompagnement technique, plus les taxes applicables.

Lesdits paiements par la Ville seront néanmoins assujettis, le cas échéant, aux retenues et pénalités prévues aux Documents contractuels.

Jalons	***Modalités de paiement***
No.1 *Livrables d'ingénierie à 50% d'avancement pour revue par le Directeur*	*278 293,83$ (payable sur acceptation des livrables par le Directeur conformes aux Documents contractuels)*
No.2 *Livrables d'ingénierie à 100% pour revue par le Directeur*	*278 293,83$ (payable sur acceptation des livrables par le Directeur conformes aux Documents contractuels)*
No.3 *Essais en atelier et inspection* *(a) Poutrelles et palonnier #8 #9* *(b) Poutrelles #1, #2, #5, #6, #7* *(c) Poutrelles #16, #17* *(d) Pièces encastrées*	*(payable sur acceptation des essais par le Directeur)* *400 743,07$* *350 650,19$* *417 440,70$* *500 928,84$*
No.4 *Essais en atelier et inspection* *(a) Vannes batardeaux (2)* *(b) Structures de levage et treuils (2)*	*(payable sur acceptation des essais par le Directeur)* *500 928,84$* *1 168 833,96$*
No.5 *Équipements conformes et prêts à l'entreposage* *a) Poutrelles et palonnier #8 #9* *(b) Poutrelles #1, #2, #5, #6, #7* *(c) Poutrelles #16, #17* *(d) Pièces encastrées*	*(payable suivant l'émission par l'Adjudicataire d'un certificat de conformité)* *66 790,51$* *58 441,70$* *69 573,45$* *83 488,14$*
No.6 *Équipements conformes et prêts à l'entreposage (incluant les pièces de rechange)* *(a) Vannes batardeaux (2)* *(b) Structures de levage et treuils (2)*	*(payable suivant l'émission par l'Adjudicataire d'un certificat de conformité)* *83 488,14$* *194 805,66$*
No. 7 *Documentation finale incluant les manuels d'opération et de formation et le programme d'entretien*	*(payable sur acceptation des livrables par le Directeur conformes aux Documents contractuels)* *222 635,04$*
No. 8 *Mise en service*	*(payable suite à la réception par le Directeur des résultats des essais de mise en service conformes aux exigences des Documents contractuels):* *Période anticipée entre le 1er novembre 2022 et le 30 avril 2023* *1- poutrelles, palonnier et pièces encastrées* *2- vanne batardeau, structures et équipements de levage* *Montant de : 667 905,12$*

PROJET

	Période anticipée entre le 1er novembre 2023 et le 30 avril 2024 *3- poutrelles, palonnier et pièces encastrées* *4- vanne batardeau, structures et équipements de levage* *Montant de : 222 635,04$*

9. Une fois fabriqués, LAR déclare et garantit à VDM qu'il sera le seul propriétaire des Équipements et qu'il veillera à s'assurer, jusqu'à la Prise de possession de l'Entrepreneur-installateur, que les Équipements demeurent libres de toute priorité, hypothèque, sûreté et autre charge de quelque nature que ce soit, que celles-ci soient consensuelles ou dans le cadre de procédures volontaires ou forcées, notamment en matière de faillite ou d'insolvabilité, ou par l'effet de la loi.

10. LAR déclare, qu'en date de la signature du présent Avenant, les Équipements en voie d'être fabriqués ne font l'objet d'aucun litige, recours ou réclamation de quelque nature que ce soit pouvant affecter directement ou indirectement les droits consentis à VDM ou les obligations de LAR en vertu des présentes. LAR doit informer VDM sans délai et la tenir indemne de tout litige, recours ou réclamation de quelque nature que ce soit pouvant affecter les droits de VDM sur lesdits Équipements, pendant toute la durée du Contrat.

11. Sous réserve du droit de propriété effectif de VDM quant aux six (6) poutrelles existantes qui feront l'objet d'une modification par LAR à des fins d'étanchéité, les Parties conviennent et reconnaissent que la propriété des Équipements sera transférée de plein droit à VDM dès l'émission des paiements prévus aux jalons #1 à #6 à l'article 23.1 tel que modifié, étant entendu que le transfert de propriété sera effectué par groupe d'Équipements payés, savoir les jalons #5a), #5b), #5c), #5d), #6a), #6b). LAR comprend et accepte qu'elle n'aura dès lors plus de droit de propriété à l'égard des Équipements. Elle s'engage conséquemment à ne prendre aucune mesure, recours ou action pour encombrer, nuire, céder, mettre en gage, grever de quelque charge que ce soit ou autrement altérer ou priver VDM de son droit de propriété sur les Équipements

12. Suite au transfert de la propriété des Équipements, LAR devra entreprendre diligemment et à ses frais toutes les mesures nécessaires, le cas échéant, pour préserver les droits consentis à VDM en vertu du présent avenant, notamment faire radier sans délai toute priorité, hypothèque, sûreté ou autre charge pouvant être inscrite sur lesdits Équipements. Advenant que les droits consentis à VDM soient compromis de quelque façon que ce soit, LAR devra tenir VDM indemne de tout dommage, et, sans limiter la généralité de ce qui précède, remplacer les Équipements à l'égard desquels les droits de VDM auraient été compromis et ce, sans délai et à ses entiers frais.

13. Une fois les Équipements fabriqués et une fois l'émission des certificats de conformité, LAR s'engage à entreposer selon des conditions faisant l'objet d'une demande de changement, les Équipements à sa place d'affaires située au 1760, route 169, à Métabetchouan-Lac-à-la-Croix (Québec), G8G 1B1, pour le compte de VDM et sans frais pour VDM, et ce jusqu'à la date de Prise de Possession des Équipements par l'Entrepreneur-installateur dont la liste détaillée se trouve en Annexe A et tel que ci-après sommairement et partiellement décrits. Cette Prise de possession se fera en deux (2) étapes :

A) <u>Au plus tard le 31 août 2022 pour</u> :

- Poutrelles et palonnier #8 #9

- Poutrelles #1, #2, #5, #6, #7
- Poutrelles #16, #17
- Pièces encastrées
- 1 Vanne batardeau
- 1 Structure de levage et 1 treuil

B)) Au plus tard le 31 août 2023 pour :
- 1 Vanne batardeau
- 1 Structure de levage et 1 treuil

14. VDM remboursera à LAR les dépenses raisonnables d'entreposage encourues au-delà de ces échéances, si la responsabilité de tout retard n'incombe pas à LAR.

15. LAR s'engage à emballer, protéger, manutentionner, entretenir et inspecter les Équipements pendant toute la durée d'entreposage.

16. Les Parties conviennent que les Équipements devront être couverts par une police d'assurance souscrite par LAR pour une pleine valeur de remplacement selon une base de valeur à neuf. VDM devra être désignée comme bénéficiaire sur cette police d'assurance. Sur demande du Directeur, LAR devra fournir une copie du certificat et de la police d'assurance à LAR. LAR devra obtenir de la part de son assureur l'engagement de ce dernier à donner à VDM, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de la police d'assurance.

17. Pendant la durée d'entreposage, LAR s'engage à identifier clairement les Équipements avec l'aide d'un code d'identification ou d'un numéro de série comme étant la propriété de VDM afin qu'ils puissent être aisément identifiés.

18. Pendant la durée d'entreposage, VDM aura, sur demande et sur transmission d'un préavis raisonnable à LAR, un accès entier et complet aux Équipements, à un moment fixé d'un commun accord, pendant les heures d'ouverture normales de LAR.

19. Les Parties conviennent expressément que le présent avenant n'a pas pour effet de réduire de quelque manière que ce soit les obligations de LAR à l'égard de VDM, LAR demeurant tenue au respect intégral de ses obligations aux termes du Contrat. Sans limiter la généralité de ce qui précède, et pour plus de clarté, le présent avenant ne peut et ne doit pas être interprété comme transférant à VDM quelque risque que ce soit devant autrement être assumé par LAR aux termes du Contrat, incluant en cas de force majeure. LAR conserve notamment la garde et le contrôle des Équipements, incluant tous les risques y associés, jusqu'à P rise de possession des Équipements par l'Entrepreneur-installateur.

20. Aucune modification aux termes du présent avenant n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

21. Les Parties reconnaissent qu'avant de signer le présent avena nt, elles ont eu suffisamment de temps pour en réviser les termes et les modalités et qu'elles ont également obtenu un avis juridique auprès d'un avocat de leur choix. Les Parties reconnaissent avoir signé librement, volontairement et sans contrainte le présent avenant.

22. Le présent avenant est régi et doit être interprété conformément aux lois du Québec. Tout recours ou toute procédure en lien avec le présent avenant doit être intenté dans le district judiciaire de

Montréal.

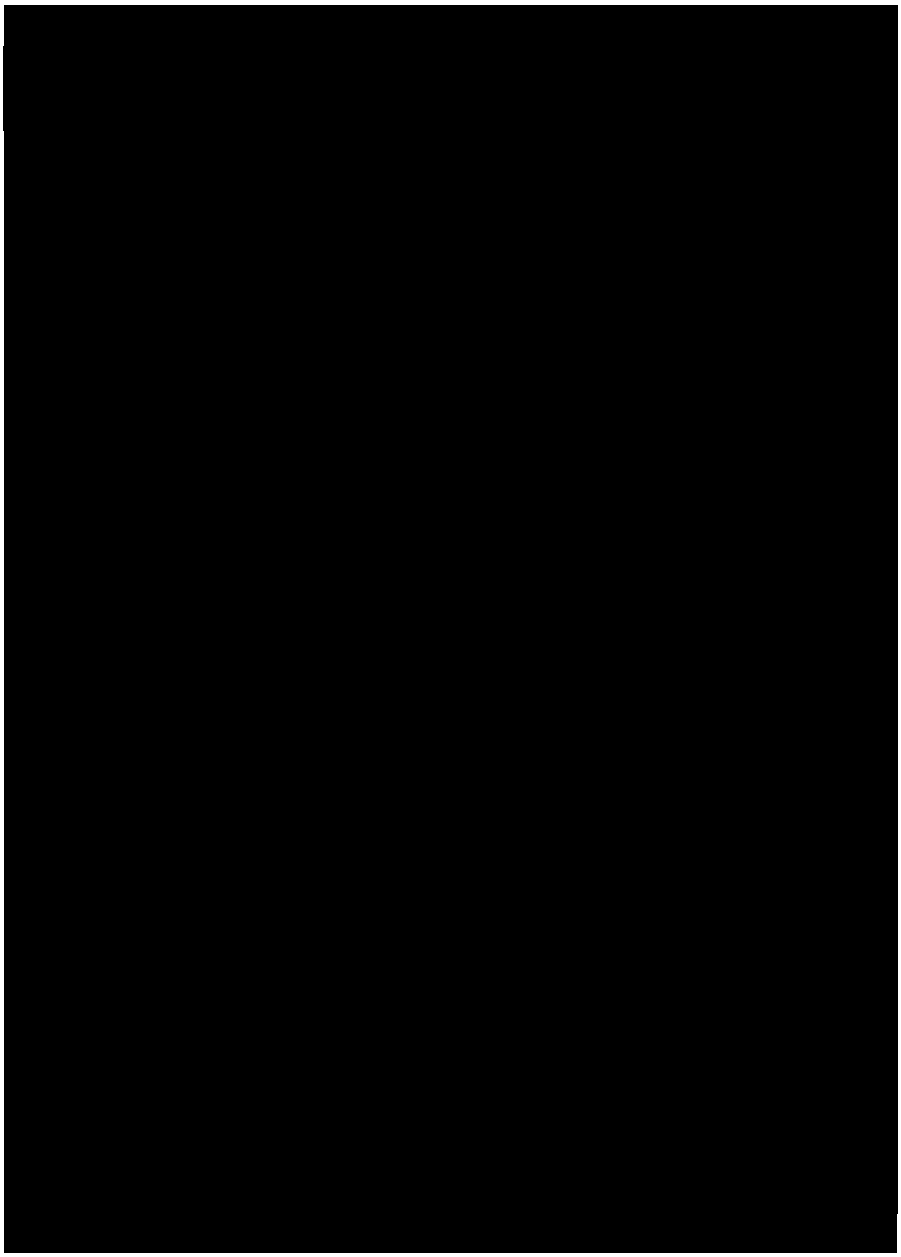
EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ

Montréal, le_____2021	Montréal, le_____2021
VILLE DE MONTRÉAL **REPRÉSENTÉE PAR :**	**GROUPE LAR INC.** **REPRÉSENTÉE PAR :**

PROJET

LISTE D'EQUIPEMENTS	
EQUIPEMENT	**IDENTIFICATION**
POUTRELLE (EXISTANTE)	641-M07-301-111
POUTRELLE (EXISTANTE)	641-M07-301-221
POUTRELLE DES RAINURES 3, 4 ET 6	641-M07-301-312
POUTRELLE DES RAINURES 3, 4 ET 6	641-M07-301-322
POUTRELLE DES RAINURES 1, 2, 5 ET 7	641-M07-302-111
POUTRELLE DES RAINURES 1, 2, 5 ET 7	641-M07-302-221
POUTRELLE DES RAINURES 3	641-M07-303-301
POUTRELLE (EXISTANTE)	641-M07-302-112
POUTRELLE (EXISTANTE)	641-M07-302-222
POUTRELLE (EXISTANTE)	641-M07-302-113
POUTRELLE (EXISTANTE)	641-M07-302-223
POUTRELLE DES RAINURES 8 ET 9	641-M07-303-301
POUTRELLE DES RAINURES 8 ET 9	655-M07-401-001
POUTRELLE DES RAINURES 8 ET 9	655-M07-401-002
POUTRELLE DES RAINURES 8 ET 9	655-M07-401-003
POUTRELLE DES RAINURES 8 ET 9	655-M07-401-004
POUTRELLE DES RAINURES 8 ET 9	655-M07-401-005
POUTRELLE DES RAINURES 8 ET 9	655-M07-401-006
POUTRELLE DES RAINURES 16 ET 17	3820-M07-001-001
POUTRELLE DES RAINURES 16 ET 17	3820-M07-001-002
POUTRELLE DES RAINURES 16 ET 17	3820-M07-001-003
POUTRELLE DES RAINURES 16 ET 17	3820-M07-001-004
POUTRELLE DES RAINURES 16 ET 17	3820-M07-001-005
POUTRELLE DES RAINURES 16 ET 17	3820-M07-001-006
POUTRELLE DES RAINURES 16 ET 17	3820-M07-001-007
VANNES BATARDEAUX	3820-M21-001
VANNES BATARDEAUX	3820-M21-001
TREUIL	3820-S14-001
TREUIL	3820-S14-002
PALONNIER POUR LES POUTRELLES DES RAINURES 8 ET 9	700-M07-500
PALONNIER POUR LES POUTRELLES DES RAINURES 16 ET 17	3820-M07-500

SUPPORT POUR POUTRELLES DES RAINURES 8 ET 9	
SUPPORT POUR PALLONIER DES RAINURES 8 ET 9	
SUPPORT POUR POUTRELLES DE LA RAINURE 1 ET 2	
SUPPORT POUR POUTRELLES EXISTANTE	
QUATRES ELINGUES POUR POUTRELLES DE LA RAINURE 1 ET 2	
SUPPORT POUR POUTRELLES DE LA RAINURE 3	
ELINGUES REQUISES POUR LES POUTRELLES DE LA RAINURE 3	
2 PIECES ENCASTRÉES POUR LES VANNES	
Deux structures de levage pour les vannes	
Deux assemblages d'équipements de levage pour les vannes comprenant les tambours, moufles, câbles, réducteurs, coupleurs, freins, embrayages et accessoires	
perceuse électrique portative pour opérer les treuils	
deux supports permanents pour la perceuse	
Deux abris de treuils incluant les échelles et plateformes d'accès	
Deux potences avec palans pour hausser la perceuse dans les abris de treuils	
Deux dispositifs de suspension en position haute pour les vannes.	
Deux dispositifs de suspension en position basse pour les vannes	
Deux boîtiers de raccordement pour une génératrice mobile	
Câblage de puissance et de commande	
Equipement électrique de puissance et de commande (incluant les interrupteurs de trèshaut niveau et de câble lâche) nécessaire au bon fonctionnement de la perceuse portative et des treuils	
Système de paratonnerres et de mise à la terre	
SUPPORT POUR LE PALONNIER DES POUTRELLES DES RAINURES 16 ET 17	



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1213438018

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Approuver le projet d'avenant à l'appel d'offres public no. 20-18227 dont le contrat a été octroyé à la société Groupe LAR inc. le 17 décembre 2020 et ce, afin de permettre le paiement complet des vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, ainsi que l'entreposage et le transfert de la propriété de ces équipements à la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Sous réserve de l'approbation préalable des instances, nous approuvons quant à sa validité et à sa forme l'avenant ci-rattaché. L'annexe à l'avenant étant d'ordre technique, elle ne fait pas l'objet de notre intervention, mais est jointe malgré tout pour fins de commodité.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-Philippe MAURICE
Avocat
Tél : 438-221-9064

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Jean-Philippe MAURICE
Avocat
Tél : 438-221-9064
Division : Litige contractuel

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.030

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1213438007

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 957 000 $, taxes incluses, pour la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval, dans le cadre du contrat accordé à Nordmec Construction inc. (CG20 0445), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 012 271,11 $ à 7 969 271,11 $, taxes incluses.

Il est recommandé

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 957 000 $, taxes incluses, pour la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval, dans le cadre du contrat accordé à Nordmec Construction inc. (CG20 0445), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 012 271,11 $ à 7 969 271,11 $, taxes incluses ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-27 18:21

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1213438007**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 957 000 $, taxes incluses, pour la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval, dans le cadre du contrat accordé à Nordmec Construction inc. (CG20 0445), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 012 271,11 $ à 7 969 271,11 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le 24 septembre 2020, le conseil d'agglomération de la ville de Montréal (Ville) accordait un contrat d'une valeur de 7 012 271.11 $ taxes incluses à la compagnie Nordmec Construction inc. pour la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval. Cette somme incluait un montant de 637 479,19 $ taxes incluses pour des contingences; soit 10% de la valeur du contrat.
En mai 2021, l'entrepreneur a complété l'installation du pompage temporaire de la première (Saint-Charles) des quatre stations de pompage. Les travaux de mise à niveau de cette station ont débuté en juin. La fin des travaux de mise à niveau des quatre stations de pompage est prévue pour janvier 2023.

Suite à des vérifications du mode et de l'historique de fonctionnement des quatre stations de pompage, il s'est avéré qu'à certaines occasions et plus particulièrement lors de fortes pluies, deux pompes fonctionnent simultanément dans trois des quatre stations de pompage concernées. Le débit exigé selon les plans et devis pour le pompage temporaire correspond à celui d'une seule pompe. Pour éviter tout risque d'inondations ou de de refoulements d'égouts durant les travaux, la capacité de pompage temporaire a dû être augmentée de 600 litres par seconde à environ 1 200 litres par seconde.

De plus, la vétusté des infrastructures souterraines telles que les chambres de vannes et les conduites augmente les risques de bris durant les travaux (voir photos en pièces jointes) et oblige l'entrepreneur à modifier la configuration des conduites pour le pompage temporaire.

Les dépenses imprévues uniquement pour l'installation du pompage temporaire de la

première des quatre stations de pompage s'élèvent à près de 320 000 $ taxes incluses, soit 50% des contingences prévues pour le contrat.

Sachant que deux des trois autres stations de pompage ont été construites dans les mêmes années (1949) et qu'il faudra aussi doubler leurs capacités de pompage temporaire, il faut prévoir qu'un montant similaire sera requis pour chacune des deux autres stations de pompage.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0445 - 25 septembre 2020 - Accorder un contrat à Nordmec Construction inc., pour la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval - Dépense totale de 7 012 271.11 $, taxes incluses (contrat : 6 374 791,92 $ + contingences : 637 479,19 $) - Appel d'offres public IP20013-149611-C - 3 soumissionnaires

DESCRIPTION

Pour doubler la capacité de pompage temporaire de trois des quatre stations de pompage, il faut louer plus de pompes et de boyaux, les installer et les opérer vingt-quatre heures sur vingt-quatre. De plus, à la station de pompage Saint-Charles et possiblement pour deux autres stations, il n'est pas possible de rejeter toute l'eau pompée à l'endroit prévu au devis. Il faut excaver en aval du poste et connecter le refoulement temporaire sur des conduites de refoulement existantes. Des travaux d'excavation, de raccordements et de remblais supplémentaires sont requis.
La vétusté des infrastructures souterraines (vannes et conduites) représente un enjeu important pour l'installation du pompage temporaire.

JUSTIFICATION

Malgré que des efforts importants aient été faits pour réduire les coûts du projet comme l'acceptation de pompes équivalentes moins dispendieuses mais tout aussi efficaces et l'annulation des travaux de toiture, les crédits autorisés s'avèrent insuffisants pour compléter les travaux de mise à niveau des quatre stations de pompage.
L'état lamentable des infrastructures souterraines qui ne pouvait être constaté que lors de l''excavation du sol et la nécessité de doubler les capacités de pompage temporaire de trois des quatre stations nécessitent l'ajout de crédits additionnels.

Ces crédits vont permettre:

- d'éliminer les risques d'inondations et de refoulements d'égouts pendant les travaux;
- de modifier la configuration des conduites temporaires, lorsque la vétusté des infrastructures souterraines ne permet pas les raccordements prévus;
- de remplacer des infrastructures souterraines (conduites et vannes) en fin de vie utile non prévues au contrat;
- de pallier à tout autre enjeu en lien avec la vétusté des installations.

Il est donc recommandé d'autoriser une dépense additionnelle de 957 000 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Nordmec Construction inc., pour la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits additionnels requis pour ce contrat sont de 957 000 $, taxes incluses ou 873 868,56 $ net de ristournes de taxes, majorant ainsi le montant total du contrat de 14%, soit de 7 012 271,11 $ à 7 969 271,11 $, taxes incluses.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention pour la certification de fonds du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense est financée par emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet contribue à optimiser la gestion de l'eau et sa qualité de manière durable et responsable sur l'ensemble du territoire montréalais. En effet, la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval va permettre d'assurer pour plusieurs années l'acheminement des eaux usées vers la station d'épuration pour qu'elles soient traitées avant d'être rejetées au fleuve Saint-Laurent.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la demande de crédits additionnels pour ce projet n'était pas acceptée, des inondations et des refoulements d'égouts seraient possibles. De plus, certains travaux urgents de mise à niveau devraient être reportés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication, tel que recommandé par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation des crédits additionnels: 26 août 2021
Début des travaux: en cours

Fin des travaux: janvier 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Prosper Olivier RAMAMONJISOA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 705-0659
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-31

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-05-31

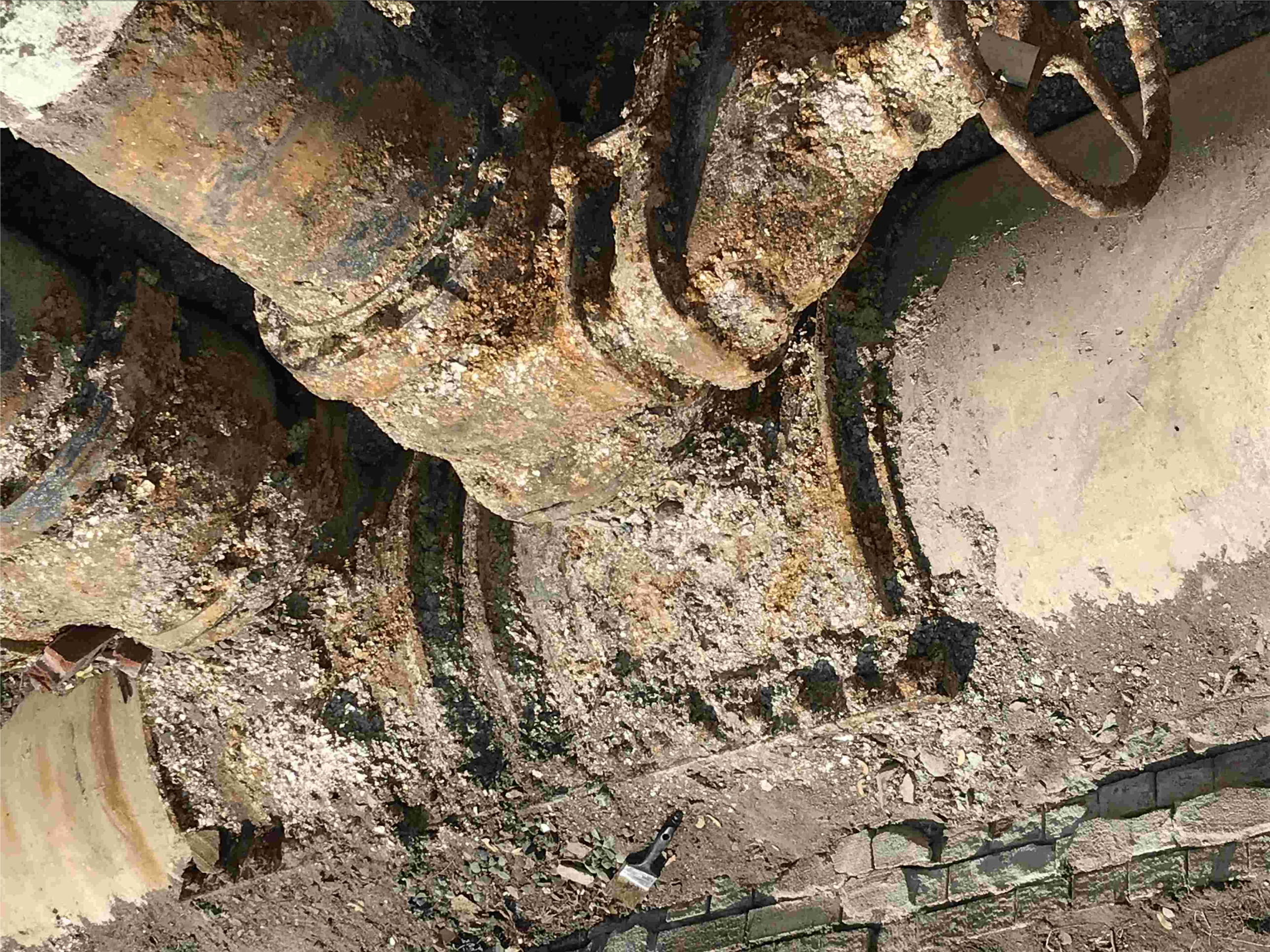
APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-27




Découverte d'un massif, les coudes ne peuvent pas être retirés sans abimer les conduites
Vannes et conduites très abimées, nous ne pouvons pas nous raccorder dessus
Endroits où nous allons couper les conduites et raccorder le temporaire (changement à la configuration prévue des conduites temporaires)





Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1213438007**
Unité administrative responsable : **Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées**
Projet : **Dépense additionnelle de 957 000 $pour la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval.**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Enraciner la nature en ville. Ce projet *de* mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval contribue à optimiser la gestion de l'eau et sa qualité de manière durable et responsable sur l'ensemble du territoire montréalais. En effet, la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval va permettre d'assurer pour plusieurs années l'acheminement des eaux usées vers la station d'épuration pour qu'elles soient traitées avant d'être rejetées au fleuve Saint-Laurent.

Par conséquent, il contribue au développement riverain et aquatique de l'île de Montréal.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Ce projet assure la pérennité des équipements de quatre stations de pompage d’eaux usées de la cité de Dorval pour plusieurs années. Sans cette mise à niveau, des arrêts imprévus d'équipements pourraient survenir et causer des déversements au fleuve Saint-Laurent et/ou des inondations de sous-sol chez les résidents.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● **Ne s'applique pas** : Le dossier n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? Ce dossier de mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval va contribuer à réduire les impacts reliés aux pluies abondantes pouvant causer des inondations et des refoulements d'égouts dans ce secteur de la Ville.	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? Non			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**

2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1213438007

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 957 000 $, taxes incluses, pour la mise à niveau de quatre stations de pompage de la cité de Dorval, dans le cadre du contrat accordé à Nordmec Construction inc. (CG20 0445), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 012 271,11 $ à 7 969 271,11 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1213438007_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Prosper Olivier RAMAMONJISOA
Préposée au Budget
Tél : 514 872-6538

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-01

Nathalie FRIGON
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-5763
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.031

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1219057009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Guy Brunelle Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 «Peinture» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 737 794,58 $, taxes incluses (contrat : 641 560,50 $ + contingences : 96 234,08 $) - Appel d'offres public IMM-15680 - (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Guy Brunelle Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 « Peinture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit 641 560,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres IMM-15680;
2. d'autoriser une dépense de 96 234,08 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. de procéder à une évaluation du rendement de Guy Brunelle Inc.;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 43,54 % par l'agglomération, pour un montant de 321 235,76 $, taxes incluses et à 56,46 % par la ville centre pour un montant de 416 558,82 $, taxes incluses.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-06-29 19:31

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219057009**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Guy Brunelle Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 «Peinture» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 737 794,58 $, taxes incluses (contrat : 641 560,50 $ + contingences : 96 234,08 $) - Appel d'offres public IMM-15680 - (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'Administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. L'hôtel de ville est situé au coeur de la *«Cité administrative historique»* de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* .
Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- la mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;
- la mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;
- amélioration de l’accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l’accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet intègre des mesures de développement durable dans le but d'obtenir la certification «*LEED V4 exploitation et entretien des bâtiments existants* » de niveau Or.

Le projet est réalisé selon le mode «*Gérance de construction* » : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l’exécution des travaux est scindée en plus de 50 lots de travaux, incluant le présent lot L0902 « Peinture », s’effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats distincts que la Ville contracte

directement avec des entrepreneurs spécialisés.

La réouverture complète de l'hôtel de ville est prévue pour l'été 2023 comportant un scénario d'occupation graduelle de l'édifice dès la fin de l'année 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0283 du 20 mai 2021 - Accorder un contrat à Summa métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 680 267,65 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15686 (1 soum.).

CG21 0208 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Mongrain inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 615 516,36 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15684 (1 soum.).

CG21 0192 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0706 « Imperméabilisation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 326 454,27 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0142 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Échafauds Plus (Laval) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0176 « Échafaudages » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 480 958,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15683 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0124 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Vitrerie RD ltée pour la réalisation des travaux de construction du lot L0804 « Vitrage intérieur » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 647 915,32 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 - (1 seul soum.).

CG21 0123 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Unicel Architectural Corp. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0805 « Murs rideaux » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 954 965,92 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15678 - (1 seul soum.).

DB219057007 du 9 mars 2021 - Autoriser un rehaussement de 21 731,65 $ (incluant taxes), du contrat gré à gré, à J. Flams transport & excavation pour le déneigement du chantier de construction de l'hôtel de ville lors de la saison 2020-2021 dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. (DA208864003) Majorant ainsi le montant total à autoriser de 20 598,92 $, taxes incluses, incluant contingences à 42 330,57 $, taxes incluses, prévisions et contingences).

CG21 0084 du 25 févier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0100 « Entrepreneur général » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 4 085 665,71 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public

IMM-15682 (1 soum.).

DB219057005 du 15 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à WILLIAM SCOTSMAN pour la location de roulottes de chantier pour les travailleurs dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 100 520,34 $, taxes incluses (contrat : 91 382,13 $ + contingences : 9 138,21 $).

DB219057004 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à Groupe PRODEM pour la démolition de dalles et de bordures de béton dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 102 316,26 $, taxes incluses (contrat: 93 014,78 $ + contingences: 9 301,48 $).

DB219057003 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à UCIT Online Security Inc. (D.B.A Stealth Monitoring) pour un système de surveillance par caméras du chantier dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 97 700,01 $, taxes incluses (contrat: 88 818,19 $ + contingences : 8 881,82 $).

DB219057002 du 5 février 2021 - Accorder un contrat sur invitation de 66 225,60 $ (incluant taxes) à Expert nettoyage EXPN pour le nettoyage et désinfection des aires de repos et des installations sanitaires dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 79 470,72 $ (incluant taxes et contingences).

DA218115001 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat de 19 643,48 $ (incluant taxes) à Béton concept A.M. pour la réalisation des travaux de construction du Lot 0304 «Renforts de carbone» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 23 572,18 $ (incluant taxes et contingences) – Appel d’offres publiques IMM-15671.

CG21 0042 du 28 janvier 2021- Accorder un contrat à ITR Acoustique MTL Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 10 761 223,10 $, taxes incluses (contrat : 9 357 585,30 $ + contingences : 1 403 637,80 $) – Appel d'offres public IMM-15526 - (2 soumissionnaires).

CG21 0019 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 155 288,22 $, taxes incluses (contrat : 1 874 163,67 $ + contingences : 281 124,55 $) – Appel d'offres public IMM-15529 - (1 soumissionnaire).

CG21 0017 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3104 « Excavation, blindage et remblais » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Dépense totale de 1 172 802,49 $, taxes incluses (contrat : 1 019 828,25 $ + contingences : 152 974,24 $) - Appel d'offres public IMM-15530 (1 seul soumissionnaire).

CG21 0015 du 28 janvier 2021 - Autoriser un ajustement de 141 736,05 $, taxes incluses, à titre de contingences, dans le cadre du contrat de construction à 9130-9989 Québec inc. (Groupe Prodem) pour réaliser les travaux de construction du lot L0201 «Démolition et décontamination» faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville (CG20 0037), majorant ainsi le montant total à autoriser de 4 110 345,43 $ (taxes et contingences incluses) à 4 252 081,48 $ (taxes et contingences incluses).

DB219057001 du 12 janvier 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 518,80 $ (incluant taxes) à Plomberie Benoît Prévost Division drainage pour les travaux de vérification de la plomberie dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. Cette dépense additionnelle majore la dépense maximale totale à 10 761,66 $ (incluant taxes).

CE20 1920 du 2 décembre 2020 - Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels en gestion financière (construction) pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 309 052,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18407 (4 soumissionnaires conformes et 2 non conformes).

CE20 1623 du 28 octobre 2020 - Accorder un contrat à Axia Services pour la fourniture de main-d'oeuvre de gardien de sécurité pour des services de surveillance en continue des lieux, une période de 2 ans, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 467 704,64 $, taxes incluses (contrat : 406 699,69 $ + contingences : 61 004,95 $) - Appel d'offres public 20-18238 - (8 soumissionnaires).

CG20 0447 du 24 septembre 2020 - Accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 974 470,61 $, taxes incluses (contrat : 847 365,75 $ + contingences : 127 104,86 $) - Appel d'offres public IMM-15519 - (3 soumissionnaires, 2 conformes).

CM20 0820 du 24 août 2020 - Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme Éco Performance pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal visant la transition et l'innovation énergétiques, donnant droit à une subvention évaluée à 272 116,00 $ pour réaliser des travaux de récupération de chaleur et d'ajustement de systèmes mécaniques.

CG20 0031 du 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 du 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $ taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).

CG19 0324 du 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses | Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0184 du 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 du 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $,

taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15 %) et 60 503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5%), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes *Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et associés* (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 du 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville; Approuver le contrat par lequel Pomerleau inc.,firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0372 du 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant; approuver un projet de convention par lequel Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et associés, équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les conditions stipulées au projet de convention.

DESCRIPTION

Les travaux du lot L0902 « Peinture » consistent principalement en la fourniture de la main-d'oeuvre, des matériaux, des équipements, du matériel et des services nécessaires pour exécuter tous les travaux de peinture du bâtiment.
L'appel d'offres public IMM-15680, publié le 25 mars 2021 dans le Journal de Montréal, ainsi que sur le Système Électronique d'Appel d'Offres (SÉAO) du gouvernement du Québec, a procuré aux soumissionnaires un délai de cinquante (50) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SÉAO et déposer leur soumission. Les soumissions demeurent valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 09 septembre 2021.

Cinq (5) addendas ont été publiés et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	**Date d'émission**	**Description**	**Impact monétaire**
No.1	2021-03-26	Modifications dues à la COVID-19 (modifications du formulaire de soumission et du cahier des clauses administratives générales), modification du bordereau.	non
No.2	2021-04-21	Révision de la période de visites supervisées des lieux, report de la date d'ouverture des soumissions, réponses aux questions de soumissionnaires.	oui

No.3	2021-04-27	Révision de la période de visites supervisées des lieux, report de la date d'ouverture des soumissions, réponses aux questions de soumissionnaires.	oui
No.4	2021-04-28	Réponses aux questions des soumissionnaires.	oui
No.5	2021-05-04	Révision de la période de visites supervisées des lieux, report de la date d'ouverture des soumissions, réponses aux questions de soumissionnaires.	oui

Les addendas ont eu un impact de 16 jours sur la date d'ouverture des soumissions qui était initialement prévue le 27 avril 2021, soit un report d'ouverture au 13 mai 2021.

JUSTIFICATION

Le tableau ci-dessous présente le résultat de l'appel d'offres public IMM-15680 pour lequel il y a eu six (6) preneurs du cahier des charges pour ce lot, parmi lesquels trois (3) ont déposé une soumission (50 %). Un preneur a acheté les documents à titre informatif, il s'agit de l'Association de la construction du Québec (ACQ).
Un suivi a été effectué auprès des autres preneurs du cahier des charges pour connaître les raisons pour lesquelles ils n'ont pas déposé de soumission. Les raisons fournies sont : ne fournit pas de garantie de soumission, un carnet de commandes déjà complet présentement et des projets d'une trop grande envergure.

Trois soumissionnaires ont été jugées conforme en vertu des dispositions des documents d'appel d'offres a été remise par :

- **Guy Brunelle Inc.**
- Les peintures Multicouleurs
- Peinture J.K.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Guy Brunelle Inc.	641 560,50 $	96 234,08 $	737 794,58 $
Les peintures Multicouleurs	734 532,73 $	110 179,91 $	844 712,64 $
Peinture J.K.	1 220 808,00 $	183 121,20 $	1 403 929,20 $
Dernière estimation réalisée ($)	647 313,73 $	97 097,06 $	744 410,79 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 6 616,21 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 0,9 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			106 918,06 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			14,5 %

Les montants inscrits dans le présent tableau comprennent les taxes applicables au moment de la date d'ouverture des soumissions.

Analyse du résultat de l'appel d'offres

À la suite de l'analyse du résultat de l'appel d'offres, l'architecte Beaupré Michaud et associés a recommandé l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme *Guy Brunelle Inc.*

L'écart de - 0,9 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme *Guy Brunelle Inc.* et la dernière estimation des professionnels s'explique par les éléments suivants :

- Nos estimateurs avaient réparti les coûts des travaux de peinture des métaux ouvrés dans la finition des murs. Cette différence amène les écarts suivants : - 16 260 $ pour la finition des murs et + 42 660 $ pour les métaux ouvrés. Au net, l'écart est donc de 26 400 $;
- Le soumissionnaire a estimé à 0 $ les mesures additionnelles qui pourraient survenir en lien avec la Covid-19, alors que nos estimations étaient à 18 240 $.

Dans l'ensemble, les prix présentés par le plus bas soumissionnaire sont représentatifs de notre estimation du coût des travaux. Par ailleurs, le fait que trois soumissions aient été déposées, et que l'écart entre nos estimations et la moyenne des soumissions soit de 33 % permet de conclure que le processus d'appel d'offres s'est déroulé normalement et que les prix soumis reflètent l'état du marché.

Recommandation au sujet des soumissions ouvertes le 13 mai 2021

Le gérant de construction Pomerleau a procédé à la vérification de conformité des dossiers présentés. Il recommande d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme soit *Guy Brunelle Inc.* à un montant de 641 560,50$, taxes incluses. Cette soumission est donc conforme aux exigences des documents d'appel d'offres.

Conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratifs C-OG-APP-D21-001, une évaluation du rendement de l'adjudicataire sera effectuée.

L'entreprise *Guy Brunelle Inc.* ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier. Pareillement, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et les contractants ne sont pas visés par la Liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville, ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme *Guy Brunelle Inc.* s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 641 560,50 $, incluant les taxes.
La provision pour contingences de 15 %, soit 96 234,08 $, incluant taxes, servira à couvrir des imprévus qui pourraient survenir au cours de l'exécution des travaux.

Étant donné que les travaux sont répartis en plus de 50 contrats de construction, le budget pour incidences servant à couvrir le coût des laboratoires, expertises, fouilles archéologiques ou des travaux à exécuter par des tiers, fera au besoin l'objet de demandes d'autorisation budgétaires distinctes par le biais de dossiers décisionnels délégués relatifs au projet. En conséquence, aucun montant pour incidence n'est demandé pour le présent dossier.

La dépense totale à autoriser est donc de 737 794,58 $, incluant les taxes, les contingences et les incidences, avant ristourne. Elle est répartie sur un an de la façon suivante : 25 % en 2021 et 75 % en 2022.

La part du projet # 66034 *« Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville »* de 737 794,58 $ (taxes incluses) est financée comme suit :

Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) :

- un montant de 416 558,82 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence municipale 15-009 - Travaux de rénovation de l'hôtel de ville;
- un montant de 321 235,76 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-019 - Travaux de protection d'immeubles.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville. La répartition de l'hôtel de ville en 2021 est de 43,54 % agglo et de 56,46 % corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'édifice hôtel de ville de Montréal se doit d'être un modèle de développement durable pour l'ensemble du parc immobilier de la Ville et pour tous les citoyens. Le projet s'inscrit dans les grandes orientations de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal adoptée en 2009. L'objectif d'obtenir la certification « LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants » de niveau Or fait partie intégrante du projet.
Pour encadrer et assurer le contrôle de la qualité de la démarche de conception et de certification, le SGPI a mandaté une équipe de développement durable comprenant un accompagnateur LEED, un agent de mise en service et un modélisateur énergétique. L'équipe de conception est constituée de consultants « professionnels agréés LEED » dans chaque discipline. En outre, les services d'un animateur de processus de conception intégré (PCI) permettent une meilleure intégration des éléments de développement durable dans le contexte d'un bâtiment patrimonial.

D'une façon générale, les professionnels doivent concevoir le projet en appliquant les principes de développement durable suivants :

- L'amélioration de la qualité de l'air et la diminution des émissions de gaz à effet de serre par la réduction de l'utilisation du mazout et du gaz naturel dans le chauffage des bâtiments et la sélection d'équipements éco énergétiques;
- La gestion responsable des ressources par la réduction des fuites d'eau et l'amélioration de l'efficacité d'usage de l'eau potable, la récupération des matières recyclables et organiques, le recyclage des produits, des équipements et des déchets de construction;
- L'adoption de bonnes pratiques de développement durable, telles que l'apport des technologies vertes et l'adoption d'un système de gestion intégrant des notions de développement durable;
- L'interdiction d'utiliser les produits qu'on retrouve sur la « liste rouge » comprise dans les certifications Living Building Challenge (LBC) et WELL.

De plus, en tant que premier projet municipal montréalais certifié dans cette catégorie (bâtiment existant, entretien et exploitation), l'hôtel de ville deviendra assurément un modèle de développement durable. Cette certification nécessitera une révision des politiques d'achat, d'entretien et d'exploitation des bâtiments de la Ville. L'ensemble des mesures sera comptabilisé afin d'illustrer les avantages de l'investissement dans le développement durable. Cette première certification facilitera également les démarches ultérieures afin que d'autres bâtiments municipaux puissent être certifiés.

Le projet s'inscrit dans une démarche globale liée au développement durable par la protection et la mise en valeur du patrimoine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat de travaux pour le lot 0902 « Peinture » doit avoir lieu au plus tard à la fin août 2021 afin de respecter le calendrier de réalisation du projet. Un retard dans l'octroi du contrat de travaux aurait un impact sur les lots subséquents du projet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la Covid-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue à cette étape du projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au comité exécutif : 11 août 2021
Passage au conseil municipal: 23 août 2021
Passage au conseil d'agglomération : 26 août 2021
Début du mandat de l’adjudicataire (approximation) : 1 septembre 2021
Période de travaux : septembre 2021 à décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sur la base des vérifications, le signataire de la présente recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline DOYON
Conceptrice des aménagements - immeubles

Tél : 438-824-9986
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-17

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : 514-977-9883
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2021-06-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-06-29

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Lot 0902: Peinture
Description: Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville
Contrat: 15680

Guy Brunelle Inc.

					Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Montants pour travaux forfaitaires**		**%**	**$**					
	Conditions générales		0,8%	4 697,78	234,89		468,60		**5 401,27**
	Travaux de peinture		90,0%	502 452,41	25 122,62		50 119,63		**577 694,66**
	Planchers époxydiques		9,1%	50 849,81			0,00		**50 849,81**
	Montants pour items à prix unitaires								
	Mesures sanitaires COVID		0,0%	0,00	0,00		0,00		**0,00**
	Sous-total :		**100,0%**	**558 000,00**	**27 900,00**		**55 660,50**		**641 560,50**
	Contingences		15,0%	83 700,00	4 185,00		8 349,08		96 234,08
	Total - Contrat :			**641 700,00**	**32 085,00**		**64 009,58**		**737 794,58**
Incidences:	Dépenses générales								
	Dépenses spécifiques								
	Total - Incidences :		0,0%	**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)			**641 700,00**	**32 085,00**		**64 009,58**		**737 794,58**
Ristournes:	Tps	100,00%			32 085,00				32 085,00
	Tvq	50,0%					32 004,79		32 004,79
	Coût après rist. (Montant à emprunter)			**641 700,00**	**0,00**		**32 004,79**		**673 704,79**

constructo.ca

Des services à valeur ajoutée au SEAO

Liste des commandes

Numéro : IMM-15680
Numéro de référence : 1466326
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : PROJET RESTAURATION ET MISE AUX NORMES DE L'HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL - LOT L0902 – PEINTURE

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1874487)** 2021-03-25 21 h 12 **Transmission :** 2021-03-25 21 h 12	3487979 - Addenda 1 (devis) 2021-03-26 14 h 58 - Courriel 3487980 - Addenda 1 (bordereau) 2021-03-26 14 h 58 - Téléchargement 3507653 - Addenda 2 - Report de date (devis) 2021-04-21 18 h 17 - Courriel 3507654 - Addenda 2 - Report de date (plan) 2021-04-21 18 h 20 - Messagerie 3512039 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite (devis) 2021-04-27 13 h 49 - Courriel 3512040 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite (plan) 2021-04-27 13 h 49 - Courriel 3513870 - Addenda 4 2021-04-29 9 h 03 - Courriel 3517170 - Addenda 5 - Report de date - Ajout de visite 2021-05-04 13 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Guy Brunelle In. 8810, Pascal Gagnon Montréal, QC, H1P 1Z3 NEQ : 1141884222	Monsieur Yves Brunelle Téléphone : 514 729-0008 Télécopieur : 514 729-5777	**Commande : (1879977)** 2021-04-06 14 h 04 **Transmission :** 2021-04-06 14 h 04	3487979 - Addenda 1 (devis) 2021-04-06 14 h 04 - Téléchargement 3487980 - Addenda 1 (bordereau) 2021-04-06 14 h 04 - Téléchargement 3507653 - Addenda 2 - Report de date (devis) 2021-04-21 18 h 17 - Courriel 3507654 - Addenda 2 - Report de date (plan) 2021-04-21 18 h 19 - Messagerie 3512039 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite (devis) 2021-04-27 13 h 49 - Courriel 3512040 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite (plan) 2021-04-27 13 h 49 - Courriel 3513870 - Addenda 4 2021-04-29 9 h 03 - Courriel 3517170 - Addenda 5 - Report de date - Ajout de visite 2021-05-04 13 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les peintres Multicouleurs 9115, rue Champd'eau Montréal, QC, H1P 3M3 NEQ : 1142912634	Monsieur Pedro Amaral Téléphone : 514 955-0458 Télécopieur : 514 955-8285	**Commande : (1888883)** 2021-04-21 16 h 54 **Transmission :** 2021-04-21 16 h 54	3487979 - Addenda 1 (devis) 2021-04-21 16 h 54 - Téléchargement 3487980 - Addenda 1 (bordereau) 2021-04-21 16 h 54 - Téléchargement 3507653 - Addenda 2 - Report de date (devis) 2021-04-21 18 h 17 - Courriel 3507654 - Addenda 2 - Report de date (plan) 2021-04-21 18 h 19 - Messagerie 3512039 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite (devis) 2021-04-27 13 h 49 - Courriel 3512040 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite (plan) 2021-04-27 13 h 49 - Courriel 3513870 - Addenda 4 2021-04-29 9 h 03 - Courriel 3517170 - Addenda 5 - Report de date - Ajout de visite 2021-05-04 13 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lyskaam Coatings Inc. 2046 Av Chartier Dorval, QC, H9P 1H2 http://www.lyskaam.ca NEQ : 1168698216	Monsieur Irfan Amjad Téléphone : 514 781-0786 Télécopieur :	**Commande : (1878762)** 2021-04-01 18 h 55 **Transmission :** 2021-04-02 5 h 09	3487979 - Addenda 1 (devis) 2021-04-01 18 h 55 - Téléchargement 3487980 - Addenda 1 (bordereau) 2021-04-01 18 h 55 - Téléchargement 3507653 - Addenda 2 - Report de date (devis) 2021-04-21 18 h 17 - Courriel 3507654 - Addenda 2 - Report de date (plan) 2021-04-21 18 h 20 - Messagerie 3512039 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite (devis) 2021-04-27 13 h 49 - Courriel 3512040 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite (plan) 2021-04-27 13 h 49 - Courriel 3513870 - Addenda 4 2021-04-29 9 h 03 - Courriel 3517170 - Addenda 5 - Report de date - Ajout de visite 2021-05-04 13 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Peintre.J.K. (7683529 Canada inc) 700 boul Cremazie O Suite 10 Montréal, QC, H3N 1A1 NEQ : 1166983727	Monsieur Anthony Kolias Téléphone : 514 271-1737 Télécopieur : 514 271-0671	**Commande : (1885260)** 2021-04-15 9 h 57 **Transmission :** 2021-04-15 11 h 06	3487979 - Addenda 1 (devis) 2021-04-15 9 h 57 - Téléchargement

3487980 - Addenda 1 (bordereau)
2021-04-15 9 h 57 - Téléchargement

3507653 - Addenda 2 - Report de date (devis)
2021-04-21 18 h 17 - Courriel

3507654 - Addenda 2 - Report de date (plan)
2021-04-21 18 h 20 - Messagerie

3512039 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite (devis)
2021-04-27 13 h 49 - Courriel

3512040 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite (plan)
2021-04-27 13 h 49 - Courriel

3513870 - Addenda 4
2021-04-29 9 h 03 - Courriel

3517170 - Addenda 5 - Report de date - Ajout de visite
2021-05-04 13 h 53 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Peinture Capitale Inc
4, CHEMIN ALLEN-NEIL
Stoneham-et-Tewkesbury, QC, G3C 2V1
https://www.peinturecapitale.com NEQ : 1175001164

Madame Mylene Boisvert
Téléphone : 418 571-6200
Télécopieur :

Commande : (1878961)
2021-04-02 13 h 15
Transmission :
2021-04-02 13 h 15

3487979 - Addenda 1 (devis)
2021-04-02 13 h 15 - Téléchargement

3487980 - Addenda 1 (bordereau)
2021-04-02 13 h 15 - Téléchargement

3507653 - Addenda 2 - Report de date (devis)
2021-04-21 18 h 17 - Courriel

3507654 - Addenda 2 - Report de date (plan)
2021-04-21 18 h 19 - Messagerie

3512039 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite (devis)
2021-04-27 13 h 49 - Courriel

3512040 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite (plan)
2021-04-27 13 h 49 - Courriel

3513870 - Addenda 4
2021-04-29 9 h 02 - Courriel

3517170 - Addenda 5 - Report de date - Ajout de visite
2021-05-04 13 h 52 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1219057009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à Guy Brunelle Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 «Peinture» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 737 794,58 $, taxes incluses (contrat : 641 560,50 $ + contingences : 96 234,08 $) - Appel d'offres public IMM-15680 - (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1219057009 - Travaux lot L0902 Hôtel-de-Ville.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-18

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.032

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1210025001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Bell Canada pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet d'enfouissement de l'avenue Hôtel-de-Ville (projet de l'entente 83-89) pour une somme maximale de 160 681,18 $, taxes incluses

Il est recommandé:
1. d'accorder un contrat de gré à gré à Bell Canada (no de projet H53200), pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de l'avenue Hôtel-de-Ville (projet de l'entente 83-89 - Fiche no 25) pour une somme maximale de 160 681,18$, taxes incluses.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

3. d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer tous les documents requis pour et au nom de la Ville.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2021-07-05 14:41

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1210025001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Bell Canada pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet d'enfouissement de l'avenue Hôtel-de-Ville (projet de l'entente 83 -89) pour une somme maximale de 160 681,18 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2000, la CSEM s'est vu confier la gestion des ententes concernant certaines modalités des réseaux câblés entre la Ville de Montréal et les usagers possédant des câbles aériens présents dans les poteaux sur rue. Pour ce, elle s'est dotée d'un plan qui tient compte des prévisions budgétaires et de la capacité de réalisation de ses partenaires.
Le projet de l'avenue Hôtel-de-Ville, prévu à l'entente 83-89 vise à faire l'enfouissement des réseaux câblés aériens et existants sur le tronçon de cette avenue entre les avenues Duluth et Mont-Royal.
L'entente 83-89 a été conclue entre la Ville et Hydro-Québec afin de procéder à l'enfouissement ou au déplacement hors rue des réseaux câblés d'électricité, de télécommunications et de câblodistribution. Ce projet vise un tronçon d'une longueur d'environ 700 mètres et prévoit l'enlèvement de 20 poteaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 - 11 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat de gré à gré à Bell Canada, pour réaliser les travaux de démantèlement de leur réseau câblé aérien sur l'avenue Hôtel-de-Ville entre les avenues Duluth et Mont-Royal.

JUSTIFICATION

Ce contrat d'exécution de travaux doit être accordé de gré à gré, puisqu'il s'agit de travaux de nature exclusive que Bell Canada doit réaliser sur son réseau, selon les dispositions de l'article 573.3 par. 7° de la Loi sur les Cités et Villes. Les travaux seront payés selon les coûts réels facturés avec facture à l'appui.
La CSEM a validé l'estimation de Bell Canada en comparant les coûts à d'autres projets de nature similaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense de 160 681,18$, taxes incluses.
Les crédits sont prévus au projet «69900 - Conversion - Enfouissement des fils». Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet contribue à une meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun impact majeur

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la Covid-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Projet qui débutera vers septembre 2021 et qui se complétera au printemps 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles G - Ext GAUDET
Directeur STI-Planification

Tél : 514-384-6840 poste 244
Télécop. : 514-384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-05

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

Consentement Travaux sur Commande

Nom Client	CSEM a/s Gilles Gaudet *	**# Projet**	H53200 *
Numéro PO		**Date**	*
Adresse facturation	50 boulevard Crémazie Ouest Bureau 700 Montréal, Québec H2P 2T3 *	**Téléphone client**	514-384-6840 #244 *
		Courriel	ggaudet@csem.qc.ca

Emplacement des travaux:

4146-4480 Hotel de Ville, Montréal

No de dossier interne de la municipalité (s'il y a lieu):

Responsable du projet (nom fourni par la municipalité):

Description des travaux:

Installation de nouveaux réseaux de cuivre et de fibre dans les bornes Elios installées par la CSEM. Transfert de tout les services en fonction dans le réseau aérien vers le réseau déployé dans les bornes Elios.
Suite aux transferts, et à la coupure des câbles Vidéotron sur toron Bell, coupures des câbles Bell et retrait des torons aériens. Suite au retrait des torons, retrait de 20 poteaux sur Hotel-de-Ville entre Duluth et Mont-Royal.

MAIN D'ŒUVRE:	111796,93
MATÉRIEL :	15373,34
INGÉNIERIE :	9164,58
DIVERS :	3418,3
CONTINGENCE:	
TOTAL:	**139 753,15 $** taxes en sus

Le payeur reconnaît que les montants déboursés pour l'installation du service téléphonique et de ces infrastructures ne lui seront pas entièrement remboursés, si ce dernier décide d'annuler sa demande de service, une fois que les travaux auront débuté.

Bell Canada est propriétaire des installations et/ou infrastructures qui sont imputables à l'autorisation de débiter au numéro de graphe suivant: H53200
Prendre note que le calendrier des travaux est assujetti à celui des tierces parties.

1. Date de début et durée des travaux

Bell Canada prévoit débuter les travaux en : Le plus tôt possible

Cette date est assujettie à la disponibilité du matériel pour compléter les travaux .

si le présent document signé est reçu par le Bureau du Service à la clientèle avant le : N/A

Durée estimée des travaux :

2. Coûts Réels

Les coûts estimatifs à payer par le client pour l'exécution du travail demandé seront :

Total des coûts :	$ 139 753,15	Exemption Taxe Provinciale?	Non	# Taxe :	
Frais d'analyse payés:					
Balance à payer:	$ 139 753,15	taxes en sus			
Dépôt demandé:	N/A	Exemption Taxe Fédérale?	Non	# Taxe :	

Le dépôt doit être envoyé avec cette entente signée.

Veuillez noter que le montant susmentionné n'est qu'une ESTIMATION et que, en demandant le travail, vous acceptez de payer le coût réel engagé dans l'exécution du travail. Ce coût pourrait être supérieur ou inférieur au montant estimatif.

Le montant estimatif est fondé sur les coûts moyens en vigueur au moment de l'établissement de l'estimation; les coûts moyens utilisés pour la facturation seront les coûts en vigueur au moment où le travail sera exécuté.

3. Termes et conditions (voir no. 6)

4. Consentement

Je consens à assumer les coûts des travaux demandés et décrits ci-dessus et j'accepte les autres conditions de ce consentement, et j'autorise par la présente l'exécution des travaux. Je comprends qu'une facture finale incluant les taxes me parviendra à la fin des travaux, le dépôt sera déduit et je devrai alors payer la balance et les taxes.

Pour que les travaux demandés soient effectués, il est possible que d'autres fournisseurs de services doivent aussi faire des travaux. Je comprends que les autres fournisseurs de services (Hydro-Québec, câblodistributeurs, etc.) peuvent me contacter et exiger des frais afin d'exécuter ces travaux. Je comprends que les coûts indiqués au #2 ci-dessus n'incluent pas les coûts des autres fournisseurs de services.

CSEM a/s Gilles Gaudet — Par _____
Nom de la compagnie/du particulier — Signature — Date

5. Informations additonnelles

Le client peut obtenir des renseignement auprès du bureau du Service à la clientèle local de Bell Canada. Ce document ainsi que le dépôt doivent être retournés à l'adresse suivante :

Nom	Yannick Lagacé	**Téléphone**	1-877-247-5888 Option 1
Adresse	600 Jean-Talon Est, 8e étage Montréal, Québec H2R 3A8 courriel: admin.cgp@bell.ca	**Télécopieur**	514-870-5675

6. Termes et conditions

A. Limitations

Si, à cause du client et ou des fournisseurs, les travaux n'ont pas débuté six (6) mois suivant la date d'établissement du présent document, celui-ci sera considéré comme nul et une nouvelle évaluation des coûts sera établie. Si des coûts additionnels sont prévus par Bell avant le début des travaux, l'estimation citée ci-dessus sera révisée en conséquence et une nouvelle formule de consentement sera établie.

B. Frais de retard de paiement

Les frais de supplément de retard, tel qu'indiqué à l'article 25 du Tarif Général s'appliquent à toute somme non payée lorsqu'elle devient due et exigible.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1210025001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Bell Canada pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet d'enfouissement de l'avenue Hôtel-de-Ville (projet de l'entente 83-89) pour une somme maximale de 160 681,18 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certificat de fonds et de conformité GDD 1210025001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-05

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.033

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217231057

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 077 744,29 $ (contrat: 7 020 000,00 $ + contingences: 777 949,04 $ + incidences: 279 795,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460522 - 2 soumissionnaires.

Il est recommandé :
1. d'accorder à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 7 020 000,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 460522;

2. d'autoriser une dépense de 777 949,04 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 279 795,25 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation de rendement de Les Entreprises Michaudville inc.;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-07-06 17:31

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217231057**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 077 744,29 $ (contrat: 7 020 000,00 $ + contingences: 777 949,04 $ + incidences: 279 795,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460522 - 2 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau (SE) souhaite réaliser des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans l'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie.
Les travaux de remplacement des entrées de service en plomb (directive S-DRE-SE-D-2020 -001) s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

L'objectif des travaux est de remplacer les branchements d'eau actuellement en plomb. L'objectif général, est d'éliminer du territoire de la ville de Montréal, dans un horizon de 10 ans, le plomb et tout autre matériau non conforme sur le domaine public et le domaine privé, lorsque requis, et par conséquent, pour tous les branchements d'eau en plomb raccordés sur la conduite d'eau potable municipale localisés sur le tronçon du contrat et de les remplacer par des branchements d'eau en cuivre.

La Direction des infrastructures (DI) a préparé les documents requis au lancement de l'appel d'offres afin de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

Il est prévu en 2021, de remplacer environ 3500 branchements d'eau en plomb ou tout autre matériaux non conforme. Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR), a scindé le grand projet des travaux 2021 afin de recommander l'octroi de huit (8) contrats différents. La présente demande d'octroi de contrat # 460522 vise le remplacement de branchements d'eau actuellement en plomb dans l'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie. Ce projet

est le sixième des huit (8) projets prévus cette année et deux (2) autres projets sont présentement en cours d'appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0738 - 14 juin 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux Inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 7 005 527,23 $ (contrat: 6 167 471,71 $ + contingences: 666 638,27 $ + incidences: 171 417,25 $), taxes incluses. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 598 693,22 $, taxes incluses qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb. Appel d'offres public 460524 (1217231055)

CM21 0770 - 14 juin 2021 - Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 12 811 330,99 $ (contrat: 11 111 400,00 $, contingences: 1 230 523,49 $, incidences: 469 407,50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460526 (1217231045)

CM21 07 32 - 14 juin 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 4 344 644,67 $ (contrat: 3 767 219,11 $ + contingences : 417 904,81 $ + incidences: 159 520,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460525 (1217231038)

CE21 1087 - 9 juin 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb. (1218126003)

CM21 0574 - 17 mai 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 299 123,96 $, taxes, contingences et incidences incluses. Appel d'offres public 460521 (1217231019)

CM21 0577- 17 mai 2021 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 11 809 574,49 $, taxes, contingences et incluses. Appel d'offres public 460523 (1217231027)

CM20 0929 - 21 septembre 2020 - Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la rue Millen, de la rue Émile-Journault à la rue Legendre - Dépense totale de 668 269,32 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 460513 (1207231067)

CM20 0924 - 21 septembre 2020 - Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la 3^{e} Avenue, de la rue Holt au boulevard Rosemont - Dépense totale de 657 127,74 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 460512 (1207231066)

DESCRIPTION

Le présent projet prévoit le remplacement d'environ 393 branchements d'eau en plomb (RESEP) et les travaux seront réalisés dans l'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie.

Le projet comprend également le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la section privée et ce, conformément au règlement 20-030. Le tableau des tronçons de rues où auront lieu les travaux est joint au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 777 949,04 $, taxes incluses, soit 11,08 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux, ainsi que la surveillance environnementale pour la gestion des sols excavés.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document « Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences » en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue. En effet, l'article 3.1.10 du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:

1) le montant décrit au tableau ci-dessous par jour de retard pour le non-respect du délai maximal par rue selon sa cote d'impact identifiée au devis DTSI-M:

Cote d'impact	Montant de pénalité par jour
Cote majeure	3 500$
Cote 1	3 000$
Cote 2	2 000$
Cote 3	1 000$

2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue;
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Ces pénalités remplacent celles mentionnées à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales qui visent le respect du délai contractuel.

Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe, résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse. Dans le présent dossier, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels est de - 3,0 %. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie à partir des documents d'appel d'offres, durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

En considérant ces informations et dans ce contexte favorable à la Ville, la DGPEC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Les Entreprises Michaudville inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 8 077 744,29 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec Les Entreprises Michaudville inc. pour un montant de 7 020 000 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 777 949,04 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 279 795,25 $ taxes incluses.

Cette dépense de 8 077 744,29 $ taxes incluses, sera répartie ainsi:

-Un coût net de 6 546 270,38 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale sera assumée par la ville centrale, lequel est financé par le règlement d'emprunt # 21-011.
-Un coût net de 832 219,11 $ relatif aux remplacements d'entrées de service en plomb sur le domaine privé sera facturé aux citoyens concernés, conformément au règlement # 20-030.

Cette dépense concernant les travaux de remplacement des entrées de service en plomb pour la partie publique, est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables, excepté pour la portion des travaux sur le domaine privé.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.
Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet (en milliers $)	2021	2022	2023	Total
18100 - Renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout	1 637 $	4 909 $		6 546 $

18200 - Remplacement des entrées de service en plomb privées	208 $	624 $		832 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire les branchements d'eau à la pièce, au lieu de les remplacer en lot, ce qui entraînerait des coûts plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'œuvre et des matériaux.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 25 août 2021, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait alors procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document *« Principes de gestion de la mobilité »* .

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : septembre 2021
Fin des travaux : juillet 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Prosper Olivier RAMAMONJISOA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Félix CHAMPAGNE-PICOTTE, Rosemont - La Petite-Patrie
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Roger KANYINDA, Service de l'eau

Lecture :

Roger KANYINDA, 8 juin 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yvon GAUTHIER
Ingenieur(e)

Tél : 514-779-3554
Télécop. : 514-872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-01

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2021-07-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2021-07-06

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 460522 — 1217231057

Titre de l'appel d'offres : Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 / 5 / 2021 — 27 / 5 / 2021

Ouverture faite le : 27 / 5 / 2021 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 23

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 0 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 100

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 25 / 8 / 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
Les Entreprises Michaudville inc.	7 020 000.00
Sanexen Services Environnementaux inc.	7 433 323.46

Estimation	Interne	7 234 915.04

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-3.0%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **5.9%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : Les Entreprises Michaudville inc.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 7 020 000.00

Montant des contingences ($) : 777 949.04

Montant des incidences ($) : 279 795.25

Date prévue de début des travaux : 20 / 9 / 2021 — Date prévue de fin des travaux : 15 / 7 / 2022

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage
Montréal, Québec, H3C 0G4

Tableau des tronçons de rues de l'appel d'offres

N° d'appel d'offres : 460522

Titre du projet : Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la ville de Montréal

Préparé par : Yvon Gauthier, ing.

Date : Le 19 avril 2021

					RESEP						Données techniques							
Numéro de plan	TU	Rue	De	À	Nombre de branchements sur le tronçon de rue (total)	Nombre de branchements d'eau sans plomb (confirmés)	Nombre de branchements possiblement en plomb ou en matériaux non conformes	Nombre de branchements d'eau en plomb (confirmés)	Nombre de branchements potentiellement en plomb (public)	Nombre de branchements potentiellement en plomb (privé)	Juridiction de la rue Locale (L) et/ou Artérielle (L)	Longueur du tronçon (m)	Largeur de rue	Distance entre l'arrière-trottoir et la ligne de lot (Public)	Distance entre la ligne de lot et le mur de fondation (Privé)	Distance entre l'arrière-trottoir et la ligne de lot (Public)	Distance entre la ligne de lot et le mur de fondation (Privé)	Durée de réalisation (semaine)
														Côté pair		Côté impair		
Arrondissement : Rosemont-La-Petite-Patrie																		
RPP-ESP-2021-01	17365	**25e**	Saint-Zotique	#6995-97 25e	54	16	10	28	36	13	L	400	9,3	1,0	3,7	0,8	3,1	4,0
RPP-ESP-2021-02	17366	**26e**	Saint-Zotique	#6980-84 26e	49	11	3	35	37	13	L	399	9,0	2,9	3,6	2,9	3,4	5,0
RPP-ESP-2021-04A	16749	**2e**	Bellechasse	Beaubien	51	8	9	34	41	14	L	318	9,5	0,5	6,9	1,0	3,5	5,0
RPP-ESP-2021-04B	16742	**2e**	Beaubien	Saint-Zotique	64	6	10	48	56	20	L	321	9,5	0,5	3,5	3,9	3,9	6,0
RPP-ESP-2021-05	17298	**34e**	Chapman	32e	23	4	8	11	17	6	L	260	11,0	2,3	4,7	2,2	5,0	3,0
RPP-ESP-2021-06	17270	**Bellechasse**	Pie-IX	25e	29	7	6	16	21	7	A	222	9,7	3,0	3,6	2,7	3,6	3,0
RPP-ESP-2021-12	17141	**19e**	Beaubien	Saint-Zotique	45	12	4	29	32	11	L	324	10,5	2,9	4,3	2,9	4,3	4,0
RPP-ESP-2021-16	17130	**6e**	Saint-Zotique	Quévillon	20	3	3	14	16	6	L	155	9,0	4,0	3,8	3,9	1,9	3,0
RPP-ESP-2021-18	17120	**9e**	Bellechasse	Beaubien	41	6	7	28	34	12	L	322	9,0	1,4	4,7	1,6	4,5	4,0
RPP-ESP-2021-20	17154	**12e avenue**	Saint-Zotique	Bélanger	66	10	9	47	54	19	L	326	9,0	4,1	6,3	3,8	4,2	6,0
RPP-ESP-2021-21	16741	**1re avenue**	Beaubien Est	Saint-Zotique Est	70	20	3	47	49	17	L	322	12,3	0,6	3,3	0,5	3,8	6,0
Nombre de tronçons total :		**10**		**Total :**	**512**	**103**	**72**	**337**	**393**	**138**								

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

Montréal

Services des infrastructures du réseau routier (SIRR) — Direction des infrastructures

Titre	Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal.				
Entrepreneur	Les Entreprises Michaudville inc.				
Soumission	460 522	GDD	121 - 7231 - 057	Responsable	Yvon Gauthier
Date	2021-05-31				
Projet #01	18 100	Client payeur :	Service de l'eau - DRE		Corpo

#01-01 Sous-projet	21 - 18 100 - 102	n° Simon 186 217		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	Remplacement de branchements d'eau - Section Publique					
her	Montant de la soumission applicable au projet			5 445 105.15 $	6 260 509.65 $	5 716 679.77 $
her	Travaux contingents	10 %		544 510.52 $	626 050.96 $	571 667.98 $
her	Sous-total travaux + contingences du sous-projet			5 989 615.67 $	6 886 560.61 $	6 288 347.75 $
her	**Sous-total complet du sous-projet**			5 989 615.67 $	6 886 560.61 $	6 288 347.75 $

#01-02 Sous-projet	21 - 18 100 - 118	n° Simon 186 233		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	Remplacement de branchements d'eau - Section Privée					
her	Montant de la soumission applicable au projet			660 570.00 $	759 490.36 $	693 515.93 $
her	Travaux contingents	20 %		132 114.00 $	151 898.07 $	138 703.19 $
her	Sous-total travaux + contingences du sous-projet			792 684.00 $	911 388.43 $	832 219.11 $
her	**Sous-total complet du sous-projet**			792 684.00 $	911 388.43 $	832 219.11 $

#01-03 Sous-projet	21 - 18 100 - 110	n° Simon 186 225		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	Incidences					
her	**Dépenses incidentes**		taxation			
her	Tech	Laboratoire - contrôle qualitatif par firme (tax	Normal	141 000.00 $	162 114.75 $	148 032.38 $
her	Pro	Surveillance environnementale	Normal	39 000.00 $	44 840.25 $	40 945.13 $
her	Tech	Utilités publiques	Normal	39 000.00 $	44 840.25 $	40 945.13 $
her	Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisatic	Non	16 000.00 $	16 000.00 $	16 000.00 $
her	Pro	Gestion des impacts (services internes)	Non	12 000.00 $	12 000.00 $	12 000.00 $
her	Sous-total des incidence du sous-projet			247 000.00 $	279 795.25 $	257 922.63 $
her	**Sous-total complet du sous-projet**			247 000.00 $	279 795.25 $	257 922.63 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #01	18 100	Client payeur :	Service de l'eau - DRE		Corpo
				Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	Montant de la soumission applicable au projet			6 105 675.15 $	7 020 000.00 $	6 410 195.70 $
	Travaux contingents	11.08 %		676 624.52 $	777 949.04 $	710 371.16 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet			6 782 299.67 $	7 797 949.04 $	7 120 566.86 $
	Dépenses incidentes			247 000.00 $	279 795.25 $	257 922.63 $
	Sous-total complet du projet investi			**7 029 299.67 $**	**8 077 744.29 $**	**7 378 489.49 $**

cher

Récapitulatif des tous les payeurs

				Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
cher						
cher	Montant de la soumission applicable au projet			6 105 675.15 $	7 020 000.00 $	6 410 195.70 $
cher	Travaux contingents	11.08 %		676 624.52 $	777 949.04 $	710 371.16 $
cher	Sous-total travaux + contingences du sous-projet			6 782 299.67 $	7 797 949.04 $	7 120 566.86 $
cher	Dépenses incidentes			247 000.00 $	279 795.25 $	257 922.63 $
	Total des montants maximum autorisés			**7 029 299.67 $**	**8 077 744.29 $**	**7 378 489.49 $**

Répartition par payeur :

cher	Corpo	100.0%	7 378 489.49 $
cher	Total	100.0%	**7 378 489.49 $**

Feuille de calcul pour le partage des coûts entre différents payaurs

sous-projet investi	Simon	Montant avant taxe	Montant taxes incl	Commentaire sur le partage
21 18 100 102	186 217	5 445 105.15 $	6 260 509.65 $	Ce montant provient de ...
21 18 100 118	186 233	660 570.00 $	759 490.36 $	
21 18 100 110	186 225	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	000 000	0.00 $	0.00 $	
00 18 100 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 18 100 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 18 100 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 18 100 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 18 100 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 18 100 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 18 100 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 18 100 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	

00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $

Montréal

SOUMISSION 460522 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

<table>
<tr><th colspan="2">Secteur</th><th>Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal</th></tr>
<tr><td><u>Arrondissement</u></td><td><u>Rues</u></td><td rowspan="2">Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M.

Dans le cadre de ce contrat, il n'y a pas de rue identifiée comme ayant des impacts majeurs sur la mobilité et le milieu environnant (cote 1 ou majeure). Les rues dans le présent contrat sont caractérisées comme étant des rues de cotes 2 et 3.</td></tr>
<tr><td>Rosemont-La Petite-Patrie</td><td>25e Avenue,
26e Avenue,
2e Avenue,
34e Avenue,
Rue de Bellechasse,
19e Avenue,
6e Avenue,
9e Avenue,
12e Avenue,
1re Avenue</td></tr>
<tr><td colspan="2">Mesures de gestion des impacts applicables à toutes les rues</td><td>• En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1.
• Présence de signaleurs pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux.
• Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux).
• Maintien en tout temps des accès aux services d'urgence lors de travaux, particulièrement à proximité d'établissements de santé ou de caserne.
• Relocalisation des zones de livraison, des zones pour personnes à mobilité réduite, des zones de débarcadère pour garderie ou école, des SRRR, des espaces de stationnement 60 minutes et des zones de taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes.
• L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1.
• Maintien des aménagements cyclables en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1.
• L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via un courriel à l'adresse : gestiondesreseaux@stm.info ;
• L'entrepreneur doit prévoir la coordination de ces travaux avec le SPVM, le SIM, BIXI, le circuit électrique pour les stations de recharge pour véhicules électriques, les commerces/institutions et les chantiers avoisinants selon les exigences de l'Annexe M1.
• Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1.
• À la demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la Ville de Montréal peut être exigé pour améliorer la mobilité.
• Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et la durée de ceux-ci.</td></tr>
</table>

Secteur	Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal
	• L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite comme prévu au DTNI-8A. • Si requis, le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Ce dernier doit être enfoui ou franchissable en présence de rampes sécuritaires, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 8 janvier 2020

LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
A/S MONSIEUR ROBERT PHANEUF
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE (QC) J3H 0M6

N° de décision : 2020-DAMP-1006
N° de client : 2700000245

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **7 janvier 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 460522

Date de publication : 03-mai-21
Date d'ouverture : 27-mai-21

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	Les Entreprises Michaudville Inc.
2	Sanexen Services Environnementaux inc..

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217231057

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 077 744,29 $ (contrat: 7 020 000,00 $ + contingences: 777 949,04 $ + incidences: 279 795,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460522 - 2 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_GDD 1217231057_DRE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Prosper Olivier RAMAMONJISOA
Préposée au Budget
Tél : 514 872-6538

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-16

Anna CHKADOVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-5763
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.034

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1219057010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9028-4043 Québec Inc. faisant affaire sous Bousada pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtement de sols souples » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 794 658,91$, taxes incluses (contrat : 662 215,76 $ + contingences : 132 443,15 $) - Appel d'offres public IMM-15685 - (4 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à *9028-4043 Québec Inc., Bousada* plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtement de sols souples » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit 662 215,76 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres IMM-15685;
2. d'autoriser une dépense de 132 443,15 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. de procéder à une évaluation du rendement de *9028-4043 Québec Inc., Bousada* ;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 43,54 % par l'agglomération, pour un montant de 345 994,49 $, taxes incluses et à 56,46 % par la ville centre pour un montant de 448 664,42 $, taxes incluses.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-07-13 09:42

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219057010**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9028-4043 Québec Inc. faisant affaire sous Bousada pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtement de sols souples » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 794 658,91$, taxes incluses (contrat : 662 215,76 $ + contingences : 132 443,15 $) - Appel d'offres public IMM-15685 - (4 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'Administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. L'hôtel de ville est situé au coeur de la *«Cité administrative historique»* de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* .
Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- la mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;
- la mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;
- amélioration de l’accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l’accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet intègre des mesures de développement durable dans le but d'obtenir la certification «*LEED V4 exploitation et entretien des bâtiments existants* » de niveau Or.

Le projet est réalisé selon le mode *«Gérance de construction* » : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l’exécution des travaux est scindée en plus de 50 lots de travaux, incluant le présent lot L0903 « Revêtement de sols durs », s’effectuant

successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

La réouverture complète de l'hôtel de ville est prévue pour l'été 2023 comportant un scénario d'occupation graduelle de l'édifice dès la fin de l'année 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0283 du 20 mai 2021 - Accorder un contrat à Summa métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 680 267,65 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15686 (1 soum.).

CG21 0208 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Mongrain inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 615 516,36 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15684 (1 soum.).

CG21 0192 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0706 « Imperméabilisation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 326 454,27 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0142 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Échafauds Plus (Laval) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0176 « Échafaudages » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 480 958,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15683 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0124 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Vitrerie RD ltée pour la réalisation des travaux de construction du lot L0804 « Vitrage intérieur » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 647 915,32 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 - (1 seul soum.).

CG21 0123 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Unicel Architectural Corp. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0805 « Murs rideaux » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 954 965,92 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15678 - (1 seul soum.).

DB219057007 du 9 mars 2021 - Autoriser un rehaussement de 21 731,65 $ (incluant taxes), du contrat gré à gré, à J. Flams transport & excavation pour le déneigement du chantier de construction de l'hôtel de ville lors de la saison 2020-2021 dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. (DA208864003) Majorant ainsi le montant total à autoriser de 20 598,92 $, taxes incluses, incluant contingences à 42 330,57 $, taxes incluses, prévisions et contingences).

CG21 0084 du 25 févier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0100 « Entrepreneur général » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal

- Dépense totale de 4 085 665,71 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15682 (1 soum.).

DB219057005 du 15 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à WILLIAM SCOTSMAN pour la location de roulottes de chantier pour les travailleurs dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 100 520,34 $, taxes incluses (contrat : 91 382,13 $ + contingences : 9 138,21 $).

DB219057004 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à Groupe PRODEM pour la démolition de dalles et de bordures de béton dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 102 316,26 $, taxes incluses (contrat: 93 014,78 $ + contingences: 9 301,48 $)

DB219057003 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à UCIT Online Security Inc. (D.B.A Stealth Monitoring) pour un système de surveillance par caméras du chantier dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 97 700,01 $, taxes incluses (contrat: 88 818,19 $ + contingences : 8 881,82 $).

DB219057002 du 5 février 2021 - Accorder un contrat sur invitation de 66 225,60 $ (incluant taxes) à Expert nettoyage EXPN pour le nettoyage et désinfection des aires de repos et des installations sanitaires dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 79 470,72 $ (incluant taxes et contingences).

DA218115001 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat de 19 643,48 $ (incluant taxes) à Béton concept A.M. pour la réalisation des travaux de construction du Lot 0304 «Renforts de carbone» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 23 572,18 $ (incluant taxes et contingences) – Appel d’offres publiques IMM-15671.

CG21 0042 du 28 janvier 2021- Accorder un contrat à ITR Acoustique MTL Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 10 761 223,10 $, taxes incluses (contrat : 9 357 585,30 $ + contingences : 1 403 637,80 $) – Appel d'offres public IMM-15526 - (2 soumissionnaires).

CG21 0019 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 155 288,22 $, taxes incluses (contrat : 1 874 163,67 $ + contingences : 281 124,55 $) – Appel d'offres public IMM-15529 - (1 soumissionnaire).

CG21 0017 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3104 « Excavation, blindage et remblais » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Dépense totale de 1 172 802,49 $, taxes incluses (contrat : 1 019 828,25 $ + contingences : 152 974,24 $) - Appel d'offres public IMM-15530 (1 seul soumissionnaire).

CG21 0015 du 28 janvier 2021 - Autoriser un ajustement de 141 736,05 $, taxes incluses, à titre de contingences, dans le cadre du contrat de construction à 9130-9989 Québec inc. (Groupe Prodem) pour réaliser les travaux de construction du lot L0201 «Démolition et décontamination» faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville (CG20 0037), majorant ainsi le montant total à autoriser de 4 110 345,43 $ (taxes et contingences incluses) à 4 252 081,48 $ (taxes et contingences

incluses).

DB219057001 du 12 janvier 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 518,80 $ (incluant taxes) à Plomberie Benoît Prévost Division drainage pour les travaux de vérification de la plomberie dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. Cette dépense additionnelle majore la dépense maximale totale à 10 761,66 $ (incluant taxes).

CE20 1920 du 2 décembre 2020 - Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels en gestion financière (construction) pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 309 052,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18407 (4 soumissionnaires conformes et 2 non conformes).

CE20 1623 du 28 octobre 2020 - Accorder un contrat à Axia Services pour la fourniture de main-d'oeuvre de gardien de sécurité pour des services de surveillance en continue des lieux, une période de 2 ans, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 467 704,64 $, taxes incluses (contrat : 406 699,69 $ + contingences : 61 004,95 $) - Appel d'offres public 20-18238 - (8 soumissionnaires).

CG20 0447 du 24 septembre 2020 - Accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 974 470,61 $, taxes incluses (contrat : 847 365,75 $ + contingences : 127 104,86 $) - Appel d'offres public IMM-15519 - (3 soumissionnaires, 2 conformes).

CM20 0820 du 24 août 2020 - Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme Éco Performance pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal visant la transition et l'innovation énergétiques, donnant droit à une subvention évaluée à 272 116,00 $ pour réaliser des travaux de récupération de chaleur et d'ajustement de systèmes mécaniques.

CG20 0031 du 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 du 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $ taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).

CG19 0324 du 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses | Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0184 du 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 du 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $, taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15%) et 60 503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5%), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes *Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et associés* (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 du 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville / Approuver le contrat par lequel Pomerleau inc.,firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0372 du 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et associés, équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les conditions stipulées au projet de convention.

DESCRIPTION

Les travaux du lot L0903 « Revêtement de sols souples » consistent principalement en la fourniture de la main-d'oeuvre, des matériaux, des équipements, du matériel et des services nécessaires pour exécuter tous les travaux de revêtement de sols souples du bâtiment.
L'appel d'offres public IMM-15685, publié le 25 mars 2021 dans le *Journal de Montréal,* ainsi que sur le Système Électronique d'Appel d'Offres (SÉAO) du gouvernement du Québec, a procuré aux soumissionnaires un délai de soixante-quatre (64) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SÉAO et déposer leur soumission. Les soumissions demeurent valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 23 septembre 2021.

Trois (3) addendas ont été publiés et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	**Date d'émission**	**Description**	**Impact monétaire**
No.1	2021-04-19	Modifications dues à la COVID-19 (modifications du formulaire de soumission et du cahier des clauses administratives générales).	non

No.2	2021-04-23	Révision de la période de visites supervisées des lieux, report de la date d'ouverture des soumissions.	non
No.3	2021-05-07	Révision de la période de visites supervisées des lieux, report de la date d'ouverture des soumissions, réponses aux questions de soumissionnaires.	oui

Les addendas ont eu un impact de 30 jours sur la date d'ouverture des soumissions qui était initialement prévue le 27 avril 2021, soit un report d'ouverture au 27 mai 2021.

JUSTIFICATION

Le tableau ci-dessous présente le résultat de l'appel d'offres public IMM-15685 pour lequel il y a eu sept (7) preneurs du cahier des charges pour ce lot, parmi lesquels quatre (4) ont déposé une soumission (57 %). Un preneur a acheté les documents à titre informatif, il s'agit de l'Association de la construction du Québec (ACQ).
Un suivi a été effectué auprès des autres preneurs du cahier des charges pour connaître les raisons pour lesquelles ils n'ont pas déposé de soumission. Les raisons fournies sont : services non offert par l'entreprise et ont dirigé l'appel d'offres vers leurs fournisseurs spécialisés, manque de temps pour soumissionner et priorisation des projets.

Un soumissionnaire a été jugé non conforme puisqu'il n'a pas effectué la visite de chantier.

Les trois (3) soumissions jugées conformes en vertu des dispositions des documents d'appel d'offres ont été remises par :

- **9028-4043 Québec Inc., Bousada**
- Le groupe Unisol Inc.
- Décor Lacharité Inc.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
9028-4043 Québec Inc., Bousada	662 215,76 $	132 443,15 $	794 658,91 $
Le groupe Unisol Inc.	664 342,80 $	132 868,56 $	797 211,36 $
Décor Lacharité Inc.	914 333,08 $	182 866,62 $	1 097 199,69 $
Dernière estimation réalisée ($)	992 150,07 $	198 430,01 $	1 190 580,08 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-393 368,72 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 33 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			2 552,45 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0,32 %

Les montants inscrits dans le présent tableau comprennent les taxes applicables au moment de la date d'ouverture des soumissions.

Analyse du résultat de l'appel d'offres

À la suite du résultat de l'appel d'offres, l'architecte Beaupré Michaud et associés a recommandé l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme *9028-4043 Québec Inc., Bousada.*

L'écart de -33% entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme *9028-4043 Québec Inc., Bousada.* et la dernière estimation des professionnels s'explique par les éléments suivants :

- Au chapitre 1.1, Sols souples, l'écart entre le montant estimé et le montant soumis est de -7 543,60$, soit -2,4%. Il y a quelques variations dans la répartition détaillée, mais dans l'ensemble, les prix sont cohérents.
- Au chapitre 2.1, revêtements de tapis, l'écart entre le montant estimé et le montant soumis est de -252 038,18 $, soit-48,8%. Il y a quelque variations dans la répartitions détaillée de cette section puisque le prix unitaire des tapis peuvent grandement varier. Les superficies à couvrir sont suffisamment grandes qu'une différence de quelques sous peut représenter un écart considérable sur le prix de ces items.

L'écart entre l'estimation et la moyenne des soumissions de -169 695,18 $ est également important. Ce qui signifie que le marché a répondu favorablement et qu'il peut y avoir eu un écart entre les prix unitaires des estimateurs et ceux des soumissionnaires. Dans ce cas, **les superficies étant très importantes, des écarts de quelques dollars dans les prix unitaires peuvent avoir des répercussions importantes**. Par ailleurs, le recours à des devis descriptifs de performances pour les revêtements de tapis peut avoir permis à un plus grand nombre de fournisseurs de présenter leurs produits. La sélection des teintes et des motifs pourrait cependant en être complexifiée lors du chantier.

Le soumissionnaire a par ailleurs confirmé par écrit qu'aucune exclusion n'était liée à sa soumission dans un document qui nous a été retransmis par la Ville le 28 juin 2021.
Recommandation au sujet des soumissions ouvertes le 27 mai 2021.

Le gérant de construction Pomerleau a procédé à la vérification de conformité des dossiers présentés. Il recommande d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme soit *9028-4043 Québec Inc., Bousada* à un montant de 662 215,76 $, incluant les taxes, sous réserve de l'obtention des documents manquants et de la correction de la clause ajoutée sur son bordereau de soumission.

Toutes les non-conformités mineures ont été ajustées dans les délais impartis. La conformité du soumissionnaire permet de procéder à l'octroi de contrat.

Conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratifs C-OG-APP-D21-001, une évaluation du rendement de l'adjudicataire sera effectuée.

L'entreprise *9028-4043 Québec Inc., Bousada* ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier. Pareillement, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et les contractants ne sont pas visés par la Liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville, ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme *9028-4043 Québec Inc., Bousada* s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 662 215,76 $, incluant les taxes.

La provision pour contingences de 20 %, soit 132 443,15 $, incluant taxes, servira à couvrir des imprévus qui pourraient survenir au cours de l'exécution des travaux.

Étant donné que les travaux sont répartis en plus de 50 contrats de construction, le budget pour incidences servant à couvrir le coût des laboratoires, expertises, fouilles archéologiques ou des travaux à exécuter par des tiers, fera au besoin l'objet de demandes d'autorisation budgétaires distinctes par le biais de dossiers décisionnels délégués relatifs au projet. En conséquence, aucun montant en incidence n'est demandé pour le présent dossier.

La dépense totale à autoriser est donc de 794 658,91$, incluant les taxes, les contingences et les incidences, avant ristourne. Elle est répartie sur un an de la façon suivante : 25 % en 2021 et 75 % en 2022.

La part du projet # 66034 *« Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville »* de 794 658,91 $ (taxes incluses) est financée comme suit :

Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) :

- un montant de 448 664,42 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence municipale 15-009 - Travaux de rénovation de l'hôtel de ville;
- un montant de 345 994,49 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-019 - Travaux de protection d'immeubles.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville. La répartition de l'hôtel de ville en 2021 est de 43,54 % agglo et de 56,46 % corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes au présent sommaire décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'édifice hôtel de ville de Montréal se doit d'être un modèle de développement durable pour l'ensemble du parc immobilier de la Ville et pour tous les citoyens. Le projet s'inscrit dans les grandes orientations de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal adoptée en 2009. L'objectif d'obtenir la certification « LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants » de niveau Or fait partie intégrante du projet.
Pour encadrer et assurer le contrôle de la qualité de la démarche de conception et de certification, le SGPI a mandaté une équipe de développement durable comprenant un accompagnateur LEED, un agent de mise en service et un modélisateur énergétique. L'équipe de conception est constituée de consultants « professionnels agréés LEED » dans chaque discipline. En outre, les services d'un animateur de processus de conception intégré (PCI) permettent une meilleure intégration des éléments de développement durable dans le contexte d'un bâtiment patrimonial.

D'une façon générale, les professionnels doivent concevoir le projet en appliquant les principes de développement durable suivants :

- L'amélioration de la qualité de l'air et la diminution des émissions de gaz à effet de serre par la réduction de l'utilisation du mazout et du gaz naturel dans le chauffage des bâtiments et la sélection d'équipements éco énergétiques;
- La gestion responsable des ressources par la réduction des fuites d'eau et l'amélioration de l'efficacité d'usage de l'eau potable, la récupération des matières recyclables et organiques, le recyclage des produits, des équipements et des déchets de construction;

- L'adoption de bonnes pratiques de développement durable, telles que l'apport des technologies vertes et l'adoption d'un système de gestion intégrant des notions de développement durable;
- L'interdiction d'utiliser les produits qu'on retrouve sur la « liste rouge » comprise dans les certifications Living Building Challenge (LBC) et WELL.

De plus, en tant que premier projet municipal montréalais certifié dans cette catégorie (bâtiment existant, entretien et exploitation), l'hôtel de ville deviendra assurément un modèle de développement durable. Cette certification nécessitera une révision des politiques d'achat, d'entretien et d'exploitation des bâtiments de la Ville. L'ensemble des mesures sera comptabilisé afin d'illustrer les avantages de l'investissement dans le développement durable. Cette première certification facilitera également les démarches ultérieures afin que d'autres bâtiments municipaux puissent être certifiés.

Le projet s'inscrit dans une démarche globale liée au développement durable par la protection et la mise en valeur du patrimoine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat de travaux pour le lot 0903 « Revêtement de sols souples » doit avoir lieu au plus tard à la fin août 2021 afin de respecter le calendrier de réalisation du projet. Un retard dans l'octroi du contrat de travaux aurait un impact sur les lots subséquents du projet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la Covid-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue à cette étape du projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au comité exécutif : 11 août 2021
Passage au conseil municipal: 23 août 2021
Passage au conseil d'agglomération : 26 août 2021
Début du mandat de l’adjudicataire (approximation) : 1 septembre 2021
Période de travaux : septembre 2021 à décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sur la base des vérifications, le signataire de la présente recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline DOYON
Conceptrice des aménagements - immeubles

Tél : 438-824-9986
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-23

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : 514-977-9883
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2021-07-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-07-13

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Lot 0903: Revêtement de sols souples
Description: Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville
Contrat: 15685

Bousada Bromont 9028-4043 Québec Inc.

					Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Montants pour travaux forfaitaires**		**%**	**$**					
	Conditions générales		1,2%	6 780,00	339,00		676,31		**7 795,31**
	Carreaux couvre-sol souples		53,0%	305 000,00	15 250,00		30 423,75		**350 673,75**
	Tapis et moquette		45,9%	264 185,00			0,00		**264 185,00**
	Montants pour items à prix unitaires								
	Mesures sanitaires COVID		0,0%	0,00	0,00		0,00		**0,00**
	Sous-total :		**100,0%**	**575 965,00**	**28 798,25**		**57 452,51**		**662 215,76**
	Contingences		20,0%	115 193,00	5 759,65		11 490,50		132 443,15
	Total - Contrat :			**691 158,00**	**34 557,90**		**68 943,01**		**794 658,91**
Incidences:	Dépenses générales								
	Dépenses spécifiques								
	Total - Incidences :		0,0%	**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)			**691 158,00**	**34 557,90**		**68 943,01**		**794 658,91**
Ristournes:	Tps	100,00%			34 557,90				34 557,90
	Tvq	50,0%					34 471,51		34 471,51
	Coût après rist. (Montant à emprunter)			**691 158,00**	**0,00**		**34 471,51**		**725 629,51**

Beaupré Michaud et Associés, Architectes

Charlotte Saint-Hilaire, ing., MGP, PMP
Gestionnaire immobilier
Division des projets corporatifs, Direction de la gestion des projets immobiliers
Service de la gestion et de la planification immobilière
Ville de Montréal

303, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Cellulaire : 514-617-4151
Charlotte.Saint-Hilaire@montreal.ca

réf
LOT L0903 Revêtement de sols souples
Restauration de l'hôtel de ville de Montréal
Soumission : 15685
Mandat : 16864-2-001

Montréal, le 30 juin 2021

Madame Saint-Hilaire,

Nous vous transmettons ci-après notre recommandation au sujet des soumissions pour le projet mentionné en titre. L'appel d'offres public a été publié par le Système électronique d'appel d'offres du Gouvernement du Québec (SEAO). Le numéro de référence SEAO est le 1466816. Les documents ont été rendus disponibles le 25 mars 2021. La date de clôture a été fixée au 27 mai 2021.

Six entreprises se sont procuré les documents selon les données de SEAO. Le rapport du Gérant nous confirme que cinq entreprises ont visité le site.

Trois (3) addendas ont été émis, dont l'un au sujet des mesures entourant la gestion sanitaire Covid-19, un précisant les méthodes de préparations de surface, ainsi que deux reports de date de clôture.

Le 27 mai 2021, la Ville de Montréal nous a transmis par courriel l'ensemble des documents déposés par les soumissionnaires. Trois des soumissions reçues ont été déclarées conformes par l'analyse du Gérant. Une soumission a été déclarée non-conforme. Le prix soumis avec les taxes est le suivant :

9028-4043 Québec Inc., Bousada	**662 215,76 $**
Le groupe Unisol Inc.	**664 342,80 $**
Décor Lacharité inc.	**914 333,08 $**

Le tableau d'analyse des prix ventilés est joint à la présente. Ce tableau permet de constater que le plus bas soumissionnaire a fourni les prix demandés selon le bordereau de soumission.

Résultats
Le plus bas soumissionnaire, *9028-4043 Québec Inc., Bousada* propose de réaliser la totalité du mandat pour 662 215,76 $ incluant les taxes.

Nos dernières estimations pour le projet étaient à 992 150,07 $ ttc, incluant les coûts estimés pour les addendas émis. Il s'agit d'un écart de -33% par rapport au montant correspondant du plus bas soumissionnaire.

Analyse détaillée, éléments clés :
Par rapport à l'estimation, on identifie les principaux écarts suivants (montants avant taxes) :

- Au chapitre 1.1, Sols souples, l'écart entre le montant estimé et le montant soumis est de -7 543,60$, soit -2,4%. Il y a quelques variations dans la répartition détaillée, mais dans l'ensemble, les prix sont cohérents.

- Au chapitre 2.1, revêtements de tapis, l'écart entre le montant estimé et le montant soumis est de -252 038,18 $, soit -48,8%. Il y a quelques variations dans la répartition détaillée, mais dans l'ensemble, les écarts sont uniformes.

  L'écart entre l'estimation et la moyenne des soumissions de -169 695,18$ est également important. Ce qui signifie que le marché a répondu favorablement et qu'il peut y avoir eu un écart entre les prix unitaires des estimateurs et ceux des soumissionnaires. Dans ce cas, les superficies étant très importantes, des écarts de quelques dollars dans les prix unitaires peuvent avoir des répercussions importantes. Par ailleurs, le recours à des devis descriptifs de performances pour les revêtements de tapis peut avoir permis à un plus grand nombre de fournisseurs de présenter leurs produits. La sélection des teintes et des motifs pourrait cependant en être complexifiée lors du chantier.

Le soumissionnaire a par ailleurs confirmé par écrit qu'aucune exclusion n'était liée à sa soumission dans un document qui nous a été retransmis par la Ville le 28 juin 2021.

Recommandation au sujet des soumissions ouvertes le 27 mai 2021.

Le gérant de construction a procédé à la vérification de conformité des dossiers présentés. Le rapport de vérification est joint à cette lettre.

Nous vous recommandons d'octroyer le contrat de du lot mentionné en objet pour les travaux à l'Hôtel de Ville de Montréal à l'entreprise *9028-4043 Québec Inc., Bousada* au prix soumis.

Merci de votre attention,



Menaud Lapointe, architecte associé

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**IMM-15685**
Titre d'AO :	**Hôtel de ville - Lot 0903 - Revêtement sols souples**
Date d'ouverture :	**27-05-2021**
Heure d'ouverture :	**13h30**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Bousada Bromont inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	662 215,76 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Le groupe Unisol Inc.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	664 342,80 $
Dernière estimation :	991 150,07 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-33%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	-0,3%
Nombre de soumissions déposées :	4

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Tapitec inc.	744 405,64 $	Défaut mineur	NON CONFORME	/ Pas d'annexe H / Visite non-effectuée
2	Bousada Bromont inc.	761 548,12 $	Conforme	CONFORME	/ Qualification Considérée comme non-écrite
3	Le groupe Unisol Inc.	763 994,22 $	Défaut mineur	CONFORME	/ Omission d'indiquer la durée de validité du cautionnement
4	Décor Lacharité inc.	1 051 483,04 $	Conforme	CONFORME	
5			Conforme	À COMPLÉTER	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par : Date :

Vérifiée par : Date :

lun. 21-06-07 14:05

Guillaume Cadieux <Guillaume.Cadieux@cima.ca>

RE: Projet HDV - Soumission Lot_0903_Revêtment de sols souples

À Menaud Lapointe; Pierre-Emmanuel Issalene

Cc Charlotte SAINT-HILAIRE; Caroline DOYON; guy.daigneault@montreal.ca; daphne.asselin@pomerleau.ca; Helene Cimon; Louis-Philippe Sylvestre; Dimitri Bonneaud

Attestation de Revenu Québec expire le 2021-07-31.pdf
24 KB

L0903_analyse_conformite_soumission.xlsx
2 MB

Licence d'entrepreneur (RBQ).pdf
113 KB

feuille de calcul Lot L0903.xls
93 KB

2020AnnexeH VilleMtl AO.IMM-15685.pdf

Bonjour Menaud et Pierre-Emmanuel,

Voici la feuille de calcul et l'analyse pour le Lot_0903_Revêtment de sols souples.
À noter que le plus bas soumissionnaire (Tapitec) a été déclaré non conforme puisqu'il n'a pas effectué la visite de soumissionnaire.

Également joints, les documents de Bousada qui rendraient sa soumission conforme. La qualification de Bousada au bordereau est réputée comme non écrite.

Pourriez-vous nous envoyer votre analyse et recommandation d'ici le mercredi 9 juin svp?

Merci,

GUILLAUME CADIEUX, ing., PMP
Professionnel, Gestion de projet

C 438-308-1417
900–740, rue Notre-Dame Ouest, Montréal QC H3C 3X6 CANADA

CIMA+ L'humain au centre de l'ingénierie 30 ANS

KINCENTRIC Employeur de Choix CANADA 2019

De : Caroline DOYON <caroline.doyon@montreal.ca>
Envoyé : 28 mai 2021 09:28
À : Menaud Lapointe <menaud.lapointe@bmaarchitectes.com>; pe.issalene@pomerleau.ca
Cc : Guillaume Cadieux <Guillaume.Cadieux@cima.ca>; Patricia Nicol <patricia.nicol@pomerleau.ca>; Helene Cimon <helene.cimon@pomerleau.ca>; sabrina.richardson@bmaarchitectes.com; alexandre.cadieux@mra.qc.ca; guy.daigneault@montreal.ca; daphne.asselin@pomerleau.ca; philippe.constantineau@mra.qc.ca; Pierre Boulianne <pierre.boulianne@nck.ca>; Charlotte SAINT-HILAIRE <charlotte.saint-hilaire@montreal.ca>; Dimitri Bonneaud <Dimitri.Bonneaud@cima.ca>; Louis-Philippe Sylvestre <lp.sylvestre@pomerleau.ca>
Objet : Re: Projet HDV - Soumission Lot_0903_Revêtment de sols souples - Aucune soumission pour le Lot_1003_Accessoires de toilette

constructo.ca

Des services à valeur ajoutée au SEAO

Liste des commandes

Numéro : IMM-15685
Numéro de référence : 1466816
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : PROJET RESTAURATION ET MISE AUX NORMES DE L'HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL - LOT L0903 – REVÊTEMENT DE SOLS SOUPLES

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1874488)** 2021-03-25 21 h 13 **Transmission :** 2021-03-25 21 h 13	3505505 - Addenda 1 2021-04-19 16 h 47 - Courriel 3510111 - Addenda 2 Report de date - Ajout de visite 2021-04-23 14 h 44 - Courriel 3520088 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite 2021-05-07 9 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Décor Lacharité inc.. 7820 Grenache Montréal, QC, H1J1C3 NEQ : 1142999425	Monsieur Richard Lepage Téléphone : 514 353-1601 Télécopieur : 514 353-0841	**Commande : (1886767)** 2021-04-19 10 h 01 **Transmission :** 2021-04-19 10 h 01	3505505 - Addenda 1 2021-04-19 16 h 47 - Courriel 3510111 - Addenda 2 Report de date - Ajout de visite 2021-04-23 14 h 44 - Courriel 3520088 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite 2021-05-07 9 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Intérieurs Bousada 10, rue Du Diapason suite 200 Bromont, QC, J2L0G1 NEQ : 1145276813	Monsieur Michael Barker Téléphone : 450 242-2944 Télécopieur :	**Commande : (1878915)** 2021-04-02 11 h 25 **Transmission :** 2021-04-02 11 h 25	3505505 - Addenda 1 2021-04-19 16 h 47 - Courriel 3510111 - Addenda 2 Report de date - Ajout de visite 2021-04-23 14 h 44 - Courriel 3520088 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite 2021-05-07 9 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
le Groupe Unisol inc. 7863, rue Jarry Est Montréal-Est, QC, H1J2c3 NEQ : 1142687848	Monsieur Roch Duguay Téléphone : 514 352-5858 Télécopieur :	**Commande : (1875471)** 2021-03-29 8 h 35 **Transmission :** 2021-03-29 8 h 35	3505505 - Addenda 1 2021-04-19 16 h 47 - Courriel 3510111 - Addenda 2 Report de date - Ajout de visite 2021-04-23 14 h 44 - Courriel 3520088 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite 2021-05-07 9 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Plancher Auclé inc. 264 Rue John-Ryan Saint-Colomban, QC, J5K 0N3 NEQ : 1168697911	Monsieur Benoit Aubin Téléphone : 450 504-8500 Télécopieur : 450 504-8477	**Commande : (1898031)** 2021-05-10 13 h 55 **Transmission :** 2021-05-10 14 h 49	3505505 - Addenda 1 2021-05-10 13 h 55 - Téléchargement 3510111 - Addenda 2 Report de date - Ajout de visite 2021-05-10 13 h 55 - Téléchargement 3520088 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite 2021-05-10 13 h 55 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Rénovations Alexandre Léveillé Inc. 1346 rang Double Rougemont, QC, J0L 1M0 https://www.raleveille.com NEQ : 1172530819	Monsieur Alexandre Bergeron Léveillé Téléphone : 514 773-7511 Télécopieur :	**Commande : (1875157)** 2021-03-26 15 h 28 **Transmission :** 2021-03-26 15 h 28	3505505 - Addenda 1 2021-04-19 16 h 47 - Courriel 3510111 - Addenda 2 Report de date - Ajout de visite 2021-04-23 14 h 44 - Courriel 3520088 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite 2021-05-07 9 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tapitec 8905 Henri Bourassa O Montréal, QC, H4S 1P7 NEQ : 1143786045	Monsieur Alain Villiard Téléphone : 514 334-8101 Télécopieur : 514 334-3340	**Commande : (1896828)** 2021-05-06 18 h 53 **Transmission :** 2021-05-06 18 h 53	3505505 - Addenda 1 2021-05-06 18 h 53 - Téléchargement 3510111 - Addenda 2 Report de date - Ajout de visite 2021-05-06 18 h 53 - Téléchargement 3520088 - Addenda 3 - Report de date- Ajout date de visite 2021-05-07 9 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1219057010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à 9028-4043 Québec Inc. faisant affaire sous Bousada pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtement de sols souples » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 794 658,91$, taxes incluses (contrat : 662 215,76 $ + contingences : 132 443,15 $) - Appel d'offres public IMM-15685 - (4 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1219057010 - Travaux lot L0903 Hôtel-de-Ville.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-28

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.035

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1212968016

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Bruneau Électrique Inc. pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse à 5 intersections de la Ville de Montréal. Dépense totale : 1 440 000,01 $, taxes incluses (contrat : 1 200 000,01 $; contingences : 240 000,00 $) - Appel d'offres public 466649 - (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Bruneau Électrique Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse, à 5 intersections de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 200 000,01 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 466649;

2. d'autoriser une dépense de 240 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Bruneau Électrique Inc.;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-22 23:50

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1212968016**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Bruneau Électrique Inc. pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse à 5 intersections de la Ville de Montréal. Dépense totale : 1 440 000,01 $, taxes incluses (contrat : 1 200 000,01 $; contingences : 240 000,00 $) - Appel d'offres public 466649 - (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Les besoins en lien avec les feux de circulation sont en perpétuel changement. La Ville doit constamment mettre à jour ses infrastructures de feux de circulation afin de maintenir la pérennité des équipements installés et d'assurer un niveau optimal dans la gestion des déplacements, tant au niveau de la sécurité, de la mobilité que du développement durable. Il est important de souligner que les interventions prévues au présent contrat, impliquent l'ajout systématique de têtes de feux pour piétons afin d'assurer des déplacements actifs sécuritaires, tel que prévu au Guide de conception des feux pour piétons de la Ville de Montréal. Ce contrat répond aussi à l'engagement de réviser le mode de protection des piétons, débuté en 2020, pour l'ensemble des feux de circulation du territoire de la Ville et ce, à raison d'un minimum de 250 intersections par année, sur une période maximale de 8 ans.

Les interventions aux feux de circulation ont pour objectifs de :

- Encourager le transport actif par l'implantation de feux pour les piétons, pour les personnes ayant une déficience visuelle et pour les cyclistes;
- Soutenir les efforts déployés en sécurité routière dans le cadre de l'approche «Vision Zéro» par la modification de la signalisation lumineuse;
- Modifier les feux de circulation dans le cadre de réaménagements de rues effectués par la Ville;
- Favoriser un transfert modal des usagers de la route vers le transport collectif par l'implantation de mesures préférentielles aux feux de circulation pour les bus;
- Prévenir la désuétude des équipements de feux de circulation;
- Diminuer les impacts négatifs de la congestion routière dans une perspective de développement durable.

Dans le but d'effectuer la mise à niveau des feux de circulation, la Division gestion de

projets et économie de la construction (DGPEC) au Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a procédé à l'appel d'offres 466649. Cet appel d'offres a été publié pendant une période de 28 jours de calendrier, soit du 31 mai au 29 juin 2021, sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SEAO) et dans le Journal de Montréal. Les soumissions sont valides pour une durée de 120 jours de calendrier, soit jusqu'au 27 octobre 2021.

Aucun addenda n'a été publié pour cet appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0737 - 15 juin 2021 - Accorder un contrat à Bruneau électrique inc. pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse à neuf intersections de la ville de Montréal, pour une période de 17 semaines - Dépense totale de 1 575 861,40 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 466648 (2 soum.)
CM21 0731 - 15 juin 2021 - Accorder un contrat à Pierre Brossard (1981) ltée pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse à quatre intersections de la ville de Montréal, pour une période de 17 semaines - Dépense totale de 1 342 302,70 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 466647 (4 soum.)

CE21 1028 - 9 juin 2021 - Accorder à Construction N.R.C. Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution de travaux électriques de signalisation lumineuse, à 25 intersections de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 240 119,24 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 466619

CM20 1219 - 10 décembre 2020 - Adoption du Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2021-2030 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale)

CM20 0303 - 23 mars 2020 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 36 500 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation

DESCRIPTION

En vue d'améliorer la sécurité des usagers à 5 intersections (voir liste en pièce jointe), le présent contrat de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse comprend, là où requis, des modifications telles que :

- L'ajout des feux à décompte numérique pour les piétons;
- L'ajout de détecteurs véhiculaires pour optimiser et sécuriser les mouvements véhiculaires;
- La mise à niveau de l'ensemble du mobilier et des équipements de feux de circulation;
- La modification de la géométrie par, entre autres, l'ajout de descente de trottoirs avec plaques podotactiles;
- La construction de base de fût et de conduits.

Des contingences représentant 20 % de la valeur du contrat, doivent être ajoutées à ce montant, entre autres, pour couvrir les imprévus pouvant survenir lors de l'installation des différents équipements :

- Déplacer des coffrets de télécommunication si certains conduits souterrains s'avéraient bloqués;
- Effectuer des thermographies additionnelles dans les puits d'accès si nécessaires;

- Couvrir les coûts pour une variation mineure de quantité de câble;
- Effectuer des tests additionnels pour calibrer les détecteurs véhiculaires au besoin.

Une pénalité de 1 000 $, par intersection, est prévue dans les documents de l'appel d'offres pour chaque jour de retard dans l'exécution des travaux.

JUSTIFICATION

Sur un total de 4 preneurs du cahier de charges, 2 firmes ont déposé une soumission conforme, soit une proportion de 50 %. Deux preneurs du cahier de charges se sont désistés sans donner de raison. La liste des preneurs du cahier de charges et le tableau des résultats de l'appel d'offres sont fournis en pièces jointes.

Soumissions conformes	**Prix soumis (taxes incluses)**	**Contingences de 20 % (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Bruneau électrique Inc.	1 200 000,01 $	240 000,00 $	1 440 000,01 $
Laurin, Laurin (1991) Inc.	1 375 814,99 $	275 163,00 $	1 650 977,99 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 099 985,63 $	219 997,13 $	1 319 982,76 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			120 017,26 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			9,1 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			210 977,98 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			14,7 %

La dernière estimation a été réalisée à l'interne par la Division exploitation, innovation et gestion des déplacements (DEIGD).

L'écart entre la 2e plus basse et la plus basse soumission conforme est attribuable principalement aux items touchant à la mobilisation ainsi qu'au maintien de la circulation.

Lors de l'analyse des soumissions par la DGPEC, les prix de soumission et l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public de l'Autorité des marchés publics (AMP) ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) obtenue avant la création de l'AMP, le 11 juin 2018, et qui venait à échéance le 30 avril 2020, a été déposée avec la soumission de l'adjudicataire (voir pièce jointe). En date du 8 juillet 2021, le nom de l'adjudicataire figure sur la liste du Registre des entreprises admissibles (REA) de l'AMP (voir pièce jointe). Les autres documents fournis avec les soumissions ont également été vérifiés. Les vérifications suivantes ont été effectuées :

- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- Les soumissionnaires ont déposé une attestation valide de Revenu Québec (RQ) avec la soumission;
- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- Les soumissionnaires respectent le Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle (18-038);

- Les soumissionnaires ne font pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

La dépense nette liée à ce contrat étant supérieure à 1 M$, l'adjudicataire devra faire l'objet d'une évaluation de son rendement, conformément à l'encadrement administratif en vigueur (Directive no C-OG-APP-D-21-001 du 16 mars 2021).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale en lien avec ce dossier est de 1 440 000,01 $ (taxes incluses), incluant le contrat de 1 200 000,01 $ et des contingences de 240 000,00 $. Elle sera assumée comme suit :

Un montant maximal de 1 314 911,95 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 20-006 – Achat et installation d'équipements de feux de circulation, signalisation et lampadaires.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au PDI 2021-2030 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Programme	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAL
59000 – Programme de maintien et amélioration des feux de circulation	1 315	0	0	0	0	1 315

Les dépenses liées à ce contrat sont sans impact sur le budget de fonctionnement.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'amélioration continue et le maintien des actifs de feux de circulation s'inscrivent dans une perspective de développement durable de différentes façons. En effet, les modifications apportées aux feux permettent d'améliorer les conditions de circulation et la mobilité des personnes et des marchandises en optimisant l'utilisation des infrastructures existantes. Ce projet vise à augmenter la part modale des déplacements actifs en intégrant de nouveaux paramètres favorables, aux piétons et aux personnes à mobilité réduite, pour des déplacements plus sécuritaires.
En favorisant une mobilité plus efficace sur le réseau routier, notamment pour les transports actifs et collectifs, l'amélioration continue des feux favorise le développement économique de Montréal tout en minimisant les émissions de gaz à effet de serre liées au domaine du transport. Le programme « Maintien et amélioration de l'actif feux de circulation » est en lien avec les actions du chantier B du Plan Climat Montréal 2020-2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans la possibilité d'accorder ce contrat pour améliorer les feux de circulation, il serait difficile d'atteindre les objectifs poursuivis dans le cadre de la révision du mode de protection des piétons à 250 intersections par année et de l'approche «Vision Zéro» en sécurité routière. En effet, l'installation des feux à décompte numérique pour les piétons, des signaux sonores pour les personnes ayant une déficience visuelle, ou des feux pour les cyclistes, pourrait être retardée. Les impacts sur la sécurité et la mobilité seraient importants pour les usagers, notamment les plus vulnérables.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de la pandémie attribuable à la Covid-19, l'échéancier du mandat de l'adjudicataire pourrait subir des changements pour des raisons telles qu'un manque de personnel ou des restrictions imposées par la Direction régionale de la santé publique de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal : 23 août 2021

- Octroi du contrat : août 2021
- Réalisation des travaux : Septembre à décembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Véronique PARENTEAU, 21 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-07-15
Sylvain PROVOST Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent	Hugues BESSETTE Chef de Division ing.
Tél : 514 872-9019	**Tél :** 514 872-5798

Télécop. : 514 872-9458 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2021-07-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2021-07-22

GDD **1212968016**

Int_no	Rue_1	Rue_2	Nom arr
8772	Grandes-Prairies	Le Prado	Saint-Léonard
8944	Aimé-Renaud	Jarry	Saint-Léonard
9006	Jean-Rivard	Provencher	Saint-Léonard
9538	Lionel-Groulx	Provencher	Saint-Léonard
9542	Provencher	Robert	Saint-Léonard

RÉSUMÉ DES INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Réalisé par la Direction des infrastructures (SIRR)

Identification

No de l'appel d'offres : 466649 — No du GDD : 1212968016

Titre de l'appel d'offres : SP-2021-20 Travaux civils-électriques et électriques de signalisation lumineuse (5 projets)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 31 - 5 - 2021 — Ouverture originalement prévue le : 29 - 6 - 2021

Ouverture faite le : 29 - 6 - 2021 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 0

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 27 - 10 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant)
	Total $
Bruneau Électrique inc.	1 200 000,01
Laurin Laurin (1991) inc.	1 375 814,99

Estimation	**interne**	1 099 985,63

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **9,1%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **14,7%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	X	AMP	☐	X	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	X	Revenu Qc	☐	X	

Préparé par l'équipe Sollicitation des marchés et conformité de la Division de la gestion de projets et économie de la construction

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 11 juin 2018

BRUNEAU ELECTRIQUE INC.
A/S MONSIEUR PATRICE BRUNEAU
527, DOLLARD
JOLIETTE (QC) J6E 4M5

N° de décision : 2018-CPSM-1035845
N° de client : 3000214820

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous GÉNÉRATRICE LANAUDIÈRE, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). BRUNEAU ELECTRIQUE INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 avril 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Extrait du Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA) de l'Autorité des marchés publics (AMP) en date du 8 juillet 2021

Dernière mise à jour : **mercredi, 07 juillet 2021 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : BRUNEAU ELECTRIQUE INC.
Adresse du siège social : 527, BOUL DOLLARD, , JOLIETTE, QC, J6E 4M5, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000214820
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142851337

Autres noms d'affaires
• GÉNÉRATRICE LANAUDIÈRE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 466649
Numéro de référence : 1493395
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SP-2021-20 Travaux civils-électriques et électriques de signalisation lumineuse (5 projets)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Bruneau Électrique Inc. 527 boul Dollard Joliette, QC, J6E 4M5	Monsieur Eric Bruneau Téléphone : 450 759-6606 Télécopieur : 450 759-2653	**Commande : (1907540)** 2021-05-31 14 h 12 **Transmission :** 2021-05-31 14 h 12	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Laurin, Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	Madame Sophie Laurin Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur :	**Commande : (1909009)** 2021-06-03 8 h 09 **Transmission :** 2021-06-03 8 h 09	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1907347)** 2021-05-31 10 h 54 **Transmission :** 2021-05-31 12 h 40	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pierre Brossard 1981 Ltée 9595 Rue Ignace Brossard, QC, J4Y 2P3	Monsieur Marc Desautels Téléphone : 450 868-2197 Télécopieur :	**Commande : (1907365)** 2021-05-31 11 h 04 **Transmission :** 2021-05-31 11 h 04	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1212968016

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Accorder un contrat à Bruneau Électrique Inc. pour la réalisation de travaux civils et électriques de signalisation lumineuse à 5 intersections de la Ville de Montréal. Dépense totale : 1 440 000,01 $, taxes incluses (contrat : 1 200 000,01 $; contingences : 240 000,00 $) - Appel d'offres public 466649 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds GDD 1212968016.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Étienne GUIMOND
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-7363
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.036

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218115004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Démospec déconstruction Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0202 «Démolition sélective» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 010 699,24 $, taxes incluses (contrat : 878 868,90 $ + contingences : 131 830,34 $) - Appel d'offres public IMM-15694 - (2 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à *Démospec déconstruction Inc.* plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0202 « Démolition sélective » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit 878 868,90 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres IMM-15694;
2. d'autoriser une dépense de 131 830,34 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. de procéder à une évaluation du rendement de *Démospec déconstruction Inc.* ;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 43,54 % par l'agglomération, pour un montant de 440 058,45 $, taxes incluses et à 56,46 % par la ville centre pour un montant de 570 640,79 $, taxes incluses.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-23 08:51

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218115004**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Démospec déconstruction Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0202 «Démolition sélective» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 010 699,24 $, taxes incluses (contrat : 878 868,90 $ + contingences : 131 830,34 $) - Appel d'offres public IMM-15694 - (2 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'Administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. L'hôtel de ville est situé au coeur de la *«Cité administrative historique»* de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* .
Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- la mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;
- la mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;
- amélioration de l'accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l'accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet intègre des mesures de développement durable dans le but d'obtenir la certification «*LEED V4 exploitation et entretien des bâtiments existants* » de niveau Or.

Le projet est réalisé selon le mode «*Gérance de construction* » : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l'exécution des travaux est scindée en plus de 50 lots de travaux, incluant le présent lot L0202 « Démolition sélective », s'effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats distincts que la Ville

contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

La réouverture complète de l'hôtel de ville est prévue pour l'été 2023 comportant un scénario d'occupation graduelle de l'édifice dès la fin de l'année 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0283 du 20 mai 2021 - Accorder un contrat à Summa métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 680 267,65 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15686 (1 soum.).
CG21 0208 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Mongrain inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 615 516,36 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15684 (1 soum.).

CG21 0192 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0706 « Imperméabilisation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 326 454,27 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0142 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Échafauds Plus (Laval) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0176 « Échafaudages » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 480 958,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15683 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0124 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Vitrerie RD ltée pour la réalisation des travaux de construction du lot L0804 « Vitrage intérieur » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 647 915,32 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 - (1 seul soum.).

CG21 0123 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Unicel Architectural Corp. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0805 « Murs rideaux » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 954 965,92 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15678 - (1 seul soum.).

DB219057007 du 9 mars 2021 - Autoriser un rehaussement de 21 731,65 $ (incluant taxes), du contrat gré à gré, à J. Flams transport & excavation pour le déneigement du chantier de construction de l'hôtel de ville lors de la saison 2020-2021 dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. (DA208864003) Majorant ainsi le montant total à autoriser de 20 598,92 $, taxes incluses, incluant contingences à 42 330,57 $, taxes incluses, prévisions et contingences).

CG21 0084 du 25 févier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0100 « Entrepreneur général » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 4 085 665,71 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15682 (1 soum.).

DB219057005 du 15 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à WILLIAM SCOTSMAN pour la location de roulottes de chantier pour les travailleurs dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 100 520,34 $, taxes incluses (contrat : 91 382,13 $ + contingences : 9 138,21 $).

DB219057004 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à Groupe PRODEM pour la démolition de dalles et de bordures de béton dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 102 316,26 $, taxes incluses (contrat: 93 014,78 $ + contingences: 9 301,48 $).

DB219057003 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à UCIT Online Security Inc. (D.B.A Stealth Monitoring) pour un système de surveillance par caméras du chantier dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 97 700,01 $, taxes incluses (contrat: 88 818,19 $ + contingences : 8 881,82 $).

DB219057002 du 5 février 2021 - Accorder un contrat sur invitation de 66 225,60 $ (incluant taxes) à Expert nettoyage EXPN pour le nettoyage et désinfection des aires de repos et des installations sanitaires dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 79 470,72 $ (incluant taxes et contingences).

DA218115001 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat de 19 643,48 $ (incluant taxes) à Béton concept A.M. pour la réalisation des travaux de construction du Lot 0304 «Renforts de carbone» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 23 572,18 $ (incluant taxes et contingences) – Appel d’offres publiques IMM-15671.

CG21 0042 du 28 janvier 2021- Accorder un contrat à ITR Acoustique MTL Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 10 761 223,10 $, taxes incluses (contrat : 9 357 585,30 $ + contingences : 1 403 637,80 $) – Appel d'offres public IMM-15526 - (2 soumissionnaires).

CG21 0019 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 155 288,22 $, taxes incluses (contrat : 1 874 163,67 $ + contingences : 281 124,55 $) – Appel d'offres public IMM-15529 - (1 soumissionnaire).

CG21 0017 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3104 « Excavation, blindage et remblais » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Dépense totale de 1 172 802,49 $, taxes incluses (contrat : 1 019 828,25 $ + contingences : 152 974,24 $) - Appel d'offres public IMM-15530 (1 seul soumissionnaire).

CG21 0015 du 28 janvier 2021 - Autoriser un ajustement de 141 736,05 $, taxes incluses, à titre de contingences, dans le cadre du contrat de construction à 9130-9989 Québec inc. (Groupe Prodem) pour réaliser les travaux de construction du lot L0201 «Démolition et décontamination» faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville (CG20 0037), majorant ainsi le montant total à autoriser de 4 110 345,43 $ (taxes et contingences incluses) à 4 252 081,48 $ (taxes et contingences incluses).

DB219057001 du 12 janvier 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 518,80 $

(incluant taxes) à Plomberie Benoît Prévost Division drainage pour les travaux de vérification de la plomberie dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. Cette dépense additionnelle majore la dépense maximale totale à 10 761,66 $ (incluant taxes).

CE20 1920 du 2 décembre 2020 - Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels en gestion financière (construction) pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 309 052,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18407 (4 soumissionnaires conformes et 2 non conformes).

CE20 1623 du 28 octobre 2020 - Accorder un contrat à Axia Services pour la fourniture de main-d'oeuvre de gardien de sécurité pour des services de surveillance en continue des lieux, une période de 2 ans, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 467 704,64 $, taxes incluses (contrat : 406 699,69 $ + contingences : 61 004,95 $) - Appel d'offres public 20-18238 - (8 soumissionnaires).

CG20 0447 du 24 septembre 2020 - Accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 974 470,61 $, taxes incluses (contrat : 847 365,75 $ + contingences : 127 104,86 $) - Appel d'offres public IMM-15519 - (3 soumissionnaires, 2 conformes).

CM20 0820 du 24 août 2020 - Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme Éco Performance pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal visant la transition et l'innovation énergétiques, donnant droit à une subvention évaluée à 272 116,00 $ pour réaliser des travaux de récupération de chaleur et d'ajustement de systèmes mécaniques.

CG20 0031 du 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 du 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $ taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).

CG19 0324 du 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses | Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0184 du 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 du 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $, taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15 %) et 60

503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5%), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes *Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et associés* (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 du 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville; Approuver le contrat par lequel Pomerleau inc.,firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0372 du 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant; approuver un projet de convention par lequel Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et associés, équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les conditions stipulées au projet de convention.

DESCRIPTION

Les travaux du lot L0202 « Démolition sélective » consistent principalement en la fourniture de la main d'oeuvre, des matériaux, des équipements, du matériel et des services nécessaires pour exécuter des travaux de démolition sélective et décontamination à l'intérieur du bâtiment.
L'appel d'offres public IMM-15694, publié le 26 avril 2021 dans le Journal de Montréal, ainsi que sur le Système Électronique d'Appel d'Offres (SÉAO) du gouvernement du Québec, a procuré aux soumissionnaires un délai de cinquante-huit (58) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SÉAO et déposer leur soumission. Les soumissions demeurent valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 23 septembre 2021.

Trois (3) addendas ont été publiés et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	**Date d'émission**	**Description**	**Impact monétaire**
No.1	2021-05-19	Modifications dues à la COVID-19 (modifications du formulaire de soumission et du cahier des clauses administratives générales); révision de la période de visites supervisées des lieux; report de la date d'ouverture des soumissions; réponses aux questions de soumissionnaires.	non
No.2	2021-05-27	Révision de la période de visites supervisées des lieux; report de la date d'ouverture des soumissions; réponses aux questions de soumissionnaires.	oui

No.3	2021-06-04	Révision de la période de visites supervisées des lieux; report de la date d'ouverture des soumissions; réponses aux questions de soumissionnaires; Bordereau de soumission.	oui

Les addendas ont eu un impact de 27 jours sur la date d'ouverture des soumissions qui était initialement prévue le 27 mai 2021, soit un report d'ouverture au 22 juin 2021.

JUSTIFICATION

Le tableau ci-dessous présente le résultat de l'appel d'offres public IMM-15694 pour lequel il y a eu quatre (4) preneurs du cahier des charges pour ce lot, parmi lesquels deux (2) ont déposé une soumission (50 %). Un preneur a acheté les documents à titre informatif, il s'agit de l'Association de la construction du Québec (ACQ).
Un suivi a été effectué auprès l'autre preneur du cahier des charges pour connaître les raisons pour lesquelles il n'a pas déposé de soumission. Les raisons fournies sont : le carnet de commandes est déjà complet présentement et le calendrier de projet ne convient pas à l'entreprise.

Deux soumissionnaires ont été jugées conforme en vertu des dispositions des documents d'appel d'offres a été remise par :

- **Demospec déconstruction Inc.**
- Groupe Prodem

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Demospec déconstruction Inc.	878 868,90 $	131 830,34 $	1 010 699,24 $
Groupe Prodem	1 219 795,43 $	182 969,31 $	1 402 764,74 $
Dernière estimation réalisée ($)	650 528,55 $	97 579,28 $	748 107,83 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			262 591,40 $ 35,1 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			392 065,51 $ 39 %

Les montants inscrits dans le présent tableau comprennent les taxes applicables au moment de la date d'ouverture des soumissions.

Analyse du résultat de l'appel d'offres

À la suite de l'analyse du résultat de l'appel d'offres, l'architecte Beaupré Michaud et associés a recommandé l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme *Demospec déconstruction Inc.*

L'écart de 35,1 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme *Demospec*

déconstruction Inc. et la dernière estimation des professionnels s'explique par les éléments suivants :

- Au chapitre 1.2, sous-sol, l'écart entre le montant estimé et le montant soumis est de 165 500 $, soit 61 %. Cet écart représente 58 % de l'écart total. Il est donc significatif.
- Au chapitre A.2, travaux de désamiantage à prix unitaires inclus, l'écart est de 73 700 $, soit 82 %. Cet écart représente 26 % de l'écart total.

Ces deux chapitres ont en commun de décrire des travaux de démolition en condition d'amiante requérant une très forte proportion de temps / ouvriers par rapport aux autres frais connexes : machinerie, transport et équipements divers. De plus, ces travaux sont réalisés par de la main-d'oeuvre spécialisée ayant reçu une formation entourant la gestion des risques liés à l'amiante. Les prix soumis, autant par le plus bas soumissionnaire conforme, que par le second, nous porte à croire qu'il y a une pression à la hausse des coûts de cette main-d'œuvre spécifique qui n'a pas été anticipée par nos estimateurs.

Dans l'ensemble, les travaux de démolition sélective de béton et les forages sont cohérents avec les prix estimés.

Recommandation au sujet des soumissions ouvertes le 27 mai 2021

Le gérant de construction Pomerleau a procédé à la vérification de conformité des dossiers présentés. Le rapport de vérification est joint à cette lettre.

Ce présent appel d'offres est le troisième pour le lot de démolition sélective visant la démolition d'ouvrages supplémentaires non relevés initialement par les professionnels ainsi que diverses conditions de chantier inhérentes aux travaux dans un bâtiment existant. La portée des travaux a grandement été modifiée entre l'établissement du budget initial et la fermeture de l'appel d'offres. Cela explique l'écart actuel entre l'estimation et le budget de référence. De plus, une provision pour les travaux de désamiantage a été incluse dans le dernier addenda, elle aussi non prévue dans la portée des travaux initiale.

Considérant que plusieurs des chapitres présentent des prix comparables aux estimations, et que les facteurs à la hausse des coûts de main-d'oeuvre semblent expliquer l'écart entre les estimations et le prix du plus bas soumissionnaire conforme;

Le gérant de construction Pomerleau recommandent d'octroyer le contrat du lot 0202 démolition sélective pour les travaux à l'Hôtel de Ville de Montréal à l'entreprise *Démospec déconstruction Inc.* au prix soumis.

Conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratifs C-OG-APP-D21-001, une évaluation du rendement de l'adjudicataire sera effectuée.

L'entreprise *Démospec déconstruction Inc.* ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier. Pareillement, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et les contractants ne sont pas visés par la Liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville, ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme *Démospec déconstruction Inc .* s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 878 868,90 $, incluant les taxes.

La provision pour contingences de 15 %, soit 131 830,34 $, incluant taxes, servira à couvrir des imprévus qui pourraient survenir au cours de l'exécution des travaux.

Étant donné que les travaux sont répartis en plus de 50 contrats de construction, le budget pour incidences servant à couvrir le coût des laboratoires, expertises, fouilles archéologiques ou des travaux à exécuter par des tiers, fera au besoin l'objet de demandes d'autorisation budgétaires distinctes par le biais de dossiers décisionnels délégués relatifs au projet. En conséquence, aucun montant pour incidence n'est demandé pour le présent dossier.

La dépense totale à autoriser est donc de 1 010 699,24 $, incluant les taxes, les contingences et les incidences, avant ristourne. Elle est répartie sur un an de la façon suivante : 70 % en 2021 et 30 % en 2022.

La part du projet # 66034 *« Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville »* de 1 010 699,24 $ (taxes incluses) est financée comme suit :

Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) :

- un montant de 570 640,79 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence municipale 15-009 & 19-036 - Travaux de rénovation de l'hôtel de ville;
- un montant de 440 058,45 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-019 - Travaux de protection d'immeubles.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville. La répartition de l'hôtel de ville en 2021 est de 43,54 % agglo et de 56,46 % corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte de Montréal 2030, des engagements en changement climatique et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat de travaux pour le lot 0202 « Démolition sélective » doit avoir lieu au plus tard à la fin août 2021 afin de respecter le calendrier de réalisation du projet. Un retard dans l'octroi du contrat de travaux aurait un impact sur les lots subséquents du projet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la Covid-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue à cette étape du projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au comité exécutif : 11 août 2021
Passage au conseil municipal: 23 août 2021

Passage au conseil d'agglomération : 26 août 2021
Début du mandat de l'adjudicataire (approximation) : 1 septembre 2021
Période de travaux : septembre 2021 à juin 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sur la base des vérifications, le signataire de la présente recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline DOYON
Conceptrice des aménagements

Tél : 438-824-9986
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-14

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : 514-977-9883
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2021-07-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2021-07-22

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Lot 0202: Démolition sélective
Description: Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville
Contrat: 15694

demospec déconstruction inc.

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	**Montants pour travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Conditions générales	0,0%		0,00	0,00	**0,00**
	Travaux de démolitiion sélective	78,5%	600 000,00	30 000,00	59 850,00	**689 850,00**
					0,00	**0,00**
	Montants pour items à prix unitaires					
	Totaldes item de la Section C	21,5%	164 400,00	8 220,00	16 398,90	**189 018,90**
	Sous-total :	**100,0%**	**764 400,00**	**38 220,00**	**76 248,90**	**878 868,90**
	Contingences	15,0%	114 660,00	5 733,00	11 437,34	131 830,34
	Total - Contrat :		**879 060,00**	**43 953,00**	**87 686,24**	**1 010 699,24**
Incidences:	Dépenses générales					
	Dépenses spécifiques					
	Total - Incidences :	0,0%	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**879 060,00**	**43 953,00**	**87 686,24**	**1 010 699,24**
Ristournes:	Tps	100,00%		43 953,00		43 953,00
	Tvq	50,0%			43 843,12	43 843,12
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**879 060,00**	**0,00**	**43 843,12**	**922 903,12**

Beaupré Michaud et Associés, Architectes

Charlotte Saint-Hilaire, ing., MGP, PMP
Gestionnaire immobilier
Division des projets corporatifs, Direction de la gestion des projets immobiliers
Service de la gestion et de la planification immobilière
Ville de Montréal

303, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Cellulaire : 514-617-4151
Charlotte.Saint-Hilaire@montreal.ca

réf
LOT L0202 Démolition sélective
Restauration de l'hôtel de ville de Montréal
Soumission : 15694
Mandat : 16864-2-001

Montréal, le 5 juillet 2021

Madame Saint-Hilaire,

Nous vous transmettons ci-après notre recommandation au sujet des soumissions pour le projet mentionné en titre. L'appel d'offres public a été publié par le Système électronique d'appel d'offres du Gouvernement du Québec (SEAO). Le numéro de référence SEAO est le 1479898. Les documents ont été rendus disponibles le 23 avril 2021. La date de clôture a été fixée au 22 juin 2021.

Six entreprises se sont procuré les documents selon les données de SEAO. Le rapport du Gérant nous confirme que neuf entreprises ont visité le site, dont le plus bas soumissionnaire.

Trois (3) addendas ont été émis, dont l'un au sujet des mesures entourant la gestion sanitaire Covid-19, quelques précisions de portée des travaux, ainsi que trois reports de date de clôture.

Le 22 juin 2021, la Ville de Montréal nous a transmis par courriel l'ensemble des documents déposés par les soumissionnaires. Deux soumissions reçues ont été déclarées conformes par l'analyse du Gérant. Les prix soumis avec les taxes sont les suivants :

Démospec déconstruction inc	**878 868,90 $**
9130-9989 Québec inc.(Groupe Prodem)	**1 219 795,44 $**

Le tableau d'analyse des prix ventilés est joint à la présente. Ce tableau permet de constater que le plus bas soumissionnaire a fourni les prix demandés selon le bordereau de soumission. On note une erreur de calcul, alors qu'un élément du détail n'est pas inclus à l'addition présentée en première page. Suite à la recommandation de la Ville de Montréal, le montant indiqué à la section A a été retenu.

Résultats
Le plus bas soumissionnaire, *Démospec déconstruction inc* propose de réaliser la totalité du mandat pour 878 868,90 $ incluant les taxes.

Nos dernières estimations pour le projet étaient à 650 528,55 $ ttc, incluant les coûts estimés pour les addendas émis. Il s'agit d'un écart de 35,1% par rapport au montant correspondant du plus bas soumissionnaire indiqué à la section A.

Analyse détaillée, éléments clés :
Par rapport à l'estimation, on identifie les principaux écarts suivants (montants avant taxes) :

- Au chapitre 1.2, sous-sol, l'écart entre le montant estimé et le montant soumis est de 165 500 $, soit 61%. Cet écart représente 58% de l'écart total. Il est donc significatif.
- Au chapitre A.2, travaux de désamiantage à prix unitaires inclus, l'écart est de 73 700 $, soit 82%. Cet écart représente 26% de l'écart total.

Ces deux chapitres ont en communs de décrire de travaux de démolition en condition d'amiante requérant une très forte proportion de temps / ouvriers par rapport aux autres frais connexes : machinerie, transport et équipements divers. De plus, ces travaux sont réalisés par de la main-d'œuvre spécialisée ayant reçu une formation entourant la gestion des risques liés à l'amiante. Les prix soumis, autant par le plus bas soumissionnaire conforme, que par le second, nous porte à croire qu'il y a une pression à la hausse des coûts de cette main-d'œuvre spécifique qui n'a pas été anticipée par nos estimateurs.

Dans l'ensemble, les travaux de démolition sélective de béton et les forages sont cohérents avec les prix estimés.

Recommandation au sujet des soumissions ouvertes le 27 mai 2021.

Le gérant de construction a procédé à la vérification de conformité des dossiers présentés. Le rapport de vérification est joint à cette lettre.

Trois processus d'appel d'offres ont été réalisés pour les travaux de démolition sélective au cours des derniers mois. Les deux premiers se sont avérés infructueux, car les montants soumis ont été jugés au-delà des prix du marché :

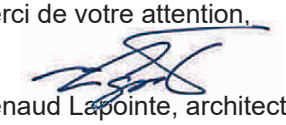
Estimation :	650 528 $	
Appel d'offres no.01	1 347 830 $	juillet 2020
Appel d'offres no.02	1 811 681 $	octobre 2020
Appel d'offres no.03	**878 868 $**	**mai 2021**

Considérant que plusieurs des chapitres présentent des prix comparables aux estimations, et que les facteurs à la hausse des coûts de main-d'œuvre semblent expliquer l'écart entre les estimations et le prix du plus bas soumissionnaire conforme,

Que ce troisième processus d'appel d'offres ait permis d'obtenir des résultats substantiellement plus avantageux que les précédents, et qu'une tendance baissière des coûts de la main-d'œuvre nous apparaît peu probable dans un avenir prévisible,

Nous vous recommandons d'octroyer le contrat de du lot mentionné en objet pour les travaux à l'Hôtel de Ville de Montréal à l'entreprise *Démospec déconstruction inc* au prix soumis.

Merci de votre attention,



Menaud Lapointe, architecte associé

De: Guillaume Cadieux <Guillaume.Cadieux@cima.ca>
À: Menaud Lapointe <menaud.lapointe@bmaarchitectes.com>, "Chartrand, Jacques" <jacques.chartrand@nck.ca>, Pierre-Emmanuel Issalene <pe.issalene@pomerleau.ca>
Cc: "caroline.doyon@montreal.ca" <caroline.doyon@montreal.ca>, Étienne Miloux <etienne.miloux@bmaarchitectes.com>, Charlotte SAINT-HILAIRE <charlotte.saint-hilaire@montreal.ca>
Date: 07/05/2021 10:38
Objet: RE: 1133 analyse des soumissions

Bonjour Menaud,

Après en avoir parlé avec Charlotte, pour la soumission de démospec du lot 0202, il est convenable d'avoir considéré la somme des doublons du bordereau dans l'analyse.
En effet, c'est le prix à la section A) qui prévaut. La ventilation des prix inscrits à la section C) est à titre indicatif seulement.
Ainsi, le fait d'avoir séparé le prix d'un item sur deux lignes ne change pas la conformité de sa soumission.

Merci,

GUILLAUME CADIEUX, ing., PMP
Professionnel, Gestion de projet

C 438-308-1417
900–740, rue Notre-Dame Ouest, Montréal QC H3C 3X6 CANADA



De : Menaud Lapointe <menaud.lapointe@bmaarchitectes.com>
Envoyé : 30 juin 2021 19:27
À : Chartrand, Jacques <jacques.chartrand@nck.ca>; Pierre-Emmanuel Issalene <pe.issalene@pomerleau.ca>; Guillaume Cadieux <Guillaume.Cadieux@cima.ca>
Cc : caroline.doyon@montreal.ca; Étienne Miloux <etienne.miloux@bmaarchitectes.com>
Objet : 1133 analyse des soumissions

COURRIEL EXTERNE

Bonjour,

Voici l'analyse révisée pour le dossier L0903

Pour le dossier L0202, il y a une erreur de calcul. Le soumissionnaire n'a pas additionné le montant du chapitre 00 à 24 000$. Nous allons considérer le montant total de sa soumission selon vos indications.

Par ailleurs, au lot L0202, le soumissionnaire a dédoublé quelques items au bordereau et présenté deux prix pour un même numéro: 1.2.1, 1.2.3, 1.2.4. Nous allons considérer la somme des deux dans l'analyse. Merci de confirmer que c'est adéquat.

Meilleures salutations,

RE: Projet HDV - Soumissions Lot 0202 Démolition sélective

plus

De: **Guillaume Cadieux** <Guillaume.Cadieux@cima.ca>
Date: 06/28/2021 15:53
À: **Menaud Lapointe** <menaud.lapointe@bmaarchitectes.com>, **pe.issalene@pomerleau.ca** <pe.issalene@p
Cc: **Patricia Nicol** <patricia.nicol@pomerleau.ca>, **Helene Cimon** <helene.cimon@pomerleau.ca>, **guy.daigne**
daphne.asselin@pomerleau.ca <daphne.asselin@pomerleau.ca>, **Charlotte SAINT-HILAIRE** <charlotte.s

Bonjour,

Voici l'analyse de soumission et la feuille de calcul du lot 0202 Démolition sélective

À noter que les deux soumissionnaires seraient conformes. Dans le bordereau de demospec, il y a une erreur de calcul dans le total de la section B; Le montant total de la section A est utilisé
L'estimation des professionnels reste à confirmer.

Merci,

GUILLAUME CADIEUX, ing., PMP
Professionnel, Gestion de projet

C 438-308-1417
900–740, rue Notre-Dame Ouest, Montréal QC H3C 3X6 CANADA

CIMA+ L'humain au centre de l'ingénierie 30 ANS KINCENTRIC Employeur de Choix CANADA 2019

De : Caroline DOYON <caroline.doyon@montreal.ca>
Envoyé : 23 juin 2021 10:32
À : Menaud Lapointe <menaud.lapointe@bmaarchitectes.com>; pe.issalene@pomerleau.ca

2 Pièces jointes **Télécharger en tant que zip** (total ~ 1.794 MB)
L0202_analyse_conformite_soumission.xlsx (1779 kB)
feuille de calcul Lot L0202.xls (58 kB)

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**IMM-15694**
Titre d'AO :	**Hôtel de ville - Lot 0202 - Démolition sélective**
Date d'ouverture :	**11-03-2021**
Heure d'ouverture :	**13h30**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Demospec Déconstruction inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	878 868,90 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Groupe Prodem
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	1 219 795,44 $
Dernière estimation :	650 528,55 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	35,1%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	-28%
Nombre de soumissions déposées :	2

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Demospec Déconstruction inc.	1 010 170,35 $	Conforme	CONFORME	/ Erreur de calcul dans le total de la section B; Le montant total de la section A est utilisé
2	Groupe Prodem	1 402 764,74 $	Conforme	CONFORME	
3			Conforme	À COMPLÉTER	
4			Conforme	À COMPLÉTER	
5			Conforme	À COMPLÉTER	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Date :
Vérifiée par :	Date :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1218115004*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs*
Projet : *Projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*1. Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*
*10. Accroître la **participation et l'engagement des citoyennes et citoyens** à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision*
*11. Offrir une **expérience citoyenne** simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique*
*12. Miser sur la **transparence, l'ouverture et le partage des données** ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective*
*15. Soutenir la **vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif**, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire*

.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. Le projet vise l'obtention de la certification LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants de niveau Or. L'édifice deviendra carboneutre suite à l'intégration de nouvelles sources d'énergies renouvelables dont l'aérothermie pour réduire de façon significative sa consommation énergétique.

10. Avec ce projet, nous recherchons la pérennité d'un bâtiment historique qui répond aux besoins d'aujourd'hui et de demain tout en créant un véritable lieu d'échange. Tout en maintenant ses éléments patrimoniaux, un accent a été mis sur l'atteinte des plus hauts standards d'accessibilité universelle, mais également sur l'augmentation du nombre d'espaces ouverts à la population montréalaise ainsi qu'aux touristes locaux et internationaux. Grâce aux mesures de restauration patrimoniale et aux travaux de modernisation rendus nécessaires, l'hôtel de ville de Montréal sera un lieu convivial et accueillant adapté aux besoins des citoyennes et des citoyens et à la vie démocratique

11. La population montréalaise pourra profiter d'espaces citoyens plus ouverts et accessibles dans le nouvel hôtel de ville de Montréal. Le projet actualisé de l'hôtel de ville comprend notamment l'ajout d'un espace muséal avec l'installation de bornes interactives et l'aménagement d'une exposition permanente sur la démocratie municipale et l'histoire de la Cité administrative et de l'hôtel de ville ainsi que la création d'un coin café qui respectent les plus hauts standards de l'accessibilité universelle. De plus, de nouveaux lieux pourront être découverts lors de visites, tels que le balcon de la salle du conseil historiquement fermé au public.

12. La population montréalaise pourra profiter d'espaces citoyens plus ouverts et accessibles dans le nouvel hôtel de ville de Montréal. Le projet actualisé de l'hôtel de ville comprend notamment l'ajout d'un espace muséal avec l'installation de bornes interactives et l'aménagement d'une exposition permanente sur la démocratie municipale et l'histoire de la Cité administrative et de l'hôtel de ville ainsi que la création d'un coin café qui respectent les plus hauts standards de l'accessibilité universelle. De plus, de nouveaux lieux pourront être découverts lors de visites, tels que le balcon de la salle du conseil historiquement fermé au public.

15. De nouveaux éléments ont été intégrés pour renforcer l'appropriation citoyenne du lieu et deux nouvelles œuvres d'art seront installés et accompagneront le quotidien des personnes qui visitent l'hôtel de ville. L'exécution des travaux de restauration de la fenestration, de la maçonnerie, des plâtres et des boiseries sont exécutés par des artisanats qui agissent en tant qu'experts. Ils sont retenus et se démarquent des travailleurs habituels de la construction par leur savoir-faire ainsi que par leurs connaissances, leurs compétences et leurs expertises uniques

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**X**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

constructo.ca

Des services à valeur ajoutée au SEAO

Liste des commandes

Numéro : IMM-15694
Numéro de référence : 1479898
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : PROJET RESTAURATION ET MISE AUX NORMES DE L'HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL - LOT L0202 – DÉMOLITION SÉLECTIVE

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1890404)** 2021-04-25 21 h 55 **Transmission :** 2021-04-25 21 h 55	3529179 - Addenda 1 - Report de date- Ajout date de visite 2021-05-19 17 h 49 - Courriel 3534037 - Addenda 2 - Report de date - Ajout date de visite 2021-05-27 13 h 06 - Courriel 3539891 - Addenda 3 et report de date (devis) 2021-06-04 11 h 06 - Courriel 3539892 - Addenda 3 et report de date (bordereau) 2021-06-04 11 h 06 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Démolition Panzini Inc. 8180, rue Devonshire, suite 203 Montréal, QC, H4P2K3 http://www.panzini.ca NEQ : 1175830042	Monsieur Frédéric Bilodeau Téléphone : 514 735-8495 Télécopieur : 514 735-3233	**Commande : (1896735)** 2021-05-06 15 h 44 **Transmission :** 2021-05-07 7 h	3529179 - Addenda 1 - Report de date- Ajout date de visite 2021-05-19 17 h 50 - Télécopie 3534037 - Addenda 2 - Report de date - Ajout date de visite 2021-05-27 13 h 06 - Télécopie 3539891 - Addenda 3 et report de date (devis) 2021-06-04 11 h 06 - Télécopie 3539892 - Addenda 3 et report de date (bordereau) 2021-06-04 11 h 06 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
demospec déconstruction inc. 10000 Henri Bourassa Est Montréal, QC, H1C 1T1 http://www.demospec.ca NEQ : 1173732075	Madame Jocelyne Ouellet Téléphone : 514 648-6366 Télécopieur : 514 648-6356	**Commande : (1891995)** 2021-04-28 8 h 31 **Transmission :** 2021-04-28 8 h 31	3529179 - Addenda 1 - Report de date- Ajout date de visite 2021-05-19 17 h 49 - Courriel 3534037 - Addenda 2 - Report de date - Ajout date de visite 2021-05-27 13 h 05 - Courriel 3539891 - Addenda 3 et report de date (devis) 2021-06-04 11 h 06 - Courriel 3539892 - Addenda 3 et report de date (bordereau) 2021-06-04 11 h 06 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Prodem 17 boul Saint-Joseph Montréal, QC, H8S 2K9 NEQ : 1161592309	Monsieur Tony Materazzi Téléphone : 514 933-7073 Télécopieur : 514 933-4971	**Commande : (1892469)** 2021-04-28 14 h 53 **Transmission :** 2021-04-28 14 h 53	3529179 - Addenda 1 - Report de date- Ajout date de visite 2021-05-19 17 h 50 - Télécopie 3534037 - Addenda 2 - Report de date - Ajout date de visite 2021-05-27 13 h 06 - Télécopie 3539891 - Addenda 3 et report de date (devis) 2021-06-04 11 h 06 - Télécopie 3539892 - Addenda 3 et report de date (bordereau) 2021-06-04 11 h 06 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218115004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à Démospec déconstruction Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0202 «Démolition sélective» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 010 699,24 $, taxes incluses (contrat : 878 868,90 $ + contingences : 131 830,34 $) - Appel d'offres public IMM-15694 - (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218115004 - Travaux lot L0202 Hôtel-de-Ville.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-20

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.037

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1219266001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Demospec Déconstruction Inc. pour l'exécution des travaux de déconstruction et de décontamination de site du Centre de formation SPVM-DEMIX (3728) - situé au 11 171, boulevard Métropolitain Est, à Montréal-Est - Dépense totale de 570 368,17 $, taxes incluses (contrat:479 435,40 $, taxes incluses + contingences: 71 915,31 $, taxes incluses + incidences: 19 017,46 $, taxes incluses) - Appel d'offres public (IMM-15779) - (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Demospec Déconstruction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de déconstruction et de décontamination de site du Centre de formation SPVM-DEMIX (3728) - situé au 11 171, boulevard Métropolitain Est, à Montréal-Est, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 479 435,40 $ taxes incluses conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15779;

2. d'autoriser une dépense de 71 915,31 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 19 017,46 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation du rendement de Demospec Déconstruction inc ;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-23 08:50

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219266001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Demospec Déconstruction Inc. pour l'exécution des travaux de déconstruction et de décontamination de site du Centre de formation SPVM-DEMIX (3728) - situé au 11 171, boulevard Métropolitain Est, à Montréal-Est - Dépense totale de 570 368,17 $, taxes incluses (contrat:479 435,40 $, taxes incluses + contingences: 71 915,31 $, taxes incluses + incidences: 19 017,46 $, taxes incluses) - Appel d'offres public (IMM-15779) - (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Dans la nuit du 28 au 29 janvier 2021, un incendie a ravagé le bâtiment situé du 11171, boulevard Métropolitain Est (site de l'ancienne carrière DEMIX à Montréal-Est). Ce bâtiment était utilisé par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour l'entreposage d'archives et était en partie vacant. Une quarantaine de pompiers ont été mobilisés sur place et l'utilisation d'une pelle excavatrice a été nécessaire pour démolir une partie du bâtiment avant de compléter l'extinction des flammes. Plus de vingt-quatre (24) heures ont été nécessaires pour maîtriser le brasier et le bâtiment est une perte totale. Un rapport d'événement a été complété par le SPVM suite à l'incendie du bâtiment (Événement # 49-210128-012 présenté en annexe).
Il ne reste plus que la structure de béton du garage qui est actuellement rempli de débris du bâtiment suite à sa démolition partielle par les pompiers. Suite à l'analyse des différents matériaux, il est reconnu que le ciment à joint et les carreaux de plafond du bâtiment contenaient de l'amiante. Ainsi, l'ensemble des débris poreux doivent être traité comme des déchets contaminés. Les débris en question ont été recouverts temporairement avec des toiles de polyéthylène lestées d'ici à leur enlèvement complet.

Le site est directement adjacent au boulevard Métropolitain ainsi qu'au projet du centre de traitement des matières organiques par biométhanisation à Montréal-Est (CTMO BEST - #IM -DV-15-0008).

L'appel d'offres public (IMM-15779) a été annoncé dans le Journal de Montréal ainsi que le système électronique d'appel d'offres (SEAO). Un délai de dix-sept (17) jours a été offert aux soumissionnaires à compter du 28 juin 2021 pour obtenir les documents nécessaires sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et déposer leurs soumissions . Un (1) addenda a été émis durant la période d'appel d'offres. Le délai de validité des soumissions est de cent vingt (120) jours à partir de la date d'ouverture des soumissions soit le 15 juillet

2021.

La nature de l'addenda est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	2021-07-08	- Ajout de plages horaires additionnelles pour une visite supervisée des lieux; - Réponses aux questions des soumissionnaires (2 questions); - Réémission (sans modification) du devis avec une meilleure résolution.	Non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution : CE21 0988 - 2 juin 2021 - Accepter la demande d'indemnisation pour un montant maximal de 570 000 $ net, à même le fonds d'auto-assurance de la Ville de Montréal pour le ramassage des débris et la démolition du bâtiment du 11171, boulevard Métropolitain Est, à la suite de son incendie; & Autoriser les virements budgétaires à cette fin provenant du budget corporatif de dépenses contingentes en fonction des dépenses réelles à venir.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Demospec Déconstruction inc. pour le retrait de l'ensemble des débris laissés sur place suite à l'incendie ainsi que le nettoyage et la démolition des fondations restantes du bâtiment. Le retrait des débris et le nettoyage devront être réalisés en condition contaminée puisque la présence d'Amiante a été relevée dans les ciments à joint et carreaux de plafond du bâtiment. Le remblayage et le nivellement du site sont également prévus aux travaux de l'entrepreneur.
Étant donné qu'aucun plan tel que construit n'est disponible pour les fondations du bâtiment, les contingences ont été prévues à 15 % de la valeur des travaux.

Un montant total pour les incidences de construction de 19 017,46 $ taxes incluses se répartit comme suit :

- Honoraires de contrôleur de chantier;
- Laboratoire Amiante;
- Autres incidences.

JUSTIFICATION

Parmi les sept (7) preneurs du cahier des charges, trois (3) ont déposé une soumission, ce qui 43 %. À noter que l'Association de la construction du Québec (ACQ) prend systématiquement l charges sans déposer de soumission.

Les trois (3) preneurs du cahier des charges ayant remis une soumission sont :

- Demospec Déconstruction inc.;
- Démolition et Excavation Demex inc.;
- Environnement K.L. Mainville inc. (fas Excavation National).

L'analyse de conformité des soumissions révèle que les trois (3) soumissions sont jugées confo

Aucun formulaire de désistement n'a été émis de la part des soumissionnaires. Un suivi est effe
des trois (3) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission, mais aucune
été reçue à ce jour.

Le résultat de l'appel d'offres est résumé dans le tableau suivant :

Firmes soumissionnaires	Prix soumissionnés (Taxes incluses) $	Autres Contingences (Taxes incluses) $	Tot (Taxes in $
Demospec Déconstruction inc.	479 435,40	71 915,31	551
Démolition et Excavation Demex inc.	573 330,68	85 999,60	659
Environnement K.L. Mainville inc. (fas Excavation National)	1 651 584,83	247 737,72	1 899
Dernière estimation réalisée par les professionnels	651 548,15	97 732,22	749
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-172
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100)			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			93
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100)			

Les montants des soumissions reçues comprennent les taxes applicables en vigueur.

Dans le cadre de cet appel d'offres, l'attribution des contrats est faite selon le système à une (1
enveloppe. Le plus bas soumissionnaire conforme (Demospec Déconstruction inc.) a été sélecti

L'écart entre la plus basse soumission et la deuxième soumission est de l'ordre de 17 %. Cette
peut s'expliquer par l'emplacement des bureaux respectifs des soumissionnaires (Demospec De
inc. basé à Montréal et Démolition et Excavation Demex inc. basé à Chicoutimi) et donc de la d
parcourir pour accéder au site.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 émis le 16 mars 2021, une é
l'adjudicataire sera effectuée.

Selon une vérification réalisée, Demospec Déconstruction inc. ne figure pas au registre des ent
admissibles (RENA), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Q
et n'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce dossier fait référence à la résolution CE21 0988 (2 juin 2021) et au principe d'auto-assurance de la Ville, tel que décrit dans le Courrier budgétaire no 6, révisé le 26 octobre 2017.
Le remboursement du coût total sera fait à partir du fonds d'auto-assurance de la Ville et versé au SGPI pour l'exécution des travaux.

Le coût total maximal du projet est de 570 368,18 $ taxes incluses. Il se répartit comme suit :

- Coût travaux de construction: 479 435,40 $ taxes incluses;
- Coût contingences de construction: 71 915,31 $ taxes incluses;
- Coût incidences de construction: 19 017,46 $ taxes incluses.

Le décaissement complet du projet est prévu pour 2021.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal vise à détourner de l'élimination dans un site d'enfouissement les déchets issus de la construction, de la rénovation ou de la démolition dans les projets d'entretien / construction / rénovation / agrandissement / démolition de bâtiments de la Ville de Montréal. En lien avec le plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal, il est prévu de valoriser les débris de démolition provenant des structures en béton avec ou sans armature. Grille Montréal 2030, incluse aux pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les décombres du bâtiment et débris contaminés par l'amiante présentent un enjeu de santé et sécurité, tant vis-à-vis du projet CTMO BEST que de par sa proximité de la voie publique où des débris pourraient être déplacés par les grands vents dans le secteur.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures exigées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 11 août 2021
Conseil municipal : 23 août 2021
Conseil d'agglomération : 26 août 2021
Début des travaux : septembre 2021
Fin des travaux : décembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent projet a suivi le processus normal d'appel d'offres et d'octroi de contrat au plus bas soumissionnaire conforme. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds: ; Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Mélanie BEAUDOIN)

Parties prenantes

Simon L LALIBERTÉ, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Simon L LALIBERTÉ, 19 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frederic FOLEY-BOISVERT
Gestionnaire de projets immobiliers

Tél : 514-462-8147
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-16

Vincent LEBLANC
C/d Projets industriels

Tél : 514 872-2283
Télécop. : 514 280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2021-07-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2021-07-22

BUDGET

Centre de formation SPVM-DEMIX - Déconstruction et décontamination de site	: Projet
11 171, boulevard Métropolitain Est, Montréal-Est, QC, H1B 5W8	: Adresse
20186	: Mandat
15779	: Contrat
16-juil-21	: Date
Octroi de contrat	: Étape

* Budget basé sur le coût de construction du plus bas soumissionnaire conforme

Nature des coûts	Coûts $
Coût travaux de construction (taxes excluses)	416 991,00
Contingences de constructions (20%)	62 548,65
Coût travaux de construction avec contingences (taxes excluses)	479 539,65
Mobilier	0,00
Contrôleur de chantier	10 000,00
Incidences générales	6 540,52
Incidences de construction	16 540,52
Coût total travaux (taxes excluses)	496 080,17
Coût total travaux (taxes incluses)	570 368,18
Coût total travaux (après ristournes)	520 822,17

*Rythme prévu des déboursés : 100% des travaux seront réalisés en 2021

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1219266001*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et de la planification immobilière*
Projet : -

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

En lien avec le plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal, il est prévu de valoriser les débris de démolition provenant des structures en béton avec ou sans armature.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1219266001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Accorder un contrat à Demospec Déconstruction Inc. pour l'exécution des travaux de déconstruction et de décontamination de site du Centre de formation SPVM-DEMIX (3728) - situé au 11 171, boulevard Métropolitain Est, à Montréal-Est - Dépense totale de 570 368,17 $, taxes incluses (contrat:479 435,40 $, taxes incluses + contingences: 71 915,31 $, taxes incluses + incidences: 19 017,46 $, taxes incluses) - Appel d'offres public (IMM-15779) - (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1219266001 - Déconstruction Centre de formation SPVM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-20

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.038

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217231061

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 10 026 700,02 $ (contrat: 8 689 936,97 $ + contingences: 955 688,30 $ + incidences: 381 074,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460528 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Services Infraspec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 689 936,97 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 460528;

2. d'autoriser une dépense de 955 688,30 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 381 074,75 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation de rendement de Services Infraspec inc.;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-23 15:06

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217231061**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 10 026 700,02 $ (contrat: 8 689 936,97 $ + contingences: 955 688,30 $ + incidences: 381 074,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460528 - 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau (SE) souhaite réaliser des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Les travaux de remplacement des entrées de service en plomb (directive S-DRE-SE-D-2020 -001) s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

L'objectif des travaux est de remplacer les branchements d'eau actuellement en plomb. L'objectif général, est d'éliminer du territoire de la ville de Montréal, dans un horizon de 10 ans, le plomb et tout autre matériau non conforme sur le domaine public et le domaine privé, lorsque requis, et par conséquent, pour tous les branchements d'eau en plomb raccordés sur la conduite d'eau potable municipale localisés sur le tronçon du contrat et de les remplacer par des branchements d'eau en cuivre.

La Direction des infrastructures (DI) a préparé les documents requis au lancement de l'appel d'offres afin de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

Il est prévu en 2021, de remplacer environ 3500 branchements d'eau en plomb ou tout autre matériau non conforme. Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR), a scindé le grand projet des travaux 2021 afin de recommander l'octroi de huit (8) contrats différents. La présente demande d'octroi de contrat # 460528 vise le remplacement de branchements d'eau actuellement en plomb dans l'arrondissement du Sud-Ouest . Ce projet est le huitième des huit (8) projets prévus cette année. À ce jour, l'appel d'offres #460527 publié

pour des travaux de même nature a été annulé. Les autres contrats déjà octroyés sont présentés dans la rubrique Décisions antérieures.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0738 - 14 juin 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux Inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 7 005 527,23 $ (contrat: 6 167 471,71 $ + contingences: 666 638,27 $ + incidences: 171 417,25 $), taxes incluses. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 598 693,22 $, taxes incluses qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb. Appel d'offres public 460524 (1217231055);
CM21 0770 - 14 juin 2021 - Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 12 811 330,99 $ (contrat: 11 111 400,00 $, contingences: 1 230 523,49 $, incidences: 469 407,50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460526 (1217231045);

CM21 07 32 - 14 juin 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 4 344 644,67 $ (contrat: 3 767 219,11 $ + contingences : 417 904,81 $ + incidences: 159 520,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460525 (1217231038);

CE21 1087 - 9 juin 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb. (1218126003);

CM21 0574 - 17 mai 2021 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 299 123,96 $ (contrat: 10 702 400,74 $ + contingences: 1 170 706,72 $ + incidences: 426 016,50 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460521 (1217231019);

CM21 0577- 17 mai 2021 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 11 809 574,49 $ (contrat: 10 246 500,00 $ + contingences:
1 154 154,49 $ + incidences: 408 920,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460523 (1217231027);

CM20 0929 - 21 septembre 2020 - Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la rue Millen, de la rue Émile-Journault à la rue Legendre - Dépense totale de 668 269,32 $ (contrat: 547 517,56 $ + contingences: 54 751,76 $ + incidences: 66 000,00 $), taxes incluses. - Appel d'offres public 460513 (1207231067);

CM20 0924 - 21 septembre 2020 - Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la 3^{e} Avenue, de la rue Holt au boulevard Rosemont - Dépense totale de 657 127,74 $ (contrat: 537 388,85 $ + contingences: 53 738,89 $ + incidences: 66 000,00 $), taxes incluses. - Appel d'offres public 460512 (1207231066).

DESCRIPTION

Le présent projet prévoit le remplacement d'environ 508 branchements d'eau en plomb (RESEP) et les travaux seront réalisés dans l'arrondissement du Sud-Ouest.
Le projet comprend également le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la section privée et ce, conformément au règlement 20-030.

Le tableau des tronçons de rues où auront lieu les travaux est joint au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 955 688,30 $, taxes incluses, soit 11,00 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux, ainsi que la surveillance environnementale pour la gestion des sols excavés.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document « Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences » en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue. En effet, l'article 3.1.13 du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:

1) le montant décrit au tableau ci-dessous par jour de retard pour le non-respect du délai maximal par rue selon sa cote d'impact identifiée au devis DTSI-M:

Cote d'impact	**Montant de pénalité par jour**
Cote majeure	3 500$
Cote 1	3 000$
Cote 2	2 000$
Cote 3	1 000$

2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue;
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Ces pénalités remplacent celles mentionnées à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales qui visent le respect du délai contractuel.

Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe, résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse

soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse. Dans le présent dossier, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels est de - 7,5 %, favorable à la ville.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie à partir des documents d'appel d'offres, durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

En considérant ces informations et dans ce contexte favorable à la Ville, la DGPEC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Services Infraspec inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 10 026 700,02 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec Services Infraspec inc. pour un montant de 8 689 936,97 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 955 688,30 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 381 074,75 $ taxes incluses.

Cette dépense de 10 026 700,02 $ taxes incluses (9 158 753,91 $ net de ristournes), sera répartie ainsi:

-Un coût net de 8 208 789,21 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale sera assumé par la ville centrale, lequel est financé par le règlement d'emprunt # 21-011. Le montant total au net est à la charge du contribuable.
-Un coût net de 949 964,70 $ relatif aux remplacements d'entrées de service en plomb sur le domaine privé sera facturé aux citoyens concernés, conformément au règlement # 20-030.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet (en milliers $)	2021	2022	2023	Total
18100 - Renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout	2 052 $	6 157 $		8 209 $

18200 - Remplacement des entrées de service en plomb privées	238 $	712 $		950 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire les branchements d'eau à la pièce, au lieu de les remplacer en lot, ce qui entraînerait des coûts plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main d'œuvre et des matériaux.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 27 septembre 2021, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait alors procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document *« Principes de gestion de la mobilité »* .

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : septembre 2021
Fin des travaux : août 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Raynald MACHER-POITRAS, Le Sud-Ouest
Kathy DAVID, Service de l'eau
Nathalie PLOUFFE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Julien FORTIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Eric D'ALO, Service du greffe
Roger KANYINDA, Service de l'eau

Lecture :

Roger KANYINDA, 19 juillet 2021
Raynald MACHER-POITRAS, 19 juillet 2021
Nathalie PLOUFFE, 13 juillet 2021
Eric D'ALO, 13 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar OUCHENANE
ingenieur(e)

Tél : 438-825-6673
Télécop. : 514-872-6123

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-12

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2021-07-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2021-07-23

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 460528 — 1217231061

Titre de l'appel d'offres : Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 31 / 5 / 2021 — 29 / 6 / 2021

Ouverture faite le : 29 / 6 / 2021 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 28

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 0 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5 — Nbre de soumissions reçues : 4 — % de réponses : 80

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 27 / 9 / 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total**
Services Infraspec inc.	8 689 936,97
Sanexen Services Environnementaux inc.	9 140 225,06
Eurovia Québec Construction inc.	9 194 505,86
Foraction inc.	9 540 000,00

Estimation — **Interne** — 9 395 251,24

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-7,5%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **5,2%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : Services Infraspec inc.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 8 689 936,97

Montant des contingences ($) : 955 688,30

Montant des incidences ($) : 381 074,75

Date prévue de début des travaux : 20 / 9 / 2021 — Date prévue de fin des travaux : 26 / 8 / 2022

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage
Montréal, Québec, H3C 0G4

Tableau des tronçons de rues de l'appel d'offres

N° d'appel d'offres : 460528

Titre du projet : Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la ville de Montréal

Préparé par : Amar Ouchenane, ing.
Date : Le 10 mai 2021

					RESEP						Données techniques							
Numéro de plan	TU	Rue	De	À	Nombre de branchements sur le tronçon de rue (total)	Nombre de branchements d'eau sans plomb (confirmés)	Nombre de branchements possiblement en plomb ou en matériaux non conformes	Nombre de branchements d'eau en plomb (confirmés)	Nombre de branchements potentiellement en plomb (public)	Nombre de branchements potentiellement en plomb (privé)	Juridiction de la rue Locale (L) et/ou Artérielle (L)	Longueur du tronçon (m)	Largeur de rue	Distance entre l'arrière-trottoir et la ligne de lot (Public)	Distance entre la ligne de lot et le mur de fondation (Privé)	Distance entre l'arrière-trottoir et la ligne de lot (Public)	Distance entre la ligne de lot et le mur de fondation (Privé)	Durée de réalisation (semaine)
														Côté pair		Côté impair		
Arrondissement : Le Sud-Ouest																		
LSO-ESP-2021-01	20931	**Angers**	Jolicoeur	Jacques-Hertel	25	9	1	15	16	6	L	226	10.5	5	3.7	5	3.3	3
LSO-ESP-2021-02	20903	**De Biencourt**	Briand	Hadley	26	4	7	15	20	7	L	197	9.6	0	3.5	0	3.1	3
LSO-ESP-2021-03	21085	**Jolicoeur**	Jogues	Mazarin	13	2	1	10	11	4	A	71	13.2	0	1.9	1	2.1	2
LSO-ESP-2021-04	20597	**Coursol**	Atwater	Vinet	26	19	5	2	6	2	L	224	10.2	0.1	0	0.1	0.3	2
LSO-ESP-2021-05	20866	**Galt**	Eadie	Laurendeau	26	2	6	18	22	8	L	166	8.4	3.3	3.9	3.2	4.6	3
LSO-ESP-2021-06	21313	**Augustin-Cantin**	Laprairie	Shearer	36	31	3	2	4	1	L	388	10.0	0.3	2.4	0.5	2.1	2
LSO-ESP-2021-07	20971	**Egan**	Laurendeau	de la Vérendrye	31	3	3	25	27	9	L	392	12.2	3.3	5.3	0	14	4
LSO-ESP-2021-08	21089	**De Montmagny**	Newman	Jacques-Hertel	31	16	2	13	14	5	L	321	14.3	2.9	4.7	0	44	3
LSO-ESP-2021-09A	20985	**Springland**	Hamilton	Monk	12	1	4	7	10	4	L	167	11.0	2	8.1	0.5	0.5	2
LSO-ESP-2021-09B	21084	**Springland**	Hurteau	Hamilton	28	2	6	20	24	8	L	245	10.8	1	2.4	0.5	2.8	3
LSO-ESP-2021-09C	21083	**Springland**	Montmagny	Hurteau	31	5	4	22	25	9	L	221	10.7	1	4.3	0.6	4.3	4
LSO-ESP-2021-10	21081	**Jogue**	Springland	Jolicoeur	53	14	9	30	36	13	L	330	9.0	0	3.8	0	5.6	4
LSO-ESP-2021-11	21080	**Mazarin**	Springland	Jolicoeur	65	9	5	51	55	19	L	330	9.8	0.3	2.9	0.4	3.9	6
LSO-ESP-2021-13	20620	**Vinet**	Duvernay	Notre-Dame	4	2	2	0	1	0	L	88	9.0	1.4	0	0	1.5	2
LSO-ESP-2021-14	20910	**Dubois**	Hadley	Briand	22	9	1	12	13	5	L	147	9.5	0	2.4	0	3	3
LSO-ESP-2021-15	21227	**Fortune**	Wellington	Favard	19	5	1	13	14	5	L	195	9.5	1.45	1.1	1	4	3
LSO-ESP-2021-16	20671	**Brewster**	Saint-Jacques	Saint-Antoine	15	7	2	6	7	2	L	194	11.0	0	0.8	0	1.3	2
LSO-ESP-2021-17	20605	**Dominion**	Cul-de-sac	Coursol	6	5	0	1	1	0	L	55	9.5	0	2	0	1	2
LSO-ESP-2021-19	20626	**De Lévis**	Duvernay	Notre-Dame	3	1	1	1	2	1	L	87	8.3	0	8.25	1.5	3.3	2
LSO-ESP-2021-20A	21246	**Rushbrooke**	Butler	Charlevoix	27	4	1	22	23	8	L	175	11.5	0.7	2.5	0.7	6.3	3
LSO-ESP-2021-20B	21244	**Rushbrooke**	Charlevoix	Hibernia	42	13	9	20	26	9	L	225	11.8	0	4.8	0.8	2.6	4
LSO-ESP-2021-21	21223	**Charon**	Wellington	Liverpool	40	9	13	18	27	9	L	273	11.8	0.2	1.2	0.7	1	4
LSO-ESP-2021-22	21242	**Hibernia**	Wellington	Coleraine	44	23	4	17	20	7	L	231	8.3	0	0.5	0	1.5	3
LSO-ESP-2021-23	20912	**Holy Cross**	Laurendeau	Briand	29	10	8	11	17	6	L	450	9.5	4.1	15.8	3.8	5.4	3
LSO-ESP-2021-24	20956	**Springland**	Laurendeau	Angers	53	5	8	40	46	16	L	287	11.5	3.2	2.6	3	2.3	5
LSO-ESP-2021-26	20908	**Eadie**	Holy-Cross	Jolicoeur	7	1	0	6	6	2	L	66	12.0	0.4	4.9	0.5	11.1	2
LSO-ESP-2021-27	20666	**Bourget**	Saint-Ambroise	Sainte-Émilie	23	13	7	3	8	3	L	174	9.0	0.3	2	0.2	2.7	2
LSO-ESP-2021-28	20665	**Bérard**	Saint-Ambroise	Sainte-Émilie	8	3	0	5	5	2	L	108	7.5	0.3	1.2	0	0	2
LSO-ESP-2021-29	20697	**Laporte**	Saint-Jacques	Saint-Antoine	28	6	1	21	22	8	L	232	10.5	0.1	3.1	0.3	2.7	3
Nombre de tronçons total :		**29**		**Total :**	**773**	**233**	**114**	**426**	**508**	**178**								

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

Services des infrastructures du réseau routier (SIRR) — Direction des infrastructures

Titre: Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal.

Entrepreneur: Services Infraspec inc.

Soumission: 460 528 | GDD: 121 - 7231 - 061 | Responsable: Amar Ouchenane | Date: 2021-07-08

Projet #01: 18 100 | Client payeur : Service de l'eau - DRE | Corpo

#01-01 Sous-projet: 21 - 18 100 - 104 | n° Simon: 186 219

Remplacement de branchements d'eau - Section Publique

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		6 804 080,00 $	7 822 990,98 $	7 143 433,49 $
Travaux contingents	10 %	680 408,00 $	782 299,10 $	714 343,35 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		7 484 488,00 $	8 605 290,08 $	7 857 776,84 $
Sous-total complet du sous-projet		7 484 488,00 $	8 605 290,08 $	7 857 776,84 $

#01-02 Sous-projet: 21 - 18 100 - 120 | n° Simon: 186 235

Remplacement de branchements d'eau - Section Privée

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		754 030,00 $	866 945,99 $	791 637,25 $
Travaux contingents	20 %	150 806,00 $	173 389,20 $	158 327,45 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		904 836,00 $	1 040 335,19 $	949 964,70 $
Sous-total complet du sous-projet		904 836,00 $	1 040 335,19 $	949 964,70 $

#01-03 Sous-projet: 21 - 18 100 - 112 | n° Simon: 186 227

Incidences

		taxation	avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
	Dépenses incidentes				
Tech	Laboratoire - contrôle qualitatitf par firme (tax	Normal	203 000,00 $	233 399,25 $	213 124,63 $
Pro	Surveillance environnementale	Normal	49 000,00 $	56 337,75 $	51 443,88 $
Tech	Utilités publiques	Normal	49 000,00 $	56 337,75 $	51 443,88 $
Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisati	Non	20 000,00 $	20 000,00 $	20 000,00 $
Pro	Gestion des impacts (services internes)	Non	15 000,00 $	15 000,00 $	15 000,00 $
	Sous-total des incidence du sous-projet		336 000,00 $	381 074,75 $	351 012,38 $
	Sous-total complet du sous-projet		336 000,00 $	381 074,75 $	351 012,38 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #01 18 100 — Client payeur : Service de l'eau - DRE — Corpo

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		7 558 110,00 $	8 689 936,97 $	7 935 070,74 $
Travaux contingents	11,00 %	831 214,00 $	955 688,30 $	872 670,80 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		8 389 324,00 $	9 645 625,27 $	8 807 741,53 $
Dépenses incidentes		336 000,00 $	381 074,75 $	351 012,38 $
Sous-total complet du projet investi		**8 725 324,00 $**	**10 026 700,02 $**	**9 158 753,91 $**

Récapitulatif des tous les payeurs

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		7 558 110,00 $	8 689 936,97 $	7 935 070,74 $
Travaux contingents	11,00 %	831 214,00 $	955 688,30 $	872 670,80 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		8 389 324,00 $	9 645 625,27 $	8 807 741,53 $
Dépenses incidentes		336 000,00 $	381 074,75 $	351 012,38 $
Total des montants maximum autorisés		**8 725 324,00 $**	**10 026 700,02 $**	**9 158 753,91 $**

Répartition par payeur :

Corpo	100,0%	9 158 753,91 $
Total	100,0%	**9 158 753,91 $**

Montréal

SOUMISSION 460528 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

<table>
<tr><th colspan="2">Secteur</th><th>Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal</th></tr>
<tr><td><u>Arrondissement</u></td><td><u>Rues</u></td><td rowspan="2">Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M.

Dans le cadre de ce contrat, il n'y a pas de rues identifiées comme ayant des impacts majeurs sur la mobilité et le milieu environnant (cote 1 ou majeure). Les rues dans le présent contrat sont caractérisées comme étant des rues de cotes 2 et 3.</td></tr>
<tr><td>Le Sud-Ouest</td><td>Rue Angers,
Rue de Biencourt,
Rue Jolicoeur,
Rue Coursol,
Rue Galt,
Rue Augustin-Cantin,
Avenue Egan,
Avenue de Montmagny,
Rue Springland,
Rue Jogues,
Rue Mazarin,
Rue Vinet,
Rue Dubois,
Rue Fortune,
Avenue Brewster,
Rue du Dominion,
Rue de Lévis,
Rue de Rushbrooke,
Rue Charon,
Rue d'Hibernia,
Rue Holy Cross
Rue Eadie,
Rue Bourget,
Rue Bérard,
Avenue Laporte</td></tr>
<tr><td colspan="2">Mesures de gestion des impacts applicables à toutes les rues</td><td>• En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1.
• Présence de signaleurs pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, les cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux.
• Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux).
• Maintien des accès aux services d'urgence lors de travaux à proximité d'établissements de santé ou de casernes du service incendie.
• Relocalisation des zones de livraison, des zones pour personnes à mobilité réduite, des zones de débarcadère pour garderies ou écoles, des SRRR, des espaces de stationnement 60 minutes et des zones de taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes.
• L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1.
• Maintien de la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1.
• Maintien des voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences de l'Annexe M1.</td></tr>
</table>

Secteur	Travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la Ville de Montréal
	• L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir son approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via un courriel à l'adresse : gestiondesreseaux@stm.info ; • L'entrepreneur doit prévoir la coordination de ces travaux avec le SPVM, le SIM, BIXI, le circuit électrique pour les stations de recharge pour véhicules électriques, les commerces/institutions et les chantiers avoisinants selon les exigences de l'Annexe M1. • Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1. • À la demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaires par la Ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité. • Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que de la date de début et de la durée de ceux-ci. • L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite comme prévu au DTNI-8A. • Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès sécuritaires doivent être réalisées, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 19 mai 2021

SERVICES INFRASPEC INC.
A/S MONSIEUR ÉRIC BELLEMARE
4585, BOUL LITE
LAVAL (QC) H7C 0B8

N° de décision : 2021-DAMP-1420
N° de client : 3000241603

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous INFRASPEC RÉHABILITATION et LES CANALISATIONS KARIC, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SERVICES INFRASPEC INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **18 mai 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique

Chantal Hamel

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 460528

Date de publication : 2021-05-31
Date d'ouverture : 2021-06-29

Liste des preneurs du cahier des charges

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	De Sousa
2	Eurovia Québec Construction inc.
3	Foraction inc.
4	Infraspec inc.
5	Sanexen Services Environnementaux inc.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217231061

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (RESEP) dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 10 026 700,02 $ (contrat: 8 689 936,97 $ + contingences: 955 688,30 $ + incidences: 381 074,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 460528 - 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_GDD 1217231061_DRE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget
Tél : 514-836-0991

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Anna CHKADOVA
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 20.039

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217231025

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Autoriser les modifications apportées à l'intervention financière du Service de l'Eau afin de corriger la répartition des dépenses et crédits des provenances et imputations entre les travaux de reconstruction d'aqueduc sur Grande-Allée, de Fleury Est à Henri-Bourassa et du remplacement de plomb privé dans les mêmes limites, dans le cadre du contrat accordé à Duroking Construction, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau secondaire et de voirie dans le boulevard Grande-Allée, entre la rue Fleury et le boulevard Gouin (CM21 0578)

Il est recommandé :
d'autoriser les modifications apportées à l'intervention financière du Service de l'Eau afin de corriger la répartition des dépenses et crédits des provenances et imputations entre les travaux de reconstruction d'aqueduc sur Grande-Allée, de Fleury Est à Henri-Bourassa et du remplacement de plomb privé dans les mêmes limites, dans le cadre du contrat accordé à Duroking Construction, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau secondaire et de voirie dans le boulevard Grande-Allée, entre la rue Fleury et le boulevard Gouin (CM21 0578).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-23 15:03

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 17 mai 2021 Séance tenue le 18 mai 2021	Résolution: CM21 0578

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Duroking Construction pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie dans le boulevard Grande-Allée, entre la rue Fleury et le boulevard Gouin - Dépense totale de 8 402 350,55 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 428410 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 mai 2021 par sa résolution CE21 0791;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Duroking Construction, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans le boulevard Grande-Allée, de la rue Fleury au boulevard Gouin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 586 888,76 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 428410;

3- d'autoriser une dépense de 688 232,54 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 1 127 229,25 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- de procéder à l'évaluation du rendement de Duroking Construction;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.36 1217231025
/mt

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 19 mai 2021

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217231025**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Autoriser les modifications apportées à l'intervention financière du Service de l'Eau afin de corriger la répartition des dépenses et crédits des provenances et imputations entre les travaux de reconstruction d'aqueduc sur Grande-Allée, de Fleury Est à Henri-Bourassa et du remplacement de plomb privé dans les mêmes limites, dans le cadre du contrat accordé à Duroking Construction, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau secondaire et de voirie dans le boulevard Grande-Allée, entre la rue Fleury et le boulevard Gouin (CM21 0578)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire addenda vise à soumettre un nouveau fichier d'intervention financière du Service de l'Eau et de répartition des coûts pour le dossier décisionnel 1217231025 afin de corriger la répartition des dépenses et crédits des provenances et imputations entre les travaux de reconstruction d'aqueduc sur Grande-Allée, de Fleury Est à Henri-Bourassa et du remplacement de plomb privé dans les mêmes limites. Prendre note que la dépense totale de 8 402 350,55 $ (contrat: 6 586 888,76 $ + contingences: 688 232,54 $ + incidences: 1 127 229,25 $), taxes incluses, n'est pas modifiée.

Vu la modification de la répartition, cette dépense totale de 8 402 350,55 $ taxes incluses, représente un coût net de 7 682 195,08 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale et sera dorénavant répartie comme suit :

- Un coût net de 5 120 136,00 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale sera assumée au PTI de la DRE du Service de l'eau par la ville centrale, lequel est financé par le règlement d'emprunt # 20-002. Le montant total est à la charge des contribuables de la Ville.
- Un coût net de 278 574,13 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, relatif aux remplacements d'entrées de service en plomb sur le domaine privé qui sera facturé aux citoyens concernés, conformément au règlement # 20-030.
- Un coût net de 2 283 484,95 $ (aucune modification) lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale sera assumée au PTI de la Direction de la mobilité du SUM, lequel est financé par le règlement d'emprunt # 19-012 Travaux aménagement rues sur réseau local.

Cette dépense sera réalisée en 2021 et en 2022.

Le budget net requis assumé par les différents PTI pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020-2022 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	**2021** (en milliers $)	**2022** (en milliers $)	**Ultérieur** (en milliers $)	**Total** (en milliers $)
18100 - Renouvellement des actifs des réseaux secondaire d'aqueduc et d'égout	3 225 $	1 895 $		5 120 $
55863 - Programme d'aménagement des rues locales (aucune modification)	1 183 $	1 100 $		2 283 $
Total	4 408 $	2 978 $		7 403 $

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yacine FAKHFAKH
Ingénieur

514-872-0451
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217231025

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Autoriser les modifications apportées à l'intervention financière du Service de l'Eau afin de corriger la répartition des dépenses et crédits des provenances et imputations entre les travaux de reconstruction d'aqueduc sur Grande-Allée, de Fleury Est à Henri-Bourassa et du remplacement de plomb privé dans les mêmes limites, dans le cadre du contrat accordé à Duroking Construction, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau secondaire et de voirie dans le boulevard Grande-Allée, entre la rue Fleury et le boulevard Gouin (CM21 0578)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_GDD 1217231025 DRE VF_addenda.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget

Tél : 514-872-6538

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Anna CHKADOVA
conseiller(ere) budgetaire

Tél : 514-872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.039

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217231025

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Duroking Construction, pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie dans le boulevard Grande-Allée , entre la rue Fleury et le boulevard Gouin. Dépense totale de 8 402 350,55 $ (contrat: 6 586 888,76 $ + contingences: 688 232,54 $ + incidences: 1 127 229,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 428410 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Duroking Construction, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans le boulevard Grande-Allée, de la rue Fleury au boulevard Gouin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 586 888,76 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 428410;

2. d'autoriser une dépense de 688 232,54 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 1 127 229,25 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

5. de procéder à l'évaluation du rendement de Duroking Construction.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-04-19 17:25

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217231025**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Duroking Construction, pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie dans le boulevard Grande-Allée , entre la rue Fleury et le boulevard Gouin. Dépense totale de 8 402 350,55 $ (contrat: 6 586 888,76 $ + contingences: 688 232,54 $ + incidences: 1 127 229,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 428410 - 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'eau et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.
Les travaux du présent dossier s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens sur l'île de Montréal.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leur âge avancé et leur état de dégradation structurale, la conduite d'égout unitaire en grès installée en 1929 ainsi que la conduite d'eau secondaire en fonte grise installée en 1929 du boulevard Grande -Allée, côté est et côté ouest, entre la rue Fleury et le boulevard Henri-Bourassa, ont été identifiées par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. De même, la DRE a révélé l'urgence d'intervenir sur les conduites d'eau secondaires en fonte grise de 200 mm de diamètre, installée en 1953, dans la rue Prieur, entre le boulevard Grande-Allée et la rue Clark par la technique de réhabilitation. Dans le même sens, la DRE a révélé la nécessité d'agir sur les conduites d'égout dans la rue Prieur entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark ainsi que sur les conduites d'égout dans le boulevard Grande-Allée entre le boulevard Henri-Bourassa et le boulevard Gouin par la technique de réhabilitation. Les conduites d'égout dans la rue Prieur sont en béton armé de diamètre 450 mm et installées en 1951. Quant aux conduites d'égout dans le boulevard Grande-Allée, elles sont en grès de diamètre variant entre 375 mm et 450 mm et installées en 1929.

Le plan de localisation de ces travaux se retrouve en pièce jointe.

Également, dû à la présence de travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures souterraines dans le boulevard Grande-Allée, La Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) poursuit sa mission de planifier les activités de reconstruction sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier local témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

En outre, dû à la présence de travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures souterraines, l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville profite de l'occasion pour demander des ajustements au terre plein central pour le rendre sécuritaire et confortable aux automobilistes pendant les manoeuvres de virage ainsi que des ajustements aux entrées charretières.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

Le présent dossier a été initié par la DRE pour des travaux de reconstruction d'égout et de conduite d'eau auxquels sont intégrés des travaux de reconstruction de chaussée, de trottoirs, de réhabilitation de conduites d'eau secondaires et de réhabilitation de conduites d'égout. Par le fait même les limites du projet s'étendent de la rue Fleury au boulevard Gouin dans le boulevard Grande-Allée ainsi que du boulevard Grande-Allée à la rue Clark dans la rue Prieur.

Là où requis, des travaux de remplacement des entrées de service en plomb sont intégrés (directive S-DRE-SE-D-2020-001) et s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes.

La Direction des réseaux d'eau, ainsi que la Direction de la mobilité du SUM ont mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 0240 - 17 février 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb. 1218126001
CM20 0929 - 21 septembre 2020 - Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la rue Millen, de la rue Émile-Journault à la rue Legendre - Dépense totale de 668 269,32 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 460513 (1207231067)

CM20 0924 - 21 septembre 2020 - Accorder un contrat à Les Pavages Céka inc., pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (ESP) dans la 3e Avenue, de la rue Holt au boulevard Rosemont - Dépense totale de 657 127,74 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 460512 (1207231066)

DESCRIPTION

Les travaux auront lieu dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Les travaux de conduites d'eau secondaires et de voirie dans le boulevard Grande-Allée , entre la rue Fleury

et le boulevard Gouin consistent en:
- la reconstruction de ± 1 025 mètres d'égout unitaire de diamètre variant entre 450 mm et 900 mm;
- la reconstruction de ± 1 075 mètres de conduites d'eau secondaires de diamètre variant entre 200 mm et 300 mm;
- la reconstruction de la chaussée (± 6 900 m^2);
- la reconstruction complète des trottoirs (± 2 100 m^2);
- la réhabilitation de ± 280 mètres de conduite d'égout de diamètre variant entre 375 mm et 450 mm.

Le projet comprend également le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la section privée et ce, conformément au règlement 20-030.

Dans la rue Prieur, du boulevard Grande-Allée à la rue Clark, des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires et de réhabilitation de conduites d'égout auront lieu. Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires s'étendent sur une longueur de ± 220 mètres de conduites à réhabiliter ayant un diamètre de 200 mm. Quant à la réhabilitation de conduites d'égout, les travaux s'étendent sur une longueur de ± 80 mètres de conduites à réhabiliter ayant un diamètre de 450 mm.

Les plans des travaux de surface se trouvent en pièce jointe.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 688 232,54 $, taxes incluses, soit 10,45% du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, de mobilier urbain, de plantation, de chloration ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. En plus, des dépenses d'achat de mobilier urbain et de plantation, à la demande de l'arrondissement.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Pour l'ensemble du contrat, les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 3.1.10.1 du Cahier des clauses administratives spéciales (CCAS) du cahier des charges. Ces pénalités remplacent celles décrites à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,05 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard.

En plus, des pénalités complémentaires, à celles mentionnées à l'article 3.1.10.1 du CCAS qui visent le respect du délai contractuel, peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires dans la rue Prieur. En effet, l'article 3..1.10.2 du CCAS du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:
1) 2 500,00 $ par jour pour le non-respect du délai maximal des travaux;
2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque

mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue Prieur;
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.

Sur les seize (16) preneurs du cahier des charges, dont la liste complète est présentée en pièce jointe, quatre (4) firmes ont déposé une soumission, soit une proportion de 25 %.

Parmi les douze (12) firmes n'ayant pas déposé de soumission:

- une (1) firme est connue comme sous-traitant;
- onze (11) firmes n'ont pas signifié de raison de désistement.

L'estimation de soumission a été préparée durant la période de soumission par la division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPEC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que tous les documents de l'appel d'offres..

L'équipe de l'économie de la construction (ÉÉC) a procédé à l'analyse de quatre (4) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart favorable de 26.2 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de soumission.

Selon l'analyse préparée la ÉÉC, la majeure partie de l'écart soit 21.8 % se trouve dans les articles:

- Assurances, garanties et frais généraux de chantier;
- Maintien de la mobilité et de la sécurité routière;
- Conduite d'eau proposée 200 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée commune);
- Conduite d'égout proposée en TBA classe iv (tranchée commune) 450 mm;
- Conduite d'égout proposée en TBA classe iv (tranchée commune) 675 mm ;
- Branchement d'égout sur conduite proposée;
- Préparation des sols d'infrastructure;
- Fondation inférieure MR-1 ou MR-2.

L'écart résiduel (4.4%) est distribué sur les autres articles.

En général, les prix soumissionnés par les différents soumissionnaires démontrent une concurrence agressive.

Étant donné que l'écart est favorable à la Ville, la DGPEC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

La DRE et le SUM ont examiné le dossier. Ils sont en accord avec les recommandations de la DGPÉC au sujet de cet appel d'offres.

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC). En effet, le contrat est supérieur à 2 M$ et il existe un écart de plus de 20 % entre la plus basse soumission conforme et l'estimation.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Duroking Construction dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 8 402 350,55 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec Duroking Construction pour un montant de 6 586 888,76 $ taxes incluses;
- plus des contingences 688 232,54 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 1 127 229,25 $ taxes incluses.

Cette dépense totale de 8 402 350,55 $ taxes incluses, représente un coût net de 7 682 195,08 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale et sera répartie comme suit :

- Un coût net de 5 074 982,46 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale sera assumée au PTI de la DRE du Service de l'eau par la ville centrale, lequel est financé par le règlement d'emprunt # 20-002. Le montant total est à la charge des contribuables de la Ville.
- Un coût net de 323 727,67 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, relatif aux remplacements d'entrées de service en plomb sur le domaine privé qui sera facturé aux citoyens concernés, conformément au règlement # 20-030.
- Un coût net de 2 283 484,95 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale sera assumée au PTI de la Direction de la mobilité du SUM, lequel est financé par le règlement d'emprunt # 19-012 Travaux aménagement rues sur réseau local.

Cette dépense sera réalisée en 2021 et en 2022.

Le budget net requis assumé par les différents PTI pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020-2022 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	**2021** (en milliers $)	**2022** (en milliers $)	**Ultérieur** (en milliers $)	**Total** (en milliers $)
18100 - Renouvellement des actifs des réseaux secondaire d'aqueduc et d'égout	3 197 $	1 878 $		5 075 $

55863 - Programme d'aménagement des rues locales	1 183 $	1 100 $		2 283 $
Total	4 380 $	2 978 $		7 358 $

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'œuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 30 juin 2021, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document *« Principes de gestion de la mobilité »* .

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 5 mai 2021
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : juin 2021
Fin des travaux : novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samira GALMAI H)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Damien LE HENANFF, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Hermine Nicole NGO TCHA, 13 avril 2021
Isabelle BESSETTE, 13 avril 2021
Jean CARRIER, 8 avril 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yacine FAKHFAKH
Ingénieur

Tél : 514-872-0451
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-08

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Monya OSTIGUY
Chef de division
Tél : 514-872-6444
Approuvé le : 2021-04-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2021-04-19

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION - EBAUCHE

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 428410 — 1217231025

Titre de l'appel d'offres : Travaux de conduites d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie dans le boulevard Grande-Allée, entre la rue Fleury et le boulevard Gouin.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 1 / 3 / 2021 — 1 / 4 / 2021

Ouverture faite le : 1 / 4 / 2021 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 30

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
23 / 3 / 2021	Ajout des modificatifs MODI-1A-2 du DTNI-1A et MODI-3A-1 du DTNI-3A, ajustement de quantités au bordereau de soumission en lien avec ces modificatifs, et correction de texte dans les devis techniques spéciaux.	67 597,00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16 — Nbre de soumissions reçues : 4 — % de réponses : 25

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 30 / 6 / 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : - -

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) — **Total**
9200-2088 QUEBEC INC. / DUROKING CONSTRUCTION	6 586 888,76
COJALAC INC.	7 499 777,77
DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.	8 042 694,70
PRONEX EXCAVATION INC.	8 882 701,43

Estimation — **Interne** : 8 927 186,67

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-26,2%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **13,9%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : 9200-2088 QUEBEC INC. / DUROKING CONSTRUCTION

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 6 586 888,76

Montant des contingences ($) : 688 232,54

Montant des incidences ($) : 1 127 229,25

Date prévue de début des travaux : 21 / 6 / 2021 — Date prévue de fin des travaux : 19 / 11 / 2022

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

Services des infrastructures du réseau routier (SIRR) — Direction des infrastructures

Titre: Travaux de conduites d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie dans le boulevard Grande-Allée, entre la rue Fleury et le boulevard Gouin

Entrepreneur: Duroking Construction

Soumission: 428 410 | GDD: 121 - 7231 - 025 | Responsable: Yacine FAKHFAKH | Date: 2020-11-18

Projet #01: 18 100 | Client payeur : Service de l'eau - DRE | Corpo

				Montants		
#01-01 Sous-projet	20 - 18 100 - 208	n° Simon 184 914		avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Construction d'aqueduc secondaire					
	Montant de la soumission applicable au projet			1 290 645.60 $	1 483 919.78 $	1 355 016.55 $
	Travaux contingents	10.3 %		132 648.60 $	152 512.73 $	139 264.45 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet			1 423 294.20 $	1 636 432.51 $	1 494 281.00 $
	Sous-total complet du sous-projet			1 423 294.20 $	1 636 432.51 $	1 494 281.00 $
#01-02 Sous-projet	21 - 18 100 - 506	n° Simon 186 027		Montants avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Construction de conduites d'eau secondaires - Partie Privée					
	Montant de la soumission applicable au projet			221 116.90 $	254 229.16 $	232 145.11 $
	Travaux contingents	20 %		44 223.38 $	50 845.83 $	46 429.02 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet			265 340.28 $	305 074.99 $	278 574.13 $
	Sous-total complet du sous-projet			265 340.28 $	305 074.99 $	278 574.13 $
#01-03 Sous-projet	20 - 18 100 - 210	n° Simon 184 916		Montants avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Construction d'égout secondaire					
	Montant de la soumission applicable au projet			1 921 390.08 $	2 209 118.24 $	2 017 219.41 $
	Travaux contingents	10 %		192 139.01 $	220 911.82 $	201 721.94 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet			2 113 529.09 $	2 430 030.07 $	2 218 941.35 $
	Sous-total complet du sous-projet			2 113 529.09 $	2 430 030.07 $	2 218 941.35 $
#01-04 Sous-projet	20 - 18 100 - 250	n° Simon 185 411		Montants avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Réhabilitation d'aqueduc secondaire					
	Montant de la soumission applicable au projet			358 754.92 $	412 478.47 $	376 647.82 $
	Travaux contingents	10 %		35 875.49 $	41 247.85 $	37 664.78 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet			394 630.41 $	453 726.32 $	414 312.60 $
	Sous-total complet du sous-projet			394 630.41 $	453 726.32 $	414 312.60 $
#01-05 Sous-projet	20 - 18 100 - 252	n° Simon 185 413		Montants avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Réhabilitation d'égout secondaire					
	Montant de la soumission applicable au projet			174 813.49 $	200 991.81 $	183 532.31 $
	Travaux contingents	10 %		17 481.35 $	20 099.18 $	18 353.23 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet			192 294.84 $	221 090.99 $	201 885.54 $
	Sous-total complet du sous-projet			192 294.84 $	221 090.99 $	201 885.54 $
#01-06 Sous-projet	20 - 18 100 - 209	n° Simon 184 915		Montants avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Incidences - Conduites d'eau					
	Dépenses incidentes		taxation			
Tech	Laboratoire - contrôle qualitatif par firme (tax		Normal	40 000.00 $	45 990.00 $	41 995.00 $
Pro	Surveillance environnementale		Normal	150 000.00 $	172 462.50 $	157 481.25 $
Tech	Utilités publiques		Normal	35 000.00 $	40 241.25 $	36 745.63 $
Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisati		Non	10 000.00 $	10 000.00 $	10 000.00 $
Tech	Chloration (cols bleus, non taxable)		Non	18 000.00 $	18 000.00 $	18 000.00 $
Pro	Gestion des impacts (services internes)		Non	15 000.00 $	15 000.00 $	15 000.00 $
	Sous-total des incidence du sous-projet			268 000.00 $	301 693.75 $	279 221.88 $
	Sous-total complet du sous-projet			268 000.00 $	301 693.75 $	279 221.88 $
#01-07 Sous-projet	20 - 18 100 - 211	n° Simon 184 917		Montants avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Incidences - Conduites d'égout					
	Dépenses incidentes		taxation			
Tech	Laboratoire - contrôle qualitatif par firme (tax		Normal	58 000.00 $	66 685.50 $	60 892.75 $
Pro	Surveillance environnementale		Normal	168 000.00 $	193 158.00 $	176 379.00 $
Tech	Utilités publiques		Normal	53 000.00 $	60 936.75 $	55 643.38 $

-	Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisatic	Non	10 000.00 $	10 000.00 $	10 000.00 $
-	Pro	Gestion des impacts (services internes)	Non	17 000.00 $	17 000.00 $	17 000.00 $
-		Sous-total des incidence du sous-projet		306 000.00 $	347 780.25 $	319 915.13 $
-		**Sous-total complet du sous-projet**		306 000.00 $	347 780.25 $	319 915.13 $

#01-08	20 - 18 100 - 251	n° Simon 185 412			Montants
Sous-projet	Incidences - Réhabilitation de conduites d'eau		avant taxe	avec taxes	net de taxes
-		**Dépenses incidentes**	taxation		
-	Tech	Laboratoire - contrôle qualitatif par firme (tax	Normal	10 000.00 $	11 497.50 $	10 498.75 $
-	Pro	Surveillance environnementale	Normal	90 000.00 $	103 477.50 $	94 488.75 $
-	Tech	Utilités publiques	Normal	12 000.00 $	13 797.00 $	12 598.50 $
-	Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisatic	Non	2 500.00 $	2 500.00 $	2 500.00 $
-	Pro	Gestion des impacts (services internes)	Non	4 000.00 $	4 000.00 $	4 000.00 $
-		Sous-total des incidence du sous-projet		118 500.00 $	135 272.00 $	124 086.00 $
-		**Sous-total complet du sous-projet**		118 500.00 $	135 272.00 $	124 086.00 $

#01-09	20 - 18 100 - 255	n° Simon 185 416			Montants
Sous-projet	Incidences - Réhabilitation de conduites d'égout		avant taxe	avec taxes	net de taxes
-		**Dépenses incidentes**	taxation		
-	Tech	Laboratoire - contrôle qualitatif par firme (tax	Normal	10 000.00 $	11 497.50 $	10 498.75 $
-	Pro	Surveillance environnementale	Normal	45 000.00 $	51 738.75 $	47 244.38 $
-	Tech	Utilités publiques	Normal	5 000.00 $	5 748.75 $	5 249.38 $
-	Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisatic	Non	1 500.00 $	1 500.00 $	1 500.00 $
-	Pro	Gestion des impacts (services internes)	Non	3 000.00 $	3 000.00 $	3 000.00 $
-		Sous-total des incidence du sous-projet		64 500.00 $	73 485.00 $	67 492.50 $
-		**Sous-total complet du sous-projet**		64 500.00 $	73 485.00 $	67 492.50 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #01	18 100	Client payeur : Service de l'eau - DRE			Corpo
				Montants	
			avant taxe	avec taxes	net de taxes
		Montant de la soumission applicable au projet	3 966 720.99 $	4 560 737.46 $	4 164 561.20 $
		Travaux contingents 10.65 %	422 367.83 $	485 617.41 $	443 433.43 $
		Sous-total travaux + contingences du sous-projet	4 389 088.82 $	5 046 354.87 $	4 607 994.62 $
		Dépenses incidentes	757 000.00 $	858 231.00 $	790 715.50 $
		Sous-total complet du projet investi	**5 146 088.82 $**	**5 904 585.87 $**	**5 398 710.12 $**

Projet #02	55 863	Client payeur : Direction de la mobilité - Travaux aménagement rues sur réseau local			
#02-01	21 - 55 863 - 001	n° Simon 186 869			Montants
Sous-projet	Reconstruction de la chaussée		avant taxe	avec taxes	net de taxes
		Montant de la soumission applicable au projet	917 826.44 $	1 055 270.95 $	963 603.03 $
		Travaux contingents 10 %	91 782.64 $	105 527.09 $	96 360.30 $
		Sous-total travaux + contingences du sous-projet	1 009 609.08 $	1 160 798.04 $	1 059 963.34 $
		Sous-total complet du sous-projet	1 009 609.08 $	1 160 798.04 $	1 059 963.34 $

#02-02	21 - 55 863 - 002	n° Simon 186 870			Montants
Sous-projet	Construction de trottoirs et de bordures		avant taxe	avec taxes	net de taxes
		Montant de la soumission applicable au projet	844 427.36 $	970 880.36 $	886 543.17 $
		Travaux contingents 10 %	84 442.74 $	97 088.04 $	88 654.32 $
		Sous-total travaux + contingences du sous-projet	928 870.10 $	1 067 968.39 $	975 197.49 $
		Sous-total complet du sous-projet	928 870.10 $	1 067 968.39 $	975 197.49 $

#02-03	21 - 55 863 - 003	n° Simon 186 871				Montants	
Sous-projet	Incidences - Chaussée et trottoirs			avant taxe	avec taxes	net de taxes
-		**Dépenses incidentes**	taxation			
-	Tech	Laboratoire - contrôle qualitatif par firme (tax	Normal	47 000.00 $	54 038.25 $	49 344.13 $
-	Pro	Surveillance environnementale	Normal	142 000.00 $	163 264.50 $	149 082.25 $
-	Tech	Utilités publiques	Normal	10 500.00 $	12 072.38 $	11 023.69 $
-	Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisatic	Non	5 000.00 $	5 000.00 $	5 000.00 $
-	Pro	Gestion des impacts (services internes)	Non	16 000.00 $	16 000.00 $	16 000.00 $
-	Tech	Mobilier urbain	Normal	7 500.00 $	8 623.13 $	7 874.06 $

Tech	Plantation par cols bleus (non taxable)	Non	10 000.00 $	10 000.00 $	10 000.00 $
	Sous-total des incidence du sous-projet		238 000.00 $	268 998.25 $	248 324.13 $
	Sous-total complet du sous-projet		238 000.00 $	268 998.25 $	248 324.13 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #02 55 863 Client payeur : Direction de la mobilité - Travaux aménagement rues sur réseau 0

		Montants		
		avant taxe	avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		1 762 253.80 $	2 026 151.31 $	1 850 146.21 $
Travaux contingents	10.00 %	176 225.38 $	202 615.13 $	185 014.62 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		1 938 479.18 $	2 228 766.44 $	2 035 160.83 $
Dépenses incidentes		238 000.00 $	268 998.25 $	248 324.13 $
Sous-total complet du projet investi		**2 176 479.18 $**	**2 497 764.69 $**	**2 283 484.95 $**

Récapitulatif des tous les payeurs

		Montants		
		avant taxe	avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		5 728 974.79 $	6 586 888.76 $	6 014 707.41 $
Travaux contingents	10.45 %	598 593.21 $	688 232.54 $	628 448.05 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		6 327 568.00 $	7 275 121.30 $	6 643 155.45 $
Dépenses incidentes		995 000.00 $	1 127 229.25 $	1 039 039.63 $
Total des montants maximum autorisés		**7 322 568.00 $**	**8 402 350.55 $**	**7 682 195.08 $**

Répartition par payeur :

Corpo	100.0%	5 398 710.12 $
Total	100.0%	**5 398 710.12 $**

Feuille de calcul pour le partage des coûts entre différents payaurs

sous-projet investi	Simon	Montant avant taxe	Montant taxes incl	Commentaire sur le partage à remplir
20 18 100 208	184 914	1 290 645.60 $	1 483 919.78 $	Ce montant provient de ...
21 18 100 506	186 027	221 116.90 $	254 229.16 $	
20 18 100 210	184 916	1 921 390.08 $	2 209 118.24 $	
20 18 100 250	185 411	358 754.92 $	412 478.47 $	
20 18 100 252	185 413	174 813.49 $	200 991.81 $	
20 18 100 209	184 915	0.00 $	0.00 $	
20 18 100 211	184 917	0.00 $	0.00 $	
20 18 100 251	185 412	0.00 $	0.00 $	
20 18 100 255	185 416	0.00 $	0.00 $	
20 18 100 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
20 18 100 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
20 18 100 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
21 55 863 001	186 869	917 826.44 $	1 055 270.95 $	
21 55 863 002	186 870	844 427.36 $	970 880.36 $	
21 55 863 003	186 871	0.00 $	0.00 $	
21 55 863 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
21 55 863 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
21 55 863 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
21 55 863 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
21 55 863 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
21 55 863 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
21 55 863 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
21 55 863 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
21 55 863 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $	

00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $
00 00 000 000	#N/A	0.00 $	0.00 $

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.040

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217231062

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Gérald Théorêt inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire, de voirie et d'éclairage dans l'avenue McDougall et l'avenue Elmwood. Dépense totale de 6 953 389,77 $ (contrat : 5 599 851,35 $ + contingences: 575 278,29 $ + incidences: 778 260,13 $), taxes incluses. Appel d'offres public 414540 - 6 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Gilbert Théorêt inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire, de voirie et d'éclairage dans l'avenue McDougall et l'avenue Elmwood, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 599 851,35 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 414540;

2. d'autoriser une dépense de 575 278,29 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 778 260,13 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation de rendement de Gilbert Théorêt inc.;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-26 10:30

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217231062**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Gérald Théorêt inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire, de voirie et d'éclairage dans l'avenue McDougall et l'avenue Elmwood. Dépense totale de 6 953 389,77 $ (contrat : 5 599 851,35 $ + contingences: 575 278,29 $ + incidences: 778 260,13 $), taxes incluses. Appel d'offres public 414540 - 6 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc secondaire et d'égout unitaire sur le territoire de la ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leurs âges avancés et leurs états de dégradation structurale, les conduites d'égout unitaires (installées en 1907 pour McDougall et 1902 pour Elmwood) et les conduites d'eau (installées en 1907 pour McDougall et entre 1896 et 1924 pour Elmwood) ont été identifiées par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. Ces tronçons n'ont pas été retenus dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation par chemisage.

Dû à la présence de travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures souterraines, l'arrondissement profite de l'occasion pour procéder à la reconstruction complète des trottoirs, à la construction de nouvelles saillies ainsi que l'ajout et/ou l'agrandissement de fosses d'arbres. La Direction de la mobilité (DM) financera ces travaux de surface, conséquemment au remplacement des conduites.

Le présent dossier a été initié par la DRE pour des travaux de reconstruction d'égout et de conduite d'eau, auxquels sont intégrés des travaux de reconstruction de chaussée, de trottoirs et d'éclairage. Le projet comprend également le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la partie privée et ce, conformément

au règlement 20-030.

La DRE ainsi que la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) ont mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1087 - 9 juin 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb (1218126003).

DESCRIPTION

Les travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue McDougall, entre le chemin de la Côte Sainte-Catherine et l'avenue Elmwood, et dans l'avenue Elmwood, de l'avenue McDougall à l'avenue Querbes, auront lieu sur une distance totale d'environ 525 mètres. Sans s'y limiter, ces travaux consistent en :
- la reconstruction d'environ 475 mètres d'égout unitaire de diamètre variant entre 375 mm et 900 mm;
- la reconstruction d'environ 655 mètres de conduite d'eau secondaire de diamètre variant entre 150 mm et 300 mm;
- le remplacement de branchements d'eau en plomb dans la partie privée (± 15 unités)
- la reconstruction complète de la chaussée (± 4 620 mètres carrés);
- la reconstruction complète des trottoirs (± 1 800 mètres carrés);
- la reconstruction et la mise aux normes de l'éclairage (18 lampadaires).

Le plan de localisation et le plan des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 575 278,29 $, taxes incluses, soit 10,27 % du coût des travaux du contrat assumé par la Ville.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de plantation de végétaux, de marquage, de signalisation, ainsi que des dépenses de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la surveillance environnementale des sols excavés.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document « Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences » en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 3.1.10 du cahier des clauses administratives spéciales (CCAS) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,05 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse soumission. Dans le présent dossier, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels est -3,6% favorable à la Ville.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie à partir des documents d'appel d'offres, préparée durant la période de soumission par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

En considérant ces informations et dans ce contexte, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Gérald Théorêt inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 6 953 389,77 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec Gérald Théorêt inc. pour un montant de 5 599 851,35 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 575 278,29 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 778 260,13 $ taxes incluses.

Cette dépense de 6 953 389,77 $ taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 6 351 109,01 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Ce coût net est réparti comme suit :

Portion DRE

- Un coût net de 4 369 448,20 $ pour les travaux sur les conduites d'eau sauf ceux qui concernent les remplacements d'entrées de service en plomb sur le domaine privé, lequel est financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 21-011. Le montant total au net est à la charge du contribuable.

Le budget net requis (en milliers $) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2021-2022 et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2021	2022	Ultérieur	Total
18100 - Renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout	1 092 K$	3 277 K$		4 369 K$

Portion des entrées de service en plomb domaine privé

- Un coût net de 75 967,02 $ relatif aux remplacements d'entrées de service en plomb sur le domaine privé, sera facturé aux citoyens concernés, conformément au règlement # 20-030 et réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2021	2022	Ultérieur	Total
18200 - Remplacement des entrées de service en plomb privées	19 K$	57 K$		76 K$

Portion Service urbanisme et mobilité

Un coût net de 1 905 693,79 $ est financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 19-012 Travaux d'aménagement des rues sur le réseau local (CM 19 0227).

Le budget net requis (en milliers $) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2021-2022 et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2021	2022	Ultérieur	Total
55863 - Programme d'aménagement des rues local	476 K$	1 430 K$		1 906 K$

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Priorité 19 du *Plan stratégique Montréal 2030* : "Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire les vieilles conduites d'eau et d'égout en urgence suite à des bris, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants.
De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main d'œuvre et des matériaux.

Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 27 septembre 2021, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document *« Principes de gestion de la mobilité »* .

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : Septembre 2021
Fin des travaux : Octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Roger KANYINDA, Service de l'eau
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Sophie LABERGE, Outremont
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Damien LE HENANFF, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Valérie G GAGNON, 20 juillet 2021
Jean CARRIER, 16 juillet 2021
Roger KANYINDA, 16 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie DESPAROIS
Ingénieure - c/E

Tél : 514-701-0927
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-16

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2021-07-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2021-07-23

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 414540 — 1217231062

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire, de voirie et d'éclairage dans l'avenue McDougall et l'avenue Elmwood

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 31 / 5 / 2021 — 29 / 6 / 2021

Ouverture faite le : 29 / 6 / 2021 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 28

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 4 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
16 / 6 / 2021	Des précisions ont été apportées à l'article 8.5.1 « Délai de réalisation des travaux » du cahier des Clauses administratives spéciales quant au phasage des travaux et à la pause hivernale.	0.00
17 / 6 / 2021	Un dessin normalisé pour les fûts ronds de 7m décoratif a été ajouté en annexe du Devis technique spécial infrastructures - Électricité.	0.00
22 / 6 / 2021	Modication dans le Cahier des charges pour informer que le formulaire exécutable "Liste d'appareils" n'est pas requis dans le cadre du contrat. Corrections du nom de certaines rues transversales dans le Devis technique spécial infrastructures - Maintien et gestion de la mobilité.	0.00
23 / 6 / 2021	Publication du tableau de questions et réponses reçues concernant l'appel d'offres.	0.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13 — Nbre de soumissions reçues : 6 — % de réponses : 46

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 27 / 9 / 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
Gérald Théorêt inc.	5 599 851.35
9200-2088 Quebec inc./ Duroking Construction	6 176 615.44
Eurovia Québec Construction inc.	6 244 104.17
Cojalac inc.	7 226 607.77
Demix Construction une division de groupe CRH Canada inc.	7 283 499.54
Roxboro Excavation inc.	7 588 000.00
Estimation — **Interne**	5 807 730.87

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-3.6%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **10.3%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** ☒ **X**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : Gérald Théorêt inc.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 5 599 851.35

Montant des contingences ($) : 575 278.29

Montant des incidences ($) : 778 260.13

Date prévue de début des travaux : 27 / 9 / 2021 — Date prévue de fin des travaux : 28 / 10 / 2022

Légende Éléments existants

Eau :
- Conduite d'eau
- Bouche à clé de vanne
- Boîte de vanne
- Vanne de poteau d'incendie
- Vanne de glaceur
- Regard d'eau
- Vanne entrée d'eau
- Poteau d'incendie

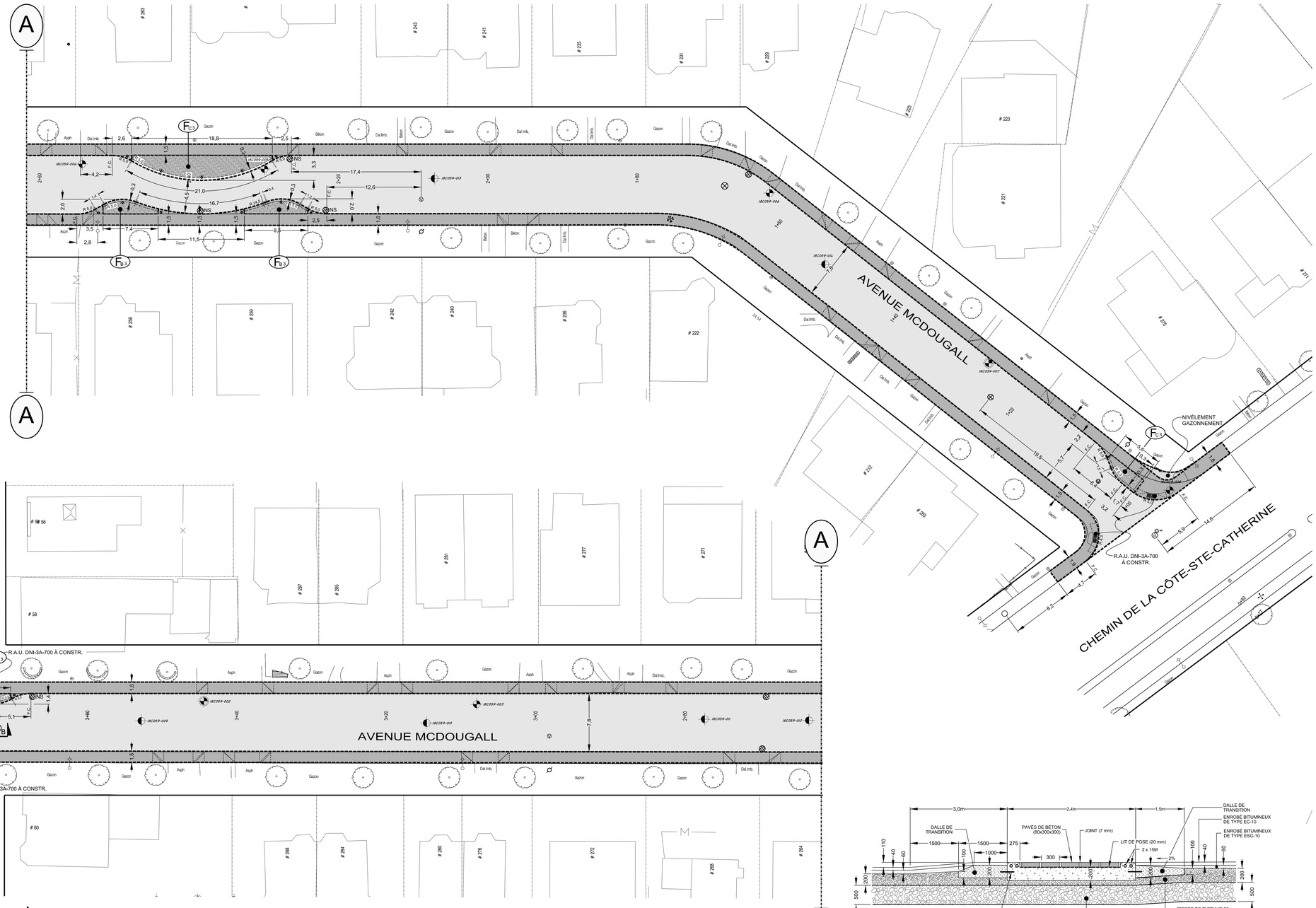
Égout :
- Conduite d'égout unitaire ou sanitaire
- Conduite d'égout pluvial
- Regard d'égout
- Puisard de trottoir
- Puisard circulaire
- Puisard rectangulaire

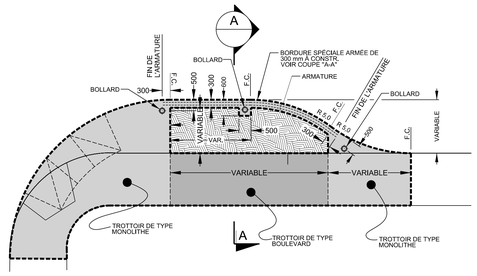
Utilites publiques :
- UP Bell
- UP Gaz
- UP Hydro-Québec
- UP CSEM
- Regard Bell
- Cabine téléphonique
- Regard de la STM
- Grille voute triple
- Regard électrique
- Voute transformateur
- Regard Hydro-Québec
- Regard électrique
- Vanne Énergir (Gaz Métro)
- Regard gazoduc
- Entrée de gaz
- Lampadaire simple
- Feux de circulation simple
- Feux de circulation double
- Hauban

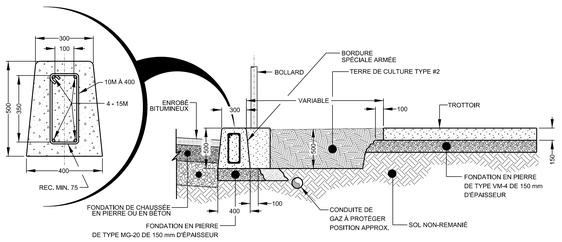
Aménagement :
- Arbre
- Entrée de porte
- Entrée de garage
- Marche
- Escalier
- Bollard
- Poteau
- Fossé
- Voie ferrée
- Haut et bas de talus
- Muret
- Boisé
- Haie
- Clôture
- Sondage/Forage

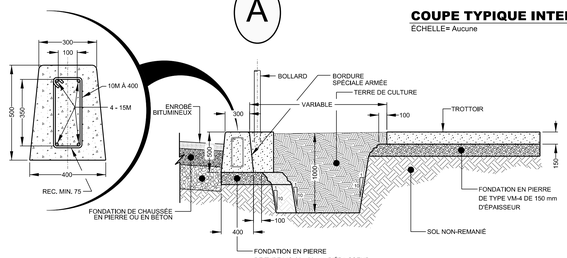
Légende Éléments ajoutés
- Nouveau puisard de rue
- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Structure à enlever
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-fontaine
- Bouche à clé
- Bouche à clé de gaz
- Regard chambre de la CSEM
- Chambre d'aqueduc
- Regard chambre d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- Manchon
- Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
- Chambre de transformateur
- Chambre de transformateur (Hydro-Québec)
- Sondage / forage
- F.C. Fin de courbe
- Symboles grossis pour plus de clarté.

Légende Échelle
- Base à remplacer
- Base à construire
- Base existante
- Base à briser ou à enlever









LÉGENDE DES FOSSES DE PLANTATIONS :
- FB - FOSSE DE PLANTATION " SANS ARBRE " PROFONDEUR DE 500 mm
- FB3 - EN SAILLIE AVEC BORDURE DE BÉTON ARMÉE
- FC - FOSSE D'ARBRE SANS " TROTTOIRS STRUCTURAL "
- FC3 - EN SAILLIE AVEC BORDURE DE BÉTON ARMÉE

Technique (s) :

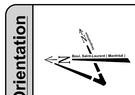
RECONSTRUCTION DE CHAUSSÉE FLEXIBLE
- MEMBRANE GÉOTEXTILE DE TYPE GEO-9 OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ ;
- MATÉRIAUX RECYCLÉS DE TYPE MR-1 OU MR-2 DE 500 mm D'ÉPAISSEUR POSÉ EN DEUX COUCHES DE 250 mm ;
- PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG 20 DE 200 mm D'ÉPAISSEUR ;
- COUCHE DE BASE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 3B, 2, PG 64H-28 DE 60 mm D'ÉPAISSEUR ;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 L/m² ;
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉ DE TYPE EC-10, 3B, 2, PG 64H-28 DE 40 mm D'ÉPAISSEUR.

CAROTTAGES RÉALISÉS I8C059-009 À -014 (VILLE DE MONTRÉAL, 2018)

FORAGES RÉALISÉS I8C059-001 À -008 (ABS, 2018)

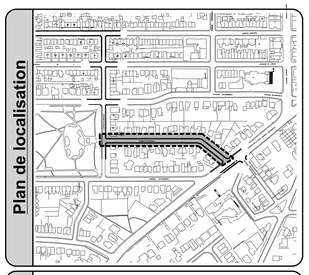
PUITS D'OBSERVATION RÉALISÉS (ABS, 2018)

Orientation



REPÈRE GÉODÉSIQUE: 26KM097
RUE / l'Avenue du Parc et Rue Saint-Viateur Ouest
ALTITUDE: 72,589 m CGVD28
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83.(scrs)

Plan de localisation



Références

Plan d'arpentage:	190038-scrs.dgn
Plan EGA:	414540-PL-EA-01
Plan BC:	XXX
Plan géométrie:	M05187A-CIV-01 - AA - 01 (Cima +)

Légende

- NS — Nouvelle structure
- Conduite ou structure à enlever
- Conduite ou structure à abandonner
- AJ — Ajustement de cadre ajustable
- CTR — Cadre et tampon à remplacer
- CGR — Cadre et grille à remplacer
- BCR — Extension de bouche à clé de vanne à remplacer
- SCR — Section de cheminée à remplacer
- SPR — Section de puisard à remplacer
- SPA — Section de cheminée de puits d'accès à remplacer
- CRG — Couvercle de repère géodésique à niveler
- AR — Anneau de rehaussement en fonte
- RAU — Rampe d'accès universel
- BCG — Bouche à clé de borne d'essai de gaz à niveler
- CONT. — À contourner
- PR — Puisard à remplacer
- +REP. — À réparer

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2021 / 05 / 21	Émis pour appel d'offre	Alain BEAUDET

Intervenants

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Élaboré par:
A. RAHEM, K.CHOUDAR, ag. tech. (RELEVÉ TERRAIN) 2019 / 12 / 10
Patrick COLLAS, dess. (MISE EN PLAN) 2021 / 01 / 22
Akli RAHEM, ag. tech. 2021 / 01 / 22

Préparé par:
Alain BEAUDET, ing.

Sceau de l'ingénieur(e):
Ordre des ingénieurs du Québec — Alain Beaudet 114639 — 2021-05-26

Original signé le:

Vérifié

Projet:

Avenue McDougall
Du chemin de la Côte-Sainte-Catherine à l'avenue Elmwood

Arrondissement(s): **Outremont**

Nature des travaux:
-
-

Titre du plan:
Reconstruction de chaussée, de trottoirs, de bordure et construction de saillies et de fosses de plantations, là où requis
Du chemin de la Côte-Sainte-Catherine à l'avenue Elmwood

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
414540	PL-VO-01	1 / 1	000	-

Légende Éléments existants

Eau :
- Conduite d'eau
- Bouche à clé de vanne
- Boîte de vanne
- Vanne de poteau d'incendie
- Vanne de glaciaire
- Regard d'eau
- Vanne entrée d'eau
- Poteau d'incendie

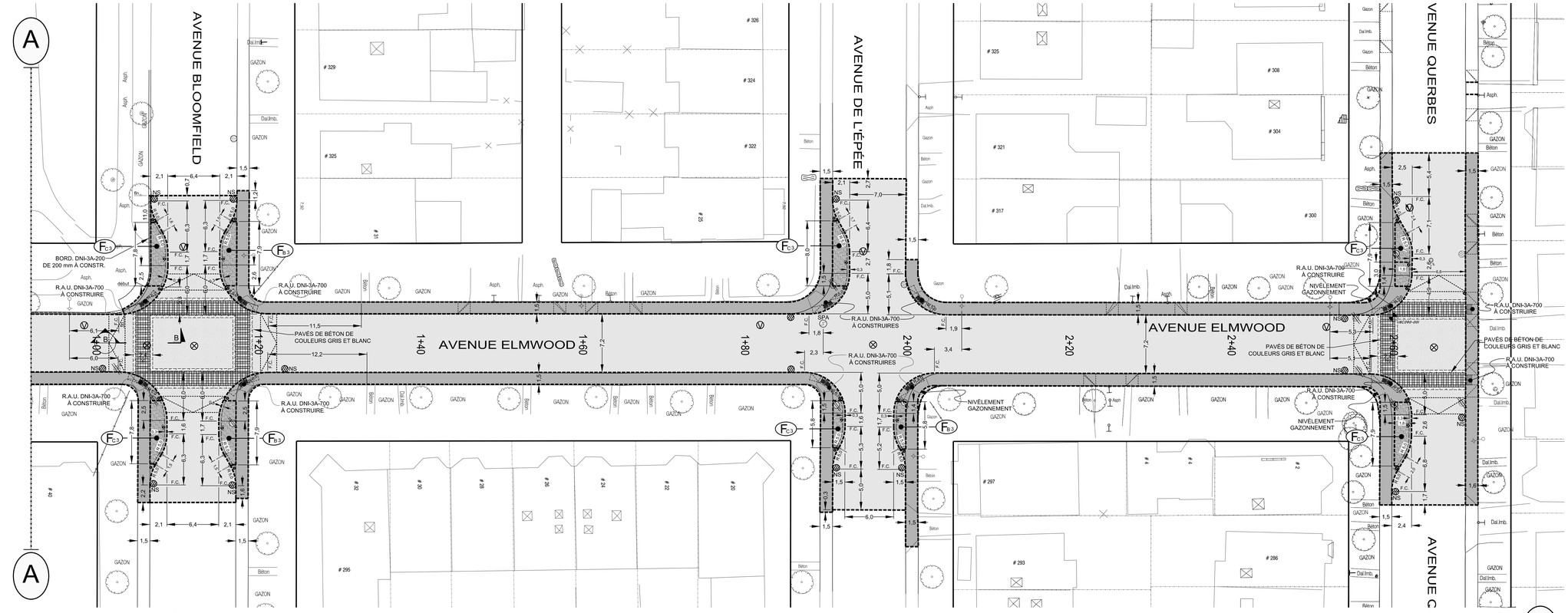
Égout :
- Conduite d'égout unitaire ou sanitaire
- Conduite d'égout pluvial
- Regard d'égout
- Puisard de trottoir
- Puisard circulaire
- Puisard rectangulaire

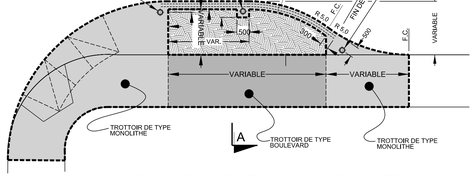
Utilites publiques :
- UP Bell
- UP Gaz
- UP Hydro-Québec
- UP CSEM
- Regard Bell
- Cabine téléphonique
- Regard de la STM
- Grille voute triple
- Regard électrique
- Voute transformateur
- Regard Hydro-Québec
- Regard électrique
- Vanne Énergir (Gaz Métro)
- Regard gazoduc
- Entrée de gaz
- Lampadaire simple
- Feux de circulation simple
- Feux de circulation double
- Hauban

Aménagement :
- Arbre
- Entrée de porte
- Entrée de garage
- Marche
- Escalier
- Bollard
- Poteau
- Fossé
- Voie ferrée
- Haut et bas de talus
- Muret
- Bolsé
- Haie
- Clôture
- Sondage/Forage

Légende Éléments ajoutés
- Nouveau puisard de rue
- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Structure à enlever
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-fontaine
- Bouche à clé
- Bouche à clé de gaz
- Regard chambre de la CSEM
- Chambre d'aqueduc
- Regard chambre d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- Manchon
- Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
- Chambre de transformateur
- Chambre de transformateur (Hydro-Québec)
- Sondage / forage
- F.C. Fin de courbe
- Symboles grossis pour plus de clarté.

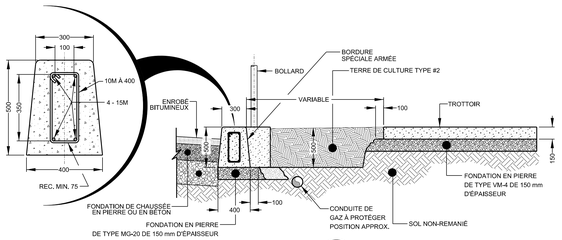
Légende Esthétique
- Base à remplacer
- Base à construire
- Base existante
- Base à briser ou à enlever



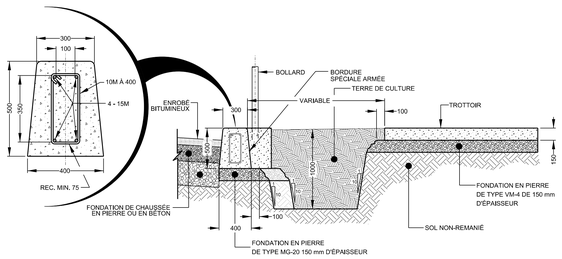


FOSSE DE PLANTATION DANS UNE SAILLIES

F_{B3} F_{C3}

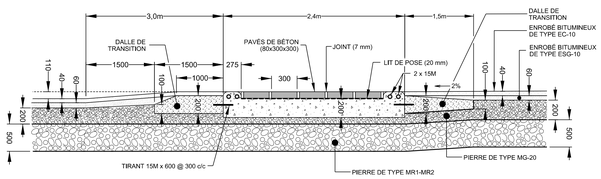


COUPE A-A
ÉCHELLE= Aucune



COUPE A-A
ÉCHELLE= Aucune

FOSSE DE PLANTATION DE TYPE : F_{C3}



COUPE TYPIQUE INTERSECTION PAVÉS DE BÉTON B-B
ÉCHELLE= Aucune

LÉGENDE DES FOSSES DE PLANTATIONS :

- F_B - FOSSE DE PLANTATION " SANS ARBRE " PROFONDEUR DE 500 mm
- F_{B3} - EN SAILLIE AVEC BORDURE DE BÉTON ARMÉE
- F_C - FOSSE D'ARBRE SANS " TROTTOIRS STRUCTURAL "
- F_{C3} - EN SAILLIE AVEC BORDURE DE BÉTON ARMÉE

PUITS D'OBSERVATION RÉALISÉS (LES SERVICES EXP INC., 2018)

Légende : SECTION DE CHAUSSÉE SURÉLEVÉE

Technique (s) :

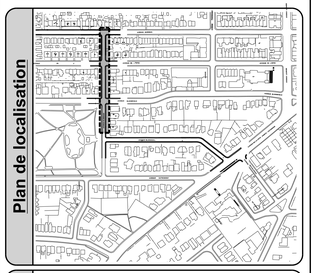
RECONSTRUCTION DE CHAUSSÉE FLEXIBLE

- MEMBRANE GÉOTEXTILE DE TYPE GEO-9 OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ ;
- MATÉRIAUX RECYCLÉS DE TYPE MR-1 OU MR-2 DE 500 mm D'ÉPAISSEUR POSÉ EN DEUX COUCHES DE 250 mm ;
- PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG 20 DE 200 mm D'ÉPAISSEUR ;
- COUCHE DE BASE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 3B, 2, PG 64H-28 DE 60 mm D'ÉPAISSEUR ;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 L/m² ;
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉ DE TYPE EC-10, 3B, 2, PG 64H-28 DE 40 mm D'ÉPAISSEUR.

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 26KM097
RUE / l'Avenue du Parc et Rue Saint-Viateur Ouest
ALTITUDE: 72,589 m CGVD28
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83.(scrs)

Plan de localisation



Références

Plan d'arpentage:	190038-scrs.dgn
Plan EGA:	414540-PL-EA-01
Plan BC:	XXX
Plan géométrie:	M05187A-CIV-01 - AA - 01 (Cima +)

Légende

- NS — Nouvelle structure
- Conduite ou structure à enlever
- Conduite ou structure à abandonner
- AJ — Ajustement de cadre ajustable
- CTR — Cadre et tampon à remplacer
- CGR — Cadre et grille à remplacer
- BCR — Extension de bouche à clé de vanne à remplacer
- SCR — Section de cheminée à remplacer
- SPR — Section de puisard à remplacer
- SPA — Section de cheminée de puits d'accès à remplacer
- CRG — Couvercle de repère géodésique à niveler
- AR — Anneau de rehaussement en fonte
- RAU — Rampe d'accès universel
- BCG — Bouche à clé de borne d'essai de gaz à niveler
- CONT. — À contourner
- PR — Puisard à remplacer
- •REP. — À réparer

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2021 / 05 / 21	Émis pour appel d'offre	Alain BEAUDET

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Intervenants

Élaboré par:	A. RAHEM, K.CHOUDAR, ag. tech.	(RELEVÉ TERRAIN)	2019 / 12 / 10
	Patrick COLLAS, dess.	(MISE EN PLAN)	2021 / 01 / 22
	Akli RAHEM, ag. tech.		2021 / 01 / 25

Vérifié

Préparé par: Alain BEAUDET, ing.

Sceau de l'ingénieur(e): Alain Beaudet 114339 2021-05-26

Original signé le:

Projet:

Avenue Elmwood
De l'avenue McDougall à l'avenue Querbes

Arrondissement(s): **Outremont**

Nature des travaux: - -

Titre du plan:

Reconstruction de chaussée, de trottoirs, de bordure et construction de saillies et de fosses de plantations, là où requis
De l'avenue McDougall à l'avenue Querbes

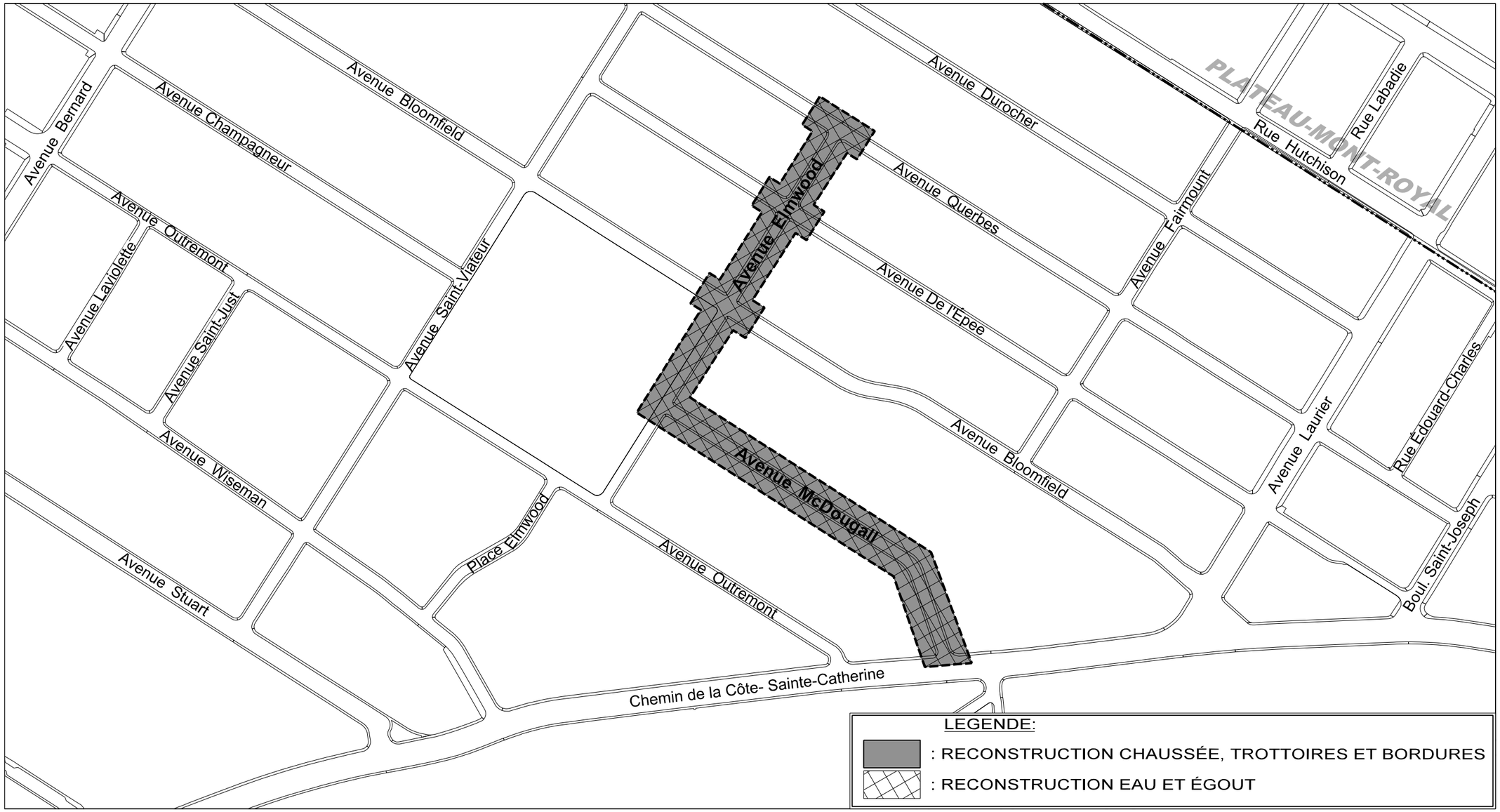
(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200

0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
414540	PL-VO-02	-	000	-

Cartouche révisé le : 2021 / 03 / 25



Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

PROJET: AVENUES McDOUGALL ET ELMWOOD

NATURE DES TRAVAUX: **TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITE D'EAU, D'ÉCLAIRAGE ET DE VOIRIE**

TITRE DU PLAN: **PLAN DE LOCALISATION DES TRAVAUX**

SOUMISSION : 414540

ARRONDISSEMENTS : OUTREMONT

ÉLABORÉ PAR : Constantin Ngarukiyinka, ag. tech.

PRÉPARÉ PAR : Félix Pronovost, ing.

PLAN: 414540-PL-EA-01-GDD

DATE : 2021-05-09

ÉCHELLE : Aucune

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

Services des infrastructures du réseau routier (SIRR) — Direction des infrastructures

Titre	Avenue McDougall (Elmwood à Côte Ste-Catherine) et Avenue Elmwood (McDougall à Querbes)						
Entrepreneur	Gilbert Théorêt inc.						
Soumission	414 540	GDD	1217231062	Responsable	Annie Desparois	Date	2021-07-15
Projet #01	18100	Client payeur :	Service de l'eau - DRE				Corpo

#01-01 Sous-projet	1756105010	n° Simon	168 691		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	McDougall, de Côte-Sainte-Catherine à, Elmwood - reconst AQ						
	Montant de la soumission applicable au projet				419 224,12 $	482 002,93 $	440 132,92 $
	Travaux contingents		10	%	41 922,41 $	48 200,29 $	44 013,29 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet				461 146,53 $	530 203,23 $	484 146,22 $
	Sous-total complet du sous-projet				461 146,53 $	530 203,23 $	484 146,22 $

#01-02 Sous-projet	1656105 064	n° Simon	167 754		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	Elmwood de Bloomfield à Querbes - reconst AQ						
	Montant de la soumission applicable au projet				579 095,22 $	665 814,73 $	607 977,59 $
	Travaux contingents		10	%	57 909,52 $	66 581,47 $	60 797,76 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet				637 004,74 $	732 396,20 $	668 775,35 $
	Sous-total complet du sous-projet				637 004,74 $	732 396,20 $	668 775,35 $

#01-03 Sous-projet	1756105 008	n° Simon	168 689		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	McDougall, de Côte-Sainte-Catherine à, Elmwood - reconst ÉG unit						
	Montant de la soumission applicable au projet				1 319 136,43 $	1 516 677,11 $	1 384 928,36 $
	Travaux contingents		10	%	131 913,64 $	151 667,71 $	138 492,84 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet				1 451 050,07 $	1 668 344,82 $	1 523 421,20 $
	Sous-total complet du sous-projet				1 451 050,07 $	1 668 344,82 $	1 523 421,20 $

#01-04 Sous-projet	1656105 062	n° Simon	167 752		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	Elmwood de Bloomfield à Querbes - reconst ÉG unit						
	Montant de la soumission applicable au projet				1 158 734,95 $	1 332 255,51 $	1 216 526,86 $
	Travaux contingents		10	%	115 873,50 $	133 225,55 $	121 652,69 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet				1 274 608,45 $	1 465 481,06 $	1 338 179,54 $
	Sous-total complet du sous-projet				1 274 608,45 $	1 465 481,06 $	1 338 179,54 $

#01-05 Sous-projet	1756105011	n° Simon	168 692		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	Incidences techniques et professionnels reconstruction conduite d'eau secondaire McDougall						
	Type	**Dépenses incidentes**		**Taxation**			
	Pro	Gestion des impacts par firme externe (taxable		Ville	1 250,00 $	1 437,19 $	1 312,34 $
	Pro	Surveillance environnementale		Ville	19 000,00 $	21 845,25 $	19 947,63 $
	Tech	Laboratoire - contrôle qualitatitf par firme (taxa		Ville	15 000,00 $	17 246,25 $	15 748,13 $
	Tech	Utilités publiques		Ville	15 000,00 $	17 246,25 $	15 748,13 $
	Sous-total des incidence du sous-projet				50 250,00 $	57 774,94 $	52 756,22 $
	Sous-total complet du sous-projet				50 250,00 $	57 774,94 $	52 756,22 $

#01-06 Sous-projet	1756105 009	n° Simon	168 690		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	McDougall, de Côte-Sainte-Catherine à, Elmwood -serv prof ÉG unit						
	Type	**Dépenses incidentes**		**Taxation**			
	Pro	Gestion des impacts par firme externe (taxable		Ville	3 375,00 $	3 880,41 $	3 543,33 $
	Pro	Surveillance environnementale		Ville	51 300,00 $	58 982,18 $	53 858,59 $
	Tech	Laboratoire - contrôle qualitatitf par firme (taxa		Ville	25 000,00 $	28 743,75 $	26 246,88 $
	Tech	Utilités publiques		Ville	25 000,00 $	28 743,75 $	26 246,88 $
	Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisatio		Non	10 000,00 $	10 000,00 $	10 000,00 $
	Sous-total des incidence du sous-projet				114 675,00 $	130 350,08 $	119 895,67 $
	Sous-total complet du sous-projet				114 675,00 $	130 350,08 $	119 895,67 $

#01-07 Sous-projet	1656105065	n° Simon	167 755		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	Elmwood de Bloomfield à Querbes - serv prof AQ						

	Type	Dépenses incidentes	Taxation			
	Pro	Gestion des impacts par firme externe (taxabl	Ville	1 500,00 $	1 724,63 $	1 574,81 $
	Pro	Surveillance environnementale	Ville	22 800,00 $	26 214,30 $	23 937,15 $
	Tech	Laboratoire - contrôle qualitatitf par firme (taxa	Ville	20 000,00 $	22 995,00 $	20 997,50 $
	Tech	Utilités publiques	Ville	20 000,00 $	22 995,00 $	20 997,50 $
		Sous-total des incidence du sous-projet		64 300,00 $	73 928,93 $	67 506,96 $
		Sous-total complet du sous-projet		64 300,00 $	73 928,93 $	67 506,96 $

#01-08 Sous-projet | 1656105063 | n° Simon 167 753 | Elmwood de Bloomfield à Querbes - reconst ÉG unit

	Type	Dépenses incidentes	Taxation	avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
	Pro	Gestion des impacts par firme externe (taxabl	Ville	3 000,00 $	3 449,25 $	3 149,63 $
	Pro	Surveillance environnementale	Ville	45 600,00 $	52 428,60 $	47 874,30 $
	Tech	Laboratoire - contrôle qualitatitf par firme (taxa	Ville	30 000,00 $	34 492,50 $	31 496,25 $
	Tech	Utilités publiques	Ville	25 000,00 $	28 743,75 $	26 246,88 $
	Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisatio	Non	6 000,00 $	6 000,00 $	6 000,00 $
		Sous-total des incidence du sous-projet		109 600,00 $	125 114,10 $	114 767,05 $
		Sous-total complet du sous-projet		109 600,00 $	125 114,10 $	114 767,05 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #01 | 18 100 | Client payeur : Service de l'eau - DRE | Corpo

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		3 476 190,72 $	3 996 750,28 $	3 649 565,73 $
Travaux contingents	10,00 %	347 619,07 $	399 675,03 $	364 956,57 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		3 823 809,79 $	4 396 425,31 $	4 014 522,30 $
Dépenses incidentes		338 825,00 $	387 168,04 $	354 925,90 $
Sous-total complet du projet investi		**4 162 634,79 $**	**4 783 593,35 $**	**4 369 448,20 $**

Projet #02 | 18 200 | Client payeur : Service de l'eau - DRE | Corpo

#02-01 Sous-projet | 2118100511 | n° Simon 186 030 | Remplacement d'entrée de service en plomb dans la partie privée McDougall et Elmwood

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		60 298,46 $	69 328,15 $	63 305,85 $
Travaux contingents	20 %	12 059,69 $	13 865,63 $	12 661,17 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		72 358,15 $	83 193,79 $	75 967,02 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #02 | 18 200 | Client payeur : Service de l'eau - DRE | Corpo

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		60 298,46 $	69 328,15 $	63 305,85 $
Travaux contingents	20,00 %	12 059,69 $	13 865,63 $	12 661,17 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		72 358,15 $	83 193,78 $	75 967,02 $
Dépenses incidentes		0,00 $	0,00 $	0,00 $
Sous-total complet du projet investi		**72 358,15 $**	**83 193,78 $**	**75 967,02 $**

Projet #03 | 55 863 | Client payeur : Direction de la mobilité - Aménagement et grands projets | Corpo

#03-01 Sous-projet | 2155863013 | n° Simon 186 947 | Reconstruction de chaussée McDougall et Elmwood

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		199 100,56 $	228 915,87 $	209 030,70 $
Travaux contingents	10 %	19 910,06 $	22 891,59 $	20 903,07 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		219 010,62 $	251 807,46 $	229 933,77 $
Sous-total complet du sous-projet		219 010,62 $	251 807,46 $	229 933,77 $

#03-02 Sous-projet | 2155863016 | n° Simon 188 037 | Fourniture et installation du système d'éclairage

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		692 671,62 $	796 399,20 $	727 218,62 $
Travaux contingents	11 %	76 538,60 $	88 000,26 $	80 355,96 $

	Sous-total travaux + contingences du sous-projet		769 210,22 $	884 399,45 $	807 574,58 $
	Sous-total complet du sous-projet		769 210,22 $	884 399,45 $	807 574,58 $

#03-03	2155863014	n° Simon 186 948		Montants	
Sous-projet	Reconstruction de trottoirs et de saillies		avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Montant de la soumission applicable au projet		442 233,40 $	508 457,85 $	464 289,79 $
	Travaux contingents	10 %	44 223,34 $	50 845,79 $	46 428,98 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet		486 456,74 $	559 303,64 $	510 718,77 $
	Sous-total complet du sous-projet		486 456,74 $	559 303,64 $	510 718,77 $

#03-04	2155863015	n° Simon 186 949		Montants	
Sous-projet	Incidences techniques et professionnels reconstruction de chaussée,		avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Type	**Dépenses incidentes**	**Taxation**		
	Pro	Gestion des impacts par firme externe (taxabl	Ville	3 375,00 $	3 880,41 $	3 543,33 $
	Pro	Surveillance environnementale	Ville	51 300,00 $	58 982,18 $	53 858,59 $
	Tech	Laboratoire - contrôle qualitatitf par firme (taxa	Ville	35 000,00 $	40 241,25 $	36 745,63 $
	Tech	Utilités publiques	Ville	50 000,00 $	57 487,50 $	52 493,75 $
	Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisatio	Non	4 000,00 $	4 000,00 $	4 000,00 $
	Tech	Éclairage par firme externe (taxable)	Ville	86 000,00 $	98 878,50 $	90 289,25 $
	Tech	Mobilier pour éclairage	Ville	85 000,00 $	97 728,75 $	89 239,38 $
	Pro	Frais pour branchement HQ	Ville	1 000,00 $	1 149,75 $	1 049,88 $
	Tech	Plantation par externe (taxable)	Ville	25 000,00 $	28 743,75 $	26 246,88 $
		Sous-total des incidence du sous-projet		340 675,00 $	391 092,08 $	357 466,67 $
		Sous-total complet du sous-projet		340 675,00 $	391 092,08 $	357 466,67 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #03	55 863	Client payeur : Direction de la mobilité - Aménagement et grands projets			Corpo
				Montants	
			avant taxe	avec taxes	net de taxes
	Montant de la soumission applicable au projet		1 334 005,58 $	1 533 772,92 $	1 400 539,11 $
	Travaux contingents	10,55 %	140 672,00 $	161 737,63 $	147 688,01 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet		1 474 677,58 $	1 695 510,55 $	1 548 227,12 $
	Dépenses incidentes		340 675,00 $	391 092,08 $	357 466,67 $
	Sous-total complet du projet investi		**1 815 352,58 $**	**2 086 602,63 $**	**1 905 693,79 $**

Récapitulatif des tous les payeurs

		Montants		
		avant taxe	avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		4 870 494,76 $	5 599 851,35 $	5 113 410,69 $
Travaux contingents	10,27 %	500 350,76 $	575 278,29 $	525 305,75 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		5 370 845,52 $	6 175 129,64 $	5 638 716,44 $
Dépenses incidentes		679 500,00 $	778 260,13 $	712 392,57 $
Total des montants maximum autorisés		**6 050 345,52 $**	**6 953 389,77 $**	**6 351 109,01 $**

Répartition par payeur :

Agglo	0,0%	0,00 $
Corpo	100,0%	6 351 109,00 $
CSEM	0,0%	0,00 $
Bell	0,0%	0,00 $
Énergir	0,0%	0,00 $
Arrond.	0,0%	0,00 $
STM	0,0%	0,00 $
Autre 2	0,0%	0,00 $
Autre 1	0,0%	0,00 $

Total	100,0%	**6 351 109,00 $**

Montréal

SOUMISSION 414540 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux d'égout, de conduite d'eau, d'éclairage et de voirie dans les avenues McDougall et Elmwood
Avenue Elmwood entre les avenues Querbes et McDougall Avenue McDougall entre l'avenue Elmwood et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine	Les travaux sont répartis en 5 phases et une phase préparatoire. **Délai** : 190 jours calendriers sur 2 ans, en 2021 et en 2022. **PHASE 0 (préparatoire) :** Installation du réseau d'eau temporaire. **Horaire de travail** : Lundi au vendredi 7 h 30 à 18 h. **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à : - Entraver partiellement la chaussée, du côté nord ou sud, de l'avenue Elmwood entre les avenues Querbes et d'Outremont en conservant une voie de circulation de 3,5 mètres en alternance. - Entraver partiellement la chaussée, du côté est ou ouest, de l'avenue McDougall entre l'avenue Querbes et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine en conservant une voie de circulation de 3,5 mètres. **PHASE 1A** : Travaux d'égout, de conduite d'eau, d'éclairage et de voirie à l'intersection des avenues Querbes et Elmwood. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7 h 30 à 18 h. **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à : - Fermer complètement l'avenue Elmwood entre les avenues Querbes et de l'Épée avec maintien de la circulation locale. - Fermer complètement l'avenue Querbes entre les avenues Saint-Viateur et Fairmount avec maintien de la circulation locale. **PHASE 1B** : Travaux d'égout, de conduite d'eau, d'éclairage et de voirie de l'avenue Elmwood entre les avenues Querbes et de l'Épée. **Horaire de travail** : Lundi au vendredi 7 h 30 à 18 h. **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à : - Fermer complètement l'avenue Elmwood entre les avenues Querbes et de l'Épée avec maintien de la circulation locale. **PHASE 2A** : Travaux d'égout, de conduite d'eau, d'éclairage et de voirie à l'intersection des avenues de l'Épée et Elmwood. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7 h 30 à 18 h. **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à : - Fermer complètement l'avenue Elmwood entre les avenues Querbes et Bloomfield avec maintien de la circulation locale. - Fermer complètement l'avenue de l'Épée entre les avenues Saint-Viateur et Fairmount avec maintien de la circulation locale. **PHASE 2B** : Travaux d'égout, de conduite d'eau, d'éclairage et de voirie de l'avenue Elmwood entre les avenues de l'Épée et Bloomfield. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7 h 30 à 18 h. **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à : - Fermer complètement l'avenue Elmwood entre les avenues de l'Épée et Bloomfield avec maintien de la circulation locale. **PHASE 3A** : Travaux d'égout, de conduite d'eau, d'éclairage et de voirie à l'intersection des avenues Bloomfield et Elmwood. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7 h 30 à 18 h. **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à : - Fermer complètement l'avenue Elmwood entre les avenues de l'Épée et McDougall avec maintien de la circulation locale. - Fermer complètement l'avenue Bloomfield entre les avenues Saint-Viateur et Fairmount avec maintien de la circulation locale.

Avenue Elmwood entre les avenues Querbes et McDougall Avenue McDougall entre l'avenue Elmwood et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine	**PHASE 3B** : Travaux d'éclairage et de voirie sur l'avenue Elmwood entre les avenues Bloomfield et McDougall. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7 h 30 à 18 h. **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à : - Fermer complètement l'avenue Elmwood entre les avenues Bloomfield et McDougall avec maintien de la circulation locale. **PHASE 4A** : Travaux d'égout, de conduite d'eau, d'éclairage et de voirie à l'intersection des avenues McDougall et Elmwood. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7 h 30 à 18 h. **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à : - Fermer complètement l'avenue Elmwood entre les avenues Bloomfield et Outremont avec maintien de la circulation locale. - Fermer complètement l'avenue McDougall entre l'avenue Elmwood et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine avec maintien de la circulation locale. **PHASE 4B** : Travaux d'égout, de conduite d'eau, d'éclairage et de voirie de l'avenue McDougall entre l'avenue Elmwood et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7 h 30 à 18 h. **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à : Fermer complètement l'avenue McDougall entre l'avenue Elmwood et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine avec maintien de la circulation locale. **PHASE 4C** : Travaux d'éclairage et de voirie à l'intersection de l'avenue McDougall et du chemin de la Côte-Sainte-Catherine. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7 h 30 à 18 h. **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à : - Fermer complètement l'avenue McDougall entre l'avenue Elmwood et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine avec maintien de la circulation locale. - Fermer complètement le côté nord du chemin de la Côte-Sainte-Catherine entre les avenues Laurier et Outremont. - Aménager un contresens du côté sud du chemin de la Côte-Sainte-Catherine avec maintien d'une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres par direction. **PHASE 5** : Travaux de pavage de la couche de surface sur l'avenue Elmwood entre les avenues Querbes et Outremont et sur l'avenue McDougall entre l'avenue Elmwood et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine. **Horaire de travail :** Horaire de travail pour les entraves des avenues de l'Épée, Bloomfield et Querbes lundi au vendredi 9 h à 15 h. Horaire de travail pour les autres entraves lundi au vendredi 7 h 30 à 18 h. **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à : - Fermer complètement l'avenue Elmwood entre les avenues Querbes et Outremont un seul tronçon à la fois avec maintien de la circulation locale. - Fermer complètement l'avenue Querbes entre les avenues Saint-Viateur et Fairmount avec maintien de la circulation locale. - Fermer complètement l'avenue de l'Épée entre les avenues Saint-Viateur et Fairmount avec maintien de la circulation locale. - Fermer complètement l'avenue Bloomfield entre les avenues Saint-Viateur et Fairmount avec maintien de la circulation locale. - Fermer complètement l'avenue McDougall entre l'avenue Elmwood et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine avec maintien de la circulation locale. - Entraver partiellement la direction ouest du chemin de la Côte-Sainte-Catherine à la hauteur de l'avenue McDougall en conservant une (1) voie de circulation sur deux (2) d'une largeur minimale de 3,2 mètres. - Aucune entrave n'est permise sur le chemin de la Côte-Sainte-Catherine en direction est. - Maintenir les intersections libres de toutes entraves, sauf lorsque les travaux sont dans ces intersections.

Mesures de gestion des impacts applicables	- Installer à l'approche du chantier de construction, des panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu. - Avoir la présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur. - Autoriser l'Entrepreneur à travailler sur des tronçons de 30 mètres maximum, lors des travaux d'excavation. Pour les autres travaux, l'Entrepreneur doit effectuer les travaux sur des tronçons de 150 mètres maximum. - Utiliser des repères visuels de type T-RV-10 pour séparer les voies de circulation à contresens, si requis. - Installer des repères visuels de type T-RV-7 pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux. - Mettre en place des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis. - Maintenir la mobilité, l'accessibilité universelle et la protection des travailleurs et des usagers de la route. - Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux. - Maintenir l'accès aux bâtiments commerciaux et résidentiels en tout temps lors des travaux. - Protéger les aires de travail et les excavations dans la zone des travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons. - Installer, par l'Entrepreneur, des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. Ces chemins de détours sont illustrés au devis technique spécial infrastructures « Maintien et gestion de la mobilité » (DTSI-M).

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 16 août 2019

GÉRALD THÉORÊT INC.
A/S MONSIEUR JEAN THÉORÊT
2, BOUL DE MAPLE GROVE
BEAUHARNOIS (QC) J6N 1K3

No de décision : 2019-DAMP-0708
N° de client : 2700022800

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GÉRALD THÉORÊT INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 414540

Date de publication : 2021-05-31
Date d'ouverture : 2021-06-29

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	Cojalac inc.
2	Construction NRC inc.
3	Demix Construction, une division de CRH Canada inc.
4	Duroking Construction / 9200 2088 Québec inc.
5	Environnement Routier NRJ inc .
6	Eurovia Québec Construction inc.
7	Gérald Théorêt inc.
8	Groupe Thermo-Lite inc.
9	L.A. Hébert Ltée
10	Le Groupe Lécuyer Ltée
11	Les Entreprises Cogenex inc.
12	Neolect inc.
13	Roxboro Excavation inc.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217231062

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Gérald Théorêt inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire, de voirie et d'éclairage dans l'avenue McDougall et l'avenue Elmwood. Dépense totale de 6 953 389,77 $ (contrat : 5 599 851,35 $ + contingences: 575 278,29 $ + incidences: 778 260,13 $), taxes incluses. Appel d'offres public 414540 - 6 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1217231062_SUM.xls

Info_comptable_ GDD 1217231062_DRE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget
Tél : 514-836-0991

Co-auteur

Cédric Ago
Conseiller budgétaire
Service des finances
Point de service Brennan
Tél. : 514 872-1444

Marie-Antoine Paul
Préposée au budget
Service des finances
Point de service Brennan

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-23

Anna CHKADOVA
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-6052

514 872-0000

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.041

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217231063

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 345 147,48 $ (contrat: 2 068 825,66 $, contingences: 206 882,57 $, incidences: 69 439,25 $), taxes incluses - Appel d'offres public 463319 (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :
1. d'accorder à Services Infraspec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 068 825,66 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 463319;

2. d'autoriser une dépense de 206 882,57 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 69 439,25 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation de rendement de Services Infraspec inc.;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-26 10:23

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217231063**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 345 147,48 $ (contrat: 2 068 825,66 $, contingences: 206 882,57 $, incidences: 69 439,25 $), taxes incluses - Appel d'offres public 463319 (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par la technique de chemisage sont proposés par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
· Réduction des émissions de gaz à effet de serre comparativement à la reconstruction par excavation;
· Maintien de la circulation durant les travaux.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'égout, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'égout.

La longueur totale des conduites d'égout secondaire à réhabiliter par chemisage en 2021-2022 sera d'environ quarante-cinq (45) kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 1,02 % de l'ensemble du réseau de la Ville.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville à ouvrir le marché et encourager la concurrence, la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a scindé le grand projet de travaux de réhabilitation en huit (8) secteurs.

Le contrat no. 463319 qui vise la réhabilitation des conduites d'égout dans les arrondissements de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de Rosemont-La Petite-Patrie et de Ville-Marie a été ajouté à la fin et ce, suite à une demande de la DRE. Les huit (8) autres projets sont déjà octroyés.

La Direction des réseaux d'eau a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement d'un nouvel appel d'offres et de réaliser ces travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0582 - 18 mai 2021 - Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 7 768 777,00 $ (contrat: 6 930 000,00 $, contingences: 693 000,00 $, incidences: 145 777,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 463318 (4 soumissionnaires) - (1217231033);
CM21 0761 - 15 juin 2021 - Accorder un contrat à Clean Water Works inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 7 641 458,10 $ (contrat: 6 848 981,00 $, contingences: 684 898,10 $, incidences: 107 579,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 463316 (4 soumissionnaires) (1217231039);

CM21 0414 - 20 avril 2021 - Accorder un contrat à Services d'Égout Capital inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 3 742 713,55 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 463315 (4 soumissionnaires) - (1217231016);

CM21 0317 - 22 mars 2021 - Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 6 768 680,00 $ (contrat: 6 047 000,00 $, contingences: 604 700,00 $, incidences: 116 980,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 463311 (4 soumissionnaires) - (1207231088);

CM21 0316 - 22 mars 2021 - Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 6 028 706.50 $ (contrat: 5 067 000.00 $, contingences: 506 700.00 $, incidences: 455 006.50 $), taxes incluses - Appel d'offres public 463313 (4 soumissionnaires) - (1207231086);

CM21 0172 - 22 février 2021- Accorder un contrat à Services Infraspec inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 3 132 488,23 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 463312 (4 soum.) - (1207231081);

CM 20 0638 - 15 juin 2020 - Accorder un contrat à Clean Water Works Inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 6 854 100 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458117 (4 soum.) - (1207231036);

CM20 0637 - 15 juin 2020 - Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville

de Montréal - Dépense totale de 8 072 000 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458111 (4 soum.) - (1207231010);

CM20 0636 - 15 juin 2020 - Accorder un contrat à Services Infraspec inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 7 565 429,75 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458112 (4 soum.) - (1207231005);

CM20 0633 - 15 juin 2020 - Accorder un contrat à Services d'Égout Capital inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 1 684 723,80 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458118 (4 soum.) - (1207231023);

CM20 0631 - 15 juin 2020 - Accorder un contrat à Service d'Égout Capital inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 100 341,63 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458115 (4 soum.) - (1207231026);

CM20 0624 - 15 juin 2020 - Accorder un contrat à Clean Water Works Inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 6 826 133,10 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458116 (4 soum.) - (1207231046);

CM20 0619 - 15 juin 2020 - Accorder un contrat à Services Infraspec inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 4 367 961,58 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458114 (4 soum.) - (1207231015);

CM20 0615 - 15 juin 2020 - Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 6 148 900,01 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458113 (4 soum.) - (1207231017).

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur d'environ 2,06 km de conduites d'égout secondaires et les travaux seront réalisés dans les arrondissements de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de Rosemont-La Petite-Patrie et de Ville-Marie.
La liste des rues où auront lieu les travaux est jointe au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 206 882,57 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la surveillance environnementale des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités

pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard.

Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe, résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse. Dans le présent dossier, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et l'estimation des professionnels est de -15,7 %, favorable à la ville.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission de la firme GLT+ Inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

La DGPÉC a procédé à l'analyse des trois (3) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Les écarts de prix les plus importants (totalisant 12,9 %) se trouvent respectivement dans les articles suivants:

· cheminée d'accès;
· réfection de coupe – chaussée mixte;
· branchement d'égout de puisard à remplacer.

Le reste de l'écart est distribué sur les autres articles de la soumission.

De façon générale, nous considérons que l'écart favorable résulte d'une concurrence agressive entre les entrepreneurs afin de remplir leurs carnets de commande.

Vu que l'écart est favorable à la Ville, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Services Infraspec inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 2 345 147,48 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec Services Infraspec Inc. pour un montant de 2 068 825,66 $ taxes incluses :
- 990 686,40 $: la partie subventionnée par FIMEAU
- 1 078 139,26 $: la portion non subventionnée;

- plus des contingences de 206 882,57$ taxes incluses :
- 99 068,64 $: la partie subventionnée par FIMEAU
- 107 813,93 $: la portion non subventionnée;

- plus des incidences de 69 439,25 $ taxes incluses :
- 33 330,84 $: la partie subventionnée par FIMEAU
- 36 108,41 $: la portion non subventionnée.

Cette dépense de 2 345 147,48 $ taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 2 143 169,56 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt # 21-011.

Une partie des travaux de réhabilitation dont le coût net total de 1 026 361,02 $ est admissible au programme de subvention FIMEAU et est financée à 80% selon le protocole d'entente, laissant un coût net de 205 272,20 $ à la charge du contribuable.

L'autre partie des travaux de réhabilitation dont le coût net total de 1 116 808,54 $ est à la charge du contribuable.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2021	2022	Ultérieur	Total
18100 - Renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout		2 143 K$		2 143 K$

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l’eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main d'œuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 11 octobre 2021, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document *« Principes de gestion de la mobilité »* .

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s’applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : janvier 2022
Fin des travaux : juillet 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Richard C GAGNON, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Marc LABELLE, Ville-Marie
Félix CHAMPAGNE-PICOTTE, Rosemont - La Petite-Patrie
Raphaëlle HAMEL, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Pierre-Louis AUGUSTIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE, Ville-Marie

Lecture :

Pierre-Louis AUGUSTIN, 26 juillet 2021
Richard C GAGNON, 19 juillet 2021
Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE, 19 juillet 2021
Félix CHAMPAGNE-PICOTTE, 19 juillet 2021
Raphaëlle HAMEL, 19 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar OUCHENANE

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-16

Yvan PÉLOQUIN

ingenieur(e)

Tél : 438-825-6673
Télécop. : 514-872-6123

Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2021-07-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2021-07-23

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 463319 — 1217231063

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 / 6 / 2021 — Ouverture prévue le : 6 / 7 / 2021

Ouverture faite le : 13 / 7 / 2021 — Délai total accordé aux soumissionr : 35

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'off : 3 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
29 / 6 / 2021	Report de la date d'ouverture de la soumission.	0.00
5 / 7 / 2021	Ajout de quatre (4) items au bordereau des prix, bonification de l'article 7.2 du DTSI-RE et modification de l'annexe M-1 du DTSI-M.	44 160.00
6 / 7 / 2021	Publication du tableau «questions et réponses» pendant la période de l'appel d'offres.	0.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 75

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 11 / 10 / 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total**
SERVICES INFRASPEC INC.	2 068 825.66 $
CLEAN WATER WORKS INC.	2 211 000.00 $
INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED	3 537 000.00 $

Estimation — **Externe** — 2 453 684.67

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-15.68%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **6.87%**

ossier à être étudié par la CEC — **Oui** — **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnair : SERVICES INFRASPEC INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 2 068 825.66

Montant des contingences ($) : 206 882.57

Montant des incidences : 69 439.25

Date prévue de début des travaux : 10 / 1 / 2022 — Date prévue de fin des travaux : 8 / 7 / 2022

Service des infrastructures du réseau routier

Direction des infrastructures

Division de la conception des travaux

Tableau des quantités par rue

Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal

Appel d'offres : 463319
Chargé de projet : Amar Ouchenane, ing

Date: 30 juin 2021
Révision: 01

#Plan	Rue	De	À	Type chaussée	Conduite à réhabiliter				Branchement puisards	Chemisage et inspections des branchements de puisard	Remplacem. des branchem. de puisard	Branchement de service	Remplacem. conduite par excavation	Cheminée d'accès à ajouter	Regard d'égout à ajouter	Réfection de coupe (Souple)	Réfection de coupe (Mixte)	Gestion des sols B-C	Sondage
					Diamètre 450 mm	Diamètre 600x900 mm	Diamètre 1200 mm	Diamètre 1500 mm											
					(mètre)	(mètre)	(mètre)	(mètre)	(mètre)	(mètre)	(mètre)	(unité)	(mètre)	(unité)	(unité)	(m^2)	(m^2)	(tonne)	(unité)
Mercier- Hochelaga- Maisonneuve																			
MHM-EG-2021-06	De Cadillac, rue	Jumonville, rue	Turenne, rue	mixte	105				23	14	7	15				0	11	12	1
MHM-EG-2021-12	Des Ormeaux, rue	Sainte-Claire, rue	de Marseille, rue	mixte		188			58	35	18	28				0	29	30	3
MHM-EG-2021-18	Ontario Est, rue	Darling, rue	Aylwin, rue	mixte		180			30	18	9	42				0	14	15	2
MHM-EG-2021-34	Adam, rue	Sicard, rue	Leclaire, rue	mixte		88			22	14	7	17				0	11	12	1
MHM-EG-2021-34	Adam, rue	Leclaire, rue	Théodore, rue	souple		89			23	14	7	12	3			19	0	24	2
MHM-EG-2021-36	Lacordaire, rue	Rosemont, Boulevard	Non-nommée, voie	mixte		90			9,5	6	3	9				0	5	5	1
MHM-EG-2021-38	Hors rue	Ontario Est, rue	de Rouen, rue	mixte		132			0	0	0	17		1		0	10	15	1
MHM-EG-2021-39	Davidson, rue	Adam, rue	Ontario est, rue	mixte		246			39	24	12	26		1		0	29	35	3
MHM-EG-2021-52	Sherbrooke Est, rue	Du Quesne, rue	de la pépinière, avenue	mixte		103			1,5	1	1	5				0	2	2	1
MHM-EG-2021-53	Sherbrooke Est, rue	Lepailleur, rue	Honoré-Beaugrand, rue	mixte		73			1	1	1	3				0	2	2	1
Rosemont- La Petite- Patrie																			
RPP-EG-2021-31	Hutchison, rue	Van Horne, avenue	Saint-Zotique Ouest, rue	mixte		305			61	37	19	42		1		0	40	46	4
RPP-EG-2021-33	Saint-Michel, boulevard	Masson, rue	Dandurand, rue	mixte		278			106	64	32	55		1		0	61	68	6
Ville Marie																			
VIM-EG-2021-04	René-Lévesque Ouest, boulevar	Drummond, rue	Peel, rue	mixte			159	25	7	5	3	36	3	3	1	0	65	112	5
					105	**1772**	**159**	**25**	**381**	**233**	**119**	**307**	**6**	**7**	**1**	**19**	**279**	**376**	**31**
				TOTAUX	**2061**														

Quantités en provision , non indiquées aux plans

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

Services des infrastructures du réseau routier (SIRR) — Direction des infrastructures

Titre: Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal

Entrepreneur: Services Infraspec inc.

Soumission: 463 319 | GDD: 121 - 7231 - 063 | Responsable: Amar Ouchenane | Date: 2021-07-15

Projet #01: 18 100 | Client payeur : Service de l'eau - DRE | Corpo

#01-01 Sous-projet: 21 - 18 100 - 125 | n° Simon: 186 497

Réhabilitation d'égout secondaire (FIMEAU)

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		861 653,75 $	990 686,40 $	904 628,73 $
Travaux contingents	10 %	86 165,38 $	99 068,64 $	90 462,87 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		947 819,13 $	1 089 755,04 $	995 091,60 $
Sous-total complet du sous-projet		947 819,13 $	1 089 755,04 $	995 091,60 $

#01-02 Sous-projet: 21 - 18 100 - 133 | n° Simon: 186 528

Réhabilitation d'égout secondaire (portion non subventionnée)

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		937 716,25 $	1 078 139,26 $	984 484,85 $
Travaux contingents	10 %	93 771,63 $	107 813,93 $	98 448,48 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		1 031 487,88 $	1 185 953,19 $	1 082 933,33 $
Sous-total complet du sous-projet		1 031 487,88 $	1 185 953,19 $	1 082 933,33 $

#01-03 Sous-projet: 21 - 18 100 - 126 | n° Simon: 186 498

Incidences (FIMEAU)

		taxation	avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Dépenses incidentes					
Tech	Utilités publiques	Normal	5 760,00 $	6 622,56 $	6 047,28 $
Pro	Gestion des impacts (services internes)	Non	4 800,00 $	4 800,00 $	4 800,00 $
Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisation	Non	4 800,00 $	4 800,00 $	4 800,00 $
Tech	Laboratoire - contrôle qualitatitf par firme (taxat	Normal	7 680,00 $	8 830,08 $	8 063,04 $
Pro	Surveillance environnementale	Normal	7 200,00 $	8 278,20 $	7 559,10 $
Sous-total des incidence du sous-projet			30 240,00 $	33 330,84 $	31 269,42 $
Sous-total complet du sous-projet			30 240,00 $	33 330,84 $	31 269,42 $

#01-04 Sous-projet: 21 - 18 100 - 134 | n° Simon: 186 529

Incidences (portion non subventionnée)

		taxation	avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Dépenses incidentes					
Tech	Utilités publiques	Normal	6 240,00 $	7 174,44 $	6 551,22 $
Pro	Gestion des impacts (services internes)	Non	5 200,00 $	5 200,00 $	5 200,00 $
Tech	Division de la voirie - Marquage et signalisation	Non	5 200,00 $	5 200,00 $	5 200,00 $
Tech	Laboratoire - contrôle qualitatitf par firme (taxat	Normal	8 320,00 $	9 565,92 $	8 734,96 $
Pro	Surveillance environnementale	Normal	7 800,00 $	8 968,05 $	8 189,03 $
Sous-total des incidence du sous-projet			32 760,00 $	36 108,41 $	33 875,21 $
Sous-total complet du sous-projet			32 760,00 $	36 108,41 $	33 875,21 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #01: 18 100 | Client payeur : Service de l'eau - DRE | Corpo

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		1 799 370,00 $	2 068 825,66 $	1 889 113,58 $
Travaux contingents	10,00 %	179 937,00 $	206 882,57 $	188 911,36 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		1 979 307,00 $	2 275 708,23 $	2 078 024,94 $
Dépenses incidentes		63 000,00 $	69 439,25 $	65 144,63 $
Sous-total complet du projet investi		**2 042 307,00 $**	**2 345 147,48 $**	**2 143 169,56 $**

Récapitulatif des tous les payeurs

		avant taxe	Montants avec taxes	net de taxes
Montant de la soumission applicable au projet		1 799 370,00 $	2 068 825,66 $	1 889 113,58 $
Travaux contingents	10,00 %	179 937,00 $	206 882,57 $	188 911,36 $
Sous-total travaux + contingences du sous-projet		1 979 307,00 $	2 275 708,23 $	2 078 024,94 $
Dépenses incidentes		63 000,00 $	69 439,25 $	65 144,63 $
Total des montants maximum autorisés		**2 042 307,00 $**	**2 345 147,48 $**	**2 143 169,56 $**

Répartition par payeur :

Corpo	100,0%	2 143 169,56 $
Total	100,0%	**2 143 169,56 $**

<table>
<tr><th colspan="2">Secteur</th><th>Travaux de réhabilitation de conduites d'égouts par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal</th></tr>
<tr><td><u>Arrondissements</u></td><td><u>Rues</u></td><td rowspan="4">Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M.

Pour les rues identifiées comme ayant le plus d'impacts sur la mobilité et le milieu environnant (cote 1 et majeure au DTSI-M), les concepts sont résumés ci-bas.</td></tr>
<tr><td>Mercier-Hochelaga-Maisonneuve</td><td>Adam, De Cadillac, Des Ormeaux, Davidson, Hors rue (Ontario Est), Lacordaire, Ontario Est et Sherbrooke Est</td></tr>
<tr><td>Rosemont- La Petite-Patrie</td><td>Hutchison et Saint-Michel</td></tr>
<tr><td>Ville-Marie</td><td>René-Lévesque Ouest</td></tr>
<tr><td colspan="2">MHM-EG-2021-36
Rue Lacordaire
Du boulevard Rosemont à une voie non nommée</td><td>Occupation : Maintien d'une voie de circulation en direction nord à la hauteur de la zone de travaux sur les rues Lacordaire et Dickson; aucune entrave en direction sud. Maintien d'une voie de circulation en direction ouest sur le boulevard Rosemont.
Horaire de travail :
Travaux de chemisage : Samedi et dimanche 24h/24h.
Autres travaux : Lundi au vendredi 9h30 – 15h. Samedi et dimanche 9h – 17h.</td></tr>
<tr><td colspan="2">MHM-EG-2021-52
Rue Sherbrooke Est
De la rue Du Quesne à l'Avenue de la Pépinière.</td><td>Occupation : Maintien de 2 voies de circulation en direction est et aucune entrave en direction ouest sur la rue Sherbrooke Est. Maintien d'une voie de circulation en direction sud sur la rue Du Quesne
Horaire de travail :
Travaux de chemisage : Samedi et dimanche 24h/24h.
Autres travaux : Lundi au vendredi 7h – 15h30. Samedi et dimanche 9h – 17h.</td></tr>
<tr><td colspan="2">MHM-EG-2021-53
Rue Sherbrooke Est
De la rue Lepailleur à la rue Honoré-Beaugrand.</td><td>Occupation : Maintien de 2 voies de circulation en direction ouest et aucune entrave en direction est sur la rue Sherbrooke Est.
Horaire de travail :
Travaux de chemisage : Samedi et dimanche 24h/24h.
Autres travaux : Lundi au vendredi 9h30 – 15h30. Samedi et dimanche 9h – 17h.</td></tr>
<tr><td colspan="2">RPP-EG-2021-33
Boulevard Saint-Michel
De la rue Masson à la rue Dandurand.</td><td>Occupation : Fermeture complète de la direction nord et maintien de 2 voies de circulation en direction sud sur le boulevard Saint-Michel. Fermeture complète de la rue Masson entre la 10e avenue et la 12e avenue. Maintien d'une voie de circulation par direction sur la rue Dandurand.
Horaire de travail :
Travaux de chemisage : Samedi et dimanche 24h/24h.
Autres travaux : Samedi : 8h-19h et dimanche : 10h-19h.</td></tr>
<tr><td colspan="2">VIM-EG-2021-04
Boulevard René-Lévesque Ouest
De la rue Drummond à la rue Peel</td><td>Occupation : Maintien d'une voie de circulation en contresens en direction ouest et de 2 voies de circulation en direction est sur le boulevard René-Lévesque Ouest, entre la rue Drummond et la rue de la Cathédrale. Maintien d'une voie de circulation par direction sur la rue Peel avec interdiction de virage à gauche.
Horaire de travail :
Travaux préparatoires : Samedi 8h – 19h et dimanche 9h – 19h.
Travaux de chemisage : Samedi au mardi 24h/24h.
Travaux d'excavation et ajout de regard : Samedi 8h – 21h; dimanche 9h – 21h; lundi et mardi 7h – 21h.
L'entrave du contresens peut être maintenue en longue durée du vendredi 22h au mercredi 5h.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Mesures de gestion des impacts applicables à toutes les rues</td><td>- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1;

- Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux;</td></tr>
</table>

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'égouts par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal
	- Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux); - Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de casernes du service d'incendie; - Relocaliser les zones de livraison, les zones pour personnes à mobilité réduite, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences à l'Annexe M1; - L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info ; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1; - À la Demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la Ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite comme prévu au DTNI-8A.

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

TRANSPARENCE
ÉQUITÉ
SAINE CONCURRENCE

Le 19 mai 2021

SERVICES INFRASPEC INC.
A/S MONSIEUR ÉRIC BELLEMARE
4585, BOUL LITE
LAVAL (QC) H7C 0B8

N° de décision : 2021-DAMP-1420
N° de client : 3000241603

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous INFRASPEC RÉHABILITATION et LES CANALISATIONS KARIC, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SERVICES INFRASPEC INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **18 mai 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique

Chantal Hamel

525, boul. René-Lévesque Est, 1er étage, bureau 1.25
Québec (Québec) G1R 5S9

1 888 355-5550
amp.quebec

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 463319

Date de publication : 7/6/2021
Date d'ouverture : 13/7/2021

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	CLEAN WATER WORKS INC.
2	INFRASPEC INC.
3	INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED
4	GLT+ INC.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217231063

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 345 147,48 $ (contrat: 2 068 825,66 $, contingences: 206 882,57 $, incidences: 69 439,25 $), taxes incluses - Appel d'offres public 463319 (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_GDD 1217231063_DRE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget
Tél : 514-836-0991

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Anna CHKADOVA
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.042

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1211541001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction Camvi inc., pour la réfection des finis de plancher du rez-de-chaussée au bâtiment d'emmagasinement des boues (Secteur 667) - Dépense totale de 951 930,91 $, taxes incluses (contrat : 793 275,76. $ + contingences : 158 655,15 $ - Appel d'offres public SP19034-132387-C - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Construction Camvi inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection des finis de plancher du rez-de-chaussée au bâtiment d'emmagasinement des boues (Secteur 667, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 793 275,76 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP19034-132387-C ;

2. d'autoriser une dépense de 158 655,15.$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Construction Camvi inc.
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-29 09:44

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1211541001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction Camvi inc., pour la réfection des finis de plancher du rez-de-chaussée au bâtiment d'emmagasinement des boues (Secteur 667) - Dépense totale de 951 930,91 $, taxes incluses (contrat : 793 275,76. $ + contingences : 158 655,15 $ - Appel d'offres public SP19034-132387-C - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le bâtiment d'emmagasinement des boues de la station d'épuration des eaux usées (Station) possède quatre gros réservoirs qui servent au stockage des boues recueillies des décanteurs. Ce stockage représente l'une des premières étapes du processus de traitement des boues.
Ce bâtiment abrite aussi quatre unités de traitement des odeurs (UTO), dont le rôle est de traiter les odeurs en provenance des réservoirs éventés à l'extérieur. Ce traitement est possible grâce à l'utilisation des produits chimiques tels que l'hypochlorite de sodium 12% et la soude caustique 50%.

Le bâtiment d'emmagasinement des boues a été construit il y a plus d'une trentaine d'années, et plusieurs déversements des produits chimiques ont favorisé la dégradation du plancher de béton.

Les différentes investigations ont présenté la conclusion suivante : l'absence de membrane sur le plancher a fait en sorte que toute l'épaisseur de la dalle de 355 mm a été contaminée par les ions chlorures et toute réparation additionnelle verra les ions chlorures migrer vers le béton de réparation.

L'appel d'offres SP19034-132387-C a été publié le 28 avril 2021 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 10 juin 2021 au Service du Greffe. La durée de la publication a été de 44 jours et la période de validité des soumissions est de 120 jours, soit jusqu'au

vendredi 8 octobre 2021.

Quatre addenda ont été émis:
Addenda no. 1, en date du 4 mai : réponse à une question.
Addenda no. 2, en date du 13 mai : réponse à une question.
Addenda no. 3, en date du 21 mai : réponse à des questions et report de la date d'ouverture des soumissions au 3 juin 2021.
Addenda no. 4, en date du 31 mai : réponse à une question et report de la date d'ouverture des soumissions au 10 juin 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucun

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à effectuer des travaux de réfection et le revêtement du plancher du bâtiment d'emmagasinement des boues de la Station.
Sans être limitatif, les travaux prévus pour ce projet sont :
• La réfection de la dalle de béton qui consiste à enlever tout le béton sur une épaisseur de plus ou moins 125 mm, à partir du dessus de la dalle;
• la démolition par la méthode de l'hydro-démolition est privilégiée pour éviter la microfissuration sur le dessus de la dalle;
• la fourniture et mise en place d'un béton en latex;
• la fourniture et installation de revêtement époxydique;
• le démantèlement, modification et réinstallation des équipements;
• la protection des équipements et étaiements du plancher.

Compte tenu des imprévus reliés à ce projet entre autres la démolition et la reconstruction du plancher, un budget de 20% de la valeur du contrat est recommandé pour les contingences.

JUSTIFICATION

Trois (3) entreprises et une association se sont procuré les documents d'appels d'offres et deux (2) d'entre elles ont déposés une soumission. Le troisième est sous-traitant pour l'un des soumissionnaires. Aucun avis de désistement n'a été reçu. La liste des preneurs du cahier des charges est annexée au dossier.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Construction Camvi inc.	793 275,76 $	158 655,15 $	951 930,91 $
Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc.	1 723 475,25 $	344 695,05 $	2 068 170,30 $
Dernière estimation réalisée ($)	940 525,39 $	188 105,08 $	1 128 630,47 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(176 699,56 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(15.66 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			1 116 239,39 $
			117.26 %

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*

L’écart de 117,26% entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme s’explique par des écarts importants aux articles reliés aux travaux qui nécessitent beaucoup de manipulations (Hydro-démolition, pose et finition du béton par coulée et fourniture et installation de drains de plancher et accessoires).

Selon ce soumissionnaire les gros équipements de type « robot » ne pourront pas être utilisés pour faire l’ensemble des travaux, augmentant ainsi les prix unitaires considérablement. Puisque ces travaux s’étalent sur une courte période de temps, la capacité de l'entrepreneur à obtenir les équipements et la main d’œuvre requis et les rendre disponibles selon l'avancement des travaux pourrait expliquer la moitié de l’écart. De plus, la fluctuation du prix de l’acier entre le moment de l’estimation et le dépôt du soumissionnaire et la disponibilité de la main d’œuvre spécialisée contribue à cet écart.

Les gros équipements de type « Robots » ne peuvent pas être utilisés dans tous les lieux, car il y a une contrainte d’espace et aussi plusieurs machines dans ces salles telles que 4 Unités de Traitement de Odeurs (UTO). En utilisant ces robots, il y a des risques de bris de ces équipements.

Ces « Robots » sont utilisés uniquement dans les espaces libres, ouverts ou fermés.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à Construction Camvi inc. au prix de sa soumission, soit 793 275,76 $, taxes incluses.

Les firmes n’étaient pas tenues de détenir une attestation de l'Autorité des Marchés Publics (AMP) pour soumissionner dans le cadre de cet appel d'offres. Toutefois, l’adjudicataire recommandé possède une telle attestation qui est valide jusqu'au 18 janvier 2024. Une copie de celle-ci est jointe au présent dossier. De plus, le soumissionnaire a fourni avec sa soumission l'attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 31 juillet 2021.

Les validations requises ont démontré que l’adjudicataire recommandé:
• n’est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
• n’a pas de restrictions imposées sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
• n’est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
• n’est pas non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, ce contrat fera l'objet d'une évaluation de rendement de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la Réfection des finis de plancher du rez-de-chaussée au bâtiment d’emmagasinement des boues (Secteur 667) de la Station est de 951 930,91 $ toutes taxes incluses.
Ceci représente un montant de 869 239,80 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne

l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet contribue à optimiser la gestion de l'eau et sa qualité de manière durable et responsable sur l'ensemble du territoire montréalais. Aussi, le projet améliorera la fiabilité des équipements et réduira les risques de déversement tout en contribuant à un meilleur environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans la mesure où ce dossier n'était pas approuvé ou retardé, les impacts seraient :
• une dégradation accrue du plancher du bâtiment d'emmagasinement des boues ainsi que le plancher de stockage de la soude caustique qui pourrait générer de la contamination;
• des risques accrus pour la santé et sécurité des employés qui travaillent dans ce bâtiment.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier: 26 août 2021
Début des travaux: septembre 2021
Fin des travaux: juillet 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eliane CLAVETTE
Conseillère en analyse - contrôle de gestion

Tél : 438-863-1252
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-16

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-28

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1211541001

Unité administrative responsable : Direction de l'épuration des eaux usées

Projet : SP19034-132387-C; la réfection des finis de plancher du rez-de-chaussée au bâtiment d'emmagasinement des boues (Secteur 667)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *S.o*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *S.o*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE INTÉGRITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 19 janvier 2021

CONSTRUCTION CAMVI INC.
A/S MONSIEUR MICHELE AGOZZINO
5005, BOUL SAINT-JEAN-BAPTISTE
POINTE-AUX-TREMBLES (QC) H1B 5V3

N° de décision : 2021-DAMP-1047
N° de client : 3000187805

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous CAMVI CONSTRUCTION INC., le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. CONSTRUCTION CAMVI INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **18 janvier 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : SP19034-132387-C
Numéro de référence : 1482531
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Réfection des finis de plancher du rez-de-chaussée au bâtiment d'emmagasinement des boues (Secteur 667)

	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
☐	ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1892630)** 2021-04-28 22 h 22 **Transmission :** 2021-04-28 22 h 22	3517296 - Addenda no 1 - Q/R & plans (devis) 2021-05-04 14 h 49 - Courriel 3517297 - Addenda no 1 - Q/R & plans (plan) 2021-05-04 16 h 37 - Messagerie 3524880 - Addenda no 2 - Q/R 2021-05-13 15 h 58 - Courriel 3531109 - Addenda no 3 - Report de date, Q/R, dessin 2021-05-21 11 h 53 - Courriel 3537120 - Addenda no 4 - Report au 10 juin et visites 2021-06-01 13 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Bedcolab Ltée 2305 Avenue Francis-Hugues Laval, QC, H7S 1N5 NEQ : 1143436112	Madame Geneviève Paquin Téléphone : 514 384-2820 Télécopieur : 514 384-9210	**Commande : (1906156)** 2021-05-27 13 h 47 **Transmission :** 2021-05-27 13 h 47	3517296 - Addenda no 1 - Q/R & plans (devis) 2021-05-27 13 h 47 - Téléchargement 3517297 - Addenda no 1 - Q/R & plans (plan) 2021-05-27 13 h 47 - Téléchargement 3524880 - Addenda no 2 - Q/R 2021-05-27 13 h 47 - Téléchargement 3531109 - Addenda no 3 - Report de date, Q/R, dessin 2021-05-27 13 h 47 - Téléchargement 3537120 - Addenda no 4 - Report au 10 juin et visites 2021-06-01 13 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☒	Construction Camvi Inc.. 5005, boul. St-Jean-Baptiste Montréal, QC, H1B5V3 NEQ : 1160134947	Monsieur Mario Agozzino Téléphone : 514 648-2333 Télécopieur : 514 648-6236	**Commande : (1899528)** 2021-05-12 16 h 12 **Transmission :** 2021-05-12 16 h 12	3517296 - Addenda no 1 - Q/R & plans (devis) 2021-05-12 16 h 12 - Téléchargement 3517297 - Addenda no 1 - Q/R & plans (plan) 2021-05-12 16 h 12 - Téléchargement 3524880 - Addenda no 2 - Q/R 2021-05-13 15 h 58 - Courriel 3531109 - Addenda no 3 - Report de date, Q/R, dessin 2021-05-21 11 h 52 - Courriel

				3537120 - Addenda no 4 - Report au 10 juin et visites 2021-06-01 13 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☒	Groupe Lefebvre M.R.P. INC.. 207 Roy Saint-Eustache, QC, J7R5R5 http://www.groupe-lefebvre.com NEQ : 1142933366	Madame Alexandra Belec Téléphone : 450 491-6444 Télécopieur : 450 491-4710	**Commande : (1892856)** 2021-04-29 9 h 56 **Transmission :** 2021-04-29 9 h 56	3517296 - Addenda no 1 - Q/R & plans (devis) 2021-05-04 14 h 49 - Courriel 3517297 - Addenda no 1 - Q/R & plans (plan) 2021-05-04 16 h 37 - Messagerie 3524880 - Addenda no 2 - Q/R 2021-05-13 15 h 58 - Courriel 3531109 - Addenda no 3 - Report de date, Q/R, dessin 2021-05-21 11 h 52 - Courriel 3537120 - Addenda no 4 - Report au 10 juin et visites 2021-06-01 13 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1211541001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Construction Camvi inc., pour la réfection des finis de plancher du rez-de-chaussée au bâtiment d'emmagasinement des boues (Secteur 667) - Dépense totale de 951 930,91 $, taxes incluses (contrat : 793 275,76. $ + contingences : 158 655,15 $ - Appel d'offres public SP19034-132387-C - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1211541001_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget
Tél : 514-836-0991

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Nathalie FRIGON
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.043

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1211541003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 1 et 3 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 898 727,06 $, taxes incluses (Contrat: 748 939,22 $ et contingences: 149 787,84 $) - Appel d'offres public SP21036-BF0000-C (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Reftech International Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 1 et 3 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 748 939,22 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP21036-BF0000-C ;

2. d'autoriser une dépense de 147 787,84 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-29 10:08

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1211541003**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 1 et 3 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 898 727,06 $, taxes incluses (Contrat: 748 939,22 $ et contingences: 149 787,84 $) - Appel d'offres public SP21036-BF0000-C (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean R.-Marcotte (Station) est dotée de quatre incinérateurs qui servent à brûler les boues recueillies au cours du traitement des eaux usées. Ces incinérateurs sont en opération depuis 1988 et requièrent régulièrement la remise à neuf de certaines composantes majeures. L'expérience acquise au cours des dernières années confirme la nécessité d'une remise à niveau majeure du réfractaire et de l'acier sur chacun des quatre incinérateurs de la Station tous les deux ans. Les incinérateurs 1 et 3 sont remis à niveau en alternance avec les incinérateurs 2 et 4.
Des arrêts pour la mise à niveau des incinérateurs à planchers multiples 1 et 3 sont donc à nouveau planifiés, à compter de la première semaine du mois de novembre 2021 pour le premier incinérateur et en janvier 2022 pour le second.

L'appel d'offres BG21033-180171-C a été publié le 11 juin 2021 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 13 juillet 2021 au Service du Greffe. La durée de la publication a été de 35 jours. La période de validité des soumissions est de 20 jours, soit jusqu'au jeudi 11 novembre 2021.

Un addenda a été émis:
Addenda no. 1, en date du 23 juin : réponse à une question.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0444 – 24 septembre 2020 - Accorder un contrat à Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues numéros 2 et 4 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 760 629,14 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public SP20030-BF0000-C (2 soum.)
CG19 0465 – 24 octobre 2019 - Accorder un contrat à Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 1 et 3 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 763 156,57 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public SP19067-BF0000-C-2 (2 soum.)

CG18 0489 - 20 septembre 2018 - Accorder un contrat à Les Entreprises de Construction Refrabec inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 2 et 4 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 637 939,43 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public SP18066-BF0000-C (2 soum.)

CG17 0439 - 28 septembre 2017 - Accorder un contrat à Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues 1 et 3 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 596 254,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public SP17057-BF0000-C (2 soum.).

DESCRIPTION

L'envergure des travaux à réaliser à l'intérieur des incinérateurs 1 et 3 sera précisée lors de l’inspection après la mise hors service et le nettoyage de ceux-ci. Il est très probable que des remises à neuf soient requises pour les composantes suivantes des incinérateurs : deux des onze planchers, les briques d'assises des planchers, les bras racleurs, les cages de brûleurs et des arches de planchers endommagés. Toutefois, année après année, des travaux récurrents sont effectués et sont reliés à l’usage intensif des incinérateurs. À cet effet, le bordereau des prix comprend l’ensemble des travaux qui pourraient être exécutés, mais qui ne seront confirmés qu’une fois les incinérateurs inspectés.
Certaines parties de parois des gaines des gaz et la cheminée d’urgence pourraient être corrodées de façon importante par les gaz de combustion. Le cas échéant, le remplacement des sections endommagées exigera obligatoirement la réfection du revêtement métallique, les ancrages, les blocs isolants, le béton réfractaire, etc. Ces travaux permettront, s'ils s'avèrent requis, de maintenir l’intégrité de la structure métallique et d’éliminer les risques d’émission de gaz toxiques d’incinération dans le bâtiment des boues causés par des perforations dans les gaines d’acier, ce qui pourrait mettre en péril la santé et la sécurité du personnel de la Station.

Ce type de travaux exige une main d'œuvre spécialisée, dans des conditions très difficiles et en majeure partie sous des conditions de haute sécurité reliées à des travaux en espaces clos.

Durant une période d'environ six semaines, la capacité d'incinération de la Station sera réduite de 25 %, rendant l'opération d'incinération plus vulnérable en cas d'imprévus sur l'un des trois autres incinérateurs en fonction. Pour cette raison, l'arrêt des incinérateurs est planifié en novembre 2021 et en janvier 2021, correspondant à des périodes de l'année durant lesquelles la Station reçoit normalement moins d'eaux usées à traiter, minimisant ainsi la vulnérabilité d'incinération en cas d’imprévus.

Sans être limitatif, les travaux prévus aux incinérateurs sont les suivants :

- Installation du chantier;
- Démolition et reconstruction du réfractaire d'un palier complet de l'incinérateur
- Démolition et reconstruction du réfractaire dans une partie d'une gaine des gaz;

Compte tenu des imprévus dus à l'âge des installations existantes un budget de 10% de la valeur du contrat est recommandé pour les contingences.

JUSTIFICATION

Cinq (5) entreprises et une association (ACQ-Provincial) se sont procuré les documents d'appels d'offres et deux (2) d'entre elles ont déposé une soumission. Pour celles qui n'ont pas déposé d'offres, un preneur mentionne qu'il est sous-traitant, alors que deux (2) preneurs n'ont pas répondu à notre demande
La liste des preneurs du cahier des charges est annexée au dossier.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Reftech International Inc.	748 939,22 $	147 787,84 $	898 727,06 $
Les Entreprise de Construction Refrabec inc.	856 748,61 $	171 349,72 $	1 028 098,34 $
Dernière estimation réalisée ($)	873 739,50 $	147 747,90 $	1 048 487,40 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(149 760,34 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 14,28 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			129 371,28 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			14,39 %

L'écart entre l'estimation interne et la plus basse soumission conforme est favorable de 14,28 %. L'écart de 14,39% entre la deuxième plus basse et l'adjudicataire recommandé provient principalement des articles 11 et 12 du bordereau de soumission qui concerne la démolition et reconstruction du réfractaire dans une partie d'une gaine des gaz et la démolition et reconstruction du réfractaire et de l'acier dans une gaine des gaz. Ils expliquent la moitié de l'écart.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à la compagnie Reftech international inc. plus bas soumissionnaire conforme, au montant de sa soumission, soit 898 727,06 $, taxes incluses.

Les soumissionnaires n'avaient pas à obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés publics dans le cadre de ce contrat.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises du RENA ont été faites. La firme Reftech international inc. n'est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal. L'entreprise a fourni avec sa soumission l'attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 31 juillet 2021.

L'évaluation de risque a été effectuée et le dossier n'a pas besoin de faire l'objet d'un suivi et d'évaluation de rendement de fournisseur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no1 et no3 à la Station est de 898 727,06 $ toutes taxes incluses.
Ceci représente un montant de 820 657,60 $ net de ristournes de taxes.

Les crédits requis pour l'octroi de ce contrat sont de 898 727,06 $, taxes incluses. Cette dépense est prévue au budget de fonctionnement 2021 de la Direction de l'épuration des eaux usées et sera priorisée au budget 2022.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que la nature du projet est la remise à neuf d'un équipement afin d'en prolonger la vie utile. Le design de l'équipement ne sera pas modifié de façon significative. Le projet aidera à maintenir la capacité de traitement actuelle des boues de la station d'épuration Jean R. Marcotte.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans la mesure où ce dossier n'était pas approuvé ou retardé, les impacts seraient :
• La fiabilité des incinérateurs serait compromise;
• La capacité d'incinération risquerait de diminuer par rapport aux besoins et les boues devraient être disposées dans un site d'enfouissement externe à grand frais.

Il est à noter que le coût pour la disposition des boues au site d'enfouissement externe s'élève à presque 50 $ par tonne ou 9 500 $ par jour.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucune

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune stratégie de communication n'est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier: 26 aout 2021
Début des travaux: Octobre 2021
Fin des travaux: mars 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie ASSELIN, Service de l'eau

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eliane CLAVETTE
Conseillère en analyse - contrôle de gestion

Tél : 438-863-1252
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-19

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-28

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : SP21036-BF0000
Unité administrative responsable : Service de l'eau- Direction de l'épuration des eaux usées
Projet : Travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues n°1 et n°3 à la station d'épuration des eaux usées Jean R. Marcotte

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Les priorités Montréal 2030 ne s'applique pas au dossier en raison de la nature du projet qui est la remise à neuf d'un équipement afin d'en prolonger la vie utile. Le design de l'équipement ne sera pas modifié de façon significative. Le projet aidera à maintenir la capacité de traitement actuelle des boues de la station d'épuration Jean R. Marcotte.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? S.o.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** S.o.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : SP21036-BF0000-C
Numéro de référence : 1499215
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues n° 1 et n° 3 à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1913307)** 2021-06-13 21 h 39 **Transmission :** 2021-06-13 21 h 39	3551855 - SP21036-BF0000-C Addenda 1 2021-06-23 13 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur :	**Commande : (1913808)** 2021-06-14 14 h 02 **Transmission :** 2021-06-14 14 h 02	3551855 - SP21036-BF0000-C Addenda 1 2021-06-23 13 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Refrabec 925, boul. Lionel-Boulet Varennes, QC, J3X 1P7 NEQ : 1142873794	Monsieur GUY ARCHAMBAULT Téléphone : 450 652-5391 Télécopieur : 450 652-4619	**Commande : (1913111)** 2021-06-11 13 h 48 **Transmission :** 2021-06-11 13 h 48	3551855 - SP21036-BF0000-C Addenda 1 2021-06-23 13 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Mécanique CNC (2002) Inc. 1470 rue Graham-Bell Boucherville, QC, J4B 6H5 http://www.cnc2002.ca NEQ : 1161024147	Madame Caroline Bourget Téléphone : 450 652-6319 Télécopieur : 450 652-1935	**Commande : (1913174)** 2021-06-11 14 h 47 **Transmission :** 2021-06-11 14 h 47	3551855 - SP21036-BF0000-C Addenda 1 2021-06-23 13 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Reftech International Inc. 1825 32e Avenue Montréal, QC, H8T3J1 NEQ : 1169291144	Monsieur Paul Guillard Téléphone : 514 633-8665 Télécopieur :	**Commande : (1916341)** 2021-06-18 11 h 03 **Transmission :** 2021-06-18 11 h 03	3551855 - SP21036-BF0000-C Addenda 1 2021-06-23 13 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Vector Équipements de Procédés inc. 5889 Summerside Drive Mississauga, ON, L5M 6L1 http://www.vectorprocess.com NEQ :	Monsieur André Osborne Téléphone : 416 527-4396 Télécopieur : 905 567-8590	**Commande : (1913206)** 2021-06-11 15 h 25 **Transmission :** 2021-06-11 15 h 25	3551855 - SP21036-BF0000-C Addenda 1 2021-06-23 13 h 18 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1211541003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Reftech international inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 1 et 3 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 898 727,06 $, taxes incluses (Contrat: 748 939,22 $ et contingences: 149 787,84 $) - Appel d'offres public SP21036-BF0000-C (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1211541003_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget
Tél : 514-836-0991

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-23

Nathalie FRIGON
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.044

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1215364001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Poulain & Bureau inc. pour l'exécution de travaux de réfection partielle de la toiture de l'usine de filtration Dorval (3013), située au 55 rue Lilas à la cité de Dorval - Dépense totale de 615 524, 55 $, taxes incluses (contrat : 496 390,77 $ + contingences : 84 386,43 $ + incidences : 34 747,35 $) - Appel d'offres public (IMM-15743) - (4 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à **Poulain & Bureau inc.**, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection partielle de la toiture de l'usine de filtration Dorval (3013), située au 55 rue Lilas à La Cité de Dorval, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 496 390, 77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (# de l'appel d'offres);

2. d'autoriser une dépense de 84 386, 43 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 34 747, 35 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation du rendement de Poulain & Bureau Inc.;
5. d'imputer cette dépense, ***après avoir opéré le virement budgétai re requis*** , conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 615 524, 24 $.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-28 15:58

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215364001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Poulain & Bureau inc. pour l'exécution de travaux de réfection partielle de la toiture de l'usine de filtration Dorval (3013), située au 55 rue Lilas à la cité de Dorval - Dépense totale de 615 524, 55 $, taxes incluses (contrat : 496 390,77 $ + contingences : 84 386,43 $ + incidences : 34 747,35 $) - Appel d'offres public (IMM-15743) - (4 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

L'usine de production d'eau potable de Dorval a été construite en 1956 et dessert la population de la cité de Dorval, L'Île-Dorval et les installations aéroportuaires Montréal-Trudeau, avec une production d'eau potable de 30 000 m^3 par jour. En 2016, une réfection de 3 bassins de toiture a été réalisée. Le présent contrat vise à réaliser et finaliser ces travaux de réfection de la toiture par la remise à neuf des 4 autres bassins de la toiture (toitures blanches afin de réduire les îlots de chaleur).
Divers travaux de réfection prioritaires à l'usine de production d'eau potable Dorval (remplacement et la rénovation de différents systèmes de procédés chimiques, d'équipements électriques et mécaniques et de divers systèmes connexes) se réalisent en même temps que le projet de réfection de la toiture de l'usine de filtration Dorval. Pour ces raisons, la maîtrise d'œuvre sera assurée pour ces deux chantiers par la Direction de l'eau potable (DEP).

L'appel d'offres a été publié dans le Journal de Montréal, sur le site Internet de la Ville ainsi que dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant trente-deux (32) jours, soit du 21 mai au 22 juin 2021. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. La durée de validité de la soumission est de cent vingt (120) jours.

Trois (3) addenda ont été émis pendant la période d'appel d'offres et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact sur la date de dépôt des soumissions	Impact monétaire
No.1	2021-05-31	Ajout de dates de visite	Non	Non

No.2	2021-06-11	Précisions plans et devis	Non	Oui
No.3	2021-06-14	Précisions plans et devis	Non	Non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0022 - 13 janvier 2016 - Accorder un contrat à Les Couvertures St-Léonard inc. pour réaliser les travaux de réfection partielle de la toiture et de l'enveloppe à l'usine d'eau potable de Dorval (3013) située au 55 avenue Lilas, Dorval / Dépense totale de 912 929,56 $ taxes incluses / Appel d'offres 5844 (2 soumissionnaires).
CE16 0022 - 13 janvier 2016 - Accorder un contrat de services professionnels aux firmes TLA Architectes inc. et Les Services Exp inc. pour les services en architecture et en ingénierie (mécanique, électricité, structure et génie civil) dans le cadre du projet de réfection partielle de la toiture et de mise aux normes de l'usine de production d'eau potable de Dorval / Dépense totale de de 297 033,45 $, taxes incluses / Appel d'offres public 15-14699 (4 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat à l'entreprise Poulain & Bureau inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour l'exécution de travaux de réfection des quatre derniers bassins de la toiture à l'usine d'eau potable de Dorval (3013). Les travaux consistent notamment en :
· La réfection de quatre (4) bassins de toiture;
· L'installation d'ancrages et de lignes de vie pour les zones de travail proches des parapets contre les risques de chutes.

La liste des dépenses incidentes prévues est la suivante :

- coûts de contrôle de la qualité des matériaux par un laboratoire externe;
- coûts pour la surveillance accrue des travaux par un contrôleur de chantier.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public IMM-15745, sept (7) entreprises se sont procurées le cahier des charges et quatre (4) soumissions, soit 57 %, ont été déposées et analysées par les professionnels.
Deux entreprises ont indiqué qu'ils n'ont pas pu compléter la soumission par manque de temps. Alors qu'un autre preneur du cahier des charges a affirmé avoir pris les documents d'appel d'offres par erreur puisqu'il ne fait pas ce type de travaux.

À la suite de cette analyse, toutes les soumissions déposées ont été déclarées conformes aux exigences des documents d'appel d'offres.

Firmes soumissionnaires	Prix soumisionné (taxes incluses)	Autres Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Poulin & Bureau Inc.	496 390,77 $	84 386,43 $	580 777,20 $
Toitures V. Perreault	581 773,50 $	98 901,50 $	680 675,00 $
Les Entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée	582 250,65 $	98 982,61 $	681 233,26 $
Les couvertures St-Léonard Inc.	629 948,03 $	107 091,17 $	737 039,20 $
Dernière estimation réalisée par les professionnels	588 603,02 $	100 062,51 $	688 665,53 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-107 888,33 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-15,67%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – estimation)			-7 990,54 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – estimation / estimation) x 100			-1,16%

Le prix de la plus basse soumission conforme présentée par Poulain & Bureau Inc. est 15,68 % (580 777,20 $ taxes incluses) plus bas que l'estimation des professionnels qui était de 688 665,53 $, taxes incluses. Les professionnels justifient que la grande partie de l'écart est le fait que leur estimation incorporait la maîtrise d'oeuvre du chantier. En effet, la maîtrise d’œuvre est assumée par la Ville et les coûts de gestion d'une tel chantier sont moins élevés pour le soumissionnaire.

Après analyse des soumissions, les professionnels recommandent l'octroi du contrat à Poulain & Bureau inc. qui a présenté la plus basse soumission conforme (voir pièce jointe no 1).

L'entreprise Poulain & Bureau inc. est autorisée à soumissionner puisqu'elle ne fait pas partie de la liste des entrepreneurs à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni de la liste des entreprises non admissibles du RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics).

L'entreprise Poulain & Bureau inc. est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l’encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 615 524, 55 $, taxes incluses. Ce montant comprend (voir pièce jointe no 2) :

- le prix de la soumission de l'entrepreneur de 496 390,77 $, taxes incluses;
- un montant pour les travaux contingents de 84 386,43 $ (17 %), taxes incluses;
- un montant pour les dépenses incidentes de 34 747,35 $ (7 %), taxes incluses.

Cette dépense sera financée via le règlement d'emprunt RCG 20-001 au montant de 562 055,96 $ NET. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.
Le décaissement sera réalisé à 100 % en 2021.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte de Montréal 2030, des engagements en changement climatique et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'autorisation de ce dossier risque de compromettre la réalisation des travaux qui ont été coordonnés avec le calendrier du projet de réalisation de divers travaux de réfection prioritaires à l'usine de production d'eau potable Dorval.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une affiche de chantier appropriée, prévue à même le budget du contrat, sera installée à l'extérieur du bâtiment pour informer les citoyens des travaux entrepris.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : septembre 2021
Fin des travaux : octobre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Anne-Marie LABERGE, Service de l'eau

Lecture :

Anne-Marie LABERGE, 22 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia GIAMPETRONE
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 220-7786
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-20

Erlend LAMBERT
Chef de division

Tél : 438 992-7383
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean BOUVRETTE
Chef de division projets immobiliers-Sécurité publique et EPLV
En remplacement de M. Michel Soulières
Tél : 514 868-0941
Approuvé le : 2021-07-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation
En remplacement de Mme Sophie Lalonde

Tél : 514-770-0667
Approuvé le : 2021-07-28

Tableau de calcul des coûts - SGPI

Projet: REMPLACER 4 BASSINS DE TOITURE 3013 USINE DE FILTRATION DE DORVAL

Contrat: 15743 **Poulain & Bureau Inc**

Calcul du coût de construction			TPS 5,0%	TVQ 9,975%	Total
Contrat					
	%	**$**			
Montant forfaitaire		431 738,00 $			
Sous-total		431 738,00 $	21 586,90 $	43 065,87 $	496 390,77 $
Contingences	17,0%	73 395,46 $	3 669,77 $	7 321,20 $	84 386,43 $
Total contrat		**505 133,46 $**	**25 256,67 $**	**50 387,06 $**	**580 777,20 $**
Dépenses incidentes					
Provision incidences générales	7,0%	30 221,66 $	1 511,08 $	3 014,61 $	34 747,35 $
Coût des travaux (montant à autoriser)		**535 355,12 $**	**26 767,76 $**	**53 401,67 $**	**615 524,55 $**
Calcul du coût après la ristourne					
Ristourne TPS	100,00%		**26 767,76 $**		
Ristourne TVQ	50,00%			**26 700,84 $**	
Coût des travaux (montant à emprunter)		**535 355,12 $**		**26 700,84 $**	**562 055,96 $**

Décaissements au PTI

	2020	2021	2022	total
Total (taxes incluses) en milliers de dollars	0	56 206	0	**562**

TLA - SIÈGE SOCIAL WWW.TLA-ARCHITECTES.COM
2372, Boul. St-Martin Est, 2ième étage, Laval (Québec) Canada H7E 5A4
T. : 450 629-9992|1 877 629-9996 F. : 450 629-9994

Le 28 juin 2021
DIRECTION DE LA GESTION DES PROJETS IMMOBILIERS
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
303 rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) CANADA H2Y 3Y8

À l'attention de : Mme Sonia Giampetrone, gestionnaire de projet

Sujet: Recommandation sur les soumissions déposées
Projet: Réfection partielle de la toiture de l'usine Dorval (3013)
55 avenue Lilas, Dorval (Québec)

Dossier TLA : 15-472B
Mandat : 19689-2-001
Contrat : 15743
A.O. : IMM-15743

Madame, dans le cadre des travaux de rénovation précités, nous vous transmettons par la présente notre analyse et notre recommandation suite à l'ouverture des soumissions.

Soumissions reçues :

Nous avons reçu quatre (4) soumissions qui ont été retenues pour fins d'analyse.

1.	Poulin & Bureau Inc.	496 390.77$
2.	Toitures V. Perreault	581 773.50$
3.	Les Entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée	582 250.65$
4.	Les couvertures St-Léonard Inc.	629 948.03$

Recommandation :

TLA a pris connaissance des soumissions présentées par les entrepreneurs pour le projet cité en rubrique. Les 4 soumissionnaires sont conformes.

La plus basse soumission est celle de « Poulin & Bureau Inc. » et est inférieure à l'estimé budgétaire de 92 212.25$, soit -16%. Nous vous recommandons donc la soumission de Poulin & Bureau Inc. au montant de 496 390.77 $.

Comparaison des prix :

L'écart entre l'estimé des professionnels et le plus bas soumissionnaire est de -16%.
Le coût moyen des soumissions présentées est de 572 590,74$. L'écart entre l'estimé des professionnels et la moyenne des soumissions est de 16 012,28$ soit -2.7%.

Notre estimé tenait compte de la fluctuation du marché observée durant la pandémie de Covid-19. Toutefois, l'écart inférieur de plus de 10% par rapport à l'estimé n'est pas un frein à la conclusion d'un marché entre le plus bas soumissionnaire et la Ville. Les montants présentés dans la section B – Résumé du bordereau de soumission sont sensiblement les mêmes que notre estimé à l'exception des frais généraux qui sont inférieurs de +/- 55 000$. Nous pensons que ceci est dû au fait que la Ville assume la maîtrise d'œuvre et ainsi le soumissionnaire a moins de responsabilité que ce que nous avions estimé.

Espérant le tout selon vos attentes, veuillez accepter nos salutations distinguées.

Préparé par : TLA ARCHITECTES INC.

Benoit Lalonde, architecte associé

TLA - SIÈGE SOCIAL
2372, Boul. St-Martin Est, 2ième étage, Laval (Québec) Canada H7E 5A4
T. : 450 629-9992|1 877 629-9996 F. : 450 629-9994
WWW.TLA-ARCHITECTES.COM

Titre du Projet : Réfection partielle de la toiture de l'usine Dorval (3013)
Soumission : IMM-15743
Contrat : 15743

		Estimé professionnels	Écart avec le plus bas soumissionnaire	%	Plus bas soumissionnaire	2e soum.	3e soum.	4e soum.
Prix soumissions ventilées								
Chapitre 00	- Charges générales	77 040,00 $	55 196,00 $	72%	21 844,00 $	42 000,00 $	82 120,00 $	92 000,00 $
Chapitre 01	- Charges particulières	10 000,00 $	4 920,00 $	49%	5 080,00 $	43 500,00 $	59 451,00 $	23 200,00 $
Chapitre 02	- Conditions existantes	33 000,00 $	-1 875,00 $	-6%	34 875,00 $	64 750,00 $	96 060,00 $	40 600,00 $
Chapitre 03	- Béton		0,00 $					
Chapitre 04	- Maçonnerie		0,00 $					
Chapitre 05	- Métaux	10 000,00 $	7 500,00 $	75%	2 500,00 $	7 000,00 $	4 860,00 $	4 100,00 $
Chapitre 06	- Bois plastiques composites	35 200,00 $	-31 250,00 $	-89%	66 450,00 $	48 000,00 $	31 885,00 $	44 200,00 $
Chapitre 07	- Isolation étanchéité	346 700,00 $	45 711,00 $	13%	300 989,00 $	300 750,00 $	232 039,00 $	343 800,00 $
Chapitre 08	- Portes et fenêtres		0,00 $					
Chapitre 09	- Produits de finition		0,00 $					
Chapitre 10	- Équipements		0,00 $					
Chapitre 12	- Fourniture et accessoires d'ameub		0,00 $					
Chapitre 15	- Mécanique		0,00 $					
Chapitre 16	- Électrique		0,00 $					
Chapitre 30	- Aménagement extérieur		0,00 $					
Sous-total - coût des travaux (sans taxes)		511 940,00 $	80 202,00 $	16%	431 738,00 $	506 000,00 $	506 415,00 $	547 900,00 $
T.P.S.	5,000%	25 597,00 $	4 010,10 $	16%	21 586,90 $	25 300,00 $	25 320,75 $	27 395,00 $
T.V.Q.	9,975%	51 066,02 $	8 000,15 $	16%	43 065,87 $	50 473,50 $	50 514,90 $	54 653,03 $
Total avec taxes		588 603,02 $	92 212,25 $	16%	496 390,77 $	581 773,50 $	582 250,65 $	629 948,03 $

TLA - SIÈGE SOCIAL WWW.TLA-ARCHITECTES.COM
2372, Boul. St-Martin Est, 2ième étage, Laval (Québec) Canada H7E 5A4
T. : 450 629-9992|1 877 629-9996 F. : 450 629-9994

Titre du Projet : Réfection partielle de la toiture de l'usine Dorval (3013)
Soumission : IMM-15743
Contrat : 15743

	Firmes soumissionnaires	Prix	Contingences	Total
1	Poulin & Bureau Inc.	496 390,77 $	- $	496 390,77 $
2	Toitures V. Perreault	581 773,50 $	- $	581 773,50 $
3	Les Entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée	582 250,65 $	- $	582 250,65 $
4	Les couvertures St-Léonard Inc.	629 948,03 $	- $	629 948,03 $
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
	Estimation des professionnels ($)	588 603,02		588 603,02 $

Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)	572 590,73
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions – la plus basse) / la plus basse x 100)	15,35%

Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute – la plus basse)	133 557,26
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)	26,91%

Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme ($) (la plus basse – estimation des professionnels)	-92 212,25
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse – estimation des professionnels) / estimation x 100)	-15,67%

Note : tous les prix incluent les taxes.

Analyse d’admissibilité et de conformité de soumission

DESCRIPTIONS DES SECTIONS DE L’ANALYSE DE CONFORMITÉ

RÉFÉRENCE	
Guide et IAS	Les numéros indiqués dans ces colonnes font référence aux articles du guide d’élaboration d’appels d’offres publics et de gestion contractuelle (le Guide), ainsi que des instructions aux soumissionnaires (IAS). Ils décrivent de façon détaillée l’exigence de l’élément en question.
ÉLÉMENT À VÉRIFIER	
Questions	Chaque élément doit être vérifié afin de déterminer si l’exigence est rencontrée. Pour ce faire, des questions spécifiques ont été rédigées afin de vous guider dans l’analyse. Pour plus d’information, veuillez consulter les documents de référence.
CONSTAT	
Oui, non, sans objet	Pour chaque question d’un élément, un constat est posé selon la réponse donnée : oui, non ou sans objet.
STATUT INTÉRIMAIRE	
Défaut mineur :	Lorsqu’une exigence n’est pas rencontrée, seulement dans certains cas précis et identifiées dans les IAS, l’élément peut être considéré en défaut mineur. Les éléments pour lesquels il n’est pas possible de cocher « défaut mineur » dans le formulaire, sont ceux qui prévoient un rejet automatique en cas de défaut.
Demande de remédier au défaut :	Lorsqu’un défaut mineur est identifié, la Ville peut demander au soumissionnaire de remédier à ce défaut. Dans certains cas d’exception, la Ville peut déclarer l’élément admissible/conforme sans demande de correction auprès du soumissionnaire.
Réponse avant : (date et heure)	Lorsqu’une demande de remédier à un défaut est transmise à un soumissionnaire, il est recommandé d’exiger un délai de réponse de 5 jours ouvrables. Un délai différent peut être exigé selon la situation. La lettre de la demande doit indiquer la date et l’heure de réponse et stipuler que tout manquement entrainera le rejet de sa soumission.
Réponse satisfaisante reçue :	Lorsqu’une demande de remédier à un défaut a été transmise à un soumissionnaire et que celui-ci donne une réponse jugée satisfaisante dans le délai imparti, l’élément est reconnu admissible/conforme.
Avis juridique :	Un avis juridique peut être demandé pour s’assurer de répondre de façon éclairée à une situation particulière qui se présente. Il faut préalablement avoir rapporté la situation à votre gestionnaire et avoir son consentement pour faire la demande au Service des affaires juridiques. La date de la demande doit être inscrite dans cette section.
REMARQUE	
Précisions	Lorsqu’un défaut mineur, une demande d’avis juridique, ou qu’une non admissibilité/non-conformité est identifiée, une remarque explicative est nécessaire.
DÉCISION FINALE	
Non admissible / non conforme :	Lorsqu’un élément ne répond pas à l’exigence, il est trouvé non admissible ou non conforme et la soumission est rejetée.
Admissible / conforme :	Lorsqu’un élément répond en tout point à l’exigence, il est trouvé admissible ou conforme.

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**IMM-15743**
Titre d'AO :	**Réfection partielle de la toiture de l'usine Dorval**
Date d'ouverture :	**22-juin-21**
Heure d'ouverture :	**13h30**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Poulin & Bureau Inc.	
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :		496 390,77 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Toitures V. Perreault	
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :		581 773,50 $
Dernière estimation :		588 603,02 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)		-16%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)		17%
Nombre de soumissions déposées :		4

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Poulin & Bureau Inc.	496 390,77 $	Conforme	CONFORME	/ Nous ne connaissons pas le nb d'exemplaire remis
2	Toitures V. Perreault	581 773,50 $	Conforme	CONFORME	/ Nous ne connaissons pas le nb d'exemplaire remis
3	Les Entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée	582 250,65 $	Conforme	CONFORME	/ Nous ne connaissons pas le nb d'exemplaire remis
4	Les couvertures St-Léonard Inc.	629 948,03 $	Conforme	CONFORME	/ Nous ne connaissons pas le nb d'exemplaire remis
5					
6					
7					
8					
9					
10					

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Benoit Lalonde, architecte associé (TLA)	Date : 2021-06-28
Vérifiée par :		Date :

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :	No D'APPEL D'OFFRES :	PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):
Réfection partielle de la toiture de l'usine Dorval	IMM-15743	496 390,77 $
NOM DU SOUMISSIONNAIRE :	**No SEAO :**	**RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :**
Poulin & Bureau Inc.	1487670	1
Benoit Lalonde, architecte associé (TLA Architectes)	2021-06-28	**No GDD D'OCTROI :**
(Nom et titre du responsable de la conformité)	(Date signature)	
(Signature du responsable de la conformité)	**RÉSULTAT FINAL :**	CONFORME (Conforme ou non conforme)

	RÉF.		ÉLÉMENTS À VÉRIFIER	CONSTAT			STATUT INTÉRIMAIRE					REMARQUE	DÉCISION FINALE	
#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.2.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			▪ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☐	☑									
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☑	☐									
			o Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☑	☐	☐						☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.3.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.3.2	2.10.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☐	☑									
			▪ Si oui,											
			o le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			o Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			▪ Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.3.3	2.10.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** ***seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.***											
			▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☑	☐							☐	☑
5	2.2.3.4	2.10.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			o a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			o le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			▪ Si non,											
			o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
6	2.2.3.5	2.10.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
7	2.2.3.6	2.11	**Règlement sur la gestion contractuelle (RGC)**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC fait partie du Registre RGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			▪ Si oui,											
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☑							☐	☑
			▪ Si non,											
			o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC se trouve sur la ListeRGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☐	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.2.4.1	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			▪ La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☑								
			o Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☑								
			o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☑								

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
9	2.2.4.2	2.9.2	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2.2.4.3	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
11	2.2.4.4	2.3.1 / 2.3.5	**Visite supervisée des lieux**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☐	☐	☑							☐	☑
12	2.2.4.5	2.5.1	**Formulaire**											
			▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.4.5	2.6	**Signature**											
			▪ La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.4.6	3.2	**Consortium**											
			▪ Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.4.7	2.5.5	**Format**											
			▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐		Nous ne connaissons pas le nb d'exemplaire remis	☐	☑
		2.5.4	▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)														
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑



Signature de l'analyste de dossier

2021-06-28
Date

Benoit Lalonde, architecte associé (TLA Architectes)
Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES : Réfection partielle de la toiture de l'usine Dorval

No D'APPEL D'OFFRES : IMM-15743

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences): 581 773,50 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE : Toitures V. Perreault

No SEAO : 1487670

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE : 2

Benoit Lalonde, architecte associé (TLA Architectes)
(Nom et titre du responsable de la conformité)

2021-06-28
(Date signature)

No GDD D'OCTROI :

(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : CONFORME
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER / QUESTIONS	CONSTAT OUI	CONSTAT NON	CONSTAT SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE / PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.2.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			▪ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☐	☑									
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☑	☐									
			o Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☑	☐	☐						☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.3.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.3.2	2.10.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☐	☑									
			▪ Si oui,											
			o le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			o Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			▪ Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.3.3	2.10.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** ***seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.***											
			▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☑	☐							☐	☑
5	2.2.3.4	2.10.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			o a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			o le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			▪ Si non,											
			o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
6	2.2.3.5	2.10.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
7	2.2.3.6	2.11	**Politique de gestion contractuelle**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			▪ Si oui,											
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☑							☐	☑
			▪ Si non,											
			o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.2.4.1	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			▪ La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☑								
			o Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☑								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☑								
			o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
9	2.2.4.2	2.9.2	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2.2.4.3	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
11	2.2.4.4	2.3.1 / 2.3.5	**Visite supervisée des lieux**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☐	☐	☑							☐	☑
12	2.2.4.5	2.5.1	**Formulaire**											
			▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.4.5	2.6	**Signature**											
			▪ La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.4.6	3.2	**Consortium**											
			▪ Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.4.7	2.5.4 / 2.5.5	**Format**											
			▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐		Nous ne connaissons pas le nb d'exemplaire remis	☐	☑
			▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)														
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Signature de l'analyste de dossier

2021-06-28
Date

Benoit Lalonde, architecte associé (TLA Architectes)
Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES : Réfection partielle de la toiture de l'usine Dorval

No D'APPEL D'OFFRES : IMM-15743

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences): 582 250,65 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE : Les Entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée

No SEAO : 1487670

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE : 3

Benoit Lalonde, architecte associé (TLA Architectes)
(Nom et titre du responsable de la conformité)

2021-06-28
(Date signature)

No GDD D'OCTROI :

(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : CONFORME
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER – QUESTIONS	CONSTAT OUI	CONSTAT NON	CONSTAT SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE – Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE – PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE – Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.2.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			▪ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☐	☑									
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☑	☐									
			o Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☑	☐	☐						☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.3.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.3.2	2.10.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☐	☑									
			▪ Si oui,											
			o le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			o Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			▪ Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.3.3	2.10.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** ***seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.***											
			▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☑	☐							☐	☑
5	2.2.3.4	2.10.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			o a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			o le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			▪ Si non,											
			o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
6	2.2.3.5	2.10.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
7	2.2.3.6	2.11	**Politique de gestion contractuelle**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☑								☐	☑
			▪ Si oui,											
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☑							☐	☑
			▪ Si non,											
			o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☑	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.2.4.1	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			▪ La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☑								
			o Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☑								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☑								
			o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
9	2.2.4.2	2.9.1.3	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2.2.4.3	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
11	2.2.4.4	2.3.1 / 2.3.5	**Visite supervisée des lieux**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☐	☐	☑							☐	☑
12	2.2.4.5	2.5.1	**Formulaire**											
			▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.4.5	2.6	**Signature**											
			▪ La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.4.6	3.2	**Consortium**											
			▪ Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.4.7	2.5.4 / 2.5.5	**Format**											
			▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐		Nous ne connaissons pas le nb d'exemplaire remis	☐	☑
			▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)														
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Signature de l'analyste de dossier

2021-06-28
Date

Benoit Lalonde, architecte associé (TLA Architectes)
Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION

Montréal

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES : Réfection partielle de la toiture de l'usine Dorval

No D'APPEL D'OFFRES : IMM-15743

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences): 629 948,03 $

NOM DU SOUMISSIONNAIRE : Les couvertures St-Léonard Inc.

No SEAO : 1487670

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE : 4

Benoit Lalonde, architecte associé (TLA Architectes)
(Nom et titre du responsable de la conformité)

2021-06-28
(Date signature)

No GDD D'OCTROI :

(Signature du responsable de la conformité)

RÉSULTAT FINAL : CONFORME
(Conforme ou non conforme)

#	RÉF. GUIDE	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER – QUESTIONS	CONSTAT OUI	CONSTAT NON	CONSTAT SANS OBJET	STATUT INTÉRIMAIRE – Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	REMARQUE – PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE – Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2.2.2.1	2.5.3, 3.8 et 3.9	**Prix**											
			▪ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	☐	☑									
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	☑	☐									
			o Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C- Bordereau de soumission ?	☐	☑	☐	☐						☐	☑
			ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2.2.3.1	2.5.6	**Registraire des entreprises du Québec (REQ)**											
			▪ Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)	☑	☐	☐							☐	☑
3	2.2.3.2	2.10.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)**											
			▪ Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?	☐	☑									
			▪ Si oui,											
			o le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			o Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.											
			▪ Si non, passez au point 4 suivant.											
4	2.2.3.3	2.10.2	**Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)** ***seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise***											
			▪ Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)	☐	☑	☐							☐	☑
5	2.2.3.4	2.10.4	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	☑	☐									
			▪ Si oui,											
			o a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			o le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)	☑	☐	☐							☐	☑
			▪ Si non,											
			o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
6	2.2.3.5	2.10.3	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**											
			▪ Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	☑	☐		☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☑	☐								☐	☑
			▪ La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	☐	☑								☐	☑
7	2.2.3.6	2.11	**Politique de gestion contractuelle**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	☐	☐								☐	☑
			▪ Si oui,											
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	☐	☐	☐							☐	☑
			▪ Si non,											
			o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	☐	☐	☐							☐	☑
			CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION											
8	2.2.4.1	2.9.1	**Garantie de soumission**											
			▪ La garantie de soumission est-elle jointe ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Si oui, s'élève-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? :											
			Chèque visé :	☐	☑	☑								
			o Est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Cautionnement de soumission :	☐	☑	☑								
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			Lettre de garantie bancaire irrévocable :	☐	☑	☑								
			o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o La lettre est-elle signée ?	☐	☐	☑							☐	☑
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	☐	☐	☑							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de											
			Cautionnement de soumission :	☑	☐	☐								

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	☑	☐	☐							☐	☑
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐							☐	☑
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
9	2.2.4.2	2.9.1.3	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**											
			▪ Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges?	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
			▪ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	☑	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
10	2.2.4.3	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	☑	☐								☐	☑
11	2.2.4.4	2.3.1 / 2.3.5	**Visite supervisée des lieux**											
			▪ Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	☐	☐	☑							☐	☑
12	2.2.4.5	2.5.1	**Formulaire**											
			▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	☑	☐								☐	☑
			▪ Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	☐	☑	☐	☐	☐		☐			☐	☑
13	2.2.4.5	2.6	**Signature**											
			▪ La soumission est-elle dûment signée ?	☑	☐								☐	☑
14	2.2.4.6	3.2	**Consortium**											
			▪ Y a-t-il formation d'un consortium ?	☐	☑								☐	☑
15	2.2.4.7	2.5.5	**Format**											
			▪ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐		Nous ne connaissons pas le nb d'exemplaire remis	☐	☑
		2.5.4 / 2.5.5	▪ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	☐	☐	☑	☐	☐		☐			☐	☑
			AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)											
16				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
17				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
18				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
19				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑
20				☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☑

Signature de l'analyste de dossier

2021-06-28
Date

Benoit Lalonde, architecte associé (TLA Architectes)
Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

Montréal

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse avant : (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1215234001*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et planification immobilière*
Projet : *Réfection partielle de la toiture de l'usine de filtration Dorval (3013)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 5. Tendre vers un avenir **zéro déchet**, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** ○ Récupération de résidus de démolition : les directives de la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal qui ont été appliquées sont la gestion des déchets de construction.- priorité 5;			

Section B - Test climat

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	x		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215364001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Accorder un contrat à Poulain & Bureau inc. pour l'exécution de travaux de réfection partielle de la toiture de l'usine de filtration Dorval (3013), située au 55 rue Lilas à la cité de Dorval - Dépense totale de 615 524, 55 $, taxes incluses (contrat : 496 390,77 $ + contingences : 84 386,43 $ + incidences : 34 747,35 $) - Appel d'offres public (IMM-15743) - (4 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1215364001v.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-28

Patrick TURCOTTE
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-000-0000
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.045

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1216945004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour la construction d'une conduite de 450 mm sous la rue Avro, entre le boulevard Des Sources et le chemin Saint-Rémi, et la construction de deux chambres de débitmètre sur l'avenue Avro et sur le chemin de l'Aviation - Dépense totale de 4 504 744,54 $, taxes incluses (Contrat : 3 695 442,61 $, contingences : 554 316,39 $, incidences: 254 492,77 $) - Appel d'offres public no 10368 - (4 soumissionnaires).

Il est recommandé :
1. d'accorder à Eurovia Québec Grands Projets inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la construction d'une conduite de 450 mm sous la rue Avro, entre le boulevard Des Sources et le chemin Saint-Rémi, et la construction de deux chambres de débitmètre sur l'avenue Avro et sur le chemin de l'Aviation, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 695 442,61 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no.10368 ;

2. d'autoriser une dépense de 554 316,39 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

3. d'autoriser une dépense de 254 492,77 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences ;

4. de procéder à une évaluation du rendement de Eurovia Québec Grands Projets inc.;

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 4 504 744,54 $.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-30 09:48

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1216945004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour la construction d'une conduite de 450 mm sous la rue Avro, entre le boulevard Des Sources et le chemin Saint-Rémi, et la construction de deux chambres de débitmètre sur l'avenue Avro et sur le chemin de l'Aviation - Dépense totale de 4 504 744,54 $, taxes incluses (Contrat : 3 695 442,61 $, contingences : 554 316,39 $, incidences: 254 492,77 $) - Appel d'offres public no 10368 - (4 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau exécute un projet de construction d'une conduite de 450 mm sous l'avenue Avro et de chambres de débitmètre sous l'avenue Avro et le chemin de l'Aviation. Ce projet s'inscrit dans le projet des réseaux de l'ouest visant la desserte de Dorval par le réseau de Pointe-Claire. Il s'agit du premier lot de travaux de ce projet d'envergure.
L'appel d'offres a été publié dans le quotidien *Le Journal de Montréal* ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 8 juin 2021. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 13 juillet 2021. La durée initiale de publication était de 28 jours calendaires, mais cette durée a été prolongée à 35 jours calendaires à la suite du report de la date d'ouverture en raison de l'ajout d'une étude géotechnique en addenda.

Deux (2) addendas ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du Cahier des charges de modifications faites aux documents d'appel d'offres et des réponses aux questions.

Addenda	Date	Objet
#1	02/07/2021	Réémission du formulaire de soumission, ajout d'une étude géotechnique et de caractérisation environnementale au devis technique spécial

#2	05/07/2021	Réponses aux questions

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0034 - 30 janvier 2020 - Conclure des ententes-cadre de services professionnels en ingénierie, d'une durée de dix ans, avec FNX-INNOV inc. (12 784 149,58 $, taxes incluses) et SNC-Lavalin inc. (15 436 424,21 $, taxes incluses) pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de deux projets sur le réseau principal d'aqueduc - Dépenses totales de 14 701 772,02 $ taxes et contingences incluses, pour le contrat A et de 17 751 887,84 $ (contingences incluses) pour le contrat B - Appel d'offres public 19-17711 (contrat A : 2 soum., contrat B: 1 soum.)
CG19 0158- 28 mars 2019 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les services professionnels d'ingénierie et les travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et de Dorval

DESCRIPTION

Les travaux de construction de la conduite de 450 mm sous l'avenue Avro et de chambres de débitmètre sous l'avenue Avro et le chemin de l'Aviation se situent sur le territoire de la ville de Pointe-Claire. Suite aux rencontres de coordination avec les partenaires impliqués, il a été convenu de ne pas intégrer de travaux à ce projet.
Essentiellement, le projet consiste, sans s'y limiter, à réaliser les travaux suivants :

Rue Avro, du boulevard des Sources à la montée St-Rémi:

- la construction de la conduite principale de 450 mm de diamètre (± 290 m.lin);
- l'installation d'une conduite d'eau principale de 400 mm incluant les raccordements à l'existant (± 15 m.lin);
- la construction d'une (1) chambre de ventouse;
- la construction d'une (1) chambre de vidange;
- la construction d'une (1) chambre de vanne et raccord;
- la construction d'une (1) chambre de vanne et de débitmètre;
- les raccordements des conduites de 400 mm et 450 mm à l'existant.

Chemin de l'Aviation, près du ruisseau Denis:

- la construction d'une (1) chambre de de débitmètre;
- les raccordements de la conduite de 400 mm de la chambre de débitmètre à l'existant.

Un plan de localisation se trouve en pièce jointe au présent sommaire décisionnel. Le délai de réalisation alloué pour l'exécution de l'ensemble des travaux est de 280 jours calendaires. Certains travaux de chambre de vannes doivent être commencés avant la période hivernale et l'entrepreneur pourra réalisé des travaux en période hivernale.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 554 316,39 $, taxes incluses, soit 15 % du coût des travaux.

Les dépenses incidentes au présent dossier pourraient notamment comprendre des dépenses en matière d'utilités publiques, de permis et concessions, de gestion des impacts et parties prenantes, de marquage et de signalisation. Des frais incidents sont également prévus pour les frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la surveillance environnementale.

Les dispositions contractuelles liées au retard dans l'exécution des travaux sont décrites à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'Entrepreneur doit payer à la Ville de Montréal une pénalité de 0,1 % du prix du Contrat, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ). Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1 000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans ce contrat.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no 10368, il y a eu seize (16) preneurs du Cahier des charges sur le site SEAO et quatre (4) soumissions ont été déposées. La liste des preneurs du Cahier des charges se trouve en pièce jointe au dossier.
Les motifs de désistement des douze (12) preneurs du Cahier des charges sont les suivants :

- deux (2) preneurs sont des fournisseurs:

- un (1) preneurs sont des sous-traitants;

- un (1) preneurs a évoqué le manque de temps;

- huit (8) preneurs n'ont fourni aucun motif de désistement.

Après analyse des soumissions, il s'avère que Eurovia Québec Grands projets inc. a présenté la plus basse soumission conforme.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Eurovia Québec Grands Projets Inc.	3 695 442,61 $	554 316,39 $	4 249 759,00 $
K.F. Construction Inc.	3 910 000,00 $	586 500,00 $	4 496 500,00 $
DUROKING Construction	4 191 551,14 $	628 732,67 $	4 820 283,81 $
Les Entreprises Cogenex inc.	4 395 545,05 $	659 331,76 $	5 054 876,81 $
Dernière estimation réalisée ($)	3 663 363,09 $	549 504,46 $	4 212 867,55 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			32 079,52 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			1%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			214 557,39 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			6%

La plus basse soumission conforme est supérieure de 1 % par rapport à la dernière estimation interne (écart défavorable).

Concernant l’écart global de 6 % entre la deuxième soumission et la plus basse soumission

conforme, les écarts sont répartis sur l'ensemble du bordereau. Par contre, la plus grande différence se situe au niveau de la section relative au maintien de la circulation et à la gestion des impacts.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* conformément au décret 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L`adjudicataire recommandé, Eurovia Québec Grands Projets inc., détient une attestation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP), laquelle est valide jusqu'au 23 juillet 2023. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001. la Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Eurovia Québec Grands Projets inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour ce projet est de 4 504 744,54 $, taxes incluses, soit 4 113 432,20 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale et comprend :

- Le contrat avec Eurovia Québec Grands Projets inc. pour un montant de 3 695 442,61 $, taxes incluses;
- Les dépenses pour des travaux contingents (15 % du coût du contrat) de 554 316,39 $, taxes incluses;
- Les dépenses incidentes (6 % du coût du contrat) de 254 985,54 $, taxes incluses.

Cette dépense sera financée via le règlement d'emprunt RCG 19-007.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomération* .

Cette dépense est financée par l'emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Montréal 2030
Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La construction de la conduite principale d'eau potable de 450 mm de diamètre s'inscrit dans le projet des réseaux de l'ouest qui vise la fermeture des usines de Lachine et de Dorval, ce qui permettra d’optimiser les installations en eau potable et par le fait même de réduire les coûts d’exploitation annuels et récurrents au budget de fonctionnement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'entrepreneur agira comme maître d'oeuvre au sens de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST). Ainsi, ce dernier sera responsable d'implanter les mesures recommandées par le gouvernement et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) en matière de précautions à mettre en place pour protéger la santé des travailleurs.
Les impacts que pourraient avoir la situation de la COVID-19 sur ce contrat sont des coûts imprévus en hausse et un retard dans l'exécution des travaux si par exemple des mesures sanitaires additionnelles devaient être mises en place ou si le chantier devait fermé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : 26 août 2021

- Mobilisation en chantier : octobre 2021
- Délai contractuel : 280 jours civils
- Fin des travaux : Printemps - Été 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérification effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie PLOUFFE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Nathalie PLOUFFE, 16 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

France-Line DIONNE
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-4328
Télécop. : Romain Bonifay, C/s 514-467-4001

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-16

Jean-François DUBUC
C/d

Tél : 514 872-4647
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2021-07-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-28

Montréal

SERVICE DE L'EAU
DIRECTION DE L'EAU POTABLE
DIVISION INFRASTRUCTURES RÉSEAU PRINCIPAL
SECTION PROJET DE CONSTRUCTION, PROJETS ET ENTRETIEN

CONTRAT: 19A08TR01

CONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU DE 450mm SOUS LA RUE AVRO SUR 295 m.l. ET CHAMBRES D'INTERCONNEXION



Orientation

Repère géodésique
ALTITUDE : LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83

Feuillet : 00

Références

Notes

Émission

Émission	Description	Date	Par
00	Émis pour appel d'offres	2021-05-25	AC2

Plan de localisation

Réalisation

Ingénieur :
Surveillant :

Intervenants

Préparé par : Laura Gina Daoud, ing
Dessiné par : Alex Bélisle, tech.
Vérifié par : Audrey Cloutier Drouin, ing
Sceaux :

Projet : **19A08TR01**

Construction d'une conduite d'eau de 450mm sous la rue Avro sur 295 m.l. et chambres d'interconnexion

Titre du plan :

Page titre et localisation

Montréal

Service de l'eau
Direction de l'eau potable
Division Infrastructures réseau principal
Section Projet de Construction, projets et entretien

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle : AUCUNE

Plan no : **19A08TR01-00**

Soumission : **10368**

Cartouche révisé le : 2019-05-13 FORMAT : A0

DATE IMPRESSION : 2021-05-31 FMS : BELISLE E:\AVRO\DESSIN\19A08TR01-00.DWG_Plan et Gabarit.dwg

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *18_Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire (Cf.p42.Mtl Un accès universel et équitable aux services de la Ville. Assurer un accès équitable et sécuritaire à l'ensemble de ses services et infrastructures)* *20_Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole (Cf. p51.Mtl2030 Des infrastructures modernes.)*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Continuer à fournir l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante à l'ensemble de la population montréalaise en minimisant les risques de rupture de services.* *Lutter contre le vieillissement des équipements en augmentant la qualité des infrastructures des eaux sur son territoire. (remplacement d'usines vieillissantes par des infrastructures souterraines neuves.)* *Diminuer les coûts en cessant les opérations des usines de Dorval et Lachine.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 24 juillet 2020

EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS INC.
A/S MONSIEUR PATRICK OCTAVE ACHILLE SULLIOT
200-1550, RUE AMPÈRE
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7L4

N° de décision : 2020-DAMP-1643
N° de client : 3000206134

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous EUROVIA QC GP, EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **23 juillet 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10368
Numéro de référence : 1487981
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Construction d'une conduite d'eau de 450mm sous l'avenue Avro sur 295 m.l. et chambres d'interconnexion

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com NEQ : 1143616580	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1910766)** 2021-06-07 14 h 54 **Transmission :** 2021-06-07 16 h 17	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 13 h 02 - Courriel 3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368 2021-07-05 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842	Madame Geneviève Beaudoin Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur :	**Commande : (1915160)** 2021-06-16 13 h 56 **Transmission :** 2021-06-16 13 h 56	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 13 h 02 - Courriel 3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368 2021-07-05 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cojalac inc. 174 boul. Lacombe Repentigny, QC, J5Z 1S1 NEQ : 1143922814	Monsieur Jacques Lachapelle Téléphone : 514 548-2772 Télécopieur :	**Commande : (1910980)** 2021-06-08 7 h 58 **Transmission :** 2021-06-08 8 h 07	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 13 h 02 - Courriel 3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368 2021-07-05 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur :	**Commande : (1912117)** 2021-06-09 17 h 32 **Transmission :** 2021-06-09 17 h 32	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 13 h 02 - Courriel 3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368 2021-07-05 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com NEQ : 1171462923	Monsieur Valérie Legault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1911292)** 2021-06-08 12 h 30 **Transmission :** 2021-06-08 12 h 30	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 13 h 02 - Courriel 3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368 2021-07-05 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com NEQ : 1165343220	Madame Melanie Lozon Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur :	**Commande : (1911255)** 2021-06-08 11 h 47 **Transmission :** 2021-06-08 11 h 47	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 13 h 02 - Courriel 3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368 2021-07-05 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 NEQ : 1169491801	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1911346)** 2021-06-08 13 h 50 **Transmission :** 2021-06-08 14 h 26	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 13 h 02 - Courriel 3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368 2021-07-05 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca NEQ : 1166806464	Madame samuelle Auger-Chrétien Téléphone : 819 699-0144 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1911137)** 2021-06-08 9 h 55 **Transmission :** 2021-06-08 9 h 55	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 13 h 02 - Courriel 3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368 2021-07-05 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3 NEQ : 1164877749	Madame Deborah Frankland Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1911073)** 2021-06-08 9 h 15 **Transmission :** 2021-06-08 9 h 15	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 13 h 02 - Courriel 3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368 2021-07-05 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Gérald Théorêt Inc. 2 Boul. Maple Grove Beauharnois, QC, J6N 1K3 NEQ : 1142185637	Monsieur Jean Théorêt Téléphone : 450	**Commande : (1911692)** 2021-06-09 9 h 46	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 13 h 02 - Courriel

		429-7051 Télécopieur :	**Transmission :** 2021-06-09 10 h 01	3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368 2021-07-05 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	KF Construction inc. 1410, rue de Jaffa, bureau 201 Laval, QC, H7P4K9 NEQ : 1160669041	Monsieur Jean-Francois Béluse Téléphone : 514 863-5849 Télécopieur :	**Commande : (1911448)** 2021-06-08 15 h 11 **Transmission :** 2021-06-08 15 h 45	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 13 h 02 - Courriel 3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368 2021-07-05 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	L3B Inc 125, rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7M4 NEQ : 1173441461	Monsieur Alain Gauthier Téléphone : 514 646-4646 Télécopieur :	**Commande : (1912899)** 2021-06-11 9 h 28 **Transmission :** 2021-06-11 10 h 19	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 13 h 02 - Courriel 3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368 2021-07-05 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com NEQ : 1145052461	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1912218)** 2021-06-10 8 h 20 **Transmission :** 2021-06-10 8 h 20	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 13 h 02 - Courriel 3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368 2021-07-05 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1 http://www.groupelml.ca NEQ : 1175326991	Madame Jessica Thériault Téléphone : 450 347-1996 Télécopieur :	**Commande : (1919351)** 2021-06-28 14 h 22 **Transmission :** 2021-06-28 14 h 22	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 13 h 02 - Courriel 3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368 2021-07-05 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3 NEQ : 1169270676	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1911514)** 2021-06-08 16 h 33 **Transmission :** 2021-06-08 16 h 47	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 13 h 02 - Courriel 3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368

				2021-07-05 15 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com NEQ : 1143662378	Madame Karine Pariseau Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1911002)** 2021-06-08 8 h 30 **Transmission :** 2021-06-08 8 h 46	3556063 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (devis) 2021-07-02 15 h 07 - Messagerie 3556064 - Report de date - Addenda no 1 - Questions-Réponses - Soumission 10368 (bordereau) 2021-07-02 13 h 02 - Téléchargement 3556798 - Addenda no 2 - Questions-Réponses - Soumission 10368 2021-07-05 15 h 34 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1216945004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour la construction d'une conduite de 450 mm sous la rue Avro, entre le boulevard Des Sources et le chemin Saint-Rémi, et la construction de deux chambres de débitmètre sur l'avenue Avro et sur le chemin de l'Aviation - Dépense totale de 4 504 744,54 $, taxes incluses (Contrat : 3 695 442,61 $, contingences : 554 316,39 $, incidences: 254 492,77 $) - Appel d'offres public no 10368 - (4 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1216945004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Patrick TURCOTTE
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-000-0000
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.046

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.047

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1210649002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Simo Management pour l'inspection de puits d'accès par caméra 360 degrés, suite à l'appel d'offres public 1738, dans le cadre des projets de construction, de reconstruction, ou de modification du réseau souterrain de la CSEM, au montant de 242 832,95 $ (taxes incluses) 2 soumissionnaires - 1 seul conforme

Il est recommandé:
1. de conclure une entente-cadre de services professionnels avec SIMO Management inc., seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, l'inspection de puis d'accès par caméra 360 degrés, aux prix de sa soumission, soit 242 832,95$ (taxes incluses), conformément aux documents de l'appel d'offres public 1738.

2. d'approuver un projet de convention de services entre la Ville de Montréal et SIMO Management inc. à cet effet;

3. d'autoriser le président de la CSEM à signer le projet de convention pour et au nom de la Ville;

4. d'imputer cette dépense aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2021-06-15 14:26

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1210649002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Simo Management pour l'inspection de puits d'accès par caméra 360 degrés, suite à l'appel d'offres public 1738, dans le cadre des projets de construction, de reconstruction, ou de modification du réseau souterrain de la CSEM, au montant de 242 832,95 $ (taxes incluses) 2 soumissionnaires - 1 seul conforme

CONTENU

CONTEXTE

Les inspections par caméra 360 degrés permettent d'évaluer rapidement l'état des structures, l'encombrement général des câbles et les possibilités d'expansion possible. L'évaluation des structures et des composantes accélère la conception et réduits les coûts de travaux de la CSEM. Ceci est nécessaire pour répondre rapidement au grand nombre de projets potentiels des arrondissements (PRR) et des services de la Ville.

Date de publication		1 avril 2021
Disponibilité des documents		1 avril 2021
Date de fin de la période d'appel d'offres		4 mai 2021
Durée de l'appel d'offres		33 jours
Ayant soumissionné	Voir tableau 2	2 firmes

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1646 - 30 octobre 2019 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Simo Management inc., pour l'inspection de puits d'accès par caméra 360 degrés, suite à l'appel d'offres public 1701, dans le cadre des projets de construction, de reconstruction, ou de modification du réseau souterrain de la CSEM, au montant de 217 440,72 $, taxes incluses (3 soumissionnaires)
CE18 1918- 28 novembre 2018 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Infrastructel inc. pour l'inspection de puits d'accès par caméra 360 degrés, dans le cadre de projets de construction, de reconstruction ou de modification au réseau souterrain de la CSEM, au montant de 228 162,14 $, taxes incluses - appel d'offres public 1674

Le conseil d'administration de la CSEM a accepté la recommandation de l'appel d'offres no. 1738 le 7 juin 2021 (séance 28.T.1)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à autoriser la CSEM à signer le contrat de services avec la firme Simo Management inc. ayant le mieux répondu à l'appel d'offres public 1738 d'inspection par caméra 360 degrés.
Ce contrat est prévu pour l'inspection de 3 500 puits d'accès.

JUSTIFICATION

Après l'analyse technique des documents d'appels d'offres, le soumissionnaire Infrarouge Kelvin n'a pas atteint la note de 70 % qui est requise pour procéder à l'ouverture de l'enveloppe d'offre de prix. C'est la raison pour laquelle seulement l'enveloppe du prix du soumissionnaire SIMO Management inc., a été évaluée.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (TAXES INCLUSES)	**AUTRES (Contingences + variation de quantités)** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
SIMO Management Inc.	94,33	5,94	242 832,95 $	0 000 000 $	242 832,95 $
Dernière estimation réalisée			324 948,09 $	0 000 000 $	324 948,09 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) VOICI LA FORMULE : (l'adjudicataire – estimation)					(82 115,14 $)
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) VOICI LA FORMULE : [(l'adjudicataire – estimation)/estimation) x 100]					- 25 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) VOICI LA FORMULE : (2e meilleure note finale – adjudicataire)					0 000 000 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) VOICI LA FORMULE : [(2e meilleure note finale – adjudicataire)/adjudicataire) x 100]					0,00 %

Ecart de -25 % : Le nombre exact des puits d'accès à inspecter n'était pas connu au moment de l'appel d'offres. Nous avons pour objectif d'inspecter 3 500 structures dans ce mandat, ce nombre de structures nous a donné une estimation de 324 948,09 $.
L'estimation est basée sur une moyenne des coûts des contrats précédents.

Après vérification, la firme SIMO Management inc., est autorisée à contracter (REA), elle ne se trouve pas dans la liste d'entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni dans la liste de rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal.

Le contrat ne fera pas l'objet d'une évaluation de rendement, car le montant du contrat de services professionnels est inférieur à 500 000 $ (encadrement C-OG-APP-D-21-001).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'objet du présent dossier est prévu dans le budget de fonctionnement puisque les inspections de puits d'accès examinés lors des travaux de reconstruction majeures des infrastructures ou de PRR font partie du programme d'entretien général des structures de la CSEM, à courte ou longue échéance. Cette dépense est entièrement assumées par la CSEM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces services d'inspection par caméra 360 degrés facilitent la gestion du calendrier, de la conception, planification des appels d'offres de contrats de construction et la réalisation de ceux-ci.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat au CM 23 août 2021, début des travaux vers le 24 août 2021, fin des travaux septembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérification effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie - Ext DAGENAIS
Adjointe administrative au président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-15

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514-384-6840
Télécop. : 514 384-7298

Commission des services électriques de Montréal

Analyse et évaluation des soumissions en services professionnels

Résultat global

#1738 - Inspections des structures souterraines par caméra 360	Présentation de l'offre	Compréhension du mandat	Capacité de production et échéancier	Expertise la firme en inspection de puits d'accès	Expertise du chargé de projet et de son équipe	Pointage intérimaire	Prix	Pointage final	
FIRME	5%	10%	25%	30%	30%	100.0%	$		Rang
SIMO Management Inc.	4.00	9.00	23.67	28.00	29.67	94.33	242 832.95 $	5.94	1
Infrarouge Kelvin Inc.	2.50	3.83	12.67	15.00	22.00	56.00	0.00 $	0.00	0

Professionnel responsable:	Heika Rodriguez, ing.

Le pointage final vient de la formule suivante:

(Pointage intérimaire + 50) x 10 000 = pointage final

Prix

CONVENTION DE SERVICES

ENTRE : VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par Monsieur Serge Boileau, ing., président de la Commission des services électriques de Montréal, autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution _____adoptée par le Conseil municipal à sa séance du _____

No d'inscription TPS : 121364749 RT0001
No d'inscription TVQ : 1006001374 TQ0002

(la **"Ville")**

ET : SIMO Management INC., personne morale ayant une place d'affaires au 2099, boul. Fernand-Lafontaine, Longueuil, Québec, J4G 2J4 agissant et représentée par M. Frédéric Riverin, dûment autorisé aux fins des présentes;

(le **"Contractant")**

No d'inscription T.P.S. R139959589
No d'inscription T.V.Q. 1017419273

Relative à L'OBJET suivant :

Services professionnels de la firme **Simo Management inc.** jusqu'à concurrence d'une dépense de 242 832,95 $ incluant les taxes, les frais de déplacement, frais administratifs et les profits**, pour l'inspection de structures souterraines par caméra 360°.**

L'appel d'offres # 1738 est partie intégrante de la présente convention.

Les parties, ayant élu domicile aux adresses indiquées à la présente convention, conviennent de ce qui suit:

1. LE CONTRACTANT:

1.1 rend avec diligence les services professionnels ci-haut décrits et plus amplement détaillés, s'il y a lieu, à l'annexe ci-jointe ;

1.2 réalise les objectifs de la convention en respectant l'échéancier prévu à cette fin ;

1.3 n'entreprend aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

1.4 assume tous les frais relatifs à l'exécution de la présente convention ;

1.5 cède à la Ville tous ses droits d'auteur sur les documents réalisés dans le cadre de la présente convention, renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci et garantit être le titulaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention ;

1.6 soumet à la Ville, selon la fréquence déterminée par celle-ci, une ou des factures détaillées décrivant les services rendus et précisant le taux et le montant des taxes applicables à ceux-ci, de même que son numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ ;

1.7 le contractant déclare qu'il a pris connaissance du Règlement de gestion contractuelle, tel que décrit à l'appel d'offres, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application du Règlement comme si elles étaient reproduites au long à la présente convention et prend l'engagement de respecter intégralement le Règlement sur la gestion contractuelle (18-038) ;

1.8 le contractant peut mettre fin à cette convention, suite à un avis écrit, en cas de défaut de la Ville.

2. LA VILLE :

2.1 verse une somme maximale de deux cent quarante-deux mille huit cent trente-deux DOLLARS et quatre-vingt-quinze sous (242 832,95 $), en paiement de tous les services rendus et incluant toutes les taxes applicables à ceux-ci, selon les modalités prévues à l'article 2.2; la responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention étant strictement limitée à cette somme maximale

2.2 acquitte la ou les facture(s) visée(s) à l'article 1.6 dans les trente (30) jours de leur réception pourvu qu'elles comportent toutes les informations requises par l'article 1.6; aucun paiement ne constituant cependant une reconnaissance que les services rendus sont satisfaisants ou conformes ;

2.3 **peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sans indemnité ou dommages pour le Contractant.**

3. LOIS APPLICABLES :

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL	**POUR LE CONTRACTANT**
_____	_____
Serge A. Boileau, ing. Président, CSEM	Frédéric Riverin, ing. Responsable de projet, Simo Management inc.
Date : _____	Date _____

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Avis du jour | Service à la clientèle | Aide | Recherche avancée

Mon SEAO | Mes avis | Rapports | Profil | Organisation | COMMANDES | PANIER

Recherche avancée
Résultats de recherche
Consulter un avis

Liste des commandes

Numéro : 1738
Numéro de référence : 1472751
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : La CSEM invite les firmes de génie spécialisées à présenter des offres pour l'inspection de structures souterraines par caméra photo 360° conformément aux documents du présent appel d'offres.

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aqua Data inc. 95, 5e Avenue Pincourt, QC, J7W 5K8 http://www.aquadata.com	Madame Karina Grenier Téléphone : 514 425-1010 Télécopieur : 514 425-3506	**Commande : (1879601)** 2021-04-06 9 h 49 **Transmission :** 2021-04-06 9 h 49	3508282 - Addenda 1 - 1738 2021-04-22 10 h 18 - Courriel 3512398 - Addenda 2 - 1738 2021-04-28 7 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
InspecVision Inc. 800 Route Carter Local 30 Sainte-Marie, QC, G6E0B2 https://www.inspecvision.ca/	Monsieur Sebastien Boutin Téléphone : 418 230-4040 Télécopieur :	**Commande : (1878229)** 2021-04-01 10 h 59 **Transmission :** 2021-04-01 10 h 59	3508282 - Addenda 1 - 1738 2021-04-22 10 h 18 - Courriel 3512398 - Addenda 2 - 1738 2021-04-28 7 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
IR Kelvin Inc.	Monsieur Jean-	**Commande**	3508282 - Addenda 1 -

1825 Rue de Grosbois Saint-Bruno-de-Montarville, QC, J3V 4N2	Sébastien Tremblay Téléphone : 450 922-3115 Télécopieur :	**: (1884668)** 2021-04-14 11 h 59 **Transmission :** 2021-04-14 11 h 59	1738 2021-04-22 10 h 18 - Courriel 3512398 - Addenda 2 - 1738 2021-04-28 7 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Simo Management Inc 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 http://www.simo.qc.ca	Monsieur Jean-Guy Cadorette Téléphone : 450 646-1903 Télécopieur : 450 646-9832	**Commande : (1879862)** 2021-04-06 12 h 49 **Transmission :** 2021-04-06 12 h 49	3508282 - Addenda 1 - 1738 2021-04-22 10 h 18 - Courriel 3512398 - Addenda 2 - 1738 2021-04-28 7 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 100 Boul. Alexis-Nihon suite 110 Montréal, QC, H4M 2N6	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1879782)** 2021-04-06 11 h 38 **Transmission :** 2021-04-06 11 h 38	3508282 - Addenda 1 - 1738 2021-04-22 10 h 18 - Courriel 3512398 - Addenda 2 - 1738 2021-04-28 7 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
TORNGATS Services Techniques Inc. 5635 Avenue Rideau Québec, QC, G2E 5V9 http://www.torngats.ca	Monsieur Pierre-Luc Bouchard Téléphone : 418 781-2579 Télécopieur :	**Commande : (1879315)** 2021-04-05 15 h 05 **Transmission :** 2021-04-05 15 h 05	3508282 - Addenda 1 - 1738 2021-04-22 10 h 18 - Courriel 3512398 - Addenda 2 - 1738 2021-04-28 7 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

Organisme public.

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1210649002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Simo Management pour l'inspection de puits d'accès par caméra 360 degrés, suite à l'appel d'offres public 1738, dans le cadre des projets de construction, de reconstruction, ou de modification du réseau souterrain de la CSEM, au montant de 242 832,95 $ (taxes incluses) 2 soumissionnaires - 1 seul conforme

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certificat de fonds CR1738 GDD1210649002 - Inspection par caméra360.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-15

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.048

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1219057011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels spécialisés en coordination de chantier d'une durée de 12 mois avec une option de renouvellement de 12 mois pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 173 842,20 $, taxes incluses (contrat : 144 868,50 $ + contingences : 28 973,70 $) - Appel d'offres public 21-18591 (1 soumissionnaire).

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire CIMA+ S.E.N.C., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de 12 mois avec une option de renouvellement de 12 mois, le contrat pour des services professionnels spécialisés en coordination de chantier pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 144 868,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18591;
2. d'autoriser une dépense de 28 973,70 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 43,54 % par l'agglomération, pour un montant de 75 690,89 $, taxes incluses et à 56,46 % par la ville centre pour un montant de 98 151,31 $, taxes incluses.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-07-06 14:23

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219057011**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels spécialisés en coordination de chantier d'une durée de 12 mois avec une option de renouvellement de 12 mois pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 173 842,20 $, taxes incluses (contrat : 144 868,50 $ + contingences : 28 973,70 $) - Appel d'offres public 21-18591 (1 soumissionnaire).

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'Administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. L'hôtel de ville est situé au coeur de la *«Cité administrative historique»* de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* .
Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- la mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;
- la mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;
- amélioration de l'accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l'accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet intègre des mesures de développement durable dans le but d'obtenir la certification «*LEED V4 exploitation et entretien des bâtiments existants* » de niveau Or.

Le projet est réalisé selon le mode *«Gérance de construction* » : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l'exécution des travaux est scindée en plus de 50 lots de travaux, s'effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des

contrats distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

Il est nécessaire d'avoir une ressource dédiée afin de venir supporter l'équipe de projet pour l'administration des nombreux contrats et la coordination des activités des parties prenantes. Étant donné de la complexité de ce projet en gérance de construction et du nombre élevé de contrats, une saine gestion de chacun des dossiers est nécessaire afin d'assurer une transparence vers les niveaux supérieurs .

La réouverture complète de l'hôtel de ville est prévue pour l'été 2023 comportant un scénario d'occupation graduelle de l'édifice dès la fin de l'année 2022.

Approche proposée

Afin de répondre aux besoins immédiats du projet, les services d'une ressource externe en coordination de chantier pourra rapidement, réaliser la prise en charge et la coordination des dossiers contractuels du projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0283 du 20 mai 2021 - Accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 680 267,65 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15686 (1 soum.).
CG21 0208 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Mongrain inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 615 516,36 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15684 (1 soum.).

CG21 0192 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0706 « Imperméabilisation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 326 454,27 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0142 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Échafauds Plus (Laval) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0176 « Échafaudages » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 480 958,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15683 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0124 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Vitrerie RD ltée pour la réalisation des travaux de construction du lot L0804 « Vitrage intérieur » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 647 915,32 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 - (1 seul soum.).

CG21 0123 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Unicel Architectural Corp. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0805 « Murs rideaux » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 954 965,92 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15678 - (1 seul soum.).

DB219057007 du 9 mars 2021 - Autoriser un rehaussement de 21 731,65 $ (incluant

taxes), du contrat gré à gré, à J. Flams transport & excavation pour le déneigement du chantier de construction de l'hôtel de ville lors de la saison 2020-2021 dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. (DA208864003) Majorant ainsi le montant total à autoriser de 20 598,92 $, taxes incluses, incluant contingences à 42 330,57 $, taxes incluses, prévisions et contingences).

CG21 0084 du 25 févier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0100 « Entrepreneur général » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 4 085 665,71 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15682 (1 soum.)

DB219057005 du 15 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à WILLIAM SCOTSMAN pour la location de roulottes de chantier pour les travailleurs dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 100 520,34 $, taxes incluses (contrat : 91 382,13 $ + contingences : 9 138,21 $).

DB219057004 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à Groupe PRODEM pour la démolition de dalles et de bordures de béton dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 102 316,26 $, taxes incluses (contrat: 93 014,78 $ + contingences: 9 301,48 $)

DB219057003 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à UCIT Online Security Inc. (D.B.A Stealth Monitoring) pour un système de surveillance par caméras du chantier dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 97 700,01 $, taxes incluses (contrat: 88 818,19$ + contingences : 8 881,82 $ $)

DB219057002 du 5 février 2021 - Accorder un contrat sur invitation de 66 225,60 $ (incluant taxes) à Expert nettoyage EXPN pour le nettoyage et désinfection des aires de repos et des installations sanitaires dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 79 470,72 $ (incluant taxes et contingences).

DA218115001 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat de 19 643,48 $ (incluant taxes) à Béton concept A.M. pour la réalisation des travaux de construction du Lot 0304 «Renforts de carbone» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 23 572,18 $ (incluant taxes et contingences). – Appel d’offres publiques IMM-15671

CG21 0042 du 28 janvier 2021- Accorder un contrat à ITR Acoustique MTL Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 10 761 223,10 $, taxes incluses (contrat : 9 357 585,30 $ + contingences : 1 403 637,80 $) – Appel d'offres public IMM-15526 - (2 soumissionnaires).

CG21 0019 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 155 288,22 $, taxes incluses (contrat : 1 874 163,67 $ + contingences : 281 124,55 $) – Appel d'offres public IMM-15529 - (1 soumissionnaire).

CG21 0017 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3104 « Excavation, blindage et remblais » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Dépense totale de 1 172 802,49 $, taxes incluses (contrat : 1 019

828,25 $ + contingences : 152 974,24 $) - Appel d'offres public IMM-15530 (1 seul soumissionnaire)

CG21 0015 du 28 janvier 2021 - Autoriser un ajustement de 141 736,05 $, taxes incluses, à titre de contingences, dans le cadre du contrat de construction à 9130-9989 Québec inc. (Groupe Prodem) pour réaliser les travaux de construction du lot L0201 «Démolition et décontamination» faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville (CG20 0037), majorant ainsi le montant total à autoriser de 4 110 345,43 $ (taxes et contingences incluses) à 4 252 081,48 $ (taxes et contingences incluses).

DB219057001 du 12 janvier 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 518,80 $ (incluant taxes) à Plomberie Benoît Prévost Division drainage pour les travaux de vérification de la plomberie dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. Cette dépense additionnelle majore la dépense maximale totale à 10 761,66 $ (incluant taxes).

CE20 1920 du 2 décembre 2020 - Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels en gestion financière (construction) pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 309 052,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18407 (4 soumissionnaires conformes et 2 non-conformes).

CE20 1623 du 28 octobre 2020 - Accorder un contrat à Axia Services pour la fourniture de main-d'oeuvre de gardien de sécurité pour des services de surveillance en continue des lieux, une période de 2 ans, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 467 704,64 $, taxes incluses (contrat : 406 699,69 $ + contingences : 61 004,95 $) - Appel d'offres public 20-18238 - (8 soumissionnaires)

CG20 0447 du 24 septembre 2020 - Accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 974 470,61 $, taxes incluses (contrat : 847 365,75 $ + contingences : 127 104,86 $) - Appel d'offres public IMM-15519 - (3 soumissionnaires, 2 conformes).

CM20 0820 du 24 août 2020 - Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme Éco Performance pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal visant la transition et l'innovation énergétiques, donnant droit à une subvention évaluée à 272 116,00 $ pour réaliser des travaux de récupération de chaleur et d'ajustement de systèmes mécaniques.

CG20 0031 du 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 du 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $ taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).

CG19 0324 du 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet

de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses | Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0184 du 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 du 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $, taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15%) et 60 503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5%), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes *Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et associés* (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses;

CG18 0555 du 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville; Approuver le contrat par lequel Pomerleau inc.,firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961;

CG17 0372 du 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant; approuver un projet de convention par lequel Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et associés,équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les conditions stipulées au projet de convention.

DESCRIPTION

Le professionnel spécialisé en coordination de chantier sera affecté à plein temps au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. Ce projet est sous la responsabilité du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) de la Ville de Montréal.
La ressource clé doit accomplir la totalité de ses prestations au bureau de projet situé au 303 rue Notre-Dame Est, Montréal, et ce, durant les heures normales de bureau (entre 7 h et 18 h du lundi au vendredi). Toutefois, dans le contexte actuel de la pandémie, il est possible que la prestation des services se fasse en mode télétravail. Puisqu'il s'agit d'une mesure exceptionnelle et temporaire, elle doit être approuvée au préalable par la Ville.

La ressource clé doit consacrer annuellement environ 1680 heures à ce mandat, soit 35 heures par semaine (7 heures par jour) durant une période de 48 semaines. Elle ne peut réclamer aucune augmentation du taux horaire soumissionné, notamment si elle effectue

plus ou moins de 35 heures par semaine. La rémunération sera sur une base mensuelle.

En collaboration avec le chef de projet de la Ville, la ressource clé agit à titre de représentant de la Ville en administrant les contrats et en coordonnant les activités de toutes les parties prenantes afin de respecter les paramètres du projet en termes de budget, de portée et d'échéancier.

Plus particulièrement et sans s'y limiter, la ressource clé exécute les services suivants :

- agir comme intermédiaire entre les entrepreneurs, les professionnels, les autres consultants et le gérant de construction;
- recevoir la ventilation de la portée des travaux des entrepreneurs, la valider et en contrôler le respect sur la base des documents contractuels;
- assurer un suivi de l'échéancier de référence «*baseline*» et des échéanciers pour les prochaines semaines et les commenter, en collaboration avec le chef de projet de la Ville de Montréal;
- analyser la pertinence des demandes de changement techniques, voir à l'émission des demandes de changement par les professionnels et leur estimation, voir à l'obtention des prix des entrepreneurs, contrôler le coût des changements et la tenue des négociations. Suite à la réception de la recommandation finale des professionnels et du gérant de construction, recommander l'approbation par la Ville de l'ordre de changement. Assurer le classement efficace de la documentation technique et administrative des demandes de changement et des ordres de changement;
- assurer un suivi afin de respecter le budget alloué aux conditions générales, valider la portée et le coût des demandes, voir à l'émission des avenants et en contrôler la réalisation;
- collaborer à la validation des demandes de paiement de travaux de construction et des travaux de conditions générales et recommander leur approbation par la Ville;
- participer au processus d'appel d'offres, notamment accompagner les soumissionnaires lors des visites de chantier et assister aux ouvertures de soumissions pour ensuite communiquer les résultats à l'équipe de projet de la Ville;
- participer aux activités de mise en service en collaboration avec l'agent de mise en service, les professionnels, les entrepreneurs et la Ville et assurer un suivi sur l'avancement des activités.

L'offre comprend une prolongation du contrat qui peut être renouvelé pour une (1) période additionnelle de douze (12) mois aux mêmes conditions du présent contrat sous réserve d'une variation des prix. Le tout conformément à un ajustement selon l'indice des prix à la consommation (IPC).

L'appel d'offres public 21-18591, publié le 21 avril 2021 dans le Journal de Montréal, ainsi que dans le Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) du gouvernement du Québec, a procuré aux soumissionnaires un délai de trente-trois (33) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SEAO et déposer leur soumission. Les soumissions demeurent valides pour une période de cent quatre-vingt (180) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 20 novembre 2021.

Un (1) addenda a été publié et la nature de celui-ci est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	**Date d'émission**	**Description**	**Impact monétaire**
No. 1	2021-05-10	Réponse aux questions et ajustement des bordereaux	Non

L'addenda a eu aucun impact sur la date d'ouverture des soumissions qui était prévue le 25 mai 2021.

JUSTIFICATION

Le tableau ci-dessous présente le résultat de l'appel d'offres public 21-18591 pour lequel il y a eu six (6) preneurs du cahier des charges pour ce lot, parmi lesquels un (1) seul a déposé une soumission (16,7 %).
Un suivi a été effectué auprès des autres preneurs du cahier des charges pour connaître les raisons pour lesquelles ils n'ont pas déposé de soumission. Les raisons fournies sont : un manque de temps pour étudier l'appel d'offres; des engagements dans d'autres projets ne permettant pas de répondre au présent mandat; le candidat proposé ne répondait pas aux conditions d'admissibilité.

La seule soumission jugée conforme en vertu des dispositions des documents d'appel d'offres a été remise par :

- CIMA + S.E.N.C.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
CIMA+ S.E.N.C.	74,5	8,59	144 868,50 $	28 973,70 $	173 842,20 $
Dernière estimation réalisée			231 789,60 $	46 357,92 $	278 147,52 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					-104 305,32 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					-37,5 %

Les montants inscrits dans le présent tableau comprennent les taxes applicables au moment de la date d'ouverture des soumissions.

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation

- L'estimation du taux horaire a été évaluée à 120 $ / heure pour une période d'un (1) an.

- Le plus bas soumissionnaire conforme à soumissionner avec un montant de 75 $ / heure pour une période d'un (1) an.

On retrouve alors un écart de 45 $ représentant 37,5 %. Ce montant peut se justifier par un marché agressif ayant pour objectif d'offrir un prix compétitif.

Analyse du résultat de l'appel d'offres

Professionnel
Suite à l'analyse du résultat de l'appel d'offres, CIM Conseil a recommandé l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme CIMA + S.E.N.C.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D21-001, l'évaluation du

rendement de l'adjudicataire n'est pas requise.

La firme CIMA + S.E.N.C. ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier.

Pareillement, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et les contractants ne sont pas visés par la Liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville, ni par la Liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire jugé conforme par le comité de sélection, CIMA+ S.E.C.N., s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 144 868,50 $, incluant les taxes.
La provision pour contingences de 20 %, soit 28 973,70 $, incluant taxes, servira à couvrir tous imprévus et demandes supplémentaires au projet.

La dépense totale à autoriser est donc de 173 842,20 $, incluant les taxes et les contingences avant ristourne.

La part du projet # 66034 « Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville » de 173 842,20 $, taxes incluses, est financée comme suit :

Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) :

- un montant maximal de 98 151,31 $ sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence municipale 15-009- Travaux de rénovation de l'hôtel de ville;

- un montant de 75 690,89 $ sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-019 - Travaux de rénovation de l'hôtel de ville.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville. La répartition de l'hôtel de ville en 2020 est de 43,54 % agglo et de 56,46 % corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

Elle est répartie de la façon suivante : 33% en 2021 et 67% en 2022.

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'édifice hôtel de ville de Montréal se doit d'être un modèle de développement durable pour l'ensemble du parc immobilier de la Ville et pour tous les citoyens. Le projet s'inscrit dans les grandes orientations de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal adoptée en 2009. L'objectif d'obtenir la certification « LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants » de niveau Or fait partie intégrante du projet.
Pour encadrer et assurer le contrôle de la qualité de la démarche de conception et de certification, le SGPI a mandaté une équipe de développement durable comprenant un accompagnateur LEED, un agent de mise en service et un modélisateur énergétique.
L'équipe de conception est constituée de consultants « professionnels agréés LEED » dans

chaque discipline. En outre, les services d'un animateur de processus de conception intégré (PCI) permettent une meilleure intégration des éléments de développement durable dans le contexte d'un bâtiment patrimonial.

D'une façon générale, les professionnels doivent concevoir le projet en appliquant les principes de développement durable suivants :

- L'amélioration de la qualité de l'air et la diminution des émissions de gaz à effet de serre par la réduction de l'utilisation du mazout et du gaz naturel dans le chauffage des bâtiments et la sélection d'équipements éco énergétiques;
- La gestion responsable des ressources par la réduction des fuites d'eau et l'amélioration de l'efficacité d'usage de l'eau potable, la récupération des matières recyclables et organiques, le recyclage des produits, des équipements et des déchets de construction;
- L'adoption de bonnes pratiques de développement durable, telles que l'apport des technologies vertes et l'adoption d'un système de gestion intégrant des notions de développement durable;
- L'interdiction d'utiliser les produits qu'on retrouve sur la « liste rouge » comprise dans les certifications Living Building Challenge (LBC) et WELL.

De plus, en tant que premier projet municipal montréalais certifié dans cette catégorie (bâtiment existant, entretien et exploitation), l'hôtel de ville deviendra assurément un modèle de développement durable. Cette certification nécessitera une révision des politiques d'achat, d'entretien et d'exploitation des bâtiments de la Ville. L'ensemble des mesures sera comptabilisé afin d'illustrer les avantages de l'investissement dans le développement durable. Cette première certification facilitera également les démarches ultérieures afin que d'autres bâtiments municipaux puissent être certifiés.

Le projet s'inscrit dans une démarche globale liée au développement durable par la protection et la mise en valeur du patrimoine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat permettra de renforcir l'équipe de chargé de projet afin de maintenir l'échéancier de livraison du projet. Le projet comportent plus de 50 contrat travaux de construction. La nouvelle ressource permettra d'alléger la charge de travail et de mieux répartir les dossiers prioritaire.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la Covid-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue à cette étape du projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au comité exécutif : 11 août 2021
Passage au comité municipal : 23 août 2021
Passage au conseil d'agglomération : 26 août 2021
Début du mandat de l’adjudicataire (approximation) : 1er septembre 2021
Période du contrat : septembre 2021 à septembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sur la base des vérifications, le signataire de la présente recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline DOYON
Conceptrice des aménagements - immeubles

Tél : 438-824-9986
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-23

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : 514-977-9883
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2021-06-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-07-06

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Services professionnels en gestion financière (construction)
Description: Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville
Contrat: 21-18591

CIMA+ S.E.N.C.

						Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Montants forfaitaires**	**Heures**	**Taux**	**%**	**$**					
	Conditions générales (incluant admin. & profit)	1680	75,00 $	100,0%	126 000,00	6 300,00		12 568,50		**144 868,50**
	Sous-total :			**100,0%**	**126 000,00**	**6 300,00**		**12 568,50**		**144 868,50**
	Contingences			20,0%	25 200,00	1 260,00		2 513,70		28 973,70
	Total - Contrat :				**151 200,00**	**7 560,00**		**15 082,20**		**173 842,20**
Incidences:	Dépenses générales									
	Dépenses spécifiques									
	Total - Incidences :			0,0%	**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)				**151 200,00**	**7 560,00**		**15 082,20**		**173 842,20**
Ristournes:	Tps		100,00%			7 560,00				7 560,00
	Tvq		50,0%					7 541,10		7 541,10
	Coût après rist. (Montant à emprunter)				**151 200,00**	**0,00**		**7 541,10**		**158 741,10**

2021-06-18

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1219057011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels spécialisés en coordination de chantier d'une durée de 12 mois avec une option de renouvellement de 12 mois pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 173 842,20 $, taxes incluses (contrat : 144 868,50 $ + contingences : 28 973,70 $) - Appel d'offres public 21-18591 (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18591 SEAO Liste des commandes.pdf
PV 21-18591.pdf
21-18591 Tableau Résultat Global Final.pdf
21-18591 Intervention Nouvelle Appel D'offres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-28

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18591

No du GDD : 1219057011

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels spécialisés en coordination de chantier pour le projet de restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville de

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 21 - 4 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 25 - 5 - 2021

Ouverture faite le : 25 - 5 - 2021

Date du comité de sélection : 3 - 6 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 10 - 5 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 16,67

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 21 - 11 - 2021

Date d'échéance révisée : 21 - 11 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CIMA+ S.E.N.C.	144 868,50	√	

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat à la firme :CIMA+S.E.N.C. ayant obtenu la note de passage. Des CINQ (5) autres firmes détentrices du cahier des charges:4 n'avaient pas la capacité, ou la disponiobilité; 1 n'était pas membre de l'OIQ

Préparé par : Eddy DUTELLY

Le 23 - 6 - 2021

21-18591 - Services professionnels spécialisés en coordination de chantier pour le projet de restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal_ Deux (2) chargés de projet »

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+S.E.N.C.	3,83	6,00	10,67	8,67	23,00	22,33	74,5	144 868,50 $	8,59	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly

Comité	
Date	jeudi 03-06-2021
Heure	14 h 00
Lieu	Vidéoconférence

Multiplicateur d'ajustement	
Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Avis du jour | Service à la clientèle | Aide | Recherche avancée

Mon SEAO | Mes avis | Rapports | Profil | Organisation | COMMANDES | PANIER

Mes avis

Saisir un avis

Information
Description
Classification
Conditions
Documents
Modalités
Résumé
Addenda
Plaintes
Liste des commandes
Résultats d'ouverture
Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 21-18591
Numéro de référence : 1479301
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels spécialisés en coordination de chantier pour le projet de restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal_ Deux (2) chargés de projet »

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
C2V architecture inc. 2030 Pie-IX 412 Montréal, QC, H1V 2C8 http://c2v.ca NEQ : 1148783260	Monsieur Pascal Alarie Téléphone : 514 273-6337 Télécopieur : 514 273-6384	**Commande : (1889101)** 2021-04-22 9 h 07 **Transmission :** 2021-04-22 9 h 07	3521241 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (devis) 2021-05-10 13 h 13 - Courriel 3521242 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (bordereau) 2021-05-10 13 h 13 - Téléchargement 3521243 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (bordereau) 2021-05-10 13 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CIMA+s.e.n.c. 2147 de la Province Longueuil, QC, j4g 1y6 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Linda Fontaine Téléphone : 514 337-	**Commande : (1888690)** 2021-04-21 14 h 03 **Transmission**	3521241 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (devis) 2021-05-10 13 h 13 -

		2462 Télécopieur : 514 281-1632	: 2021-04-21 14 h 03	Courriel 3521242 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (bordereau) 2021-05-10 13 h 13 - Téléchargement 3521243 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (bordereau) 2021-05-10 13 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	ERAS Management Inc. 33 rue Prince suite 309 Montréal, QC, H3C 2M7 https://Erasmanagement.com NEQ : 1174591355	Madame Marie-Chantal Laroche Téléphone : 514 516-5699 Télécopieur :	**Commande : (1891066)** 2021-04-26 15 h 43 **Transmission :** 2021-04-26 15 h 43	3521241 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (devis) 2021-05-10 13 h 13 - Courriel 3521242 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (bordereau) 2021-05-10 13 h 13 - Téléchargement 3521243 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (bordereau) 2021-05-10 13 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GLT+ inc. 3839 boulevard Taschereau, bureau 101 Saint-Hubert, QC, J4T 2G4 http://www.glt.ca NEQ : 1143331396	Madame Anne Boivin Téléphone : 450 679-7500 Télécopieur : 450 679-7141	**Commande : (1889450)** 2021-04-22 13 h 57 **Transmission :** 2021-04-22 13 h 57	3521241 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (devis) 2021-05-10 13 h 13 - Courriel 3521242 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (bordereau) 2021-05-10 13 h 13 - Téléchargement 3521243 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses

				(bordereau) 2021-05-10 13 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Martin Roy et Associés. 1601, Chemin d'Oka Deux-Montagnes, QC, J7R 1N1 NEQ : 1163505598	Madame Réjeanne Duchaine Téléphone : 450 623-0340 Télécopieur : 450 623-9302	**Commande : (1890649)** 2021-04-26 10 h 01 **Transmission :** 2021-04-26 10 h 01	3521241 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (devis) 2021-05-10 13 h 13 - Courriel 3521242 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (bordereau) 2021-05-10 13 h 13 - Téléchargement 3521243 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (bordereau) 2021-05-10 13 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1888625)** 2021-04-21 13 h 12 **Transmission :** 2021-04-21 13 h 12	3521241 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (devis) 2021-05-10 13 h 13 - Courriel 3521242 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (bordereau) 2021-05-10 13 h 13 - Téléchargement 3521243 - 21-18591 ADDENDA NO1 Questions et Réponses (bordereau) 2021-05-10 13 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1219057011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels spécialisés en coordination de chantier d'une durée de 12 mois avec une option de renouvellement de 12 mois pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 173 842,20 $, taxes incluses (contrat : 144 868,50 $ + contingences : 28 973,70 $) - Appel d'offres public 21-18591 (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1219057011 - Coordination chantier Hôtel-de-Ville.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-28

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.049

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1211541005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Englobe Corp., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour services professionnels en gestion des matières résiduelles fertilisantes (MRF) pour la préparation d'avis de projet, de chargement, de transport et d'épandage des biosolides de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, incluant une option de prolongation de douze mois - Dépense totale: 283 988,25 $, taxes incluses – (contrat: 283 988,25 $) - Appel d'offres public 21-18725 – 2 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à **Englobe corp.**, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels en gestion de matières résiduelles fertilisantes (MRF) pour la préparation d'avis de projet, de chargement, de transport et d'épandage de biosolides de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, soit pour une somme maximale de 283 988,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18725;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-29 09:36

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1211541005**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Englobe Corp., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour services professionnels en gestion des matières résiduelles fertilisantes (MRF) pour la préparation d'avis de projet, de chargement, de transport et d'épandage des biosolides de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, incluant une option de prolongation de douze mois - Dépense totale: 283 988,25 $, taxes incluses – (contrat: 283 988,25 $) - Appel d'offres public 21-18725 – 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées (Station) génère des boues déshydratées, appelées gâteaux, qui sont réduites en cendres par incinération. La très grande majorité des cendres est actuellement disposée au lieu d'enfouissement technique (LET) de la Station situé dans l'ancienne carrière Demix. Depuis 2016, une partie des cendres produites, appelées aussi Fertili cendres, est valorisée comme engrais agricole. En 2019, près de 13 000 tonnes de Fertili cendres ont été valorisées, soit 25% de la production de cendres. En 2020, compte tenu de contraintes budgétaires environ 8 000 tonnes de Fertili Cendres ont été valorisées. En plus des cendres, la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) valorise également des granules produites par le procédé de séchage thermique des boues déshydratées. Les quantités de granules produites et valorisées varient beaucoup d'une année à l'autre compte tenu d'équipements vieillissants et d'une production souvent à l'arrêt pour des besoins de réparations et d'entretien. En 2019, 400 tonnes de granules ont été valorisées et seulement 65 tonnes en 2020. Le contrat actuel n'inclut pas la valorisation de granules compte tenu que celles-ci le seront dans le cadre d'un autre contrat actuellement en cours (18-16742).

La valorisation de ces matières résiduelles permettra à la Ville de Montréal (Ville) d'atteindre les objectifs fixés en lien avec la gestion des matières organiques prévue dans le Plan Montréal durable, le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de

Montréal ainsi que le plan métropolitain de gestion des matières (PMGMR) de la CMM, le tout en respect de la Stratégie de valorisation de la matière organique du Gouvernement du Québec émise en 2020.

Parmi les deux matières résiduelles à valoriser par la DEEU, la valorisation des cendres demeure la plus intéressante. En effet, les cendres sont inodores, inertes et stables au niveau microbiologique. Les Fertili cendres sont également homologuées comme engrais agricole auprès de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) depuis 2016. D'autre part, la valorisation des granules est permise selon les exigences du guide des matières résiduelles fertilisantes (MRF) du Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC).

Un appel d'offres a été publié le 19 avril 2021 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 20 mai 2021 au Service du Greffe. La durée de la publication a été de 30 jours et la période de validité des soumissions est de 120 jours, soit jusqu'au 17 septembre 2021.

Trois (3) addenda ont été émis:

Addenda no. 1, en date du 3 mai : réponses à des questions ;
Addenda no. 2, en date du 5 mai : réponse à une question
Addenda no. 3, en date du 10 mai : modifications au « devis technique » et réponse à une question.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 18 0369 - 21 juin 2018 - d'accorder à Environnement Viridis inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat de services professionnels en gestion des matières résiduelles fertilisantes (MRF) pour la préparation d'avis de projet, de chargement, de transport et d'épandage des biosolides de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 1 247 478,75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16742; 3 soumissions
CE17 1163 - 5 juillet 2017 - Accorder un contrat à Environnement Viridis inc. pour services professionnels en gestion des matières résiduelles fertilisantes (MRF) pour la préparation d'avis de projet, de chargement, de transport et d'épandage des biosolides de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte de la ville de Montréal, pour une somme maximale de 159 470,33 $, taxes incluses – Appel d'offres public 17-16008 – 3 soumissionnaires

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à réaliser la valorisation agricole et non agricole des Fertili Cendres. À l'été 2018 la DEEU a octroyé un contrat de 3 ans pour valoriser 30 000 tonnes de Fertili Cendres et 1800 tonnes de granules. Par le présent contrat, la DEEU souhaite poursuivre la valorisation des matières résiduelles et de continuer à développer le marché agricole. Pour une première fois, elle vise aussi la valorisation non agricole telle que la fertilisation de plantations d'arbres, la végétalisation de sites dégradés, la fabrication de mélanges avec d'autres amendements chaulants (ACM), comme les cendres de bois d'usines de cogénération et la fabrication de terreaux et de compost. Le contrat requiert également la valorisation minimale de 20% des Fertili Cendres au Québec.

Sans être limitatif, les travaux prévus pour ce projet sont les suivants :
• la préparation d'avis de projet au MELCC,
• le chargement des cendres,
• le transport vers des lieux d'entreposage ou d'épandage.

JUSTIFICATION

Sept (7) firmes se sont procuré les documents d'appel d'offres et trois (3) d'entre elles ont déposé une soumission. Suite à la tenue du comité de sélection, une (1) firme a été déclaré non conforme n'ayant pas obtenue le pointage de 70%.
La liste des preneurs du cahier des charges et les motifs de désistements des entreprises n'ayant pas soumissionné sont inclus dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Englobe Corp.	82.3	4.66	283 988,25 $	N/A	283 988,25 $
Environnement Viridis Inc.	81.2	3.27	401 262,75 $	N/A	401 262,75 $
Services Andana inc.	Non conforme car n'a pas obtenu le pointage de 70%				
Dernière estimation réalisée					408 161,25 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(124 173,00 $) -30.42 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					117 274,50 $ 41,30 %

L'écart entre l'estimation interne et la soumission d'Englobe Corp. est favorable de 30,42 %. Pour l'estimation interne, la DEEU avait émis l'hypothèse que le prix pour la valorisation agricole des Fertili Cendres allait être comparable avec les prix obtenus lors de contrats précédents. Dans le cas de la valorisation non agricole des Fertli Cendres, la DEEU n'avait aucun historique pour bien évaluer les coûts. La seule hypothèse qui a été émise pour l'estimation interne, est que la valorisation non agricole devait coûter environ 50% de plus que la valorisation agricole, qui est une avenue plus connue et éprouvée.

Les deux derniers appels d'offres pour la valorisation des Fertili Cendres ont tous été octroyés à Environnement Viridis inc. Force est de constater que la Firme Englobe Corp. qui a effectué des essais avec les Fertili Cendres en 2020, ceux-ci se sont avérés très concluants auprès de leur clientèle agricole. Les essais réalisés ont permis de développer et de mettre en marché un compost et un terreau contenant les Fertli Cendres. Le développement et la mise en marché de ces mélanges avec les Fertili cendres auraient donc permis à Englobe d'être plus compétitive dans son offre à la Ville.

Les validations requises faites par le Service de l'approvisionnement ont démontré que l'adjudicataire recommandé:
• n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
• n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
• n'est pas non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Les firmes n'étaient pas tenues de détenir une attestation de l'Autorité des Marchés Publics

(AMP) pour soumissionner dans le cadre de ce contrat.

Une évaluation de risque a été effectuée et le dossier n'a pas besoin de faire l'objet d'un suivi et d'évaluation de rendement de fournisseur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour les services professionnels en gestion des matières résiduelles fertilisantes (MRF) pour la préparation d'avis de projet, de chargement, de transport et d'épandage des biosolides de la Station est de 283 988,25 $ toutes taxes incluses.
Les crédits requis pour l'octroi de ce contrat sont de 283 988,25 $, taxes incluses. Cette dépense est prévue au budget de fonctionnement 2021 de la DEEU.

Ceci représente un montant de 259 319,13 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans la mesure où ce dossier n'était pas approuvé ou retardé, les impacts seraient :
• la Ville irait à l'encontre des objectifs fixés dans le cadre de son plan directeur de gestion des matières résiduelles.
• Les quantités de cendres enfouies au lieu d'enfouissement technique (L.E.T.) augmenteraient.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucune

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier: 26 août 2021
Début des travaux: 26 août 2021
Fin des travaux: 31 décembre 2021

Option de prolongation :
Début des travaux: 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Francesca RABY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eliane CLAVETTE
Conseillère en analyse - contrôle de gestion

Tél : 438-863-1252
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2021-07-28

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1211541005
Unité administrative responsable : Service de l'eau-Direction de l'épuration des eaux usées
Projet : **Services professionnels en gestion des matières résiduelles fertilisantes (MRF)**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.
- 5. Tendre vers un avenir **zéro déchet**, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

La valorisation des Fertili Cendres permet de réduire l'utilisation d'engrais chimiques fabriqués par des usines qui sont des émetteurs importants de GES. Priorité 1

La valorisation de 9000 tonnes de Fertili Cendres comme engrais ou comme mélange avec d'autres matières résiduelles fertilisantes (MRF) pour fabriquer des terreaux ou des composts qui seront épandus sur des champs agricoles. Priorité 5

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1211541005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Accorder un contrat à Englobe Corp., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour services professionnels en gestion des matières résiduelles fertilisantes (MRF) pour la préparation d'avis de projet, de chargement, de transport et d'épandage des biosolides de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, incluant une option de prolongation de douze mois - Dépense totale: 283 988,25 $, taxes incluses – (contrat: 283 988,25 $) - Appel d'offres public 21-18725 – 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

AO 21-18725 PV.pdf
21-18725_Det Cah Charges.pdf
21-18725_Résultat_Comité Sélection.pdf
21-18725_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francesca RABY
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4907

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-28

Annie T THERRIEN
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18725

No du GDD : 1211541005

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en gestion des matières résiduelles fertilisantes (MRF) pour la préparation d'avis de projet, de chargement, de transport et d'épandage des biosolides de la statin d'épuration Jean-R. -Marcotte.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 4 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 20 - 5 - 2021

Ouverture faite le : 20 - 5 - 2021

Date du comité de sélection : 13 - 7 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 10 - 5 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 42,86

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Services Andana inc.	N'a pas obtenu la note de passage de 70%, pointage intérimaire de 68,8%

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 9 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 17 - 9 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes			Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Englobe Corp.	Pointage intérimaire : 82,3	Pointage final : 4,66	283,988.25 $	√	
Services Andana inc.	Pointage intérimaire : 81,2	Pointage final : 3,27	401,262.75 $		

Information additionnelle

1 preneur du cahier des charges a fait 2 fois l'achat du cahier des charges, alors au total 7 preneurs du cahier des charges.
Les 4 raisons de désistement : (2) nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre soumission dans le délai alloué, (1) nous sommes un sous-traitant d'un soumissionnaire et (1) pas de réponse malgré la relance.

Préparé par : Francesca Raby

Le 13 - 7 - 2021

21-18725 - Services professionnels en gestion des matières résiduelles fertilisantes (MRF) pour la préparation d'avis de projet, de chargement, de transport et d'épandage des biosolides de la station d'épuration Jean-R. - Marcotte.

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Englobe Corp.	4,00	8,67	7,67	17,00	23,67	21,33	82,3	283 988,25 $	4,66	1
Environnement Viridis inc.	3,83	8,00	7,67	17,00	23,67	21,00	81,2	401 262,75 $	3,27	2
Services Andana inc.	3,33	6,67	6,33	14,00	21,00	17,50	68,8			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Francesca Raby**									

Comité

Date	mardi 13-07-2021
Heure	13h00
Lieu	Vidéoconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18725
Numéro de référence : 1477895
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en gestion des matières résiduelles fertilisantes (MRF) pour la préparation d'avis de projet, de chargement, de transport et d'épandage des biosolides de la station d'épuration Jean-R. -Marcotte

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Andana 542 Ernest-Choquette Mont-Saint-Hilaire, QC, J3H5M3 http://www.andanaservices.com NEQ : 1168325752	Madame France Pellerin Téléphone : 450 741-4633 Télécopieur :	**Commande : (1889408)** 2021-04-22 13 h 24 **Transmission :** 2021-04-22 13 h 24	3516367 - 21-18725 Addenda #1 2021-05-03 14 h 54 - Courriel 3518089 - 21-18725 Addenda #2 2021-05-05 11 h 10 - Courriel 3520987 - 21-18725 Addenda #3 2021-05-10 9 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Bélanger Agro-consultant 277 Ch Industriel Local 8 Ange-Gardien, QC, j8L0A9 http://belanger-agro.com NEQ : 1148460000	Monsieur Pierre Bélanger Téléphone : 819 986-7829 Télécopieur : 819 986-9698	**Commande : (1895056)** 2021-05-04 11 h 32 **Transmission :** 2021-05-04 11 h 32	3516367 - 21-18725 Addenda #1 2021-05-04 11 h 32 - Téléchargement 3518089 - 21-18725 Addenda #2 2021-05-05 11 h 10 - Courriel 3520987 - 21-18725 Addenda #3 2021-05-10 9 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 505, boulevard du Parc-Technologique, bureau 200 Québec, QC, G1P4S9 http://www.englobecorp.com NEQ : 1167280206	Madame Annie Vachon Téléphone : 1418 227-6161 Télécopieur :	**Commande : (1888477)** 2021-04-21 10 h 59 **Transmission :** 2021-04-21 10 h 59	3516367 - 21-18725 Addenda #1 2021-05-03 14 h 54 - Courriel 3518089 - 21-18725 Addenda #2 2021-05-05 11 h 10 - Courriel 3520987 - 21-18725 Addenda #3 2021-05-10 9 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Conseil UDA 426, chemin des Patriotes Saint-Charles-sur-Richelieu, QC, J0H 2G0 NEQ : 1143109248	Madame Sylvie Lavoie Téléphone : 450 584-2207 Télécopieur : 450 584-2523	**Commande : (1889040)** 2021-04-22 8 h 25 **Transmission :** 2021-04-22 8 h 25	3516367 - 21-18725 Addenda #1 2021-05-03 14 h 54 - Courriel 3518089 - 21-18725 Addenda #2 2021-05-05 11 h 10 - Courriel 3520987 - 21-18725 Addenda #3 2021-05-10 9 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Solinov inc. 4150 Boulevard Matte, suite 200	Monsieur Benoit Beaudoin	**Commande : (1887397)** 2021-04-20 7 h 42	3516367 - 21-18725 Addenda #1 2021-05-03 14 h 54 - Télécopie

	Brossard, QC, J4Y 2Z2 http://www.solinov.com NEQ : 1144418671	Téléphone : 450 659-2200 Télécopieur : 450 659-2213	**Transmission :** 2021-04-20 7 h 42	3518089 - 21-18725 Addenda #2 2021-05-05 11 h 10 - Télécopie 3520987 - 21-18725 Addenda #3 2021-05-10 9 h 01 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Solinov inc. 4150 Boulevard Matte, suite 200 Brossard, QC, J4Y 2Z2 http://www.solinov.com NEQ : 1144418671	Monsieur Benoit Beaudoin Téléphone : 450 659-2200 Télécopieur : 450 659-2213	**Commande : (1900615)** 2021-05-14 11 h 50 **Transmission :** 2021-05-14 11 h 50	3516367 - 21-18725 Addenda #1 2021-05-14 11 h 50 - Téléchargement 3518089 - 21-18725 Addenda #2 2021-05-14 11 h 50 - Téléchargement 3520987 - 21-18725 Addenda #3 2021-05-14 11 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1887492)** 2021-04-20 9 h 04 **Transmission :** 2021-04-20 9 h 04	3516367 - 21-18725 Addenda #1 2021-05-03 14 h 54 - Courriel 3518089 - 21-18725 Addenda #2 2021-05-05 11 h 10 - Courriel 3520987 - 21-18725 Addenda #3 2021-05-10 9 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Viridis environnement inc. 543 Boulevard Sir-Wilfrid-Laurier Mont-Saint-Hilaire, QC, J3H4X7 http://www.viridis-env.com NEQ : 1173719304	Madame Anouk Lorion Téléphone : 450 813-4970 Télécopieur : 450 813-4979	**Commande : (1888524)** 2021-04-21 11 h 30 **Transmission :** 2021-04-21 11 h 30	3516367 - 21-18725 Addenda #1 2021-05-03 14 h 54 - Courriel 3518089 - 21-18725 Addenda #2 2021-05-05 11 h 09 - Courriel 3520987 - 21-18725 Addenda #3 2021-05-10 9 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1211541005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Accorder un contrat à Englobe Corp., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour services professionnels en gestion des matières résiduelles fertilisantes (MRF) pour la préparation d'avis de projet, de chargement, de transport et d'épandage des biosolides de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, incluant une option de prolongation de douze mois - Dépense totale: 283 988,25 $, taxes incluses – (contrat: 283 988,25 $) - Appel d'offres public 21-18725 – 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1211541005_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-5901

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Nathalie FRIGON
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.050

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218355003

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme WAA Montréal inc. pour les services professionnels en architecture et architecture de paysage pour le développement d'un programme fonctionnel et technique pour le projet de réfection des Jardin des vivaces, Jardin des arbustes, Jardin de monastère du Jardin botanique de Montréal. Dépense totale de 175 755,10$, taxes incluses (contrat 152 830,52$ + contingences 22 924,48$) - Appel d'offres public 21-18768 (2 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à WAA Montréal inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels en architecture et architecture de paysage pour le développement d'un programme fonctionnel et technique pour le projet de réfection des Jardin des vivaces, Jardin des arbustes, Jardin de monastère du Jardin botanique de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 152 830,52 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (21-18768);

2. d'autoriser une dépense de .22 924,48 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-28 13:31

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218355003**
Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme WAA Montréal inc. pour les services professionnels en architecture et architecture de paysage pour le développement d'un programme fonctionnel et technique pour le projet de réfection des Jardin des vivaces, Jardin des arbustes, Jardin de monastère du Jardin botanique de Montréal. Dépense totale de 175 755,10$, taxes incluses (contrat 152 830,52$ + contingences 22 924,48$) - Appel d'offres public 21-18768 (2 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Pendant sa période de construction, dans les années 30-40, le Jardin botanique commence à prendre la forme générale qu'on lui connaît à ce jour et l'aménagement des divers jardins thématiques est alors amorcé. À cette époque, le Jardin des plantes vivaces prend déjà sa forme actuelle et la majorité des structures de pierre sont implantées (pergolas, abri, murets, balustrades, plan d'eau, bordures, etc). À la même époque, le Fruticetum se dessine. Il deviendra le Jardin des arbustes tel que nous le connaissons maintenant. Le Jardin de monastère est lui aussi construit au début des années 1940.
Par ailleurs, en 2013 (année des Mosaïcultures internationales de Montréal), le secteur central du Jardin des arbustes connaît des modifications majeures avec, entre autres, l'implantation du miroir d'eau et de la passerelle en surplomb, donnant une ouverture visuelle sur le miroir d'eau et le centre du Jardin botanique. Ces modifications, alors planifiées comme temporaires pour l'événement des mosaïcultures, sont demeurées en place jusqu'à maintenant.

Avec le temps, les éléments structuraux se sont dégradés. Ils ont bougé, ont perdu leur verticalité et leur alignement, particulièrement les grandes pergolas du Jardin des vivaces et les longs murets longeant le boulevard Pie-IX, les balustrades, les escaliers et les bordures de l'ensemble de ces jardins. Une restauration est nécessaire pour nombre d'entre eux.

L'actuel projet a pour objectif de revoir et restaurer ces secteurs du Jardin botanique, tant dans leurs aspects techniques que dans leur organisation spatiale, notamment en terme d'accessibilité universelle, puisque celle-ci n'était pas considérée à l'époque de la construction des jardins en question, dans les années 30-40, alors que maintenant,

l'accessibilité universelle est une priorité pour tous les aménagements.

Le Jardin botanique souhaite octroyer un contrat de services professionnels pour la réalisation d'un programme fonctionnel et technique qui couvrira les aspects techniques et patrimoniaux, de même que d'utilisation, de ces jardins. Le Jardin botanique de Montréal est désigné site historique national du Canada. Par ailleurs, un énoncé d'intérêt patrimonial de la Ville de Montréal détaille le Jardin des vivaces avec ses arcades, lesquelles sont considérées par les visiteurs comme point de repère au sein du Jardin botanique, en raison de leur localisation (proximité du pavillon administratif et des serres ainsi que de la voie publique) et de leur grande visibilité, de leur aménagement distinctif et raffiné (voir la fiche 359 qui décrit les aspects patrimoniaux de ces jardins: http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca/patri_municipal/fiche_bat.php). Ces aspects patrimoniaux devront être considérés dans l'approche du projet actuel.

Un appel d'offres public, portant le numéro 21-18768 a été publié sur SEAO let dans le Journal de Montréal e 21 avril 2021, pour une remise des soumissions le 25 mai 2021, date qui a été reportée au 8 juin 2021.

Deux addendas ont été publiés pour clarifier certaines questions des soumissionnaires:

- Addenda 1, publié le 10 mai 2021 - sur la clarification de l'expertise demandée;
- Addenda 2, publié le 19 mai 2021 - pour un report de date de remise, au 8 juin 2021.

La durée de validité des soumissions est de 180 jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à autoriser l'octroi d'un contrat à prix forfaitaire à la firme WAA Montréal inc. pour les services professionnels en architecture et architecture de paysage pour le développement d'un programme fonctionnel et technique pour le projet de réfection des Jardin des vivaces, Jardin des arbustes, Jardin de monastère du Jardin botanique de Montréal.
L'actuel projet de programme fonctionnel et technique devra développer les solutions pour la réfection des éléments structuraux du Jardin des vivaces et du Jardin des arbustes et de monastère en incluant, au minimum:

- Une évaluation complète et minutieuse de tous les éléments structuraux, afin de déterminer les problèmes et de développer les solutions d'intervention techniques, pour stabiliser, réparer, restaurer, mais d'abord de stopper la dégradation des structures existantes. Ce diagnostic technique détaillé devra apporter des scénarios d'intervention possibles et des estimations de coûts. Les structures et éléments décoratifs sont, sans s'y restreindre:
    - pergolas (nommées «arcades» dans les fiches d'intérêt patrimonial);
    - balustrades;
    - murets;
    - bordures;
    - escaliers;
    - passerelle;
    - plans d'eau (incluant le miroir d'eau du Jardin des Arbustes);
    - abri du Jardin des Vivaces;
    - urnes de pierre;

- autres éléments structuraux ou de mobilier.

Les structures des Jardins devront conserver leurs caractéristiques patrimoniales, mais certains éléments pourraient être restaurés en les adaptant aux notions d'accessibilité universelle et aux besoins actuels.

- Un plan d'aménagement de l'ensemble du Jardin des vivaces et du Jardin des arbustes et de monastère afin de revoir, entre autres:
    - Les circulations et les liens avec les chemins extérieurs: Le concept d'aménagement doit optimiser la fluidité et la facilité de circulation sur le site, les circulations proposées doivent également participer à la lisibilité du lieu et à l'expérience des visiteurs des jardins. Le concept doit aussi intégrer les préoccupations de la proposition de mobilité et de parcours de visite mise de l'avant par le projet du chemin de ceinture. En effet, un vaste projet d'étude du chemin de ceinture est en cours et les conclusions seront disponibles pendant le mandat. Les aspects qui pourraient avoir un impact sur la perspective du projet actuel seront partagés avec le contractant afin d'arrimer les avenues de développement en regard à l'optimisation des choix conceptuels des circulations. Le mobilier (urnes, bancs, etc.) doit aussi être commenté, dans le concept d'aménagement.
    - L'accessibilité universelle: en lien avec la Politique d'accessibilité universelle de la Ville, qui concerne tous les domaines de l'activité municipale, incluant l'aménagement du territoire et les services aux citoyens. Dans le cadre du projet, il s'agit de favoriser les déplacements et l'autonomie de tous les usagers et visiteurs du Jardin botanique de Montréal, en assurant la facilité d'accès à toutes les installations du site. Les aménagements au concept doivent également se conformer aux normes de conception sans obstacle prévues par le Code national du bâtiment.
    - Le lien avec le projet des systèmes d'eau: dans la perspective d'une meilleure gestion des eaux du Jardin botanique, une étude sur les étangs et ruisseaux et l'optimisation des ressources en eau est en cours. Les aspects qui pourraient avoir un impact sur la perspective du secteur du miroir d'eau seront partagés avec le contractant afin d'arrimer les avenues de développement en regard à la meilleure gestion de l'eau et la morphologie/fonction du secteur du miroir d'eau.

JUSTIFICATION

Huit firmes ont acheté le cahier des charges et deux soumissions ont été déposées (25 %). Parmi les six firmes qui n'ont pas déposé de soumission, trois ont donné des raisons: deux firmes parce que leurs engagements dans d'autres projets ne leur permettent pas d'effectuer l'actuel projet dans le délai requis, une parce qu'elle n'était pas en mesure de respecter les délais de livraison prévus. Les autres firmes n'ont pas donné de raison de leur désistement.
À la suite de l'analyse, les deux soumissions ont été jugées conformes:

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences 15% (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
WAA Montréal Inc	**90,3**	**9,18**	**152 830,52 $**	**22 924,58 $**	**175 755,10 $**
VLAN Paysage	77,7	3,39	376 341,92 $	56 451,29 $	432 793,21 $
Dernière estimation réalisée			148 317,75 $	22 247,66 $	170 565,41 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-10 531,43 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-5,99%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	257 038,11 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse	146,25%

L'écart de 146,25% entre la soumission du plus bas soumissionnaire conformeet celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme est à notre avis dû au fait que le second soumissionnaire n'a pas compris l'étendue des travaux pour répondre précisément aux demandes du projet. Notamment, deux éléments viennent étayer cette hypothèse:
Dans l'étape des études de base, l'étude des conditions existantes du site, soit l'aménagement existant et ses qualités paysagères, sont évaluées à 14 400 $ dans le cas de WAA Montreal inc. et à 94 480 $ dans le cas de VLAN Paysage (second soumissionnaire).
Dans l'étape des concepts, WAA Montreal Inc. a évalué ce travail à 41 750 $ alors que VLAN Paysage (second soumissionnaire) l'a estimé à 107 020 $.
De plus, les sous-traitants du second soumissionnaire étaient des équipes dont les frais pouvaient être plus élevés qu'anticipé.

L'estimation du coût de projet fait à l'interne par le Jardin botanique était de 5,99% inférieure à celle de l'adjudicataire, donc très près de la soumission gagnante.

La firme WAA Montréal Inc. ne figure pas au Registre d'entreprises inadmissibles aux contrats publics (RENA) et n’est pas rendue non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Ce contrat n'est pas visé par la Loi sur l’intégrité en matière de contrats publics. L'adjudicataire n’a pas à obtenir d'attestation de l’Autorité des Marchés Publics (AMP).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 152 830,52 $ (taxes incluses, sans les contingences).
Le budget de contingences est de 22 924,58 $ (taxes incluses), soit 15 % du coût du contrat.
La dépense totale est de 175 755,10 $ (taxes incluses).

La dépense nette après ristourne de taxes est de 152 863,75$. Espace pour la vie reçoit 100 % de ristourne.

Cette dépense sera financée à 100 % par la Ville centre par le règlement d’emprunt 19-002 Programme Maintien / Années 2019-2020-2021 (CM19 0100)
Le projet est le 174865 Jardin botanique - Réfection des Jardins Ouest

Les travaux seront réalisés à 73% en 2021 (études de base - études techniques et concepts préliminaires) et 27% en 2022 (concept final, devis de performance, rapport final).

MONTRÉAL 2030

Espace pour la vie et le Jardin botanique, pour l'ensemble de leurs projets sont en phase avec les objectifs de Montréal 2030 et du Plan climat 2020-2030.
Le programme de maintien du Jardin botanique, dans lequel s'inscrit ce projet, met l'accent sur une plus grande accessibilité universelle, partout où possible dans les jardins, tout en respectant les aspects patrimoniaux du site.
Une démarche pour augmenter les économies d'eau et d'énergie fait aussi partie de toute étude pour le Jardin botanique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Plus le Jardin botanique attendra pour ces travaux, plus la restauration sera onéreuse. Il est donc crucial de planifier les travaux avant une dégradation trop majeure des structures de pierre, et considérant leur importante valeur patrimoniale à préserver.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue pour ce contrat.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du projet de programme fonctionnel et technique: fin août 2021.
Fin du programme fonctionnel et technique: mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Céline PARADIS
Architecte paysagiste

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-14

Anne CHARPENTIER
Directrice du Jardin botanique

Tél :	514-242-1501	**Tél :**	514-872-1452
Télécop. :		**Télécop. :**	514 872-1455

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice du Service Espace pour la vie (par interim)
Tél : 514 872-9033
Approuvé le : 2021-07-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1218355003

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , -
Objet :	Accorder un contrat à la firme WAA Montréal inc. pour les services professionnels en architecture et architecture de paysage pour le développement d'un programme fonctionnel et technique pour le projet de réfection des Jardin des vivaces, Jardin des arbustes, Jardin de monastère du Jardin botanique de Montréal. Dépense totale de 175 755,10$, taxes incluses (contrat 152 830,52$ + contingences 22 924,48$) - Appel d'offres public 21-18768 (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18768 Intervention.pdf
21-18768 PV.pdf
21-18768 SEAO _ Liste des commandes.pdf
21-18768 Tableau Résultat Global Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-20

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens
Tél : (514) 872-5241
Division : Direction -Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18768

No du GDD : 1218355003

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour le développement d'un programme fonctionnel et technique pour le projet de réfection des Jardin des vivaces, Jardin des arbustes, Jardin de monastère du Jardin botanique de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 21 - 4 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 25 - 5 - 2021

Ouverture faite le : 8 - 6 - 2021

Date du comité de sélection : 17 - 6 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 19 - 5 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 48 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 21 - 11 - 2021

Date d'échéance révisée : 21 - 11 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
WAA Montréal Inc.	152 830,52 $	√	
VLAN Paysage	376 341,92 $		

Information additionnelle

6 désistements : (1) pas en mesure de respecter les délais, (2) autres engagements, (3) pas de réponse

Préparé par : Badre Eddine Sakhi

Le 20 - 7 - 2021

21-18768 - Services professionnels pour le développement d'un programme fonctionnel et technique pour le projet de réfection des Jardin des vivaces, Jardin des arbustes, Jardin de monastère du Jardin botanique de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 20%	Capacité de production et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
VLAN Paysage	3,33	7,67	15,67	18,67	12,33	20,00	77,7	376 341,92 $	3,39	2
WAA Montréal Inc.	4,33	8,33	18,00	22,00	14,33	23,33	90,3	152 830,52 $	9,18	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly									

Comité	
Date	jeudi 17-06-2021
Heure	14 h 00
Lieu	Vidéo Conférence
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218355003

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , -
Objet :	Accorder un contrat à la firme WAA Montréal inc. pour les services professionnels en architecture et architecture de paysage pour le développement d'un programme fonctionnel et technique pour le projet de réfection des Jardin des vivaces, Jardin des arbustes, Jardin de monastère du Jardin botanique de Montréal. Dépense totale de 175 755,10$, taxes incluses (contrat 152 830,52$ + contingences 22 924,48$) - Appel d'offres public 21-18768 (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EPLV - 1218355003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Prepose(e) au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-19

Laura VALCOURT
conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction des revenus

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.051

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218548001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Santé Physimed Inc., pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal pour une période maximale de douze (12) mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, ou jusqu'à épuisement des fonds prévus - Dépense totale de 351 435,46 $ (Contrat: 319 486,78 $, taxes incluses + contingences: 31 948,68$, taxes incluses) - Appel d'offres public no. 21-18730 (2 soumissionnaires - 1 seul conforme)

Il est recommandé :

1- octroyer un contrat de 319 486.78 $ taxes incluses, à la firme Groupe Santé Physimed Inc. pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal, pour une période maximale de douze (12) mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2022, ou jusqu'à épuisement des fonds prévus. Appel d'offres public 21-18730 (2 soumissionnaires conformes);

2- autoriser un budget de contingence de 31 948.68 $, plus les taxes applicables, pour une dépense maximale de 351 435.46 $ taxes incluses.

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-30 09:58

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218548001**
Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Santé Physimed Inc., pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal pour une période maximale de douze (12) mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, ou jusqu'à épuisement des fonds prévus - Dépense totale de 351 435,46 $ (Contrat: 319 486,78 $, taxes incluses + contingences: 31 948,68$, taxes incluses) - Appel d'offres public no. 21-18730 (2 soumissionnaires - 1 seul conforme)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des ressources humaines (SRH), afin de permettre le recrutement des meilleures candidatures possibles, a recours aux services de firmes spécialisées pour réaliser les examens médicaux de préemploi des candidats afin d'évaluer leur capacité à répondre aux exigences de l'emploi pour lequel ils postulent. En plus de permettre à l'employeur de s'assurer de l'aptitude au travail des candidats, l'examen médical de préemploi peut le renseigner sur la présence de limitations fonctionnelles, le cas échéant. Ces renseignements sont essentiels pour l'employeur afin qu'il puisse rencontrer ses obligations en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail,* à savoir : prendre les mesures nécessaires pour protéger l'intégrité physique des travailleurs.
La Ville de Montréal sollicite ainsi des services professionnels d'une firme possédant une vaste expertise en matière d'examens de préemploi dans un contexte correspondant aux besoins exprimés dans le présent appel d'offre pour une période de douze (12) mois ou jusqu'à épuisement des fonds autorisés par les instances décisionnelles compétentes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0669 – 17 décembre 2020 - Autoriser la 2e prolongation du contrat avec 124670 Canada Ltée/Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec (CG16 0625) pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre 2021, pour une somme maximale de 182 292,86 $, taxes incluses), majorant ainsi le montant total de 869 705,39 $ à 1 051 998,26 $, incluant les taxes) - Appel d'offres public 16-15431 / Approuver l'addenda no 2 à la convention à cet effet / Autoriser une dépense additionnelle de 6 208,65 $ taxes incluses, pour des frais accessoires pour la mise en disponibilité du fournisseur, majorant ainsi le montant total de 1 051 998,26 $, à 1 058 206,91 $ incluant les taxes.
CG19 0516 – 21 novembre 2019 - Autoriser une dépense additionnelle de 84 541,12 $,

taxes incluses, dans le cadre du contrat des services professionnels accordé à 124670 Canada Ltée/Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec (CG16 0625) pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal, majorant ainsi le montant total du contrat de 546 878,59 $ à 631 419,71 $, taxes incluses / Autoriser la prolongation du contrat avec 124670 Canada Ltée/Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec (CG16 0625) pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre 2020, pour une somme maximale de 238 285,69 $, taxes incluses), majorant ainsi le montant total de 631 419,71 $ à 869 705,40 $, incluant les taxes) - Appel d'offres public 16 -15431 / Approuver l'addenda no 1 à la convention à cet effet.

CG16 0625 – 9 novembre 2016 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme 124670 Canada Ltée/Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec, pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal, sur demande, pour une somme maximale de 546 878,59 $, taxes incluses, pour une période de trois ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019, avec un renouvellement optionnel de deux autres années, soit un maximum de cinq ans. Appel d'offres public no 16-15431 (3 soumissionnaires - 2 conformes)/ Approuver un projet de convention à cette fin (1164346002).

CG13 0306 - 29 août 2013 - Conclure avec Médisys S.E.C., une entente-cadre de services professionnels pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi, pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016 - Appel d'offres public no 13-12895 (5 soumissionnaires) - (Montant estimé : 682 951,50 $) (1130889002).

CE10 1658 - 3 novembre 2010 - Octroyer un contrat de gré à gré de services professionnels à la firme PLEXO inc., clinique de médecine du travail, pour réaliser les examens médicaux de préemploi des candidats pour les services corporatifs et les arrondissements de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2013 pour la somme maximale de 448 890,00 $ (1101599002).

DESCRIPTION

Sur recommandation du comité de sélection réuni virtuellement le 22 juillet 2021, le présent dossier a pour but d'octroyer à la firme Groupe Santé Physimed Inc. le contrat des examens médicaux de préemploi relié aux embauches des employés des services corporatifs et des arrondissements de la Ville de Montréal et d'autoriser la firme Groupe Santé Physimed Inc. à dispenser les services requis conformément à l'appel d'offres public numéro 21-18730 publié du 7 juin 2021 au 8 juillet 2021 à 13h30.

Les services de la firme permettront à l'Employeur de s'assurer de l'aptitude médicale des candidats en fonction des exigences rattachées au poste convoité à partir des protocoles remis par la Ville.

La période du Contrat est d'une (1) année, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, avec un renouvellement optionnel d'une (1) autre année, pour un maximum de deux (2) ans. Un sommaire décisionnel sera préparé en temps opportun pour faire entériner cette prolongation et cette nouvelle dépense, et ce, auprès des mêmes instances ayant approuvé le sommaire décisionnel pour l'octroi du Contrat initial. Le délai de validité des soumissions est de 120 jours calendriers suivant l'heure et la date fixées pour la réception des Soumission. La Ville de Montréal a sollicité le marché par un appel d'offres publics en recourant au système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec (SEAO), et ce, conformément aux dispositions de la Loi sur les cités et villes qui régit ce type de marché.

En contrepartie de l’exécution des obligations assumées par le Contractant en vertu de tous les services rendus en vertu du contrat, la Ville de Montréal s’engage à lui verser une somme maximale de trois cent cinquante et un mille quatre cent trente-cinq dollars quarante-six (351 435,46 $) pour couvrir tous les services, les contingences et toutes les taxes applicables, le cas échéant, aux services du contractant pour la période comprise entre le 1er janivier 2022 et le 31 décembre 2022.

JUSTIFICATION

Pour le présent appel d'offres public, il y a eu huit (8) preneurs de cahier de charges. Seul deux (2) soumissionnaires se sont manifestés et un (1) seul s'est avéré conforme, en termes de délai de livraison et de respect des spécifiques techniques, ont été reçues.
La firme Groupe Santé Physimed Inc. a obtenu le meilleur pointage final et a été recommandé par le comité de sélection. L'évaluation s'est faite selon la grille de critères présente au Devis technique.

Le montant de la proposition totale de la firme Groupe Santé Physimed Inc. tel que mentionné au bordereau de soumission est de 319 486.78 $ (taxes incluses). Un budget de contingence de l'ordre de 10% de la valeur du Contrat a été ajouté au montant proposée par la firme Groupe Santé Physimed Inc. en cas d'imprévus.

En additionnant le montant de la proposition, ainsi que celui prévu pour le budget de contingence, un écart de 154 624.49 $ (soit 30.6%) entre le montant estimé et le montant proposé (+ le budget de contingence) est constaté. Cet écart s'explique par l'augmentation considérable du nombre de protocoles à administrer dans certaines fonctions puisque les quantités demandées par la Direction Dotation et Diversité en emploi du Service des ressources humaines en lien avec les besoins estimés des unités d'affaires a été revue à la hausse. De plus, la modification de certains protocoles à administrer ne nous permettaient pas d'estimer avec exactitude les prix, car nous n'avions pas de base de références en l'absence d'un comparable, un estimé des prix pour ce marché a dû être effectué.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat incluant les taxes applicables et le budget de contingence est de 351 435.46 $ pour une durée d'une (1) année, valide du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 (soit 319 486.78 $ pour le prix de base et 31 948.68 $ pour le budget de contingence). Le montant maximum à la charge des contribuables sera de 320 907.42 $ et réparti comme suit :

Source budgétaire	**2022**
Budget de fonctionnement de la Direction santé, sécurité et mieux-être du Service des ressources humaines	223 662.75 $
Budget de fonctionnement de la Direction Dotation et Diversité en emploi du Service des ressources humaines	97 244.67 $
TOTAL	**320 907.42 $**

La Ville de Montréal déboursera uniquement pour les examens médicaux réalisés selon les protocoles établis, en fonction de ses besoins. Les fonds seront réservés dans les budgets de fonctionnement de chacune des Directions au début de chaque année civile. De plus, les prix unitaires soumissionnés demeurent les mêmes pour la durée du Contrat.

Les crédits budgétaires de **320 907.42 $**, net de ristourne, prévus au financement de cette dépense font partie de la dotation d'une unité administrative (unité de soutien) visée par le règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054 et modification) et ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale servant à établir la

charge d'administration générale imputée au budget du conseil d'agglomération. Cette dépense n’entraîne donc aucune charge supplémentaire.

Pour 2022, ce contrat sera priorisé lors de la révision du budget du Service des ressources humaines.

Cette dépense n’entraîne donc aucune charge supplémentaire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'entente cadre permet la réalisation des examens médicaux de préemploi selon les termes requis et permet aux gestionnaires de la Ville de Montréal l'embauche de candidats aptes à occuper l'emploi postulé.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE 2021-08-11
CM 2021-08-23
CG 2021-08-26

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme au Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal, ainsi que les différentes réglementations en vigueur entourant le processus d'appel d'offres public et le processus d'octroi du Contrat.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de l'endossement atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Madalina ROSCA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daphné LECOMTE
conseiller - gest. des invalidites & presence au travail

Tél : 514-216-3570
Télécop. : 514-872-5749

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-22

Stéphanie P PAQUETTE
Chef de division en ressources humaines

Tél : 514 497-6553
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphane LAVOIE
Chef de division - Prévention SST
Tél : 514 207-5606
Approuvé le : 2021-07-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Josée LAPOINTE
Directrice
Tél : 514 872-5849
Approuvé le : 2021-07-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1218548001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Santé Physimed Inc., pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal pour une période maximale de douze (12) mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, ou jusqu'à épuisement des fonds prévus - Dépense totale de 351 435,46 $ (Contrat: 319 486,78 $, taxes incluses + contingences: 31 948,68$, taxes incluses) - Appel d'offres public no. 21-18730 (2 soumissionnaires - 1 seul conforme)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18730_RésultatComitéSélection.pdf 21-18730_Intervention.pdf 21-18730_DetCah.pdf

21-18730_PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Madalina ROSCA
Agente d'approvisionnement niv.II
Tél : 5148683727

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Elie BOUSTANI
Chef de section
Tél : 514 838-4519
Division : Service de l'approvisionnement, Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18730

No du GDD : 1218548001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 - 6 - 2021

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 8 - 7 - 2021

Date du comité de sélection : 22 - 7 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 2 - 7 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 25

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
XCELLEM.D. INC.	technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 5 - 11 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 5 - 11 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GROUPE SANTÉ PHYSIMED INC.	319 486,78 $	√	

Information additionnelle

Les motifs de non-participation sont : un (1) qui n'a pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres et de préparer une soumission, un (1) qui est situé à Shawinigan et les rencontres ne peuvent pas se faire par vidéoconférence et quatre (4) qui n'a pas répondu à notre demande.

Préparé par : Madalina Rosca

Le 23 - 7 - 2021

21-18730 - Services professionnels pour la réalisation des examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 10%	Capacité de production et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
ExcelleMD Inc	2,40	5,40	5,80	17,20	9,80	14,20	54,8			Non conforme
Groupe Santé Physimed Inc	4,10	7,80	7,80	24,60	18,40	21,30	84,0	319 486,78 $	4,19	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Madalina Rosca**									

Comité	
Date	jeudi 22-07-2021
Heure	8 h 30
Lieu	Visioconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18730
Numéro de référence : 1497097
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ExcelleMD et VirtuelMED 9001, de l'Acadie suite 101 Montréal, QC, H4N 3H5 https://www.excellemd.com NEQ : 1172336100	Madame Michelle Langlois Téléphone : 514 971-0268 Télécopieur :	**Commande : (1910981)** 2021-06-08 8 h 04 **Transmission :** 2021-06-08 8 h 04	3552893 - 21-18730_ADDENDA_1 2021-06-25 12 h 20 - Courriel 3556133 - 21-18730_ADDENDA_2 2021-07-02 11 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ExpertMed Solutions inc. 400 Boulevard St-Martin Ouest Local 100 Laval, QC, H7M8Y8 NEQ : 1171031082	Madame sandrine leroy Téléphone : 1514 271-4687 Télécopieur : 450 902-0942	**Commande : (1920991)** 2021-07-02 11 h 43 **Transmission :** 2021-07-02 11 h 43	3552893 - 21-18730_ADDENDA_1 2021-07-02 11 h 43 - Téléchargement 3556133 - 21-18730_ADDENDA_2 2021-07-02 11 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Santé Physimed. 6363 Route Transcanadienne Bureau 212 Montréal, QC, H4T 1Z9 http://www.physimed.com NEQ : 1143477694	Madame Diane D'Anjou Téléphone : 514 747-8088 Télécopieur : 514 747-0655	**Commande : (1911270)** 2021-06-08 11 h 55 **Transmission :** 2021-06-08 11 h 55	3552893 - 21-18730_ADDENDA_1 2021-06-25 12 h 20 - Courriel 3556133 - 21-18730_ADDENDA_2 2021-07-02 11 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
La Cité Médicale inc. 2600, boul. Laurier bureau 295 Québec, QC, G1V 4T3 NEQ : 1165223562	Monsieur jean Genest Téléphone : 418 781-0480 Télécopieur :	**Commande : (1911822)** 2021-06-09 11 h 52 **Transmission :** 2021-06-09 11 h 52	3552893 - 21-18730_ADDENDA_1 2021-06-25 12 h 20 - Courriel 3556133 - 21-18730_ADDENDA_2 2021-07-02 11 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les coachs de santé 7629-A Rue saint-hubert	Madame Gisele Nzoungou Téléphone : 438 375-4662 Télécopieur : 438 375-4663	**Commande : (1911569)** 2021-06-08 22 h 17	3552893 - 21-18730_ADDENDA_1 2021-06-25 12 h 20 - Courriel

Montréal, QC, H2R 2N7 NEQ : 1174761214		**Transmission :** 2021-06-08 22 h 17	3556133 - 21-18730_ADDENDA_2 2021-07-02 11 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Les psy trucs Inc. 1050 8e rue, unit 14 Shawinigan, QC, G9T 4L4 NEQ : 1175234690	Madame Sara-Maude Joubert Téléphone : 819 533-0094 Télécopieur :	**Commande : (1913279)** 2021-06-12 22 h 23 **Transmission :** 2021-06-12 22 h 23	3552893 - 21-18730_ADDENDA_1 2021-06-25 12 h 20 - Courriel 3556133 - 21-18730_ADDENDA_2 2021-07-02 11 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Lifemark Health Corp. 1 Yonge Street, Suite 402 Toronto, ON, M5S 1E6 NEQ :	Madame Kelly Walters Téléphone : 416 485-1344 Télécopieur :	**Commande : (1911149)** 2021-06-08 10 h 05 **Transmission :** 2021-06-08 10 h 05	3552893 - 21-18730_ADDENDA_1 2021-06-25 12 h 20 - Courriel 3556133 - 21-18730_ADDENDA_2 2021-07-02 11 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ MedFuture Inc. 18005 Rue Lapointe #405 Mirabel, QC, J7J 0G2 NEQ : 1173492480	Monsieur Etienne Pageau-Crevier Téléphone : 514 378-7000 Télécopieur :	**Commande : (1911167)** 2021-06-08 10 h 21 **Transmission :** 2021-06-08 10 h 21	3552893 - 21-18730_ADDENDA_1 2021-06-25 12 h 20 - Courriel 3556133 - 21-18730_ADDENDA_2 2021-07-02 11 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218548001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Santé Physimed Inc., pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal pour une période maximale de douze (12) mois, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, ou jusqu'à épuisement des fonds prévus - Dépense totale de 351 435,46 $ (Contrat: 319 486,78 $, taxes incluses + contingences: 31 948,68$, taxes incluses) - Appel d'offres public no. 21-18730 (2 soumissionnaires - 1 seul conforme)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218548001 - Contrat serv prof Santé Physimed 2022.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Marie-Josée Bibeau, en rempacement de Judith Boisclair

Préposée au budget
Tél : 514-872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Éric GERMAIN
Conseiller Budgétaire

Tél : 514-872-7344
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

CE : 20.052

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.053

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1210552004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu de du premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'arrondissement de Verdun les services professionnels du service de la culture pour la prise en charge la réalisation de l'oeuvre d'art qui sera intégrée à l'Auditorium de Verdun - Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Anna Binta Diallo, artiste professionnelle, au montant maximal de 261 568,13 $ taxes incluses (contrat : 252 945 $ taxes incluses + contingences : 8623,13 $ taxes incluses), pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Errances à Verdun" intégrée à l'Auditorium de Verdun

Il est recommandé :
d'offrir au CA de Verdun, en vertu de l'art. 85 de la CVM, les services pour la tenue d'un concours sur invitation ainsi que la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art, dans le cadre du projet de construction et de rénovation majeure de l'Auditorium de Verdun;

d'accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Anna Binta Diallo, artiste professionnelle, au montant maximal de 261 568,13 $ taxes incluses (contrat : 252 945 $ taxes incluses + contingences : 8623,13 $ taxes incluses), pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Errances à Verdun" intégrée à l'Auditorium de Verdun;

d'approuver un projet de convention à cette fin.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-29 10:43

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1210552004**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu de du premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'arrondissement de Verdun les services professionnels du service de la culture pour la prise en charge la réalisation de l'oeuvre d'art qui sera intégrée à l'Auditorium de Verdun - Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Anna Binta Diallo, artiste professionnelle, au montant maximal de 261 568,13 $ taxes incluses (contrat : 252 945 $ taxes incluses + contingences : 8623,13 $ taxes incluses), pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Errances à Verdun" intégrée à l'Auditorium de Verdun

CONTENU

CONTEXTE

L'octroi de ce contrat d'oeuvre d'art s'inscrit dans le cadre du projet de construction et de rénovation majeure de l'Auditorium de Verdun. Conformément à la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics du gouvernement du Québec, cet immeuble doit être doté d'une œuvre d'art conçue spécifiquement pour celui-ci. Pour ce projet, l'arrondissement de Verdun agit comme requérant et exécutant.
En collaboration avec l'arrondissement de Verdun, le Bureau d'art public du Service de la culture (SC) a tenu un concours sur invitation aux artistes professionnels pour doter l'Auditorium de Verdun d'une oeuvre d'art public. Lors de la première rencontre du jury, le 18 novembre 2020, 37 artistes ont été invités à soumettre un dossier de candidature. Parmi les 19 dossiers reçus et jugés conformes, ce jury a désigné, lors de la deuxième rencontre du 27 janvier 2021, trois artistes finalistes pour produire une proposition. Il s'agissait de Caroline Cloutier, Anna Binta Diallo et Hua Jin. Lors de la rencontre pour le choix de la lauréate, le 10 juin 2021, le jury a recommandé la proposition de Anna Binta Diallo intitulée "Errances à Verdun".

Le jury formé spécifiquement pour ce concours était composé de : Manel Benchabane (responsable, Galerie Stewart Hall), Audrey Genois (directrice biennale Momenta), Dominique Sirois Rouleau (historienne de l'art), Éric Gauthier (architecte), Nancy Raymond

(cheffe de division, culture, bibliothèques et développement social, Verdun), Lise Rivest (citoyenne) et Isabelle Riendeau, agente de développement culturel, Bureau d'art public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 210227 - 3 novembre 2020 - Autoriser, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), le Service de la culture de la Ville de Montréal, à tenir un concours sur invitation pour l'intégration d'une œuvre d'art public à l'Auditorium de Verdun, dans l'arrondissement de Verdun, et ce, en collaboration avec la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Verdun. / Autoriser une dépense maximale totale de 302 822,65 $, taxes incluses (concours et incidences : 41 254,52 $, contrat artiste : 252 945 $, contingences : 8 623,13 $), pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'œuvre d'art. (1204637013)
CM18 0510 23 avril 2018 - Accorder un contrat au Groupe Axino inc. pour les travaux de transformation majeure à l'Auditorium de Verdun et à l'aréna Denis Savard - Dépense totale de 42 406 904,39 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5942 (5 soumissionnaires) (1170457004)

CM14 1247 16 décembre 2014 - Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Les architectes FABG inc., Tetra Tech QB inc. et Petropoulos, Bomis et associés inc. pour les travaux de mise aux normes de l'Auditorium de Verdun et de l'aréna Denis Savard pour une somme maximale de 2 190 793,67 $, taxes incluses. Appel d'offres public 14-13704 (8 soumissionnaires) (1140457008)

DESCRIPTION

"Errances à Verdun " de l'artiste d'origine africaine Anna Binta Diallo porte sur les thèmes de la migration, du déplacement et des mythologies liées à son histoire personnelle, ainsi que sur la relation entre langue, Histoire / histoires personnelles et identité. *Errances à Verdun* sera générée à partir de l'histoire de Verdun, de sa population, de son identité, de ses activités sportives, culturelles et sociales, de sa nature, de sa réalité historique et de son folklore natal. Fresque colorée et animée, la murale mettra en scène des moments marquants du passé et du présent à travers une galerie de personnages schématisés et stéréotypés qui susciteront le dialogue et la réflexion sur des enjeux universels.
Les services de l'artiste comprennent notamment : les honoraires et les droits d'auteur; les frais de production des plans, devis et estimations de coûts (préliminaires et définitifs) de l'oeuvre; les honoraires des professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'oeuvre; l'achat et la transformation des matériaux; le transport, la fabrication, l'assemblage et l'installation de l'oeuvre; les permis et tous les frais de coordination relatifs à la réalisation et à l'installation de l'oeuvre; les frais d'administration et d'assurance. Les travaux de réalisation seront exécutés selon les documents présentés par l'artiste.

Frais liés au projet d'art public	**Montants avant taxes**	**Montants taxes incluses**
Acquisition de l'œuvre d'art (contrat l'artiste)	220 000 $	252 945 $
Contingences de l'œuvre	7 500 $	8 623,13 $
TOTAL	**227 500 $**	**261 568,13 $**

JUSTIFICATION

Ce projet s'inscrit dans les priorités organisationnelles de la Ville en ce qu'il contribue au soutien de la vitalité culturelle de Montréal et de son cœur créatif, notamment les industries

culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assure la pérennité de leur pratique sur son territoire (priorité 15).
La Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics du Gouvernement du Québec (Référence L.R.Q., c. M-17, a. 13. Décret 955-96) prévoit que pour tout projet de construction financé en tout ou en partie par le Gouvernement du Québec, un montant d'environ 1% du coût de construction doit être consacré à la réalisation d'une œuvre d'art spécialement conçue pour l'édifice. La grille de calcul du montant affecté à l'œuvre d'art est précisée dans le Décret.

Le Service de la culture a été mandaté par le Ministère de la Culture et des Communications (MCC) afin de mener le processus de réalisation des œuvres d'art dans les arrondissements de la Ville pour tout équipement, bâtiment ou site, dont la Ville est propriétaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 261 568,13 $ taxes incluses sera assumé comme suit :
Le montant net calculé au présent dossier tient compte de la vocation commerciale de l'immeuble, ce qui permet une ristourne de TPS / TVQ à 100%.
Le montant net de 227 500 $ inclut donc la récupération des taxes sur la valeur totale du contrat autorisé.

Les crédits de 261 568,13 $ prévus au Programme triennal d'immobilisation (PTI) de l'arrondissement de Verdun, programme 42512-Auditorium de Verdun - Remplacement du système de réfrigération et reconstruction, frais afférents (projet 168913) ont déjà été autorisés par le Conseil d'arrondissement.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge des contribuables de l'Arrondissement par le règlement d'emprunt de compétence d'Arrondissement RCA15 21005 Trav.Auditorium/Aréna Denis-Savard.

Le budget net requis (k$) pour donner suite à ce dossier est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2021	2022		Total
Projet 168913	130 464	96 536		227 500 K
Total au net				

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est en accord avec les engagements du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020* , en particulier les actions no. 10 et 11 qui visent à "Protéger, restaurer et mettre en valeur le patrimoine montréalais" puis "Soutenir le développement de la culture locale" pour assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé (priorité 3).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'intégration de l'art public dans le cadre du projet de rénovation et d'agrandissement de l'Auditorium de Verdun dans le même arrondissement vise à soutenir des gestes structurants et à magnifier l'expérience du bâtiment à l'architecture minimaliste par la couleur. Mettant en scène des personnages pratiquant des sports ou des activités culturelles de l'arrondissement, cette oeuvre d'art public créera un sentiment d'appartenance certain de la part des utilisateurs et des visiteurs d'origines, d'âges et de statuts diversifiés.

Occupant l'entièreté du mur de l'entrée est, la murale colorée et dynamique agira comme un point de repère à l'intérieur comme à l'extérieur de l'édifice en offrant différentes expériences et points de vue.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'échéancier de travail a été ajusté en fonction de la situation actuelle et pourrait l'être à nouveau. L'artiste pourra débuter son travail dès l'octroi du contrat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications et l'arrondissement de Verdun.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat à l'artiste lauréate : août 2021
Fabrication de l'oeuvre :août 2021 - août 2022
Installation de l'œuvre : août-septembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux pratiques administratives de la Ville en matière d'art public et à la Politique de capitalisation de la Ville (PTI). À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Verdun , Direction des services administratifs (Simona STOICA STEFAN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nancy RAYMOND, Verdun
Katie MAJOR, Verdun

Lecture :

Nancy RAYMOND, 28 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2021-07-26
Isabelle RIENDEAU	Stéphanie ROSE	

Agent(e) de developpement culturel

Tél : 514 872-1244
Télécop. :

Chef de division par intérim

Tél : 514-868-5856
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2021-07-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2021-07-29


VERDUN



PROPOSITION D'ŒUVRE D'ART POUR L'AUDITORIUM DE VERDUN

PRÉSENTÉE

PAR ANNA BINTA DIALLO

1 JUIN 2021



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com



PROPOSITION D'ŒUVRE D'ART POUR L'AUDITORIUM DE VERDUN

PRÉSENTÉE
PAR ANNA BINTA DIALLO

1 JUIN 2021



ANNA BINTA DIALLO

MA PROPOSITION

Quelle est votre démarche artistique ?

Je suis une artiste multidisciplinaire. J'aborde les thèmes de la nostalgie, de l'identité, de l'altérité et de la mémoire. En puisant à une multitude de sources, je convoque des scénarios qui racontent des histoires de façon inhabituelle. En mêlant souvenirs et rêves, j'explore à ma façon la question identitaire afin d'inviter chacun à prendre conscience du fait que nous sommes toujours appelés à construire et à déchiffrer notre histoire, nos origines ainsi que nos rapports à soi et à autrui. Les questions liées à notre perception – une perception souvent influencée d'ailleurs par des images ou idées toutes faites (clichés, stéréotypes, préjugés, icônes profanes ou sacrés, publicité, etc.) – m'interpellent et m'orientent dans ma réflexion et production créatives. J'estime que la tension dont sont empreintes mes œuvres stimule le dialogue, et, je pousse le spectateur à considérer les différents enjeux universels tout en abordant des thèmes à la fois personnels et universels.

Quels liens percevez-vous entre votre pratique artistique et les spécificités du programme de concours d'art public ?

Comme artiste issue de la diversité, j'aime créer des œuvres amusantes, provocantes, novatrices et inattendues. Je cherche à proposer des œuvres qui incitent à la réflexion, contribuent à stimuler et à enrichir le dialogue sur les questions de l'identité, de l'appartenance et de la communauté. Ma série Errances porte sur les thèmes de la migration, du déplacement et des mythologies personnelles, ainsi que sur la relation entre langue, Histoire / histoires personnelles et identité. Installées dans des endroits publics ainsi que dans des galeries, elles ont été conçues comme des créations ou œuvres spécifiques au lieu. Je suis convaincue qu'une itération spéciale d'«Errances» dans le hall d'entrée de l'Auditorium de Verdun serait appréciée par le grand public.

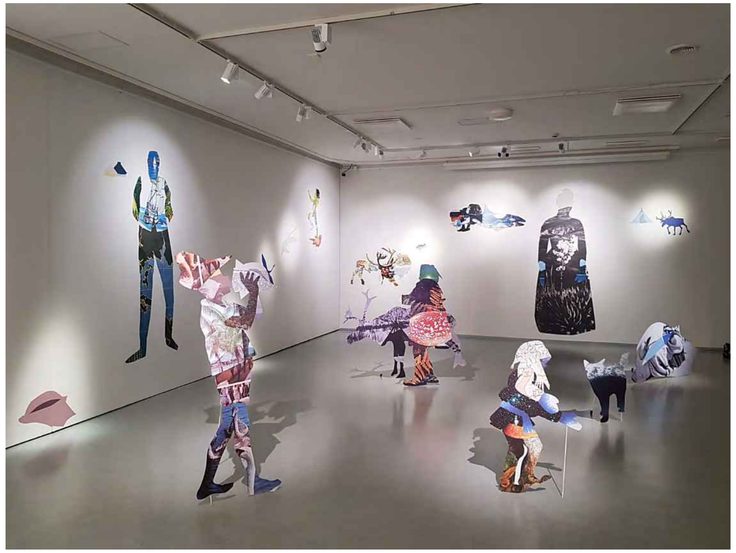
En regard de votre démarche et du concours, quel(s) sujet(s), techniques ou approches souhaiteriez-vous mettre de l'avant, explorer ou développer ?

Je crée des environnements immersifs avec une multitude de personnages à grande échelle. Tout d'abord, j'aimerais rencontrer le comité et les représentants de la communauté, pour avoir un échange d'idées. L'œuvre que je réaliserais serait générée à partir de l'histoire de Verdun, de sa population, de ses activités sportives, culturelles et sociales, de sa nature, des sa réalité historique et de son folklore. En se reconnaissant dans l'œuvre, la communauté sera, je l'espère, ébahie par elle. J'utilise une variété de techniques, dont l'impression sur des substrats variés comme des tuiles mosaïques, des machines Laser ou CNC. Mes compositions ont une dimension spatiale, s'intègre dans l'espace, mais en deviennent une composante dynamique et interactive. Cette œuvre éphémère et permanente sera propice pour l'auditorium en respectant sa luminosité changeante.



« Errances / *Wanderings* » 2019. Installation. Collages imprimés sur Photo-Tex, aluminium composite, et bois MDF, dimensions variables, Studio au Banff Centre.

ŒUVRES RÉCENTES



1. « Errances / *Wanderings* » 2020-21. Installation. Collages imprimés sur Photo-Tex©, aluminium composite, dimensions variables, exposition solo au Jyväskylä Art Museum, Finlande Centrale pour l'exposition : *Journey To The Heartlands / Matkalla Maan Keskipisteeseen* du 19 septembre 2020 au17 janvier 2021.

Crédit photo : Hanne-Pekka Auraneva

ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

ŒUVRES RÉCENTES



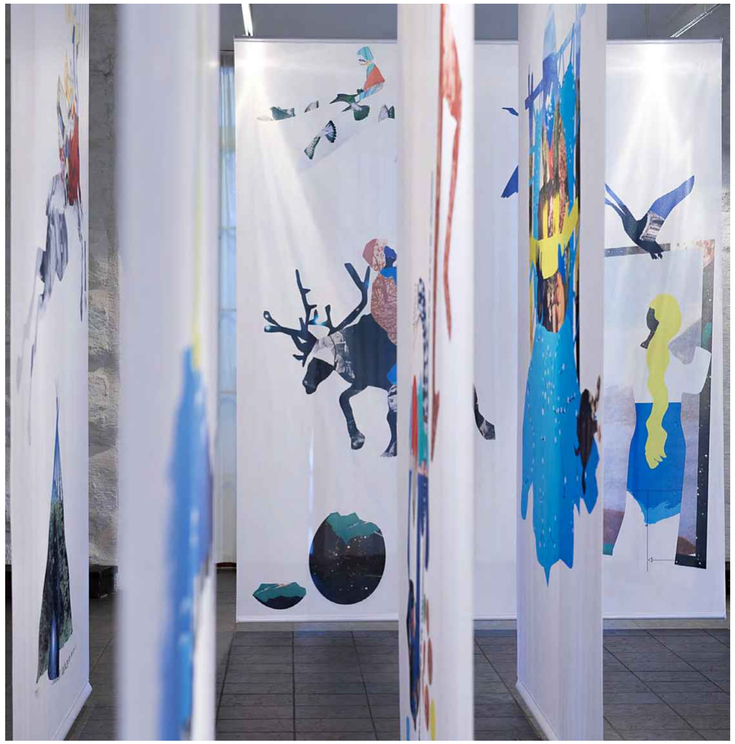
2. « Errances / *Wanderings* » 2020. Installation. Collages imprimés sur tissu de maille en coton, série de 10 panneaux mesurant 250 cm x 200 cm. Exposition solo au Keuruu Museum, Finlande Centrale, pour l'exposition : *Journey To The Heartlands / Matkalla Maan Keskipisteeseen* du 12 septembre 2020 au 21 novembre 2020.

Crédit photo : Hanne-Pekka Auraneva



3. « Errances / *Wanderings* » 2020. Installation. Collages imprimés sur tissu de maille en coton, série de 10 panneaux mesurant 250 cm x 200 cm. Exposition solo au Keuruu Museum, Finlande Centrale, pour l'exposition : *Journey To The Heartlands / Matkalla Maan Keskipisteeseen* du 12 septembre 2020 au 21 novembre 2020.

Crédit photo : Hanne-Pekka Auraneva



4. « Errances / *Wanderings* » 2020. Installation. Collages imprimés sur tissu de maille en coton, série de 10 panneaux mesurant 250 cm x 200 cm. Exposition solo au Keuruu Museum, Finlande Centrale, pour l'exposition : *Journey To The Heartlands / Matkalla Maan Keskipisteeseen* du 12 septembre 2020 au 21 novembre 2020.

Crédit photo : Hanne-Pekka Auraneva

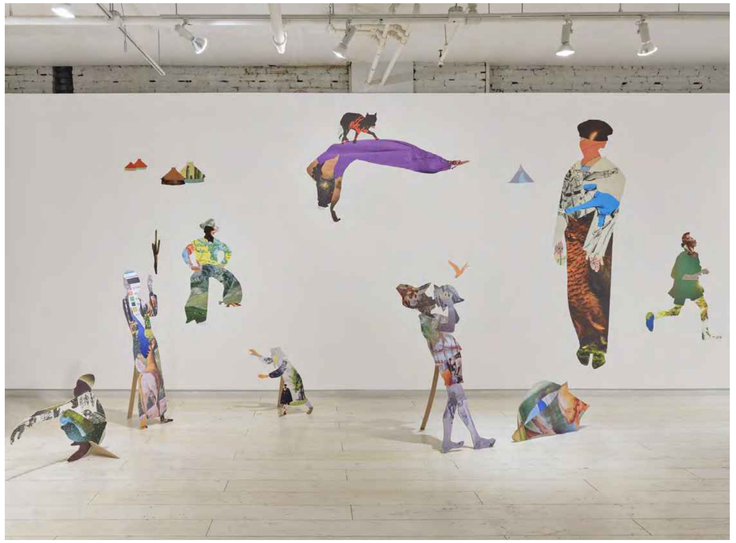
ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

ŒUVRES RÉCENTES



5. « Errances / *Wanderings* » 2020. Installation. Collages imprimés sur Photo-Tex©, aluminium composite, et bois MDF, dimensions variables, exposition solo à Access Gallery, Vancouver, Colombie-Britanique, du 30 septembre 2020 au 14 novembre 2020. C'était une des 3 expositions vedette du *Capture Photography Festival*.

Crédit photo : Rachel Topham Photography



6. « Errances / *Wanderings* » 2020. Installation. Collages imprimés sur Photo-Tex©, aluminium composite, et bois MDF, dimensions variables, exposition solo à Access Gallery, Vancouver, Colombie-Britanique, du 30 septembre 2020 au 14 novembre 2020. C'était une des 3 expositions vedette du *Capture Photography Festival*.

Crédit photo : Rachel Topham Photography



7. « Errances / *Wanderings* » 2020. Installation. Collages imprimés sur Photo-Tex, aluminium composite, et bois MDF, dimensions variables, exposition solo à Access Gallery, Vancouver, Colombie-Britanique, du 30 septembre 2020 au 14 novembre 2020. C'était une des 3 expositions vedette du *Capture Photography Festival*.

Crédit photo : Rachel Topham Photography

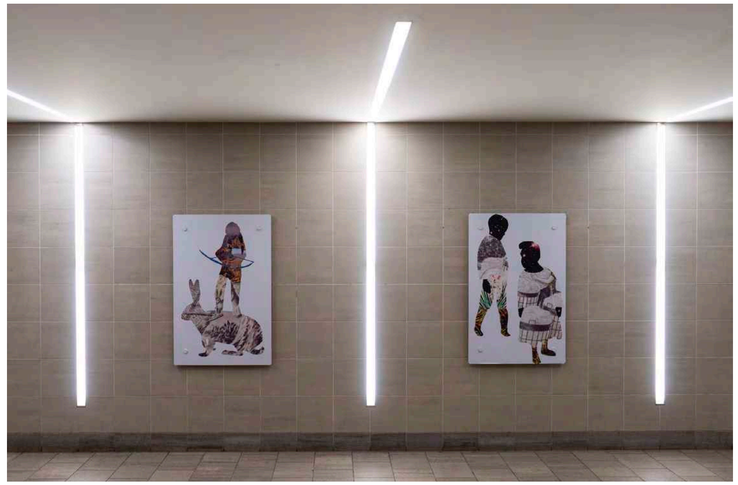
ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

ŒUVRES RÉCENTES



8. « Errances / *Wanderings* » 2020. Détail de 7 panneaux commandités pour le *Capture Photography Festival,* sur la station metro: *Canada Line: Waterfront Station*, Vancouver Installation. Collages imprimés sur vinyle, Colombie-Britannique, du 30 septembre 2020 au 14 novembre 2020.

Crédit photo : Rachel Topham Photography



9. « Errances / *Wanderings* » 2020. Détail de 7 panneaux commandités pour le *Capture Photography Festival,* sur la station métro: Canada Line: Waterfront Station, Vancouver Installation. Collages imprimés sur vinyle, Colombie-Britannique, du 30 septembre 2020 au 14 novembre 2020.

Crédit photo : Sahand Mohajer



10. « Errances / *Wanderings* » 2019. Installation. Collages imprimés sur Photo-Tex, aluminium composite, et bois MDF, dimensions variables, exposition solo à Towards Gallery, Toronto, Ontario, du 04 octobre 2019 au 02 novembre 2019.

Crédit photo : Towards Gallery

ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

RENDUS PHOTOGRAPHIQUES DE L'ŒUVRE INTÉGRÉE À L'AUDITORIUM DE VERDUN

VUE DE FACE



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

RENDUS PHOTOGRAPHIQUES DE L'ŒUVRE INTÉGRÉE À L'AUDITORIUM DE VERDUN

VUE DE FACE



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

RENDUS PHOTOGRAPHIQUES DE L'ŒUVRE INTÉGRÉE À L'AUDITORIUM DE VERDUN

VUE DE L'ENTRÉE PRINCIPALE



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

RENDUS PHOTOGRAPHIQUES DE L'ŒUVRE INTÉGRÉE À L'AUDITORIUM DE VERDUN

VUE DE FACE



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

RENDUS PHOTOGRAPHIQUES DE L'ŒUVRE INTÉGRÉE À L'AUDITORIUM DE VERDUN

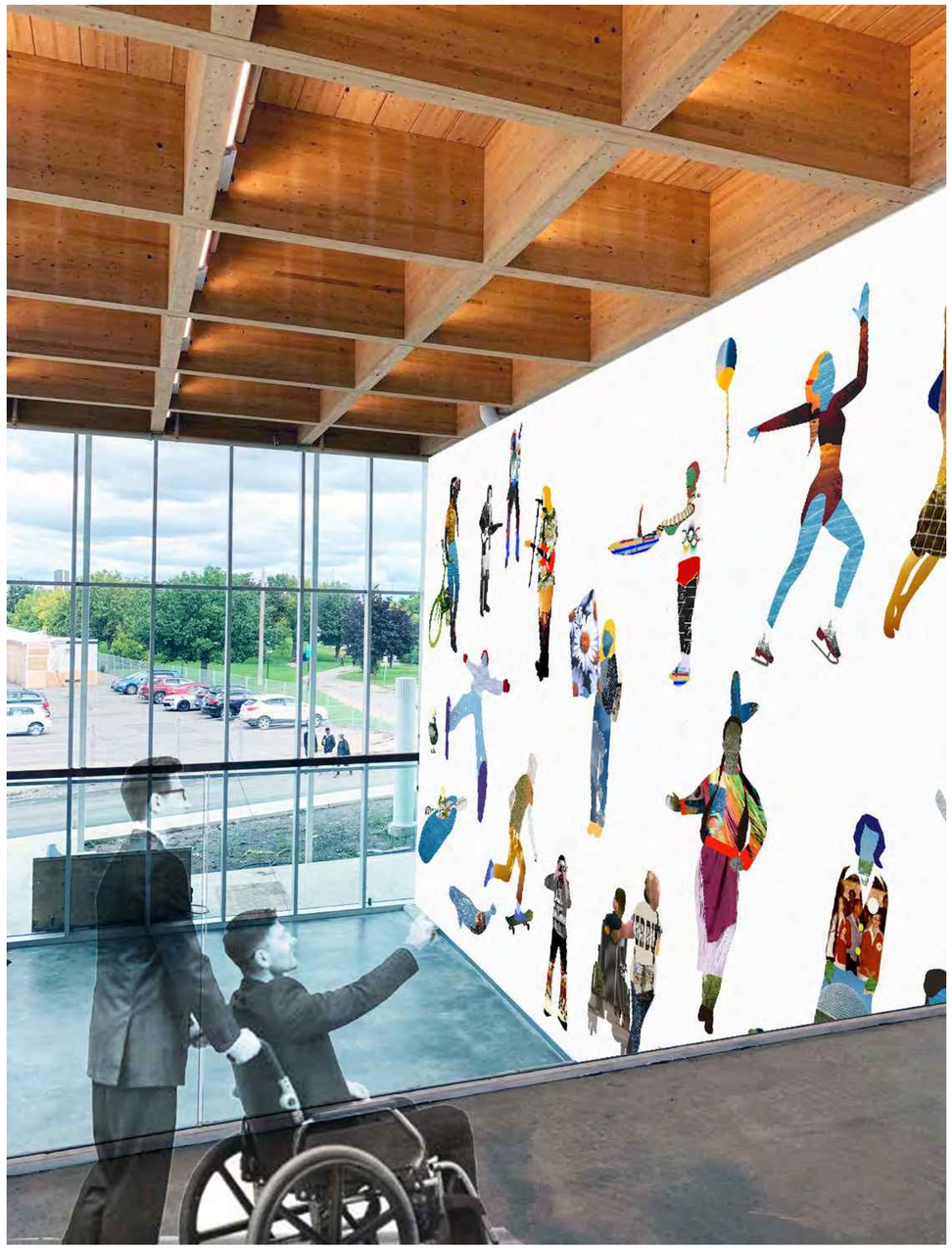
VUE DE FACE



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

RENDUS PHOTOGRAPHIQUES DE L'ŒUVRE INTÉGRÉE À L'AUDITORIUM DE VERDUN

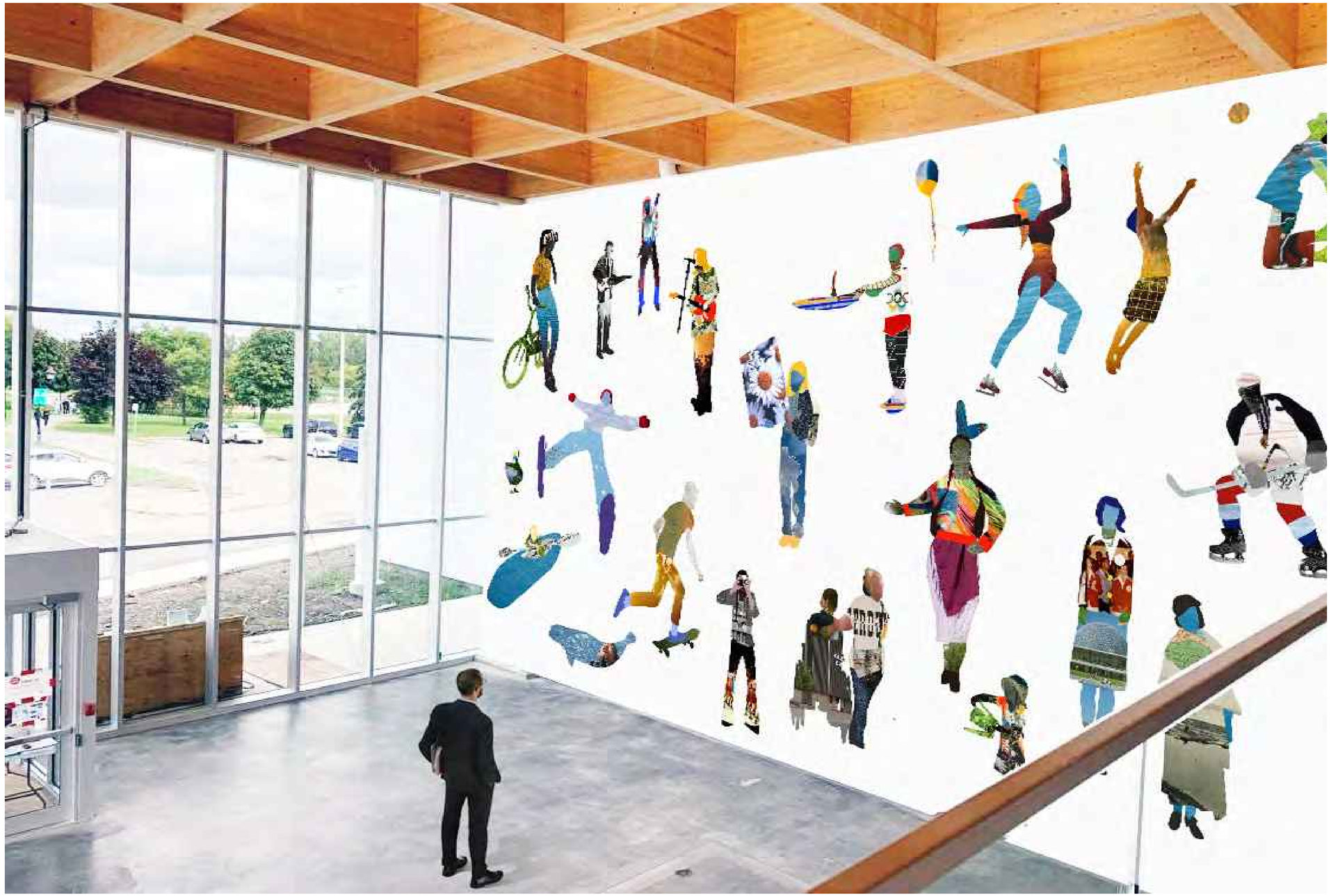
VUE DE LA MEZZANINE



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

RENDUS PHOTOGRAPHIQUES DE L'ŒUVRE INTÉGRÉE À L'AUDITORIUM DE VERDUN

VUE DE LA MEZZANINE



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

RENDUS PHOTOGRAPHIQUES DE L'ŒUVRE INTÉGRÉE À L'AUDITORIUM DE VERDUN

VUE DE L'EXTÉRIEUR DE JOUR



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

RENDUS PHOTOGRAPHIQUES DE L'ŒUVRE INTÉGRÉE À L'AUDITORIUM DE VERDUN

VUE DE L'EXTÉRIEUR DE JOUR



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

RENDUS PHOTOGRAPHIQUES DE L'ŒUVRE INTÉGRÉE À L'AUDITORIUM DE VERDUN

VUE DE L'EXTÉRIEUR EN SOIRÉE



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com



COMPOSITION 2

ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

DESCRIPTION DU CONCEPT

CONCEPT ÉLABORÉ ET INTENTION

Comme artiste issue de la diversité, j'aime créer des œuvres amusantes, provocantes, novatrices et inattendues. Je cherche à proposer des œuvres qui incitent à la réflexion, contribuent à stimuler et à enrichir le dialogue sur les questions de l'identité, de l'appartenance et de la communauté. Ma série «Errances» porte sur les thèmes de la migration, du déplacement et des mythologies personnelles, ainsi que sur la relation entre langue, Histoire / histoires personnelles et identité. Installées dans des endroits publics ainsi que dans des galeries, elles ont été conçues comme des œuvres spécifiques au lieu. Je suis convaincue qu'une itération spéciale d'«Errances» dans le hall d'entrée de l'Auditorium de Verdun serait appréciée par le grand public.

Je crée des environnements immersifs avec une multitude de personnages à grande échelle. Tout d'abord, j'aimerais rencontrer le comité et les représentants de la communauté, pour avoir un échange d'idées. L'œuvre que je réaliserais serait générée à partir de l'histoire de Verdun, de sa population, de ses activités sportives, culturelles et sociales, de son hitoire et de son folklore. En se reconnaissant dans l'œuvre, la communauté sera ébahie par elle. J'utilise une variété de techniques, dont l'impression sur des substrats variés, des machines Laser ou CNC. Mes compositions ont une dimension spatiale, s'intègrent dans l'espace, mais en deviennent une composante dynamique et interactive. Cette œuvre éphémère et permanente sera propice pour l'auditorium en respectant sa luminosité changeante.

Depuis mon concept original, j'ai eu la chance de montrer mon concept à un fabricant de mosaïques à Montréal. Avec leur collaboration, nous avions conçu l'idée de mettre ensemble mes collages en morceaux de porcelaine imprimés et découpés pour créer un collage en mosaïque de longue durée. Le concept illustré dans cette demande est encore un travail en cours puisque les illustrations et les personnages seront peut-être élaborés et modifiés selon la décision du jury. Mais le concept reste le même. Nous allons avoir un échantillion d'un personnage terminé la semaine prochaine.

ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

DESCRIPTION TECHNIQUE

CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX

ARDEX X 77™ MICROTEC®

Fiber Reinforced Thin Set Mortar

ARDEX X 77 with revolutionary MICROTEC® Technology delivers unmatched benefits for the most demanding tile and stone installations

ARDEX MICROTEC® Technology

ARDEX innovation delivers the next generation in polymer modified thin set mortars, ARDEX MICROTEC® Technology. Comprised of a specialty blend of high performance microfibers and exclusive ARDEX polymer specialty cements, ARDEX MICROTEC® Technology provides real, tangible benefits for installers that translates into proven advantages by reducing time and costs of an installation.

ARDEX X 77 is formulated to handle today's most challenging installations including setting large format porcelain, glass, quarry, most natural stone, ceramic and all types of mosaic tile for exterior and interior installations.

- Large format tile (interior/exterior)
- High-traffic areas
- Exterior building facades
- Over in-floor heating systems
- Swimming pools

- Extended open time; up to 60 minutes – double the ISO standard
- Unmatched sag resistance - double the ISO standard
- Outstanding coverage – 110 sq. ft.
- Water and frost resistant, highly flexible
- Extremely easy to apply; creamy, smooth consistency
- 3 hour pot life
- Available in Gray 40 lb. bag; White 40 lb.



ARDEX tile&stone Installation Systems

systemONE warranty





For more information on ARDEX X 77 and the complete line of ARDEX Tile & Stone Installation Systems products please contact your local ARDEX Sales Professional at 888-512-7339 or visit www.ardexamericas.com

ANSI A118.4 & ANSI A118.11 TESTED – MEETS OR EXCEEDS – A118.4 118.11

ISO CLASSIFICATION – C2 FT E S1

AF-224 (08/19)

MICROTEC TECHNOLOGY



ARDEX AMERICAS
888-512-7339
www.ardexamericas.com

ARDEX X 77™ MICROTEC®

Fiber Reinforced Thin Set Mortar

ARDEX X 77 with revolutionary MICROTEC® Technology delivers unmatched benefits for the most demanding tile and stone installations

MICROTEC TECHNOLOGY



ARDEX MICROTEC® Technology

ARDEX innovation delivers the next generation in polymer modified thin set mortars, ARDEX MICROTEC® Technology. Comprised of a specialty blend of high performance microfibers and exclusive ARDEX polymer specialty cements, ARDEX MICROTEC® Technology provides real, tangible benefits for installers that translates into proven advantages by reducing time and costs of an installation.

ARDEX X 77 is formulated to handle today's most challenging installations including setting large format porcelain, glass, quarry, most natural stone, ceramic and all types of mosaic tile for exterior and interior installations.

- Large format tile (interior/exterior)
- High-traffic areas
- Exterior building facades
- Over in-floor heating systems
- Swimming pools

- Extended open time; up to 60 minutes – double the ISO standard
- Unmatched sag resistance - double the ISO standard
- Outstanding coverage – 110 sq. ft.
- Water and frost resistant, highly flexible
- Extremely easy to apply; creamy, smooth consistency
- 3 hour pot life
- Available in Gray 40 lb. bag; White 40 lb.



ARDEX tile & stone Installation Systems

systemONE warranty





For more information on ARDEX X 77 and the complete line of ARDEX Tile & Stone Installation Systems products please contact your local ARDEX Sales Professional at 888-512-7339 or visit www.ardexamericas.com

MEETS OR EXCEEDS ANSI A 118.4 & ANSI A 118.11 — A 118.4 118.11

ISO CLASSIFICATION: 13007 C2 FTG(E) S1

ARDEX AMERICAS
888-512-7339
www.ardexamericas.com

CI/SfB

Yt3

APRIL 2015
(SUPERSEDES FEBRUARY 2013)
PRODUCT DATA SHEET

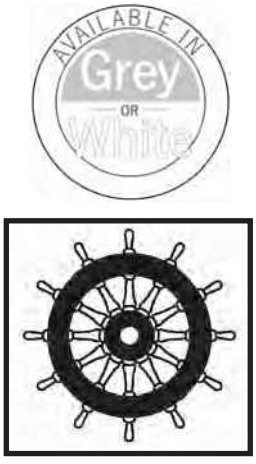
ARDEX X 77 S
ARDEX X 77 W S

MICROTEC Flexible Ultra Rapid Setting Wall and Floor Tile Adhesive

Features

- MICROTEC fibre reinforcement for high performance
- Ultra rapid setting and hardening – walk on and grout after only 90 minutes
- Advanced slump resistance, double that of 'T' classified adhesives, ideal for fixing large format wall tiles
- Ideal for all tile types including porcelain, fully vitrified, mosaics and terrazzo
- High yield – 5.5m^2 @ 3mm
- Rapid strength development allows floors to be put back in use and subject to full loads after 24 hours
- Ideal for swimming pools and wet areas
- For internal and external applications
- Suitable for underfloor heating





MED Modules B and D approved as a Surface Material and Floor Covering with Low Flame Spread Characteristics

bsi. ISO 9001 Quality Management | ISO 14001 Environmental Management | OHSAS 18001 Occupational Health and Safety Management

Reg No. FM 01207 EMS 565427 OHS 628374

ARDEX UK LIMITED
Homefield Road, Haverhill, Suffolk CB9 8QP UK.
Telephone: +44 (0)1440 714939
Fax: +44 (0)1440 716640
Email: technical_admin@ardex.co.uk
ARDEX online: www.ardex.co.uk

ARDEX X 77 S / ARDEX X 77 W S

MICROTEC Flexible Ultra Rapid Setting Wall and Floor Tile Adhesive

DESCRIPTION

ARDEX X 77 S and X 77 W S are grey or white, MICROTEC fibre reinforced, ultra rapid setting and hardening, cement-based, floor and wall tile adhesives. Specifically formulated to have enhanced properties of adhesion and flexibility, the advanced slump resistance properties make ARDEX X 77 S and ARDEX X 77 W S ideal for fixing large format wall tiles.

USE

ARDEX X 77 S and ARDEX X 77 W S are ideal for fixing ceramic or fully vitrified tiles and other tiles with low porosity, as well as glass and porcelain mosaics, and terrazzo.

ARDEX X 77 S and ARDEX X 77 W S adhere strongly to most construction materials including concrete, cement and sand renders and screeds, heated sub-floors, brickwork and blockwork, gypsum plaster, plasterboard and existing ceramic tiled surfaces.

The BS EN 12004 C2 FTE S1 designation for ARDEX X 77 S and ARDEX X 77 W S, classify the adhesives as 'improved fast setting deformable cementitious adhesive with reduced slip and extended open.'

The enhanced setting and hardening performance of ARDEX X 77 S and ARDEX X 77 W S means that after only 24 hours, the adhesive can withstand full loads.

SURFACE PREPARATION

The backgrounds and surfaces to receive the tiles must be clean, firm, free of dust, dirt, oil, grease and other barriers to adhesion, as well as being strong enough to support the weight of the tiles being fixed. Ensure that the background has adequate drying time, as given in the relevant part of BS 5385, and correctly primed, where required, prior to fixing the tiles.

Install tiles in accordance with the relevant parts of BS 5385 and BS 8000 : Part 11 Workmanship on Building Sites. Backgrounds to receive ceramic tiles should be finished to Surface Regularity 1 i.e. so any gap under a 2m straight edge does not exceed 3mm.

ARDEX X 77 S and ARDEX X 77 W S can be applied to dry or moist surfaces, but moisture sensitive materials must be dry and remain dry after fixing.

ARDEX WPC Waterproof Protection System can be used prior to tiling to create a waterproof protective coating that guarantees the prevention of water damage to floors and walls, by protecting moisture sensitive backgrounds in wet locations.

MIXING

ARDEX X 77 S and ARDEX X 77 W S powder is added to clean water in a clean container whilst stirring, and mixed thoroughly to give a slump free, easily worked mortar. The use of an ARDEX mixing paddle with a 10mm chuck, variable speed electric drill makes light work of mixing.

The mix proportions by volume are approximately: 2¾ parts ARDEX X 77 S or ARDEX X 77 W S powder to 1 part water.

A 20kg bag of ARDEX X 77 S or ARDEX X 77 W S requires approximately 6.8 litres of water. DO NOT EXCEED the maximum water content.

The consistency of the adhesive can be adjusted to suit site conditions and the materials being fixed. The mixed adhesive should be applied at temperatures above 5°C. The pot life of the mixed mortar is approximately 30 minutes at 20°C.

APPLICATION

The mixed mortar is applied to the prepared surface with a trowel and then combed through with a suitably sized notched trowel in straight ribs to give a ribbed mortar bed. The tiles should be fixed within the open time of the applied adhesive and pressed into place with a twisting and sliding action to achieve the required contact. For tiling to walls in dry internal locations the adhesive contact should be with at least 50% of the back of the tile.

For maximum performance at least 80% adhesive contact of the back of the tile should be achieved.

When tiling to floors, wet areas such as showers and swimming pools, or in external locations achieving a solid bed usually requires the back of the tiles to be buttered immediately prior to placing into the ribbed bed so no voids are left beneath the tiles.

The size of notched trowel chosen depends on the tile size, the surface being tiled, the profile on the back of the tile and the degree of coverage required.

ARDEX X 77 S and ARDEX X 77 W S are classified as having an open time of up to 20 minutes with freshly mixed material, when used in accordance with BS EN 12004. For optimum performance, tiles should be fixed within 20 minutes, and can be adjusted for up to 15 minutes at 20°C.

GROUTING

Grouting can proceed once the tile bed has hardened sufficiently so that the tiles will not be dislodged. When grouting wall tiles, ARDEX X 77 S and ARDEX X 77 W S are normally hard enough after 60 minutes at 20°C, depending on the porosity of the tile and the background.

When grouting floor tiles ARDEX X 77 S and ARDEX X 77 W S are normally hard enough after 90 minutes at 20°C to accept foot traffic depending on the porosity of the tile and the background. Higher temperatures will shorten and lower temperatures will lengthen these times. The tile joints should be grouted with the appropriate ARDEX-FLEX Tile Grout or ARDEX EG 8 Cement/Epoxy Hybrid Grout for areas where chemical resistance and hygienic joints are required i.e. commercial food preparation areas.

ARDEX X 77 S / ARDEX X 77 W S

MICROTEC Flexible Ultra Rapid Setting Wall and Floor Tile Adhesive

COVERAGE

A 20kg bag of ARDEX X 77 S or ARDEX X 77 W S will yield approximately 16.7 litres of mortar, using approximately 1.2kg of powder per m^2 per mm thickness of adhesive bed.

The actual coverage achieved in practice will depend on the back profile of the tile and notched trowel and technique used to bed the tiles e.g. a 20kg bag of ARDEX X 77 S or ARDEX X 77 W S will cover approximately 9.5m^2 when using a 5mm x 5mm square toothed and notched trowel.

PRIMERS

ARDEX P51

Concentrated Water-Based Primer and Bonding Agent for use on absorbent backgrounds, concrete and anhydrite/ calcium sulphate screeds prior to the use of ARDEX X 77 S and ARDEX X 77 W S. Dilute ARDEX P 51 1:3 with water.

ARDEX P 4

Ready Mixed, Multipurpose, Rapid Drying Primer for use on ceramic and porcelain tiles, concrete and terrazzo. ARDEX P 4 Primer is solvent free, and dries after 60 minutes. It is suitable for use in dry, damp or wet (not submerged) internal and external locations.

ARDEX P 82

Non-Flammable, Water-Based Synthetic Primer for use on smooth, impervious surfaces including existing ceramic tiling, internal asphalt, terrazzo, timber walls, sound and well adhered paint coatings and old adhesive residues, prior to the use of ARDEX X 77 S and ARDEX X 77 W S.

GUIDANCE NOTES ON BACKGROUNDS TO BE TILED

Concrete

Allow at least 6 weeks, preferably at least 12 weeks drying time prior to fixing tiles onto new concrete. Mechanically clean concrete and ensure mould oil and curing agents are removed.

Cement/sand render and screed

Wood float finish and prevent rapid drying of the surface for 3 days (renders) or 7 days (screeds). Allow render to air dry in good conditions for at least 2 weeks prior to tiling or at least 3 weeks for screeds prior to tiling.

Note for Screeds:

With an ARDEX A 38 cement/sand screed, tiles can be fixed after only 4 hours.

Note for Renders:

With ARDEX AM 100 Rapid Hardening One Coat Tile Render tiles can be fixed only 2 hours after application.

Gypsum Plaster

Do not use in wet or damp conditions. Gypsum plaster must be dry and at least 4 weeks old prior to tiling. Wire brush plaster to remove dust. Use ARDEX P 51 primer. Tiling weight should not exceed 20kg /m^2.

Plasterboard

Ensure boards are rigidly braced and adequately supported. Fix directly to the paper facing. Do not skim with plaster. Tiling weight should not exceed 32kg /m^2.

Wood-based sheets and boards

Prior to tiling, ensure that new or existing boards are dry i.e. conditioned to the environment in which they will be used, and are rigidly fixed, ventilated and free from barriers to adhesion. For timber floors ARDEX recommend the use of ARDEX S 27, ARDEX S 28 or ARDEX X 7001 adhesives and ARDEX P 51 Primer.

When using ARDEX X 77 S or ARDEX X 77 W S on plywood walls, the plywood needs to be primed with ARDEX P 82 Primer.
NOTE: BS 5385 advises that wood based sheets and boards should be avoided if at all possible as a background for tiling. If such boards, e.g. plywood, chipboard, etc. have to be used, they should be restricted to small areas and installed in such a way that they provide a dimensionally stable and rigid background. The backs and edges of such boards should be treated against the ingress of atmospheric moisture that would result in movement and warping.
Tiles should not bridge joints between boards.

Since plywood and other wood based boards are not dimensionally stable, they should not be used in wet or damp conditions where they will be subjected to changes in atmospheric humidity.

Ceramic tiles should not be used on timber based boards in wet areas or external locations.

Painted surfaces

A trial area should be carried out by priming the sound paint coating with ARDEX P 82 primer prior to fixing the tiles in ARDEX X 77 S or ARDEX X 77 W S.

Calcium Sulfate-based screeds i.e. Anhydrite

Ensure they have been laid and prepared in accordance with the manufacturersí recommendations.Generally they require sanding and must have a moisture content of 0.5% or less measured using the carbide method. Prime with ARDEX P 51, diluted with 3 parts of water.

Existing glazed ceramic tiling

Ensure existing tiling is well adhered and can support the new tile bed. Thorough cleaning and rinsing off is essential. Prime tiles with ARDEX P 82 (Internal dry areas only), or ARDEX P 4 (external locations).

Asphalt sanded

With well adhered sand key no primer is required. Internal areas only. If sand key is poor or worn off, proceed as for smooth asphalt.

Asphalt smooth

Priming with ARDEX P 82 recommended. Internal dry areas.

Underfloor heating

ARDEX X 77 S and ARDEX X 77 W S are suitable for fixing ceramic tiles to concrete or cement and sand screeds with underfloor heating.

PACKAGING

ARDEX X 77 S and ARDEX X 77 W S are packed in paper sacks incorporating a polyethylene liner - net weight 20kg.

ARDEX X 77 S / ARDEX X 77 W S

MICROTEC Flexible Ultra Rapid Setting Wall and Floor Tile Adhesive

STORAGE AND SHELF LIFE

ARDEX X 77 S contains a reducing agent to control the level of Chromium VI when mixed prior to use.
ARDEX X 77 S must be stored in unopened packaging, clear of the ground in cool dry conditions and protected from excessive draught. If stored correctly, as detailed above, and used within 12 months of the date shown on the packaging, the activity of the reducing agent (added to control the level of soluble Chromium VI) will be maintained and this product will contain, when mixed with water, no more than 0.0002% (2ppm) soluble Chromium VI of the total dry weight of the cement content of this product. Use of the product after the end of the declared storage period may increase the risk of allergic reaction.

ARDEX X 77 W S must be stored in unopened packaging, clear of the ground in cool dry conditions and be protected from excessive draught. If stored correctly, as detailed above, the shelf life of this product is 12 months from the date shown on the packaging.

ARDEX X 77 S and X 77 W S must not be used after the end of the declared storage period.

PRECAUTIONS

ARDEX X 77 S and X 77 W S contain more than 20% Portland cement and, therefore, in line with current legislation, is classified as irritating to eyes and skin.
For this reason the following precautions should be observed:-
Avoid contact with skin and eyes; in case of contact with the eyes, rinse immediately with plenty of water and seek medical advice; wear suitable gloves and keep the product out of the reach of children.
Avoid generation of airborne dust during mixing.

CE

ARDEX UK LTD
Homefield Road, Haverhill, Suffolk, CB9 8QP, UK
www.ardex.co.uk

06

000022/CPR/2013
EN 12004:2007+A1:2012
ARDEX X 77 S
Improved deformable fast setting cementitious adhesive for internal and external use with reduced slip and extended open time.

CE

ARDEX UK LTD
Homefield Road, Haverhill, Suffolk, CB9 8QP, UK
www.ardex.co.uk

04

000031/CPR/2013
EN 12004:2007+A1:2012
ARDEX X 77 W S
Improved deformable fast setting cementitious adhesive for internal and external use with reduced slip and extended open time.

TECHNICAL DATA

Bulk density of powder:	approximately 1.1kg/litre
Weight of fresh mortar:	approximately 1.6kg/litre
Working time (20°C):	approximately 30 minutes
Pot Life:	30 minutes
Fixing time (20°C):	approximately 30 minutes
Adjusting time (20°C):	approximately 15 minutes
Tensile Adhesion Strength:	Greater than 1 N/mm^2

PROPERTIES TESTED TO BS EN 12004

Open Time:	approximately 20 minutes
Slip Resistance:	Slip - less than 0.5mm
Tensile Adhesion Strength:	At least 0.5 N/mm^2 at 6 hours

PROPERTIES TESTED TO BS EN 12002

Transverse Deformation:	Classification S1 (Deformation greater than or equal to 2.5mm and less than 5mm)

NOTE: For the latest technical or health and safety data on this product, consult the current technical or health and safety data sheet online at **www.ardex.co.uk**

NOTE: The information supplied in our literature or given by our employees is based upon extensive experience and, together with that supplied by our agents or distributors, is given in good faith in order to help you. Our Company policy is one of continuous Research and Development; we therefore reserve the right to update this information at any time without prior notice. We also guarantee the consistent high quality of our products; however, as we have no control over site conditions or the execution of the work, we accept no liability for any loss or damage which may arise as a result thereof.

Country specific recommendations, depending on local standards, codes of practice, building regulations or industry guidelines, may affect specific installation recommendations.

TECHNICAL ADVICE HELPLINE
01440 714939
ARDEX online: www.ardex.co.uk

ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

DESCRIPTION TECHNIQUE

CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX

ARDEX FH™

Sanded Floor and Wall Grout

The ideal, every day, polymer-modified grout for use with most all common tiles including porcelain, glass, quarry, ceramic, mosaic and most natural stone tiles.

Key Features

- **Mix with water only**
- **Very easy to apply and clean**
- **While not required, a penetrating grout sealer can be applied**
- **Interior and exterior floor and wall applications**
- **Weather resistant**
- **Unaffected by water**
- **Available in 30 ARDEX colors**

tile&stone Installation Systems

Installation

- **Packaging:** 10 lb. (4.5 kg) box / 25 lb. (11.3 kg) bag
- **Working time:** 2 hours
- **Pot life:** 2 hours
- **Walkable:** 16 to 24 hours
- **For grout joints 1/16" to 3/4" (1.5 mm to 19 mm)**

Performance

- **Brinell Hardness:** 6500 psi 457 kg/cm² 44.9 MPa at 7 days
- **VOC:** 0 g/L

Conforms to ISO 13007 CG2

MEETS OR EXCEEDS ANSI A 118.6







SystemOne

MADE IN THE USA

AF407 2/18

ARDEX GROUTS

ARDEX AMERICAS
888-512-7339
+1-724-203-5000
www.ardexamericas.com

ARDEX FH™

Sanded Floor and Wall Grout

The ideal, every day, polymer-modified grout for use with most all common tiles including porcelain, glass, quarry, ceramic, mosaic and most natural stone tiles.

Key Features

- **Mix with water only**
- **Very easy to apply and clean**
- **While not required, a penetrating grout sealer can be applied**
- **Interior and exterior floor and wall applications**
- **Weather resistant**
- **Unaffected by water**
- **Available in 30 ARDEX colors**

tile&stone Installation Systems

Installation

- **Packaging:** 10 lb. (4.5 kg) box / 25 lb. (11.3 kg) bag
- **Working time:** 2 hours
- **Pot life:** 2 hours
- **Walkable:** 16 to 24 hours
- **For grout joints 1/16" to 3/4" (1.5 mm to 19 mm)**

Performance

- **Brinell Hardness:** 6500 psi 457 kg/cm² 44.9 MPa at 7 days
- **VOC:** 0 g/L

Conforms to ISO 13007 CG2 A

MEETS OR EXCEEDS A 118.6 ANSI A 118.6







SystemOne

MADE IN THE USA

AF407 2/18

ARDEX GROUTS

AMERICAS
888-512-7339
+1-724-203-5000
www.ardexamericas.com

ARDEX FH™
Sanded Floor and Wall Grout

Use with porcelain, glass, quarry, ceramic and most natural stone tiles*

For grout joints 1/16” to 3/4” (1.5 mm to 19 mm)

Very easy to apply and clean

Interior and exterior floor and wall applications

Available in 30 ARDEX colors; 25 lb. bags and 10 lb. boxes





SystemOne™

ARDEX ENGINEERED CEMENTS
400 Ardex Park Drive
Aliquippa, PA 15001 USA
Tel: 724-203-5000
Toll Free: 888-512-7339
Fax: 724-203-5001
www.ardexamericas.com

ARDEX FH™
Sanded Floor and Wall Grout

Description and Usage

ARDEX FH™ Sanded Floor and Wall Grout is an ideal, everyday, Portland cement-based, polymer-modified grout suitable for most sizes** of floor and wall tiles, including mosaics, with grout joints from 1/16" to 3/4" (1.5 mm to 19 mm). When mixed with water, ARDEX FH is a creamy, easily applied grout with good joint filling properties, enabling deep joints to be filled in one operation. When cured, ARDEX FH is weather resistant, unaffected by water and is suitable for internal and external use in dry or wet conditions.

Preparation

The existing tile must be set firmly. The tile joints must be clean and free of all setting materials, dust, moisture and foreign matter. Clean the tile surface to remove contaminants that may discolor the grout.

Expansion joints must be provided over existing moving joints and cracks and where substrate materials change composition or direction per ANSI A108 AN-3.7.

Highly absorbent, textured or porous tiles may require sealing or treating with a grout release before grouting to prevent permanent staining.

Recommended Tools

ARDEX mixing bucket, rubber float, ARDEX T-2 Ring Mixing Paddle, 1/2" (12 mm) heavy-duty drill (min. 650 rpm), ARDEX sponge (or similar) and a white Scotch-Brite® pad or similar.

Mixing and Application

Mix each 25 lb. (11.34 kg) bag of ARDEX FH with 2 1/4 - 2 1/2 quarts (2.13 - 2.37 L) of clean water.

Mix each 10 lb. (4.54 kg) box of ARDEX FH with 28 - 32 oz. (0.83 - 0.95 L) of clean water.

To mix smaller quantities by hand, use 3 1/2 parts of powder to 1 part of clean water by volume.

Starting with the lowest amount of water specified above, pour the water in the mixing container first, and then add the ARDEX FH. Gradually add additional water as needed to achieve the desired consistency. Do not exceed the highest amount of water specified above. To obtain a stiffer grout consistency, use slightly less water.
NOTE: Less water may cause the material to set faster.

For best results when mixing full batches, mix with an ARDEX T-2 Ring Mixing Paddle and 1/2" heavy-duty drill. Mix at a low speed until a creamy, smooth, lump-free consistency is obtained. When mixing small batches, use a margin trowel, and mix vigorously for 2 to 3 minutes. Just prior to application on the substrate, the mixture should be stirred again to ensure a creamy, smooth, lump-free consistency.

Installation should proceed in accordance with ANSI A108.10. Using a high quality rubber float, work the grout into the joints until they are filled completely. ARDEX FH has a working time of approximately 2 hours at 70°F (21°C). Mix only as much as can be applied within this time.

As the work proceeds, remove all excess grout from the face of the tile using the rubber float, working at a 45° angle to the tile to avoid removing the grout from the joints.

Once the grout has taken a firm set in the joints **(approximately 15 min. - 2 hours, 70°F / 21°C)**, the joints can be formed, and the residual grout on the face of the tile can be removed easily by using a lightly dampened ARDEX sponge. **Do not use excessive water**.

Any dry film (haze) remaining on the tile surface can be removed easily by finishing or polishing with a dry or slightly damp terrycloth towel or ARDEX sponge after the grout has hardened completely in the joints.

In extremely warm conditions, if the residual grout has hardened on the face of the tile faster than normal, the residual grout can be re-emulsified using a white Scotch-Brite® pad. Apply gentle pressure to the pad, and work in a circular motion to loosen the grout. Carefully remove the slurry with a barely damp ARDEX sponge, rinsing the sponge with clean water after each pass.

While not required, a penetrating grout sealer can be applied. Follow sealer manufacturer's recommendations for substrate preparation, application and cure.

Notes

FOR PROFESSIONAL USE ONLY.

At 70°F (21°C), the working time of ARDEX FH is roughly 2 hours, and the pot life is approximately 2 hours. Jobsite conditions and temperature may affect working time and pot life.

Please be advised that although this product will resist staining and clean more easily than virtually all other cement-based grouts, this material is not stain-proof and should be cleaned and maintained regularly to keep the installation looking its best.

ARDEX FH is intended for installation at material and surface temperatures between 50° and 85°F (10° to 29°C). Do not install below 50°F (10°C) surface and air temperatures. For warm weather installation instructions, please contact the ARDEX Technical Service Department.

For high chemical resistance and specialized applications, please refer to the ARDEX WA™ Epoxy Grout and Adhesive technical brochure.

*ARDEX FH is not suitable for use with moisture-sensitive stone.

**For installations in heavy traffic areas and areas with high point loads, please use ARDEX FL™ or ARDEX WA in accordance with our recommendations.

For submerged applications, use ARDEX FL™ Rapid Set, Flexible, Sanded Grout or ARDEX WA Epoxy Grout and Adhesive in accordance with our written recommendations.

Some types of tiles may be prone to scratching and surface discoloration when using grout. As always, ARDEX recommends the installation of test areas to confirm the suitability of the product for the intended use.

Never mix with cement or additives. Observe the basic rules of tile work.

Dispose of packaging and residue in accordance with federal, state and local waste disposal regulations. Do not flush material down drains.

Precautions

Carefully read and follow all precautions and warnings on the product label. For complete safety information, please refer to the Material Safety Data Sheet (MSDS) available at www.ardexamericas.com.

Technical Data According to ARDEX Quality Standards

All data based on a mixing ratio of 3 1/2 parts powder to 1 part water by volume at 70°F (21°C). Physical properties are typical values and not specifications.

Mixing Ratio:	2 1/4 - 2 1/2 quarts (2.13 - 2.37 L) of water to one 25 lb. (11.34 kg) bag. 28 - 32 oz. (0.83 - 0.95 L) of water to one 10 lb. (4.54 kg) box. For smaller batches, use 3 1/2 parts powder to 1 part water by volume.
Pot Life:	Approx. 2 hours
Working Time:	Approx. 2 hours
Open to Traffic:	16-24 hours
Brinell Hardness: (7 Days)	6500 psi 457 kg/cm^2 44.9 MPa
VOC:	0
Packaging:	25 lb. (11.3 kg) net weight bag 10 lb. (4.5 kg) net weight box
Storage:	Store in a cool dry area. Do not leave package exposed to sun.
Shelf Life:	1 year, if unopened.
Warranty:	ARDEX Engineered Cements Standard Limited Warranty applies. Also eligible for the ARDEX SystemOne™ Warranty when used in conjunction with select ARDEX tile and stone installation products.

Colors Available

Also refer to the ARDEX Grout Color Chart, available at your local ARDEX distributor.

Polar White 01
Fresh Lily 02
Sugar Cookie 03
Antique Ivory 04
Winter White 05
Classic Vanilla 06
Floating Driftwood 07
Vintage Linen 08
Natural Almond 09
Irish Crème 10
Barley 11
Wild Mushroom 12
Stone Beach 13
Chocolate Mousse 14
Gray Dusk 15
Ground Cocoa 16
Coffee Bean 17
Dove Gray 18
Silver Shimmer 19
Ocean Gray 20
Slate Gray 21
Cast Iron 22
Charcoal Dust 23
Black Licorice 24
Stormy Mist 25
Organic Earth 26
Gentle Blush 28
Pink Champagne 30
Baked Terra Cotta 32
Brilliant White 35

Color Variance

Actual grout color may vary when dry, depending on installation conditions, substrate, type of tile installed and other factors.

To minimize the possibility of color variance between bags of the same color used on the same installation, mix all grout using the same amount of water.

Made in the USA by ARDEX Engineered Cements, Aliquippa, PA 15001

© 2014 ARDEX Engineered Cements, L.P. All rights reserved.
Updated 07-02–2014. Supersedes all previous versions.
Check www.ardexamericas.com for updates.

ARDEX FH™ Coverage in Sq. Ft. Coverage Chart				
Grout Joint Size - Inches				
Tile Size	1/16" 0.0625	1/8" 0.125	3/16" 0.188	1/4" 0.25
1" x 1" x 1/4"	99.1	51.2	35.2	27.4
2" x 2" x 1/4"	195.0	99.1	67.0	51.2
2" x 2" x 3/8"	130.0	66.1	44.7	34.1
4-1/4" x 4-1/4" x 5/16"	328.3	165.4	110.8	83.9
4" x 8" x 1/2"	257.3	129.3	86.5	65.4
6" x 6" x 1/2"	289.5	145.5	97.3	73.5
8" x 8" x 3/8"	514.0	258.0	172.2	130.0
12" x 12" x 3/8"	770.0	386.0	257.3	194.0
13" x 13" x 3/8"	834.0	418.0	278.6	210.0
16" x 16" x 3/8"	1026.0	514.0	342.4	258.0
18" x 18" x 3/8"	1154.0	578.0	385.0	290.0
24" x 24" x 3/8"	1538.0	770.0	512.6	386.0

ARDEX FH™ Coverage in Sq. M Coverage Chart				
Grout Joint Size - (mm)				
Tile Size (mm)	1.5	3.0	4.5	6.0
25 x 25 x 6	9.7	5.0	3.5	2.7
51 x 51 x 6	19.2	9.7	6.6	5.0
51 x 51 x 10	12.8	6.5	4.4	3.3
108 x 108 x 8	32.3	16.2	10.9	8.2
102 x 203 x 13	25.3	12.7	8.5	6.4
152 x 152 x 13	28.5	14.3	9.6	7.2
203 x 203 x 10	50.5	25.4	17.0	12.8
305 x 305 x 10	75.7	37.9	25.4	19.1
330 x 330 x 10	82.0	41.1	27.5	20.6
406 x 406 x 10	100.9	50.5	33.7	25.4
457 x 457 x10	113.5	56.8	37.9	28.5
610 x 610 x 10	151.2	75.7	50.5	37.9

Coverage based on a 25 lb. (11.3 kg) bag. Actual coverage may vary based on jobsite conditions, tile textures and installation methods.

AT-407

For easy-to-use ARDEX Product Calculators and Product Information On the Go, download the ARDEX App at the iTunes Store or Google Play.

Available on the iPhone App Store

Google play

ARDEX ENGINEERED CEMENTS
400 Ardex Park Drive
Aliquippa, PA 15001 USA
Tel: 724-203-5000
Toll Free: 888-512-7339
Fax: 724-203-5001
www.ardexamericas.com

ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

DESCRIPTION TECHNIQUE

FABRICATION, ASSEMBLAGE, TRAITEMENT ET FINITION DES MATÉRIAUX

PROCÉDURES D'INSTALLATION ET ANCRAGE AU MUR

INTÉGRATION AU LIEU

DESCRIPTION DES DIVERSES PARTIES ET DIMENSIONS

MOSAIKA

Mosaic Weight and Installation Information

Weight of materials: Weight of porcelain tile and thin-set adhesive and grout is maximum 2.75 kg. per square foot.

Wall: The wall will be built with a steel structure and a cementitious backer-board façade, which is installed with fasteners every 12". Cement backer board with joints meshed and mudded with thin-set mortar in such a way that the seam is feathered smooth to the board.

The tile will be adhered to the backerboard using Ardex x77 Thin set Mortar
The joints will be grouted using Ardex FH Sanded Floor and Wall Grout.

Mosaic Tile: Thermal Photo Transfer

The photo image is printed directly on to white-glazed porcelain tiles using a specialized printer that uses glaze 'ink'. The tiles are then high-fired (cone 9) so that the image melts and fuses permanently into the existing white glaze.

NB. This is not the same process as ceramic decal application which is melted but only onto the surface of the glaze and at a much lower temperature.

Subsequently this method achieves a fully fade-proof, scratch-resistant, durable and easy-to-clean surface.

Mosaic Tile: Waterjet Cutting

Waterjet cutting is the process of cutting porcelain tile using high-pressure water mixed with garnet. The waterjet is equipped with a dynamic cutting head allowing chip-free, clean cuts, following the curves and details of the pattern.

Maintenance:

Regular cleaning of the porcelain ceramic mural can be done with a soft, lint-free rag dampened with rubbing alcohol (not denatured alcohol).

Occasionally, as needed, a more thorough cleaning with a tile/grout PH neutral cleaning product can be used. Concentrated Stone & Tile Cleaner can be used for this purpose, and if a deeper cleaning is needed, we recommend Heavy Duty Tile & Grout Cleaner.

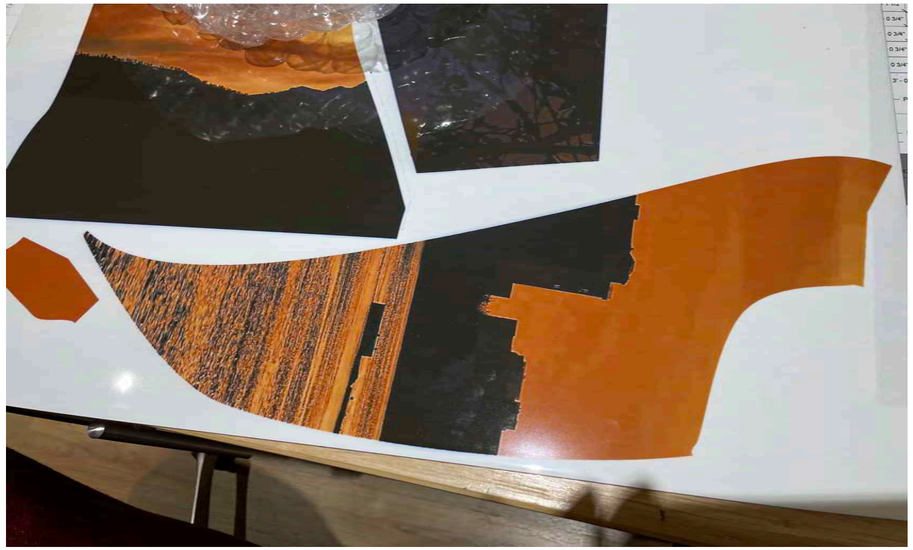
Mosaika Art & Design 4095 St-Urbain Montreal QC Canada H2W1V4 514-286-0990
info@mosaika.com www.mosaika.com

ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

DESCRIPTION TECHNIQUE

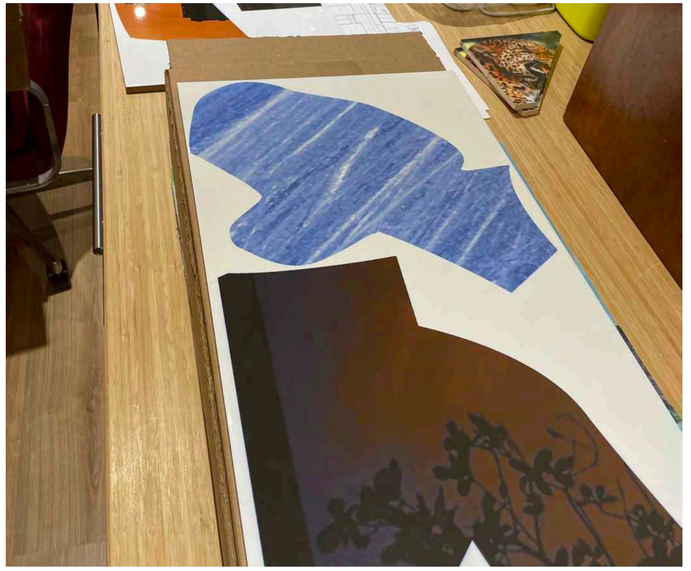
ÉCHANTILLONS
(MATÉRIAUX, FINIS ET COULEURS)

FABRICATION, ASSEMBLAGE, TRAITEMENT ET FINITION DES MATÉRIAUX









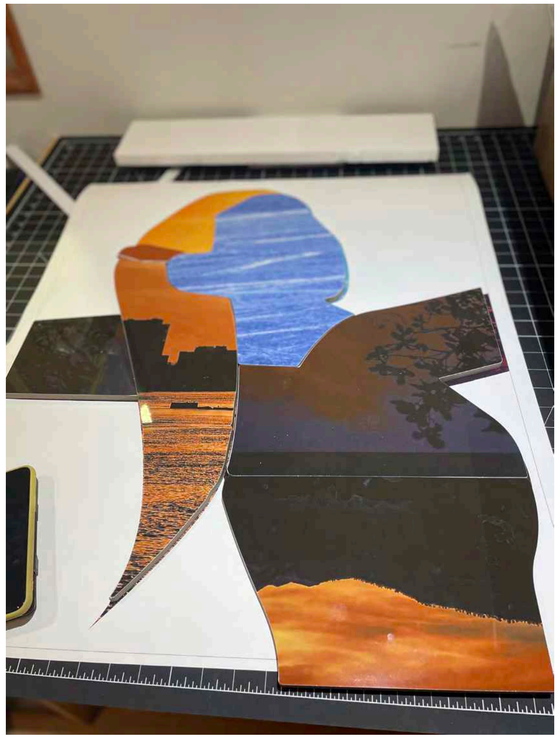
ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

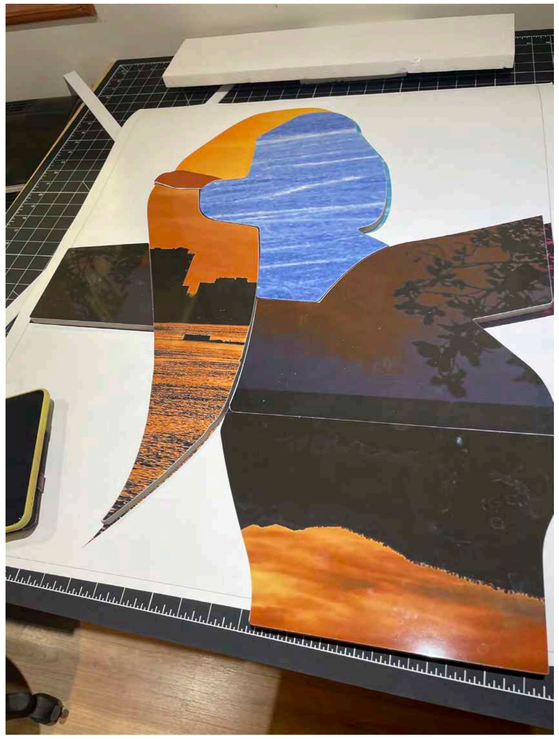
DESCRIPTION TECHNIQUE

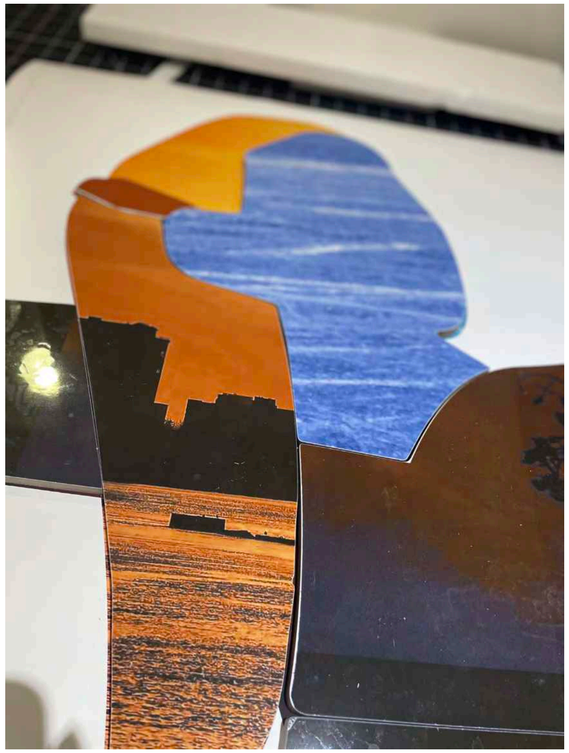
FABRICATION, ASSEMBLAGE, TRAITEMENT ET FINITION DES MATÉRIAUX

ÉCHANTILLONS
(MATÉRIAUX, FINIS ET COULEURS)











ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

DESCRIPTION TECHNIQUE

CALENDRIER DE TRAVAIL OU ÉCHÉANCIER

DATES IMPORTANTES

1 JUIN 2021	Dépôt des prestations des finalistes
1 JUIN 2021	Rencontre du comité technique
10 JUIN 2021	Rencontre du jury pour le choix du lauréat
JUIN 2021	Envoi des réponses aux finalistes
JUILLET 2021	Octroi de contrat par la Ville
AOÛT 2022	Installation prévue de l'oeuvre et inauguration

ÉCHÉANCIER

JUILLET 2021	Signature du contrat et embauche de l'ingénieur structurant
AOÛT 2021	Préparation des patrons et achat de matériel
SEPTEMBRE 2021 À JANVIER 2022	Impression et découpe jet d'eau de carreaux
FÉVRIER 2022 À AVRIL 2022	Collage de carreaux de pose à sec en studio
MAI 2022	Construction du mur
JUIN À JUILLET	Installation de l'oeuvre

ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

DESCRIPTION TECHNIQUE

MOSAIKA

EXIGENCES D'ENTRETIEN

Mosaic Warranty and Maintenance Information

Warranty: Mosaika Art & Design represents and warrants that the fabrication of the Artwork will be performed in a professional manner; will be free of defects or qualities which cause or accelerate deterioration of the work; and that reasonable maintenance of the Artwork will not require procedures substantially in excess of those described in the maintenance recommendations by Mosaika Art & Design to the Owner.

The warranty of the mosaic excludes any defects (cracking, warping etc.) of the substrate, or any damage from accident, vandalism, excessive vibrations or acts of nature.

The warranties shall remain in place for 2 (two) years after final acceptance of the Artwork by the Owner. Mosaika Art & Design shall, at the request of the Owner, and at no cost to the Owner, cure reasonably and promptly any breach of this warranty which is curable by Mosaika Art & Design and which cure is consistent with professional standards, including, for example, cure by means of repair or re-fabricating of the Artwork.

Maintenance: Regular cleaning of the glass smalti /ceramic mosaics can be done with a soft, lint-free rag dampened with rubbing alcohol (not denatured alcohol).

Occasionally, as needed, a more thorough cleaning with a tile/grout PH neutral cleaning product can be used. Concentrated Stone & Tile Cleaner can be used for this purpose, and if a deeper cleaning is needed, we recommend Heavy Duty Tile & Grout Cleaner.

Please note: no acids (including vinegar) or bleaches should be used for cleaning as they can negatively affect the integrity of the grout. Also avoid applying any products with grit (i.e. scouring pads, scouring creams or pastes) as these may scratch the surface of the tile.

ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

DESCRIPTION TECHNIQUE

LISTE DES FOURNISSEURS ET DES SOUS-TRAITANTS

MOSAÏKA

Mosaika est une entreprise de conception et de fabrication avec une nouvelle vision de l'art ancien de la fabrication de la mosaïque.

Fondée en 1998, elle est le fruit des talents conjugués de ses fondateurs Kori Smyth (directrice de projet) et Saskia Siebrand (directrice créative et technique).

Le siège social de la société est situé à Montréal, au Canada, et comprend un atelier de pose de carreaux, un studio de céramique-glaçure, un espace de conception et un bureau administratif.

https://mosaika.com/about/



MOSAIKA
4095 St-Urbain
Montreal, Quebec
Canada, H2W 1V3
514-286-0990
info@mosaika.com
www.mosaika.com

2020
Location: San Francisco International Airport, San Francisco, CA
Commissioned by: San Francisco Arts Commission
Description: 4 interior wall mosaics
Size: 4x 8' x 8'
Materials: Byzantine smalti glass tile
Artist: Emily Fromm
Title: Four Corners
Contact: Zoe Taleporos
email: zoe.taleporos@sfgov.org

2019
Location: Ravenna Art Museum, Ravenna, Italy
Commissioned by: Chuck Close
Description: 7 interior wall mosaics
Size: various
Materials: glass and ceramic tile, hand-glazed ceramic tile
Artist: Chuck Close
Title: Self Portrait Jade Glasses, Fred, Lucas, Self Portrait Yellow Raincoat, Lorna, Suzanne
Contact: Daniele Torcellini
email: daniele.torcellini@gmail.com

2019
Location: Chester Street Subway Station, Toronto, Ontario
Commissioned by: Toronto Transit Commission
Description: 2 interior wall mosaics
Size: 2x 8.5" x 14"
Materials: hand-glazed and cut ceramic tile
Artist: Katharine Harvey
Title: Milkweed Verbena and Trout Lily Blue Flag Iris
Contact: Daniel Gaito, Senior Project Engineering Coordinator, TTC
email: Daniel.Gaito@ttc.ca

2019
Location: Sam Houston State University, Conroe, TX
Commissioned by: College of Osteopathic Medicine
Description: 1 interior wall mosaic
Size: 26' x 26'
Materials: hand-glazed and cut ceramic tile
Artist: Amy Ellingson
Title: Large Variation: Blue
Contact: Amy Ellingson
email: amyellingson@me.com

2018
Location: Fort Hamilton Parkway (BMT Sea Beach Line), New York, NY
Commissioned by: MTA Arts & Design
Description: 14 exterior wall mosaics
Size: 515 sq ft
Materials: Hand-glazed and hand-cut ceramic tile
Artist: Maria Berrio
Title: There is Magic Underneath it All
Contact: Lydia Bradshaw
email: lbradsha@mtahq.org

2019
Location: Lehmann Maupin Gallery, NYC
Commissioned by: Teresita Fernàndez
Description: 1 interior wall mosaic
Size: 8' x 16'
Materials: hand-glazed and cut ceramic tile
Artist: Teresita Fernàndez
Title: Maelstrom
Contact: Teresita Fernàndez Studio
email: fernandezstudio@gmail.com

2019
Location: Psychological and Brain Sciences Building
Commissioned by: University of Iowa
Description: 1 interior wall mosaic
Size: 46′ 8″ x 9′ 9.5″
Materials: hand-glazed ceramic tile
Artist: Lynn Basa
Title: The Brain in the Mirror
Contact: Lynn Basa
email: lynnbasa@lynnbasa.com

2019
Location: White Plains Station, White Plains NY
Commissioned by: MTA Arts & Design
Description: 1 interior wall mosaic
Size: 8' 6" x 26' 4"
Materials: hand-glazed and cut ceramic tile and glass smalti
Artist: Barbara Takenaga
Title: Forte
Contact: Yaling Chen, Project manager,
MTA Arts for Transit Program, 212-878-0248
email: yachen@mtahq.org

2019
Location: San Francisco International Airport, San Francisco, CA
Commissioned by: San Francisco Arts Commission
Description: 1 interior wall mosaic
Size: 13' x 34'
Materials: Custom glazed ceramic tile
Artist: Jason Jagel
Title: The Artist and Her Story
Contact: Jenn Doyle Crane, Project Manager
email: jennifer.crane@sfgov.org

2019
Location: 20th Avenue (BMT Sea Beach Line), New York, NY
Commissioned by: MTA Arts & Design
Description: 14 exterior wall mosaics
Size: 14x 8.6' x 4.6'
Materials: Hand-glazed and hand-cut ceramic tile
Artist: David Storey
Title: Sea City Spin
Contact: Lydia Bradshaw
email: lbradsha@mtahq.org

2018
Location: Canadian Chancellery, Paris, France
Commissioned by: the Canadian Embassy
Description: 1 interior wall mosaic
Size: 418 sq ft
Materials: hand glazed and textured ceramic tile, byzantine glass smalti
Artist: Stephen Andrews
Title: Mosaic (a part of/ apart from)
Contact: Stephen Andrews
email: androosster@gmail.com

2018
Location: Midtown Park, Houston TX
Commissioned by: Midtown, Houston
Description: 1 exterior wall mosaic
Size: 12' x 63' mural
Materials: Byzantine smalti glass tile
Artist: Dixie Friend Gay
Title: Wild Wonderland
Contact: Contact: Dixie Friend Gay 713-868-7435
email: dixiefriend@gmail.com

2017
Location: Bay Ridge Avenue Station, Brooklyn, NY
Commissioned by: MTA Arts & Design
Description: 6 interior wall mosaics
Size: 614 sq ft
Materials: Custom glazed ceramic tile and glass smalti
Artist: Katy Fischer
Title: Strata
Contact: Katy Fischer
email: katyfischer@gmail.com

2017
Location: Winter Garden, Roger's Place Arena, Edmonton, AB
Commissioned by the Edmonton Arts Council
Description: 1 interior floor mosaic
Size: 1500 sq ft
Materials: byzantine smalti
Artist: Alex Janvier
Title: Iron Foot Place
Contact: Dawn Saunders-Dahl
email: dsaunders-dahl@edmontonarts.ca

2016
Location: Bay/Adelaide East, Toronto, ON
Description: 2 interior wall mosaics
Size: 1900 sq ft
Materials: hand-glazed and produces porcelain sticks
Artist: Micah Lexier
Title: Two Circles
Contact: Rina Greer
email: rcg@sympatico.ca

2015
Location: San Francisco Airport, San Francisco, CA
Commissioned by the San Francisco Arts Commission
Description: interior wall mosaic
Size: 1120 sq ft
Materials: hand-glazed ceramic tile
Artist: Amy Ellingson
Title: Untitled (Large Variation)
Contact: Justine Topher, Project manager, SFAC, 415-252-2551
email: justine.topher@sfgov.org

2018
Location: New Orleans Museum of Modern Art, New Orleans, LA
Commissioned by: Teresita Fernàndez
Description: 1 interior wall mosaic
Size: 6' x 12'
Materials: hand-glazed and hand-cut ceramic tile
Artist: Teresita Fernàndez
Title: Viñales
Contact: Teresita Fernàndez Studio
email: fernandezstudio@gmail.com

2018
Location: 72nd Street Station, New York, NY
Commissioned by MTA Arts and Design
Description: 6 interior wall mosaics
Size: 844 sq ft
Materials: custom-glazed ceramic tile
Artist: Yoko Ono
Title: Sky
Contact: Lester Burg, Project manager,
NY MTA Arts for Transit Program, 212-878-7170
email: lburg@mtahq.org

2017
Location: Sioux Falls Airport, Sioux Falls, SD
Commissioned by: Sioux Falls Airport
Description: 2 interior wall mosaic
Size: 288 sq ft
Materials: Hand-glazed ceramics
Artist: Scott Parsons
Title: Flights Of Fancy
Contact: Scott Parsons
email: scottkparsons@yahoo.com

2017
Location: 86th Street Subway Station at Second Avenue, NYC
Commissioned by New York MTA Arts for Transit Program
Description:10 interior wall mosaics
Size: 630 sq ft
Materials: handglazed ceramic tile, porcelain, stained glass and glass smalti
Artist: Chuck Close
Title: various
Contact: Lester Burg, Project manager,
NY MTA Arts for Transit Program, 212-878-7170
email: lburg@mtahq.org

2015
Location: Lehmann Maupin Gallery, NYC, and Art Basel, Miami
Commissioned by: Teresita Fernàndez
Description: 3 interior wall mosaics
Size: 216 sq ft
Materials: Handrolled and handglazed ceramic tile, stained glass
Artist: Teresita Fernàndez
Title: Fire (America), Fire (America)2, Fire (America)3
Contact: Teresita Fernàndez Studio
email: fernandezstudio@gmail.com

2015
Location: San Francisco General Hospital, San Francisco, CA
Commissioned by the San Francisco Arts Commission
Description: 2 interior wall mosaics
Size: 921 sq ft
Materials: hand-glazed ceramic tile and glass smalti
Artist: Rupert Garcia
Title: Nature of Medicine, reception desk and stairs
Contact: Susan Pontious, Project manager, SFAC, 415-252-2551
email: susan.pontious@sfgov.org

2014
Location:Metro Exposition Line/ Sepulveda Subway Station, Los Angeles, CA
Commissioned by: Los Angeles County Metropolitan Transit Authority
Description:8 Exterior wall mosaics
Size: 328 sq ft installation by others
Materials: Hand-glazed ceramic tiles
Artist: Susan Logoreci
Title: Right Above the Right-Of-Way
Contact: Zipporah Lax Yamamoto, Project manager,
LACMTA, 213-922-2724
email: yamamotoz@metro.net

2014
Location: Sarasota National Cemetery, Sarasota, FL
Commissioned by the Patterson Foundation
Description: exterior wall mosaics: 2 x 20' cones, mural and 2 carpets
Size: 600 sq ft
Materials: glass smalti
Artist: Ellen Driscoll
Title: Night to Day, Here and Away
Contact: Sandra Beckley, the Patterson Foundation

2013
Location: Mother Clara Hale Bus Depot, Harlem, NYC
Commissioned by New York MTA Arts for Transit Program
Description: exterior wall mosaic
Size: 2400 sq ft
Materials: Handpainted porcelain, stained glass and glass smalti

Artist: Shinique Smith
Title: Mother Clara's Garden
Contact: Yaling Chen, Project manager,
MTA Arts for Transit Program, 212-878-0248
email: yachen@mtahq.org

2013
Location: Dallas Love Field Airport
Commissioned by City of Dallas
Description: Interior wall mosaic
Size: 1100 sq ft
Materials: hand glazed tiles, three dimensional hand formed ceramic pieces and low relief mosaic inserts
Artist: Dixie Fiend Gay
Title: North Texas Sunrise
Contact: Karen Kavanagh
City of Dallas / LFMP Program Liaison Cell: 817-897-1690
email: karen@kavplan.com

2013
Location: Smith and Ninth Subway Station, NYC
Commissioned by New York MTA Arts for Transit Program
Description: Interior wall mosaic
Size: 563 sq ft
Materials: Hand-glazed ceramic tiles
Artist: Alyson Shotz
Title: Fathom Points and Nautical Bearings
Contact: Lester Burg, Project manager,
NY MTA Arts for Transit Program, 212-878-7170
email: lburg@mtahq.org

2012
Location: School of Human Ecology, University of Madison, Wisconsin
Commissioned by the University of Madison Wisconsin
Description: Interior wall mosaic
Size: 164 sq ft
Materials: Hand-glazed ceramic tiles, smalti, back-lit onyx
Artist: Lynn Basa
Title: Threshold
Contact: Eric Plumer 608-754-6601

2012
Location: Fort Worth Water Waste Treatment Center
Commissioned by Arts Council of Fort Worth and Tarrant County
Description: Exterior wall mosaic
Size 155 sq ft
Materials: Byzantine smalti and gold byzantine smalti
Artist: Julie Lazarus
Title: Membrane Technology, Source/ Filtration
Contact: Anne Allen, Public Art Project Manager,
Arts Council of Fort Worth and Tarrant County
email: aallen@artscouncilfw.org

2012
Location: University of Michigan, Case Hall, East Lansing
Commissioned by the University of Michigan
Description: Wall mosaic
Size: 96 sq ft
Materials: Hand-textured low relief ceramic tile
Artist: Anne Marie Karlsen
Title: Red Cedar Reflections
Contact: Mike Jenkins, Communications Director, 517-355-5633

2011
Location: Neck Road Subway Station, New York NY
Commissioned by New York MTA Arts for Transit Program
Description: Wall mosaic
Size: 800 sq ft
Materials: Hand-textured ceramic tile
Artist: Mary Temple
Title: West Wall, East Light, Morning
Contact: Lester Burg, Project manager,
NY MTA Arts for Transit Program, 212-878-7170
email: lburg@mtahq.org

2011
Location: Expo Vermont Subway Station, Los Angeles
Commissioned by Los Angeles County Metropolitan Transit Authority
Description: Exterior wall mosaic
Size: 522 sq ft *installation by others
Materials: Hand-glazed ceramic tiles
Artist: Jessica McCoy
Title: Neighborhood Portrait: Reconstructed
Contact: Zipporah Lax Yamamoto, Project manager,
LACMTA, 213-922-2724
email: yamamotoz@metro.net

2011
Location: Expo Western Subway Station, Los Angeles
Commissioned by Los Angeles County Metropolitan Transit Authority
Description: Exterior wall mosaic
Size: 522 sq ft *installation by others
Materials: Hand-glazed ceramic tiles
Artist: Ronald Llanos
Title: Ephemeral Views: A Visual Essay
Contact: Zipporah Lax Yamamoto, Project manager,
LACMTA, 213-922-2724
email: yamamotoz@metro.net

2011
Location: La Cienaga Subway Station, Los Angeles
Commissioned by Los Angeles County Metropolitan Transit Authority
Description: Exterior wall mosaic
Size: 303 sq ft *installation by others
Materials: Hand-carved porcelain
Artist: Daniel Gonzalez
Title: Engraved in Memory
Contact: Zipporah Lax Yamamoto, Project manager,
LACMTA, 213-922-2724
email: yamamotoz@metro.net

2010
Location: Trump Towers, Toronto (Ontario)
Commissioned by 1% For the Arts Program, Toronto
Description: Interior wall mosaic
Size: 950 sq ft
Materials: Mixed integration of ceramic and tumbled byzantine smalti glass
Artist: Stephen Andrews
Title: A Small Part of Something Larger
Contact: Stephen Andrews 416-703-3347

2009
Location: Metro Rail Civic Center Station, Los Angeles, CA
Commissioned by MTA Los Angeles
Description: 52 wall panels (47 of 2'x4', 5 of 4'x5')
Size: 276 sq ft
Materials: Byzantine glass smalti
Artist: Faith Ringgold
Title: N/A
Contact: Angelene Campuzano, Project manager,
LA County Metropolitan Transit Authority 213-922-2724

2008
Location: Chevron Headquarters, Covington, LA
Commissioned by the Chevron Corporation
Description: Interior ceramic wall mosaic
Size: 330 sq ft
Materials: Hand-glazed, textured ceramic tile
Artist: Dixie Friend Gay
Title: Falaya Staccato
Contact: Dixie Friend Gay 713-868-7435
email: dixiefriend@gmail.com

2008
Location: Shamblee Library, Fort Worth, Texas
Commissioned by the Arts Council of Fort Worth
Description: Interior and exterior mosaic pathway
Size: 256 sq ft
Materials: Byzantine glass smalti and marble
Artist: Saskia Siebrand
Title: Mosaic River
Contact: Jen Lovorn
Fort Worth Public Art project manager 817-298-3034

2011
Location: Jefferson USC Subway Station, Los Angeles
Commissioned by Los Angeles County Metropolitan Transit Authority
Description: Exterior wall mosaic
Size: 443 sq ft *installation by others
Materials: Hand-glazed ceramic tiles
Artist: Samuel Rodriguez
Title: Urban Dualities
Contact: Zipporah Lax Yamamoto, Project manager,
LACMTA, 213-922-2724
email: yamamotoz@metro.net

2010
Location: Queens Gateway School, NYC
Commissioned by the NYC School Construction Authority
Description: Exterior wall mosaic
Size: 1460 sq ft
Materials: Hand-glazed ceramic tiles
Artist: Sarah Morris
Title: Gateway
Contact: Julia Dault, Parallax Corporation 212-229-3662

2010
Location: Laguna Honda Hospital, San Francisco, CA
Commissioned by the San Francisco Arts Commission
Description: 8 wall panels, various dimensions
Size: 144 sq ft
Materials: Hand-glazed textured ceramic tile
Artist: Owen Smith
Title: N/A
Contact: Susan Pontious, Public Art Program,
San Francisco Arts Commission 415-252-2587

2009
Location: Westlake MacArthur Park Station, L.A., CA
Commissioned by MTA Los Angeles
Description: 13 interior wall mosaics
Size: 13 square medallions, 64" x 64" each
Materials: Hand-carved and bas-relief sculpted porcelain
Artist: Sonia Romero
Title: N/A
Contact: Angelene Campuzano, Project manager,
LA County Metro Transit Authority 213-922-2724

2008
Location: Glendale Parking Structure, Glendale, Arizona
Commissioned by the City of Glendale
Description: Exterior pathway with mosaic inserts
Size: 400 sq ft
Materials: Tumbled byzantine glass smalti and ceramic relief tile.
Artist: Lynn Basa
Title: Glendale History Walk
Contact: Sandra Keely, Public Art Coordinator 623-930-3526

2008
Location: Sun Valley Health Center, Sun Valley, CA
Commissioned by the Los Angeles County Arts Commission
Description: Exterior and interior wall mosaics, 5 projects
Size: 160 sq ft total
Materials: Byzantine glass smalti, photo-transfer tile and ceramic tile
Artist: Terry Braunstein
Title: Sun Salutations
Contact: Rebecca Banyas, Project manager,
LA County Arts Commission 213-202-3986

2007
Location: Claremont Village Parking Structure, Claremont, CA
Commissioned by the Claremont Redevelopment Authority
Description: Exterior wall mosaic
Size: 550 sq ft
Materials: Byzantine glass smalti
Artist: Lynn Basa
Title: Grove
Contact: Chris Viers,
Claremont Redevelopment Authority project manager 909-399-5486

2007
Location: Myrtle/Wyckoff Subway Station, Brooklyn, NY
Commissioned by New York MTA Arts in Transit Program
Description: Oval shaped ceiling mosaic
Size: 800 sq ft oval
Materials: Ceramic tile, glass tile, glass smalti, & marble
Artist: Cadence Giersbach
Title: From Earth to Sky
Contact: Katherine Meehan,
MTA Arts in Transit Program manager 212-878-7170

2003
Location: 191st Street Subway Station, NYC

Commissioned by: MTA Art For Transit Program
Description: 1 interior wall mosaic
Size: 255 sq ft
Materials: glass mosaic and faceted glass on stairway wall
Artist: Raúl Colón
Title: Primavera

2007
Location: Pierre-Boucher Health Center, Contre-Coeur, Quebec
Commissioned by the Quebec 1% for Arts program
Description: Interior wall mosaic
Size: 180 sq ft
Materials: Glass tile
Artist: Harlan Johnson
Title: Horizon
Contact: Harlan Johnson 514-937-6254

2007
Location: Cathedrale Notre-Dame de L'Assomption, Moncton, New Brunswicl
Commissioned by the Cathedrale Notre-Damede L'Assomption
Description: 2 Interior wall mosaics
Size: 260 sq ft total
Materials: Byzantine glass smalti
Artist: Claude Roussel
Title:
Contact: Suzanne Roussel
email: Roussels@nbnet.nb.ca

1999
Location: Gelber Convention Centre hallway in the Jewish Community Campus, Montreal, Quebec
Commissioned by: Federaton CJA
Description: 4 interior floor mosaics
Size: 4x 10' x 10'
Materials: Marble
Artist: Devora Neumark
Title: V'al Ha'Kol
Contact: Devora Neumark
email: contact@devoraneumark.com

DESCRIPTION TECHNIQUE

LETTRE D'UN INGÉNIEUR ATTESTANT LA FAISABILITÉ DU PROJET

Francois Ménard, ing., B.Arch., B.Adm.A.
530, boul. de l'Atrium, suite 201F
Québec (QC), Canada
G1H 7H1
T: (418) 572-2616 ; (514) 238-5589
E: fmenard.ing@bell.net

ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

MOSAIKA
projet similaire
SHELLEY MILLER



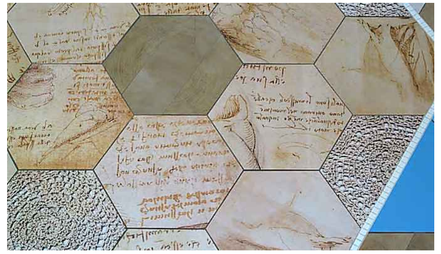


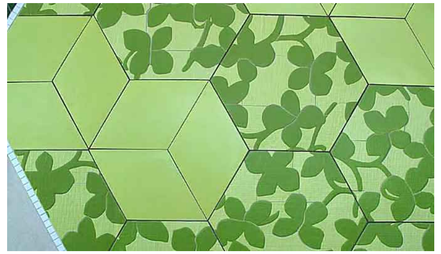
ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

MOSAIKA
projet similaire
SHELLEY MILLER





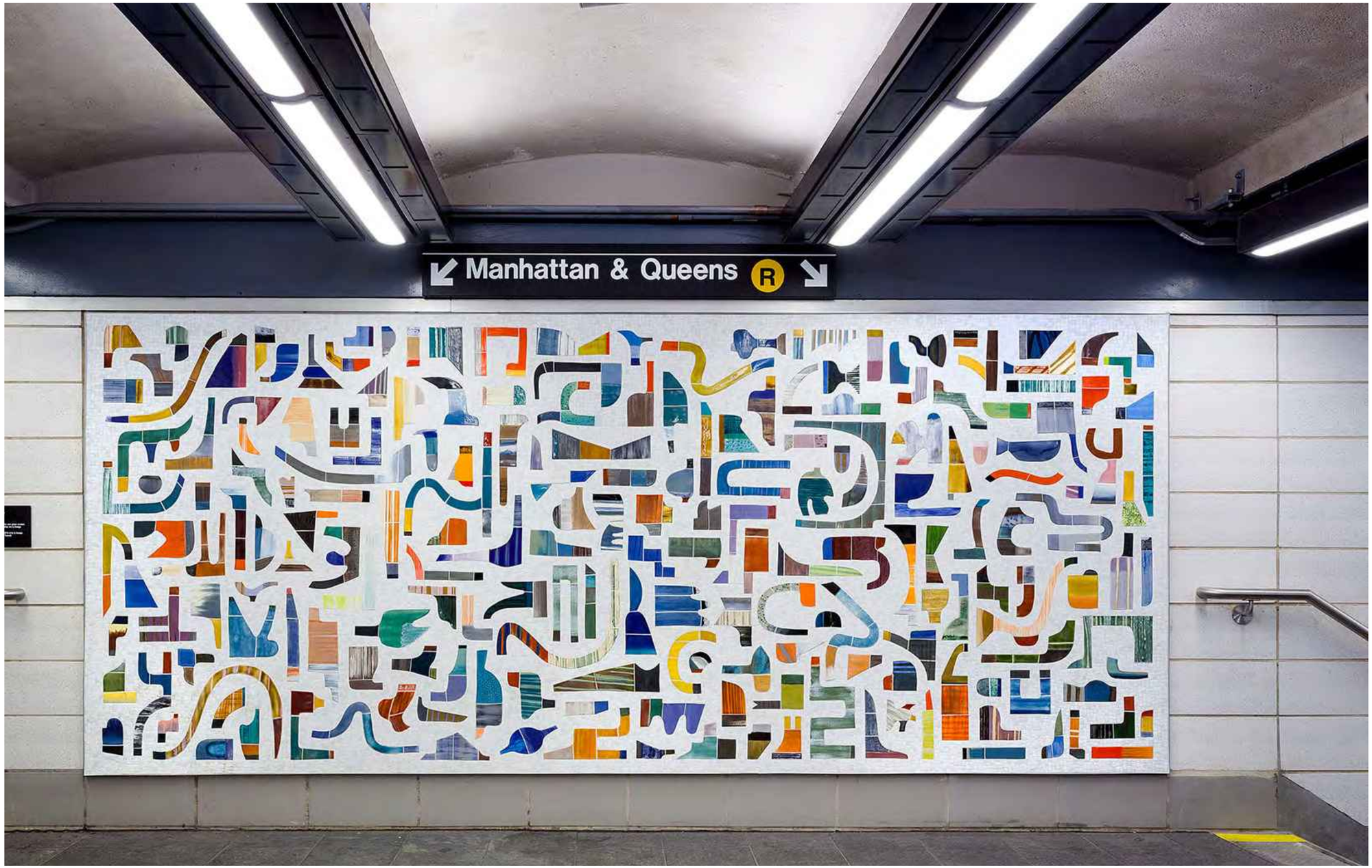






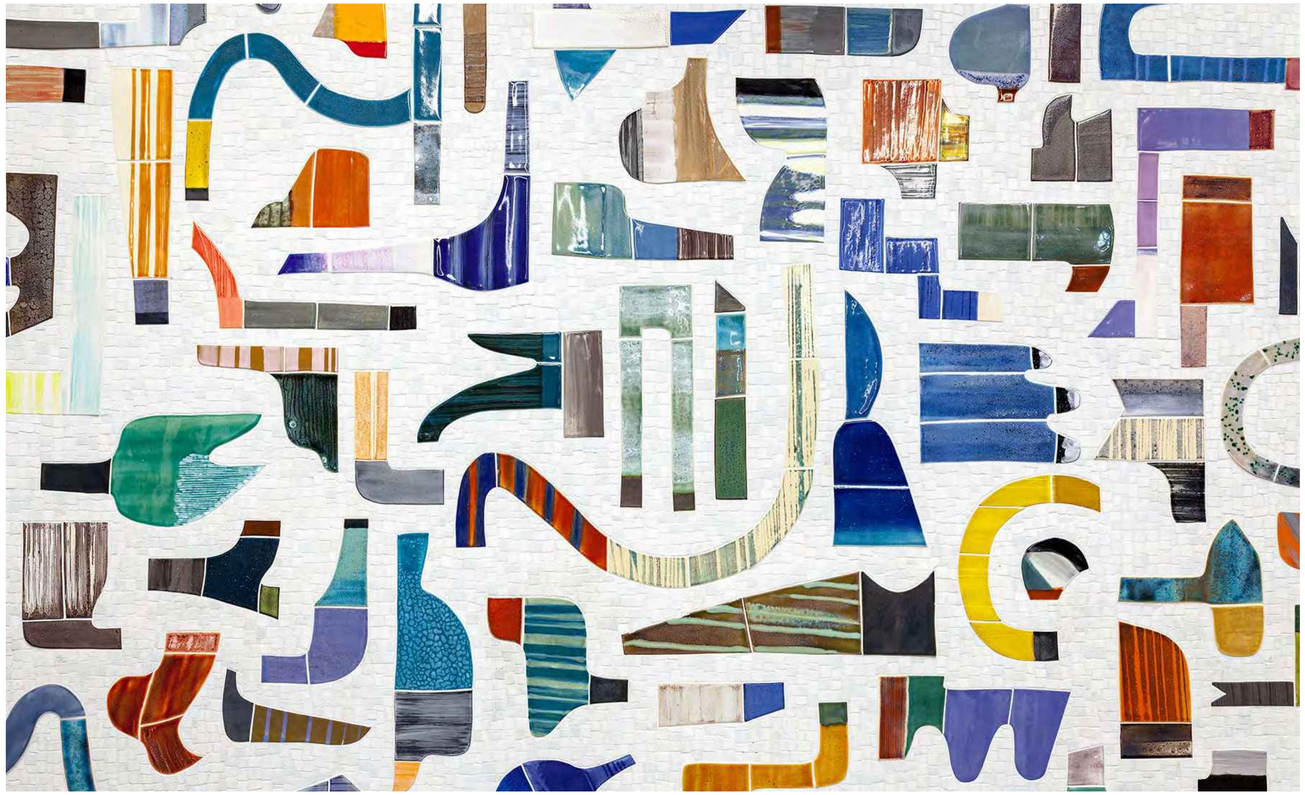
ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

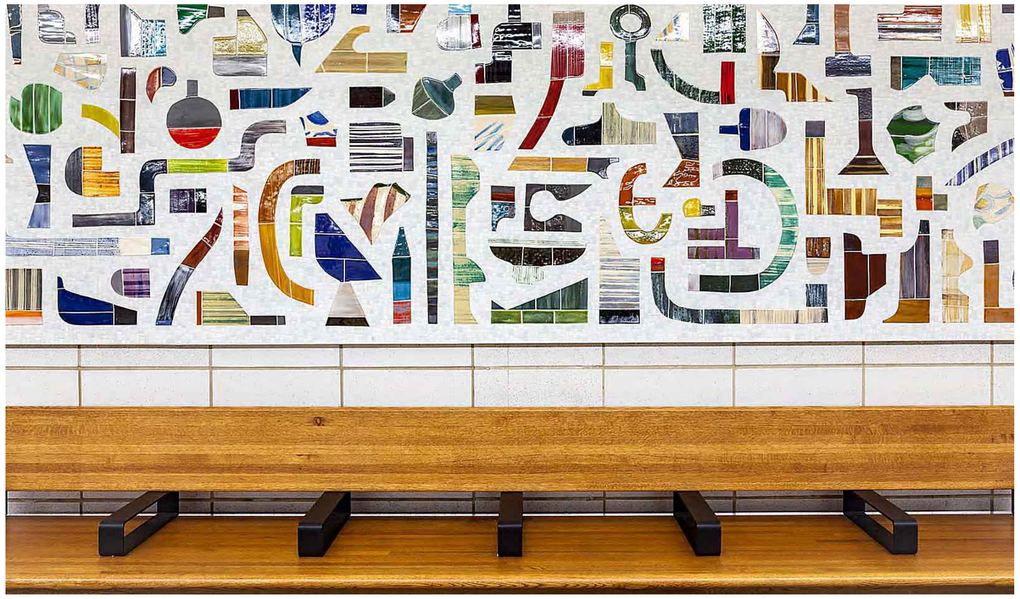
MOSAIKA
projet similaire
KATY FISCHER



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

MOSAIKA
projet similaire
KATY FISCHER



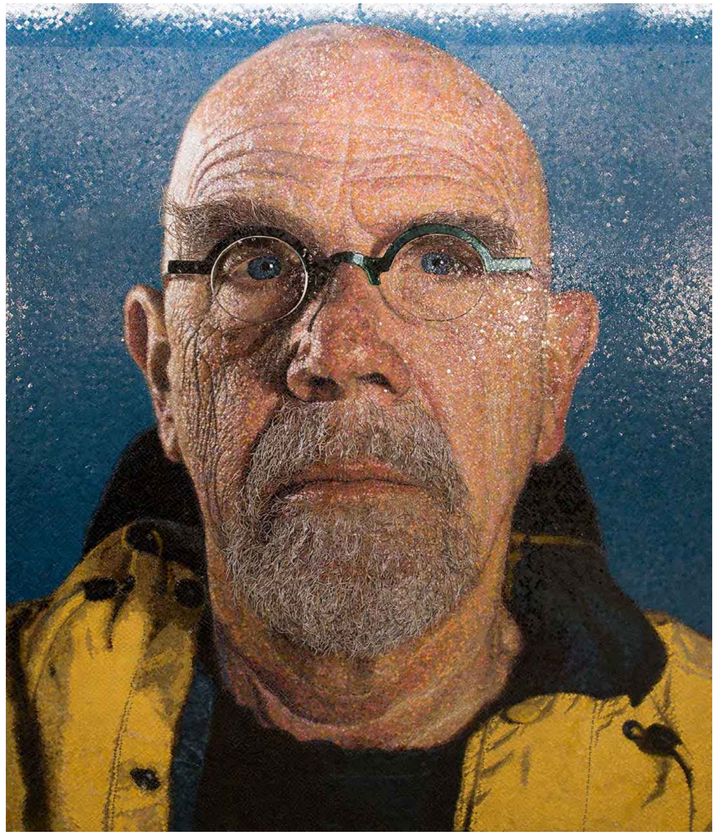




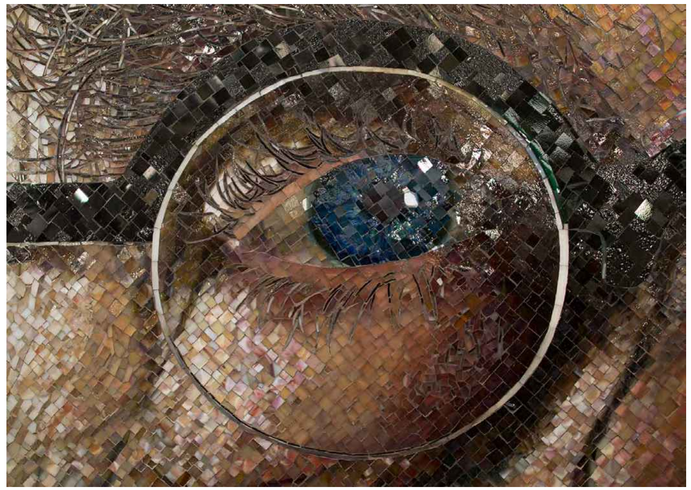
ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

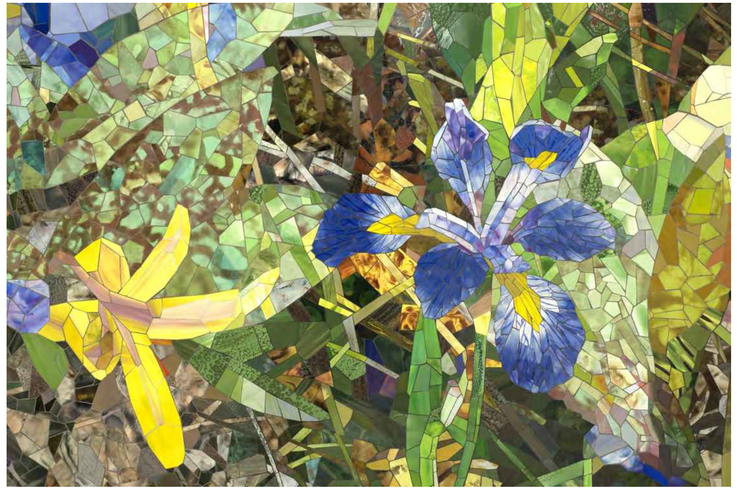
MOSAIKA

6 Mosaic portraits, MAR Ravenna Biennale,
Ravenna, Italy, © Chuck Close 2019











ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

MOSAIKA

MOTHER CLARA'S GARDEN – MOTHER CLARA HALE BUS DEPOT – 2013 – HARLEM, NYC.



ANNA BINTA DIALLO
annabintadiallo.com

MOSAIKA

MOTHER CLARA'S GARDEN – MOTHER CLARA HALE BUS DEPOT – 2013 – HARLEM, NYC.



Description technique

BUDGET

Montréal

Grille de présentation du budget

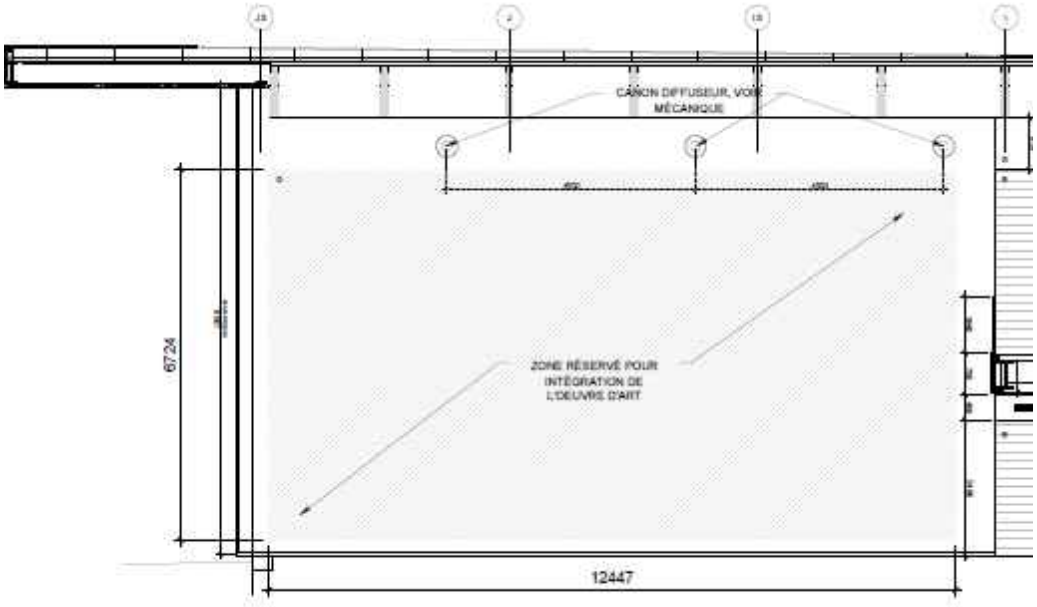
Concours pour une œuvre d'art public pour :
une œuvre intégrée à l'architecture
de l'Auditorium de Verdun
Verdun

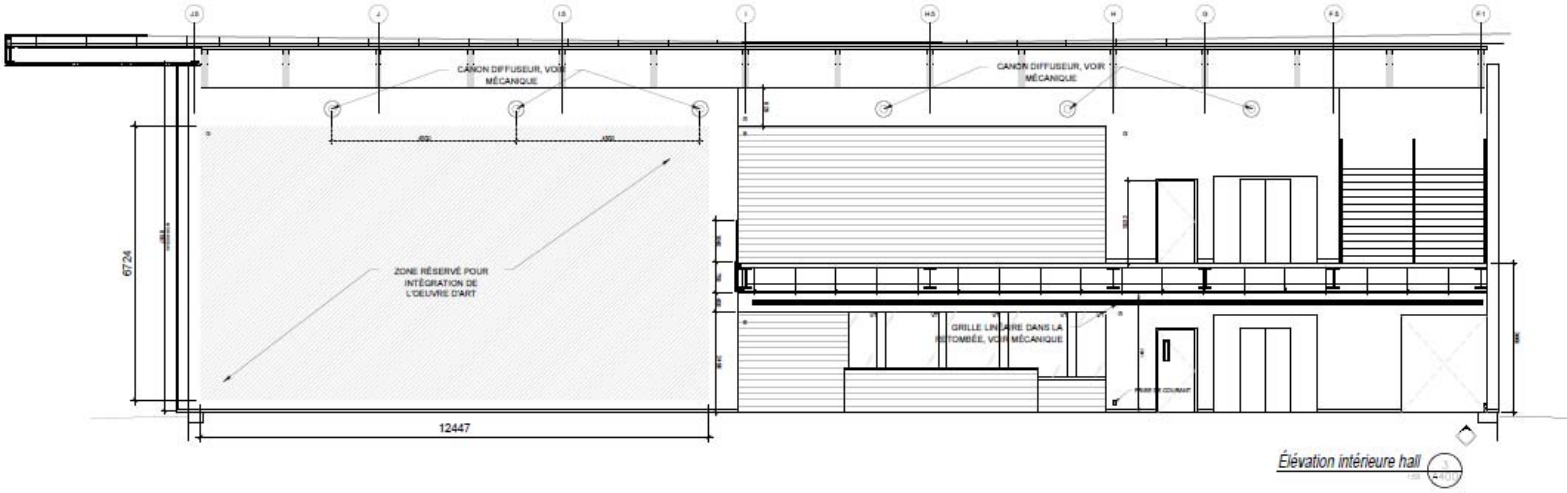
CONSTRUCTION DE MUR	905 sq ft
Ingénieur en structure (conception et plans)	$5,000.00
Matériaux (acier, panneau d'aggloméré)	$10,000.00
Travaux	$25,000.00
	$40,000.00
TUILES	
TUILE D'ARRIÈRE-PLAN	555 sq ft
Tuile en porcelaine	$7,500.00
Préparation des modèles pour la découpe au jet d'eau	$3,500.00
Découpe au jet d'eau	$20,000.00
	$31,000.00
20 FIGURES (approx 240 tuiles)	350 sq ft
Tuile en porcelaine	$4,500.00
Préparation des modèles pour la découpe au jet d'eau	$6,000.00
Découpe au jet d'eau	$17,500.00
Transfert de photos sur la tuile	$30,000.00
Studio- ajustements/ éléments de mosaïque	$5,500.00
	$63,500.00
INSTALLATION	
Transport/ Coordination	$12,000.00
Installation- matériaux	$5,000.00
Installation- travaux	$30,000.00
	$47,000.00
SOUS TOTAL:	**$181,500.00**
Frais pour imprévus (10%)	$18,000.00
Honoraires et droits d'auteur de l'artiste	$20,000.00
Assurances (compris contrat Mosaika Art& Design)	$0.00
SOUS TOTAL:	**$219,500.00**
TPS 5%	10,975.00 $
TVQ 9,975%	21,895.13 $
TOTAL:	**$252,370.13**

Montréal

Bureau d'art public
Service de la culture

Annexe 4 –
Auditorium de Verdun – Espace Denis Savard
Plan et photos du lieu d'intégration de l'œuvre d'art (hall)






18/09/2020 21:11



Bureau d'art public
Service de la culture

Compte rendu

Rencontre d'information aux finalistes

Concours d'art public pour l'Auditorium de Verdun
Lieu : en virtuel
Arrondissement : Verdun
Date : 11 mars 2021

Personnes présentes

Caroline Cloutier, artiste
Anna Binta Diallo, artiste
Hua Jin, artiste (avec Marie-Josée Rousseau)
Audrée Mondou, agente de développement culturel, arrond. Verdun
Marc Daoust, agent culturel, arrond. Verdun
André Lavoie, architecte FABG Inc.
Jean-Pierre Gauthier, chargé de projet, arrond. Verdun
Isabelle Riendeau, agente de développement culturel, BAP

Date : 12 février 2021

Les encadrés sont des réponses aux questions posées par les finalistes obtenues après la rencontre. Ces précisions font partie intégrante du compte rendu.

1. Présentation de l'arrondissement et de l'Auditorium et du projet architectural

Jean-Pierre Gauthier parle de l'arrondissement, du secteur bâti et du projet de réfection de l'auditorium de FABG pour la mise aux normes du système de réfrigération. On souhaitait retrouver le cachet d'origine, miser sur le développement durable et la valorisation du patrimoine. De 2018 à 2020, l'arrondissement s'est doté d'un pôle culturel avec la place de Verdun, le Quai 5160 (maison de la culture).

André Lavoie parle des particularités du projet situé aux limites d'arrondissement de Verdun et du fleuve et des opportunités d'ouvrir la visibilité à partir de l'intérieur du bâtiment (l'aréna bloquait les vues sur le fleuve et Verdun). Pour ce faire, FABG a procédé à la démolition de l'aréna construit dans les années 1970, à la construction d'un nouveau bâtiment (Denis Savard) avec les besoins des 2 arénas et la restauration du bâtiment patrimonial d'origine.

Jean-Pierre Gauthier parle de la passerelle qui fait le lien entre le passé et le futur (lien fleuve-ville) et de la situation géographique particulière de l'Auditorium qui amène une grande circulation du nouveau Pont Champlain. Il parle également des aspects importants pour l'arrondissement : patrimoine, accessibilité universelle, du développement durable.

Le hall d'entrée est vaste. Il bénéficie d'une fenestration abondante qui fait le lien entre l'extérieur et l'intérieur. Le soir, l'espace est très visible.

Marc Daoust parle ensuite de son expérience et de sa connaissance historique de ce lieu mythique qu'est l'Auditorium de Verdun. Il habite à Verdun (il y a grandi) et y travaille depuis 35 ans. Il s'agit d'un lieu communautaire et social. Il a servi de lieu de tournages, de résidences de création. C'est un lieu de fierté et espace patrimonial (architecture et culture) pour les verdunois. D'un point de vue communauté et social : ça fait partie de la culture verdunoise. Il s'agit d'un espace ouvert aux jeunes pour qu'ils puissent l'occuper et s'y occuper. Il réfère à l'exposition réalisée par Anne-Marie Belleau sur l'Auditorium.

Audrée Mondou présente l'offre des activités sportives qui se déroulent sur le territoire pour les citoyens de l'arrondissement de Verdun. Elle parle des activités de l'aréna à saveur hivernal (patinage artistique, hockey mineur). L'arrondissement cherche à développer le patinage artistique et le hockey luge. 100 organismes dynamisent la vie de l'arrondissement. La plage, les berges, la piscine, le boisé de l'île-des-Sœurs permettent des activités en plein air. La présentation Powerpoint sera envoyée aux finalistes.

2. Précisions sur le règlement et le programme de l'œuvre

Isabelle Riendeau reprend les éléments importants du Règlement et programme du concours, à savoir qu'il s'agit de réaliser une bidimensionnelle ou en relief accrochée au grand mur du hall de l'entrée est du nouvel Espace Denis Savard, dans l'Auditorium de Verdun. Elle occupera la totalité de l'espace (6,72 m de hauteur x 12,45 m de longueur), soit en un ou plusieurs éléments. Il s'agit d'un mur conventionnel. Il doit être réalisé sur un support indépendant, car on doit être capable d'enlever l'œuvre advenant une restauration.

3. Questions concernant les aspects techniques

- **Est-ce qu'il est possible d'obtenir des plans du hall en pdf ou en Autocad ?**
La chargée de projet transmettra la demande aux architectes et les remettra aux finalistes.

- **Quelle est la charge (ou poids) que peut supporter le mur? Est-ce qu'on peut s'ancrer sur des colombages ? Est-ce possible d'avoir un plan du mur ?**
Le mur n'est pas renforcé comme précisé dans le règlement au point 4. Comme c'est un simple mur de gypse similaire à ceux d'une galerie ou d'une maison, l'artiste doit prévoir son système d'accrochage en conséquence et au besoin construire une structure ou un cadrage pouvant permettre l'accrochage. Il est nécessaire de répartir la charge. Il n'y a pas de plan exact montrant la position des colombages d'acier. Les artistes devront avoir un localisateur de colombages.

Il y a, à l'extrême gauche du mur, une contrainte, un panneau d'alarme à incendie situé à coté des vitres.

- **Est-ce que le mur sera défait pour qu'un fond de clouage soit installé ?**
Le mur vient d'être construit et il a une résistance au feu, alors ce c'est pas possible de le défaire. Si l'artiste a besoin d'une structure plus solide, il doit l'installer derrière son œuvre et l'accrocher au mur.

-Quelle est l'épaisseur maximale possible de l'œuvre en relief ou des volumes ?
Nous n'avons pas mis de contrainte à cet effet dans le document. Toutefois, sachant que des éléments en saillie peuvent être dangereux pour les usagers (ex : élément pointu à hauteur des yeux), il est recommandé d'installer des éléments en relief à partir de 2,1 m. de hauteur afin que celui qui circule ne puisse pas se blesser. Pour l'épaisseur, un pied ou deux pourraient être acceptables. Prendre également en compte la visibilité de l'œuvre et le point de vue intéressant qu'on a depuis de la mezzanine. Prendre note qu'une plinthe en vinyle se trouve actuellement dans le bas du mur.

-Qu'est ce qui se trouve à l'extérieur du bâtiment, peut-on voir une vue?
Il s'agit d'un débarcadère. L'œuvre sera toutefois visible de la rue, qui se trouve un peu plus loin, surtout en soirée avec l'éclairage au LED (et non au néon comme précisé dans le document de concours).

4. Travaux à la charge de la Ville

Les travaux à la charge de la Ville se limitent au panneau d'identification de l'œuvre et à sa promotion.

5. Travaux à la charge de l'artiste

Toutes les dépenses liées à l'œuvre d'art incluant la préparation d'une surface pour recevoir l'œuvre sont aux frais de l'artiste. Voir point 7 du Règlement et programme du concours.

6. Budget (ce qui est inclus et exclus)

Le budget est de 252 945$, taxes incluses : l'artiste doit proposer une œuvre pour ce montant, clef en main.

7. Précisions sur le matériel à produire

L'*aide-mémoire* comprenant le matériel à produire sera remis aux finalistes.

8. Calendrier

La date limite pour la remise des propositions par les finalistes au Bureau d'art public par courriel à isabelle.riendeau@montreal.ca est fixée au 1er juin 2021 à 12h. Le jury se tiendra le 10 juin 2021 en am.

9. Modalités et séquence de présentation des propositions

La présentation devant le jury se fera par Google Meet en visioconférence.
Les artistes auront 25 minutes pour présenter leur projet. Une période de question de 10 minutes suivra.

Concernant les prestations devant jury, les finalistes peuvent présenter en anglais seulement si un.e interprète fait la traduction complète vers le français de ladite présentation. C'est-à-dire qu'une présentation orale en anglais doit être traduite oralement au jury. Le temps de présentation est le même pour chaque finaliste et il en revient à eux et elles d'en déterminer la formule (plusieurs moments de traduction ou traduction en un bloc).

Par ailleurs, afin de se conformer aux exigences de l'OQLF, veuillez noter les finalistes ne pourront plus être remboursées pour la traduction de leurs documents de prestation dans les nouveaux concours. Concernant le concours de l'Auditorium de Verdun, le Bureau d'art public maintiendra son engagement.

L'ordre de présentation des finalistes est déterminé par tirage au sort.

a) 9h30 Anna Binta Diallo
b) 10h15 Caroline Cloutier
c) 11h00 Hua Jin

10. Liste des documents remis aux finalistes

Les documents seront disponibles pour les finalistes via un Disque partagé dont le lien sera envoyé à toutes.

11. Liste des personnes ressources

Isabelle Riendeau précise qu'elle est la personne ressource pour le concours. Si les finalistes ont des demandes ou des questions, elles doivent communiquer avec elle préférablement par courriel. Les réponses seront acheminées à toutes, par soucis d'équité.

Montréal

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1210552004*
Unité administrative responsable : *Service de la culture*
Projet : Octroi de contrat à un artiste professionnel pour une oeuvre d'art public intégrée à l'Auditorium de Verdun

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Innovation et créativité
15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu?

- *Intégration d'une oeuvre d'art public qui renforce l'identité de cet équipement culturel et sportif.*
- *Rémunération de trois artistes finalistes pour la réalisation d'un concept d'œuvre d'art public ainsi que d'un-e artiste incluant l'ensemble de ses partenaires pour la réalisation du projet sélectionné par le comité de sélection.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			***X***
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Verdun , Direction des services administratifs

Dossier # : 1210552004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Offrir, en vertu de du premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'arrondissement de Verdun les services professionnels du service de la culture pour la prise en charge la réalisation de l'oeuvre d'art qui sera intégrée à l'Auditorium de Verdun - Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Anna Binta Diallo, artiste professionnelle, au montant maximal de 261 568,13 $ taxes incluses (contrat : 252 945 $ taxes incluses + contingences : 8623,13 $ taxes incluses), pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Errances à Verdun" intégrée à l'Auditorium de Verdun

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1210552004_Contrat execution d' oeuvre d'art public Auditorium de Verdun .xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Simona STOICA STEFAN
Conseiller en gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 514-765-7026

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Annick DUCHESNE
Directrice

Tél : 514-765-7026
Division : Verdun , Direction des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.054

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1210029004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 96 615,45 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale / Approuver le projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG20 0694, majorant ainsi le montant total du contrat de 4 438 969,75 $ à 4 535 585,20 $, taxes incluses / Proposer une augmentation récurrente du budget des dépenses du Service des finances de 71 944,78 $ en 2022 et de 27 078,38 $ en 2023 ainsi qu'une augmentation récurrente du budget des revenus de 330 827 $ en 2022 et de 15 365 $ en 2023. De plus, pour 2021, proposer d'accorder des crédits budgétaires supplémentaires de 88 200 $ au volet des dépenses et de 307 700 $ au volet des revenus du budget de fonctionnement du Service des finances, ce qui permettra la refacturation des frais d'audit à certaines entités du périmètre comptable de la Ville, et ce en fonction des résultats du nouvel appel d'offres public en 2020. Ces frais d'audit feront aussi l'objet d'une refacturation à ces mêmes entités pour les années 2022 et 2023.

IL EST RECOMMANDÉ :

- D'autoriser une dépense additionnelle maximale de 96 615,45 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale
- D'approuver le projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG20 0694, majorant ainsi le montant total du contrat de 4 438 969,75 $ à 4 535 585,20 $, taxes incluses
- D'augmenter de manière récurrente la base budgétaire des charges du Service des finances de 71 944,78 $ en 2022 et de 27 078,38 $ en 2023 ainsi que celle des revenus de 330 827 $ en 2022 et de 15 365 $ en 2023, suite à la refacturation des frais d'audit à certaines entités du périmètre comptable de la Ville.

- D'accorder en 2021 une augmentation de 88 200 $ au volet des dépenses et de 307 700 $ au volet des revenus du budget de fonctionnement du Service des finances.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-03 10:54

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1210029004**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 96 615,45 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale / Approuver le projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG20 0694, majorant ainsi le montant total du contrat de 4 438 969,75 $ à 4 535 585,20 $, taxes incluses / Proposer une augmentation récurrente du budget des dépenses du Service des finances de 71 944,78 $ en 2022 et de 27 078,38 $ en 2023 ainsi qu'une augmentation récurrente du budget des revenus de 330 827 $ en 2022 et de 15 365 $ en 2023. De plus, pour 2021, proposer d'accorder des crédits budgétaires supplémentaires de 88 200 $ au volet des dépenses et de 307 700 $ au volet des revenus du budget de fonctionnement du Service des finances, ce qui permettra la refacturation des frais d'audit à certaines entités du périmètre comptable de la Ville, et ce en fonction des résultats du nouvel appel d'offres public en 2020. Ces frais d'audit feront aussi l'objet d'une refacturation à ces mêmes entités pour les années 2022 et 2023.

CONTENU

CONTEXTE

Suite à des travaux supplémentaires effectués pour l'audit du rapport financier de la Ville et de certaines entités incluses dans le périmètre comptable de la Ville pour l'exercice financier 2020, et étant donné que ceux-ci n'étaient pas prévus au contrat initial octroyé à la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., une majoration de 96 615,45 $ taxes incluses, serait requise. Cette majoration se détaille comme suit:
1) Travaux en lien avec la mise à jour de la norme d'audit NCA 540 - Audit des estimations comptables et des informations y afférentes, concernant la documentation appuyant les estimations jugées importantes par la Ville et incluses dans le rapport financier 2020 (10 386,84 $ taxes incluses);

2) Travaux de révision des dossiers du Bureau du vérificateur général de la Ville concernant le nouveau programme d'aide aux entreprises (prêts PAUME) mis de l'avant par le gouvernement du Québec suite à la pandémie COVID-19 ainsi que ceux reliés à l'analyse des changements de durée de vie des immobilisations (non liés à la documentation de base pour la norme NCA 540) (10 293,71 $ taxes incluses);

3) Travaux concernant la démarcation de fin d'année des dépenses d'immobilisations, fonctionnement et des obligations contractuels (14 843,27 $ taxes incluses);

4) Travaux et réorganisation du travail occasionnés par le travail à distance (délai de réception de la documentation, multiples suivi et relance pour obtenir les informations manquantes) (26 220,05 $ taxes incluses);

5) Travaux suite à la réception d'une documentation incomplète ou manquante nécessitant de refaire du travail déjà débuté (revenus de taxes, salaires, propriétés aux fin de revente, chiffrier de consolidation) (9 542,93 $ taxes incluses);

6) Travaux d'audit supplémentaires effectués pour les entités incluses dans le périmètre comptable de la Ville (25 328,65 $ taxes incluses), soit Bixi Montréal (19 193,35 $), Agence de mobilité durable (2 496,34 $) et la Société d'habitation de Montréal (3 638,96 $).

De plus, tel que l'exige le PL 155 (Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec - 201, chapitre 8), l'auditeur externe a maintenant l'obligation d'effectuer les travaux d'audit pour l'ensemble des organismes incluent dans le périmètre comptable de la Ville, tel que défini dans le rapport financier de la Ville ainsi que pour les organismes pour lesquels la Ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50 % des membres de leur conseil d'administration. Antérieurement au PL 155, le Bureau du vérificateur de la Ville (BVG) (facturait ses travaux à divers organismes, soit BIXI Montréal, Corporation d'Habitation Jeanne-Mance et l'Office Municipale d'Habitation de Montréal. Suite au PL 155, cette facturation est maintenant de la responsabilité du Service des finances. Suite au nouvel appel d'offres public 2020-2022, les coûts réels de l'audit externe de 2020 à 2022 de la Société de transport de Montréal ainsi que sa filiale Transgesco seront aussi ajoutés aux autres organismes initialement facturés par le BVG. Les honoraires d'audit de 2020 de BIXI Montréal, de la Corporation d'habitation Jeanne-Mance, de l'Office d'Habitation de Montréal, de la Société de transport de Montréal et de sa filiale Transgesco, tel que facturés en 2021 par la firme Deloitte, se sont élevés à 529 113,22 $ taxes incluses. Ces frais seront facturés à ces organismes en 2021. Pour les années 2022 et 2023, selon la convention de services professionnels conclue avec la firme Deloitte, les frais globaux d'audit externe refacturés à ces organismes seront respectivement de 555 705,22 $ taxes incluses et de 573 371,13 $ taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0694 - 17 décembre 2020 - Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal, pour les exercices 2020, 2021 et 2022, pour une somme maximale de 4 438 969,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18496 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet / Ajuster de manière récurrente la base budgétaire pour un montant total de 262 300 $ au budget 2022 et de 58 100 $ au budget 2023

DESCRIPTION

Afin de pouvoir exécuter ses travaux d'audit concernant les données financières consolidées de la Ville de Montréal et des organismes incluent dans le périmètre comptable de la Ville pour l'exercice financier 2020 et pouvoir produire son rapport d'auditeur indépendant, la firme Deloitte a dû effectuer certains travaux additionnels non prévus au plan initial d'audit, déposé au comité d'audit du 29 janvier 2021.
De plus, tel que l'exige le PL 155 (Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec - 201, chapitre 8), l'auditeur

externe a maintenant l'obligation d'effectuer les travaux d'audit pour l'ensemble des organismes incluent dans le périmètre comptable de la Ville, tel que défini dans le rapport financier de la Ville ainsi que pour les organismes pour lesquels la Ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50 % des membres de leur conseil d'administration. Antérieurement au PL 155, le Bureau du vérificateur de la Ville (BVG) (facturait ses travaux à divers organismes, soit BIXI Montréal, Corporation d'Habitation Jeanne-Mance et l'Office Municipale d'Habitation de Montréal. Suite au PL 155, cette facturation est maintenant de la responsabilité du Service des finances. Suite au nouvel appel d'offres public 2020-2022, les coûts réels de l'audit externe de 2020 à 2022 de la Société de transport de Montréal ainsi que sa filiale Transgesco seront aussi ajoutés aux autres organismes initialement facturés par le BVG. Les honoraires d'audit de 2020 de BIXI Montréal, de la Corporation d'habitation Jeanne-Mance, de l'Office d'Habitation de Montréal, de la Société de transport de Montréal et de sa filiale Transgesco, tel que facturés en 2021 par la firme Deloitte, se sont élevés à 529 113,22 $ taxes incluses. Ces frais seront facturés à ces organismes en 2021. Pour les années 2022 et 2023, selon la convention de services professionnels conclue avec la firme Deloitte, les frais globaux d'audit externe refacturés à ces organismes seront respectivement de 555 705,22 $ taxes incluses et de 573 371,13 $ taxes incluses.

JUSTIFICATION

Conformément à la Loi sur les cités et villes (art. 108.2.1), le vérificateur externe fait rapport de sa vérification au conseil. Dans son rapport traitant des états financiers, il déclare, entre autres, si ces derniers représentent fidèlement la situation financière de la municipalité au 31 décembre et le résultat de ses opérations pour l'exercice.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts des travaux supplémentaires de l'audit du rapport financier annuel de la Ville (71 286,80 $ taxes incluses) et de certains organismes du périmètre comptable de la Ville (25 328,65 $ taxes incluses) seront assumés à 100 % par le budget de fonctionnement du Service des finances.
Afin d'absorber les coûts supplémentaires de 2021 reliés à l'audit des états financiers des organismes concernés par l'application du PL 155, accorder des crédits budgétaires supplémentaires en 2021 de 88 200 $ au volet des charges du budget de fonctionnement du Service des finances. De plus, accorder 307 700 $ au volet des revenus du budget de fonctionnement du Service des finances pour 2021, permettant ainsi la refacturation des frais d'audit à certaines entités du périmètre comptables de la Ville, soit l'excédent de la facturation globale (460 198,50 $ avant taxes) aux organismes Société de transport de Montréal et de sa filiale Transgesco, de BIXI Montréal, de la Corporation d'habitation Jeanne -Mance et de l'Office d'Habitation de Montréal, par rapport au montant déjà pris en compte dans la base budgétaire du Service des finances (152 500 $) en 2021.

De plus, la facturation aux organismes concernés par l'application du PL 155 passera à 483 327 $ plus taxes en 2022 et à 498 692 $ plus taxes en 2023. Afin d'absorber les frais d'audit externe des années 2022 et 2023, augmenter de façon récurrente la base budgétaire des charges du Service des finances de 71 944,78 $ en 2022 et de 27 078,38 $ en 2023. De plus, augmenter de façon récurrente la base budgétaire des revenus du Service des finances de 330 827 $ en 2022 et de 15 365 $ en 2023 , soit la différence entre le montant total facturé aux organismes en 2022 et en 2023 et le montant déjà alloué dans la base budgétaire du Service des finances pour ces deux années.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense seront considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération de 2021, 2022 et 2023.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise pour ce dossier tel que vu et approuvé par la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Anjeza DIMO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2021-07-12
Raoul CYR	Raoul CYR	

Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2021-07-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2021-07-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1210029004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 96 615,45 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale / Approuver le projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG20 0694, majorant ainsi le montant total du contrat de 4 438 969,75 $ à 4 535 585,20 $, taxes incluses / Proposer une augmentation récurrente du budget des dépenses du Service des finances de 71 944,78 $ en 2022 et de 27 078,38 $ en 2023 ainsi qu'une augmentation récurrente du budget des revenus de 330 827 $ en 2022 et de 15 365 $ en 2023. De plus, pour 2021, proposer d'accorder des crédits budgétaires supplémentaires de 88 200 $ au volet des dépenses et de 307 700 $ au volet des revenus du budget de fonctionnement du Service des finances, ce qui permettra la refacturation des frais d'audit à certaines entités du périmètre comptable de la Ville, et ce en fonction des résultats du nouvel appel d'offres public en 2020. Ces frais d'audit feront aussi l'objet d'une refacturation à ces mêmes entités pour les années 2022 et 2023.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

L'addenda 1 est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

Les modifications faisant l'objet de l'addenda 1 ne changent pas la nature du contrat quant à son objet et sont accessoires en valeur, et ce, tel que permis en vertu de l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes ("LCV"). Par ailleurs, l'article 108 de la LCV prévoit que la Ville "doit nommer un vérificateur externe". Cette nomination peut être effectuée de gré à gré. Ainsi, les modifications apportées au contrat auraient également pu faire l'objet d'un contrat de gré à gré conformément à la loi.

FICHIERS JOINTS

2021-08-02 - addenda no. 1 V 2 PROPRE.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-08-02

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 820-9488

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de divsion, droit contractuel
Tél : 514 501 6487
Division : Droit contractuel

ADDENDA N^{o} 1

MODIFIANT LA CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

(CG20 0694 du 17 décembre 2020)



ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l**, personne morale ayant sa principale place d'affaires à la Tour Deloitte, 1190 avenue des Canadiens-de-Montréal, Bureau 500, Montréal, Québec, H3B 0M7, agissant et représentée par M. Martin Granger, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 13324 5290 RT001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 10123 14163 TQ0001

Ci-après appelée le « **Contractant** »

Ci-après collectivement appelées les « **Parties** »

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention de services professionnels pour l'audit externe des états financiers de la Ville et de toute personne morale visée au paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 107.7 de la Loi sur les cités et villes, les comptes et affaires du vérificateur général, de la conformité au taux global de taxation réel à la section III du chapitre XVIII.I de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) et de tout document que détermine le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation par règlement publié dans la gazette officielle du Québec, pour les exercices financiers 2020, 2021 et 2022, pour une somme maximale de 4 438 969,75 $, taxes incluses, la convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 17 décembre 2020 en vertu de la résolution CG20 0694 (ci-après, la « Convention initiale »);

CONSIDÉRANT que des services supplémentaires non prévus à la Convention initiale ont dû être effectués par le Contractant et la réalisation desdits services supplémentaires nécessite aune augmentation de la somme maximale d'honoraires prévue à l'article 8 (Honoraires) de la Convention initiale ;

ATTENDU QUE des services supplémentaires représentent une dépense additionnelle de quatre-vingt-seize mille six cent quinze dollars et quarante-cinq cents (96 615,45 $), taxes incluses ont dû être effectués par le Contractant, à savoir :

- 1) Travaux en lien avec la mise à jour de la norme d'audit NCA 540 - Audit des estimations comptables et des informations y afférentes, concernant la documentation appuyant les estimations jugées importantes par la Ville et incluses dans le rapport financier 2020 (10 386,84 $);

- 2) Travaux de révision des dossiers du Bureau du vérificateur général de la Ville concernant le nouveau programme d'aide aux entreprises (prêts PAUME) mis de l'avant par le gouvernement du Québec à la suite de la pandémie COVID-19 ainsi que ceux reliés à l'analyse des changements de durée de vie des immobilisations (non liés à la documentation de base pour la norme NCA 540) (10 293,71 $);

- 3) Travaux concernant la démarcation de fin d'année des dépenses d'immobilisations, fonctionnement et des obligations contractuels (14 843,27 $);

- 4) Travaux et réorganisation du travail occasionnés par le travail à distance (délai de réception de la documentation, multiples suivis et relances pour obtenir les informations manquantes) (26 220,05 $);

- 5) Travaux à la suite de la réception d'une documentation incomplète ou manquante nécessitant de refaire du travail déjà débuté (revenus de taxes, salaires, propriétés aux fins de revente, chiffrier de consolidation) (9 542,93 $);

- 6) Travaux d'audit supplémentaires effectués pour les entités incluses dans le périmètre comptable de la Ville, soit Bixi Montréal (19 193,35 $), Agence de mobilité durable (2 496,34 $) et la Société d'habitation de Montréal (3 638,96 $).

ATTENDU QUE les Parties conviennent par la présente convention de modification (Addenda n^{o} 1) de majorer de quatre-vingt-seize mille six cent quinze dollars et quarante-cinq cents (96 615,45 $) taxes incluses, la somme maximale d'honoraires de quatre millions quatre cent trente-huit mille neuf cent soixante-neuf dollars et soixante-quinze cents (4 438 969,75 $) taxes incluses, prévue à l'article 8 (Honoraires) de la Convention initiale, et ce, pour payer les services professionnels supplémentaires décrits précédemment;

ATTENDU QUE les services supplémentaires d'audit prévus par la présente convention de modification (Addenda no. 1) seront également facturés et payés conformément aux taux horaires stipulés dans la Convention initiale selon la ventilation stipulée à l'article 2 de la présente convention de modification (Addenda no. 1);

ATTENDU QUE la Ville a adopté un « Règlement sur la gestion contractuelle » et qu'elle en a transmis une copie au Contractant.

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

Le premier alinéa de l'article 8 (Honoraires) de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

« En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant pour la durée de la convention, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre millions cinq cent trente-cinq mille cinq cent quatre-vingt-cinq dollars et vingt cents (4 535 585,20 $) taxes incluses. Cette somme maximale couvre tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant conformément aux conditions et modalités stipulées et prescrites par la Convention initiale (notamment son Annexe 1) ainsi que la présente convention de modification (Addenda no. 1). Cette somme maximale de quatre millions cinq cent trente-cinq mille cinq cent quatre-vingt-cinq dollars et vingt cents (4 535 585,20 $) taxes incluses, se ventile comme suit :

a) une somme maximale de deux millions cent soixante mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf dollars et quatre-vingt-quatorze cents (2 160 899,94 $) taxes incluses pour l'audit des états financiers consolidés de la Ville pour les années 2020 (739 220,27 $ taxes incluses), 2021 (691 964,39 $ taxes incluses) et 2022 (729 715,28 $ taxes incluses), étant entendu qu'une portion de cette somme a déjà été payée au Contractant;

b) une somme maximale de deux millions trois cent soixante-quatorze mille six cent quatre-vingt-cinq dollars et vingt-six cents (2 374 685,26 $) taxes incluses pour l'audit des états financiers des personnes morales suivantes pour les années 2020 (794 693,06 $), 2021 (777 050,49 $) et 2022 (802 941,71 $), étant entendu qu'une portion de cette somme a déjà été payée au Contractant; ladite somme maximale est répartie ainsi :

- l'audit des états financiers de la Société de transport de Montréal : une somme maximale de trois cent quatorze mille cinq cents dollars et trente-deux cents (314 500,32 $) taxes incluses pour l'année 2020, une somme maximale trois cent vingt-quatre mille deux cent soixante-dix dollars et quatre-vingt-neuf cents (324 270,89 $) taxes incluses pour l'année 2021 et une somme maximale de trois cent trente-trois mille huit cent soixante-quinze dollars et quatre-vingt-dix cents (333 875,90 $) taxes incluses pour l'année 2022, pour une somme maximale totale de neuf cent soixante-douze mille six cent quarante-sept dollars et onze cents (972 647,11 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de la Société Transgesco : une somme maximale de quarante-cinq mille deux cent vingt-huit dollars et quatre-vingt-sept cents (45 228,87 $) taxes incluses pour l'année 2020, une somme maximale de quarante-six mille six cent quarante-sept dollars et soixante-six cents (46 647,66 $) taxes incluses pour l'année 2021 et une somme maximale de quarante-sept mille neuf cent quatre-vingt-dix dollars et cinquante-sept cents (47 990,57 $) taxes incluses pour l'année 2022, pour une somme maximale totale de cent trente-neuf mille huit cent soixante-sept dollars et dix cents (139 867,10 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de la Corporation Anjou 80 : une somme maximale de vingt mille sept cent trente-trois dollars et quarante-quatre cents (20 733,44 $) taxes incluses pour l'année 2020, une somme maximale de vingt et un mille trois cent quarante-sept dollars et quarante et un cents (21 347,41 $) taxes incluses pour l'année 2021 et une somme maximale de vingt et un mille neuf cent soixante-neuf dollars et quarante-deux cents (21 969,42 $) taxes incluses pour l'année 2022, pour une somme maximale totale de soixante-quatre mille cinquante dollars et vingt-sept cents (64 050,27 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de Bixi Montréal : une somme maximale de quarante-huit mille six cent quatorze dollars et trente cents (48 614,30 $) taxes incluses pour l'année 2020, une somme maximale de trente mille trois cent vingt-cinq dollars et quatre-vingt-un cents (30 325,81 $) taxes incluses pour l'année 2021 et une somme maximale de trente et un mille cent quatre-vingt-cinq dollars et quatre-vingt deux cents (31 185,82 $) taxes incluses pour l'année 2022, pour une somme maximale totale de cent-dix mille cent vingt-cinq dollars et quatre-vingt-treize cents (110 125,93 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers du Bureau du taxi de Montréal : une somme maximale de vingt et un mille cent soixante-neuf dollars et vingt cents (21 169,20 $) taxes incluses pour l'année 2020, une somme maximale de vingt et un mille sept cent quatre-vingt-quinze dollars et quatre-vingt-un cents (21 795,81 $) taxes incluses pour l'année 2021 et une somme maximale de vingt-deux mille quatre cent trente et un dollars et soixante-deux cents (22 431,62 $) taxes incluses pour l'année 2022, pour une somme maximale totale de soixante-cinq mille trois cent quatre-vingt-seize dollars et soixante-trois cents (65 396,63 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers du Conseil des arts de Montréal : une somme maximale de vingt-cinq mille neuf cent sept dollars et trente-deux cents (25 907,32 $) taxes incluses pour l'année 2020, une somme maximale de vingt-six mille cinq cent cinquante-deux dollars et trente-trois cents (26 552,33 $) taxes incluses pour l'année 2021 et une somme maximale de vingt-huit mille sept cent cinquante-deux dollars et quarante-vingt-quinze cents (28 752,95 $) taxes incluses pour l'année 2022, pour une somme maximale totale de quatre-vingt-un mille deux cent douze dollars et soixante cents (81 212,60 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de la Corporation d'habitation Jeanne Mance : une somme maximale de vingt-quatre mille six cent un dollars et vingt cents (24 601,20 $) taxes incluses pour l'année 2020, une somme maximale de vingt-cinq mille trois cent soixante-douze dollars et soixante-huit cents (25 372,68 $) taxes incluses pour l'année 2021 et une somme maximale de vingt-sept mille sept cent quatre-vingt-deux dollars et cinquante-six cents (27 782,56 $) taxes incluses pour l'année 2022, pour une somme maximale totale de soixante-dix-sept mille sept cent cinquante-six dollars et quarante-quatre cents (77 756,44 $) taxes incluses;



- l'audit des états financiers de l'Office de consultation publique de Montréal : une somme maximale de onze mille deux cent quatre-vingt-onze dollars et soixante-neuf cents (11 291,69 $) taxes incluses pour l'année 2020, une somme maximale de onze mille six cent trente dollars et quatre-vingt-sept cents (11 630,87 $) taxes incluses pour l'année 2021 et une somme maximale de onze mille neuf cent soixante-huit dollars et quatre-vingt-dix cents (11 968,90 $) taxes incluses pour l'année 2022, pour une somme maximale totale de trente-quatre mille huit cent quatre-vingt-onze dollars et quarante-six cents (34 891,46 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de l'Office municipal d'habitation de Montréal : une somme maximale de cent vingt-cinq mille cent dix-neuf dollars et vingt-quatre cents (125 119,24 $) taxes incluses pour l'année 2020, une somme maximale de cent vingt-neuf mille quatre-vingt-huit dollars et dix-huit cents (129 088,18 $) taxes incluses pour l'année 2021 et une somme maximale de cent trente-deux mille huit cent quarante-six dollars et soixante-onze cents (132 846,71 $) taxes incluses pour l'année 2022, pour une somme maximale totale de trois cent quatre-vingt-sept mille cinquante-quatre dollars et treize cents (387 054,13 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de la Société d'habitation de Montréal : une somme maximale de soixante et un mille neuf cent dix-neuf dollars et soixante-dix-neuf cents (61 919,79 $) taxes incluses pour l'année 2020, une somme maximale de soixante mille cent quarante-huit dollars et deux cents (60 148,02 $) taxes incluses pour l'année 2021 et une somme maximale de soixante et un mille neuf cent sept dollars et quatorze cents (61 907,14 $) taxes incluses pour l'année 2022, pour une somme maximale totale de cent quatre-vingt-trois mille neuf cent soixante-quatorze dollars et quatre-vingt-quinze cents (183 974,95 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de la Société du Parc Jean-Drapeau : une somme maximale de trente et un mille huit cent vingt-trois dollars et quatre-vingt-treize cents (31 823,93 $) taxes incluses pour l'année 2020, une somme maximale de trente-deux mille huit cent quarante dollars et trente et un cents (32 840,31 $) taxes incluses pour l'année 2021 et une somme maximale de trente-trois mille huit cent trois dollars et quatre-vingt cents (33 803,80 $) taxes incluses pour l'année 2022, pour une somme maximale totale de quatre-vingt-dix-huit mille quatre cent soixante-huit dollars et quatre cents (98 468,04 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de l’Agence de mobilité durable : une somme maximale de quarante-neuf mille huit cent six dollars et vingt-cinq cents (49 806,25 $) taxes incluses pour l'année 2020, une somme maximale de quarante-sept mille trente dollars et cinquante-deux cents (47 030,52 $) taxes incluses pour l'année 2021 et une somme maximale de quarante-huit mille quatre cent vingt-six dollars et trente-deux cents (48 426,32 $) taxes incluses pour l'année 2022, pour une somme maximale totale de cent quarante-cinq mille deux cent soixante-trois dollars et neuf cents (145 263,09 $) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de la Société en commandite Stationnement Montréal : une somme maximale totale de dix mille neuf cent trente-quatre dollars et douze cents (10 934,12 $) taxes incluses pour l'année 2020;

- l'audit des états financiers de Technoparc Montréal : une somme maximale totale de trois mille quarante-trois dollars et trente-neuf cents (3 043,39 $) taxes incluses pour l'année 2020;

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la Convention initiale demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, assistant-greffier

Le e jour de 2021

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Par : _____
M. Martin Granger

Cet addenda a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2021 (résolution CG21).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1210029004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 96 615,45 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale / Approuver le projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG20 0694, majorant ainsi le montant total du contrat de 4 438 969,75 $ à 4 535 585,20 $, taxes incluses / Proposer une augmentation récurrente du budget des dépenses du Service des finances de 71 944,78 $ en 2022 et de 27 078,38 $ en 2023 ainsi qu'une augmentation récurrente du budget des revenus de 330 827 $ en 2022 et de 15 365 $ en 2023. De plus, pour 2021, proposer d'accorder des crédits budgétaires supplémentaires de 88 200 $ au volet des dépenses et de 307 700 $ au volet des revenus du budget de fonctionnement du Service des finances, ce qui permettra la refacturation des frais d'audit à certaines entités du périmètre comptable de la Ville, et ce en fonction des résultats du nouvel appel d'offres public en 2020. Ces frais d'audit feront aussi l'objet d'une refacturation à ces mêmes entités pour les années 2022 et 2023.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1210029004 DeloitteV1.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anjeza DIMO
Préposée au budget
Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier – HDV
Tél : 514-872-4764

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Yves COURCHESNE
Directeur et trésorier

Tél : 514 872-6630

Coauteur
Pierre Blanchard
Conseiller budgétaire
Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier – HDV
Tél.: 514-872-6714

Division : Service des finances, Direction

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.055

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218042004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le contrat d'utilisation du DAS (Système de distribution d'antennes) par lequel Bell Mobilité Inc. concède à la Ville de Montréal le droit d'installer et d'exploiter des équipements de télécommunication sur le site d'Aéroports de Montréal, situé au 975, boulevard Roméo-Vachon Nord, à Dorval, pour un terme de 6 ans et 10 mois, soit du 1er décembre 2018 jusqu'au 30 septembre 2025, pour les besoins corporatifs de radiocommunication de la Ville. La dépense totale est de 64 316,33$, incluant les taxes applicables. Bâtiment 1042.

Il est recommandé :

1. d'approuver le contrat d'utilisation du DAS (Système de distribution d'antennes) par lequel Bell Mobilité Inc. concède à la Ville de Montréal le droit d'installer et d'exploiter des équipements de télécommunication sur le site d'Aéroports de Montréal, situé au 975, boulevard Roméo-Vachon Nord, à Dorval, pour un terme de 6 ans et 10 mois, a compter du 1er décembre 2018, moyennant un loyer total de 64 316,33$, taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-06-23 10:54

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218042004**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le contrat d'utilisation du DAS (Système de distribution d'antennes) par lequel Bell Mobilité Inc. concède à la Ville de Montréal le droit d'installer et d'exploiter des équipements de télécommunication sur le site d'Aéroports de Montréal, situé au 975, boulevard Roméo-Vachon Nord, à Dorval, pour un terme de 6 ans et 10 mois, soit du 1er décembre 2018 jusqu'au 30 septembre 2025, pour les besoins corporatifs de radiocommunication de la Ville. La dépense totale est de 64 316,33$, incluant les taxes applicables. Bâtiment 1042.

CONTENU

CONTEXTE

Pour les besoins opérationnels de radio communication de la Ville, le Service des technologies de l'information (STI) a mis en place un nouveau système évolué de radiocommunication pour l'agglomération de Montréal (SÉRAM). La Ville détient en location plusieurs sites localisés sur le territoire de l'agglomération. Le site concerné par le présent dossier est actif depuis le 1er novembre 2014.

Parmi les sites SÉRAM, celui d'Aéroports de Montréal, appartenant à Bell Mobilité Inc., est un site de radiocommunication satellite permettant à la Ville une extension de la couverture radio à l'intérieur d'Aéroports de Montréal pour le Service de la sécurité publique.

Le présent dossier recommande d'approuver le contrat par lequel le concédant, Bell Mobilité Inc., octroie au titulaire de licence, la Ville, le droit d'installer, d'exploiter, d'entretenir, de réparer, de modifier, de retirer, d'ajouter et de remplacer à l'occasion, aux frais du titulaire de licence et conformément aux conditions du présent contrat, les antennes, les cabinets, les câbles de communication et tous autres équipements, tels qu'ils sont indiqués et décrits aux annexes B et C du contrat.

Le site de télécommunication d'Aéroports de Montréal est situé au 975, boulevard Roméo-Vachon Nord, à Dorval. Le contrat est d'une durée de six ans et dix mois, soit du 1er décembre 2018 au 30 septembre 2025. Le contrat ne contient aucune option de renouvellement.
Ce dossier est soumis aux instances postérieurement au début du terme en raison de très longues négociations avec Bell Mobilité Inc. et l'Aéroports de Montréal, notamment quant aux obligations contractuelles des parties et la contrepartie.

Ce contrat a été négocié de gré à gré.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA194565001- 1er mars 2019- Approuver le contrat par lequel Bell Mobilité concède à la Ville de Montréal le droit d'installer et d'exploiter des équipements de télécommunication sur le site d'Aéroport Montréal-Trudeau, situé au 975, boulevard Roméo-Vachon Nord, à Dorval, pour une période de 4 ans et un mois, à compter du 1er novembre 2014, pour le besoins corporatifs de radiocommunication de la Ville, moyennant un loyer total de 90 497,80$, incluant les taxes applicables.

CG13 0226 - 20 juin 2013 **-** Approuver le contrat par lequel Bell Mobilité inc. concède à la Ville de Montréal le droit d'installer et d'exploiter des équipements de radiocommunication sur le site E0143 - Bellerive, situé au 1, place Bellerive, à Laval, pour une période de cinq ans à compter du 1er mai 2013, pour les besoins corporatifs de radiocommunication de la Ville, moyennant un loyer total de 157 394,96 $, taxes incluses.

CG13 0225 - 20 juin 2013 - Approuver le contrat par lequel Bell Mobilité inc. concède à la Ville de Montréal le droit d'installer et d'exploiter des équipements de télécommunication sur le toit du site Upper Lachine, situé au 2080, rue Harvard, à Montréal, pour une période de cinq ans à compter du 1er mai 2013, pour les besoins corporatifs de radiocommunication de la Ville, moyennant un loyer total de 100 028,25 $, taxes incluses.

CE12 1614 - 3 octobre 2012 - D'autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs de radiocommunications vocales dans le cadre de la phase 2 du Projet SÉRAM.

CG12 0208 - 21 juin 2012 - D'accorder un contrat à CASSIDIAN communications Corp, pour l'acquisition, l'installation, la gestion et la maintenance d'un système évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SÉRAM), pour une période de 15 ans, pour une somme maximale de 42 547 281,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public (11-11630) - (2 soumissionnaires)

CG12 0025 - 26 janvier 2012 - Règlement autorisant un emprunt de 87 000 000 $ pour le financement du système de radiocommunication vocale de l'agglomération de Montréal (SÉRAM).

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver le contrat d'utilisation du DAS (Système de distribution d'antennes) par lequel Bell Mobilité Inc. concède à la Ville le droit d'installer et d'exploiter des équipements de télécommunication sur le site d'Aéroports de Montréal, situé au 975, boulevard Roméo-Vachon Nord, à Dorval, pour un terme de 6 ans et 10 mois, soit du 1er décembre 2018 jusqu'au 30 septembre 2025, pour les besoins corporatifs de radiocommunication de la Ville.
Ledit contrat fut approuvé quant à sa validité et sa forme par le Service des affaires juridiques de la Ville.

JUSTIFICATION

Ce contrat permettra au STI de poursuivre leur mission et d'exploiter leurs équipements de télécommunication.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

	2018 (1 mois)	2019	2020	2021	2022	2023
Loyer mensuel	585,00 $	608,40 $	632,74 $	658,05 $	684,37 $	711,74 $
Loyer annuel avant taxes	585,00 $	7 300,80 $	7 592,83 $	7 896,55 $	8 212,41 $	8 540,90 $
TPS	29,25 $	365,04 $	379,64 $	394,83 $	410,62 $	427,05 $
TVQ	58,35 $	728,25 $	757,38 $	787,68 $	819,19 $	851,95 $
Total	**672,60 $**	**8 394,09 $**	**8 729,85 $**	**9 079,06 $**	**9 442,22 $**	**9 819,90 $**
Ristourne TPS	(29,25) $	(365,04) $	(379,64) $	(394,83) $	(410,62) $	(427,05) $
Ristourne TVQ	(29,18) $	(364,12) $	(378,69) $	(393,84) $	(409,60) $	(425,98) $
Loyer Total	**614,17 $**	**7 664,93 $**	**7 971,52 $**	**8 290,39 $**	**8 622,00 $**	**8 966,87 $**

	2024	2025 (9 mois)	Loyer total 2018 à 2025
Loyer mensuel	740,21 $	769,82 $	
Loyer annuel avant taxes	8 882,54 $	6 928,38 $	55 939,41 $
TPS	444,13 $	346,42 $	2 796,98 $
TVQ	886,03 $	691,11 $	5 579,94 $
Total	**10 212,70 $**	**7 965,91 $**	**64 316,33 $**
Ristourne TPS	(444,13) $	(346,42) $	(2 796,98) $
Ristourne TVQ	(443,01) $	(345,56) $	(2 789,98) $
Loyer Total	**9 325,56 $**	**7 273,93 $**	**58 729,37 $**

Le contrat d'utilisation du DAS prévoit que débutant rétroactivement le 1er décembre 2018, la Ville de Montréal, le titulaire de licence paiera au concédant à l'avance le 1er jour de chaque mois le montant mensuel de 585,00$, plus les taxes applicables, pour l'utilisation du DAS du concédant. Une augmentation annuelle de 4% s'applique le 1er janvier de chaque année, débutant rétroactivement au 1er janvier 2019.

La dépense totale de 64 316,33 $, taxes incluses (58 729,37 $ net de taxes), sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Accroître l'attractivité , la prospérité et le rayonnement de la métropole (Stratégie 2030).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le refus du dossier, le STI devra suspendre ses activités et trouver un nouvel espace pour installer et exploiter ses équipements de télécommunication. La Ville devra retirer tous ses équipements et compenser financièrement Bell Mobilité inc.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a aucun impact lié à la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue lors du conseil d'agglomération du 26 août 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Demis NUNES, Service des technologies de l'information
Gervais THIBAULT, Service des technologies de l'information
Richard GRENIER, Service des technologies de l'information

Lecture :

Richard GRENIER, 15 juin 2021
Gervais THIBAULT, 15 juin 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-06-09
Sabrina ZITO	Nicole RODIER

Conseillère en immobilier et expertise immobilière

Tél : 514-297-1315
Télécop. :

Chef de division - Division des locations

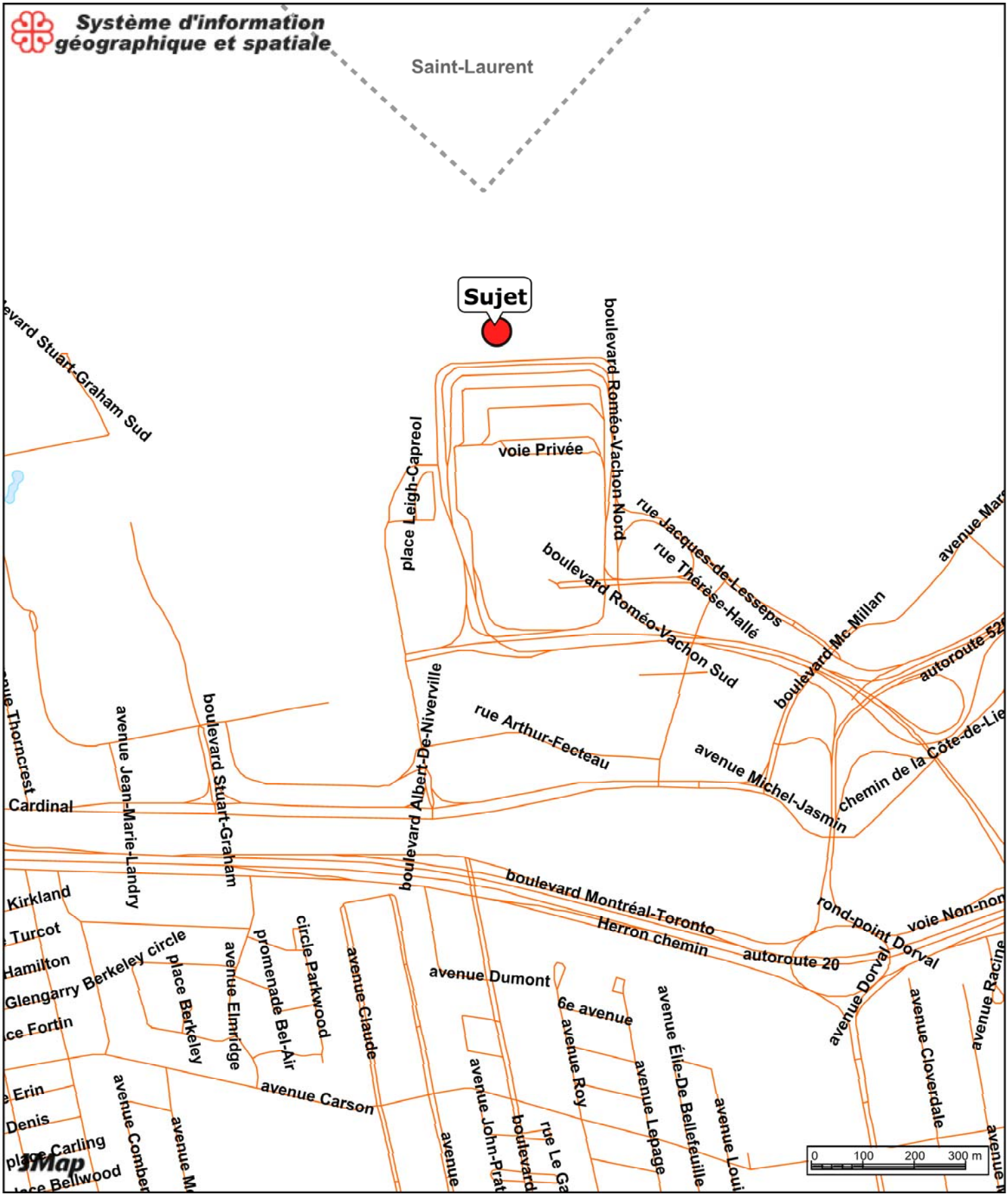
Tél : 514-609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2021-06-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-06-23



Échelle 1:10000

Antenne

975, boulevard Roméo-Vachon Nord - Dorval.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1218042004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver le contrat d'utilisation du DAS (Système de distribution d'antennes) par lequel Bell Mobilité Inc. concède à la Ville de Montréal le droit d'installer et d'exploiter des équipements de télécommunication sur le site d'Aéroports de Montréal, situé au 975, boulevard Roméo-Vachon Nord, à Dorval, pour un terme de 6 ans et 10 mois, soit du 1er décembre 2018 jusqu'au 30 septembre 2025, pour les besoins corporatifs de radiocommunication de la Ville. La dépense totale est de 64 316,33$, incluant les taxes applicables. Bâtiment 1042.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

E0779-Ville de Montreal-Contrat_DAS_ADM_20210601.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-21

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division : Droit contractuel

BELL MOBILITÉ INC.



CONTRAT D'UTILISATION DU DAS

Nom du Site : E0779 InBldg - Terminal Dorval (HYB)
Coordonnées du Site : 975 Romeo-Vachon Boulvard Nord, Dorval QC, H4Y 1H1
Autres identifiants : Terminal Dorval

Le présent contrat d'utilisation du DAS (le « **Contrat** ») est conclu en date du 1er juin 2021.

ENTRE :

Bell Mobilité Inc.

(le « Concédant »)

ET :

Ville de Montréal

(le « Titulaire de licence »)

ATTENDU QUE le Titulaire de licence souhaite exploiter des équipements de télécommunication en utilisant le DAS (Systeme de distribution d'antennes) du Concédant dont celui-ci est le propriétaire ou l'exploitant, ou les deux, sur le site de communication tel qu'il est décrit plus en détail à l'annexe B des présentes (le « **Site** »). Le Concédant est disposé à partager le DAS (Systeme de distribution d'antennes) avec le Titulaire de licence selon les conditions décrites ci-dessous;

ATTENDU QUE le Titulaire de licence a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu des articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes;

ATTENDU QUE les Deux (2) baies d'équipement situées à l'intérieur du local de Bell Mobilité seront incluses dans une entente séparée entre le Titulaire de licence et l'Aéroports de Montréal.

ATTENDU QUE le Titulaire de licence utilise le DAS (Systeme de distribution d'antennes) du Concédant qui est inclus dans le présent contrat comme partie intégrante aux équipements de télécommunication décrit plus en détails dans l'annexe B et l'annexe C.

PAR CONSÉQUENT, compte tenu des engagements mutuels décrits ci-dessous, le Concédant et le Titulaire de licence (collectivement, les « **Parties** ») conviennent de ce qui suit :

1.0 LICENCE

1.1 **Le Concédant octroie au Titulaire de licence un droit non exclusif pendant la Durée et chaque renouvellement, comme suit :**

a) sous réserve des autres exigences prévues à ce Contrat, le droit de d'exploitation (défini au point b) ci-dessous) et décrit à l'annexe B pour l'exploitation du DAS (Systeme de distribution d'antennes);

b) le droit d'exploiter conformément aux conditions du présent Contrat, le DAS, qui est constitué d'un réseau de câbles et d' antennes (à l'intérieur de l'aérogare la salle d'Équipement et/ou autre équipement, tels qu'ils sont indiqués et décrits aux annexes B et C (collectivement, l'« **Équipement** ») :

(i) les emplacements prévus dans la salle d'Équipement et pour le point de démarcation de couplage au DAS du Concédant, indiqués à l'annexe C;

(ii) les autres emplacements indiqués à l'annexe C;

1.2 **Droits relatifs au terrain.** Le Titulaire de licence doit, à ses frais, obtenir l'ensemble des droits, approbations et consentements relatifs au présent Contrat, y compris pour l'installation, l'exploitation, l'entretien et le retrait de l'Équipement, notamment le droit d'entrée et de sortie du Site des autorités fédérales, provinciales ou municipales compétentes applicables, et le Concédant doit collaborer à cet égard. Le Titulaire de licence doit immédiatement fournir au Concédant, sur demande, la preuve

écrite que le Titulaire de licence a obtenu les droits, approbations et consentements qui peuvent être nécessaires.

1.3 **Droit antérieur relatif au bail.** Le Concédant détient le Site par l'intermédiaire d'un bail foncier, d'une servitude, d'un droit de passage prévu par la loi, d'une licence ou d'une autre permission ou autorité (le « **droit antérieur** », décrit à l'annexe G, le cas échéant). Advenant que le Titulaire de License installe de nouveaux Équipements ou occupe de nouveaux espaces sur le Site à des fins autres que la simple exploitation du DAS tel que prévu dans le présent Contrat, il en sera de la responsabilité du Titulaire de License d'obtenir les droits antérieurs par l'intermédiaire d'un bail foncier auprès de l'autorité compétente. Le présent Contrat est à tout moment assujetti et subordonné au droit antérieur.

2.0 DURÉE

2.1 **Durée.** Le présent Contrat est d'une durée de six (6) ans dix (10) mois (la « **Durée** »), qui commence le 1er décembre 2018 (la « **Date de début** ») et prend fin le 30 septembre 2025 à moins qu'il y soit mis fin avant ce moment aux termes de l'article 10.0.

2.2 **Durée et droit antérieur**.

Si le Concédant détient le Site grâce à un droit antérieur, les droits de renouvellement mentionnés précédemment ne dépassent pas la tenure du Concédant, y compris les renouvellements aux termes du droit antérieur et si, pour quelque raison que ce soit la tenure du Concédant aux termes du droit antérieur prenait fin, alors le présent Contrat prendrait également fin à la même date que la fin du droit antérieur au Site sans recours de la part du Titulaire de licence. Il est de l'entière responsabilité du Titulaire de Licence de s'assurer qu'il obtient ou possède déjà, par l'entremise d'une entente distincte, les droits d'occupation à l'Aéroport de Montréal.

3.0 FRAIS

3.1 **Frais de licence.** Pour les droits accordés au Titulaire de licence aux termes du présent Contrat, le Titulaire de licence doit verser au Concédant les « **frais de licence** » décrits plus en détail à l'annexe A :

a) À compter de la date de début, les frais de licence majorés de toutes les taxes applicables seront payables annuellement.

b) le 1er janvier de chaque année pendant toute la Durée, le Loyer de base est augmenté du montant indiqué à l'annexe A.

Frais supplémentaires. En plus du Loyer de base, le Titulaire de licence doit verser au Concédant les frais supplémentaires raisonnables décrits à l'annexe B (les « **Frais supplémentaires** »), tels qu'ils sont indiqués dans la lettre d'approbation conditionnelle et finalisés dans la lettre d'approbation finale. Les Frais supplémentaires seront dus et payables par le Titulaire de licence au moment de la remise d'une facture par le Concédant.

3.2 **Frais d'exploitation et d'administration**. Le Titulaire de licence doit payer sa quote-part raisonnable des frais d'exploitation du Site selon ce qui est indiqué à l'annexe A (les « **Frais d'exploitation** »). Ces dépenses sont facturées au Titulaire de licence à l'occasion et sont payables dans les trente (30) jours de la réception de la facture. Toute facture envoyée au Titulaire de licence pour sa quote-part des frais d'exploitation doit être accompagnée des pièces justificatives pertinentes. Si le Titulaire de licence paie plus que ce qui est indiqué dans les pièces justificatives, l'excédent sera remboursé au plus tard soixante (60) jours après la remise des pièces justificatives.

3.3 **Calendrier de paiement, retards**. Le Titulaire de licence doit payer au Concédant tous les paiements dus aux termes du présent Contrat, soit, dans le cas du Loyer de base, le premier jour de la Durée et le premier jour de chaque mois par la suite. Si la Durée ne commence pas le premier jour du mois, le Loyer de base est ajusté proportionnellement. Les paiements en souffrance sont assujettis au taux d'intérêt annuel variable établi à l'occasion par la succursale principale de la CIBC à Toronto comme étant son taux préférentiel (le « **Taux préférentiel** ») majoré de 2 %, jusqu'au paiement complet.

3.4 **Renonciation à la compensation.** Le Titulaire de licence renonce par les présentes à ce que l'ensemble de ses créances existantes et futures puissent opérer compensation sur le Loyer de base, les Frais supplémentaires et les Frais d'exploitation et convient de les payer, sans tenir compte des créances et compensations dont peut se prévaloir le Titulaire de licence ou qui peuvent l'être en son nom.

3.5 **TVP & TPS**. L'ensemble des Loyers de base, Frais supplémentaires, Frais d'exploitation et les autres montants et charges payables aux termes du présent Contrat ne tiennent pas compte des taxes applicables. Le Titulaire de licence est tenu de payer toutes les taxes applicables, y compris la taxe de vente provinciale et la taxe sur les produits et services (notamment toute taxe harmonisée applicable). Le numéro de TPS du Concédant est : 889301842RT0001 Le numéro de TVP du Concédant est : 1020045201TQ0001. Le numéro de TPS du Titulaire de licence est : 121364749 RT0001 et son numéro de TVP est : 1006001374 TQ0002

3.6 **Taxes, taux et cotisations supplémentaires**. Le Titulaire de licence paiera au moment où ils sont dus l'ensemble des taxes, taux et cotisations qui peuvent être établis comme étant le résultat de l'installation ou des activités du Titulaire de licence sur remise de l'avis de cotisation écrit de l'autorité

applicable identifiée par le Concédant.

4.0 TRAVAUX SUR LE SITE, ÉQUIPEMENT, ACCÈS

4.1 Généralités

4.1.1 **Dessins approuvés**. À l'exception des travaux menés dans la salle d'Équipement du Titulaire de licence , tous les travaux, notamment l'installation, l'entretien, la réparation, le retrait et le remplacement d'Équipement (les « **Travaux** ») sur le Site doivent être menés conformément aux dessins préparés par le Titulaire de licence , à ses frais, et approuvés par le Concédant, agissant raisonnablement, appelés aux présentes les « **Dessins approuvés** », et conformément aux règles et règlements indiqués à l'annexe D et aux normes d'installation sur le Site énumérées à l'annexe E.

4.1.2 **Sécurité et entretien**. Le Titulaire de licence doit installer, exploiter, entretenir, réparer, modifier, retirer et remplacer à l'occasion son Équipement, et la salle d'Équipement du Titulaire de licence doit être entretenu selon les règles de l'art, le tout selon les règles reconnues d'ingénierie, notamment en gardant l'espace au DAS et à la salle d'Équipement (particulièrement après l'exécution des Travaux) net, propre et bien rangé et libre de débris, de matériaux et d'outils, conformément aux normes d'installation du Site et des règles et règlements du Concédant, joints aux présentes en annexe D. Si le Concédant accepte d'installer, de réparer et d'entretenir l'Équipement ou la salle d'Équipement du Titulaire de licence, le Concédant ou ses entrepreneurs, selon le cas, le font selon les règles de l'art et les règles reconnues d'ingénierie, le tout aux frais du Titulaire de licence.

4.1.3 **Entretien du DAS et du Site**. Le Concédant doit déployer les efforts raisonnables du point de vue commercial pour entretenir le DAS et le Site et pour les maintenir en bon état, conformément aux normes applicables de l'Association canadienne de normalisation.

4.1.4 **Qualifications des entrepreneurs du Titulaire de licence et autres**. Avant d'accéder au Site pour installer (ou retirer ou déplacer, selon ce qui est requis aux présentes), l'Équipement, le Titulaire de licence doit fournir au Concédant tous les détails sur les Travaux qu'il souhaite effectuer sur le Site, y compris le nom et les qualifications des employés ou entrepreneurs du Titulaire de licence qui effectueront les Travaux. Les employés et entrepreneurs du Titulaire de licence doivent être compétents, au sens de la partie II du Code canadien du travail, doivent avoir reçu une formation de premiers soins ou de RCR et une formation RF aux termes du Code de sécurité 6, doivent avoir une assurance responsabilité (sauf s'il s'agit d'un employé du titulaire de licence) et une couverture en matière d'accident du travail. Tous les employés et entrepreneurs du Titulaire de licence doivent être préalablement approuvés par le Concédant, agissant raisonnablement.

4.1.5 **Interruptions de service.** Le Titulaire de licence reconnaît et convient que l'exploitation des systèmes du Site et la disponibilité des installations sur le Site, y compris le courant électrique ou d'autres services publics, peuvent être interrompus à l'occasion en cas d'accident et d'urgence et pour effectuer de l'entretien, des réparations, des modifications, des remplacements ou des mises à jour ou pour d'autres motifs raisonnables lorsque cela est nécessaire pour le Concédant. Il est entendu que le Concédant doit donner un préavis de quarante-huit (48) heures pour les coupures prévues d'électricité ou d'autres services publics causées ou ordonnées par le Concédant, qui devra déployer des efforts raisonnables du point de vue commercial pour minimiser la durée de l'interruption prévue du courant électrique ou des autres services publics. Pendant de telles interruptions, toute obligation du Concédant de donner un droit d'accès et d'utilisation à ces systèmes et installations est suspendue.

4.2 Travaux du Titulaire de licence

4.2.1 **Modification d'Équipement**. Le Titulaire de licence ne peut faire que des modifications mineures à l'Équipement dans la salle d'Équipement ou les Emplacements du Titulaire de licence et dans le Couvre-câble, à moins qu'il n'appartienne au Concédant, avec le consentement préalable du Concédant. Le Titulaire de licence peut demander de procéder à des modifications ou à des ajouts à l'Équipement ailleurs sur le Site, conformément aux modifications des Dessins approuvés, lesquelles modifications doivent être préalablement approuvées par le Concédant, qui ne peut refuser ou retarder son consentement sans motif raisonnable.

4.3 Équipement du Titulaire de licence

4.3.1 **Déplacement de l'Équipement, urgence**. Le Titulaire de licence reconnaît et convient que le Concédant a le droit à l'occasion, sur préavis écrit de **soixante (60)** jours au Titulaire de licence, de déplacer l'Équipement du Titulaire de licence sur le Site, sans frais pour le Titulaire de licence, dans la mesure où le déplacement ne nuit pas de façon importante au rendement, à la réception du signal et à la couverture d'Équipement du Titulaire de licence. Si, à quelque moment que ce soit, le Concédant craint raisonnablement une urgence imminente ou immédiate, comme une menace ou un danger à la santé ou à la vie humaine, à l'environnement ou à un bien réel ou personnel du Concédant ou d'une autre personne, y compris les urgences découlant d'une ou plusieurs violations d'une norme ou d'une règle prévue ou reconnue dans le présent Contrat ou d'autres pratiques et procédures de travail touchant la sécurité, ou qui pourraient avoir une incidence sur la prestation des services du

Concédant, le Concédant peut, à son entière discrétion exercée raisonnablement :

a) déplacer immédiatement l'Équipement et en aviser le Titulaire de licence aussitôt qu'il est raisonnablement pratique et possible de le faire dans les circonstances; et

b) prendre les mesures nécessaires pour éliminer le danger ou les interférences et suspendre l'ensemble des services ou des installations, y compris les changements aux installations électriques devant être fournies aux termes des présentes jusqu'à ce que le danger ou les interférences soient éliminés ou suffisamment réduits et en aviser le Titulaire de licence , si possible, avant la suspension ou aussitôt que possible par la suite.

4.3.2 **Retrait**

a) Au plus tard à l'expiration de la Durée du présent Contrat, ou dans les soixante (60) jours de son expiration s'il y est mis fin avant la fin de la Durée, le Titulaire de licence doit, à ses frais, faire en sorte que soit retiré tout l'Équipement appartenant au Titulaire de Licence sur la Site; sous réserve du sous-alinéa 4.3.2 c), le retrait doit se faire conformément aux conditions du présent Contrat, notamment le paragraphe 4.1.4;

b) Si le Titulaire de licence est propriétaire de la salle d'Équipement ou du Couvre-câble, ou des deux, il doit s'occuper du retrait de ses biens du Site, conformément à la politique d'accès au Site du Concédant définie à l'article 4.0;

c) À moins d'en avoir convenu autrement avec le Concédant, le Titulaire de licence ou ses entrepreneurs doivent, aux frais du Titulaire de licence, retirer tout Équipement sur le Site ou qui y est fixé, à l'exception des pièces jointes au Site autres que les lignes et antennes du Titulaire de licence, et le Titulaire de licence est responsable de prendre les arrangements nécessaires avec le Concédant pour le retrait de cet Équipement; et

d) Le Titulaire de licence convient, à ses frais, de remettre le Site dans l'état où il était avant l'installation du premier item faisant partie de l'Équipement, à l'exception de l'usure raisonnable, et de s'assurer que la remise en état est terminée dans les soixante (60) jours de la fin du présent Contrat.

Si le travail susmentionné n'est pas terminé dans les délais prévus, le Concédant peut, sans y être forcé, terminer le travail au nom du Titulaire de licence et les frais afférents seront dus et payables par le Titulaire de licence sur remise d'une facture par le Concédant.

4.3.3 **Équipement abandonné.** Le Concédant placera tout Équipement qu'il retire et autrement à un endroit désigné par le Concédant sur le Site ou près de celui-ci pour que le Titulaire de licence le reprenne à un moment convenu avec celui-ci ou, s'il est impossible de convenir d'un moment, le moment de cueillette est celui indiqué dans l'avis écrit au Titulaire de licence, au moins quatorze (14) jours après l'envoi de l'avis au Titulaire de licence. Le Titulaire de licence est seul responsable de retirer et de transporter tout Équipement hors du Site, y compris l'Équipement qui doit être récupéré à l'endroit prévu. Si le Titulaire de licence ne reprend pas et ne retire pas l'Équipement hors du Site dans les trente (30) jours de la date prévue de la cueillette, il est réputé avoir abandonné l'Équipement. Sa propriété et son titre sont alors réputés passer au Concédant, qui peut en disposer comme il l'entend et n'est pas responsable envers le Titulaire de licence du produit de la disposition ou des pertes, coûts ou dommages de quelque nature liée à la disposition. Aux fins des paragraphes 4.3.3, 4.3.4 et 4.3.5, il est entendu que l'Équipement comprend la salle d'Équipement du Titulaire de licence , le cas échéant.

4.3.4 **Loyer de base pendant le retrait de l'Équipement.** Le Titulaire de licence convient que, jusqu'au retrait de l'Équipement du Site ou jusqu'à ce qu'il soit réputé abandonné, le Titulaire de licence doit continuer de payer le Loyer de base, étant toutefois entendu que si le reste de l'Équipement est retiré du Site et que le Concédant met plus de **deux (2)** semaines après en avoir reçu la demande écrite pour retirer l'Équipement, alors aucuns Loyer de base n'est payable pour le temps supplémentaire que prend le Concédant pour retirer l'Équipement du Site, mais le Loyer de base est dû et payable pour la période de temps où l'Équipement attend d'être retiré de l'endroit prévu pour la cueillette.

4.3.5 **Identification de l'Équipement, affiches.** Le Titulaire de licence doit identifier son Équipement, y compris les câbles, d'une façon satisfaisante pour le Concédant et conformément aux pratiques acceptées de l'industrie. Le Titulaire de licence ne peut peindre, afficher, inscrire ou apposer un écriteau, un symbole, un avis, une publicité, une affiche ou des directives de quelque nature que ce soit à l'extérieur de la salle d'Équipement ou sur le Site, à l'exception des affiches ou des étiquettes approuvées par le Concédant et servant à identifier l'Équipement.

4.3.6 **Données de location de Site**. Le Titulaire de licence convient que son Équipement doit à tout moment être celui mentionné et décrit à l'annexe B et doit respecter les Données de location de Site mentionnées et décrites à l'annexe B.

4.3.7 **Propriété**. Le Titulaire de licence déclare et garantit au Concédant que le Titulaire de licence est le propriétaire ou le Titulaire de licence de l'Équipement, sous réserve uniquement des

arrangements de financement ou de location pouvant être en vigueur de temps à autre. Sous réserve de l'alinéa 4.3.3, l'Équipement et la salle d'Équipement du Titulaire de licence restent la propriété du Titulaire de licence, malgré le fait que la salle d'Équipement et l'Équipement soient attachés ou fixés au Site de quelque manière que ce soit.

4.4 **Travaux du Concédant**

4.4.1 **Travaux effectués par le Concédant**. Malgré toute disposition contraire aux présentes, tous les Travaux sur le Site, mais à l'exception des Travaux à l'intérieur de la salle d'Équipement ou des Emplacements du Titulaire de licence et du Couvre-câble si le Titulaire de licence en est le propriétaire, sont effectués uniquement par le Concédant ou sont assujettis à son approbation préalable. S'il demande au Concédant d'effectuer des Travaux, le Titulaire de licence doit lui fournir, à ses frais, l'Équipement et les pièces de remplacements nécessaires pour exécuter le travail sur le Site ou à tout autre endroit précisé par le Concédant, et doit fournir au Concédant la documentation et les spécifications de la salle d'Équipement nécessaires pour les Travaux. Le Concédant facture au Titulaire de licence les Travaux effectués à la demande du Titulaire de licence au taux raisonnable du Concédant ou de ses entrepreneurs applicables au moment où les Travaux ont été effectués. Le Titulaire de licence est responsable de l'obtention des permis ou licences nécessaires pour effectuer les Travaux et pour être propriétaire de l'Équipement ou pour l'utiliser, ou des autres permis nécessaires pour ces Travaux. Tous les Travaux sont effectués aussitôt que possible en respectant le délai normal pour des travaux similaires effectués habituellement sur les installations du Concédant.

4.4.2 **Paiement des Travaux du Concédant**. Le Titulaire de licence convient de verser au Concédant, dans les soixante (60) jours de la réception des factures, le paiement pour tous les Travaux effectués ou menés par le Concédant, ses représentants ou ses entrepreneurs, aux taux raisonnables du point de vue commercial établis à l'occasion par le Concédant, lesquels peuvent être consultés par le Titulaire de licence, sur demande. Le Titulaire de licence peut, à ses frais, demander qu'une personne soit présente pour superviser les Travaux effectués par le Concédant ou en son nom.

4.4.3 **Modifications apportées par le Concédant et d'autres parties.** Le Titulaire de licence convient que le Concédant peut à l'occasion faire des modifications, des ajouts et des améliorations au Site, y compris la salle d'Équipement du Concédant, et ajouter au Site d'autres Équipements, notamment des Équipements de télécommunication et de radiodiffusion. Le Concédant doit déployer des efforts raisonnables pour éviter des interruptions d'activités du Titulaire de licence pendant ces changements, ajouts et améliorations.

4.5 **Équipement du Concédant**

4.5.1 **Salle d'Équipement du Concédant, systèmes du Site**. Malgré les plans approuvés, les travaux touchant la salle d'Équipement du Concédant et les raccordements aux systèmes du Site, y compris l'électricité, le CVCA, l'eau et les égouts, ne peuvent être menés qu'avec le consentement préalable écrit du Concédant et par des entrepreneurs et travailleurs approuvés par le Concédant, agissant raisonnablement.

4.6 **Accès**

4.6.1 **Accès au Site**. Le Concédant doit donner au Titulaire de licence et à ses représentants et mandataires autorisés l'accès ininterrompu, avec ou sans véhicule (selon le cas) et tous les jours (24 heures sur 24), à la salle d'Équipement du Titulaire de licence et à l'Équipement dans le Couvre-câble. L'accès à l'Équipement fixé ou raccordé au Site et ailleurs sur le Site sera assujetti à l'approbation préalable du Concédant. Lorsqu'il accède à la salle d'Équipement du Titulaire de licence et au Site, le Titulaire de licence doit respecter rigoureusement les exigences de sécurité et les règles et règlements du Concédant et il doit s'assurer que ses employés, mandataires et entrepreneurs les respectent. Dans le but de faciliter la réponse aux urgences, les Parties doivent partager des numéros de téléphone grâce auxquels elles peuvent communiquer entre elles tous les jours (24 heures sur 24).

4.6.2 **Accès limité du titulaire de licence à la salle d'Équipement ou au local d'équipement du concédant.**

Le titulaire de licence, ses représentants et mandataires autorises doivent en tout temps être accompagnés d'un représentant du concédant pour avoir accès a l'équipement du titulaire de licence installe dans la salle d'Équipement ou le local d'équipement du concédant, a mains que l'équipement du titulaire de licence soit dispose de sorte qu'une fois à l'intérieur de la salle d'Équipement ou du local d'équipement du concédant, le titulaire de licence ne peut avoir accès à l'équipement du concédant.

4.6.3 **Accès du Concédant à la salle d'Équipement du Titulaire de licence.** Le Titulaire de licence reconnaît et convient que le Concédant a le droit d'entrer dans la salle d'Équipement du Titulaire de licence en présence du représentant du Titulaire de licence si, lorsque les circonstances le permettent, le Concédant en avise le Titulaire de licence par écrit 48 heures à l'avance en lui exposant les motifs de son accès, sauf en situation d'urgence, auquel cas aucun préavis ne sera requis, ni aucun accompagnement.

4.6.4 **Accès par des tiers**. Le Concédant peut donner à des tiers le droit d'utiliser une partie ou la

totalité du Site, dans la mesure où le Concédant donne au Titulaire de licence les renseignements nécessaires pour qu'il s'assure que cela n'interfère pas de façon importante aux droits du Titulaire de licence aux termes des présentes. En cas d'interférence, le Titulaire de licence doit fournir au Concédant les détails de l'interférence et le Concédant exigera que le tiers mette fin à l'interférence en moins de 24 heures ou suspendra les activités du tiers jusqu'à ce la situation soit corrigée.

5.0 ÉLECTRICITÉ

5.1 **Coût de l'électricité.** Le Concédant doit fournir l'électricité. Si le Titulaire de licence a besoin d'électricité en excédant de l'électricité de base fournie, le Titulaire de licence peut, à ses frais, se procurer une source d'électricité supplémentaire ou s'approvisionner séparément en électricité, à ses frais. Il incombe au Titulaire de licence de fournir les sources d'alimentation de secours. Si le Concédant doit, raisonnablement, fournir des services d'entretien ou de maintenance ou faire en sorte que de tels services soient fournis relativement à l'alimentation électrique du Titulaire de licence, le coût de ces services sera assumé par le Titulaire de licence.

5.2 **Estimation des besoins en électricité**. Le Loyer de base comprend le raccordement électrique et les coûts d'électricité de base liés aux activités du Titulaire de licence sur le Site et à l'utilisation de l'Équipement grâce à l'installation d'un compteur électrique distinct. Si le service public local n'installe pas un compteur électrique distinct, le Titulaire de licence doit installer un compteur divisionnaire et doit payer au Concédant la consommation d'électricité du Titulaire de licence sur une base mensuelle, au taux applicable du service public local.

5.3 **Mise à jour du système électrique.** Si le Concédant fournit l'électricité au Titulaire de licence à partir de son propre système et qu'il doit le mettre à jour pour répondre aux besoins de courant du Titulaire de licence, le Titulaire de licence doit assumer le coût de cette mise à jour. Si le Concédant choisit de mettre à jour son système pour ses propres besoins et pour répondre aux besoins du Titulaire de licence simultanément, le Concédant doit assumer sa quote-part de la mise à jour telle que raisonnablement établie par le Concédant.

5.4 **Interférences électriques.** Si l'alimentation électrique fournie par le Concédant cause des interférences dans l'utilisation appropriée de l'Équipement ou de tout autre Équipement électrique sur le Site, il incombera au Titulaire de licence, à ses frais, de payer les appareils de filtrage ou de régulation nécessaires pour corriger les interférences.

5.5 **Génératrice de secours.** Si, de l'avis du Concédant (compte tenu de sa propre utilisation et de l'utilisation par d'autres parties, proposées ou autrement, de sa génératrice de secours sur le Site, la « **Génératrice de secours** »), la capacité de la Génératrice de secours suffit ou suffira pour que le Titulaire de licence l'utilise et qu'il est techniquement possible de le faire, le Concédant permet au Titulaire de licence d'installer les raccords à la Génératrice de secours pour l'utiliser en cas d'interruption de l'alimentation électrique sur le Site. Le Titulaire de licence doit payer sans délai au Concédant, sur demande, l'électricité tirée de la Génératrice qu'il a utilisée, ainsi que des frais pour l'utilisation, l'entretien et l'exploitation de la Génératrice de secours établis par le Concédant, agissant raisonnablement, proportionnellement à l'utilisation, réelle et prévue, du Titulaire de licence. La facture représentant la quote-part de l'électricité du Titulaire de licence doit être accompagnée des pièces justificatives pertinentes. Si le Titulaire de licence paie plus que ce qui est indiqué dans les pièces justificatives, l'excédent sera remboursé au plus tard soixante (60) jours après la remise des pièces justificatives au Titulaire de licence.

6.0 INTERFÉRENCES

6.1 **Aucune interférence.** Le Titulaire de licence s'engage à ce que l'utilisation de son Équipement ne cause aucune interférence ou détérioration des autres signaux transmis ou reçus légalement sur le Site. Le Titulaire de licence, les tiers et le Concédant doivent collaborer ensemble et avec tous les autres occupants du Site, pour tester et apporter les modifications qui peuvent être nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de tous les services exploités sur le Site, la salle d'Équipement. L'engagement du Titulaire de licence aux termes des présentes s'applique en faveur du Concédant, mais également en faveur de tous les autres occupants actuels et futurs du Site, de la salle d'Équipement à tout moment.

6.2 **Cause des interférences.** S'il existe à tout moment des interférences entre les signaux de deux ou de plusieurs utilisateurs du Site, dont le Titulaire de licence, celui-ci doit collaborer pour établir la cause de ces interférences. S'il est établi que le Titulaire de licence est la partie ou l'une des parties responsables des interférences, il doit immédiatement prendre les mesures pour éliminer les interférences à ses frais. Si, pour des questions de coûts ou d'ingénierie, une modification apportée à un appareil dont le Titulaire de licence ou un autre utilisateur est le propriétaire ou l'exploitant constituerait la solution la plus rapide pour régler des problèmes d'interférence, ces modifications doivent être apportées, peu importe si l'appareil n'est pas la cause directe des interférences. Toutefois, cette modification ne devra pas avoir une incidence défavorable sur le fonctionnement ou le rendement de l'appareil et son coût incombe à la partie responsable des interférences.

6.3 **Cessation des interférences.** Malgré ce qui précède, s'il est prouvé que les installations du Titulaire de licence sur le Site, y compris ses antennes et l'Équipement et les modifications qui y sont apportées à l'occasion, causent des interférences de quelque façon avec les installations d'une autre

partie exerçant des activités sur le Site, et que les installations de cette partie étaient en place au moment de l'installation ou de la modification de l'Équipement causant les interférences, alors, sous réserve des règles et règlements à l'annexe D, le Titulaire de licence doit prendre des mesures, à ses frais, pour éliminer ces interférences au choix du Concédant :

a) en moins de quatre (4) heures si les interférences sont importantes;

b) sinon, en moins de sept (7) jours.

S'il lui est impossible d'éliminer les interférences dans ces délais, il doit éteindre la source des interférences.

6.4 **Résolution de la cause des interférences.** Le Titulaire de licence, les tiers et le Concédant doivent collaborer pour établir la cause des interférences. S'ils ne peuvent s'entendre, le Concédant doit embaucher un ingénieur-conseil spécialisé dans ce domaine et l'avis de l'ingénieur-conseil quant à la cause des interférences est alors déterminant et final. Les honoraires de l'ingénieur-conseil incombent à la partie (notamment le Titulaire de licence) dont il est établi que l'Équipement a causé les interférences. Les dispositions des présentes n'empêchent pas une partie de demander la participation d'Industrie Canada pour les questions d'interférences.

7.0 RESPECT DES LOIS, RÈGLEMENTS ET NORMES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

7.1 **Réglementation gouvernementale.** Le Titulaire de licence doit, à ses frais et à tout moment, s'assurer et faire en sorte que ses entrepreneurs s'assurent que l'installation, le fonctionnement et l'entretien de l'Équipement et de la salle d'Équipement du Titulaire de licence respectent l'ensemble des lois, instructions, politiques, règles et règlements des autorités gouvernementales pertinentes et applicables, de temps à autre, (y compris Santé Canada, Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) et Transports Canada, ainsi que les gouvernements municipaux et locaux), notamment les règlements sur le zonage et l'utilisation des terrains, les codes du bâtiment, les normes en matière de santé et sécurité, etc.

7.2 **Normes de l'industrie.** Le Titulaire de licence doit faire en sorte que tout l'Équipement installé dans la salle d'Équipement respecte l'ensemble des normes applicables, telles qu'elles sont établies et modifiées à l'occasion, y compris, notamment, toutes les normes de l'Association canadienne de normalisation et d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE).

7.3 **Normes en matière d'environnement.** Le Concédant et le Titulaire de licence ne doivent pas violer les lois applicables en apportant, en déposant, en produisant ou en utilisant des substances dangereuses ou toxiques sur le Site. Le Titulaire de licence, les tiers et le Concédant doivent tous respecter les lois et règlements applicables en matière d'environnement, de fréquences radios, de santé et de sécurité des autorités compétentes. Le Titulaire de licence doit, pendant la durée de ses activités sur le Site, respecter toutes les normes et pratiques en matière d'environnement, de fréquences radios, de santé et de sécurité et doit indemniser le Concédant et les tiers pour les dommages-intérêts causés par tout manquement à cet égard.

8.0 ASSURANCE, RESPONSABILITÉ, INDEMNISATION

8.1 **Assurance du Titulaire de licence** Le titulaire de licence choisit de s'auto-assurer pendant la Durée et toute prolongation de celle-ci. En conséquence, en aucun cas le Concédant ne pourra être tenu responsable de toute réclamation, poursuite, demande, perte ou dommage découlant d'un contrat ou d'un délit civil ou de quelque autre façon que ce soit, incluant sans limitation, à l'égard de la perte totale ou partielle des biens, la réclamation pour lésion corporelle, les accidents du travail, les dommages sur tous les véhicules automobiles que le Titulaire de licence possède et/ou tout autre dommage relie aux activités et aux opérations du Titulaire de licence sur le site.

8.2 **Assurance du Concédant.** En tout temps pendant la Durée et toute prolongation, le Concédant doit maintenir une assurance tous risques des biens et une assurance responsabilité civile générale couvrant le Site et ses activités sur le Site, selon la forme et pour des montants (y compris les franchises) qu'un propriétaire prudent et exploitant de site de communication semblable contracterait et maintiendrait. À l'exception de ce qui a été mentionné précédemment, il est convenu que le Titulaire de licence ne possède aucun intérêt dans l'assurance du Concédant.

8.3 **Responsabilité.** Sous réserve à tout moment des paragraphes 8.4 et 8.5 ci-dessous et sauf dans la mesure où ils sont causés par la négligence ou les actes ou omissions intentionnels ou fautifs d'une partie ou de ses employés, entrepreneurs, mandataires, administrateurs et dirigeants, et à l'exception des dommages ou pertes que cette partie est forcée d'assurer aux termes du présent Contrat, cette partie n'est pas responsable envers l'autre partie pour les réclamations, poursuites, demandes, pertes ou dommages découlant d'un contrat ou d'un délit civil ou de quelque autre façon que ce soit à l'égard :

a) de toute interruption de l'utilisation de l'Équipement ou de la prestation de services par le Concédant au Titulaire de licence aux termes des présentes; et

b) de la sécurité du Site, du choix de l'Équipement placé sur le Site et de la compatibilité de l'Équipement avec l'équipement, les structures, les installations et les services du Concédant sur le Site.

8.4 **Perte financière, etc.** Nonobstant toute autre disposition du présent Contrat, le Concédant, ses employés, ses entrepreneurs et ses mandataires, ou l'un d'entre eux, ne peuvent en aucune circonstance, y compris la négligence et la négligence grave, être tenus responsables envers le Titulaire de licence à l'égard des pertes ou dommages économiques ou d'affaires accessoires ou indirects de quelque nature que ce soit subis par l'autre partie, peu importe leur cause, découlant ou résultant, directement ou indirectement, selon le cas : a) d'une violation du présent Contrat; b) des blessures à des personnes (pouvant aller jusqu'au décès) ou des dommages à des biens, touchant le Titulaire de licence ou une autre personne que le Titulaire de licence autorise à se trouver sur le Site ou près du Site.

8.5 **Force majeure.** Sauf dans la mesure où ils sont causés par la négligence, des actes ou omissions volontaires ou fautifs d'une partie ou de ses employés, entrepreneurs, mandataires, administrateurs et dirigeants et à l'exception des événements ou problèmes pouvant être rapidement réglés par un paiement, cette partie n'est pas responsable envers l'autre partie pour les réclamations, poursuites, demandes, pertes ou dommages découlant d'un contrat ou d'un délit civil ou de quelque autre façon à l'égard d'une perte, d'un dommage, d'un retard ou d'une non-exécution causé par des accidents, des problèmes de main-d'œuvre, des catastrophes naturelles, des mesures gouvernementales, des cas de force majeure ou toute autre cause qui ne peut être évitée ou qui est indépendante de la volonté de cette partie, et, cette partie pouvant négocier à son gré une convention collective avec ses syndicats, les grèves et autres conflits de travail découlant de cette négociation seront réputés être des cas de force majeure aux fins du présent paragraphe 8.5.

8.6 **Indemnisation.** Sauf si une partie aux présentes n'est pas responsable comme il est décrit aux précédents paragraphes 8.1 à 8.5, chacune des Parties aux présentes doit indemniser et défendre l'autre partie contre les pertes, les coûts, les réclamations et les dommages-intérêts découlant d'une lésion corporelle, d'un décès ou de dommages à des biens découlant ou résultant de l'installation, de l'utilisation, de l'entretien ou du retrait de l'Équipement ou causé par la proximité de l'Équipement aux installations du Concédant ou d'une personne ou d'une entité occupant de l'espace sur le Site, y compris pour les pertes, les coûts, les réclamations ou les dommages-intérêts relatifs aux normes en matière d'environnement et au rayonnement non ionisant, comme il est décrit à l'article 7.0.

8.7 **Survie.** Le présent article 8.0 reste en vigueur après l'expiration ou la résiliation anticipée du présent Contrat pendant une période de quatre (4) ans

9.0 CESSION, SOUS-LICENCE, CHARGES

9.1 **Cession, sous-licence.** Le Titulaire de licence ne peut céder le présent Contrat ou accorder une sous-location visant le présent Contrat. Malgré ce qui précède, le Titulaire de licence peut, sans consentement mais sur avis préalable de dix (10) jours ouvrables au Concédant, céder ses droits et obligations aux termes du présent Contrat, ou accorder une sous-location sur ceux-ci, à un membre de son groupe (au sens de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*) ou à une société ou une partie qui a acquis la totalité ou quasi-totalité des actifs du Titulaire de licence , mais, dans tous les cas, pour les seules fins décrites aux présentes.

9.2 **Cession, sous-licence aux prêteurs principaux.** Le Titulaire de licence peut, sans consentement mais sur avis préalable de dix (10) jours ouvrables au Concédant, céder ses droits et obligations aux termes du présent Contrat, ou accorder une sous-location sur ceux-ci, à son prêteur principal à titre de garantie, étant entendu que toute cession ou sous-location ultérieure par ce prêteur principal doit être assujettie aux dispositions du présent Contrat.

9.3 **Aucune libération du Titulaire de licence.** Il est entendu qu'aucune cession ou sous-location ne libère le Titulaire de licence de ses obligations et responsabilité aux termes du présent Contrat.

9.4 **Aucun bail; transferts.** Le présent contrat ne constitue pas un bail entre le Concédant et le Titulaire de licence et il ne crée pas en faveur du titulaire de licence un domaine ou un intérêt relativement au site. Si le Concédant transfère, vend son intérêt dans le site ou en dispose autrement, il s'engage à fournir au cessionnaire ou à l'acheteur une copie du présent contrat et à déployer des efforts commerciaux raisonnables pour que le cessionnaire ou l'acheteur accepte la cession et assume les responsabilités du Concédant aux termes du présent contrat.

9.5 **Subordination.** Le présent Contrat est assujetti et subordonné à l'ensemble des charges, hypothèques, actes de fiducie ou autres instruments semblables touchant le Site en totalité ou en partie. Le Titulaire de licence reconnaît et convient que le Concédant a conclu, ou peut conclure, certains arrangements financiers pouvant nécessiter la cession ou l'hypothèque des droits et obligations du Concédant aux termes du présent Contrat ainsi que l'octroi d'une sûreté sur les biens personnels ou meubles ou autres biens du Concédant situés sur le Site. Le Titulaire de licence consent à une telle cession ou hypothèque ou à l'octroi d'une telle sûreté, et au transfert découlant de leur réalisation, et le Titulaire de licence, à la demande du Concédant, reconnaîtra ce qui précède

par écrit, de la façon dont le financier applicable peut raisonnablement le demander. Le cas échéant, le Concédant accepte de confirmer ces instruments par écrit auprès du Titulaire de licence.

9.6 **Non-publication.** Le Titulaire de licence ne doit pas publier le présent contrat ou tout avis relatif aux présentes, ou toute autre charge en vertu d'une loi, ni autrement grever l'intérêt ou le droit du Concédant sur le site. Toute publication de cette nature doit être immédiatement retirée par le Titulaire de licence, a ses frais.

9.7 **Charges du Titulaire de licence.** À l'exception de ce qui est permis au paragraphe 9.2 et de ce qui est autrement autorisé par écrit par le Concédant, le Titulaire de licence ne peut créer d'hypothèque, de convention de vente conditionnelle, de convention de sûreté générale, de sûreté ou de charge grevant le Site ou l'Équipement. Si une telle charge, y compris une hypothèque légale de la construction pour des Travaux, de la main-d'œuvre, des services ou des matériaux, est créée, déposée ou rattachée au Site ou à l'Équipement, le Titulaire de licence doit, dans les 30 jours ouvrables après réception d'un avis à cet égard, faire en sorte d'obtenir une mainlevée à l'égard d'une telle charge, y compris une hypothèque légale de construction. Si le Titulaire de licence ne le fait pas pendant le délai prévu, le Concédant peut faire en sorte d'obtenir une telle décharge, mais il n'est pas forcé de le faire, et les frais et dépenses engagés par le Concédant sont payables par le Titulaire de licence, sur demande.

10.0 RÉSILIATION

10.1 **Dommages et destruction.** Malgré le fait que la salle d'Équipement du Concédant puisse ne pas être touché, si, de l'avis du Concédant, la salle d'Équipement et le DAS du Concédant sont endommagés ou détruits tels qu'une ou plusieurs des conditions suivantes existent :

a) de l'avis raisonnable du Concédant, la salle d'Équipement et le DAS du Concédant doit être démoli, au moins en partie, peu importe s'il sera reconstruit en totalité ou en partie;

b) de l'avis raisonnable du Concédant, il sera impossible de reconstruire, de réparer ou de restaurer l'équipement du DAS et la salle d'équipement raisonnablement rapidement dans les six (6) mois suivant la survenance du dommage ou de la destruction; et/ou

c) une partie considérable du secteur de la salle d'équipement pouvant servir à installer de l'Équipement de télécommunication ou de radiodiffusion est endommagée ou détruite de l'avis du Concédant;

chacune des Parties peut alors, à son gré :

d) résilier le présent Contrat en remettant un avis écrit de soixante (60) jours à l'autre partie;

(iii) si la salle d'équipement et le DAS est endommagée comme il est décrit précédemment et qu'aucune des Parties ne résilie le présent Contrat, le Concédant reconstruira ou réparera la DAS et la salle d'Équipement du Concédant, le cas échéant, mais le DAS ou la salle d'Équipement du Concédant éventuellement reconstruit ou réparé pourrait être de configuration et de conception différente par rapport à ce qu'il était avant les dommages ou la destruction, et le Titulaire de licence doit réparer ou remplacer au besoin la salle d'Équipement du Titulaire de licence (le cas échéant), et l'Équipement doit être déplacé et placé sur le Site par le Concédant, aux frais du Titulaire de licence ;

10.2 **Résiliation par le Titulaire de licence.** Le Titulaire de licence peut résilier le présent Contrat sur préavis écrit de soixante (60) jours au Concédant si, à tout moment pendant la Durée ou pendant une prolongation, une structure, des travaux ou un autre obstacle de quelque nature que ce soit bloqué, détourne ou gêne d'une façon importante les signaux envoyés ou reçus sur le Site ou par l'Équipement, dans la mesure où le Titulaire de licence a déployé des efforts raisonnables pour faciliter la correction des problèmes de dégradation ou de détérioration des signaux sans fil, ou si la construction ou l'utilisation du Site, de la salle d'Équipement ou de l'Équipement, ou l'exercice des droits du Titulaire de licence aux termes des présentes (y compris ses droits contre les cessionnaires ou les bénéficiaires du Concédant), de l'avis raisonnable du Titulaire de licence : (i) n'est ou ne sera plus pratique du point de vue commercial (pour des raisons autres que des conditions financières); (ii) perd une partie considérable de sa fonctionnalité; (iii) est ou deviendra impossible en raison d'une décision, d'une loi, d'une ordonnance ou d'un règlement d'un gouvernement, le Titulaire de licence peut résilier le présent contrat sans dommages-intérêts ni pénalités en remettant cet avis écrit au Concédant. Dans ce cas, les frais de licence et les frais supplémentaires payes à l 'avance par le Titulaire de licence ne lui seront pas remboursés.

10.3 **Résiliation par le Concédant**. Le Concédant peut, moyennant la remise d'un avis au Titulaire de licence, résilier le présent Contrat immédiatement, à tout moment, si :

a) le frais de licence, les frais supplémentaires ou d'autres sommes dues par le Titulaire de licence au Concédant ou à un tiers aux termes du présent Contrat sont en souffrance et que le Titulaire de licence n'a pas remédié à cette situation au plus tard trente (30) jours après avoir reçu avis écrit de ce défaut;

b) le Titulaire de licence manque à ses obligations aux termes du présent Contrat, à l'exception de celles mentionnées au point a) précédemment, et n'a pas remédié à cette situation au plus tard quarante-cinq (45) jours après avoir reçu avis écrit de ce défaut, étant toutefois entendu

que le Titulaire de licence n'est pas considéré être en défaut aux termes du présent paragraphe si de par sa nature, il est impossible de remédier au défaut par le paiement d'une somme d'argent au Concédant ou à un tiers par le Titulaire de licence , et qu'il ne peut autrement être remédié au défaut dans ce délai de quarante-cinq (45) jours et que le Titulaire de licence a rapidement pris des mesures pour remédier au défaut pendant ce délai et qu'il continue de le faire par la suite;

c) le contrat d'entretien conclu entre le titulaire de licence et Vesta Solutions Inc. .n'est plus en vigueur pour quelque motif que ce soit, incluant sans limitation, s'il est résilié par l'une ou l'autre des parties a ce contrat, s'il est échu ou s'il est déclaré nul ou non exécutoire par un tribunal compétent;

d) le présent contrat ou la participation du titulaire de licence dans le présent contrat ou dans l'équipement est grevé d'une charge;

e) l'imposition d'une charge sur l'équipement, à l'exception de ce qui est expressément permis par le présent contrat, ou une tentative de la part du titulaire de licence ou d'une autre personne réclamant par l'entremise du titulaire de licence de grever l'intérêt du concédant à l'égard du présent contrat, du site ou des installations connexes;

f) l'abandon du site par le titulaire de licence;

g) les droits du Concédant d'utiliser ou d'occuper le site viennent à expiration, sont résiliés ou ne sont pas renouvelés pour quelque motif que ce soit.

10.4 **Rajustements et dommages-intérêts extrajudiciaires.** À la résiliation du présent Contrat, le Frais de licence et les Frais supplémentaires impayés, y compris les frais de paiement en retard, le cas échéant, seront dus à la date de résiliation. Si le présent Contrat est résilié en raison d'un manquement du Titulaire de licence, celui-ci doit également payer immédiatement au Concédant, à titre de dommages-intérêts extrajudiciaires, un montant égal à tous les frais de base payable jusqu'à la fin de la Durée du terme pendant lequel un tel manquement survient.

10.5 **Droit d'exécution du Concédant.** En plus des droits du Concédant aux termes de l'article 10.0, si le Titulaire de licence n'exécute pas une de ses obligations ou une des conditions aux termes des présentes dans les trente (30) jours après avoir reçu un avis (sauf en cas d'urgence, auquel cas aucun avis n'est nécessaire), ou pendant un délai plus long raisonnable dans les circonstances, dans la mesure où la partie en défaut travaille à remédier à la situation, le Concédant peut, sans y être forcé, exécuter et remplir l'obligation, et les frais connexes doivent être payés par le Titulaire de licence sans délai sur demande, majorés des intérêts, calculés au taux préférentiel de l'institution financière du Concédant au moment du défaut plus 2 % par année, jusqu'au paiement complet.

10.6 **Expropriation.** Si la totalité ou une partie considérable du Site fait l'objet d'une expropriation par une autorité publique qui a le pouvoir de le faire et que cette situation entre en conflit avec l'utilisation du Site par les Parties, chacune des Parties peut résilier le présent Contrat moyennant la remise d'un avis écrit à l'autre partie, avis qui doit être livré au plus tard trente (30) jours après la date à laquelle l'avis d'expropriation a été reçu; au moment de la résiliation du présent Contrat, le Loyer de base, les Frais d'exploitation et Frais supplémentaires éventuellement payés à l'avance à cette date sont remboursés au Titulaire de licence , proportionnellement, sur une base *per diem*, en fonction de la date de résiliation.

11.0 GÉNÉRALITÉS

11.1 **Divulgation.** Le Concédant et le Titulaire de licence conviennent de ne pas divulguer les conditions du présent Contrat ou toute partie de celui-ci, y compris, notamment, ses annexes, à moins que la loi ou une autorité gouvernementale compétente ne les y oblige.

11.2 **Renonciation.** Aucune modification d'une disposition du présent Contrat ou renonciation à celle-ci n'a d'effet ni n'est réputé avoir d'effet en raison de la conduite d'une partie, à moins que cette modification ou renonciation soit faite par écrit, soit signée par toutes les Parties et précise qu'elle vise à modifier le présent Contrat.

11.3 **Successeurs et ayants droit.** Le présent Contrat s'applique au profit des successeurs et ayants droit du Concédant et des successeurs et ayants droit autorisés du Titulaire de licence et il les lie.

11.4 **Intégralité de l'entente.** Le présent Contrat, y compris les annexes, ne peut être modifié qu'à l'aide d'un acte écrit signé par les deux Parties aux présentes. Le présent Contrat et ses annexes contiennent toute l'entente entre le Concédant et le Titulaire de licence à l'égard des droits du Titulaire de licence d'utiliser le Site, et le Titulaire de licence convient qu'il n'existe pas de promesse, de déclaration ou d'engagement du Concédant ou liant le Concédant à l'égard de l'utilisation du Site, à l'exception de ce qui est expressément indiqué dans le présent Contrat. S'il existe un conflit ou une incompatibilité entre les Règles et règlements et le reste du Contrat, les Règles et règlements ont préséance.

11.5 **Avis.** Tout avis fourni ou prévu aux termes du présent Contrat doit être envoyé par courrier recommandé, en mains propres ou par télécopieur aux adresses suivantes :

Concédant :
Bell Mobilité Inc.
À l'attention de : Service colocation
5e étage
200, boul. Bouchard
Dorval (Québec)
H9S 5X5
Télécopieur : 514 420-8302

Titulaire de licence :

Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière
Division des transactions immobilières
Section Locations
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Personne contact : Annie Bertrand
Conseillère en immobilier
Téléphone : 514-280-4275
Télécopieur: 514 872-8350

S'il est envoyé par télécopieur, l'avis doit être confirmé par la poste ou en mains propres. Lorsque l'avis est envoyé par télécopieur, il porte la date de transmission s'il est reçu avant 17 h, heure du destinataire; s'il est reçu après cette heure, il porte la date du jour ouvrable suivant. S'il est donné en mains propres, la date d'envoi est la date de livraison. S'il est envoyé par courrier recommandé, la date de réception sera le jour tombant cinq (5) jours ouvrables après la date de mise à la poste (à moins que le service postal soit interrompu pour quelque motif que ce soit).

11.6 **Exemplaires.** Le présent Contrat peut être signé en plusieurs exemplaires, chacun d'entre eux constituant un seul et même acte liant les Parties et est réputé être l'original, même si les Parties n'ont pas signé le même exemplaire. Lorsque chacune des Parties aura signé et envoyé à l'autre partie un exemplaire, il existera un Contrat valide et exécutoire liant les Parties.

11.7 **Loi applicable.** Le présent Contrat est interprété conformément aux lois de la province du Québec et les Parties acceptent par les présentes de se soumettre à la compétence exclusive des tribunaux du Québec, district de Montréal.

11.8 **Divisibilité.** Si une disposition du présent Contrat est jugée nulle ou non exécutoire, en totalité ou en partie, elle est réputée ne pas affecter ou toucher la validité ou le caractère exécutoire des autres dispositions et elle est considérée comme étant distincte et disjointe du présent Contrat, dont les autres dispositions restent en vigueur et lient les Parties.

11.9 **Règles et règlements et exigences de sécurité.** Le Titulaire de licence convient que ses droits et privilèges prévus dans le présent Contrat, y compris, notamment, l'utilisation de son Équipement et l'accès au Site ainsi que, lorsque cela est permis, l'entretien, la réparation et le remplacement de son Équipement, sont à tout moment assujettis aux règles et règlements du Concédant décrits à l'annexe D, et toutes les modifications raisonnables qui y sont apportées de temps à autre (les « **Règles et règlements** »), et aux exigences raisonnables du Concédant en matière de sécurité, qui sont en vigueur de temps à autre (les « **Exigences de sécurité** »), malgré le fait que certaines dispositions mentionnent expressément les Règles et règlements et les Exigences de sécurité alors que d'autres ne les mentionnent pas.

11.10 **Interprétation.** Le texte de toutes les parties du présent Contrat doit être interprété dans son ensemble et ne favorise pas l'une ou l'autre des Parties. Les mots au singulier comprennent le pluriel, et vice versa, et les mots masculins comprennent le féminin, et les mots désignant des personnes comprennent des personnes morales, et vice versa. Les en-têtes, les sous-titres et les numéros dans le présent Contrat ne sont utilisés que pour des raisons pratiques et ils n'ont aucune incidence sur l'interprétation d'une disposition du présent Contrat.

11.11 **Annexes.** Les annexes énumérées ci-dessous et jointes au présent Contrat, en leur version modifiée de temps à autre, sont intégrées aux présentes par renvoi et font partie intégrante du présent Contrat.

Annexe A - Barème des frais

Annexe B - Données de Location de Site

Annexe C - Description du terrain et du Site (y compris les plans et dessins)

Annexe D - Règles et règlements du Site

Annexe E - Normes d'installation sur le Site

Annexe F - Droit antérieur

11.12 **Délais de rigueur.** Les délais sont de rigueur dans le présent Contrat.

EN FOI DE QUOI les Parties ont signé le présent Contrat avec prise d'effet à la date indiquée à la première page.

Bell Mobilité Inc.

Par : _____

Nom : _____

Titre : _____

Par : _____

Nom : _____

Titre : _____

Je suis autorisé/nous sommes autorisés à lier la Société.

Ville de Montréal

Par : _____

Nom : _____

Titre : _____

BELL MOBILITÉ INC.

ANNEXE A - BARÈME DES FRAIS

La présente annexe A fait partie du contrat entre Bell Mobilité Inc. (le « **concédant** ») et Ville de Montréal (le « **titulaire de licence** »), en date du 1er juin 2021.

Débutant le 1er décembre 2018 le titulaire de licence paiera au concédant à l'avance le montant mensuel de cinq cent quatre-vingt-cinq dollars (585.00$) pour l'utilisation de DAS (Systeme de distribution d'antennes) du concédant. (Compter de la date de début, les frais de licence majorés de toutes les taxes applicables seront payables annuellement.

Une augmentation annuelle de quatre (4) % s'applique le 1er janvier, débutant le 1er janvier 2019.

periode	loyer mensuel augmentation annuelle 4% le 1er janvier	total annuelle
12/1/2018 - 12/31/2018	$585.00	**$585.00**
1/1/2019 - 12/31/2019	$608.40	**$7,300.80**
1/1/2020- 12/31/2020	$632.74	**$7,592.83**
1/1/2021 - 12/31/2021	$658.05	**$7,896.55**
1/1/2022 - 12/31/2022	$684.37	**$8,212.41**
1/1/2023 - 12/31/2023	$711.74	**$8,540.90**
1/1/2024 - 12/31/2024	$740.21	**$8,882.54**
1/1/2025 - 9/30/2025	$769.82	**$6,928.38**
GRAND TOTAL		**$55,939.41**

ANNEXE B

DONNÉES DE LOCATION DE SITE

La présente annexe B fait partie du contrat entre Bell Mobilité Inc. (le « **concédant** ») et Ville de Montréal (le « **titulaire de licence** »), en date du 1er juin 2021.

1. Nom du concédant : **Bell Mobilité inc.**
   Address de paiement: 5115 Creekbank Rd., (E2-M2) 2nd Floor West Tower, and Mississauga, Ontario, L4W 5R1

2. Nom du titulaire de licence : **Ville de Montréal**
   Adresse de facturation : **Service de la gestion et de la planification immobilière,**
   Direction des transactions immobilières
   Division des locations
   303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
   Montréal (Québec), H2Y 3Y8

3. N° et nom du site : (concédant) : E0779 InBldg - Terminal Dorval (HYB)

   (titulaire de licence) : Aéroport Dorval

4. Adresse du site: 975 Romeo-Vachon Boulevard North, Dorval, H4Y 1H1

5. Latitude et longitude du site : Lat. **45.4603** Long. **-73.7507**

6. Spécifications de l'équipement (antennes, câbles, immeubles, etc.) :

   a. Utilisation de **DAS (Systeme de distribution d'antennes**) du concédant.

7. Frais de licences annuels : (Voir l'article 3.0 du contrat) :

   Frais de licence annuels de 7 300.80$, comme suit :

   Augmentation (annuel) : 4% au 1er janvier 2019

   Frais supplémentaires (mentionner la fréquence éventuelle de paiement) :

   NON Frais de demande (y compris l'analyse de la tour, le renforcement, l'allongement)

   NON Frais d'usage et d'entretien de la génératrice

   NON **Frais d'électricité**

   NON Frais d'exploitation du site, calculés proportionnellement entre tous les titulaires de licence par le concédant, agissant raisonnablement, y compris, le cas échéant :

   Taxes pour la salle d'Équipement de Bell
   Entretien de la voie d'accès
   Déneigement
   Entretien de la tour et du site

   NON Frais de licence supplémentaire de l'État

   NON Quote-part de l'augmentation du loyer du terrain

8. Date de début : **1 décembre 2018**

9. Durée : **6 ans et 10 mois**

   Options : **nul**

10. Site en location jusqu'au **30 septembre 2025**

11. Personne-ressource du concédant, en cas d'urgence :

    Nom : Service d'urgence 24 heures Téléphone : **1 866 670-6622**

12. Délai de réponse d'urgence s'il n'est pas de quatre (4) heures **1 866 670-6622**

13. Personne-ressource du titulaire de licence, en cas d'urgence : _____

ANNEXE C (page 1 sur 2)

DESCRIPTION DU SITE (Y COMPRIS LES PLANS ET DESSINS)

La présente annexe C fait partie du contrat entre Bell Mobilité Inc. (le « **concédant** ») et Ville de Montréal (le « **titulaire de licence** »), en date du 1er juin 2021.

L'extrait ci-dessous est pris d'une autre entente, et n'a comme seul but de mieux définir les lieux loués, cet extrait n'entraine pas l'engagement d'aucune parties aux présentes.

Lieux Loués :	Location d'espace pour des antennes ancrées sur les parois Sud et Nord du stationnement étagé; location d'espace pour des antennes au sous-sol de l'aérogare; location d'espace pour une antenne dans le tunnel reliant l'aérogare et l'aéroquai; location d'espace dans la salle de télécommunication T.0.120T pour un panneau électrique afin de desservir la jetée transfrontalière; location d'espace au sous-sol de l'aérogare entre les axes 71 et 72 pour deux (2) cabinets afin de desservir la jetée internationale. La dimension d'un cabinet est de 4 pieds de largeur par 5 pieds de hauteur par 2 pieds de profondeur représentant une superficie utilisée de 8 pieds carrés soit 0,743 mètres carrés. La superficie utilisée est donc de 1,49 mètres carrés pour les deux cabinets; location d'espace dans le plafond de l'aérogare pour le câblage nécessaire à l'exploitation des antennes.
Superficie locative des Lieux Loués :	Salle d'équipement AE-215 d'environ 29,3 mètres carrés (315,39 pieds carrés) située au sous-sol de l'aéroquai et salle d'équipement située au sous-sol de la Tourelle Est du stationnement étagé d'environ 12,54 mètres carrés (135,00 pieds carrés).

ANNEXE C (page 2 sur 2)

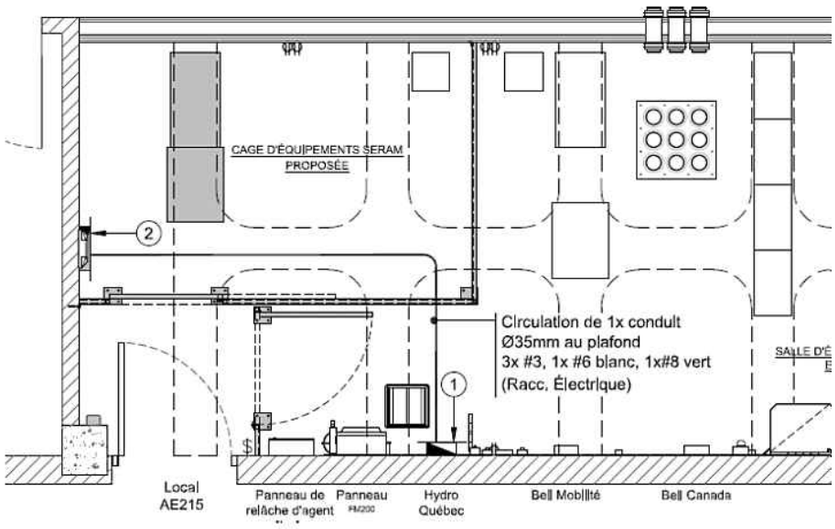
DESCRIPTION DU SITE (Y COMPRIS LES PLANS ET DESSINS)

La présente annexe C fait partie du contrat entre Bell Mobilité Inc. (le « **concédant** ») et Ville de Montréal (le « **titulaire de licence** »), en date du 1er juin 2021.

Légende:

(1) Panneau Bell existant 200A, 120/208V, prévoir 1 disjoncteur 100A pour SERAM.

(2) Panneau de distribution SERAM proposé 12 circuits, 120/208V, disjoncteur d'entrée principale 60A.



ÉLECTRIQUE
CAGE D'ÉQUIPEMENTS

ANNEXE D

Règles et règlements du site

La présente annexe D fait partie du contrat entre Bell Mobilité Inc. (le « **concédant** ») et Ville de Montréal (le « **titulaire de licence** »), en date du 1er juin 2021.

1. Accès

Le titulaire de licence ou ses entrepreneurs peuvent accéder au site du concédant, sauf pour l'installation et l'entretien du couvre-câble s'il appartient au concédant, comme il est décrit dans la présente licence.

2. Accès à la salle d'Équipement et à l'équipement

Le titulaire de licence et ses entrepreneurs peuvent, sous réserve de l'article 1 ci-dessus, avoir accès à la salle d'Équipement du titulaire de licence et y travailler à tout moment, conformément aux dispositions de la présente licence. Pendant qu'ils effectuent ces travaux, le titulaire de licence et ses entrepreneurs doivent respecter les lois, règlements et directives des autorités compétentes en matière de protection du milieu et de contrôle de l'environnement relatifs au sol, à l'eau et à l'air. Ils doivent également s'efforcer de ne pas déranger ou endommager l'équipement du concédant ou d'autres utilisateurs du site. Le rejet de déchets et le déversement non autorisés de polluants dans des installations ne sont pas permis.

3. Travaux sur le site

Le concédant doit préalablement approuver par écrit les travaux d'excavation ou de nivellement, les travaux sur le terrain ou le placement d'équipement ou de structure, en surface ou sous terre. Si le concédant n'est pas l'entrepreneur du titulaire de licence, par voie d'entente séparée, pour ces travaux, il est possible que le titulaire de licence et ses entrepreneurs doivent exécuter les travaux du titulaire de licence en présence de l'inspecteur du concédant, pour que le concédant puisse évaluer si cela peut nuire à la sécurité ou à l'intégrité de ses installations. Le titulaire de licence doit payer les honoraires de cet employé du concédant à des taux raisonnables et concurrentiels qui sont communiqués au titulaire de licence à l'avance. Ceci comprend, entre autres, les travaux suivants :

a) l'installation du couvre-câble sue le site;

b) procéder à l'activation initiale des équipements de transmission ajoutés sur le site du concédant qui y sont situées.

4. Conditions d'installation et d'approvisionnement de l'antenne et des lignes de transmission du titulaire de licence

Les antennes et lignes de transmission du titulaire de licence seront fournies par le titulaire de licence et elles restent sa propriété, sous réserve des conditions de la licence. Elles seront installées en fonction des détails techniques précis qui complètent les présentes normes et exigences générales :

a) Le **titulaire de licence** doit procéder à une analyse de sa structure, à ses frais, en ayant recours aux services d'un consultant agréé choisi ou approuvé par le concédant et se trouvant sur la liste des consultants préalablement approuvés par le concédant.

b) Il incombe au titulaire de licence d'éliminer, à ses frais, les dangers ou la détérioration potentiels ou existants aux systèmes d'antenne actuels causés par l'installation du système d'antenne du titulaire de licence.

c) Le titulaire de licence doit installer, aux endroits indiqués sur les dessins approuvés, l'équipement sur le DAS du concédant et s'assurer que les matériaux métalliques sont soudés pour fournir un trajet uniforme et permanent à faible résistance pour le courant électrique.

d) Le concédant et le titulaire de licence, agissant raisonnablement et rapidement, doivent approuver aux frais du titulaire de licence les dessins et les diagrammes détaillés indiquant l'équipement, y compris les numéros de modèle ou de pièce, le nom de la salle d'Équipement ou son numéro de référence.

5. Travaux

À la demande du titulaire de licence et selon les conditions acceptables pour le concédant, le concédant convient de travailler conjointement avec le titulaire de licence avant le début de la durée initiale pour configurer, mettre au point et établir des coûts concurrentiels et raisonnables pour la fabrication, l'analyse structurale, la conception du montage et/ou l'installation d'une monture multimodale d'antenne et pour positionner les antennes fournies par le titulaire de licence sur le DAS. Le concédant garantit l'exactitude des renseignements indiqués dans les documents qu'il fournit au titulaire de licence dans la trousse de

renseignements de départ, la lettre d'approbation conditionnelle et la lettre d'approbation finale. Le concédant décline toute responsabilité à l'égard des erreurs et omissions dans les renseignements, les déclarations ou les estimations trouvés dans d'autres documents qui n'ont pas été préparés par le concédant ou sous sa supervision, ou approuvés par le concédant, et le titulaire de licence renonce expressément à toutes les réclamations découlant de telles erreurs et omissions.

6. Entretien

Moyennant la remise d'un préavis au concédant et son approbation, le titulaire de licence peut entrer sur le site pour entretenir l'équipement si cet entretien est effectué par les employés ou des entrepreneurs du titulaire de licence approuvés par le concédant. À la demande du titulaire de licence et selon des conditions acceptables pour le concédant, le concédant accepte de procéder périodiquement à l'entretien et au rajustement des antennes sur le site. Le concédant répondra aux demandes d'entretien d'urgence et être sur les lieux aussitôt qu'il est raisonnablement possible. Au besoin, le titulaire de licence doit fournir d'équipement de rechange pour l'entretien.

Le titulaire de licence doit payer le concédant pour l'entretien et les rajustements, aux taux concurrentiels et raisonnables établis à l'occasion par le concédant.

7. Interruption temporaire

a) Le titulaire de licence convient expressément que, à la demande du concédant ou à la demande d'un autre titulaire de licence du site formulée par l'entremise du concédant, il doit immédiatement accéder à une demande d'éteindre ou de réduire temporairement la puissance de sortie de son émetteur si des travaux de quelque nature que ce soit nécessitant une telle mesure doivent être menés. Si le titulaire de licence n'accède pas à une telle demande ou en cas d'urgence ou de danger pour une personne ou un bien, le concédant peut, à son gré et sans encourir de pénalité ou de responsabilité, éteindre ou réduire la puissance et en aviser le titulaire de licence. Cette disposition découle du Code de sécurité 6 du Bureau de la radioprotection de Santé Canada, en sa version modifiée de temps à autre.

b) Le titulaire de licence convient expressément d'accéder à une demande raisonnable du concédant d'éteindre ou de réduire temporairement son utilisation de tout autre équipement sur le site qui, selon le concédant, pourrait être dangereux ou nuire à des travailleurs ou à des travaux de quelque nature que ce soit qui, selon le concédant, doivent être menés sur le site. Si le titulaire de licence n'accède pas à cette demande, le concédant peut, à son gré et sans encourir de pénalité ou de responsabilité, éteindre ou réduire l'utilisation par le titulaire de licence de cet équipement et en aviser le titulaire de licence.

c) Sauf en cas d'urgence, le concédant doit déployer des efforts raisonnables pour que l'interruption ou la réduction de la puissance décrite précédemment aux paragraphes 8a) et 8b) survienne à des moments où cela est moins susceptible de nuire aux utilisateurs du site. Les droits du concédant aux termes des paragraphes 8a) et 8b) s'ajoutent à ceux décrits dans le reste du présent contrat de licence de site, y compris l'article 4.

ANNEXE E

NORMES D'INSTALLATION SUR LE SITE

La présente annexe E fait partie du contrat entre Bell Mobilité Inc. (le « **concédant** ») et Ville de Montréal (le « **titulaire de licence** »), en date du 1er juin 2021.

1. Les installations doivent se faire de façon propre, bien rangée et professionnelle.

2. Tous les travaux sur le site doivent respecter les normes en vigueur du concédant, d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) et de Santé Canada.

3. Des directives particulières au site peuvent s'appliquer en plus des présentes normes générales minimales pour le site du concédant.

4. Il doit être remédié aux installations non conformes aux frais du titulaire de licence dans les trente jours suivant un avis à cet effet.

5. Tout l'équipement doit être installé uniquement aux endroits désignés par le concédant, conformément au contrat de licence de site.

6. Tout l'équipement doit être utilisé et exploité sous licence conformément aux règles et règlements applicables d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE).

7. Le titulaire de licence doit aviser le concédant, pour son approbation, de toutes modifications importantes à l'équipement prévu, y compris, notamment, les ajouts ou modifications de la ou des fréquences d'exploitation, la modification du niveau de puissance d'émission ou l'ajout ou le retrait d'équipement.

8. Le nom, le numéro de téléphone et les fréquences du titulaire de licence doivent être clairement indiqués sur l'équipement.

9. L'équipement doit être mis à la terre sur le système de mise à la terre du site.

10. L'équipement doit être utilisé avec tous les écrans de protection fixés, toutes les portes de placard fermées et tous les panneaux latéraux installés.

11. Des trousses de mise à la terre doivent être utilisées sur tous les câbles coaxiaux vers l'antenne, à l'entrée de l'immeuble et à l'endroit où les câbles coaxiaux quittent la tour.

12. Tout l'équipement connexe, comme les modems, les duplexeurs, les filtres à cavité, doit être monté dans des casiers ou des boîtiers dans la station ou dans un boîtier métallique approprié, tel que décrit et approuvé dans le contrat de licence de site.

13. Le nom du titulaire de licence et l'emplacement de l'antenne doivent être indiqués sur les lignes de transmission.

14. Le cas échéant, toutes les lignes d'antennes entrant sur le site doivent comporter un Polyphaser® ou un limiteur de surtension équivalent installé à moins de deux pieds du port d'entrée du câble. Ce limiteur de surtension doit être soudé au système de mise à la terre du site.

15. Toutes les pièces de métal et les montages d'antenne utilisés sur le site doivent être en acier inoxydable ou en acier galvanisé par immersion à chaud. L'électrozingage ou le placage n'est pas permis.

16. Le soudage à la thermite (*cadwelding*) sur le site ou le perçage de trous dans une partie du site n'est PAS permis.

17. Les installateurs sur le site doivent être sur la liste des installateurs approuvés par le concédant.

18. Seuls les câbles coaxiaux Heliax ou des câbles semblables de type LDF peuvent être utilisés sur le site ou les câbles hybrides (fibre et courant continu). Les câbles coaxiaux de type RG et superflex ne sont pas permis sur le site. Les câbles hybrides (fibre et courant continu) doivent être installés correctement sur le site à l'aide des appareils de rétention appropriés. Une protection contre la surtension et la foudre doit être installée à la fin du site sur la ligne de courant continu (contenue dans le câble hybride).

19. Les câbles coaxiaux installés dans les immeubles doivent tous être isolés.

20. Les câbles installés à l'intérieur doivent être installés proprement et de façon professionnelle. Les câbles installés mollement ou trop enroulés ne sont pas permis.

21. Les batteries non hermétiques (accumulateur au plomb-acide, accumulateur au plomb-acide sans entretien) ne sont pas permises sur les sites du concédant. Toutes les batteries hermétiques doivent être montées et installées de façon appropriée conformément aux spécifications du fabricant, y compris le confinement approprié.

22. Des coussinets appropriés pour les câbles doivent être utilisés sur chaque site. Lorsque l'utilisation de

coussinets pour câbles n'est pas possible, des attaches autobloquantes de nylon noir ou d'autres pinces ou attaches isolées peuvent être utilisées. L'utilisation d'attaches de cuivre ou d'autres attaches de métal semblables n'est pas permise.

23. L'utilisation de mousse de remplissage vaporisée n'est pas permise pour remplir les trous d'alimentation dans les murs.

24. Des fourreaux protecteurs à l'entrée pour chaque immeuble doivent être utilisés. Des fourreaux Microflect doivent être utilisés dans les immeubles utilisant des panneaux d'entrée Microflect.

25. Tous les émetteurs doivent utiliser les filtres d'harmonique, à passe-bas ou à passe-bande, prévus par le fabricant.

26. Pour diminuer le risque d'interférences, les normes indiquées ci-dessous constituent le seuil requis par le titulaire de licence. Le concédant pourrait demander l'utilisation d'équipement protecteur supplémentaire en cas d'interférences.

ANNEXE G

Droit antérieur

La présente annexe G fait partie du contrat entre Bell Mobilité Inc. (le « **concédant** ») et Ville de Montréal (le « **titulaire de licence** »), en date du 1er juin 2021.

Extrait du contrat entre Aéroports de Montréal et Bell Mobilité Inc. signé des deux cotées le 7 octobre 2015.

3. PÉRIODE DU CONTRAT

Le présent contrat entrera en vigueur à la plus éloignée des dates suivantes: (i) à la date de signature par le Client ou (ii) à la date de signature par Bell Mobilité, pour une durée de cent vingt (120) mois (« **Durée du contrat** »), à moins d'avoir été résilié selon les modalités de l'article 9.

AÉROPORTS DE MONTRÉAL		**BELL MOBILITÉ**	
Par :	Signature	Par :	Signature
Nom :	Liette Ménard	Nom :	Gary Semplonius
Titre :	Directrice adjointe- Approvisionnement	Titre :	VP- Direct Business sales
Date :	7 octobre 2015	Date :	7 octobre 2015

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218042004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver le contrat d'utilisation du DAS (Système de distribution d'antennes) par lequel Bell Mobilité Inc. concède à la Ville de Montréal le droit d'installer et d'exploiter des équipements de télécommunication sur le site d'Aéroports de Montréal, situé au 975, boulevard Roméo-Vachon Nord, à Dorval, pour un terme de 6 ans et 10 mois, soit du 1er décembre 2018 jusqu'au 30 septembre 2025, pour les besoins corporatifs de radiocommunication de la Ville. La dépense totale est de 64 316,33$, incluant les taxes applicables. Bâtiment 1042.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218042004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposée au budget
Service des finances, direction du conseil et soutien financie
Tél : 514-872-1021
Co-auteur
Gilles Bouchard Conseiller budgétaire
Service des finances, direction du conseil et soutien financier
Point de service Brennan
514 872-0962

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-11

Gilles BOUCHARD
Conseillère budgétaire

Tél : (514) 872-0962

Division : Service des finances, direction du conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.056

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1207000011

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'avenant à l'entente subsidiaire (numéro 201560) entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal pour la réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos (structure 81-03221) au-dessus de l'autoroute 13 et de deux murs de l'autoroute 13 dans l'arrondissement de Saint-Laurent (projet 15-12) faisant passer le coût du projet de 980 902,31 $ à 1 459 315,59 $, taxes incluses (conception et travaux: 1 442 069,34 $ + incidences: 17 246,25 $). Autoriser une dépense additionnelle de 478 413,28 $, taxes incluses

Il est recommandé :
1. d'approuver l'avenant à l'entente subsidiaire (numéro 201560) entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal pour la réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos (structure 81-03221) au-dessus de l'autoroute 13 et de deux murs de l'autoroute 13 dans l'arrondissement de Saint-Laurent (projet 15-12);

2. d'autoriser à cette fin une dépense additionnelle de 478 413,28 $, taxes incluses, conformément à l'avenant à l'entente;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-15 16:09

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207000011**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'avenant à l'entente subsidiaire (numéro 201560) entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal pour la réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos (structure 81-03221) au-dessus de l'autoroute 13 et de deux murs de l'autoroute 13 dans l'arrondissement de Saint-Laurent (projet 15-12) faisant passer le coût du projet de 980 902,31 $ à 1 459 315,59 $, taxes incluses (conception et travaux: 1 442 069,34 $ + incidences: 17 246,25 $). Autoriser une dépense additionnelle de 478 413,28 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le 25 février 2020, une première entente subsidiaire a été conclue, entre le ministère des Transports du Québec (MTQ) la Ville de Montréal, pour la réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos au-dessus de l'autoroute 13 et de deux murs de l'autoroute 13 dans l'arrondissement de Saint-Laurent (CM20 0161). Dans cette première entente, les montants à assumer par la Ville de Montréal étaient, selon les estimations du MTQ, de 980 902,31 $, taxes incluses (conception et travaux: 963 656,06 $ + incidences: 17 246,25 $). Le MTQ assumait ainsi 88% des coûts du projet et la Ville de Montréal 12%.
Lors du premier processus d'appel d'offres effectué par le MTQ, il a été constaté que des éléments du projet de construction avaient été sous-estimés par les mandataires responsables de la conception et de l'estimation du projet. Le MTQ a décidé de ne pas aller de l'avant avec l'octroi du projet et a revu l'estimation du projet. Ainsi, une révision des estimations ainsi que de certains éléments des devis a été effectuée afin de mieux représenter les travaux de réfection du pont. L'estimation du coût global du projet a donc augmenté de 8 242 546,25 $, taxes incluses à 10 429 034,46 $, taxes incluses, soit une augmentation de 26,5 %.

Le MTQ a procédé à un deuxième appel d'offres et, suite à ce processus, les montants soumis par l'adjudicataire donnent un montant de projet global de 11 118 704,51 $, taxes incluses, soit 6,6% supérieure à l'estimation du projet. La valeur finale du projet, suite à ce nouvel appel d'offres, représente une augmentation totale de 34,9% par rapport à la valeur du projet dans l'entente initiale. De façon plus précise, la part de la Ville de Montréal passe de 963 656,06 $ à 1 442 069,34 $, taxes incluses, soit une augmentation de 49,6%. Suite à ce nouvel appel d'offres, le MTQ assume maintenant 87 % des coûts du projet et la Ville de Montréal 13 %.

Cette entente doit aujourd'hui faire l'objet d'un avenant, afin d'augmenter la partie à assumer par la Ville de Montréal à 1 459 315,59 $, taxes incluses (entente modifiée: 1 442

069,34 $ + incidences: 17 246,25 $), soit une augmentation de 478 413,28 $ par rapport au projet initial.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 1219 - 10 décembre 2020 : Adopter le programme décennal d'immobilisations 2021-2030 du conseil municipal;
CM20 0161 - 25 février 2020 : Approuver l'entente subsidiaire entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports du Québec (MTQ) pour la réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos au-dessus de l'autoroute 13 et de deux murs de l'autoroute 13 dans l'arrondissement de Saint-Laurent (projet 15-12) / Autoriser à cette fin une dépense de 980 902,31 $, taxes et incidences incluses (numéro GDD : 1197000004);

CE17 1892 - 29 novembre 2017 : Approuver l'entente-cadre (numéro 201200) entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec (MTMDET) pour la coordination de divers travaux sur des ponts d'étagement situés sur le territoire de la Ville de Montréal (numéro GDD : 1177000003).

DESCRIPTION

Il s'agit d'approuver l'avenant à l'entente subsidiaire (numéro 201560) et d'autoriser une dépense additionnelle de 478 413,28 $, taxes incluses, pour la réalisation du projet.
Le budget supplémentaire est requis afin de permettre au MTQ d'octroyer et de réaliser le projet.

JUSTIFICATION

La poursuite de la réalisation du projet est essentielle pour assurer le maintien du lien et la sécurité des usagers, car il est nécessaire pour le MTQ de renforcer la structure dans les meilleurs délais.
Cette demande d’augmentation des coûts de projet est attribuable à une révision de l'estimation initialement sous-estimée du consultant et à l’augmentation des coûts de construction attribuables à la situation de surchauffe du marché à Montréal ainsi que les coûts attribuables à la pandémie COVID-19.

Suite à l'analyse des soumissions, il est acceptable pour le MTQ et la Ville de Montréal d'aller de l'avant avec l'octroi du contrat, considérant que la proportion des coûts du projet assumée par les 2 parties reste similaire (87 % MTQ / 13 % VDM) à l'entente initiale (88 % MTQ / 12 % VDM).

La majoration du budget permettra de rembourser au MTQ l'ensemble des coûts à assumer par la Ville. Les travaux ont débuté au printemps 2021. Une coordination interne avec les professionnels de la section AGIR de la Division assistance de la gestion des intervention dans la rue a été effectuée pour valider la planification des travaux avec les différents intervenants du secteur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût global du projet à ce jour est estimé à 11 118 704,51 $, taxes incluses (9 670 541,00 $ excluant les taxes). La contribution de la Ville pour le projet est estimée à 1 442 069,34 $, taxes incluses, (1 254 246,00 $ excluant les taxes) soit 13 % du coût des travaux.

Répartition des coûts du projet pour la Ville de Montréal	Excluant les taxes	Taxes incluses	Net de ristourne

(13 % du coût global du projet)			
Coût des travaux			
Coût des services professionnels de conception, d'assistance technique, de surveillance et de contrôle qualitatif en chantier	1 254 246,00 $	1 442 069,34 $	1 316 801,52 $
Incidences techniques	15 000,00 $	17 246,25 $	15 748,13 $
TOTAL à ce jour	1 269 246,00 $	1 459 315,59 $	1 332 549,65 $
Montant autorisé (CM20 0161; GDD 1197000004)	853 144,00 $	980 902,31 $	895 694,56 $
Montant à approuver au présent dossier décisionnel	**416 102,00 $**	**478 413,28 $**	**436 855,09 $**

Ce montant étant une estimation, le coût total final du projet ne sera connu que lorsque les travaux seront complétés par le MTQ. Advenant le cas où il s'avérait plus élevé que le montant estimé, des crédits supplémentaires seront demandés pour majorer la contribution de la Ville.

L'ensemble de cette dépense sera payé par le MTQ qui se fera rembourser par la Ville, suite à l'émission des factures des différents travaux et services rendus dans le cadre du présent dossier.

Le montant déjà autorisé lors de l'approbation de l'entente subsidiaire doit être augmenté de 478 413,28 $, taxes incluses et sera assumé comme suit :

- Un montant net maximal de 436 855,09 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 16-011 Réfection structures routières CM16 0140;
- Le budget requis pour donner suite à ce dossier sera priorisé à même l'enveloppe reçue au PDI 2021-2030 de la Direction de la mobilité, du Service de l'urbanisme et de la mobilité au Programme de réfection des structures routières - 46000 pour 2021;

Projet	2021	2022	Ultérieur	Total
46000 - Programme de réfection des structures routières	437,0	-	-	437
Total	**437,0**	**-**	**-**	**437,0**

- La dépense sera entièrement assumée par la Ville centrale;
- Le budget sera géré par la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation des divers projets de réfection de structures prévue par la Ville de Montréal permet d'assurer la pérennité des ouvrages d'art et d'améliorer la mobilité et la sécurité des citoyens sur le territoire montréalais.
Dans une optique de bonifier la mobilité active dans le secteur et d'assurer les déplacements des usagers de façon plus sécuritaire et confortable, il a été décidé d'élargir le trottoir nord présentement de 1,8 mètre à 2,5 mètres. Ces actions, permettant notamment de favoriser le transport actifs et collectifs, sont en accord avec le Plan climat 2020-2030 de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'avenant à l'entente subsidiaire serait retardé ou refusé, la collaboration entre le MTQ et la Ville pourrait être compromise. Cette situation aurait pour effet d'affecter la coordination de l'ensemble des projets sur l'île de Montréal.
En outre, le MTQ pourrait refuser d'inclure dans le projet le remplacement des trottoirs et des glissières, lesquels éléments sont sous l'entière responsabilité de la Ville. Le cas échéant, ces travaux devraient faire l'objet d'un appel d'offres séparé et indépendant de celui du MTQ, ayant pour conséquence l'augmentation des coûts du projet. Par ailleurs, la multiplication des fermetures impliquerait que les usagers de la route et les citoyens subiraient davantage les désagréments reliés aux travaux.

Impact durant les travaux:

Le pont sera ouvert à la circulation avec des restrictions de voies. Ces fermetures et ces travaux seront effectués conformément aux exigences de l'arrondissement Saint-Laurent et du MTQ. Un lien piéton demeura ouvert à la circulation, en tout temps.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'entrepreneur devra suivre les recommandations de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), la Direction de la santé publique (DSP) en lien avec la COVID-19 et du MTQ pour la réalisation des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les opérations de communication seront effectuées par le MTQ.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de l'avenant à l'entente : été 2021;
Début des travaux : printemps 2021;
Fin des travaux : automne 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Valérie LAVIGNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic VACHON
Ingénieur - Chef de section conception - Ponts et tunnels

Tél : 514 872-3326
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-22

Jean CARRIER
Chef de division

Tél : 514 872-0407
Télécop. : 514-872-4965

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2021-07-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2021-07-15

ENTENTE SUBSIDIAIRE Nº 201560

Identification : Réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos et de deux murs de soutènement situés sur l'autoroute 13.

Ville : Montréal
No projet : 154 140 802

ENTRE

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

représenté par le ministre des Transports, monsieur François Bonnardel, dûment autorisé en vertu de la *Loi sur le ministère des Transports* (RLRQ, chapitre M-28) et de la Loi sur la voirie (RLRQ, chapitre V-9), lui-même représenté par monsieur Jean Villeneuve, sous-ministre adjoint aux territoires, autorisé à signer en vertu du *Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère des Transports* (RLRQ, chapitre M-28, r. 6),

ci-après appelé le « Ministre »,

ET

VILLE DE MONTRÉAL,

personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution dont une copie est jointe à l'annexe A de la présente entente subsidiaire,

ci-après appelée la « Ville »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les parties ont conclu l'Entente-cadre Nº 201200 le 25 mars 2018, par laquelle elles se sont engagées à conclure une Entente subsidiaire particulière pour la réalisation de chacun des Projets inscrits au Programme ou de tous travaux urgents requis sur des Ponts d'étagement.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. INTERPRÉTATION

1.1 Définitions

Dans la présente Entente subsidiaire, les termes ci-après ont le sens suivant, à moins que le contexte ne l'indique autrement :

Pont d'étagement : désigne le pont nº P-14553 et les murs nº P-14553A et P-15178A, dans les limites de la Ville, tel qu'illustré au plan de localisation reproduit à l'article 6 ci-après ;

Projet : désigne les réparations du Pont d'étagement et de deux murs de soutènement situés sur l'autoroute 13. Il représente l'ensemble des Activités énumérées à l'article 5 ci-après.

À moins d'indication contraire, les autres définitions de l'Entente-cadre s'appliquent.

1.2 Applicabilité

Toutes les dispositions de l'Entente-cadre No 201200, à l'exclusion des articles 3 et 6, s'appliquent et font partie intégrante de la présente Entente subsidiaire comme si elles y étaient reproduites au long.

2. OBJET

La présente Entente subsidiaire a pour objet la réalisation du Projet par le Ministre qui s'en est vu confier la gestion et qui est responsable de la réalisation des Activités dont l'exécution lui incombe selon l'article 5.

3. DURÉE ET ÉCHÉANCIER

3.1 Durée

La présente Entente subsidiaire entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin lorsque toutes les obligations qui en découlent auront été exécutées.

3.2 Échéancier

La réalisation du Projet est prévue au cours des années financières 2020-2021.

L'échéancier préliminaire du Projet sera transmis par le représentant ministériel au représentant municipal au plus tard quinze (15) jours après la signature de la présente Entente subsidiaire. Si des changements surviennent, le représentant ministériel transmettra une mise à jour de cet échéancier au représentant municipal dans les meilleurs délais.

4. MODALITÉS FINANCIÈRES

4.1 Coûts estimés de réalisation du Projet

Les coûts estimés de réalisation du Projet sont de sept millions cent soixante-huit mille neuf cent quatre-vingt-dix dollars (7 168 990 $), excluant les taxes applicables.

4.2 Engagements financiers du Ministre

L'engagement financier du Ministre correspond à 88 % des coûts estimés de réalisation du Projet tel que prévu à l'article 5, soit six millions trois cent trente mille huit cent quarante-six dollars (6 330 846 $), excluant les taxes applicables, et ne pourra excéder ce montant sans une autorisation préalable des représentants autorisés du Ministre.

4.3 Engagements financiers de la Ville

L'engagement financier de la Ville correspond à 12 % des coûts estimés de réalisation du Projet tel que prévu à l'article 5, soit huit cent trente-huit mille cent quarante-quatre dollars (838 144 $), excluant les taxes applicables, et ne pourra excéder ce montant sans une autorisation préalable des instances décisionnelles de la Ville.

5. ACTIVITÉS DU PROJET 154140802 – Réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos et de deux murs de l'autoroute 13

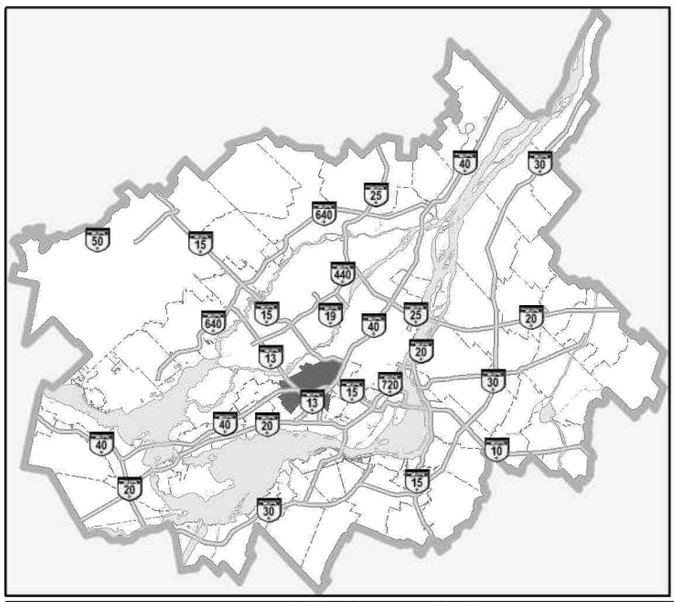
Structures : P-14553, 14 553 A et 15 178 A	EXÉCUTION	FINANCEMENT	
		Ville	MTQ
		%	%
1. ACTIVITÉS PRÉPARATOIRES			
1.1 Avant-projet préliminaire *	Ministre	0	100
1.2 Avant-projet définitif *	Ministre	20	80
1.3 Plans et devis préliminaires *	Ministre	20	80
1.4 Plans et devis définitifs *	Ministre	20	80
1.5 Plans d'arpentage complémentaires *	Ministre	20	80
1.6 Études de laboratoire	Ministre	12	88
2. ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION			
2.1 Surveillance des travaux reliés au projet et contrôle qualitatif des matériaux et de l'utilisation de ces matériaux	Ministre	12	88
2.2 Assistance technique durant la construction	Ministre	20	80
2.3 Signalisation des travaux, conforme aux normes *Tome V – Signalisation routière de la collection Normes - Ouvrages routiers* du Ministère, édition la plus récente, et maintien de la circulation sur le réseau routier dont le Ministère a la gestion	Ministre	0	100
2.4 Signalisation des travaux, conforme aux normes Tome V – Signalisation routière de la collection Normes - Ouvrages routiers du Ministère, édition la plus récente, et maintien de la circulation sur le réseau routier dont la Ville a la gestion	Ministre	100	0
2.5 Terrassement, drainage et structure de la chaussée – A13	Ministre	0	100
2.6 Terrassement, drainage et structure de la chaussée – Hickmore/Louis-A. Amos	Ministre	100	0
2.7 Réparations des culées et colonnes, y compris les glissières à leur base	Ministre	0	100
2.8 Réparations de poutres, diaphragmes et dalle de tablier	Ministre	0	100
2.9 Remplacement des joints de tablier et des appareils d'appui	Ministre	0	100
2.10 Réfection des murs de soutènement P-15178A et P-14553A	Ministre	0	100
2.11 Système d'éclairage du Ministère	Ministre	0	100
2.12 Système de transport intelligent (STI)	Ministre	0	100
2.13 Marquage de la chaussée, remplacement d'enrobé bitumineux et mise en place de la membrane s'étanchéité	Ministre	0	100
2.14 Démolition et reconstruction des dispositifs de retenue (glissières de sécurité), des trottoirs, des côtés extérieurs de dalle et toutes les activités connexes liées à ces travaux	Ministre	100	0
2.15 Aménagements paysagers	Ministre	0	100
2.16 Conduits pour futures fibres optiques de feux de circulation	Ministre	100	0
2.17 Plans finaux de conception *	Ministre	20	80
2.18 Plans «tels que construits» *	Ministre	20	80
3. ENTRETIEN ET EXPLOITATION DES OUVRAGES ET DES INSTALLATIONS			
3.1 Trottoirs et future piste multifonctionnelle	Ville	100	0
3.2 Éclairage (réseau du Ministère)	Ministre	0	100
3.3 Conduits pour futures fibres optiques de feux de circulation (sur structure P-14553)	Ville	100	0
3.4 Dispositifs de retenue (garde-fous)	Ville	100	0
3.5 Structure P-14553 (pont) (sauf éléments de responsabilité municipale)	Ministre	0	100
3.6 Enrobé bitumineux, drainage et marquage (sur structure P-14553)	Ville	100	0
3.7 Structure P-14553A (mur de soutènement)	Ministre	0	100
3.8 Structure P-15178A (mur de soutènement)	Ministre	0	100

* Pour ces activités préparatoires, le partage du financement se fera au prorata du financement du coût total de l'effort réel réalisé par chacune des parties.

Les parties reconnaissent avoir pris connaissance de la présente annexe et y apposent leurs initiales :

_____ _____

6. PLAN DE LOCALISATION



Transports Québec

Objet : Réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis A. Amos (P-14553) et de deux murs de soutènements (P-14553A et P-15178A) situés sur l'A-13

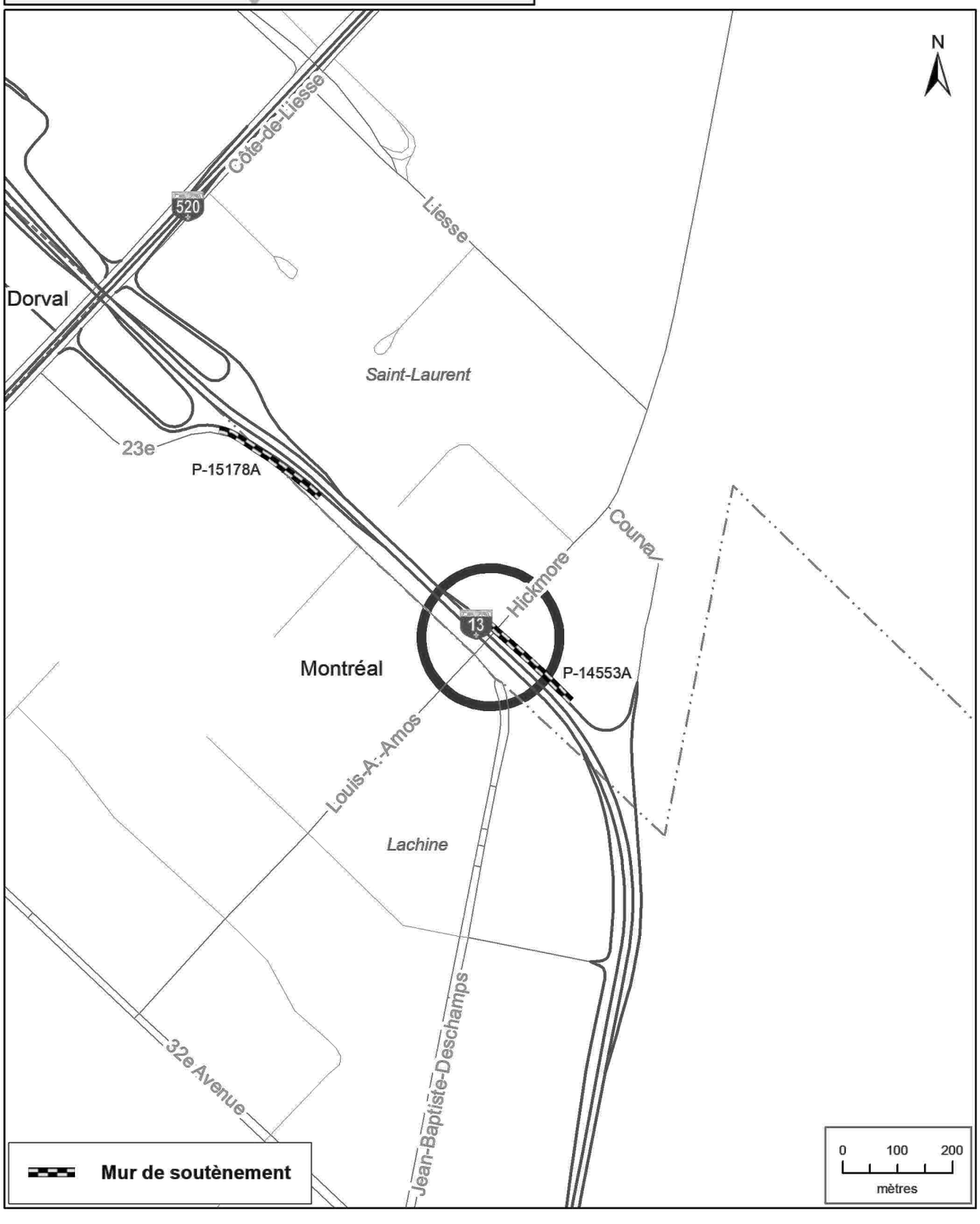
Municipalité : Montréal

MRC : Montréal

CEP : Saint-Laurent

Pojet n° : 154140802

Date : 2019-09-24



7. SIGNATURES

Les parties déclarent avoir pris connaissance et compris les présentes et signent, en double exemplaire, comme suit :

Gouvernement du Québec

Par : Jean Villeneuve, sous-ministre adjoint aux territoires

À Québec

Ce 27 jour du mois de avril de l'an deux mille vingt ;

Sous-ministre adjoint aux territoires

Ville de Montréal

Par : Me Yves Saindon, greffier

À Montréal

Ce 24e jour du mois d'avril de l'an deux mille vingt;

Le greffier de la Ville,

Yves Saindon, avocat

Cette entente a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le 24 e jour de février 2020 (Résolution CM20 0161).

RÉSOLUTION MUNICIPALE

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 24 février 2020 Séance tenue le 24 février 2020	Résolution: CM20 0161

Approuver l'entente subsidiaire entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports du Québec (MTQ) pour la réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos au-dessus de l'autoroute 13 et de deux murs de l'autoroute 13 dans l'arrondissement de Saint-Laurent (projet 15-12) / Autoriser à cette fin une dépense de 980 902,31 $, taxes et incidences incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 février 2020 par sa résolution CE20 0231;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver l'entente subsidiaire de collaboration entre la Ville de Montréal et le ministère des transports du Québec (MTQ) pour la réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos au-dessus de l'autoroute 13 et de deux murs de l'autoroute 13 dans l'arrondissement de Saint-Laurent;

2- d'autoriser à cette fin une dépense de 963 656,06 $, taxes incluses, conformément à l'entente;

3- d'autoriser une dépense de 17 246,25 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1197000004
/pl

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Le greffier de la Ville,

Yves Saindon, avocat

Signée électroniquement le 25 février 2020

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Nom assureur :
Adresse :
Téléphone :

AVENANT DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Formulaire **6**)

ASSURÉ DÉSIGNÉ

Nom :

Adresse : Code postal : Téléphone :

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :

Titulaire : **VILLE DE MONTRÉAL** ainsi que ses employés et les membres de son conseil d'agglomération, de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement.

Adresse du greffe de la Ville de Montréal : 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1C6

que les contrats d'assurances désignés ci-dessous sont actuellement en vigueur et que les garanties de ces contrats d'assurance sont étendues au Titulaire, ajouté à titre d'assuré supplémentaire, mais uniquement en ce qui concerne les lieux, activités ou projets décrits ci-dessous :

Description des lieux, activités ou projets de L'Assuré désigné :

TABLEAU DES GARANTIES			
Nature et étendue des garanties	Contrat N°	Expiration J/M/A	Montants de garantie
Responsabilité civile générale des entreprises (1) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A – Dommage corporel et dommage matériel du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada (BAC) en vertu de son formulaire No 2100.			
Dommage corporel et matériel sur base d'évènement			.....$ par sinistre
Montant global Risque Produits / Après travaux (PAT)			.....$ par période d'assurance
Montant global général (autre que le risque PAT)			.....$ par période d'assurance

Responsabilité civile automobile (2) F.P.Q. N°6 - Formule des non propriétaires			.....$ par sinistre

Les garanties ci-dessus sont notamment assujetties aux conditions suivantes :

(1) Responsabilité civile générale des entreprises

Le formulaire BAC 2100 est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre. Il comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles, lorsque des sinistres surviennent durant la période d'assurance.

Est notamment exclue la responsabilité découlant de la prestation ou du défaut de prestation de services professionnels, dont l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de dessins d'atelier ou autres, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de directives de chantier, de modifications, de cahiers des charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au Titulaire.

(2) Responsabilité civile automobile

Le formulaire F.P.Q. N°6 – Formule des non-propriétaires est celui approuvé par l'Autorité des marchés financiers et en vigueur au moment du sinistre.

Sauf en ce qui a trait à la réduction des montants de garantie par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'Assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces garanties.

Toutes les autres conditions des contrats demeurent inchangées.

Ce certificat prend effet le 20 à 00 h 01 heure locale, à l'adresse de l'Assuré Désigné.

Émis le : _____
Jour / Mois / Année

Par : _____
Signature de l'Assureur

ENTENTE DE COLLABORATION
AVENANT À L'ENTENTE

IDENTIFICATION : Réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A.-Amos et de deux murs de soutènement situés sur l'autoroute 13.

- Municipalité : Montréal
- M.R.C. : Montréal - TE
- C.E.P. : Saint-Laurent
- Projet n° : 154 140 802

Avenant n° 1

À

L'ENTENTE INTERVENUE

Le *27 avril 2020*

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

représenté par le ministre des Transports, monsieur François Bonnardel, dûment autorisé en vertu de la *Loi sur le ministère des Transports* (chapitre M-28) et de la *Loi sur la voirie* (chapitre V-9), lui-même représenté par monsieur Stéphan Deschênes, sous-ministre adjoint aux grands projets routiers et à la région métropolitaine de Montréal, autorisé à signer en vertu du *Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère des Transports* (RLRQ, chapitre M-28, r. 6),

ci-après appelé le « Ministre »,

ET

LA VILLE DE MONTRÉAL,

personne morale de droit public, légalement constituée, représentée par monsieur Emmanuel Tani-Moore, greffier, dûment autorisé, aux termes d'une résolution du conseil municipal, dont copie est jointe à l'annexe A,

ci-après appelée la « Ville ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE l'entente originale nº 201560 est intervenue le 27 avril 2020 entre le Ministre et la Ville;

ATTENDU QUE le coût de réalisation du Projet a été réévalué à la hausse d'environ 26 % par rapport à l'estimation initiale de l'avant-projet définitif;

ATTENDU QUE le Ministre souhaite réviser sa participation à la hausse afin de s'assurer de la réalisation du Projet;

ATTENDU QUE la Ville souhaite également réviser sa participation afin de s'assurer de la réalisation du Projet;

EN CONSÉQUENCE, les parties aux présentes conviennent des modifications suivantes à l'entente originale nº 201560, signée le 27 avril 2020 :

A) L'article 4.1 est modifié de la façon suivante :

Les coûts estimés de réalisation du Projet sont de neuf millions six cent soixante-dix mille cinq cent quarante et un dollars (9 670 541 $), excluant les taxes applicables.

B) L'article 4.2 est modifié de la façon suivante :

L'engagement financier du Ministre correspond à 87 % des coûts estimés de réalisation du Projet, tel que prévu à l'article 5, soit huit millions quatre cent seize mille deux cent quatre-vingt-quinze dollars (8 416 295 $), excluant les taxes applicables, et ne pourra excéder ce montant sans une autorisation préalable des représentants autorisés du Ministre.

C) L'article 4.3 est modifié de la façon suivante :

L'engagement financier de la Ville correspond à 13 % des coûts estimés de réalisation du Projet, tel que prévu à l'article 5, soit un million deux cent cinquante-quatre mille deux cent quarante-six dollars (1 254 246 $), excluant les taxes applicables, et ne pourra excéder ce montant sans une autorisation préalable des instances décisionnelles de la Ville.

F) Les autres articles ou paragraphes de l'entente originale demeurent inchangés.

SIGNATURES

Les parties déclarent avoir pris connaissance et compris les présentes et signent comme suit :

Ville de Montréal

Par : Emmanuel Tani-Moore, greffier

À _____

Ce _____ jour du mois _____ de l'an deux mille ____;

_____
GREFFIER

Gouvernement du Québec

Par : Stéphan Deschênes, sous-ministre adjoint aux grands projets routiers et à la région métropolitaine de Montréal

À Montréal

Ce _____ jour du mois _____ de l'an deux mille ____;

_____
SOUS-MINISTRE ADJOINT
AUX GRANDS PROJETS ROUTIERS ET
À LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE
MONTRÉAL

RÉSOLUTION MUNICIPALE

5. ACTIVITÉS DU PROJET 154140802 – Réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos et de deux murs de l'autoroute 13

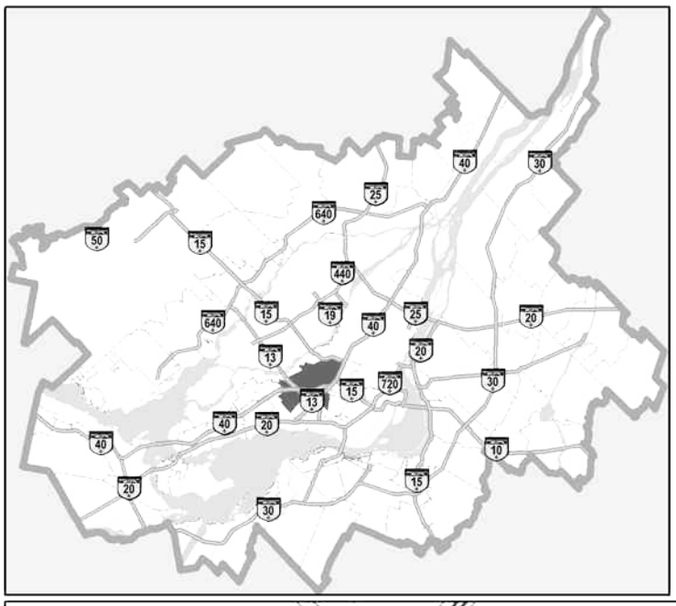
Structures : P-14553, 14 553 A et 15 178 A	EXÉCUTION	FINANCEMENT	
		Ville	MTQ
		%	%
1. ACTIVITÉS PRÉPARATOIRES			
1.1 Avant-projet préliminaire *	Ministre	0	100
1.2 Avant-projet définitif *	Ministre	20	80
1.3 Plans et devis préliminaires *	Ministre	20	80
1.4 Plans et devis définitifs *	Ministre	20	80
1.5 Plans d'arpentage complémentaires *	Ministre	20	80
1.6 Études de laboratoire	Ministre	12	88
2. ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION			
2.1 Surveillance des travaux reliés au projet et contrôle qualitatif des matériaux et de l'utilisation de ces matériaux	Ministre	12	88
2.2 Assistance technique durant la construction	Ministre	20	80
2.3 Signalisation des travaux, conforme aux normes *Tome V – Signalisation routière de la collection Normes - Ouvrages routiers* du Ministère, édition la plus récente, et maintien de la circulation sur le réseau routier dont le Ministère a la gestion	Ministre	0	100
2.4 Signalisation des travaux, conforme aux normes Tome V – Signalisation routière de la collection Normes - Ouvrages routiers du Ministère, édition la plus récente, et maintien de la circulation sur le réseau routier dont la Ville a la gestion	Ministre	100	0
2.5 Terrassement, drainage et structure de la chaussée – A13	Ministre	0	100
2.6 Terrassement, drainage et structure de la chaussée – Hickmore/Louis-A. Amos	Ministre	100	0
2.7 Réparations des culées et colonnes, y compris les glissières à leur base	Ministre	0	100
2.8 Réparations de poutres, diaphragmes et dalle de tablier	Ministre	0	100
2.9 Remplacement des joints de tablier et des appareils d'appui	Ministre	0	100
2.10 Réfection des murs de soutènement P-15178A et P-14553A	Ministre	0	100
2.11 Système d'éclairage du Ministère	Ministre	0	100
2.12 Système de transport intelligent (STI)	Ministre	0	100
2.13 Marquage de la chaussée, remplacement d'enrobé bitumineux et mise en place de la membrane d'étanchéité	Ministre	0	100
2.14 Démolition et reconstruction des dispositifs de retenue (glissières de sécurité), des trottoirs, des côtés extérieurs de dalle et toutes les activités connexes liées à ces travaux	Ministre	100	0
2.15 Aménagements paysagers	Ministre	0	100
2.16 Conduits pour futures fibres optiques de feux de circulation	Ministre	100	0
2.17 Plans finaux de conception *	Ministre	20	80
2.18 Plans «tels que construits» *	Ministre	20	80
3. ENTRETIEN ET EXPLOITATION DES OUVRAGES ET DES INSTALLATIONS			
3.1 Trottoirs et future piste multifonctionnelle	Ville	100	0
3.2 Éclairage (réseau du Ministère)	Ministre	0	100
3.3 Conduits pour futures fibres optiques de feux de circulation (sur structure P-14553)	Ville	100	0
3.4 Dispositifs de retenue (garde-fous)	Ville	100	0
3.5 Structure P-14553 (pont) (sauf éléments de responsabilité municipale)	Ministre	0	100
3.6 Enrobé bitumineux, drainage et marquage (sur structure P-14553)	Ville	100	0
3.7 Structure P-14553A (mur de soutènement)	Ministre	0	100
3.8 Structure P-15178A (mur de soutènement)	Ministre	0	100

* Pour ces activités préparatoires, le partage du financement se fera au prorata du financement du coût total de l'effort réel réalisé par chacune des parties.

Les parties reconnaissent avoir pris connaissance de la présente annexe et y apposent leurs initiales :

_____ _____

PLAN DE LOCALISATION



Transports Québec

Objet : Réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis A. Amos (P-14553) et de deux murs de soutènements (P-15178A et P-14553A) situés sur l'A-13

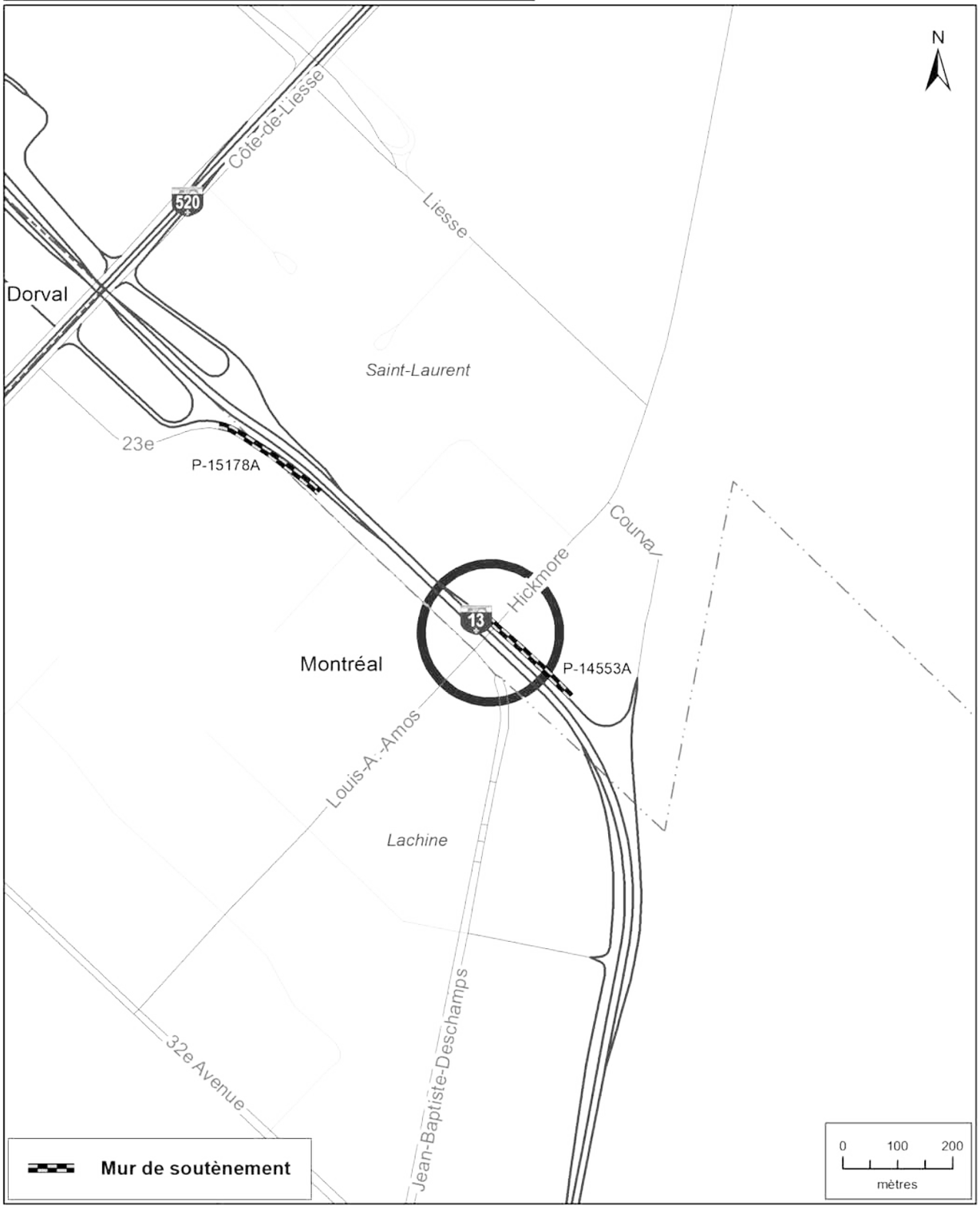
Municipalité : Montréal

MRC : Montréal

CEP : Saint-Laurent

Pojet n° : 154140802

Date : 2019-09-24



Ministère des Transports
Québec
Sous-ministériat aux grands projets routiers et à la région métropolitaine de Montréal

PAR COURRIEL

Montréal, le 6 avril 2021

Monsieur Yves Saindon
Greffier
Ville de Montréal
greffier@ville.montreal.qc.ca
ysaindon@ville.montreal.qc.ca

OBJET : Avenant 1 à l'entente numéro 201560

Monsieur le Greffier,

Vous trouverez ci-joint l'exemplaire du projet d'avenant que le ministère des Transports a rédigé à votre intention pour modifier l'entente 201560 concernant la réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A.-Amos et de deux murs de soutènement sur l'autoroute 13 à Montréal. La participation financière maximale du Ministère à ce projet est évaluée à 8 416 295 $.

Si les conditions contenues dans ce document vous conviennent, je vous saurais gré de bien vouloir signer celui-ci, de le dater et de me le retourner, accompagné d'une résolution du conseil municipal confirmant cette acceptation et vous autorisant à signer l'avenant. À la réception de ces documents, j'y apposerai ma signature et vous en ferai parvenir un exemplaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Greffier, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,

Stéphan Deschênes, ing.

p. j. 1

N/Réf. : 20201201-26

500, boul. René-Lévesque Ouest, 3e étage
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : 514 864-1850
Télécopieur : 514 873-4353
www.transports.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207000011

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Objet :	Approuver l'avenant à l'entente subsidiaire (numéro 201560) entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal pour la réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos (structure 81-03221) au-dessus de l'autoroute 13 et de deux murs de l'autoroute 13 dans l'arrondissement de Saint-Laurent (projet 15-12) faisant passer le coût du projet de 980 902,31 $ à 1 459 315,59 $, taxes incluses (conception et travaux: 1 442 069,34 $ + incidences: 17 246,25 $). Autoriser une dépense additionnelle de 478 413,28 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207000011 Entente MTQ Pont Hickmore_Louis A.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Valérie LAVIGNE
Préposée au budget
Tél : 514-872-7801

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-08

Étienne GUIMOND
Conseiller budgétaire
Tél : 514.872.1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.057

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217231064

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une prolongation de six (6) mois de l'entente avec l'Université de Sherbrooke pour la participation de la Ville aux projets de recherche de la Chaire de recherche du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie (CRSNG) sur le développement des bétons fluides à rhéologie adaptée (BFRA) (CM16 1439) / Approuver l'addenda no. 1 de l'entente à cet effet

Il est recommandé :

1. d'autoriser une prolongation de six (6) mois de l'entente avec l'Université de Sherbrooke pour la participation de la Ville aux projets de recherche de la Chaire de recherche du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie (CRSNG) sur le développement des bétons fluides à rhéologie adaptée (BFRA);

2. d'approuver à cet effet l'addenda no. 1 à l'entente initiale entre la Ville de Montréal et l'Université de Sherbrooke, établissant les modalités et conditions de la prolongation de la durée de l'entente initiale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-22 23:41

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217231064**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une prolongation de six (6) mois de l'entente avec l'Université de Sherbrooke pour la participation de la Ville aux projets de recherche de la Chaire de recherche du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie (CRSNG) sur le développement des bétons fluides à rhéologie adaptée (BFRA) (CM16 1439) / Approuver l'addenda no. 1 de l'entente à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le 19 décembre 2016, le Conseil municipal (CM) a accordé un soutien financier de 150 000$ dont 50 000$ en soutien technique, à l'Université de Sherbrooke afin de participer à la Chaire de recherche du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie (CRNG) sur le développement des bétons fluides à rhéologie adaptée (BFRA) et approuvé un projet de convention à cet effet. La présente Chaire à laquelle s'est associée la Ville visait à développer une nouvelle génération de bétons fluides à rhéologie adaptée (BFRA) qui seraient utilisés dans les infrastructures (structures) routières. Les BFRA sont des bétons à haute performance dont les propriétés rhéologiques permettent une facilité incomparable de la mise en oeuvre de ce matériau, en plus d'améliorer la qualité des éléments bétonnés avec les BFRA et de réduire les délais de réalisation des ouvrages.
L'entente avec l'Université de Sherbrooke pour la participation de la Ville aux projets de recherche de la Chaire de recherche du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie (CRSNG) sur le développement des bétons fluides à rhéologie adaptée (BFRA) avait une durée de cinq ans et se termine le 31 août 2021. Le contexte pandémique de la dernière année a fait en sorte que les travaux de recherche de la Chaire ont été suspendus et la Ville n'a participé à aucun travaux dans le cadre de son entente avec la Chaire.

La présente vise à demander une prolongation de six (6) mois afin de mener à terme les travaux de recherche de la Chaire avec la collaboration et la participation de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1439 - 19 décembre 2016 - Accorder un soutien financier de 150 000 $, dont 50 000 $ en soutien technique, à l'Université de Sherbrooke afin de participer à la Chaire de recherche du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie (CRSNG) sur le développement des bétons fluides à rhéologie adaptée (BFRA), réparti sur 5 ans / Approuver un projet de convention à cet effet (1163855004).

DESCRIPTION

L'addenda no.1 à l'entente initiale avec l'Université de Sherbrooke vise uniquement à prolonger la durée de l'entente initiale jusqu'au 1er mars 2022. Toutes les autres conditions et modalités de l'entente initiale demeurent inchangées. La Ville poursuivra ainsi sa participation aux travaux de recherche de la Chaire en vue de rencontrer les objectifs qui avaient été fixés à l'entente initiale avec l'Université de Sherbrooke. Ces mêmes objectifs sont également visés avec ses autres partenaires qui ont également prolongé leur entente avec la Chaire.

JUSTIFICATION

Le contexte pandémique de la dernière année a fait en sorte que les travaux de recherche de la Chaire ont été suspendus et la Ville, tout comme les autres partenaires de la Chaire, n'ont pu apporter le support ou une contribution technique à l'avancement de ces recherches. Afin de reprendre et de finaliser ses travaux de recherches et de rencontrer ses engagements avec le CRSNG qui finance en grande partie les travaux de la Chaire, l'Université de Sherbrooke doit obtenir l'aval de tous ses partenaires pour prolonger la durée de l'entente initale.
En vertu de l'article 16 de l'entente de Chaire de recherche avec l'Université de Sherbrooke, il est prévu qu'aucun changement ou modification à l'entente, ni aucune renonciation à l'égard de toute condition ou disposition de l'entente, ne peut être fait ni considéré valide sans le consentement écrit des parties. L'addenda 1 à l'entente confirme ainsi le consentement de la Ville et la Chaire pour prolongement de la durée de leur entente jusqu'au 1er mars 2022, assurant ainsi la poursuite de leur collaboration et de leur partenariat de recherche.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'addenda no.1 vise à prolonger la durée de l'entente initiale et ne prévoit aucune contribution financière additionnelle de la Ville. Tel que prévu dans l'entente intiale, la Ville continuera de participer sporadiquement à la finalisation des travaux de recherche de la Chaire avec l'implication du personnel expert de la Division Expertise et soutien technique (DEST) de la Direction des Infrastructures. Le coût afférent de cette participation et du soutien technique de la DEST était prévu à l'entente initiale et au budget de fonctionnement de la Direction des infrastructures. .
Ce dossier est donc sans impact budgétaire pour le Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1er mars 2022 : Fin de l'entente initiale avec l'Université de Sherbrooke pour la participation de la Ville aux projets de recherche de la Chaire de recherche du Conseil de

recherche en sciences naturelles et en génie (CRSNG) sur le développement des bétons fluides à rhéologie adaptée (BFRA)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Jean CARRIER, 16 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique

Tél : 514 872-3921
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-06

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique

Tél : 514 872-3921
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures

Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2021-07-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice du Service des infrastructures du réseau routier
Tél : -
Approuvé le : 2021-07-22

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1217231064

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Autoriser une prolongation de six (6) mois de l'entente avec l'Université de Sherbrooke pour la participation de la Ville aux projets de recherche de la Chaire de recherche du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie (CRSNG) sur le développement des bétons fluides à rhéologie adaptée (BFRA) (CM16 1439) / Approuver l'addenda no. 1 de l'entente à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2021-06-10 Addenda_no 1 Entente Chaire visé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 820-9488

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Sandra PALAVICINI
avocate, droit contractuel
Tél : 514 820-9488
Division : Droit contractuel



Addenda no 1

ENTENTE DE CHAIRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE (CRSNG) sur le développement des bétons fluides à rhéologie adaptée (BFRA) et leur utilisation dans les infrastructures en béton (2016 à 2021)
(CRSNG Référence # : 326001062 Pr. Yahia (UdeS))

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant son siège à l'hôtel de ville, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, ici représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE,** personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 2500, boulevard de l'Université, à Sherbrooke, province de Québec, J1K 2R1, ici représentée par monsieur Christian Beaulé, Directeur général, Service d'appui à la recherche, à l'innovation et à la création (SARIC)) de l'Université de Sherbrooke, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'«**Université** »

(la Ville et l'Université sont collectivement désignées les « **Parties** »)

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement de gestion contractuelle (« Règlement ») en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce Règlement à l'Université;

ATTENDU QUE la Ville a conclu avec l'Université une entente de chaire de recherche industrielle du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) (résolution CE16 1969) (ci-après l'« Entente initiale »);

ATTENDU QUE l'Entente initiale prévoyait la participation de la Ville aux travaux de recherche de la Chaire de recherche industrielle du CRSNG sur le développement des bétons fluides à rhéologie adaptée (BFRA) et leur utilisation dans les infrastructures de

béton, et définissait les contributions et les modalités afférentes au support accordés par la Ville dans les projets de recherche de la Chaire;

ATTENDU QUE l'Entente initiale vient à échéance le 31 août 2021;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent modifier le terme de la durée de l'Entente initiale;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le texte de la clause 20 de l'Entente initiale est remplacé par le suivant :

Cette Entente est réputée avoir pris effet rétroactivement à la date du début de la Chaire, au 1er septembre 2016, et ce malgré la date de sa signature par chacune des Parties. Elle se terminera le 1er mars 2022

Toutes les autres dispositions de l'Entente initiale demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, assistant-greffier

Le ..... e jour de 2021

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Par : _____
Christian Beaulé, Directeur général, Service d'appui à la recherche, à l'innovation et à la création (SARIC)

L’addenda no.1 à l’Entente initiale a été approuvé par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le …. jour de ……2021 (Résolution CM……)

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.058

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1215244002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , - , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	1- Approuver l'entente à conclure entre la Ville de Montréal et le Ministère de la sécurité publique (MSP) pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à la mise en œuvre d'une section spécialisée en violence conjugale. 2- Autoriser la réception d'une contribution financière maximale de 3 016 000 $. 3- Autoriser la création de l'équipe de la Section spécialisée en violence conjugale (SSVC) pour une période de 3 ans avec option de prolongation de 2 ans. 4- Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2021 de 435 000 $, un budget additionnel en provenance des dépenses contingentes pour 2021 de 76 400$ et une augmentation temporaire de l'effectif autorisé de (7) postes policiers et d'un (1) poste civil ainsi qu'un ajustement de la base budgétaire selon les informations inscrites au dossier décisionnel. 5- Autoriser le directeur à signer l'entente de versement de la subvention.

Il est recommandé :

1. Approuver l'entente à conclure entre la Ville de Montréal et le Ministère de la sécurité publique pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à la mise en œuvre d'une section spécialisée en violence conjugale (SSVC);

2. d'autoriser la réception d'une contribution financière maximale de 3 016 000 $;

3. d'autoriser la création de l'équipe de la Section spécialisée en violence conjugale (SSVC) pour une période de 3 ans avec option de prolongation de 2 ans;

4. d'autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2021 de 435 000 $ ainsi qu'un budget additionnel en provenance des dépenses contingentes pour 2021 de 76 400$ et une augmentation temporaire de l'effectif autorisé de 7 postes policiers et d'un poste temporaire civil ainsi qu'un ajustement

de la base budgétaire selon les informations inscrites au dossier décisionnel;

5. d'autoriser le directeur du SPVM à signer l'entente de versement de la subvention.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-26 15:08

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215244002**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , - , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	1- Approuver l'entente à conclure entre la Ville de Montréal et le Ministère de la sécurité publique (MSP) pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à la mise en œuvre d'une section spécialisée en violence conjugale. 2- Autoriser la réception d'une contribution financière maximale de 3 016 000 $. 3- Autoriser la création de l'équipe de la Section spécialisée en violence conjugale (SSVC) pour une période de 3 ans avec option de prolongation de 2 ans. 4- Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2021 de 435 000 $, un budget additionnel en provenance des dépenses contingentes pour 2021 de 76 400$ et une augmentation temporaire de l'effectif autorisé de (7) postes policiers et d'un (1) poste civil ainsi qu'un ajustement de la base budgétaire selon les informations inscrites au dossier décisionnel. 5- Autoriser le directeur à signer l'entente de versement de la subvention.

CONTENU

CONTEXTE

Le 5 mai 2021, le Gouvernement du Québec a autorisé le décret no 657-2021. De ce décret, le MSP octroi par le biais d'une entente une subvention maximale de 3 016 000 $ à la Ville de Montréal, au cours des exercices financiers 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024, soit un montant maximal annuel 696 000 $ (2021-2022); 1 160 000 $ (2022-2023) 1 160 000 $ (2023-2024), pour la participation du SPVM afin de soutenir la mise en place d'une section spécialisée en violence conjugale (SSVC). Cette dernière aura pour mandat de traiter les plaintes de violence conjugale qui ont un caractère sensible ou à risque de dangerosité élevé en offrant aux personnes victimes le meilleur accompagnement.
L'entente prévue doit se terminer le 31 mars 2024 et est renouvelable pour les exercices financiers 2024-2025 et 2025-2026 conditionnellement aux approbations nécessaires conformément au Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (RLRQ, c. A-6.01, r.6).

La structure de la Section spécialisée en violence conjugale (SSVC) nécessite la création de 8 postes:

- 1 commandant
- 1 agent de recherche (professionnel civil)
- 1 lieutenant-détective
- 4 sergents-détectives (enquêteurs)
- 1 agent de concertation communautaire

Un commandant coordonnera la section spécialisée et agira aussi à titre de mandataire corporatif en matière de violence conjugale. Il représentera le SPVM sur les positions stratégiques à adopter et assurera le lien avec la Division de la prévention et de la sécurité urbaine (DPSU) ainsi qu'avec la Direction du SPVM. Celui-ci sera accompagné d'un professionnel civil (agent de recherche). Tous deux assureront ainsi une vision holistique en matière de violence conjugale et veilleront aux meilleures pratiques dans l'accompagnement des personnes victimes. Les principales responsabilités de l'agent de recherche seront de structurer l'information provenant de plusieurs sources de données ouvertes ou fermées, afin de déterminer les relations, les similitudes et la progression des crimes liés à la violence conjugale. Il collaborera également au travail des enquêteurs en analysant des renseignements afin de faire ressortir les éléments essentiels ou d'intérêt pour l'enquête.

Un lieutenant-détective (L/D) supervisera une équipe de quatre sergents-détectives (enquêteurs) spécialisés ainsi qu'un agent de concertation communautaire. Ce L/D aura également le mandat d'offrir un soutien (rôle-conseil) et d'agir comme vecteur de transmission des meilleures pratiques liées à la problématique de la violence conjugale, et ce, au niveau des superviseurs.

Les quatre sergents-détectives auront le mandat de traiter les plaintes de violence conjugale nécessitant une attention particulière de par leur caractère sensible ou lorsqu'un niveau de dangerosité élevé aura été préalablement évalué. Ces sergents-détectives disposant d'une formation spécialisée en matière de violence conjugale et pourront ainsi faire profiter les personnes victimes d'un meilleur accompagnement, et ce, selon le besoins de ces dernières.

Un agent de concertation communautaire spécialisé en violence conjugale viendra soutenir l'équipe pour assurer des liens solides avec les partenaires communautaires et institutionnels. Ils auront aussi le mandat d'offrir un soutien (rôle-conseil) et viendront appuyer et optimiser la communauté de pratique du SPVM en matière de violence conjugale et intrafamiliale (VCI) existante.

Aussi, le projet vise à optimiser le référencement des agresseurs vers les ressources appropriées en renforçant notamment, la collaboration avec les organismes du milieu et de la santé pour la prise en charge de cette clientèle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Non applicable, nouveau projet.

DESCRIPTION

Le but du présent dossier décisionnel est d'obtenir l'autorisation pour la création d'une section spécialisée en violence conjugale et d'autoriser la réception dune contribution financière du MSP pour une période de 3 ans (2021-2024) avec une option de prolongation de 2 ans (2024-2026) pour des montants répartis comme suit: 696 000 $ (2021-2022); 1 160 000 $ (2022-2023) 1 160 000 $ (2023-2024).

L'entente prévue entrera rétrospectivement en vigueur au 1er avril 2021 pour se terminer le 31 mars 2024 et est renouvelable pour les exercices financiers 2024-2025 et 2025-2026 conditionnellement aux approbations nécessaires conformément au Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (RLRQ, c. A-6.01, r.6).

Ce projet nécessitera l'autorisation de l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé de sept (7) postes policiers et d'un (1) poste civil soit un agent de recherche (499810) jusqu'au 31 mars 2024 avec possibilité de prolongation jusqu'en 2026.

JUSTIFICATION

Les violences en contexte conjugal constituent un défi de taille qui requiert une approche multidisciplinaire où la victime est au centre des préoccupations. La mise en place de cette nouvelle équipe vise à prévenir les féminicides en contexte conjugal, offrir un accompagnement davantage personnalisé aux victimes et permettre une surveillance accrue des contrevenants.
La création de la section permet de plus au SPVM de prévoir des actions qui s'inspireront des recommandations formulées par le Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale dont le rapport s'intitule « *Rebâtir la confiance* ». Cette volonté s'inscrit dans les réflexions et travaux qui recommandent une équipe spécialisée pour des fins d'enquêtes à risques homicidaires élevés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La subvention maximale de 3 016 000$ provenant MSP qui sera versée à la Ville de Montréal au cours des exercices financiers 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024, vise à soutenir la mise en place et le fonctionnement de la Section spécialisée en violence conjugale (SSVC) qui aura pour mandat d'offrir un accompagnement davantage personnalisé aux victimes de violence conjugale.
Les coûts liés aux dépenses de cette équipe ainsi que son financement se détaillent comme suit :

Dépenses de fonctionnement	**Coûts**				
	2021 (AOÛT À DÉC.)	**2022**	**2023**	**2024 (JANVIER À MARS)**	**TOTAL**
1 Commandant	80 700 $	197 500 $	200 500 $	50 900 $	**529 600 $**
1 Lieutenant-détective	67 000 $	163 900 $	166 400 $	42 900 $	**440 200 $**
4 Sergents-détectives	243 600 $	596 000 $	605 100 $	153 600 $	**1 598 300 $**
1 Agent	51 700 $	126 500 $	128 400 $	32 600 $	**339 200 $**
1 Agent de recherche (Professionnel 001E)	40 400$	99 200 $	101 200 $	25 800 $	**266 600 $**
Temps supplémentaire - Policier	12 700 $	31 200 $	31 700 $	8 000 $	**83 600 $**
Biens et services (cellulaires, équipements, ...)	15 300 $	3 100 $	3 200 $	800 $	**22 400 $**
DÉPENSES TOTALES	**511 400 $**	**1 217 400 $**	**1 236 500 $**	**314 600 $**	**3 279 900 $**
Financement	**2021 (AOÛT À DÉC.)**	**2022**	**2023**	**2024 (JANVIER À MARS)**	**TOTAL**
Budget additionnel - Revenus MSP	435 000 $	1 131 000 $	1 160 000 $	290 000 $	3 016 000 $

Écart - Contribution de la Ville	**76 400 $**	**86 400 $**	**76 500 $**	**24 600 $**	**263 900 $**

Pour 2021, un ajustement budgétaire équivalent pour les revenus et les dépenses de 435 000 $ est requis ainsi qu'un budget additionnel en provenance des dépenses contingentes pour un montant de 76 400$. Un ajustement de la base budgétaire pour les années 2022 à 2024 est aussi nécessaire.

Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Ces dépenses seront assumées à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le contexte social actuel presse à agir rapidement. Sans la constitution de cette section, les actions prévues par le SPVM ne pourront être mises en place au même rythme ni avec la même coordination.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une annonce ministérielle a été effectuée le 6 mai 2021.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature des ententes provinciales avec le MSP.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hugo BLANCHETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Vanessa VO-DAI, Service des ressources humaines

Lecture :

Vanessa VO-DAI, 8 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samia KETTOU
Préposée au soutien administratif

Tél : 514 280-8996
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-08

Pascal RICHARD
Inspecteur-chef, direction des services corporatifs

Tél : 514-280-2602
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Vincent RICHER
Directeur adjoint
Tél : 514-280-4295
Approuvé le : 2021-07-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON
directeur de service - police
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2021-07-26

ENTENTE
RELATIVE À L'OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE MONTRÉAL, AU COURS DES EXERCICES FINANCIERS 2021-2022, 2022-2023 ET 2023-2024 POUR LA PARTICIPATION DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL AFIN DE SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE D'UN MODULE SPÉCIALISÉ DE CONCERTATION ET D'ENQUÊTES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE

ENTRE

LA MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

pour et au nom du gouvernement du Québec,
agissant par monsieur Louis Morneau, sous-ministre associé, à la Direction générale des affaires policières, dûment autorisé en vertu de l'article 8 des Modalités de signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de la Sécurité publique (RLRQ, c. M-19.3, r. 2)

(ci-après appelé la « MINISTRE »)

ET

LA VILLE DE MONTRÉAL

dûment représentée par
monsieur Sylvain Caron, directeur,
Service de police de la Ville de Montréal

(ci-après appelée la « VILLE DE MONTRÉAL »)

Ci-après collectivement désignées les « PARTIES »

ATTENDU QUE le gouvernement s'est engagé à investir 27 000 000 $ sur cinq ans pour mettre en place des actions prioritaires pour prévenir les féminicides en contexte conjugal;

ATTENDU QUE le ministère de la Sécurité publique, dans le cadre des actions prioritaires pour prévenir les féminicides en contexte conjugal, doit ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps de police et des services correctionnels;

ATTENDU QUE le paragraphe 2º de l'article 9 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (RLRQ, c. M-19.3) confie à la MINISTRE la fonction de favoriser et de promouvoir la coordination des activités policières;

ATTENDU QUE la VILLE DE MONTRÉAL souhaite participer à ces actions en créant, au sein de son corps de police, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), le module spécialisé de concertation et d'enquêtes en matière de violence conjugale;

ATTENDU QU'il y a lieu d'établir les conditions et les modalités relatives au versement d'une subvention par la MINISTRE à la VILLE DE MONTRÉAL, au cours des exercices financiers 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024, pour la mise en place d'un module spécialisé de concertation et d'enquêtes en matière de violence conjugale au sein de son corps de police;

PAR CONSÉQUENT, les parties conviennent de ce qui suit :

1 - INTERPRÉTATION

1.1 DÉFINITION

Aux fins de la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, l'expression suivante signifie :
Exercice financier : du 1er avril au 31 mars de chaque exercice financier visé par la présente entente.

1.2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

1.2.1 La présente constitue la seule entente intervenue entre les parties quant au versement d'une subvention pour la participation du SPVM à la mise en œuvre d'un module spécialisé de concertation et d'enquêtes en matière de violence conjugale (Module) et toute autre entente non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

1.2.2 Le préambule et l'annexe font partie intégrante de la présente entente. En cas de conflit entre ceux-ci et la présente entente, cette dernière prévaudra.

1.2.3 Les dispositions de la présente entente n'ont pas pour effet d'autoriser une partie à engager des frais ou à contracter des dettes au nom de l'autre partie, ni à agir à titre de représentant de l'autre partie.

2 - OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de prévoir les conditions et les modalités pour le versement, par la MINISTRE à la VILLE DE MONTRÉAL, d'une subvention d'un montant maximal de 3 016 000 $ pour soutenir la participation du SPVM à la mise en œuvre du Module qui aura pour mandat de traiter les plaintes de violence conjugale qui ont un caractère sensible ou à risque de dangerosité élevée, en offrant aux personnes

victimes le meilleur accompagnement au cours des exercices financiers 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024.

Cette entente prévoit un partage de 90 % des dépenses annuelles admissibles du Module entre la MINISTRE et de 10 % à la VILLE DE MONTRÉAL, sous réserve d'une subvention maximale pour chacun des exercices financiers prévue à l'article 3 de la présente entente et des conditions et modalités qui y sont prévues.

3 - OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

3.1 En considération des engagements assumés par la VILLE DE MONTRÉAL, la MINISTRE s'engage à lui verser une subvention maximale de 3 016 000 $, pour les exercices financiers 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024, selon les modalités prévues aux articles 3.3 à 3.5, afin de permettre la mise en œuvre du Module. Cette subvention correspondant à 90 % des dépenses admissibles pour le Module, jusqu'à concurrence des montants suivants pour chacun des exercices financiers :

- 2021-2022 : 696 000 $;
- 2022-2023 : 1 160 000 $;
- 2023-2024 : 1 160 000 $.

3.2 La MINISTRE s'engage à prendre toutes démarches pour l'obtention des autorisations légales requises pour l'octroi des subventions à la VILLE DE MONTRÉAL.

Sur l'obtention des autorisations légales requises, ces subventions seront versées conformément aux conditions et aux modalités déterminées par la présente entente, notamment celles prévues aux articles 3.3 à 3.5.

3.3 Pour chacun des exercices financiers visés par la présente entente, la MINISTRE s'engage à effectuer un premier versement représentant 60 % du montant maximal, selon le cas :

a) au plus tard 60 jours suivant la signature de l'entente pour l'exercice financier 2021-2022;
b) et dans les 60 jours suivant la date d'approbation des crédits requis par les autorités gouvernementales pour les autres exercices financiers.

3.4 Dans les 60 jours ouvrables suivant le 31 décembre de chaque exercice financier visé par la présente entente et sur présentation, par la VILLE DE MONTRÉAL, de la demande de remboursement selon les modalités prévues à l'article 4.3, la MINISTRE s'engage à verser la différence entre le montant versé en vertu de l'article 3.3 et les dépenses réellement engagées, pour un montant total ne dépassant pas 90 % de la subvention totale maximale.

Si les dépenses réellement engagées par la VILLE DE MONTRÉAL sont moins élevées que le montant versé en application de l'article 3.3, aucun versement n'est effectué.

3.5 Dans les 60 jours ouvrables suivant le 31 mars de chaque exercice financier visé par la présente entente, et sur présentation, par la VILLE DE MONTRÉAL, de la demande de remboursement selon les modalités prévues à l'article 4.3, la MINISTRE s'engage à verser, jusqu'à concurrence du montant maximal déterminé à l'article 3.1, un montant pour couvrir les dépenses réelles admissibles.

Dans le cas où, à la suite de l'analyse effectuée par la MINISTRE, il s'avère que le montant des dépenses réelles engagées par la VILLE DE MONTRÉAL serait inférieur aux montants déjà versés par la MINISTRE

durant l'exercice financier, la VILLE DE MONTRÉAL doit rembourser les montants reçus en trop.

3.6 Les dépenses admissibles pour chacun des exercices financiers visés par la présente entente sont prévues à l'annexe. Ce sont des dépenses réelles, justifiables, raisonnables et elles sont remboursées à la VILLE DE MONTRÉAL, sur production d'un formulaire de remboursement détaillé des dépenses engagées pour lesquelles un remboursement est souhaité et des pièces justificatives appropriées.

4 - OBLIGATIONS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

4.1 La VILLE DE MONTRÉAL s'engage à payer, pour chacun des exercices financiers visés par la présente entente, 10 % des dépenses admissibles pour le Module ainsi que toutes dépenses excédentaires.

4.2 La VILLE DE MONTRÉAL s'engage à ce que le SPVM utilise la subvention aux seules fins de mettre en œuvre du Module, notamment en regard des obligations associées au niveau de service auxquels sont tenus les services de police[1].

À défaut, la VILLE DE MONTRÉAL s'engage à rembourser immédiatement à la MINISTRE tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

4.3 La VILLE DE MONTRÉAL doit produire une demande de remboursement mensuelle détaillée des dépenses engagées pour lesquelles un remboursement est souhaité et des pièces justificatives appropriées. Ce rapport doit également préciser la participation financière de la VILLE DE MONTRÉAL pour la mise en œuvre du module.

La MINISTRE se réserve le droit de demander la production de la demande de remboursement mensuelle détaillée au moyen d'un formulaire prévu à cette fin.

4.4 La VILLE DE MONTRÉAL s'engage également à ce que le SPVM :

a) transmette à la MINISTRE, au début de chaque exercice financier, une grille budgétaire détaillée des ressources consacrées au Module selon la forme prescrite par celui-ci;
remette à la MINISTRE un bilan annuel au plus tard le 30 juin suivant la fin des exercices financiers. Ce bilan devra notamment inclure un rapport financier détaillé, un rapport faisant état des opérations menées, de leurs résultats et de l'évolution des problématiques de la violence conjugale et intrafamiliale, de la confiance des victimes envers le système et du risque de récidive des conjoints violents;

b) participe à un processus d'évaluation annuel déterminé par la MINISTRE afin de suivre son implantation, de mesurer l'atteinte des objectifs intermédiaires et finaux et de formuler des conclusions basées sur des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pertinents et des données probantes;

c) transmette à la MINISTRE, à sa demande pour des fins de vérifications, les pièces justificatives, les factures, les reçus ainsi que les comptes, les registres et les renseignements concernant les dépenses admissibles mentionnées à l'annexe ainsi que tout autre document pertinent à l'utilisation de la subvention de la présente entente.

[1] Règlement sur les services policiers que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir selon leur niveau de compétence (RLRQ, c. P-13.1, r.1.2).

5 - RESPONSABILITÉ

5.1 La VILLE DE MONTRÉAL sera responsable de tout dommage causé par elle, ou ses employés, au cours ou à l'occasion de l'exécution de la présente entente y compris le dommage résultant ou découlant du Module visé par l'entente ou d'un manquement à un engagement pris en vertu de la présente entente. Ainsi, sauf le cas de faute intentionnelle ou de faute lourde de la part de la MINISTRE, cette dernière n'assumera aucune responsabilité à l'égard de tout dommage subi par un tiers ainsi que par la VILLE DE MONTRÉAL ou ses employés, dans le cours ou à l'occasion de l'exécution de la présente entente, incluant sa résiliation.

5.2 La VILLE DE MONTRÉAL s'engage à indemniser, à protéger et à prendre faits et cause pour la MINISTRE contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites et toutes autres procédures prises par toute personne en raison de dommages ainsi causés.

5.3 La VILLE DE MONTRÉAL s'engage à notifier immédiatement la MINISTRE de toute mise en demeure, recours, réclamation, demande, poursuite et toutes autres procédures transmises ou prises par toute personne dans le cadre du Module.

6 - CONFLITS D'INTÉRÊTS

La présente entente doit s'appliquer en conformité avec les règles applicables en matière d'éthique, de déontologie et de conflits d'intérêts.

7 - CONFIDENTIALITÉ ET DIVULGATION

La VILLE DE MONTRÉAL s'engage à ce que ni elle ni aucun de ses employés ne divulgue, sans y être dûment autorisé par la MINISTRE, les données, les analyses ou les résultats inclus dans les rapports réalisés en vertu de l'entente ou généralement, quoi que ce soit dont elle aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution de la présente entente.

8 - RÉSILIATION

8.1 La MINISTRE et la VILLE DE MONTRÉAL se réservent le droit de résilier la présente entente, si l'autre partie fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, des conditions ou des obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente.

8.2 Pour ce faire, la MINISTRE ou la VILLE DE MONTRÉAL adresse un avis écrit de résiliation à l'autre partie énonçant le motif de résiliation. La partie qui recevra un tel avis devra remédier au défaut énoncé dans le délai prescrit à cet avis, à défaut de quoi cette entente sera automatiquement résiliée, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai.

8.3 La VILLE DE MONTRÉAL aura alors droit aux dépenses admissibles liées directement au Module, conformément à l'annexe de la présente entente, jusqu'à la date de la résiliation de l'entente, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

9 - MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente devra faire l'objet d'une nouvelle entente écrite entre les deux parties.

10 - MAINTIEN DE CERTAINES OBLIGATIONS

Toute clause qui de par sa nature devrait continuer de s'appliquer, incluant notamment la clause concernant la confidentialité, demeure en vigueur malgré la fin de la présente entente.

11 - MODES AMIABLES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Si un différend survient dans le cours de l'exécution de la présente entente ou sur son interprétation, les parties s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de la solution.

12 - REPRÉSENTANTS DES PARTIES ET COMMUNICATIONS

12.1 La MINISTRE, aux fins de l'application de la présente entente, y compris pour toute approbation qui y est requise, désigne la directrice des programmes de la Direction générale adjointe des politiques, des programmes et de la recherche pour la représenter. Si un remplacement était rendu nécessaire, la MINISTRE en avisera la VILLE DE MONTRÉAL dans les meilleurs délais.

12.2 De même, la VILLE DE MONTRÉAL désigne le directeur du SPVM pour la représenter. Si un remplacement était rendu nécessaire, la VILLE DE MONTRÉAL en avisera la MINISTRE dans les meilleurs délais.

12.3 Tout avis exigé en vertu de la présente entente, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être transmis par courriel à l'adresse DGAP-BSMA@msp.gouv.qc.ca, par messager ou par la poste ou la poste recommandée à l'adresse de la partie concernée comme indiqué ci-dessous :

Monsieur Louis Morneau
Sous-ministre associé aux affaires policières
Ministère de la Sécurité publique
2525, boulevard Laurier, Tour du Saint-Laurent, 8e étage
Québec (Québec) G1V 2L2

Monsieur Sylvain Caron
Directeur
Service de police de la Ville de Montréal
1441 Saint-Urbain, 9e étage
Montréal (Québec) H2X 2M6

12.4 Tout changement de coordonnées de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

13 - ENGAGEMENTS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

13.1 Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, c. A-6.001 et ses modifications).

13.2 La MINISTRE se réserve la possibilité de diminuer, de retarder ou d'annuler un versement dans la mesure où les fonds ne sont pas disponibles. Une telle diminution prendra effet 30 jours après la réception d'un avis transmis par la MINISTRE à la VILLE DE MONTRÉAL pour l'informer.

13.3 Si, à la suite de la réception d'un tel avis, la VILLE DE MONTRÉAL est d'avis qu'elle ne peut plus exécuter les obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, elle peut, après avoir avisé par écrit la MINISTRE, résilier la présente entente, à compter du trentième jour suivant la réception, par la MINISTRE de cet avis.

14 - VÉRIFICATION

Les demandes de paiement découlant de l'exécution de la présente entente peuvent faire l'objet d'une vérification par le Contrôleur des finances conformément à la Loi sur le ministère des Finances (RLRQ, c. M-24.01).

15 - CESSION DE L'ENTENTE

Les droits et les obligations contenus à la présente entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, en tout ou en partie, sans l'autorisation de la MINISTRE ou de la VILLE DE MONTRÉAL.

16 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

Malgré la date de sa signature par les deux parties, la présente entente entre en vigueur le 1er avril 2021 pour se terminer le 31 mars 2024 et est renouvelable pour les exercices financiers 2024-2025 et 2025-2026 préalablement aux approbations nécessaires conformément au Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (RLRQ, c. A-6.01, r.6)

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé en double exemplaire :

LA MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Par : _____ _____
Louis Morneau, sous-ministre associé Date

LA VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____ _____
Sylvain Caron, directeur Date
Service de police de la Ville de Montréal

La présente entente a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal (Ce…….).

Annexe

DÉPENSES ADMISSIBLES

Sont considérées admissibles les dépenses liées à la participation du SPVM à la mise en œuvre du Module. Plus particulièrement les dépenses liées aux ressources humaines et au fonctionnement décrites ci-dessous :

- les coûts du salaire;
- les avantages sociaux;
- les heures supplémentaires;
- les primes et les allocations prévues aux conventions collectives;
- les frais de fonctionnement nécessaires à la réalisation du Module;
- les frais de fonctionnement des véhicules (frais d'entretien, essence);
- les frais de déplacement et de repas;
- les frais d'acquisition et de fonctionnement d'équipements.

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Certains frais ou certaines activités ne peuvent faire l'objet d'un financement par la subvention prévue à la présente entente :

- congé octroyé en vertu des dispositions des conventions collectives relatives aux droits parentaux;
- transferts de fonds vers des organismes externes;
- frais engagés par le SPVM pour subventionner d'autres organismes;
- rémunération de personnel qui ne fait pas partie de l'effectif policier autorisé dans la présente entente ou qui n'est pas affecté directement aux activités du module;
- formation initiale dans le domaine de la patrouille-gendarmerie, de l'enquête et de la gestion policière;
- production de matériel promotionnel;
- activités déjà financées dans le cadre d'un autre programme de subvention;
- frais liés aux absences pour lésions professionnelles (incluant les accidents de travail);
- frais d'intérêts imposés par la Ville de Montréal sur les sommes à verser par la ministre de la Sécurité publique.

5 MAI 2021

DÉCRET

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

NUMÉRO

657-2021

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 3 480 000 $ à la Ville de Montréal, au cours des exercices financiers 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024, pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal afin de soutenir la mise en place d'un module spécialisé de concertation et d'enquêtes en matière de violence conjugale

---ooo0ooo---

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes 1° et 2° de l'article 9 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3) les fonctions de la ministre de la Sécurité publique consistent à assurer ou à surveiller, suivant le cas, l'application des lois relatives à la police et à favoriser et à promouvoir la coordination des activités policières;

ATTENDU QUE le ministère de la Sécurité publique, dans le cadre des actions prioritaires pour prévenir les féminicides en contexte conjugal, contribue par l'ajout d'effectifs spécialisés en violence conjugale au sein des corps de police et des services correctionnels;

ATTENDU QUE le Service de police de la Ville de Montréal souhaite participer à ces actions en implantant un module spécialisé de concertation et d'enquêtes en matière de violence conjugale;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 $;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 3 480 000 $ à la Ville de Montréal, au cours des exercices financiers 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024, soit un montant maximal de 1 160 000$ pour chacun des exercices financiers, pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal afin de soutenir la mise en place d'un module spécialisé de concertation et d'enquêtes en matière de violence conjugale;

ATTENDU QUE les modalités et les conditions d'octroi de cette subvention seront établies dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Montréal, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE la ministre de la Sécurité publique soit autorisée à octroyer une subvention d'un montant maximal de 3 480 000 $ à la Ville de Montréal, au cours des exercices financiers 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024, soit un montant maximal de 1 160 000 $ pour chacun des exercices financiers, pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal afin de soutenir la mise en œuvre d'un module spécialisé de concertation et d'enquêtes en matière de violence conjugale;

QUE les modalités et les conditions d'octroi de cette subvention soient établies dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Montréal, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif



Ministère de
la Sécurité publique
Québec

Le sous-ministre associé
Direction générale des affaires policières

PAR COURRIEL

Le 8 juillet 2021

Monsieur Sylvain Caron
Directeur
Service de police de la Ville de Montréal
1441, rue Saint-Urbain
Montréal (Québec) H2X 2M6

Objet : Confirmation du financement 2021-2022 pour soutenir la mise en œuvre d'un module spécialisé de concertation et d'enquêtes en matière de violence conjugale

Monsieur le Directeur,

Je tiens d'abord à vous mentionner que nous sommes heureux d'entamer ce partenariat avec le Service de police de la Ville de Montréal dans le cadre de la mise en œuvre d'actions prioritaires pour prévenir les féminicides en contexte conjugal. Nous sommes convaincus que la mise en œuvre d'un module spécialisé de concertation et d'enquêtes en matière de violence conjugale au sein de votre corps de police contribuera à lutter contre la violence conjugale.

Une entente formelle viendra préciser les paramètres administratifs de votre participation à cette mesure. D'ici là, il me fait plaisir de vous confirmer l'octroi d'une subvention maximale de 696 000 $ pour l'année financière 2021-2022.

Si vous avez des questions au regard des informations qui précèdent ou sur tout autre aspect de ce dossier, je vous invite à communiquer avec la directrice des programmes, M[me] Julie Simard, par courriel à julie.simard09@msp.gouv.qc.ca ou par téléphone au 418 446-7149.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Louis Morneau

c. c. M[me] Anne Chamandy, Service de police de la Ville de Montréal
M[me] Isabelle Joly, Service de police de la Ville de Montréal
M[me] Myriam Gauthier, Service de police de la Ville de Montréal
M[me] Mélissa Plamondon, ministère de la Sécurité publique

N/Réf. : 2021-12504

Tour des Laurentides, 5[e] étage
2525, boulevard Laurier
Québec (Québec) G1V 2L2
Téléphone : 418 643-3500
Télécopieur : 418 643-0275
www.msp.gouv.qc.ca

Formulaire d'identification de créations / abolitions / transferts / prolongations de postes

Note: Les cases orangées sont à compléter par les Finances, les autres cases doivent être complétées par les Ressources humaines

Date de la demande	Nom de la personne à contacter	tél. contact	#GDD
16/07/2021	Youssef Idelkadi	514-629-3006	1215244002

	Information actuelle (à modifier)		Informations invariables				Nouvelle information								
Types d'action	Centre d'opération (CO)	Type de poste	Numéro de poste	Code d'emploi	Nom / Matricule (à l'usage exclusif des intervenants RH)	Référence(s) budgétaire(s) ou de financement	Nom nouvelle Unité**	Centre d'opération (CO)	Type de poste	Date de début	Date de fin	Nombre d'heures	Accréditation	Clé comptable	Clé comptable activée ?
Création				499810			Section spécialisée en violence conjugale (SSVC)		TEMP	01/08/2021	31/03/2024		29 : Professionnels généraux		
Création				Police - Commandant			Section spécialisée en violence conjugale (SSVC)		TEMP	01/08/2021	31/03/2024		15 : Officiers de directions (SPVM)		
Création				Police - Lieutenant détective			Section spécialisée en violence conjugale (SSVC)		TEMP	01/08/2021	31/03/2024		16 : Policiers		
Création				Police - Sergent-détective			Section spécialisée en violence conjugale (SSVC)		TEMP	01/08/2021	31/03/2024		16 : Policiers		
Création				Police - Sergent-détective			Section spécialisée en violence conjugale (SSVC)		TEMP	01/08/2021	31/03/2024		16 : Policiers		
Création				Police - Sergent-détective			Section spécialisée en violence conjugale (SSVC)		TEMP	01/08/2021	31/03/2024		16 : Policiers		
Création				Police - Sergent-détective			Section spécialisée en violence conjugale (SSVC)		TEMP	01/08/2021	31/03/2024		16 : Policiers		
Création				Police - Agent de concertation			Section spécialisée en violence conjugale (SSVC)		TEMP	01/08/2021	31/03/2024		16 : Policiers		

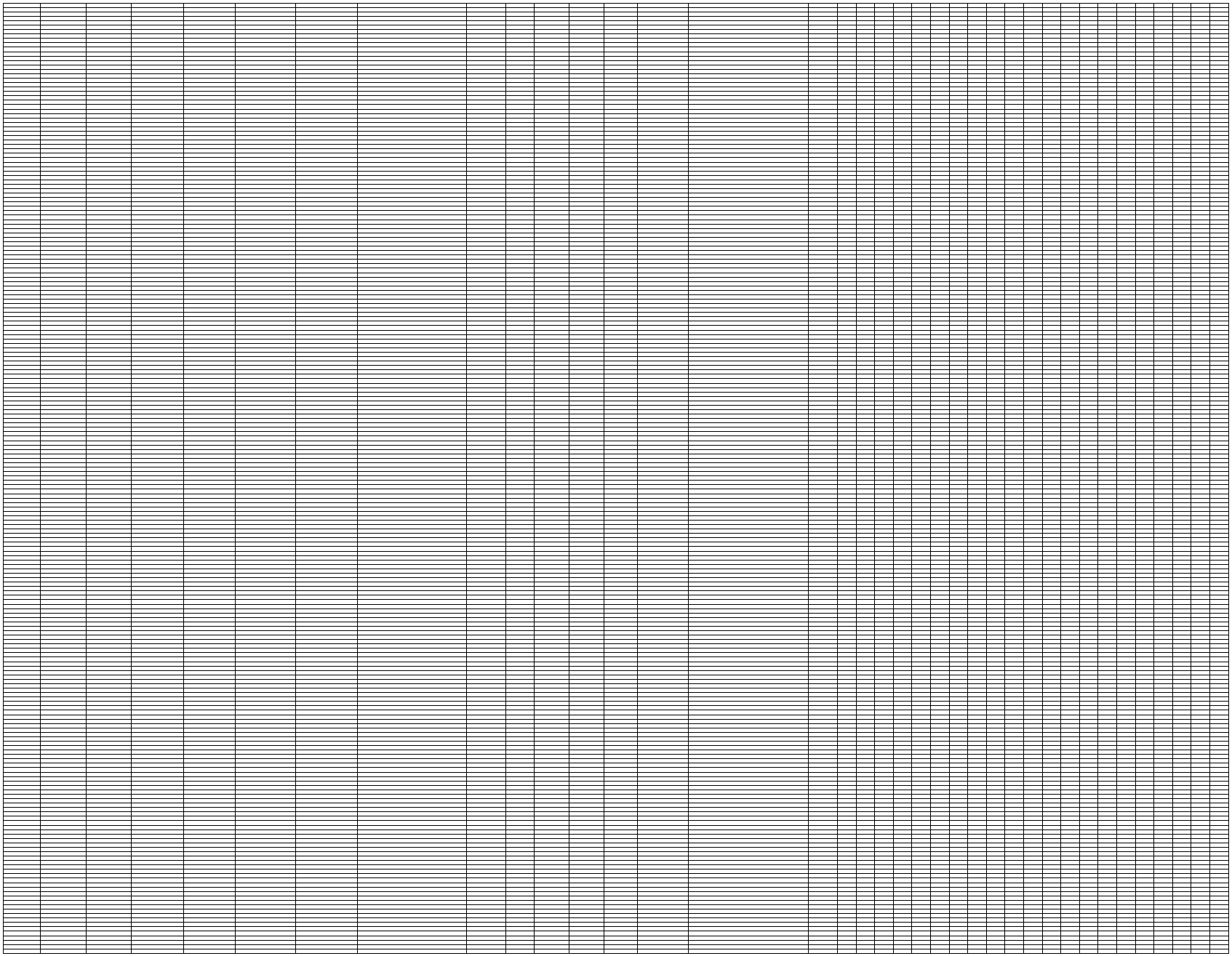


Tableau de demandes de modifications à la structure

Date de la demande	Nom du demandeur	Nom de la personne à contacter	tél. contact	#GDD
16/07/2021	Youssef Idelkadi	Youssef Idelkadi	514629-006	1215244002

Note: Les cases orangées sont à compléter par les Finances, les autres cases doivent être complétées par les Ressources humaines

	Information actuelle (à modifier)				Nouvelle information					
Type d'action	Numéro UADM	Nom UADM	Numéro centre d'opération (CO)	Nom centre d'opération (CO)	Numéro UADM	Nom UADM	Numéro centre d'opération (CO)	Nom centre d'opération (CO)	Numéro de centre de responsabilité (CR)	Date effective
Création UADM					370200010300	Section spécialisée en violence conjugale (SSVC)		Section spécialisée en violence conjugale (SSVC)		01/08/2021

Formulaire de création d'un centre d'opération

Date de la demande	Nom du demandeur	Nom de la personne à contacter	tél. contact	#GDD
16/07/2021	Youssef Idelkadi	Youssef Idelkadi	514-629-3006	1215244002

Note: Les cases orangées sont à compléter par les Finances, les autres cases doivent être complétées par les Ressources humaines.

				Adresse complète											
Type d'action	Numéro centre d'opération	Nom centre d'opération	Date effective	No	rue	Orientation	Bureau	Étage	ville	code postal	Entité	Source	Centre de responsabilité	Centre de distribution	UADM au registre des postes
Création		Section spécialisée en violence conjugale (SSVC)	01/08/2021	1441	St-Urbain				Montéal	H2X2M6					370200010300

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215244002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , - , -
Objet :	1- Approuver l'entente à conclure entre la Ville de Montréal et le Ministère de la sécurité publique (MSP) pour la participation du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à la mise en œuvre d'une section spécialisée en violence conjugale. 2- Autoriser la réception d'une contribution financière maximale de 3 016 000 $. 3- Autoriser la création de l'équipe de la Section spécialisée en violence conjugale (SSVC) pour une période de 3 ans avec option de prolongation de 2 ans. 4- Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2021 de 435 000 $, un budget additionnel en provenance des dépenses contingentes pour 2021 de 76 400$ et une augmentation temporaire de l'effectif autorisé de (7) postes policiers et d'un (1) poste civil ainsi qu'un ajustement de la base budgétaire selon les informations inscrites au dossier décisionnel. 5- Autoriser le directeur à signer l'entente de versement de la subvention.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Tableau intervention 121544002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo BLANCHETTE
Conseiller budgétaire
Tél : 514-280-8531

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Yves COURCHESNE
Trésorier et directeur du Service des finances
Tél : 514-872-6630
Division : Service des finances

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.059

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1212610002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente entre la Ville de Montréal et le Ministère de la sécurité publique pour la contribution financière à l'Équipe de lutte au trafic d'armes (ELTA) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour la période du 1er avril 2021 au 31 mars 2023. / Autoriser à cette fin la réception d'une contribution financière maximale de 5 000 000 $, autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2021 de 1 875 000 $ et un budget additionnel en provenance des dépenses contingentes pour 2021 de 534 045 $. / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé policier de dix (10) postes policiers et la création de deux (2) postes temporaires civils pour la période du 1er octobre 2021 au 31 mars 2023 / Autoriser également l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé policier de cinq (5) postes policiers et la création d'un (1) poste temporaire civil pour la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2023 / Autoriser le directeur du SPVM à signer l'entente de versement de la subvention

1. Approuver l'entente entre la Ville de Montréal et le ministère de la Sécurité publique pour la contribution financière à l'Équipe de lutte au trafic d'armes (ELTA) du SPVM pour la période du 1er avril 2021 au 31 mars 2023.
2. Autoriser à cette fin la réception d'une contribution financière maximale de 5 000 000 $, autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2021 de 1 875 000 $ et un budget additionnel en provenance des dépenses contingentes pour 2021 de 534 045 $.

3. Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé policier de dix (10) postes policiers et la création de deux (2) postes temporaires civils pour la période du 1er octobre 2021 au 31 mars 2023.

4. Autoriser également l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé policier de cinq (5)

postes policiers et la création d'un (1) poste temporaire civil pour la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2023.

5. Autoriser le directeur du SPVM à signer l'entente de versement de la subvention.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-26 22:14

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1212610002**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente entre la Ville de Montréal et le Ministère de la sécurité publique pour la contribution financière à l'Équipe de lutte au trafic d'armes (ELTA) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour la période du 1er avril 2021 au 31 mars 2023. / Autoriser à cette fin la réception d'une contribution financière maximale de 5 000 000 $, autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2021 de 1 875 000 $ et un budget additionnel en provenance des dépenses contingentes pour 2021 de 534 045 $. / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé policier de dix (10) postes policiers et la création de deux (2) postes temporaires civils pour la période du 1er octobre 2021 au 31 mars 2023 / Autoriser également l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé policier de cinq (5) postes policiers et la création d'un (1) poste temporaire civil pour la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2023 / Autoriser le directeur du SPVM à signer l'entente de versement de la subvention

CONTENU

CONTEXTE

Le 22 février 2021 marquait la mise en place de l'ELTA, équipe constituée d'une vingtaine de personnes dédiées à la lutte au trafic d'armes. Cette équipe, complémentaire aux autres unités du SPVM, vise à approfondir les enquêtes, à les prolonger pour identifier les têtes dirigeantes des réseaux existants et ainsi s'attaquer au marché du trafic d'armes. Différentes équipes du SPVM travaillent en collaboration dans la lutte au trafic d'armes, qu'il s'agisse des enquêteurs de l'ELTA, des enquêteurs aux stupéfiants, des crimes majeurs ou des autres unités aux enquêtes criminelles, sans oublier les agents des postes de quartier.

De plus, le 4 août 2021, le SPVM et la Sûreté du Québec annonçaient la mise en commun de certaines de leur ressources dans la lutte au trafic et aux violences par armes à feu sur

le territoire montréalais, avec la participation financière du ministère de la sécurité publique et de la Ville de Montréal. Ceci viendra bonifier la capacité des deux *organisations.*

Le MSP a annoncé son intention de soutenir l'ELTA par une contribution financière pour la période du 1er avril 2021 au 31 mars 2023 pour la somme maximale de 5 000 000$. La lettre d'intention jointe au présent dossier concerne la première année de cette contribution, soit un montant maximal de 2 000 000 $. La participation du MSP permettra de bonifier le nombre de ressources attitrées à l'équipe. Les 23 ressources actuelles deviendront ainsi 35 durant la première année du financement, puis 41 en 2022-2023.

Conditionnellement à l'octroi de la subvention qui doit être soumis à l'approbation préalable du Gouvernement du Québec, sur recommandation du Conseil du Trésor, le Directeur du SPVM est autorisé à signer l'entente qui en découlera et qui a pour objet de prévoir les conditions et modalités de versement de la subvention.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune décision antérieure existante, car le projet ELTA a été initialement mis en place et financé par le budget de fonctionnement du SPVM.

DESCRIPTION

Au cours des derniers mois, Montréal a fait face à une série atypique d'événements avec armes à feu. Plusieurs équipes du SPVM sont à pied d'oeuvre pour freiner cette criminalité de violence.
Les interventions d'ELTA se définissent sous trois objectifs spécifiques :
1. Initier des dossiers en matière de possession et de trafic d'armes à feu.
2. Réaliser les dossiers d'enquête ciblant les principaux responsables des actes de violence par arme à feu.
3. Traiter l'ensemble des informations en matière de possession et de trafic d'armes à feu.

JUSTIFICATION

Afin d'assurer la sécurité de la population montréalaise et d'améliorer le sentiment de sécurité, la mission principale des équipes dédiées à la lutte contre les armes à feu est, d'anticiper, d'enquêter et de contribuer à prévenir les événements susceptibles de causer une confrontation armée ainsi que de retirer de la circulation des armes à feu qui auraient pu être utilisées pour commettre des crimes de violence
Plus spécifiquement, l'ELTA cherche à effectuer un travail d'analyse afin de mieux comprendre les sujets impliqués dans l'usage et le trafic d'armes, de connaître leurs caractéristiques et leurs secteurs d'intérêt en plus d'initier des enquêtes à court à long termes en matière de possession et de trafic d'armes.

Également l'équipe collaborera avec les diverses unités du SPVM dans les dossiers liés aux armes à feu et avec des partenaires externes.

Le SPVM a déjà mis en place une équipe permanente de 23 ressources. Le financement du MSP permettra de bonifier cette équipe de 18 ressources additionnelles sur 2 ans.

- Pour la période du 1er octobre 2021 au 31 mars 2023, il y a lieu d'augmenter temporairement l'effectif autorisé policier de dix (10) postes policiers (1 lieutenant-détective, 7 sergents-détectives, 2 agents) et de créer deux (2) postes temporaires civils (1 agent de bureau et 1 préposé au renseignement policier) pour atteinte un total de 12 ressources financées avec l'aide du MSP.
- Pour la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2023, il y a lieu d'également augmenter temporairement l'effectif autorisé policier de cinq (5) postes policiers

(3 sergents-détectives et 2 agents) et de créer un (1) poste temporaire civil (préposé au renseignement policier) pour atteindre une total de 6 ressources financées avec l'aide du MSP.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La subvention maximale de 5 000 000 $ à venir du MSP et qui sera versée à la Ville de Montréal au cours des exercices financiers 2021-2022 et 2022-2023, visera majoritairement à mettre en place les ressources additionnelles nécessaires.
Les coûts liés aux dépenses de la bonification de cette équipe ainsi que son financement se détaillent comme suit :

Dépenses de fonctionnement	**2021 (Avril à décembre)**	**2022**	**2023 (Janvier à mars)**	**TOTAL**
(A) Salaires (incl. charges et primes et allocations vestimentaires)	3 615 794 $	5 501 062 $	1 421 863 $	10 538 719 $
Civils	*190 251 $*	*340 708 $*	*92 556 $*	*623 515 $*
Policiers	*3 425 543 $*	*5 160 354 $*	*1 329 307 $*	*9 915 204 $*
(B) Temps supplémentaire - Policiers	877 787 $	1 306 354 $	336 209 $	2 520 350 $
Rémunération globale (A) + (B)	4 493 581 $	6 807 416 $	1 758 072 $	13 059 069 $
Biens et services (location véhicules, essence, cellulaires, équipements,...)	203 600 $	254 700 $	62 200 $	520 500 $
DÉPENSES TOTALES (rémunération globale et biens et services)	**4 697 181 $**	**7 062 116 $**	**1 820 272 $**	**13 579 569 $**
Financement	**2021 (Avril à décembre)**	**2022**	**2023 (Janvier à mars)**	**TOTAL**
Budget additionnel - Revenus MSP	1 875 000 $	2 500 000 $	625 000 $	5 000 000 $
Écart - Global	**2 822 181 $**	**4 562 116 $**	**1 195 272 $**	**8 579 569 $**
Effort SPVM	**(2 288 136) $**	**(3 196 191) $**	**(547 472) $**	**(6 031 799) $**
Contribution de la Ville (Insuffisance)	**534 045 $**	**1 365 925 $**	**647 800 $**	**2 547 770 $**

Pour 2021, un ajustement budgétaire équivalent pour les revenus et les dépenses soit de 1 875 000 $ est requis ainsi qu'un budget additionnel en provenance des dépenses contingentes pour un montant de 534 045 $. Un ajustement de la base budgétaire pour les années 2022 à 2023 est aussi nécessaire.

Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des Finances.

Ces dépenses seront assumées à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La lutte aux armes à feu est une priorité et un effort collectif des forces policières et de la ville de Montréal afin d'assurer la sécurité de la population et améliorer le sentiment de sécurité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

NA

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 11 août 2021

Conseil municipal : 23 août 2021
Conseil d'agglomération: 26 août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre ST-HILAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Myriam LANIEL, Service des ressources humaines
Sophie BOURBONNAIS, Service des ressources humaines

Lecture :

Myriam LANIEL, 9 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantal REEVES
c/s sout.general

Tél : 514-280-0141
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-09

Caroline COURNOYER
inspecteur-chef police en f/s

Tél : 514-280-7755
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie R ROY
directeur-adjoint police
Tél : 514-280-6719
Approuvé le : 2021-07-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON
directeur de service - police
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2021-07-26

Ministère de
la Sécurité publique
Québec

Le sous-ministre associé
Direction générale des affaires policières

PAR COURRIEL

Le 8 juillet 2021

Monsieur Sylvain Caron
Directeur
Service de police de la Ville de Montréal
1441, rue Saint-Urbain
Montréal (Québec) H2X 2M6

Objet : Financement 2021-2022 pour soutenir la mise en œuvre de l'Équipe dédiée à la lutte au trafic d'armes

Monsieur le Directeur,

Je tiens d'abord à vous mentionner que nous sommes heureux de travailler en partenariat avec le Service de police de la Ville de Montréal dans le cadre de la lutte contre le trafic d'armes dans la ville de Montréal.

Afin de soutenir l'initiative de votre organisation concernant l'Équipe dédiée à la lutte au trafic d'armes, il me fait plaisir de vous informer qu'une somme maximale de 2 M$ a été réservée pour l'année financière 2021-2022. Le processus d'approbation gouvernementale est en cours. Sur réception de cette approbation, une entente formelle viendra préciser les paramètres administratifs de ce projet.

Si vous avez des questions au regard des informations qui précèdent ou sur tout autre aspect de ce dossier, je vous invite à communiquer avec la directrice des programmes, M[me] Julie Simard, par courriel à julie.simard09@msp.gouv.qc.ca ou par téléphone au 418 446-7149.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Louis Morneau

c. c. M[me] Anne Chamandy, Service de police de la Ville de Montréal
M[me] Isabelle Joly, Service de police de la Ville de Montréal
M[me] Myriam Gauthier, Service de police de la Ville de Montréal
M[me] Mélissa Plamondon, ministère de la Sécurité publique

N/Réf. : 2021-12504

Tour des Laurentides, 5[e] étage
2525, boulevard Laurier
Québec (Québec) G1V 2L2
Téléphone : 418 643-3500
Télécopieur : 418 643-0275
www.msp.gouv.qc.ca

ÉQUIPE LUTTE CONTRE LE TRAFIC D'ARMES (ELTA) - 1er avril 2021 au 31 mars 2023

NO GDD :	**1212610002**
No Engagement de gestion:	**FI12610002**

INFORMATIONS BUDGÉTAIRES:

2021: 13 ressources (11 Policiers & 2 Civils) / 2022: 31 ressources (26 Policiers & 5 Civils)/ 2023: 26 ressources (23 policiers & 3 Civils)

REVENUS

Ajustement requis de la base budgétaire - Revenus (SPVM)

2022 (Avril à Déc)	2023 (Jan à Mars)	2024
2 500 000 $	**(1 875 000 $)**	**(625 000 $)**

Détails & imputations

	2021 (AVRIL À DÉC)	2022	2023 (JAN À MARS)	TOTAL
•Budget additionnel - Revenu SPVM (Subvention MSP - ELTA)				
1001 - 0010000 - 107354 - 02101 - 46370 - 016680 - 0000 - 000000 - 000000 - 00000 - 00000 *AF .B.Équipe dédiée à la lutte contr.Activités polic.Subventions - B.Sécurité publiq..Général.Général.Général.*	**1 875 000 $**	**2 500 000 $**	**625 000 $**	**5 000 000 $**
Total - Budget additionnel Revenus (SPVM) :	**1 875 000 $**	**2 500 000 $**	**625 000 $**	**5 000 000 $**

DÉPENSES

• Budget additionnel - Dépenses 2021 (SPVM)

Ajustement requis de la base budgétaire - Dépenses (SPVM)

	2021 (Avril à Déc)	2022	2023 (JAN À MARS)	2024
Virement budgétaire **Provenance - Dépenses contingentes:** 1001 - 0010000 - 200092 - 01819 - 66501 - 000000 - 0000 - 000000 - 000000 - 00000 - 00000 *AF Général Agglomération. Budget dépenses imprévues d'administration.Dépenses contingentes.Général*	**534 045 $**			
Total - Budget additionnel - Dépenses (SPVM):	**2 409 045 $**	**3 865 925 $**	**(2 593 125 $)**	**(1 272 800 $)**
Année-personnes (A-P)	**9,8**	**16,8**	**(10,4)**	**(6,4)**

Détails & imputations

Imputations	2021 (AVRIL À DÉC)	2022	2023 (JAN À MARS)	TOTAL
Masse salariale Civile (SPVM)	**2021**	**2022**	**2023**	**2021-2023**
1001 - 0010000 - 107354 - 02101 - 51100 - 050230 - 9950 - 000000 - 000000 - 00000 - 00000 *AF .B.Équipe lutte contr.trafic armes.Activités polic.Salaire régulie.Cols blancs.S.Général.Général.Général.*	33 377 $	45 200 $	11 396 $	**89 973 $**
1001 - 0010000 - 107354 - 02101 - 52100 - 050230 - 9950 - 000000 - 000000 - 00000 - 00000 *AF .B.Équipe lutte contr.trafic armes.Activités polic.Cotisations.Cols blancs.S.Général.Général.Général.*	9 982 $	13 518 $	3 432 $	**26 932 $**
1001 - 0010000 - 107354 - 02101 - 51240 - 050230 - 9950 - 000000 - 000000 - 00000 - 00000 *AF .B.Équipe lutte contr.trafic armes.Activités polic.Maladie courante.Cols blancs.Général.Général.Général.*	595 $	806 $	204 $	**1 605 $**
1001 - 0010000 - 107354 - 02101 - 51100 - 050150 - 9950 - 000000 - 000000 - 00000 - 00000 *AF .B.Équipe lutte contr.trafic armes.Activités polic.Salaire régulie.Professionnels*	57 812 $	143 772 $	41 536 $	**243 120 $**
1001 - 0010000 - 107354 - 02101 - 52100 - 050150 - 9950 - 000000 - 000000 - 00000 - 00000 *AF .B.Équipe lutte contr.trafic armes.Activités polic.Cotisations.Professionnels*	14 640 $	36 407 $	10 504 $	**61 551 $**
1001 - 0010000 - 107354 - 02101 - 51240 - 050150 - 9950 - 000000 - 000000 - 00000 - 00000 *AF .B.Équipe lutte contr.trafic armes.Activités polic.Maladie courante.Professionnels*	697 $	1 732 $	495 $	**2 924 $**
Total masse salariale Civile (SPVM)	**117 103 $**	**241 435 $**	**67 567 $**	**426 105 $**
Masse salariale Policière (SPVM)	**2021**	**2022**	**2023**	**2021-2023**
1001 - 0010000 - 107354 - 02101 - 51100 - 096902 - 9951 - 000000 - 000000 - 00000 - 00000 *AF .B.Équipe lutte contre trafic armes.Activités polic.Salaires réguliers.Policiers.S.Général.Général.Général.*	876 082 $	1 491 838 $	584 061 $	**2 951 981 $**
1001 - 0010000 - 107354 - 02101 - 51240 - 096902 - 9951 - 000000 - 000000 - 00000 - 00000 *AF .B.Équipe lutte contre trafic armes.Activités polic.Maladie courante.Policiers.S.Général.Général.Général.*	23 856 $	40 622 $	15 961 $	**80 439 $**
1001 - 0010000 - 107354 - 02101 - 51142 - 096902 - 9951 - 000000 - 000000 - 00000 - 00000 *AF .B.Équipe lutte contre trafic armes.Activités polic.Primes.Policiers.S.Général.Général.Général.*	45 670 $	77 770 $	30 453 $	**153 893 $**
1001 - 0010000 - 107354 - 02101 - 52100 - 096902 - 9951 - 000000 - 000000 - 00000 - 00000 *AF .B.Équipe lutte contre trafic armes.Activités polic.Cotisations.Policiers.S.Général.Général.Général.*	242 705 $	414 156 $	163 509 $	**820 370 $**
1001 - 0010000 - 107354 - 02101 - 51401 - 096902 - 9951 - 000000 - 000000 - 00000 - 00000 *AF .B.Équipe lutte contre trafic armes.Activités polic.Allocations vestimentaires.Policiers.S.Général.Général.Général.*	22 242 $	39 050 $	12 840 $	**74 132 $**
1001 - 0010000 - **107309*** - 02101 - 51300 - 096902 - 9951 - 000000 - 000000 - 00000 - 00000 *AF .B.Direction des enquêtes crimine.Activités polic.Temps supplémen.Policiers - CUM.S.Général.Général.Général.*	841 921 $	1 252 977 $	322 472 $	**2 417 370 $**
1001 - 0010000 - **107309*** - 02101 - 52100 - 096902 - 9951 - 000000 - 000000 - 00000 - 00000 *AF .B.Direction des enquêtes crimine.Activités polic.Cotisations.Policiers - CUM.S.Général.Général.Général.*	35 866 $	53 377 $	13 737 $	**102 980 $**
**Le budget du TS policiers est centralisé au sein de chaque Direction.*				
Total masse salariale Policière (SPVM)	**2 088 342 $**	**3 369 790 $**	**1 143 033 $**	**6 601 165 $**
Biens et Services (SPVM)	**2021**	**2022**	**2023**	**Total 2021-2023**
1001 - 0010000 - 107308 - 02101 - 55205 - 014734 - 0000 - XXXXXX - 000000 - 00000 - 00000 *AF .B.Équipe lutte contre trafic armes.Activités polic.Location - Véhi.Véhicules et ma...Général.Général.*	193 400 $	242 000 $	59 100 $	**494 500 $**
Biens et Services (SMRA) - ***Estimation de 5% pour carburant***	**2021**	**2022**	**2023**	**Total 2021-2023**
2111 - 0010000 -100294 - 09004 - 56502 - 000000 - 0000 - 000000 - 050434 - 00000 - 00000 *SMRA - Essence*	10 200 $	12 700 $	3 100 $	**26 000 $**
Total biens et services (SPVM & SMRA)	**203 600 $**	**254 700 $**	**62 200 $**	**520 500 $**
Total budget additionnel - Dépenses:	**2 409 045 $**	**3 865 925 $**	**1 272 800 $**	**7 547 770 $**
Écart net *(Revenus vs Dépenses)*	**(534 045 $)**	**(1 365 925 $)**	**(647 800 $)**	**(2 547 770 $)**

Année-personnes (A-P) (SPVM)

Total des année-personnes	**9,8**	**16,8**	**6,4**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1212610002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles , -
Objet :	Approuver l'entente entre la Ville de Montréal et le Ministère de la sécurité publique pour la contribution financière à l'Équipe de lutte au trafic d'armes (ELTA) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour la période du 1er avril 2021 au 31 mars 2023. / Autoriser à cette fin la réception d'une contribution financière maximale de 5 000 000 $, autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2021 de 1 875 000 $ et un budget additionnel en provenance des dépenses contingentes pour 2021 de 534 045 $. / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé policier de dix (10) postes policiers et la création de deux (2) postes temporaires civils pour la période du 1er octobre 2021 au 31 mars 2023 / Autoriser également l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé policier de cinq (5) postes policiers et la création d'un (1) poste temporaire civil pour la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2023 / Autoriser le directeur du SPVM à signer l'entente de versement de la subvention

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1212610002 - ELTA (2021-2023) FINAL.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre ST-HILAIRE
Conseiller budgetaire

Tél : 514 280-2930

Co-auteur: Viorica Zauer,
Conseillère budgétaire
514-872-4674

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Yves COURCHESNE

Directeur de service - finances et tresorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.060

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1210640003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'un addenda à l'entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relative aux suppléments au loyer, dans le cadre de la reconduction des unités de supplément au loyer d'urgence prescrites par les programmes d'aide d'urgence 2004 et 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs

Attendu la volonté conjointe de la Ville et de la Société d'habitation du Québec de faciliter la dispensation des suppléments au loyer d'urgence destinés aux ménages sans-logis, je recommande :

d'approuver le projet d'addenda à l'entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relative aux suppléments au loyer, dans le cadre de la reconduction des unités de supplément au loyer d'urgence prescrites par les programmes d'aide d'urgence 2004 et 2004 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-30 11:08

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1210640003**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'un addenda à l'entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relative aux suppléments au loyer, dans le cadre de la reconduction des unités de supplément au loyer d'urgence prescrites par les programmes d'aide d'urgence 2004 et 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs

CONTENU

CONTEXTE

Les suppléments au loyer (PSL) sont des subventions permettant à leurs bénéficiaires d'habiter un logement sur le marché locatif, mais à un niveau de loyer semblable à celui d'une habitation à loyer modique (HLM), soit un loyer établi à 25% des revenus bruts du ménage. La gestion des PSL implique la signature de conventions avec les propriétaires qui louent les logements, l'examen de l'admissibilité des ménages locataires en regard de règles de la SHQ et divers suivis administratifs pour assurer le respect des normes des programmes. Cette gestion est confiée à l'Office municipal d'habitation de Montréal, par le biais d'ententes tripartites conclues entre la SHQ, la Ville et l'OMHM. La SHQ et la Ville assument respectivement 90% et 10% des coûts des programmes PSL.

Depuis 2004, dans le contexte d'interventions d'urgence destinées à soutenir des ménages sans-logis, la Société d'habitation du Québec (SHQ) met à la disposition des villes qui connaissent une pénurie locative diverses formes d'aide, dont des programmes de suppléments au loyer d'urgence. Des ententes signées entre la SHQ, la Ville et l'OMHM en 2004 et 2005, et toujours en vigueur (elles ont été reconduites en 2008), définissent les paramètres de gestion des PSL d'urgence.

À la demande de l'OMHM, la SHQ apporte cette année une modification à un article de cette entente tripartite, afin de faciliter la préparation et la mise en oeuvre de l'«Opérations 1er

juillet» à Montréal. La signature de l'entente initiale ayant été soumise au conseil d'agglomération, il est nécessaire d'obtenir l'autorisation de cette instance pour accepter le texte amendé de l'entente.

Il est à noter que le présent sommaire décisionnel chemine en parallèle au sommaire 121 7031 001, soumis à l'approbation du comité exécutif, qui porte sur d'autres éléments de l'aide d'urgence 2021 accordée par la Société d'habitation du Québec

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG08 0517 - 28 octobre 2008. Approbation de quatre projets d'entente et un addenda par lesquels la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal renouvellent le mandat de l'Office municipal d'habitation de Montréal de gérer en leur nom les subventions de supplément au loyer dans le cadre de différents programmes d'aide en habitation sociale dont celui des Programmes d'aide d'urgence 2004 et 2005.

CG07 0408 - 25 octobre 2007. Approbation de quatre projets d'entente et deux addenda par lesquels la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal renouvellent le mandat de l'Office municipal d'habitation de Montréal de gérer en leur nom les subventions de supplément au loyer dans le cadre de différents programmes d'aide en habitation sociale dont celui des Programmes d'aide d'urgence 2004 et 2005.

CM05 0428 - 20 juin 2005. Approbation de quatre projets d'entente de supplément au loyer dont celui des Programmes d'aide d'urgence 2004 et 2005

DESCRIPTION

La modification apportée par la SHQ à l'entente existante est à l'effet de permettre à l'Office municipal, de façon exceptionnelle, de conserver sans limite de temps des logements pour lesquels des conventions PSL ont été convenus avec des propriétaires au cours des mois de mai et juin 2021, en prévision de l'afflux de ménages sans-logis dans le cadre de l'Opération 1er juillet 2021. Dans tous les autres cas, l'entente maintient une limite de trois (3) mois pendant lesquels l'OMHM peut maintenir une convention avant l'arrivée effective des ménages bénéficiant d'un PSL.

JUSTIFICATION

Deux facteurs ont incité l'OMHM à demander cette modification à l'entente qui lui donne plus de souplesse pour répondre aux besoins.
D'une part, la rareté de logements et la forte demande rendent difficile de trouver des logements vacants et des propriétaires privés disposés à contracter une entente PSL. Sur la base des expériences vécues en 2019 et 2020, l'OMHM a souhaité pouvoir réserver des logements plus tôt, en amont de la période du 1er juillet, pour avoir la possibilité de placer rapidement les ménages devenus sans-logis. D'autre part, la période de pointe de l'Opération 1er juillet s'étend maintenant sur plusieurs semaines (en 2020, des demandes ont continué d'affluer jusqu'à l'automne); ce qui étire la période pendant laquelle l'accès rapide à des logements est nécessaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'allongement de la période de détention de logements sous PSL pourrait entraîner une hausse des coûts du programme PSL d'urgence. L'Opération 1er juillet étant en cours, il est difficile d'évaluer le coût de cette mesure, qui dépendra du nombre de logements effectivement maintenus en réserve et du rythme de placement des ménages sans-logis. Toutefois, nonobstant les coûts qui seront engendrés, il n'y aura pas d'impact budgétaire

car 90% des coûts sont absorbés par la Société d'habitation du Québec, tandis que la part municipale des coûts (10%) est remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan Montréal 2030 en matière d'habitation, et des engagements en inclusion, en équité et en accessibilité universelle. Les engagements en matière de changements climatiques ne s'appliquent pas (le dossier porte sur une mesure d'aide financière à des ménages sans-logis).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mesure facilitera la gestion de l'aide aux ménages sans-logis, au moment où l'OMHM enregistre un nombre record de demandes. En date du 15 juillet 2021, les données de l'OMHM font état de 652 demandes d'aide depuis le début de l'année, soit 80 de plus que pour la même période en 2020 et 180 de plus qu'en 2019.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

-

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BÉLANGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie DOYON, Service des affaires juridiques
Marie-Andrée SIMARD, Service des affaires juridiques

Lecture :

Julie DOYON, 26 juillet 2021
Marie-Andrée SIMARD, 22 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzanne LAFERRIÈRE
Conseillère au développement de l'habitation

Tél : 872-5897
Télécop. : 872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Martin ALAIN
Chef de division

Tél : 514 872-3488
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Clotilde TARDITI
Directrice - Habitation
Tél :
Approuvé le : 2021-07-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
Directrice - Habitation
Tél :
Approuvé le : 2021-07-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *121 0640003*
Unité administrative responsable : Service de l'habitation
Projet : Autoriser la signature d'un addenda à l'entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relative aux suppléments au loyer, dans le cadre de la reconduction des unités de supplément au loyer d'urgence prescrites par les programmes d'aide d'urgence 2004 et 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 7* - Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Amélioration du dispositif d'aide aux ménages sans-logis (Opération 1er juillet)*			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1210640003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , -
Objet :	Autoriser la signature d'un addenda à l'entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relative aux suppléments au loyer, dans le cadre de la reconduction des unités de supplément au loyer d'urgence prescrites par les programmes d'aide d'urgence 2004 et 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2021-07-29 AddendaSHQ-MUN-OHVacAvDes-VFinale _v. 2 AB finale (visé).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BÉLANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division et notaire
Tél : 514 501-6487
Division : Droit contractuel

Société d'habitation Québec

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
29 juillet 2021
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

SUPPLÉMENT AU LOYER

DANS LE CADRE DE LA RECONDUCTION DES UNITÉS DE SUPPLÉMENT AU LOYER D'URGENCE PRESCRITES PAR LES PROGRAMMES D'AIDE D'URGENCE 2004 ET 2005 AUX MÉNAGES SANS LOGIS ET AUX MUNICIPALITÉS CONNAISSANT UNE PÉNURIE DE LOGEMENTS LOCATIFS

ADDENDA à l'entente signée le 30 septembre 2010

ENTRE : **SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC**, organisme public légalement constitué en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8), représentée par monsieur Roger Ménard, directeur général de l'habitation sociale et du soutien opérationnel des programmes, dûment autorisé en vertu du Règlement sur la délégation de pouvoirs et de signature de certains documents de la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8, r. 6.1), ayant son siège à l'aile Jacques-Parizeau, 3e étage, au 1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau, Québec (Québec), G1R 5E7; ci-après appelée :

« **SOCIÉTÉ** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* ; ci-après appelée :

« MUNICIPALITÉ »

ET : **OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée par lettres patentes le 8 mai 2001 en application de la *Loi portant sur la réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (2000, chapitre 56), dont le siège est situé au 415, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 202, Montréal, province de Québec, ici représentée par Gina Houle, directrice du service des programmes de supplément aux loyers et par Vincent Brossard, directeur de la gestion des demandes, des logements abordables et des suppléments au loyer, dûment autorisés aux fins des présentes ; ci-après appelée :

« OFFICE »

ATTENDU QUE la rareté des logements locatifs abordables s'accentue depuis quelques années et que des ménages à faible revenu ont beaucoup de difficultés à trouver un logement qui leur convient;

ATTENDU QUE les offices d'habitation (OH) sont fortement sollicités pour aider ces ménages à trouver des logements dont les conditions leur permettent de vivre décemment ;

ATTENDU QUE pour soutenir les OH, la Société souhaite leur permettre, exceptionnellement, de signer pour les mois de mai et juin 2021 des ententes avec des propriétaires dans le cadre du Programme d'aide d'urgence 2004 et 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs, et ce, avant que le logement n'ait été attribué à un ménage;

ATTENDU QUE cette mesure temporaire permettra aux OH de réserver des logements et d'accélérer l'attribution de ceux-ci à un ménage qui est ou sera incessamment sans logis;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le premier alinéa de l'article 6.8 de l'entente est modifié par le remplacement de «, et ce, pour un maximum de trois mois à compter de la date de désignation mentionnée à l'annexe A » par «. Ce paiement est limité à une période de trois mois à compter de la date de désignation mentionnée à l'annexe A, sauf pour les logements désignés au cours des mois de mai et juin 2021 ».

2. Toutes les autres clauses et conditions de l'entente demeurent inchangées.

SOCIÉTÉ	VILLE	OFFICE	
Initiales			

EN FOI DE QUOI les parties ont signé le présent addenda en trois exemplaires : un exemplaire pour chaque partie signataire des présentes.

« SOCIÉTÉ »

SIGNÉ À _____CE_____

_____
Roger Ménard, directeur général de l'habitation sociale et du soutien opérationnel des programmes

« MUNICIPALITÉ »

SIGNÉ À _____CE_____

_____
M[e] Yves Saindon, assistant-greffier

« OFFICE »

SIGNÉ À _____CE_____

_____ _____
Gina Houle, directrice du service des programmes de supplément aux loyers — Témoin

_____ _____
Vincent Brossard, directeur de la gestion des demandes, des logements abordables et des suppléments au loyer — Témoin

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de …… 2021 (Résolution CG ……..).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.061

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1210640002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Approuver l'entente tripartite entre la Société d'habitation du Québec, l'Office municipal d'habitation de Montréal et la Ville de Montréal, relativement à la gestion des subventions de suppléments au loyer liées au programme AccèsLogis Montréal; autoriser une contribution financière de la Ville représentant 10% du coût de ces subventions de suppléments au loyer

Dans le cadre de la Stratégie 12 000 logements et de ses engagements en matière de logements sociaux et communautaires, je recommande :

- D'approuver la signature d'une entente tripartite liant la Société d'habitation du Québec, l'Office municipal d'habitation de Montréal et la Ville pour assurer la gestion de subventions de suppléments au loyer dans les projets issus du programme AccèsLogis Montréal, et
- D'autoriser une contribution financière de la Ville représentant 10% du coût de ces suppléments au loyer.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-30 11:09

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1210640002**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Approuver l'entente tripartite entre la Société d'habitation du Québec, l'Office municipal d'habitation de Montréal et la Ville de Montréal, relativement à la gestion des subventions de suppléments au loyer liées au programme AccèsLogis Montréal; autoriser une contribution financière de la Ville représentant 10% du coût de ces subventions de suppléments au loyer

CONTENU

CONTEXTE

Le programme de développement de logements sociaux et communautaires AccèsLogis comporte deux composantes : d'une part, des subventions allouées à la réalisation des projets; d'autre part, une aide continue sous forme de suppléments au loyer («PSL») accordés aux organismes propriétaires à compter de la mise en exploitation des projets. La Ville de Montréal participe au financement des deux composantes, et reçoit un remboursement provenant de la Communauté métropolitaine de Montréal.
Depuis la création du programme AccèsLogis, la gestion de la composante «PSL» est confiée à l'Office municipal d'habitation de Montréal, en vertu d'ententes tripartites convenues entre la Société d'habitation du Québec, l'Office municipal d'habitation de Montréal et la Ville de Montréal. Ce rôle de l'OMHM comprend notamment la signature de conventions avec les organismes porteurs des projets et le versement des sommes découlant de ces conventions.

Il est à noter que la SHQ détient l'entière responsabilité des programmes de suppléments au loyer, car ceux-ci incorporent une part de financement fédéral pour laquelle la SHQ est redevable à la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

En 2018, dans le cadre d'une entente transférant à la Ville divers pouvoirs et budgets de la SHQ, la Ville a acquis la capacité d'implanter et d'administrer son propre programme de subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, ce qui a mené à l'entrée en vigueur du programme AccèsLogis Montréal la même année. Comme son prédécesseur AccèsLogis Québec, le programme AccèsLogis Montréal (ACL-MTL) comporte

une composante «PSL». Cette composante, qui n'a pas été transférée à la Ville, relève toujours de la SHQ.

Alors que la réalisation des projets du portefeuille AccèsLogis Montréal progresse, la SHQ a signalé à la Ville qu'une entente tripartite doit être conclue afin de permettre à l'OMHM de poursuivre son rôle de gestion des PSL liés à ce programme. Puisque certains projets ACL-MTL sont déjà complétés et en exploitation, l'OMHM et la SHQ ont accepté que l'OMHM défraie temporairement les coûts de ces PSL en attendant la signature de l'entente tripartite.

Le présent sommaire soumet aux instances l'entente proposée par la SHQ ainsi que l'engagement financier relativement à la part municipale des PSL. Le conseil d'administration de l''OMHM a autorisé la signature de cette entente.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Relativement au programme AccèsLogis Montréal:
CG18 0182 - 29 mars 2018 (118 0640001) - Approbation du projet d'entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation, dans le cadre de la mise en œuvre de l'entente-cadre Réflexe Montréal reconnaissant le statut particulier de la métropole.

CG17 0572 - 14 décembre 2017 (11706340001). Adoption du *Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102)* . Adoption du *Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de logement abordable.*

Relativement aux ententes PSL :

CG16 0381 - 22 juin 2016 (1160640001) Approbation d'une entente tripartite entre l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), la Société d'habitation du Québec (SHQ) et la Ville pour la gestion de subventions dans le cadre du Programme de supplément au loyer - marché privé - SL1 de la SHQ (le sommaire décisionnel recense les ententes antérieures)

DESCRIPTION

L'entente définit les responsabilités de l'OMHM en ce qui a trait au traitement des demandes de PSL provenant de projets AccèsLogis Montréal (appelé aux fins de l'entente «Programme municipal d'habitation»).et à la reddition de comptes à la Société d'habitation du Québec.
L'entente est d'une durée de cinq (5) ans, renouvelable, et s'applique à l'ensemble des projets entrés en exploitation pendant cette période, La date d'entrée en application de l'entente est le 1er septembre 2020 afin d'inclure les projets déjà en exploitation pour lesquels l'OMHM assume temporairement les coûts des PSL.
L'entente stipule notamment que l'Office est responsable de l'application de deux règlements de la SHQ, soit : le *Règlement sur les conditions de location des logements à loyer modique* et le *Règlement sur l'attribution des logements à loyer modique* et ce, conformément aux directives émises par la Société.

L'entente formalise également un engagement de la Ville de contribuer à la hauteur de 10% des coûts du programme PSL. Les coûts de programme incluent les coûts de subvention aux logements désignés et les frais de gestion de l'OMHM).

JUSTIFICATION

L'entente reprend essentiellement les mêmes exigences que celles apparaissant dans les autres ententes PSL déjà en vigueur et qui lient la Ville, la SHQ et l'OMHM, soit : les ententes relatives au programme AccèsLogis Québec; les ententes sur les PSL-SL1 alloués par la SHQ depuis 2015; et les autres ententes notamment sur les PSL d'urgence («1er juillet»), Certains passages de la présente entente ont été ajustés pour tenir compte du fait que dans les projets AccèsLogis Montréal, les suivis d'exploitation (incluant les contrôles de la condition des immeubles) seront assurés par la Ville et non par la SHQ ou par des propriétaires privés.
De même, comme c'est le cas pour les ententes déjà en cours, la contribution municipale aux coûts du programme PSL sera remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal.

La signature de l'entente est requise pour assurer le traitement des PSL dans les projets qui doivent entrer en exploitation, et pour régulariser la situation des projets pour lesquels l'OMHM assume temporairement la charge des PSL.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les impacts financiers relatifs cette entente sont les mêmes que pour les ententes PSL déjà en vigueur (soit celles sur les PSL AccèsLogis Québec et sur les PSL-SL1). La contribution de la Ville est établie à 10% des coûts du programme; cette contribution est remboursée par la CMM, conformément à la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (C-37.01).
De façon indicative, le coût moyen d'un PSL pourrait représenter environ 5 000 $ par ménage, par année : les coûts de ce programme dépendront toutefois de la taille et des coûts de loyer des logements subventionnés. La réglementation de la SHQ définit la typologie de logement admissible et les loyers maximums selon la taille et diverses autres caractéristiques des ménages bénéficiaires.

La part municipale annuelle des 355 unités accordées en 2015 devrait donc se situer autour de 175 000 $ (soit 10% du total des coûts). La quote-part de la Ville (10%) dans ce programme est la même que pour les autres programmes PSL en vigueur gérés par l'OMHM et est également remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) La Société d'habitation du Québec a confirmé à la CMM que les coûts de ces PSL sont intégrés aux débours des offices municipaux qui les gèrent et, à ce titre, sont donc inclus dans les dépenses à rembourser aux municipalités en vertu de la loi habilitante de la CMM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'entente PSL assure qu'une part des logements produits dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal soient destinés à des ménages vivant sous les seuils de faible revenu. Ce faisant, elle contribue à la réduction des inégalités sociales et au maintien de la mixité sociale sur le territoire montréalais, deux composantes importantes d'un développement urbain réellement durable.
Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan Montréal 2030 et des engagements en inclusion, en équité et en accessibilité universelle.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en matière de changements climatiques ; le dossier concerne des aides financières destinées à des ménages sans-logis.

.La grille d'analyse de la conformité au Plan Montréal 2030, au plan climat et à l'ADS+ apparaît en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La signature de l'entente est requise pour que les projets AccèsLogis Montréal puissent bénéficier des aides nécessaires aux ménages à faible revenu, telles que prévues dans ce programme. Selon les volets du programme, ces aides permettent d'assurer qu'entre 50%

et 100% des ménages paient un loyer correspondant à 25% de leur revenu brut. La présence des PSL est une condition essentielle au maintien de la mixité sociale dans les projets pour familles et aînés (volet 1 et 2 du programme), et permet que les projets destinés aux clientèles vulnérables (volet 3 du programme) puissent rejoindre ces personnes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact.-

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue par le Service de l'expérience citoyenne et des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en oeuvre immédiate de l'Entente dès la signature par les parties.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzanne LAFERRIÈRE
Conseillère au développement de l'habitation

Tél : 872-5897
Télécop. : 872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-13

Martin ALAIN
Chef de division

Tél : 514 872-3488
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Clotilde TARDITI
Directrice - Habitation
Tél :
Approuvé le : 2021-07-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
Directrice - Habitation
Tél :
Approuvé le : 2021-07-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *121 0640002*
Unité administrative responsable : Service de l'habitation
Projet : Approuver la signature d'une entente tripartite entre la Société d'habitation du Québec, l'Office municipal d'habitation de Montréal et la Ville de Montréal, relativement à la gestion des subventions de suppléments au loyer liées au programme AccèsLogis Montréal; autoriser une contribution financière de la Ville représentant 10% des coûts de ces subventions de suppléments au loyer

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 7* - Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Maintien de loyers abordables aux ménages à faible revenu dans les projets de logement social et communautaire issus du programme Accès Logis Montréal*			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

CONVENTION D'EXPLOITATION – ORGANISME À BUT NON LUCRATIF D'HABITATION
DANS LE CADRE DU PROGRAMME ACCÈSLOGIS MONTRÉAL POUR LA RÉALISATION DE LOGEMENTS COOPÉRATIFS ET À BUT NON LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Marianne Cloutier, directrice, Service de l'habitation, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 7.4.1 du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif (02-102);

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : , personne morale légalement constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38) dont l'adresse principale est située au (inscrire l'adresse : no civique, rue, ville, province, code postal), agissant et représentée par (inscrire le nom du représentant et son titre), dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

ci-après appelée l'« **Organisme** »

Pour l'« immeuble ou les immeubles » situé(s) au :

PRÉAMBULE

ATTENDU que la Ville a accepté de verser une aide financière à l'Organisme dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal pour la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif;

ATTENDU que l'Organisme détient ou détiendra un titre de propriété sur l'(les) immeuble(s) faisant l'objet de l'aide financière accordée dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal et de la présente convention;

ATTENDU qu'un des buts de la convention d'exploitation est de favoriser l'autonomie de l'Organisme et de minimiser les interventions de la Ville tant que l'Organisme gérera l'Ensemble dans le respect de la présente convention;

ATTENDU que la Ville et l'Organisme conviennent que l'objectif recherché dans l'application du programme AccèsLogis Montréal est de nature sociale et communautaire en offrant des logements à des ménages à revenu faible ou modeste.

DÉFINITIONS

« Aide financière » :

Subvention prenant la forme d'une contribution à remboursement conditionnel qui est consentie par la Ville à l'Organisme pour défrayer une partie des coûts de réalisation de l'Ensemble.

« Annexe 1 » :

Le document joint aux présentes et qui regroupe les données spécifiques à l'Ensemble. Ce document fait partie intégrante de la présente convention.

« Coûts de réalisation » :

Les coûts de réalisation de la partie résidentielle d'un projet reconnus par la Ville pour le calcul de l'Aide financière. Ces coûts incluent notamment les coûts d'acquisition de l'immeuble, les coûts des travaux de rénovation, de transformation ou de construction prévus à l'Ensemble et les frais connexes liés à sa réalisation.

« Date d'ajustement des intérêts » :

La date fixée par la Ville, après confirmation par écrit au Prêteur agréé, pour le début du calcul des intérêts du prêt hypothécaire garanti par la Ville et devant cependant toujours coïncider avec le premier jour d'un mois.

« Date de prise de possession » :

La date à compter de laquelle l'Ensemble ou une partie de l'Ensemble peut être habité par des locataires.

« Ensemble » :

L'immeuble ou le groupe d'immeubles décrit à l'Annexe 1 de la présente convention.

« État audité des coûts définitifs » :

Le document préparé et signé par un auditeur indépendant confirmant les Coûts de réalisation définitifs.

« Loyer économique » :

Loyer fixé par l'Organisme qui permet de respecter toutes les normes budgétaires établies par la Ville dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal, de manière à ne générer ni profit (surplus) ni perte (déficit).

« Normes » :

Les normes d'application du programme AccèsLogis Montréal.

« Prêteur agréé » :

Une institution financière, une personne morale ou une société ayant le pouvoir de consentir des prêts hypothécaires et qui convient avec la Ville des modalités de financement des projets admissibles au programme AccèsLogis Montréal.

« Programme AccèsLogis Montréal » :

Le programme de subvention mis en place par le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif (nouveau programme) (02-102) et appliquant le programme provincial AccèsLogis avec les adaptations nécessaires pour le territoire de l'agglomération, incluant le Guide d'élaboration et de réalisation des projets AccèsLogis Québec comme modifié par l'annexe A de ce règlement.

« Supplément au loyer » ou « PSL » :

Le programme qui permet à des ménages à faible revenu d'habiter des logements du marché privé ou appartenant à une coopérative, un organisme sans but lucratif ou un office d'habitation tout en payant le même loyer que s'ils habitaient dans une habitation à loyer modique.

Les parties conviennent de ce qui suit, le « Préambule » et les « Définitions » faisant partie intégrante de la présente convention :

1. L'Ensemble

1.1 L'Ensemble faisant l'objet de la présente convention concerne les immeubles dont la désignation cadastrale apparaît à l'Annexe 1.

1.2 L'Ensemble signifie également les unités d'habitation désignées dont la typologie est présentée à l'Annexe 1 et, le cas échéant, les espaces non résidentiels ou les unités d'habitation non désignées identifiées également à l'Annexe 1.

2. L'Aide financière

2.1 Le montant

La Ville s'engage à verser à l'Organisme une Aide financière pour la réalisation de l'Ensemble dont le montant prévu apparaît à l'Annexe 1. Ce montant pourra être révisé, le cas échéant, à l'intérieur des montants maximaux indiqués aux Normes si le budget alloué au Programme AccèsLogis Montréal le permet. Après avoir reçu les informations requises quant à la viabilité

du projet, la Ville émet une lettre d'engagement définitif à l'Organisme. Une copie de cette lettre est par la suite transmise au Prêteur agréé. L'émission de cette lettre rend l'Organisme admissible à un prêt à terme avec déboursements progressifs par le Prêteur agréé.

2.2 Période de gain

L'Aide financière est accordée pour une durée de trente-cinq (35) ans à compter de la Date d'ajustement des intérêts. Elle est acquise par l'Organisme par tranches mensuelles égales. L'Organisme sera relevé de l'obligation de rembourser tout solde restant de l'Aide financière s'il respecte, pendant sa durée, chacune des conditions prévues à la présente convention.

2.3 Remboursement du trop versé

L'Aide financière pourra être réduite si les Coûts de réalisation définitifs reconnus par la Ville selon l'État audité des coûts définitifs s'avèrent inférieurs à ceux initialement prévus. Dans un tel cas, l'Organisme devra rembourser à la Ville le montant versé en trop par rapport aux Normes, dans les six (6) mois suivant la réception par l'Organisme d'un avis à cet effet transmis par la Ville, à défaut de quoi ce montant portera intérêt au taux du prêt garanti par la Ville pour la réalisation de l'Ensemble.

2.4 Garantie hypothécaire

Pour garantir le remboursement du solde de l'Aide financière accordée par la Ville à l'Organisme qui pourrait devenir dû et exigible conformément à l'article 2.2 des présentes et l'accomplissement de toutes et chacune des obligations de l'Organisme en vertu des présentes, l'Organisme devra hypothéquer en faveur de la Ville, selon les termes d'un acte d'hypothèque, l'immeuble ou le groupe d'immeubles faisant partie de l'Ensemble ci-après l'« Hypothèque Ville ».

3. Le Supplément au loyer

3.1 Administration

La Société d'habitation du Québec verse sa contribution au Supplément au loyer à l'Office municipal d'habitation responsable d'administrer ce programme sur le territoire où est situé l'Ensemble. L'Office municipal d'habitation administre le Supplément au loyer selon les ententes convenues avec la Société d'habitation du Québec et selon celles qu'il prend avec l'Organisme.

La Société d'habitation du Québec peut établir un autre mode de versement de sa contribution advenant que l'Office municipal d'habitation de Montréal ne soit pas en mesure de l'administrer.

3.2 Renouvellement

L'Organisme s'engage à faire une demande de renouvellement pour le Supplément au loyer selon le Programme de Supplément au loyer en vertu de la réglementation en vigueur pour ce programme. L'Organisme s'engage également à se prévaloir de tout programme de supplément au loyer auquel il peut être admissible, durant la durée de la convention.

3.3 Nombre minimal

L'Organisme s'engage à louer pendant cinq (5) ans ou toute autre période reconnue par la Société d'habitation du Québec, débutant à la Date de prise de possession, le nombre minimal de logements indiqués à l'Annexe 1, à des ménages admissibles au Programme de Supplément au loyer en vertu de la réglementation en vigueur pour ce programme. Ce minimum doit être atteint à la Date d'ajustement des intérêts.

Advenant que ce nombre minimal ne puisse être rencontré en raison du fait qu'un ménage est devenu inadmissible ou qu'il quitte le logement, l'Organisme devra identifier un autre ménage admissible ou louer à un ménage admissible le prochain logement qui se libérera.

L'Organisme doit obtenir l'approbation préalable de la Ville pour modifier ce nombre minimal de logements destinés à des ménages admissibles au Supplément au loyer indiqués à l'Annexe 1.

3.4 Nombre maximal

Le maximum de logements admissibles au Supplément au loyer est indiqué à l'Annexe 1, et ce, pour une période de cinq (5) ans ou toute autre période reconnue par la Société d'habitation du Québec débutant à la Date de prise de possession, étant entendu que la municipalité

contribuera à raison de dix pour cent (10 %) au coût du Supplément au loyer. Afin de respecter le droit de maintien dans les lieux des locataires déjà présents dans les projets en achat – rénovation, le maximum de logements admissibles au Supplément au loyer peut être majoré. Le cas échéant, le nombre de logements faisant l'objet de la présente clause devra être ramené à celui indiqué à l'Annexe 1 à mesure que des ménages locataires initiaux seront remplacés par des ménages non admissibles à ce programme.

L'Organisme doit obtenir l'approbation préalable de la Ville pour modifier ce nombre maximal de logements destinés à des ménages admissibles au Supplément au loyer indiqués à l'Annexe 1.

4. Le prêt

4.1 Financement par un Prêteur agréé

L'Organisme doit, à moins d'une autorisation contraire de la Ville, contracter auprès du Prêteur agréé un financement par prêt à taux variable afin de financer les Coûts de réalisation. Ce financement court terme sert à financer le montant de l'Aide financière et la part de l'Organisme dans le cadre de la phase de réalisation du projet et à rembourser la marge de crédit, s'il y a lieu (« Financement intérimaire »). Le Financement intérimaire est effectué au moyen de déboursés progressifs, autorisés préalablement par la Ville, au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

4.2 Financement à long terme

Le Financement à long terme doit être mis en place une fois le projet complété, conformément aux dispositions prévues à la lettre de la Ville confirmant la Date d'ajustement des intérêts. Le taux est alors fixé et le prêt est fractionné en deux tranches selon les modalités suivantes :

i. **Tranche correspondant à la part de l'Organisme** - Prêt à terme contracté auprès du Prêteur agréé pour supporter la partie du financement correspondant à la part de l'Organisme, soit la partie non subventionnée du projet qui est remboursable par l'Organisme. La part de l'Organisme inclut un montant pour financer sa contribution à la réserve de prévoyance prévue dans le cadre du Programme AccèsLogis Montréal. Ce financement aura un terme de cinq (5) ans et sera amorti sur une période de trente-cinq (35) ans (ci-après la « Tranche correspondant à la part de l'Organisme »).

ii. **Tranche correspondant à la part de la Ville** - Tranche correspondant au montant de l'Aide financière consentie par la Ville. Cette tranche est payable, capital et intérêts, par la Ville, au plus tard 180 jours suivant la Date d'ajustement des intérêts.

4.3 Durée de l'amortissement et renouvellement du prêt

L'Organisme doit, à moins de directives à l'effet contraire de la Ville, financer l'Ensemble auprès du Prêteur agréé pour une période de trente-cinq (35) ans à compter de la Date d'ajustement des intérêts. L'Organisme devra respecter, le cas échéant, les directives émises par la Ville sur le renouvellement du Financement à long terme.

4.4 Garantie du prêt

La Ville garantit au Prêteur agréé le remboursement par l'Organisme du solde de la Tranche correspondant à la part de l'Organisme.

4.5 Remboursement par l'Organisme

L'Organisme doit verser au Prêteur agréé les mensualités prévues à leur date d'échéance afin de rembourser l'intérêt et le capital selon la période d'amortissement prescrite. Comme plus amplement stipulé à l'article 10 des présentes, le fait pour l'Organisme de ne pas effectuer lesdits paiements aux dates en question constitue un défaut aux termes de la présente convention. De même, l'Organisme sera considéré en défaut en vertu de la présente convention s'il ne respecte pas tout engagement ou condition du prêt contracté pour la Tranche correspondant à la part de l'Organisme et qu'il n'a pas remédié à ce défaut dans le délai imparti.

4.6 Modifications du prêt

Tout amendement apporté aux termes et conditions du prêt contracté pour la Tranche correspondant à la part de l'Organisme devra être soumis au préalable à la Ville de Montréal pour approbation. Tout manquement à cette obligation constituera un défaut de l'Organisme et

l'amendement ainsi effectué sans l'accord préalable de la Ville de Montréal lui sera inopposable.

4.7 Autres charges

Sous réserve de l'hypothèque consentie au Prêteur agréé et de l'Hypothèque Ville, l'Organisme ne peut grever aucun immeuble de l'Ensemble, d'une charge, d'une servitude ou d'une autre hypothèque sans avoir obtenu préalablement l'accord écrit de la Ville.

5. Modifications à l'Organisme ou à l'Ensemble

5.1 L'Organisme ne doit pas modifier son acte constitutif sans avoir obtenu préalablement l'accord écrit de la Ville. La dissolution de l'Organisme ou la perte de son statut d'organisme sans but lucratif constitue un défaut aux termes de la présente convention.

5.2 L'Organisme ne peut modifier le nombre d'unités résidentielles, leur typologie, leur caractère de résidence permanente ou temporaire selon ce qui est indiqué à l'Annexe 1, les services de soutien à la clientèle autorisés par la Ville et, le cas échéant, la vocation des espaces non résidentiels de l'Ensemble, sans avoir obtenu préalablement l'accord écrit de la Ville.

5.3 L'Organisme, pour les unités de l'Ensemble visé par la présente convention, ne peut être reconnu et agir à titre de ressource intermédiaire conformément à l'article 302 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* ou se voir déléguer des responsabilités en vertu de l'article 108 de cette loi ou de toute autre loi applicable prévoyant des obligations ou conditions de même nature et qui aurait pour conséquence l'assujettissement de l'Organisme à des protocoles ou des contrôles liés à un établissement du réseau de la santé et des services sociaux.

6. La gestion générale de l'Ensemble

6.1 Exercice financier

L'exercice financier de l'Organisme se termine à la date identifiée à l'Annexe 1.

6.2 Règles d'éthique

Aucun des membres de l'Organisme ne peut être rémunéré pour remplir ses fonctions à l'intérieur de l'Organisme, sauf disposition contraire en vertu d'une loi applicable.

6.3 Conditions de location

L'Organisme s'engage à offrir en location les unités résidentielles de l'Ensemble à des personnes à revenu faible, selon les plafonds de revenu déterminant les besoins impérieux reconnus par la Société d'habitation du Québec, ou à des personnes ayant un revenu modeste.

L'Organisme doit signer avec le membre locataire ou le locataire de chaque unité résidentielle de l'Ensemble, un bail dont la durée ne peut excéder douze (12) mois à moins que s'ajoute la période non écoulée du bail précédent à la suite de la vacance de l'unité. Le bail doit spécifier les services compris et préciser, le cas échéant, les frais exigés pour des services spécifiques.

L'Organisme doit fixer par règlement les conditions de location ou d'hébergement temporaire de sa clientèle. Sauf pour les logements d'urgence, le Loyer économique ne devra pas être inférieur à 75 % ni supérieur à 95 % du loyer médian du marché reconnu par la Ville. Toutefois, un loyer après réalisation d'un projet peut être inférieur à 75 % du loyer médian reconnu par la Ville, s'il résulte d'une contribution du milieu supérieure à 15 % des coûts reconnus admissibles aux fins de subvention par la Ville.

L'Organisme doit s'assurer que les coûts reliés aux services, le cas échéant, seront assumés par les locataires ou par lui-même et qu'ils respecteront leur capacité de payer. Ces coûts devront s'autofinancer, ils incluent les dépenses d'entretien et de réparation des équipements pour personnes handicapées, financées par les subventions *Subvention pour l'*adaptabilité de logement (SUAL) et *Subvention pour adaptation de domicile* (SAD).

6.4 Adhésion à une fédération ou à un regroupement

L'Organisme doit adhérer à une fédération d'Organisme sans but lucratif (OBNL) reconnue par la Société d'habitation du Québec si une telle fédération dessert le territoire où est situé l'Ensemble. Cette obligation s'applique pour une période de cinq (5) ans à compter de la Date d'ajustement des intérêts. Advenant qu'à la Date d'ajustement des intérêts, aucune fédération ou aucun regroupement ne desserve le territoire, mais qu'une fédération ou un regroupement soit crée à la suite de la signature de la présente convention, l'Organisme devra y adhérer pour une période de 5 ans.

6.5 Assurances

L'Organisme doit toujours détenir pour l'Ensemble une assurance tous risques (bâtiments, biens meubles, valeur locative) incluant la clause de valeur de remplacement à neuf, une assurance 3D (Détournement, disparition, destruction) et, le cas échéant, une assurance chaudière et machinerie. La valeur de remplacement doit représenter 100 % des coûts de reconstruction, sans tenir compte de la dépréciation.

La valeur de remplacement doit inclure :

- Coût total de construction;
- Coût total des contingences;
- Coût des honoraires professionnels, incluant ceux des groupes de ressources techniques;
- Coût du financement intérimaire;
- Les taxes applicables.

La valeur de remplacement doit être établie avant la Date d'ajustement des intérêts par un évaluateur indépendant.

L'Organisme doit également détenir une assurance couvrant la responsabilité civile d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour toute réclamation pour blessures corporelles, décès ou dommages.

L'Organisme doit détenir une assurance couvrant la responsabilité des administrateurs.

6.6 Mode de gestion

L'Organisme doit maintenir un mode de gestion de l'Ensemble qui favorise la participation harmonieuse des membres locataires et des locataires. Il doit à cet effet constituer et appliquer un plan de formation et un plan de gestion et le réviser aux trois ans.

Ces deux plans ont notamment pour objectifs d'assurer l'autonomie de fonctionnement de l'Organisme, de permettre aux membres d'acquérir les habiletés de gestion nécessaires et de mettre en place un processus administratif clair impliquant les membres.

À l'exception de la tenue de livres, l'Organisme ne pourra pas confier la gestion d'une partie ou de la totalité de l'Ensemble, par contrat ou autrement, à moins d'avoir obtenu préalablement l'accord écrit de la Ville.

6.7 Tenue de livres

L'Organisme doit tenir des livres, des registres et des comptes concernant les dépenses et les revenus liés à la gestion de l'Ensemble selon les pratiques généralement reconnues.

6.8 Défaillance administrative

Sur la base des informations fournies à la Ville en vertu de l'article 8.3, cette dernière peut :

6.8.1 exiger qu' un représentant de la Ville assiste, à titre d'observateur, aux conseils d'administration et aux assemblées générales des membres de l'Organisme et, à cette fin, l'Organisme doit lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus à son règlement de régie interne.

6.8.2 désigner un administrateur provisoire, préférablement un organisme sans but lucratif, afin d'assurer la mise en place de mesures de redressement. Les indicateurs suivants peuvent motiver cette intervention, notamment :

6.8.2.1 Il y a eu faute grave, notamment malversation ou abus de confiance d'un ou de plusieurs administrateurs ou autres dirigeants de l'Organisme.

6.8.2.2 L’arrêt ou le ralentissement, sans motif raisonnable, de la constitution des réserves prévues à la convention d’exploitation.

6.8.2.3 La récurrence de pertes locatives mensuelles.

6.8.2.4 Des retards successifs de ses versements au Prêteur agréé.

6.8.2.5 Des postes vacants non comblés sur une longue période au conseil d’administration.

6.8.2.6 La fréquence prévue au règlement de régie interne pour la tenue du conseil d’administration et des assemblées générales n’est pas respectée.

6.8.2.7 Le non respect des paramètres d’utilisation des PSL, tels que prévus à la présente convention.

6.8.2.8 Le non respect des paramètres du programme AccèsLogis Montréal.

L’Organisme est tenu d’appliquer les recommandations de l’administrateur provisoire désigné.

Cette intervention temporaire de la Ville dans la gestion de l’Organisme et de l’Ensemble prend fin avec la production d’un état de situation de l’administrateur provisoire désigné témoignant des progrès accomplis à la satisfaction de la Ville.

6.9 Prêt ou don

L’Organisme ne doit ni prêter, ni donner des fonds, ni garantir ou souscrire le remboursement d'aucune obligation d'une tierce partie à partir des revenus générés par l'Ensemble sans avoir obtenu préalablement l'accord écrit de la Ville, sauf s'il s'agit de dons dont le montant total versé au cours d'un exercice financier ne dépasse pas vingt-cinq dollars (25,00 $) par unité d'habitation comprise dans l'Ensemble.

6.10 Aliénation de l'immeuble

L’Organisme ne peut vendre, céder, transporter, hypothéquer, sous réserve de l’hypothèque consentie au Prêteur agréé et à la Ville, ou autrement aliéner les immeubles de l'Ensemble sans avoir obtenu préalablement l'accord écrit de la Ville, et ce, aux conditions établies par cette dernière.

6.11 État de l'Ensemble

L’Organisme doit maintenir les immeubles de l'Ensemble en bon état et permettre aux représentants de la Ville de les inspecter à tout moment raisonnable.

L’Organisme doit, de plus, faire tous les actes nécessaires à la conservation et à l’entretien de tout lève-personne sur rail, ouvre-porte électrique ou autre équipement installé dans l’Ensemble et pour lequel une *Subvention pour l’adaptabilité de logement* (SUAL) ou une *Subvention pour adaptation de domicile* (SAD) a été octroyée par la Ville dans le cadre du programme.

L’Organisme devra avoir recours aux services des personnes dûment qualifiées pour ce faire.

Avant de consentir à tous travaux supplémentaires pouvant être requis dans l’Ensemble aux fins d’adaptation de domicile, l’Organisme devra s’assurer qu’une planification appropriée sera faite afin que les travaux et investissements déjà réalisés dans le cadre d’une *Subvention pour adaptation de domicile* (SAD) ou d’une *Subvention pour l’adaptabilité de logement (*SUAL), octroyée par la Ville en vertu du programme, atteignent leur finalité et soient pleinement profitables, notamment dans le but de limiter le coût des travaux supplémentaires.

6.12 Conservation de documents

L'Organisme doit conserver tous les documents, les registres, les comptes et toutes les pièces justificatives ayant trait à la gestion de l'Ensemble pendant au moins sept (7) ans, sauf pour les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires, les conventions et les procès-verbaux, lesquels devront être conservés de façon permanente.

6.13 Vérification

La Ville se réserve le droit de vérifier en tout temps le respect des obligations assumées par l'Organisme dans le cadre de l'application de la présente convention.

À cet effet, l'Organisme convient d'apporter toute l'assistance, la collaboration et la diligence nécessaires à toute personne désignée par la Ville, de façon à ce que cette dernière puisse, en tout temps et à toute heure raisonnable, vérifier sur place, examiner et tirer copie des livres, registres, comptes, dossiers et autres documents qui comportent des renseignements relatifs au Programme AccèsLogis Montréal.

7. Les réserves et les contributions

7.1 Contribution au secteur

L'Organisme doit verser, à la Date d'ajustement des intérêts, à la Société d'habitation du Québec ou à un Organisme désigné par elle, la contribution au secteur prévue dans les Coûts de réalisation de l'Ensemble. Cette contribution correspond à un pour cent (1 %) des dépenses de réalisation reconnues par la Ville. La Société d'habitation du Québec verra à redistribuer cette contribution aux Organismes acceptés par elle et qui interviennent pour favoriser la réalisation et la gestion de projets de logements coopératifs ou sans but lucratif.

7.2 Contribution à une réserve de prévoyance

L'Organisme doit, à la Date d'ajustement des intérêts, ou à une autre date acceptée par la Ville, verser, le cas échéant, une contribution financière à une réserve de prévoyance prévue dans le cadre du Programme AccèsLogis Montréal. L'utilisation de cette réserve requiert l'autorisation de la Ville.

7.3 Réserves

7.3.1 Réserve hypothécaire

L'Organisme doit constituer annuellement, au cours des cinq (5) années suivant la Date d'ajustement des intérêts, une réserve hypothécaire. Cette réserve vise à lui permettre d'atténuer l'augmentation importante de loyer qu'entraînerait une hausse sensible du taux d'intérêt lors du premier renouvellement du prêt hypothécaire.

Le montant d'augmentation annuel de la contribution à la réserve est indiqué à l'Annexe 1 et il correspond au montant nécessaire pour atténuer une augmentation du taux d'intérêt de 2 %. Ce montant se calcule à partir d'une augmentation annuelle du loyer équivalente à une période de onze (11) ans. Les intérêts produits sur les montants accumulés font partie de la réserve.

Lors du renouvellement de chacun des termes du prêt hypothécaire de l'Organisme, une évaluation devra être effectuée par la Ville afin de déterminer s'il y a lieu de modifier la contribution à la réserve pour une période additionnelle, en fonction de l'évolution des taux d'intérêt applicables.

7.3.2 Réserve de gestion (subvention à l'exploitation)

Lorsque l'Organisme reçoit une subvention à l'exploitation par exemple un rabais de taxes foncières ou une subvention récurrente d'une fondation privée, l'Organisme doit créer une réserve au budget d'exploitation afin d'éviter toute augmentation subite de loyer lorsque la subvention prend fin. Cette réserve est constituée à partir d'une augmentation annuelle de loyers acceptée par la Ville.

7.4 Réserve de remplacement immobilière

L'Organisme doit constituer une réserve de remplacement immobilière à compter de la Date d'ajustement des intérêts. Le montant annuel minimal versé à cette réserve varie selon la typologie des unités résidentielles de l'Ensemble. Le montant total annuel est indiqué à l'Annexe 1. Les intérêts produits sur les montants accumulés font partie de la réserve.

À moins d'une autorisation écrite de la Ville, les montants accumulés dans cette réserve ne peuvent être utilisés pendant les cinq (5) premières années suivant la Date d'ajustement des intérêts et doivent servir uniquement à payer le coût de remplacement, de modernisation et d'amélioration d'éléments parmi les catégories suivantes :

- systèmes mécaniques;

- toiture;
- plomberie;
- système de chauffage;
- ouvertures;
- autres éléments dont les réparations périodiques entraînent des dépenses substantielles.

Le remplacement d'éléments compris dans les catégories ci-dessus identifiées a lieu lorsque leur état d'usure ne justifie plus d'investir dans leur entretien.

7.5 Réserve de remplacement mobilière

L'Organisme doit, le cas échéant, constituer une réserve de remplacement mobilière à compter de la Date d'ajustement des intérêts. Le montant annuel versé à cette réserve est établi en fonction du coût de remplacement des équipements mobiliers amorti sur une période de huit (8) années et identifié à l'Annexe 1 ou tout autre montant reconnu par la Ville.

7.6 Réserve pour entretien – patrimoine

L'Organisme ayant bénéficié d'une subvention patrimoine doit constituer une réserve dédiée uniquement aux travaux d'entretien des éléments patrimoniaux du bâtiment. Un montant équivalant à 10 % de cette subvention, puisé à même la subvention patrimoine obtenue, est versé à cette réserve à la Date d'ajustement des intérêts. Ce versement est non récurrent. Les intérêts produits sur les montants accumulés font partie de la réserve.

À moins d'une autorisation écrite de la Ville, les montants accumulés dans cette réserve ne peuvent être utilisés pendant les cinq (5) premières années suivant la Date d'ajustement des intérêts. L'utilisation de cette réserve requiert l'autorisation de la Ville.

8. Rapports à produire

8.1 État audité des coûts définitifs

L'Organisme devra déposer à la Ville un État audité des coûts définitifs préparé par un auditeur indépendant, et ce, dans les six (6) mois qui suivent la Date d'ajustement des intérêts ou au plus tard six (6) mois après la date où seront connus définitivement les montants nets de TPS et de TVQ et, le cas échéant, de la ristourne due sur les Coûts de réalisation.

8.2 Budget annuel d'exploitation

L'Organisme doit transmettre à la Ville, dans les trois (3) mois précédant le début de l'année financière, le budget d'exploitation servant à établir les loyers qui seront en vigueur au renouvellement des baux. La Ville fera part à l'Organisme de ses instructions dans les deux (2) mois suivant la réception du budget, si elle est d'avis que le budget soumis a pour effet d'entraîner l'une ou l'autre des conséquences prévues à l'article 9.2.

Ce budget est présenté, à moins d'avis contraire de la Ville, selon la même forme que celle qui était en vigueur lors de l'autorisation définitive du projet. Il devra préciser les services inclus dans les loyers et, le cas échéant, la nature et le coût des autres services offerts aux locataires.

8.3 État financier annuel audité et rapport annuel de gestion

L'Organisme doit déposer à la Ville, dans les quatre (4) mois qui suivent la fin de son exercice financier, un état financier annuel audité préparé par un auditeur indépendant selon un mode de présentation qui convient à la Ville, le tout accompagné du rapport annuel approuvé par l'assemblée générale des membres de l'Organisme ou son conseil d'administration, selon le cas.

Cet état financier doit contenir, le cas échéant, des données distinctes pour les unités résidentielles et les espaces non résidentiels compris dans l'Ensemble.

L'auditeur doit produire un rapport dans lequel il fait part des résultats de ses audits notamment sur les points suivants :

- état des revenus et dépenses;
- le bilan de l'Organisme;
- les loyers en vigueur et le nombre de mois de vacances pour la totalité des unités de l'Ensemble;

- la constitution et l'utilisation des réserves de gestion, des réserves de remplacement immobilières et mobilières (le cas échéant) et de toute autre réserve. Ces réserves doivent être comptabilisées distinctement.

Le rapport annuel accompagnant l'état financier doit prévoir notamment :

- la composition du conseil d'administration en identifiant les membres locataires d'unités résidentielles de l'Ensemble;
- le nombre de rencontres du conseil d'administration et d'assemblées générales;
- la composition des différents comités en identifiant les membres locataires d'unités résidentielles du projet, leur mandat, le nombre de rencontres et un bilan sommaire de leurs activités;
- les travaux majeurs effectués sur l'Ensemble;
- le nombre de ménages bénéficiant du Programme de supplément au loyer;
- Une copie de tout mandat ou contrat accordé pour la gestion d'une partie ou de la totalité de l'Ensemble;
- Une copie de la politique de sélection des locataires.

À la demande de la Ville, l'Organisme doit transmettre les procès-verbaux adoptés des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales.

8.4 Inspection des immeubles

Conformément à l'article 6.11, la Ville peut inspecter ou faire inspecter les bâtiments et les unités résidentielles de l'Ensemble de façon à s'assurer de leur bon état, de la qualité de l'entretien et exiger, le cas échéant, un rapport sur le suivi des actions entreprises pour corriger les problèmes identifiés lors de ces inspections.

8.5 Production des rapports

La Ville peut exiger de l'Organisme tout rapport concernant la gestion financière, la participation des locataires ainsi que la qualité des bâtiments.

Tout rapport produit par l'Organisme doit être signé par un représentant dûment autorisé et être disponible pour consultation par chaque membre locataire ou locataire de l'Ensemble.

8.6 Bilan de santé des immeubles

L'Organisme doit déposer à la Ville, chaque cinq (5) ans, au moment du dépôt de l'état financier et du rapport de gestion, un rapport décrivant l'état de santé de l'immeuble. Ce rapport doit être produit et certifié par un expert indépendant en bâtiment et vise à :

- Connaître l'état du bâtiment;
- Faire le constat des désordres que connaît le bâtiment;
- Proposer un plan d'intervention et identifier les actions prioritaires;
- Estimer les coûts des interventions à réaliser;
- Connaître la planification budgétaire pour ces interventions.

8.7 Évaluation du Programme AccèsLogis Montréal

L'Organisme apportera sa collaboration à la Ville pour fournir les données nécessaires à une éventuelle évaluation du Programme AccèsLogis Montréal.

9. Portée et durée de la présente convention

9.1 Durée

La présente convention entrera en vigueur au moment de sa signature par les parties et le demeurera jusqu'à la plus éloignée des deux dates suivantes :

- la date du remboursement complet du prêt hypothécaire consenti par le Prêteur agréé et garanti par la Ville; ou
- la fin de l'Aide financière accordée par la Ville.

9.2 Modification et ajout d'exigences

En ce qui concerne les articles 7.4, 8.2, 8.3 et 8.4, la Ville peut en modifier les exigences ou en établir de nouvelles lorsque les politiques ou les pratiques en vigueur de l'Organisme ont pour effet d'entraîner l'une ou plusieurs des conséquences suivantes :

a) Les revenus de l'Ensemble sont insuffisants pour rencontrer les dépenses prévisibles à court terme ou celles visées par la constitution des réserves prévues à la présente convention;

b) Les dépenses prévues entraîneront des loyers trop élevés par rapport à ceux du secteur et risquent d'empêcher la location d'unités;

c) La qualité de l'immeuble se détériore;

d) L'Ensemble n'est plus abordable pour un ménage à revenu faible ou modeste;

e) L'Ensemble risque de faire l'objet d'une prise en paiement ou d'une vente sous contrôle de justice.

9.3 TPS et TVQ

L'Organisme devra se conformer aux directives qui seront émises par la Ville relativement à la comptabilisation de la TPS et de la TVQ applicables aux produits et services payés tant au cours de la réalisation que lors de l'exploitation de l'Ensemble, de même qu'aux exigences de la Ville en ce qui concerne la réclamation annuelle des ristournes de taxes.

10. Défaut de l'Organisme

L'Organisme sera considéré en défaut dans l'un ou l'autre des cas suivants :

10.1 défaut de payer à échéance au Prêteur agréé, toute somme due et exigible aux termes du prêt contracté pour la Tranche correspondant à la part de l'Organisme;

10.2 défaut de respecter tout engagement ou condition prévu aux présentes, à l'Hypothèque Ville ou à toute autre entente conclue avec la Ville;

10.3 si l'Organisme devient insolvable, fait cession de ses biens au bénéfice de ses créanciers, fait toute proposition à ses créanciers, ou fait l'objet de toute procédure de faillite;

10.4 s'il y a dépôt de procédure en dissolution ou liquidation de l'Organisme ou visant à suspendre son exploitation, à moins que ces procédures ne soient contestées de bonne foi et qu'elles ne nuisent pas à la continuité de l'exploitation de son entreprise;

10.5 si les biens de l'Organisme ou une partie importante de ceux-ci, selon la Ville, devient l'objet d'une saisie, prise de possession par un créancier, un syndic, un séquestre, liquidateur ou fiduciaire ou encore l'objet d'une autre charge, hypothèque légale ou affectation, d'un préavis d'exercice d'un droit hypothécaire, d'un avis de retrait de perception de créance; l'Organisme ne sera pas considéré en défaut aux termes des présentes tant et aussi longtemps qu'un jugement n'est pas rendu contre l'Organisme pourvu que la contestation soit faite de bonne foi;

10.6 si quelque représentation ou garantie faite aux présentes est incorrecte ou erronée à tout égard important;

10.7 si la propriété ou le contrôle et la direction des activités de l'Organisme change, par fusion ou autrement;

En cas de défaut par l'Organisme de se conformer à l'une ou plusieurs des conditions de la présente convention, la Ville pourra, à sa discrétion :

1. dès lors se prévaloir de tous ses droits et recours aux termes de la loi, des présentes ou de l'Hypothèque Ville;

2. mettre fin à cette convention et exiger le remboursement par l'Organisme du solde de l'Aide financière non acquis par l'Organisme à la date du défaut et toutes autres sommes payables à la Ville. Le montant alors dû à la Ville produira des intérêts aux taux établis suivant l'article 28 de la *Loi sur l'administration fiscale* à partir du moment du défaut constaté par la Ville;

3. Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.3, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

11. Dispositions générales

11.1 Entente complète

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

11.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

11.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 Modification à la présente convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) parties.

11.6 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7 Ayants droit liés

La présente convention lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

11.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

11.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au (inscrire l'adresse : n^{o} civique, rue, ville, province, code postal), et tout avis doit être adressé à l'attention du (inscrire le titre du destinataire). Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au (inscrire l'adresse : n^{o} civique, rue, ville, province, code postal), et tout avis doit être adressé à l'attention de (nom du responsable).

11.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN DOUBLE EXEMPLAIRE AUX DATES ET AUX ENDROITS CI-DESSOUS MENTIONNÉS PAR LES DEUX PARTIES.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marianne Cloutier, directrice
Service de l'habitation

Le .....e jour de ..... 20__

ORGANISME

Par : _____
(Inscrire le nom et le titre de la personne autorisée)

ANNEXE 1

Données spécifiques au projet

Nom de l'organisme :

Numéro du dossier : ACM-

Année de programmation :

Adresse de l'« ensemble » :
(Montréal)

Désignation cadastrale (art. 1.1) :

Typologie des unités d'habitation désignées (art. 1.2) : ch.

Total :

Typologie des unités d'habitation non désignées (art. 1.2) :

Total :

Espaces non résidentiels (art. 1.2) :

Montant de l'« aide financière » (art. 2.1) : $

Loyer médian par typologie et par volet

	Volet 1	Volet 2	Volet 3
Loyer médian chambre			
Loyer median studio			
Loyer médian1 cc			
Loyer median 2 cc			
Loyer median 3 cc			
Loyer median 4 cc			
Loyer median 5 cc			

Loyer économique par typologie et par volet

	Volet 1	Volet 2	Volet 3
Loyer économique chambre			
Loyer économique studio			
Loyer économique 1 cc			
Loyer économique 2 cc			
Loyer économique 3 cc			
Loyer économique 4 cc			
Loyer économique 5 cc			

Nombre minimal d'unités de supplément au loyer (art. 3.3) :
Volet I :
Volet II :
Volet III :

Nombre maximal d'unités de supplément au loyer (art. 3.4) :
Volet I :
Volet II :
Volet III :

Nombre d'unités de supplément au loyer autorisées (art. 3.4) :
(cas de maintien dans les lieux)

Nombre d'unités résidentielles permanentes (art. 5.2) :

Nombre d'unités résidentielles temporaires (art. 5.2) :

Date de fin de l'exercice financier (art. 6.1) :

Évaluation préliminaire de la contribution à être versée à la réserve de prévoyance (art. 7.2) : $

Montant d'augmentation annuel de la contribution à la réserve (hypothèques) de gestion (art. 7.3.1) : $

Montant de la réserve de gestion (subvention à l'exploitation) (art. 7.3.2) : $

Montant total annuel minimal à verser à la réserve de remplacement immobilière (art.7.4) : $

Montant total annuel minimal à verser à la réserve de remplacement mobilière (art. 7.5) (le cas échéant) : $

Évaluation préliminaire de la contribution à être versée à la réserve pour entretien patrimoine (si requis) (art. 7.6) : $

_____ _____
Signature de l'Organisme Date

_____ _____
Signature de l'Organisme Date

_____ _____
Signature de la Ville de Montréal Date

Note : Cette annexe doit être signée et datée par les parties.
Ces données seront réévaluées lors de la date d'ajustement des intérêts.

CONVENTION D'EXPLOITATION – COOPÉRATIVE D'HABITATION DANS LE CADRE DU PROGRAMME ACCÈSLOGIS MONTRÉAL POUR LA RÉALISATION DE LOGEMENTS COOPÉRATIFS ET À BUT NON LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Marianne Cloutier, directrice, Service de l'habitation, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 7.4.1 du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif (02-102);

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : , personne morale légalement constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, chapitre C-67.2) dont l'adresse principale est située au (inscrire l'adresse : no civique, rue, ville, province, code postal), agissant et représentée par (inscrire le nom du représentant et son titre), dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

ci-après appelée l'« **Organisme** »

Pour l'« immeuble ou les immeubles » situé(s) au :

PRÉAMBULE

ATTENDU que la Ville a accepté de verser une aide financière à l'Organisme dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal pour la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif;

ATTENDU que l'Organisme détient ou détiendra un titre de propriété sur l'(les) immeuble(s) faisant l'objet de l'aide financière accordée dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal et de la présente convention;

ATTENDU qu'un des buts de la convention d'exploitation est de favoriser l'autonomie de l'Organisme et de minimiser les interventions de la Ville tant que l'Organisme gérera l'Ensemble dans le respect de la présente convention;

ATTENDU que la Ville et l'Organisme conviennent que l'objectif recherché dans l'application du programme AccèsLogis Montréal est de nature sociale et communautaire en offrant des logements à des ménages à revenu faible ou modeste.

DÉFINITIONS

« Aide financière » :

Subvention prenant la forme d'une contribution à remboursement conditionnel qui est consentie par la Ville à l'Organisme pour défrayer une partie des coûts de réalisation de l'Ensemble.

« Annexe 1 » :

Le document joint aux présentes et qui regroupe les données spécifiques à l'Ensemble. Ce document fait partie intégrante de la présente convention.

« Coûts de réalisation » :

Les coûts de réalisation de la partie résidentielle d'un projet reconnus par la Ville pour le calcul de l'Aide financière. Ces coûts incluent notamment les coûts d'acquisition de l'immeuble, les coûts des travaux de rénovation, de transformation ou de construction prévus à l'Ensemble et les frais connexes liés à sa réalisation.

« Date d'ajustement des intérêts » :

La date fixée par la Ville, après confirmation par écrit au Prêteur agréé, pour le début du calcul des intérêts du prêt hypothécaire garanti par la Ville et devant cependant toujours coïncider avec le premier jour d'un mois.

« Date de prise de possession » :

La date à compter de laquelle l'Ensemble ou une partie de l'Ensemble peut être habité par des locataires.

« Ensemble » :

L'immeuble ou le groupe d'immeubles décrit à l'Annexe 1 de la présente convention.

« État audité des coûts définitifs » :

Le document préparé et signé par un auditeur indépendant confirmant les Coûts de réalisation définitifs.

« Loyer économique » :

Loyer fixé par l'Organisme qui permet de respecter toutes les normes budgétaires établies par la Ville dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal, de manière à ne générer ni profit (surplus) ni perte (déficit).

« Normes » :

Les normes d'application du programme AccèsLogis Montréal.

« Prêteur agréé » :

Une institution financière, une personne morale ou une société ayant le pouvoir de consentir des prêts hypothécaires et qui convient avec la Ville des modalités de financement des projets admissibles au programme AccèsLogis Montréal.

« Programme AccèsLogis Montréal » :

Le programme de subvention mis en place par le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif (nouveau programme) (02-102) et appliquant le programme provincial AccèsLogis avec les adaptations nécessaires pour le territoire de l'agglomération, incluant le Guide d'élaboration et de réalisation des projets AccèsLogis Québec comme modifié par l'annexe A de ce règlement.

« Supplément au loyer » ou « PSL » :

Le programme qui permet à des ménages à faible revenu d'habiter des logements du marché privé ou appartenant à une coopérative, un organisme sans but lucratif ou un office d'habitation tout en payant le même loyer que s'ils habitaient dans une habitation à loyer modique.

Les parties conviennent de ce qui suit, le « Préambule » et les « Définitions » faisant partie intégrante de la présente convention :

1. L'Ensemble

1.1 L'Ensemble faisant l'objet de la présente convention concerne les immeubles dont la désignation cadastrale apparaît à l'Annexe 1.

1.2 L'Ensemble signifie également les unités d'habitation désignées dont la typologie est présentée à l'Annexe 1 et, le cas échéant, les espaces non résidentiels ou les unités d'habitation non désignées identifiées également à l'Annexe 1.

2. L'Aide financière

2.1 Le montant

La Ville s'engage à verser à l'Organisme une Aide financière pour la réalisation de l'Ensemble dont le montant prévu apparaît à l'Annexe 1. Ce montant pourra être révisé, le cas échéant, à l'intérieur des montants maximaux indiqués aux Normes si le budget alloué au Programme AccèsLogis Montréal le permet. Après avoir reçu les informations requises quant à la viabilité

du projet, la Ville émet une lettre d'engagement définitif à l'Organisme. Une copie de cette lettre est par la suite transmise au Prêteur agréé. L'émission de cette lettre rend l'Organisme admissible à un prêt à terme avec déboursements progressifs par le Prêteur agréé.

2.2 Période de gain

L'Aide financière est accordée pour une durée de trente-cinq (35) ans à compter de la Date d'ajustement des intérêts. Elle est acquise par l'Organisme par tranches mensuelles égales. L'Organisme sera relevé de l'obligation de rembourser tout solde restant de l'Aide financière s'il respecte, pendant sa durée, chacune des conditions prévues à la présente convention.

2.3 Remboursement du trop versé

L'Aide financière pourra être réduite si les Coûts de réalisation définitifs reconnus par la Ville selon l'État audité des coûts définitifs s'avèrent inférieurs à ceux initialement prévus. Dans un tel cas, l'Organisme devra rembourser à la Ville le montant versé en trop par rapport aux Normes, dans les six (6) mois suivant la réception par l'Organisme d'un avis à cet effet transmis par la Ville, à défaut de quoi ce montant portera intérêt au taux du prêt garanti par la Ville pour la réalisation de l'Ensemble.

2.4 Garantie hypothécaire

Pour garantir le remboursement du solde de l'Aide financière accordée par la Ville à l'Organisme qui pourrait devenir dû et exigible conformément à l'article 2.2 des présentes et l'accomplissement de toutes et chacune des obligations de l'Organisme en vertu des présentes, l'Organisme devra hypothéquer en faveur de la Ville, selon les termes d'un acte d'hypothèque, l'immeuble ou le groupe d'immeubles faisant partie de l'Ensemble ci-après l'« Hypothèque Ville ».

3. Le Supplément au loyer

3.1 Administration

La Société d'habitation du Québec verse sa contribution au Supplément au loyer à l'Office municipal d'habitation responsable d'administrer ce programme sur le territoire où est situé l'Ensemble. L'Office municipal d'habitation administre le Supplément au loyer selon les ententes convenues avec la Société d'habitation du Québec et selon celles qu'il prend avec l'Organisme.

La Société d'habitation du Québec peut établir un autre mode de versement de sa contribution advenant que l'Office municipal d'habitation de Montréal ne soit pas en mesure de l'administrer.

3.2 Renouvellement

L'Organisme s'engage à faire une demande de renouvellement pour le Supplément au loyer selon le Programme de Supplément au loyer en vertu de la réglementation en vigueur pour ce programme. L'Organisme s'engage également à se prévaloir de tout programme de supplément au loyer auquel il peut être admissible, durant la durée de la convention.

3.3 Nombre minimal

L'Organisme s'engage à louer pendant cinq (5) ans ou toute autre période reconnue par la Société d'habitation du Québec, débutant à la Date de prise de possession, le nombre minimal de logements indiqués à l'Annexe 1, à des ménages admissibles au Programme de Supplément au loyer en vertu de la réglementation en vigueur pour ce programme. Ce minimum doit être atteint à la Date d'ajustement des intérêts.

Advenant que ce nombre minimal ne puisse être rencontré en raison du fait qu'un ménage est devenu inadmissible ou qu'il quitte le logement, l'Organisme devra identifier un autre ménage admissible ou louer à un ménage admissible le prochain logement qui se libérera.

L'Organisme doit obtenir l'approbation préalable de la Ville pour modifier ce nombre minimal de logements destinés à des ménages admissibles au Supplément au loyer indiqués à l'Annexe 1.

3.4 Nombre maximal

Le maximum de logements admissibles au Supplément au loyer est indiqué à l'Annexe 1, et ce, pour une période de cinq (5) ans ou toute autre période reconnue par la Société d'habitation du Québec débutant à la Date de prise de possession, étant entendu que la municipalité

contribuera à raison de dix pour cent (10 %) au coût du Supplément au loyer. Afin de respecter le droit de maintien dans les lieux des locataires déjà présents dans les projets en achat – rénovation, le maximum de logements admissibles au Supplément au loyer peut être majoré. Le cas échéant, le nombre de logements faisant l'objet de la présente clause devra être ramené à celui indiqué à l'Annexe 1 à mesure que des ménages locataires initiaux seront remplacés par des ménages non admissibles à ce programme.

L'Organisme doit obtenir l'approbation préalable de la Ville pour modifier ce nombre maximal de logements destinés à des ménages admissibles au Supplément au loyer indiqués à l'Annexe 1.

4. Le prêt

4.1 Financement par un Prêteur agréé

L'Organisme doit, à moins d'une autorisation contraire de la Ville, contracter auprès du Prêteur agréé un financement par prêt à taux variable afin de financer les Coûts de réalisation. Ce financement court terme sert à financer le montant de l'Aide financière et la part de l'Organisme dans le cadre de la phase de réalisation du projet et à rembourser la marge de crédit, s'il y a lieu (« Financement intérimaire »). Le Financement intérimaire est effectué au moyen de déboursés progressifs, autorisés préalablement par la Ville, au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

4.2 Financement à long terme

Le Financement à long terme doit être mis en place une fois le projet complété, conformément aux dispositions prévues à la lettre de la Ville confirmant la Date d'ajustement des intérêts. Le taux est alors fixé et le prêt est fractionné en deux tranches selon les modalités suivantes :

i. **Tranche correspondant à la part de l'Organisme** - Prêt à terme contracté auprès du Prêteur agréé pour supporter la partie du financement correspondant à la part de l'Organisme, soit la partie non subventionnée du projet qui est remboursable par l'Organisme. La part de l'Organisme inclut un montant pour financer sa contribution à la réserve de prévoyance prévue dans le cadre du Programme AccèsLogis Montréal. Ce financement aura un terme de cinq (5) ans et sera amorti sur une période de trente-cinq (35) ans (ci-après la « Tranche correspondant à la part de l'Organisme »).

ii. **Tranche correspondant à la part de la Ville** - Tranche correspondant au montant de l'Aide financière consentie par la Ville. Cette tranche est payable, capital et intérêts, par la Ville, au plus tard 180 jours suivant la Date d'ajustement des intérêts.

4.3 Durée de l'amortissement et renouvellement du prêt

L'Organisme doit, à moins de directives à l'effet contraire de la Ville, financer l'Ensemble auprès du Prêteur agréé pour une période de trente-cinq (35) ans à compter de la Date d'ajustement des intérêts. L'Organisme devra respecter, le cas échéant, les directives émises par la Ville sur le renouvellement du Financement à long terme.

4.4 Garantie du prêt

La Ville garantit au Prêteur agréé le remboursement par l'Organisme du solde de la Tranche correspondant à la part de l'Organisme.

4.5 Remboursement par l'Organisme

L'Organisme doit verser au Prêteur agréé les mensualités prévues à leur date d'échéance afin de rembourser l'intérêt et le capital selon la période d'amortissement prescrite. Comme plus amplement stipulé à l'article 10 des présentes, le fait pour l'Organisme de ne pas effectuer lesdits paiements aux dates en question constitue un défaut aux termes de la présente convention. De même, l'Organisme sera considéré en défaut en vertu de la présente convention s'il ne respecte pas tout engagement ou condition du prêt contracté pour la Tranche correspondant à la part de l'Organisme et qu'il n'a pas remédié à ce défaut dans le délai imparti.

4.6 Modifications du prêt

Tout amendement apporté aux termes et conditions du prêt contracté pour la Tranche correspondant à la part de l'Organisme devra être soumis au préalable à la Ville de Montréal pour approbation. Tout manquement à cette obligation constituera un défaut de l'Organisme et

l'amendement ainsi effectué sans l'accord préalable de la Ville de Montréal lui sera inopposable.

4.7 Autres charges

Sous réserve de l'hypothèque consentie au Prêteur agréé et de l'Hypothèque Ville, l'Organisme ne peut grever aucun immeuble de l'Ensemble, d'une charge, d'une servitude ou d'une autre hypothèque sans avoir obtenu préalablement l'accord écrit de la Ville.

5. Modifications à l'Organisme ou à l'Ensemble

5.1 L'Organisme ne doit pas modifier son acte constitutif sans avoir obtenu préalablement l'accord écrit de la Ville. La dissolution de l'Organisme ou la perte de son statut d'organisme sans but lucratif constitue un défaut aux termes de la présente convention.

5.2 L'Organisme ne peut modifier le nombre d'unités résidentielles, leur typologie, leur caractère de résidence permanente ou temporaire selon ce qui est indiqué à l'Annexe 1, les services de soutien à la clientèle autorisés par la Ville et, le cas échéant, la vocation des espaces non résidentiels de l'Ensemble, sans avoir obtenu préalablement l'accord écrit de la Ville.

5.3 L'Organisme, pour les unités de l'Ensemble visé par la présente convention, ne peut être reconnu et agir à titre de ressource intermédiaire conformément à l'article 302 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* ou se voir déléguer des responsabilités en vertu de l'article 108 de cette loi ou de toute autre loi applicable prévoyant des obligations ou conditions de même nature et qui aurait pour conséquence l'assujettissement de l'Organisme à des protocoles ou des contrôles liés à un établissement du réseau de la santé et des services sociaux.

6. La gestion générale de l'Ensemble

6.1 Exercice financier

L'exercice financier de l'Organisme se termine à la date identifiée à l'Annexe 1.

6.2 Règles d'éthique

Aucun des membres de l'Organisme ne peut être rémunéré pour remplir ses fonctions à l'intérieur de l'Organisme, sauf disposition contraire en vertu d'une loi applicable.

6.3 Conditions de location

L'Organisme s'engage à offrir en location les unités résidentielles de l'Ensemble à des personnes à revenu faible, selon les plafonds de revenu déterminant les besoins impérieux reconnus par la Société d'habitation du Québec, ou à des personnes ayant un revenu modeste.

L'Organisme doit signer avec le membre locataire ou le locataire de chaque unité résidentielle de l'Ensemble, un bail dont la durée ne peut excéder douze (12) mois à moins que s'ajoute la période non écoulée du bail précédent à la suite de la vacance de l'unité. Le bail doit spécifier les services compris et préciser, le cas échéant, les frais exigés pour des services spécifiques.

L'Organisme doit fixer par règlement les conditions de location ou d'hébergement temporaire de sa clientèle. Sauf pour les logements d'urgence, le Loyer économique ne devra pas être inférieur à 75 % ni supérieur à 95 % du loyer médian du marché reconnu par la Ville. Toutefois, un loyer après réalisation d'un projet peut être inférieur à 75 % du loyer médian reconnu par la Ville, s'il résulte d'une contribution du milieu supérieure à 15 % des coûts reconnus admissibles aux fins de subvention par la Ville.

L'Organisme doit s'assurer que les coûts reliés aux services, le cas échéant, seront assumés par les locataires ou par lui-même et qu'ils respecteront leur capacité de payer. Ces coûts devront s'autofinancer, ils incluent les dépenses d'entretien et de réparation des équipements pour personnes handicapées, financées par les subventions *Subvention pour l'*adaptabilité de logement (SUAL) et *Subvention pour adaptation de domicile* (SAD).

6.4 Adhésion à une fédération ou à un regroupement

L'Organisme doit adhérer à une fédération de coopératives reconnue par la Société d'habitation du Québec si une telle fédération dessert le territoire où est situé l'Ensemble. Cette obligation s'applique pour une période de cinq (5) ans à compter de la Date d'ajustement des intérêts. Advenant qu'à la Date d'ajustement des intérêts, aucune fédération ou aucun regroupement ne desserve le territoire, mais qu'une fédération ou un regroupement soit crée à la suite de la signature de la présente convention, l'Organisme devra y adhérer pour une période de 5 ans.

6.5 Assurances

L'Organisme doit toujours détenir pour l'Ensemble une assurance tous risques (bâtiments, biens meubles, valeur locative) incluant la clause de valeur de remplacement à neuf, une assurance 3D (Détournement, disparition, destruction) et, le cas échéant, une assurance chaudière et machinerie. La valeur de remplacement doit représenter 100 % des coûts de reconstruction, sans tenir compte de la dépréciation.

La valeur de remplacement doit inclure :

- Coût total de construction;
- Coût total des contingences;
- Coût des honoraires professionnels, incluant ceux des groupes de ressources techniques;
- Coût du financement intérimaire;
- Les taxes applicables.

La valeur de remplacement doit être établie avant la Date d'ajustement des intérêts par un évaluateur indépendant.

L'Organisme doit également détenir une assurance couvrant la responsabilité civile d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour toute réclamation pour blessures corporelles, décès ou dommages.

L'assurance doit aussi couvrir la responsabilité des administrateurs.

L'Organisme doit détenir une assurance couvrant la responsabilité des administrateurs.

6.6 Mode de gestion

L'Organisme doit maintenir un mode de gestion de l'Ensemble qui favorise la participation harmonieuse des membres locataires et des locataires. Il doit à cet effet constituer et appliquer un plan de formation et un plan de gestion et le réviser aux trois ans.

Ces deux plans ont notamment pour objectifs d'assurer l'autonomie de fonctionnement de l'Organisme, de permettre aux membres d'acquérir les habiletés de gestion nécessaires et de mettre en place un processus administratif clair impliquant les membres.

À l'exception de la tenue de livres, l'Organisme ne pourra pas confier la gestion d'une partie ou de la totalité de l'Ensemble, par contrat ou autrement, à moins d'avoir obtenu préalablement l'accord écrit de la Ville.

6.7 Tenue de livres

L'Organisme doit tenir des livres, des registres et des comptes concernant les dépenses et les revenus liés à la gestion de l'Ensemble selon les pratiques généralement reconnues.

6.8 Défaillance administrative

Sur la base des informations fournies à la Ville en vertu de l'article 8.3, cette dernière peut :

6.8.1 exiger qu' un représentant de la Ville assiste, à titre d'observateur, aux conseils d'administration et aux assemblées générales des membres de l'Organisme et, à cette fin, l'Organisme doit lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus à son règlement de régie interne.

6.8.2 désigner un administrateur provisoire, préférablement un organisme sans but lucratif, afin d'assurer la mise en place de mesures de redressement. Les indicateurs suivants peuvent motiver cette intervention, notamment :

6.8.2.1 Il y a eu faute grave, notamment malversation ou abus de confiance d'un ou de plusieurs administrateurs ou autres dirigeants de l'Organisme.

6.8.2.2 L'arrêt ou le ralentissement, sans motif raisonnable, de la constitution des réserves prévues à la convention d'exploitation.

6.8.2.3 La récurrence de pertes locatives mensuelles.

6.8.2.4 Des retards successifs de ses versements au Prêteur agréé.

6.8.2.5 Des postes vacants non comblés sur une longue période au conseil d'administration.

6.8.2.6 La fréquence prévue à la *Loi sur les coopératives* pour la tenue du conseil d'administration et des assemblées générales n'est pas respectée.

6.8.2.7 Le non respect des paramètres d'utilisation des PSL, tels que prévus à la présente convention.

6.8.2.8 Le non respect des paramètres du programme AccèsLogis Montréal.

L'Organisme est tenu d'appliquer les recommandations de l'administrateur provisoire désigné.

Cette intervention temporaire de la Ville dans la gestion de l'Organisme et de l'Ensemble prend fin avec la production d'un état de situation de l'administrateur provisoire désigné témoignant des progrès accomplis à la satisfaction de la Ville.

6.9 Prêt ou don

L'Organisme ne doit ni prêter, ni donner des fonds, ni garantir ou souscrire le remboursement d'aucune obligation d'une tierce partie à partir des revenus générés par l'Ensemble sans avoir obtenu préalablement l'accord écrit de la Ville, sauf s'il s'agit de dons dont le montant total versé au cours d'un exercice financier ne dépasse pas vingt-cinq dollars (25,00 $) par unité d'habitation comprise dans l'Ensemble.

6.10 Aliénation de l'immeuble

L'Organisme ne peut vendre, céder, transporter, hypothéquer, sous réserve de l'hypothèque consentie au Prêteur agréé et à la Ville, ou autrement aliéner les immeubles de l'Ensemble sans avoir obtenu préalablement l'accord écrit de la Ville, et ce, aux conditions établies par cette dernière.

6.11 État de l'Ensemble

L'Organisme doit maintenir les immeubles de l'Ensemble en bon état et permettre aux représentants de la Ville de les inspecter à tout moment raisonnable.

L'Organisme doit, de plus, faire tous les actes nécessaires à la conservation et à l'entretien de tout lève-personne sur rail, ouvre-porte électrique ou autre équipement installé dans l'Ensemble et pour lequel une *Subvention pour l'adaptabilité de logement* (SUAL) ou une *Subvention pour adaptation de domicile* (SAD) a été octroyée par la Ville dans le cadre du programme.

L'Organisme devra avoir recours aux services des personnes dûment qualifiées pour ce faire.

Avant de consentir à tous travaux supplémentaires pouvant être requis dans l'Ensemble aux fins d'adaptation de domicile, l'Organisme devra s'assurer qu'une planification appropriée sera faite afin que les travaux et investissements déjà réalisés dans le cadre d'une *Subvention pour adaptation de domicile* (SAD) ou d'une *Subvention pour l'adaptabilité de logement (*SUAL), octroyée par la Ville en vertu du programme, atteignent leur finalité et soient pleinement profitables, notamment dans le but de limiter le coût des travaux supplémentaires.

6.12 Conservation de documents

L'Organisme doit conserver tous les documents, les registres, les comptes et toutes les pièces justificatives ayant trait à la gestion de l'Ensemble pendant au moins sept (7) ans, sauf pour les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires, les conventions et les procès-verbaux, lesquels devront être conservés de façon permanente.

6.13 Vérification

La Ville se réserve le droit de vérifier en tout temps le respect des obligations assumées par l'Organisme dans le cadre de l'application de la présente convention.

À cet effet, l'Organisme convient d'apporter toute l'assistance, la collaboration et la diligence nécessaires à toute personne désignée par la Ville, de façon à ce que cette dernière puisse, en tout temps et à toute heure raisonnable, vérifier sur place, examiner et tirer copie des livres, registres, comptes, dossiers et autres documents qui comportent des renseignements relatifs au Programme AccèsLogis Montréal.

7. Les réserves et les contributions

7.1 Contribution au secteur

L'Organisme doit verser, à la Date d'ajustement des intérêts, à la Société d'habitation du Québec ou à un Organisme désigné par elle, la contribution au secteur prévue dans les Coûts de réalisation de l'Ensemble. Cette contribution correspond à un pour cent (1 %) des dépenses de réalisation reconnues par la Ville. La Société d'habitation du Québec verra à redistribuer cette contribution aux Organismes acceptés par elle et qui interviennent pour favoriser la réalisation et la gestion de projets de logements coopératifs ou sans but lucratif.

7.2 Contribution à une réserve de prévoyance

L'Organisme doit, à la Date d'ajustement des intérêts, ou à une autre date acceptée par la Ville, verser, le cas échéant, une contribution financière à une réserve de prévoyance prévue dans le cadre du Programme AccèsLogis Montréal. L'utilisation de cette réserve requiert l'autorisation de la Ville.

7.3 Réserves

7.3.1 Réserve hypothécaire

L'Organisme doit constituer annuellement, au cours des cinq (5) années suivant la Date d'ajustement des intérêts, une réserve hypothécaire. Cette réserve vise à lui permettre d'atténuer l'augmentation importante de loyer qu'entraînerait une hausse sensible du taux d'intérêt lors du premier renouvellement du prêt hypothécaire.

Le montant d'augmentation annuel de la contribution à la réserve est indiqué à l'Annexe 1 et il correspond au montant nécessaire pour atténuer une augmentation du taux d'intérêt de 2 %. Ce montant se calcule à partir d'une augmentation annuelle du loyer équivalente à une période de onze (11) ans. Les intérêts produits sur les montants accumulés font partie de la réserve.

Lors du renouvellement de chacun des termes du prêt hypothécaire de l'Organisme, une évaluation devra être effectuée par la Ville afin de déterminer s'il y a lieu de modifier la contribution à la réserve pour une période additionnelle, en fonction de l'évolution des taux d'intérêt applicables.

7.3.2 Réserve de gestion (subvention à l'exploitation)

Lorsque l'Organisme reçoit une subvention à l'exploitation par exemple un rabais de taxes foncières ou une subvention récurrente d'une fondation privée, l'Organisme doit créer une réserve au budget d'exploitation afin d'éviter toute augmentation subite de loyer lorsque la subvention prend fin. Cette réserve est constituée à partir d'une augmentation annuelle de loyers acceptée par la Ville.

7.4 Réserve de remplacement immobilière

L'Organisme doit constituer une réserve de remplacement immobilière à compter de la Date d'ajustement des intérêts. Le montant annuel minimal versé à cette réserve varie selon la typologie des unités résidentielles de l'Ensemble. Le montant total annuel est indiqué à l'Annexe 1. Les intérêts produits sur les montants accumulés font partie de la réserve.

À moins d'une autorisation écrite de la Ville, les montants accumulés dans cette réserve ne peuvent être utilisés pendant les cinq (5) premières années suivant la Date d'ajustement des intérêts et doivent servir uniquement à payer le coût de remplacement, de modernisation et d'amélioration d'éléments parmi les catégories suivantes :

- systèmes mécaniques;
- toiture;
- plomberie;
- système de chauffage;
- ouvertures;
- autres éléments dont les réparations périodiques entraînent des dépenses substantielles.

Le remplacement d'éléments compris dans les catégories ci-dessus identifiées a lieu lorsque leur état d'usure ne justifie plus d'investir dans leur entretien.

7.5 Réserve de remplacement mobilière

L'Organisme doit, le cas échéant, constituer une réserve de remplacement mobilière à compter de la Date d'ajustement des intérêts. Le montant annuel versé à cette réserve est établi en fonction du coût de remplacement des équipements mobiliers amorti sur une période de huit (8) années et identifié à l'Annexe 1 ou tout autre montant reconnu par la Ville.

7.6 Réserve pour entretien – patrimoine

L'Organisme ayant bénéficié d'une subvention patrimoine doit constituer une réserve dédiée uniquement aux travaux d'entretien des éléments patrimoniaux du bâtiment. Un montant équivalant à 10 % de cette subvention, puisé à même la subvention patrimoine obtenue, est versé à cette réserve à la Date d'ajustement des intérêts. Ce versement est non récurrent. Les intérêts produits sur les montants accumulés font partie de la réserve.

À moins d'une autorisation écrite de la Ville, les montants accumulés dans cette réserve ne peuvent être utilisés pendant les cinq (5) premières années suivant la Date d'ajustement des intérêts. L'utilisation de cette réserve requiert l'autorisation de la Ville.

8. Rapports à produire

8.1 État audité des coûts définitifs

L'Organisme devra déposer à la Ville un État audité des coûts définitifs préparé par un auditeur indépendant, et ce, dans les six (6) mois qui suivent la Date d'ajustement des intérêts ou au plus tard six (6) mois après la date où seront connus définitivement les montants nets de TPS et de TVQ et, le cas échéant, de la ristourne due sur les Coûts de réalisation.

8.2 Budget annuel d'exploitation

L'Organisme doit transmettre à la Ville, dans les trois (3) mois précédant le début de l'année financière, le budget d'exploitation servant à établir les loyers qui seront en vigueur au renouvellement des baux. La Ville fera part à l'Organisme de ses instructions dans les deux (2) mois suivant la réception du budget, si elle est d'avis que le budget soumis a pour effet d'entraîner l'une ou l'autre des conséquences prévues à l'article 9.2.

Ce budget est présenté, à moins d'avis contraire de la Ville, selon la même forme que celle qui était en vigueur lors de l'autorisation définitive du projet. Il devra préciser les services inclus dans les loyers et, le cas échéant, la nature et le coût des autres services offerts aux locataires.

8.3 État financier annuel audité et rapport annuel de gestion

L'Organisme doit déposer à la Ville, dans les quatre (4) mois qui suivent la fin de son exercice financier, un état financier annuel audité préparé par un auditeur indépendant selon un mode de présentation qui convient à la Ville, le tout accompagné du rapport annuel approuvé par l'assemblée générale des membres de l'Organisme ou son conseil d'administration, selon le cas.

Cet état financier doit contenir, le cas échéant, des données distinctes pour les unités résidentielles et les espaces non résidentiels compris dans l'Ensemble.

L'auditeur doit produire un rapport dans lequel il fait part des résultats de ses audits notamment sur les points suivants :

- état des revenus et dépenses;
- le bilan de l'Organisme;

- les loyers en vigueur et le nombre de mois de vacances pour la totalité des unités de l'Ensemble;
- la constitution et l'utilisation des réserves de gestion, des réserves de remplacement immobilières et mobilières (le cas échéant) et de toute autre réserve. Ces réserves doivent être comptabilisées distinctement.

Le rapport annuel accompagnant l'état financier doit prévoir notamment :

- la composition du conseil d'administration en identifiant les membres locataires d'unités résidentielles de l'Ensemble;
- le nombre de rencontres du conseil d'administration et d'assemblées générales;
- la composition des différents comités en identifiant les membres locataires d'unités résidentielles du projet, leur mandat, le nombre de rencontres et un bilan sommaire de leurs activités;
- les travaux majeurs effectués sur l'Ensemble;
- le nombre de ménages bénéficiant du Programme de supplément au loyer;
- Une copie de tout mandat ou contrat accordé pour la gestion d'une partie ou de la totalité de l'Ensemble;
- Une copie de la politique de sélection des locataires.

À la demande de la Ville, l'Organisme doit transmettre les procès-verbaux adoptés des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales.

8.4 Inspection des immeubles

Conformément à l'article 6.11, la Ville peut inspecter ou faire inspecter les bâtiments et les unités résidentielles de l'Ensemble de façon à s'assurer de leur bon état, de la qualité de l'entretien et exiger, le cas échéant, un rapport sur le suivi des actions entreprises pour corriger les problèmes identifiés lors de ces inspections.

8.5 Production des rapports

La Ville peut exiger de l'Organisme tout rapport concernant la gestion financière, la participation des locataires ainsi que la qualité des bâtiments.

Tout rapport produit par l'Organisme doit être signé par un représentant dûment autorisé et être disponible pour consultation par chaque membre locataire ou locataire de l'Ensemble.

8.6 Bilan de santé des immeubles

L'Organisme doit déposer à la Ville, chaque cinq (5) ans, au moment du dépôt de l'état financier et du rapport de gestion, un rapport décrivant l'état de santé de l'immeuble. Ce rapport doit être produit et certifié par un expert indépendant en bâtiment et vise à :

- Connaître l'état du bâtiment;
- Faire le constat des désordres que connaît le bâtiment;
- Proposer un plan d'intervention et identifier les actions prioritaires;
- Estimer les coûts des interventions à réaliser;
- Connaître la planification budgétaire pour ces interventions.

8.7 Évaluation du Programme AccèsLogis Montréal

L'Organisme apportera sa collaboration à la Ville pour fournir les données nécessaires à une éventuelle évaluation du Programme AccèsLogis Montréal.

9. Portée et durée de la présente convention

9.1 Durée

La présente convention entrera en vigueur au moment de sa signature par les parties et le demeurera jusqu'à la plus éloignée des deux dates suivantes :

- la date du remboursement complet du prêt hypothécaire consenti par le Prêteur agréé et garanti par la Ville; ou
- la fin de l'Aide financière accordée par la Ville.

9.2 Modification et ajout d'exigences

En ce qui concerne les articles 7.4, 8.2, 8.3 et 8.4, la Ville peut en modifier les exigences ou en établir de nouvelles lorsque les politiques ou les pratiques en vigueur de l'Organisme ont pour effet d'entraîner l'une ou plusieurs des conséquences suivantes :

a) Les revenus de l'Ensemble sont insuffisants pour rencontrer les dépenses prévisibles à court terme ou celles visées par la constitution des réserves prévues à la présente convention;

b) Les dépenses prévues entraîneront des loyers trop élevés par rapport à ceux du secteur et risquent d'empêcher la location d'unités;

c) La qualité de l'immeuble se détériore;

d) L'Ensemble n'est plus abordable pour un ménage à revenu faible ou modeste;

e) L'Ensemble risque de faire l'objet d'une prise en paiement ou d'une vente sous contrôle de justice.

9.3 TPS et TVQ

L'Organisme devra se conformer aux directives qui seront émises par la Ville relativement à la comptabilisation de la TPS et de la TVQ applicables aux produits et services payés tant au cours de la réalisation que lors de l'exploitation de l'Ensemble, de même qu'aux exigences de la Ville en ce qui concerne la réclamation annuelle des ristournes de taxes.

10. Défaut de l'Organisme

L'Organisme sera considéré en défaut dans l'un ou l'autre des cas suivants :

10.1 défaut de payer à échéance au Prêteur agréé, toute somme due et exigible aux termes du prêt contracté pour la Tranche correspondant à la part de l'Organisme;

10.2 défaut de respecter tout engagement ou condition prévu aux présentes, à l'Hypothèque Ville ou à toute autre entente conclue avec la Ville;

10.3 si l'Organisme devient insolvable, fait cession de ses biens au bénéfice de ses créanciers, fait toute proposition à ses créanciers, ou fait l'objet de toute procédure de faillite;

10.4 s'il y a dépôt de procédure en dissolution ou liquidation de l'Organisme ou visant à suspendre son exploitation, à moins que ces procédures ne soient contestées de bonne foi et qu'elles ne nuisent pas à la continuité de l'exploitation de son entreprise;

10.5 si les biens de l'Organisme ou une partie importante de ceux-ci, selon la Ville, devient l'objet d'une saisie, prise de possession par un créancier, un syndic, un séquestre, liquidateur ou fiduciaire ou encore l'objet d'une autre charge, hypothèque légale ou affectation, d'un préavis d'exercice d'un droit hypothécaire, d'un avis de retrait de perception de créance; l'Organisme ne sera pas considéré en défaut aux termes des présentes tant et aussi longtemps qu'un jugement n'est pas rendu contre l'Organisme pourvu que la contestation soit faite de bonne foi;

10.6 si quelque représentation ou garantie faite aux présentes est incorrecte ou erronée à tout égard important;

10.7 si la propriété ou le contrôle et la direction des activités de l'Organisme change, par fusion ou autrement;

En cas de défaut par l'Organisme de se conformer à l'une ou plusieurs des conditions de la présente convention, la Ville pourra, à sa discrétion :

1. dès lors se prévaloir de tous ses droits et recours aux termes de la loi, des présentes ou de l'Hypothèque Ville;

2. mettre fin à cette convention et exiger le remboursement par l'Organisme du solde de l'Aide financière non acquis par l'Organisme à la date du défaut et toutes autres sommes payables à la Ville. Le montant alors dû à la Ville produira des intérêts aux taux établis suivant l'article 28 de la *Loi sur l'administration fiscale* à partir du moment du défaut constaté par la Ville;

3. Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.3, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

11. Dispositions générales

11.1 Entente complète

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

11.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

11.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 Modification à la présente convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) parties.

11.6 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7 Ayants droit liés

La présente convention lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

11.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

11.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au (inscrire l'adresse : n^{o} civique, rue, ville, province, code postal), et tout avis doit être adressé à l'attention du (inscrire le titre du destinataire). Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au (inscrire l'adresse : n^{o} civique, rue, ville, province, code postal), et tout avis doit être adressé à l'attention de (nom du responsable).

11.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN DOUBLE EXEMPLAIRE AUX DATES ET AUX ENDROITS CI-DESSOUS MENTIONNÉS PAR LES DEUX PARTIES.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marianne Cloutier, directrice
Service de l'habitation

Le .....e jour de ..... 20__

ORGANISME

Par : _____
(Inscrire le nom et le titre de la personne autorisée)

ANNEXE 1

Données spécifiques au projet

Nom de l'organisme :

Numéro du dossier : ACM-

Année de programmation :

Adresse de l'« ensemble » :
(Montréal)

Désignation cadastrale (art. 1.1) :

Typologie des unités d'habitation désignées (art. 1.2) : ch.

Total :

Typologie des unités d'habitation non désignées (art. 1.2) :

Total :

Espaces non résidentiels (art. 1.2) :

Montant de l'« aide financière » (art. 2.1) : $

Loyer médian par typologie et par volet

	Volet 1	Volet 2	Volet 3
Loyer médian chambre			
Loyer median studio			
Loyer médian1 cc			
Loyer median 2 cc			
Loyer median 3 cc			
Loyer median 4 cc			
Loyer median 5 cc			

Loyer économique par typologie et par volet

	Volet 1	Volet 2	Volet 3
Loyer économique chambre			
Loyer économique studio			
Loyer économique 1 cc			
Loyer économique 2 cc			
Loyer économique 3 cc			
Loyer économique 4 cc			
Loyer économique 5 cc			

Nombre minimal d'unités de supplément au loyer (art. 3.3) :
Volet I :
Volet II :
Volet III :

Nombre maximal d'unités de supplément au loyer (art. 3.4) :
Volet I :
Volet II :
Volet III :

Nombre d'unités de supplément au loyer autorisées (art. 3.4) :
(cas de maintien dans les lieux)

Nombre d'unités résidentielles permanentes (art. 5.2) :

Nombre d'unités résidentielles temporaires (art. 5.2) :

Date de fin de l'exercice financier (art. 6.1) :

Évaluation préliminaire de la contribution à être versée à la réserve de prévoyance (art. 7.2) : $

Montant d'augmentation annuel de la contribution à la réserve (hypothèques) de gestion (art. 7.3.1) : $

Montant de la réserve de gestion (subvention à l'exploitation) (art. 7.3.2) : $

Montant total annuel minimal à verser à la réserve de remplacement immobilière (art. 7.4) : $

Montant total annuel minimal à verser à la réserve de remplacement mobilière (art. 7.5) (le cas échéant) : $

Évaluation préliminaire de la contribution à être versée à la réserve pour entretien patrimoine (si requis) (art. 7.6) : $

_____ _____
Signature de l'Organisme Date

_____ _____
Signature de l'Organisme Date

_____ _____
Signature de la Ville de Montréal Date

Note : Cette annexe doit être signée et datée par les parties.
Ces données seront réévaluées lors de la date d'ajustement des intérêts.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1210640002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , -
Objet :	Approuver l'entente tripartite entre la Société d'habitation du Québec, l'Office municipal d'habitation de Montréal et la Ville de Montréal, relativement à la gestion des subventions de suppléments au loyer liées au programme AccèsLogis Montréal; autoriser une contribution financière de la Ville représentant 10% du coût de ces subventions de suppléments au loyer

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme, l'entente à intervenir entre la Société d'habitation du Québec, la Ville de Montréal et l'Office municipal d'habitation de Montréal. Les annexes à l'entente sont jointes dans les "pièces jointes" du présent dossier décisionnel et n'ont pas été validées par notre direction puisque ce sont des documents faisant partie d'autres actes et annexée à titre de référence.

FICHIERS JOINTS

2021-07-27 Version finale visée entente SHQ Ville OMHM.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel

ENTENTE CONCERNANT LE SUPPLÉMENT AU LOYER DANS LE CADRE DU PROGRAMME VISANT LE FINANCEMENT DE PROGRAMMES MUNICIPAUX D'HABITATION DE LA VILLE DE MONTRÉAL



ENTRE

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC, organisme public légalement constitué, ayant son siège social à Québec, ici représentée par monsieur Roger Ménard, directeur général de l'habitation sociale et du soutien opérationnel des programmes, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du *Règlement sur la délégation de pouvoirs et de signature de certains documents de la Société d'habitation du Québec* (RLRQ, chapitre S-8, r.6.1),

Ci-après appelée : « Société »

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public légalement constituée, ici représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*

Ci-après appelée : « Ville »

ET

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL, personne morale légalement constituée, ici représentée par monsieur Vincent Brossard, directeur de la gestion des demandes, des logements abordables et des suppléments au loyer et par madame Gina Houle, directrice du service des programmes de supplément au loyer dûment autorisés aux fins des présentes par des résolutions du conseil d'administration;

Ci-après appelée : « Office »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Société est autorisée, par le décret numéro 256-2018 du 14 mars 2018, à mettre en œuvre le Programme visant le financement de programmes municipaux d'habitation de la Ville de Montréal.

ATTENDU QUE la Société et la Ville désirent aider les Ménages à faible revenu à obtenir des logements pour lesquels leur contribution sera proportionnelle à leur revenu;

ATTENDU QUE la Société et la Ville peuvent verser une subvention visant à réduire l'écart entre le Loyer reconnu pour un Logement désigné et la partie du loyer assumée par le Ménage occupant ce logement;

ATTENDU QUE la Société et la Ville souhaitent confier à l'Office la gestion du Supplément au loyer octroyé dans le cadre du Programme visant le financement de programmes municipaux d'habitation de la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE la Ville s'engage à défrayer dix pour cent (10 %) du coût du Supplément au loyer ainsi que des frais prévus pour la gestion des suppléments au loyer;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS

« **Annexe A** »

Annexe à l'Entente Office-Organisme permettant le suivi des subventions de Supplément au loyer.

« Annexe à la convention d'exploitation »

Annexe à l'entente signée entre la Ville et un organisme d'habitation dans le cadre du Programme municipal.

« Entente Office-Organisme »

Entente signée entre l'Office et un organisme d'habitation pour l'octroi et la gestion du Supplément au loyer dans le cadre du Programme.

SOCIÉTÉ	VILLE		OFFICE	
Initiales				

« Logement désigné »

Logement (chambre, studio ou logement) mentionné à l'Annexe A et ses modifications à laquelle une subvention de Supplément au loyer est rattachée.

« Logement inoccupé »

Logement disponible, mais inoccupé depuis la date de désignation prévue à la présente entente.

« Logement vacant »

Logement qui a été loué durant la présente entente et qui devient disponible pour un autre Ménage à la suite de la résiliation, de l'abandon ou de la non-reconduction d'un bail.

« Loyer au bail »

Montant mensuel stipulé dans un bail pour la location d'un logement indiqué à l'Annexe A.

« Loyer économique »

Loyer fixé par l'organisme qui permet de respecter toutes les normes budgétaires établies par la Ville dans le cadre du Programme municipal**,** de manière à ne générer ni profit (surplus) ni perte (déficit).

« Loyer reconnu »

Loyer économique fixé par l'organisme, excluant le rabais de membre ou les frais inhérents au statut de membre, l'aide reçue en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (L.R.C. (1985), ch. N-11), le cas échéant, et tous les frais liés aux services supplémentaires qui ne sont pas considérés comme charges aux termes du *Règlement sur les conditions de location des logements à loyer modique* (RLRQ, chapitre S-8, r. 3).

Ce loyer doit être comparable aux autres loyers de l'ensemble immobilier de l'organisme.

« Ménage »

Personne ou groupe de personnes qui occupent ou ont besoin d'un logement.



SOCIÉTÉ	VILLE		OFFICE	
Initiales				

« Part du ménage »

Partie du loyer assumée par le Ménage et calculée selon les dispositions du *Règlement sur les conditions de location des logements à loyer modique*.

« Programme »

Programme visant le financement de programmes municipaux d'habitation de la Ville de Montréal mis en œuvre en vertu du décret numéro 256-2018 du 14 mars 2018 et ses modifications.

« Programme municipal »

Programme municipal d'habitation mis en œuvre par la Ville en vertu de l'article 56.4 de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec* (RLRQ, chapitre S-8) et visant à soutenir la réalisation de logements abordables destinés soit à des Ménages à faible revenu ou à revenu modique, soit à des personnes ayant des besoins particuliers en habitation.

« Supplément au loyer »

Subvention versée aux termes du Programme pour des logements réalisés dans le cadre du Programme municipal et dont le montant vise à combler la totalité de l'écart entre le Loyer reconnu d'un Logement désigné et la Part du ménage.

2. OBJET DE L'ENTENTE

La Société et la Ville confient à l'Office la responsabilité de gérer en leur nom le Supplément au loyer rattaché aux logements désignés qui sera alloué dans le cadre du Programme**.** L'Office ne pourra déléguer cette gestion sans l'autorisation préalable écrite de la Société et de la Ville.

3. DURÉE DE L'ENTENTE

Sous réserve de l'article 14 et des crédits gouvernementaux disponibles, la présente entente est d'une durée de cinq (5) ans à compter du 1er septembre 2020. Toutefois, les parties conviennent que la présente entente demeurera en vigueur tant et aussi longtemps que l'Office aura des liens contractuels avec un organisme pour un Logement désigné et aux seules fins de ces logements désignés, sous réserve de l'article 6.8.

SOCIÉTÉ		VILLE		OFFICE
Initiales				

4. SÉLECTION DES MÉNAGES

L'Office est responsable de l'application du *Règlement sur l'attribution des logements à loyer modique* (RLRQ, chapitre S-8, r. 1), et ce, conformément aux directives émises par la Société.

5. RÈGLES DIVERSES

5.1 Attribution du Supplément au loyer

Le Supplément au loyer est rattaché au Logement désigné et est établi en fonction des revenus du Ménage qui l'habite.

La Ville doit s'assurer que le nombre de Ménages recevant annuellement un Supplément du loyer, dans l'ensemble des logements réalisés dans le cadre du Programme municipal, respecte le seuil prévu au Programme.

5.2 Densité d'occupation

Le nombre de chambres à coucher requis par un Ménage aux fins d'occupation d'un logement est établi conformément au *Règlement sur l'attribution des logements à loyer modique*.

5.3 Prix des loyers

L'Office doit s'assurer que le loyer des logements désignés est semblable au loyer des logements non subventionnés comparables dans un même ensemble immobilier.

6. ENGAGEMENTS DES PARTIES

6.1 Logement vacant

Lorsqu'un Logement désigné devient vacant, l'Office versera le Loyer reconnu pour une période maximale de trois (3) mois à compter du premier mois impayé en raison de la vacance. Lorsqu'il s'agit de logement temporaire de transition tel que défini dans le cadre du Programme municipal, la période maximale sera de six (6) mois. Les paiements s'y rattachant sont conditionnels à ce que l'Office s'assure que l'organisme utilise toute la diligence possible afin de réattribuer la subvention à un autre Ménage admissible.

SOCIÉTÉ	VILLE		OFFICE	
Initiales				

Dans le cas de la résiliation d'un bail par un Ménage, l'Office paiera à l'organisme le Loyer reconnu pour une période maximale de trois (3) mois suivant la date où la résiliation du bail prendra effet ou jusqu'à ce que le logement soit occupé de nouveau, selon la plus rapprochée des deux dates. Cependant, si l'organisme néglige d'informer l'Office dans un délai de deux (2) semaines de sa réception d'un avis de résiliation du bail ou de sa propre découverte de l'abandon des lieux par un Ménage, l'Office ne sera pas tenu de payer d'autres montants que le Supplément au loyer, et ce, pour une période maximale de trois (3) mois suivant la date de la résiliation du bail ou suivant la date de l'abandon des lieux par un Ménage. Lorsqu'il s'agit de logements temporaires de transition tels que définis dans le cadre du Programme municipal, lesdits délais de trois (3) mois sont portés à six (6) mois.

6.2 Occupation retardée

Le versement du Supplément au loyer pour un Logement désigné doit être effectué à partir de la date de désignation du logement, sauf si le Logement désigné n'est pas disponible aux fins d'habitation.

Dans l'éventualité où l'un des logements désignés n'est pas disponible aux fins d'habitation à la date de désignation indiquée à l'Annexe A, l'organisme est alors tenu de remettre à l'Office un préavis d'un minimum de 60 jours de disponibilité indiquant à l'Office à quelle date le logement sera disponible.

Dans ce cas, l'Office ne versera les montants appropriés qu'à compter de la date de disponibilité du logement.

6.3 Disponibilité

N'est pas disponible aux fins de la présente entente, un logement impropre à l'habitation, c'est-à-dire dont l'état constitue une menace sérieuse pour la santé et la sécurité de ses occupants ou du public, ou celui qui a été déclaré tel par le tribunal ou une autorité compétente.

De même, n'est pas disponible un logement occupé par une personne qui n'est pas signataire d'un bail valide avec l'organisme pour la période concernée.

6.4 Logement inoccupé

Si, à la date de désignation d'un logement, celui-ci est disponible, mais n'est pas occupé par un Ménage, l'Office paiera le Loyer reconnu de ce logement

jusqu'à ce que le logement soit occupé par un Ménage, et ce, pour un maximum de trois (3) mois à compter de la date de désignation.

6.5 Logement occupé avant la date d'entrée en vigueur de l'entente

Si les logements désignés étaient occupés avant la date d'entrée en vigueur de l'Entente Office-Organisme, les paiements prévus à la présente entente seront effectués à compter de cette date d'entrée en vigueur.

6.6 Entente Office-Organisme

L'Office doit signer une Entente Office-Organisme avec le propriétaire d'un Logement désigné. Toute Entente Office-Organisme doit être conclue par un document fourni par la Société, l'Office devant retourner à cette dernière une copie de l'entente dûment signée dans le mois suivant sa signature. L'Annexe A doit accompagner l'entente.

6.7 Modification du bail

Aux fins du calcul de la subvention, aucune modification du loyer des logements désignés ne pourra être effectuée en cours de bail à moins d'avoir reçu l'approbation préalable de la Société.

Au moins trois (3) mois avant la reconduction du bail, l'Organisme doit aviser l'Office de toute modification apportée au bail, incluant le loyer.

L'Office doit aviser le propriétaire, dans un délai d'un (1) mois suivant la réception de l'avis du propriétaire, de sa décision d'accepter ou de refuser les modifications proposées.

6.8 Modification au nombre de logements désignés

S'il arrive que, par manque de clientèle, l'Office ne puisse combler un Logement vacant dans le mois suivant la date où la vacance prend effet, la Société pourra révoquer la désignation de ce Logement vacant moyennant un préavis de trente (30) jours à l'Office. En guise de dédommagement, la Société versera à l'Office trois (3) mois de Loyer reconnu.

Cette révocation ne devra toutefois pas avoir pour effet de réduire le nombre de logements subventionnés sous les seuils prévus à l'Annexe à la convention d'exploitation et au Programme.

6.9 Transfert de la désignation d'un logement

Le transfert de la désignation d'un logement ne doit pas amener un dépassement du nombre de logements subventionnés prévu à l'Annexe, à la convention d'exploitation et au Programme.

L'Office pourra transférer la désignation d'un logement à un autre logement, dans le même projet appartenant à un même organisme visé par l'Annexe à la convention d'exploitation.

La durée de l'entente visant le loyer auquel la désignation a été transférée ne doit pas dépasser le reste de la période de la subvention accordée dans l'engagement concernant le logement original.

7. RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

7.1 Les règlements

Aux fins de la présente entente, l'Office est responsable de l'application du *Règlement sur les conditions de location des logements à loyer modique* et du *Règlement sur l'attribution des logements à loyer modique*, et ce, conformément aux directives émises par la Société.

L'Office est de même responsable de veiller au respect de ses décisions quant à l'attribution des logements et à la fixation des loyers.

7.2 Tenue de livres

L'Office devra s'assurer que les informations comptables et les transactions bancaires seront facilement identifiables pour le Supplément au loyer du Programme.

7.3 Rapports et états financiers

Mensuellement, l'Office doit transférer électroniquement les données financières du Supplément au loyer à la Société.

Pour chaque projet livré, l'Office doit transmettre à la Société l'Annexe A. À partir de cette dernière, la Société transmettra à l'Office les numéros des logements désignés.

L’Office doit soumettre à la Société, dans les trois (3) mois suivant la fin de son exercice financier et dans la forme déterminée par la Société le cas échéant, un état certifié sur l’utilisation des subventions.

La Ville et l’Office doivent rendre compte à la Société. Ils doivent à cette fin transmettre à la Société l’information et les documents relatifs à la gestion du Programme, ainsi que tout autre document demandé par le gouvernement du Québec, selon les modalités déterminées par la Société. Il s’agit notamment et sans limiter la généralité de ce qui précède, la participation financière des locataires, le nombre de logements subventionnés, les informations relatives à l’admissibilité des demandeurs et à l’utilisation des subventions versées dans le cadre du Programme.

Une fois par année, lors de l’établissement du budget de la Société, la Ville devra fournir à la Société les projets autorisés incluant le nombre de logements qui seront désignés dans le cadre du Programme pour l’année concernée. Ce rapport devra contenir, entre autres, les numéros des projets, le nom des propriétaires et le nombre total de logements pour le projet ainsi que le nombre de logements qui feront l’objet d’une subvention, et ce, selon un format déterminé par la Société.

7.4 Transfert des droits

Avant d’effectuer tout transfert des droits de l’organisme découlant de l’Entente Office-Organisme en faveur d'un tiers, l’Office doit s’assurer que l’organisme a obtenu l’accord écrit de la Ville, que cette dernière en a informé la Société et que la personne qui acquiert ces droits assume les obligations découlant de cette entente.

8. RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ

La seule responsabilité financière de la Société à l’égard de l’Office se limite au paiement d'un montant représentant quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du Supplément au loyer que l’Office est tenu de verser conformément à l’Entente Office-Organisme et des autres frais prévus par la Société pour la gestion des suppléments au loyer. Le Supplément au loyer est versé à l’avance le premier jour de chaque mois. Le montant servant à défrayer les frais d’administration est versé selon le nombre de logements subventionnés gérés par l’Office.

Il est convenu que la Société n’est pas responsable envers l’Office de tout manquement ou défaut de la Part du ménage d’observer une condition quelconque du bail qu’il a signé avec l’organisme, y compris l’obligation d’effectuer les paiements de loyer.

SOCIÉTÉ	VILLE		OFFICE	
Initiales				

9. RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE DE LA VILLE

La Ville verse à l'Office à l'avance, le premier jour de chaque mois, un montant représentant dix pour cent (10 %) du Supplément au loyer que l'Office est tenu de verser conformément à l'Entente Office-Organisme ainsi que des frais prévus pour la gestion des suppléments au loyer.

De plus, la Ville s'engage à payer tout coût additionnel non accepté par la Société et inhérent au non-respect de la présente entente. Ceci inclut notamment le coût des suppléments au loyer et des autres frais liés au dépassement du seuil maximal de subvention prévu au Programme.

10. AJUSTEMENT

Si elle constate une erreur dans le calcul du Supplément au loyer, la Société peut, en tout temps et sans avis préalable, apporter les corrections nécessaires aux données financières du Supplément au loyer transmises à la Société et compenser, s'il y a lieu, le remboursement de toute somme payée en trop à même le Supplément au loyer à être versé à l'Office. La Société s'engage alors à faire parvenir à l'Office une lettre d'ajustement budgétaire.

11. VÉRIFICATION

La Société et la Ville ou leurs représentants peuvent en tout temps vérifier les livres, registres, données et autres documents relatifs au Supplément au loyer visé par la présente entente et s'enquérir de tout fait relié à l'exécution du mandat de l'Office.

La Société et la Ville doivent se faire rapport sans délai de toutes les anomalies décelées dans la gestion du Supplément au loyer par l'Office.

12. CONSERVATION DES DOCUMENTS

L'Office doit conserver tous les documents, fiches, registres, comptes et pièces justificatives concernant la gestion du Supplément au loyer aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour se conformer aux délais de prescription et dans tous les cas pour une période minimale de sept (7) ans.

13. MODIFICATION DE L'ENTENTE

La présente entente ne peut être modifiée qu'avec le consentement écrit des parties.

SOCIÉTÉ	VILLE		OFFICE	
Initiales				

14. DÉFAUT DE LA VILLE OU DE L'OFFICE

En cas de défaut de la Ville ou de l'Office de respecter intégralement chacun des termes de la présente entente la Société pourra, en plus et cumulativement à tout autre droit ou recours, mettre fin aux présentes moyennant un avis de trente (30) jours aux autres parties.

14.1 Avis de défaut

Lorsqu'elle le constate, la Société avise l'Office ou la Ville de son défaut de respecter la présente entente, en lui faisant parvenir un avis indiquant ledit défaut et, le cas échéant, la façon d'y remédier ainsi que le délai pour ce faire.

Si, au terme du délai fixé, l'Office ou la Ville n'a pas remédié au défaut, la Société peut, à son choix, prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes :

- la suspension, sans possibilité de remboursement, du paiement du Supplément au loyer jusqu'au moment où l'Office aura remédié au défaut à la satisfaction de la Société;

- la résiliation de l'entente;

    - si le défaut est relatif au non-paiement d'une somme d'argent due à la Société aux termes de la présente entente, la Société peut retenir les sommes du Supplément au loyer et affecter les montants ainsi retenus au remboursement des sommes dues, jusqu'à parfait paiement ;

    - si le défaut consiste en une attribution de logement non conforme aux normes du Programme, la Société peut, à son choix, révoquer la désignation du logement, récupérer, même rétroactivement à la date de l'attribution et sans possibilité de remboursement, le montant de Supplément au loyer pour ce logement ou mettre fin à la présente entente.

14.2 Gestion des ententes

Si la Société constate des erreurs de calcul ou d'interprétation de la part de l'Office dans le cadre de l'application des ententes Office-Organisme, elle peut de plein droit effectuer auprès de l'organisme concerné les ajustements financiers nécessaires et par la suite exiger de l'Office le remboursement des sommes versées ou procéder par compensation.

SOCIÉTÉ	VILLE		OFFICE	
Initiales				

15. AVIS

Tout avis doit, pour être valide et lier les parties, être donné par écrit et transmis à la dernière adresse connue des parties ou à celle de leur siège respectif par courrier certifié, par courrier recommandé ou selon les règles prévues par le *Code de procédure civile* (RLRQ, chapitre C-25.01) pour la signification des procédures judiciaires.

Un tel avis prend effet à la date de sa réception par son destinataire. À défaut d'une preuve de la date de cette réception, il est réputé reçu le cinquième jour ouvrable suivant la date de sa transmission.

16. ADRESSE DES PARTIES

À la date de conclusion de la présente entente, l'adresse de chacune des parties est la suivante :

Société : Direction du soutien opérationnel aux programmes
Société d'habitation du Québec
Édifice Marie-Guyart
1054, rue Alexandre-Taschereau
Aile Jacques-Parizeau, 4e étage
Québec (Québec) G1R 5E7

Ville : Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Office : Direction de la gestion des demandes, des logements abordables et des suppléments aux loyers
Office municipal d'habitation de Montréal
415, rue Saint-Antoine Ouest, Bureau 202
Montréal (Québec) H2Z 1H8

SOCIÉTÉ	VILLE		OFFICE	
Initiales				

17. ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins de la présente entente, chacune des parties élit domicile dans le district judiciaire de Québec et toute procédure résultant de son interprétation ou de son application doit être introduite dans ce district.

EN FOI DE QUOI, LA PRÉSENTE ENTENTE A ÉTÉ SIGNÉE EN TRIPLE EXEMPLAIRE AUX DATES ET AUX LIEUX SUIVANTS :

Québec, le _____ 2021
SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

_____
M. Roger Ménard
Directeur général de l'habitation sociale et du soutien opérationnel des programmes

Montréal, le _____ 2021
VILLE DE MONTRÉAL

_____
Me Yves Saindon
Assistant-greffier

Montréal, le _____ 2021
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL

_____
M. Vincent Brossard
Directeur de la gestion des demandes, des logements abordables et des suppléments au loyer

Montréal, le _____ 2021

_____
Mme Gina Houle
Directrice du service des programmes de supplément au loyer

SOCIÉTÉ	VILLE		OFFICE	
Initiales				

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.062

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1210348006

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et JPdL International établissant les modalités et conditions de versement d'une commandite de 50 000 $ pour la 24ième conférence Mondiale de Promotion de la Santé organisée par l'Union internationale de Promotion de la Santé et d'Education pour la Santé qui se tiendra à Montréal du 15 au 19 mai 2022.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et JPdL International établissant les modalités et conditions de versement d'une commandite de 50 000 $ pour la 24ième conférence Mondiale de Promotion de la Santé organisée par l'Union internationale de Promotion de la Santé et d'Education pour la Santé qui se tiendra à Montréal du 15 au 19 mai 2022;
2. d'autoriser la directrice du service de l'Espace pour la vie à signer l'entente de commandite;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-29 12:11

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1210348006**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et JPdL International établissant les modalités et conditions de versement d'une commandite de 50 000 $ pour la 24ième conférence Mondiale de Promotion de la Santé organisée par l'Union internationale de Promotion de la Santé et d'Education pour la Santé qui se tiendra à Montréal du 15 au 19 mai 2022.

CONTENU

CONTEXTE

L'Union internationale de Promotion de la Santé et d'Education pour la Santé (UIPES) est la seule ONG d'envergure mondiale qui rassemble des décideurs, des praticiens et des chercheurs dans le domaine de la promotion de la santé. Sa mission consiste à favoriser la promotion efficace de la santé et à élaborer et mettre en œuvre des politiques publiques favorables à la santé. Elle a pour but d'impulser et de plaider en faveur de l'élaboration et de la mise en œuvre de connaissances et de stratégies éprouvées en matière de promotion de la santé. Elle reconnaît la nécessité de renforcer les systèmes de promotion de la santé et d'assurer une gouvernance efficace pour améliorer les actions de promotion de la santé dans le monde et dans tous les secteurs.
Tous les trois ans, l'UIPES organise la Conférence mondiale de promotion de la santé. Il s'agit d'un événement majeur qui se déroulera du 15 au 19 mai 2022 à Montréal sur le thème *Promouvoir des politiques pour la santé, le bien-être et l'équité* .

Cette 24e Conférence mondiale de promotion de la santé est organisée en collaboration avec l'École de santé publique de l'Université de Montréal (ESPUM), qui accueille en ses murs le Secrétariat international de l'UIPES depuis 2017, l'Institut national de santé publique du Québec, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal dont sa Direction Régionale de santé publique, le Centre hospitalier de l'Université de Montréal et le Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine.

La 24e conférence mondiale de l'UIPES de promotion de la santé sera une occasion unique de faire le point sur les stratégies et actions qui peuvent être menées pour accorder les politiques avec des objectifs de santé, de bien-être et d'équité et redynamiser tous les secteurs de la société et toutes les régions du monde, soucieux de soutenir la santé et le bien-être. Ce sera une occasion unique pour les chercheurs, les praticiens de la santé, les décideurs et d'autres secteurs essentiels à la santé de la population d'échanger des connaissances et de partager des expériences sur les progrès accomplis et les défis à relever en vue de mieux harmoniser les politiques de promotion de l'équité et du bien-être en santé de la population.

Il s'agit d'un événement important où la Ville de Montréal pourra mettre de l'avant ses

nombreuses initiatives en lien avec le thème de la conférence, notamment au niveau de la diversité et de l'inclusion sociale, de la transition écologique, de la reconnexion à la nature et de la qualité de vie de manière plus générale.

La participation de la Ville de Montréal à la 24e Conférence mondiale de promotion de la santé prendrait plusieurs formes:

- l'animation d'une sous-plénière sur le thème de l'ADS+ (analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle), en attente de confirmation du comité scientifique
- un kiosque dans l'espace d'exposition auquel plusieurs services de la Ville seront possiblement amenés à contribuer (service du développement social et de l'inclusion, Espace pour la vie, Bureau de la transition écologique, notamment)
- de la visibilité sur les outils promotionnels de l'événement

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à accorder une commandite de 50 000 $ à JPdL International, mandaté par l'UIPES pour l'organisation de la Conférence mondiale de promotion de la santé.
Cette commandite inclut:

- Espace d'exposition de 10' x 10' incluant 2 passes pour le personnel d'exposition
- Nom et logo en tant que Commanditaire de niveau Leader sur tout le matériel promotionnel de la Conférence, sur le site Internet et dans l'application mobile
- Invitation à soumettre une séance sous-plénière
- Allocution d'une minute lors de la Soirée sociale
- Inscriptions gratuites à la Conférence (4)

JUSTIFICATION

Les politiques pouvant influencer la santé constituent un champ d'action vaste et complexe, allant de la prévention de risques biologiques chez l'individu à des actions à l'échelle des écosystèmes. Lors de la conférences, les parties prenantes des secteurs politiques, sociaux et de la santé pourront en examiner des problématiques importantes et actuelles. En effet, les comités scientifiques, à la fois national et mondial, préparent un programme innovant qui s'appuie sur l'état des politiques mondiales liées à la santé, au bien-être et à l'équité, dans la perspective de jeter les fondations de réponses systémiques meilleures et plus justes à des problématiques de longue date, récurrentes ou nouvelles, du vaste domaine de la santé et du bien-être. De nombreux.ses intervenant.e.s provenant d'un large éventail de domaines d'activités et œuvrant à l'échelle mondiale et locale ont été mobilisés afin de mettre sur pied un événement qui sera stimulant et enrichissant.
Ainsi, la 24e Conférence mondiale de promotion de la santé permettra non seulement à la Ville de Montréal de partager ses initiatives et expertises dans divers domaines pour favoriser la santé de l'ensemble des citoyen.ne.s, dans une perspective d'inclusion, mais constituera également une occasion d'apprentissage, de formation et de réseautage pour la Ville, puisque les meilleures pratiques et les plus innovantes en matière d'approches de la santé publique y seront exposées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 50 000 $ (taxes incluses), sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du service de l'Espace pour la vie. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le format hybride de cette conférence, à la fois en virtuel et en présentiel, permettra d'accueillir des participants du monde entier tout en limitant leur empreinte carbone. Par ailleurs, le thème même de la conférence permettra de mettre en valeur plusieurs actions de la Ville de Montréal en termes de transition écologique et de reconnexion à la nature, essentielles pour assurer la santé globale des citoyen.ne.s.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le format de la conférence sera adapté, si requis, aux mesures sanitaires en cours lors de sa tenue en mai 2022.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de la convention: août 2021

- Élaboration des contenus: août 2021 à mai 2022
- Tenue de la Conférence: mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean J THERRIEN, Direction générale
Marie-Claude THERRIEN, Direction générale
Marie-Josée MEILLEUR, Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Josée BÉDARD, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Marie-Claude THERRIEN, 30 juin 2021
Marie-Josée MEILLEUR, 25 juin 2021
Josée BÉDARD, 23 juin 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Géraldine JACQUART
Conseillère en planification

Tél : 514 872-1442
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-23

Julie JODOIN
Directrice du Service Espace pour la vie (par interim)

Tél : 514 872-9033
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice du Service Espace pour la vie (par interim)
Tél : 514 872-9033
Approuvé le : 2021-07-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1210348006

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et JPdL International établissant les modalités et conditions de versement d'une commandite de 50 000 $ pour la 24ième conférence Mondiale de Promotion de la Santé organisée par l'Union internationale de Promotion de la Santé et d'Education pour la Santé qui se tiendra à Montréal du 15 au 19 mai 2022.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

28-07-28 UIPES2022_Entente Ville de Montréal visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-28

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

28 juillet 2021

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE DE COMMANDITE

Entre **JPdL International pour la 24ième conférence Mondiale UIPES,** personne morale de droit public ayant son bureau 1555, rue Peel, bureau 500, Montréal (Québec) H3A 3L8, agissant et représentée par Marie-Josée Talarico**,** Organisateur professionnel de conférences, dûment autorisée ;

Désignée par la présente comme **'Organisateur'**

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son bureau à l'hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Julie Jodoin, directrice du Service de l'Espace pour la vie, dûment autorisée, aux fins des présentes en vertu de la résolution CE_____ ;

Désignée par la présente comme **'Commanditaire'**

LES DEUX PARTIES DÉSIGNÉES DÉCLARENT CE QUI SUIT:

CONSIDÉRANT QUE L'Organisateur a la responsabilité de coordonner toutes les activités relatives au plan de visibilité offert lors de l'événement de l'Union internationale de Promotion de la Santé et d'Éducation pour la Santé UIPES 2022, et énumérées ci-après;

CONSIDÉRANT QUE Le Commanditaire déclare son intention de participer financièrement en échange du plan de visibilité, en souscrivant aux conditions et dispositions suivantes énumérées ci-après;

CONSIDÉRANT QUE L'Organisateur et le Commanditaire conviennent mutuellement de la nécessité de lister ces termes et conditions;

CONSÉQUEMMENT, IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT:

1. SUJET

La présente entente a pour but de déterminer les modalités de la commandite par le Commanditaire à l'Organisateur pour les activités liées à l'IUPES 2022, qui se tiendra au Palais des Congrès de Montréal du 15 au 19 mai, 2022 et de déterminer les obligations respectives des parties à l'égard de cette commandite.

2. AVANTAGES PROMOTIONNELS

COMMANDITAIRE NIVEAU LEADER **VALEUR de 50 000$ CAN**

VISIBILITÉS en tant que Commanditaire de niveau Leader incluant:

- ⇒ Inscriptions gratuites à la Conférence (4);
- ⇒ Invitation à soumettre une séance sous-plénière;
- ⇒ Espace d'exposition de 10' x 10' (3m x 3m) incluant 2 passes pour le personnel d'exposition;
- ⇒ Nom et logo en tant que Commanditaire de niveau Leader sur tout le matériel de la Conférence, sur le site Internet et dans l'application mobile de la conférence le cas échéant;
- ⇒ Allocution d'une minute lors de la Soirée sociale.

Le Commanditaire doit fournir un logo en format jpeg et png à l'Organisateur à la signature du contrat.

3. MÉTHODES DE PAIEMENT

Le Commanditaire, considérant les droits et avantages tels que mentionnés dans l'item 2, accepte de payer par chèque à l'ordre de ***JPdL INTERNATIONAL pour la 24ième conf. Mondiale UIPES***, la somme de 50 000$ CAN.

Le paiement total doit être versé à la signature de cette entente: 50 000$ CAN

Tous les fonds doivent être en dollars canadiens

☐ Paiement par chèque
À l'ordre de : JPdL International pour la 24ième conf. Mondiale UIPES
Adresse postale : 1555 Peel St., Suite 500, Montréal (Québec) H3A 3L8

☐ Virement bancaire (Un frais administratif de 35$ sera appliqué sur le montant total):
Banque Nationale du Canada
Nom au compte: JPdL International pour 24ieme conf. Mondiale UIPES
Transit: 00731-006
Numéro de compte: 0-5297-20
Code Swift*: BNDCCAMMINT

POLITIQUE DE D'ANNULATION

La Commandite n'est pas remboursable sauf tel que précisé ci-après.

Si l'événement devait être **annulé** pour quelque raison que ce soit, l'Organisateur s'engage à rembourser au commanditaire un montant égal à la valeur de leur commandite, moins la valeur des services déjà rendus, le cas échéant.

Si l'événement devait être **reporté** à une date ultérieure pour des raisons indépendantes de la volonté de l'Organisateur, la présente entente serait maintenue sans modification et aucun remboursement ne sera accordé.

CONFIDENTIALITÉ:
Le Commanditaire reconnaît que toutes les informations reçues et tous les documents fournis par l'Organisateur concernant l'événement sont confidentiels. Toutefois, l'Organisateur reconnaît et comprend que la présente entente doit être approuvée par les instances décisionnelles de la Ville de Montréal et qu'à ce titre son contenu sera rendu public. Afin de préserver la confidentialité des informations, le Commanditaire, sous réserve de ses obligations générales et spécifiques en matière de droits de l'accès à l'information et du cadre statutaire s'appliquant à tels droits, s'engage à ne divulguer aucune information totale ou partielle à des tiers sans l'autorisation préalable de l'Organisateur.

5. REPRÉSENTANTS

Pendant la durée et l'exécution de la présente entente, tous les changements officiels entre les parties seront effectués par leurs agents respectifs:

Pour le Commanditaire:
Julie Jodoin/ou personne nommée à cet effet
Ville de Montréal
Service de l'Espace pour la vie
4101, rue Sherbrooke Est,

Montréal, Québec, H1X 2B2
Téléphone: 438 923-4305
Courriel: julie.jodoin@montreal.ca

Pour l'Organisateur:
Marie-Josée Talarico / ou personne nommée à cet effet
JPdL International
1555 rue Peel, Bureau 500
Montréal, (Québec) H3A 3L8

Téléphone: (514) 287-9898 #232
Courriel: mjtalarico@jpdl.com

En foi de quoi, les parties ont signé _____, en cette journée du _____ de _____ 2021.

ORGANISATEUR

_____
Marie-Josée Talarico
JPdL International pour la 24ième conf. Mondiale UIPES

COMMANDITAIRE

_____
Julie Jodoin
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1210348006

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et JPdL International établissant les modalités et conditions de versement d'une commandite de 50 000 $ pour la 24ième conférence Mondiale de Promotion de la Santé organisée par l'Union internationale de Promotion de la Santé et d'Education pour la Santé qui se tiendra à Montréal du 15 au 19 mai 2022.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EPLV 1210348006 - JPdL International.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Prepose(e) au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-25

Laura VALCOURT
conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.063

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.064

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.065

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.066

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.067

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1215323004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention d'amendement du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Telus Communications inc., des emplacements pour l'installation d'équipements de télécommunication sur le toit de la mairie de l'arrondissement de LaSalle, située au 55, avenue Dupras, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er juin 2021, moyennant une recette totale de 132 500 $, excluant les taxes applicables. Bat. 3068 (CM18 0631)

Il est recommandé :

1. d'approuver la convention d'amendement du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Telus Communications inc., pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er juin 2021, des emplacements pour l'installation d'équipements de télécommunication sur le toit de la mairie de l'arrondissement de LaSalle, située au 55, avenue Dupras, moyennant une recette totale de 132 500 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention d'amendement du bail (CM18 0631);

2. d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-06-23 10:45

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215323004**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention d'amendement du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Telus Communications inc., des emplacements pour l'installation d'équipements de télécommunication sur le toit de la mairie de l'arrondissement de LaSalle, située au 55, avenue Dupras, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er juin 2021, moyennant une recette totale de 132 500 $, excluant les taxes applicables. Bat. 3068 (CM18 0631)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, l'arrondissement de LaSalle (Arrondissement) loue à Telus Communications inc. (Telus) des emplacements pour l'installation d'antennes et d'équipements incluant un abri sur le toit de la mairie de l'Arrondissement située au 55, avenue Dupras. Le bail est échu depuis le 31 mai 2021.
L'Arrondissement est d'accord de poursuivre la location et a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) afin de négocier une convention d'amendement de bail, pour une durée additionnelle de 5 ans, à compter du 1er juin 2021, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention d'amendement du bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0631 - 28 mai 2018 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Telus Communications inc., des emplacements pour l'installation d'équipements de télécommunication sur le toit de la mairie de l'arrondissement de LaSalle, située au 55, avenue Dupras, pour une période de 5 ans, à compter du 1er juin 2016, moyennant une recette totale de 153 575 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de bail;

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à approuver un projet de convention d'amendement du bail par lequel la Ville loue à Telus, des emplacements pour l'installation d'antennes et d'équipements sur le toit de la mairie d'arrondissement de LaSalle, sis au 55, avenue Dupras, pour une durée additionnelle de 5 ans, à compter du 1er juin 2021, pour une recette totale de 132 500 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention d'amendement du bail. Telus assumera tous les frais d'exploitation et les taxes foncières de cette location.

JUSTIFICATION

La poursuite de la location ne nuit pas aux aménagements actuels et permettra à l'Arrondissement de percevoir des recettes de cette location.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir le tableau en pièce jointe pour le détail des recettes anticipées pour cette location :

	Recettes antérieures 2020	Recettes 2021 1er juin au 31 décembre 2021 (6 mois)	Recettes annuelles 2022	Recettes totales
Recettes	25 000,00 $	14 875,00 $	25 791,67 $	132 500,00 $
Total avant taxes	25 000,00 $	14 875,00 $	25 791,67 $	132 500,00 $
TPS	1 250,00 $	743,75 $	1 289,58$	6 624,99 $
TVQ	2 493,75 $	1 483,78 $	2 572,72 $	13 216,87 $
Recettes incluant taxes	27 493,75 $	17 102,53 $	29 653,97 $	152 341,87 $

Telus assumera tous les frais d'exploitation et les taxes foncières, tel que prévu au projet de convention d'amendement du bail. Le loyer est majoré annuelle tel que les modalités prévues à la convention de l'amendement de bail.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette occupation ne crée aucun préjudice aux conditions actuelles du site et ne cause aucun dommage à l'environnement des lieux loués.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le maintien de cette location permet à la Ville d'accroître ses revenus de location.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact pour ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE août 2021
CM août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
LaSalle , Direction des relations avec les citoyens_greffe et services administratifs (Lyne LAMBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS
Conseillère en Immobilier

Tél : 514-949-9881
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-03

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2021-06-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-06-23

Recettes du 1er juin 2021 au 31 mai 2026

	Recettes antérieures 2021	Recettes 1er juin au 31 décembre 2021	Recettes annuelles 1er janvier au 31 décembre 2022	Recettes annuelles 1er janvier au 31 décembre 2023	Recettes annuelles 1er janvier au 31 décembre 2024	Recettes annuelles 1er janvier au 31 décembre 2025	Recettes 1er janvier au 31 mai 2026	Recettes totales
Recettes	25 000.00 $	14 875.00 $	25 791.67 $	26 291.66 $	26 791.67 $	27 291.67 $	11 458.33 $	132 500.00 $
TOTAL (excl. TPS et TVQ)	**25 000.00 $**	**14 875.00 $**	**25 791.67 $**	**26 291.66 $**	**26 791.67 $**	**27 291.67 $**	**11 458.33 $**	132 500.00 $
TPS (5,0%)	1 250.00 $	743.75 $	1 289.58 $	1 314.58 $	1 339.58 $	1 364.58 $	572.92 $	6 624.99 $
TVQ (9,975%)	2 493.75 $	1 483.78 $	2 572.72 $	2 622.59 $	2 672.47 $	2 722.34 $	1 142.97 $	13 216.87 $
TOTAL incluant TPS et TVQ	**27 493.75 $**	**17 102.53 $**	**29 653.97 $**	**30 228.83 $**	**30 803.72 $**	**31 378.59 $**	**13 174.22 $**	**152 341.86 $**

CONVENTION D'AMENDEMENT DU BAIL

INTERVENUE EN DATE DU 3 IÉME jour de juin 2021, à Montréal, Province de Québec.

E N T R E : VILLE DE MONTREAL.

(Le "Bailleur")

- et - **TELUS Communications Inc.**

("TELUS")

HISTORIQUE :

A) TELUS Communications INC et le Bailleur ont signé un bail en date du 1ER jour de De Juin 2016 (le “Bail”);

Les parties aux présentes désirent prolonger le Bail, conformément aux modalités des présentes.

ENTENTE :

PAR CONSÉQUENT, en contrepartie des obligations énoncées dans la présente convention d'amendement et pour autre bonne et valable considération, dont la suffisance et la réception sont reconnues par chacune des parties à la présente convention, le Bailleur et TELUS conviennent de ce qui suit :

Le présent Bail à l’Article 2.1- Durée est modifié comme suit:

Le présent Bail sera prolongé pour une période additionnelle et consécutive de cinq (5) ans commençant le premier jour de juin de l’an deux mille-vingt-un (1er juin 2021) et se terminant le trente-un Mai de l’an deux mille-vingt-six (31 Mai 2026).

INITIALES	
Bailleur	Telus

Cette option de renouvellement sera automatiquement réputée avoir été exercée, à moins que TELUS n'avise par écrit le Bailleur de son intention de ne pas renouveler le présent Bail, au plus tard soixante (60) jours avant la fin du Bail ou de l'option de renouvellement.

1. Amendement à l'article 3 clause 3.1 (Loyer) :

Le paragraphe suivant est ajouté à la fin de la clause 3.1 du Bail :

"À compter du premier jour de juin 2021 au 31 jour de mai 2022, TELUS convient de verser au Bailleur un Loyer de **vingt-cinq mille cinq cent dollars (25,500.00$)** par année, en un versements annuels (Plus la T.P.S. et la T.V.Q. ou toute autre taxe les remplaçant), chacun étant payable d'avance le premier jour de chaque mois au cours de toute la durée du Bail.

"À compter du premier jour de juin 2022 au 31 jour de mai 2023, TELUS convient de verser au Bailleur un Loyer de **vingt-six mille dollars (26,000.00$)** par année, en un versements annuels (Plus la T.P.S. et la T.V.Q. ou toute autre taxe les remplaçant), chacun étant payable d'avance le premier jour de chaque mois au cours de toute la durée du Bail.

À compter du premier jour de juin 2023 au 31 jour de mai 2024, TELUS convient de verser au Bailleur un Loyer de **vingt-six mille cinq cent dollars (26,500.00$)** par année, en un versements annuels (Plus la T.P.S. et la T.V.Q. ou toute autre taxe les remplaçant), chacun étant payable d'avance le premier jour de chaque mois au cours de toute la durée du Bail.

À compter du premier jour de juin 2024 au 31 jour de mai 2025, TELUS convient de verser au Bailleur un Loyer de **vingt-sept mille dollars (27 ,000.00$)** par année, en un versements annuels (Plus la T.P.S. et la T.V.Q. ou toute autre taxe les remplaçant), chacun étant payable d'avance le premier jour de chaque mois au cours de toute la durée du Bail.

À compter du premier jour de juin 2025 au 31 jour de mai 2026, TELUS convient de verser au Bailleur un Loyer de **vingt-sept mille cinq cent dollars (27,500.00$)** par année, en un versements annuels (Plus la T.P.S. et la T.V.Q. ou toute autre taxe les remplaçant), chacun étant payable d'avance le premier jour de chaque mois au cours de toute la durée du Bail.

INITIALES	
Bailleur	Telus

2. SAUF DANS LA MESURE où il est expressément amendé par les présentes, le Bail demeure entièrement en vigueur conformément à ses modalités.

EN FOI DE QUOI les parties aux présentes ont signé la présente convention à la date et à l'endroit ci-haut mentionnés en premier lieu.

TELUS Communications Inc.

Par : Marie Jacob

Marie Jacob
Directrice Services immobiliers et affaires municipales

VILLE DE MONTREAL

Par:

INITIALES	
Bailleur	Telus

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - LaSalle , Direction des relations avec les citoyens_greffe et services administratifs

Dossier # : 1215323004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver un projet de convention d'amendement du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Telus Communications inc., des emplacements pour l'installation d'équipements de télécommunication sur le toit de la mairie de l'arrondissement de LaSalle, située au 55, avenue Dupras, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er juin 2021, moyennant une recette totale de 132 500 $, excluant les taxes applicables. Bat. 3068 (CM18 0631)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1215323004 Revenu location Telus 2021-2026.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Lyne LAMBERT
Chef de division ressources financières, matérielles et informationnelles

Tél : 514 367 6000 (6452)

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-05

Pierre DUPUIS
Directeur d'arrondissement adjoint
Direction des Relations avec les citoyens, Greffe et Services administratifs
Tél : 514 367 6000 (6490)
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.068

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1216025006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de troisième convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville de Montréal prête, sans contrepartie financière, à la Société historique de Montréal, pour une durée de cinq ans, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026, des locaux d'une superficie d'environ 1 825 pi² situés aux étages et au sous-sol de l'édifice portant le numéro 462, place Jacques-Cartier, à Montréal. Le montant de la subvention immobilière octroyée pour la durée de l'entente est de 113 580,00 $. Bâtiment 8543.

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet de troisième prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville de Montréal prête, sans contrepartie financière, à la Société historique de Montréal, pour une durée de cinq (5) ans, à compter du 1er janvier 2022, des espaces situés aux étages et au sous-sol de l'édifice portant le numéro 462, place Jacques-Cartier, le tout selon les termes et conditions prévus au contrat de prêt de locaux.

2. d'imputer la dépense de 10 804,67 $, avant taxes, en frais d'exploitation, conformément aux informations financières incluses au sommaire décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-06-23 10:49

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1216025006**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de troisième convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville de Montréal prête, sans contrepartie financière, à la Société historique de Montréal, pour une durée de cinq ans, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026, des locaux d'une superficie d'environ 1 825 pi² situés aux étages et au sous-sol de l'édifice portant le numéro 462, place Jacques-Cartier, à Montréal. Le montant de la subvention immobilière octroyée pour la durée de l'entente est de 113 580,00 $. Bâtiment 8543.

CONTENU

CONTEXTE

Le 174-176, rue Notre-Dame Est / 462, place Jacques-Cartier est un immeuble qui était sous emphytéose depuis le 7 mars 1983. La fin de cette emphytéose, le 7 mars 2013, a fait en sorte que la Ville est redevenue pleinement propriétaire du site.
Depuis le 1er décembre 1996, l'association Société historique de Montréal (la « SHM ») dont la mission consiste à dissiper, à l'aide de documents authentiques, les omissions et les erreurs qui se glissent dans le récit des faits historiques du Canada**,** occupe, à titre gratuit, les étages et le sous-sol de l'immeuble, pour une superficie d'environ 1 825 pi².

L'entente actuelle entre la SHM et la Ville prendra fin le 31 décembre 2021 et la SHM désire poursuivre son occupation. L'approbation de contrat de prêt pour ces espaces est nécessaire dans le but d'assurer la poursuite des activités de la SHM.

Le Service du greffe a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») afin de prolonger ce contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1253 - 21 novembre 2016 - Approuver la prolongation du contrat de prêt de locaux pour une durée de cinq (5) ans, à compter du 1er janvier 2017.
CM15 1482 - 14 décembre 2015 - Approuver la prolongation du contrat de prêt de locaux pour une durée de un (1) an, à compter du 1er janvier 2016.
CM15 0051 - 26 janvier 2015 - Ratifier l'occupation pour la période du 1er juin 2013 au 31 mai 2014 / Approuver le contrat de prêt de locaux pour une durée de un (1) an et sept (7) mois, à compter du 1er juin 2014.
CM83 00748 - 21 janvier 1983 - Approuver le bail emphytéotique consenti pour une période de 30 ans.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver le projet de troisième convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête, sans contrepartie financière, à la Société historique de Montréal, pour une période de 5 ans, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026, des locaux d'une superficie d'environ 1 825 pi² situés aux étages et au sous-sol de l'édifice portant le numéro 462, place Jacques-Cartier.
La bénéficiaire a la responsabilité de voir, elle-même, au déneigement, à l'aménagement, à l'entretien ménager et au nettoyage des locaux; elle fera toute réparation locative due à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

Une clause de résiliation au contrat permet à la Ville de mettre fin à la convention de prolongation, en signifiant à la SHM, un préavis écrit d'un minimum de 6 mois à cet effet.

JUSTIFICATION

Cette troisième convention de prolongation permettra à la SHM de poursuivre sa mission. Le SGPI est en accord avec la location des bureaux, puisque l'espace n'est pas requis pour des fins municipales.
Le contrat de prêt de locaux est sans contrepartie financière.

La valeur locative pour ce type de local oscille entre 16,00 $/pi² et 20,00 $/pi² incluant les frais d'exploitation, excluant les taxes foncières. Le sous-sol, dont l'utilisation optimale est l'entreposage, a une valeur marchande nulle. Cet espace est donc considéré être utilisé par le locataire à titre gratuit.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total de subvention pour cette occupation est estimé à 113 580,00 $ incluant les frais d'exploitation. La subvention est établie de la façon suivante :

Étage	Superficie (pi²)	Taux marchand moyen	Subvention annuelle	Subvention terme (5 ans)
2e, 3e et entrée rez-de-chaussée	1262	18 $	22 716,00 $	113 580,00 $
Sous-sol	563	0 $	0 $	0 $
Total	**1825**		**22 716,00 $**	**113 580,00$**

Pour l'année 2021, la dépense prévue par le SGPI en frais d'exploitation (énergie, entretien courant) pour ce local est d'environ 10 804,67 $, avant taxes. Cette dépense est assumée par le SGPI à même sa base budgétaire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La prolongation du contrat de prêt de locaux permet le maintien d'activités culturelles et historiques, ce qui répond à la priorité 15 du plan stratégique de la Ville : *Montréal 2030* . Il s'agit de "*Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire .* "

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait la SHM à cesser ses activités.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L’approbation de ce dossier est prévue au conseil municipal du 23 août 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Eve BONNEAU, Service du greffe
Achraf GAYED, Service de la gestion et de la planification immobilière
Ivan FILION, Service de la culture

Lecture :

Achraf GAYED, 9 juin 2021
Ivan FILION, 9 juin 2021
Marie-Eve BONNEAU, 8 juin 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève QUESNEL
Conseillère en immobilier

Tél : 514-872-0394
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-08

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2021-06-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-06-23

TROISIÈME CONVENTION DE PROLONGATION

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET :

SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant son siège social au numéro 462, place Jacques-Cartier, à Montréal, province de Québec, H2Y 3B3, agissant et représentée par Monsieur Mario Robert, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

Ci-après nommée la « **Bénéficiaire** »

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a signé avec la Société historique de Montréal un Contrat de prêt de locaux le 26 janvier 2015 concernant des locaux d'une superficie de 1 825 pi², situés aux étages et au sous-sol de l'édifice portant le numéro 462 place Jacques-Cartier, à Montréal, province de Québec, pour un terme commençant le 1er juin 2014 et se terminant le 31 décembre 2015;

ATTENDU QUE le Contrat de prêt de locaux a été prolongé pour une période de un (1) an, soit du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016;

ATTENDU QUE le Contrat de prêt de locaux a été prolongé pour une période de cinq (5) ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2021;

ATTENDU QUE les parties désirent prolonger le Contrat de prêt de locaux, aux termes et conditions stipulés ci-après;

ATTENDU QUE le Contrat de prêt de locaux initial et les deux (2) Conventions de prolongation sont collectivement nommés le « Contrat de prêt de locaux » ;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) ;

ATTENDU QUE le Bénéficiaire déclare ne pas être une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats

Paraphes	
Locateur	Locataire

publics (RENA) et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Contrat de prêt de locaux.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

2. DURÉE

Le Contrat de prêt de locaux est prolongé pour une période additionnelle de cinq (5) ans, débutant le 1er janvier 2022 et se terminant le 31 décembre 2026.

3. RÉSILIATION

Nonobstant le terme fixé pour la durée de la présente convention de prolongation, la Ville pourra y mettre fin en tout temps en signifiant au Bénéficiaire un préavis écrit de six (6) mois à cet effet.

4. RATIFICATION

À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Contrat de prêt de locaux demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Contrat de prêt de locaux.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, les présentes électroniquement, à Montréal, province de Québec, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le ____e jour du mois de _____ 2021

La Ville

par : _____
Yves Saindon

Le 26e jour du mois de mai 2021

La Bénéficiaire

par : _____
Mario Robert

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1216025006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver le projet de troisième convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville de Montréal prête, sans contrepartie financière, à la Société historique de Montréal, pour une durée de cinq ans, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026, des locaux d'une superficie d'environ 1 825 pi² situés aux étages et au sous-sol de l'édifice portant le numéro 462, place Jacques-Cartier, à Montréal. Le montant de la subvention immobilière octroyée pour la durée de l'entente est de 113 580,00 $. Bâtiment 8543.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1216025006 bat. 8543 facturation immobilière 2021 SGPI 2 (gratuit).xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-15

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.069

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1210515009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	1 - Fermer et retirer du domaine public le lot 5 171 921 du cadastre du Québec, et ce, rétroactivement du 10 juin 2021 au 31 décembre 2021. 2 - Approuver la convention par laquelle la Ville prête au Partenariat du Quartier des Spectacles, rétroactivement du 10 juin 2021 au 31 décembre 2021, un local situé au 1425, rue Jeanne-Mance d'une superficie de 2 723 pi², afin d'assurer le maintien des mesures sanitaires sur le territoire du Quartier des Spectacles. La subvention locative représente 39 315 $. Réf. : 31H12-005-0370-04 (1063).

Il est recommandé :
1 - de fermer et retirer du domaine public le lot 5 171 921 du cadastre du Québec, et ce rétroactivement du 10 juin 2021 au 31 décembre 2021;

2 - d'approuver une convention de prêt de local par laquelle la Ville prête au Partenariat du Quartier des Spectacles, rétroactivement du 10 juin 2021 au 31 décembre 2021, un local situé au 1425, rue Jeanne-Mance d'une superficie de 2 723 pi² afin d'assurer le maintien des mesures sanitaires sur le territoire du Quartier des Spectacles, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2021-07-08 10:49

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1210515009**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	1 - Fermer et retirer du domaine public le lot 5 171 921 du cadastre du Québec, et ce, rétroactivement du 10 juin 2021 au 31 décembre 2021. 2 - Approuver la convention par laquelle la Ville prête au Partenariat du Quartier des Spectacles, rétroactivement du 10 juin 2021 au 31 décembre 2021, un local situé au 1425, rue Jeanne-Mance d'une superficie de 2 723 pi², afin d'assurer le maintien des mesures sanitaires sur le territoire du Quartier des Spectacles. La subvention locative représente 39 315 $. Réf. : 31H12-005-0370-04 (1063).

CONTENU

CONTEXTE

Construit en 2008, les vitrines habitées, situées au 1425-1485, rue Jeanne-Mance, sont des pavillons largement fenêtrés et implantés sur les trottoirs élargis. Stratégiquement positionnées face à la Place des Festivals dans le Quartier des Spectacles, elles possèdent un gabarit et un design hors du commun. Au total deux vitrines habitées (VHA et VHB) sont généralement utilisées comme restaurant.
En mai dernier, le Service de la culture (SC) a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) afin de prêter la VHB vacante, située au 1425, rue Jeanne-Mance, au Partenariat du Quartier des Spectacles (PQdS) gratuitement, et ce, du 10 juin au 31 décembre 2021.

Le PQdS est un OBNL ayant pour principale mission le développement, la promotion et l'animation du Quartier des Spectacles. PQdS recherchait un local afin d'accueillir une nouvelle équipe membre de son personnel, qui assure le maintien des mesures sanitaires tout au long de l'année 2021 sur le territoire du Quartier des Spectacles.

À noter que la VHB est située sur le domaine public de la Ville et devra être versée dans le domaine privé afin de procéder au prêt de celle-ci.

Le présent sommaire a pour but d'approuver la convention de prêt de local auprès des instances décisionnelles de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à :
1 - Fermer et retirer du domaine public le lot 5 171 921 du cadastre du Québec, et ce, rétroactivement du 10 juin 2021 au 31 décembre 2021.

2 - Approuver la convention par laquelle la Ville prête au Partenariat du Quartier des Spectacles, rétroactivement du 10 juin 2021 au 31 décembre 2021, un local situé au 1425, rue Jeanne-Mance d'une superficie de 2 723 pi², afin d'assurer le maintien des mesures sanitaires sur le territoire du Quartier des Spectacles, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention. À titre indicatif, les plans sont disponibles dans les pièces jointes.

La présente convention est consentie selon les conditions principales suivantes :

- PQdS assumera tous les frais d'exploitation;
- PQdS acquittera les taxes foncières conformément à l'article 208 de la *Loi sur la fiscalité municipale;*
- PQdS paiera, à ses frais, l'entretien, les réparations et les travaux mineurs de la VHB;
- La convention pourra être résiliée de part et d'autre sur réception d'un avis écrit dans un délai de 14 jours.

La Ville demeure propriétaire de cette vitrine et sera responsable de l'entretien majeur seulement.

Tous les équipements de restauration sont exclus du prêt au PQdS.

JUSTIFICATION

Le SGPI est favorable à recommander la présente convention pour la VHB pour les motifs suivants :

- La VHB est disponible;
- Ce prêt de la VHB permet au PQdS de poursuivre sa mission et d'utiliser un local afin d'accueillir une nouvelle équipe membre de son personnel, qui assure le maintien des mesures sanitaires tout au long de l'année 2021 sur le territoire du Quartier des Spectacles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La convention de prêt est à titre gratuit.
PQdS assumera les taxes foncières de la VHB prêtée une fois qu'elles seront établies par le Service de l'évaluation foncière de la Ville.

Le loyer économique de la VHB établi en 2020, équivaut à 70 000 $ pour une année. La subvention représente 39 315 $ pour une occupation de 6 mois et 21 jours, soit l'équivalent de 205 jours.

Le SGPI n'a pas à prévoir de budget pour l'exploitation de l'immeuble.

Tous les frais d’exploitation seront acquittés directement par PQdS.

À cela, s’ajoute le compte de la Place des Arts pour refroidir l’eau dans la VHB.

Après vérifications, aucune intervention du Service des finances n'est requise.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette convention de prêt est en lien avec le Plan Climat 2020-2030 puisqu’elle permet à PQdS d’accroître la qualité de vie des citoyens grâce au maintien des mesures sanitaires mises en place tout au long de l’année 2021 dans le Quartier des Spectacles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si ce sommaire décisionnel n'est pas approuvé par le conseil municipal, PQdS serait dans l’obligation de trouver un autre emplacement pour ses activités estivales. De plus, la Ville devrait payer les coûts minimaux des frais d'exploitation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif du 11 août 2021.
Conseil municipal du 23 août 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Bruno JOBIN, Service de la culture
Ivan FILION, Service de la culture
François BUTEAU, Service de la gestion et de la planification immobilière
Costas LABOS, Service de la gestion et de la planification immobilière
Carole GUÉRIN, Service de la gestion et de la planification immobilière
Janos COURVILLE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Jordy REICHSON, Service de la gestion et de la planification immobilière
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Christian GUAY, Service de l'évaluation foncière
Gilles ETHIER, Service des finances
Faycal RABIA, Service de la gestion et de la planification immobilière
Bertrand PLANTE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Jacques GOUDREAULT, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Carole GUÉRIN, 28 juin 2021
Alain DUFRESNE, 22 juin 2021
Ivan FILION, 21 juin 2021
Gilles ETHIER, 21 juin 2021
Bruno JOBIN, 21 juin 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carole TESSIER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 438 351-3883
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-21

Joel GAUDET
Conseiller(ere) en immobilier & expertise immobiliere
en remplacement de Nicole Rodier, chef de division des locations pour la période du 21 au 25 juin 2021

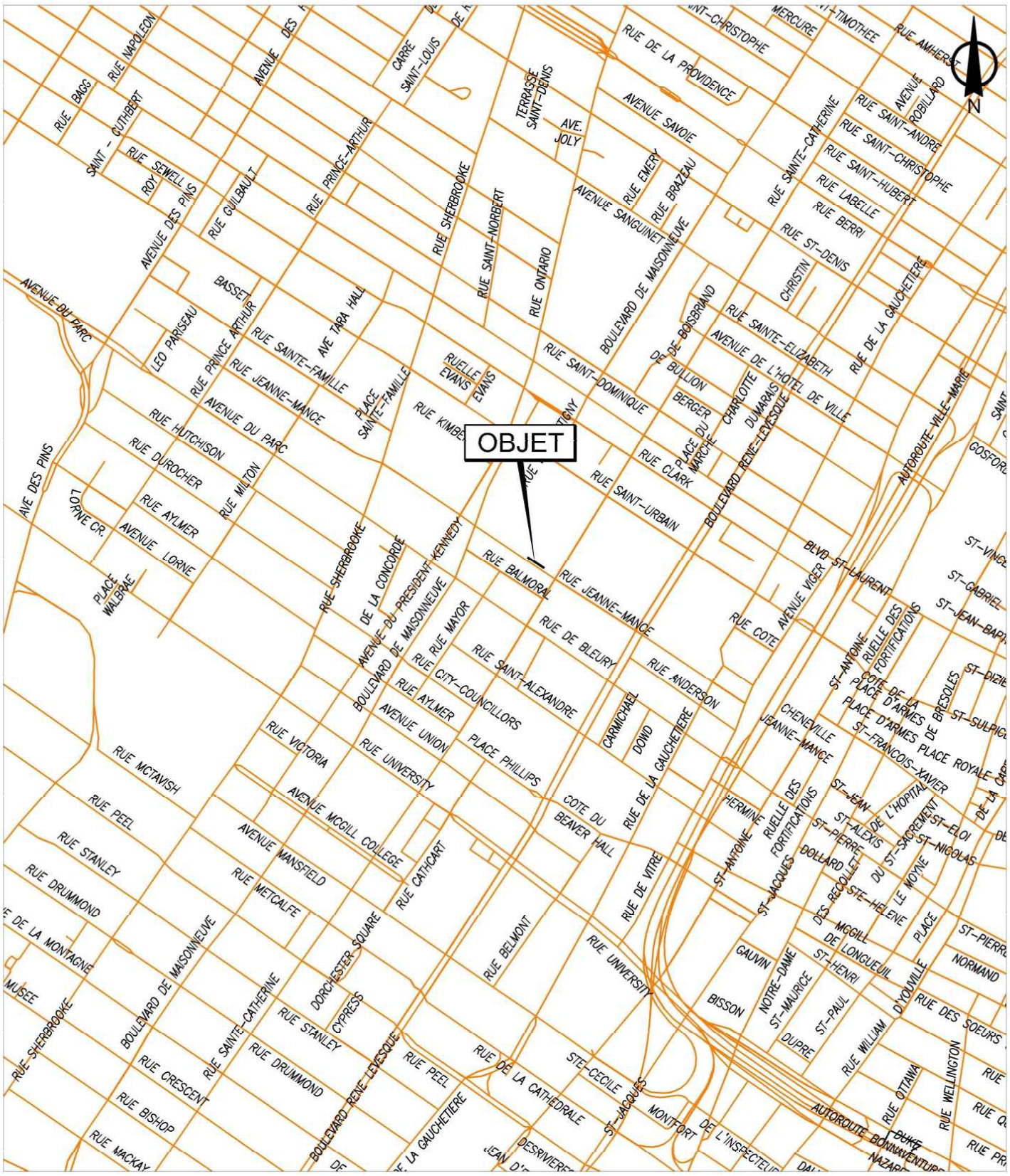
Tél : 514 237-0706
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514 501-3390
Approuvé le : 2021-06-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-07-06



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES LOCATIONS

Ville-Marie
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-0370-04
Mandat: 21-0164-L
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 14-05-2021

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES LOCATIONS

Ville-Marie
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-0370-04
Mandat: 21-0164-L
Dessinateur: JR
Échelle: 1:600
Date: 14-05-2021

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Montréal

FICHE IMMOBILIÈRE

Identification

imm_id: 9060

N° DOSSIER :

N° CODE : **31H12-005-0370-04**

Localisation :
Côté EST de la rue JEANNE-MANCE, au NORD de la rue SAINTE-CATHERINE

Arrondissement :
(19) Ville-Marie

Adresse :
1425 rue Jeanne-Mance

Nom de l'immeuble :



Description générale

Catégorie : CO = Fins Commerciales
Vocation : Vitrine
Développable : À analyser
Plan d'action : À déterminer

Évaluation municipale

Terrain :	411,600.00$
Bâtiment :	542,100.00$
Totale :	953,700.00$

Dimensions terrain *(unités impériales)*

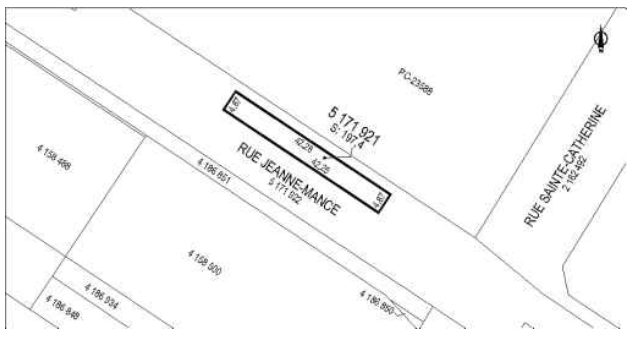
Frontage :	138,61
Profondeur :	15,32
Superficie :	2124.86

Éléments significatifs

- [X] égout
- [X] aqueduc
- [ ] gaz
- [ ] électricité aérienne
- [X] électricité sous-terraine
- [X] rue asphaltée
- [X] trottoir

Normes réglementaires *(à être utilisées en complément du règlement d'urbanisme)*

N° UEV	Règlement municipal	Catégorie d'usage	Hauteurs		Étages		Taux d'impl.	Superficie	Densité maximale
			min.	max.	min.	max.			
N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A





Informations complémentaires

Date de mise à jour :
2017-05-01 14:28:18

Date d'impression :
21-07-2020

Direction des stratégies et transactions immobilières

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement. La Ville, ses employées, les membres de son comité exécutif et de son conseil municipal ne sauraient être tenus responsables d'erreur ou d'omission relative aux informations contenues dans le présent document.

CONVENTION DE PRÊT DE LOCAL
1425, rue Jeanne-Mance

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1435, rue Saint-Alexandre, bureau 500, Montréal, Québec, H3A 2G4, agissant et représentée par Éric Lefebvre, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare

Numéro d'inscription T.P.S. : (inscrire le numéro) 857612972 RT10001
Numéro d'inscription T.V.Q. : (inscrire le numéro) 1208457957 TQ0001

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente Convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire de la vitrine habitée B ci-après nommée le (Local) située au 1425, rue Jeanne-Mance.

ATTENDU QUE tous les équipements sont la propriété de la Ville ainsi que ceux remplacés par l'Organisme demeureront la propriété de la Ville, le cas échéant.

ATTENDU QUE l'Organisme a pour principale mission le développement, la promotion et l'animation du Quartier des Spectacles;

ATTENDU QUE l'Organisme a besoin d'un Local pour réaliser ses activités;

ATTENDU QUE le Local sera utilisé qu'à des fins d'y installer un bureau pour accueillir le personnel qui aura pour principale mission d'assurer le maintien des mesures sanitaires tout au long de l'année 2021 sur le territoire du Quartier des Spectacles.

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser ses activités en lui prêtant un Local, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail; et

ATTENDU QUE l'Organisme déclare ne pas être inscrit sur le *Registre des personnes écartées* en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle adopté conformément à la *Loi sur les cités et villes* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée de cette convention.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui de l'annexe qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Local prêté et son utilisation;

2.2 « **Local** » : le local mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour la réalisation de ses activités, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.3 « **Responsable** » : Francine Fortin, directrice des transactions immobilières du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), dûment autorisé;

2.4 « **Unité administrative** » : Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) de la Ville.

2.5 « **Taxes foncières** » : Les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer l'Organisme, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les conditions du prêt du Local à l'Organisme par la Ville pour la réalisation de ses activités.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme s’engage à :

4.1 Conditions générales

4.1.1 prendre le Local dans l’état où il se trouve; à cet égard, en signant la présente Convention il s’en déclare satisfait;

4.1.2 utiliser le Local prêté par la Ville exclusivement aux fins décrites à la présente Convention et à l’Annexe 1;

4.1.3 n’effectuer aucune modification, transformation ou addition dans le Local sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

4.1.4 informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans le Local ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tous bris ou tous dommages causés de quelque façon que ce soit au Local;

4.1.5 ne placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou tous autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d’annonces lumineuses, à l’intérieur ou à l’extérieur du Local sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

4.1.6 ne pas afficher et ou identifier à l’extérieur, sur les vitres à l’intérieur et à l’extérieur du Local prêté, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville;

4.1.7 n’entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans le Local;

4.1.8 veiller à ce que la consommation d'énergie électrique n'excède en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans le Local. Aucune affectation, demande et modification du système d’amplification ou d’éclairage ne sera permise par l’Organisme;

4.1.9 veiller à ne pas troubler la jouissance normale des autres occupants de l’immeuble ni celle des occupants des immeubles voisins;

4.1.10 s’assurer que le Local soit utilisé de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l’usage d’accessoires ou de matériel est compris dans la présente Convention, la Ville n’est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite d'un mauvais usage, d'une défectuosité et d'un vice caché du matériel et des accessoires;

4.1.11 collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence;

4.1.12 s'assurer que les usagers du Local respectent toutes les conditions prévues à la présente Convention;

4.1.13 maintenir en bon état de propreté le Local pendant la durée de la présente Convention;

4.1.14 donner accès au Local à la Ville pour faire toutes réparations urgentes et nécessaires ou tout entretien requis pour assurer le bon état de l'immeuble;

4.1.15 respecter toute directive ou mesure sanitaire devant être mise en place en raison de la Covid-19;

4.1.16 acquitter les frais de la consommation électrique nécessaire à l'utilisation du Local;

4.1.17 assumer CINQUANTE pour cent (50%) de la facture liée à la taxe d'eau pour refroidir les équipements transmise par la Place des Arts, l'autre 50 % étant acquitté par le restaurateur situé dans la VHA.

4.1.18 assumer le paiement des taxes foncière, d'eau et d'affaires afférentes au Local prêté, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés à l'Organisme ou à la Ville en rapport avec l'utilisation du Local par l'Organisme, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal;

4.1.19 entretenir le Local propre et en bon état en assumant les coûts pour l'entretien ménager;

4.1.20 enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis.

4.1.21 chauffer et maintenir en tout temps dans le Local une température convenable;

4.1.22 entretenir et réparer notamment, mais sans limitation, tout système dont le système de climatisation, de ventilation, les serrures des portes, etc, du Local.

4.1.23 Procéder aux réparations mineures telles que, mais sans limitation, les travaux de menuiserie, électriques, les fenêtres brisées, toiture, etc.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis pour l'usage du Local et pour toute activité devant se tenir dans le Local **et** à payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs à l'usage du Local ou toute activité se déroulant dans le Local;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans le Local et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Conseil d'administration

4.4.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.5 Responsabilité

4.5.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.5.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

5.1 mettre le Local à la disposition de l'Organisme en tout temps pendant la durée de la présente Convention, conformément à l'horaire prévu à l'Annexe 1;

5.2 donner libre accès au Local aux employés de l'Organisme ainsi qu'au public, suivant l'horaire prévu à l'Annexe 1 de la présente Convention;

5.3 effectuer les réparations concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Il y a défaut :

6.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

6.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

6.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 6.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

6.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 6.1.2, 6.1.3 ou 6.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

6.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 6.2 ou 6.3, l'Organisme doit remettre le Local prêté selon les termes prévus à l'article 9 de la présente Convention, en y faisant les adaptations nécessaires, le cas échéant.

ARTICLE 7
RÉSILIATION

7.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de QUATORZE (14) jours.

7.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 6 et 7, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

La présente Convention se terminera de plein droit et sans avis à l'échéance de sa durée et l'occupation du Local après cette date par l'Organisme n'aura pas pour effet de prolonger la durée de la Convention ni de la reconduire.

ARTICLE 9
REMISE DU LOCAL

9.1 Dans les cinq (5) jours de la fin de la présente Convention, que ce soit à la date de sa terminaison, à sa résiliation ou pour une autre cause prévue aux articles 6, 7 ou 10, l'Organisme doit libérer le Local en le laissant dans son état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si le Local est rendu substantiellement inutilisable par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente Convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente Convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer le Local.

ARTICLE 10
FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente Convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de l'une ou l'autre des Parties.

ARTICLE 11
ASSURANCES

11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de CINQ MILLIONS de dollars 5 000 000 $ pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

11.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu de la Convention devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par courrier électronique :

Pour la Ville :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal (QC) H2Y 3Y8
Courriel : immeubles.locations@ville.montreal.qc.ca

Pour l'Organisme :

Partenariat du Quartier des Spectacles
1435, rue Saint-Alexandre, bureau 500
Montréal (QC) H3A 2G4
Courriel : marc.randoll@quartierdesspectacles.com

13.10 Modification :

Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, assistant-greffier

Le ...7...e jour de .....juillet..... 2021

PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES

Par : _____
Éric Lefebvre, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le _____ 2021 - Résolution _____.

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU LOCAL PRÊTÉ

Nom de l'immeuble : **Vitrine habitée B**

Adresse : **1425, rue Jeanne-Mance**

Lot : **5 171 921**

Local prêté : 1 378 pieds carrés rez-de-chaussée

1 345 pieds carrés sous-sol

2 723 pieds carrés **TOTAL**

Date de début et de fin du prêt du Local :

Effectif lors de la signature de la présente et la remise des documents requis - jusqu'au 31 décembre 2021.

Usage du Local :

Utilisé qu'à des fins d'y installer un bureau pour accueillir le personnel qui aura pour principale mission d'assurer le maintien des mesures sanitaires tout au long de l'année 2021 sur le territoire du Quartier des Spectacles.

Équipements et matériel appartenant à la Ville :

Tous les équipements de restauration sont exclus du prêt à l'Organisme.

L'Organisme atteste avoir reçu une clé du Local prêté. Toute clé supplémentaire sera aux frais de l'Organisme.

Entretien et travaux mineurs :

Entretien et réparations et travaux mineurs sont aux frais de l'Organisme.

Taxes foncières :
Taxes foncières ainsi que la facture concernant l'eau fournie par la Place des Arts sont aux frais de l'Organisme.

Responsable du Local :
Un responsable de l'Organisme chapeautera l'accès au Local pour sa mission.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.070

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1210515006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à Société en nom collectif NouvLR pour une période 405 jours, rétroactivement du 20 février 2021 au 31 mars 2022, un terrain dans l'arrondissement du Sud-Ouest, situé au nord-est des rues Saint-Patrick et Saint-Colomban, constitué d'une partie du lot 1 853 635-2 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 7 000 pieds carrés, pour installer temporairement 4 à 6 bâtiments préfabriqués, pour un loyer total de 7 301,10 $ excluant les taxes pour le terme. Réf. : 31H05-005-7771-03 (9902)

Il est recommandé :
1- d'approuver un bail par lequel la Ville loue à Société en nom collectif NouvLR pour une période 405 jours, rétroactivement du 20 février 2021 au 31 mars 2022, un terrain dans l'arrondissement du Sud-Ouest, situé au nord-est des rues St-Patrick et St-Colomban, constitué d'une partie du lot 1 853 635-2 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 7 000 pieds carrés, pour installer temporairement 4 à 6 bâtiments préfabriqués, pour un loyer total de 7 301,10 $ excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.

2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

3- d'imputer les frais administratifs de 520 $, plus les taxes applicables, à la charge de Société en nom collectif NouvLR. .

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-07-16 13:57

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1210515006**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à Société en nom collectif NouvLR pour une période 405 jours, rétroactivement du 20 février 2021 au 31 mars 2022, un terrain dans l'arrondissement du Sud-Ouest, situé au nord-est des rues Saint-Patrick et Saint-Colomban, constitué d'une partie du lot 1 853 635 -2 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 7 000 pieds carrés, pour installer temporairement 4 à 6 bâtiments préfabriqués, pour un loyer total de 7 301,10 $ excluant les taxes pour le terme. Réf. : 31H05-005-7771-03 (9902)

CONTENU

CONTEXTE

La Société en nom collectif NouvLR (ci-après nommé "NouvLR") est mandaté pour développer et réaliser le Réseau Express Métropolitain (REM).
Le 25 janvier dernier, la Division des grands projets partenaires - Projet REM du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) mandatait le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour conclure un bail afin d'installer temporairement 4 à 6 bâtiments préfabriqués sur un terrain de la Ville situé à l'angle des rues Saint-Patrick et Saint-Colomban, dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

Le site est constitué d'une partie du numéro de lot 1 853 635-2 du cadastre du Québec, circonscription de Montréal.

NouvLR occupe le terrain d'une superficie de 7 000 pieds carrés depuis le 20 février 2021 et il prévoit l'utiliser jusqu'au 31 mars 2022.

Entre-temps, l'Arrondissement nous informait qu'il souhaitait occuper une partie du terrain pour installer des tables à pique-nique pour l'été et l'automne 2021 constituant une terrasse mutualisée dont le dossier fut approuvé par le comité exécutif (1217796009) le 26 mai 2021. Celle-ci est adjacente au parc connu sous le nom de Square Saint-Patrick.

Cette décision fut prise en raison de la crise sanitaire et des mesures de distanciation physique qui ont été imposées par la santé publique, les acteurs du milieu commercial innovent et modifient leurs pratiques afin de les adapter et de répondre aux enjeux sanitaires. L'idée de déployer des terrasses mutualisées, libres d'accès au public, est née en 2020 afin de créer des espaces de socialisation sur les artères commerciales, qui assureraient également un lien avec l'activité commerciale de proximité. De plus, les terrasses mutualisées permettent la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas.

De ce fait, il était essentiel de considérer cette demande inopinée de l'arrondissement du

Sud-Ouest et d'arrimer les deux projets harmonieusement afin de répondre aux besoins de chacun.

Le présent sommaire a pour but de faire approuver le bail auprès des instances décisionnelles de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 0878 - 26 mai 2021 - d'édicter, en vertu des articles 3 et 8 du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1), l'ordonnance numéro 8 jointe au présent dossier décisionnel afin de permettre la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées installées sur le domaine public dans les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du Plateau Mont-Royal, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Sud-Ouest et de Ville-Marie.

DESCRIPTION

Approuver un bail par lequel la Ville loue à NouvLR pour une période de 405 jours, rétroactivement du 20 février 2021 au 31 mars 2022, un terrain dans l'arrondissement du Sud-Ouest, situé au nord-est des rues Saint-Patrick et Saint-Colomban, constitué d'une partie du lot 1 853 635-2 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 7 000 pieds carrés, pour installer temporairement 4 à 6 bâtiments préfabriqués.
Le terrain est illustré sur les plans A et P à titre indicatif.

Aucune clause de résiliation et de renouvellement ne sont prévues au bail.

Ce dossier est présenté tardivement puisqu'il a nécessité une coordination entre NouvLR, le SGPI et l'arrondissement du Sud-Ouest afin de s'assurer de la viabilité du projet de la terrasse mutualisée et la superficie accordée à l'entreprise.

JUSTIFICATION

Le SGPI est favorable à recommander le présent bail pour les motifs suivants :

- La Ville bénéficiera d'un revenu durant cette location;
- La Ville n'aura pas besoin d'entretenir le terrain;
- Cette location permet au locataire de réaliser le projet du REM;
- L'arrondissement du Sud-Ouest est favorable à cette location.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour la durée d'occupation de 405 jours, le loyer est au montant de 7 301,10 $ plus les taxes applicables pour une superficie de 7 000 pi² au taux unitaire de 0,94 $/pi². (6 580 $ /365 * 405 = 7 301,10 $).
Le loyer respecte la valeur locative oscillant entre 0,86 $ à 0,95 $.

Tous les frais d'exploitation ainsi que les taxes foncières sont à la charge du locataire.

La recette sera imputée au budget de fonctionnement du SGPI au compte : Location - Immeubles et terrains - bail ordinaire taxable.

Le tableau suivant défini la recette imputée au compte du SGPI.

Superficie 7 000 pieds carrés	Loyer du : 2021-02-20 au 2021-12-31 315 jours	Loyer du : 2022-01-01 au 2022-03-31 90 jours	TOTAL
Loyer avant taxes	**5 678,63 $**	**1 622,47 $**	**7 301,10 $**
TPS (5%)	283,93 $	81,12 $	365,06 $
TVQ (9,975%)	566,44 $	161,84 $	728,28 $
Total :	6 529,00 $	1 865,43 $	8 394,44 $

En plus de payer le loyer, le locataire assumera les frais d'administration de 520 $ excluant les taxes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce bail est en lien avec le Plan Climat 2020-2030. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable intégrées, abordables et accessibles pour toutes et pour tous par la construction du REM.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à cette location priverait la Ville de revenus et obligerait NouvLR à relocaliser les bâtiments temporaires.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif du 11 août 2021.
Conseil municipal du 23 août 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christian GUAY, Service de l'évaluation foncière
Gilles ETHIER, Service des finances
Sonia THOMPSON, Service des infrastructures du réseau routier
Annie LAMBERT, Le Sud-Ouest
Julie NADON, Le Sud-Ouest

Lecture :

Gilles ETHIER, 13 juillet 2021
Julie NADON, 12 juillet 2021
Sonia THOMPSON, 7 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carole TESSIER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 438 351-3883
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-07

Nicole RODIER
Chef de division des locations

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

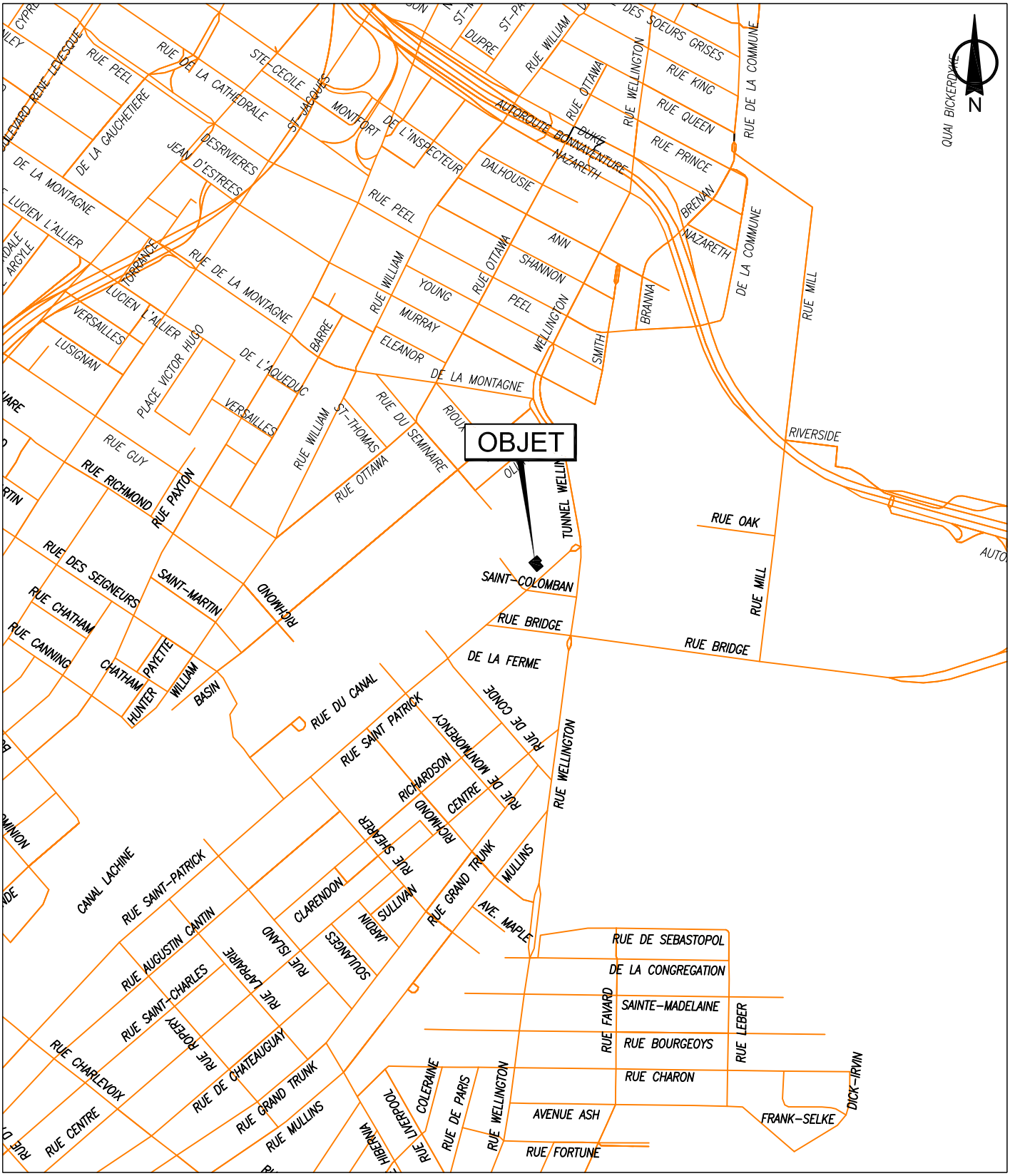
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations
en remplacement de Francine Fortin, directrice des transactions immobilières pour la période du 1 au 18 juillet 2021.
Tél : 514 872-8726
Approuvé le : 2021-07-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI

Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-07-16



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES LOCATIONS

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-7771-03
Mandat: 21-0050-L
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 15-02-2021

Le Sud-Ouest
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES LOCATIONS

Le Sud-Ouest
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-7771-03
Mandat: 21-0050-L
Dessinateur: JR
Échelle: 1:800
Date: 15-02-2021

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement


236kN (53,100lb)


POWELL
1,100 lbs

Montréal

FICHE IMMOBILIÈRE

Identification

Immeuble ID: 10419

N°DOSSIER:

N°CODE: **31H05-005-7771-03**

Localisation :

Angle NORD-EST des rues SAINT-PATRICK et SAINT-COLOMBAN

Arrondissement :

20 = Le Sud-Ouest

Adresse principale:

99999 rue Saint-Patrick

Nom de l'immeuble:



Description générale

Catégorie : TS = Terrains de stationnement

Vocation: Stationnement

Développable: À analyser

Plan d'action: À déterminer

Évaluation municipale

Terrain :	691 400,00 $
Bâtiment :	0,00 $
Totale :	691 400,00 $

Dimensions terrain *(unités impériales)*

Frontage:	269,22
Profondeur:	155,28
Superficie:	46 001,49

Élements significatifs

- [x] égout
- [x] aqueduc
- [ ] gaz
- [x] électricité aérienne
- [x] électricité souterrain
- [x] rue asphaltée
- [x] trottoir

Normes réglementaires *(à être utilisées en complément du règlement d'urbanisme)*

N° UEV	*Règlement municipal*	*Catégorie d'usage*	*Hauteurs*		*Étages*		*Taux d'implantation*	*Superficie*
			min.	*max.*	*min.*	*max.*		
N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A



Informations complémentaires

Fait partie d'un écoterritoire: ☐

Date de mise à jour:
2014-03-27 11:46:23

Date d'impression:
2014-09-23

Note :



Responsable :

Service de concertation avec les arrondissements et des ressources matérielles
Direction des stratégies et des transactions immobilières

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement. La Ville, ses employées, les membres de son comité exécutif et de son conseil municipal ne sauraient être tenus responsables d'erreur ou d'omission relative aux informations contenues dans le présent document.

BAIL

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes;*

TPS : 121364749 RT00001
TVQ : 1006001374 TQ0002

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF NouvLR, société en nom collectif légalement constituée le 16 août 2016, ayant son siège social au 1140, boul de Maisonneuve, 14e étage, Montréal (Québec) H3A 1M8, agissant et représentée par Jaime Freyre de Andrade , directeur de projet, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

TPS : 705746097RT0001
TVQ : 1224891675TQ0001

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locataire est mandaté pour développer et réaliser le Réseau Express Métropolitain;

ATTENDU QUE le Locataire occupe une partie du terrain situé au nord-est des rues St-Patrick et St-Colomban, à Montréal, connu et désigné comme étant une partie du lot 1 853 635-2 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie de 7 000 pieds carrés (ci-après appelée le « **Terrain** »).

ATTENDU QUE le Locataire a signé une lettre d'intention de conclure un bail du 20 février au 31 mars 2022 inclusivement.

ATTENDU QUE le Locataire, préalablement à la conclusion du bail, accède déjà au Terrain, afin d'entreposer quatre (4) à six (6) bâtiments préfabriqués, ces bâtiments sont installés sur des supports temporaires d'entreposage.

ATTENDU QUE la zone est sécurisée par un muret de blocs de béton.

ATTENDU QU'il n'y a pas de travailleur, de déplacement de travailleur et de machinerie dans la zone pendant l'entreposage de ces bâtiments.

ATTENDU QUE le Locataire paiera toutes les taxes foncières et tous les frais d'exploitation.

Initiales	
Locateur	Locataire JF

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail; et

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être inscrit sur le *Registre des personnes écartées* en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle adopté conformément à la *Loi sur les cités et villes* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

ATTENDU QUE le Locateur a adopté un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19).

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.2 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locataire avec l'approbation préalable du Locateur, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.3 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique le cas échéant, les contrats de service généralement reconnus, les primes d'assurance, la surveillance, l'entretien et les réparations mineures des Lieux loués.

1.4 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.5 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique des Lieux loués et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locataire, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

Initiales	
Locateur	Locataire JF

1.6 **<u>Taxes de vente</u>** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

2. LIEUX LOUÉS

2.1 Description des Lieux loués :
Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, une partie de terrain portant le numéro de lot UN MILLION HUIT CENT CINQUANTE-TROIS MILLE SIX CENT TRENTE-CINQ TIRET DEUX (1 853 635-2 Ptie) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de SEPT MILLE PIEDS CARRÉS (7 000 pi²), situé au nord-est des rues St-Patrick et St-Colomban, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, le tout tel que montré aux plans joints aux présentes comme étant l'Annexe « A » (ci-après nommés les « **Lieux Loués** »).

Le Locataire déclare bien connaître les Lieux loués, les accepter sans plus ample désignation et dans l'état où ils se trouvent actuellement.

2.2 Usage :
Le Locataire n'utilisera les Lieux loués que pour entreposer quatre (4) à six (6) bâtiments préfabriqués, ces bâtiments sont installés sur des supports temporaires d'entreposage.

3. DURÉE

3.1 Durée :
Ce bail est consenti pour un terme de QUATRE CENT CINQ (405) JOURS commençant rétroactivement le premier (20) FÉVRIER deux mille vingt et un (2021) et se terminant le TRENTE ET UN (31) MARS deux mille vingt-deux (2022) sans autre avis.

Le bail se terminera de plein droit et sans avis à l'échéance de sa durée et l'occupation des Lieux loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de CENT CINQUANTE DOLLARS (150,00 $) sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date de réception d'un avis d'évacuation de la part du Locateur.

4. LOYER

4.1 Loyer :
Le loyer, pour le terme, est de SEPT MILLE TROIS CENT UN dollars et DIX cents (7 301,10 $) plus les taxes applicables, payable en un seul versement à la date de la signature des présentes.

Initiales	
Locateur	Locataire *JF* JF

4.2 Frais d'administration :
En plus du loyer, le locataire s'engage à la signature de la présente, à acquitter des frais administratifs de CINQ CENT VINGT DOLLARS (520 $), plus les taxes applicables.

Toute somme de loyer non payée à échéance portera intérêt quotidien, à compter de la date d'échéance jusqu'à la date du paiement, au taux fixé par le conseil municipal pour les sommes dues au Locateur.

Le loyer payable au Locateur est un loyer triple net. En conséquence, le Locataire sera responsable de tous les frais, coûts, impositions, taxes ou autres dépenses, de quelque nature que ce soit, provenant des ou se rapportant aux Lieux loués.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Locataire devra notamment assumer tous les coûts inhérents à l'installation, au maintien et à l'utilisation de l'ensemble des services d'utilités publiques, nécessaires à ses opérations, y compris sa consommation d'électricité, le cas échéant.

5. REMISE EN ÉTAT DES LIEUX LOUÉS

Le Locataire, à l'expiration du terme, remettra, à ses frais, les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties, et ce, à l'entière satisfaction du Locateur. Le cas échéant, en cas de litige, le Locataire s'engage à payer tous les frais relatifs à toute poursuite judiciaire.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

6. CONDITIONS

a) Le Locataire accepte les Lieux loués à ses risques et périls et sans aucune représentation ni garantie de quelque nature que ce soit, implicite ou explicite, de la part du Locateur. De plus, il devra respecter toutes les servitudes grevant les Lieux loués.

b) À moins qu'il en soit décidé autrement par le Locateur, le Locataire devra, à l'échéance du bail ou à l'occasion de sa résiliation, le cas échéant, avoir enlevé et démantelé toutes ses constructions et installations et avoir remis les Lieux loués dans leurs configuration et condition initiales, le tout à ses frais et à l'entière satisfaction du Locateur. En cas de défaut du Locataire de respecter le présent engagement, le Locateur pourra effectuer lui-même tous les travaux requis aux frais du Locataire.

Initiales	
Locateur	Locataire
	JF

c) Le Locataire devra respecter et devra s'assurer que tous ses mandataires, agents, employés, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, consultants, invités ou toute autre personne à qui il permet l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués (ci-après collectivement désignés les « Agents »), respectent les lois et règlements applicables et obtiennent tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci. Le Locataire devra tenir le Locateur indemne et à couvert du non-respect, par le Locataire ou ses Agents, des lois et règlements applicables ou du défaut, par le Locataire ou ses Agents, d'obtenir tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci.

d) Tous les frais relatifs à l'entretien, la réparation, l'utilisation et l'occupation des Lieux loués seront à la charge du Locataire, à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire sera responsable d'effectuer tels entretien et réparation, le tout à l'entière satisfaction du Locateur.

e) L'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire s'effectuera à ses seuls risques et périls et le Locateur ne saurait être tenu responsable de quelque réclamation que ce soit de la part du Locataire, de ses administrateurs, Agents, successeurs et ayants droit contre le Locateur ; ce dernier se dégageant à cet égard de toute responsabilité envers ceux-ci, sauf en cas de faute ou négligence du Locateur ou des personnes dont il a la responsabilité. Le Locataire s'est assuré que les Lieux loués conviennent à l'usage prévu et exonère le Locateur de toute responsabilité à cet égard.

f) Le Locataire s'engage à ce que l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués ne nuisent pas aux activités du Locateur sur les immeubles adjacents, n'entravent pas l'accès aux immeubles adjacents et ne causent pas de dommages à ceux-ci ou aux bâtiments ou aux équipements s'y trouvant et ne causent pas l'émission de contaminants dans l'environnement. Le Locataire s'engage à indemniser le Locateur pour tous les dommages subis par ce dernier qui résultent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire ou ses Agents.

g) Le Locataire sera responsable de tout préjudice, incluant le décès, ainsi que de tout dommage à la propriété, mobilière ou immobilière, du Locateur qui découlent, sont causés par ou sont autrement reliés à l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire ou ses Agents et, relativement aux dommages à la propriété, le Locataire devra assumer le coût de la réparation de tout tel dommage ainsi que des pertes encourues par le Locateur en raison de tout tel dommage. Le Locateur aura le choix, à son entière discrétion, de réparer lui-même tout dommage visé par le présent paragraphe, ou de requérir que le Locataire effectue les réparations, dans les deux (2) cas aux frais du Locataire.

h) Le Locataire tiendra le Locateur à couvert de tous frais, dépenses et dommages occasionnés par l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire ou ses Agents ou en raison du présent bail. Le Locataire indemnisera le Locateur et prendra fait et cause pour lui à l'égard de toute perte, réclamation, dépense et de tout dommage matériel ou corporel, frais et déboursé intenté ou subi par quiconque dans la mesure où ces derniers découlent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire ou ses Agents ou des actes ou omissions, fautifs ou non, de ces derniers.

Initiales	
Locateur	Locataire *JF* JF

i) Le Locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du présent bail, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée du présent bail, et libérant le Locateur de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage ou l'occupation des Lieux loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, un préavis écrit de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur.

j) Le Locataire assumera les taxes municipales et scolaires ainsi que, s'il y a lieu, toutes autres taxes ou frais attribuables à l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire ou ses Agents, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal, le tout à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire devra, sur demande du Locateur, produire une preuve du paiement de ces taxes et frais. Si les taxes et frais susmentionnés sont imposés au Locateur, le Locataire devra rembourser au Locateur tous montants ainsi déboursés dans les trente (30) jours de la réception d'une copie du compte dûment acquitté.

k) Le Locataire doit permettre au Locateur de réaliser toutes réparations urgentes et nécessaires sur les utilités publiques situées sur les Lieux loués, le cas échéant, le tout sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

l) Le Locataire devra assumer tous les coûts inhérents à l'installation, au maintien et à l'utilisation des services d'utilités publiques installés pour ses besoins, y compris, le cas échéant, le coût de sa consommation électrique pour les Lieux loués.

m) Le Locataire s'engage à occuper paisiblement les Lieux loués et à les garder propres et convenables à la satisfaction du Locateur. De plus, le Locataire s'engage à se conformer aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant du Locateur.

n) Le Locataire s'engage à permettre au Locateur d'effectuer des tests de sols ou toutes autres études pertinentes sur la réception d'un simple avis verbal ou écrit trois (3) jours à l'avance.

o) Le Locataire devra, à ses frais, pendant toute la durée du bail, installer et maintenir une clôture temporaire pour protéger les Lieux loués.

Initiales	
Locateur	Locataire JF JF

7. CESSION ET SOUS-LOCATION

Les droits consentis au Locataire par le présent bail sont personnels au Locataire, et à ce titre, ne peuvent être cédés à un tiers, en totalité ou partie, et les Lieux loués ne peuvent être sous-loués, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable et écrite du Locateur.

En cas de cession ou de sous-location approuvée par le Locateur, le Locataire demeurera responsable, le cas échéant, solidairement avec tout cessionnaire ou sous-locataire, de l'exécution des obligations du Locataire aux termes du présent bail.

8. DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

Le Locataire convient que tout aménagement sur les Lieux loués, le cas échéant, devra être libre de tout contaminant et ne causer aucun dommage à l'environnement.

En aucun temps le Locataire ne laissera de déchets ou autres débris sur les Lieux loués que le Locateur pourrait, à son entière discrétion, juger inadmissibles.

Le Locataire prendra immédiatement toutes les mesures que le Locateur, à son entière discrétion, jugera nécessaires afin de garder les Lieux loués libres de toute contamination reliée, de quelque manière que ce soit, à l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire ou ses Agents.

Le Locataire devra dénoncer au Locateur toute contamination des Lieux loués dès qu'il en a connaissance.

Advenant le déversement de tout contaminant, accidentel ou non, sur les Lieux loués, le Locataire, à ses frais, devra immédiatement récupérer le produit en cause et produire au Locateur, sans délai, une étude de caractérisation environnementale préparée par un expert accrédité.

Le Locataire assumera le coût de tous les travaux de réhabilitation requis pour éliminer toute contamination des Lieux loués ou des terrains contigus aux Lieux loués résultant directement de l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire ou ses Agents. À défaut par le Locataire d'effectuer, à l'entière satisfaction du Locateur, les travaux de réhabilitation requis, et ce, dans les trente (30) jours de la réception d'un avis du Locateur à cet effet, alors le Locateur pourra, s'il le juge à propos, effectuer tous tels travaux aux frais du Locataire. Dans ce cas, le Locataire devra rembourser au Locateur, dans les dix (10) jours de la réception d'une facture à cet effet, tous les frais ainsi encourus par le Locateur plus QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration.

L'échéance ou la résiliation de ce bail n'aura pas pour effet d'éteindre la responsabilité du Locataire envers le Locateur à l'égard des obligations environnementales susmentionnées.

Initiales	
Locateur	Locataire JF

9. DÉFAUT

Si le Locataire fait défaut de se conformer à toute disposition des présentes et qu'il n'a pas remédié à ce défaut dans un délai de dix (10) jours d'un avis écrit du Locateur à cet effet, ou tout autre délai plus court que le Locateur pourra stipuler en cas d'urgence, le Locateur pourra, s'il le désire, sans aucun autre avis au Locataire, prendre toutes mesures utiles ou nécessaires afin de remédier lui-même à ce défaut, le tout aux frais du Locataire. Toutefois, le Locataire sera réputé ne pas être en défaut si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire a entrepris de remédier au défaut avant l'expiration du délai et, par la suite, poursuit avec diligence et sans interruption les actions requises pour remédier à ce défaut.

Le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés encourus par le Locateur pour remédier à tout tel défaut, le cas échéant. Le total des montants sera majoré de QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration. De plus, le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés (incluant les honoraires juridiques raisonnables du Locateur) encourus par ce dernier afin de recouvrer ces montants.

Si le Locataire n'a pas remédié au défaut à l'expiration du délai stipulé dans l'avis du Locateur ou si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire n'a pas entrepris de remédier à ce défaut avant l'expiration de ce délai, le Locateur pourra, plutôt que de remédier lui-même au défaut du Locataire, résilier le bail et celui-ci sera résilié de plein droit sur la remise d'un simple avis écrit au Locataire. Dans ce cas, le Locateur pourra, sous réserve de tous ses autres droits et recours, conserver la totalité du loyer versé par le Locataire pour l'année en cours à titre de dommages-intérêts liquidés.

10. INSCRIPTION

Le Locataire pourra, à ses frais, inscrire ce bail au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous la forme d'un avis seulement.

11. FORCE MAJEURE

Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre.

Initiales	
Locateur	Locataire JF

12. AVIS

Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par courriel :

Locateur : VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec
H2Y 3Y8
Courriel : immeubles.locations@ville.montreal.qc.ca

Locataire : NouvLR S.E.N.C.
1140, boul de Maisonneuve
14e étage
Montréal (Québec)
H3A 1M8,
Courriel : nick.michelis@nouvlr.com

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par courriel. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par courriel, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Les adresses ci-dessus indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district de Montréal.

13. ENTENTE COMPLÈTE

Les parties conviennent que ce bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

14. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

a) Les droits et obligations des parties en vertu de ce bail passeront à leurs successeurs et ayants droits respectifs.

Initiales	
Locateur	Locataire JF

b) Ce bail doit être interprété selon les lois de la province de Québec et tout litige se rapportant à l'interprétation ou à l'application des présentes sera décidé exclusivement par les tribunaux compétents du district judiciaire de Montréal.

c) Les titres, sous-titres, intertitres, numérotations d'articles, de paragraphes et de sous-paragraphes apparaissant aux présentes sont insérés uniquement à des fins de référence et ne définissent, ne limitent ou ne décrivent pas la portée de l'intention des parties au présent bail ni n'affectent ce bail de quelque façon que ce soit.

d) Lorsque le contexte le requiert, le singulier inclut le pluriel et le masculin inclut le féminin.

e) Si quelque disposition de ce bail devait être déclarée nulle ou non-applicable, elle sera réputée non-écrite et les autres dispositions auront plein effet.

f) Lorsque le délai pour faire toute chose ou donner tout avis aux termes de ce bail expire un jour de fin de semaine ou un jour férié, le délai sera réputé expiré le jour ouvrable suivant.

g) Le fait que le Locateur n'ait pas exigé du Locataire l'exécution d'une quelconque obligation contenue au bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou à l'exercice d'un droit du Locateur, qui garde son plein effet.

Initiales	
Locateur	Locataire JF JF

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, un exemplaire électronique, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le____ ème jour du mois de_____2021.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par : Yves Saindon, assistant greffier

Le 9 ème jour du mois de Juillet 2021.

NouvLR S.E.N.C.

Jaime F e re de A drade (Jul 9, 2021 14:55 EDT)

Par : Jaime Freyre de Andrade , directeur de projet

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1210515006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à Société en nom collectif NouvLR pour une période 405 jours, rétroactivement du 20 février 2021 au 31 mars 2022, un terrain dans l'arrondissement du Sud-Ouest, situé au nord-est des rues Saint-Patrick et Saint-Colomban, constitué d'une partie du lot 1 853 635-2 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 7 000 pieds carrés, pour installer temporairement 4 à 6 bâtiments préfabriqués, pour un loyer total de 7 301,10 $ excluant les taxes pour le terme. Réf. : 31H05-005-7771-03 (9902)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Imputer le revenu tel qu'indiquer dans le fichier ci-joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1210515006 - Ville loue à NouvLR S.E.N.C terrain dans S-O.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-13

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.071

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1215941002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Université du Québec pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er juin 2021, une partie du lot 2 942 092 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 368 m², sur l'avenue Henri-Julien, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, à des fins de stationnement de véhicules, pour un loyer total de 343 584,00 $, excluant les taxes. Ouvrage 6109-101.

Il est recommandé:

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Université du Québec pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er juin 2021, une partie du lot 2 942 092 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 368 m², sur l'avenue Henri-Julien, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, à des fins de stationnement de véhicules, pour un loyer total de 343 584,00 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. Ouvrage 6109-101;

2- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-07-15 19:11

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215941002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Université du Québec pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er juin 2021, une partie du lot 2 942 092 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 368 m², sur l'avenue Henri-Julien, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, à des fins de stationnement de véhicules, pour un loyer total de 343 584,00 $, excluant les taxes. Ouvrage 6109-101.

CONTENU

CONTEXTE

L'Université du Québec (l'« UQ») souhaite prolonger son occupation du terrain décrit en objet comme stationnement pour desservir son édifice voisin, situé au 4750, rue Henri-Julien dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. L'objet du présent sommaire est de proposer les conditions d'un bail qui prolonge l'occupation de ce terrain. Ce dossier est présenté en retard en raison des négociations plus longues que prévu avec le locataire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0601- 16 mai 2016- Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Université du Québec pour une durée de 5 ans, à compter du 1er juin 2016 et avec clause de résiliation prématurée, aux fins de stationnement de véhicules, une partie du lot 2 942 092 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 1 368 mètres carrés, sur l'avenue Henri-Julien, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour un loyer de 294 228 $, excluant les taxes;
CO00 02496 - 11 septembre 2000 - Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Université du Québec, à des fins de stationnement pour le personnel et les étudiants, un terrain vacant situé au sud-ouest de l'avenue Henri-Julien et au nord-ouest de l'avenue Mont-Royal, constitué des lots 156-ptie et 157-ptie du cadastre du Village de Côte-Saint-Louis, d'une superficie de 1 368,1 mètres carrés pour un terme de 5 ans, du 1er juin 1999 au 31 mai 2004 , moyennant un loyer annuel de 13 260$, selon les conditions spécifiées à ce projet de bail.

DESCRIPTION

L'UQ utilise au moins depuis 1999 le terrain de la Ville qui est adjacent au 4750, avenue Henri-Julien (voir le plan ci-joint) comme stationnement pour les employés, professeurs et autres occupants de son édifice qui abrite, entre autres, le Conservatoire de musique et d'art dramatique de Montréal et l'École nationale d'administration publique du réseau de l'UQ. Le site compte une superficie de 1 368 m² soit 51 cases de stationnement. Le bail proposé se veut une continuité d'un usage du site comme stationnement. Une clause de

résiliation prématurée a été insérée au bail permettant tant à la Ville qu'à l'UQ de mettre fin au bail à compter du 1er juin 2022, moyennant le préavis de 6 mois à l'autre partie. Tous les frais relatifs à l'entretien, la réparation, l'utilisation et l'occupation des lieux loués sont à la charge du Locataire. Le site est exempt de taxes foncières. Le terrain continuera aussi à être utilisé par l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal comme stationnement pendant les périodes de déneigement.

JUSTIFICATION

Le bail proposé est en continuité avec le bail précédent;

- L'UQ occupe le terrain depuis 1999 et jouit d'une bonne crédibilité comme occupant du site;
- L'intégration au bail proposé des besoins de l'Arrondissement en stationnement, pendant les périodes de déneigement, assure une cohérence de l'usage du site;
- Les revenus de cette location sont nets de dépenses pour la Ville;
- La durée de l'entente assure une occupation du site tout en offrant la possibilité tant à la Ville qu'à l'UQ d'y mettre fin avant terme;
- L'arrondissement du Plateau-Mont-Royal est en accord avec le bail proposé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le loyer annuel est basé sur le dernier loyer annuel avec une augmentation annuelle de 2%.

- Tous les frais d'exploitation sont payables par le Locataire en sus du loyer, un calcul détaillé du revenu de loyer est en pièce jointe.
- Le bail proposé étant une prolongation de l'occupation de l'UQ sur le site, aucun tarif additionnel n'a été appliqué dans ce dossier.
- La recette sera imputée au budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») au compte : Location - Immeubles et terrains - bail ordinaire taxable.

Calcul sommaire du loyer avant TPS et TVQ

	Période précédente 2016/2021		**2021 à 2026 augmenté de 2 %/an**
Loyer	294 228,00$		343 584,00$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec les orientations du Plan Climat 20-30 ou Montréal 2030. Ce bail est toutefois une mesure transitoire vers un usage du site davantage orienté vers le développement durable. Cette occupation ne crée aucun préjudice aux conditions actuelles du terrain qui n'est pas requis pour des fins municipales. Le locataire s'engage à ne causer aucun dommage à l'environnement sur les lieux loués.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce projet de bail obligerait l'UQ à analyser l'impact de la disparition de 51 places de stationnement sur ses activités,

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 a eu un impact important sur les activités de l'UQ, par conséquent, elle a demandé à la Ville de pouvoir mettre fin au bail avant terme selon la clause prévue à cet effet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication prévue, en accord avec la Direction des communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 11 août 2021
CM : 23 août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michael TREMBLAY, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Michael TREMBLAY, 17 juin 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy BEAULIEU
Conseiller en immobilier

Tél : 514-831-1344
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-10

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

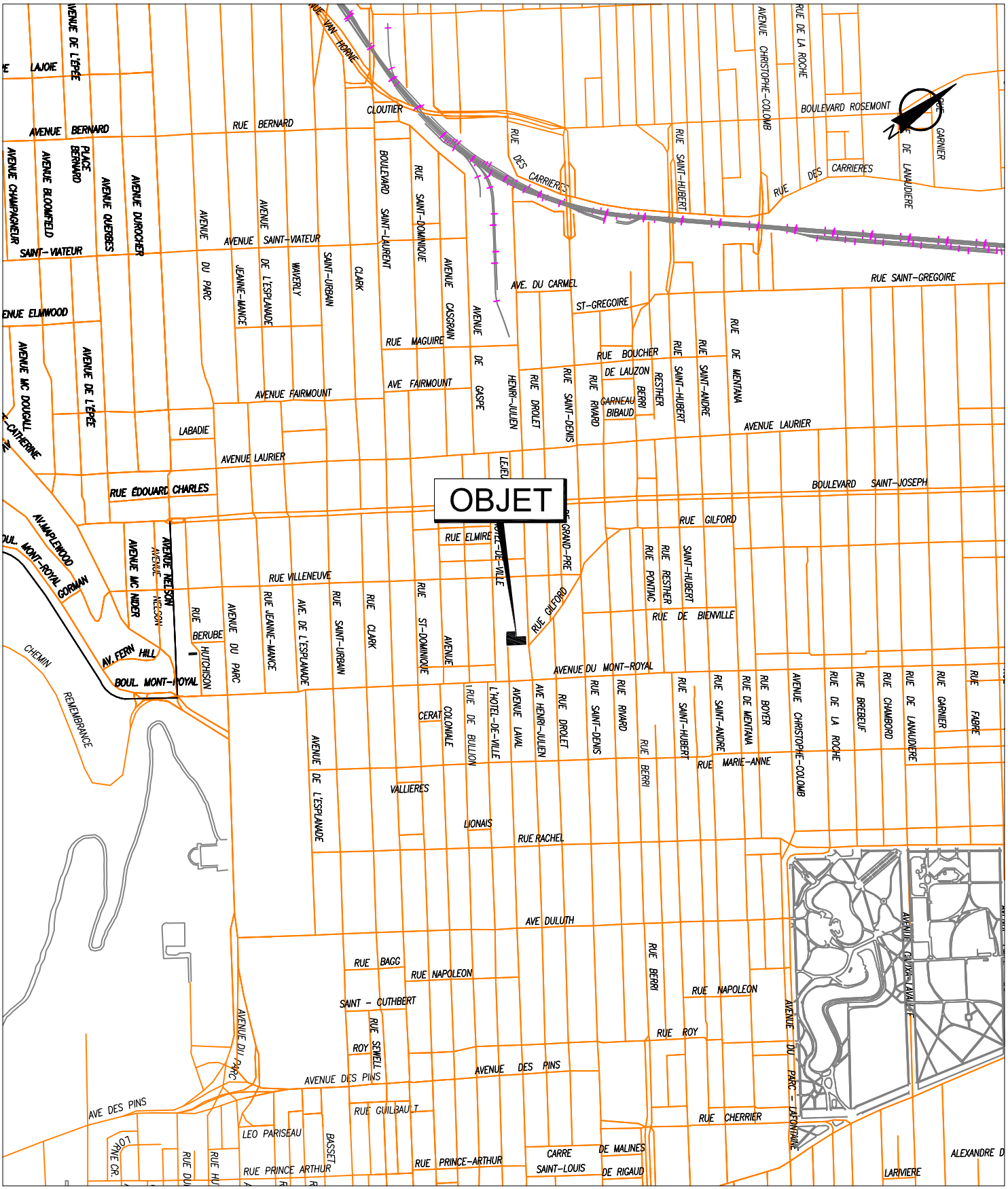
Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2021-06-21

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-07-13

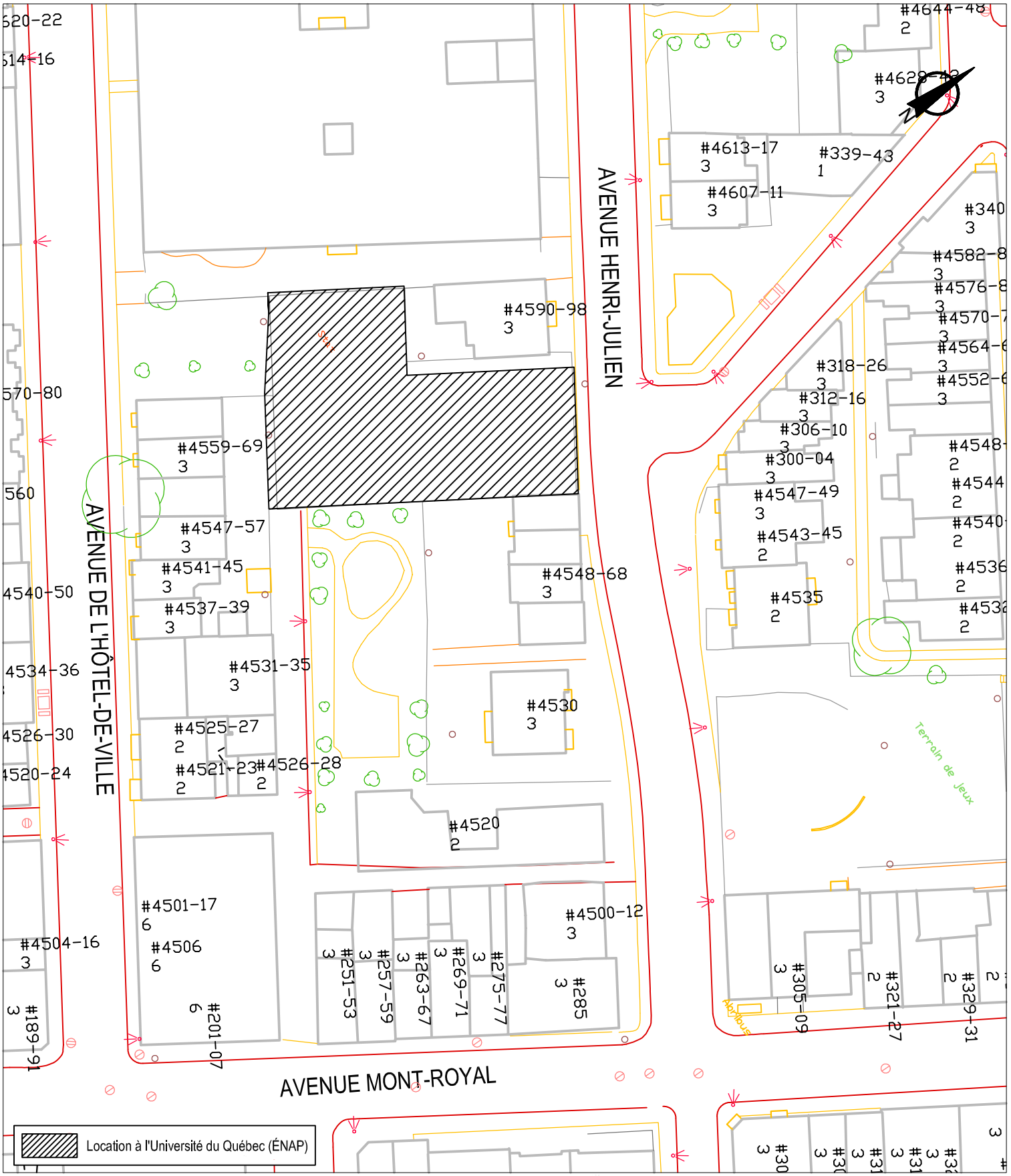


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Le Plateau-Mont-Royal
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 03-116-029-00
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 05-03-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Le Plateau-Mont-Royal
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 03-116-029-00
Dessinateur : CL
Échelle : 1:800
Date : 04-03-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Le Plateau-Mont-Royal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 03-116-029-00
Dessinateur : CL
Échelle : 1:800
Date : 04-03-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Le Plateau-Mont-Royal
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 03-116-029-00
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 04-03-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

9/20

Université du Québec

COMITÉ EXÉCUTIF

RÉSOLUTION 2021-3-CEX-R-19

Autorisation d'un bail entre l'Université du Québec et la Ville de Montréal pour le terrain de stationnement adjacent à l'édifice Henri-Julien situé au 4750, rue Henri-Julien, à Montréal

---

adoptée par le Comité exécutif de l'Université du Québec lors de la réunion 2021-3-CEX tenue le ***28 avril 2021****.*

VU l'article 15 de la *Loi sur l'Université du Québec*;

VU l'article 33 du règlement général 4 *Pouvoirs des instances statutaires*;

VU la résolution 2016-2-CEX-R-5 du Comité exécutif, en date du 23 mars 2016, à l'effet d'autoriser l'Université du Québec à conclure un bail avec la Ville de Montréal pour la location d'un terrain utilisé à des fins de stationnement pour l'Édifice Henri-Julien, d'une durée de 5 ans qui couvre la période du 1er juin 2016 au 31 mai 2021;

VU l'intérêt manifesté par la Ville de Montréal et l'Université du Québec de signer un nouveau bail;

VU le projet de bail entre l'Université du Québec et la Ville de Montréal pour la location d'un terrain de stationnement d'une durée de cinq ans, du 1er juin 2021 au 31 mai 2026, qui prévoit un loyer annuel de 66 024 $ à la première année pour atteindre 71 460 $ à la dernière année, ce qui représente une hausse annuelle de 2 % pour un montant total de 343 584 $, excluant les taxes;

VU les validations juridiques effectuées par le Secrétariat général de l'Université du Québec;

Sur la proposition de Mme Elisabeth Bussé,
appuyée par M. Luc-Alain Giraldeau,

IL EST RÉSOLU :

I D'autoriser l'Université du Québec à conclure un bail avec la Ville de Montréal pour la location d'un terrain de 1373 mètres carrés, adjacent à l'immeuble Henri-Julien, à des fins de stationnement, d'une durée de cinq (5) ans couvrant la période du 1er juin 2021 au 31 mai 2026, pour un loyer annuel de 66 024,00 $ pour la première année, en augmentation jusqu'à un loyer annuel de 71 460,00 $ pour la dernière année, pour un montant total de 343 584 $, excluant les taxes;

II De mandater la vice-présidente à l'administration et le secrétaire général pour signer, pour et au nom de l'Université du Québec, le bail précité.

ADOPTÉE

Original signé par :

André G. Roy
Secrétaire général

Dossier décisionnel 1215941002 2021-2026
Service de la planification et de la gestion immobilière -Section locations
Dossier: 6109-101 Université du Québec. Stationnement de la rue Henri-Julien
Lots 2 942 092 ptie

Détail du loyer annuel pour le terme augmenté de 2% /an

	Antérieur 2020/2021 12 mois	Année 2021 7 mois	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026 5 mois	Total
Loyer	**64 728,00 $**	**38 514,00 $**	**66 794,00 $**	**68 128,00 $**	**69 493,00 $**	**70 880,00 $**	**29 775,00 $**	**343 584,00 $**
TPS (5%)	**3 236,40 $**	**1 925,70 $**	**3 339,70 $**	**3 406,40 $**	**3 474,65 $**	**3 544,00 $**	**1 488,75 $**	**17 179,20 $**
TVQ (9,975%)	**6 456,62 $**	**3 841,77 $**	**6 662,70 $**	**6 795,77 $**	**6 931,93 $**	**7 070,28 $**	**2 970,06 $**	**34 272,50 $**
Total	**74 421,02 $**	**44 281,47 $**	**76 796,40 $**	**78 330,17 $**	**79 899,58 $**	**81 494,28 $**	**34 233,81 $**	**395 035,70 $**

Le loyer est payable mensuellement

BAIL (6109-101) (2021-2026)

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 adoptée par le conseil municipal à sa séance du 28 octobre 2003.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC, personne morale de droit public instituée en vertu de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., c. U-1), ayant son siège au 475, rue du Parvis, Québec (Québec) Canada, G1K 9H7, agissant et représentée par M^{e} André G. Roy, secrétaire général, et Mme Isabelle Boucher, vice-présidente à l'administration, dûment autorisés aux fins des présentes, en vertu de la résolution 2021-3-CEX-R-19 adoptée par le Comité exécutif de l'Université du Québec le 28 avril 2021.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU que l'Université du Québec utilise au moins depuis 1999 les lieux loués ci-après décrits qui sont adjacents à sa propriété située au 4750, avenue Henri-Julien comme stationnement pour les employés, professeurs et autres occupants de son édifice qui abrite, entre autres, le Conservatoire de musique et d'art dramatique de Montréal, l'École Nationale d'Administration Publique ainsi que des bureaux du réseau de l'Université du Québec.

ATTENDU que les parties ont conclu un nouveau bail pour ce terrain de stationnement pour la période du 1er juin 2016 au 31 mai 2021.

ATTENDU que Le Locateur a adopté un règlement sur la gestion contractuelle conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Locataire déclare en avoir pris connaissance.

ATTENDU que les parties souhaitent prolonger le bail ci-dessus relaté pour une autre période de cinq (5) ans suivant les conditions ci-après convenues.

CECI ÉTANT EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent bail.

2. LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue au Locataire, qui accepte, un terrain d'une superficie d'environ mille trois cent soixante-huit mètres carrés (1 368 m^2) situé au sud-ouest de l'avenue Henri-Julien et au nord-ouest de la rue du Mont-Royal, dans l'arrondissement Plateau Mont-Royal, à Montréal, connu et désigné comme étant une partie du lot 2 942 092 du cadastre du Québec,

Initiales	
Locateur	Locataire

circonscription foncière de Montréal, le tout tel que sommairement montré aux plans ABCP joints au présent bail (ci-après nommé les « Lieux Loués »).

Le Locataire déclare bien connaître les Lieux Loués, les accepter sans plus ample désignation et dans l'état où ils se trouvent actuellement.

3. DURÉE

Ce bail est consenti pour un terme de cinq (5) ans commençant le 1er juin 2021 et se terminant sans autre avis le 31 mai 2026. Nonobstant la durée stipulée ci-dessus, à compter du 1er juin 2022, chacune des parties pourra résilier le présent bail, le 1er jour de chaque mois, moyennant un préavis écrit d'au moins 6 mois à l'autre partie. Toute telle résiliation sera faite sans compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit de part et d'autre.

Toutefois, il est entendu que pendant la période du 1er novembre au 30 avril de chaque année, le Locateur pourra utiliser, sans compensation, 39 espaces de stationnement dans les Lieux Loués, pour les opérations de déneigement de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour un maximum de 25 jours de 19h00 à 7h00 sauf exceptions. Le Locataire s'engage à libérer les espaces de stationnement requis sur préavis de 24 heures de l'arrondissement.

Le bail se terminera de plein droit et sans avis à l'échéance et l'occupation des Lieux Loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux Loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de CENT CINQUANTE DOLLARS (150,00 $) sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date de réception d'un avis d'évacuation de la part du Locateur.

4. LOYER

Pour la première année, (2021-2022) le bail est consenti en considération d'un loyer annuel de 66 024,00 $, payable d'avance, par versements mensuels égaux et consécutifs de 5 502,00$ chacun, le 1er jour de chaque mois, à compter du 1er juin 2021 sans autre avis.

Pour la seconde année, (2022-2023) le bail est consenti en considération d'un loyer annuel de 67 344,00 $, payable d'avance, par versements mensuels égaux et consécutifs de 5 612,00$ chacun, le 1er jour de chaque mois, à compter du 1er juin 2022 sans autre avis.

Pour la troisième année, (2023-2024) le bail est consenti en considération d'un loyer annuel de 68 688,00 $ payable d'avance, par versements mensuels égaux et consécutifs de 5 724,00$ chacun, le 1er jour de chaque mois, à compter du 1er juin 2023 sans autre avis.

Pour la quatrième année, (2024-2025) le bail est consenti en considération d'un loyer annuel de 70 068,00 $ payable d'avance, par versements mensuels égaux et consécutifs de 5 839,00$ chacun, le 1er jour de chaque mois, à compter du 1er juin 2024 sans autre avis.

Pour la cinquième année, (2025-2026), le bail est consenti en considération d'un loyer annuel de 71 460,00 $, payable d'avance, par versements mensuels égaux et consécutifs de 5 955,00$ chacun le 1er jour de chaque mois, à compter du 1er juin 2025 sans autre vis.

Au loyer exigible s'ajoutent la TPS et la TVQ applicables. Le paiement du loyer sera effectué par le Locataire sans demande préalable du Locateur et sans aucune réduction, compensation ni déduction.

Initiales	
Locateur	Locataire

Tout versement de loyer mensuel non payé à échéance portera intérêt quotidien, à compter de la date d'échéance jusqu'à la date du paiement, au taux fixé par le conseil municipal pour les sommes dues au Locateur.

5. <u>CONDITIONS</u>

a) Le Locataire accepte les Lieux Loués à ses risques et périls et sans aucune représentation ni garantie de quelque nature que ce soit, implicite ou explicite, de la part du Locateur. De plus, il devra respecter toutes les servitudes grevant les Lieux Loués.

b) À moins qu'il en soit décidé autrement par le Locateur, le Locataire devra, à l'échéance du bail ou à l'occasion de sa résiliation, le cas échéant, enlever et démanteler toutes ses installations et remettre les Lieux Loués dans leurs configuration et condition initiales, sauf l'usure normale, le tout aux frais du Locataire et à l'entière satisfaction du Locateur. En cas de défaut du Locataire de respecter le présent engagement, le Locateur pourra effectuer lui-même tous les travaux requis aux frais du Locataire.

c) Le Locataire devra respecter et devra s'assurer que tous ses mandataires, agents, employés, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, consultants, invités ou toute autre personne à qui il permet l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués (ci-après collectivement désignés les « Agents »), respectent les lois et règlements applicables et obtiennent touts les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci. Le Locataire devra tenir le Locateur indemne et à couvert du non-respect, par le Locataire ou ses Agents, des lois et règlements applicables ou du défaut, par le Locataire ou ses Agents, d'obtenir tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci.

d) Tous les frais relatifs à l'entretien, la réparation, l'utilisation et l'occupation des Lieux Loués seront à la charge du Locataire, à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire sera responsable d'effectuer tels entretien et réparation, le tout à l'entière satisfaction du Locateur.

e) L'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire s'effectuera à ses seuls risques et périls et le Locateur ne saurait être tenu responsable de quelque réclamation que ce soit de la part du Locataire, de ses administrateurs, Agents, successeurs et ayants droit contre le Locateur; ce dernier se dégageant à cet égard de toute responsabilité envers ceux-ci, sauf en cas de faute ou négligence du Locateur ou des personnes dont il a la responsabilité. Le Locataire s'est assuré que les Lieux Loués conviennent à l'usage prévu et exonère le Locateur de toute responsabilité à cet égard.

f) Le Locataire s'engage à ce que l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués ne nuisent pas aux activités du Locateur sur les immeubles adjacents, n'entravent pas l'accès aux immeubles adjacents et ne causent pas de dommages à ceux-ci ou aux bâtiments ou aux équipements s'y trouvant et ne causent pas l'émission de contaminants dans l'environnement. Le Locataire s'engage à indemniser le Locateur pour tous les dommages subis par ce dernier qui résultent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

g) Le Locataire sera responsable de tout préjudice, incluant le décès, ainsi que de tout dommage à la propriété, mobilière ou immobilière, du Locateur qui découlent, sont causés par ou sont autrement reliés à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents et, relativement aux dommages à la propriété, le Locataire devra assumer le coût de la réparation de tout tel dommage ainsi que des pertes encourues par le Locateur en raison de tout tel dommage. Le Locateur aura le choix, à son entière discrétion, de réparer lui-même tout dommage visé par le présent paragraphe,

Initiales	
Locateur	Locataire
	

ou de requérir que le Locataire effectue les réparations, dans les deux (2) cas aux frais du Locataire.

h) Le Locataire tiendra le Locateur à couvert de tous frais, dépenses et dommages occasionnés par l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou en raison du présent bail. Le Locataire indemnisera le Locateur et prendra fait et cause pour lui à l'égard de toute perte, réclamation, dépense et de tout dommage matériel ou corporel, frais et déboursé intenté ou subi par quiconque dans la mesure où ces derniers découlent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou des actes ou omissions, fautifs ou non, de ces derniers.

i) Le Locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du présent bail, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée du présent bail, et libérant le Locateur de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage ou l'occupation des Lieux Loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 303, rue Notre-Dame Est, 3ème étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, un préavis écrit de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur.

j) Le Locataire assumera les taxes municipales et scolaires ainsi que, s'il y a lieu, toutes autres taxes ou frais attribuables à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses agents, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal, le tout à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire devra, sur demande du Locateur, produire une preuve du paiement de ces taxes et frais. Si les taxes et frais susmentionnés sont imposés au Locateur, le Locataire devra rembourser au Locateur tous montants ainsi déboursés dans les trente (30) jours de la réception d'une copie du compte dûment acquitté.

k) Le Locataire ne pourra modifier ni transformer les Lieux Loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur.

l) Le Locataire doit permettre au Locateur de réaliser toutes réparations urgentes et nécessaires sur les utilités publiques situées sur les Lieux Loués, le cas échéant, le tout sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

m) Le Locataire devra assumer tous les coûts inhérents à l'installation, au maintien et à l'utilisation des services d'utilités publiques installés pour ses besoins, y compris, le cas échéant, le coût de sa consommation électrique pour les Lieux Loués.

n) Le Locataire s'engage à occuper paisiblement les Lieux Loués et à les garder propres et convenables à la satisfaction du Locateur. De plus, le Locataire s'engage à se conformer aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant du Locateur.

Initiales	
Locateur	Locataire

6. CESSION ET SOUS-LOCATION

Les droits consentis au Locataire par le présent bail sont personnels au Locataire, et à ce titre, ne peuvent être cédés à un tiers, en totalité ou partie, et les Lieux Loués ne peuvent être sous-loués, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable et écrite du Locateur.

En cas de cession ou de sous-location approuvée par le Locateur, le Locataire demeurera responsable, le cas échéant, solidairement avec tout cessionnaire ou sous-locataire, de l'exécution des obligations du Locataire aux termes du présent bail.

7. DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

Le Locataire convient que tout aménagement sur les Lieux Loués, le cas échéant, devra être libre de tout contaminant et ne causer aucun dommage à l'environnement.

En aucun temps le Locataire ne laissera de déchets ou autres débris sur les Lieux Loués.

Le Locataire prendra immédiatement toutes les mesures que le Locateur, à son entière discrétion, jugera nécessaires afin de garder les Lieux Loués libres de toute contamination reliée, de quelque manière que ce soit, à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

Le Locataire devra dénoncer au Locateur toute contamination des Lieux Loués dès qu'il en a connaissance.

Advenant le déversement de tout contaminant, accidentel ou non, sur les Lieux Loués, le Locataire, à ses frais, devra immédiatement récupérer le produit en cause et produire au Locateur, sans délai, une étude de caractérisation environnementale préparée par un expert accrédité.

Le Locataire assumera le coût de tous les travaux de réhabilitation requis pour éliminer toute contamination des Lieux Loués ou des terrains contigus aux Lieux Loués résultant directement de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents. À défaut par le Locataire d'effectuer, à l'entière satisfaction du Locateur, les travaux de réhabilitation requis, et ce, dans les trente (30) jours de la réception d'un avis du Locateur à cet effet, alors le Locateur pourra, s'il le juge à propos, effectuer tous tels travaux aux frais du Locataire. Dans ce cas, le Locataire devra rembourser au Locateur, dans les dix (10) jours de la réception d'une facture à cet effet, tous les frais ainsi encourus par le Locateur plus QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration.

L'échéance ou la résiliation de ce bail n'aura pas pour effet d'éteindre la responsabilité du Locataire envers le Locateur à l'égard des obligations environnementales susmentionnées.

De plus, lorsque le Locataire aura définitivement libéré les Lieux Loués, il devra remettre au Locateur, dans les trente (30) jours suivant l'échéance ou la résiliation du bail, une étude de caractérisation environnementale des Lieux Loués préparée par un expert accrédité selon les exigences du Locateur, le tout aux frais du Locataire et à l'entière satisfaction du Locateur.

Si les conclusions de l'étude ainsi réalisée sont à l'effet que des contaminants sont présents dans les Lieux Loués au-delà des valeurs limites réglementaires de l'Annexe 1 du *Règlement sur la protection et la réhabilitation*

Initiales	
Locateur	Locataire

des terrains (RLRQ, chapitre Q-2, r.37) pour un usage industriel en vigueur à la date d'échéance ou de résiliation du bail, alors le Locataire devra, à ses frais, réaliser les travaux de réhabilitation requis pour éliminer toute telle contamination des Lieux Loués. À défaut par le Locataire d'effectuer, à l'entière satisfaction du Locateur, les travaux de réhabilitation requis, et ce, dans les trente (30) jours de la réception par le Locateur de l'étude, alors le Locateur pourra, s'il le juge à propos, effectuer tous tels travaux aux frais du Locataire. Dans ce cas, le Locataire devra rembourser au Locateur, dans les dix (10) jours de la réception d'une facture à cet effet, tous les frais ainsi encourus par le Locateur plus QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration.

8. DÉFAUT

Si le Locataire fait défaut de se conformer à toute disposition des présentes et qu'il n'a pas remédié à ce défaut dans un délai de dix (10) jours d'un avis écrit du Locateur à cet effet, ou tout autre délai plus court que le Locateur pourra stipuler en cas d'urgence, le Locateur pourra, s'il le désire, sans aucun autre avis au Locataire, prendre toutes mesures utiles ou nécessaires afin de remédier lui-même à ce défaut, le tout aux frais du Locataire. Toutefois, le Locataire sera réputé ne pas être en défaut si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire a entrepris de remédier au défaut avant l'expiration du délai et, par la suite, poursuit avec diligence et sans interruption les actions requises pour remédier à ce défaut.

Le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés encourus par le Locateur pour remédier à tout tel défaut, le cas échéant. Le total des montants sera majoré de QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration. De plus, le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés (incluant les honoraires juridiques raisonnables du Locateur) encourus par ce dernier afin de recouvrer ces montants.

Si le Locataire n'a pas remédié au défaut à l'expiration du délai stipulé dans l'avis du Locateur ou si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire n'a pas entrepris de remédier à ce défaut avant l'expiration de ce délai, le Locateur pourra, plutôt que de remédier lui-même au défaut du Locataire, résilier le bail et celui-ci sera résilié de plein droit sur la remise d'un simple avis écrit au Locataire. Dans ce cas, le Locateur pourra, sous réserve de tous ses autres droits et recours, conserver la totalité du loyer versé par le Locataire pour l'année en cours à titre de dommages-intérêts liquidés.

9. FORCE MAJEURE

Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre.

Initiales	
Locateur	Locataire

10. AVIS

Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier ou par courriel aux adresses suivantes :

► **Pour le Locateur** :
VILLE DE MONTRÉAL
Direction des transactions immobilières
Division des locations
303, rue Notre Dame Est, 2e étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8
Courriel : immeubles.locations@montreal.ca

► **Pour le Locataire** :
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
475, rue du Parvis,
Québec (Qc)
G1K 9H7
Courriel : jean-sebastien.gohier@uquebec.ca

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Les adresses ci-dessus indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district de Montréal.

11. ENTENTE COMPLÈTE

Les parties conviennent que ce bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

12. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

a) Les droits et obligations des parties en vertu de ce bail passeront à leurs successeurs et ayants droit respectifs.

t.

b) Le Locataire pourra, à ses frais, inscrire ce bail au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous la forme d'un avis seulement.

c) Ce bail doit être interprété selon les lois de la province de Québec et tout litige se rapportant à l'interprétation ou à l'application des présentes sera décidé exclusivement par les tribunaux compétents du district judiciaire de Montréal.

Initiales	
Locateur	Locataire

d) Les titres, sous-titres, intertitres, numérotations d'articles, de paragraphes et de sous-paragraphes apparaissant aux présentes sont insérés uniquement à des fins de référence et ne définissent, ne limitent ou ne décrivent pas la portée de l'intention des parties au présent bail ni n'affectent ce bail de quelque façon que ce soit.

e) Lorsque le contexte le requiert, le singulier inclut le pluriel et le masculin inclut le féminin.

f) Si quelque disposition de ce bail devait être déclarée nulle ou non-applicable, elle sera réputée non-écrite et les autres dispositions auront plein effet.

g) Lorsque le délai pour faire toute chose ou donner tout avis aux termes de ce bail expire un jour de fin de semaine ou un jour férié, le délai sera réputé expirer le jour ouvrable suivant.

h) Le fait que le Locateur n'ait pas exigé du Locataire l'exécution d'une quelconque obligation contenue au bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou à l'exercice d'un droit du Locateur, qui garde son plein effet.

i) Le présent Bail est conditionnel à l'approbation des instances décisionnelles des deux parties. Si pour quelque raison que ce soit, le présent Bail n'est pas approuvé, signé par toutes les parties, au plus tard le 30 septembre ce Bail deviendra nul et non avenu.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, , à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le ___ ème jour du mois de _____ 2021.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par : Greffier

Le _10__ ème jour du mois de ____juin_____ 2021.

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

_____
Par :

_____
Par :

VISA LÉGAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
Date : 2021-06-09
Par :

Initiales	
Locateur	Locataire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215941002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Université du Québec pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er juin 2021, une partie du lot 2 942 092 du cadastre du Québec, d'une superficie de 1 368 m², sur l'avenue Henri-Julien, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, à des fins de stationnement de véhicules, pour un loyer total de 343 584,00 $, excluant les taxes. Ouvrage 6109-101.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1215941002 - Ville loue à UQAM terrain sur Henri-Julien PMR.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-21

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.072

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1214565004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue du locateur Hydro-Québec un espace à bureaux situé au 8245, avenue de l'esplanade à Montréal, pour les besoins du PDQ 31 du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 15 ans, soit du 1er avril 2022 au 31 mars 2037. La dépense totale est de 7 728 194,09 $, incluant les taxes (loyer : 4 490 050,34 $ + coût des travaux d'aménagement : 2 788 143,75 $)

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Hydro-Québec Inc., pour une période de 15 ans, à compter du 1er avril 2022, un espace d'une superficie de 9 580 pi² situé au 8245, avenue de l'Esplanade à Montréal pour les besoins du PDQ 31 du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 4 940 050,34 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;
2. d'autoriser à cette fin, le coût des travaux d'aménagement payable en 2021 et 2022 au locateur, représentant un montant de 2 299 500,00 $ auquel s'ajoutent des contingences et des incidences d'un montant de 488 643,75 $, pour une dépense maximale de 2 788 143,75 $, taxes incluses;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-07-13 11:40

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1214565004**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue du locateur Hydro-Québec un espace à bureaux situé au 8245, avenue de l'esplanade à Montréal, pour les besoins du PDQ 31 du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 15 ans, soit du 1er avril 2022 au 31 mars 2037. La dépense totale est de 7 728 194,09 $, incluant les taxes (loyer : 4 490 050,34 $ + coût des travaux d'aménagement : 2 788 143,75 $)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du projet d'intégration des postes de quartier (PDQ) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), les postes de quartier 31 et 33 (PDQ 31 et 33) seront regroupés en un seul site. Le nouveau poste de quartier portera le nom de PDQ 31.
Le poste de quartier 31 (PDQ 31) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupe des locaux dans le chalet Jean-Paul II situé au 7920, rue St-Laurent à Montréal et le poste de quartier 33 (PDQ 33) occupe temporairement des locaux situés au Centre opérationnel nord situé au 855 Crémazie Est à Montréal.

Le SPVM a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour procéder à l'intégration du PDQ 31-33 dans une nouvelle location répondant aux besoins opérationnels du poste de quartier dans les meilleurs délais. N'ayant pas d'espaces vacants disponibles dans un immeuble de la Ville dans le secteur du PDQ 31-33, Hydro-Québec a soumis au Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) une proposition de location répondant aux besoins du SPVM. Le site a été retenu par le SGPI et soumis au SPVM pour approbation au préalable.

Le bail a été négocié de gré à gré avec le locateur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décision DA2044565005 - 9 novembre 2020 - 1. Approuver la lettre d'intention entre Hydro -Québec et la Ville de Montréal pour le bail à intervenir pour le poste de quartier 31 du SPVM. 2. Rembourser Hydro-Québec pour les services d'honoraires professionnels pour une dépense totale maximale de 97 728,75 $ taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue, du locateur Hydro-Québec, un local d'une superficie de 9 375 pi² situés au 8245, avenue de l'Esplanade à Montréal, pour le PDQ 31 du SPVM, incluant 26 espaces de stationnement pour les autos-patrouilles. Le terme du bail est de 15 ans, soit du 1er avril 2022 au 31 mars 2037.
Le présent dossier recommande également d'approuver le coût des travaux, selon un projet clé en main, pour l'aménagement des locaux, représentant un montant maximum à remettre au locateur de 2 299 500,00 $, auxquels s'ajoutent des incidences et des contingences pour totaliser 2 788 143,75 $, taxes incluses.

Le coût des travaux inclut tous les aménagements requis pour les fonctionnalités policières d'un poste de quartier.

JUSTIFICATION

L'emplacement proposé est situé dans la zone du PDQ 31-33 et répond aux besoins opérationnels du SPVM.
Le loyer de base convenu est de 14,00 $/pi² pour les cinq premières années, 15,50 $ pour les cinq années suivantes et 17,00 $ pour les cinq dernières années. Il est représentatif du marché locatif du secteur pour ce type d'immeuble, le loyer de base se situant entre 13 $ et 16 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dépense totale de loyer :

Superficie locative: 9 580 pi²	**Loyer annuel Années 1 à 5**	**Loyer annuel Années 6 à 10**	**Loyer annuel Années 11 à 15**	**Coût total pour 15 ans**
Loyer de base	14,00 $/pi²	15,50 $/pi²	17,00 $/pi²	
Frais d'exploitation (incluant énergie et entretien ménager)	10,50 $/pi²	10,50 $/pi²	10,50 $/pi²	
Taxes foncières	3,90 $/pi²	3,90 $/pi²	3,90 $/pi²	
Loyer unitaire brut	28,40 $/pi²	29,90 $/pi²	31,40 $/pi²	
Loyer brut total annuel	272 072,00 $	286 442,00 $	300 812,00 $	4 296 630,00 $
TPS - 5 %				214 831,50 $
TVQ - 9,975 %				428 588,84 $
Loyer annuel total				**4 940 050,34 $**
Ristourne TPS				(214 831,50 $)
Ristourne TVQ				(214 294,42 $)
Loyer net annuel				4 510 924,42 $

La dépense totale de loyer pour le terme de 15 ans représente un montant de 4 940 050,34 $, incluant les taxes. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Le coût du loyer sera assumé par le budget de fonctionnement du SGPI à même les économies de loyer de fin de baux à venir en 2022.

Coût des travaux d'aménagement

	2021-2022
Coût des travaux d'aménagement clé en main	2 000 000,00 $
TPS (5 %)	100 000,00 $
TVQ (9,975 %)	199 500,00 $
Coût total des travaux à remettre au locateur	**2 299 500,00 $**
Contingences (+/- 12 %)	240 000,00 $
Incidences générales (+/- 3 %)	60 000,00 $
Incidences spécifiques (câblage téléphonique et informatique, déménagement, mobilier premier)	125 000,00 $
TPS (5 %)	21 250,00 $
TVQ (9,975 %)	42 393,75 $
	488 643,75 $
TOTAL	**2 788 143,75 $**
Ristourne TPS (100 %)	(121 250,00 $)
Ristourne TVQ (50 %)	(120 946,88 $)
Coût net des travaux	2 545 946,88 $

Le coût des travaux d'aménagement, incluant les contingences, les incidences, la TPS et la TVQ est de 2 788 143,75 $.

Le prorata des décaissements au PDI est prévu environ comme suit: 50 % en 2021 et 50 % en 2022.

Les sommes requises pour les travaux d'aménagement sont disponibles au PDI 2021-2030 du SGPI.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La certification BOMA BEST n'est pas exigée puisqu'il s'agit d'une location d'un espace ayant une superficie inférieure à 10 000 pi². Cependant, le locateur doit respecter les directives 01, 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable de la Ville, le tout en lien avec le plan climat 2020-2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'aménagement du nouveau site du PDQ 31 est essentiel afin de regrouper les effectifs du PDQ 31 et 33 et poursuivre la mission du SPVM dans le secteur du PDQ 31-33.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation actuelle de la COVID-19 n'a aucun impact sur le projet de bail. Cependant, advenant un nouveau confinement du secteur de la construction, les travaux pourraient être retardés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera préparé par le SPVM afin d'informer les citoyens du déménagement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du mois d'août 2021. La prise de possession des locaux est prévue après la réalisation des travaux, soit le 1er avril 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

François HARRISSON GAUDREAU, Service de police de Montréal
Martin M BERNIER, Service de police de Montréal

Lecture :

Martin M BERNIER, 12 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier

Tél : 514 280-4275
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-03-17

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Nicole RODIER

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE

Chef de division des locations en remplacement de Francine Fortin, directrice des transactions immobilières, pour la période du 2 au 18 juillet 2021	Directrice
Tél : 514 872-8726	**Tél :** 514-872-1049
Approuvé le : 2021-07-09	**Approuvé le :** 2021-07-13

BAIL <*>_____

CONVENTION DE BAIL BRUT

---

entre

HYDRO-QUÉBEC

(Bailleur)

et

VILLE DE MONTRÉAL

(Locataire)

Adresse des Lieux loués : 8245 Avenue de l'Esplanade, Montréal

01/02/2021

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 5
DÉFINITIONS ET RÉFÉRENCES 5
1.1 Définitions 5
LIEUX LOUÉS 9
2.1 Location des Lieux loués 9
2.3 Description de l'Immeuble 10
2.4 Mesurage 10
2.5 Intention des parties (bail semi-brut). 10
2.6 Changement d'emplacement 10
DURÉE DU BAIL 11
3.1 Durée 11
3.2 Livraison des Lieux loués 11
3.3 Date d'occupation. 11
3.4 Inspection de la condition initiale des Lieux loués. 11
3.5 Déficiences 11
3.6 Livraison tardive. 12
LOYER 12
4.1 Loyer de base 12
4.2 Lieu de paiement 12
4.3 Modalités de paiement 12
4.4 Intérêts. 13
4.5 TPS et TVQ 13
FRAIS D'EXPLOITATION ET TAXES FONCIÈRES 13
5.1 Frais d'exploitation. 13
5.1.1 Contribution. 13
5.2 Taxes foncières 14
5.2.1 Taxes foncières (définition) 14
5.2.2 Paiement de la part proportionnelle des Taxes foncières 14
TRAVAUX ET AUTRES OBLIGATIONS DU BAILLEUR 15
6.1 Travaux du Bailleur 15
6.2 Modifications ou travaux majeurs du Bailleur en cours de Bail 16
TRAVAUX ET OBLIGATIONS DU LOCATAIRE 17

ENTRETIEN ET RÉPARATIONS 20
8.1 Entretien et Réparations 20
8.2 Observance de la loi. 20
8.3 Sécurité 20
UTILISATION DES LIEUX LOUÉS 20
9.1 Utilisation des Lieux loués 20
9.2 Permis et licences. 21
9.3 Pas d'obligation d'occuper les Lieux loués 21
9.4 Nuisance 21
ENVIRONNEMENT 21
10.1 Respect des lois. 21
10.2 Aucune contamination à la fin du Bail. 22
10.3 Indemnisation et défense. 22
10.4 Protections du Bailleur. A 22
10.5 Survie des obligations. 22
ASSURANCE 22
11.1 Assurances du Locataire. 22
11.2 Assurances du Bailleur. 22
DOMMAGES ET DESTRUCTION 22
12.1 Destruction ou endommagement de l'Édifice 22
12.2 Responsabilité du Bailleur 23
12.3 Dommages causés par le Locataire. 23
VISITE DES LIEUX LOUÉS 23
13.1 Visite des Lieux loués 23
CESSION ET SOUS-LOCATION 23
14.5 Options et droits spéciaux 24
DÉFAUTS ET RECOURS 24
15.7 Absence de renonciation 26
15.8 Recours en général 27
AVIS ET DEMANDES 27
16.1 Procédure et adresses 27
VENTE OU EXPROPRIATION 27
17.1 Vente par le Bailleur 27
17.2 Résiliation par le Locataire. 27

17.3 Déclaration de statut 28
17.4 Expropriation 28
EXONÉRATION DE RESPONSABILITÉ 29
DISPOSITIONS DIVERSES 29
19.1 Ayants-droit 29
19.2 Comportement raisonnable 29
19.3 Aucune société, superficie, emphytéose 29
19.4 Annulation des ententes antérieures 30
19.5 Modification du Bail 30
19.6 Solidarité 30
19.7 Commission de courtage 30
19.8 Publication 30
19.9 Lois applicables et forum 30
19.10 En-têtes et numérotation 30
19.11 Interprétation 31
19.12 Pas d'entente sans signature 31
19.13 Absence de renonciation 31
19.14 Engagement concernant la confidentialité. 31
19.15 Appendices et annexes 31
DISPOSITIONS SPÉCIALES 31
20.1 Option de renouvellement. 31
20.2 Usage d'espaces extérieurs. 32
(a) Stationnement 32
(b) Identification. 33
20.3 Contrat librement négocié. 33
20.4 Expiration du Bail 33

CONVENTION DE BAIL BRUT

ENTRE : **HYDRO-QUÉBEC**, une personne morale de droit public constituée en vertu de la *Loi sur Hydro-Québec*, RLRQ c H-5, ayant son siège au 75, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec), H2Z 1A4, représentée et agissant aux présentes par Monsieur Patrick Rioux, Directeur - Propriétés immobilières et Stéphane Forest, Conseiller – Propriétés immobilières, dûment autorisés aux fins des présentes, tel qu'ils le déclarent,

(ci-après, le « **Bailleur** »)

ET : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Emmanuel Tani-Moore, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution adoptée le 23 janvier 2006 et portant le numéro CG06 0006, tel qu'il appert à ladite résolution ci-jointe comme Appendice 1.

(ci-après, le « **Locataire** »)

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET RÉFÉRENCES

1.1 **Définitions.** Dans ce Bail, les mots et expressions suivants ont le sens décrit ci-après :

1.1.1 « **Améliorations locatives** » désigne tous changements, améliorations, installations, remplacements, additions ou autres modifications apportés de temps à autre aux Lieux loués par le Locataire ou pour celui-ci, ou par tout autre personne, locataire ou occupant, incluant sans limiter la généralité de ce qui précède, toutes les divisions et tous les aménagements, équipements, câblages et systèmes installés par le Locataire ou pour celui-ci. Aux fins de précision, les Améliorations locatives ne comprennent pas les Travaux de base (s'il en est).

1.1.2 « **Architecte** » signifie l'architecte (membre de l'Ordre des architectes du Québec), désigné par le Bailleur.

1.1.3 « **Bail** » désigne la présente convention de bail, incluant tous les appendices et les annexes qui y sont joints, lesquels font partie intégrante du Bail.

1.1.4 « **Bailleur** » désigne le Bailleur décrit dans la désignation des parties, ses successeurs et ayants-droit.

1.1.5 « **BOMA 1996** » signifie la Méthode Normalisée pour Mesurer la Superficie des Locaux dans les Immeubles de Bureaux (AINSIZ65.1-1996) telle qu'homologuée par l'American National Standards Institute Inc., le 7 juin 1996 et parrainée par BOMA International Inc.

1.1.6 « **BPC** » signifie biphényles polychlorés.

1.1.7 « **CNESST** » signifie la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, et tout organisme lui succédant ou la remplaçant, ou ayant des objectifs semblables.

1.1.8 « **CVAC** » est une abréviation pour chauffage, ventilation et air climatisé.

1.1.9 « **Date de début de la Durée du Bail** » a le sens qui lui est conféré à l'article 3.1.

1.1.10 « **Date d'expiration de la Durée du Bail** » a le sens qui lui est conféré à l'article 3.1.

1.1.11 « **Date d'occupation** » a le sens qui lui est conféré à l'article 3.3.

1.1.12 « **Durée du Bail** » a le sens qui lui est conféré à l'article 3.1.

1.1.13 « **Édifice** » désigne l'édifice érigé sur le Terrain, et dont les adresses civiques sont indiquées à l'article 2.3.

1.1.14 « **Exercice financier** » signifie la période de douze (12) mois civils désignée par le Bailleur à cette fin. Si le Bailleur modifie la période couverte par un Exercice financier, ou si une partie seulement d'un Exercice financier est comprise dans la Durée du Bail, les ajustements requis relativement aux paiements mensuels devront être effectués par les parties.

1.1.15 « **Frais d'exploitation** » signifie tous les frais, déboursés et dépenses, de quelque nature que ce soit, relatifs à l'exploitation, l'entretien, la Réparation, le remplacement, la supervision et la gestion de l'Immeuble (incluant, sans s'y limiter, les Lieux loués), incluant, sans s'y limiter, les frais d'électricité, autres services publics et entretien ménager.

1.1.16 « **Heures normales d'affaires** » signifie 24 heures par jour, 7 jours par semaine.

1.1.17 « **Ingénieur** » signifie l'ingénieur (membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec), désigné par le Bailleur.

1.1.18 « **Immeuble** » désigne, collectivement, l'Édifice et le Terrain, et la description cadastrale de l'Immeuble est indiquée à l'article 2.3.

1.1.19 « **Installations et aires communes** » signifie l'ensemble des espaces, installations, systèmes ou améliorations qui ne sont pas destinés à être loués ou utilisés par des locataires en particulier; sans limiter la généralité de ce qui précède, les Installations et aires communes incluent, notamment, les espaces, installations, systèmes ou améliorations qui sont destinés par le Bailleur à l'exploitation de l'Immeuble ou à l'usage ou à la jouissance commune des locataires et/ou du public. Les Installations et aires communes se trouvent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Immeuble. Toute gaine ou conduit mécanique, tuyau, plenum ou autre emplacement équipement se trouvant au-dessus de la partie visible du plafond, et au-dessous de la partie visible du plancher, fait partie des Installations

et aires communes, et demeure sous le contrôle du Bailleur, même lorsque cela se trouve dans le périmètre des Lieux loués. Le Locataire donnera accès à ces endroits au Bailleur, sur demande. Il est entendu que les Installations et aires communes incluent également tous autres emplacements ou équipements que le Bailleur, agissant raisonnablement, désigne de temps à autre comme étant destiné à l'usage commun des locataires, occupants et autres usagers de l'Immeuble. Il est également entendu que le Bailleur, agissant raisonnablement, a le droit d'établir, de temps à autre, les voies d'accès aux diverses composantes de l'Immeuble. De plus, le Bailleur conserve en tout temps un droit d'accès aux Installations et aires communes, et le droit d'y faire tous travaux, modifications et aménagements, de temps à autre

1.1.20 « **Lieux loués** » a le sens qui est conféré à cette expression à l'article 2.1.

1.1.21 « **Locataire** » désigne le Locataire décrit dans la désignation des parties, ses successeurs et ayants-droits.

1.1.22 « **Lois applicables** » signifie toutes dispositions législatives et réglementaires de quelque nature que ce soit, qu'elles soient fédérales, provinciales, municipales ou autres, applicables dans la juridiction dans laquelle sont situés les Lieux loués, incluant, dans tous les cas, tous jugements, ordonnances, avis, avis d'infraction, décrets, codes, règles, directives, politiques, lignes directrices et guides, autorisations, certificats d'autorisation, approbations, permissions et permis émis par toutes autorités compétentes, le tout, tel qu'ils peuvent être modifiés de temps à autre, et, aux fins de précision, cette expression inclut, sans s'y limiter, les Lois environnementales.

1.1.23 « **Lois environnementales** » signifie toutes dispositions législatives et réglementaires de nature environnementale, qu'elles soient fédérales, provinciales, municipales ou autres, applicables dans la juridiction dans laquelle sont situés les Lieux loués, incluant, dans tous les cas, tous jugements, ordonnances, avis, avis d'infraction, décrets, codes, règles, directives, politiques, lignes directrices et guides, autorisations, certificats d'autorisation, approbations, permissions et permis émis par toutes autorités compétentes, le tout, tel qu'ils peuvent être modifiés de temps à autre.

1.1.24 « **Loyer** » désigne, collectivement, le Loyer de base et le Loyer additionnel.

1.1.25 « **Loyer additionnel** » désigne, collectivement, toute somme payable par le Locataire au Bailleur en vertu du Bail, en sus du Loyer de base.

1.1.26 « **Loyer de base** » désigne les montants payables en vertu de l'article 4.1.

1.1.27 « **Matières dangereuses** » signifie l'amiante, les BPC, les moisissures toute autre substance qui, en raison de ses propriétés, présente un danger réel ou potentiel pour l'environnement ou pour la santé des usagers de l'Immeuble ou des Lieux loués, ou qui est désignée comme tel en vertu des Lois environnementales.

1.1.28 « **Organisme public** » signifie un organisme public au sens de l'article 3.6.2 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif*, RLRQ c M-30, tel que cet article ou tout

article lui succédant ou le remplaçant se lira au moment pertinent, c'est-à-dire au moment de l'application d'une clause du Bail faisant référence à cette expression.

1.1.29 « **Part proportionnelle** » signifie le rapport, établi en pourcentage, entre la Superficie locative des Lieux loués et la Superficie locative de l'Édifice, ce rapport étant présentement fixé par les parties à un pourcentage de cinq virgule vingt-trois pour cent (5,23%), lequel pourcentage est sujet à changement suivant les modalités de mesurage prévues à l'article 2.4.

1.1.30 « **Plans et devis finaux** » signifie collectivement les plans et devis et le contrat d'aménagement attribué à l'entrepreneur retenu pour la réalisation des Travaux du Bailleur annexés à l'**Annexe « D »**;

1.1.31 « **Réclamation environnementale** » signifie toute réclamation, condamnation, ordonnance, demande, requête, frais, perte, coût, dépense, amende, paiement et/ou dommage (incluant, sans s'y limiter, tous les coûts judiciaires, les débours et les taxes, de même que les frais de permis et autres droits payables aux autorités ayant juridiction) reliés à, provenant de, résultant de, ou liés de quelque manière à des Matières dangereuses, dans, à, sur ou depuis l'Édifice et/ou le Terrain, ou toute contravention aux Lois environnementales ou action requise pour s'y conformer, incluant, sans s'y limiter, tous les coûts et dépenses nécessaires pour recenser la présence de Matières dangereuses, établir des rapports ou des registres et les tenir à jour, corriger la situation ou restaurer les Lieux loués et/ou l'Édifice et/ou le Terrain et/ou tout immeuble adjacent ou situé dans les environs de ceux-ci, lorsque de tels travaux ou actions sont requis ou obligatoires en vertu de toute Loi environnementale.

1.1.32 « **Réparation** » inclut toutes formes de réparations, de même que les ajouts, les modifications, les reconstructions et les remplacements (tel que requis de temps à autre par les circonstances et les Lois applicables).

1.1.33 « **Structure** » signifie le toit, la charpente, les colonnes, les murs porteurs et les fondations de l'Édifice.

1.1.34 « **Superficie locative de l'Édifice** » signifie la superficie locative de tous les espaces de l'Édifice susceptibles d'être loués, qu'ils soient, dans les faits, loués ou non, cette superficie étant de 182 730 pieds carrés, laquelle superficie est sujette à changement suivant les modalités de mesurage prévues à l'article 2.4.

1.1.35 « **Superficie locative des Lieux loués** » signifie la superficie locative des Lieux loués énoncée à l'article 2.1. Cette superficie locative est sujette à changement suivant les modalités de mesurage prévue à l'article 2.4.

1.1.36 « **Taux de base** » signifie le taux de base des prêts aux entreprises, tel que publié par la Banque du Canada sur son site Internet, code V122495, ou un taux équivalent en cas de retrait ou de modification de celui-ci, plus quatre pourcent (4%).

1.1.37 « **Taxes foncières** » a le sens qui est conféré à cette expression à l'article 5.2.1.

1.1.38 « **Terrain** » désigne le terrain sur lequel l'Édifice est érigé, et faisant partie de l'Immeuble décrit à l'article 2.3.

1.1.39 « **Transfert** » signifie toute opération par laquelle le Locataire procède à la sous-location de tout ou partie des Lieux loués ou de leurs accessoires, à la cession du Bail, ou permet à des tiers d'utiliser les Lieux loués ou leurs accessoires.

1.1.40 « **Travaux de base** » signifie les Travaux décrits à l'**Annexe « C ».**

1.1.41 « **Travaux du Bailleur** » signifie, collectivement, les Travaux de base et les Travaux initiaux du Locataire, lesquels le Bailleur devra effectuer conformément aux dispositions de ce Bail, incluant, sans s'y limiter, l'article 6.1.

1.1.42 **« Travaux initiaux du Locataire »** signifie les travaux par lesquels les Améliorations locatives initiales seront réalisés aux Lieux loués, et est synonyme de « **Travaux initiaux** ».

1.1.43 « **Usage autorisé** » signifie ce qui suit : Poste de police et autres activités connexes du Service de police. Aucune autre activité ou usage ne sera permis sans l'approbation préalable et écrite du Bailleur.

Outre ces définitions, certains mots et expressions peuvent être définis ailleurs dans les clauses du Bail. Dans ce cas, ils auront le sens qui leur a été attribué dans ces clauses.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Location des Lieux loués**. Le Bailleur, par les présentes, loue au Locataire, et le Locataire loue du Bailleur, un local situé dans l'Édifice du 8245, avenue de l'Esplanade, d'une superficie locative réputée de NEUF MILLE CINQ CENT QUARANTE-HUIT pieds carrés (9 548 pi.ca.), tel que substantiellement montré en hachuré sur le plan joint aux présentes comme **Annexe « A »** (les **« Lieux loués** »), ces Lieux loués étant situés au rez-de-chaussée de l'Édifice.

Stationnement. Le Bailleur accorde par les présentes au Locataire (pour lui-même et ses employés, visiteurs et invités), en tant qu'accessoire aux Lieux loués, le droit d'utiliser de façon exclusive, vingt-six (26) cases de stationnement identifiées à **l'Annexe « B »**, étant entendu que le Bailleur aura le droit de reconfigurer ou de modifier l'emplacement de ces cases de stationnement dans l'Immeuble, à sa discrétion.

Les frais d'utilisation de ces cases de stationnement sont inclus dans le Loyer.

2.2 **Usages**. Le Locataire déclare avoir pris connaissance des règlements municipaux et déclare que les usages qu'il fait et entend faire des Lieux loués et de leurs accessoires sont conformes à ces règlements. De plus, le Locataire renonce par la présente à toutes réclamations et recours contre le Bailleur en lien avec ce qui précède, y compris, sans restriction, toutes réclamations et recours en rapport avec un problème de zonage.

2.3 **Description de l'Immeuble**. Les Lieux loués font partie de l'Immeuble, dont la description cadastrale est la suivante :

DESCRIPTION

Un emplacement connu et désigné comme étant :

Le lot DEUX MILLIONS DEUX CENT QUARANTE-NEUF MILLE NEUF CENT DOUZE (**2 249 912**) du Cadastre du Québec, Circonscription foncière de Montréal.

Avec l'Édifice dessus érigé portant l'adresse civique 8245, Avenue de l'Esplanade, dans la ville de Montréal, Arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc Extension, province de Québec.

2.4 **Mesurage.** Nonobstant toute autre disposition à l'effet contraire, les parties au Bail ont convenu que la Superficie locative des Lieux loués indiquée à l'article 2.1 est une superficie **réputée et immuable**, et celle-ci, ainsi que le Loyer et la Part proportionnelle ne sont dont pas sujets à ajustement, en raison d'un mesurage ou pour toute autre raison, **sauf** s'il y a un agrandissement ou une diminution physique (autres que mineurs) des Lieux loués ou du reste de l'Immeuble au cours de la Durée du Bail, et de tout renouvellement ou prolongation de celle-ci, auquel cas le Bailleur pourra procéder à un mesurage selon la norme BOMA 1996, et apporter les ajustements au Loyer (si applicable), avec effet rétroactif à compter de la date de la modification physique. Le Bailleur doit faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les quinze (15) jours de son obtention.

2.5 **Intention des parties (bail semi-brut).** Sauf stipulation à l'effet contraire dans ce Bail, celui-ci constitue, selon l'intention des parties, un bail à loyer semi-brut (tous les montants payables étant fixes, sauf la contribution du Locataire aux frais d'exploitation qui est indexée suivant l'IPC et la contribution du Locataire aux Taxes foncières, qui est au réel, le tout conformément aux dispositions de l'article 5).

2.6 **Changement d'emplacement.** Le Bailleur aura le droit de changer l'emplacement des Lieux loués dans une autre partie du rez-de-chaussée de l'édifice, moyennant un préavis de relocalisation, lequel devra être transmis au Locataire par écrit, au moins cent quatre-vingts (180) jours avant le début du déménagement. Les nouveaux locaux seront substantiellement de dimension semblable aux Lieux loués, sauf entente contraire entre les parties. Le Bailleur assumera les frais de déménagement et d'aménagement des nouveaux locaux afin que cet aménagement soit substantiellement semblable à celui des Lieux loués, au moment de l'envoi de l'avis de relocalisation au Locataire. Le Bailleur n'assurera pas d'autres coûts ou responsabilités envers le Locataire, relativement au changement d'emplacement. Cependant, le Bailleur s'efforcera de minimiser les inconvénients qui pourraient être causés au Locataire du fait de ce changement d'emplacement. Sauf entente contraire entre les parties, le Loyer de base, et toutes les autres dispositions de ce bail, demeureront inchangés et s'appliqueront automatiquement aux nouveaux locaux, en faisant les adaptations nécessaires. Les parties conviennent de collaborer afin que le changement d'emplacement ait lieu à la date envisagée et de manière harmonieuse, et le Locataire convient de signer un avenant au bail, sur demande du Bailleur, pour refléter le changement d'emplacement.

ARTICLE 3
DURÉE DU BAIL

3.1 **Durée**. La durée du Bail (la « **Durée du Bail** ») est de **quinze (15) ans**, débutant le 1er avril 2022 (la « **Date de début de la Durée du Bail** ») et se terminant le 31 mars 2037 (la « **Date d'expiration de la Durée du Bail** »), sous réserve de l'option de renouvellement du Locataire prévue à l'article 20.1 et de l'article 3.6.

3.2 **Livraison des Lieux loués**. Le Bailleur s'engage à livrer les Lieux loués dans l'état dans lequel le Bailleur a l'obligation de les remettre au Locataire en vertu de ce Bail, au plus tard le 1er mars 2022 (la « **Date d'occupation prévue** »).

3.3 **Date d'occupation**. Le Locataire pourra occuper les Lieux loués à compter de la Date d'occupation prévue, pour procéder à l'installation de ses meubles et équipements, et pour commencer à y exercer ses activités, le cas échéant. La date à laquelle les Lieux loués seront livrés au Locataire dans l'état dans lequel ils doivent être livrés selon ce Bail est désignée dans les présentes comme la « **Date d'occupation réelle** ». Il est entendu que le Locataire ne pourra invoquer des déficiences mineures (par exemple, des poignées de porte à fixer ou la finition de la peinture) pour prétendre que les Lieux loués ne lui ont pas été livrés à temps par le Bailleur. Cependant, le Bailleur s'engage à corriger toutes telles déficiences dans les meilleurs délais suivant la Date d'occupation prévue.

Il est entendu que tous les termes et conditions du Bail seront réputés s'appliquer au cours de la période comprise entre la prise de possession des Lieux loués par le Locataire et 23h59 la veille de la Date de début de la Durée du Bail (la « **Période de pré-occupation gratuite** »), sauf que le Locataire sera exempté du paiement de tout Loyer de base et Loyer additionnel au cours de cette période.

3.4 **Inspection de la condition initiale des Lieux loués.** Les parties ont l'intention de faire en sorte que les Lieux loués soient inspectés (conjointement ou séparément) par leurs représentants et consultants respectifs à la Date de début de la Durée du Bail (ou aussitôt que possible avant cette date, ou par la suite), afin d'en déterminer et d'en consigner l'état et la condition d'origine, à l'aide d'un inventaire, de photographies et/ou de vidéos, par exemple. Cependant, il est entendu que ce paragraphe a pour seul objectif de servir d'aide-mémoire aux parties et de favoriser une bonne pratique, mais il est entendu qu'aucune des parties ne sera en défaut si cet état des lieux n'est pas dressé, pour quelque raison que ce soit.

3.5 **Déficiences**. Peu importe que les parties aient, ou non, procédé à un état des lieux conformément à ce qui est envisagé au paragraphe précédent, il est entendu que :

3.5.1 **Acceptation provisoire**. Dès que les Travaux du Bailleur seront terminés et que les Lieux loués seront prêts à l'usage auxquels ils sont destinés, l'architecte et l'ingénieur désignés par le Bailleur accompagné du représentant du Locataire en fera l'examen (au plus tard cinq (5) jours ouvrables suivant la fin des travaux) en vue de leur acceptation provisoire. L'architecte attestera par écrit la conformité des Travaux du Bailleur, sous réserve de certains travaux à corriger ou à parachever dont il dressera une liste. Le certificat de parachèvement des Travaux du Bailleur, lequel indiquera les délais dans lesquels les déficiences devront être corrigées par le Bailleur, devra être approuvé par le Locataire. Le délai maximum

sera de quinze (15) jours, à moins qu'il s'agisse de travaux d'une complexité nécessitant un délai plus long.

3.5.2 **Acceptation définitive**. Lorsque tous les Travaux du Bailleur à corriger et à parachever mentionnés à la liste dressée lors de l'acceptation provisoire auront été complétés, l'architecte attestera par écrit l'acceptation définitive des Travaux du Bailleur. Cette acceptation définitive des travaux ne couvre par les vices ou malfaçons non apparents, de même que les travaux pour lesquels une inspection raisonnable ne peut être faite à cause d'une non-utilisation temporaire ou autre raison similaire, tel que le système de chauffage lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'été ou la climatisation lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'hiver.

3.6 **Livraison tardive.** Dans l'éventualité où il y aurait un retard dans la réalisation des Travaux du Bailleur, les parties conviennent que la Date de début de la Durée du Bail et la Date d'expiration du Bail seront repoussées du nombre de jours correspondant à ce retard.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer de base**. Au cours de la Durée du Bail, le Locataire paiera au Bailleur le loyer de base suivant (le « **Loyer de base** »), en dollars canadiens, en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs à l'avance, le premier jour de chaque mois à compter de la Date de début de la Durée du Bail, sans aucune réduction, déduction ou compensation de quelque nature que ce soit :

Période comprise dans la Durée du Bail	Taux au pi^2 de la Superficie locative des Lieux loués, par année
Années 1, 2, 3, 4 et 5	14,00$
Années 6, 7, 8, 9 et 10	15,50$
Années 11, 12, 13, 14 et 15	17,00$

Si la Date de début de la Durée du Bail ne coïncide pas avec le premier (1er) jour du mois, un ajustement du Loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant.

4.2 **Lieu de paiement**. Le Loyer doit être payé par le Locataire au Bailleur à l'adresse indiquée dans la désignation du Bailleur en première page du Bail, ou à tout autre endroit au Québec indiqué par avis écrit du Bailleur au Locataire, ou à tout agent ou mandataire du Bailleur, dans la province de Québec, désigné, de temps à autre, par avis écrit du Bailleur au Locataire.

4.3 **Modalités de paiement**. Toutes sommes dues par le Locataire en vertu de ce Bail sont payables à leur échéance. Le Locataire devra payer des intérêts, à un taux annuel de huit pourcent (8%), composés annuellement, sur tout Loyer et/ou sur toutes sommes recouvrables en tant que Loyer selon les stipulations de ce Bail et qui n'auront pas été payées à échéance. Le Locataire convient de payer toutes sommes payables en vertu de ce Bail nonobstant toute revendication, retenue, réduction ou compensation à laquelle il pourrait prétendre ou à laquelle il pourrait être prétendu en son nom, le Locataire

renonçant expressément par les présentes à toute telle revendication, retenue, réduction ou compensation. Toutes les sommes dues ou payables par le Locataire en vertu du présent bail seront considérées comme du Loyer et pourront être réclamées et perçues comme tel (étant entendu que la TPS, la TVQ et les taxes semblables ne sont pas du Loyer mais peuvent êtres réclamées et perçues comme s'il s'agissait de Loyer). Lorsque le présent Bail ne prévoit pas l'échéance d'une somme quelconque dont le paiement incombe au Locataire, cette somme doit être payée par le Locataire au Bailleur dans les soixante (60) jours de la demande. Le Locataire paiera le Loyer (plus TPS et TVQ) par chèques ou virements électroniques mensuels.

4.4 **Intérêts**. Toute somme payable par le Bailleur au Locataire et qui n'est pas payée lorsque due porte intérêt au Taux de base que cela soit précisé ou non dans une disposition ou une autre du Bail.

4.5 **TPS et TVQ**. Le Locataire paiera au Bailleur la TPS et la TVQ (et toutes taxes semblables les remplaçant ou s'y ajoutant, de temps à autre) en sus de tout montant payable au Bailleur, incluant notamment mais sans s'y limiter le Loyer.

ARTICLE 5
FRAIS D'EXPLOITATION ET TAXES FONCIÈRES

5.1 **Frais d'exploitation.** Les Parties conviennent que, pendant toute la Durée du Bail, le Locataire paiera au Bailleur une contribution aux Frais d'exploitation, à titre de Loyer additionnel, en sus du Loyer de base et de la Part proportionnelle des Taxes foncières, conformément aux dispositions du présent article 5.1.

5.1.1 **Contribution**. La Contribution est un montant annuel calculé selon la formule suivante qui tient compte de tous les Frais d'exploitation du Bailleur (la « **Contribution** »). L'année de base est 2021. Le montant attribué à l'année de base est irrévocablement établi à 10,50$ le pied carré de Superficie locative des Lieux loués (le « **Montant de Base** »).

Le Montant de Base sera indexé à la date d'anniversaire du Bail et pendant toute la Durée du Bail selon la formule suivante :

$$\frac{Montant\ de\ Base}{Indice\ de\ Base}\ x\ Indice\ d'Ajustement$$

L'Indice de Base signifie l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la Date de début de la Durée du Bail.

L'Indice d'Ajustement signifie l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la date d'anniversaire du Bail en cause

Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation est ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada (Montréal).

5.1.2 **Modalités**. Les montants payables par le Locataire en vertu du présent article 5.1 sont payables par mensualités égales et consécutives, à l'avance, le premier jour de chaque mois de la Durée du Bail.

5.2 **Taxes foncières.** Les parties conviennent que, pendant toute la Durée du Bail, le Locataire paiera au Bailleur la Part proportionnelle des Taxes foncières, à titre de Loyer additionnel, en sus du Loyer de base et des Frais d'exploitation, tel que plus amplement stipulé aux paragraphes suivants de cet article 5.2.

5.2.1 **Taxes foncières (définition)**. L'expression « Taxes foncières » signifie toutes les taxes foncières, incluant les taxes municipales, surtaxes sur les immeubles non résidentiels (s'il y en a), taxes scolaires, impositions pour améliorations locatives, taxes d'eau et taxes d'affaires, taxes de déneigement, cotisations générales, extraordinaires et spéciales, et toutes autres taxes, impositions, contributions, cotisations, tarifications, charges, qu'elles soient ou non de la nature de celles qui précèdent, qui peuvent être levées, confirmées, imposées ou cotisées par toute autorité fiscale sur l'immeuble ou l'unité d'évaluation dont il fait partie (incluant, sans s'y limiter, les Lieux loués), y compris les intérêts sur les paiements différés. Si le système de taxation foncière actuellement en vigueur est modifié ou remplacé ou si, en plus des Taxes foncières présentement imposées sur l'Immeuble ou l'unité d'évaluation dont il fait partie, une nouvelle taxe, imposition, contribution, cotisation, tarifications ou charge est imposée, ou si telle taxe, imposition, contribution, cotisation, tarifications ou charge est imposée au Bailleur ou sur les revenus découlant de la location de l'Immeuble, l'expression « Taxes foncières » inclut alors telle nouvelle taxe, imposition, contribution, cotisation, tarifications ou charge. De plus, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, il est entendu que l'expression « Taxes foncières » inclut toute taxe, imposition, contribution, cotisation, tarifications ou charge (ou hausse de l'une ou l'autre de celles-ci) pouvant découler de l'augmentation de la valeur de l'unité d'évaluation dont fait partie l'Immeuble à la suite de travaux effectués sur l'Immeuble ou tout autre bâtiment faisant partie de ladite unité d'évaluation, le cas échéant.

5.2.2 **Paiement de la part proportionnelle des Taxes foncières**. La Part proportionnelle des Taxes foncières sera payée par le Locataire au Bailleur dans un délai maximum de soixante (60) jours suivant la réception d'une copie des comptes dûment acquittés par le Bailleur. Si le Locataire paie en retard, il sera responsable des intérêts au Taux de base sur la Part proportionnelle à l'égard du versement en retard. Les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la Durée du Bail à la suite d'une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant l'organisme compétent. Le Bailleur s'engage à aviser le Locataire, dans un délai raisonnable, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

ARTICLE 6
TRAVAUX ET AUTRES OBLIGATIONS DU BAILLEUR

6.1 **Travaux du Bailleur**. Le Bailleur s'engage à réaliser les Travaux du Bailleur et à les compléter au plus tard à la Date d'occupation prévue (telle qu'indiquée à l'article 3.2). Aux fins de précision, les Travaux du Bailleur appartiennent au Bailleur et incluent tant les Travaux de base qui sont à la charge du Bailleur que les Travaux initiaux du Locataire (lesquels seront réalisés par le Bailleur aux frais du Locataire). Les Travaux du Bailleur doivent être réalisés conformément aux dispositions de l'**Annexe « C »** (Travaux de base), de l'**Annexe « D »** (Plans et devis finaux) et des modalités du présent article 6.1 suivantes :

6.1.1 Le Bailleur devra effectuer, aux frais du Locataire (étant entendu que le Bailleur sera uniquement responsable des frais liés aux Travaux de base décrits à l'**Annexe « C »**), et conformément aux normes et standards qui sont prévus aux Plans et devis finaux à l'**Annexe « D »**, les Travaux du Bailleur requis par le Locataire et livrer les Lieux loués dans un bon état de propreté générale dans les délais ;

6.1.2 Le Locataire pourra faire des demandes de changements en tout temps aux Travaux du Bailleur, même en cours de chantier, étant entendu qu'il assumera les coûts associés à ces demandes de changement, lesquelles seront par ailleurs soumises à l'approbation préalable du Bailleur. Si une demande de changement a une incidence négative sur l'échéancier, les parties collaboreront pour minimiser cette incidence, et le Bailleur ne devra pas être pénalisé par un retard de livraison des Lieux loués découlant d'une demande de changement du Locataire;

6.1.3 Le Bailleur sera responsable de conclure les contrats avec les architectes, ingénieurs, consultants, entrepreneurs, surveillants de travaux et autres intervenants pour la réalisation des Travaux du Bailleur;

6.1.4 Le Bailleur reconnaît que le Locataire lui indiquera le choix de ses fournisseurs pour la Telecom, alarme et contrôles d'accès et les caméras de sécurité;

6.1.5 Le Bailleur octroiera un contrat distinct à l'entrepreneur pour chaque catégorie de travaux, soit un contrat pour les Travaux de base et un contrat distinct pour les Travaux initiaux du Locataire, de sorte que les montants facturés au Bailleur liés aux Travaux de base et ceux liés aux Travaux initiaux du Locataire figurent sur des factures distinctes;

6.1.6 L'entrepreneur devra ventiler les coûts associés aux Travaux initiaux du Locataire dans tous les appels d'offres pour lesdits travaux, de telle manière que les coûts relatifs à chacun des sous-traitants soient clairement séparés et identifiés comme se rapportant exclusivement aux Travaux initiaux du Locataire (et non aux Travaux de base) dans toutes les offres reçues;

6.1.7 Le Locataire pourra suivre l'évolution des Travaux du Bailleur afin de s'assurer, notamment, que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes. Lors de toute visite, le représentant du Locataire devra toutefois être accompagné par un représentant du Bailleur et respecter toutes les règles de sécurité applicables, comprenant notamment mais sans s'y limiter, celles de la CNESST.

6.1.8 **Paiement des Travaux initiaux du Locataire** : Le Locataire paiera au Bailleur tous les coûts réels relativement aux Travaux du Bailleur, (étant entendu que le Bailleur assumera uniquement les coûts pour les Travaux de base) comprenant notamment mais sans s'y limiter:

6.1.8.1 les coûts d'honoraires et services des professionnels liés aux Travaux initiaux du Locataire; et

6.1.8.2 les coûts payables aux entrepreneurs, sous-traitants et fournisseurs sélectionnés pour l'exécution des Travaux initiaux du Locataire, aux coûts réels, comprenant tout avenant qui pourrait être requis dans le cadre de l'exécution des Travaux initiaux et incluant notamment mais sans s'y limiter les conditions de chantier.

6.1.9 Les coûts payables par le Locataire au Bailleur en vertu de l'article 6.1.8 ci-dessus sont collectivement désignés les « **Coûts du Locataire** », lesquels sont estimés à titre indicatif seulement, à l'**Annexe D** (Plans et devis finaux). Le Locataire paiera au Bailleur les Coûts du Locataire majorés de cinq pour cent (5%) incluant les frais généraux d'administration et profits, en facturation graduelle (selon l'avancement des travaux) suivant réception de factures à cet effet, accompagnées des pièces justificatives de tous les professionnels, sous-traitants et fournisseurs sélectionnés comme suit, en quatre (4) versements soit:

6.1.9.1 un premier versement lorsqu'approximativement 30% des travaux auront été complétés;

6.1.9.2 un deuxième versement lorsque qu'approximativement 60 % des travaux auront été complétés;

6.1.9.3 un troisième versement au moment de l'Acceptation provisoire;

6.1.9.4 un quatrième versement dont le montant correspondra au reliquat du coût des travaux alors dû, payable au moment de l'Acceptation définitive de ces derniers, lequel reliquat ne pourra être inférieur à 10% du coût total des Travaux initiaux du Locataire.

À titre de précision, les avenants mentionnés au paragraphe 6.1.8 de la présente convention de Bail seront facturés, le cas échéant, de façon individuelle au Locataire.

6.2 **Modifications ou travaux majeurs du Bailleur en cours de Bail**. Le Bailleur peut effectuer des modifications et/ou travaux majeurs dans les Lieux loués ou ailleurs dans ou sur l'Immeuble en transmettant préalablement au Locataire un avis écrit à cet effet.

Si une relocalisation temporaire du Locataire est requise dans le cadre de travaux majeurs effectués par le Bailleur pour assurer la sécurité de l'Édifice et de ses occupants et que malgré les efforts raisonnables des parties, celles-ci ne peuvent s'entendre quant à une telle relocalisation temporaire, le Bailleur pourra résilier le Bail sur avis écrit au Locataire, auquel cas le Bail prendra fin à la date indiquée dans l'avis de résiliation, laquelle sera au moins

soixante (60) jours suivant la date de réception de l'avis par le Locataire, sauf en cas d'urgence, auquel cas ce délai pourra être moindre.

6.3 **Sécurité.** Seules les personnes ayant fait l'objet d'une enquête de sécurité au préalable seront admises à pénétrer dans les Lieux loués. À cette fin, le Bailleur devra fournir au Locataire, dans les dix (10) jours suivant la signature du Bail, une liste de ses employés (réguliers et suppléants), mandataires et sous-traitants qui auront accès aux Lieux loués. Cette liste devra contenir toutes les informations personnelles requises pour permettre au Locataire de réaliser adéquatement ses enquêtes de sécurité. À la suite de ces enquêtes, seules les personnes acceptées par le Locataire auront accès aux Lieux loués. Le Bailleur devra maintenir cette liste à jour et aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout remplacement ou d'ajout d'employés, de mandataires et sous-traitants. Nonobstant ce qui précède, il est entendu que tant est aussi longtemps que le Bailleur est Hydro-Québec, il sera responsable d'effectuer lui-même les enquêtes de sécurité prévues au présent article 6.3.

6.4 **Respect des exigences**. Le Bailleur s'engage, à ses frais, à fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables.

6.5 **Entretien intérieur.** Le Bailleur s'engage, à ses frais, à maintenir en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propres à l'occupation et procéder aux réparations requises. De plus, le Bailleur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection.

6.6 **Entretien extérieur**. Le Bailleur s'engage, à ses frais, à maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état et notamment :

- Tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs ;
- Enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre de l'abrasif et du fondant lorsque requis ; et
- Nettoyer les vitres extérieures ;
- Retirer les graffitis qui pourraient être apposés sur l'Édifice, le cas échéant.

6.7 **Chauffage, ventilation, air-climatisé (CVAC)**. Le Bailleur s'engage, à ses frais, à chauffer, ventiler, climatiser et maintenir les Lieux loués, en tout temps, respectant les normes définies selon les critères de confort prévus à l'**Annexe « E ».**

6.8 **Éclairage**. Le Bailleur s'engage, à ses frais, à remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tube fluorescent défectueux ou grillé.

6.9 **Entretien ménager**. Le Bailleur s'engage, à ses frais, à procéder à l'entretien ménager des Lieux loués selon le devis d'entretien ménager figurant en **Annexe « F »**.

ARTICLE 7
TRAVAUX ET OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

7.1 **Travaux du Locataire**. Si le Locataire souhaite apporter des Améliorations locatives aux Lieux Loués, il devra préalablement obtenir l'approbation écrite du Bailleur. Toutes les Améliorations locatives seront apportées aux frais du Locataire conformément aux instructions à être fournies par le Bailleur, et conformément aux dispositions suivantes.

7.2 **Consentement du Bailleur au préalable**. En aucun temps, le Locataire ne pourra effectuer des Améliorations locatives ou Réparations aux Lieux loués ou à ses accessoires sans avoir obtenu au préalable des autorités publiques concernées tous les permis et autorisations nécessaires et sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Bailleur, lequel ne pourra pas être déraisonnablement refusé, sauf dans le cas de travaux susceptibles d'affecter la Structure, le système de CVAC, d'électricité ou de plomberie ou tout autre système (dans ces cas, le consentement du Bailleur peut être refusé de façon arbitraire). Le Locataire devra soumettre au Bailleur pour approbation les plans et devis précis concernant toutes ces améliorations, modifications, additions ou réparations.

7.3 **Obligations des entrepreneurs du Locataire.** Tout entrepreneur engagé par le Locataire devra payer le coût des services temporaires et de la coordination, que lui aura fournis le Bailleur. Tout entrepreneur choisi par le Locataire devra avoir été préalablement approuvé par le Bailleur. Aucun tel entrepreneur ne devra causer de problèmes de relations de travail dans l'Édifice et tout tel entrepreneur devra être assuré pour ses activités dans les Lieux loués contre les dommages à la propriété et la responsabilité civile pour un montant d'au moins cinq millions de dollars (5 000 000,00$). Le Locataire devra exiger de tout entrepreneur, avant que celui-ci n'effectue quelque travail que ce soit dans les Lieux loués, qu'il remette au Bailleur un avis de renonciation et une mainlevée relativement à tout droit à une hypothèque légale relativement à la main-d'œuvre, à des travaux effectués ou à des matériaux fournis en vertu d'un contrat quelconque, et tout entrepreneur doit également convenir de remettre au Bailleur une renonciation à une hypothèque légale en bonne et due forme émanant de chaque personne ou corporation fournissant de la main-d'œuvre ou des matériaux en vertu du contrat.

7.4 **Locataire seul responsable des coûts**. Le Locataire sera seul responsable du coût de ses Améliorations locatives.

7.5 **Présomption**. Entre autres, tout branchement ou raccordement d'appareils sur l'installation électrique autre qu'un branchement ou raccordement sur une prise de courant déjà installée et tout branchement et raccordement d'appareils sur la tuyauterie ou sur le système de chauffage ou de climatisation de l'air sont considérés comme étant des Améliorations locatives visées par le présent article 7.

7.6 **Propriété des Améliorations locatives**. Toutes les Améliorations locatives appartiennent au Bailleur dès leur réalisation ou leur installation dans les Lieux loués, et ce, peu importe que ces Améliorations locatives aient été effectuées ou installées par un locataire ou occupant antérieur des Lieux loués, par le Bailleur, par le Locataire ou par une tierce partie pour le compte du Locataire, du Bailleur ou de tout autre personne ou entité, et (sous réserve de l'article 7.7), devront être remises par le Locataire avec les Lieux loués à l'expiration de la Durée du Bail sans que le Bailleur ne doive au Locataire quelque compensation que ce soit pour celles-ci, malgré toute disposition du Bail ou de toute loi à l'effet contraire, de même que de tous les équipements et biens meubles qui sont matériellement attachés ou réunis à l'Édifice ou qui assurent l'utilité de l'Édifice ou qui ne peuvent être retirés sans endommager l'Édifice, peu importe leur degré de rattachement ou d'incorporation à l'Édifice.

7.7 **Remise des Lieux loués à la fin du Bail**. À l'échéance du Bail, le Locataire devra laisser en place les Améliorations locatives, sauf celles pour lesquelles les parties se seront spécifiquement entendues par écrit à l'effet que le Locataire devra les retirer. Le Locataire devra néanmoins retirer tout mobilier, ses équipements, sa signalisation, ainsi que toutes les composantes du système de sécurité et de contrôle d'accès, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale. Le Locataire pourra, à sa discrétion, retirer le système de cléage spécifique au Locataire (barillets).

7.8 **Réalisation des Améliorations locatives du Locataire par le Bailleur**. Si les parties en conviennent ainsi, le Bailleur effectuera des travaux d'Améliorations locatives pour le Locataire dans les lieux loués, aux frais du Locataire, suivant une demande écrite du Locataire à cet effet. Dans son avis, le Locataire décrira la nature et l'étendue des travaux visés. Le Locataire et le Bailleur devront s'entendre sur le prix avant la réalisation des travaux et, à cet effet, le Bailleur fournira au Locataire les informations requises à l'établissement du juste prix. À défaut d'entente sur le prix, le Bailleur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être exécutés. Dans ce cas, le Locataire se réserve le droit de demander, suivant ses procédures, des prix directement à des entrepreneurs à partir de documents conformes aux directives du Bailleur. Une fois le prix convenu entre le Locataire et le Bailleur, le Bailleur, sous sa seule et entière responsabilité, fera exécuter les travaux au prix convenu avec le Locataire, plus une majoration de 5% (applicable sur le prix des entrepreneurs et des honoraires professionnels) incluant les frais généraux d'administration et profits.

7.9 **Avis**. Le Locataire s'engage à aviser immédiatement le Bailleur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

7.10 **Entretien intérieur**. Le Locataire est responsable d'effectuer à ses frais : 1) l'entretien et les réparations aux tapis ou couvre-sol, à la peinture et aux divisions intérieures des Lieux loués, à sa Télécom, alarme et contrôles d'accès et aux caméras de sécurité, 2) les réparations aux Lieux loués rendues nécessaires par des dommages causés par la faute du Locataire et qui dépassent l'usure normale et 3) le remplacement des fenêtres extérieures des Lieux loués brisées au-delà du premier remplacement requis au cinq (5) ans, le Bailleur n'assumant les frais que pour la première occurrence de remplacement de fenêtres requis à la suite d'un bris par cinq (5) ans, et ce, indépendamment du nombre de fenêtres brisées lors de cette première occurrence.

7.11 **Accès pour réparations du Bailleur**. Le Locataire s'engage à permettre au Bailleur de faire toutes les réparations urgentes et nécessaires (autres que celles qui sont sous la responsabilité du Locataire), d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

ARTICLE 8
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS

8.1 **Entretien et Réparations.** Au cours de la Durée du Bail et de toute prolongation ou tout renouvellement de celui-ci, le Bailleur sera responsable d'effectuer, à ses frais, tous les travaux d'entretien et de Réparation, afin de maintenir l'Immeuble en bon état et conforme à toutes les Lois applicables, étant entendu que le Locataire ne sera responsable que : (i) de l'entretien et des Réparations aux tapis ou couvre-sol, à la peinture et aux divisions intérieures des Lieux loués, à sa Télécom, alarme et contrôles d'accès et les caméras de sécurité, (ii) des Réparations aux Lieux loués rendues nécessaires par des dommages causés par la faute du Locataire, et qui dépassent l'usure normale et (iii) des frais de remplacement des fenêtres extérieures des Lieux loués brisées au-delà du premier remplacement requis aux cinq (5) ans, le Bailleur n'assumant les frais que pour la première occurrence de remplacement de fenêtres requis à la suite d'un bris par cinq (5) ans, et ce, indépendamment du nombre de fenêtres brisées lors de cette première occurrence.

Afin d'éviter tout doute, les obligations du Bailleur en vertu du présent article concernent même (sauf les exceptions expressément prévues dans cet article) les Améliorations locatives et ce, qu'elles aient été réalisées par le Bailleur, par le Locataire, ou par toute autre personne ou entité. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Bailleur doit veiller à ce que les Lieux loués et le reste de l'Immeuble soient maintenus en bon état d'entretien, de fonctionnement et de propreté (tant à l'intérieur qu'à l'extérieur).

Le Locataire sera responsable des frais, coûts ou dépenses relatives à toute Réclamation environnementale et à toute contamination ou dommages environnementaux causés aux Lieux loués et au reste de l'immeuble par l'exercice des droits qui lui sont conférés par le présent Bail.

8.2 **Observance de la loi**. Le Locataire s'engage à se conformer, à ses frais, à toutes les Lois applicables en ce qui concerne les Lieux loués et leurs accessoires, l'utilisation ou l'occupation des Lieux loués et de leurs accessoires, et les affaires y conduites. Sans restreindre ce qui précède, le Locataire devra exécuter, à ses frais, tous les travaux, modifications ou changements aux Lieux loués qui pourraient être requis par toute autorité municipale, provinciale ou fédérale ou toute autre autorité gouvernementale ou tout département, agence ou bureau de l'une quelconque d'entre elles pour quelque raison que ce soit.

8.3 **Sécurité**. Le Locataire est seul responsable d'assurer, à ses frais, la sécurité des Lieux loués, et de toute autre partie de l'Immeuble utilisée par le Locataire.

ARTICLE 9
UTILISATION DES LIEUX LOUÉS

9.1 **Utilisation des Lieux loués**. Le Locataire pourra utiliser les Lieux loués et leurs accessoires pour l'Usage autorisé seulement. Aucune autre activité ou usage ne sera permis sans l'approbation préalable et écrite du Bailleur, laquelle peut être refusée à la discrétion du Bailleur.

Le Bailleur ne pourra pas permettre ou tolérer que l'Immeuble soit utilisé, en tout ou partie, à des fins incompatibles avec un poste de police. Sans limiter la portée de ce qui précède, une utilisation à des fins incompatibles comprend notamment une garderie et un établissement détenant un permis d'alcool fermant ses portes après minuit, tel un bar ou une discothèque, à l'exception d'un établissement utilisé exclusivement comme restaurant ou restaurant-bar. Le Bailleur s'engage à prendre, à ses frais, toutes les mesures nécessaires pour faire cesser toute telle utilisation incompatible.

Il est entendu que le Locataire coopérera avec le Bailleur à la conservation de toutes formes d'énergie dans l'Immeuble et se conformera à toutes les exigences et demandes raisonnables du Bailleur en vue de la conservation d'énergie et quant à toute autre mesure pouvant améliorer la performance environnementale de l'Édifice et le bien-être de ses usagers.

9.2 **Permis et licences.** Le Locataire a l'entière responsabilité d'obtenir des autorités concernées tous les permis et licences d'affaires, d'opération et autres, ainsi que toutes autres approbations, et le Bailleur ne fait aucune représentation, ne donne aucune garantie, ne prend aucun engagement, implicitement ou autrement, à cet égard, et ce, nonobstant toute disposition à l'effet contraire dans ce Bail ou en vertu du droit. Tous les coûts liés à ce qui précède seront entièrement assumés par le Locataire. En outre, le Locataire indemnisera le Bailleur et le tiendra indemne et à couvert, et le défendra, à l'encontre de toutes demandes, réclamations, pénalités ou poursuites faites, imposées ou intentées, selon le cas, au Bailleur ou contre lui, en relation avec ce qui précède. Les obligations du Locataire en vertu du présent paragraphe continueront d'être exécutoires même après l'expiration du présent Bail, ou sa résiliation anticipée.

9.3 **Pas d'obligation d'occuper les Lieux loués**. Nonobstant toute autre disposition à l'effet contraire, le Locataire n'aura pas l'obligation d'occuper les Lieux loués et il pourra les laisser totalement ou partiellement inoccupés ou vacants, ou cesser d'y exercer ses activités, en tout ou en partie, en tout temps et de temps à autre. Cependant, le Locataire devra continuer de payer le Loyer tel que stipulé au Bail et de respecter les autres termes et conditions du Bail qui ne sont pas incompatibles avec le fait que les Lieux loués soient (en tout ou en partie) vacants.

9.4 **Nuisance**. Le Locataire s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour ne pas nuire à la jouissance paisible des autres occupants et usagers de l'Immeuble. À titre d'exemple, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, le Locataire placera ses déchets et rebuts dans des contenants convenables, aux endroits indiqués par le Bailleur, dans les Lieux loués. L'enlèvement des déchets sera effectué par le Bailleur à ses frais.

ARTICLE 10
ENVIRONNEMENT

10.1 **Respect des lois**. Le Locataire s'engage à respecter toutes les Lois environnementales et s'engage à assumer, à ses frais, toute responsabilité relative à la qualité de l'environnement du Terrain et de l'Édifice, incluant, sans s'y limiter, toute responsabilité et toute dépense relatives à la caractérisation et à la réhabilitation des Lieux Loués et du reste de l'Immeuble utilisé par le Locataire ou affecté par ses activités ou celles de ses mandataires, dirigeants, employés, invités, fournisseurs ou entrepreneurs, ou des autres personnes dont le Locataire

est responsable en vertu du droit ou auxquelles le Locataire aura donné accès aux Lieux loués (collectivement ou individuellement, des « **Personnes visées** »).

10.2 **Aucune contamination à la fin du Bail**. À l'expiration du Bail, le Locataire laissera les Lieux loués et le reste de l'Immeuble utilisé par le Locataire ou affecté par ses activités ou celles de Personnes visées, dans un état propre et soigné, exempt de toute Matière dangereuse ou autre contamination environnementale attribuable à son occupation ou son utilisation des Lieux loués ou du reste de l'Immeuble utilisé par le Locataire ou affecté par ses activités ou celles de Personnes visées, ou survenue pendant cette occupation ou utilisation.

10.3 **Indemnisation et défense.** Le Locataire indemnisera le Bailleur et le tiendra indemne et à couvert, et le défendra, à l'encontre de toute Réclamation environnementale qui pourrait être présentée ou opposée au Bailleur à compter de la signature de ce Bail, en relation avec des Matières dangereuses, dans, sur, sous ou aux environs des Lieux loués et du reste de l'Immeuble utilisé par le Locataire ou affecté par ses activités ou celles de Personnes visées, et ces obligations du Locataire survivront à l'expiration du Bail ou à sa résiliation anticipée. De plus, le Bailleur n'aura en aucun temps à assumer quelque responsabilité que ce soit relativement à une Réclamation environnementale résultant d'actes ou omissions du Locataire ou de Personnes visées.

10.4 **Protections du Bailleur**. Advenant que le Bailleur soit tenu responsable par tout Organisme public, notamment la CNESST, d'apporter des correctifs aux Lieux loués ou d'accomplir tout autre acte (par exemple, engager des experts pour évaluer la qualité de l'air, recenser la présence d'amiante, de moisissures ou d'autres Matières dangereuses) pour se conformer aux Lois environnementales ou aux autres Lois applicables, le Locataire s'engage à tenir le Bailleur à couvert de toute réclamation ou pénalité.

10.5 **Survie des obligations**. Les obligations du Locataire en matière environnementale continueront d'être exécutoires même après l'expiration du présent Bail, ou sa résiliation anticipée.

ARTICLE 11
ASSURANCE

11.1 **Assurances du Locataire.** Le Locataire déclare qu'il s'autoassure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit, tant et aussi longtemps que Locataire est la Ville de Montréal.

11.2 **Assurances du Bailleur.** Le Bailleur déclare qu'il s'autoassure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit tant et aussi longtemps que le Bailleur est Hydro-Québec.

ARTICLE 12
DOMMAGES ET DESTRUCTION

12.1 **Destruction ou endommagement de l'Édifice**. Advenant que l'Édifice soit endommagé ou détruit par le feu, la foudre, une tempête ou par toute autre cause, que ce soit en entier ou partiellement et que le montant des dommages soit supérieur au montant annuel de Loyer brut, le Bailleur aura le choix de procéder ou non à la réparation de l'Édifice ou à la

reconstruction. Advenant que le Bailleur décide de ne pas réparer ou de ne pas reconstruire l'Édifice, le Locataire n'aura d'autre choix que de relocaliser ses opérations ailleurs et ne pourra exiger du Bailleur aucune indemnité ni aucun dommage et intérêt pour ce faire.

Advenant que le Bailleur décide de réparer ou de reconstruire l'Édifice et que la réparation des dommages, entreprise avec diligence raisonnable, n'est pas réalisable dans les cent quatre-vingt (180) jours de la date du sinistre, alors le Bailleur ou le Locataire pourra résilier ce Bail en notifiant l'autre partie par écrit à cet effet au plus tard soixante (60) jours après la date du sinistre, et cette résiliation prendra effet à compter de la date desdits dommages ou de ladite destruction et le Loyer sera ajusté proportionnellement avec effet à cette date de résiliation.

Si ni le Bailleur ni le Locataire ne résilie le Bail, et si les dommages ou la destruction de l'Édifice sont tels que les Lieux loués sont devenus totalement inutilisables, alors le paiement du Loyer sera suspendu pendant la période allant de la date du sinistre jusqu'au jour où les Lieux loués auront pu être substantiellement réparés de manière à en permettre l'usage par le Locataire.

12.2 **Responsabilité du Bailleur**. Il est entendu que la responsabilité du Bailleur quant à la reconstruction ne s'applique pas aux Améliorations locatives (ni aux meubles, équipements et autres biens du Locataire).

12.3 **Dommages causés par le Locataire.** Si un dommage causé à l'Immeuble par le feu ou tout autre sinistre était attribuable à la faute ou à la négligence du Locataire, de ses officiers, dirigeants, mandataires, employés, visiteurs ou autres personnes dont le Locataire est responsable en droit, le Locataire sera responsable de tous les frais et dommages s'y rapportant, et, sur demande du Bailleur, le Locataire devra effectuer les Réparations nécessaires aux Lieux loués, à ses propres frais, en se conformant aux dispositions de l'article 7 de ce Bail, et le Bailleur pourra également effectuer, aux frais du Locataire, les Réparations nécessaires à l'extérieur des Lieux loués, et sans préjudice aux autres droits et recours du Bailleur et des droits de subrogation des assureurs du Bailleur, le cas échéant.

ARTICLE 13
VISITE DES LIEUX LOUÉS

13.1 **Visite des Lieux loués.** Le Bailleur pourra visiter ou faire visiter (selon le cas) les Lieux loués durant les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00) pendant les six (6) mois qui précéderont l'expiration de la Durée du Bail, à des locataires éventuels.

ARTICLE 14
CESSION ET SOUS-LOCATION

14.1 **Consentement préalable du Bailleur**. Le Locataire ne pourra pas céder ou grever ce Bail, sous-louer les Lieux loués ou une partie de ceux-ci, ou effectuer tout autre Transfert, sauf à un Organisme public, sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Bailleur, qui ne pourra le refuser sans motif raisonnable. Il est entendu que le Bailleur ne sera pas réputé avoir consenti, en raison de son silence ou de son défaut de répondre à une demande de consentement à l'intérieur de quelque délai que ce soit qui serait inférieur à (10) jours

ouvrables. Au lieu de donner ou non son consentement au Transfert proposé, le Bailleur peut, dans le délai précité, aviser le Locataire qu'il résilie le Bail, auquel cas le Bail sera résilié avec effet à la date envisagée par le Locataire pour le Transfert. Le présent article 14 a préséance sur toute disposition du *Code civil du Québec* à l'effet contraire, incluant, sans s'y limiter, les articles 1870 et 1871.

14.2 **Procédure**. Le consentement du Bailleur à une cession ou sous-location, le cas échéant, ne sera jamais interprété comme une renonciation aux stipulations du présent article 14, et n'aura pas pour effet de permettre dans le futur une autre telle cession ou sous-location.

14.3 **Locataire solidairement responsable**. Nonobstant tout Transfert et nonobstant tout consentement du Bailleur à tout Transfert, le Locataire demeurera solidairement responsable avec le cessionnaire, le sous-locataire ou tout autre bénéficiaire du Transfert, selon le cas, sans bénéfice de division, de discussion ou de subrogation, du paiement du Loyer et de l'exécution des autres obligations du Locataire en vertu de ce Bail.

14.4 **Procédure**. Toute demande du Locataire en vue d'obtenir le consentement du Bailleur à une cession, une sous-location, ou à tout autre Transfert, doit être par écrit et indiquer l'identité du cessionnaire ou sous-locataire véritable (ou autre bénéficiaire du Transfert), ainsi que les termes et conditions du Transfert projeté.

Advenant que le Bailleur accorde par écrit son consentement à un Transfert suggéré par le Locataire, ce dernier disposera à partir de la date de consentement de quatre-vingt-dix (90) jours pour effectuer le Transfert en question, à la personne et aux termes et conditions ainsi indiqués au Bailleur par le Locataire. Le Locataire devra aussi, dans ladite période de quatre-vingt-dix (90) jours, faire parvenir au Bailleur une copie originale signée de tous les actes, contrats, ententes ou documents constatant ce Transfert, ou s'y rapportant directement, indirectement ou de façon incidente. Si, dans cette période de quatre-vingt-dix (90) jours, le Transfert n'a pas eu lieu, le consentement du Bailleur sera tenu pour nul et de nul effet, et le Locataire devra alors, pour tout Transfert, se conformer à nouveau à toutes les stipulations des présentes.

14.5 **Options et droits spéciaux**. Les options ou droits spéciaux consentis par le Bailleur au Locataire aux termes du Bail ne pourront être cédés ou transférés par le Locataire à bénéficiaire de Transfert, sauf si le Bailleur y consent expressément, ce qu'il peut refuser de faire sans restriction.

ARTICLE 15
DÉFAUTS ET RECOURS

15.1 **Cas de défaut du Locataire.** Sans limitation quant aux cas de défaut du Locataire en vertu du droit ou autrement et sans limiter les droits et recours du Bailleur en vertu des présentes ou du droit, les parties conviennent expressément que chaque fois qu'une des circonstances suivantes (ci-après appelées « cas de défaut ») se produit, le Locataire est en défaut et contrevient aux dispositions du présent Bail, notamment:

(i) le Locataire enfreint un accord ou convention stipulant le paiement de Loyer et que telle infraction persiste pendant cinq (5) jours;

(ii) le Locataire cède, transfère sous-loue les Lieux loués à un tiers ou lui en permet l'occupation ou l'usage, ou grève lesdits Lieux loués, sauf de la façon autorisée par les présentes;

(iii) le Locataire est en état de faillite, ou il fait une cession générale de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, ou il profite ou tente de profiter d'une loi régissant la faillite ou l'insolvabilité, ou un séquestre ou syndic est nommé pour recevoir et/ou administrer tout ou partie des biens du Locataire;

(v) un bref d'exécution ou une autre ordonnance semblable est émis en vertu d'un jugement à l'encontre du Locataire;

(vi) toute personne autre que le Locataire détient ou exerce le droit de gérer ou de contrôler les Lieux loués ou partie de ceux-ci ou toute activité exercée et non soumise à la surveillance et au contrôle directs du Locataire;

(vii) le Locataire est en défaut de se conformer à quelqu'une des autres conventions et stipulations de ce bail et que tel défaut persiste pendant quinze (15) jours après que le Bailleur en ait notifié le Locataire par écrit.

15.2 **Avis de défaut au Locataire**. Dès qu'un tel « cas de défaut » survient, le Bailleur peut, s'il le désire, aviser par écrit le Locataire de son intention de résilier le présent Bail, lequel expirera *ipso facto* à midi le quinzième (15^{ième}) jour suivant la date à laquelle ledit avis aura été donné (à moins qu'il n'ait été remédié audit défaut à l'intérieur dudit délai), aussi définitivement et complètement que si ce jour était celui de la date fixée pour l'expiration du présent Bail et sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure ou à quelque autre procédure légale, toujours sous réserve, toutefois, que le Locataire demeure responsable et soit tenu au paiement de tout montant ou dommages-intérêts alors dus ou qui le deviendraient, y compris des dommages-intérêts liquidés dont il est fait mention ci-après.

15.3 **Évacuation des Lieux loués**. S'il est ainsi mis fin au présent Bail, le Locataire devra évacuer et remettre les Lieux loués au Bailleur si ce dernier n'en est pas encore en possession de ceux-ci. Le Locataire n'y ayant plus aucun droit, le Bailleur, ses représentants et mandataires peuvent, dès la date effective de résiliation, pénétrer dans les Lieux loués et en évincer le Locataire et en expulser toute ou toutes les personnes, ou faire enlever tous les biens s'y trouvant, soit en instituant des procédures sommaires d'éviction ou toute autre action ou procédure légale appropriée ou par le moyen de la contrainte ou autrement, sans pour cela être passible de poursuites, réclamations ou dommages-intérêts.

15.4 **Paiement des sommes dues et indemnité**. Advenant tout cas de défaut du Locataire, si le Bailleur met fin au Bail en vertu du présent article 15, ou s'il est mis autrement fin au Bail en raison d'un défaut du Locataire, en plus de tous les arrérages alors dus et de tous dommages qui pourraient être subis par le Bailleur, le Locataire devra verser immédiatement au Bailleur à titre de dommages-intérêts liquidés pour perte de loyer futur en vertu du présent Bail, une somme globale qui sera l'équivalent de la somme totale de loyer en vertu des présentes pour trois (3) mois. Si la portion non-alors expirée de la Durée du Bail qui est décrite au paragraphe 3.1 du Bail est de moins de trois (3) mois, le Locataire devra verser immédiatement au Bailleur une somme globale qui sera équivalente au Loyer en vertu des présentes pour ladite portion non-alors expirée de la Durée du Bail.

Sans restreindre la portée des autres dispositions des présentes ou de la loi, advenant tout cas de défaut prévu au sous-paragraphe 15.1 (iii), tous les arrérages de Loyer et autres sommes alors dus en vertu des présentes, plus le Loyer du mois alors courant et le Loyer pour les trois (3) mois suivants deviendront immédiatement, *ipso facto*, dus et payables au Bailleur en sus de tous autres montants payables par le Locataire en vertu du paragraphe précédent, et le présent Bail prendra fin avec effet à compter de la date où ledit cas de défaut est survenu. Il est entendu que ce paragraphe ne trouvera pas application tant et aussi longtemps que le Locataire est la Ville de Montréal.

De plus, si le Locataire est ou a été en défaut en vertu du Bail et que le Bailleur encourt des honoraires d'avocats ou d'autres experts ou conseillers pour l'assister afin de remédier à un tel défaut du Locataire en faire appliquer le Bail, le Locataire devra payer ces honoraires au Bailleur, plus des frais d'administration équivalent à 15% de ceux-ci, dans les trente (30) jours d'une demande écrite à cet effet, pièces justificatives raisonnables à l'appui, étant entendu que des portions des notes d'honoraires pourront être biffées, afin de préserver le secret professionnel. Il est entendu que ce paragraphe ne trouvera pas application tant et aussi longtemps que le Locataire est la Ville de Montréal.

15.5 **Autres droits du Bailleur**. Si le Locataire manque à l'une ou l'autre de ses obligations et engagements en vertu du Bail et relatifs aux Lieux loués, à l'Immeuble ou à toute autre obligation lui incombant en vertu du Bail, et que ce défaut persiste pendant une période de trente (30) jours consécutifs, ou telle période plus longue ou plus courte qui peut être raisonnablement requise dans les circonstances pour remédier à ce défaut, le Bailleur peut (sans pour autant y être obligé ou que son action, ou inaction en ce sens, ne puisse lui être reprochées) y remédier lui-même, à condition d'avoir fait parvenir au Locataire un avis écrit raisonnablement détaillé indiquant la nature du défaut, sauf si ce défaut crée un état d'urgence, auquel cas le Bailleur pourra y remédier immédiatement sans avis, le tout sans préjudice à ses autres droits et recours dans les circonstances. Les coûts engagés par le Bailleur à cet égard (incluant, sans s'y limiter, tous les frais, honoraires et débours judiciaires et extra-judiciaires) avec, en sus, des frais d'administration de quinze pour cent (15%) de ces frais, doivent être remboursés sans délai au Bailleur par le Locataire.

15.6 **Défaut du Bailleur.** Advenant que le Bailleur soit en défaut de remplir l'une ou l'autre des obligations contenues aux présentes et que ce défaut persiste pendant dix (10) jours ouvrables après qu'un avis écrit dudit défaut lui ait été donné par le Locataire ou après tout autre délai plus long qui pourrait s'avérer nécessaire eu égard aux circonstances, ce dernier peut prendre les dispositions nécessaires pour remédier au défaut du Bailleur après en avoir préalablement avisé par écrit celui-ci. Les frais raisonnablement encourus par le Locataire conformément au présent paragraphe devront alors être remboursés par le Bailleur au Locataire dans un délai de trente (30) jours suivant la réception par le Bailleur des pièces justificatives des frais encourus par le Locataire.

15.7 **Absence de renonciation.** Aucune indulgence ou oubli de la part de l'une ou l'autre des parties relativement à un défaut de l'autre partie à l'égard de l'une ou l'autre de ses obligations en vertu des présentes, ne pourra être considéré comme une renonciation aux droits du Bailleur ou du Locataire en vertu des présentes à l'égard de ce défaut ou de tout défaut subséquent, non plus qu'il n'affectera ni ne modifiera, de quelque façon que ce soit, les droits du Bailleur ou du Locataire aux présentes à l'égard de ce défaut subséquent; de plus, aucune renonciation ne pourra s'inférer d'un acte ou d'une omission du Bailleur ou du

Locataire, sauf si cette renonciation est expresse et exprimée par écrit, dans un document signé par un représentant dûment autorisé de la partie en question.

15.8 **Recours en général.** La mention, au présent Bail, d'un recours particulier du Bailleur ou Locataire à l'égard d'un défaut de l'autre partie n'empêche pas la partie qui s'estime lésée de se prévaloir de tout autre recours à l'égard de ce défaut, que ce soit conformément au présent Bail ou en vertu de la loi. Aucun recours n'exclut un autre recours ni ne dépend d'un autre recours indépendamment ou conjointement, ceux-ci étant cumulatifs et non alternatifs.

ARTICLE 16
AVIS ET DEMANDES

16.1 **Procédure et adresses.** Tout avis devant ou pouvant être donné en vertu du Bail ou s'y rapportant sera considéré comme étant légalement donné, s'il est signifié personnellement au destinataire par huissier ou envoyé par courrier recommandé, aux adresses suivantes :

16.1.1 dans le cas d'un avis au Bailleur, comme suit :

Hydro-Québec
100-600, rue Fullum,
Montréal (Québec) H2K 4R4
À l'attention de : Directeur – Propriétés immobilières

16.1.2 dans le cas d'un avis au Locataire, comme suit:
À l'attention de :
VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
Division des Locations
303, rue Notre Dame Est, 2e étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

ou à tout autre endroit que l'une ou l'autre des parties aura fait connaître à l'autre partie, et ce, par avis écrit donné de la façon ci-haut prévue.

ARTICLE 17
VENTE OU EXPROPRIATION

17.1 **Vente par le Bailleur.** Advenant la vente ou la cession de l'Immeuble, le Bailleur sera et est, par les présentes, dégagé de toutes les obligations et conventions incombant au Bailleur en vertu des présentes, et le Locataire sera dès lors lié à l'acquéreur et devra le considérer comme son bailleur aux fins du présent bail. Il est également entendu que toute telle cession par le Bailleur est conditionnelle à ce que cet acquéreur accepte d'être subrogé dans les obligations du Bailleur envers le Locataire en vertu des présentes.

17.2 **Résiliation par le Locataire.** Advenant le cas où le Bailleur désire vendre tout ou partie de l'Immeuble incluant les Lieux loués à un nouvel acquéreur autre qu'un Organisme public, le Bailleur sera tenu de fournir au Locataire, le nom et les coordonnées du futur acquéreur

avant de procéder à l'aliénation de l'Immeuble, le tout conditionnellement à l'intervention d'une entente de confidentialité entre le Bailleur et le Locataire pour préserver l'identité du futur acquéreur, si requis par le Bailleur. Le Locataire aura alors un délai de trente (30) jours calendrier pour faire les vérifications et les enquêtes de sécurité nécessaires relativement au nouvel acquéreur et transmettre par écrit, au Bailleur, les résultats de l'enquête de sécurité concernant le nouvel acquéreur. Si le Bailleur ne reçoit pas d'avis écrit dans la période mentionnée, le Locataire sera réputé avoir été consulté et avoir accepté le nouvel acquéreur, sans possibilité pour le Locataire d'exercer une quelconque option de résiliation du Bail. Dans le délai ci-avant mentionné, le Locataire pourra transmettre un avis écrit au Bailleur, à l'effet que le nouvel acquéreur ne satisfait pas aux exigences de l'enquête de sécurité réalisée par le Locataire, et qu'il souhaite résilier le Bail conditionnellement à la vente effective par le Bailleur au nouvel acquéreur ayant fait l'objet de ladite enquête, de tout ou partie de l'Immeuble incluant les Lieux loués (respectivement l' « **Avis de non-satisfaction** » et la « **Condition de vente** »), le tout suivant les conditions ci-après énoncées. Il est entendu que si le Bailleur ne transmet pas au Locataire le nom et les coordonnées du futur acquéreur avant de procéder à l'aliénation de l'Immeuble et que celle-ci procède, alors le Locataire ne sera pas en défaut aux termes du présent article 17.2 s'il n'a pas transmis au Bailleur l'Avis de non-satisfaction dans le délai imparti.

Advenant que la Condition de vente soit levée et que le Locataire a transmis au Bailleur l'Avis de non-satisfaction dans le délai imparti, le Locataire devra alors signifier au Bailleur, dans un délai maximum de dix-huit (18) mois suivant la levée de la Condition de vente, un préavis écrit de trente (30) jours pour résilier le Bail (le « **Préavis de résiliation** »), lequel sera alors résilié sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Bailleur et le Locataire. Si le Locataire exerce son option de résilier le Bail conformément aux conditions ci-avant énoncées dans les vingt-quatre (24) mois suivant la Date de début de la Durée du Bail, le Bailleur, tant que celui-ci est Hydro-Québec, devra alors rembourser au Locataire le coût des Travaux initiaux du Locataire payés par le Locataire en vertu du Bail, et ce, dans les soixante (60) jours suivant la réception du Préavis de résiliation. Le présent article 17.2 ne saurait en aucun temps être considéré comme offrant une possibilité ou un droit pour le Locataire d'empêcher le Bailleur ou tout propriétaire de l'Immeuble de procéder à sa vente ou son aliénation.

Le présent article 17.2 n'est applicable que tant et aussi longtemps que le Locataire est la Ville de Montréal et que l'Usage autorisé demeure inchangé et deviendra nul et non avenu advenant tout changement de Locataire ou changement d'Usage autorisé.

17.3 **Déclaration de statut.** Le Locataire aura trente (30) jours suivant une demande écrite à cet effet, pour signer une déclaration de statut (aussi appelée certificat de locataire ou certificat d'« *estoppel* ») adressée à un acquéreur éventuel de l'Immeuble ou à un créancier hypothécaire susceptible de grever l'Immeuble d'une sûreté, si le Bailleur en fait la demande par avis écrit au Locataire.

17.4 **Expropriation.** Advenant l'expropriation ou la prise de possession de tout ou partie de l'Immeuble par toute autorité compétente, en totalité ou en partie, le Bailleur pourra résilier le Bail avec effet trente (30) jours suivant un préavis au Locataire à cet effet, sans indemnité ou compensation, mais le Locataire et le Bailleur s'en remettent aux Lois applicables quant aux indemnisations auxquelles les deux parties pourraient avoir droit.

ARTICLE 18
EXONÉRATION DE RESPONSABILITÉ

18.1 **Exonération et renonciations**. Dans la limite maximale permise par la loi :

18.1.1 Le présent Bail est consenti au Locataire sans garantie aucune de la part du Bailleur, et aux risques et périls du Locataire, dans la mesure maximale permise par la loi. De plus, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, le Locataire reconnaît et accepte qu'il n'aura droit à aucune remise ou réduction du Loyer payable en vertu des présentes, ni au paiement par le Bailleur de dommages-intérêts ou au remboursement de frais, pertes ou déboursés, et ce, nonobstant la cause ou la raison (sauf où telle cause ou raison est directement attribuable à la faute lourde ou intentionnelle du Bailleur, ou des personnes pour lesquelles le Bailleur est responsable en droit), résultant du feu, de la foudre, de la tempête, ou de toute autre éventualité, ou en cas de panne partielle ou totale ou de dommages causés par une réduction du débit ou par l'arrêt des systèmes de CVAC, d'électricité, d'eau, de tuyauterie ou d'égout, des ascenseurs (le cas échéant) ou de tout autre service, ou encore en raison d'inconvénients ou dommages causés par la présence d'eau, de neige ou de glace sur ou au travers du toit, de puits de lumière, des trappes, des fenêtres ou autrement, ou en raison d'une défectuosité ou rupture des tuyaux, réservoirs, agencements ou autres objets, ayant pour effet de provoquer un écoulement, une fuite ou un échappement de vapeur, d'eau, de neige, de fumée ou de gaz dans les Lieux loués ou à proximité de ceux-ci, ou encore en raison de désagréments ou dommages causés par la condition ou la disposition des fils électriques ou autres, ou autre inconvénient, quel qu'il soit.

18.1.2 Par les présentes, le Locataire renonce aux bénéfices découlant des articles 1854 (2e paragr.), 1858, 1859, 1861, 1863 (2e paragr.), 1865 (3e paragr.), 1864, 1867, 1868 (2e paragr.), 1870, 1871, 1873, 1876, 1879, 1881 et 1883 du *Code civil du Québec*.

ARTICLE 19

DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 **Ayants-droit.** Ce Bail liera les successeurs et ayants-droit du Bailleur ainsi que ceux du Locataire.

19.2 **Comportement raisonnable**. Les parties au Bail s'engagent à se comporter de façon raisonnable dans l'exécution de leurs obligations et l'exercice de leurs droits (y compris dans la remise d'avis, d'accords et d'autorisations) prévus par le Bail, sauf lorsque celui-ci prévoit qu'un droit peut être exercé par une partie à son gré ou à sa discrétion, ou toute autre formulation semblable. Une partie est réputée agir raisonnablement lorsqu'elle applique à la lettre les délais prévus par le Bail, lesquels sont de rigueur, sauf indication expresse à l'effet contraire dans le Bail.

19.3 **Aucune société, superficie, emphytéose.** Les parties aux présentes déclarent expressément qu'aucune des dispositions de ce Bail et qu'aucun de leurs actes n'a pour but et ne devra être interprété comme établissant entre elles une relation autre que celle de Bailleur et Locataire. De plus, afin d'éviter tout doute, ce Bail ne constitue qu'un bail et ne confère pas

de propriété superficiaire au Locataire ou d'emphytéose (ou les droits et obligations y afférents) au sens du *Code civil du Québec.*

19.4 **Annulation des ententes antérieures.** Le présent Bail constitue l'entente complète entre les parties et contient tous les droits et obligations des parties au sujet de la location des Lieux loués, et il annule, à toute fin que de droit, toutes représentations, négociations ou ententes antérieures à ce sujet, de quelque nature que ce soit.

19.5 **Modification du Bail**. Tout changement, renonciation ou modification aux termes et conditions du Bail ne sera valable que lorsque stipulé par écrit et d'une façon expresse, dans un document signé par les deux parties.

19.6 **Solidarité.** Si plus d'une personne ou entité signe le présent Bail comme Locataire ou devient co-locataire par la suite de tout ou partie des Lieux loués ou bénéficiaire d'un Transfert, chacune de ces personnes ou entités sera solidairement responsable envers le Bailleur de l'accomplissement et de l'observance des termes et conditions prévus au présent Bail, le tout sans bénéfice de division, de discussion ou de subrogation.

19.7 **Commission de courtage.** Les parties à ce Bail déclarent et garantissent qu'aucun courtier, représentant d'agence immobilière ou autre intermédiaire n'a négocié ou pris part à la négociation du Bail, hormis les conseillers juridiques respectifs des parties, dont les honoraires seront payés par la partie ayant retenu leurs services.

19.8 **Publication.** Ce Bail, de même que tout amendement, cession ou renouvellement de celui-ci, ne peuvent être publiés que par un avis de bail, conformément à l'article 2999.1 du *Code civil du Québec*, et uniquement contre le lot (ou les lots) indiqué(s) à l'article 2.3, en omettant les informations confidentielles, y compris les conditions financières, le tout, aux frais du Locataire. À l'expiration de la Durée du Bail, le Locataire devra faire radier toute inscription en lien avec ce Bail ou tout amendement, cession ou renouvellement de celui-ci, à ses frais. Si le Locataire fait défaut de publier la radiation au registre foncier au plus tard dix (10) jours suivant une demande écrite du Bailleur à cet effet, le Locataire mandate par la présente le Bailleur, qui pourra (sans y être obligé), publier une telle radiation en tant que mandataire du Locataire, et aux frais de celui-ci, plus quinze pourcent (15%), payables par le Locataire au Bailleur sur demande. Les obligations du Locataire en vertu de la présente clause survivront à l'expiration du Bail ou à sa résiliation anticipée.

19.9 **Lois applicables et forum.** Le présent Bail est régi par les Lois applicables et doit être interprété en conséquence de celles-ci. De plus, toutes les parties élisent domicile par les présentes devant le tribunal compétent du district judiciaire de Montréal pour les fins de toutes procédures judiciaires (ou les procédures de règlement non judiciaire, telles que la médiation ou l'arbitrage, selon le cas) qui seront entamées en lien avec l'interprétation ou l'application du Bail, nonobstant le fait que celui-ci puisse avoir été signé par une partie à l'extérieur du district judiciaire de Montréal.

19.10 **En-têtes et numérotation.** Les en-têtes, sous-titres, numéros d'articles, de paragraphes et de sous-paragraphes et la table des matières du présent Bail y sont insérés seulement pour des raisons de commodité et, en aucune façon, ne définissent, limitent, permettent d'interpréter ou de décrire la portée ou l'intention des parties au présent Bail, ni n'affectent le présent Bail.

19.11 **Interprétation.** Les mots « ci-dessus », « des présentes », « susmentionné », « ci-dessous » et autres expressions semblables utilisées dans tout article, paragraphe ou sous-paragraphe du Bail font référence à tout le Bail et non pas seulement à un article, paragraphe ou un sous-paragraphe en particulier, à moins d'une stipulation à l'effet contraire. Lorsque le contexte le requiert, le singulier doit inclure le pluriel et le masculin, le féminin. Par ailleurs, sauf indication contraire, les références à diverses clauses, dans ce Bail, sont des références aux articles du Bail.

19.12 **Pas d'entente sans signature**. Le fait, pour le Bailleur ou le Locataire, de soumettre au à l'autre partie une copie non signée du Bail ne devra pas être interprété comme constituant une offre de location de la part d'aucune des parties. Ce document ne prendra effet et ne liera les parties que lorsqu'il aura été signé par les deux parties, sans modifications ou ratures, même minimes.

19.13 **Absence de renonciation**. Ce Bail ne contient aucune renonciation aux droits et recours dont disposent les locateurs d'immeubles non résidentiels par le *Code civil du Québec* et la jurisprudence y afférente. Par conséquent, toute telle renonciation prévue au Bail, ou pouvant être inférée des dispositions du Bail, est, par la présente, réputée nulle et non avenue.

19.14 **Engagement concernant la confidentialité**. Le Bail et tout autre document accessoire s'y rapportant et leur contenu seront traités par le Locataire dans la plus stricte confidentialité et ne seront nullement reproduits ou communiqués, de quelque manière que ce soit, sauf avec l'accord préalable et écrit du Bailleur, ou sauf tel que requis par les Lois applicables.

19.15 **Appendices et annexes**. Le Locataire et le Bailleur conviennent que les documents suivants, joints aux présentes, font partie intégrante du Bail comme s'ils y étaient récités au long :

Appendice 1 Résolution du Locataire
Annexe « A » Plan des Lieux loués
Annexe « B » Plan du stationnement
Annexe « C » Travaux de base
Annexe « D » Plans et devis finaux
Annexe « E » Critères de confort
Annexe « F » Devis d'entretien ménager
Annexe « G » Identification

ARTICLE 20
DISPOSITIONS SPÉCIALES

20.1 **Option de renouvellement**. Le Bailleur accorde au Locataire l'option de renouveler le bail à son échéance pour deux (2) termes additionnels et consécutifs de six (6) ans chacun, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au Loyer de base et la Contribution aux Frais d'exploitation (collectivement, le « **Loyer de renouvellement** ») qui seront alors à négocier selon la juste valeur locative.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Bailleur par écrit, au moins quatorze (14) mois et pas plus de vingt-quatre (24) mois avant l'échéance du bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Bailleur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le

Locataire devra, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la demande du Bailleur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et celle restante, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

Si le Locataire exerce une option mais que les parties n'arrivent pas à un accord sur le Loyer de renouvellement pour cette période de renouvellement dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date à laquelle le Locataire aura signifié au Bailleur son intention de se prévaloir de cette option de renouvellement, celui-ci sera déterminé comme suit :

- Au plus tard dix (10) jours après l'expiration de la période de quatre-vingt-dix (90) jours mentionnée ci-dessus, chaque partie soumettra à l'autre les taux annuels au pied carré qu'elle considère être justes relativement au Loyer de renouvellement, tenant compte de la juste valeur locative;

- Si la différence entre les taux soumis par les parties est inférieure à cinq pour cent (5 %) (sur une base individuelle pour chacun des taux, qu'il s'agisse du Loyer de base ou des Frais d'exploitation), le Loyer de renouvellement sera la moyenne entre les deux taux proposés respectivement par le Locataire et le Bailleur pour chacun de ces éléments, et cette moyenne liera les parties et sera finale quant à l'élément du Loyer de renouvellement en question;

- Si la différence entre les taux soumis par les parties est de 5 % ou plus (sur une base individuelle pour chacun des taux, qu'il s'agisse du Loyer de base ou des Frais d'exploitation), les parties auront une période de trente (30) jours après le délai de dix (10) jours mentionné ci-avant pour nommer conjointement un « Évaluateur », auquel les taux soumis par les parties ne devront pas être communiqués;

- L'Évaluateur devra, autant que possible dans les trente (30) jours suivant sa nomination, déterminer quel devrait être, selon lui, le taux annuel au pied carré devant constituer le ou les élément(s) faisant partie du Loyer de renouvellement, en fonction de la juste valeur locative;

- Le Loyer de renouvellement définitif pour chacun des éléments quant auxquels l'Évaluateur devra se prononcer, sera réputé être la moyenne entre le taux ainsi déterminé par l'Évaluateur et celui des taux soumis par les parties qui s'en rapproche le plus, quant à l'élément en question, et cette moyenne liera les parties et sera finale quant audit élément du Loyer de renouvellement;

- Chaque partie paiera les frais de son expert, le cas échéant et elles partageront également les honoraires et frais de l'Évaluateur.

20.2 **Usage d'espaces extérieurs**. Le Locataire bénéficiera des droits suivants, dans la mesure où les Lois applicables le permettent, et il s'acquittera des obligations y afférentes, tel que prévu ci-après et conformément aux autres dispositions de ce Bail :

(a) **Stationnement**. Le Bailleur s'engage à fournir au Locataire vingt-six (**26**) espaces de stationnement extérieurs exclusif identifiés à l'**Annexe « B »**, que les employés et visiteurs du Locataire pourront utiliser, étant entendu que le Bailleur aura le droit de reconfigurer ou de modifier l'emplacement de ces cases de stationnement dans l'Immeuble, à sa discrétion.

(b) **<u>Identification</u>.** Le Bailleur accorde au Locataire la possibilité d'afficher son nom sur l'Édifice ainsi que d'installer un panneau de signalisation suivant les exigences prévues à l'**Annexe « G »**.

20.3 **<u>Contrat librement négocié</u>**. Les parties au présent Bail déclarent et reconnaissent expressément que les dispositions du Bail n'ont pas été imposées par l'une ou l'autre d'entre elles, mais qu'au contraire, ces dispositions ont été librement discutées entre elles.

De plus, chacune des parties reconnait qu'elle a eu le loisir d'obtenir toutes les explications qu'elle a jugé nécessaire d'obtenir, et de faire examiner ces dispositions par son conseiller juridique et d'obtenir des conseils de sa part à leur sujet. En outre, chacune des parties au Bail se déclare satisfaite du caractère lisible et compréhensible de celui-ci. En considération de ce qui précède, chacune des parties renonce expressément par la présente à invoquer la nullité de l'une ou l'autre des dispositions du Bail, pour le motif qu'elle est incompréhensible, illisible ou abusive.

20.4 **<u>Expiration du Bail</u>**. Si le Locataire continue d'occuper les Lieux loués sans opposition du Bailleur à l'expiration du Bail, cette occupation prolongée est présumée être une reconduction du Bail de mois en mois, et toutes les modalités et conditions du Bail s'appliqueront lors de cette location de mois en mois, en y effectuant les adaptations nécessaires, sous réserve cependant du droit de chacune des parties de mettre fin au Bail ainsi reconduit au moyen d'un préavis écrit donné à l'autre partie au moins un (1) mois d'avance. Malgré les dispositions du *Code civil du Québec* (dont, notamment, l'article 1879), les parties conviennent que l'application du présent paragraphe ne saurait être considérée comme une reconduction tacite du Bail pour une période d'un an, ou toute autre période prévue par la loi.

EN FOI DE QUOI, le Bailleur a signé le présent Bail à _____, ce _____e jour de _____ 2021.

HYDRO-QUÉBEC
(Bailleur)

Par : _____

Nom : _____

Titre : _____

EN FOI DE QUOI, le Locataire a signé le présent Bail à _____, ce _____e jour de _____ 2021.

VILLE DE MONTRÉAL
(Locataire)

Par : _____

Nom : Emmanuel Tani-Moore

Titre : Greffier

APPENDICE 1
RÉSOLUTION DU LOCATAIRE

Extrait authentique du procès-verbal de la séance du conseil d'agglomération

Montréal

Assemblée du 23 janvier 2006
Séance(s) tenue(s) le(s) 23 janvier 2006
Numéro de la résolution CG06 0006

Article 30.05 **Signature des contrats, actes ou documents autorisés par le conseil d'agglomération**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 janvier 2006, par sa résolution CE06 0026,

Il est

Proposé par le conseiller Claude Dauphin
Appuyé par le conseiller Frank Zampino

Et résolu :

d'autoriser la greffière à signer, pour et au nom de la ville, les contrats, actes ou documents dont la passation ou l'exécution est autorisée par le conseil d'agglomération, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution est déléguée conformément à la loi.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

Gérald Tremblay
Maire

Colette Fraser
Greffière adjointe

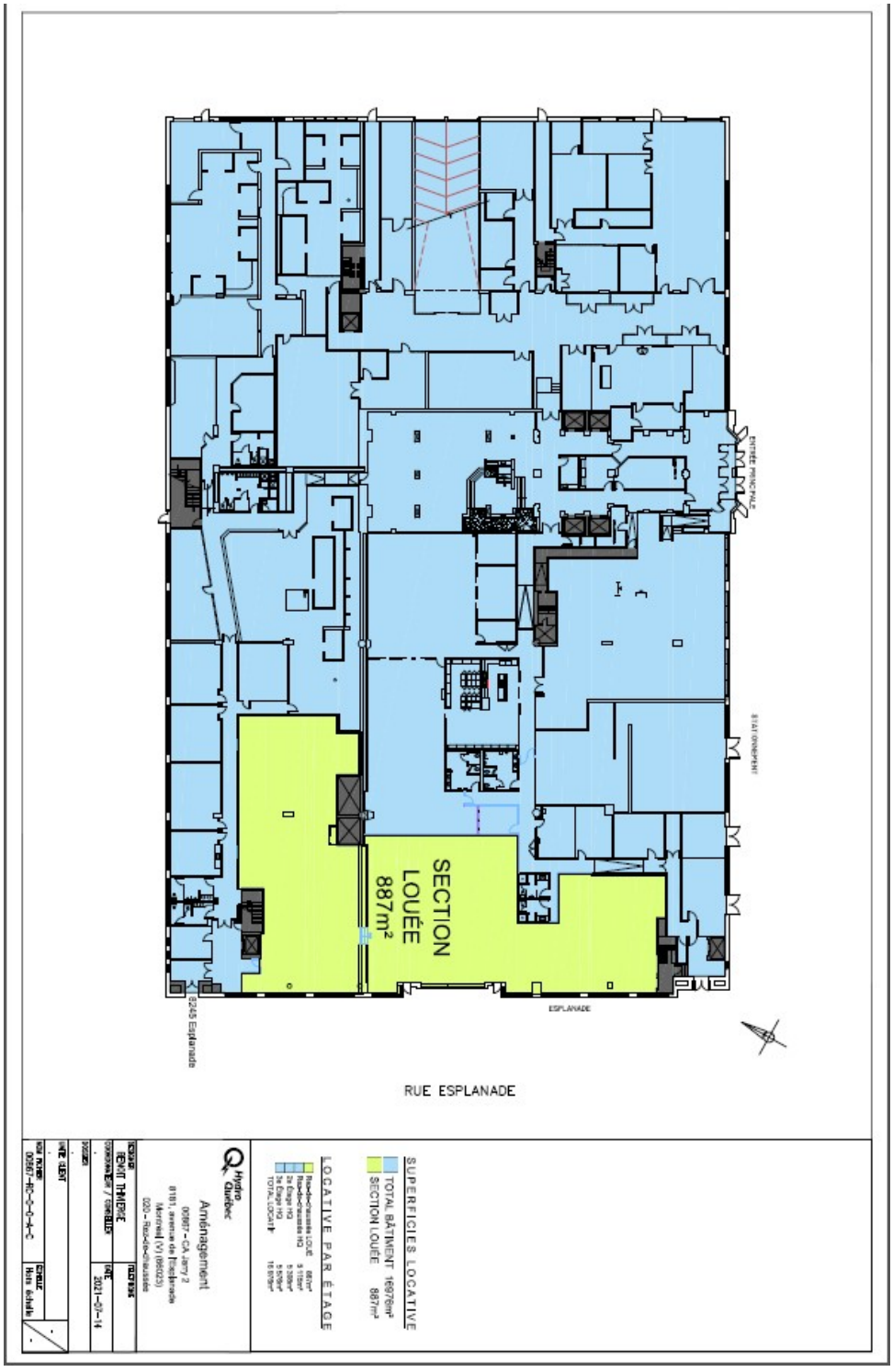
(certifié conforme)

GREFFIÈRE ADJOINTE

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

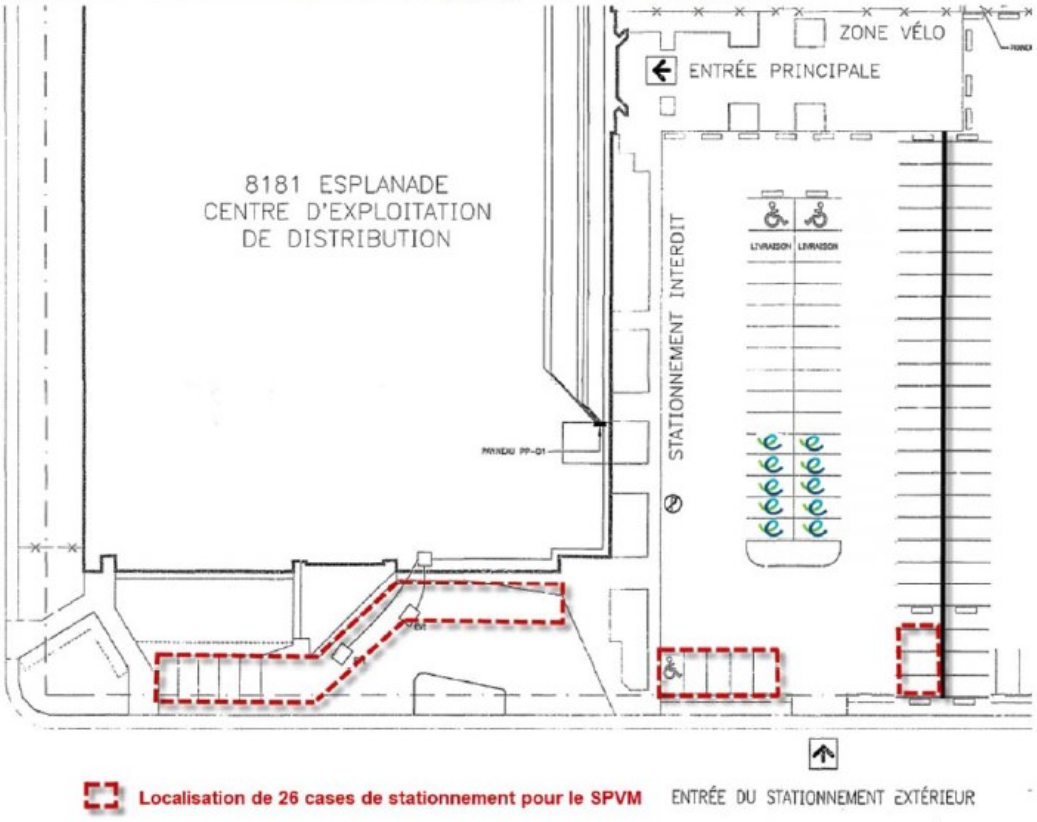
ANNEXE « A »
PLAN DES LIEUX LOUÉS



ANNEXE « B »
PLAN DU STATIONNEMENT

PLAN DE LOCALISATION PRÉLIMINAIRE DES STATIONNEMENTS DE LA SPVM AU 8181 ESPLANADE, MONTRÉAL | 2020-07-14

Note : Ce plan est préliminaire est sera confirmé seulement une fois le projet approuvé entre la SPVM et Hydro Québec.



ANNEXE « C »
TRAVAUX DE BASE

1. COÛTS : les coûts inhérents à la fourniture et à l'installation des éléments constituant les Travaux de base du Bailleur seront assumés et défrayés entièrement par le Bailleur. Aux fins de précision, le Bailleur assumera uniquement les coûts pour les Travaux de base énumérés à la présente Annexe, tous les autres coûts pour la réalisation des Travaux d'aménagement initiaux du Locataire seront assumés par ce dernier.

2. STANDARDS : le Bailleur s'engage à effectuer les Travaux de base énumérés à la présente Annexe selon les normes applicables dans l'industrie, avec des matériaux neufs de première qualité, le tout conformément aux lois et règlements en vigueur.

3. TRAVAUX DU BAILLEUR : sans restreindre la portée de ce qui précède, tous les éléments décrits ci-après feront partie des Travaux de base du Bailleur et seront fournis, construits ou installés entièrement aux frais du Bailleur, aux endroits spécifiés dans les plans d'aménagement du Locataire :

   3.1 DÉMOLITION : le Bailleur effectuera toute la démolition des aménagements existants dans les Lieux loués que le Locataire ne désire pas conserver.

   3.2 MUR DE SÉPARATION (MITOYEN) : les murs de séparation (périmètre) du Locataire seront construits sous forme de cloisons dalle à dalle, à montant en acier avec isolant acoustique à l'intérieur recouvert de plaques de plâtre avec les joints tirés et une couche de peinture de base appliquée selon les règlements en vigueur.

   3.3 PORTE D'ENTRÉE, FENÊTRES ET ENVELOPPE DU BÂTIMENT : Les portes d'entrée, fenêtres et l'enveloppe du bâtiment sont acceptés par le Locataire dans leur état « TEL QUEL ».

   3.4 ISSUES ET SORTIES D'URGENCE : les portes de sortie d'urgence (si requis), de même que la quincaillerie standard seront installées par le Bailleur, et seront conforme aux règlements en vigueur.

   3.5 SYSTÈME ÉLECTRIQUE : Il y aura un panneau électrique à 347/600V avec transformateur et un panneau 120/208V comprenant 84 circuits pour les aménagements du Locataire. Le Locataire assumera tous les coûts pour la distribution dans les Lieux loués.

   3.6 ÉCLAIRAGE : Si le Locataire choisit de ne pas conserver l'éclairage existant, alors le Locataire sera responsable des coûts pour l'installation de son éclairage dans les Lieux loués.

3.7 ÉCLAIRAGE D'URGENCE : l'éclairage d'urgence et de sécurité sera fourni aux endroits stratégiques pour la sécurité du Locataire. L'éclairage d'urgence sera raccordé à la génératrice du Bailleur.

3.8 PLAFOND : Si le Locataire choisit de ne pas conserver le plafond existant, alors le Locataire sera responsable des coûts de la trame et des tuiles acoustiques.

3.9 PLANCHER : le plancher de béton ou le plancher surélevé (selon la zone) des Lieux loués sera lisse, et prêt à recevoir les recouvrements du Locataire.

3.10 CVC : les systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation seront fournis pour des heures d'affaires 24/7. Les coûts des ajustements requis aux conduits et contrôles existants pour répondre à la distribution selon les plans d'aménagement du Locataire dans les Lieux loués seront assumés par le Locataire.

3.11 PLOMBERIE : les éléments de plomberie seront installés de façon à amener l'eau courante, chaude et froide, à un endroit dans les Lieux loués, tel que cela sera indiqué sur les plans du Locataire.

3.12 GICLEURS : système d'extincteurs à eau automatique en état de fonctionnement est installé dans la totalité des Lieux loués en conformité avec règlements en vigueur. Les coûts des ajustements requis au système existant pour répondre à la distribution selon les plans d'aménagement du Locataire dans les Lieux loués seront assumés par le Locataire.

3.13 PELLICULES ET TOILES SOLAIRES : Le Bailleur sera responsable de fournir les pellicules et les stores pour la fenestration extérieure selon les besoins du Locataire :

Pellicules réfléchissantes : les fenêtres qui se retrouvent directement en bordure du trottoir devront recevoir une pellicule comportant les spécifications suivantes : transmission lumière visible : 10%, réflexion lumière extérieure : 63%, réflexion lumière visible intérieure : 18%. Les autres fenêtres recevront une pellicule comportant les spécifications suivantes : transmission lumière visible : 20%, réflexion lumière extérieure : 43%, réflexion lumière visible intérieure : 19%.
Stores horizontaux : stores à lames horizontales composés de lames de 25.4 mm en alliage d'aluminium de première qualité, recouverts d'une peinture émaillée cuite, suspendus à un rail d'aluminium recouvert d'une peinture

émaillée cuite de la même couleur que les lames et d'une valence de la même couleur que les lames (lorsqu'elles sont installées en surface), actionnées par un cordon de nylon pour l'ouverture et d'une tige de polyvinyle clair transparent pour l'inclinaison des lames. Caractéristiques :

- Aluminium brossé;
- Largeur des lattes : 25,4 mm.

3.14 TOILETTES : Le Locataire sera seul responsable des coûts pour la construction des toilettes à l'intérieur des Lieux loués.

3.15 LOBBYS : N/A

3.16 ACCESSIBILITÉ : le Bailleur veillera, à ses frais, à ce que l'immeuble soit conforme aux Normes de conception sans obstacles du Code de la Construction du Québec.

ANNEXE « D »
PLANS ET DEVIS FINAUX

ANNEXE « E »
CRITÈRES DE CONFORT

CRITÈRES DE CONFORT HQ

Bureaux	Règlementation (RSST)	Normes (ASHRAE/BOMA)	Hydro-Québec
Température	20°C	hiver : 20°C à 24°C été : 23°C à 26°C	hiver : 21°C à 23°C été : 23°C à 26°C
Humidité relative	minimum 20% HR	max : < 60 % HR été (@ 25°C) min : non déterminé	< 60 % HR été (@ 25°C) > 30% HR hiver (20% @-29°C)
CO2 (ppm)	< 5 000 ppm	< 1 050 ppm = ppm ext. (350 à 450 ppm) + 700	< 1 000 ppm
CO (ppm)	< 35 ppm	< 9 ppm (8h)	< 5 ppm
Qualité minimum de filtration	Aucune qualité minimum	>= MERV 8	>= MERV 8
Quantité d'air frais	2,4 l/s*pers	7,5 l/s*pers à 10 l/s*pers	7,5 l/s*pers à 10 l/s*pers
Entretien	Annuel	ASHRAE 62.1	selon ASHRAE 62.1 ou supérieur

ASHRAE = American Society of Heating, Refrigerating and Air-conditioning Engineers
RSST = Règlement sur la santé et sécurité du travail
BOMA = Building Owners and Managers Association

Industriel	Règlementation	Hydro-Québec
CO (ppm)	35 / 200	25 / 200
NO2 (ppm)	3 / -	0,72 / 2

ANNEXE « F »
DEVIS D'ENTRETIEN MÉNAGER

1. GÉNÉRALITÉS

1.1 PORTÉE

Le Bailleur doit fournir toute la main-d'œuvre, les matériaux, les échafaudages, les outils et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits à la présente Annexe. Les matériaux utilisés ne doivent pas détériorer les biens du Locataire, ni être nocifs pour la santé.

1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien ménager doivent être effectués après 17:00 heures, tous les jours indiqués au tableau intitulé "LISTE DES TRAVAUX ET FRÉQUENCES". À son départ, le responsable de l'entretien ménager doit vérifier les portes et les fenêtres afin qu'elles soient fermées et verrouillées.

Toutefois, les parties pourront convenir ensemble des modifications à cet horaire. Les modifications devront se faire par écrit.

1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Les employés du Bailleur ne doivent déplacer aucun papier, document ou objet laissé sur le
mobilier. En aucune circonstance, il n'est permis aux employés du Bailleur d'ouvrir les tiroirs du mobilier.

Il est strictement interdit de déposer les chaises, paniers à papier, etc., sur le mobilier, à moins d'avoir, au préalable, recouvert les meubles d'une toile protectrice appropriée. En aucun cas, le personnel ne doit se servir du mobilier, comme échafaudage pour exécuter ses travaux.

2. EXIGENCES FONCTIONNELLES

2.1 DISPOSITION DES ORDURES/GESTION DES DECHETS

Toute ordure doit être transportée quotidiennement en dehors des espaces loués au point central d'entreposage des ordures. Le Bailleur doit disposer des ordures en se conformant au service de collecte des ordures et à son calendrier. De plus, le Bailleur devra s'assurer que la collecte des ordures à l'intérieur des lieux loués inclut un processus de recyclage de papier.

Mettre en place et gérer un programme de recyclage et de tri des déchets.

2.2 APPAREILS D'ÉCLAIRAGE

Le Bailleur doit remplacer à ses frais les ampoules, les démarreurs, les régulateurs et les tubes fluorescents dès qu'ils sont défectueux ou brûlés et nettoyer en même temps les luminaires.

2.3 ENTRÉES

Du 15 mai au 1er novembre, les entrées extérieures doivent être balayées et lavées aussi souvent que nécessaire.

De plus, du 1er novembre au 15 mai, les entrées extérieures doivent être déneigées et maintenues libres de toute glace, boue et sable. Le Bailleur doit installer et entretenir des tapis absorbants, avec bordure de caoutchouc, dans les vestibules, les halls d'entrée, etc.

En tout temps, les entrées principales et de service seront maintenues libres de débris tels que papiers, cartons, boîtes vides, etc.

3. TRAVAUX

3.1 DÉTACHAGE QUOTIDIEN

En plus des activités journalières indiquées dans ce chapitre, le Bailleur doit effectuer le détachage quotidien de toute surface qui le nécessite.

LUMINAIRES

Au besoin, le Locateur doit nettoyer les diffuseurs intérieurs et extérieurs de toute accumulation d'insectes.

3.2 FOURNITURES / ÉQUIPEMENTS

Les poubelles et récipients doivent être munis de sacs de plastique avec un contenu recyclé post-consommation d’au moins 50%.

Ces derniers devront être remplacés lorsqu'il y a des risques de contamination et de dégagement de mauvaises odeurs.

Le Bailleur doit pourvoir en matériel les accessoires requis dans les salles de toilette et salles de

repos : savon liquide, papier hygiénique et papiers à mains.

Pour tout urinoir non pourvu d'une chasse d'eau automatique, un désinfectant solide doit être continuellement maintenu. Le remplacement des sacs de papier des réceptacles de serviettes sanitaires doit être effectué chaque jour.

Tous les produits d'entretien utiliser des produits reconnus par un programme de certification environnemental tel que L'Éco-Logo, L'Éco Label, Green Seal, Safer Choice ou autre certification équivalente.

3.3 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES

Le lavage de vitres comprend le lavage des vitres proprement dites, des meneaux, des cadres et des châssis.

Lorsque les fenêtres sont ouvrantes et non scellées, toutes les surfaces de verre et de cadre doivent être lavées. Le démontage et la remise en place des contre-fenêtres, moustiquaires ou autres, requis pour le lavage doivent se faire en assurant une coordination du lavage des deux côtés de la surface vitrée (intérieure ou extérieure).

3.4 NETTOYAGE ÉCOLOGIQUE (GREEN CLEANING)

3.9.1 Politique de nettoyage à faible impact environnemental

Mettre en place et maintenir une Politique de nettoyage à faible impact environnemental qui vise :

- des systèmes d'entretien écologique ;
- l'utilisation de produits d'entretien écologique ;
- l'utilisation de produits concentrés chimiques et les systèmes de dilution appropriés ;
- la formation du personnel d'entretien pour les dangers, l'utilisation, l'entretien et l'évacuation des produits d'entretien chimiques, des distributrices et de leurs emballages ;
- l'utilisation de savons à mains qui ne contiennent aucun agent antimicrobes, sauf ou requis par des normes de Santé ou autre réglementation (e.g. exigences restauration et secteur de santé) ;
- l'utilisation d'équipement d'entretien qui réduit les effets sur la qualité d'air intérieur.

3.9.2 CONTROLE DES ORGANISMES NUISIBLES

Mettre en place et gérer une politique de lutte intégrée contre les organismes nuisibles à l'intérieur du bâtiment de manière à minimiser le recours à des produits à haute toxicité.

La politique mettra en vigueur :

- Les méthodes intégrées ;
- Les inspections de bâtiment ou d'organismes nuisibles ;
- Des contrôles de population d'organismes nuisibles ;
- Une analyse du besoin de lutte intégrée contre les organismes nuisibles ;
- Une ou plusieurs méthodes de lutte intégrée, incluant le nettoyage, des réparations structurales, des contrôles mécaniques et vivants, d'autres méthodes non-chimiques et, si des moyens non

toxiques sont irréalistes, le recours au pesticide le moins toxique possible.

4. TÂCHES À ACCOMPLIR

4.1 LISTE

Les tâches à accomplir et fréquences sont énumérées à la liste des tâches et fréquences ci-jointes.

LISTE DES TÂCHES ET FRÉQUENCES

LÉGENDE

J	tous les jours
2J	tous les 2 jours
S	toutes les semaines
2S	toutes les 2 semaines
M	tous les mois
4A	4 fois par année (aux 3 mois)
2A	2 fois par année (aux 6 mois)
1A	4 fois par année (aux 3 mois)
B	au besoin (à la demande du Locataire)

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
1. PLANCHERS SANS TAPIS	- vadrouille humide - lavage et rinçage - cirage - polissage - décapage, cirage et polissage	J+B J+B 2A
Entrepôt et magasin	- nettoyer (à la machine, type "Zamboni")	2S + B
2. ESCALIERS - rampes pour handicapés	- vadrouille - rampes pour handicapés	
3. PLANCHERS AVEC TAPIS - aires de circulation - aires de bureaux	- nettoyage à la machine - aspiration au complet - aspiration au complet	2A J 2S
4. PLANCHER SURÉLEVÉ DE SALLE D'INFORMATIQUE	- aspiration - nettoyage au linge humide et vadrouille	J B
5. GRILLE ET BASSIN GRATTE-PIEDS, PERRON, GALERIE, ESCALIERS, ETC	- nettoyage	S+B
6. PLAFOND	- nettoyage du détachage (si requis)	B
7. MURS ET CLOISONS - fini tapis - fini plâtre, bois, placoplâtre - fini brique	- époussetage et lavage - détachage - aspiration	1A B M
8. ÉCRANS ACOUSTIQUES	- détachage - aspiration - époussetage	B 1A M
9. VITRES - portes et cloisons d'entrée vitrées - portes et cloisons intérieures vitrées - fenêtres : vitres intérieures - fenêtres : vitres extérieures - cloisons vitrées de sécurité - rez-de-chaussée extérieures	 - lavage - lavage - lavage (mai et octobre) - lavage (mai, août, octobre) - nettoyage - lavage	 S 2S+B 2A 3A S+B M
10. FENÊTRES - appui et rebord	- nettoyage - époussetage	M M
11. STORES - verticaux - horizontaux	 - nettoyage - nettoyage	 !A 2A
12. PORTES et cadres de portes	- nettoyage	M+B

SUITE

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
13. SALLES - polyvalente, rencontre de groupes et entrevue (multiservice)	- entretien et nettoyage régulier	J
14. CUISINES – AIRES DE REPOS		
- planchers	- lavage	J+B
- murs	- époussetage et détachage	B
	- lavage	J
- mobilier (comptoir)	- lavage	J
- céramique	- lavage	S+B
- papier, serviettes	- approvisionnement	J
- savon	- approvisionnement	J
- compost	- vider les contenants dans le bac à compost central	J
15. SALLES DE TOILETTES		
- planchers	- lavage et balayage	J+B
	- décapage	M
- murs (céramique)	- lavage	J
- cloisons (intérieures)	- détachage	B
	- lavage complet	S
- cloisons (extérieures)	- lavage	S
- murs	- lavage	S
- urinoirs	- lavage et désinfection	J
- douche	- lavage et désinfection	2J
- cuvettes et sièges	- lavage et désinfection	J
- éviers et douches	- lavage et désinfection	J
- miroirs	- lavage	J
- réceptacle à savon	- lavage	J
- séchoirs à main	- lavage	J
- poubelles + accès.	- désinfection	J
- sacs de plastique	- remplacement	J
- papier et serviettes	- approvisionnement	J
- savon	- approvisionnement	J
- désinfectant	- approvisionnement	J

SUITE

ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
19. MOBILIER		
- chaises et fauteuils bois, cuirette, plastique, fibre de verre	- lavage	4A
- tissus	- aspiration	1A
	- détachage	B
- bureaux, tables, classeurs et étagères	- époussetage	S
- bureaux, tables	- détachage	B
	- lavage	1A
20. FONTAINES À BOIRE	- nettoyage	J
	- désinfection	2S
21. CENDRIERS	- vider et nettoyer	J
- corbeilles à rebuts	- changer le sable	M
- poubelles à déchets alimentaires	- vider et nettoyer	J
	- vider et nettoyer	J
	- désinfecter	J
22. BACS DE RÉCUPÉRATION		
- aux postes (papier)	- vider dans bac de récupération de papier principal du bâtiment	J
- du département ou de l'étage (papier, carton, verre, plastique et métal)	- vider dans bacs de récupération principaux du bâtiment	J
23. TÉLÉPHONES		
- appareils de bureau	- nettoyage	M
- appareils dans les salles de réunion	- nettoyage en profondeur	S
24. TABLEAUX POUR ÉCRIRE	- nettoyage	J
	- lavage	J
25. BABILLARDS D'AFFICHAGE	- époussetage	M
26. EXTINCTEURS	- époussetage	M
	- lavage	1A
27. ARMOIRES BOYAUX INCENDIE	- époussetage	1A
	- lavage	1A
28. PANNEAUX SIGNALISATION		
- (interne)	- époussetage	2A
- (externe)	- lavage	2A
29. RADIATEURS, CALORIFÈRES, CONVECTEURS	- époussetage	S
	- nettoyage	2A
30. GRILLES, DIFFUSEURS D'AIR	- nettoyage	1A
31. GARAGE ET ENTREPOT	- lavage du plancher	B+2A
	- nettoyage des murs)	1A
32. ÉCLAIRAGE INCANDESCENT ET FLUORESCENT		
- luminaires, diffuseurs, réflecteurs, lampes	- nettoyage à l'aide d'une solution antistatique	1A+B
33. AIRES PAVÉES, COURS INT., STAT.	- nettoyage	B

ANNEXE « G »
IDENTIFICATION

INITIALES	
Locataire	Bailleur

Aspects financiers

Superficie locative en pi² : 9 580	2022 à 2026 5 ans	2027 à 2031 5 ans	2032 à 2036 5 ans	
Loyer de base $/pi²	14,00	15,50	17,00	
Frais d'exploitation $/pi²	10,50	10,50	10,50	
Taxes foncières $/pi²	3,90	3,90	3,90	
Loyer au pi²	28,40	29,90	31,40	
Loyer annuel en $	272 072,00 $	286 442,00 $	300 812,00 $	4 296 630,00 $
Loyer annuel pour 5 ans	1 360 360,00 $	1 432 210,00 $	1 504 060,00 $	
TPS	68 018,00 $	71 610,50 $	75 203,00 $	
TVQ	135 695,91 $	142 862,95 $	150 029,99 $	
Loyer total taxes incluses	1 564 073,91 $	1 646 683,45 $	1 729 292,99 $	4 940 050,34 $

Loyer pour la période du:
1er avril 2022 au 31 mars 2037

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15	
Loyer total avant taxes	272 072,00 $	272 072,00 $	272 072,00 $	272 072,00 $	272 072,00 $	286 442,00 $	286 442,00 $	286 442,00 $	286 442,00 $	286 442,00 $	300 812,00 $	300 812,00 $	300 812,00 $	300 812,00 $	300 812,00 $	**4 296 630,00 $**
TPS	13 603,60 $	13 603,60 $	13 603,60 $	13 603,60 $	13 603,60 $	14 322,10 $	14 322,10 $	14 322,10 $	14 322,10 $	14 322,10 $	15 040,60 $	15 040,60 $	15 040,60 $	15 040,60 $	15 040,60 $	214 831,50 $
TVQ	27 139,18 $	27 139,18 $	27 139,18 $	27 139,18 $	27 139,18 $	28 572,59 $	28 572,59 $	28 572,59 $	28 572,59 $	28 572,59 $	30 006,00 $	30 006,00 $	30 006,00 $	30 006,00 $	30 006,00 $	428 588,84 $
Total	**312 814,78 $**	**312 814,78 $**	**312 814,78 $**	**312 814,78 $**	**312 814,78 $**	**329 336,69 $**	**329 336,69 $**	**329 336,69 $**	**329 336,69 $**	**329 336,69 $**	**345 858,60 $**	**345 858,60 $**	**345 858,60 $**	**345 858,60 $**	**345 858,60 $**	**= 4 940 050,34 $**
Ristourne de TPS	13 603,60 $	13 603,60 $	13 603,60 $	13 603,60 $	13 603,60 $	14 322,10 $	14 322,10 $	14 322,10 $	14 322,10 $	14 322,10 $	15 040,60 $	15 040,60 $	15 040,60 $	15 040,60 $	15 040,60 $	214 831,50 $
Ristourne TVQ (50%)	13 569,59 $	13 569,59 $	13 569,59 $	13 569,59 $	13 569,59 $	14 286,29 $	14 286,29 $	14 286,29 $	14 286,29 $	14 286,29 $	15 003,00 $	15 003,00 $	15 003,00 $	15 003,00 $	15 003,00 $	214 294,42 $
Loyer net	285 641,59 $	285 641,59 $	285 641,59 $	285 641,59 $	285 641,59 $	300 728,29 $	300 728,29 $	300 728,29 $	300 728,29 $	300 728,29 $	315 815,00 $	315 815,00 $	315 815,00 $	315 815,00 $	315 815,00 $	4 510 924,42 $

Dépense totale pour le bail 7 728 194,09 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1214565004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue du locateur Hydro-Québec un espace à bureaux situé au 8245, avenue de l'esplanade à Montréal, pour les besoins du PDQ 31 du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 15 ans, soit du 1er avril 2022 au 31 mars 2037. La dépense totale est de 7 728 194,09 $, incluant les taxes (loyer : 4 490 050,34 $ + coût des travaux d'aménagement : 2 788 143,75 $)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1214565004 8245 ave de l'Esplanade bâtiment 8787 SPVM PDQ 31.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-09

Diane NGUYEN
conseiller(ere) budgetaire

Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.073

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1219245002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le report de paiement de la rente de 30 jours, et l'annulation des intérêts le cas échéant, pour chacun des 5 versements dus en 2021 pour l'emphytéose de Parc Six Flags s.e.c. pour l'immeuble connu sous le nom de La Ronde. N. ref.:31H12-005-0975-01 Mandat:21-0279

Il est recommandé:
- D'approuver le report de paiement de la rente de 30 jours pour chacun des 5 versements dus en 2021 pour l'emphytéose du Parc Six Flags s.e.c.

- Annuler les intérêts facturés le cas échéant.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-27 13:46

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219245002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le report de paiement de la rente de 30 jours, et l'annulation des intérêts le cas échéant, pour chacun des 5 versements dus en 2021 pour l'emphytéose de Parc Six Flags s.e.c. pour l'immeuble connu sous le nom de La Ronde. N. ref.:31H12-005-0975-01 Mandat:21-0279

CONTENU

CONTEXTE

Parc Six Flags Montréal, s.e.c., ("Six Flags") a demandé à la Ville de Montréal de lui permettre de reporter de 30 jours les 5 versements de la rente pour l'année 2021 qui sont dus les 1er mai, 1er juin, 1er juillet, 1er août et 1er septembre afin d'alléger ses obligations financières temporairement.
La pandémie a créé une situation financière difficile pour Six Flags qui a dû limiter le nombre de clients sur le site depuis le début de la saison tout en engageant des coûts supplémentaires afin de respecter les règles de l'Agence de la santé publique.

Le présent sommaire a pour but de faire approuver le report de paiement de la rente de 30 jours pour l'année 2021 et des intérêts de retard, le cas échéant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM06 07059_2006-10-31. Approbation d'un projet de modification de l'emphytéose entre la Ville et Six Flags au sujet d'un immeuble sis sur l'île Sainte-Hélène, pour un terme de 64 ans, lequel acte a été publié sous le numéro 13 809 705 le 16 novembre 2006.
CO01 00889_2001-04-17. Approbation d'un projet d'acte de convention emphytéotique entre la Ville et Six Flags au sujet d'un immeuble sis sur l'île Sainte-Hélène, pour un terme de 64 ans, lequel acte a été publié sous le numéro 1 104 732 le 4 mai 2001

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but de faire approuver le report des paiements de la rente de 30 jours pour l'année 2021, lesquels sont dus les 1er mai, 1er juin, 1er juillet, 1er août et 1er septembre 2021 et seront donc plutôt payables les 1er juin, 1er juillet, 1er août,1er septembre et 1er octobre 2021. Le cas échéant, les intérêts pour retard de paiement de 30 jours seront annulés.

JUSTIFICATION

Le report de la rente permet de diminuer le fardeau financier en termes de liquidités pour Six Flags suite aux restrictions sanitaires liées à la COVID-19 et dans cette section plus bas.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'impact financier pour la Ville est le retard d'entrée de fonds de 30 jours, car les montants annuels de la rente, qui sont dus en 2021, demeurent inchangés. La Ville pourra annuler les charges d'intérêts appliqués rétroactivement sur toute somme en retard qui est due à la Ville en fonction des nouvelles dates.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il s'agit d'une décision purement financière.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout délai ou refus d'approbation par les instances risque de causer des problèmes de liquidités à Six Flags étant donné la courte saison d'opération.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le présent dossier est lié aux impacts de la Covid-19 puisque Six Flags demande un report de la rente en raison des revenus et de l'achalandage diminués par la pandémie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le Service des Finances annulera les charges d'intérêts pour les versements de la rente pour l'année 2021 le cas échéant.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

aucun

Parties prenantes

Isabelle HÉBERT, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie Nadia MC LEAN
Conseillère en immobilier

Tél : 438 226-6432
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-22

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

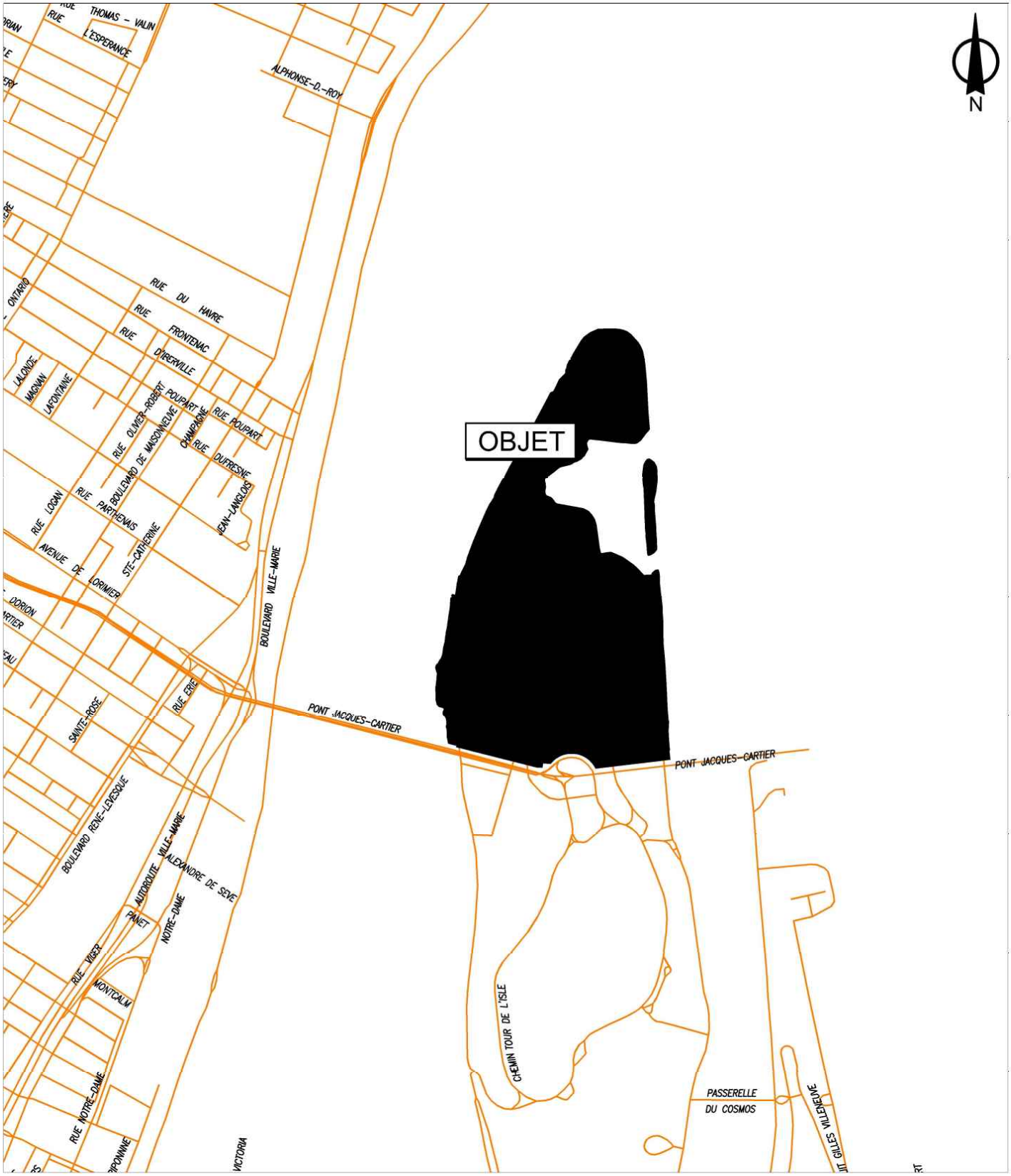
Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2021-07-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514-770-0667
Approuvé le : 2021-07-27

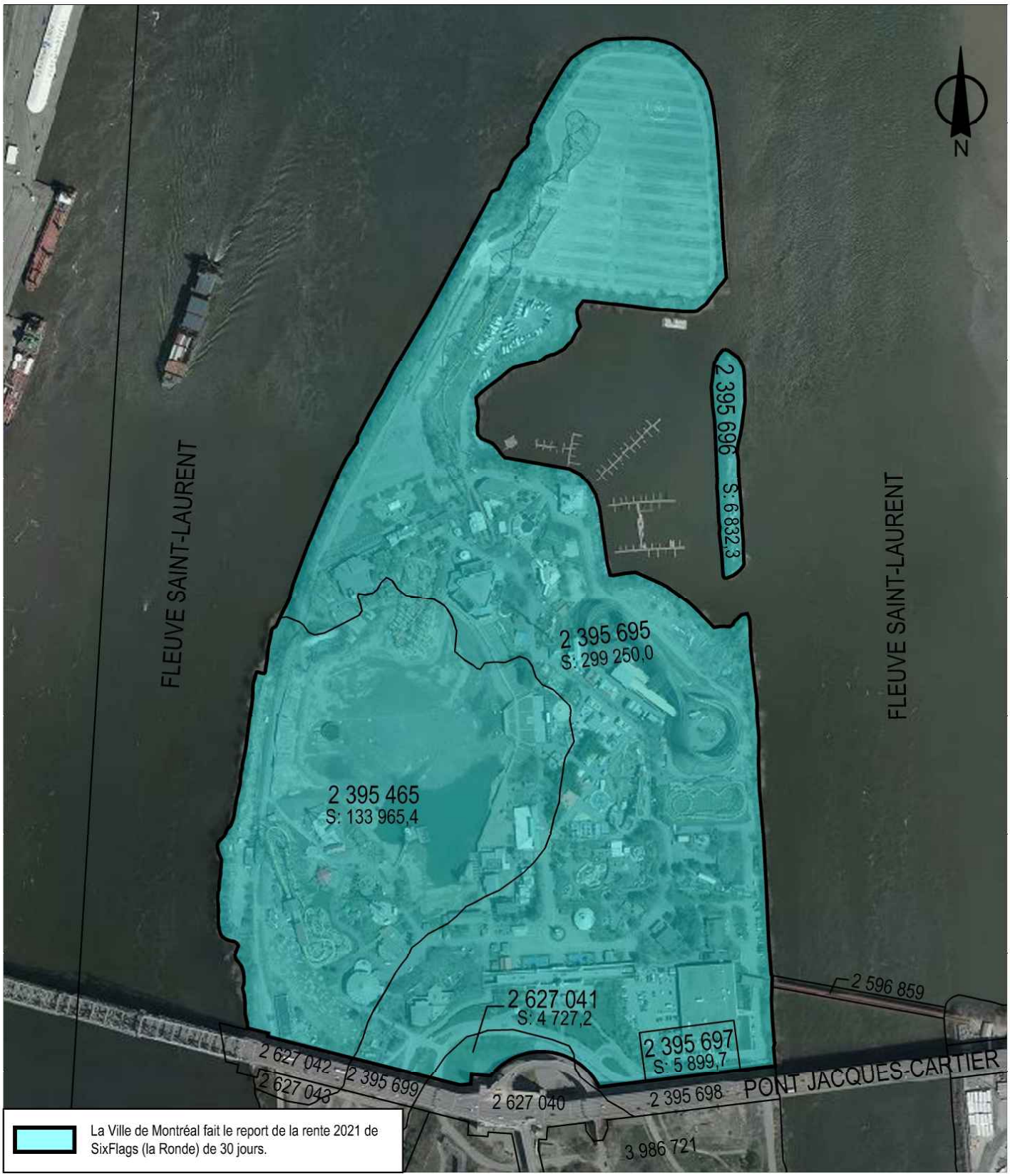


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Ville-Marie
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-0975-01
Mandat: 21-0279-T
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 21-07-2021

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-0975-01
Mandat: 21-0279-T
Dessinateur: JR
Échelle: 1:6000
Date: 21-07-2021

Ville-Marie
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

2006 -11- 16 09h00
heure-minute

13 809 705

1060515008

CODE : NC 3521

N° 2798

Le 15 novembre 2006

MODIFICATION À UNE EMPHYTÉOSE

L'AN DEUX MILLE SIX, le quinze novembre.

DEVANT Me **Robert COULOMBE**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette FRASER, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original de la minute numéro 2764 du notaire soussigné; et

b) la résolution numéro CM06 0705, adoptée par le conseil municipal à sa séance du trente et un (31) octobre deux mille six (2006), copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant et le notaire soussigné.

ci-après nommée la «**Ville**»

ET :

PARC SIX FLAGS MONTRÉAL, s.e.c., représentée par son commandité **PARC SIX FLAGS MONTRÉAL INC.**, personne morale légalement constituée suivant la Partie 1A de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège au numéro 1501, avenue McGill College, 26e étage, à Montréal, province de Québec, H3A 3N9, agissant et représentée par Leonard A. TURTORA, son représentant dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le cinq (5) septembre deux mille six (2006), copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant et le

RC/co

notaire soussigné.

ci-après nommée l'«**Emphytéote**»

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU qu'aux termes d'une emphytéose reçue par le notaire soussigné, le deux (2) mai deux mille un (2001) sous le numéro 2611 de ses minutes, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Chambly le quatre (4) mai deux mille un (2001) sous le numéro 1 104 732 (l'«**Emphytéose**»), la Ville a cédé à l'Emphytéote, pour une période de soixante-quatre (64) ans, l'Immeuble (incluant les Structures existantes) décrit comme suit :

DÉSIGNATION

Un emplacement situé sur l'Île Sainte-Hélène, de part et d'autres du Pont Jacques-Cartier, à Montréal, province de Québec, connu et désigné comme suit :

a) Le lot originaire numéro DEUX MILLE QUATRE CENT VINGT-QUATRE (2424) du cadastre de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, circonscription foncière de Chambly ;

b) Le lot originaire numéro DEUX MILLE QUATRE CENT VINGT-CINQ (2425) du cadastre de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, circonscription foncière de Chambly ;

c) Une PARTIE du lot originaire numéro TROIS CENT TROIS (Ptie 303) du cadastre de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, circonscription foncière de Chambly ;

De figure irrégulière;

BORNÉE vers le nord-ouest, le nord, le nord-est, l'est et le sud-est par le lot 2424, vers le sud-est, le sud-ouest et le nord-ouest par une partie du lot 303 faisant partie de l'emprise du Pont Jacques-Cartier et vers l'ouest par une autre partie du lot 303 ;

MESURANT neuf cent cinquante-trois mètres et quatre dixièmes (953,4 m) à l'ouest, au nord-ouest, au nord, au nord-est, à l'est et au sud-est le long d'une ligne sinueuse, quatre-vingt-dix-sept mètres et quatre-vingts centièmes (97,80 m) au sud-ouest, trois mètres et cinquante-neuf centièmes (3,59 m) au nord-ouest, vingt-trois mètres et soixante-huit centièmes (23,68 m) au sud-ouest, quatre-vingt-quinze centièmes de mètre (0,95 m) au sud-est et quatre cent quatre-vingt-dix-huit mètres et deux dixièmes (498,2 m) au sud, au sud-ouest, à l'ouest, au nord-ouest et au nord le long d'une ligne sinueuse;

CONTENANT en superficie cent trente-trois mille neuf cent soixante-cinq mètres carrés et quatre dixièmes (133 965,4 m²).

d) Une PARTIE du lot originaire numéro TROIS CENT QUATRE (Ptie 304) du cadastre de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, circonscription foncière de Chambly ;

De figure irrégulière;

BORNÉE vers le nord-ouest, le nord, le nord-est et l'est par le lot 2424 et vers l'est, le sud-est, le sud et le sud-ouest par une partie du lot 304 faisant partie de l'emprise du Pont Jacques-Cartier ;

MESURANT cent quatre-vingt-dix-sept mètres et un dixième (197,1 m) au nord-ouest, au nord, au nord-est et à l'est le long d'une ligne sinueuse, cent trois mètres et trente-cinq centièmes (103,35 m) mesuré le long d'un arc de cercle ayant un rayon de soixante-douze mètres et onze centièmes (72,11 m) au sud-est, au sud et au sud-ouest, vingt et un mètres et cinquante-deux centièmes (21,52 m) au sud, onze mètres et quatre centièmes (11,04 m) à l'est, onze mètres et quatre-vingt-quinze centièmes (11,95 m) au sud et trente-quatre mètres et soixante-deux centièmes (34,62 m) au sud-ouest;

CONTENANT en superficie quatre mille sept cent trente-neuf mètres carrés et un dixième (4 739,1 m²).

e) Le lot originaire numéro DEUX MILLE QUATRE CENT VINGT-SIX (2426) du cadastre de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, circonscription foncière de Chambly ;

f) Une PARTIE du lot originaire numéro TROIS CENT TROIS (Ptie 303) du cadastre de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, circonscription foncière de Chambly ;

De figure irrégulière;

BORNÉE vers le nord-ouest et le nord-est par une autre partie du lot 303 faisant partie de l'emprise du Pont Jacques-Cartier, vers le sud-est et le sud par le lot 2429 et vers l'ouest par une autre partie du lot 303 ;

MESURANT quatre mètres et quarante-cinq centièmes (4,45 m) au nord-est, dix mètres et vingt-sept centièmes (10,27 m) au nord-ouest, quatre-vingt-treize mètres et huit centièmes (93,08 m) au nord-est, cent trois mètres et quatre dixièmes (103,4 m) au sud-est et au sud le long d'une ligne sinueuse et treize mètres et trois dixièmes (13,3 m) à l'ouest le long d'une autre ligne sinueuse ;

CONTENANT en superficie deux mille cinquante mètres carrés et huit dixièmes (2 050,8 m²).

g) Le lot originaire numéro DEUX MILLE QUATRE CENT VINGT-NEUF (2429) du cadastre de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, circonscription foncière de Chambly ;

h) Une PARTIE du lot originaire numéro TROIS CENT QUATRE (Ptie 304) du cadastre de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, circonscription foncière de Chambly ;

De figure irrégulière;

BORNÉE vers le nord-est par une autre partie du lot 304 faisant partie de l'emprise du Pont Jacques-Cartier, vers le nord-est, l'est, le sud-est et le sud par une autre partie du lot 304 et vers le sud-ouest, l'ouest et le nord-ouest par le lot 2429 ;

MESURANT vingt mètres et dix-huit centièmes (20,18 m) au nord-est, cent trente-huit mètres et vingt-sept centièmes (138,27 m), vingt-huit mètres et soixante et onze centièmes (28,71 m), trente-quatre

mètres et douze centièmes (34,12 m), vingt et un mètres et vingt-deux centièmes (21,22 m), cinquante mètres et soixante centièmes (50,60 m) au sud-est, seize mètres et quatre-vingt-onze centièmes (16,91 m), neuf mètres et soixante-douze centièmes (9,72 m) au nord-est, vingt et un mètres et cinquante-huit centièmes (21,58 m) à l'est, deux mètres et quatre-vingts centièmes (2,80 m) au sud, six mètres et cinquante-huit centièmes (6,58 m) au sud-est et trois cent quarante mètres et neuf dixièmes (340,9 m) au sud-ouest, à l'ouest et au nord-ouest mesuré le long d'une ligne sinueuse ;

CONTENANT en superficie cinq mille cinq cent soixante-quatorze mètres carrés et sept dixièmes (5 574,7 m²).

i) Le lot originaire numéro DEUX MILLE QUATRE CENT TRENTE (2430) du cadastre de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, circonscription foncière de Chambly ;

j) Une PARTIE du lot originaire numéro TROIS CENT QUATRE (Ptie 304) du cadastre de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, circonscription foncière de Chambly ;

De figure irrégulière;

BORNÉE vers le nord-est, l'est, le sud-est et le sud par une autre partie du lot 304, vers le sud-ouest, l'ouest et le nord-ouest par le lot 2429 ;

MESURANT cent sept mètres et trente-six centièmes (107,36 m) à l'est, cinquante-six mètres et cinquante-huit centièmes (56,58 m) au sud-est, quarante-cinq mètres et soixante-quatre centièmes (45,64 m) à l'est, cinquante-quatre mètres et seize centièmes (54,16 m), quatre-vingt-quatorze mètres et trente centièmes (94,30 m), dix-huit mètres et vingt-sept centièmes (18,27 m) à l'est, treize mètres et quatre-vingt-cinq centièmes (13,85 m) au nord-est, quatre-vingt-huit mètres et quarante-huit centièmes (88,48 m) à l'est, vingt-quatre mètres et vingt-cinq centièmes (24,25 m) au sud et quatre cent quatre-vingt-six mètres et quatre dixièmes (486,4 m) au sud-ouest, à l'ouest et au nord-ouest mesuré le long d'une ligne sinueuse ;

CONTENANT en superficie quatre mille deux cent trente-neuf mètres carrés et deux dixièmes (4 239,2 m²).

La superficie totale des terrains identifiés aux paragraphes a) à j) est de cinq cent quinze mille quatre cent quarante-deux mètres carrés et sept dixièmes (515 442,7 m²).

Les mesures sont celles du système international (SI).

Les bornes susmentionnées sont toutes du cadastre de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, circonscription foncière de Chambly.

Le tout tel que montré sur le plan préparé par Sylvie GAUTHIER, arpenteure-géomètre, le dix (10) avril deux mille un (2001) sous le numéro 721 de ses minutes, dossier 19509, une copie certifiée de ce plan demeure annexée à l'Emphytéose.

ATTENDU que depuis la signature de l'Emphytéose, les lots et parties de lots compris dans l'Immeuble ont fait l'objet de la rénovation cadastrale et sont maintenant connus et désignés comme étant les lots DEUX MILLION TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-CINQ, DEUX MILLION TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE, DEUX MILLION TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE, DEUX MILLION TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT, DEUX MILLION TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE SEPT CENT, DEUX MILLION TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE SEPT CENT UN, DEUX MILLION SIX CENT VINGT-SEPT MILLE QUARANTE ET UN, DEUX MILLION SIX CENT VINGT-SEPT MILLE QUARANTE-TROIS, TROIS MILLION SEPT CENT QUARANTE ET UN MILLE SEPT CENT SOIXANTE-QUINZE et TROIS MILLION SEPT CENT QUARANTE ET UN MILLE SEPT CENT SOIXANTE-SEIZE (2 395 465, 2 395 695, 2 395 696, 2 395 697, 2 395 700, 2 395 701, 2 627 041, 2 627 043, 3 741 775 et 3 741 776) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Chambly (les «**Lots rénovés**»).

ATTENDU que l'Emphytéote a demandé à la Ville un délai

additionnel, soit jusqu'au premier (1er) mai deux mille onze (2011), pour compléter l'Investissement.

ATTENDU qu'en considération de cette prolongation, l'Emphytéote accepte notamment de majorer de CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) l'Investissement, le tout selon les modalités prévues ci-après.

ATTENDU que le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine de la Ville recommande d'acquiescer à cette demande.

ATTENDU que la Ville et l'Emphytéote désirent modifier l'Emphytéose de la façon prévue ci-après.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1.1 Le préambule fait partie intégrante de la présente convention (la «**Convention de modification**»).

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

2.1 Les mots et expressions portant des lettres majuscules dans la présente Convention de modification ont le sens et la définition qui leur ont été donnés à l'Emphytéose et à la Convention de modification, selon le cas.

ARTICLE 3
MODIFICATION DE L'EMPHYTÉOSE

3.1 Le sous-paragraphe 4.1.3 de l'Emphytéose est abrogé et remplacé par le suivant :

«4.1.3 L'Emphytéote devra investir les montants prévus selon le Programme d'investissement soumis au Directeur le ou vers

le vingt et un (21) juin deux mille deux (2002), au plus tard le premier (1er) mai deux mille onze (2011).»

3.2 Le sous-paragraphe 4.1.5 de l'Emphytéose est abrogé et remplacé par le suivant :

«4.1.5 L'obligation de l'Emphytéote d'effectuer l'Investissement sera garantie par une lettre de crédit encaissable à Montréal au montant de UN MILLION DE DOLLARS (1 000 000,00 $) émise par la Compagnie d'assurance Zurich ou par toute autre compagnie d'assurance ou institution financière acceptable à la Ville, le tout selon la forme et le contenu du document joint à la Convention comme Annexe "A" après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les parties avec et en présence du notaire soussigné, ou tout autre document acceptable à la Ville à son entière et unique discrétion (la «**Lettre de crédit**») et, à cette fin, une Lettre de crédit a déjà été remise à la Ville pour un montant de UN MILLION DE DOLLARS (1 000 000,00 $). La Ville pourra, sans nécessité d'un avis à l'Emphytéote, encaisser la Lettre de crédit si elle n'est pas renouvelée trente (30) jours avant son échéance ou si la Ville reçoit un avis de l'émetteur à l'effet qu'elle ne sera pas renouvelée à échéance et qu'une autre Lettre de crédit ne lui a pas été fournie avant ladite échéance.»

3.3 À la signature de la présente Convention de modification, la Ville a remis à l'Emphytéote la Lettre de crédit qu'elle détenait en vertu du sous-paragraphe 4.1.5 initial de l'Emphytéose, lequel a été abrogé et remplacé tel que mentionné ci-dessus au paragraphe 3.2.

3.4 Le sous-paragraphe 4.1.7 de l'Emphytéose est abrogé et remplacé par le suivant :

«4.1.7 Tous les délais ci-dessus sont de rigueur et constituent une condition essentielle de la Convention, et sans lesquels la Ville n'aurait pas signé la Convention, sauf si l'Emphytéote en est empêché par un cas fortuit, une force majeure, tout événement hors du contrôle de l'Emphytéote, une

modification de la loi ou en est retardé par un motif ou par suite d'un événement ou d'une circonstance attribuable à la Ville ou à un organisme gouvernemental compétent, auquel cas les délais sont prolongés d'une période égale au délai occasionné par tel événement, en tenant compte, cependant, du fait que l'Emphytéote n'est pas tenu d'effectuer de Constructions initiales, d'Améliorations de l'Emphytéote ou d'autres travaux compris dans l'Investissement au cours de la période allant du 1er mai au 30 septembre inclusivement, cette dernière précision n'ayant pas pour effet de prolonger, sauf selon les dispositions du présent sous-paragraphe 4.1.7, le délai prévu au sous-paragraphe 4.1.3.

Si l'Emphytéote néglige de respecter ses obligations aux termes du présent paragraphe 4.1, y compris l'obligation d'effectuer l'Investissement et d'ériger les Constructions initiales de la manière et dans les délais prévus ci-dessus, la Ville pourra, sur avis de cent vingt (120) jours signifié à l'Emphytéote et à tout Créancier hypothécaire, et sous réserve de ses autres droits et recours, encaisser la Lettre de crédit et résilier la Convention selon les dispositions et délais de l'Article 18 des présentes. La Ville ne pourra cependant pas tenter de résilier la Convention ni encaisser la Lettre de crédit si au cours de ladite période de cent vingt (120) jours l'Emphytéote dépose auprès du Fiduciaire ou d'un autre fiduciaire raisonnablement acceptable aux parties le solde non engagé de l'Investissement, auquel cas ce montant ne sera libéré en faveur de l'Emphytéote que progressivement selon les coûts engagés en regard de l'Investissement étant entendu que l'Investissement devra être complété, sous réserve des dispositions du présent sous-paragraphe 4.1.7, au plus tard le premier (1er) mai deux mille douze (2012), à défaut de quoi le solde non engagé de l'Investissement devra être remis par le Fiduciaire à la Ville sur demande de celle-ci.»

3.5 Le sous-paragraphe 4.1.11 ci-après est ajouté à la suite du sous-paragraphe 4.1.10 de l'Emphytéose :

«4.1.11 L'Emphytéote s'engage à réaliser, au plus tard le premier (1er) mai deux mille onze (2011), un programme d'investissement additionnel à l'égard de l'Immeuble comportant un investissement d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) (l'«**Investissement Additionnel**»), le tout en conformité avec les lois et règlements en vigueur et suivant les conditions ci-après.

Dans l'année suivant la signature de la Convention de modification, l'Emphytéote doit soumettre au directeur général de la Ville (le «**Directeur**»), un programme d'investissement additionnel à l'égard de l'Immeuble faisant état de l'Investissement Additionnel, sous réserve du droit de l'Emphytéote de faire des modifications, remplacements, suppressions ou ajouts à celui-ci en tout temps et à l'occasion sans en diminuer significativement la valeur monétaire (ledit programme ainsi modifié ou remplacé de temps à autre est appelé le «**Programme d'investissement additionnel**»). L'examen par la Ville du Programme d'investissement additionnel visera à s'assurer que l'Investissement Additionnel a une valeur d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) calculée selon les dispositions du présent sous-paragraphe et le Directeur doit aviser l'Emphytéote par écrit dans les trente (30) jours de la réception du Programme d'investissement additionnel s'il est satisfait ou non que le Programme d'investissement additionnel comporte un Investissement d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $). Si le Directeur n'est pas ainsi satisfait, son avis doit donner les raisons spécifiques de son insatisfaction. L'Emphytéote aura alors le choix de soumettre un Programme d'investissement additionnel modifié et les dispositions qui précèdent s'appliqueront ou soumettre le différend à un arbitrage obligatoire selon les dispositions du *Code de procédure civile du Québec*.

Le Programme d'investissement additionnel doit comprendre des Améliorations de l'Emphytéote d'une valeur d'au moins DEUX MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS

(2 500 000,00 $).

De plus, les parties conviennent qu'un montant maximum de DEUX MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (2 500 000,00 $) de l'Investissement Additionnel peut ne comprendre que des dépenses non capitalisables servant à améliorer l'expérience client, la qualité du divertissement et les efforts de marketing, incluant, sans limitation, les coûts reliés aux défilés, aux programmes de personnages et de mascottes, au concours international d'art pyrotechnique ainsi qu'à toute autre attraction majeure, tel un spectacle de ski nautique ou de dauphins.

Toutes les dispositions de la présente convention qui s'appliquent à l'Investissement et au Programme d'investissement s'appliquent également à l'Investissement Additionnel et au Programme d'investissement additionnel en faisant les adaptations nécessaires, le cas échéant.»

3.6 L'article 6 de l'Emphytéose est modifié en ajoutant le paragraphe 6.3 ci-après à la suite du paragraphe 6.2 :

«6.3 L'Emphytéote convient de repeindre, à ses frais, le phare situé sur l'Immeuble (le «**Phare**») au plus tard le trente et un (31) décembre deux mile six (2006).

De plus, aux fins de son obligation de tenter de respecter et de préserver les éléments supportant la valeur patrimoniale du Phare prévue à la convention entre les parties signée sous seing privée le deux (2) mai deux mille un (2001), l'Emphytéote s'engage, à compter de l'année de calendrier 2007 et pendant toute la durée de l'Emphytéose, à ses frais, à entretenir de façon régulière le Phare, lorsque et si tout tel entretien est requis. Il est toutefois convenu entre les parties que nonobstant toutes autres dispositions des présentes, l'Emphytéote ne sera jamais tenu d'engager des coûts supérieurs à TRENTE MILLE DOLLARS (30 000,00 $) par année de calendrier en regard du Phare, incluant les dépenses en capital et les frais d'opération, ce montant

n'étant pas cumulatif. Pour l'année de calendrier 2065, ce montant de TRENTE MILLE DOLLARS (30 000,00 $) sera ajusté sur une base «per diem».

La Ville peut, sans obligation, sur avis écrit préalable aux moments appropriés, toutes les parties agissant raisonnablement, effectuer, à ses frais, des inspections pour vérifier l'état du Phare. Qui plus est, l'Emphytéote s'engage, sur demande écrite, à remettre à la Ville une copie de toutes les pièces justificatives démontrant à la satisfaction raisonnable de la Ville les coûts engagés par l'Emphytéote pour l'entretien du Phare dans l'année de calendrier précédente ou en cours.»

3.7 Le sous-paragraphe 27.1.1 a) de l'Emphytéose est abrogé et remplacé par le suivant :

«27.1.1 a) pour les fins des sous-paragraphes b) à k) qui suivent l'expression «**Revenus municipaux**» signifie pour une année donnée les revenus reçus par la Ville à titre de taxes foncières générales, de tarification fiscale, de taxes d'affaires, de taxes d'eau, de taxes de services, de taxe spéciale et de l'eau mesurée au compteur, de l'émission des permis de construction et de l'émission des permis d'occupation et toute surtaxe et autre taxe, à l'exclusion des droits sur les mutations immobilières, étant entendu que pour les fins de la présente définition, lesdits Revenus municipaux ne peuvent excéder dans une année donnée ce qu'ils auraient été aux taux en vigueur dans l'année en question, si l'évaluation foncière de l'Ensemble immobilier avait été de CENT VINGT-QUATRE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (124 500 000,00 $).

Jusqu'à la cinquième (5^{e}) année inclusivement, les parties utiliseront une estimation raisonnable des Revenus municipaux aux fins du calcul du montant du versement annuel.

À compter de la sixième (6e) année et pour les années subséquentes, la période de référence pour le calcul du montant du versement annuel sera du premier (1er) janvier au trente et un (31) décembre de chaque année de calendrier (la «**Période de référence**»).

Les parties conviennent qu'à compter de la sixième (6e) année et pour les années subséquentes, elles utiliseront comme estimation des Revenus municipaux aux fins du calcul du montant du versement annuel, le montant des Revenus municipaux payés ou facturés en date du premier (1er) avril de la Période de référence en cours. Les parties ajusteront le montant du versement annuel, au plus tard le premier (1er) avril suivant la Période de référence concernée, en fonction du montant réel des Revenus municipaux. Le présent mécanisme s'applique de la première (1ère) à la dixième (10e) année inclusivement de la Convention;»

ARTICLE 4
RATIFICATION

4.1 Les parties confirment et ratifient toutes les autres dispositions, clauses et conditions stipulées à l'Emphytéose, le tout sans novation ni dérogation et l'Emphytéose demeure en vigueur inchangée, sauf tel qu'expressément stipulé aux présentes.

ARTICLE 5
EFFET

5.1 La présente Convention de modification prend effet à compter de la date de sa signature par les parties.

ARTICLE 6
FRAIS

6.1 L'Emphytéote paiera les frais de publication de la Convention de modification ainsi que le coût des copies requises. Chaque partie prendra à sa charge les frais et honoraires de ses

conseillers juridiques.

ARTICLE 7
PUBLICATION

7.1 Les parties requièrent le Registraire de la circonscription foncière de Chambly de publier la présente Convention de modification sur l'index des immeubles des Lots rénovés.

INTERVENTION

Aux présentes intervient :

SIX FLAGS, INC., société par actions dûment constituée ayant son siège dans la Ville de New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, agissant et représentée par Leonard A. TURTORA, son représentant, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration de ladite société, adoptée le cinq (5) septembre deux mille six (2006), copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant et le notaire soussigné.

ci-après nommée la «**Caution**»

Laquelle, après avoir pris connaissance des dispositions de la présente Convention de modification et s'en être déclarée satisfaite, garantit solidairement avec l'Emphytéote l'accomplissement de toutes et chacune des obligations de l'Emphytéote aux termes de la Convention de modification, renonçant aux bénéfices de discussion et de division.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro deux mille sept cent quatre-vingt-dix-huit (2798) ---------- des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les parties signent en présence du notaire soussigné.

PARC SIX FLAGS MONTRÉAL, s.e.c.
représentée par Parc Six Flags Montréal Inc.

par : _____
Leonard A. TURTORA

SIX FLAGS, INC.

par : _____
Leonard A. TURTORA

VILLE DE MONTRÉAL

par : _____
Colette FRASER

_____
Me Robert COULOMBE, notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.

N° 2611

Le 2 mai 2001

EMPHYTÉOSE

1013475690

1 AP 93
semble p 35

L'AN DEUX MILLE UN (2001), le deuxième (2ième) jour de mai.

Devant Me Robert Coulombe, le notaire soussigné, pratiquant dans la province de Québec, en les ville et district de Montréal.

COMPARAISSENT : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, (1959-60), chapitre 102 des Statuts de Québec, dont l'adresse principale est au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Diane Charland, Greffière, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution numéro CO01 00889, adoptée par le conseil municipal à l'assemblée du 17 avril 2001, séance du 19 avril 2001, copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant et le notaire soussigné.

(ci-après désignée la « **Ville** »)

D'UNE PART;

ET : **PARC SIX FLAGS MONTRÉAL,** s.e.c., représentée par son commandité **PARC SIX FLAGS MONTRÉAL INC.,** société par actions dûment constituée, ayant son siège social en la ville de Montréal, agissant et représentée aux présentes par James M. Coughlin, son General Counsel et Vice- Président et Secrétaire, dûment autorisé aux fins des présentes aux termes d'une résolution adoptée par son conseil d'administration à une réunion tenue le trentième (30ième) jour d'avril, deux mille un (2001), dont une copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant et le notaire soussigné,

(ci-après désignée l'« **Emphytéote** »)

D'AUTRE PART

Certificat d'inscription
Circonscription foncière de **Chambly**

Réquisition présentée le 2001 -05- 04 14 heure : 53 minute

No d'inscription: 1104732

Certifié par
Officier de la publicité des droits

LES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU que la Ville est propriétaire de l'immeuble décrit à l'Article 28 des présentes (l'« **Immeuble** »);

ATTENDU que la Ville et SPI ont conclu avec l'Emphytéote une Convention d'achat d'actif intervenue en date du 2 mai 2001;

ATTENDU que la Convention d'achat d'actif prévoit que la Ville et l'Emphytéote doivent signer la Convention conformément aux modalités et conditions des présentes;

PAR CONSÉQUENT, LES PRÉSENTES ATTESTENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1.
INTERPRÉTATION

1.1 Les mots et les expressions suivants, lorsqu'ils sont utilisés dans la Convention (y compris le préambule) ont le sens indiqué ci-après à moins que le contexte n'exige une autre interprétation :

1.1.1 « **Améliorations** » désigne les Constructions (à l'exception des Structures existantes) et les Améliorations de l'Emphytéote;

1.1.2 « **Améliorations de l'Emphytéote** » a le sens attribué à cette expression au sous-paragraphe 4.1.1;

1.1.3 « **Avis de résiliation** » a le sens attribué à cette expression au paragraphe 18.1 des présentes;

1.1.4 « **Avis préliminaire** » a le sens attribué à cette expression au paragraphe 18.1 des présentes;

1.1.5 « **Baux** » a le sens attribué à ce mot au paragraphe 18.4 des présentes;

1.1.6 « **Caution** » désigne Six Flags, Inc.;

1.1.7 « **Constructions** » désignent les Structures existantes, Constructions initiales, les constructions, les bâtisses, les infrastructures, les trottoirs, le revêtement, les voies d'accès pour véhicules, l'éclairage extérieur, les allées pour piétons et autres éléments semblables ainsi que toutes les additions et autres améliorations à ce qui précède (à l'exception des Améliorations de l'Emphytéote) et constructions qui pourront être effectuées sur l'Immeuble ou aux Constructions initiales et toute restauration et reconstruction de celles-ci;

1.1.8 « **Constructions initiales** » a le sens attribué à cette expression au paragraphe 4.1.1 des présentes;

1.1.9 « **Convention** » désigne la présente Convention d'emphytéose de même que ses annexes;

1.1.10 « **Convention d'achat d'actif** » désigne la convention d'achat d'actif intervenue en date du 2 mai 2001 entre l'Emphytéote, d'une part, et SPI et la Ville collectivement et solidairement, d'autre part;

1.1.11 « **Créancier hypothécaire** » désigne tout créancier d'un prêt garanti par une hypothèque consentie par l'Emphytéote à l'égard de la Convention ou sur la totalité ou toute partie de l'Ensemble immobilier;

1.1.12 « **Défaut** » a le sens attribué à ce mot au paragraphe 18.1 des présentes;

1.1.13 « **Directeur** » a le sens attribué à ce mot au paragraphe 4.1.1 des présentes;

1.1.14 « **Emphytéote** » désigne Parc Six Flags Montréal s.e.c., ses successeurs et ayants droit;

1.1.15 « **Ensemble immobilier** » désigne l'Immeuble et les Améliorations;

1.1.16 « **Entreprise** » a le sens attribué à ce mot au paragraphe 9.1 des présentes;

1.1.17 « **Fiduciaire** » a le sens attribué à cette expression au sous-paragraphe 8.6.1 des présentes;

1.1.18 « **Immeuble** » désigne l'immeuble décrit à l'Article 28 des présentes, incluant, pour plus de certitude, les Structures existantes;

1.1.19 « **Installations** » a le sens attribué à ce mot au paragraphe 17.1 des présentes;

1.1.20 « **Investissement** » a le sens attribué à ce mot au paragraphe 4.1 des présentes;

1.1.21 « **Lettre de crédit** » a le sens attribué à cette expression au paragraphe 4.1.5 des présentes;

1.1.22 « **Loi Environnementale** » a le sens attribué à cette expression au paragraphe 16.1 des présentes;

1.1.23 « **Manèges** » a le sens attribué à ce mot au sous-paragraphe 4.1.1;

1.1.24 « **Marina** » a le sens attribué à ce mot au paragraphe 11.1 des présentes;

1.1.25 « **Membre du même groupe** » a le sens attribué à cette expression au paragraphe 29.2;

1.1.26 « **Parc de stationnement** » a le sens attribué à cette expression au paragraphe 10.1 des présentes;

1.1.27 « **Parcs Six Flags** » a le sens attribué à cette expression au sous-paragraphe 8.2.4;

1.1.28 « **Partie indemnisée** » a le sens attribué à cette expression au paragraphe 3.6;

1.1.29 « **Partie qui indemnise** » a le sens attribué à cette expression au paragraphe 3.6;

1.1.30 « **Prix** » désigne le prix total de l'emphytéose prévu à l'Article 27 des présentes;

1.1.31 « **Programme d'investissement** » a le sens attribué à cette expression au sous-paragraphe 4.1.1 des présentes;

1.1.32 « **Réclamations** » a le sens attribué à ce mot au paragraphe 3.6;

1.1.33 « **Remblais** » a le sens attribué à ce mot au paragraphe 17.8 des présentes;

1.1.34 « **Revenus municipaux** » a le sens attribué à cette expression au sous-paragraphe 27.1.1 a) des présentes;

1.1.35 « **Sculpture** » a le sens attribué à ce mot au paragraphe 12.1 des présentes;

1.1.36 « **SPI** » désigne la Société du Parc des Îles;

1.1.37 « **Structures existantes** » a le sens attribué à cette expression à l'Article 28;

1.1.38 « **Terrain de la Marina** » a le sens attribué à cette expression au paragraphe 11.1 des présentes;

1.1.39 « **Tiers** » désigne une personne sans lien de dépendance au sens de l'article 251 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

1.2 Monnaie – Dans la Convention, toutes les sommes d'argent sont exprimées et doivent être payées en monnaie canadienne.

1.3 Extension de sens – Dans la Convention, les termes au singulier comprennent le pluriel et vice versa et les termes au masculin comprennent le féminin et vice versa.

1.4 Titres – La division de la Convention en sections, en articles, en paragraphes et en sous-paragraphes de même que l'insertion de titres ne visent qu'à en faciliter la consultation et ne font pas partie de la Convention ni n'en modifient l'interprétation. Sauf indication à l'effet contraire, les mentions de sections, d'articles, de paragraphes et de sous-paragraphes aux présentes renvoient à ceux de la Convention.

1.5 Annexes – Les annexes jointes à la Convention en font partie intégrante, comme si elles y figuraient textuellement.

ARTICLE 2.
EMPHYTÉOSE

2.1 La Ville constitue en faveur de l'Emphytéote une emphytéose sur l'Immeuble suivant les conditions contenues aux présentes.

ARTICLE 3.
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

3.1 La Ville déclare et garantit ce qui suit à l'Emphytéote et reconnaît que celui-ci se fie à de telles déclarations et garanties dans le cadre de la Convention.

3.1.1 Constitution, organisation et pouvoirs – La Ville est une personne morale dûment constituée, existant valablement, qui est en règle et qui a le pouvoir et l'autorité d'être propriétaire de l'Immeuble, de conclure la Convention et de s'acquitter de ses obligations aux termes des présentes.

3.1.2 Autorisation requise – La Ville a pris ou a fait prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'elle soit autorisée à signer la Convention ainsi qu'à exécuter toutes ses obligations aux termes des présentes.

3.1.3 Convention exécutoire :

3.1.3.1 La Convention a été dûment signée par la Ville et constitue, dès sa signature, une convention valable et exécutoire de la Ville, opposable à la Ville conformément à ses modalités.

3.1.3.2 La signature de la Convention par la Ville, non plus que l'exécution par la Ville de ses obligations aux termes des présentes, ne donnent lieu à ce qui suit :

3.1.3.2.1 contredire ou enfreindre les modalités ou les dispositions de sa charte, documents constitutifs, règlements administratifs, résolutions ou autres exigences juridiques auxquelles la Ville peut être liée;

3.1.3.2.2 exiger l'approbation, le consentement ou l'autorisation ou autre ordonnance ou mesure d'un tribunal, d'une autorité gouvernementale ou d'un organisme de réglementation qui n'aura pas été obtenu à la date de signature de la Convention;

3.1.3.2.3 violer les dispositions d'une loi ou d'un règlement applicable d'une autorité compétente à l'endroit de la Ville;

3.1.4 Résidence de la Ville – La Ville n'est pas un non-résident au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

3.1.5 Titre de propriété – La Ville détient un titre de propriété bon et valide sur l'Immeuble, libre de toute hypothèque, sûreté, vente conditionnelle, vente sous réserve de propriété ou autre charge ou droit réel de quelque nature que ce soit, à l'exception de la prohibition de construire et des limitations quant à la hauteur des bâtiments sur l'Immeuble décrites à l'acte publié au Bureau de la publicité des droits de Chambly sous le numéro 295119.

3.1.6 Approbations gouvernementales et autres approbations – Aucun consentement, ni aucune approbation ou autorisation de quelque personne que ce soit, notamment, aucun consentement, ni aucune approbation ou autorisation d'un organisme gouvernemental ou d'une autorité de réglementation au Canada, n'est requis dans le cadre de la signature par la Ville des présentes, de l'exécution de ses obligations en vertu de celle-ci ou de la réalisation des transactions prévues aux présentes.

3.1.7 Ordonnances ou avis en vigueur – Sauf en ce qui concerne l'exigence de Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée de démolir l'édifice décrit au paragraphe 7.3 des présentes (ladite exigence demeurant

la responsabilité exclusive de la Ville à l'exonération complète de l'Emphytéote, malgré toute disposition à l'effet contraire prévue aux présentes ou ailleurs) et sauf ce qui est décrit à l'annexe 3.1.7 laquelle est jointe aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée par les représentants des parties et le notaire soussigné aucun avis, ordonnance ou exigence similaire en vigueur émis par une autorité en matière de construction, d'environnement, d'incendie, de santé ou de travail, ou autrement directement ou indirectement lié à l'Immeuble, par quelque autorité que ce soit, notamment une autorité en matière de police ou d'incendie ou toute autre autorité fédérale ou provinciale, qui pourrait avoir un effet important sur l'Immeuble ou autrement, ne touche l'Immeuble, et, à la connaissance de la Ville, aucun point ne fait l'objet de discussions avec une telle autorité quant à un avis, à une ordonnance ou à une exigence similaire et ni la Ville ni SPI n'a de motifs de croire qu'un tel avis, une telle ordonnance ou une telle exigence puisse être émis.

Aux fins du présent sous-paragraphe 3.1.7, « à la connaissance de la Ville » désigne la connaissance de M. Marcel Caron, après enquête en bonne et due forme.

3.1.8 Absence de dette – Il n'existe aucun engagement, dette ou autre passif de la Ville ou de SPI ou se rapportant à l'Immeuble dont l'Emphytéote pourrait devenir responsable à compter de la date de signature des présentes, en raison de celle-ci ou après celle-ci sauf ce qui est prévu à la Convention d'achat d'actif.

3.1.9 Absence de poursuites – Sauf ce qui est énoncé à l'annexe 3.1.9 des présentes laquelle est jointe aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants des parties et le notaire soussigné (le tout demeurant la responsabilité exclusive de la Ville à l'exonération complète de l'Emphytéote, malgré toute disposition à l'effet contraire prévue aux présentes ou ailleurs), il n'existe aucune procédure en cours ou en instance contre la Ville ou SPI à l'égard de l'Immeuble devant tout tribunal, ministère, commission, régie ou organisme, au niveau fédéral, provincial, municipal ou autre niveau de gouvernement, ou devant un arbitre ou tribunal d'arbitrage, et à la connaissance de la Ville aucune de ces procédures n'est prévue.

Aux fins du présent sous-paragraphe 3.1.9, « à la connaissance de la Ville » désigne la connaissance de

M. Marcel Caron, après enquête en bonne et due forme.

3.1.10 Absence d'option ou d'autre droit – Outre la Convention, aucun contrat, option ou autre droit n'oblige la Ville ni ne l'obligera à tout moment à l'avenir à vendre, transférer, céder, donner en gage, grever d'une charge, hypothéquer ou aliéner l'Immeuble en totalité ou en partie ou grever d'une charge quelconque l'Immeuble ou toute partie de celui-ci de quelque autre manière.

3.1.11 Respect des lois – Sauf ce qui est énoncé à l'annexe 3.1.7 des présentes, ni la Ville ni SPI n'a reçu d'avis indiquant que l'Immeuble contreviendrait à une loi, à un règlement, à une politique ou à une directive applicable, sous réserve de toute contravention mineure qui ne toucherait pas l'exploitation de l'Entreprise de manière importante.

3.1.12 Honoraires et commissions d'intermédiaire – La Ville n'est partie à aucune entente en vertu de laquelle un honoraire ou une commission d'intermédiaire pourrait être payable à qui que ce soit en rapport avec la signature des présentes et les transactions prévues aux présentes, sous réserve de l'entente avec Groupe Millenium en vertu de laquelle des honoraires d'intermédiaire sont payables par l'Emphytéote au Groupe Millenium dans le cadre de la Convention d'achat d'actif.

3.1.13 Questions environnementales

A la connaissance de la Ville, la Ville et SPI ont livré à l'Emphytéote des exemplaires de tous les rapports environnementaux et de tous les autres documents similaires qu'ils détenaient ou contrôlaient relativement à toute question environnementale relative à l'Immeuble et toute activité sur celui-ci.

La Ville ne garantit d'aucune façon l'exactitude des documents remis.

Aux fins du présent sous-paragraphe 3.1.13, « à la connaissance de la Ville » désigne la connaissance de M. Ronald Dubeau, Chef de division au service de la prévention des incendies de Montréal, Serge Barbeau, Ingénieur de section, Section du laboratoire et Guy Ouellette, Chef de division au service de développement économique et urbain, après enquête en bonne et due forme.

3.1.14 TPS et TVQ – La Ville est dûment inscrite aux termes de la Loi sur la taxe d'accise (Canada) et de la Loi sur la taxe

de vente du Québec et ses numéros d'inscriptions sont les suivants :

T.P.S. : 121364749

T.V.Q. : 1006001374TQ0002

3.2 Maintien des déclarations et garanties de la Ville — Les déclarations et garanties de la Ville figurant au paragraphe 3.1 ou ailleurs dans la Convention restent en vigueur après la conclusion des présentes et, malgré une telle conclusion, continueront à avoir plein effet à l'avantage de l'Emphytéote pour une période de dix-huit (18) mois à compter de la date de signature de la Convention, après quoi la Ville et SPI seront libérées de toutes obligations et responsabilités aux termes des présentes relativement à de telles déclarations et garanties, sauf (i) une réclamation faite par l'Emphytéote par écrit avant l'expiration de cette période et (ii) les exceptions décrites dans l'annexe 3.1.9 des présentes, un manquement aux déclarations en matière d'environnement décrites au sous-paragraphe 3.1.13 des présentes, un manquement à l'exigence de démolition prévu au sous-paragraphe 3.1.7, la violation des garanties en matière d'autorisation et d'exécution décrites aux sous-paragraphes 3.1.1 à 3.1.4 et 3.1.6 et la violation de la garantie relative au titre de propriété décrite au sous-paragraphe 3.1.5, à l'égard desquelles il n'y a pas de limite de temps pour la présentation de Réclamations.

3.3 L'Emphytéote déclare et garantit ce qui suit à la Ville et reconnaît que celle-ci se fie à de telles déclarations et garanties dans le cadre de la Convention :

3.3.1 Constitution et organisation – L'Emphytéote est une société en commandite dûment constituée et organisée, existant validement en vertu des lois du Québec, avec les pouvoirs nécessaires pour conclure la Convention et exécuter ses obligations aux termes des présentes.

3.3.2 Autorisation – L'Emphytéote a pris ou a fait prendre toutes les mesures requises pour qu'il soit autorisé à signer la Convention et à exécuter ses obligations aux termes des présentes.

3.3.3 Convention exécutoire

3.3.3.1 La Convention a été dûment signée par l'Emphytéote et elle constitue, dès sa signature, une obligation valide et exécutoire de l'Emphytéote, lui étant opposable conformément à ses modalités.

3.3.3.2 Ni la signature de la Convention par l'Emphytéote, ni l'exécution par celui-ci de ses obligations aux termes des présentes, ne donnera lieu à l'un des cas suivants :

a) contredire ou enfreindre les modalités ou les dispositions des actes constitutifs ou des règlements administratifs de l'Emphytéote;

b) exiger l'approbation, le consentement, l'autorisation ou autre ordonnance ou mesure d'un tribunal, d'une autorité gouvernementale ou d'un organisme de réglementation qui n'aura pas été obtenu à la date de signature des présentes;

c) violer les dispositions d'une loi ou d'un règlement pertinent d'une autorité compétente à l'endroit de l'Emphytéote.

3.3.4 Litige – Il n'existe aucune procédure en cours ou en instance contre l'Emphytéote ou à son égard, ni aucun jugement, décret, injonction ou ordonnance d'un tribunal, d'un ministère, d'une commission, d'un organisme, d'un arbitre ou d'un tribunal d'arbitrage contre l'Emphytéote qui pourrait nuire à sa capacité de conclure la Convention ou de réaliser les opérations prévues aux présentes, et l'Emphytéote n'a connaissance d'aucun motif pour lequel de telles procédures pourraient être instituées.

3.3.5 TPS et TVQ – L'Emphytéote est dûment inscrit aux termes de la Loi sur la taxe d'accise (Canada) et de la Loi sur la taxe de vente du Québec et ses numéros d'inscriptions sont les suivants :

T.P.S. : 143958742RT

T.V.Q. : 1087441454 TQ 0001

3.3.6 Honoraires et commissions d'intermédiaire – L'Emphytéote n'est pas partie à aucune entente en vertu de laquelle un honoraire ou une commission d'intermédiaire pourrait être payable à qui que ce soit en rapport avec la signature des présentes et les transactions prévues aux présentes, sous réserve de l'entente avec Groupe Millenium en vertu de laquelle des honoraires d'intermédiaire sont payables par l'Emphytéote au Groupe Millenium dans le cadre de la Convention d'achat d'actif.

3.4 Maintien des déclarations et des garanties de l'Emphytéote – Les déclarations et les garanties de l'Emphytéote décrites au paragraphe 3.3 ou ailleurs dans la Convention resteront en vigueur après la conclusion de la Convention et, malgré une telle conclusion, continueront à avoir plein effet à l'avantage de la Ville pour une période de dix-huit (18) mois à compter de la date de signature des présentes, après quoi l'Emphytéote sera libéré de ses obligations et de ses responsabilités aux termes des présentes relativement à de telles déclarations et garanties, sauf (i) une réclamation écrite faite par la Ville avant l'expiration de cette période, et (ii) un manquement aux déclarations et garanties décrites aux sous-paragraphes 3.3.1 à 3.3.3 à l'égard desquelles il n'y a pas de limite pour la présentation de Réclamations pendant la durée des présentes.

3.5 Prolongation de garantie – Si une réclamation est faite par une partie relativement à toute déclaration ou garantie dans les délais prévus aux présentes, la déclaration ou la garantie demeurera applicable à l'égard de cette réclamation jusqu'à son règlement final.

3.6 Indemnisation – La Ville s'engage envers l'Emphytéote et l'Emphytéote s'engage envers la Ville (la partie qui s'engage à indemniser l'autre partie étant désignée la « **Partie qui indemnise** », et la partie devant être indemnisée étant désignée la « **Partie indemnisée** ») à indemniser et tenir à couvert la Partie indemnisée à compter de la date de signature des présentes contre toute responsabilité pouvant découler d'une réclamation, d'une demande, d'une action, d'une cause d'action, d'un dommage, d'une perte, d'un coût (y compris les honoraires raisonnables d'avocat), d'une obligation, d'une ordonnance ou d'une dépense (appelés collectivement les « **Réclamations** » ou individuellement une « **Réclamation** ») pouvant être faits ou intentés contre la Partie indemnisée, subis ou encourus par celle-ci en raison (i) du défaut par la Ville de respecter l'une quelconque de ses obligations en vertu de la Convention ou (ii) d'une inexactitude ou violation d'une déclaration ou d'une garantie donnée par la Partie qui indemnise aux termes de la présente Convention.

3.7 Limitation de responsabilité – Malgré toute disposition à l'effet contraire contenue aux présentes, les obligations d'indemniser et tenir à couvert qui précèdent sont :

a) sujettes aux limites prévues aux paragraphes 3.2 et 3.4 quant au maintien des déclarations et garanties des parties; et

b) conditionnelles à l'exigence que la Partie qui indemnise, relativement à toute Réclamation faite par un Tiers, soit avisée dans un délai raisonnable de toute information

importante s'y rapportant et qu'elle ait la possibilité d'opposer une défense ou de transiger en son nom face à la Réclamation du Tiers.

ARTICLE 4.
OBLIGATIONS DE FAIRE DES AMÉLIORATIONS À L'IMMEUBLE

4.1 L'Emphytéote s'engage à réaliser un programme d'investissement à l'égard de l'Immeuble comportant un investissement d'au moins QUATRE-VINGT-DIX MILLIONS DE DOLLARS (90 000 000 $) (l'« **Investissement** »), le tout en conformité avec les lois et règlements en vigueur et suivant les conditions ci-après :

4.1.1 Dans l'année suivant la signature de la Convention, l'Emphytéote doit soumettre au directeur général de la Ville (le « **Directeur** »), un programme d'investissement à l'égard de l'Immeuble faisant état de l'Investissement, sous réserve du droit de l'Emphytéote de faire des modifications, remplacements, suppressions ou ajouts à celui-ci en tout temps et à l'occasion sans en diminuer significativement la valeur monétaire (ledit programme ainsi modifié ou remplacé de temps à autre est appelé le « **Programme d'investissement** »). L'examen par la Ville du Programme d'investissement visera à s'assurer que l'Investissement a une valeur d'au moins QUATRE-VINGT-DIX MILLIONS DE DOLLARS (90 000 000$) calculée selon les dispositions du présent sous-paragraphe 4.1.1 et le Directeur doit aviser l'Emphytéote par écrit dans les trente (30) jours de la réception du Programme d'investissement s'il est satisfait ou non que le Programme d'investissement comporte un Investissement d'au moins QUATRE-VINGT-DIX MILLIONS DE DOLLARS (90 000 000$). Si le Directeur n'est pas ainsi satisfait, son avis doit donner les raisons spécifiques de son insatisfaction. L'Emphytéote aura alors le choix de soumettre un Programme d'investissement modifié et les dispositions qui précèdent s'appliqueront ou soumettre le différend à un arbitrage obligatoire selon les dispositions du *Code procédure civile du Québec.*

Le Programme d'investissement doit comprendre des Constructions (excluant toutes Structures initiales) non temporaires à l'Immeuble, dont le coût initial sera d'au moins DIX MILLIONS DE DOLLARS (10 000 000 $) (les « **Constructions initiales** »). La Ville et l'Emphytéote reconnaissent que les Constructions initiales doivent augmenter la valeur de l'Immeuble de façon durable. Pour plus de certitude, les Constructions

ne sont ni ne seront jamais réputées inclure des manèges, des attractions, des jeux, des installations d'amusement de quelque sorte ou nature que ce soit, peu importe la façon dont ils ont été fixés ou installés sur l'Immeuble, y compris, entre autres, tout matériel, appareil, mécanisme, moteur ou autre source d'alimentation, machine, accessoire fixe, base, accessoire ou autre installation quelconque, qui sont liés d'une manière quelconque à ceux-ci ou qui sont requis pour leur utilisation ou leur fonctionnement, ainsi que tout ajout, modification et amélioration à ceux-ci (collectivement les « **Manèges** »), ni aucune autre installation, équipement ou matériel démontable, ni aucun accessoire ou élément d'actif mobilier, (ces éléments d'actif mobilier et les Manèges, sont collectivement appelés les « **Améliorations de l'Emphytéote** »).

Les parties conviennent qu'un montant maximum de QUATRE-VINGT MILLIONS DE DOLLARS (80 000 000 $) de l'Investissement peut, au choix et à la discrétion de l'Emphytéote seulement, ne comprendre que des Améliorations de l'Emphytéote.

Tous les travaux que l'Emphytéote effectue en regard des Structures existantes font partie des coûts de l'Investissement. Tous les frais engagés par l'Emphytéote relativement à l'Investissement (y compris, pour plus de certitude, les Constructions initiales), notamment tous les coûts accessoires et de base, les honoraires des conseillers, ingénieurs, architectes et avocats et les frais de permis, tous les coûts en immobilisation, les coûts de démolition, de préparation des terrains et généralement tous les coûts selon les principes comptables généralement reconnus au Canada doivent être comptabilisés et sont inclus dans l'Investissement. Tous les frais (calculés tel qu'il est indiqué ci-dessus) relativement à l'Investissement engagés par l'Emphytéote avant la soumission à la Ville du Programme d'investissement et après cette soumission mais avant d'avoir reçu l'avis favorable du Directeur ou tel que déterminé par arbitrage, selon le cas, doivent être également comptabilisés et inclus dans l'Investissement. Les frais engagés par l'Emphytéote avant la signature de la Convention et les dépenses courantes d'exploitation de l'Entreprise ne font pas partie de l'Investissement.

Toutes les améliorations, installations et constructions et tous les travaux faits par l'Emphytéote ou pour son compte à l'égard de l'Immeuble ainsi que tous les

équipements, accessoires, machineries et autres biens apportés par l'Emphytéote ou pour son compte doivent nécessairement constituer soit des Constructions, soit des Améliorations de l'Emphytéote. En cas de doute, ce qui précède sera réputé constituer des Améliorations de l'Emphytéote. Pour plus de certitude, tous les travaux de restauration, de réparation, de remplacement, de démolition, de rénovation ou d'ajout à une Construction ou à une Amélioration de l'Emphytéote sont et seront réputés être une Construction ou une Amélioration de l'Emphytéote, respectivement, selon le cas.

4.1.2 Le Programme d'investissement doit décrire, en termes généraux, les divers éléments de l'Investissement, et contenir une estimation des divers postes de dépenses. L'Emphytéote remettra à la Ville les modifications qu'il aura apportées, de temps à autre, au Programme d'investissement initialement remis à la Ville.

4.1.3 L'Emphytéote devra investir les montants prévus selon le Programme d'investissement, tel qu'ayant reçu l'avis favorable du Directeur ou tel que déterminé par arbitrage, selon le cas, dans les quatre (4) années dudit avis ou de telle décision arbitrale, selon le cas.

4.1.4 L'Emphytéote devra fournir annuellement à la Ville, à ses frais, un état des dépenses et coûts engagés quant à l'Investissement, produit par les vérificateurs externes de l'Emphytéote, lesquels seront une firme de comptables agréés reconnue, et ce tant que ledit état n'aura pas démontré à la satisfaction raisonnable de la Ville que l'Investissement a été effectué conformément au Programme d'investissement.

4.1.5 L'obligation de l'Emphytéote d'effectuer l'Investissement sera garantie par une lettre de crédit encaissable à Montréal, émise par une banque à charte canadienne, le tout selon la forme et le contenu acceptables à la Ville, ou tout autre document acceptable à la Ville à son entière et unique discrétion (la « **Lettre de crédit** ») et, à cette fin, une Lettre de crédit couvrant la première année de la Convention a déjà été remise à la Ville concurremment à la signature de la Convention pour un montant de NEUF MILLIONS DE DOLLARS (9 000 000 $), lequel montant sera réduit annuellement de dix pour cent (10 %) du montant investi à l'égard de l'Investissement par l'Emphytéote au cours de l'année précédente. À cet effet, l'Emphytéote fournira à la Ville toute la documentation nécessaire. La Ville pourra, sans nécessité d'un avis à l'Emphytéote, encaisser la Lettre de crédit si elle n'est pas

renouvelée trente (30) jours avant son échéance ou si la Ville reçoit un avis de l'émetteur à l'effet qu'elle ne sera pas renouvelée à échéance et qu'une autre Lettre de crédit ne lui est pas été fournie avant ladite échéance.

4.1.6 Les plans et devis des Constructions devront être conformes aux règlements en vigueur lors de l'obtention des permis nécessaires.

4.1.7 Tous les délais ci-dessus sont de rigueur et constituent une condition essentielle de la Convention, et sans lesquels la Ville n'aurait pas signé la Convention, sauf si l'Emphytéote en est empêché par un cas fortuit, une force majeure, tout événement hors du contrôle de l'Emphytéote, une modification de la loi ou en est retardé par un motif ou par suite d'un événement ou d'une circonstance attribuable à la Ville ou à un organisme gouvernemental compétent, auquel cas les délais sont prolongés d'une période égale au délai occasionné par tel événement, en tenant compte, cependant, du fait que l'Emphytéote n'est pas tenu d'effectuer de Constructions initiales, d'Améliorations de l'Emphytéote ou d'autres travaux compris dans l'Investissement au cours de la période allant du 1er mai au 30 septembre inclusivement, cette dernière précision n'ayant pas pour effet de prolonger, sauf selon les dispositions du présent sous-paragraphe 4.1.7, le délai de quatre (4) ans prévu au sous-paragraphe 4.1.3.

Si l'Emphytéote néglige de respecter ses obligations aux termes du présent paragraphe 4.1, y compris l'obligation d'effectuer l'Investissement et d'ériger les Constructions initiales de la manière et dans les délais prévus ci-dessus, la Ville pourra, sur avis de cent vingt (120) jours signifié à l'Emphytéote et à tout Créancier hypothécaire, et sous réserve de ses autres droits et recours, encaisser la Lettre de crédit et résilier la Convention selon les dispositions et délais de l'Article 18 des présentes. La Ville ne pourra cependant pas tenter de résilier la Convention ni encaisser la Lettre de crédit si au cours de ladite période de cent vingt (120) jours l'Emphytéote dépose auprès du Fiduciaire ou d'un autre fiduciaire raisonnablement acceptable aux parties le solde non engagé de l'Investissement, auquel cas ce montant ne sera libéré en faveur de l'Emphytéote que progressivement selon les coûts engagés en regard de l'Investissement étant entendu que l'Investissement devra être complété, sous réserve des dispositions du présent sous-paragraphe 4.1.7, dans un délai maximal de cinq (5) ans à partir de la date de l'avis

favorable du Directeur relatif au Programme d'investissement ou de la décision arbitrale, selon le cas, à défaut de quoi le solde non engagé de l'Investissement devra être remis par le Fiduciaire à la Ville sur demande de celle-ci.

4.1.8 Au cours de la durée des présentes, l'Emphytéote aura le droit, en tout temps et à l'occasion, de procéder à des travaux de démolition, de modification, de remplacement, d'enlèvement, de démantèlement, d'agrandissement, de modernisation ou de diminution à l'égard de toute Amélioration de l'Emphytéote, des Constructions (notamment les Améliorations de l'Emphytéote et les Constructions qui ne sont pas érigées, effectuées, faites ou installées dans le cadre de l'Investissement) et à l'égard des Structures existantes à condition que ces travaux soient effectués dans le cours normal de l'exploitation de l'Entreprise.

4.1.9 À l'expiration de la durée de la Convention, l'Emphytéote aura le droit d'enlever de l'Immeuble, au plus tard à la date d'expiration, la totalité ou toute partie des Améliorations de l'Emphytéote. En cas de résiliation des présentes, incluant suite à un Défaut de l'Emphytéote qui n'aurait pas été corrigé dans les délais prévus à l'Article 18, l'Emphytéote aura le droit, pendant une période de cent vingt (120) jours suivant une telle résiliation, d'enlever de l'Immeuble la totalité ou toute partie des Améliorations de l'Emphytéote. Les Améliorations de l'Emphytéote qui n'auront pas été enlevées dans les délais susmentionnés seront réputées abandonnées et, sous réserve des droits de toute autre personne, ces Améliorations de l'Emphytéote deviendront la propriété de la Ville sans recours ni autre contrepartie. Il est entendu que toutes les Améliorations de l'Emphytéote (y compris les Améliorations de l'Emphytéote qui n'ont pas été érigées, construites, faites ou installées dans le cadre de l'Investissement) seront et demeureront en tout temps, sous réserve uniquement des dispositions précédentes, la propriété de l'Emphytéote.

4.1.10 À l'expiration de la durée des présentes ou en cas de résiliation des présentes, suite à un Défaut de l'Emphytéote qui n'aurait pas été corrigé dans les délais prévus à l'Article 18, toutes les Constructions alors situées sur l'Immeuble demeureront sur celui-ci comme propriété de la Ville sans contrepartie. L'Emphytéote convient que les Constructions qui resteront ainsi sur l'Immeuble auront, sous réserve de la résiliation de la

Convention conformément aux dispositions du paragraphe 8.10, un coût initial (calculé conformément aux dispositions du sous-paragraphe 4.1.1 des présentes) d'au moins DIX MILLIONS DE DOLLARS (10 000 000 $).

ARTICLE 5.
TAXES

5.1 L'Emphytéote paiera, à compter du 1er mai 2001 et pour la période allant jusqu'à la fin de la Convention pour quelque cause que ce soit, toutes les taxes, surtaxes, tarifications, redevances, permis, impositions ou contributions de quelque nature que ce soit qui sont ou pourront être imposées relativement à l'Ensemble immobilier et à l'Entreprise.

ARTICLE 6.
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS

6.1 Sous réserve des dispositions du sous-paragraphe 4.1.8, des paragraphes 7.3 et 7.4 et du paragraphe 8.10 des présentes, l'Emphytéote doit, pendant la durée de la Convention, à ses frais, garder l'Immeuble et les Constructions (y compris, les Constructions faites par l'Emphytéote qu'il n'était pas tenu de faire aux termes de la Convention) en bon état (et à cette fin faire toutes les réparations nécessaires), sauf pour l'usure normale et sauf pour les Structures existantes que l'Emphytéote décidera de démolir dans le cadre de son exploitation de l'Entreprise. La Ville peut, sans obligation, sur avis écrit préalable et aux moments appropriés, toutes les parties agissant raisonnablement, effectuer des inspections périodiques pour vérifier l'état de l'Immeuble et des Constructions.

6.2 Sous réserve des dispositions du sous-paragraphe 4.1.8 et du paragraphe 8.10 des présentes, l'Emphytéote s'assure, pendant la durée de la Convention, que les Améliorations de l'Emphytéote se trouvant sur l'Immeuble de temps à autre sont en bon état, sauf pour l'usure normale et à cette fin fait toutes les réparations nécessaires.

ARTICLE 7.
ÉTAT DE L'IMMEUBLE

7.1 L'Emphytéote et la Ville conviennent que l'Immeuble est cédé à l'Emphytéote avec garantie du droit de propriété seulement, l'Emphytéote prenant l'Immeuble dans l'état dans lequel il se trouve, sans garantie de qualité, à ses risques et périls, en

déclarant qu'il l'a vu et examiné et qu'il en est satisfait. La Ville cède, par les présentes, à l'Emphytéote, tous ses droits à l'égard d'une garantie relative à des travaux effectués par des Tiers sur les Structures existantes ou des biens acquis intégrés dans les Structures existantes.

7.2 Les parties conviennent que l'Emphytéote n'est pas tenu de préparer et ne doit pas préparer ou faire préparer un état de l'Immeuble.

7.3 L'Emphytéote devra procéder à la démolition de l'édifice délimité en rouge sur le plan joint aux présentes à l'annexe 7.3, après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné. Sous réserve de l'obtention de tous les permis et autres autorisations requis en droit, les travaux de démolition devront être terminés au plus tard le 31 décembre 2002. Le coût de la démolition et des réaménagements fera l'objet d'un ajustement dans le cadre de la Convention d'achat d'actifs.

7.4 Nonobstant toute disposition à l'effet contraire, la Ville devra compléter, à ses frais, au plus tard le 31 décembre 2001, la démolition de l'édifice délimité en bleu sur le plan joint aux présentes en annexe 7.3. La Ville devra laisser en bon état et libre de débris, dès la démolition complétée, l'aire de cet édifice empiétant sur l'Immeuble. L'Emphytéote pourra utiliser, à ses risques et périls, la partie de cet édifice empiétant sur l'Immeuble, sous réserve de tout avis au contraire pouvant être donné par une autorité compétente et ce jusqu'à la date du début des travaux de démolition.

L'Emphytéote permettra l'accès à la Ville, ses employés et entrepreneurs, à des heures raisonnables pour la démolition dudit édifice. La Ville est responsable de tous les dommages causés à l'Ensemble immobilier lors ou à l'occasion de la démolition dudit édifice ainsi que pour toutes les réclamations de Tiers et toutes les responsabilités envers des Tiers relatives audit édifice (sauf quant à la partie qui demeurera sous la garde de l'Emphytéote jusqu'à sa démolition) et à sa démolition et la Ville indemnisera l'Emphytéote contre ce qui précède; ces dommages matériels et ces réclamations et responsabilités étant réputées constituer des Réclamations aux termes des présentes.

ARTICLE 8.
ASSURANCE

8.1 Afin de protéger les intérêts de la Ville dans les Constructions et d'assurer sa responsabilité civile, l'Emphytéote accepte de souscrire avant le début des travaux et de maintenir en vigueur

pendant toute la durée des travaux, à ses frais, les polices d'assurances suivantes :

8.1.1 une police d'assurance dite « tous risques de chantier » accordant une protection pour dommages aux Constructions en voie de construction, rénovation et installation pour chacun desdits projets ou encore sous forme de couverture d'assurance chantier globale pour l'ensemble desdits projets. Le montant d'assurance souscrit devra être représentatif de la pleine valeur dudit projet ou de l'ensemble des projets à l'achèvement des Constructions.

Cette police devra nommer comme assuré l'Emphytéote et comme assurés additionnels selon leurs intérêts respectifs, la Ville, le maître d'ouvrage et l'entrepreneur général et ses sous-traitants, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général. Le libellé de la police d'assurance chantier ne saurait, en aucun cas, être moins étendu que celui du formulaire BAC 4042 ou tout formulaire le remplaçant, auquel les avenants relatifs aux mouvements de sol et à l'inondation auront été ajoutés. L'assureur devra renoncer à son droit de subrogation contre la Ville. Cette police devra également comprendre une couverture d'assurance couvrant les pertes d'exploitation causées par un retard dans la construction ou dans le projet de chantier. Cette police d'assurance pourra contenir une ou des franchises ne devant pas excéder 100 000$ par événement à déduire de chaque réclamation, lesquelles franchises seront entièrement assumées par l'Emphytéote; et

8.1.2 une police d'assurance responsabilité civile dite « wrap up » contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant aux assurés et résultant des activités de construction, rénovation et installation relatives aux Constructions en raison notamment de dommages corporels, dommages matériels et préjudice personnel. Selon la nature des travaux, un avenant relatif à la responsabilité pollution devra être ajouté si disponible à un taux commercialement raisonnable. Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et comme assurés additionnels selon leurs intérêts respectifs, la Ville, le maître d'ouvrage, l'entrepreneur général et ses sous-traitants, tous les professionnels, experts-conseils lorsqu'ils agissent dans l'exécution du projet. Cette police d'assurance pourra contenir une ou des franchises ne devant pas excéder 100 000$ par franchise à déduire de

chaque réclamation, lesquelles franchises seront entièrement assumées par l'Emphytéote.

8.2 Afin de protéger les intérêts de la Ville dans les Constructions et d'assurer sa responsabilité civile, l'Emphytéote accepte de souscrire dès la signature de la Convention et maintenir en vigueur jusqu'à ce que la Convention prenne fin, à ses frais, les polices d'assurance suivantes :

8.2.1 une police d'assurance responsabilité civile (formule étendue) sur la base d'événements, laquelle couvre les conséquences pécuniaires résultant des activités de l'Emphytéote en raison notamment de dommages corporels, dommages matériels et préjudice personnel. Cette police devra nommer la Ville comme assuré additionnel en sa qualité de propriétaire emphytéotique de l'Ensemble immobilier sauf les Améliorations de l'Emphytéote. La limite d'assurance par événement ne saurait être inférieure à 20 000 000 $ CAN et à 20 000 000$ par année d'assurance. Cette police d'assurance pourra contenir une ou des franchises ne devant pas excéder 250 000$ par franchise à déduire de chaque réclamation, lesquelles franchises seront entièrement assumées par l'Emphytéote;

8.2.2 une police d'assurance responsabilité civile complémentaire et excédentaire dite « umbrella » dont la limite d'assurance ne saurait être inférieure à 25 000 000 $ CAN et à 25 000 000$ par année d'assurance. Cette police d'assurance pourra contenir une ou des franchises ne devant pas excéder 100 000$ par franchise à déduire de chaque réclamation, lesquelles franchises seront entièrement assumées par l'Emphytéote.

8.2.3 une police d'assurance responsabilité environnementale sur base de réclamations pour les dommages causés par les réservoirs souterrains selon des dispositions comparables à celles des assurances semblables maintenues par Six Flags, Inc. ou des Membres de son groupe pour des Parcs Six Flags pourvu que ces dispositions soient au moins conformes aux standards de l'industrie. Cette police devra nommer la Ville comme assuré additionnel en sa qualité de propriétaire emphytéotique de l'Ensemble immobilier sauf les Améliorations de l'Emphytéote. La limite d'assurance ne saurait être inférieure à 10 000 000 $ CAN par événement par année d'assurance. Cette police d'assurance pourra contenir une ou des franchises ne devant pas excéder 250 000$ par franchise maximale à déduire de chaque

réclamation, lesquelles franchises seront entièrement assumées par l'Emphytéote.

Cette police d'assurance devra prévoir une extension pour les réclamations pouvant être présentées après la terminaison de la Convention mais découlant de faits survenus pendant celle-ci.

8.2.4 une police d'assurance dite « tous risques » sur les Constructions. Cette police portera notamment sur toutes les Constructions de nature assurable et normalement assurés dont l'Emphytéote est propriétaire ou emphytéote à titre de preneur en vertu de la Convention. Les Constructions devront être assurées pour une somme correspondant en tout temps à cent pour cent (100%) de la valeur de remplacement. Cette police devra également comprendre une couverture d'assurance couvrant les pertes d'exploitation.

Cette police d'assurance pourra contenir une ou des franchises ne devant pas excéder 250 000$ par franchise, à déduire de chaque réclamation, lesquelles franchises seront entièrement assumées par l'Emphytéote.

Le formulaire d'assurance utilisé ne saurait, en aucun cas, être moins étendu que le formulaire BAC 4037 ou tout formulaire le remplaçant sous réserve que, si pendant la durée de la Convention, l'Emphytéote ne peut obtenir une couverture d'assurance de ce libellé à un taux commercialement raisonnable, alors le libellé de cette police sera comparable à celui d'autres polices comparables généralement maintenues par Six Flags ou des Membres de son groupe pour les parcs qu'ils exploitent ou dont ils sont propriétaires (les « Parcs Six Flags »), pourvu que le libellé soit alors au moins conforme aux standards de l'industrie. Dans la mesure où l'Emphytéote peut les obtenir à des taux commercialement raisonnables seront également ajoutés à la police d'assurance, les avenants suivants : un avenant couvrant le risque de tremblement de terre, un avenant couvrant les risques d'inondation et de refoulement des égouts, un avenant couvrant les glissements de terrain et autres mouvements de sol, tous les avenants relatifs aux conséquences des dispositions légales visant la construction. La limite d'assurance annuelle de l'avenant de tremblement de terre devra correspondre à la valeur totale des Constructions si obtenable par l'Emphytéote à un taux commercialement raisonnable.

La valeur totale des Constructions doit être établie périodiquement aux frais de l'Emphytéote par des évaluateurs agréés indépendants; et

8.2.5 une police d'assurance bris des machines. Cette police couvrira notamment tous les vaisseaux sous pression, qu'ils soient chauffés ou non, ainsi que tout récipient et tuyauterie de réfrigération ou climatisation ou tout autre tuyauterie et son équipement accessoire, toute machinerie, panneau électrique et, en général, tous les objets qui peuvent normalement être assurés en vertu d'une police d'assurance bris de machines. Cette police d'assurance pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation, laquelle franchise sera entièrement assumée par l'Emphytéote et laquelle ne devra pas excéder 100 000 $.

Les polices d'assurance décrites aux paragraphes 8.2.4 et 8.2.5 devront nommer l'Emphytéote comme assuré ainsi que la Ville comme assurée additionnelle et comporter, si disponible à un taux commercialement raisonnable, une renonciation des assureurs à la subrogation contre la Ville. S'il y a lieu, les créanciers hypothécaires devront être désignés à titre de bénéficiaires.

8.3 Les polices d'assurance décrites aux paragraphes 8.1.1, 8.1.2, 8.2.1, 8.2.2, 8.2.3, 8.2.4, et 8.2.5 devront contenir un avenant précisant que lesdites polices ne pourront être annulées sans un avis préalable d'au moins soixante (60) jours à la Ville et comporter des clauses relatives aux recours entre co-assurés et à l'individualité (« Severability of interest ») de l'assurance.

Le montant de protection des polices décrites aux articles 8.2.1, 8.2.2 et 8.2.3, ainsi que, le cas échéant, aux articles 8.1.1 et 8.1.2, leur libellé, la couverture visée par chaque police et les franchises qui y sont applicables devront être réajustés lorsque nécessaire par l'Emphytéote, compte tenu de ce qui se fait dans l'industrie au Canada, notamment et sans limiter la généralité de ce qui précède, pour tenir compte de toute augmentation du coût de construction, du coût de la vie, des modifications ayant pu survenir aux lois, à la situation économique, sociale ou politique alors existante ou au risque, étant toutefois convenu que les protections exigées ne pourront pas être réduites.

Le libellé des polices décrites aux articles 8.2.4 et 8.2.5, la couverture visée par chaque police et les franchises qui y sont applicables devront être réexaminées lorsque nécessaire par l'Emphytéote compte tenu de ce qui se fait dans l'industrie au Canada, notamment et sans limiter la généralité de ce qui précède, pour tenir compte de toute augmentation du coût de

construction, du coût de la vie, des modifications ayant pu survenir aux lois, à la situation économique, sociale ou politique alors existante ou au risque, étant toutefois convenu que les protections exigées ne pourront pas être réduites.

8.4 Les polices mentionnées aux paragraphes 8.1.1, 8.2.4 et 8.2.5 relativement aux dommages à l'égard des Constructions devront indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville, et à tout Créancier hypothécaire s'il y a lieu, et suivant leurs intérêts respectifs, et toute indemnité inférieure à 500 000$ (tel qu'augmenté pour tenir compte de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (général, Montréal) publié par Statistique Canada ou tout autre indice équivalent établi en remplacement de celui-ci) ne sera payable qu'à l'Emphytéote et toute indemnité égale ou supérieure à 500 000$ (tel qu'augmenté pour tenir compte de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (général, Montréal) publié par Statistique Canada ou tout autre indice équivalent établi en remplacement de celui-ci) devra être payée conformément aux dispositions du paragraphe 8.5 des présentes.

L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville, à l'attention du Service de développement économique et urbain:

8.4.1 les copies de toutes les polices d'assurances et avenants prévus et mentionnés aux paragraphes 8.1.1, 8.1.2, 8.2.1, 8.2.3, 8.2.4 et 8.2.5 et ce, dès leur émission; et

8.4.2 les reçus constatant le paiement des primes des polices ci-dessus prévues ou les certificats d'assurance dans les trente (30) jours suivant leur échéance.

Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les Constructions et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux présentes, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette ou ces assurances avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

8.5 Si le produit d'assurance relativement aux dommages ou aux pertes à l'égard des Constructions aux termes des polices prévues aux sous-paragraphes 8.1.1 (relativement à l'assurance dommage), 8.2.4 et 8.2.5 est égal ou supérieur au montant prévu au paragraphe 8.4, le produit sera versé au Fiduciaire qui le conservera en fidéicommis et l'imputera aux fins du règlement du coût des travaux de réparation, de restauration, de remplacement ou de reconstruction à l'égard de toutes Constructions tel qu'il est prévu au paragraphe 8.6 des présentes et sous réserves des dispositions du paragraphe 8.10.

8.6 Au cas de destruction d'une partie des Constructions ou de dommages causés par un incendie ou toute autre cause, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible mais dans un délai n'excédant jamais douze (12) mois et sans compromettre plus d'une année d'exploitation de l'Entreprise, sauf cas fortuit, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la restauration de la partie détruite ou endommagée des Constructions pour les remettre en état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les parties pourront mutuellement convenir. Dans le cas où le produit d'assurance doit être déposé auprès de lui, le Fiduciaire devra à cet égard de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées sous sa garde prévues au paragraphe 8.5 pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de restauration de la partie ainsi détruite ou endommagée jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux. L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les Constructions durant la période de reconstruction et jusqu'à l'expiration du terme de la Convention et les dispositions des clauses d'assurance contenues dans l'article 8 s'appliqueront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance. Lorsque les travaux de réparation, de remplacement, de restauration ou de reconstruction seront terminés conformément aux dispositions de la Convention, et qu'ils auront été payés en entier, tout produit d'assurance reçu par le Fiduciaire à l'égard des dommages ou de la destruction en question, et non utilisé sera remis à l'Emphytéote si la destruction ou les dommages ont eu lieu avant le cinquante-cinquième anniversaire de la Convention ou si lesdits dommages ou destructions ont eu lieu après ledit anniversaire sera partagé entre les parties selon les dispositions de l'Article 24 de la Convention.

Nonobstant ce qui précède, l'Emphytéote pourra, dans le cours normal de l'exploitation de l'Entreprise, décider de ne pas reconstruire certaines Constructions, à condition cependant que les Constructions restantes aient un Coût Initial de DIX MILLIONS DE DOLLARS (10 000 000$), l'obligation de restaurer étant alors limitée à atteindre ce montant de Coût Initial pour les Constructions restantes.

Pour les fins du présent paragraphe 8.6 seulement, le « Coût Initial » signifie :

i) pour les Constructions restantes qui ont été faites ou érigées avant l'expiration de la période de cinq ans requise pour l'érection des Constructions initiales, le coût

de ces Constructions restantes effectivement encouru initialement par l'Emphytéote, calculé dollar pour dollar;

ii) pour les Constructions restantes qui ont été faites ou érigées subséquemment à l'expiration de la période de cinq ans requise pour l'érection des Constructions initiales, le coût de ces Constructions restantes effectivement encouru initialement par l'Emphytéote, calculé dollar pour dollar et réduit pour tenir compte de l'inflation entre la fin de la période précitée de cinq ans et les dates où sont engagées les coûts initiaux de ces Constructions, selon l'indice des prix à la consommation (général, Montréal) publié par Statistique Canada.

Dans la mesure où, dans le cours normal de l'exploitation de l'Entreprise, l'Emphytéote décide de ne pas reconstruire des Constructions et que soit respectée l'obligation de l'Emphytéote de maintenir des Constructions restantes ayant un Coût Initial d'au moins DIX MILLIONS DE DOLLARS (10 000 000$) et pourvu que ces Constructions restantes soient dans l'état d'entretien et de réparations requis par la Convention, l'Emphytéote conservera tout le solde du produit d'assurance pour l'utiliser à sa discrétion si la destruction ou les dommages aux Constructions ont eu lieu avant le cinquante-cinquième anniversaire de la Convention et ce même si le produit avait été remis au Fiduciaire. Si la destruction ou les dommages ont lieu après cet anniversaire, ledit solde du produit d'assurance sera partagé entre les parties selon les dispositions du sous-paragraphe 24.2.2 de la Convention.

8.6.1 Lorsqu'elle est utilisée au présent, l'expression Fiduciaire désigne tout fiduciaire ou société de fiducie reconnue ayant des bureaux situés à Montréal, approuvé d'un commun accord par l'Emphytéote et la Ville.

8.6.2 Le Fiduciaire déposera en fidéicommis le produit d'assurance et en fera le décaissement en fonction uniquement du produit d'assurance pour dommages matériels décrit aux sous-paragraphes 8.2.4 et 8.2.5.

8.6.3 Tous les frais engagés par le Fiduciaire seront payés par l'Emphytéote. Pour plus de certitude, ces frais ne seront pas payés à même le produit d'assurance ou sur les revenus générés par ce produit d'assurance.

8.7 L'Emphytéote et la Ville se libèrent mutuellement, par les présentes, de toute responsabilité (envers l'autre ou quiconque

faisant une réclamation par l'entremise de l'autre ou à son nom par voie de subrogation ou autrement) pour toute perte et tout dommage à l'égard de biens mobiliers ou immobiliers sur l'Ensemble immobilier ou faisant partie de celui-ci et qui ont été causés par un incendie ou autre risque assuré ou qui aurait dû être assuré, même si cet incendie ou autre sinistre est le résultat d'une faute ou d'une négligence de la part de l'autre partie ou de quiconque à l'égard de qui cette partie peut être responsable. La présente libération par la Ville en faveur de l'Emphytéote ne s'opérera qu'à condition que le produit d'assurance soit effectivement versé en totalité en vertu d'une ou des polices conformes aux dispositions du présent article 8 et que le paragraphe 24.2.3 soit respecté dans les circonstances où il s'applique.

8.8 Avant d'entreprendre une restauration conformément aux dispositions du paragraphe 8.6, lorsque le coût estimé des travaux est de plus de 500 000 $, l'Emphytéote devra se conformer *mutatis mutandis*, aux dispositions des sous-paragraphes 8.1.1 et 8.1.2 des présentes.

8.9 Advenant que les indemnités payées par le ou les assureurs ne suffiraient pas à compléter la restauration de la partie détruite ou endommagée, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux de restauration et payer le coût en excédant de ces indemnités dans les circonstances et dans la mesure ou il est tenu de procéder à la restauration en vertu du paragraphe 8.6 .

8.10 Au cas où, pour quelque cause que ce soit, les Constructions seraient totalement détruites ou endommagées au point de devenir inutilisables pour les fins de la Convention, l'Emphytéote devra en aviser la Ville dans les trente (30) jours de la destruction ou du dommage.

Si quelque perte ou dommage survient dans les derniers dix (10) ans de la Convention et que le coût des travaux de réparation, de restauration, de remplacement ou de reconstruction des Constructions ou des Améliorations de l'Emphytéote dépasse cinquante pour cent (50%) du coût de remplacement des Constructions ou des Améliorations de l'Emphytéote, selon le cas, tel qu'il a été déterminé de manière raisonnable par l'Emphytéote, celui-ci peut alors décider de résilier la Convention et, dans un tel cas, il doit aviser la Ville de son choix et la Convention sera résiliée trente (30) jours après réception par la Ville d'un tel avis, et tout produit d'assurance relatif aux Constructions sera distribué conformément au paragraphe 24.2.2.

8.11 L'Emphytéote devra également souscrire et maintenir en vigueur, à ses frais, une police d'assurance responsabilité couvrant à la tenue d'événements spéciaux notamment le concours

international d'art pyrotechnique (laquelle devant être par ailleurs conforme aux exigences prévues relativement aux autres assurances couvrant la responsabilité civile).

8.12 L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par la Convention auprès d'assureurs financièrement solides et reconnus, ceux-ci devront être autorisés à faire affaires dans la province de Québec et détenir une cote A-/7 (ou supérieure) établie selon AMBEST (ou successeurs) ou toute autre cote équivalente alors applicable et, à défaut d'assureurs détenant une telle cote, auprès d'assureurs ayant la cote immédiatement moindre.

8.13 Aucune des dispositions du présent Article 8 ne doit être interprétée de manière à rendre la Ville responsable des risques contre lesquels l'Emphytéote est assuré.

8.14 L'Emphytéote doit souscrire une assurance sur les biens à l'égard des Améliorations de l'Emphytéote et une assurance interruption des affaires semblables à celles souscrites, de temps à autres, par Six Flags, Inc. ou un Membre du même groupe relativement à la majorité des Parcs Six Flags comparables à l'Entreprise. L'Emphytéote doit s'assurer que les polices d'assurances visées au présent paragraphe comportent une renonciation des assureurs à la subrogation contre la Ville. Tout le produit d'assurance aux termes des polices d'assurance visées au présent paragraphe 8.10 ainsi qu'aux termes de toute autre police d'assurance que peut détenir l'Emphytéote, sauf uniquement celle requise au sous-paragraphes 8.2.4 et 8.2.5, est à l'avantage exclusif de l'Emphytéote et versé à celui-ci.

ARTICLE 9.
UTILISATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER

9.1 L'Ensemble immobilier ne pourra être utilisé que pour les fins d'un parc d'amusement, de divertissement récréatif ou thématique d'envergure au moins régionale, y compris, entre autres, les attractions, les installations récréatives, les services, les stationnements, les installations de détail ou de soutien, les services ou installations complémentaires ou accessoires tels que, entre autres, les parcs d'attractions nautiques, animales, cinématographiques et tout autre thème, attraction ou concept exploités de temps à autre, directement ou indirectement, par Six Flags, Inc. (ou ses successeurs ou toute personne qui est Membre du même groupe qu'elle) dans d'autres de ses parcs, selon ce que l'Emphytéote juge nécessaire ou souhaitable à l'occasion et le tout sous réserve de la réglementation d'urbanisme alors en vigueur; l'Ensemble Immobilier sera ouvert au public en général pendant les jours et heures déterminés, de temps à autre, par

l'Emphytéote, l'Emphytéote pouvant exiger un prix d'entrée, un droit d'usage ou autres frais (l' « Entreprise »).

L'Emphytéote devra continuer l'exploitation de l'Entreprise pendant toute la durée de la Convention pendant les jours et heures déterminés, de temps à autre, par l'Emphytéote. Si l'Emphytéote cesse d'exploiter l'Entreprise pendant une période excédant deux (2) saisons d'exploitation consécutives, la Ville pourra résilier la Convention conformément aux dispositions de l'Article 18.

Si l'Emphytéote désire également construire et exploiter un hôtel sur l'Ensemble immobilier et qu'il faille modifier la réglementation d'urbanisme à cet effet la Ville accepte d'étudier une demande pour ce faire. Le présent paragraphe n'a pas pour effet de limiter le pouvoir discrétionnaire de la Ville de donner suite à cette demande, qui doit respecter le processus réglementaire. De plus, la Ville informe et l'Emphytéote reconnaît que la construction d'hôtel n'est pas conforme à la réglementation d'urbanisme applicable en date des présentes.

ARTICLE 10.
PARC DE STATIONNEMENT

10.1 La partie de l'Immeuble montrée en vert au plan joint aux présentes en Annexe 7.3 (ci-après appelée le « **Parc de stationnement** ») ne pourra être utilisé qu'à des fins de stationnement payant ou gratuit, au gré de l'Emphytéote.

10.2 L'Emphytéote exploitera ou fera exploiter le Parc de stationnement pour les clients de l'Ensemble immobilier et les usagers du parc Jean-Drapeau pendant la saison et les heures de la saison au cours desquelles l'Entreprise est exploitée sur l'Ensemble immobilier. Pour plus de certitude, tous les revenus provenant des activités de stationnement, des installations liées au Parc de stationnement et du Parc de stationnement sont à l'avantage exclusif et pour le seul compte de l'Emphytéote, sauf uniquement lorsqu'il est exploité par la Ville selon les dispositions qui suivent. En dehors de la saison d'exploitation de l'Entreprise, advenant que l'Emphytéote décide de temps à autre à sa seule discrétion de ne pas exploiter le Parc de stationnement, la Ville pourra utiliser à ses frais, incluant tous les frais liés aux services d'enlèvement de la neige, à la sécurité et à l'éclairage et les autres coûts et services d'entretien, sans avoir à payer de loyer à l'Emphytéote, le Parc de stationnement pour les usagers du parc Jean-Drapeau. Pendant toute utilisation par ou pour la Ville du Parc de stationnement, la Ville est responsable à l'égard de tous les dommages matériels causés au Parc de stationnement ou à l'Ensemble immobilier par toute personne ainsi que pour toutes

les réclamations de Tiers et de toutes responsabilités envers des Tiers résultant de son utilisation du Parc de stationnement et indemnisera l'Emphytéote contre ceux-ci; ces dommages matériels et ces réclamations et responsabilités étant réputés constituer des Réclamations aux termes des présentes.

ARTICLE 11.
MARINA

11.1 L'Emphytéote devra continuer l'exploitation de la marina (la « Marina ») située sur la partie de l'Immeuble indiquée en rouge sur le plan joint aux présentes à l'annexe 7.3, (le « Terrain de la Marina ») pour les saisons 2001, 2002, 2003 et 2004 uniquement, le tout en conformité avec les lois et règlements en vigueur. La Marina devra offrir des services au moins équivalents à ceux offerts au cours de l'année deux mille (2000).

11.2 Après la fin de la saison 2004, l'Emphytéote pourra en tout temps cesser d'exploiter la Marina en donnant un avis préalable d'une année à la Ville; ainsi pour cesser l'exploitation de la Marina à la fin de la saison 2004 de l'Entreprise, l'Emphytéote aura donné ledit avis à la Ville au plus tard à la fin de la saison 2003 de l'Entreprise. La Ville devra indiquer par écrit à l'Emphytéote avant la date de cessation si elle exploitera ou non la Marina. Si l'avis écrit susmentionné de la Ville n'est pas reçu par l'Emphytéote dans ledit délai, la Ville sera alors réputée avoir refusé d'exploiter la Marina. Si, à l'expiration dudit délai, la Ville a refusé ou est réputée avoir refusé d'exploiter la Marina, l'Emphytéote pourra cesser de l'exploiter pendant toute période qu'il décide, à sa seule discrétion. Si, à l'expiration du délai susmentionné, la Ville a avisé par écrit l'Emphytéote qu'elle exploitera la Marina, celui-ci devra alors cesser de l'exploiter, et la Ville et l'Emphytéote signeront, en toute diligence et avant toute exploitation de la Marina par la Ville ou un cessionnaire de celle-ci, un addenda à la Convention selon lequel le Terrain de la Marina, sera retourné à la Ville avec les Constructions érigées sur celui-ci, le tout sans contrepartie ni diminution du Prix.

Pour plus de certitude, il est entendu que la Ville ne pourra faire aucune réclamation quelle qu'elle soit contre l'Emphytéote si, en tout temps après la fin de la saison 2004, l'Emphytéote décide de ne pas exploiter la Marina selon les dispositions qui précèdent, et le seul droit dont la Ville pourra se prévaloir en tout temps par la suite sera celui de retirer le Terrain de la Marina de la Convention, conformément aux dispositions susmentionnées. La Ville peut, à son gré, suite à la signature de cet addenda, exploiter elle-même la Marina ou en céder l'exploitation à toute personne de son choix.

Dans l'addenda mentionné ci-dessus, l'Emphytéote accordera à la Ville, sans contrepartie ni diminution du Prix, toutes les servitudes qui sont raisonnablement nécessaires pour permettre l'accès à la Marina aux usagers et aux représentants de la Ville et, le cas échéant, au cessionnaire de la Ville, et pour permettre le raccordement de la Marina aux services publics.

ARTICLE 12.
SCULPTURE ORBITE OPTIQUE N^{O} 2
ET PONT DE L'EXPO-EXPRESS

12.1 L'Emphytéote et la Ville reconnaissent et conviennent que la sculpture appelée « Orbite Optique N° 2 » de l'artiste Gérald Gladstone (la « Sculpture ») est et demeure la propriété de la Ville et ne fait pas partie de l'Immeuble. La Sculpture est indiquée en rouge sur le plan joint aux présentes à l'annexe 7.3.

12.2 La Ville pourra restaurer la Sculpture, mais en dehors de toute saison d'exploitation de l'Entreprise et sur préavis écrit de cinq (5) jours à l'Emphytéote. La Ville devra en faire l'entretien selon les règles de l'art pendant la durée de la Convention. Dans toute la mesure du possible, la Ville procédera à tel entretien en dehors de la période des mois de mai à septembre inclusivement sur préavis écrit de cinq (5) jours à l'Emphytéote. La Ville pourra, à ses frais, en tout temps en dehors desdits mois, retirer la Sculpture de l'Immeuble, auquel cas elle devra réparer tout dommage occasionné à l'Ensemble immobilier par tel enlèvement. L'Emphytéote permettra l'accès à la Ville, ses employés et entrepreneurs aux époques ci-avant mentionnées et à des heures raisonnables, pour les fins de restauration, entretien ou enlèvement ci-avant prévues.

12.3 Pendant toute la période où la Sculpture se trouvera sur l'Immeuble, la Ville est responsable à l'égard de tous les dommages matériels causés à l'Ensemble immobilier par la Sculpture ou par toute personne lors de son entretien ou sa restauration ainsi que pour toutes les réclamations de Tiers et toutes les responsabilités envers des Tiers relatives à la Sculpture à moins qu'une telle réclamation ne résulte de la faute de l'Emphytéote ou des personnes dont il est responsable, sa restauration et son entretien et indemnisera l'Emphytéote contre ce qui précède; ces dommages matériels et ces réclamations et responsabilités étant réputés constituer des Réclamations aux termes des présentes. L'Emphytéote devra toutefois s'assurer, pour des raisons de sécurité, que l'accès à la Sculpture soit limité selon les directives raisonnables données par la Ville de temps à autre à cet effet.

12.4 L'Emphytéote et la Ville reconnaissent et conviennent que la pile, le mur de culée, la structure de béton et la structure métallique les surplombant de l'ancien pont du train appelé Expo-Express indiqués en rouge sur le plan joint aux présentes à l'annexe 7.3, sont et demeurent la propriété de la Ville et ne font pas partie de l'Immeuble. Les dispositions du paragraphe 12.2 quant à l'entretien, l'indemnisation consentie par la Ville, le droit d'accès consenti à la Ville et l'obligation de limiter l'accès pour des raisons de sécurité s'appliquant *mutatis mutandis* aux pile, mur de culée et structure de béton. Cependant, l'Emphytéote pourra démolir s'il le juge à propos le mur de culée et la structure de béton mais non la pile et la structure métallique, s'il démontre à la satisfaction du directeur du service des travaux publics de la Ville, que la stabilité de la structure restante du pont n'en serait pas affectée.

ARTICLE 13.
ACCÈS À L'ENSEMBLE IMMOBILIER

13.1 Pourvu que les critères généraux de mise ou de maintien en service d'un transport en commun de la Société de transport de la communauté urbaine de Montréal ou toute personne ou organisme lui succédant (« STCUM ») soient respectés, la Ville déploiera ses meilleurs efforts, compte tenu des circonstances, afin qu'en tout temps pendant les jours et les heures d'exploitation de l'Entreprise pendant la durée de la Convention, la STCUM fournisse un service d'autobus faisant la navette entre la station de métro Île-Ste-Hélène et l'entrée de l'Immeuble.

13.2 Advenant qu'à tout moment pendant la durée de la Convention un tel service d'autobus ou d'autre transport en commun ne soit pas ainsi fourni par la STCUM malgré les meilleurs efforts déployés par la Ville, alors la Ville permettra à l'Emphytéote, sans contrepartie supplémentaire ni diminution du Prix mais aux frais de l'Emphytéote, d'établir lui-même ou pour son compte par un Tiers un service d'autobus ou autre service de transport en commun entre ladite station de métro et l'entrée de l'Immeuble et à cette fin permettra et autorisera que les véhicules requis utilisent des voies et routes alors en existence pour assurer ce transport, selon le trajet raisonnablement convenable qui sera déterminé par la Ville, en tenant compte des intérêts de l'ensemble des usagers de l'Île Sainte-Hélène. Advenant que l'Emphytéote établisse lui-même ou pour son compte par un Tiers, le transport ci-avant décrit, l'Emphytéote ou le Tiers devra obtenir tous les permis alors requis pour ce faire. Pendant toute la période où l'Emphytéote lui-même ou un tiers pour le compte de l'Emphytéote exploite le transport ci-avant décrit, l'Emphytéote est responsable à l'égard de tous les dommages matériels causés par ce service de transport ainsi que pour toutes

les réclamations de tiers et toutes responsabilités envers des tiers pouvant survenir relativement à ce service et indemnisera la Ville contre ce qui précède; ces dommages matériels et ces réclamations et responsabilités étant réputés constituer des Réclamations aux termes des présentes.

13.3 La Ville convient et garantit qu'en tout temps pendant la durée de la Convention, toutes les voies d'accès par véhicule moteur à l'Immeuble à partir des bretelles du pont Jacques-Cartier et toutes les voies de sortie par véhicule moteur de l'Immeuble vers les bretelles du pont Jacques-Cartier (lesdites voies d'accès et de sortie sont indiquées en rouge sur le plan joint aux présentes à l'annexe 7.3, seront disponibles gratuitement à toute personne désirant aller ou sortir de l'Immeuble et seront entretenues à ces fins comme toutes les autres rues de la Ville.

Avant la signature des présentes, la Ville représente avoir obtenu en faveur de l'Immeuble des servitudes de passage et d'accès du propriétaire des tronçons des voies d'accès et de sortie n'appartenant pas à la Ville et indiqués en bleu sur le plan ci-avant mentionné.

ARTICLE 14.
CONCOURS INTERNATIONAL D'ART PYROTECHNIQUE

14.1 L'Emphytéote s'engage à continuer à tenir annuellement sur l'Ensemble Immobilier un concours international d'art pyrotechnique de la même nature et ampleur que celui qui s'est tenu sur l'Ensemble Immobilier au cours de l'année deux mille (2000) à moins que le coût des services de police et d'incendie en rende l'exploitation non rentable. Malgré l'engagement qui précède, et en plus de l'exception ci-haut prévue, l'obligation de l'Emphytéote à cet égard cessera à la plus tardive des dates suivantes :

a) le moment où l'Emphytéote ne réussit pas, malgré ses efforts raisonnables, à conclure un contrat avec un commanditaire raisonnablement acceptable selon les modalités que l'Emphytéote juge raisonnablement acceptables; ou

b) le dixième (10ième) anniversaire de la date de signature de la Convention.

Advenant que dans les circonstances décrites plus haut, l'Emphytéote cesse de tenir un tel concours, il s'engage à la demande de la Ville, à lui céder tout droit qu'il pourrait alors avoir à l'égard d'un tel concours, à la condition que l'Emphytéote

et la Ville concluent une convention mutuellement satisfaisante (les deux parties agissant raisonnablement) si les parties souhaitent que ledit concours continue à avoir lieu sur l'Immeuble.

ARTICLE 15.
BILLETS GRATUITS

15.1 L'Emphytéote devra remettre annuellement à la Ville, au plus tard le premier (1er) avril de l'année en question, dix mille (10 000) billets d'admission de un (1) jour permettant l'accès aux Manèges et autres activités similaires et ce, sans contrepartie. La Ville pourra distribuer ces billets aux personnes de son choix, à son entière discrétion.

ARTICLE 16.
ENVIRONNEMENT

16.1 Pour l'application du présent article:

« **Loi Environnementale** » signifie toute loi, règlement, traité, décret, ordonnance, directive, politique, guide, avis, permis, certificat, approbation ou autorisation ayant force de loi émis par une juridiction fédérale, provinciale ou municipale relativement au domaine de l'environnement, de la santé et sécurité au travail, de la responsabilité des produits ou du transport, comme elles sont modifiées de temps à autre, ainsi que toute loi similaire ou toute loi qui les remplace incluant, sans limiter la portée générale de ce qui précède, celles relatives à :

(i) la protection, la préservation ou la restauration de l'environnement naturel (l'atmosphère, le sol ou l'eau de surface ou souterraine);

(ii) la production, la manutention, le traitement, l'entreposage, le transport, l'élimination de matières ou substances dangereuses ou résiduelles ou toute autre opération s'y rapportant; et

(iii) les matières, substances et conditions interdites, contrôlées ou autrement réglementées incluant, sans limiter la portée générale de ce qui précède, les matières dangereuses et les réservoirs souterrains ou de surface.

16.2 Pendant toute la durée de la Convention ainsi que pendant toute période d'occupation de l'Ensemble Immobilier par l'Emphytéote, l'Emphytéote s'engage à ce qui suit, à la complète exonération de la Ville :

a) en tout temps, et à tous égards, à ce que l'Entreprise soit exploitée en conformité avec toutes les Lois Environnementales applicables;

b) aviser avec diligence la Ville de la réception de tout avis, ordonnance, projet d'ordonnance, constat d'infraction ou action de nature pénale ou statutaire, injonction ou recours collectif relatif à la présence, connue ou alléguée, de contaminants dans, sur, sous ou en provenance de l'Ensemble Immobilier ou à toute infraction alléguée à une Loi Environnementale; et

c) permettre à la Ville de vérifier la conformité de l'Emphytéote aux dispositions de la Convention en lui donnant accès, sur avis écrit préalable de 5 jours, à l'Ensemble Immobilier afin d'effectuer des vérifications visuelles ou des échantillonnages, auquel cas la Ville s'engage à réparer avec diligence tout dommage causé à l'Ensemble Immobilier, de même qu'en lui fournissant copie de tout document requis par elle à cet égard et en possession de l'Emphytéote.

16.3 Si l'Emphytéote néglige de respecter l'une ou l'autre des dispositions du présent article, la Ville peut, sans y être obligée, après avis écrit de quarante-cinq (45) jours à l'Emphytéote, et sauf en cas d'urgence où aucun avis n'aura à être transmis, exécuter ou faire exécuter les travaux requis pour s'y conformer, incluant la correction des dommages causés par ledit non respect, dont les coûts raisonnables devront être payés par l'Emphytéote à la Ville sur demande. Aux fins de l'application des dispositions du présent article, il est convenu que l'ensemble des travaux devra être effectué conformément aux normes et exigences pouvant être prévues de temps à autre par les Lois Environnementales ainsi qu'à celles généralement appliquées en pareil cas pouvant être prévues dans des guides ou des politiques, incluant notamment la Politique de protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés datée de 1998 ou tout document similaire émis en remplacement d'icelle.

ARTICLE 17.
SERVITUDES

17.1 Il existe sur l'Immeuble certaines installations d'aqueduc, d'égouts et de services publics appartenant à la Ville desservant l'Immeuble et d'autres immeubles adjacents. Certaines des installations sont indiquées en orange, en vert et en bleu sur le plan joint aux présentes à l'annexe 7.3, alors que d'autres installations qui existent à la date de signature de la Convention ne figurent pas sur le plan; toutefois, la Ville doit fournir un plan

à l'Emphytéote les indiquant, au plus tard cent quatre-vingt (180) jours suivant la signature des présentes (lequel plan fera partie de la Convention par un addenda à celle-ci) (collectivement les « Installations »).

17.2 Il est nécessaire que la Ville détienne tous les droits nécessaires pour assurer la présence, l'entretien et le remplacement des Installations. En conséquence, l'Emphytéote constitue par les présentes en faveur de des parcelles de terrains ci-après décrites, comme fonds dominant et contre l'Ensemble immobilier comme fonds servant, une servitude réelle pour la durée de la Convention grevant une partie de l'Ensemble immobilier là où se trouvent les Installations, comme fonds servant, permettant à la Ville de placer, construire, maintenir, entretenir, réparer, remplacer, enlever, inspecter et exploiter pendant la durée de la Convention les Installations, y compris les câbles, fils, conduits, compteurs, régulateurs, stations de régulation, raccords, appareils, équipements, bornes et tout autre appareil et accessoire se rapportant à ce genre de construction, nécessaires ou utiles au bon fonctionnement des Installations dans, sur, sous, au-dessus et à travers l'Ensemble immobilier aux endroits où se trouvent actuellement les Installations, et à tout autre endroit sur l'Ensemble immobilier requis par la Ville de temps à autre et acceptable de manière raisonnable par l'Emphytéote. Tous travaux de réparation, de remplacement, d'enlèvement, d'ajout ou autres travaux à l'égard des Installations doivent être effectués par la Ville après un préavis écrit de cinq (5) jours à l'Emphytéote, sauf en cas d'urgence. Dans la mesure du possible, la Ville effectuera ces travaux à l'extérieur de la saison d'exploitation de l'Entreprise et de façon à ne pas affecter défavorablement l'exploitation de l'Entreprise.

Le fonds dominant est décrit comme suit :

a) Le lot TROIS CENT TROIS (303) du cadastre de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, circonscription foncière de Chambly sauf et à distraire les parties dudit lot suivantes :

i) une partie du lot originaire TROIS CENT TROIS (303 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

bornée vers le nord-ouest, le nord, le nord-est, l'est et le sud-est par le lot 2424, vers le sud-est, le sud-ouest et le nord-ouest par une partie dudit lot 303, faisant partie de l'emprise du Pont Jacques-

Cartier et vers l'ouest par une autre partie dudit lot 303;

mesurant neuf cent cinquante-trois mètres et quatre dixièmes (953,4 m) à l'ouest, au nord-ouest, au nord, au nord-est, à l'est et au sud-est le long d'une ligne sinueuse, quatre-vingt-dix-sept mètres et quatre-vingts centièmes (97,80m) au sud-ouest, trois mètres et cinquante-neuf centièmes (3,59m) au nord-ouest, vingt-trois mètres et soixante-huit centièmes (23,68m) au sud-ouest et quatre-vingt-quinze centièmes de mètre (0,95m) au sud-est et quatre cent quatre-vingt-dix-huit mètres et deux dixièmes (498,2m) au sud, au sud-ouest, à l'ouest, au nord-ouest et au nord le long d'une ligne sinueuse;

contenant en superficie cent trente-trois mille neuf cent soixante-cinq mètres carrés et quatre dixièmes (133 965,4 m^2).

ii) Une partie du lot originaire TROIS CENT TROIS (303 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

bornée vers le nord-ouest et le nord-est par une autre partie dudit lot originaire (303 ptie), faisant partie de l'emprise du Pont Jacques-Cartier, vers le sud-est et le sud par le lot 2429 et vers l'ouest par une autre partie dudit lot originaire 303;

mesurant quatre mètres et quarante-cinq centièmes (4,45m) au nord-est, dix mètres et vingt-sept centièmes (10,27m) au nord-ouest, quatre-vingt-treize mètres et huit centièmes (93,08m) au nord-est, cent trois mètres et quatre dixièmes (103,4m) au sud-est et au sud le long d'une ligne sinueuse et treize mètres et trois dixièmes (13,3m) et à l'ouest le long d'une autre ligne sinueuse;

contenant en superficie deux mille cinquante mètres carrés et huit dixièmes (2 050,8 m^2)

b) Le lot TROIS CENT QUATRE (304) dudit cadastre sauf et à distraire les parties dudit lot suivantes :

i) Une partie du lot originaire TROIS CENT QUATRE (304 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

bornée vers le nord-ouest, le nord, le nord-est et l'est par le lot 2424 et vers l'est, le sud-est, le sud et le sud-ouest par une partie dudit lot 304, faisant partie de l'emprise du Pont Jacques-Cartier;

mesurant cent quatre-vingt-dix-sept mètres et un dixième (197,1m) au nord-ouest, au nord, au nord-est et à l'est le long d'une ligne sinueuse, cent trois mètres et trente-cinq centièmes (103,35m) mesuré le long d'un arc de cercle ayant un rayon de soixante-douze mètres et onze centièmes (72,11m) au sud-est, au sud et au sud-ouest, vingt et un mètres et cinquante-deux centièmes (21,52m) au sud, onze mètres et quatre centièmes (11,04m) à l'est, onze mètres et quatre-vingt-quinze centièmes (11,95m) au sud et trente-quatre mètres et soixante-deux centièmes (34,62m) au sud-ouest;

contenant en superficie quatre mille sept cent trente-neuf mètres carrés et un dixième (4 739,1m^2).

ii) Une partie du lot originaire TROIS CENT QUATRE (304 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

bornée vers le nord-est par une autre partie dudit lot originaire 304, faisant partie de l'emprise du Pont Jacques-Cartier, vers le nord-est, l'est, le sud-est et le sud par une autre partie dudit lot 304 originaire et vers le sud-ouest, l'ouest et le nord-ouest par le lot 2429;

mesurant vingt mètres et dix-huit centièmes (20,18m) au nord-est, cent trente-huit mètres et vingt-sept centièmes (138,27m), vingt-huit mètres et soixante et onze centièmes (28,71m), trente-quatre mètres et douze centièmes (34,12m), vingt et un mètres et vingt-deux centièmes (21,22m), cinquante mètres et soixante centièmes (50,60m) au sud-est, seize mètres et quatre-vingt-onze

centièmes (16,91m), neuf mètres et soixante-douze centièmes (9,72m) au nord-est, vingt et un mètres et cinquante-huit centièmes (21,58m) à l'est, deux mètres et quatre-vingts centièmes (2,80m) au sud, six mètres et cinquante-huit centièmes (6,58m) au sud-est et trois cent quarante mètres et neuf dixièmes (340,9m) au sud-ouest, à l'ouest et au nord-ouest mesuré le long d'une ligne sinueuse;

contenant en superficie cinq mille cinq cent soixante-quatorze mètres carrés et sept dixièmes (5 574,7m^2).

iii) Une partie du lot originaire TROIS CENT QUATRE (304 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

bornée vers le nord-est, l'est, le sud-est et le sud par une autre partie dudit lot originaire 304, vers le sud-ouest, l'ouest et le nord-ouest par le lot 2429;

mesurant cent sept mètres et trente-six centièmes (107,36m) à l'est, cinquante-six mètres et cinquante-huit centièmes (56,58m) au sud-est, quarante-cinq mètres et soixante-quatre centièmes (45,64m) à l'est, cinquante-quatre mètres et seize centièmes (54,16m), quatre-vingt-quatorze mètres et trente centièmes (94,30m), dix-huit mètres et vingt-sept centièmes (18,27m) à l'est, treize mètres et quatre-vingt-cinq centièmes (13,85m) au nord-est, quatre-vingt-huit mètres et quarante-huit centièmes (88,48m) à l'est, vingt-quatre mètres et vingt-cinq centièmes (24,25m) au sud et quatre cent quatre-vingt-six mètres et quatre dixièmes (486,4m) au sud-ouest, à l'ouest et au nord-ouest mesuré le long d'une ligne sinueuse;

contenant en superficie quatre mille deux cent trente-neuf mètres carrés et deux dixièmes (4 239,2 m^2).

c) Le lot DEUX MILLE QUATRE CENT TRENTE ET UN (2431) dudit cadastre;

d) Le lot TROIS CENT CINQ (305) dudit cadastre.

Sans limiter la portée générale de ce qui précède, la présente servitude comprend, entre autres, les droits suivants en faveur de la Ville :

17.2.1 sous réserve des dispositions qui précèdent, le droit d'entrer sur l'Ensemble immobilier, d'y avoir accès ou d'en sortir, à tout moment raisonnable et sur avis écrit préalable de cinq (5) jours à l'Emphytéote (sauf en cas d'urgence), à pied ou dans un véhicule, mais uniquement dans le but d'accéder aux Installations;

17.2.2 le droit d'abattre, de couper, de tailler et d'enlever en tout temps arbres, buissons, arbrisseaux, branches, racines et souches qui nuisent à l'exploitation des Installations ou mettent celles-ci en danger et d'empêcher ou de restreindre leur croissance et d'enlever tout obstacle pouvant en tout temps entraver ou mettre en danger l'exploitation des Installations;

17.2.3 le droit de maintenir libre en tout temps et (ou) d'exiger que soit libre en tout temps les Installations et leur périmètre immédiat de tout objet, obstacle, ouvrage, clôture, débris et véhicule qui nuit à l'exploitation des Installations ou met celles-ci en danger.

17.3 La Ville sera seule responsable de l'entretien, de la réparation et du remplacement des Installations et les maintiendra en bon état. La Ville sera responsable de tout dommage important qui pourrait, au cours de la réalisation de travaux de réparation, de remplacement, d'enlèvement, d'ajout ou autres travaux, à l'égard des Installations ou de leur exploitation, être causé par elle, ses employés ou ses entrepreneurs.

17.4 L'Emphytéote ne pourra, sans la permission écrite et préalable de la Ville, creuser, forer, installer, ériger, construire, ni permettre le creusage, le forage, l'érection ou la construction dans, sur, sous, au-dessus et à travers les Installations de tout immeuble, puits, excavation, fondation ou toute autre structure ou équipement, ni effectuer ou permettre que soient effectués des travaux d'excavation, de nivellement, de rehaussement, de remblayage, ou toutes autres activités analogues dans, sur, sous, au-dessus et à travers les Installations, mais il pourra, par ailleurs, user et jouir du terrain où sont situés les Installations ou au-dessus duquel elles sont situées, dans la plus grande mesure possible selon les circonstances, y compris des installations de stationnement pavé ou non, pourvu que cet usage ou cette jouissance ne nuise pas de manière importante aux droits de la Ville reconnus aux présentes ni ne mette en danger l'exploitation des Installations.

17.5 La Ville s'engage à débarrasser avec diligence l'Ensemble immobilier de tout débris et surplus d'excavation résultant des travaux liés aux Installations. Sans déroger à ce qui précède, ces débris et surplus d'excavation ne doivent en aucun temps être stockés, sauf temporairement en attendant leur enlèvement comme susdit, sur l'Ensemble immobilier dans un endroit qui nuise à l'exploitation de l'Ensemble immobilier ou de l'Entreprise.

17.6 La perte totale ou partielle des Installations ne met pas fin aux droits consentis aux termes des présentes en faveur de la Ville, pourvu que la Ville les reconstruisent, les restaurent ou les réparent dans un délai raisonnable.

17.7 En cas d'abandon ou de cessation d'exploitation définitive des Installations, la Ville pourra laisser en place les Installations sans indemnité ni contrepartie, auquel cas la présente servitude prendra fin en regard des Installations ainsi abandonnées ou dont la Ville a cessé l'exploitation.

17.8 À l'est de la partie de l'Ensemble immobilier constituée d'une partie du lot 304 de la Paroisse de Saint-Antoine de Longueuil se trouvent un mur, une clôture et un remblai (collectivement les « **Remblais** »), lesquels sont indiqués sur le plan joint aux présentes à l'annexe 7.3,. Par les présentes, l'Emphytéote constitue en faveur des Remblais, et de l'immeuble appartenant à la Ville décrit au paragraphe 17.2 des présentes, comme fonds dominants, une servitude réelle et pour la durée de la Convention grevant la partie de l'Ensemble immobilier décrite aux paragraphes 28 g), 28 h) et 28 i) comportant le droit pour la Ville et ses représentants de passer sur l'Ensemble immobilier, d'y accéder en tout temps, sur avis écrit de cinq (5) jours à l'Emphytéote, à pied ou en véhicule pour accéder aux Remblais. Dans la mesure du possible la Ville doit exercer ses droits aux termes du présent paragraphe 17.8 de façon à ne pas affecter défavorablement l'exploitation de l'Entreprise et dans la mesure du possible en dehors de la saison d'exploitation de celle-ci.

ARTICLE 18.
DÉFAUT

18.1 Sous réserve du sous-paragraphe 4.1.7 si l'Emphytéote néglige de remplir ses engagements ou de respecter toute disposition de la Convention ou les obligations en découlant et s'il n'a pas été remédié à cette violation ou à ce défaut dans les cent vingt (120) jours, soixante (60) jours dans le cas d'un défaut de verser le Prix) suivant la réception par l'Emphytéote d'une demande écrite de la Ville à cet effet qui soit suffisamment détaillée et qui fasse état du présumé défaut ou de la présumée violation

(individuellement un « Défaut » et un « Avis préliminaire », respectivement), la Ville pourra, sous réserve de ses autres droits et recours, donner à l'Emphytéote un avis écrit de son intention de résilier la Convention (l'« Avis de résiliation »). L'Avis de résiliation devra également préciser la ou les sommes d'argent ou les modalités, les obligations ou les conditions dont le non-paiement ou la violation est alléguée.

18.2 La Ville devra envoyer à tout Créancier hypothécaire une copie de l'Avis préliminaire et de l'Avis de résiliation. L'Avis de résiliation et l'Avis préliminaire seront considérés suffisants pour les fins du Créancier hypothécaire s'ils sont donnés à ce Créancier hypothécaire par courrier recommandé à l'adresse figurant sur l'avis d'adresse publié par celui-ci.

18.3 Si, conformément aux paragraphes 18.1 et 18.2, la Ville donne l'Avis de résiliation et qu'il n'a pas été remédié dans les soixante (60) jours suivant la date à laquelle l'Avis de résiliation est reçu par l'Emphytéote et le Créancier hypothécaire, et si la Ville n'est pas remboursée de toutes les dépenses raisonnablement engagées par suite du Défaut, alors, sous réserve des dispositions du paragraphe 18.4 des présentes, la Convention sera résiliée à compter du soixante et unième (61^{e}) jour suivant la date à laquelle l'Avis de résiliation est reçu par l'Emphytéote et le Créancier hypothécaire, et la Convention prendra fin, et les Constructions deviendront la pleine et entière propriété de la Ville, libres de tout droit et charge, et la Ville aura le droit d'en prendre possession immédiatement sans autre avis, de la même façon qu'elle pourrait le faire à l'expiration de la durée de la Convention. L'Emphytéote devra alors signer tout acte constatant son Défaut et la résiliation de la Convention que la Ville pourra raisonnablement exiger.

Si l'Emphytéote néglige de se conformer aux dispositions de la Convention et advenant que le Défaut ne puisse être convenablement corrigé par le paiement d'une somme d'argent à la Ville, le Défaut sera réputé corrigé à la satisfaction de la Ville et la Convention ne pourra être résiliée si, au cours de la période de cent vingt (120) jours prévue au paragraphe 18.1 ou la période de soixante (60) jours prévue au paragraphe 18.3, l'Emphytéote commence à remédier au Défaut avec diligence raisonnable, en prenant en considération, cependant, le fait qu'il n'est pas tenu de réaliser au cours de la saison d'exploitation de l'Entreprise (i) les Constructions, les Améliorations de l'Emphytéote ou autres travaux compris dans l'Investissement et (ii) toute autre construction ou d'importants travaux de réparation ou d'autres travaux qui pourraient affecter défavorablement l'Ensemble immobilier ou l'exploitation de l'Entreprise. Pour les fins du

présent paragraphe la saison d'exploitation de l'Entreprise signifie du 1er mai au 30 septembre.

18.4 S'il est remédié à un défaut par un Créancier hypothécaire, ce Créancier hypothécaire aura le droit de devenir l'Emphytéote aux termes des présentes, avec effet rétroactif à la date de Défaut par l'Emphytéote. Le Créancier hypothécaire devenu emphytéote prendra alors la place de l'Emphytéote pour la partie non expirée de la durée de la Convention en assumant toutes les obligations de l'Emphytéote et en jouissant de tous les droits accordés à ce dernier par la Convention. En cas de conflit entre Créanciers hypothécaires à l'égard du droit de substituer à l'Emphytéote aux termes du présent article, ces droits pourront d'abord être exercés par le créancier ayant priorité.

Si un Créancier hypothécaire devient l'Emphytéote dans les circonstances prévues au paragraphe précédent, la Ville s'engage à signer, à la demande de ce Créancier hypothécaire, mais sans frais pour elle, tout acte qu'il pourra raisonnablement exiger pour prouver et pouvoir publier sa substitution à l'Emphytéote par suite du Défaut de ce dernier. Toutefois, si les Créanciers hypothécaires négligent de remédier au Défaut dans le délai susmentionné de soixante (60) jours ou de commencer à remédier au Défaut dans ce délai et continuer de le faire par la suite avec diligence raisonnable, la Convention sera résiliée et la durée qui y est prévue prendra fin à compter du soixante et unième (61e) jour suivant la date de signification de l'Avis de résiliation, et les Créanciers hypothécaires perdront alors tous leurs droits qui deviendront déchus, et la Ville pourra s'adresser aux tribunaux pour demander la radiation des hypothèques existantes si les créanciers hypothécaires refusent d'accorder mainlevée et la radiation de tous les autres droits publiés à l'égard de l'Ensemble immobilier consentis par l'Emphytéote ou découlant de l'exploitation de l'Ensemble immobilier par l'Emphytéote. La résiliation de la Convention mettra automatiquement fin à tous les baux, contrats de concessions et autres contrats similaires (les « **Baux** ») consentis par l'Emphytéote à l'égard de l'Ensemble immobilier, et l'Emphytéote devra s'assurer que tous les Baux signés ou renouvelés (autrement que par l'exercice par le locataire d'une option de renouvellement) après la date de signature de la Convention contiennent une clause selon laquelle le cocontractant de l'Emphytéote reconnaît la résiliation de son contrat avec l'Emphytéote si jamais la Convention est résiliée.

18.5 Malgré toute résiliation ou terminaison de la Convention, chaque partie conserve tous ses droits et recours, incluant sans limiter la généralité de ce qui précède, ses recours en dommages et intérêts, contre l'autre partie et la Caution, le cas échéant.

ARTICLE 19.
INDEMNISATION

19.1 L'Emphytéote s'engage à indemniser la Ville, ses cadres, employés, représentants et mandataires et consent à les tenir couverts de tous dommages, pertes, dépenses, coûts, frais (incluant les frais d'expertises et les honoraires et déboursés judiciaires et extrajudiciaires), amendes, condamnations, responsabilités, ordonnances et jugements, qui sont encourus ou subis par elle, ou qui résultent de réclamations, poursuites, demandes ou actions, et qui sont attribuables, directement ou indirectement,

(i) au défaut par l'Emphytéote de respecter l'une quelconque de ses obligations en vertu de la Convention ou

(ii) à des événements, incluant sans limiter la généralité de ce qui précède ceux découlant d'un acte, faute, omission ou négligence de la part de l'Emphytéote, à l'exclusion toutefois de ceux découlant d'un acte, faute, omission ou négligence de la part de la Ville ou des personnes dont elle est responsable, survenus après la date de signature des présentes, relativement à l'occupation ou à l'utilisation de l'Ensemble immobilier ou des Constructions, à l'exploitation de l'Entreprise ou aux réparations, aux modifications ou à la démolition des Améliorations par l'Emphytéote.

19.2 L'indemnisation contenue au présent article restera en vigueur malgré la terminaison de la Convention, incluant toute résiliation.

ARTICLE 20.
RENONCIATION

20.1 Toute renonciation faite par une partie doit être constatée par écrit (toute renonciation par la Ville doit faire l'objet d'une résolution de son conseil municipal ou de son comité exécutif, selon le cas), et la renonciation à un manquement par une partie aux termes des présentes ne sera pas interprétée comme la renonciation au droit de l'autre partie d'invoquer ce manquement ou tout autre manquement qui s'est produit ou peut se produire par la suite.

ARTICLE 21.
RÉSILIATION

21.1 La Ville et l'Emphytéote peuvent tous deux résilier la Convention pour tous et chacun des motifs prévus aux présentes

qui leur accordent respectivement des droits de résiliation en sus de tous les autres motifs prévus par la loi. L'Emphytéote renonce au droit d'abandon prévu à l'article 1211 du *Code Civil du Québec*.

Sauf pour les circonstances prévues aux paragraphes 8.10 et 26.1 et au cas d'expropriation prévu au paragraphe 23.1 des présentes, l'Emphytéote n'aura pas le droit de mettre fin à la Convention avant son expiration.

ARTICLE 22.
FIN DE LA CONVENTION

22.1 Sous réserve des dispositions des sous-paragraphes 4.1.8 et 4.1.9 présentes, à l'expiration de la Convention, ou au moment de toute résiliation antérieure, y compris en raison d'un Défaut de l'Emphytéote qui n'a pas été corrigé, (i) la Ville deviendra propriétaire des Constructions alors situées sur l'Immeuble, notamment celles qui ont été érigées par l'Emphytéote sans qu'il ait été tenu de le faire, libre de toute charge et hypothèque, le tout sans contrepartie, et (ii) l'Emphytéote demeure le propriétaire des Améliorations de l'Emphytéote et pourra les enlever dans les délais prévus aux présentes.

ARTICLE 23.
EXPROPRIATION

23.1 Si, pendant la durée de la Convention, l'Ensemble immobilier est exproprié dans son entier ou s'il n'est exproprié qu'en partie et que cette expropriation partielle fasse en sorte que le résidu de l'Ensemble Immobilier est insuffisant ou inadéquat, de l'avis commercial raisonnable de l'Emphytéote, pour exploiter l'Entreprise comme une entité économique fonctionnelle et viable, la Convention sera alors résiliée à la date à laquelle la partie expropriante en prend possession, sans porter atteinte au droit de l'Emphytéote et de la Ville de recevoir chacun une pleine indemnité d'expropriation pour la période non échue des présentes.

Chaque partie doit collaborer avec l'autre afin que chacune d'elles puisse recevoir l'indemnité d'expropriation maximale à laquelle elles ont droit; une telle collaboration ne sera cependant pas de mise si la Ville est la partie expropriante. Toute indemnité d'expropriation relativement aux Améliorations de l'Emphytéote appartiendra à l'Emphytéote et sera à son avantage exclusif. Toute indemnité d'expropriation représentant la valeur de la partie de terrain exproprié ou les dommages causés au résidu du terrain appartiendra à la Ville sous réserves des droits de

l'Emphytéote d'être compensé par l'autorité expropriante pour la perte de ses droits emphytéotiques en regard du terrain exproprié et de la perte de valeur des droits emphytéotiques en regard du résidu du terrain. Toute indemnité d'expropriation relativement aux Constructions sera déposée auprès du Fiduciaire et sera par la suite distribuée et versée conformément aux dispositions de l'Article 24 des présentes.

23.2 Si pendant la durée de la Convention, l'Ensemble immobilier est exproprié de façon à ne pas rendre le résidu insuffisant ou inadéquat, de l'avis commercial raisonnable de l'Emphytéote, pour exploiter l'Entreprise comme une entité économique fonctionnelle et viable, la Convention sera résiliée uniquement en ce qui concerne la partie expropriée de l'Ensemble immobilier et ce, dès la date de la perte de la possession de cette partie. Le Prix payable durant le restant de la durée des présentes après la prise de possession par cette autorité d'expropriation sera réduit proportionnellement pour tenir compte de la partie de l'Immeuble ainsi soustraite.

Toute indemnité d'expropriation sera versée et imputée de la façon prévue au paragraphe 23.1 des présentes.

ARTICLE 24.
PARTAGE DES INDEMNITÉS

24.1 Pour les fins d'interprétation du présent Article 24, il est convenu que les mots ou expressions ci-dessous, lorsqu'ils sont employés dans le présent Article 24ont le sens suivant, à moins que le contexte n'exige une autre interprétation :

24.1.1 « **expropriation** » désigne toute expropriation touchant la totalité ou toute partie de l'Ensemble immobilier;

24.1.2 « **indemnité d'assurance** » désigne les sommes d'argent provenant des compagnies d'assurance et qui seront déposées auprès du Fiduciaire pour être utilisées dans les circonstances prévues au paragraphe 8.6;

24.1.3 « **indemnité d'expropriation** » désigne les sommes d'argent découlant de l'expropriation et représentant la valeur des Constructions déterminée par entente ou par les tribunaux d'expropriation.

24.2 Lors d'une expropriation ou dans les circonstances prévues par le paragraphe 8.6, l'indemnité d'expropriation ou l'indemnité d'assurance, selon le cas, sera divisée de la façon et dans l'ordre suivant :

24.2.1 tout Créancier hypothécaire recevra le montant qui lui est dû, lequel sera pris à même la part de l'Emphytéote, tel qu'il a été établi ci-dessous, sans toutefois la dépasser;

24.2.2 la part revenant à l'Emphytéote sera calculée d'après le barème suivant :

1ère année	100	%	2e année	99,83	%
3e année	99,81	%	4e année	99,79	%
5e année	99,78	%	6e année	99,75	%
7e année	99,73	%	8e année	99,71	%
9e année	99,68	%	10e année	99,65	%
11e année	99,61	%	12e année	99,58	%
13e année	99,53	%	14e année	99,49	%
15e année	99,44	%	16e année	99,39	%
17e année	99,33	%	18e année	99,26	%
19e année	99,19	%	20e année	99,11	%
21e année	99,02	%	22e année	98,92	%
23e année	98,82	%	24e année	98,70	%
25e année	98,57	%	26e année	98,43	%
27e année	98,27	%	28e année	98,09	%
29e année	97,90	%	30e année	97,69	%
31e année	97,45	%	32e année	97,19	%
33e année	96,90	%	34e année	96,58	%
35e année	96,22	%	36e année	95,83	%
37e année	95,39	%	38e année	94,90	%
39e année	94,36	%	40e année	93,75	%
41e année	92,33	%	42e année	92,33	%
43e année	91,49	%	44e année	90,55	%
45e année	89,50	%	46e année	88,32	%
47e année	87,00	%	48e année	85,52	%
49e année	83,85	%	50e année	81,98	%
51e année	79,86	%	52e année	77,46	%
53e année	74,75	%	54e année	71,67	%
55e année	68,17	%	56e année	64,17	%
57e année	59,60	%	58e année	54,37	%

59e année	48,34	%	60e année	41,38	%
61e année	33,32	%	62e année	23,93	%
63e année	12,94	%	64e année	0,00	%

24.2.3 le solde appartiendra à la Ville comme étant sa part, mais ce solde ne devra pas être inférieur à ce qu'il aurait été si la police d'assurance n'avait pas contenu de clause de franchise.

ARTICLE 25.
DURÉE

25.1 La Convention est conclue pour une durée de soixante-quatre (64) ans commençant le premier (1er) jour de mai de l'an deux mille un (2001) et se terminant le trente (30) avril deux mille soixante-cinq (2065).

ARTICLE 26.
ACCÈS À L'ENSEMBLE

26.1 Si le pont Jacques-Cartier est fermé en totalité ou en partie (et à condition que ces travaux affectent en totalité ou en partie la section du pont Jacques-Cartier située entre l'Île de Montréal et l'Île Ste-Hélène) en raison des travaux de réfection majeure prévus par la Société des ponts Jacques-Cartier et Champlain pour les années d'exploitation de l'Entreprise 2001 et 2002, ou toute période supplémentaire reliée à ces travaux, ou si le pont est démoli ou détruit, la Ville autorisera, sans frais ni contrepartie pour l'Emphytéote ou les usagers, l'accès de véhicules motorisés à l'Ensemble immobilier à partir du pont de La Concorde et la sortie de véhicules motorisés de l'Ensemble immobilier vers et par le pont de la Concorde d'une manière raisonnablement commode. L'Emphytéote pourra annoncer publiquement ce qui précède en tout temps utile, par les moyens de communication de son choix.

Si les droits consentis à l'Emphytéote en vertu du présent paragraphe occasionnent des problèmes de circulation, la Ville pourra mettre en place un service de contrôle de la circulation entre le pont de la Concorde et l'Ensemble Immobilier. Les mesures de contrôle nécessaires seront établies par la Ville en collaboration avec l'Emphytéote, la décision finale revenant toutefois à la Ville. L'Emphytéote remboursera les coûts de ce service.

L'accès par le pont de la Concorde pourra servir d'accès principal aux véhicules à l'Ensemble Immobilier seulement pendant les heures où le pont Jacques-Cartier est complètement fermé.

Sans préjudice à ce qui précède, si la station de métro Ste-Hélène est fermée, détruite ou démolie, et qu'un moyen de transport adéquat à l'Ensemble Immobilier n'a pas été mis en place dans un délai de douze (12) mois de la destruction, de la démolition ou de la fermeture, l'Emphytéote pourra alors, sans recours contre la Ville, résilier la Convention sur avis écrit de trente (30) jours à la Ville, et la Convention sera résiliée à l'expiration de ce délai et toutes les dispositions des présentes relatives à la résiliation de la Convention s'appliqueront; advenant désaccord sur le droit de l'Emphytéote de résilier la Convention, les parties devront soumettre le différend à l'arbitrage selon les règles établies au *Code de procédure civile du Québec.*

ARTICLE 27.
PRIX

27.1 L'Emphytéote s'engage à payer à la Ville, au bureau du directeur des finances de la Ville, le prix de l'emphytéose (le « Prix ») lequel est composé des versements annuels suivants :

27.1.1 au cours de la période initiale allant du premier (1er) jour de mai deux mille un (2001) au trentième (30e) jour d'avril deux mille quarante (2040), les versements suivants :

a) pour les fins des sous-paragraphes b) à k) qui suivent l'expression « **Revenus municipaux** » signifie pour une année donnée les revenus reçus par la Ville à titre de taxes foncières générales, de tarification fiscale, de taxes d'affaires, de taxes de l'eau, de taxes de services, de taxe spéciale et de l'eau mesurée au compteur, de l'émission des permis de construction et de l'émission des permis d'occupation et toute surtaxe et autre taxe, à l'exclusion des droits sur les mutations immobilières, étant entendu que pour les fins de la présente définition, lesdits Revenus municipaux ne peuvent excéder dans une année donnée ce qu'ils auraient été aux taux en vigueur dans l'année en question, si l'évaluation foncière de l'Ensemble immobilier avait été de 124 500 000 $. Aux fins des présentes, les parties utiliseront une estimation raisonnable du montant de Revenus municipaux aux fins du calcul du montant du versement annuel. Dès que le montant réel des Revenus

municipaux pour l'année en question sera connu, les parties feront entre elles les ajustements, le cas échéant, au plus tard le 30 avril de l'année en question; le présent mécanisme s'applique de la première à la dixième année inclusivement de la Convention;

b) pour la première (1er) année : trois millions six cent soixante-dix-sept mille dollars (3 677 000 $) moins les Revenus municipaux. Le cas échéant, l'excédent des Revenus municipaux sur ladite somme de trois millions six cent soixante-dix-sept mille dollars (3 677 000 $) sera ajouté aux Revenus municipaux pour les fins du paragraphe c) qui suit;

c) pour la deuxième (2e) année : quatre millions quatre cent vingt-trois mille dollars (4 423 000 $) moins les Revenus municipaux. Le cas échéant, l'excédent des Revenus municipaux sur ladite somme de quatre millions quatre cent vingt-trois mille dollars (4 423 000 $) sera ajouté aux Revenus municipaux pour les fins du paragraphe d) qui suit;

d) pour la troisième (3e) année : cinq millions cinquante-six mille dollars (5 056 000 $) moins les Revenus municipaux. Le cas échéant, l'excédent des Revenus municipaux sur ladite somme de cinq millions cinquante-six mille dollars (5 056 000 $) sera ajouté aux Revenus municipaux pour les fins du paragraphe e) qui suit;

e) pour la quatrième (4e) année : cinq millions six cent quatre-vingt-neuf mille dollars (5 689 000 $) moins les Revenus municipaux. Le cas échéant, l'excédent des Revenus municipaux sur ladite somme de cinq millions six cent quatre-vingt-neuf mille dollars (5 689 000 $) sera ajouté aux Revenus municipaux pour les fins du paragraphe f) qui suit;

f) pour la cinquième (5e) année : cinq millions sept cent quarante-quatre mille dollars (5 744 000 $) moins les Revenus municipaux. Le cas échéant, l'excédent des Revenus municipaux sur ladite somme de cinq millions sept cent quarante-quatre mille dollars (5 744 000 $) sera ajouté aux Revenus municipaux pour les fins du paragraphe g) qui suit;

g) pour la sixième (6e) année : cinq millions neuf cent quatre mille dollars (5 904 000 $) moins les Revenus municipaux. Le cas échéant, l'excédent des Revenus municipaux sur ladite somme de cinq millions neuf cent quatre mille dollars (5 904 000 $) sera ajouté aux Revenus municipaux pour les fins du paragraphe h) qui suit;

h) pour la septième (7e) année : cinq millions neuf cent quatre mille dollars (5 904 000 $) moins les Revenus municipaux. Le cas échéant, l'excédent des Revenus municipaux sur ladite somme de cinq millions neuf cent quatre mille dollars (5 904 000 $) sera ajouté aux Revenus municipaux pour les fins du paragraphe i) qui suit;

i) pour la huitième (8e) année : cinq millions neuf cent quatre mille dollars (5 904 000 $) moins les Revenus municipaux. Le cas échéant, l'excédent des Revenus municipaux sur ladite somme de cinq millions neuf cent quatre mille dollars (5 904 000 $) sera ajouté aux Revenus municipaux pour les fins du paragraphe j) qui suit;

j) pour la neuvième (9e) année : cinq millions neuf cent quatre mille dollars (5 904 000 $) moins les Revenus municipaux. Le cas échéant, l'excédent des Revenus municipaux sur ladite somme de cinq millions neuf cent quatre mille dollars (5 904 000 $) sera ajouté aux Revenus municipaux pour les fins du paragraphe k) qui suit;

k) pour la dixième année (10e) année : cinq millions neuf cent quatre mille dollars (5 904 000 $) moins les Revenus municipaux. Le cas échéant, l'excédent des Revenus municipaux sur la somme de cinq millions neuf cent quatre mille dollars (5 904 000 $) sera appliqué en réduction du versement annuel prévu à la onzième (11e) année et si nécessaire sur les versements prévus aux années subséquentes, jusqu'à concurrence dudit excédent;

l) de la onzième (11^{e}) année à la quinzième (15^{e}) année inclusivement : DEUX MILLIONS CENT SOIXANTE-SIX MILLE SEPT CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (2 166 763 $) par année;

m) de la seizième (16e) année à la vingtième (20e) année inclusivement : DEUX MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-UN DOLLARS (2 392 281 $) par année;

n) de la vingt et unième (21e) année à la vingt-cinquième (25e) année inclusivement : DEUX MILLIONS SIX CENT QUARANTE ET UN MILLE DEUX CENT SOIXANTE ET ONZE DOLLARS (2 641 271$) par année;

o) de la vingt sixième (26e) année à la trentième (30e) année inclusivement : DEUX MILLIONS NEUF CENT SEIZE MILLE CENT SOIXANTE-DIX-SEPT DOLLARS (2 916 177 $) par année;

p) de la trentième et unième (31e) année à la trente-cinquième (35e) année inclusivement : TROIS MILLIONS DEUX CENT DIX-NEUF MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE DOLLARS (3 219 695 $) par année;

q) de la trente-sixième (36e) année à la quarantième (40e) année inclusivement : TROIS MILLIONS CINQ CENT CINQUANTE-QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE DOLLARS (3 554 804 $) par année;

27.1.2 de la quarante et unième (41e) année à la quarante-cinquième (45e) année inclusivement, le versement annuel sera équivalent au plus élevé des montants suivants :

a) le versement annuel pour la quarantième (40e) année;

b) la valeur marchande du loyer annuel de l'Immeuble, à l'exclusion des Améliorations de l'Emphytéote et des Constructions;

c) en cas de désaccord quant au versement annuel de la quarante et unième (41e) année, les parties devront avoir recours à l'arbitrage, selon les règles établies au *Code de procédure civile du Québec.*

27.1.3 Tant que le versement annuel pour la quarante et unième (41e) année n'aura pas été établi d'une manière définitive, le versement annuel payable pendant la quarantième (40e) année sera applicable pour les fins des sous-paragraphes 27.1.2 et 27.1.4.

27.1.4 Le versement annuel des années subséquentes de la durée de la convention sera rajusté tous les cinq (5) ans (à compter de la quarante sixième (46e) année) pour tenir compte de la fluctuation de l'indice des prix à la consommation (Montréal, général) publié par Statistique Canada (ou de tout autre indice équivalent établi en remplacement de celui-ci) survenu au cours des cinq (5) années précédant la date de rajustement, étant entendu que les versements annuels pour toute période de cinq (5) ans ne pourront être inférieurs au versement annuel payable pour la dernière période précédente de cinq (5) ans.

27.1.5 Le versement annuel sera payable en cinq (5) versements consécutifs et égaux le 1er mai, le 1er juin, le 1er juillet, le 1er août et le 1er septembre de chaque année par la suite sans compensation ni déduction.

27.1.6 L'Emphytéote doit payer à la Ville un montant égal à la taxe sur les produits et services (Canada) et à la taxe de vente du Québec (collectivement les « **Taxes de vente** ») payables à l'égard de chaque versement du Prix. Le montant des Taxes de vente ainsi payables est calculé conformément aux lois applicables de temps à autre. Nonobstant toute autre disposition de cette Convention, le montant payable par l'Emphytéote en regard des Taxes de vente sera réputé ne pas faire partie du Prix, mais la Ville bénéficiera des mêmes droits et recours pour le recouvrement de ce montant que ceux dont elle dispose pour le recouvrement du Prix. Les dispositions relatives au paiement des Taxes de vente qui précèdent s'appliqueront à tout autre montant payable par une partie à l'autre aux termes de cette Convention.

27.1.7 Advenant le cas où les travaux majeurs prévus au Pont Jacques-Cartier pour les années 2001 et 2002 se réalisent et à condition que l'Emphytéote ait exploité l'Entreprise d'une manière similaire à l'exploitation de l'Immeuble pour l'année 2000, la Ville et l'Emphytéote conviennent que les versements annuels du Prix en regard des deux premières années seront réduits de la façon suivante :

a) en regard de la première (1ère) année, advenant que le nombre d'entrées quotidiennes sur la portion de l'Entreprise constituée du parc d'amusement présentement connu sous la dénomination La Ronde, à l'exclusion de tout stationnement (ci-après appelés respectivement au présent paragraphe 24.1.8 les « **Entrées** » et « **La Ronde** ») soit inférieur à un million deux cent

quarante-neuf mille cinq cent soixante-huit (1 249 568), le versement annuel du Prix sera réduit d'un montant calculé comme suit : (un million deux cent quarante-neuf mille cinq cent soixante-huit (1 249 568) moins le nombre d'Entrées pour la saison d'exploitation 2001 de La Ronde) multiplié (X) par dix dollars (10$). Le montant de cette réduction du versement annuel du Prix sera toutefois d'un maximum de cinq cent mille dollars (500 000$). Le versement annuel du Prix de la première (1ère) année ne sera pas augmenté advenant qu'il y ait plus de un million deux cent quarante-neuf mille cinq cent soixante-huit (1 249 568) Entrées pour la saison d'exploitation 2001 de La Ronde; et

b) en regard de la deuxième (2ième) année, advenant que le nombre d'Entrées soit inférieur à un million deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent soixante-huit (1 299 568), le versement annuel du Prix sera réduit d'un montant calculé comme suit : (un million deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent soixante-huit (1 299 568) moins le nombre d'Entrées pour la saison d'exploitation 2002 de La Ronde) multiplié (X) par dix dollars (10$), jusqu'à un maximum d'un montant égal à la portion non utilisée du montant de cinq cent mille dollars (500 000$) mentionné au sous-paragraphe 27.1.7.a). Le versement annuel du Prix de la deuxième (2ième) année ne sera pas augmenté advenant qu'il y ait plus d'un million deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent soixante-huit (1 299 568) d'Entrées pour la saison d'exploitation 2002 de La Ronde.

ARTICLE 28.
DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE

L'immeuble est décrit comme suit :

a) Le lot originaire DEUX MILLE QUATRE CENT VINGT-QUATRE (2424) du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, circonscription foncière de Chambly;

b) Le lot originaire DEUX MILLE QUATRE CENT VINGT-CINQ (2425) dudit cadastre;

c) une partie du lot originaire TROIS CENT TROIS (303 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

bornée vers le nord-ouest, le nord, le nord-est, l'est et le sud-est par le lot 2424, vers le sud-est, le sud-ouest et le nord-ouest par une partie dudit lot 303, faisant partie de l'emprise du Pont Jacques-Cartier et vers l'ouest par une autre partie dudit lot 303;

mesurant neuf cent cinquante-trois mètres et quatre dixièmes (953,4 m) à l'ouest, au nord-ouest, au nord, au nord-est, à l'est et au sud-est le long d'une ligne sinueuse, quatre-vingt-dix-sept mètres et quatre-vingts centièmes (97,80m) au sud-ouest, trois mètres et cinquante-neuf centièmes (3,59m) au nord-ouest, vingt-trois mètres et soixante-huit centièmes (23,68m) au sud-ouest et quatre-vingt-quinze centièmes de mètre (0,95m) au sud-est et quatre cent quatre-vingt-dix-huit mètres et deux dixièmes (498,2m) au sud, au sud-ouest, à l'ouest, au nord-ouest et au nord le long d'une ligne sinueuse;

contenant en superficie cent trente-trois mille neuf cent soixante-cinq mètres carrés et quatre dixièmes (133 965,4 m^2).

d) Une partie du lot originaire TROIS CENT QUATRE (304 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

bornée vers le nord-ouest, le nord, le nord-est et l'est par le lot 2424 et vers l'est, le sud-est, le sud et le sud-ouest par une partie dudit lot 304, faisant partie de l'emprise du Pont Jacques-Cartier;

mesurant cent quatre-vingt-dix-sept mètres et un dixième (197,1m) au nord-ouest, au nord, au nord-est et à l'est le long d'une ligne sinueuse, cent trois mètres et trente-cinq centièmes (103,35m) mesuré le long d'un arc de cercle ayant un rayon de soixante-douze mètres et onze centièmes (72,11m) au sud-est, au sud et au sud-ouest, vingt et un mètres et cinquante-deux centièmes (21,52m) au sud, onze mètres et quatre centièmes (11,04m) à l'est, onze mètres et quatre-vingt-quinze centièmes (11,95m) au sud et trente-quatre mètres et soixante-deux centièmes (34,62m) au sud-ouest;

contenant en superficie quatre mille sept cent trente-neuf mètres carrés et un dixième (4 739,1m^2).

e) Le lot originaire DEUX MILLE QUATRE CENT VINGT-SIX (2426) dudit cadastre;

f) Une partie du lot originaire TROIS CENT TROIS (303 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

bornée vers le nord-ouest et le nord-est par une autre partie dudit lot originaire (303 ptie), faisant partie de l'emprise du Pont Jacques-Cartier, vers le sud-est et le sud par le lot 2429 et vers l'ouest par une autre partie dudit lot originaire 303;

mesurant quatre mètres et quarante-cinq centièmes (4,45m) au nord-est, dix mètres et vingt-sept centièmes (10,27m) au nord-ouest, quatre-vingt-treize mètres et huit centièmes (93,08m) au nord-est, cent trois mètres et quatre dixièmes (103,4m) au sud-est et au sud le long d'une ligne sinueuse et treize mètres et trois dixièmes (13,3m) et à l'ouest le long d'une autre ligne sinueuse;

contenant en superficie deux mille cinquante mètres carrés et huit dixièmes (2 050,8 m^2)

g) Le lot originaire DEUX MILLE QUATRE CENT VINGT-NEUF (2429), dudit cadastre;

h) Une partie du lot originaire TROIS CENT QUATRE (304 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

bornée vers le nord-est par une autre partie dudit lot originaire 304, faisant partie de l'emprise du Pont Jacques-Cartier, vers le nord-est, l'est, le sud-est et le sud par une autre partie dudit lot 304 originaire et vers le sud-ouest, l'ouest et le nord-ouest par le lot 2429;

mesurant vingt mètres et dix-huit centièmes (20,18m) au nord-est, cent trente-huit mètres et vingt-sept centièmes (138,27m), vingt-huit mètres et soixante et onze centièmes (28,71m), trente-quatre mètres et douze centièmes (34,12m), vingt et un mètres et vingt-deux centièmes (21,22m), cinquante mètres et soixante centièmes (50,60m) au sud-est, seize mètres et quatre-vingt-onze centièmes (16,91m), neuf mètres et soixante-douze centièmes (9,72m) au nord-est, vingt et un mètres et cinquante-huit centièmes (21,58m) à l'est, deux mètres et quatre-vingts centièmes (2,80m) au sud, six mètres et cinquante-huit centièmes (6,58m) au sud-est et trois cent quarante mètres et neuf dixièmes

(340,9m) au sud-ouest, à l'ouest et au nord-ouest mesuré le long d'une ligne sinueuse;

contenant en superficie cinq mille cinq cent soixante-quatorze mètres carrés et sept dixièmes (5 574,7m^2).

i) Le lot originaire DEUX MILLE QUATRE CENT TRENTE (2430) dudit cadastre;

j) Une partie du lot originaire TROIS CENT QUATRE (304 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

bornée vers le nord-est, l'est, le sud-est et le sud par une autre partie dudit lot originaire 304, vers le sud-ouest, l'ouest et le nord-ouest par le lot 2429;

mesurant cent sept mètres et trente-six centièmes (107,36m) à l'est, cinquante-six mètres et cinquante-huit centièmes (56,58m) au sud-est, quarante-cinq mètres et soixante-quatre centièmes (45,64m) à l'est, cinquante-quatre mètres et seize centièmes (54,16m), quatre-vingt-quatorze mètres et trente centièmes (94,30m), dix-huit mètres et vingt-sept centièmes (18,27m) à l'est, treize mètres et quatre-vingt-cinq centièmes (13,85m) au nord-est, quatre-vingt-huit mètres et quarante-huit centièmes (88,48m) à l'est, vingt-quatre mètres et vingt-cinq centièmes (24,25m) au sud et quatre cent quatre-vingt-six mètres et quatre dixièmes (486,4m) au sud-ouest, à l'ouest et au nord-ouest mesuré le long d'une ligne sinueuse;

contenant en superficie quatre mille deux cent trente-neuf mètres carrés et deux dixièmes (4 239,2 m^2).

La superficie totale des terrains identifiés par les paragraphes a) à j) est de cinq cent quinze mille quatre cent quarante-deux mètres carrés et sept dixièmes (515 442,7 m^2).

Le tout tel qu'il est indiqué sur le plan préparé par Sylvie Gauthier, arpenteur-géomètre, le dixième (10^e) jour d'avril 2001sous sa minute 721, dossier 19509, lequel demeure joint aux présentes à l'annexe 28, après avoir été reconnu véritable et signé, pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et par le notaire soussigné.

L'Immeuble comprend toutes les bâtisses, structures et dépendances construites sur celui-ci, à l'exception des Installations, de la Sculpture et des pile, mur de culée, structure de béton et structure métallique mentionnés au paragraphe 12.4 qui demeurent la propriété de la Ville. Les bâtisses, structures et dépendances se trouvant et faisant partie de

l'Immeuble à la date de signature des présentes sont appelées les « **Structures existantes** ».

ARTICLE 29.
DISPOSITIONS DIVERSES

29.1 Toute somme d'argent due par l'Emphytéote à la Ville ou vice versa aux termes des présentes est payable en monnaie légale au Canada et portera intérêt au taux fixé par le conseil municipal de la Ville pour les sommes dues à la Ville, en vigueur à la date d'exigibilité du paiement, à compter du jour où elle devient exigible jusqu'à ce qu'elle ait été versée.

29.2 L'Emphytéote ne peut vendre, céder ou transférer de toute autre manière la Convention ou tout intérêt dans celle-ci sans le consentement préalable écrit de la Ville, lequel ne peut être déraisonnablement refusé ou retardé; toutefois, l'Emphytéote peut céder la Convention sans ce consentement à a) un membre du même groupe (selon la définition actuelle de cette expression dans la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*) que son commandité ou Six Flags, Inc. ou à une filiale en propriété exclusive de l'Emphytéote ou d'un membre du même groupe que son commandité ou Six Flags Inc. (un « **Membre du même groupe** »); b) une entité avec laquelle son commandité, Six Flags, Inc. ou un Membre du même groupe peut fusionner ou être regroupé, pourvu que l'entité issue de la fusion ou du regroupement soit un Membre du même groupe. Le consentement de la Ville ne pourra être refusé à l'égard d'un cessionnaire : (i) dont la situation et la responsabilité financières peuvent garantir raisonnablement qu'il exécutera toutes les obligations de l'Emphytéote aux termes de la Convention après la cession, et (ii) qui possède de l'expérience dans l'exploitation de l'Entreprise qui est alors exploitée sur l'Ensemble immobilier de façon à garantir de manière raisonnable que cette entreprise continuera d'être exploitée selon le niveau et conformément aux normes en vigueur avant la cession. En cas de cession aux termes du présent paragraphe, l'Emphytéote continuera d'être responsable envers la Ville pour toute et chacune des obligations de l'Emphytéote aux termes de la Convention pour le restant de la durée des présentes. Tout cessionnaire devra assumer toutes et chacune des obligations de l'Emphytéote aux termes de la Convention. Malgré toute disposition à l'effet contraire aux présentes, la garantie de Six Flags, Inc. demeurera en vigueur après toute cession ou tout transfert de la Convention, à moins que la Ville soit satisfaite que la valeur nette comptable d'une caution de remplacement ou du cessionnaire ne soit pas inférieure à celle de Six Flags, Inc. en date de la cession et que dans le cas d'une caution de remplacement, celle-ci ait signé et livré à la Ville une garantie de remplacement semblable à celle fournie par

Six Flags, Inc. aux termes des présentes, alors, dans un cas comme dans l'autre la garantie de Six Flags, Inc. prendra fin.

29.3 Aux présentes, par « **jour** », on entend un « **jour civil** », et le calcul du temps comprend les samedis, les dimanches et les jours fériés afin de déterminer les périodes précisées aux présentes, à la condition que, si la date ou la dernière date à laquelle une action ou un paiement doit être fait ou un avis donné tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié dans la province de Québec, cette action ou ce paiement puisse être fait ou cet avis donné sans délai le jour suivant, lequel n'est pas un samedi, un dimanche ou un jour férié dans la province de Québec. Afin de calculer le nombre de jours à compter d'un événement, la date à laquelle l'événement s'est produit n'est pas prise en considération.

29.4 L'Ensemble immobilier ne pourra faire l'objet d'une déclaration de co-emphytéose ou de co-propriété ou d'un morcellement.

29.5 Tout avis, communication ou réponse (ci-après appelé aux fins de commodité l'« **avis** ») dans la Convention fourni ou pouvant être fourni, fait ou donné par l'une ou l'autre des parties doit être fait par écrit et, à moins qu'il ne soit expressément prévu à l'effet contraire dans la Convention, il doit être donné ou signifié par la poste, par courrier affranchi et recommandé ou certifié et adressé à la partie qui doit ainsi être avisée, avec un accusé de réception, livré en mains propres à cette partie ou transmis par télécopieur avec un avis de confirmation de réception. L'avis prendra effet, à moins d'indication contraire dans la Convention, sur livraison, en personne ou par la poste, ou sur confirmation de sa transmission par télécopieur. Aux fins de l'avis, les adresses et tous les destinataires sont les suivants, à moins qu'ils ne soient modifiés tel qu'il est prévu ci-après :

VILLE DE MONTRÉAL
a/s Greffier de la Ville
Hôtel de Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) Canada
H2Y 1C6

PARC SIX FLAGS MONTRÉAL s.e.c.
a/s Six Flags, Inc.
122 East 42nd Street, 49th Floor
New York, NY 10168 États-Unis

À l'attention de M. James F. Dannhauser

N° de télécopieur : (212) 949-6203

avec une copie à :

PARC SIX FLAGS MONTRÉAL s.e.c.
a/s Six Flags, Inc.
122 East 42nd Street, 49th Floor
New York, NY 10168 États-Unis

À l'attention de M. James M. Coughlin

N° de télécopieur : (212) 949-6203

Cependant, chaque partie aux présentes pourra, par avis écrit signifié à l'autre partie, indiquer une autre adresse ou un autre destinataire, auxquels tous les avis subséquents devront être signifiés.

Advenant l'impossibilité pour une partie aux présentes de signifier tel avis à l'adresse ci-dessus mentionnée, tel avis pourra être signifié à l'autre partie en lui laissant copie du Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal.

29.6 Dans les dix (10) jours suivant une demande écrite d'une partie à cet effet, l'autre partie doit livrer à la partie ayant fait la demande une déclaration ou une attestation portant sur le statut de la Convention et indiquant notamment : que la Convention est en vigueur sans aucune modification (ou, s'il y a eu modification, que la Convention est en vigueur tel que modifiée et indiquant les modifications convenues); le montant du Prix payable au moment en question ainsi que la date à laquelle le dernier versement du Prix a été payé en dernier lieu; s'il existe ou non un Défaut ou manquement réel ou allégué de la part de l'une ou l'autre des parties à l'égard duquel un Avis préliminaire, un Avis de résiliation ou autre avis a été donné et, si un tel Défaut ou manquement existe, indiquant la nature et la durée de ce Défaut ou manquement; ainsi que toutes autres affaires concernant la Convention à l'égard desquelles une partie peut demander raisonnablement cette déclaration ou attestation.

29.7 L'Emphytéote doit payer le coût de publication de la Convention et de une (1) copie portant numéro de publication pour la Ville. Chaque partie prendra en charge les frais et les honoraires de tous ses conseillers à l'égard des présentes, y compris les honoraires et les débours d'avocats.

29.8 La Ville ne sera pas tenue de fournir de titres, de certificat de localisation ou de certificat de recherche concernant l'Ensemble immobilier sauf les titres qui sont en sa possession.

29.9 La Convention est interprétée et régie conformément aux lois de la province de Québec. Si quelque disposition des présentes était déclarée nulle, annulable ou incompatible avec le caractère emphytéotique de la Convention, par un jugement final d'un tribunal compétent, elle sera considérée comme distincte de la Convention, laquelle restera en vigueur comme si une telle disposition n'avait jamais été incluse, sous réserve du fait qu'elle puisse prendre effet de nouveau à une date ultérieure si elle n'est plus nulle ou annulable.

Cependant, les parties conviennent de remplacer cette disposition par une disposition valide qui aura, dans la mesure du possible, le même effet juridique et économique.

29.10 Tant que les présentes seront en vigueur, la Ville reconnaît que l'Emphytéote jouira de tous les droits, quant à l'Immeuble et aux Améliorations, que lui confèrent les articles 1195 et suivants du *Code civil du Québec*, même si la Convention était déclarée non emphytéotique, le tout sous réserves des dispositions de la Convention.

29.11 La Ville et l'Emphytéote reconnaissent et confirment par les présentes leur désir et leur intention explicites que la Convention constitue une emphytéose. Toutefois, si la Convention est déclarée ne pas être emphytéotique par un jugement final d'un tribunal compétent, les parties s'engagent à signer tout acte ou document nécessaire afin de conférer à l'Emphytéote des droits réels (y compris des droits de superficie) temporaires qui sont équivalents à ceux que les parties ont voulu créer par les présentes, pourvu que les droits de la Ville demeurent raisonnablement les mêmes.

29.12 La Convention, y compris les annexes, constituent l'entente intégrale des parties aux présentes relativement à toute question et annulent et remplacent tout engagement, entente, négociation, discussion antérieurs, fait verbalement ou par écrit entre les parties aux présentes et qui s'y rapportent. Il n'y a aucune déclaration, condition, garantie ou entente accessoire, expresse ou implicite, ou légale entre les parties, autres que celles expressément mentionnées aux présentes.

ARTICLE 30.
INTERVENTION

30.1 Et, aux présentes, intervient Six Flags, Inc., société par actions dûment constituée ayant son siège social dans la ville de New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, agissant et représentée aux présentes par M. James F. Dannhauser, son Chief Financial Officer, dûment autorisé aux fins de la présente

intervention aux termes d'une résolution du comité exécutif de ladite société adoptée le vingt-cinquième (25ième) jour d'avril, deux mille un (2001), dont une copie est jointe aux présentes après avoir été reconnue comme une copie conforme et signée, afin qu'elle ne soit pas changée, par le représentant et le notaire soussigné (la « caution »), qui déclare ce qui suit :

30.1.1 Sous réserve des dispositions du paragraphe 29.2 des présentes, la caution garantit par les présentes solidairement avec l'Emphytéote toutes et chacune des obligations de l'Emphytéote aux termes de la Convention, y compris le paiement du Prix, en renonçant aux bénéfices de discussion et de division.

30.1.2 La caution se soumet irrévocablement à la compétence non-exclusive des tribunaux de la province de Québec pour statuer sur toute poursuite, action ou procédure et pour trancher tout différend susceptible de découler directement ou indirectement de la Convention; à cet effet, la caution renonce à opposer toute exception qu'elle pourrait formuler pour décliner la compétence de tels tribunaux sur la base de leur absence de juridiction ou des inconvénients que leur cause l'institution de procédures devant ceux-ci.

Cette attribution de compétence ne saurait cependant limiter le droit de la Ville d'engager une procédure contre la caution devant tout autre tribunal compétent dans la mesure où la loi le permet.

ARTICLE 31.
MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

31.1 Les parties aux présentes déclarent ce qui suit :

a) le nom du cédant est la VILLE DE MONTRÉAL;

b) l'adresse du principal établissement du cédant est 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6;

c) le nom du cessionnaire est Parc Six Flags Montréal s.e.c.;

d) l'adresse du principal établissement du cessionnaire est 1501 McGill College, 26e étage, Montréal, Québec, H3A 3N9 ;

e) les immeubles qui font l'objet des présentes sont entièrement situés dans le territoire de la Ville de Montréal;

f) le montant de la contrepartie pour les droits consentis aux termes de la Convention est de TRENTE-SEPT MILLIONS CINQ CENT TRENTE-TROIS MILLE HUIT CENT VINGT-DEUX DOLLARS (37 533 822$);

g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de TRENTE-SEPT MILLIONS CINQ CENT TRENTE-TROIS MILLE HUIT CENT VINGT-DEUX DOLLARS (37 533 822$);

h) le montant du droit de mutation est de CINQ CENT SOIXANTE ET UN MILLE CINQ CENT SEPT DOLLARS ET TRENTE-TROIS CENTS (561 507,33$)

DONT ACTE A ÉTÉ FAIT ET PASSÉ en la Ville de Montréal, à la date susmentionnée, sous le numéro deux mille six cent onze --

(-----2611-------) des minutes de M^e^ Robert Coulombe.

ET lecture faite, les parties signent avec le notaire soussigné et en sa présence.

VILLE DE MONTRÉAL

par : Diane Charland
Diane Charland, greffière

PARC SIX FLAGS MONTREAL s.e.c.
représentée par Parc Six Flags Montréal Inc.

par : James M. Coughlin

SIX FLAGS, INC.

par : _____
James F. Dannhauser

_____
Robert Coulombe, notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.

1104732

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1219245002*
Unité administrative responsable : *Division des transactions immobilières (SGPI)*
Projet : Décision financière : *Report de la rente 2021 de SixFlags*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			x
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1219245002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver le report de paiement de la rente de 30 jours, et l'annulation des intérêts le cas échéant, pour chacun des 5 versements dus en 2021 pour l'emphytéose de Parc Six Flags s.e.c. pour l'immeuble connu sous le nom de La Ronde. N. ref.:31H12-005-0975-01 Mandat:21-0279

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

L'intervention du Service des Finances porte sur le report de paiement de la rente de 30 jours pour chacun des 5 versements dûs en 2021 et l'annulation des intérêts encourus. Le montant prévu de la perte des revenus d'intérêts dû au report des paiements est de 22 776$

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.074

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1215372006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre de la petite enfance La Petite Caserne, pour une période de 5 ans, du 1er juin 2021 au 31 mai 2026, des espaces d'une superficie de 2 400 pi², situés au rez-de-chaussée de l'immeuble sis au 3199, rue Remembrance, à l'arrondissement de Lachine, à des fins de garderie, moyennant un loyer total de 66 960,60 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention immobilière est de 53 040 $ (Bâtiment 3330-101)

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre de la petite enfance La Petite caserne, pour une période de cinq (5) ans, rétroactivement du 1 juin 2021, des espaces d'une superficie de 2 400 pi², situés au rez-de-chaussée de l'immeuble sis au 3199, rue Remembrance, à Lachine, à des fins de garderie, pour un loyer total de 66 960,60 $**,** excluant les taxes**,** le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. Le montant de la subvention immobilière est de 53 040 $;
2. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-08-02 10:45

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215372006**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre de la petite enfance La Petite Caserne, pour une période de 5 ans, du 1er juin 2021 au 31 mai 2026, des espaces d'une superficie de 2 400 pi², situés au rez-de-chaussée de l'immeuble sis au 3199, rue Remembrance, à l'arrondissement de Lachine, à des fins de garderie, moyennant un loyer total de 66 960,60 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention immobilière est de 53 040 $ (Bâtiment 3330-101)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1981, l'arrondissement de Lachine loue au centre de la petite enfance *La Petite caserne* (le « CPE ») des locaux d'une superficie de 2 400 pi², situés au rez-de-chaussée du 3199, rue Remembrance, à des fins de garderie.
L'immeuble est de compétence ville centre depuis 2017, et au début de 2021, la division des Locations a reçu le mandat de régulariser l'occupation du CPE.

La location de ces espaces est nécessaire dans le but d'assurer la poursuite des activités du CPE.

L'arrondissement de Lachine et le SGPI sont d'avis de prolonger de 5 ans l'occupation, soit du 1er juin 2021 au 31 mai 2026.

Le dossier est présenté tardivement dû au fait que les négociations se sont échelonnées sur plusieurs mois pour clarifier les obligations des parties et de convenir d'un loyer.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le bail entre la Ville Lachine et le CPE a débuté en 1981 et était renouvelable aux 5 ans.
Le dossier n'a pas été entériné par les instances.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au CPE, pour une période de cinq (5) ans, du 1er juin 2021, des locaux situés au rez-de-chaussée de l'immeuble sis au 3199, rue Remembrance à Lachine, d'une superficie de 2 400 pi², à des fins de garderie, moyennant un loyer total de 66 960,60 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.
Le locataire a la responsabilité de veiller à l'aménagement et à l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes réparations locatives dues à son usage normal, alors que les travaux

inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie relèvent de la Ville. Par ailleurs, les coûts d'énergie sont pris en charge par la Ville.

Le loyer établi est basé sur le financement pour la portion location que le CPE reçoit du ministère de la famille. Le Service de la gestion et de la planification immobilière" SGPI" parraine la subvention immobilière dans ce dossier.

Par ailleurs, le SGPI prend en charge les frais d'exploitation pour les lieux loués.

JUSTIFICATION

Régulariser l'occupation du CPE dans les lieux loués.
Les activités du CPE ne causent aucun préjudice aux activités de la Caserne 64. De plus, les locaux ne sont pas requis pour des fins municipales.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant représente la recette totale pour la durée du bail:

	Loyer Antérieur	**2021 (7 mois)**	**Année 2022**	**Année 2023**	**Année 2024**	**Année 2025**	**2026 (5 mois)**	**TOTAL**
Recette totale avant taxes	9 978,34 $	6 398,00 $	11 607,80 $	12 768,58 $	14 045,41 $	15 449,91 $	6 690,90 $	**66 960,60 $**
TPS (5%)		319,90 $	580,39 $	638,43 $	702,27 $	772,50 $	334,55 $	3 348,,03 $
TVQ (9.975%)		638,20 $	1 157,88 $	1 273,67 $	1 401,03 $	1 541,13 $	667,42 $	6 679,32 $
Recette totale incluant taxes		7 356,10 $	13 346,07 $	14 680,67 $	16 148,71 $	17 763,53 $	7 692,86 $	**76 987,95 $**

Ce revenu de 66 960,60 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du SGPI.

Le taux de location annuel moyen pour la durée du terme est de 5,58 $/pi².

Le montant total de la subvention immobilière pour cette occupation est d'environ 53 040 $. La subvention est établie de la façon suivante **:**

(valeur locative - taux du loyer moyen)* superficie * durée = subvention immobilière.

(10 $/pi² - 5,58 $/pi²) 2 400 pi² x 5 ans = 53 040$.

Pour l'année 2021, la dépense prévue par le SGPI en frais d'exploitation pour ces locaux est d'environ 12 124$.

Aucun frais de transaction n'est exigé pour ce dossier considérant qu'il s'agit de la poursuite de l'occupation du locataire dans les lieux loués.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La poursuite de l'occupation des lieux loués par le locataire permet le maintien d'activités sociales et communautaires dans le quartier, ce qui répond à la priorité 9 de l'orientation

Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion du plan stratégique de la Ville : *Montréal 2030* . Il s'agit de " *Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire ".*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait le CPE à trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission et priverait la Ville d'atteindre un objectif relié au développement durable.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal : Août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lynn THIBAULT, Lachine
Simon RACICOT, Lachine
René SCOTT, Service de la gestion et de la planification immobilière
Daniel CASTONGUAY, Service de la gestion et de la planification immobilière
Marie-Josée MOTARD, Service de la gestion et de la planification immobilière
Carmen NORIEGA, Lachine

Lecture :

Marie-Josée MOTARD, 30 juillet 2021
Simon RACICOT, 30 juillet 2021
René SCOTT, 29 juillet 2021
Lynn THIBAULT, 28 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laila BENNAGHMOUCH
Conseillère en immobilier

Tél : 514-872-6948
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2021-07-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation, en remplacement de Sophie Lalonde
Tél : 514-770-0667
Approuvé le : 2021-07-31

BAIL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de :

a) la résolution numéro CM03 0836 ; et

b) la résolution numéro CM_____, adoptée par le conseil municipal à sa séance du_____ 2021 ;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **CPE LA PETITE CASERNE**, personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ,c. C-38), ayant son siège au 3199, rue Remembrance, à Lachine, province de Québec, H8S 1X9, agissant et représentée par madame Lisa Brisson, directrice générale et madame Anaïs Cervinka, présidente dûment autorisées aux fins des présentes tel qu'elles le déclarent.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur (alors la Ville de Lachine) et le Locataire ont conclu un bail en 1981 concernant les lieux loués ci-après décrits (qui se trouvent dans le même édifice que la Caserne 64), pour un terme de cinq (5) ans, débutant le 1er juin 1981 et se terminant le 31 mai 1986;

ATTENDU QUE le Locataire occupe les lieux loués ci-après décrits comme centre de la petite enfance;

ATTENDU QUE ce bail a été prolongé par périodes successives de cinq (5) ans et se terminera le 31 mai 2021;

ATTENDU Que les parties souhaitent prolonger l'occupation du Locataire aux termes et conditions indiqués au présent bail.

CECI ÉTANT EXPOSÉ LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrits à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'administration et de gestion** : biffé

1.7 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, le relampage dans les espaces communs incluant les luminaires métallarcs, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager des espaces communs, la surveillance, la portion amortie des Dépenses de nature capitalisable, l'entretien et les réparations mineures des espaces communs et des grilles. Sont exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières.

1.8 **Immeuble** : l'Édifice et le terrain sur lequel est érigé l'Édifice.

1.9 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.10 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.11 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.12 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.13 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant et réalisés par le Locataire, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locataire pendant la durée du Bail.

1.14 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rendre et maintenir l'Immeuble

Paraphes	
Locateur	Locataire

conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux loués.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Des locaux utilisés comme centre de la petite enfance, situés au 3199, rue Remembrance, à Lachine, province de Québec, H8S 1X9, tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe A. Ces locaux font partie d'un Immeuble portant les numéros 3175-3199 , rue Remembrance, connu et désigné comme étant le lot 4 302 591 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Outre l'espace intérieur du rez-de-chaussée, les Lieux loués comprennent un espace en sous-sol accessible directement par l'intérieur de la suite, ainsi qu'une cour extérieure clôturée aménagée en aire de jeux et donnant accès aux espaces intérieurs.

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux loués est fixée à deux mille quatre cent pieds carrés (2400 pi^2).

2.3 **Superficie locative de l'Édifice** : Biffé

2.4 **Quote-part d'occupation** : Biffé

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de cinq (5) ans, commençant le premier (1er) juin deux mille vingt et un (2021) et se terminant le trente et un (31) mai deux mille vingt-six (2026), sans autre avis.

Nonobstant la durée stipulée ci-dessus, à compter du 1er juin 2022, chacune des parties pourra résilier le présent bail, moyennant un préavis écrit d'au moins 180 jours à l'autre partie. Toute telle résiliation sera faite sans compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit de part et d'autre.

3.2 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de soixante (60) jours.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Pour la période du 1er juin 2021 au 31 mai 2022, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de dix mille neuf cent soixante-huit dollars (**10 968** $), payable d'avance, en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de neuf cent quatorze dollars (914 $) chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, le premier jour de chaque mois, sans autre avis.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Pour la période du 1er juin 2022 au 31 mai 2023, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de douze mille soixante-quatre dollars et quatre-vingts cents 12 064,80 $, payable d'avance en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de mille cinq dollars et quanrante cents (1 005,40 $) chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, le premier jour de chaque mois, sans autre avis.

Pour la période du 1er juin 2023 au 31 mai 2024, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de treize mille deux cent soixante et onze dollars et vingt-huit cents 13 271,28 $, payable d'avance en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de mille cent cinq dollars et quatre-vingt-quatorze cents (1 105,94 $) chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, le premier jour de chaque mois, sans autre avis.

Pour la période du 1er juin 2024 au 31 mai 2025, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de quatorze mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit dollars et trente-six cents 14 598,36 $, payable d'avance en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de mille deux cent seize dollars et cinquante-trois cents (1 216,53 $) chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, le premier jour de chaque mois, sans autre avis.

Pour la période du 1er juin 2025 au 31 mai 2026, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de seize mille cinquante-huit dollars et seize 16 058,16 $, payable d'avance en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de mille trois cent trente-huit dollars et dix-huit (1 338,18 $) chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, le premier jour de chaque mois, sans autre avis.

4.2 **Frais d'exploitation** : Le Loyer inclut tous les Frais d'exploitation décrit à l'article 1,7.

4.3 **Loyer additionnel :** En plus de payer son loyer tel que décrit à l'article 4,1, Le Locataire devra assumer, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, les Taxes foncières telles que décrites aux articles 1,10 et 8,8. Une facture additionnelle sera transmise au Locataire par le service des finances du Locateur et devra être payée selon les conditions émises sur la facture.

4.4 **Paiement** : Les parties conviennent que tout paiement effectué par le Locataire au Locateur durant l'occupation des Lieux Loués sera réputé à la satisfaction de la dette la plus ancienne, sans tenir compte de la nature de la dette ou du montant, nonobstant toute loi ou usage à ce sujet. Toute dérogation expresse ou tacite à la méthode d'imputation des paiements établie aux présentes devra avoir préalablement fait l'objet du consentement écrit du Locateur, lequel relève de son entière discrétion. Le Locataire consent à verser au Locateur une somme de trente dollars (30 $) à titre de frais administratifs pour chaque chèque sans provision suffisante émis par lui à l'ordre du Locateur. Toute somme en retard payable en vertu des présentes, y compris celles payables à titre d'intérêts, portera intérêt au taux annuel établi par le Service des finances du Locateur dans le contexte de recouvrement.

ARTICLE 5
CESSION, SOUS-LOCATION

5.1 Les droits consentis au Locataire par le présent bail sont personnels au Locataire, et à ce titre, ne peuvent être cédés à un tiers, en totalité ou partie et les Lieux Loués ne peuvent être sous-loués, en totalité ou en partie.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

6.1 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés et obtenir, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur.

De plus, pour tous travaux se rapportant à la structure ou les systèmes électromécaniques des Lieux loués, le Locataire devra également obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission du Locateur.

Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix pour tous travaux à réaliser.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, pendant la durée du Bail.

7.2 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables.

7.3 **Entretien intérieur** : le Locateur devra d'effectuer, à ses frais, la réparation du système de ventilation, chauffage dans les Lieux loués et les espaces communs.

7.4 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment : effectuer, à ses frais, l'entretien paysager et la tonte du gazon.

7.5 **Température** : chauffer, ventiler, et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une température convenable aux besoins du Locataire.

7.6 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire, le tout au frais du Locateur.

7.7 **Assurance** : ne souscrire aucune assurance de quelque nature que ce soit compte tenu qu'il s'auto-assure.

7.8 **Désignation de responsables et remise des clés** : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

7.9 **Transformations** : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Locataire s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement.

8.2 **Usage** : prendre les Lieux Loués dans l'état où ils se trouvent présentement et n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de centre de la petite enfance. Tout changement d'usage devra préalablement être approuvé par le Locateur. Aucun usage ne doit compromettre la réputation ou les activités de la caserne 64.

8.3 **État** : le Locataire accepte les Lieux Loués tel qu'ils sont et reconnait qu'ils sont conformes à l'usage de garderie.

8.4 **Entretien** : voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des Lieux Loués; à l'enlèvement de la glace et de la neige de l'entrée extérieure et à la cour de la garderie (au besoin y étendre du sel et/ou sable) et effectuer toute réparation locative due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques.

8.5 **Modification aux Lieux loués** : n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les lieux loués sans avoir soumis, au moins quatre-vingt –dix (90) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur ;

8.6 **Luminaires** : remplacer, à ses frais, tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

8.7 **Responsabilité et assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de **cinq millions de dollars (5 000 000,00 $),** limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé par le Locataire au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur.

8.8 **Responsabilité :** tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants.

Se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués pendant ses périodes d'occupation.

8.9 **Taxes foncières :** assumer le paiement des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou

Paraphes	
Locateur	Locataire

permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

8.10 **Nuisance** : le Locataire ne devra poser aucun geste de nature à nuire aux droits, aux affaires ou à la réputation du Locateur ou des autres Locataires.

8.11 **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.12 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.13 **Visites** : permettre, pendant les neuf (9) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre dix heures (10h00) et dix-sept heures (17h00).

8.14 **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

8.15 **Remise des Lieux Loués** : À l'échéance du Bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale. Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

8.16 **Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics** : se comporter de manière à ce qu'il ne devienne, en aucun temps, pendant la durée du Bail, une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics. À cet effet, le Locataire déclare ne pas y être inscrit en date de la signature du Bail.

8.17 **Gestion contractuelle** : le Locateur a adopté un règlement sur la gestion contractuelle conformément à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) et le Locataire déclare en avoir pris connaissance.

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locateur, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des

Paraphes	
Locateur	Locataire

Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués.

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, chacune des parties aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que de destruction totale, de mettre fin au Bail et le Locataire sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toutes telles

Paraphes	
Locateur	Locataire

déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

10.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, au lieu de remédier au défaut du Locateur ou de retenir une partie du loyer, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de l'inexécution de l'une des obligations qui doivent être assumées par le Locateur en vertu du Bail, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 11
DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

11.2 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locateur aura toujours le droit, au lieu de remédier au défaut du Locataire, de mettre fin au Bail.

ARTICLE 12
RÈGLEMENTS D'IMMEUBLE

12.1 **Règlements d'immeuble** : Le Locataire s'engage à respecter les règlements concernant la sécurité et l'opération de l'Immeuble, ainsi que les heures d'ouverture, l'entretien et la protection de la bâtisse.

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 **Rubriques** : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 **Renonciation** : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 **Accord complet** : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de

Paraphes	
Locateur	Locataire

location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13.4 **Force majeure** : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, pandémie, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

13.5 **Lois applicables** : Le Bail est régi par les lois du Québec.

13.6 **Suspension des services :** Le Locateur aura le droit, sans obligation ni responsabilité envers le Locataire, de suspendre ou modifier tout service qu'il doit fournir en vertu du présent Bail, pour le temps qu'il sera nécessaire ou qu'il jugera raisonnable, par suite d'un sinistre ou d'un accident ou dans le but de faire des réparations, remplacements, modifications ou améliorations ou pour toute autre cause hors de son contrôle. De plus, le Locateur n'encourra aucune responsabilité envers le Locataire par suite de tout défaut de fournir l'un ou l'autre de ces services, pour quelque raison que ce soit, et il n'en résultera aucune réduction de Loyer ni diminution des obligations du Locataire. Cependant, le Locateur devra, dans la mesure du possible, y remédier avec diligence et dans un délai raisonnable. Néanmoins, le Locateur sera en tout temps responsable des dommages causés par sa propre négligence ou par celle de ses employés, préposés, mandataires, sous-traitants, agents ou commettants.

13.7 **Droit d'entrée :** Si le Locateur juge nécessaire de faire traverser les Lieux Loués par certains éléments des systèmes mécanique, électrique, de chauffage et de climatisation ou de plomberie, le Locataire autorise, par les présentes, le Locateur, ses représentants et ses entrepreneurs à exécuter ce travail dans les Lieux Loués, sans indemnisation ou réduction du Loyer du Locataire. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance avant la date à laquelle seront effectués les travaux à moins d'une situation d'urgence.

13.8 **Faillite et insolvabilité :** Advenant que le Locataire fasse cession de ces biens en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, qu'il fasse une proposition à ses créanciers, qu'il prenne ou tente de tirer quelque avantage d'une loi régissant la faillite et l'insolvabilité, ou qu'un syndic ou séquestre soit nommé pour administrer les biens du Locataire ou une partie de ceux-ci, le présent Bail prendra fin automatiquement à l'avènement de n'importe laquelle des éventualités qui précèdent, sans avis ni délai, et le Locateur aura le droit de recouvrer immédiatement tout arrérage de loyer, ainsi que six (6) mois à venir de loyer.

13.9 **Nouvelles serrures :** Le Locataire ne pourra remplacer ou modifier aucune porte ni serrure installée dans les Lieux Loués, à moins qu'il n'ait reçu le consentement préalable et écrit du Locateur et qu'il ne lui ait remis une copie des clefs des nouvelles serrures.

13.10 **Vérification de solvabilité :** Le Locataire consent et autorise expressément le Locateur à recueillir auprès de toutes personnes ou entreprises auxquelles le Locateur voudrait s'adresser, tout renseignement, y compris tout renseignement le concernant (le présent consentement valant également comme un consentement à toute personne à laquelle s'adresserait le Locateur à ces fins, à lui divulguer de tels renseignements). La présente autorisation est irrévocable et demeurera en vigueur tant et aussi longtemps que toute personne ayant accordé le présent consentement aura quelque obligation, de quelque nature que ce soit, envers le Locateur ou possédera quelque intérêt, de quelque nature que ce soit, en lien avec

Paraphes	
Locateur	Locataire

le Locateur et/ou occupera quelque fonction, de quelque nature que ce soit, auprès du Locataire, selon la plus éloignée de ces dates. Ce consentement est consenti aux fins spécifiques de permettre au Locateur d'évaluer la solvabilité du Locataire et/ou, le cas échéant, en cas de défaut ou de retard de paiement de toute somme due en vertu du Bail et de prendre les décisions financières et autres décisions que le Locateur peut devoir prendre, de temps à autre, à l'égard de l'une ou de plusieurs desdites personnes.

ARTICLE 14
ANNEXES

14.1 Énumération : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- Annexe A : Plan des Lieux loués.

14.2 Interprétation : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

ARTICLE 15
ÉLECTION DE DOMICILE

15.1 Adresses : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur ou courrier électronique :

- Pour le Locateur :

  VILLE DE MONTRÉAL
  Service de la gestion et de la planification immobilière
  303, rue Notre Dame Est, 2ème étage
  Montréal, Québec, H2Y 3Y8
  Courriel : immeuble.location@montreal.ca

  En cas d'urgence, le Locataire devra communiquer avec le 514-872-1234 ou par courriel à :
  immeubles.centreappels@ville.montreal.qc.ca

- Pour le Locataire :

  Madame Lisa Brisson, directrice générale
  CPE Petite Caserne
  Adresse : 3199, rue Remembrance
  Montréal, Québec, H2Y 3Y8
  Téléphone : (514) 634-4787
  Courriel : cpepetitecaserne@videotron.ca

15.2 Modification : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

15.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans

Paraphes	
Locateur	Locataire

les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2021

LOCATEUR

_____

par :

Le 30 juillet 2021

LOCATAIRE

Anaïs Cervinka

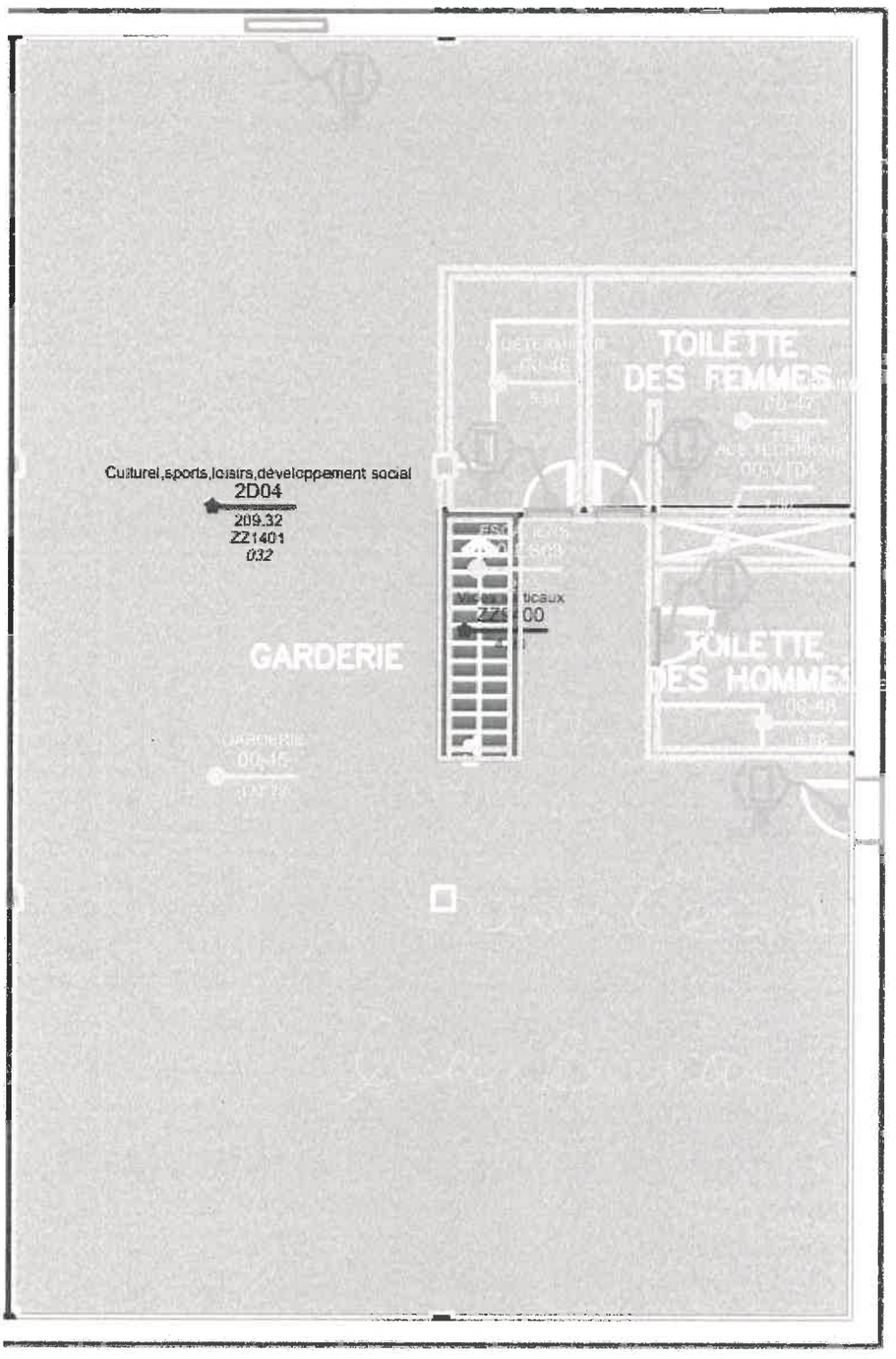
par : Anaïs Cervinka, présidente

Lisa Brisson

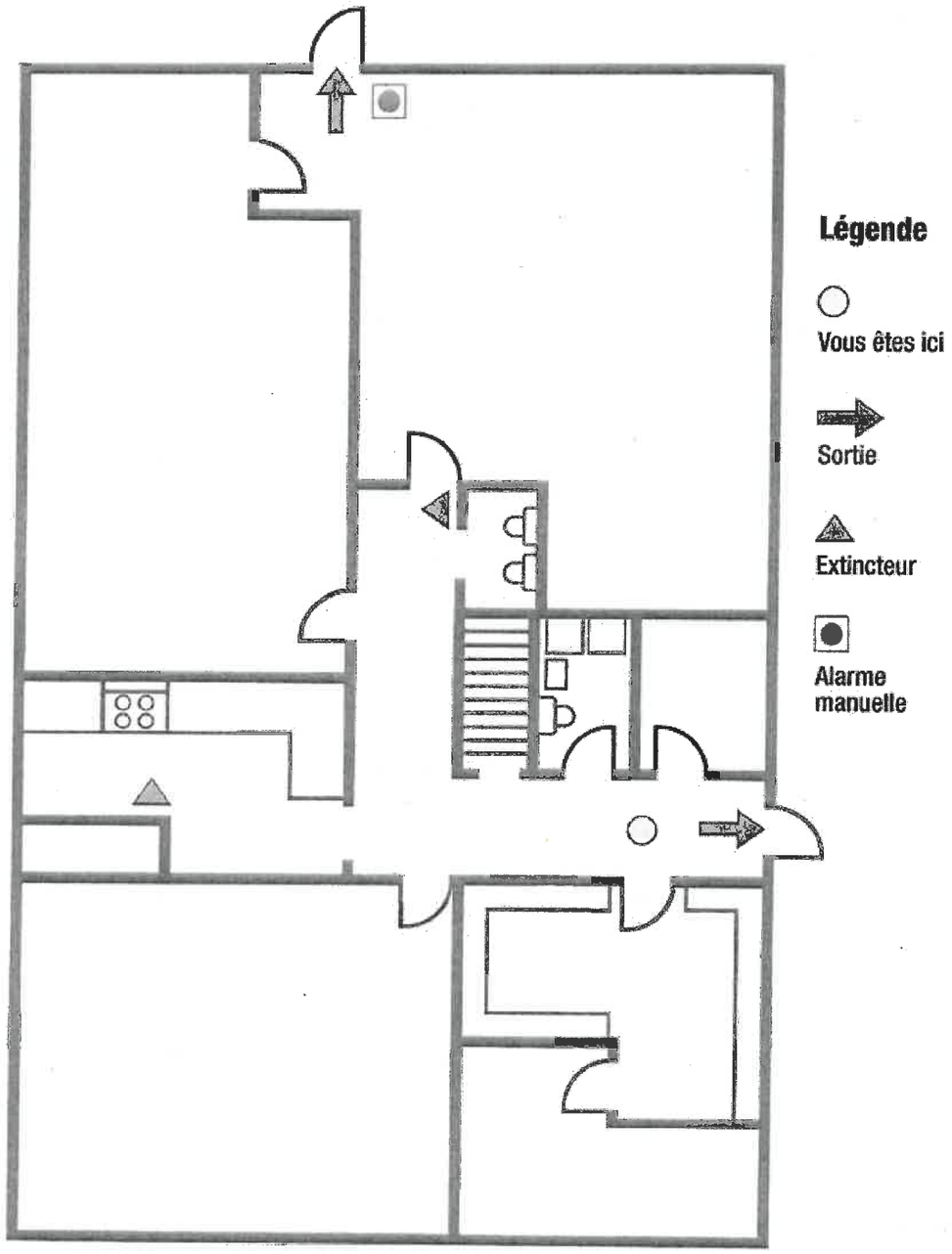
par : Lisa Brisson, directrice générale

Paraphes	
Locateur	Locataire
	AC

Annexe A : Plan des Lieux loués



Paraphes	
Locateur	Locataire



Paraphes	
Locateur	Locataire

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1215372006]*
Unité administrative responsable : *Division des locations*
Projet : *projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre de la petite enfance La Petite Caserne*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 9: Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire ".			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Depuis 1981, le CPE La Petite Caserne a accueilli plus de 1000 enfants au cours des années. Le CPE est un organisme sans but lucratif incorporé et subventionné par le Ministère de la Famille. Leurs principales activités s'inscrivent dans une démarche éducative.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215372006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre de la petite enfance La Petite Caserne, pour une période de 5 ans, du 1er juin 2021 au 31 mai 2026, des espaces d'une superficie de 2 400 pi², situés au rez-de-chaussée de l'immeuble sis au 3199, rue Remembrance, à l'arrondissement de Lachine, à des fins de garderie, moyennant un loyer total de 66 960,60 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention immobilière est de 53 040 $ (Bâtiment 3330-101)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

imputer les revenus tel qu'indiqué dans le fichier ci-joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1215372006 - Ville loue au CPE la petite caserne, 3199 remembrance Lachine.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.075

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1214141001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 42 508 $ à dix associations sportives régionales, pour le montant indiqué en regard de chacune d'elle, dans le cadre de l'appel de projet ponctuel pour la relance sportive post-COVID en provenance du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien total de 42 508 $ à dix associations sportives régionales, pour le montant indiqué en regard de chacune d'elle, dans le cadre de l'appel de projet ponctuel pour la relance sportive post-COVID du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS);

Organismes	Aide financière recommandée ($)
Association montréalaise d'haltérophilie et d'entraînement de la force sportive	5 000 $
Hockey Québec - Région Montréal	3 000 $
Association régionale de soccer Concordia inc.	4 733 $
Association régionale de patinage de vitesse de Montréal	3 750 $
Association régionale d'athlétisme de Montréal	900 $
Patinage Montréal	2 250 $
Association régionale de ringuette de Montréal	3 375 $
Association régionale de gymnastique de Montréal-Concordia	7 500 $
Association régionale de kin-ball de Montréal	4 000 $
Ultimate grand Montréal	8 000 $
TOTAL	**42 508 $**

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par la ville centre.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-28 22:20

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1214141001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 42 508 $ à dix associations sportives régionales, pour le montant indiqué en regard de chacune d'elle, dans le cadre de l'appel de projet ponctuel pour la relance sportive post-COVID en provenance du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

CONTENU

CONTEXTE

La pandémie a fragilisé l'offre sportive au Québec et comme la plupart des grandes villes, Montréal est durement éprouvée. Les mesures sanitaires pour faire face à la crise ont transformé le sport, les milieux de vie, le quotidien des enfants et de leur famille. L'offre de services du sport organisé a dû s'ajuster aux restrictions sanitaires contraignantes pour les organisations, mais nécessaires pour la santé publique.
Une consultation a été menée par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) à l'automne 2020 auprès des 15 associations sportives régionales conventionnées avec la Ville de Montréal. En résumé les faits saillants sont :

- une surcharge de travail et fatigue pour les bénévoles;
- les organismes ayant une permanence ou un conseil d'administration sain s'en sortent mieux;
- plusieurs craintes si les activités ne reprennent pas, particulièrement sur la rétention des membres et les finances;
- si l'arrêt des activités se poursuit trop longtemps, craintes du non-retour des entraîneurs et/ou juges/arbitres, pour la reprise des activités.

En 2021, la Ville de Montréal souhaite encourager les initiatives de relance des associations sportives régionales partenaires. Reconnaissant l'expertise et l'engagement des associations régionales dans le développement sportif, le SGPMRS a lancé un appel de projets le 8 juin 2021 auprès des 15 associations régionales conventionnées avec la Ville afin d'appuyer des projets ayant pour objectifs de :

- favoriser la relance des activités sportives organisées, dans le respect du contexte sanitaire (COVID-19);
- favoriser et accroître le perfectionnement, la rétention et le renouvellement des athlètes, entraîneurs, bénévoles, administrateurs et officiels membres des associations régionales;
- promouvoir le sport, ses bienfaits, les organisations sportives, les athlètes, les entraîneurs et les intervenants;
- faciliter l'accès aux plateaux sportifs et aux activités sportives;
- faciliter l'usage des technologies de l'information et de la communication;
- encourager la participation des clubs et arrondissements;
- favoriser la mobilisation et la concertation des acteurs du milieu sportif;
- favoriser l'inclusion et viser des clientèles peu desservies.

Celles-ci avaient jusqu'au 30 juin 2021 pour soumettre leurs projets de relance sportive post-COVID-19.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 1041 - 19 octobre 2020
Offrir, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), aux 9 arrondissements mentionnés au dossier décisionnel la prise en charge, par la Direction des sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), de la gestion des conventions, des réservations des terrains sportifs extérieurs et du bail de l'espace du 8110, Saint-Michel, dans le cadre du Programme de soutien aux associations sportives régionales - Autoriser les virements budgétaires et les ajustements récurrents à compter de 2022/ Autoriser un budget additionnel de dépenses et de revenus

CM14 1123 - 24 novembre 2014
Adopter la Politique du sport et de l'activité physique ainsi que ses orientations et priorités d'action

CM10 0767 - 25 octobre 2010
Adopter la Déclaration sur le sport régional « La collaboration au bénéfice de nos jeunes »

DESCRIPTION

L'appel de projets et ses modalités permettent une analyse rapide, cohérente et équitable des projets de relance sportive de la part des associations régionales.
Un comité composé de représentants de trois arrondissements et du SGPMRS a évalué l'ensemble des dix projets soumis en fonction de leur pertinence (adéquation avec les objectifs de l'appel de projets), de leur complémentarité avec les activités existantes (appui du milieu), de la qualité du projet (capacité de réalisation, faisabilité) ainsi que de la clientèle visée (nombre, âges, catégories, etc.).

Le comité recommande d'allouer l'aide financière suivante pour les dix projets reçus.

Organismes	Projets	Aide financière recommandée ($)
Association montréalaise d'haltérophilie et d'entraînement de la force sportive	Journée découverte pour la promotion du sport et formation des officiels	5 000 $

Hockey Québec - Région Montréal	Recrutement et formation des arbitres	3 000 $
Association régionale de soccer Concordia inc.	Formation des entraîneurs	4 733 $
Association régionale de patinage de vitesse de Montréal	Campagne de visibilité du sport et illustrer ses valeurs	3 750 $
Association régionale d'athlétisme de Montréal	Offrir et encadrer des activités d'athlétisme pour les jeunes avec limitation fonctionnelle	900 $
Patinage Montréal	Cinq soirées portes ouvertes pour promouvoir le sport	2 250 $
Association régionale de ringuette de Montréal	Refonte du site web et campagne de publicité	3 375 $
Association régionale de gymnastique de Montréal-Concordia	Formation et encadrement des différents acteurs de la scène de la gymnastique	7 500 $
Association régionale de kin-ball de Montréal	Campagne de visibilité visant la clientèle 8 à 12 ans	4 000 $
Ultimate grand Montréal	Campagne de visibilité pour promouvoir le sport et ses valeurs	8 000 $
	TOTAL	**42 508 $**

JUSTIFICATION

Une enquête sur les impacts de la COVID-19 sur le milieu sportif québécois a été menée par le Pôle Sports HEC Montréal en novembre 2020. Sur le plan du sport organisé, « *toutes les organisations ont affirmé entrevoir une baisse d'inscriptions en 2021. Une majorité prévoit une réduction de 20 à 40 %, ce qui signifierait, un recul de 5 à 10 ans. Même phénomène du côté des revenus, où 82 % des participants à l'enquête prévoient aussi une baisse importante des revenus, allant jusqu'à 90 % dans quelques cas. De plus, plusieurs disciplines du sport organisé vivaient un momentum exceptionnel de popularité et de développement, et la pandémie est venue freiner cet élan de façon brutale. Plusieurs s'inquiètent du lien de confiance à rebâtir avec les jeunes et leurs parents...* ».
Ce soutien aux associations régionales leur permettra de mettre en oeuvre des stratégies de relance pour réduire les effets de la pandémie cités précédemment. Il contribuera à assurer la réussite organisationnelle et financière de la relance sportive.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'aide financière de la Ville correspond à un maximum de 75 % des coûts admissibles pour un maximum de 8 000 $ par projet et par organisme. Les sommes versées dans le cadre de ce soutien sont ponctuelles et non récurrentes.
Une aide financière de 42 508 $ est prévue pour les dix projets retenus à la suite de cet appel de projets.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de fonctionnement du SGPMRS. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes de la Stratégie 2030 de la Ville de Montréal :

- Priorité #9 | Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

- Priorité #18 | Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire
- Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, soit d'inciter à une vie active.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'appui financier de la Ville sert de levier aux associations régionales pour relancer et dynamiser la reprise graduelle des activités.
Parmi les impacts de la pandémie auprès des organisations sportives, citons notamment : la perte d'expertise locale (entraîneurs, bénévoles, administrateurs), l'augmentation des dépenses liées à la mise en place des mesures sanitaires recommandées ainsi que la perte de revenus en raison des restrictions imposées quant au nombre de participants (membership), etc. Si le présent dossier est retardé ou refusé, la reprise des activités pourrait être compromise pour certains sports, de même que l'équilibre financier de certaines organisations.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Ville de Montréal se réserve le droit de demander le remboursement total ou partiel du soutien financier consenti si le projet est annulé en raison de la pandémie de COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par les organismes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1er janvier au 31 décembre 2021 - Réalisation de projets
Automne 2021 - Versement des contributions financières aux organismes

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BÉLANGER
Conseillère en planification

Tél : 514 872-0631
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-14

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514 872-4720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2021-07-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2021-07-28

CONTRIBUTIONS ANTÉRIEURES - ASSOCIATIONS SPORTIVES RÉGIONALES

			EXERCICE_FINANCIER							Total général
Nom du fournisseur	Service ou Arrondissement	No. De résolution	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
ASSOCIATION REGIONALE DE GYMNASTIQUE MONTREAL CONCORDIA	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	CA 15 27 0377			13 860,00 $					13 860,00 $
		CA15 27 0377		13 860,00 $						13 860,00 $
		CA17 27 0426				13 860,00 $	13 860,00 $			27 720,00 $
		CA1327 0056	13 860,00 $							13 860,00 $
		CA19 27 0339						13 860,00 $		13 860,00 $
	Total Mercier-Hochelaga - Maisonneuve		13 860,00 $	13 860,00 $	13 860,00 $	13 860,00 $	13 860,00 $	13 860,00 $		**83 160,00 $**
	GRAND TOTAL		13 860,00 $	13 860,00 $	13 860,00 $	13 860,00 $	13 860,00 $	13 860,00 $		**83 160,00 $**

			EXERCICE_FINANCIER							Total général
Nom du fournisseur	Service ou Arrondissement	No. De résolution	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
ASSOCIATION REGIONALE DE RINGUETTE MONTREAL INC.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	CA15 27 0378		15 240,00 $	15 240,00 $					30 480,00 $
		CA18 27 0011				15 240,00 $	15 240,00 $			30 480,00 $
		CA1227 0453	15 240,00 $							15 240,00 $
		CA19 27 0396						15 240,00 $		15 240,00 $
	Total Mercier-Hochelaga - Maisonneuve		15 240,00 $	15 240,00 $	15 240,00 $	15 240,00 $	15 240,00 $	15 240,00 $		91 440,00 $
	GRAND TOTAL		15 240,00 $	15 240,00 $	15 240,00 $	15 240,00 $	15 240,00 $	15 240,00 $		**91 440,00 $**

			EXERCICE_FINANCIER							Total général
Nom du fournisseur	Service ou Arrondissement	No. De résolution	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
ASSOCIATION REGIONALE DE SOCCER CONCORDIA INC.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	CA16 27 0503			109 140,00 $					109 140,00 $
		CA17 27 0429				109 140,00 $	109 140,00 $			218 280,00 $
		CA13 27 0419		109 140,00 $						109 140,00 $
		CA1327 0419	109 140,00 $							109 140,00 $
		CA19 27 0338						109 140,00 $		109 140,00 $
	Total Mercier-Hochelaga - Maisonneuve		109 140,00 $	109 140,00 $	109 140,00 $	109 140,00 $	109 140,00 $	109 140,00 $		654 840,00 $
	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	ca1614005 4		500,00 $						500,00 $
	Total Villeray-St-Michel - Parc-Extension			500,00 $						500,00 $
	Grands parcs, Mont-Royal et sports	CE18 0660				5 000,00 $				5 000,00 $
		CE20 1080						16 800,00 $		16 800,00 $
	Total Grands parcs, Mont-Royal et sports					5 000,00 $		16 800,00 $		21 800,00 $
	GRAND TOTAL		**109 140,00 $**	**109 640,00 $**	**109 140,00 $**	**114 140,00 $**	**109 140,00 $**	**125 940,00 $**		**677 140,00 $**

			EXERCICE_FINANCIER							Total général
Nom du fournisseur	Service ou Arrondissement	No. De résolution	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
ASSOCIATION ULTIMATE MONTREAL	Diversité et inclusion sociale	(vide)	777,00 $	918,00 $	918,00 $	918,00 $	972,00 $	990,00 $		5 493,00 $
	Total Diversité et inclusion sociale		777,00 $	918,00 $	918,00 $	918,00 $	972,00 $	990,00 $		5 493,00 $
	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	CA17 27 0420				1 000,00 $				1 000,00 $
		CA17 270420					1 000,00 $			1 000,00 $
		CA19 27 0345						1 000,00 $		1 000,00 $
	Total Mercier-Hochelaga - Maisonneuve					1 000,00 $	1 000,00 $	1 000,00 $		3 000,00 $
	Verdun	CA21 210122							175,00 $	175,00 $
	Total Verdun								175,00 $	175,00 $
	GRAND TOTAL		**777,00 $**	**918,00 $**	**918,00 $**	**1 918,00 $**	**1 972,00 $**	**1 990,00 $**	**175,00 $**	**8 668,00 $**

CONTRIBUTIONS ANTÉRIEURES - ASSOCIATIONS SPORTIVES RÉGIONALES

			EXERCICE_FINANCIER							Total général
Nom du fournisseur	Service ou Arrondissement	No. De résolution	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
HOCKEY QUEBEC - REGION DE MONTREAL	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	CA14 27 0403		234 000,00 $	234 000,00 $					468 000,00 $
		CA17 27 0434				234 000,00 $	234 000,00 $			468 000,00 $
		CA19 27 0344						234 000,00 $		234 000,00 $
		CA1427 0403	234 000,00 $							234 000,00 $
	Total Mercier-Hochelaga - Maisonneuve		234 000,00 $	234 000,00 $	234 000,00 $	234 000,00 $	234 000,00 $	234 000,00 $		1 404 000,00 $
	Saint-Léonard	CA18 13 0129				17 422,00 $				17 422,00 $
		CA19 130011					8 711,00 $	8 711,00 $		17 422,00 $
	Total Saint-Léonard					17 422,00 $	8 711,00 $	8 711,00 $		34 844,00 $
	Grands parcs, Mont-Royal et sports	CE17 0910			10 000,00 $					10 000,00 $
	Total Grands parcs, Mont-Royal et sports				10 000,00 $					10 000,00 $
	GRAND TOTAL		**234 000,00 $**	**234 000,00 $**	**244 000,00 $**	**251 422,00 $**	**242 711,00 $**	**242 711,00 $**		**1 448 844,00 $**

			EXERCICE_FINANCIER							Total général
Nom du fournisseur	Service ou Arrondissement	No. De résolution	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
ASSOCIATION REGIONALE D'ATHLETISME MONTREAL CONCORDIA	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	CA 14 27 0408			3 240,00 $					3 240,00 $
		CA17 270428					3 240,00 $			3 240,00 $
		CA19 27 0342						3 240,00 $		3 240,00 $
		CA14 27 0408		3 240,00 $						3 240,00 $
		CA17 27 0428				3 240,00 $				3 240,00 $
		CA1427 0408	3 240,00 $							3 240,00 $
	Total Mercier-Hochelaga - Maisonneuve		3 240,00 $	3 240,00 $	3 240,00 $	3 240,00 $	3 240,00 $	3 240,00 $		19 440,00 $
	GRAND TOTAL		**3 240,00 $**	**3 240,00 $**	**3 240,00 $**	**3 240,00 $**	**3 240,00 $**	**3 240,00 $**	**0,00 $**	**19 440,00 $**

			EXERCICE_FINANCIER							Total général
Nom du fournisseur	Service ou Arrondissement	No. De résolution	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
ASSOCIATION REGIONALE DE KIN-BALL MONTREAL	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	CA20 27 0005						1 000,00 $		1 000,00 $
	Total Mercier-Hochelaga - Maisonneuve							1 000,00 $		1 000,00 $
	GRAND TOTAL							**1 000,00 $**		**1 000,00 $**

			EXERCICE_FINANCIER							Total général
Nom du fournisseur	Service ou Arrondissement	No. De résolution	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
ASSOCIATION REGIONALE DE PATINAGE DE VITESSE MONTREAL INC.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	CA17 170421					2 500,00 $			2 500,00 $
		CA17 27 0013			2 500,00 $					2 500,00 $
		CA17 27 0421				2 500,00 $				2 500,00 $
		CA19 27 0349						2 500,00 $		2 500,00 $
		CA1427 0203	2 500,00 $							2 500,00 $
		CA14 27 0203		2 500,00 $						2 500,00 $
	Total Mercier-Hochelaga - Maisonneuve		2 500,00 $	2 500,00 $	2 500,00 $	2 500,00 $	2 500,00 $	2 500,00 $		15 000,00 $
	Pierrefonds - Roxboro		0,00 $							0,00 $
	Total Pierrefonds - Roxboro		0,00 $							0,00 $
	GRAND TOTAL		**2 500,00 $**	**2 500,00 $**	**2 500,00 $**	**2 500,00 $**	**2 500,00 $**	**2 500,00 $**		**15 000,00 $**

CONTRIBUTIONS ANTÉRIEURES - ASSOCIATIONS SPORTIVES RÉGIONALES

			EXERCICE_FINANCIER							Total général
Nom du fournisseur	Service ou Arrondissement	No. De résolution	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
ASSOCIATION MONTREALAISE D'HALTEROPHILIE ET D'ENTRAINEMENT DE LA FORCE SPORTIVE	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	CA 15 270412			960,00 $					960,00 $
		CA15 27 0412		960,00 $						960,00 $
		CA17 27 0431				1 000,00 $				1 000,00 $
		CA17 270431					1 000,00 $			1 000,00 $
		CA19 27 0348						1 000,00 $		1 000,00 $
		CA1227 0516	960,00 $							960,00 $
	Total Mercier-Hochelaga - Maisonneuve		960,00 $	960,00 $	960,00 $	1 000,00 $	1 000,00 $	1 000,00 $		5 880,00 $
	GRAND TOTAL		**960,00 $**	**960,00 $**	**960,00 $**	**1 000,00 $**	**1 000,00 $**	**1 000,00 $**		**5 880,00 $**

Appel de projets aux associations sportives régionales

Montréal

Direction des sports
Services des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Les projets doivent être soumis au plus tard :
30 juin 2021

À l'adresse suivante :
evenements.sportifs@montreal.ca

Table des matières

1. Appel de projets
    1.1 Mise en contexte
    1.2 Objectifs de l’appel de projets
    1.3 Conditions générales
    1.4 Critères d’admissibilité
        1.4.1 Les organismes qui peuvent soumettre une demande doivent :
        1.4.2 Les dépenses admissibles sont celles qui sont directement liées au projet :
        1.4.3 Les dépenses non admissibles :

2. Soumissions
    2.1 Présentation de la proposition
    2.2 Échéancier
    2.3 Cheminement des demandes
    2.4 Critères d’évaluation des propositions
    2.5 Modalités de versement

3. Reddition de compte

4. Annexes au présent guide

ANNEXE 1
    PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE 2
    GABARIT DE SOUMISSION DU MONTAGE FINANCIER

ANNEXE 3
    FORMULAIRE DE DÉPÔT DE PROJET

ANNEXE 4
    GABARIT POUR LE BILAN DU PROJET

1. Appel de projets

1.1 Mise en contexte

La pandémie a fragilisé l'offre sportive au Québec et comme la plupart des grandes villes, Montréal est durement éprouvée. Les mesures sanitaires pour faire face à la crise ont transformé le sport, les milieux de vie, le quotidien des enfants et de leur famille. L'offre de services du sport organisé a dû s'ajuster aux restrictions sanitaires contraignantes pour les organisations, mais nécessaires pour la santé publique.

Une consultation a été menée par la Direction des sports à l'automne 2020 auprès des associations sportives régionales conventionnées avec la Ville de Montréal. En résumé les points majeurs qui en ressortent sont :

- ❏ Une surcharge de travail et fatigue pour les bénévoles;
- ❏ les organisme ayant une permanence ou un conseil d'administration sain, s'en sortent mieux;
- ❏ plusieurs craintes si les activités ne repartent pas, particulièrement sur la rétention des membres et les finances;
- ❏ si l'arrêt des activités se poursuit trop longtemps, craintes du non-retour des entraîneurs et/ou juges/arbitres, pour la reprise des activités.

1.2 Objectifs de l'appel de projets

En 2021, la Ville de Montréal souhaite encourager les initiatives de relance des associations sportives régionales partenaires dans un contexte où le sport organisé subit les contrecoups de la crise sanitaire (COVID-19). Reconnaissant l'expertise et l'engagement des associations régionales dans le développement sportif, la Direction des sports, désire appuyer des projets ayant pour objectifs de :

- ❏ Favoriser la relance des activités sportives organisées, dans le respect du contexte sanitaire (COVID-19);
- ❏ favoriser et accroître le perfectionnement, la rétention et le renouvellement des athlètes, des entraîneurs, des bénévoles, administrateurs et des officiels membres des associations régionales;
- ❏ promouvoir le sport, ses bienfaits, les organisations sportives, les athlètes, entraîneurs et intervenants;
- ❏ faciliter l'accès aux plateaux sportifs et aux activités sportives;
- ❏ faciliter l'usage des technologies de l'information et de la communication;
- ❏ encourager la participation des clubs et arrondissements;
- ❏ favoriser la mobilisation et la concertation des acteurs du milieu sportif;
- ❏ favoriser l'inclusion et viser des clientèles peu desservies (guide de l'ADS+).

1.3 Conditions générales

- ❏ Un seul projet sera reconnu, par organisme;
- ❏ aucun renseignement verbal obtenu relativement à cette proposition n'engage la responsabilité de la Ville;
- ❏ La Ville, après la clôture de l'appel de proposition, peut requérir de l'organisme soumissionnaire toute information additionnelle lui permettant d'évaluer la proposition. Le défaut de l'organisme soumissionnaire de lui transmettre les documents et informations demandés dans le délai imparti peut entraîner le rejet de la proposition;
- ❏ l'organisme devra, en matière de communication et de visibilité, mentionner et afficher la Ville de Montréal à titre de partenaire financier dans le cas où la Ville supporterait financièrement le projet (Voir le Protocole de visibilité en annexe);
- ❏ le soutien financier de la Ville peut varier en fonction de l'enveloppe budgétaire disponible et du nombre de projets retenus;
- ❏ Le soutien financier est accordé aux projets retenus en un seul versement et ne sera versé que lorsque tous les documents exigés avant le projet seront déposés.

1.4 Critères d'admissibilité

1.4.1 Les organismes qui peuvent soumettre une demande doivent :

- ❏ Être reconnus par la Direction des sports (entente de partenariat en vigueur);
- ❏ présenter une résolution du conseil d'administration autorisation le demandeur à agir au nom de l'organisme;
- ❏ posséder une assurance responsabilité civile valide avec avenant ou mention de la Ville de Montréal comme co-assurée;
- ❏ viser une clientèle majoritairement montréalaise (80% et plus);
- ❏ réaliser le projet d'ici le 31 décembre 2021.

1.4.2 Les dépenses admissibles doivent être effectuées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2021. Celles-ci devront être directement liées au projet :

- ❏ rémunération du personnel lié au projet;
- ❏ services professionnels externes pour la réalisation du projet;
- ❏ dépenses en lien avec les communications, la publicité ou la promotion du projet ou de ses outils;
- ❏ achat de matériel, facture à l'appui;
- ❏ formation essentielle pour la réalisation du projet.

1.4.3 Les dépenses non admissibles :

- ❏ les frais encourus pour la préparation de la proposition ou pour fournir des précisions à la Ville à la suite de la transmission de sa proposition;
- ❏ le soutien à la mission de base de l'organisme;
- ❏ les projets d'immobilisation;
- ❏ les frais de transport ou de déplacement;
- ❏ les dépenses de frais administratifs, de fonctionnement régulier de l'organisme;
- ❏ les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé;
- ❏ les frais et coûts déjà remboursés par un autre bailleur de fonds de l'organisme;
- ❏ les dépenses liées à l'hébergement, au transport et au repas des participants;
- ❏ les dépenses liées aux sommes distribuées dans le cadre des conventions existantes avec l'organisme. Voir les Annexes de votre convention.

Tous les projets soumis seront analysés en fonction des orientations, des programmes et des politiques de la Ville de Montréal.

2. Soumissions

2.1 Présentation de la proposition

Afin d'être évalué, l'Organisme devra minimalement fournir les éléments suivants :

- ❏ le nom de l'organisme et du représentant désigné par l'organisme avec ses coordonnées complètes (Adresse postale, numéros de téléphone, adresse courriel);
- ❏ une mise en contexte incluant les objectifs mesurables du projet;
- ❏ les bénéfices attendus;
- ❏ la clientèle ciblée (âge, genre, catégorie, niveau de pratique, etc.)
- ❏ le nombre de personnes ciblées (nombre de participants);
- ❏ l'équipe de coordination du projet (les responsables du projets);
- ❏ la programmation, le cas échéant (fréquence de l'activité, durée, etc.);
- ❏ un échéancier du projet;
- ❏ les activités afin de promouvoir le projet (plan de marketing) au besoin;
- ❏ un montage financier équilibré et ventillé du projet incluant le soutien demandé à la Ville (Remplir le gabarit en annexe);
- ❏ plan des mesures sanitaires appliquées;
- ❏ toute autre précision qui pourrait justifier le montant de l'aide financière demandée.

2.2 Échéancier

Mardi 8 juin 2021	Lancement de l'appel de propositions
Mercredi 30 juin 2021	Fermeture de l'appel de propositions
Vendredi 23 juillet	Confirmation aux organismes de la recommandation du comité d'évaluation relativement aux projets retenus et au soutien à accorder
Lundi 23 août 2021	Approbation au Conseil municipal

2.3 Cheminement des demandes

Les projets devront être acheminés à la Direction des sports dans les délais prescrits, soit d'ici le 30 juin 2021 à l'adresse suivante : evenements.sportifs@montreal.ca

Le dossier déposé devra être complet, sans quoi il sera jugé non admissible.

Les projets seront analysés par un comité de sélection composé de cinq membres provenant de la Table de concertation en sport régional ainsi que de la Direction des sports. S'il le juge opportun, le comité de sélection peut recommander une contribution financière différente de celle demandée par l'organisme.

Les organismes sont invités à consulter leur agent de développement respectif pour obtenir de l'aide avec le dépôt de leur projet ou pour plus de renseignements.

M. Abdelaziz Tahir abdelaziz.tahir@montreal.ca	**M. Jean-Lévy Champagne** jean-levy.champagne@montreal.ca
Association régionale de soccer Concordia inc.	Patinage Montréal
Association des sports de balle à Montréal (1991) inc.	Hockey Québec - Région Montréal
Association régionale de gymnastique de Montréal-Concordia	Association régionale de patinage de vitesse de Montréal
Association régionale de tir à l'arc de Montréal	Association régionale de ringuette de Montréal
Association de badminton de la région de Montréal	Tennis Montréal inc.
Association régionale de rugby de Montréal	Association régionale de Kin-Ball de Montréal
Ultimate grand Montréal	Association régionale d'athlétisme de Montréal
Association montréalaise d'haltérophilie et d'entraînement de la force sportive	

2.4 Critères d'évaluation des propositions

La sélection des projets et la détermination des sommes octroyées tiendront compte des éléments suivants :

Pondération	Critères
25%	La **qualité** du projet (capacité de l'organisme à réaliser le projet, réalisme des prévisions budgétaires, du montage financier et faisabilité du calendrier de réalisation)
35%	La **pertinence** du projet (cohérence avec les objectifs du soutien, aux besoins du milieu et aux priorités de la Ville, les **retombées positives** sur le développement de la discipline sportive, **impact**, qualité de la justification)
15%	La **complémentarité** du projet (**appui des partenaires** actifs ou organismes concernés, absence de chevauchement ou de concurrence avec des activités existantes)
25%	Les **bénéficiaires du projet** ou la clientèle visée (nombre d'administrateurs, athlètes, entraîneurs et/ou officiels touchés par le projet, la **connaissance** de la clientèle visée, de sa réalité, ADS+, LGBTQ2+, etc.)

2.5 Modalités de versement

- ❏ Le montant de la contribution financière par projet ne pourra en aucun cas être supérieur à 75 % de la valeur totale du projet;
- ❏ la contribution maximale possible est de 8 000 $ par organisme, par projet;
- ❏ le soutien financier sera versé après l'approbation du projet par les instances décisionnelles de la Ville;
- ❏ les sommes versées dans le cadre de ce soutien sont ponctuelles, voire non récurrentes;
- ❏ la Ville de Montréal se réserve le droit de demander le remboursement total ou partiel du soutien financier consenti dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :
  - ❏ si le projet est annulé;
  - ❏ si la réalisation du projet lui porte préjudice;
  - ❏ si un ou des renseignements inscrits dans les documents reçus de l'organisme ou diffusés par lui sont faux ou inexacts.

3. Reddition de compte

En cours de réalisation du projet, l'organisme devra communiquer à la Ville tout enjeu compromettant la réalisation du projet tel que présenté dans la demande de soutien financier. De même, si des changements sont apportés au plan d'action proposé, ils doivent au préalable être validés par la Ville de Montréal;

Une fois le projet réalisé, l'organisme devra envoyer à la Ville un bilan du projet, incluant une ou des preuves de sa réalisation (factures, inscriptions, liste des participants et code postal, résultat atteint, les actions réalisées, les retombées, les dépenses etc.).

4. Annexes au présent guide

- ❏ Annexe 1 - Protocole de visibilité de la Ville
- ❏ Annexe 2 - Gabarit de soumission du montage financier du projet
- ❏ Annexe 3 - Formulaire de demande de soutien financier
- ❏ Annexe 4 - Gabarit - Bilan du projet ponctuel

ANNEXE 1

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- ❏ Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet;
- ❏ Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien;
- ❏ Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan;
- ❏ Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal doivent également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal;
- ❏ Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.;
- ❏ S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence;
- ❏ Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- ❏ Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- ❏ Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
- ❏ Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

- ❏ Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
- ❏ Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- ❏ Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- ❏ Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- ❏ Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- ❏ Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- ❏ Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- ❏ Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- ❏ Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- ❏ Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- ❏ Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- ❏ Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- ❏ Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- ❏ Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- ❏ S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- ❏ Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.
- ❏ Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- ❏ Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 2

GABARIT DE SOUMISSION DU MONTAGE FINANCIER

ANNEXE 3

FORMULAIRE DE DÉPÔT DE PROJET

ANNEXE 4

GABARIT POUR LE BILAN DU PROJET

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1214141001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 42 508 $ à dix associations sportives régionales, pour le montant indiqué en regard de chacune d'elle, dans le cadre de l'appel de projet ponctuel pour la relance sportive post-COVID en provenance du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1214141001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-16

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.076

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1214674001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver un addenda prolongeant au 15 avril 2023 la convention de contribution financière avec Jalon Mtl (CG19 0517) pour permettre la poursuite de son Projet en 2022 / Accorder une contribution financière supplémentaire de 925 000 $ à l'organisme portant ainsi le montant total de la contribution financière à 4 625 000 $

Il est recommandé :
- d'approuver un addenda prolongeant au 15 avril 2023 de la convention de contribution financière avec Jalon Mtl (CG19 0517) pour permettre la poursuite du Projet;

- d'accorder une contribution financière supplémentaire de 925 000 $ à l'organisme portant ainsi le montant initial de la contribution financière à 4 625 000 $;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-14 22:19

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1214674001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver un addenda prolongeant au 15 avril 2023 la convention de contribution financière avec Jalon Mtl (CG19 0517) pour permettre la poursuite de son Projet en 2022 / Accorder une contribution financière supplémentaire de 925 000 $ à l'organisme portant ainsi le montant total de la contribution financière à 4 625 000 $

CONTENU

CONTEXTE

La Ville adoptait en juin 2016 une Stratégie d'électrification des transports «Électrisons Montréal» qui couvrait la période 2016-2020. Cette stratégie se déclinait en dix orientations et comprenait notamment le développement d'une filière en électrification des transports et en transports intelligents ainsi que la création d'un institut de l'électrification et des transports intelligents. L'institut, un OSBL, maintenant nommé Jalon Mtl (Jalon), a été officiellement constitué le 2 février 2017. La Ville soutient cet organisme depuis sa création. La convention de contribution financière en vigueur vise la réalisation du Projet de l'organisme de 2019 à 2021, avec une date de terminaison le 31 mai 2022 afin d'assurer le dépôt des redditions de comptes et bilans du Projet. Le soutien financier de cette convention initiale est de 3,7 M$, dont 3,01 M$ ont déjà été versés conformément à la convention.
L'année 2020, marquée par la pandémie Covid-19, a eu un impact sur la réalisation du plan d'action initial de Jalon. Face à ces nouveaux enjeux, l'organisme a dû revoir ses activités afin de les adapter à ce contexte particulier. Ainsi, des activités et chantiers ont dû être retardés et plusieurs projets, non planifiés, ont dû être mis sur pied, par exemple ceux liés à la livraison urbaine auprès des commerçants montréalais.

Également, en septembre 2020, la Direction générale de la Ville a demandé à l'Agence de mobilité durable (l'AMD) d'élaborer, en étroite collaboration avec les dirigeants de Jalon, du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) ainsi que du Service de développement économique (SDÉ) de la Ville, une stratégie d'intégration des activités et des équipes de Jalon à celles de l'AMD (Mandat 2020-083). Les travaux en ce sens sont déjà entamés et se poursuivent actuellement.

Compte tenu de ce qui précède, Jalon doit être en mesure de poursuivre les projets déjà amorcés et de compléter les activités et les initiatives touchées par le contexte de la pandémie. À cet effet, Jalon sollicite la Ville afin de prolonger la durée de la convention de contribution financière et de lui accorder une contribution financière supplémentaire de 925

000 $ en soutien à la réalisation de ses activités pour l'année 2022. Cette demande se trouve en pièce jointe au présent dossier.

Ainsi, le présent dossier concerne, d'une part, la prolongation de la convention de contribution financière avec Jalon du 31 mai 2021 jusqu'au 15 avril 2023 et, d'autre part, de lui accorder une contribution financière de 925 000 $ supplémentaire à cet effet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0191 - 23 avril 2020 - Accorder une contribution financière maximale de 955 000$ à l'organisme Jalon MTL (JALON), pour initier le projet de mise en place d'une plateforme numérique de mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada.
CG19 0517 - 21 novembre 2019 - Accorder une contribution financière maximale, non récurrente, de 3 700 000 $, pour la période de 2019 à 2021, à l'organisme Jalon MTL, pour la réalisation du Projet « Développement de l'industrie du transport électrique et intelligent » / Octroyer un contrat de services professionnels de gré à gré, avec l'organisme Jalon MTL, d'une somme maximale de 350 000 $, pour les années 2019 à 2020 inclusivement, afin d'accompagner la Ville dans la réalisation de projets liés au transport intelligent et durable.

CM18 1262 - 22 octobre 2018 - Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à l'Institut de l'électrification des transports intelligents, dit aussi Jalon, pour l'accompagnement à la réalisation de projets pilotes de navettes automatisées sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 200 000 $, taxes incluses.

CE18 0915 - 23 mai 2018 - Approuver le plan d'action pour un réseau performant intitulé « Maximiser Montréal » mettant en œuvre la Stratégie de développement économique « Accélérer Montréal ».

DA 187718001 - 27 avril 2018 - Accorder un contrat de services professionnels à l'Institut de l'électrification des transports intelligents, dit aussi Jalon, pour la réalisation d'un mandat pour la mobilisation des parties prenantes du secteur de la livraison pour une somme maximale de 77 610,42 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré à un OSBL

CG18 0245 - 26 avril 2018 - Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022.

CG18 0240 - 16 avril 2018 - Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel attendu

CG17 0149 - 27 avril 2017 - Accorder un soutien financier de 3 630 000 $ à l'Institut de l'électrification et des véhicules intelligents pour contribuer à la réalisation du projet de développement de la filière des technologies innovantes et prometteuses du domaine de l'électrification et des transports intelligents ainsi que la commercialisation de ces innovations.

CE16 1120 - 22 juin 2016 - Adopter la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

L'objectif global du Projet de Jalon vise à soutenir et accélérer la progression de la mobilité intelligente et durable pour le bénéfice des entreprises et organismes qui œuvrent dans ce secteur d'activités sur le territoire de la métropole. La contribution financière

supplémentaire visée par le présent dossier porte sur le soutien au fonctionnement de Jalon et la poursuite des activités liées à son Projet, et ce pour l'année 2022. Le plan d'action et la programmation des activités du Projet de l'organisme s'articulent autour des trois axes suivants :
1. Veille, intelligence d'affaires et innovation
2. Mobilisation et soutien aux entreprises
3. Promotion et rayonnement

Chacun de ces axes se décline en activités, chantiers et projets spécifiques qui favorisent les synergies entre les acteurs de l'écosystème de la mobilité intelligente et durable, la diffusion et le partage de connaissances ainsi que la promotion et le rayonnement de l'industrie, tant au niveau local qu'à l'international. Les acteurs de l'industrie proviennent de domaines variés tels : le secteur manufacturier et des fournisseurs de services, des incubateurs d'entreprises en démarrage, le secteur académique ainsi que les organisations publiques et parapubliques.

La convention de contribution financière prévoit qu'un plan d'action et une programmation doivent être déposés en début d'année par l'organisme pour fins d'approbation par la responsable. Une reddition de comptes détaillée, mi-annuelle et annuelle, est également prévue.

Il est à noter qu'en vertu des termes de la convention de contribution financière, suite à la terminaison de cette dernière, soit à l'échéancier prévu ou avant son terme, toute somme versée et non engagée dans la réalisation du Projet sera remise à la Ville.

JUSTIFICATION

Depuis plusieurs années, Montréal déploie beaucoup d'efforts en matière de transport et de mobilité intelligente et durable afin d'optimiser la mobilité des personnes et des marchandises sur son territoire. La mise sur pied de Jalon en 2017 était directement en lien avec ces objectifs. L'émergence de nouvelles technologies, de nouveaux besoins et de nouveaux défis dans ces domaines d'activités démontrent l'importance de poursuivre le travail entamé afin de renforcer le positionnement de Montréal dans cette industrie, ici comme ailleurs. La création par la Ville de l'Agence de la mobilité durable, une para-municipale, vient renforcer également la priorité qu'accorde la Ville à ce secteur d'activités. Le soutien financier supplémentaire, visé par le présent sommaire décisionnel, permettra à Jalon d'assurer la continuité des actions déjà entreprises et de réaliser les projets qui ont dû être retardés compte tenu de la pandémie. Le secteur d'activités de la mobilité durable et intelligente est d'autant plus important dans un contexte de relance économique post-pandémie. Les activités et les initiatives menées à ce jour par Jalon favorisent la mise en œuvre et l'adoption de meilleures pratiques, les synergies industrielles et l'émergence de nouveaux projets à fort potentiel de développement, et ultimement à assurer la croissance des entreprises et leur écosystème.

Jalon a été créé et mis sur pied par la Ville et le déploiement de ses activités est relativement récent, compte tenu des impacts de la pandémie pour l'obtention de soutien financier indépendants et des démarches en cours avec l'AMD, le financement pour la poursuite des activités de l'organisme pour l'année 2022 demeure lié à un soutien financier provenant majoritairement de la Ville, soit l'équivalent d'environ 73% du budget estimé pour 2022, ce qui comprend la contribution financière supplémentaire demandée et les résiduels anticipés des sommes versées en 2021.

La présente demande de contribution financière s'inscrit dans la mise en oeuvre du Plan d'action «Réseau performant» Axe 5, volet partenariats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une contribution financière supplémentaire maximale de 925 000 $ pour la poursuite des activités du Projet de l'organisme pour l'année 2022.
Le tableau suivant illustre la répartition des versements selon la convention initiale (en gris) et selon la modification apportée par l'Addenda no. 1.

Convention	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Initiale	940 000 $	1 725 000 $	948 750 $	86 250 $		3 700 000 $
Modifiée	940 000 $	1 725 000 $	948 750 $	925 000 $	86 250 $	4 625 000 $

Ces sommes sont prévues au budget du Service du développement économique, Direction de la mise en valeur des pôles économiques (partenariats stratégiques). (Entente 150 M$ et sa prolongation.)

Cette dépense, qui sera assumée en totalité par l'agglomération, n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les activités et les initiatives réalisées par Jalon dans le cadre de son Projet s’inscrivent en cohérence avec le développement durable et avec la transition écologique. En lien avec le Plan climat 2020-2030, les actions menées par l'organisme visent notamment la mobilité durable, l'électrification des transports, la mobilisation de la communauté par le déploiement de pratiques écoresponsables, entre autres la livraison sans émission comme le projet Colibri au centre-ville.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans l’éventualité où la contribution financière ne serait pas accordée à l’organisme, ce dernier ne serait pas en mesure de poursuivre ses activités, de réaliser son plan d'action et d'en assurer sa mise œuvre, ce qui aurait pour conséquence de compromettre des projets en cours et le développement d'un secteur d'activités économiques en plein essor sur le territoire montréalais et d'autant plus important dans le contexte de relance économique.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Depuis le tout début de la pandémie, Jalon adapte ses activités et la réalisation de ses projets en fonction de l'évolution des mesures sanitaires et des directives gouvernementales. Certaines activités ont été déployées en mode virtuel plutôt qu'en présentiel, notamment celles liées à l'axe «promotion et rayonnement», et des projets ont été mis sur pied, par exemple le déploiement d'initiatives locales visant la livraison urbaine pour les commerçants.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'entente de contribution inclut un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En continu :
- La réalisation de la programmation et des activités du Projet se poursuivra jusqu'à la fin décembre 2022.
- Le début d'année 2023 pour le dépôt de la reddition de comptes et des bilans du Projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

France JOBIN
Chef d'équipe, partenariats stratégiques

Tél : (514) 241.7178
Télécop. : (514) 872.6249

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-31

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2021-07-08

Jalon

Demande d'extension (2022)

Présentée à la Ville de Montréal

Danielle Charest, Présidente-directrice générale

TABLE DES MATIÈRES

Contexte de la demande 3

Défis rencontrés liés à la Covid-19 3

Demande de prolongement à la Convention 4

Contexte de la demande

En novembre 2019, la Ville de Montréal a approuvé et octroyé une contribution financière à Jalon pour soutenir des initiatives en mobilité intelligente et durable en appui au développement économique de Montréal. Cette contribution a été constatée dans une Convention de contribution financière (ci-après la « Convention ») convenue entre la Ville de Montréal et Jalon.

À ce jour, plus de 3 010 000 $ sur un montant total prévu de 3 700 000 $ ont été versés par la Ville à Jalon conformément aux versements prévus à l'article 5,2 de la Convention.

Le 15 novembre 2020, Jalon a remis son « Plan d'action 2021 », conformément aux termes de la Convention. Le financement est modulé en fonction de l'atteinte d'initiatives précises sous trois grands axes soit :

- Axe 1 : Veille, intelligence d'affaire et innovation
- Axe 2 : Mobilisation et soutien aux entreprises
- Axe 3 : Promotion et rayonnement

Suivant l'approbation de ce plan d'action par la Ville, l'équipe de Jalon travaille à le réaliser.

En 2020, nous avons entamé des discussions avec l'Agence de mobilité durable (AMD), une OBNL para municipale crée le 1er janvier 2020. L'AMD termine actuellement son plan stratégique. Les discussions en cours portent sur l'intégration éventuelle des activités de Jalon à l'AMD. Considérant les missions similaires des deux organisations, cette intégration paraît « naturelle » et permettrait de consolider l'expertise en matière de mobilité durable au sein de la métropole.

Comme il s'agit d'un long processus, Jalon doit être en mesure de poursuivre les projets déjà entamés et compléter ceux qui ont été retardés par la pandémie.

Défis rencontrés liés à la Covid-19

Depuis les débuts de la pandémie de la Covid-19 (mars 2020), l'équipe de Jalon a fait preuve d'une très grande résilience à poursuivre la mission de l'organisation qui consiste à « Provoquer et accompagner l'innovation et les changements de pratique pour rendre la mobilité plus durable ».

Toutefois, après plus d'une année complète, les mesures de confinements imposées par les autorités publiques ont réduit les répercussions des projets et chantiers de Jalon. Compte tenu que plusieurs de ces mesures vont se poursuivre, dans un scénario optimiste, jusqu'à la fin de l'été 2021, Jalon anticipe ne pas être en mesure de pleinement réaliser son « Plan d'action 2021 ».

Voici quelques exemples des enjeux rencontrés à travers les différents projets et chantiers de Jalon et qui contribuent à diminuer les bénéfices de ses efforts:

- Difficultés à embaucher et à intégrer de nouvelles ressources dans l'équipe;
- Pertes de productivité de l'équipe en raison du télétravail imposé pour de très longues périodes;
- Limites importantes associées aux activités de regroupement des différents membres de l'écosystème;
- Plusieurs partenaires ne peuvent prioriser les projets et activités proposés par Jalon car leurs employés sont aussi en télétravail;
- Plusieurs dépenses supplémentaires ont été encourues par Jalon de façon imprévues;
- De nombreux événements regroupant l'écosystème ont été annulés;
- L'intérêt à réaliser des expérimentations en mobilité durable dans l'univers urbain montréalais a grandement diminué;

La COVID-19 a grandement influencé les projets réalisés par Jalon. En effet, peu de temps après le début de la pandémie, Jalon a développé des actions concrètes auprès des commerçants de la Ville de Montréal donnant naissance à plusieurs projets, non planifiés, dans le secteur de la livraison urbaine. L'ajout de ces nouveaux projets retardera donc la réalisation des projets initialement prévus par Jalon.

L'objectif global visé par la contribution financière consiste à soutenir et accélérer la progression de la mobilité intelligente et durable au profit des entreprises et organismes qui œuvrent dans ce secteur d'activités à Montréal.

La pandémie de Covid-19 a modifié de façon importante l'atteinte de cet objectif à la fin de la période ciblée par la Convention.

Demande de prolongement à la Convention

Devant ces circonstances exceptionnelles entièrement indépendantes de sa volonté, Jalon propose à la Ville de lui octroyer un financement supplémentaire de 925 000 $ à celui prévu dans la Convention initiale, et ce, pour poursuivre et compléter ses projets du Plan d'action 2021 durant la période du 1er janvier au 31 décembre 2022.

Jalon propose les termes suivants:

1. La Ville remettra la nouvelle contribution de 925 000 $ selon les versements suivants :
    a. 450 000 $ au plus tard le 1er février 2022 suivant le dépôt du plan d'action et de la programmation annuelle 2022 à la satisfaction de la Responsable
    b. 225 000 $ le 1er mai 2022 suivant le dépôt de la Reddition de compte annuelle

2021 à la satisfaction de la Responsable;

c. 250 000 $ le 1er août 2022 suivant le dépôt de la reddition de compte semi-annuelle à la satisfaction de la Responsable;

2. Toutes les autres règles de la Convention continueront de s'appliquer jusqu'à la fin du nouveau terme.

Afin de couvrir la totalité des dépenses prévues pour réaliser la prolongation du plan d'action de 2021 en 2022, Jalon devrait aussi utiliser :

- *les fonds propres disponibles* au 1er janvier 2022;
- le solde inutilisé en lien avec la Convention au 31 décembre 2021. Le montant exact de ce solde sera précisé à la Responsable de la Convention au plus au 1er décembre 2021;
- les autres fonds propres cumulés en cours d'année, qui seraient disponibles après vérification comptable, résultant de mandats obtenus de tierces parties.

Les fonds propres disponibles sont ici définis comme étant la totalité des fonds propres de Jalon moins une réserve pour imprévus et autres dépenses exceptionnelles de 150 000 $. *Les fonds propres disponibles* prévus au 1er janvier 2022 sont actuellement estimés à 200 000 $. Cette estimation est basée sur les informations actuellement disponibles en date du 30 avril 2021. Les montants réels pourraient différer de ces estimations.

De son côté, Jalon s'engage aux termes suivants :

1. La totalité de la nouvelle contribution de 925 000 $ sera entièrement attribuée à la réalisation des projets et chantiers du plan d'action. À cette fin, Jalon s'engage à assigner un minimum de 16 000 heures de son équipe de conseillers en mobilité durable à réaliser la « Prolongation du plan d'action 2021 en 2022 »;

2. Dans un contexte de reprise, nous pouvons l'anticiper, suivant la fin des grandes mesures de confinement, Jalon priorisera les projets et chantiers qui appuient le développement économique. Ceci inclut, principalement mais pas uniquement, les projets et chantiers liés à la logistique urbaine, le Centre de transition vers la mobilité durable pour les entreprises, la Vitrine synergique, la Soirée des prix Jalon et les Rendez-vous Jalon;

3. Suivant la reddition de compte pour l'année 2022, Jalon s'engage à remettre à la Ville de Montréal tout solde non-dépensé qui avait été versé en vertu de la Convention et du présent amendement proposé.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1214674001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Approuver un addenda prolongeant au 15 avril 2023 la convention de contribution financière avec Jalon Mtl (CG19 0517) pour permettre la poursuite de son Projet en 2022 / Accorder une contribution financière supplémentaire de 925 000 $ à l'organisme portant ainsi le montant total de la contribution financière à 4 625 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme l'addenda à la convention de contribution financière à intervenir entre la Ville de Montréal et l'Institut de l'électrification et des transports intelligents, personne morale, s'affichant sous le nom de Jalon MTL.

FICHIERS JOINTS

2021-06-09 V-finale Addenda 1 - Jalon.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-10

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel



ADDENDA 1
modifiant la convention de contribution financière – Résolution : CG19 0517

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après, appelée la « Ville »

ET : **INSTITUT DE L'ÉLECTRIFICATION ET DES TRANSPORTS INTELLIGENTS**, personne morale, s'affichant sous le nom de **JALON MTL**, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 368, rue Notre-Dame Ouest, bureau 200, Montréal, Québec, H2Y 1T9, agissant et représentée par Mme Danielle Charest, présidente-directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes telle qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 730939691RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 224920349TQ0001

Ci-après, appelée l'« Organisme »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « Parties ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville verse une contribution financière à l'Organisme pour la réalisation de son Projet, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG19 0517 en date du 21 novembre 2019 (ci-après, la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE l'Organisme a entamé des discussions avec l'Agence de mobilité durable, une société paramunicipale de la Ville (ci-après, la « Paramunicipale ») afin de consolider des expertises complémentaires en matière de mobilité durable au sein d'une même entité;

ATTENDU QUE les démarches entreprises par l'Organisme et la Paramunicipale impliquent un long processus d'analyse et de validation et que l'Organisme doit être en mesure de poursuivre et de compléter la réalisation des activités de son Projet déjà entamées ou retardées par la pandémie;

ATTENDU QUE les Parties sont satisfaites de leur collaboration et des actions réalisées à ce jour dans le cadre de la Convention initiale;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent prolonger la durée de la Convention initiale afin que l'Organisme puisse poursuivre la réalisation de son Projet au cours de l'année 2022;

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir l'Organisme dans la réalisation de son Projet pour l'année 2022, en l'aidant par une contribution financière additionnelle de 925 000 $, majorant ainsi la contribution financière de 3 7000 000 $ à 4 625 000 $;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent modifier la Convention initiale pour intégrer les changements convenus, dont la prolongation de la Convention initiale et l'augmentation de la contribution financière de la Ville;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. L'article 4 de la Convention initiale est modifié par l'ajout, après le paragraphe 4.1.2 du paragraphe suivant :

   « 4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet; ».

3. Le paragraphe 5.1 de l'article 5 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

   « 5.1 Contribution financière

   En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de

lui verser la somme maximale de QUATRE MILLIONS SIX CENT VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (4 625 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet ».

4. Le sous-paragraphe 5.2.4 du paragraphe 5.2 de l'article 5 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

« 5.2.4 Pour l'année 2022 :

5.2.4.1 une somme maximale de DEUX CENT VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (225 000 $) dans les trente (30) jours à la suite du dépôt de la Reddition de compte annuelle 2021, à la satisfaction de la Responsable;

5.2.4.2 une somme maximale de QUATRE CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (450 000 $) dans les trente (30) jours à la suite du dépôt du plan d'action et de la programmation annuelle 2022 du Projet, à la satisfaction de la Responsable;

5.2.4.3 une somme maximale de DEUX CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (250 000 $) dans les trente (30) jours à la suite du dépôt de la Reddition de compte mi-annuelle 2022, à la satisfaction de la Responsable;

5.2.4.4 tout solde inutilisé en lien avec la Convention au 31 décembre 2021 devra être affecté à la réalisation du plan d'action et de la programmation annuelle 2022 du Projet. ».

5. Le paragraphe 5.2 de la Convention initiale est modifié par l'ajout, après le sous-sous-paragraphe 5.2.4.4, du sous-paragraphe 5.2.5 suivant :

« 5.2.5 Pour l'année 2023 :

5.2.5.1 une somme maximale de QUATRE-VINGT-SIX MILLE DEUX CENT CINQUANTE DOLLARS (86 250 $) dans les trente (30) jours à la suite du dépôt de la Reddition de compte annuelle 2022 du Projet et d'un bilan final 2019-2022 du Projet, à la satisfaction de la Responsable. ».

6. L'article 10 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

« ARTICLE 10
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 15 avril 2023. Nonobstant la date de signature, la contribution

financière versée par la Ville à l'Organisme couvre l'année 2019, à compter du 1er janvier.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison. ».

7. Le paragraphe 14.9 de l'article 14 de la Convention initiale est modifié par le remplacement de l'alinéa « Élection de domicile de l'Organisme », par le suivant :

« **Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 368, rue Notre-Dame Ouest, bureau 200, Montréal, Québec, H2Y 1T9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente-directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile. ».

8. L'Annexe 2 de la Convention initiale est modifiée par le remplacement de la section « ● Pour l'année 2022 » par la section suivante :

« ● Pour l'année 2022 :

- Un plan d'action annuel et une programmation annuelle, à la satisfaction de la Responsable, et un bilan financier prévisionnel interne, transmis entre le 15 décembre 2021 et le 10 janvier 2022;

- Une Reddition de compte annuelle, à la satisfaction de la Responsable, et un bilan de visibilité accordés au Projet, transmis entre le 1er février et le 15 mars 2022;

- Une Reddition de compte mi-annuelle, à la satisfaction de la Responsable, transmise entre le 1er juin et le 1er juillet 2022; ».

9. L'Annexe 2 de la Convention initiale est modifiée par l'ajout, après la section « ● Pour l'année 2022 » et avant la section « Indicateurs – éléments qui doivent être inclus dans la Reddition de comptes, le Rapport annuel et le bilan final », de la section suivante :

« ● Pour l'année 2023 :

- Une Reddition de compte annuelle, à la satisfaction de la Responsable, et un bilan de visibilité accordés au Projet, transmis entre le 15 janvier et le 15 février 2023;

- Un bilan final, à la satisfaction de la Responsable, avec analyse et constats,

faisant état des retombées des réalisations des quatre années visées par la Convention (2019 à 2022), transmis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison de la Convention. »

10. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

11. Le présent addenda entre en vigueur à la date de la dernière signature.

LE PRÉSENT ADDENDA A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, assistant-greffier

Montréal, le e jour de 2021

JALON MTL

Par :
_____
Mme Danielle Charest, présidente-directrice générale

Cet addenda a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2021 (résolution CG).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1214674001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Approuver un addenda prolongeant au 15 avril 2023 la convention de contribution financière avec Jalon Mtl (CG19 0517) pour permettre la poursuite de son Projet en 2022 / Accorder une contribution financière supplémentaire de 925 000 $ à l'organisme portant ainsi le montant total de la contribution financière à 4 625 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1214674001 - Addenda.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-10

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances-Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.077

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217952004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 400 000 $ à Expo Entrepreneurs afin de réaliser l'édition 2022 de son événement dont l'objectif est de regrouper les ressources d'aide aux entrepreneurs et d'en favoriser l'accès / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder une contribution financière maximale de contribution financière maximale de 400 000 $ à Expo Entrepreneurs afin de réaliser l'édition 2022 de son événement dont l'objectif est de regrouper les ressources d'aide aux entrepreneurs et d'en favoriser l'accès;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-23 14:51

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217952004**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 400 000 $ à Expo Entrepreneurs afin de réaliser l'édition 2022 de son événement dont l'objectif est de regrouper les ressources d'aide aux entrepreneurs et d'en favoriser l'accès / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Expo Entrepreneurs est un organisme à but non lucratif qui vise à fédérer l'écosystème entrepreneurial et le rendre plus accueillant. Sa mission est d'informer, de conseiller, d'accompagner les entrepreneurs dans le monde des affaires et de leur présenter les différents services qui lui sont offerts tout en consolidant la culture entrepreneuriale. Expo Entrepreneurs a soumis au Service de développement économique (SDÉ) une demande de 400 000 $ pour soutenir l'édition 2022 qui se déroulera sur deux jours en *présentiel* au Palais des Congrès de Montréal.

La date de l'événement est encore à convenir selon l'évolution de la crise sanitaire. L'événement se tiendrait préférablement les 23 et 24 février. Toutefois, si la situation ne le permet pas, l'événement serait déplacé en novembre de la même année, lors de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat.

Le présent dossier décisionnel présente une proposition de financement maximum de 400 000 $ pour la tenue d'Expo Entrepreneurs en *présentiel* en 2022. Dans le cas où de nouvelles mesures sanitaires seraient imposées par les autorités publiques, empêchant les rassemblements, l'événement pourrait être réalisé en mode virtuel en automne 2022, avec une subvention moindre de la Ville, établie à maximum 200 000 $.

L'organisme a reçu de la Ville, depuis l'édition 2018 de l'événement, un total de 1 400 000 $ en contribution pour la réalisation d'Expo Entrepreneurs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0046 (28 janvier 2021) : Accorder une contribution financière maximale de 200 000 $ à Expo Entrepreneurs afin de réaliser son édition 2021 dont l'objectif est de regrouper les ressources d'aide aux entrepreneurs et d'en favoriser l'accès;
CG18 0402 (23 août 2018) : Accorder un soutien financier maximal de 800 000 $ à Expo Entrepreneurs, pour une durée de 2 ans, afin de réaliser les éditions 2019 et 2020 d'un

événement dédié aux entrepreneurs;

CG17 0481 (28 septembre 2017) : Accorder un soutien financier non récurrent de 400 000 $ à Expo Entrepreneurs pour la réalisation d'un salon des entrepreneurs qui se tiendra les 24 et 25 janvier 2018.

DESCRIPTION

En partenariat avec la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec, Expo Entrepreneurs propose un événement annuel visant à regrouper les ressources d'aide aux entrepreneurs. C'est plus de 140 organismes de soutien à l'entrepreneuriat qui y présentent leur offre de services. Lors de cet événement, les participants sont invités à y découvrir des espaces d'exposition, des conférences ainsi qu'à participer à des ateliers et des rencontres en tête-à-tête.
Après une édition virtuelle en 2020, Expo Entrepreneurs reviendra en forme *présentielle,* pour accueillir de 6 000 à 8 000 participants. Cette cible pourra être adaptée selon l'évolution des conditions sanitaires.

L'événement s'articulera selon diverses zones au Palais des Congrès :

- la scène principale et les scènes secondaires;
- le quartier des grands partenaires, comprenant un espace pour la Ville de Montréal;
- les kiosques pour les organismes d'aide à l'entrepreneuriat de Montréal;
- les kiosques pour les organismes municipaux et régionaux du Grand Montréal dédié à l'accompagnement et au financement;
- un espace pour entreprendre en région;
- les cliniques des entreprises-conseils proposant des rendez-vous de 15 minutes (droit, comptabilité, financement, etc.);
- une zone démo pour présenter des produits, services ou innovations de jeunes entreprises;
- des dômes pour accueillir les ateliers et les classes de maître.

En vue d'améliorer son offre événementiel, d'accroître son impact en matière de démarrage d'entreprise et de poursuivre sa croissance, Expo Entrepreneurs s'est doté des orientations suivantes :

- Mettre en valeur les services de conseil, d'accompagnement et de financement aux entrepreneurs offerts à Montréal, dans le Grand Montréal et ailleurs au Québec, en prévoyant notamment davantage de kiosques pour les organismes de soutien à l'entrepreneuriat;
- Offrir un programme de conférence et d'activité de qualité, centré sur le prédémarrage et le démarrage d'entreprise;
- Accroître la participation active des entrepreneurs lors de l'événement, entre autres, en mettant en place des concours de pitch et une plateforme de maillage pour former de nouvelles équipes d'entrepreneurs;
- Faciliter et accroître les inscriptions gratuites à l'événement, par exemple en proposant des activités en soirée pour capter la clientèle qui travaille ou étudie en journée;
- Créer une expérience attractive pour le participant, que ce soit par l'aménagement des espaces et des activités ludiques.

Montage financier

Le soutien financier de 400 000 $ qui serait attribué à Expo Entrepreneurs pour l'édition

2022 représente un peu moins de 20 % du budget total prévisionnel (2 045 000 $) et un peu plus de 50 % des contributions totales prévisionnelles anticipées par le promoteur de la part des différentes instances publiques. La participation en argent et en services de plusieurs commanditaires complète le financement de l'événement.

À cet égard, la somme octroyée devrait être spécifiquement utilisée pour l'événement se déroulant à Montréal :

- Planification et développement de la programmation ainsi que la mobilisation des partenaires de contenus;
- Élaboration d'une stratégie de mise en marché (outils promotionnels, publicités, promotion sur les différentes plateformes médiatiques);
- Recrutement d'entrepreneurs ou de futurs entrepreneurs, comprenant certaines clientèles prioritaires (jeune, femme, diversité et Premières nations);
- Aménagement et logistique de l'événement.

Revenus ($)	
Ville de Montréal	400 000
Autres subventions publiques (MEI, Emploi Québec, etc)	635 000
Commanditaires privés	460 000
Échange de services (pubs)	550 000
TOTAL	**2 045 000**
Dépenses ($)	
Scénographie, mobilier et signalétique	395 000
Technique et logistique	156 000
Salle, internet et manutention	114 000
Contingence de la production	32 000
Programmation	100 000
Campagne publicitaire	67 000
Site internet, photo et vidéo	30 000
Échange de services (pubs)	550 000
Salaires	508 000
Frais généraux et administratif	93 000
TOTAL	**2 045 000**

La convention mise dans l'onglet Document juridique précise les conditions et les modalités de versement de cette aide financière.

JUSTIFICATION

Selon l'Indice entrepreneurial québécois 2020, l'enthousiasme entrepreneurial des Montréalais et des Québécois a été ralenti face à l'ampleur de la crise. L'intention de se lancer en affaires a diminué de 20,4 % à 16,8 % au Québec, le taux le plus bas depuis 2013 alors qu'il progressait depuis de nombreuses années. Ce recul est fortement perceptible chez la tranche d'âge de 35 à 64 ans que la pandémie a rendus plus prudents. Inversement, les jeunes sont plus nombreux qu'avant à désirer créer ou reprendre une entreprise (+ 4 %). Les femmes et les immigrants ont aussi permis à maintenir le taux d'intention d'entreprendre à un niveau qui ne laisse pas à craindre pour le potentiel du démarrage d'entreprises. Bien que les incertitudes de la crise aient réduit l'attrait de l'entrepreneuriat, il en demeure pas moins un métier "optimal" pour près d'un tiers des répondants de l'étude. Dans le contexte de la relance économique, le démarrage d'entreprise aura un rôle à jouer en matière de développement local et pour la prospérité de Montréal. Les habitudes de consommation et les besoins du marché évoluent rapidement et d'innombrables

opportunités d'affaires sont à saisir par les jeunes entrepreneurs. L'accès aux ressources d'accompagnement et de financement demeure plus que jamais pertinent pour les aider à atteindre leurs buts.

Expo Entrepreneurs est un événement pouvant jouer un rôle de bougie d'allumage pour faire passer à l'action les personnes ayant l'ambition de démarrer une entreprise. Il répond aux objectifs de la Ville de Montréal en matière de sensibilisation des Montréalais à l'entrepreneuriat et d'accessibilité des ressources pour le lancement d'entreprises.

La contribution permettra de mettre en oeuvre l'axe 1 - Sensibiliser - du plan d'action en entrepreneuriat de la Stratégie de développement économique *Accélérer Montréal.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 400 000 $. Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

2021	2022	TOTAL
175 000 $	225 000 $	400 000 $

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de l'entrepreneuriat. (Enveloppe de 150 M$).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Expo Entrepreneurs intégrera les principes du développement durable à différents stades de l'organisation de l'événement. Deux objectifs sont notamment visés : Faire d'Expo Entrepreneurs un événement « Zéro déchet » et « Carboneutre

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution de la Ville permettra au projet de :

- devenir un événement incontournable de l'entrepreneuriat à Montréal;
- d'atteindre son objectif de « fédérer » l'écosystème entrepreneurial.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'événement vise à favoriser l'accès aux ressources entrepreneuriales en période de relance économique. L'événement propose une édition adaptée aux conditions sanitaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'entente de contribution inclut un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'organisme (voir annexe 2 des conventions jointes).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 11 août 2021
Conseil municipal : 23 août 2021

Conseil d'agglomération : 26 août 2021
Tenue de l'événement : 23 et 24 février 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon DÉCARY
Commissaire au développement économique

Tél : 438 368-4431
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques
Tél : 514-868-7610
Approuvé le : 2021-07-23

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Emmanuel Tani-Moore, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **EXPO ENTREPRENEURS,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 3972, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec H4C 1H8 agissant et représentée par Nima Jalalvandi, président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme promoteur d'Expo Entrepreneurs, une événement annuel créé pour informer, conseiller et accompagner le prédémarrage et le démarrage d'entreprises;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice de l'entrepreneuriat de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme**;**

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en

français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la

Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de QUATRE CENT MILLE dollars (400 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2021 :

une somme maximale de CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (175 000 $) à la signature de la convention;

5.2.2 Pour l'année 2022 :

5.2.2.1 une somme maximale de CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (175 000 $) à la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable. Ce montant sera de 5 000 $ si une partie significative de l'événement n'est pas en présentiel en raison de la situation sanitaire;

5.2.2.2 une somme maximale de CINQUANTE MILLE dollars (50 000 $) à la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable. Ce montant sera de 20 000 $ si une partie significative de l'événement n'est pas en présentiel en raison de la situation sanitaire.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui

permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec

l’accord écrit préalable de l’autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l’Organisme

L’Organisme fait élection de domicile au 3972, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec H4C 1H8, et tout avis doit être adressé à l'attention du président-directeur général. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28^{e} étage, Montréal, Québec H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Emmanuel Tani-Moore

Le .....e jour de 2021

EXPO ENTREPRENEURS

Par : _____
Nima Jalalvandi

Cette convention a été approuvée par le …….. de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. (2021) (Résolution ……..).

ANNEXE 1

PROJET
Édition 2022 d'Expo Entrepreneurs

Expo Entrepreneurs est un organisme à but non lucratif qui vise à fédérer l'écosystème entrepreneurial et le rendre plus accueillant. Sa mission est d'informer, de conseiller, d'accompagner les entrepreneurs dans le monde des affaires et de leur présenter les différents services qui lui sont offerts tout en consolidant la culture entrepreneuriale.

L'édition 2022 d'Expo Entrepreneurs se déroulera sur deux jours en *présentiel* au Palais des Congrès de Montréal. La date de l'événement est encore à convenir selon l'évolution de la crise sanitaire. L'événement se tiendrait préférablement les 23 et 24 février. Toutefois, si la situation ne le permet pas, l'événement serait déplacé en novembre de la même année, lors de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat. Dans le cas où de nouvelles mesures sanitaires soient imposées par les autorités publiques, empêchant les rassemblements, l'événement pourrait être réalisé en mode virtuel en automne 2022.

La programmation comprend des conférences et des ateliers selon divers formats (entrevue, panel, classe de maître, groupe de travail interactif et rencontre en petit groupe avec expert, etc.)

L'événement s'articule selon diverses zones :

- la scène principale et les scènes secondaires;
- le quartier des grands partenaires, comprenant un espace pour la Ville de Montréal;
- les kiosques pour les organismes d'aide à l'entrepreneuriat de Montréal;
- les kiosques pour les organismes municipaux et régionaux du Grand Montréal dédié à l'accompagnement et au financement;
- un espace pour entreprendre en région,
- les cliniques des entreprises-conseils proposant des rendez-vous de 15 minutes (droit, comptabilité, financement, etc.);
- une zone démo pour présenter des produits, services ou innovations de jeunes entreprises;
- des dômes pour accueillir les ateliers et les classes de maître.

Objectifs et résultats attendus

1. Mettre en valeur les services de conseil, d'accompagnement et de financement aux entrepreneurs offerts à Montréal, dans le Grand Montréal et ailleurs au Québec

- Au moins 20 kiosques permanents dédiés aux principaux organismes de soutien au prédémarrage et démarrage d'entreprise à Montréal;
- Kiosques pour les organismes municipaux et les organismes de développement régional du Grand Montréal dédiés à l'accompagnement et au financement ainsi qu'un espace pour entreprendre en région;
- 140 organismes de soutien mobilisé pour présenter leur offre de service, que ce soit dans des espaces d'exposition communs ou sur scène;
- Au moins 15 entreprises-conseils proposant des cliniques et nombre de tête-à-tête réalisés;

2. Offrir un programme de conférences et d'activités de qualité, centré sur le prédémarrage et le démarrage d'entreprise

- Mise en place d'un comité éditorial incluant des représentants d'organismes de soutien au prédémarrage et démarrage d'entreprise
- Identification des thèmes de la programmation en lien avec le prédémarrage et le démarrage d'entreprise
- Réalisation d'un programme de conférences comprenant des conférenciers de renom, notamment pour l'ouverture, et faisant place à des entrepreneurs à succès sur la scène principale (liste des conférenciers de renom, nombre de conférenciers ainsi que le nombre d'entrepreneurs à succès présentés sur scène)

3. Accroître la participation active des entrepreneurs lors de l'événement

- Mise en place des concours de pitch pour les entrepreneurs (exemple : lancer une idée, meilleur plan d'affaires) et nombre de participants aux concours
- Nombre d'activités interactives pour les entrepreneurs en prédémarrage et démarrage, ventilé selon la nature de l'activité (classe de maître, groupe de travail interactif et rencontre en petit groupe avec expert, Meet and Greet avec des entrepreneurs à succès);
- Nombre de cliniques, de tête-à-tête ou maillages réalisés;
- Plateforme de maillage pour trouver des expertises complémentaires pour former une équipe entrepreneuriale et nombre d'utilisateurs de la plateforme pendant l'événement

4. Faciliter et accroître les inscriptions gratuites à l'événement

- Atteindre une participation entre 6 000 et 8 000 visiteurs, comprenant le nombre d'entrepreneurs qui ont participé à l'édition, ventilés par catégorie et provenance;
- Participation virtuelle, s'il y a lieu;
- Nouveau mécanisme pour favoriser autant les inscriptions en amont que les inscriptions pendant l'événement;
- Réduction du questionnaire d'inscription en conservant les questions les plus pertinentes en vue de l'analyse des profils des participants.
- Proposition d'activités en soirée pour capter la clientèle qui travaille ou étudie en journée.
- Réalisation d'une stratégie globale de mise en marché, comprenant des démarches spécifiques de promotion d'Expo Entrepreneurs auprès des étudiants, des femmes, des personnes issues de l'immigration, de la diversité et des communautés autochtones.

5. Créer une expérience attractive pour le participant

- Outils technologiques proposés pour bâtir l'agenda, la prise de rendez-vous des participants;
- Kiosque d'accueil convivial et proposant des activités pertinentes selon le profil des entrepreneurs;
- Nombre de bénévoles qui orientent les participants sur le site;
- Qualité de l'aménagement et du design de l'événement ainsi que des activités ludiques attractives;
- Offre virtuelle pour revoir des formations techniques, si jugé pertinent.

6. Assurer la présence de l'offre de services de la Ville de Montréal, soit le réseau PME MTL ou tout autre organisme jugé pertinent par la Ville. À cet effet, la présente subvention couvre tous les frais suivants :

- Espace d'exposition permanent durant l'événement;
- Au moins 4 ou 6 ateliers offerts par la Ville dans les dômes, à la demande de la Ville;
- Accès à la scène principale et aux scènes secondaires à convenir avec l'Organisme;
- Toute autre activité offerte au grand partenaire de l'événement.

7. Assurer la bonne gouvernance de l'organisme

- Combler les 7 postes du Conseil d'administration;
- Mise en place du Comité conseil en vue d'orienter, de valider et d'ajuster l'événement où siège un représentant du gouvernement du Québec et un représentant de la Ville de Montréal;
- Équilibre budgétaire;
- Mécanisme révisé de la rémunération des dirigeants, adopté par le conseil d'administration.

Montage financier prévisionnel

Revenus ($)	
Ville de Montréal	400 000
Autres subventions publiques (MEI, Emploi Québec, etc)	635 000
Commanditaires privés	460 000
Échange de services (pubs)	550 000
TOTAL	**2 045 000**

Dépenses($)	
Scénographie, mobilier et signalétique	395 000
Technique et logistique	156 000
Salle, internet et manutention	114 000
Contingence de la production	32 000
Programmation	100 000
Campagne publicitaire	67 000
Site internet, photo et vidéo	30 000
Échange de services (pubs)	550 000
Salaires	508 000
Frais généraux et administratif	93 000
TOTAL	**2 045 000**

<u>Documents et dates de transmission</u>

Le *Rapport d'étape* doit être remis au plus tard 6 semaines avant le début de l'événement. Le rapport contient les renseignements suivants :

- Présentation détaillée de la programmation préliminaire et des thèmes de l'événement en lien avec le prédémarrage et le démarrage;
- Composition du comité éditorial;
- Mise à jour détaillée du budget de l'édition;

- Liste des organismes de soutien à l'entrepreneuriat sélectionnés pour présenter gratuitement à un kiosque permanent pendant l'événement.

La *Reddition de comptes* du Projet doit être remise au plus tard 3 mois après l'événement. Outre les éléments mentionnés à l'article 2.5 de l'entente, la reddition de compte contient les éléments suivants :

- Résultats obtenus par rapport aux objectifs ci-haut mentionnés;
- Le programme d'activités réalisé, le plan d'aménagement des différentes zones et tous résultats permettant d'apprécier le nombre d'activités offerts aux entrepreneurs;
- La liste et le nombre des exposants, avec la provenance géographique;
- La composition du conseil d'administration, du comité conseil et du comité éditorial ainsi que les dates des séances tenues;
- La revue de presse de l'édition 2022;
- Le nombre d'emplois rémunérés liés directement à la réalisation du projet, exprimé en année-personne.

Les *États financiers vérifiés* doivent également être transmis, comprenant les états des résultats de l'édition 2022.

Un *sondage* sera réalisé sur le nombre de personnes qui ont démarré leurs entreprises ou qui ont bénéficié de l'accompagnement d'organisme de soutien à l'entrepreneuriat, 6 mois après l'événement Expo Entrepreneurs.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

- Soumettre pour approbation (visibilite@montreal.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@montreal.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@montreal.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@montreal.ca.



PLAN DE RÉALISATION

SOMMAIRE

L'OSBL: MISSION, VISION, VALEURS 4

L'ÉVÉNEMENT 5

Date, heure et lieu 5

Horaires 5

Lieu 6

Stratégie 6

Objectifs généraux 6

Axe 1 : Recentrage des efforts organisationnels autour du coeur de l'événement 6

Axe 2 : Visibilité accrue des entrepreneurs 6

Axe 3 : Qualité de l'expérience participants 6

Objectifs spécifiques 6

Expérience participants 7

Inscription 7

Sur place 7

Espaces et activités 7

Scène centrale 7

Quartier des partenaires 8

Scène secondaire 8

Dômes 8

Cantine (food-trucks) 8

Cliniques 8

Espace démo 9

Kiosque d'information 9

Espace entreprendre en région 9

Espace Export - extension du MÉI 9

Espace Économie sociale - extension du VDM 9

Salle de jeu d'évasion 9

Musée à ciel ouvert 9

Mur d'escalade 9

Formats des activités 9

Ressources 10

Production 10

Salle 10

Scénographie 11
Stratégie de contenus 11
Thématiques 11
Comité éditorial 11
Développement durable 12

L'OSBL: MISSION, VISION, VALEUR

Après 4 éditions, nous pouvons affirmer sans hésiter que notre événement éponyme, un des 3 événements majeurs à Montréal, est un incontournable de l'écosystème entrepreneurial au Québec.

Expo Entrepreneurs est aujourd'hui le seul rassemblement de cette envergure au Québec à réunir l'ensemble de la communauté entrepreneuriale: des entrepreneurs des 17 régions du Québec, de toutes industries, quelle que soit la taille de leur entreprise, y compris ceux en idéation et tous les organismes ou entreprises privés, publics ou semi-publics qui oeuvrent à leur succès.

Expo Entrepreneurs offre aux entrepreneurs la possibilité de se rassembler pour mieux se diriger dans l'écosystème en rencontrant ceux qui pourront les aider faire avancer leur projet, à concrétiser leur idées, à développer un savoir-faire et des outils : les organismes de soutien, les représentants du gouvernement, les financiers, les investisseurs, les prestataires de services, etc.

Mais le cœur de la mission de l'OSBL Expo Entrepreneurs depuis la première édition, il est important de le souligner ici, est et reste " l'humain".

Après cette année qui aura marqué les esprits à différents niveaux, il nous reste un goût amer à l'égard des rencontres virtuelles qui, si elles nous ont permis de temporiser, ont cependant fait naître au fil des mois un besoin vital de retrouver de vrais rapports humains, de se rassembler physiquement et d'échanger.

Si EE22 sera comme les éditions précédentes un événement accessible à tous et novateur mais plus que jamais nous mettrons l'emphase sur le côté rassembleur pour célébrer ensemble la résilience, les humains et la vie tout simplement!

Mission

À travers son événement majeur annuel, Expo Entrepreneurs souhaite agir comme un catalyseur pour stimuler et accompagner l'essor de l'entrepreneuriat au Québec, promouvoir la collaboration et le maillage entre les membres de l'écosystème quels que soient la taille, l'industrie des entreprises ou organismes ou bien le palier gouvernemental (fédéral, provincial ou municipal).

Expo Entrepreneurs offre aux acteurs de l'écosystème entrepreneurial l'opportunité de se rencontrer et de collaborer pour accélérer le développement de l'esprit entrepreneurial au Québec et ainsi contribuer à la croissance économique du Québec sur le plan régional voire international.

Vision

En valorisant la contribution de tous, Expo Entrepreneurs souhaite faciliter une triple prise de conscience qui pourra pousser plus loin la communauté entrepreneuriale:

- individuelle – entreprendre c'est audacieux et courageux
- collective – changer le monde un à la fois mais ensemble
- sociétale - entreprendre c'est être un acteur de changement positif

Valeurs

- accessibilité (gratuité des participants)
- neutralité (comité éditorial indépendant)
- ouverture (parité, diversité, régions)

Clientèle

L'événement s'adresse aux entrepreneurs, futurs entrepreneurs, intrapreneurs, repreneurs ou cédant, quelle que soit la forme juridique de l'entreprise, son régime fiscal, son secteur d'activité ou sa taille,

- Entrepreneurs: dirigeants d'entreprises en démarrage ou établies
- Futurs entrepreneurs:individus intéressés par l'entrepreneuriat avec ou sans projet;
- Intrapreneurs: individus sensibles aux thématiques d'innovation et de développement des affaires au sein de leur entreprise (développement de projets, innovation, inspiration);
- Repreneurs ou cédants (transfert d'entreprises).

Thématiques couvertes

Certaines thématiques ou clientèles pourront faire l'objet d'une attention particulière en raison du contexte de relance économique. Des sujets seront développés afin de traiter ces thématiques, plus particulièrement centré sur le pré-démarrage et démarrage d'entreprises :

- Repreneuriat
- Démarrage
- Transfert d'entreprise
- Exportations ;
- Jeunes entreprises technologiques ;
- Économie numérique ;
- Entrepreneuriat féminin ;
- Économie sociale et entreprises collectives ;
- Communautés culturelles et diversité;
- Développement économique régional.

L'ÉVÉNEMENT

Date, heure et lieu

Horaires

Du mercredi 23 février 2020, de 9 h à 21 h au jeudi 24 février 2022, de 9 h à 16 h

OU (en cas d'une quatrième vague COVID-19)

Pendant la semaine mondiale de l'entrepreneuriat en novembre 2022 (1er jour: de 9 h à 21 h

et 2e jour de 9 h à 16 h

Lieu

Palais des congrès

Stratégie

Objectifs généraux

Faciliter le passage de l'intention à l'action pour se lancer en entrepreneuriat en offrant un programme d'activités mettant en valeur les services d'information, de conseil et d'accompagnement aux entrepreneurs en prédémarrage et démarrage d'entreprises**.**

Augmenter les inscriptions de la région du Grand Montréal grâce à une stratégie ciblée en direction de ce bassin d'entrepreneurs le plus susceptible de se déplacer à l'événement de par sa proximité géographique .

Faciliter la participation des régions plus éloignées en adaptant l'événement (diffusion ou rediffusion d'activités pragmatiques, en facilitant les déplacements (organisation de services de liaison en autocar à tarifs réduits) et en offrant aux régions un espace dédié, la Maison des régions.

Mesurer et analyser les résultats de l'événement d'un point vue quantitatif et qualitatif: étude d'impact, état des lieux des enjeux des entrepreneurs en contexte de crise COVID-19, etc.

Axe 1 : Recentrage des efforts organisationnels autour du coeur de l'événement

- Concentration des ressources en prédémarrage et démarrage
- Version virtuelle limitée aux activités pragmatiques
- Plateforme et connecteurs

Axe 2 : Visibilité accrue des entrepreneurs

- Conférenciers
- Concours de pitch
- Meet & greet

Axe 3 : Qualité de l'expérience participants

- Inscription (questionnaire, ciblage, etc.)
- Design, aménagement et circulation
- Activités ludiques

Objectifs spécifiques

- Rejoindre 12 000 participants (6 000 en présentiel et 6 000 en virtuel).
- Mobiliser les régions (tournée en bus 14 jours: 7 partenaires qui rejoignent les 17 régions administratives du Québec + partenariats pour faciliter le déplacement (moyens de locomotion et hôtellerie à tarifs préférentiels). Diffusion ou rediffusion des contenus (Facebook live, etc.)
- Mobiliser 140 OSBL et 30 firmes privées afin de présenter leur offre de services aux entrepreneurs.

Expérience participants

Inscription

- Augmenter les inscriptions en amont mais aussi pendant l'événement.
- Revoir le questionnaire d'inscription d'un point de vue quantitatif (réduire le nombre de questions) et qualitatif (valorisation des données pour des projets de recherche et notamment sur le prédémarrage ou démarrage)

Sur place

L'objectif consiste à faire vivre au participant le parcours client optimal qui correspond à ses besoins. Des dispositions seront prises afin de garantir une facilité d'accès et une qualité de services hors pair. Pour ce faire, nous misons sur la qualité du relationnel des Connecteurs avec la clientèle, l'utilisation de technologies de pointe et des activités pertinentes et créatives pour contribuer à la réalisation des objectifs des participants.

Espaces et activités

Toutes les activités de nos événements se polarisent autour de trois éléments moteurs: **inspirer, connecter et solutionner.**

Accroître la participation active des entrepreneurs lors de l'événement
Accroître le nombre de kiosques pour les organismes de soutien afin que les entrepreneurs puissent directement discuter avec les principales ressources d'aide au démarrage. Cela comprend notamment :

- un quartier des partenaires
- des kiosques pour les principaux organismes d'aide à l'entrepreneuriat de Montréal
- des kiosques pour les organismes municipaux du grand Montréal dédié à l'accompagnement et au financement (ex. Développement économique Longueuil, Développement économique Laval)
- espace entreprendre en région
- zone démo.

Scène centrale

Lieu privilégié pour écouter des conférenciers de renom lors de l'ouverture, des entrepreneurs à

succès inspirants ou chefs de file de différentes communautés ou industries.

C'est aussi le lieu dédié aux allocutions des dignitaires ou invités de marque ou à la présentation d'événements spéciaux.

Les grandes conférences ou entrevues seront diffusées en direct pour les spectateurs en région ou ceux qui n'auraient pu se déplacer et rediffusées pour ceux qui n'auraient pas pu y assister aux heures de diffusion programmées.

Formats: conférences ou entrevues. Panels. Séances de questions-réponses. Événements spéciaux. Discours officiels.

Quartier des partenaires

Dans ce lieu nous disposerons des conteneurs qui permettront aux grands partenaires privés ou publics (Ville de Montréal, MEI, Emploi Québec) d'offrir aux participants des ateliers collaboratifs, des rencontres individuelles ou des activités de réseautage (cocktails, 5@7, etc.). Les OSBL pourront également y recevoir les participants pour des rencontres en tête à tête ou pour présenter leurs services à des groupes.

Scène secondaire

Dans cet espace se feront les présentations d'affaires plus institutionnelles des partenaires publics ou privés. Les bailleurs de fonds publics pourront notamment y présenter leurs annonces (financements d'organismes, nouvelles mesures gouvernementales, etc.).

Formats: Présentations d'affaires, annonces des partenaires publics

Dômes

Dans ces espaces se déroulent les concours de pitch, des ateliers ou classes de maître qui mettent à profit l'intelligence collective pour trouver des pistes de solutions à des enjeux précis et stimuler individuellement le potentiel créatif de chacun.

Format: Concours de pitch, Ateliers. Classes de maître. Laboratoires

Cantine (food-trucks)

Espace de restauration comprenant plusieurs food-truck et des tables de picnic.

Cliniques

Espace (physique ou virtuel) dans lequel les participants rencontrent des experts lors d'entretiens individuels de 15 minutes.

L'espace est divisé selon les expertises (droit, finances, comptabilité, etc.)

Format: Rendez-vous en tête à tête (présentiel ou virtuel).

Espace démo
Espace de démonstration pour présenter aux participants des produits, services ou innovations.

Format: Présentations (orale ou visuelle, documentation)

Kiosque d'information
Connecteurs

Espace entreprendre en région
Dans cet espace nous pourrions retrouver divers organismes qui opèrent en région: FCCQ, Salon de l'immigration, Entreprendre en région et autres acteurs fédérateurs.

Espace Export - extension du MÉI
La gestion de cet espace serait confiée au MÉI. On pourrait y retrouver divers organismes sélectionnés par le MÉI (Export Québec, Montréal ou Québec International et la CCMM, etc.)

Espace Économie sociale - extension du VDM
La gestion de cet espace serait confiée à la Ville de Montréal. On pourrait y retrouver divers organismes sélectionnés par la Ville.

Salle de jeu d'évasion
Espace de réseautage et de résolution de problèmes sous forme d'ateliers collaboratifs.

Musée à ciel ouvert
Espace de transition avant d'arriver au kiosque d'accueil et d'accréditation . Des affiches inspirantes baliseront le parcours afin d'occuper le temps d'attente et de divertir les participants.

Mur d'escalade
Espace de réseautage et de résolution de problèmes sous forme d'ateliers collaboratifs.

Formats des activités

Classe de maître
Cours donné par un expert ou groupe de discussion entre un expert et un groupe sur un sujet particulier (démarrage d'entreprise, etc.).

Conférence
Présentation d'un thème choisi par un conférencier.

Entrevue
Entretien dirigé par un animateur avec un expert ou un entrepreneur.

Entrevue ouverte
Entretien dirigé par un animateur avec un expert. L'audience participe à la conversation de façon volontaire en rotation.

Laboratoire

Groupe de travail interactif accompagné d'un expert.

Meet & Greet
Rencontre informelle entre un entrepreneur à succès et un petit groupe après une conférence.

Panel
Entretien dirigé par un animateur avec plusieurs experts ou entrepreneurs.

Panel de réaction en chaîne
Entretien dans lequel chaque participant anime l'entretien ou est interrogé, à tour de rôle.

Pecha Kucha
Présentation orale associée à la projection de 20 diapositives se succédant toutes les 20 secondes.

Séance de questions-réponses (Q&R)
Un ou plusieurs experts ou entrepreneurs échangent avec le public sur un thème précis.

Ressources

Parcours

Différents parcours seront proposés aux participants pour leur permettre de s'orienter dans l'événement (contenus et activités) selon des sujets transversaux (repreneuriat, démarrage, finances, développement durable, etc.) ou d'autres critères distinctifs qui pourraient en compte la psychologie du participant (le "timide", "l'aventurier", "l'opportuniste"etc.) ou encore qui cibleraient des catégories de participants (les écoles, universités, etc.)

Signalétique

Pour donner un sens au lieu et faciliter l'orientation des participants nous allons développer un système bien intégré et efficace. La signalétique sera intuitive et facile à consulter et comprendra les éléments suivants:

- Carte du lieu interactive à l'accueil
- Circuits balisés (symboles, icônes, etc.)
- Panneaux d'affichage (rappel des activités et des horaires)

Connecteurs

Les participants sont pris en charge par des Connecteurs, conseillers en entreprises professionnels, passionnés de l'entrepreneuriat, étudiants, etc.
Dès l'arrivée des participants et pendant toute la durée de l'événement, les Connecteurs les accompagnent, les guident et les aident à gérer leur emploi du temps, à réserver leur place aux conférences, ateliers et autres activités proposées.

Production

Salle

Le Palais des Congrès

Situé en plein centre-ville montréalais, le Palais offre un environnement sécuritaire et foisonnant d'activités. Véritable plaque tournante à la jonction du centre des affaires, du Quartier international, du Vieux-Montréal et du Quartier Chinois, il facilite la découverte des principaux attraits de Montréal. À moins de dix minutes de marche se trouvent plus de 16 000 chambres d'hôtel, dont environ 4 000 sont reliées au Palais par le réseau piétonnier souterrain.

Dans un décor à la fois design, lumineux et chaleureux, le Palais propose des installations ultra fonctionnelles, convenant aux événements de toutes tailles.

Le Palais des Congrès c'est en quelques chiffres:

- 113 salles et espaces
- 508 756 pieds carrés (47 265 m2)
- Espace d'exposition: 396 785 pieds carrés (36 863 m2)
- Salles de réunion: 353 036 pieds carrés (32 798 m2)
- Salles de bal : 115 537 pieds carrés (10 734 m2)
- Terrasses : 28 172 pieds carrés (2 617 m2)

Adresse: 1001 Pl. Jean-Paul-Riopelle, Montréal, QC H2Z 1H5

Scénographie

Esthétique globale: actuellement nous en sommes encore au stade de l'idéation. Nous partons dans la direction d'un décor particulièrement épuré mais d'une grande modernité, beaucoup de blanc et des touches de couleur ici et là.

Plan

À l'heure actuelle nous sommes en période d'idéation, nous ne pouvons donc pas fournir de plan de la salle.

Stratégie de contenus

Thématiques

Pour identifier nos thématiques et prendre le pouls de l'entrepreneuriat, tous les ans, nous restons à l'affût des réalités et et problématiques actuelles des entrepreneurs en allant chercher nos informations auprès d'organismes validés en matière de recherche ou de statistiques en lien avec l'entrepreneuriat et en travaillant avec le Comité éditorial de l'événement.

À l'heure actuelle, nous sommes en période d'idéation, les thématiques seront annoncées dans le courant du mois de novembre après la première rencontre du Comité éditorial.

Comité éditorial

Un comité éditorial composé d'entrepreneurs confirmés ou de personnalités reconnues, de membres proveant d'organisations de soutien au démarrage pour leur expertise, d'un rédacteur en chef et du

responsable de la programmation sera formé au mois d'octobre et se réunira deux ou trois fois.

Son rôle consistera à proposer:

- des orientations à privilégier en matière de contenu (sujets, thématiques ou formats)
- des intervenants ou faciliter la mise en relation.

L'existence d'un Comité éditorial indépendant permet de veiller à la neutralité et la pertinence des contenus proposés par Expo Entrepreneurs.

Il ne s'agit pas toutefois d'un comité décisionnel: les membres du comité siègent à titre de conseillers.

Chaque membre du comité signe un document le dégageant de toute responsabilité légale.

Développement durable

Pour minimiser autant que possible son empreinte écologique Expo Entrepreneurs prévoit:

- fabriquer des installations en partenariat mutualisable, donc réutilisables
- l'installation de fontaines d'eau
- la vente ou l'offre de gobelets Expo Entrepreneurs réutilisables et consignés
- la mise en place de recyclage et compost sur place,
- des produits de consommation locavores dès que cela est possible,
- l'utilisation d'ustensiles ou plats en matières compostables.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217952004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 400 000 $ à Expo Entrepreneurs afin de réaliser l'édition 2022 de son événement dont l'objectif est de regrouper les ressources d'aide aux entrepreneurs et d'en favoriser l'accès / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1217952004 - Expo Entrepreneurs.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-22

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction des revenus

CE : 20.078

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.079

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218468002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 140 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal dans le cadre de l'organisation de la 27e édition de la Conférence de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet.

Il est recommandé:

1- d'accorder un soutien financier d'un montant maximal de 140 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal dans le cadre de l'organisation de la 27e édition de la Conférence de Montréal;

2- d'approuver le projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera assumée à 80% par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-06-21 10:42

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218468002**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 140 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal dans le cadre de l'organisation de la 27e édition de la Conférence de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le 26 mars 2021, l'Institut international d'études administratives de Montréal, aussi connu comme le Forum économique international des Amériques (FÉIA), a soumis au SDÉ une demande de contribution financière comprenant trois options de partenariat pour les trois prochaines éditions de la Conférence de Montréal (CdeM). La 27^{e} édition est prévue du 13 au 16 septembre 2021,en format virtuel ouhybride, le tout étant déterminé par les restrictions sanitaires applicables au moment de l'événement .

Le FÉIA a pour mission de promouvoir un échange d'idées et de perspectives sur les grands enjeux économiques de l'heure entre les plus influents leaders du monde économique et politique. Il a également pour mandat de permettre la conclusion d'ententes, de fournir des occasions d'affaires et d'offrir une information privilégiée qui permet de prendre les bonnes décisions.

Depuis 1995, la CdeM est une rencontre de leaders mondiaux qui a pour but de favoriser une meilleure compréhension des grands enjeux internationaux. Elle accueille annuellement plus de 250 conférenciers et plus de 5 000, dont une partie de l'étranger. Les thèmes principaux abordés sont l'économie, la finance, le commerce, l'énergie et les infrastructures. Lors de la 1ère journée de la CdeM, la Mairesse prend généralement la parole lors de l'ouverture officielle en matinée tandis que le premier ministre du Québec prononce l'allocution du midi.

La Ville de Montréal appuie financièrement cet événement depuis 2010 et la contribution a été de 130 000 $ par année en 2019 et en 2020. En outre, le FÉIA bénéficie de la contribution de partenaires gouvernementaux comme le Canada (525 000 $ par année entre 2019-2021), le Québec (400 000 $ par année entre 2021-2023) ainsi que d'organisations publiques (CDPQ, AMF, etc.) et privées (Power Corporation, BMO, etc.)

À titre de rappel, le tableau ci-dessous présente le montant des contributions financières que la Ville a accordées à cet événement au cours des cinq (5) dernières années :

Année	2016	2017	2018	2019	2020
Soutien financier	100 000 $	100 000 $	100 000 $	130 000 $	130 000 $

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 20 1279 - 19 août 2020 - Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 130 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal dans le cadre de l'organisation de la 26e édition de la Conférence de Montréal.
CE19 0925 - 5 juin 2019 - Accorder un soutien financier de 130 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal inc. pour l'organisation de l'édition 2019 de la Conférence de Montréal;

CE18 0942 – 30 mai 2018 – Adopter le plan d'action en Affaires économiques internationales, un des huit plans d'action de la Stratégie de développement économique « Accélérer Montréal » ;

CG18 0245 – 26 avril 2018 – Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022 ;

CE18 0491 – 28 mars 2018 – Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville;

CG15 0261 - 30 avril 2015 - Accorder un soutien financier de 400 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal inc. pour l'organisation des éditions 2015, 2016, 2017 et 2018 de la Conférence de Montréal, dans le cadre du budget régulier et de l'entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec;

CG12 0113 - 19 avril 2012 - Accorder un soutien financier à l'Institut international d'études administratives de Montréal inc. pour l'organisation de la Conférence de Montréal, au montant de 25 000 $ pour l'édition 2012, de 50 000 $ pour l'édition 2013 et de 50 000 $ pour l'édition 2014 / Approuver un projet de protocole à cet effet;

CE11 0525 - 13 avril 2011 - Accorder un soutien financier non récurrent de 7 500 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal inc. pour la Conférence de Montréal qui se tiendra du 6 au 9 juin 2011 sous le thème «Un ordre économique en changement : nouvelles réalités, nouveaux modèles»;

CE10 0745 - 19 mai 2010 - Accorder une contribution financière non récurrente de 7 500 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal inc., pour la Conférence de Montréal qui se tiendra du 7 au 10 juin 2010 sous le thème de «Innover pour réussir dans un nouveau marché global».

DESCRIPTION

La CdeM, organisée annuellement depuis 1995, est une rencontre de leaders mondiaux à Montréal, ayant pour but de favoriser une meilleure compréhension des grands enjeux internationaux. La CdeM veut faciliter les échanges internationaux, permettre la conclusion d’ententes, fournir des occasions d’affaires et d’offrir une information privilégiée qui

permette de prendre de bonnes décisions en lien avec les grands enjeux économiques actuels. Les thèmes principaux abordés lors de la CdeM sont: l'économie, la finance, le commerce, l'énergie et les infrastructures. En 2020, lors de sa première édition virtuelle, la CdeM a accueilli plus de 210 conférenciers et plus de 5 500 délégués de partout à travers le monde.
Le FÉIA bénéficie de la contribution et de la notoriété de partenaires comme le Gouvernement du Canada, le Gouvernement du Québec, les universités montréalaises et leurs écoles affiliées, ainsi que d'entreprises privées telles que Power Corporation et la Banque de Montréal (BMO).

Lors des cinq (5) dernières éditions, la contribution financière de la Ville a été partagée entre le Service du développement économique (SDÉ - 75%) et le Bureau des relations internationales (BRI -25%). Pour l'édition 2021,les deux unités ont convenu de la répartition suivante :

SDE : 80%
BRI : 20%

Le soutien financier permettra d'obtenir les bénéfices suivants :

1. **Visibilité** : logo de la Ville et mention du soutien de la Ville dans les outils de communication de l'événement, le programme officiel, les communiqués de presse, etc.

2. **Organisation** de 2 panels du type Ted Talk et table ronde sur l'écosystème entrepreneurial et sur un autre secteur prioritaire pour le SDÉ.

3. **Accès** à la CdeM et à ses événements privés :

- 40 passes régulières pour les startups et entreprises à forte croissance lors de la CDM (lunchs selon disponibilités);

4. Les entreprises montréalaises pourront bénéficier de mises en réseau via des activités de maillage et des rencontres B2B.

5. La Mairesse de Montréal sera invitée à la séance inaugurale ainsi qu'à plusieurs activités avec des conférenciers et des invités internationaux de renom.

Le format de l'événement privilégié à date est un format hybride, cependant, si la situation l'exige, un événement 100% virtuel serait réalisé.

Le thème pour cette édition est "vers une économie plus verte et plus juste". Les panels et conférences qui seront organisées porteront notamment sur l'environnement, le Capitalisme responsable, les bonnes pratiques pour une transition écologique réussite et le développement durable.

Les grandes lignes du budget de l'événement sont :

	Format hybride		**Format virtuel**	
Ville de Montréal	140 000 $	4,1%	140 000 $	4,5%
Gouv. Québec	560 000 $	16,4%	560 000 $	18,0%
Gouv Fédéral	631 539 $	18,5%	631 539 $	20,2%
Partenaires privés	2 079 000 $	61,14%	2 079 000 $	66,8%
Revenus anticipés	**3 410 000 $**		**3 110 000 $**	

La Convention prévoit que les versements seront faits comme il suit :

- un premier versement d'un montant maximal de vingt-huit mille dollars (28 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;
- un deuxième versement d'un montant maximal de cent mille dollars (100 000 $), dans les trente (30) jours suivant la réception à la satisfaction du Responsable, du programme préliminaire du Projet et du plan de réalisation des rencontres bilatérales entres des entreprises montréalaises et étrangères, lesquels documents sont à remettre 45 jours de calendrier avant la date prévue de l'événement ;
- et un troisième versement d'un montant maximal de douze mille dollars (12 000 $), dans les trente (30) jours suivant la réception à la satisfaction du Responsable du rapport d'activités et des états financiers vérifiés du Projet, lesquels sont à remettre dans les quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de l'exercice financier de l'Organisme. Soit 90 jours après 31 décembre 2021.

JUSTIFICATION

D'abord, il est important de remarquer que l'implication de la Ville dans la Conférence de Montréal contribuera aux objectifs de la Mesure 10 du Plan de relance économique de Montréal *Agir Maintenant,* Phase 2*, le rayonnement comme fondement d'une métropole de calibre international ,* ainsi qu'aux objectifs de l'Axe 2 du Plan d'action en affaires économiques internationales, *Accroître la notoriété de Montréal* .

Depuis sa fondation en 1995 dans le contexte particulier de l'après guerre froide, de la chute du mur de Berlin et de l'essor de la mondialisation qu'on pourrait qualifier d'idéalisée, la CdeM s'est positionnée comme un événement de prestige à portée internationale et de tendance plutôt libérale. Il ne s'agit donc pas d'un événement grand public ou progressiste; elle vise plutôt une clientèle très sélecte. La CdeM est notamment bien réseautée dans les milieux économiques et financiers, en particulier dans les organisations régionales et internationales à vocation économique comme le FMI, la Banque Mondiale, l'OCDÉ, etc. Elle a réussi à attirer des conférenciers de prestige comme Christine Lagarde, ancienne Directrice du FMI, Alan Greenspan, ancien président de la Réserve fédérale des États Unis, ou Ban ki Moon, ancien secrétaire général de l'ONU. Elle fait ainsi rayonner Montréal auprès d'une clientèle de haut niveau à Montréal mais également dans le cadre des autres événements organisés par le FEIA à Toronto, Paris et Miami.

Sans opérer un virage majeur, la CdeM s'est ouverte au fil des ans, à l'instar de l'évolution idéologiques dans les organisations internationales et les entreprises multinationales, à une mondialisation plus maîtrisée, centrée notamment sur l'importance des institutions et qui tienne davantage compte des enjeux comme la croissance inclusive, la finance durable ou la transition énergétique et écologique. En outre, si la clientèle visée est d'abord issue de grandes entreprises ou organisations, le SDÉ a insisté pour que la CdeM se tourne davantage vers le tissu industriel montréalais, soit le PME et également les startups. La CdeM a consacré certains efforts en ce sens, permettant notamment la présentation l'an dernier de contenus plus proches de nos priorités (relance du Centre-Ville et financement des startups).

En bref, la CdeM représente une bonne occasion de dialogue entre des visions différentes de la mondialisation et une tribune pour la Ville de Montréal pour faire valoir ses orientations locales et internationales. Lors de son discours d'ouverture, la Mairesse pourrait aborder des thèmes qui font partie des priorités de notre ville dans le contexte post-pandémique et

présenter sa vision de la nécessaire transformation de notre économie. Les différentes offres de partenariats incluent aussi des possibles prises de parole de représentants de la Ville de Montréal dans les autres villes où le FEIA organise des activités, qui représentent une excellente occasion de faire connaître davantage notre ville et ses attraits à d'autres publics.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 140 000 $.

Les crédits sont prévus au budget du Service du développement économique - Plan de relance phase 2 (mesure 10) (enveloppe de 50 M$) et au plan d'action en Affaires économiques internationales (enveloppe de 150 M$) pour une somme de 112 000 $, et au budget du Bureau des relations internationales (BRI) qui assumera, à même son budget de fonctionnement, un montant de 28 000 $, équivalent à 20% de la contribution. Les crédits nécessaires pour cette dépense sont inclus dans le budget 2021 du BRI. Étant une unité de soutien, la participation de l'agglomération se fait via un frais d'administration. Cette dépense n'entraîne donc aucune charge supplémentaire.

Le tableau ci-joint présente les versements annuels en fonction des sources de financement :

Année / Source	2021	2022	Total
SDÉ - Enveloppe 50 M$	100 000 $		100 000 $
BRI – budget régulier	28 000 $		28 000 $
Enveloppe 150 M$ (Réflexe)		12 000 $	12 000 $
Total	128 000 $	12 000 $	**140 000 $**

Le présent dossier concerne une dépense mixte dont 80 % sera assumée par l'agglomération en vertu des compétences en matière d'aide destinée spécifiquement à une entreprise.

Le budget global du projet est de 3 410 000$. La contribution indiquée ci-haut représente 4,1% de ce montant.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le FÉIA encourage ses employés, fournisseurs et clients à adopter des pratiques écoresponsables. De plis, pour 2021, la thématique principale de l'événement *Vers une économie plus verte et plus juste* , est directement en lien avec les orientations environnementales de l'administration

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution se veut un soutien à un événement important, contribuant au rayonnement de Montréal à l'étranger, et permet à la Ville d'y contribuer par l'organisation de deux activités répondant à ses préoccupations.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La pandémie a forcé les organisateurs à reporter l'événement de juin à décembre 2020. De plus, elle pourrait causer un réduction des revenus provenant des commanditaires privés d'environ 50%. D'un autre côté, un nombre réduit de conférenciers internationaux et de participants en mode présentiel réduit les coûts.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les obligations de l'organisme en matière de visibilité sont incluses dans l'entente de contribution financière.

Au cours des dernières années, le Maire ou la Mairesse de Montréal ont été invités à prendre la parole lors de l'ouverture officielle de la Conférence.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les étapes subséquentes sont:

- Présentation du programme final et du plan de rencontres bilatérales (août 2021)
- Tenue de l'événement (septembre 2021)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoît TURGEON
Conseiller en affaires économiques internationales

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-21

Valérie POULIN
Chef de division

Tél :	514 872-0119	**Tél :**	514 872-7046
Télécop. :	514 872-0045	**Télécop. :**	514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2021-06-17

FORUM ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL
DES AMÉRIQUES
CONFÉRENCE DE MONTRÉAL

PROTOCOLE DE PARTENARIAT

-

2021-2022-2023

PRÉSENTÉ À : Montréal

PRÉSENTATION DE L'ÉVÉNEMENT

La Conférence de Montréal (CDM) est une conférence internationale organisée par le Forum économique international des Amériques (FÉIA). Cette conférence accueille annuellement plus de 250 conférenciers et plus de 5000 délégués de partout à travers le monde. Les thèmes principaux abordés lors de la Conférence de Montréal sont : l'économie, la finance, le commerce, l'énergie et les infrastructures.

Créée en 1995, la CDM réunit des décideurs de toutes les sphères de la société afin de promouvoir un échange d'idées et de perspectives sur les grands enjeux économiques actuels. Depuis des débuts modestes, alors que l'événement présentait un petit nombre de sessions condensées en une seule journée, la CDM est aujourd'hui un rassemblement de quatre jours de renommée internationale.

RÉTROSPECTIVE 2020 & ÉVOLUTION 2021

L'année 2020 aura bien évidemment été marquée par la pandémie liée à la COVID-19. En plus d'une crise sanitaire sans précédent, la pandémie a engendré la pire récession économique depuis la Seconde Guerre mondiale mettant en péril de nombreuses économies à travers le monde. Les diverses mesures sanitaires adoptées afin d'endiguer la propagation du virus et d'empêcher les systèmes hospitaliers déjà sous pression d'imploser, ont eu de très graves effets sur la croissance. Avec l'ensemble des industries et secteurs d'activités frappés d'une manière ou d'une autre par la pandémie, l'ensemble de la société a dû s'adapter et repenser ses modèles d'activités, de travail et de communication pour survivre. C'est dans ces circonstances incertaines et inédites que la 26e édition de la CDM s'est tenue pour la première fois de son histoire dans un format virtuel du 14 au 17 décembre 2020.

La CDM attire chaque année des participants ainsi que des conférenciers régionaux et internationaux. Cette première édition virtuelle a permis d'attirer plus de 5500 participants officiellement inscrits, représentant une hausse de 28% par rapport à l'édition présentielle de 2019. De plus, la composante virtuelle de la Conférence a facilité l'accueil de 1 571 participants internationaux provenant de 105 pays, une hausse de 50% par rapport à l'édition de 2019.

En parfaite adéquation avec notre proposition de valeur, et ce malgré le contexte difficile, la CDM a offert une multitude d'opportunités de réseautage. Une fois connectés sur la plateforme virtuelle et l'application mobile de la CDM, les participants, conférenciers et partenaires ont pu échanger via le service de discussions instantanées privées ou en groupe et le service d'appels vidéo. En plus des opportunités de réseautage offertes par l'application mobile, la CDM a offert aux conférenciers et aux partenaires, les services personnalisés d'une équipe de coordination aux rencontres bilatérales.

Précisément, dans le cadre de la CDM 2020, plus de 965 rencontres bilatérales se sont déroulées dans des salles de rencontres privées virtuelles, échelonnées de décembre 2020 à mars 2021. Cette augmentation de près de 650% par rapport aux chiffres de l'année précédente fut possible grâce à l'élimination de contraintes physiques et temporelles.

Cette formule hybride offrant un service personnalisé de coordination de rencontres bilatérales, en plus des outils de réseautage offerts par notre plateforme virtuelle permet à la CDM de se distinguer des autres événements en ligne et d'en faire un événement unique.

Cette année encore, des investissements technologiques majeurs permettront aux participants et aux partenaires de prendre part aux discussions, maximiser leurs efforts de réseautage et ainsi optimiser la création de valeur pour le tissu économique Montréalais.

De plus, les investissements en promotion de la CDM à travers les chaînes de réseaux sociaux des partenaires et des conférenciers de la 26e édition ont permis de rejoindre de nouveaux réseaux et abonnés et affiche un nombre total d'impressions : 561 000 avec plus de 1 029 mentions ce qui représente une portée médiatique potentielle de 22 000 725. En intégrant les initiatives du FÉIA, la portée totale monte à 22 647 476. Le contexte de la relance de l'automne 2021 permettra assurément de bonifier ces résultats lors de l'édition 2021.

Fort de nos succès en 2020 et malgré le contexte sanitaire actuel couplé de l'incertitude liée aux différentes campagnes de vaccination en cours de déploiement, le FÉIA restera donc fidèle à sa mission d'accroître la connaissance et la prise de conscience des grands enjeux de la mondialisation économique et confirme que la 27^{e} édition de la CDM aura lieu en formule virtuelle et/ou hybride et/ou présentielle du 13 au 16 septembre 2021.

NOTRE PROPOSITION DE VALEUR

La CDM est une organisation indépendante et n'a aucune affiliation particulière.

La CDM se démarque par sa plateforme unique, bâtie grâce à une étroite collaboration entre les différents paliers de gouvernements et un grand nombre d'institutions internationales et multilatérales. L'objectif de l'événement est double : d'abord, d'informer les participants sur les défis rencontrés par les communautés d'affaires internationales, et ensuite, de proposer des pistes de solutions pour saisir ces opportunités. Ces échanges contribuent donc à faire progresser nos sociétés.

Nos partenaires jouent un rôle déterminant dans le développement et le succès de la CDM. En pérennisant son partenariat avec la CDM, la Ville de Montréal maintient ses liens avec un réseau stratégique de leaders influents et bénéficiera d'occasions uniques de réseautage de grande qualité dans un environnement favorable à la promotion de ses intérêts ainsi qu'à la conclusion d'ententes mutuellement bénéfiques au sein des parties prenantes des écosystèmes visés.

Ci-après, vous trouverez une description des livrables propres au partenariat proposé. Il est important de noter que compte tenu de l'incertitude liée au contexte sanitaire actuel, les livrables proposés pourront être aisément transformés en fonction de l'évolution des éventuelles formules virtuelles et/ou hybrides et/ou présentielles de la CDM 2021, actuellement en cours de développement.

Ces propositions préliminaires demeurent toutefois hautement personnalisables en fonction des objectifs, impératifs, et différents contextes opérationnels liés au plan de développement économique de la Ville de Montréal. Dans l'attente de votre retour visant la programmation d'une rencontre de suivi dans un avenir très rapproché, nous vous souhaitons bonne réception de ces propositions et restons à votre entière disposition pour toutes demandes d'informations complémentaires.

PROGRAMME RELANCE + 4 PLATEFORMES FÉIA

Ce plan de partenariat personnalisé offre à la Ville de Montréal un accès privilégié au réseau du FÉIA dans l'organisation d'une activité phare en lien avec son plan de relance post-pandémie ainsi qu'un niveau de visibilité optimale sur toutes les plateformes du FÉIA pour les années 2021-2022-2023, dont la Conférence de Montréal (CDM), la Conférence de Paris (CDP), le Toronto Global Forum (TGF) et le World Strategic Forum (WSF).

BÉNÉFICES OFFERTS À LA VILLE DE MONTRÉAL

ÉVÉNEMENTIELS

- Développement 360° et gestion d'un projet/'buildup' médiatique de style 'Love-in-Montréal is Back!' permettant un positionnement optimal post-pandémie de l'attractivité économique de Montréal. L'objectif étant de communiquer à la communauté d'affaires locale et internationale, la résilience et les objectifs de relance de la Ville de Montréal par l'entremise d'une vitrine du type 'world-class showcase' combiné à un 'FDI successes & local champions storytelling'. Un scénario optimal pour le 'Love-in-Montréal is Back!' devrait avoir lieu avant l'été ou l'automne 2021 et pourrait prendre la forme suivante :
    - Conférence de presse annonçant le plan de relance de la Ville de Montréal avec toute la classe politique concernée ;
    - Conférence de presse annonçant un projet IDÉ majeur en compagnie de la classe politique concernée ;
    - Développement d'un rassemblement de type 'Love-in-Montréal is Back!' en accueillant plusieurs centaines des parties prenantes locales et internationales (entrepreneurs, influenceurs, etc.) dans un format virtuel en respect des règles sanitaires en vigueur ;
    - Un panel regroupant les PDG des plus grosses sociétés montréalaises ou entités étrangères ayant choisi Montréal comme lieu d'implantation afin de communiquer stratégiquement la proposition de valeur de Montréal (thématiques/paramètres budgétaires sujets à validation) ;
- Présentation d'une activité 'tête à tête' entre la mairesse de Montréal et un invité spécial de la CDM 2020 (à déterminer conjointement entre les deux parties) ;
- Développement d'un programme de rapatriement de grands montréalais expatriés permettant de rassembler à Montréal lors du 'Love-in-Montréal is Back!' et/ou lors de la CDM (ou comme conférenciers lors des trois autres plateformes du FÉIA) un certain nombre de personnalités d'origine montréalaise, œuvrant à l'étranger dans les créneaux d'excellence du tissu économique montréalais, et/ou affichant des succès marqués en matière de création de valeur à l'étranger ;
- Présentation de 3 activités privées hors séries (tables rondes virtuelles) pour la durée de l'entente de partenariat (hors des plages horaires des plateformes visées-thématiques sujets à validation) ;
- Positionnement stratégique des fleurons montréalais et succès régionaux, lors des activités de la CDM et/ou autres plateformes du FÉIA ;

- Présentation d'une activité de type 'Classe de maître / Ted Talk' avec un conférencier de prestige de la CDM visant l'écosystème 'startups'/entrepreneurial de Montréal ;
- Rôle protocolaire pour une personnalité politique de la Ville de Montréal sur les 4 plateformes du FÉIA ;
- Présentation et présidence d'un forum sur la 'Mobilité durable / Ville intelligente / Programme de rapatriement' (ou autre sujet/thématique en lien avec les stratégies de développement du plan 2020-2022) lors de la CDM, avec prise de parole (thématique sujette à validation et plages horaires à confirmer) ;
- Présentation d'une table-ronde lors de la CDM, avec prise de parole (thématique sujette à validation et plages horaires à confirmer) ;
- Présentation d'un petit-déjeuner privé lors de la CDM, avec prise de parole (thématique sujette à validation et plages horaires à confirmer) ;
- Présentation et présidence d'une activité lors de la CDP, avec prise de parole (sujet à validation - plages horaires à confirmer) ;
- Présentation et présidence d'une activité lors du TGF, avec prise de parole (sujet à validation - plages horaires à confirmer) ;
- Accès au service de rencontres bilatérales VIP B2B-B2G à l'année longue, pour la durée de l'entente de partenariat et sur toutes les plateformes du FÉIA ;
- Aménagement à même le site (et/ou plateforme virtuelle) de l'événement de la CDM d'un lieu personnalisé d'échange et de maillage, permettant de souligner l'excellence du tissu économique montréalais (paramètres opérationnels sujets à validation) ;
- Possibilité de positionner un kiosque (et/ou kiosque virtuel) sur le site de la CDM permettant de promouvoir les thématiques liées au plan de développement économique 2020-2022 de la Ville de Montréal ;
- Accès à une salle (à l'hôtel Bonaventure et/ou plateforme virtuelle) pour la présentation d'activités spéciales sur le site de la CDM, et sur toutes les plateformes du FÉIA ;
- 1 invitation à chaque table d'honneur (et/ou activités privées virtuelles) pour les déjeuners-causeries lors de la CDM ;
- 1 invitation à la table d'honneur (et/ou activités privées virtuelles) pour un déjeuner-causerie lors de la CDP, WSF et TGF ;
- Accès complet au service de relations de presse sur le site de la CDM, CDP, WSF et TGF.

IMAGE DE MARQUE ET VISIBILITÉ

- Diffusion de vidéos promotionnelles pendant l'événement aux écrans ou sur la plateforme de diffusion lors de la CDM, CDP, WSF et TGF ;
- Participation d'une personnalité politique de la Ville de Montréal à une capsule vidéo dans le cadre des *IEFA Conversation Series* ;
- Présentation de l'application mobile officielle de la CDM téléchargée par les participants de l'événement ;
- Annonce officielle du partenariat sur toutes les plateformes de communication du FÉIA ;
- Logo de la Ville de Montréal sur le programme officiel et la plateforme virtuelle de la CDM/CDP ;
- Logo de la Ville de Montréal sur les bannières utilisées sur le site de la CDM ;
- Logo de la Ville de Montréal présenté sur la page d'accueil et dans la section « Partenaires » du site web et/ou de la plateforme virtuelle/app de la CDM ;

- Logo de la Ville de Montréal inséré dans toutes les communications marketing (électroniques et imprimées) de la CDM/CDP ;
- Logo de la Ville de Montréal présenté sur les écrans durant les déjeuners-causeries, les plénières et dîners de la CDM/CDP.

ACCÈS AUX CONFÉRENCES

(Les passes régulières, VIP, et les tables des déjeuners/diners sont offertes sur demande ; leur nombre est sujet à validation par l'équipe du FÉIA)

- 4 badges VIP pour toute la durée de la CDM, WSF, CDP et TGF ;
- 26 passes régulières pour la durée de la CDM ;
- 40 passes régulières pour startups et entreprises à forte croissance lors de la CDM (lunchs selon disponibilités) ;
- 6 passes régulières pour la durée de la CDP ;
- 6 passes régulières pour la durée du TGF ;
- 6 passes régulières pour la durée du WSF ;
- 3 tables de 10 invités aux déjeuners-causeries de la journée 3 de la CDM ;
- 1 table de 10 invités au déjeuner-causerie de la journée 1 de la CDP ;
- 1 table de 10 invités aux déjeuners-causeries de la journée 1, la journée 2 ou la journée 3 du TGF ;
- 1 table de 10 invités aux déjeuners-causeries de la journée 1 ou la journée 2 du WSF.

ÉVÉNEMENTS PRIVÉS

- 4 invitations pour le Dîner du Club exécutif de la CDM ;
- 2 invitations pour le Dîner du Président de la CDM, CDP, TGF, WSF ;
- 2 invitations pour le Dîner d'ouverture de la CDP, TGF, WSF ;
- 1 invitation pour le Dîner des Gouverneurs de la CDM pour la mairesse ou un représentant senior de la Ville de Montréal.

VALEUR PRÉLIMINAIRE DU PROGRAMME 1

***CAD 500 000 $ / par an + taxes applicables**

*Paramètres opérationnels et budgétaires variables sujets à validation.

PROGRAMME RELANCE + 2 PLATEFORMES FÉIA

Ce plan de partenariat personnalisé procure un niveau de visibilité optimale et offre un accès privilégié à la Ville de Montréal sur toutes les plateformes du FÉIA pour les années 2021-2022-2023, dont la Conférence de Montréal (CDM), la Conférence de Paris (CDP), le Toronto Global Forum (TGF) et le World Strategic Forum (WSF).

BÉNÉFICES OFFERTS À LA VILLE DE MONTRÉAL

ÉVÉNEMENTIELS

- Présentation d'une activité 'tête à tête' (virtuel ou physique) entre la mairesse de Montréal et un invité spécial de la CDM 2020 (à déterminer conjointement entre les deux parties) ;
- Développement d'un programme de rapatriement de grands montréalais expatriés permettant de rassembler à Montréal lors de la CDM (ou comme conférenciers lors des trois autres plateformes du FÉIA) un certain nombre de personnalités d'origine montréalaise, œuvrant à l'étranger dans les créneaux d'excellence du tissu économique montréalais, et/ou affichant des succès marqués en matière de création de valeur à l'étranger ;
- Présentation de 3 activités privées hors séries (tables rondes virtuelles) pour la durée de l'entente de partenariat (hors des plages horaires des plateformes visées-thématiques sujets à validation) ;
- Positionnement stratégique des fleurons montréalais et succès régionaux, lors des activités de la CDM et/ou autres plateformes du FÉIA ;
- Organisation d'une activité de type 'Classe de maître / Ted Talk' avec un conférencier de prestige de la CDM visant l'écosystème 'startups'/entrepreneurial de Montréal ;
- Rôle protocolaire pour une personnalité politique de la Ville de Montréal lors de la CDM et autres plateformes du FÉIA (sujet/thématique/paramètres sujets à validation) ;
- Présentation et présidence d'un forum sur la 'Mobilité durable / Ville intelligente / Programme de rapatriement' (ou autre sujet/thématique en lien avec les stratégies de développement du plan 2020-2022) lors de la CDM, avec prise de parole (paramètres sujets à validation) (plages horaires à confirmer) ;
- Présentation d'une table-ronde lors de la CDM, avec prise de parole (sujet/thématique/paramètres sujets à validation) (plages horaires à confirmer) ;
- Présentation d'un petit-déjeuner privé lors de la CDM, avec prise de parole (sujet/thématique/paramètres sujets à validation) (plages horaires à confirmer) ;
- Accès au service de rencontres bilatérales VIP B2B-B2G à l'année longue, pour la durée de l'entente de partenariat et sur toutes les plateformes du FÉIA ;
- Aménagement à même le site de l'événement de la CDM d'un lieu personnalisé d'échange et de maillage, permettant de souligner l'excellence du tissu économique montréalais ;
- Possibilité de positionner un kiosque sur le site de la CDM permettant de promouvoir les thématiques liées au plan de développement économique 2020-2022 de la Ville de Montréal ;
- Accès à une salle pour la présentation d'activités spéciales sur le site de la CDM, et sur toutes les plateformes du FÉIA ;
- 1 invitation à chaque table d'honneur (et/ou activités privées virtuelles) pour les déjeuners-causeries lors de la CDM ;

- Présentation et présidence d'une activité lors de la CDP, avec prise de parole (sujet à validation - plages horaires à confirmer) ;
- Prise de parole lors du TGF (paramètres sujets à validation) ;
- 1 invitation à la table d'honneur (et/ou activités privées virtuelles) pour un déjeuner-causerie lors de la CDP, WSF et TGF ;
- Accès complet au service de relations de presse sur le site de la CDM, CDP, WSF et TGF.

IMAGE DE MARQUE ET VISIBILITÉ

- Diffusion de vidéos promotionnelles pendant l'événement aux écrans ou sur la plateforme de diffusion lors de la CDM, CDP, WSF et TGF ;
- Participation d'une personnalité politique de la Ville de Montréal à une capsule vidéo dans le cadre des *IEFA Conversation Series* ;
- Présentation de l'application mobile officielle de la CDM téléchargée par les participants de l'événement ;
- Annonce officielle du partenariat sur les plateformes de communication du FÉIA ;
- Logo de la Ville de Montréal sur la page couverture du programme officiel (virtuel ou physique) de la CDM/CDP ;
- Logo de la Ville de Montréal sur les bannières (si applicable) utilisées sur le site de la CDM ;
- Logo de la Ville de Montréal présenté sur la page d'accueil et dans la section « Partenaires » du site web et/ou de la plateforme virtuelle/app de la CDM ;
- Logo de la Ville de Montréal inséré dans toutes les communications marketing (électroniques et imprimées) de la CDM/CDP ;
- Logo de la Ville de Montréal présenté sur les écrans durant les déjeuners-causeries, les plénières et dîners (si applicable) de la CDM/CDP.

ACCÈS AUX CONFÉRENCES

(Les passes régulières, VIP, et les tables des déjeuners/diners sont offertes sur demande ; leur nombre est sujet à validation par l'équipe du FÉIA)

- 4 badges VIP pour toute la durée de la CDM, WSF, CDP et TGF ;
- 26 passes régulières pour la durée de la CDM ;
- 40 passes régulières pour startups et entreprises à fortes croissance lors de la CDM (lunchs selon disponibilités) ;
- 6 passes régulières pour la durée de la CDP ;
- 6 passes régulières pour la durée du TGF ;
- 6 passes régulières pour la durée du WSF ;
- 3 tables de 10 invités aux déjeuner-causerie de la journée 3 de la CDM ;
- 1 table de 10 invités au déjeuner-causerie de la journée 1 de la CDP ;
- 1 table de 10 invités aux déjeuner-causerie de la journée 1, la journée 2 ou la journée 3 du TGF ;
- 1 table de 10 invités aux déjeuner-causerie de la journée 1 ou la journée 2 du WSF.

ÉVÉNEMENTS PRIVÉS

- 4 invitations pour le Dîner du Club exécutif de la CDM ;
- 2 invitations pour le Dîner du Président de la CDM, CDP, TGF, WSF ;
- 2 invitations pour le Dîner d'ouverture de la CDP, TGF, WSF ;
- 1 invitation pour le Dîner des Gouverneurs de la CDM pour la mairesse ou un représentant senior de la Ville de Montréal.

VALEUR PRÉLIMINAIRE DU PROGRAMME 2

***CAD 300 000 $ / par an + taxes applicables**

*Paramètres opérationnels et budgétaires variables sujets à validation.

PROGRAMME RELANCE

Ce plan de partenariat personnalisé procure un niveau de visibilité optimale et offre un accès privilégié à la Ville de Montréal sur toutes les plateformes du FÉIA pour les années 2021-2022-2023, dont la Conférence de Montréal (CDM), la Conférence de Paris (CDP), le Toronto Global Forum (TGF) et le World Strategic Forum (WSF).

BÉNÉFICES OFFERTS À LA VILLE DE MONTRÉAL

ÉVÉNEMENTIELS

- Présentation d'une activité 'tête à tête' (virtuel ou physique) entre la mairesse de Montréal et un invité spécial de la CDM 2020 (à déterminer conjointement entre les deux parties) ;
- Organisation d'une activité (format virtuel ou physique) de type 'Classe de maître /Ted Talk' avec un conférencier de prestige de la CDM visant l'écosystème 'startups'/entrepreneurial de MTL ;
- Rôle protocolaire pour une personnalité politique de la Ville de Montréal lors de la CDM ;
- Présentation et présidence (format virtuel ou physique) d'un forum sur la 'Mobilité durable / Ville intelligente' (ou autre sujet/thématique en lien avec les stratégies de développement du plan 2020-2022) lors de la CDM, avec prise de parole (paramètres sujets à validation) (plages horaires à confirmer) ;
- Présentation d'une table-ronde ou activités privées hors séries (tables rondes virtuelles) pour la durée de l'entente de partenariat (hors des plages horaires des plateformes visées-thématiques sujets à validation) ;
- Accès au service de rencontres bilatérales VIP B2B-B2G à l'année longue, pour la durée de l'entente de partenariat et sur toutes les plateformes du FÉIA ;

- Aménagement à même le site de l'événement de la CDM d'un lieu personnalisé d'échange et de maillage (format virtuel ou physique), permettant de souligner l'excellence du tissu économique montréalais ;
- Accès à une salle pour la présentation d'activités spéciales (format virtuel ou physique) sur le site de la CDM, et sur toutes les plateformes du FÉIA ;
- 1 invitation à chaque table d'honneur (et/ou activités privées virtuelles), pour les déjeuners-causeries lors de la CDM ;
- Prise de parole lors du TGF (paramètres sujets à validation) ;
- 1 invitation à la table d'honneur pour un déjeuner-causerie lors de la CDP, WSF et TGF ;
- Accès complet au service de relations de presse sur le site de la CDM, CDP, WSF et TGF.

IMAGE DE MARQUE ET VISIBILITÉ

- Diffusion de vidéos promotionnelles pendant l'événement aux écrans ou sur la plateforme de diffusion lors de la CDM ;
- Annonce officielle du partenariat sur les plateformes de communication du FÉIA ;
- Logo de la Ville de Montréal sur la page couverture du programme officiel (virtuel ou physique) de la CDM ;
- Logo de la Ville de Montréal sur les bannières (si applicable) utilisées sur le site de la CDM ;
- Logo de la Ville de Montréal présenté sur la page d'accueil et dans la section « Partenaires » du site web et/ou de la plateforme virtuelle/app de la CDM ;
- Logo de la Ville de Montréal inséré dans toutes les communications marketing de la CDM ;
- Logo de la Ville de Montréal présenté sur les écrans durant les déjeuners-causeries, les plénières et dîners (si applicable) de la CDM.

ACCÈS AUX CONFÉRENCES

(Les passes régulières, VIP, et les tables des déjeuners/diners sont offertes sur demande ; leur nombre est sujet à validation par l'équipe du FÉIA)

- 4 badges VIP pour toute la durée de la CDM, WSF, CDP et TGF ;
- 26 passes régulières pour la durée de la CDM ;
- 40 passes régulières pour startups et entreprises à fortes croissance lors de la CDM (lunchs selon disponibilités) ;
- 6 passes régulières pour la durée de la CDP ;
- 6 passes régulières pour la durée du TGF ;
- 6 passes régulières pour la durée du WSF ;
- 3 tables de 10 invités aux déjeuner-causerie de la journée 3 de la CDM ;
- 1 table de 10 invités au déjeuner-causerie de la journée 1 de la CDP ;
- 1 table de 10 invités aux déjeuner-causerie de la journée 1, la journée 2 ou la journée 3 du TGF ;
- 1 table de 10 invités aux déjeuner-causerie de la journée 1 ou la journée 2 du WSF.

ÉVÉNEMENTS PRIVÉS

- 4 invitations pour le Dîner du Club exécutif de la CDM ;
- 2 invitations pour le Dîner du Président de la CDM, CDP, TGF, WSF ;
- 2 invitations pour le Dîner d'ouverture de la CDP, TGF, WSF ;
- 1 invitation pour le Dîner des Gouverneurs de la CDM pour la mairesse ou un représentant senior de la Ville de Montréal.

VALEUR PRÉLIMINAIRE DU PROGRAMME 3

***CAD 150 000 $ / par an + taxes applicables**

*Paramètres opérationnels et budgétaires variables sujets à validation.



PRINCIPAUX FACTEURS DE DIFFÉRENCIATION

- Annonce stratégique du lancement du partenariat global sur les plateformes de communications du FÉIA ;
- Développement d'une trame de contenu en lien avec le plan de développement économique de la Ville de Montréal 2020-2022 au sein de la plateforme CDM ;
- Création d'une activité de promotion emblématique bénéficiant de l'expertise du FÉIA reposant sur 26 ans d'expérience dans la planification d'événements internationaux ;
- Collaboration étroite entre le FÉIA et la Ville de Montréal pour établir une liste de cibles stratégiques (conférenciers, investisseurs, influenceurs, etc.) conformément aux stratégies de croissance de la Ville de Montréal, et positionnement préférentiel par le FÉIA de ces intervenants potentiels sur les quatre plateformes du FÉIA ;
- Services de rencontres bilatérales, B2B-B2G, à l'année longue pour la mise en relation d'organisations de l'écosystème du FÉIA avec la Ville de Montréal ; y compris le suivi annuel de rencontres d'introduction effectuées lors de nos événements ;
- Visibilité optimale pour la Ville de Montréal sur tous les supports de marketing et de communication de la CDM ;
- Positionnement favorable des représentants de la Ville de Montréal aux tables d'honneur des événements du FÉIA ;
- Positionnement favorable des employés et invités de la Ville de Montréal lors des activités VIP (dîners, cocktails, etc.) de nos événements ;
- Accès à une salle privée pour les réunions VIP B2B-B2G pendant la CDM et/ou sur nos autres plateformes ;
- Transport terrestre et hébergement pour les conférenciers et les partenaires inclus (paramètres budgétaires sujets à validation) ;
- Accès au service de conciergerie VIP lors des événements du FÉIA.



FORUM ÉCONOMIQUE
INTERNATIONAL
DES AMÉRIQUES

forum-ameriques.org

@ForumAmeriques

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Emmanuel Tani-Moore, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES DE MONTRÉAL INC.**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 2075, boulevard Robert-Bourassa, bureau 1701, Montréal, Québec, H3A 2L1, agissant et représentée par M. Nicholas Rémillard, Président et Chef de la direction, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'établi dans la Résolution des administrateurs du 9 juin 2014;

Numéro d'inscription T.P.S. : 140446923 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1017654787 TQ0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de développer la connaissance des grands enjeux de la mondialisation des marchés, en mettant l'accent sur les relations entre les Amériques et les autres continents. La Conférence vise aussi à faciliter les rencontres pour développer les échanges internationaux et les occasions d'affaires, en invitant des chefs d'État, des gens d'affaires, des membres de gouvernements, des délégations internationales, des universitaires et des gens de la société civile;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui

auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention

au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent quarante mille dollars (140 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement d'un montant maximal de vingt-huit mille dollars (28 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;
- un deuxième versement d'un montant maximal de cent mille dollars (100 000 $), dans les trente (30) jours suivant la réception à la satisfaction du Responsable, du programme préliminaire du Projet et du plan de réalisation des rencontres bilatérales entres des entreprises montréalaises et étrangères, lesquels documents sont à remettre 45 jours de calendrier avant la date prévue de l'événement ;
- et un troisième versement d'un montant maximal de douze mille dollars (12 000 $), dans les trente (30) jours suivant la réception à la satisfaction du Responsable du rapport d'activités et des états financiers vérifiés du Projet, lesquels sont à remettre dans les quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de l'exercice financier de l'Organisme.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000

000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2075, boulevard Robert-Bourassa, bureau 1701, Montréal, Québec, H3A 2L1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président et Chef de la direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage, Montréal, Québec, H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Emmanuel Tani-Moore, Greffier

Le .....e jour de 2021

INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES DE MONTRÉAL INC.

Par : _____
M. Nicholas Rémillard, Président et Chef de la direction

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 2021 (Résolution CE21…….).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

La 27e édition de la Conférence de Montréal portera sur le thème «Pour une économie plus verte et plus juste» L'événement consiste à organiser des conférences et des panels sur différents thèmes d'actualité de l'économie et la politique mondiales, ainsi que des rencontres d'affaires. Parmi les thèmes abordés, il y aura par exemple: le capitalisme responsable, l'environnement et l'économie de la post-pandémie. Pour cette édition, l'Organisme renforcera la place du volet maillages d'affaires et rencontres B2B.

Pour la 27e Édition, ces activités pourront être réalisées en mode présentiel, virtuel ou hybride selon l'évolution du contexte de la pandémie de COVID-19. Les déjeuners-causeries et les déjeuners de travail, dans un scénario virtuel, auront le même objectif, mais n'incluront pas les volets logistiques propres à une activité présentielle (repas, etc.).

Utilisation des fonds
Les sommes de la présente contribution financière de la Ville devront être utilisées uniquement pour la planification et la réalisation du Projet.

Les **indicateurs de performance** sont, pour l'événement dans son ensemble:

Indicateurs	Cibles		
	Présentiel	**Hybride**	**Virtuel**
Nombre d'entreprises montréalaises ou organisations internationales basées à Montréal bénéficiaires d'au moins une rencontre avec un collaborateur potentiel étranger	50	50	50
Nombre de conférenciers étrangers	30	50	70
Nombre de pays représentés	50	60	70
Nombre de participants étrangers	1 000	1 200	1 400
Nombre de dirigeants de PME montréalaises ayant assisté à l'événement	75	100	125
Nombre de mentions de l'événement dans des médias canadiens hors-Québec	100	100	100
Nombre de mentions de l'événement dans des médias étrangers	100	100	100
Portée média totale	50 millions de personnes	50 millions de personnes	50 millions de personnes

En ce qui a trait aux activités à être organisées pour la Ville de Montréal, il y aura 2 panels du type Ted Talk et table ronde sur l'écosystème entrepreneurial et sur un autre secteur prioritaire pour le SDÉ.

La Mairesse de Montréal sera invitée à la séance inaugurale ainsi qu'à plusieurs activités avec des conférenciers et des invités internationaux de renom.

Des entreprises montréalaises pourront bénéficier de mises en réseau via des activités de maillage et des rencontres B2B (voir Indicateurs ci-dessous).

De plus, la contribution financière de la Ville au Projet lui donne droit aux éléments suivants:

Déjeuners de travail, sessions et événements privés
● 40 passes régulières pour les startups et entreprises à forte croissance lors de la CDM (lunchs selon disponibilités); ● CDM - Invitation (s) aux tables d'honneur (et/ou activités privées virtuelles) : ● Si le format est présentiel ou hybride : ○ 1 table de 10 places à chaque déjeuner-causerie; ○ 1 place à la table d'honneur du déjeuner-causerie de la journée inaugurale; ○ 1 place à la table d'honneur du déjeuner-causerie la journée de l'activité présentée par le commanditaire; ● Éléments de visibilité habituels (logo de la Ville et indication du partenariat dans les bannières, site web et tout publicité)
Événements spéciaux et prises de parole, réseautage et communication d'entreprise
● Activité «tête à tête» entre la mairesse de Montréal et un(e) invité(e) spécial(e); ● Invitation à présider un forum/session plénière, ou à présenter/remercier un conférencier; ● CDM - Présentation et présidence d'une Table-ronde avec prise de parole; ● Accès au service personnalisé de relations médias et au salon de presse; ● Maillage et possibilités de rencontres bilatérales avec les conférenciers et partenaires selon les intérêts et objectifs du partenaire.
Autres événements
Conférence de Paris ● L'Organisme s'engage à octroyer à la la Ville de Montréal la possibilité d'une prise de parole par un(e) membre du Comité exécutif lors de la 5e édition de la Conférence de Paris, laquelle se tiendra du 30 novembre au 1 décembre 2021.

L'Organisme devra présenter le plan de réalisation de rencontres bilatérales, entre des entreprises montréalaises et étrangères, 30 jours avant la tenue de l'événement. Si ce maillage d'affaires se réalise en mode virtuel, la plateforme virtuelle utilisée sera également présentée au même moment.

Les **indicateurs de performance** sont, pour les événements organisés en collaboration avec la Ville de Montréal:

Indicateurs	**Cibles**		
	Présentiel	Hybride	Virtuel
- Nombre de participants à chacune des activités organisées pour la Ville	100	120	140
- Nombre de participants étrangers à chacune des activités organisées pour la Ville	40	50	60

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1 Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2 S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en

charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.
- Joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans la section 2.2 du présent protocole, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218468002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
Objet :	Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 140 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal dans le cadre de l'organisation de la 27e édition de la Conférence de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1218468002 - Institut international d'études administratives de Montréal.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-27

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances-Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.080

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.081

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218816002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'addenda à la convention entre Hockey Québec Région Montréal (HQRM) et la Ville de Montréal / Approuver la diminution du montant de soutien de 234 000,00 $ à 146 647,34 $ pour l'année 2021

Il est recommandé d' :

- approuver le projet d'addenda à la convention entre Hockey Québec Région Montréal (HQRM) et la Ville de Montréal;
- approuver la diminution du montant de soutien de 234 000 $ à 146 647,34 $ pour l'année 2021;
- imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-27 15:53

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218816002**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'addenda à la convention entre Hockey Québec Région Montréal (HQRM) et la Ville de Montréal / Approuver la diminution du montant de soutien de 234 000,00 $ à 146 647,34 $ pour l'année 2021

CONTENU

CONTEXTE

Hockey Québec Région Montréal (HQRM) est un organisme à but non lucratif qui offre des services et des activités de hockey sur glace dans les arrondissements suivants: Ahuntsic-Cartierville, Anjou, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Ville-Marie, Montréal-Nord, Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Rosemont–La Petite-Patrie, Saint-Léonard, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Le Sud-Ouest, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.
Le 4 novembre 2019, la Ville de Montréal adoptait au conseil d'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve une convention de contribution financière avec HQRM d'une durée de 3 ans (2020-2022). Depuis le 1er janvier 2021, les dossiers et mandats en sport régional sont sous la responsabilité du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS).

Le soutien financier accordé à l'organisme est un levier à l'organisation d'événements sportifs, à la formation des officiels et des entraîneurs et pour des programmes techniques de développement sportif. Il couvre les dépenses allouées à la rémunération du personnel d'encadrement, à la gestion des officiels et les frais d'administration.

La saison de septembre 2020 à avril 2021 a été annulée en raison de la pandémie de COVID -19. La prochaine saison, de septembre 2021 à avril 2022 devrait reprendre son cours normal.

Le présent sommaire vise à approuver un addenda à la convention de contribution entre HQRM et la Ville de Montréal qui viendra modifier les échéances de la convention, les modalités de versements, la date de la tenue de l'événement, le nom de l'événement en plus d'y ajouter des clauses relatives à la crise sanitaire actuelle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 1041 - 19 octobre 2020
Offrir aux neuf arrondissements mentionnés au dossier décisionnel la prise en charge, par la Direction des sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), de la gestion des conventions, des réservations des terrains sportifs extérieurs et du bail de l'espace du 8110, boulevard Saint-Michel, dans le cadre du Programme de soutien aux associations sportives régionales, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) - Autoriser les virements budgétaires et les ajustements récurrents à compter de 2022 / Autoriser un budget additionnel de dépenses et de revenus

CA19 27 0344 - **4 novembre 2019**
Approuver la convention entre la Ville de Montréal et Hockey Québec Région Montréal (HQRM) pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022. Accorder une contribution financière de 702 000 $ pour le volet soutien aux associations sportives régionales.

CA17 27 0434 - 5 décembre 2017
Approuver la convention d'une durée de deux (2) ans, du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019, intervenue entre la Ville de Montréal et Hockey Québec Région Montréal. Accorder une contribution financière de 468 000 $ pour le volet soutien aux associations sportives régionales.

DESCRIPTION

Selon la convention d'entente avec HQRM, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'organisme d'un montant maximum de 702 000 $ pour 3 ans (2020, 2021 et 2022), soit 234 000 $ par année payable en trois versements : 140 400 $ au plus tard le 31 janvier, 70 200 $ au plus tard le 15 mars et 23 400 $ au plus tard le 15 septembre. La convention couvre la période du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

La convention spécifie comment les sommes versées par la Ville doivent être utilisées : 230 000 $ pour le soutien à l'organisation d'événements sportifs et 4 000 $ pour le soutien à la formation.

Exceptionnellement, dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du projet de la convention d'entente, le SGPMRS recommande une réduction du soutien financier pour l'année 2021.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal soutient les organismes à but non lucratif qui offrent des services publics à sa population et qui favorisent la participation des Montréalais et des Montréalaises dans des activités sportives. HQRM contribue au développement sportif mineur et assure l'accessibilité à ses activités pour les jeunes de moins de 18 ans.
La contribution financière de la Ville permet à HQRM de maintenir ses activités et de réaliser des actions inscrites dans le cadre de son projet, lesquelles répondent en tous points aux objectifs du Programme de soutien aux associations sportives régionales 2020-2022.
L'ajustement au soutien financier pour l'année 2021 permettra à HQRM de relancer la saison de septembre à décembre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le service recommande les modifications suivantes relativement à la contribution financière de 2021 :

1. Verser 8 108,45 $ au 30 août 2021, soit 4 000 $ pour la formation des arbitres + 4 108,45 $ (10 % des dépenses administratives de 41 082,45 $) pour reconnaître les effets de la COVID sur les activités administratives de l'organisation;
2. Verser 69 269,45 $ au 30 août 2021, conditionnellement à la reprise des activités de hockey de septembre à décembre 2021.
3. Verser 69 269,44 $ au 30 septembre 2021, conditionnellement à la reprise des activités de hockey de septembre à décembre 2021.

La somme globale de la contribution de la Ville à HQRM pour 2021 serait de 146 647,34 $. Ce montant correspond à 63 % de la contribution initialement prévue à la convention (234 000 $).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes de la Stratégie 2030 de la Ville de Montréal :

- Priorité #9 | Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire
- Priorité #18 | Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire
- Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, soit d'inciter à une vie active et sportive.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'organisme HQRM à été consulté et a participé activement au calcul de la diminution de l'entente financière. Si le présent dossier est refusé, HQRM recevrait la totalité du montant de la convention pour l'année 2021 mais sans avoir offert le service spécifié dans l'entente.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En raison des effets de la COVID-19 sur les activités de HQRM, un addenda à la convention de contribution 2020-2022 est recommandé pour l'année 2021. Le montant est en partie conditionnel à la reprise des activités de hockey de septembre à décembre 2021.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par HQRM. Il n'y a pas de stratégie de communication pour cet addenda, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Fin septembre 2021 Application de la recommandation et suivi de la convention avec l'organisme
Février 2022 Reddition de comptes pour l'année 2021
Septembre 2022 Réalisation et évaluation des programmes

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Khadija BENAILLA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Levy CHAMPAGNE
agent (e) de developpement d'activites culturelles physiques et sportives

Tél : 5146099032
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-07

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514 557-7235
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2021-07-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2021-07-26

ADDENDA HQRM
CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS
Covid-19

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **HOCKEY QUÉBEC – RÉGION MONTRÉAL**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le CP 45556 C.P. Sault-au-Récollet ,Montréal QC H2B 3C9, agissant et représentée par monsieur Yves Pauzé, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 107379109 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006269962
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville s'engage à verser à l'organisme 702 000$ sur 3 ans soit 234 000$ par année, laquelle a été approuvée par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve par la résolution MHM CA19270344 en date du 20 février 2019 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La Convention initiale est modifiée par l'ajout de l'article suivant :

5.1.5 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet; ».

2. La Convention initiale est modifié par la modification des articles suivants 4.1.1, 4.1.2.2.1, 4.1.2.2.2, 4.1.2.2.3 par les suivants:

4.1.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de six cent quatorze mille six cent quarante-sept dollars (614 647.34$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2.2.1 un premier versement d'un montant maximal de huit mille cent huit dollars (8 108.45 $) au plus tard le **30 août**;

4.1.2.2.2 un deuxième versement conditionnel à la reprise des activités de hockey avec arbitres d'un montant maximal de soixante-neuf mille deux cent soixante-neuf dollars (69 269.45 $) au plus tard le **30 août;**

4.1.2.2.3 un troisième versement conditionnel à la reprise des activités de hockey avec arbitres d'un montant maximal de soixante-neuf mille deux cent soixante-neuf dollars (69 269.44 $) au plus tard le **30 septembre.**

3. Le présent addenda entre en vigueur à la date de la dernière signature.

LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Montréal, le 12 e jour de Juillet 2021

Hockey Québec - Région Montréal

Par : _____
Yves Pauzé

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le jour de 20 (résolution).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218816002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Approuver le projet d'addenda à la convention entre Hockey Québec Région Montréal (HQRM) et la Ville de Montréal / Approuver la diminution du montant de soutien de 234 000,00 $ à 146 647,34 $ pour l'année 2021

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1218816002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Khadija BENAILLA
Agente comptable analyste
Tél : (514)872-5872

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-20

Alpha OKAKESEMA
conseiller budgetaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.082

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218377002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 256 213 $, à différents organismes, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - 4 Villes liées / Approuver les projets de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 256 213 $, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux :

ORGANISME	PROJET ET PÉRIODE	MONTANT
Comité Jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce	Lutte contre la pauvreté à Côte-Saint-Luc 2021; Juin à septembre 2021	137 082 $
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	Travail de rue/milieu DDO; 1er avril 2021 au 31 mars 2023	62 400 $
Camp de Jour Dorval	Participation Pour Tous; Juin à septembre 2021	26 475 $
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	Travail de milieu/de rue - Ville Pointe-Claire	15 128 $
Projet jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	Ateliers d'habiletés sociales "Je me bâtis"	15 128 $

2. d'approuver les projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par	Charles-Mathieu BRUNELLE	**Le**	2021-07-27 12:45

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1218377002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 256 213 $, à différents organismes, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - 4 Villes liées / Approuver les projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) a été créé dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets.
Afin d'encadrer la gestion de ce Fonds, le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal concluent, pour des périodes déterminées, des Ententes administratives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au titre des Alliances pour la solidarité.

Ainsi, une nouvelle Entente administrative a été signée en 2018 à la suite de l'adoption en 2017 du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Celle-ci, d'une durée de cinq ans et d'une somme de 44,75 M$, couvre la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023. L'enveloppe annuelle confiée à la Ville est de 10 M$.

Les projets, initiatives et interventions financés dans le cadre de cette Entente doivent répondre notamment aux critères suivants :

- S'inscrire dans les grandes politiques et orientations du gouvernement;
- Soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- Faire l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils doivent répondre aux objectifs des planifications stratégiques régionales et des plans d'action de lutte contre la

pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale; et,

- Viser à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment par des projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté.

Le présent dossier vise à accorder un soutien financier à cinq organismes œuvrant dans les villes liées de Dorval, Dollard-des-Ormeaux, Pointe-Claire et Côte-Saint-Luc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 0867 du 26 mai 2021
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 55 877 $, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Ville de Dollard-des-Ormeaux - ville liée

CE20 1188 du 12 août 2020
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 30 255 $ aux organismes ci-après désignés, pour l'année 2020, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales – Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023)

CG19 0325 du 20 juin 2019
Approuver une nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale destinée aux arrondissements et aux villes liées

CE19 0924 du 5 juin 2019
Accorder un soutien financier de 17 459 $ à Camp de jour Dorval afin de réaliser le projet « Participation pour tous », pour la période du 24 juin au 16 août 2019, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Ville liée de Dorval

CE19 0829 du 22 mai 2019
accorder un soutien financier de 45 193 $ à Comité jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce afin de réaliser le projet « Camp de jour Singerman », pour la période du 24 juin au 16 août 2019, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Ville liée de Côte-Saint-Luc

CG18 0440 du 23 août 2018
Approuver le projet d'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, par laquelle le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 44,75 M$ pour cinq ans, soit 4,75 M$ en 2018-2019, 10 M$ en 2019-2020, 10 M$ en 2020-2021, 10 M$ en 2021-2022 et 10 M$ en 2022-2023

DESCRIPTION

Ville de Côte-Saint-Luc
Organisme : Comité Jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce
Projet : Lutte contre la pauvreté à Côte-Saint-Luc 2021
Description : Ce projet vise principalement à :

- permettre aux familles vivant sous le seuil de la pauvreté d'inscrire leurs enfants à un camp de jour abordable et de qualité afin que les parents puissent travailler durant l'été;
- permettre aux enfants de développer leur créativité, leur personnalité et des amitiés à l'intérieur d'un camp de jour estival;
- améliorer la qualité de vie des jeunes.

Ville de Dollard-des-Ormeaux
Organisme : Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île
Projet : Travail de rue/milieu DDO
Description : Le projet consiste à maintenir la présence d'un travailleur de milieu/de rue dans les cours d'école, les nombreux parcs et les centres commerciaux fréquentés par les jeunes résidents de la Ville de Dollard-des-Ormeaux. Celui-ci facilitera leur intégration dans la communauté par l'animation culturelle ou sportive, le soutien à la mise en place de projets collectifs, la médiation sociale, la référence aux organismes de proximité et la création de liens de confiance avec les ressources du milieu.

Cité de Dorval
Organisme : Camp de Jour Dorval
Projet : Participation Pour Tous
Description : Le projet permet à des enfants ayant des besoins particuliers de participer à un camp de jour. Sans cette aide financière, ces jeunes ne pourraient pas y prendre part et vivraient une forme d'exclusion sociale. Les objectifs du projet se résument comme suit :

- Permettre à douze enfants issus de familles vulnérables de participer à des activités coopératives, sportives et créatives;
- Les aider à développer des outils de socialisation afin de mieux gérer des situations nouvelles;
- Les amener à développer un sentiment d'appartenance à un groupe et à développer des amitiés.

Ville de Pointe-Claire
Organisme : Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île
Projet : Travail de milieu/ de rue - Ville Pointe-Claire
Description : Ce projet a comme objectif d'assurer la présence d'un travailleur de milieu/de rue pour favoriser l’intégration des jeunes dans la communauté par l’animation et le soutien à la mise en place d'initiatives collectives. Un service d’écoute, de référence, de soutien et d’accompagnement est aussi offert aux jeunes aux prises avec une ou plusieurs des problématiques que la pauvreté génère.

Organisme : Projet jeunesse de l'Ouest-de-l'Île
Projet : Ateliers d'habiletés sociales "Je me bâtis"
Description : Ce projet contribue à la réussite des enfants issus de familles vulnérables en offrant des ateliers d'habiletés aux parents et aux élèves, et ce, dans le but d'assurer des relations harmonieuses dans le contexte scolaire et familial.

JUSTIFICATION

Ville de Côte-Saint-Luc
Ce projet, soutenu depuis 2005 sauf en 2020 à cause de la COVID, atteint des résultats particulièrement satisfaisants tant au niveau de sa couverture (nombre de jeunes touchés) que de la qualité des activités offerts. La Ville de Côte Saint-Luc le recommande et en assurera le suivi.

Ville de Dollard-des-Ormeaux
Pour la Ville de Dollard-des-Ormeaux, ce projet est incontournable. Il contribue au maintien d'un sentiment de sécurité de la population en déployant des travailleurs de rue, disponibles sur le terrain pour aider, écouter et référer la population vulnérable. La Ville de Dollard-des-Ormeaux en assurera le suivi auprès de l'organisme.

Ville de Dorval
Ce projet vise l'inclusion sociale des clientèles marginalisées et est issu des priorités identifiées par la Cité de Dorval.

Ville de Pointe-Claire
Ces projets ont reçu l'appui de la Ville de Pointe-Claire; ils répondent à des problématiques liées à l'insertion sociale des clientèles à risque et au soutien à la vie communautaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .
La somme nécessaire à ce dossier, soit 256 213 $, est prévue au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité. Conséquemment, il ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Le soutien financier que la Ville a accordé à ces organismes pour les mêmes projets au cours des dernières années est résumé dans le tableau ci-bas. De plus, les contributions de la Ville à ces organismes par toutes unités d'affaires depuis 2018 se trouvent dans l'onglet Pièces jointes.

Organisme	Projet	Soutiens accordés			Soutiens recommandés		Soutien annuel au projet global %
		2018	2019	2020	2021-22	2022-23	
Comité Jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce	Lutte contre la pauvreté à Côte-Saint-Luc 2021	45 193 $	45 193 $	0 $	137 082 $	N/A	100 %
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	Travail de rue/milieu DDO	29 696 $	29 696 $	29 696 $	31 200 $	31 200 $	46 %
Camp de Jour Dorval	Participation Pour Tous	17 459 $	17 459 $	0 $	26 475 $	N/A	45 %
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	Travail de milieu/ de rue - Ville Pointe-Claire	0 $	0 $	10 085 $	15 128 $	N/A	33 %

Projet jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	Ateliers d'habiletés sociales "Je me bâtis"	4 739 $	5 000 $	10 085 $	15 128 $	N/A	72 %

Les dates de début de ces projets sont antérieures à l'adoption de ce dossier par les instances décisionnelles. Toutefois, un montage financier auquel s'ajoutent d'autres sources de financement ont permis de débuter ces projets.

L'augmentation des contributions est attribuable à la nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation (MPC) dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale destinée aux arrondissements et aux villes liées (CG19 0325). La part de la Ville Côte-Saint-Luc est passée de 45 194 $ à 68 541 $, celle de la Ville de Dollard-des-Ormeaux est passée de 29 696 $ à 56 809 $, celle de la Cité de Dorval est passée de 17 459 $ à 26 475 $ et celle de la Ville de Pointe-Claire est passée de 9 479 $ à 30 257 $. De plus, dans le cas de la Ville de Côte-Saint-Luc, aucun projet n'a été financé en 2020 en raison des mesures sanitaires liées à la COVID; l'enveloppe de 2020 et 2021 est affectée au présent projet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ville de Côte-Saint-Luc
Le projet facilite une meilleure intégration sociale des enfants du secteur défavorisé vivant à Côte-Saint-Luc. En outre, il permet aux parents de maintenir ou trouver une activité rémunérée durant l'été.

Ville de Dollard-des-Ormeaux
Ce projet permet d'offrir un soutien afin d'aider et les référer vers les ressources adéquates les personnes vulnérables pour les soutenir dans leur cheminement personnel.

Ville de Dorval
Ce projet s'inscrit dans les priorités identifiées par la Ville de Dorval et permettra d'offrir des services et des activités adaptées aux besoins de personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Il contribuera également à réduire le sentiment d'exclusion qui est l'un des effets psychosociaux liés à la pauvreté.

Ville de Pointe-Claire
Le projet Travail de milieu/de rue intervient auprès des jeunes exposés au risque d'adhésion aux gangs de rue et les réoriente vers des ressources appropriées, alors que les alliers d'habiletés sociales "Je me bâtis" offerts en milieu scolaire donnent aux élèves du primaire les compétences sociales et émotionnelles essentielles à leur développement et sont complémentaires aux compétences académiques enseignées au sein des écoles.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise actuelle, il est difficile de confirmer si ces projet aura besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si elle devait perdurer, la Ville et l'Organisme conviendront des ajustements ou de l'adaptation requis. Les clauses COVID-19 présentes aux conventions permettent la flexibilité nécessaire à cet effet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2021: Présentation au comité exécutif
Août 2021: Présentation au conseil d'agglomération pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LÉPINE
agent(e) de recherche

Tél : 514-872-9657
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-22

Salwa MAJOUJI
Cheffe de section - Expertise conseil et programmes

Tél : 514-872-7953
Télécop. : 872-9848

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Christine LADOUCEUR-GIRARD
Directrice du BINAM
Tél : 514-872-4877

Approuvé le : 2021-07-26

Somme de REP_MONTANT NOM_FOURNISSEUR	NUMERO_	C_RESP_NIV_5_DECROIS_DESC	NUMERO_RESOLUTION	REP_EXERCICE 2018	2019	2020	Total général
COMITE JEUNESSE DE NOTRE-DAME-DE-GRACE	127602	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-(	ca17 170011	541 665,00 $			541 665,00 $
			CA18 170084		65 984,00 $		65 984,00 $
			CA18 170112	90 430,11 $			90 430,11 $
			CA18 170243	4 740,72 $			4 740,72 $
			CA18 170324	1 950,50 $			1 950,50 $
			CA19 170011		106 478,00 $		106 478,00 $
			CA19 170080		11 000,00 $		11 000,00 $
			CA19 170084			65 984,00 $	65 984,00 $
			CA19 170191		8 400,00 $		8 400,00 $
			CA19 170228		2 586,94 $		2 586,94 $
			19 170011			106 478,00 $	106 478,00 $
			CA20 170051			13 750,00 $	13 750,00 $
			CA20 170196			22 050,00 $	22 050,00 $
			CA20 170318			42 210,00 $	42 210,00 $
		Total Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce		638 786,33 $	194 448,94 $	250 472,00 $	1 083 707,27 $
		Diversité et inclusion sociale	CA18 170148	10 000,00 $			10 000,00 $
			CE17 1140	9 038,00 $			9 038,00 $
			CE18 1076	45 194,00 $			45 194,00 $
			CE19 0829		45 193,00 $		45 193,00 $
		Total Diversité et inclusion sociale		64 232,00 $	45 193,00 $		109 425,00 $
Total général				703 018,33 $	239 641,94 $	250 472,00 $	1 193 132,27 $

Somme de REP_MONTANT				REP_EXERCICE				
NOM_FOURNISSEUR	NUMERO	C_RESP_NIV_3_DECROIS_DESC	NUMERO_RESOLUTION	2018	2019	2020	2021	Total général
ACTION JEUNESSE DE L'OUEST-DE-L'ILE	142288	Diversité et inclusion sociale	CA17 28 0077	7 082,00 $				7 082,00 $
			CA17 29 0351	15 877,00 $				15 877,00 $
			CA17 290350	12 500,00 $				12 500,00 $
			CA18 28 097	7 081,00 $	7 082,00 $			14 163,00 $
			CA18 28 285		1 203,00 $			1 203,00 $
			CA18 28285		5 245,00 $			5 245,00 $
			CA18 29 0160	31 350,26 $				31 350,26 $
			CA18 29 0161	55 700,30 $				55 700,30 $
			CA18 29 0328	11 039,36 $				11 039,36 $
			CA18 29 0329	12 500,00 $				12 500,00 $
			CA19 28 318		3 224,00 $	3 224,00 $		6 448,00 $
			CA19 29 0157		30 563,80 $			30 563,80 $
			CA19 29 0268		14 974,80 $			14 974,80 $
			ca19 29 0320			12 500,00 $		12 500,00 $
			CE17 0805	5 000,00 $				5 000,00 $
			CE17 1241	500,00 $				500,00 $
			CE18 0213	5 000,00 $				5 000,00 $
			CE18 0755	24 696,00 $	5 000,00 $			29 696,00 $
			CE18 1079	30 000,00 $	7 500,00 $			37 500,00 $
			CE19 0793		30 000,00 $	7 500,00 $		37 500,00 $
			CE19 0922		24 696,00 $	5 000,00 $		29 696,00 $
			CE19 1010		4 000,00 $	1 000,00 $		5 000,00 $
			CE19 1935		70 436,00 $	28 174,00 $		98 610,00 $
			CG17 0210	3 750,00 $				3 750,00 $
			gdd1194894002		14 163,00 $			14 163,00 $
			(vide)	1 057,00 $	1 075,00 $	1 075,00 $		3 207,00 $
			CE20 0136			37 500,00 $		37 500,00 $
			CE18 1147	4 000,00 $	739,00 $			4 739,00 $
			CA20 29 0164			27 692,00 $		27 692,00 $
			CE20 1188			9 077,00 $		9 077,00 $
			CA20 290139			15 877,00 $		15 877,00 $
			CA20 29 0162			31 513,25 $		31 513,25 $
			CA20 29 0244				12 500,00 $	12 500,00 $
		Total Diversité et inclusion sociale		227 132,92 $	219 901,60 $	180 132,25 $	12 500,00 $	639 666,77 $
		L'Île Bizard - Ste-Geneviève	(vide)		100,00 $	600,00 $		700,00 $
		Total L'Île Bizard - Ste-Geneviève			100,00 $	600,00 $		700,00 $
		Pierrefonds - Roxboro	(vide)	55 322,21 $	52 797,21 $	1 379,70 $		109 499,12 $
		Total Pierrefonds - Roxboro		55 322,21 $	52 797,21 $	1 379,70 $		109 499,12 $
Total général				282 455,13 $	272 798,81 $	182 111,95 $	12 500,00 $	749 865,89 $

Somme de REP_MONTANT NOM_FOURNISSEUR	NUMERO	C_RESP_NIV_3_DECROIS_DESC	NUMERO_RESOLUTION	REP_EXERCICE 2018	2019	Total général
CAMP DE JOUR DOR'	133748	Diversité et inclusion sociale	CE17 1136	3 458,79 $		3 458,79 $
			CE18 1146	17 459,00 $		17 459,00 $
			CE19 0924		17 459,00 $	17 459,00 $
		Total Diversité et inclusion sociale		20 917,79 $	17 459,00 $	38 376,79 $
Total général				20 917,79 $	17 459,00 $	38 376,79 $

Somme de REP_MONTANT NOM_FOURNISSEUR	NUMERO	C_RESP_NIV_3_DECROIS_DESC	NUMERO_RESOLUTION	REP_EXERCICE 2018	2020	Total général
PROJET JEUNESSE DE	**318792**	Diversité et inclusion sociale	CE16 1475	1 000,00 $		**1 000,00 $**
			CE17 1241	1 000,00 $		**1 000,00 $**
			CE20 1188		6 051,00 $	**6 051,00 $**
		Total Diversité et inclusion sociale		2 000,00 $	6 051,00 $	**8 051,00 $**
Total général				**2 000,00 $**	**6 051,00 $**	**8 051,00 $**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE** , personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **COMITÉ JEUNESSE DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38)), dont l'adresse principale est le 100-3757 av, Prud'homme, Montréal, Québec, H4A 3H8, agissant et représentée par Simeon Nelton Pompey, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 141207548
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006477671
Numéro d'inscription d'organisme de charité : S. O.

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques relatives aux situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme contribue à façonner une communauté solide et saine en améliorant la qualité de vie du quartier et de ses habitants en collaborant à l'administration de de centres communautaires et offrant des activités récréatives, sportives, communautaires et sociales qui font partie d'une mode de vie saine et équilibrée avec des programmes intéressants et stimulants qui incluent l'aspect

multiculturel et diversifié de sa collective;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : **le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.**

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil

d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent trente-sept mille quatre-vingt-deux dollars (137 082 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cent neuf mille six cent soixante-six dollars (109 666 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de vingt-sept mille quatre cent seize dollars (27 416 $), dans les trente (30) jours de la remise rapport final à la satisfaction du Responsable,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique

ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2021.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** de dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 100-3757 av, Prud'homme, Montréal, Québec, H4A 3H8, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

COMITÉ JEUNESSE DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
Simeon Nelton Pompey, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CG21…….).

#3983 - Lutte contre la pauvreté à Côte-Saint-Luc 2021 - Demande de soutien financier (envoyée le 9 juin 2021 à 14:54)

Nom de l'organisme	Mission
Comité Jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce	Le Comité Jeunesse Notre-Dame-de-Grâce travaille au sein de la communauté à façonner une communauté solide et saine en améliorant la qualité de vie du quartier et de ses habitants. Il collabore avec la Ville de Montréal - L'arrondissement CDN/NDG et divers partenaires pour développer des programmes intéressants et stimulants qui incluent l'aspect multiculturel et diversifié de sa collective. Faire la promotion des activités récréatives, sportives, communautaires et sociales. Fournir des programmes et des activités qui font partie d'une mode de vie saine et équilibrée. Collaborer avec l'arrondissement CDN/NDG en gestion et administration de centres communautaires, administration et gestion de camps de jour, services administratifs et soutien aux organisations à but non-lucratif et gestion de l'entretien sanitaire pour des centres communautaires. Répondre aux demandes diverses et changeantes des membres de la communauté. Aider la communauté à se développer par différents formations

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Lutte contre la pauvreté à Côte-Saint-Luc 2021 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Lutte contre la pauvreté à Côte-Saint-Luc 2021

Numéro de projet GSS: 3983

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Simeon Nelton
Nom: Pompey
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 872-6055
Numéro de télécopieur: (514) 868-4008
Courriel: admin@cjndg.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Simeon Nelton
Nom: Pompey
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2021-06-01	2021-08-31

Date limite de réception du rapport final
2021-10-01

Résumé du projet

La Ville de Côte-Saint-Luc reçoit, du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal, une contribution annuelle dans le cadre de l'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

To be able to offer camp to children from low income family who cannot afford regular camp

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Keep the children occupied and offer them a great summer filled with activities in a safe environment.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) Allez à la piscine					
Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	3	1	1	8	12

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) Activités libre dans les parcs					
Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	5	5	1	8	12

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) Programme dans les parcs pour adolescent de 12-16 ans					
Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	5	5	6	1	10

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) Vendredi fun					
Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	1	1	7	8	12

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: École Mountainview
No civique: 7450
Rue: Ch, Cote St. Luc
Code postal: H4W 1R1
Ville ou arrondissement: Côte-Saint-Luc
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Culture, sports et loisirs
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	50	50	0	100

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Minorités ethniques
- Minorités visibles
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Ville de Cote St.Luc

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Running the camp		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5794 park haven
Ville: Côte-Saint-Luc
Province: Québec
Code postal: H4W 0A4

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	15,50 $	40	111,60 $	9	1	6 584,40 $
Animateur(trice)	13,50 $	40	97,00 $	8	8	40 768,00 $
Animateur(trice)	14,50 $	40	104,40 $	8	8	43 801,60 $
Animateur(trice) spécialisé(e)	14,50 $	40	104,40 $	9	1	6 159,60 $
Total						**97 313,60 $**

Postes forfaitaires	Montant forfaitaire par poste	Nombre de postes prévu		Budget total prévu
Préposé(e) à l'entretien	9 000,00 $	1		9 000,00 $
Total				**9 000,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Coordonnateur(trice)	6 584,40 $	0,00 $	0,00 $	**6 584,40 $**	6 584,40 $
Animateur(trice)	40 768,00 $	0,00 $	0,00 $	**40 768,00 $**	40 768,00 $
Animateur(trice)	43 801,60 $	0,00 $	0,00 $	**43 801,60 $**	43 801,60 $
Animateur(trice) spécialisé(e)	6 159,60 $	0,00 $	0,00 $	**6 159,60 $**	6 159,60 $
Préposé(e) à l'entretien *(poste forfaitaire)*	9 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**9 000,00 $**	9 000,00 $
Total	**106 313,60 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**106 313,60 $**	**106 313,60 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Déplacements	18 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**18 000,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	3 768,40 $	0,00 $	0,00 $	**3 768,40 $**
Total	**21 768,40 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**21 768,40 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**15,88 %**			
Frais administratifs	**9 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**9 000,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**6,57 %**			
Total	**137 082,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**137 082,00 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

—

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

Nom du fichier	Périodes
2021 Budget Détaillé singerman Revised 06-09-2021.xlsx	*Non applicable*

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

Nom du fichier	Périodes
Rapport Final 2019-2020 City of Cote Saint-Luc.pdf	*Non applicable*

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Singerman resolution.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
GSS Signature.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ACTION JEUNESSE DE L'OUEST-DE-ÎLE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 15632 Gouin ouest,, agissant et représentée par Andrée Leévesque, , Directrice adjointe dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 829675610
Numéro d'inscription T.V.Q. : 829675610
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 829675610

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques relatives aux situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit afin d'établir et maintenir des services d'intervention de travail de rue/de milieu (proximité) auprès des jeunes âgés de 12 à 25 ans à risque et/ou en difficulté de l'Ouest-de-l'Île;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de

communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : **le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.**

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est

entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition

de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 mars pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de

régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de soixante-deux mille quatre cents dollars (62 400 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2021 **:**

5.2.1.1 une somme maximale de vingt-quatre mille neuf cent soixante dollars (24 960 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de six mille deux cent quarante dollars (6 240 $) à la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable dans les trente (30) jours après la fin de la première année du projet;

5.2.2 Pour l'année 2022 :

5.2.2.1 une somme maximale de vingt-quatre mille neuf cent soixante dollars (24 960 $) à la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable dans les trente (30) jours après la fin de la première année du projet;

5.2.2.2 une somme maximale de six mille deux cent quarante dollars (6 240 $) à la remise d'un rapport final à la satisfaction du Responsable dans les trente (30) jours après la fin de la deuxième année du projet;.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec

l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente

Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** de dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30)

jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 15632, boulevard Gouin Ouest, Montréal, Québec, H9H 1C4,, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice adjointe. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle

adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2021

ACTION JEUNESSE DE L'OUEST-DE-ÎLE

Par : _____
Andrée Levesque, Directrice adjointe

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 2021 (Résolution CE21…….).

#4776 - Travail de rue/milieu DDO - Demande de soutien financier (envoyée le 29 avril 2021 à 13:28)

Nom de l'organisme	Mission
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	Notre mission est d'établir et maintenir des services d'intervention de travail de rue/de milieu (proximité) auprès des jeunes âgés de 12 à 25 ans à risque et/ou en difficulté de l'Ouest-de-l'Île.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Lutte à la pauvreté - Ville de Dollard-des-Ormeaux - 2021 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Travail de rue/milieu DDO

Numéro de projet GSS: 4776

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Andrée
Nom: Levesque
Fonction: Directeur(trice) adjoint(e)
Numéro de téléphone: (514) 978-1270
Numéro de télécopieur: (514) 675-4425
Courriel: directionadjointe@ajoi.info

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Andrée
Nom: Levesque
Fonction: Directeur(trice) adjoint(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2021-04-01	2023-03-31

Date limite de réception du rapport final
2023-05-01

Résumé du projet

Certains quartiers de DDO Est sont caractérisés par une défavorisation sociale et matérielle comparable aux secteurs les plus pauvres à Montréal. Des problématiques de logements, de toxicomanies, d'alimentation, d'accessibilité aux ressources communautaires (leur permettant de sortir du cycle de la pauvreté), de transport aux ressources, sont observées sur le terrain par notre équipe. Beaucoup de familles monoparentales, de jeunes et d'immigrants caractérisent ce secteur. Un portrait de la Table de quartier du Nord-Ouest-de-l'Île de 2014 appuie ces données provenant du CIUSSS OI et affirme que « l'Ouest-de-l'Île regroupe 21 920 personnes à faible revenu, dont plus de la moitié réside à Pierrefonds ou à DDO ». Ce portrait souligne aussi que, même s'il s'agit d'un petit nombre, il représente une proportion beaucoup plus élevée de la population (24%) que dans les autres localités de l'OI (taux variant de 4% à 16%). D'ailleurs, les jeunes vivant dans des ménages à faible revenu se retrouvent en plus grandes proportions dans des secteurs comme DDO Est et la population immigrante représente 48% de la population de ce secteur. Outre AJOI, il n'y a pas de ressources communautaires qui offre de services gratuits sur le territoire de la municipalité ce qui rend l'accessibilité à des services jeunesse difficile. Selon le recensement statistique Canada 2016, la Ville de Dollard-des-Ormeaux possède une population de 48 899 habitants dont 9915 sont âgés entre 10 et 24 ans ce qui représente 20% de la population. À DDO se trouve un taux élevé de personnes unilingues anglophone. Selon le Community Health and Social services network, la jeune population anglophone unilingue est plus à risque de vivre sous le seuil de la pauvreté (23,6%) que les jeunes francophones (14,9%). Parmi les jeunes anglophones âgés de 15 à 29 ans, près de 70% d'entre eux ont un revenu faible comparativement à 38,5% du total de la population anglophone. La présence d'un TR dans le secteur permet la prévention de problématiques et l'amélioration de la qualité de vie pour les individus les plus vulnérables de la municipalité de DDO. Le service de travail de rue (de proximité) est d'une importance cruciale afin de répondre aux besoins des citoyens qui ne sont pas rejoints par les services municipaux et locaux pour diverses raisons (barrière langue, pauvreté, méconnaissance du fonctionnement des services, etc.). Le phénomène des gangs de rue est toujours une problématique d'actualité nécessitant des mesures préventives stables chez nos jeunes comme celle que ce projet propose. AJOI offre une présence pour prévenir les problématiques liées à la jeunesse dans les quartiers aux alentours de l'école secondaire publique aux heures scolaires.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici le 31 mars 2023, 300 individus vulnérables ou à risque bénéficieront d'un soutien psychosocial dans leur milieu de vie pour faciliter leur intégration sociale et améliorer leur santé.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

Amélioration de la situation économique, du réseau social et de l'état de santé des individus rencontrés.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)

Écoute, support, échange (volontariat, non-jugement, relation égalitaire, confidentialité), information, sensibilisation

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	5	2	2	0	0

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)

Référence personnalisée vers les ressources appropriées et accompagnements dans les démarches et vers les services qui répondent aux besoins spécifiques propres à chaque individu rencontré

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	3	1	3	0	0

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)

Dépannage d'urgence (alimentaire, vestimentaire, produits hygiéniques, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	5	1	3	0	0

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: L'ensemble du territoire de la ville de DDO

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Diversité sociale
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	149	149	2	300

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Toute la population

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Nous prenons en compte le sexe de nos participant(e)s dans le déploiement de nos services. Dans notre démarchage, nous savons que les femmes sont plus facilement rejointes par des femmes et les hommes sont plus facilement rejoints par des hommes. Ainsi, nous attitrons au projet une part égale d'intervenants homme et femme afin de favoriser cette équité et mieux répondre aux problématiques, enjeux et réalités particulière à chaque sexe. Nous rejoignons les ressources et organismes plus spécialisés de l'Ouest-de-l'Île pour faire la promotion de nos services et rejoindre le maximum d'individu pouvant avoir besoin de nos services dans une approche de complémentarité des services.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Ministère Sécurité publique

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	46 360,00 $	Non

Nom de la personne ressource: Guillaume Larouche
Adresse courriel: guillaume.larouche@msp.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (418) 646-4677
Adresse postale: 2525, boul. Laurier, 6e étage
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: G1V 2L2

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Partage Action de l'Ouest-de-l'Île

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	27 868,00 $	Non

Nom de la personne ressource: Sophie McCann
Adresse courriel: sophie@partageaction.ca
Numéro de téléphone: (514) 695-8694
Adresse postale: 610, boulevard St-Jean, Suite 200
Ville: Pointe-Claire
Province: Québec
Code postal: H9R 3K2

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: On Rock Community Services

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Don de nourriture		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 9554 boul. Gouin Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H8Y 1R3

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Carrefour Jeunesse Emploi de l'Ouest-de-l'Île

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Offre des stages / des emplois		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 225 Hymus Blvd F
Ville: Pointe-Claire
Province: Québec
Code postal: H9R 1G4

Nom du partenaire: École
Précision: École secondaire Des Sources

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2900 Rue Lake
Ville: Dollard-des-Ormeaux
Province: Québec
Code postal: H9B 2P1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: YMCA Ouest-de-l'Île

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Références		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 230, boul. Brunswick
Ville: Pointe-Claire
Province: Québec
Code postal: H9R 5N5

Nom du partenaire: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
Précision: Ouest-de-l'île (CLSC Pierrefonds, hôpital Lakeshore, Douglas, etc.)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 13800 Boul Gouin Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H8Z 3H6

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Travailleur(euse) de proximité / de milieu / de rue	19,38 $	35	101,75 $	104	1	81 125,20 $
Coordonnateur(trice)	23,46 $	10	35,19 $	104	1	28 058,16 $
Total						**109 183,36 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	74 228,00 $	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Travailleur(euse) de proximité / de milieu / de rue	35 315,20 $	0,00 $	45 810,00 $	**81 125,20 $**	81 125,20 $
Coordonnateur(trice)	9 590,16 $	0,00 $	18 468,00 $	**28 058,16 $**	28 058,16 $
Total	**44 905,36 $**	**0,00 $**	**64 278,00 $**	**109 183,36 $**	**109 183,36 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	2 970,00 $	0,00 $	550,00 $	**3 520,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	2 000,00 $	0,00 $	1 000,00 $	**3 000,00 $**
Photocopies, publicité	600,00 $	0,00 $	0,00 $	**600,00 $**
Déplacements	2 600,00 $	0,00 $	600,00 $	**3 200,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	2 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**2 000,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	1 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 000,00 $**
Autres	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Total	**11 170,00 $**	**0,00 $**	**2 150,00 $**	**13 320,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**9,76 %**			
Frais administratifs	**6 117,00 $**	**0,00 $**	**7 800,00 $**	**13 917,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**10,2 %**			
Total	**62 192,36 $**	**0,00 $**	**74 228,00 $**	**136 420,36 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

Comme le stipule le rapport L'accessibilité aux services de santé et aux services sociaux au Québec, le territoire du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île se retrouve au dernier rang parmi tous les CISSS/CIUSSS du Québec en ce qui a trait aux services à la communauté et à l'accessibilité pour les services de dépendance. (http://www.irspum.umontreal.ca/Portals/0/Atlas_accessibilite%CC%81(reduit).pdf - p.34 et 45). AJOI convoite et constate quotidiennement ce manque de services sur le territoire. Le phénomène de la précarité domiciliaire est une réalité qui touche la population de DDO et qui aussi observé par des partenaires du milieu ; les références vers AJOI proviennent des CIUSSS, du SPVM, des municipalités, des écoles, des OBNL et nous peinons à répondre à la demande. Le couchsurfing, crowding, de « sex for roof » sont bien présents dans nos poches de pauvreté. Les individus avec qui nous intervenons vivent d'avantage un type d'itinérance épisodique et cachée et ne réussissent pas à se re-stabiliser pour se trouver un emploi ou faire un retour aux études. La pratique du travail de rue est un incontournable afin de faire connaître les services disponibles aux citoyens et d'offrir une présence stable dans leur milieu de vie afin d'écouter, de supporter et d'échanger sur leur réalité. Référer et accompagner dans le volontariat et le non-jugement permet de répondre aux besoins psychosociaux, socioéconomiques, psychojudiciaires, socioéducatifs et socio-culturels de la population de DDO. Ainsi AJOI améliore la qualité de vie des résidents les plus à risque et ayant des besoins de mieux connaitre les services pouvant répondre à leurs besoins spécifiques. Nous cherchons à rejoindre ces citoyens les plus défavorisés et les sortir du cycle de la pauvreté par l'empowerment tout en respectant leur rythme (ex. problématiques santé mentale, isolement, etc.).

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

Nom du fichier	Périodes
Entrée par effraction armée _ deux susp... Dollard-Des Ormeaux _ Radio-Canada.ca.pdf	*Non applicable*

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Resolution DDO 21_23.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
GSS engagement.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ACTION JEUNESSE DE L'OUEST-DE-ÎLE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 15632 Gouin ouest,, agissant et représentée par Andrée Leévesque, , Directrice adjointe dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 829675610
Numéro d'inscription T.V.Q. : 829675610
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 829675610

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques relatives aux situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit afin d'établir et maintenir des services d'intervention de travail de rue/de milieu (proximité) auprès des jeunes âgés de 12 à 25 ans à risque et/ou en difficulté de l'Ouest-de-l'Île;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : **le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville**.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quinze mille cent vingt-huit dollars (15 128 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de douze mille cent dollars (12 100 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille vingt-huit dollars (3 028 $) à la remise d'un rapport final à la satisfaction du Responsable dans les trente (30) jours après la fin de la deuxième année du projet,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de

son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** de dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 15632, boulevard Gouin Ouest, Montréal, Québec, H9H 1C4,, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice adjointe. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

ACTION JEUNESSE DE L'OUEST-DE-ÎLE

Par : _____
Andrée Levesque, Directrice adjointe

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CE21…….).

#5496 - TRAVAIL DE MILIEU/DE RUE - Ville Pointe-Claire - Demande de soutien financier (envoyée le 15 juillet 2021 à 14:51)

Nom de l'organisme	Mission
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	Notre mission est d'établir et maintenir des services d'intervention de travail de rue/de milieu (proximité) auprès des jeunes âgés de 12 à 25 ans à risque et/ou en difficulté de l'Ouest-de-l'Île.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
MTESS-PC 2021 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: TRAVAIL DE MILIEU/DE RUE - Ville Pointe-Claire

Numéro de projet GSS: 5496

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Andrée
Nom: Levesque
Fonction: Directeur(trice) adjoint(e)
Numéro de téléphone: (514) 675-4450
Numéro de télécopieur: (514) 675-4425
Courriel: directionadjointe@ajoi.info

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Andrée
Nom: Levesque
Fonction: Directeur(trice) adjoint(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2021-04-01	2022-03-31

Date limite de réception du rapport final
2022-05-01

Résumé du projet

Le projet consiste à maintenir la présence d'un travailleur de milieu/de rue. Les travailleurs de chez AJOI visent à favoriser l'intégration des jeunes dans la communauté par l'animation et le soutien à la mise en place de projets collectifs. Par leur forte présence dans les quartiers ils offrent des services d'écoute, de référence, de soutien et d'accompagnement aux jeunes aux prises avec une ou plusieurs problématiques que la pauvreté génère. Ainsi, nous luttons l'exclusion sociale et la pauvreté dans les secteurs de Pointe-Claire où la dévavorisation matérielle et sociale font partie de la réalité. Afin d'agir en prévention, l'animation de milieu permet aux jeunes moins nantis ou ne cadrant pas dans les offres de services de loisirs des villes ou des écoles d'avoir accès à des activités gratuites adaptées à leur besoin et leurs intérêts, tout en prônant une approche de réduction des méfaits. Le liens de nos travailleurs de rue avec les ressources de la communauté (écoles, CIUSSS, villes, CJE, Centre pour jeunes, YMCA, etc.) son gage de succès afin de favoriser la référence à des ressources partenaires et le continuum d'intervention auprès des jeunes. La connaissance des programmes offerts dans la communauté par nos intervenants favorise l'accès à l'information de la population en général. Nos intervenants inspirent confiance aux jeunes par leur crédibilité, le fait qu'ils représentent des modèles positifs qui sauront reconnaître leur succès et leur capacité de résolution de conflits en influençant de façon positive leurs attitudes et croyances. Le manque de présence et de supervision des parents, le décrochage scolaire, la détresse psychologique et le manque d'estime de soi, la violence vécue à l'école, l'isolement et l'aliénation, la consommation, la délinquance représentent des facteurs de risque pour nos jeunes. Nous cherchons non seulement à diminuer les facteurs de risque mais également augmenter les facteurs de protection dans la vie des jeunes dans le but d'avoir un impact à long terme dans leur vie. Le phénomène de la précarité domiciliaire dans les quartiers majoritairement résidentiels est aussi observé par des partenaires du milieu ; les références vers AJOI proviennent des CIUSSS, du SPVM, des municipalités, des écoles et nous peinons à répondre à la demande. Le couchsurfing, crowding, de « sex for roof » sont bien présents dans nos poches de pauvreté réparties sur un vaste territoire multi-municipal. Comme le stipule le rapport L'accessibilité aux services de santé et aux services sociaux au Québec, le CIUSSS de l'OI se retrouve au dernier rang parmi tous les CISSS/CIUSSS du Québec en ce qui a trait aux services à la communauté et à l'accessibilité pour les services de dépendance. (http://www.irspum.umontreal.ca/Portals/0/Atlas_accessibilite%CC%81(reduit).pdf - p.34 et 45).

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici le 31 mars 2022, 200 individus vulnérables ou à risque bénéficieront d'un soutien psychosocial dans leur milieu de vie pour faciliter leur intégration sociale et améliorer leur santé.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Amélioration de la situation économique, du réseau social et de l'état de santé des individus rencontrés

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Écoute, support, échange (volontariat, non-jugement, relation égalitaire, confidentialité), information, sensibilisation

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	5	2	2	0	0

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Référence personnalisée vers les ressources appropriées et accompagnements dans les démarches et vers les services qui répondent aux besoins spécifiques propres à chaque individu rencontré

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	3	1	3	0	0

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Dépannage d'urgence (alimentaire, vestimentaire, produits hygiéniques, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	5	1	3	0	

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Ensemble du territoire de Pointe-Claire

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Culture, sports et loisirs
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	74	74	2	150

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Toute la population

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
Nous prenons en compte le sexe de nos participant(e)s dans le déploiement de nos services. Dans notre démarchage, nous savons que les femmes sont plus facilement rejointes par des femmes et les hommes sont plus facilement rejoints par des hommes. Ainsi, nous notre équipe donne le choix au bénéficiaire d'avoir un ou une interventant(e) de sexe masculin ou féminin. De cette façon, nous pouvons mieux répondre aux besoins, enjeux et réalités particulières de chaque individu. Notre équipe cherche à déconstruire les stéréotypes et préjugés que des individus peuvent avoir et à faire évoluer certaines mentalités dans une optique d'ouverture de respect et de compréhension de l'Autre, le tout dans une approche de non-jugement, de réduction des méfaits et dans le respect du rythme des individus avec qui nous intervenons. En ce sens, nous cherchons à avoir une équipe de travailleurs(euses) de rue la plus diversifiée possible pour rejoindre la population ciblée dans le cadre du projet.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Ministère de la sécurité publique

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	18 473,00 $	Non

Nom de la personne ressource: Guillaume Larouche
Adresse courriel: guillaume.larouche@msp.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (418) 646-6777
Adresse postale: 2525, boul. Laurier, 6e étage
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: G1V 2L2

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Ville Pointe-Claire

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	12 000,00 $	Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Soutien administratif		Oui

Nom de la personne ressource: Kathleen Finn
Adresse courriel: kathleen.finn@pointe-claire.ca
Numéro de téléphone: (514) 625-6731
Adresse postale: 94 Douglas-Shand Avenue
Ville: Pointe-Claire
Province: Québec
Code postal: H9R 2A8

Nom du partenaire: YMCA
Précision: YMCA Ouest-de-l'Île

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Oui
Références		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 230 Brunswick Blvd
Ville: Pointe-Claire
Province: Québec
Code postal: H9R 5N5

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Carrefour Jeunesse Emploi Ouest-de-l'Île

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui
Offre des stages / des emplois		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 225 Hymus Blvd F
Ville: Pointe-Claire
Province: Québec
Code postal: H9R 1G4

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Corbeille de pain + Centre des femmes de l'OI

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Références		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11 Avenue Rodney
Ville: Pointe-Claire
Province: Québec
Code postal: H9R 4L8

Nom du partenaire: École
Précision: École Secondaire Félix-Leclerc

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 311 Inglewood Ave
Ville: Pointe-Claire
Province: Québec
Code postal: H9R 2Z7

Nom du partenaire: Poste de quartier (PDQ), SPVM
Précision: PDQ5

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 395 Boul Saint-Jean
Ville: Pointe-Claire
Province: Québec
Code postal: H9R 3J2

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Travailleur(euse) de proximité / de milieu / de rue	19,00 $	35	99,75 $	52	1	39 767,00 $
Total						**39 767,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**0,00 $**	**30 473,00 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Travailleur(euse) de proximité / de milieu / de rue	12 678,00 $	0,00 $	27 089,00 $	**39 767,00 $**	39 767,00 $
Total	**12 678,00 $**	**0,00 $**	**27 089,00 $**	**39 767,00 $**	**39 767,00 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	464,50 $	0,00 $	736,00 $	**1 200,50 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	780,00 $	**780,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Déplacements	473,00	0,00	565,00	**1 038,00**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Autres	0,00	0,00	93,00	**93,00**
Total	**937,50**	**0,00**	**2 174,00**	**3 111,50**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**6,82 %**			
Frais administratifs	**1 513,00**	**0,00**	**1 200,00**	**2 713,00**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**5,95 %**			
Total	**15 128,50**	**0,00**	**30 463,00**	**45 591,50**
Montants non dépensés	**—**	**0,00**	**10,00**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

—

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Resolution PC 21_22.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
Doc 15 juill. 2021, 2.42.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, , personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CAMP DE JOUR DORVAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38)**,** dont l'adresse principale est le 1335 chemin du bord-du-lac, Dorval, Québec, H9S 2E5, agissant et représentée par Ayanna Durant, Présidente, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : S. O.
Numéro d'inscription TVQ : S.O.
Numéro d'inscription d'organisme de charité : S. O.

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques relatives aux situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme ressource qui fournit aux enfants qui habitent l'ile de Montréal un environnement sécuritaire, enrichissant et rempli de plaisir;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la

présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : **le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.**

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à

la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le

Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces

documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-six mille quatre cent soixante-quinze dollars (26 475 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt et un mille cent quatre-vingts dollars (21 180 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq mille deux cent quatre-vingt-quinze dollars (5 295 $), dans les trente (30) jours de la remise rapport final à la satisfaction du Responsable,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2021.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** de dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes

et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1335 chemin du bord-du-lac, Dorval, Québec, H9S 2E5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2021

CAMP DE JOUR DORVAL

Par : _____
Ayanna Durant, Présidente

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CE21…….).

#4797 - Participation Pour Tous - Demande de soutien financier (envoyée le 23 juin 2021 à 10:05)

Nom de l'organisme	Mission
Camp de Jour Dorval	Le Camp de Jour Dorval est un organisme à but non lucratif dont l'objectif est de fournir aux enfants qui habitent l'ile de Montréal un environnement sécuritaire, enrichissant et rempli de plaisir. Le Camp désire maintenir un haut niveau de communication entre l'administration, son personnel, les familles membres ainsi que la ville de Dorval et Montréal. Nous encouragerons le respect mutuel entre les différents groupes d'âge, sexes et cultures. Le personnel désire faire vivre aux campeurs du Camp une expérience agréable tout en misant sur leur développement social, émotionnel, intellectuel, physique et créatif. C'est par une coopération continue que le Camp peut maintenir un dialogue ouvert entre les campeurs, le personnel et les parents.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Projet Dorval - 2021 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Participation Pour Tous

Numéro de projet GSS: 4797

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Ayanna
Nom: Durant
Fonction: Président(e)
Numéro de téléphone: (514) 633-4225
Numéro de télécopieur:
Courriel: campdejourdorval@gmail.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Ayanna
Nom: Durant
Fonction: Président(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2021-06-28	2021-08-20

Date limite de réception du rapport final
2021-09-20

Résumé du projet

La problématique que nous tentons de règler en participant à ce projet est pour les enfants a besoin particuliers. En effet, ils ne peuvent pas participer dans un Camp de Jour, puisque sans l'aide d'un accompagnateur, l'enfant en question aurait trop de difficulté au niveau de l'intégration dans un groupe de jeune neurotypique. Les parents ne peuvent se permettre les frais d'accompagnateur en plus de ceux du camp de jour. Les enfants ayants des besoins particuliers, ne peuvent pas être présent au camp de jour, sans l'aide financière pour obtenir un accompagnateur, donc ils vivent de l'exclusion sociale. Nous souhaitons engager huit accompagnateurs de jour, cinq accompagnateurs de service de garde ainsi qu'un coordonateur du programme d'accompagnement pour permettre à douze enfants ayant des besoins particuliers de participer au Camp de Jour Dorval. Nous voulons faciliter leur intégration avec les enfants de différents milieux sociaux, culturels et économiques.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Permettre aux enfants de développer des outils de socialisation afin de mieux gérer des situations nouvelles. (Inclusion sociale)

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les participants vont développer de nouvelles aptitudes sociales qui vont renforcir leur estime de soi, favoriser leurs capacités à communiquer et les inciter à interagir dans un groupe.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Accompagner les enfants marginalisés dans la vie quotidienne du camp, dans les activités coopératives, sportives, créatives et scientifiques organisées par le camp, ainsi que lors de sorties.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	40	1	4	20

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Guider les enfants dans les différentes situations sociales présentes dans le cadre du camp comme lors des jeux, à la piscine et au parc.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	40	1	4	20

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 1335
Rue: chemin du bord-du-lac
Numéro de bureau:
Code postal: H9S 2E5
Ville: Dorval
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	6	6	0	12

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes handicapées ou vivant avec des limitations fonctionnelles
- Personne vivant avec des problèmes de santé mentale
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?

Non

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Ville de Dorval

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt d'équipement		Oui
Don de fournitures		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1355 chemin du bord du lac
Ville: Dorval
Province: Québec
Code postal: H9S 2E5

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	45 000,00 $	Non

Nom de la personne ressource: Canada Summer Jobs
Adresse courriel: campdejourdorval@gmail.com
Numéro de téléphone: (800) 935-5555
Adresse postale: 1575 boulevard Chomedey
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: H7V 2X2

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Accompagnateur(trice)	13,50 $	37	52,65 $	8	8	35 337,60 $
Coordonnateur(trice)	14,60 $	40	63,25 $	10	1	6 472,50 $
Accompagnateur(trice)	13,50 $	30	46,25 $	8	5	18 050,00 $
Total						**59 860,10 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**0,00 $**	**45 000,00 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Accompagnateur(trice)	26 475,00 $	0,00 $	3 616,60 $	**30 091,60 $**	35 337,60 $
Coordonnateur(trice)	0,00 $	0,00 $	6 472,50 $	**6 472,50 $**	6 472,50 $
Accompagnateur(trice)	0,00 $	0,00 $	17 570,00 $	**17 570,00 $**	18 050,00 $
Total	**26 475,00 $**	**0,00 $**	**27 659,10 $**	**54 134,10 $**	**59 860,10 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	2 866,24 $	**2 866,24 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	582,92 $	**582,92 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	706,15 $	**706,15 $**
Autres	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Total	**0,00 $**	**0,00 $**	**4 155,31 $**	**4 155,31 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**7,13 %**			

Frais administratifs	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**0 %**			

Total	**26 475,00 $**	**0,00 $**	**31 814,41 $**	**58 289,41 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**13 185,59 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

Selon la loi de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, le camp ne peut refuser aucun enfant, peu importe leur situation. Alors, le camp doit fournir des accompagnateurs pour tous les enfants ayant des besoins particuliers. Il faut aussi assurer les accompagnateurs lors du service de garde pour ces enfants. La balance des frais engagée pour le projet sera ramassée en faisant des demandes financières, des demandes de subvention et des collectes de fonds.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
2021 Resolution du comité.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
Lutte contre la pauvreté 2021.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **PROJET JEUNESSE DE L'OUEST-DE-L'ÎLE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 7, avenue Sainte-Anne, Pointe-Claire, Québec, H9S 4P6, agissant et représentée par Mme Sophie Dalbec, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription TPS : 122270135RT001
N^{o} d'inscription TVQ : 1006271428
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 122270135RR0001

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques relatives aux situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme soutient les jeunes en tenant des programmes qui répondent aux besoins des jeunes, tout en promouvant et en préservant des relations familiales saines, renforçant ainsi les communautés;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus,

et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quinze mille cent vingt-huit dollars (15 128 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de douze mille cent dollars (12 100 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille vingt-huit dollars (3 028 $) à la remise d'un rapport final à la satisfaction du Responsable dans les trente (30) jours après la fin de la deuxième année du projet,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30mjuin 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale **DEUX MILLIONS** de dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise

stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au au 7, avenue Sainte-Anne, Pointe-Claire,

Québec, H9S 4P6, et tout avis doit être adressé à l'attention du la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2021

.

PROJET JEUNESSE DE L'OUEST-DE-L'ÎLE

Par : _____
Sophie Dalbec, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CE21……..).

#5490 - Ateliers d'habiletés sociales "Je me bâtis" - Demande de soutien financier (envoyée le 19 juillet 2021 à 21:12)

Nom de l'organisme	Mission
Projet jeunnesse de l'Ouest-de-l'Île	Les Services à la famille AMCAL est un organisme communautaire à but non lucratif basé dans l'ouest de l'île qui dessert les familles de Montréal et des régions environnantes depuis 40 ans. Notre équipe de professionnels dévoués est déterminée à répondre aux besoins des jeunes, des jeunes adultes et des parents par le biais de nos programmes Résidentiel, Outreach, Visites supervisées et Groupes communautaires. Notre approche consiste à soutenir les jeunes en protégeant, en promouvant et en préservant des relations familiales saines, renforçant ainsi les communautés.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
MTESS-PC 2021 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Ateliers d'habiletés sociales "Je me bâtis"

Numéro de projet GSS: 5490

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Sophie
Nom: Dalbec
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 694-3161
Numéro de télécopieur: (514) 694-1109
Courriel: sdalbec@amcal.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Sophie
Nom: Dalbec
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2021-08-17	2022-06-15

Date limite de réception du rapport final
2022-07-16

Résumé du projet

L'apprentissage des habiletés sociales fait partie intégrante de l'éducation et du développement humain. Les enfants ont besoin de ces compétences pour développer entre autre une identité saine, apprendre à gérer leurs émotions, ressentir de l'empathie envers eux-mêmes et pour les autres, établir et maintenir des relations bienveillantes, etc.

Selon Jack P. Shonkoff, M.D., Titulaire de la chaire de recherche Julius B. Richmond FAMRI sur la santé et le développement de l'enfant et Harvard School of Public Health, les aptitudes cognitives, affectives et sociales s'entremêlent inextricablement au cours de la vie. Le cerveau est un organe hautement intégré et ses multiples fonctions s'exécutent d'une manière intensément coordonnée. Le bien-être affectif et les habiletés sociales constituent une solide base pour les aptitudes cognitives qui se manifesteront par la suite; ensemble, ces compétences représentent les briques et le mortier qui composent les fondations du développement humain. La santé affective et physique, les habiletés sociales et les capacités cognitives et langagières sont toutes d'importants préalables à la réussite scolaire, et plus tard, au succès sur les plans professionnel et communautaire.

Notre programme d'ateliers scolaires «Je me bâtis» a pour objectif de donner aux élèves du primaire les compétences sociales et émotionnelles essentielles à leur développement et sont complémentaires aux compétences académiques enseignées au sein des écoles.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

L'acquisition des enfants d'habiletés nécessaires afin de bâtir et maintenir de saines relations interpersonnelles.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Une expérience positive de l'école pour les enfants et ainsi favoriser la persévérance scolaire.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers offerts aux enfants au sujet d'habiletés sociales.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semestre	1	3	1	65	20

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Écoles primaires

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	1000	1000	0	2000

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Ne s'applique pas à ce projet
- **Précision:** Le projet a lieu dans les écoles primaires. Il ne s'adresse pas à des ménages.

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration
- Jeunes à risque

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: École
Précision: Les écoles souhaitant recevoir nos services paieront une partie des coûts. Cela assure une stabilité et une pérennité au projet.

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	7 000,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Sophie Dalbec
Adresse courriel: sdalbec@amcal.ca
Numéro de téléphone: (514) 694-3161
Adresse postale: 7, rue Ste-Anne
Ville: Pointe-Claire
Province: Québec
Code postal: H9S 4P6

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision: Événements de levée de fonds AMCAL

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	2 000,00 $	Non

Nom de la personne ressource: Sophie Dalbec
Adresse courriel: sdalbec@amcal.ca
Numéro de téléphone: (514) 694-3161
Adresse postale: 7, rue Ste-Anne
Ville: Pointe-Claire
Province: Québec
Code postal: H9S 4P6

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	25,00 $	16	64,00 $	36	1	16 704,00 $
Chargé(e) de projet	25,00 $	2	8,00 $	36	1	2 088,00 $
Total						**18 792,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**2 000,00 $**	**7 000,00 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Intervenant(e)	10 524,00 $	1 336,00 $	4 844,00 $	**16 704,00 $**	16 704,00 $
Chargé(e) de projet	1 315,00 $	167,00 $	606,00 $	**2 088,00 $**	2 088,00 $
Total	**11 839,00 $**	**1 503,00 $**	**5 450,00 $**	**18 792,00 $**	**18 792,00 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	639,50 $	90,00 $	400,00 $	**1 129,50 $**
Photocopies, publicité	1 000,00 $	95,00 $	550,00 $	**1 645,00 $**
Déplacements	900,00 $	299,00 $	600,00 $	**1 799,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Total	**2 539,50 $**	**484,00 $**	**1 550,00 $**	**4 573,50 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**18,96 %**			
Frais administratifs	**750,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**750,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**3,11 %**			
Total	**15 128,50 $**	**1 987,00 $**	**7 000,00 $**	**24 115,50 $**
Montants non dépensés	**—**	**13,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

—

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

Nom du fichier	Périodes
Budget_Fonds Mtl-Pte-Claire_2021-2022.pdf	*Non applicable*

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

Nom du fichier	Périodes
Témoignages_AMCAL_2021.pdf	*Non applicable*

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Resolution_Ville_Mtl_May2020.pdf	Validité du 2021-07-20

Engagement du répondant

Nom du fichier
Document_d'engagement_07-2021.jpg

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1 Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2 S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1 Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan;
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.;
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : **Fier partenaire de la Ville de Montréal**;
- Soumettre pour approbation (visibilite@montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2 Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter de la mairesse : **mairesse.montreal.ca**

2.3 Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@montreal.ca;
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11)

2.4 Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@montreal.ca) avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5 Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

  Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@montreal.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse@montreal.ca.

Travail, Emploi et Solidarité sociale
Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante).

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



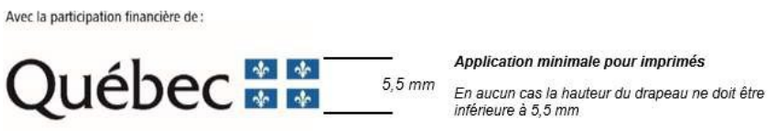
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Mise à jour : 20 novembre 2019

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1218377002*
Unité administrative responsable : *Service de la diversité et de l'inclusion sociale*
Projet : *Financement de cinq projets dans le cadre des Alliances pour la solidarité qui ont été choisi et qui se dérouleront dans l'une des trois villes liées suivantes : la Cité de Dorval, la Ville de Côte-Saint-Luc, la Ville de Dollard-des-Ormeaux et la Ville de Pointe-Claire.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

9 - Assurer la continuité dans le temps de l'accès aux camps de jours à la population vulnérable.
9 - Maintenir la présence d'un travailleur de milieu/de rue dans les cours d'école, les nombreux parcs et les centres commerciaux fréquentés par les jeunes.
19 - Permettre aux familles vivant sous le seuil de la pauvreté d'inscrire leurs enfants à un camp de jour abordable et ainsi, contribuer à améliorer la qualité de vie des jeunes.
19 - Contribue au maintien d'un sentiment de sécurité de la population en déployant des travailleurs de rue, disponibles sur le terrain pour aider, écouter et référer la population vulnérable.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218377002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 256 213 $, à différents organismes, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - 4 Villes liées / Approuver les projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218377002 MTESS.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Préposée au budget
Tél : (514) 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-23

André POULIOT
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-5551
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.083

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1216367004

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 235 000 $, en 2021, à AlterGo, pour le redistribuer aux organismes financés par le Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontréalais (PANAM) 2021-2022 et octroyer un contrat de services professionnels de gré à gré à AlterGo, pour une somme maximale de 15 000 $, taxes incluses, pour la coordination dudit programme pour l'édition 2021-2022, le tout dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver les deux projets de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 235 000 $ à AlterGo, pour l'année 2021, pour le redistribuer en divers montants aux « Organismes PANAM reconnus » afin de contribuer au financement de leurs activités de loisir spécialisées à l'attention des personnes ayant des limitations fonctionnelles pour le Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontréalais (PANAM), dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel AlterGo s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la coordination du Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontréalais (PANAM) et la préparation des chèques aux organisations admissibles audit programme, pour une somme forfaitaire de 15 000 $, taxes incluses, pour l'année 2021, au prix de sa soumission, conformément à son offre de services en date du 19 juillet 2021 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
4. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses seront entièrement assumées par la ville centrale.

Signé par	Charles-Mathieu BRUNELLE	**Le**	2021-07-27 14:19

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1216367004**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 235 000 $, en 2021, à AlterGo, pour le redistribuer aux organismes financés par le Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontréalais (PANAM) 2021-2022 et octroyer un contrat de services professionnels de gré à gré à AlterGo, pour une somme maximale de 15 000 $, taxes incluses, pour la coordination dudit programme pour l'édition 2021-2022, le tout dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver les deux projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

En 2011, la Ville de Montréal et ses 19 conseils d'arrondissements adoptaient la « Politique municipale d'accessibilité universelle » confirmant la volonté de Montréal de faire en sorte que les services municipaux qui touchent aux nombreux aspects de la vie quotidienne soient accessibles à tous les Montréalais. À travers un des principes directeurs de cette Politique, la Ville de Montréal s'engage à favoriser un partenariat actif avec les organismes du milieu.
En 2012, la Ville et ses arrondissements adoptaient la « Politique de reconnaissance des organismes panmontréalais (PANAM) » dans le but de reconnaître la contribution essentielle des organismes montréalais qui œuvrent au développement et à la réalisation d'activités en sport et en loisir adaptés aux besoins spécifiques des Montréalais ayant une limitation fonctionnelle. Depuis, la Ville accorde l'accréditation « Organisme PANAM reconnu » à ces organismes.

En 2014, les membres de la Table de concertation en loisirs pour les personnes handicapées de Montréal ont identifié comme dossier prioritaire de s'assurer que la « Politique de reconnaissance des organismes PANAM » soit accompagnée d'un soutien financier à ces organismes. Comme suite à cela, en février 2015, lors de la journée AU 360, les 130 personnes représentant les organismes communautaires, les arrondissements ainsi que la Ville de Montréal ont identifié comme action concrète prioritaire visant à faire de Montréal une ville inclusive, d'apporter un soutien aux organismes reconnus PANAM.

Depuis 2015, le programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes

panmontréalais (PANAM) permet de reconnaître chaque année des organismes spécialisés et de contribuer au financement de leurs activités. En 2021 le nombre d'organismes reconnus PANAM s'élève à 30 (voir la liste en Pièces jointes).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 1026 - 19 octobre 2020
Accorder un soutien financier de 235 000 $ à AlterGo, pour l'année 2020, pour le redistribuer en divers montants aux « Organismes PANAM reconnus » afin de contribuer au financement de leurs activités de loisir spécialisées à l'attention des personnes ayant des limitations fonctionnelles pour le Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes Panmontréalais (Programme PANAM), dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale
CE20 1520 - 7 octobre 2020
Approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel AlterGo s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la coordination du Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes Panmontréalais (Programme PANAM) et la préparation des chèques aux organisations admissibles audit programme, pour une somme maximale de 15 000 $, taxes incluses, pour l'année 2020, conformément à son offre de services en date du 26 août 2020, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention
CM16 0947 - 23 août 2016
Accorder un soutien financier de 645 000 $ à AlterGo, soit 90 000 $ en 2016, 135 000 $ en 2017, 185 000 $ en 2018 et 235 000 $ en 2019, pour la réalisation du projet de Politique de reconnaissance et du Programme de soutien aux organismes PANAM; Approuver, conformément à la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel AlterGo s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la gestion du projet de Politique de reconnaissance et du Programme de soutien aux organismes PANAM, pour une somme maximale de 55 000 $, taxes incluses, soit une somme maximale de 10 000 $, taxes incluses, en 2016 et de 15 000 $, taxes incluses, par année, pour les années 2017, 2018 et 2019, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention
CE15 0662 - 15 avril 2015
Accorder un soutien financier de 50 000 $ en deux versements à l'organisme AlterGo, soit un premier montant de 43 500 $ et un deuxième montant de 6 500 $, pour l'année 2015, pour le développement et la coordination d'un programme de soutien aux organismes PANAM reconnus
CM12 0848 - 24 septembre 2012
Adopter le projet de Politique de reconnaissance des organismes panmontréalais (PANAM) / Inviter tous les arrondissements à adopter ce projet de Politique d'ici la fin de l'année 2012
CM11 0506 - 20 juin 2011
Adopter la « Politique municipale d'accessibilité universelle » / Inviter tous les arrondissements à adopter cette Politique d'ici la fin de l'année 2012

DESCRIPTION

Le Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontréalais (PANAM) vise à reconnaître et à soutenir les organismes spécialisés qui œuvrent au développement et à la réalisation d'activités en loisir adaptées aux besoins spécifiques de la population montréalaise de tous âges ayant une déficience de type motrice, intellectuelle, visuelle, auditive, du langage-parole, un trouble de santé mentale ou du spectre de l'autisme (TSA).
Ainsi, le PANAM permet aux organismes à but non lucratif en loisir, dont les activités ont une vocation spécifique et régionale et qui desservent des personnes ayant des limitations fonctionnelles et provenant de plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal, de bénéficier d'un appui de la Ville et de ses arrondissements pour la réalisation de leurs activités.

Le soutien dont peut bénéficier un « Organisme PANAM reconnu » est :

- Physique (ex. : favoriser l'accès aux équipements et installations de la Ville de Montréal);
- Professionnel (ex. : formation, conseils en sport et loisir, soutien au développement de programmes);
- Technique (ex. : promouvoir les activités en sport, en loisir et en culture offertes)
- Financier : enveloppe budgétaire annuellement dédiée aux organismes qui en font la demande. Le financement accordé aux organismes soutient leur mission, mais les montants octroyés sont déterminés en fonction de la programmation offerte, en accompagnement en loisir aux personnes ayant une limitation fonctionnelle.

L'organisme responsable de la coordination du programme est AlterGo. Sa mission première est de soutenir l'inclusion sociale des personnes ayant une limitation fonctionnelle par l'abolition des obstacles au loisir, au sport et à la culture. AlterGo est un regroupement de plus de 145 organismes ou services de loisir municipaux sur le territoire de la région de Montréal. Ils ont une préoccupation commune pour l'accès au loisir des personnes ayant l'un ou l'autre des sept types de troubles ou déficiences : auditive, intellectuelle, de santé mentale, de langage parole, motrice, visuelle ou du spectre de l'autisme. AlterGo offre notamment des services d'information, de soutien et de représentation.

Le projet de convention de services professionnels est d'une durée d'une année. Les services de coordination sont rendus en contrepartie d'une somme maximale de 15 000 $, toutes taxes incluses : Les fonctions de coordination du PANAM, comprennent notamment :

- la promotion du programme auprès des organismes et partenaires;
- la réception et l'analyse des demandes de reconnaissance et de soutien financier;
- la répartition des sommes allouées aux organismes;
- le bilan et les recommandations pour la mise en oeuvre du programme;
- la réponse aux besoins des organismes reconnus PANAM en communiquant aux arrondissements concernés les besoins exprimés.

JUSTIFICATION

Ce dossier est en lien avec la deuxième orientation du plan stratégique « Montréal 2030 », Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion et plus particulièrement avec la priorité numéro huit : lutter contre le racisme et discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et de tous. Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) certifie que le projet déposé dans ce dossier décisionnel est conforme aux orientations de la Ville, puisqu'il s'adresse principalement à une population pouvant être victime de discrimination, tout en répondant à des priorités de la Ville dans le cadre de la Politique en développement social, dont plus spécifiquement l'axe visant à favoriser la cohésion sociale et la cohabitation harmonieuse.
À travers le PANAM la Ville de Montréal pose un geste concret pour favoriser la pratique du loisir et du sport par les citoyens ayant une limitation fonctionnelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 250 000 $ est prévu au SDIS. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centrale. Le portrait des soutiens financiers versés par toute unité d'affaires de la Ville à cet organisme depuis 2015 est en

Pièces jointes. Le soutien financier accordé au cours des dernières années pour le même projet se résume comme suit :

Organisme	Contrat	Soutien accordé		Soutien recommandé	Soutien ville / budget du projet 2021
		2016 (2016 - 2019)	2020	2021	
AlterGo	Soutien financier	645 000 $	235 000 $	**235 000 $**	100 %
	Services professionnels	55 000 $	15 000 $	**15 000 $**	

L'imputation de la dépense est comme suit :
AF – Général – Ville de Montréal / Budget régulier / Luttes contre les discriminations-BF / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes//Fonds dédié aux projets en accessibilité universelle/PANAM/Général
Numéro d'imputation (soutien financier) :
2101.0010000.101485.05803.61900.016491.0000.003695.051310.00000.00000

AF – Général – Ville de Montréal / Budget régulier / Luttes contre les discriminations-BF / Développement social / Autres honoraires professionnels /Général//Fonds dédié aux projets en accessibilité universelle/PANAM/Général
Numéro d'imputation (services professionnels) :
2101.0010000.101485.05803.54390.000000.0000.003695.051310.00000.00000

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs ainsi que de lutter contre les inégalités.
Montréal 2030
Objectif 1 : Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Plus spécifiquement il répond à la priorité 8 « Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.»
Objectif 2 : Le dossier n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.
Objectif 3 : Grâce à l'examen des enjeux avec les groupes de population concernés (personnes ayant une limitation fonctionnelle), l'initiative respecte les critères de design et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le soutien aux organismes PANAM s'inscrit dans la volonté de la Ville de favoriser un accès similaire aux activités de sports et de loisirs à tous les citoyens et plus particulièrement aux citoyens ayant des limitations fonctionnelles.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de la COVID-19, favoriser l'accès aux loisirs pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles constitue un moyen important de lutte contre l'isolement de ces derniers et de leurs proches aidants.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2021 Présentation au comité exécutif pour recommandation au conseil municipal
Août 2021 Présentation au conseil municipal pour approbation du soutien financier et du contrat de services professionnels y associé

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs. Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), Nadia Bastien a désigné Marie-Christine Ladouceur-Girard, directrice du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants, pour la remplacer du 19 juillet au 30 juillet dans l'exercice des fonctions de directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale et exercer tous les pouvoirs rattachés à ces fonctions.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie T TAILLON
Conseillère en planification

Tél : 514 872-8299
Télécop. : 514 872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-22

Marie-Josée MEILLEUR
Cheffe de division - relations interculturelles et lutte contre les discriminations

Tél : 5148723979
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Christine LADOUCEUR-GIRARD
Directrice du BINAM et, en remplacement de la Directrice, du SDIS
Tél :
Approuvé le : 2021-07-27

Liste des 30 organismes reconnus panmontréalais en 2021

Nom de l'organisme	Site internet
Association de Montréal pour la déficience intellectuelle – AMDI	https://amdi.info/
Cercle de l'amitié	https://www.cercledelamitie.ca/
Centre Action	https://www.centreaction.org/
Corporation l'Espoir	https://www.corporationespoir.org/
Olympiques spéciaux Québec (section sud-ouest de l'Ile)	http://www.olympiquesspeciauxquebec.ca/fr/index.sn
Autisme Montréal	https://autisme-montreal.com/
Centre Viomax	http://viomax.ca/
Association québécoise des personnes aphasiques – AQPA	https://aphasie.ca/wpaqpa/
Association des sports pour aveugles du Montréal métropolitain – ASAMM	http://asamm.ca/
Théâtre Aphasique	https://theatreaphasique.org/
Association québécoise de voile adaptée – AQVA	https://aqva.org/fr/
Centre d'intégration à la vie active – CIVA	https://civa.qc.ca/
Autisme sans limites	https://autismesanslimites.org/
Association Sportive des Sourds du Québec	http://www.assq.org/
Un prolongement à la Famille de Montréal	http://www.upfm.ca/
Centre de jour Maison l'Échelon Inc.	https://www.maisonechelon.ca/
La Gang à Rambrou	http://rambrou.ca/
Association d'Entraide des Personnes Handicapées Physiques de Montréal – ALPHA	http://www.alpha-montreal.com/
ADMI-Montréal	http://www.admi-montreal.org/
Regroupement pour la trisomie 21 - RT21	https://trisomie.qc.ca/
Association de développement des arts martiaux adaptés (ADAMA)	https://adamacanada.org/
Compagnons de Montréal	https://www.compagnonsdemtl.com/
Fondation Papillon	https://fondationpapillon.ca/
Sans Oublier le Sourire	https://www.sansoublierlesourire.org/
Centre communautaire Radisson	https://centreradisson.com/?avia_forced_reroute=1
Société canadienne de la sclérose en plaques (section Montréal)	https://scleroseenplaques.ca/section/section-montreal
La joie des enfants (Montréal)	https://www.facebook.com/pages/Organisme%20"La%20Joie%20Des%20Enfants"/230179543665834/
Espace Multisoleil	https://www.facebook.com/EspaceMultisoleilMontreal/
Gymn'O	https://www.gymno.org/#
Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs – Montréal régional, AQEPA	https://aqepa.org/aqepa-montreal-regional/

REP_STATUT_RENV

Somme de REP_MONTANT			REP_EXERCICE_FINANCIER							
NOM_FOURNISSEUR	C_RESP_NIV_3_DECROIS_DESC	NUMERO_RESOLUTION	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total général
ALTERGO	Diversité et inclusion sociale	CE15 0662	43 500,00 $	6 500,00 $						**50 000,00 $**
		CE15 1243	8 000,00 $	2 000,00 $						**10 000,00 $**
		CE15 1518	35 000,00 $							**35 000,00 $**
		CE16 1140		32 000,00 $	8 000,00 $					**40 000,00 $**
		CE16 1234		8 000,00 $	2 000,00 $					**10 000,00 $**
		CE16 1315		50 000,00 $						**50 000,00 $**
		CE17 1097			36 450,00 $	4 050,00 $				**40 500,00 $**
		CE17 1169			50 000,00 $					**50 000,00 $**
		CE18 1239				50 000,00 $				**50 000,00 $**
		CE19 0725					455 500,00 $			**455 500,00 $**
		CM15 0798	360 000,00 $	360 000,00 $	360 000,00 $	360 000,00 $				**1 440 000,00 $**
		CM16 0946		45 500,00 $	45 500,00 $	45 500,00 $				**136 500,00 $**
		CM16 0947		90 000,00 $		320 000,00 $	235 000,00 $			**645 000,00 $**
		CM19 1374						125 000,00 $	25 000,00 $	**150 000,00 $**
		(vide)				(3 100,00 $)				**(3 100,00 $)**
		CG15 0400	50 000,00 $							**50 000,00 $**
		CE13 1596	1 600,00 $							**1 600,00 $**
		CM14 0928	12 000,00 $							**12 000,00 $**
		CM20 0397						539 268,68 $		**539 268,68 $**
		CM20 1026							235 000,00 $	**235 000,00 $**
	Total Diversité et inclusion sociale		510 100,00 $	594 000,00 $	501 950,00 $	776 450,00 $	690 500,00 $	664 268,68 $	260 000,00 $	**3 997 268,68 $**
	Sud-Ouest	CA19 22 0372h					10 200,00 $			**10 200,00 $**
		CA15220150A	100,00 $							**100,00 $**
	Total Sud-Ouest		100,00 $				10 200,00 $			**10 300,00 $**
	Ville-Marie	(vide)					135,00 $			**135,00 $**
	Total Ville-Marie						135,00 $			**135,00 $**
	Grands parcs, Mont-Royal et sports	CE17 0910			15 000,00 $					**15 000,00 $**
		CG17 0461			50 000,00 $	20 000,00 $				**70 000,00 $**
		CG19 0132					60 000,00 $			**60 000,00 $**
		CM15 0408		100 000,00 $	100 000,00 $	100 000,00 $				**300 000,00 $**
		CG15 0233	100 000,00 $							**100 000,00 $**
	Total Grands parcs, Mont-Royal et sports		100 000,00 $	100 000,00 $	165 000,00 $	120 000,00 $	60 000,00 $			**545 000,00 $**
Total général			**610 200,00 $**	**694 000,00 $**	**666 950,00 $**	**896 450,00 $**	**760 835,00 $**	**664 268,68 $**	**260 000,00 $**	**4 552 703,68 $**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
1216367004

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, assistant greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ALTERGO**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 340-525, Rue Dominion, Montréal, Québec, H3J 2B4, agissant et représentée par Elsa Lavigne, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 118795046 RT 0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006144183 TQ 0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 118795046 RR 0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme coordonnateur du Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontralais (PANAM) 2021-2022;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontralais (PANAM) 2021-2022 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser du Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente

la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme ont convenu du guide du Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontréalais (PANAM) de l'édition 2021-2022;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : La description du projet : Offre de services professionnels; l'annexe1A : le guide du Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontréalais (PANAM) de l'édition 2021-2022

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontréalais (PANAM) pour la réalisation duquel la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à distribuer le soutien financier approuvé annuellement par le Directeur conformément à la présente convention. L'Organisme doit émettre les sommes aux organisations

demanderesses tel que stipulé dans le cadre du PANAM et tel qu'approuvé par la Ville de Montréal;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville (SDIS).

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la distribution du soutien financier aux organisations. En aucun cas, le soutien financier ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie

de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les (installations ou locaux) de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du

Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **deux cent trente-cinq mille dollars (235 000 $)**, incluant

toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement: le versement, au montant de **deux cent trente-cinq mille dollars (235 000 $)**, sera remis dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement,

versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention,

sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, jusqu'au dépôt pour la Reddition de compte finale prévu en Annexe 1A au plus tard le **28 février 2022.**

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 340-525, Rue Dominion, Montréal, Québec, H3J 2B4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801 rue Brennan, 4e étage, pavillon Prince, Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, assistant greffier,

Le .....e jour de 2021

ALTERGO

Par : _____
Elsa Lavigne, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CM21)

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

[Non applicable]

OU

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville

n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

• Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

• S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

• Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

• Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics.

> Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ORGANISME PANAM

reconnu par la Ville de Montréal

Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontréalais (Programme PANAM) 2021-2022

Guide pour les organismes

Date limite pour le dépôt des demandes : 22 octobre 2021

Montréal

ALTERGO

Table des matières

Table des matières 2

I. Présentation générale 3

II. Reconnaissance 7

III. Soutien offert par la Ville et les arrondissements 9

IV. Responsabilités des organismes PANAM : Arrimage et concertation 10

V. Soutien financier aux organismes PANAM 11

VI. Documents à fournir pour déposer une demande 13

VII. Processus d'approbation 15

VIII. Suivi des demandes 16

IX. Retrait des organismes PANAM 17

X. Pour information 17

Annexe 1 – Ajustements en situation de COVID-19 18

I. Présentation générale

Pour votre information, certains ajustements ont été faits pour répondre à la situation de COVID-19. Ces ajustements se retrouvent à la page 19 du présent document.

1. Contexte

À Montréal, la majorité des activités de sport, de loisir et de culture sont offertes à la population grâce au secteur associatif. De nombreux organismes sont donc partenaires avec un ou plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal (Ville). S'ajoutent à ceux-ci, des organismes spécialisés qui offrent des activités de sport, de loisir et de culture adaptées aux besoins spécifiques des Montréalais ayant un handicap.

Par leur politique locale de reconnaissance, les arrondissements reconnaissent et soutiennent d'abord les organismes locaux qui collaborent à la réalisation de l'offre municipale en sport, en loisir et en culture, conformément à leurs champs de compétences. Ils leurs offrent du soutien sous différentes formes : prêts de locaux et d'équipements, contributions financières, expertise professionnelle, soutien ponctuel lors d'événements publics, etc. Cependant, les organismes PANAM desservant une clientèle de plusieurs arrondissements ne sont pas toujours considérés comme des organismes locaux et ont rarement accès à ce soutien.

En novembre 2011, AlterGo à titre de représentant d'une délégation d'une quarantaine d'organismes spécialisés, a déposé à la Ville un portrait de l'offre de service intitulé *Mission Partenariat*. Cette délégation a interpellé la Ville et ses arrondissements en leur demandant d'assurer le même soutien aux organismes PANAM qu'aux organismes de loisir locaux.

Au même moment, le conseil municipal a adopté à l'unanimité le règlement modifiant la Charte montréalaise, notamment l'article 21 qui confirme le droit au loisir, à l'activité physique et au sport pour tous les Montréalais. Également, en juin 2011, la Ville a adopté sa Politique municipale d'accessibilité universelle confirmant sa volonté de faire de Montréal une ville universellement accessible.

En 2012, la Ville a développé une première politique de reconnaissance des organismes PANAM en concertation avec un groupe issu de la Table de concertation pour le loisir des personnes handicapées de Montréal - coordonnée par AlterGo.

2. Considérations

La Ville a la responsabilité d'assurer l'accès au sport, au loisir et à la culture à tous les Montréalais incluant ceux ayant une déficience.

Les arrondissements ont la responsabilité de l'offre de services en sport, en loisir et en culture qui est une compétence d'abord et avant tout locale. Ils reconnaissent et soutiennent ainsi les organismes locaux qui contribuent à la réalisation de leur mission. Le soutien consenti varie selon les arrondissements. Il est toutefois difficile pour eux de soutenir adéquatement les organismes qui œuvrent à l'échelle de plusieurs arrondissements ou de l'ensemble de la Ville.

Les Montréalais ayant un handicap sont principalement des résidents qui reçoivent des services hors arrondissement. Les arrondissements ne pouvant offrir des services de sport, de loisir et de culture adaptés au besoin de chacun de leurs résidents handicapés. Les personnes ayant un handicap doivent ainsi souvent se déplacer à l'extérieur de leur arrondissement pour pratiquer une activité de sport, de loisir et de culture accessible et adaptée à leurs besoins spécifiques.

3. Définition d'un organisme reconnu PANAM

Un organisme reconnu PANAM (panmontréalais) est un organisme montréalais à but non lucratif en sport, loisir ou culture desservant des citoyens ayant une déficience, un handicap ou une limitation fonctionnelle et qui proviennent **d'au moins 10 arrondissements différents** de la Ville.

Les organismes reconnus PANAM possèdent l'expertise et offrent des activités de sport, de loisir et de culture adaptées à tous les âges et à une ou plusieurs déficiences de type motrice, intellectuelle, visuelle, auditive, un trouble de santé mentale, du spectre de l'autisme (TSA), ou de langage-parole.

4. Objectifs du programme PANAM

Offrir aux organismes spécialisés qui œuvrent au développement et à la réalisation d'activités en loisir adaptées aux besoins spécifiques de la population montréalaise de tous âges ayant une déficience de type motrice, intellectuelle, visuelle, auditive, un trouble du langage-parole, de santé mentale ou du spectre de l'autisme (TSA):

1. Une reconnaissance PANAM afin qu'ils puissent accéder à un soutien (physique, professionnel, technique) des arrondissements, même si leur clientèle n'est pas majoritairement locale.
2. un soutien financier, au besoin et sur présentation d'une demande uniquement

5. Activités admissibles et exceptions

5.1. Définition d'une programmation régulière

Une programmation régulière d'activités de sport, de loisir ou de culture adaptée aux besoins spécifiques des Montréalais ayant une déficience est définie par :

- L'offre d'activités à un minimum de **50 clients**

OU

- La réalisation d'un minimum de **5 000 heures d'activités** durant la période de référence (1er avril au 31 mars de chaque année) :
    - Heures d'activités réalisées par les participants ayant une limitation fonctionnelle ;
    - N'inclus pas le temps administratif ou de préparation ;
    - Calcul : Le nombre d'heures est calculé en fonction de la participation de chaque participant à chacune des activités. Par exemple, une activité de 3 heures incluant 3 participants équivaut à 9 heures d'activités réalisées.

5.2. Définition d'une activité de loisir

On entend par « loisir » les activités collectives ou individuelles de nature variée (culturelle, sportive, touristique, de plein air, etc.) et de recherche d'excellence auxquelles on se consacre dans son temps libre (après l'accomplissement des obligations de la vie courante telle que des activités de nature professionnelle, scolaire, religieuse, familiale, de gardiennage, d'adaptation et de réadaptation, etc.).

Ainsi, le PANAM vise les secteurs suivants : culturel, scientifique, technologique, communautaire, touristique, de plein air et d'activités physiques et sportives.

5.3. Précisions sur les activités admissibles

- Pour qu'une activité de loisir soit considérée comme faisant partie d'une programmation régulière. Elle doit avoir lieu au moins 5 fois durant la période de référence (1er avril au 31 mars de chaque année);
- Les activités peuvent avoir lieu à l'extérieur du territoire de la Ville de Montréal, mais elles doivent viser des citoyens de la Ville de Montréal;
- **Camps de jour** : 40% de la programmation sera considérée, en excluant les heures de services de garde pour un maximum de 35h par semaine. Le calcul sera fait par l'administration lors de l'évaluation de la demande ;
- **Centres de jour :** 40% de la programmation se déroulant de 9h à 17h dans le cadre d'un centre de jour (environ 40 semaines par an) sera considérée. Le calcul sera fait par l'administration lors de l'évaluation de la demande ;
- **Activité en salle d'entrainement** : Un maximum de 2 séances par semaine, par usager, sera admissible.

5.4. Activités exclues

Les activités qui ne correspondent pas à une programmation régulière d'activités de sport, de loisir et de culture adaptée aux besoins spécifiques des Montréalais ayant une déficience sont non admissibles dans le calcul des heures.

Parmi celles-là, notons spécifiquement que les activités suivantes ne sont pas admissibles :

- Les activités financées par un Centre de ressources éducatives et pédagogiques (par exemple : CREP, PACC, etc.) **;**
- Les activités ayant des objectifs de réadaptation ;
- Les camps de vacances ;
- Les évènements ponctuels (s'ils n'ont pas lieu au moins 5 fois durant la période de référence);
- Les activités de sensibilisation;
- Les activités de répits.

5.5 Précision sur les critères

Le comité peut statuer sur la recevabilité d'une demande qui ne correspond pas aux critères du programme.

II. Reconnaissance

Les critères ci-dessous doivent être rencontrés afin d'être reconnu PANAM :

1. Critères administratifs

- Être légalement constitué en OBNL ;
- Être un organisme (ou filiale) montréalais, c'est-à-dire avoir son siège social sur le territoire de la Ville et/ou offrir des activités sur le territoire de la ville de Montréal ;
- Être en règle avec les diverses instances gouvernementales et la Ville ;
- Avoir un fonctionnement démocratique : annuellement tenir une assemblée générale, produire un rapport d'activités et un bilan financier et les faire approuver en assemblée, avoir des membres actifs, avoir un conseil d'administration élu, etc. ;
- Détenir des assurances responsabilité civile de 2 M$;
- Être un organisme intervenant en loisir, spécialisé auprès des personnes ayant une déficience motrice, intellectuelle, visuelle, auditive, un trouble de santé mentale, du spectre de l'autisme (TSA), ou de langage-parole ;
- Identifier un répondant pour le programme PANAM au sein de l'organisme pour toutes communications liées au programme ;
- Déposer une demande avant le **22 octobre 2021**.

2. Critères liés à la clientèle desservie et aux activités

- Desservir une clientèle provenant d'au moins 10 arrondissements différents de Montréal ;
- Offrir une programmation régulière d'activités de sport, de loisir ou de culture adaptée aux besoins spécifiques des Montréalais ayant une déficience (voir section « Activités admissibles et exceptions »).

3. Échéancier

- La demande de reconnaissance a lieu une fois par année à l'automne ;
- L'envoi des documents est fait par courriel aux organismes montréalais connus d'AlterGo et de la Ville ;
- Le guide et le formulaire PANAM sont disponibles toute l'année sur le site Internet d'AlterGo ;
- Un organisme peut transmettre sa demande de reconnaissance au moment qui lui convient. Elle sera toutefois étudiée à l'automne.

4. Renouvellement

- Un organisme est reconnu PANAM pendant 3 ans ;
- Tous les 3 ans, il doit refaire une demande complète de reconnaissance PANAM.

III. Soutien offert par la Ville et les arrondissements

1. Soutien physique

- Favoriser l'accès aux équipements et installations de la Ville et des arrondissements.

2. Soutien professionnel

- Soutenir les démarches d'un organisme PANAM par des activités d'accompagnement telles que : formation, conseils en sport, en loisir et en culture, soutien au développement de programmes, etc.

3. Soutien technique

- Promouvoir, les activités en sport, en loisir et en culture offertes par les organismes PANAM et diffuser la liste des activités des organismes PANAM reconnus.
- Mettre en relief l'apport des organismes PANAM à la réalisation de l'offre de service en sport, en loisir et en culture.

4. Soutien financier

- Une enveloppe budgétaire annuelle est dédiée afin d'aider financièrement les organismes PANAM reconnus.
- La répartition de cette enveloppe est effectuée en fonction :
    - Des montants disponibles ;
    - Du nombre d'heures d'activités total ;
    - Du nombre d'heures travaillées par le personnel d'encadrement, c'est-à-dire tout le personnel rémunéré nécessaire à la réalisation de l'activité ;
    - Du nombre d'heures d'activités qui se déroulent à l'extérieur du siège social de l'organisme.

IV. Responsabilités des organismes PANAM : Arrimage et concertation

L'organisme reconnu PANAM :

- Doit agir de façon concertée avec la Ville, les arrondissements, AlterGo et les organismes PANAM ;
- Doit assurer un bon encadrement et le bon déroulement de ses activités au bénéfice des citoyens ;
- Doit démontrer un esprit de collaboration avec les différentes instances municipales tant dans la conception, que dans la planification, la réalisation, l'évaluation et la diffusion des activités offertes, et partager les valeurs et les priorités de la Ville ;
- Doit informer la Ville par avis écrit, de toutes modifications majeures à son statut, à sa mission ou à son offre de service ;
- Doit transmettre l'information nécessaire à la diffusion de ses activités à la Ville centre et aux arrondissements ;
- Est invité à développer son offre de service en concertation avec la Ville centre et les arrondissements.

V. Soutien financier aux organismes PANAM

Les organismes reconnus PANAM peuvent faire une demande de soutien financier l'année suivant l'obtention de leur reconnaissance. Le soutien financier provient d'une seule source soit la Ville. La répartition du montant ne se fait qu'une seule fois par an.

Le soutien financier n'est pas reconduit automatiquement chaque année, des variations positives ou négatives sont possibles.

1. Échéancier

- La demande de soutien financier a lieu une fois par année à l'automne ;
- L'envoi du guide et du formulaire PANAM est fait par courriel aux répondants identifiés des organismes reconnus PANAM.

2. Méthode de calcul pour le soutien financier PANAM

- Le montant disponible est réparti au prorata entre les organismes en fonction de 3 variables calculées sur la même base – le nombre d'heures totales :
    - Le nombre d'heures d'activités total – **60%**
    - Le nombre d'heures travaillées par le personnel d'encadrement, c'est-à-dire tout le personnel rémunéré nécessaire à la réalisation de l'activité, qu'il soit entraineur, instructeur, enseignant, accompagnateur, infirmier, préposé aux bénéficiaires ou accompagnateur – **30%**
    - Le nombre d'heures d'activités qui se déroulent à l'extérieur du siège social de l'organisme – **10%**
- Le soutien financier minimum dans le cadre du programme est fixé à 1 000 $[1];
- Si l'organisme ne répond pas à l'ensemble des critères d'admissibilité en début d'année, il pourra redresser la situation en cours d'année afin d'être admissible au soutien financier de l'année en défaut.

[1] Voir annexe 1 page 18 pour prendre connaissance des ajustements en situation de COVID

Exemple méthode de calcul

	Total heures activité	60% (A)	Total heures travaillées	30% (B)	Total heures extérieur	10% (C)	Total heures admissibles après pondération A + B + C
Organisme 1	10 000	6 000	15 000	4 500	2 000	200	**10 700**

3. Reddition de compte

Le formulaire du Programme PANAM, basé sur des données réelles de la période de référence (1er avril au 31 mars de chaque année), correspond à la reddition de compte.

Toutefois, des audits peuvent être réalisés dans les organismes bénéficiaires du programme. AlterGo et la Ville se réservent le droit d'exiger tout autre document supplémentaire jugé pertinent à une reddition de compte lors de ces audits.

VI. Documents à fournir pour déposer une demande

1. « Formulaire PANAM »

Ce formulaire est à compléter pour chaque demande ; reconnaissance ou soutien financier au programme PANAM.

Il est disponible en tout temps sur le site internet de la Ville et d'AlterGo.

Le formulaire devra être retourné en format Excel pour être accepté.

2. Documents administratifs

Volet reconnaissance ou renouvellement (aux 3 ans)

En plus de compléter le « Formulaire PANAM », la demande de reconnaissance ou son renouvellement doivent inclure les documents suivants :

- Le dernier rapport d'activités de l'organisme et les états financiers ;
- Le procès-verbal de la dernière assemblée annuelle des membres ;
- La liste des membres du conseil d'administration ;
- La grille de tarification ;
- La programmation des 12 derniers mois (Période de référence : 1er avril au 31 mars de chaque année) ;
- Une copie des lettres patentes ;
- Une copie de l'État de renseignements au Registre des entreprises du Québec ;
- La résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant le dépôt de la demande ainsi qu' représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande et où l'on mentionne : « pour le PANAM 2021-2022 ». (Doit dater de moins de 12 mois) ;
- Une preuve d'assurance responsabilité civile de 2 M$ pour tous les organismes ;

Volet soutien financier (lors de chaque demande de soutien financier)

En plus de répondre au « Formulaire PANAM », la demande de soutien financier doit inclure les documents suivants :

- Le dernier rapport d'activités de l'organisme et les états financiers ;
- Le procès-verbal de la dernière assemblée annuelle des membres ;
- La programmation des 12 derniers mois (Période de référence : 1er avril au 31 mars de chaque année) ;
- Une preuve d'assurance responsabilité civile de 2 M$ qui couvre toute la période des activités soumises pour tous les organismes.

VII. Processus d’approbation

1. Traitement des demandes

Que ce soit pour une demande de reconnaissance ou de soutien financier, AlterGo reçoit les demandes et procède à la vérification de l’admissibilité des organismes en vérifiant leur formulaire ainsi que les documents fournis.

Un comité d’analyse et de recommandation du Programme PANAM revoit chaque demande et fait ses recommandations pour approbation par la Ville, une fois par an.

Par la suite, le Service de la diversité et de l’inclusion sociale confirmera les montants des contributions financières aux organismes.

2. Composition du comité d’analyse et de recommandation

Que ce soit pour une demande de reconnaissance ou de soutien financier, les informations fournies sont présentées par AlterGo à un comité d’analyse et de recommandation. Voici sa composition :

- Un représentant du Service de la diversité et de l’inclusion sociale – ville de Montréal ;
- Un représentant de la Direction des sports – ville de Montréal ;
- Un chef de division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social d’un arrondissement ;
- Deux représentants d’AlterGo.

3. Rappel

Le comité peut statuer sur la recevabilité d’une demande qui ne correspond pas aux critères du programme.

Les organismes n’ont pas besoin d’être membre d’AlterGo pour bénéficier du programme PANAM.

VIII. Suivi des demandes

1. Accusé de réception

Lors de la réception d'une demande, un accusé de réception est transmis par AlterGo.

2. Demande incomplète

Lors du dépôt d'une demande incomplète, un seul avis sera envoyé par courriel au répondant identifié par l'organisme pour demander des corrections avec une date limite. En cas de non-respect de la date limite, la demande sera considérée comme étant refusée.

3. Absence de demande

En cas d'absence de dépôt d'une demande de soutien financier ou d'une demande de renouvellement de reconnaissance, AlterGo contactera le répondant PANAM une première fois par courriel pour l'informer du retard. En l'absence d'une réponse à ce courriel, un 2e et dernier contact sera fait par téléphone. En l'absence d'une réponse à ces contacts, l'organisme sera considéré comme ne faisant pas de demande. Si une demande est faite, elle sera considérée comme étant en retard et les conditions s'appliquant aux retards devront être respectées. Aucun délai supplémentaire ne sera accordé.

4. Retards

Aucun retard dans la demande de **reconnaissance** ne sera accepté.

Une demande de **soutien financier** qui arrive en retard pourra être traitée avec une pénalité d'au moins 25% si une lettre d'explication est jointe à la demande.

5. Courriel non reçu

Un organisme dont l'envoi courriel ne se serait pas rendu à destination est considéré comme un organisme n'ayant pas remis de demande. Il est de la responsabilité de l'organisme de fournir ses coordonnées « valides ».

6. Réémission de chèques

Dans le cas d'une demande de réémission de chèque pour un chèque perdu ou égaré, des frais de 50$ seront soustraits au montant attribué à l'organisme.

IX. Retrait des organismes PANAM

Un organisme PANAM peut se retirer du programme. Il doit alors en aviser AlterGo par écrit en justifiant sa décision.

X. Pour information

Vidéo explicatif : disponible à partir du 15 septembre 2021

Rencontre d'information virtuelle : 28 septembre 2021, de 13h30 à 15h

Date limite pour le dépôt des demandes : 22 octobre 2021, 16h

Olivier Mallette

Coordonnateur des programmes

Tél. : 514 933-2739 #248

olivier@altergo.ca

Annexe 1 – Ajustements en situation de COVID-19

Étant donné que la reconnaissance et le financement du programme s'établissent à partir des activités offertes par les organismes du 1er avril 2020 au 31 mars 2021 et que cette période fut marquée par de nombreuses restrictions pour l'offre d'activités de loisir, en raison de la COVID-19, le comité a pris la décision de modifier cette année exceptionnellement certains critères qui seront utilisés pour évaluer les demandes.

Reconnaissance

- La reconnaissance des organismes qui arrivent à terme sera prolongée d'un an ;
- Les nouvelles demandes seront acceptées en se basant sur les données pré-COVID. Ces organismes seront reconnus pendant un an conditionnellement à l'atteinte des critères cibles du programme l'an prochain.

Soutien financier

- Au minimum 4000 $, plus un montant au prorata sera offert pour les organismes qui ont tenu des activités. Pour le calcul du prorata, voir les méthodes de calcul à la section 5 du présent guide (page 5).
- Un montant forfaitaire de 2000$ **pourrait être accordé** aux organismes qui n'ont pas tenu d'activité. **Ceux-ci devront toutefois justifier que ce financement est nécessaire à la pérennité de leur organisation.**

AlterGo

525, rue Dominion, Bureau 340
Montréal, Québec H3J 2B4

514-933-2739

www.altergo.ca
info@altergo.ca

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF
1216367004

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, assistant greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 22.02;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : **ALTERGO,** personne morale constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 340-525, Rue Dominion, Montréal, Québec, H3J 2B4, agissant et représentée aux présentes par Elsa Lavigne, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 118795046 RT 0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006144183 TQ 0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 118795046 RR 0001

(ci-après nommé le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE agit comme coordonateur du Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontralais (PANAM) 2021-2022;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, dans le cadre du Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes Panmontréalais (Programme PANAM) lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : La description du projet, soit : l'offre de services professionnels; l'annexe1A : le guide du Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontréalais (PANAM) de l'édition 2021-2022

1.2 « **Responsable** » : Le Directrice du Service de la diversité et l'inclusion sociale de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

1.3 « **Unité administrative** » : Le Service de la Diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1 pour la coordination du Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontréalais (PANAM).

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 1er août 2021 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 28 février 2022.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été

attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

6.12 ne divulguer aucun des renseignements personnels recueillis aux fins des services rendus en vertu de la présente convention;

6.13 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **quinze mille dollars (15 000 $)** couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 1. (sur réception d'une facture détaillée une somme forfaitaire maximale de quinze mille dollars (15 000 $)).

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder quinze mille dollars (15 000 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 340-525, Rue Dominion, Montréal, Québec, H3J 2B4 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801 rue Brennan, 4e étage, pavillon Prince, Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e^ Yves Saindon, assistant-greffier

Le e jour de 2021

ALTERGO

Par : _____
Elsa Lavigne, directrice générale

Cette entente a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de 2021 (Résolution CM21)

ALTERGO

Offre de Services professionnels

Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontréalais (Programme PANAM) 2021-2022

Version du 12 juillet 2021

Table des matières

Table des matières 2

1. La mission d'AlterGo 3

2. Présentation du programme 4

2.1. Contexte 4

2.2. Considérations 5

2.3. Définition d'un organisme PANAM 5

2.4. Objectifs du Programme PANAM 5

3. Présentation, rôle et responsabilités des acteurs 6

3.1. AlterGo 6

3.2. Service de la diversité et de l'inclusion sociale 7

4. Présentation et mandats des comités 8

4.1. Comité de gestion du PANAM 8

5. Bilans et résultats 9

5.1. Début de chaque année (ouverture du dossier) 9

5.2. Rapport préliminaire pour émission des chèques (avant le 31 janvier 2021) 10

5.4. Bilan final (avant le 28 février 2021) 11

6. Soumissions 12

6.1. Coordination du programme PANAM 12

1. La mission d’AlterGo

Créé en 1975, AlterGo regroupe plus de 130 organismes ou services de loisir municipaux sur le territoire de la région de Montréal. Tous ont une préoccupation commune pour l’accès au loisir des personnes ayant l’un ou l’autre des 7 types de troubles ou déficiences : auditive, intellectuelle, de santé mentale, de langage-parole, motrice, visuelle ou du spectre de l’autisme et quelle que soit leur âge.

AlterGo a pour mission de contribuer au développement social en soutenant l’inclusion des personnes ayant une limitation fonctionnelle par l’abolition des obstacles au loisir, au sport et à la culture.

De par le rôle qui lui a été confié par les organismes membres, AlterGo est appelé à jouer un rôle de coordination ou de représentant pour accomplir sa mission de promotion de l’exercice du droit au loisir. Dans tous les cas, il s’assure d’orienter ses actions vers la concertation et de tisser des liens avec d’autres partenaires.

2. Présentation du programme

2.1. Contexte

À Montréal, la majorité des activités de sport, de loisir et de culture sont offertes à la population grâce au secteur associatif. De nombreux organismes sont donc partenaires avec un ou plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal (Ville). S'ajoutent à ceux-ci, des organismes spécialisés qui offrent des activités de sport, de loisir et de culture adaptées aux besoins spécifiques des Montréalais ayant un handicap.

Par leur politique locale de reconnaissance, les arrondissements reconnaissent et soutiennent d'abord les organismes locaux qui collaborent à la réalisation de l'offre municipale en sport, en loisir et en culture, conformément à leurs champs de compétences. Ils leurs offrent du soutien sous différentes formes : prêts de locaux et d'équipements, contributions financières, expertise professionnelle, soutien ponctuel lors d'événements publics, etc. Cependant, les organismes PANAM desservant une clientèle de plusieurs arrondissements ne sont pas toujours considérés comme des organismes locaux et ont rarement accès à ce soutien.

En novembre 2011, AlterGo à titre de représentant d'une délégation d'une quarantaine d'organismes spécialisés, a déposé à la Ville un portrait de l'offre de service intitulé *Mission Partenariat*. Cette délégation a interpellé la Ville et ses arrondissements en leur demandant d'assurer le même soutien aux organismes PANAM qu'aux organismes de loisir locaux.

Au même moment, le conseil municipal a adopté à l'unanimité le règlement modifiant la Charte montréalaise, notamment l'article 21 qui confirme le droit au loisir, à l'activité physique et au sport pour tous les Montréalais. Également, en juin 2011, la Ville a adopté sa Politique municipale d'accessibilité universelle confirmant sa volonté de faire de Montréal une ville universellement accessible.

En 2012, la Ville a développé une première politique de reconnaissance des organismes PANAM en concertation avec un groupe issu de la Table de concertation pour le loisir des personnes handicapées de Montréal - coordonnée par AlterGo.

2.2. Considérations

La Ville a la responsabilité d'assurer l'accès au sport, au loisir et à la culture à tous les Montréalais incluant ceux ayant une déficience.

Les arrondissements ont la responsabilité de l'offre de services en sport, en loisir et en culture qui est une compétence d'abord et avant tout locale. Ils reconnaissent et soutiennent ainsi les organismes locaux qui contribuent à la réalisation de leur mission. Le soutien consenti varie selon les arrondissements. Il est toutefois difficile pour eux de soutenir adéquatement les organismes qui œuvrent à l'échelle de plusieurs arrondissements ou de l'ensemble de la Ville.

Les Montréalais ayant un handicap sont principalement des résidents qui reçoivent des services hors-arrondissement. Les arrondissements ne pouvant offrir des services de sport, de loisir et de culture adaptés au besoin de chacun de leurs résidents handicapés. Les personnes ayant un handicap doivent ainsi souvent se déplacer à l'extérieur de leur arrondissement pour pratiquer une activité de sport, de loisir et de culture accessible et adaptée à leurs besoins spécifiques.

2.3. Définition d'un organisme PANAM

Un organisme PANAM (panmontréalais) est un organisme montréalais à but non lucratif en sport, loisir ou culture desservant des citoyens ayant une déficience, un handicap ou une limitation fonctionnelle et qui proviennent **d'au moins 10 arrondissements différents** de la Ville.

Les organismes PANAM possèdent l'expertise et offrent des activités de sport, de loisir et de culture adaptées à tous les âges et à une ou plusieurs déficiences de type motrice, intellectuelle, visuelle, auditive, un trouble de santé mentale, du spectre de l'autisme (TSA), ou de langage-parole.

2.4. Objectifs du Programme PANAM

1. Offrir une reconnaissance permettant à l'organisme d'accéder à un soutien des arrondissements, même si leur clientèle n'est pas majoritairement locale.
2. Soutenir financièrement certains organismes de manière à assurer l'accès au sport, au loisir et à la culture à tous les Montréalais incluant ceux ayant une déficience.

3. Présentation, rôle et responsabilités des acteurs

3.1. AlterGo

Coordination des demandes du PANAM

- Assure la coordination du PANAM;
- Coordonne le comité de gestion du PANAM;
- Fait la promotion du programme auprès des organismes et partenaires;
- Soutient les organismes participants dans l'élaboration de leurs demandes;
- Reçoit et analyse les demandes de reconnaissance et de soutien financier;
- Compile les données tel que mentionné à la section bilan et résultats de la présente entente en vue d'effectuer une proposition de répartition des sommes à allouer;
- Informe les organisations participantes des réponses et du montant à recevoir;
- Émet les chèques aux organismes participants;
- Émet les lettres de confirmation des montants aux organismes;
- Envoi les chèques aux organismes;
- Rédige le bilan final du PANAM et fait des recommandations pour la mise en œuvre du programme;
- Répond aux besoins des organismes reconnus Panam en communicant aux intervenants loisir concernés les besoins exprimés;
- Encourage les arrondissements à répondre aux besoins des organismes reconnus PANAM.

3.2. Service de la diversité et de l’inclusion sociale

- Assure la gestion du PANAM et établit les orientations régionales;
- Assure la disponibilité des fonds du programme et conclue une entente avec AlterGo afin de confier la coordination du PANAM;
- Fait la promotion du PANAM;
- Approuve les recommandations d’AlterGo pour la reconnaissance et la répartition financière;
- Participe au comité de gestion du PANAM;
- Reçoit d’AlterGo le bilan annuel du PANAM, l’approuve et s’entend avec l’organisme sur les données pouvant être rendues publiques;
- Envoie les informations pertinentes aux arrondissements représentés par les intervenants loisir concernés par le dossier PANAM.
- Émet les lettres de confirmation de la reconnaissance aux organismes.

4. Présentation et mandats des comités

4.1. Comité de gestion du PANAM

Composition

- Deux représentants d'AlterGo;
- Un représentant des Chefs de divisions en loisir;
- Un représentant des Responsables du PANAM en arrondissement;
- Un représentant du Service de la diversité sociale et des sports, Ville de Montréal;
- Un représentant des Directeurs de Culture, Sport, Loisir et Développement Social (si possible).

Mandat

- Assure de l'actualisation du programme et propose, au besoin, des modifications aux orientations et aux paramètres de gestion;
- Procède à l'évaluation des demandes de reconnaissance des organismes acheminées à AlterGo dans le cadre du PANAM;
- Procède à la répartition des montants entre les organismes;
- Soumet des recommandations au besoin.

Fréquence des rencontres

- Une fois par année, suite à l'analyse des demandes, idéalement en décembre ou en janvier;
- Une seconde rencontre peut être tenue si des modifications importantes sont à apporter au programme.

5. Bilans et résultats

La liste suivante présente les documents administratifs à produire dans le cadre du Programme PANAM.

5.1. Début de chaque année (ouverture du dossier)

Étapes	Titre du document à présenter	Réception
Demande de soutien financier et de contrat de services professionnels (2021-2022)		**1er septembre 2021**
Documents pour la signature de convention	Charte AlterGo	
	Rapport annuel AlterGo	
	États financiers AlterGo	
	Résolution du CA AlterGo	
	Registre des entreprises AlterGo	
	Certificat d'assurance responsabilité civile indiquant la ville comme coassuré	
	Offre de service de la coordination du PANAM	
	Programme de reconnaissance et de soutien financier (PANAM) – Guide (approuvé par la Ville)	
	Formulaire de demande du Programme de reconnaissance et de soutien financier (PANAM) (approuvé par la Ville)	

5.2. Rapport préliminaire pour émission des chèques (avant le 31 janvier 2022)

Étapes	Éléments à présenter	Réception
Rapport préliminaire et plateforme calcul pour émission des chèques (2021-2022)		**31 janvier 2022**
États des lieux	Coordonnées des organisations	Onglet 1 (Plateforme de calcul)
	Synthèse des demandes des organisations	Onglet 2 (Plateforme de calcul)
Calcul des montants à octroyer	Calcul des montants proratés (demandés, révisés, proratés et les montants de l'année d'avant)	Onglet 3 (Plateforme de calcul)
	Tableau des chèques (*Montants finaux à octroyer) – Incluant modification et refus + motifs*	Onglet 4 (Plateforme de calcul)
Autres éléments requis pour l'approbation des chèques	1 liste des demandes reçues et non admissibles (précision des motifs) 1 liste des demandes acceptées et refusées (précision des motifs) 1 liste des demandes acceptées et modifiées (précision des motifs)	Compte rendu

5.4. Bilan final (avant le 28 février 2022)

Éléments à consolider dans un bilan final

I. Demandes pour l'édition en cours

1. Synthèse des demandes de reconnaissance et de soutien financier
    a. Demandes de reconnaissance
    b. Demandes de soutien financier
    c. Demandes de reconnaissance acceptées
    d. Demandes de reconnaissance non admissibles ou refusées
    e. Perte de reconnaissance ou retrait
2. Demandes de soutien financier
    a. Demandes de soutien financier non renouvelées
    b. Demandes de soutien financier acceptées avec pénalité de retard
    c. Demandes de soutien financier acceptées sous condition
    d. Demandes de soutien financier modifiées à la baisse

II. Répartition financière pour l'édition en cours

III. Statistiques des demandes acceptées

1. Caractéristiques des participants / Demandes acceptées.
2. Synthèse des organisations reconnues et soutenues.

IV. Décisions prises pour l'édition en cours

V. Constats et recommandations pour l'édition en cours

VI. Édition suivante – Liste des organismes qui doivent renouveler leur reconnaissance

VII. Recommandations et échéancier pour l'année suivante

6. Soumissions

6.1. Coordination du programme PANAM

Distribution du soutien financier accordé par la Ville de Montréal à AlterGo pour la coordination des demandes du PANAM.

Dépenses	Coût
Coordination générale – Directrice générale	1 200 $
Gestion du programme - Directeur accessibilité universelle en loisir	3 200 $
Préparation des demandes, inscription des données, suivis auprès des bailleurs de fonds : • Agente de programme, accessibilité universelle en loisir ; • Adjointe administrative, accessibilité universelle en loisir	8 000 $
Frais de réunions et de déplacement – réunion, visites dans les organismes	300 $
Frais de gestion – 15%	1 900 $
Émission des chèques	400 $
Total	**15 000 $**

Paiement des honoraires

La Ville de Montréal paiera les honoraires professionnels sur présentation de factures.

Signature de la personne autorisée

Elsa Lavigne, Directrice générale

Date : 20 juillet 2021

Signature



AlterGo

525, rue Dominion, Bureau 340
Montréal, Québec H3J 2B4

514-933-2739

www.altergo.ca
info@altergo.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1216367004

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Objet :	Accorder un soutien financier de 235 000 $, en 2021, à AlterGo, pour le redistribuer aux organismes financés par le Programme de reconnaissance et de soutien financier des organismes panmontréalais (PANAM) 2021-2022 et octroyer un contrat de services professionnels de gré à gré à AlterGo, pour une somme maximale de 15 000 $, taxes incluses, pour la coordination dudit programme pour l'édition 2021-2022, le tout dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver les deux projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1216367004 PANAM.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Préposée au budget
Tél : (514) 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-23

André POULIOT
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-5551
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.084

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1213277001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda No 1 à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'organisme sans but lucratif D-Trois-Pierres (CG19 0019), prolongeant sa durée pour une période d'un (1) an, du 1er janvier au 31 décembre 2022 / Autoriser une dépense maximale supplémentaire de 65 545,00 $, taxes non applicables, majorant ainsi le montant de la contribution financière initiale de 192 805 $ à 258 350 $.

Il est recommandé :

1. d'approuver l'Addenda N^{o} 1 à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'organisme sans but lucratif D-Trois-Pierres (CG19 0019), prolongeant sa durée pour une période d'un (1) an, du 1er janvier au 31 décembre 2022 / Autoriser une dépense maximale supplémentaire de 65 545,00 $, taxes non applicables, majorant ainsi le montant de la contribution financière initiale de 192 805,00 $ à 258 350,00 $.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-28 15:56

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1213277001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda No 1 à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'organisme sans but lucratif D-Trois-Pierres (CG19 0019), prolongeant sa durée pour une période d'un (1) an, du 1er janvier au 31 décembre 2022 / Autoriser une dépense maximale supplémentaire de 65 545,00 $, taxes non applicables, majorant ainsi le montant de la contribution financière initiale de 192 805 $ à 258 350 $.

CONTENU

CONTEXTE

D-Trois-Pierres est un organisme sans but lucratif fondé en 1985, une entreprise socioprofessionnelle, membre du Collectif des entreprises d'insertion du Québec et un exploitant agricole inscrit au MAPAQ.
D-Trois-Pierres et la Ville de Montréal (auparavant la Communauté urbaine de Montréal), travaillent en partenariat depuis 1986 pour développer les activités agricoles et acéricoles biologiques au parc-nature du Cap-Saint-Jacques. Depuis 2008, une partie des terres du parc agricole du Bois-de-la-Roche sont également cultivées grâce à cette entente de partenariat.

L'organisme offre aux jeunes de 18-35 ans des parcours de réinsertion socioprofessionnelle d'une durée de 32 semaines. Les participants vivent ainsi une expérience de travail favorisant leur insertion sociale et professionnelle grâce aux expériences acquises entre autres en restauration, en agriculture, en acériculture et en soins aux animaux.

La convention de contribution financière actuelle se termine le 31 décembre 2021 prochain. Il est requis de procéder à une prolongation d'un (1) an par voie d'addenda afin de maintenir les activités agricoles dans les parcs visés par l'entente, incluant l'accès du public à la ferme écologique du parc-nature du Cap-Saint-Jacques.

Cette prolongation d'un (1) an permettra au Service d'obtenir les recommandations de

l'étude hydrologique des terres cultivables. Cette étude est attendue au début de l'année 2022 et les recommandations qui en découlent seront prises en considération dans la préparation de la prochaine entente.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0019 - 31 janvier 2019 - Accorder un soutien financier de 192 805 $ à D-Trois-Pierres, organisme à but non lucratif de bienfaisance, pour une durée de trente-cinq mois, soit du 1er février 2019 au 31 décembre 2021, afin de soutenir sa mission d'insertion sociale au parc-nature du Cap-Saint-Jacques et au parc agricole du Bois-de-la-Roche / Approuver un projet de convention à cette fin.
CG19 0225 - 16 mai 2019 - Approuver un projet de convention de services gré à gré avec D -Trois-Pierres, organisme sans but lucratif de bienfaisance, pour la fourniture d'un service alimentaire hivernal et d'animation au parc-nature du Cap-Saint-Jacques pour une durée de trois ans, soit du 1er juin 2019 au 31 mai 2022, pour une somme maximale de 117 680 $

CG-18 0595 -22 novembre 2018 - Accorder un contrat de gré à gré à l'organisme sans but lucratif, D-Trois-Pierres, pour la fourniture d'un service de déneigement dans trois parcs-nature du secteur ouest de l'île de Montréal (Cap-Saint-Jacques, Anse-à-l'Orme et le parc agricole du Bois-de-la-Roche), pour une durée de 29 mois durant les saisons hivernales du 1er décembre 2018 au 30 avril 2021, pour une somme maximale de 167 996,33 $, taxes non applicables / Approuver un projet de convention de services à cette fin.

CG15 0481- 20 août 2015 - Autoriser une contribution financière additionnelle maximale de 155 525,37 $ dans le cadre d'une entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'organisme à but non lucratif D-Trois-Pierres (2008-2018) (CG07 0499), majorant ainsi la contribution de 450 000 $ à 605 525,37 $, taxes incluses / Approuver le projet d'addenda à cet effet**.**

DESCRIPTION

Ce dossier concerne l'entretien et les activités agricoles du parc-nature du Cap-Saint-Jacques et du parc agricole du Bois-de-la-Roche. L'appui de la Ville à D-Trois-Pierres permet d'assurer l'accès au public au site de la ferme écologique du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, ainsi que la préservation du patrimoine agricole de ce secteur grâce à la culture biologique des champs, à l'exploitation de l'érablière et de la cabane à sucre, uniques sur l'île de Montréal.
Le soutien de la Ville permet aussi de soutenir la mission d'insertion sociale de l'organisme à travers les divers plateaux de travail qu'offre ce secteur. En effet, les jeunes en situation de précarité qui s'inscrivent au parcours de réinsertion mettent en pratique les notions de base en agriculture biologique, du semis à l'emballage des légumes, en passant par les travaux dans les champs. La restauration, l'acériculture, ainsi que les soins aux animaux font également partie des apprentissages acquis au fil des 32 semaines du programme.

JUSTIFICATION

Cet addenda N° 1 à la convention de contribution actuelle avec l'organisme sans but lucratif D-Trois-Pierres permettra de maintenir les activités et l'accès au public au site de la ferme écologique.
Depuis 1986, l'organisme a développé son expertise et ses compétences tant en agriculture qu'en accompagnement des jeunes en situation de précarité. Ces deux éléments fondateurs de la mission de l'organisme font également partie de deux enjeux importants pour la Ville, soit l'agriculture urbaine et périurbaine, ainsi que celui de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Provenance du budget	No de contrat	Budget requis 2019-2021				Addenda # 1 Budget requis supplémentaire	
		2019	2020	2021	Total	2022	Total
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Division de la gestion des parcs-nature et biodiversité	18-1976	63 000,00 $	64 260,00 $	65 545,00 $	192 805,00 $	65 545,00 $	258 350,00 $

Cette dépense est déjà prévue au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Direction de la gestion des grands parcs et milieux naturels, Division de la gestion des parcs-nature et biodiversité.

Toutes ces dépenses sont assumées à 100 % par l'agglomération, parce qu'elle concerne les parcs-nature qui sont une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier s'inscrit dans la planification stratégique de la Ville:
Montréal 2030
- Accélérer la Transition écologique/ priorité no 4 : ''Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité''.

Ce soutien à l'Organisme permettra aussi de contribuer aux plans suivants :

Plan climat 2020-2030
Action 22 du chantier B *« Mobilité, urbanisme et aménagement » :* Développer l'agriculture urbaine.

Plan nature et sport
Volet 1/ Montréal vert / Protéger le patrimoine naturel/ Protection des milieux naturels et de la biodiversité.

ADS+
En soutenant la réinsertion sociale de jeunes en situation précaire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si cet addenda N^{o} 1 n'est pas approuvé, l'entretien et les activités agricoles des parcs-nature du Cap-Saint-Jacques et du parc agricole du Bois-de-la-Roche seront compromis, tout comme l'accès au public à la ferme écologique et à la cabane à sucre.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les activités de l'organisme se font en conformité avec les directives liées à la Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y aura pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

11 août 2021 : approbation du comité exécutif
26 août 2021 : approbation du conseil d'agglomération
1er janvier 2022 : entrée en vigueur de l'addenda No 1

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyn BRAZEAU
agent de développement

Tél : 514-821-8030
Télécop. : 280-6694

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-09

Anne DESAUTELS
Chef de division - division de la gestion des parcs-nature

Tél : 514 280-6721
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Anne DESAUTELS
Chef de division - division de la gestion des parcs-nature
Tél : 514 280-6721
Approuvé le : 2021-07-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2021-07-22

ADDENDA N^{o} 1

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur **Yves Saindon**, assitant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **(D-TROIS-PIERRES)**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 183, chemin du Cap-Saint-Jacques, Pierrefonds, Québec, H9K 1C6, agissant et représenté par madame **Anie Samson**, sa présidente dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 118888833
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006456959
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 11888 8833 RR0001

Ci-après appelée l'«**Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont déjà conclu une convention de contribution financière (ci-après appelé *« L'Entente initiale »)* qui a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG19 0019 le 31 janvier 2019 par laquelle la Ville soutien la mission de l'Organisme;

ATTENDU QUE les Parties acceptent les modifications à l'Entente initiale et conviennent de la prolonger d'un (1) an aux mêmes termes et conditions en majorant le soutien financier pour l'année supplémentaire au même montant que l'année 2021;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent addenda N^{o} 1.

ARTICLE 2
MODIFICATION

2.1 L'article 5.1 de *L'Entente initiale* est modifié par le remplacement de verser une somme maximale de « cent quatre-vingt-douze mille et huit cent-cinq dollars **(192 805,00 $)** » par « deux cent

cinquante-huit mille trois cent cinquante dollars **(258 350,00 $);**

2.2 *L'Entente initiale* est modifiée par l'ajout, après l'article 5.2.3 de l'art.5.2 (versement) de l'article suivant :

5.2.4 Pour l'année 2022, lui verser une somme maximale de soixante-cinq mille cinq cent quarante-cinq-dollars **(65 545,00 $)** payable selon les modalités de paiements suivantes :

⇒ Un premier versement de vingt-six mille deux cents dix-huit dollars (26 218,00 $) correspondant à 40 % du montant maximal le 1er janvier 2022

⇒ Un deuxième versement de vingt-deux mille neuf cent quarante dollars et soixante quinze cents (22 940,75 $) correspondant à 35 % du montant maximal le 1 mai 2022

⇒ Un versement final de seize mille trois cents quatre-vingt-six et vingt-cinq cents (16 386,25 $) correspondant à 25 % du montant maximal le 1 septembre 2022

2.3 L'article 9 (durée) de *L'Entente initiale* est modifié par le remplacement de **« 35 mois »** par **« 47 mois »** et **« 31 décembre 2021 »** par le **« 31 décembre 2022 »**

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS ET INTERPRÉTATION

Tous les autres termes et conditions de *L'Entente initiale* demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
(M. Yves Saindon, assistant-greffier)

Le 10e jour de Juin 20 21

(**D-TROIS-PIERRES)**

Par : _____
(Mme Anie Samson, présidente)

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …… 20__ numéro de résolution : _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1213277001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Objet :	Approuver l'addenda No 1 à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'organisme sans but lucratif D-Trois-Pierres (CG19 0019), prolongeant sa durée pour une période d'un (1) an, du 1er janvier au 31 décembre 2022 / Autoriser une dépense maximale supplémentaire de 65 545,00 $, taxes non applicables, majorant ainsi le montant de la contribution financière initiale de 192 805 $ à 258 350 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification 1213277001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-14

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-5872
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.085

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1214815002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 450 000 $ à Montréal - Métropole en santé pour la réalisation des plans d'action de Montréal, physiquement active et Conseil du système alimentaire montréalais afin de créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie pour tous les Montréalais, pour la période 2021-2024, dans le cadre du Fonds région et ruralité / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 450 000 $ à Montréal - Métropole en santé pour la réalisation des plans d'actions de Montréal, physiquement active et Conseil du système alimentaire montréalais afin de créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie pour tous les Montréalais, pour la période année 2021-2024, dans le cadre du Fonds régions et ruralités;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-28 15:53

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1214815002**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 450 000 $ à Montréal - Métropole en santé pour la réalisation des plans d'action de Montréal, physiquement active et Conseil du système alimentaire montréalais afin de créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie pour tous les Montréalais, pour la période 2021-2024, dans le cadre du Fonds région et ruralité / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Montréal - Métropole en santé (MMS) est un regroupement d'acteurs montréalais œuvrant en saines habitudes de vie depuis 2014. Il chapeaute les deux grandes mobilisations en saines habitudes de vie que sont Montréal physiquement active (MPA) et Conseil du système alimentaire montréalais (C-SAM). Il accompagne, reconnaît et soutient des mesures structurantes et durables issues de ces deux mobilisations afin de créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie pour toute la population montréalaise. Son objectif est d'être reconnu, en 2025, comme le réseau incontournable qui fait de Montréal une métropole innovante pour la création d'environnements favorables aux saines habitudes de vie.
En 2017, une entente multipartite de 1,8 M$ a été conclue pour soutenir MMS et ses mobilisations avec quatre partenaires majeurs : M361 (anciennement Québec en forme), Ville de Montréal, Direction régionale de santé publique (DRSP) de Montréal et ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ).

MMS est, depuis 2020, un organisme à but non lucratif (OBNL) et ne transige plus par un gestionnaire de fonds. Il dispose de la capacité d'obtenir un levier financier annuel provenant de la DRSP (100 000 $), du MAPAQ (50 000 $) et de M361 (520 868 $).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0520 - 22 octobre 2020
Accorder un soutien financier de 150 000 $ à Montréal - Métropole en santé pour la réalisation des plans d'action de Montréal, physiquement active et Conseil du système alimentaire montréalais afin de créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie pour tous les Montréalais, pour l'année 2020-2021, dans le cadre du Fonds de développement des territoires / Approuver un projet de convention à cet effet

CG19 0609 - 19 décembre 2019
Accorder un soutien financier non récurrent de 1 950 000 $ à Concertation régionale de Montréal pour la réalisation d'un projet de concertation décliné en six volets, entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020

CG17 0196 - 18 mai 2017
Approuver le projet d'entente 2015-2020 relative au Fonds de développement des territoires à intervenir entre la Ville de Montréal et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

DESCRIPTION

L'une des deux mobilisations qui composent MMS est MPA. Il s'agit d'une mobilisation multisectorielle (municipal, santé, éducation, organismes du milieu, entreprises privées) regroupant une centaine de partenaires qui œuvre à la mise en place d'environnements favorables à un mode de vie physiquement actif. Sa vision est que Montréal sera une métropole physiquement active, inclusive et accessible à tous, reconnue mondialement pour la qualité de son milieu de vie et son dynamisme sportif en 2025, et ce, à la grandeur de l'île et qu'elle aura contribué à réduire de 10 % la sédentarité de sa population. À la suite du Sommet *Ensemble* , *Montréal s'active* et du bilan MPA 2014-2019, les partenaires de la mobilisation ont bonifié le plan d'action régional initial par le biais d'un plan stratégique 2020-2025 et d'une priorisation des actions pour 2020-2022.
Quatre axes d'intervention caractérisent son action :

- Aménager des milieux de vie en faveur des déplacements actifs et de l'activité physique pour tous;
- Soutenir le développement du plein air urbain;
- Valoriser la pratique sportive et de ses événements;
- Promouvoir un mode de vie physiquement actif et équilibré.

Le Conseil du système alimentaire montréalais (C-SAM) est un réseau régional comprenant plusieurs partenaires en alimentation (production, transformation, distribution, consommation et post-consommation). Sa mission est d'assurer un leadership régional fort en matière d'alimentation en mobilisant les acteurs, en conseillant les décideurs et en appuyant des initiatives structurantes. Ceci s'incarne par la vision d'une alimentation saine, diversifiée, de proximité, abordable et durable pour toutes et pour tous. Il regroupe près de 25 membres issus d'horizons divers (milieux économique, universitaire, institutionnel, philanthropique, communautaire, etc.).

Le plan d'action intégré du C-SAM 2020-2022 agira sur les orientations suivantes :

- Réduire l'insécurité alimentaire des personnes vulnérables;
- Améliorer l'accès au marché montréalais pour les produits sains et locaux;
- Améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation;
- Diminuer l'empreinte écologique du système alimentaire;

- Œuvrer pour la consolidation des projets structurants et la collaboration intersectorielle au sein du système alimentaire montréalais.

Le présent dossier vise à renouveler l'engagement de la Ville auprès des mobilisations MPA et C-SAM pour la réalisation de leurs plans d'action respectifs. La convention avec MMS est d'une durée de trois ans 3 ans. Elle prend effet à la suite de l'approbation du présent dossier et se terminera le 31 mars 2024.

JUSTIFICATION

La mise sur pied de MMS n'aurait pu se faire sans un engagement continu de la Ville dans les mobilisations MPA et C-SAM. Celle-ci y joue un rôle majeur parce que les sports et l'activité physique relèvent de ses responsabilités (MPA) alors que la sécurité alimentaire et l'agriculture urbaine (C-SAM) font parties de ses priorités afin que tous les Montréalais.es aient accès à une alimentation saine.
La transformation de MMS en OBNL témoigne d'une volonté de poursuivre le développement d'une expertise en concertation et en mobilisation tout en se donnant les moyens pour développer des partenariats, notamment financiers. Des actions pourront ainsi être soutenues directement auprès de la population.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 450 000 $, est prévu au budget du Service développement économique. Il est financé par le Fonds régions et ruralité. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération. La contribution de la Ville représente une proportion annuelle de 18% du financement global du projet.
Depuis 2017, le soutien financier annuel de 150 000 $ à MMS provenait du Fonds de développement des territoires et transitait par Concertation Montréal (C-MTL) qui jouait le rôle de gestionnaire de fonds.

Le soutien financier que la Ville a accordé à MMS au cours des dernières années pour le même projet se résume comme suit :

Organisme	Projet	Soutien accordé				Soutien recommandé				% du soutien annuel / projet global
		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
Montréal - Métropole en santé	**Création d'environnements favorables aux saines habitudes de vie pour tous les Montréalais**	150 000 $	150 000 $	150 000 $	150 000 $	135 000 $	150 000 $	150 000 $	15 000 $	18 %

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes de la Stratégie 2030 de la Ville de Montréal :

- Priorité #6 | Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire
- Priorité #9 | Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

- Priorité #19 | Offrir à l’ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, soit d'inciter à une vie active et sportive, d'offrir un réseau d’infrastructures durables et de qualité et d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Montréal - Métropole en santé facilite la concertation et la mobilisation intersectorielle permettant de créer de saines habitudes de vie pour les Montréalaises et les Montréalais, contribuant ainsi au bien-être et à la qualité de vie de toutes et de tous.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le projet est maintenu tel quel, et ce, malgré la situation de crise actuelle. En effet, la pandémie ayant exacerbé la précarité à plusieurs niveaux, la réalisation des plans d'action du C-SAM et de MPA est d'autant plus nécessaire dans le contexte actuel. Ainsi, des modifications pourraient être apportées à certaines actions précises de leur plan d'action respectif afin de prendre en considération les impacts de la COVID-19, notamment sur les populations vulnérables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication, en Annexe 2 au projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération : 26 août 2021.
Suivi de la convention : en continu jusqu'au 31 mars 2024.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique DOUCET, Service du développement économique
Salwa MAJOUJI, Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Aurélie LEBRUN, Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Charles-André MAJOR, Service du développement économique
Myrta MANTZAVRAKOS, Service de l'environnement

Lecture :

Véronique DOUCET, 14 juillet 2021
Salwa MAJOUJI, 14 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique LEMAY
Conseillère en planification

Tél : 514 872-5672
Télécop. : 514 872-9255

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-13

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514 872-4720
Télécop. : 514 872-9255

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2021-07-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2021-07-28

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Emmanuel Tani-Moore, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **MONTRÉAL MÉTROPOLE EN SANTÉ**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38)), dont l'adresse principale est le 200 – 5455, rue de Gaspé, Montréal, QC, H2T 3B3, agissant et représentée par Mme Rotem Ayalon, présidente du conseil d'administration, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : *à venir*
Numéro d'inscription T.V.Q. : *à venir*

ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme désire participer à la mobilisation des communautés pour améliorer les milieux de vie de l'agglomération de Montréal;

ATTENDU QUE l'Organisme agit en tant que table régionale intersectorielle régionale en saines habitudes de vies regroupant des acteurs complémentaires et interdépendants d'organismes communautaires, d'organisations civiles et privées et des instances publiques et institutionnelles de l'île de Montréal et qu'il s'appuie sur deux grandes mobilisations partenariales : Montréal physiquement active (MPA) et le Conseil du Système alimentaire montréalais (C-SAM);

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et

dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 mai de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 mars 2022 pour la première année et la période du 1e avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et

de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la

généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quatre cent cinquante mille dollars (450 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2021 **:**

5.2.1.1 une somme maximale de cent trente-cinq mille dollars (135 000 $) le 15 septembre 2021;

5.2.2 Pour l'année 2022 :

5.2.2.1 une somme maximale de cent cinquante mille dollars (150 000 $) à la suite de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2023 :

5.2.2.1 une somme maximale de cent cinquante mille dollars (150 000 $) à la suite de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2024 :

5.2.2.1 une somme maximale de quinze mille dollars (15 000 $) la suite de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier

directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2024.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 200 – 5455, rue de Gaspé, Montréal, QC, H2T 3B3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Rotem Ayalon, présidente du conseil d'administration. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Emmanuel Tani-Moore, greffier

Le 16e jour de juillet 20 21

MONTRÉAL – MÉTROPOLE EN SANTÉ

Par : _____
Rotem Ayalon, présidente du conseil d'administration

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CG …….).

ANNEXE 1

PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Montréal Métropole en santé (ci-après « Organisme ») subventionné doit respecter toutes les dispositions du présent protocole de visibilité dans le cadre de la Convention conclue avec la Ville de Montréal relativement au « Projet » décrit à l'Annexe 1.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1. Présenter et faire approuver un plan de communication expliquant les moyens qui seront utilisés pour communiquer sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications, afin de fournir une visibilité adéquate à la Ville de Montréal conformément aux exigences de la présente Annexe;

1.2. Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'approbation de la Ville de Montréal;

1.3. Faire approuver toutes communications publiques, quel qu'en soit le support, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente Annexe;

1.4. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent toutes les clauses de la présente Annexe;

1.5. Offrir à la Ville de Montréal la possibilité de participer aux événements médias et publics, tel que défini au point 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1. Reconnaissance de la Ville de Montréal

2.1.1. Faire état de la contribution de la Ville de Montréal lors de communications publiques tenues dans le cadre du Projet ainsi que sur tous les outils de communication imprimés, numériques et électroniques, incluant les publicités et les médias sociaux, en utilisant l'une des mentions écrites suivantes :

- Mention minimale: « en partenariat avec la Ville de Montréal »
- Mention complète : « Montréal Métropole en santé remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier. »
- Autre mention possible : « Ce Projet a été réalisé avec le soutien financier de la Ville de Montréal. »

2.1.2. Apposer le logo de la Ville de Montréal sur tous les outils de communication, par exemple et notamment : les affiches, les dépliants, le site Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les publicités, les panneaux remerciant les collaborateurs, et ce peu importe le format et le support utilisé (imprimé, numérique et électronique), selon les modalités décrites à la section 3 de ce Protocole :

- Le logo de la Ville de Montréal peut faire partie d'un regroupement de logos avec les autres partenaires au Projet;

- Si la Ville de Montréal est le partenaire principal, s'assurer que le logo de la Ville est mis en évidence. Advenant la présence d'autres partenaires, veiller à ce que les logos reflètent équitablement la contribution financière de chacun;
- Dans le cas où l'insertion du logo de la Ville de Montréal n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter l'une des mentions décrites à 2.1.1.

2.2. Relations médias et événements publics

2.2.1. **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public:**

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- Offrir à la mairie de Montréal la possibilité de joindre un communiqué à la pochette de presse ou une citation du cabinet de la mairie de Montréal dans le communiqué de l'Organisme;
- Inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif, la possibilité de participer aux annonces importantes et aux conférences de presse organisées dans le cadre du Projet ou de l'activité, un minimum de **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance;
- Advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif, coordonner et effectuer le suivi, un minimum de **quinze (15) jours ouvrables** à l'avance, et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;
- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal ainsi que ceux qu'ils ont mandatés (influenceurs, photographes, vidéastes, etc.);
- Prendre en charge la gestion des droits quant aux photos, vidéos et autres contenus qui seront diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

2.3. Publicité et promotion

2.3.1. Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Si applicable, lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle;

2.3.2. Mentionner le Projet dans le site internet de l'Organisme, et ajouter un hyperlien vers le Projet sur le site de la Ville de Montréal, si applicable (www.montreal.ca);

2.3.3. **Dans les communications importantes** sur les médias sociaux, s'assurer d'inclure les liens appropriés à la plateforme Facebook de la Ville de Montréal, (https://www.facebook.com/mtlville);

2.3.4. Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé et numérique, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

2.3.5. **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site**, offrir à la Ville de Montréal **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance**, et si le contexte s'y prête, la possibilité de:

- avoir accès aux outils ou aux modes d'animation jugés pertinents par les organisateurs et la Ville de Montréal pour assurer une visibilité à la Ville et une interaction avec le public, incluant et ne se limitant pas à des bannières promotionnelles, un kiosque d'exposition ou toute autre structure sur un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi et situé dans un secteur fréquenté, etc.;
- adresser un message promotionnel aux participants, qui sera rédigé par la Ville de Montréal, lorsqu'il y a la présence d'un animateur;
- s'annoncer gratuitement sur les véhicules ou supports utilisés lors d'une diffusion sur un site dans le cadre du Projet (ex. : écrans numériques).

2.4. Bilan de visibilité

2.4.1. Remettre au Responsable du projet de la Ville de Montréal un bilan, incluant une courte description du projet (30-50 mots), une copie des éléments de communication qui ont été développés, des photos et une revue de presse couvrant le Projet, et toute statistique permettant à la Ville de mesurer les retombées (nombre de participants, nombre d'impression, résultats d'un sondage de satisfaction, etc.)

3. MODALITÉS

3.1. Normes graphiques et linguistiques

3.1.1. Respecter les normes et les règles d'utilisation du logo de la Ville de Montréal;

3.1.2. Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication définis à 2.1.2;

3.1.3. Ne pas utiliser le nom, le logo et les marques officiels de la Ville de Montréal en dehors du contexte de la présente Convention, sans avoir obtenu le consentement au préalable;

3.1.4. Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

3.2. Approbations

3.2.1. Soumettre pour approbation à la personne responsable **au Responsable du projet de la Ville de Montréal** :

- le plan de communication défini à 1.1 **au plus tard 30 (trente) jours ouvrables après** la signature de la Convention;

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution financière de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2. Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville de Montréal** :

- le positionnement des logos de tous les partenaires du Projet sur toutes les communications imprimées et numériques, et soit le support, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur envoi pour impression ou leur diffusion.

3.2.3. Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement public, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** :

- le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet, un minimum de **quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3. Contacts

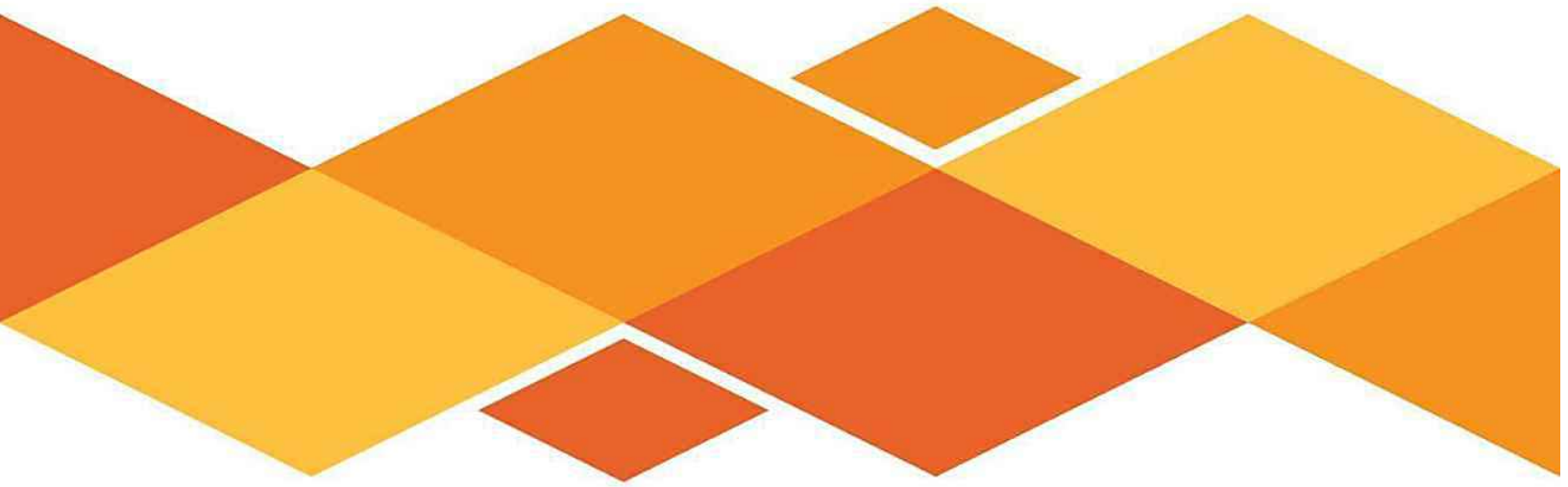
3.3.1. **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville de Montréal**

- Pour offrir l'un des éléments de visibilité spécifié dans ce Protocole, pour obtenir le logo et les normes graphiques de la Ville de Montréal, pour faire approuver le positionnement de tous les logos, ou pour toute question sur le sujet, veuillez écrire à : visibilite@ville.montreal.ca

3.3.2. **Mairie de Montréal ***

- Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant l'un-e des membres du cabinet ou du comité exécutif, veuillez écrire à : mairesse@ville.montreal.qc.ca

***IMPORTANT : Assurez-vous de préciser que le Projet est subventionné par le biais de la convention**



MONTRÉAL
PHYSIQUEMENT
ACTIVE

MONTRÉAL - MÉTROPOLE EN SANTÉ

CONTEXTE GÉNÉRAL **3**

AXE 1 - AMÉNAGER DE S MILIEUX EN FAVEUR DES DÉPLACEMENTS ACTIFS ET DE L’ACTIVITÉ PHYSIQUE POUR TOUS **5**

PLAN STRATÉGIQUE 2020-2025 5

AXE 2 - SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DU PLEIN AIR URBAIN **5**

PLAN STRATÉGIQUE 2020-2025 5

AXE 3 - VALORISER LA PRATIQUE SPORTIVE ET SES ÉVÉNEMENTS **6**

PLAN STRATÉGIQUE 2020-2025 6

AXE 4 - PROMOUVOIR UN MODE DE VIE PHYSIQUEMENT ACTIF ET ÉQUILIBRÉ **7**

PLAN STRATÉGIQUE 2020-2025 7

PROJETS, CHANTIERS EN COURS ET À VENIR **8**

ARRIMAGE AVEC MONTRÉAL 2030 **9**

BIBLIOGRAPHIE DES RÉFÉRENCES EN MODE DE VIE PHYSIQUEMENT ACTIF **12**

INTERNATIONALE 12
GOUVERNEMENTALE 12
RÉGIONALE MÉTROPOLITAINE 13
VILLE DE MONTRÉAL 13
PARTENAIRES 13

CONTEXTE GÉNÉRAL

LA RAISON D'ÊTRE

L'inactivité physique et la sédentarité sont des enjeux sociétaux majeurs. Au-delà du simple déficit en sport et en activité physique, elles révèlent des problèmes complexes ayant des répercussions importantes sur l'éducation, la santé, le développement social et l'économie. Ces problématiques se posent dès le jeune âge.

En effet, au Québec, les recommandations en matière d'activité physique sont atteintes par 67 % des jeunes de 3 à 5 ans, 35 % des jeunes Montréalais de la 6ème année et seulement 32 % des jeunes Montréalais au secondaire[1]. Pourtant, 90 % des jeunes Montréalais de la 6ème année ont accès à un parc à moins de 300 mètres de leur domicile et 76 % d'entre eux ont accès à au moins une installation sportive extérieure.
Ces tendances ont été confirmées par le récent rapport de Montréal physiquement active portant sur les populations à risque d'être inactives et sédentaires. **Les tout-petits, les enfants, les ados ainsi que les aînés sont les plus à risque d'être inactifs et sédentaires à Montréal.[2]**

Face à ce constat, une centaine d'organismes partenaires sont à pied d'œuvre au sein d'une même mobilisation multisectorielle, **Montréal physiquement active** [MPA], afin de permettre la mise place des environnements favorables à un mode de vie physiquement actif pour inciter tous les Montréalais et Montréalaises à devenir et à rester physiquement actifs tout au long de leur parcours de vie. Ensemble, les partenaires ciblent une **réduction de 10 % la sédentarité[3] de la population de l'île de Montréal.**

Afin de favoriser une démarche globale pour l'adoption et la promotion de la santé et de la qualité de vie des citoyens, la mobilisation Montréal physiquement active (MPA) œuvre conjointement avec le Conseil du Système alimentaire montréalais (CSAM) au sein de Montréal-Métropole en santé (MMS), devenu un organisme à but non lucratif (OBNL) en février 2020.

LA VISION DE MPA

En 2025, à la grandeur de l'île, Montréal sera une métropole physiquement **active**, **inclusive** et **accessible à tous**, reconnue mondialement pour la qualité de son milieu de vie et son dynamisme sportif.

LA MISSION DE MPA

Soutenir des réseaux d'acteurs qui unissent leurs forces pour le mode de vie physiquement actif de toutes les montréalaises et tous les montréalais.

Pour ce faire, son réseau de partenaires se regroupe autour de **quatre grands axes d'intervention** :

1. Aménager des milieux en faveur des déplacements actifs et de l'activité physique pour tous;
2. Soutenir le développement du plein air urbain;
3. Valoriser la pratique sportive et ses événements;
4. Promouvoir un mode de vie physiquement actif et équilibré.

[1] DIRECTION RÉGIONALE DE SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL Enquête TOPO, 2017

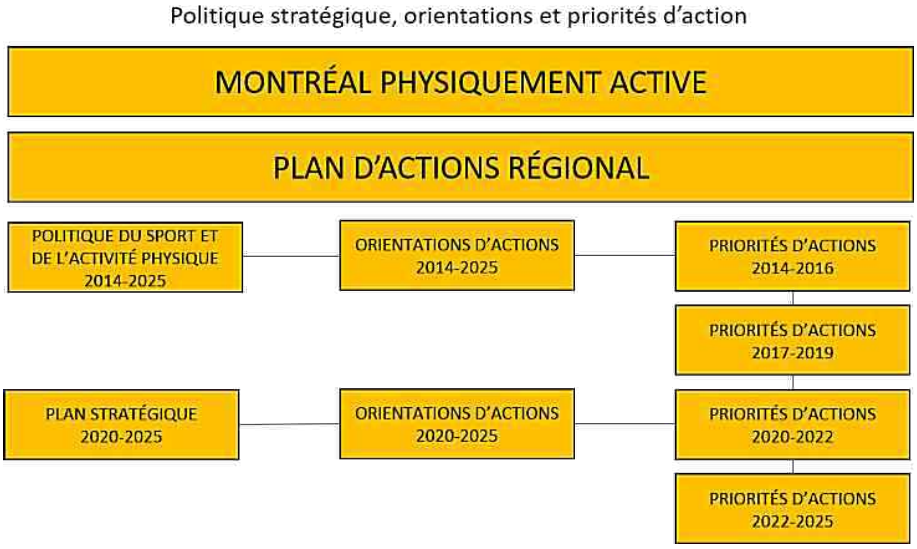
[2] MONTRÉAL PHYSIQUEMENT ACTIVE Portrait des populations à risque d'être physiquement inactives à Montréal,2020

[3] ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS). (S. D.). Plan d'action mondial pour l'activité physique 2018-2030

HISTORIQUE DES ACTIONS

En mai 2014, le 1er sommet *Montréal physiquement active* fait émerger *le Plan d'actions régional 2014-2025*, la Politique du sport et de l'activité physique de la Ville de Montréal, ainsi qu'une vision et des orientations qui ont guidé les priorités d'action de nombreux partenaires. Le plan d'actions régional invite tous les acteurs provenant tant de la société civile que du gouvernement à agir d'une manière complémentaire et interdépendante, selon une **vision concertée et des orientations communes à un changement durable favorisant un mode de vie physiquement actif**.

La Table intersectorielle sur les saines habitudes de vie – région de l'île de Montréal (TIR-SHV), et plus spécifiquement sa mobilisation **Montréal physiquement active est alors mandatée par les partenaires *du Plan d'action régional Montréal physiquement active* pour agir à titre d'instance de référence régionale.**
Depuis 2014, c'est donc sous cette gouvernance commune que sont regrouper les objectifs de cohésion et de concertation en matière d'activité physique pour la métropole.



En 2014-2016, les partenaires du Plan d'actions *Montréal physiquement active* ont soutenu 18 projets structurants dans le milieu afin d'encourager un mode de vie physiquement actif auprès de la population montréalaise.

En 2017-2019, c'est une trentaine de projets durables qui ont été planifiées, ainsi que qu'une vingtaine d'initiatives de partenaires, afin de mettre en place des environnements favorables à un mode de vie physiquement actif pour tous les montréalais. (Voir toutes les actions et des ressources sur le site Montréal physiquement active)

En mai 2019, plus de 250 intervenants représentants près de 100 partenaires se sont rencontrés en 2019 pour souligner les 5 ans de la mobilisation Montréal physiquement active [MPA] sous le thème *Ensemble, Montréal s'active!* Des **acteurs** issus du milieu du **sport**, de **l'activité physique**, du **plein air**, de l'**aménagement** et de **la santé** se sont réunis pour discuter d'enjeux et identifier les objectifs à atteindre collectivement en matière de

modes de vie physiquement actif à Montréal. **Élus**, **professionnels**, **organismes**, **instances scolaires** et **municipales** ont contribué à définir les prochaines priorités d'action de cette mobilisation montréalaise.

Suite au Sommet *Ensemble, Montréal s'active!* et au bilan MPA 2014-2019**, les partenaires de la mobilisation Montréal physiquement active ont bonifié le plan d'actions régional initial au travers d'un plan stratégique 2020-2025 et d'une priorisation des actions pour 2020-2022.**

AXE 1 - AMÉNAGER DE S MILIEUX EN FAVEUR DES DÉPLACEMENTS ACTIFS ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE POUR TOUS

PLAN STRATÉGIQUE 2020-2025	
Orientation 1	Conjuguer et synchroniser nos interventions en lien avec le développement de projets urbains reliés au transport collectif et actif peu importe l'échelle.
Priorité d'action	Influencer l'aménagement du territoire de manière à accroître l'espace dédié au transport collectif et actif.
Orientation 2	Favoriser l'accès sécuritaire pour tous aux espaces verts et aux installations sportives extérieures en transport collectif et actif, en tenant compte des pistes cyclables et des corridors piétonniers.
Priorité d'action 1	Favoriser l'accès à la connaissance (développer et diffuser) en design actif pour tous en matière d'aménagement et d'urbanisme
Priorité d'action 2	Intégrer les principes du design actif pour tous dans les interventions d'aménagement et dans les projets urbains

AXE 2 - SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DU PLEIN AIR URBAIN

PLAN STRATÉGIQUE 2020-2025	
Orientation 1	Lieux de pratique accessibles et sécuritaire
Priorité d'action 1	Aménager les berges et rendre accessible l'accès aux activités nautiques
Priorité d'action 2	Accroître l'accès à des parcs et des berges en transport en commun et en transport actif
Priorité d'action 3	Augmenter le nombre de lieux accessibles universellement
Priorité d'action 4	Accroître les services d'accueil dans les parcs
Orientation 2	Matériel et équipements accessibles
Priorité d'action 1	Augmenter le nombre de parcs de proximité offrant le prêt de matériel sur place
Priorité d'action 2	Augmenter les infrastructures de plein air dans les parcs locaux

Priorité d'action 3	Augmenter l'offre de camping sur l'île de Montréal

Orientation 3	Gestion de risque adaptée au territoire
Priorité d'action 1	Outiller les gestionnaires de clientèles pour une meilleure gestion des risques
Priorité d'action 2	Adapter certaines règles ou règlements à la pratique d'activités de plein air

Orientation 4	Offre de plein air originale et attrayante
Priorité d'action 1	Rendre les activités de plein air attrayantes pour les jeunes dans les parcs montréalais
Priorité d'action 2	Rendre accessible les activités de plein air pour les jeunes
Priorité d'action 3	Développer d'une offre d'initiation aux activités de plein air pour tous

Orientation 5	Communication et promotion de l'offre de service plein air
Priorité d'action 1	Collaborer à mieux diffuser l'offre de service de plein air au grand public
Priorité d'action 2	Informer les gestionnaires de clientèles de l'offre de service plein air

Orientation 6	Concertation et développement des partenariats
Priorité d'action 1	Permettre aux organismes de réseauter entre eux
Priorité d'action 2	Impliquer les partenaires à participer à la définition de la vision du plein air sur le territoire de l'île de Montréal

AXE 3 - VALORISER LA PRATIQUE SPORTIVE ET SES ÉVÉNEMENTS

PLAN STRATÉGIQUE 2020-2025

Orientation 1	Favoriser un accès équitable et efficient aux installations et aux équipements sportifs pour toute la population.
Priorité d'action 1	Favoriser la concertation et la mobilisation des différents acteurs du milieu sportif quel que soit le niveau de pratique sportive et de clientèle
Priorité d'action 2	Transmettre aux autorités compétentes des recommandations relatives à l'optimisation de l'utilisation et du partage des différents plateaux sportifs montréalais, afin d'en favoriser un accès équitable et efficient pour toute la population

Orientation 2	Soutenir la qualité des interventions dans tous les niveaux de la pratique sportive et pour toutes les clientèles.
Priorité d'action 1	Susciter l'émergence d'actions visant la réflexion et le changement de normes en matière de pratique et interventions de qualité en milieu sportif Montréalais, peu importe le niveau de pratique
Priorité d'action 2	Reconnaître, valoriser et soutenir la profession d'entraîneur en favorisant la formation continue, le transfert de connaissances et la reconnaissance

Priorité d'action 3	Reconnaître, valoriser et soutenir le milieu scolaire dans la mise en place d'initiatives favorisant la qualité de l'intervention et développant l'intérêt des jeunes à diverses disciplines sportives
Priorité d'action 4	Outiller les organisations sportives dans la gestion des ressources humaines, matérielles et financières dans un objectif de qualité des interventions

Orientation 3	Être partie prenante d'événements mobilisateurs et rassembleurs de diverses envergures, permettant la découverte des installations sportives et l'initiation à différentes activités physiques et sportives, en favorisant notamment l'organisation d'activités accessibles pour l'ensemble de la population montréalaise.
Priorité d'action 1	Soutenir l'école, la famille et la communauté dans la réalisation d'initiatives communes pour favoriser la pratique sportive et des activités physiques pour tous, tout au long de la vie
Priorité d'action 2	Réaliser, de manière concertée, des événements rassembleurs ou activités mobilisatrices en sport et activité physique sur l'île de Montréal
Priorité d'action 3	Favoriser la pratique sportive par le développement d'actions concertées intégrées aux évènements sportifs d'envergure

Orientation 4	Changer la norme en faisant la promotion de la contribution importante du sport sous toutes ses formes dans le mode de vie physiquement actif des Montréalais
Priorité d'action 1	Développer du contenu à diffuser auprès des autorités compétentes, des parties prenantes et de la population en général sur le sport comme un moyen essentiel pour favoriser un mode de vie actif des Montréalais
Priorité d'action 2	Valoriser les exploits et les réalisations des athlètes, intervenants et personnalités physiquement actives inspirantes de la communauté montréalaise
Priorité d'action 3	Mettre en valeur et promouvoir, par le biais de différents outils de diffusion concertés, la quantité et la diversité des événements locaux

AXE 4 - PROMOUVOIR UN MODE DE VIE PHYSIQUEMENT ACTIF ET ÉQUILIBRÉ

PLAN STRATÉGIQUE 2020-2025	
Orientation 1	Assurer une cohérence, un arrimage et un continuum entre les offres de services actuelles et à venir des partenaires de MPA notamment pour les 0-17 ans et les populations le plus à risque d'être inactives et sédentaires (filles, personnes âgées, personnes ayant des limitations fonctionnelles, communautés culturelles…).
Priorité d'action 1	Identifier les besoins des populations à risque et des 0-17. Diffusion et mobilisation des connaissances.
Priorité d'action 2	Identifier les offres de services et les expertises des partenaires MPA.
Priorité d'action 3	Identifier les manques et définir les priorités à combler dans l'offre de service.

Orientation 2	Favoriser le développement et le maintien d'un mode de vie physiquement actif et équilibré en misant sur le plaisir.

Priorité d'action 1	Promouvoir et mettre en place des mesures structurantes qui favorisent le développement et le maintien d'un mode de vie physiquement actif tout au long de l'année et de la vie
Priorité d'action 2	Informer et sensibiliser les partenaires de MPA.

PROJETS, CHANTIERS EN COURS ET À VENIR

SUIVRE ET METTRE EN ŒUVRE LES PROJETS DU PLAN D'ACTION 2020-2022

Les 11 projets composant ce troisième plan d'action de MPA ont la particularité d'avoir été identifiés et définis collectivement par les partenaires de la mobilisation.

En voici quelques-uns :

Parc Accessible : Le projet vise à analyser l'accessibilité de trois grands parcs montréalais par les modes de transport actifs et collectifs, puis à formuler des recommandations aux acteurs clés des domaines des transports et de l'aménagement urbain pour améliorer l'accessibilité des parcs.

Route bleue du Grand Montréal : Le projet vise à mobiliser les forces vives du secteur du plein air nautique afin de développer les compétences nautiques, la connaissance des plans d'eau et une éthique de pratique auprès de la population du Grand Montréal, dans le respect des milieux naturels riverains.

Forces des organismes pour soutenir les populations à risque d'être inactives : Le projet vise à assurer une cohérence, un arrimage et un continuum entre les offres de service et expertises des partenaires de MPA et d'autres organismes en lien avec les populations à risque d'être sédentaires : les 0-12 ans en situation d'immigration non-européenne récente.

Il s'agira également de réactiver les projets de l'axe 3 : valoriser la pratique sportive et ses événements, qui n'ont pas pu démarrer en raison du cadre sanitaire imposé au milieu sportif en 2020 et 2021.

APPLIQUER DES STRATÉGIES DE MOBILISATION DE CONNAISSANCES ET EXPERTISES

En lien avec un des rôles de la TIR-SHV: *Mobiliser, influencer et mettre en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles,* le développement de **MPA comme Carrefour de savoirs et d'expertises en matière de mode vie physiquement actif sur l'île de Montréal** favorisera :

- L'identification des besoins et des opportunités des communautés et des régions
- La promotion, le soutien et la mise en valeur des politiques, des mesures et des initiatives favorables aux environnements sains.
- Une meilleure coordination et mobilisation des partenaires pour améliorer la qualité de vie dans les communautés.

La captation stratégique des contenus originaux produits par les partenaires, l'environnement régional et provincial permettra **la constitution d'un référentiel de données pour la mise en œuvre de projets, de demandes de financement et d'arrimage partenarial.**

C'est également l'opportunité de consolider cet espace de confiance, qu'est la mobilisation, propice au partage de pratiques, d'accès aux données, ainsi qu'au **développement d'une communauté de pratique**, à laquelle les partenaires s'identifient et où de nombreuses initiatives inspirantes prennent forme.

VALORISER LA MOBILISATION DE PARTENAIRES

Après un travail de diagnostic, l'élaboration d'un plan de communication intégré et le support d'une ressource en communication, les stratégies de contenu identifiées seront opérationnalisées afin de **soutenir la visibilité des projets collectifs et leurs impacts et de faire rayonner la mobilisation et les organismes partenaires** qui la composent. L'organisation d'un événement MPA est en cours de réflexion pour le printemps 2022 afin de faire rayonner les initiatives inspirantes de ces dernières années et de maintenir l'investissement du milieu dans l'amélioration des pratiques en faveur de la santé et de la qualité de vie des Montréalais, en soulignant la force de la transversalité des actions en matière de mode vie physiquement actif.

La participation à plusieurs RDV est en cours d'organisation afin de **valoriser cet acteur collectif qu'est la mobilisation comme un support efficace aux politiques pour la santé, le bien-être et l'équité** :

- Dépôt d'un mémoire dans le cadre de la consultation publique du Plan d'urbanisme et de mobilité en 2022
- Participation à l'IUPES en mai 2022
- Prendre de part à des comités significatifs en matière de MVPA (*Go! Le secondaire s'active*, Interact, Changer les règles du jeu, Parc Actif, etc.)

PRÉPARER LE NOUVEAU PLAN D'ACTION 2022-2025

C'est en pleine conscience de la situation du milieu du mode vie physiquement actif montréalais que le travail pour le prochain plan d'action est amorcé.

Ce dernier devra prendre en considération les impacts et les apprentissages issue de cette dernière année de crise sanitaire.

Toujours en appuis sur ses fondamentaux, soit le *Plan d'actions régional 2014-2025* et la *Politique du sport et de l'activité physique de la Ville de Montréal*, ainsi que le plan stratégique 2020-2025, certaines notions devront être néanmoins introduites dans le processus de priorisation des actions pour les prochaines années : **l'agilité, l'évaluation d'impacts, la transversalité et l'analyse différenciée selon le sexe dans une perspective intersectorielle (ADS+).**

ARRIMAGE AVEC MONTRÉAL 2030

Alliée privilégiée qui catalyse les forces vives du milieu du mode vie physiquement actif montréalais, la mobilisation Montréal physiquement active (MPA) contribue à l'amélioration de la santé et de la qualité de vie de toutes les Montréalaises et de tous les Montréalais, et ce, aux 3 échelles d'intervention.

Constituée de plus de 100 partenaires clés, MPA rassemble un grand bassin d'expérience et d'expertise permettant une connaissance des réalités diversifiées du territoire concernant la mobilité active, l'activité en plein air et la pratique sportive, ainsi que la promotion d'un mode de vie physiquement actif tout au long du parcours de vie des Montréalais.es. Sa transversalité et son intersectionnalité favorise la mise en œuvre d'actions

engagées dans la transition écologique, la solidarité, l'équité et l'inclusion, ainsi que la démarche démocratique et participative.

Le développement de nombreux projets collectifs interdisciplinaires caractérise le dynamisme de MPA et sa capacité d'action innovante et créative. Ces liens actifs et privilégiés avec différents acteurs expliquent sa force de réseautage et de concertation, en plus du relayage et de la diffusion d'informations à forte plus-value.

MPA peut prendre appui sur ses expériences passées et participer à imaginer et réaliser l'avenir pour toutes les générations de Montréalais.

Autant de forces qui font de **Montréal physiquement active**, mobilisation de la TIR-SHV Montréal-Métropole en santé, **une accompagnatrice fiable, pondérée et équitable soit une alliée incontournable à la mise en œuvre du plan stratégique Montréal 2030.**

PLAN STRATÉGIQUE MONTRÉAL 2030	PLAN STRATÉGIQUE MPA
Orientation : Transition écologique	
Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision	**Axe 2 - Orientation 1 :** Lieux de pratique de plein air urbain accessibles et sécuritaire **Priorité d'action 1 :** Aménager les berges et rendre accessible l'accès aux activités nautiques **Priorité d'action 2 :** Accroître l'accès à des parcs et des berges en transport en commun et en transport actif **Priorité d'action 3 :** Augmenter le nombre de lieux accessibles universellement **Priorité d'action 4 :** Accroître les services d'accueil dans les parcs **Axe 2 - Orientation 3 :** Gestion de risque adaptée au territoire **Priorité d'action 1** : Outiller les gestionnaires de clientèles pour une meilleure gestion des risques
Priorité 3 : Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous	**Axe 1 - Orientation 1 :** Conjuguer et synchroniser nos interventions en lien avec le développement de projets urbains reliés au transport collectif et actif peu importe l'échelle. **Priorité d'action 1.1 :** Influencer l'aménagement du territoire de manière à accroître l'espace dédié au transport collectif et actif. **Axe 1- Orientation 2 :** Favoriser l'accès sécuritaire pour tous aux espaces verts et aux installations sportives extérieures en transport collectif et actif, en tenant compte des pistes cyclables et des corridors piétonniers. **Priorité d'action 1 :** Favoriser l'accès à la connaissance (développer et diffuser) en design actif pour tous en matière d'aménagement et d'urbanisme **Priorité d'action 2 :** Intégrer les principes du design actif pour tous dans les interventions d'aménagement et dans les projets urbains
Orientation : Solidarité, équité et inclusion	

Priorité 8: Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous	**Axe 3 - Orientation 2** : Soutenir la qualité des interventions dans tous les niveaux de la pratique sportive et pour toutes les clientèles. **Priorité d'action 1 :** Susciter l'émergence d'actions visant la réflexion et le changement de normes en matière de pratique et interventions de qualité en milieu sportif Montréalais, peu importe le niveau de pratique **Axe4 - Orientation 1 :** Assurer une cohérence, un arrimage et un continuum entre les offres de services actuelles et à venir des partenaires de MPA notamment pour les 0-17 ans et les populations le plus à risque d'être inactives et sédentaires (filles, personnes âgées, personnes ayant des limitations fonctionnelles, communautés culturelles…).
Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire	**Axe 3 - Orientation 1** : Favoriser un accès équitable et efficient aux installations et aux équipements sportifs pour toute la population. **Priorité d'action 1 :** Favoriser la concertation et la mobilisation des différents acteurs du milieu sportif quel que soit le niveau de pratique sportive et de clientèle **Priorité d'action 2** : Transmettre aux autorités compétentes des recommandations relatives à l'optimisation de l'utilisation et du partage des différents plateaux sportifs montréalais, afin d'en favoriser un accès équitable et efficient pour toute la population
Orientation : Démocratie et participation	
Priorité 12 : Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective	Soutenir des réseaux d'acteurs qui unissent leurs forces pour le mode de vie physiquement actif de toutes les montréalaises et tous les montréalais est la mission de MPA. Faciliter le réseautage, mobiliser les acteurs sont des mandats octroyés à MPA dans le cadre de la Politique du sport et de l'activité physique de la Ville de Montréal, qui positionne MPA comme carrefour des savoirs et des expertises en matière de mode vie physiquement actif.
Orientation : Stimuler l'innovation et la créativité	
Priori 16 : Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international	**Axe 4 - Orientation 1 :** Assurer une cohérence, un arrimage et un continuum entre les offres de services actuelles et à venir. **Priorité d'action 1 :** Identifier les besoins des populations à risque. Diffusion et mobilisation des connaissances. **Priorité d'action 2** : Identifier les offres de services et les expertises des partenaires MPA. **Priorité d'action 3 :** Identifier les manques et définir les priorités à combler dans l'offre de service.
Échelle : humain	
Priorité 18 : Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire	Promouvoir un mode de vie physiquement actif et équilibré est un des quatre axes d'intervention de MPA.
Échelle : quartier	

Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins	**Axe 4 -Orientation 2 :** Favoriser le développement et le maintien d'un mode de vie physiquement actif et équilibré en misant sur le plaisir. **Priorité d'action 1 :** Promouvoir et mettre en place des mesures structurantes qui favorisent le développement et le maintien d'un mode de vie physiquement actif tout au long de l'année et de la vie
Échelle : métropole	
Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole	Nos collaborations avec des villes et les divers paliers d'interventions [local, régional, national et international] génèrent des opportunités pour faire reconnaître Montréal comme leader en matière de mode de vie physiquement actif.

BIBLIOGRAPHIE DES RÉFÉRENCES EN MODE DE VIE PHYSIQUEMENT ACTIF

INTERNATIONALE

Charte de Toronto pour l'activité physique (2010) - un appel à l'action et un instrument de plaidoyer pour implanter durablement des conditions favorisant un mode de vie actif pour tous et pour toutes.

Plan d'action mondial pour l'activité physique 2018-2030 - Organisation mondiale de la santé (en anglais)

GOUVERNEMENTALE

Programme nationale de santé publique 2015-2025 (PNSP) - Offre de services de santé publique à déployer par le ministère de la Santé et des Services sociaux et son réseau

Politique Gouvernementale de Prévention en Santé (PGPS) - cadre intersectoriel structurant pour agir sur les facteurs qui ont un impact déterminant sur la santé.

Politique de l'activité physique, du sport et du loisir – Au Québec on bouge! (2017) - s'applique à la pratique libre ou encadrée d'activités de toutes sortes

Pour une population québécoise physiquement active (2020) – recommandations Comité scientifique de Kino-Québec

Au Québec, on bouge en plein air! (2017) - vise à outiller les intervenantes et les intervenants de divers milieux pour favoriser le développement et la promotion des activités de plein air au Québec

Fondement de la pratique sportive au Québec (2019)

Politique de mobilité durable – 2030 Transporter le Québec vers la modernité - les transports collectif et actif, routier, maritime, aérien et ferroviaire, ainsi que les interventions sur le réseau routier, dans une perspective intégrée.

Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2018-2022 - alignement des actions sur les priorités établies par les régions.

Pour une vision des environnements favorables - définition claire et détaillée des environnements favorables aux saines habitudes de vie

Politique québécoise de la jeunesse 2030 (PQJ)

Stratégie d'action jeunesse 2021-2024 - plan d'action découlant de la PQJ

Plan de relance pour la réussite éducative 2021-2022 - soutenir de chaque apprenant, au-delà de la pandémie.

Politique de la réussite éducative 2017 - vision d'ensemble de l'éducation.

Stratégie gouvernementale 0-8 ans - réponse aux besoins fondamentaux démontrés par la recherche scientifique

Cadre de référence gazelle et potiron - cadre de référence pour tous les acteurs travaillant dans les services de garde éducatifs à l'enfance

Pour un virage santé à l'école (2007-2017) – Politique pour soutenir les milieux scolaires
À l'école, on bouge au cube - mesure 15023 – mesure de soutien à la politique ayant pour objectif que l'ensemble de leurs élèves soient physiquement actifs tous les jours de classe pendant au moins 60 minutes
Activités parascolaires au secondaire – mesure 15028 – mesure de soutien pour une offre gratuite d'une programmation diversifiée d'activités parascolaires à l'ensemble de leurs élèves

RÉGIONALE MÉTROPOLITAINE

Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) - l'aménagement, le transport et l'environnement.
Plan d'action 2019-2023 du plan métropolitain d'aménagement - plan d'action découlant du PMAD

VILLE DE MONTRÉAL

Politique du sport et de l'activité physique (2014-2025) – guide pour la métropole et les arrondissements dans la mise en place des environnements favorables à l'activité physique.
Plan directeur du sport et du plein air urbains (2018-2028) - données quantitatives et qualitatives des diverses caractéristiques de la planification urbaine
Plan sport et nature (2020-2030) - vision et les priorités d'intervention du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports,
Montréal 2030 – plan stratégique : 4 orientations, 3 échelles et 20 priorités pour une ville plus verte et inclusive
Plan climat (2020-2030) – plan d'action : 46 actions, 5 chantiers d'intervention en faveur d'une transition écologique réussie
Politique de l'enfant (2016) - les enfants (0-17 ans) au cœur des priorités
Politique de développement social (2019-2020) - porte sur L'aménagement de quartiers à échelle humaine, l'accessibilité, la participation sociale et citoyenne, le vivre-ensemble, ainsi que la vitalité sociale et économique
Vision Zéro (2019-2021) – action sur l'ensemble des composantes du système de circulation routière pour garantir la sécurité de tous les usagers de la route : piétons, cyclistes, conducteurs et passagers de tous les âges et de toutes les conditions
Montréal, métropole à l'image des personnes aînées - Plan d'action pour les personnes ainées 2018-2020

PARTENAIRES

Portrait des populations à risque d'être physiquement inactives à Montréal (2020) – V.Gosselin et S.Laberge – Montréal physiquement active
Portrait du niveau d'activité physique des jeunes montréalais (2018) - Direction régionale santé publique de Montréal (DRSP)
Sécurité bien dosée (2021) – vision d'un pratique sécuritaire pour l'optimisation et le maintien des bienfaits de la pratique d'activités physiques - TMVPA
Pour promouvoir l'activité physique et la santé - Lise Gauvin (2019) - Centre de recherche du Centre Hospitalier de l'Université de Montréal (CRCHUM)
Vision Vélo 2025 – Vélo Québec

CONSEIL SYSTÈME ALIMENTAIRE MONTRÉALAIS

MONTRÉAL – MÉTROPOLE EN SANTÉ

Table des matières

Contexte générale..... 3
Mandat du Conseil SAM auprès de la Ville de Montréal 3
Ancrages dans les politiques de la Ville de Montréal 4
Projets, chantiers en cours et à venir : 6

Contexte générale

Historique

Le Système alimentaire montréalais est issu des travaux du comité « Nourrir Montréal » de la Conférence régionale des élus de Montréal en 2014, dont découle le Plan de développement SAM 2025. En 2014, une résolution est présentée au conseil municipal pour analyser l'opportunité de se doter d'un Conseil des politiques alimentaires (CPA). À la suite des consultations de la Commission sur le développement social et la diversité, le comité exécutif s'exprime en faveur de la création d'un CPA ancré dans la mobilisation SAM. Le Conseil SAM est officiellement lancé en 2018.

Vision

Une alimentation saine, diversifiée, de proximité, abordable et durable pour tous et toutes.

Mission

Assurer un leadership régional fort en matière d'alimentation.

Rôles

- Agir comme espace de coopération, de concertation et de maillage régional et local;
- Agir à titre de ressource-conseil régionale auprès des partenaires et acteurs publics et privés de l'agglomération;
- Développer des positions et promouvoir des priorités et des politiques favorables à un système alimentaire durable et équitable;
- Agir comme incubateur d'initiatives régionales structurantes et levier financier régional.

Mandat du Conseil SAM auprès de la Ville de Montréal

Extraits de la *Réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le développement social et la diversité montréalais portant sur l'analyse de l'opportunité de se doter, à l'échelle de l'agglomération montréalaise, d'un conseil des politiques alimentaires*, 13 janvier 2016.

« Le Comité exécutif est favorable, sous réserve de la participation des grands partenaires qui devront identifier leur contribution, à la mise en place d'un Conseil des

politiques alimentaires à l'échelle de l'agglomération, dont la raison d'être serait le droit de tous les Montréalais à une alimentation saine ».

« Le comité exécutif retient les deux rôles recommandés par la commission : 1- l'expertise-conseil et 2- l'animation d'un espace de coopération régionale. L'éventuel CPA intégrera aussi le rôle qu'avaient le SAM et le comité de travail sur l'agriculture urbaine. Cela fera du CPA un ensemble cohérent pour formuler des recommandations sur les problématiques alimentaires ».

Ancrages dans les politiques de la Ville de Montréal

Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan

La Ville de Montréal a signé le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan en 2015. Les signataires s'engagent, notamment, à :

- travailler au développement de systèmes alimentaires durables, inclusifs, résilients, sûrs et diversifiés, qui fournissent des aliments sains et abordables à tous dans le respect des droits fondamentaux, réduisent au maximum le gaspillage, préservent la biodiversité et atténuent les effets du changement climatique tout en s'y adaptant ;
- définir, mettre en œuvre et évaluer l'ensemble des politiques, des programmes et des initiatives alimentaires en collaboration avec tous les secteurs du système alimentaire (y compris les autorités voisines, les organisations techniques et académiques, la société civile, les petits producteurs et le secteur privé)

Alignements du plan stratégique Montréal 2030 et le Plan d'action intégré du Conseil SAM

Les orientations du plan d'action intégré 2020-2022 du Conseil SAM sont arrimées avec des priorités du plan stratégique Montréal 2030 et les actions en découlant contribueront à l'avancement de ces priorités, notamment :

Plan stratégique Montréal 2030	**Plan d'action intégré du Conseil SAM**
Orientation : Transition écologique Priorité 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.	Orientation : Diminuer l'empreinte écologique du système alimentaire Objectif 2.6.1 Identifier les facteurs individuels et collectifs qui influencent les choix alimentaires écoresponsables à Montréal. Objectif 2.6.2 Organiser et soutenir des activités pour promouvoir des choix alimentaires sains et écoresponsables. Orientation : Améliorer l'accès au marché montréalais pour les produits locaux

	Objectif 1.2 Améliorer l'accessibilité des produits locaux aux canaux de distribution du marché montréalais, notamment dans les institutions montréalaises du réseau de la santé et les écoles primaires et secondaires. Objectif 1.4 Outiller les petites et moyennes entreprises (PME) et les très petites entreprises (TPE) pour accroître leur accès au marché montréalais. Orientation : Œuvrer pour la consolidation des projets structurants et la collaboration intersectorielle au sein du système alimentaire montréalais Objectif 5.17.1 Faire le bilan de l'impact de la crise sanitaire de la COVID-19 sur le système alimentaire et identifier des moyens de renforcer la résilience.
Priorité 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.	Objectif 2.5.1 Soutenir une centaine d'institutions, commerces et industries (ICI) pour entreprendre des initiatives de réduction de gaspillage alimentaire et/ou des matières résiduelles générées. Objectif 2.5.2 Réduire le gaspillage alimentaire par une redistribution qui vise à nourrir la population
Orientation : Solidarité, équité et inclusion Priorité 6 : Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire.	Orientation : Réduire l'insécurité alimentaire des personnes vulnérables Objectif 3.8.1 Doter la Ville de Montréal d'une stratégie de lutte contre l'IA. Objectif 3.8.2 Rendre disponible pour les principaux décideurs un tableau de bord d'indicateurs de surveillance de l'IA et de la pauvreté. Objectif 3.9.1 Implanter un programme alimentaire intégré dans les écoles publiques primaires montréalaises et en évaluer les retombées Orientation : Améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation

	Objectif : 4.12.1 Développer un plaidoyer montréalais en faveur de la taxation des boissons sucrées. Objectif 4.12.2 Évaluer la faisabilité d'utiliser des coupons alimentaires pour augmenter la consommation de fruits et légumes chez les populations à faible revenu à Montréal.
Orientation : Démocratie et participation Priorité 10 : Mettre les citoyennes et citoyens et les acteurs locaux au cœur des processus de décision, en renforçant les mécanismes de consultation et de participation, en favorisant la prise en charge individuelle et collective	Objectif 3.10.2 D'ici 2022, établir des mécanismes pour s'assurer que les savoirs expérientiels des personnes vivant l'insécurité alimentaire soient valorisés et utilisés pour nourrir les travaux du Conseil SAM.
Échelle : humain Priorité 18 : Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire	Le droit à l'alimentation est au cœur de la raison d'être du Conseil SAM.
Échelle : quartier Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins	Objectif 3.11.1 Améliorer l'accès aux commerces d'alimentation à distance de marche pour les populations vivant sous le seuil de faible revenu. Objectif 3.11.2 Contribuer à la consolidation d'une concertation alimentaire locale dans les quartiers montréalais.
Échelle : métropole Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole	Nos collaborations avec des villes et réseaux internationaux génèrent des opportunités pour faire reconnaître Montréal comme leader en matière d'alimentation durable.

Projets, chantiers en cours et à venir :

Durant la pandémie, des membres du Conseil SAM ont participé aux rencontres de la cellule de crise sur l'aide alimentaire d'urgence mise sur pied par la Ville de Montréal. Pour faire suite au mandat de l'élaboration d'un plan en cas de deuxième vague, et la rédaction d'un bilan sur l'impact de la pandémie sur le réseau d'aide alimentaire, le Conseil SAM continuera à organiser des occasions d'échange et de partage de connaissances entre les acteurs locaux et régionaux du réseau d'aide alimentaire, par le biais de l'Espace Cuisine. Les participants ont convenu qu'il y a un besoin de poursuivre les échanges sur un certain nombre de sujets, notamment l'aide alimentaire en milieu

scolaire. Cela fera dorénavant partie du mandat du groupe de travail du Conseil SAM sur l'insécurité alimentaire.

En termes de transition écologique, le projet Guichet unique pour la transition alimentaire facilitera l'adoption des changements de pratiques dans les commerces alimentaires montréalais afin de réduire leur empreinte écologique. Des collaborations avec le Service de l'environnement, dans le cadre du Plan de gestion des matières résiduels, ainsi qu'avec le Bureau de la transition écologique et la résilience (BTER) sont en cours d'élaboration.

Enfin, le Conseil SAM continuera à explorer les moyens par lesquels la Ville peut, dans le respect de ses compétences, mettre en place des politiques qui serviront de leviers pour un système alimentaire durable. Le Conseil SAM participera à l'élaboration des politiques et programmes sur invitation et participera aux consultations publiques afin de proposer des actions prometteuses pour améliorer la sécurité alimentaire des montréalaises et montréalais.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1214815002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un soutien financier de 450 000 $ à Montréal - Métropole en santé pour la réalisation des plans d'action de Montréal, physiquement active et Conseil du système alimentaire montréalais afin de créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie pour tous les Montréalais, pour la période 2021-2024, dans le cadre du Fonds région et ruralité / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1214815002 - Montréal - Métropole en santé.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction des revenus

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.086

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1211683002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda No 1 à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et le Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal (CE20 0182), pour le projet Cultiver l'espoir, prolongeant sa durée pour une période d'un an, du 1er janvier au 31 décembre 2022 / Autoriser une dépense supplémentaire de 65 000 $, taxes non applicables, majorant ainsi le montant inital de la contribution financière de 125 000 $ à 190 000 $

Il est recommandé :

1. d'approuver l'addenda N^{o} 1 à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et le Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal (CE20 0182), pour le projet *Cultiver l'espoir,* prolongeant sa durée pour une période d'un an, du 1er janvier au 31 décembre 2022 / Autoriser une dépense supplémentaire de 65 000 $, taxes non applicables, majorant ainsi le montant initial de la contribution financière de 125 000 $ à 190 000 $;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-29 09:34

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1211683002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda No 1 à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et le Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal (CE20 0182), pour le projet Cultiver l'espoir, prolongeant sa durée pour une période d'un an, du 1er janvier au 31 décembre 2022 / Autoriser une dépense supplémentaire de 65 000 $, taxes non applicables, majorant ainsi le montant inital de la contribution financière de 125 000 $ à 190 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Le parc agricole du Bois-de-la-Roche fait partie du réseau des parcs-nature de l'agglomération de Montréal. Il est situé dans les limites du Grand parc de l'Ouest. Une partie du Bois-de-la-Roche est vouée à l'agriculture, ce qui permet de valoriser ces terres et contribuer à la sécurité alimentaire des Montréalais.
En janvier 2020, la Ville de Montréal a accordé une contribution financière totalisant 125 000 $ à Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal pour la réalisation du programme *Cultiver l'espoir,* au parc agricole du Bois-de-la-Roche, pour une période de deux ans.

La convention de contribution financière actuelle, se terminant le 31 décembre 2021 prochain, il est requis de prolonger d'un (1) an par voie d'addenda afin de poursuivre le projet.

Cette prolongation d'un (1) an permettra au Service d'obtenir les recommandations de l'étude hydrologique des terres cultivables. Cette étude est attendue au début de l'année 2022 et les recommandations qui en découlent seront prises en considération dans la préparation de la prochaine entente.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0182 - 12 février 2020 - Accorder un soutien financier à Regroupement des Magasins-Partage de l'Île de de Montréal pour la réalisation du programme *Cultiver l'espoir,* au parc agricole du Bois-de-la-Roche, pour une somme maximale 125 000 $ répartie sur une période de deux ans, de 2020 à 2021.

CE15 0710 - 22 avril 2015 - Approuver, conformément à la loi, un projet de convention de services de gré à gré entre la Ville et D-Trois-Pierres relativement à l'entretien et la remise en culture de terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche, dans le cadre de la mise en oeuvre du projet *Cultiver l'espoir.*

CE14 0782 - 21 mai 2014 - Autoriser une dépense additionnelle de 47 213,93 $ taxes incluses, pour l'achèvement des travaux de drainage dans le cadre du contrat accordé à NMP Golf Construction inc. majorant la dépense totale à 448 974,31 $.

DESCRIPTION

Ce dossier concerne le projet *C ultiver l'espoir* qui est un programme de production agricole biologique en milieu urbain et périurbain qui assure un approvisionnement en légumes frais aux banques alimentaires du grand Montréal. Les légumes biologiques destinés au programme sont cultivés sur des terres du parc agricole du Bois-de-la-Roche. 55 % des récoltes sont remis à des organismes communautaires qui distribuent cette production à des familles à faibles revenus. 45 % sont vendus à des grossistes dans un objectif d'autofinancement du programme. Le Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal est l'initiateur du projet; D-Trois-Pierres (DTP) est responsable du volet agricole. Le programme Cultiver l'Espoir s'est mérité le Grand Prix DUX 2019, récompense accordée aux initiatives visant à bonifier l'offre alimentaire. En décembre 2017, le programme a gagné le Prix Action David Suzuki.

Depuis 2015, cinq variétés de légumes racines (chou, rutabaga, carotte, betterave, pommes de terre) sont cultivées. À terme, en 2024, le programme permettra la récolte de 447 000 kg de légumes biologiques sur une superficie de 18 hectares (auxquels s'ajoutent six hectares en jachère).

JUSTIFICATION

L'approbation de cet addenda N^{o} 1 entre la Ville et le Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal permet la poursuite du programme *Cultiver l'espoir* pour une année supplémentaire et la révision de la convention actuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Provenance du budget	**Budget requis 2019-2021**				**Addenda # 1 Budget requis supplémentaire**	
	2019	**2020**	**2021**	**Total**	**2022**	**Total**
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Division de la gestion des parcs -nature et biodiversité	60 000,00 $	60 000,00 $	65 000,00 $	125 000,00 $	65 000,00 $	190 000,00 $

Cette dépense est déjà prévue et priorisée au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Direction de la gestion des grands parcs et des milieux naturels, Division de la gestion des parcs-nature et de la biodiversité.

Toutes ces dépenses sont assumées à 100 % par l'agglomération, puisqu'elles concernent

les parcs-nature qui sont une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagement en inclusion, équité et accessibilité universelle. Ce soutien au programme ''Cultiver l'espoir'' permettra aussi de contribuer aux plans suivants :

ADS+
En soutenant les organismes communautaires qui soutiennent les familles à revenus précaires en leur offrant des aliments de qualité issus de la production agricole biologique.

Plan nature et sport
Volet 1/ Montréal vert / Protéger le patrimoine naturel/ Protection des milieux naturel et de la biodiversité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si cet addenda N^{o} 1 n'est pas approuvé, le projet *Cultiver l'Espoir* du Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal sera compromis privant l'organisme en approvisionnement d'une bonne quantité de légumes qu'il ne pourra pas fournir aux banques alimentaires du grand Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les activités de l'organisme se font en conformité avec les directives liées à la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y aura pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 11 août 2021
Conseil d'agglomération : 26 août 2021
1er janvier 2022 : entrée en vigueur de l'addenda N^{o} 1

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérique MAGNAN-LAUZON
architecte paysagiste

Tél : 514-872-2505
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-09

Anne DESAUTELS
Chef de division

Tél : 514 280-6721
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON
Directeur - gestion des parcs et biodiversite
Tél : 514 872-2289
Approuvé le : 2021-07-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2021-07-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

no 4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.

no 6 - Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Offrir 55% des récoltes à des organismes communautaires qui distribuent ces productions à des familles à faibles revenus.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

ADDENDA N° 1

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur **Yves Saindon,** assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la loi sur les cités et villes ;
Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **REGROUPEMENT DES MAGASINS-PARTAGE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 5789, rue d'Iberville, Montréal, Québec, H2G 2B8, agissant et représenté par madame **Sylvie Rochette**, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;
Numéro d'inscription T.P.S. : 876578022 RR001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1023126733
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 876578022 RP0001

Ci-après appelée l'«**Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ET À TITRE D'INTERVENANTE :

D-TROIS-PIERRES, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 183, chemin du Cap-Saint-Jacques, Pierrefonds, Québec, H9K 1C6, agissant et représenté par madame **Anie Samson**, sa présidente dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;
Numéro d'inscription T.P.S. : 118888833
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006456959
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 11888 8833 RR0001

ATTENDU QUE les Parties ont déjà conclu une convention de contribution financière (ci-après appelé *« L'Entente initiale »)* qui a été approuvée par le comité exécutif par la résolution CE20 0182 le 12 février 2020 par laquelle la Ville soutien la réalisation du programme « Cultiver l'Espoir »;

ATTENDU QUE les Parties acceptent les modifications à l'Entente initiale et conviennent de la prolonger d'un (1) an aux mêmes termes et conditions en majorant le soutien financier pour l'année supplémentaire au même montant que l'année 2021;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent addenda N° 1.

ARTICLE 2
MODIFICATION

2.1 L'article 5.1 de *L'Entente initiale* est modifié par le remplacement de « cent vingt-cinq mille dollars **(125 000,00 $)** » par « cent quatre-vingt-dix mille dollars **(190 000,00 $)** »;

2.2 *L'Entente initiale* est modifiée par l'ajout, après l'article 5.2.2 de l'art.5.2 (versement) de l'article suivant :

5.2.3 Pour l'année 2022, lui verser une somme maximale de soixante-cinq mille dollars **(65 000,00 $)** payable selon les modalités suivantes :

- Un premier versement de quarante-cinq mille dollars (45 000,00 $) le 1er mars 2022
- Un deuxième versement de vingt mille dollars (20 000,00 $) le 15 novembre 2022

2.3 L'article 9 (durée) de *L'Entente initiale* est modifié par le remplacement du **« 31 décembre 2021 »** par le **« 31 décembre 2022 »**

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS ET INTERPRÉTATION

Tous les autres termes et conditions de *L'Entente initiale* demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
(M. Yves Saindon, assistant-greffier)

Le 10e jour de JUIN 2021

REGROUPEMENT DES MAGASINS-PARTAGE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL
(Programme Cultiver l'Espoir)

Par : _____
(Mme Sylvie Rochette, cofondatrice et directrice générale)

Le 10e jour de Juin 2021

D-TROIS-PIERRES

Par : _____
(Mme Anie Samson, présidente)

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ numéro de résolution : _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1211683002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Objet :	Approuver l'addenda No 1 à la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et le Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal (CE20 0182), pour le projet Cultiver l'espoir, prolongeant sa durée pour une période d'un an, du 1er janvier au 31 décembre 2022 / Autoriser une dépense supplémentaire de 65 000 $, taxes non applicables, majorant ainsi le montant inital de la contribution financière de 125 000 $ à 190 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1211683002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-19

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.087

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218475002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien total de 598 000 $ à Triathlon International de Montréal, soit un soutien financier de 473 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 125 000 $ pour la tenue de l'événement Série mondiale de triathlon Montréal 2021, du 13 au 15 août 2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien total de 598 000 $ à Triathlon International de Montréal, soit un soutien financier de 473 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, Mont -Royal et des sports, ainsi qu'un soutien en biens et services et installations estimé à 125 000 $, pour la tenue de la Série mondiale de triathlon Montréal 2021 du 13 au 15 août 2021;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier et du soutien en biens et services;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La dépense sera entièrement assumée par l'agglomération et le soutien en biens et services sera entièrement assumé par la ville centre

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-28 22:19

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218475002**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien total de 598 000 $ à Triathlon International de Montréal, soit un soutien financier de 473 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 125 000 $ pour la tenue de l'événement Série mondiale de triathlon Montréal 2021, du 13 au 15 août 2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

World Triathlon (TRI), détenteur des droits internationaux pour le triathlon, a autorisé Triathlon Canada à tenir la Série mondiale de triathlon TRI à Montréal pour 2021. TRI et Triathlon Canada ont concédé les droits de l'événement 2021 à Événements TriCon Inc. Événements TriCon Inc. a désigné l'OBNL Triathlon International de Montréal (TIM) comme producteur délégué pour la Série mondiale de triathlon Montréal 2021 (WTS Montréal 2021). TIM a comme mission d'organiser les événements de la Série mondiale de triathlon se tenant à Montréal.
Le 19 octobre 2018, TIM a transmis un plan d'affaires triennal au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) pour les éditions 2019, 2020 et 2021 de l'événement. Le soutien financier et en biens et services demandé par TIM, totalise 3 675 000 $ sur trois ans. La demande de soutien que TIM a déposée à la Ville comprend :

- Un soutien financier annuel de 1 100 000 $ pour 2019, 2020 et 2021;
- Un soutien en biens et services pour l'occupation du domaine public d'une valeur estimative annuelle de 125 000 $ pour 2019, 2020 et 2021.

Bien que la demande soit pour trois années, la Ville a privilégié une entente annuelle. Ainsi, l'édition 2019 de l'événement a eu lieu le 29 juin 2019 et a été soutenue par la Ville. L'édition 2020 qui devait se tenir du 26 au 28 juin 2020, puis qui a été reportée du 2 au 4

octobre 2020, a été annulée par le promoteur en raison de la crise sanitaire liée à la COVID-19.

En 2021, l'organisme sollicite à nouveau le soutien financier de la Ville pour la tenue du WTS Montréal qui se tiendra du 13 au 15 août prochain et auquel participeront certains médaillés des Jeux olympiques de Tokyo.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0679 - 17 décembre 2020
Accorder un soutien financier de 150 000 $ à Triathlon International de Montréal pour soutenir sa mission à la suite de l'annulation de l'édition 2020 du Triathlon international de Montréal dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports / Approuver un projet de convention à cet effet

CG19 0234 - 16 mai 2019
Accorder un soutien financier total de 555 000 $ à Triathlon International de Montréal, soit un soutien financier de 430 000 $ et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 125 000 $ pour la tenue de l'événement Triathlon International de Montréal 2019, dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports / Approuver un projet de convention à cet effet

CG18 0362 - 21 juin 2018
Accorder un soutien financier maximal de 430 000 $ à Triathlon International de Montréal (TIM), pour la tenue d'une étape de la Série Mondiale de Triathlon (WTS) à Montréal en 2018 / Autoriser un virement budgétaire de 430 000 $ en provenance des dépenses générales d'administration vers le Service de la diversité sociale et des sports pour l'année 2018

CG17 0199 - 18 mai 2017
Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 430 000 $ à Triathlon International de Montréal pour la réalisation d'une étape de la Série mondiale de triathlon (WTS) de l'ITU 2017 à Montréal / Accorder un soutien en biens et services d'une valeur totale et maximale de 125 000 $ pour soutenir la réalisation de l'événement.

CG16 0634 - 24 novembre 2016
Adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs

DESCRIPTION

Le WTS Montréal 2021 se tiendra du 13 au 15 août. Comme en 2019, les compétitions aquatiques de la WTS Montréal 2021 se dérouleront dans le fleuve Saint-Laurent et sur le domaine public montréalais, principalement dans le secteur du Vieux-Port de Montréal. L'organisme prépare l'événement en collaboration avec l'Administration portuaire de Montréal (Port de Montréal) et la Division Festivals et événements publics (DFEP) du Service de la culture de la Ville de Montréal.
Le présent dossier recommande d'octroyer à TIM, pour l'année 2021, un soutien financier de 473 000 $ ainsi qu'un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 125 000 $ pour le WTS Montréal 2021. Exceptionnellement pour 2021, le soutien financier recommandé est augmenté de 10% par rapport aux années antérieures afin de pallier aux dépenses liées aux mesures sanitaires à mettre en place. Considérant que les autorisations de la Direction générale de la santé publique et de la Direction de la santé publique régionale sont arrivées en juin 2021 et qu'aucune instance décisionnelle du Conseil d'agglomération n'est prévue en juillet, le présent dossier sera présenté après la tenue de l'événement.

La valeur du soutien en biens et services correspond aux frais d'entrave, à la perte de revenus de parcomètres et à la mise à disposition des services techniques nécessaires, et ce, sous réserve de la disponibilité des ressources. Selon la configuration du parcours, des aménagements temporaires seront prévus afin d'accueillir un nombre important de spectateurs. La DEP assure la coordination avec toutes les parties prenantes, notamment l'arrondissement Ville-Marie, les services d'urgence, la Société du Vieux-Port Inc. et le Port de Montréal. Un plan de gestion de la circulation et du stationnement sera déployé. Tous les aspects de la mise en place du parcours seront assumés par le promoteur.

Suite à la signature du projet de convention, l'organisme devra réaliser le plan d'action indiqué dans son plan d'affaires et fournir la reddition de compte prévue à l'Annexe 2.

JUSTIFICATION

Le soutien financier permettrait la réalisation du WTS Montréal 2021. Les différents volets de l'événement sont d'une durée de deux jours et comprennent la participation de 320 athlètes élites, 1070 athlètes amateurs, 600 bénévoles, en plus d'officiels et d'accompagnateurs en provenance de plus de 37 pays.
Le WTS Montréal 2021 permet à la Ville d'atteindre les cibles de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs adoptée en 2016, notamment en ce qui concerne l'atteinte de cinq événements « Signature » pour Montréal.

L'expertise et la capacité organisationnelle du promoteur sont reconnues. TIM dispose de l'expérience et de l'expertise nécessaires pour faire de cet événement une réussite. Sa tenue sera une occasion pour Montréal de démontrer à nouveau son leadership et son savoir-faire événementiel sur la scène sportive internationale.

L'événement se distingue également par le rayonnement qu'il procurera à Montréal et par les retombées sociales et économiques qu'il générera. En 2019, la WTS Montréal a engendré un impact économique dans la région de Montréal de près de 4,4 M$. TIM prévoit des retombées semblables pour l'édition 2021.

La tenue de cet événement à Montréal est une opportunité pour les adeptes de ce sport d'être en présence des meilleurs athlètes et entraîneurs du monde. De plus, TIM s'engage à mettre en œuvre un plan de legs (en pièce jointe) pour le développement de l'expertise sportive à Montréal, notamment en impliquant la Fédération québécoise de triathlon, les clubs locaux et AlterGo, ce qui contribuerait à accroître le succès des futurs événements. Le promoteur s'engage également à laisser un legs en équipements de compétition et en matière de développement des entraîneurs.

L'événement offre un rayonnement international. Le volet élite sera diffusé en direct à la télévision et sur le web à travers le monde. Selon le plan d'affaires, l'auditoire estimé est de 35 millions de téléspectateurs (télédiffusion et web diffusion).

Aucune construction n'est nécessaire pour la tenue de cet événement. WTS représente une excellente occasion de promouvoir, à l'échelle internationale, la Ville en elle-même et permettre de valoriser le fleuve Saint-Laurent auprès de la population montréalaise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 473 000 $ est prévue au SGPMRS. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, en vertu de la compétence « Aide à l'élite sportive et aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale ».
Le soutien en biens et services estimé à 125 000 $ est absorbé par la ville centre (DFEP).

Budget pour le WTS 2021 (en date de juillet 2021)	$	Confirmé	% du budget de l'événement	% du soutien des bailleurs de fonds
Bailleurs de fonds publics (incluant les biens et services)	**1 916 000 $**		**62,3%**	**100%**
Gouvernement provincial (MEES)	650 000 $	Oui	21,3%	33,9%
Gouvernement provincial (FIRM)	225 000 $	Oui	7,4%	11,7%
Gouvernement provincial (Tourisme Québec)	257 500 $	Oui	8,4%	13,4%
Tourisme Montréal	36 500 $	Oui	1,2%	1,9%
Ville de Montréal (incluant les biens et services)	598 000 $	Non	19,6%	31,2%
Gouvernement fédéral (Sport Canada)	150 000 $	Oui	4,9%	7,8%
Revenus autonomes	1 131 504 $			
Total des revenus	**3 047 504 $**			

.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Source de fierté collective, les événements sportifs favorisent le développement de la pratique sportive, de l'essor d'une élite sportive et du maintien de l'expertise spécialisée en sport. Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports incite les promoteurs à organiser des événements écoresponsables, inclusifs et dont les legs et retombées sont concrets.

Suivant le plan stratégique de la Ville de Montréal, Montréal 2030, le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes :

Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive
Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles
Priorité #20 | Accroître l'attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, soit d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le présent dossier est accepté, TIM pourra maintenir une saine gestion de ses finances. Cependant, s'il est retardé ou refusé, l'organisme pourrait être en péril considérant les fournisseurs a payer suite à la tenue de l'événement. Ces deux derniers scénarios risqueraient de nuire à la réputation de Montréal comme ville d'événements sportifs majeurs et de compromettre l'atteinte des cibles de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs.
Concernant l'impact sur le domaine public, les différents trajets des courses impliqueront des fermetures de rues du 13 au 15 août 2021 dans les secteurs du Vieux-Port et le centre-ville de Montréal. Afin de minimiser l'impact sur les résidents du secteur et les visiteurs, un plan de détour sera communiqué avant la tenue de l'événement. Ce plan et sa mise en

œuvre seront supervisés par la DFEP et opérés par une firme externe spécialisée au choix et aux frais du promoteur.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La convention est maintenue telle quelle, avec le maintient des autorisations émises par la Direction de la santé publique régionale et la Direction générale de la santé publique de tenir des activités en 2021.
Advenant que la Direction de la santé régionale ou Direction générale de la santé publique ne permettent pas la tenue des événements d'envergure, la WTS n'aura pas lieu. Dans cette éventualité, la Ville et l'organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce, conformément à la convention.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par le promoteur de l'événement sportif (Annexe 4 de l'entente).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

13-15 août 2021 - Triathlon international de Montréal
26 août 2021 - Présentation au CG

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kevin DONNELLY, Service de la culture

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

François-Olivier LANCTÔT
conseiller(ere) en planification

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-12

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 5148721617
Télécop. :

Tél : 5148724720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2021-07-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2021-07-28

Somme de REP_MONTANT				REP_EXERCICE						
NOM_FOURNISSEUR	NUMERO	C_RESP_NIV_3_DECROIS_DESC	NUMERO_RESOLUTION	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total général
TRIATHLON INTERNATIONAL DE MONTREAL	394272	Diversité et inclusion sociale	(vide)				1 735,00 $	1 824,00 $		3 559,00 $
		Total Diversité et inclusion sociale					1 735,00 $	1 824,00 $		3 559,00 $
		Grands parcs, Mont-Royal et sport	CG16 0425	100 000,00 $						100 000,00 $
			CG16 0574	45 000,00 $						45 000,00 $
			CG17 0199		387 000,00 $	43 000,00 $				430 000,00 $
			CG18 0362			387 000,00 $	43 000,00 $			430 000,00 $
			CG19 0234				380 000,00 $	50 000,00 $		430 000,00 $
			CE20 1943					9 000,00 $		9 000,00 $
			CG20 0679						150 000,00 $	150 000,00 $
		Total Grands parcs, Mont-Royal et sports		145 000,00 $	387 000,00 $	430 000,00 $	423 000,00 $	59 000,00 $	150 000,00 $	1 594 000,00 $
Total général				145 000,00 $	387 000,00 $	430 000,00 $	424 735,00 $	60 824,00 $	150 000,00 $	1 597 559,00 $

Budget détaillé : 2021

BUDGET – Série de championnat World Triathlon™	Projections	Montant Confirmé
REVENU		
Inscriptions		
Groupe d'âge	50 000,00	
Total Registration	50 000,00	
Partenariat privé		
Partenariat privé	76 200,00	Confirmé
Don	0,00	
Total Partenariat	76 200,00	
Partenariat en bien et service	500 000,00	
Don en bien et service	125 000,00	
Total contribution en bien et service	625 000,00	
Partenariat public		
Québec - MELS	650 000,00	Confirmé
Québec - FIRM	225 000,00	Confirmé
Tourisme Québec	257 500,00	Confirmé
Canada - Sport Canada	150 000,00	Confirmé
Ville de Montréal	473 000,00	
Total partenariat public	1 755 500,00	
Partenariat		
Tourisme Montréal - ponctuel	36 500,00	Confirmé
Total Partenariat	36 500,00	
Revenus opérationnels		
Exposants	5 000,00	
Marchandise	1 000,00	
Hébergement	463 804,00	
Revenu de location	9 000,00	
Revenus divers	25 500,00	

Total revenus d'opération	504 304,00	
TOTAL REVENUE	3 047 504,00	
DÉPENSE		
Événement		
Frais de production	250 000,00	
Prix- bourse (200K +70k USA)	342 900,00	
Frais de sanction (150K USA)	127 000,00	
Frais de Triathlon Canada NET	20 000,00	
Frais de Triathlon Quebec NET	400,00	
Permis + SOCAN	350,00	
Parc Canada	5 000,00	
Port de Montréal (Site)	190 000,00	
Vieux Port (Jacques Cartier et la marina (Site))	22 500,00	
Ponton réorganisation (Site)	80 000,00	
Stationnement	5 000,00	
Main d'œuvre sur le site	15 000,00	
Support IT	20 000,00	
Sécurité (Surveillance)	45 000,00	
Surveillance nautique et sécurité	8 000,00	
Chronométrage et résultats	20 000,00	
Services médicaux + frais COVID-19	110 000,00	
Anti-dopage	20 000,00	
Transport - Équipement & Matériel	5 000,00	
Réparation et nettoyage	1 500,00	
Assurance responsabilité	8 500,00	
Production TV en direct	330 000,00	
Total Événement	1 626 150,00	
Équipement & Matériel		
Parcours de course & vélo - Signal. & clôtures	110 000,00	
Racks de vélo	400,00	
Signalisation du quai et zone de transition	10 000,00	
Tentes et enceintes	10 300,00	
Tapis bleu	30 000,00	

Clôtures	10 500,00
Toilettes	3 000,00
Échafaudages et monte-charges	35 000,00
Machinerie	3 000,00
Nautique	10 000,00
Moto et vélo	3 100,00
Cart de golf	3 000,00
Véhicules/dépenses de transport	13 000,00
Stockage/Tables/Chaises	3 000,00
Ensemble de génératrice et de lumières	4 000,00
Système de son	11 634,00
Walkie Talkie	6 000,00
Réfrigérateur	2 490,00
Équipement de nettoyage	1 000,00
Infrastructure électrique	14 225,00
Équipements sportifs	4 500,00
Énergie	1 000,00
Location de téléphones cellulaires/IPads	3 600,00
Matériaux/outils divers	5 000,00
Total Équipement & Matériel	297 749,00

Marketing et Communication	
Relation communautaire	5 000,00
Publicité	5 000,00
Étude économique - Marketing	7 500,00
Matériel promotionnel	6 000,00
Conférence/Conférence de presse/communiqué	2 000,00
Médias sociaux	5 000,00
Infolettre	1 000,00
Design graphique	8 000,00
Bannières et décorations sur le site	5 000,00
Photographe et vidéo et production TV	6 000,00
Animation sur le site (Contenu)	5 000,00
Relations publiques et autres (Admin)	10 000,00
Total Marketing et Communication	65 500,00

Expérience des invités	
Hôtels	350 000,00

Prix	3 000,00
Cadeaux	7 500,00
Installations d'entraînement avant course	700,00
Accréditation	3 400,00
Équipement et service	740,00
Protocole	1 500,00
Total Expérience des invités	366 840,00
Bénévoles	
Bénévoles – contribution aux clubs	3 000,00
Bénévoles - T-shirt/Caquette	4 000,00
Bénévoles - formation & adhésion	1 500,00
Bénévoles - logiciel	4 000,00
Bénévoles - célébration & autres dépenses	2 500,00
Total Bénévoles	15 000,00
Nourriture et boissons	
Nourriture et boissons	40 000,00
Total Nourriture et boissons	40 000,00
Ventes	
Jersey - COGS	1 480,00
Total ventes	1 480,00
Dépenses générales et administratives	
Comptabilité	34 000,00
Logiciel	6 120,00
Poste et courrier	1 530,00
Frais bancaires & intérêts	15 606,00
Frais Investissement Québec	2 601,00
Intérêt sur les prêts à court terme	20 000,00
Intérêt de carte de crédit	3 840,47
Fournitures de bureau	2 500,00
Équipement et mobilier de bureau	1 020,00
Location	25 000,00
Assurance	357,00
Internet	1 734,00

Hébergement	416,16	
Téléphone	936,36	
Conférence Audio	500,00	
Repas	1 500,00	
Voyage	500,00	
Change de devises	1 020,00	
Total Dépenses générales et administratives	119 180,99	
Total Dépenses bien et service	625 000,00	
TOTAL DÉPENSES	3 156 899,99	
DÉFICIT NET	-109 395,99	



En route vers les Championnats du monde 2022

Une organisation visionnaire

Plan d'affaires 2021-2022

Triathlon International de Montréal

Table des matières

Glossaire 4

Préambule 5

Section I : Sommaire exécutif 6
- Accueillir des événements internationaux de grande envergure 6
- Répondre à un besoin réel de notre communauté sportive 6
- World Triathlon™ Groupe Copley : un mouvement visionnaire 8
- World Triathlon™ Groupe Copley : profondément montréalais 10
- World Triathlon™ Groupe Copley : un rassemblement pour tous 10
- World Triathlon™ Groupe Copley : des impacts économiques et touristiques marqués 11

Section II : Une vision de démocratisation de l'accès au sport 13
- Notre vision 13
- Notre mission 13
- Nos objectifs 13

Section III : Une équipe qualifiée 14
- Cadre juridique 14
- Détenteur des droits 14
- Structure organisationnelle 14
  - Le conseil d'administration 14
  - Le comité organisateur 16

Section IV : Un événement sportif pour Montréal 18
- Édition 2021 • Montréal, en route vers les Jeux olympiques 18
- Édition 2022 • Montréal accueille le monde 20

Section V : Une programmation relevée 23
- La programmation complète 23
- L'activité pour tous 25
- Une activité qui se pratique toute l'année 27

Section VI : Un site de compétition spectaculaire 28
- Le Grand Quai du Port de Montréal 28
- Le Parc Jean-Drapeau 29
- Nagez, roulez, courez au cœur du centre-ville de Montréal 30
- 2022 35

Section VII : Un rayonnement sur tous les continents 38
- Tous les yeux rivés sur Montréal 38
  - Une diffusion internationale 38
  - Une marque en plein essor 39
- Une affaire d'or! 40
  - Un impact économique plusieurs fois millionnaire 40
  - Des centaines d'emplois créés depuis 2016 42

Un impact touristique actif 42
Section VIII : Un projet structuré 43
Section IX : Un cadre financier équilibré 46
Exigences sportives de la fédération internationale reliées à la tenue de la WTCS 46
Exigences opérationnelles de TRI reliées à la tenue de la WTCS 48
Section X : Un événement rentable et profitable 51
Atteindre l'équilibre budgétaire 51
Édition 2016 51
Édition 2017 52
Édition 2018 53
Édition 2019 53
Édition 2020 54
Vers la rentabilité et la profitabilité 55
Budget détaillé : 2021-2022 57
Section XI : Analyse des enjeux et opportunités 61
Les principales opportunités 61
Les retombées et l'héritage des événements de 2021 et 2022 61
La contribution financière des gouvernements du Québec et du Canada 62
La contribution financière de Montréal 62
L'évaluation des risques 63
Annexes 65
Annexe I – Lettres de soutien 66
Annexe II – Lettre – Obtention des droits 68
Annexe III – Plans de logistique 70
Annexe IV - Cahiers de charges et règlements 72
Annexe V – Analyse des facteurs de risques 73
Annexe VI – Études réalisées 78
Annexe VII – Plan de legs 79
Annexe VIII– Rapports de presse et de diffusion 82
Annexe IX– Plan de visibilité 83
Annexe X– Plan des langues officielles 91
Annexe XI – Développement durable 92
Annexe XII – Mesures COVID-19 95

Glossaire

	Titre	Acronyme/ surnom	Anciennement
Nom du comité organisateur	Triathlon International de Montréal	TIM	-
Nom de l'événement	Séries de Championnat World Triathlon™ Groupe Copley	World Triathlon™ Groupe Copley	Triathlon Mondial Groupe Copley
Nom de la Fédération internationale de triathlon	World Triathlon™	TRI	International Triathlon Union (ITU)
Nom de la Fédération nationale de triathlon	Triathlon Canada	TC	-
Nom de la Fédération québécoise de triathlon	Triathlon Québec	TQ	-
Nom de la série de triathlon au niveau international	Séries de Championnat World Triathlon™	WTCS	Séries mondiales de triathlon ITU
Nom de la série de paratriathlon au niveau international	Séries Para World Triathlon™	WTPS	Séries mondiales de paratriathlon ITU
Nom de la série de relais mixte au niveau internationale	Séries de Championnat de relais mixte World Triathlon™	WTMR	-
Nom de la série de triathlon au niveau continental	À déterminer		Coupe continentale PATCO
Nom du Championnat de triathlon en 2022	Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™	Championnat du monde	-

À noter : Suite à un changement de marque de la Fédération internationale de triathlon en octobre 2020, le nom de l'événement ainsi que les noms des séries mondiales ont été modifiés. Ci-haut se trouve les nouveaux noms et termes à utiliser!

Préambule

Le présent plan d'affaires présente la vision, les exigences, le budget, des informations de logistique ainsi que d'autres éléments clés concernant le Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™ qui aura lieu à Montréal en 2022. L'organisation s'y reportera lors de l'élaboration des plans opérationnels et logistiques en temps voulu.

Ce plan inclut également les Séries de Championnat World Triathlon™ Groupe Copley de 2021 puisque cet événement est un événement-test en vue de l'édition 2022, tant pour le comité organisateur que pour la Fédération internationale de triathlon. En effet, cet événement a été sélectionné par la Fédération internationale de triathlon afin de tenir la première course utilisant le nouveau format de compétition World Triathlon™, le super-sprint par élimination, qui aura lieu lors des Championnats de 2022. De plus, l'événement de 2021 servira d'événement test pour la compétition de relais mixte. C'est en effet, la première fois que le comité organisateur accueille cette épreuve de triathlon.

Section I : Sommaire exécutif

Accueillir des événements internationaux de grande envergure

Patrice Brunet, président et fondateur du Triathlon International de Montréal (ci-après «TIM»), a créé le TIM en 2015 dans le but de **contribuer au développement du sport de triathlon par le biais d'accueil d'événements internationaux.**

Dès 2017, le TIM a donc obtenu le mandat d'organiser une étape des Séries de Championnat World Triathlon™ (ci-après «WTCS»), par le biais de la fédération internationale de triathlon (ci-après «TRI»), l'entité responsable du sport du triathlon reconnue par le Comité International Olympique et propriétaire de cette licence.

Lors de cette sixième édition, le Triathlon Mondial Groupe Copley a été renommé les « Séries de Championnat World Triathlon™ Groupe Copley» (ci après «World Triathlon™ Groupe Copley»), suite à un changement de marque de la fédération internationale. Au cours des deux prochaines années, le TIM aura également le mandat supplémentaire de tenir les Championnats canadiens (2021), une étape des Séries de Championnat de relais mixte World Triathlon™ (ci-après «WTMR») (2021) et la première édition du Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™ (2022). Le Relais mixte est une nouvelle discipline olympique qui fera son entrée aux Jeux olympiques de Tokyo en 2021.

Étant l'événement le plus prestigieux sur le calendrier international de 2022, le Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™ accueillera plus de 4 000 athlètes élites et amateurs des cinq continents, leurs familles et amis.

Répondre à un besoin réel de notre communauté sportive

Le Triathlon International de Montréal est une organisation à but non lucratif qui a été créée pour donner à notre collectivité les moyens d'être active, autour d'un sport rassembleur, accessible à l'année, et surtout de donner la chance aux athlètes canadiens de prendre part à des compétitions dans leur propre pays afin de récolter des points pour se rendre aux Jeux olympiques.

Le TIM a pour mission d'inclure le plus grand nombre d'athlètes possibles lors de ses événements. De ce fait, en plus d'accueillir les meilleurs triathlètes au monde lors d'une des étapes des Séries de Championnat World Triathlon™, le TIM accueille également l'une des étapes des Séries Para World Triathlon™ (ci-après «WTPS») depuis 2019 et accueillera les Séries de Championnat de relais mixte World Triathlon™en 2021. Ainsi, plusieurs athlètes canadiens peuvent prendre part à des événements internationaux dans leur propre pays, dont :

Triathlon :

- Tyler Mislawchuk: 5e au classement mondial TRI et 3e à la Série mondiale de triathlon 2019 à Montréal;
- Joanna Brown: 18e au classement mondial TRI;
- Matthew Sharpe: 52e au classement mondial TRI;
- Charles Paquet: 91e au classement mondial TRI;
- Amélie Kretz: 105e au classement mondial TRI;
- Alexis Lepage: 112e au classement mondial TRI;
- Brittany Warly: 121e au classement mondial TRI.

Paratriathlon :

- Stefan Daniel: 1e au classement mondial TRI (PTS5);
- Jessica Tuomela : 3e au classemment mondial TRI (PTVI);
- Kamylle Frenette : 4e au classement mondial TRI (PTS5);
- Leanne Taylor: 15e au classement mondial TRI (PTWC);
- Jon Dunkerley: 17e au classement mondial TRI (PTVI);
- Lyne-Marie Bilodeau : 12e au classement mondial TRI (PTS2).

Relais mixte :

- Équipe Canada: 9e au classement mondial TRI.

En plus d'être l'une des deux organisations canadiennes accueillant l'élite du triathlon, le TIM encourage et offre aux jeunes athlètes l'opportunité de participer à des compétitions d'envergure : Coupe Québec pour les U13 et U15, Série de développement de Triathlon Canada, Coupe continentale PATCO (Compétition panaméricaine), Championnat du monde junior et Championnat du monde de triathlon en relais mixte U23 et Junior.

De plus, le TIM a toujours donné une grande place aux athlètes amateurs afin de les encourager à développer de saines habitudes de vie et de les supporter dans leur mode de vie actif. Lors des événements de Montréal, en plus d'avoir l'opportunité de compétitionner, ils ont l'occasion de se qualifier pour divers Championnats, dont ceux de triathlon et de duathlon.

Afin de mesurer les impacts concrets du TIM sur notre collectivité, l'organisation s'est également engagée à:

1. Augmenter les taux de pénétration auprès de la population et de participation auprès des:
    a. Amateurs
        i. Jeunes (16 à 23 ans),
        ii. 50 ans et + dans un contexte de vieillissement de la population,
        iii. Femmes,
        iv. Premiers triathlètes (Mon Premier Triathlon),
    b. Mobilité réduite (Paratriathlon),

c. Membres des Premières Nations.

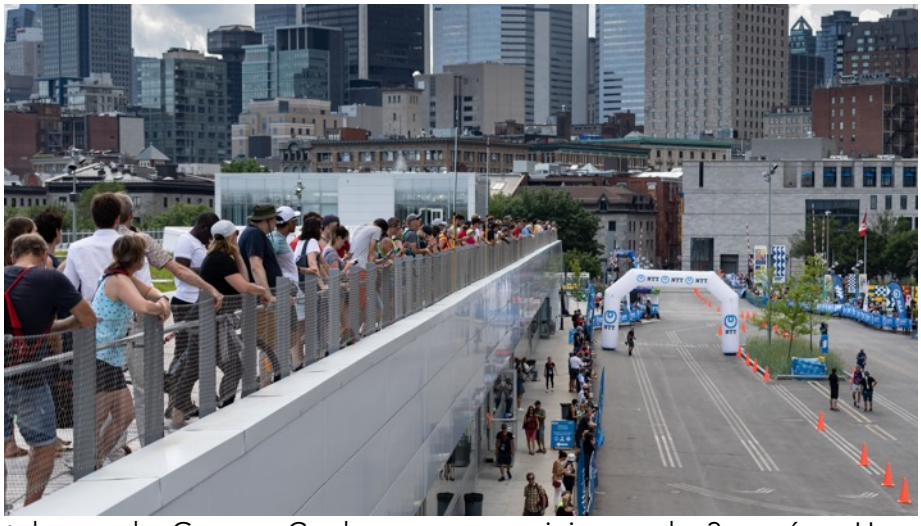
2. Augmenter le taux de pénétration des saines habitudes de vie active à l'année chez l'ensemble de ses participants.

Devenant l'hôte officiel du Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™, le TIM a l'opportunité d'offrir aux nombreux athlètes canadiens de participer à la plus importante compétition du calendrier et devenir le Champion du monde en triathlon sprint ou en relais mixte, et cela, tant chez les élites que les amateurs.

World Triathlon™ Groupe Copley : un mouvement visionnaire

Le World Triathlon™ Groupe Copley est un événement rassembleur unique à Montréal qui offre à la communauté l'opportunité de se dépasser sur le même terrain de jeu que les meilleurs triathlètes au monde. **Seul événement de ce type dans l'est du Canada**, le World Triathlon™ Groupe Copley présente des épreuves, principalement de triathlon, ouvertes à la fois aux amateurs et à la première tranche de compétiteurs élites[1]. De part sa particularité, l'événement permet de faire **rayonner les athlètes québécois et canadiens sur leur territoire et promouvoir le sport à une vaste clientèle, dont les jeunes**.

C'est d'ailleurs grâce à ses valeurs et son esprit rassembleur que l'organisation a attiré des



partenaires, tels que le Groupe Copley pour un minimum de 3 années. Une organisation montréalaise pour qui la famille et les saines habitudes de vie font partie intégrante de leurs valeurs fondamentales.

[1] Les principaux événements sportifs à Montréal permettent principalement aux Elites de participer : Grands Prix Cyclistes (Elites de catégorie B, aucun amateur), GPF1 (Elites seulement), Coupe Rogers (Elite seulement), Marathon Oasis (Elites de catégorie B et amateurs), Le TIM s'adresse à la fois aux amateurs et aux Elite de catégorie A, ce qu le place dans un espace unique pour un sport olympique.

Depuis sa création, le TIM reste constamment à l'affût des nouvelles tendances dans le milieu du triathlon et du sport afin d'offrir, soit en offrant de nouvelles épreuves ou de nouvelles distances. Dès 2017, le TIM présente des épreuves de triathlon/duathlon en distance sprint et standard.

En 2021, le TIM se réinvente afin d'offrir de nouvelles disciplines qui sont l'avenir du triathlon au niveau compétitif et récréatif. Le TIM est fier d'avoir été sélectionné par la fédération internationale afin de tenir le tout premier format compétitif de triathlon super-sprint en format par élimination. En effet, le TIM a été choisi pour tester ce nouveau format sur le circuit international avant les premiers Championnats du monde de cette discipline qui aura lieu aux Bermudes à l'automne 2021.

Le TRI souhaite proposer au Comité Olympique International d'ajouter le triathlon super-sprint en format par élimination à de futurs Jeux Olympiques. Cette discipline s'ajouterait à l'épreuve de triathlon standard déjà offerte depuis plusieurs années et de triathlon en relais mixte qui sera présenté pour la première fois à Tokyo en 2021.

En plus d'offrir ce nouveau format de triathlon super-sprint aux élites, le comité organisateur présente également pour la première fois en 2021 les Séries de Championnat de relais mixte World Triathlon™. Le World Triathlon™ Groupe Copley tiendra donc possiblement deux des trois épreuves olympiques de 2024, et ce, 3 ans avant le début des Jeux, confirmant ainsi son rôle de précurseur dans le milieu du triathlon.

Dès 2023, le TIM a pour objectif de tenir des compétitions amateurs en relais mixte et en triathlon super-sprint en format par élimination pour offrir l'opportunité aux amateurs de participer aux mêmes compétitions que les athlètes élites. Ceci aura pour effet de se démarquer de tous les autres triathlons au Québec et Canada, d'augmenter son taux de participation et de faire rayonner la métropole à l'échelle internationale.

Tableau 1 : Un mouvement visionnaire



World Triathlon™ Groupe Copley : profondément montréalais

Depuis 2019, le World Triathlon™ Groupe Copley a installé son site de compétition principal au Grand Quai du Port de Montréal, au cœur du centre-ville, le dernier week-end du mois de juin pour ainsi lancer les vacances estivales des québécois avec la venue d'un événement sportif d'envergure internationale. Un site secondaire permettant la tenue de certaines épreuves et sites d'entraînement a été ajouté, soit le Parc Jean-Drapeau. Ces deux sites sont mis à l'avant plan lors des compétitions, puisqu'ils contribuent au World Triathlon™ Groupe Copley de se distinguer auprès de la clientèle.

Plus de 15 000 spectateurs se présentent chaque année sur le site du World Triathlon™ Groupe Copley [2] . Également, l'envergure et le prestige de l'événement permettent la télédiffusion et la webdiffusion en direct au Canada, sur les ondes de RDS, et partout à travers le monde devant plus de 27 millions de personnes. Une occasion de faire rayonner et d'accroître ses répercussions touristiques importantes sur Montréal et le Québec pour de nombreuses années

World Triathlon™ Groupe Copley : un rassemblement pour tous

Bien plus qu'un événement sportif, le World Triathlon™ Groupe Copley est une occasion pour toute une communauté passionnée de natation, de vélo et de course à pied de se rassembler à un même endroit et de contribuer à la promotion des saines habitudes de vie. Par exemple, l'organisation renouvelle le défi corporatif pour une troisième année, mais sous un nouveau format, et s'associe à la Fondation Dr. Clown visant à apporter la joie aux personnes les plus

[2] Ces données ont été fournies par des études indépendantes, utilisant une méthodologie validée par Tourisme Québec.

vulnérables de notre société. Une occasion pour les entreprises de soutenir les saines habitudes de vie physique et mentale.



Au cours des prochaines années, l'organisation prévoit élargir son offre sportive en introduisant des compétitions de course à pied en collaboration avec On court Montréal ! afin de faire profiter de son expertise à un plus grand nombre de participants.

De plus, en marge des parcours sportifs, le World Triathlon™ Groupe Copley a développé un village du triathlon où plusieurs zones et activités ont été ajoutées afin d'offrir une expérience hors du commun tant aux participants qu'aux visiteurs. Des zones d'initiation (activités avec nos partenaires), VIP et familiales (activités pour les tout-petits) ont été développés, et ce, dès la tenue de l'édition 2019.

Dû à la COVID-19 et afin de respecter les directives de la Santé publique et du gouvernement, le nombre de spectateurs accueillis sur le site lors de l'édition 2021 sera grandement diminué. Selon une analyse conservatrice et en prenant en compte les règles mises en place lors de l'été 2020, chaque athlète aura droit à un visiteur. Ainsi, nous évaluons le nombre de spectateurs à 1 660 personnes. Bien sûr, ce chiffre sera revu à la hausse dès que la situation le permettra.

World Triathlon™ Groupe Copley : des impacts économiques et touristiques marqués

Le tourisme sportif est le créneau touristique qui connaît la plus forte croissance au Canada et dans le monde depuis les dernières années. Un grand nombre de villes, dont Montréal, se sont dotées d'une stratégie pour le démarchage et l'accueil d'événements sportifs majeurs dans un marché de plus en plus concurrentiel et mondialisé. Au Canada, le tourisme sportif représente une industrie de 5,2 milliards de dollars par année[3].

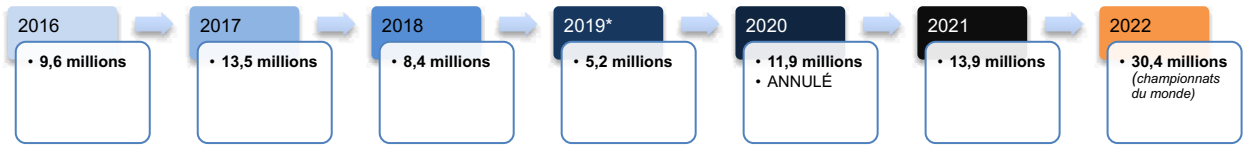
Depuis sa création, le TIM a contribué de manière récurrente au tourisme sportif en générant un ratio participant/entourage important de 1 pour 12.

En 2018, l'événement a attiré 15 000 personnes. De plus, 43,5% de l'achalandage était des touristes, dont 25,8% provenaient de l'extérieur du Canada. L'édition 2018 a généré un total de 5 000 nuitées. Le TIM s'attend à une forte croissance pour les éditions futures comme le nombre de participants et de journées de compétition augmentera à chaque année.

[3] Source : ACTS–Statistiques Canada 2012

En plus d'avoir un impact touristique important, le World Triathlon™ Groupe Copley génère une activité économique marquée. Au cours des 4 dernières éditions, 34,5 millions de dollars ont été générés pour la province de Québec. Sur une période de 7 ans, l'événement aura généré **plus de 92,9 millions de dollars pour le Canada**.

Tableau 2 : Impact économique au Canada du World Triathlon™ Groupe Copley



* À noter : En 2019, l'impact économique a diminué comparativement aux autres années, comme les compétitions de triathlon se sont principalement déroulées sur une journée. Également, l'événement se déroulait à une nouvelle date et sur un nouveau site. La participation amateur, provenant du Québec et de l'extérieur, a été affecté. En 2020, l'impact économique prévoyait être notablement plus élevée comme l'événement se déroule sur 4 jours de compétition. Ces données seront affectées par la nouvelle réalité événementielle en période de pandémie. En 2021, comme il s'agira de Championnats canadiens pour les amateurs, le nombre de participants provenant de l'extérieur du Québec sera plus élevé.

Section II : Une vision de démocratisation de l'accès au sport

Notre vision

Le Triathlon International de Montréal vise à :

- Démocratiser le sport du triathlon
- Être un événement incontournable dans la communauté du triathlon au Canada
- Consolider son statut d'événement sportif signature pour la ville de Montréal

Notre mission

La mission du Triathlon International de Montréal est de développer un legs pour le triathlon dans l'est du Canada par l'accueil d'un événement sportif international annuel au cours des prochaines années, sensibilisant ainsi la population aux saines habitudes de vie et à la santé tout en rendant le sport plus accessible et en présentant les meilleurs athlètes du monde.

Nos objectifs

- ✓ Accueillir un événement mondial de première classe à Montréal soutenant ainsi le rayonnement de la ville, du Québec et du Canada à travers le monde ;
- ✓ Offrir un legs sportif à la communauté montréalaise, Triathlon Québec et à Triathlon Canada ;
- ✓ Contribuer à l'excellence sportive et rehausser le profil international des comités organisateurs œuvrant dans le domaine du triathlon au Canada ;
- ✓ Accueillir une édition du Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™ ;
- ✓ Tenir une étape des Séries de Championnat World Triathlon™, des Séries Para World Triathlon™ et des Séries de Championnat de relais mixte World Triathlon™ de la fédération internationale année après année ;
- ✓ Encourager le développement du sport du triathlon ;
- ✓ Offrir aux triathlètes canadiens l'opportunité de compétitionner dans leur pays leur donnant ainsi l'avantage du terrain ;
- ✓ Soutenir le développement des athlètes élites ;
- ✓ Promouvoir les saines habitudes de vie à travers le sport ;
- ✓ Promouvoir la conciliation travail-famille ;
- ✓ Être un catalyseur économique pour la ville de Montréal ;
- ✓ Encourager le tourisme sportif dans la ville de Montréal.

Section III : Une équipe qualifiée

Cadre juridique

Le Triathlon International de Montréal est un organisme à but non lucratif légalement constitué sous la Loi sur les compagnies, Partie 3.

Détenteur des droits

La licence de la fédération internationale de triathlon est exploitée par Triathlon International de Montréal en conformité avec le cahier de charge qui y est associé.

Structure organisationnelle

Le conseil d'administration

Le conseil d'administration du TIM est formé de spécialistes dans leur domaine apportant une expertise diversifiée variant du juridique au marketing & communications.



Patrice Brunet
Président, Triathlon International de Montréal
Patrice est impliqué dans le milieu du triathlon depuis plus de 20 ans. Il était le directeur de course des Championnats du monde de triathlon qui ont eu lieu à Montréal en 1999 et du retour des compétitions ITU à Montréal en 2016 via la Coupe du monde ITU, suivi des étapes de la Série mondiale de triathlon ITU de 2017 à 2019. Avocat, Patrice est aussi arbitre international en droit du sport, membre du Comité olympique canadien, ancien vice-président de Triathlon Canada et ancien président de Triathlon Québec. Il est impliqué auprès de l'ITU depuis plus de 25 ans.

Mathieu Ferland

Producteur Sénior et Directeur nouveaux marchés, UBISOFT

Producteur Sénior et Directeur nouveaux marchés, Mathieu a contribué à la croissance d'Ubisoft Montréal depuis ses débuts en 1997. Il a produit et déployé de nombreuses expériences vidéoludiques d'envergure internationale, dont la franchise « Tom Clancy's Splinter Cell ». Mathieu dirige actuellement une division de création de nouveaux jeux innovants avec des technologies digitales de pointe. Il cherche aussi à appliquer des principes de "game design" et de technologies de jeu afin d'alimenter d'autres secteurs, dont l'industrie médicale et sportive.

Benoit Huot

Paralympien et conférencier

Benoît est né avec une malformation à la jambe droite, un pied bot. Il a débuté la natation à l'âge de 8 ans et il est devenu, lors des 2 dernières décennies, l'un des athlètes paralympiques canadiens les plus décorés avec 20 médailles en 5 Jeux paralympiques. Impliqué dans différentes causes touchant la jeunesse, l'inclusion et les saines habitudes de vie, il est fier ambassadeur de la Fondation Bon Départ et Right to Play. Membre de l'Ordre du Canada et Chevalier de l'Ordre national du Québec, il soutient la relève, inspire les jeunes à dépasser leurs propres frontières et motive les gens qui ont pour but de réaliser leurs rêves. Il le fait en transmettant sa passion pour la vie.

Sarah-Ève Pelletier

Avocate générale déléguée, Comité Olympique Canadien

Sarah-Eve Pelletier est conseillère juridique, stratégique et d'affaires dans le domaine du sport et du divertissement international. Elle est avocate générale déléguée pour le Comité olympique canadien et précédemment fut conseillère en droits médias au Comité international olympique et chargée de projet pour la création de la Chaine olympique disponible partout dans le monde. Ancienne athlète de niveau international en nage synchronisée, elle redonne à la communauté sportive canadienne à différents titres depuis plus d'une dizaine d'années. Détentrice d'une maîtrise en affaires internationales de l'Université de Londres (Angleterre) et d'une maitrise en droit du divertissement, média et sport de UCLA (USA), c'est une agente créatrice de valeur appuyant la poursuite de la mission et objectifs de l'organisation.

Julie Perrier

Directrice principale, Hill+Knowlton Stratégies Montréal

Directrice principale chez Hill+Knowlton Stratégies Montréal, Julie Perrier possède une solide expertise en relations publiques, communication corporative ainsi qu'en gestion et réalisation de programmes et d'événements spéciaux tant au niveau national qu'international. Au fil des ans, elle a effectué de nombreuses opérations de positionnement et de redressement de marque et de réputation. Julie a également été directrice des relations de presse internationales chez Tourisme Montréal, où elle était responsable de la visibilité de la destination auprès des médias traditionnels et non traditionnels, ainsi que de la performance des relations de presse à l'international.

Kathy Tremblay
Triathlète olympienne à la retraite et propriétaire d'Équipe Altius
Kathy a participé aux Jeux olympiques de Pékin en 2008 et de Londres en 2012. Elle a également participé à de nombreux événements internationaux multisports majeurs, tels que les Jeux panaméricains, les Championnats mondiaux, et des Coupes du monde. Kathy est non seulement une triathlète, mais elle est également une entrepreneure accomplie. Elle est propriétaire de sa propre entreprise, Équipe Altius, depuis 2012. C'est à ce titre qu'elle a remporté le prix Entrepreneuriat Féminin lors du Concours Québécois en Entrepreneuriat.

Le comité organisateur

Le comité organisateur du Triathlon Mondial Groupe Copley est composé d'une équipe de gestion solide et expérimentée travaillant sur de nombreux événements à Montréal. Son bureau est situé à Montréal, près du site de compétition.

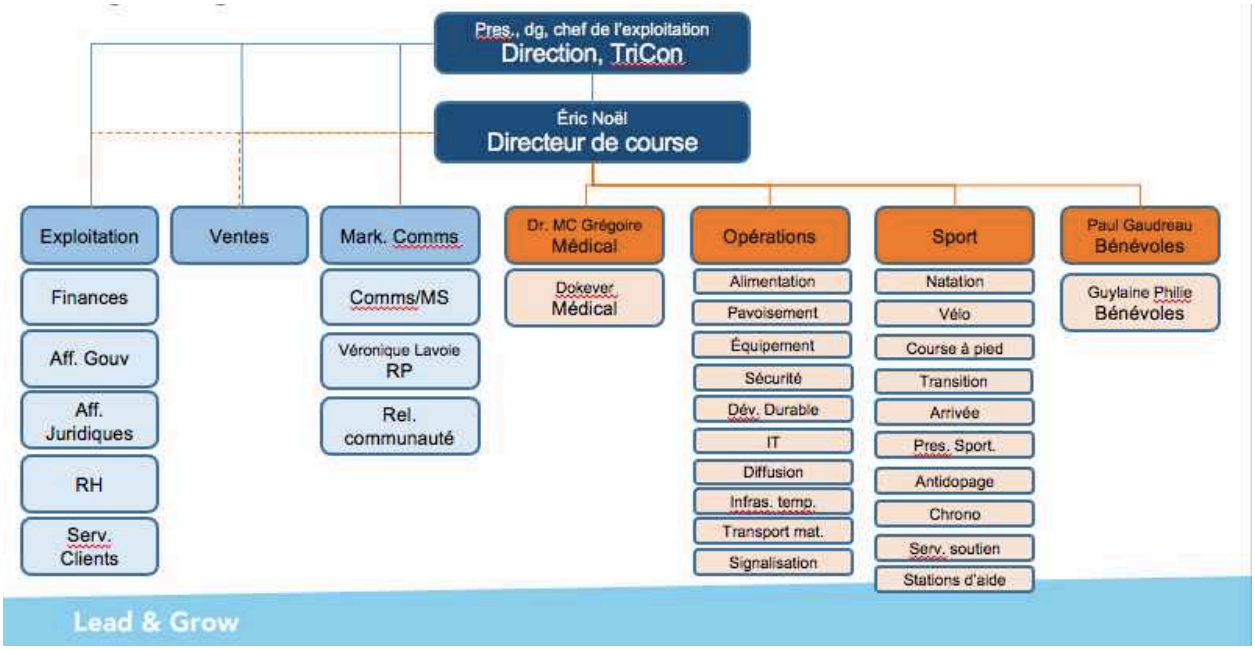
En plus de Patrice Brunet, président de l'organisation, l'équipe est composée de Jo-Annie Charbonneau, directrice générale et directrice de course, s'est jointe au TIM en 2015. Elle a travaillé dans le monde du sport auprès des fédérations sportives fédérées depuis près de 10 ans et a contribué au développement de plans d'affaires de ces dernières en plus de contribuer à la mise en candidature et à l'obtention des Championnats du monde de gymnastique artistique de 2017 et des Jeux Équestres Mondiaux de 2020. Jo-Annie est également présidente de B3 Montréal, un festival alliant les arts de la rue et le basketball 3x3. Détentrice d'une maîtrise en droit du sport, Jo-Annie amène une grande expérience en sport ainsi qu'aux opérations liées à l'organisation d'événements sportifs.

Ghislain Mélançon, directeur de course adjoint, travaille au Triathlon International de Montréal depuis 2015. Il possède une vaste expérience dans le sport du triathlon et de la course à pied. Ghislain est expérimenté à titre de gestionnaire de club, officiel national et directeur de course de plusieurs événements sportifs dans la région métropolitaine de Montréal, incluant les triathlons de Verdun et de Lachine, le Mud Hero et la Classique Verdunoise. Ingénieur de formation ayant travaillé plus de 30 ans dans une grande compagnie de télécommunications, Ghislain a une connaissance intime de l'environnement du triathlon, à titre de directeur de course et d'ancien président de Triathlon Québec.

De plus, l'équipe permanente du TIM est soutenue par de nombreux travailleurs contractuels ayant de nombreuses années d'expérience tant en sport fédéré, en triathlon qu'au niveau événementiel.

Tableau 3 – Organigrammes organisationnel et événementiel

ORGANISATION



Section IV : Un événement sportif pour Montréal

Édition 2021 • Montréal, en route vers les Jeux olympiques

2021 sera une année marquante pour les athlètes élites qui tenteront d'accumuler les derniers points nécessaires pour se qualifier pour les Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo. De plus, au Canada, il s'agit d'une année de championnats, puisqu'Edmonton accueillera la Grande finale des Séries de Championnat World Triathlon™ et les championnats du monde amateur.



Lors de l'édition de 2021, le World Triathlon™ Groupe Copley poursuivra son ancrage dans le monde du triathlon comme un pôle d'excellence, de développement et d'accessibilité. En effet, Montréal présentera la dernière étape des Séries Para World Triathlon™ permettant de se qualifier directement pour les Jeux paralympiques de Tokyo en 2021. 70 paratriathlètes sont attendus à Montréal, au Parc Jean-Drapeau, pour l'occasion. Tout comme lors des années antérieures, l'organisation présentera une étape des Séries de Championnat World Triathlon™ (super-sprint) ainsi qu'une Coupe continentale PATCO. À cette série de compétition élite internationale s'ajoutera une épreuve des Séries de Championnat de relais mixte World Triathlon™, nouvelle discipline des Jeux olympiques de 2020. Plus de 20 équipes nationales y seront présentes. Le World Triathlon™ Groupe Copley couronnera également la royauté du triathlon canadien dans les catégories élite, moins de 23 ans et junior en organisant deux journées de Championnats canadiens sur le prestigieux parcours. Il s'agit de courses phares du

World Triathlon™ Groupe Copley permettant un rayonnement médiatique international de l'événement et un impact touristique et économique important à Montréal.



Également, cette édition permettra au World Triathlon™ Groupe Copley de poursuivre son objectif de développement auprès des jeunes et des amateurs. Des épreuves de triathlon pour les catégories U13 et U15 seront présentées de même qu'une épreuve de niveau junior. De plus, les Championnats canadiens de triathlon par groupe d'âge (sprint et super-sprint) ainsi que les Championnats canadiens de duathlon (sprint) font partis des qualifications des différents épreuves amateurs.

Afin de toujours soutenir sa mission d'accessibilité et de promouvoir les saines habitudes de vie chez les amateurs, le World Triathlon™ Groupe Copley ajoutera des épreuves amateurs de triathlon super-sprint et de course à pied aux épreuves élites. Ce large éventail d'épreuves permettra d'augmenter son taux de participation et, en course à pied, d'attirer une clientèle plus jeune afin de les inciter à bouger dans le cadre d'un événement d'envergure internationale. Plus de 1 660 participants seront attendus au cours des 4 jours de compétition. Bien sûr, dû à la COVID-19, le comité organisateur a prévu un plan de contingence prenant en compte les directives de la Santé publique et du gouvernement du Québec quant à la quantité de participants maximales sur le site ainsi que les mesures sanitaires à mettre en place dépendamment du développement de la situation concernant la COVID-1 (voir annexe XII).

Tableau 4 – Nombre et provenance des participants

	Nombre	% provenant de l'extérieur de Montréal	% provenant de l'extérieur du Québec	% provenant de l'extérieur du Canada
Athlètes	1660	67	35	24
Entraîneurs	40	67	62	58
Officiels	40	50	15	10
Personnel	35	75	35	20
Médias	45	40	20	10
VIP	40	10	5	-
Spectateurs	1660	67	38	26
Télédiffusion/Webdiffusion	40	40	20	10
Autres				



Sur le plan caritatif, le World Triathlon™ Groupe Copley s'associe avec la Fondation Dr. Clown ayant pour mission d'apporter la joie aux personnes les plus vulnérables de notre société. En plus d'avoir un impact sur la santé physique de la communauté, le World Triathlon™ Groupe Copley souhaite avoir un impact social sur la santé mentale. En s'associant avec la Fondation Dr. Clown, l'organisation poursuit sa mission de promotion des saines habitudes de vie par la pratique d'un sport, tel que la course à pied.

Différentes activités, incluant des cliniques de formation d'officiels et d'entraîneurs, auront lieu lors de cette édition. Le World Triathlon™ Groupe Copley se positionne ainsi comme l'événement de triathlon incontournable de l'été, et poursuit son positionnement d'événement-phare promouvant les saines habitudes de vie et l'activité physique.

Édition 2022 • Montréal accueille le monde

En 2018, le comité exécutif de la fédération internationale a décidé que le relais mixte fera ses débuts en tant que discipline médaillée en triathlon aux prochains Jeux olympiques de Tokyo. En conséquence, une nouvelle épreuve a été ajoutée au calendrier mondial en 2022 : Championnats du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™. Montréal accueillera la première édition dudit Championnat.

Un événement qui invite la planète à mettre le triathlon en valeur pendant près d'une semaine. Plus de 4 000 participants amateurs et élites débarqueront dans les rues de la métropole pour se disputer les grands honneurs de leur discipline dans leur catégorie d'âge. Ce sera le premier championnat de triathlon dans le calendrier international accueillant autant les athlètes amateurs qu'élites. Ce championnat inclut plusieurs courses, à savoir :

- Élites :
    - Le championnat mondial de triathlon super-sprint
    - Le championnat mondial de relais mixte
    - Une étape des Séries mondiales de triathlon
- Junior :
    - Le championnat mondial junior
    - Le championnat mondial de relais mixte
- U23 :
    - Le championnat mondial de relais mixte
- Amateurs :
    - Le championnat mondial de triathlon sprint
    - Le championnat mondial de relais mixte

Ce championnat accueillera près de 2700 athlètes élites et amateurs provenant de partout à travers le monde d'une cinquantaine de pays dont : Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bermudes, Brésil, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Denmark, République dominicaine, Équateur, Émirats arabes-unis, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Hongrie, Irlande, Israel, Italie, Japon, Malaisie, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Portugal, Afrique du Sud, Slovénie, Suisse, îles-Vierges, etc.

Tableau 5 – Nombre et provenance des participants

	Nombre	% provenant de l'extérieur de Montréal	% provenant de l'extérieur du Québec	% provenant de l'extérieur du Canada
Athlètes	2 690	97	95	84
Entraîneurs	50	98	95	80
Officiels	50	80	70	50
Personnel	35	75	35	20
Médias	75	60	48	33
VIP	200	50	35	25
Spectateurs	25000	67	45	26
Télédiffusion/Webdiffusion	40	40	20	10
Autres				

Cet événement sera un festival célébrant les saines habitudes de vie et l'activité physique où une très grande partie des pays seront représentés. En plus des épreuves offertes, l'événement accueillera des conférences, des formations et de nombreuses activités d'initiation et de développement.

Également, une importante programmation culturelle sera développée afin de mettre en valeur la diversité des nations participant au triathlon. L'organisation s'associera avec des partenaires culturels de Montréal pour tenir ses activités et apporter un caractère festif misant sur l'expérience des participants et de leur entourage. Il y aura également une parade des nations en guise de cérémonie d'ouverture du Championnat. Tous les athlètes participants à cette grande rencontre sportive défileront dans les rues de Montréal devant les spectateurs venus de partout autour du monde pour y assister.

Section V : Une programmation relevée

La programmation complète

Le World Triathlon™ Groupe Copley se positionne, au fil des années, comme un événement incontournable dans le milieu du triathlon. L'organisation souhaite toutefois avoir un impact plus large en se positionnant comme un événement-phare dans la communauté montréalaise qui attire un nombre croissant de participants de l'extérieur, contribuant ainsi à mettre en valeur le tourisme sportif.

C'est pourquoi l'organisation a développé une programmation qui inclut des activités sociales et culturelles à son calendrier de compétitions sportives afin de développer sa clientèle et d'offrir des options pour le grand public et non seulement des passionnés de triathlon.

Dès 2019, le village du triathlon s'est transformé en lieu de rassemblement pour les participants, leur entourage et les spectateurs. En plus d'une trentaine d'exposants, le village accueille des activités d'initiation ouvertes à tous. Entre autres, des séances de yoga, d'Essentrics, de spinning et d'étirements auront lieu en collaboration avec des partenaires-clés de l'événement.

Des activités de lancement officiel ont lieu permettant aux partenaires, aux athlètes, aux officiels, aux entraîneurs et aux invités de réseauter.



En 2021, le World Triathlon™ Groupe Copley sera l'hôte des Championnats canadiens élites, U23 et junior[4], ainsi que des épreuves de relais mixte qui seront ajoutées. Également, des épreuves permettant d'accueillir des participants plus jeunes ont été ajoutées, plus particulièrement en course à pied et en triathlon U13 et U15. Le tout culminera par l'accueil des Championnats du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™ en 2022.

[4] Originellement, le World Triathlon™ Groupe Copley accueillait les Championnats canadiens en 2020. Toutefois, ils furent reportés en 2021 dû à la COVID-19.

Enfin, tout au long des épreuves, l'organisation misera sur une animation permettant de motiver les participants et les spectateurs. Deux animateurs bilingues seront sur les lieux, un DJ et des artistes invités. L'organisation souhaite créer une ambiance festive permettant de faire de l'événement plus qu'une simple compétition sportive.

Tableau 6 : Horaire de l'édition 2021 : du 23 au 27 juin

	Mercredi- 23 juin	Jeudi – 24 juin	Vendredi – 25 juin	Samedi – 26 juin	Dimanche – 27 juin
Programmation sportive	Séries Para World Triathlon™ (WTPS) Réunion pré-course Séries de Championnat World Triathlon™ (WTCS)	Familiarisation du parcours natation WTCS Familiarisation du parcours natation amateur	Qualifications de la WTCS en super-sprint Course à pied 5-10 km – Défi Douglas	Finale du WTCS super-sprint Épreuves amateurs de triathlon sprint– Championnats canadiens et Coupe du Québec Réunions pré-course + familiarisation de la natation PATCO	Séries de Championnat de relais mixte World Triathlon™ Coupe continentale PATCO Épreuves amateurs de triathlon super-sprint/initiation et duathlon de distance sprint – Championnats canadiens et Coupe du Québec Épreuves de super-sprint U13-U15
Programmation culturelle		Conférence de presse Lancement officiel de l'édition		Village du triathlon Activités	Village du triathlon Activités

					Souper de clôture

Tableau 7 : Horaire de l'édition 2022 : du 22 juin au 26 juin

	Mercredi – 22 juin	Jeudi – 23 juin	Vendredi – 24 juin	Samedi – 25 juin	Dimanche – 26 juin
Programmation sportive	Réunion du comité exécutif de TRI Familiarisation de parcours et réunions pré-course élite Réunions des chefs d'équipe	Réunion du comité exécutif de TRI Familiarisation de parcours Junior	Qualifications et demi-finales – Championnats du monde élite – super-sprint Championnats du monde junior	Championnats du monde amateurs de distance sprint Finales - Championnats du monde élite –super-sprint	Championnats du monde en relais mixte : élites, junior et amateurs
Programmation culturelle		Conférence de presse Cérémonie d'ouverture et parade des nations Souper d'ouverture	Village du triathlon Activités	Village du triathlon Activités	Souper de clôture Village du triathlon Activités

L'activité pour tous

Tel qu'identifié précédemment, la mission de l'organisation est de donner à notre collectivité les moyens d'être active, autour d'un sport rassembleur, accessible à l'année. Dans le but de rencontrer cet objectif, des activités physiques accessibles à tous seront ajoutées à la programmation année après année.

Les éditions 2021 et 2022 du World Triathlon™ Groupe Copley, tout comme lors des éditions précédentes, présenteront plusieurs épreuves, tant de niveau amateur qu'élite, sur les distances les plus populaires dans le monde du triathlon, duathlon et de la course à pied.



Tableau 8 : Activités et distances présentées au World Triathlon™ Groupe Copley

	TRIATHLON		
			
U13/U15 Super-sprint	375 m	7 km	1,7 km
Sprint	750 m	20 km	5 km

	DUATHLON		
			
Sprint	5 km	20 km	2,5 km

Course à pied

1 km
5 km
10 km (2 x 2,5km)

L'organisation présente quatre épreuves de niveau élite ainsi que de nombreuses épreuves amateurs. Chacune de ces épreuves sera ouverte aux athlètes féminines et masculins.

Une activité qui se pratique toute l'année

En plus de son événement principal qu'est les Séries de Championnat World Triathlon™ Groupe Copley, l'organisation développe des activités d'initiation parallèles, tels que des entraînements et des opportunités d'entraînement, qui auront lieu à l'année. Entre autres, le Triathlon International de Montréal travaille actuellement sur un projet estival d'entraînement de natation en eau libre au bassin Alexandra. Ce projet permettra à la population d'avoir un endroit d'entraînement au centre-ville à partir de juin jusqu'au début du mois de septembre. Une opportunité unique pour Montréal de se distinguer à l'échelle internationale.

Aussi, le Triathlon International de Montréal a fondé en 2016 le club gratuit de triathlon TRI-MTL. Chaque année, des séances d'entraînement de natation, de vélo et de course à pied sont offertes à la communauté en partenariat avec des clubs de triathlon de la région ou des partenaires de l'organisation.

Enfin, l'organisation s'est dotée d'un plan de communications qui lui permet de développer sa communauté et de promouvoir les saines habitudes de vie et l'activité physique 12 mois par année. Par le biais de ses infolettres et de ses médias sociaux, l'organisation offre à sa communauté des capsules sur la nutrition, l'entraînement, les étirements, le sport et l'activité physique.

Section VI : Un site de compétition spectaculaire

Le Grand Quai du Port de Montréal

Dans une vision d'innovation et de croissance constante de l'expérience de sa communauté, l'organisation a installé son site principal de compétition depuis l'édition 2019 au Grand Quai du Port de Montréal (« Grand Quai ») situé aux abords du fleuve Saint-Laurent avec plus de 135 000 pieds carrés de superficie. De par son caractère unique, à la fois moderne et grandiose, le Grand Quai a su charmer l'organisation et les participants par ses installations dès l'édition 2019.



Le site de compétition se trouve sur un territoire fédéral, soit au Port de Montréal (« Grand Quai ») appartenant à l'Administration portuaire de Montréal (APM), une agence fédérale autonome créée en vertu de la Loi maritime du Canada.

L'emplacement choisi permet d'avoir accès à une partie des infrastructures à l'intérieur afin d'être à l'abri des intempéries. L'accès au niveau 1 est facile et pratique pour les opérations englobant le triathlon. Tous les services seront réunis au même endroit ce qui permettra d'approvisionner efficacement les différents secteurs en nourriture, matériel et équipements de tout genre.

De plus, le Grand Quai est un site fabuleux pour la diffusion télévisuelle mondiale, ce qui représente un atout pour la fédération internationale. Son emplacement tout près du Vieux-Montréal ainsi que sa vue magnifique à flanc d'eau permet une prise de vue sur le fleuve Saint-Laurent, qui servira de parcours de natation. L'organisation a accès à des espaces de stationnement à même le Grand Quai ce qui facilitera aussi la logistique.

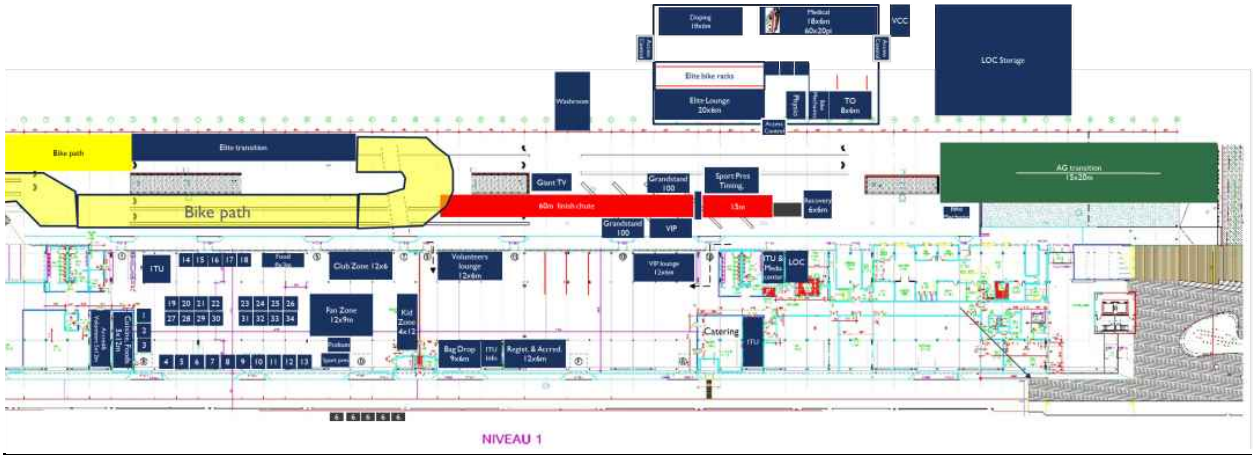








Tableau 9 - Plan préliminaire des installations



Le Parc Jean-Drapeau

Grande nouveauté depuis 2019, l'ajout d'une étape de la Séries Para World Triathlon™! Cette compétition, lors de l'édition 2021, servira de qualification directe pour les Jeux paralympiques de Tokyo en 2021.

Afin d'offrir un parcours sécuritaire et adapté pour cette première édition, le Parc Jean-Drapeau a été sélectionné pour présenter cette épreuve.



Le site de compétition et les parcours 2020 seront finalisés par l'organisation en collaboration avec la fédération internationale, Triathlon Canada et Triathlon Québec ainsi que la Société du Parc Jean-Drapeau.

Nagez, roulez, courez au cœur du centre-ville de Montréal

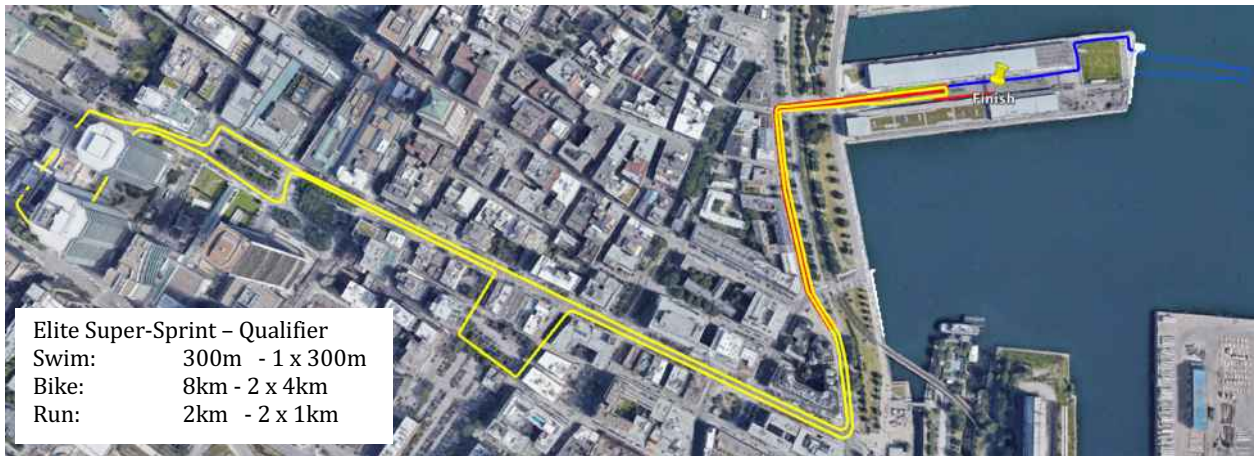
L'organisation a toujours eu l'innovation et le renouvellement dans ses valeurs. Depuis 2019, le World Triathlon™ Groupe Copley axe ses initiatives sur l'amélioration de l'expérience tant pour les participants que les spectateurs.

L'un des grands changements concerne les parcours de compétition qui ont été complétement redessinés pour l'occasion. Le parcours de natation est maintenant tracé dans le bassin Alexandra. L'organisation travaille en coordination avec les trois entités fédérales responsables du parcours, soit le Port de Montréal, Parcs Canada ainsi que la Société du Vieux-Port de Montréal.

Les parcours de vélo et de course à pied sont tracés dans les rues du Vieux-Montréal et du centre-ville de Montréal, permettant aux participants de performer dans un milieu à la fois spectaculaire et urbain. Il empruntera, entre autres, la fameuse montée de la rue Beaver Hall ! La course à pied longera, quant à elle, le canal de Lachine offrant un parcours entièrement plat. Ces parcours sont à la fois techniques et spectaculaires !

2021

Tableau 10 : Aperçu des parcours élites WTCS – super-sprint (préliminaire)



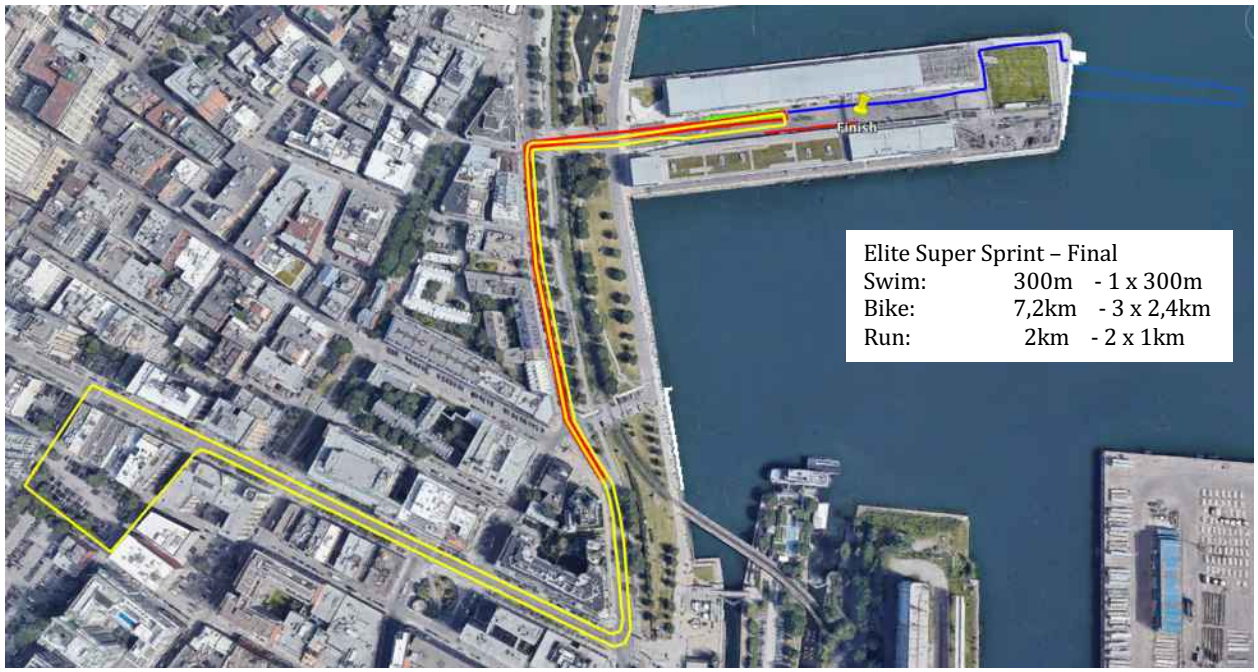


Tableau 11 : Aperçu des parcours élites WTMR (préliminaire)

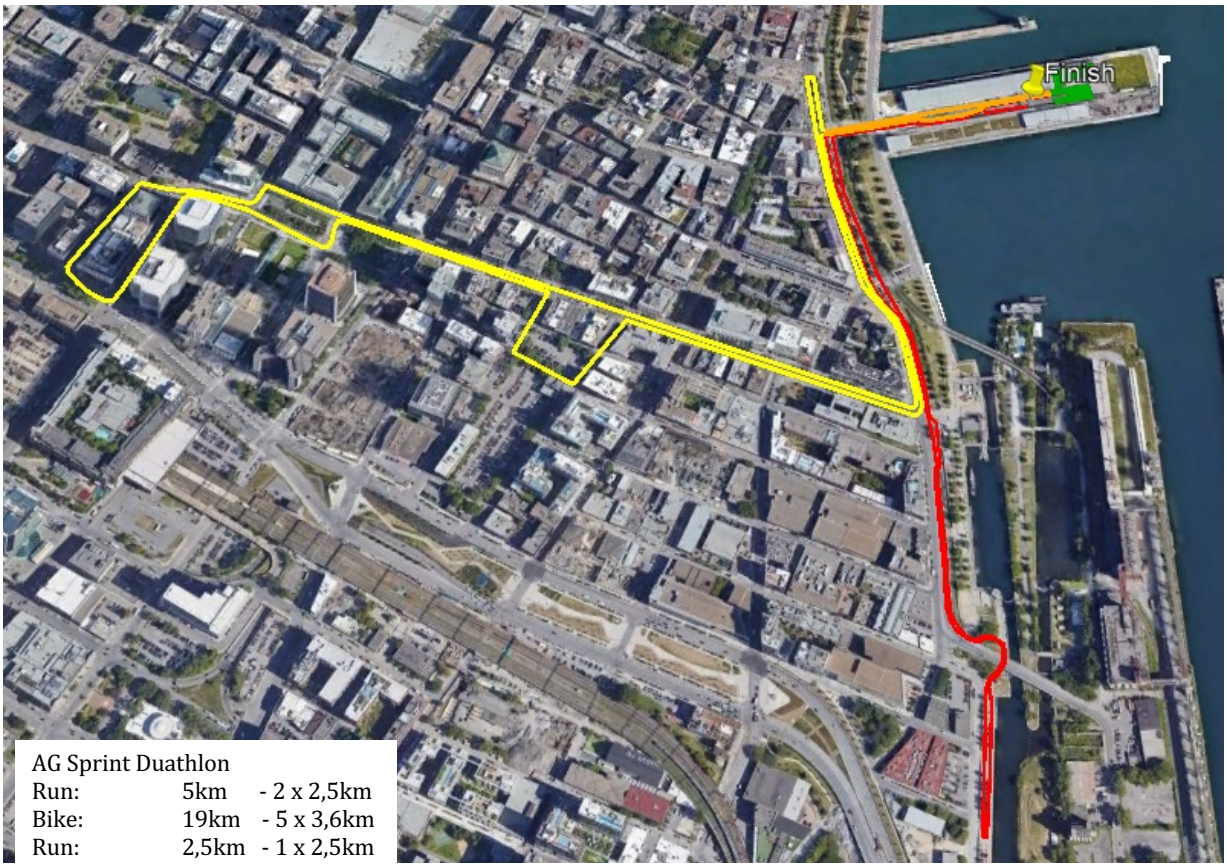


Tableau 12 : Aperçu des parcours paraélites (WTPS) (préliminaire)



Tableau 13 : Aperçu des parcours amateurs, U13-U15 et PATCO (préliminaire)




Finish
AG Sprint Duathlon
Run: 5km - 2 x 2,5km
Bike: 19km - 5 x 3,6km
Run: 2,5km - 1 x 2,5km


Finish
Youth and AG Super Sprint
Swim: 300km - 1 x 300m
Bike: 7,8km - 2 x 3,6km
Run: 2,5km - 1 x 2,5km

2022

Tableau 14 : Aperçu du parcours pour les qualifications du Championnat du monde de triathlon Super-Sprint des élites

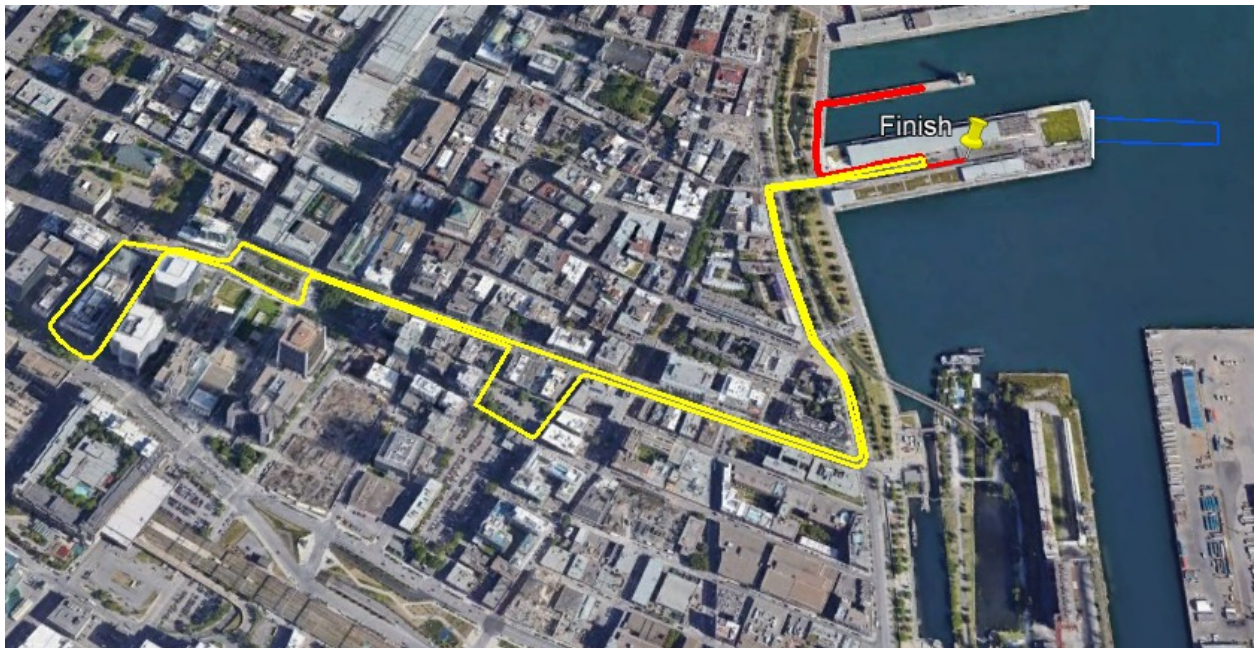


Tableau 15 : Aperçu du parcours pour la finale du Championnat du monde de triathlon Super-Sprint des élites

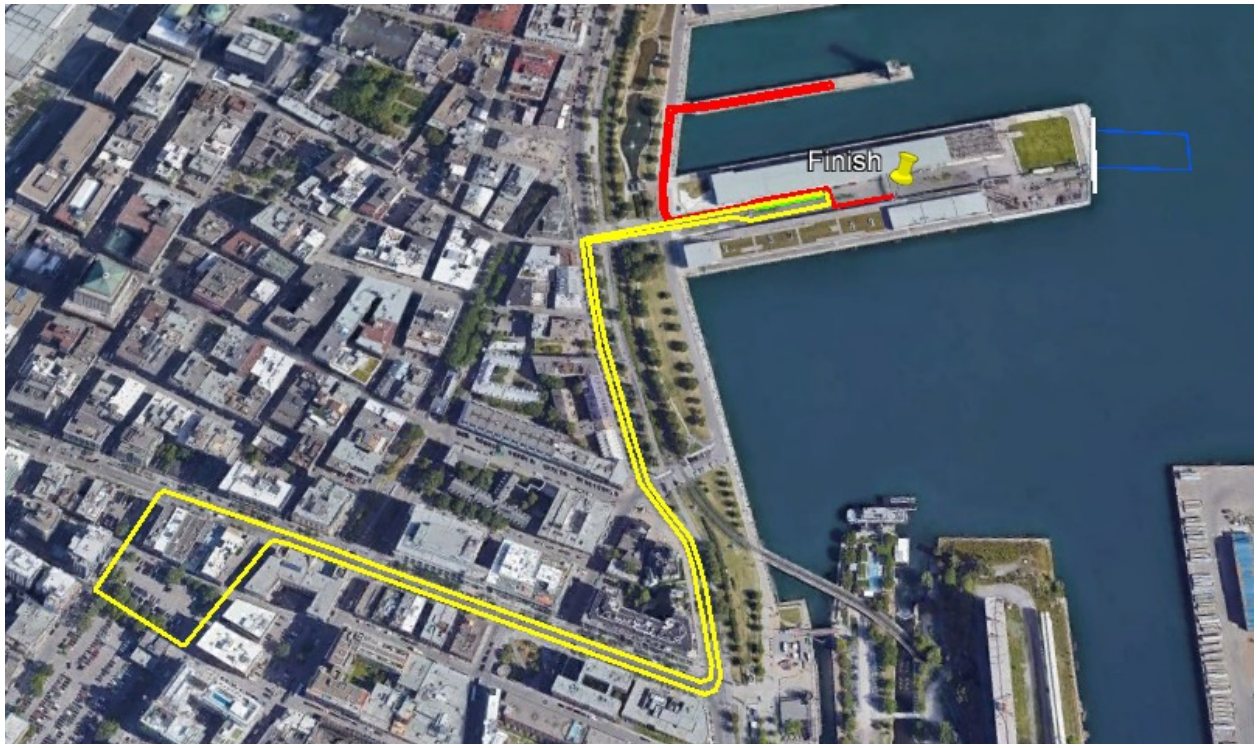


Tableau 16 : Aperçu du parcours pour le Championnat du monde junior

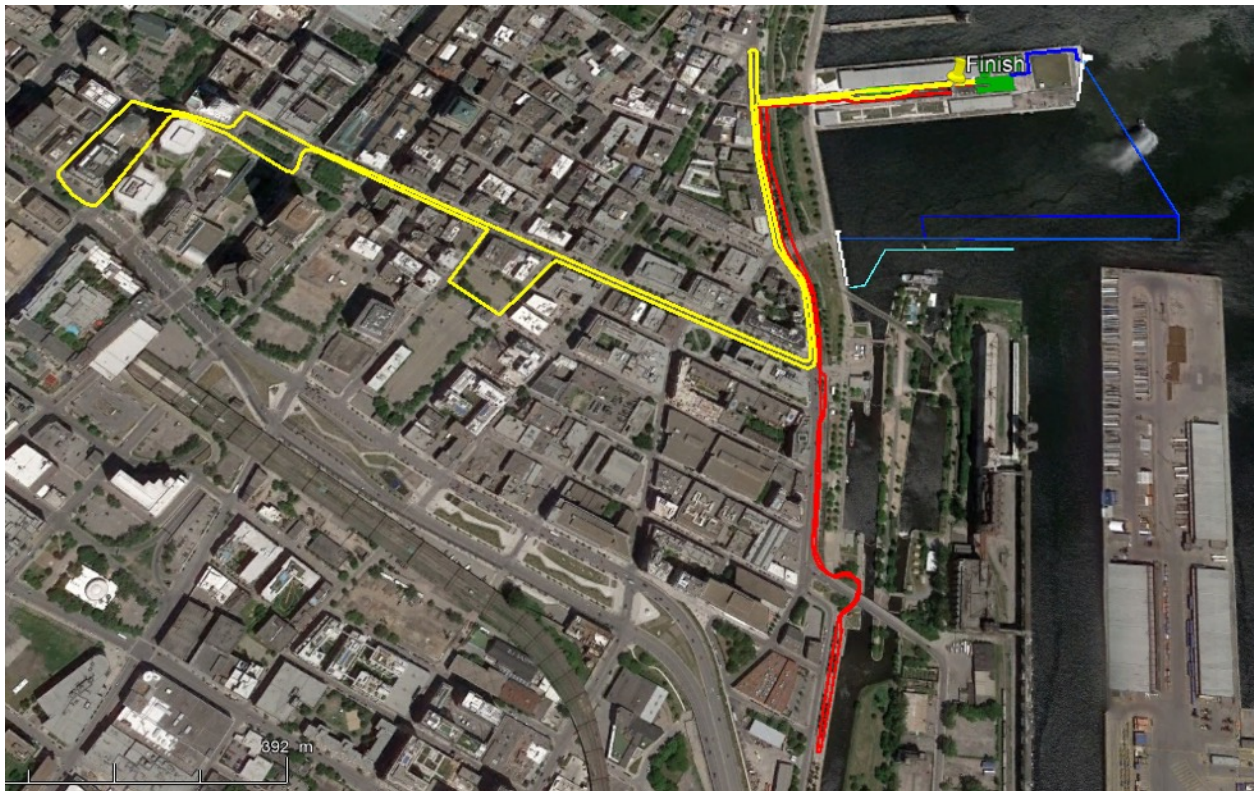


Tableau 17 : Aperçu du parcours pour le Championnat du monde de triathlon sprint pour groupe d'âge



Tableau 18 : Aperçu du parcours pour les Championnats du monde en relais mixte (élite, junior, U23, groupe d'âge)



Section VII : Un rayonnement sur tous les continents

Tous les yeux rivés sur Montréal

Le World Triathlon™ Groupe Copley fait partie du prestigieux circuit des Séries de Championnat World Triathlon™, soit le plus haut niveau de compétition pour les athlètes élites, mis à part les Jeux olympiques. Seules 7 villes à travers le monde ont la chance d'accueillir une de ces étapes. Cette opportunité permet au World Triathlon™ Groupe Copley d'être diffusé partout dans le monde, devant plus de 24 millions de spectateurs.

En 2021, l'étape montréalaise de la WTCS et du relais mixte sera présentée tant au niveau national qu'international. En effet, les compétitions seront diffusées sur plusieurs chaînes internationales ainsi que sur la chaîne de CBC Sports au Canada.

Au Québec, l'organisation s'est associée avec RDS qui a diffusé les courses en 2016-2017 et 2019. En 2021, les courses élites femmes et hommes seront en direct sur ses plates-formes numériques et en léger différé à la télévision sur les ondes de RDS. De plus, l'organisation pourra compter sur ses deux fidèles animateurs et collaborateurs d'expérience, Frédéric Plante et Audrey Lemieux.

Cette diffusion est une occasion unique de faire rayonner le sport et l'activité physique à la communauté. De plus, l'organisation, de par son entente avec la fédération internationale, est responsable de la production télévisuelle. Elle peut donc contrôler une partie du scénario et des images qui sont diffusées. Il est important de noter que la production représente un coût important, mais qu'elle apporte un grand rayonnement pour la métropole.

Une diffusion internationale

Année après année, les épreuves des Séries de Championnat World Triathlon™ sont diffusées à l'échelle internationale sur de multiples chaînes télévisuelles et plates-formes numériques. Entre 25 à 40 millions de spectateurs (en ligne et à la télévision) suivent l'action qui se déroule dans les rues de Montréal. Parmi tous les pays qui diffusent les courses, l'Angleterre est celui qui obtient le plus grand auditoire, suivi par le Canada[5].

[5] *IRIS Cross Media Evaluation*, Décembre 2019

Tableau 19 : Carte de la diffusion internationale



En 2021, en plus de l'épreuve des Séries de Championnat World Triathlon™, l'épreuve des Séries de relais mixte World Triathlon™ sera également diffusée sur les chaînes internationales. Le World Triathlon™ Groupe Copley sera donc diffusé sur plus de 196 chaînes de télévision à travers le monde ayant des ententes de diffusion avec la fédération internationale, dont BBC et Fox Sports. La liste des diffuseurs internationaux peut être consultée ici.

Une marque en plein essor

Depuis les quatre dernières années, le World Triathlon™ Groupe Copley a contribué au développement de la marque de Triathlon Canada et dans le nord-est américain. Au départ, plutôt inconnue en Amérique du Nord en raison de la domination de la marque Ironman, la marque TRI a fait son chemin et continue de grandir année après année et elle continue de s'implanter dans le paysage canadien. Son puissant pouvoir d'attraction auprès des athlètes de niveau olympique, combiné aux bourses importantes qui sont offertes garantit la présence des meilleurs au monde à chaque année.

Au fil des années, l'organisation a déployé une campagne de relations publiques pour faire connaître l'événement et la marque TRI. Seulement de 2017 à 2018, les retombées ont presque doublé de 52 millions à 95 millions MRP (Media Relations Points). En 2019, les retombées médiatiques ont atteint 79,3 millions MRP avec seulement une journée de compétitions élites contrairement à 2018 où l'événement s'étalait sur deux jours. Pour les années subséquentes, le World Triathlon™ Groupe Copley misera à nouveau sur une campagne de relations publiques qui sera accompagnée d'activités promotionnelles et de campagnes numériques.

Un calendrier de communications est mis en œuvre afin de promouvoir le World Triathlon™ Groupe Copley et les valeurs qu'il véhicule, soit les saines habitudes de vie et l'activité physique, 12 mois par année. Ceci a pour but d'augmenter sa communauté numérique et de développer une habitude dans la communauté de l'événement afin d'avoir des retombées hors des dates

de compétition. En 2018, l'organisation comptait près de 230 000 visites sur son site web, 5 000 abonnés à son infolettre, et 5 000 abonnés sur ses médias sociaux. Ces chiffres ont continué d'augmenter en 2019. Il s'agit de bonnes bases que l'équipe souhaite faire croître au cours des prochaines années.

Pour l'édition 2021, l'équipe des communications misera ses actions surtout sur la promotion de l'événement à travers l'est du Canada et au Nord-est des États-Unis. De plus, des activités promotionnelles auront lieu afin d'attirer un plus grand nombre de touristes européens. La nouvelle date permanente de l'événement (fin juin) permettra d'attirer un plus grand nombre de participants, car elle est située hors des périodes de grandes vacances. De plus, l'événement est maintenant jumelé à un congé férié qui permet aux participants de prolonger leur séjour pour une période plus longue, contribuant ainsi au développement du tourisme sportif.

Une stratégie internationale sera déployée en vue des Championnats du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™ de 2022 comme la majorité des participants proviendront de l'étranger. Bien que les participants doivent se qualifier afin de participer à cet événement, l'organisation doit tout de même promouvoir la destination et assurer la participation de masse à ce Championnat. Montréal est une destination de choix sur la scène mondiale et l'organisation développera les initiatives nécessaires pour assurer la présence d'environ 4000 participants.

Les dépenses reliées au marketing et à la communication de l'événement représentent une plus-value exponentielle pour le développement et la démocratisation de ce sport au Québec, au Canada et partout à travers le monde. Elles sont d'ailleurs notre véhicule de promotion de la mission du TIM.

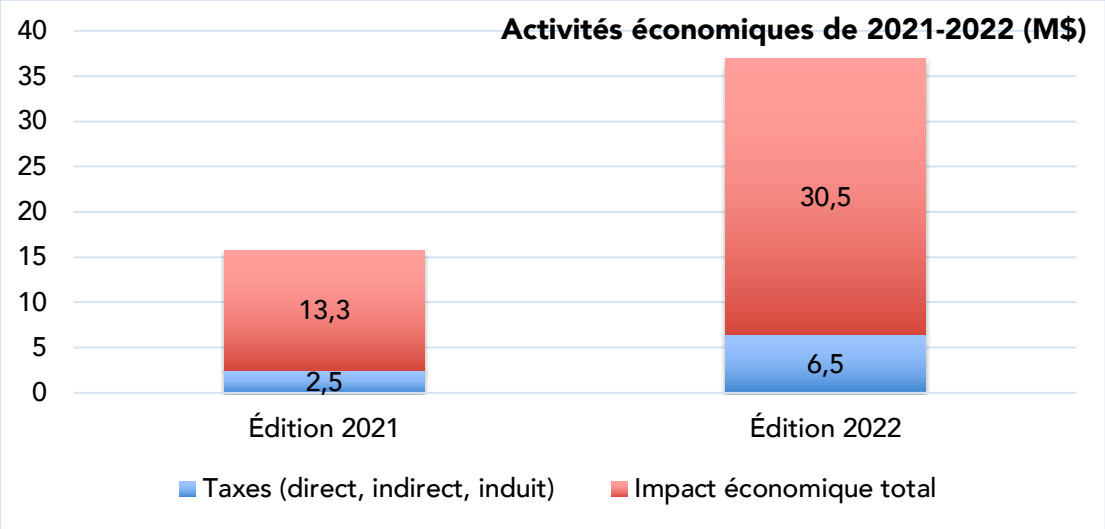
Une affaire d'or!

En plus d'obtenir un rayonnement publicitaire à l'échelle internationale, le World Triathlon™ Groupe Copley contribue à l'activité économique nationale et au développement du tourisme sportif à Montréal.

Un impact économique plusieurs fois millionnaire

Le World Triathlon™ Groupe Copley a apporté depuis 2016 une activité économique pour le Canada dépassant 36,7 millions. Au cours des prochaines années, ce sont plus de 56,2 millions qui seront générés par l'événement au sein du pays. De plus, pendant la période entre 2020 à 2022, plus de 10 millions de dollars en taxes seront perçus.

Tableau 20 : Contribution à l'activité économique du Canada de 2021- 2022



2021 :

L'impact économique fut réalisé pour l'édition 2021 du World Triathlon™ Groupe Copley dont le budget total s'élève à 3 297 078$. TIM anticipe des retombées économiques de 10 656 033 millions de dollars pour la Ville de Montréal et de 13 291 421 millions pour le Canada.

Le niveau total des taxes supportées directes et indirectes est évalué a 2 496 503$. De ce montant, 854 867$ seront versés au gouvernement fédéral, 1 398 408$ au gouvernement provincial et 243 228$ aux gouvernements municipaux à travers la province. Les taxes directes municipales générées par l'événement pour la ville de Montréal est estimé à 98 869$.

2022 :

Le budget total du Championnat s'élève à 6 738 000 millions de dollars. Le comité organisateur anticipe des retombées économiques totales de 24 389 107$ pour la Ville de Montréal, de 27 155 513$ pour la province de Québec et de 30 462 673$ pour le Canada.

TIM estime que près de 141 emplois seront créés dans la ville de Montréal. Ces emplois supportent un total de 7 521 914$ en traitements et salaires pour la ville de Montréal. Également, nous estimons que près de 87 emplois permanents seront créés dans la ville de Montréal.

Le niveau total des taxes supportées directes et indirectes est évalué à 6 474 514$ du point de vue du fédéral. De ce montant, 2 146 144$ seront versés au gouvernement fédéral, 3 812 075$

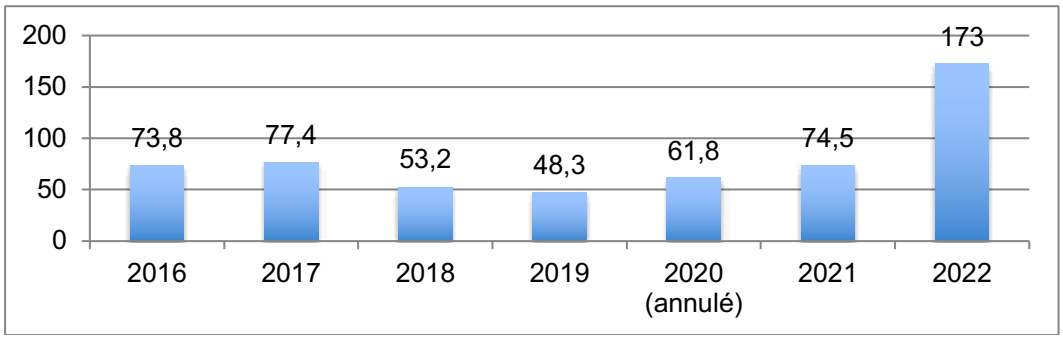
au gouvernement provincial et 516 294$ aux gouvernements municipaux à travers la province. Les taxes directes municipales générées par l'événement pour la ville de Montréal est estimé à 250 279$.

Pour plus d'informations concernant les études d'impact économique réalisées, nous vous invitons à consulter l'annexe VI du présent document.

Des centaines d'emplois créés depuis 2016

Au fil des années, le World Triathlon™ Groupe Copley a contribué à la création directe et indirecte d'un grand nombre d'emplois, contribuant ainsi à l'activité économique du Québec et au développement de l'expertise en organisation d'événements sportifs internationaux. L'impact communautaire, impliquant plusieurs centaines de bénévoles à chaque année, est aussi marquant.

Tableau 21 : Création d'emplois annuels de 2016 à 2022



Un impact touristique actif

Depuis sa création, le World Triathlon™ Groupe Copley génère une activité touristique intéressante. Lors de l'édition 2018, une première étude d'achalandage et de provenance a été conclue par la firme BIP recherche[6]. Cette dernière a démontré que l'événement 2018 a attiré 43,5% de touristes parmi son achalandage de près de 15 000 spectateurs. Parmi ceux-ci, 10,1% provenaient des autres provinces canadiennes, 10,5% provenaient des États-Unis et 15,3% provenaient d'autres pays.

En plus des 300 nuitées contractées année après année par l'organisation, 5 000 nuitées ont été générées par l'édition 2018. Considérant que le nombre de participants va augmenter au cours des prochaines années, le nombre de nuitées augmentera également pour atteindre environ 20 000 nuitées en 2022 (en raison des championnats du monde).

[6] BIP Recherche est une firme indépendante, et se conforme aux standards d'évaluation énoncés par Tourisme Québec.

Tableau 22 : Retombées touristiques de l'édition 2018



Près de 15 000 spectateurs lors de l'édition 2018



Ratio 12:1 – chaque participant attire 12 personnes



43,5% de l'achalandage, en 2018, était des touristes

- 7,5% proviennent du Québec
- 10,1% proviennent des autres provinces canadiennes
- 10,5% proviennent des Etats-Unis
- 15,3% proviennent d'autres pays



Près de 5 000 nuitées ont été générées lors de l'édition 2018

Section VIII : Un projet structuré

Un événement de cette envergure requiert une gestion de projet serrée. Comme de nombreux partenaires sont impliqués, l'organisation s'est dotée d'un gestionnaire de projet, Smartsheet, afin de permettre à toute l'équipe de rencontrer les différents délais et livrables requis par ses partenaires et fournisseurs. À l'externe, l'organisation utilise le système de gestion WeTrack pour communiquer l'évolution du projet de compétition sportive avec la fédération internationale et autres partenaires-clés.

Au plan opérationnel, l'organisation doit collaborer avec les acteurs suivants :

- Ville de Montréal : service des sports et service des événements publics
- Port de Montréal
- Société du Vieux-Port de Montréal
- Service de police de la ville de Montréal
- Services des incendies de Montréal
- Association des résidents du Vieux-Montréal
- SDC du Vieux-Montréal
- SDC du centre-ville
- Parc Jean-Drapeau
- Urgence-Santé
- Plus de cent fournisseurs : fermeture de rues, pavoisement, resurfaçage, alimentation, sécurité, graphisme, imprimerie, etc.
- Entreprises et commerces qui sont situés à proximité du parcours et du site de compétition

Au niveau de la tenue de la compétition sportive, l'organisation doit collaborer avec :

- Fédération internationale de triathlon (TRI)
- Triathlon Canada
- Triathlon Québec

Tous ces acteurs requièrent différents plans et demandent de rencontrer plusieurs normes en matière de santé et de sécurité des événements. Toutes ces exigences doivent être rencontrées avant de tenir le World Triathlon™ Groupe Copley.

Ci-dessous, dans le tableau 23 se trouve un échantillon des documents qui doivent être produits.

Tableau 23 : Échéancier de livrables

DÉPARTEMENT	LIVRABLES
Administration	Certificat d'assurance ($10 millions)
	Structure organisationnelle
	Site web

	Plan de projet Smartsheet
Événement	Plan d'hébergement
	Plan du service alimentaire
	Plan d'accréditation et d'accès
	Services aux VIPs
	Plan de recrutement et de formation des bénévoles
	Plan antidopage
Marketing et Communications	Plan de déploiement de la marque
	Plan de communication
	Plan des médias
	Plan de caméras
Opérations	Plan de sonorisation
	Plan de signalisation/pavoisement
	Plan de câblage
	Plan de montage et démontage
Services aux clients	Plan des sites d'entraînement
	Plan de transport
	Guide des athlètes
Sport	Plan opérationnel du parcours de vélo
	Plan opérationnel du parcours de vélo
	Plan maritime
	Liste des équipements
	Approbation du site de compétition
	Plan du site de compétition
	Plan des services de moto
	Horaire préliminaire
	Plan de resurfaçage
	Mesures de parcours
	Plan des marées
	Plan de chronométrage
	Plan de gestion du trafic/détournement
	Plan de la transition
	Plan du Centre de commandes
	Tests de qualité de l'eau
	Exercices de mesures d'urgence
	Plan médical
	Plan de contingence

Pour un document détaillé, veuillez-vous référer à Plan de gestion de projet.

Section IX : Un cadre financier équilibré

Le World Triathlon™ Groupe Copley englobe des compétitions de niveau élite et amateur. En plus d'être mandaté pour tenir une compétition internationale des Séries de Championnat World Triathlon™, l'organisation doit aussi organiser des épreuves amateurs afin de rencontrer les exigences de la fédération internationale.

Exigences sportives de la fédération internationale reliées à la tenue de la WTCS

Tenir une compétition d'envergure internationale comme les Séries de Championnat World Triathlon de manière récurrente, de même que tenir un Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™, vient avec de nombreuses exigences opérationnelles pour assurer la sécurité de tous les participants et maintenir une uniformité de tous les événements de qualité TRI.

Les dépenses reliées à la compétition sportive représentent une grande partie du budget. Sans ces postes de dépenses, il serait impossible d'accueillir la WTCS ou le Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™.

- ✓ Licence d'utilisation de la marque internationale

Le TRI détient tous les droits liés à la production et à la tenue de la WTCS et des événements sanctionnés par la fédération internationale. Cette licence est d'une valeur de 100 000$ USD pour la WTCS et de 300 000$ USD pour le Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™. Également, un frais de sanction doit être payé à la confédération américaine de triathlon (PATCO) pour obtenir les droits de tenir une Coupe continentale de triathlon. À ces frais s'ajoutent aussi les frais de sanction payables aux fédérations nationale et provinciale.

- ✓ Bourses aux athlètes élites

Les bourses liées à la WTCS s'élèvent à 200 000$ USD. Les bourses remises aux athlètes élites femmes et hommes sont égales en plus de remettre une portion de cette somme (50 000$ USD) à titre de contribution à la bourse finale remise à la conclusion du Grande finale de la WTCS. Pour la tenue du Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™, les bourses aux athlètes élites s'élèveront à 300 000$ USD. Une bourse de 10 000$ USD est également remise dans le cadre de la Coupe continentale PATCO. Il est à noter que le triathlon remet des bourses équitables aux hommes et aux femmes dans toutes ses disciplines.

- ✓ Système de chronométrage

L'entreprise Sportstats est engagée afin d'assurer la gestion des résultats et la remise des puces lors du World Triathlon™ Groupe Copley. Les résultats sont par la suite validés par les officiels de la fédération internationale, en collaboration avec Triathlon Québec et Triathlon Canada.

Un triathlon est une compétition chronométrée. Toutefois, comme le système de chronométrage doit être lié avec la diffusion en direct, certaines particularités doivent être remplies. L'équipe de Sportstats est reconnue au Canada comme chef de fil, ce qui nous permet de rencontrer les normes internationales ainsi que les exigences liées à la télédiffusion.

- ✓ Services médicaux et antidopage

Tenir une compétition élite internationale requiert un service médical important. Ces services doivent non seulement prévoir des traumatismes liés au cyclisme, mais aussi à la natation. Le TRI a reconnu en 2018 que l'organisation de Montréal offre des services de qualité internationale. Des tests antidopage doivent aussi être réalisés pour se conformer aux exigences strictes du TRI, qui adhère au Code Mondial Antidopage. Le Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES) assurera ce service de façon indépendante. Il s'agit de l'organisme responsable de contrôler les athlètes selon les normes et procédures des politiques de l'Agence mondiale antidopage (AMA). Selon les normes de la fédération internationale, comme 3 épreuves internationales sanctionnées auront lieu en sol montréalais, des tests d'urine et des tests sanguins doivent être faits. Ces services exigés pour les compétitions élites représentent un coût entre 60 000$ et 85 000$, selon le type de compétitions et le nombre de participants à celles-ci, et sont nécessaires pour assurer l'intégrité de la pratique du sport.

- ✓ Production télévisuelle et présentation sportive

Le TRI exige que l'organisation assume les frais liés à la production télévisuelle afin d'assurer la diffusion internationale de l'événement. Aussi, cette production permet une couverture québécoise grâce au partenariat développé avec RDS pour la diffusion des compétitions WTCS en direct sur leurs plates-formes ainsi qu'à l'international devant plus de 24 millions de spectateurs à la télévision et sur le web.

Les Séries de Championnat World Triathlon™ , de même que pour le Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™, exige une production télévisuelle en direct. Ces frais sont assumés par l'organisation et incluent les ressources humaines, les équipements et le matériel ainsi que la location du lien aérien et satellite. Ceci implique également que l'organisation engage des animateurs, analystes sportifs, ainsi que s'assurer de la justesse du protocole.

Les frais reliés à cette exigence pour les compétitions élites représentent entre 350 000$, pour les Séries de Championnat World Triathlon™, et 650 000$, pour le Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™.

- ✓ Bénévoles

Des centaines de bénévoles sont requis afin de présenter un événement répondant aux normes internationales. L'édition 2018 a pu compter sur le soutien de 480 bénévoles. Ce nombre minimal sera requis pour la présentation de l'événement 2019. En effet, dans le cadre d'une compétition internationale sanctionnée par le TRI, il est exigé que le parcours soit fermé à la circulation automobile. Ceci requiert un nombre important de bénévoles qui doivent notamment être affectés à la sécurité du parcours.

Près de 20 000$ sont consacrés à la formation, recrutement et bien-être des bénévoles (repas et boissons) lors de l'événement. Pour le Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™, ces frais s'élèveront à près de 45 000$.

Exigences opérationnelles de TRI reliées à la tenue de la WTCS

Les dépenses reliées aux opérations de l'événement représentent la plus grande portion du budget. Elles sont d'ailleurs primordiales au bon déroulement de l'événement afin d'assurer la sécurité des athlètes élites. Comme ces postes budgétaires sont utilisés pour réaliser les épreuves élites, l'organisation réutilise ces mêmes installations pour les athlètes amateurs qui bénéficient ainsi d'un traitement élite dans le cadre du World Triathlon™ Groupe Copley.

Selon les normes de la fédération internationale, le CO doit assurer que les éléments suivants soient présents :

- ✓ Site de compétition urbain

Le TRI a pour exigence d'une épreuve de la WTCS qu'elle se déroule dans un milieu urbain permettant un maximum d'exposition au sport et un cadre télévisuel enrichissant. Plus de 500 000$ en biens et services est investi afin d'établir un environnement sécuritaire et répondant aux normes de TRI.

Comme le triathlon est un sport comportant 3 disciplines, dont une de natation, cet endroit se situe dans le Vieux-Montréal, seul endroit pouvant accueillir la Série mondiale de triathlon dans un milieu urbain. La compétition élite requiert une largeur de ponton de départ spécifique, soit 0.75 mètres par athlète en plus de répondre aux normes de sécurité spécifique permettant que 55 athlètes y plongent au même moment. Un ponton spécial doit être loué afin de rencontrer cette exigence.

Des frais de location ainsi que d'aménagements temporaires importants sont exigés pour la tenue de l'événement. La location du Grand Quai du Port de Montréal incluant les locations supplémentaires au bon fonctionnement des opérations totalise un peu entre 175 000$ et 300 000$. Le prix varie selon le nombre de jours prévus pour la tenue de l'événement.

- ✓ Assurance

Le contrat de TRI prévoit que le comité organisateur doit posséder une assurance responsabilité pour des dommages couvrant 10 millions de dollars ce qui entraîne des frais de près de 10 000$.

- ✓ Sécurité

Le World Triathlon™ Groupe Copley est tenu sur un plateau principal, le Grand Quai du Port de Montréal et trois parcours (natation, vélo et course) ainsi que sur un site secondaire, le Parc Jean-Drapeau. La sécurité des participants est très importante et doit être assurée autant sur l'eau que sur la terre. Comme il s'agit de natation en eau libre, la fédération internationale et le Port de Montréal exigent un haut standard de sécurité pour assurer la sécurité des nageurs. De plus, la sécurité du site de compétition doit également prévoir les attaques de camions-béliers sur le parcours d'un peu plus de 4 km et assurer la sécurité des participants, du public de l'équipement et les infrastructures temporaires qui sont présents.

En plus d'assurer la sécurité des participants, de nombreux équipements doivent être loués ou achetés afin de rendre les installations sécuritaires pour la période de l'événement. Comme il s'agit d'installations temporaires, plusieurs dépenses sont liées à des équipements loués. Il est bien important que lorsque les premiers participants mettent les pieds sur le site de compétition toutes les installations soient conformes aux normes de la fédération internationale, de la ville de Montréal et des partenaires de l'organisation.

Près de 275 000$ est attribué à la sécurité du site de compétition et des participants.

- ✓ Circuit fermé – fermeture de rues

Afin d'assurer la sécurité des participants, la compétition doit se dérouler sur un circuit complètement fermé à toute circulation routière et piétonne. Ces fermetures de rues représentent des dépenses entre 100 000$ et 200 000$ pour le comité organisateur, en plus des frais assumés par la ville de Montréal.

- ✓ Affichage

Le TRI a établi une signature visuelle spécifique pour toutes ses compétitions internationales, et particulièrement, les huit épreuves de la WTCS. L'objectif étant d'obtenir une image de marque propre au TRI, la zone d'arrivée (100 mètres) et l'arche d'arrivée doivent être en bleu et les

écritures en blanc. Selon l'implication des partenaires, l'affichage doit être développé et produit à chaque année. De plus, un tapis bleu doit recouvrir de grandes surfaces sur le site de compétition. Du tapis supplémentaire devra être acheté pour les éditions 2019 et suivantes. Ces dépenses représentent un peu plus de 40 000$, dépendamment de la réutilisation et la récupération de matériel dont l'organisation pourra bénéficier.

Section X : Un événement rentable et profitable

Au cours des quatre premières éditions de l'organisation, le Triathlon International de Montréal a investi la somme de 629 489$ dans l'événement, ce qui ne représente que 11% de son budget total au cours des 3 premières années d'opération.

Cet investissement dans l'événement, l'expertise et la marque sera graduellement effacé au cours des 3 prochaines années. Avec la tenue du Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™, l'organisation a développé un plan crédible permettant ainsi d'assurer la viabilité et la rentabilité de l'événement à long terme.

Atteindre l'équilibre budgétaire

Il est généralement reconnu qu'une entreprise requiert de 3 à 5 années pour atteindre un seuil de rentabilité sain et s'implanter dans un marché. Le Triathlon International de Montréal ne fait pas exception à la règle. L'organisation a fait son entrée dans le marché montréalais en 2015, pour son premier événement en 2016.

Le fondateur Patrice Brunet a avancé de ses propres avoirs personnels les sommes requises pour lancer l'événement au cours de la première année, sans aucun recours aux fonds publics, ni garantie de remboursement. Il s'agit d'un investissement important dans la communauté qu'un simple citoyen a choisi de faire et qui doit être souligné, car aucune autre entité publique ou privée n'avait (ni n'a aujourd'hui) un programme permettant le démarrage d'un tel type d'organisation.

Édition 2016[7]

La première édition du Triathlon International de Montréal, étape de la Coupe du monde ITU (anciennement TRI), a été un franc succès au plan de la participation et du rayonnement de Montréal sur la scène internationale. Pour la première fois de l'histoire, de la natation compétitive a eu lieu dans les eaux du Port de Montréal.

Plus de 20 000 spectateurs ont d'ailleurs assisté à cette première édition de l'événement, dont 1007 athlètes ont pris le départ de l'une des épreuves présentées au Quai Jacques-Cartier dans le Vieux-Port de Montréal. Également, l'organisation a compté sur l'appui d'un peu plus de 600 bénévoles.

Aussi, l'événement a généré des retombées économiques de $4,8 millions à Montréal et de $7,6 millions au Québec. Dès la conclusion de l'édition 2016 et suite au retentissant succès de

[7] Pour cette section, nous avons gardé les anciens noms des compétitions internationales et de la fédération internationale, ainsi que le nom de l'événement.

l'événement, l'ITU a offert une licence d'organisation d'une étape des Séries mondiales de triathlon ITU, circuit de compétition premium, pour un minimum de 3 ans débutant en 2017. Il s'agissait d'un profond vote de confiance de la part de la fédération internationale, puisqu'une seule édition a eu lieu avant d'intégrer ce circuit.

De manière générale, un événement international lié à un sport olympique est financé à 30% par le gouvernement du Canada, à 30% par le gouvernement du Québec, à 10% par la ville de Montréal et à 30% par des revenus privés (inscription, commanditaires, revenus opérationnels). Le gouvernement du Canada a attribué la somme de 150 000$ à l'organisation, ne représentant qu'un maigre 5% du budget opérationnel.

Suite à la confirmation très tardive des revenus publics (moins de 2 mois avant l'événement), l'équipe de gestion a restreint les dépenses opérationnelles au minimum. Celles liées aux équipements, de près de 100 000$, n'ont pas été capitalisées, ce qui a affecté l'équilibre financier de la première année. Néanmoins, les produits de ses dépenses ont été utilisés lors des éditions subséquentes.

Édition 2017[8]

Suite au succès de l'édition 2016, le Triathlon International de Montréal a tenu la première édition de la Série mondiale de triathlon ITU de Montréal, présentée par Sportium, le plus haut niveau de compétition de triathlon avant les Jeux olympiques. Les meilleurs triathlètes élites au monde ont pris le départ. L'événement s'est déroulé sur 2 jours de compétition présentant des épreuves, pour les élites et les amateurs.

L'édition 2017 fut, à nouveau, un succès au plan du rayonnement international de Montréal, du Québec et du Canada. Les deux courses élites, femmes et hommes, ont été diffusées en direct dans plus de 30 pays, dont sur la chaîne RDSi au Canada, devant près de 37 millions d'auditeurs. De plus, au plan médiatique, la campagne de presse a obtenu 52 millions de Media Relations Points « MRP ».

L'événement a généré 12 millions de dollars en retombées économiques au Québec.

Au plan financier, l'organisation est passée d'un budget opérationnel de 1 million à 3 millions de dollars. Néanmoins, elle a réalisé un déficit de 4% de son budget opérationnel, principalement lié à un coût non-anticipé de compensations payables aux croisiéristes de la marina du Vieux-Port de Montréal (le montant de compensation de $100,000 a été fourni à l'organisation quelques semaines avant l'événement, limitant la marge de manœuvre liée aux compressions de dépenses).

[8] Ibid.

L'organisation a néanmoins réussi à maximiser ses revenus, minimiser ses dépenses et livrer les exigences liées au cahier de charge de l'ITU.

Édition 2018[9]

De retour pour la 3ième édition, et une deuxième fois sur le circuit des Séries mondiales ITU, l'ITU Montréal s'est à nouveau démarqué sur les scènes locale et internationale. L'ITU Montréal a permis à 1143 triathlètes de s'approprier les rues et le fleuve pendant un week-end, et ce, devant 15 000 spectateurs sur place.

Son volet élite a attiré les meilleurs triathlètes du circuit WTS (Série mondiale de triathlon ITU) et a été diffusé sur la plateforme web de Radio-Canada ainsi qu'à l'échelle internationale devant plus de 24 millions d'auditeurs (196 chaînes de télévision). L'ITU Montréal a également connu un fort succès médiatique. La campagne de presse a généré 95 millions de MRP.

Ces résultats ont contribué à l'implantation de l'événement à titre d'événement sportif signature de la ville de Montréal promouvant l'accessibilité au sport, les saines habitudes de vie et un rayonnement international pour la métropole. L'événement a également remporté le prix « Événement international de l'année » au Gala de Triathlon Québec 2018.

Au plan financier, l'organisation a géré un budget semblable à celui de 2017. Les revenus des bailleurs de fonds publics ont diminué de 50 000$ liés à un changement de politique de Développement Économique du Canada. Les compensations aux croisiéristes, imposées par la Société du Vieux-Port de Montréal, ont à nouveau dépassé 100 000$.

L'événement s'est terminé avec un déficit de 3% du budget opérationnel.

Édition 2019[10]

Lors de cette quatrième édition, l'ITU Montréal a été renommé le Triathlon Mondial Groupe Copley, suite à la signature d'une entente de trois ans avec un Grand Donateur, soit le Groupe Copley. L'événement a accueilli près de 1 000 athlètes, tant amateurs qu'élites qui ont performé devant près de 15 000 spectateurs sur place.

Grande nouveauté ! Une Série mondiale de paratriathlon WPS a été ajouté à la programmation permettant ainsi de rendre sa plate-forme accessible à tous les athlètes. De plus, son volet élite a attiré les meilleurs triathlètes du circuit WTS (Série mondiale de triathlon ITU) et a été diffusé sur RDS ainsi qu'à l'échelle internationale devant plus de 24 millions d'auditeurs (196 chaînes de télévision). Le Triathlon Mondial Groupe Copley a également connu un fort succès médiatique. La campagne de presse a généré 75 millions de MRP.

[9] Ibid.
[10] Ibid.

Ces résultats ont contribué à l'implantation de l'événement à titre d'événement sportif signature de la ville de Montréal promouvant l'accessibilité au sport, les saines habitudes de vie et un rayonnement international pour la métropole. De plus, l'événement a permis à l'organisation de concrétiser son dossier de candidature et d'obtenir le Championnat du monde ITU de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™, consolidant ainsi le plan à moyen terme de l'organisation.

Au plan financier, l'organisation a géré un budget moindre aux années antérieures. D'abord les activités des amateurs se sont déroulées sur une journée et les courses élites, de part leur distance sprint, ont pu avoir lieu sur une seule journée de compétition. Les revenus des bailleurs de fonds publics ont diminué, puisque dû à une politique interne, le financement de Tourisme Québec a été retiré à 3 semaines de l'événement. Néanmoins, l'équipe avait procédé à de nombreuses mesures de compressions.

L'événement a donc terminé avec un déficit opérationnel de 2,7%.

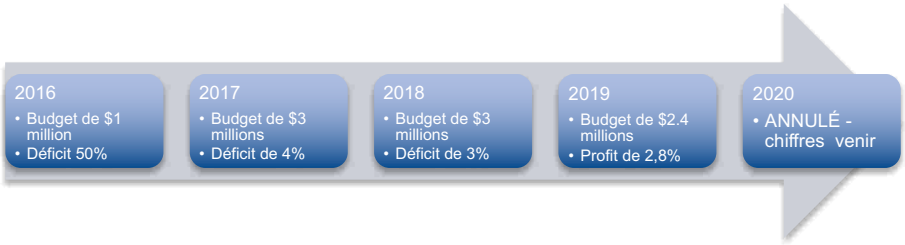
Toutefois, suite au succès des différents événements, l'un des administrateurs ayant investi dans l'entreprise a décidé de radier sa dette. Donc, l'organisation se voit ainsi dégager un profit de 2,8$ de son budget total.

Édition 2020

Considérant la date où ce plan a été rédigé, le comité organisateur est toujours à finaliser les états financiers pour l'édition 2020 étant en attente des confirmations des montants de la part des bailleurs de fonds publics et des contrats des fournisseurs.

Dû à la COVID-19, le comité organisateur a réduit l'impact financier dès le mois d'avril 2020 en limitant les coûts au niveau des ressources humaines et en négociant des engagements à court et moyen terme avec les fournisseurs afin de répartir les coûts sur plusieurs années. L'organisation est toujours en négociant avec certains fournisseurs pour réduire l'impact sur le flux de trésorerie 2020-2021.

Tableau 24 : Croissance financière du Triathlon International de Montréal



Vers la rentabilité et la profitabilité

Au cours des dernières années, l'organisation a travaillé à stabiliser sa structure de dépenses et à stabiliser ses coûts fixes, et réduire ses coûts variables. Plusieurs éléments ont contribué à cette structure :

a. Contrats à long terme

À l'automne 2018, le comité organisateur a présenté sa candidature à la fédération internationale afin de tenir le Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™, engendrant par le fait le renouvellement de son contrat avec la fédération jusqu'à 2023 pour tenir une étape des WTCS.

Bien qu'aucune annonce officielle n'ait été faite, l'organisation a finalisé au cours des derniers mois des ententes avec Triathlon Canada et la fédération internationale afin de concrétiser le tout. Ces ententes permettront à l'organisation de signer des contrats à long terme permettant de stabiliser de nombreux postes de revenus et de dépenses.

Tableau 25 : Poste de revenus et de dépenses permettant des ententes à long terme

	Revenus	Dépenses
Entente de partenariat • Partenaire en titre	Oui	
Entente avec les bailleurs de fonds publics	En cours	
Entente de locations d'espaces • Site de compétition : Grand Quai du Port de Montréal		Oui
Entente d'hébergement, hôtel officiel		Oui
Entente pour la production télévisuelle		Oui
Entente avec les fournisseurs (équipements et matériel)		Oui

b. Programmation en constante croissance

De plus, l'organisation continue de développer sa programmation au cours des prochaines années permettant d'assurer un certain niveau de financement public et de nouveaux revenus

privés. En effet, des ajouts tels qu'une journée de compétition ou de nouvelles disciplines sont envisagés afin de générer des sources de revenus potentiels.

Par exemple, une journée de compétition supplémentaire permet une capacité accrue de participants amateurs, payant leur entrée à la compétition. De plus, cette journée supplémentaire permet d'augmenter les revenus opérationnels liés au village du triathlon et à la billetterie.

Au plan des ajouts d'épreuves, elles permettent de nouvelles sources de revenus et de rejoindre un plus grand nombre de participants.

c. Réduction des dépenses

Le comité organisateur atteint un équilibre en termes de réduction des dépenses, tout en respectant les exigences de la fédération internationale et les normes de sécurité de la ville de Montréal. En signant des ententes à long terme, certains postes de dépenses ont pu être amortis sur 3-4 années. Il est difficile d'effectuer une comparaison exacte des postes entre les années 2019 et 2022, car le nombre de journées de compétition et le nombre d'épreuves (tant élites qu'amateurs) varient de façon importante, affectant ainsi les revenus et les dépenses. Par contre, pour chacun des fournisseurs, une comparaison des prix à l'unité est complétée et, lorsque possible, l'équipe réduit ses leurs besoins au minimum pour assurer l'équilibre budgétaire.

De plus, il est envisagé que certains équipements et matériaux seront achetés et amortis sur 4 ans, permettant une réduction des dépenses de location.

d. Plan de redressement

L'organisation a mis en place de nombreuses mesures pour assurer le dégagement d'un léger surplus qui contribuera au remboursement de l'investissement initial et à la création d'un fonds de roulement pour les années futures, au cours des 4 prochaines années.

Il est envisagé de minimiser l'utilisation de la contingence et de l'affecter entièrement au remboursement du déficit. Le plan prévisionnel prévoit le remboursement de l'investissement initial d'ici la fin de l'année 2023, dans la mesure où les projections de financement public se maintiennent selon nos prévisions conservatrices.

Budget détaillé : 2021-2022

BUDGET - Séries de Championnat World Triathlon™ Groupe Copley	2021	2022
REVENUS		
Inscription		
Défi corporatif	20 000,00	150 000,00
Groupe d'âge	71 428,00	1 132 500,00
Junior	0,00	31 500,00
PATCO	26 250,00	0,00
Total Inscription	**117 678,00**	**1 314 000,00**
Partenariats		
Commandites	192 750,00	300 000,00
Dons	25 000,00	20 000,00
Total Partenariats	**217 750,00**	**320 000,00**
Commandites en biens et services	400 000,00	600 000,00
Financement en biens et services	125 000,00	125 000,00
Total Biens et Services	**525 000,00**	**725 000,00**
Financement Public		
Québec - MELS – récurrent	675 000,00	0,00
Québec - MELS - ponctuel	0,00	950 000,00
Québec - FIRM	225 000,00	400 000,00
Tourisme Québec	200 000,00	500 000,00
Développement Économique du Canada	350 000,00	400 000,00
Canada - Sport Canada - récurrent	350 000,00	0,00
Canada - Sport Canada - ponctuel	0,00	1 000 000,00
City of Montréal - récurrent	450 000,00	0,00
City of Montréal - ponctuel	0,00	800 000,00
Service Canada	3 500,00	0,00
OBNL Locataires – Ville de Montréal	1 900,00	0,00
Total Financement Public	**2 255 400,00**	**4 050 000,00**
Partenariat - TM		
Tourisme Montréal	70 000,00	0,00
Tourisme Montréal - ponctuel	0,00	200 000,00
Total Partenariat - TM	**70 000,00**	**200 000,00**
Revenus opérationnels		

Village	35 000,00	62 500,00
Objets promotionnels	5 000,00	10 000,00
Hébergement	51 750,00	0,00*
Billetterie	0,00	30 000,00
Encan	2 000,00	5 000,00
Diffusion	5 500,00	2 500,00
Location de bureau	9 000,00	0,00
Autre	0,00	10 000,00
Commission – Nourriture et boisson	3 000,00	9 000,00
Total Revenus opérationnels	111 250,00	129 000,00
TOTAL REVENUS	3 297 078,00	6 738 000,00
DÉPENSES		
Événement		
Frais de production	420 000,00	600 000,00
Frais de sanction TRI	135 000,00	400 000,00
Bourses TRI	359 000,00	400 000,00
Frais de sanction TC	25 000,00	30 000,00
Frais de sanction TQ	400,00	400,00
Permis	350,00	350,00
Bourses PATCO	13 600,00	0,00
Parc Canada	5 000,00	5 000,00
Site de compétition principal	110 575,00	195 377,60
Frais de site (périphérie)	22 500,00	50 000,00
Site de compétition secondaire	20 000,00	30 000,00
Ponton	100 000,00	80 000,00
Stationnement	5 000,00	10 000,00
Main d'œuvre - Site	15 000,00	30 000,00
Technologie	25 000,00	30 000,00
Sécurité	45 000,00	65 000,00
Sécurité nautique	8 000,00	12 000,00
Chronométrage	25 000,00	40 000,00
Frais médicaux	73 000,00	82 410,00
Antidopage	30 000,00	50 000,00
Frais d'envois	5 400,00	1 800,00
Nettoyage	1 500,00	10 000,00
Assurance événementielle	8 500,00	20 000,00
Production télévisuelle	360 000,00	650 000,00
Total Événement	1 812 825,00	2 792 337,60

Équipement & Matériel (Location et achat)		
Total Équipement & Matériel	365 385,00	623 625,00
Marketing et Communication		
Relations avec la communauté	5 000,00	20 000,00
Publicités	50 000,00	56 000,00
Étude d'impact économique	7 500,00	15 000,00
Promotion Hors-Québec	25 000,00	30 000,00
Matériels promotionnels	6 000,00	4 000,00
Voyages promotionnels	5 000,00	25 000,00
Salons promotionnels	5 000,00	25 000,00
Relations Médias	2 000,00	10 000,00
Médias Sociaux	5 000,00	10 000,00
Infolettres	3 000,00	7 500,00
Graphisme	8 000,00	15 000,00
Matériels promotionnels – Sites de compétition	5 000,00	10 000,00
Photographes et vidéographes	6 000,00	10 000,00
Animation	0,00	5 000,00
Présentation Sportive	8 650,00	15 000,00
Relations Publiques	15 000,00	30 000,00
Total Marketing et Communications	156 150,00	287 500,00
Expérience-client		
Hôtels	135 000,00	239 000,00
Transport	10 000,00	5 000,00
Soirée de reconnaissance (pasta)	0,00	25 000,00
Médailles	6 000,00	20 000,00
Cadeaux	16 000,00	45 000,00
Sites d'entraînement	700,00	3 000,00
Activités protocolaires et dignitaires	5 000,00	25 000,00
Accréditation	4 240,00	5 000,00
Programme officiel	0,00	2 500,00
Total Expérience-Client	176 940,00	369 500,00
Bénévoles		
Contribution – Équipes bénévoles	3 000,00	7 500,00
Habillement	4 000,00	15 000,00
Formation	1 500,00	5 000,00
Matériel promotionnel	0,00	2 500,00
Plate-forme numérique	4 000,00	5 000,00
Soirée de reconnaissance	2 500,00	10 000,00
Total Bénévoles	15 000,00	45 000,00

Nourriture		
Nourriture et boissons	45 000,00	75 000,00
Total Nourriture et Boissons	45 000,00	75 000,00
Ventes (Achat de produits)		
Total Ventes	1 480,00	10 000,00
Administration		
Total Administration	106 298,00	199 080,00
Legs		
Legs	93 000,00	1 000 000,00
Total Legs	93 000,00	1 000 000,00
Contingence		
Total Contingence	150 000,00	610 957,40
TOTAL DÉPENSES	2 772 078,00	6 013 000,00
TOTAL DÉPENSES EN BIENS ET SERVICES	525 000,00	725 000,00
PROFIT	0,00	0,00

*Pour 2022, les revenus d'hébergement ont été inclus dans les revenus de commandites, comme cette portion sera gérée par une firme externe en échange d'une commandite.

Section XI : Analyse des enjeux et opportunités

La tenue d'événements d'une telle envergure apporte bien sûr des opportunités d'affaire et de visibilité de haut niveau. De plus, la tenue des deux événements de 2021 et 2022 feront partie de la solution de relance économique montréalaise suite l'annulation de tous les événements et de la baisse du tourisme en 2020.

Toutefois, il reste toujours une incertitude quant à la possibilité de tenue d'événements de grand public en 2021 dû à la COVID-19. Pour se parer à toutes éventualités, le comité organisateur a toutefois élaboré plusieurs plans de contingence, décrit ci-dessous, ainsi que des mesures sanitaires détaillées pour rendre l'événement sécuritaire pour tous (voir Annexe XII).

Les principales opportunités

Ce présent plan d'affaires a été élaboré en tenant compte d'un certain nombre de contraintes, dont les courts délais impartis et un niveau limité d'information provenant des partenaires. Concernant l'événement, il est important de noter que les opportunités suivantes :

Les retombées et l'héritage des événements de 2021 et 2022

Il semble clair que la présentation de l'événement à Montréal aura des retombées significatives. Relevons ici les principales retombées:

- Une projection de l'impact économique a été produite et figure à l'annexe VI; elle démontre un impact économique projeté de plus de 13M$ pour 2021 et 30M$ pour 2022.

- L'élément central de cette vision serait de faire de Montréal et du Canada une destination sportive unique et renouvelée où le visiteur et le citoyen sont placés au cœur d'une expérience durable… grâce entres autres à des rassemblements sportifs et festifs au Port de Montréal et dans le Vieux-Montréal. La tenue des Championnats aidera à accomplir cet objectif.

- Un legs financier et en équipement/infrastructure des plus concrets pour les adeptes de triathlon et les athlètes professionnels.

- Un dynamisme accru du leadership de Montréal et de la concertation entre les instances municipales, les installations fédérales et provinciales, les fédérations sportives, des organismes sportifs, comme des milieux ouverts au rayonnement événementiel, disposant d'atouts exceptionnels et d'un formidable potentiel.

- Une visibilité internationale accrue pour le Canada, le Québec et Montréal.

- La création d'une fondation dédiée au développement du triathlon et les athlètes juniors et élites.

Il s'agit également d'une opportunité d'investir les finances publiques afin de faire du Canada, du Québec et de Montréal un milieu de vie sain et actif et dynamique au plan sportif et social (voir l'annexe VII).

La contribution financière des gouvernements du Québec et du Canada

La présentation des Championnats permet de bénéficier d'un financement public de sources municipale, provincial et fédérale qui est prévu dans au budget détaillé.

Le financement provincial dans le cadre des Séries de Championnat World Triathlon™ Groupe Copley de 2021 pour le budget d'opérations s'élève à 675 000 $ provenant du MELS et 200,000$ provenant de Tourisme Québec. Pour ce qui est du Championnat du monde en 2022, le financement pour le budget d'opérations s'élève à 950 000$ du MELS et 500 000$ de Tourisme Québec.

Finalement, une partie du financement provincial provient également du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM), administré par le Secrétariat à la région métropolitaine. Pour 2021-2022, les montants s'élèvent respectivement à 225 000$ et 400 000$.

La demande de financement auprès du Gouvernement du Canada dans le cadre des Séries de Championnat World Triathlon™ Groupe Copley de 2021 pour le budget d'opération s'élève à 350 000$ provenant de Sport Canada et 350 000$ du DEC (Développement économique du Canada). Concernant le Championnat du monde de 2022, il s'agit respectivement de 1 000 000$ de Sport Canada et 400 000$ du DEC.

La contribution financière de Montréal

La contribution financière de Tourisme Montréal dans le cadre des Séries de Championnat World Triathlon™ Groupe Copley de 2021 s'élève à 70 000$ et 200 000$ pour le Championnat du monde de 2022.

La contribution financière de la Ville de Montréal dans le cadre des des Séries de Championnat World Triathlon™ Groupe Copley de 2021 s'élève à 450 000$ et 800 000$ pour le Championnat du monde de 2022.

L'évaluation des risques

Une évaluation des différents risques, dont financier, est disponible à l'annexe V.

COVID-19 :

La COVID-19 eu de nombreuses répercussions dans le milieu sportif en 2020. Le comité organisateur a donc analysé l'impact de la COVID-19 sur les deux prochaines années et développé un plan de contingence afin de prévoir, au mieux de sa capacité, toutes les possibilités afin de minimiser les risques et de pouvoir se soumettre à toutes les directives sanitaires gouvernementales.

Pour établir ce plan, le comité organisateur a pris en compte les directives provenant de l'Organisation mondiale de la santé, des directives gouvernementales provinciales et fédérales ainsi que celles de la Santé publique. Le World Triathlon™ travaille également de concert avec l'OMS afin d'établir des normes sanitaires pour tous les événements fédérés, dont les Séries de Championnat World Triathlon™ Groupe Copley et le Championnat du monde.

L'événement de 2021 fut donc organisé en suivant les directives en vigueur en juin 2020 par le gouvernement provincial et fédéral (voir annexe XII). Plusieurs démarches opérationnelles furent mises en place, notamment la quantité de personnes présentes sur le site, un changement de site possible, la présence d'un public sur le site, la quarantaine pour les athlètes internationaux, etc.

Ainsi plusieurs scénarios furent mis en place pour 2021. Au moment de la rédaction de ce plan d'affaire, voici les mesures mises en place par le comité organisateur :

- Limite d'athlètes sur le site : maximum de 250 personnes avec roulement;
- Athlètes internationaux : un plan sera soumis à la Santé publique canadienne et à Sport Canada afin d'avoir leur approbation pour la présence des athlètes internationaux au Canada (incluant une preuve d'un test négatif avant leur départ vers le Canada et une quarantaine de 7 jours avant la compétition) ;
- Accompagnateur : 1 par athlète ;
- Public : l'absence ou la présence du public selon les directives sanitaires en vigueur ;
- Site : la possibilité de transférer toutes les compétitions au Parc jean-Drapeau sur un circuit complètement fermé ;
- Directives sanitaires :



Wearing a mask is mandatory on the venue, except for athletes during the race



Online registration controlled to limit the number of athletes with COVID protocol



Online prerace briefing for all the participants the week before the race



Athletes enter the site a maximum of 60 minutes before start time.



Everybody must complete the COVID online form to access the site.



Unidirectional path to collect bib and timing chip as soon as athletes arrive on site.

Individual time-trial starts adjusted to COVID standards to reduce the number of people on the site.



Take only what is strictly necessary. If needed, there is a bag drop COVID approved area.

Self service aid stations to avoid contacts and hand sanitation self service station



Race results available online only, not on site.
No podium.
No food service.
No public area.

Annexes



Annexe I – Lettres de soutien

Dear Patrice and the WTS Montreal Team,

Triathlon Canada's High Performance plan prioritizes athletes racing at the appropriate level and the continued progression towards Olympic/Paralympic podiums in 2020/2024. It is critical that our domestic events reflect this plan as it is the only way to ensure significant Canadian and international representation. Additionally, events must reflect the realities of the ITU qualification systems, long term athlete development and accessibility.

Montreal will be the first event in the Paralympic qualifying period. Every eligible paratriathlete will be in attendance. It can confidently be predicted that a WPS Montreal event will have a maximum field size.

This can also be predicted for a CAMTRI event that is scheduled alongside the WTS. Due to the limitations of the ITU Olympic qualification criteria, National Federations have realized that ITU World Ranking is the only way to ensure athletes can start in the Olympic qualifying events (Worlds Cups and WTS). The only way to achieve this, if athletes are not ranked high enough, is to earn those points at the Continental Cup level. We have seen Continental Cups with upwards of 122 men on waitlists late in 2018. This reality will only intensify in 2019. It would be prudent for WTS Montreal to not only recognize, but actualize, this opportunity.

Triathlon Canada along with our North American counterparts see significant opportunity in a WPS and CAMTRI event alongside WTS Montreal. The WTS limits athletes with quotas and there are other opportunities for athletes to gain Olympic qualification points. It is of note that the WTS Montreal in 2018 had the lowest start list numbers of all WTS's in 2018. However, for the paratriathletes and lower ranked athletes, WPS and a CAMTRI event would be the only opportunity to either qualify for the Paralympics or increase their ranking. This ensures robust fields for both those events.

Triathlon Canada strongly recommends that WTS Montreal host the WPS and CAMTRI events alongside the planned WTS event to ensure our shared goals. Further, within the parameters of the published selection criteria, Triathlon Canada is committed to fielding a strong elite team should both events be hosted in 2019.

Sincerely,



Eugene Liang

High Performance Director, Triathlon Canada

National Office Headquarters
5825 Delmonico Dr. Ste. 200
Colorado Springs, CO 80919-2401

phone 719. 597. 9090
fax 719. 597. 2121

www.usatriathlon.org

November 16, 2018

To whom it may concern,

USA Triathlon would like to provide our support for the ITU Montreal WTS to include a CAMTRI Continental Cup (CC) as well as a World Paratriathlon Series (WPS) race in 2019 and beyond.

IUSA Triathlon would expect to fill max quota placements for these races, resulting in 10 athletes for the WTS, 10 athletes for the CC, and approximately 15 athletes for the WPS. We would expect to also have several athletes on the waitlists too.

From a CC standpoint, having the opportunity for developing athletes to race close to home against top competition is a major part of why we would bring a full contingent of athletes. The more these developing athletes can gain race experience and at a top notch run event, like ITU Montreal, the better.

From a WPS standpoint, in 2019, this event would be the first major points race during the critical Tokyo Paralympic Qualification period and we would want our top athletes to maximize this opportunity as close to home as possible.

These events would bring athletes from all over the world; and in most cases the top athletes in our sport, to Montreal for this exciting weekend of racing. It will highly likely draw full start lists for each of these races being it has critical season implications. USA Triathlon has a full pipeline of athlete's eager to get to Montreal as a stop on any of these ITU event circuits.

We really hope you consider offering these additional events during the ITU Montreal WTS weekend. If you have any additional questions from a USA Triathlon standpoint, please do not hesitate to reach out. I can be reached at John.Farra@usatriathlon.org or +1-719-744-2842.

Sincerely,

John Farra
High Performance General Manager
USA Triathlon

MEMBER

Annexe II – Lettre – Obtention des droits

LETTRE D'ENTENTE

entre

Événement TRICON Inc.
4000 rue St-Ambroise, bur.190
Montréal (Québec) H4C 2C7
(ci-après l'« Entreprise »)

-et-

TRIATHLON INTERNATIONAL DE MONTRÉAL
4000 rue St-Ambroise, bur. 190
Montréal (Québec) H4C 2C7
(ci-après « TIM »)

Cette lettre énonce les termes de l'entente intervenue entre l'Entreprise et TIM concernant l'utilisation de la licence d'organisation d'une étape de la Série mondiale de triathlon ITU (ci-après « l'Événement ») et de la tenue de l'Événement.

CONSIDÉRANT que l'Entreprise est détentrice d'une licence d'exploitation d'une épreuve sur le circuit des Séries Mondiales de Triathlon ITU à Montréal et ce jusqu'au 30 septembre 2019 ;

CONSIDÉRANT que TIM souhaite bénéficier de ladite licence dans le cadre de l'organisation d'événements de triathlon ;

Les Parties conviennent des points suivants:

1. L'Entreprise et TIM s'engagent à signer une entente d'une durée de trois (3) ans débutant à la signature des présentes et se terminant le 30 septembre 2019.

2. TIM s'engage à:

   a. tenir et organiser l'Événement à Montréal pour chacune des années de la présente Entente et en conformité avec la licence d'exploitation appartenant à l'*International Triathlon Union* et dont bénéficie l'Entreprise.
   b. respecter toutes les normes et obligations prévues au cahier de charge de l'*International Triathlon Union*.
   c. Conserver les revenus liés aux opérations de l'événement, incluant les contributions gouvernementales ainsi que les revenus d'inscription.
   d. payer les frais de licence à l'Entreprise pour un montant qui sera mutuellement convenu entre les Parties.

3. L'Entreprise s'engage à :

a. louer la licence d'organisation d'une étape des Séries mondiales de triathlon ITU à TIM pour la durée de la présente Entente, avec tous les droits qui y sont associés.
b. Fournir un soutien financier au TIM, au besoin.

TRIATHLON INTERNATIONAL DE MONTRÉAL

Par: Jo-Annie Charbonneau

Nom: Jo-Annie Charbonneau
Titre: Directrice-générale adjointe

Date: 11/04/2017

ÉVÈNEMENT TRICON INC

Par:

Nom: Patrice Brunet
Titre: Président et directeur général

Date: 11 avril 2017

Annexe III – Plans de logistique

La majorité des plans logistiques de 2022 ne pourront être disponibles qu'à l'hiver 2022 puisque le comité organisateur travaille de concert avec la Fédération internationale de triathlon pour établir ces plans. Toutefois, à titre comparatif, vous trouverez ci-joint les plans de logistique des Séries de championnat World Triathlon™ 2019. Cette compétition internationale a eu lieu sur le même site choisi pour le Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™.

2019 :
Plan de gestion de projet
Plan de sécurité
Plan d'évacuation
Plan de natation
Plan de vélo
Plan de course
Plan de navigation et de sécurité sur l'eau
Plan de contingence
Plan d'urgence
Plan du site (parcours, horaire, logistique, etc)
Plan de d'anti-dopage WTCS et WTPS
Plan de main-d'œuvre opérationnelle
Plan d'exécution
Plan de température
Plan médical
Plan d'hébergement
Plan de relation à la communauté
Plan du guide des athlètes
Plan de technologie
Plan de technologie - internet
Plan de transport des matériaux
Plan de transport de l'aéroport
Plan de transport au site de compétition
Plan de communication
Plan de marque

2021 :
Plan du site (parcours, horaire, logistique, etc)
2022 :
Plan médical
Plan du site (parcours, horaire, logistique, etc)

Plans des exigences de World Triathlon™ pour le comité organisateur

À noter que ces plans sont présentés sous forme de version préliminaire et qu'ils ne sont pas encore complets.

Annexe IV - Cahiers de charges et règlements

Exigences de la fédération internationale

- Manuel de l'organisateur d'événements
- Cahier de charges du comité organisateur WTCS
- Normes de visibilité et de marque
- Règles de compétition
- Normes – Séries Para World Triathlon™ (WTPS)
- Cahier de charges – Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™

Exigences de Triathlon Canada

- Normes d'accueil d'événements internationaux

Exigences de Triathlon Québec

- Document de partenariat

Annexe V – Analyse des facteurs de risques

L'annexe ci-après présente une analyse des facteurs de risques susceptibles d'affecter certaines catégories de revenus et dépenses.

Comme indiqué aux règles de candidature de TRI, le Comité organisateur est responsable de tous les engagements liés à l'organisation de l'événement. En ce sens, le comité organisation doit faire des promesses réalistes.

3.1 Analyse des facteurs de risques au chapitre des revenus d'opérations

Postes budgétaires	Niveau de risques	Explication des facteurs de risques
REVENUS D'OPÉRATIONS		
SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention d'opérations PCH (Programme d'accueil)	Moyen	La contribution du Gouvernement du Canada au budget d'opérations est une demande importante. Cependant, il est intéressant de noter que ce niveau de contribution est comparable à d'autres championnats de même niveau. La demande est également en dessous de la limite maximale de financement (30% des coûts d'opération).
Développement Économique du Canada	Élevé	La contribution de ce ministère a diminuée dans la région métropolitaine au fil des années et le ministère a changé ses priorités pour les projets d'innovation et de technologiques. Toutefois, dû à la pandémie, il y a une ouverture de reprendre des projets sportifs comme ils contribueront à la relance économique canadienne.
SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Subvention d'opérations MELS, FIRM, et Tourisme Québec	Moyen	La contribution du Gouvernement du Québec au budget d'opérations est une demande importante. Cependant, il est intéressant de noter que ce niveau de contribution est comparable à d'autres championnats de même niveau. La demande est également en dessous de la limite maximale de financement (30% des coûts d'opérations).
MONTRÉAL		

Postes budgétaires	Niveau de risques	Explication des facteurs de risques
Tourisme Montréal	Moyen	Les retombées touristiques et des nuitées, économiques et au plan de la visibilité sont importantes. De plus, la tenue des événements 2021-2022 contribuera à la relance économique de la ville de Montréal et la relance hôtelière garantissant un nombre important de nuitées pour les hôteliers.
Ville de Montréal	Moyen	Les retombées au plan social, de la promotion des saines habitudes de vie, au plan sportif, au plan de la visibilité internationale, au plan financier et économique et au plan de la création d'emplois bénéficieront principalement à Montréal et à sa communauté. De plus, l'événement a été désigné comme un des 5 événements-signatures de la ville de Montréal, au même titre que le Grand Prix du Canada, le Marathon de Montréal, les Grands Prix Cyclistes et la Coupe Rogers.

Postes budgétaires	Niveau de risques	Explication des facteurs de risques
COMMANDITES		
Commandites ($$)	Moyen	Les objectifs au plan de la commandite sont basés sur des données comparables provenant des Championnats du monde des années antérieures de même que sur les études marché conduites par des firmes de marketing locales. À l'exception de l'exclusivité octroyée aux commanditaires internationaux de TRI, le potentiel de commercialisation est intéressant, entre autres, au près des entreprises impliquées dans les saines habitudes de vite.
Commandites en biens et services	Faibles	Les objectifs de cette portion du plan de commandites sont basés sur les éditions antérieures de l'événement. Nous n'entrevoyons pas de changements majeurs pour cette portion. Par contre, nous notons tout de même un risque comme le Canada sera toujours sous restriction due à la pandémie en 2021.
AUTRES REVENUS		
Hébergement	Faible	La vente des plans d'hébergement, transport et repas aux délégations nationales est une pratique reconnue et courante dans ce type de championnats de TRI. La marge bénéficiaire a été établie de manière conservatrice (15%) et est légèrement en deçà des prix fixés lors des éditions précédentes.
Produits dérivés et Articles promotionnels	Faible	Les objectifs de vente sont basés sur des données comparables provenant des anciennes éditions de l'événement et les données des Championnats du monde antérieurs à Montréal.
Billetterie	Moyen	Les projections de ventes de billets à ce titre sont réalistes, conservatrices et basées sur les championnats du monde précédents de TRI. Toutefois, le triathlon reste un sport-spectacle moins connu du grand public.

Annexe 3.2 : Évaluation des risques au chapitre des dépenses d'opérations

Nous avons évalué le niveau de risque pour les dépenses que nous jugeons les plus significatives. Dans l'ensemble, les dépenses ont été estimées sur une base comparative, sur la base des soumissions obtenues des partenaires et fournisseurs et sur la base de nos calculs. Nous avons par ailleurs prévu une contingence de 5-10% qui permet de pallier aux risques imprévus ou aux dépassements de coûts.

Poste budgétaire	Niveau de risques	Explication des facteurs de risques
DÉPENSES D'OPÉRATIONS		
ÉVÉNEMENT		
Frais de sanction	Moyen	TRI exige que les frais de sanction (plus de 500,000$ sur deux ans) soient payés 30 jours avant la tenue de l'événement. Cette exigence encourra un risque important au plan de la disponibilité des fonds publics puisque ceux-ci sont généralement libérés très près de la tenue de l'événement. L'organisation négocie actuellement un plan de paiement adapté à la réalité actuelle.
Sites de compétition au Grand Quai du Port de Montréal et Parc Jean-Drapeau	Faible	Nous évaluons comme étant peu probable que les sites de compétition ne soient pas disponibles en 2021 et 2022. Les réservations préliminaires ont déjà été faites et les contrats sont en cours de rédaction. Toutefois, la pandémie pourrait avoir un impact sur l'édition 2021 advenant une annulation.
Ponton	Moyen	L'installation du ponton est primordial pour la tenue de l'événement, tant 2021 que 2022. Ils doivent être installés à deux endroits. L'enjeu est lié à la disponibilité de l'équipement et les coûts d'installation. Nous n'entrevoyons pas un enjeu majeur au niveau de la disponibilité, mais ce sont des coûts importants qui doivent être engendrés avant que les fonds publics soit libérés.
Frais Médicaux	Moyen	Nous entrevoyons la possibilité que des dépassements de coûts aient lieu selon les mesures sanitaires à respecter lors de la tenue des éditions 2021 et 2022. La possibilité d'avoir à tester les participants régulièrement auraient un impact sur l'ampleur de la clinique requise.

Poste budgétaire	Niveau de risques	Explication des facteurs de risques
Marketing et communications		
Promotion Hors-Québec	Moyen	Pour l'édition 2022, les participants doivent se qualifier pour compétitionner lors des Championnats du monde. La grosseur de la délégation envoyée dépend par contre de l'attrait de la destination. Comme les voyages sont restreints en 2021, la promotion possible est limitée au numérique, un mode actuellement surchargé. Il y a donc un enjeu de dépassement de coûts possibles.
Expérience-Client		
Hébergement	Faible	Le milieu hôtelier a été grandement affecté depuis la pandémie. Actuellement, l'organisation a un contrat avec son hôtel-hôte pour l'édition 2021. Toutefois, selon les restrictions sanitaires, des coûts supplémentaires sont possibles advenant le besoin de location d'un second hôtel. Pour l'édition 2022, Montréal a la capacité hôtelière d'attirer les 4 000 participants de l'événement, toutefois, les coûts par nuitée sont un possible enjeu advenant des augmentations drastiques. Par contre, dans une optique de relance, il peut s'agir d'une opportunité pour l'organisation.

Annexe VI – Études réalisées

Ces modèles sont générés par le modèle d'évaluation de l'impact économique du tourisme sportif de l'Alliance canadienne du tourisme sportif.[11]

- Étude d'impact économique – Résultats 2016
- Étude d'impact économique – Résultats 2017
- Étude d'impact économique – Résultats 2018
- Étude d'impact économique – Résultats 2019
- Étude d'impact économique – Projections 2020
- Étude d'impact économique – Projections 2021
- Étude d'impact économique – Projections 2022
- Étude d'achalandage et de provenance 2018

[11] https://www.sporttourismcanada.com/fr/meets/

Annexe VII – Plan de legs

Le plan de legs à long terme sera développé par le comité organisateur avec ses trois partenaires sportifs - TRI, Triathlon Canada et Triathlon Québec - ainsi que la ville de Montréal et sera soumis au cours des prochaines semaines. Un legs important est prévu dans le cadre du Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™ et, ce dernier, doit être adopté par le conseil d'administration du comité organisateur.

Ci-joint se trouve les plans de legs de 2017 à 2020.

- Plan de legs 2017
- Plan de legs 2018
- Plan de legs 2019
- Plan de legs 2020
- Résumé du plan de legs 2021 - 2022 (une version complète à venir) :

	LOCAL	PROVINCIAL	NATIONAL
DÉVELOPPEMENT DU SPORT	Entraînements gratuits pour athlètes du Grand Montréal	Formation d'officiels – niveau PTO1 et PTO2	Formation d'officiels – niveau NTO ou CTO
	Organisation de petits événements locaux de style entraînements pour la communauté du Grand Montréal (OCM)	Bourses pour les athlètes québécois puissent aller participer aux championnats nationaux	Bourses (2) d'excellence pour participer à des événements internationaux
	Formation d'entraîneurs communautaire (TQ)	Camps d'entraînement pour les jeunes athlètes avec TQ – U13-U15	
		Formation/master class pour entraîneurs	
		Formation pour les organisateurs d'événement : volet pratique (programme de mentorat) et théorique (dont une série de conférence	

		et un National Race directors' summit avec Triathlon Canada)	
ÉQUIPEMENT/INFRASTRUCTURE	Banque d'équipements (+ location pour les autres organisations	Banque d'équipements (+ location pour les autres organisations	INS – développer un centre d'entraînement national dans l'Est
	Acquisition d'actifs et équipement	Acquisition d'actifs et équipement	
SOCIO-ÉCONOMIQUE	Accès au Fleuve pour la communauté sportive (+ événement St-Lô)	Programme scolaire (sport-étude) en collaboration avec Triathlon Québec	
	Programme de développement de ressources humaines	Programme de consultation et de formation pour les organisateurs d'événement : volet pratique (programme de mentorat) et théorique (dont une série de conférence)	Programme de consultation/mentorat pour des organisations sportives et accueillir un National Race directors' summit en collaboration avec Triathlon Canada)
	Formation bénévoles/chef d'équipe	Créer un pont entre le milieu sportif et académique en collaborant avec le HEC auprès des étudiants dans le programme de gestion du sport (exemple : assister à des conférences données ou mises en place par TIM)	
	Tourisme sportif (acteur dans la relance suite à la pandémie)		

DÉVELOPPEMENT DURABLE	Milieu de travail en accord avec les règles de la ville de Montréal	Maintien le niveau or de Triathlon Québec	Certification ITU
	Rétention du personnel/bénévoles/chef d'équipe		Certification BNQ 21000
	Plan de développement durable pour les partenaires de la ville de Montréal		

La Fondation qui sera créée aidera notamment à:

1- Aider les jeunes triathlètes dans la conciliation étude et sport professionnel
2- Aider au développement de jeunes athlètes afin de devenir des athlètes professionnels
3- Aider au développement d'un centre national dans l'Est du Canada
4- Promouvoir la pratique du sport dans la communauté et développer de jeunes talents

Annexe VIII– Rapports de presse et de diffusion

- Rapport de presse – Édition 2017
- Rapport de presse – Édition 2018
- Rapport de presse – Édition 2019
- Rapport de diffusion – Édition 2017
- Rapport de diffusion – Édition 2018
- Rapport de diffusion – Édition 2019

Annexe IX– Plan de visibilité

Visibilité du Gouvernement du Canada

Le comité organisateur de Montréal compte offrir un programme de visibilité de premier plan au gouvernement du Canada. Ce programme comprendra les éléments de visibilité et les avantages suivants assujettis aux ententes de contributions et aux règles de marketing de World Triathlon) :

Droits et privilèges

- Statut de Partenaire publique. Le 3e plus important niveau de partenariat;
- Exclusivité de catégorie;
- Visibilité télévisuelle nationale et mondiale importante;
- Droits promotionnels de l'événement (local);
- Représentant du GOUVERNEMENT DU CANADA pour remettre une (1) médaille au podium Élite et podium Élite paratriathlète;
- Invitation à tous les événements officiels et conférence de presse;
- Inclusion dans tous les événements officiels et conférence de presse;

Visibilité sur le site

Participants (portable/« wearable »)

- Logo (1) sur chandails des bénévoles (500);

Natation

- 6.25% des oriflammes sur le quai de départ de la natation (1/16);

Zone de transition

- 12.5% des oriflammes dans la zone de transition (2/16);

Vélo

- bannières sur le parcours de vélo avec positionnement préférentiel (165m);
- oriflammes sur la parcours de vélo avec positionnement préférentiel (6).

Course à pied/Arrivée

- bannières sur le parcours de course à pied avec positionnement préférentiel (165m);
- oriflammes sur la parcours de course à pied avec positionnement préférentiel (6);
- bannières dernier droit de la zone publique De la Commune à la Gare Fluviale (2/8);
- Logo (1) sur chaque colonne verticale (2) de l'arche du fil d'arrivée (2 côtés – intérieur + extérieur);

Écran géant

- 3.13% de l'espace publicitaire de l'écran géant;

Podium

- 3% des logos sur la toile de fond du podium Élite + Amateur (1/32);

Médias

- 2% des logos sur la toile de fond des entrevues médiatiques (2/96);
- 2% des logos sur la toile de fond des conférences de presse (1/56);

Signalisation et accréditation

- Logo (1) sur les lanières des accréditations;
- Logo (1) sur affiches « Remerciement à nos partenaires ».

Documentations

- Programme officiel : logo (1) sur la couverture intérieure avant IFC + 1x page de publicité + 1x mot de bienvenue + 1x page de contenu éditorial (5000 impressions PDF + imprimés);
- Guide des participants Amateurs + Élites : logo (1) sur la couverture intérieure avant + 1x page de publicité + 1x mot de bienvenue + 1x page de contenu éditorial (1500 + 330 impressions PDF);
- Guide des bénévoles : logo (1) sur la couverture intérieure avant + 1x page de publicité + 1x mot de bienvenue + 1x page de contenu éditorial (500 impressions PDF + imprimés);
- Guide des médias : logo (1) sur la couverture intérieure avant + 1x page de publicité + 1x mot de bienvenue + 1x page de contenu éditorial (100 impressions PDF + imprimés);

Sac des participants (virtuel)

- Insertion cadeau sacs Élite (330);
- Insertion cadeau sacs Amateur (1500);

Village des exposants

- Espace d'exposition de 20' x 10' dans le village des exposants.

<u>Visibilité hors-site</u>

Communications

- Communiqué (1) pour annoncer le partenariat;

Télédiffusion

- RDS: 1x mention lors de la télédiffusion de l'événement;
- Visibilité lors de la télédiffusion mondiale dans des marchés tels que les États-Unis et le Royaume Uni;
- Capsule sur la ville/province/pays lors de la télédiffusion ITU;

Digitale

- Logo (1) et hyperlien dans la section Partenaires sur le site web de l'événement;
- Développement de contenus exclusifs sur les médias sociaux de l'événement et du partenaire avec #tag ciblé;
- Logo (1) dans toutes les infolettres de l'événement (20);
- Capsules (4) dans l'infolettre de l'événement;

<u>Hospitalité</u>

Loge VIP

- 8x passes par jour pour la loge VIP pour la durée complète de l'événement. Accès exclusif sur le site. Nourriture et breuvages à volonté;

Inscription

- 4x inscriptions sans frais à la course Amateur;
- 15% de rabais pour vos employés lors de leur inscription à la course Amateur.

Le Comité Organisateur développera avec le gouvernement du Canada un plan de visibilité qui rencontrera et surpassera ses exigences. La contribution du gouvernement sera soulignée auprès des participants, des commanditaires, du public et de la communauté internationale.

Visibilité du Gouvernement du Québec

Le comité organisateur compte offrir un programme de visibilité de premier plan au gouvernement du Québec. Ce programme comprendra les éléments de visibilité et les avantages suivants assujettis aux ententes de contributions et aux règles de marketing de World Triathlon) :

Droits et privilèges

- Statut de Partenaire publique. Le 3e plus important niveau de partenariat;
- Exclusivité de catégorie;
- Visibilité télévisuelle nationale et mondiale importante;
- Droits promotionnels de l'événement (local);
- Représentant du GOUVERNEMENT DU QUÉBEC pour remettre une (1) médaille au podium Élite et podium Élite paratriathlète;
- Invitation à tous les événements officiels et conférence de presse;
- Inclusion dans tous les événements officiels et conférence de presse;

Visibilité sur le site

Participants (portable/« wearable »)

- Logo (1) sur chandails des bénévoles (500);

Natation

- 6.25% des oriflammes sur le quai de départ de la natation (1/16);

Zone de transition

- 12.5% des oriflammes dans la zone de transition (2/16);

Vélo

- bannières sur le parcours de vélo avec positionnement préférentiel (165m);
- oriflammes sur la parcours de vélo avec positionnement préférentiel (6).

Course à pied/Arrivée

- bannières sur le parcours de course à pied avec positionnement préférentiel (165m);
- oriflammes sur la parcours de course à pied avec positionnement préférentiel (6);
- bannières dernier droit de la zone publique De la Commune à la Gare Fluviale (2/8);
- Logo (1) sur chaque colonne verticale (2) de l'arche du fil d'arrivée (2 côtés – intérieur + extérieur);

Écran géant

- 3.13% de l'espace publicitaire de l'écran géant;

Podium

- 3% des logos sur la toile de fond du podium Élite + Amateur (1/32);

Médias

- 2% des logos sur la toile de fond des entrevues médiatiques (2/96);
- 2% des logos sur la toile de fond des conférences de presse (1/56);

Signalisation et accréditation

- Logo (1) sur les lanières des accréditations;
- Logo (1) sur affiches « Remerciement à nos partenaires ».

Documentations

- Programme officiel : logo (1) sur la couverture intérieure avant IFC + 1x page de publicité + 1x mot de bienvenue + 1x page de contenu éditorial (5000 impressions PDF + imprimés);
- Guide des participants Amateurs + Élites : logo (1) sur la couverture intérieure avant + 1x page de publicité + 1x mot de bienvenue + 1x page de contenu éditorial (1500 + 330 impressions PDF);
- Guide des bénévoles : logo (1) sur la couverture intérieure avant + 1x page de publicité + 1x mot de bienvenue + 1x page de contenu éditorial (500 impressions PDF + imprimés);
- Guide des médias : logo (1) sur la couverture intérieure avant + 1x page de publicité + 1x mot de bienvenue + 1x page de contenu éditorial (100 impressions PDF + imprimés);

Sac des participants (virtuel)

- Insertion cadeau sacs Élite (330);
- Insertion cadeau sacs Amateur (1500);

Village des exposants

- Espace d'exposition de 20' x 10' dans le village des exposants.

<u>Visibilité hors-site</u>

Communications

- Communiqué (1) pour annoncer le partenariat;

Télédiffusion

- RDS: 1x mention lors de la télédiffusion de l'événement;
- Visibilité lors de la télédiffusion mondiale dans des marchés tels que les États-Unis et le Royaume Uni;
- Capsule sur la ville/province/pays lors de la télédiffusion ITU;

Digitale

- Logo (1) et hyperlien dans la section Partenaires sur le site web de l'événement;
- Développement de contenus exclusifs sur les médias sociaux de l'événement et du partenaire avec #tag ciblé;
- Logo (1) dans toutes les infolettres de l'événement (20);
- Capsules (4) dans l'infolettre de l'événement;

<u>Hospitalité</u>

Loge VIP

- 8x passes par jour pour la loge VIP pour la durée complète de l'événement. Accès exclusif sur le site. Nourriture et breuvages à volonté;

Inscription

- 4x inscriptions sans frais à la course Amateur;
- 15% de rabais pour vos employés lors de leur inscription à la course Amateur.

Le Comité Organisateur développera avec le gouvernement du Québec un plan de visibilité qui rencontrera et surpassera ses exigences. La contribution du gouvernement sera soulignée auprès des participants, des commanditaires, du public et de la communauté internationale.

Visibilité pour la ville de Montréal

Le comité organisateur compte offrir un programme de visibilité de premier plan à la ville de Montréal. Ce programme comprendra les éléments de visibilité et les avantages suivants assujettis aux ententes de contributions et aux règles de marketing de World Triathlon) :

Droits et privilèges

- Statut de Partenaire publique. Le 3e plus important niveau de partenariat;
- Exclusivité de catégorie;
- Visibilité télévisuelle nationale et mondiale importante;
- Droits promotionnels de l'événement (local);
- Représentant de la VILLE DE MONTRÉAL pour remettre une (1) médaille au podium Élite et podium Élite paratriathlète;
- Invitation à tous les événements officiels et conférence de presse;
- Inclusion dans tous les événements officiels et conférence de presse;

Visibilité sur le site

Participants (portable/« wearable »)

- Logo (1) sur chandails des bénévoles (500);

Natation

- 6.25% des oriflammes sur le quai de départ de la natation (1/16);

Zone de transition

- 12.5% des oriflammes dans la zone de transition (2/16);

Vélo

- bannières sur le parcours de vélo avec positionnement préférentiel (165m);
- oriflammes sur la parcours de vélo avec positionnement préférentiel (6).

Course à pied/Arrivée

- bannières sur le parcours de course à pied avec positionnement préférentiel (165m);
- oriflammes sur la parcours de course à pied avec positionnement préférentiel (6);
- bannières dernier droit de la zone publique De la Commune à la Gare Fluviale (2/8);
- Logo (1) sur chaque colonne verticale (2) de l'arche du fil d'arrivée (2 côtés – intérieur + extérieur);

Écran géant

- 3.13% de l'espace publicitaire de l'écran géant;

Podium

- 3% des logos sur la toile de fond du podium Élite + Amateur (1/32);

Médias

- 2% des logos sur la toile de fond des entrevues médiatiques (2/96);
- 2% des logos sur la toile de fond des conférences de presse (1/56);

Signalisation et accréditation

- Logo (1) sur les lanières des accréditations;
- Logo (1) sur affiches « Remerciement à nos partenaires ».

Documentations

- Programme officiel : logo (1) sur la couverture intérieure avant IFC + 1x page de publicité + 1x mot de bienvenue + 1x page de contenu éditorial (5000 impressions PDF + imprimés);
- Guide des participants Amateurs + Élites : logo (1) sur la couverture intérieure avant + 1x page de publicité + 1x mot de bienvenue + 1x page de contenu éditorial (1500 + 330 impressions PDF);
- Guide des bénévoles : logo (1) sur la couverture intérieure avant + 1x page de publicité + 1x mot de bienvenue + 1x page de contenu éditorial (500 impressions PDF + imprimés);
- Guide des médias : logo (1) sur la couverture intérieure avant + 1x page de publicité + 1x mot de bienvenue + 1x page de contenu éditorial (100 impressions PDF + imprimés);

Sac des participants (virtuel)

- Insertion cadeau sacs Élite (330);
- Insertion cadeau sacs Amateur (1500);

Village des exposants

- Espace d'exposition de 20' x 10' dans le village des exposants.

<u>Visibilité hors-site</u>

Communications

- Communiqué (1) pour annoncer le partenariat;

Télédiffusion

- RDS: 1x mention lors de la télédiffusion de l'événement;
- Visibilité lors de la télédiffusion mondiale dans des marchés tels que les États-Unis et le Royaume Uni;
- Capsule sur la ville/province/pays lors de la télédiffusion ITU;

Digitale

- Logo (1) et hyperlien dans la section Partenaires sur le site web de l'événement;
- Développement de contenus exclusifs sur les médias sociaux de l'événement et du partenaire avec #tag ciblé;
- Logo (1) dans toutes les infolettres de l'événement (20);
- Capsules (4) dans l'infolettre de l'événement;

<u>Hospitalité</u>

Loge VIP

- 8x passes par jour pour la loge VIP pour la durée complète de l'événement. Accès exclusif sur le site. Nourriture et breuvages à volonté;

Inscription

- 4x inscriptions sans frais à la course Amateur;
- 15% de rabais pour vos employés lors de leur inscription à la course Amateur.

Le Comité Organisateur développera avec la ville de Montréal un plan de visibilité qui rencontrera et surpassera ses exigences. La contribution du gouvernement sera soulignée auprès des participants, des commanditaires, du public et de la communauté internationale.

Annexe X– Plan des langues officielles

Le plan des langues officielles présente deux composantes majeures :

1. Observation de la politique fédérale en matière de langues officielles

La tenue de l'événement à Montréal servira à promouvoir les langues officielles au Canada. Le présent plan respectera toutes les exigences et les politiques en matière de langues officielles du gouvernement du Canada, exigées pour financer les organismes et les événements de sport. De manière particulière, l'événement devra respecter la politique fédérale pour l'accueil d'événements de sport internationaux et ses composantes sur les langues officielles. La tenue de l'événement assurera que les langues officielles soient reconnues et respectées dans toutes les composantes opérationnelles de l'événement.

2. Politique sur les langues officielles de TIM

Il sera stipulé à l'entente d'organisation entre le World Triathlon et TIM que les politiques de TIM, y compris la politique relative aux langues officielles de TIM seront respectées. Cette politique se base sur la Charte de la langue française du Québec ainsi que la Loi sur les langues officielles du Canada.

La politique relative aux langues officielles de TIM est la suivante :

TIM s'engage à offrir à ses membres des services dans les deux langues officielles du Canada, soit le français et l'anglais. Nous visons soutenir cet engagement en nous concentrant sur des domaines clés incluant, mais non limités à:

a. tous les documents clés d'opération;

b. réception, réponse et suivi des demandes auprès des athlètes et du public;

c. site Internet et réseaux sociaux de l'événement;

d. compétitions et informations nationales et internationales.

e. matériel de World Triathlon au cours de laquelle les délégués sont encouragés à parler dans l'une des deux langues officielles du Canada.

Annexe XI – Développement durable

Afin d'intégrer davantage de pratiques d'écoresponsabilité au sein de son organisation et ainsi devenir un événement écoresponsable gérant mieux les ressources utilisées lors du World Triathlon™ Groupe Copley, le Triathlon International de Montréal a décidé de se doter d'une politique de développement durable dans le but de poser des actions concrètes lors de l'événement, afin de réduire notre impact environnemental, tout en tenant compte des sphères sociales et économiques et ce, avant, pendant et après l'événement.

De concert avec les normes établies par Triathlon Québec et la fédération internationale de triathlon, le Triathlon International de Montréal met en place différentes actions qui répondent aux standards de la certification Or EcoTQ.

De plus, l'événement vise à obtenir la norme BNQ 21000 ayant pour but d'encourager et de faciliter la prise en compte et l'application des principes de la Loi sur le développement durable dans tous les types d'organisations et, principalement, dans les organisations québécoises.

Enfin, l'organisation aura une ressource dédiée à l'écoresponsabilité au sein de l'équipe.

Plan de développement durable - 2020/2021
Ressources humaines et gestion du territoire
Adopter une politique de développement durable pour l'événement.
Avoir au moins deux personnes pour composer un « comité vert » responsable du développement durable au sein du comité organisateur.
Participer à la formation EcoTQ de Triathlon Québec par au moins deux membres du comité organisateur.
Entrer en contact avec la personne ou l'organe responsable de l'environnement à la ville pour valider les services écoresponsables offerts et travailler en collaboration.
Former une équipe écoresponsable pendant l'événement «brigade verte» : une équipe dédiée qui a reçu une courte formation sur son mandat.
Laisser dans son état initial le site à la suite de l'événement. Le comité organisateur doit procéder à une corvée de nettoyage post-événement pour s'en assurer.
Favoriser le partage de matériel entre organsiateur d'événement ainsi que la réutilisation de l'affichage.
Étudier à posteriori des mesures écologiques mises en place et des pistes de développement. Envoyez un rapport par courriel à Triathlon Québec.
Nourriture
Éliminer tous les items en styromousse (assiettes, verres, etc.) et de plastique numéro 6 (qui ne se recyclent pas au Québec).
Offrir des aliments locaux et/ou bios et/ou équitables.
Les surplus alimentaires sont redistribués aux bénévoles et/ou aux plus défavorisés.
Utiliser des serviettes de table recyclées non blanchies.
Éliminer les sacs en plastique et le suremballage.
Utiliser des assiettes et des ustensiles réutilisables ou compostables.
Offrir une option végétarienne pour l'ensemble des repas (athlètes, bénévoles, etc.).
Aucune distribution de bouteilles en plastique (sauf pour les athlètes élites).
Gestion des matières résiduelles et des sources d'énergie
Disposer de stations de triage (compost, recyclage et poubelles) aux endroits stratégiques (minimum trois duos ou trios (si disponible dans la ville) et un duo/trio par tranche de deux cents visiteurs sur le site). Chaque station doit être accompagnée d'une signalisation explicative.

Brigade verte responsable de s’assurer du bon tri des déchets (minimum deux personnes).
Détourner les déchets à 80 %.
Mettre en place un système de mesures de suivi de la gestion des matières résiduelles.
Avoir au minimum un membre de la brigade verte par station de triage pour effectuer le tri.
Dressez la liste des déchets dangereux produits et de leur gestion.
Sensibilisation et éducation à l'environnement
Informer et former tous les bénévoles pour être les ambassadeurs de l’écoresponsabilité.
Tenir un kiosque et organiser des activités de sensibilisation à l'environnement le jour de l'événement.
Communiquer et faire la promotion des mesures écoresponsables mises en place par l’événement sur site Internet et sur les réseaux sociaux de l’événement.
Créer un guide pour l’animateur avec les points essentiels concernant l’écoresponsabilité (compost sur le site, me-sures mises en place, etc.).
Ajouter une page écoresponsabilité au guide du « Bénévole écoresponsable ».
Ajouter une page écoresponsabilité au guide de l'athlète.
Créer le guide « Exposants et partenaires écoresponsables » et en informer les parties concernées.
Transport, déplacement et émission de gaz à effet de serre
Valoriser tous les bénévoles et spectateurs qui se déplacent en transport actif, en transport en commun ou en co-voiturage.
Promouvoir le groupe Facebook "Co-voiturage - Triathlon Québec" sur le site de l'événement.
Faire un bilan de gaz à effet de serre de l’ensemble de l’événement.
Choisir des fournisseurs locaux pour réduire l’impact des déplacements.
Favoriser les rencontres du comité organisateur en vidéoconférence.
Compenser les émissions de gaz à effet de serre produites par le comité d'organisation et/ou trouver un "partenaire éco-responsable" pour l'événement qui voudrait participer à la compensation et payer les crédits «carbone».

Annexe XII – Mesures COVID-19

(Plan CODID-19 a été rédigé en anglais pour discussion avec World Triathlon™)

MONTRÉAL WTCS AND WTPS EVENT

COVID-19 continues to cause significant challenges around the world. The transition period we are in will be long and we, the Groupe Copley World Triathlon™ Montreal event Local Organizing Committee (LOC), are committed to implement all possible measures for respecting the physical distancing and hygiene requirements. We are following all the recommendations from WHO and the World Triathlon federation. We are continuously working with the local authorities to apply the latest recommendations to ensure the safety of all parties involved.

The health and safety of participants and everyone working on the event remains our priority. We intend to provide adequate measures to protect participant's health and give them access to prompt medical care while participating in the event. Preventive measures will be put in place to limit the transmission of COVID-19 and minimise the risk of infection focusing on: physical distancing; reducing contact; health screening of participants; autonomy of participants and education.

The LOC will make sure to promote and communicate broadly these measures to educate and raise awareness among all parties involved.

1- MANAGEMENT OF INTERNATIONAL ATHLETES

Under normal circumstances, we count over 1200 participants to the Groupe Copley World Triathlon™ Montreal event. With the Covid-19 pandemic the organizing committee offered their registered participants the option to postpone their participation to 2021. Many did request to postpone their participation. Due to the implementation of physical distanciation, the 2021 event participation, scheduled from June 23 to 27, will be restricted in terms of capacity and special rules will be applied to participants. International participation will be limited to the two international events: WTCS and WTPS.

To minimize interactions, the schedule of the event is structured to manage athletes in sub-groups:

- 70 WTPS elites on Wednesday, June 23.
- 120 WTCS elites on Friday, June 25 and Saturday, June 26.
- 80 Mixed relay elites on Sunday, June 27.
- 120 PATCO athletes on Sunday, June 27.

- 120 U13-U15 athletes on Sunday, June 27.
- 1 150 Local age group triathletes and runners between Friday, June 25 and Sunday, June 27.

1.1 Quarantine for travelers

If quarantine is still active at the event, the organization will manage each international travelers group within a bubble concept. We will have 2 bubbles linked by a dedicated shuttle service :

- ALT Bubble (Official Host Hotel) - where lodging, food and accessory services (i.e bike mechanics) will be provided. Two Covid-19 rooms will be available if isolation of a participant will be required.
- PJD Bubble (Competition Venue) - where all training and races will be presented. Two Covid-19 rooms are planned if a participant isolation would be required.



- Pick up each international delegation at the airport and transportation to host Hotel.
- Regroup all international athletes under same hotel on dedicated floors (Montreal Alt Hotel).
    - Participants accommodation would be in a single room for each individual, unless they are from the same address.
    - International athletes are usually staying 3 to 5 days. Arriving 2-3 days before the event and leaving either the same day or the next day depending of flights availability.

- Validation of personal Health screening upon arrival to host hotel.
    - A temperature and oxygen saturation levels check will be performed at the entrance on a daily basis.
        - Skin thermometer will be used for testing.
        - Any volunteer with the appropriate formation will be allowed to perform the temperature check.
        - Anyone with a temperature above 38°C and oxygen saturation limits will be automatically sent to the Covid-19 room for further analysis.
    - Validate reception of the required Pre-Travel Medical Certificate;
        - The medical certificate must be issued in English by the National Federations' medical staff or a personal doctor and submitted to the Race Medical Doctor (RMD) cc to the World Triathlon Medical Delegate (MD);
        - The certificate must declare that the athlete has been examined and he/she has not tested positive to PCR nasopharyngeal swab test and/or is not in quarantine and has been without any COVID-19 symptoms for the previous 14 days;
        - The certificate must be signed by a doctor and the athlete and should be produced no later than 72 hours before the athletes' travel day to the event;
        - In case of previous positive PCR nasopharyngeal test, the athlete must provide a new negative PCR test;
        - Results from serological tests to detect the antibodies must not be used as the sole basis to diagnose or to exclude COVID-19 infection, but waiting for their validation can be added to the medical certificate and the above requests;
        - In cases where this certificate is not provided, the athlete will not be allowed to compete.
    - Validate Pre-Event Questionnaire filled up upon arrival.
        - The questionnaire must be completed no sooner than 24 hours before the athlete takes part in any activity of the event.
- Management of meals with room delivery, Hotel service and restaurants next to the host Hotel during their stay.
- Manage shuttle transportation in collaboration with Société de Transport de Montréal (Montreal Transit Authorities) between the host Hotel and training site in Parc Jean Drapeau which is the same as the competition event venue.

2- <u>INDIVIDUAL RESPONSIBILITY</u>

It is expected that every participant, athlete, official, volunteer, staff and other accredited client is taking all actions communicated for their own safety and the safety of others.

- Have a biosafety plan for travel (mask, personal hand sanitizers, individual food and drink, avoidance of crowd).
- Participants should aim to keep at least two metres distance from other people, particularly those who feel unwell and have a cough or sneeze or may have a fever.
- In case of symptoms suggestive of acute respiratory illness before, during or after travel, the athletes are encouraged to seek medical attention and share travel history with their healthcare provider.
- Anyone who feels unwell (i.e. fever, cough) should stay at home/hotel room and keep away from people until symptoms resolve. Stay away from the event when ill!
- Participants must bring their own equipment (water bottle, towels, masks/mouth-nose face covering and disposable gloves, etc.).
- Frequent hand washing using soap and hot water or alcohol-based (at least 65–70%) hand rub for 20 seconds.
- Avoid shaking hands, hugging, high fives or fan engagement.
- Avoid spa, steam rooms or sauna.
- Avoid touching your own mouth, nose or eyes.
- Sharing of equipment will be prohibited.
- Participants must shower and change into clean clothing at home/hotel away from the training facilities or the venue before and after sessions.
- No unnecessary physical contact with a participant, coach or officials.
- It is highly recommended by the organization that everyone over 69 years old, and people with increased risk for serious complications in case of infection due to pre-existing health conditions, to take greater preventive measures or even not attend.
- Travel insurance should cover medical treatment, evacuation and cancellation of trip.

3- RISK ASSESSMENT AND MITIGATION

The Local Organizing Committee (LOC) used the WHO risk assessment tool and the associate mitigation checklist for mass gatherings in the context of covid-19 to design and restructure the event.

The LOC is implementing multiple actions to respect the Public Health authorities' guidelines and minimize the transmission risk keeping the participants and public safe and healthy.

The LOC will split operational personnel and Officials into teams and reinforce personal hygiene such as hand washing, hand sanitizers, pre- and post-participation showers and change and mandate use of personal protective gear.

The entire event schedule and layout is restructured to limit access and time spent on the field of play (FOP). The objective is to minimise contact between people and crowded areas.

We are investigating a tool to manage Contact tracing of all participants (excludes public) that will be at the venue at any one time. This includes athletes, officials, coaches, managers, volunteers, competition venue staff. This would ensure we can trace back potential impacted people if an infected case is identified. When confirmed, we will request participants to download and use the Canadian COVID application that the Canadian Government will adopt.

Participants accommodation would be in a single room for each individual, unless they are from the same bubble (same family, roommates, etc.).

Athlete's waiver is updated to add a specific paragraph on the Covid-19 situation. This paragraph is also added in the pre-event form that must be completed by any participant to the event before accessing the venue.

Initiate regular communication with partners, government, public health authorities, participants, officials, volunteers, teams about:

- Event risk assessment results for COVID-19 infection or infection vulnerability.
- Information about COVID-19 status in Montreal area, Province and Country.
- Special risk mitigation considerations we are taking for our event.
- Copy of supporting resources and signage we will use on the venue.
- References and Links.
    - TRI COVID 19 Guidelines
    - Triathlon Québec Guidelines

4- PARTICIPANTS, ATHLETES, STAFF AND VOLUNTEERS HEALTH SCREENING

Any person entering in the ALT Bubble or the PJD Bubble will pass through a health screening process.

- Everyone must monitor their health status continuously (including taking their temperature and monitoring for any symptoms) from 14 days before, during and up to 5 days after the event.
    - Any symptoms shall be reported to the Event COVID-19 coordinator.
- Everyone must complete the Pre-Event Questionnaire upon arrival to the venue.
    - The questionnaire must be completed less than 24 hours before the participant (athlete, volunteer, etc.) takes part in any activity of the event.

    - At the Bubble entrance, if any anomalies are spotted on a questionnaire, the person will be redirected to the Covid-19 medical room for further questioning by a nurse. If needed, a physician will assess the situation.
    - Link to the questionnaire : https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSeWdc1l4WQMVMzw6UlS_-8ffVcMwVyt91oQdrW95oeDtH1nzw/viewform?vc=0&c=0&w=1&usp=mail_form_link
- A temperature check and oxygen saturation level will be performed at the venue entrance on a daily basis.
    - Skin thermometer will be used for testing.
    - Any volunteer with the appropriate formation will be allowed to perform the temperature check
    - Anyone with a temperature above 38°C will be automatically sent to the Covid-19 medical room for further analysis.
    - Someone from the medical team will be at this stage to help and manage this process.
- A Covid-19 coordinator will be appointed within the medical team. He/She will be responsible for establishing this process and control the respect and application of the health safety rules.

- The medical personnel, security staff and lifeguards must complete the training prepared and delivered by the Event medical team before the event:

- An overview training on Covid-19 process will also be provided online to volunteers.

5- USE OF MASK AND DISPOSABLE GLOVES

- Staff, volunteers, officials and other accredited clients that are in direct contact with participants must use masks/mouth-nose face covering and a visor.
- Participants are advised to wear masks/mouth-nose face covering during any official and non-official indoor activity.
- On race day, athletes should wear their own disposable mask until the last minute. A garbage bin will be placed near the starting line so athletes can throw out their mask.
- Organisation will provide, if required, a mask after the warm up until the start and a second mask as soon as the athletes catch their breath at the post finish area.
- The organisation is only providing masks/mouth-nose face covering, visor and rubber/disposable gloves to its volunteers and staff along with a contingency amount for medical needs. All other participants must bring their own equipment.

- The use of disposable gloves is not recommended by the organisation. We rather strongly recommend frequent hand washing and the use of hand sanitizer instead (except for the medical team).

6- VENUE AND EVENT STRUCTURE

The organisation will set the venue in manner to ensure physical (at least 2 metres) distancing of athletes, officials, spectators (if any) and support staff. Spectators (if any) will also be invited to follow the physical distancing rules while the grandstands seating. All the flows within the venue will be one-directional. Spectators (if any) will be advised not to stop in narrow sections of the corridors.

6.1 VENUE MANAGEMENT

- Ensure everyone entering the venue understands and accepts the health guidelines.
- Faster check-in process and minimize contacts.
- Physical distancing sign and poster to communicate good practices and help people moving around safely within the event.
- Event schedules (activities and races) will be divided in blocks throughout the day to force a quick turnover and maintain the venue max capacity.
- Limit the total number of people in the venue, at any one time, to a maximum of 250 people and respect 2 meters physical distancing.
- Hand washing facilities at venue entrance and multiple sanitisation points available on venue.
- Minimise the sharing of equipment.
- Easily identify participants' close contacts.
- Limit what requires sanitisation (i.e. pens, water bottle, towels).
- Build and maintain a comprehensive accurate database of our participants.
- No opening / closing ceremonies or VIP parties are planned to minimize the opportunities for mass gathering.

6.2 CLEANING AND DISINFECTANTS

- Thoroughly clean and disinfect all areas addressed throughout this document, with a particular focus on "high touch, high risk" surfaces
    - Bathrooms, including washroom stalls, toilets and urinals;
    - Doorknobs, tables, counters and other "frequently touched" surfaces;
    - Exercise bikes (specifically handles and seats);
    - Workout equipment and weights;
    - Medical/training tables (perhaps the most important area);
    - Lounges flooring, tables, seats and bench surface

    - Prior to each usage of a shuttle vehicule, will use EPA approved disinfectants and log a written record of cleaning and disinfection of all areas of the vehicule.
    - All seating areas would be cleaned and properly sanitized in advance of a new participant entering the vehicle. This includes all seats and handles (interior and exterior).
- Will sanitise common surfaces regularly and between each scheduled block.
- Equipment will be disinfected and dried after each training or event.
- Will use AEROCHEM surface cleaner

6.3 DISINFECTANT CHECKLIST REQUIREMENTS AND FORM

- Staff and volunteers who clean the venue equipment and rooms will fill out a DISINFECTANT CHECKLIST FORM with :
    - Date
    - Time
    - Equipment / Room Disinfected
    - Confirmed by (print name)
- All surfaces and areas of the room which come into contact with a participant will regularly be properly disinfected .

7- ATHLETES' SERVICES

7.1 AIRPORT TRANSFER

- Offered to Elites only.
- Will minimise the mixing of delegations during airport transfers.
- The use of masks/mouth-nose face covering is mandatory
- Refer to section 6.2 for the disinfectant procedure.

7.2 TRAINING FACILITIES

- Gym and open water schedule will be offered at the PJD Bubble during the week before the event. Details will be in the athlete's guide.

7.3 ATHLETES' AND COACHES' BRIEFING

- All race information/documentation will be provided to athletes online.
- An online briefing will be organized on the ZOOM platform. Details will be in the athlete's guide. Separate meetings will take place for AG and Elite.

7.4 RACE PACKAGE DISTRIBUTION

- Athletes should provide their own masks/mouth-nose face covering, disinfectant wipes and rubber/disposable gloves.
- Registration times will be allocated to each participant and will be communicated electronically to the athletes along with his/her race number.

- Allocated time slot and a distance of 2m between athletes must be respected inside the registration room.
- There will be NO body mark or tattoo for AG athletes. Athletes will receive a bib, swim cap and a set of stickers for his/her bike and helmet.

7.5 BAG DROP-OFF

- A bag drop area will still be available for athletes. Volunteers with plastic bags will help athletes safely store their items. Volunteers will only handle the plastic bag and will open it for the athlete to drop his/her gear inside it. At the end, the volunteer will give back the entire plastic bag to the athlete. The intent is to minimise physical contact.

- Bag Drop area will be closed and disinfected between races

7.6 COURSE FAMILIARISATION (Elite athletes only)

- Two specific time slots will be open for the course familiarisation. Athletes must register in one of them to be allowed on the course.
- Details will be provided in the athlete's guide.

7.7 TRANSITION ZONE CHECK IN/OUT

- Athletes must respect check-in times in allocated specific time slots.
- The distance of 2m between athletes must be respected at the waiting area outside the transition zone.
- Athletes are requested to check out immediately after their race is completed.
- The intent is ensuring athletes are spending as little time as possible at the venue to minimise risk.

- Transition area will be disinfected between races

7.8 EVENT FORMAT

- Only non-drafting events for the AG athletes.
- AG Athletes will be on a rolling start system in specific start waves with the provision of a waiting area for the athletes respecting the social distancing.
- Exact time intervals will need to be given to all AG athletes. Athletes are not allowed to line up outside of these times.
- All waiting AG athletes must stay away from the start area until the time of their rolling start wave.
- Athletes must not expose their torso and nudity is strictly forbidden.
- The athletes are recommended to avoid running directly behind another athlete at a distance less than 4 meters. If the distance is less, it is recommended to be either at a 45-degree angle or alongside the other athlete and avoid facing each other.
- AG races: Aid stations on the run course will be on a self-servicing base.
- Elite/WPS/WTS : Aid Station

- Aid stations and wheel station are self-serve. Athletes should not touch anything else on the aid station serving table other than what he/she has selected.
- No medal ceremonies for AG races.

7.9 FINISH AREA

- The finish chute will be split into 1.5m wide finishing lanes to prevent the athletes from coming closer than this distance.
- There will not be any finish tape for AG events. Finish tape will be used for the WTPS and the WTCS races only.
- NO photos allowed in the post-finish area except for the WTPS and WTCS races where media representatives must keep a distance of 2m from the athletes at all time and a distance of 2m between themselves.
- Following the finish, all athletes must go to the open space where they can have access to recovery drinks and foods.

8- SUMMARY OF ACTIVITIES

Item	Pandemic control activity Implemented
General Seating Areas	Sanitized between events
Canteens	Not provided
Cash Handling	No cash accepted, Credit or debit card
Change rooms	Participant to change before coming to venue
Transition Cleaning	Sanitized races
COVID-19 Health Signage	On Venue
Designated Entry & Exit Points	Distinct venue entry and exit
Hand sanitiser	Room Entry and on venue
Infrared Temperature Testing	On venue Entry
Public Water Fountains	Not provided
Sanitise Finish area	Sanitized between events
Sanitise Registration area	Sanitized between groups
Social Distancing in areas with Lines	2 meters
Toilets	Cleaned every hour

Medias	Social distancing with participants
Transportation/Shuttle	For elites and technical officials only
Elite Lounge	Athletes wear mask and keep 2 meters between them

9- SPECIFIC RISK MITIGATION PLANNED

The following present specific mitigation plan implemented in key areas

9.1- Arrival on venue

Participants can arrive no more than 60 minutes before their race unless scheduled differently.

Participants and officials cannot enter the venue area earlier than the designated time prior to their race/duty or before the participants and officials of the previous race have departed.

Use of waiting areas should be minimized before going to the transition set up or in the start area. Objective is to reduce contact between groups.

Waiting time should be minimised with people asked not to arrive more than:

- 60 minutes and less than 30 minutes before their race on the venue
- 45 minutes and less than 10 minutes before their race in transition area
- 15 minutes and less than 5 minutes before their start time at the Start area.

9.2- Equipment

Equipment (e.g. microphones, transition racks, tables, etc) will be sanitised prior to use each day and in between each race. A process will be in place to ensure there is compliance.

Participants will be limited to use their equipment. They are not permitted to share with others their equipment.

9.3- Medical coordinator

A medical coordinator will be appointed to manage the restrictions so that the races and events are conducted in a controlled manner, overseeing social distancing, overall numbers of participants (and minimising the number of non-participants in the venue) and people, management of equipment hygiene and participants compliance (hand hygiene, entry and exit to the venue and areas).

9.4- Breaks between races

Scheduling of races and events is made in manner to allow a set period of time between the end of a race and the commencement of the next one. This is to allow time for separate groups to depart and arrive without contact and allow staff to complete sanitisation requirements.

We will be using different exit point from the transition and venue to facilitate a quick turnover from one session to the next.

9.5- Capacity Control

The event is divided in blocks throughout the day. This will force a public turnover, forcing all new public coming in to wash their hands and maintaining strict counting of capacity within the venue to ensure that limits are not exceeded. Entrance to the venue will be monitored. Medical coordinator and Medical director will monitor this process with the help of staff who have the authority to refuse entrance to the venue or "ask people to leave" as necessary.

9.6- Triathlon competition contact risk mitigation

Athletes will be required to shower with soap and change at home/hotel prior to their race and again immediately following the race at home/hotel. This mitigation will be supported with significant hand hygiene strategies during a competition.

It is the responsibility of each athlete to ensure he/she complies with this requirement.

9.7- Venue Entry and Exit

Venue will have designated separate entry and exit routes to reduce the risk of contact between groups. If an individual is ill, has a fever, cough, runny nose, sore throat or any other sign of being acutely unwell, he/she will be redirected to the Covid-19 medical tent for further questioning by a nurse. If needed, a physician will assess the situation.

9.8- Hygiene during warm up or race

To reduce the risk of infection in a race when there will be some incidental contact hand sanitizers will be available in transition, finish and start area. Participants, volunteers and Technical officials will be required to use hand sanitizers when required during races, including between races, and when substitutions move in and out of the event.

9.9- Non-Essential Services

Change rooms, canteens, public water fountains are not provided. Changing should be done at home/hotel before coming to the venue. Participants should arrive at the venue ready to perform.

9.10- Technical officials

Technical Officials should avoid cross over between groups. Officials will apply consistent groupings of officials throughout the day.

Briefing and debriefing would take place outdoors if weather and conditions permit or would take place in the TO room ensuring a social distancing is respected.

Officials must be directed to:

- Avoid touching athletes
- Respect the 2m distance unless absolutely necessary
- Wear a mask anytime whenever it is feasible
- Only use the whistle when necessary
- Use short, sharp whistle blow no long hard blows

- Do not officiate when feeling unwell
- Use hand sanitizer at every break in the race (between groups, substitutions)
- Blow whistle facing away from athletes
- Use full coverage if they are required to be with someone on a motorbike
- Use a face shield if assigned at the finish area

9.11- Seating Areas
Venue seating (if available) will be set in manner to respect social distancing guidelines with the help of volunteers to manage seating only for the numbers allowed.

9.12- Social Distancing
Venue entrance and other areas where people will gather or lines may occur will be marked clearly in accordance with the Public Health authorities to encourage participants to follow Social Distancing advice (for example 2 metre spacing).

9.13- Races & Sport Presentation
Live athlete results tracking will be provided by the timing provider (Sportstats.ca).

Announcers will make announcements periodically to remind participants and spectators (if any) about the guidelines.

Participants' presentations will be done respecting 2 meter spacing (done for TV only). We will also enforce social distancing for media interface with participants.

9.14- Elites' Lounge
All processes must be simplified and kept to the minimum with the goal of the athletes

spending as little time as possible at the venue.

Everyone must wear a mask in the lounge and keep a distance of 2m between them

All the equipment checks must be carried out as visual checks.

The athlete can leave his/her non-competition essential equipment in an area inside the lounge which is self-managed.

TRIATHLON ITU
SÉRIE MONDIALE
MONTRÉAL

SPORTIUM

Triathlon International de Montréal
4000, rue St-Ambroise, bur. 190
Montréal (Québec) H4C 2C7

438 383-8344
info@triathlonmontreal.com
montreal.triathlon.org

Montréal, le 19 octobre 2018

Att: Hadrien Parizeau
Division des sports et de l'activité physique
Service de la diversité sociale et des sports
Ville de Montréal
801 rue Brennan, 4e étage, pavillon Prince
Montréal (Québec) H3C 0G4

Objet : Demande d'aide financière pour l'ITU Montréal 2019, 2020, 2021

Cher monsieur Parizeau,

Suite au succès des trois premières éditions du Triathlon International de Montréal (2016 à 2018), l'événement revient à nouveau, mais cette fois, au cours du week-end du 29-30 juin 2019, et ce, afin de se conformer au calendrier de qualifications des Jeux olympiques de Tokyo qui auront lieu en 2020.

L'édition 2019 de l'ITU Montréal sera donc un événement inclus dans le cycle de qualifications pour les Jeux olympiques de Tokyo. Un maximum de 110 athlètes élites pourra participer à l'événement. Cette combinaison rendra certainement l'ITU Montréal un des événements les plus spectaculaires de l'été 2019 !

De plus, l'offre aux participants montréalais qui souhaitent participer au triathlon sera toujours aussi présente : Tout comme lors des éditions précédentes, les triathlètes amateurs et leur famille et amis, tant canadiens qu'internationaux, sont conviés à participer à l'événement. Plus de 1000 participants sont attendus au nouveau site de compétition de l'ITU Montréal, soit *Le Grand Quai* (anciennement le Quai Alexandra du Port de Montréal).

Bien que le site soit toujours situé dans le Vieux-Montréal, de nouveaux parcours seront présentés permettant aux athlètes de nager dans le bassin Alexandra et de rouler et courir dans les rues du Vieux-Montréal et du centre-ville de Montréal. Ce site urbain et à la fois moderne et historique permettra à la ville de Montréal de se démarquer encore des sept autres étapes du circuit de façon spectaculaire.

Par ailleurs, tout comme lors des éditions 2017 et 2018, le volet élite de l'ITU Montréal sera **diffusé en direct, à la télévision et sur le web**, à travers le monde, et ce pour chacune des courses, femmes et hommes. En 2018, il

s'agissait d'un rayonnement pour la ville atteignant plus de 35 millions de

spectateurs. Une belle vitrine pour la ville de Montréal, contribuant au **rayonnement de la métropole** à travers le monde et au positionnement de la ville de Montréal comme ville sportive.

La tenue des futures éditions de l'ITU Montréal requiert le soutien de tous ses partenaires, tant publics que privés. Tel que démontré dans le plan d'affaires, les coûts opérationnels et télévisuels sont importants et nécessaires pour assurer la sécurité et le succès de cet événement, bien que tout de même modestes en comparaison avec la visibilité accordée pour ce type d'événement.

Triathlon International de Montréal, sollicite ainsi une **contribution de la Ville de Montréal au montant de 1 100 000 $** par année, pour les éditions 2019, 2020 et 2021, incluant la valeur estimée pour les biens et services offerts pour la réalisation de l'événement.

L'augmentation de soutien s'explique entre autres par la nécessité de changer de site en 2019 (déplacement du quai Jacques-Cartier au quai Alexandra), et les ajustements opérationnels qui en découleront, ainsi que d'asseoir une stabilité financière pour l'événement considérant la position officielle du gouvernement canadien de poursuivre la réduction de sa contribution aux événements sportifs à Montréal (cf. énoncé de Développement Économique Canada, et réductions de soutien de Sport Canada).

Ainsi, le financement provenant du gouvernement canadien a été réduit de 75 000$ entre les éditions 2017 et 2018 et sera réduit de 100 000$ entre les éditions 2018 et 2019.

Ce soutien essentiel permettra à notre organisation de continuer à rencontrer les exigences de la fédération internationale (ITU), démontrant ainsi la capacité des Montréalais d'organiser un événement de calibre international.

Également, notre événement se situe en partie sur le territoire de la ville de Montréal, ainsi que sur des **terres (et des eaux) fédérales**. Alors que l'événement bénéficie de la gratuité de l'utilisation de l'espace public montréalais, l'utilisation du territoire fédéral est tarifée selon les normes commerciales.

Une demande d'aide financière a également été présentée aux deux autres paliers de gouvernement, soit le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada. La contribution financière des bailleurs de fonds publics est essentielle à la réalisation de cet événement sportif international

majeur. Les trois paliers de gouvernement ont d'ailleurs contribué à l'événement depuis la toute première édition en 2016.

Finalement, il est important de souligner que les responsables de notre dossier à la ville de Montréal nous ont félicités pour l'implantation de notre stratégie de communication auprès des **résidents et commerçants** du Vieux-Montréal, en préparation des fermetures de rues. Ceci a eu pour résultat qu'il n'y a pas eu de plaintes significatives en lien avec notre événement.

Pour toute question ou demande de documents de soutien, veuillez s.v.p. contacter Jo-Annie Charbonneau, directrice générale adjointe et conseillère juridique, à l'adresse courriel jo-annie.charbonneau@triathlonmontreal.com ou au numéro de téléphone suivant (514) 772-4474 ou le soussigné directement.

Je vous prions d'agréer, monsieur Parizeau, mes salutations distinguées.



Patrice Brunet
Président et chef de la direction
patrice.brunet@triathlonmontreal.com

CONVENTION – CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ÉVÉNEMENTS SPORTIFS DE GRANDE ENVERGURE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **TRIATHLON INTERNATIONAL DE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 4000, rue Saint-Ambroise, bureau 174, Montréal, Québec, H4C 2C7, agissant et représentée par madame Jo-Annie Charbonneau, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 810873521RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1222996160TQ0001
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a identifié Montréal comme ville hôtesse du Triathlon International de Montréal 2021 (ci-après appelé l'« **Événement** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de développer un legs pour le triathlon dans l'est du Canada par l'accueil d'un événement sportif international annuel au cours des prochaines années, sensibilisant ainsi la population aux saines habitudes de vie et à la santé tout en rendant le sport plus accessible et en présentant les meilleurs athlètes du monde;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de l'Événement, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention (Annexe 1);

ATTENDU QUE l'Organisme s'est engagé(e) à assumer tous les coûts et risques associés à l'organisation de l'Événement, étant entendu que la Ville n'assumera aucun déficit découlant de la tenue de l'Événement;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation de l'Événement de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE World Triathlon (TRI) et l'Organisme ont identifié les installations de l'Administration portuaire de Montréal (APM) ainsi que le Parc Jean-Drapeau pour y tenir l'Événement et que ce site a été approuvé par TRI et que l'APM et le Parc Jean-Drapeau ont confirmé les réservations;

ATTENDU QUE l'Organisme s'est engagé à consentir à la communauté montréalaise du triathlon un legs sportif (Annexe 5);

ATTENDU QUE l'Organisme a sollicité la participation financière d'autres instances publiques et qu'ils ont obtenu, en plus de la contribution financière de la Ville, des engagements financiers des gouvernements du Canada et du Québec et de Tourisme Montréal pour soutenir l'organisation et la tenue de l'Événement sur le territoire de la Ville pour l'année 2021;

ATTENDU QUE l'Organisme assume l'entière responsabilité du financement, de l'organisation et de la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE l'Organisme a formellement représenté à la Ville qu'il était en mesure, le cas échéant, d'assumer l'entière responsabilité liée à tout dépassement des coûts ou à tout déficit lié à la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Biens et services** » : les ressources matérielles et humaines mises à la disposition de l'Organisme, gracieusement, par la Ville, le cas échéant, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement (Annexe 6);

2.2 « **Cahier des charges** » : le cahier des charges, dans le cas où le domaine public doit être occupé pour la tenue de l'Événement, est produit par l'Organisme et approuvé par la Division des événements publics. Il sert à formaliser les besoins et à les expliquer aux différents acteurs concernés par l'Événement. Il permet notamment de cadrer le parcours, la fermeture de rues, la signalisation, la sécurité, etc.;

2.3 « **Domaine public** » : les rues et les parcs utilisés pour la réalisation de l'Événement, le cas échéant, sur le territoire de la Ville et mis à la disposition de l'Organisme;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Événement** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et finaux, le cas échéant, ou tout autre document exigé par le Responsable dans le

	cadre de l'Événement, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 2;
2.8 « **Unité administrative** » :	le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville;
2.9 « **Annexe 1** » :	la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation de l'Événement;
2.10 « **Annexe 2** » :	le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville et des documents à produire pour la reddition de comptes attendue pour la réalisation de l'Événement;
2.11 « **Annexe 3** » :	le document intitulé « Liste des dépenses admissibles et non admissibles »;
2.12 « **Annexe 4** » :	exigences de la Ville en matière de visibilité, « Protocole de visibilité »;
2.13 « **Annexe 5** » :	plan de legs de l'Organisme à la communauté sportive montréalaise, lorsqu'un legs est prévu à la présente convention;
2.14 « **Annexe 6** » :	les biens et services mis à la disposition de l'Organisme, gracieusement par la Ville, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement, lorsque cela est prévu à la présente convention;
2.15 « **Annexe 7** » :	les conditions générales à l'occupation du domaine public, lorsque cela est prévu à la présente convention.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et, le cas échéant, de la mise à la disposition des Installations, équipements et des Biens et services de la Ville pour la réalisation de l'Événement de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de 473 000 dollars (Quatre cent soixante-treize mille $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements comme suit :

i. un premier versement d'un montant maximal de Trois cent quatre-vingt mille dollars (380 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

ii. un deuxième versement d'un montant maximal de quatre-vingt-treize mille dollars (93 000 $), sur l'approbation, par le Responsable, de la reddition de compte et ce au plus tard le 15 novembre 2021;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation de l'Événement. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation de l'Événement ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.3 BIENS ET SERVICES

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à octroyer un soutien en biens et services **d'une valeur maximale de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $), incluant toutes les taxes applicables,** le cas échéant, devant être affectées à la réalisation de l'Événement; lesdits biens et services de même que les conditions sont décrits à l'Annexe 6. Toutefois, le présent article ne peut ni ne doit être interprété comme un engagement de la Ville à fournir tous les services qui pourraient être demandés par l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation de l'Événement, tout en respectant la liste des dépenses admissibles jointe à la présente convention à l'Annexe 3;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation de l'Événement et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 transmettre au Responsable dès qu'elle est disponible, la programmation officielle de son Événement, incluant notamment les horaires des activités ou des festivités tenues en lien avec ledit Événement, et, le cas échéant, l'informer par écrit, au fur et à mesure où elles surviennent, des modifications qui y sont apportées;

5.1.4 assurer l'invitation et l'accréditation d'un nombre raisonnable, à convenir avec le Responsable, de représentants de la Ville, lesquels auront préalablement été identifiés par le Responsable et divulgués à l'Organisme, pour la tenue de l'Événement et des activités organisées par l'Organisme à Montréal et qui y sont liées;

5.1.5 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation de l'Événement, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation de l'Événement.

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

5.2.1 faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions du Protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention

à l'Annexe 4, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué à l'Événement. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion.

5.3 PLAN DE LEGS

5.3.1 respecter entièrement son engagement de donner les avantages et les bénéfices décrits au Plan de legs (Annexe 5) à la population montréalaise de façon à ce que ledit engagement soit entièrement réalisé, à la satisfaction du Responsable, au plus tard 90 jours après la tenue de l'Événement.

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable (Annexe 2);

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 Signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation de l'Événement, sous une forme à convenir entre les Parties.

5.5.3 Autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention.

5.5.4 Dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5.5.5 Dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5.5.6 Tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, un tableau des revenus et dépenses réelles de l'Événement soutenu par la présente convention.

5.5.7 Dans le cas où le financement recueilli par l'Organisme ne permet pas la réalisation de son Événement selon ce qui a été présenté à la Ville, l'Organisme doit présenter au Responsable, pour information, un budget révisé et réaliser son Événement selon la version modifiée;

5.5.8 Présenter les prévisions budgétaires actualisées de l'Événement au Responsable, et ce, dès qu'elles sont disponibles.

5.5.9 Aviser promptement le Responsable par écrit s'il prévoit ne pas être en mesure de recueillir les fonds nécessaires à l'organisation ou la tenue de son Événement.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 Obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention.

5.6.2 Payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs à l'Événement et les activités qui y sont reliées.

5.7 RESPECT DES LOIS

5.7.1 Se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue.

5.7.2 Adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 Si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 À la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

5.9 RESPONSABILITÉ

Garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 9, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF**

Lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

5.11 **BIENS ET SERVICES**

5.11.1 Utiliser les Biens et services mis à sa disposition par la Ville aux seules fins décrites à la présente convention.

5.11.1 Respecter toutes les conditions et obligations énoncées à l'Annexe 6 et les directives du Responsable quant aux Biens et services fournis par la Ville.

5.11 **OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

5.11.1 respecter toutes les conditions et obligations énoncées à l'Annexe 8 et les directives du Responsable;

5.11.2 occuper le domaine public aux seules fins décrites à la présente convention;

5.11.3 payer les frais relatifs à l'occupation du domaine public, s'il y a lieu, dans les trente (30) jours de la réception de la facture.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

Advenant la résiliation de la présente convention ou à l'arrivée de son terme, il est entendu que les dispositions nécessaires au respect des obligations souscrites par l'Organisme en vertu de la présente convention survivent à sa résiliation ou à l'arrivée de son terme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'Événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans l'Événement reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 10
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

10.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

10.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

10.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

10.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

10.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

10.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

10.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 10.3.1 à 10.3.4.

10.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant l'Événement ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 9 de la présente convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

12.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

12.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

12.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

12.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

12.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4000, rue Saint-Ambroise, bureau 174, Montréal, Québec, H4C 2C7, et tout avis doit être adressé à l'attention de Madame Jo-Annie Charbonneau. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le 26e jour de juillet 2021

Triathlon international de Montréal

Par : _____
Jo-Annie Charbonneau

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution CG.....).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

Triathlon International de Montréal
4000 rue St-Ambroise, bur. 180
Montreal (Québec) H4C 2C7

Montréal, le 19 octobre 2018

Att: Hadrien Parizeau
Division des sports et de l'activité physique
Service de la diversité sociale et des sports
Ville de Montréal
801 rue Brennan, 4e étage, pavillon Prince
Montréal (Québec) H3C 0G4

Objet : Demande d'aide financière pour l'ITU Montréal 2019, 2020, 2021

Cher monsieur Parizeau,

Suite au succès des trois premières éditions du Triathlon International de Montréal (2016 à 2018), l'événement revient à nouveau, mais cette fois, au cours du week-end du 29-30 juin 2019, et ce, afin de se conformer au calendrier de qualifications des Jeux olympiques de Tokyo qui auront lieu en 2020.

L'édition 2019 de l'ITU Montréal sera donc un événement inclus dans le cycle de qualifications pour les Jeux olympiques de Tokyo. Un maximum de 110 athlètes élites pourra participer à l'événement. Cette combinaison rendra certainement l'ITU Montréal un des événements les plus spectaculaires de l'été 2019 !

De plus, l'offre aux participants montréalais qui souhaitent participer au triathlon sera toujours aussi présente : Tout comme lors des éditions précédentes, les triathlètes amateurs et leur famille et amis, tant canadiens qu'internationaux, sont conviés à participer à l'événement. Plus de 1000 participants sont attendus au nouveau site de compétition de l'ITU Montréal, soit *Le Grand Quai* (anciennement le Quai Alexandra du Port de Montréal).

Bien que le site soit toujours situé dans le Vieux-Montréal, de nouveaux parcours seront présentés permettant aux athlètes de nager dans le bassin Alexandra et de rouler et courir dans les rues du Vieux-Montréal et du centre-ville de Montréal. Ce site urbain et à la fois moderne et historique permettra à la ville de Montréal de se démarquer encore des sept autres étapes du circuit de façon spectaculaire.

Par ailleurs, tout comme lors des éditions 2017 et 2018, le volet élite de l'ITU Montréal sera diffusé en direct, à la télévision et sur le web, à travers le monde, et ce pour chacune des courses, femmes et hommes. En 2018, il

s'agissait d'un rayonnement pour la ville atteignant plus de 35 millions de spectateurs. Une belle vitrine pour la ville de Montréal, contribuant au **rayonnement de la métropole** à travers le monde et au positionnement de la ville de Montréal comme ville sportive.

La tenue des futures éditions de l'ITU Montréal requiert le soutien de tous ses partenaires, tant publics que privés. Tel que démontré dans le plan d'affaires, les coûts opérationnels et télévisuels sont importants et nécessaires pour assurer la sécurité et le succès de cet événement, bien que tout de même modestes en comparaison avec la visibilité accordée pour ce type d'événement.

Triathlon International de Montréal, sollicite ainsi une **contribution de la Ville de Montréal au montant de 1 100 000 $** par année, pour les éditions 2019, 2020 et 2021, incluant la valeur estimée pour les biens et services offerts pour la réalisation de l'événement.

L'augmentation de soutien s'explique entre autres par la nécessité de changer de site en 2019 (déplacement du quai Jacques-Cartier au quai Alexandra), et les ajustements opérationnels qui en découleront, ainsi que d'asseoir une stabilité financière pour l'événement considérant la position officielle du gouvernement canadien de poursuivre la réduction de sa contribution aux événements sportifs à Montréal (cf. énoncé de Développement Économique Canada, et réductions de soutien de Sport Canada).

Ainsi, le financement provenant du gouvernement canadien a été réduit de 75 000$ entre les éditions 2017 et 2018 et sera réduit de 100 000$ entre les éditions 2018 et 2019.

Ce soutien essentiel permettra à notre organisation de continuer à rencontrer les exigences de la fédération internationale (ITU), démontrant ainsi la capacité des Montréalais d'organiser un événement de calibre international.

Également, notre événement se situe en partie sur le territoire de la ville de Montréal, ainsi que sur des **terres (et des eaux) fédérales**. Alors que l'événement bénéficie de la gratuité de l'utilisation de l'espace public montréalais, l'utilisation du territoire fédéral est tarifée selon les normes commerciales.

Une demande d'aide financière a également été présentée aux deux autres paliers de gouvernement, soit le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada. La contribution financière des bailleurs de fonds publics est essentielle à la réalisation de cet événement sportif international

majeur. Les trois paliers de gouvernement ont d'ailleurs contribué à l'événement depuis la toute première édition en 2016.

Finalement, il est important de souligner que les responsables de notre dossier à la ville de Montréal nous ont félicités pour l'implantation de notre stratégie de communication auprès des résidents et commerçants du Vieux-Montréal, en préparation des fermetures de rues. Ceci a eu pour résultat qu'il n'y a pas eu de plaintes significatives en lien avec notre événement.

Pour toute question ou demande de documents de soutien, veuillez s.v.p. contacter Jo-Annie Charbonneau, directrice générale adjointe et conseillère juridique, à l'adresse courriel jo-annie.charbonneau@triathlonmontreal.com ou au numéro de téléphone suivant (514) 772-4474 ou le soussigné directement.

Je vous prions d'agréer, monsieur Parizeau, mes salutations distinguées.

Patrice Brunet
Président et chef de la direction
patrice.brunet@triathlonmontreal.com

ANNEXE 2

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DES DOCUMENTS POUR LA REDDITION DE COMPTE ATTENDUE POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

2021		
Convention Art.	**Documents attendus**	**Échéance**
1er versement de 380 000 $ - lors de la signature de la convention		
4.1.2 i	Lors de la signature de la convention	30 jours suivant la signature
2e versement de 93 000 $ - Sur approbation de la reddtion de compte 2021		
4.1.2 ii	Reddition de compte pour l'édition 2021 de l'Événement qui comprend : - Le bilan final incluant un rapport de visibilité et une revue de presse - Étude des retombées économiques - Un rapport faisant état de l'atteinte des objectifs du plan de legs - Les états financiers vérifiés de l'Organisme - Un rapport des dépenses allouées au financement de la Ville (article 5.5.6 de la présente convention)	15-nov-21

ANNEXE 3

LISTE DES DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE, À SAVOIR LA SOMME MAXIMALE DE [473 000,00 $], DOIT EXCLUSIVEMENT ÊTRE AFFECTÉE AUX DÉPENSES ADMISSIBLES FIGURANT SUR LA LISTE QUI SUIT :

Dépenses admissibles

- Les frais se rattachant à l'utilisation de plateaux sportifs, de salles et du domaine public
- Le coût du matériel et des équipements nécessaires à la tenue de l'Événement
- Le coût des autorisations, des sanctions et des permis requis pour tenir l'Événement
- Le coût du matériel promotionnel de l'Événement
- Les dépenses liées aux bénévoles œuvrant dans la tenue de l'Événement
- Les frais d'assurances reliés à la tenue de l'Événement
- Les frais des officiels
- Toutes les dépenses liées à l'administration et aux opérations pour la tenue de l'Événement

Dépenses non admissibles

- Les dépenses reliées aux services aux spectateurs, notamment les gradins, les services sanitaires, les services alimentaires, les kiosques de vente de souvenirs et la signalisation
- Les dépenses non reliées aux compétitions de l'Événement, notamment les dépenses reliées aux autres activités de l'Événement (ex. : conférence de presse, réception des dignitaires, etc.)
- Les cachets, cadeaux, honoraires, prix, récompenses, remboursements offerts ou décernés aux athlètes, aux participants, aux bénévoles, aux experts, aux délégués ou aux organismes sportifs
- Les coûts liés aux visites des experts ou des délégués des fédérations détentrices des droits de l'Événement
- Les frais de déplacement et les frais de représentation des intervenants payés par l'Organisme
- L'achat de nourriture, de boissons et de biens offerts dans le cadre de l'Événement
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé
- Les frais et coûts déjà remboursés par un autre bailleur de fonds de l'Organisme
- Toute dépense reliée à une commission, un salaire ou des honoraires versés par l'Organisme à l'un de ses employés ou tout salaire ou commission versés à un membre de la famille d'un employé
- Les dépenses reliées à l'hébergement, au transport et au repas des participants (membres des délégations des pays participants et représentants des organismes impliqués)

ANNEXE 4

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité
L'Organisme doit :

- Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
- 1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications
L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : **Fier partenaire de la Ville de Montréal**
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
- Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
- Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
- Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).
- 2.4. Publicité et promotion
- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
    - Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
    - S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 5

PLAN DE LEGS DE L'ORGANISME À LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE MONTRÉALAISE

Annexe VII – Plan de legs

Le plan de legs à long terme sera développé par le comité organisateur avec ses trois partenaires sportifs - TRI, Triathlon Canada et Triathlon Québec - ainsi que la ville de Montréal et sera soumis au cours des prochaines semaines. Un legs important est prévu dans le cadre du Championnat du monde de triathlon sprint et relais mixte World Triathlon™ et, ce dernier, doit être adopté par le conseil d'administration du comité organisateur.

Ci-joint se trouve les plans de legs de 2017 à 2020.

- Plan de legs 2017
- Plan de legs 2018
- Plan de legs 2019
- Plan de legs 2020
- Résumé du plan de legs 2021 - 2022 (une version complète à venir) :

	LOCAL	PROVINCIAL	NATIONAL
DÉVELOPPEMENT DU SPORT	Entraînements gratuits pour athlètes du Grand Montréal	Formation d'officiels – niveau PTO1 et PTO2	Formation d'officiels – niveau NTO ou CTO
	Organisation de petits événements locaux de style entraînements pour la communauté du Grand Montréal (OCM)	Bourses pour les athlètes québécois puissent aller participer aux championnats nationaux	Bourses (2) d'excellence pour participer à des événements internationaux
	Formation d'entraîneurs communautaire (TC)	Camps d'entraînement pour les jeunes athlètes avec TC – U13-U15	
		Formation/master class pour entraîneurs	
		Formation pour les organisateurs d'événement : volet pratique (programme de mentorat) et théorique (dont une série de conférence	

		et un National Race directors' summit avec Triathlon Canada)	
ÉQUIPEMENT/INFRASTRUCTURE	Banque d'équipements (+ location pour les autres organisations	Banque d'équipements (+ location pour les autres organisations	INS – développer un centre d'entraînement national dans l'Est
	Acquisition d'actifs et équipement	Acquisition d'actifs et équipement	
SOCIO-ÉCONOMIQUE	Accès au Fleuve pour la communauté sportive (+ événement St-Lô)	Programme scolaire (sport-étude) en collaboration avec Triathlon Québec	
	Programme de développement de ressources humaines	Programme de consultation et de formation pour les organisateurs d'événement : volet pratique (programme de mentorat) et théorique (dont une série de conférence)	Programme de consultation/mentorat pour des organisations sportives et accueillir un National Race directors' summit en collaboration avec Triathlon Canada)
	Formation bénévoles/chef d'équipe	Créer un pont entre le milieu sportif et académique en collaborant avec le HEC auprès des étudiants dans le programme de gestion du sport (exemple : assister à des conférences données ou mises en place par TIM)	
	Tourisme sportif (acteur dans la relance suite à la pandémie)		

DÉVELOPPEMENT DURABLE	Milieu de travail en accord avec les règles de la ville de Montréal	Maintien le niveau or de Triathlon Québec	Certification ITU
	Rétention du personnel/bénévoles/chef d'équipe		Certification BNQ 21000
	Plan de développement durable pour les partenaires de la ville de Montréal		

La Fondation qui sera créée aidera notamment à:

1- Aider les jeunes triathlètes dans la conciliation étude et sport professionnel
2- Aider au développement de jeunes athlètes afin de devenir des athlètes professionnels
3- Aider au développement d'un centre national dans l'Est du Canada
4- Promouvoir la pratique du sport dans la communauté et développer de jeunes talents

ANNEXE 6

BIENS ET SERVICES DE LA VILLE MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

DESCRIPTION	VALEUR ÉVALUÉE
Permis de fermeture des rues	
Mobilier urbain (tables, chaises, extensions, tentes, etc.)	
Centre de commandement, de traitement de l'information et sécurisation des sites par le SPVM	
Encadrement et accompagnement des différents services de la Ville de Montréal lors de l'événement	125 000,00 $
Service de balai mécanique après la course	
Coordination par la division festivals et événements de tous les liens avec les services municipaux et autres partenaires institutionnels	

ANNEXE 7

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

A – Conditions générales

1. L'Organisme doit tenir son Événement dans le respect du Cahier des charges qu'il produit en collaboration avec la Division des événements publics de la Ville de Montréal pour circonscrire l'utilisation du domaine public;

2. L'Organisme doit veiller à ce que l'aménagement du site de même que sa remise en état après la tenue de l'Événement respectent toutes les modalités d'occupation et exigences qui lui sont communiquées par la Ville, et ce, sans endommager le mobilier urbain ou porter atteinte à l'intégrité des lieux il est entendu que le site doit être remis dans son état initial;

3. L'Organisme doit adapter le site afin de le rendre accessible aux personnes ayant des limitations fonctionnelles (motrices, visuelles, auditives, intellectuelles ou verbales);

4. L'Organisme doit exploiter ou superviser lui-même les kiosques de produits alimentaires, de rafraîchissements et de produits promotionnels reliés à l'Événement;

5. L'Organisme doit permettre au Responsable de visiter le site, en tout temps. À cet effet, l'Organisme doit s'assurer que tous les fournisseurs retenus doivent, tant pour eux-mêmes que pour leurs sous-entrepreneurs, lui en faciliter l'accès pendant les heures normales de travail;

6. L'Organisme doit mettre en place les Installations et les aménagements approuvés par le Responsable en respectant toutes les modalités d'occupation qui lui sont communiquées par ce dernier et sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du site. L'Organisme devra remettre les lieux dans l'état initial dans les (inscrire le nombre de jours) jours suivant la fin de l'Événement;

7. L'Organisme doit respecter la réglementation, fournir et installer, lorsque nécessaire, la signalisation appropriée prescrite par le Code de la sécurité routière (RLRQ c. C-24.2), par exemple en vue d'interdire le stationnement lors de la tenue de son Événement, de rediriger la circulation dans le cas d'une fermeture de rue et transmettre au Responsable les documents relatifs à cette installation (entre autres, le plan de signalisation et le personnel requis, ainsi que le formulaire intitulé « Installation de panneaux prohibant le stationnement »). Assurer à ses frais le service de remorquage, s'il y a lieu;

8. L'Organisme doit soumettre au Responsable, pour approbation, un plan de communication des entraves à la circulation et en assurer la mise en application;

9. L'Organisme doit accomplir les démarches nécessaires afin de mettre sur pied des mesures compensatoires pour les citoyens privés de certains privilèges

(stationnement réservé sur rue pour résidents, accès à leur résidence, feuillets informatifs aux passants);

10. L'Organisme doit se conformer aux lois, règlements et ordonnances applicables à l'Événement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, aux ordonnances autorisant la fermeture de rues, la vente temporaire d'articles promotionnels, de nourriture et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées et aux ordonnances autorisant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores et à toute autre consigne transmise par le Responsable;

11. L'Organisme doit respecter toutes les normes de sécurité en vigueur à la Ville, se conformer aux exigences des différents services et instances publics concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le Responsable.

B – Cahier des charges

À faire parvenir au Responsable dès que disponible.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218475002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un soutien total de 598 000 $ à Triathlon International de Montréal, soit un soutien financier de 473 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 125 000 $ pour la tenue de l'événement Série mondiale de triathlon Montréal 2021, du 13 au 15 août 2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1218475002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872 5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.088

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1207233002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier maximal de 500 000$ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le renouvellement des équipements et la conservation des vestiges en 2021-2022. Approuver la convention à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 500 000,00 $ a la Société du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière de Montréal pour le renouvellement des équipements et la conservation des vestiges en 2021 et 2022;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-28 16:00

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207233002**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier maximal de 500 000$ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le renouvellement des équipements et la conservation des vestiges en 2021-2022. Approuver la convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1992, année de l'ouverture du Musée Pointe-à-Callière, la Société du Musée loue de la Ville de Montréal les édifices dans lesquels est logée une partie du musée, soit le 150, rue Saint-Paul Ouest, l'Ancienne-Douane et le 350, place Royale, l'édifice de l'Éperon, en plus des souterrains qui relient les espaces du Musée. Le Musée Pointe-à-Callière est l'un des équipements culturels dont la responsabilité de la gestion incombe au conseil de Ville en vertu de la Charte de la Ville de Montréal. À cette fin, une subvention annuelle est versée par la Ville à cet organisme à but non lucratif, selon une entente de partenariat qui a été maintes fois renouvelée depuis 1992.
L'entente en vigueur a été approuvée le 26 mai 2020 et sera effective jusqu'au 31 décembre 2022. Elle prévoit le versement de la subvention annuelle pour la gestion de ses activités régulières et, aussi, des contributions additionnelles pour financer le renouvellement de ses expositions permanentes, des équipements muséologiques et des vestiges, d'où le présent sommaire décisionnel.

Un règlement d'emprunt totalisant 5 450 000 $ pour permettre le financement des projets de renouvellement et d'actualisation des expositions permanentes du Musée Pointe-à-Callière de 2021 à 2025 (GDD 1197233007) a été adopté par le conseil municipal le 26 avril 2021.

Le présent sommaire décisionnel a donc pour objet d'approuver un projet de convention entre la Société du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière de Montréal et la Ville de Montréal concernant le versement d'une contribution financière maximale de 500 000$, pour la réalisation du projet de renouvellement des équipements et la conservation des vestiges pour l'année 2021 permettant une continuité de l'offre culturelle du Musée.

La convention détaille les obligations précises de Pointe-à-Callière pour le renouvellement des équipements et la conservation des vestiges en 2021-2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0098- Le 26 avril 2021 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 450 000 $ pour le versement des contributions financières à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projet de renouvellement des expositions permanentes et des équipements du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière;
CM20 0508 - Le 26 mai 2020 - Accorder un soutien financier de 8 630 600 $ en 2020, de 8 880 600 $ en 2021 et de 9 130 600 $ en 2022 à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165,173 et 214 Place d'Youville pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022. Approuver un projet de convention à cet effet;

CM18 0816 - Le 19 juin 2018 - Accorder un soutien financier maximal de 4 160 000 $ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le projet de renouvellement des expositions permanentes 2018-2020 du musée / Approuver un projet de convention à cet effet;

CM18 0262- Le 19 février 2018 - Adopter le règlement autorisant un emprunt de 4 160 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes 2018-2020 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière

CM17 1371- Le 11 décembre 2017 - Accorder un soutien financier de 950 000 $ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le renouvellement de son spectacle multimédia, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

CM17 0727 - Le 13 juin 2017 - Accorder un soutien financier maximal de 6 300 000 $ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le projet de renouvellement des expositions permanentes 2016-2018 du musée / Approuver un projet de convention à cet effet;

CM17 0589 - Le 15 mai 2017 - Accorder un soutien financier de 7 385 600 $ en 2017, de 8 130 600 $ en 2018 et de 8 380 600 $ en 2019, à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350, de la Place Royale, au 150, rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165, 173 et 214, Place d'Youville, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

CM17 0456 - Le 24 avril 2017 - Accorder un soutien financier de 6 000 000 $ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière afin de réaliser le projet de fouilles archéologiques du marché Sainte-Anne et du parlement de la province du Canada-Uni, dans le cadre de la troisième phase de son projet d'expansion;

CM16 1283 - Le 22 novembre 2016 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 6 300 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes 2016-2018 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière;

CM15 0525 - Le 28 avril 2015 - Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, couvrant la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016, aux fins de l'exploitation du musée dont la contribution totale est de 5 390 600 $ pour 2014, de 5 640 600 $ en 2015 et de 5 890 600 $ en 2016.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à approuver un projet de convention entre la Ville et la Société du Musée Pointe-à-Callière concernant le versement d'une contribution financière de 500 000 $. Cette contribution permettra de défrayer les dépenses du projet si après décrit, incluant les honoraires professionnels. Ce dernier vise spécifiquement le remplacement des équipements technologiques ainsi que la conservation et la restauration des vestiqes.
Ce projet est inscrit au PDI 2020-2030 du Service de la culture, les dépenses réparties comme suit:

Projets	2021	2022	TOTAL 2021-2022
Remplacer les équipements technologiques	390 000$	50 000$	**440 000$**
Conserver et restaurer les vestiges	60 000$	-	**60 000$**
Total	**450 000$**	**50 000$**	**500 000$**

Cette dépense de contribution est de nature non capitalisable et constitue une dépense de fonctionnement financée par emprunt.

JUSTIFICATION

"Ce dossier s'inscrit dans le Montréal 2030 en ce qu'il contribue à accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole (priorité 20) et faire de Montréal une métropole de réconciliation avec les peuples autochtones (priorité 13). (Grille en pièces jointes).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette contribution est de 500 000 $ sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 500 000 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 21-007 Pointe-à-Callière Renouvellement des expositions permanentes.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre selon les termes de la convention :
2021: 450 000$
2022: 50 000$

Le tableau suivant précise tous les montants qui ont été versés entre 2019 et 2020 à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière.

Service ou arrondissement	2015	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL
Service de la culture	5 991 487,87 $	7 750 000,00 $	21 086 650,00 $	5 266 885,00 $	3 455 000,00 $	2 620 305,00 $	**46 170 327,87 $**
Dépense de contribution	5 640 600,00 $	5 890 600,00 $	7 385 600,00 $	8 130 600,00 $	8 380 600,00 $	6 472 950,00 $	**41 900 950,00 $**

Direction générale	1 883,40 $	-	-	-	-	-	**1 883,40 $**
Service de l'urbanisme et de la mobilité	195 206,37 $	20 000 $	27 000,00 $	10 000,00 $	90 000,00 $	-	**342 206,37 $**
Arrondissement Ville-Marie	12 375,00 $	24 125,00 $	20 000,00 $	15 000,00 $	30 000,00 $	-	**101 500,00 $**
Total général	**11 841 552,64$**	**13 684 725,00$**	**28 519 250,00$**	**13 422 485,00 $**	**11 955 600,00 $**	**9 093 255,00 $**	**88 516 867,64 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par son soutien à la protection du patrimoine et au dynamisme muséologique et culturel, cette entente participe à la qualité de vie montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet de renouvellement des équipements et de conservation des vestiges permet au Musée Pointe-à-Callière de demeurer le chef de file en matière de mise en valeur de l'histoire et de l'archéologie montréalaises en offrant des expériences muséales innovantes et constamment renouvelées. Le dynamisme de la programmation muséale permet la fidélisation des publics locaux et l'attrait de publics internationaux.
En plus de consolider et mettre en valeur le réseau culturel et muséal montréalais et d'améliorer la connaissance des Montréalais.e.s de leur histoire et de leurs patrimoines, le Musée Pointe-à-Callière, par son offre remarquable, contribue à accroître le rayonnement culturel de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19 pour la réalisation du projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les opérations de communication seront faites conformément au protocole de visibilité joint à la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'ensemble du projet sera réalisé d'ici avril 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie ROSE, Service de la culture
Marc LEBEL, Service du greffe

Lecture :

Stéphanie ROSE, 15 mars 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle GAY
commissaire - a la culture

Tél : 514-872-0580
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-03-15

Geneviève PICHET
Directrice - développement culturel

Tél : 514-872-1156
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2021-07-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2021-07-28

SOCIÉTÉ
DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET
D'HISTOIRE DE MONTRÉAL
POINTE-À-CALLIÈRE

RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX

POINTE-À-CALLIÈRE

SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE

Règlements généraux

I DISPOSITIONS GÉNÉRALES 1

1. DÉFINITIONS 1
- 1.1 Définitions de termes : 1
  acte constitutif; administrateur; Inspecteur général; Loi; membre; officier du conseil d'administration; officier gestionnaire; personne; règlements; représentant; société; vérificateur
- 1.2 Définitions de la Loi 2

2. INTERPRÉTATION 2
- 2.1 Règles d'interprétation 2
- 2.2 Discrétion 2
- 2.3 Primauté 3
- 2.4 Titres 3

3. AVIS 3
- 3.1 Avis aux membres 3
- 3.2 Avis aux administrateurs 3
- 3.3 Adresses des membres 3
- 3.4 Membre introuvable 3
- 3.5 Avis à la Société 3
- 3.6 Computation des délais 4
- 3.7 Date de référence 4

II LA SOCIÉTÉ 4

4. SIÈGE SOCIAL 4
- 4.1 Lieu du siège social 4

5. SCEAU ET LOGO 4
- 5.1 Forme du sceau 4
- 5.2 Conservation du sceau 4
- 5.3 Logo ou sigle représentatif 5

III LES MEMBRES 5

6. LE STATUT DE MEMBRE 5
- 6.1 Catégories 5
- 6.2 Membres actifs 5

7. COTISATIONS 5
- 7.1 Généralités 5

8. RETRAIT 5
- 8.1 Modalités 5

9. SUSPENSION ET RADIATION 6
- 9.1 Modalités 6

10. ASSEMBLÉE DES MEMBRES 6
- 10.1 Assemblées au Québec 6
- 10.2 Assemblées à l'étranger 6
- 10.3 Assemblée générale annuelle des membres 6
- 10.4 Assemblée spéciale des membres 7
- 10.5 Avis de convocation d'assemblées des membres 7
- 10.6 Président et secrétaire d'assemblée 7
- 10.7 Quorum 8
- 10.8 Les ajournements 8
- 10.9 Renonciation à l'avis 8

10.10 Irrégularités 8
10.11 Droit de vote 9
10.12 Décision à majorité simple 9
10.13 Voix prépondérante 9
10.14 Vote à main levée 9
10.15 Vote par scrutin secret 9
10.16 Scrutateur 9
10.17 Procédure aux assemblées 9

IV LA REPRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ 10

11. CONSEIL D'ADMINISTRATION 10
11.1 Composition 10
11.2 Durée des fonctions 10
11.3 Cens d'éligibilité 10
11.4 Élection 10
11.5 Retrait d'un administrateur 11
11.6 Destitution 11
11.7 Vacances 11
11.8 Rémunération 11
11.9 Indemnisation 11
11.10 Nature des fonctions 12
11.11 Contrat avec un administrateur 12
11.12 Assurance responsabilité 13

12. LES POUVOIRS DES ADMINISTRATEURS 13
12.1 Pouvoirs généraux 13
12.2 Pouvoirs spéciaux 13

13. ASSEMBLÉES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 14
13.1 Nombre d'assemblées 14
13.2 Convocation 14
13.3 Lieu 14
13.4 Avis de convocation 14
13.5 Réunion annuelle 15
13.6 Réunion en cas d'urgence 15
13.7 Renonciation 15
13.8 Quorum 15
13.9 Président et secrétaire de la réunion 15
13.10 Procédure 15
13.11 Vote 16
13.12 Utilisation de moyens techniques 16
13.13 Ajournement 16

14. OFFICIERS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 17
14.1 Désignation 17
14.2 Élection 17
14.3 Qualifications 17
14.4 Cumul des postes 17
14.5 Durée du mandat 17
14.6 Démission 17
14.7 Destitution 18
14.8 Extinction du mandat 18
14.9 Vacances 18
14.10 Rémunération et indemnisation 18

14.11 Pouvoirs des officiers du conseil d'administration 18
14.12 Devoirs des officiers du conseil d'administration 19
14.13 Président 19
14.14 Vice-présidents 19
14.15 Secrétaire 19
14.16 Conflit d'intérêts 19
15. OFFICIERS GESTIONNAIRES 20
15.1 Désignation 20
15.2 Nomination 20
15.3 Pouvoir des officiers gestionnaires 20
15.4 Devoirs des officiers gestionnaires 20
15.5 Conditions d'emploi 20
15.6 Directeur ou directrice général(e) 20
15.7 Directeur ou directrice Finances-administration 21
V COMITÉS 21
16. BUREAU DE DIRECTION 21
15.1 Composition 21
15.2 Élection 22
15.3 Disqualification 22
15.4 Destitution 22
15.5 Vacances 22
15.6 Assemblée 22
15.7 Présidence 22
15.8 Quorum 22
15.9 Procédures 22
15.10 Pouvoirs 22
15.11 Rémunération et indemnisation 23
VI DISPOSITIONS DIVERSES 23
17. REPRODUCTION MÉCANIQUE DE SIGNATURE
17.1 Généralités 23
18. FINANCES 23
18.1 Établissements bancaires 23
18.2 Exercice financier 23
19. VÉRIFICATEURS 23
19.1 Nomination du vérificateur des comptes de la Société 23
19.2 Qualification du vérificateur 24
19.3 Fin du mandat du vérificateur et remplacement 24
19.4 Procédures judiciaires 24
20. LIQUIDATION OU DISTRIBUTION DE BIENS 24
20.1 Généralités 24
21. CONTRATS, CHÈQUES 25
21.1 Contrats 25
21.2 Chèques et traites 25
21.3 Dépôts 26
21.4 Procédures légales 26

REGLEMENT NUMERO 1

REGLEMENTS GENERAUX DE

LA SOCIETE DU MUSEE D'ARCHEOLOGIE ET

D'HISTOIRE DE MONTREAL POINTE-A-CALLIERE

Ces règlements généraux de la société, aussi désignés par l'expression règlement numéro 1, ont été établis et adoptés par résolution du conseil d'administration et ratifiés par résolution des membres, le tout conformément à la Loi.

I. DISPOSITIONS GENERALES

1. DEFINITIONS

1.1 DEFINITIONS DE TERMES. A moins d'une disposition expresse contraire ou à moins que le contexte ne le veuille autrement, dans les règlements de LA SOCIETE DU MUSEE D'ARCHEOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTREAL POINTE-A-CALLIERE:

(a) "acte constitutif" désigne la requête pour constitution en corporation et mémoire des conventions, les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires, les règlements adoptés en vertu des articles 21 et 87 de la Loi et les avis donnés en vertu de l'article 32 de la Loi;

(b) "administrateur" désigne toute personne satisfaisant aux conditions requises décrites à l'article 11 des présents règlements;

(c) "Inspecteur général" désigne l'Inspecteur général des institutions financières, nommé en vertu de la *Loi sur les Compagnies* (Québec) et chargé de l'administration de cette loi;

(d) "Loi" désigne la *Loi sur les Compagnies* (Québec) (L.R.Q., chapitre C-38) ainsi que tout amendement qui lui est ou pourrait lui être apporté et comprend toute loi qui pourrait la remplacer, en tout ou en partie. Advenant un tel remplacement, toute référence à un article de la Loi devra être interprétée comme étant une référence à l'article l'ayant remplacé;

(e) "membre" désigne toute personne satisfaisant aux conditions requises décrites à l'article 6 des présents règlements;

(f) "officier du conseil d'administration" désigne le président de la société, les vice-présidents ou le secrétaire de la société;

(g) "officier gestionnaire" désigne le directeur ou la directrice générale ainsi que le directeur ou la directrice du service finances-administration ainsi que de tout autre service créé de concert par la direction générale et le conseil d'administration de la société;

(h) "personne" désigne une personne physique;

(i) "règlements" désigne les présents règlements ainsi que les autres règlements de la société alors en vigueur ainsi que toutes les modifications dont ils font ou ont fait l'objet;

(j) "représentant" désigne tout administrateur, officier du conseil d'administration, officier gestionnaire ou directeur y compris le directeur général ainsi que tout autre mandataire de la société;

(k) "société" désigne LA SOCIETE DU MUSEE D'ARCHEOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTREAL POINTE-A-CALLIERE; et

(l) "vérificateur" désigne un vérificateur unique et une société de vérificateurs, le cas échéant.

1.2 DEFINITIONS DE LA LOI. Sous réserve de ce qui précède, les définitions prévues à la Loi s'appliquent à la terminologie utilisée dans les règlements.

2. INTERPRETATION

2.1 REGLES D'INTERPRETATION. Dans les présents règlements généraux, les mots et expressions employés au singulier comprennent le pluriel et *vice versa*. Les mots et expressions employés au masculin comprennent le féminin et *vice versa*.

2.2 DISCRETION. A moins de disposition contraire, lorsque les règlements de la société confèrent un pouvoir discrétionnaire aux administrateurs, ces derniers exercent ce pouvoir comme ils l'entendent, avec intégrité et de bonne foi, au mieux des intérêts de la société. Les administrateurs peuvent également décider de ne pas exercer ce

pouvoir. Aucune disposition des règlements ne doit être interprétée de façon à accroître la responsabilité des administrateurs au-delà de ce qui est prévu par la Loi.

2.3 PRIMAUTE. En cas de contradiction entre la Loi, l'acte constitutif ou les règlements, la Loi prévaut sur l'acte constitutif et les règlements. L'acte constitutif prévaut sur les règlements.

2.4 TITRES. Les titres utilisés dans les règlements n'apparaissent qu'aux fins de clarté et de référence et ils ne doivent pas être considérés dans l'interprétation des termes ou des dispositions des règlements.

3. AVIS

3.1 AVIS AUX MEMBRES. Les avis ou documents dont la Loi, l'acte constitutif ou les règlements de la société exigent l'envoi aux membres peuvent être adressés par courrier affranchi ou remis en personne aux membres, à la dernière adresse figurant dans les registres de la société.

3.2 AVIS AUX ADMINISTRATEURS. Les avis ou documents dont la Loi, l'acte constitutif ou les règlements de la société exigent l'envoi aux administrateurs peuvent être adressés par courrier affranchi ou remis en personne aux administrateurs, à la dernière adresse figurant dans les registres de la société.

3.3 ADRESSES DES MEMBRES. La société peut considérer comme seule personne ayant droit de recevoir les avis ou autres documents envoyés aux membres, la personne inscrite en tant que membre dans le livre de la société. Chaque membre doit donner à la société une adresse où les avis et documents doivent lui être envoyés ou laissés, à défaut de quoi il sera réputé avoir renoncé à recevoir tels avis et documents.

3.4 MEMBRE INTROUVABLE. La société n'est pas tenue d'envoyer les avis ou documents dont la Loi, l'acte constitutif ou les règlements de la société exigent l'envoi aux membres, lorsqu'ils lui sont retournés plus de deux (2) fois consécutives, sauf si le membre introuvable a fait connaître par écrit sa nouvelle adresse à la société.

3.5 AVIS A LA SOCIETE. Les avis ou documents à envoyer ou à signifier à la société peuvent l'être par courrier recommandé ou certifié à l'adresse du siège social de la société indiquée dans le dernier règlement remis à

l'Inspecteur général en vertu de l'article 87 de la Loi. La société est alors réputée, sauf s'il existe des motifs raisonnables à l'effet contraire, les avoir reçus ou en avoir reçu signification à la date normale de livraison par la poste.

3.6 COMPUTATION DES DELAIS. Lorsqu'un avis stipulant un nombre fixe de jours ou un avis s'étendant sur une période prédéterminée doit être donné en vertu d'une disposition de la Loi, de l'acte constitutif ou des règlements de la société, le jour suivant immédiatement la signification ou la mise à la poste de l'avis doit, à moins d'indication contraire, être compté comme étant le premier jour.

3.7 DATE DE REFERENCE. Les administrateurs peuvent choisir d'avance, dans les trente (30) jours précédant la démarche en cause, la date ultime d'inscription (ci-après appelée "Date de référence") pour déterminer les membres habiles au droit de recevoir avis d'une assemblée ou d'y voter ou à toute autre fin. A défaut de fixation, la Date de référence pour déterminer les membres ayant qualité à toute fin est la date d'adoption de la résolution à ce sujet par les administrateurs, à l'heure de fermeture des bureaux de la société.

II. LA SOCIETE

4. SIEGE SOCIAL

4.1 LIEU DU SIEGE SOCIAL. Le siège social de la société est établi au Québec, dans la ville de Montréal, au numéro 350, de la Place Royale, H2Y 3Y5 ou à tout autre endroit à l'intérieur de la province de Québec, que le conseil d'administration pourra de temps à autre déterminer.

5. SCEAU ET LOGO

5.1 FORME DU SCEAU. Le sceau de la société, dont la forme et la substance sont déterminées par le conseil d'administration de la société, ne peut être employé qu'avec le consentement du président ou du secrétaire de la société.

5.2 CONSERVATION DU SCEAU. Le sceau est conservé au siège social de la société ou à tout autre endroit déter-

miné par l'une des personnes autorisées à utiliser le sceau.

5.3 LOGO OU SIGLE REPRESENTATIF. La société peut adopter tout logo ou sigle représentatif de la société selon les spécifications prescrites par le conseil d'administration de la société.

III. LES MEMBRES

6. LE STATUT DE MEMBRE

6.1 CATEGORIES. La société comprend une (1) seule catégorie de membres, à savoir: les membres actifs de la société.

6.2 MEMBRES ACTIFS. Est membre actif de la société toute personne physique intéressée aux buts et aux activités de la société, accepté par le comité exécutif également appelé bureau de direction dans ces règlements, se conformant aux normes d'admission établies de temps à autre par résolution du conseil d'administration et à laquelle le conseil d'administration accorde le statut de membre actif, à son entière discrétion.

Il est expressément convenu, aux termes des règlements que le nombre maximal des membres actifs de la société est fixé à quinze (15). Un (1) membre actif de la société est désigné par la Ville de Montréal.

Les membres actifs ont le droit de participer à toutes les activités de la société, de recevoir les avis de convocation aux assemblées des membres, d'assister à ces assemblées et d'y voter sur toute proposition soumise lors de ces assemblées.

7. COTISATIONS

7.1 GENERALITES. Aucune somme n'est exigible ni versée à la société par les membres actifs, à titre de cotisation.

8. RETRAIT

8.1 MODALITES Tout membre actif peut se retirer comme tel, en tout temps, en signifiant ce retrait au

secrétaire de la société. Il est expressément entendu que tout membre ne pourra demeurer en fonction que pour un terme identique à celui pour lequel ce membre demeure administrateur de la société.

9. SUSPENSION ET RADIATION

9.1 MODALITES Le conseil d'administration peut, par résolution, suspendre pour une période qu'il détermine, ou encore radier définitivement tout membre qui refuse ou omet de se conformer aux dispositions des règlements, ou qui commet un acte jugé indigne, contraire ou néfaste aux buts poursuivis par la société. La décision du conseil d'administration à cette fin sera finale et sans appel et le conseil est autorisé à adopter et à suivre, en cette matière, la procédure qu'il pourra, de temps à autre déterminer, en autant que le membre visé soit informé de la nature exacte de l'acte ou de l'omission qu'on lui reproche, qu'il ait l'occasion de se faire entendre sur ce sujet, et que la décision le concernant soit prise avec impartialité.

10. ASSEMBLEE DES MEMBRES

10.1 ASSEMBLEES AU QUEBEC. Les assemblées des membres ont lieu au siège social de la société ou à tout autre endroit au Québec fixé par les administrateurs.

10.2 ASSEMBLEES A L'ETRANGER. Les assemblées des membres peuvent, avec le consentement unanime des membres ayant droit d'y assister, se tenir hors du Québec. Lorsqu'une assemblée des membres est tenue à l'extérieur du Québec, les membres qui ne sont pas présents et qui ont renoncé à l'avis de convocation ou ont consenti à la tenue de l'assemblée sont présumés avoir consenti à la tenue de l'assemblée à tel endroit. Toutes les affaires qui peuvent être transigées à une assemblée des membres peuvent être transigées à telle assemblée.

10.3 ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DES MEMBRES. L'assemblée annuelle des membres de la société doit avoir lieu autant que possible dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent la fin de l'exercice financier, au siège social de la société ou à tout autre endroit, à une date et à une heure fixés par le conseil d'administration. L'ordre du jour de l'assemblée annuelle comprendra: la réception du bilan et des états financiers annuels vérifiés de la société, l'élection des administrateurs, la nomination du

vérificateur des comptes de la société, la ratification des règlements adoptés et actes posés par le conseil d'administration et par les officiers du conseil d'administration depuis la dernière assemblée annuelle des membres et un *varia*. Les membres prendront aussi connaissance de toute autre affaire dont l'assemblée pourra être saisie, et en disposeront le cas échéant.

Toute assemblée annuelle peut aussi constituer une assemblée spéciale pour prendre connaissance et disposer de toute affaire dont peut être saisie une assemblée spéciale des membres.

10.4 ASSEMBLEE SPECIALE DES MEMBRES. Toute assemblée spéciale des membres convoquée pour transiger exclusivement des sujets inscrits à l'ordre du jour, peut être tenue à un endroit, à une date et à une heure fixées par le conseil d'administration. Toute telle assemblée peut être convoquée par le président de la société ou le conseil d'administration lorsque la bonne administration des affaires de la société le requiert. Le conseil d'administration est aussi tenu de convoquer une assemblée spéciale des membres sur réquisition écrite à cette fin signée par la majorité des membres actifs et cela, dans les trente (30) jours suivant la réception d'une telle demande écrite, qui devra spécifier le but et les objets d'une telle assemblée spéciale, à défaut par le conseil d'administration de convoquer une telle assemblée dans le délai stipulé, celle-ci peut-être convoquée par les signataires mêmes de la demande écrite.

10.5 AVIS DE CONVOCATION D'ASSEMBLEES DES MEMBRES. Toute assemblée des membres est convoquée au moyen d'un avis écrit adressé aux membres de la société de la manière prévue aux règlements et indiquant la date, l'heure et l'endroit de l'assemblée.

Lorsqu'il se rapporte à une assemblée générale spéciale, l'avis mentionnera les affaires qui y seront transigées.

Le délai de convocation de toute assemblée des membres est d'au moins cinq (5) jours francs avant la date fixée pour l'assemblée.

10.6 PRESIDENT ET SECRETAIRE D'ASSEMBLEE. Les assemblées des membres sont présidées par le président de la société ou, à son défaut, par un des vice-présidents. Le secrétaire de la société exerce les fonctions de secrétaire aux assemblées des membres. A défaut, l'assemblée choisit toute personne pour agir comme président ou secrétaire de

l'assemblée. Il n'est pas nécessaire de nommer un président et un secrétaire en cas d'ajournement.

10.7 QUORUM. La présence de cinq (5) membres actifs constitue le quorum requis pour toute assemblée des membres. Il n'est pas nécessaire qu'un quorum subsiste pour toute la durée d'une assemblée.

10.8 LES AJOURNEMENTS. Même s'il n'y a pas quorum, mais si au moins trois (3) membres sont présents, une assemblée des membres peut être ajournée en tout temps sur un vote à majorité simple soit cinquante pour cent (50%) plus une (1) voix à cet effet, et cette assemblée peut être tenue telle qu'ajournée sans qu'il soit nécessaire de la convoquer à nouveau. Lors de la reprise de l'assemblée ajournée, si un quorum est présent, toute affaire qui aurait pu être transigée lors de l'assemblée en cours de laquelle l'ajournement fut voté, peut être validement transigée.

Toute assemblée des membres à laquelle il y a quorum peut, de même, être ajournée selon la procédure apparaissant ci-dessus, pour une période déterminée par vote à majorité simple des membres présents à ladite assemblée.

10.9 RENONCIATION A L'AVIS. Une assemblée des membres peut validement être tenue en tout temps et pour tout motif sans l'avis de convocation prescrit par la Loi ou les règlements, lorsque tous les membres ayant le droit d'assister et de voter à l'assemblée renoncent par écrit à l'avis de convocation. Cette renonciation à l'avis de convocation de l'assemblée peut intervenir avant, pendant ou après la tenue de l'assemblée. De plus, la présence d'un membre équivaut à une renonciation de sa part à l'avis de convocation, sauf s'il y assiste spécialement pour s'opposer à sa tenue en invoquant entre autre l'irrégularité de sa convocation.

10.10 IRREGULARITES. Les irrégularités affectant l'avis de convocation ou son expédition, l'omission involontaire de donner un tel avis ou le fait qu'un tel avis ne parvienne pas à un membre n'affectent en rien la validité d'une assemblée des membres. De plus, le défaut accidentel de mentionner à l'avis de convocation une des affaires devant être soumises à l'assemblée, alors que telle mention est requise, n'empêche pas l'assemblée de considérer cette affaire à moins qu'il n'en résulte un préjudice pour un membre ayant le droit d'assister à l'assemblée et de voter ou à moins que ses intérêts ne risquent d'être lésés. Un certificat du secrétaire, d'un officier du conseil d'admi-

nistration ou tout autre représentant dûment autorisé de la société constitue une preuve irréfragable de l'envoi d'un avis de convocation aux membres et lie chacun des membres.

10.11 DROIT DE VOTE. A toute assemblée des membres, les membres actifs en règle ont droit à une (1) voix chacun. Le vote par procuration n'est pas autorisé.

10.12 DECISION A MAJORITE SIMPLE. Sauf disposition contraire de la Loi, toute question soumise à une assemblée des membres sera tranchée à majorité simple, soit cinquante pour cent (50%) plus une (1) des voix validement données par les membres actifs présents.

10.13 VOIX PREPONDERANTE. En cas de partage des voix, le président de l'assemblée aura voix prépondérante.

10.14 VOTE A MAIN LEVEE. Le vote est pris à main levée, à moins qu'un vote par scrutin secret ne soit demandé. Dans le cas d'un vote à main levée, les membres votent en levant la main et le nombre de voix se calcule d'après le nombre de mains levées.

10.15 VOTE PAR SCRUTIN SECRET. Si le président de l'assemblée ou une majorité simple, soit cinquante pour cent (50%) plus un (1) des membres actifs présents le demande, le vote est pris par scrutin secret. Chaque membre remet au scrutateur un bulletin de vote sur lequel il inscrit le sens dans lequel il exerce sa voix.

10.16 SCRUTATEUR. Le président de toute assemblée des membres peut nommer une ou plusieurs personnes, qu'elles soient ou non membres, administrateurs ou officiers du conseil d'administration de la société, pour agir comme scrutateurs à toute assemblée des membres. Leurs fonctions consistent à distribuer et recueillir les bulletins de vote, à compiler le résultat du vote et à le communiquer au président de l'assemblée. En l'absence d'une telle nomination, le secrétaire de l'assemblée agit comme scrutateur.

10.17 PROCEDURE AUX ASSEMBLEES. Le président de toute assemblée des membres veille au bon déroulement de l'assemblée et y conduit les procédures sous tous rapports, et sa discrétion sur toute matière est décisive et lie tous les membres. Il a notamment le pouvoir de déclarer irrévocables certaines propositions, de dicter la procédure à suivre sujet aux présents règlements et d'expulser de l'assemblée toute personne qui n'a pas le droit d'y assister ainsi que tout membre qui y sème la perturbation ou ne se plie pas aux ordres du président.

Une déclaration par le président de toute assemblée qu'une résolution a été adoptée, ou qu'elle a été rejetée, à l'unanimité ou par une majorité adéquate, constitue une preuve concluante de ce fait, sans qu'il soit nécessaire de prouver la quantité ou la proportion des voix enregistrées.

Le président d'une assemblée des membres a en tout temps durant l'assemblée, le pouvoir de l'ajourner de temps à autre, et il n'est pas nécessaire de donner un avis de convocation pour la reprise de la séance ainsi ajournée. Dans l'éventualité d'un tel ajournement, il peut être pris connaissance et disposé à la reprise de l'assemblée de toute affaire dont il aurait pu être pris connaissance et disposé lors de l'assemblée originale.

A défaut par le président de l'assemblée de s'acquitter fidèlement de sa tâche, les membres peuvent à tout moment le destituer et le remplacer par une autre personne choisie parmi les membres.

IV. LA REPRESENTATION DE LA SOCIETE

11. CONSEIL D'ADMINISTRATION

11.1 COMPOSITION. La société est administrée par un conseil d'administration composé des quinze (15) membres actifs de la société élus à chaque assemblée annuelle.

11.2 DUREE DES FONCTIONS. Chaque administrateur entre en fonction à la clôture de l'assemblée des membres ou du conseil d'administration au cours de laquelle il a été nommé ou élu.

11.3 CENS D'ELIGIBILITE. Seuls les membres actifs en règle de la société sont éligibles comme administrateurs.

Les administrateurs provisoires ainsi que les administrateurs sortant de charge sont rééligibles.

11.4 ELECTION. Les administrateurs sont élus à la majorité des voix valablement exprimées lors de l'assemblée générale annuelle des membres ou, le cas échéant, lors d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

11.5 RETRAIT D'UN ADMINISTRATEUR. Cesse de faire partie du conseil d'administration et d'occuper sa fonction, tout administrateur qui:

(a) présente par écrit sa démission au conseil d'administration, soit au président ou au secrétaire de la société, soit lors d'une assemblée du conseil d'administration;

(b) décède, devient insolvable ou interdit;

(c) cesse d'être membre actif de la société; ou

(d) est destitué tel que prévu ci-après.

11.6 DESTITUTION. Tout administrateur peut être démis de ses fonctions, avant l'expiration de son mandat, si cet administrateur refuse ou omet de se conformer aux dispositions des règlements ou commet un acte jugé indigne, contraire ou néfaste aux buts poursuivis par la société. Une telle destitution s'opère lors d'une assemblée des membres convoquée à cette fin, par un vote affirmatif des deux tiers (⅔) des membres actifs présents. A cette même assemblée, une personne peut être élue aux lieu et place de l'administrateur démis, en autant que cette personne réponde aux critères de qualification, à titre d'administrateur de la société. La personne ainsi élue ne reste en fonction que pour la durée non expirée du mandat de l'administrateur destitué qu'elle remplace.

11.7 VACANCES. Tout administrateur dont la charge est déclarée vacante peut être remplacé par résolution du conseil d'administration, mais le remplaçant ne demeure en fonction que pour le reste du terme non expiré de son prédécesseur. Lorsque des vacances surviennent au conseil d'administration, il est de la discrétion des administrateurs demeurant en fonction de les remplir en nommant, au poste vacant, une personne possédant le cens d'éligibilité requis et, dans l'intervalle, ils peuvent validement continuer à exercer leurs fonctions, du moment qu'un quorum subsiste.

11.8 REMUNERATION. Les administrateurs ne reçoivent aucune rémunération en raison de leur mandat.

11.9 INDEMNISATION. Tout administrateur ainsi que ses héritiers et ayants droit, le cas échéant, seront tenus, au besoin et à toute époque, à même les fonds de la société, indemnes et à couvert:

(a) de tous frais, charges et dépenses quelconques que cet administrateur supporte ou subit au cours ou à l'occasion d'une action, poursuite ou procédure intentée contre lui, à l'égard ou en raison d'actes faits ou choses accomplies ou permises par lui dans l'exercice ou pour l'exécution de ses fonctions; et

(b) de tous autres frais, charges et dépenses que ledit administrateur supporte ou subit au cours ou à l'occasion des affaires de la société ou relativement à ces affaires.

Aucun administrateur ou officier du conseil d'administration de la société n'est responsable des actes, encaissements, négligences ou défauts d'un autre administrateur, officier du conseil d'administration ou officier gestionnaire, fonctionnaire ou employé, ni d'aucune perte, dommage ou dépense occasionnés à la société par l'insuffisance ou un défaut du titre de tout bien acquis pour la société par ordre des administrateurs, ou par l'insuffisance ou la faiblesse de toute garantie sur laquelle la société s'est dessaisie d'argent ou d'autres biens ou les a investis, ou de toute perte ou dommage résultant de la faillite, de l'insolvabilité ou des actes délictueux de toute personne avec laquelle de l'argent, des valeurs mobilières ou des effets ont été logés ou déposés, ou de toute autre perte, dommage ou infortune de quelque nature qui peut arriver dans l'exécution de ses fonctions ou en relation avec celles-ci, à moins qu'ils ne soient survenus par son fait ou son défaut volontaire.

Les administrateurs de la société sont par les présentes autorisés à indemniser de temps à autre tout administrateur ou autre personne qui a assumé ou est sur le point d'assumer dans le cours ordinaire des affaires quelque responsabilité pour la société ou pour toute corporation contrôlée par cette dernière et de garantir tel administrateur ou autre personne contre une perte par la mise en gage de tout ou partie des biens meubles ou immeubles de la société, par la création d'une hypothèque ou de tout autre droit réel sur le tout ou partie de ceux-ci ou de toute autre manière.

11.10 NATURE DES FONCTIONS. Les administrateurs ont les pouvoirs et les devoirs établis par la Loi ainsi que ceux qui découlent de la nature de leurs fonctions.

11.11 CONTRAT AVEC UN ADMINISTRATEUR. Aucun administrateur intéressé dans un contrat avec la société, soit personnellement, soit comme membre d'une société ou corpo-

ration, n'est tenu de démissionner. Il doit cependant divulguer son intérêt au conseil d'administration de la société, au moment où ce conseil prend une décision relativement à ce contrat, s'abstenir de voter sur toute résolution portant sur ce contrat et se retirer lorsque l'assemblée délibère à cet égard.

11.12 ASSURANCE RESPONSABILITE. La société maintiendra en vigueur pour tous les administrateurs de la société et pour la durée entière de leur mandat une couverture d'assurance du type "responsabilité des administrateurs", dont les termes et conditions sont déterminés par le conseil d'administration de la société.

12. LES POUVOIRS DES ADMINISTRATEURS

12.1 POUVOIRS GENERAUX. Les administrateurs de la société administrent les affaires de la société et passent, en son nom, tous les contrats que la société peut valablement passer; d'une façon générale, les administrateurs exercent tout autre pouvoir et posent tout autre acte ou démarche que la société est autorisée à exercer et à poser en vertu de sa charte, ou à quelque autre titre que ce soit.

Sans déroger en aucune façon à ce qui précède et sans en restreindre la généralité, les administrateurs sont expressément autorisés en tout temps à acheter, louer ou acquérir, à quelque autre titre que ce soit, vendre, échanger ou aliéner à quelque autre titre que ce soit, les biens mobiliers et immobiliers, réels, personnels ou mixtes, de même que tous droits ou intérêts s'y rapportant, pour les prix et suivant les termes et conditions qu'ils estiment justes.

L'acte posé par une ou plusieurs personnes agissant comme administrateurs ou par un conseil d'administration n'est pas invalidé par le seul fait que l'on découvre par la suite un vice dans l'élection de ces personnes ou du conseil entier, ou d'un ou de plusieurs de ces membres, ou que ces personnes, ou l'un, ou plusieurs, ou la totalité des membres du conseil n'était pas habile à être administrateur; cette clause ne s'applique cependant qu'aux actes posés comme susdit avant l'élection ou la nomination du ou des successeurs respectifs des personnes concernées.

12.2 POUVOIRS SPECIAUX. Le conseil d'administration a, de plus, le pouvoir par voie de résolution:

(a) de réglementer la procédure à suivre dans les délibérations du conseil d'administration et de l'assemblée des membres;

(b) de nommer autant de comités qu'il juge nécessaire pour la bonne administration des affaires de la société afin d'atteindre les fins prévues par sa charte et de définir les pouvoirs de ses comités et d'en fixer le quorum;

(c) de déléguer à tout comité ou personne tout pouvoir que le présent règlement lui reconnaît; il désigne les membres des comités, tout comité demeurant, toutefois, assujetti à l'autorité et juridiction du conseil d'administration.

13. ASSEMBLEES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

13.1 NOMBRE D'ASSEMBLEES. Les administrateurs se réunissent aussi souvent que nécessaire, mais au moins une (1) fois par année.

13.2 CONVOCATION. Les réunions du conseil d'administration sont convoquées soit par le secrétaire ou le président, soit par le directeur général sur instructions du président, ou soit sur demande écrite d'au moins deux (2) des administrateurs.

13.3 LIEU. Les réunions du conseil d'administration se tiennent au siège social de la société ou à tout autre endroit, au Québec ou ailleurs, fixé par les administrateurs.

13.4 AVIS DE CONVOCATION. Les réunions doivent être convoquées au moyen d'un avis envoyé par courrier affranchi ou remis en personne aux administrateurs, à la dernière adresse figurant dans les registres de la société. Cet avis peut aussi être donné par télégramme, par bélinographe ou par téléphone. L'avis de convocation doit indiquer le lieu, la date et l'heure de la réunion et parvenir au moins cinq (5) jours juridiques francs précédant la date fixée pour cette réunion. L'administrateur est réputé avoir reçu cet avis dans le délai normal de livraison par la poste, sauf s'il existe des motifs raisonnables de croire que cet avis n'a pas été reçu à temps ou qu'il n'a pas été reçu du tout. Si l'adresse d'un administrateur n'apparaît pas aux registres de la société, cet avis de convocation peut être posté à l'adresse où, au jugement de l'expéditeur, l'avis est le plus susceptible de parvenir à l'administrateur dans

les meilleurs délais. Si tous les administrateurs sont présents, la réunion peut avoir lieu sans avis préalable de convocation.

13.5 REUNION ANNUELLE. A chaque année, immédiatement après l'assemblée générale annuelle des membres, se tient une réunion des administrateurs formant quorum, aux fins de nommer les officiers du conseil d'administration. Cette réunion a lieu sans avis de convocation, à moins qu'un autre acte relatif aux fonctions réservées aux administrateurs ne doive y être posé.

13.6 REUNION EN CAS D'URGENCE. Une réunion des administrateurs peut être convoquée par tout moyen, au moins trois (3) heures avant la réunion, par chacune des personnes ayant le pouvoir de convoquer une réunion des administrateurs si, de l'avis de cette personne, il est urgent qu'une réunion soit tenue.

13.7 RENONCIATION. La signature de résolutions écrites tenant lieu de réunion équivaut à renonciation à l'avis de convocation ainsi qu'à la tenue d'une véritable réunion.

13.8 QUORUM. Sous réserve de l'acte constitutif et des règlements de la société, le quorum est fixé à au moins cinq (5) des administrateurs alors en fonction. En l'absence de quorum dans les quinze (15) minutes suivant l'ouverture de la réunion, les administrateurs ne peuvent délibérer que sur son ajournement. Le quorum doit être maintenu pendant toute la durée de la réunion.

13.9 PRESIDENT ET SECRETAIRE DE LA REUNION. Le président de la société ou à son défaut, tout vice-président préside les réunions du conseil et le secrétaire de la société y agit comme secrétaire. A défaut, les administrateurs choisissent parmi eux un président et, le cas échéant, toute personne pour agir comme secrétaire de la réunion.

13.10 PROCEDURE. Le président de la réunion du conseil d'administration veille à son bon déroulement, soumet aux administrateurs les propositions sur lesquelles un vote doit être pris et d'une façon générale, établit de façon raisonnable et impartiale la procédure à suivre, sous réserve de la Loi, des règlements et de la procédure habituellement suivie lors d'assemblées délibérantes. A défaut par le président de soumettre une proposition, tout administrateur peut la soumettre lui-même avant la fin ou l'ajournement de la réunion; si cette proposition relève de

la compétence du conseil d'administration et si sa mention à l'avis de convocation n'est pas requise, le conseil d'administration en est saisi sans nécessité que la proposition soit appuyée. A cette fin, l'ordre du jour de toute réunion du conseil d'administration est présumé prévoir une période permettant aux administrateurs de soumettre leurs propositions. A défaut par le président de toute réunion du conseil d'administration de s'acquitter fidèlement de sa tâche, les administrateurs peuvent à tout moment le destituer et le remplacer par une autre personne.

13.11 VOTE. Tout administrateur a droit à un vote et toutes les questions soumises au conseil d'administration doivent être décidées à majorité simple des administrateurs présents ayant droit de vote. Le vote est pris à main levée à moins que le président de la réunion ou un administrateur présent ne demande le vote au scrutin. Si le vote se fait au scrutin, le secrétaire de la réunion agit comme scrutateur et dépouille le scrutin. Dans les deux éventualités mentionnées ci-dessus, si un ou plusieurs administrateurs participent à la réunion par des moyens techniques leur permettant de communiquer entre eux, ils communiquent verbalement au secrétaire le sens dans lequel ils exercent leur vote. Le vote par procuration n'est pas permis aux réunions des administrateurs. Le président de la réunion a une voix prépondérante au cas de partage des voix.

13.12 UTILISATION DE MOYENS TECHNIQUES. Lorsqu'une réunion est tenue conformément à l'article 89.2 de la Loi, celle-ci est alors réputée être tenue au Québec. Une réunion tenue en utilisant des moyens techniques permettant à tous les participants de communiquer entre eux peut avoir lieu pour délibérer sur toute question, dont notamment l'adoption d'un règlement, l'une quelconque des fonctions réservées aux administrateurs ou le remplacement d'un administrateur. Un administrateur peut également dénoncer tout conflit d'intérêt lors de pareille réunion. L'administrateur participant à une réunion en utilisant des moyens techniques est considéré comme étant présent à la réunion. Le secrétaire tient un procès-verbal de ces réunions. La déclaration du président et du secrétaire de la réunion ainsi tenue à l'effet qu'un administrateur a participé à la réunion vaut jusqu'à preuve du contraire. En cas d'interruption de la communication, la réunion demeure valide si le quorum est maintenu.

13.13 AJOURNEMENT. Le président d'une réunion des administrateurs peut, avec le consentement de la majorité des administrateurs présents, ajourner cette réunion à une autre date et à un autre lieu sans qu'il soit nécessaire de

donner un nouvel avis de convocation aux administrateurs. Lors de la reprise de la réunion, le conseil d'administration peut valablement délibérer sur toute question non réglée lors de la réunion initiale pourvu qu'il y ait quorum. S'il n'y a pas quorum à la reprise de la réunion, la réunion est réputée avoir pris fin à la réunion précédente où l'ajournement fut décrété.

14. OFFICIERS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

14.1 DESIGNATION. Les officiers du conseil d'administration de la société sont: le président, le ou les vice-président(s), le secrétaire ainsi que tout autre officier du conseil d'administration dont le titre et les fonctions peuvent être déterminés par résolution du conseil d'administration.

14.2 ELECTION. Le conseil d'administration doit, à sa première réunion suivant l'assemblée annuelle des membres, et par la suite lorsque les circonstances l'exigent, élire et nommer les officiers du conseil d'administration de la société.

14.3 QUALIFICATIONS. Tous les officiers du conseil d'administration qui doivent faire partie du comité exécutif appelé «bureau de direction» dans les présents règlements et, dont la nature ainsi que les fonctions sont décrites à l'article V des règlements, seront des administrateurs de la société.

14.4 CUMUL DE POSTES. Une même personne peut occuper plusieurs postes d'officiers du conseil d'administration au sein de la société pourvu qu'ils ne soient pas incompatibles les uns avec les autres.

14.5 DUREE DU MANDAT. Sauf si le conseil d'administration le stipule autrement, lors de son élection ou de sa nomination, chaque officier du conseil d'administration entrera en fonction à compter de son élection ou de sa nomination. Il reste en fonction jusqu'à ce que son remplaçant soit élu ou nommé et qualifié par le conseil d'administration, à moins que son mandat ne prenne fin avant terme conformément aux paragraphes suivants.

14.6 DEMISSION. Tout officier du conseil d'administration peut démissionner de ses fonctions en faisant parvenir au siège social de la société, par messager ou par courrier recommandé ou certifié, une lettre de démission. La démission d'un officier du conseil d'administration doit

être approuvée par le conseil d'administration. Lors de telle approbation, la démission prend effet à compter de la réception de la lettre par la société ou à toute autre date ultérieure qui y est mentionnée. Enfin, la démission d'un officier du conseil d'administration ne peut avoir lieu à une époque préjudiciable à la société.

14.7 DESTITUTION. Les officiers du conseil d'administration sont sujets à destitution pour ou sans cause par la majorité du conseil d'administration, sauf convention contraire par écrit.

14.8 EXTINCTION DU MANDAT. Le mandat d'un officier du conseil d'administration se termine par son décès, son interdiction, sa faillite, un changement d'état par suite duquel sa capacité civile est affectée, par l'accomplissement de l'affaire ou l'expiration du temps pour lequel son mandat a été donné ou par la perte des qualifications requises pour être officier du conseil d'administration de la société.

14.9 VACANCES. Toute vacance dans un poste d'officier du conseil d'administration peut être remplie en tout temps par le conseil d'administration. L'officier du conseil d'administration ainsi nommé demeure en fonction pour la durée non écoulée du mandat de la personne qu'il remplace.

14.10 REMUNERATION ET INDEMNISATION. Les officiers du conseil d'administration de la société ont droit à la même indemnisation que celle énoncée au paragraphe 11.10 ci-dessus et relative aux administrateurs de la société. La rémunération des officiers du conseil d'administration et représentants de la société est fixée par les administrateurs sans qu'il soit nécessaire d'adopter une résolution à cet effet. Cette rémunération s'ajoute, en l'absence de dispositions contraires, à toute rémunération versée à un autre titre au représentant par la société. A défaut de pareille décision, le mandat de l'officier du conseil d'administration est gratuit.

14.11 POUVOIRS DES OFFICIERS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION. Les officiers du conseil d'administration possèdent tous les pouvoirs et les devoirs ordinairement inhérents à leur charge, sous réserve des dispositions de la Loi ou des règlements, et ils ont en plus les pouvoirs et devoirs que le conseil d'administration leur délègue ou impose. Les pouvoirs des officiers du conseil d'administration peuvent être exercés par toute autre personne spécialement nommée par le conseil d'administration à cette fin, en cas d'incapacité d'agir de ces officiers du conseil d'administration.

14.12 DEVOIRS DES OFFICIERS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION. Les officiers du conseil d'administration doivent agir dans l'intérêt de la société et dans les limites de leurs mandats respectifs. Il sont réputés avoir agi dans les limites de ces mandats lorsqu'ils les remplissent d'une manière plus avantageuse pour la société. Ils sont responsables à l'égard de la société lorsqu'ils accomplissent seuls tout acte, geste ou démarche qu'ils n'étaient chargés de faire que conjointement avec un ou plusieurs autres officiers du conseil d'administration.

14.13 PRESIDENT. Le président de la société assume la présidence du conseil d'administration et des assemblées des membres de la société. Il exerce tous les devoirs et pouvoirs qui lui sont délégués par le conseil d'administration.

14.14 VICE-PRESIDENTS. Les vice-présidents de la société assistent le président dans la direction de la société. En l'absence du président ou en cas d'incapacité, le président désigne un des vice-présidents pour agir à sa place et à défaut par le président de ce faire, le conseil d'administration peut le faire, et, finalement, à défaut du conseil de le faire, les vice-présidents pourront agir par ordre d'ancienneté. Le vice-président agissant ainsi, pour le compte du président, possède alors tous les pouvoirs et assume tous les devoirs du président.

14.15 SECRETAIRE. De façon générale, le secrétaire est responsable de voir au maintien des communications écrites, en ce qui concerne le conseil d'administration et les membres de la société, leurs assemblées, réunions et résolutions ainsi que les avis y afférents. Il certifie les procès-verbaux de la société, le cas échéant, agit comme secrétaire aux réunions du conseil d'administration et aux assemblées des membres et exécute également les mandats qui lui sont confiés par le président ou les administrateurs. Ces derniers peuvent nommer un adjoint au secrétaire dans le but de l'assister. Il exerce, à ce moment, les fonctions qui lui sont déléguées par les administrateurs ou par le secrétaire.

14.16 CONFLIT D'INTERETS. Tout officier du conseil d'administration devra divulguer au président de la société son intérêt direct ou indirect dans tout contrat important ou projet de contrat important, à intervenir entre cet officier du conseil d'administration et la société. Les

règles régissant la divulgation d'intérêts par les administrateurs s'appliquent *mutatis mutandis* aux officiers du conseil d'administration.

15. OFFICIERS GESTIONNAIRES.

15.1 DÉSIGNATION. Les officiers gestionnaires sont: le ou la directrice générale ainsi que le ou la directrice du service finances-administration et de tout autre service créé de concert par la direction générale et le conseil d'administration de la société.

15.2 NOMINATION. Le ou la directrice général(e) est nommé(e) par le conseil d'administration de la société et le ou les autres officiers gestionnaires sont nommés par le ou la directrice général(e) de la société qui obtient, pour ce faire, l'assentiment du bureau de direction.

15.3 POUVOIR DES OFFICIERS GESTIONNAIRES. Les officiers gestionnaires ont tous les pouvoirs et les devoirs inhérents à leur charge, sous réserve des dispositions de la Loi ou des règlements et ils possèdent en plus les pouvoirs que le conseil d'administration ou la direction générale leur délègue ou leur impose.

15.4 DEVOIRS DES OFFICIERS GESTIONNAIRES. Les officiers gestionnaires doivent agir dans l'intérêt de la société et dans les limites de leurs mandats respectifs. Ils sont réputés avoir agi dans les limites de ces mandats lorsqu'ils les remplissent d'une manière plus avantageuse pour la société. Ils sont responsables à l'égard de la société lorsqu'ils accomplissent seuls tout acte, geste ou démarche qu'ils n'étaient chargés de faire que conjointement avec un ou plusieurs autres officiers gestionnaires, officiers du conseil d'administration ou membres du conseil d'administration de la société.

15.5 CONDITIONS D'EMPLOI. Les modalités relatives aux qualifications, à la durée du mandat, à la démission, à la destitution, à l'extinction du mandat, ainsi qu'aux vacances relatives au poste du ou de la directrice générale de la société sont déterminées par le conseil d'administration de la société.

15.6 DIRECTEUR OU DIRECTRICE GÉNÉRAL(E). Sous l'autorité du conseil d'administration de la société, le directeur ou la directrice général(e) administre, planifie, dirige et contrôle les activités de la société, propose au conseil d'administration de la société les orientations, les objectifs et les moyens nécessaires à la réalisation de

la mission et au rayonnement du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière (ci-après le «Musée». Le directeur ou la directrice général(e) assume de plus toutes les responsabilités spécifiques et tous les pouvoirs que peut, de temps à autre, prescrire le conseil d'administration ainsi que ceux décrits dans sa description de poste, telle qu'approuvée par le conseil d'administration de la société.

15.7 DIRECTEUR OU DIRECTRICE FINANCES-ADMINISTRATION. Sous l'autorité du directeur ou de la directrice générale, le directeur ou la directrice finances-administration a la responsabilité de planifier, d'organiser, de diriger, de coordonner et de contrôler l'ensemble des politiques, des programmes et des activités de la direction Administration en vue du bon fonctionnement et d'une utilisation optimale des ressources humaines, financières, matérielles et informatiques du Musée, de la sécurité ainsi que des systèmes de gestion.

Le directeur ou la directrice finances-administration a la charge générale des finances de la société. Il ou elle doit déposer l'argent et les autres valeurs de la société au nom de celle-ci et à son crédit dans toute banque ou autre institution de dépôt désignée de temps à autre par le conseil d'administration et doit, chaque fois qu'il en est requis, rendre compte au président, au directeur ou à la directrice générale et aux administrateurs de la situation financière de la société et de toutes ses opérations financières. Il ou elle a la charge et la garde des livres de comptes et en est responsable. Il ou elle est également soumis au contrôle du directeur ou de la directrice générale et exerce tous les autres pouvoirs, a l'autorité et remplit tous les devoirs que peuvent, de temps à autre, prescrire le conseil d'administration ou le ou la directrice générale.

Le ou la directrice finances-administration assume de plus toutes les responsabilités spécifiques et tous les pouvoirs décrits dans son mandat détaillé, tel qu'approuvé par le bureau de direction de la société.

V. COMITES

16. BUREAU DE DIRECTION

16.1 COMPOSITION. Le comité exécutif (ci-après appelé "bureau de direction") est composé du président, du ou des

vice-président(s), selon le cas, du secrétaire et d'autres membres élus parmi les administrateurs, par le conseil d'administration, de façon à créer un comité composé, en tout temps, de cinq (5) membres. Le directeur ou la directrice général(e) est également appelé(e) à siéger au bureau de direction à titre consultatif.

16.2 ELECTION. L'élection des membres du bureau de direction par le conseil d'administration se déroule annuellement, à l'assemblée du conseil d'administration suivant immédiatement l'assemblée annuelle des membres. Les membres précédemment élus du bureau de direction démissionnent à cette occasion, mais il sont ré-éligibles.

16.3 DISQUALIFICATION. Un membre du bureau de direction qui cesse d'être administrateur ou officier du conseil d'administration de la société est, par le fait même, disqualifié comme membre du bureau de direction.

16.4 DESTITUTION. Le conseil d'administration peut, en tout temps, destituer, avec ou sans raison, n'importe quel des membres du bureau de direction.

16.5 VACANCES. Les vacances qui surviennent au bureau de direction, soit pour cause de décès, de démission, de disqualification, de destitution ou toute autre cause, peuvent être remplies par le conseil d'administration.

16.6 ASSEMBLEE. Les assemblées du bureau de direction peuvent être tenues sans avis, à telle époque et à tel endroit que le président ou le ou les vice-président(s) détermine(nt), le(s)quel(s) a(ont) autorité de convoquer le bureau de direction.

16.7 PRESIDENCE. Les assemblées du bureau de direction sont présidées par le président de la société ou, en son absence, par un président d'assemblée que les membres présents peuvent choisir parmi eux.

16.8 QUORUM. Le quorum aux assemblées du bureau de direction est de trois (3) membres.

16.9 PROCEDURES. La procédure aux assemblées du bureau de direction est conforme à celle des assemblées du conseil d'administration de la société.

16.10 POUVOIRS. Le bureau de direction a l'autorité et exerce tous les pouvoirs du conseil d'administration, pour l'administration courante des affaires de la société, y compris l'acceptation des nouveaux membres de la société, excepté les pouvoirs qui, en vertu de la Loi, doivent être

exercés par le conseil d'administration; ceux que le conseil d'administration peut expressément se réserver ainsi que ceux qui doivent être exercés exclusivement par les membres de la société.

16.11 REMUNERATION ET INDEMNISATION. Les membres du bureau de direction ne sont pas rémunérés comme tel pour leurs services. Ils ont droit à la même indemnisation que celle prévue au paragraphe 11.9 ci-dessus, pour les administrateurs.

VI. DISPOSITIONS DIVERSES

17. REPRODUCTION MECANIQUE DE SIGNATURE

17.1 GENERALITES. Les administrateurs peuvent permettre que les contrats, documents, résolutions, actes ou effets de commerce, y compris les chèques et autres écrits de la société portent une signature reproduite mécaniquement ou au moyen d'une étampe.

18. FINANCES

18.1 ETABLISSEMENTS BANCAIRES. Les opérations bancaires et financières de la société s'effectuent avec les banques, caisses populaires, compagnies de fiducie ou autres institutions financières que les administrateurs désignent par résolution.

18.2 EXERCICE FINANCIER. L'exercice financier de la société se terminera le trente et unième (31e) jour de décembre de chaque année ou à toute autre date fixée de temps à autre par résolution du conseil d'administration.

19. VERIFICATEURS

19.1 NOMINATION DU VERIFICATEUR DES COMPTES DE LA SOCIETE. Les membres actifs de la société doivent, par résolution adoptée à la majorité à leur première assemblée et à chaque assemblée annuelle subséquente, nommer un vérificateur des comptes de la société dont le mandat expirera à la clôture de l'assemblée annuelle suivante. A défaut de nomination d'un nouveau vérificateur, le vérificateur en fonction poursuit son mandat jusqu'à la nomination de son successeur. Les administrateurs peuvent également nommer plus d'un vérificateur.

19.2 QUALIFICATION DU VERIFICATEUR. Le vérificateur doit être indépendant de la société, des administrateurs, des officiers du conseil d'administration ou des officiers gestionnaires de la société. Est réputée ne pas être indépendante la personne (ou son associé) qui est associée, administrateur, officier du conseil d'administration, officier gestionnaire ou employée de la société. Le vérificateur doit se démettre dès qu'à sa connaissance, il ne possède plus les qualités requises pour occuper son poste.

19.3 FIN DU MANDAT DU VERIFICATEUR ET REMPLACEMENT. Le mandat du vérificateur prend fin avec son décès, sa démission ou sa révocation. La démission du vérificateur prend effet à la date de son envoi par écrit à la société ou, si elle est postérieure, à celle que précise cette démission.

Le mandat du vérificateur peut être révoqué en tout temps par les administrateurs réunis en réunion spéciale. Le conseil d'administration peut remplir toute vacance et nommer un remplaçant qui demeurera en fonction jusqu'à l'expiration du terme du mandat initial.

19.4 PROCEDURES JUDICIAIRES. Le président, tout vice-président, le directeur général ou le secrétaire est autorisé à répondre pour le compte et au nom de la société à tout bref, ordre et interrogatoire sur faits et articles émis par toute Cour, à déclarer pour le compte de la société sur tout bref de saisie, à donner tout affidavit ou déclaration assermentée relativement à toute procédure judiciaire dans laquelle la société est impliquée, à faire toute demande de cession ou requête en faillite ou en liquidation contre tout débiteur de la société, à assister et à voter à toute assemblée des créanciers, à accorder des procurations relativement à toute faillite, cession ou liquidation.

20. LIQUIDATION OU DISTRIBUTION DE BIENS

20.1 GENERALITES. En cas de liquidation de la société ou de distribution de biens de la société, ces derniers devront retourner à un organisme exerçant des activités analogues ou à la Ville de Montréal, conformément aux dispositions à cet effet, prévues dans les lettres patentes de la société.

21. CONTRATS, CHEQUES

21.1 CONTRATS. Tous les actes, effets de commerce, transferts, contrats, engagements, obligations et autres documents qui requièrent la signature de la société devront être signés par le président de la société seul ou par deux (2) personnes occupant les postes de vice-président, d'administrateur, de secrétaire ou de directeur général. Le conseil d'administration peut, en tout temps, par résolution, autoriser une ou plusieurs personnes à signer au nom de la société. Cette autorisation peut être générale ou se limiter à un cas particulier. Sauf tel que susdit et sauf toute disposition au contraire dans les règlements, aucun officier du conseil d'administration, officier gestionnaire, représentant ou employé n'a le pouvoir ni l'autorisation de lier la société par contrat ou autrement ni d'engager son crédit. Le conseil d'administration peut également adopter une délégation générale de pouvoirs, ratifiée par les membres et permettant au comité exécutif et/ou au directeur-général d'agir en certaines matières décrites dans ladite délégation. Les mots "contrats", "actes", "documents", "effets de commerce", "transferts", "engagements" et "obligations", incluent, entre autres, les actes, hypothèques, charges, transferts et cession de biens de toute nature, nantissements, transports, titres, billets, conventions, reçus et quittances, mainlevées, obligations, débentures et autres valeurs mobilières ou autres lettres de change de la société.

21.2 CHEQUES ET TRAITES. Tous les chèques, lettres de change et autres effets, billets ou titres de créance, émis, acceptés ou endossés au nom de la société devront être signés par le ou les administrateurs, officiers du conseil d'administration ou représentants de la société que le conseil d'administration désignera par résolution et de la manière déterminée par le conseil; n'importe lequel de ces administrateurs, officiers du conseil d'administration ou représentants ainsi désignés peut endosser seul les billets et les traites pour perception au nom de la société par l'entremise de ses banquiers et peut endosser les billets et les chèques pour dépôt à la banque de la société au crédit de la société; ces effets peuvent aussi être endossés "pour perception" ou "pour dépôt" à la banque de la société à l'aide d'un timbre de caoutchouc à cet effet. N'importe lequel de ces administrateurs, officiers du conseil d'administration ou représentants ainsi désignés peut ajuster, régler, vérifier et certifier les livres et comptes entre la société et ses banquiers, recevoir les chèques payés et les pièces justificatives et signer les

formules de règlement de solde de même que bordereaux de quittance ou de vérification de la banque.

21.3 DEPOTS. Les fonds de la société devront être déposés au crédit de la société auprès de la ou des banques, caisses populaires ou compagnies de fiducie que le conseil d'administration désignera, de temps à autre, par résolution.

21.4 PROCEDURES LEGALES. Le président, tout officier du conseil d'administration ou toute autre personne autorisée par les administrateurs sont respectivement autorisés à comparaître et à répondre pour le compte et au nom de la société à tout bref, ordonnance, interrogatoire sur faits et articles, émis par toute cour; à répondre au nom de la société à toute saisie-arrêt dans laquelle la société est tierce-saisie et à faire tout affidavit ou déclaration assermentée reliée à telle saisie-arrêt ou à toute autre procédure à laquelle la société est partie; à faire des demandes de cession de biens ou des requêtes pour ordonnance de liquidation ou ordonnance de séquestre contre tout débiteur de la société; à être présent et à voter à toute assemblée de créanciers des débiteurs de la société; à accorder des procurations et à poser relativement à ces procédures tout autre acte ou geste qu'ils estiment être dans le meilleur intérêt de la société.

Ce texte intégral des règlements généraux, tels qu'amendés, de la société a été dûment adopté par les administrateurs de la société, à Montréal, le quatorzième (14e) jour de juin mille neuf cent quatre-vingt-quinze (1995).

Président

Secrétaire

Ce texte intégral des règlements généraux, tels qu'amendés, de la société a été dûment ratifié par les membres de la société, à Montréal, le vingt-septième (27e) jour de mars mille neuf cent quatre-vingt-seize (1996).

Président

Secrétaire

EXTRAIT D'UNE RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE (LA "SOCIÉTÉ") À UNE ASSEMBLÉE DE SON CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 26 MARS 2009, À 12H00, ENSUITE APPROUVÉE PAR LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ À UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET EXTRAORDINAIRE TENUE LE MÊME JOUR

MODIFICATION À L'ARTICLE 16.1 DES RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX DE LA SOCIÉTÉ (COMPOSITION DU BUREAU DE DIRECTION)

« ATTENDU QUE le conseil d'administration est composé de quinze administrateurs dont cinq membres siègent au comité exécutif, aussi appelé bureau de direction;

ATTENDU QUE le conseil d'administration souhaite ajouter un sixième membre au bureau de direction;

ATTENDU QUE ce nombre peut être modifié par règlement conformément à la Loi sur les compagnies du Québec;

ATTENDU QUE ce règlement doit d'abord être adopté par les administrateurs de la Société et par la suite approuvé par les membres de la Société;

SUR PROPOSITION DÛMENT APPUYÉE, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ d'adopter le Règlement 2009-1 de la Société modifiant ses règlements généraux comme suit

1. QUE l'article 16.1 des règlements généraux de la Société soit amendé pour se lire comme suit : *Le comité exécutif (ci-après appelé « bureau de direction ») est composé du président, du ou des vice-président(s), selon le cas, du secrétaire et d'autres membres élus parmi les administrateurs, par le conseil d'administration, de façon à créer un comité composé, en tout temps, de six (6) membres. Le directeur ou la directrice général(e) est également appelé(e)à siéger au bureau de direction à titre consultatif.*

2. QUE la directrice générale ou le secrétaire soit autorisé à signer tout document nécessaire pour donner plein effet aux présentes. »

+ + +

Le soussigné, secrétaire de la Société, certifie que le texte apparaissant ci-dessus est un extrait exact et conforme d'une résolution adoptée par le conseil d'administration de la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière à une assemblée de son conseil d'administration régulièrement tenue le 26 mars 2009 et ensuite approuvée par les membres de la Société à une assemblée générale annuelle et extraordinaire tenue le même jour et qu'en date de la signature du présent certificat ladite résolution est toujours en vigueur et a plein effet.

Montréal, le 26 mars 2009

John LeBoutillier

EXTRAIT D'UNE RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE (LA "SOCIÉTÉ") À UNE ASSEMBLÉE TENUE LE 28 MARS 2012, À 12H00

RÈGLEMENT GÉNÉRAL D'EMPRUNT

«ATTENDU QU'en plus des pouvoirs conférés aux administrateurs par l'acte constitutif et sans restreindre la portée des pouvoir conférés aux administrateurs par l'article 77 de la Loi sur les compagnies, les administrateurs peuvent, lorsqu'ils le jugent opportun et sans avoir à obtenir l'autorisation des membres :

a) Faire des emprunts de denier sur le crédit de la Société
b) Émettre ou réémettre des obligations, des débentures ou des titres de créance de la Société et les donner en garantie ou les vendre pour un prix et des sommes jugés convenables
c) Garantir au nom de la Société l'exécution d'une obligation à la charge d'une autre personne, et;
d) Hypothéquer les immeubles et les meubles ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la Société.

ATTENDU QU'aucune disposition ne limite ni ne restreint le pouvoir d'emprunt de la Société sur lettre de change ou billet à ordre fait, tiré accepté ou endossé par ou au nom de la Société;

ATTENDU QUE les administrateurs peuvent, par résolution, déléguer les pouvoirs conférés par le premier paragraphe ci-avant à un administrateur, à un comité exécutif, à un comité de conseil d'administration ou à un officier de la Société;

ATTENDU QUE les pouvoirs conférés par les présentes sont présumés l'être à titre supplétif à, et non en guise de substitution de, tout pouvoir d'emprunt possédé par les administrateurs ou par les officiers de la Société autrement que par un règlement d'emprunt;

IL EST RÉSOLU

1. QUE les administrateurs peuvent, par résolution, déléguer les pouvoirs conférés par le premier paragraphe ci-avant à un administrateur, à un comité exécutif, à un comité de conseil d'administration ou à un officier de la Société;

2. QUE les pouvoirs conférés par les présentes sont présumés l'être à titre supplétif à, et non en guise de substitution de, tout pouvoir d'emprunt possédé par les administrateurs ou par les officiers de la Société autrement que par un règlement d'emprunt;

3. QUE la directrice générale soit autorisée à signer tout document nécessaire pour donner plein effet aux présentes. »

+ + +

Le soussigné, secrétaire de la Société, certifie que le texte apparaissant ci-dessus est un extrait exact et conforme d'une résolution adoptée par le conseil d'administration de la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière à une assemblée régulièrement tenue le 28 mars 2012 et qu'en date de la signature du présent certificat ladite résolution est toujours en vigueur et a plein effet.

Montréal, le 11 avril 2012

John LeBoutillier



POINTE-À-CALLIÈRE

SOCIÉTÉ
DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE
ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL
POINTE-À-CALLIÈRE

LETTRES PATENTES

350, place royale
Montréal (Québec) H2Y 3Y5

Gouvernement du Québec
L'Inspecteur général
des institutions financières

LETTRES PATENTES
Loi sur les compagnies
(L.R.Q., chap. C-38, a. 218)

Partie III

L'Inspecteur général des institutions financières, sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies, accorde les présentes lettres patentes aux requérants ci-après désignés, les constituant en corporation sous la dénomination sociale

SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE

Données et scellées à Québec le ***1992 12 07***

et enregistrées le 1992 12 07

au libro C-1411 , folio 16

Gouvernement du Québec
L'Inspecteur général des institutions financières

Jean-Marie Bouchard
Inspecteur général des institutions financières

2966-6138

Contresignataire

1 — Requérants

Les requérants auxquels sont accordées les présentes lettres patentes sont:

Nom et prénoms	Profession ou Occupation habituelle	Adresse domicilaire (No, rue, municipalité, code postal)
Pierre Ouellet	Administrateur Directeur	285, place d'Youville #34, Montréal (Québec) H2Y 2A4
Nicole Martin	Économiste	1100, Dunvegan Ville Mont-Royal (Québec) H3R 2Z4
Daniel Desjardins	Avocat	200, Corot, app.412 Ile-des-Soeurs Montréal (Québec) H3E 1C2

2 — Siège social

Le siège social de la corporation est situé

350 place Royale
Montréal (Québec)
H2Y 3Y5

3 — Conseil d'administration

Les administrateurs provisoires de la corporation sont:

Les requérants

4 — Immeubles

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 100 millions

ou

Les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation sont limités à ------

5 — Objets

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants:

Développer, gérer et promouvoir le musée d'archéologie et d'histoire de Montréal.

Réaliser des activités de recherche, de conservation et de diffusion relatives à l'histoire de Montréal.

Gérer les collections archéologiques de la Ville de Montréal, les conserver et les développer.

Acquérir des collections ethno-historiques et archéologiques relatives à l'histoire de Montréal, les conserver, les gérer et les mettre en valeur.

Acquérir, gérer, conserver et développer toute autre collection relative à l'histoire de Montréal et qui pourrait lui être confiée.

Acquérir et gérer des biens, équipements et immeubles nécessaires aux opérations.

Recevoir des dons, legs et autres contributions de même nature, en argent, en valeurs mobilières ou immobilières; administrer de tels dons, legs et contributions; organiser des campagnes de souscription dans le but de recueillir des fonds.

6 — Autres dispositions *(selon le cas)*

Le conseil d'administration est composé de quinze (15) administrateurs; ce nombre peut être modifié conformément à l'article 87 de la loi sur les compagnies.

Le conseil d'administration peut, lorsqu'il le juge opportun, adopter un règlement pour :

a) faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation;

b) émettre des obligations ou autres valeurs de la corporation et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

c) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la corporation, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage ci-dessus mentionné par acte fidéicommis, conformément aux article 28, 29 et 34 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (chapitre P-16), ou de toute autre manière;

d) hypothéquer ou nantir les immeubles, ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation ou donner ces diverses espèces des garanties, pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la corporation.

Tout administrateur de la corporation peut être démis de sa fonction par résolution, adoptée par la majorité des membres à une assemblée générale spéciale dûment convoquée à cette fin.

En cas de liquidation de la corporation ou de distribution des biens de la corporation, ces derniers devront retourner à un organisme exerçant des activités analogues ou à la Ville de Montréal.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1207233002.

Unité administrative responsable : Service de la culture, Direction du développement culturel

Projet : Accorder un soutien financier maximal de 500 000$ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le renouvellement des équipements et la conservation des vestiges en 2021-2022. Approuver la convention à cet effet.

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de la vision Montréal 2030 selon les priorités suivantes: ● Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire (orientation 4, priorité 15); ● Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole (échelle 3, priorité 20); ● Faire de Montréal une métropole de réconciliation avec les peuples autochtones en favorisant l'accès à la participation et aux services municipaux, et en faisant avancer la réconciliation au Québec, au Canada ainsi qu'à l'international (orientation 3, priorité 13).			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** En lien avec les priorités Montréal 2030, le projet prévoit les résultats suivants: • Renouveler les équipements technologiques, pour le bénéfice des visiteurs et de la gestion (priorité 15); • Conserver et restaurer les vestiges archéologiques qui témoignent de la fondation et des premières périodes de l'histoire de Montréal, de l'histoire des peuples autochtones et de la diversité culturelle issue de l'immigration en les préservant et en les rendant accessibles aux visiteurs (priorités 13 et 20).			

Section B - **Test climat**

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990			**x**

• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - **ADS+***

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : • **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
• **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
• **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207233002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Objet :	Accorder un soutien financier maximal de 500 000$ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le renouvellement des équipements et la conservation des vestiges en 2021-2022. Approuver la convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente convention est approuvée quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2021-07-15 - Contrat PAC - VF (visé).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 438-825-0355

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : (514) 501-6487
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

15 juillet 2021

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M. Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE**, personne morale, légalement constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa principale place d'affaires au 350 de la Place Royale, Montréal, Québec, H2Y 3Y5, agissant et représentée aux fins des présentes par Mme Anne Élisabeth Thibault, directrice générale, tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription TPS : R134213917
N^{o} d'inscription TVQ : M1014770808TQ0001
Numéro d'organisme de charité : 13421-3917-RR0001

Ci-après appelée la « **Société** »

La Société et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignées dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire des immeubles situés au 350, place Royale, à Montréal, et au 150, rue Saint-Paul Ouest, à Montréal, ainsi que de la crypte·et du tunnel situés sous ces édifices qu'elle loue à la Société et que ces immeubles abritent le Musée;

ATTENDU QUE la Société a pour mission de faire aimer et connaître le Montréal d'hier et d'aujourd'hui à travers des actions de diffusion, d'éducation, de conservation et de recherche à l'endroit du patrimoine archéologique et historique montréalais; et de tisser avec les réseaux régionaux, nationaux et internationaux concernés, des liens dont bénéficieront les publics;

ATTENDU QUE la Société sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager la Société à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et la Société se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de la Société peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de la Société en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de la Société;

ATTENDU QUE la Société a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel elle est assujettie;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à la Société;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet, ses livrables, les coûts admissibles et le calendrier;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : Exigences de Reddition de comptes et versements de la contribution financière de la Ville;

2.4 «**Annexe 4** »: Attestation – *Loi sur les cités et villes* et *Règlement sur la gestion contractuelle*;

2.5 « Annexe 5 » Attestation - Rapport final et utilisation de la contribution financière de la Ville aux fins prévues;

2.6 « **Projet** » : le projet de la Société pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 6.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de la Société, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables, le tout tel que plus amplement détaillé à l'Annexe 3, ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.9 « **Responsable** » : le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.10 « **Unité administrative** » : le Service de la culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à la Société afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ

En considération des sommes versées par la Ville, la Société s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de la Société;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 signer, à la date de signature des présentes, l'attestation jointe à l'Annexe 4 de la présente Convention;

4.3.3 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.3.4 compte tenu de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, respecter les articles 573 à 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* et à adopter, d'ici le 31 décembre 2021, une Politique sur la gestion contractuelle conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et à en transmettre une copie au Responsable.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte détaillée à l'Annexe 3 auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera dans le respect des indicateurs énoncés à l'Annexe 1, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte fera l'objet de présentations au comité de suivi (article 14) conformément à l'Annexe 3;

La Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la fin du Projet ou, si la présente Convention est résiliée, dans les quatre-vingt-dix (90) jours de sa date de résiliation;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de la Société pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 transmettre au Responsable un rapport de coûts finaux du Projet audité par un auditeur indépendant, lequel est inclus à la Reddition de compte;

4.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de la Société, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, la Société accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.5 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à la Société au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à la Société au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou



le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.8 signer l'attestation jointe à l'Annexe 5 de la présente Convention lors de la remise de son rapport final conformément à l'Annexe 3;

4.5.9 dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable et au plus tard à la Date de terminaison, remettre à la Ville toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de la Société ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à deux représentants de la Ville, dont un de l'Unité administrative, d'assister, à titre d'observateurs seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de la Société et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de la Société;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. La Société s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
TRANSPARENCE DE LA SOCIÉTÉ

La Société accepte que ses documents soient accessibles comme s'il était assujetti à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels;

À cette fin, la Société s'engage envers la Ville à lui donner accès à tous ses documents sauf, les documents visés par le secret professionnel, si une demande d'accès à des documents qui lui appartiennent est déposée auprès de la Ville. Il ne peut en aucun cas invoquer les restrictions prévues par la Loi pour refuser de transmettre ces documents à la Ville.

Le traitement des documents de la Société remis à la Ville sera assuré par le responsable de l'accès aux documents de la Ville et celui-ci donnera accès aux documents de la Société en application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

6.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par la Société de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cinq cent mille dollars (500 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet (ci-après, la « Contribution financière »).

6.2 Versements

La Contribution financière est versée par la Ville à la Société comme suit :

6.2.1 Pour l'année 2021 :

6.2.1.1 une somme maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) au moment de la signature de la présente Convention et de la signature de l'attestation jointe à l'Annexe 4;

6.2.1.2 une somme maximale de deux cent mille dollars (200 000 $) au moment de l'approbation du rapport intérimaire, le tout tel que plus amplement détaillé à l'Annexe 3;

6.2.2 Pour l'année 2022 :

une somme maximale de cinquante mille de dollars (50 000$) au moment de l'approbation du bilan final audité du Projet, le tout tel que plus amplement détaillé à l'Annexe 3.

6.2.3 Chaque versement est conditionnel à ce que la Société ait respecté les termes et

conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

6.3 Ajustement de la Contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par la Société de toute somme n'ayant pas servie à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la Contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale, ce qui inclut notamment le cas où le Projet bénéficie de subventions provenant d'autres sources, sauf si ces sources sont nécessaires à la complétion du Projet. La Société s'engage d'ailleurs à informer le Responsable si le Projet bénéficie de telles autres sources de financement.

6.4 Aucun intérêt

La Société ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 7
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

7.1 La Société doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

7.2 La Société doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

7.3 La Société doit notamment informer le Responsable, par écrit :

7.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec la Société;

7.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de la Société;

7.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à la Société, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

7.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 7.3.1 à 7.3.4.

7.4 La Société doit utiliser la Contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de la Société.

ARTICLE 8
DÉFAUT

8.1 Il y a défaut :

8.1.1 si la Société n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

8.1.2 si la Société fait une cession de biens, est réputée avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

8.1.3 si l'administration de la Société passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par la Société pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

8.1.4 si la Société perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme telle par les autorités fiscales.

8.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 8.1.1, le Responsable avise par écrit la Société du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que la Société n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, la Société refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

8.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

8.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à la Société cesse de lui être due, cette dernière devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à la Société.

8.5 La Société doit s'abstenir d'engager toute somme non encore utilisée de la contribution financière dès réception de l'avis du Responsable à l'effet qu'il a l'intention de recommander aux instances décisionnelles compétentes de résilier la présente Convention.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par la Société, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

9.2 La Société convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

9.3 Toute somme non versée à la Société cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. De plus, la Société doit s'abstenir d'engager toute somme non encore utilisée de la contribution financière dès réception de l'avis du Responsable à l'effet qu'il a l'intention de recommander aux instances décisionnelles compétentes de résilier la présente Convention.

ARTICLE 10
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 1er avril 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 11
ASSURANCES

11.1 La Société doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

11.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par la Société ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

11.3 La Société s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. La Société doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
LICENCE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à la Société, tout comme les droits de propriété y afférents.

La Société accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie, à des fins municipales seulement.

ARTICLE 13
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

La Société déclare et garantit :

13.1 qu'elle a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

13.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

13.3 qu'elle détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 12 de la présente Convention;

13.4 que toutes et chacune des obligations qu'elle assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 14
COMITÉ DE SUIVI

Les Parties conviennent de voir à la formation d'un comité de suivi composé de représentants de chacune des Parties afin de voir au suivi du Projet et à s'assurer de l'utilisation de la Contribution financière conformément aux termes et conditions de la présente Convention.

Le comité de suivi se réunira aux moments identifiés à l'Annexe 3 ainsi qu'à tout autre moment déterminé par le Responsable, le cas échéant.

ARTICLE 15
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

15.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

15.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

15.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

15.4 Représentations de la Société

La Société n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

15.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

15.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

15.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

15.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

La Société ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

15.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de la Société

La Société fait élection de domicile au 350 de la place Royale, Montréal (Québec) H2Y 3Y5 et tout avis doit être adressé à l'attention d'Anne Élisabeth Thibault, directrice générale. Pour le cas où elle changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, la Société fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Montréal (Québec) H3C 0G4 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

15.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, assistant-greffier

Le .....e jour de 2021

SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE

Par : _____
Anne Élisabeth Thibault, directrice générale

Cette Convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2021 (Résolution CM ……).

ANNEXE 1

PROJET

RENOUVELLEMENT DES ÉQUIPEMENTS DU MUSÉE POINTE-À-CALLIÈRE ET CONSERVATION DES VESTIGES

Le Projet de la Société se décline en deux sous-projets:

Sous-projets	Contribution financière maximale 2021	Contribution financière maximale 2022	Contribution financière maximale Total
1- RENOUVELER LES ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES	390 000$	50 000$	**440 000$**
2- CONSERVER ET RESTAURER LES VESTIGES	60 000$	0	**60 000$**
TOTAL MAXIMAL	450 000$	50 000$	**500 000$**

REMARQUES

- Le montant maximum de la Contribution financière ne peut pas être dépassé;
- Le coût total des sous-projets est admissible dans le cadre de cette contribution financière;
- Les budgets présentés par la Société sont estimés. Les résultats des appels d'offres au plus bas soumissionnaire sont inconnus;
- Des fluctuations de coûts entre les sous-projets sont admissibles dans la mesure où les portées demeurent les mêmes.

1- RENOUVELER LES ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES

Description

La Société s'est dotée, au cours des années, des installations technologiques qui permettent de bien faire comprendre l'histoire de Montréal et l'occupation des lieux historiques et archéologiques sur lesquels la Société repose. Les principaux éléments sont les suivants: multimédias, module d'introduction, projection au cimetière, animation du Royal Insurance Building, archéoscopes, carré des vestiges, corridors crypte, jeux vidéo, etc. Ces équipement de haute technologie doivent être mis à niveau périodiquement afin de pouvoir offrir avec le moins d'interruption possible, un service de qualité aux visiteurs.

Il devient aussi nécessaire de remplacer les systèmes technologiques de gestion de projets. Cette nouvelle technologie permettra d'obtenir en tout temps des données à jour sur l'état d'avancement des projets, des budgets, des engagements et des rapports de coûts. Ce module permettra la centralisation des contacts clients/fournisseurs, éliminant les dédoublements de données par les multiples bases de données internes et éliminera les multiples mises à jour.

Objectifs spécifiques

- S'assurer que les différentes installations technologiques soient toujours opérationnelles pour le bénéfice des visiteurs et de la gestion;

Indicateurs

Indicateurs	Résultats attendus
Réalisation d'un diagnostic des besoins de maintenance et de remplacement des équipements.	1 liste détaillée des besoins.
Publication d'un appel d'offres.	Adjudication d'un contrat.
Le nombre d'installations technologiques des espaces d'exposition à l'Éperon, la Crypte archéologique et à l'Ancienne-Douane maintenu en état ou remplacé.	Réalisation des travaux de maintenance.
	Achat et installation des nouveaux équipements.
Recherche et analyse d'un système technologique de gestion de projets en fonction des besoins.	. Identification des besoins
Publication d'un appel d'offres.	Adjudication du contrat.
Achat et mise en opération du système	Acquisition du système technologique de gestion de projet.

Calendrier

Action	Date
Préparation de la liste des équipements détaillée en vue de l'appel d'offres	Été 2021
Lancement Appel d'offre-Équipements technologiques	1er septembre 2021
Recherche et analyse systèmes technologiques de gestion	Septembre-octobre 2021
Achat des équipements technologiques	Octobre 2021
Lancement de l'appel d'offre système technologique de gestion	Novembre 2021
Acquisition et livraison des équipements technologiques et du système technologique de gestion	Décembre 2021

Budget

Équipements technologiques	
Items	**Budget estimé**
Honoraires professionnels	20 000 $
Équipements technologiques et	290 000 $
Système de gestion	130 000$
Total	**440 000 $**

2- CONSERVER ET RESTAURER LES VESTIGES

Description

La Société doit poursuivre les travaux de préservation des vestiges archéologiques. Ces vestiges font l'objet d'interventions spécialisées périodiques ce qui leur assure un bon état de santé et une durabilité.

Les variations de température et d'humidité ont différents effets sur certains vestiges. Un programme de monitorage a été initié en 2009 et porte des fruits puisqu'il permet d'anticiper des problématiques et de mesurer le degré de stabilité des vestiges. De 2017 à 2019, des événements climatiques intenses ont eu un impact sur certains secteurs des vestiges en raison d'infiltrations d'eau provenant de l'extérieur. La conservation préventive des vestiges est ponctuellement effectuée au besoin au moins deux fois par année. Des travaux de réfection s'imposent sur certaines maçonneries et dallages et sur un drain en brique à la place Royale dont l'état se dégrade.

Lieux d'intervention: Édifice de l'Éperon et crypte archéologique sous la place Royale.

Objectifs spécifiques

- Préservation pour les générations futures in situ des vestiges qui témoignent de la fondation et des premières périodes de l'histoire de Montréal;
- Rendre ces vestiges accessibles aux visiteurs;
- Assurer la sécurité des lieux (stabilité des vestiges).

Indicateurs

Indicateurs	Résultats attendus
Réalisation des interventions sur la tour du Royal Insurance Building (RIB).	Interventions de conservations préventives réalisées sous la tour du RIB.
Réalisation des travaux de stabilisation.	Plancher archéologique stabilisé.

Mandat de consultation pour décalcification du collecteur.	Diagnostic et recommandations pour la décalcification du collecteur.

Calendrier

Étapes	Dates
Intervention Tour RIB	Septembre-Octobre 2021
Décalcification du collecteur - consultation	Octobre 2021
Stabilisation Plancher RIB	Novembre - décembre 2021

Budget

Conservation et restauration des vestiges	
Items	**Budgets estimés**
Mandat de consultation	5 000$
Travaux de conservation	40 000$
Matériel de conservation	15 000$
Total	**60 000$**

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

1.1. L'annexe 2, le protocole de visibilité, définit le cadre de la stratégie et des actions de communications relatives à la Convention entre la Ville et la Société.

2. Communications

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans les communications par l'ajout du libellé ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***, lorsqu'applicable : communiqués de presse, panneaux de crédits des expositions, rapport annuel, etc.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques.
- Apposer le logo de la Ville sur les outils de communication imprimés et électroniques qui le permettent, notamment les affiches, les dépliants, le site Internet, les infolettres, etc.
- Ajouter le logo de la Ville sur les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus fournis par la Société pour diffusion sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

· Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

- Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

- Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

- Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

· Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

· Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

· Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques, lorsqu'applicable.

· Permettre à la Ville de tenir des conférences de presse dans les salles prévues à cette fin dans le cadre de projets reliés à la culture, au patrimoine ou en lien avec les expositions, sous réserve de la disponibilité des salles et du calendrier de location.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTE ET
VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE

INDICATEURS	VERSEMENTS
	2021
Signature de la Convention - Remise du contrat d'assurance; - Signature de l'Attestation relative à la prise de connaissance de la *Loi sur les cités et villes* et du *Règlement sur la gestion contractuelle* (Annexe 4).	**250 000$**
Bilan intérimaire 1 au 1er décembre 2021 **1-** Rapport d'activités - Bilan qualitatif et quantitatif du Projet; - État d'avancement ; - Documents à l'appui: appels d'offres, contrats, commandes, etc. - Calendrier à jour. **2-** Bilan financier - Budget à jour; - Liste des équipements et coût associés; - Rapport justificatif accompagné des pièces à l'appui; - Tableau comparatif entre le budget et le réel; - Explication des écarts; - Prévision des décaissements. **3-** Une présentation de l'avancement du Projet au comité de suivi.	**-**
Approbation du bilan intérimaire 1	**200 000$**
	2022
Bilan final audité - adopté par résolution du conseil de la Société **1-** Rapport final d'activités:	-

● Rappel des objectifs visés et résultats atteints en fonction des indicateurs; ● Bilan quantitatif et qualitatif du Projet: analyse et justification des écarts; ● Impact du Projet sur le milieu et analyse des retombées; ● Liste des travaux effectués et des équipements achetés; ● Échéancier final; ● Photographies libres de droits de l'ensemble du Projet. **2-** Bilan financier final: ● États financiers audités par une ressource indépendante pour l'ensemble du Projet; ● Un état détaillé de l'utilisation de la Contribution financière en fonction du Projet décrit à l'Annexe 1 et des budgets estimés; ● La justification de l'écart entre les montants prévus et les montants réels; ● Liste détaillée des équipements achetés; ● Liste des contrats donnés et méthode d'adjudication; ● Preuves de paiement; ● Un plan d'entretien planifié des nouveaux équipements; ● Le plan de conservation préventive des vestiges sur lesquels les interventions ont été réalisées; ● La signature de l'attestation prévue à l'Annexe 5. **3-** Une présentation du Projet au comité de suivi.	
Approbation du rapport final	**50 000$** **remboursement des sommes non utilisées, le cas échéant**
TOTAL MAXIMUM	**500 000$**

ANNEXE 4

Montréal

Attestation

Loi sur les cités et villes* et *Règlement sur la gestion contractuelle

Nous soussigné

Nom de l'organisme

- Attestons avoir pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* et nous engageons, le cas échéant, à respecter les articles 573 à 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* ;
- Attestons avoir pris connaissance du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville de Montréal.

Signature responsable

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour l'entente Date

Signature
Chargé.e de projet

Chargé.e de projet

Nom et fonction de la personne chargée de projet Date

Montréal

ANNEXE 5

Attestation
Rapport final et
utilisation de la Contribution financière de la Ville aux fins prévues

(Note : La confirmation de l'utilisation financière de la Ville aux fins prévues est une demande du Vérificateur général)

Votre rapport final doit être signé par le <u>représentant du conseil d'administration</u> désigné par votre organisme.

Nous soussigné

_____
Nom de l'organisme

- Attestons que les renseignements fournis dans notre rapport final sont exacts et complets ;
- Attestons que nous avons utilisé la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature

_____
Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

_____ _____
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour l'entente Date

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207233002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Objet :	Accorder un soutien financier maximal de 500 000$ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le renouvellement des équipements et la conservation des vestiges en 2021-2022. Approuver la convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds GDD 1207233002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Préposée au budget
Tél : (514) 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-16

Jerry BARTHELEMY
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-5066
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.089

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1219232001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 105 000 $, pour 2021, à Centre Interligne inc. afin de réaliser le projet « Bonification des programmes jeunesse et Alix », soit un versement de 47 250 $ pour 2021, 47 250 $ pour 2022 et 10 500 $ pour 2023 , dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville -MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 105 000 $ à Centre Interligne Inc., pour 2021, afin de réaliser le projet « Bonification des programmes jeunesse et Alix », soit un versement de 47 250 $ pour 2021, 47 250 $ pour 2022 et 10 500 $ pour 2023, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);
2. d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et les conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-29 16:20

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219232001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 105 000 $, pour 2021, à Centre Interligne inc. afin de réaliser le projet « Bonification des programmes jeunesse et Alix », soit un versement de 47 250 $ pour 2021, 47 250 $ pour 2022 et 10 500 $ pour 2023 , dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville -MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) a été créé dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets.
Afin d'encadrer la gestion de ce Fonds, le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal concluent, pour des périodes déterminées, des Ententes administratives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au titre des Alliances pour la solidarité.

Ainsi, une nouvelle Entente administrative a été signée en 2018 à la suite de l'adoption en 2017 du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Celle-ci, d'une durée de cinq ans et d'une somme de 44,75 M$, couvre la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023. L'enveloppe annuelle confiée à la Ville est de 10 M$.

Les projets, initiatives et interventions financés dans le cadre de cette Entente doivent répondre notamment aux critères suivants :

- S'inscrire dans les grandes politiques et orientations du gouvernement;
- Soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

- Faire l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils doivent répondre aux objectifs des planifications stratégiques régionales et des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale; et,
- Viser à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment par des projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0915 du 10 juin 2020 d'accorder un soutien financier de 87 500 $ au Centre Interligne inc., afin de réaliser le projet « Services jeunesse Interligne », pour l'année 2020, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023)

CE19 1171 du 31 juillet 2019
Accorder un soutien financier de 62 500 $, pour l'année 2019, à Centre Interligne inc. pour le projet « Service d'aide, d'écoute et de renseignements la nuit », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023)

CG19 0325 du 20 juin 2019
Approuver une nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale destinée aux arrondissements et aux villes liées

CG18 0440 du 23 août 2018
Approuver le projet d'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, par laquelle le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 44,75 M$ pour cinq ans, soit 4,75 M$ en 2018-2019, 10 M$ en 2019-2020, 10 M$ en 2020-2021, 10 M$ en 2021-2022 et 10 M$ en 2022-2023

CG18 0372 du 21 juin 2018
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger de sept mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 5,25 M$ pour la période du 1er avril 2018 au 31 octobre 2018

CG17 0195 du 18 mai 2017
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal (CG16 0194) afin de prolonger de six mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 4,5 M$ pour la période du 1er avril 2017 au 30 septembre 2017

CM16 0774 du 21 juin 2016
Accorder un soutien financier de 375 000 $ sur trois ans à Gai Écoute inc, soit 125 000 $ en 2016, 125 000 $ en 2017 et 125 000 $ en 2018, pour continuer de soutenir le projet de mise en œuvre des orientations et des priorités de l'organisme et soutenir le projet de prolongation du service du centre d'écoute pendant la nuit afin d'offrir un service 24 h par jour et 7 jours par semaine

DESCRIPTION

Le Centre Interligne inc., anciennement Gai Écoute, est un centre de première ligne qui propose des services d'écoute, d'aide et de références, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à l'intention des personnes concernées par la diversité sexuelle et la pluralité des genres. L'organisme offre du soutien aux personnes LGBTQ+, à leurs proches ainsi qu'au personnel du milieu communautaire, scolaire, de la santé et des services sociaux. Il organise également des activités de sensibilisation qui visent une plus grande ouverture de la société aux réalités des personnes LGBTQ+.
Le sigle LGBTQ+ évoque les diversités sexuelles et de genres parmi lesquelles les personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, trans et queers. Le signe + englobe les diverses identités non représentées.

Au cours des dernières années, Interligne a travaillé à soutenir la mise en place d'espaces sécuritaires pour les jeunes LGBTQ+, notamment à travers son programme Alliances – Genres, Identités et Sexualités (AGIS). Selon les recherches existantes, les jeunes LGBTQ+ sont plus à risque de vivre de l'intimidation et des discriminations concernant leur orientation sexuelle ou leur identité de genre et ces situations peuvent, par conséquent, influencer leur parcours scolaire, leur sentiment de sécurité, leur santé mentale et leurs perspectives d'avenir.
Depuis 2017, Interligne s'implique dans les milieux scolaires et jeunesse du Québec en soutenant la création d'espaces de socialisation PAR et POUR les jeunes. Son objectif: promouvoir l'ouverture, l'inclusion et la solidarité au sein de ces milieux pour en faire des environnements propices à l'épanouissement personnel et social des jeunes qui les fréquentent. Le programme Alliance genres, identités et sexualités (AGIS) dispose actuellement d'un comité jeunesse rassemblant des jeunes bénévoles qui ont à cœur de joindre leurs efforts à la lutte contre l'intimidation LGBTQphobe. Concrètement, ces jeunes ont participé à la conception et la création de divers outils de sensibilisation (t-shirts, autocollants, affiches, etc.) et travaillent actuellement sur une bande-dessinée qui sera traduite et disponible en versions numériques et papier.

Depuis 2018, la plateforme Alix permet aux personnes LGBTQ+ de dénoncer les situations de violence qu'elles ont vécues, tout en préservant leur anonymat. Les dénonciations sont faites à l'aide d'un questionnaire s'adressant aux victimes - un questionnaire pour les témoins sera ajouté sous peu. Une fois le questionnaire rempli, la forme de violence déclarée se retrouve sur une carte interactive offrant une représentation visuelle de la répartition des violences ciblant les personnes LGBTQ+ sur le territoire québécois. La plateforme Web comprend également du contenu informatif ainsi qu'une liste de ressources d'aide aux victimes classées par région. À plus long terme, les informations recensées grâce aux dénonciations serviront à orienter des actions de sensibilisation aux besoins particuliers des personnes LGBTQ+ dans ce contexte, afin d'ouvrir les yeux de la population générale et des ministères de même que d'encourager les ressources d'aide à adapter leur environnement (autant physique qu'administratif) et leurs services. En parallèle, Interligne est disponible via sa ligne d'écoute 24/7 pour offrir un soutien spécialisé aux personnes LGBTQ+ concernées par la problématique des violences interpersonnelles et systémiques.

Depuis mars 2020, Interligne a enregistré une augmentation de 80% des appels à la ligne d'écoute provenant de jeunes de moins de 18 ans, motivés pour la plupart par des problématiques de santé mentale et de violence, que la COVID-19 est venue accentuer. Il s'avère donc primordial de rester à l'affût de ces défis et de miser sur les initiatives d'Interligne - AGIS, Alix - qui soutiennent cette tranche de la population.

JUSTIFICATION

La Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ont convenu d'une entente de principe permettant la reconduction de l'enveloppe budgétaire qui, depuis 2003,

sert à soutenir des projets de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale tant au niveau au niveau local que régional.
Le projet s'adresse principalement à une clientèle marginalisée et aux personnes intervenant auprès de celle-ci. Il répond également aux besoins identifiés dans la démarche de consultation de la Ville et s'inscrit en cohérence avec les orientations municipales LGBTQ2+, à savoir la prévention et la lutte contre les violences subies par les personnes de la diversité sexuelle et de genre. Les activités de sensibilisation prévues dans le cadre de ce projet visent une plus grande acceptation sociale de ces réalités alors que les services de soutien offerts aux jeunes en regard de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre sont essentiels pour favoriser leur inclusion sociale et leur sentiment d'appartenance.

Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) recommande qu'un soutien financier soit accordé à l'organisme et certifie que le projet déposé dans ce dossier décisionnel est conforme aux balises de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme nécessaire à ce dossier, soit 105 000 $, est prévue au budget du SDIS dans le cadre de l'Entente administrative Ville-MTESS. Conséquemment, il ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*
La ventilation du soutien se fera comme suit :

- 47 250 $ dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention pour l'année 2021;
- 47 250 $ au plus tard dans les trente jours suivant l'acceptation du rapport d'étape du projet pour l'année 2022;
- 10 500 $ dans les trente jours suivant l'acceptation du rapport final du projet au plus tard en mars 2023.

Le soutien financier que la Ville a accordé à cet organisme au cours des dernières années se résume comme suit :

Organisme	Soutien accordé			Projet	Soutien recommandé 2021 (2021-2023)	Soutien p/r budget global du projet
	2016 (2016-2018)	2019	2020			
Centre interligne inc.	375 000 $	62 500 $	87 500 $	« Bonification des programmes jeunesse et Alix »	**105 000 $**	80 %

L'organisme Interligne, anciennement appelé Gai Écoute inc., bénéficie depuis longtemps du financement de la Ville de Montréal pour son fonctionnement et ses projets. En effet, un soutien de 375 000 $ lui a été octroyé en 2016 pour une période de trois ans à raison de versement de 125 000 $ par année. À partir de 2019, la Ville a poursuivi son soutien à Interligne avec des fonds provenant de l'entente MTESS. Une réduction graduelle du financement pour ce projet a été entamée afin de diminuer une certaine dépendance à la Ville et par souci d'équité avec d'autres organismes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet s’inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La crise liée à la COVID-19 a provoqué des impacts sur la qualité de vie et la santé mentale de la population. Interligne a mentionné que la crise a provoqué une augmentation de son volume d’appels. L’organisme soutenu dans le cadre de cette enveloppe budgétaire offre un service essentiel d’aide, de soutien et de référence pour les personnes LGBTQ+. La bonification de leurs services jeunesse s’avère essentielle afin d'offrir un soutien spécifique et adapté aux jeunes LGBTQ+ ou en questionnement et, ainsi, contribuer à briser leur isolement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce projet est adapté au contexte de gestion de crise liée à la COVID-19. Les solutions proposés dans le cadre de ce projet sont entièrement adaptés au contexte sanitaire.De plus, le modèle de convention intègre les clauses permettant de s'ajuster à la situation en cas de besoin.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités prévues au protocole de visibilité, Annexe 2 du projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2021 Présentation au comité exécutif
Août 2021 Présentation au conseil d'agglomération pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), Nadia Bastien désigne Marie-Christine Ladouceur-Girard, directrice du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants, pour la remplacer du 19 juillet au 30 juillet dans l'exercice de ses fonctions de directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale et exercer tous les pouvoirs rattachés à ses fonctions.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vanessa KANGA
conseiller(ere) en planification

Tél : 514-641-4128
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-27

Marie-Josée MEILLEUR
Cheffe de division - relations interculturelles et lutte contre les discriminations

Tél : 5148723979
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Christine LADOUCEUR-GIRARD
directrice du BINAM et en remplacement de la directrice du SDIS
Tél :
Approuvé le : 2021-07-29

REP_STATUT_RENV

Somme de REP_MONTANT NOM_FOURNISSEUR	C_RESP_NIV_3_DECROIS_DESC	NUMERO_RESOLUTION	REP_EXERCICE_FINANCIER 2015	2016	2017	2018	Total général
GAI ECOUTE INC.	Diversité et inclusion sociale	CE17 0231			4 144,00 $		**4 144,00 $**
		CM16 0774		87 500,00 $	37 500,00 $	125 000,00 $	**250 000,00 $**
		CE15 1166	25 000,00 $				**25 000,00 $**
	Total Diversité et inclusion sociale		25 000,00 $	87 500,00 $	41 644,00 $	125 000,00 $	**279 144,00 $**
Total général			**25 000,00 $**	**87 500,00 $**	**41 644,00 $**	**125 000,00 $**	**279 144,00 $**

REP_STATUT_RENV

Somme de REP_MONTANT			REP_EXERCICE_FINANCIER			
NOM_FOURNISSEUR	C_RESP_NIV_3_DECROIS_DESC	NUMERO_RESOLUTION	2018	2019	2020	Total général
CENTRE INTERLIGNE INC.	Diversité et inclusion sociale	CE19 1171		50 000,00 $	12 500,00 $	**62 500,00 $**
		CM16 0774	87 500,00 $	37 500,00 $		**125 000,00 $**
		200915			70 000,00 $	**70 000,00 $**
	Total Diversité et inclusion sociale		87 500,00 $	87 500,00 $	82 500,00 $	**257 500,00 $**
Total général			**87 500,00 $**	**87 500,00 $**	**82 500,00 $**	**257 500,00 $**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ
GDD 1219232001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 155, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE INTERLIGNE INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le C.P. 1006, succursale C Montréal (QC) H2L 4V2, agissant et représenté par Mme Johanne Audet, Présidente, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : N/A
Numéro d'inscription T.V.Q. : N/A
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 118934579 RR0001

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques relatives aux situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit en matière d'aide et de renseignements à l'intention des personnes concernées par la diversité sexuelle et la pluralité des genres. ;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas

échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : La directrice de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril 2022 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 mars 2022.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la

Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CENT CINQ MILLE** dollars **(105 000 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2021,

5.2.1.1 une somme maximale de **QUARANTE SEPT MILLE DEUX CENT CINQUANTE** dollars **(47 250 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.

5.2.2 Pour l'année 2022,

5.2.2.1 une somme maximale de **QUARANTE SEPT MILLE DEUX CENT CINQUANTE** dollars **(47 250 $)**, au plus tard dans les trente jours suivant l'acceptation du rapport d'étape du projet par le Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2023,

5.2.3.1 une somme maximale de **DIX MILLE CINQ CENT** dollars **(10 500 $)**, au plus tard dans les trente jours suivant l'acceptation du rapport final du projet par le Responsable.
Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7

DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9

DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2023.**

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10

ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants

droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au C.P. 1006, succursale C Montréal (QC) H2L 4V2,, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Présidente. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, assistant-greffier

Le .....e jour de 2021

CENTRE INTERLIGNE INC.

Par : _____
Mme Johanne Audet, Présidente

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 2021 (Résolution CG21 …….).

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à

titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

  Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

  Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*

- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*

- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*

- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation1. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

1 La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
			
	Logo officiel :	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de	**oui**		

2 S.O. : sans objet

l'Alliance pour la solidarité			Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**	**oui**	
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

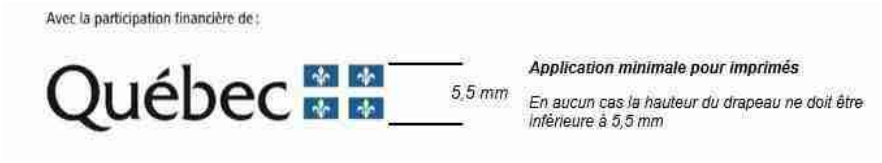
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à :
DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1219232001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Objet :	Accorder un soutien financier de 105 000 $, pour 2021, à Centre Interligne inc. afin de réaliser le projet « Bonification des programmes jeunesse et Alix », soit un versement de 47 250 $ pour 2021, 47 250 $ pour 2022 et 10 500 $ pour 2023 , dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1219232001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Préposée au budget
Tél : (514) 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Diane NGUYEN
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.090

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218369004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Autoriser la résiliation de la convention entre la Ville de Montréal et la Table de développement social de LaSalle (CG21 0204)

Il est recommandé au conseil d'agglomération d'autoriser la résiliation de la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et la Table de développement social de LaSalle (CG21 0204) en date de la signature de la présente résolution.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-30 11:55

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218369004**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Autoriser la résiliation de la convention entre la Ville de Montréal et la Table de développement social de LaSalle (CG21 0204)

CONTENU

CONTEXTE

En avril 2021, la Ville a approuvé une convention avec l'organisme La Table de développement social de LaSalle pour une contribution financière de 100 000 $ entre le 26 avril 2021 et le 31 mars 2023 dans le cadre de l'Appel à projets conjoint entre la Ville et le Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) destiné au secteur bioalimentaire montréalais.
Le présent dossier vise à recommander la résiliation de la Convention entre la Ville et la Table de développement social de LaSalle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0204 Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme maximale totale de 776 809 $, à huit différents organismes, à la suite du dépôt de projets 2021 - Appel à projets conjoint destiné au secteur bioalimentaire montréalais

DESCRIPTION

La Ville de Montréal souhaite se prévaloir de l'article 8.1 de la convention financière lui permettant, à sa discrétion, de mettre fin à la convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou les frais engagés dans le cadre du projet en date de l'avis de la Responsable administrative de la convention à cet effet.

JUSTIFICATION

Le 29 juin 2021, la Table de développement social de Lasalle a informé le Service du développement économique de la Ville, par voie de lettre, qu'elle se désistait du financement octroyé dans le cadre de l'Appel à projets destiné au secteur bioalimentaire montréalais, et qu'elle rembourserait tout versement financier obtenu dans le cadre de ce financement.
Le 13 juillet 2021, le Service de développement économique a informé la Table de développement social de LaSalle, par voie de lettre, de son intention de recommander au conseil d'agglomération la résiliation de la convention financière (CG21 0204). Cette

résiliation est le fruit d'un commun accord entre les deux Parties.

Conformément à l'article 8.3, l'Organisme est tenu de remettre à la Ville toute somme non engagée dans le Projet, en l'occurrence la somme de 50 000 $ reçue en mai 2021 puisqu'aucune dépense n'a été encourue pour le Projet à ce jour.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme remboursée sera retournée au budget original (enveloppe Plan de relance - phase 2) conformément aux informations de l'intervention financière du GDD 1218369001, résolution CG21 0204 . Aucune intervention financière n'est requise pour le présent dossier décisionnel.

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Remboursement des sommes dues à la Ville par l'Organisme en août 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katia HABRA
Commissaire en développement économique

Tél : 4384839523
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-23

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques
Tél : 514-868-7610
Approuvé le : 2021-07-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1218369004*
Unité administrative responsable : *Service du développement économique*
Projet : *Résiliation de la convention entre la Ville de Montréal et la Table de développement social de Lasalle*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Sans objet.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Sans objet.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 *Ne s'applique pas.*			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? *Ne s'applique pas.*			
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? *Ne s'applique pas.*			

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion *Ne s'applique pas.*			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale *Ne s'applique pas.*			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal *Ne s'applique pas.*			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? *Ne s'applique pas.*			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CE : 20.091

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.092

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218475005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder à Courons Montréal un soutien total de 460 000 $, soit un soutien financier de 35 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 425 000 $ pour l'édition 2022 du Marathon de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien d'une valeur totale de 460 000 $ à Courrons Montréal, soit un soutien financier de 35 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports ainsi qu'un soutien en biens, services et installations estimé à 425 000 $, pour l'année 2022, pour la tenue du Marathon de Montréal en 2022;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier et du soutien en biens et services;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-29 15:59

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218475005**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder à Courons Montréal un soutien total de 460 000 $, soit un soutien financier de 35 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 425 000 $ pour l'édition 2022 du Marathon de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le 14 août 2020, la Ville de Montréal a procédé à un appel de propositions aux OBNL issus du milieu sportif québécois afin de recueillir un éventail diversifié de projets pour l'organisation de la prochaine édition du Marathon de Montréal. Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a reçu sept propositions qui ont été analysées par un comité d'évaluation. Ce comité de quatre personnes était constitué des représentants de deux services de la Ville, d'un arrondissement et d'une organisation externe à la Ville. À la suite de l'analyse des propositions, le comité d'évaluation a recommandé de retenir la proposition d'Événement GPCQM.
L'édition 2021 de l'événement qui devait se tenir du 24 au 26 septembre a été annulée par le promoteur le 15 juin 2021 en raison de la crise sanitaire liée à la COVID-19.

Depuis, Événement GPCQM a créé un nouvel organisme à but non lucratif, Courons Montréal, composé du même comité organisateur, afin de mieux distinguer les activités liées à l'organisation des Grands prix cyclistes de Québec et Montréal de celles liées à l'organisation du marathon de Montréal.

Le 16 juillet 2021, le SGPMRS a reçu le plan d'affaire ainsi qu'une demande de soutien financier de Courons Montréal qui souhaite organiser le Marathon de Montréal du 23 au 25 septembre 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0590 - 19 novembre 2020
Accorder, pour l'édition 2021 du Marathon de Montréal, un soutien d'une valeur totale de 460 000 $ à Événements GPCQM, soit un soutien financier de 35 000 $ et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 425 000 $ / Approuver un projet de convention à cet effet.

CG19 0376 - 22 août 2019
Accorder un soutien total de 460 000 $ à MIM2042, soit un soutien financier de 35 000 $ et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 425 000 $ pour la tenue de l'événement Marathon international Oasis de Montréal en 2019 dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports / Approuver un projet de convention à cet effet.

CM18 0990 - 22 août 2018
Approuver les projets de protocoles d'entente de soutien technique estimé à 625 000 $ pour la tenue des événements suivants : la Fierté Montréal et le Marathon International de Montréal.

CG16 0634 - 24 novembre 2016
Adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs.

DESCRIPTION

Créé en 1979, le Marathon international de Montréal accueille lors de sa première édition près de 9 000 coureurs. Depuis, ce sont en moyenne 17 000 coureurs qui sillonnent les rues de Montréal lors du Marathon chaque année.
Le présent dossier recommande d'octroyer, pour l'année 2022, à Courons Montréal, un soutien financier de 35 000 $ et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 425 000 $ pour l'organisation du Marathon de Montréal. Les montants accordés seraient similaires aux ententes des années précédentes. Tout dépassement de coûts sera signalé à l'organisateur dans des délais raisonnables, puis facturé par les services concernés.

La valeur du soutien en biens et services correspond aux frais d'entrave, à la perte de revenus de parcomètres et à la mise à disposition des services techniques nécessaires, et ce, sous réserve de la disponibilité des ressources. Selon la configuration du parcours, des aménagements temporaires seront prévus afin d'accueillir un nombre important de spectateurs dans le respect des consignes sanitaires au moment de la tenue de l'événement. La division Festivals et événements assure la coordination avec toutes les parties prenantes, notamment, les arrondissements concernés par le parcours, les services d'urgence, etc. Un plan de gestion de la circulation et du stationnement sera déployé. La mise en place du parcours sera assumée par le promoteur.

À la suite de la signature du projet de convention, l'organisme devra réaliser le plan de travail indiqué dans son plan d'affaires et fournir la reddition de compte prévue à l'Annexe 2 de l'entente de contribution.

JUSTIFICATION

Grâce à sa participation citoyenne considérable, ses retombées sportives et le rayonnement qu'il procure, cet événement est considéré comme un événement « *Signature* » pour Montréal. Il permet de rencontrer les cibles de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs (*Stratégie*).
Les sept dossiers déposés dans le cadre de l'appel de propositions présentaient des projets bien réfléchis, innovants et à l'image de la Ville, de même que des occasions de développement profitables pour les citoyens montréalais, ainsi que pour le positionnement

international de Montréal. N'ayant pu organiser l'événement en 2021, Courons Montréal a mis à jour le plan d'affaire du Marathon de Montréal qu'il avait déposé lors de l'appel de propositions. L'organisme souhaite démontrer son savoir-faire en matière d'organisation événementielle dans le cadre de l'édition 2022 du marathon de Montréal.

Ainsi, la recommandation du comité d'évaluation pour l'édition 2021 serait renouvelée en 2022 sur la base de l'analyse des cinq critères suivants :

Potentiel du comité organisateur
Courons Montréal, qui organise les Grand Prix cycliste de Montréal et Québec depuis 2010 sous l'organisme Événement GPCQM, possède l'expérience requise afin d'organiser des événements d'envergures sur le domaine public à Montréal. Les membres du comité organisateur, appuyés par un CA expérimenté, ont démontré leur capacité à livrer un marathon à la hauteur des attentes de la Ville de Montréal et de ses citoyennes et citoyens. L'organisme démontre également sa capacité à mettre en place un système de gestion des interventions médicales afin d'assurer la sécurité des participants.

Potentiel de succès et attrait de l'événement
L'organisme a présenté un montage financier réaliste, une programmation séduisante pour les coureurs ainsi qu'un plan de gestion des risques étoffé.

Potentiel de retombées sociales, sportives et d'inclusivité
Grâce au plan de legs et aux activités organisées en marge de l'événement, le Marathon aura des retombées sociales et sportives significatives. Le volet sport au féminin ainsi que le volet fauteuils roulants permettront d'inclure des communautés sous représentées jusqu'à maintenant. L'organisme impliquera aussi des comités de quartiers et des groupes communautaires dans l'animation des parcours afin d'assurer une diversité au sein de l'événement.

Plan de gestion écoresponsable
Afin de rendre l'événement le plus écoresponsable possible, le promoteur créera un comité écoresponsable et adoptera un plan stratégique au niveau du développement durable et de la gestion des matières résiduelles. Le promoteur compte réduire l'utilisation des ressources à la source et appliquera le principe des 4 R-V (Repenser, Réduire, Réutiliser, Recycler, Valoriser).

Potentiel de rayonnement
Habitué dans l'organisation d'événements médiatisés à travers le monde, le promoteur a soumis un plan marketing qui fera rayonner Montréal sous tous ses angles et dont les Montréalais et Montréalaises seront fiers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Montage financier préliminaire du budget opérationnel de l'événement (en date du 16 juillet 2021)

Descriptions	Montant prévisionnel	% du total
Inscriptions (projection de 18 500 participants)	1 400 000 $	46%
Commandites	632 000 $	21%
Revenus divers	210 000 $	7%
Contribution Ville de Montréal - financier	35 000 $	1%
Contribution Ville de Montréal - biens et services	425 000 $	14%
Contribution gouvernementales	332 500 $	11%
TOTAL	**3 034 500 $**	**100%**

Le soutien en biens et services estimé à 425 000 $ est absorbé par tous les services municipaux concernés sous la coordination de la Division festivals et événements.

Le soutien financier maximum recommandé pour 2022 est de 35 000 $, ce qui correspond à 1,2 % du budget opérationnel. Combiné au soutien en biens et services de 425 000 $, le soutien de la Ville correspond à 15.2% des revenus prévisionnels du budget opérationnel de 3 034 500 $ (incluant les biens et services).

La dépense de 35 000 $ est prévue au budget de fonctionnement du SGPMRS et sera entièrement assumée par l'agglomération. Les modalités de versement sont incluses dans la convention.

MONTRÉAL 2030

Source de fierté collective, les événements sportifs favorisent le développement de la pratique sportive, de l'essor d'une élite sportive et du maintien de l'expertise spécialisée en sport. Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports incite les promoteurs à organiser des événements écoresponsables, inclusifs et dont les legs et retombées sont concrets.

Suivant le plan stratégique de la Ville de Montréal, Montréal 2030, le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes :

Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive
Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles
Priorité #20 | Accroître l’attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, soit d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le présent dossier est accepté, le promoteur pourra entamer ses démarches d'organisation de l'événement. Cependant, s'il est retardé, l'organisation adéquate de l'événement serait mise en péril, la planification des parcours devant débuter dans les plus brefs délais. S'il est refusé, l'événement pourrait être annulé. Ce dernier scénario risquerait de nuire à la réputation de Montréal comme ville d'accueil d'événements sportifs majeurs et ainsi compromettre l'atteinte des cibles de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs.
Concernant l'impact sur le domaine public, les différents trajets des courses impliquent des fermetures de rues. Afin de minimiser l'impact sur les résidents et visiteurs des secteurs visés par le parcours 2022, un plan de détour sera communiqué avant la tenue de l'événement. Ce plan et sa mise en œuvre seront supervisés par la division Festivals et événements et opérés par une firme externe spécialisée au choix et aux frais du promoteur.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise sanitaire actuelle, en date du sommaire, il est difficile de confirmer si cet événement aura besoin d'ajustements ou d'adaptations. Il est aussi difficile de prévoir l'état de la situation en 2022.
Advenant que la situation perdure, la Ville et l'Organisme devront s'entendre conformément aux clauses prévues à cet effet dans la convention.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par le promoteur de l'événement sportif.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2021 Présentation aux instances (CE, CM, CG) et approbation du CG
Septembre 2022 Tenue du Marathon de Montréal 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kevin DONNELLY, Service de la culture

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

François-Olivier LANCTÔT
conseiller(ere) en planification

Tél : 5148721617
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-12

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 5148724720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2021-07-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2021-07-29



Le Marathon Beneva de Montréal

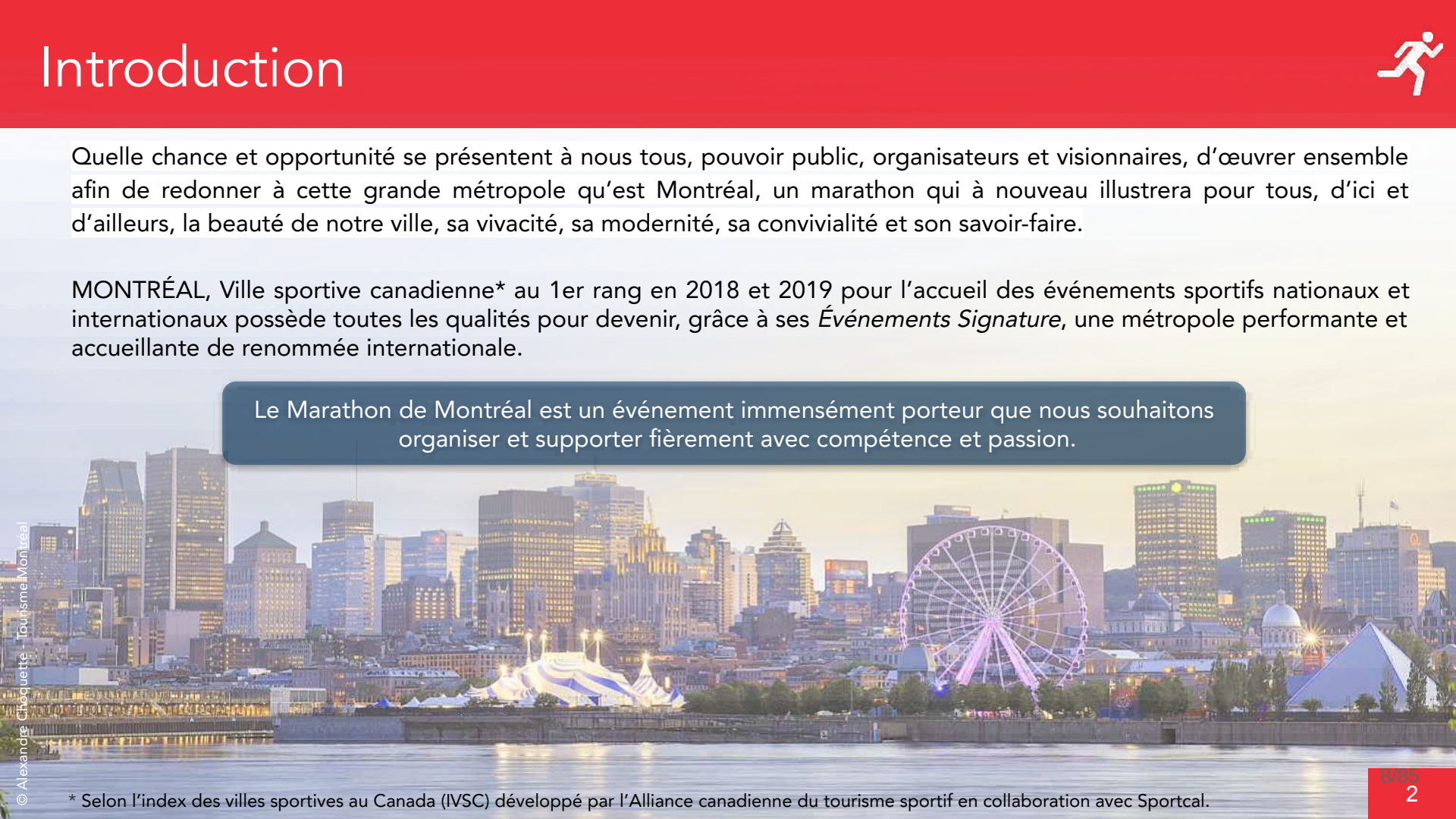
Une vision présentée par
Événements GPCQM - 2 septembre 2020
(document révisé au 15 juillet 2021)

Introduction

Quelle chance et opportunité se présentent à nous tous, pouvoir public, organisateurs et visionnaires, d'œuvrer ensemble afin de redonner à cette grande métropole qu'est Montréal, un marathon qui à nouveau illustrera pour tous, d'ici et d'ailleurs, la beauté de notre ville, sa vivacité, sa modernité, sa convivialité et son savoir-faire.

MONTRÉAL, Ville sportive canadienne* au 1er rang en 2018 et 2019 pour l'accueil des événements sportifs nationaux et internationaux possède toutes les qualités pour devenir, grâce à ses *Événements Signature*, une métropole performante et accueillante de renommée internationale.

Le Marathon de Montréal est un événement immensément porteur que nous souhaitons organiser et supporter fièrement avec compétence et passion.



© Alexandre Choquette - TourismeMontréal

* Selon l'index des villes sportives au Canada (IVSC) développé par l'Alliance canadienne du tourisme sportif en collaboration avec Sportcal.

Table des matières

Qui sommes-nous……4
Présentation de l'organisme, notre expertise, notre équipe et nos réalisations

Notre vision pour le Marathon de Montréal……12
Vision, mission et objectifs

Le Marathon de Montréal 2022-2024……19
Concept, programmation sportive, parcours, projection de participation, programmation festive et télédiffusion

Au delà de la ligne d'arrivée……28
Activités de développement, plan de promotion des saines habitudes de vie et plan de legs

Un événement des temps modernes……35
Plan d'éco responsabilité et plan d'inclusion

Promotion de l'événement……39
Objectifs et axes de communication, publics cibles et stratégies déployées

Gestion des risques……43
Plan des mesures d'urgence et plan de gestion des risques financiers

Un plan établi……46
Montage financier et mot de la fin

Qui sommes-nous ?



L'OBNL

Le projet et la vision ont été présentés par Événements GPCQM, maître d'oeuvre des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal depuis 2010 ainsi que plusieurs autres propriétés événementielles.

Le projet du Marathon Beneva de Montréal sera mené par Courons Montréal, un organisme à but non lucratif personnifié constitué en vertu de la troisième partie de la loi sur les compagnies (L.R.Q., C.C,-38).

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ÉVÉNEMENTS GPCQM

- Sébastien Arsenault – Expert media/communication
- Normand Royal – Avocat
- Pierre Bernatchez CPA,CMA - Conseiller



Entrepreneur passionné



Sébastien ARSENAULT

Homme d'affaire, producteur, réalisateur, concepteur et leader dans l'industrie télévisuelle et des médias au Québec, Sébastien a été président et chef de la direction du Groupe Serdy, fondateur et propriétaire des chaînes Évasion et Zeste, du studio de post-production IDHD et de la société de production Serdy Vidéo, de 2004 à 2019.

C'est en travaillant aux côtés de son père, Serge Arsenault, que Sébastien, dès son plus jeune âge, fait ses armes dans le milieu de la télévision, des médias et de l'événementiel sportif.

Curieux, créatif, dynamique, déterminé et fort de ses 30 années d'expériences, c'est en 2004 qu'il prendra les rênes de l'entreprise familiale et durant 15 ans, sa vision, son leadership et son sens aiguisé des affaires auront permis au groupe Serdy de se tailler une place de choix et très convoitée dans l'industrie des médias québécois. En 2019, il lègue au groupe TVA, une entreprise multi-média attractive et performante alors constituée de centaines d'employés et entame un virage pour se consacrer à plein temps au développement de l'événementiel sportif.

Passionné de sport et sportif lui-même, Sébastien a toujours gardé un pied dans l'événementiel sportif, milieu qu'il côtoie et auquel il contribue activement depuis de nombreuses années. Co-fondateur des Grands Prix Cyclistes de Québec et Montréal, il est très impliqué quotidiennement dans les réflexions et les décisions entourant le développement stratégique des épreuves et ce à tous les niveaux. Cette expertise combinée à sa feuille de route à titre de producteur, contribuent depuis 2010, aux succès de la captation internationale des courses télédiffusées dans plus de 130 pays.

Sébastien a l'ADN d'un bâtisseur qui entend faire perdurer l'héritage événementiel du groupe tout en le faisant grandir.
Homme d'équipe, Sébastien aime et sait s'entourer d'experts et de conseillers. L'expérience, le savoir et la connaissance, jumelés au dynamisme créatif, la rigueur administrative et la compétence.

C'est le parti pris du leadership de Sébastien pour garantir le meilleur dans ce qu'on entreprend.

L'héritage

Une histoire d'hommes et de femmes, de défis et de succès, une histoire familiale aussi…animée par la PASSION du SPORT, ses VALEURS et d'une vision pour le QUÉBEC.

Ironiquement, l'histoire de notre organisation démarre officiellement en 1979, avec la fondation du Marathon International de Montréal...



C'est à cette date que Serge Arsenault, après une brillante carrière journalistique de plus de 20 ans à Radio-Canada, créé le Marathon International de Montréal qui allait accueillir ses premiers 9 000 coureurs et coureuses. L'élite mondiale était au rendez-vous aux côtés de celles et ceux prêt(e)s à relever le défi… 42,195 KM.


1979
Première édition du Marathon de Montréal

S'en suivront 12 éditions du Marathon et le développement en parallèle d'événements grand public visant à promouvoir la pratique de l'activité physique comme le Festival de la Santé.

À la fin des années 80, le cyclisme l'anime. Il lance le Grand Prix cycliste des Amériques, qui devient alors la seule épreuve du circuit de la Coupe du Monde UCI présentée en Amérique. En 1999, il poursuit avec l'organisation du Tour cycliste Trans-Canada. En 2008, suite à l'exode successif des Expos et de la F1 de Montréal, il sollicite l'Union Cycliste Internationale pour décrocher les deux premières licences UCI WorldTour en Amérique. Ceci lui permettant de présenter dès septembre 2010 un événement international majeur qui allait mettre en avant les villes de Québec et de Montréal, les Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal, jusqu'alors seules épreuves du circuit de ce calibre en Amérique. Son implication, son expertise et son engagement font de lui un incontournable tant dans le monde du cyclisme international que du milieu sportif général en Amérique du Nord.

Également, fondateur de Serdy Vidéo, il a produit des milliers d'heures d'événements sportifs pour les chaînes de télévision canadiennes et européennes (J.O. de Lillehammer et Barcelone) toujours avec la précieuse expertise télévisée développée au fil des ans par Sébastien et une sensibilité profonde à toujours mettre en valeur le Québec et son patrimoine par le sport.

L'Expertise au service de tous

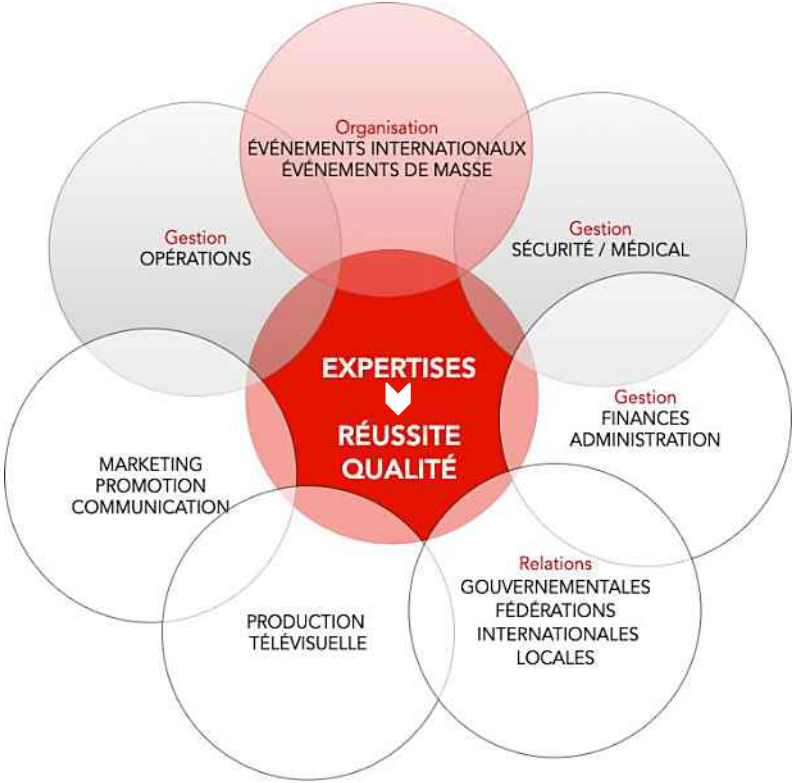
NOTRE PARTI PRIS

La compétence, l'expérience, le savoir et la connaissance, jumelés au dynamisme créatif, et la rigueur administrative.

Une ÉQUIPE composée d'EXPERTS chevronnés dans leurs domaines respectifs est un gage de RÉUSSITE, de QUALITÉ et de succès à tous les niveaux.

Une équipe d'experts qui travaillent déjà ENSEMBLE aux SUCCÈS de grands événements reconnus.

Et c'est de ceux-là qu'est composée l'équipe en place pour un objectif commun avec la Ville de Montréal.

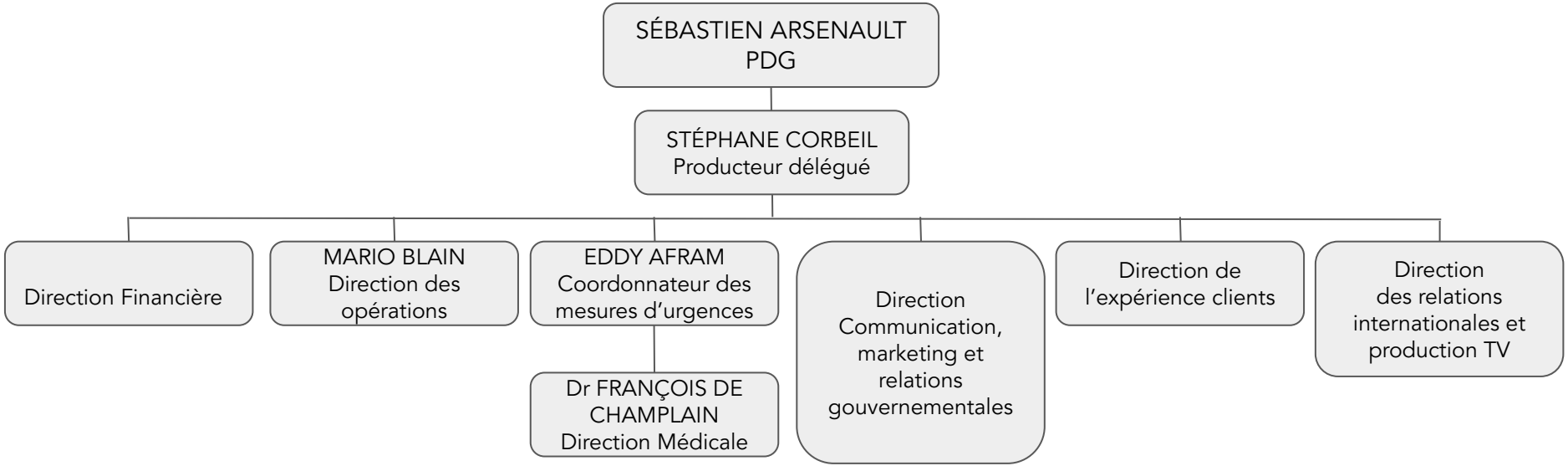


RENDRE au MARATHON DE MONTRÉAL toutes SES LETTRES DE NOBLESSE.

L'équipe

Très conscients des difficultés éprouvées lors de la dernière édition et de l'impact généré sur la population et la notoriété de l'événement, notre priorité n°1 sera de redonner confiance aux participants d'ici et d'ailleurs, mais aussi aux montréalaises et montréalais.

C'est pourquoi il est impératif que la sécurité parcours, le médical mais également la gestion globale des toutes les opérations soient orchestrés par les plus chevronnés dans chacune des directions que nous proposons à travers cet organigramme.



Nos experts impliqués depuis 40 ans

1979-1990	Marathon International de Montréal Fondation de l'événement
1988-1992	Grand Prix des Amériques Épreuve cycliste professionnelle - Manche de la Coupe du monde de cyclisme sur route présentée à Montréal
1991-2002	Festival de la Santé Événement participatif aux multiples disciplines : vélo, patins, course à pied Promotion des saines habitudes de vie et de l'activité sportive auprès du grand public
1999	Tour Trans-Canada Épreuve cycliste professionnelle de 10 étapes
2003-2011	Marathon Oasis de Montréal - bannière Festival de la Santé
2012-2017	Marathon Oasis de Montréal - bannière *Rock'n Roll Series* Record de participation de 36 000 atteint en 2016





Arrivée du 1er Marathon de Montréal



Grand Prix des Amériques 1988



Tour Trans-Canada 1999





Nos experts impliqués depuis 40 ans

Depuis 2010

Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal (GPCQM)

Épreuves cyclistes professionnelles du circuit UCI WorldTour.

2010-2014

Challenge Sprint Pro

Épreuve explosive et spectaculaire créée par l'organisateur, présentée en vagues de 4 coureurs sur 1 km dans la ville de Québec.

2013-2014

Cycloquébécoises

Cyclosportives de masse dans le cadre des GPCQM réunissant annuellement plus de 2 000 participants sur des parcours allant de 90 à 160 kms à Québec et à Candiac.

Depuis 2015

Critérium National de Montréal

Critérium ouvert aux coureurs hommes et femmes, de catégorie Junior, Senior et Maître présenté la veille, sur le site Départ/Arrivée du Grand Prix Cycliste de Montréal. Dans la vision du développement du cyclisme au Québec.











Notre vision pour le Marathon de Montréal

LE MARATHON DE DEMAIN

VISION / MISSION

Nous croyons avec conviction que notre équipe a en main toute la compétence et l'expertise requise pour atteindre l'objectif ambitieux mais réalisable de redonner au Marathon de Montréal ses lettres de noblesse et sa notoriété. Des éléments qui le plaçaient, il n'y a pas si longtemps, parmi les plus grands événements sportifs mondiaux tant au niveau participatif que des élites qui sont le moteur essentiel et source d'inspiration pour le plus grand nombre.

Le Marathon de demain sera celui de la communauté montréalaise mais également une vitrine de la métropole sur le monde.

LE MARATHON DE DEMAIN

OBJECTIFS

➔ Un rendez-vous RÉCURRENT INCONTOURNABLE

Le rendez-vous sportif immanquable de l'année pour tous les adeptes de la course à pied, du débutant au confirmé...
L'offre de distances répondra aux besoins, attentes et aux différents objectifs de tous et chacun dont l'ultime défi, soit la distance de 42,195 km, celle qui qualifie un marathon.

Le parcours du Marathon sera une création de la Ville de Montréal pour la Ville et sa communauté.
Il deviendra permanent, un élément *Signature,* faisant partie intégrante du patrimoine de la Ville de Montréal, permettant de découvrir sous tous ses angles notre ville unique tant par son histoire, sa diversité, sa richesse culturelle, sa gastronomie et sa joie de vivre reconnue par tous. Ce qui constituera pour les gens de chez nous mais aussi d'ailleurs un rendez-vous annuel sportif et festif à ne pas manquer.

LE MARATHON DE DEMAIN

OBJECTIFS

➔ Un marathon, une ville, une identité

En étroite collaboration, nous nous efforcerons de tracer un parcours qui illustrera de façon convaincante la beauté de notre métropole à l'image des villes de Paris, Londres, New York qui ont saisi l'importance de créer des parcours reflétant l'attrait et la richesse de leur métropole. Ces marathons sont autant des événements sportifs que touristiques.

La participation à l'événement sera aussi le prétexte pour venir découvrir la Ville et tout ce qu'elle a à offrir.

➔ Tisser des liens et bâtir ensemble avec fierté

L'un de nos objectifs sera de redonner confiance aux participant(es), aux montréalaises et montréalais.

Nous viserons à assurer le potentiel de succès local d'un tel événement. Cela passera indéniablement par la sécurité mais aussi par la garantie d'un événement qui offre une expérience client irréprochable, festive et inclusive. Pour se faire nous souhaitons tisser des liens forts avec TOUS les acteurs à commencer par la Ville, la Fédération québécoise d'athlétisme (FQA), les acteurs de l'industrie touristique mais aussi et surtout avec les arrondissements et la communauté qui seront au coeur et définiront l'identité de ce nouveau parcours.

LE MARATHON DE DEMAIN

OBJECTIFS

➔ Redonner à la communauté et encourager la vie active

Cette vision garantira des retombées sociales permettant à la communauté montréalaise de s'approprier à nouveau le Marathon. Pour cela, nous solliciterons et impliquerons les arrondissements, les organismes de quartiers, les écoles, les commerçants et entreprises à s'investir soit par une présence au sein même des différents projets sportifs proposés, soit par une implication dans l'accueil, tout au long d'un parcours unique et original parcouru par des milliers de participants.

Autant d'actions qui seront à déployer tout au long de l'année pour donner le goût de s'investir, sportivement ou socialement dans un projet commun.

Nous agirons comme facilitateur pour favoriser le développement des valeurs de santé et de bien être et permettre l'accès à la pratique des saines habitudes de vie en leggant le parcours aux montréalaises et aux montréalais et en leur donnant les bons outils pour les accompagner.

LE MARATHON DE DEMAIN

OBJECTIFS

➔ Le retour de l'Élite mondiale

Il n'est de secret pour personne que l'élite inspire et véhicule les valeurs de dépassement de soi.

Dès 2022, si la situation sanitaire mondiale et locale nous le permet, nous prévoyons un volet Élite mondiale dans les catégories Hommes, Femmes et fauteuil roulant.
À l'horizon 2023, nous lancerons la Coupe des Nations, une compétition internationale mixte sur invitation de nations identifiées.

Rayonner à l'international aussi

Montréal et son Marathon de demain aura tout pour se prévaloir d'une télédiffusion internationale originale et de grande qualité. L'Élite et le participatif côte à côte sur un parcours identitaire mettant en valeur ses quartiers, son histoire, son ADN, son côté festif… autant d'ingrédients pour un produit télégénique, 100% Montréalais. De véritables cartes postales vivantes qui sauront séduire les téléspectateurs d'inscrire Montréal comme destination touristique et/ou sportive de choix et qui rendra fière toute une communauté.

LE MARATHON DE DEMAIN



EN SOMME, NOS OBJECTIFS COMMUNS SONT :

- Redonner confiance aux participant(e)s en offrant un événement de qualité irréprochable et sécuritaire pour tous;
- Développer un sentiment de fierté et d'appartenance avec un projet commun et une identité forte;
- Garantir des retombées sociales et sportives aux Montréalaises et Montréalais;
- Développer des initiatives visant à faire vivre le Marathon à l'année et à l'échelle du Québec;
- Placer le Marathon de Montréal sur la scène internationale;
- Accroître le nombre de participants à la distance du Marathon;
- Augmenter les retombées touristiques et économiques.



LE MARATHON DE MONTRÉAL
2022-2024

Présentation de l'événement

Durant trois jours (23 au 24 septembre pour 2022), nous souhaitons mettre en place une programmation événementielle qui ira d'activités d'initiation à la course à pied à la tenue de l'épreuve reine de 42,195 km le dimanche.

Un volet populaire élargi et inclusif	Un volet compétitif	Un volet festif à saveur local
• Permettre l'accès au plus grand nombre par des événements inclusifs; • Des épreuves individuelles et collectives aux distances variées; • Développement d'outils afin de permettre une mobilisation annuelle encore plus grande dont l'expérience culminera lors de la fin de semaine du Marathon !	• Dès 2022, le retour d'un volet Élite dans les catégories Homme, Femme et fauteuils roulants sur la distance reine de 42,195 km; • En 2022, le lancement de la Coupe nationale, qui, à moyen terme, évoluera en épreuve internationale - la Coupe des Nations.	• Une fête populaire et culturelle mettant de l'avant les talents locaux où les citoyens seront invités à se mêler à la fête; • Contribution de chaque quartier et présentation de ses talents culturels le long du parcours; • Artisans et commerçants pourront aller à la rencontre des participants et mettre leur quartier en valeur

*Si la situation sanitaire le permet

La programmation sportive

Sans contredit, les portions les plus importantes de la programmation de l'événement, les épreuves sportives sont le fait d'arme de la fin de semaine !

DES DISTANCES

- Le Marathon: Distance iconique de 42,195 km avec le but ultime que cela représente. Un accent particulier sera donné à cette distance afin d'augmenter graduellement le nombre d'inscrits. L'épreuve reine de l'événement se doit d'être le Marathon.
- Le Demi-Marathon: Distance la plus accessible avec un programme de préparation saisonnier mais également une étape vers la préparation d'un marathon futur.
- Le 1, 5 et 10 km: Ces épreuves, une première étape vers l'atteinte de l'objectif ultime qu'est le Marathon, permettront une ouverture au plus grand nombre.

DES THÉMATIQUES

En plus du format traditionnel des courses à pied, nous offrirons des épreuves innovatrices telles que:

- Des formules collectives
- Des challenges inter-écoles, inter-quartiers
- Le développement d'une Coupe des Nations

Le Parcours / Les sites

VISION DU PARCOURS

- Pour la 30e édition du Marathon et les suivantes, nous désirons retracer son histoire en amenant chaque coureur à parcourir les lieux symboliques de l'événement et les joyaux de notre ville.
- Création d'un parcours permanent, patrimoine de la Ville de Montréal, et dont certains segments seraient balisés.

CHOIX DES SITES DÉPART/ARRIVÉE

Sites de départ : Espace 67, Parc Jean-Drapeau (21,1, 42,2 km) / rue Sherbrooke E. (1, 5, 10 km)
Site d'arrivée : Esplanade du Parc olympique (tous les parcours)

- Ces sites font partie de l'ADN de la ville et ont fait leurs preuves pour l'accueil de grands événements (accès, installation, espace disponible, etc.)
- Ils favorisent l'expérience des participants et de leurs proches (amis et famille)
- Ils répondent aux contraintes logistiques et opérationnelles (ex: accès au transport en commun)



Départ des 21- 42 km sur le Pont Jacques-Cartier



L'Espace 67 proposé comme site d'Arrivée

CONTRAINTES LOGISTIQUES

- Respect des contraintes sportives (ex: nous visons un dénivelé positif total inférieur à 400 m)
- Respect des contraintes de la ville, c'est pourquoi l'élaboration du trajet définitif se fera avec la Ville de Montréal et en grande collaboration avec la DFE.

Le Marathon de Montréal : 42,195 km de patrimoine

Marathon Beneva de Montréal

Marathon
25 septembre 2022

Parcours / courses

42,2 km

1 **Kilométrage** / Mileage

Service public

Station / Subway Station



Le Demi-marathon : 21,1km

Marathon Beneva de Montréal

Demi-marathon
25 septembre 2022

Parcours / courses

21,1 km

1 **Kilométrage** / Mileage

Service public

Station / Subway Station



Le 10 km

Marathon Beneva de Montréal

1 km - 5 km - 10 km
24 septembre 2022

Parcours / courses

- 10 km
- Kilométrage 10 km / 10 km mileage
- 5 km
- Kilométrage 5 km / 5 km mileage
- 1 km

Service public

- Station / Subway Station



Le 5 km Sports Experts



Le 1 km

Marathon Beneva de Montréal

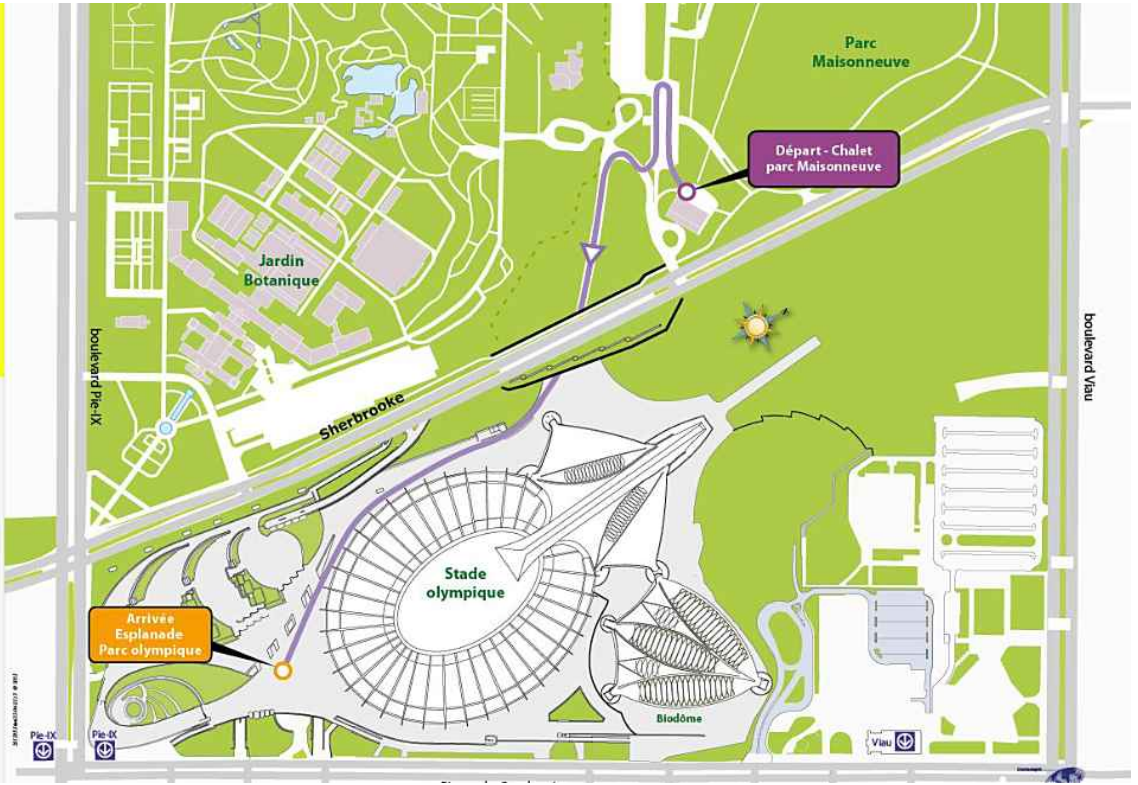
1 km
24 septembre 2022

Parcours / courses

- 1 km
- Kilométrage / Mileage

Service public

- Station / Subway Station



Projection de participation

Notre projection de participants 2022, si la crise sanitaire se résorbe, est basée de façon réaliste sur les inscriptions de l'édition 2019.

À moyen terme, à condition que la situation pandémique le permette et que nous soyons en mesure de proposer un parcours attrayant du point de vue sportif et touristique, nous visons une augmentation du nombre de participants à la distance du Marathon, l'épreuve reine et ainsi redonner à Montréal sa place sur le marché mondial.

PROJECTION 2022	18 500
PROJECTION 2023	25 000

	2022 18 500		2023 25 000		2024 31 500		Public cible
Marathon	3500	19%	6250	25%	6800	22%	Compétitif (élite) sur invitation Participatif, à partir de 18 ans
Demi-Marathon	8000	43%	10000	40%	13500	43%	Participatif, à partir de 12 ans
10km	3500	19%	4750	19%	6450	20%	Ouvert à tous
5km	2500	14%	2750	11%	3500	11%	Ouvert à tous
1km	1000	5%	1250	5%	1250	4%	Jeunes de 3 à 11 ans inclusivement

La programmation festive

En plus d'une programmation sportive bien étoffée, nous présenterons une panoplie d'activités connexes et ouvertes à tous durant la fin de semaine de l'événement. Ces activités rejoindront toute la population montréalaise afin de faire de l'événement une grande fête pour la communauté avec un mot d'ordre : un service et une expérience client IRRÉPROCHABLE.

EXPO-MARATHON
(Achalandage estimé: Plus de 20 000 personnes)

- Rendez-vous obligatoire des participants pour la récupération des sacs coureurs, mais également de tous les amateurs de course à pied grâce à un accès gratuit;
- Conférences, ateliers, activités pour toute la famille;
- Exposition de plusieurs marques et produits impliqués dans le monde de la course à pied et de la santé ainsi que la boutique officielle du Marathon;
- Multitude de services aux coureurs

Première expérience du client de la fin de semaine, d'où l'importance qu'elle soit mémorable et sans faille.

SITE DE DÉPART ET D'ARRIVÉE
(Achalandage estimé: Plus de 45 000 personnes)

- Ouvert à tous, participants, spectateurs, jeunes et moins jeunes y trouveront leur compte;
- Animations et festivités tout au long de la fin de semaine;
- Spectacle d'envergure pour la clôture des activités, mettant en valeur des artistes québécois et francophones;

La programmation festive

SUR LE PARCOURS

- Animation à couleur locale tout au long du parcours du Marathon pour le plaisir des coureurs et résidents venus encourager.
- Mise en valeur des talents de la communauté
- Concours de quartiers
- Animations ambulantes et stimulantes déployées sur les plus courtes distances et seront travaillées de concert avec les partenaires.







et durant tout le séjour des visiteurs

- Mise en valeur des artisans de Montréal et de ce qu'ils ont à offrir durant toute la présence des participants venus d'ailleurs..

La télédiffusion



L'image de l'événement et de la ville de Montréal à l'international passera par une télédiffusion mondiale du Marathon.

Dans un horizon de 2 ans, grâce au retour de l'Élite et de la mise en place de la Coupe des Nations comme support d'intérêt sportif pour les diffuseurs, nous voulons mettre en marché un produit qui reflétera les attraits et la beauté de Montréal et dont les clés seront:

- La captation de la course;
- La production de formats dynamiques, originaux, pertinents et de grande qualité;
- La négociation des droits de diffusion au niveau mondial;

Notre organisation a l'expertise, les compétences, l'expérience et les contacts pour réaliser ce projet. De la production, à la distribution (négociation des droits TV) du signal international des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal dans plus de 130 pays, nos réalisations parlent d'elles-mêmes.



Au delà de la ligne d’arrivée

Les activités de développement

Afin de garantir la croissance locale et internationale de l'événement, des initiatives seront mises en place pour assurer l'augmentation annuelle de la participation et faire rayonner le prestige de l'épreuve sur la scène mondiale.

Horizon	Marché local	Marché international
2022	• Programmation sportive originale avec divers défis visant différents marchés (entreprises, écoles, quartiers, etc.) • Étroite collaboration avec la FQA pour le développement de la course à pied	• Développement de forfaits touristiques • Présence dans les salons internationaux et marathons de Paris, Londres et Boston
Implantation graduelle souhaitée dès 2022-2023	• Segments de parcours du Marathon balisés de manière permanente pour en faire un élément intégré du patrimoine montréalais • Balisage de sentiers de courses dans les parcs montréalais	• Création des parcours sur une plateforme virtuelle (ex: Zwift)
Vision à long terme		• Coupe des Nations • Télédiffusion/webdiffusion mondiale

La promotion des saines habitudes de vie…



… AU COEUR DE NOS PRÉOCCUPATIONS !

Nous avons pour objectif de développer des initiatives, à la fois locales et à grande échelle, de santé, bien-être et mieux-vivre, appuyées par des outils et moyens de communication adaptés à tous les publics, et en particulier les jeunes. Des partenariats auprès des écoles, associations jeunesses et la FQA seront ainsi établis afin de positionner la course à pied, comme un bienfait physique, mental et social.

S'étalant sur une période de 12 mois, notre plan fera l'objet d'une communication multimédia transversale déclinée sous plusieurs formes afin de rejoindre chacun des publics visés par nos différentes initiatives. Tous les média (presse, Web, télévision, conférences, influenceurs et médias sociaux) seront utilisés afin de promouvoir les bénéfices de la course à pied et de l'activité physique pour tous.

Plan de legs - Projet de balisage des parcours

Dans notre vision, le Marathon de Montréal ne se termine pas lorsque le dernier coureur franchit la ligne d'arrivée. Le Marathon vit dans Montréal tout au long de l'année. Notre organisation souhaite contribuer à l'amélioration des installations sportives de la ville.



Parcours balisés à l'année

Progressivement et en collaboration avec les instances concernées, nous envisageons de créer :

- Balisage de segments du parcours du Marathon de manière permanente, le tout rendu possible par l'utilisation d'un tracé similaire à chaque année, ce qui aura pour effet de développer un sentiment d'appartenance et de fierté des citoyens face à ce parcours.

- Balisage de différents parcours de course au travers les parcs de la ville dans les différents quartiers visités et près des écoles afin d'inciter à la pratique du sport.

Plan de legs - Développement du sport

Dès 2022, grâce à un appui financier et par la mise en place de divers programmes, nous appuierons la FQA dans le développement de la course à pied au Québec, suivant les initiatives à succès mises en place dans le cadre des GPCQM (voir encadré). Nous sommes fiers de cette contribution et nous visons le même impact pour la course à pied !

Développement du sport	Élite québécoise	Formation
• Levées de fonds au profit de FQA, lui permettant de bonifier ses programmes d'accès à la course à pied et d'accompagnement de l'Élite des catégories Junior et Espoir québécoises dans leur préparation pour des épreuves internationales. • Des activités spécifiques seront créés de concert avec les parties concernées afin de permettre de verser les profits à ces programmes.	• Invitation annuelle d'un peloton de l'Élite québécoise pour prendre le départ du marathon aux côtés de l'Élite Mondiale. • Bourses attribuées au meilleur(e)s athlètes québécois. • Bourse supplémentaire si un record québécois est brisé lors d'une épreuve.	• De concert avec la FQA, mise en place de formations pour les commissaires québécois. • Opportunité de perfectionnement pour les commissaires québécois d'officier dans une épreuve de niveau internationale, un premier pas pour des éventuelles assignations à l'étranger.

Depuis 2010, les GPCQM soutiennent la Fédération québécoise des sports cyclistes et contribuent à l'essor du cyclisme au Québec par le biais d'initiatives telles le programme Un jour WorldTour, la commandite de la Coupe du Québec ou l'organisation du Critérium National de Montréal.

Plan de legs - Communautaire

Le legs communautaire est important à nos yeux et sera une source de fierté pour l'organisation. Nous désirons que le Marathon de Montréal soit reconnu comme un événement qui a à coeur les communautés dans lequel il évolue.

Appui à des causes

- En concertation avec les arrondissements visités, nous choisirons des causes qui leur sont chères, et les intégrerons aux programmes de partenariat.
- La cause choisie bénéficiera non seulement de notre appui mais d'une visibilité importante.
- À titre d'exemple, nous planifions reconduire l'appui à Tel-Jeunes, lié au P'tit Marathon (1 km) depuis plusieurs années, et l'associer à un partenaire qui partage les mêmes valeurs sociales.

Implication dans la vie de quartier

- Implication des comités de quartiers et groupes communautaires dans l'animation du parcours, assurant ainsi une diversité au sein de l'événement. Notre organisation appuiera les groupes impliqués dans le Marathon.
- Implication dans les arrondissements visités à l'année (activités organisés, balisage de parcours, etc.). Une belle occasion de célébrer annuellement la vie active.
- Concours entre arrondissements.

Bénévoles

- Essentiels à la tenue de l'événement, ceux-ci composent la famille élargie du Marathon.
- Un programme dédié nous permettra d'attirer, préparer, appuyer, récompenser et retenir les bénévoles que nous souhaitons revoir année après année.
- Une fête haute-en-couleur est prévue afin de remercier les bénévoles de leur implication !

Plan de legs - Pour la ville de Montréal

La ville de Montréal bénéficie d'un legs important suite à la tenue du Marathon. Notre ville est une fierté et elle mérite de rayonner à sa juste valeur. Notre objectif est d'utiliser cet événement *Signature* comme levier important.

Image de la ville	Rayonnement international *Vision sur trois ans*	Retombées économiques et touristiques
• Bonification de l'image et de la réputation de la métropole comme ville : ○ Active ○ À l'écoute de ses communautés ○ Inclusive ○ Verte ○ Dotée d'un savoir-faire et d'une capacité d'accueil d'événements d'envergure internationale.	• Visibilité de la ville à l'international grâce à la télédiffusion et webdiffusion dans le monde entier. • La diffusion du Marathon, une véritable carte postale pour la ville de Montréal.	• Retombées économiques importantes reliées à l'événement; ces retombées seront mesurables et quantifiables. • Une augmentation des retombées à chaque édition : résultat de la qualité de la prestation offerte ainsi que des campagnes promotionnelles locales et internationales.



Un événement des temps modernes

Écoresponsable

En 2022, il est impératif qu'un événement tienne compte de la dimension environnementale à tous les niveaux de son organisation. En tant que promoteur, nous nous engageons à faire du Marathon un événement modèle en termes de pratique écoresponsable. Voici quelques mesures que nous proposons.

Dès l'étape de la planification, nous mettrons en place un comité écoresponsable et adopterons un plan stratégique au niveau du développement durable. Nous impliquerons et sensibiliserons l'ensemble de nos partenaires dans ces démarches. Également, nous prioriserons le choix de fournisseurs engagés dans une démarche de développement durable en plus de favoriser les fournisseurs qui auront une proximité géographique.

Au niveau de la gestion des matières résiduelles, nous réduirons l'utilisation des ressources à la source et appliquerons le principe des 4 R - V (Repenser, Réduire, Réutiliser, Recycler, Valoriser). L'ensemble des surplus alimentaires seront redistribués à des banques alimentaires ou compostés dans le cas où il ne pourrait être remis.

Un enjeu environnemental majeur propre aux épreuves de course à pied est la consommation d'eau en bouteille ou en gobelet lors des courses. Nous explorerons les solutions afin de réduire cet impact.

Écoresponsable



Nous mettrons en place diverses mesures telles qu'un partenariat avec la STM afin d'offrir une passe d'accès de transport en commun avec l'inscription, la collaboration avec des fournisseurs locaux ayant une approche écoresponsable à leur activité, une reddition de compte afin de favoriser le processus d'amélioration continue, encourager et faciliter le transport actif (vélo, marche), la création d'une page Web dédiée à la mobilité et toutes les recommandations écoresponsables liées à la participation des coureurs/coureuses, etc.

À l'occasion des Grands Prix Cyclistes, nous avons développé une politique de développement durable exhaustive qui nous a permis de réduire significativement notre impact environnemental. Nous avons des ententes avec des fournisseurs qui offrent des solutions écologiques comme Écocup Québec (verres réutilisables) et le Consortium Écho-Logique (gestion et tri des déchets), fournisseurs que nous utiliserons également lors du Marathon de Montréal.

© Banque Scotia 21k de Montréal et 5k

Inclusif

Nous présenterons un événement rassembleur et inclusif pour l'ensemble de la communauté. Voici quelques mesures qui seront mises en place afin d'assurer la réussite de cet objectif:

Planification

- Consultation et implication indispensables des différentes parties prenantes (partenaires et services de la Ville, arrondissements) à tous les stades de la planification de l'événement notamment lors de l'élaboration du parcours.
- Consultation des groupes concernés dans la sélection des legs en matière d'installations sportives, de développement du sport, de la vie communautaire.

Participants

- Favoriser la participation des groupes communautaires de tous les horizons.
- Choisir des montréalaises et montréalais qui deviendront le visage de l'événement
- Soutenir la place des athlètes en fauteuil roulant dans l'événement.
- Présenter des activités favorisant l'initiation des jeunes à la course à pied et à la vie active tout au long de l'année
- Promouvoir le sport au féminin via des regroupements et programmes bien établis.

Citoyens

- Campagne de communication ciblée afin d'informer les citoyens des impacts de l'événement sur la circulation tout en les conviant à célébrer le passage du Marathon et contribuer à l'animation de leur quartier.
- Assurer l'accessibilité universelle à nos sites (rampes d'accès, stationnements pour personne ayant un handicap).



Notre programmation prévoit le retour de la catégorie Élite handisport (fauteuils roulants).

© Marie-Lan Nguyen /Wikimedia Commons



Promotion de l'événement

42 km - 21 km - 10 km - 5 km - 1 k

Objectifs et axes de communication



Des objectifs sur 3 ans :

- Réinstaurer la réputation du Marathon de Montréal en tant qu'événement sportif de premier ordre.
- Rétablir le sentiment d'appartenance des montréalais et montréalaises envers leur Marathon.
- Faire rayonner Montréal internationalement.
- Promouvoir l'inscription des participants et l'accroissement annuel d'adhérents à la discipline maîtresse (42,195 km), ainsi que la présence de plusieurs milliers de spectateurs la fin de semaine du Marathon.
- Favoriser le retour en force de l'élite mondiale au Marathon de Montréal.

Autour de 3 axes principaux

- Une célébration 100% montréalaise
- Performance, dépassement et fierté
- Montréal, ville sportive d'envergure

Les publics cibles



Avec un calendrier de cinq épreuves, des thématiques de courses et de nombreuses activités, l'événement s'adresse aux sportifs, jeunes et moins jeunes ainsi qu'aux nombreux festivaliers de la métropole :

1. Nous nous adressons tout d'abord aux coureurs, coureuses et athlètes en fauteuil roulant, toutes générations confondues, prioritairement du Grand Montréal, mais également du Québec, du reste du Canada, du Nord-Est des États-Unis ainsi que du marché international, en respect des conditions sanitaires en place.

2. Comme public secondaire, les amis et familles des participants, les quartiers à l'honneur ainsi que les festivaliers du Grand Montréal invités à encourager les participants et à profiter des festivités.

3. L'élite internationale de marathon est également dans la mire de l'organisation pour redonner le prestige à l'événement et permettre, par le fait même, aux participants de côtoyer les plus grands coureurs de la planète.

Les communications au coeur de la stratégie

Rejoindre, partager, motiver, inviter, célébrer… la stratégie de communication portera les messages de l'organisation à ses différents publics et parties prenantes par une campagne de communication sur 12 mois par année.



Promouvoir la vie active

Très conscients de l'ampleur du défi que les coureuses et coureurs se seront lancés, petits ou grands, nous les accompagnerons tout au long de leur cheminement tout cela, jusqu'au point culminant de septembre

Invitation aux festivités

À l'approche de cette grande célébration montréalaise de la vie active, participants, résidents, communautés, partenaires, et médias seront conviés aux festivités grâce à un blitz promotionnel de quelques semaines sur toutes les plateformes. La région vibrera ainsi aux couleurs du Marathon de Montréal à chaque fin d'été !

L'inscription

La campagne de communication et de promotion se mettra en branle avec comme objectif initial le lancement des inscriptions dès l'automne. S'en suivra la promotion soutenue de la stratégie de prix, ses paliers, échéances et rabais ponctuels tout au long des mois suivants jusqu'à l'événement.



Gestion des risques

Plan des mesures d'urgence

Un plan de gestion des mesures d'urgence, comprenant une analyse de risques a été produit en 2013 puis, mis à jour de 2014 à 2017 par la firme Le Groupe Conseil Promutech Inc.

Le document ne peut être partagé dans son intégralité en raison des droits d'auteurs.

En 2022, ce document fera l'objet d'une refonte complète, afin de refléter la nouvelle réalité.

De manière générale, l'exercice a pour objectif de dresser la liste des risques potentiels pouvant perturber la tenue de l'événement et d'établir clairement les actions qui doivent être prises et le rôle de chacun dans de tels cas.

Les buts visés sont :

- Atténuer la morbidité et la mortalité
- Prévenir et minimiser les impacts sur la clientèle et l'image du promoteur
- Assurer une continuité des services
- Prévenir et limiter les pertes économiques

Le plan prévoit notamment la conformité et le dépassement des normes en matière de sécurité et de services médicaux.

Il prévoit les garanties financières (assurances) requises pour supporter sa pérennité en cas d'annulation ou de pertes financières majeures. Nous nous engageons également à rembourser les participants en cas d'annulation.

Enfin, il réfère aux normes adoptées dictant ses règles d'autorisation de départ (indices de chaleur, de froid, de vent, etc).

Plan de gestion des risques financiers



La longue expérience de notre équipe dans l'organisation d'événements majeurs internationaux tels que le Marathon International de Montréal, le Grand Prix Cycliste des Amériques, le Tour Trans-Canada et 10 éditions des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal est la garantie que toutes les éventualités bénéficieront d'une réponse rapide et efficace. De plus, la pratique de bonne gestion a été démontrée lors des 10 premières éditions des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal. Les mécanismes de contrôle des coûts et de mise à jour des budgets sont éprouvés.

L'obtention d'un mandat de trois ans permet de diminuer le risque lié à la présentation de l'événement. En effet, avec un mandat de plusieurs années, nous serons en mesure de conclure des partenariats à long terme ce qui est bénéfique à tous les points de vues que ce soit avec des commanditaires ou des fournisseurs. La vision pluriannuelle nous permet également de prévoir des initiatives sur plusieurs années et ainsi d'amoindrir les coûts liés à celles-ci.



Un plan établi

Montage financier

Notre expertise et expérience en gestion événementielle font en sorte que nous avons une grande compétence dans l'évaluation de projet et la mise en place d'un budget réaliste propre à l'événementiel. Il va sans dire que nous croyons qu'il est possible de réaliser un événement grandiose et de conserver des finances saines. Sans cette croyance, nous n'aurions pas répondu à cet appel d'offre. Dès la première année, nous présenterons un budget équilibré.

Revenus	Prévisionnel 2022
Inscriptions (basé sur 18 500 participants)	1 400 000$
Commandites	632 000$
Revenus divers	210 000$
Contribution Ville de Montréal	35 000$
Contributions gouvernementales	332 500$
Total des revenus	2 609 500$

Dépenses	Prévisionnel 2022
Dépenses d'opération	2 609 500$

Mot de la fin

Ce serait un grand privilège pour notre organisation de travailler en étroite collaboration avec la ville de Montréal afin de relancer l'événement qu'est le Marathon et de lui redonner les lettres de noblesse qu'il mérite tant.

Conscients qu'il s'agit d'une grande responsabilité, nous sommes convaincus que la vision, l'expertise et la passion de notre groupe permettra la tenue d'un événement de grande qualité, qui sera un succès pour tous en plus d'être une source de fierté pour la communauté montréalaise.

Sébastien Arsenault
Président du conseil d'administration
Événements GPCQM
sebastien.arsenault@gpcqm.ca




Prenons le départ ensemble !

CONVENTION – CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ÉVÉNEMENTS SPORTIFS DE GRANDE ENVERGURE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Courons Montréal**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 719 rue de la Futaie, Boucherville (Québec) J4B 0E4, agissant et représentée par M. Sébastien Arsenault, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 784716060RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1228158859TQ0001
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de faire du Marathon Beneva de Montréal un événement parmi les plus grands événements sportifs mondiaux tant au niveau participatif que des élites;

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement par une participation financière devant être affectée exclusivement aux fins mentionnées à la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte, le cas échéant, de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des installations et équipements et des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Événement au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme s'est engagé(e) à assumer tous les coûts et risques associés à l'organisation de l'Événement, il est entendu que la Ville n'assumera aucun déficit découlant de la tenue de l'Événement;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation de l'Événement de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme s'est engagé à consentir à la communauté montréalaise un legs décrit à l'annexe 4 de la présente convention;

ATTENDU QUE l'Organisme assume l'entière responsabilité du financement, de l'organisation et de la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE l'Organisme a formellement représenté à la Ville qu'il était en mesure, le cas échéant, d'assumer l'entière responsabilité liée à tout dépassement des coûts ou à tout déficit lié à la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Biens et services** » : les ressources matérielles et humaines mises à la disposition de l'Organisme, gracieusement, par la Ville, le cas échéant, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement (Annexe 5);

2.2 « **Cahier des charges** » : le cahier des charges, dans le cas où le domaine public doit être occupé pour la tenue de l'Événement, est produit par l'Organisme

et approuvé par la Division des événements publics. Il sert à formaliser les besoins et à les expliquer aux différents acteurs concernés par l'Événement. Il permet notamment de cadrer le parcours, la fermeture de rues, la signalisation, la sécurité, etc.;

2.3 « **Domaine public** » : les rues et les parcs utilisés pour la réalisation de l'Événement, le cas échéant, sur le territoire de la Ville et mis à la disposition de l'Organisme;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Événement** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et finaux, le cas échéant, ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre de l'Événement, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 1;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville;

2.9 « **Annexe 1** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville et des documents à produire pour la reddition de comptes attendue pour la réalisation de l'Événement;

2.10 « **Annexe 2** » : le document intitulé « Liste des dépenses admissibles et non admissibles »;

2.11 « **Annexe 3** » : exigences de la Ville en matière de visibilité, « Protocole de visibilité »;

2.12 « **Annexe 4** » : plan de legs de l'Organisme à la communauté sportive montréalaise, lorsqu'un legs est prévu à la présente convention;

2.13 « **Annexe 5** » : les biens et services mis à la disposition de l'Organisme, gracieusement par la Ville, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement, lorsque cela est prévu à la présente convention;

2.14 « **Annexe 6** » : les conditions générales à l'occupation du domaine public, lorsque cela est prévu à la présente convention.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et, le cas échéant, de la mise à la disposition des Installations, équipements et des Biens et services de la Ville pour la réalisation de l'Événement de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de TRENTE-CINQ MILLE dollars (35 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements comme suit :

i. un premier versement d'un montant maximal de trente mille dollars (30 000 $) au plus tard le 31 janvier 2022;

ii. un deuxième versement d'un montant maximal de cinq mille dollars (5 000 $), sur l'approbation, par le Responsable, de la reddition de compte et ce au plus tard le 15 novembre 2022;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation de l'Événement. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation de l'Événement ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **BIENS ET SERVICES**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui octroyer un soutien en Biens et services évalué approximativement à quatre cent vingt-cinq mille dollars (425 000,00 $), incluant toutes les taxes applicables (ci-après, l' « **Évaluation** »), le cas échéant, devant être affectés à la réalisation de l'Événement; lesdits Biens et services de même que les conditions sont décrits à l'Annexe 5. Toutefois, le présent article ne peut ni ne doit être interprété comme un engagement de la Ville à fournir tous les Biens et services qui pourraient être demandés par l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation de l'Événement, tout en respectant la liste des dépenses admissibles jointe à la présente convention à l'Annexe 2;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation de l'Événement et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 transmettre au Responsable dès qu'elle est disponible, la programmation officielle de son Événement, incluant notamment les horaires des activités ou des festivités tenues en lien avec ledit Événement, et, le cas échéant, l'informer par écrit, au fur et à mesure où elles surviennent, des modifications qui y sont apportées;

5.1.4 assurer l'invitation et l'accréditation d'un nombre raisonnable, à convenir avec le Responsable, de représentants de la Ville, lesquels auront préalablement été identifiés par le Responsable et divulgués à l'Organisme, pour la tenue de l'Événement et des activités organisées par l'Organisme à Montréal et qui y sont liées;

5.1.5 respecter le Parcours de l'Événement lors de la tenue de l'Événement;

5.1.6 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu de l'Événement, au budget prévu ou au calendrier de travail;

5.1.7 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation de l'Événement, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation de l'Événement.

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

5.2.1 faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions du Protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 4, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué à l'Événement. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion.

5.3 PLAN DE LEGS

5.3.1 respecter entièrement son engagement de donner les avantages et les bénéfices décrits au Plan de legs (Annexe 4) à la population montréalaise de façon à ce que ledit engagement soit entièrement réalisé, à la satisfaction du Responsable, au plus tard 90 jours après la tenue de l'Événement.

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable (Annexe 2);

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 Signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation de l'Événement, sous une forme à convenir entre les Parties.

5.5.3 Autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention.

5.5.4 Dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une

valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5.5.5 Dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5.5.6 Tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées.

5.5.7 Dans le cas où le financement recueilli par l'Organisme ne permet pas la réalisation de son Événement selon ce qui a été présenté à la Ville, l'Organisme doit présenter au Responsable, pour information, un budget révisé et réaliser son Événement selon la version modifiée;

5.5.8 Présenter les prévisions budgétaires actualisées de l'Événement au Responsable, et ce, dès qu'elles sont disponibles.

5.5.9 Aviser promptement le Responsable par écrit s'il prévoit ne pas être en mesure de recueillir les fonds nécessaires à l'organisation ou la tenue de son Événement.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 Obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention.

5.6.2 Payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs à l'Événement et les activités qui y sont reliées.

5.7 RESPECT DES LOIS

5.7.1 Se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et

autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue.

5.7.2 Adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 Si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 À la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

5.9 RESPONSABILITÉ

Garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 9, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

5.10 SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF

Lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

5.11 **BIENS ET SERVICES**

5.11.1 Utiliser les Biens et services mis à sa disposition par la Ville aux seules fins décrites à la présente convention.

5.11.1 Respecter toutes les conditions et obligations énoncées à l'Annexe 5 et les directives du Responsable quant aux Biens et services fournis par la Ville.

5.12 OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

5.12.1 respecter toutes les conditions et obligations énoncées à l'Annexe 6 et les directives du Responsable;

5.12.2 occuper le domaine public aux seules fins décrites à la présente convention;

5.12.3 payer les frais relatifs à l'occupation du domaine public, s'il y a lieu, dans les trente (30) jours de la réception de la facture.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet le 1er janvier 2022 et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'Événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans l'Événement reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 10
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

10.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

10.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

10.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

10.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

10.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

10.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

10.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 10.3.1 à 10.3.4.

10.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant l'Événement ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 9 de la présente convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ENTENTE COMPLÈTE**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 **DIVISIBILITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

12.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

12.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

12.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

12.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

12.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 719 rue de la Futaie, Boucherville (Québec) J4B 0E4, et tout avis doit être adressé à l'attention de M. Arsenault. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le 19e jour de juillet 2021

Courons Montréal

Par : _____
Sébastien Arsenault

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'Agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DOCUMENTS À PRODUIRE POUR LA REDDITION DE COMPTE

Les documents à produire pour la Reddition de compte comprennent ce qui suit :

- Le bilan final de l'Événement incluant un rapport de visibilité et une revue de presse;
- Une étude des retombées économiques (avec les données de l'édition 2022 de l'Événement);
- Un rapport faisant état de l'atteinte des objectifs du Plan de legs;
- Les états financiers de l'Organisme;
- Un rapport des dépenses allouées au financement de la Ville.

ANNEXE 2

LISTE DES DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE, À SAVOIR LA SOMME MAXIMALE DE 35 000,00 $, DOIT EXCLUSIVEMENT ÊTRE AFFECTÉE AUX DÉPENSES ADMISSIBLES FIGURANT SUR LA LISTE QUI SUIT :

Les dépenses admissibles sont :

- Les frais se rattachant à l'utilisation de plateaux sportifs, de salles et du Domaine public
- Le coût du matériel et des équipements nécessaires à la tenue de l'Événement
- Le coût des autorisations, des sanctions et des permis requis pour tenir l'Événement
- Le coût du matériel promotionnel de l'Événement
- Les dépenses liées aux bénévoles œuvrant dans la tenue de l'Événement
- Les frais d'assurances reliés à la tenue de l'Événement
- Les frais des officiels
- Toutes les dépenses liées à l'administration et aux opérations pour la tenue de l'Événement à l'exception des dépenses non admissibles

Toutes les autres dépenses constituent des dépenses non admissibles, ce qui comprend notamment :

- Les dépenses reliées aux services aux spectateurs, notamment les gradins, les services sanitaires, les services alimentaires, les kiosques de vente de souvenirs et la signalisation
- Les dépenses non reliées aux compétitions de l'Événement, notamment les dépenses reliées aux autres activités de l'Événement (ex : conférence de presse, réception des dignitaires, etc.)
- Les cachets, cadeaux, honoraires, prix, récompenses, remboursements offerts ou décernés aux athlètes, aux participants, aux bénévoles, aux experts, aux délégués ou aux organismes sportifs
- Les coûts liés aux visites des experts ou des délégués des fédérations détentrices des droits de l'Événement
- Les frais de déplacement et les frais de représentation des intervenants payés par l'Organisme
- L'achat de nourriture, de boissons et de biens offerts dans le cadre de l'Événement
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé
- Les frais et coûts déjà remboursés par un autre bailleur de fonds de l'Organisme
- Toute dépense reliée à une commission, un salaire ou des honoraires versés par l'Organisme à l'un de ses employés ou tout salaire ou commission versé à un membre de la famille d'un employé
- Les dépenses reliées à l'hébergement, au transport et au repas des participants (membres des délégations des pays participants et représentants des organismes impliqués)

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :
1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
  Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant :
  Fier partenaire de la Ville de Montréal
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 4

PLAN DE LEGS DE L'ORGANISME À LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE MONTRÉALAISE

Plan de legs - Projet de balisage des parcours

Dans notre vision, le Marathon de Montréal ne se termine pas lorsque le dernier coureur franchit la ligne d'arrivée. Le Marathon vit dans Montréal tout au long de l'année. Notre organisation souhaite contribuer à l'amélioration des installations sportives de la ville.



Parcours balisés à l'année

Progressivement et en collaboration avec les instances concernées, nous envisageons de créer :

- Balisage de segments du parcours du Marathon de manière permanente, le tout rendu possible par l'utilisation d'un tracé similaire à chaque année, ce qui aura pour effet de développer un sentiment d'appartenance et de fierté des citoyens face à ce parcours.
- Balisage de différents parcours de course au travers les parcs de la ville dans les différents quartiers visités et près des écoles afin d'inciter à la pratique du sport.

35

Plan de legs - Développement du sport

Dès 2022, grâce à un appui financier et par la mise en place de divers programmes, nous appuierons la FQA dans le développement de la course à pied au Québec, suivant les initiatives à succès mises en place dans le cadre des GPCQM (voir encadré). Nous sommes fiers de cette contribution et nous visons le même impact pour la course à pied !

Développement du sport	Élite québécoise	Formation
• Levées de fonds au profit de FQA, lui permettant de bonifier ses programmes d'accès à la course à pied et d'accompagnement de l'Élite des catégories Junior et Espoir québécoises dans leur préparation pour des épreuves internationales. • Des activités spécifiques seront créés de concert avec les parties concernées afin de permettre de verser les profits à ces programmes.	• Invitation annuelle d'un peloton de l'Élite québécoise pour prendre le départ du marathon aux côtés de l'Élite Mondiale. • Bourses attribuées au meilleur(e)s athlètes québécois. • Bourse supplémentaire si un record québécois est brisé lors d'une épreuve.	• De concert avec la FQA, mise en place de formations pour les commissaires québécois. • Opportunité de perfectionnement pour les commissaires québécois d'officier dans une épreuve de niveau internationale, un premier pas pour des éventuelles assignations à l'étranger.

Depuis 2010, les GPCQM soutiennent la Fédération québécoise des sports cyclistes et contribuent à l'essor du cyclisme au Québec par le biais d'initiatives telles le programme Un jour WorldTour, la commandite de la Coupe du Québec ou l'organisation du Critérium National de Montréal.

36

Plan de legs - Communautaire

Le legs communautaire est important à nos yeux et sera une source de fierté pour l'organisation. Nous désirons que le Marathon de Montréal soit reconnu comme un événement qui a à coeur les communautés dans lequel il évolue.

Appui à des causes	Implication dans la vie de quartier	Bénévoles
• En concertation avec les arrondissements visités, nous choisirons des causes qui leur sont chères, et les intégrerons aux programmes de partenariat. • La cause choisie bénéficiera non seulement de notre appui mais d'une visibilité importante. • À titre d'exemple, nous planifions reconduire l'appui à Tel-Jeunes, lié au P'tit Marathon (1 km) depuis plusieurs années, et l'associer à un partenaire qui partage les mêmes valeurs sociales.	• Implication des comités de quartiers et groupes communautaires dans l'animation du parcours, assurant ainsi une diversité au sein de l'événement. Notre organisation appuiera les groupes impliqués dans le Marathon. • Implication dans les arrondissements visités à l'année (activités organisés, balisage de parcours, etc.). Une belle occasion de célébrer annuellement la vie active. • Concours entre arrondissements.	• Essentiels à la tenue de l'événement, ceux-ci composent la famille élargie du Marathon. • Un programme dédié nous permettra d'attirer, préparer, appuyer, récompenser et retenir les bénévoles que nous souhaitons revoir année après année. • Une fête haute-en-couleur est prévue afin de remercier les bénévoles de leur implication !

37

Plan de legs - Pour la ville de Montréal

La ville de Montréal bénéficie d'un legs important suite à la tenue du Marathon. Notre ville est une fierté et elle mérite de rayonner à sa juste valeur. Notre objectif est d'utiliser cet événement *Signature* comme levier important.

Image de la ville	Rayonnement international *Vision sur trois ans*	Retombées économiques et touristiques
• Bonification de l'image et de la réputation de la métropole comme ville : ○ Active ○ À l'écoute de ses communautés ○ Inclusive ○ Verte ○ Dotée d'un savoir-faire et d'une capacité d'accueil d'événements d'envergure internationale.	• Visibilité de la ville à l'international grâce à la télédiffusion et webdiffusion dans le monde entier. • La diffusion du Marathon, une véritable carte postale pour la ville de Montréal.	• Retombées économiques importantes reliées à l'événement; ces retombées seront mesurables et quantifiables. • Une augmentation des retombées à chaque édition : résultat de la qualité de la prestation offerte ainsi que des campagnes promotionnelles locales et internationales.

38

ANNEXE 5

BIENS ET SERVICES DE LA VILLE MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

DESCRIPTION	VALEUR ÉVALUÉE
Barricades du parcours	425 000,00 $
Permis de fermeture des rues	
Mobilier urbain (tables à pique-nique, poubelles, blocs de béton, etc.)	
Scène mobile	
Centre de commandemande, de traitement de l'information et sécurisation des sites par le SPVM	
Encadrement et accompagnement des différents services de la Ville de Montréal lors de l'événement	
Accès et utilisation des bornes-fontaines	
Service de balai mécanique après la course	
Coordination par la division festivals et événements de tous les liens avec les services municipaux et autres partenaires institutionnels	

ANNEXE 6

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

A – Conditions générales

1. L'Organisme doit tenir son Événement dans le respect du Cahier des charges qu'il produit en collaboration avec la Division des événements publics de la Ville de Montréal pour circonscrire l'utilisation du domaine public;

2. L'Organisme doit veiller à ce que l'aménagement du site de même que sa remise en état après la tenue de l'Événement respectent toutes les modalités d'occupation et exigences qui lui sont communiquées par la Ville, et ce, sans endommager le mobilier urbain ou porter atteinte à l'intégrité des lieux il est entendu que le site doit être remis dans son état initial;

3. L'Organisme doit adapter le site afin de le rendre accessible aux personnes ayant des limitations fonctionnelles (motrices, visuelles, auditives, intellectuelles ou verbales);

4. L'Organisme doit exploiter ou superviser lui-même les kiosques de produits alimentaires, de rafraîchissements et de produits promotionnels reliés à l'Événement;

5. L'Organisme doit permettre au Responsable de visiter le site, en tout temps. À cet effet, l'Organisme doit s'assurer que tous les fournisseurs retenus doivent, tant pour eux-mêmes que pour leurs sous-entrepreneurs, lui en faciliter l'accès pendant les heures normales de travail;

6. L'Organisme doit mettre en place les Installations et les aménagements approuvés par le Responsable en respectant toutes les modalités d'occupation qui lui sont communiquées par ce dernier et sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du site. L'Organisme devra remettre les lieux dans l'état initial dans les (inscrire le nombre de jours) jours suivant la fin de l'Événement;

7. L'Organisme doit respecter la réglementation, fournir et installer, lorsque nécessaire, la signalisation appropriée prescrite par le Code de la sécurité routière (RLRQ c. C-24.2), par exemple en vue d'interdire le stationnement lors de la tenue de son Événement, de rediriger la circulation dans le cas d'une fermeture de rue et transmettre au Responsable les documents relatifs à cette installation (entre autres, le plan de signalisation et le personnel requis, ainsi que le formulaire intitulé « Installation de panneaux prohibant le stationnement »). Assurer à ses frais le service de remorquage, s'il y a lieu;

8. L'Organisme doit soumettre au Responsable, pour approbation, un plan de communication des entraves à la circulation et en assurer la mise en application;

9. L'Organisme doit accomplir les démarches nécessaires afin de mettre sur pied des mesures compensatoires pour les citoyens privés de certains privilèges

(stationnement réservé sur rue pour résidents, accès à leur résidence, feuillets informatifs aux passants);

10. L'Organisme doit se conformer aux lois, règlements et ordonnances applicables à l'Événement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, aux ordonnances autorisant la fermeture de rues, la vente temporaire d'articles promotionnels, de nourriture et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées et aux ordonnances autorisant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores et à toute autre consigne transmise par le Responsable;

11. L'Organisme doit respecter toutes les normes de sécurité en vigueur à la Ville, se conformer aux exigences des différents services et instances publics concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le Responsable.

B – Cahier des charges

Faire parvenir au Responsable dès que le cahier des charges est disponible.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218475005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder à Courons Montréal un soutien total de 460 000 $, soit un soutien financier de 35 000 $ dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 425 000 $ pour l'édition 2022 du Marathon de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1218475005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-14

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.093

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1215008004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière, non récurrente, d'un montant de 200 000 $ au Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal pour la mise en oeuvre, en 2021 et 2022, de la mesure Renforcement de l'accompagnement en économie sociale du plan de relance économique Agir maintenant pour préparer la relance / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 200 000 $ au Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal afin d'offrir un accompagnement aux entreprises d'économie sociale visant l'adaptation de leur modèle d'affaires au contexte de relance économique pour les années 2021 et 2022;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier pour une période d'un an, se terminant le 30 novembre 2022;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel**.** Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-02 08:03

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1215008004**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière, non récurrente, d'un montant de 200 000 $ au Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal pour la mise en oeuvre, en 2021 et 2022, de la mesure Renforcement de l'accompagnement en économie sociale du plan de relance économique Agir maintenant pour préparer la relance / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le plan de relance économique de la Ville de Montréal, *Agir maintenant pour préparer la relance* , reconnaît la participation de l'économie sociale à plusieurs secteurs stratégiques de la métropole. Il prévoit la mise en place de plusieurs conditions de succès pour développer des projets d'économie sociale en vue, notamment, de lutter contre les changements climatiques et de favoriser la solidarité, l'équité et l'inclusion.
Parmi les mesures d'aide prévues figure notamment le renforcement des services d'accompagnement offerts aux entreprises d'économie sociale. L'implantation de cette mesure s'appuie sur le constat réalisé par les acteurs de l'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat collectif qui révèle que les entreprises ont besoin de soutien et d'accompagnement afin de mettre en place les meilleures approches pour faire face aux enjeux de la reprise économique.

Le présent sommaire décisionnel présente le projet du Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CÉSÎM). Créé en 1997, le CÉSIM est une instance de concertation régionale composée à majorité d'entreprises d'économie sociale montréalaises, ainsi que des partenaires de soutien et d'accompagnement de l'économie sociale. Il est reconnu comme Pôle régional d'économie sociale par le Ministère de l'Économie et le Chantier de l'économie sociale. Il a pour mission de favoriser la concertation entre les intervenants locaux et régionaux, de promouvoir l'économie sociale et de faciliter la mise en place des conditions nécessaires à la création, la consolidation et la croissance des entreprises d'économie sociale sur l'île de Montréal. Relevant successivement du Conseil régional de développement de l'île de Montréal, de la Conférence régionale des élus de Montréal, de Concertation Montréal et de PME MTL, le CÉSIM s'est incorporé comme OBNL en juillet 2020. C'est en tant que nouvelle organisation que le CÉSIM a déposé une demande de soutien financier dans le cadre de la mesure 5 du plan de relance économique de la Ville de Montréal pour accompagner les entreprises d'économie sociale dans l'adaptation de leur modèle d'affaires.

Le soutien déjà accordé à cet organisme est le suivant :
17 décembre 2020 - pour la mise en oeuvre des activités de promotion, de représentation et d'accompagnement au cours de la période du 1er janvier 2021 au 31 mars 2025 - 1 215 000 $
24 septembre 2020 - pour la mise en œuvre d'une aide destinée aux entreprises d'économie sociale visant l'adaptation de leur modèle d'affaires pour la période 2020-2021 - 210 000$
19 mai 2016 - financement à PME MTL Centre-Est relatif au CÉSÎM de 2016 à 2020 pour son fonctionnement - 1 250 000 $

La demande de soutien financier découle d'une mesure prévue au plan de relance économique Agir maintenant pour préparer la relance. Elle concerne un soutien financier. La demande vise l'instauration d'une offre d'accompagnement de 50 entreprises d'économie sociale afin de leur permettre d'effectuer un pivot de leur modèle d'affaires pour répondre aux besoins accrus de certaines clientes, se repositionner dans leurs secteurs, prendre ou accélérer un virage numérique ou développer de nouveaux produits et services.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0682 - 17 décembre 2020 Accorder une contribution financière de 1 215 000 $ pour soutenir le Conseil de l'économie sociale de l'île de Montréal au cours de la période du 1er janvier 2021 au 31 mars 2025.
CG20 0464 - 24 septembre 2020 Accorder une contribution financière maximale, non récurrente, d'un montant de 210 000$ au CÉSÎM pour la mise en œuvre d'une aide destinée aux entreprises d'économie sociale visant l'adaptation de leur modèle d'affaires.
CG18 0373 - 21 juin 2018- Adopter, en réponse aux modalités de l'Entente 2015-2020 relative au Fonds, des priorités d'intervention et de soutien aux entreprises et aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie pour les années 2016-2017 et 2017-2018
CE18 0914 - 23 mai 2018 - d'adopter le plan d'action en entrepreneuriat intitulé « Entreprendre Montréal », un des huit plans d'action de la Stratégie de développement économique « Accélérer Montréal ».
CG18 0245 - 26 avril 2018 – Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022
CE18 0491 - 28 mars 2018 – Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville
CG16 0346 - 19 mai 2016- Accorder un soutien financier total de 1 250 000 $ à PME MTL Centre-Est relatif au financement du Conseil d'économie sociale de l'Île de Montréal de 2016 à 2020

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel présente le projet du CÉSÎM. Leur projet a pour objectif d'aider les entreprises d'économie sociale à effectuer un pivot de leurs modèles d'affaires pour répondre aux besoins accrus de certaines clientèles, se repositionner dans leurs secteurs, prendre ou accélérer un virage numérique ou développer de nouveaux produits et services. Il prévoit de rejoindre 50 entreprises collectives qui bénéficieront d'un accompagnement personnalisé en services conseils entre les mois de septembre 2021 et août 2022 (inclus).
Les services seront rendus par le CÉSÎM et par des firmes de services conseils spécialisées dans le champ de l'économie sociale.

Il y aura une entente de soutien et les obligations de l'organisme sont d'aider les entreprises d'économie sociale à effectuer un pivot de leur modèle d'affaires pour répondre aux besoins accrus de certaines clientes, se repositionner dans leurs secteurs, prendre ou

accélérer un virage numérique ou développer de nouveaux produits et services.
Activités

1. Diagnostic sommaire des dimensions suivantes :
    a. gestion et gouvernance
    b. marketing, gestion des opérations
    c. structure financière
    d. gestion des ressources humaines
2. Jumelage avec une firme de services conseils sur la base du diagnostic sommaire - (bassin d'une douzaine de firme conseils spécialisées en économie sociale)
    a. accompagnement dans la mise en place de la solution
    b. remise d'un plan de travail à l'entreprise

La valeur de la contribution par rapport au budget global de l'organisme est de 23 % selon les états financiers de 2020 consolidé

JUSTIFICATION

Le projet participe au plan de relance économique phase 2 « Agir maintenant pour préparer la relance – Mesures de soutien économique 2021 ». Il répond aux objectifs de la mesure 5 « L'économie sociale, une alliée pour la reprise » et s'inscrit plus précisément dans l'action « Renforcer l'accompagnement des entreprises d'économie sociale» en vue de soutenir la relance des entreprises collectives.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 200 000 $. Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

	2021	**2022**	**TOTAL**
Projet	180 000 $	20 000 $	**200 000 $**
Pourcentage de la valeur du soutien par rapport à la valeur total du projet	10%	90 %	100%

En 2021, les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, plan de relance - phase 2 (enveloppe de 50 M$). En 2022, les crédits sont disponibles au budget de la Direction Entrepreneuriat (Entente 150 M$).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019), puisqu'il s'agit d'une contribution à des organismes pour appuyer des projets qui viennent compléter les actions en développement économique local offerts par les municipalités liées et les organismes PME MTL.

Ce dossier n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats des engagements en changements climatiques parce que le dossier ne se rapporte pas à ces objectifs précis.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la contribution n’est pas versée à l’organisme, le projet ne pourra voir le jour.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Selon les informations actuellement disponibles en matière de santé publique, aucun impact au déroulement du projet n'est anticipé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est annexé au projet de convention et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du projet : septembre 2021
Fin du projet : août 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Johanne L LAVOIE
Commissaire a l'économie sociale

Tél : 438 368 4339
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-17

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques
Tél : 514-868-7610
Approuvé le : 2021-07-30

CESIM
CONSEIL D'ÉCONOMIE SOCIALE
DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

PROJET - Impulsion relance
Soutenir les entreprises d'économie sociale montréalaise dans l'adaptation de leur modèle d'affaires pour la reprise et la relance

1. Le CESIM

Le Conseil d'économie sociale de l'Île de Montréal (CESIM) est une instance régionale de développement en matière d'économie sociale et un réseau formé d'entreprises et d'acteurs montréalais de l'économie sociale. Le CESIM est reconnu par l'Agglomération de Montréal comme interlocuteur privilégié en matière d'économie sociale et agit comme pôle régional en économie sociale. Il a pour mission de faire rayonner l'économie sociale par la concertation des intervenants locaux et régionaux, la promotion de l'économie sociale et la mise en place des conditions nécessaires à la création, la consolidation et la croissance des entreprises d'économie sociale sur l'île de Montréal (www.esmtl.ca).

Dans la dernière année, dans le cadre de la mesure 8, volet III, inscrite au Plan de relance économique de Montréal, le CESIM a notamment coordonné le volet touchant les entreprises d'économie sociale *PME résilientes : adaptation du modèle d'affaires*. Dans le cadre de ce projet nommé Impulsion relance, 75 entreprises d'économie sociale ont pu bénéficier d'heures d'accompagnement spécialisées (jusqu'à 15 heures). Au final, ce sont 1183 heures d'accompagnement qui ont été offertes aux entreprises par 12 partenaires fournisseurs issus de l'économie sociale. Quatre-vingt-onze pour cent (91 %) des entreprises d'économie sociale se sont déclarées satisfaites des services reçus par les partenaires fournisseurs et 82 % des entreprises ont indiqué avoir entrepris l'adaptation de leur modèle d'affaires à la fin du projet en avril 2021. Quant au rôle du CESIM dans ce projet, 100 % des entreprises se déclaraient satisfaites de la qualité du service reçu par le CESIM tout au long du projet.

2. Contexte

Depuis le début de la pandémie, les entreprises d'économie sociale ont été amenées à adapter leurs activités et leurs pratiques d'affaires et à revoir leur positionnement. Par la diversité de leurs produits et services, elles sont encore aujourd'hui confrontées à plusieurs enjeux pour mener à bien leur mission dans ce contexte inédit. Malgré les mesures de relance et des activités de reprise déjà amorcées, les acteurs de l'écosystème d'accompagnement constatent que les entreprises d'économie sociale auront besoin de soutien et d'accompagnement pour l'année qui vient. En effet, les entreprises doivent poursuivre la mise en place de stratégies pour adapter leur modèle d'affaires dans la phase de reprise et de relance des activités et ce, dans un contexte où un fort degré d'incertitude demeure quant à la façon dont vont reprendre ces mêmes activités. Par exemple, plusieurs entreprises du secteur des arts et de la culture ou du commerce de détail reprendront leurs activités dans un nouveau contexte, où un changement de comportements des

consommateurs est anticipé. D'autres œuvrant dans des secteurs comme l'alimentation ont vu la demande exploser provenant des populations vulnérables et constatent une augmentation des inégalités, ce qui n'est pas sans causer une pression énorme sur ces organisations qui doivent revoir leurs services pour répondre à la demande, dans un contexte où leur situation financière s'est fragilisée. Aussi, en plus de devoir repenser ou adapter leurs services, plusieurs entreprises d'économie sociale se retrouvent dans une situation financière précaire ou seront confrontés à des enjeux financiers plus aigus au cours des prochains mois, dû notamment à la fin des subventions gouvernementales, un endettement plus élevé et des réserves amoindries.

En ce sens, dans le cadre de la mesure 5, *L'économie sociale, une alliée pour la reprise*, du Plan de relance phase 2, *Agir maintenant pour préparer la relance*, le CESIM se propose de mener une deuxième phase du projet « Impulsion relance » qui permettra de poursuivre l'accompagnement des entreprises d'économie sociale pour adapter leur modèle d'affaires et ajuster leurs stratégies afin de leur fournir des conditions favorables pour une reprise et une relance de leurs activités dans un contexte post-pandémie. En effet, les besoins demeurent grands en ce qui a trait à leur positionnement stratégique, leur stratégie de communication et de marketing, leur plan de commercialisation et de développement des ventes ainsi que leur gestion budgétaire et financière. Pour ce faire, un accompagnement en services-conseils personnalisés, qui vont venir appuyer et soutenir les efforts des entreprises, des dirigeants et des employés est nécessaire pour s'assurer d'une reprise pérenne de leurs activités.

3. Objectifs

Ce projet vise à aider les entreprises d'économie sociale à effectuer un pivot de leur modèle d'affaires pour répondre aux besoins accrus de certaines clientèles, se repositionner dans leurs secteurs, prendre ou accélérer un virage numérique ou développer de nouveaux produits et services. Les entreprises participantes auront accès à un diagnostic sommaire permettant d'évaluer la situation de l'entreprise et de ses activités. Cette évaluation portera principalement sur la gestion et la gouvernance, le marketing, la gestion des opérations, la structure financière et la gestion des ressources humaines). À la suite de ce diagnostic, l'entreprise sera jumelée avec un des partenaire-fournisseur de services qui peut l'accompagner efficacement dans la mise en place des solutions et qui répond le mieux à ses besoins. Par la suite, le partenaire-fournisseur de services devra concevoir un plan de travail réaliste en fonction de la problématique à travailler, plan qui sera être approuvé par toutes les parties.

Dans tous les cas, les partenaires-fournisseurs travailleront en étroite collaboration avec les dirigeants des entreprises afin d'identifier, concevoir et déployer de façon concrète les solutions répondant à leurs enjeux et défis diagnostiqués et de les outiller pour la reprise économique. Au terme de cette démarche, les entreprises auront en mains les outils et les moyens nécessaires pour ajuster leur modèle d'affaires aux nouvelles réalités et être ainsi résilientes.

4. Résultats attendus

Ce projet permettra à plus de 50 entreprises d'économie sociale de bénéficier d'un accompagnement personnalisé en services-conseils. Tel que suggéré par les fournisseurs de services et les entreprises ayant pris part à la première phase, le nombre d'heures d'accompagnement a été bonifié et pourrait atteindre 20 heures par entreprise participante, afin de mieux répondre à leurs besoins.

Pour offrir ces heures d'accompagnement, le CESIM fera appel à un douzaine de fournisseurs de services-conseils, eux-mêmes issus de l'économie sociale, afin de renforcer les acteurs de l'écosystème et créer des liens plus étroits entre les entreprises accompagnés et les prestataires de services. Lors de la première phase du projet « Impulsion relance », le CESIM a eu recours à la même stratégie et cette dernière s'est révélée porteuse. En effet, les fournisseurs de services-conseils issus de l'économie sociale ont su non seulement répondre aux différents enjeux auxquels faisaient face les entreprises participantes, mais ont fait preuve d'une collaboration exemplaire avec le CESIM.

Notre souhait est de s'appuyer encore davantage sur nos partenaires fournisseurs issus de l'économie sociale pour identifier les problématiques communes et voir les maillages possibles entre entreprises. Par exemple, une entreprise qui revoit ses services aurait peut-être intérêt à travailler avec une autre entreprise d'économie sociale pour un volet de mise en œuvre de ce nouveau service.

5. Déploiement et mécanismes de collaboration

Le projet comporte 6 principaux volets d'activités qui seront déployés principalement sur la période de septembre 2021 à août 2022 :

a) Promotion du programme d'accompagnement
b) Recrutement et sélection des entreprises participantes (octobre
c) Diagnostic sommaire de la situation des entreprises
d) Référencement aux experts
e) Accompagnement en services-conseils des entreprises
f) Suivis et mécanismes de collaboration

Les activités de promotion du projet, de recrutement des entreprises et des fournisseurs de services, de diagnostic et de référencement seront assurées par les ressources internes du CESIM. L'accompagnement sera assuré par les fournisseurs de services et le CESIM assurera le suivi avec ces derniers et les entreprises accompagnées pour s'assurer du bon déroulement des activités.

a) Promotion du programme d'accompagnement

Pour la promotion du projet, le CESIM lancera une campagne de promotion large (réseaux sociaux, réseau du CESIM) et en collaboration avec le réseau PME MTL ainsi que les réseaux partenaires du CESIM (Filaction, Réseau Coop, CDRQ, CSMO-ESAC, Caisse d'économie solidaire, RISQ, TIESS/Passerelles, Écoles des entrepreneurs du Québec, Esplanade) pour que les entreprises

d'économie sociale qui ont des besoins puissent déposer une demande. Les partenaires du réseau pourront également référencer des entreprises vers le programme. Bien que le recrutement se fera en continu au besoin, un appel de candidatures plus large sera fait dès le début de l'automne pour marquer le coup. La formule du premier arrivé, premier servi est la méthode choisie, de façon à pouvoir répondre rapidement aux entreprises qui ont un besoin ponctuel et pouvoir anticiper les besoins et les référer vers d'autres ressources.

b) Recrutement et sélection des entreprises participantes

Dans le cadre des activités de recrutement, le CESIM travaillera en étroite collaboration avec le réseau PME MTL qui accompagne déjà un grand nombre des entreprises d'économie sociale qui pourrait bénéficier de services-conseils dans le cadre de ce projet. Les conseillers de PME MTL seront aussi tenus au courant du processus de jumelage tout au long du projet et des problématiques travaillées par les entreprises qu'ils accompagnent. Aussi, les entreprises qui ne sont pas déjà accompagnées par un des pôles de PME MTL et qui feraient une demande au programme seront référées à un des conseillers du réseau. Le CESIM travaillera également avec d'autres partenaires de l'écosystème comme Filaction.

c) et d) Diagnostic d'entreprise et référencement aux experts

Les activités de diagnostic seront menées par les ressources internes du CESIM en utilisant l'outil de diagnostic développé dans le cadre de la première phase du projet « Impulsion relance » et qui sera adapté en fonction des besoins spécifiques à cette deuxième phase du projet. En fonction des enjeux et défis identifiés, les entreprises seront par la suite référées aux fournisseurs de services appropriés pour bénéficier d'un accompagnement personnalisé. Les entreprises qui sont dans une situation fragile et qui font face à des difficultés financières dues à la pandémie seront référés à Filaction pour bénéficier d'une analyse et d'un accompagnement approfondis et adaptés à leur situation. En effet, l'objectif du projet Impulsion relance est davantage de fournir une aide ponctuelle sur un enjeu précis, dans lequel un accompagnement entre 15 et 20 heures peut apporter un changement. Si plusieurs problématiques sont identifiées dans le diagnostic, deux scénarios seront possibles :

1. Le projet Impulsion relance s'attaque à un des enjeux à partir de ce qui peut être accompli dans des paramètres de 15 à 20 heures et réfère ensuite à d'autres programmes (ex. : Filaction, PME MTL (fonds en ÉS), Innogec régulier ou Innogec relance).
2. Le projet Impulsion relance réfère directement aux autres programmes, si les problématiques sont trop importantes (ex. : situation financière qui nécessite une attention immédiate)

Le diagnostic utilisé par le CESIM est un outil permettant d'identifier rapidement les enjeux et de faciliter le maillage vers les bonnes ressources en termes de services-conseils. Les partenaires-fournisseurs de la première phase ont grandement apprécié le fait que le diagnostic concis et clair transmis par le CESIM leur permettait de mettre en branle rapidement l'accompagnement. Cela dit, un diagnostic plus poussé pourrait être fait par d'autres acteurs, dans le contexte où une entreprise serait référée par exemple à Filaction ou au programme Innogec.

e) Accompagnement en services-conseils des entreprises

L'accompagnement du partenaire en services conseils pourra aller jusqu'à 20 heures d'accompagnement en fonction de l'enjeu identifié lors du diagnostic. L'accompagnement consiste à appuyer l'entreprise dans la mise en œuvre de solutions. Ainsi, l'accompagnement consiste « à faire » pour et avec l'entreprise ce qui est nécessaire pour résoudre un enjeu lié aux fonctions de l'entreprise.

f) Activités de suivi et mécanisme de collaboration

Par son rôle pivot dans l'écosystème montréalais, le CESIM est bien placé pour assurer une concertation efficace dans le contexte de ce projet. Ainsi, il entend déployer deux mécanismes pour faciliter la concertation :

Rencontres PME MTL-CESIM-Filaction

Le Comité CESIM-PME Montréal, déjà coordonné par le CESIM, sera mis à contribution pour assurer une coordination des acteurs de l'écosystème. Filaction se joindra à ses réunions pour les portions touchant l'accompagnement des entreprises dans le contexte des projets menés par le CESIM et Filaction. Ce mécanisme facilitera l'échange d'informations concernant les entreprises accompagnées et le référencement des entreprises qui pourraient bénéficier du projet d'accompagnement offert par l'autre organisme. De plus, des outils de partage d'information seront mis en place afin de faciliter le processus de référencement d'entreprises entre PME MTL, le CESIM et Filaction.

D'autres rencontres pourraient être organisées au besoin pour garantir le bon déroulement du projet.

Rencontres avec les partenaires fournisseurs du CESIM

Pour s'assurer également de pouvoir bien identifier les maillages possibles entre les entreprises ou les besoins communs des entreprises, au moins trois rencontres sont prévues avec nos 12 partenaires-fournisseurs :

1. Avant le lancement du projet : Cette rencontre permettra de présenter le projet aux partenaires-fournisseurs et voir avec eux s'ils souhaitent embarquer.

2. À mi-parcours du projet : Cette rencontre permettra de faire un retour sur les problématiques identifiées et voir si des maillages entre entreprises sont possibles.

3. A la fin du projet : Cette rencontre permettra de faire un bilan du programme et partager avec eux les résultats du projet.

6. Budget préliminaire

Prévisions budgétaires		Commentaires
Promotion- inscription-recrutement		
Production des outils de promotion et de recrutement pour le projet	5 000 $	Outil et visuels pour la campagne promo (page web, réseaux sociaux, inscriptions)
Accompagnement en services-conseils		
Accompagnement spécialisé offert par les fournisseurs de services	140 000 $	Taux horaire moyen: 140$ (taxes incluses) 20h/entreprise x 50 entreprises x 140$/h = 140 000$
Gestion de projet		
Ressource humaine (Chargé de projet – CESIM)	45 000 $	Afin d'assurer le déploiement du projet, une ressource du CESIM sera affectée au projet. Comme le diagnostic sera réalisé à l'interne, les coûts liés à cette activité sont inclus dans le salaire du chargé de projet du CESIM
Sous- total	190 000 $	
Frais de gestion	10 000 $	
Total	**200 000 $**	

Version- 09-07-2021

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1215008004*
Unité administrative responsable : Service du développement économique
Projet : *Impulsion relance 2 - Soutenir les entreprises d'économie sociale montréalaise dans l'adaptation de leur modèle d'affaires pour la reprise et la relance*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Orientation no 1 - Accélérer la transition écologique et plus particulièrement; Priorité no 4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Consolider 50 entreprises d’économie sociale d’ici juin 2022 en les accompagnant dans leur ajustement aux impératifs de la relance économique - effectuer un pivot de leurs modèles d’affaires pour répondre aux besoins accrus de certaines clientèles, se repositionner dans leurs secteurs, prendre ou accélérer un virage numérique ou développer de nouveaux produits et services.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Emmanuel Tani-Moore, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CONSEIL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le (6624 rue St-Hubert, Montréal, Québec, H2S 2M2 agissant et représentée par Édith Cyr, présidente dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 711313932
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1227656405

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme instance régionale de développement en matière d'économie sociale et un réseau d'affaires formé d'entreprises et d'acteurs montréalais de l'économie sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter

l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif,

transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de deux cent mille dollars (200 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.2.1 Pour l'année 2021 **:**

5.2.1.1 une somme maximale de cent quatre-vingt mille dollars (180 000 $) dans les 30 jours suivant la signature de la convention;

5.2.2 Pour l'année 2022 :

5.2.2.1 une somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $) (à la remise d'un rapport final à la satisfaction du Responsable);

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute

somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 novembre 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6624 rue St-Hubert, Montréal, Québec, H2S 2M2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700 rue De la Gauchetière Ouest, 28^{e}, Montréal H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Emmanuel Tani-Moore, greffier

Le 16e jour de juillet 2021

CONSEIL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Édith Cyr, présidente

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021. (Résolution CG ……..).

ANNEXE 1
PROJET

Mise en contexte

Ce projet s'inscrit dans la mesure d'aide au renforcement des services d'accompagnement offerts aux entreprises d'économie sociale prévue au plan de relance économique de la Ville de Montréal, Agir maintenant pour préparer la relance. Filaction et le CESIM, deux organismes d'accompagnement de l'écosystème entrepreneurial ont été identifiés pour réaliser la mesure. Ce choix de déployer la mesure à travers deux acteurs du milieu impose aux deux partenaires d'assurer une bonne coordination des interventions proposées. Un mécanisme de coordination est proposé par les partenaires dans leurs projets respectifs.

TITRE DU PROJET

Impulsion relance 2 - Soutenir les entreprises d'économie sociale montréalaise dans l'adaptation de leur modèle d'affaires pour la reprise et la relance

DESCRIPTION

Ce projet vise à aider les entreprises d'économie sociale à effectuer un pivot de leur modèle d'affaires pour répondre aux besoins accrus de certaines clientes, se repositionner dans leurs secteurs, prendre ou accélérer un virage numérique ou développer de nouveaux produits et services.

Activités

1. Diagnostic sommaire des dimensions suivantes :
a. gestion et gouvernance
b. marketing, gestion des opérations
c. structure financière
d. gestion des ressources humaines

Effectué par le CESIM

2. Jumelage avec une firme de services conseils sur la base du diagnostic sommaire - (bassin d'une douzaine de firme conseils spécialisées en économie sociale)
a. accompagnement dans la mise en place de la solution
b. remise d'un plan de travail à l'entreprise

Jumelage effectué par le CESIM
Accompagnement et plan de travail réalisé par les firmes conseils

3. Suivis et mécanismes de collaboration
a. La coordination des activités du *CESIM* et de Filaction sera conduite à travers le comité *CESIM* - PME MTL déjà en opération et auquel se joindra Filaction afin de discuter de la bonne marche des deux projets

LIVRABLES ET INDICATEURS

ACTIVITÉS	INDICATEURS	
1. Diagnostic	50 diagnostics	
2. Jumelage	50 entreprises jumelées	max. 20h d'accompagnement par entreprises

ÉCHÉANCIER

Début : 1 septembre 2021
Fin de projet : 31 août 2022

BUDGET

Promotion	5 000$
Accompagnement en services conseils	140 000$
Gestion de projet et diagnostic	45 000$
Frais de gestion (5%)	10 000$
TOTAL	**200 000$**

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

· Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

· Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

· Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

· Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

· Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

· S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

· Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

· Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

· Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

o Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

o Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;

o Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

· Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

· Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

· Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

· Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

· Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

· Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

· Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

· Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

· Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

· Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

· Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

· Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

· S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics

· Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l’avance.

· Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

· Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215008004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder une contribution financière, non récurrente, d'un montant de 200 000 $ au Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal pour la mise en oeuvre, en 2021 et 2022, de la mesure Renforcement de l'accompagnement en économie sociale du plan de relance économique Agir maintenant pour préparer la relance / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1215008004 - Conseil d'économie sociale de l'île Mtl.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction des revenus

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.094

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218733002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 150 000 $ à Îlot 84 pour le Réseau Îlot d'été Centre-ville dans le cadre de la collaboration de la Ville de Montréal pour le fonds de maintien des actifs stratégiques touristiques

Il est recommandé :
1. d'accorder une contribution financière non récurrente d'un montant maximum de 150 000 $ au à l'organisme Îlot 84 pour soutenir son projet Réseau Îlot d'été Centre-Ville;

2. d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-02 08:09

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218733002**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 150 000 $ à Îlot 84 pour le Réseau Îlot d'été Centre-ville dans le cadre de la collaboration de la Ville de Montréal pour le fonds de maintien des actifs stratégiques touristiques

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal s'est joint à Tourisme Montréal dans le cadre de l'appel de projets du Fonds de maintien des actifs stratégiques en tourisme (FMAST) afin de soutenir des entreprises touristiques stratégiques et ainsi préservé une offre touristique montréalaise et favoriser l'achalandage au centre-ville élargi afin de maximiser les retombées pour tout le secteur.

Par le biais d'un appel de projets, les organismes avaient jusqu'au 30 avril 2021 afin de déposer leurs dossiers. Les projets, d'une valeur minimale de 500 000 $ devaient proposer un soutien financier privé ou municipal d'au moins 20 % afin de compléter l'aide offerte dans le cadre du FMAST. À cet égard, douze (12) projets déposés ont demandé une aide financière municipale dont cinq (5), suite à une analyse d'un comité interne, répondaient aux besoins de la Ville. Sur ces cinq (5) projets, trois (3) ont été retenu par le comité d'analyse du FMAST et font l'objet d'une recommandation de financement municipal. Le présent dossier décisionnel présente une proposition de financement de un (1) organisme retenu par le FMAST, afin d'agir, en complémentarité à l'action du gouvernement du Québec. Parallèlement, les trois projets retenus par la Ville et par le FMAST feront l'objet d'un financement de la part de l'arrondissement Ville-Marie.

L'organisme faisant l'objet du présent dossier décisionnel est Îlot 84, un organisme à but non lucratif dont la mission est de dynamiser l'expérience urbaine par la création d'espaces et la programmation d'événements. Depuis 2017 il a développé sur le territoire montréalais plusieurs espaces de coworking et d'événements en plein air. Aire commune, Nouvelle Vague et Green Haüs font partie des projets réalisés.

Cet organisme a reçu de la Ville, depuis 2017, un total de 515 000 $ en contribution pour la réalisation de différents projets.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 09 0046 - le lundi 8 mars 2021 - Accorder un soutien financier de 41 500 $ à Îlot 84 pour la conception et la réalisation de l'espace éphémère Louvain - Esplanade sur le site municipal du 50-150, rue de Louvain Ouest pour l'année 2021 / Approuver la convention à cet effet / Imputation à la réserve développement.
CE21 0518 - le 7 avril 2021 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue, à titre gratuit, à Îlot 84, afin d'y installer un espace éphémère tel que montré au document concept intitulé « Green Haüs » et d'y organiser différentes activités d'animation et de sensibilisation à l'agriculture urbaine pour la communauté d'affaires et les résidents, un terrain connu sous le nom 50-150 Louvain Ouest, situé à l'angle sud-est de la rue de Louvain Ouest et de l'avenue de l'Esplanade, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie de 78 244 pieds carrés, constitué d'une partie du lot 1 487 577 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la période du 1er avril jusqu'au 31 octobre 2021. Le montant de la subvention immobilière est de 73 027,73 $ / Retirer du domaine public la superficie requise et verser cette partie de terrain dans le domaine privé pour la durée du bail

CA21 16 0133 - le lundi 3 mai 2021 - Approuver la convention de services entre la Ville de Montréal - arrondissement d'Outremont et l'organisme à but non lucratif Îlot 84 pour la conception, la réalisation, l'installation et les services connexes en lien avec l'ajout de trois îlots d'été sur les avenues Laurier, Van Horne et Bernard pour l'été 2021, autoriser une dépense totale de 58 638 $, toutes taxes incluses, et autoriser Mme Marie-Caude Leblanc, directrice d'arrondissement à signer ladite convention - Dépense provenant du surplus. Édicter une ordonnance conformément à l'article 36.5 du Règlement sur l'occupation du domaine public (AO-48)

CA21 19 0084 - le lundi 3 mai 2021 - Approbation de la convention entre la Ville de Montréal - arrondissement de Lachine et Îlot 84 et octroi d'une contribution financière au montant de 126 600 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation du projet d'aménagements transitoires et d'offre d'activités au nouveau parc riverain de l'arrondissement de Lachine pour la saison estivale 2021

CA18 25 0455 - le 3 décembre 2018 - Octroi d'une contribution financière de 29 000 $, taxes incluses, à l'organisme Îlot 84 pour la réalisation du projet « Le Village du vilain sapin », qui se tiendra du 23 novembre au 23 décembre 2018, et approbation du projet de convention à cet effet.

CA20 09 0016 - le 10 février 2020 - Accorder un soutien financier de 35 000 $ à Îlot 84 pour la conception et la réalisation du projet «Greenhaüs» sur le site municipal du 50-150, rue de Louvain Ouest pour l'année 2020 / Approuver un projet de convention à cet effet / Imputation à la réserve développement.

CE19 0932 - le 12 juin 2019 - Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à titre gratuit à Société de développement commercial district central et à Îlot 84, rétroactivement du 1er juin jusqu’au 31 décembre 2019, afin d'y installer un espace éphémère tel que montré au document concept intitulé "Green Haüs" et d'y organiser différentes activités d'animation pour la communauté d'affaires et les résidents, un terrain connu sous le nom 50 -150 Louvain Ouest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, situé à l'angle sud-est de la rue de Louvain Ouest et de l'avenue de l'Esplanade et constitué d'une partie du lot 1 487 577 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie approximative de 7 269 m². Le montant de la subvention est d'environ 42 000 $. Retirer du domaine public la superficie requise et verser cette partie de terrain dans le domaine privé pour la durée du bail. N/Réf. : 31H12-005-1456-01 et n° de bail 1090.

DESCRIPTION

Douze projets reçus dans le cadre du FMAST demandaient une aide complémentaire de la Ville afin de compléter leur montage financier. Ces dossiers ont été analysés par un jury interne et 3 d'entre-eux sont recommandées pour un cofinancement Ville-Ministère. Voici le projet qui fait l'objet du sommaire :

Organisme	**Budget total du projet**	**Contribution FMAST**	**Contribution de l'Arrondissement Ville-Marie au Réseau îlots d'été centre-ville**	**Contribution du SDÉ au Réseau îlots d'été centre-ville**	**Part Ville dans le projet total soutenu par le FMAST**
Îlot 84	810 000 $	500 000 $	50 000 $ (à venir)	150 000 $	25 %
Titre du projet	Aire commune centre-ville				
Description	Expérience en trois volets pour le travailleur mobile qui veut profiter de l effervescence de la ville, du 9 à 5 au 5 à 7 qui inclut une dizaine d'espaces de travail en plein air, des événements hivernaux et soirées terrasses en collaboration avec des hôtels du centre-ville et des forfaits touristiques.				

Au sein de se projet figurent trois volets : le Réseau îlots d'été centre-ville, le volet Événementiel et les Forfaits touristiques. Le volet que le SDÉ vient appuyer est le **Réseau îlots d'été centre-ville** du projet Aire commune centre-ville. Ce volet vise à déployer sur l'espace public six (6) espaces de travail en plein-air en 2021 et en 2022, avec du mobilier urbain spécifiquement adapté au travail en plein-air. Ce hub de travail en plein-air sera positionné stratégiquement au cœur du quartier des affaires du centre-ville de Montréal.

Le projet s'étendra sur une durée de deux ans. Chaque année, 5 îlots de travail en libre-service et 1 station avec service d'accueil et plateforme de réservation seront mis à disposition des travailleurs et citoyens.

- **Phase 1** (du 15 septembre au 15 octobre 2021) : Déploiement de 5 îlots de travail en libre-service et 1 station avec service d'accueil et plateforme de réservation.

- **Phase 2** (du 15 mai au 31 août 2022) : Déploiement de 5 îlots de travail en libre-service et 1 station avec service d'accueil et plateforme de réservation. Pour l'année 2022, la station avec service d'accueil et plateforme de réservation sera amplifiée, grâce à l'ajout de mobilier et autres éléments scénographiques.

Le projet fait l'objet d'une convention entre la Ville et l'organisme porteur du projet dans laquelle sont stipulées les modalités de versement des contributions financières.

JUSTIFICATION

Montréal traverse une crise sanitaire et économique sans précédent. Pour y répondre, la Ville a dévoilé la deuxième phase d'un plan de relance le 3 décembre dernier. Ce plan, établi sur un horizon d'un an, vise à accorder un soutien aux secteurs fragilisés tout en mettant les bases d'un développement économique résilient, vert et inclusif.

Le projet serait financé dans le cadre de la mesure 10 de la phase 2 du plan de relance économique, soit le rayonnement comme fondement d'une métropole de calibre international, notamment afin de renforcer l'attractivité et stimuler le tourisme à l'échelle régionale et nationale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 150 000 $. Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

ORGANISME	2021	2022	TOTAL
Îlot 84	140 000 $	10 000 $	**150 000 $**

Les crédits requis sont prévus, en 2021, au budget du Service du développement économique - Plan de relance- phase 2 (enveloppe 50 M$) - et, en 2022, au budget du Service du développement économique, Direction de l'entrepreneuriat (enveloppe 150 M$).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet s'inscrit dans la priorité 20 du Plan stratégique Montréal 2030 : accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'appui au projet permettra d'augmenter l'achalandage au centre-ville élargi et ainsi maximiser les retombées pour tout le secteur.

Le projet *Réseau îlots d'été Centre-ville* a comme objectif de faire de Montréal une destination mondiale urbaine du travail en plein-air (communément appelé « greendesking ») et de la faire figurer parmi les meilleures villes où planifier un séjour alliant travail et tourisme. Il s'agit d'une expérience pensée pour le travailleur mobile qui veut profiter de l'art de vivre et de l'effervescence de Montréal.

Le projet Réseau îlots d'été Centre-ville est une solution immédiate à la nouvelle réalité héritée de la pandémie. Il s'agit d'un projet structurant pour capter une tendance émergente du tourisme d'affaires de la prochaine décennie. Il s'adresse tant aux montréalais assoiffés de socialisation qu'aux visiteurs qui veulent capter l'ADN de la ville.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le projet a été conçu en réponse à la COVID 19, et les actions sont définies en fonction des contraintes imposées par la crise. Les initiatives permettront aux citoyens et citoyennes de profiter des espaces extérieurs de façon sécuritaire.
Dans la situation actuelle, la Ville et l'organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce, conformément à la convention.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'entente de contribution inclut un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'organisme (voir annexe 2 de la convention jointe).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation du projet soutenu selon les échéanciers convenus dans les conventions.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie PICHON
Comissaire au dévelopement économique

Tél : 5148683045
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-23

Josée CHIASSON
Directrice - mise en valeur des poles economiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Josée CHIASSON
Directrice - mise en valeur des poles economiques
Tél : 514-868-7610
Approuvé le : 2021-07-30

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ÎLOT 84** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 6878 Saint-Laurent #1, Montréal, Québec, H2S 3C7 , agissant et représenté par Antoine Leduc, président tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 795 599 299 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1223 088 739 TQ0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme dynamiseur d'expériences urbaines par la création d'espaces et l'organisation d'événements;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de

l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre

document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Véronique Doucet, directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service du développement économique

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.4.3 se conformer aux recommandations et directives de l'Arrondissement Ville-Marie de la Ville de Montréal qui interdisent à l'Organisme de faire de l'affichage publicitaire autre que pour le compte de partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux sur le domaine public. Ainsi, l'Organisme ne pourra pas afficher de publicités sur les îlots et les stations.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise selon les dates prévues à l'annexe 1.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte

doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent-vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent-vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent-vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les vingt (20) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable

dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent cinquante mille dollars (150 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année **2021**

5.2.1.1 une somme maximale de cinquante mille dollars (50 000 $) à la signature de la convention et à la remise des documents de lancement du projet comprenant : un montage financier et d'un plan de réalisation viable, la confirmation que l'entreposage sera à la charge de l'organisme et la validation écrite de l'arrondissement des endroits où seront installés les

îlots et la station;

5.2.1.2 une somme maximale de cinquante mille dollars (50 000 $) au dépôt du plan de réalisation 2022 avec confirmation des lieux du projet;

5.2.1.3 une somme maximale de quarante mille dollars (40 000 $) à la reddition de compte du projet pour l'année 2021 à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2022:

5.2.2.1 une somme maximale de dix mille dollars (10 000 $) à la reddition de compte du projet pour l'année 2022 à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant

également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du

certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6878 Saint-Laurent #1, Montréal, Québec, H2S 3C7, et tout avis doit être adressé à l'attention du président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue de la Gauchetière Ouest, Montréal Québec H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, assistant-greffier

Le .....e jour de 2021

ÎLOT 84

Par : _____
Antoine Leduc, président

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CG…….).

ANNEXE 1
PROJET

Le projet Réseau îlots d'été Centre-ville

Le projet *Réseau îlots d'été Centre-ville* a comme objectif de faire de Montréal une destination mondiale urbaine du travail en plein-air. Il s'agit d'une expérience pensée pour le travailleur mobile qui veut profiter de l'art de vivre et de l'effervescence de Montréal.

Montréal souhaite se hisser dans les palmarès des meilleures villes où planifier une « workation », terme utilisé pour désigner un séjour alliant travail et tourisme, fortement popularisé ces dernières années avec le télétravail. En outre, le projet permettrait d'aider à positionner Montréal comme l'une des villes leader du travail en plein-air dans le monde (communément appelé « greendesking »). Il s'adresse tant aux montréalais assoiffés de socialisation qu'aux visiteurs qui veulent capter l'ADN de la ville.

Le projet Réseau îlots d'été Centre-ville est une solution immédiate à la nouvelle réalité héritée de la pandémie. Il s'agit d'un projet structurant pour capter une tendance émergente du tourisme d'affaires de la prochaine décennie.

Description du projet de Hubs de travail en plein-air au centre-ville

Aire Commune propose de déployer sur l'espace public six (6) espaces de travail en plein-air en 2021 et en 2022, avec du mobilier urbain spécifiquement adapté au travail en plein-air. Ce *Hub* de travail en plein-air sera positionné stratégiquement au cœur du quartier des affaires du centre-ville de Montréal. L'expérience comprendra une (1) station, trois (3) îlots centraux et deux (2) autres îlots satellites situés à proximité de partenaires hôteliers afin de couvrir un plus large territoire et d'intégrer ces îlots aux parcours des touristes.

Le projet s'étendra sur une durée de deux ans. Chaque année, 5 îlots de travail en libre-service et 1 station avec service d'accueil et plateforme de réservation seront mis à disposition des travailleurs et citoyens.

- **Phase 1** (du 15 septembre au 15 octobre 2021) : Déploiement de 5 îlots de travail en libre-service et 1 station avec service d'accueil et plateforme de réservation.

- **Phase 2** (du 15 mai au 31 août 2022) : Déploiement de 5 îlots de travail en libre-service et 1 station avec service d'accueil et plateforme de réservation. Pour l'année 2022, la station avec service d'accueil et plateforme de réservation sera amplifiée, grâce à l'ajout de mobilier et autres éléments scénographiques.

La présente convention ne constitue pas une approbation d'occupation de l'espace. Pour chaque espace, une approbation d'occupation de l'espace et l'obtention des permis adéquats sont nécessaires. La liste des lieux visés sera à confirmer avec l'Arrondissement Ville-Marie, toutefois, en 2021, un maximum de 6 espaces (soit 5 îlots et 1 station) pourrait être offert sur le domaine public.

Montage financier :

MONTAGE FINANCIER DU RÉSEAU ÎLOTS D'ÉTÉ CENTRE-VILLE 2021- 2022

REVENUS	
Emploi d'été Canada	50 000 $
Tourisme Montréal (FMAST)	115 000 $
Gouvernement du Québec - Secrétariat à la région métropolitaine (FIRM)	25 000 $
Ville de Montréal (Service du développement économique + Arrondissement Ville-Marie)	200 000 $
Total	**390 000 $**
DÉPENSES	
5 îlots de travail en plein-air en libre-service	150 000 $
1 station «salles de réunion» avec service d'accueil	150 000 $
Frais d'opérations 2021 et 2022	90 000 $
Total	**390 000 $**

À noter que le montage financier ci-haut inclut un projet «clé-en-main»:

- *Frais de conception et fabrication*
- *Frais de montage, démontage, entreposage et entretien des installations tout au long de la saison*
- *Équipe de gestion saisonnière, brigade d'agents d'accueil et agents de propreté*
- *Frais de communications et promotion, création de contenu (photos, vidéos, articles), relations de presse, placement médias*
- *Gestion de projet et frais administratifs*

Propriété des structures et modalités des services du projet

Une partie du financement de la Ville de Montréal sert à financer l'achat des structures. Toutefois, la présente convention n'inclut pas la propriété par la Ville des stations et îlots pour le projet. Aire Commune sera responsable de l'entreposage et de l'entretien du matériel.

L'autre partie du financement sert pour la portion «services» du projet. Ces services sont exécutés par Aire Commune et se déclinent en deux volets :

Volet 1 : Services réseau - services à la clientèle - plan média :

- Branchement de toutes les structures à un réseau Wifi haute vitesse
  - Le service à la clientèle pour le client et les utilisateurs du réseau pendant la période d'opération;

- Ligne téléphonique 7 jours sur 7 de 9h à 17h
- Boîte courriel info dédiée
- Messagerie via les réseaux sociaux de Aire Commune (Facebook / Instagram)
- Site web avec carte interactive et page contact
- Un panneau explicatif est intégré au design de chaque îlot, avec toutes les informations importantes nécessaires à l'utilisation (mesures sanitaires en place, code de connexion au Wifi, ligne téléphonique, etc.)

- L'inclusion de l'îlot au plan média du réseau national d'îlots d'été;
- Un rapport d'utilisation et l'accès aux données sur les utilisateurs - données spécifiques à son (ses) îlot(s);
  - Nombre de connexions Wifi
  - Retombées économiques auprès des commerces avoisinants
  - Statistiques publications ciblées réseaux sociaux
  - Retombées médiatiques
  - Rapports d'opérations
  - Reddition de compte incluant les résultats du sondage mené par Aire commune

Volet 2 - Services réseau - opérations et logistique clé-en-main

- La visite régulière, l'entretien et le nettoyage des installations durant la période d'opération;
  - Nettoyage et désinfection complet des installations au moins une fois par mois;
  - Retrait des graffiti de petite taille s'il y a lieu;
  - Réparations mineures / d'usure normale s'il y a lieu (système d'éclairage, toile, structure, peinture);
- L'entreposage des installations en saison froide;
- Maintenances annuelles des structures;
- Montage et démontage annuels;
- Démarchage des permis d'occupation du domaine public auprès des arrondissements, villes et municipalités (si nécessaire) et respect de la réglementation en vigueur;
- La sélection, l'installation et l'entretien de plantes à même les installations.

Le projet a été conçu en réponse à la COVID 19, et les actions sont définies en fonction des contraintes imposées par la crise. Les initiatives doivent permettre aux citoyens et citoyennes de profiter des espaces extérieurs de façon sécuritaire. En fonction de l'évolution de la situation, la Ville pourra, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications quant au projet avec l'organisme.

Détails des installations

Les Îlots : petit abri en libre-service

Jumelant aménagement urbain et greendesking, les îlots sont de petites cabines munies d'un Wifi puissant, d'électricité et d'un éclairage intégré pour permettre aux utilisateurs de travailler à l'extérieur en toute sécurité. Les îlots sont répertoriés sur une carte interactive en ligne et accessibles en libre-service.

Les stations : salle de réunion amplifiée avec service d'accueil

Conçues pour assurer une expérience de travail agréable et oxygénée, les stations répondent à la fatigue généralisée des visioconférences en proposant aux équipes de travail de se réunir de façon sécuritaire et de reconnecter avec le centre-ville. Munies de toutes les commodités permettant le travail en plein-air, tout en offrant une intimité et un accueil personnalisés aux équipes de travail, les stations visent à attirer une clientèle d'affaires locale et internationale au cœur du centre-ville de Montréal dans des lieux iconiques de la métropole. Comparativement aux îlots, les stations sont munies d'un système de réservation en ligne offert gratuitement, afin de permettre aux équipes de travail de planifier leurs visites.

Sommaire technique

- 1 station et 5 Îlots au centre-ville;
- Accès gratuit, wifi et électricité intégré;
- Accessibilité universelle;
- Espaces fonctionnels 6 mois par année, de mai à octobre;
- Plan de communication et de promotion multiplateformes.

Capacité d'accueil

Les 6 espaces de travail en plein-air (5 îlots et 1 station) au centre-ville ont une capacité maximale de 40 000 personnes par an. Ils visent à attirer au centre-ville 200 personnes par jour s'ils sont utilisés à leur pleine capacité. Au total, pour les saisons 2021 et 2022, ce sont donc près de 40 000 personnes. En 2019, l'espace Aire Commune Mile End accueillait à lui seul une moyenne de 136 personnes par jour entre 9h et 17h pour sa terrasse de travail en plein-air (hors événements).

Période	Taux d'occupation visé	Nombre d'utilisateurs visés	Total cumulatif	Notes
Saison 2021	45%	2 800	2 800	Capacité réduite par les mesures de distanciation, saison de rodage

Saison 2022	75%	25 000	27 800	Reprise modérée de l'achalandage au centre-ville, notoriété plus grande du projet
Saison 2023	85%	28 000	55 800	Reprise plus soutenue de l'achalandage au centre-ville, atteinte de la pleine capacité
Saison 2024	95%	31 000	86 800	Pleine capacité

Autres cibles quantitatives pour la période 2021-2022

- 15 000 connexions au Wifi
- 200 réservations des salles de réunion
- Moyenne de 3 visites par saison de la clientèle locale
- Moyenne de 10$ dépensés dans les commerces avoisinants par visiteur-consommateur, pour un total potentiel de 278 000$ en 2021 et 2022

Plan de communication multi-plateforme

Afin de maximiser leur succès, les projets propulsés par la marque Aire Commune incluent un plan de communication multi-plateforme avec un site web, des plateformes sur les réseaux sociaux, plusieurs envois de presse, de la création de contenu original et des partenaires amplificateurs tels que Montréal International et Tourisme Montréal.

Portée et synergies avec les autres projets d'Aire Commune

En parallèle du *Réseau îlots d'été Centre-ville*, d'autres projets portés par Aire Commune contribueront à affirmer le positionnement de Montréal comme destination mondiale urbaine du travail en plein-air.

Aire Commune prévoit de créer une série estivale d'événements avec des partenaires hôteliers en 2021 et de mettre en place des forfaits touristiques via le déploiement d'une plateforme transactionnelle au printemps 2022. Ces volets complémentaires au *Réseau îlots d'été Centre-ville* seront financés par le *Fonds de maintien des actifs stratégiques touristiques* piloté par Tourisme Montréal et par d'autres partenaires, et ne font donc pas partie de la présente demande de financement.

De plus, Aire Commune prévoit aussi de déployer des îlots dans les quartiers hors centre-ville. Tous seront financés par des partenaires privés et une partie d'une subvention du FIRM et ne font donc pas partie de la présente demande de financement.

Reddition de comptes
Le modèle de reddition de compte sera transmis par courriel par le Responsable du projet.

Documents exigés	Date	Contenu
Document de lancement – étape 1	Été 2021	- Permis d'occupation du site - Design final des îlots et station validé par la Ville - Montage financier et un plan de réalisation viable - Confirmation de l'entreposage à la charge de l'organisme - Validation écrite de l'arrondissement des endroits où seront installés les îlots et la station
Document de lancement – étape 2	Automne 2021	- Confirmation des espaces pour l'année 2022 avec plan de réalisation et design des espaces
Reddition de compte	Hiver 2021	- Bilan des résultats obtenus à l'égard des objectifs, des retombées et des échéanciers ci-haut - Détails des revenus et des dépenses liées au projet - Présentation du plan de réalisation 2022 avec confirmation des permis et autorisations nécessaires
	Automne 2022	- Bilan des résultats obtenus à l'égard des objectifs, des retombées et des échéanciers ci-haut - Détails des revenus et des dépenses liées au projet - Bilan de la visibilité en accord avec le protocole de visibilité de l'annexe 2

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

- Soumettre pour approbation (visibilite@montreal.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@montreal.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@montreal.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@montreal.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218733002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder un soutien financier de 150 000 $ à Îlot 84 pour le Réseau Îlot d'été Centre-ville dans le cadre de la collaboration de la Ville de Montréal pour le fonds de maintien des actifs stratégiques touristiques

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1218733002 - Îlot 84.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction des revenus

CE : 20.095

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.096

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218031003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à la Communauté métropolitaine de Montréal afin de soutenir le projet d'étude sur l'industrie de la logistique et du transport / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
- d'accorder un soutien financier de 50 000 $ à la Communauté métropolitaine de Montréal afin de soutenir le projet d'étude sur l'industrie de la logistique et du transport;

- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-02 08:10

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218031003**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à la Communauté métropolitaine de Montréal afin de soutenir le projet d'étude sur l'industrie de la logistique et du transport / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Créée en 2001, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) est un organisme public de planification, de coordination et de financement qui regroupe 82 municipalités, soit 4 millions de personnes réparties sur un territoire de plus de 4 374 km2. La CMM exerce notamment des compétences dans les domaines de l'aménagement du territoire, du développement économique, du logement social, du transport en commun et de l'environnement.
La CMM, a transmis à la Ville une demande de contribution financière pour soutenir le projet d'étude sur l'industrie de la logistique et du transport à la hauteur de 50 000 $. La demande est en pièce jointe.

Le présent dossier concerne l'octroi d'une contribution financière de 50 000 $ à la CMM pour la réalisation de l'étude proposée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le projet de la CMM vise la préparation d'une étude, un portrait-diagnostic devant favoriser la fluidité du transport des marchandises dans une optique de transition énergétique et de compétitivité économique métropolitaine.
Le plan comprendra un portrait dynamique des infrastructures et équipements de logistique sur le territoire, de la congestion routière et de l'impact du camionnage sur celle-ci; et de l'occupation territoriale des générateurs de déplacement de marchandises. Le plan fera une analyse des complémentarités économiques des différents secteurs géographiques du territoire métropolitain (dont Montréal) en identifiant leurs forces, faiblesses, contraintes et opportunités, et en extraira les enseignements concernant les activités générant des déplacements de marchandises. Il mettra au point des mécanismes permettant d'accroître l'efficacité économique et énergétique du transport de marchandises adaptés au contexte

métropolitain. Il comprendra un outil d'aide à la décision qui utilisera l'information disponible et future pour orienter la localisation d'activités générant des déplacements de marchandises et opérationnaliser les mécanismes mis au point de manière à renforcer la compétitivité économique métropolitaine et accélérer la transition énergétique.

De manière à assurer l'adhésion de l'ensemble des partenaires économiques métropolitains au plan stratégique, le plan sera préparé en concertation avec toutes les parties prenantes du développement économique métropolitain impliquées dans les activités de transport et de logistique. Le plan devra produire une vision commune et une mobilisation des acteurs travaillant de concert pour réaliser un potentiel répondant aux attentes économiques et environnementales des différentes composantes géographiques du territoire.

D'ailleurs, l'initiative bénéficie de nombreux appuis provenant de partenaires économiques de la CMM. Onze partenaires économiques du Grand Montréal vont soutenir cette étude, auquel s'ajoute le soutien de 50 000 $ de la Ville de Montréal et celle de la CMM.

L'entente de contribution financière et la proposition de la CMM viennent établir les modalités de versement de la contribution demandée.

JUSTIFICATION

Ce projet émane des travaux de consultation effectués par la CMM dans le cadre de la réalisation du diagnostic de l'économie métropolitaine, qui est l'assise du prochain Plan Métropolitain de Développement Économique (PMDE) de la CMM. Le diagnostic montre que la croissance économique rapide des dernières années, et plus particulièrement dans le secteur du transport et de la logistique, soulèvent des enjeux métropolitains de compétitivité, environnementaux et de qualité de vie liés à la congestion routière accrue qui y est associée de même qu'à la diminution de la disponibilité d'espaces de grande superficie.
Les objectifs du projet sont les suivants :
- La planification concertée de l'utilisation des espaces économiques disponibles pour accueillir des activités générant des déplacements de marchandises dans la région métropolitaine.
- La compréhension à l'échelle métropolitaine des activités génératrices de déplacement de marchandises dans le but de maîtriser leurs impacts sur la congestion et les volumes de gaz à effet de serre (GES).

Ce projet de planification de l'espace économique et de compréhension des flux logistiques s'inscrit dans la volonté de la CMM d'être proactive dans la lutte aux changements climatiques et d'assurer l'attractivité et la compétitivité de la région métropolitaine sur un horizon de long terme.

Ce projet s'inscrit aussi dans l'orientation de la Ville qui vise à améliorer la fluidité du transport des personnes et des marchandises. Entre autres, le plan d'action « Bâtir Montréal » de la Stratégie de développement économique *Accélérer Montréal* précise que la mobilité des travailleurs et des marchandises est un facteur clé pour la performance économique de la métropole et la productivité de nombreuses industries. L'étude réalisé par la CMM dotera la Ville d'un outil permettant de mieux planifier le développement et la localisation de ces activités stratégiques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense de 50 000 $ qui sera assumé par le Service du développement économique, Direction de la mise en valeur des pôles économiques (Entente 150 M$).

Années	**Montant**

2021	30 000 $
2022	20 000 $

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Le présent dossier n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Le projet vise à améliorer les conditions de mobilité dans le Grand Montréal. Ce projet s'inscrit donc dans l'orientation d'accélérer la transition écologique, notamment en réduisant les GES, assurant une mobilité durable mais aussi accroître la résilience économique des entreprises de l'orientation qui vise à stimuler l'innovation et la créativité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le plan stratégique devra permettre aux instances publiques d'envisager une meilleure orientation de la localisation des transporteurs, des autres acteurs de la chaîne logistique et de toute autre entreprise générant des déplacements de marchandises en prenant en compte l'impact sur le réseau routier, l'utilisation optimale des espaces disponibles en fonction des besoins stratégiques et les complémentarités industrielles entre les différents secteurs géographiques métropolitains. Il proposera des modalités de mise en œuvre permettant d'augmenter l'efficacité énergétique du transport des marchandises. Le plan sera doté d'un outil d'aide à la décision qui permettra la mise en œuvre rapide de réponses claires et transparentes aux enjeux de localisation et de mise en œuvre des activités logistiques.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les dispositions en lien avec les activités de communication sont prévues à l'annexe B de la convention de contribution financière.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités prévues dans le calendrier de réalisation du projet se terminent à l'été 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BÉLANGER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel MATHIEU
Commissaire au développement économique

Tél : 514-868-7680
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques
Tél : 514-868-7610
Approuvé le : 2021-07-29

Communauté métropolitaine de Montréal

La planification économique du territoire par la prise en compte les déplacements de marchandises

Document Technique

1. DESCRIPTION DU MANDAT

1.1. Object du contrat

1.1.1 Le contrat

Le présent appel d'offres vise la préparation d'un plan stratégique devant favoriser la fluidité du transport des marchandises dans une optique de transition énergétique et de compétitivité économique métropolitaine.

Le plan stratégique devra permettre aux instances publiques d'orienter la localisation des transporteurs, des autres acteurs de la chaîne logistique et de toute autre entreprise générant des déplacements de marchandises en prenant en compte l'impact sur le réseau routier, l'utilisation optimale des espaces disponibles en fonction des besoins stratégiques et les complémentarités industrielles entre les différents secteurs géographiques métropolitains. Il proposera des modalités de mise en œuvre permettant d'augmenter l'efficacité énergétique du transport des marchandises. Le plan sera doté d'un outil d'aide à la décision qui permettra la mise en œuvre rapide de réponses claires et transparentes aux enjeux de localisation et de mise en œuvre des activités logistiques.

De manière à assurer l'adhésion de l'ensemble des partenaires économiques métropolitains au plan stratégique, le plan sera préparé en concertation avec toutes les parties prenantes du développement économique métropolitain impliquées dans les activités de transport et de logistique. Le plan devra produire une vision commune et une mobilisation des acteurs travaillant de concert pour réaliser un potentiel répondant aux attentes économiques et environnementales des différentes composantes géographiques du territoire.

Le plan comprendra un portrait dynamique des infrastructures et équipements de logistique sur le territoire, de la congestion routière et de l'impact du camionnage sur celle-ci; et de l'occupation territoriale des générateurs de déplacement de marchandises. Le plan fera une analyse des complémentarités économiques des différents secteurs géographiques du territoire en identifiant leur forces, faiblesses, contraintes et opportunités, et en extraira les enseignements concernant les activités générant des déplacements de marchandises. Il mettra au point des mécanismes permettant d'accroître l'efficacité économique et énergétique du transport de marchandises adaptés au contexte métropolitain. Il comprendra un outil d'aide à la décision qui utilisera l'information disponible et future pour orienter la localisation d'activités générant des déplacements de marchandises et opérationnaliser les mécanismes mis au point de manière à renforcer la compétitivité économique métropolitaine et accélérer la transition énergétique.

1.1.2 Le projet

Ce projet émane des travaux de consultation effectués dans le cadre de la réalisation du diagnostic de l'économie métropolitaine, qui est l'assise du prochain Plan Métropolitain de Développement Économique (PMDE). Le diagnostic montre que la croissance économique rapide des dernières années, et plus particulièrement dans le secteur du transport et de la logistique, soulèvent des enjeux métropolitains de compétitivité, environnementaux et de qualité de vie liés

à la congestion routière accrue qui y est associée de même qu'à la diminution de la disponibilité d'espaces de grande superficie.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- La planification concertée de l'utilisation des espaces économique disponibles pour accueillir des activités générant des déplacements de marchandises dans la région métropolitaine.

- La compréhension à l'échelle métropolitaine des activités génératrices de déplacement de marchandises dans le but de maîtriser leurs impacts sur la congestion et les volumes de gaz à effet de serre (GES).

Ce projet de planification de l'espaces économique et de compréhension des flux logistiques s'inscrit dans la volonté de la Communauté d'être proactive dans la lutte aux changements climatiques et d'assurer l'attractivité et la compétitivité de la région métropolitaine sur un horizon de long terme.

1.1.3 Le contexte d'insertion

La région métropolitaine par ses infrastructures ferroviaires, portuaires, aéroportuaires, sa concentration d'activités industrielle et son bassin de consommateurs est la principale plaque tournante des activités logistiques au Québec. Elle est également une zone de transit de marchandises importantes au Canada et dans le nord-est de l'Amérique du Nord. L'augmentation des activités de transport et entreposage et leur concentration en certains endroits du territoire métropolitain[1], ont eu un impact important sur les flux de transport de marchandises au cours des dernières années.

Le commerce électronique revêt par ailleurs une importance grandissante au sein des activités de transport et logistique, phénomène que la pandémie a accéléré. Une étude[2] prévoyait avant la pandémie que les ventes de produits physiques nécessitant de la manutention, de l'expertise logistique et de la livraison seraient multipliées par sept d'ici 2033. Répondre à cette croissance requerra des espaces et de nouvelles infrastructures logistiques considérables, dont au moins six centres de distribution de 350 000 pieds carrés chacun. Cette évolution pose des défis importants sur le plan de la congestion routière, l'émission de GES, la compétitivité des entreprises et la qualité de vie.

Plusieurs axes routiers ont vu une croissance continue du transport de marchandises par camion au cours des dernières années, ce qui a contribué à augmenter leur congestion, comme en témoignent des données du débit journalier moyen annuel de 2019 produites par le Ministère des transports du Québec. Une proportion importante, qui peut aller jusqu'à 30 % des déplacements sur certains axes, est attribuable au transport de marchandises.

En contribuant à réduire la fluidité de plusieurs axes routiers de la métropole, l'évolution du camionnage a pour effet d'accroître les émissions de gaz à effet de serre (GES) de la métropole. Au Québec, les camions moyens et lourds ont déversé 9,8 millions de tonnes métriques de CO2 en 2017, ce qui représentait 36 % des émissions du transport routier. Un achalandage accru peut

[1] Le Bilan économique de la métropole 2020 montre notamment une concentration croissante de l'emploi dans le secteur transport et logistique dans la Couronne Sud et dans l'Agglomération de Longueuil de 2014 à 2019.

[2] CEFRIO (2019), « Corridors logistiques du commerce électronique de Montréal ».

par ailleurs réduire l'avantage acquis par les entreprises de transport et d'entreposage en s'établissant près de ces mêmes axes routiers. Par conséquent une implantation géographique de ces entreprises prenant en compte les flux logistiques et leurs impacts, peut permettre de préserver et d'accroître la compétitivité de la plaque tournante logistique métropolitaine.

1.2 Description des activités à réaliser

L'ADJUDICATAIRE doit obligatoirement réaliser les activités décrites ci-dessous. Il est à noter que les parties prenantes et la Communauté devront valider les résultats de chaque étape avant la poursuite des travaux de l'étape suivante. La réalisation des services demandés doit s'inscrire dans une démarche de concertation et d'adhésion des parties prenantes.

Outre la Communauté, les parties prenantes peuvent comprendre les représentants des municipalités, des MRC, des organismes de développement économique, du gouvernement du Québec, ainsi que les organismes et les entreprises privées de l'industrie. Afin de s'assurer que chacun des livrables ait fait l'objet de discussions, l'offre de service doit décrire l'approche et la méthodologie préconisées pour assurer l'implication des partenaires lors la réalisation du mandat.

ÉTAPE 1 : PORTRAIT

L'ADJUDICATAIRE devra réaliser un portrait dynamique des infrastructures et équipements de logistique sur le territoire, de la congestion routière et de l'impact du camionnage sur celle-ci; et de l'occupation territoriale des générateurs de déplacement de marchandises. Plus spécifiquement, le portrait devra couvrir les éléments suivants:

Espace économique :

- Utiliser l'inventaire des espaces vacants industriels produit par la CMM en 2019 ;
- Utiliser l'inventaire des espaces industriels à redévelopper produit par la CMM (en cours de finalisation) ;
- Localiser géographiquement les entreprises et autres établissements générateurs de déplacement de marchandises. Cette opération doit être faire à l'aide des CUBF du rôle d'évaluation 2020. Une liste des code Scian et des CUBF correspondant ayant été retenu comme étant des générateurs de déplacements de marchandises sera fournis à l'ADJUDICATAIRE ;
- Prendre en compte les espaces industriels vacants de grande dimension des municipalités limitrophes à la CMM.

Déplacements de marchandise :

- Dresser une liste et positionner spatialement les infrastructures et les équipements utilisés et projetés par le secteur du transport et de la logistique ;
- Utiliser les données statistiques de l'utilisation des infrastructures routières pour caractériser la congestion routière du territoire et la prépondérance des camions ;
- Recueillir ou développer d'autres données nécessaires à cette fin, de sources publiques ou privées ;

- Consulter et utiliser les études réaliser dans le cadre de la Stratégie maritimes du Québec qui ont permis de définir les zones industrialo-portuaire et les pôles logistiques.

Ce portrait doit permettre la représentation visuelle :

- Des pôles de concentrations actuels accueillant des activités génératrices de déplacement de marchandises ;
- Des pôles de concentrations potentiels pouvant accueillir des activités génératrices de déplacement de marchandises en tenant compte de l'enjeu de la fluidité et de la disponibilité d'espace;

- Des flux de transports de marchandises actuels et projetés.

ÉTAPE 2 : ANALYSE ET DIAGNOSTIC

L'ADJUDICATAIRE devra réaliser les travaux suivants :

- À partir des pôles actuels et potentiels de concentrations identifiés dans le portrait, réaliser une caractérisation et une analyse des forces, faiblesses, contraintes et opportunités (SWOT) en prenant soin d'établir les complémentarités possibles entre les différents pôles ;

- Établir un diagnostic en utilisant l'ensemble des informations qui composent le portrait, dont les analyses SWOT des pôles, les flux logistiques, l'espace industriel disponible, les contraintes au développement le cas échéant ainsi que les projections applicables ;

- Juxtaposer au diagnostic les transformations envisagées de l'industrie du transport de marchandises dans le cadre d'une transition énergétique, tel que la mutualisation, la logistique inverse et l'intermodalité, et examiner leur applicabilité à la région métropolitaine ;

- Dégager de l'analyse les enjeux à moyen et long terme et une vision concertée d'une planification des espaces et des flux harmonisés à l'échelle métropolitaine.

ÉTAPE 3 : PROPOSITIONS ET OUTILS

L'ADJUDICATAIRE devra réaliser les travaux suivants :

- Établir une série d'actions à réaliser ainsi que leur priorisation dans le but de permettre l'allocation et/ou le redéveloppement d'espaces industriels sur le territoire métropolitain selon une vision commune et en suivant des objectifs partagés de compétitivité métropolitaine et de transition énergétique prenant en compte les déplacements de marchandises;

- Identifier les mécanismes à mettre en place pour permettre la prise de décision dans une démarche concertée;

- Identifier les modalités de mise en œuvre des activités logistiques permettant d'accroître la compétitivité métropolitaine et la transition énergétique et les moyens de les appliquer.

- Produire un outil d'aide à la décision qui permettra d'utiliser de façon optimale les espaces industriels vacants et redévelopper des espaces en prenant en compte les déplacements de marchandises, capitalisera sur les complémentarités des différents

pôles de concentration d'activités génératrices de déplacement de marchandises et favorisera l'adoption de modalités réduisant les émissions de GES ;

- Produire un cahier de mise en œuvre spécifiant le rôle des différentes parties prenantes et comprenant des indicateurs de suivi et de performance dans le cadre de la lutte au changement climatique et l'amélioration de la compétitivité métropolitaine.

ÉTAPE 4 : RÉDACTION DU RAPPORT FINAL

L'ADJUDICATAIRE devra préparer un rapport final sous forme de plan stratégique, lequel comprendra le résultat des travaux menés aux étapes 1 à 3 ainsi qu'un résumé. Ce livrables devront tenir compte des commentaires formulés à chacune des étapes.

1.3 Description des biens livrables:

Tous les biens livrables doivent être remis, non verrouillés, à la Communauté et doivent être accessibles sur plateforme Windows. De plus, les fichiers cartographiques devront être en format « Shapefile ».

Les quatre (4) livrables attendus sont les suivants :

Livrable 1 – Rapport d'étape 1 : Portrait
Livrable 2 – Rapport d'étape 2 : Analyse et diagnostic
Livrable 3 – Rapport d'étape 3 : Propositions et outils
Livrable 4 – Rapport final

Tout bien livrable devra comprendre un résumé synthèse et sera présenté, en version préliminaire, par l'ADJUDICATAIRE à la Communauté au cours d'une réunion. Chacun des biens livrables devra être fourni, en version préliminaire au minimum une semaine avant la rencontre prévue.

Après avoir obtenu l'approbation de la Communauté, le rapport final doit être déposé en format électronique et en cinq (15) copies papier et en couleurs. Ce rapport, incluant les cartes, les illustrations et les tableaux, doit être de haute qualité graphique.

L'ADJUDICATAIRE doit également préparer les présentations suivantes :

- Une présentation en format PowerPoint de chaque livrable (volets 1 à 4) ;
- Une présentation finale en format PowerPoint de haute qualité graphique comprenant les éléments clés de tous les livrables, laquelle doit être présentée par l'ADJUDICATAIRE devant le Comité exécutif et le Conseil de la Communauté ainsi qu'aux partenaires (les dates exactes de ces trois présentations restent à être déterminées en fonction des instances décisionnelles de la Communauté).

1.4 Calendrier d'exécution

Le mandat et les activités demandées doivent être réalisés dans un maximum de 48 semaines à compter de l'adjudication du contrat. À noter que le premier livrable (volet 1) doit obligatoirement être réalisé, approuvé et déposé à la Communauté au plus tard 12 semaines à compter de l'adjudication du contrat.

L'ADJUDICATAIRE doit présenter un calendrier de réalisation contenant la ventilation des efforts pour la réalisation du mandat ainsi que les rencontres à prévoir. Il doit également présenter un état d'avancement mensuel de ses travaux à la Communauté.

1.5 Exigences particulières

Outre une réunion de démarrage, au moins une rencontre avec les représentants de la Communauté et les partenaires doit se tenir à chaque volet du mandat. Les biens livrables sont présentés, en version préliminaire, par l'ADJUDICATAIRE à la Communauté et aux partenaires pour son approbation au cours d'une réunion. Les biens livrables doivent être fournis, en version préliminaire au minimum une semaine, 5 jours ouvrables, avant la rencontre prévue.

Lexique

Différents enjeux peuvent affecter les flux logistiques et leurs impacts sur la compétitivité des entreprises :

- Mutualisation : Regrouper les marchandises de plusieurs industries ou entreprises dans une seule flotte pour desservir des destinations communes peut, par un meilleur remplissage des camions, diminuer les coûts de production, les émissions de CO2 et la congestion routière.

- Logistique inverse : Des entreprises qui intègrent la logistique inverse (gestion des retours et des services qui y sont reliés, comme le stockage) dans leur planification peuvent réduire leurs flux logistiques et leurs impacts.

- Intermodalité: Des flux logistiques prenant en compte les opportunités offertes par l'intermodalité dans les chaînes de transport de marchandises peuvent permettre de réduire leurs effets environnementaux et sur la congestion.

- Complémentarité des espaces : Des espaces industriels présentant des caractéristiques spécifiques (proximité d'axes menant à des marchés cibles, intermodalité, services de mutualisation) peuvent être combinés à des segments du transport et de l'entreposage de manière à réduire les impacts des flux logistiques.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1218031003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à la Communauté métropolitaine de Montréal afin de soutenir le projet d'étude sur l'industrie de la logistique et du transport / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2021-07-19 - Entente collaboration CMM visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BÉLANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-19

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division et notaire
Tél : 514 501-6487
Division : Droit contractuel



ENTENTE DE COLLABORATION

ENTRE : **COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400, Montréal (Québec) H3A 3L6, agissant et ici représentée par M. Massimo Iezzoni, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare (CE21-092) ;

(CI-APRÈS DÉSIGNÉE LA « **COMMUNAUTÉ** »)

ET : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* ;

(CI-APRÈS DÉSIGNÉE LA « **VILLE** »)

Ci-après collectivement appelées les « **PARTIES** »

ATTENDU QUE la COMMUNAUTÉ entreprend de réaliser un portrait-diagnostic des déplacements de marchandises sur le territoire métropolitain, caractérisant les complémentarités économiques entre les différentes parties du territoire, les moyens de réduire l'impact sur la congestion et la localisation d'entreprises dans une perspective de transition énergétique et de compétitivité économique (CI-APRÈS LE « **PORTRAIT-DIAGNOSTIC** »);

ATTENDU QUE pour réaliser ce PORTRAIT-DIAGNOSTIC, la COMMUNAUTÉ entend recourir aux services d'un consultant aux termes d'un processus d'appel d'offres public;

ATTENDU QUE la COMMUNAUTÉ souhaite que le PORTRAIT-DIAGNOSTIC reflète la réalité et tienne compte des enjeux des milieux qu'il vise;

ATTENDU QUE les PARTIES, en tant qu'actrices clés du développement économique du Grand Montréal, sont disposées à collaborer au PORTRAIT-DIAGNOSTIC en partageant leurs connaissances en la matière et en y participant financièrement;

ATTENDU QUE d'autre organismes ont également manifesté leur désir de collaborer avec la COMMUNAUTÉ pour la réalisation du PORTRAIT-DIAGNOSTIC et d'y participer financièrement;

ATTENDU QUE pour la réalisation du PORTRAIT-DIAGNOSTIC l'apport financier maximal de la VILLE est de 50 000 $;

ATTENDU QUE la VILLE a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (R.L.R.Q., c. C-19) et qu'elle a remis une copie de ce règlement à la COMMUNAUTÉ;

ATTENDU QUE LES PARTIES souhaitent consigner par écrit les modalités de leur collaboration dans le cadre de la présente entente (ci-après l'« **Entente** »);

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT MUTUELLEMENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de l'Entente. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de l'Entente a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

L'Entente et l'apport financier auquel elle donne droit ne sont pas et ne peuvent pas être interprétés comme constituant une association en vue de former une société ou une entreprise, ni comme constituant un contrat de mandat entre la COMMUNAUTÉ et la VILLE.

ARTICLE 2 - OBJET

L'Entente établit les obligations respectives de la COMMUNAUTÉ et de la VILLE en ce qui a trait aux conditions et modalités de réalisation du PORTRAIT-DIAGNOSTIC par la COMMUNAUTÉ, de la collaboration entre les PARTIES à cette fin et de l'apport financier de la VILLE dans le cadre de la réalisation du PORTRAIT-DIAGNOSTIC.

ARTICLE 3 - CONDITIONS GÉNÉRALES

3.1 Obligations générales

3.1.1 Document liant LES PARTIES

Les PARTIES ne peuvent être liées que par l'écrit.

3.1.2 Collaboration

LES PARTIES s'engagent mutuellement à collaborer afin d'assurer l'exécution complète de l'Entente.

3.1.3 Conflit d'intérêts

La VILLE, ses dirigeants, administrateurs ou personnes liées avec chacun d'eux au sens de l'article 19 de la *Loi sur les impôts* (R.L.R.Q., chapitre I-3) ne doivent pas être en conflit d'intérêts avec la COMMUNAUTÉ à tous égards qui concernent directement ou indirectement l'exécution de l'Entente.

La VILLE ne doit pas être dans une situation suscitant ou susceptible de susciter un conflit d'intérêts en raison de ses liens avec tout élu siégeant aux instances de la COMMUNAUTÉ, tout employé ou mandataire de la COMMUNAUTÉ.

3.1.4 Exigences du français

Les communications entre les PARTIES doivent être faites en français. De plus, la COMMUNAUTÉ doit réaliser le PORTRAIT-DIAGNOSTIC en français.

3.1.5 Cession de l'Entente

Les droits et obligations contenus à l'Entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, en tout ou en partie, sans que, au préalable, l'autorisation écrite des PARTIES ait été obtenue.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTÉ

La COMMUNAUTÉ est entièrement responsable de la réalisation du PORTRAIT-DIAGNOSTIC et du respect des délais prévus à l'article 6 et du cadre budgétaire convenu entre les PARTIES préalablement à la signature de l'Entente, lequel inclut la participation financière des autres organismes participant au PORTRAIT-DIAGNOSTIC (ci-après le « **Budget** »).

Plus particulièrement la COMMUNAUTÉ s'engage à :

4.1 Réalisation du projet et livrables

4.1.1 Réaliser un PORTRAIT-DIAGNOSTIC conformément à la description jointe à l'Annexe A, à la condition qu'elle en adjuge le contrat.

4.1.2 Agir à titre de donneur d'ordre et de responsable du processus d'adjudication du contrat relatif au PORTRAIT-DIAGNOSTIC conformément au cadre légal qui lui est applicable en matière de gestion contractuelle et d'adjudication de contrats.



À ce titre, il est entendu entre les PARTIES que la COMMUNAUTÉ assume seule toute responsabilité à l'égard des tiers et assume seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Entente, garantit et tient la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit pouvant résulter de la présente Entente, sans limiter la généralité de ce qui précède et sans restreindre la portée de l'article 8.1, en raison de la licence concédée à la VILLE par la COMMUNAUTÉ, et s'engage à prendre fait et cause pour la Ville dans le cadre d'une poursuite intentée contre elle, le cas échéant ;

4.1.3 Respecter les règles d'éthique et de gestion usuelles et éviter toute situation mettant en conflit son intérêt, l'intérêt personnel de ses élus et employés ou créant l'apparence d'un tel conflit.

4.1.4 Fournir à la VILLE l'occasion de commenter, chacune des versions préliminaires des livrables prévus pour la réalisation du PORTRAIT-DIAGNOSTIC, soit :

Livrable 1 – Rapport d'étape 1 : Portrait
Livrable 2 – Rapport d'étape 2 : Analyse et diagnostic
Livrable 3 – Rapport d'étape 3 : Propositions et outils
Livrable 4 – Rapport final

4.1.5 Partager avec la VILLE la version finale des livrables susmentionnés en lui remettant une copie électronique non verrouillée de chacun d'eux.

4.2 Aspects financiers

4.2.1 S'assurer que tous les coûts liés à la réalisation du PORTRAIT-DIAGNOSTIC n'entraînent pas de surcoût pour la VILLE, étant entendu entre les PARTIES que la VILLE n'assumera aucune contribution additionnelle.

4.2.2 Advenant que le prix du contrat adjugé au consultant pour la réalisation du PORTRAIT-DIAGNOSTIC (incluant toute taxe applicable, le cas échéant) soit inférieur au Budget convenu, ajuster le montant de la contribution financière de la VILLE, au prorata de la contribution financière de celle-ci par rapport à celle des autres organismes participant financièrement au projet, selon le tout conformément à la formule suivante :

Contribution financière ajustée = Prix du contrat (incluant toute taxe applicable) x (Contribution de la Ville ÷ Somme de toutes les contributions financières prévues au Budget).



Le cas échéant, si le montant versé par la Ville aux termes de la présente Entente est supérieur au montant de la contribution financière ajustée, la Communauté s'engage à rembourser à la VILLE une somme représentant la différence entre ces deux montants.

4.2.3 Utiliser le montant accordé par la VILLE exclusivement dans le cadre de la réalisation du PORTRAIT-DIAGNOSTIC. À défaut, la COMMUNAUTÉ devra rembourser à la VILLE, sur demande de la directrice du service du développement économique ou son représentant dûment autorisé, toute somme utilisée à des fins autres que celles prévues à l'Entente.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DE LA VILLE

La VILLE s'engage :

5.1 À commenter chacune des versions préliminaires des livrables prévus pour la réalisation du PORTRAIT-DIAGNOSTIC, soit :

Livrable 1 – Rapport d'étape 1 : Portrait
Livrable 2 – Rapport d'étape 2 : Analyse et diagnostic
Livrable 3 – Rapport d'étape 3 : Propositions et outils
Livrable 4 – Rapport final

5.2 À verser à la COMMUNAUTÉ, en considération de l'exécution par cette dernière de toute et chacune de ses obligations, une contribution pour la réalisation du PORTRAIT-DIAGNOSTIC d'un montant maximal de 50 000 $, incluant toutes taxes applicables le cas échéant, conformément aux modalités prévues à l'article 5.3.

5.3 À payer la somme de trente mille dollars (30 000$) à la COMMUNAUTÉ, dans les trente (30) jours de la signature de l'Entente. Sous réserve d'un ajustement de la contribution financière de la VILLE, le paiement final de vingt mille dollars (20 000$) sera effectué dans les trente (30) jours de la réception du rapport final et de toute facture ou pièce justificative permettant de confirmer le prix du contrat en vertu duquel le PORTRAIT-DIAGNOSTIC a été réalisé.

ARTICLE 6 - ÉCHÉANCIER ET DÉLAIS

La COMMUNAUTÉ s'engage à ce que le PORTRAIT-DIAGNOSTIC soit complété au plus tard quarante-huit (48) semaines suivant l'adjudication du contrat.

La COMMUNAUTÉ peut, par écrit, informer la VILLE d'une prolongation de délai pour compléter le PORTRAIT-DIAGNOSTIC au plus tard dans les quarante-cinq (45) jours précédant l'expiration du délai prévu au paragraphe précédent et en exposant les raisons qui justifient cette prolongation.



Il est entendu entre les PARTIES que le délai pour compléter le PORTRAIT-DIAGNOSTIC pourra être prolongé qu'une seule fois par la COMMUNAUTÉ.

ARTICLE 7 - VISIBILITÉ

La COMMUNAUTÉ doit informer la VILLE du plan de communication du PORTRAIT-DIAGNOSTIC. Ce plan doit inclure les modalités de communication du Rapport final.

Tout élément de communication ou de promotion relatif au PORTRAIT-DIAGNOSTIC faisant l'objet de l'Entente doit faire état de l'apport financier de la VILLE en incluant son logo dans la liste des partenaires et des autres collaborateurs, dans le respect du protocole de visibilité joint à l'Annexe B.

ARTICLE 8 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

8.1 Propriété des documents

La COMMUNAUTÉ sera l'unique titulaire des droits de propriété intellectuelle, incluant les droits d'auteurs, liés au PORTRAIT- DIAGNOSTIC. Par la présente, la COMMUNAUTÉ accorde à la VILLE une licence non exclusive, non transférable, irrévocable, entièrement payée et libre de redevances lui permettant de reproduire, d'adapter, de traduire, de modifier, de publier, de communiquer en public par quelque moyen que ce soit ou de diffuser, tout document, rapport et livrable issu du PORTRAIT-DIAGNOSTIC faisant l'objet de l'Entente à la condition de mentionner que le PORTRAIT-DIAGNOSTIC appartient à la COMMUNAUTÉ. Cette licence est accordée sans limite de temps ni de territoire.

La COMMUNAUTÉ garantit à la VILLE qu'elle détiendra tous les droits permettant une telle autorisation. S'il survenait un litige ou une poursuite judiciaire impliquant la VILLE, en raison de l'exercice des droits concédés, la COMMUNAUTÉ s'engage à prendre fait et cause pour la VILLE et à l'indemniser de tous les dommages et intérêts résultant d'une condamnation de la VILLE à ce sujet.

ARTICLE 9 - RÉSILIATION

9.1 Par la COMMUNAUTÉ

La COMMUNAUTÉ se réserve le droit de résilier l'Entente, en tout temps, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par la VILLE si :

a) à la suite de l'ouverture des soumissions dans le cadre de l'appel d'offres portant sur la réalisation du PORTRAIT-DIAGNOSTIC, la COMMUNAUTÉ n'adjuge pas le contrat;



b) la COMMUNAUTÉ n'obtient pas le financement nécessaire à la réalisation du PORTRAIT-DIAGNOSTIC des autres organismes partenaires.

Le cas échéant, l'Entente sera résiliée à compter de la date de la réception par la VILLE d'un avis de la COMMUNAUTÉ à cet effet. La VILLE cessera à cette date tout versement de sa contribution et la COMMUNAUTÉ lui remboursera toute somme qu'elle lui a déjà versée dans les quarante-cinq (45) jours suivant l'avis de la COMMUNAUTÉ.

La VILLE convient expressément de n'exercer aucun recours contre la COMMUNAUTÉ en raison de la résiliation de l'Entente.

9.2 Par l'une ou l'autre des PARTIES

Il y a défaut :

a) Si l'une ou l'autre des PARTIES n'observe pas quelque engagement pris aux termes de l'Entente;

b) Sans limiter la généralité du sous-paragraphe a), si le PORTRAIT-DIAGNOSTIC n'est pas complètement réalisé au plus tard le jour suivant la fin de la prolongation du délai déterminé par la COMMUNAUTÉ, le cas échéant, conformément à l'article 6;

c) Si la VILLE constate qu'une déclaration de la COMMUNAUTÉ prévue à l'article 14 est inexacte.

Dans les cas prévus aux sous-paragraphes a) à c) inclusivement, l'une des PARTIES avise l'autre partie du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quarante-cinq (45) jours. Pour la Ville, l'avis sera transmis par la directrice du service du développement économique ou son représentant dûment autorisé. Si malgré cet avis, l'autre partie refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, l'Entente est alors résiliée de plein droit. La VILLE cesse alors tout versement de sa contribution à la COMMUNAUTÉ. La COMMUNAUTÉ remboursera à la VILLE, dans les quarante-cinq (45) jours suivant une demande à cet effet de la directrice du service du développement économique ou de son représentant dûment autorisé, la partie non déboursée par la COMMUNAUTÉ de la contribution reçue de la VILLE, étant toutefois entendu que la COMMUNAUTÉ devra débourser progressivement la contribution de la VILLE au prorata de sa contribution financière par rapport à celle des autres organismes participant financièrement à la réalisation du PORTRAIT-DIAGNOSTIC, conformément au Budget.

Les PARTIES conviennent expressément de n'exercer aucun recours en raison de la résiliation de l'Entente.

ARTICLE 10 - <u>ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE</u>

L'Entente prend effet à la date de sa signature par les deux PARTIES et se termine, sous réserve de la résiliation de l'Entente, à la date où les obligations de chacune des PARTIES seront accomplies.



Nonobstant la fin l'Entente, il est entendu que l'article 8 continuera à produire ses effets entre les PARTIES.

ARTICLE 11 - LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente Entente est régie par les lois du Québec. Les PARTIES s'engagent à ce que l'Entente soit considérée comme ayant été conclue dans le district judiciaire de Montréal et la reconnaissent comme telle.

Tout litige survenant en rapport avec l'Entente sera de la compétence du tribunal du district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 12 - DIVISIBILITÉ

Une disposition de l'Entente jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire

ARTICLE 13 - AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à l'Entente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice du service du développement économique. Cette dernière peut être jointe par courriel au josee.chiasson@montreal.ca

Élection de domicile de la Communauté

La Communauté fait élection de domicile au 1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400, Montréal, Québec, H3A 3L6, et tout avis doit être adressé à l'attention de Marie-Loup Tremblay, conseillère en recherche. Cette dernière peut être jointe par courriel au marie-loup.tremblay@cmm.qc.ca.

ARTICLE 14 - DÉCLARATIONS

La COMMUNAUTÉ déclare :

Qu'elle est un organisme assujetti à des règles équivalentes à celles qui s'appliquent à la Ville en matière d'adjudication des contrats, notamment celles prévues aux articles 477.4 et 573 à 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* ;

En application du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la VILLE, la COMMUNAUTÉ déclare également ce qui suit :



Que si des communications d'influence ont eu lieu avec des membres du conseil ou du personnel de la VILLE pour l'obtention du présent contrat, elles l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, au Code de déontologie des lobbyistes et aux avis du commissaire au lobbyisme.

Qu'il n'existe aucune situation suscitant ou susceptible de susciter un conflit d'intérêts en raison :

- de ses liens avec tout élu siégeant aux instances de la VILLE DE MONTRÉAL, tout employé et tout mandataire de la VILLE DE MONTRÉAL ;

- d'un mandat qu'elle réalise pour un tiers qui a des intérêts différents de ceux de la VILLE.

À ces égards, advenant la découverte par la VILLE, en cours d'exécution de l'Entente, du caractère inexact des présentes déclarations, il s'agira d'un motif justifiant la VILLE de résilier la présente Entente.

(Signatures à la page suivante)



ARTICLE 15 SIGNATURE

Les PARTIES reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'Entente.

L'Entente peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise au même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Pour la **VILLE DE MONTRÉAL**

_____ _____

Me Yves Saindon Date
Assistant-greffier

Pour la **COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL**

_____ _____

Massimo Iezzoni Date
Directeur général



ANNEXE A

Présentation du projet de PORTRAIT-DIAGNOSTIC

Planification économique du territoire en intégrant les déplacements de marchandises

Document Technique

1. DESCRIPTION DU MANDAT

1.1. Object du contrat

1.1.1 Le contrat

Le projet vise la réalisation d'un portrait-diagnostic des déplacements de marchandises sur le territoire métropolitain, caractérisant les complémentarités économiques entre les différentes parties du territoire, les moyens de réduire l'impact sur la congestion et la localisation d'entreprises dans une perspective de transition énergétique et de compétitivité économique.

Ce portrait-diagnostic aidera les instances publiques dans leurs efforts visant à orienter la localisation des entreprises générant des déplacements de marchandises en prenant en compte l'impact sur le réseau routier, l'utilisation optimale des espaces disponibles en fonction des besoins stratégiques, et les complémentarités industrielles entre les différents secteurs géographiques métropolitains. Il identifiera des moyens permettant d'augmenter l'efficacité énergétique du transport des marchandises par le biais d'un outil de gestion qui fera l'analyse des enjeux de localisation**.**

Le portrait-diagnostic comprendra un portrait dynamique des infrastructures et équipements de logistique sur le territoire métropolitain et limitrophe de la congestion routière et de l'impact du camionnage sur celle-ci; et de l'occupation territoriale des générateurs de déplacement de marchandises. Il fera une analyse des complémentarités économiques des différents secteurs géographiques du territoire en identifiant leur forces, faiblesses, contraintes et opportunités, et en extraira les enseignements concernant les activités générant des déplacements de marchandises. Il proposera des mécanismes permettant d'accroître l'efficacité économique et énergétique du transport de marchandises adaptés au contexte métropolitain. Il comprendra un outil de gestion qui visera à utiliser l'information disponible et future pour faciliter l'orientation de la localisation d'activités générant des déplacements de marchandises ainsi que l'adoption de modalités logistiques permettant à la fois de renforcer la compétitivité économique métropolitaine et d'accélérer la transition énergétique.

1.1.2 Le projet

Ce projet émane des travaux de consultation effectués dans le cadre de la réalisation du diagnostic de l'économie métropolitaine, qui est l'assise du prochain Plan métropolitain de développement économique (PMDE) de la CMM. Le diagnostic montre que la croissance économique rapide des dernières années, et plus particulièrement dans le secteur du transport et de la logistique, soulèvent des enjeux métropolitains de compétitivité, environnementaux et de qualité de vie liés à la congestion routière accrue qui y est associée de même qu'à la diminution de la disponibilité d'espaces de grande superficie.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Une vision concertée de l'utilisation des espaces économique disponibles pour accueillir des activités générant des déplacements de marchandises dans la région métropolitaine.

- La compréhension à l'échelle métropolitaine des activités génératrices de déplacement de marchandises dans le but de maîtriser leurs impacts sur la congestion et les volumes de gaz à effet de serre (GES).

Ce projet de planification de l'espaces économique et de compréhension des flux logistiques s'inscrit dans la volonté de la Communauté d'être proactive dans la lutte aux changements climatiques et d'assurer l'attractivité et la compétitivité de la région métropolitaine sur un horizon de long terme.

1.1.3 Le contexte d'insertion

La région métropolitaine par ses infrastructures ferroviaires, portuaires, aéroportuaires, sa concentration d'activités industrielle et son bassin de consommateurs est la principale plaque tournante des activités logistiques au Québec. Elle est également une zone de transit de marchandises importantes au Canada et dans le nord-est de l'Amérique du Nord. L'augmentation des activités de transport et entreposage et leur concentration en certains endroits du territoire métropolitain[1], ont eu un impact important sur les flux de transport de marchandises au cours des dernières années.

Le commerce électronique revêt par ailleurs une importance grandissante au sein des activités de transport et logistique, phénomène que la pandémie a accéléré. Une étude[2] prévoyait avant la pandémie que les ventes de produits physiques nécessitant de la manutention, de l'expertise logistique et de la livraison seraient multipliées par sept d'ici 2033. Répondre à cette croissance requerra des espaces et de nouvelles infrastructures logistiques considérables, dont au moins six centres de distribution de 350 000 pieds carrés chacun. Cette évolution pose des défis importants sur le plan de la congestion routière, l'émission de GES, la compétitivité des entreprises et la qualité de vie.

Plusieurs axes routiers ont vu une croissance continue du transport de marchandises par camion au cours des dernières années, ce qui a contribué à augmenter leur congestion, comme en témoignent des données du débit journalier moyen annuel de 2019 produites par le ministère des Transports du Québec. Une proportion importante, qui peut aller jusqu'à 30 % des déplacements sur certains axes, est attribuable au transport de marchandises.

En contribuant à réduire la fluidité de plusieurs axes routiers de la métropole, l'évolution du camionnage a pour effet d'accroître les émissions de gaz à effet de serre (GES) de la métropole. Au Québec, les camions moyens et lourds ont déversé 2,9 millions de tonnes métriques de CO2 en 2018, ce qui représentait 25 % des émissions du transport routier. Un achalandage accru peut par ailleurs réduire l'avantage acquis par les entreprises de transport et d'entreposage en s'établissant près de ces mêmes axes routiers. Par conséquent une implantation géographique de ces entreprises prenant en compte les flux logistiques et leurs impacts, peut permettre de préserver et d'accroître la compétitivité de la plaque tournante logistique métropolitaine.

1.2 Description des activités à réaliser

L'ADJUDICATAIRE doit obligatoirement réaliser les activités décrites ci-dessous. Il est à noter que la Communauté et les partenaires financiers devront valider les résultats de chaque étape avant la poursuite des travaux de l'étape suivante. Outre la Communauté, les partenaires financiers peuvent comprendre les représentants des municipalités, des MRC, des organismes de développement économique, du gouvernement du Québec, ainsi que les organismes représentant les entreprises privées de l'industrie.

Afin d'assurer une bonne compréhension du territoire métropolitain et des enjeux régionaux et locaux, l'adjudicataire devra identifier et consulter les intervenants qu'il juge pertinents du développement économique métropolitain et, au besoin, sur son pourtour (zone d'influence métropolitaine). L'offre de service devra décrire l'approche et la méthodologie préconisées pour s'assurer de la bonne compréhension des enjeux par la consultation des intervenants et des études réalisées antérieurement lors la réalisation du mandat.

---

[1] Le Bilan économique de la métropole 2020 montre notamment une concentration croissante de l'emploi dans le secteur transport et logistique dans la Couronne Sud et dans l'Agglomération de Longueuil de 2014 à 2019.

[2] CEFRIO (2019), « Corridors logistiques du commerce électronique de Montréal ».

ÉTAPE 1 : PORTRAIT

L'ADJUDICATAIRE devra réaliser un portrait dynamique des infrastructures et équipements de logistique sur le territoire, de la congestion routière et de l'impact du camionnage sur celle-ci; et de l'occupation territoriale des générateurs de déplacement de marchandises. Plus spécifiquement, le portrait devra couvrir les éléments suivants:

Espace économique :

- Utiliser l'inventaire des espaces vacants industriels produit par la CMM en 2019 ;
- Utiliser l'inventaire des espaces industriels à redévelopper produit par la CMM ;
- Localiser géographiquement les entreprises et autres établissements générateurs de déplacement de marchandises. Cette opération doit être faire à l'aide des CUBF du rôle d'évaluation 2020. Une liste des code Scian et des CUBF correspondant ayant été retenu comme étant des générateurs de déplacements de marchandises sera fournis à l'ADJUDICATAIRE ;
- Prendre en compte les espaces industriels vacants de grande dimension des municipalités limitrophes à la CMM, couvrant la zone d'influence métropolitaine.

Déplacements de marchandise :

- Dresser une liste et positionner spatialement les infrastructures et les équipements utilisés et projetés par le secteur du transport et de la logistique ;
- Utiliser les données statistiques de l'utilisation des infrastructures routières pour caractériser la congestion routière du territoire et la prépondérance des camions ;
- Recueillir ou développer d'autres données nécessaires à cette fin, de sources publiques ou privées ;
- Consulter et utiliser les études réalisées dans le cadre de la Stratégie maritimes du Québec qui ont permis de définir les zones industrialo-portuaires et les pôles logistiques.

Ce portrait doit permettre la représentation visuelle :

- Des pôles de concentrations actuels accueillant des activités génératrices de déplacement de marchandises ;
- Des pôles de concentrations potentiels pouvant accueillir des activités génératrices de déplacement de marchandises en tenant compte de l'enjeu de la fluidité et de la disponibilité d'espace ;
- Des flux de transports de marchandises actuels et projetés.

ÉTAPE 2 : ANALYSE ET DIAGNOSTIC

L'ADJUDICATAIRE devra réaliser les travaux suivants :

- À partir des pôles actuels et potentiels de concentrations identifiés dans le portrait, réaliser une caractérisation et une analyse des forces, faiblesses, contraintes et opportunités (SWOT) en prenant soin d'établir les complémentarités possibles entre les différents pôles ;

- Établir un diagnostic en utilisant l'ensemble des informations qui composent le portrait, dont les analyses SWOT des pôles, les flux logistiques, l'espace industriel disponible, les contraintes au développement le cas échéant ainsi que les projections applicables ;

- Juxtaposer au diagnostic les transformations envisagées de l'industrie du transport de marchandises dans le cadre d'une transition énergétique, tel que la mutualisation, la logistique inverse et l'intermodalité, et examiner leur applicabilité à la région métropolitaine ;

- Dégager de l'analyse les enjeux à moyen et long terme et une vision concertée d'une planification des espaces et des flux harmonisés à l'échelle métropolitaine.

ÉTAPE 3 : PROPOSITIONS ET OUTILS
L'ADJUDICATAIRE devra réaliser les travaux suivants :

- Établir une série d'actions à réaliser ainsi que leur priorisation dans le but de permettre l'allocation et/ou le redéveloppement d'espaces industriels sur le territoire métropolitain selon une vision commune et en suivant des objectifs partagés de compétitivité métropolitaine et de transition énergétique prenant en compte les déplacements de marchandises ;

- Identifier les moyens concrets d'appliquer dans le contexte du Grand Montréal et d'opérationnaliser des modalités logistiques permettant d'accroître la compétitivité métropolitaine et la transition énergétique, comme la mutualisation, la logistique inverse et l'intermodalité. S'inspirer des pratiques exemplaires en vigueur dans d'autres juridictions ;

- Proposer un outil de gestion permettant aux municipalités et aux MRC de faciliter l'allocation des terrains industriels en prenant en compte les déplacements de marchandises, en optimisant les espaces industriels vacants et à redévelopper, en considérant les complémentarités des différents territoires et en favorisant l'adoption de modalités logistiques réduisant ainsi les émissions de GES.

ÉTAPE 4 : RÉDACTION DU RAPPORT FINAL
L'ADJUDICATAIRE devra préparer un rapport final, lequel comprendra le résultat des travaux menés aux étapes 1 à 3 ainsi qu'un résumé. Ce livrables devront tenir compte des commentaires formulés à chacune des étapes.

1.3 Description des biens livrables:

Tous les biens livrables doivent être remis, non verrouillés, à la Communauté et doivent être accessibles sur plateforme Windows. De plus, les fichiers cartographiques devront être en format « Shapefile ».

Les quatre (4) livrables attendus sont les suivants :

Livrable 1 – Rapport d'étape 1 : Portrait
Livrable 2 – Rapport d'étape 2 : Analyse et diagnostic
Livrable 3 – Rapport d'étape 3 : Propositions et outils
Livrable 4 – Rapport final

Tout bien livrable devra comprendre un résumé synthèse et sera présenté, en version préliminaire, par l'ADJUDICATAIRE à la Communauté au cours d'une réunion. Chacun des biens livrables devra être fourni, en version préliminaire au minimum 10 jours ouvrable avant la rencontre prévue.

Après avoir obtenu l'approbation de la Communauté, le rapport final doit être déposé en format électronique et en cinq (5) copies papier et en couleurs. Ce rapport, incluant les cartes, les illustrations et les tableaux, doit être de haute qualité graphique.

L'ADJUDICATAIRE doit également préparer les présentations suivantes :

- Une présentation en format PowerPoint de chaque livrable (volets 1 à 4) ;
- Une présentation finale en format PowerPoint de haute qualité graphique comprenant les éléments clés de tous les livrables, laquelle doit être présentée par l'ADJUDICATAIRE devant le Comité exécutif et le Conseil de la Communauté ainsi qu'aux partenaires (les dates exactes de ces trois présentations restent à être déterminées en fonction des instances décisionnelles de la Communauté).

1.4 Calendrier d'exécution

Le mandat et les activités demandées doivent être réalisés dans un maximum de 48 semaines à compter de l'adjudication du contrat. À noter que le premier livrable (volet 1) doit obligatoirement être réalisé, approuvé et déposé à la Communauté au plus tard 12 semaines à compter de l'adjudication du contrat.

L'ADJUDICATAIRE doit présenter un calendrier de réalisation contenant la ventilation des efforts pour la réalisation du mandat ainsi que les rencontres à prévoir. Il doit également présenter un état d'avancement mensuel de ses travaux à la Communauté.

1.5 Exigences particulières

Outre une réunion de démarrage, au moins une rencontre avec les représentants de la Communauté et les partenaires financiers doit se tenir à chaque volet du mandat. Les biens livrables sont présentés, en version préliminaire, par l'ADJUDICATAIRE à la Communauté et aux partenaires financiers pour son approbation au cours d'une réunion. Les biens livrables doivent être fournis, en version préliminaire au minimum 10 jours ouvrables, avant la rencontre prévue.

ANNEXE B

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront la COMMUNAUTÉ dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

La COMMUNAUTÉ doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par la COMMUNAUTÉ respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

La COMMUNAUTÉ doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, la COMMUNAUTÉ doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;

  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant
: mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville de Montréal à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218031003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à la Communauté métropolitaine de Montréal afin de soutenir le projet d'étude sur l'industrie de la logistique et du transport / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218031003 - Communauté métropolitaine.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction des revenus

CE : 20.097

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.098

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.099

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.100

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.101

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.001

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1219226001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , Bureau du protocole et de l'accueil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), les services de la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTSLI) de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023.

Il est recommandé :
- D'accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), les services de la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTSLI) de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-06-11 18:20

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219226001**
Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , Bureau du protocole et de l'accueil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), les services de la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTSLI) de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023.

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), le présent sommaire recommande d'accepter la prestation de service offerte par la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTSLI) de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.
Depuis plusieurs années, la DSTSLI offre des services aux arrondissements de la Ville de Montréal et aux Services centraux, tant en atelier que sur le territoire de sa clientèle. Généralement, mais sans s'y limiter, la DSTSLI offre un soutien dans le cadre des opérations des Directions de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

La DSTSLI détient une compétence réputée dans les travaux / interventions en bâtiments sportifs et culturels et aux installations extérieures, telles que : arénas, terrains sportifs synthétiques, bibliothèques et maisons de la culture. En plus de posséder un large éventail d'équipements à la disposition de la clientèle, elle a également développé l'expertise et la compétence dans le déploiement de scènes mobiles et travaux de menuiserie. À cela s'ajoute le support offert dans le cadre des mesures d'urgence (crues des eaux, COVID-19 etc.) et le soutien à la population dans le cadre de la crise du logement.

Depuis la fusion municipale en 2002, le budget d'opération de la DSTSLI a été modifié selon le principe des charges interunités (CIU). Les CIU sont réparties entre les arrondissements Ahuntsic-Cartierville, Côtes-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Rosemont-La Petite-Patrie, Sud-Ouest, Ville-Marie et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Ajoutez à cela le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports ainsi que le Bureau des relations internationales (unité du Protocole et de l'accueil).

Il est à noter que la DSTSLI est reconnue comme fournisseur interne à la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 27 0363 (GDD 1205262001) adopté par le conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve - Offrir aux arrondissements et aux Services centraux de la Ville de Montréal, en vertu de l'article 85.1 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), les services de la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTSLI) pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023.

DESCRIPTION

En acceptant l'offre de service de la DSTSLI de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, le Bureau des relations internationales (unité du Protocole et de l'accueil) aura accès à un inventaire de plus de 20 000 pièces en équipement, à un service de menuiserie, de transport et de prêt de surfaceuse à glace, de transport de matériel, d'installation de scène mobile, d'installation d'équipement en piscine, de préparation des surfaces des patinoires réfrigérées intérieures et extérieures, à un support en équipement en aréna, d'entretien des terrains sportifs synthétiques intérieurs et extérieurs. De plus, l'expertise et les compétences détenues par la DSTSLI assurent une uniformité des interventions sur le territoire montréalais.
En plus de réaliser des économies d'échelle, l'unité du protocole et de l'accueil bénéficiera d'un service clé en main.

JUSTIFICATION

L'équipe de la DSTSLI de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve possède l'expertise et les compétences afin de contribuer activement, de par son leadership, à la réalisation des mandats pour favoriser une offre de service de qualité, accessible, diversifiée et équitable. Elle assure la communication, autant auprès des collaborateurs privés ou publics, qu'auprès des arrondissements et Services.
Le présent dossier recommande d'accepter l'offre de service de la DSTSLI de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, proposée comme étant une offre de service aux arrondissements et Services centraux. Cette offre de service a pour objectif, sans s'y limiter, de minimiser les interventions requises tout en permettant une économie d'échelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La répartition de la CIU de l'unité du protocole et de l'accueil se retrouve dans le document *Offre de service 2021-2023* dans la section "Pièces jointes" du présent sommaire. De plus une reddition de compte sera réalisée annuellement selon l'encadrement administratif C-RF-DG-P-19-001.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Reddition de compte annuelle selon l'encadrement administratif C-RF-DG-P-19-001.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En conformité avec l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec .À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Serge VILLANDRÉ, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Martin MOUSSEAU, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline WATHIER
Agent(e) de projets promotions & evenements speciaux

Tél : 514 872-8591
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-09

Marie-Claude THERRIEN
Directrice du Bureau relations internationales par intérim

Tél : 514 872-8413
Télécop. :

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

OFFRE DE SERVICE

2021 – 2023

Division des services techniques
et du soutien logistique aux installations
(DSTSLI)

Présenté à Marie-Claude Therrien

Direction générale adjointe aux services institutionnels
Bureau des relations internationales

21 avril 2021

TABLE DES MATIÈRES

1. ARRONDISSEMENT 3

2. MISE EN CONTEXTE 3

3. SERVICES OFFERTS PAR LA DSTSLI 4

3.1. Transport et montage 4
3.1.1. Demande de livraison de matériel (DLM) 4
3.1.2. Transport 4
3.1.3. Scène mobile 4
3.1.4. Service de la culture - boîtes de livres d'élagage 4
3.1.5. Transport de produits chimiques pour les installations aquatiques 4

3.2. Arénas, terrains sportifs et autres 5
3.2.1. Montage de patinoires 5
3.2.2. Entretien des terrains sportifs synthétiques 5
3.2.3. Transport et prêt de surfaceuse 5
3.2.4. Livraison de couteau de surfaceuse et de tranche 5
3.2.5. Transport et prêt de coupe-bordure 6
3.2.6. Changement des lames de coupe-bordure 6
3.2.7. Restauration et prêt de buts de hockey 6
3.2.8. Retrait et pose de baies vitrées 6
3.2.9. Décapage et cirage de plancher 6
3.2.10. Formation pratique d'opérateur de surfaceuse « 599C» 6

3.3. Menuiserie 7

4. Obligations de la DSTSLI et de l'arrondissement 7

4.1. Obligations de base 7

4.2. Obligations détaillées pour certains services 8
4.2.1. Demande de livraison de matériel (DLM) 8
4.2.2. Scène mobile 8
4.2.3. Montage de patinoires intérieures et extérieures 9
4.2.4. Transport et prêt de surfaceuse 10
4.2.5. Formation pratique d'opérateur de surfaceuse « 599C » 11

5. Statistiques des services reçus en 2018 et 2019 11

6. Coordonnées de la DSTSLI 11

7. Tarification 12

8. Signatures des parties 13

1. ARRONDISSEMENT

Cette offre de service, valide du 01 janvier 2021 au 31 décembre 2023, est présentée à Direction générale adjointe aux services institutionnels, Bureau des relations internationales

Direction : Marie-Claude Therrien

Répondant (s) : Caroline Wathier

2. MISE EN CONTEXTE

La Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTLSI) soutien depuis plusieurs années les arrondissements de la Ville de Montréal et plusieurs de ses services centraux. La DSTSLI offre des services de prêt, de menuiserie, d'entretien, de montage/démontage et de transport pour différents types d'installations et d'événements sur le territoire montréalais, soit :

- les arénas et patinoires réfrigérés extérieurs;
- les terrains sportifs synthétiques intérieurs et extérieurs;
- les événements sportifs, culturels, de loisirs et protocolaires;
- les transports divers;
- etc.

Il est à noter que l'offre de service et les obligations présentées dans le présent document ne sont pas limitatives et peuvent être modifiées durant la période ci-haut mentionnée.

En vertu de l'application de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, une offre de service en bonne et due forme doit être présentée et acceptée par votre arrondissement pour obtenir le soutien et les services de la DSTSLI.

Article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal :

> *«Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil d'un autre arrondissement un service relié à une compétence qu'il détient. La résolution offrant cette fourniture de service prend effet à compter de l'adoption d'une résolution acceptant cette offre.»*

3. SERVICES OFFERTS PAR LA DSTSLI

3.1. Transport et montage

3.1.1. Demande de livraison de matériel (DLM)

Plus de 20 000 pièces en équipement sont disponibles pour soutenir les événements comme des tables, des chaises, des scènes, des rideaux, de l'éclairage, des socles, des décors, des tentes, des chapiteaux, des jeux gonflables, et plus. Pour plus de détails, consultez le catalogue ci-joint.

- Préparer, livrer et récupérer l'équipement demandé.
- Assurer le montage et démontage de scènes, d'estrades, de rideaux et de chapiteaux.
- Assurer le montage/démontage des jeux aquatiques "Wibit".
- Etc.

3.1.2. Transport

- Transporter ou transférer du matériel tel que des chaises, des tables, des bureaux, des boîtes, etc.

Ce service est offert sur rendez-vous.

3.1.3. Scène mobile

- Livraison, montage et démontage d'une scène mobile (SL-100, SL-250 et SL-260 ainsi qu'un kiosque).
- Soutien technique disponible lors de l'événement en cas de problématique avec le véhicule.

3.1.4. Service de la culture - boîtes de livres d'élagage

- Récupérer, transporter et entreposer les boîtes de livres destinées à la vente de livres des *Amis des bibliothèques*.

3.1.5. Transport de produits chimiques pour les installations aquatiques

- Acheter, entreposer et distribuer du chlore liquide (format de 20 litres) et des sacs de terre diatomée (matière filtrante) pour les installations aquatiques.
- Livraison effectuée sur demande pour la terre diatomée.
- Une tournée hebdomadaire est effectuée durant la saison estivale pour le chlore liquide et la livraison est effectuée sur demande le reste de l'année.
- Compilation des livraisons et facturation des produits utilisés au service demandeur.

3.2. Arénas, terrains sportifs et autres

3.2.1. Montage de patinoires

Service de montage de glace pour les arénas et les patinoires réfrigérées extérieures. À titre d'exemple :

- appliquer la peinture blanche;
- installer et tracer le lignage, les cercles de mise en jeu et les zones de gardien de but;
- installer les logos en tissu ou peinturés (dans le cadre du virage environnemental, nous vous encourageons à utiliser des logos en tissu réutilisable);
- installer le lignage et les points de mise au jeu de ringuette;
- installer sur demande, les points et lignage de patinage de vitesse (ce service doit être prévu à l'avance entre l'arrondissement et la DSTSLI).

Il est possible de modifier le montage selon des besoins spécifiques sur entente avec la DSTSLI.

3.2.2. Entretien des terrains sportifs synthétiques

Service pour l'entretien et le prolongement de la durée de vie des terrains sportifs synthétiques, comme :

- brossage du terrain;
- brossage et décompaction du terrain;
- brossage et aspiration du terrain;
- ajout de granulat aux endroits les plus sollicités, si nécessaire;
- réparations mineures de la surface de jeu.

3.2.3. Transport et prêt de surfaceuse

- Prêter et transporter une surfaceuse de courtoisie lors d'un bris ou d'un entretien d'un appareil en aréna.
- Transporter la surfaceuse à inspecter ou défectueuse au garage. Retour des appareils à l'aréna et à la DSTSLI suite à l'intervention mécanique.
- Assurer un service de transport de surfaceuse à l'extérieur des heures normales d'opération.

3.2.4. Livraison de couteau de surfaceuse et de tranche

- Hebdomadairement, durant la période d'opération d'un aréna, récupérer le couteau de surfaceuse et la tranche manuelle pour aiguisage. Simultanément, livrer un couteau de surfaceuse et une tranche manuelle aiguisés.
- Assurer un service de livraison sur demande en cas de problématique avec une lame.

3.2.5. Transport et prêt de coupe-bordure

- Prêter et transporter un coupe-bordure de courtoisie lors d'un bris ou d'un entretien d'un appareil en aréna.
- Transporter le coupe-bordure à inspecter ou défectueux au garage. Retour des appareils à l'aréna et à la DSTSLI suite à l'intervention mécanique.

3.2.6. Changement des lames de coupe-bordure

- Procéder, sur demande, au remplacement des lames de coupe-bordure.

3.2.7. Restauration et prêt de buts de hockey

- Procéder, sur demande, à la restauration de buts de hockey et prendre en charge le transport et la manutention de ceux-ci. Possibilité de prêt de buts pour la période des travaux.

La restauration comprend :

- soudure du but;
- peinture des cadrages du but;
- installation d'un nouveau filet;
- installation d'un protecteur au bas du filet;
- installation d'un protecteur pour la tige verticale;
- installation d'un protecteur de filet.

Le coût d'acquisition du matériel sera facturé à l'arrondissement.

3.2.8. Retrait et pose de baies vitrées

- Procéder au retrait ou à l'installation de baies vitrées de grandeur conventionnelle.

** Les grandes baies vitrées, habituellement situées dans la zone des buts, ne font pas partie de l'offre de service.*

3.2.9. Décapage et cirage de plancher

- Effectuer, à l'extérieur des périodes de pointe et ce **en soutien aux équipes d'entretien de l'arrondissement**, du décapage et du cirage de plancher dans différentes installations.

3.2.10. Formation pratique d'opérateur de surfaceuse « 599C»

- Assurer la formation pratique d'opérateur de surfaceuse après avoir réussi la formation théorique donnée par le CSP-MRA. La formation est d'une durée de quatre (4) jours.

3.3. Menuiserie

Soutenir l'arrondissement pour différents projets de menuiserie. Voici des exemples des services offerts :

- entretien et fabrication des équipements divers;
- réparation et restauration de mobilier urbain;
- construction sur mesure;
- conception et réparation des bandes extérieures des patinoires;
- installation et désinstallation des tremplins des piscines, des chaises de sauveteurs et des parasols;
- installation des placottoirs;
- fabrication et installation des jardinets et bacs à jardiner;
- fabrication et installation des boîtes pour les pianos de rue;
- construction de supports pour patineurs débutants.

Le coût d'acquisition du matériel ainsi que la main-d'œuvre au coût réel peuvent être facturés à l'arrondissement.

4. Obligations de la DSTSLI et de l'arrondissement

Pour l'ensemble des services offerts, chaque partie a la responsabilité de respecter les obligations ci-dessous afin d'assurer un service de qualité.

4.1. Obligations de base

Obligations de la DSTSLI :

- communiquer dans un délai de deux (2) jours ouvrables avec l'arrondissement suite à la réception d'une demande de service;
- offrir un service de qualité;
- se réserver, en période de pointe, le droit de reporter certaines demandes afin d'assurer les services prioritaires.

Obligations de l'arrondissement :

- transmettre la demande de service par courriel, à l'adresse suivante : mhm-dlm@ville.montreal.qc.ca;
- communiquer au 514 872-4015 pour toute demande urgente. Nous répondrons aux demandes en fonction de la disponibilité de nos ressources;
- s'assurer qu'une personne responsable soit sur place pour donner accès au bâtiment ou au site et de bien identifier le travail à accomplir.

4.2. Obligations détaillées pour certains services

Pour les services indiqués dans cette section, les obligations de base s'appliquent sauf avis contraire.

4.2.1. Demande de livraison de matériel (DLM)

Obligations de la DSTSLI :

- la demande de prêt pour de l'équipement sera traitée au maximum trente (30) jours avant la date de l'événement. Un bon de livraison incluant la disponibilité de l'équipement sera alors transmis;
- suite à l'envoi du bon de livraison, si une modification à l'horaire de la livraison ou récupération est nécessaire, la DSTSLI communiquera avec l'arrondissement;
- en période de pointe, la livraison de matériel est priorisée. La récupération de matériel pourrait être modifiée afin de favoriser la tenue de l'ensemble des événements prévus. La DSTSLI communiquera avec l'arrondissement à cet effet;
- également en période de pointe, la DSTSLI se réserve le droit de partager le matériel disponible selon les demandes.

Obligations de l'arrondissement :

- la demande de livraison doit être transmise dans un délai minimum de quinze (15) jours avant la tenue de l'événement à l'adresse courriel suivante : mhm-dlm@ville.montreal.qc.ca;
- pour toute demande nécessitant un montage par la DSTSLI (rideaux, PHR, panneaux clics, grilles à béton, etc.), un plan de montage doit obligatoirement accompagner la demande;
- aucune modification ne sera acceptée dans les sept (7) jours précédant l'événement;
- l'arrondissement est responsable du matériel prêté;
- en cas de perte, de vol ou de bris résultant d'une utilisation abusive de l'équipement, le coût de remplacement du matériel sera facturé à l'arrondissement;
- l'arrondissement doit, s'il fait une demande de prêt de matériel pour un organisme ou un promoteur, transmettre à l'organisateur de l'événement une copie du bon de livraison et du bon de retour.

4.2.2. Scène mobile

Obligations de la DSTSLI :

- assurer le montage et le démontage de la scène mobile;
- assurer un service en cas d'urgence lors du prêt.

- communiquer au 514 872-4015 lors d'une urgence durant les heures normales d'opération ou avec le régisseur de garde à l'extérieur des heures normales d'opération.

Obligations de l'arrondissement :

- compléter et transmettre une demande de prêt pour une scène mobile au moins trente (30) jours avant la tenue de l'événement à l'adresse courriel suivante : mhm-dlm@ville.montreal.qc.ca. Une confirmation de livraison sera alors transmise suite à l'acceptation de la demande;
- respecter toutes les conditions de prêt indiquées au formulaire de demande de prêt d'une scène mobile (voir pièces jointes);
- procéder, auprès du Service des immeubles, à une demande d'installation et de désinstallation de la mise à la terre pour la scène mobile. Cette demande doit être coordonnée en fonction des heures de livraison et de récupération de la scène mobile par la DSTSLI;
- s'assurer d'avoir une personne responsable sur place au moment de la livraison et de la récupération de la scène mobile;
- assurer une surveillance de la scène en tout temps, de sa livraison jusqu'à sa récupération et assumer les frais de surveillance le cas échéant;
- pour un prêt à un organisme, ce dernier doit souscrire et maintenir, à ses frais, une assurance « Biens matériels » (feu, vol et vandalisme) et « Responsabilité civile »;
- s'assurer qu'un répondant de l'arrondissement peut être joint en tout temps lors de l'événement.

4.2.3. Montage de patinoires intérieures et extérieures

Obligations de la DSTSLI :

- déterminer le calendrier du montage des patinoires intérieures et extérieures en fonction des besoins. Un formulaire est envoyé annuellement à tous les arrondissements, au plus tard le 15 mars pour les patinoires intérieures et le 15 septembre pour les patinoires extérieures;
- informer les arrondissements des dates prévues du montage des patinoires au plus tard le 15 mai pour les patinoires intérieures et le 15 octobre pour les patinoires extérieures;
- installer systématiquement sur l'ensemble des patinoires intérieures, le lignage de ringuette, sauf avis contraire;
- commander et fournir le matériel nécessaire au montage de base des patinoires, à l'exception des logos. Le matériel de base se compose de : peinture blanche, peinture rouge et bleue, lignage, cercles de mise en jeu, points de mise en jeu et zones de gardien de but;
- procéder au montage des patinoires en fonction des dates transmises aux arrondissements;

- la DSTSLI est tributaire des conditions météorologiques concernant les patinoires extérieures. S'il est impossible de faire le montage, une nouvelle date vous sera communiquée.

Obligations de l'arrondissement :

- s'assurer du départ des compresseurs et des déshumidificateurs afin que l'aréna soit prêt pour la journée prévue du montage;
- s'assurer que la surface soit nettoyée et exempte de tout débris avant le départ des compresseurs;
- avoir atteint une température de – 10 degrés Celsius (dalle de la patinoire) le matin du montage;
- afin d'obtenir une glace de qualité, il est important que la surface soit arrosée avec la surfaceuse (avec serviette et sans couteau) le matin du montage de la patinoire et que les monticules de glace dues à la condensation soient enlevés;
- remplacer les logos peinturés par des logos en tissu réutilisable et ce, dans le cadre de la transition écologique amorcée par la Ville de Montréal;
- fournir les logos en tissu réutilisable et un plan indiquant l'endroit où ceux-ci devront être installés le matin du montage;
- avoir une personne responsable sur place afin de recevoir notre équipe et nous transmettre les renseignements spécifiques à l'installation;
- si les obligations de l'arrondissement ne sont pas respectées et qu'il nous est impossible de faire le montage de la patinoire, une nouvelle date vous sera transmise en fonction du calendrier prévu et ce, sans pénaliser les autres arrondissements. Des frais de mobilisation pourraient être facturés.

4.2.4. Transport et prêt de surfaceuse

Obligations de la DSTSLI :

- coordonner le transport avec l'arrondissement;
- assurer le transport, aller et retour, de surfaceuse pour l'entretien ou la réparation vers le garage;
- fournir et récupérer un appareil de courtoisie à l'arrondissement (si nécessaire) pour la période des travaux;
- assurer un service de transport d'urgence à l'extérieur des heures normales d'opération.

Obligations de l'arrondissement :

- contacter le représentant du garage avant de demander un transport de surfaceuse. Le garage communiquera avec la DSTSLI si un transport est nécessaire;

- vider le réservoir d'eau et de neige de la surfaceuse et enlever le couteau avant son transport.

4.2.5. Formation pratique d'opérateur de surfaceuse « 599C »

Obligations de la DSTSLI :

- suite à la réussite de la formation théorique du candidat de l'arrondissement avec le CSP-MRA, la DSTSLI s'entendra avec l'arrondissement sur une période de formation pratique de quatre (4) jours;
- la DSTSLI transmettra le résultat de la formation pratique du candidat au CSP-MRA. Le CSP-MRA émettra, si la formation est réussie, la certification d'opérateur de surfaceuse;
- après entente avec le CSP-MRA, fournir au besoin, des formations «mise à jour » pour des opérateurs accrédités;
- la surfaceuse est un appareil difficile à opérer, la durée de la formation de quatre (4) jours est obligatoire et nécessaire. Cette formation est donnée à un candidat à la fois afin de favoriser l'apprentissage et maximiser le temps de pratique sur l'appareil.

Obligations de l'arrondissement :

- inscrire le candidat à la formation théorique du CSP-MRA et s'assurer de la présence du candidat à cette formation;
- contacter la DSTSLI pour déterminer la période de formation pratique du candidat suite la réussite de la formation théorique;
- libérer ou trouver le temps de glace nécessaire à la formation du candidat et informer la DSTSLI du lieu de la formation pratique;
- encadrer et donner du temps de glace à l'opérateur afin qu'il puisse mettre en pratique rapidement ses acquis. Il est conseillé de jumeler le candidat avec un opérateur d'expérience.

5. Statistiques des services reçus en 2019 et 2020

Ci-dessous les statistiques d'utilisation des services de la DSTSLI pour la Direction générale adjointe aux services institutionnels, Bureau des relations internationales pour les années 2019 et 2020. Voir document joint

6. Coordonnées de la DSTSLI

Pour toute urgence ou pour un suivi de livraison, durant les heures régulières d'opération, veuillez communiquer au 514 872-4015.

À l'extérieur des heures régulières d'opération, veuillez communiquer avec le régisseur de garde. L'horaire de garde est acheminé hebdomadairement à l'arrondissement.

Si votre demande a été prise en charge par un régisseur, vous pouvez par la suite communiquer directement avec cette personne.

7. Tarification

Des charges interunités transférées par les Services centraux couvrent la majorité des services rendus par la DSTSLI pour les arrondissements suivants : Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Le Plateau Mont-Royal, Le Sud-Ouest, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Rosemont-La Petite-Patrie, Ville-Marie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, à la Direction générale adjointe aux services institionnels, Bureau des relations internationales, et au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

La charge interunité pour Service pour l'année 2021 est de 17 800 $.

Les arrondissements qui ne font pas partie du mode de fonctionnement par charges interunités doivent communiquer avec la DSTSLI pour obtenir les modalités applicables.

Des frais peuvent être facturés, par une entente de service, pour certaines demandes. L'entente devra être correctement complétée et transmise à la DSTSLI avant la tenue des services ou des travaux.

Ci-après, une liste de services/travaux ou des situations pouvant engendrer des frais :

- les services demandés doivent être exécutés à l'extérieur des heures régulières d'opération ou lors de jours fériés;
- la perte, le vol ou le bris résultant d'une utilisation abusive du matériel prêté;
- les frais de matériaux pour les travaux de menuiserie et de restauration de buts de hockey;
- etc.

8. Signatures des parties

Par la présente, Direction générale adjointe aux services intentionnels, Bureau des relations internationales accepte l'offre de service de la DSTSLI.

_____
Marie-Claude Therrien
Directrice
Bureau des relations internationales

Date : _____

_____
Serge Villandré
Directeur d'arrondissement
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Date : _____

_____
Martin Mousseau
Chef de division
Division des services techniques et du soutien logistique aux installations
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Date : _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1219226001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , Bureau du protocole et de l'accueil
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), les services de la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTSLI) de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1219226001 Chauveau.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514-872 -2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-14

Arianne ALLARD
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.002

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1211543004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLQ, c. C-11.4), les services de la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTSLI) de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023.

Il est recommendé:
1- d'accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLQ, c. C-11.4), les services de la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTSLI) de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-28 22:28

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1211543004**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLQ, c. C-11.4), les services de la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTSLI) de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023.

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), le présent sommaire recommande d'accepter la prestation de service offerte par la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTSLI) de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.
Depuis plusieurs années, la DSTSLI offre des services aux arrondissements de la Ville de Montréal et aux Services centraux, tant en atelier que sur le territoire de sa clientèle. Généralement, mais sans s'y limiter, la DSTSLI offre un soutien dans le cadre des opérations des Directions de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

La DSTSLI détient une compétence réputée dans les travaux / interventions en bâtiments sportifs et culturels et aux installations extérieures, telles que : arénas, terrains sportifs synthétiques, bibliothèques et maisons de la culture. En plus de posséder un large éventail d'équipements à la disposition de la clientèle, elle a également développé l'expertise et la compétence dans le déploiement de scènes mobiles et travaux de menuiserie. À cela s'ajoute le support offert dans le cadre des mesures d'urgence (crues des eaux, COVID-19, etc.) et le soutien à la population dans le cadre de la crise du logement.

Depuis la fusion municipale en 2002, le budget d'opération de la DSTSLI a été modifié selon le principe des charges inter unités (CIU). Les CIU sont réparties entre les arrondissements Ahuntsic-Cartierville, Côtes-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Rosemont-La Petite-Patrie, Sud-Ouest, Ville-Marie et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Ajoutez à cela le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) ainsi que le Bureau des relations internationales.

Il est à noter que la DSTSLI est reconnue comme fournisseur interne à la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 27 0363 - 7 décembre 2020 - Offrir aux arrondissements et aux Services centraux de la Ville de Montréal, en vertu de l'article 85.1 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), les services de la Division des services techniques et du

soutien logistique aux installations (DSTSLI) pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023 (GDD 1205262001)

DESCRIPTION

En acceptant l'offre de service de la DSTSLI de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, le SGPMRS aura accès à un inventaire de plus de 20 000 pièces en équipement, à un service de menuiserie, de transport et de prêt de surfaceuse à glace, de transport de matériel, d'installation de scène mobile, d'installation d'équipement en piscine, de préparation des surfaces des patinoires réfrigérées intérieures et extérieures, à un support en équipement en aréna, d'entretien des terrains sportifs synthétiques intérieurs et extérieurs. De plus, l'expertise et les compétences détenues par la DSTSLI assurent une uniformité des interventions sur le territoire montréalais.
En plus de réaliser des économies d'échelle, le SGPMRS bénéficiera d'un service clé en main.

JUSTIFICATION

L'équipe de la DSTSLI de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve possède l'expertise et les compétences afin de contribuer activement, de par son leadership, à la réalisation des mandats pour favoriser une offre de service de qualité, accessible, diversifiée et équitable. Elle assure la communication, autant auprès des collaborateurs privés ou publics, qu'auprès des arrondissements et Services centraux.
Le présent dossier recommande d'accepter l'offre de service de la DSTSLI de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, proposée comme étant une offre de service aux arrondissements et Services centraux. Cette offre de service a pour objectif, sans s'y limiter, de minimiser les interventions requises tout en permettant une économie d'échelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La répartition de la CIU du SGPMRS se retrouve dans le document Offre de service 2021-2023 dans la section "Pièces jointes" du présent sommaire. De plus, une reddition de compte sera réalisée annuellement selon l'encadrement administratif C-RF-DG-P-19-001.
Les dépenses reliées aux services fournis par la DSTSLI sont prévus au budget de fonctionnement de la Division de la gestion des parcs nature.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le SGPMRS ne possède pas l'expertise, les ressources humaines et matérielles nécessaires afin d'effectuer les travaux réalisés par la DSTSLI. Le refus de l'offre aurait un impact direct sur le budget d'opération du SGPMRS en raison des investissements majeurs nécessaires afin de maintenir les services à l'interne.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Reddition de compte annuelle selon l'encadrement administratif C-RF-DG-P-19-001.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En conformité avec l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec. À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Serge VILLANDRÉ, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Martin MOUSSEAU, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rocca LONIGRO
Agente de développement

Tél : 514 872-9259
Télécop. : 514 872-4718

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-14

Jean-François DULIÈPRE
c/d gestion des installations (dir sports)

Tél : 514-872-7990
Télécop. : 514 872-4718

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2021-07-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2021-07-28

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

OFFRE DE SERVICE

2021 – 2023

Division des services techniques
et du soutien logistique aux installations
(DSTSLI)

Présenté à Louise-Hélène Lefebvre

Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports

10 mars 2021

TABLE DES MATIÈRES

1. ARRONDISSEMENT 3

2. MISE EN CONTEXTE 3

3. SERVICES OFFERTS PAR LA DSTSLI 4

3.1. Transport et montage 4
3.1.1. Demande de livraison de matériel (DLM) 4
3.1.2. Transport 4
3.1.3. Scène mobile 4
3.1.4. Service de la culture - boîtes de livres d'élagage 4
3.1.5. Transport de produits chimiques pour les installations aquatiques 4

3.2. Arénas, terrains sportifs et autres 5
3.2.1. Montage de patinoires 5
3.2.2. Entretien des terrains sportifs synthétiques 5
3.2.3. Transport et prêt de surfaceuse 5
3.2.4. Livraison de couteau de surfaceuse et de tranche 5
3.2.5. Transport et prêt de coupe-bordure 6
3.2.6. Changement des lames de coupe-bordure 6
3.2.7. Restauration et prêt de buts de hockey 6
3.2.8. Retrait et pose de baies vitrées 6
3.2.9. Décapage et cirage de plancher 6
3.2.10. Formation pratique d'opérateur de surfaceuse « 599C» 6

3.3. Menuiserie 7

4. Obligations de la DSTSLI et de l'arrondissement 7

4.1. Obligations de base 7

4.2. Obligations détaillées pour certains services 8
4.2.1. Demande de livraison de matériel (DLM) 8
4.2.2. Scène mobile 8
4.2.3. Montage de patinoires intérieures et extérieures 9
4.2.4. Transport et prêt de surfaceuse 10
4.2.5. Formation pratique d'opérateur de surfaceuse « 599C » 11

5. Statistiques des services reçus en 2018 et 2019 11

6. Coordonnées de la DSTSLI 11

7. Tarification 12

8. Signatures des parties 13

1. ARRONDISSEMENT

Cette offre de service, valide du 01 janvier 2021 au 31 décembre 2023, est présentée à Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports

Direction : Louise-Hélène Lefebvre

Répondant (s) :

2. MISE EN CONTEXTE

La Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTLSI) soutien depuis plusieurs années les arrondissements de la Ville de Montréal et plusieurs de ses services centraux. La DSTSLI offre des services de prêt, de menuiserie, d'entretien, de montage/démontage et de transport pour différents types d'installations et d'événements sur le territoire montréalais, soit :

- les arénas et patinoires réfrigérés extérieurs;
- les terrains sportifs synthétiques intérieurs et extérieurs;
- les événements sportifs, culturels, de loisirs et protocolaires;
- les transports divers;
- etc.

Il est à noter que l'offre de service et les obligations présentées dans le présent document ne sont pas limitatives et peuvent être modifiées durant la période ci-haut mentionnée.

En vertu de l'application de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, une offre de service en bonne et due forme doit être présentée et acceptée par votre arrondissement pour obtenir le soutien et les services de la DSTSLI.

Article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal :

> *«Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil d'un autre arrondissement un service relié à une compétence qu'il détient. La résolution offrant cette fourniture de service prend effet à compter de l'adoption d'une résolution acceptant cette offre.»*

3. SERVICES OFFERTS PAR LA DSTSLI

3.1. Transport et montage

3.1.1. Demande de livraison de matériel (DLM)

Plus de 20 000 pièces en équipement sont disponibles pour soutenir les événements comme des tables, des chaises, des scènes, des rideaux, de l'éclairage, des socles, des décors, des tentes, des chapiteaux, des jeux gonflables, et plus. Pour plus de détails, consultez le catalogue ci-joint.

- Préparer, livrer et récupérer l'équipement demandé.
- Assurer le montage et démontage de scènes, d'estrades, de rideaux et de chapiteaux.
- Assurer le montage/démontage des jeux aquatiques "Wibit".
- Etc.

3.1.2. Transport

- Transporter ou transférer du matériel tel que des chaises, des tables, des bureaux, des boîtes, etc.

Ce service est offert sur rendez-vous.

3.1.3. Scène mobile

- Livraison, montage et démontage d'une scène mobile (SL-100, SL-250 et SL-260 ainsi qu'un kiosque).
- Soutien technique disponible lors de l'événement en cas de problématique avec le véhicule.

3.1.4. Service de la culture - boîtes de livres d'élagage

- Récupérer, transporter et entreposer les boîtes de livres destinées à la vente de livres des *Amis des bibliothèques*.

3.1.5. Transport de produits chimiques pour les installations aquatiques

- Acheter, entreposer et distribuer du chlore liquide (format de 20 litres) et des sacs de terre diatomée (matière filtrante) pour les installations aquatiques.
- Livraison effectuée sur demande pour la terre diatomée.
- Une tournée hebdomadaire est effectuée durant la saison estivale pour le chlore liquide et la livraison est effectuée sur demande le reste de l'année.
- Compilation des livraisons et facturation des produits utilisés au service demandeur.

3.2. Arénas, terrains sportifs et autres

3.2.1. Montage de patinoires

Service de montage de glace pour les arénas et les patinoires réfrigérées extérieures. À titre d'exemple :

- appliquer la peinture blanche;
- installer et tracer le lignage, les cercles de mise en jeu et les zones de gardien de but;
- installer les logos en tissu ou peinturés (dans le cadre du virage environnemental, nous vous encourageons à utiliser des logos en tissu réutilisable);
- installer le lignage et les points de mise au jeu de ringuette;
- installer sur demande, les points et lignage de patinage de vitesse (ce service doit être prévu à l'avance entre l'arrondissement et la DSTSLI).

Il est possible de modifier le montage selon des besoins spécifiques sur entente avec la DSTSLI.

3.2.2. Entretien des terrains sportifs synthétiques

Service pour l'entretien et le prolongement de la durée de vie des terrains sportifs synthétiques, comme :

- brossage du terrain;
- brossage et décompaction du terrain;
- brossage et aspiration du terrain;
- ajout de granulat aux endroits les plus sollicités, si nécessaire;
- réparations mineures de la surface de jeu.

3.2.3. Transport et prêt de surfaceuse

- Prêter et transporter une surfaceuse de courtoisie lors d'un bris ou d'un entretien d'un appareil en aréna.
- Transporter la surfaceuse à inspecter ou défectueuse au garage. Retour des appareils à l'aréna et à la DSTSLI suite à l'intervention mécanique.
- Assurer un service de transport de surfaceuse à l'extérieur des heures normales d'opération.

3.2.4. Livraison de couteau de surfaceuse et de tranche

- Hebdomadairement, durant la période d'opération d'un aréna, récupérer le couteau de surfaceuse et la tranche manuelle pour aiguisage. Simultanément, livrer un couteau de surfaceuse et une tranche manuelle aiguisés.
- Assurer un service de livraison sur demande en cas de problématique avec une lame.

3.2.5. Transport et prêt de coupe-bordure

- Prêter et transporter un coupe-bordure de courtoisie lors d'un bris ou d'un entretien d'un appareil en aréna.
- Transporter le coupe-bordure à inspecter ou défectueux au garage. Retour des appareils à l'aréna et à la DSTSLI suite à l'intervention mécanique.

3.2.6. Changement des lames de coupe-bordure

- Procéder, sur demande, au remplacement des lames de coupe-bordure.

3.2.7. Restauration et prêt de buts de hockey

- Procéder, sur demande, à la restauration de buts de hockey et prendre en charge le transport et la manutention de ceux-ci. Possibilité de prêt de buts pour la période des travaux.

La restauration comprend :

- soudure du but;
- peinture des cadrages du but;
- installation d'un nouveau filet;
- installation d'un protecteur au bas du filet;
- installation d'un protecteur pour la tige verticale;
- installation d'un protecteur de filet.

Le coût d'acquisition du matériel sera facturé à l'arrondissement.

3.2.8. Retrait et pose de baies vitrées

- Procéder au retrait ou à l'installation de baies vitrées de grandeur conventionnelle.

** Les grandes baies vitrées, habituellement situées dans la zone des buts, ne font pas partie de l'offre de service.*

3.2.9. Décapage et cirage de plancher

- Effectuer, à l'extérieur des périodes de pointe et ce **en soutien aux équipes d'entretien de l'arrondissement**, du décapage et du cirage de plancher dans différentes installations.

3.2.10. Formation pratique d'opérateur de surfaceuse « 599C»

- Assurer la formation pratique d'opérateur de surfaceuse après avoir réussi la formation théorique donnée par le CSP-MRA. La formation est d'une durée de quatre (4) jours.

3.3. Menuiserie

Soutenir l'arrondissement pour différents projets de menuiserie. Voici des exemples des services offerts :

- entretien et fabrication des équipements divers;
- réparation et restauration de mobilier urbain;
- construction sur mesure;
- conception et réparation des bandes extérieures des patinoires;
- installation et désinstallation des tremplins des piscines, des chaises de sauveteurs et des parasols;
- installation des placottoirs;
- fabrication et installation des jardinets et bacs à jardiner;
- fabrication et installation des boîtes pour les pianos de rue;
- construction de supports pour patineurs débutants.

Le coût d'acquisition du matériel ainsi que la main-d'œuvre au coût réel peuvent être facturés à l'arrondissement.

4. Obligations de la DSTSLI et de l'arrondissement

Pour l'ensemble des services offerts, chaque partie a la responsabilité de respecter les obligations ci-dessous afin d'assurer un service de qualité.

4.1. Obligations de base

Obligations de la DSTSLI :

- communiquer dans un délai de deux (2) jours ouvrables avec l'arrondissement suite à la réception d'une demande de service;
- offrir un service de qualité;
- se réserver, en période de pointe, le droit de reporter certaines demandes afin d'assurer les services prioritaires.

Obligations de l'arrondissement :

- transmettre la demande de service par courriel, à l'adresse suivante : mhm-dlm@ville.montreal.qc.ca;
- communiquer au 514 872-4015 pour toute demande urgente. Nous répondrons aux demandes en fonction de la disponibilité de nos ressources;
- s'assurer qu'une personne responsable soit sur place pour donner accès au bâtiment ou au site et de bien identifier le travail à accomplir.

4.2. Obligations détaillées pour certains services

Pour les services indiqués dans cette section, les obligations de base s'appliquent sauf avis contraire.

4.2.1. Demande de livraison de matériel (DLM)

Obligations de la DSTSLI :

- la demande de prêt pour de l'équipement sera traitée au maximum trente (30) jours avant la date de l'événement. Un bon de livraison incluant la disponibilité de l'équipement sera alors transmis;
- suite à l'envoi du bon de livraison, si une modification à l'horaire de la livraison ou récupération est nécessaire, la DSTSLI communiquera avec l'arrondissement;
- en période de pointe, la livraison de matériel est priorisée. La récupération de matériel pourrait être modifiée afin de favoriser la tenue de l'ensemble des événements prévus. La DSTSLI communiquera avec l'arrondissement à cet effet;
- également en période de pointe, la DSTSLI se réserve le droit de partager le matériel disponible selon les demandes.

Obligations de l'arrondissement :

- la demande de livraison doit être transmise dans un délai minimum de quinze (15) jours avant la tenue de l'événement à l'adresse courriel suivante : mhm-dlm@ville.montreal.qc.ca;
- pour toute demande nécessitant un montage par la DSTSLI (rideaux, PHR, panneaux clics, grilles à béton, etc.), un plan de montage doit obligatoirement accompagner la demande;
- aucune modification ne sera acceptée dans les sept (7) jours précédant l'événement;
- l'arrondissement est responsable du matériel prêté;
- en cas de perte, de vol ou de bris résultant d'une utilisation abusive de l'équipement, le coût de remplacement du matériel sera facturé à l'arrondissement;
- l'arrondissement doit, s'il fait une demande de prêt de matériel pour un organisme ou un promoteur, transmettre à l'organisateur de l'événement une copie du bon de livraison et du bon de retour.

4.2.2. Scène mobile

Obligations de la DSTSLI :

- assurer le montage et le démontage de la scène mobile;
- assurer un service en cas d'urgence lors du prêt.

- communiquer au 514 872-4015 lors d'une urgence durant les heures normales d'opération ou avec le régisseur de garde à l'extérieur des heures normales d'opération.

Obligations de l'arrondissement :

- compléter et transmettre une demande de prêt pour une scène mobile au moins trente (30) jours avant la tenue de l'événement à l'adresse courriel suivante : mhm-dlm@ville.montreal.qc.ca. Une confirmation de livraison sera alors transmise suite à l'acceptation de la demande;
- respecter toutes les conditions de prêt indiquées au formulaire de demande de prêt d'une scène mobile (voir pièces jointes);
- procéder, auprès du Service des immeubles, à une demande d'installation et de désinstallation de la mise à la terre pour la scène mobile. Cette demande doit être coordonnée en fonction des heures de livraison et de récupération de la scène mobile par la DSTSLI;
- s'assurer d'avoir une personne responsable sur place au moment de la livraison et de la récupération de la scène mobile;
- assurer une surveillance de la scène en tout temps, de sa livraison jusqu'à sa récupération et assumer les frais de surveillance le cas échéant;
- pour un prêt à un organisme, ce dernier doit souscrire et maintenir, à ses frais, une assurance « Biens matériels » (feu, vol et vandalisme) et « Responsabilité civile »;
- s'assurer qu'un répondant de l'arrondissement peut être joint en tout temps lors de l'événement.

4.2.3. Montage de patinoires intérieures et extérieures

Obligations de la DSTSLI :

- déterminer le calendrier du montage des patinoires intérieures et extérieures en fonction des besoins. Un formulaire est envoyé annuellement à tous les arrondissements, au plus tard le 15 mars pour les patinoires intérieures et le 15 septembre pour les patinoires extérieures;
- informer les arrondissements des dates prévues du montage des patinoires au plus tard le 15 mai pour les patinoires intérieures et le 15 octobre pour les patinoires extérieures;
- installer systématiquement sur l'ensemble des patinoires intérieures, le lignage de ringuette, sauf avis contraire;
- commander et fournir le matériel nécessaire au montage de base des patinoires, à l'exception des logos. Le matériel de base se compose de : peinture blanche, peinture rouge et bleue, lignage, cercles de mise en jeu, points de mise en jeu et zones de gardien de but;
- procéder au montage des patinoires en fonction des dates transmises aux arrondissements;

- la DSTSLI est tributaire des conditions météorologiques concernant les patinoires extérieures. S'il est impossible de faire le montage, une nouvelle date vous sera communiquée.

Obligations de l'arrondissement :

- s'assurer du départ des compresseurs et des déshumidificateurs afin que l'aréna soit prêt pour la journée prévue du montage;
- s'assurer que la surface soit nettoyée et exempte de tout débris avant le départ des compresseurs;
- avoir atteint une température de – 10 degrés Celsius (dalle de la patinoire) le matin du montage;
- afin d'obtenir une glace de qualité, il est important que la surface soit arrosée avec la surfaceuse (avec serviette et sans couteau) le matin du montage de la patinoire et que les monticules de glace dues à la condensation soient enlevés;
- remplacer les logos peinturés par des logos en tissu réutilisable et ce, dans le cadre de la transition écologique amorcée par la Ville de Montréal;
- fournir les logos en tissu réutilisable et un plan indiquant l'endroit où ceux-ci devront être installés le matin du montage;
- avoir une personne responsable sur place afin de recevoir notre équipe et nous transmettre les renseignements spécifiques à l'installation;
- si les obligations de l'arrondissement ne sont pas respectées et qu'il nous est impossible de faire le montage de la patinoire, une nouvelle date vous sera transmise en fonction du calendrier prévu et ce, sans pénaliser les autres arrondissements. Des frais de mobilisation pourraient être facturés.

4.2.4. Transport et prêt de surfaceuse

Obligations de la DSTSLI :

- coordonner le transport avec l'arrondissement;
- assurer le transport, aller et retour, de surfaceuse pour l'entretien ou la réparation vers le garage;
- fournir et récupérer un appareil de courtoisie à l'arrondissement (si nécessaire) pour la période des travaux;
- assurer un service de transport d'urgence à l'extérieur des heures normales d'opération.

Obligations de l'arrondissement :

- contacter le représentant du garage avant de demander un transport de surfaceuse. Le garage communiquera avec la DSTSLI si un transport est nécessaire;

- vider le réservoir d'eau et de neige de la surfaceuse et enlever le couteau avant son transport.

4.2.5. Formation pratique d'opérateur de surfaceuse « 599C »

Obligations de la DSTSLI :

- suite à la réussite de la formation théorique du candidat de l'arrondissement avec le CSP-MRA, la DSTSLI s'entendra avec l'arrondissement sur une période de formation pratique de quatre (4) jours;
- la DSTSLI transmettra le résultat de la formation pratique du candidat au CSP-MRA. Le CSP-MRA émettra, si la formation est réussie, la certification d'opérateur de surfaceuse;
- après entente avec le CSP-MRA, fournir au besoin, des formations «mise à jour » pour des opérateurs accrédités;
- la surfaceuse est un appareil difficile à opérer, la durée de la formation de quatre (4) jours est obligatoire et nécessaire. Cette formation est donnée à un candidat à la fois afin de favoriser l'apprentissage et maximiser le temps de pratique sur l'appareil.

Obligations de l'arrondissement :

- inscrire le candidat à la formation théorique du CSP-MRA et s'assurer de la présence du candidat à cette formation;
- contacter la DSTSLI pour déterminer la période de formation pratique du candidat suite la réussite de la formation théorique;
- libérer ou trouver le temps de glace nécessaire à la formation du candidat et informer la DSTSLI du lieu de la formation pratique;
- encadrer et donner du temps de glace à l'opérateur afin qu'il puisse mettre en pratique rapidement ses acquis. Il est conseillé de jumeler le candidat avec un opérateur d'expérience.

5. Statistiques des services reçus en 2019 et 2020

Ci-dessous les statistiques d'utilisation des services de la DSTSLI pour le Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports pour les années 2019 et 2020. Voir document joint

6. Coordonnées de la DSTSLI

Pour toute urgence ou pour un suivi de livraison, durant les heures régulières d'opération, veuillez communiquer au 514 872-4015.

À l'extérieur des heures régulières d'opération, veuillez communiquer avec le régisseur de garde. L'horaire de garde est acheminé hebdomadairement à l'arrondissement.

Si votre demande a été prise en charge par un régisseur, vous pouvez par la suite communiquer directement avec cette personne.

7. Tarification

Des charges interunités transférées par les Services centraux couvrent la majorité des services rendus par la DSTSLI pour les arrondissements suivants : Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Le Plateau Mont-Royal, Le Sud-Ouest, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Rosemont-La Petite-Patrie, Ville-Marie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, à la Direction générale adjointe aux services institionnels, Bureau des relations internationales, et au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des Sports.

La charge interunité pour Service pour l'année 2021 est de 65 300$.

Les arrondissements qui ne font pas partie du mode de fonctionnement par charges interunités doivent communiquer avec la DSTSLI pour obtenir les modalités applicables.

Des frais peuvent être facturés, par une entente de service, pour certaines demandes. L'entente devra être correctement complétée et transmise à la DSTSLI avant la tenue des services ou des travaux.

Ci-après, une liste de services/travaux ou des situations pouvant engendrer des frais :

- les services demandés doivent être exécutés à l'extérieur des heures régulières d'opération ou lors de jours fériés;
- la perte, le vol ou le bris résultant d'une utilisation abusive du matériel prêté;
- les frais de matériaux pour les travaux de menuiserie et de restauration de buts de hockey;
- etc.

8. Signatures des parties

Par la présente, le Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports accepte l'offre de service de la DSTSLI.

_____
Louise Hélène Lefebvre
Directrice

Date : _____

_____
Serge Villandré
Directeur d'arrondissement
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Date : _____

_____
Martin Mousseau
Chef de division
Division des services techniques et du soutien logistique aux installations
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Date : _____

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.003

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1214139002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil d'arrondissement de l'Île-Bizard / Sainte-Geneviève, en vertu du 1er alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la planification et l'exécution des travaux de réaménagement du parc Denis-Benjamin-Viger, incluant la maîtrise d'ouvrage, dans le cadre du projet de remplacement du pont Jacques-Bizard

Il est recommandé d'offrir au conseil d'arrondissement de l'Île-Bizard / Sainte-Geneviève, en vertu du 1er alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la planification et l'exécution des travaux de réaménagement du parc Denis-Benjamin-Viger, incluant la maîtrise d'ouvrage, dans le cadre du projet de remplacement du pont Jacques-Bizard.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-06-29 12:25

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1214139002**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil d'arrondissement de l'Île-Bizard / Sainte-Geneviève, en vertu du 1er alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la planification et l'exécution des travaux de réaménagement du parc Denis-Benjamin-Viger, incluant la maîtrise d'ouvrage, dans le cadre du projet de remplacement du pont Jacques-Bizard

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal prévoit réaliser les travaux de remplacement du pont Jacques-Bizard, situé entièrement dans l'arrondissement de l'Île-Bizard / Sainte-Geneviève. L'emplacement retenu pour le nouveau pont qui reliera l'île de Montréal à l'île Bizard est localisé à quelques mètres à l'est du pont actuel. Le secteur d'intervention est limité au nord par la rue Cherrier et au sud par le boulevard Gouin. Situé sur l'île Bizard et adjacent au boulevard Jacques-Bizard, le parc Denis-Benjamin-Viger devra être remis en état dans le cadre des travaux, puisque le raccordement du boulevard Jacques-Bizard au nouveau pont nécessitera la déviation du boulevard dans la partie ouest du parc. Un plan de localisation figure en pièce jointe du présent sommaire.
Ce projet actuellement en phase de réalisation/conception depuis décembre 2020 est sous la responsabilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) en tant que service requérant et du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) en tant que service exécutant. La première phase des travaux, planifiée en 2022-2023, comprendra notamment les travaux suivants :
· la construction du nouveau pont;
· la construction d'infrastructures et de chaussée et leur raccordement aux carrefours existants;
· la construction de conduites d'aqueduc et d'égouts;
· la construction d'équipements faisant partie des réseaux techniques urbains;
· l'aménagement paysager et l'implantation de mobilier urbain;
· l'éclairage fonctionnel et d'ambiance;
· la remise en état de la partie ouest du parc Denis-Benjamin-Viger.

Considérant que les équipements actuels du parc dans sa partie est ont atteint leur durée de vie, l'arrondissement a également identifié le besoin de réaménager le parc Denis-Benjamin-Viger dans le secteur adjacent au chantier du pont.

Les travaux de réaménagement du parc Denis-Benjamin-Viger, dans sa partie est, relèvent de la juridiction de l'Arrondissement de L'Île-Bizard / Sainte-Geneviève. Ce dernier désire se prévaloir des dispositions de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal afin de déléguer la réalisation de ces travaux au SUM, d'où l'objet du présent sommaire décisionnel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1203 - 18 novembre 2019 - Octroi d'un contrat de services professionnels au regroupement de firmes constitué de SNC Lavalin inc. et Provencher Roy + Associés Architectes inc. pour la réalisation de l'avant-projet définitif et des plans et devis du projet de remplacement du pont Jacques-Bizard pour une somme maximale de 3 785 758,83 $ taxes incluses;
CE16 0625 - 20 avril 2016 - Approbation d'un projet de convention par lequel CIMA + s.e.n.c. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour réaliser l'avant-projet préliminaire de remplacement du pont Jacques-Bizard, pour une somme maximale de 416 439,45 $, taxes incluses;

CM16 0369 - 21 mars 2016 - Adoption du règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement d'interventions municipales afférentes au projet de remplacement du pont Jacques-Bizard.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à offrir au conseil d'arrondissement de L'île-Bizard / Sainte-Geneviève la fourniture de services ayant pour objet de réaliser le réaménagement de la partie est du parc Denis-Benjamin-Viger, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.
Les travaux projetés dans cette partie du parc consistent essentiellement à remplacer le pavillon existant, à reconstruire les sentiers du parc, à remplacer le mobilier urbain du parc et à remettre en état l'aménagement paysager.

Cette offre de services sera sous la responsabilité de la Division de l’aménagement et des grands projets du SUM, qui agira à titre de requérant, et de la Division des grands projets du SIRR, qui agira à titre d'exécutant. Elle consiste donc, eu égard aux compétences relevant de l'arrondissement, à :

- planifier, coordonner et assumer la gestion du projet;
- préparer ou coordonner les appels d'offres et octroyer le contrat pour la réalisation des travaux;
- exécuter la surveillance des travaux ou déléguer cette responsabilité à une firme désignée par la Ville;
- prendre la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage des travaux sans exclure la possibilité d'en déléguer une partie ou la totalité à une firme spécialisée désignée par la Ville;
- prendre en charge la gestion des impacts et les communications durant les travaux;
- prendre toutes les responsabilités techniques.

JUSTIFICATION

Considérant la proximité des lieux, et dans une optique de coordination et d’intégration des travaux dans ce secteur, il est recommandé que le réaménagement complet du parc Denis-Benjamin-Viger soit pris en charge par le SUM et le SIRR lors des travaux de remplacement du pont. Ce faisant, les résidents et utilisateurs pourront plus rapidement bénéficier du parc.
Cette entente en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal est nécessaire afin que le SUM et le SIRR puissent planifier et effectuer ces travaux de réaménagement, puisque ces derniers relèvent de la responsabilité de l'Arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'arrondissement de l'Île-Bizard / Sainte-Geneviève a réservé un montant de 250 000$ dans son budget pour les travaux de réaménagement du parc Denis-Benjamin-Viger intégrés au projet de remplacement du pont Jacques-Bizard. L'arrondissement s'engage à assumer les coûts de réalisation du projet, à l'intérieur du budget prévu. Les travaux doivent être réalisés durant la période 2022-2023.
Les coûts de main d'oeuvre interne et autres dépenses accessoires hors contrat de travaux seront assumés par le SUM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le premier objectif de ce projet est de mettre en place un lien durable entre l'île Bizard et Montréal de façon à permettre le déroulement normal des activités sur l'île Bizard. En maintenant ce lien, la Ville contribue à :

- assurer la qualité de vie de milieux résidentiels dépendant du lien avec Montréal en améliorant la qualité du lien et les liens de transport actif;
- renforcer la sécurité en ajoutant un nouveau lien d'accès à l'île tout en conservant le lien existant (le pont promenade sera aménagé pour permettre le passage exceptionnel de véhicules d'urgence);
- soutenir l'activité économique de l'île Bizard.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence d'accord entre le conseil municipal et le conseil d'arrondissement en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, l'arrondissement devra attendre la fin des travaux de remplacement du pont et reporter à 2025 les travaux de réaménagement du parc pour éviter un conflit de maîtrise d'oeuvre.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif à la COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication à cette étape du projet en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'offre de services par le conseil municipal (CM) : 23 août 2021

Acceptation de l'offre du CM par le conseil d'arrondissement : septembre 2021

Octroi du contrat de construction : hiver 2021-2022

Réalisation des travaux : 2022-2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sébastien DESHAIES, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Pierre Yves MORIN, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève

Lecture :

Pierre Yves MORIN, 28 mai 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laurent GUIGNARD
Chargé de projet - Grand projet

Tél : 514 872 3365
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-18

Jean HAMAOUI
chef de division par interim

Tél : 514-868-0035
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2021-06-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514-501-8756
Approuvé le : 2021-06-29

Remplacement du pont Jacques-Bizard

Localisation du parc Denis-Benjamin-Viger



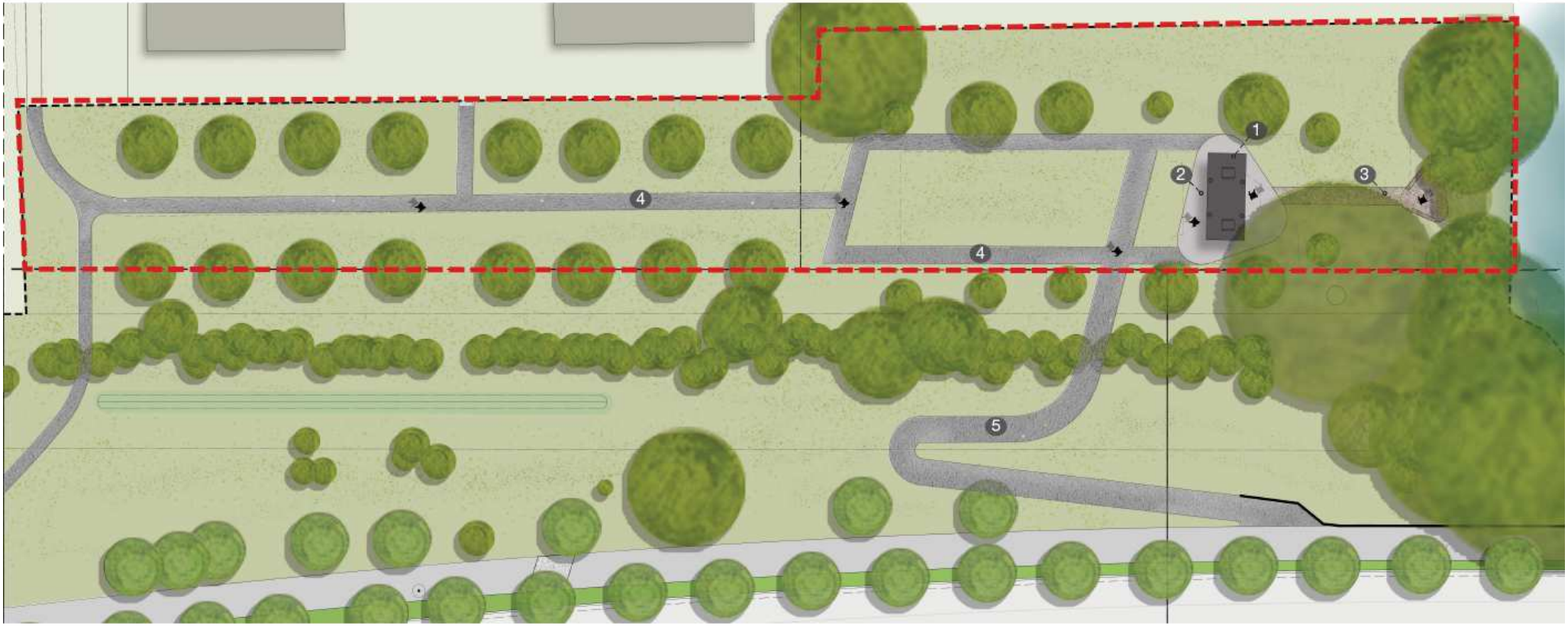
Parc Denis-Benjamin Viger

Aire d'intervention pour le remplacement du pont

Aire d'intervention additionnelle pour le réaménagement du parc Denis-Benjamin-Viger

PARC DENIS-BENJAMIN-VIGER

CONCEPT D'AMÉNAGEMENT RÉVISÉ



1. PAVILLON LINÉAIRE (10M X 4.4M)
2. PLACETTE DU PAVILLON EN BÉTON COULÉ (130M²)
3. PLACETTE ET SENTIER DE LA RIVE EN CRIBLURE (25M²)
4. SENTIER EN ASPHALTE
5. SENTIER D'ACCÈS MULTIFONCTIONNEL EN ASPHALTE (3M)

ARBRE EXISTANT
ARBRE PROPOSÉ
LIMITE PARC

10 m 15 m 20 m

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.004

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217722003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Autoriser le Service de la culture à tenir un concours d'art public sur avis public dans le cadre du projet de rénovation du Bain Saint-Michel dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Autoriser une dépense de 32 193,00 $ taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition d'une oeuvre d'art et les dépenses générales du projet.

Il est recommandé:

1. d'autoriser le Service de la culture à tenir un concours sur avis public pour l'intégration d'une oeuvre d'art public au Bain Saint-Michel de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal;
2. d'autoriser une dépense de 32 193,00 $ taxes incluses pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'oeuvre d'art et les dépenses générales du projet;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-29 10:05

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217722003**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Autoriser le Service de la culture à tenir un concours d'art public sur avis public dans le cadre du projet de rénovation du Bain Saint-Michel dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Autoriser une dépense de 32 193,00 $ taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition d'une oeuvre d'art et les dépenses générales du projet.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour but d'autoriser le Service de la culture à lancer le concours pour la création d'une oeuvre d'art public dans le cadre du projet de rénovation majeure du Bain St -Michel (à l'origine nommé Bain Turcot), sis au 5300, rue St-Dominique à l'angle nord-ouest de la rue Maguire dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal.
L'oeuvre qui sera réalisée à la suite de ce concours fera partie intégrante de la Collection d'art public de la Ville de Montréal. Le Service de la culture, par l'entremise de son Bureau d'art public, gère le processus lié au choix et à la réalisation de l'œuvre et il en assurera la pérennité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0297 - 22 mars 2021 - Accorder un contrat à Norgéreq Ltée pour la réalisation des travaux de construction dans le cadre du projet de réaménagement du Bain Saint-Michel - Dépense totale de 7 784 957,25 $, taxes incluses (contrat : 5 725 755,00 $ + contingences : 1 145 151,00 $ + incidences : 914 051,25 $) - Appel d'offres public IMM 15705 (7 soumissionnaires).
CE16 1466 - 14 septembre 2016 - Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Services Intégrés Lemay et Associés Inc., architectes, Martin Roy et associés inc., ingénieurs en électromécanique et Elema Experts-Conseils inc., ingénieurs en structure et génie civil, pour la réalisation du projet de réfection générale du Bain Saint-Michel (316). Dépense totale de 574 093,17 $ - Appel d'offres public 16-15215 (8 soum.)

DESCRIPTION

Désaffecté depuis 1993 dans sa fonction initiale de piscine, le Bain St-Michel a été réapproprié par la suite par le milieu culturel comme lieu de création et de manifestations artistiques diverses. Un grand nombre de compagnies et d'artistes l'ont investi jusqu'en mars 2014, où l'édifice ferme officiellement pour des raisons de sécurité. Les nouveaux aménagements visent la mise en place d'un lieu de diffusion culturelle et de création artistique qui permettra, avec la présence d'une mixité d'artistes, d'améliorer l'accès à la culture dans un espace manifeste de l'histoire montréalaise, tout en mettant en valeur l'architecture exceptionnelle de style Beaux-Arts ainsi que la magie du lieu émanant de l'ensemble.
L'œuvre intérieure de nature bidimensionnelle ou de nature sculpturale devra s'intégrer dans le périmètre déterminé par les panneaux de verre à l'intérieur de la salle du foyer. Ainsi, l'œuvre pourra occuper l'ensemble de la volumétrie identifiée par une intervention sculpturale ou encore tirer profit de la présence de perméabilité des vues pour proposer une œuvre de deux dimensions et s'intégrer plus discrètement à l'espace. Plus précisément, la zone d'implantation de l'œuvre se situe dans un espace de perméabilité des vues intérieures et extérieures (grâce à la fenêtre vis-à-vis de la rue Saint-Dominique), mais également du salon vert au sous-sol vers le foyer au rez-de-chaussée (grâce au verre installé au sol). Cette fenêtre donnant vue sur l'oeuvre à partir de la rue Saint-Dominique est surmontée d'un parapet avec l'inscription « Bain Public », élément patrimonial rappelant la présence de l'entrée originale du bâtiment. Ceci contribue à en faire un espace privilégié pour l'intégration d'une œuvre.

Le financement de ce projet est prévu dans les incidences du projet du SGPI pour le projet du Bain Saint-Michel.

Le Bureau d'art public tiendra un concours par avis public destiné aux artistes professionnel-le-s québécois-e-s. Le processus de sélection du projet se tiendrait en deux étapes. À la première étape, un jury composé de sept membres, incluant des membres issu-e-s des diversités, analyserait les dossiers de candidatures d'artistes jugés conformes. De ce nombre, le jury sélectionnerait quatre artistes finalistes invité-e-s à produire un concept d'oeuvre d'art et à le présenter devant jury. À cette étape, le jury mis en place spécifiquement pour ce concours recommanderait un projet lauréat. Le jury réunirait :

- Trois spécialistes en arts visuels (en conservation, critique d'art, commissariat, muséologie, histoire de l'art ou artiste) ayant une connaissance de l'art public ;
- Un-e représentant-e des citoyen-ne-s ;
- Un-e représentant-e du projet de réaménagement ;
- Un-e représentant-e de l'arrondissement ;
- Un-e représentant-e du service de la culture.

Frais liés au projet d'art public	**Montants avant taxes**	**Montants taxes incluses**	**Montants nets de ristournes**
Frais de concours (objet du présent sommaire)	28 000,00 $	32 193,00 $	29 396,50 $
Acquisition (contrat de l'artiste - à venir)	130 000,00 $	149 467,50 $	136 483,75 $
Contingences - (à venir)	9 000,00 $	10 347,75 $	9 448,88 $
TOTAL (PTI du SGPI)	**167 000,00 $**	**192 008,25 $**	**175 329,13 $**

JUSTIFICATION

Conformément aux alignements stratégiques de la Ville et aux objectifs du Service de la culture qui en découlent, ce projet s'inscrit dans les priorités organisationnelles de la Ville

(priorité 15) en ce qu'il contribue au soutien de la vitalité culturelle de Montréal et de son cœur créatif, notamment les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assure la pérennité de leur pratique sur son territoire. Plus précisément, les interventions en art public participent à l'expérience du site, en soutenant des gestes structurants à l'échelle de la ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits proviennent des incidences du GDD 1213482001 et ainsi le dossier n'a aucun impact budgétaire.
Le coût total de ce concours est de 32 193,00 $ taxes incluses et sera assumé comme suit:
Un montant maximal de 29 396,50 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 20-018 Protection et développement d'immeubles (CM20 0425).

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible dans le PTI 2021-2023 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit :					
	2021	2022	2023	Ultérieur	Total
38009 - Programme de protection des bâtiments culturels	2 500,00 $	23 896,50 $	3 000,00 $	-	29 396,50 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est en accord avec les engagements du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020* , en particulier les actions no. 10 et 11 qui visent à "Protéger, restaurer et mettre en valeur le patrimoine montréalais" puis "Soutenir le développement de la culture locale" pour assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé (priorité 3).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le concours s'inscrit dans une démarche de développement des Quartiers culturels qui vise à enrichir la collection d'œuvres d'art public de la Ville de Montréal et à promouvoir la qualité des interventions qui sont réalisées en milieu urbain.
De plus, les artistes devront remplir un formulaire d'auto-identification afin de permettre au Service de la culture de récolter des données différenciées; ceci est en cohérence avec les recommandations de l'OCPM sur le racisme et les discriminations systémiques.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce lancement de concours contribue à la vitalité culturelle de Montréal et à son coeur créatif, notamment les artistes et les créateurs en arts visuels. L'échéancier de travail pourrait être ajusté au besoin. Le concours par avis public sera lancé dès son autorisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Lancement de concours : été 2021
Déroulement du concours : été 2021 au printemps 2022
Octroi du contrat par le Conseil municipal : printemps 2022
Réalisation de l'œuvre : printemps 2022 à l'hiver 2022
Inauguration de l'œuvre : à venir.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux pratiques administratives de la Ville en matière d'art public et à la Politique de capitalisation de la Ville (PTI). À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Simon DUMOUCHEL, Service de la gestion et de la planification immobilière
Marie-Christine LAVALLEE, Le Plateau-Mont-Royal
Annie LONGPRÉ, Service de la gestion et de la planification immobilière
Jean CAPPELLI, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Annie LONGPRÉ, 22 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sara SAVIGNAC ROUSSEAU
Agente de développement culturel

Tél : 514-872-2686
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-22

Stéphanie ROSE
Chef de division par intérim

Tél : 514-868-5856
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION

Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2021-07-23

Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2021-07-29

Bureau d'art public
Service de la culture

Règlement et programme du concours

pour une œuvre d'art public au Bain Saint-Michel

Montréal

Table des matières

1. Le contexte administratif 1
2. Le contexte du projet
2.1 Le quartier Mile End 1
2.2 L'histoire du Bain Saint-Michel 1
2.3 La vocation culturelle du Bain Saint-Michel 2
3. Le concours d'art public
3.1 Enjeux du concours 2
3.2 Site d'implantation de l'œuvre 3
3.3 Programme de l'œuvre d'art 3
4. Les contraintes
4.1 Contraintes du site 3
4.2 Contraintes de l'œuvre 4
5. La sécurité 4
6. Le calendrier 4
7. Le budget 5
8. L'échéancier du concours et la date de dépôt 5
9. Le dossier de candidature
9.1 Contenu 5
9.2 Conseil pour la présentation du dossier visuel 7
9.3 Format, présentation et envoi du dossier de candidature 7
9.4 Formulaire d'auto-identification de l'artiste 7
10. Le contexte administratif
10.1 Admissibilité 7
10.2 Exclusion 8
11. La composition du jury de sélection 8
12. Le déroulement du concours
12.1 Rôle du responsable du concours 9
12.2 Étapes du concours 9
13. Le contexte administratif
13.1 Rôle du jury 10
13.2 Rôle du comité technique 10
13.3 Critères de sélection 10
14. La présentation des propositions des finalistes 11
15. Les indemnités
15.1 Appel de candidatures 11
15.2 Prestations des finalistes 11
15.3 Remboursement de certains frais aux finalistes 12
16. Les suites du concours
16.1 Approbation 12
16.2 Mandat de réalisation 12
17. Les dispositions d'ordre général
17.1 Clauses de non-conformité 12
17.2 Droits d'auteur 12
17.3 Claude linguistique 13
17.4 Consentement 13
17.5 Confidentialité 13
17.6 Examen des documents 13
17.7 Statut du finaliste 13

Annexe 1. Fiche d'identification au concours de la personne candidate 15
Annexe 2. Formulaire de démarche et motivation 16
Annexe 3. Plan du ou des sites retenus pour l'œuvre 17

1. Le contexte administratif

Le présent concours s'inscrit dans le cadre du projet de réaménagement du Bain Saint-Michel. Le réaménagement est sous la responsabilité du Service de la gestion et de la planification immobilière de la Ville de Montréal, en collaboration avec l'arrondissement Plateau-Mont-Royal ainsi que le Bureau des espaces et des équipements culturels de la Ville. Ce projet s'inscrit dans une volonté de mise en valeur du bâtiment actuel afin de lui conférer un nouvel usage culturel en lien avec l'histoire et l'évolution du quartier Mile End.

Les œuvres d'art public réalisées dans le contexte de la planification de projets immobiliers ou de réaménagement et retenues par les instances municipales font partie intégrante de la Collection municipale d'art public de la Ville de Montréal. À ce titre, le Service de la culture, par l'entremise de son Bureau d'art public, en gère l'acquisition, la conservation, la promotion et la diffusion.

Les orientations de collectionnement pour l'acquisition des œuvres d'art public par voie de concours tiennent compte de la diversité des pratiques actuelles en arts visuels. Elles tiennent également compte des valeurs d'inclusion, d'équité et de diversité de la Ville de Montréal envers les artistes professionnels.

2. Le contexte du projet

2.1 Le quartier Mile End

Le Mile End est l'un des quartiers emblématiques de la diversité et de la créativité de Montréal. Au cours de ses 200 ans d'histoire, ce secteur situé dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal s'est renouvelé sans cesse. Le changement s'avère une constante dans son histoire. Quartier de petites maisons ouvrières autant que de grandes demeures bourgeoises, le Mile End du début du XXe siècle est dynamique et varié, car il accueille également plusieurs expositions, d'importantes usines de confection de vêtements ou de fabrication de pianos, des ateliers de tramways et des cours à bois. Déjà partagé entre francophones et anglophones, catholiques et protestants, le quartier devient le haut lieu de la communauté juive montréalaise pendant une trentaine d'années avant d'être habité par les Montréalais-e-s d'origine portugaise, italienne, grecque et autres[1].

Au tournant du 20e siècle, cette diversité qui anime et donne une couleur unique au quartier a pour effet d'y attirer un autre groupe qui aura un impact important. En effet, rapidement, le quartier acquiert un caractère mythique et recense la plus grande concentration d'artistes au Canada. L'art et la créativité s'y déploient dans la rue, dans les mégastructures qui bordent l'avenue de Gaspé et dans les lieux de diffusion indépendants ou improvisés du secteur, devenant autant d'éléments caractéristiques du quartier, qui continuent de propulser son développement actuel[2].

2.2 L'histoire du Bain Saint-Michel

Le Bain Saint-Michel, situé au 5300, rue St-Dominique à l'angle nord-ouest de la rue Maguire dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, est le seul survivant de la première vague de construction de bains publics. Construit entre 1909 et 1910, il témoigne de la volonté des administrateurs de l'ancienne ville Saint-Louis de se doter d'un lieu aussi hygiénique que récréatif et sportif. À l'époque, ce projet était nécessaire pour la population

[1] Le Mile End, quartier iconique. *Mémoires des Montréalais*. Récupéré de https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/le-mile-end-quartier-iconique
[2] Les quartiers artistiques au Canada, *Rapport de Hill Stratégies Recherche*. Récupéré de https://hillstrategies.com/resource/les-quartiers-artistiques-au-canada/?lang=fr

du quartier dont une bonne part vivait dans des logements qui n'avaient pas encore de services d'eau adéquats.

Lors de sa construction, le Bain Saint-Michel (Bain Turcot à l'époque) était le premier des bains montréalais réalisé avec un souci architectural spécifique. En effet, le Bain Saint-Michel se distingue de la majorité des bains de l'époque. Ces derniers offrant une réponse architecturale moins élégante à l'intérieur et moins typée à l'extérieur, prenant une allure de bâtiment administratif. Le Bain Saint-Michel avec son œil-de-bœuf flanqué de deux paires de pilastres est manifestement une œuvre architecturale avec un langage distinctif, identitaire et qui adopte l'allure d'un bâtiment public lié au divertissement. Le bain public se distancie du lieu d'hygiène pour devenir un lieu de plaisir et de détente.

Sa valeur symbolique et sociale en fait un repère et un lieu de mémoire significatif pour la population du quartier. Cette valeur s'est étendue au milieu artistique montréalais puisque, désaffecté depuis 1993 dans sa fonction initiale de piscine, le Bain St-Michel a été réapproprié par la suite par le milieu culturel comme lieu de création et de manifestations artistiques diverses. Un grand nombre de compagnies et d'artistes l'ont investi jusqu'en mars 2014, où l'édifice est officiellement laissé vacant pour des raisons de sécurité.

2.3 La vocation culturelle du Bain Saint-Michel

Les nouveaux aménagements visent la mise en place d'un lieu de diffusion culturelle et de création artistique qui permettra, avec la présence d'une mixité d'artistes, d'améliorer l'accès à la culture dans un espace manifeste de l'histoire montréalaise, tout en mettant en valeur l'architecture exceptionnelle de style Beaux-Arts ainsi que la magie du lieu émanant de l'ensemble.

Au rez-de-chaussée du Bain Saint-Michel, un grand foyer sera aménagé ainsi que des espaces de services contenus à l'intérieur d'un volume réfléchissant, qui permettront d'approfondir l'horizon visuel du lieu tout en lui conférant un caractère symétrique, propre à l'architecture de style Beaux-Arts.

Une salle de spectacle modulable pouvant accueillir 100 personnes dans l'enceinte de la piscine sera créée, tout en conservant les caractéristiques architecturales de ce même espace : volumétrie du bassin, œil-de-bœuf, colonnes, arches, éclairage naturel et fini de céramique. En sous-sol, l'ancienne chaufferie sera convertie en salle multifonctionnelle offrant un lieu d'appropriation artistique et d'immersion unique. Des loges d'artistes, un « salon vert » ainsi que des espaces de soutiens et mécanique compléteront l'aménagement du sous-sol. Finalement, l'entrée principale du bâtiment sera relocalisée sur la rue Maguire, permettant d'intégrer le bâtiment à son nouvel usage tout en permettant un accès universel.

Finalement, après les travaux du Bain, il est prévu qu'une redéfinition des saillies de trottoirs vienne créer un parvis permettant de soutenir la nouvelle vocation du bâtiment et de concentrer les activités sur la rue Maguire, tout en conservant le caractère privé de St-Dominique.

3. Le concours d'art public

3.1 Enjeux du concours

Le concours s'inscrit dans une démarche de développement des quartiers culturels qui vise à enrichir la collection d'œuvres d'art public de la Ville de Montréal et à promouvoir la qualité des interventions qui sont réalisées sur le territoire.

3.2 Site d'implantation de l'œuvre

Le foyer sera fréquenté par divers publics de jour comme de soir, et l'œuvre, à l'échelle humaine, cohabitera étroitement avec les usagers qui occuperont l'espace lors de soirées ou qui transiteront par cette pièce pour visiter la salle de spectacle ou d'exposition. La configuration du foyer, de forme allongée (largeur de 2,817 m et profondeur de 14,6 m) avec un plafond d'une hauteur maximale de 3,315 m, contribue à conférer à cette salle une ambiance intimiste favorisant la sociabilité.

L'œuvre intérieure de nature bidimensionnelle ou installative s'intégrera dans le foyer. Plus précisément, la zone d'implantation de l'œuvre se situe dans un espace de perméabilité des vues intérieures et extérieures, mais également du salon vert au sous-sol vers le foyer au rez-de-chaussée grâce aux verres installés au sol ainsi que vis-à-vis de la rue Saint-Dominique (voir annexe). Cette large fenêtre extérieure, avec une protection de 85% des UV, mesure approximativement 1,825 m de largeur et 3,158 m de hauteur. Vue de la rue Saint-Dominique, cette ouverture sur l'œuvre est surmontée d'un parapet avec l'inscription « Bain Public », élément patrimonial rappelant la présence de l'entrée originale du bâtiment. Ceci contribue à en faire un espace privilégié pour l'intégration d'une œuvre. Le verre au sol, qui permet de relier visuellement l'espace du salon vert au foyer, est d'une dimension approximative de 1,829 m de large x 1,016 m de profondeur.

3.3 Programme de l'œuvre d'art

Ce concours d'art public vise la création d'une œuvre intérieure bidimensionnelle ou sculpture en s'intégrant dans la volumétrie dédiée (voir annexes). La cohabitation étroite de l'œuvre avec les usagers du lieu nécessite une intervention à l'échelle humaine.

De nature abstraite ou figurative, l'œuvre devra également offrir une diversité de points de vue permettant d'en faire l'expérience, de jour comme de soir. Elle devra s'intégrer au site en tirant profit des liens visuels créés par les verres qui relient le site d'implantation de l'œuvre à l'extérieur et au salon vert situé au sous-sol. C'est-à-dire qu'elle saura bien exploiter les transparences de vues qu'offrent les ouvertures vitrées. De plus, la vue de sur l'œuvre à partir de la rue Saint-Dominique doit être en cohérence avec la conservation architecturale de l'entrée principale originelle.

4. Les contraintes

4.1 Contraintes du site

L'artiste devra composer avec l'éclairage prévu dans le hall. Celui-ci est constitué de lumières DEL encastrées au plafond de gypse et situées à plus ou moins 3 m centre à centre le long des murs longitudinaux de part et d'autre du hall et à 460 mm des murs. L'une de ces encastrées est centrée par rapport à la vitrine St-Dominique. De plus, des luminaires à boitier carré existants sont conservés sur l'axe central du hall en surface du plafond.

Actuellement, une prise électrique double 15 A 120V avec disjoncteur de détection de fuite à la terre est prévue à proximité. Les détails seront fournis aux finalistes en rencontre d'information.

Si l'œuvre nécessite une protection additionnelle, l'artiste pourra prévoir l'installation d'une vitrine protectrice dans la mesure où celle-ci ne bloque ni le chauffage ni la ventilation. Le chauffage se fait par plancher et plafond radiants. La ventilation est distribuée à partir de la partie haute du mur opposé à l'emplacement de l'œuvre. Il faut donc prévoir un dégagement en hauteur et un dégagement minimal avec le mur extérieur et la fenêtre.

4.2 Contraintes de l'œuvre

Cette commande exclut l'utilisation de l'eau dans les composantes de l'œuvre d'art. Les pièces cinétiques et les mécanismes intégrés sont également exclus. Les pièces en mouvement, même non accessibles, sont proscrites.

La capacité portante du rez-de-chaussée en entier, incluant le plancher de verre, est de 4,8kPa, soit 100 lbs/pi2.

Le choix des matériaux et le traitement qui leur est accordé doivent tenir compte des exigences de pérennité de l'œuvre d'art. Le traitement, la finition et l'assemblage doivent également présenter une résistance au vandalisme et aux graffitis dans des conditions normales d'exposition dans un espace public. Lors de la conception de l'œuvre, les artistes devront privilégier des matériaux qui ne nécessitent qu'un entretien minimal, dans les conditions d'exposition énoncées précédemment.

L'artiste devra faire la démonstration de la durabilité des matériaux sélectionnés pour son œuvre dans le contexte d'exposition précisé dans ce document de concours pour une durée minimale de 25 ans.

5. La sécurité

L'œuvre devra être conforme aux normes de sécurité généralement admises pour les espaces publics. Le traitement des matériaux ne doit pas présenter de surface rugueuse, d'arête coupante ou de fini présentant des risques de blessures à moins qu'ils ne soient hors d'atteinte.

6. Le calendrier*

Date limite de dépôt des candidatures	**6 octobre 2021 à midi.**
Rencontre du jury pour le choix des finalistes	*semaine du 18 octobre*
Envoi des réponses aux candidat-e-s	*semaine du 18 octobre*
Rencontre d'information aux finalistes	
et signature du contrat de concept artistique	*semaine du 1er novembre*
Annonce publique des finalistes	*semaine du 1er novembre*
Dépôt des prestations des finalistes	*semaine du 7 février 2022*
Rencontre du comité technique	*semaine du 1er février 2022*
Rencontre du jury pour le choix du lauréat	*semaine du 28 février 2022*
Envoi des réponses aux finalistes	*semaine du 28 février 2022*
Octroi de contrat par la Ville	*mars 2022*
Installation prévue de l'œuvre	*décembre 2022*

*Outre la date limite du dépôt des candidatures, le calendrier de travail est sujet à modifications.

7. Le budget

Le budget de réalisation de l'œuvre d'art est de **130 000 $** avant taxes. Il comprend :

- Les honoraires et les droits d'auteur de l'artiste;
- Les frais de production des plans, devis et estimations de coûts (préliminaires et définitifs de l'œuvre);
- Les honoraires d'un ingénieur en structure et des autres professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'œuvre et d'un ingénieur électrique si pertinent;
- Les coûts de matériaux et services (matériaux, main-d'œuvre, machinerie, outillage et accessoires) requis pour la conception, la réalisation et l'installation de l'œuvre;
- Toute portion électrique (branchement et matériaux) nécessaire pour l'œuvre, le cas échéant;
- Le matériel d'ancrage, d'installation et de mise en valeur de l'œuvre en respect des contraintes techniques indiquées;
- Les coûts de remise en état de l'espace où se déroulent les travaux d'installation;
- Le coût des permis et frais de coordination relatifs à la réalisation et l'installation de l'œuvre;
- Le transport, l'installation et la sécurisation de l'œuvre et du site pendant l'installation;
- Les dépenses relatives à l'administration du projet (déplacements et messagerie);
- Une assurance responsabilité civile de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour la durée des travaux ainsi que des assurances contre les pertes d'exploitation, une couverture hors site, une assurance transport, une assurance flottante d'installation tous risques avec valeur de remplacement à neuf. Cette dernière doit couvrir la valeur de l'œuvre avant taxes;
- Les frais relatifs à la participation aux rencontres de coordination et réunions de chantier entre le maître d'ouvrage, les professionnels, l'entrepreneur général et les autres sous-traitants spécialisés concernés, etc., le cas échéant;
- Les frais d'élaboration du dossier complet de l'œuvre comprenant les plans conformes à l'exécution et des photographies des différentes étapes de la fabrication pour des fins non commerciales;
- Un budget d'imprévus d'au moins 10 %.

La Ville de Montréal prendra en charge :

- Le panneau d'identification de l'œuvre
- Les installations d'alimentation électrique;

8. L'échéancier du concours et la date de dépôt

Le dossier complet doit être acheminé par courriel, en un seul envoi (voir point 9.2), plus tard le **6 octobre 2021 à midi** à l'adresse suivante : sara.savignacrousseau@montreal.ca avec pour objet : « Concours pour une œuvre d'art public au Bain Saint-Michel ».

9. Le dossier de candidature

9.1 Contenu

Le candidat doit présenter son dossier de candidature de façon à démontrer l'excellence de ses réalisations ou de ses compétences pour la réalisation du projet en concours.

Le dossier de candidature **doit être présenté en cinq parties**. Comme le prévoit la clause linguistique au point 17.3 du présent document, le dossier doit être présenté en français.

Les documents à produire sont présentés dans l'ordre suivant :

1. Fiche d'identification fournie à l'Annexe 1, remplie, datée et signée par l'artiste;

2. Curriculum vitae d'un maximum de trois (3) pages[3] comprenant les données suivantes :
   - La formation
   - Les expositions solos
   - Les expositions de groupe
   - Les collections
   - Les projets d'art public
   - Les prix, bourses et reconnaissances obtenus
   - Les publications

3. Démarche et intention (Annexe 2)
   Quelles sont les grandes lignes de votre pratique artistique ?

   - Cette section permet au jury de percevoir et de comprendre les aspects de la pratique actuelle de l'artiste qui pourront être mis en lien avec le programme de concours.
   - Elle permet également d'évaluer la compréhension et les intérêts pour le concours.
   - Aucun concept, projet précis ou image ne sont autorisés ni ne seront présentés au jury à cette étape du concours.

4. Dossier visuel

Il est essentiel de respecter les directives énoncées ci-dessous afin de faciliter la compréhension des dossiers lors des rencontres du jury. Les dossiers visuels sont analysés en regard du programme de concours.

Le dossier visuel est présenté de la façon suivante :

- Dix (10) images numériques d'au moins 6 œuvres réalisées au cours des huit (8) dernières années;
- Les images numériques doivent être placées en ordre chronologique (du plus ancien au plus récent);
- Une (1) image par page;
- Il n'est pas possible de présenter plusieurs points de vue d'une même œuvre dans une même image;
- Aucun texte ne doit être ajouté sur l'image;
- Une légende descriptive de l'œuvre reprenant les informations et le numéro attribué à l'œuvre dans la liste descriptive du dossier visuel doit figurer en bas de page;
- Le dossier visuel doit majoritairement montrer des œuvres terminées. Ainsi :
  - uniquement deux (2) images présentant une maquette sont admises dans le dossier visuel;
  - les images doivent présenter l'œuvre terminée et non le processus menant à sa création;
- Les photos ne doivent pas inclure d'œuvres d'autres artistes (ex. : exposition de groupe, musée, galerie, etc.), mais peuvent présenter une œuvre issue d'une collaboration avec un ou d'autres artistes;
- Les photos doivent être de qualité professionnelle.

[3] Toute page supplémentaire sera retirée du dossier avant la transmission au jury.

Les dossiers qui contiennent du matériel visuel ne respectant pas ces directives seront considérés comme irrecevables. Il est essentiel que le Bureau d'art public reçoive tous les documents sous la forme mentionnée et dans le format spécifié.

5. Liste descriptive du dossier visuel

- La liste descriptive présente en ordre chronologique (du plus ancien au plus récent) les images numériques du dossier visuel et comprend les éléments suivants : titre, description, année de réalisation, techniques ou matériaux utilisés, dimensions, le contexte (exposition solo ou groupe, commande, etc.), s'il s'agit d'une œuvre d'art public : le client, le lieu et le budget.

9.2. Conseil pour la présentation du dossier visuel

Le jury analysant un grand nombre de dossiers en peu de temps lors de la sélection des artistes, il est suggéré de considérer les aspects suivants dans la présentation de votre dossier :

- Proposez des images dont les concepts pourront être compris rapidement;
- Votre dossier devrait démontrer votre capacité à mener un projet dans un contexte d'art public et témoigner de votre professionnalisme;
- Tenez compte des spécificités du programme de l'œuvre et des types de public qui la côtoieront (enfants, adultes, résidents, touristes, etc.);
- Portez une attention particulière à la présentation de l'œuvre et à son contexte de présentation. L'œuvre choisie devrait être mise en avant-plan et être dégagée, préférablement, de tout objet ou élément pouvant nuire à sa lecture (mobilier, affichage, etc.).

9.3. Format, présentation et envoi du dossier de candidature

Le dossier doit être envoyé par courriel et respecter les conditions suivantes :

- Être présenté en format lettre (8 ½ po x 11 po) portrait;
- Le texte doit être rédigé avec une police de caractère lisible, sans empattement et d'une grosseur variant entre 10 et 12 points;
- Les cinq parties du dossier doivent être assemblées dans un seul document PDF (maximum 10 Mo), dans l'ordre indiqué ci-dessus (de 1 à 5). **Seul le formulaire d'auto-identification doit être envoyé séparément.**
- Le document PDF doit être transmis par courriel ou via la plateforme WeTransfer.

9.4 Formulaire d'auto-identification de l'artiste

Le formulaire d'auto-identification à télécharger séparément du document de concours vise à recueillir des données différenciées fondées sur l'autodéclaration et l'autodétermination afin d'obtenir un portrait des artistes qui déposent leur dossier en art public. Dans le cas d'un collectif, chaque membre doit remplir le formulaire. **Le formulaire et son contenu ne seront pas présentés ou dévoilés aux membres du comité de sélection. Il doit être envoyé séparément des éléments 1 à 5 à fournir.**

10. L'admissibilité et l'exclusion des candidat-e-s et des finalistes

10.1 Admissibilité

Le concours s'adresse à tout artiste professionnel en arts visuels qui est citoyen canadien, immigrant reçu et habitant au Québec depuis au moins un an.

On entend par artiste professionnel : un créateur ayant acquis sa formation de base par lui-même ou grâce à un enseignement, ou les deux; qui crée des œuvres pour son propre compte; qui possède une compétence reconnue par ses pairs dans sa discipline; et qui signe des œuvres qui sont diffusées dans un contexte professionnel, tel que le précise la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, et sur leurs contrats de diffuseurs*.

Le contexte professionnel désigne des lieux et des organismes principalement voués à la diffusion de l'art. Il peut s'agir de centres d'artistes, de centres d'exposition, de galeries d'art, de musées ou d'autres lieux ou organismes de diffusion reconnus, ou encore de participations à des événements où la sélection des participants est faite par des professionnels des arts visuels. Le contexte professionnel exclut le milieu scolaire, c'est-à-dire qu'un étudiant ne peut être candidat au présent concours.

Le terme « artiste » peut désigner un individu seul, un regroupement, une personne morale. S'il s'agit d'un regroupement, un membre doit être désigné comme chargé de projet.

Les personnes ayant un lien d'emploi avec la Ville de Montréal, qu'elles aient un statut permanent, occasionnel ou auxiliaire, ne sont pas admissibles au concours. Tout candidat ou finaliste qui se juge en conflit d'intérêt ou pouvant être considéré en conflit d'intérêts : 1) en raison de ses liens avec la Ville, son personnel, ses administrateurs, un membre du jury ou un membre d'une équipe professionnelle affectée au projet, ou 2) en raison de liens familiaux directs, d'un rapport actif de dépendance ou d'association professionnelle pendant la tenue du concours, ne peut participer au concours. Les associés de ces personnes ni leurs employés salariés ne peuvent également y participer.

Une preuve de citoyenneté, un certificat de résidence permanente ou une preuve de résidence au Québec peut être exigé avant de passer à l'étape suivante du concours.

10.2 Exclusion

Toute candidature ou prestation reçue après les délais de dépôt prescrits à l'article 8 sera automatiquement exclue du concours. La Ville se réserve le droit d'exclure, s'il y a lieu, tout candidat ou finaliste pour non-respect partiel ou total des dispositions et des règles du présent concours.

11. La composition du jury de sélection

Un jury est mis sur pied spécifiquement pour ce concours. Le même jury participe à toutes les étapes du processus de sélection. Il est composé de sept membres dont plus de la moitié est composée de personnes indépendantes de la Ville de Montréal. Le jury réunit les personnes suivantes :

- Trois (3) spécialistes en arts visuels (artistes, conservateurs, critiques d'art, commissaires, muséologues, professeurs) ayant une connaissance de l'art public;
- Un.e (1) représentant.e du projet d'aménagement;
- Un.e (1) représentant.e de l'arrondissement;
- Un.e représentant.e des citoyen.ne.s;
- Un.e représentant.e du Service de la culture.

Le président du jury sera désigné à la première réunion. Son rôle consiste à aider le groupe à en venir à un consensus final pour la sélection du lauréat. Il est le porte-parole du jury.

12. Le déroulement du concours

Note importante : Les mesures de distanciation physique et les exigences quant aux types de regroupement permis dans le contexte de la COVID-19 pourraient nécessiter de tenir des rencontres virtuelles, par exemple, sous forme de visioconférences ou de rencontres téléphoniques. Conséquemment, il est possible qu'il soit demandé aux équipes d'adapter le matériel à produire pour la présentation des propositions artistiques (ou concepts). Le cas échéant, le Bureau d'art public s'engage à aviser les artistes dans les meilleurs délais et à s'assurer que ces mesures exceptionnelles favorisent les conditions les plus équitables pour l'ensemble des candidats en concours.

12.1 Rôle du responsable du concours

Toutes les questions relatives à ce concours doivent être adressées au chargé de projet. Le chargé de projet du présent concours est :

Sara Savignac Rousseau, agente de développement culturel
Bureau d'art public
Courriel : sara.savignacrousseau@montreal.ca

Toutes les demandes devront lui être acheminées par courriel.

Tous les documents remis par un candidat ou un finaliste sont vérifiés par le chargé de projet quant au respect des éléments à fournir et à leur conformité aux articles 8 et 9 du présent règlement. Les candidatures non conformes ne sont pas soumises à l'analyse du jury.

12.2 Étapes du concours

L'évaluation se fait selon la procédure suivante :

Première étape : sélection des finalistes
- Le jury prend connaissance des dossiers de candidature reçus;
- Il sélectionne un maximum de quatre (4) finalistes en vue du concours;
- Il émet des commentaires et des recommandations, s'il y a lieu.

Au terme de cette étape, une rencontre d'information est organisée avec les finalistes. Les aspects techniques et les conditions du concours sont présentés. C'est lors de cette rencontre que l'ordre des présentations pour le jury est déterminé : par tirage au sort ou par ordre alphabétique. Le nom des finalistes est divulgué dès que ceux-ci ont confirmé leur acceptation et signé le contrat de concept artistique.

Deuxième étape : prestation des finalistes
- Le jury entend le rapport du comité technique et prend connaissance des prestations;
- Le jury reçoit chaque finaliste en entrevue : chacun dispose d'une période de 30 minutes pour la présentation de son concept et de 15 minutes de période de questions;
- Après les prestations, le jury délibère et recommande un concept lauréat à la Ville et émet des commentaires et des recommandations, s'il y a lieu;

Au terme de cette rencontre, la recommandation du jury est consignée par le chargé de projet dans un rapport signé par tous les membres du jury. Le chargé de projet enclenche le processus de recommandation auprès des instances de la Ville. L'identité et le concept du lauréat du concours sont dévoilés au moment de l'octroi du contrat par la Ville de Montréal.

13. Le processus de sélection

13.1 Rôle du jury

Le jury est consultatif, car la décision définitive appartient aux instances de la Ville de Montréal. Son rôle comporte la proposition de candidatures d'artistes, la sélection des finalistes, ainsi que le choix et la recommandation d'un lauréat. Le chargé de projet du Bureau d'art public agit également à titre de secrétaire et d'animateur des séances du jury.

Si le jury n'est pas en mesure de recommander de finalistes ou de lauréat, il en informe sans délai la Ville de Montréal en motivant sa décision.

13.2 Rôle du comité technique

Le rôle du comité technique consiste à effectuer une analyse de certains éléments techniques des prestations des finalistes.

Il évalue notamment :
- Les estimations de coût du projet en regard du budget prévisionnel;
- La faisabilité technique du projet;
- La faisabilité du concept en regard de la règlementation existante;
- L'entretien et la durabilité des éléments compris dans le projet;
- Le calendrier de réalisation du projet;
- La sécurité du concept proposé.

Le chargé de projet présente par la suite le rapport sommaire du comité technique au jury du concours.

13.3 Critères de sélection

Le jury utilise les critères de sélection suivants comme outils d'évaluation des candidatures et des prestations :

Première étape du concours : sélection des finalistes
L'évaluation des dossiers de candidature porte sur les critères suivants :
- Excellence et qualité des projets réalisés;
- Créativité et originalité de la démarche artistique;
- Carrière artistique;
- Expérience dans la réalisation de projets comparables;
- Originalité de l'énoncé d'intention pour le concours d'art public.

Deuxième étape du concours : prestations des finalistes
Cette étape du concours est centrée sur la mise en forme détaillée du projet artistique, sa réponse précise aux exigences du programme.

Les prestations des finalistes sont évaluées sur la base des critères d'évaluation suivants :
- Intérêt de l'approche conceptuelle;
- Intégration du projet dans l'espace d'implantation;
- Impact visuel du projet le jour et la nuit, durant les quatre saisons;
- Respect des règles de sécurité;
- Aspects fonctionnels et techniques;
- Pérennité des matériaux et facilité d'entretien de l'œuvre;
- Adéquation du projet avec l'enveloppe budgétaire disponible.

*La présentation du concept par les équipes finalistes sera adaptée en fonction du contexte actuel de la COVID-19 ;

14. La présentation des propositions des finalistes

Les finalistes sont convoqué.e.s afin de présenter leur proposition aux membres du jury (formule adaptée au contexte actuel déterminée ultérieurement).

Les finalistes sont invités à venir présenter leur proposition aux membres du jury. Ils reçoivent une convocation écrite précisant le jour et l'heure de leur convocation, environ trois semaines avant la rencontre du jury.

Les finalistes doivent produire une représentation de l'œuvre d'art dans son environnement immédiat, ainsi que des montages visuels. La nature et la forme du matériel de prestation à fournir seront précisées lors de la rencontre d'information aux finalistes.

Les finalistes doivent soumettre un échantillon de chaque matériau qui composera l'œuvre (si non standard).

Les finalistes doivent finalement produire, en sept (7) exemplaires, un document descriptif comprenant :

- Un texte de présentation de l'œuvre exposant le concept et le parti choisi par l'artiste pour répondre à la commande;
- Une description technique (comprend la liste des matériaux et les fiches techniques si nécessaire, le traitement choisi et la finition, ainsi que le mode de fabrication et d'assemblage. Il doit préciser les dimensions et la solution retenue pour les ancrages, validée par un ingénieur en structure);
- Un plan de localisation de l'œuvre;
- Des images de l'œuvre d'art (selon les indications fournies en rencontre d'information);
- Un calendrier de réalisation pour une installation de l'œuvre;
- Un budget détaillé à même la grille Excel fournie par la Ville;
- Un devis d'entretien détaillé de l'œuvre. Ce document servira à l'évaluation des propositions effectuée par le comité technique.

Note : les artistes n'ont pas à produire de dessins d'atelier à cette étape.

15. Les indemnités

15.1 Appel de candidatures

Aucun honoraire ni indemnité ne sera versé à cette étape du concours.

15.2 Prestations des finalistes

Chaque finaliste ayant présenté une prestation déclarée conforme devant jury, recevra en contrepartie, et à la condition d'avoir préalablement signé le contrat soumis par la Ville, des honoraires de **quatre mille dollars (4 000,00 $)** taxes non comprises, qui lui seront versés à la fin du processus de sélection du lauréat et sur présentation d'une facture.

Les frais et honoraires octroyés en vertu du présent règlement sont soumis aux taxes réglementaires, dont la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente provinciale (TVQ). Les finalistes doivent fournir à la Ville, le cas échéant, leur numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ. La Ville retiendra le paiement de toute facturation qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q), les montants réclamés à cet effet ainsi que les numéros d'inscription appropriés.

15.3 Remboursement de certains frais aux finalistes

La Ville s'engage à rembourser les frais de déplacement et d'hébergement que les finalistes demeurant à plus de 100 km de Montréal auront engagés pour assister à la rencontre d'information et présenter leur projet devant jury. Les détails sont précisés lors de la rencontre d'information aux finalistes. Cette étape pourrait être modifiée dans le contexte de la COVID-19.

16. Les suites du concours

16.1 Approbation

Le projet gagnant doit être approuvé par la Ville de Montréal de même que par toutes les autorités compétentes quant aux codes et normes en vigueur, compte tenu des travaux projetés.

16.2 Mandat de réalisation

La Ville reçoit la recommandation du jury, elle négocie avec l'artiste et prépare le contenu du contrat de services artistiques pour la fabrication et l'installation complète de l'œuvre d'art. Par la suite, si elle approuve la recommandation du jury, c'est l'instance municipale appropriée qui autorise le contrat de l'artiste.

La Ville de Montréal, par voie de ses instances, conserve la prérogative d'octroi du contrat au lauréat. Si elle n'endosse pas la recommandation du jury, elle doit motiver sa décision.

17. Les dispositions d'ordre général

17.1 Clauses de non-conformité

L'une ou l'autre des situations suivantes peut entraîner le rejet d'une candidature ou d'une prestation :

- L'absence de l'un ou l'autre des documents requis dans le dossier de candidature ou de prestation du finaliste;
- Le non-respect de toute autre condition indiquée comme étant essentielle dans les instructions remises aux candidats et finalistes, notamment l'omission ou le non-respect d'une exigence relative aux éléments qui composent un dossier de candidature ou de prestation.

À la suite de l'analyse de conformité, le chargé de projet fera part de ses observations au jury. Aucune candidature ou prestation jugée non conforme ne sera présentée au jury.

17.2 Droits d'auteur

Chaque finaliste accepte, par le dépôt de sa prestation, de réserver son concept à la Ville de Montréal et de ne pas en faire ou permettre d'en faire quelque adaptation que ce soit aux fins d'un autre projet, jusqu'à la sélection du lauréat.

Tous les documents, prestations et travaux, quels que soient leur forme ou support, produits ou réalisés par l'artiste ayant conçu le projet lauréat, dans le cadre du présent concours, demeureront la propriété entière et exclusive de la Ville, qui pourra en disposer à

son gré si le contrat de réalisation du projet est confié à cet artiste.

Le finaliste dont le projet est retenu garantit à la Ville qu'il détient tous les droits lui permettant d'accorder cette cession. Il se porte garant également, en faveur de la Ville, contre tout recours, poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne qui contredirait une telle garantie ou les représentations qui s'y trouvent.

17.3 Clause linguistique

Lorsqu'une version anglaise des documents est produite par la Ville, il s'agit d'une version de courtoisie. En cas de contradiction entre la version française et anglaise de tous documents, la version française prédomine.

Lors de la prestation devant jury, les finalistes peuvent également faire une demande pour présenter leur projet en anglais. Dans le cas où cette demande serait acceptée, les finalistes devront être en mesure de comprendre et de répondre aux questions du jury en français. Dans le cas contraire, ils devront être accompagnés d'un interprète.

17.4 Consentement

En conformité avec la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (Lois refondues du Québec, chapitre A-2.1), toute personne physique ou morale qui présente sa candidature consent, de ce fait, à ce que les renseignements suivants puissent être divulgués :

- Son nom, que sa candidature soit retenue ou non;
- Si sa candidature était jugée non conforme, son nom, avec mention du fait que son offre a été jugée non conforme, accompagnée des éléments précis de non-conformité.

La Ville de Montréal pourra donc, si elle le juge opportun, donner accès à de tels renseignements à quiconque en fait la demande en vertu des dispositions de la Loi.

17.5 Confidentialité

Les finalistes doivent considérer comme strictement confidentiel le contenu des études effectuées dans le cadre de ce concours et ne devront pas, sans accord écrit préalable, communiquer ou divulguer à des tiers privés ou publics les renseignements globaux ou partiels.

Les membres du personnel de la Ville de Montréal de même que les membres du jury et du comité technique sont tenus à la confidentialité durant tout le déroulement du concours.

17.6 Examen des documents

Par l'envoi et le dépôt de sa candidature, le candidat ou le finaliste reconnaît avoir pris connaissance de toutes les exigences du règlement du concours d'art public et il en accepte toutes les clauses, charges et conditions.

La Ville de Montréal se réserve le droit d'apporter des modifications, sous forme d'addenda, aux documents de prestation des finalistes avant l'heure et la date limite du dépôt des candidatures et, le cas échéant, de modifier la date limite de ce dépôt. Les modifications font alors partie intégrante des documents d'appel de candidatures et sont transmises par écrit aux finalistes.

17.7 Statut du finaliste

Dans le cas où le finaliste n'est pas une personne physique faisant affaire seule, sous son propre nom, et qui signe elle-même les documents d'appel de candidatures, une

autorisation de signer les documents doit accompagner la prestation sous l'une des formes suivantes :

a) Si le finaliste est une personne morale (société incorporée), l'autorisation doit être constatée dans une copie de la résolution de la personne morale à cet effet.

b) Si le finaliste est une société (société enregistrée) ou fait affaire sous un autre nom que celui des associés, il doit produire une copie de la déclaration d'immatriculation présentée en application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (RLRQ c P-45) du Québec ou tout autre document de même nature d'une autre province attestant l'existence de la société. De plus, dans le cas d'une société, lorsque les documents du finaliste ne sont pas signés par tous les associés, l'autorisation doit être constatée dans un mandat désignant la personne autorisée à signer et signée par tous les associés.

c) Si le finaliste est un collectif, chacun des membres du collectif doit signer le contrat et tout autre document représentant les intérêts du collectif ou du maître d'ouvrage.

Bureau d'art public

Annexe 1
Formulaire d'identification au concours

Coordonnées de la personne candidate

Nom de l'artiste candidatant

Sara Savignac R., agente de développement culturel
Nom de la personne contact

Adresse complète (numéro/rue/ville/code postal)

Téléphone, télécopieur

Adresse de courrier électronique (toutes les communications seront effectuées par courriel dans le cadre de ce concours)

Déclaration de l'artiste

Je déclare, par la présente, que je suis citoyen(ne) canadien(ne) ou résident(e) permanent(e)

Signature Date

Montréal

Annexe 2. Démarche et motivation

Quelle est votre démarche artistique ? (Maximum de 950 caractères, espaces compris)

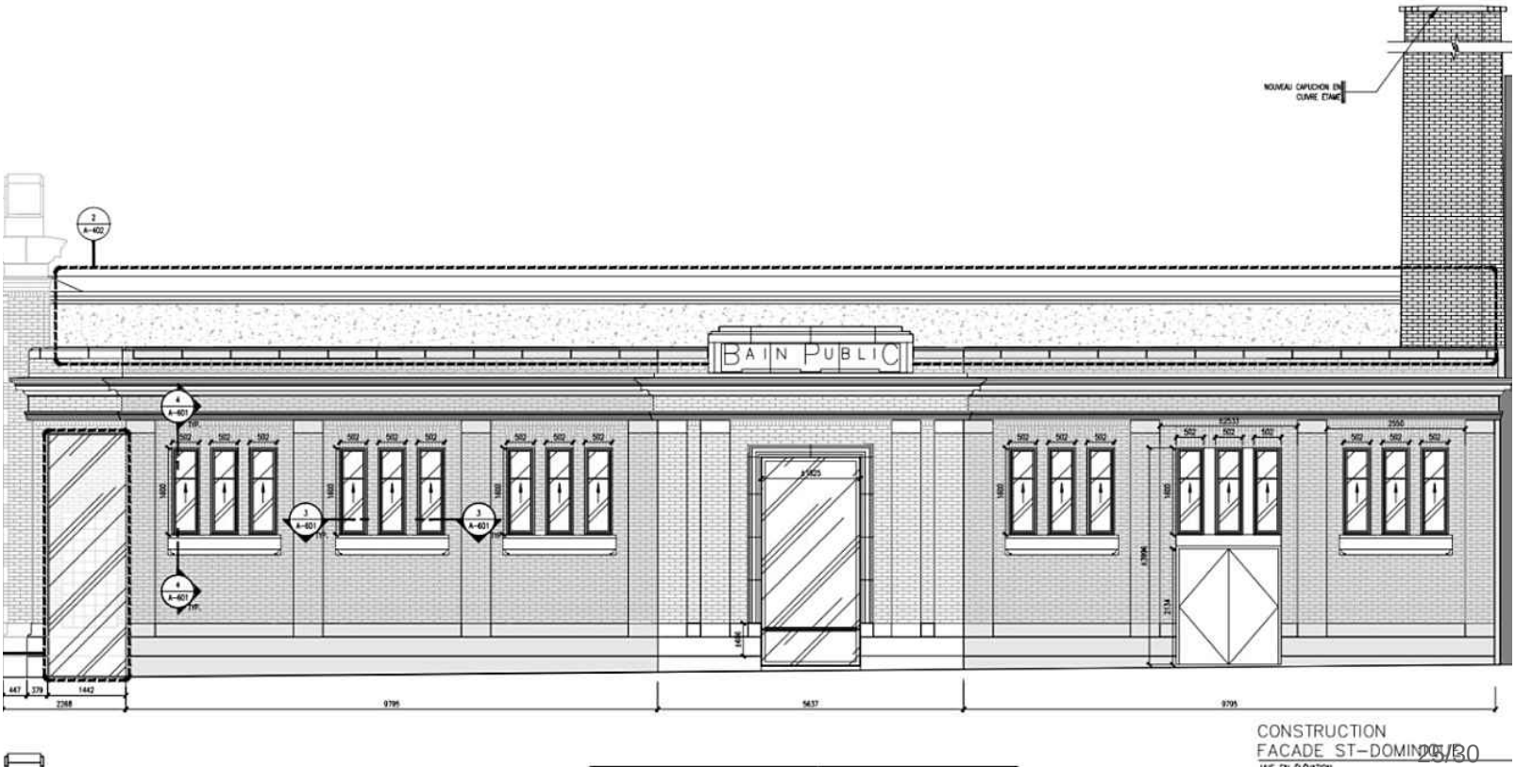
Quels liens percevez-vous entre votre pratique artistique et les spécificités du programme de concours d'art public pour le Bain Saint-Michel ? (Maximum de 800 caractères, espaces compris)

En regard de votre démarche et du concours, quel(s) sujet(s), techniques ou approches souhaiteriez-vous mettre de l'avant, explorer ou développer ? (Maximum de 800 caractères, espaces compris)

Bureau d'art public
Service de la culture

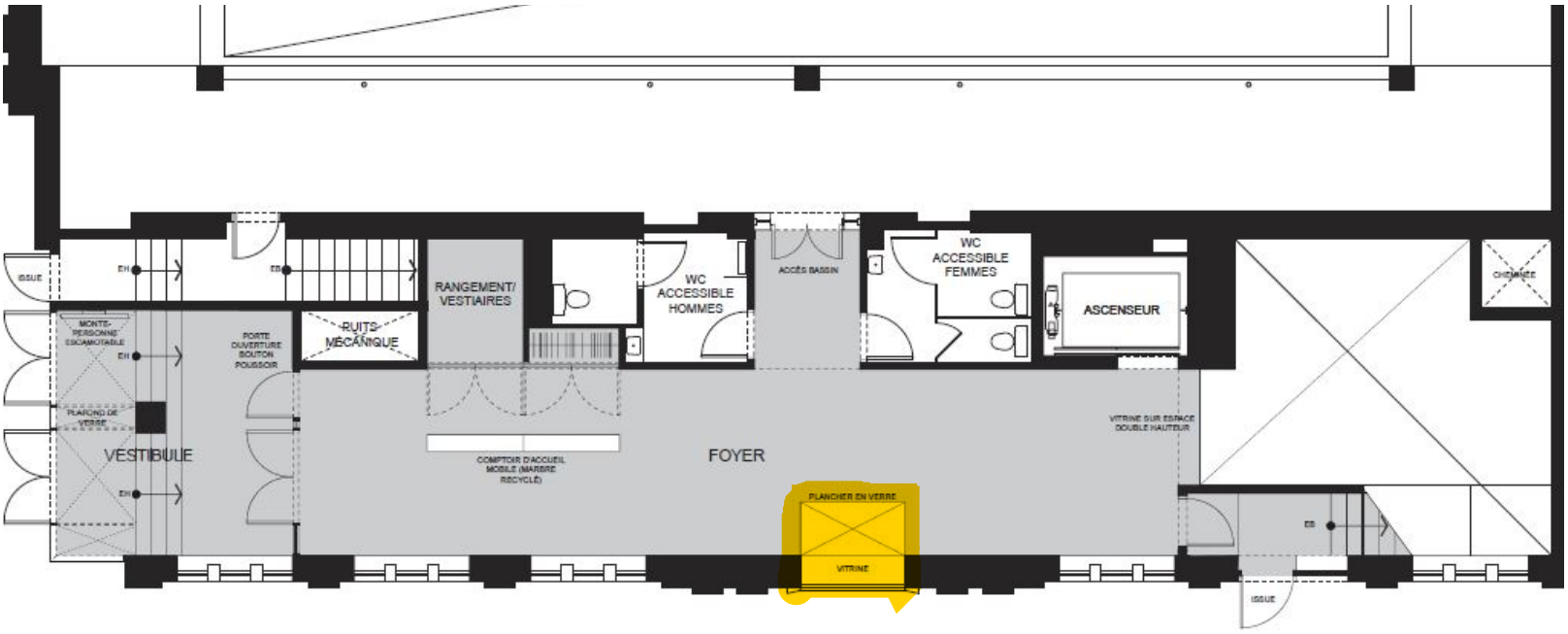
Annexe 3
Plan du projet et lieu d'implantation de l'oeuvre





Annexe 3 - Suite
Plan du projet et lieu d'implantation de l'oeuvre

Plan RDC | FOYER



LE FOYER



Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1217722003*
Unité administrative responsable : *Service de la culture*
Projet : *Lancement d'un concours d'art public pour le Bain Saint-Michel*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Innovation et créativité
15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

lintégration d'une œuvre renforcera l'identité de ce lieu de diffusion culturelle et de création artistique et contribuera à améliorer l'accès à la culture dans cet espace manifeste de l'histoire montréalaise.

Soutien de quatre artistes finalistes pour la réalisation d'un concept d'œuvre d'art public.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217722003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Autoriser le Service de la culture à tenir un concours d'art public sur avis public dans le cadre du projet de rénovation du Bain Saint-Michel dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Autoriser une dépense de 32 193,00 $ taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition d'une oeuvre d'art et les dépenses générales du projet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1217722003 - Concours bain St-Michel.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-22

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.005

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217814002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction , Division stratégies et pratiques d'affaires , Section processus_projets et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter une nouvelle résolution conformément aux exigences du MAMH pour approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2021 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH) et abroger la résolution CG21 0154

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a pris connaissance du Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2019 à 2023;
ATTENDU QUE la Ville de Montréal doit respecter les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Il est recommandé que la Ville de Montréal :

- abroge la résolution CG21 0154;

- s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle;

- s'engage à être la seule responsable et à dégager le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2019-2023;

- approuve le contenu et autorise l’envoi au ministère des Affaires municipales et de l’Habitation de la nouvelle programmation de travaux de l'année 2021 ci-jointe et de tous les autres documents exigés par le Ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l’Habitation;

- s’engage à atteindre le seuil minimal d’immobilisations qui lui est imposé pour l’ensemble des cinq années du programme;

- s’engage à informer le ministère des Affaires municipales et de l’Habitation de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvée par la présente résolution;

- atteste par la présente résolution que la nouvelle programmation de travaux de l'année 202 ci-jointe comporte des coûts réalisés véridiques et reflète les prévisions de coûts des travaux admissibles.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-02 11:52

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217814002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction , Division stratégies et pratiques d'affaires , Section processus_projets et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter une nouvelle résolution conformément aux exigences du MAMH pour approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2021 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH) et abroger la résolution CG21 0154

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est engagée dans un ambitieux programme de réhabilitation et de réfection de ses infrastructures de l'eau tant en regard de la production et de la distribution de l'eau potable que de la collecte et de l'épuration des eaux usées. De nouveaux règlements gouvernementaux concernant la santé publique et l'environnement jumelés à l'état même des infrastructures sont à l'origine de ce gigantesque chantier qui s'échelonnera sur plusieurs années.

Afin d'aider les municipalités à se conformer à ces nouvelles normes et à assurer la pérennité de leurs infrastructures, les gouvernements du Canada et du Québec ont mis en place plusieurs programmes de subventions, dont le Programme de la taxe sur l'essence - contribution du Québec (TECQ).

Le Programme TECQ 2014-2018 a pris fin le 31 décembre 2018. En 2019, les gouvernements du Québec et du Canada ont conjointement convenu de renouveler le programme de subventions TECQ pour les années 2019-2023. Il s'agit d'un nouveau programme de cinq ans qui couvrira les travaux admissibles réalisés entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2023. En juillet 2021, les gouvernement du Québec et du Canada ont ajouté un montant additionnel aux sommes déjà prévues dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2019-2023. la Ville recevra un montant additionnel de 197 035 876 $, portant son enveloppe totale à 823 941 049 $

pour la période 2019-2023. En contrepartie, la Ville de Montréal s'engage à maintenir à 125 $ par habitant par année, le seuil de ses investissements dans d'autres projets d'infrastructures municipales d'eau et d'égout financés à même des sources uniquement municipales, sans subvention d'aucune sorte.

Les travaux admissibles concernent quatre priorités:

1. l'installation, la mise aux normes et la mise à niveau des équipements d'eau potable et d'assainissement des eaux;
2. les études qui visent à améliorer la connaissance des infrastructures municipales;
3. le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égouts;
4. la voirie locale (réfection ou amélioration des infrastructures de voirie locale telles que les ouvrages d'art municipaux, rues municipales ou autres routes locales), les infrastructures liées à la gestion des matières résiduelles, les infrastructures visant le déploiement d'un réseau d'Internet haute vitesse (installation de câble à fibre optique. de tours et serveurs excluant les ordinateurs pour des points d'accès), les travaux d'amélioration énergétique des bâtiments ainsi que la construction ou la rénovation des bâtiments municipaux et d'infrastructures municipales à vocation culturelle, communautaire, sportive ou de loisir.

Les règles du programme prescrivent que la ville doit respecter l'ordre de priorité des travaux pour 80 % de son enveloppe. Pour cette portion de son enveloppe, la municipalité doit démontrer qu'il n'y a plus de travaux à effectuer dans les priorités 1 à 3, à court terme, avant de réaliser des travaux de la priorité 4. Par ailleurs, comme le programme TECQ 2014 -2018, le programme TECQ 2019-2023 permet à la ville d'utiliser 20 % de son enveloppe dans les priorités de son choix. Ces sommes seront investis dans les travaux de priorités 4 sous la responsabilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM). Les enveloppes annuelles sont cumulatives si bien que des sommes n'ayant pas été utilisées au cours d'une année peuvent être reportées aux années suivantes jusqu'à la fin du programme, en 2023.

Au programme TECQ 2019-2023, une programmation pour l'année 2019 a été approuvée par le conseil municipal le 18 novembre 2019. Puis, une programmation pour l'année 2020 a été approuvée par le conseil d'agglomération le 23 avril 2020. Enfin, une programmation de travaux pour l'année 2021 a été approuvée le 25 mars 2021 par le conseil d'agglomération. Cependant, le Service de l'eau souhaite ajouter des travaux d'auscultation (budget de fonctionnement) admissibles à la priorité 2 du programme TECQ qui ont été réalisés au cours des années 2019 et 2020 et ainsi, recevoir un montant de subvention additionnel. Ainsi, la seule modification apportée à la programmation de travaux 2021 approuvée le 25 mars 2021 est l'ajout des travaux d'auscultation (Priorité 2). En conséquence, la résolution de résolution CG21 0154 doit être abrogée et une nouvelle résolution, conformément aux directives du MAMH, doit être approuvée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0154 - 25 mars 2021 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2021 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)
CG20 0215 - 23 avril 2020 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2020 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) - 1207814001

CM19 1213 - 18 novembre 2019 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023), pour l'année 2019, et

autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH) - 1197814001

CM19 0200 - 26 février 2019 - Approuver la programmation révisée des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) pour l'année 2018 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) - 1198020001

CM18 1011 - 21 août 2018 - Adopter une nouvelle résolution pour approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) pour l'année 2018 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) / Abroger la résolution CM18 0677- 1188020002

CM18 0677 - 28 mai 2018 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) pour l'année 2018 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)- 1181158004

CE17 1974 - 20 décembre 2017- Attester de la valeur des travaux admissibles réalisés et prévus en 2017 dans le cadre du programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018)

CG17 0277 - 15 juin 2017 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) et autoriser le Service de l'eau à soumettre la programmation au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) - 1171158003

CM17 0792 - 13 juin 2017 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) et autoriser le Service de l'eau à soumettre la programmation au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) - 1171158004

DESCRIPTION

La programmation TECQ de compétence locale et d'agglomération élaborée pour 2021 se décline comme suit :
La valeur réelle des travaux réalisés au cours de l'année 2019 et de l'année 2020 est de 232,8 M$, incluant :

171,4 M$ pour les réseaux locaux d’aqueduc et d’égout (priorité 3);
44,6 M$ pour la reconstruction d'une station de pompage des eaux usées et des travaux d'installation d'eau potable(priorité 1);
5,4 M$ pour des travaux d'auscultation (priorité 2);
11,2 M$ pour les travaux de voirie locale (priorité 4) (année 2020)

La valeur prévue des travaux pour l'année 2021 est de 131,6 M$, incluant :
39 M$ pour les réseaux locaux d’aqueduc et d’égout (priorité 3);
46 M$ pour des travaux d'installation d'eau potable(priorité 1);
46,5 M$ pour les travaux de voirie locale (priorité 4).

La liste soumise en annexe constitue la programmation TECQ pour l'année 2021.

Cette programmation est la troisième du programme TECQ 2019-2023 qui sera présenter au MAMH pour approbation.

JUSTIFICATION

Le programme TECQ 2019-2023 exige la présente approbation. De plus, le libellé de la résolution est déterminé par les règles du programme également.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La subvention globale du programme TECQ 2019-2023 allouée à la Ville de Montréal est de 823 941 049 $ sachant que 80 % de l'enveloppe disponible (659,1 M$) seront utilisés pour des projets en lien avec les infrastructures de l'eau de compétence locale ou d'agglomération et 20 % (164,7 M$) pour des projets en voirie de compétence locale. Rappelons que les enveloppes annuelles sont cumulatives si bien que des sommes n'ayant pas été utilisées au cours d'une année peuvent être reportées aux années suivantes jusqu'à la fin du programme, en 2023. Les travaux dans les réseaux locaux et de voirie locale admissibles à la TECQ sont remboursés à 100 %, le seuil d'investissement représentant la contrepartie de la Ville. Le revenu de subvention est estimé à 131,6 M$ pour l'année 2021. Il atteint 364,4 M$ pour les années 2019-2021

MONTRÉAL 2030

Les travaux inscrits à la programmation contribuent au maintien et à l'amélioration de la fiabilité et de la résilience d'infrastructures essentielles à la population de l'agglomération de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas déposer cette programmation de travaux priverait la ville d'un revenu de subvention estimé à 131,6 M$ pour l'année 2021, et de l'atteinte d'un revenu global de subvention pour les années 2019-2021 de 364,4 M$

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications .

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août/Sept 2021 - Transmission de la résolution au MAMH;
Avant novembre 2021 - Approbation finale de la programmation de travaux;
Mars 2022 - Versement de l'aide financière associée.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stephanie MORAN, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe ANQUEZ
Conseiller en planification

Tél : 514 280-4264
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Marie-France WITTY
Chef de division

Tél : 514-872-4431
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2021-08-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2021-08-02

Sommaire TECQ 2019-2023 - Programmation 2021

Compétence	Priorité	Réel 2019 ($)	Réel 2020 ($)	Programmation 2021 ($ 2021)	Total Programmation À ce jour
Agglo	Priorité 1- Aqueduc	224 653	43 215 387	46 051 000	89 491 040
Corpo	Priorité 1 - Égout	59 744	1 166 502		1 226 246
	Priorité 2	2 689 912	2 782 088		5 472 000
	Priorité 3 - Aqueduc	40 014 268	66 021 011	24 472 217	130 507 497
	Priorité 3 - Égout	39 689 643	25 760 930	14 582 964	80 033 537
	Priorité 4 - Voirie	0	11 253 087	46 501 000	57 754 087
Total TECQ		**82 678 220**	**150 199 006**	**131 607 181**	**364 484 407**
Programmation 2019-2020 Approuvée MAMH (2021-01-27)		**79 008 000**	**133 818 287**		**212 826 287**

Extrait Lettre Acceptation TECQ - Programmation 2019-2020

Coût total des travaux – Priorités 1 à 4

Exercice financier	Coûts des travaux prévus	Coûts des travaux réalisés	Total
2019-2020	0 $	79 008 000 $	79 008 000 $
2020-2021	133 818 288 $	0 $	133 818 288 $
2021-2022	0 $	0 $	0 $
2022-2023	0 $	0 $	0 $
2023-2024	0 $	0 $	0 $
Total	**133 818 288 $**	**79 008 000 $**	**212 826 288 $**

Bilan des investissements prioritaires

Investissements prioritaires prévus et réalisés	212 826 288 $
Montant de la contribution gouvernementale	626 905 173 $
Surplus/Déficits	(414 078 885 $)

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 25 mars 2021 Séance tenue le 25 mars 2021	Résolution: CG21 0154

Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2021 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 mars 2021 par sa résolution CE21 0359;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que la Ville de Montréal :

1- s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle;

2- s'engage à être la seule responsable et à dégager le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuables à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2019-2023;

3- approuve le contenu et autorise l'envoi au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de la programmation de travaux de l'année 2021 ci-jointe et de tous les autres documents exigés par le Ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

4- s'engage à atteindre le seuil minimal d'immobilisations qui lui est imposé pour l'ensemble des cinq années du programme;

5- s'engage à informer le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvée par la présente résolution;

6- atteste par la présente résolution que la programmation de travaux de l'année 2021 ci-jointe comporte des coûts réalisés véridiques et reflète les prévisions de coûts des travaux admissibles.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1217814001
/mt

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 26 mars 2021

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.006

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217721004

Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de Christina Nancy Eyangos à titre de membres du Conseil des Montréalaises pour un premier mandat de trois ans se terminant en août 2024.

Il est recommandé de nommer Christina Nancy Eyangos à titre de membre du Conseil des Montréalaises, pour un premier mandat de trois ans se terminant en août 2024, en remplacement Darly Joseph.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-07-06 10:33

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217721004**

Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de Christina Nancy Eyangos à titre de membres du Conseil des Montréalaises pour un premier mandat de trois ans se terminant en août 2024.

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051) encadre le fonctionnement du Conseil des Montréalaises (CM), notamment le nombre de membres constituant le Conseil et leurs qualifications. Ce règlement prévoit que le Conseil est composé de 15 membres, dont une personne siégeant à la présidence et deux personnes siégeant à la vice-présidence (article 3). Lorsqu'il y a des départs ou des fins de mandat, les postes devenus vacants doivent être comblés dans les 6 mois.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0196 - 22 février 2021 - Adoption du Règlement modifiant le règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051-1)
CM19 1356 - 16 décembre 2019 - Approuver la nomination de Darly Joseph à titre de membre pour un premier mandat de trois ans se terminant en décembre 2022.
CM19 1043 - **17 septembre 2019** - Adoption du Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).
CM04 0410 - 18 mai 2004 - Adoption du Règlement sur le Conseil des Montréalaises.

DESCRIPTION

À la suite de la démission de Darly Joseph, le 18 mai 2021, un poste de membre est vacant. Pour combler ce poste vacant, la nomination de Christina Nancy Eyangos est recommandée:

Nom	Date de début du 1er mandat	Date de fin du 1er mandat	En remplacement de

Christina Nancy Eyangos	Août 2021	Août 2024	Darly Joseph

JUSTIFICATION

Afin de recruter les membres du CM, un appel de candidatures et un processus de sélection ont été réalisés durant l'automne 2020 et l'hiver 2021.
Lors de la campagne de recrutement, les actions suivantes ont été posées :

1. Un appel public de candidatures, soutenu par une campagne de communications, a été réalisé du 2 novembre 2020 au 10 janvier 2021.
2. La pré-sélection des candidates selon les critères stipulés dans le règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).
3. La constitution d'un jury de sélection composé de Valérie Patreau (Projet Montréal), Karine Boivin-Roy (Ensemble Montréal), toutes élues municipales. Marianne Carle-Marsan, conseillère en développement communautaire au Service de la diversité et de l'inclusion sociale, Charlotte Thibault, ancienne présidente du Conseil des Montréalaises ont agi à titre de personnes ressources, et Kenza Bennis, secrétaire-recherchiste du Conseil des Montréalaises, a agi à titre de coordonnatrice du processus.
4. La production des recommandations du jury de sélection au CM.
5. La production d'une recommandation par le CM à la responsable de la condition féminine au comité exécutif, Nathalie Goulet.

La sélection des membres a été faite de telle sorte à respecter le règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051):
« Pour devenir membre du Conseil, toute personne doit :

1. être une femme ou s'identifier comme telle;
2. résider sur le territoire de Montréal;
3. manifester de l'intérêt et posséder de l'expérience et de l'expertise en matière de condition féminine et d'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes ;
4. avoir une connaissance des enjeux municipaux;
5. avoir participé de façon active à un ou plusieurs des secteurs suivants de la vie montréalaise : économique, culturel, scientifique, communautaire ou éducationnel;
6. faire preuve de disponibilité afin de participer aux assemblées du conseil et aux réunions de ses comités spéciaux chargés d'étudier des questions particulières;
7. ne pas avoir, directement ou indirectement, par elle-même ou par un associé, un contrat avec la Ville de Montréal ou avec un parti politique œuvrant en politique municipale montréalaise, sous réserve des exceptions prévues à l'article 116 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ».

Des 42 Montréalaises intéressées, 21 candidates ont été convoquées en entrevue, 20 ont été vues en entrevue et 17 ont été retenues pour figurer dans la liste de réserve du Conseil. Cette liste de réserve vise à combler les postes vacants.
La liste des candidates retenues a été constituée en tenant compte de l'excellence de la contribution des candidates dans le domaine de la condition féminine et de l'égalité entre

les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes, ainsi que de la volonté de refléter la diversité de Montréal selon les paramètres suivants : groupe d'âge, origine ethnique, lieu de résidence, champ d'activités.
Parmi les 17 candidates retenues pour figurer dans la liste de réserve, il y a:
- des femmes aux expertises et aux expériences variées;
- 7 femmes des minorités ethniques et 1 femme en situation de handicap
- 6 femmes dans la vingtaine, 7 femmes dans la trentaine, 3 femmes dans la quarantaine et une femme de plus de 65 ans.
- 11 arrondissements représentés : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce; Ville-Marie; Outremont; Rosemont-La Petite-Patrie; Sud-Ouest; Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles; Saint-Léonard; Le Plateau-Mont-Royal; Mercier-Hochelaga-Maisonneuve; Villeray -Saint-Michel-Parc-Extension; Lachine.

Christina Nancy Eyangos a été sélectionnée parmi les personnes inscrites dans la liste de réserve des candidatures. Ce choix tente d'assurer une représentativité de la diversité professionnelle, géographique, linguistique, ethno-culturelle, intergénérationnelle et sociale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant alloué pour le fonctionnement du CM est assuré à 100 % par la Ville de Montréal qui alloue des ressources permanentes pour son fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La nomination de membres au CM s'inscrit dans la promotion de la participation citoyenne aux affaires de la cité. L'existence même tout comme les dossiers et les avis produits par le CM touchent à de nombreux critères et principes du plan de développement durable de la Ville de Montréal comme l'équité entre les genres, la promotion des transports collectifs et l'amélioration des conditions de vie, etc.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville de Montréal respecte son engagement de travailler à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes et réalise des actions en conséquence. L'étape de nomination des membres du CM, dans un souci d'équité et de représentation de la population féminine montréalaise, montre sa volonté de bâtir une société égalitaire mais aussi inclusive et solidaire.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La nomination de la nouvelles membre sera annoncée par communiqué de presse après la séance du conseil municipal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N.A.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kenza BENNIS
Secrétaire-recherchiste

Tél : 514 872-9074
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-05

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-0077
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Assistant-greffier
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2021-07-05

CONSEIL DES MONTRÉALAISES – TABLEAU DES MANDATS DES MEMBRES

NOM	Arrondissement	1er mandat Membre	2e mandat Membre	1er mandat Pr / VP	2e mandat Pr / VP
Marie-Ève Rancourt	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	**Août 2016-Août 2019** GDD 1164233002 CM16 0901 du 22 août 2016	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019		
Mélissa Côté-Douyon Vice-présidente	Rosemont-La-Petite-Patrie	**Sept.2017 – sept.2020** GDD 1174233005 CM17 1175 du 25 sept. 2017	**Sept 2020-sept 2023** GDD 1207721002 CM20 0947 du 21 sept 2020	**Janv.2020 - Janv.2022** GDD 1197721006 CM19 1356 du 16 déc 2019	
Anarudha Dugal Vice-présidente puis présidente	Sud-Ouest	**Sept.2017 – sept.2020** GDD 1174233005 CM17 1175 du 25 sept. 2017	**Sept 2020-sept 2023** GDD 1207721002 CM20 0947 du 21 sept 2020	**Vice-présidente** **Fév 2020 -Fév 2022** GDD 1197721006 CM19 1356 du 16 déc 2019 **Présidente** **Sept 2020-sept 2022** GDD 1207721002 CM20 0947 du 21 sept 2020	
Dominique Daigneault	Rosemont-La-Petite-Patrie	**1er jan.2019- 31 Déc 2021** GDD 1187721003 CM18 1488 du 17 déc. 2018			
Sylvie Cajelait	Lachine	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019		**Sept 2020-sept 2022** GDD 1207721002 CM20 0947 du 21 sept 2020	
Andrée Fortin	Verdun	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019			
Selma Tannouche-Bennani	Rosemont-La-Petite-Patrie	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019			
Stéphanie	Rivière-des-Prairies-	**Août 2019-août 2022**			

Viola-Plante	Pointe-aux-Trembles	GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019			
Darly Joseph	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Déc 2019- Déc 2022** GDD 1197721006 CM19 1356 du 16 déc 2019 **Démission le 18 mai 2021**			
Mélissa Garrido	Plateau Mont-Royal	**Sept 2020-sept 2023** GDD 1207721002 CM20 0947 du 21 sept 2020			
Alexe-Lépine-Dubois	Plateau Mont-Royal	**Sept 2020-sept 2023** GDD 1207721002 CM20 0947 du 21 sept 2020			
Évelyne Jean-Bouchard	Rosemont-La-Petite-Patrie	**Déc 2020-déc 2023** GDD 1207721005 CM20 1383 du 14 dec 2020			
Nelly Dennene	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**Avril 2021-avril 2024** GDD 1217721001 CM21 0461 du 20 avril 2021			
France Leblanc	Plateau Mont-Royal	**Avril 2021-avril 2024** GDD 1217721001 CM21 0461 du 20 avril 2021			
Marianne-Sarah Saulnier	Rosemont-La-Petite-Patrie	**Avril 2021-avril 2024** GDD 1217721001 CM21 0461 du 20 avril 2021			

CHRISTINA NANCY EYANGOS

FORMATION

AEC en Techniques de bureau, spécialisation juridique (Complété)
Collège O'Sullivan de Montréal
Mention d'honneur : « Liste d'honneur du Président » pour avoir maintenu une moyenne de 85% et plus

CERTIFICAT en Biologie (Septembre 2013-avril 2014**)**
Université Concordia

DEC en Sciences nature (Août 2011-juin 2013)
CEGEP André-Laurendeau

COMPÉTENCES

Langues : Français et anglais (écrit et parlé niveau expert)

Compétences en informatique : Suite Microsoft Office, Zoom

Qualités : Travaillante, débrouillarde, dynamique, autonome, passionnée de l'interaction humaine, écoute active

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Assistante – Recherche et développement de projet : *(décembre 2020 - avril 2021)*
Black Perspective Office à l'Université Concordia

- Assister la coordonnatrice dans la recherche et le développement des programmes et ressources anti-racistes.
- Construire et maintenir une communauté solide, des projets et initiative rassembleuses et anti-raciste au campus

Animatrice
Sommet socioéconomique pour le développement des jeunes noirs du Québec (Janvier 2020)

- Animer le sommet annuel, co-faciliter les consultations et présenter les initiatives des jeunes aux membres et parties prenantes du réseau

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (…suite)

Organisatrice Terrain — *(Mai 2019 - novembre 2019)*
Permanence du Parti Liberal du Canada, CDD

- Aider à la planification et à la mise en place de stratégie de campagne des circonscriptions au Québec.
- Planifier des réunions à l'aide du calendrier Outlook
- Organiser des tableaux Excel

Intervenante sociale et formatrice *(Septembre 2018 - avril 2019)*
Association de La Communauté noire de La Cote des Neiges (CDNBCA)

- Assistance, aide aux familles et personnes immigrantes dans l'environnement francophone du Québec.
- Collaborer avec les travailleurs du secteur public pour aider les familles à accéder aux ressources et lutter contre l'isolement social.
- *Formatrice certifiée du Programme de renforcement de la famille*; Un programme qui aide les familles à créer et renforcer des liens, enseigne des compétences de communication et de résilience, etc…

Agente de service à la clientèle *(Juin 2014 - septembre 2018)*
Air Transat, Swissport – Aéroport P-E Trudeau

- Scanner et vérifier la validité et l'authenticité des documents de voyages des voyageurs
- Assurer l'embarquement et l'atterrissage des voyageurs aux terminaux appropriés
- Assister dans la production des manuscrits pour les départs.

ACTIVITÉS BÉNÉVOLES ET ENGAGEMENTS SOCIAUX

- **Membre du comité de pilotage** de la « *Démarche jeunesse sur le vivre ensemble (INM)* » (Juin 2021)
- **Facilitatrice** de la 6e édition « *Grande Rencontre Jeunesse* » (30 mai 2021)
- **Membre** Du « *Comité Consultatif Des Jeunes* » Bishop's Forum (2018-présent)
- **Collaboratrice** chez « *L'Agenda, journal d'actualité politique* » (depuis janvier 2021)
- **Coordonnatrice Adjointe** (Juillet 2020 – juillet 2021)
- « *Comité de la Condition Féminine au Conseil Jeunesse du Parti Libéral du Canada* »
- **Bénévole & partenaire** de l'organisme « *Partage & solidarité* » (Décembre 2020 – présent)
  -Aider dans la collecte et la distribution de paniers aux familles
- **Membre du Conseil d'administration** « Y4Y Québec » (2019- présent)
- **Participante** à 5e Édition « De l'école d'influence De l'INM (*Institut du Nouveau Monde*) (Nov. 2020)
- **Traductrice (Français-anglais)** Lors des rencontres parents-enseignants (2019)
  École primaire des Berges de Lachine : *-Aider les familles d'expression anglaise à communiquer avec les enseignants et représentants d'école lors des rencontres.*
- **Ambassadrice Et Lauréate** du « Prix Jamit – Afjas » (Février 2018 -février 2019)
- *Élection municipale* – Mairie de la ville de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
  -Appeler les électeurs pour les encourager à voter pour la candidate (2017)
  -Faire de la porte à porte, distribuer de la documentation sur la candidate aux électeurs
- *Comité d'organisation de l'évènement de « Portes-ouvertes »* de l'*université Concordia* (2013)
  -Répondre aux questions des futurs étudiants et de leurs familles concernant le campus et la vie étudiante.
- *Activité de loisirs - Centre d'hébergement Lasalle* (2011 – 2013)

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.007

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217181005

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de M. Victor Estenssoro Alvarez au Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de trois ans, de août 2021 à août 2024.

Il est recommandé de :

- nommer M. Estenssoro Alvarez comme membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de 3 ans se terminant en août 2024, en remplacement de Mme Sherlyne Duverneau.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2021-07-06 10:32

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217181005**

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de M. Victor Estenssoro Alvarez au Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de trois ans, de août 2021 à août 2024.

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051) encadre le fonctionnement du CjM. Ce règlement prévoit que le CjM est composé de 15 membres, dont une personne siégeant à la présidence et deux personnes siégeant à la vice-présidence (article 3). Lorsqu'il y a des départs ou des fins de mandat, les postes devenus vacants doivent être comblés.
Nomination de nouveaux membres:
L'article 7 du Règlement 19-051 prévoit que les personnes membres du CjM sont nommées par le conseil de la Ville pour un mandat d'une durée de 3 ans, sur recommandation du comité de sélection. Un mandat est renouvelable pour la même période de façon consécutive une fois. Un poste est à pourvoir à la suite de la démission d'une membre. L'article 10 du règlement mentionne qu'en cas de vacance, le poste doit être comblé par le conseil de ville, dans les 6 mois de la date où elle survient.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0088 - 25 janvier 2021 - Approuver le Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).
CM20 0079 - 27 janvier 2020 - Approuver la nomination de Mme Sherlyne Duverneau à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un premier mandat de trois ans, de janvier 2020 à janvier 2023.

DESCRIPTION

Membre démissionnaire:

Nom	Date de fin initiale du mandat	Date de fin du mandat
Mme Sherlyne Duverneau	Janvier 2020	Juin 2021

Il est recommandé de nommer M. Victor Estenssoro Alvarez comme membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de 3 ans se terminant en août 2024, en remplacement de Mme Sherlyne Duverneau.

Nom	Date de début du mandat	Date de fin du mandat	Remplacement de
M. Victor Estenssoro Alvarez	Août 2021	Août 2024	M. Victor Estenssoro Alvarez

JUSTIFICATION

Afin de recruter les membres du CjM, un appel de candidatures a été réalisé du 2 novembre 2020 au 10 janvier 2021.
Étapes de réalisation de la campagne de recrutement :

I. Appel public de candidatures : publication d'un communiqué de presse, diffusion aux partenaires jeunesse montréalais, aux institutions d'enseignement et dans le réseau municipal et campagne dans les réseaux sociaux du CjM.
II. Présélection des candidatures selon les critères stipulés dans le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).
III. La constitution d'un comité de sélection composé de M. Younes Boukala, élu pour Projet Montréal, M. Benoît Langevin, élu pour Ensemble Montréal et M. Mehdi Lekehal, conseiller en planification au Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS). Mme Geneviève Coulombe, secrétaire-recherchiste du CjM, qui a agi à titre de coordonnatrice du processus.
IV. Entrevues de sélection des candidat-es par le comité;
V. Création d'une banque de candidatures ayant réussi l'entrevue de sélection pour d'éventuelles nominations.

Soixante-dix candidatures ont été reçues au cours de la campagne de recrutement. Une candidature été déclarée inadmissible en regard des critères de sélection. Vingt-cinq personnes ont été convoquées en entrevue, vingt-trois ont été vues en entrevue et dix-huit ont été retenues. Une liste de ces candidat-es (liste de réserve) a été constituée pour combler les futurs postes vacants.

La liste des candidat-es retenu-es a été constituée en tenant compte de la qualité de la contribution des candidat-es dans le domaine de la jeunesse et de la volonté de refléter la diversité géographique, linguistique, culturelle et sociale de la jeunesse montréalaise, ainsi qu'une parité entre les hommes et les femmes. Dix-huit candidat-es ont réussi le processus de sélection selon une grille d'entrevue et de pointage.

La sélection des candidat-es a été faite de telle sorte à respecter le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051):
"Pour être membre du Conseil jeunesse de Montréal, chaque personne doit :

1° être âgée entre 16 et 30 ans au moment de la nomination;
2° résider sur le territoire de la Ville de Montréal;
3° manifester de l'intérêt et posséder de l'expérience à l'égard des questions relatives aux jeunes;
4° ne pas être membre d'un conseil jeunesse d'un arrondissement ou ne pas siéger au conseil d'administration du Forum jeunesse de l'Île de Montréal;
5° faire preuve de disponibilité afin de participer aux assemblées du conseil et aux réunions de ses comités de travail chargés d'étudier des questions particulières;
6° ne pas être à l'emploi de la Ville de Montréal ou d'un parti politique œuvrant en politique municipale montréalaise;
7° ne pas avoir, directement ou indirectement, par elle-même ou par un associé, un contrat avec la Ville de Montréal ou avec un parti politique œuvrant en politique municipale montréalaise, sous réserve des exceptions prévues à l'article 116 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19)."

La candidature de M. Victor Estenssoro Alvarez a été sélectionnée parmi les personnes inscrites sur la liste de réserve. Ce choix tente d'assurer une représentativité de la diversité géographique, linguistique, culturelle et sociale de la jeunesse montréalaise ainsi qu'une parité entre les hommes et les femmes. En effet, advenant la nomination de M. Victor Estenssoro Alvarez, le Conseil jeunesse de Montréal réunira 7 femmes et 8 hommes, provenant des 9 arrondissements suivants:

- Ahuntsic-Cartierville (2);
- Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (2);
- Le Plateau-Mont-Royal (2);
- Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (2);
- Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (1);
- Le Sud-Ouest (1);
- Rosemont-La Petite-Patrie (2);
- Ville-Marie (1);
- Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (2).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant alloué pour le fonctionnement du CjM est assuré à 100 % par la Ville de Montréal qui alloue des ressources pour son fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'implication de jeunes Montréalais-es au sein du CjM permet d'assurer la prise en compte des préoccupations jeunesse dans les décisions de l'Administration municipale. Le travail de concertation réalisé, les échanges développés entre les élu-es et les jeunes citoyen-nes et les recommandations soumises à travers divers avis et mémoires sont l'application des principes de développement durable et contribuent à augmenter la qualité de vie à Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Maintien du nombre de membres requis assurant le bon fonctionnement dans la poursuite des activités du CjM.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N.A.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Communiqués de presse annonçant les nominations après la séance du conseil municipal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N.A.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève COULOMBE
Secretaire- recherchiste

Tél : 514-250-8258

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-05

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Service du greffe

Tél : 514 872 -0077

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Assistant-greffier
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2021-07-06

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL– TABLEAU DES MANDATS DES MEMBRES – Juillet 2021

NOM	ARRONDISSEMENT	1er mandat Membre	2e mandat Membre	1er mandat P/VP	2e mandat P/VP
Michael Wrobel	Ahuntsic-Cartierville	**Déc. 2015 – Déc. 2018** GDD 1156467001 CM15 1465 du 14 déc. 2015	**Déc. 2018 – Déc. 2021** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018		
Yazid Djenadi	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	**Déc. 2018 – Déc. 2021** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018		**Jan.2020 – Déc. 2020** GDD 1197181005 CM 19 1208 du 18 nov. 2019	
Benjamin Herrera ***Président***	Le Sud-Ouest	**Déc. 2018 – Déc. 2021** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018		**Jan. 2021 – Déc. 2021** GDD 1207181003 CM20 1193 du 17 nov. 2020	
Rizwan Ahmad Khan	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**Mars 2019 – Mars 2022** GDD 1197181001 CM19 0163 du 25-02-2019			
Alice Miquet	Le Plateau Mont-Royal	**Oct. 2016 - Oct. 2019** GDD 1167181005 CM16 1187 du 24 oct. 2016	**Oct. 2019 – Oct. 2022** GDD 1197181004 CM 19 1005 du 16 sept. 2019	**Jan.2019 – Déc. 2019** GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018	**Jan.2020 – Déc. 2020** GDD 1197181005 CM 19 1208 du 18 nov. 2019
Pentcho Tchomakov ***Vice-président***	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	**Oct. 2019 – Oct. 2022** GDD 1197181004 CM 19 1005 du 16 sept. 2019		**Jan. 2021 – Déc. 2021** GDD 1207181003 CM20 1193 du 17 nov. 2020	
Rime Diany	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	**Oct. 2019 – Oct. 2022** GDD 1197181004 CM 19 1005 du 16 sept. 2019			
Shophika Vaithyanathasarma	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**Nov. 2019 – Nov. 2022** GDD 1197181005 CM 19 1208 du 18 nov. 2019			
Jessica Condemi	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Sept. 2017 – Sept. 2020** GDD 1177670001 CM17 1174 du 25 sept. 2017	**Sept. 2020 – Sept. 2023** GDD 1207181002 CM20 0946 du 22 sept. 2020		

Gabriel Laferrière	Le Plateau Mont-Royal	**Nov. 2020 – Nov 2023** GDD 1207181003 CM20 1193 du 17 nov. 2020			
Pascal-Olivier Dumas-Dubreuil	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**Nov. 2020 – Nov 2023** GDD 1207181003 CM20 1193 du 17 nov. 2020			
Myriam Boileau	Rosemont-La Petite-Patrie	**Mai 2021 – Mai 2024** GDD 1217181003 CM21 0607 du 18 mai 2021			
Audrey-Frédérique Lavoie ***Vice-présidente***	Ville-Marie	**Juin 2018 - Mai 2021** GDD 1187670002 CM18 0605 du 29 mai 2018	**Mai 2021 – Mai 2024** GDD 1217181003 CM21 0607 du 18 mai 2021	**Jan.2020 – Déc. 2020** GDD 1197181005 CM 19 1208 du 18 nov. 2019	**Jan. 2021 – Déc. 2021** GDD 1207181003 CM20 1193 du 17 nov. 2020
Sarah El Ouazzani	Rosemont-La Petite-Patrie	**Juin 2021 – Juin 2024** **GDD** 1217181004 CM21 0809			

Victor Estenssoro-Alvarez

Éducation

Université de Montréal 2019-2024
Doctorat de 1er cycle en Médecine

Collège de Maisonneuve 2015-2019
Sciences naturelles (Profil santé)

Université Bishop's 2017
Programme EXPLORE (immersion anglaise)

École secondaire Joseph-François 2015
Éducation Internationale (IB) et Art-Étude (Formation classique)

Expériences

Hôpital Maisonneuve-Rosemont 2021-présent
Stagiaire de recherche en hémato-oncologie

Institut de Cardiologie de Montréal 2020-2021
Agent de recrutement pour l'étude COLCORONA

Pharmacie Jean Coutu 2018-2019
Technicien de laboratoire

Best Buy 2017-2018
Spécialiste Mobile

Réalisations

Violoniste d'orchestre 2012-présent
Orchestre symphonique des étudiants de l'Université de Montréal
Philharmonie jeunesse de Montréal
Orchestre symphonique Joseph-François-Perrault

Violoniste soliste 2015
Prestation à la Salle Claude-Champagne de l'Université de Montréal

Bénévolat

Mentor pour le Projet AMITIÉ 2020
Projet de la Faculté de Médecine de l'Université de Montréal
visant à briser l'isolement et à faciliter l'inclusion des nouveaux élèves.

Bénévole au Phare Enfants et familles 2017-présent
Accompagnement auprès des enfants et
prestations musicales.

Tuteur à l'École Des Grands 2016
Aide au devoir pour des enfants venant de milieux défavorisés.

Intérêts

Musique classique, séries télévisées, jeux de cartes, méditation pleine conscience, échecs

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.008

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218215002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de Mme Layla Belmahi à titre de vice-présidente du Conseil interculturel de Montréal (CIM) pour un mandat de 2 ans, de août 2021 à août 2023 et approuver la nomination de Mme Myriam Brouard à titre de membre du CIM pour un mandat de 3 ans, de août 2021 à août 2024.

Il est recommandé de :

- nommer Mme Layla Belmahi comme vice-présidente du Conseil interculturel de Montréal pour un mandat de 2 ans, de août 2021 à août 2023, en remplacement de Mme Angela Sierra;
- nommer Mme Myriam Brouard comme membre du Conseil interculturel de Montréal pour un premier mandat de 3 ans, de août 2021 à août 2024, en remplacement de Mme Idil Issa.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-07-08 10:04

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218215002**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de Mme Layla Belmahi à titre de vice-présidente du Conseil interculturel de Montréal (CIM) pour un mandat de 2 ans, de août 2021 à août 2023 et approuver la nomination de Mme Myriam Brouard à titre de membre du CIM pour un mandat de 3 ans, de août 2021 à août 2024.

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051) encadre le fonctionnement du CjM. Ce règlement prévoit que le CjM est composé de 15 membres, dont une personne siégeant à la présidence et deux personnes siégeant à la vice-présidence (article 3). Lorsqu'il y a des départs ou des fins de mandat, les postes devenus vacants doivent être comblés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0335 - 23 mars 2021 - Approuver la nomination de M. Faiz Abhuani, Mme Anne Sophie Lin Arghirescu et Mme Jessica Lubino, à titre de membres du Conseil interculturel de Montréal (CIM) pour un mandat de trois ans, de mars 2021 à mars 2024.
CM21 0088 - 25 janvier 2021 - Approuver le Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).
CM20 0948 - 22 septembre 2020 - Approuver la nomination de M. Youssef Benzouine, Mme Layla Belmahi et Mme Barbara Eyer, à titre de membres du Conseil interculturel de Montréal (CIM) pour un mandat de trois ans, de septembre 2020 à septembre 2023.
CM19 1358 - 16 décembre 2019 - Approuver la nomination de M. Souleymane Guissé à titre de président du Conseil interculturel de Montréal (CIM) pour un mandat de 2 ans, de janvier 2020 à janvier 2022, de Mme Angela Sierra au titre de vice-présidente du CIM pour un mandat débutant en janvier 2020 et se terminant le 23 mars 2021 et de Mme Marie-Christine Jeanty au titre de vice-présidente du CIM pour un mandat débutant en janvier 2020 et se terminant en janvier 2021. Approuver le renouvellement du mandat de M.

François Fournier à titre de membre du CIM pour un second mandat de 3 ans se terminant le 21 novembre 2022 (1197968005).

DESCRIPTION

Nomination à la vice-présidence
À la suite de la fin de mandat de membre de Mme Angela Sierra le 23 mars 2021, un poste de vice-présidence est vacant. Pour combler ce poste vacant, une élection s'est tenue lors de l'assemblée des membres du 2 juin 2021 et Mme Layla Belmahi à été élue à majorité simple comme vice-présidente du CIM.

La nomination de Mme Layla Belmahi est recommandée à titre de vice-présidente du CIM pour un mandat de 2 ans, soit de août 2021 à août 2023.

Nom	Date de début du mandat de VP	Date de fin du mandat de VP	En remplacement de
Mme Layla Belmahi	Août 2021	Août 2023	Mme Angela Sierra

Nomination d'une nouvelle personne membre

À la suite de la démission de Mme Idil Issa, le 19 mai 2021, un poste de membre est vacant. Pour combler ce poste vacant, la nomination de Mme Myriam Brouard est recommandée à titre de membre pour un mandat de 3 ans, soit de août 2021 à août 2024.

Nom	Date de début du mandat de membre	Date de fin du mandat de membre	En remplacement de
Mme Myriam Brouard	Août 2021	Août 2024	Mme Idil Issa

JUSTIFICATION

Nomination à la vice-présidence
Selon le règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051), le mandat de la vice-présidence du Conseil interculturel de Montréal et du Conseil des Montréalaises est d’une durée de 2 ans, renouvelable pour la même période de façon consécutive une fois (article 7). La personne membre d’un conseil peut poser sa candidature pour l’un des sièges à la vice-présidence au sein de ce conseil. L’élection du siège de la vice-présidence se fait par vote à la majorité simple lors d’une assemblée et le conseil recommande la candidature au conseil de la ville (article 31).

Deux candidatures ont été soumises pour le poste de vice-présidence au CIM et la procédure d'élection pour le siège de la présidence et des sièges de la vice-présidence, citées à l'Annexe A du règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051), a été suivie. À l'issue de la procédure, Mme Layla Belmahi a été élue comme vice-présidente du CIM afin de siéger au comité de direction aux côtés de M. Souleymane Guissé, président, et de M. Juste Rajaonson, vice-président.

Nomination d'une nouvelle personne membre

Afin de recruter les membres du CM, un appel de candidatures et un processus de sélection ont été réalisés durant l'automne 2020 et l'hiver 2021.

Lors de la campagne de recrutement, les actions suivantes ont été posées :

1. Une diffusion publique sur le site de la Ville de Montréal et des conseils consultatif et par l'entremise d'un communiqué de presse, un envoi électronique auprès des organismes et collectifs partenaires du CIM et une campagne sur les réseaux sociaux couvrant la période du 2 novembre 2020 au 10 janvier 2021 ont été réalisés;
2. La pré-sélection des candidates selon les critères stipulés dans le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051);
3. La constitution d'un jury de sélection composé d'élu.e.s – Mme Joséfina Blanco (Projet Montréal) et M. Josué Corvil (Ensemble Montréal) – et d'un représentant du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) – M. Phillip Rousseau, conseiller en développement communautaire à Division des relations interculturelles et lutte contre les discriminations. M. Francis Therrien, au Service du greffe, agissait comme secrétaire du processus.
4. La production des recommandations du jury de sélection au CIM;
5. La production d'une recommandation par le CIM à la responsable de la diversité montréalaise en février 2021, Mme Cathy Wong.

Les candidat.e.s retenus répondent aux critères énoncés à l'article 5 du règlement 19-051 :

Pour devenir membre du Conseil interculturel de Montréal, chaque personne doit :
1 ° résider sur le territoire de la Ville de Montréal;
2 ° manifester de l'intérêt et posséder de l'expérience et de l'expertise en matière de relations interculturelles;
3 ° avoir une connaissance des enjeux municipaux;
4 ° avoir participé de façon active à un ou plusieurs secteurs suivants de la vie montréalaise : économique, culturel, scientifique, communautaire ou éducationnel;
5 ° faire preuve de disponibilité afin de participer aux assemblées du conseil et aux réunions de ses comités spéciaux chargés d'étudier des questions particulières;
6 ° ne pas être à l'emploi de la Ville de Montréal ou d'un parti politique œuvrant en politique municipale montréalaise;
7 ° ne pas avoir, directement ou indirectement, par elle-même ou par un associé, un contrat avec la Ville de Montréal ou avec un parti politique œuvrant en politique municipale montréalaise, sous réserve des exceptions prévues à l'article 116 de la Loi sur les cités et ville (RLRQ, chapitre C-19).

Ce sont donc 45 candidatures qui ont été reçues dans le cadre de cet appel. De ce nombre, 25 candidat-es ont été reçu-es en entrevue. Une même grille d'entrevue a été utilisée lors des rencontres avec les candidat-es et une note a été attribuée à chacun-e. Au total, 20 candidat-es ont été inscrit-es sur une liste de réserve pour des besoins de comblement de postes éventuels et cinq candidat-es n'ont pas été retenu-es.

La candidature de Mme Myriam Brouard a été sélectionnée parmi les personnes inscrites dans la liste de réserve des candidatures. Ce choix tente d'assurer une représentativité homme/femme et une diversité géographique, linguistique, ethno-culturelle, intergénérationnelle, sociale et professionnelle. Ainsi, afin de pouvoir respecter une représentativité hommes/femmes (article 5), la nomination d'une femme est souhaitable. En effet, à la suite de ces nominations, le Conseil interculturel de Montréal serait alors composé de huit femmes et de sept hommes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant alloué pour le fonctionnement du CIM est assuré à 100 % par la Ville de Montréal qui alloue des ressources pour son fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La nomination de membres au CM s'inscrit dans la promotion de la participation citoyenne aux affaires de la cité. L'existence même tout comme les dossiers et les avis produits par le CM touchent à de nombreux critères et principes du plan de développement durable de la Ville de Montréal comme l'équité entre les genres, la promotion des transports collectifs et l'amélioration des conditions de vie, etc.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par la production d'avis et la tenue d'activités traitant de la question des relations interculturelles, le Conseil vise à informer l'Administration municipale des principaux enjeux et à formuler diverses recommandations visant à favoriser un mieux vivre ensemble. La nominations de membres est donc essentielle au bon déroulement des activités et travaux du CIM.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les entrevues de sélection des membres se sont tenues de façon virtuelle, du 8 au 12 février 2021. L'élection de la vice-présidence s'est tenue virtuellement lors de l'assemblée générale des membres du 2 juin 2021.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un communiqué de presse sera émis et les annonces seront également partagées sur les médias sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manuelle ALIX-SURPRENANT
Secrétaire-recherchiste du Conseil interculturel de Montréal

Tél : (438) 777-5189
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-07

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-0077
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Assistant-greffier
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2021-07-08

CE : 30.009

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.010

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217999005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Renouveler le mandat de madame Josée Bérubé comme administratrice indépendante du Réseau de transport métropolitain (Exo) pour une durée de quatre ans.

Il est recommandé :

de renouveler les mandats de madame Josée Bérubé comme administratrice indépendante du Réseau de transport métropolitain – (Exo) pour une période de quatre ans.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-29 10:12

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217999005**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Renouveler le mandat de madame Josée Bérubé comme administratrice indépendante du Réseau de transport métropolitain (Exo) pour une durée de quatre ans.

CONTENU

CONTEXTE

Le 27 octobre 2016, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal désignait madame Josée Bérubé comme membre du conseil d'administration (le « Conseil ») du Réseau de transport métropolitain (le « Réseau ») à titre de membre indépendant, conformément à l'article 24 de la *Loi sur le réseau de transport métropolitain* (RLRQ, c. R-25.01) (la « LRTM »). Puis, à la suite de cette nomination, la Communauté métropolitaine de Montréal (la « CMM ») a désigné madame Bérubé comme présidente du Conseil, le 10 novembre 2016, pour un mandat de cinq (5) ans, suivant les articles 27 et 28 de la LRTM.

Le conseil d'administration du Réseau est formé de quinze membres, soit huit membres choisis parmi les élus municipaux et sept membres indépendants représentant la société civile. Les municipalités locales des couronnes nord et sud désignent les huit membres élus, provenant à parts égales de chacune des couronnes. Les agglomérations de Montréal et de Longueuil et la Ville de Laval désignent cinq membres indépendants. La CMM nomme aussi deux membres indépendants, soit un représentant des usagers du transport collectif et un représentant du transport adapté.

C'est la CMM qui détermine parmi les municipalités ou les groupes de municipalités celles qui ont l'obligation de désigner des membres indépendants et fixe, à leur égard, leur nombre minimal. La décision de la CMM est prise à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Elle désigne en outre le président du conseil d'administration parmi ces membres indépendants.

Le présent dossier décisionnel vise à renouveler le mandat de madame Josée Bérubé

comme administratrice indépendante du Réseau de transport métropolitain (Exo) pour une période de quatre ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CG20 0716 - Le 17 décembre 2020 - Renouveler les mandats de M^{e} Marie Elaine Farley et de M. Pierre Fortin à titre d'administrateurs indépendants du Réseau de transport métropolitain - (Exo), pour une durée de quatre ans
- CG16 0591 – Le 27 octobre 2016 - Nommer M^{e} Marie Elaine Farley, M^{me} Josée Bérubé et M. Pierre Fortin, à titre de membres du conseil d'administration du Réseau de transport métropolitain

DESCRIPTION

Le Réseau de transport métropolitain – (Exo) exploite une entreprise de services de transport collectif, incluant le transport adapté pour les personnes handicapées. Le Réseau détient la compétence exclusive pour exploiter, sur son territoire, une entreprise de services de transport collectif par trains de banlieue. L'organisme exerce ses compétences sur tout ou en partie de son territoire, ou hors de celui-ci, selon ce que détermine sa loi constitutive ou toute entente conclue en vertu de l'article 8 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3).
Afin de se conformer à la Loi sur le réseau de transport métropolitain, il est requis de nommer les administrateurs du conseil d'administration. Il est ainsi proposer de renouveler le mandat de madame Josée Bérubé à titre d'administratrice indépendante du Réseau de transport métropolitain (Exo) pour une période de quatre ans.

Diplômée en architecture et en urbanisme, madame Josée Bérubé occupe un rôle de premier plan en design urbain où elle s'assure que les bâtiments et les espaces urbains créent un milieu urbain harmonieux et vivant. Madame Bérubé oeuvre depuis plus de trente huit ans principalement en design urbain, en architecture résidentielle et multifonctionnelle. Elle préside le conseil d'administration d'EXO et est membre du conseil d'administration de l'Institut de développement urbain de Montréal.

Le *curriculum vitae* de madame Josée Bérubé est joint au présent dossier.

JUSTIFICATION

En vertu de la Loi sur le réseau de transport métropolitain, il est recommandé de renouveler le mandat de madame Josée Bérubé comme administratrice indépendante du Réseau pour un second mandat d'une durée de quatre ans. À ce titre, madame Bérubé a exprimé sa motivation à poursuivre leur contribution au sein du conseil d'administration. La lettre d'intention de celle-ci est jointe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques parce qu'il concerne la nomination d'une personne et non concrètement la réalisation d'un projet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le mandat de madame Bérubé sera à échéance le 9 novembre 2021. Compte tenu :

- de l'interruption des conseils d'agglomération dans la période de campagne des élections municipales (octobre et décembre),
- et des démarches subséquentes qui devront être présentées à la CMM concernant le renouvellement du mandat, à titre de présidente du conseil,

le renouvellement doit être complété d'ici septembre pour éviter une interruption dans le fonctionnement du conseil d'administration du Réseau de transport métropolitain (Exo).

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

8 août 2021 : séance du comité exécutif

- 23 août 2021 : séance du conseil municipal
- 26 août 2021 : séance du conseil d'agglomération

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marina FRESSANCOURT
conseillère en aménagement

Tél : 514-872-7713
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-07

Pascal LACASSE
Chef de division

Tél : 514-872-4192
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2021-07-29

PAR COURRIEL

Montréal, le 15 juillet 2021

Madame Valérie Plante
Mairesse – Ville de Montréal
Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Objet : Renouvellement du mandat de madame Josée Bérubé à titre d'administrateur indépendant du Réseau de transport métropolitain

Madame,

Le 27 octobre 2016, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal désignait madame Josée Bérubé comme membre indépendant du conseil d'administration (le « Conseil ») du Réseau de transport métropolitain (le « Réseau »). Puis, conformément à l'article 27 de *Loi sur le réseau de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre R-25.01) (la « LRTM »), la Communauté métropolitaine de Montréal a désigné madame Bérubé comme présidente du Conseil le 10 novembre 2016.

En vertu de l'article 28 de la LRTM, le mandat du président du Conseil est d'au plus cinq (5) ans et ce mandat peut être renouvelé deux (2) fois à ce titre.

Étant donné qu'en date du 9 novembre 2021, le premier terme du mandat de madame Bérubé vient à échéance, nous souhaitons par la présente vous faire part de notre position favorable à l'égard de son renouvellement.

Ayant à son actif de nombreuses réalisations dans le paysage urbain montréalais, madame Josée Bérubé préside le conseil d'administration du Réseau dans un univers complexe et politique. Sa grande expérience en matière de gouvernance et sa vision stratégique aiguisée ont permis, en très peu de temps, de mettre en place les fondements organisationnels essentiels au bon fonctionnement du Réseau.

L'investissement de madame Bérubé ne se limite pas au volet corporatif de son rôle. Elle est en effet très présente sur le terrain pour assurer le rayonnement du Réseau. Elle encourage le travail collaboratif comme approche avec l'ensemble des parties prenantes.

En plus d'avoir manifesté son intérêt pour un deuxième mandat, madame Bérubé fait profiter le Conseil d'une expérience solide dans les domaines de l'urbanisme et de l'architecture. Combinés à l'intégration du développement durable dans l'écosystème du

Réseau, ces éléments illustrent sa volonté de faire du transport collectif un véritable vecteur de développement urbain.

Enfin, madame Bérubé entretient des relations étroites avec les autorités gouvernementales en faisant valoir l'importance de la mobilité durable pour favoriser le développement de la région de Montréal. Les membres du Conseil reconnaissent son leadership, son apport indéniable et la qualité de ses interventions au sein du Conseil.

Dans un esprit de continuité et afin d'assurer et de maintenir un bon fonctionnement des activités du Réseau, notamment dans un contexte perturbé qu'a entraîné la pandémie de la COVID-19, nous recommandons que le mandat de madame Josée Bérubé soit reconduit pour un deuxième terme.

Nous souhaitons donc, par l'entremise de la présente lettre, réitérer notre recommandation pour le renouvellement du mandat de madame Josée Bérubé à titre de membre indépendant du Conseil du Réseau pour un deuxième terme.

En vous remerciant à l'avance de l'attention que vous porterez à la présente, veuillez accepter, Madame, nos salutations distinguées.

Manon Caron
Vice-présidente du Conseil et
Présidente du comité de gouvernance,
d'éthique et de ressources humaines

Sylvain Yelle
Directeur général

p. j. Curriculum vitae
Lettre d'intention
Déclaration de qualification comme administrateur indépendant

Montréal, le 27 juillet 2021

À l'attention du :
Communauté métropolitaine de Montréal
A/S Secrétariat de la Communauté
1002, rue Sherbrooke ouest, bureau 2400
Montréal, Qc
H3A 3L6

Objet : Renouvellement du mandat de présidente du Conseil d'administration d'EXO à titre d'administrateur indépendant

Monsieur, madame la secrétaire de la Communauté,

La présente a pour objet de solliciter le renouvellement de mon mandat de présidente du Conseil d'administration d'EXO (ci-après nommé Conseil), à titre d'administrateur indépendant et ceci, pour un terme de cinq ans. Le mandat actuel, d'une durée de 5 ans a démarré en fin d'année 2016 et prendra fin en novembre 2021.
Architecte-urbaniste et professionnelle accréditée en développement durable, ma candidature avait jadis été retenue pour mon expertise dans les domaines de l'aménagement, de l'urbanisme, du développement durable et environnemental, ces derniers étant intimement liés au développement du transport collectif.
Dans le cadre de ce premier mandat, j'ai complété ma formation au Collège des administrateurs de l'université Laval et obtenu mon titre d'administrateur de société certifié (ASC) en février 2020.
Enfin, l'Ordre des urbanistes du Québec m'a décerné le titre de "professionnel émérite" à l'automne 2020.
C'est avec un intérêt renouvelé, un désir de participer au développement du transport collectif que je sollicite le renouvellement de mon mandat de présidente.

1.0 CONTEXTE DU PREMIER MANDAT

Dans la foulée de la refonte de la gouvernance des transports collectifs, le RTM (aujourd'hui connu sous EXO) fut mis sur pied en fin d'année 2016 et est devenu pleinement opérationnel en juin 2017, au moment de l'entrée en vigueur de sa loi constitutive.
EXO a pris la relève de l'AMT avec les trains de banlieue et a regroupé quatorze compagnies d'autobus qui desservent les couronnes nord et sud de Montréal; le transport adapté fait également partie intégrante de ses responsabilités. En somme, tout était à mettre sur pied, autant la société que son mode d'opération. Bien que le Comité de transition ait jeté les bases de fonctionnement de la société, tout restait à faire.
Rappelons que le Conseil est composé de 15 membres dont 8 maires provenant des couronnes nord et sud auxquels s'ajoutent 7 membres indépendants.
Les premières étapes de la mise sur pied de la société furent l'embauche des trois officiers (i.e. directeur général, trésorier et secrétaire juridique) par le Conseil, la rédaction des codes d'éthique et de déontologie, du règlement intérieur et des politiques de même que la mise sur pied des comités du Conseil avec les chartes qui les régissent; un travail colossal qui vient de s'achever par la revue en détail de tous ces documents.
Le premier hiver d'EXO fut très éprouvant; les bris mécaniques répétés des trains, la résultante d'un manque d'entretien périodique dans les dernières années, a nécessité la mise sur pied d'un programme d'entretien que le gouvernement du Québec a accepté de financer vu la situation jugée précaire pour les utilisateurs. De plus, EXO, dans la foulée du développement du REM, s'est

PROVENCHER ROY ASSOCIÉS ARCHITECTES INC.
276, RUE SAINT-JACQUES, BUREAU 700
MONTRÉAL, QUÉBEC, CANADA H2Y 1N3
T 514 844.3938
F 514 844.6526
PROVENCHERROY.CA

retrouvé dans l'obligation de fermer la ligne de trains des Deux-Montagnes et par voie de conséquences, s'est vu privé de l'usage du tunnel Mont-Royal pour la ligne de trains de Mascouche. Le Conseil, de concert avec la haute direction, a participé très activement à la gestion de cette crise qui s'est toutefois vue atténuée avec la pandémie et le télétravail.
Le Conseil a suivi de très près le plan de refonte des réseaux d'autobus rendu nécessaire par l'ouverture de la branche sud du REM prévue en juin 2022. Il était primordial que des améliorations en termes de temps de parcours soient apportées dans le cadre de cette refonte majeure.
Le Conseil a contribué au développement d'outils, permettant une reddition de compte appropriée et assurant une marge de manœuvre à la direction d'EXO dans la conduite des affaires quotidiennes. Ces outils sont aujourd'hui en place et sont le fruit d'un travail de peaufinage depuis cinq ans. La mise sur pied de tels outils de suivi ont permis au Conseil de se dégager du temps qu'il affecte plutôt à la planification stratégique, à la saine administration des finances, à la gestion des risques, au suivi de la satisfaction de ses clients de même qu'au support de la direction de la société.
Le Conseil a également mis sur pied le système d'évaluation des trois officiers et de ses membres dans un souci d'offrir une rétroaction et un programme de formation permettant une amélioration continue.
Enfin, le Conseil, en support à la direction, a dû se pencher sur les relations avec l'ARTM, l'organisme de planification à laquelle les sociétés de transport collectif doivent se rapporter et de laquelle elles obtiennent leur budget annuel de fonctionnement. Ils subsistent encore aujourd'hui plusieurs enjeux dans le partage des rôles et responsabilités entre l'ARTM et EXO, et sur la nature, l'envergure de la reddition de compte exigée par l'ARTM.
En somme, les cinq premières années d'existence d'EXO furent dévolues à mettre les bases d'un organisme fiable dont la mission première est d'offrir un transport collectif efficace, à moindre coût et ceci, sur un immense territoire couvrant les couronnes nord et sud de Montréal.

LES PROCHAINS DÉFIS

Les défis qui s'annoncent au cours des prochaines années sont nombreux; la pénurie de main d'œuvre, les enjeux climatiques, l'après COVID, le manque de ressources financières en matière de transport collectif structurant, les ententes annuelles avec l'ARTM, le développement du réseau du REM et son impact sur la refonte des réseaux d'autobus pour ne nommer que les principaux.
Il est à préciser que le Conseil fut très stable durant les cinq premières années de son existence; les changements ont touché surtout les maires, certains n'ayant pas été réélus lors des dernières élections. Les mandats des administrateurs indépendants ont tous été récemment renouvelés pour un terme de quatre ans, ce qui permettra de capitaliser sur l'esprit de collaboration qui s'est développé entre les maires et les indépendants au fil des ans. Le Conseil jouit de l'implication de membres passionnés par la cause du transport collectif, de l'apport de personnes extrêmement compétentes dans leur sphères respectives, disponibles et très sérieuses. Le Conseil a atteint une maturité le rendant totalement apte et prêt à travailler de concert avec la direction pour relever les nombreux défis aux portes d'EXO. Il va sans dire que le directeur général et sa haute direction font un travail formidable et visent à hisser EXO au rang des meilleures sociétés de transport collectif au Québec.
EXO a plusieurs projets prometteurs dans ses cartons qui nécessiteront un travail collaboratif du Conseil et de la direction dont :

- l'électrification de la flotte d'autobus selon un modèle où EXO deviendra propriétaire de sa flotte de véhicules et de ses garages d'entretien
- le développement accru de ses lignes de train
- le développement technologique permettant de mieux connaître le profil et les habitudes des usagers en matière de transport collectif
- le développement de modes de transport collectif à la demande
- le développement de partenariat avec le privé sur les sites des gares qui bénéficient de localisations stratégiques

C'est dans ce contexte effervescent que la maturité du Conseil sera mise à profit et ceci, dans

l'ultime but de supporter la direction de la société dans le développement de ces projets; ce support sera offert sur la base d'une gouvernance sérieuse et faite dans les règles de l'art.

MON APPORT À TITRE DE PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mon intérêt pour le développement du transport collectif est toujours aussi grand; j'ai la ferme conviction que je suis en mesure d'apporter un apport positif au développement d'EXO.
Mon premier mandat m'aura donné l'occasion de développer une grande connaissance de l'industrie, une fine compréhension du fonctionnement d'EXO et de son rôle au sein de l'échiquier de la mobilité durable.
Je crois avoir contribué au développement de relations harmonieuses avec les autres sociétés de transport collectif de même qu'avec l'ARTM et les instances gouvernementales.
J'ai déployé des efforts particuliers et continus afin d'assurer la tenue de séances du Conseil qui favorisent le débat d'idées de manière engagée mais respectueuse, je me suis assurée de la contribution de tous les membres, j'ai favorisé le développement d'une grande complicité entre les membres indépendants et les maires. J'ai développé une culture de "support à la haute direction", loin de l'action "interventionniste" qui ne fait pas partie des rôles et responsabilités d'un conseil d'administration.
L'attitude du Conseil qui supporte sa direction, loin de se faire dans la complaisance, s'appuie sur une reddition de compte appropriée et qui s'est raffinée au fil des ans.
De concert avec le directeur général, sa haute direction et le Conseil, je souhaite relever tous les grands défis qui nous attendent.
De ma compréhension et pour en avoir discuté ouvertement avec eux, je comprends que j'ai le support des membres du Conseil dans ma demande de renouvellement du mandat de présidente; ce support m'est indispensable pour continuer d'endosser mon rôle avec assurance. Le président (e), au-delà de son imputabilité, est l'élément rassembleur d'un conseil d'administration et le fait cheminer vers la prise des meilleures décisions pour sa société. Le support et la confiance des membres à l'égard de leur président (e) sont de loin les éléments le plus essentiels.

J'espère avoir su transmettre mon vif intérêt à poursuivre mon rôle de présidente dans le but de servir une cause mondiale; le transport collectif jouera un rôle majeur dans le développement du territoire et de la lutte aux changements climatiques. Qui ne veut pas s'allier à une telle cause.

Je vous prie de ne pas hésiter à communiquer avec moi pour de plus amples renseignements.
Veuillez accepter, monsieur, madame la secrétaire, l'expression de mes salutations distinguées.



Josée Bérubé, architecte urbaniste, PA LEED, ASC
Associée de PRA

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1217999005*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques*
Projet : *Renouveler le mandat de Me Josée Bérubé comme administratrice indépendante du Réseau de transport métropolitain - (Exo) pour une durée de quatre ans*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 10 "Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision".

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Nommer au Réseau de transport métropolitain des administrateurs indépendants, compétents et dévoués à la cause du transport en commun s'inscrit, dans une perspective plus large, dans la volonté de la Ville de collaborer à la mise en place des conditions favorables en vue de créer un aménagement urbain centré sur les déplacements actifs et collectifs, et ce, pour favoriser l'émergence d'une meilleure qualité de vie.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

exo

DÉCLARATION DE QUALIFICATION COMME ADMINISTRATEUR INDÉPENDANT

En appui à ma candidature pour un poste de membre indépendant du conseil d'administration de l'Autorité régionale de transport métropolitain (l'« ARTM ») ou du Réseau de transport métropolitain (le « RTM »), je déclare que :

Je ne suis pas et je n'ai pas été au cours des trois (3) dernières années à l'emploi du gouvernement du Québec ou d'un organisme du gouvernement au sens de l'article 4 de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, c. V-5.01) ;

Je ne suis pas et je n'ai pas été au cours des trois (3) dernières années à l'emploi d'une autorité organisatrice de transport en commun, d'une municipalité, d'un organisme mandataire d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal du territoire de l'ARTM ;

Je n'ai pas, de manière directe ou indirecte, de relations ou d'intérêts de nature financière, commerciale, professionnelle ou philanthropique susceptibles de nuire à la qualité des décisions que je serais appelé(e) à prendre eu égard aux intérêts de l'ARTM ou du RTM.

SIGNÉ à Montréal le 29 juillet 2021 2021.

par : José Bérubé

(nom en lettres moulées)

700, rue De La Gauchetière Ouest, 26e étage, Montréal (Québec) H3B 5M2
Téléphone : 514 287-2464 | Télécopieur : 514 287-2460 | exo.quebec



JOSÉE BÉRUBÉ

ARCHITECTE ET URBANISTE ASSOCIÉE, ASC
PA LEED BD+C

ÉDUCATION

UNIVERSITÉ LAVAL
- CERTIFICATION UNIVERSITAIRE EN GOUVERNANCE DE SOCIÉTÉS DU COLLÈGE DES ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉS, 2020

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
- MAÎTRISE EN URBANISME, 1987
  - PRIX D'EXCELLENCE JEAN-CLAUDE LAHAYE EN URBANISME, 1987

UNIVERSITÉ MCGILL
- BACCALAURÉAT EN ARCHITECTURE, 1981

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC, (#A-2335),1984
ONTARIO ASSOCIATION OF ARCHITECTS, (#8371),2016
ORDRE DES URBANISTES DU QUÉBEC, (#652), 1991
INSTITUT CANADIEN DES URBANISTES, 2017
CONSEIL DU BÂTIMENT DURABLE DU CANADA, 2004

NOMBRE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE : 38
NOMBRE D'ANNÉES AVEC LA FIRME : 4

PRIX ET MENTIONS

LE HAUT SAINT-NORBERT
- PRIX ÉMÉRITE, MULTIFAMILIAL DE L'ANNÉE CATÉGORIE 4 ÉTAGES ET MOINS, 2000

LES BASSINS DU NOUVEAU HAVRE
- MENTION D'HONNEUR DE L'INSTITUT CANADIEN DES URBANISTES, DESIGN URBAIN, 2009

CAMPUS OUTREMONT
- HONNEUR NATIONAL DE L'ASSOCIATION DES ARCHITECTES PAYSAGISTES DU CANADA, PLANIFICATION ET ANALYSE, 2009
- PRIX DE DESIGN URBAIN DE L'IRAC, 2008
- PRIX D'EXCELLENCE DE L'INSTITUT CANADIEN DES URBANISTES DANS LA CATÉGORIE DESIGN URBAIN 2007

ENSEIGNEMENT

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
- FACULTÉ D'AMÉNAGEMENT - PROFESSEUR INVITÉE AU PROGRAMME DE MAÎTRISE EN ARCHITECTURE, 2019
- INSTITUT D'URBANISME DE MONTRÉAL, 2007-08

Josée Bérubé rejoint l'équipe de Provencher_Roy en 2015, après avoir travaillé plus de 20 ans chez Cardinal_Hardy, notamment comme associée senior de la firme. Diplômée en architecture et en urbanisme, elle occupe un rôle de premier plan en design urbain où elle s'assure que les bâtiments et les espaces urbains créent un milieu urbain harmonieux et vivant. Josée œuvre principalement en design urbain, en architecture résidentielle et multifonctionnelle. Ses principaux domaines de compétence touchent les études urbaines et de faisabilité, les plans d'ensemble, les plans directeurs, les projets résidentiels et multifonctionnels, le recyclage de bâtiments, le patrimoine urbain, le développement durable et l'aménagement écologique (LEED). À titre de chargée de projets, elle est impliquée dans la phase de conception, coordonne l'ensemble des expertises, supervise la préparation des documents et suit la mise en œuvre des projets. L'expérience acquise, à titre professionnel et grâce à de nombreuses collaborations, lui a permis de développer une solide expertise dans les divers domaines de l'aménagement et de l'architecture.

Elle préside le conseil d'administration d'EXO, la deuxième société de transport public en importance au Québec. Elle est membre du conseil d'administration de l'Institut de développement urbain de Montréal.

Elle enseigne à titre de professeur invitée à la maîtrise en architecture et plus particulièrement à l'intégration des interventions contemporaines en milieu patrimonial classé. Elle donne également des conférences, est membre de jurys, contribue à l'élaboration de programmes universitaires, en plus de participer à de nombreuses tables rondes et à la rédaction de mémoires qui touchent les domaines de la reconversion, de la valeur historique, du design urbain, de la mobilité et du développement durable.

EXPÉRIENCE CHEZ PROVENCHER_ROY

2019-2026 **Place du Portage 3 - Services publics et Approvisionnement Canada** **726 M$**
Transformation et remise en état complète du complexe PDP 3 qui comprend 6 tours de 9 à 18 étages logeant principalement des espaces à bureaux, quelques commerces, des espaces d'entreposage et de services aux 3 niveaux de sous-sol. Construits dans les années 1970, les installations existantes de 230 000 m² ont atteint leur fin de vie utile et requiert une modernisation complète passant par le remplacement des systèmes de base, de l'enveloppe afin de créer des lieux de travail modernes, intelligents et durables visant une augmentation de 30% pour atteindre la cible de 6805 employés. Projet BIM architecture et ingénierie.

Candidat à la certification LEED® Canada-V4 niveau Argent avec l'objectif de carbone zéro

Chargée de projet volet design urbain et paysage
Consortium : Provencher_Roy (50%) / Perkins Will architectes (50%)

2018-2023 **Les Terrasses de la Chaudière - Services publics et Approvisionnement Canada** **175 M$**
Nouvelle conception et réfection de l'enveloppe extérieure de ce large complexe du gouvernement fédéral dans lequel 6 000 fonctionnaires travaillent. Le projet comprend aussi une nouvelle conception des espaces commerciaux aux étages inférieurs du complexe, ainsi que l'amélioration des liens piétonniers à même le complexe et le quartier avoisinant. Ce projet répondra aux exigences Objectif 2020 et Milieu de travail 2.0. Projet BIM architecture et ingénierie.

Chargée de projet volet de design urbain

2017-2022 **Édifice Centre-Ville - HEC Montréal** **152,3 M$**
Construction, au centre-ville de Montréal, d'un nouvel édifice de 24 100 m² et d'un stationnement souterrain de 140 places (6 000 m²). Complexe intégré d'enseignement et de recherche offrant un environnement interdisciplinaire et d'échange unique entre la communauté universitaire, les travailleurs et la communauté des affaires. L'édifice héberge des espaces d'enseignement, un centre de transfert de connaissances et d'innovation, des programmes spécialisés, DESS, MBA, EMBA, de la formation exécutive, des groupes de recherche et des services à la communauté universitaire et du milieu des affaires. Projet BIM architecture et ingénierie.

Candidat à la certification LEED® NC-2009 Or

Chargée du volet de design urbain: participation au processus d'approbation de projet avec l'arrondissement Ville-Marie. Importante problématique d'intégration d'un pavillon universitaire sur un site exigu, pentu, grevé de servitudes et dans l'aire de protection d'un bâtiment patrimonial

JOSÉE BÉRUBÉ

ARCHITECTE ET URBANISTE ASSOCIÉE, ASC

PA LEED BD+C
(SUITE)

COMITÉS

- MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT URBAIN, 2018
- PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ RÉSEAU DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN, 2016
- COMITÉ URBANISME DE L'INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU QUÉBEC, 2016
- SOMMET INTERNATIONAL DE DESIGN, PRÉSIDENTE DU COMITÉ DE L'EXPOSITION "VOLET ARCHITECTURE", 2015-17
- PANELISTE DANS LE CADRE DES 27IÈME ENTRETIENS JACQUES-CARTIER, LE 7 OCTOBRE 2014
- CREW MONTRÉAL (COMMERCIAL REAL ESTATE WOMEN), MEMBER, 2012 À 2019
- COMITÉ JACQUES-VIGER DE LA VILLE DE MONTRÉAL, VICE-PRÉSIDENTE, 2012
- CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE VERDUN MEMBRE COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME, 2002-2004

CONFÉRENCES

- CONFÉRENCE DANS LE CADRE DES « MARDIS VERTS » DE L'OAQ PORTANT SUR LES BASSINS DU HAVRE, MONTRÉAL, 2013
- CONFÉRENCE « L'AVENIR DES IMMEUBLES VERTS », MONTRÉAL DU FUTUR – ÉDITION 2012, PANELISTE, MONTRÉAL, 2012
- CONFÉRENCE SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, CONFÉRENCES ANNUELLES DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA, 2009
- UNIVERSITÉ DE HANOI, VIETNAM, SÉMINAIRES PORTANT SUR LES PROJETS RÉSIDENTIELS DU QUÉBEC, 2000

EMPLOYEURS

- PROVENCHER_ROY, AOÛT 2015 À CE JOUR
- LEMAY, 2014-2015
- CARDINAL HARDY BEINHAKER ARCHITECTES S.E.N.C., MONTRÉAL, CANADA, 2011-2014
- CARDINAL HARDY ET ASSOCIÉS ARCHITECTES, 1989-2011
- LES ARCHITECTES BOUTROS ET PRATTE, 1987-89
- POIRIER CARDINAL, URBANISTES ET ARCHITECTES, 1983-1985

2019-2022 **Les Jardins Dorval - North American Development Group, Dorval** **85 M$**
Sur le site du centre commercial Les Jardins Dorval, construction de 2 tours d'habitations de 10 et 16 étages d'unités de condominium et de logements locatifs avec espaces commerciaux au rez-de-chaussée.
Chargée de projet volet de design urbain

2017-2021 **Investir dans l'excellence - Institut de cardiologie de Montréal** **120 M$**
Nouveau centre ambulatoire, modernisation et agrandissement de l'urgence et des unités de soins critiques (1 500 m^2), construction d'un centre de formation et d'un stationnement souterrain étagé et regroupement des secteurs administratifs de l'Institut (32 000 m^2). Projet BIM architecture et ingénierie.
Chargée de projet du volet de design urbain : participation au développement de l'esquisse de projet et au processus de conception intégrée. En charge du processus d'approbation de projet juqu'au dépôt pour émission du permis. Importante problématique d'intégration d'un établissement hospitalier dans un milieu à dominance résidentielle de faible densité
Consortium: Provencher_Roy (33 1/3%) / BBBL Architectes (33 1/3%) / Jodoin Lamarre Pratte et associés architectes (33 1/3%)

2017-2021 **Aménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest et du Square Phillips**
Ville de Montréal
Conception et réalisation du domaine public de la rue Sainte-Catherine incluant le réaménagement du square Phillips et de la place du Frère André.
Chargée du volet de design urbain

2019 2021 **Résidence d'étudiants, campus de l'université Bishop, Lennoxville** **10,5 M$**
Réalisation d'une résidence pour étudiants comprenant 92 places d'hébergement et des locaux communautaires.
Chargée de projet

2020 **Route Marie-Victorin - développement immobilier multifonctionnel - CoCité** **300 M$**
Conception d'un plan d'aménagement et de développement. Le site du projet, composé de plusieurs propriétés individuelles et d'un ancien camping situé au pied du pont Pierre-Laporte, longe le fleuve Saint-Laurent et est accessible par le boulevard Marie-Victorin, sur le territoire de la ville de Lévis. La stratégie de développement tient compte des conditions naturelles liées à l'ensoleillement et au vent dominant et des caractéristiques paysagères et topographiques de ce site localisé sur un cran rocheux, ainsi que des contraintes anthropiques liées au réseau de mobilité véhiculaire et de transport collectif et la présence d'une ligne de transport électrique.
Chargée de conception

2020 **Édifice à bureaux - Îlot Bridge/Wellington/St-Patrick - étude**
Broccolini
Étude du potentiel de développement immobilier d'un groupe de terrains situés à l'angle des rues Saint-Patrick, Bridge et Wellington pour y construire un édifice de 90 000 m^2 d'espaces à bureaux et un espace public.
Chargée de projet

2019 **Place du Portage III - étude de conversion et de revitalisation urbaine** **1 G$**
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Étude de faisabilité pour la réfection et la modernisation complète du complexe administratif fédéral (incluant site et bâtiment) d'une surface globale de 250 000 m^2. Important volet de revitalisation du centre-ville de Gatineau en collaboration avec la ville et les sociétés de transport collectif.
Chargée de projet volet design urbain et urbanisme

2019 **Résidence d'étudiants Munster - Université Bishop, Lennowville** **5,5 M$**
Rénovation de la résidence d'étudiants existante et ajout d'espaces dédiés à la vie communautaire.
Chargée de projet

JOSÉE BÉRUBÉ

ARCHITECTE ET URBANISTE ASSOCIÉE, ASC
PA LEED BD+C
(SUITE)

2019 **Établissement de détention de Cowansville - Plan directeur**
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Réalisation d'un plan directeur incluant un plan opérationnel, un programme d'espaces et une analyse de l'emplacement d'un site en milieu humide qui comprend une quarantaine de bâtiments.
Chargée de projet

2019 **Square Viger - Îlots Daudelin et Chénier - NIP Paysage** **21 M$**
Plan directeur d'aménagement des 2 îlots du square Viger et d'un bâtiment de service comprenant un resto et des toilettes publiques de 250 m^2.
Chargée du volet de design urbain

2019 **Plan particulier d'urbanisme - Bois-Francs, Ville St-Laurent**
Réalisation d'un plan particulier d'urbanisme (PPU) pour le secteur environnant la future gare Bois-Francs du réseau électrique métropolitain (REM).
Chargée de conception

2015-2019 **U-31- Phases 3 et 4, arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie, Montréal** **45 M$**
Développement Préfontaine Inc.
Projet résidentiel regroupant 190 unités en condominium et 42 unités en logements sociocommunautaires réalisé en 2 phases de construction. Processus d'approbation de projet a l'arrondissement dans le cadre d'un PPCMOI, étude d'intégration urbaine.
Chargée du volet de design urbain

2018 **Bassins du Havre, rue Saint-Ambroise, arrondissement Sud-Ouest, Montréal** **140 M$**
Crave Real Estate / DevMcGill
Étude de développement d'un site localisé dans un secteur industriel, en bordure du canal de Lachine, à des fins mixtes. Négociations avec l'arrondissement Sud-Ouest pour sonder la réceptivité du projet d'un point de vue du programme et de la densité.
Chargée du volet de design urbain

2018 **Centre de réadaptation pour jeunes - analyse immobilière** **50 M$**
Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides
Élaboration d'une analyse immobilière visant le choix d'une solution immobilière optimale pour le centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation. Élaboration d'une option immobilière, développement du scénario retenu.
Chargée de projet urbanisme

2018 **Site de Radio-Canada - vision de développement, centre-ville de Montréal**
Faubourg de la Gauchetière Inc. et Groupe Mach Acquisition inc.
Exercice d'idéation portant sur le redéveloppement de la partie non-utilisée du site de Radio-Canada une fois la nouvelle Maison construite. L'exercice a permis de situer le site dans le contexte de développement 2018-2030, définir quelles parties de la maison existante seront conservées, les considérations patrimoniales, les usages transitoires, le programme d'usage, le développement durable et le potentiel de développement. Projet BIM architecture.
Chargée de projet

2018 **Revitalisation des Galeries de Varennes - Manulife Real Estate - étude**
Dans le but de redonner un second souffle à une galerie commerciale des années 60, proposer un concept permettant de rendre les commerces de la galerie directement accessibles depuis l'extérieur. Examiner le potentiel de densification du stationnement au sol pour les usages de bureaux et résidentiels pour personnes âgées. Proposer des aménagements pour les usagers de la galerie tels des trottoirs élargis, des placettes et des marquises.
Chargée de projet

JOSÉE BÉRUBÉ

ARCHITECTE ET URBANISTE ASSOCIÉE, ASC
PA LEED BD+C
(SUITE)

2018 **1990 William - Étude potentiel de développement - DevMcGill** **75 M$**
Étude de développement d'un site localisé dans un secteur industriel et en bordure du canal de Lachine à des fins résidentielles, incluant du logement sociocommunautaire et le recyclage d'un bâtiment d'intérêt patrimonial en espaces communs.
Chargée design urbain

2017 **Place Pasteur - UQÀM - Ville de Montréal** **15 M$**
Concept d'aménagement d'un réseau d'espaces publics comprenant une place, deux cours communes et deux parvis d'église. Le concept comprend également le réaménagement de 2 tronçons de rue: Saint-Denis et Sainte-Catherine.
Chargée de projet

2017 **Îlot Wellington sud - analyse de capacité de développement, Ottawa** **825 M$**
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et Vlan paysage
Étude de design urbain et esquisse d'aménagement pour le redéveloppement en édifices à bureaux de 25 bâtiments patrimoniaux. Processus d'approbation de projet complexe à l'intérieur d'un échéancier de projet très serré. Projet BIM architecture.
Chargée de projet adjointe

2017 **Musée canadien des sciences et de la technologie - Plan d'ensemble, Ottawa** **250 M$**
Société du Musée de sciences et de la technologie du Canada
Plan d'ensemble pour un campus muséal comprenant un musée, un bâtiment d'archives et un parc technologique.
Chargée de projet

2016 **Site de la Maison Radio-Canada - Plan d'ensemble, Montréal** **900 M$**
Groupe Mach
Plan d'ensemble pour un projet mixte d'habitation, bureaux, commerces et places publiques sur les terrains excédentaires du site de la Maison Radio-Canada.
Chargée de projet

2016 **Îlot Cavendish Poirier - CGA, Ville Saint-Laurent** **500 M$**
Étude d'intégration urbaine, de changement de zonage et plan d'ensemble pour un terrain d'un milllion pi^2 de grande valeur écologique à des fins de développement mixte.
Membre de l'équipe de conception

2016 **Complexe multifonctionnel - Ville de Gatineau** **50 M$**
Concept d'implantation d'un complexe intégrant 3 patinoires, un stationnement étagé et une place publique.
Chargée de conception

2016 **Gare d'Ottawa - Plan directeur - Via Rail Canada, Ottawa** **350 M$**
Plan de redéveloppement et de consolidation du site patrimonial de la gare de train Union et la gare de train léger sur rail de la future ligne "Confédération".
Chargée de projet

2016 **Planification secteur institutionnel - Ville de Châteauguay**
Concept pour une place publique institutionnelle comprenant la Maison des jeunes, une bibliothèque, un centre culturel, une agora et le futur hôtel de ville.
Chargée de projet

2015 **Complexe multifonctionnel, site de la gare - Hôtel Viger, Montréal** **200 M$**
Mise à jour du plan d'ensemble et étude volumétrique d'un complexe multifonctionnel d'un million pi^2 comprenant un bâtiment historique de valeur exceptionnelle, une place d'usage public, des commerces et diverses typologies d'habitation.
Chargée de projet

JOSÉE BÉRUBÉ

ARCHITECTE ET URBANISTE ASSOCIÉE, ASC
PA LEED BD+C
(SUITE)

AUTRE EXPÉRIENCE

LEMAY

2015 **Henderson résidences - Université d'Ottawa, Ottawa** **19 M$**
Études préparatoires, concept et préliminaires pour un produit de 172 résidences d'étudiants incluant une salle et une cuisine communautaire, des espaces de rangement pour vélos et espaces extérieurs.
Chargée de projet et de conception

2015 **Appartements universitaires - Campus Outremont - Université de Montréal** **100 M$**
Étude de faisabilité et esquisse préliminaire pour un complexe de 700 appartements universitaires comprenant un rez-de-chaussée commercial et un stationnement souterrain public dédié aux utilisateurs du campus.
Chargée de projet et de conception

2015 **Griffintown - étude de potentiel immobilier, Montréal**
Étude de potentiel immobilier d'un immense site urbain (bâtiment de la compagnie Garda pour en faire un projet mixte de plus d'un million de pi^2 comprenant une école, des bureaux, des commerces, du logement communautaire, des condos et un stationnement souterrain.
Chargée de projet et de conception

2015 **Site Viger/Bleury - concours, Montréal** **115 M$**
Proposition de concours pour un projet mixte de 750 000 pi^2 comprenant une école primaire, des commerces, un hôtel, des logements pour personnes âgées, des condos et un stationnement souterrain pour un site prestigieux à la tête de la place Jean-Paul Riopelle.
Chargée de projet

2015 **Campus du Centre-ville de l'Université McGill**
Standards d'aménagement et de mobilier urbain - Université McGill
Développement de standards pour l'aménagement de la voirie, des sentiers piétonniers et pour l'ensemble du mobilier ubain du campus du centre-ville.
Chargée de projet

2015 **Cité Administrative du Vieux-Montréal, Montréal,**
Plan directeur de la Cité Administrative comprenant l'Hôtel de Ville, plusieurs autres bâtiments administratifs, le Champ-de-Mars et la place Vauquelin; entité unique et d'une valeur historique inestimable.
Membre de l'équipe de conception

2015 **Quartier Évolution Kirkland** **250 M$**
Concept d'ensemble pour un projet mixte comprenant un parc, 750 logements, 15 000 m^2 de commerces et des stationnements étagés.
Chargée de projet et de conception

2015 **Développement de type « TOD », Terrebonne**
Concept d'ensemble pour une collectivité nouvelle qui comprendra une école primaire, 5600 unités d'habitation, 100 000 pi^2 de commerce et des parcs sur la base de principes de développement durable.
Chargée de projet et de conception

IBI-CHBA

2014 **Étude de potentiel des lots devant le Square Berri, Montréal** **130 M$**
450 000 pi^2 de construction neuve projetée à des fins commerciales et résidentielles; intégration d'un édifice d'intérêt patrimonial.
Chargée de projet et de conception

JOSÉE BÉRUBÉ

ARCHITECTE ET URBANISTE ASSOCIÉE, ASC

PA LEED BD+C
(SUITE)

2010-2014 **Les Bassins du Nouveau-Havre, Montréal - Phases I et II** **75 M$**
Projet d'habitation regroupant 260 unités d'habitations visant une certification LEED.
Phase 1 Projet certifié LEED® Canada-NC Certifié
Chargée de projet
Consortium : IBI-CHBA (50%) / MSDL (50%)

2013-2015 **Redéveloppement du site de la Maison Radio-Canada, Montréal**
Plan d'ensemble pour le redéveloppement du site à des fins multifonctionnelles incluant une nouvelle maison Radio-Canada, galerie commerciale en 1700 unités d'habitation, des espaces à bureaux, des parcs publics et la réhabilitation de l'ancienne Maison.
Chargée de projet et de conception
Consortium : Provencher_Roy (50%) / IBI-CHBA (50%)

2012-2013 **Tour Bleury/Sainte-Catherine, Montréal** **150 M$**
Tours à bureau et espaces commerciaux, conception d'une place publique en façade et en relation avec la Place des Festivals.
Chargée de conception

2012 **Siège social SNC-Lavalin, Montréal** **150 M$**
Étude de potentiel visant l'agrandissement du siège social, 1 000 000 pi^2 au total, un parc public et un stationnement souterrain.
Chargée de projet

2012 **Site de l'industrie pharmaceutique Merck, Kirkland**
Étude de potentiel de redéveloppement d'un site industriel comprenant 1 500 unités d'habitation, un parc, une garderie et un marché intérieur.
Chargée de projet et de conception

2012 **Quartier des spectacles, Montréal**
Étude de potentiel de développement pour un complexe de bureaux et commerces de 1,2 million de pi^2 situé au cœur du Quartier des spectacles.
Chargée de conception

2012 **Site de l'usine Domtar, Gatineau**
Étude de potentiel de redéveloppement d'un site industriel, comprenant 2000 logements et commerces ainsi qu'un hôtel.
Chargée de projet et de conception

2011-2012 **Les Se7t, arrondissement Sud-Ouest, Montréal** **80 M$**
Projet de 300 condos répartis sur 2 immeubles de 7 étages construits en 3 phases dans le quartier Griffintown à Montréal.
Chargée de projet et de conception

2009-2011 **Le Carré Notre-Dame - Phase I, Repentigny** **12 M$**
Projet intégré résidentiel et commercial, 40 unités d'habitation, accompagement professionnel pour le changement de zonage.
Chargée de projet et de conception

CARDINAL HARDY ET ASSOCIÉS ARCHITECTES

2010 **Aménagement temporaire de la rue McTavish, Montréal**
Aménagement temporaire de la rue McTavish pour sa piétonisation au profit des étudiants de l'Université McGill.
Chargée de projet

2009-2010 **Préfontaine (U31)** **100 M$**
Projet d'habitation de plus de 8 étages, de 300 unités dans le cadre d'une compétition lancée par la Ville de Montréal.
Chargée de projet et de conception
Consortium : Cardinal Hardy et associés architectes (50%) / MSDL (50%)

JOSÉE BÉRUBÉ

ARCHITECTE ET URBANISTE ASSOCIÉE, ASC

PA LEED BD+C
(SUITE)

2009-2010 **Piétonisation du campus de l'Université McGill, Montréal**
Verdissement et développement de stratégies de piétonisation du campus principal de l'Université McGill et concept visant la réfection des 3 portes principales donnant accès au campus.
Chargée de projet

2009-2010 **Centre universitaire de santé McGill, Montréal** 1,2 G$
Concours dans la cadre d'un processus PPP
Plan d'ensemble d'un complexe hospitalier, concept architecture de paysage, conception des espaces publics intérieurs, vision de développement du secteur environnant.
Chargée de projet et de conception
Consortium : Cardinal Hardy et associés architectes (33 1/3%) / Le Groupe Arcop (33 1/3%) / Parkin Architects Limited (33 1/3%)

2009-2010 **Édifices Southam et 400 Dowd, Montréal**
Étude de potentiel visant à transformer deux bâtiments de valeur historique en projet résidentiel et commercial.
Chargée de projet

2009 **Les Bassins du Nouveau Havre, Montréal**
Rédaction d'un guide visant l'encadrement architectural des projets.
Chargée de projet

2009 **Mise en valeur du site du réservoir McTavish**
Mise en valeur du site du réservoir McTavish impliquant la réfection du réservoir, la modernisation de la station de pompage, la planification d'un terrain de pratique de football pour les étudiants de l'université McGill et un bâtiment de service. Concept basé sur une approche de développement durable et dans les limites de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal
Chargée de projet

2009 **Hôpital Sainte-Anne - soins géronto-psychiatriques - Phases I à IX** 93 M$
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ste-Anne-de-Bellevue
Rénovation et remise intégrale aux normes en vigueur pour les centres d'hébergement pour personnes âgées, des installations existantes d'une capacité d'environ 330 lits et construction d'un pavillon annexe d'une capacité de 132 lits et concept d'architecture de paysage de l'ensemble du site.
Adjointe au directeur de projet et membre de l'équipe de conception
Consortium: Provencher_Roy (25%) / Cardinal Hardy et associés architectes (25%) / Joloin Lamarre Pratte architectes (25%) / Le Groupe Arcop (25%)

2008-2009 **Les Bassins du Nouveau Havre, Montréal** 750 M$
Plan directeur pour le redéveloppement du site du premier port intérieur de Montréal sur le canal Lachine: 2000 logements, 300 000 pi^2 de commerces/bureaux et parcs publics; accompagnement professionnel pour changement de zonage.
Projet certifié LEED® Canada-ND Or
Chargée de projet
Consortium : Cardinal Hardy et associés architectes (50%) / L'Oeuf (50%)

2005-2009 **Grand Séminaire de Montréal, Montréal**
Plan de mise en valeur et étude des propriétés des Pères de Saint-Sulpice aux abords et sur le Mont-Royal: analyse patrimoniale, archéologique, environnementale et étude du potentiel de reconversion et redéveloppement des sites de haute importance historique, concept de réaménagement de l'Institut de théologie et du lieu de formation des prêtres, concept d'aménagement des résidences et de l'infirmerie.
Chargée de projet

2008 **Redéveloppement du site de l'Hôtel et de la gare Viger, Montréal**
Plan d'ensemble pour un complexe immobilier comprenant un hôtel, des commerces de spécialité, des bureaux et des tours d'habitation de 20 étages totalisant 1 million de pi^2, accompagnement au changement de zonage.
Chargée de projet et de conception
Consortium : Cardinal Hardy et associés architectes (50%) / Le Groupe Arcop (50%)

JOSÉE BÉRUBÉ

ARCHITECTE ET URBANISTE ASSOCIÉE, ASC
PA LEED BD+C
(SUITE)

2008 **Résidences étudiantes - Université Concordia** **5 M$**
Transformation des chambres et aires communes de l'aile Saint-Mathieu du couvent des soeurs grises en résidences pour les étudiants de l'université impliquant la mise aux normes de ce bâtiment patrimonial.
Chargée de projet et de conception

2008 **Agrandissement du couvent des Sœurs-Grises, Montréal**
Concept pour l'ajout, sur un site patrimonial d'importance, de 350 000 pi² de construction pour loger la Faculté des Beaux-Arts de l'Université Concordia.
Chargée de projet et de conception

2007 **Campus Outremont - Université de Montréal** **1 G$**
Le développement du plan d'ensemble du nouveau Campus situé sur la cour de triage du Canadien Pacifique d'une superficie de 420 000 m² vise la construction de 20 pavillons universitaires dédiés à l'enseignement supérieur, à la recherche et au développement de partenariat en entreprise, de 1000 résidences d'étudiants et chercheurs et de 750 unités d'habitation, dont 225 unités à prix abordable.
Projet certifié LEED® Canada-ND Plan Or 2009
Membre de l'équipe de conception
Consortium: Provencher_Roy (50%) / Cardinal Hardy et associés architectes (50%)

2006 **Basilique Saint-Patrick, Montréal**
Mise en valeur du site, proposition d'aménagement et de développement du pourtour de l'église
Chargée de projet et de conception

1997-2006 **Résidences d'étudiants - Phases 1, 2, 3 - Ecole de technologie supérieure, Montréal**
Projet de résidences de 450 places d'hébergement comprenant un marché d'alimentation et un stationnement souterrain public.
Chargée de projet et de conception

2005 **Lac Simcoe, Barrie, Ontario**
Plan directeur pour le redéveloppement des abords du lac.
Chargée de projet
Consortium : Cardinal Hardy et associés architectes (50%) / Patty Xenos design intérieur (50%)

2005 **Résidence des Prêtres de Saint-Sulpice**
sur le terrain du Séminaire de Saint-Sulpice, Vieux-Montréal
Concept d'aménagement des résidences et de l'infirmerie des Sulpiciens.
Chargée de projet

2005 **Usine Imperial Tobacco, Montréal**
Étude de potentiel visant la reconversion du complexe industriel à des fins résidentielles.
Membre de l'équipe de conception

2004 **Oasis urbain, Cirque du Soleil, boulevard Saint-Laurent, Montréal**
Complexe immobilier comprenant des commerces, un spa, un hôtel, un édifice à logements de six étages et un stationnement intérieur public.
Membre de l'équipe de conception
Consortium : Cardinal Hardy et associés architectes (50%) / Josoin Lamarre Pratte architectes (50%)

2004 **Secteur industriel de l'Île des Sœurs, Montréal**
Étude de potentiel visant le redéveloppement d'un secteur industriel vétuste.
Chargée de projet

2004 **Pôle commercial de l'Île des Sœurs, arrondissement Verdun, Montréal**
Étude de potentiel visant l'insertion d'un projet résidentiel locatif à même le pôle commercial.
Chargée de projet

2003 **Couvent des Sœurs-Grises, Montréal**
Évaluation de l'état de la propriété et de l'impact de sa transformation en faculté de Beaux-Arts pour l'Université Concordia.
Chargée de projet

JOSÉE BÉRUBÉ

ARCHITECTE ET URBANISTE ASSOCIÉE, ASC
PA LEED BD+C
(SUITE)

2003 **Cité Universitaire Internationale de Montréal**
Étude de préfaisabilité, étude urbaine et financière, élaboration du concept.
Adjointe au directeur de projet

2002 **Couvent des Sœurs du Saint-Nom de Marie et de Jésus, Montréal**
Étude de potentiel en développement résidentiel.
Chargée de projet

2002 **Siège social du quotidien La Presse, Montréal**
Étude de potentiel en développement commercial.
Chargée de projet : étude urbaine, esquisses architecturales

2001 **Pointe-Nord de l'Ile-des-Sœurs, Montréal**
Plan d'ensemble, définition de normes de zonage et critères d'aménagement.
Chargée de projet et de conception

2001 **Site Villa-Maria, Westmount**
Plan d'ensemble et conception.
Chargée de projet

1999 **Centre de santé universitaire de McGill, arrondissement CDN / NDG, Montréal**
Étude de vérification diligente de la cour Glen pour la venue du CUSM, étude urbaine et élaboration de scénarios d'aménagement.
Adjointe au directeur et membre de l'équipe de conception

1999 **Pavillon Masson - Hôpital Hôtel-Dieu, Montréal**
Projet d'agrandissement.
Chargée de conception
Consortium : Cardinal Hardy et associés architectes (50%) / Nicolaïdis Fukushima Orton Emmian (50%)

1999 **Campus Loyola et Sir Georges Williams - Université Concordia, Montréal**
Plan directeur des campus de l'université.
Participation à l'étude urbaine

1998 **Cité du multimédia, Faubourg des Récollets, Montréal**
Plan d'ensemble pour la reconversion d'un quartier industriel vétuste en quartier multifonctionnel, évaluation des bâtiments existants.
Chargée de projet et de conception

1998 **Le Haut Saint-Norbert, Montréal** **35 M$**
Étude urbaine et projet d'habitation remporté suite à un concours lancé par la Ville de Montréal.
Chargée de projet

1998 **Habitation Le Royer Saint-Claude, Montréal**
Étude urbaine.
Participation et orientation du concept

1997 **Réutilisation du Locoshop, Montréal**
Restauration et recyclage de bâtiments situé sur le site des usines.
Conception et mise en oeuvre

1997 **Siège social de la compagnie Domtar, Montréal**
Agrandissement du siège social situé au centre-ville de Montréal.
Conception du projet préliminaire

1997 **Plan directeur pour le site de l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal, Montréal**
Études préliminaires en vue de réaliser le plan directeur des aménagements extérieurs et des nouvelles constructions sur le site de l'Oratoire.
Chargée de projet

1996 **Réaménagement de la rue Saint-Denis et du Quartier Latin, Montréal**
Étude urbaine.
Conception

JOSÉE BÉRUBÉ

ARCHITECTE ET URBANISTE ASSOCIÉE, ASC
PA LEED BD+C
(SUITE)

1996 **Canal de Lachine et de ses abords, Montréal**
Étude urbaine de réaménagement, conception
Chargée de projet

1996 **Magasin Maxi, Montréal**
Étude conceptuelle pour l'aménagement d'un stationnement étagé et d'un magasin d'alimentation de grande superficie.
Chargée de projet

1995 **Développement de la cour Glen, Montréal**
Plan d'ensemble, conception et mise en œuvre.
Chargée de projet

1995 **Faubourg des Récollets, Montréal**
Plan de réaménagement, étude urbaine.
Conception

1995 **Site des religieuses Adoratrices du Précieux-Sang, Montréal**
Plan d'ensemble d'un projet résidentiel.
Conception

1993 **Plaza Saint-Hubert, Montréal**
Revitalisation de la Plaza.
Guide de rénovation des façades, étude urbaine, conception

1993 **Blue Bonnets, Montréal**
Études de potentiel en développement résidentiel, réalisation d'esquisses et de statistiques de développement.
Chargée de projet

1992 **Place Saint-Roch, Quartier Saint-Roch, Québec**
Guide des critères orientant la conception des bâtiments pour le réaménagement de la place.
Conception et rédaction

1992 **Place Saint-Roch, Quartier Saint-Roch, Québec**
Réaménagement, étude urbaine.
Conception et mise en oeuvre

1991 **Siège social Vidéotron, Montréal**
Étude conceptuelle pour l'implantation du siège social de la compagnie de câblodistribution.
Membre de l'équipe de conception

1990 **Nouveau Saint-Laurent**
Plan d'ensemble et plan particulier d'urbanisme, ensemble intégré.
Conception et mise en oeuvre

1990 **Site YMCA, Montréal**
Redéveloppement du site en complexe multi-usage incluant le YMCA.
Conception

1989 **Hyppodrome Blue Bonnets, Montréal**
Étude de design urbain pour le site.
Étude urbaine, conception et mise en oeuvre

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.011

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1211608003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 7 000 $, dans le cadre de la 17e édition du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » pour l'attribution d'une bourse de 5 000 $ à l'auteur-e ou aux coauteur-e-s récipiendaire-s et pour l'attribution de bourses aux créatrices et créateurs de quatre oeuvres finalistes, à hauteur de 500 $ par oeuvre et divisible, s'il y a lieu, équitablement entre les créatrices ou créateurs de chaque oeuvre

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 5 000 $, à même le budget de fonctionnement, pour l'attribution d'une bourse de 5 000 $ à l'auteur-e ou aux coauteur-e-s récipiendaire-s du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » dans le cadre de la 17^{e} édition;
2. d'autoriser une dépense de 2 000 $, à même le budget de fonctionnement, pour l'attribution de bourses aux créatrices et créateurs de quatre œuvres finalistes du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » dans le cadre de la 17^{e} édition, à hauteur de 500 $ par œuvre et divisible, s'il y a lieu, équitablement entre les créatrices ou créateurs de chaque œuvre;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-28 13:30

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1211608003**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 7 000 $, dans le cadre de la 17e édition du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » pour l'attribution d'une bourse de 5 000 $ à l'auteur-e ou aux coauteur-e-s récipiendaire-s et pour l'attribution de bourses aux créatrices et créateurs de quatre oeuvres finalistes, à hauteur de 500 $ par oeuvre et divisible, s'il y a lieu, équitablement entre les créatrices ou créateurs de chaque oeuvre

CONTENU

CONTEXTE

D'avril 2005 à avril 2006, Montréal a été désignée par l'UNESCO « Capitale mondiale du livre ». En 2005, la Ville et son réseau de bibliothèques ont profité de cette occasion pour organiser un « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal ». Ce Prix visait à souligner l'ensemble de l'œuvre d'un écrivain jeunesse montréalais ou ayant publié dans une maison d'édition montréalaise. Depuis 2006, le Prix récompense annuellement un livre jeunesse d'un.e écrivain.e résidant à Montréal ou ayant publié dans une maison d'édition montréalaise au cours de l'année précédente. De 2005 à 2009, le Prix était accompagné d'une bourse d'un montant équivalent à l'année en cours (2 009 $ pour 2009). Depuis 2010, à l'occasion du 5e anniversaire du Prix dans sa forme actuelle, le montant de la bourse a été ajusté à 5 000 $.

Historique des lauréats

2005 : Christiane Duchesne (pour l'ensemble de son œuvre)
2006 : Philippe Béha (texte et illustrations) pour *Pas si bête,* publié chez Hurtubise HMH
2007 : Élaine Turgeon (texte) pour *Ma vie ne sait pas nager,* publié chez Québec Amérique
2008 : Danielle Simard (texte) et Geneviève Côté (illustrations) pour *La petite rapporteuse de mots,* publié chez Les 400 coups
2009 : Charlotte Gingras (texte) et Daniel Sylvestre (illustrations) pour *Ophélie,* publié chez La courte échelle
2010 : Hervé Bouchard (texte) et Janice Nadeau (illustrations) pour *Harvey, ou comment je suis devenu invisible,* publié chez La Pastèque
2011 : Andrée Poulin (texte) pour *Miss Pissenlit,* publié chez Québec Amérique

2012 : Biz (texte) pour *La chute de Sparte,* publié chez Leméac Éditeur
2013 : Fanny Britt (texte) et Isabelle Arsenault (illustrations) pour *Jane, le renard et moi,* publié chez La Pastèque
2014 : Linda Amyot (texte) pour *Le jardin d'Amsterdam,* publié chez Leméac Éditeur
2015 : Julie Pearson (texte) et Manon Gauthier (illustrations) pour *Elliot,* publié chez Les 400 coups
2016 : Jacques Goldstyn (texte et illustrations) pour *L'arbragan,* publié chez La Pastèque
2017 : Jacques Goldstyn (texte et illustrations) pour *Azadah,* publié chez La Pastèque
2018 : Marianne Dubuc (texte et illustrations) pour *Le chemin de la montagne,* publié chez Comme des géants
2019 : Lucile de Pesloüan (texte) et Geneviève Darling (illustrations) pour *J'ai mal et pourtant, ça ne se voit pas...,* publié chez les Éditions de l'Isatis
2020 : Myriam Daguzan Bernier (texte) et Cécile Gariépy (illustrations) pour *Tout nu! Le dictionnaire le bienveillant de la sexualité,* publié chez les éditions Cardinal

L'organisme Les Amis de la Bibliothèque de Montréal contribuait financièrement au « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » depuis 2013 en donnant des bourses aux créatrices et créateurs de quatre œuvres finalistes du Prix, à hauteur de 500 $ par œuvre et divisible, s'il y a lieu, équitablement entre les créatrices ou créateurs de chaque œuvre. Comme pour la 16e édition du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal », l'organisme n'est pas en mesure de donner ces bourses pour la 17e édition, faute de revenus qu'il devait récolter lors de ses soldes annuels de livres qui devaient se tenir en 2020 et 2021, et ce, en raison des mesures sanitaires qui ont été mises en place pour limiter la pandémie de la COVID-19. En effet, leur solde annuel de livres est la principale source de revenus de cet organisme pour financer des activités dans le réseau des bibliothèques de Montréal et pour donner des bourses pour les quatre œuvres finalistes du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal ». Pour pallier ce problème, la Direction des bibliothèques, au Service de la culture, souhaite donner, comme pour la 16e édition du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal », ces bourses aux créatrices et créateurs de quatre œuvres finalistes du Prix, à hauteur de 500 $ par œuvre et divisible, s'il y a lieu, équitablement entre les créatrices ou créateurs de chaque œuvre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 1528 - 7 octobre 2020 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 000 $, à même le budget de fonctionnement, pour l'attribution de bourses aux créatrices et créateurs de quatre œuvres finalistes du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal », dans le cadre de la 16e édition (CE20 0335), à hauteur de 500 $ par œuvre et divisible, s'il y a lieu, équitablement entre les créatrices ou créateurs de chaque œuvre;
CE20 0335 - 11 mars 2020 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal;

CE19 0480 - 20 mars 2019 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal;

CE18 1420 - 15 août 2018 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal;

CE17 1490 - 23 août 2017 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal;

CE16 1537 - 21 septembre 2016 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal;

CE15 1755 - 25 septembre 2015 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal;

CE14 1405 - 10 septembre 2014 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal;

CE13 1228 - 14 août 2013 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal;

CE12 1603 - 26 septembre 2012 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal;

CE11 1559 - 28 septembre 2011 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal;

CE10 1376 - 25 août 2010 - Autoriser une dépense de 5 000 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal;

CE09 1797 - 30 septembre 2009 - Autoriser une dépense de 2 009 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal;

CE08 1749 - 24 septembre 2008 - Autoriser une dépense de 2 008 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal;

CE07 1548 - 26 septembre 2007 - Autoriser une dépense de 2 007 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal;

CE06 1586 - 20 septembre 2006 - Autoriser une dépense de 2 006 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal;

CE05 2148 - 26 octobre 2005 - Autoriser une dépense de 2 005 $ pour l'attribution d'une bourse à l'auteur récipiendaire du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal.

DESCRIPTION

Le « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » en est à sa 17^{e} édition et récompense annuellement les auteur.e.s et des créatrices et créateurs d'un livre jeunesse montréalais publié au cours de l'année précédente et qui est reconnu pour sa qualité et son originalité.
La gestion de cette distinction littéraire est assumée par la Division des programmes et services aux arrondissements, de la Direction des bibliothèques, au Service de la culture.

Afin d'être admissible(s) au« Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal », l'auteur.e ou les coauteur.e.s et les créatrices et créateurs d'un ouvrage de langue française ou anglaise, ou l'éditeur de cet ouvrage, doivent être domicilié.e.s sur le territoire de la Ville de Montréal.

Un jury, composé de bibliothécaires du réseau des bibliothèques de Montréal, effectue la sélection des finalistes.

JUSTIFICATION

La richesse de la littérature québécoise pour la jeunesse est reconnue mondialement.
En octroyant des bourses dans le cadre du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de

Montréal », la Ville de Montréal entend, elle aussi, reconnaître et souligner le travail prodigieux des auteur.e.s et des créatrices et créateurs de la littérature jeunesse ainsi que la richesse culturelle qu'apporte une telle littérature auprès des jeunes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 7 000 $, est prévu à même le budget de fonctionnement de la Division des programmes et services aux arrondissements, à la Direction des bibliothèques, du Service de la culture. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre.

MONTRÉAL 2030

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en lien avec l'innovation et la créativité.
L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'un des mandats des bibliothèques est de stimuler le goût de la lecture chez les jeunes. L'octroi du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » est un outil pour les bibliothécaires, les animateurs et les parents pour stimuler les jeunes à la lecture en leur présentant des œuvres et des auteur.e.s de qualité en littérature jeunesse.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le projet se réalise avec certains ajustements pour se conformer aux exigences et aux nouvelles réalités liées à la pandémie de la COVID-19. Ainsi, la 17e édition de la remise du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » se fera sur les réseaux sociaux de la Ville de Montréal et des bibliothèques durant la Semaine des bibliothèques publiques du Québec qui se déroulera en octobre 2021.
L'organisme Les Amis de la Bibliothèque de Montréal contribue financièrement au « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » depuis 2013 en donnant des bourses aux créatrices et créateurs de quatre œuvres finalistes du Prix, à hauteur de 500 $ par œuvre et divisible, s'il y a lieu, équitablement entre les créatrices ou créateurs de chaque œuvre. Comme pour la 16e édition du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » en 2020, l'organisme n'est pas en mesure de donner ces bourses pour la 17e édition, faute de revenus qu'il devait récolter lors de son solde annuel de livres qui a été annulé en raison des mesures sanitaires qui ont été mises en place. En effet, ce solde annuel de livres est la principale source de revenus de cet organisme pour financer des activités dans le réseau des bibliothèques de Montréal et pour donner des bourses pour les quatre œuvres finalistes du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal ». Pour pallier ce problème, la Direction des bibliothèques, au Service de la culture, souhaite donner ces bourses aux créatrices et créateurs de quatre œuvres finalistes du Prix, à hauteur de 500 $ par œuvre et divisible, s'il y a lieu, équitablement entre les créatrices ou créateurs de chaque œuvre.

La pandémie actuelle a un impact important sur le milieu culturel et les artistes montréalais.es. Dans ce contexte, il est donc recommandé de maintenir les bourses aux créatrices et créateurs de quatre œuvres finalistes du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal », afin de soutenir l'écosystème culturel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Janvier 2021 : Préparation de la liste des titres montréalais publiés en 2020.
Février 2021 : Envoi d'une demande à tout le personnel des bibliothèques pour choisir leurs titres préférés publiés en 2020.

Mars 2021 : Formation d'un jury de cinq (5) bibliothécaires jeunesse;

Avril 2021 :

- Compilation des suggestions reçues et vérification de l'admissibilité des titres;
- Première rencontre du jury;

Mai à juillet 2021 :

- Période de lecture pour le jury de l'ensemble des livres suggérés;
- Délibérations du jury pour déterminer l'œuvre primée et les quatre œuvres finalistes.

Août -septembre 2021 : Dévoilement officiel des finalistes.

Octobre 2021

- Sous réserve de changements possibles pour maximiser la visibilité de la 17e édition du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal », les annonces l'auteur.e ou des coauteur.e.s récipiendaire.s et les créatrices et créateurs de quatre œuvres finalistes se feront durant la Semaine des bibliothèques publiques du Québec qui se déroulera du 16 au 23 octobre 2021.
- Communiqué de presse annonçant l'auteur.e ou des coauteur.e.s récipiendaire.s et les créatrices et créateurs de quatre œuvres finalistes.
- Diffusion en ligne et sur les réseaux sociaux d'outils promotionnels développés pour la 17e édition du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal ».

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le 13 juin 2017, la Ville de Montréal a adopté sa nouvelle politique culturelle pour la période de 2017-2022. Dans le cadre de cette politique, la Ville s'engage, « selon trois principes de base — rassembler, stimuler, rayonner — afin que la culture demeure au cœur de l'âme et de l'identité montréalaise et qu'elle contribue à assurer un milieu de vie de qualité aux citoyennes et citoyens, en misant notamment sur :

- Un milieu de vie stimulant alimenté par les artistes, artisans, créateurs, travailleurs, entreprises, organisations et industries culturelles;
- Le rassemblement des conditions gagnantes afin d'offrir un environnement favorable à la création;
- Une créativité rayonnante grâce à sa force et son excellence, signature de Montréal, créant richesse et fierté.

Les prix littéraires s'inscrivent dans les engagements de la Ville de Montréal formulés dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités, et ce, plus particulièrement en regard de l'alinéa (e) de l'article 20 qui énonce que la Ville s'engage « à favoriser le développement

de son réseau de bibliothèques et à promouvoir celui-ci, ainsi que le réseau des musées municipaux comme lieu d'accès au savoir et à la connaissance ».

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pauline TREMBLAY
bibliothecaire

Tél : 514 730-8959
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Nathalie MARTIN
Cheffe de section programme inclusion sociale et médiation du livre

Tél : 514 557-7368
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique GAZO
directeur(trice) - bibliothèques
Tél : 514.872.9258
Approuvé le : 2021-07-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2021-07-26

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1211608003*
Unité administrative responsable : *Service de la culture, Direction des bibliothèques, Division des programmes et services aux arrondissements*
Projet : *Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal 2021*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

15 – Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et de son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

20 – Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le dossier soutient la vitalité culturelle de Montréal et de son coeur créatif :

- *En offrant des bourses de 5 000 $ (lauréat.e.s) et 500 $ (finalistes) à des créateurs et créatrices œuvrant dans le milieu de la littérature jeunesse montréalaise*
- *En mettant de l'avant les œuvres des lauréat.e.s et finalistes par le biais de publications sur les réseaux de la Ville et de présentations des titres dans les 45 bibliothèques de la Ville*

- *En proposant un concours visant à remporter les 5 titres récompensés aux montréalais et montréalaises sur les réseaux sociaux et dans les 45 bibliothèques de la Ville (représentant l'achat de 46 exemplaires de chaque titre)*

Le dossier permet d'accroître le rayonnement de la métropole en récompensant l'excellence de la création littéraire pour la jeunesse à Montréal.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

*Section C - ADS+**

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. Accessibilité universelle ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1211608003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements
Objet :	Autoriser une dépense de 7 000 $, dans le cadre de la 17e édition du « Prix du livre jeunesse des Bibliothèques de Montréal » pour l'attribution d'une bourse de 5 000 $ à l'auteur-e ou aux coauteur-e-s récipiendaire-s et pour l'attribution de bourses aux créatrices et créateurs de quatre oeuvres finalistes, à hauteur de 500 $ par oeuvre et divisible, s'il y a lieu, équitablement entre les créatrices ou créateurs de chaque oeuvre

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1211608003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-22

Julie NICOLAS
Conseiller budgétaire
Tél : (514) 872-7660

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.012

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217682001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire pour l'année 2021 de 182 500$ en provenance de l'arrondissement Ville-Marie, de 85 000$ en provenance de l'arrondissement Le Sud-Ouest et de 40 000$ en provenance de l'arrondissement Verdun, vers le Service de la concertation des arrondissements, dans le cadre de l'ouverture du site de gestion de sol du Parc d'Entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC).

Dans le cadre de l'ouverture du site de gestion de sol du Parc d'Entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC), il est recommandé :
- d'autoriser un virement budgétaire pour l'année 2021 de 182 500$ en provenance de l'arrondissement Ville-Marie, vers le Service de la concertation des arrondissements,

- d'autoriser un virement budgétaire pour l'année 2021 de 85 000$ en provenance de l'arrondissement Le Sud-Ouest, vers le Service de la concertation des arrondissements
,
- d'autoriser un virement budgétaire pour l'année 2021 de 40 000$ en provenance de l'arrondissement Verdun, vers le Service de la concertation des arrondissements.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-02 08:02

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1217682001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire pour l'année 2021 de 182 500$ en provenance de l'arrondissement Ville-Marie, de 85 000$ en provenance de l'arrondissement Le Sud-Ouest et de 40 000$ en provenance de l'arrondissement Verdun, vers le Service de la concertation des arrondissements, dans le cadre de l'ouverture du site de gestion de sol du Parc d'Entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de ses activités de travaux publics, la Ville génère des sols d'excavation qui doivent être caractérisés afin de déterminer les sols contaminés et les traiter en conséquence.
En juin 2020, un comité de travail collaboratif piloté par le SPO et impliquant des arrondissements et plusieurs services centraux a été mis sur pieds à la suite d'un mandat de la Direction générale afin de proposer des solutions permettant de mieux prendre en compte l'enjeu de la gestion des sols contaminés à la Ville de Montréal.

Durant ces travaux, une opportunité est survenue afin d'exploiter un site de gestion de sols et ainsi évaluer les bénéfices qu'offre un tel site.

A l'automne 2020, la Ville a fait l'acquisition des équipements du terrain du PEPSC afin d'aménager un site pilote permettant de développer cette activité et établir un modèle d'affaires permettant notamment de valoriser les sols peu contaminés.

Le 11 février 2021, la Direction Générale a formellement mandaté le Service de la Concertation des arrondissements pour opérer ce site. Afin de disposer d'un budget de fonctionnement permettant cela, les différents services qui bénéficieront de l'usage du site ont accepté de procéder à des transferts budgétaires, correspondant aux montants utilisés pour gérer les sols contaminés.
En particulier, chacun des 3 arrondissements visés par ce sommaire décisionnel reçoit un budget issu du fond de l'eau et géré par le Service de l'eau, servant à caractériser et disposer les sols. La création du site du PEPSC a pour but de fournir aux arrondissements exactement cette prestation, centralisée et optimisée. Les budgets correspondants ont donc vocation à être transférés au Service de la Concertation des arrondissements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 1040 - 21 octobre 2020 : Accorder un contrat de gré à gré à Pomerleau Inc., pour l'achat des équipements aménagés dans l'aire de triage des sols contaminés suite au projet de construction de l'écran d'étanchéité et d'un système de captage dans le cadre du projet de réhabilitation environnementale du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles, Lot 1. Dépense totale 551 234,50 $, taxes incluses.
CM18 1368 - 19 novembre 2018 : Accorder un contrat à Pomerleau Inc., pour la construction d'un écran d'étanchéité et d'un système de captage dans le cadre du projet de réhabilitation environnementale du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles, Lot 1. Dépense totale de 33 491 023,88 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Pour l'année 2021, le site du PEPSC a été ouvert en juillet, et donc des dépenses ont déjà été engagées par les arrondissements auparavant. Après échange et concertation avec chacun des arrondissements, les budgets transférés, issus du fond de l'eau et dédiés à la caractérisation et à la disposition des sols d'excavation s'élèveraient à :
- Arrondissement Ville-Marie, 182 500 $ restant (sur un budget initial prévisionnel du fond de l'eau de 530 000$).
- Arrondissement Le Sud-Ouest, 85 000 $ restant (sur un budget initial prévisionnel du fond de l'eau de 250 000$).
- Arrondissement Verdun, 40 000 $ restant (sur un budget initial du fond prévisionnel de l'eau de 90 000$).

Pour 2022 et les années subséquentes, ce transfert a été directement intégré lors de la préparation budgétaire, depuis le Service de l'eau vers le Service de la Concertation des Arrondissements pour éviter de transiter par les arrondissements avant d'être ensuite transféré au Service de la Concertation des arrondissements.

JUSTIFICATION

Les transferts budgétaires, même s'ils proviennent en 2021 des arrondissements, sont en fait issus du fond de l'eau géré par le Service de l'eau. Ces transferts budgétaires s'accompagnent du transfert des opérations correspondantes. Il s'agit donc d'un transfert "transparent" pour les arrondissements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les transferts budgétaires de 182 500$ en provenance de l’arrondissement de Ville-Marie, de 85 000$ en provenance de l’arrondissement Le Sud-Ouest et de 40 000$ en provenance de l'arrondissement Verdun, pour un total de 307 500 $ seront intégrés au budget de fonctionnement du Service de la Concertation des arrondissements, afin de permettre l’exploitation du site de gestion des sols du Parc d’Entreprise de la Pointe Saint-Charles (PEPSC).
Les transferts budgétaires, même s'ils proviennent en 2021 des arrondissements, sont en fait issus du fond de l'eau géré par le Service de l'eau. Les crédits budgétaires, une fois au Service de la Concertation des arrondissements, resteront dans le périmètre du fonds l’eau de compétence locale.

Pour 2022 et les années subséquentes, ce transfert a été directement intégré lors de la préparation budgétaire, depuis le Service de l'eau et les arrondissements vers le Service de la Concertation des Arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le site du PEPSC permettra à court terme de disposer d'un site conforme à la réglementation sur la gestion des sols d'excavation. Dans un second temps, le site devrait permettre également de réutiliser les matériaux faiblement pollués. Par ailleurs, il est également envisagé de recevoir des matériaux d'excavation considérés comme des matières résiduelles à plus long terme.
A titre indicatif, l'étude préliminaire conduite par le Service de la Performance Organisationnelle estime une réutilisation possible de 80% des sols.

Ce projet contribuera également à limiter de manière substantielle les distances de transports (les sites d'enfouissement sont situés en dehors de l'île) et donc à l'objectif de carboneutralité du projet Montréal 2030.

Enfin le réemploi de matériaux permettra de limiter l'exploitation des ressources naturelles avec un objectif à terme de constituer une véritable économie circulaire en matière de sols d'excavation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Pour pouvoir être opéré, le site du PEPSC doit disposer des budgets nécessaires car il s'agit d'une nouvelle activité prise en charge par le Service de la Concertation des Arrondissements.
Ces transferts budgétaires sont donc nécessaires au fonctionnement du site, afin de pouvoir améliorer la gestion des sols d'excavation dans ces arrondissements, tout en respectant la réglementation dans ce domaine.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Août 2021
Conseil municipal : 23 août 2021
Août 2021 : Ouverture du site avec le budget déjà transféré par le SE.
Août 2021 : Transferts budgétaires des arrondissements vers le SCA

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Julie R ROY)

Certification de fonds :

Verdun , Direction des services administratifs (Habib NOUARI)

Certification de fonds :
Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Brigitte BLONDIN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Éric BELLEVILLE, Ville-Marie
Nickolas GAGNON, Verdun
Marco CANTINI, Le Sud-Ouest
Manli Joëlle CHEN, Service de l'eau

Lecture :

Éric BELLEVILLE, 29 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benjamin PUGI
Ingenieur chef de division

Tél : 514-872-3302
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Stéphanie HOULE
Directrice - Projets

Tél : 514.872.4757
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Stéphanie HOULE
Directrice - Projets, programmes et sytème, déléguée par M. Martin Savard
Tél : 514.872.4757
Approuvé le : 2021-07-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1217682001*
Unité administrative responsable : *Service de la Concertation des arrondissements*
Projet : *Site de gestion des sols contaminés du Parc d'Entreprise de la Pointe Saint-Charles*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1 – Réduire de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.

4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité

5 - Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- *Le site permettra de recevoir des sols d'excavation afin de favoriser la réutilisation de ceux faiblement pollués et donc contribuera à mettre en place une véritable économie circulaire*
- *A plus long terme, le site pour également recevoir des matériaux d'excavation considérés comme des matières résiduelles*
- *Enfin ce projet permettra de limiter de manière importante les distances de transports par camion (les sites d'enfouissement de matériaux sont situés en dehors de l'île) et donc contribuera à l'objectif de carboneutralité du projet Montréal 2030.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs

Dossier # : 1217682001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Autoriser un virement budgétaire pour l'année 2021 de 182 500$ en provenance de l'arrondissement Ville-Marie, de 85 000$ en provenance de l'arrondissement Le Sud-Ouest et de 40 000$ en provenance de l'arrondissement Verdun, vers le Service de la concertation des arrondissements, dans le cadre de l'ouverture du site de gestion de sol du Parc d'Entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière GDD1217682001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Brigitte BLONDIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (438) 827-4696

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Yacouba TAPSOUKE
Chef de section

Tél : 514-294-1302
Division : Division des ressources financières et matérielles de l'Arrondissement du Sud-Ouest

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Verdun , Direction des services administratifs

Dossier # : 1217682001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Autoriser un virement budgétaire pour l'année 2021 de 182 500$ en provenance de l'arrondissement Ville-Marie, de 85 000$ en provenance de l'arrondissement Le Sud-Ouest et de 40 000$ en provenance de l'arrondissement Verdun, vers le Service de la concertation des arrondissements, dans le cadre de l'ouverture du site de gestion de sol du Parc d'Entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Le montant à transférer par l'arrondissement de Verdun au service de la concertation des arrondissements (SCA) pour l'année 2021 est de 40 000 $ et s'inscrit dans le cadre de l'ouverture du site de gestion de sol do Parc d'Entreprise de la Pointe^Saint-Charles.

La destination de ce virement sera détaillée à l'intervention Finances -Direction du conseil et soutien financier,

FICHIERS JOINTS

GDD 1217682001- Certification de fonds- transfert au SCA _ PEPSC.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Habib NOUARI
Conseiller en gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 514-765-7026

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-28

Annick DUCHESNE
Directrice des services administratifs

Tél : 514 765-7051
Division : Verdun , Direction des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1217682001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Autoriser un virement budgétaire pour l'année 2021 de 182 500$ en provenance de l'arrondissement Ville-Marie, de 85 000$ en provenance de l'arrondissement Le Sud-Ouest et de 40 000$ en provenance de l'arrondissement Verdun, vers le Service de la concertation des arrondissements, dans le cadre de l'ouverture du site de gestion de sol du Parc d'Entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1217682001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 661-5813

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim
Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217682001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Autoriser un virement budgétaire pour l'année 2021 de 182 500$ en provenance de l'arrondissement Ville-Marie, de 85 000$ en provenance de l'arrondissement Le Sud-Ouest et de 40 000$ en provenance de l'arrondissement Verdun, vers le Service de la concertation des arrondissements, dans le cadre de l'ouverture du site de gestion de sol du Parc d'Entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1217682001 Virement arrond. vers SCA.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Josée BIBEAU
Préposé au budget
Tél : 514-872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Éric GERMAIN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7344
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.013

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217796010

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire non récurrent de 50 000 $ en provenance du Service du développement économique vers l'arrondissement de Lachine aux fins de développement et de planification du nouveau parc riverain de Lachine

Il est recommandé :
- d'autoriser un virement bidgétaire non récurrent de 50 000 $ à l'arrondissement de Lachine dans le développement et la planification du nouveau parc riverain de Lachine.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-02 08:14

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217796010**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire non récurrent de 50 000 $ en provenance du Service du développement économique vers l'arrondissement de Lachine aux fins de développement et de planification du nouveau parc riverain de Lachine

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Lachine travaille actuellement au redéveloppement du pôle Lachine Est délimité par le canal de Lachine, la 6e Avenue, la rue Victoria et les voies du Canadien Pacifique. Depuis janvier 2017, il est desservi par une gare de train de banlieue implantée sur la ligne reliant Candiac au centre-ville.
Un des secteurs importants de ce pôle est l'ancien Port de plaisance de Lachine. La Ville de Montréal a annoncé en juillet 2020 que le port de plaisance de Lachine, dont elle est propriétaire, en serait à sa dernière année. L'intention de la Ville est de transformer l'espace en un nouveau parc sur les eaux du lac Saint-Louis, avec des investissements importants de 25 millions pour des travaux allant jusqu'en 2025, dans l'objectif de rendre les berges accessibles à tous. Avec ce nouveau parc, la Ville désire offrir à toute la population une nouvelle destination riveraine emblématique qui met en valeur les berges et le caractère insulaire de Montréal.

Une démarche de participation citoyenne visant à favoriser la participation de la population dans la planification du futur parc a été entamée au printemps 2021. Il est attendu que les résultats de cette démarche soient divulgués cet l'automne.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Non applicable.

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à autoriser un virement budgétaire non-récurrent de 50 000 $ à l'arrondissement de Lachine, visant à soutenir la planification du nouveau parc riverain de Lachine. Ce virement budgétaire pourra permettre de soutenir financièrement l'arrondissement dans sa démarche de participation citoyenne portant sur l'aménagement et la programmation du nouveau parc, qui a été entamée au printemps 2021.
Cette démarche de planification prévoit notamment de développer des aménagements temporaires et transitoires et de développer une programmation culturelle. Ces initiatives visent à enrichir la réflexion afin de développer un projet de parc riverain qui positionne Lachine comme une destination, amplifie la découverte de ce parc et contribue à la rétention des usagers dans le parc.

JUSTIFICATION

Le parc riverain de Lachine s'insère dans le secteur Lachine Est, l'un des 21 secteurs géographiques de planification prioritaire de la Ville de Montréal. Des impacts positifs sont par ailleurs anticipés chez les commerçants de Lachine, particulièrement auprès des établissements situés près du parc riverain.
Le présent projet répond à la septième mesure du plan de relance économique 2021 « Agir maintenant pour préparer la relance» qui vise notamment à promouvoir les possibilités de développement du territoire et mettre à la disposition de l'écosystème des actifs de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de donner suite au présent dossier décisionnel, il y a lieu d'autoriser un virement de 50 000 $ à l'arrondissement de Lachine.
Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de la mise en valeur des pôles économiques (enveloppe 50 M$ - plan de relance 2 - mesure 7).

MONTRÉAL 2030

Par la démarche de participation citoyenne inhérente aux efforts de planification de l'arrondissement, ce projet s'insère dans l'orientation du plan stratégique Montréal 2030 visant à amplifier la démocratie et la participation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le présent dossier décisionnel n'était pas adopté, il serait impossible pour le Service du développement économique de procéder à un virement budgétaire pour soutenir les initiatives de planification du nouveau parc riverain de Lachine.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dès l'autorisation par le comité exécutif : virement budgétaire à l'arrondissement de Lachine;
Avant le 31 décembre 2021 : utilisation des sommes par l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ghislain DUFOUR, Lachine
Julie PERRON, Saint-Laurent

Lecture :

Ghislain DUFOUR, 19 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

Tél : 438-368-6672
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques
Tél : 514-868-7610
Approuvé le : 2021-07-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217796010

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Autoriser un virement budgétaire non récurrent de 50 000 $ en provenance du Service du développement économique vers l'arrondissement de Lachine aux fins de développement et de planification du nouveau parc riverain de Lachine

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1217796010 - Virement Arr Lachine.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-23

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction des revenus

CE : 30.014

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.015

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.016

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.017

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.001

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.002

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.003

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1214341001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030, modifié par 20-030-1)

Il est recommandé de:
Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030, modifié par 20-030-1)

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-07-08 14:10

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 14 juin 2021 Séance tenue le 15 juin 2021	Avis de motion: CM21 0790

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.03 1214341001
/mt

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Assistant-greffier de la Ville

Signée électroniquement le 17 juin 2021

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1214341001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030, modifié par 20-030-1)

CONTENU

CONTEXTE

L'addenda vise une modification mineure à l'article 41 du projet de règlement qui concerne l'amendement de l'article 158 du règlement 20-030. Dans la rédaction initiale proposée de l'article 158, les deuxième et troisième alinéas stipulent les facteurs de sécurité qui doivent être appliqués sur un certain type de donnée. Pour l'application du facteur de sécurité, la rédaction initiale est que la donnée doit être «multiplié par un facteur». Or, il s'avère que cette rédaction est erronée puisqu'on devrait plutôt lire que la donnée doit être «divisé par un facteur».
En résumé, l'addenda vise une modification mineure, soit de remplacer le mot «multiplié» aux deuxième et troisième alinéas par le mot «divisé», mais qui a toutefois un impact important sur l'interprétation règlementaire de cette exigence technique.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy MEILLEUR
Agent(e) - travaux publics et ingenierie

514 868-8282
Tél :
Télécop. : 514 868-3587

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1214341001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030, modifié par 20-030-1)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints. Seul l'article 41 (modifiant l'article 158 du Règlement 20-030) est ainsi amendé.

FICHIERS JOINTS

2021-07-14 Règlement modifiant 20-030.docx

2021-04-13 Annexe C remplacée addenda.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat

Tél : 438 833-6487

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-07

Jean-Philippe GUAY
Chef de division

Tél : 514 893.0302
Division : Droit public

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
20-030-02

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES BRANCHEMENTS AUX RÉSEAUX D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT PUBLICS ET SUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES (20-030)

Vu les articles 19 et 25 à 27 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu les articles 4, 6, 19, 21, 23 à 25, 26 à 28 et 85 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu les articles 369 et 411 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu les articles 84 et 87 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 47 de l'annexe C de cette Charte;

À l'assemblée du _____ 2021, le conseil de Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030) est modifié par le remplacement des mots « égout public » par le mot « égout » partout où ils se trouvent.

2. Ce règlement est modifié par le remplacement des mots « d'un matériau en contact » par les mots « d'acier galvanisé en contact » partout où ils se trouvent.

3. Ce règlement est modifié par le remplacement des mots « ou à la réhabilitation » par les mots « , à la réhabilitation ou à la reconstruction » partout où ils se trouvent.

4. L'article 2 de ce règlement est modifié par l'insertion, après la définition de « immeuble », de la définition suivante :

> « « point d'entrée du branchement d'eau » : endroit à l'intérieur d'un bâtiment situé le plus près possible du mur de fondation où la section privée d'un branchement d'eau s'introduit dans le bâtiment; ».

5. L'article 6 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « les dispositions du cahier des prescriptions normalisées » par les mots « les normes prévues au Document technique normalisé d'infrastructure (DTNI) ».

6. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 22, de l'article suivant :

« **22.1** Tout branchement d'eau doit être situé à droite du branchement d'égout sanitaire, et ce, de l'immeuble jusqu'à la voie publique. ».

7. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 27, de l'article suivant :

« **27.1** Le propriétaire d'un immeuble doit s'assurer que le robinet d'arrêt extérieur du branchement d'eau de son immeuble soit accessible. ».

8. Le deuxième alinéa de l'article 30 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « raisonnable » par les mots « de sept jours ».

9. Le premier alinéa de l'article 37 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« Tout branchement d'eau doit être d'un diamètre égal ou inférieur au diamètre de la conduite d'aqueduc sur lequel il est raccordé et doit répondre aux exigences de la division B du Code. ».

10. Le premier alinéa de l'article 40 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « d'une réhabilitation par gainage » par les mots « d'une technique de réhabilitation adaptée au matériau conformément aux règles de l'art ».

11. Le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 41 de ce règlement est modifié par l'ajout, après les mots « raccordée au branchement », des mots « le plus près possible de la limite de l'emprise de la voie publique ».

12. L'article 57 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement des mots « remplace ou réhabilite » par les mots « remplace, réhabilite ou reconstruit » partout où ils se trouvent dans cet article;

2° le remplacement, au deuxième alinéa, des mots « ou de réhabiliter » par les mots « , de réhabiliter ou de reconstruire ».

13. L'article 58.2 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Aux fins de la présente section, une entrave s'entend notamment d'un revêtement de mur ou de plancher, d'un équipement ou tout autre objet qui empêche la réalisation de l'inspection ou de travaux. ».

14. L'article 60.1 de ce règlement est modifié par le remplacement :

1° du mot « procède », par les mots « peut procéder »;

2° des mots « ou réhabilité », par les mots « , réhabilité ou reconstruit ».

15. L'article 60.2 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement des mots « du point d'entrée du branchement d'eau » par les mots « du mur de fondation »;

2° l'ajout, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Malgré le premier alinéa, lorsque cela est nécessaire pour assurer la continuité de l'alimentation en eau de l'immeuble, l'autorité compétente peut procéder au remplacement, à la réhabilitation ou à la reconstruction de la section privée d'un branchement d'eau à une distance de plus d'un mètre du mur de fondation à l'intérieur du bâtiment. ».

16. L'article 60.3 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au paragraphe 2°, des mots « ou la réhabilitation », par les mots « , la réhabilitation ou la reconstruction »;

2° l'ajout, après le paragraphe 5°, du paragraphe suivant :

« 6° la pose d'isolant, les travaux de mise à la terre et ceux relatifs à la gestion des sols. ».

17. L'article 60.4 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **60.4** Lorsque l'autorité compétente constate la présence d'un obstacle sur la propriété privée empêchant la réalisation des travaux prévus à l'article 60.3, elle peut :

1° procéder à l'enlèvement de l'obstacle;

2° effectuer des travaux permettant de contourner l'obstacle;

3° procéder à des travaux de mise aux normes du branchement d'eau. ».

18. L'article 61 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « ou de réhabilitation » par les mots « , de réhabilitation ou de reconstruction ».

19. L'article 62 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement des mots « ou de réhabilitation » par les mots « , de réhabilitation ou de reconstruction » partout où ils se trouvent;

2° le remplacement, au paragraphe 1° du deuxième alinéa, des mots « ou réhabilitées », par les mots « , réhabilitées ou reconstruites »;

3° le remplacement, au paragraphe 1° du troisième alinéa, des mots « ou réhabilitées », par les mots « , réhabilitées ou reconstruites »;

4° le remplacement du paragraphe 2° du troisième alinéa par le paragraphe suivant :

« lorsque le nombre de mètres linéaires mesurés sur l'immeuble est un nombre décimal qui comporte des centièmes se terminant par moins de 5, le nombre de mètres est arrondi au dixième de mètre inférieur le plus près. Lorsque ce nombre se termine par 5 ou plus, le nombre de mètres est arrondi au dixième de mètre supérieur le plus près ».

20. Le deuxième alinéa de l'article 71 de ce règlement est supprimé.

21. L'article 79 de ce règlement est modifié par :

1° l'ajout, au premier alinéa, après les mots « directement à l'égout public », des mots « , à un cours d'eau ou à un point de rejet désigné par l'autorité compétente en vertu de l'article 90 »;

2° la suppression du troisième alinéa.

22. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 79, de l'article suivant :

« **79.1** Lorsqu'un regard d'égout est situé en bout de réseau, l'autorité compétente peut autoriser le raccordement du branchement d'égout à ce regard au lieu de la conduite d'égout. ».

23. L'article 93 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, des mots « Lorsqu'une partie ou la totalité », par les mots « En présence d'un égout séparatif et lorsqu'une partie »;

2° la suppression, au deuxième alinéa, des mots « sanitaire et pluvial »;

3° la suppression, au deuxième alinéa, des mots « des raccordements sur l'immeuble ».

24. L'article 95 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Tout branchement d'égout doit être d'un diamètre égal ou inférieur au diamètre de l'égout sur lequel il est raccordé. ».

25. Le paragraphe 2° de l'article 108 de ce règlement est modifié par l'ajout, après les mots « un document vidéo », des mots « dont la date d'enregistrement est d'au plus trois mois avant la date de transmission du formulaire ».

26. L'article 119 de ce règlement est modifié par l'insertion, au deuxième alinéa, après les mots « doit se faire en surface », des mots « ou par tout autre moyen permettant de diminuer les volumes d'eau pluviale rejetés à l'égout ».

27. Le deuxième alinéa de l'article 120 de ce règlement est modifié par l'insertion, après les mots « de ce toit doivent être dirigées », des mots « vers un ouvrage d'infiltration ou ».

28. Le deuxième alinéa de l'article 124 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« Le propriétaire qui consent à recevoir sur son immeuble, en partie ou en totalité, le système de gestion des eaux pluviales d'un immeuble adjacent appartenant à un autre propriétaire conformément à l'article 128, est responsable de ce système et doit le maintenir en bon état. ».

29. L'article 128 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, au paragraphe 1° du premier alinéa, après les mots « immeuble adjacent », des mots « appartenant à un autre propriétaire »;

2° le remplacement des paragraphes 2° et 3° du premier alinéa par les paragraphes suivants :

« 2° qu'un immeuble appartenant au même propriétaire compense l'excédent du volume pour la pluie de conception selon les volumes indiqués à l'annexe D, à condition que les deux immeubles aient le même intercepteur;

3° qu'un immeuble appartenant au même propriétaire compense l'excédent du débit pour la pluie de conception indiquée à l'annexe B, à condition que les deux immeubles aient le même bassin de drainage. ».

30. L'article 129 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, au premier alinéa, après les mots « Pour l'application du », des mots « deuxième et »;

2° le remplacement, au premier alinéa, des mots « dans une phase ultérieure d'un » par les mots « sur un immeuble appartenant au même propriétaire, ultérieurement au »;

3° la suppression du paragraphe 5° du deuxième alinéa.

31. Le deuxième alinéa de l'article 131 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, après les mots « compense le surplus de débit », des mots « ou de volume »;

2° la suppression du paragraphe 2°;

3° l'ajout, après le paragraphe 3°, du paragraphe suivant :

« 4° un échéancier des travaux doit être soumis ».

32. L'article 133 de ce règlement est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant :

« Le présent article ne s'applique au parc Jean-Drapeau. ».

33. L'article 134 de ce règlement est modifié par l'insertion, après les mots « dans un cours d'eau », du mot « intérieur ».

34. L'article 136 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, au paragraphe 2°, après les mots « contamination dépasse les », des mots « critères d'usage du site selon les »;

2° le remplacement, au paragraphe 2°, des mots « à l'annexe 2 du », par le mot « au »;

3° l'ajout, après le paragraphe 4°, des paragraphes suivants :

« 5° lorsque le niveau de la nappe phréatique est supérieur à 1,2 mètre;

6° lorsque la conductivité hydraulique de l'immeuble est inférieure à 1 mm/h. ».

35. L'article 137 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, des mots « public ou dans un cours d'eau », par les mots « dont l'exutoire est rejeté directement ou indirectement dans un milieu humide ou hydrique »;

2° l'ajout, après le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant :

« L'expression « milieu humide et hydrique » utilisée dans le présent article a le même sens que celui prévu à l'article 46.0.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement, RLRQ, c. Q-2. ».

36. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 139, de l'article suivant :

« **139.1** Un régulateur de débit à vortex doit être installé à un emplacement permettant son inspection visuelle en tout temps depuis la surface. ».

37. L'article 149 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **149.** Pour chaque arbre planté sur le terrain d'un immeuble, un crédit équivalent à 250 litres est appliqué sur le volume à retenir en permanence, tel que prévu aux articles 133 et 135. ».

38. Le paragraphe 1° de l'article 151 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « armé (TBA) ».

39. L'article 154 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, après les mots « niveau de contamination dépasse les », des mots « critères d'usage du site selon les »;

2° le remplacement des mots « à l'annexe 2 du », par le mot « au ».

40. L'article 157 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au paragraphe 2° du premier alinéa, des mots « calculé sur la moyenne des maximums annuels enregistrés sur une période minimale de deux ans », par les mots « estimé par la valeur maximale enregistrée du suivi réalisé lors d'une période de crue printanière complète, c'est-à-dire du début du mois de mars à la fin du mois de mai, »;

2° l'insertion, au paragraphe 2° du premier alinéa, après les mots « à l'aide d'un piézomètre », des mots « et d'une sonde d'acquisition de données »;

3° l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Aux fins du paragraphe 2° du premier alinéa, si l'estimation du niveau de la nappe est basée sur une donnée ponctuelle, le fond de l'ouvrage doit être situé à une distance minimale de 2,5 mètres du niveau maximal saisonnier des eaux souterraines estimé selon les prescriptions de ce paragraphe. ».

41. L'article 158 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **158.** Avant le dépôt d'une demande d'autorisation visée à l'article 121, une estimation de la conductivité hydraulique à saturation du sol naturel ou importé doit être réalisée sous chaque ouvrage d'infiltration selon l'une des méthodes suivantes :

1° sur place selon la procédure établie à l'annexe B du Guide de gestion des eaux pluviales du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ou à l'annexe B de la norme CSA – Conception des systèmes de biorétention;

2° par estimation selon la granulométrie et sédimentométrie, conformément aux exigences des normes CAN/BNQ 2501-130 ou CAN/BNQ 2501-135;

3° en laboratoire selon une méthode adaptée et reconnue conformément aux normes ASTM applicables.

Aux fins du paragraphe 1° du premier alinéa, le taux d'infiltration doit être divisé par un facteur de 2 afin de prendre en considération le colmatage à long terme.

Aux fins des paragraphes 2° et 3° du premier alinéa, le taux d'infiltration doit être divisé par un facteur de 6 afin de prendre en considération le colmatage à long terme et la marge d'erreur. ».

42. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'annexe C par l'annexe jointe en annexe 1 au présent règlement.

ANNEXE 1
Annexe C - Pluie de conception – Contrôle des débits

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1214341001

ANNEXE C
LISTE DES TAUX DE REJET APPLICABLES
AUX COURS D'EAU INTÉRIEURS

Cours d'eau	Taux de rejet maximal
Rivière à l'Orme	6,0 l/s/ ha
Ruisseau Bertrand	17,3 l/s/ ha
Ruisseau Brook	24,7 l/s/ ha
Ruisseau de la Coulée-Grou	16,4 l/s/ ha
Ruisseau O'Connel	10,0 l/s/ ha
Ruisseau Lauzon	10,0 l/s/ ha
Autres ruisseaux	10,0 l/s/ ha

* Une carte numérique des taux de rejet est disponible en ligne à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/eau_approbations

* Voir l'annexe D pour les pluies de conception

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.003

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1214341001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030, modifié par 20-030-1)

Il est recommandé de:
Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030, modifié par 20-030-1)

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-05-20 10:15

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1214341001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030, modifié par 20-030-1)

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030, modifié par 20-030-1) vise essentiellement à protéger la structure et la capacité des réseaux municipaux, afin que chaque usager puisse se raccorder à l'aqueduc et à l'égout sans mettre les autres usagers à risque et sans affecter la fiabilité des réseaux.
En 2020, la Ville de Montréal a adopté les dispositions réglementaires permettant de rendre obligatoire le remplacement de la section privée du branchement d'eau en plomb, en conformité avec les objectifs de son plan d'action pour éliminer les branchements d'eau en plomb. Ces modifications à ces dispositions réglementaires étaient nécessaires pour permettre le remplacement des sections privées des branchements d'eau des bâtiments composés en tout ou en partie de plomb ou d'acier galvanisé qui est ou qui a été en contact avec du plomb.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 1372 - 15 décembre 2020 : Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030).
CM20 0674 - 16 juin 2020 : Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002) & Adoption - Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales.

CM18 0840 - 19 juin 2018 : Adoption - Règlement modifiant le Règlement relatif au remplacement par la Ville de la section privée des entrées de service d'eau en plomb (17-078).

CM17 1053 - 22 août 2017 : Adoption - Règlement relatif au remplacement par la Ville de la section privée des entrées de service d'eau en plomb.

DESCRIPTION

Le présent projet consiste en une modification du règlement 20-030 actuellement en vigueur sur le territoire des 19 arrondissements de la Ville de Montréal et qui régit les branchements d'eau et d'égouts et la gestion des eaux pluviales. Cette modification vise des adaptations aux dispositions réglementaires qui reflètent l'évolution et l'optimisation des procédures internes, mais aussi qui simplifient et élargissent les possibilités permettant d'atteindre la conformité au règlement. Certaines dispositions ont aussi été reformulées afin d'améliorer la cohérence et la compréhension du texte. Les faits saillants identifiés à cet égard sont :

Remplacement de la section privée des branchements d'eau :

- Des précisions ont été apportées sur la responsabilité des propriétaires à rendre accessible le point d'entrée du branchement d'eau à l'intérieur du bâtiment pour l'inspection et l'exécution des travaux par la Ville.
- Les travaux supplémentaires requis en présence d'un obstacle ou lors de la mise aux normes du branchement exécutés par l'entrepreneur de la Ville seront intégralement facturés au propriétaire.
- Le calcul du coût au mètre linéaire de conduite remplacée inclura les frais de pose d'isolant, de mise à la terre et de gestion des sols, en cohérence avec le calcul de répartition tarifaire inclus au règlement.
- Le nombre total de mètres linéaires facturé au propriétaire sera arrondi au dixième de mètre.

Raccordements inversés :

La disposition réglementaire sur les raccordements inversés a été révisée afin de clarifier qu'il relève de la responsabilité du propriétaire de corriger l'inversement dans le bâtiment lorsque les équipements sont partiellement mal raccordés et que l'égout public qui le dessert est séparatif. Aussi, lorsque la totalité des équipements est mal raccordée à l'intérieur du bâtiment et qu'il s'agit d'une nouvelle construction, le propriétaire est également responsable d'exécuter les travaux correctifs (en faisait appel à la garantie du bâtiment neuf).

Gestion des eaux pluviales sur la propriété privée :

- Les immeubles à usage institutionnel peuvent déposer une demande de plan directeur afin de compenser les exigences de débit ou de volume;
- Vu la proximité des cours d'eau dans lequel il se rejette, le territoire du parc Jean-Drapeau sera exclu du respect du taux de rejet pour les fortes pluies, mais devra répondre aux exigences en matière de qualité des eaux pluviales rejetées au milieu récepteur;
- Un crédit simplifié sous forme de volume d'eau pluviale est appliqué pour chaque arbre afin d'encourager la plantation et le verdissement;
- Les exigences associées aux ouvrages d'infiltration ont été révisées pour assurer le bon fonctionnement de ces méthodes de gestion des eaux pluviales.

JUSTIFICATION

Sur l'aspect du plomb, l'ajout et la modification des dispositions réglementaires sont motivés par le développement des devis techniques et des procédures administratives associés à l'exécution des travaux de remplacement des sections privées des branchements d'eau en plomb par la Ville, qui a débuté en avril 2021.

Suite à l'adoption du Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales en juin 2020 et suite à la modification réglementaire de décembre 2020, des commentaires et des recommandations ont été formulés par les instances concernées, afin d'améliorer la cohésion des exigences techniques et des objectifs réglementaires. Ces remarques ont été analysées et transposées en modifications réglementaires, et certaines dispositions ont été reformulées afin d'améliorer la cohérence et la compréhension du texte.

À l'égard des raccordements inversés, la disposition réglementaire a été reformulée afin de clarifier les situations où le propriétaire de l'immeuble est responsable de l'exécution des travaux correctifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun impact financier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bien que l’eau potable distribuée sur le territoire de la Ville de Montréal est d’excellente qualité, lorsque la tuyauterie contient du plomb, celui-ci peut se dissoudre et se retrouver dans l’eau. Le règlement permettra d'atteindre dans un délai raisonnable l'objectif de réduire l’exposition des citoyens au plomb dans l’eau. Cela permet de s’aligner sur le nouveau Règlement sur la qualité de l'eau potable (Q-2, r.40) qui fixe à 5 microgrammes par litre la concentration maximale de plomb dans l’eau potable.
Le règlement favorisera la réduction des émissions de GES directes et indirectes provenant des chantiers de construction et des externalités négatives telles que le bruit, et il s’aligne sur l’action 6 du Plan climat 2020-2030.

Les exigences qualitatives de rejet des eaux pluviales au règlement et sur les travaux correctifs des raccordements inversés permettent d'assurer la protection de la qualité de l'eau des milieux récepteurs. Les exigences quantitatives permettent de réduire les volumes d'eau pluviale rejetée à l'égout et d'éviter une surcharge de la capacité du réseau public, et donc contribuer à l'effort de diminution des surverses aux milieux récepteurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sur l'aspect du remplacement de la section privée du branchement d'eau en plomb par la Ville, la modification réglementaire ajoute des précisions sur les responsabilités des propriétaires de rendre accessible le point d'entrée de branchement d'eau pour l'inspection par la Ville de la nature du matériau du branchement d'eau et pour l'exécution des travaux de remplacement du branchement d'eau par l'entrepreneur de la Ville. De plus, certains travaux exécutés par l'entrepreneur de la Ville ont été spécifiés afin d'être intégralement facturés au propriétaire. Si l'amendement n'est pas adopté, les impacts majeurs à cet égard seront :

- La Ville ne pourra pas exiger au propriétaire les travaux qu'il doit exécuter de façon précise pour rendre accessible le point d'entrée du branchement d'eau (risque élevé de contestation).

- La Ville ne pourra pas facturer intégralement certains travaux particuliers selon les coûts réels de l'exécution par l'entrepreneur de la Ville.
- La Ville ne pourra pas facturer le coût des travaux au dixième de mètre (la modification réglementaire permettra d'être précis sur le coût réel des travaux et que le montant facturé au propriétaire soit juste).

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le Service de l'eau a mis en place des mesures de protection et des procédures en respect avec les recommandations de la Santé publique du Québec et des comités de santé et sécurité au travail, afin de protéger adéquatement les citoyens et les employés dans le cadre des inspections à l'intérieur des immeubles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication globale concernant le dossier du plomb dans l'eau est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.
Les guides d'interprétation préparés à l'intention des professionnels impliqués et des arrondissements seront adaptés compte tenu de la présente modification réglementaire. Lesdits guides sont disponibles en téléchargement gratuit sur le site du service de l'eau.

Un plan de communication interne sera préparé à l'intention des arrondissements et des services exécutants des travaux pour le compte du Service de l'eau concernant les nouvelles dispositions réglementaires, ainsi que des présentations, le cas échéant.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

14 juin 2021 : avis de motion

23 août 2021 : adoption de ce règlement.

Remplacement de toutes les entrées de service en plomb du territoire de la Ville de Montréal d'ici 2030.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy MEILLEUR
Agent(e) technique - soutien technique et règlementation

Tél : 438 821-3782
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-26

Brahim AMAROUCHE
Chef de section - réglementation de l'eau

Tél : 438 220-8191
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2021-05-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2021-05-17

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1214341001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030, modifié par 20-030-1)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents ci-joint.

FICHIERS JOINTS

2021-05-06 Règlement modifiant 20-030 (finale).docx

2021-04-13 Annexe C remplacée.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat
Tél : 438 833-6487

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-06

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Division Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
20-030-02

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES BRANCHEMENTS AUX RÉSEAUX D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT PUBLICS ET SUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES (20-030)

Vu les articles 19 et 25 à 27 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu les articles 4, 6, 19, 21, 23 à 25, 26 à 28 et 85 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu les articles 369 et 411 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu les articles 84 et 87 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 47 de l'annexe C de cette Charte;

À l'assemblée du _____ 2021, le conseil de Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030) est modifié par le remplacement des mots « égout public » par le mot « égout » partout où ils se trouvent.

2. Ce règlement est modifié par le remplacement des mots « d'un matériau en contact » par les mots « d'acier galvanisé en contact » partout où ils se trouvent.

3. Ce règlement est modifié par le remplacement des mots « ou à la réhabilitation » par les mots « , à la réhabilitation ou à la reconstruction » partout où ils se trouvent.

4. L'article 2 de ce règlement est modifié par l'insertion, après la définition de « immeuble », de la définition suivante :

> « « point d'entrée du branchement d'eau » : endroit à l'intérieur d'un bâtiment situé le plus près possible du mur de fondation où la section privée d'un branchement d'eau s'introduit dans le bâtiment; ».

5. L'article 6 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « les dispositions du cahier des prescriptions normalisées » par les mots « les normes prévues au Document technique normalisé d'infrastructure (DTNI) ».

6. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 22, de l'article suivant :

« **22.1** Tout branchement d'eau doit être situé à droite du branchement d'égout sanitaire, et ce, de l'immeuble jusqu'à la voie publique. ».

7. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 27, de l'article suivant :

« **27.1** Le propriétaire d'un immeuble doit s'assurer que le robinet d'arrêt extérieur du branchement d'eau de son immeuble soit accessible. ».

8. Le deuxième alinéa de l'article 30 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « raisonnable » par les mots « de sept jours ».

9. Le premier alinéa de l'article 37 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« Tout branchement d'eau doit être d'un diamètre égal ou inférieur au diamètre de la conduite d'aqueduc sur lequel il est raccordé et doit répondre aux exigences de la division B du Code. ».

10. Le premier alinéa de l'article 40 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « d'une réhabilitation par gainage » par les mots « d'une technique de réhabilitation adaptée au matériau conformément aux règles de l'art ».

11. Le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 41 de ce règlement est modifié par l'ajout, après les mots « raccordée au branchement », des mots « le plus près possible de la limite de l'emprise de la voie publique ».

12. L'article 57 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement des mots « remplace ou réhabilite » par les mots « remplace, réhabilite ou reconstruit » partout où ils se trouvent dans cet article;

2° le remplacement, au deuxième alinéa, des mots « ou de réhabiliter » par les mots « , de réhabiliter ou de reconstruire ».

13. L'article 58.2 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Aux fins de la présente section, une entrave s'entend notamment d'un revêtement de mur ou de plancher, d'un équipement ou tout autre objet qui empêche la réalisation de l'inspection ou de travaux. ».

14. L'article 60.1 de ce règlement est modifié par le remplacement :

1° du mot « procède », par les mots « peut procéder »;

2° des mots « ou réhabilité », par les mots « , réhabilité ou reconstruit ».

15. L'article 60.2 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement des mots « du point d'entrée du branchement d'eau » par les mots « du mur de fondation »;

2° l'ajout, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Malgré le premier alinéa, lorsque cela est nécessaire pour assurer la continuité de l'alimentation en eau de l'immeuble, l'autorité compétente peut procéder au remplacement, à la réhabilitation ou à la reconstruction de la section privée d'un branchement d'eau à une distance de plus d'un mètre du mur de fondation à l'intérieur du bâtiment. ».

16. L'article 60.3 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au paragraphe 2°, des mots « ou la réhabilitation », par les mots « , la réhabilitation ou la reconstruction »;

2° l'ajout, après le paragraphe 5°, du paragraphe suivant :

« 6° la pose d'isolant, les travaux de mise à la terre et ceux relatifs à la gestion des sols. ».

17. L'article 60.4 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **60.4** Lorsque l'autorité compétente constate la présence d'un obstacle sur la propriété privée empêchant la réalisation des travaux prévus à l'article 60.3, elle peut :

1° procéder à l'enlèvement de l'obstacle;

2° effectuer des travaux permettant de contourner l'obstacle;

3° procéder à des travaux de mise aux normes du branchement d'eau. ».

18. L'article 61 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « ou de réhabilitation » par les mots « , de réhabilitation ou de reconstruction ».

19. L'article 62 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement des mots « ou de réhabilitation » par les mots « , de réhabilitation ou de reconstruction » partout où ils se trouvent;

2° le remplacement, au paragraphe 1° du deuxième alinéa, des mots « ou réhabilitées », par les mots « , réhabilitées ou reconstruites »;

3° le remplacement, au paragraphe 1° du troisième alinéa, des mots « ou réhabilitées », par les mots « , réhabilitées ou reconstruites »;

4° le remplacement du paragraphe 2° du troisième alinéa par le paragraphe suivant :

« lorsque le nombre de mètres linéaires mesurés sur l'immeuble est un nombre décimal qui comporte des centièmes se terminant par moins de 5, le nombre de mètres est arrondi au dixième de mètre inférieur le plus près. Lorsque ce nombre se termine par 5 ou plus, le nombre de mètres est arrondi au dixième de mètre supérieur le plus près ».

20. Le deuxième alinéa de l'article 71 de ce règlement est supprimé.

21. L'article 79 de ce règlement est modifié par :

1° l'ajout, au premier alinéa, après les mots « directement à l'égout public », des mots « , à un cours d'eau ou à un point de rejet désigné par l'autorité compétente en vertu de l'article 90 »;

2° la suppression du troisième alinéa.

22. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 79, de l'article suivant :

« **79.1** Lorsqu'un regard d'égout est situé en bout de réseau, l'autorité compétente peut autoriser le raccordement du branchement d'égout à ce regard au lieu de la conduite d'égout. ».

23. L'article 93 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, des mots « Lorsqu'une partie ou la totalité », par les mots « En présence d'un égout séparatif et lorsqu'une partie »;

2° la suppression, au deuxième alinéa, des mots « sanitaire et pluvial »;

3° la suppression, au deuxième alinéa, des mots « des raccordements sur l'immeuble ».

24. L'article 95 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Tout branchement d'égout doit être d'un diamètre égal ou inférieur au diamètre de l'égout sur lequel il est raccordé. ».

25. Le paragraphe 2° de l'article 108 de ce règlement est modifié par l'ajout, après les mots « un document vidéo », des mots « dont la date d'enregistrement est d'au plus trois mois avant la date de transmission du formulaire ».

26. L'article 119 de ce règlement est modifié par l'insertion, au deuxième alinéa, après les mots « doit se faire en surface », des mots « ou par tout autre moyen permettant de diminuer les volumes d'eau pluviale rejetés à l'égout ».

27. Le deuxième alinéa de l'article 120 de ce règlement est modifié par l'insertion, après les mots « de ce toit doivent être dirigées », des mots « vers un ouvrage d'infiltration ou ».

28. Le deuxième alinéa de l'article 124 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« Le propriétaire qui consent à recevoir sur son immeuble, en partie ou en totalité, le système de gestion des eaux pluviales d'un immeuble adjacent appartenant à un autre propriétaire conformément à l'article 128, est responsable de ce système et doit le maintenir en bon état. ».

29. L'article 128 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, au paragraphe 1° du premier alinéa, après les mots « immeuble adjacent », des mots « appartenant à un autre propriétaire »;

2° le remplacement des paragraphes 2° et 3° du premier alinéa par les paragraphes suivants :

« 2° qu'un immeuble appartenant au même propriétaire compense l'excédent du volume pour la pluie de conception selon les volumes indiqués à l'annexe D, à condition que les deux immeubles aient le même intercepteur;

3° qu'un immeuble appartenant au même propriétaire compense l'excédent du débit pour la pluie de conception indiquée à l'annexe B, à condition que les deux immeubles aient le même bassin de drainage. ».

30. L'article 129 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, au premier alinéa, après les mots « Pour l'application du », des mots « deuxième et »;

2° le remplacement, au premier alinéa, des mots « dans une phase ultérieure d'un » par les mots « sur un immeuble appartenant au même propriétaire, ultérieurement au »;

3° la suppression du paragraphe 5° du deuxième alinéa.

31. Le deuxième alinéa de l'article 131 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, après les mots « compense le surplus de débit », des mots « ou de volume »;

2° la suppression du paragraphe 2°;

3° l'ajout, après le paragraphe 3°, du paragraphe suivant :

« 4° un échéancier des travaux doit être soumis ».

32. L'article 133 de ce règlement est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant :

« Le présent article ne s'applique au parc Jean-Drapeau. ».

33. L'article 134 de ce règlement est modifié par l'insertion, après les mots « dans un cours d'eau », du mot « intérieur ».

34. L'article 136 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, au paragraphe 2°, après les mots « contamination dépasse les », des mots « critères d'usage du site selon les »;

2° le remplacement, au paragraphe 2°, des mots « à l'annexe 2 du », par le mot « au »;

3° l'ajout, après le paragraphe 4°, des paragraphes suivants :

« 5° lorsque le niveau de la nappe phréatique est supérieur à 1,2 mètre;

6° lorsque la conductivité hydraulique de l'immeuble est inférieure à 1 mm/h. ».

35. L'article 137 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, des mots « public ou dans un cours d'eau », par les mots « dont l'exutoire est rejeté directement ou indirectement dans un milieu humide ou hydrique »;

2° l'ajout, après le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant :

« L'expression « milieu humide et hydrique » utilisée dans le présent article a le même sens que celui prévu à l'article 46.0.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement, RLRQ, c. Q-2. ».

36. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 139, de l'article suivant :

« **139.1** Un régulateur de débit à vortex doit être installé à un emplacement permettant son inspection visuelle en tout temps depuis la surface. ».

37. L'article 149 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **149.** Pour chaque arbre planté sur le terrain d'un immeuble, un crédit équivalent à 250 litres est appliqué sur le volume à retenir en permanence, tel que prévu aux articles 133 et 135. ».

38. Le paragraphe 1° de l'article 151 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « armé (TBA) ».

39. L'article 154 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, après les mots « niveau de contamination dépasse les », des mots « critères d'usage du site selon les »;

2° le remplacement des mots « à l'annexe 2 du », par le mot « au ».

40. L'article 157 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au paragraphe 2° du premier alinéa, des mots « calculé sur la moyenne des maximums annuels enregistrés sur une période minimale de deux ans », par les mots « estimé par la valeur maximale enregistrée du suivi réalisé lors d'une période de crue printanière complète, c'est-à-dire du début du mois de mars à la fin du mois de mai, »;

2° l'insertion, au paragraphe 2° du premier alinéa, après les mots « à l'aide d'un piézomètre », des mots « et d'une sonde d'acquisition de données »;

3° l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Aux fins du paragraphe 2° du premier alinéa, si l'estimation du niveau de la nappe est basée sur une donnée ponctuelle, le fond de l'ouvrage doit être situé à une distance minimale de 2,5 mètres du niveau maximal saisonnier des eaux souterraines estimé selon les prescriptions de ce paragraphe. ».

41. L'article 158 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **158.** Avant le dépôt d'une demande d'autorisation visée à l'article 121, une estimation de la conductivité hydraulique à saturation du sol naturel ou importé doit être réalisée sous chaque ouvrage d'infiltration selon l'une des méthodes suivantes :

1° sur place selon la procédure établie à l'annexe B du Guide de gestion des eaux pluviales du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ou à l'annexe B de la norme CSA – Conception des systèmes de biorétention;

2° par estimation selon la granulométrie et sédimentométrie, conformément aux exigences des normes CAN/BNQ 2501-130 ou CAN/BNQ 2501-135;

3° en laboratoire selon une méthode adaptée et reconnue conformément aux normes ASTM applicables.

Aux fins du paragraphe 1° du premier alinéa, le taux d'infiltration doit être multiplié par un facteur de 2 afin de prendre en considération le colmatage à long terme.

Aux fins des paragraphes 2° et 3° du premier alinéa, le taux d'infiltration doit être multiplié par un facteur de 6 afin de prendre en considération le colmatage à long terme et la marge d'erreur. ».

42. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'annexe C par l'annexe jointe en annexe 1 au présent règlement.

ANNEXE 1
Annexe C - Pluie de conception – Contrôle des débits

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1214341001

ANNEXE C
LISTE DES TAUX DE REJET APPLICABLES
AUX COURS D'EAU INTÉRIEURS

Cours d'eau	Taux de rejet maximal
Rivière à l'Orme	6,0 l/s/ ha
Ruisseau Bertrand	17,3 l/s/ ha
Ruisseau Brook	24,7 l/s/ ha
Ruisseau de la Coulée-Grou	16,4 l/s/ ha
Ruisseau O'Connel	10,0 l/s/ ha
Ruisseau Lauzon	10,0 l/s/ ha
Autres ruisseaux	10,0 l/s/ ha

* Une carte numérique des taux de rejet est disponible en ligne à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/eau_approbations

* Voir l'annexe D pour les pluies de conception

CE : 40.004

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.005

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.006

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217736002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (2045), afin d'y ajouter des tarifs relatifs à la Cité-des-Hospitalières (251 avenue des Pins)

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (2045), afin d'y ajouter des tarifs relatifs à la Cité-des-Hospitalières (251 avenue des Pins).

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-23 10:18

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217736002**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (2045), afin d'y ajouter des tarifs relatifs à la Cité-des-Hospitalières (251 avenue des Pins)

CONTENU

CONTEXTE

Au cours de l'été 2017, la Ville de Montréal a acquis la propriété des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph (RHSJ), située au pied du mont Royal, en vertu d'une décision du conseil municipal (CM17 0777). Un bail à court terme a été conclu avec les RHSJ afin qu'elles occupent le site jusqu'au 1er avril 2019. À la demande de celles-ci, la date a été reportée au 1er mai, date à laquelle la Ville a pris possession de l'ensemble du site (comprenant trois chapelles, un caveau, le couvent, les jardins, le musée et les bâtiments de service).
La Ville, en tant que propriétaire de ce site patrimonial, a la responsabilité de protéger ce milieu ainsi que son patrimoine culturel et paysager.

La requalification de ce site patrimonial exceptionnel passe par la création d'un bien commun qui reflètera les valeurs partagées par les acteurs de la collectivité, tant locale que métropolitaine, et qui saura mettre en valeur les différentes composantes de la propriété, en un tout intégré, vivant, comme l'a été le couvent dans le passé. Pour ce faire, le projet repose sur une démarche d'urbanisme transitoire qui vise à ouvrir le site et à mettre à disposition des espaces notamment à des citoyen.es, des organismes ou des entreprises d'économie sociale. Cette approche permettra de définir et d'évaluer, au fur et à mesure de son évolution, le sens, la vocation et le modèle de gouvernance le plus adéquat tout en assurant le meilleur arrimage possible entre le site, son histoire et la communauté en devenir.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0571 - 17 mai 2021
Approuver, conformément aux disposition de la loi, un projet de convention, de gré à gré, par lequel l'organisme sans but lucratif Atelier Entremise s'engage à fournir à la Ville les services requis pour assurer la gestion de l'occupation transitoire à la Cité-des-

Hospitalières, pour une durée de 28 mois, soit pour une somme maximale de 364 699 $, taxes incluses, dans le cadre du budget de la Direction générale, conformément à son offre de service en date du 8 avril 2021 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention

CM17 0777 - 12 juin 2017

Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph l'immeuble situé au 201-251A, avenue des Pins Ouest ainsi que le terrain vacant situé sur l'avenue Duluth Ouest, à des fins municipales, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour la somme de 14 550 000 $ / Approuver l'intervention de la Ville au projet d'acte de servitudes entre le Centre Hospitalier de l'Université de Montréal et les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph / Approuver l'entente de services entre le Centre Hospitalier de l'Université de Montréal et la Ville de Montréal / Ratifier les principes contenus dans la promesse bilatérale de vente et d'achat intervenue entre la Ville de Montréal et les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph, sauf quant aux délais qui n'ont pu être respectés et ratifier le contrat de services professionnels intervenu entre les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph et Fasken Martineau DuMoulin, S.E.N.C.R.L., s.r.l., avec l'intervention de la Ville pour en accepter le bénéfice / Approuver une dépense de 14 450 000 $, constituant le solde du prix de vente, payable à la signature de l'acte vente à l'ordre ou au nom de Fasken Martineau DuMoulin, S.E.N.C.R.L., s.r.l., en fiducie / Approuver un projet de bail à court terme et un projet de bail à long terme en faveur des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph. N/Réf. : 31H12-005-0568-02

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à adopter le règlement modifiant le Règlement sur les tarifs – exercice financier 2021 (20-045). La modification du Règlement vise à insérer des tarifs pour les espaces mis à disposition des Montréalais.es pour de la location court terme à la Cité-des-Hospitalières. Les tarifs peuvent se lire comme suit :

Tarifs généraux	/ Heure (min. 2h)	/ Demi journée (4h)	/ Jour (7h)	Jours consécutifs ou récurrents /jours	/ Jours si location une semaine
Grande chapelle (cap. 280 p)	50 $	200 $	300 $	200 $	150 $
Salle de la communauté (cap 175-150 p)	40 $	100 $	160 $	107 $	80 $
Salle de rencontre (4-10 p)	20 $	40 $	60 $	40 $	30 $
Chambre (1-4 p)	10 $	25 $	40 $	27 $	20 $
Espaces extérieurs (30 p et moins)	20 $	40 $	60 $	40 $	30 $
Espaces extérieurs (plus de 30 p)	40 $	100 $	160 $	107 $	80 $

Tarification pour tournages corporatifs	/ Heure (min. 2h)	/ Demi journée (4)	/ Jour (7h)	Jours consécutifs ou récurrents/jours
Grande chapelle (cap. 280 p)	250 $	1 000 $	1 750 $	1 167 $
Salle de la communauté (cap 175-150 p)	120 $	480 $	840 $	560 $
Salle de rencontre	50 $	200 $	350 $	233 $
Chambre	40 $	160 $	280 $	187 $

JUSTIFICATION

La modification du règlement est nécessaire afin de permettre la location court terme des espaces de la Cité-des-Hospitalières aux Montréalais.es. Les tarifs proposés s'apparentent aux tarifs en vigueur d'autres espaces loués par la Ville. Ils seront mis en application par le gestionnaire intermédiaire du projet d'occupation transitoire et les montants seront perçus par la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

SO

MONTRÉAL 2030

L'urbanisme transitoire participe activement au mouvement de transition écologique mis de l'avant dans le Plan climat 2020-2023. L'urbanisme transitoire est une façon de valoriser autrement des espaces vacants ou délaissés en les réutilisant en l'état actuel afin de planifier au mieux un projet pérenne assurant leur durabilité dans le temps. Cette approche ouverte et inclusive s'inscrit dans un cadre d'urbanisme participatif. L'urbanisme transitoire participe ainsi à la réalisation de la transition socioécologique par l'expérimentation de nouvelles formes de collaboration publique–communautaire, telles que les communs (forme d'usage et de gestion collective d'un lieu ou de ressources).

Le projet met de l'avant dans ses objectifs, les quatre orientations formulées par le plan stratégique Montréal 2030 :

- Accélérer la transition écologique;
- Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion;
- Amplifier la démocratie et la participation;
- Stimuler l'innovation et la créativité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le dossier n'est pas approuvé, les espaces ne pourront être être loués aux Montréalais.es. Cela retarderait l'accès du lieu aux citoyen.nes ainsi que la planification, la mise oeuvre et les travaux nécessaires au projet pérenne de requalification du site.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le cas échéant, toutes les mesures seront respectées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2021 Présentation au conseil municipal pour avis de motion
Septembre 2021 Présentation au conseil municipal pour adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements

administratifs. Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), Nadia Bastien désigne Marie-Christine Ladouceur -Girard, directrice du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants, pour la remplacer du 19 juillet au 30 juillet dans l'exercice des fonctions de directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale et exercer tous les pouvoirs rattachés à cette fonction.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valentine ABOUT
Conseillère en planification

Tél : 514-872-6180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Lyne RAYMOND
C/D SDIS - cadre en reaffectation

Tél : 514-872-2252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Christine LADOUCEUR-GIRARD
directeur(trice) bureau integration des nouveaux arrivants - en remplacement de la directrice SDIS
Tél :
Approuvé le : 2021-07-22

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1217736002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , -
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2021 (2045), afin d'y ajouter des tarifs relatifs à la Cité-des-Hospitalières (251 avenue des Pins)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1217736002 Règl. modif. règl tarifs ville 2021 cité des hospitalières - 20210721.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-22

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-589-7449
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2021) (20-045)

Vu les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2021) (20-045) est modifié par l'insertion, après l'article 61, de la section suivante :

« **SECTION III.1**
CITÉ DES HOSPITALIÈRES

61.1. Pour la location des espaces suivants de la Cité des Hospitalières, située au 251 avenue des Pins, il sera perçu :

1°	grande chapelle, pour un maximum de 280 personnes :		
	a)	l'heure, pour un minimum de 2 heures	50,00 $
	b)	la demi-journée, pour un maximum de 4 heures	200,00 $
	c)	la journée, pour un maximum de 7 heures	300,00 $
	d)	journées consécutives pour un maximum de 6 jours, ou journées récurrentes, par jour	200,00 $
	e)	une semaine, par jour	150,00 $
2°	salle de la communauté, pour un maximum de 175 personnes :		
	a)	l'heure, pour un minimum de 2 heures	40,00 $
	b)	la demi-journée, pour un maximum de 4 heures	100,00 $

	c)	la journée, pour un maximum de 7 heures	160,00 $
	d)	journées consécutives pour un maximum de 6 jours, ou journées récurrentes, par jour	107,00 $
	e)	une semaine, par jour	80,00 $
3°	salle de rencontre, pour un maximum de 10 personnes :		
	a)	l'heure, pour un minimum de 2 heures	20,00 $
	b)	la demi-journée, pour un maximum de 4 heures	40,00 $
	c)	la journée, pour un maximum de 7 heures	60,00 $
	d)	journées consécutives, pour un maximum de 6 jours, ou journées récurrentes, par jour	40,00 $
	e)	une semaine, par jour	30,00 $
4°	chambre, pour un maximum de 4 personnes :		
	a)	l'heure, pour un minimum de 2 heures	10,00 $
	b)	la demi-journée, pour un maximum de 4 heures	25,00 $
	c)	la journée, pour un maximum de 7 heures	40,00 $
	d)	journées consécutives, pour un maximum de 6 jours, ou journées récurrentes, par jour	27,00 $
	e)	une semaine, par jour	20,00 $
5°	espace extérieur, d'une capacité de 30 personnes et moins :		
	a)	l'heure, pour un minimum de 2 heures	20,00 $
	b)	la demi-journée, pour un maximum de 4 heures	40,00 $

c)	la journée, pour un maximum de 7 heures	60,00 $
d)	journées consécutives, pour un maximum de 6 jours, ou journées récurrentes, par jour	40,00 $
e)	une semaine, par jour	30,00 $

6° espace extérieur, d'une capacité de plus de 30 personnes :

a)	l'heure, pour un minimum de 2 heures	40,00 $
b)	la demi-journée, pour un maximum de 4 heures	100,00 $
c)	la journée, pour un maximum de 7 heures	160,00 $
d)	journées consécutives, pour un maximum de 6 jours, ou journées récurrentes, par jour	107,00 $
e)	une semaine, par jour	80,00 $

61.2. Pour la location d'espaces de la Cité des Hospitalières, située au 251 avenue des Pins, aux fins de tournage cinématographique il sera perçu,

1° grande chapelle, pour un maximum de 280 personnes :

a)	l'heure, pour un minimum de 2 heures	250,00 $
b)	la demi-journée, pour un maximum de 4 heures	1 000,00 $
c)	la journée, pour un maximum de 7 heures	1 750,00 $
d)	journées consécutives, par jour	1 167,00 $

2° salle de la communauté, pour un maximum de 175 personnes :

a)	l'heure, pour un minimum de 2 heures	120,00 $
b)	la demi-journée, pour un maximum de 4 heures	480,00 $

c)	la journée, pour un maximum de 7 heures	840,00 $
d)	journées consécutives, par jour	560,00 $
3°	salle de rencontre, pour un maximum de 10 personnes :	
a)	l'heure, pour un minimum de 2 heures	50,00 $
b)	la demi-journée, pour un maximum de 4 heures	200,00 $
c)	la journée, pour un maximum de 7 heures	350,00 $
d)	journées consécutives, par jour	233,00 $
4°	chambre, pour un maximum de 4 personnes :	
a)	l'heure, pour un minimum de 2 heures	40,00 $
b)	la demi-journée, pour un maximum de 4 heures	160,00 $
c)	la journée, pour un maximum de 7 heures	280,00 $
d)	journées consécutives, par jour	187,00 $».

GDD 1217736002

CE : 40.007

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.008

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.009

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.010

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.011

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1214309001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre de congrès, port ou aéroport
Projet :	-
Objet :	Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ afin de financer l'acquisition du lot 3 731 871 ainsi que la réalisation d'un lien routier, entre le chemin Saint-François et le boulevard de la Côte-Vertu, pour la desserte des projets industriels implantés sur le territoire de l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau (08 037), modifiant ainsi le montant de l'emprunt à 9 017 711 $

Il est recommandé d'adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ afin de financer l'acquisition du lot 3 731 871 ainsi que la réalisation d'un lien routier, entre le chemin Saint-François et le boulevard de la Côte-Vertu, pour la desserte des projets industriels implantés sur le territoire de l'aéroport international Pierre -Elliot-Trudeau (08-037).

Signé par Yves COURCHESNE **Le** 2021-07-28 13:41

Signataire : Yves COURCHESNE

DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Service des finances , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1214309001**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre de congrès, port ou aéroport
Projet :	-
Objet :	Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ afin de financer l'acquisition du lot 3 731 871 ainsi que la réalisation d'un lien routier, entre le chemin Saint-François et le boulevard de la Côte-Vertu, pour la desserte des projets industriels implantés sur le territoire de l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau (08 037), modifiant ainsi le montant de l'emprunt à 9 017 711 $

CONTENU

CONTEXTE

Le *Règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ afin de financer l'acquisition du lot 3 731 871 ainsi que la réalisation d'un lien routier, entre le chemin Saint-François et le boulevard de la Côte-Vertu, pour la desserte des projets industriels implantés sur le territoire de l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau* ("**Règlement**") a été adopté par la Ville de Montréal pour le financement entre autre, de la réalisation d'un lien routier entre le chemin Saint-François et le boulevard de la Côte-Vertu. Les travaux reliés à ces projets sont terminés et la facturation de la taxe spéciale doit être entreprise.
Il a été déterminé qu'un amendement au règlement était nécessaire afin de:

1) tenir du compte du fait que l'acquisition du lot 3 731 871 incluant les infrastructures réalisés par la société Aéroports de Montréal (ADM) relevait du conseil d'agglomération;

2) suite à la confirmation du bassin de taxation, inclure le secteur VI (tel que décrit dans le Règlement). Les immeubles de ce secteur bénéficient également des travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 080321 - 30 juin 2020 - Confirmer que les travaux concernés, par le règlement d'emprunt 08-037, sont terminés et valider le bassin de taxation.
CG12 0305 - 23 août 2012 - Approuver deux projets d'acte par lesquels la Ville acquiert de Sa Majesté la Reine du Chef du Canada la propriété du lot 3 731 871 du cadastre du Québec, pour la somme de 1 $, et acquiert de la société Aéroports de Montréal (ADM) des infrastructures construites par cette dernière afin de desservir le lot 12 d'ADM (lot 3 731 871 du cadastre du Québec), pour la somme de 2 982 288,24 $, taxes incluses.

CM08 0813 - 22 septembre 2008 - Règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ afin de financer l'acquisition du lot 3 731 871 ainsi que la réalisation d'un lien routier, entre le

chemin Saint-François et le boulevard de la Côte-Vertu, pour la desserte des projets industriels implantés sur le territoire de l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à amender le Règlement afin de tenir du compte du fait que l'acquisition du lot 3 731 871 incluant les infrastructures réalisés par ADM n'a pas été financée par le Règlement et pour ajouter un secteur dans le bassin de taxation.
Le Règlement visait à :

1) acquérir le lot 3 731 871, incluant les infrastructures qui s'y trouvaient; et

2) la réalisation d'un lien routier entre le chemin Saint-François et le boulevard de la Côte-Vertu, pour la desserte des projets industriels implantés sur le territoire de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau.

Par contre, l'acquisition du lot 3 731 871 et des infrastructures n'a pas été financée par le Règlement (voir CG12 0305). Il est donc, nécessaire d'amender le titre du titre du Règlement et l'article 1 pour enlever la référence à l'acquisition du lot et des infrastructures, et de réduire le montant de l'emprunt par le montant de ces coûts.

Par ailleurs, l'article 4 du Règlement stipule que pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il serait imposé une taxe spéciale annuelle basée sur la superficie des immeubles imposables situés dans le bassin de taxation composé des secteurs I à V. Par contre suite à la confirmation du bassin de taxation, il a été déterminé que la taxe spéciale doit être imposée aux immeubles situés dans les secteurs I à VI, au lieu de I à V (voir CA20 080321). L'article 4 du Règlement doit donc être modifié pour inclure le secteur VI au bassin de taxation car le lien routier dessert également les immeubles dans le secteur VI. Les secteurs sont décrits à l'annexe A du Règlement.

JUSTIFICATION

L'amendement au Règlement est nécessaire afin de tenir compte du fait que le Règlement n'a pas servi à l'acquisition du lot 3 731 871 et des infrastructures et que tous les immeubles bénéficiant des travaux soient inclus dans le bassin d'imposition.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant de l'emprunt est réduit de 2 982 289 M$

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

avis de motion: 23 août 2021
adoption: 27 septembre 2021
approbation par le ministère des Affaires municipales

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eleni KOUROS
Conseillère recettes fiscales

Tél : 514-868-4438
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-28

Nathalie HAMEL
Chef de Division

Tél : 514 872-3210
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Nathalie HAMEL
Chef de Division
Tél : 514 872-3210
Approuvé le : 2021-07-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2021-07-28

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
08-037

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 12 000 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION DU LOT 3 731 871, AINSI QUE LA RÉALISATION D'UN LIEN ROUTIER ENTRE LE CHEMIN SAINT-FRANÇOIS ET LE BOULEVARD DE LA CÔTE-VERTU, POUR LA DESSERTE DES PROJETS INDUSTRIELS IMPLANTÉS SUR LE TERRITOIRE DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL PIERRE-ELLIOTT-TRUDEAU

Vu l'article 148 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) et les articles 544 et 544.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du 22 septembre 2008, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 12 000 000 $ est autorisé afin de financer l'acquisition du lot 3 731 871 au cadastre du Québec, incluant les infrastructures qui s'y trouvent, ainsi que pour la réalisation d'un lien routier entre le chemin Saint-François et le boulevard de la Côte-Vertu, pour la desserte des projets industriels implantés sur le territoire de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau, et ce afin d'augmenter la dotation de l'arrondissement en ce qui concerne la réalisation du lien routier entre le chemin Saint-François et le boulevard de la Côte-Vertu.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé annuellement, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés dans le bassin de taxation composé des secteurs I à V décrits à l'annexe A, laquelle annexe est jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, une taxe spéciale basée sur la superficie de ces immeubles imposables, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

ANNEXE A
BASSIN DE TAXATION

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 31 octobre 2008.

D: 8-15232-D-6
Minute: 2753

DESCRIPTION TECHNIQUE

Description technique, **pour fins de bassin de taxation pour la répartition des coûts de travaux permanents,** de six (6) secteurs, le **secteur I** étant composé des lots TROIS MILLION SEPT CENT TRENTE ET UN MILLE HUIT CENT SOIXANTE-SEPT, TROIS MILLION SEPT CENT TRENTE ET UN MILLE HUIT CENT SOIXANTE-HUIT, TROIS MILLION SEPT CENT TRENTE ET UN MILLE HUIT CENT SOIXANTE-NEUF et d'une partie des lots TROIS MILLION SEPT CENT TRENTE ET UN MILLE HUIT CENT SOIXANTE-DOUZE et TROIS MILLION SEPT CENT CINQUANTE-TROIS MILLE UN (3 731 867, 3 731 868, 3 731 869, Ptie 3 731 872 et Ptie 3 753 001), le **secteur II** étant composé d'une partie des lots TROIS MILLION SEPT CENT TRENTE ET UN MILLE HUIT CENT SOIXANTE-DOUZE et TROIS MILLION SEPT CENT CINQUANTE-TROIS MILLE UN (Ptie 3 731 872, Ptie 3 753 001), **le secteur III** étant connu et désigné comme étant le lot TROIS MILLION SEPT CENT TRENTE ET UN MILLE HUIT CENT SOIXANTE-DIX (3 731 870), **les secteurs IV et V** étant composés chacun d'une partie des lots TROIS MILLION SEPT CENT TRENTE ET UN MILLE HUIT CENT SOIXANTE-DOUZE et TROIS MILLION SEPT CENT CINQUANTE-TROIS MILLE UN (Ptes 3 731 872, Ptes 3 753 001) et le **secteur VI** étant un cadastre vertical (PC-20729) composé des lots TROIS MILLION HUIT CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE TROIS CENT QUARANTE-QUATRE, TROIS MILLION HUIT CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE TROIS CENT QUARANTE-CINQ, TROIS MILLION HUIT CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE TROIS CENT QUARANTE-SIX et TROIS MILLION NEUF CENT VINGT-TROIS

MILLE TROIS CENT HUIT (3 899 344, 3 899 345, 3 899 346, 3 923 308) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, Ville de Montréal (Arrondissement Saint-Laurent).

1.- SECTEUR I

1.1 LOT 3 731 867

Ce lot de forme irrégulière, est borné vers le Nord-Est, le Sud-Est et le Sud-Ouest par le lot 3 731 869 ci-après décrit et faisant partie de ce même secteur I; vers le Nord-Ouest par les lots 3 731 868 et 3 731 869 ci-après décrits et faisant partie de ce même secteur I.

Il **mesure** cent vingt et un mètres et neuf centièmes (121,09 m) le long de sa limite Nord-Est; trente-huit mètres et cinquante-trois centièmes (38,53 m) le long d'une de ses limites Sud-Est; dix-sept mètres et soixante et onze centièmes (17,71 m) le long d'une de ses limites Sud-Ouest; cinquante-neuf mètres et soixante centièmes (59,60 m) le long de son autre limite Sud-Est; quatre-vingt-treize mètres et quarante-neuf centièmes (93,49 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Ouest; dix mètres et dix-huit centièmes (10,18 m) le long d'une de ses limites Nord-Ouest; neuf mètres et quatre-vingt-huit centièmes (9,88 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Ouest; quatre-vingt-sept mètres et quatre-vingt-treize centièmes (87,93 m) le long de son autre limite Nord-Ouest.

Il contient en superficie dix mille sept cent seize mètres carrés et trois dixièmes (10 716,3 m²).

1.2 LOT 3 731 868

Ce lot de forme irrégulière, est borné vers le Nord-Est par le lot 3 731 869 et une partie du lot 3 731 872 tous deux ci-après décrits et faisant partie de ce même secteur I; vers le Sud-Est par les lots 3 731 867 ci-haut décrit et 3 731 869 ci-après décrit, tous deux faisant partie de ce même secteur I; vers le Sud-Ouest par le lot 3 731 869 et ladite partie du lot 3 731 872 tous deux ci-après décrits et faisant partie de ce même secteur I; vers l'Ouest, le Nord-Ouest et le Nord par ladite partie du lot 3 731 872 ci-après décrite et faisant partie de ce même secteur I.

Il mesure successivement quatre-vingt-dix-sept mètres et quatre-vingt-treize centièmes (97,93 m) puis deux mètres et quatorze centièmes (2,14 m) le long d'une de ses limites Sud-Est brisée; soixante-huit centièmes de mètre (0,68 m) le long d'une de ses limites Nord-Est; soixante-sept mètres et

soixante-dix centièmes (67,70 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Est; soixante et onze centièmes de mètre (0,71 m) le long d'une de ses limites Sud-Ouest; successivement deux mètres et quatorze centièmes (2,14 m) puis quarante et un mètres et trente-six centièmes (41,36 m) le long de son autre limite Sud-Est brisée; quatre-vingt-un mètres et soixante-dix-neuf centièmes (81,79 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Ouest; cinquante-deux mètres et quatorze centièmes (52,14 m) le long d'une de ses limites Nord-Ouest; quarante-sept mètres et deux centièmes (47,02 m) suivant un arc de cercle engendré par un rayon extérieur de vingt-six mètres et vingt-huit centièmes (26,28 m) le long de sa limite Ouest; dix mètres et cinquante centièmes (10,50 m) suivant un arc de cercle engendré par un rayon intérieur de cent soixante et un mètres et trente-deux centièmes (161,32 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Ouest; cinquante-six mètres et trente-deux centièmes (56,32 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Ouest; vingt-deux mètres et soixante-huit centièmes (22,68 m) suivant un arc de cercle engendré par un rayon extérieur de trente et un mètres et soixante-treize centièmes (31,73 m) le long de sa limite Nord; quarante-quatre mètres et quatre-vingt-treize centièmes (44,93 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Ouest; trente mètres et cinquante-six centièmes (30,56 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Est; dix mètres et cinquante-cinq centièmes (10,55 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Ouest; quatre-vingt-un mètres et trente-huit centièmes (81,38 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Est.

Il contient en superficie vingt et un mille sept cent trente-cinq mètres carrés et un dixième (21 735,1 m²).

1.3 LOT 3 731 869

Ce lot de forme irrégulière, est borné vers le Nord-Est par une partie du lot 3 731 872 composant le secteur II ci-après décrit et par les lots 3 731 867 et 3 731 868 ci-haut décrits et faisant partie de ce même secteur I; vers le Sud-Est par une partie du lot 3 753 001 ci-après décrite et par le lot 3 731 867 ci-haut décrit, tous deux faisant partie de ce même secteur I; vers le Sud-Ouest par une partie du lot 3 731 872 composant le secteur IV ci-après décrit et par les lots 3 731 867 et 3 731 868 tous deux ci-haut décrits et faisant partie de ce même secteur I; vers le Nord-Ouest par les lots 3 731 867 et 3 731 868 tous deux ci-haut décrits et par une partie du lot 3 731 872 ci-après décrite, tous trois faisant partie de ce même secteur I.

Il mesure deux cent cinquante-trois mètres et quatre-vingt-dix-sept centièmes (253,97 m) le long d'une de ses limites Nord-Est; successivement quarante-neuf mètres et soixante-dix-neuf centièmes (49,79 m) puis cent quatre-vingt-huit mètres (188,0 m) le long d'une de ses limites Sud-Est brisée; trois cent trente et un mètres et soixante-quinze centièmes (331,75 m) le long

d'une de ses limites Sud-Ouest; quatorze mètres et trente et un centièmes (14,31 m) le long d'une de ses limites Nord-Ouest; soixante-treize mètres et soixante et onze centièmes (73,71 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Est; successivement quarante et un mètres et trente-six centièmes (41,36 m) puis deux mètres et quatorze centièmes (2,14 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Ouest brisée; soixante et onze centièmes de mètre (0,71 m) le long d'une autre des limites Nord-Est; soixante-sept mètres et soixante-dix centièmes (67,70 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Ouest; soixante-huit centièmes de mètre (0,68 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Ouest; successivement deux mètres et quatorze centièmes (2,14 m) puis dix mètres (10,00 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Ouest brisée; neuf mètres et quatre-vingt-huit centièmes (9,88 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Est; dix mètres et dix-huit centièmes (10,18 m) le long de son autre limite Sud-Est; quatre-vingt-treize mètres et quarante-neuf centièmes (93,49 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Est; cinquante-neuf mètres et soixante centièmes (59,60 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Ouest; dix-sept mètres et soixante et onze centièmes (17,71 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Est; trente-huit mètres et cinquante-trois centièmes (38,53 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Ouest; cent vingt et un mètres et neuf centièmes (121,09 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Ouest; dix mètres et cinquante-deux centièmes (10,52 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Ouest.

Il contient en superficie cinquante mille neuf cent quatre-vingt-huit mètres carrés et cinq dixièmes (50 988,5 m²).

1.4 PARTIE DU LOT 3 731 872

Cette dite partie de lot de forme irrégulière, est bornée vers le Nord-Est par une autre partie du lot 3 731 872 composant le secteur II ci-après décrit et par le lot 3 731 868 ci-haut décrit et faisant partie de ce même secteur I; vers l'Est par le lot 3 731 868 ci-haut décrit et faisant partie de ce même secteur I; vers le Sud-Est par les lots 3 731 868 et 3 731 869 ci-haut décrits et tous deux faisant partie de ce même secteur I; vers le Sud par le lot 3 731 868 ci-haut décrit et faisant partie de ce même secteur I; vers le Sud-Ouest par une autre partie du lot 3 731 872 composant le secteur IV ci-après décrit et par le lot 3 731 868 ci-haut décrit et faisant partie de ce même secteur I; vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 3 731 872.

Elle mesure cent cinquante-trois mètres et cinquante centièmes (153,50 m) le long d'une de ses limites Nord-Est; dix mètres et cinquante-deux centièmes (10,52 m) le long d'une de ses limites Sud-Est; quatre-vingt-un mètres et trente-huit centièmes (81,38 m) le long d'une de ses limites Sud-Ouest; dix mètres et cinquante-cinq centièmes (10,55 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Est; trente mètres et cinquante-six

centièmes (30,56 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Ouest; quarante-quatre mètres et quatre-vingt-treize centièmes (44,93 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Est; vingt-deux mètres et soixante-huit centièmes (22,68 m) suivant un arc de cercle engendré par un rayon intérieur de trente et un mètres et soixante-treize centièmes (31,73 m) le long de sa limite Sud; cinquante-six mètres et trente-deux centièmes (56,32 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Est; dix mètres et cinquante centièmes (10,50 m) suivant un arc de cercle engendré par un rayon extérieur de cent soixante et un mètres et trente-deux centièmes (161,32 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Est; quarante-sept mètres et deux centièmes (47,02 m) suivant un arc de cercle engendré par un rayon intérieur de vingt-six mètres et vingt-huit centièmes (26,28 m) le long de sa limite Est; cinquante-deux mètres et quatorze centièmes (52,14 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Est; huit mètres et huit centièmes (8,08 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Est; quatorze mètres et trente et un centièmes (14,31 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Est; soixante-dix-neuf mètres et quatorze centièmes (79,14 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Ouest; deux cent trente-cinq mètres et quarante-quatre centièmes (235,44 m) le long de sa limite Nord-Ouest.

Elle contient en superficie treize mille trois cent quatre-vingt-sept mètres carrés et trois dixièmes (13 387,3 m²).

Rattachements : La limite Nord-Est de ladite partie de lot, mesurant 153,50 mètres, se trouve dans le prolongement vers le Nord-Ouest de la limite Nord-Est du lot 3 731 869 adjacente au lot 3 731 872.

La limite Sud-Ouest de ladite partie de lot, mesurant 79,14 mètres, se trouve dans le prolongement vers le Nord-Ouest de la limite Sud-Ouest du lot 3 731 869 adjacente au lot 3 731 872.

1.5 PARTIE DU LOT 3 753 001

Cette dite partie de lot de forme irrégulière, est bornée vers le Nord-Est par une autre partie du lot 3 753 001 faisant partie du secteur II ci-après décrit; vers le Sud-Est par le lot 2 744 760 (boulevard de la Côte-Vertu); vers le Sud-Ouest par une autre partie du lot 3 753 001 faisant partie du secteur IV ci-après décrit; vers le Nord-Ouest par le lot 3 731 869 ci-haut décrit et faisant partie de ce même secteur I.

Elle mesure quinze mètres de largeur; quinze mètres (15,00 m) le long de sa limite Nord-Est; successivement quarante-neuf mètres et cinquante-six centièmes (49,56 m) puis cent quatre-vingt-huit mètres et trente-deux centièmes (188,32 m) le

long de sa limite brisée Sud-Est; quinze mètres (15,00 m) le long de sa limite Sud-Ouest; successivement cent quatre-vingt-huit mètres (188,00 m) puis quarante-neuf mètres et soixante-dix-neuf centièmes (49,79 m) le long de sa limite brisée Nord-Ouest.

Elle contient en superficie trois mille cinq cent soixante-sept mètres carrés et cinq dixièmes (3 567,5 m²).

La superficie totale du Secteur I est de cent mille trois cent quatre-vingt-quatorze mètres carrés et sept dixièmes (100 394,7 m²).

2.- SECTEUR II

2.1 PARTIE DU LOT 3 731 872

Cette dite partie de lot de forme irrégulière, est bornée vers le Nord-Est et l'Est par le lot 3 731 871 (Route de service 700); vers le Sud-Est par une partie du lot 3 753 001 ci-après décrite et faisant partie de ce même secteur II; vers le Sud-Ouest par le lot 3 731 869 et par une autre partie du lot 3 731 872 tous deux ci-haut décrits et faisant partie du secteur I; vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 3 731 872.

Elle mesure successivement quatre-vingt-dix-sept mètres et quatre-vingt-six centièmes (97,86 m) suivant une droite, quarante-sept mètres et quarante-six centièmes (47,46 m) suivant une droite puis soixante-treize mètres et quatre-vingt-trois centièmes (73,83 m) suivant un arc de cercle engendré par un rayon intérieur de cent onze mètres et quarante et un centièmes (111,41 m) le long d'une de ses limites brisées Nord-Est, soixante et onze mètres et cinquante centièmes (71,50 m) le long de sa limite Est; successivement quatre-vingt-quatre mètres et quatre-vingt-trois centièmes (84,83 m) suivant un arc de cercle engendré par un rayon extérieur de cent dix mètres et un centième (110,01 m) puis soixante-quatre mètres et trente et un centièmes (64,31 m) suivant une droite le long de son autre limite brisée Nord-Est; cent trente-six mètres et vingt-trois centièmes (136,23 m) le long de sa limite Sud-Est; quatre cent sept mètres et quarante-sept centièmes (407,47 m) le long de sa limite Sud-Ouest; deux cent cinquante mètres et soixante-seize centièmes (250,76 m) le long de sa limite Nord-Ouest.

Elle contient en superficie quatre-vingt-deux mille deux cent soixante-dix-neuf mètres carrés et quatre dixièmes (82 279,4m²).

2.2 PARTIE DU LOT 3 753 001

Cette dite partie de lot de forme trapézoïdale, est bornée vers le Nord-Est par le lot 3 731 871 (Route de service 700); vers le Sud-Est par le lot 2 744 760 (boulevard de la Côte-Vertu); vers

le Sud-Ouest par une autre partie du lot 3 753 001 faisant partie du secteur I ci-haut décrit; vers le Nord-Ouest par une partie du lot 3 731 872 ci-haut décrite et faisant partie de ce même secteur II.

Elle mesure quinze mètres (15,00 m) de largeur; quinze mètres et un centième (15,01 m) le long de sa limite Nord-Est; cent trente-six mètres et quatre centièmes (136,04 m) le long de sa limite Sud-Est; quinze mètres (15,00 m) le long de sa limite Sud-Ouest; cent trente-six mètres et vingt-trois centièmes (136,23 m) le long de sa limite Nord-Ouest.

Elle contient en superficie deux mille quarante-deux mètres carrés et un dixième (2 042,1 m²).

La superficie totale du Secteur II est de quatre-vingt-quatre mille trois cent vingt et un mètres carrés et cinq dixièmes (84 321,5 m²).

3.- **SECTEUR III**
LOT 3 731 870

Ce lot de forme irrégulière, est borné vers le Nord-Est par le lot 1 164 080; vers le Sud-Est par le lot 2 744 760 (boulevard de la Côte Vertu); vers le Sud-Ouest, l'Ouest et le Nord-Ouest par le lot 3 731 871 (Route de service 700).

Il mesure cent soixante-dix mètres et quarante-cinq centièmes (170,45 m) le long de sa limite Nord-Est; successivement cinquante-trois mètres et soixante-dix centièmes (53,70 m) puis cinquante mètres et trente-quatre centièmes (50,34 m) le long de sa limite brisée Sud-Est; successivement soixante-dix-huit mètres et quarante-trois centièmes (78,43 m) suivant une droite puis soixante et un mètres et soixante-cinq centièmes (61,65 m) suivant un arc de cercle engendré par un rayon intérieur de quatre-vingt-sept mètres et quatre-vingt-trois centièmes (87,83 m) le long de sa limite brisée Sud-Ouest; cinquante-neuf mètres et trente-huit centièmes (59,38 m) le long de sa limite Ouest; quarante et un mètres et quatre-vingt-trois centièmes (41,83 m) le long de sa limite Nord-Ouest.

Il contient en superficie quinze mille neuf cent soixante-dix-huit mètres carrés et cinq dixièmes (15 978,5 m²).

4.- **SECTEUR IV**

4.1 PARTIE DU LOT 3 731 872

Cette dite partie de lot de forme irrégulière, est bornée vers le Nord-Est par une autre partie du lot 3 731 872 et par le lot 3 731 869 tous deux ci-haut décrits et faisant partie du secteur I; vers le Sud-Est par une partie du lot 3 753 001 ci-après décrite et faisant partie de ce même secteur IV et par une autre partie du lot 3 731 872 (chemin Hervé Saint-Martin); vers le Sud-Ouest par deux autres parties du lot 3 731 872 dont l'une

étant le chemin Hervé Saint-Martin; vers le Nord-Ouest par une autre partie du lot 3 731 872.

Elle mesure quatre cent dix mètres et quatre-vingt-neuf centièmes (410,89 m) le long de sa limite Nord-Est; successivement cent treize mètres et soixante-dix centièmes (113,70 m), quarante-neuf mètres et quarante et un centièmes (49,41 m), quarante-six mètres et trente-cinq centièmes (46,35 m), vingt-deux mètres et soixante-dix-huit centièmes (22,78 m) puis cent cinq mètres et soixante-huit centièmes (105,68 m) le long d'une de ses limites Sud-Est brisée; trois cent cinq mètres et quatre-vingts centièmes (305,80 m) le long d'une de ses limites Sud-Ouest; cent dix-huit mètres et soixante-dix centièmes (118,70 m) le long de son autre limite Sud-Est; cent six mètres et soixante-deux centièmes (106,62 m) le long de son autre limite Sud-Ouest; quatre cent cinquante-cinq mètres et cinquante-cinq centièmes (455,55 m) le long de sa limite Nord-Ouest.

Elle contient en superficie cent cinquante et un mille sept cent quarante-cinq mètres carrés (151 745,0 m²).

4.2 PARTIE DU LOT 3 753 001

Cette dite partie de lot de forme irrégulière, est bornée vers le Nord-Est par une autre partie du lot 3 753 001 faisant partie du secteur I ci-haut décrit; vers le Sud-Est par le lot 2 744 760 (boulevard de la Côte-Vertu); vers le Sud-Ouest par une autre partie du lot 3 753 001 (chemin Hervé Saint-Martin); vers le Nord-Ouest par une partie du lot 3 731 872 ci-haut décrite et faisant partie de ce même secteur IV.

Elle mesure quinze mètres (15,00 m) de largeur; quinze mètres (15,00 m) le long de sa limite Nord-Est; successivement cent treize mètres et soixante et onze centièmes (113,71 m), quarante-neuf mètres et quarante et un centièmes (49,41 m), quarante-cinq mètres et soixante et onze centièmes (45,71 m), vingt-deux mètres et quatre-vingt-sept centièmes (22,87 m) puis cent six mètres et vingt-cinq centièmes (106,25 m) le long de sa limite brisée Sud-Est; quinze mètres (15,00 m) le long de sa limite Sud-Ouest; successivement cent cinq mètres et soixante-huit centièmes (105,68 m), vingt-deux mètres et soixante-dix-huit centièmes (22,78 m), quarante-six mètres et trente-cinq centièmes (46,35 m), quarante-neuf mètres et quarante et un centièmes (49,41 m) puis cent treize mètres et soixante-dix centièmes (113,70 m) le long de sa limite brisée Nord-Ouest.

Elle contient en superficie cinq mille soixante-neuf mètres carrés (5 069,0 m²).

Rattachement : La limite Nord-Est de ladite partie de lot se trouve dans le prolongement vers le Sud-Est

de la limite Sud-Ouest du lot 3 731 869 adjacente au lot 3 731 872.

La superficie totale du Secteur IV est de cent cinquante-six mille huit cent quatorze mètres carrés (156 814,0 m²).

5.- SECTEUR V

5.1 PARTIE DU LOT 3 731 872

Cette dite partie de lot, de forme irrégulière, est bornée vers le Nord-Ouest, le Nord et le Nord-Est par une autre partie du lot 3 731 872 (chemin Hervé Saint-Martin); vers le Sud-Est par une partie du lot 3 753 001 ci-après décrite et faisant partie de ce même secteur V et par un cadastre vertical composé des lots 3 899 344 à 3 899 346 et 3 923 308; vers le Sud-Ouest par un cadastre vertical composé des lots 3 899 344 à 3 899 346 et 3 923 308

Elle mesure trois cent quarante-quatre mètres et quatre-vingts centièmes (344,80 m) le long de sa limite Nord-Ouest; trente-neuf mètres et trente centièmes (39,30 m) suivant un arc de cercle engendré par un rayon intérieur de vingt-cinq mètres (25,00 m) le long de sa limite Nord; deux cent trente-quatre mètres et quatre-vingt-quatre centièmes (234,84 m) le long de sa limite Nord-Est; successivement trente mètres et quatre-vingt-un centièmes (30,81 m), dix-sept mètres et cinq centièmes (17,05 m) puis vingt-six mètres et vingt-quatre centièmes (26,24 m) le long d'une de ses limites Sud-Est brisée; deux cent vingt mètres et vingt-trois centièmes (220,23 m) le long d'une de ses limites Sud-Ouest; deux cent quatre-vingt-quinze mètres et vingt-neuf centièmes (295,29 m) le long de son autre limite Sud-Est; quarante-deux mètres et trente-trois centièmes (42,33 m) le long de son autre limite Sud-Ouest.

Elle contient en superficie trente et un mille sept cent vingt et un mètres carrés et huit dixièmes (31 721,8 m²).

5.2 PARTIE DU LOT 3 753 001

Cette dite partie de lot de forme irrégulière, est bornée vers le Nord-Est une autre partie du lot 3 753 001 (chemin Hervé Saint-Martin); vers le Sud-Est par le lot 2 744 760 (boulevard de la Côte-Vertu); vers le Sud-Ouest par un cadastre vertical composé des lots 3 899 344, 3 899 346 et 3 923 308; vers le Nord-Ouest par une partie du lot 3 731 872 ci-haut décrite et faisant partie de ce même secteur V.

Elle mesure quinze mètres (15,00 m) de largeur; quinze mètres (15,00 m) le long de sa limite Nord-Est; successivement vingt-neuf mètres et quatre-vingt-douze centièmes (29,92 m), seize mètres et quatre-vingt-dix-sept

centièmes (16,97 m) puis vingt-sept mètres et vingt-deux centièmes (27,22 m) le long de sa limite brisée Sud-Est; quinze mètres (15,00 m) le long de sa limite Sud-Ouest; successivement vingt-six mètres et vingt-quatre centièmes (26,24 m), dix-sept mètres et cinq centièmes (17,05 m) puis trente mètres et quatre-vingt-un centièmes (30,81 m) le long de sa limite brisée Nord-Ouest.

Elle contient en superficie mille cent onze mètres carrés et six dixièmes (1 111,6 m²).

La superficie totale du Secteur V est de trente-deux mille huit cent trente-trois mètres carrés et quatre dixièmes (32 833,4 m²).

LA SUPERFICIE TOTALE DES SECTEURS I À V est de trois cent quatre-vingt-dix mille trois cent quarante-deux mètres carrés et un dixième (390 342,1 m²).

6.- SECTEUR VI
PÉRIMÈTRE GLOBAL DES LOTS DE CADASTRE VERTICAL 3 899 344, 3 899 345, 3 899 346 ET 3 923 308 (PC-20729)

Ce secteur est borné vers le Nord-Est par une partie des lots 3 731 872 et 3 753 001 ci-haut décrites et composant le secteur V; vers le Sud-Est par les lots 2 744 760, 2 806 823 et 1 522 810 tous faisant partie du boulevard de la Côte-Vertu; vers le Sud-Ouest et l'Ouest par une partie du lot 3 731 872; vers le Nord-Ouest par deux parties du lot 3 731 872 dont l'une ci-haut décrite et faisant partie du Secteur V.

Il mesure successivement cinquante mètres et vingt-quatre centièmes (50,24 m) suivant un arc de cercle engendré par un rayon extérieur de mille quatre cent quatre-vingt-six mètres et soixante-dix-sept centièmes (1 486,77 m), cent trente mètres et cinq centièmes (130,05 m) suivant une droite, cent trente-trois mètres et cinquante centièmes (133,50 m) suivant un arc de cercle engendré par un rayon intérieur de trois mille trois cent quatre-vingt-six mètres et douze centièmes (3 386,12 m), deux cent soixante et onze mètres et un centième (271,01 m) suivant une droite, trois cent dix-neuf mètres et vingt-deux centièmes (319,22 m) suivant une droite puis cinquante-huit mètres et vingt centièmes (58,20 m) suivant une droite le long de sa limite Sud-Est brisée; cent soixante-dix-huit mètres et quatre-vingt-deux centièmes (178,82 m) le long d'une de ses limites Sud-Ouest; trente-cinq mètres et douze centièmes (35,12 m) le long de sa limite Ouest; deux cent quatre-vingt-deux mètres et cinquante-quatre centièmes (282,54 m) le long d'une de ses limites Nord-Ouest; cinquante et un mètres et quatre-vingt-quatre centièmes (51,84 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Ouest; dix mètres et quatre-vingt-douze centièmes (10,92 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Ouest; quarante-deux mètres et trente-trois centièmes (42,33 m) le long d'une autre de ses limites Sud-Ouest; trois cent quarante-huit mètres et soixante-dix centièmes

(348,70 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Ouest; quarante-deux mètres et trente-trois centièmes (42,33 m) le long d'une de ses limites Nord-Est; deux cent quatre-vingt-quinze mètres et vingt-neuf centièmes (295,29 m) le long d'une autre de ses limites Nord-Ouest; deux cent trente-cinq mètres et vingt-trois centièmes (235,23 m) le long de son autre limite Nord-Est.

Il contient en superficie deux cent trente-huit mille six cent soixante-huit mètres carrés et cinq dixièmes (238 668,5 m²).

LA SUPERFICIE TOTALE DES SECTEURS I À VI est de six cent vingt-neuf mille dix mètres carrés et six dixièmes (629 010,6 m²).

Toutes les dimensions plus haut mentionnées sont en mesure métrique (SI). On doit utiliser l'équivalence de 1 mètre = 3.2808 pieds pour convertir au système impérial.

Tous les gisements indiqués au plan sont en référence au système SCOPQ (fuseau 8), méridien central 73°30'.

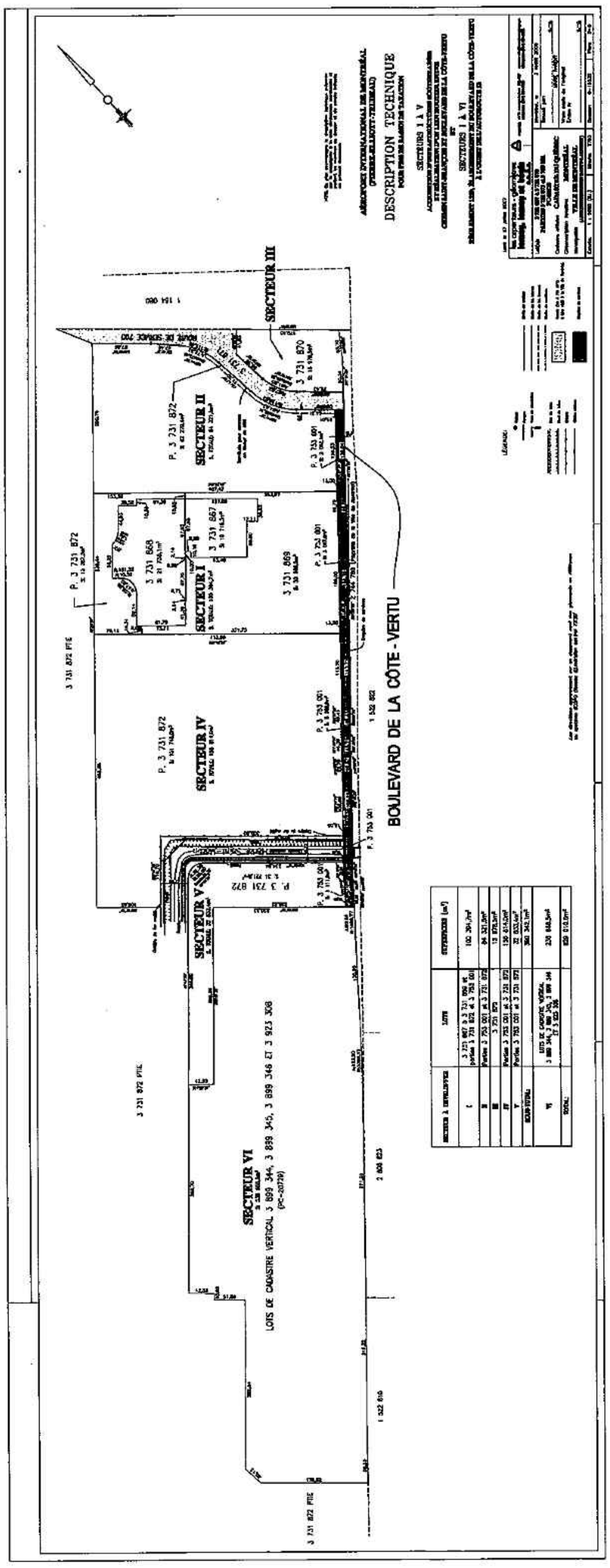
Le tout tel que montré sur le plan dressé par la soussignée le 3 mars 2008, et portant le numéro de dossier 8-15232-D-6, minute 2753. Ce plan accompagne la présente description technique.

DONNÉ À MONTRÉAL, ce troisième jour du mois de mars de l'an deux mil huit, sous le numéro 2753 des minutes de la soussignée.

_____
MARIE PARENT
Arpenteur-Géomètre

nc/R

ANNEXE A



08-037/14

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1214309001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Objet :	Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ afin de financer l'acquisition du lot 3 731 871 ainsi que la réalisation d'un lien routier, entre le chemin Saint-François et le boulevard de la Côte-Vertu, pour la desserte des projets industriels implantés sur le territoire de l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau (08 037), modifiant ainsi le montant de l'emprunt à 9 017 711 $

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1214309001 - Règl modif Regl 08-037 20210728.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-28

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-589-7449
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 12 000 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION DU LOT 3 731 871, AINSI QUE LA RÉALISATION D'UN LIEN ROUTIER ENTRE LE CHEMIN SAINT-FRANÇOIS ET LE BOULEVARD DE LA CÔTE-VERTU, POUR LA DESSERTE DES PROJETS INDUSTRIELS IMPLANTÉS SUR LE TERRITOIRE DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL PIERRE-ELLIOTT-TRUDEAU (08-037)

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu la résolution CG12 0305 du conseil d'agglomération de Montréal prise lors de la séance tenue le 23 août 2012;

Vu la résolution CA20 08 0321 du conseil de l'Arrondissement de Saint-Laurent prise lors de la séance tenue le 30 juin 2020;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ afin de financer l'acquisition du lot 3 731 871, ainsi que la réalisation d'un lien routier entre le chemin Saint-François et le boulevard de la Côte-Vertu, pour la desserte des projets industriels implantés sur le territoire de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau (08-037) est modifié par :

1° le remplacement de « 12 000 000 $ » par « 9 017 711 $ »;

2° la suppression de « l'acquisition du lot 3 731 871, ainsi que ».

2. L'article 1 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement de « 12 000 000 $ » par « 9 017 711 $ »;

2° la suppression de « l'acquisition du lot 3 731 871 du cadastre du Québec, incluant les infrastructures qui s'y trouvent, ainsi que pour ».

3. L'article 4 de ce règlement est modifié par le remplacement de « V » par « VI ».

4. La partie de la description technique figurant au coin inférieur droit du plan faisant partie l'annexe A de ce règlement et qui mentionne les Secteurs I à V doit se lire comme mentionnant les Secteurs I à VI.

_____

GDD1214309001

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.012

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1211179005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale et à l'acquisition d'immeubles par les entreprises d'économie sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 4 000 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale et à l'acquisition d'immeubles par les entreprises d'économie sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Autoriser des virements budgétaires de 2 000 000 $ en provenance de l'Entente 150 M$ et de 2 000 000 $ en provenance de l'enveloppe 50 M$ - plan de relance 2 vers le budget alloué au Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) pour les exercices financiers 2021 et 2022

Il est recommandé :

1. d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale et à l'acquisition d'immeubles par les entreprises d'économie sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) »;
2. de bonifier de 4 000 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale);
3. d'autoriser des virements budgétaires de 2 000 000 $ en provenance de l'Entente 150 M$ et de 2 000 000 $ en provenance de l'enveloppe 50 M$ - plan de relance 2 vers le budget alloué au Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) pour les exercices financiers 2021 et 2022;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumé par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-29 15:58

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1211179005**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale et à l'acquisition d'immeubles par les entreprises d'économie sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 4 000 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale et à l'acquisition d'immeubles par les entreprises d'économie sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Autoriser des virements budgétaires de 2 000 000 $ en provenance de l'Entente 150 M$ et de 2 000 000 $ en provenance de l'enveloppe 50 M$ - plan de relance 2 vers le budget alloué au Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) pour les exercices financiers 2021 et 2022

CONTENU

CONTEXTE

Le Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale est actuellement régi par le Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) (RCG 20-018). Ce programme de subvention est accessible aux entreprises d'économie sociale de l'ensemble de l'agglomération de Montréal pour réaliser un projet de construction, de rénovation ou d'agrandissement des bâtiments ou des locaux qu'elles occupent. L'aide financière versée comprend actuellement une subvention couvrant 40 % du coût des travaux admissibles, sans dépasser 250 000 $ ainsi qu'une subvention additionnelle couvrant 50 % des honoraires de services professionnels (architecture, design, ingénierie, gestion de projet, urbanisme, archéologie ou experts-conseils), sans dépasser 50 000 $. Dans le cadre des mesures de soutien économique identifiées dans le plan "Agir maintenant pour préparer la relance" annoncé en novembre 2020, l'enveloppe budgétaire associée au Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale a été bonifiée de 4 M$ afin de soutenir un plus grand nombre de projets de construction, de rénovation ou d'agrandissement de bâtiments, mais également afin d'ajouter au programme un volet relatif à l'acquisition d'immeubles par les entreprises d'économie sociale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0231 (23 avril 2020) : adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) ».
CE18 0916 (23 mai 2018) : approuver le plan d'action en innovation sociale 2018-2022 intitulé « Tisser Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique « Accélérer Montréal ».

DESCRIPTION

Les modifications proposées au programme visent spécifiquement à :

1. ajouter un volet permettant d'accorder des subventions pour l'acquisition d'immeubles par les entreprises d'économie sociale visées à l'article 3 de la Loi sur l'économie sociale. Le programme continuera également de soutenir des projets de construction, de rénovation ou d'agrandissement des bâtiments ou des locaux affectés à des activités économiques à finalité sociale. Ainsi, une entreprise d'économie sociale pourra déposer une demande de subvention visant exclusivement un des deux volets ou combinant à la fois une acquisition et une rénovation ou un agrandissement;
2. bonifier le maximum de subvention à 400 000 $ par projet.

Les objectifs poursuivis par ces modifications au programme sont les suivants :

1. Soutenir les projets d'acquisition immobilière par le secteur de l'économie sociale.
2. Maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets d'économie sociale.

Les principales composantes des modifications apportées au programme sont les suivantes :

Subvention

- Admissibilité des projets sur la base d'une offre d'achat signée par les deux parties si le projet implique exclusivement une acquisition.
- Admissibilité des projets sur la base d'une estimation du coût des travaux et des services professionnels si le projet implique exclusivement des travaux.
- Admissibilité des projets sur la base d'une offre d'achat signée par les deux parties ainsi qu'une estimation du coût des travaux et des services professionnels si le projet implique une acquisition et des travaux.
- Dans le cas d'un projet impliquant exclusivement une acquisition, le requérant a six mois pour procéder à l'acquisition de l'immeuble et pour produire sa demande de versement de subvention suite à son admissibilité. La date d'acquisition de l'immeuble ne pourra pas dépasser le 31 octobre 2024.
- Dans le cas d'un projet impliquant exclusivement des travaux, le requérant a jusqu'au 30 juin 2024 pour les réaliser et jusqu'au 30 novembre 2024 pour produire sa demande de versement de subvention.
- Dans le cas d'un projet impliquant une acquisition et des travaux, le requérant a six mois pour procéder à l'acquisition de l'immeuble et jusqu'au 30 juin 2024 pour réaliser les travaux.
- Subvention égale à 40 % du coût réel d'acquisition de l'immeuble, 40 % du coût des travaux de construction, de rénovation ou d'agrandissement et 50 % du coût des services professionnels. Le tout, sans dépasser 400 000 $.

Le versement de la subvention

- Dans le cas d'un projet impliquant exclusivement une acquisition, la subvention est versée après l'acquisition de l'immeuble, sur présentation de l'acte de vente.

- Dans le cas d'un projet impliquant exclusivement des travaux, un premier versement équivalant à la subvention afférente aux services professionnels rendus avant la date de début des travaux sur présentation des factures et des preuves de leur acquittement complet ainsi qu'un montant correspondant à 50 % de la subvention afférente au coût estimé des travaux admissibles au début des travaux et, à la fin des travaux, second versement de la subvention afférente aux travaux admissibles effectués et aux services professionnels rendus sur présentation des factures et des preuves de leur acquittement complet, en soustrayant le montant versé au début des travaux.
- Dans le cas d'un projet impliquant une acquisition et des travaux premier versement après l'acquisition de l'immeuble, sur présentation de l'acte de vente, et second versement de la subvention afférente aux travaux admissibles effectués et aux services professionnels rendus sur présentation des factures et des preuves de leur acquittement complet si le maximum de subvention n'a pas été atteint suite au premier versement.

Les modifications apportées au programme sont fondamentales au point où il est requis d'adopter un nouveau règlement, en lieu et place du Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) (RCG 20-018). Tous les projets traités en vertu de ce dernier continueront de l'être. Toutefois, un requérant qui a présenté une demande de subvention déclarée admissible conformément au règlement RCG 20-018 ne pourra pas subséquemment présenter une demande en vertu du nouveau règlement faisant l'objet du présent dossier décisionnel. Également, lorsqu'une demande sera à la fois admissible à une subvention en vertu du règlement RCG 20-018 et en vertu nouveau règlement faisant l'objet du présent dossier décisionnel, la demande devra être traitée en vertu de ce dernier.

JUSTIFICATION

La modification au programme et l'adoption du nouveau règlement permet de mettre en place les conditions pour le versement des subventions pour le volet relatif à l'acquisition d'immeubles par les entreprises d'économie sociale, pour le volet relatif à des travaux de construction, de rénovation ou d'agrandissement des bâtiments ou des locaux, ou encore à une combinaison des deux volets..
Le programme bonifié permet à la Ville d'intervenir de façon plus efficace dans les aspects suivants :

- Contribution au développement de l'économie sociale
- Accélération de l'investissement immobilier des entreprises d'économie sociale
- Pouvoir d'attraction amélioré pour l'implantation de nouvelles entreprises d'économie sociale sur le territoire de l'île de Montréal
- Valorisation du cadre bâti et reconversion de bâtiments anciens ou patrimoniaux

Compte tenu des outils de financement actuellement offerts aux entreprises d'économie sociale, le programme répond mieux à un besoin non comblé en matière de financement de leurs projets immobiliers.

De plus, le programme répond à plusieurs principes soutenant l'action municipale en innovation sociale identifiés au Plan d'action en innovation sociale « Tisser Montréal » et aux principaux défis qui y sont considérés, soit :

- L'accès au financement présente souvent des difficultés pour les porteurs d'innovation sociale.
- Faire émerger des solutions concertées, entrepreneuriales et viables, issues des besoins du milieu et de la discussion entre les acteurs.

- Soutenir les processus développant de nouvelles formes d'utilisation des terrains et des bâtiments, mais aussi de nouvelles formes de gouvernance des espaces.
- Allouer des ressources conséquentes pour répondre aux besoins des collectivités et des projets entrepreneuriaux à fort impact social.

Enfin, la modification au programme et l'adoption de ce nouveau règlement permet de mettre en oeuvre la mesure 5 du plan "Agir maintenant pour préparer la relance" qui reconnaît que la participation de l'économie sociale à plusieurs secteurs stratégiques de la métropole en fait un partenaire incontournable pour une relance inclusive et durable. Il s'agit d'une des conditions de succès qui sont mises en place afin de faire de Montréal le meilleur endroit au monde pour développer des projets d'économie sociale qui permettront notamment de lutter contre les changements climatiques et de favoriser la solidarité, l'équité et l'inclusion.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les aspects financiers du programme ont fait l'objet d'une première approbation du comité exécutif le 11 mars 2020 (CE20 0346).

La modification au règlement demande une injection de 4 000 000 $ supplémentaire en 2021 et 2022.

Les crédits nécessaires au versement des subventions en 2021 et 2022 sont prévus au budget de fonctionnement du Service du développement économique, Direction de la mise en valeur des pôles économiques (Entente 150 M$ et enveloppe 50 M$ - plan de relance 2). Le tableau qui suit précise la source et la répartition de la somme entre les années.

Année	Source budgétaire	Montant
2021	Enveloppe 50 M$ (Régulier)	2 000 000 $
2022	Enveloppe 150 M$ (Réflexe)	2 000 000 $
TOTAL		**4 000 000 $**

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet soumis, s'inscrivant dans le cadre du Plan d'action en innovation sociale, s'inscrit aussi dans la continuité du Partenariat en économie sociale pour un développement solidaire et durable de la Ville de Montréal. De plus, le programme s'inscrit dans le principe qui vise une collectivité au coeur du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter le règlement aura pour effet de ne pas mettre en application le volet du Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) relatif à l'acquisition d'immeubles par les entreprises d'économie sociale.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À compter de la fin du mois d'août 2021 : Début de la réception des demandes d'admissibilité dans le cadre du nouveau règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève LEBRUN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller économique

Tél : 514 919-8508
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-20

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514 868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice

Tél :	514 872-3116
Approuvé le :	2021-04-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1211179005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale et à l'acquisition d'immeubles par les entreprises d'économie sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 4 000 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale et à l'acquisition d'immeubles par les entreprises d'économie sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Autoriser des virements budgétaires de 2 000 000 $ en provenance de l'Entente 150 M$ et de 2 000 000 $ en provenance de l'enveloppe 50 M$ - plan de relance 2 vers le budget alloué au Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) pour les exercices financiers 2021 et 2022

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML et HP 1211179005 - Prgm acquisitions et rénovations économie sociale 20210721.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-28

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-589-7449
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES À L'ACQUISITION D'IMMEUBLES PAR DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE ET À LA CONSTRUCTION ET LA RÉNOVATION DE BÂTIMENTS AFFECTÉS À DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES À FINALITÉ SOCIALE

Vu les articles 10.1 et 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la Loi sur l'économie sociale (RLRQ, chapitre E-1.1.1);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu la Stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« activité économique à finalité sociale » : une activité économique à finalité sociale visée à l'article 3 de la Loi sur l'économie sociale (RLRQ, chapitre E-1.1.1) à l'exception des activités relatives aux secteurs suivants :

1° habitation communautaire et habitation coopérative;

2° services financiers et d'assurances;

3° mise en œuvre ou gestion de programmes relevant du gouvernement du Québec ou de la Ville de Montréal;

« bâtiment » : un bâtiment ou la partie d'un bâtiment, où est exercée une activité économique à finalité sociale;

« Code » : le Code de construction (RLRQ, chapitre B-1.1., r.2);

« coût estimé d'acquisition » : le coût d'acquisition de l'immeuble qui correspond au prix d'achat apparaissant sur la promesse;

« coût estimé des services professionnels » : le coût estimé des services professionnels, tel que soumis par le propriétaire ou le locataire en vertu de l'article 22, avant les taxes;

« coût estimé des travaux admissibles » : le coût estimé des travaux admissibles, tel que soumis par le propriétaire ou le locataire en vertu de l'article 22, avant les taxes;

« coût réel d'acquisition » : le prix d'achat de l'immeuble tel qu'indiqué sur l'acte de vente;

« coût réel des services professionnels » : le coût des services professionnels réellement payés par le requérant calculé avant les taxes;

« coût réel des travaux admissibles » : le coût des travaux admissibles réellement payés par le requérant calculé avant les taxes;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant;

« entreprise d'économie sociale » : une personne morale à but non lucratif ou une coopérative exerçant des activités économiques à finalité sociale;

« grand projet » : un projet visé par le présent programme de subvention dont le coût des travaux admissibles est supérieur ou égal à 625 000 $;

« immeuble » un immeuble non résidentiel ou un terrain;

« locataire » : une entreprise d'économie sociale qui occupe un bâtiment en vertu d'un bail afin d'y exercer une activité économique à finalité sociale;

« promesse » : une promesse de vente ou d'achat d'un immeuble signée par l'entreprise d'économie sociale et le vendeur de l'immeuble;

« propriétaire » : une entreprise d'économie sociale propriétaire au sens que lui donne l'article 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

« Règlement RCG 20-018 » : le Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (accélérer l'investissement durable – économie sociale) (RCG 20-018);

« rénovations intérieures » : les travaux consistant en de la réparation ou du remplacement des éléments suivants :

1° murs, planchers, plafonds et escaliers;

2° revêtements;

3° électricité et plomberie;

4° dispositifs d'éclairage;

5° systèmes de climatisation, de chauffage et de ventilation;

6° salles de bains;

7° installation d'ascenseurs ou d'autres équipements destinés à la clientèle à mobilité réduite;

8° la réparation, le remplacement ou la modification des ouvertures;

La rénovation intérieure ne comprend pas les travaux consistant en de la réparation ou du remplacement de mobilier ou d'équipement utilisés aux fins de l'exercice des activités du requérant, qu'ils soient immobilisés ou non;

« requérant » : une entreprise d'économie sociale dont la demande de subvention a été déclarée admissible;

« services professionnels » : les services d'ingénierie, d'architecture, de design, de gestion de projet, d'urbanisme, d'archéologie ou d'experts-conseils visant la faisabilité, la planification, la conception ou la réalisation des travaux admissibles;

« terrain » : un terrain sur lequel l'usage permis en vertu des règlements d'urbanisme applicables n'est pas uniquement résidentiel;

« travaux admissibles » : les travaux de construction ou les travaux de rénovation qui ne sont pas visés par d'autres subventions ou par d'autres programmes de subventions de la Ville;

« travaux de construction » : les travaux de construction d'un bâtiment;

« travaux de rénovation » : les travaux de rénovations intérieures ou extérieures, de dégarnissage, d'installation ou de modification d'une enseigne, d'agrandissement d'un bâtiment;

« Ville » : la Ville de Montréal.

CHAPITRE II
APPLICATION

2. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et de la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal, le présent règlement met en place un programme de subventions comportant deux volets :

1° le volet 1, qui vise à aider des entreprises d'économie sociale à acquérir des immeubles;

2° le volet 2, qui vise la construction d'un bâtiment ou la rénovation d'un bâtiment où une entreprise d'économie sociale exerce une activité économique à finalité sociale, dûment autorisées en vertu des règlements de zonage applicables.

3. Le présent programme prévoit une aide financière d'une valeur totale de 10 000 000 $ pour les exercices financiers 2021 à 2024.

4. Le volet 1 du présent règlement ne s'applique pas à une entreprise d'économie sociale qui :

1° est un organisme professionnel ou un regroupement d'organismes professionnels dont le budget de fonctionnement bénéficie d'un soutien financier de la part du ministère de la Culture et des Communications du Québec, du Conseil des arts et des lettres du Québec, du Conseil des arts de Montréal, du Conseil des arts du Canada ou de la Société de développement des entreprises culturelles et des Archives nationales du Québec;

2° bénéficie d'une autre subvention ou d'un autre programme de subvention de la Ville pour l'acquisition d'un immeuble.

Le volet 2 du présent règlement ne s'applique pas à un bâtiment ou à une partie de bâtiment occupé par un organisme professionnel ou un regroupement d'organismes professionnels dont le budget de fonctionnement bénéficie d'un soutien financier de la part du ministère de la Culture et des Communications du Québec, du Conseil des arts et des lettres du Québec, du Conseil des arts de Montréal, du Conseil des arts du Canada ou de la Société de développement des entreprises culturelles et des Archives nationales du Québec.

5. Un requérant qui a présenté une demande de subvention qui a été déclarée admissible par le directeur conformément à l'article 7 du Règlement RCG 20-018 ne peut pas subséquemment présenter une demande en vertu du volet 2 du présent règlement aux fins d'obtenir une subvention en considération de travaux admissibles à être exécutés dans le

même bâtiment à moins d'avoir renoncé à la demande de subvention présentée en vertu du Règlement RCG 20-018.

La renonciation prévue au premier alinéa du présent article doit être communiquée par écrit au directeur.

Le requérant qui renonce, conformément au premier alinéa du présent article, à la subvention prévue au Règlement RCG 20-018 est déchu de son droit d'obtenir toute subvention en vertu de ce règlement et doit rembourser à la Ville, tout montant de subvention versé, le cas échéant, en vertu de ce règlement.

6. Lorsqu'une demande de subvention peut être déclarée admissible tant en vertu du Règlement RCG 20-018 qu'en vertu du présent règlement, la demande est traitée en vertu du présent règlement.

CHAPITRE III
VOLET 1 – ACQUISITION D'IMMEUBLES

SECTION I
PRINCIPE GÉNÉRAL

7. Il est octroyé à une entreprise d'économie sociale dont la demande remplit les conditions prévues au présent volet une subvention en argent aux fins de l'acquisition d'un immeuble.

Lorsque l'acquisition vise un terrain, l'entreprise d'économie sociale doit y ériger, dans un délai de 3 ans de la date de la signature de l'acte vente, une construction destinée à abriter des personnes ou des choses dont la valeur au rôle d'évaluation foncière est au moins équivalente à la valeur au rôle d'évaluation foncière du terrain.

8. Aucune subvention n'est octroyée pour l'acquisition d'un immeuble dont la date de l'acte de vente est :

1° antérieure à la date à laquelle la demande de subvention est déclarée admissible en vertu de l'article 10;

2° postérieure au 31 octobre 2024.

SECTION II
DEMANDE DE SUBVENTION ET ADMISSIBILITÉ

9. Une entreprise d'économie sociale peut obtenir une subvention aux fins de l'acquisition d'un immeuble en présentant une demande à cet effet. La demande doit être présentée par courriel au moyen du formulaire fourni par la Ville. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :

1° les lettres patentes de l'entreprise d'économie sociale qui fera l'acquisition de l'immeuble;

2° un document établissant le mandat de toute personne agissant au nom de l'entreprise d'économie sociale, le cas échéant;

3° la promesse.

10. Dans les 40 jours ouvrables suivant la réception d'une demande de subvention, le directeur :

1° lorsque la demande satisfait aux exigences prévues à l'article 9, déclare la demande admissible et envoie à l'entreprise d'économie sociale un avis d'admissibilité par courriel en indiquant le montant maximal estimé de la subvention calculé selon les dispositions prévues à l'article 12 en substituant le coût réel d'acquisition par le coût estimé d'acquisition;

2° lorsqu'un document exigé en vertu de l'article 9 est manquant, transmet par courriel un avis de non-conformité indiquant le document manquant.

11. À compter de la date d'envoi d'un avis de non-conformité en vertu de l'article 10, l'entreprise d'économie sociale doit, dans un délai de 10 jours ouvrables, transmettre par courriel le document manquant au directeur.

Sur réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur transmet à l'entreprise d'économie sociale l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 10.

À défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, la demande est refusée et le directeur en avise l'entreprise d'économie sociale par courriel.

SECTION III
CALCUL DE LA SUBVENTION

12. Le montant de la subvention est égal au moindre des montants suivants :

1° 40 % du coût réel d'acquisition;

2° 400 000 $.

13. Le montant de subvention obtenu en vertu de l'article 12 ne peut dépasser le montant indiqué dans l'avis d'admissibilité transmis par le directeur en vertu du paragraphe 1° de l'article 10.

SECTION IV
CONDITIONS ET MODALITÉS DE VERSEMENT

14. Aux fins d'obtenir le versement de la subvention, le requérant présente une demande de paiement en fournissant au directeur l'acte de vente de l'immeuble.

15. Dans les 40 jours ouvrables suivant la réception d'une demande de paiement conforme à l'article 14, le directeur approuve le versement de la subvention et en informe le requérant par courriel.

16. À la suite de l'avis prévu à l'article 15, le montant de la subvention est versé.

17. Si l'acquisition concerne un terrain, le requérant doit fournir au directeur, dans un délai de trois ans suivant la signature de l'acte de vente une attestation de la fin des travaux de construction exigés au deuxième alinéa de l'article 7 par une personne habilitée à ce faire par la loi. À défaut, il doit rembourser le montant de la subvention versé en vertu de l'article 16 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

18. Lorsque l'acquisition vise un terrain et qu'il est constaté que la valeur au rôle d'évaluation foncière de la construction exigée en vertu du deuxième alinéa de l'article 7 est inférieure à la valeur du terrain au rôle d'évaluation foncière, le requérant doit rembourser le montant de la subvention versé en vertu de l'article 16 et le montant de la subvention versée en vertu de l'article 33, le cas échéant, dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

19. Le requérant qui n'a pas fourni l'acte de vente conformément à l'article 14 à celle des dates suivantes qui survient la première est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent volet :

1° 6 mois après la date d'avis d'admissibilité transmis par le directeur en vertu du paragraphe 1° de l'article 10;

2° le 30 novembre 2024.

CHAPITRE IV
VOLET 2 – RÉNOVATION OU CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT

SECTION I
PRINCIPE GÉNÉRAL

20. Il est octroyé à un propriétaire ou à un locataire, en considération des travaux admissibles et des services professionnels afférents à ces travaux, une subvention en argent.

21. Aucune subvention n'est octroyée pour :

1° des travaux qui ont débuté avant la date à laquelle la demande de subvention est déclarée admissible en vertu de l'article 23;

2° des travaux de construction d'un bâtiment sur un terrain, réalisés par un propriétaire qui a obtenu une subvention d'un montant de 400 000 $ en vertu du volet 1 du présent règlement, pour l'acquisition de ce terrain;

3° des travaux de rénovation sur un bâtiment, réalisés par un propriétaire qui a obtenu une subvention d'un montant de 400 000 $ en vertu du volet 1 du présent règlement, pour l'acquisition de l'immeuble sur lequel se trouve ce bâtiment;

4° des travaux admissibles qui ne sont pas substantiellement achevés le 30 juin 2024.

SECTION II
DEMANDE DE SUBVENTION ET ADMISSIBILITÉ

22. Le propriétaire ou le locataire peut obtenir une subvention en compensation du coût des travaux admissibles, lesquels doivent être conformes au Code et aux règlements applicables, en présentant une demande à cet effet.

Une entreprise d'économie sociale qui présente une demande en vertu du volet 1 pour l'acquisition d'un immeuble peut présenter en même temps une demande en vertu du présent volet si elle souhaite réaliser des travaux admissibles sur cet immeuble.

La demande doit être présentée par courriel au moyen du formulaire fourni par la Ville. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :

1° si la demande est faite par le propriétaire :

a) un document établissant qu'il est le propriétaire du bâtiment ou du terrain visé par la demande selon l'inscription au registre foncier;

b) un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom, le cas échéant;

c) au moins une estimation, ventilée poste par poste, portant sur tous les travaux et les services professionnels prévus;

d) les lettres patentes de toute entreprise d'économie sociale qui occupe ou occupera le bâtiment;

2° si la demande est faite par le locataire :

a) le contrat de location attestant son statut de locataire d'une partie ou de la totalité du bâtiment visé par la demande;

b) un document attestant que le propriétaire de ce bâtiment consent aux travaux;

c) les documents décrits aux sous-paragraphes b), c) et d) du paragraphe 1°.

Si la demande faite par le propriétaire ou le locataire constitue un grand projet, un avis favorable quant à la faisabilité financière du montage financier permettant la réalisation du projet dans un échéancier respectant la date limite prévue au paragraphe 4° de l'article 21 doit être fourni par une firme d'experts-conseils spécialisée en structure de financement, en évaluation d'investissement ou en viabilité économique.

23. Dans les 40 jours ouvrables suivant la réception d'une demande de subvention, le directeur :

1° lorsque la demande satisfait aux exigences prévues à l'article 22, déclare la demande admissible et envoie à l'entreprise d'économie sociale un avis d'admissibilité par courriel en indiquant le montant maximal estimé de la subvention calculé selon les dispositions prévues à l'article 26 en substituant le coût réel des travaux admissibles par le coût estimé des travaux admissibles et le coût réel des services professionnels par le coût estimé des services professionnels;

2° lorsqu'un document exigé en vertu de l'article 22 est manquant, transmet par courriel à l'entreprise d'économie sociale un avis de non-conformité indiquant le document manquant.

24. À compter de la date d'envoi d'un avis de non-conformité en vertu de l'article 23, le propriétaire ou le locataire doit, dans un délai de 10 jours ouvrables, transmettre par courriel le document manquant au directeur.

Sur réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur transmet au propriétaire ou au locataire l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 23.

À défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, la demande est refusée et le directeur en avise le propriétaire ou le locataire par courriel.

25. Un requérant ne peut pas subséquemment présenter une autre demande ni obtenir une autre subvention en compensation du coût des travaux admissibles pour ce bâtiment.

SECTION III
MONTANT DE LA SUBVENTION

26. Le montant maximal de subvention à verser au requérant est égal à la somme des montants suivants sans dépasser 400 000 $:

1° un montant égal à 50 % du coût réel des services professionnels, mais d'au plus 7,5 % du coût réel des travaux admissibles;

2° un montant égal à 40 % du coût réel des travaux admissibles.

27. Lorsqu'il est constaté que le coût réel des services professionnels dépasse le coût estimé des services professionnels ou que le coût réel des travaux admissibles dépasse le coût estimé des travaux admissibles approuvé en vertu de l'article 23, le calcul du montant de la subvention prévue à l'article 26 est effectué sur la base du coût estimé des services

professionnels ou du coût estimé des travaux admissibles, majoré du pourcentage de dépassement constaté, jusqu'à concurrence de 10 %.

28. Malgré les articles 26 et 27, lorsqu'un requérant a obtenu une subvention en vertu du volet 1 du présent règlement, le montant maximal de subvention à verser est égal à la somme des montants prévus aux paragraphes 1 et 2 de l'article 26 ou, le cas échéant, ceux obtenus en vertu de l'article 27, sans dépasser le montant qu'on obtient en soustrayant du montant de 400 000 $ le montant de subvention obtenu en vertu de l'article 16.

SECTION IV
CONDITIONS ET MODALITÉS DE VERSEMENT

SOUS-SECTION 1
PREMIER VERSEMENT

29. La présente sous-section ne s'applique pas à un requérant qui a obtenu une subvention en vertu du volet 1 et qui effectue des travaux admissibles sur l'immeuble pour lequel cette subvention a été obtenue.

30. Après que les travaux admissibles aient débuté, le requérant peut présenter une demande de paiement en fournissant au directeur par courriel les documents suivants :

1° une copie des factures et autres pièces détaillant les services professionnels et démontrant le coût des services professionnels encourus au moment de la demande;

2° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance;

3° une copie de tous les permis requis aux fins du commencement des travaux admissibles.

31. Lorsqu'un requérant s'est conformé à l'article 30, le directeur approuve le premier versement de la subvention et en informe le propriétaire ou le locataire, selon le cas, par courriel. Un montant équivalant à la subvention afférente aux services professionnels rendus avant la date de début des travaux ainsi qu'un montant correspondant à 50 % de la subvention afférente au coût estimé des travaux approuvé, en vertu de l'article 23, est alors versé au requérant.

SOUS-SECTION 2
SECOND VERSEMENT

32. Lorsque les travaux admissibles sont substantiellement achevés, le requérant présente une demande de paiement en fournissant par courriel au directeur les documents suivants :

1° une copie de tous les permis requis aux fins des travaux admissibles qui n'ont pas été fournis antérieurement;

2° une copie des factures et autres pièces détaillant les travaux admissibles et démontrant le coût des travaux admissibles;

3° une copie des factures et autres pièces détaillant les services professionnels et le coût des services professionnels qui n'ont pas été fournis antérieurement;

4° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance;

5° un document synthèse des travaux et des services professionnels détaillant, pour chacune des factures soumises, le nom du fournisseur, le montant total avant taxes, le mode de paiement et une référence à la preuve d'acquittement;

6° un certificat d'achèvement substantiel des ouvrages signé par une personne habilitée à ce faire par la loi. Dans les cas où un certificat d'achèvement substantiel des ouvrages signé par une personne habilitée à ce faire par la loi est impossible à obtenir, une déclaration sous serment du requérant confirmant la date réelle d'achèvement substantiel des ouvrages.

33. Lorsqu'un requérant s'est conformé à l'article 32, le directeur approuve le second versement de la subvention et en informe le propriétaire ou le locataire, selon le cas, par courriel. Le montant de la subvention afférente aux travaux admissibles effectués et aux services professionnels rendus est transmis au requérant, en soustrayant le montant versé en vertu de l'article 31.

34. Si la subvention afférente aux travaux admissibles est inférieure au montant correspondant à 50 % du coût estimé des travaux approuvé en vertu de l'article 23 et versé en vertu de l'article 31, le requérant doit rembourser le montant de la subvention non utilisé dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

SOUS-SECTION 3
CONDITIONS DE VERSEMENT

35. Si les travaux admissibles ne sont pas substantiellement achevés le 30 juin 2024, le requérant est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent volet et il doit rembourser tout montant versé en vertu de l'article 31 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

36. Si, en date du 30 novembre 2024, le requérant n'a pas fourni les documents requis en vertu des paragraphes 1°, 2°, 4°, 5° et 6° de l'article 32, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent volet. Dans un tel cas, le requérant doit

rembourser le montant de la subvention versé en vertu de l'article 31 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

Malgré le premier alinéa du présent article, si le requérant fournit le document requis en vertu du paragraphe 6° de l'article 32, il doit rembourser, dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet, le montant de la subvention versé en vertu de l'article 31 à l'exception de la subvention afférente aux services professionnels rendus.

37. Le versement de toute subvention prévue au présent volet est suspendu tant que le requérant est en défaut de rendre les travaux admissibles conformes au Code et aux exigences réglementaires applicables à ces travaux dans le cas où ils ont été exécutés en dérogation de ces règlements.

Aucun intérêt ni aucune forme de compensation ne peuvent être réclamés de la Ville en compensation de cette suspension de paiement.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

38. Le directeur peut, à toute heure raisonnable, effectuer une inspection du bâtiment ou de l'immeuble visé par une demande de subvention.

39. Un requérant ne peut s'opposer à une inspection du bâtiment ou de l'immeuble visé par sa demande sous peine de l'annulation de toute subvention. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement doit être remboursée à la Ville.

40. Lorsqu'un immeuble ou une partie de celui-ci, change de propriétaire dans les 5 ans suivant la date à laquelle la subvention est versée en vertu de l'article 16, la subvention est annulée sauf si le nouveau propriétaire est une entreprise d'économie sociale.

La subvention déjà versée doit être remboursée au comptant à la Ville dans les 30 jours suivant l'avis écrit transmis par le directeur à cet effet.

41. Lorsqu'un bâtiment ou une partie de celui-ci, pour lequel une demande de subvention a été déclarée admissible en vertu de l'article 23 change de propriétaire ou de locataire avant que le versement de la subvention en vertu de l'article 31 ou en vertu de l'article 33 n'ait été effectué, le nouveau propriétaire ou le nouveau locataire peut bénéficier des mêmes droits que le requérant initial, à la condition qu'il se conforme aux exigences du volet 2 du présent règlement.

42. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude entraîne l'annulation de toute subvention prévue par le présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement doit être remboursée à la Ville par le requérant.

CHAPITRE VI
ORDONNANCES

43. Le comité exécutif de Montréal peut, par ordonnance :

1° modifier l'article 3 du présent règlement afin d'augmenter le montant total de l'aide financière lorsque les sommes proviennent d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente avec le gouvernement ou d'un programme du gouvernement;

2° mettre fin au programme de subvention prévu au présent règlement.

CHAPITRE VII
DURÉE DU PROGRAMME

44. Le programme de subvention prévu au présent règlement prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés;

2° la date décidée par ordonnance du comité exécutif prise en vertu du paragraphe 2° de l'article 43 du présent règlement;

3° le 31 décembre 2024.

GDD1211179005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1211179005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale et à l'acquisition d'immeubles par les entreprises d'économie sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 4 000 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale et à l'acquisition d'immeubles par les entreprises d'économie sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Autoriser des virements budgétaires de 2 000 000 $ en provenance de l'Entente 150 M$ et de 2 000 000 $ en provenance de l'enveloppe 50 M$ - plan de relance 2 vers le budget alloué au Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) pour les exercices financiers 2021 et 2022

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE - 1211179005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Prepose(e) au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-23

Laura VALCOURT
conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.013

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218812004

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service du soutien aux opérations policières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Adoption d'un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG19-004).

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG19-004) afin d'apporter les ajustements nécessaires pour appliquer adéquatement la réglementation.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-30 09:52

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218812004**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service du soutien aux opérations policières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Adoption d'un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG19-004).

CONTENU

CONTEXTE

En janvier 2016, la Ville de Montréal demandait le transfert de la responsabilité du remorquage au SPVM. Toutefois, cette responsabilité était encadrée par le Règlement (03-098) intitulé «Règlement sur le remorquage des véhicules» qui n'était pas de compétence d'agglomération. L'ensemble des activités de remorquage relève désormais de la compétence d'agglomération puisque depuis le 5 février 2019, le Règlement 03-098 a été remplacé par le Règlement d'agglomération RCG19-004. Ce dernier encadre le remorquage des :

· véhicules abandonnés et en situation d'infraction de stationnement;
· véhicules impliqués dans un accident ou en panne obstruant la circulation ou qui présentent un danger sur la voie publique;
· véhicules en situation de délit;
· véhicules pour le maintien de la sécurité de biens ou de personnes;
· véhicules en panne qui appartiennent à la Ville de Montréal ou à un service public offert pour la Ville de Montréal, tels que le service d'incendie, l'agence de la mobilité durable, la sécurité publique.

Le partage des compétences et des responsabilités concernant les activités de remorquage est uniforme sur l'ensemble de l'agglomération de Montréal.

En décembre 2020, un dossier décisionnel sur l'uniformisation des tarifs a été adopté afin d'assurer une plus grande protection des citoyens en matière de remorquage. Toutefois, l'application du RCG20-040 a permis de constater que certaines dispositions du Règlement RCG19-004 nécessitaient une révision. De plus, la récente suppression du comptoir de service du Bureau du taxi a entraîné des modifications qui ont effet sur le dispositions du Règlement RCG19-004

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0706 - 17 décembre 2020 - Adopter le Règlement sur les tarifs de compétences d'agglomération (exercice financier 2021) RCG 20-040;
CG19 0039 - 31 janvier 2019 - Adoption - Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG19-004);

CG18 0698 - 20 décembre 2018 - Avis de motion pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement sur le remorquage des véhicules »;

CG18 0511 - 20 septembre 2018 - Adoption d'un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098);

CG18 0204 - 29 mars 2018 - Adoption d'un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098).

DESCRIPTION

La modification demandée par le présent sommaire décisionnel vise à apporter les ajustements nécessaires afin que le directeur et les inspecteurs du remorquage du SPVM puissent appliquer adéquatement la réglementation.
La standardisation et le service offert aux citoyens sont au premier plan dans l'élaboration des changements apportés au Règlement sur le remorquage de véhicules. Les modifications permettront aux villes de l'agglomération de Montréal et au SPVM de communiquer efficacement aux citoyens leurs droits dans le cadre d'un remorquage et d'en faciliter l'application.

Les principales modifications proposées sont les suivantes:

- Remplacement de l'entité Bureau de taxi par "unité compétente" (suppression du comptoir de service du Bureau de taxi le 1er juillet 2021) .
- Il est demandé que tout véhicule en illégalité dans un terrain de stationnement soit déplacé sur la voie publique afin de contrer la rétention de véhicule par les compagnies de remorquage.
- Il est demandé que tout véhicule soit déposé dans un endroit légal pour les 12 prochaines heures, et ce, afin de protéger les citoyens d'une seconde contravention.
- De plus, il est requis de se référer au Règlement sur les tarifs (RCG20-040) pour la portion qui a trait à la tarification relative au remorquage.

Globalement, le Règlement proposé vient harmoniser les pratiques en matière de remorquage pour l'ensemble de l'agglomération de Montréal. Il importe de souligner que les changements apportés au Règlement ont tenu compte de la réalité actuelle et de l'évolution de l'activité de remorquage.

JUSTIFICATION

L'adoption d'un Règlement sur le remorquage des véhicules est justifiée afin d'avoir une règlementation uniforme sur l'ensemble de l'agglomération de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas : le présent dossier ne vise qu'à préciser (ex.:utiliser les bons termes et citer les bonnes unités) le contenu d'un Règlement. Les pratiques ne seront pas affectées.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce règlement par le Conseil d'agglomération sera bénéfique pour l'ensemble des citoyens de l'agglomération de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 11 août 2021
Conseil municipal : 23 août 2021
Conseil d'agglomération : 26 août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-07-28

Lyne DUSSAULT
Chef de section

Tél : 514-868-3993
Télécop. : 514-868-7623

Vincent RICHER
Directeur adjoint

Tél : 514-280-4295
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie R ROY
Directeur adjoint

Tél : 514-280-6719
Approuvé le : 2021-07-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON
Sophie Roy déléguée pour le directeur de service - police
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2021-07-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1218812004

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service du soutien aux opérations policières , -
Objet :	Adoption d'un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG19-004).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement et son annexe afférente.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. Règlement remorquage (RCG 19-004).doc

Annexe_Classification des véhicules.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514-872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Jean-Philippe GUAY
Avocat et Chef de division
Tél : 514-893-0302
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE REMORQUAGE DES VÉHICULES (RCG 19-004)

Vu les paragraphes 3.1° et 12° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le paragraphe 2° de l'article 10 et les articles 80 et 81 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu l'article 411 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu les articles 123 à 128 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 154 et 268 de l'annexe C de cette Charte;

À l'assemblée du _____ 2021, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG 19-004) est modifié par :

1° la suppression de la définition du mot « Bureau »;

2° le remplacement, à la définition des mots « permis de chauffeur », du mot « remorque » par le mot « dépanneuse »;

3° la suppression, au paragraphe 6° de la définition des mots « permis de chauffeur », des mots « prévue à l'annexe A »;

4° le remplacement, à la définition du mot « remorquage », des mots « toute opération de déplacement de véhicule routier effectuée » par les mots « toute opération de déplacement d'un véhicule routier, dont l'arrimage et toute autre manœuvre nécessaire menant à cette fin, effectuée »;

2. Le troisième alinéa de l'article 2 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « aux paragraphes 2°, 4° à 6° et 8° à 10° » par les mots « aux paragraphes 2°, 4° à 6°, 8° et 9° ».

3. Le troisième alinéa de l'article 3 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « l'inspecteur » par les mots « l'autorité compétente, le policier ou l'inspecteur ».

4. Le paragraphe 6° de l'article 7 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 6° une copie de la grille tarifaire, laquelle comprend les tarifs prévus au règlement sur les tarifs ainsi que les tarifs maximums pour les autres frais accessoires non prévus. ».

5. Le deuxième alinéa de l'article 9 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « deux semaines » par les mots « 14 jours ».

6. L'article 13 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « Le Bureau ou l'autorité compétente » par les mots « L'autorité compétente ».

7. L'article 14 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « un employé du Bureau ou de ».

8. Le premier et le deuxième alinéa de l'article 21 de ce règlement sont modifiés par la suppression des mots « le Bureau ou ».

9. Le premier alinéa de l'article 22 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « portières » par les mots « deux portières avant ».

10. Le paragraphe 6° de l'article 24 de ce règlement est modifié par l'ajout des mots « pour les dépanneuses de type plate-forme seulement ».

11. L'article 25 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « et conforme à l'annexe A ».

12. Le premier alinéa de l'article 45 de ce règlement est modifié par le remplacement de la dernière phrase par la suivante :

« De plus, un tel véhicule doit obligatoirement être déposé sur la voie publique et ne peut faire l'objet d'un nouveau remorquage. ».

13. L'article 46 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **46.** Quiconque effectue le remorquage d'un véhicule routier pour cause de stationnement illégal doit faire en sorte que ce véhicule ne soit pas laissé dans un endroit où le stationnement est prohibé pour les 12 heures suivant le dépôt. ».

14. L'article 47 de ce règlement est modifié par :

1° la suppression des mots « déplacé ou »;

2° l'ajout de l'alinéa suivant :

« Un véhicule remorqué conformément au premier alinéa doit obligatoirement être déposé sur la voie publique. ».

15. Le paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 49 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 3° l'endroit précis sur la voie publique où le véhicule peut être récupéré. ».

16. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'annexe A « Classification des véhicules selon leurs capacités et le permis de chauffeur nécessaire pour la conduite de ces véhicules » par le document joint en annexe au présent règlement.

ANNEXE
CLASSIFICATION DES VÉHICULES SELON LEURS CAPACITÉS DE REMORQUAGE

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier) et publié dans *Le Journal de Montréal* le XXXXXXXX 2021.

GDD : 1218812004

Annexe A

La présente annexe définit la classification des véhicules selon leurs capacités de remorquage.

Classe de dépanneuse susceptible d'être utilisée	Masse[1] du véhicule remorqué doit être inférieur ou égale à	Types de véhicules pouvant être remorqués
A (4 roues)	1 000 kg	▪ Mini et sous compact
B (6 roues)	3 000 kg	▪ Mini et sous compact ▪ Autres véhicules de promenade ▪ Camionnette ou camion de type fourgonnette (4 ou 6 roues) vide
C (6 roues)	4 500 kg	▪ Tous les véhicules de la classe B ▪ Habitation motorisée ▪ Autobus (12 passagers) ▪ Minibus ▪ Camion de livraison vide (6 roues) de masse nette de 4 500 kg et moins ▪ Camionnette ou camion de type fourgonnette (4 ou 6 roues) chargé
D (6 roues)	8 000 kg	▪ Tous les véhicules de classe C
E (6 roues)	14 500 kg	▪ Tracteur ou camion porteur (6 roues) de masse nette de 6 500 kg et moins ▪ Camion de livraison de masse nette de 4 500 kg et moins (6 roues) chargé ▪ Tracteur (10 roues) 10 000 kg ▪ Camion porteur vide ou tracteur (10 roues) ▪ Autobus scolaire (6 roues) ▪ Camion porteur (6 roues) chargé
F (6 roues)	23 000 kg	▪ Grue ▪ Pompe à béton (12 roues) ▪ Bétonnière ▪ Camion à rebut (12 roues) ▪ Autobus (plus de 12 passagers) ▪ Véhicule outil ▪ Véhicule de forage ▪ Camion porteur (10 roues) chargé

Note [1] La masse du véhicule remorqué sans chargement est celle inscrite au certificat d'immatriculation.
La masse du véhicule remorqué avec chargement correspond à la somme de la capacité des pneus.

CE : 40.014

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.015

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.016

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.017

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.018

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.019

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217796011

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M. c. P-1) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

Il est recommandé :
- d'adopter le Règlement modifiant le Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M. c. P-1) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-02 08:11

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217796011**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M. c. P-1) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

CONTENU

CONTEXTE

La pandémie de la COVID-19 a affecté de manière importante le secteur du commerce, et tout particulièrement les établissements de restauration pour lesquels les salles à manger ont été fermées durant plusieurs mois. Dans la foulée de la crise sanitaire et des mesures de distanciation physique qui ont été imposées par la santé publique, les acteurs du milieu commercial ont innové et modifié leurs pratiques afin de les adapter et de répondre aux enjeux sanitaires. L'idée de déployer des terrasses mutualisées, libres d'accès au public, est née en 2020 afin de créer des espaces de socialisation sur les artères commerciales, qui assureraient également un lien avec l'activité commerciale de proximité.
Des ordonnances ont été édictées lors des saisons estivales 2019 et 2020 afin de permettre la consommation d'alcool sur les terrasses mutualisées par le biais du pouvoir d'ordonnance du comité exécutif de la Ville de Montréal. ces terrasses, libres d'accès au public, permettent de favoriser un lien entre les terrasses

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 0878 (26 mai 2021) : Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public, afin de permettre la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées installées sur le domaine public dans les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du Plateau Mont-Royal, de Rosemont –La Petite-Patrie, du Sud-Ouest et de Ville-Marie.
CE21 0749 (5 mai 2021) : Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public, afin de permettre la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées installées sur le domaine public dans l'arrondissement de Ville-Marie

CE20 1067 (8 juillet 2020) : Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public, afin de permettre la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées installées sur le domaine public dans les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Plateau-Mont-Royal, Rosemont–La Petite-Patrie, Ville-Marie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, Sud-Ouest - COVID-19.

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à modifier les Règlements concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M. c. P-1) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002).
Plus précisément, il vise essentiellement les trois objectifs suivants :
1. Permettre la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées;
2. Définir le concept de terrasse mutualisée;
3. Déléguer le pouvoir d'ordonnance du comité exécutif aux conseils d'arrondissement, sous réserve qu'ils s'assurent que les terrasses mutualisées implantées sur le domaine public sont sécurisées.

JUSTIFICATION

La Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) régit la vente et le service d'alcool dans les établissements licenciés et sur les terrasses liées à ces derniers. Les terrasses mutualisées liées au présent dossier décisionnel n'étant pas associées à des établissements licenciés, il relève de la Ville de Montréal de régir la consommation d'alcool sur ces terrasses mutualisées installées sur le domaine public.
Considérant que le modèle des terrasses mutualisées et appelé à se pérenniser, il est requis de formaliser le concept de terrasses mutualisées dans le Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M. c. P-1). Ces terrasses permettent la consommation de nourriture et d'alcool, achetés à proximité des terrasses libres d'accès, contribuant à la fois à créer des lieux de socialisation sur les artères commerciales, en plus d'assurer un lien entre les terrasses et les établissements commerciaux à proximité.

La délégation du pouvoir d'ordonnance aux arrondissements permet d'alléger les processus administratifs en facilitant la gestion de ce pouvoir directement par les arrondissements qui sont les premiers concernés et les mieux placés pour accorder cette autorisation, considérant leur proximité avec le milieu et leur connaissance fine des enjeux locaux, notamment en matière de cohabitation entre les usages commerciaux et résidentiels sur leur territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier décisionnel n'engendrera pas de coûts supplémentaires pour la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

La mise en valeur commerciale dans les quartiers favorise l'achat local à proximité des lieux de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter ce règlement ne permettrait pas à la Ville de Montréal de formaliser le concept de terrasse mutualisée dans son cadre réglementaire et ne permettrait pas la délégation du pouvoir d'ordonnance aux arrondissements.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Adoption du règlement et entrée en vigueur;
2. Adoption des règlements par les arrondissements afin d'adopter les normes d'implantation des terrasses mutualisées;
3. Adoption des ordonnances par les conseils d'arrondissement pour permettre la consommation d'alcool sur les terrasses mutualisées, à l'occasion d'un repas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de cette recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève GIRARD GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

Tél : 438-368-6672
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-15

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques
Tél : 514-868-7610
Approuvé le : 2021-07-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1217796011

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M. c. P-1) et le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

ModificationP1 et 02-002_vf.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate, Droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Jean-Philippe GUAY
Avocat, Chef de division
Tél : 514-872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC (R.R.V.M. c. P-1) ET LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL DE LA VILLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (02-002)

VU l'article 85 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

VU l'article 84 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 47 et 186 de l'annexe C de celle-ci;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M. c. P-1) est modifié par la suppression, au paragraphe 3° de l'article 3, des termes « dans certaines circonstances ou ».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 3, de l'article suivant :

« **3.1.** Le comité exécutif peut, par ordonnance, autoriser la consommation d'alcool sur les terrasses mutualisées à l'occasion d'un repas.

Aux fins de l'application du premier alinéa, une terrasse mutualisée constitue une structure accessible au public et installée sur le domaine public à proximité de commerces.

Le présent article s'applique à l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal et remplace toute disposition de même nature ou portant sur le même objet, dans la mesure où une telle disposition est incompatible avec cet article. ».

3. Ce règlement est modifié par la suppression, à l'article 8, des termes « dans certaines circonstances et ».

4. L'article 1 du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissements (02-002) est modifié par :

a) l'insertion, après le sous-paragraphe o) du paragraphe 1°, du sous-paragraphe suivant :

« p) à la consommation d'alcool sur les terrasses mutualisées à l'occasion d'un repas; »;

b) l'insertion, avant le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant :

« Pour l'application des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu du sous-paragraphe p) du paragraphe 1° du premier alinéa, les conseils d'arrondissement doivent s'assurer que les terrasses mutualisées implantées sur le domaine public sont sécurisées, notamment par l'installation d'un garde-corps ou d'un muret de manière à empêcher l'accès à la terrasse par une voie publique où la circulation des véhicules est autorisée. ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier) et publié dans *Le Journal de Montréal* le XXXXXXXX 2021.

GDD : 1217796011

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.020

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218927012

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant à soutenir les organismes PME MTL ayant accordé, durant la période du 20 mars 2020 au 19 septembre 2020, des congés d'intérêts sur certains prêts octroyés à des entreprises / Réserver la somme de 1.6 M$ pour sa mise en oeuvre.

Il est recommandé de :
1 - d'adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant à soutenir les organismes PME MTL ayant accordé, durant la période du 20 mars 2020 au 19 septembre 2020, des congés d'intérêts sur certains prêts octroyés à des entreprises;

2 - réserver la somme de 1.6 M$ pour sa mise en oeuvre.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-08-02 08:04

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218927012**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant à soutenir les organismes PME MTL ayant accordé, durant la période du 20 mars 2020 au 19 septembre 2020, des congés d'intérêts sur certains prêts octroyés à des entreprises / Réserver la somme de 1.6 M$ pour sa mise en oeuvre.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis mars 2020, les entreprises montréalaises sont exposées à de nombreux défis financiers du fait de la crise économique de la Covid-19. Dans le but de pallier aux enjeux financiers, des mesures ont été mises en place pour soutenir les entreprises montréalaises afin d'assurer leurs liquidités à court et moyen terme.
Le 19 mars 2020, la Ville a annoncé que le réseau PME MTL offrait un moratoire de six mois sur le remboursement du capital et des intérêts à toutes les entreprises privées et d'économie sociale qui détiennent des prêts des fonds PME MTL, Fonds locaux de Solidarité (FLS) et Fonds d'investissement. Cette action a permis de soutenir près de 700 PME en libérant à court terme 6 M$ en liquidité pour ces entreprises. De plus, la Ville s'est engagée à assumer à ses frais les intérêts pendant cette période.

Le présent dossier vise à faire adopter un règlement qui mettrait en place un programme d'aide financière ayant pour but d'accorder une aide financière aux 6 (six) organismes du réseau PME MTL leur permettant de renflouer les Fonds PME MTL, FLS et Fonds d'investissement dans le but de consolider et poursuivre leur mission en octroyant des prêts qui soutiennent des projets d'entreprises conformes aux programmes établis dans l'Entente de délégation pour le Fonds PME MTL et le FLS ou dans le Règlement RCG 19-017 pour le Fonds d'Investissement.

Rappelons que la Ville a constitué le réseau PME MTL en 2015. Celui-ci est composé des six (6) pôles de services suivants :

- PME MTL Centre-Est;
- PME MTL Centre-Ouest;
- PME MTL Centre-Ville;
- PME MTL Est-de-l'Île;
- PME MTL Grand Sud-Ouest;
- PME MTL Ouest-de-l'Île.

Le réseau PME MTL offre un ensemble de services professionnels accessibles aux entrepreneurs privés et d'économie sociale établis sur l'île de Montréal. Du démarrage à la croissance, les organismes PME MTL conseillent et accompagnent les entrepreneurs dans toutes les phases de développement de leur entreprise.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0199- 18 avril 2019 « Adoption - Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises »

CE18 0491 - 28 mars 2018 « Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville.»

CG17 0243 - 15 juin 2017 « Approuver les projets d'addenda à l'entente de délégation intervenue entre la Ville de Montréal et les six organismes PME MTL afin de définir les rôles et les responsabilités de chacun en matière de développement économique local et de soutien à l'entrepreneuriat / Approuver la répartition de l'enveloppe 2017-2021 dédiée à ces organismes / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du Service de développement économique pour les années 2018, 2019 et 2020 d'un montant annuel de 216 371 $ »

CG16 0347 - 19 mai 2016 « Approuver la répartition de l'enveloppe 2016-2021 dédiée aux organismes PME MTL / Accorder une contribution financière annuelle totale de 7 761 578 $ aux organismes PME MTL afin d'offrir l'accompagnement et le financement aux entreprises durant les années 2016-2021, dans le cadre de l'entente relative au Fonds de développement du territoire entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville et de l'entente relative au Fonds d'investissement PME MTL / Accorder une contribution financière non récurrente de 7 181 833,80 $ à titre de partage des actifs nets des anciens organismes CLD/CDEC / Accorder un prêt de 25 674 192 $ dans le cadre du Fonds d'investissement PME MTL et de 4 176 376 $ dans le cadre des Fonds locaux de solidarité FTQ / Approuver les projets d'entente de délégation à cet effet.»

DESCRIPTION

Le règlement vise à mettre en place un programme d'aide financière ayant pour but d'octroyer une aide financière aux 6 (six) organismes PME MTL qui ont accordé des congés d'intérêts durant la période débutant le 20 mars 2020 et se terminant le 19 septembre 2020. Le montant de l'aide financière est évalué à 1 600 000 $.
L'aide financière est octroyée aux organismes qui ont consenti des congés d'intérêts relativement à des prêts autorisés avant le 20 mars 2020 et qui respectent les exigences du programme Fonds d'investissement PME MTL issu de l'Entente de délégation et qui inclut les Fonds PME MTL et FLS ainsi que les conditions minimales du Fonds d'investissement issu du Règlement 19-017.

Le montant de l'aide financière versée devra être réparti dans les fonds auxquels se rattachent les montants d'intérêts simples de chacun des prêts calculés. Les fonds à imputer seront le Fonds PME MTL, le Fonds FLS prévus par l'Entente de délégation et le Fonds d'investissement prévu par le Règlement 19-017. De la sorte, cette aide financière bénéficiera aux entreprises du territoire qui présenteront des demandes de financement pour de nouveaux projets.

Le montant d'aide financière à verser à l'organisme est égal à la somme des montants d'intérêts simples de chacun de prêts pour lesquels un congé d'intérêts a été accordé à une entreprise.

Dans le but de pouvoir agir rapidement et afin d'utiliser les fonds affectés à ce programme non utilisés suite au dépôt des demandes d'aides financières par les 6 (six) organismes pour d'éventuels autres programmes, le comité exécutif peut, par ordonnance, mettre fin au programme de subvention prévu au présent règlement.

Le programme prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés;
2° la date décidée par ordonnance du comité exécutif;

3° le 31 décembre 2021.

JUSTIFICATION

Ce programme permettra aux 6 (six) organismes PME MTL de financer de nouveaux projets d'entreprises par l'octroi de prêts contribuant au soutien de la reprise économique suite à la pandémie de la Covid-19.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires à la réalisation de ce programme sont de 1 600 000 $ et proviennent du surplus affecté au réseau PME MTL lié au transfert des CLD.
Le financement de ce programme n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques. Il ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence du programme, les organismes du réseau PME MTL subiraient une diminution de leur capacité d'octroi de prêts auprès des entreprises de leur territoire.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Covid-19 a eu de lourdes conséquences,sans cette aide financière, plusieurs projets de financement pourraient être refusés et engendrés un retard dans la reprise des activités économiques suite à la pandémie de la Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue pour ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2021 : Avis de motion et dépôt du projet de règlement;
Septembre 2021 : Adoption du Règlement;
Fin octobre-début novembre 2021 : Décaissement des aides financières suite à l'analyse des demandes déposées.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie BOCHET
Conseillère en analyse et gestion financière

Tél : 438-869-6249
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques
Tél : 514-868-7610
Approuvé le : 2021-07-30

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

Montréal 2030, le premier plan stratégique mis en place par la Ville de Montréal, a pour objectif d'accroître la cohérence d'ensemble et l'impact des actions et décisions municipales pour les 10 prochaines années, et ce, de manière à offrir aux citoyennes et citoyens des services municipaux de qualité. La réussite de Montréal 2030 reposera, notamment, sur la capacité de l'administration à évaluer et à augmenter la valeur stratégique des initiatives en fonction des 20 priorités Montréal 2030 et des quatre orientations incontournables que sont : 1. la transition écologique; 2. la solidarité, l'inclusion et l'équité; 3. la démocratie et la participation; et 4. l'innovation et la créativité.

Question n° 1

Votre dossier contribue-t-il à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030?

Oui :

- Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec une ou plusieurs priorités Montréal 2030.

Question n° 2

À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? (priorités 4 et14 identifiées en bleu)

Liste des priorités Montréal 2030 :

1. Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

2. Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision

3. Accroître et diversifier l'**offre de transport** en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous

4. Développer une **économie plus verte et inclusive** en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité

5. Tendre vers un avenir **zéro déchet**, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles

6. Tendre vers l'**élimination de la faim** et améliorer l'**accès à des aliments** abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire

7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'**habitation salubre, adéquate et abordable**

8. Lutter **contre le racisme et les discriminations systémiques**, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

9. Consolider un **filet social fort**, favoriser le **lien social** et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

10. Accroître la **participation et l'engagement des citoyennes et citoyens** à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision

11. Offrir une **expérience citoyenne** simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique

12. Miser sur la **transparence, l'ouverture et le partage des données** ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective

13. Faire de Montréal une métropole de **réconciliation avec les peuples autochtones** en favorisant l'accès à la participation et aux services municipaux, et en faisant avancer la réconciliation au Québec, au Canada ainsi qu'à l'international

14. Appuyer l'**innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations** pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité

15. Soutenir la **vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif**, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

16. Propulser Montréal comme **laboratoire vivant et ville de savoir** en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international

17. Développer un modèle de **gouvernance intelligente et une culture de l'innovation** reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes

18. Assurer la **protection et le respect des droits humains** ainsi que l'**équité** sur l'ensemble du territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins

20. Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole

Question n° 3

Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu?

- Développer une **économie plus verte et inclusive** en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité :

  Résultat attendu : augmentation du nombre d'aide financière pour des projets ciblant une économie plus verte

- Appuyer l'**innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations** pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité :

  Résultat attendu : augmentation du nombre d'aide financière pour des projets ciblant l'innovation.

Section B - Test climat

Afin de rencontrer les objectifs de carboneutralité pour 2050 adoptés par la Ville de Montréal dans la foulée de sa reconnaissance de l'urgence climatique, Montréal 2030 et le Plan climat s'engage à maximiser ses efforts pour éliminer les émissions de gaz à effet de serre (GES) de ses opérations, de ses installations et de ses équipements, et à assurer une adaptation fonctionnelle de ses communautés et des ses infrastructures aux changements déjà encourus et en cours. Ces objectifs peuvent être rencontrés en évaluant et en saisissant les opportunités de réduction des émissions de GES de ses décisions, et en identifiant et en agissant sur ses vulnérabilités climatiques. L'intégration progressive du test climat à cette procédure représente un outil important afin de concrétiser par l'action les engagements de la ville en matière de lutte contre les changements climatiques.

Qu'est-ce que le test climat?
Le test climat vise à évaluer la contribution de l'initiative à la lutte de la Ville contre les changements climatiques, en indiquant si celle-ci prévoit une réduction des émissions de GES par rapport à la situation actuelle. Il permet également d'indiquer comment l'initiative a été conçue de manière à réduire sa vulnérabilité aux changements climatiques et contribuer à notre capacité d'adaptation collective.

Question n° 1

Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)? S/O

Question n° 2

Votre dossier contribue-t-il à la ***diminution des vulnérabilités climatiques,*** *notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?* OUI

Question n° 3

Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? NON

Section C - ADS+

Pour renforcer la solidarité, l'inclusion et l'équité et ne laisser personne derrière, Montréal 2030 s'engage à mettre en place des mesures concrètes pour protéger et respecter les droits humains et lutter contre toutes formes de discrimination systémique ainsi qu'à réduire les iniquités territoriales et les écarts au sein de sa population dans toute sa diversité, tant sociale que culturelle. Elle réitère son intention de devenir universellement accessible. L'atteinte de ces objectifs passe par la poursuite d'une implantation robuste et transversale de l'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) au sein de l'appareil municipal et son intégration dans l'ensemble du cycle de projet des initiatives de la Ville.

Qu'est-ce que l'ADS+?
L'ADS+ consiste à discerner de façon préventive les effets distincts de toute initiative sur les groupes de population vivant des discriminations: femmes dans leur diversité, enfants, jeunes, personnes aînées, autochtones, racisées, en situation de handicap, LGBTQ2+, nouvellement arrivées, en situation d'itinérance, à faible revenu, etc. L'ADS+ est un processus, un outil et une méthode qui vise à lutter contre les discriminations en tenant compte des droits et réalités spécifiques des personnes vivant une ou plusieurs discriminations simultanément. L'ADS+ vise à assurer, ultimement, l'inclusion de chaque Montréalaises et Montréalais dans toute initiative municipale, et à ce que chacune de ces initiatives contribue à favoriser l'équité et l'inclusion.

Question n° 1

Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière d'inclusion, d'équité ou d'accessibilité universelle? NON

Question n° 2

Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? NON

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1218927012

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant à soutenir les organismes PME MTL ayant accordé, durant la période du 20 mars 2020 au 19 septembre 2020, des congés d'intérêts sur certains prêts octroyés à des entreprises / Réserver la somme de 1.6 M$ pour sa mise en oeuvre.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML 1218927012 - Règlement programme aide congés d'intérêts 20210729.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-589-7449
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE VISANT À SOUTENIR LES ORGANISMES AYANT ACCORDÉ, DURANT LA PÉRIODE DU 20 MARS 2020 AU 19 SEPTEMBRE 2020, DES CONGÉS D'INTÉRÊTS SUR CERTAINS PRÊTS OCTROYÉS À DES ENTREPRISES

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19, 38 et 118.82.3 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) approuvé par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

Vu les ententes de délégation intervenues entre les organismes du réseau PME MTL et la Ville de Montréal, approuvées par résolution à l'assemblée du 19 mai 2016 (CG16 0347), lesquelles ont été modifiées par addendas;

Vu le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017);

Vu le Décret 177-2020 du 13 mars 2020 concernant une déclaration d'urgence sanitaire conformément à l'article 118 de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2), (2020) 152 G.O. II, 1101A, le Décret 222-2020 du 20 mars 2020 concernant le renouvellement de l'état d'urgence sanitaire conformément à l'article 119 de la Loi sur la santé publique et certaines mesures pour protéger la santé de la population, (2020) 152 G.O. II, 1139A et le Décret 223-2020 du 24 mars 2020 concernant l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19, (2020) 152 G.O. II, 1140A ainsi que leurs modifications et renouvellements;

À l'assemblée du 2021, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« congé d'intérêts » : la renonciation, par un organisme, aux intérêts dus sur un prêt octroyé à une entreprise, libérant celle-ci du paiement des intérêts pour la période débutant le 20 mars 2020 et se terminant à la date qui survient la première parmi les trois suivantes :

1° la date d'échéance du prêt;

2° la date du remboursement anticipé du prêt par l'entreprise;

3° le 19 septembre 2020;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique de la Ville de Montréal ou son représentant autorisé;

« entente de délégation » : une des ententes de délégation intervenue entre un organisme et la Ville de Montréal, approuvée par résolution à l'assemblée du 19 mai 2016 (CG16 0347), laquelle a été modifiée par addendas;

« entreprise » : une entreprise légalement constituée, dûment immatriculée auprès du Registraire des entreprises du Québec, faisant affaires sur le territoire de l'agglomération de Montréal et dont le siège social est situé au Québec;

« organisme » : un organisme visé à l'article 118.82.3 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001) auquel le conseil d'agglomération a délégué, en vertu de l'article 126.4 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1), l'exercice de pouvoirs prévus à l'article 126.2 de cette loi;

« prêt » : un prêt octroyé par un organisme à une entreprise selon les conditions d'octroi prévues au Règlement RCG 19-017 et plus particulièrement à l'annexe F de ce règlement intitulée « Conditions minimales d'octroi d'un prêt de la catégorie « fonds d'investissement » » ou selon une entente de délégation et plus particulièrement à l'annexe V de cette entente intitulée « Politique d'investissement commune Fonds PME MTL / FLS » qui concerne le Fonds d'investissement PME MTL ainsi que Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c. et dont l'autorisation a été donnée avant le 20 mars 2020;

« Règlement RCG 19-017 » : le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017);

« Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
APPLICATION

2. Dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 et dans le cadre de la mise en œuvre du Plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI), le présent règlement met en place un programme d'aide financière ayant

pour but d'octroyer des subventions aux organismes qui ont accordé des congés d'intérêts durant la période débutant le 20 mars 2020 et se terminant le 19 septembre 2020.

SECTION III
PRINCIPES GÉNÉRAUX

3. Il est octroyé, à un organisme qui a accordé des congés d'intérêts et dont la demande remplit les conditions prévues à l'article 6, une aide financière aux conditions prévues au présent règlement.

4. Le présent programme prévoit une aide financière d'une valeur totale de 1 600 000 $ pour l'exercice financier 2021.

SECTION IV
EXCLUSIONS

5. Aucune aide financière n'est octroyée à un organisme qui a accordé un congé d'intérêts :

1° relativement à un prêt :

a) autorisé après le 20 mars 2020;

b) dont le taux d'intérêt ne respecte pas les conditions prévues à l'entente de délégation ou au Règlement RCG 19-017 en vertu duquel il a été octroyé;

2° à une entreprise qui, au cours de la période débutant le 20 mars 2020 et se terminant le 19 septembre 2020, s'est mise sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. 1985, chapitre C-35) ou a fait faillite au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. 1985, chapitre B-3).

SECTION V
DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE ET CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

6. Un organisme peut obtenir une aide financière en présentant une demande à cet effet, au moyen du formulaire fourni par la Ville.

La demande doit être présentée au directeur au plus tard 10 jours après la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

La demande d'aide financière doit être accompagnée des documents suivants :

1° une copie de la résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la présentation de la demande d'aide financière;

2° un certificat d'attestation confirmant l'état de l'immatriculation de l'organisme au registre des entreprises du Québec;

3° un document présentant la liste des prêts à l'égard desquels l'organisme a accordé un congé d'intérêts comportant pour chacun de ces prêts :

a) le nom de l'entreprise à laquelle le prêt a été octroyé et une indication à savoir si celle-ci était encore active en date du 19 septembre 2020;

b) la date d'autorisation du prêt;

c) la date de la signature du contrat de prêt;

d) la date d'échéance du prêt;

e) le montant du prêt déboursé;

f) le taux d'intérêt du prêt;

g) la date du remboursement anticipé du prêt par l'entreprise, le cas échéant;

h) le montant des intérêts simples relatifs au prêt calculé pour la période durant laquelle le congé d'intérêt a été accordé;

4° les états financiers audités de l'organisme au 31 décembre 2020;

7. L'organisme transmet au directeur une copie électronique de tout contrat de prêt visé dans sa demande d'aide financière présentée en vertu de l'article 6 dans un délai de 10 jours suivant une demande écrite du directeur à cet effet.

À défaut de transmettre le ou les contrats exigés dans le délai prévu au premier alinéa, la demande d'aide financière est refusée et le directeur en avise l'organisme par courriel.

8. Dans les 30 jours ouvrables suivant la réception d'une demande d'aide financière conforme à l'article 6 et la réception des contrats exigés en vertu de l'article 7, le cas échéant, le directeur avise l'organisme de l'admissibilité de sa demande par écrit en indiquant le montant d'aide financière à être versé à la suite des calculs effectués selon les dispositions de l'article 9.

SECTION VI
CALCUL DES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE

9. Le montant d'aide financière à verser au requérant est égal à la somme des montants d'intérêts simples de chacun des prêts éligibles au congé d'intérêts et pour lesquels un congé d'intérêts a été accordé à une entreprise.

Le montant à être versé ne peut excéder le montant demandé par l'organisme en vertu de l'article 6.

SECTION VII
MONTANT ET VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

10. À la suite de la transmission de l'avis prévu à l'article 8, l'aide financière, calculée selon les dispositions prévues à l'article 9, est versée à l'organisme, sous réserve des dispositions de l'article 11.

11. Le versement de toute aide financière prévue au présent règlement est suspendu tant que l'organisme est en défaut de payer quelque somme due à la Ville de Montréal au titre des taxes et des tarifs municipaux, des cotisations d'une société de développement commercial ou des droits de mutation immobilière.

Aucun intérêt ni aucune forme de compensation ne peut être réclamé à la Ville en compensation de cette suspension de paiement.

12. Dès la réception de l'aide financière versée en vertu de l'article 10, l'organisme doit imputer les montants d'intérêts simples de chacun des prêts pour lesquels il a obtenu une aide financière au Fonds d'investissement PME MTL, au Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c. prévus par l'entente de délégation ou au fonds d'investissement prévu par le Règlement 19-017, selon la source de financement qu'il a utilisée pour chacun d'eux.

13. À la suite du versement de l'aide financière versée en vertu de l'article 10, l'organisme doit transmettre, sur demande du directeur, une copie électronique de tout contrat de prêt conclu avec une entreprise sous peine d'annulation de toute aide financière versée en vertu du présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement doit être remboursée à la Ville dans les 30 jours suivant l'avis écrit transmis par le directeur à cet effet.

14. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude entraîne l'annulation de toute aide financière versée en vertu du présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement doit être remboursée à la Ville, avec intérêts et frais par l'organisme.

SECTION VIII
REDDITION DE COMPTE

15. L'organisme doit faire parvenir au directeur, au plus tard le 31 mars 2022, ses états financiers audités de l'exercice financier 2021 démontrant que l'aide financière a été imputée au Fonds d'investissement PME MTL, au Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c. prévus par l'entente de délégation ou au fonds d'investissement prévu par le Règlement 19-017, selon la source de financement de chacun des prêts pour lesquels il a obtenu une aide financière. L'aide financière doit apparaître sur une ligne distincte de l'état des résultats par fonds.

SECTION IX
ORDONNANCE

16. Le comité exécutif peut, par ordonnance, mettre fin au programme de subvention prévu au présent règlement.

SECTION X
DURÉE DU PROGRAMME

17. Le programme d'aide financière prévu au présent règlement prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés;

2° la date décidée par ordonnance du comité exécutif prise en vertu de l'article 16 du présent règlement;

3° le 31 décembre 2021.

GDD1218927012

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218927012

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant à soutenir les organismes PME MTL ayant accordé, durant la période du 20 mars 2020 au 19 septembre 2020, des congés d'intérêts sur certains prêts octroyés à des entreprises / Réserver la somme de 1.6 M$ pour sa mise en oeuvre.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1218927012 - Six organismes PME Mtl_Surplus.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

Co-Auteur
Christine CARON
`Conseillère norm, compt et certification
Pour Nathalie Bouchard

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Raoul CYR
Directeur
Tél : 514-926-2436

Division : Service des finances , Direction de la comptabilité et des Informations Financières

CE : 40.021

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.022

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.023

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.024

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1213267001

Unité administrative responsable :	Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction de l'expérience citoyenne , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	Programme du Budget participatif de Montréal
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer les projets d'immobilisation municipaux réalisés dans le cadre du budget participatif de Montréal

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer les projets d'immobilisation municipaux réalisés dans le cadre du budget participatif de Montréal

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-30 11:56

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1213267001**
Unité administrative responsable :	Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction de l'expérience citoyenne , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	Programme du Budget participatif de Montréal
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer les projets d'immobilisation municipaux réalisés dans le cadre du budget participatif de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la première édition du Budget participatif de Montréal, la Ville de Montréal a réservé 10 M$ à son budget d'investissement pour réaliser des projets issus de propositions citoyennes et choisis par la population. Le présent dossier porte donc sur l'adoption d'un règlement d'emprunt de 10 000 000 $ afin de permettre aux arrondissements et aux services centraux concernés, de réaliser les projets d'immobilisation désignés comme lauréats à l'issue du vote citoyen.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DG217286001 – 7 mai 2021 - Autoriser un virement budgétaire du PDI destiné au programme du budget participatif au montant de 5 000 000 $ pour l'année 2021 en provenance du Service de la concertation des arrondissements vers le Service de l'expérience citoyenne et des communications. Pour l'année 2022, un ajustement budgétaire de 5 000 000 $ devra être effectué aux enveloppes respectives des 2 services concernés.

CM20 1219 – 10 décembre 2020 - Adoption du programme décennal d'immobilisations 2021 -2030 de la Ville de Montréal (volet ville centrale).

DESCRIPTION

Le présent règlement d'emprunt vise à financer la réalisation de projets issus d'un processus participatif en plusieurs étapes, soit :

- *étape 1 :* collecte d'idées auprès de la population (du 17 novembre 2020 au 8 janvier 2021)
- *étape 2* : analyse de recevabilité des idées reçues basée sur les 5 principaux critères de la démarche (contribuer à accélérer la transition écologique et sociale de Montréal, viser l'intérêt collectif, être réalisable par la Ville, sur le domaine public ou une propriété de la Ville, représenté une dépense en investissement, pouvoir donner lieu à un projet d'envergure avec une valeur visée à terme entre 500 000 $ et 3 000 000 $);
- *étape 3* : priorisation, fusion, bonification et développement des idées recevables en projets, par des comités de développement mixtes formés de représentants de la Ville et de la société civile;
- *étape 4* : analyse de faisabilité technique et réglementaire, analyse de capacité et évaluation des coûts et de par l'arrondissement concerné par le projet;
- *étape 5* : approbation, par les instances décisionnelles concernées des projets à soumettre au vote du public;
- *étape 6* : vote du public sur les projets, du 11 juin au 11 juillet 2021.

Les projets sont des équipements ou des aménagements qui se situent partout à Montréal et vont favoriser
:

- la mobilité durable et active;
- le verdissement et la biodiversité;
- l'agriculture urbaine et l'alimentation;
- des milieux de vie plus inclusifs.

JUSTIFICATION

L'adoption du règlement d'emprunt est nécessaire pour financer les projets d'immobilisation désignés comme lauréats au terme du vote citoyen dans le cadre de la première édition du Budget participatif de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt d'une valeur de 10 000 000 $ servira au financement des projets issus de la première édition du Budget participatif de Montréal. Ce règlement d'emprunt sera à la charge de la ville-centre.

Les sommes inscrites ci-dessous correspondent au PDI adopté pour les années 2021-2030.

Budget autorisé	2021	2022
76012 Programme pour la réalisation de projets issus du budget participatif	5 000 000 $	5 000 000 $

Dû à la variété des projets soumis par les citoyens, la période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder vingt (20) ans conformément à la Politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisations.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le règlement d'emprunt n'est pas adopté ou s'il est reporté, la réalisation des projets lauréats à temps pour respecter le délai de 2 ans suivant le vote citoyen pour amorcer leur planification ou réalisation pourrait être compromise.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Présentation du dossier au CE : 11 août 2021
- Avis de motion sur le règlement d'emprunt par le conseil municipal : 23 août 2021
- Adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal : 27 septembre 2021
- Adoption du règlement d'emprunt par le MAMH : date à venir
- Adoption par le comité exécutif des projets lauréats : 1er septembre 2021
- Début des travaux de planification et de réalisation des projets lauréats : 4e trimestre de 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Anjeza DIMO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-07-22
Brigitte GRANDMAISON directeur - centre de services 311	Josée BÉDARD Directrice
Tél : 514 872-4257 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-5141 **Télécop. :**

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1213267001*
Unité administrative responsable : *Service de l'expérience citoyenne et des communications*
Projet : *Budget participatif de Montréal*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 2 *: Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*

Priorité 5 *: Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles*

Priorité 6 *: Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire*

Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Priorité 10 : Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens, la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Pour l'ensemble des 5 priorités identifiées :

Principal bénéfice attendu : En choisissant le thème de la transition écologique et sociale pour la première édition de son Budget participatif, la Ville de Montréal a offert à la communauté montréalaise les moyens d'en apprendre davantage sur les grands défis sociaux et environnementaux à relever collectivement et de contribuer à la recherche de solutions d'aménagements et d'équipements plus respectueuses de l'humain et de l'environnement.

_____

Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision

Principal bénéfice attendu : Réaliser des projets qui contribuent à faire de Montréal une ville plus verte et solidaire, et qui touchent plus spécifiquement au thème du **verdissement et la biodiversité**, grâce à l'appel à idées initial articulé autour de 4 défis de la transition à relever, dont ceux de **lutter et s'adapter aux changements climatiques et de protéger la nature en ville**,

Priorités 5 et 6 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles ET Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire

Principal bénéfice attendu : Réaliser des projets qui contribuent à faire de Montréal une ville plus verte et solidaire, et qui touchent plus spécifiquement au thème de l'**agriculture urbaine et de l'alimentation**, grâce à l'appel à idées initial articulé autour de 4 défis de la transition à relever, dont celui de **produire et consommer autrement**.

Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Principal bénéfice attendu : Réaliser des projets qui contribuent à faire de Montréal une ville plus verte et solidaire, et qui touchent plus spécifiquement au thème de la **création de milieux de vie inclusifs**, grâce à l'appel à idées initial articulé autour de 4 défis de la transition à relever, dont celui **favoriser la solidarité, l'équité et l'inclusion.**

Priorité 10 : Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens, la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision

Principal bénéfice attendu : En réservant pour la première fois de son histoire 10 M$ pour réaliser des projets proposés et choisis par la population, la Ville de Montréal a mis en place, avec le Budget participatif, un outil de participation citoyenne novateur. Cette initiative met à contribution l'intelligence collective dans la recherche de solutions, attribue un pouvoir décisionnel à la population sur la façon de dépenser une partie du budget municipal, tout en créant de nouvelles opportunités de dialogue entre la population, les élu-es et l'administration municipale.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1213267001

Unité administrative responsable :	Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction de l'expérience citoyenne , -
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer les projets d'immobilisation municipaux réalisés dans le cadre du budget participatif de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1213267001 - Budget participatif.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-30

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 10 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES PROJETS D'IMMOBILISATION MUNICIPAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DU BUDGET PARTICIPATIF DE MONTRÉAL

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 10 000 000 $ est autorisé afin de financer les projets d'immobilisation municipaux réalisés dans le cadre du budget participatif de Montréal, notamment l'aménagement de places publiques ainsi que le développement et la protection de la biodiversité des milieux urbanisés.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1213267001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1213267001

Unité administrative responsable :	Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction de l'expérience citoyenne , -
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer les projets d'immobilisation municipaux réalisés dans le cadre du budget participatif de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1213267001 - Règlement d'emprunt SECC Budget participatif - CORPO.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anjeza DIMO
Préposée au budget
Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier – HDV
Tél : 514-872-4764

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-28

Éric GERMAIN
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-7344
Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier – HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.025

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1212621001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant l'emprunt de 9 500 000 $ pour le financement de l'acquisition et l'installation d'outils de collecte sur le domaine public (collectes hors foyer).

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement d'emprunt de 9 500 000 $ pour le financement de l'acquisition et l'installation d'outils de collecte sur le domaine public.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-07-27 13:48

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1212621001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant l'emprunt de 9 500 000 $ pour le financement de l'acquisition et l'installation d'outils de collecte sur le domaine public (collectes hors foyer).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du *Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles 2017-2024* (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), approuvé par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), et entré en vigueur le 28 janvier 2017, 7 orientations et 28 mesures ont été adoptées, dont plusieurs doivent être mises en place par les autorités locales, dont la Ville de Montréal.
En vertu de l'article 53.24 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., chapitre Q-2), les municipalités de la CMM sont tenues de prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre du PMGMR sur leur territoire. C'est pourquoi des actions du *Plan directeur de la gestion des matières résiduelles de l'Agglomération de Montréal 2020-2025* (PDGMR), adopté le 27 août 2020 et qui doit être mis en oeuvre par les municipalités de l'agglomération, répondent aux mesures du PMGMR.

Depuis le 1er janvier 2015, le conseil municipal de la Ville de Montréal détient les compétences à l'égard de l'enlèvement, le transport et le dépôt des matières résiduelles. La Division collecte, transport et traitement de la Direction de la gestion des matières résiduelles du Service de l'environnement a été identifiée pour coordonner l'acquisition et le déploiement d'outils de collecte.

Le PDGMR 2020-2025 prévoit deux initiatives en lien avec le présent règlement d'emprunt : *3.1 Étendre et optimiser la collecte des matières recyclables hors foyer pour les lieux de fort achalandage et dans les ICI assimilables à des résidences citoyennes* et *5.2 Faire preuve d'exemplarité municipale* .

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0407 - 27 août 2020 - Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025.

CM20 0761 - 24 août 2020 - Prolonger, jusqu'au 31 décembre 2022, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM19 1217 concernant l'enlèvement, le transport et le dépôt de matières résiduelles, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* .

DESCRIPTION

L'adoption du projet de règlement d'emprunt d'une valeur de 9 500 000 $ pour l'acquisition et l'installation d'outils de collecte sur le domaine public du territoire montréalais permettra de réaliser les actions suivantes du PDGMR 2020-2025 pour "*Étendre et optimiser la collecte des matières recyclables hors foyer pour les lieux de fort achalandage et dans les ICI assimilables à des résidences citoyennes* " :
- 3.1.1 : Établir des normes de récupération de matières recyclables hors foyer et des critères d'installation de collecte en bordure de rue et déployer des îlots de récupération harmonisés;
- 3.1.2 : Harmoniser la signalisation, les normes graphiques et les îlots de récupération;
- 5.2.2 : Étendre les services de collecte des matières organiques et recyclables dans les bâtiments municipaux non encore desservis. (*NDLR : pour la partie accessible au public dans le présent cas.*)

Le règlement d'emprunt vient également répondre au PMGMR 2017-2024 qui exige à la mesure 10 d'*Implanter des équipements de récupération de matières recyclables identifiables dans tous les bâtiments municipaux et toutes les aires publiques, là où la fréquentation le justifie* .

Ces outils, principalement les paniers de rue, serviront à desservir les citoyens montréalais sur le domaine public. Aucun autre règlement d'emprunt n'existe pour l'acquisition et l'installation des outils de collecte sur le domaine public.

La desserte des aires publiques visées est nécessaire à la saine gestion des matières résiduelles et à l'atteinte des objectifs du PMGMR et du PDGMR 2020-2025, soit de recycler 70 % de la matière recyclable dans un horizon 2025.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt de 9 500 000 $ permettra au Service de l'environnement d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant l'acquisition et l'installation d'outils de collecte indispensables à l'offre de service aux citoyens montréalais lorsqu'ils se trouvent à l'extérieur de leur habitation.
Afin d'assurer l'harmonisation, l'équité et la participation de tous les citoyens, il s'avère incontournable de financer ces outils de collecte dans tous les arrondissements de la Ville.

Il convient de rappeler que des règlements d'emprunt ont été accordés pour l'acquisition et la distribution d'outils de collecte des matières recyclables et des matières organiques pour la desserte chez les citoyens. Afin de permettre l'installation d'îlots de récupération sur le domaine public, il devient impératif d'avoir un règlement d'emprunt spécifique pour couvrir ce volet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Depuis le 1er janvier 2015, la Division collecte, transport et traitement des matières résiduelles du Service de l'environnement a été identifiée pour coordonner le déploiement de nouveaux services de collecte et ainsi coordonner l'acquisition des outils de collecte.
Ces achats de nature non capitalisable, considérés comme une dépense de fonctionnement au sens des règles comptables, seront financés par emprunt et le terme de l'emprunt n'excédera pas cinq (5) ans.

L'acquisition, la distribution et l'installation de ces outils sont nécessaires afin d'atteindre les cibles fixées dans le PMGMR 2017-2024 et le PDGMR 2020-2025. Les coûts pour l'acquisition et l'installation des outils de collecte sur le domaine public au cours de cette période sont évalués à 9,5 millions de dollars (9 500 000$).

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Le projet d'acquisition et d'installation des outils de collecte sur le domaine public (hors foyers) est prévu au programme décennal d'immobilisation (PDI) 2021-2030 de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Rubrique « Montréal 2030 » : voir la grille d'analyse en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet qui vise l'atteinte des objectifs de récupération des matières fixés par le gouvernement du Québec (ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques), permet d'encourager la participation des citoyens en les outillant adéquatement et d'augmenter la performance globale de la Ville dans ce champ d'activités en plus de poser des gestes pour protéger l'environnement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

NA

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas d’opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 11 août 2021
Conseil municipal - Avis de motion et dépôt: 23 août 2021
Conseil municipal - Adoption du règlement d'emprunt : septembre 2021
Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation : 2021
Acquisition et installation des outils de collecte : 2022 à 2031

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louise M TREMBLAY, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois LESAGE
Conseiller en planification

Tél : 514 863-8346
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-27

Paula URRA
Cheffe de Division collecte transport et traitement MR

Tél : 514 868-8764
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles

Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2021-07-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2021-07-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1212621001*
Unité administrative responsable : *Service de l'environnement*
Projet : *Adopter un règlement autorisant l'emprunt de 9 500 000 $ pour le financement de l'acquisition et l'installation d'outils de collecte sur le domaine public (collectes hors foyer).*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. Réduire de 55 % **les émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.
5. Tendre vers un avenir **zéro déchet**, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Détourner de l'enfouissement davantage de matières recyclables et de matières organiques en implantant des îlots de récupération là où la génération de matières le justifie.
- En collaboration avec le Service des communications et des arrondissements : campagne de sensibilisation pour augmenter le taux de participation à ces collectes.
- Contribuer à l'atteinte des objectifs de récupération.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1212621001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Adopter un règlement autorisant l'emprunt de 9 500 000 $ pour le financement de l'acquisition et l'installation d'outils de collecte sur le domaine public (collectes hors foyer).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1212621001 - Outils de collecte domaine public.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-16

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 9 500 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE L'ACQUISITION ET DE L'INSTALLATION D'OUTILS DE COLLECTE SUR LE DOMAINE PUBLIC

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 9 500 000 $ est autorisé pour le financement de l'acquisition et de l'installation d'outils de collecte sur le domaine public sur le territoire de la Ville de Montréal. Cette dépense est détaillée à l'annexe A.

2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements est de 5 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

6. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

_____

GDD1212621001

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

TYPE D'OUTILS DE COLLECTE SUR LE DOMAINE PUBLIC	**MONTANTS ESTIMÉS**
Contenants pour ordures ménagères	4 000 000,00 $
Contenants pour matières recyclables	4 000 000,00 $
Contenants pour matières organiques	1 000 000,00 $
Autres contenants adaptés aux collectes sur le domaine public	500 000,00 $
TOTAL	**9 500 000,00 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1212621001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Adopter un règlement autorisant l'emprunt de 9 500 000 $ pour le financement de l'acquisition et l'installation d'outils de collecte sur le domaine public (collectes hors foyer).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

info_comptable_ GDD 1212621001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au Budget
Tél : 514 872-6538

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-26

Leilatou DANKASSOUA
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 40.026

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.027

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217945005

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le Règlement R-207 autorisant un emprunt de 29 467 523 $ pour un terme de dix (10) ans pour financer le projet - Migration 2022 du progiciel Hastus et approuver la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2021-2030

Il est recommandé
d'approuver le Règlement R-207 autorisant un emprunt de 29 467 523 $ pour un terme de dix (10) ans pour financer le projet - Migration 2022 du progiciel Hastus et approuver la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2021-2030 de la Société de transport de Montréal, le tout conformément aux articles 123 et 135 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ c. 30.01).

Signé par Sylvain - Ext JOLY **Le** 2021-06-10 11:41

Signataire : Sylvain - Ext JOLY

Secrétaire corporatif et directeur – Affaires juridiques
Société de transport de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1217945005

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le Règlement R-207 autorisant un emprunt de 29 467 523 $ pour un terme de dix (10) ans pour financer le projet - Migration 2022 du progiciel Hastus et approuver la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2021-2030

CONTENU

CONTEXTE

Voir pièces jointes

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fara - Ext MÉRILAN
Assistante - Secrétariat corporatif

Tél : 514-350-0800 poste 85214

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-10

Frédérick - Ext ROUSSEL
Secrétaire corporatif adjoint

Tél : 514 350-0800 poste 85203

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Frédérick - Ext ROUSSEL
Secrétaire corporatif adjoint

Tél : 514 350-0800 poste 85203
Approuvé le : 2021-06-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain - Ext JOLY
Secrétaire corporatif et directeur – Affaires juridiques
Tél : 514 280-5200
Approuvé le : 2021-06-10

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

stm

Recommandation R-207 Migration 2022 du progiciel Hastus

D'APPROUVER la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2021-2030, pour ajouter dans la section autorisée pour le secteur des bus le projet « Migration 2022 du progiciel Hastus » pour un montant total de 30 249 567 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers.

D'APPROUVER un règlement autorisant un emprunt de 29 467 523 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers pour un terme de dix (10) ans pour financer le projet « Migration 2022 du progiciel Hastus ».

D'AUTORISER la Société à renflouer dans ses fonds généraux une somme maximale de 2 946 752 $ soit dix pour cent (10 %) provenant du ou des emprunts à être effectués en vertu du présent règlement, représentant les sommes engagées avant l'adoption du présent règlement relativement aux objectifs de ce dernier.

☐ Voir suite de la rubrique *Recommandation*

LE TOUT POUR UN MONTANT TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE : $ –

DE responsable : Planification et Finances	**DE responsable :**
Linda Lebrun Signé avec ConsignO Cloud (21/05/2021) Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.	
Nom : Linda Lebrun	Nom :

Secrétaire de l'assemblée : *Sylvain Joly*
Signé avec ConsignO Cloud (02/06/2021)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)

☑ Améliorer l'expérience client ☑ Adapter l'organisation à l'évolution de la gouvernance ☑ Maîtriser les finances ☑ Attirer, développer et mobiliser les talents

L'atteinte de quel(s) objectifs(s) du Plan stratégique organisationnel 2025 cette recommandation vise-t-elle:

Améliorer l'expérience client - Livrer l'offre de service promise

Améliorer l'expérience client - Améliorer la régularité du service et assurer un parcours client prévisible

Améliorer l'expérience client - Réduire le déficit de maintien des actifs

Améliorer l'expérience client - Poursuivre l'électrification du réseau

Expliquer le besoin et comment la solution proposée contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique organisationnel 2025

Améliorer l'expérience client - Bonifier le parcours client
Améliorer l'expérience client - Développer le réseau en favorisant la mobilité intégrée
Adapter l'organisation à l'évolution de la gouvernance - Renouveler l'organisation pour l'excellence de l'expérience client
Maîtriser les finances - Maîtriser la gestion de l'entente de service
Maîtriser les finances - Améliorer l'efficience des processus et la productivité
Attirer, développer et mobiliser les talents - Attirer et retenir les talents
Attirer, développer et mobiliser les talents - Encourager l'implication et le leadership

☑ Voir suite de la rubrique *Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)*

Autorisation et octroi de contrat Président (cochez si requis) : ☐ Vice-président (cochez si requis) : ☐

Directeur général:		

GED:

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : R-207 Migration 2022 du progiciel Hastus

Processus d'adjudication de contrat et informations sur les soumissions ☑ S/O

☐ Nouveau contrat ☐ Prolongation ☐ Sur invitation ☐ Levée d'options
☐ Renouvellement ☐ De gré à gré ☐ Public ☐ Autre

Nombre d'entreprises ayant obtenu les documents d'appel d'offres: Nombre de soumissions déposées :

Cheminement décisionnel Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) et Comité du conseil d'administration (indiquer le nom et la date)

Comité : Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) Date: (jj/mm/an) 13 05 2021

Comité : Date: (jj/mm/an) 2021

Démarche, solution proposée et conclusion

Le système permet à la STM, de répondre à sa mission de livrer un service de transport (Bus et Métro), en supportant la planification et les opérations de plusieurs fonctions d'affaires. Le projet Migration 2022 du progiciel Hastus, est un prérequis au projet d'électrification du réseau. Le système Hastus comporte 18 modules et requiert près de 400 modifications spécifiques et est utilisé par plus de 1900 utilisateurs répartis dans 15 secteurs d'affaires de la STM.

Le projet permet :

- D'assurer la disponibilité, la fiabilité et l'intégrité, ainsi que la pérennité et l'évolution du système HASTUS pour exploiter et livrer le service au meilleur coût en utilisant un outil fiable;
- De mitiger le risque de bris de service dû à la désuétude du système et de l'environnement HASTUS 2012 tout en respectant l'entente de partenariat avec Giro qui recommande un cycle de mise à niveau de 3 à 5 ans;
- De diminuer les adaptations réalisées spécifiquement pour la STM en incluant au maximum ces améliorations à la version commerciale 2021;
- D'intégrer au projet les opportunités complémentaires qui ont été identifiées par les secteurs d'affaires;
- De pouvoir accueillir de nouveaux processus, tel que, la gestion de bus électrique, prérequis au projet d'électrification du réseau.

☑ *Voir suite de la rubrique Démarche et conclusion*

Développement durable / Accessibilité universelle ☐ S/O *(Information validée par l'équipe du Développement durable/ AU)*

Sélectionnez le(s) chantier(s) du Plan DD 2025 et/ou du Plan de développement d'AU 2016-2020 correspondant à la présente recommandation

DD - 1 - Décarboniser le transport collectif pour contribuer à la qualité de l'air et à la lutte contre les changements climatiques

DD - 9 - Consolider la gouvernance de la STM en développement durable

☐ *Voir suite de la rubrique Développement durable / Accessibilité universelle*

Préparé par : Conseiller corporatif - projets

Nom : Yves Jacques

Service : Trésorerie, Portefeuille de projets et invest.

Nom : Louis-Samuel Cloutier

Certification juridique

En tenant les faits mentionnés dans cette demande comme avérés, celle-ci est juridiquement conforme pour la Société

Josie Castronovo
Signé avec ConsignO Cloud (20/05/2021)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

☐ DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL
☑ RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : R-207 Migration 2022 du progiciel Hastus

Informations financières ☑ *S/O*

Imputations comptables	Imputation 1	Imputation 2	Imputation 3[1]	Total
Centre				
Compte				
Ordre interne				
Réseau activité				
Règlement d'emprunt				
Montant toutes taxes incluses pour l'ensemble du contrat				0

1. S'il y a plus de trois imputations comptables, indiquer le total des imputations comptables 3, 4, 5, etc. dans la colonne « Imputation 3 » et fournir un tableau en annexe pour chaque imputation comptable.

Ventilation des coûts ☑ *S/O*

Période estimée du contrat : de JJ MM AAAA à JJ MM AAAA

–	2021	2022	2023 et suivantes[3]	Total
(A) Base[2]				0 $
(B) TPS	0 $	0 $	0 $	0 $
(C) TVQ	0 $	0 $	0 $	0 $
(D) Montant toutes taxes incluses (A + B + C)	0 $	0 $	0 $	0 $
(E) Ristourne TPS et TVQ	0 $	0 $	0 $	0 $
(F) Montant net (D – E)	0 $	0 $	0 $	0 $

2. S'il y a plusieurs imputations comptables, indiquer le cumulatif sur cette page et fournir un tableau en annexe par imputation comptable.

3. Si le contrat se poursuit au-delà, fournir un tableau en annexe pour chacune des années visées dans cette colonne.

Subvention, financement et certification ☐ *S/O*

Suite à une évaluation du dossier par la direction Finances, ce projet est admissible à une subvention selon les modalités définies par le MTQ. Plus précisément, les éléments touchant la fiabilité du service et l'amélioration de l'information clientèle sont admissibles à la SOFIL 4 sous la section 3.2.3 Projets présentant un caractère innovateur sur le plan technologique.

Cette portion représente un montant d'environ 6,6 M$ avant taxes, contingences, inflation et frais financiers, pour un total estimé de 9,2 M$ soit 30 % du coût complet de projet.

☐ Voir suite de la rubrique *Subvention, financement et certification*

Certification de fonds

Je certifie la disponibilité des fonds

Trésorier : *Linda Lebrun*
Signé avec ConsignO Cloud (21/05/2021)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

☐ DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL
☑ RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : R-207 Migration 2022 du progiciel Hastus

Suite de la rubrique ☐ Recommandation ☑ Exposé du besoin / PSO-2025 ☐ Subvention ☐ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

Modification du Programme des immobilisations 2021-2030
Afin de pouvoir adopter le nouveau règlement d'emprunt pour financer le projet Migration 2022 du progiciel Hastus, pour le secteur des bus, il y a lieu de modifier le Programme des immobilisations (PI) 2021-2030.

Autorisation d'emprunt
Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO 2025). Celui-ci permettra de soutenir efficacement la STM dans ses objectifs d'efficacité opérationnelle.

COPIE CONFORME
Me FRÉDÉRICK ROUSSEL
SECRÉTAIRE CORPORATIF ADJOINT
MONTRÉAL, 3 juin 2021

Suite de la rubrique ☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO 2025 ☐ Subvention ☑ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

Volet financier

Le coût complet du projet est de 30 249 567 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 29 467 523 $ et d'un montant de 782 044 $ au budget spécial d'exploitation.

Dépenses capitalisables	28 879 191 $
Frais financiers	588 332 $
Total RE	**29 467 523 $**
Budget spécial d'exploitation	782 044 $
Coût complet du projet	**30 249 567 $**

Inscrit au Programme des immobilisations 2021-2030 en phase de définition au coût préliminaire estimé de 28,5 M$. Cet estimé préliminaire date de l'été 2020 et depuis ce temps, la portée des travaux a été légèrement revue afin d'y ajouter quelques opportunités d'amélioration afin de rencontrer nos exigences opérationnelles ce qui porte le coût du projet à 30,2 M$. Il est à noter que plusieurs de ces améliorations sont admissibles à une subvention.

Ce projet est principalement composé de 3 blocs :

- Un montant de 16,7 M$ pour la mise à niveau requise de l'environnement pour éviter la désuétude du logiciel et ainsi permettre la gestion des bus électriques.
- Un montant de 12,8 M$ pour déployer des opportunités d'optimisation du logiciel dont la majeure partie est admissible à une subvention (voir section plus bas) et qui permettront d'éviter ou de réduire des coûts d'exploitation.
- Un montant de 0,8 M$ pour le budget spécial d'exploitation.

ANNEXE 1

VENTILATION DES COÛTS

	Montant estimé*	Total*
Migration 2022 du progiciel Hastus		
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		
Main-d'œuvre interne	10 843 470 $	
Biens et services	11 832 598 $	22 676 068 $
Sous-total avant taxes, contingences, inflation et frais financiers :		**22 676 068 $**
Taxes nettes de ristournes	590 151 $	
Contingences / risques	4 898 074 $	
Inflation	714 898 $	6 203 123 $
Sous-total avant frais financiers :		**28 879 191 $**
Frais financiers	588 332 $	588 332 $
Total :		**29 467 523 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses projets s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre projet prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

stm	**Sommaire décisionnel du règlement**		
Titre	Migration 2022 du progiciel Hastus	**Date :**	2 juin 2021
Numéro	R-207	**Montant :**	RE : 29 467 523 $

CONTENU

CONTEXTE

Le progiciel intégré de transport HASTUS de la compagnie GIRO est essentiel à la planification, la gestion et à la livraison au quotidien du service Bus et Métro. Ce progiciel fait partie des systèmes jugés critiques de la STM et la Direction des technologies de l'information doit assurer en tout temps sa disponibilité, sa fiabilité et son intégrité, ainsi que sa pérennité et son évolution.

La migration 2022 du progiciel Hastus est une mesure de mitigation du risque de bris de service due à la désuétude du système et de l'environnement HASTUS 2012. La migration 2022 du progiciel Hastus est aussi un prérequis à l'électrification des transports.

DÉCISIONS ANTÉRIEURES

Le projet a été présenté :

- **13 mai 2021** : Comité GPP – porte 2 => Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget complet du projet pour permettre la réalisation des travaux proposés.

DESCRIPTION

Inscrit au Programme des immobilisations 2021-2030 en phase de définition au coût préliminaire estimé de 28,5 M$. Cet estimé préliminaire date de l'été 2020 et depuis ce temps, la portée des travaux a été légèrement revue afin d'y ajouter quelques opportunités d'amélioration afin de rencontrer nos exigences opérationnelles ce qui porte le coût du projet à 30,2 M$. Il est à noter que plusieurs de ces améliorations sont admissibles à une subvention.

Le progiciel intégré de transport HASTUS est actuellement installé en version 2012. Le système permet à la STM, de répondre à sa mission de livrer un service de transport (Bus et Métro), en supportant la planification et les opérations de plusieurs fonctions d'affaires :

- Analyse des temps de parcours (bus);
- Analyse de l'achalandage (bus);
- Planification de l'offre de service (bus);
- Fabrication des horaires et des affectations (bus et métro);
- Intégration complète des données géospatiales représentant les déplacements des véhicules ainsi que les points opérationnels;
- Choix du travail aux chauffeurs, opérateurs et agents de station;
- Gestion dossier paie et RH des chauffeurs, agents de station et opérateurs;
- Gestion des sorties - entrées;
- Distribution quotidienne du travail;
- Gestion de la performance des chauffeurs;
- Affectation quotidienne des véhicules;
- Gestion du service sur la route;
- Ajustement du service;
- Gestion des commentaires;
- Diffusion des horaires aux systèmes d'information clientèle;
- Informations à la clientèle;

- Alimentation et l'exploitation d'un système d'aide à l'exploitation et à l'information voyageurs (SAEIV).

Le système Hastus comporte 18 modules et requiert près de 400 modifications spécifiques.
Le système est utilisé par plus de 1 900 utilisateurs répartis dans 15 secteurs d'affaires de la STM.

JUSTIFICATION

Le projet permet :

- D'assurer la disponibilité, la fiabilité et l'intégrité, ainsi que la pérennité et l'évolution du système HASTUS pour exploiter et livrer le service au meilleur coût en utilisant un outil fiable;
- De mitiger le risque de bris de service dû à la désuétude du système et de l'environnement HASTUS 2012 tout en respectant l'entente de partenariat avec Giro qui recommande un cycle de mise à niveau de 3 à 5 ans;
- De diminuer les adaptations réalisées spécifiquement pour la STM en incluant au maximum ces améliorations à la version commerciale 2021;
- D'intégrer au projet les opportunités complémentaires qui ont été identifiées par les secteurs d'affaires;
- De pouvoir accueillir de nouveaux processus, tel que, la gestion de bus électrique, prérequis au projet d'électrification du réseau.

ASPECTS FINANCIERS

Le coût complet du projet est de 30 249 567 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 29 467 523 $ et d'un montant de 782 044 $ au budget spécial d'exploitation.

Dépenses capitalisables	28 879 191 $
Frais financiers	588 332 $
Total RE	**29 467 523 $**
Budget spécial d'exploitation	782 044 $
Coût complet du projet	**30 249 567 $**

Ce projet est principalement composé de 3 blocs :

- Un montant de 16,7 M$ pour la mise à niveau requise de l'environnement pour éviter la désuétude du logiciel et ainsi permettre la gestion des bus électriques.
- Un montant de 12,8 M$ pour déployer des opportunités d'optimisation du logiciel dont la majeure partie est admissible à une subvention (voir section plus bas) et qui permettront d'éviter ou de réduire des coûts d'exploitation (voir annexe).
- Un montant de 0,8 M$ pour le budget spécial d'exploitation.

Admissibilité du projet à une subvention :

Suite à une évaluation du dossier par la Direction Finances, ce projet est admissible à une subvention selon les modalités définies par le MTQ. Plus précisément, les éléments touchant la fiabilité du service et l'amélioration de l'information clientèle sont admissibles à la SOFIL 4 sous la section 3.2.3 Projets présentant un caractère innovateur sur le plan technologique.

Cette portion représente un montant d'environ 6,6 M$ avant taxes, contingences, inflation et frais financiers, pour un total estimé de 9,2 M$ soit 30% du coût complet de projet.

stm	Sommaire décisionnel du règlement			
Titre	Migration 2022 du progiciel Hastus		**Date :**	2 juin 2021
Numéro	R-207	**Montant :**	RE : 29 467 523 $	

PLAN STRATÉGIQUE ORGANISATIONNEL

Le projet contribue à 11 des 16 objectifs du *Plan stratégique organisationnel 2025* de la STM :

- Améliorer l'expérience client - Livrer l'offre de service promise;
- Améliorer l'expérience client - Améliorer la régularité du service et assurer un parcours client prévisible;
- Améliorer l'expérience client - Réduire le déficit de maintien des actifs;
- Améliorer l'expérience client - Poursuivre l'électrification du réseau;
- Améliorer l'expérience client - Bonifier le parcours client;
- Améliorer l'expérience client - Développer le réseau en favorisant la mobilité intégrée;
- Adapter l'organisation à l'évolution de la gouvernance - Renouveler l'organisation pour l'excellence de l'expérience client;
- Maîtriser les finances - Maîtriser la gestion de l'entente de service;
- Maîtriser les finances - Améliorer l'efficience des processus et la productivité;
- Attirer, développer et mobiliser les talents - Attirer et retenir les talents;
- Attirer, développer et mobiliser les talents - Encourager l'implication et le leadership.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet contribue à 2 des 9 chantiers du *Plan de développement durable 2025* de la STM :

- Décarboniser le transport collectif pour contribuer à la qualité de l'air et à la lutte contre les changements climatiques;
- Consolider la gouvernance de la STM en développement durable.

CALENDRIER ET ÉTAPES SUBSÉQUENTES

Étapes	Échéancier
Autorisation du financement RE par le CA-STM	2 juin 2021
Phase de préparation à la mise en œuvre (PMEO)	Juin 2021 à juin 2023
Autorisation du RE par le MAMH	Octobre 2021
Activités de mise en œuvre (MEO)	Septembre 2023 à décembre 2024
Fermeture / Dépôt du bilan de fermeture	Mars 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Aucune dérogation aux règles de régie interne.

stm	**Sommaire décisionnel du règlement**		
Titre	Migration 2022 du progiciel Hastus	**Date :**	2 juin 2021
Numéro	R-207	**Montant :**	RE : 29 467 523 $

ANNEXE

BÉNÉFICES DES OPPORTUNITÉS D'OPTIMISATION

Description des opportunités	Type de gains/économies	Bénéfices (en $)		
		Coûts évités	Réduction budgétaire	Total
Bloc d'optimisation des voyages et ajustements de service	- Amélioration et support aux processus	252 000 $	256 000 $	508 000 $
NetPlan : - Permettre la conception et l'ajustement des réseaux via une interface graphique - Évaluer rapidement les impacts au niveau de la clientèle lors des changements au réseau - Synchroniser et adapter le service pour une meilleure expérience client	- Satisfaction de la clientèle - Éviter l'embauche d'un poste de technicien	110 000 $		110 000 $
Améliorations Comment : - Meilleure adaptation des outils pour supporter la gestion des commentaires et plaintes - Amélioration performance de l'infrastructure pour supporter le volume - Utilisation du module sur plusieurs plateformes (tablettes, mobiles) et ajout de notifications alertes pour un meilleur suivi des cas.	- Satisfaction de la clientèle - Optimisation des processus - Gain de temps (±1 700 heures) réaffecté aux enjeux de sous-effectifs : - Amélioration du suivi à la clientèle - Amélioration continue des processus	125 000 $		125 000 $
Autres opportunités	- Améliorations et support aux processus - Sécurité des employés – réduction fatigue au volant - Améliorer la qualité de travail du chauffeur - Améliorer la qualité du service - Satisfaction de la clientèle	24 000 $		24 000 $
	Impact annuel post-implantation	**511 000 $**	**256 000 $**	**767 000 $**

RÈGLEMENT R-207

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-SEPT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS DOLLARS (29 467 523 $) POUR FINANCER LE PROJET « MIGRATION 2022 DU PROGICIEL HASTUS » POUR UN TERME DE DIX (10) ANS

ATTENDU que la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») exploite une entreprise de transport en commun de passagers composée d'un réseau d'autobus et d'un réseau de métro;

ATTENDU que dans le cadre l'exploitation de son réseau d'autobus et de métro, la Société utilise le progiciel intégré HASTUS, lequel est essentiel à la planification, la gestion et la livraison quotidienne de ces services;

ATTENDU que ce progiciel est l'un des systèmes critiques de la Société;

ATTENDU qu'afin d'assurer en tout temps la disponibilité, la fiabilité et l'intégrité de ce progiciel, en plus de sa pérennité et son évolution, la Société met sur pied le projet « Migration 2022 du progiciel HASTUS » (ci-après le : « projet »);

ATTENDU que de façon générale, le projet permet d'exploiter et livrer le service promis au meilleur coût avec un outil fiable, de mitiger le risque de bris de service en raison de la désuétude du système et de l'environnement HASTUS actuel, tout en respectant les recommandations de mise à niveau, de diminuer les adaptations réalisées spécifiquement pour la Société et d'intégrer les opportunités complémentaires identifiées, notamment la gestion des bus électriques;

ATTENDU que de façon spécifique, la phase de définition du projet a permis de confirmer la portée de la mise à niveau requise, en plus d'inventorier et d'évaluer les opportunités, le projet consiste désormais en la préparation de la mise en œuvre et de la mise en œuvre du programme de mise à niveau du progiciel de planification du service et de gestion du service « Bus et Métro HASTUS » et des opportunités complémentaires identifiées;

ATTENDU qu'il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels pour la réalisation de ce projet;

ATTENDU que certains frais de main-d'œuvre interne doivent être imputés à ce règlement pour permettre la réalisation du projet;

ATTENDU que le projet « Migration 2022 du progiciel HASTUS » doit être ajouté à la rubrique « Réseau de bus » au « Programme des immobilisations 2021-2030 » de la Société;

ATTENDU que l'ensemble des coûts du projet à être financés à même le présent règlement d'emprunt est estimé à **VINGT-NEUF MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-SEPT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS DOLLARS (29 467 523 $)** incluant les frais financiers, le tout selon les montants indiqués à l'Annexe 1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante;

ATTENDU qu'il est opportun pour la Société de défrayer les coûts de la réalisation du projet prévu au présent règlement au moyen d'un ou de plusieurs emprunts à long terme;

ATTENDU que des emprunts temporaires devront être contractés dans le cadre de la réalisation du projet et qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des intérêts qui seront encourus sur ces emprunts temporaires;

ATTENDU qu'il est aussi nécessaire de pourvoir au paiement des dépenses accessoires, aux émissions de titres ou aux contrats qui serviront à contracter ce ou ces emprunts, à l'escompte, aux frais de change, aux frais légaux et autres dépenses incidentes;

ATTENDU que les montants indiqués à l'annexe 1 étant des estimations, si un montant indiqué à cette annexe pour un des éléments y mentionnés s'avère moins élevé que prévu, la différence pourra être utilisée pour le paiement de tout autre élément contenu dans cette annexe, dont la dépense est plus élevée;

ATTENDU que la Société doit, en conséquence, contracter un ou plusieurs emprunts totalisant la somme en principal de **VINGT-NEUF MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-SEPT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS DOLLARS (29 467 523 $)** pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins mentionnées ci-dessus et qu'il y a lieu pour elle d'y pourvoir au moyen d'un règlement d'emprunt;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme maximale de **DEUX MILLIONS NEUF CENT QUARANTE-SIX MILLE SEPT CENT CINQUANTE-DEUX DOLLARS (2 946 752 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre du présent règlement, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société aux fins du règlement avant son adoption.

IL EST STATUÉ ET DÉCRÉTÉ COMME RÈGLEMENT R-207 DE LA SOCIÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Le préambule fait partie intégrante du présent règlement;

ARTICLE 2 La Société est autorisée à emprunter pour un terme d'une durée de **DIX (10) ANS**, un montant en principal n'excédant pas **VINGT-NEUF MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-SEPT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS DOLLARS (29 467 523 $)**, dont le produit doit servir exclusivement aux fins mentionnées dans le préambule du présent règlement et à l'annexe 1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante;

ARTICLE 3 La durée de chacun des emprunts pourra être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la durée de vie utile du bien à financer, de toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais pourvu que la durée des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée prévue à l'article 2;

ARTICLE 4 La Société est autorisée à renflouer son fonds général d'une somme maximale de **DEUX MILLIONS NEUF CENT QUARANTE-SIX MILLE SEPT CENT CINQUANTE-DEUX DOLLARS (2 946 752 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du présent règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son adoption;

ARTICLE 5 Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

SIGNÉ À MONTRÉAL

Philippe Schnobb
Signé avec ConsignO Cloud (03/06/2021)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

PHILIPPE SCHNOBB
Président du conseil d'administration

Sylvain Joly
Signé avec ConsignO Cloud (02/06/2021)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

SYLVAIN JOLY
Secrétaire corporatif

PROCHAINE PAGE : ANNEXE 1

COPIE CONFORME
Me FRÉDÉRICK ROUSSEL
SECRÉTAIRE CORPORATIF ADJOINT
MONTRÉAL, 3 Juin 2021

ANNEXE 1

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT R-207

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-SEPT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS DOLLARS (29 467 523 $) POUR FINANCER LE PROJET « MIGRATION 2022 DU PROGICIEL HASTUS » POUR UN TERME DE DIX (10) ANS

	Montant estimé*	Total*
Migration 2022 du progiciel Hastus		
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		
Main-d'œuvre interne	10 843 470 $	
Biens et services	11 832 598 $	22 676 068 $
Sous-total avant taxes, contingences, inflation et frais financiers:		**22 676 068 $**
Taxes nettes de ristournes	590 151 $	
Contingences / risques	4 898 074 $	
Inflation	714 898 $	6 203 123 $
Sous-total avant frais financiers:		**28 879 191 $**
Frais financiers	588 332 $	588 332 $
Total :		**29 467 523 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses projets s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre projet prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

ANNEXE 1

VENTILATION DES COÛTS

	Montant estimé*	Total*
Migration 2022 du progiciel Hastus		
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		
Main-d'œuvre interne	10 843 470 $	
Biens et services	11 832 598 $	22 676 068 $
Sous-total avant taxes, contingences, inflation et frais financiers :		**22 676 068 $**
Taxes nettes de ristournes	590 151 $	
Contingences / risques	4 898 074 $	
Inflation	714 898 $	6 203 123 $
Sous-total avant frais financiers :		**28 879 191 $**
Frais financiers	588 332 $	588 332 $
Total :		**29 467 523 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses projets s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre projet prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

Extrait du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'administration
de la Société de transport de Montréal
tenue le 2 juin 2021
Par vidéoconférence

CA-2021-065 ADOPTION DU RÈGLEMENT R-207 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-SEPT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS DOLLARS (29 467 523 $) POUR FINANCER LE PROJET « MIGRATION 2022 DU PROGICIEL HASTUS » POUR UN TERME DE DIX (10) ANS ET MODIFICATION DU PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 2021-2030

ATTENDU que la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») exploite une entreprise de transport en commun de passagers composée d'un réseau d'autobus et d'un réseau de métro;

ATTENDU que dans le cadre l'exploitation de son réseau d'autobus et de métro, la Société utilise le progiciel intégré HASTUS, lequel est essentiel à la planification, la gestion et la livraison quotidienne de ces services;

ATTENDU que ce progiciel est l'un des systèmes critiques de la Société;

ATTENDU qu'afin d'assurer en tout temps la disponibilité, la fiabilité et l'intégrité de ce progiciel, en plus de sa pérennité et son évolution, la Société met sur pied le projet « Migration 2022 du progiciel HASTUS » (ci-après le : « projet »);

ATTENDU que de façon générale, le projet permet d'exploiter et livrer le service promis au meilleur coût avec un outil fiable, de mitiger le risque de bris de service en raison de la désuétude du système et de l'environnement HASTUS actuel, tout en respectant les recommandations de mise à niveau, de diminuer les adaptations réalisées spécifiquement pour la Société et d'intégrer les opportunités complémentaires identifiées, notamment la gestion des bus électriques;

ATTENDU que de façon spécifique, la phase de définition du projet a permis de confirmer la portée de la mise à niveau requise, en plus d'inventorier et d'évaluer les opportunités, le projet consiste désormais en la préparation de la mise en œuvre et de la mise en œuvre du programme de mise à niveau du progiciel de planification du service et de gestion du service « Bus et Métro HASTUS » et des opportunités complémentaires identifiées;

ATTENDU qu'il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels pour la réalisation de ce projet;

ATTENDU que certains frais de main-d'œuvre interne doivent être imputés à ce règlement pour permettre la réalisation du projet;

ATTENDU que le projet « Migration 2022 du progiciel HASTUS » doit être ajouté à la rubrique « Réseau de bus » au « Programme des immobilisations 2021-2030 » de la Société;

ATTENDU que l'ensemble des coûts du projet à être financés à même le présent règlement d'emprunt est estimé à **VINGT-NEUF MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-SEPT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS DOLLARS (29 467 523 $)** incluant les frais financiers, le tout selon les montants indiqués à l'Annexe 1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante;

ATTENDU qu'il est opportun pour la Société de défrayer les coûts de la réalisation du projet prévu au présent règlement au moyen d'un ou de plusieurs emprunts à long terme;

ATTENDU que des emprunts temporaires devront être contractés dans le cadre de la réalisation du projet et qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des intérêts qui seront encourus sur ces emprunts temporaires;

ATTENDU qu'il est aussi nécessaire de pourvoir au paiement des dépenses accessoires, aux émissions de titres ou aux contrats qui serviront à contracter ce ou ces emprunts, à l'escompte, aux frais de change, aux frais légaux et autres dépenses incidentes;

ATTENDU que les montants indiqués à l'Annexe 1 étant des estimations, si un montant indiqué à cette annexe pour un des éléments y mentionnés s'avère moins élevé que prévu, la différence pourra être utilisée pour le paiement de tout autre élément contenu dans cette annexe, dont la dépense est plus élevée;

ATTENDU que la Société doit, en conséquence, contracter un ou plusieurs emprunts totalisant la somme en principal de **VINGT-NEUF MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-SEPT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS DOLLARS (29 467 523 $)** pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins mentionnées ci-dessus et qu'il y a lieu pour elle d'y pourvoir au moyen d'un règlement d'emprunt;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme maximale de **DEUX MILLIONS NEUF CENT QUARANTE-SIX MILLE SEPT CENT CINQUANTE-DEUX DOLLARS (2 946 752 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre du présent règlement, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société aux fins du règlement avant son adoption.

VU le rapport de la directrice exécutive – Planification et finances

ET CONSIDÉRANT la recommandation du directeur général

PROPOSÉ par madame Marie-Andrée Mauger
APPUYÉ par madame Laurence Parent

ET UNANIMEMENT

Il est

RÉSOLU

1° de modifier le livre PI 2021-2030, afin d'ajouter le projet « Migration 2022 du progiciel HASTUS » à la rubrique « Réseau de bus » pour un montant total de 30 249 567 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers;

2° d'adopter le « Règlement R-207 autorisant un emprunt de **VINGT-NEUF MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-SEPT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS DOLLARS (29 467 523 $)** pour financer le projet « Migration 2022 du progiciel HASTUS » pour un terme de dix (10) ans, le tout selon le libellé du projet de règlement joint à la présente pour en faire partie intégrante, dont un original signé par le président et le secrétaire corporatif de la Société est conservé dans le registre des règlements;

3° que la durée de chacun des emprunts puisse être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la vie utile du bien à financer, ou toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais pourvu que la durée maximale des emprunts à effectuer, incluant leur refinancement, ne dépasse pas cette durée maximale;

4° que la Société soit autorisée à renflouer son fonds général d'une somme maximale de **DEUX MILLIONS NEUF CENT QUARANTE-SIX MILLE SEPT CENT CINQUANTE-DEUX DOLLARS (2 946 752 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du présent règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

COPIE CONFORME
Me FRÉDÉRICK ROUSSEL
SECRÉTAIRE CORPORATIF ADJOINT
MONTRÉAL
3 juin 2021

Frédérick Roussel
Signé avec ConsignO Cloud (03/06/2021)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.028

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1204521006

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renommer « bibliothèque Réjean-Ducharme » la bibliothèque Georges-Vanier située au 2450, rue Workman (à l'angle de la rue Vinet), dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

Il est recommandé :

- de renommer « bibliothèque Réjean-Ducharme » la bibliothèque Georges-Vanier située au 2450, rue Workman (à l'angle de la rue Vinet), dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-06-14 11:59

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204521006**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renommer « bibliothèque Réjean-Ducharme » la bibliothèque Georges-Vanier située au 2450, rue Workman (à l'angle de la rue Vinet), dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le décès du romancier, dramaturge, scénariste et parolier Réjean Ducharme au mois d'août 2017, l'arrondissement du Sud-Ouest et la Ville de Montréal souhaitent nommer un lieu public pour lui rendre hommage. L'idée de donner son nom à une bibliothèque municipale de l'arrondissement du Sud-Ouest est apparue comme un choix évident.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 22 0326 - 5 septembre 2017 : Motion pour que les noms de Daisy Élitha Peterson Sweeney et de Réjean Ducharme soient ajoutés à la toponymie du Sud-Ouest.

DESCRIPTION

Renommer « bibliothèque Réjean-Ducharme » la bibliothèque Georges-Vanier située au 2450, rue Workman (à l'angle de la rue Vinet), dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

JUSTIFICATION

Bibliothèque Réjean-Ducharme
Réjean Ducharme (1941-2017), romancier, dramaturge, scénariste et parolier, auteur de nombreux romans et chansons qui ont laissé une marque indélébile dans la culture québécoise et canadienne de même que dans toute la francophonie. C'est dans l'anonymat que Ducharme écrit et publie chez Gallimard ses romans comme *L'avalée des avalés* (1966) et *L'hiver de force* (1973), de même que les paroles de nombreuses chansons interprétées notamment par Pauline Julien et Robert Charlebois, ainsi que les scénarios de films et pièces de théâtre.

Réjean Ducharme vivait dans le quartier de la Petite-Bourgogne où se situe la bibliothèque qui portera son nom. Cette bibliothèque est « la première bibliothèque publique de langue française construite au Canada et la plus ancienne succursale toujours en service sur le territoire de la Ville de Montréal ». Aménagée dans l'ancien hôtel de ville de la municipalité

de Sainte-Cunégonde (annexée à la Ville de Montréal en 1905), la bibliothèque est fermée de 1918 à 1947 pour fins d'économies. Rouverte après la Seconde Guerre mondiale à l'instigation du général Georges Vanier, la bibliothèque Workman, prend le nom de bibliothèque Georges-Vanier en 1985. L'édifice construit en 1904 a longtemps été nommé « centre Workman ». Il porte maintenant le nom d'« édifice Georges-Vanier ».

Georges Vanier
Georges Vanier (1888-1967) est gouverneur général du Canada de 1959 jusqu'à son décès survenu en mars 1967. Né dans le quartier, il sera avocat, militaire et diplomate avant d'être le premier Canadien français à occuper le poste de gouverneur général du Canada. L'édifice Georges-Vanier, le boulevard Georges-Vanier, nommé en 1967, de même que la station de métro Georges-Vanier conserveront leur nom.

Sources :

- ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC. « Réjean Ducharme », [En ligne], 30 mars 2020. [https://www.ordre-national.gouv.qc.ca/membres/membre.asp?id=732].
- VILLE DE MONTRÉAL. « Bibliothèque Georges-Vanier », [En ligne], 30 mars 2020. [http://ville.montreal.qc.ca/culture/bibliotheque-georges-vanier].
- CENTRE CULTUREL GEORGES-VANIER. « Un peu d'histoire », [En ligne], 30 mars 2020. [https://www.ccgv.ca/a-propos/historique/].
- MÉMOIRE DES MONTRÉALAIS (MEM). « L'hôtel de ville de Sainte-Cunégonde », [En ligne], 6 juillet 2018. [https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/lhotel-de-ville-de-sainte-cunegonde].

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a recommandé de renommer la bibliothèque Georges-Vanier en hommage à Réjean Ducharme lors de sa séance du 10 juillet 2018.

L'arrondissement du Sud-Ouest appuie la recommandation après consultation de son comité local de toponymie qui s'est réuni le 13 novembre 2018.

La succession de monsieur Réjean Ducharme a été informée du projet de dénomination de la Ville de Montréal et l'appuie.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette action contribue à l'amélioration de la qualité de vie, car elle permet de mettre en valeur un espace public en rendant hommage à un écrivain majeur dans l'histoire du Québec.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'identification officielle et distincte des lieux publics a pour objectif un repérage rapide et sécuritaire.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications, en collaboration avec l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.

L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement du Sud-Ouest lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie NADON, Le Sud-Ouest
Chantal BEAULIEU, Le Sud-Ouest

Lecture :

Chantal BEAULIEU, 10 avril 2020
Julie NADON, 9 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-04-06

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

Sonia VIBERT
Chef de division

Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2020-07-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-07-14

Bibliotheque_Georges-Vanier



Droit d'auteur

Joanne Empain, 2005

CE : 40.029

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.030

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.031

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1214521008

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer « bibliothèque et espace culturel du Coeur-Nomade » la nouvelle bibliothèque qui desservira les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Montréal-Nord

Il est recommandé :

- de nommer « bibliothèque et espace culturel du Cœur-Nomade » la nouvelle bibliothèque qui sera construite à l'intérieur du quadrilatère formé par le boulevard Henri-Bourassa, l'avenue Oscar et la rue J.-J.-Gagnier, à la limite des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Montréal-Nord, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-21 22:55

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1214521008**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer « bibliothèque et espace culturel du Coeur-Nomade » la nouvelle bibliothèque qui desservira les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Montréal-Nord

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal prévoit la construction et l'aménagement d'un nouveau bâtiment qui remplacera la bibliothèque Belleville de l'arrondissement de Montréal-Nord et comblera une offre de pôle culturel et communautaire dans le secteur situé au confluent des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Montréal-Nord. Ce premier projet de bibliothèque et d'espace culturel interarrondissements du réseau des bibliothèques de Montréal sera construit sur le boulevard Henri-Bourassa, entre l'avenue Oscar et la rue J.-J.-Gagnier, à la jonction des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Montréal-Nord. Le choix du site est caractérisé par l'aire de desserte interarrondissements préconisée, la localisation stratégique sur la plus importante artère est-ouest du nord de la ville, la proximité des établissements scolaires, services de garde, résidences pour aînés, parcs publics, réseaux cyclables et piétonniers ainsi que d'un grand ensemble naturel et d'un secteur à valeur patrimoniale.

La nouvelle installation inclura les fonctions de bibliothèque, d'espace culturel et d'espaces sociocommunautaires. Inspirant, accueillant et ouvert, ce lieu de rencontre favorisera les découvertes culturelles, le partage des savoirs, le développement des compétences et l'implication dans la communauté. Le lieu, dont l'ouverture est prévue en 2025, fait présentement l'objet d'un concours d'architecture pluridisciplinaire. Le nom « bibliothèque et espace culturel du Cœur-Nomade » a été sélectionné au terme d'un appel à propositions mené dans les deux arrondissements concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Nommer « bibliothèque et espace culturel du Cœur-Nomade » la nouvelle bibliothèque qui sera construite à l'intérieur du quadrilatère formé par le boulevard Henri-Bourassa, l'avenue

Oscar et la rue J.-J.-Gagnier, à la limite des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Montréal-Nord, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Cœur nomade

Tirée de l'œuvre *Vers d'autres rives* , de Dany Laferrière, l'expression « Un cœur nomade » fut le titre retenu pour une exposition offerte au Quartier des spectacles à l'automne 2020 à l'occasion des 35 ans de carrière de l'auteur. Sans nommer ce dernier, le nom « bibliothèque et espace culturel du Cœur-Nomade » fait référence à l'œuvre de Dany Laferrière, membre de l'Académie française, et à sa personnalité fortement ancrée dans le cœur des Montréalaises et Montréalais. Il crée en outre un lien naturel avec le Café de Da de la bibliothèque d'Ahuntsic, dont Dany Laferrière est le parrain officiel et qui est nommé ainsi à la mémoire de sa grand-mère.

Par ailleurs, l'expression « cœur nomade » évoque un lieu constituant le cœur battant du quartier, un lieu qui lui insuffle vitalité et mouvement, de même qu'elle évoque un lieu de passage où des personnes aux cultures et aux parcours divers convergent.

Source :

- LAFERRIÈRE, Dany. *Vers d'autres rives* , Éditions du Boréal, 2019, 112 pages.

Le comité ad hoc de toponymie mis sur pied pour lancer un appel à propositions et sélectionner un nom pour la nouvelle bibliothèque interarrondissements a recommandé le nom « bibliothèque et espace culturel du Cœur-Nomade » lors de la séance du 20 mai 2021.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a recommandé le toponyme « bibliothèque et espace culturel du Cœur-Nomade » lors de la séance du 14 juin 2021.

Monsieur Dany Laferrière a été informé du projet de dénomination et l'appuie avec enthousiasme.

Les deux arrondissements concernés appuient cette recommandation.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications en collaboration avec les arrondissements concernés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics et à la Commission de toponymie du Québec pour officialisation.

L'affichage toponymique pourra être effectué par les arrondissements concernés lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie DÉSILETS, Montréal-Nord
Isabelle PILON, Ahuntsic-Cartierville
Amélie HARBEC, Service de la culture
Stéphanie ROSE, Service de la culture

Lecture :

Stéphanie ROSE, 21 juillet 2021
Amélie HARBEC, 21 juillet 2021
Marie DÉSILETS, 5 juillet 2021
Isabelle PILON, 30 juin 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-29

Mathieu PAYETTE-HAMELIN
Chef de section Division du patrimoine

Tél : 000 000-0000
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514-501-8756
Approuvé le : 2021-07-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2021-07-21


Bibliothèque
et espace culturel
Montréal-Nord
Ahuntsic-Cartierville

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.032

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1219026010

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renommer « parc du Molise » le parc de la Molise, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Il est recommandé :

- de renommer « parc du Molise » le parc de la Molise situé entre l'avenue Samuel-Morse et la rue Rosario-Bayeur, à l'est de l'avenue Rita-Levi-Montalcini, et formé du lot numéro 1 617 312 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-21 22:57

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219026010**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renommer « parc du Molise » le parc de la Molise, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

CONTENU

CONTEXTE

Le parc de la Molise est situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Il a été nommé ainsi le 23 février 2010 afin de rappeler la région du Molise, l'une des régions d'Italie d'où proviennent le plus grand nombre d'immigrants italiens à Montréal au XX^{e} siècle.

Or, récemment, un citoyen a déposé une demande à l'arrondissement à l'effet de renommer « parc du Molise » le parc de la Molise, car le nom de cette région italienne est masculin. Il est également souhaité de remplacer le texte explicatif figurant sur le panneau du parc de Campobasso, afin qu'il y soit écrit « région du Molise » au lieu de « région de la Molise ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM10 0144 - 23 février 2010 - Nommer 30 parcs dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

DESCRIPTION

Renommer « parc du Molise » le parc de la Molise situé entre l'avenue Samuel-Morse et la rue Rosario-Bayeur, à l'est de l'avenue Rita-Levi-Montalcini, et formé du lot numéro 1 617 312 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Considérant qu'il est maintenant d'usage que le nom de la région italienne nommée « Molise » soit considéré comme un mot masculin en français, comme il l'est en italien, il est justifié de remplacer le toponyme « parc de la Molise » par celui de « parc du Molise ».

Un citoyen a demandé de remplacer le nom du parc de la Molise par le nom « parc du Molise ». L'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles a appuyé cette initiative citoyenne.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a appuyé cette proposition lors de la séance du 14 juin 2021.

L'identification officielle et distincte des lieux publics a pour objectif un repérage efficace.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée par le Service de l’expérience citoyenne et des communications en collaboration avec l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.

L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Normand LABBÉ, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

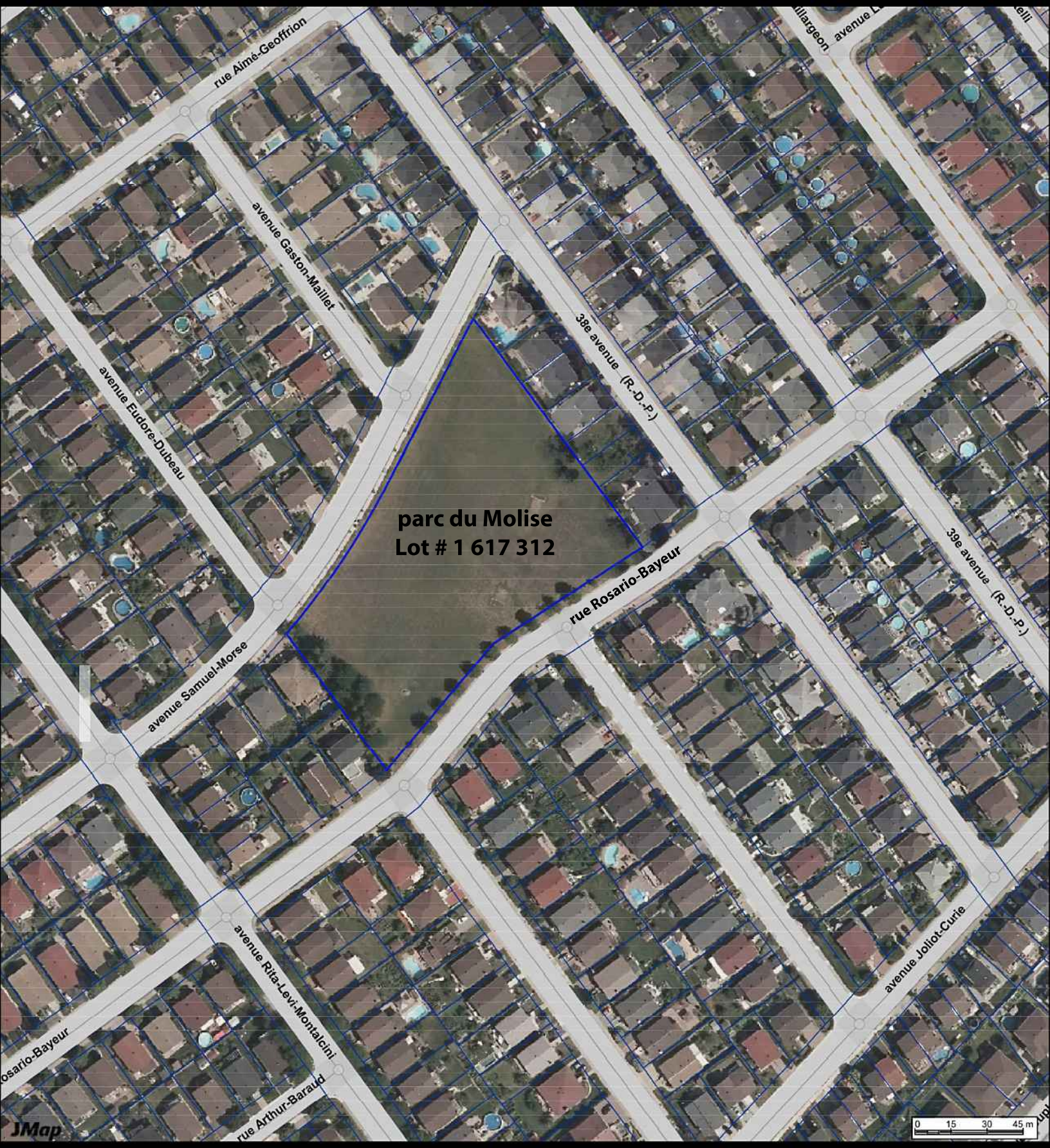
Lecture :

Normand LABBÉ, 12 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-07-12
Valérie POIRIER conseiller(ere) en amenagement	Sonia VIBERT c/d patrimoine
Tél : (514) 872-5309 **Télécop. :**	**Tél :** 514-872-0352 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**
Lucie CAREAU directrice de l'urbanisme **Tél :** 514-501-8756 **Approuvé le :** 2021-07-21	Luc GAGNON Directeur de service **Tél :** 514 872-5216 **Approuvé le :** 2021-07-21

Renommer « parc du Molise » le parc de la Molise, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
Dossier numéro 1219026010



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SUM
12 juillet 2021

Source : sigMTL
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.033

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1214521006

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Canal Lachine
Objet :	Nommer la place des Débardeurs, dans l'arrondissement du Sud-Ouest

Il est recommandé :

- de nommer « place des Débardeurs », la portion réaménagée de la rue du Séminaire située entre la rue Olier et le canal de Lachine et constituée d'une partie du lot numéro 2 160 147 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-26 15:14

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1214521006**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Canal Lachine
Objet :	Nommer la place des Débardeurs, dans l'arrondissement du Sud-Ouest

CONTENU

CONTEXTE

La Division des projets urbains a sollicité la collaboration de la Division du patrimoine pour attribuer un toponyme à la portion réaménagée de la rue du Séminaire située entre la rue Olier et le canal de Lachine, dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Au terme d'échanges entre le comité de toponymie de la Ville et le comité de toponymie de l'arrondissement du Sud-Ouest, le nom « place des Débardeurs » a été retenu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Nommer « place des Débardeurs », la portion réaménagée de la rue du Séminaire située entre la rue Olier et le canal de Lachine et constituée d'une partie du lot numéro 2 160 147 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Place des Débardeurs

Le débardeur est l'ouvrier qui manipule des marchandises sur les quais ou qui charge et décharge des navires.

Ce nom est associé aux autres toponymes attribués au cours des dernières années dans ce secteur qui rappellent les types d'embarcations utilisées pour les opérations de transbordement au canal de Lachine, les fonctions associées aux anciens bassins et le métier d'arrimeur qui a donné nom à la place des Arrimeurs.

Rue du Séminaire

La partie de la rue du Séminaire située au nord de la rue Olier et nommée le 7 juillet 1856 conserve son nom.

Sources :

- OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. « Débardeur », *Grand dictionnaire terminologique* , [En ligne]. [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/] (Consulté le 25 juin 2021).
- VILLE DE MONTRÉAL. « Rue du Séminaire », *Répertoire historique des toponymes montréalais* , [En ligne]. [ville.montreal.qc.ca/toponymie] (Consulté le 25 juin 2021).

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a recommandé l'attribution de ce toponyme lors de ses séances du 4 octobre 2019 et du 11 décembre 2020.

Le comité de toponymie de l'arrondissement du Sud-Ouest s'est rallié à cette proposition lors de sa séance du 21 mai 2021. L'arrondissement appuie cette recommandation.

L'identification officielle et distincte du lieu public a pour objectif un repérage efficace.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée par le Service de l’expérience citoyenne et des communications en collaboration avec l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.

L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie NADON, Le Sud-Ouest

Lecture :

Julie NADON, 21 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-25

Mathieu PAYETTE-HAMELIN
Chef de section Division du patrimoine

Tél : 000 000-0000
Télécop. :

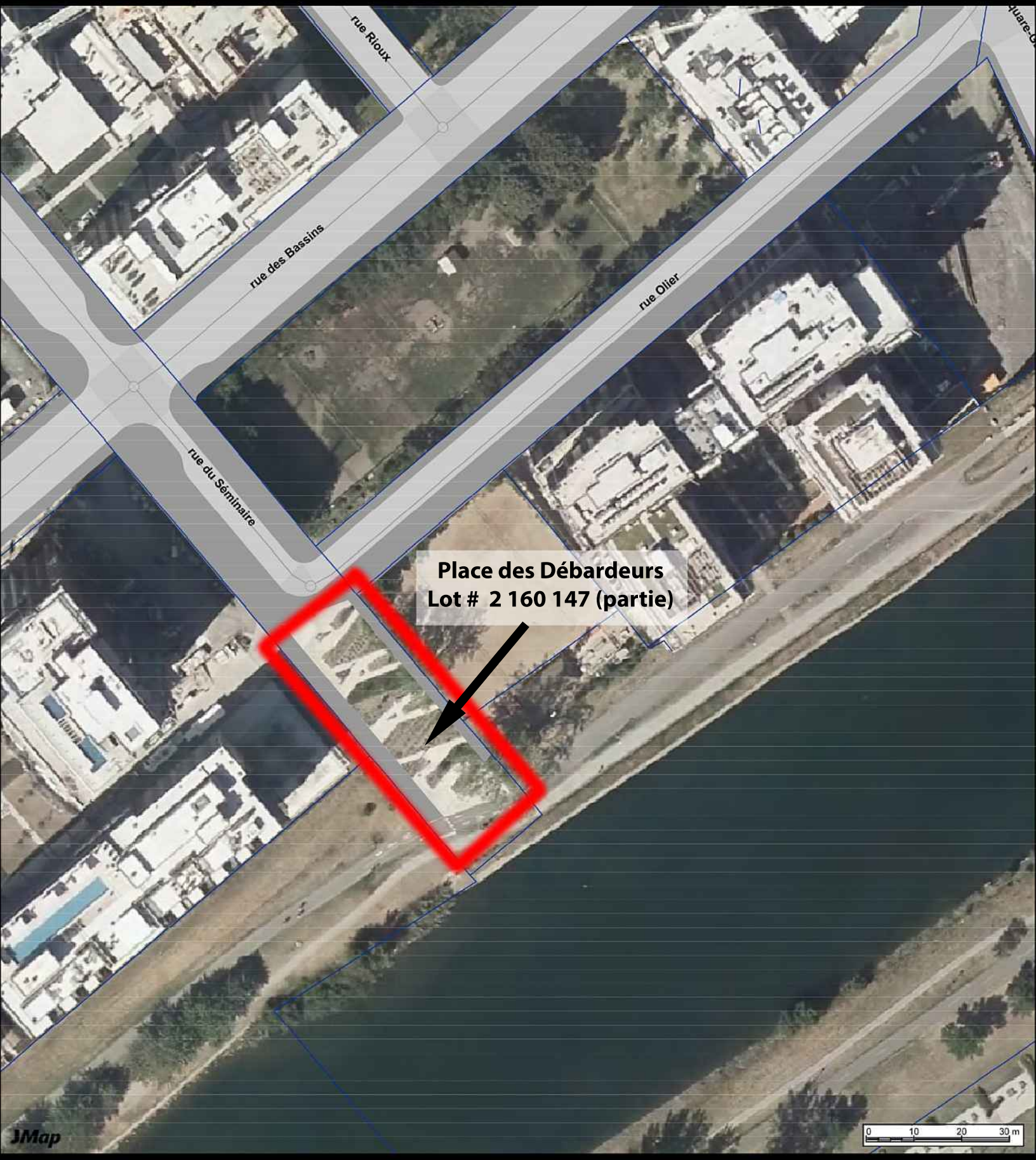
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514-501-8756
Approuvé le : 2021-07-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2021-07-26

Nommer la place des Débardeurs, dans l'arrondissement du Sud-Ouest.
Dossier numéro 1214521006



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SUM
26 juin 2021

Source : sigMTL
Ville de Montréal







Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.034

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1219026007

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renommer « rue Saint-François » la partie de la rue Bellerive située entre la rue Sainte-Anne et le boulevard Saint-Jean-Baptiste, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Il est recommandé :

- de renommer « rue Saint-François » la partie de la rue Bellerive située entre la rue Sainte-Anne et le boulevard Saint-Jean-Baptiste, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, comme illustré sur le plan joint au dossier.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-26 15:15

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1219026007**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renommer « rue Saint-François » la partie de la rue Bellerive située entre la rue Sainte-Anne et le boulevard Saint-Jean-Baptiste, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

CONTENU

CONTEXTE

En janvier 2021, la Division du patrimoine a reçu une demande citoyenne à l'effet de renommer « rue Saint-François » la partie de la rue Bellerive située entre la rue Sainte-Anne et le boulevard Saint-Jean-Baptiste, dans le quartier du Vieux-Pointe-aux-Trembles de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. L'Atelier d'histoire de la Pointe-aux-Trembles a appuyé cette demande citoyenne.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Renommer « rue Saint-François » la partie de la rue Bellerive située entre la rue Sainte-Anne et le boulevard Saint-Jean-Baptiste, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, comme illustré sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Rue Saint-François
Dans le quartier du Vieux-Pointe-aux-Trembles, il existe un quadrilatère formé du boulevard Saint-Jean-Baptiste (à l'est) et des rues Notre-Dame (au nord), Sainte-Anne (à l'ouest) et Bellerive (au sud), qui est traversé en son centre par la rue Saint-Joseph (est-ouest). Ce quadrilatère représente le centre du premier village à avoir été implanté à Pointe-aux-Trembles et le berceau de la paroisse Saint-Enfant-Jésus, deuxième paroisse la plus ancienne sur l'île de Montréal.

Dans le quadrilatère des rues mentionnées ci-haut, la rue Bellerive est la seule à ne pas porter son nom d'origine. Effectivement, dès la fondation du village vers 1693, cette rue portait le nom de Saint-François, avant d'être renommée « rue de l'Église » en 1910, puis «

rue Bellerive » en 1942.

La demande citoyenne afin de renommer « rue Saint-François » la partie de la rue Bellerive située dans le Vieux-Pointe-aux-Trembles est principalement justifiée par l'historique du nom de cette rue et par un désir de lui redonner son nom d'origine, considéré comme plus significatif dans le contexte de l'approche du 350e anniversaire de la paroisse en 2024. Elle est également justifiée par les risques de confusion entre la rue Bellerive du Vieux-Pointe-aux-Trembles et les autres tronçons de rue portant ce nom. La rue Bellerive est en effet constituée de cinq tronçons distincts traversant l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, en plus de ceux présents dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga -Maisonneuve.

Source :
BELZIL, Claude. *Appui de l'Atelier à un changement toponymique* , Atelier d'histoire de la Pointe-aux-Trembles, 15 janvier 2021.

L'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles appuie cette demande citoyenne.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a recommandé de renommer « rue Saint-François » la partie de la rue Bellerive située entre la rue Sainte-Anne et le boulevard Saint-Jean-Baptiste lors de sa séance du 14 juin 2021.

L'identification officielle et distincte des lieux publics a pour objectif un repérage efficace.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Selon les données relevées par la Division du patrimoine et confirmées par l'arrondissement, le changement de nom aura un impact sur :

- deux adresses municipales (12018 et 12020);
- les plaques de rues référant à la rue Bellerive que l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles devra remplacer par un affichage conforme au toponyme corrigé.

L'attribution officielle de noms aux lieux publics a pour objectif d'en assurer un repérage efficace.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications en collaboration avec l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution par le conseil municipal :

- Transmission par le Service du greffe de la résolution aux services municipaux et aux différents fournisseurs de services publics (services d'urgence, Postes Canada, etc.), les informant du changement de nom et de la date à laquelle il sera en vigueur;
- Transmission de la résolution à la Commission de toponymie du Québec pour étude et officialisation du changement de nom;
- Diffusion d'un communiqué commun de la Ville de Montréal et de Postes Canada auprès des propriétaires et occupants directement visés par la décision pour les informer du changement de nom et de la procédure à suivre relativement au changement d'adresse;
- Confection et installation des nouvelles plaques de nom de rue pour la rue Saint-François par l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles à la suite de l'officialisation du nouveau toponyme par la Commission de toponymie du Québec. Une période de double affichage où le nom de la rue Bellerive apparaîtra barré d'un trait devra être assurée, selon la volonté de l'arrondissement;
- Pour faciliter la transition, Postes Canada procède gratuitement au changement d'adresse et au réacheminement du courrier des destinataires qui n'auront pas encore effectué leur changement d'adresse pendant une période de 12 mois suivant la prise d'effet du changement de nom. Ce délai vise notamment à permettre aux personnes physiques et morales dont l'adresse est affectée par un changement de nom de rue de compléter le changement d'adresse requis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Normand LABBÉ, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

Normand LABBÉ, 13 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie POIRIER
conseiller(ere) en amenagement

Tél : (514) 872-5309
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-13

Sonia VIBERT
c/d patrimoine

Tél : 514-872-0352
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514-501-8756
Approuvé le : 2021-07-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2021-07-26

Renommer « rue Saint-François » la partie de la rue Bellerive située entre les rues Saint-Jean-Baptiste et Sainte-Anne, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles - Dossier numéro 1219026007



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SUM
12 juillet 2021

Source : sigMTL
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.035

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1214521007

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le centre culturel et communautaire de Cartierville, situé au 12225, rue Grenet, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, ainsi que plusieurs de ses espaces intérieurs

Il est recommandé :

- de nommer le centre culturel et communautaire de Cartierville, situé au 12225, rue Grenet, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, ainsi que les espaces intérieurs que sont la salle Charles-Daudelin, la salle Marie-Paule-Levaque, la salle d'art Marcelle-Ferron, la salle Thérèse-Racicot, la salle du Docteur-Robert-Laurin, l'Agora et la Ruche, comme indiqué sur les plans joints au dossier.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-28 15:58

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1214521007**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le centre culturel et communautaire de Cartierville, situé au 12225, rue Grenet, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, ainsi que plusieurs de ses espaces intérieurs

CONTENU

CONTEXTE

À l'automne 2016, la Ville de Montréal acquiert le bâtiment accueillant la Résidence Notre-Dame-de-la-Providence, située au 12225, rue Grenet, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, appartenant depuis plusieurs décennies aux Sœurs de la Providence, afin d'y aménager un centre culturel et communautaire comprenant une bibliothèque, un espace de diffusion culturelle, un centre communautaire, des espaces citoyens et des services complémentaires. Il est prévu que les travaux d'aménagement s'échelonnent sur plusieurs années. La première phase du projet, amorcée en 2021, se concentre sur l'aménagement du centre communautaire et des espaces qui seront mis à la disposition des organismes communautaires. Ainsi, c'est l'ensemble du bâtiment qui est nommé, mais les espaces intérieurs qui sont nommés à cette étape du projet sont situés dans la partie sud-est du bâtiment, plus précisément dans l'aile sud, excepté l'espace nommé « La Ruche », qui se trouve au sous-sol de l'aile ouest.

Au printemps 2021, un comité spécial réunissant des représentants de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, de la Division du patrimoine et de la société civile a été mis sur pied afin de sélectionner le nom du centre ainsi que les noms de plusieurs de ses espaces intérieurs. Les recommandations présentées dans ce dossier sont issues des travaux de ce comité spécial.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Nommer le centre culturel et communautaire de Cartierville, situé au 12225, rue Grenet, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, ainsi que les espaces intérieurs que sont la salle Charles-Daudelin, la salle Marie-Paule-Levaque, la salle d'art Marcelle-Ferron, la salle Thérèse-Racicot, la salle du Docteur-Robert-Laurin, l'Agora et la Ruche, comme indiqué sur les plans joints au dossier.

JUSTIFICATION

Centre culturel et communautaire de Cartierville
Ce nom évoque à la fois les vocations multiples du bâtiment ainsi que sa situation géographique dans le secteur de Cartierville.

Salle Charles-Daudelin
Charles Daudelin (1920-2001), sculpteur, peintre et dessinateur. Il naît et grandit à Granby, avant de déménager à Montréal en 1939 et de s'inscrire à l'École du meuble au début des années 1940. Sur la scène artistique, Charles Daudelin se distingue particulièrement comme pionnier dans l'intégration de l'art à l'espace public. En 1976, il réalise, pour le compte des Sœurs de la Providence, l'aménagement complet de la chapelle de la Résidence Notre-Dame-de-la-Providence, soit le mobilier et les objets liturgiques. Il reçoit plusieurs prix et distinctions au cours de sa carrière prolifique, notamment le prestigieux prix Paul-Émile-Borduas pour l'ensemble de son œuvre en 1985. En 1998, il est reçu grand officier de l'Ordre national du Québec.

Salle Marie-Paule-Levaque
Sœur Marie-Paule Levaque (1912-2010) est une religieuse de la congrégation des Sœurs de la Providence. Elle prononce ses vœux en 1931 sous le nom de religion de Sœur Jean-du-Calvaire. Dès son entrée dans la congrégation, elle se démarque par sa grande implication et ses talents d'administratrice et de gestionnaire. Elle met notamment sur pied la Fondation de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal en 1976 et siège plusieurs années au conseil d'administration. À titre de trésorière générale de la congrégation, poste qu'elle occupe pendant 25 ans, sœur Marie-Paule-Levaque assume la responsabilité financière de l'ensemble des activités de la communauté, ce qui comprend plus d'une cinquantaine d'hôpitaux, une trentaine de centres de soins de longue durée, autant de maisons d'enseignement et plusieurs organismes à vocation sociale, communautaire et spécialisée.

Salle d'art Marcelle-Ferron
Marcelle Ferron (1924-2001), peintre, sculpteure et verrière. Figure de proue de l'art contemporain, elle a fortement marqué l'art public au Québec. Signataire du manifeste *Refus global* , elle est l'une des plus jeunes membres du groupe des Automatistes. Au cours de sa carrière, elle se démarque par son engagement social et contribue, avec ses recherches en arts appliqués, au développement de l'architecture au Québec. L'attribution du nom de Marcelle Ferron à la salle d'art du centre culturel et communautaire de Cartierville est justifiée non seulement parce qu'elle s'est démarquée dans le domaine des arts au Québec, mais également parce qu'elle a conçu en 1976 les vitraux de la chapelle, qui seront conservés.

Salle Thérèse-Racicot
Thérèse Racicot (1923-2006), citoyenne engagée dans sa communauté. Elle peut certes être considérée, à la lumière de ses nombreuses initiatives, comme la doyenne des loisirs de Cartierville. Dans les années 1950, elle obtient la permission d'organiser des activités pour les enfants dans l'ancienne école Dujarié, devenue aujourd'hui l'école Pasteur. Au début des années 1960, son expérience auprès des enfants l'amène à fonder un club de ski qui, pendant près de 20 ans, sillonne les routes des Laurentides, de l'Estrie et des États-Unis. Parallèlement, elle participe à la mise sur pied de la première bibliothèque du quartier, la bibliothèque Notre-Dame-des-Anges, située dans le sous-sol de l'église du même nom. En 2006, l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville lui remet un certificat honorifique pour souligner ses 50 années de bénévolat et de dévouement. Le choix de rendre hommage à madame Thérèse Racicot en nommant une salle du centre culturel et communautaire de Cartierville en son nom apparaît approprié pour un site désirant poursuivre la mission qu'elle a accomplie durant toute sa vie.

Salle du Docteur-Robert-Laurin

Robert Laurin (1930-2018), médecin ayant pratiqué longtemps dans Cartierville. Parallèlement à sa carrière, il s'est également impliqué dans le milieu communautaire, notamment en faisant beaucoup de bénévolat dans des organismes du quartier.

L'Agora
Évoquant une place servant de centre public, administratif et politique dans les anciennes cités, cette salle est le cœur du bâtiment et du projet Maison de quartier. Ancienne cafétéria des Sœurs de la Providence, la salle est adjacente à la cuisine et à la terrasse. Elle se veut un lieu de rassemblement accueillant et chaleureux, ouvert à tous, où les gens peuvent faire des rencontres et échanger sans pour autant participer à des activités organisées. De plus, une volonté d'implication bénévole, entre autres dans la gouvernance de ces espaces, est clairement exprimée par les citoyens.

La Ruche
Les Sœurs de la Providence appelaient cette salle « La Ruche », car elles y travaillaient comme de petites abeilles à faire du tricot, du piquage de couvre-pied, de la couture et d'autres activités manuelles. Considérant que c'est une salle polyvalente qui accueillera des activités variées dans le futur centre culturel, il a paru pertinent de conserver ce nom d'usage pour nommer cet espace.

Sources :

- DAUDELIN. [En ligne]. [https://www.charlesdaudelin.org/] (Consulté le 30 juin 2021).
- ART PUBLIC MONTRÉAL. « Charles Daudelin », [En ligne]. [https://artpublicmontreal.ca/artiste/daudelin-charles/] (Consulté le 30 juin 2021).
- SŒURS DE LA PROVIDENCE. « Portrait : Sœur Marie-Paule Levaque », [En ligne], *Bulletin des S œ urs de la Providence* , Quatrième numéro, automne 2008, p. 1. [http://www.sprovidencegamelin.com/~sprovide/files/1814/2331/3233/bulletin4.pdf] (Consulté le 30 juin 2021).
- VILLE DE MONTRÉAL. « Rue Marcelle-Ferron », *Répertoire historique des toponymes montréalais* , [En ligne]. [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1560,11245605&_dad=portal&_schema=PORTAL] (Consulté le 30 juin 2021).
- ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE. « Thérèse Racicot (1923-2006). Enfants heureux. Femme comblée. », [En ligne], *L e bulletin d'Ahuntsic-Cartierville* , vol. 4, n^{o} 1, printemps 2007, p. 9. [https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2465695?docref=v6WibwzKUhyg0JTUIlumDg] (Consulté le 30 juin 2021).

Le comité spécial de toponymie mis sur pied pour sélectionner les noms du centre et de ses espaces intérieurs s'est prononcé lors de la séance du 20 mai 2021.

L'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville appuie la liste de noms recommandés par le comité spécial.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a été consulté lors de la séance du 14 juin 2021 et appuie ces recommandations.

Les familles ou les proches de Charles Daudelin, de sœur Marie-Paule Levaque, de Marcelle Ferron, de Thérèse Racicot et du docteur Robert Laurin ont été informés des projets de dénomination et les appuient.

Le nom de la salle Charles-Daudelin a été ajusté à la suite de la consultation de la famille de monsieur Daudelin.

L'identification officielle et distincte des lieux publics a pour objectif un repérage rapide et

sécuritaire.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications en collaboration avec l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.

L'affichage toponymique du centre pourra être effectué par l'arrondissement lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jocelyn GAUTHIER, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Jocelyn GAUTHIER, 21 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-13

Sonia VIBERT
c/d patrimoine

Tél : 514-872-0352
Télécop. :

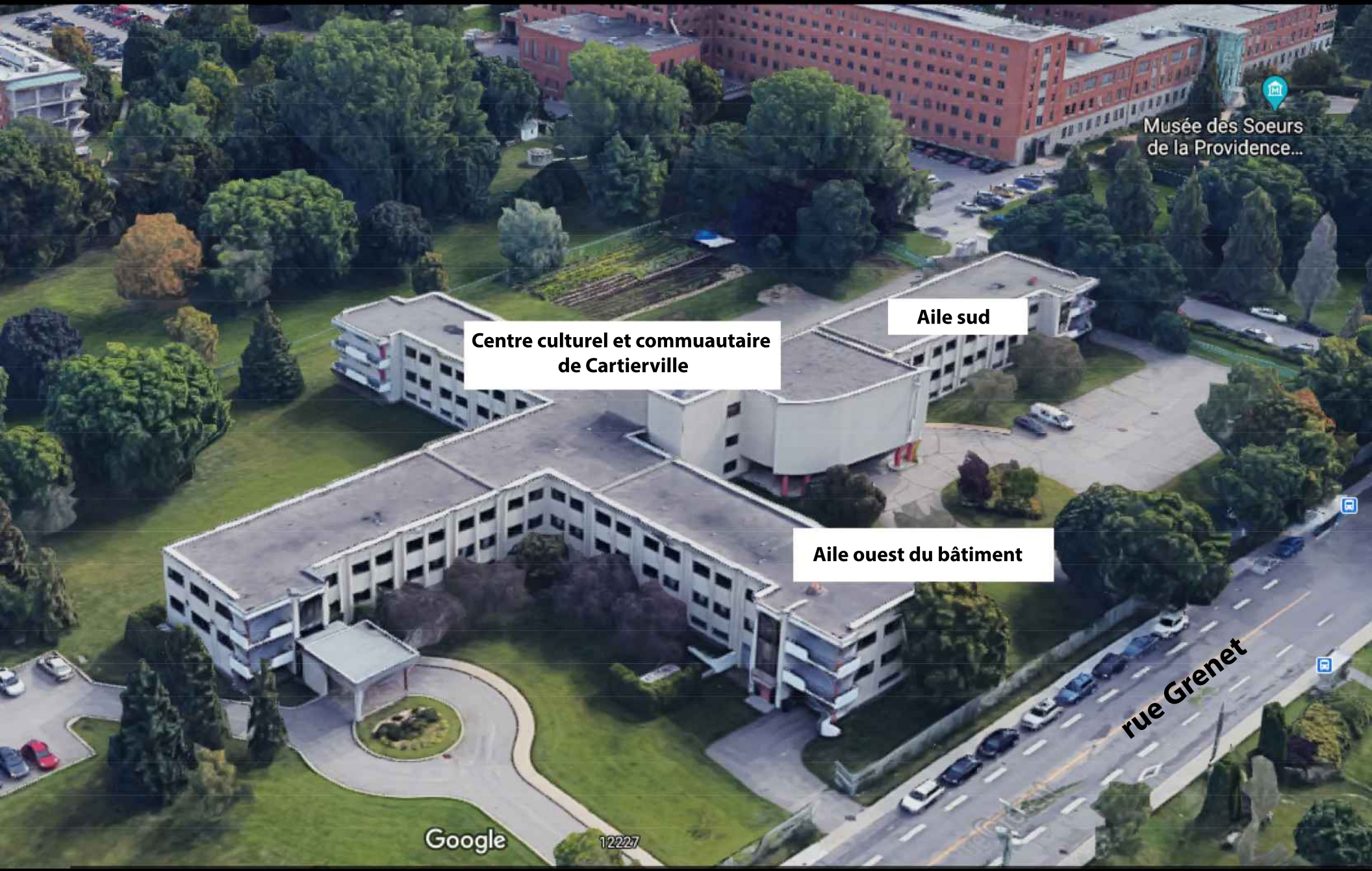
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514-501-8756
Approuvé le : 2021-07-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2021-07-28

Nommer le centre culturel et communautaire de Cartierville, situé au 12225, rue Grenet, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Dossier numéro 1214521007

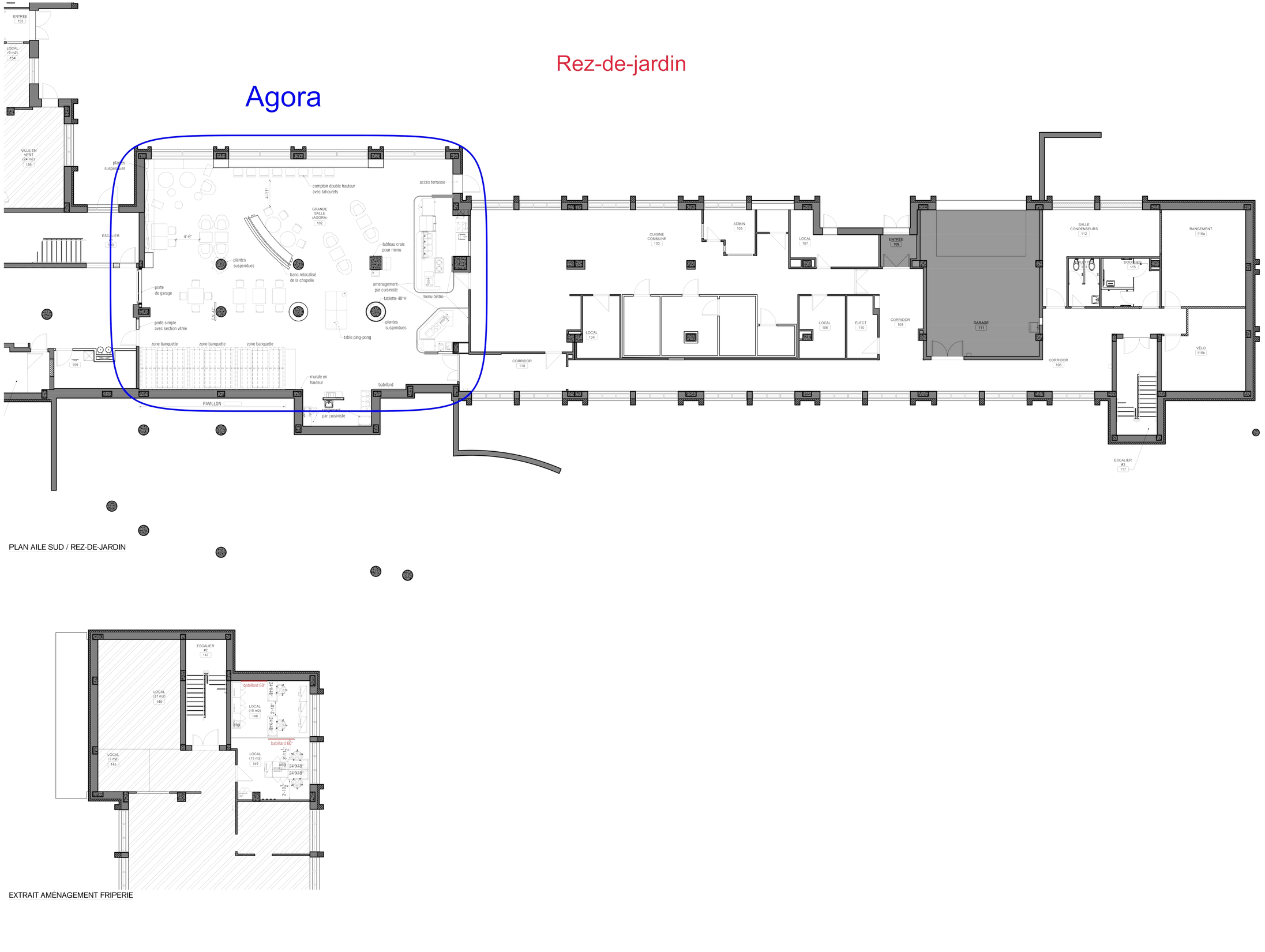


Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SUM
12 juillet 2021

Source : Google maps et Ville de Montréal

Agora

Rez-de-jardin



PLAN AILE SUD / REZ-DE-JARDIN

EXTRAIT AMÉNAGEMENT FRIPERIE

LES IDÉES CONCEPTUELLES DANS CES DESSINS DEMEURENT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE FOLIO DESIGN ET NE PEUVENT ÊTRE REPRODUITES.

L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER LES DIMENSIONS ET LES CONDITIONS DU SITE AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX ET AVISER LE DESIGNER DE TOUTES ERREURS OU OMISSIONS.

SE RÉFÉRER "CONDITIONS ET NOTES GÉNÉRALES" DE FOLIO DESIGN. L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL ET SES SOUS-TRAITANTS S'ENGAGENT À PRENDRE CONNAISSANCE DES CONDITIONS ET NOTES ET D'EN APPLIQUER LE CONTENU TOUT AU LONG DU MANDAT.

FOLIO DESIGN

PRÉLIMINAIRE - NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

émissions

01	ÉMIS POUR APPROBATION	10-12-20 C.L.

consultant

sceau



firme de design d'intérieur

FOLIO DESIGN Inc.

514 379-1126 info@foliodesign.ca

client

ARRONDISSEMENT D'ANTHUSIC-CARTIEVILLE

600-555 rue Chabanel O.
Montréal (QC) H2N 2H8

projet

CENTRE COMMUNAUTAIRE MONTRÉAL D'ANTHUSIC-CARTIEVILLE

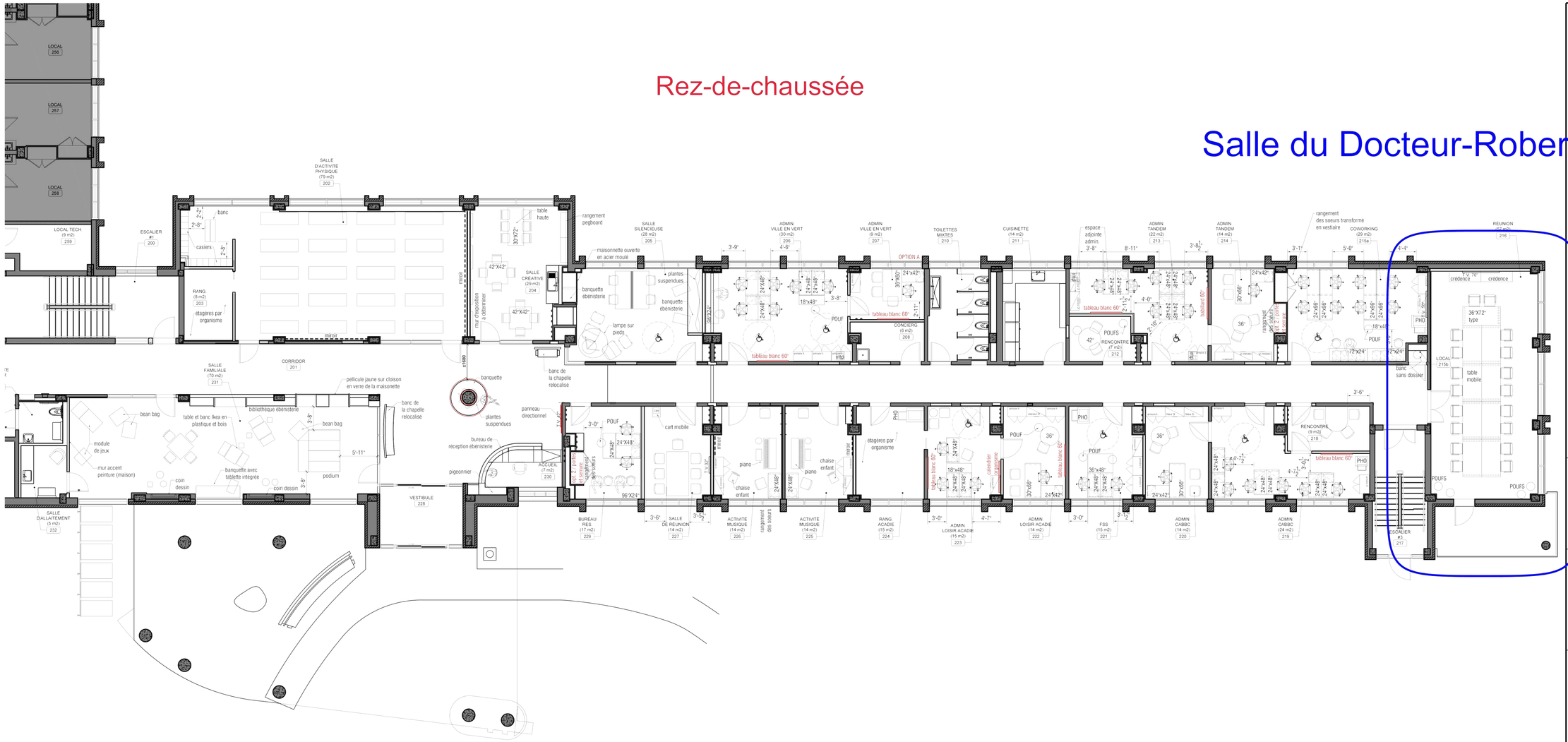
12225 Rue Grenet
Montréal, QC H4J 2N7

titre

PLAN D'AMÉNAGEMENT REZ-DE-JARDIN

chargée de projet	/	JULIE LAFORÊT
conceptrice	/	CL
technicienne	/	VV & CL
date	/	19 FEVRIER 2021
échelle	/	1/8'' = 1'-0''
no. de folio	/	20-0559

page **FD 01 / 03**



PLAN AILE SUD / REZ-DE-CHAUSSÉE

LES IDÉES CONCEPTUELLES DANS CES DESSINS DEMEURENT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE FOLIO DESIGN ET NE PEUVENT ÊTRE REPRODUITES.

L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER LES DIMENSIONS ET LES CONDITIONS DU SITE AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX ET AVISER LE DESIGNER DE TOUTES ERREURS OU OMISSIONS.

SE RÉFÉRER "CONDITIONS ET NOTES GÉNÉRALES" DE FOLIO DESIGN. L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL ET SES SOUS-TRAITANTS S'ENGAGENT À PRENDRE CONNAISSANCE DES CONDITIONS ET NOTES ET D'EN APPLIQUER LE CONTENU TOUT AU LONG DU MANDAT.

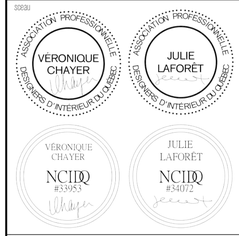
PRÉLIMINAIRE - NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

émissions

01	ÉMIS POUR APPROBATION	10-12-20 C.L.

consultant

sceau



firme de design d'intérieur

FOLIO DESIGN Inc.
514 379-1126 info@foliodesign.ca

client

ARRONDISSEMENT D'ANTHUSIC-CARTIEVILLE

600-555 rue Chabanel O.
Montréal (QC) H2N 2H8

projet

CENTRE COMMUNAUTAIRE MONTRÉAL D'ANTHUSIC-CARTIEVILLE

12225 Rue Grenet
Montréal, QC H4J 2N7

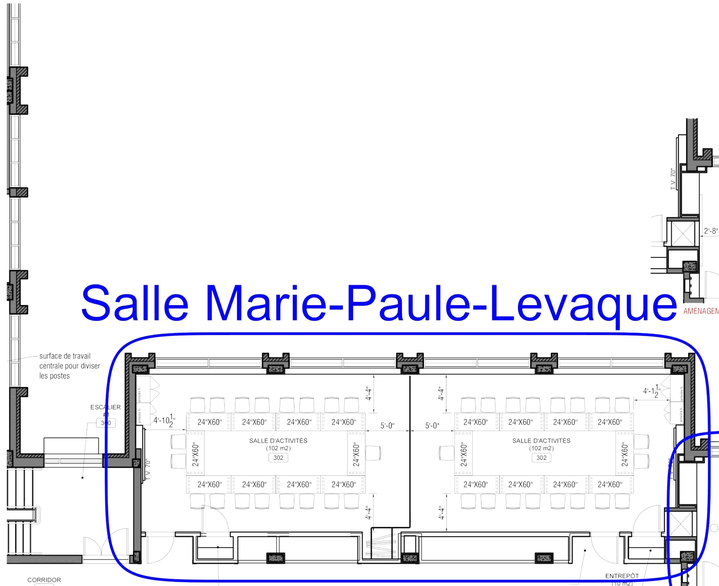
titre

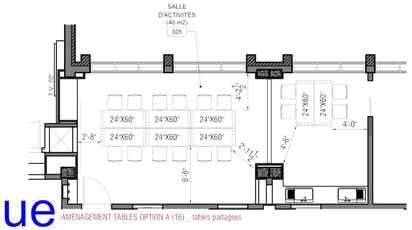
PLAN D'AMÉNAGEMENT REZ-DE-CHAUSSÉE

chargée de projet	/	JULIE LAFORÊT
conceptrice	/	CL
technicienne	/	VV & CL
date	/	19 FEVRIER 2021
échelle	/	1/8" = 1'-0"
no. de folio	/	20-0559

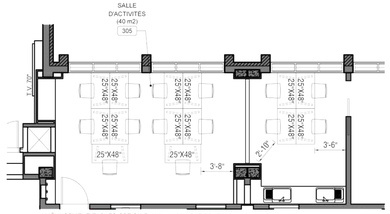
page FD 02 / 03

Salle Marie-Paule-Levaque



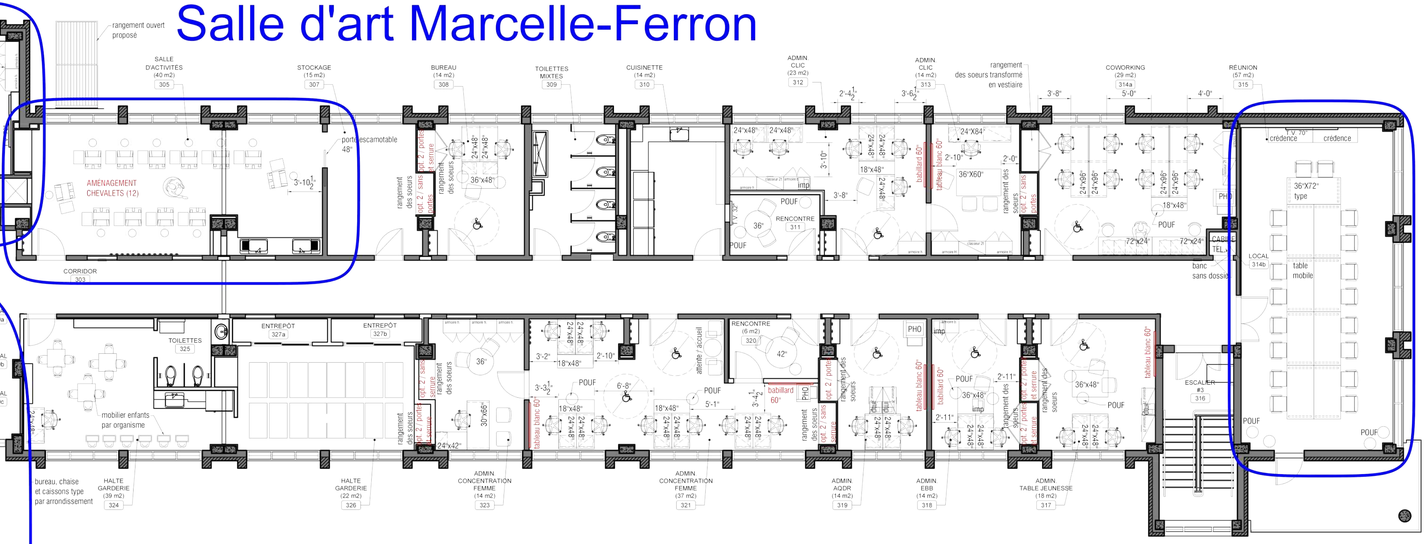


AMÉNAGEMENT TABLES OPTION A (16) _ tables partagées

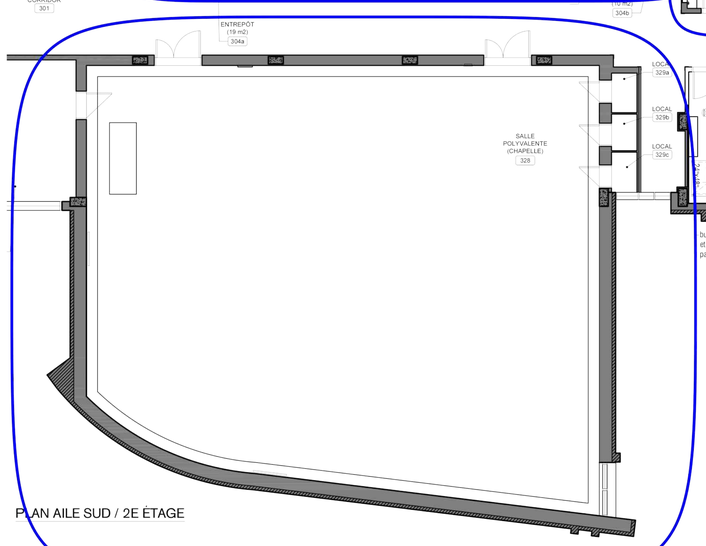


AMÉNAGEMENT TABLES OPTION B (14) _ tables individuelles

Salle d'art Marcelle-Ferron



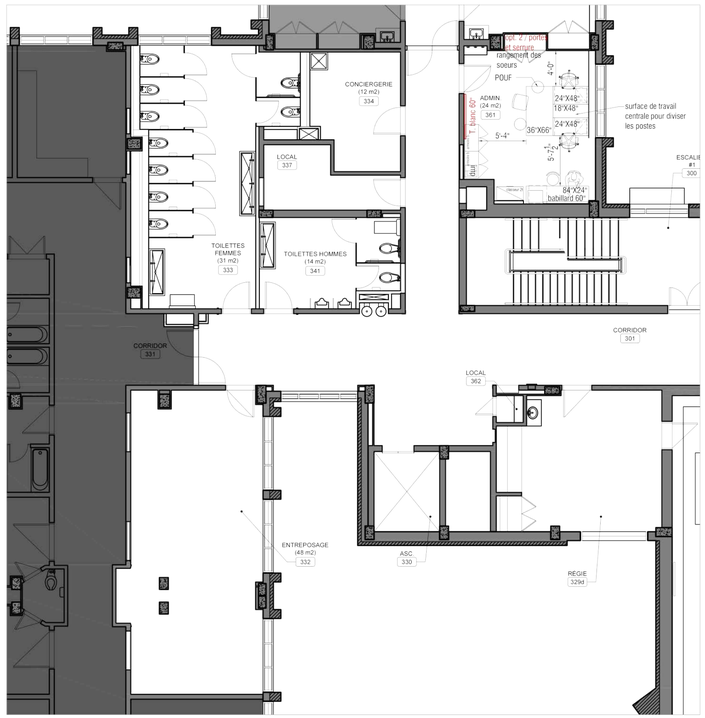
Salle Thérèse-Racicot



PLAN AILE SUD / 2E ÉTAGE

Salle Charles-Daudelin

EXTRAIT PLAN AILE SUD



LES IDÉES CONCEPTUELLES DANS CES DESSINS DEMEURENT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE FOLIO DESIGN ET NE PEUVENT ÊTRE REPRODUITES.

L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER LES DIMENSIONS ET LES CONDITIONS DU SITE AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX ET AVISER LE DESIGNER DE TOUTES ERREURS OU OMISSIONS.

SE RÉFÉRER "CONDITIONS ET NOTES GÉNÉRALES" DE FOLIO DESIGN. L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL ET SES SOUS-TRAITANTS S'ENGAGENT À PRENDRE CONNAISSANCE DES CONDITIONS ET NOTES ET D'EN APPLIQUER LE CONTENU TOUT AU LONG DU MANDAT.

PRÉLIMINAIRE - NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

émissions

01	ÉMIS POUR APPROBATION	10-12-20 C.L.

consultant

sceau

VÉRONIQUE CHAYER — ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES DESIGNERS D'INTÉRIEUR DU QUÉBEC

JULIE LAFORÊT — ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES DESIGNERS D'INTÉRIEUR DU QUÉBEC

VÉRONIQUE CHAYER — NCIDQ #33953

JULIE LAFORÊT — NCIDQ #34072

firme de design d'intérieur

FOLIO DESIGN Inc.

514 379-1126 info@foliodesign.ca

client

ARRONDISSEMENT D'ANTHUSIC-CARTIEVILLE

600-555 rue Chabanel O.
Montreal (QC) H2N 2H8

projet

CENTRE COMMUNAUTAIRE MONTRÉAL D'ANTHUSIC-CARTIEVILLE

12225 Rue Grenet
Montreal, QC H4J 2N7

titre

PLAN D'AMÉNAGEMENT
2E ÉTAGE

chargée de projet	/	JULIE LAFORÊT
conceptrice	/	CL
technicienne	/	VV & CL
date	/	19 FÉVRIER 2021
échelle	/	1/8'' = 1'-0''
no. de folio	/	20-0559

page FD 03 / 03

CE : 40.036

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.037

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1204521013

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer plusieurs voies et espaces publics réaménagés à la suite des transformations liées aux travaux de l'échangeur Turcot et de ses abords, dans l'arrondissement du Sud-Ouest

Il est recommandé :

de nommer :

- « allée des Tanneries » l'allée publique située entre la rue Saint-Rémi et le parc Émile-Berliner et constituée des lots numéros 4 145 335 et 4 140 653 du cadastre du Québec;

- « parc Gabriel-Lenoir-dit-Rolland » le parc situé au nord de la rue Cazelais et constitué du lot numéro 4 140 516 du cadastre du Québec et des autres lots contigus appartenant à la Ville entre les rues Desnoyers, Cazelais et Saint-Rémi et la route 136;

- « boulevard de Sainte-Anne-de-Bellevue » le prolongement du boulevard du même nom entre le corridor ferroviaire et la rue Notre-Dame Ouest; « voie de l'Escarpement » la voie de desserte située au sud et parallèle à l'autoroute du Souvenir (A-20);

- ainsi que « voie du Petit-Talus » et « voie du Grand-Talus » les voies de desserte situées respectivement à l'ouest et à l'est du boulevard Angrignon et reliant la rue Notre-Dame Ouest à la voie de l'Escarpement, le tout dans l'arrondissement du Sud-Ouest, comme indiqué sur les plans joints au dossier.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-28 15:51

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204521013**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer plusieurs voies et espaces publics réaménagés à la suite des transformations liées aux travaux de l'échangeur Turcot et de ses abords, dans l'arrondissement du Sud-Ouest

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du réaménagement du réseau autoroutier entre les échangeurs Saint-Pierre et Turcot, le tracé de plusieurs voies de circulation et l'emprise d'espaces publics municipaux de l'arrondissement du Sud-Ouest ont été modifiés. Ces voies et espaces publics doivent maintenant être nommés par le conseil municipal pour des fins de repérage.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CM21 0807 - 14 juin 2021 - Nommer le prolongement de l'avenue Brock Sud et la terrasse de la Rotonde, dans le cadre du réaménagement des abords de l'échangeur Turcot
- CM20 0316 - 23 mars 2020 - Nommer le boulevard des Tanneries et confirmer les noms des parties prolongées du chemin de la Côte-Saint-Paul et du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement du Sud-Ouest
- CM16 1501 - 19 décembre 2016 - Nommer les prolongements du boulevard De La Vérendrye, de la rue Gladstone et de la rue Pitt, dans l'arrondissement du Sud-Ouest

DESCRIPTION

Nommer « allée des Tanneries » l'allée publique située entre la rue Saint-Rémi et le parc Émile-Berliner et constituée des lots numéros 4 145 335 et 4 140 653 du cadastre du Québec; « parc Gabriel-Lenoir-dit-Rolland » le parc situé au nord de la rue Cazelais et constitué du lot numéro 4 140 516 du cadastre du Québec et des autres lots contigus appartenant à la Ville entre les rues Desnoyers, Cazelais et Saint-Rémi et la route 136; « boulevard de Sainte-Anne-de-Bellevue » le prolongement du boulevard du même nom entre le corridor ferroviaire et la rue Notre-Dame Ouest; « voie de l'Escarpement » la voie de desserte située au sud et parallèle à l'autoroute du Souvenir (A-20); ainsi que « voie du Petit-Talus » et « voie du Grand-Talus » les voies de desserte situées respectivement à l'ouest et à l'est du boulevard Angrignon et reliant la rue Notre-Dame Ouest à la voie de l'Escarpement, le tout dans l'arrondissement du Sud-Ouest, comme indiqué sur les plans joints au dossier.

JUSTIFICATION

Allée des Tanneries

Dès 1700, une tannerie est établie au coteau Saint-Pierre, sur le bord du chemin qui allait un jour mener à Lachine. Ce chemin est construit afin de rendre les basses terres du secteur accessibles à la colonisation, mais la nature tourbeuse du sol y rend l'agriculture difficile. La présence de cours d'eau y permet toutefois l'exploitation de tanneries en offrant la ressource nécessaire au trempage des peaux, une étape essentielle au traitement du cuir. Par ailleurs, le chemin facilite le commerce avec la ville. À la fin du XVIII^{e} siècle, on dénombre une dizaine de familles au coteau Saint-Pierre exploitant huit tanneries et vers 1850, plus de 60 % des habitants de Saint-Henri sont associés au travail du cuir. Le nom choisi vise à rappeler l'industrie des tanneries dans Saint-Henri, une activité industrielle qui a marqué son histoire.

Situé un peu plus au nord, le boulevard des Tanneries est aménagé entre l'intersection des rues Saint-Jacques et Saint-Rémi et la rue Notre-Dame Ouest. Le secteur où le boulevard est construit a longtemps été consacré à l'industrie des tanneries. Ce nom a été officialisé par la Commission de toponymie du Québec le 18 juin 2020.

Parc Gabriel-Lenoir-dit-Rolland

Apprenti auprès de Charles Delaunay, maître tanneur autorisé de Montréal, Gabriel Lenoir dit Rolland (1688-1751) épouse en 1714 Marie-Josèphe (1697-1780), la fille de son maître. Depuis lors, ou presque, le nom de Rolland est associé au secteur où se trouve le parc. Ainsi, avant la fin du XVII^{e} siècle, à proximité du ruisseau Glen, un petit bourg de 11 maisons est connu sous le nom de « Tanneries des Rolland ». C'est que six des huit tanneries qui y sont établies appartiennent aux sept frères Rolland, petits-fils de Gabriel et Marie-Josèphe : Nicolas, Pierre, Jean-Baptiste, François, Gabriel, Germain et Charles. Ainsi, en 1825, plus de la moitié de la population du village de Saint-Henri-des-Tanneries vit du cuir; ce travail est partagé entre cordonniers, selliers et tanneurs. Cette vocation de travail du cuir s'y perpétuera jusqu'au XX^{e} siècle, passant du mode artisanal à la production industrielle.

Le parc des Tanneries-des-Rolland, qui était situé au sud-ouest de l'intersection des rues De Courcelle et Saint-Jacques, n'existe plus depuis quelques années. Il avait été nommé le 30 novembre 1994 par la Ville de Montréal. La dénomination du parc permet de rappeler à nouveau la présence historique de cette famille étroitement associée à l'industrie des tanneries dans le secteur.

Boulevard de Sainte-Anne-de-Bellevue (prolongement)

Bien que cette voie existe depuis les années 1950, ce n'est qu'en 1987 qu'elle est nommée officiellement. Ce choix reprend l'esprit d'une des nombreuses dénominations officieuses qui l'ont désignée auparavant, celle de boulevard Montréal-Sainte-Anne-de-Bellevue, et fait allusion à l'itinéraire vers la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, constituée de l'ancien village du même nom et de la municipalité de Sainte-Anne-du-Bout-de-l'Île.

Voie de l'Escarpement

Un escarpement est une pente raide qui délimite deux reliefs importants, situation géographique qu'on peut observer dans ce secteur situé au pied de la falaise Saint-Jacques.

Voie du Petit-Talus et voie du Grand-Talus

Noms descriptifs référant à un « amoncellement meuble et incliné de fragments de roches accumulés au pied d'une falaise ou d'une pente abrupte ». Les talus dont il est question ici sont artificiels.

Sources :

- VILLE DE MONTRÉAL. *Répertoire historique des toponymes montréalais* , [En ligne], 5 janvier 2021. [http://ville.montreal.qc.ca/toponymie].
- ANCESTRY.CA. « Famille Gabriel-Lenoir-dit-Rolland », [En ligne], 6 juillet 2021. [https://www.ancestry.ca/family-tree/person/tree/20550192/person/1527804644/facts].
- OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. « Escarpement », [En ligne], *Grand dictionnaire terminologique* , 20 juillet 2021. [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8481727].
- OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. « Talus », [En ligne], *Grand dictionnaire terminologique* , 20 juillet 2021. [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8417889].

Lors de la séance du 8 juillet 2020, le comité de toponymie de la Ville a appuyé les propositions de l'arrondissement visant à nommer l'allée des Tanneries et le parc Gabriel-Lenoir-dit-Rolland. Les noms des voies du Petit-Talus et du Grand-Talus ont été proposés lors de la séance du 20 août 2020, alors que le nom de la voie de l'Escarpement et le prolongement du boulevard de Sainte-Anne-de-Bellevue ont été appuyés lors de la séance du 11 décembre 2020.

L'arrondissement du Sud-Ouest, après consultation du comité de toponymie local lors de la séance du 21 mai 2021, a recommandé l'adoption de ces toponymes.

Des descendants de Gabriel Lenoir dit Rolland ont été informés de cette recommandation et appuient le projet.

L'identification officielle et distincte des lieux publics a pour objectif un repérage efficace.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications en collaboration avec l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.

L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que les nouveaux toponymes auront été officialisés par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie NADON, Le Sud-Ouest

Lecture :

Julie NADON, 21 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-21

Sonia VIBERT
c/d patrimoine

Tél : 514-872-0352

Télécop. :

Télécop. :

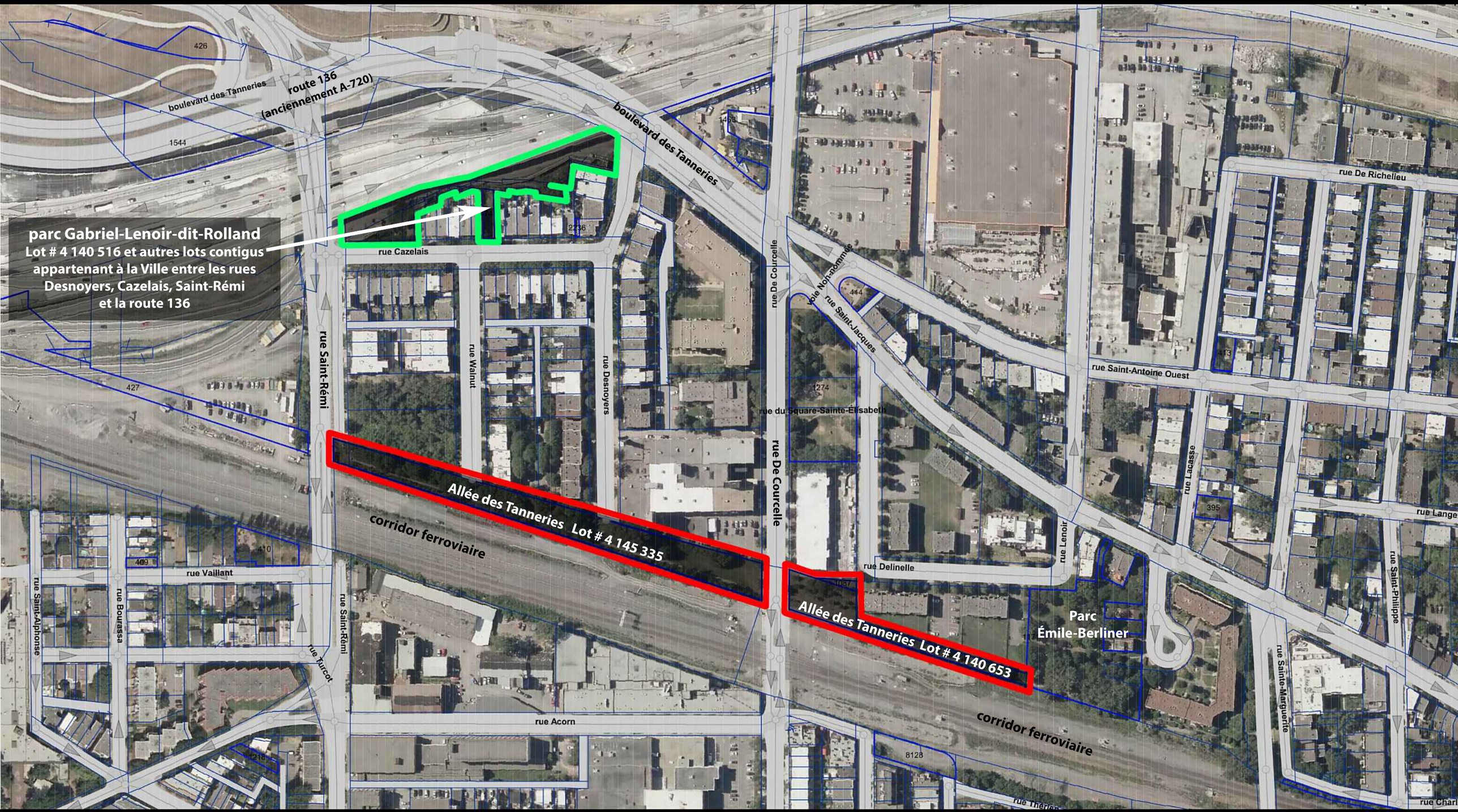
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2021-07-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2021-07-28

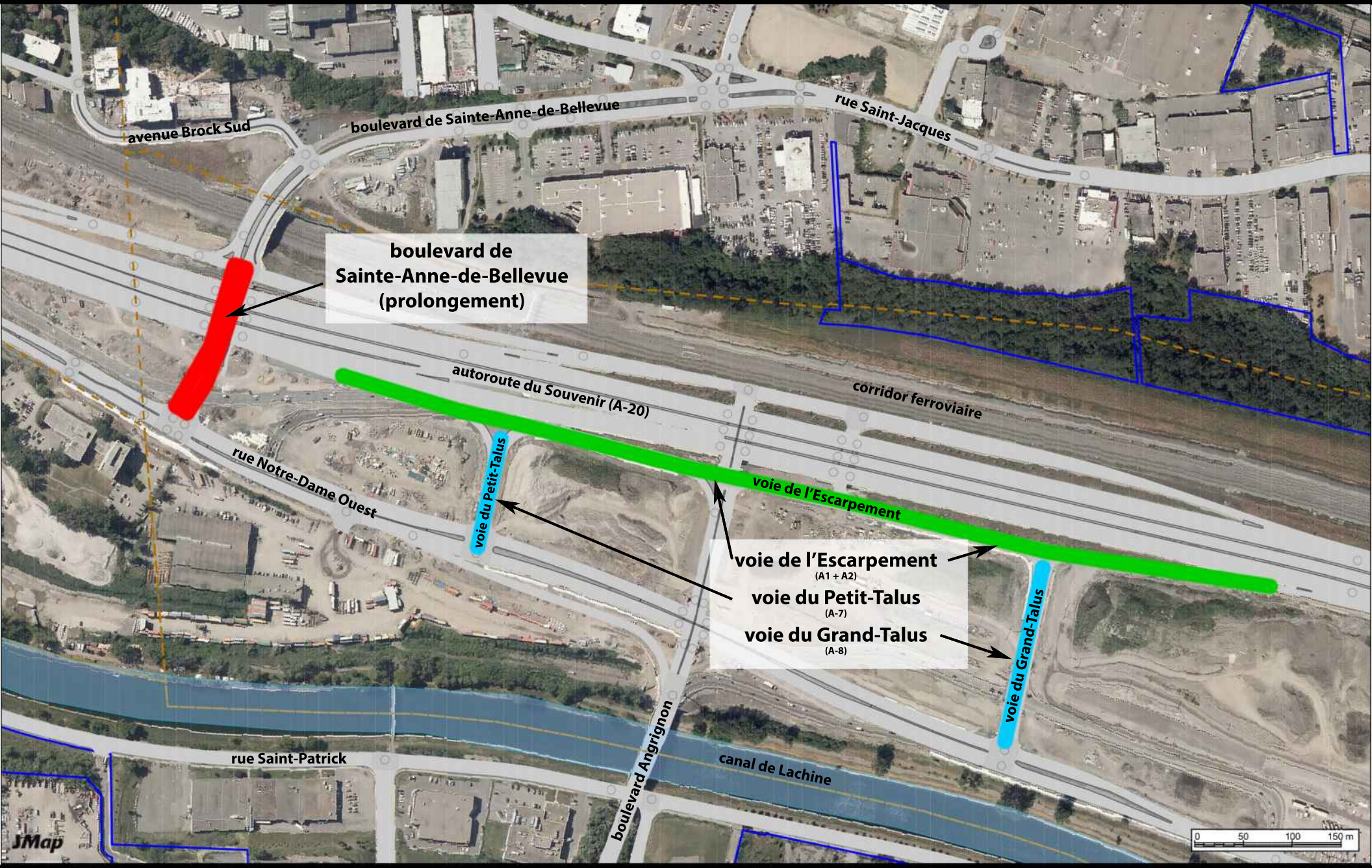
Nommer le parc Gabriel-Lenoir-dit-Rolland et l'allée des Tanneries, dans l'arrondissement du Sud-Ouest
Dossier numéro 1204521013



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SUM
27 juillet 2021

Source : sigMTL
Ville de Montréal

Nommer les voies du Petit-Talus, du Grand-Talus et de l'Escarpement ainsi que le prolongement du boulevard de Sainte-Anne-de-Bellevue, dans l'arrondissement du Sud-Ouest
Dossier numéro 1204521013



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SUM
7 juillet 2021

Source : sigMTL
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.038

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1214521011

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renommer « impasse Evans » la rue Evans-Court, dans l'arrondissement de Ville-Marie

Il est recommandé :

- de renommer « impasse Evans » la rue Evans-Court, qui est constituée du lot numéro 1 288 564 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-29 15:49

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1214521011**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renommer « impasse Evans » la rue Evans-Court, dans l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Il a été constaté que la plaque de nom de rue indiquant la voie publique « Evans Court », dans l'arrondissement de Ville-Marie, n'était pas conforme au toponyme « rue Evans-Court » adopté par la Ville de Montréal en 2001 pour remplacer la forme anglaise d'origine.

Des vérifications auprès de la Commission de toponymie du Québec ont révélé que le nom « rue Evans-Court » ne répondait pas aux normes de francisation lui non plus et ne pouvait être officialisé. La Commission suggère plutôt la forme « impasse Evans ».

Comme aucune adresse ne se trouve sur cette voie publique, il est souhaité que son nom soit rendu conforme aux normes de francisation mises de l'avant par la Commission de toponymie du Québec.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Règlement de la Ville de Montréal numéro 01-032 - 24 mars 2001 - Règlement sur l'officialisation de certains toponymes

DESCRIPTION

Renommer « impasse Evans » la rue Evans-Court, qui est constituée du lot numéro 1 288 564 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Impasse Evans

L'adoption du toponyme « impasse Evans » vise avant tout à rendre conforme aux normes de francisation le nom de la rue Evans-Court. Ce changement permettra à la Commission de toponymie du Québec de procéder à son officialisation tout en assurant une certaine continuité avec le nom « Evans Court » qui était déjà utilisé en 1912 pour cette petite voie

en forme de « L » tenant à la rue Saint-Paul Ouest, à l'est de la rue Saint-Pierre.

Ce nom rappelle Thomas Evans (1777-1863), militaire britannique s'étant notamment illustré au cours de la guerre de 1812 et promu général en 1855. C'est à Montréal qu'il se marie en 1810 à Harriet Lawrence, fille du juge loyaliste Isaac Ogden. Il vit dans cette ville de 1848 jusqu'à peu de temps avant sa mort. Il aurait cédé cette petite voie à la Ville.

Le Grand dictionnaire terminologique définit l'impasse comme une voie de communication sans issue.

Sources :

- VILLE DE MONTRÉAL. « Rue Evans-Court », *Répertoire historique des toponymes montréalais* , [En ligne]. [ville.montreal.qc.ca/toponymie] (Consulté le 25 juin 2021).
- SPURR, John W. « Evans, Thomas », *Dictionnaire biographique du Canada* , vol. 9, Université Laval/University of Toronto, 2003, [En ligne]. [http://www.biographi.ca/fr/bio/evans_thomas_9F.html] (Consulté le 25 juin 2021).
- OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE. « Impasse », *Grand dictionnaire terminologique* , [En ligne]. [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/] (Consulté le 25 juin 2021).

Comme cette rue ne comporte pas d'adresse, ce changement visant à respecter le patrimoine toponymique n'aura pas d'impact sur des commerçants ou des résidents.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a recommandé cette modification toponymique lors de sa séance du 11 décembre 2020.

L'arrondissement appuie cette recommandation.

L'identification officielle et distincte du lieu public a pour objectif un repérage efficace.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée par le Service de l’expérience citoyenne et des communications en collaboration avec l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution par le conseil municipal :

- Transmission par le Service du greffe de la résolution aux services municipaux et aux différents fournisseurs de services publics (services d'urgence, Postes Canada, etc.), les informant du changement de nom;
- Transmission de la résolution à la Commission de toponymie du Québec pour étude et officialisation;
- Confection et installation d'une nouvelle plaque de nom de rue par l'arrondissement de Ville-Marie à la suite de l'officialisation du nouveau toponyme par la Commission de toponymie du Québec. Comme la correction est minimale, la période de double affichage habituelle lors des changements de noms de rues ne sera pas requise.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE, Ville-Marie

Lecture :

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE, 28 juillet 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-06-28

Mathieu PAYETTE-HAMELIN
Chef de section Division du patrimoine

Tél : 514 872-5309
Télécop. :

Tél : 000 000-000
Télécop. :

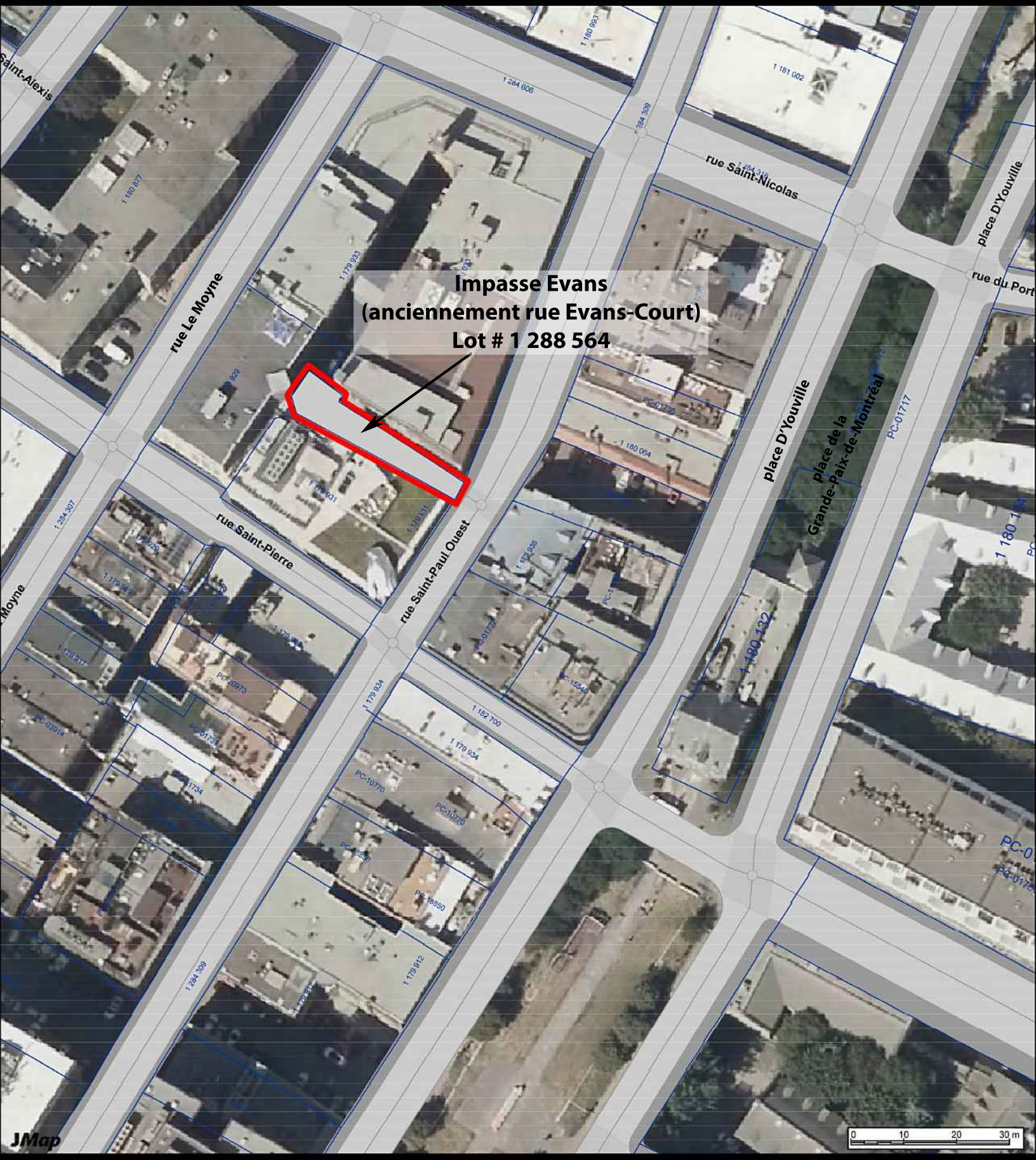
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514-501-8756
Approuvé le : 2021-07-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2021-07-29

Renommer « impasse Evans » la rue Evans-Court, dans l'arrondissement de Ville-Marie. Dossier numéro 1214521011



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SUM
25 juin 2021

Source : sigMTL
Ville de Montréal


Evans Court
LIVRAISON SEULEMENT
6h - 17h
LUN A VEN

CE : 50.001

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 50.002

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 50.003

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.001

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217181006

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de l'avis intitulé « Avis sur l'utilisation de systèmes de décision automatisée par la Ville de Montréal. Assurer une gouvernance responsable, juste et inclusive. » et des 15 recommandations émises à ce sujet par le Conseil jeunesse de Montréal (CJM).

Il est recommandé :

- de prendre connaissance de l'avis intitulé « Avis sur l'utilisation de systèmes de décision automatisée par la Ville de Montréal. Assurer une gouvernance responsable, juste et inclusive. » et des 15 recommandations émises à ce sujet par le Conseil jeunesse de Montréal.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2021-07-08 17:32

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217181006**
Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de l'avis intitulé « Avis sur l'utilisation de systèmes de décision automatisée par la Ville de Montréal. Assurer une gouvernance responsable, juste et inclusive. » et des 15 recommandations émises à ce sujet par le Conseil jeunesse de Montréal (CJM).

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051-1) encadre le fonctionnement du CjM.
Celui-ci stipule à l'article 15 que le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) exerce les fonctions suivantes:
- il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville, des avis sur toute question relative aux préoccupations des jeunes et soumet des recommandations au conseil de la ville;
- il sollicite des opinions, reçoit et entend les représentations de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives aux préoccupations des jeunes;
- il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0088 - 25 janvier 2021 - Approuver le Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051-1).

DESCRIPTION

Ce 27e rapport du Conseil jeunesse de Montréal intitulé « Avis sur l'utilisation de systèmes de décision automatisée par la Ville de Montréal. Assurer une gouvernance responsable, juste et inclusive. » est déposé au conseil municipal de la Ville de Montréal pour information et suites appropriées.
Engagée dans le développement de la ville intelligente, la Ville de Montréal a déclaré à

maintes reprises vouloir mettre de l'avant une approche où les outils technologiques seraient au service des citoyen-nes. Malgré ces engagements, à l'heure actuelle, il demeure difficile de déterminer quelles technologies sont utilisées par la Ville de Montréal et par l'ensemble des organismes paramunicipaux. Il est encore plus difficile d'avoir un portrait réel de l'ensemble des données captées et des usages dont elles sont l'objet.

Puisque les technologies centrées sur les données et les systèmes de décision automatisée (SDA) ne sont pas neutres, la compréhension et l'évaluation de leurs impacts sur les droits de la personne constituent une procédure incontournable pour assurer leur équité et leur inclusivité. L'injustice algorithmique existe, et le constat n'est plus à faire que les technologies, en raison de leur neutralité prétendue, peuvent contribuer à reproduire et à renforcer les biais inhérents aux données, et ainsi participer à reproduire les inégalités existantes.

Il est donc urgent de trouver, de développer et de mettre en place des mécanismes qui garantiront le dialogue entre les systèmes technologiques et la société.

Dans ces conditions, la trajectoire numérique empruntée par la Ville de Montréal, les organismes publics et les organismes parapublics doit être déterminée non seulement par des principes, mais aussi par des politiques publiques et des règlements clairement énoncés.

Pour le CjM, la priorité au chapitre de l'intégration des technologies n'est pas l'optimisation de la gestion des infrastructures et des services, mais plutôt le développement responsable, transparent, inclusif, intelligible et démocratique. Afin d'encadrer le déploiement de la gouvernance responsable des données et des systèmes de décision automatisée, le CjM formule 15 recommandations.

JUSTIFICATION

Le choix du thème d'un avis peut être fait à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville ou encore de la propre initiative des membres du CjM (art. 15). Ce deuxième cas de figure a mené au choix de l'étude sur les systèmes de décision automatisée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses liées à la réalisation de l'avis ont été entièrement assumées par le budget de fonctionnement du CjM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'implication de jeunes Montréalais-es au sein du CjM permet d'assurer la prise en compte des préoccupations jeunesse dans les décisions de l'Administration municipale. Le travail de concertation réalisé, les échanges développés entre les élu-es et les jeunes citoyen-nes et les recommandations soumises à travers divers avis et mémoires sont l'application des principes de développement durable et contribuent à augmenter la qualité de vie à Montréal.
De plus, le présent avis est imprimé sur papier écologique (papier 100% recyclé ou certifié FSC; à haute teneur en matières recyclées; avec Écologo).

L'impression de 40 copies de l'Avis est prévue et le CjM favorisera l'envoi de la version électronique du document.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les recommandations soumises dans cet avis contribuent à la réflexion et peuvent orienter les actions de la Ville de Montréal en ce qui concerne la gouvernance responsable des données et des systèmes de décision automatisée.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N.A.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Communiqué de presse émis lors du lancement public de l'avis et partagé sur le site Web et les médias sociaux du CjM.
À la suite du dépôt de l'avis au conseil municipal, le document sera disponible sur le site Web du CjM et sera envoyé aux partenaires de la Ville et du CjM qui sont concerné-es par le sujet abordé.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Lancement public virtuel à prévoir.
Envoi des recommandations par le CjM aux services municipaux concernés.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève COULOMBE
Secretaire- recherchiste

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-08

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la

présidence du conseil
Service du greffe

Tél : 514-250-8258
Télécop. :

Tél : 514 872-0077
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Assistant-greffier
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2021-07-08

AVIS SUR L'UTILISATION DE SYSTÈMES DE DÉCISION AUTOMATISÉE PAR LA VILLE DE MONTRÉAL

ASSURER UNE GOUVERNANCE RESPONSABLE, JUSTE ET INCLUSIVE



CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Montréal

Le présent avis a été élaboré au cours des années 2020 et 2021, et a été adopté par les membres du **CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL** dans le cadre de l'assemblée générale du 26 mai 2021.

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL
1550, rue Metcalfe, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 868-5809
cjm@montreal.ca
www.cjmtl.com

DÉPÔT LÉGAL
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
© Conseil jeunesse de Montréal, 2021
ISBN 978-2-7647-1830-8 (version papier)
ISBN 978-2-7647-1831-5 (version électronique)

Les recherches effectuées pour cet avis ont pris fin le 3 février 2021.

La féminisation, partielle, de ce document utilise la méthode du point (par exemple : répondant.e, participant.es).

Imprimé sur du papier recyclé

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) est un comité consultatif créé en février 2003 par la Ville de Montréal dans le but de permettre à la Ville de mieux tenir compte des préoccupations des Montréalais et Montréalaises âgé.es de 12 à 30 ans et de les inviter à prendre part aux décisions qui les concernent.

Composé de 15 membres représentant la diversité géographique, linguistique, culturelle et sociale de la jeunesse montréalaise, il a pour mandat de conseiller régulièrement la mairesse et le comité exécutif sur toutes les questions relatives aux jeunes et d'assurer la prise en compte des préoccupations jeunesse dans les décisions de l'administration municipale.

MEMBRES

Myriam Boileau
Jessica Condemi
Rime Diany
Yazid Djenadi
Pascal-Olivier Dumas-Dubreuil
Sherlyne Duverneau
Benjamin Herrera, président
Rizwan Ahmad Khan
Gabriel Laferrière
Audrey-Frédérique Lavoie, vice-présidente
Xiya Ma
Alice Miquet
Pentcho Tchomakov, vice-président
Shophika Vaithyanathasarma
Michael Wrobel

c
j
m

COORDINATION DE L'AVIS

Geneviève Coulombe, secrétaire-recherchiste

RECHERCHE ET RÉDACTION

Lyne Nantel

RÉVISION LINGUISTIQUE

Edith Sans Cartier

CONCEPTION GRAPHIQUE ET ILLUSTRATION

Diane Morin

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES 6

GLOSSAIRE 7

REMERCIEMENTS 9

PRÉFACE 10

INTRODUCTION 12

MÉTHODOLOGIE 15

CHAPITRE 1
DÉFINITIONS ET ÉVOLUTION DES TECHNOLOGIES AXÉES SUR LES DONNÉES 16

1.1. Données massives *(big data)* et données sensibles 17
1.2. Les algorithmes et leur évolution 20
1.3. Les systèmes de décision automatisée (SDA) 22
1.4. Conclusion 23

CHAPITRE 2
L'USAGE DES TECHNOLOGIES DANS ET PAR LES VILLES. UN TOUR D'HORIZON 24

2.1. La ville comme banc d'essai des technologies 26
2.1.1. Capteurs et objets connectés dans l'espace public urbain 26
2.1.2. Logiciels intégrés au fonctionnement interne des services et des organismes de la Ville 31
2.1.3. Résumé 34
2.2. Les services de police et les technologies 34
2.2.1. Technologies de prédiction – police prédictive 34
2.2.2. Technologies de surveillance 39
2.2.3. Résumé 45
2.3. Conclusion : des informations fragmentaires 46

CHAPITRE 3
CONSTATS, ENJEUX ET IMPACTS DES TECHNOLOGIES 48

3.1. Efficacité contestée, fiabilité fragile et risques d'erreur 49
3.2. Biais, discriminations et exclusions 51
3.3. Atteinte à la protection des renseignements personnels et à la vie privée 54
3.4. Atteinte aux libertés : de comportement, d'expression, d'association et de libre circulation 56
3.5. Risques liés aux partenariats avec les entreprises privées 56
3.6. Défaut de transparence 57
3.7. Conclusion 59

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 4
DES CADRES STRUCTURANTS ET L'EXPLICABILITÉ COMME PRINCIPE PHARE D'UNE GOUVERNANCE RESPONSABLE 60

4.1. Modernisation en cours des cadres législatifs existants 62
4.2. De la transparence à l'explicabilité comme principe phare 67
4.3. Comment concrétiser le droit à l'explication 68
4.4. Conclusion 70

CHAPITRE 5
MONTRÉAL, POUVOIRS ET LEVIERS : PORTRAIT DU TRAVAIL AMORCÉ 72

5.1. Pouvoirs et compétences 73
5.2. Leviers économiques et politiques 75
5.2.1. La règlementation 75
5.2.2. L'approvisionnement 76
5.2.3. Le budget et les projets d'investissements 76
5.2.4. Les engagements, les principes et les politiques 77
5.3. Initiatives lancées par la Ville de Montréal 77
5.3.1. *Charte des données numériques* 78
5.3.2. Proposition de plan d'action sur les données ouvertes 82
5.4. Freins et enjeux 85

CHAPITRE 6
QUELQUES ACTIONS ENTREPRISES AILLEURS DANS LE MONDE 88

6.1. Seattle Surveillance Ordinance – États-Unis 89
6.2. New York City Automated Decision Systems Task Force (ADS Task Force) – États-Unis 92
6.3. Registres ouverts des algorithmes : Amsterdam et Helsinki – Pays-Bas et Finlande 94
6.4. Gouvernance des technologies basée sur la souveraineté numérique : le cas de Barcelone – Espagne 95
6.5. Conclusion 97

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 98

BIBLIOGRAPHIE 103

ANNEXE 1 118

Niveaux d'incidence et exigences associées, définis par le Conseil du Trésor du Canada dans sa *Directive sur la prise de décisions automatisée* (entrée en vigueur le 1er avril 2019)

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

BVIN : Bureau de la ville intelligente et numérique
CAI : Commission d'accès à l'information du Québec
CEST : Commission de l'éthique en science et en technologie du Québec
CHAI : Chronic Homelessness Artificial Intelligence Model
CIA : Central Intelligence Agency (États-Unis)
CIRAIG : Centre international de référence sur le cycle de vie des produits, procédés et services
CNIL : Commission nationale de l'informatique et des libertés (France)
CPVPC : Commissariat à la protection de la vie privée du Canada
EFVP : Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée
GRC : Gendarmerie royale du Canada
IA : Intelligence artificielle *(AI, artificial intelligence)*
LabVI : Laboratoire à ciel ouvert de la vie intelligente
LAPI : Lecteur automatique de plaques d'immatriculation
LCCJTI : Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information
LCM : Loi sur les compétences municipales
LIUM : Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal
LL49 : Local Law 49 (New York, États-Unis)
M-IRIS : Montréal – Inscription et recherche de l'information sur la sécurité
PDI : Plan décennal d'immobilisations
PL64 : Projet de loi nº 64
PTI : Plan triennal d'immobilisations
QI : Quartier de l'innovation
RGPD : Règlement général sur la protection des données (Union européenne)
SDA : Système de décision automatisée (ou système décisionnel automatisé)
SPPAL : Saskatchewan Police Predictive Analytics Lab
SPVM : Service de police de la Ville de Montréal
SPVQ : Service de police de la Ville de Québec
SSL : Strategic Subject List (police de Chicago)
STI : Service des technologies de l'information (Ville de Montréal)
VI-SPDAT : Vulnerability Index – Service Prioritization Decision Assistance Tool

GLOSSAIRE

Les mots accompagnés d'un astérisque (*) dans le texte se trouvent dans le glossaire.

***Datafication* (mise en données) :** processus par lequel les sujets, les objets et les activités courantes sont transformés en données numériques pour générer de la valeur, des corrélations et des inférences.

***Dataveillance* (surveillance à partir des données numériques) :** surveillance rendue possible par les données numériques, et qui est continue en raison de l'omniprésence des données et des objets connectés.

Donnée anonymisée : renseignement qui ne permet plus d'identifier directement ou indirectement la personne concernée, **de façon irréversible et de quelque façon que ce soit**. Il doit y avoir destruction de la trace du lien entre la personne concernée et les codes d'identification qui remplacent les renseignements personnels. Une donnée anonymisée reste cependant exploitable à des fins précises[1].

Donnée biométrique : donnée issue de la biométrie, laquelle désigne l'ensemble des techniques qui permettent d'analyser une ou plusieurs **caractéristiques uniques d'une personne** (physiques, comportementales ou biologiques) afin de déterminer ou de prouver son identité. Il existe trois grandes catégories de biométrie :

- La biométrie morphologique : basée sur l'identification de traits physiques particuliers. Elle regroupe notamment, mais pas exclusivement, la reconnaissance des empreintes digitales, de la forme de la main, du visage, de la rétine et de l'iris de l'œil;
- La biométrie comportementale : basée sur l'analyse de certains comportements d'une personne, comme le tracé de sa signature, l'empreinte de sa voix, sa démarche, sa façon de taper sur un clavier, etc.;
- La biométrie biologique : basée sur l'analyse des traces biologiques d'une personne, comme l'ADN, le sang, la salive, l'urine, les odeurs, etc.[2].

Donnée dépersonnalisée : renseignement qui ne permet plus d'identifier directement la personne concernée[3], mais pour lequel il y a conservation de la trace du lien entre la personne et les codes d'identification qui remplacent ses renseignements personnels (ceux-ci sont encodés ou chiffrés).

Faux négatif : erreur dans le résultat d'une prise de décision, qui fait en sorte qu'un algorithme n'attribue pas de correspondance là où il y en a une. Par exemple : un passage non autorisé ou refusé à un individu parce que l'algorithme n'établit pas de correspondance entre deux images de cette personne.

Faux positif : erreur dans le résultat d'une prise de décision, qui fait en sorte qu'un algorithme attribue une correspondance là où il n'y en a pas. Par exemple : l'identification erronée par l'algorithme d'une correspondance entre deux visages.

1. Gouvernement du Québec, 2020e.
2. CAI, 2020b.
3. Gouvernement du Québec, 2020e.

GLOSSAIRE (suite)

Informatique grise : englobe tout élément qui compose un système d'information et qui est utilisé sans que les responsables des technologies de l'information au sein d'une organisation le sachent. Cet élément tombe ainsi en dehors de leur propriété ou de leur contrôle. Cette pratique est aussi désignée par l'expression *Shadow IT,* qui est un « terme fréquemment utilisé pour désigner des systèmes d'information et de communication réalisés et mis en œuvre au sein d'organisations sans l'approbation de la direction des systèmes d'information[4] ».

Souveraineté numérique : renvoie à l'application des principes de souveraineté au domaine des données et des technologies, à l'échelle individuelle ou d'un territoire. La souveraineté numérique assure une capacité d'action dans l'espace numérique.

Système de décision automatisée : système composé de données et d'algorithmes dont la fonction est d'aider, d'assister ou de remplacer la prise de décision humaine.

Traces numériques : l'ensemble des informations sous forme de données qu'un dispositif numérique enregistre relativement à l'identité et aux activités des utilisateurs et utilisatrices : navigation sur le Web et les réseaux sociaux, achat en ligne, utilisation de cartes à puce (ex. : carte Opus), etc.

4. Bureau du vérificateur général de la Ville de Montréal, 2020, p. 473.

REMERCIEMENTS

Céline Castets-Renard
Professeure titulaire, Faculté de droit civil, Université d'Ottawa, et titulaire de la Chaire de recherche de l'Université sur l'intelligence artificielle responsable à l'échelle mondiale

Dominic Cliche
Conseiller en éthique, Commission de l'éthique en science et en technologie du gouvernement du Québec (CEST)

Johanne Dion
Membre, comité de coordination de Montréal pour tous

Pierre-Antoine Ferron
Spécialiste en gouvernance numérique, B.A., D.A.P. (ENAP), M.A.P. (ENAP)

Sarah Gagnon-Turcotte
Professionnelle en stratégie, politiques publiques et gouvernance des données

Richard Grenier
Directeur, Service des technologies de l'information, Ville de Montréal

Stéphane Guidoin
Directeur, Laboratoire d'innovation urbaine, Ville de Montréal

Anne-Sophie Letellier
Candidate au doctorat, École des médias de l'UQAM, et cofondatrice du LAB 2038

Anne Pineau
Militante, Ligue des droits et libertés

Richard Shearmur
Urbaniste, membre de l'Ordre des urbanistes du Québec, membre du Canadian Institute of Planners, professeur et directeur, École d'urbanisme de l'Université McGill

Marie-Christine Therrien
Codirectrice Délibération publique, Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA (OBVIA), professeure titulaire et directrice, Cité-ID Living Lab Gouvernance de la résilience urbaine, ENAP

Nathalie Torres Parent
Conseillère en éthique, Commission de l'éthique en science et en technologie du gouvernement du Québec (CEST)

Pierre Trudel
Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal

PRÉFACE



Ana Brandusescu

Source : World Wide Web Foundation

Le récit de la ville intelligente façonne et modifie le mode de fonctionnement des environnements urbains à l'ère numérique. Les systèmes de décision automatisée affectent notre vie quotidienne d'une manière dont nous n'avons souvent pas conscience, et qui n'offre pas l'option de nous y soustraire. Par conséquent, les algorithmes jouent un rôle central dans la gouvernance des données et du numérique. L'expérimentation des technologies émergentes se déroule de plus en plus dans des espaces publics urbains qui soutiennent et stimulent l'économie de l'innovation technologique. Les systèmes de décision automatisée sont intégrés dans l'ensemble des services et arrondissements de la ville, bien qu'ils soulèvent de nombreuses inquiétudes : biais divers, discrimination, préjudices et surveillance de masse. L'opacité de ces systèmes résulte non seulement de leur effet de boîte noire, mais aussi des institutions qui les utilisent. Par exemple, les technologies algorithmiques de surveillance policière utilisées par les forces de l'ordre, comme la reconnaissance faciale, peuvent porter préjudice aux groupes historiquement marginalisés. Il y a aussi la question de la privatisation : les partenariats avec des entreprises privées s'accompagnent de certains risques et d'une culture fermée, opaque. Les systèmes de décision automatisée sont régis par une réglementation qui s'applique au secteur privé et qui est compatible avec les modèles commerciaux actuels des entreprises technologiques, mais non avec la responsabilité de la Ville à l'égard du public.

La résolution des problèmes posés par ces systèmes implique une transparence et une responsabilité en matière de technologie, mais aussi en ce qui concerne les parties prenantes et les institutions concernées ainsi que leurs décideurs. Cela nécessite un changement dans la culture des institutions : un passage de la transparence à l'explicabilité et à un « droit à l'explication ». De plus, il faudra une réglementation soutenue par une volonté économique et politique à long terme. La Ville de Montréal

peut s'appuyer sur ses politiques de données ouvertes et responsables, dont le Plan d'action en données ouvertes ou la Charte des données numériques, et se joindre à l'élan mondial en faveur de l'établissement de registres algorithmiques publics – tout comme Amsterdam, Helsinki et, plus récemment, New York.

Des engagements, des principes et des politiques doivent être mis en œuvre pour qu'on puisse établir des mesures réglementaires telles que des évaluations de l'incidence algorithmique juridiquement contraignantes et des outils d'audit pour le gouvernement autant que pour l'industrie. L'industrie a pris les devants de la conception, du développement, de l'acquisition et de l'intégration des systèmes de décision automatisée : elle est perçue comme étant efficace. Pourtant, nous devons nous rappeler que le gouvernement n'est pas une entreprise, et que la gouvernance responsable, juste et inclusive exige du temps.

BIOGRAPHIE

Ana Brandusescu est une chercheuse, conseillère et animatrice qui œuvre pour une utilisation plus responsable des données et de la technologie. Depuis 2019, en tant que professeure praticienne de la Fondation McConnell au Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises (CRIEM) de l'Université McGill, elle examine les investissements publics en IA à travers le Canada et à Montréal. Elle codirige le projet de recherche AI for the Rest of Us, qui vise à développer un nouveau modèle d'engagement civique dans les processus décisionnels gouvernementaux en voie d'être automatisés à l'aide de l'IA. Ana siège au Forum multi-intervenants sur le gouvernement ouvert du Canada et au conseil consultatif de Learning from Small Cities. Elle est membre de @OpenHeroines et de <A+> Alliance for Inclusive Algorithms.

INTRODUCTION [5]

Depuis plus d'une décennie déjà, la « ville intelligente » est l'image dominante à laquelle les villes cherchent à s'identifier [6]. Cette expression valise aux origines multiples [7] ne réfère pas à un modèle urbain précis. De manière générale, ce qui caractérise la ville intelligente est essentiellement l'utilisation des technologies et des données dans le but d'améliorer l'efficacité, la planification et la prestation des services ainsi que la gestion des infrastructures [8]. L'adhésion croissante au modèle de la ville intelligente est également basée sur une idée largement véhiculée selon laquelle les progrès et les solutions aux défis urbains de demain reposent sur les données recueillies par des objets connectés et sur les technologies qui en permettent l'analyse. Dans ce contexte, ces technologies doivent répondre aux enjeux liés aux changements climatiques, à la sécurité, aux inégalités, à la mobilité, etc. Devant les possibilités et les promesses associées à l'usage des technologies, nombreux sont les acteurs tant publics que privés à témoigner d'un intérêt manifeste pour leur déploiement dans la sphère urbaine.

Ainsi, depuis 2014, la Ville de Montréal oriente son développement à partir du projet de ville intelligente [9]. Gagnante du Défi des villes intelligentes d'Infrastructures Canada en 2018, elle entend miser sur l'intelligence artificielle (IA) afin de donner un sens aux données massives [10]. Comme le soulignait François W. Croteau, élu et responsable de la ville intelligente, il faut « implanter une culture de prise de décision à partir des données, des faits, donc prendre de meilleures décisions [11] ». Montréal n'échappe donc pas à la tendance, et la Ville a entrepris un « virage numérique majeur » où « les données jouent un rôle clé dans [sa] capacité […] à répondre aux nombreux défis auxquelles [elle fait] face [12] ».

En milieu urbain, les nouvelles technologies basées sur le numérique et les données, notamment celles s'appuyant sur l'intelligence artificielle, ouvrent la possibilité de traiter en temps réel des masses d'informations dans le but d'optimiser le fonctionnement et la planification de la ville. Les applications de ces technologies sont multiples. Il peut s'agir de capteurs permettant une gestion optimale des feux de circulation, de logiciels servant à l'émission de permis via des systèmes automatisés, d'outils de gestion de la collecte des ordures, etc. Les technologies axées sur les données sont ainsi utilisées comme des outils d'aide à la décision. La planification de la mobilité urbaine au moyen d'applications de sélection de trajets de transport (Transit, Google Maps, Waze, etc.) n'en est qu'un exemple.

Un autre secteur où les technologies centrées sur les données et l'IA sont présentées comme étant avantageuses est sans contredit celui de la sécurité des villes. À ce jour, de nombreux services de police municipaux, au Canada et ailleurs dans le monde, utilisent des logiciels de prédiction de la délinquance afin d'établir les stratégies d'action des corps policiers. En complément à ces méthodes, de plus en plus de corps de police ont recours (ou envisagent sérieusement de recourir) aux nouvelles technologies algorithmiques – associées à l'IA – qui offrent des fonctions de surveillance sophistiquées en automatisant la collecte et le traitement de données en ligne, par exemple les données tirées de réseaux sociaux, ou encore de données biométriques* au moyen des technologies de reconnaissance faciale.

5. À noter : tout au long de cet avis, les citations tirées d'ouvrages en anglais ont fait l'objet d'une traduction libre de notre part.
6. Kitchin, 2015; Townsend, 2013.
7. Breux et Diaz, 2017.
8. Scassa, 2015.
9. Ville de Montréal, s. d. a.
10. Normandin, 2019, 19 mars.
11. Normandin, 2019, 19 mars.
12. Ville de Montréal, 2020b.

L'intégration croissante d'objets connectés de toutes sortes, l'accumulation de données et les capacités de traitement de celles-ci favorisent le déploiement de nouveaux usages et manières de faire pouvant servir à des fins très différentes. Par exemple, les technologies axées sur les données permettent de personnaliser les services, et ce, par le profilage (microciblage et catégorisation sous forme de profils) des consommateur.trices et des usager.ères. Les contenus suggérés par les moteurs de recherche en sont des exemples. Les technologies centrées sur les données sont aussi utilisées pour classer et sélectionner des candidat.es à un emploi, tout comme elles peuvent contrôler des accès, gérer automatiquement le traitement des eaux usées ou surveiller en temps réel la circulation de voitures et les déplacements d'individus. Les champs d'application sont extrêmement vastes.

Les technologies qui se fondent sur l'exploitation des données modifient donc grandement les processus de décision. Comme le soulignent les sociologues Benbouzid et Cardon, en plus de promettre une optimisation des services, ces formes de prédiction calculée assistées par de puissants algorithmes installent « un nouveau régime d'anticipation » qui se répercute sur les processus de décision[13].

Un autre aspect de l'ère des données est celui de l'exploitation des traces numériques*, c'est-à-dire l'ensemble des données produites soit automatiquement, soit intentionnellement à travers les activités numériques et l'usage des objets connectés. L'accumulation des traces numériques et des données en général augmente le potentiel de surveillance par les données. Ce phénomène porte d'ailleurs un nom : la *dataveillance** (surveillance à partir des données numériques)[14]. Les nouvelles exploitations des données viennent redéfinir entre autres les capacités de suivi ou de surveillance directe ou indirecte de l'information. La « surveillance par les données » doit être comprise de manière large; elle renvoie notamment à une forme d'« attention portée » aux données à des fins de gestion, de protection, d'influence ou d'orientation[15].

L'exploitation par les villes des technologies centrées sur les données dans la gestion, la planification et la prestation de services publics soulève de multiples débats relatifs à la protection de la vie privée, aux biais et aux discriminations, à leur efficacité, à leur valeur ajoutée, à leur examen et à leur encadrement.

Cet avis s'inscrit dans le débat sur l'utilisation des technologies axées sur les données et les outils algorithmiques pour assister la prise de décision par la Ville de Montréal, les organismes associés, les instances paramunicipales ainsi que les services de sécurité. Concrètement, il s'agit d'étudier les impacts de l'utilisation de ces technologies et de réfléchir à l'élaboration d'un plan d'encadrement, de régulation et de gouvernance de ces technologies. L'objectif est d'apporter des pistes d'actions pour mettre en place un cadre responsable de gouvernance des données et des technologies axées sur les données.

13. Benbouzid et Cardon, 2018.
14. Van Dijck, 2014.
15. Lippert, 2008.

Le présent avis se penchera sur les technologies utilisant les données, qui sont de plus en plus intégrées au sein des organes publics municipaux et paramunicipaux pour le traitement de leurs données et pour la prise de décision. Plus précisément, il sera question des technologies axées sur les données et des outils algorithmiques qui assistent la prise de décision. Ainsi, l'avis se concentrera sur les **systèmes de décision automatisée*** (SDA) en tant qu'outils technologiques composés de données et d'algorithmes dont la fonction est d'aider, d'assister ou de remplacer, selon les cas, la prise de décision humaine[16].

Une précision s'impose quant à l'objet de cet avis. Le choix d'utiliser la notion de système de décision automatisée* plutôt que celle d'intelligence artificielle est motivé par le fait que l'IA est imprécise et que les débats sont nombreux quant à la manière de la définir. L'autre expression pour désigner les technologies d'aide à la décision est celle de « technologies algorithmiques ». Comparativement à cette dernière dénomination, la notion de SDA apparaît plus complète puisqu'elle réfère à la fois aux données, aux algorithmes et aux résultats obtenus par le traitement des données. L'approche basée sur la notion de système permet ainsi d'aborder les technologies de manière globale.

Pour faciliter la compréhension des enjeux et des impacts sociaux liés au déploiement de SDA, le premier chapitre définit et circonscrit les technologies axées sur les données en détaillant leurs composantes et la façon dont celles-ci se sont développées. Cet effort de définition, nécessaire pour la qualité du débat public, sera précédé d'un tour d'horizon des applications des technologies utilisant les données. Le deuxième chapitre consiste en un survol de différentes utilisations des SDA par les villes, avec une attention particulière portée aux services de police. Le troisième chapitre met en relief l'ensemble des enjeux sociaux, éthiques et juridiques ainsi que les questionnements que soulèvent ces pratiques pour les organismes publics. Le quatrième chapitre porte sur les cadres légaux (provincial et fédéral) concernant l'utilisation des données personnelles et sur les propositions de modernisation dont ils sont l'objet. Ce chapitre sera aussi l'occasion de questionner les principes visant à orienter la régulation et la gouvernance responsable des technologies. Le cinquième chapitre se concentre sur les compétences et les leviers dont dispose la Ville et dresse un portrait des engagements pris jusqu'à présent ainsi que du chemin restant à parcourir. Enfin, un dernier chapitre porte sur différentes initiatives prises par des villes nord-américaines et européennes, afin d'alimenter la réflexion. En plus de proposer un bref retour sur l'avis, la conclusion est accompagnée de recommandations d'actions à mettre en œuvre pour encadrer l'utilisation des données et des technologies centrées sur les données.

16. Pour une description détaillée des SDA, voir la section 1.3 (p. 22) du présent avis.

MÉTHODOLOGIE

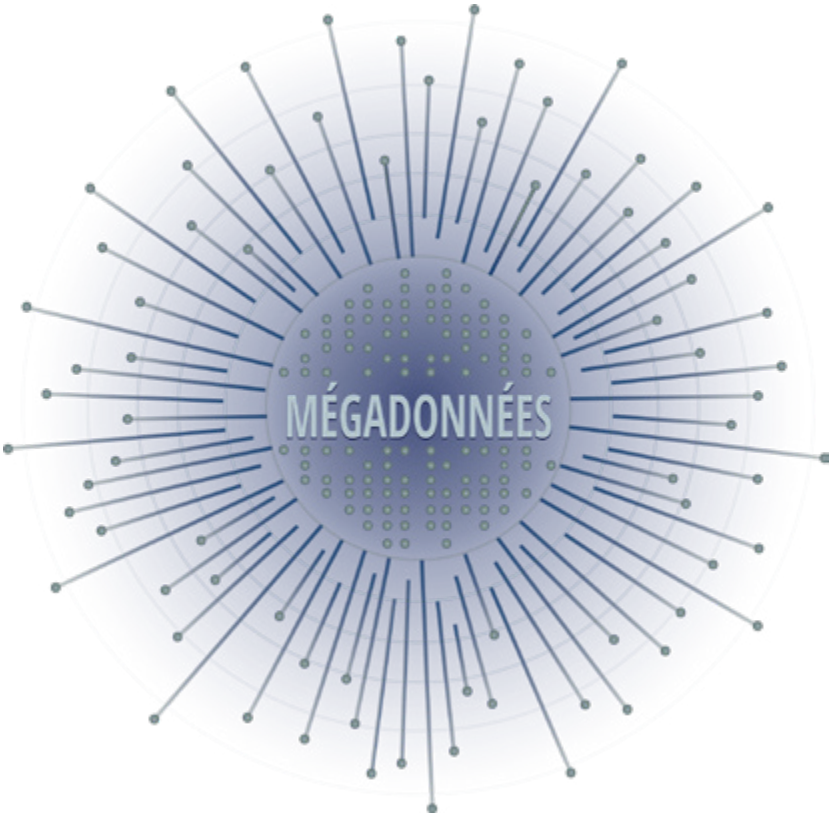
La réalisation de cet avis s'est accompagnée d'un processus de consultation auprès d'employé.es de la Ville et de spécialistes provenant de différents horizons disciplinaires (droit, éthique, administration publique, gestion de données et de projets innovants, consultation en gouvernance numérique, défense des citoyen.nes). Plus d'une douzaine d'entretiens semi-dirigés, d'une durée de 45 à 60 minutes, ont été réalisés entre septembre 2020 et janvier 2021. Les entretiens ont permis de réaliser un portrait plus global des enjeux liés à l'intégration des technologies par les villes et de déterminer les défis propres au contexte montréalais.

En plus des entretiens, la méthodologie de cette étude repose sur une analyse documentaire articulée autour :

1. Des technologies axées sur les données, de leurs utilisations et de leurs impacts;
2. Des capacités des villes à encadrer les technologies et leurs usages, capacités partagées avec les différents ordres de gouvernement;
3. Des actions mises en place par Montréal et d'autres villes dans le monde.

Les documents ayant servi à cette analyse proviennent autant de la littérature scientifique et de monographies que de la littérature grise (rapports, études, plans d'action, boîtes à outils) et de journaux.

Comme les transformations technologiques et l'intégration des technologies reposant sur les données évoluent rapidement et demeurent somme toute récentes, cet avis n'a pas la prétention de dresser un portrait exhaustif des utilisations des technologies par les villes ni des initiatives d'encadrement engagées. Cependant, le CjM est convaincu qu'il est impératif de se saisir des enjeux relatifs au numérique et entend contribuer à ce défi.



CHAPITRE 1

DÉFINITIONS ET ÉVOLUTION DES TECHNOLOGIES AXÉES SUR LES DONNÉES



L'ère des données qui caractérise nos sociétés a permis de prendre le tournant vers une économie numérique, c'est-à-dire un système de production centré sur les données. Vu le rythme auquel s'accroît la dépendance des sociétés au numérique, l'économie des données prend une place de plus en plus grande. En d'autres mots, la numérisation grandissante des sociétés stimule la croissance et la valorisation des données. Fortes des possibilités qu'elles permettent, les données numériques sont devenues le carburant de l'économie; elles seraient ni plus ni moins le nouvel « or noir ». Toutefois, contrairement au pétrole, elles ne sont pas à risque d'épuisement, et leur multiplication offre un potentiel immense pour l'économie numérique. L'analogie entre ces deux ressources peut étonner, mais elle illustre bien la place centrale des données dans l'économie aujourd'hui. Depuis quelques années déjà, l'économie se reconfigure à une vitesse fulgurante par l'entremise d'une extraction massive des données et l'assistance de technologies algorithmiques pour les traiter. Ces processus d'extraction et de traitement des données se retrouvent par conséquent à la base de modèles d'affaires de nombreuses entreprises privées.

Face à ce volume considérable de données disponibles, les algorithmes sont devenus des instruments indispensables pour classer, identifier, recommander, appréhender, voire prédire. Ayant la capacité de traiter des masses de données grâce à des calculs parfois très complexes, les algorithmes prennent dès lors une place de plus en plus importante dans la prise de décision.

Le déploiement très rapide des nouvelles technologies et leurs nouvelles fonctionnalités ont pour effet de créer un certain flou autour de la définition de ces outils technologiques souvent pointus. C'est d'ailleurs là une première difficulté que posent l'étude et l'analyse des technologies axées sur les données, soit la compréhension des notions et surtout de la nature du fonctionnement des technologies en question. Les processus et les méthodes liés aux technologies sont nombreux, et leurs impacts sur la société, les infrastructures et les pratiques quotidiennes sont multiples et inégaux.

1.1. DONNÉES MASSIVES (*BIG DATA*) ET DONNÉES SENSIBLES

Une première notion qui s'impose est celle de données massives, aussi nommées « *big data* » ou « mégadonnées ». Il s'agit de données numériques volumineuses et variées, pouvant être captées, générées et traitées en temps réel ou quasi réel selon un flux constant. D'ailleurs, la production généralisée de données massives est de plus en plus associée au phénomène de *datafication** (mise en données)[17]. Ce dernier repose sur l'idée que la plupart des aspects de la vie se traduisent en données et en traces numériques* calculables. En d'autres mots, la *datafication** renvoie à une forme généralisée de la mise en données des activités sociales en vue de leur exploitation.

Les données numériques incluent tout ce que les supports informatiques peuvent traiter. Les dispositifs tels que les capteurs et les objets connectés (téléphones intelligents, caméras intelligentes, assistants intelligents) recueillent et captent non seulement un volume, mais aussi une variété de données et souvent de manière continue.

Les données sont donc volumineuses, mais aussi très variées en raison de leurs sources et de leurs formats divers. L'utilisation de technologies algorithmiques devient par conséquent indispensable pour parvenir à exploiter les données massives.

17. Van Dijck, 2013.

Parmi cette variété de données numériques, il y a les données à caractère personnel. Selon le cadre législatif en vigueur au Québec, un renseignement personnel peut être défini comme tout renseignement qui concerne une personne physique et qui permet de l'identifier[18]. En tant que donnée identificatoire, le renseignement personnel est de nature sensible; c'est pourquoi il est protégé légalement.

Un renseignement personnel peut cependant faire l'objet de processus de dépersonnalisation ou d'anonymisation, qui permettront d'utiliser ces informations tout en limitant les risques pour la vie privée. Une donnée dépersonnalisée* consiste en un renseignement qui **ne permet plus d'identifier directement la personne concernée[19]**, mais pour lequel il y a conservation de la trace du lien entre la personne et les codes d'identification qui remplacent les renseignements personnels – en effet, dans un tel cas, les renseignements personnels sont encodés ou chiffrés. Quant à la donnée anonymisée*, elle consiste en un renseignement qui **ne permet plus, de façon irréversible et de quelque façon que ce soit, d'identifier directement ou indirectement une personne**. Dans le cas d'une donnée anonymisée*, il doit y avoir destruction de la trace du lien entre la personne concernée et les codes d'identification qui remplacent les renseignements personnels[20].

Ces deux types de traitement, la dépersonnalisation et l'anonymisation, impliquent donc de rendre les données non identificatoires. Or, plusieurs études ont démontré les limites des procédés visant à rendre les renseignements non identificatoires. Dans une étude publiée dans *Nature Communication* en 2019, le chercheur Rocher et ses collègues ont présenté plusieurs exemples de « désanonymisation » des données par le recoupement d'un certain nombre d'informations[21]. Les limites de ces procédés soulèvent des questions importantes quant à la protection de la vie privée, mais plus encore quant à l'encadrement des données non directement identificatoires[22].

Le recours à l'utilisation des données biométriques* est en croissance depuis les dernières années, et ce, tant par le secteur privé que par le secteur public. En effet, le développement des technologies utilisant la biométrie à des coûts abordables a favorisé leur intégration « comme moyen simple et pratique pour parvenir à plusieurs fins (contrôle de l'horaire des employés, vérification de l'identité, accès à des locaux, etc.)[23] ». Cette percée rapide des technologies biométriques fait d'ailleurs craindre à la Commission d'accès à l'information du Québec (CAI) une certaine banalisation de leur utilisation[24]. En tant que renseignement personnel, la donnée biométrique* a un caractère particulièrement sensible puisqu'elle représente une caractéristique **permanente** et **distinctive** d'une personne. En d'autres termes, les données biométriques* constituent des **identifiants uniques**. Selon la CAI, elles peuvent aussi révéler d'autres renseignements personnels sur une personne, par exemple l'origine ethnique.

18. Gouvernement du Québec, 2020a, article 54.
19. Gouvernement du Québec, 2020e.
20. Gouvernement du Québec, 2020e.
21. Rocher, Hendrickx et de Montjoye, 2019.
22. CEST, 2020b.
23. CAI, 2020b.
24. CAI, 2020b.

Il existe trois grandes catégories de biométrie :

- **La biométrie morphologique :** elle est basée sur l'identification de traits physiques particuliers. Elle regroupe notamment, mais pas exclusivement, la reconnaissance des empreintes digitales, de la forme de la main, du visage, de la rétine et de l'iris de l'œil;
- **La biométrie comportementale :** elle est basée sur l'analyse de certains comportements d'une personne, comme le tracé de sa signature, l'empreinte de sa voix, sa démarche, sa façon de taper sur un clavier, etc.;
- **La biométrie biologique :** elle est basée sur l'analyse des traces biologiques d'une personne, comme l'ADN, le sang, la salive, l'urine, les odeurs, etc.[25].

La dynamique accélérée de mise en données de la société a pour effet de produire, en continu et en temps réel, une quantité phénoménale de données, structurées ou non et de nature extrêmement variable, des plus banales aux plus sensibles, augmentant ainsi la pression sur les mécanismes actuellement en place permettant la protection des renseignements personnels. Pour les villes, les données massives laissent envisager de nouvelles manières de documenter les phénomènes urbains. Cependant, vu le fort volume de données, les municipalités doivent prendre la pleine mesure des responsabilités qui accompagnent l'implantation de technologies d'assistance à la prise de décision.

Il est important de préciser que les données numériques ne sont jamais des données complètement brutes[26]. En effet, toute donnée est toujours liée à un contexte, dont il faut tenir compte lorsqu'on la traite ou qu'on l'utilise. Toutefois, avec le phénomène des *big data*, qui favorise l'utilisation – et la réutilisation – de données à des fins différentes et complètement distinctes de leur raison d'être d'origine[27], les données sont parfois détachées de leur contexte de collecte. Le traitement et le croisement des données au moyen de puissantes technologies de calcul contribuent à diluer encore davantage le contexte dans lequel elles ont d'abord été produites. Par conséquent, le manque d'information à propos des données collectées et l'absence de contextualisation peuvent nuire à la qualité des résultats qui découleront de leur utilisation.

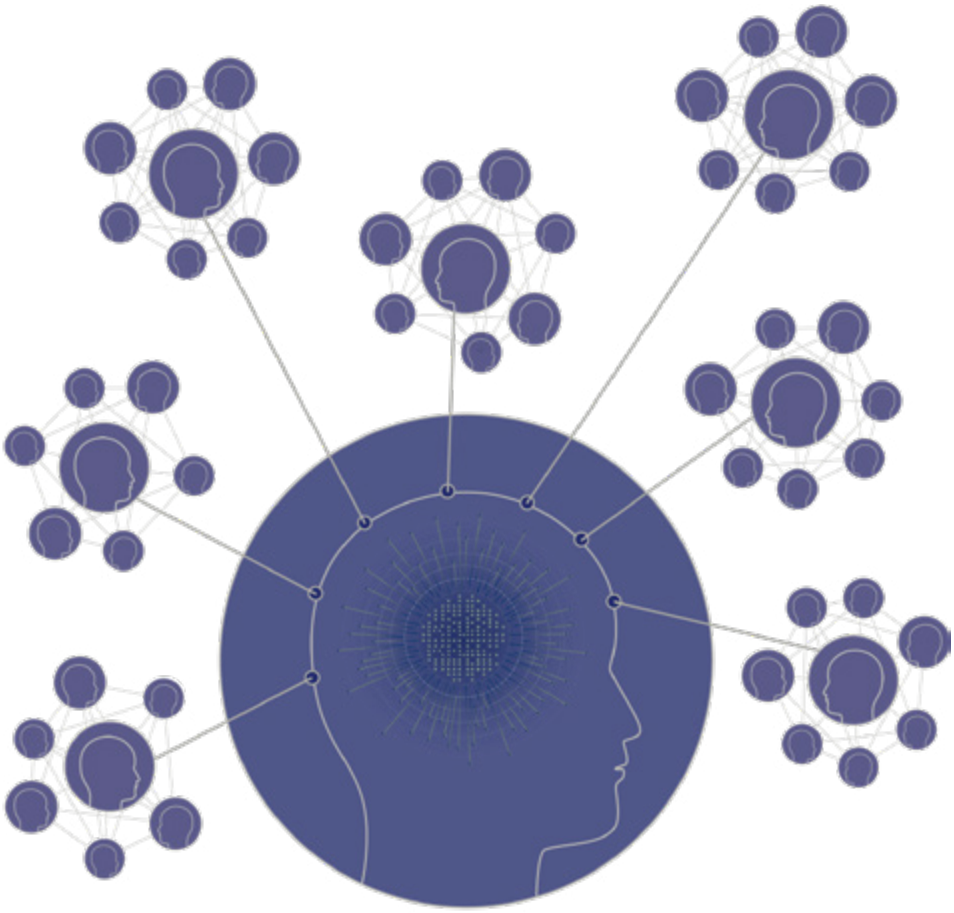
Enfin, une autre raison explique l'affirmation selon laquelle les données numériques ne sont jamais réellement brutes : c'est qu'elles sont toujours l'objet de choix quant à la manière dont elles doivent être collectées, traitées et agrégées. Toute donnée collectée et traitée est donc toujours chargée d'hypothèses sur ce qui vaut la peine d'être mesuré et sur la meilleure manière de le faire[28].

25. CAI, 2020b.
26. Gitelman et Jackson, 2013; Kitchin et Lauriault, 2018.
27. Charron, Shearmur et Beauchemin, 2017.
28. Scassa, 2015.

1.2. LES ALGORITHMES ET LEUR ÉVOLUTION

La croissance de l'économie numérique et l'accélération des innovations technologiques reposent sur une idée dominante : optimiser les capacités, mesurer et contrôler le flux de données. Ce sont les algorithmes qui, dès lors, assurent le traitement de données toujours plus volumineuses et variées, et circulant extrêmement rapidement. Pour le dire simplement, l'algorithme est ce qui permet un traitement mathématique technologiquement automatisé, programmé à partir d'un code source, qui génère des informations et des corrélations parmi un ensemble de données. Bref, il s'agit d'une suite d'opérations permettant de réaliser des calculs et de résoudre des problèmes à partir de données. Le recours aux algorithmes de calcul n'est pas une nouveauté. Toutefois, avec la massification des données numériques et l'augmentation des capacités de stockage, les algorithmes sont devenus une composante centrale du traitement du *big data* et de l'opération des infrastructures constituées de plus en plus d'objets connectés.

Non seulement les algorithmes sont de puissants outils de calcul, mais, en établissant des liens et des déductions à partir des données qui les alimentent, ils décuplent les capacités d'inférence. Par la place et la fonction qu'ils occupent aujourd'hui, ce sont des **outils d'interprétation des données**, avec toute la subjectivité interprétative que cela comporte. Par exemple, l'algorithme d'un moteur de recherche privilégie certains contenus au détriment d'autres par la classification qu'il présente.



Les avancées dans le domaine des algorithmes ont donné lieu à différentes formes de traitement algorithmique. Il est possible de distinguer trois catégories d'algorithmes :

1. Les algorithmes classiques : ils réalisent des calculs à partir de la modélisation d'un raisonnement déterminé, c'est-à-dire un ensemble de règles opératoires définies. L'algorithme classique est comparable à une recette ou à un mode d'emploi, au sens où il s'agit d'une suite d'opérations et d'étapes définies pour parvenir à un résultat à partir d'éléments fournis en entrée.
2. Les algorithmes apprenants (*machine learning*, ou apprentissage machine) : ils sont programmés pour apprendre, c'est-à-dire s'adapter aux entrées numériques qui leur sont fournies. Ils sont associés au domaine de l'intelligence artificielle. Les algorithmes apprenants sont utilisés par exemple pour lire des codes postaux manuscrits.

   Trois sous-types d'apprentissage machine sont généralement distingués :

   a) Apprentissage **supervisé** : il s'agit de classer une information selon des étiquettes prédéfinies, à partir d'une donnée d'entrée étiquetée. Par exemple, à partir d'une image d'un panneau de signalisation, la tâche consiste à déterminer si un panneau de signalisation se trouve sur la nouvelle image présentée. Cela nécessite d'avoir des données correctement étiquetées à l'entrée lors de l'entraînement de l'algorithme.

   b) Apprentissage **non supervisé** : il n'y a pas de données d'entrée étiquetées. La tâche consiste à découvrir la structure des données, par exemple à regrouper des éléments similaires pour former des groupes ou des profils. Les outils intelligents de visualisation des données ou de regroupement de profils de consommateur.trices peuvent être considérés comme faisant appel à l'apprentissage non supervisé, puisqu'il s'agit d'établir des corrélations sous-jacentes aux données.

   c) Apprentissage **par renforcement** : l'algorithme apprend à agir sur son environnement et à utiliser son environnement à partir d'un retour d'informations sur les bons ou les mauvais choix. Cette technique est utilisée par exemple dans les jeux où l'algorithme rivalise avec un humain. L'apprentissage par renforcement est une des méthodes utilisées dans le développement de la voiture autonome, qui apprend à respecter le Code de la route par l'accumulation de bonnes décisions au cours de son entraînement.

3. Les algorithmes en apprentissage profond (*deep learning*) : il s'agit d'une superposition des méthodes d'apprentissage automatique, reliées entre elles de façon à former un réseau. Ce réseau de neurones artificiels forme un système complexe. L'apprentissage profond est la technologie derrière les avancées comme la compréhension du langage parlé (Siri, Assistant Google) et la reconnaissance faciale et des émotions.

La complexification des modèles algorithmiques est venue transformer les capacités d'inférence informatique en intégrant des méthodes d'apprentissage aux calculs basés sur les données numériques. Force est de constater que les algorithmes en tant qu'outils de traitement de données jouent un rôle dans les résultats qu'ils offrent. Cependant, en raison de leur complexité, les algorithmes sont parfois comparés à des « boîtes noires[29] » : avec l'apprentissage à partir de données et de techniques de calcul adaptatives, les résultats peuvent être inattendus, même pour les personnes qui ont programmé les algorithmes[30]. L'omniprésence des algorithmes ou encore des systèmes algorithmiques comme outil clé de traitement des données soulève ainsi la question de leur opacité. Ces conditions ont pour conséquence de limiter et de compliquer la compréhension des impacts des algorithmes sur la prise de décision.

1.3. LES SYSTÈMES DE DÉCISION AUTOMATISÉE (SDA)

Les algorithmes traitent et résolvent des problèmes à partir de données. Ensemble, les données numériques et les algorithmes forment des **systèmes de décision automatisée** (SDA)[31]. Ce sont des technologies de traitement et de valorisation des données. D'autres expressions sont également employées, comme « systèmes algorithmiques » ou encore « systèmes d'IA ». Cependant, la notion d'IA (ou encore de système d'IA) est encore mal définie, et il est donc plus significatif de parler de SDA pour définir l'outil technologique qui **aide, assiste ou remplace, selon les cas, la prise de décision humaine[32]**. Les SDA se présentent ainsi sous forme de logiciels, d'objets connectés ou de robots[33]. C'est ce terme qui a été retenu pour désigner les systèmes technologiques à l'étude dans cet avis, parmi le vaste ensemble des nouvelles technologies.

Le recours à l'expression SDA pour faire référence aux technologies algorithmiques est de plus en plus courant[34]. C'est le terme qu'a notamment choisi le Conseil du Trésor du Canada, qui a récemment émis une **directive sur la prise de décision automatisée**, entrée en vigueur le 1er avril 2019. Comme le définit la directive, un SDA est une « technologie qui soit informe ou remplace le jugement des décideurs humains » et qui repose sur des techniques basées sur « des règles, la régression, l'analytique prédictive, l'apprentissage automatique, l'apprentissage en profondeur et les réseaux neuronaux[35] ».

En optant pour le terme *système de décision automatisée* au lieu de parler simplement d'*algorithmes*, on offre une vision plus globale de ces outils technologiques. En effet, l'algorithme n'est qu'une des composantes du SDA, qui comprend des données ainsi qu'un contexte de conception et d'utilisation[36]. En tant qu'outils d'aide à la décision, les SDA peuvent avoir des conséquences différentes selon les motifs et les contextes d'utilisation.

29. Pasquale, 2015.
30. Cardon, 2018.
31. Autres équivalents : système décisionnel automatisé, système de prise de décision automatisée (SPDA).
32. AI Now Institute, s. d.
33. Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'IA, 2018.
34. Exemples d'organisations qui utilisent l'équivalent anglais du terme *SDA* : AI Now Institute, AlgorithmWatch, The New York City Automated Decision Systems Task Force, Panel for the Future of Science and Technology – European Parliament.
35. Conseil du Trésor du Canada, 2019.
36. Castellucia et Le Métayer, 2019.

Les SDA sont de plus en plus exploités dans divers domaines – justice, finance, assurance, police, éducation, logement, assistance sociale – afin de générer des scores, des prédictions, des identifications, des classifications ou des recommandations d'actions[37]. Ils servent diverses fins. Ils peuvent aussi avoir pour but de développer ou d'améliorer un service : exécuter des tâches de recrutement, optimiser la consommation d'énergie, prédire les délits criminels, etc. Par conséquent, l'assistance automatisée à la prise de décision, notamment dans les contextes où les décisions concernent des individus, soulève de nombreux questionnements et enjeux.

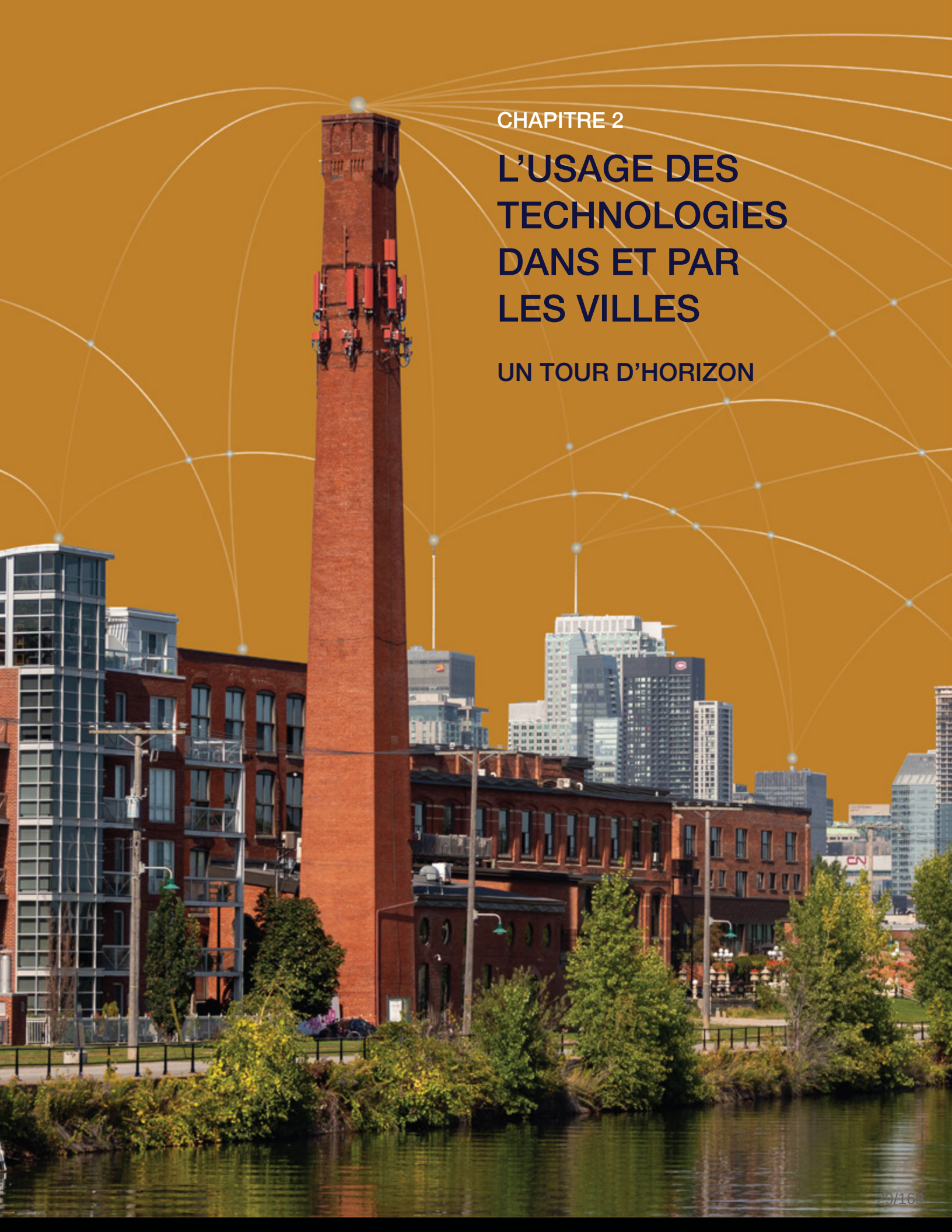
1.4. CONCLUSION

La place des algorithmes est en croissance, et elle va de pair avec l'expansion du *big data* et des objets connectés, qui accélèrent la production de données. Étant donné la multiplication des objets connectés et leur implantation rapide dans le fonctionnement des villes, et plus généralement dans les actions quotidiennes, il est important de comprendre le rôle et les impacts de ces technologies. À partir du moment où les données massives et les algorithmes sont omniprésents et sont employés pour optimiser tant les services urbains que la gestion des ressources, la compréhension de leur fonctionnement devient essentielle. L'utilisation des SDA par les administrations municipales soulève des questions de légitimité et de responsabilité au chapitre des décisions qui sont prises[38].

Les SDA ne sont ni bons, ni mauvais, ni neutres, et, comme les données, ce ne sont pas de simples outils techniques; ils ne peuvent être séparés de leur contexte de conception et d'utilisation. C'est pourquoi il faut les étudier et les analyser dans leur contexte de conception, d'intégration et d'utilisation[39]. Autrement dit, les SDA ont et véhiculent une logique sociale, politique et culturelle dont il faut tenir compte pour éviter que leur utilisation ait des conséquences néfastes ou préjudiciables.

Il convient d'analyser en profondeur les impacts de l'implantation des technologies axées sur les données. Mais auparavant, le prochain chapitre présentera un survol non seulement de la variété des SDA, mais aussi de la variété des contextes pour lesquels ils sont développés et dans lesquels ils sont utilisés.

37. AI Now Institute, 2019.
38. Calo et Citron, 2020.
39. Young, Katell et Krafft, 2019.



CHAPITRE 2

L'USAGE DES TECHNOLOGIES DANS ET PAR LES VILLES

UN TOUR D'HORIZON

Pour les villes, le développement d'infrastructures technologiques connectées permet d'imaginer des solutions aux enjeux urbains. L'intégration des technologies centrées sur les données comporte de nombreuses promesses d'optimisation, et les gouvernements locaux les utilisent de plus en plus pour la conduite des affaires publiques. Dans ce modèle de développement urbain, les entités privées jouent généralement un rôle prépondérant, non seulement en proposant de nouveaux services, mais aussi en se servant du milieu urbain comme laboratoire[40].

Toutes les villes n'intègrent pas les technologies axées sur les données de la même manière ni à la même vitesse. Le rôle et la place des technologies au sein des villes sont tributaires de multiples facteurs – ressources disponibles, orientations, sollicitation externe et lobbying, etc. En plus de ces facteurs, l'intégration et le choix d'une technologie par une ville sont notamment influencés par la manière dont cette dernière définit les problèmes et les défis urbains qu'elle souhaite résoudre. Les dispositifs automatisés offrent des avancées pour les administrations municipales et la prestation de services publics en délivrant des réponses non seulement plus rapides, mais aussi plus individualisées et capables de s'adapter à l'évolution des conditions et des situations[41]. Cependant, ces nouveaux outils ne sont pas toujours sans conséquences, comme il sera démontré dans le troisième chapitre.



40. Bechade, 2019, 10 octobre.
41. Calo et Citron, 2020.

La recherche d'efficience et d'optimisation des ressources pour la prestation des services est souvent ce qui pousse les villes à se tourner du côté des solutions technologiques. Les technologies qui assistent la prise de décision sont très diverses. Il peut s'agir du traitement en temps réel des images de la circulation au moyen de divers capteurs, de la priorisation automatisée des demandes de services faites en ligne par les citoyen.nes, ou encore de technologies d'aide à la prédiction du crime. Comme le développement de ces solutions est parfois coûteux et qu'il exige une expertise technologique précise, les villes doivent souvent faire appel à des entreprises de technologie.

Pour illustrer la portée des usages pour lesquels les villes peuvent recourir aux SDA, et afin de cibler les limites des technologies et les impacts qu'elles peuvent engendrer, ce chapitre présente des exemples d'applications tirés de différentes villes du monde. Ce tour d'horizon non exhaustif se concentre sur des cas d'utilisation de SDA par les villes, en insistant sur ceux qui soulèvent les questionnements les plus urgents en ce qui concerne l'éthique et la société.

Ce chapitre se présente surtout comme une énumération d'exemples, regroupés en deux sections. Dans la première, il sera question des SDA déployés par les villes pour optimiser les services municipaux, remplir leurs obligations et faciliter la prise de décisions administratives. La deuxième section se concentrera sur les outils technologiques utilisés par les services policiers municipaux.

2.1. LA VILLE COMME BANC D'ESSAI DES TECHNOLOGIES

Pour déployer de nouvelles technologies, une certaine qualité d'infrastructures et d'expertise est souvent nécessaire, ce qui conduit les villes à réaliser d'importants investissements. Cette réalité a pour effet de stimuler les partenariats public-privé. Cependant, les intérêts du secteur privé ne concordent pas toujours avec le bien commun, pour lequel les villes sont tenues d'agir[42].

C'est dans ce contexte que les espaces urbains sont de plus en plus transformés en une sorte de laboratoire pour permettre à des entreprises et à des « jeunes pousses » (*start-ups*) de tester et développer de nouvelles technologies et de nouveaux services. L'échelle de ces « expérimentations » est variable. Il peut s'agir d'un quartier entier, mais bien souvent il est question de projets pluriels impliquant des services variés. Les exemples détaillés dans les prochaines pages vont de quartiers urbains transformés en zones ultraconnectées à l'intégration de logiciels de traitement de données pour la prestation de services précis.

2.1.1. CAPTEURS ET OBJETS CONNECTÉS DANS L'ESPACE PUBLIC URBAIN

Cette section présente différents dispositifs technologiques déployés dans l'espace urbain afin d'optimiser la prestation de services ou de répondre à des enjeux précis, comme la crise sanitaire liée à la COVID-19.

42. CEST, 2017.

QUARTIER QUAYSIDE, TORONTO : SIDEWALK LABS

En 2017, une filière du géant Alphabet (propriétaire de Google), Sidewalk Labs, a remporté l'appel d'offres de Waterfront Toronto, une agence de développement urbain relevant des paliers municipal, provincial et fédéral, et dont l'ambition était de développer le quartier Quayside. Véritable laboratoire urbain, le projet de quartier hyperconnecté de Sidewalk Labs devait représenter la ville ultraconnectée de demain et rencontrer l'objectif d'« apporter des améliorations fondamentales à la vie en ville[43] ».

Alimentés par des capteurs et des données, les systèmes technologiques devaient assurer dans le quartier la gestion du transport, de l'habitation, de la consommation énergétique et de l'eau, ainsi que de l'accès aux services urbains, y compris ceux touchant la santé publique.

Pour réaliser ce projet d'un quartier géré en temps réel, Sidewalk Labs devait collecter des données non seulement en grande quantité, mais aussi en continu. Le projet, appuyé par l'administration municipale torontoise, a toutefois été abandonné en 2020 en raison d'« incertitudes économiques sans précédent », selon le chef de la direction de Sidewalk Labs, Dan Doctoroff[44]. L'acceptabilité sociale n'était pas non plus acquise, et de nombreux questionnements restaient sans réponse. Les opposants au projet dénonçaient le manque de transparence, les risques de surveillance des dispositifs technologiques ultraconnectés et les risques quant à la protection des données collectées par l'entreprise et ses partenaires[45]. Les débats entourant la propriété, le partage et l'utilisation des données détenues par une entreprise américaine étaient aussi au cœur des négociations et des controverses. Enfin, le projet de Sidewalk Labs soulève des questionnements fondamentaux concernant la place de l'entreprise privée, la conception des projets, la gouvernance des données, la responsabilité des acteurs et la démocratie, en plus de pointer des lacunes évidentes en matière de règlementation[46].

LABVI, MONTRÉAL : L'ABRIBUS INTELLIGENT

À Montréal, il existe aussi un quartier destiné à l'innovation technologique : le Quartier de l'innovation (QI), où se trouve le Laboratoire à ciel ouvert de la vie intelligente (LabVI). Le LabVI est un espace d'expérimentation créé en 2016 par Vidéotron, en collaboration avec Ericsson, l'École de technologie supérieure (ETS) et le QI de Montréal. Le QI est soutenu par les gouvernements du Canada et du Québec ainsi que par la Ville de Montréal. Cet espace met à la disposition des chercheur.euses universitaires et des entreprises différentes infrastructures technologiques, dont des antennes 5G, afin de leur permettre d'expérimenter de nouvelles technologies et applications, en plus d'offrir un terrain réel d'étude.

Parmi les projets en cours d'expérimentation au LabVI se trouve celui de l'**abribus intelligent**. Ce projet intègre des SDA et des capteurs, et a pour particularité d'utiliser des technologies dites biométriques.

43. Radio-Canada, 2017, 17 octobre.
44. Deschamps, 2020, 7 mai.
45. CEST, 2018.
46. Scassa, 2020; Wylie, 2019.

Selon la description du projet d'abribus intelligent, l'objectif est de développer « des fonctionnalités [qui] permettront de mieux comprendre l'interaction humaine avec le mobilier urbain dans le but de développer divers cas d'usages :

- Optimisation des ressources des transports en commun : il sera possible d'aviser la STM en temps réel du nombre de passagers qui attendent pour qu'elle envoie plus d'autobus ou pour proposer des moyens de transport alternatifs aux usagers (situation propice à l'évaluation de leurs réactions);
- Envoi de publicités ciblées : directement sur les mobiles des usagers, en fonction d'un intérêt démontré à la vue d'une pub[licité] présentée dans l'abribus ou selon une condition météo, alors que différents capteurs pourront également le transformer en station météorologique[47] ».

Le projet d'abribus intelligent inclut la participation de Vidéotron, qui est responsable de la gestion des nouveaux abribus de la STM. Le projet vise certes à fournir de l'information en temps réel sur l'état de l'attente aux stations du réseau de transport, mais il vise également, comme le soulignait la PDG de Vidéotron de l'époque, Manon Brouillette, à « comprendre comment les gens se sentent dans l'abribus […] pour adapter le message en fonction de leurs émotions[48] ».

Peu de détails sont disponibles quant aux données qui seront captées et traitées, sinon que l'humeur des usager.ères sera analysée[49]. Le fondateur de la jeune pousse montréalaise Moodshine, partenaire de l'incubateur de Vidéotron, a affirmé que les données seraient anonymisées et automatiquement effacées[50].

Au-delà des descriptions sommaires sur le site du QI, aucune information complémentaire quant au développement, aux avancés et aux résultats du projet n'est donnée; on n'indique pas non plus les partenaires impliqués. En plus de Vidéotron et d'Ericsson, qui sont à l'origine du LabVI, la presse locale rapporte la participation d'IBM pour l'hébergement infonuagique des données[51].

Le LabVI a pour mission de « cultiver un écosystème d'innovation unique au cœur de Montréal et de favoriser la collaboration et l'expérimentation entre les milieux [universitaire], entrepreneurial et citoyen ». Pourtant, il demeure difficile de définir le rôle réel de l'ensemble de ces parties dans les projets. De plus, le LabVI n'offre aucune information relativement à la manière dont les données sont collectées et traitées, notamment celles impliquant la biométrie, comme la reconnaissance émotionnelle.

COVID-19 : DES TECHNOLOGIES POUR LE RESPECT DES RÈGLES SANITAIRES

Les caméras de surveillance font partie du mobilier urbain, et plusieurs villes se dotent de dispositifs et de logiciels permettant d'exploiter les données vidéo. L'intégration de logiciels pour évaluer automatiquement la densité d'une foule ou encore pour identifier des situations précises en temps réel offre de nouvelles capacités de réaction et de décision aux villes.

La pandémie de COVID-19, déclarée par l'Organisation mondiale de la santé en mars 2020 et toujours en cours au moment d'écrire ces lignes, a transformé les pratiques sociales et les comportements de manière à limiter la contagion, notamment par l'imposition de consignes sanitaires (dont la distanciation physique). Plusieurs villes à travers le monde ont évoqué – et certaines ont saisi – la possibilité de mettre en place des logiciels de traitement automatique des images pour veiller au respect des consignes de distanciation physique et de port du masque ainsi que pour mesurer l'adhésion sociale aux règles sanitaires.

47. QI, 2019, 9 février.
48. Halin, 2018, 29 septembre.
49. Marchal, 2018, 27 septembre.
50. Marchal, 2018, 27 septembre.
51. Halin, 2018, 29 septembre.

Parmi ces villes, celle de Cannes (France), assistée par l'entreprise Datakalab, a testé des dispositifs de reconnaissance d'images. La Ville a reparamétré les caméras de surveillance dans trois marchés publics pour suivre le respect des consignes par les citoyen.nes. Puisque les individus n'étaient pas identifiés et que les images n'étaient pas stockées, et que l'opération ne visait pas la coercition, l'expérience a été présentée par la mairie de Cannes comme une « action pédagogique »; la mairie rejetait ainsi l'assimilation de ces caméras intelligentes à des dispositifs de surveillance[52]. L'expérience cannoise a toutefois soulevé des questions d'ordre éthique et juridique au sein de la population[53].

Cannes n'est pas la seule ville à avoir testé de nouveaux dispositifs technologiques dans l'urgence de la crise sanitaire, dans le but que les citoyen.nes retrouvent rapidement leur liberté de mouvement et que l'économie reprenne son cours. Ainsi, Treviolo, dans le nord de l'Italie, a utilisé des drones pour identifier les réfractaires au confinement, mais aussi pour mesurer la température grâce à des capteurs thermiques. Amsterdam, quant à elle, a fait appel à un dispositif nommé « moniteur d'un mètre et demi », dont les conditions d'utilisation ont été précisées dès son déploiement. En effet, dès le départ, la Ville a spécifié qu'il ne pouvait être employé que durant la situation d'urgence sanitaire[54]. Tel que déployé, le dispositif agit comme une forme d'aide-mémoire en rappelant la consigne de distanciation physique. Les paramètres empêchent la reconnaissance visuelle; les images captées sur la place publique sont projetées sur un écran afin de montrer aux passant.es la distance qui les sépare des autres. Enfin, le dispositif permet un comptage automatique de la densité des zones afin de quantifier l'occupation et les risques de contagion par le coronavirus.

Amsterdam a pris soin de déterminer clairement l'encadrement de ce dispositif et d'informer la population de son fonctionnement et de ses conditions d'utilisation. Cette démarche d'information et de transparence ne semble pas avoir été mise en place par toutes les municipalités qui ont opté pour une assistance par les technologies dans la lutte contre la COVID-19.

Intégrées dans l'urgence, les technologies de reconnaissance biométrique et autres objets connectés risquent fort d'engendrer des formes de discrimination s'ils ne sont pas balisés par un débat public et par des règles transparentes[55].

TECHNOLOGIES DE RECONNAISSANCE BIOMÉTRIQUE ET OBJETS CONNECTÉS POUR LE CONTRÔLE DE L'ACCÈS À DES SERVICES PUBLICS

Dans plusieurs villes chinoises, la forte présence des technologies de reconnaissance biométrique indique un autre rythme d'expérimentation de ces nouveaux dispositifs. Dans le sud du pays, la Ville de Shenzhen, en collaboration avec le géant des technologies Tencent, a installé des bornes de reconnaissance faciale à l'entrée du métro à des fins d'authentification et de paiement[56]. Avec ce type de dispositif, l'accès au métro n'est possible que si l'utilisateur.trice fournit ses données biométriques*.

52. Laurent, 2020, 29 avril.
53. Hérard, 2020, 19 juin.
54. City of Amsterdam Algorithm Register Beta, s. d.
55. Dupont, 2020, 29 mai.
56. Trujilo, 2019, 23 septembre.

Les villes chinoises sont certainement celles où l'implantation de ce type de dispositifs technologiques visant à contrôler l'espace public est la plus rapide. De manière générale, on utilise plutôt les cartes à puce pour assurer l'accès automatisé aux transports en commun. Montréal a d'ailleurs sa carte Opus. Moins intrusifs que la technologie de reconnaissance faciale, les objets connectés comme les cartes d'accès à puce permettent aux villes de collecter rapidement et facilement des données pour réaliser des estimations précises de l'état et de l'évolution de leurs systèmes de transport, en plus de fluidifier l'accès aux services. Cependant, l'utilisation d'objets connectés (carte de type Opus ou application mobile), même s'ils sont moins intrusifs que les dispositifs biométriques, peut entraîner des problèmes de confidentialité en raison de la possibilité de faire des inférences, par exemple quant à l'historique des lieux visités par les usager.ères[57].

CAPTEURS DE DENSITÉ DES FOULES

On exploite aussi les données des caméras vidéo pour évaluer automatiquement et en temps réel la densité et le mouvement des foules. La Ville de Montréal travaille ainsi depuis quelques années à développer un dispositif algorithmique afin de mesurer la densité des foules et d'en améliorer la gestion. Elle a confié à l'entreprise Panavidéo la responsabilité d'installer des dispositifs de comptage au Quartier des spectacles[58]. L'entreprise aurait aussi reçu le mandat de gérer le stockage des images captées. Si le montant du contrat est connu, peu de détails ont été dévoilés quant à la nature des données qui seront captées. Comment les images seront-elles gérées, utilisées et partagées, et qui en seront les propriétaires? Quel est le rôle de la Ville et de son Service des technologies de l'information dans le développement de ce capteur de densité? Toutes ces questions demeurent pour le moment en suspens.

STATIONNEMENT INTELLIGENT : LECTURE AUTOMATISÉE DE PLAQUES D'IMMATRICULATION (LAPI)

L'Agence de mobilité durable de Montréal a lancé, en novembre 2020, le projet-pilote intitulé « Lecture de plaque (LAPI) ». Comme l'indique le nom du projet, la technologie employée est la lecture automatisée de plaques d'immatriculation. Cette dernière est d'ailleurs utilisée par le Service de police de la Ville de Montréal depuis 2012; il en sera question dans la section sur les technologies employées par les services de l'ordre.

L'objectif du projet-pilote est de faire respecter les zones de stationnement tarifé dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie. La technologie LAPI permettra de « procéder aux relevés de rotation et d'occupation sur les places tarifées […] et [d']effectuer une vérification de la conformité des vignettes de stationnement sur rue réservé[59] ». Le véhicule qui circulera dans les rues est muni de multiples capteurs, dont un GPS de haute précision, et de lecteurs pour photographier les plaques des voitures stationnées.

57. Pelletier, Saunier et Le Ny, 2020.
58. Normandin, 2019, 15 octobre.
59. Agence de mobilité durable Montréal, s. d.

La technologie LAPI soulève plusieurs questions, qui seront discutées plus en détail dans les sections ultérieures, au sujet notamment de la protection de la vie privée. En effet, cette technologie permet non seulement d'identifier un véhicule, mais aussi d'enregistrer d'autres données, par exemple les coordonnées de localisation d'un véhicule à une heure précise. La collecte de ces informations peut poser des risques pour la sécurité et la protection de la vie privée. Sur son site Web, l'Agence de mobilité durable mentionne qu'elle traite « toutes les données recueillies de façon sécuritaire, éthique et transparente, en conformité avec la loi sur la protection des renseignements personnels[60] ». Malgré les risques pour les données personnelles, le descriptif du projet-pilote ne fournit aucune information précise quant aux procédés de collecte, de traitement et de partage des données.

Avec des capteurs de toutes sortes et des logiciels configurés pour permettre l'accès à certains services, identifier des objets, cerner des humeurs, assurer le respect de consignes sanitaire, évaluer les foules ou déterminer l'emplacement de véhicules, les technologies peuvent sans conteste augmenter les capacités de « gestion » en temps réel des espaces publics. Il est d'ailleurs possible de constater la progression de l'utilisation des systèmes technologiques pour optimiser la prestation de services et le fonctionnement de la ville en général. Parmi les quelques exemples présentés, il faut retenir la variabilité des cas d'utilisation des technologies, qui ne soulèveront pas toujours les mêmes interrogations ou ne représenteront pas les mêmes risques en fonction des données collectées et traitées.

2.1.2. LOGICIELS INTÉGRÉS AU FONCTIONNEMENT INTERNE DES SERVICES ET DES ORGANISMES DE LA VILLE

En plus des capteurs et autres dispositifs intelligents dispersés dans l'espace public urbain, les technologies de traitement automatisé des données prennent aussi la forme de logiciels qui sont utilisés par les villes pour traiter leurs données et qui peuvent les assister dans leur prise de décision. Il peut s'agir par exemple d'un logiciel qui classifie et priorise les requêtes citoyennes faites en ligne, qui permet la délivrance automatisée de permis, qui fait la classification préalable de candidatures pour un concours ou un emploi. Les applications des logiciels d'aide à la décision sont multiples, et les administrations municipales – en fait, les administrations publiques en général – ont de plus en plus recours à ce type d'outils. Avec le traitement automatisé des données, les villes visent généralement à accélérer et à optimiser la gestion de leurs ressources.

De nombreuses villes ont été frappées par la crise financière et économique de 2008-2009, et certains secteurs de l'économie ont connu une relance difficile. Plusieurs études démontrent une corrélation entre la montée des insécurités économiques et celle, tout aussi rapide, de l'utilisation des technologies dans le but de gérer les services publics[61]. Comme le souligne la chercheuse Virginia Eubanks, le recours aux algorithmes prédictifs et aux SDA est « rationalisé par un appel à l'efficacité, à faire plus avec moins et à aider ceux qui en ont vraiment besoin[62] ». Ainsi, devant des ressources limitées, les municipalités recourent de plus en plus aux SDA, qui les aident à établir les priorités, à planifier et à décider. Comme la crise économique de 2008-2009, le contexte de la pandémie de COVID-19 risque d'éprouver les économies et d'affecter les budgets des villes. Cette réalité s'ajoute à la tendance forte consistant à transformer les municipalités en villes intelligentes en y intégrant des technologies.

60. Agence de mobilité durable Montréal, s. d.
61. Eubanks, 2018; Kitchin, Cardullo et Di Feliciantonio, 2018.
62. Eubanks, 2018.

VULNERABILITY INDEX-SERVICE PRIORITIZATION DECISION ASSISTANCE TOOL (VI-SPDAT)

Le logiciel Vulnerability Index-Service Prioritization Decision Assistance Tool (VI-SPDAT), développé par OrgCode en collaboration avec l'organisme Community Solutions, est un outil de priorisation des ressources pour les personnes sans domicile fixe. Il est utilisé aux États-Unis par divers comtés et villes, ainsi que dans différentes villes canadiennes dont Winnipeg, Saskatoon et certaines municipalités en Ontario[63]. Montréal ne figure pas parmi la liste des utilisateurs.

Le VI-SPDAT permet aux organismes et intervenant.es impliqué.es (par exemple : services municipaux, organisations pour personnes en situation d'itinérance, centres d'hébergement, police, etc.) d'évaluer les personnes dans le besoin. En collectant une vaste quantité d'informations personnelles, notamment sur la santé, la sexualité et la consommation de drogue, les algorithmes classent les demandes d'assistance et de logement selon un indice de vulnérabilité, puis relient les demandes aux offres de ressources.

Virginia Eubanks, qui a étudié l'utilisation de ce logiciel dans le comté de Los Angeles, soutient notamment que le manque de solutions adaptées aux réalités des personnes en situation d'itinérance a pour conséquence que le logiciel sert davantage à gérer des ressources limitées et à orienter les budgets qu'à offrir une solution plus large et globale au problème de l'itinérance. Le manque de ressources et les besoins croissants en matière de logement, surtout dans une région comme la Californie, qui fait face à une crise du logement depuis des années, favorisent le recours à cet outil par de nombreuses localités[64].

CHRONIC HOMELESSNESS ARTIFICIAL INTELLIGENCE MODEL (CHAI)

Après avoir utilisé le VI-SPADT pendant cinq années, le Service des technologies de l'information de la Ville de London, en Ontario, a développé son propre outil de prédiction permettant de cibler les personnes susceptibles de connaître l'itinérance chronique : le Chronic Homelessness Artificial Intelligence Model. Le contexte de la pandémie de COVID-19 ayant passablement alourdi la situation dans le domaine de l'itinérance, l'outil a été testé durant six mois avant d'être intégré en août 2020. Développé en collaboration avec les acteur.trices du milieu, l'outil a pour but de prioriser l'accès aux ressources pour les personnes les plus à risque de vivre une situation d'itinérance chronique. Il serait le premier du genre à être développé au Canada; la presse rapportait cependant que d'autres villes, dont Montréal, cherchaient à développer ce type de logiciel[65].

Selon le directeur de la section IA du Service des technologies de l'information de la Ville de London, Matt Ross, l'outil a été développé et est utilisé selon un principe de transparence, en plus d'impliquer les intervenant.es du milieu. Il précise également qu'aucune décision n'est prise automatiquement et que le modèle de traitement des données permet d'expliquer sur quoi reposent les inférences faites par le SDA[66]. Selon M. Ross, l'avantage de ce logiciel développé à l'interne est qu'il aide à contourner le problème de la boîte noire en permettant d'« expliquer exactement pourquoi [le modèle] fait une telle prédiction[67] ». Les données seraient aussi encryptées pour que les individus ne puissent être identifiés. Les concepteurs ont également soumis le SDA aux règles nationales sur l'utilisation de la prise de décision automatisée[68].

63. VI-SPDAT, s. d.
64. Harkinson, 2016, 29 juin.
65. Lamberink, 2020, 17 août. Les recherches menées dans le cadre de cet avis n'ont pas permis de confirmer cette information.
66. Wray, 2020, 25 août.
67. Lamberink, 2020, 17 août.
68. Wray, 2020, 25 août. Pour un aperçu de la Directive canadienne sur la prise de décision automatisée émise par le Conseil du Trésor du Canada, voir l'annexe 1 du présent avis.

Le CHAI a des finalités similaires à celles du VI-SPDAT, mais ces deux logiciels de prédiction et de classification diffèrent dans leur conception et la manière dont ils sont utilisés. Par exemple, les intervenant.es ayant accès aux données et aux résultats semblent beaucoup plus contrôlé.es dans le cas du CHAI que dans celui du VI-SPDAT. De plus, pour développer le CHAI, l'équipe a mobilisé les acteur.trices du milieu pour intégrer leurs besoins, alors que le VI-SPDAT est un outil clé en main développé par une entreprise externe. Mais au-delà de leurs différences, ces deux exemples de SDA soulèvent de nombreuses questions sur l'utilisation ultérieure des données colligées et sur l'acceptabilité sociale de l'utilisation d'un outil d'assistance à la décision pour un enjeu aussi sensible et complexe que celui de l'itinérance.

Enfin, ces outils technologiques doivent être évalués à la lumière des résultats qu'ils produisent et du suivi qu'ils reçoivent (évaluation, audit, contrôle, etc.). Ceci inclut de questionner non seulement la pertinence de l'outil, mais aussi la manière dont sont préalablement définis les problèmes et les solutions recherchées.

MARKET VALUE ANALYSIS (MVA)

Plusieurs villes américaines utilisent le logiciel Market Value Analysis (MVA), un outil d'analyse basé sur « les données visant à fournir de l'information sur la revitalisation des communautés et à aider à gérer le changement des quartiers[69] ». Le logiciel a été créé par Reinvestment Fund, une institution financière nationale dont la mission est de créer des occasions pour les personnes et les milieux mal desservis grâce à des partenariats. Le MVA offre aux décideur.euses une visualisation du territoire urbain afin de leur permettre de comprendre où et comment investir les ressources; il sert donc à guider les stratégies de revitalisation. Le logiciel est utilisé par plusieurs villes dont Philadelphie, Dallas, La Nouvelle-Orléans et Detroit.

Fortement touchée par la crise économique de 2008 et par des décennies de désindustrialisation, Detroit a cherché dès 2010 des mesures pour redresser la situation économique. À partir de calculs intégrant des données telles que la valeur des résidences, la variation des prix de vente, le type d'occupation (propriétaire ou locataire), le nombre d'édifices abandonnés ou vacants, la densité des ménages, les subventions publiques, etc., le logiciel produit une carte où les différentes zones urbaines sont représentées à l'aide de diverses couleurs selon leur « stabilité » et les « retours sur investissement ». Chaque couleur est associée à des mesures et à des stratégies d'investissement. Si les résultats sont accessibles au public, ce dernier n'est pas impliqué dans le processus de détermination des variables utilisées pour cartographier le territoire. La chercheuse Safransky a toutefois constaté que les zones généralement habitées par les communautés les plus pauvres correspondaient également à celles où le succès des investissements était le plus faible[70].

Utilisé par plus de 35 administrations municipales américaines, l'outil a cependant fait l'objet de très peu d'études indépendantes. Pourtant, comme le souligne Safransky, le recours à un tel logiciel pour décider de la planification urbaine et de la manière de desservir certaines zones de la ville mérite d'être débattu.

69. Reinvestment Fund, s. d.
70. Safransky, 2019.

2.1.3. RÉSUMÉ

Les domaines d'application des technologies d'aide à la décision sont innombrables pour les services publics et l'administration municipale. En effet, ces outils ont le potentiel de contribuer à une panoplie de décisions, de tâches et d'actions. Toutefois, l'utilisation des technologies centrées sur les données pour assister la prise de décision n'est pas un processus neutre, et les impacts potentiels sont nombreux, comme il en sera question au chapitre 3. Avant d'aborder ce sujet, nous allons compléter ce survol en nous penchant sur les technologies d'aide à la décision et de traitement automatisé des données utilisées par les services de police municipaux.

2.2. LES SERVICES DE POLICE ET LES TECHNOLOGIES

L'utilisation des données massives et des technologies algorithmiques ouvre la voie à de nouvelles méthodes policières, comme la prédiction et la surveillance assistées par les technologies, dans le but d'améliorer la sécurité. Ces technologies permettent aussi d'accélérer le temps de réponse des services d'urgence. Les promesses d'une sécurité accrue et d'une meilleure efficacité dans la lutte contre la criminalité sont très grandes[71].

Le taux de criminalité, qu'il soit élevé ou bas, et la sécurité sont des enjeux qui n'échappent à aucune administration urbaine. La sécurité des villes est aussi un secteur très lucratif pour des acteurs privés, notamment les entreprises technologiques à la recherche de milieux où étendre leur marché, tester et déployer leurs dispositifs[72]. Ce marché en plein essor touche des géants de la technologie comme IBM, des entreprises du domaine de la défense comme Thales ou Palantir, des entreprises spécialistes de la prévention de la criminalité comme PredPol, et des jeunes pousses.

2.2.1. TECHNOLOGIES DE PRÉDICTION – POLICE PRÉDICTIVE

Depuis une décennie, les services de police modernisent leurs pratiques en y intégrant des technologies axées sur les données, dans le but d'accroître leur efficacité. L'un des arguments appuyant le recours aux technologies consiste à affirmer qu'elles limiteraient la place du jugement humain – dont les préjugés discriminatoires – grâce à des calculs basés sur les données[73].

« Police prédictive » est le nom donné aux outils technologiques dont l'objectif est de prévoir le lieu où un délit sera commis ou d'évaluer les risques qu'un individu commette un acte criminel. Essentiellement, les outils de police prédictive se distinguent en fonction du ciblage qu'ils opèrent : **ciblage des lieux** ou **ciblage des individus**.

Les logiciels prédictifs sont utilisés par les corps policiers municipaux aux États-Unis, au Canada, en Europe ainsi qu'ailleurs dans le monde. Aux États-Unis, le marché des logiciels commerciaux servant à la prédiction est largement dominé par les entreprises PredPol et Palantir[74]. La vitesse d'implantation de ces technologies d'aide à la décision diffère selon les villes et les pays.

71. Castets-Renard *et al.,* 2019.
72. Institut d'aménagement et d'urbanisme Île-de-France, 2019. En décembre 2019, Globe Newswire rapportait que le marché de la modernisation de la police atteindra 59,9 milliards de dollars d'ici 2025. L'entreprise Palantir a atteint une valeur de marché de 22 milliards en octobre 2020.
73. Bakke, 2018.
74. Ces entreprises ont tout de même plusieurs concurrents, dont HunchLab, Beware et IBM, qui offrent eux aussi des outils.

Les logiciels et les algorithmes développés par les entreprises technologiques sont très variables et servent pour différentes opérations policières. En raison des brevets qui protègent généralement ces technologies, et en l'absence d'une obligation légale de dévoiler les détails de leur fonctionnement, il demeure difficile de savoir exactement comment elles sont appliquées et pour quelles finalités. Par conséquent, étudier ces technologies relève souvent d'un véritable travail d'enquête, comme le rapportent de nombreuses études sur leur utilisation[75]. Au Canada, peu d'études ont été produites à ce jour afin de dresser un portrait des technologies utilisées par les organismes d'application de la loi.

PREDPOL

L'entreprise américaine PredPol développe des outils **ciblant des zones spatiales et temporelles**. Son logiciel est vendu en tant que solution clé en main pour prédire les zones de criminalité. Utilisé par près d'une centaine de services de police aux États-Unis, l'outil produit des cartographies permettant de déterminer où et quand les crimes sont susceptibles de se produire[76]. PredPol se base sur l'historique des délits commis pour produire des cartes indiquant les différents niveaux d'activité et orienter les patrouilles vers les zones sensibles (*hotspots*). En plus du lieu et de l'heure des délits, les données portent sur les types de crimes : cambriolages, vols de voiture et vols dans les lieux publics. Pour éviter de reproduire les biais potentiellement présents dans les données de la police, PredPol se base aussi sur les suivis des appels faits aux services de premiers répondants.

HUNCHLAB (RÉCEMMENT ACHETÉ PAR SHOTSPOTTER)

HunchLab offre une solution commerciale clé en main spécialement développée pour une utilisation par les forces de l'ordre. L'entreprise a été achetée en 2018 par Shotspotter, le leader américain en audiosurveillance. Concurrente de PredPol, HunchLab cartographie aussi les zones de criminalité; toutefois, la technologie opère des classifications de zones selon des processus plus « ouverts ». En effet, les services de police peuvent notamment modifier la pondération des crimes[77].

Conscient.es des biais potentiels, les concepteur.trices de HunchLab ont développé des paramètres permettant de pondérer la gravité des crimes de façon que le logiciel recommande moins de patrouilles dans les zones où les crimes sont moins menaçants, évitant ainsi des confrontations inutiles entre la police et certaines communautés, qui pourraient augmenter les tensions[78]. Selon le site de Shotspotter, la distinction à la base de HunchLab, notamment par l'inclusion de mesures de mitigation des biais et des risques de surpolice, aurait été préservée après son rachat par Shotspotter[79].

Dans le créneau des technologies de **ciblage des lieux**, HunchLab a voulu se démarquer en utilisant un ensemble de données beaucoup plus vaste pour effectuer ses prédictions. En plus des types de délits, de la date et du lieu, le logiciel traite d'autres données, comme la densité de la population, la météo, la localisation des bars, des écoles et des églises, la tenue d'événements sportifs, etc.

75. AlgorithmWatch, 2020; Castets-Renard *et al.,* 2019; Citizen Lab, 2020; Institut d'aménagement et d'urbanisme Île-de-France, 2019.
76. En Europe, seul le comté de Kent, au Royaume-Uni, a fait l'acquisition, en 2013, de la technologie PredPol, conçue aux États-Unis (BBC News, 2015, 20 avril).
77. Benbouzid, 2019.
78. Ferguson, 2017, 17 décembre.
79. Site officiel de ShotSpotter, https://www.shotspotter.com/connect/.

Malgré cette ouverture affichée, il demeure ardu pour les chercheur.euses, les groupes de défense des droits et le public d'évaluer la pertinence de HunchLab, notamment en raison de la grande quantité et de la nature des données utilisées, et parce qu'il est difficile d'obtenir des informations quant à la manière dont l'outil est paramétré. En 2017, à la suite d'une action en justice initiée en 2016 par le Brennan Center for Justice, un juge a ordonné à la Ville de New York et à son service de police de rendre publique la documentation sur les essais de police prédictive[80].

GEODASH ET AUTRES LOGICIELS INTERNES

Les services de police n'ont pas accès qu'à des solutions commerciales clé en main, achetées sur le marché : certains développent leur propre logiciel de police prédictive **ciblant des lieux**, parfois avec l'appui d'entreprises externes et du milieu de la recherche universitaire. C'est le cas au Canada et dans plusieurs villes européennes, où l'introduction de ces outils technologiques semble avoir été plus tardive qu'aux États-Unis.

Ainsi, le Service de police de Vancouver a développé son logiciel interne, GeoDASH, avec l'entreprise Latitude Geographics. Le logiciel s'appuie sur des données historiques pour cartographier les zones potentielles de criminalité.

En France, la gendarmerie nationale a développé le logiciel PAVED (Plateforme d'analyse et de visualisation évolutive de la délinquance). Celui-ci n'utiliserait que les données de la police et de la gendarmerie combinées aux données socioéconomiques, sans aucune donnée personnelle.

Comme ces logiciels sont développés à l'interne, on peut supposer qu'il est plus facile d'obtenir des informations quant à leur conception, à leur fonctionnement et à leurs paramètres; or, il n'en est rien. Par exemple, la police de New York, après plusieurs essais de logiciels privés, a développé son propre outil; malgré ses demandes d'accès à l'information, le Brennan Center for Justice n'a pu obtenir aucune précision à son sujet[81]. Sans transparence, il est impossible de savoir si l'outil de police prédictive cible seulement des lieux, ou s'il fait des prédictions sur les individus – il en sera question dans les prochains exemples. Malgré cela, peu d'études ont été réalisées au sujet de ces outils. Enfin, l'intégration de ces logiciels de prédiction au sein des corps policiers municipaux fait rarement l'objet de débats publics.

PALANTIR

Palantir Technologies est l'un des principaux acteurs privés dans le domaine du **ciblage des individus**. Créée aux États-Unis au début des années 2000, l'entreprise s'est d'abord développée grâce au financement notamment de la Central Intelligence Agency (CIA). Ses premiers clients étaient d'ailleurs des organisations de l'administration fédérale américaine du secteur de la défense. Les logiciels de Palantir permettent d'interconnecter plusieurs bases de données et de traiter les données pour établir des inférences, en plus d'offrir une visualisation de celles-ci.

80. Winston, 2018, 27 janvier.
81. Lau, 2020.

L'une des spécialités de Palantir est l'identification de délinquants et la création de fiches de suspects[82]. Par exemple, en croisant des informations de plusieurs sources et en utilisant les schémas de réseau obtenus entre un individu ayant commis un délit et ses contacts, le logiciel attribue un indice de criminalité aux personnes, incluant celles qui n'ont commis aucun crime[83]. Il peut aller jusqu'à prédire l'appartenance d'un individu à un mouvement religieux ou à un gang. Le logiciel peut donc cibler des individus qui partagent les mêmes idées en faisant des liens; il peut même aller jusqu'à évaluer quand une personne pourrait passer à l'acte.

La base de référence de Palantir puiserait ses informations dans une dizaine de bases de données différentes, interconnectées grâce au logiciel de Palantir. Les données proviennent des lecteurs automatiques de plaques d'immatriculation (LAPI), des fichiers de condamnations passées, d'associations connues de personnes déjà condamnées, des réseaux sociaux, de la navigation sur Internet, etc.[84]. L'accès à certaines de ces données exige habituellement un mandat officiel; l'entreprise assure toutefois qu'elle respecte la lettre et l'esprit des lois concernant la vie privée et les libertés civiles, tout en fournissant aux forces de l'ordre les capacités dont elles ont besoin pour assurer la sécurité du public[85]. Cependant, l'entreprise ne dévoile ni la manière dont elle traite les données ni le fonctionnement des algorithmes qu'elle développe, et elle ne donne aucun détail relativement aux données qu'elle exploite.

De plus, il demeure difficile de connaître le nombre de villes qui ont conclu des contrats avec Palantir, car ces informations sont généralement classées comme confidentielles. À titre d'exemple, la police de La Nouvelle-Orléans utilisait les logiciels de Palantir depuis 2012; mais l'information n'a été révélée qu'en 2018, par la revue *The Verge*[86]. Les villes de New York et de Chicago auraient aussi utilisé les logiciels de Palantir.

Quelle est la portée de la présence de Palantir au Canada ? Il est difficile de dire avec exactitude quels corps de police municipaux utilisent ses logiciels au pays. Selon l'étude menée par Citizen Lab conjointement avec l'Université de Toronto au sujet de la police prédictive au Canada, les outils de ciblage de personnes seraient moins répandus que les outils de ciblage des lieux, mais les deux types seraient employés[87].

À partir de documents obtenus selon la *Loi sur l'accès à l'information*, l'étude rapporte que le Service de police de Calgary utilise le logiciel de Palantir depuis 2012; il l'a acquis pour 1,4 million de dollars[88]. C'est la seule utilisation de Palantir qui est recensée (toutefois, il est important de spécifier que, faute de ressources, l'étude ne couvrait pas tous les services de police canadiens). L'outil permet au Service de police de Calgary de classer les individus selon des niveaux de risque à partir d'informations issues notamment des réseaux sociaux et des antécédents de crédit, qui lui permettent de visualiser les associations entre individus, les organisations, les lieux, les rapports d'incident, les contrôles, les propriétés et les véhicules.

82. Leloup, 2018, 9 octobre.
83. Brayne, 2017.
84. Site officiel de Palantir, https://www.palantir.com/solutions/law-enforcement/.
85. Site officiel de Palantir.fr, https://palantir.fr/expertises/maintien-de-lordre-public/.
86. Winston, 2018, 27 février.
87. Citizen Lab, 2020.
88. Citizen Lab, 2020.

SASKATOON POLICE PREDICTIVE ANALYTICS LAB (SPPAL)

Le Saskatoon Police Predictive Analytics Lab utilise pour sa part un outil développé conjointement avec l'Université de la Saskatchewan et le ministère provincial de la Justice[89]. Comme les logiciels de Palantir, l'outil du SPPAL permet le **ciblage d'individus**. La police précise qu'elle l'utilise pour la recherche de criminels, dans certains cas précis, mais aussi comme protection supplémentaire au service d'aide à l'enfance et dans le projet *Missing Persons*.

Le SPPAL utilise les données du service d'aide à l'enfance pour brosser un tableau des facteurs de risque, des tendances et des comportements fréquents chez les jeunes porté.es disparu.es. La particularité de l'outil est de déterminer les risques pour les victimes potentielles. Pour chaque enfant, le SPPAL évaluera la probabilité qu'il ou elle soit porté.e disparu.e, et il se servira de ces données en cas de disparition[90]. À terme, le SPPAL n'exclut pas la possibilité d'élargir la portée de son outil de façon qu'il puisse évaluer le niveau de risque des délinquant.es violent.es et des criminel.les récidivistes[91].

STRATEGIC SUBJECT LIST (SSL) – CHICAGO POLICE DEPARTMENT

Plutôt que d'opter pour un logiciel clé en main, la police de Chicago, en collaboration avec l'Illinois Institute of Technology, a développé son propre outil de **ciblage des individus** susceptibles d'être engagés dans la criminalité : la Strategic Subject List (SSL). Depuis 2012, la police de Chicago collige et traite les données pour classer les individus suspects selon une échelle de risque.

Sans dévoiler la liste exhaustive des données qui alimentent l'algorithme, le service de police a confirmé que les facteurs suivants étaient utilisés : les antécédents criminels, l'usage d'une arme ou de la violence lors du crime, et l'âge lors de la première arrestation; ces informations sont croisées avec celles des autres personnes présentes lors des délits. À la suite d'un rapport de l'inspecteur général de Chicago, l'utilisation de la SSL a cependant été suspendue en janvier 2020[92].

Les outils technologiques de **police prédictive** se basent sur différents ensembles de données pour produire deux grandes catégories de prédictions : relativement aux lieux ou relativement aux individus. Non seulement les exemples présentés témoignent de la diversité des outils utilisés, mais ils mettent en lumière l'influence du contexte dans lequel ils sont employés et produits. Pour compléter le survol des technologies centrées sur les données et utilisées par les services de police municipaux, la section suivante présente des exemples de technologies de surveillance.

89. Gendarmerie royale du Canada, 2016.
90. Gendarmerie royale du Canada, 2016.
91. CBC News, 2016, 14 janvier.
92. Lau, 2020.

2.2.2. TECHNOLOGIES DE SURVEILLANCE

La juxtaposition de logiciels et de technologies algorithmiques aux caméras de surveillance permet dorénavant, par un traitement automatisé, d'identifier des objets, des mouvements, des déplacements, mais aussi de repérer des sons ainsi que des individus. Les outils de reconnaissance en temps réel sont intégrés de plus en plus systématiquement aux nouveaux dispositifs de surveillance intelligents et aux objets connectés répartis dans l'espace urbain.

Par exemple, les lampadaires dits intelligents ont aujourd'hui la capacité d'adapter la luminosité selon les conditions ambiantes, mais ils peuvent aussi comporter différents dispositifs pouvant capter des anomalies sonores et des images, entre autres. De tels lampadaires ou encore les abribus intelligents peuvent désormais inclure des fonctionnalités de surveillance en temps réel.

CAPTEURS SONORES – AUDIOSURVEILLANCE

L'audiosurveillance est une technologie de détection sonore utilisée pour déceler les bruits anormaux. De nombreuses villes dans le monde déploient et expérimentent des dispositifs d'alerte de bruits suspects. Leur promotion entre dans le cadre des innovations de la ville intelligente et de la sécurité urbaine (*safe city*); les capteurs sonores répondent notamment à des enjeux de sécurité puisqu'ils permettent d'accélérer le temps de réaction des forces policières. Le recours aux capteurs acoustiques est aussi encouragé puisqu'ils seraient plus susceptibles d'assurer le respect de la vie privée, en ne captant pas d'images.

Comme les caméras de surveillance, les appareils d'audiosurveillance en continu peuvent détecter toutes sortes de bruits. Certains algorithmes sont paramétrés pour détecter seulement les coups de feu; d'autres peuvent aller jusqu'à identifier et à classifier des bruits selon leur type : accidents, cris, bris de verre, agressions, etc. En plus d'identifier les bruits anormaux, des algorithmes peuvent déterminer l'origine spatiale du bruit.

L'un des grands joueurs dans le secteur de l'audiosurveillance est l'entreprise ShotSpotter[93]. Sa technologie qui permet de détecter les coups de feu est présente dans plus d'une centaine de villes américaines, dont Chicago et New York[94]. Au Canada, il semble que seule Toronto ait considéré la possibilité d'acquérir cette technologie[95].

En France, la Ville de Saint-Étienne a annoncé en 2019 vouloir lancer un projet expérimental consistant à installer 50 capteurs acoustiques (cris, bris, coups de feu, etc.) dans le quartier Tarentaize-Beaubrun-Couriot, qualifié par les autorités de « difficile[96] ». Ce quartier multiethnique est marqué par de nombreuses situations de mal-logement; selon l'Institut national de la statistique et des études économiques de France, en 2013, 43 % de la population du secteur vivait sous le seuil de pauvreté[97]. Les capteurs sonores que comptait installer la Ville ne permettent pas d'identifier l'émetteur du bruit détecté et n'enregistrent pas les conversations de rue, mais ils sont généralement couplés à un système de vidéosurveillance capable de déplacer automatiquement l'orientation de la caméra[98].

93. Comme indiqué plus haut, en 2018, ShotSpotter a acheté l'entreprise américaine HunchLab, qui offre des logiciels de police prédictive.
94. Site de ShotSpotter, https://www.shotspotter.com/cities/.
95. Janus, 2019, 14 février.
96. L'Obs, 2019, 1er mars.
97. Montagnon, 2017, 20 novembre.
98. Tesquet, 2019, 29 octobre.

L'entreprise française Serenicity était partenaire de la Ville dans ce projet expérimental d'une durée de six mois. Son dispositif s'adaptait automatiquement aux variations de l'ambiance sonore et il était aussi compatible avec les principaux logiciels de vidéoprotection permettant le pivotage des caméras. Cependant, en raison des risques d'ingérence dans l'exercice des libertés et des droits fondamentaux, la Ville n'a pas reçu l'autorisation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) d'installer ces capteurs sonores, et elle a renoncé à mener son expérimentation. Le contrat entre Saint-Étienne et Serenicity comprenait un volet de recherche et développement d'une durée d'un an, en plus du volet expérimental[99]. L'objectif était de montrer que la solution pouvait être déployée à grande échelle – une démonstration avantageuse pour l'entreprise et pour l'action des forces policières.

LECTURE AUTOMATIQUE DE PLAQUES D'IMMATRICULATION (LAPI)

La lecture automatique de plaques d'immatriculation est une technologie de reconnaissance largement utilisée, et ce, depuis plus d'une dizaine d'années. Associée aux pratiques de contrôle des forces policières, cette technologie permet aussi de fluidifier la circulation sur les routes avec péage, là où le paiement électronique est permis. Comme mentionné un peu plus haut, la LAPI est également utilisée par les agences de mobilité et les responsables du stationnement sur rue[100].

Près de 600 services de police américains utilisent ce type de lecteurs automatisés[101]. Les façons dont ils s'en servent et les finalités de l'utilisation de ces technologies sont très variables[102].

Les lecteurs automatiques ont de multiples fonctions. Ils peuvent détecter les excès de vitesse et émettre des contraventions automatiquement sans contrôle routier. Ayant la capacité de lire rapidement un grand nombre de plaques par un simple balayage du lecteur[103], les autopatrouilles munies de ce dispositif peuvent repérer facilement les individus présentant des anomalies à leur dossier de conduite (ex. : permis échu, contravention impayée) ou qui sont suspectés d'une activité criminelle.

Selon leur paramétrage, les lecteurs automatiques peuvent aussi enregistrer d'autres informations, comme la position et la direction. La triangulation des informations colligées (date, heure, géolocalisation, direction) peut révéler des schémas de déplacement. Ainsi, des données captées, qui seraient enregistrées et stockées, pourraient servir à des enquêtes non résolues ou à des enquêtes futures[104]. Bref, le paramétrage de ce dispositif et ses conditions d'utilisation couvrent un large spectre.

Les LAPI sont présents dans pratiquement toutes les provinces canadiennes[105]. Le traitement et l'utilisation des données collectées sont variables d'un corps de police à l'autre, mais ces informations sont difficilement accessibles. En 2012, le Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée de la Colombie-Britannique a examiné l'utilisation des LAPI par le Service de police de Victoria pour s'assurer de la conformité avec la loi sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels de la province[106].

99. El Hassani, 2019, 31 janvier.
100. Voir la p. 30 de cet avis.
101. https://atlasofsurveillance.org/. *Atlas of Surveillance* est un projet regroupant des chercheur.euses universitaires qui cartographie les technologies de surveillance utilisées par les villes et les services de police aux États-Unis.
102. Brayne, 2017.
103. Durant un quart de travail, une autopatrouille munie de ce dispositif pourrait lire jusqu'à 2 000 plaques. Radio-Canada, 2018, 15 avril.
104. Electronic Frontier Foundation, s. d.
105. Citizen Lab, 2020.
106. Radio-Canada, 2012, 30 juillet.

Au Québec, le Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) avait installé un dispositif de vidéosurveillance pour le Sommet du G7 en juin 2018 – dispositif qu'il a converti en LAPI. Cette conversion s'est faite à l'époque sans annonce publique pour éviter de révéler les stratégies policières[107].

Le SPVM utilise la technologie LAPI depuis 2012. Au départ, il affirmait que les données seraient détruites après chaque quart de travail[108]. En identifiant les conducteur.trices ayant des contraventions impayées à leur dossier, la LAPI rapporte à la Ville environ 5 millions de dollars par année[109]. La technologie sert aussi à la recherche de véhicules volés et lors d'opérations déclenchées par une alerte Amber. En 2019, la Ville de Montréal a confié à la firme Genetec[110] le mandat de mettre à jour les 30 appareils qu'elle possède, sans préciser en quoi consiste la mise à jour des dispositifs existants[111].

Contrairement aux provinces de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, l'emploi des LAPI au Québec n'a pas fait l'objet d'une évaluation particulière ou encore d'une règlementation spécifique et n'est pas encadré par des lignes directrices. Ce n'est que récemment que le conseil municipal de la Ville de Montréal a donné à la Commission sur la sécurité publique de Montréal le mandat d'étudier l'utilisation de la technologie LAPI par le SPVM[112]. Par ailleurs, en juin 2020, le conseil municipal invitait aussi le SPVM (CM 20 0679 en date du 15 juin 2020) à « rendre publique son utilisation des systèmes de LAPI ainsi que le protocole qu'[il] suit en ce qui concerne la récolte, le stockage, l'utilisation et la transmission des images et des données[113][…] ».

Les capteurs utilisés dans les technologies de LAPI ont la capacité de collecter une grande quantité de données (renseignements personnels, données de géolocalisation, heure) qui pourraient servir pour de futures enquêtes. Par conséquent, l'utilisation des LAPI stimule les capacités de surveillance au nom de la sécurité routière. C'est d'ailleurs pourquoi des administrations municipales encadrent leur utilisation : sans des conditions d'utilisation règlementées et transparentes, il est difficile de connaître les finalités exactes de ces outils et des données qu'ils produisent.

TECHNOLOGIES DE RECONNAISSANCE BIOMÉTRIQUE

Lorsque les technologies permettent de reconnaître et d'identifier automatiquement des individus, on parle de technologies biométriques. Il est nécessaire de traiter cette catégorie à part, en raison de son caractère intrusif beaucoup plus manifeste. Pour rappel, les données biométriques* sont des renseignements personnels qui servent à identifier ou à authentifier un individu. Ces renseignements sont sensibles puisque ce sont des caractéristiques permanentes et distinctives d'un individu, et que certains permettent de déduire d'autres informations outre l'identité de la personne, dont l'origine ethnique[114].

107. Ville de Montréal, 2020a.
108. Cette information n'est pas confirmée. Selon une motion déposée par le conseiller indépendant Marvin Rotrand, « certaines administrations utilisent les images et les données recueillies par les LAPI pour enquêter sur des crimes », ce qui laisse planer un doute quant à la conservation des données. Ville de Montréal, 2020a.
109. Normandin, 2019, 16 janvier.
110. L'entreprise montréalaise est spécialisée dans les outils de surveillance technologique. La technologie de Genetec est aussi celle que le SPVQ utilise.
111. Normandin, 2019, 16 janvier.
112. Champagne, 2019, 20 août.
113. Ville de Montréal, 2020a.
114. CAI, 2020b.

Les entreprises de technologie sont maintenant nombreuses à commercialiser des logiciels de reconnaissance biométrique. Les technologies biométriques sont désormais intégrées à une pléthore d'objets connectés utilisés au quotidien. Tous les dispositifs permettant le déverrouillage tactile d'appareils ou encore les contrôles d'accès à partir de traits biométriques sont des applications de la reconnaissance biométrique. Bien que les usages de la reconnaissance biométrique soient multiples, elle a essentiellement trois fonctions : elle permet **d'authentifier** une personne en confirmant son identité, **d'identifier** un individu (parmi une foule, par exemple) ou encore **d'analyser des caractéristiques** des individus[115].

Si les technologies de reconnaissance biométrique se développent rapidement, leurs applications varient d'un endroit à l'autre en fonction des lois et des politiques en vigueur qui encadrent l'utilisation des renseignements personnels et la surveillance. Au Canada, le Service de police de Calgary[116] a été le premier à se doter de la technologie NeoFace Reveal, distribuée par l'entreprise japonaise NEC Corporation. Cette technologie a aussi été utilisée en 2018 par la police de Toronto dans le cadre d'un projet-pilote qui a duré un peu plus d'une année[117]. La police d'Ottawa l'aurait également utilisée pour une période d'essai de trois mois en 2019, et d'autres services de police locaux au Canada songent à acquérir la technologie de NEC Corporation ou à en faire l'essai[118].

Jusqu'à présent, au Canada, à l'exception de la police de Calgary, les services de police ont surtout rapporté qu'ils ont fait l'essai de logiciels de reconnaissance biométrique, sans en faire l'acquisition. Autrement dit, il s'agit surtout de **logiciels d'essai** qui sont intégrés pour des phases de test de projets en développement par les services de police. Il a aussi été rapporté que, dans certains cas, des officier.ères et des enquêteur.euses ont choisi de leur propre chef de se servir de ces outils algorithmiques pour faire avancer leurs enquêtes[119]. C'est d'ailleurs en offrant gratuitement ses services à des fins d'essai aux policier.ères que la jeune pousse Clearview AI, créée en 2017, a rapidement réussi à percer de nouveaux marchés. Une enquête du *New York Times* mentionnait que près de 600 organismes américains d'application de la loi avaient commencé à utiliser le logiciel de reconnaissance faciale de Clearview AI au cours de l'année 2019[120].

En février 2020, à la suite d'un vol de données très médiatisé chez Clearview AI et de révélations inquiétantes quant à la légitimité de la base de données que possède l'entreprise[121], le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (CPVPC), la Commission d'accès à l'information du Québec (CAI), le Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée de la Colombie-Britannique (CIPVP de la C.-B.) et le Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée de l'Alberta (CIPVP de l'Alb.) ont ouvert une **enquête conjointe**

> **« visant à déterminer si la collecte, l'utilisation et la communication de renseignements personnels par Clearview AI, Inc. (“Clearview”) au moyen de son dispositif de reconnaissance faciale étaient conformes aux lois fédérale et provinciales sur la protection des renseignements personnels *applicables au secteur privé*[122] » [nous soulignons].**

115. CEST, 2020a.
116. CBC News, 2014, 3 novembre; The City of Calgary Newsroom, 2014, 3 novembre.
117. Allen et Gillis, 2019, 28 mai; Lee-Shanok, 2019, 30 mai.
118. Citizen Lab, 2020.
119. Allen et Gillis, 2019, 28 mai; Eagland et Culbert, 2020, 5 mars.
120. Hill, 2020, 18 janvier.
121. Clearview AI utilise les algorithmes pour extraire des images provenant d'Internet et de réseaux sociaux. Grâce à cette méthode, l'entreprise a constitué une base de données comptant près de 3 milliards d'images. Hill, 2020, 18 janvier.
122. CPVPC *et al.,* 2021.

À la suite de l'annonce de l'enquête conjointe, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a reconnu avoir utilisé le logiciel de reconnaissance faciale, ce qui a conduit le CPVPC à lancer une seconde enquête sur l'utilisation faite par Clearview AI en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*[123]. Le *Toronto Star* a ensuite révélé qu'au moins 34 services de police canadiens, dont 21 en Ontario, avaient fait l'essai de la technologie de reconnaissance faciale de Clearview AI[124]. Cependant, l'enquête conjointe des commissaires a plutôt déterminé que 48 corps policiers et agences gouvernementales liées à la sécurité nationale avaient utilisé les services de Clearview AI via les comptes d'essai dans le cadre de leur travail, la GRC étant la seule agence au Canada qui ait été un client payant[125]. Dans le cadre de ces essais, des milliers de recherches ont été effectuées. En raison de la tenue de ces enquêtes, Clearview AI affirme avoir abandonné le marché canadien.

Au Québec, la présidente de la CAI, Diane Poitras, n'a pas spécifié le nombre de comptes d'essai Clearview AI qui ont été activés sur le territoire. Après plusieurs demandes d'élu.es au niveau municipal, le SPVM a affirmé que ses policier.ères n'utilisaient pas la technologie de Clearview AI.

À ce jour, au Québec, le seul corps de police ayant annoncé qu'il utilisera la technologie de reconnaissance faciale est la Sûreté du Québec (SQ), qui a récemment conclu un contrat de 4,4 millions avec la société française Idemia[126]. Dans son devis d'appel d'offres, la SQ mentionnait que le « logiciel pourra accéder aux photos de criminels condamnés figurant dans la Banque centrale provinciale d'empreintes digitales et de photographies signalétiques ainsi qu'aux autres banques de photos qui pourraient être constituées[127]».

L'utilisation de ces dispositifs d'identification en temps réel serait beaucoup plus répandue aux États-Unis qu'au Canada[128]. Selon l'*Atlas of Surveillance*, plus de 360 services de police américains, dont ceux de Detroit, de Chicago, de Salt Lake City et d'Orlando, utiliseraient les technologies de reconnaissance biométrique[129].

En sol américain, la reconnaissance faciale commence d'ailleurs à être intégrée aux caméras mobiles, comme les caméras portatives et les drones. En 2016, une étude réalisée par une équipe de recherche de l'Université Johns Hopkins et parrainée par le ministère américain de la Justice révélait que 38 fabricants de caméras portatives utilisées entre autres par les corps policiers américains incluent ou peuvent inclure à leurs appareils un dispositif de reconnaissance faciale[130]. Cette réalité laisse supposer que de nombreux corps de police municipaux pourraient se doter d'une technologie de reconnaissance faciale, considérant que le port de caméras corporelles est une pratique répandue. Les caméras portatives sont utilisées dans plus de 1 300 villes américaines, et quelque 430 villes se servent maintenant de drones[131].

123. CPVPC, 2020a.
124. De Rosa, 2020, 28 février.
125. CPVPC *et al.,* 2021.
126. Ducas, 2020, 22 septembre.
127. Péloquin, 2020, 8 février.
128. Citizen Lab, 2020.
129. Atlas of Surveillance, https://atlasofsurveillance.org/.
130. Pasternack, 2017, 3 mars.
131. Atlas of Surveillance, https://atlasofsurveillance.org/.

En France, la Ville de Nice a testé la reconnaissance faciale en février 2019. Le maire Christian Estrosi n'hésite pas à recourir aux technologies pour améliorer la gestion et la sécurité de la ville. En décembre 2018, il avait demandé, en vain, d'obtenir la liste des individus fichés de sa municipalité afin de « pouvoir suivre toutes les allées et venues, dans les transports en commun, dans les artères, dans les lieux publics, des individus en question[132] ». Nice est aussi la première ville française à avoir conclu un partenariat avec l'entreprise Thales dans le cadre de son projet *SAFE-CITY*, lancé en 2018[133]. Depuis 2019, la mairie niçoise étudie la possibilité de tester une technologie de reconnaissance et d'analyse des émotions dans les tramways : la Ville a été approchée par l'entreprise Two-I[134] pour tester son logiciel qui mesure les émotions afin de détecter les comportements suspects et de prévenir les délits[135]. Selon Two-I, le logiciel permettrait le déploiement dynamique des agent.es de l'ordre dans les zones où des tensions se feraient sentir. Nice ayant connu plusieurs attaques terroristes, la Ville défend l'usage de ces dispositifs comme des mesures de sécurité supplémentaires.

Toujours en France, en 2019, l'entreprise chinoise Huawei, dans le cadre son projet *Safe City*, a offert gratuitement à la Ville de Valenciennes un système de vidéosurveillance comptant plus de 200 caméras de nouvelle génération et un centre de surveillance renouvelé, en plus d'offrir la formation du personnel[136]. Il s'agissait d'une première occasion pour l'entreprise chinoise d'implanter son dispositif de vidéosurveillance en France. Selon le contrat, Huawei serait aussi responsable de la maintenance, ce qui permettrait « à l'entreprise un accès à distance au système, soumis toutefois à l'autorisation de la mairie[137] ». Le maire de Valenciennes a cependant précisé que la reconnaissance biométrique ne serait pas activée sur les caméras, bien que la technologie le permette[138].

Le Service de police de Londres a également mis à l'essai la reconnaissance biométrique pour optimiser ses interventions. Depuis 2016, plusieurs essais ont été réalisés lors du Carnaval de Notting Hill, mais également lors de manifestations[139]. En janvier 2020, la Ville de Londres et la Metropolitan Police déployaient un système de reconnaissance biométrique afin d'identifier en temps réel les personnes recherchées ou de détecter des comportements suspects[140]. La liste des individus suspectés comprend environ 5 000 personnes[141]. La police s'est engagée, par contre, à ne pas utiliser d'autres bases de données que celles prescrites dans le cadre de ce projet de surveillance en temps réel, et à informer les citoyen.nes de l'emplacement de ces dispositifs.

Le déploiement par les services de police des villes européennes d'outils de reconnaissance biométrique reste à ce stade-ci circonscrit à un petit nombre de localités ainsi qu'aux gares et aux aéroports. Leur implantation pourrait cependant s'accélérer puisque l'Union européenne a renoncé à interdire leur utilisation en janvier 2020, alors qu'elle avait plus tôt laissé entendre qu'elle imposerait un moratoire de trois à cinq ans[142].

132. Helme, 2019, 14 novembre.
133. Thales Group, s. d.
134. Site Two-I, https://vigilance.two-i.com/solution-fr.
135. Binacchi, 2019, 15 janvier.
136. Huawei, 2017.
137. Libert, 2020, 21 janvier.
138. Carlié, 2020, 16 janvier.
139. Boero, 2019, 6 juillet; Fussey et Murray, 2019.
140. Radio-Canada, 2020, 24 janvier.
141. Gayle, 2020, 11 février.
142. Bechade, 2020, 31 janvier.

2.2.3. RÉSUMÉ

Les technologies biométriques, comme la reconnaissance faciale, visant à lutter contre le crime et la délinquance sont progressivement intégrées à l'ensemble des dispositifs adoptés par les services de police et les villes pour accroître la sécurité en temps réel. **Les exemples présentés démontrent que la reconnaissance faciale, bien qu'elle soit l'objet de débats aujourd'hui, ne représente qu'une technologie de surveillance parmi d'autres dispositifs utilisés par les services de police municipaux.** En matière de sécurité et de lutte contre la criminalité, les policiers ont recours à diverses technologies de surveillance et de police prédictive dans leurs opérations. Cependant, le portrait des technologies centrées sur les données employées par les services de police municipaux demeure difficile à dresser, en raison notamment de l'accès limité aux informations.

Le SPVM ne fait pas exception à cette réalité, au contraire. Il est connu que ce dernier utilise la technologie LAPI depuis 2012; or, à ce jour, les modalités et les conditions de cette utilisation n'ont fait l'objet d'aucun rapport public. Et qu'en est-il de l'emploi d'autres technologies d'aide à la décision ? En 2008, le SPVM a implanté un logiciel d'intégration des données, le M-IRIS (Montréal – Inscription et recherche de l'information sur la sécurité), développé par le Service des technologies de l'information (STI) de la Ville. Peu de détails sont connus sur le fonctionnement et les capacités d'inférence du logiciel. En 2013, le vérificateur général de la Ville de Montréal avait effectué un audit sur l'efficacité et l'efficience du logiciel. Le rapport détaillé a été classé confidentiel en raison de la sensibilité des informations en matière de sécurité publique, mais sa version courte faisait état de « faiblesses significatives et préoccupantes[143] ». Depuis, aucun examen ne semble avoir été réalisé. Le logiciel est toujours utilisé par le SPVM, et le Programme décennal d'immobilisations 2021-2030 prévoit d'ailleurs sa mise à jour dans le but d'optimiser les processus de décision[144]. Les détails relatifs à l'optimisation attendue ne sont toutefois pas connus.

143. Vérificateur général de la Ville de Montréal, 2013.
144. Ville de Montréal, 2020c.

2.3. CONCLUSION : DES INFORMATIONS FRAGMENTAIRES

Le survol des applications diverses des technologies dans et par les villes témoigne d'une utilisation à des fins variées ainsi que du fait qu'elles constituent de réelles occasions d'affaires. Cependant, il demeure difficile de réaliser un état des lieux précis du déploiement des technologies axées sur les données et de l'utilisation des SDA par les administrations municipales. Dans la plupart des cas, l'intégration des dispositifs technologiques assistant la prise de décision ne fait pas l'objet de débats publics, leurs fonctionnalités demeurent opaques, et la captation et le traitement des données sont rarement détaillés.

Malgré le manque de transparence et d'informations disponibles, l'utilisation par les villes des technologies centrées sur les données est une réalité. Que les logiciels d'aide à la décision soient livrés clé en main par une entreprise privée ou développés à l'interne, rien ne garantit qu'ils seront utilisés de façon transparente.

La transparence ne concerne pas que le fonctionnement technique d'une technologie : on doit considérer plusieurs facteurs pour évaluer les impacts sur les communautés. Par exemple, un même outil de police prédictive pourra entraîner des conséquences différentes selon la manière dont la police utilisera les prédictions et les résultats obtenus. L'utilisation de nouveaux outils technologiques a pour effet de modifier les pratiques, en l'occurrence ici la prestation de services. Ainsi, le professeur de droit et spécialiste de la police prédictive et de la surveillance par les données A. G. Ferguson a démontré que l'intégration des SDA modifie les méthodes et les pratiques des corps policiers[145]. Il est donc important de pouvoir évaluer l'autonomie et la formation des individus qui utilisent les résultats que produisent ces technologies.

Les zones d'ombre sont donc nombreuses lorsqu'il est question des technologies. Pourtant, leur intégration est trop rarement questionnée, conséquence d'une perception largement répandue voulant que les systèmes technologiques soient neutres, pragmatiques et apolitiques[146].

En tant que systèmes d'aide à la décision, les technologies axées sur les données ne représentent pas toutes le même niveau d'incidence ou le même risque de préjudice. La liste des facteurs à considérer pour évaluer les technologies est très vaste. Il importe de tenir compte de leur conception et de leurs objectifs, de leurs fonctionnalités et de leur fonctionnement interne (données utilisées, partagées et stockées), de la qualité des données, de leur contexte et des conditions d'utilisation, de la présence ou non d'un cadre règlementaire, de la formation et des connaissances des individus qui les utilisent, etc.

Les impacts de ces technologies sont réels et concrets, comme il sera démontré dans le prochain chapitre. Considérant la diversité des services qu'elles permettent et la rapidité avec laquelle les technologies d'aide à la décision se déploient et sont intégrées dans les activités du secteur public, il est impératif de dresser la liste de leurs impacts et de leurs enjeux afin de mieux prévoir et encadrer leur développement.

145. Ferguson, 2019.
146. Gómez, 2020; Kitchin, 2016.





CHAPITRE 3

CONSTATS, ENJEUX ET IMPACTS DES TECHNOLOGIES

Si les SDA ont été intégrés rapidement aux domaines liés à la sécurité et à la criminalité, l'utilisation des technologies permettant d'améliorer les services urbains et le fonctionnement des administrations municipales est, elle, en constante progression[147].

Les pages précédentes avaient pour but de présenter les différentes technologies et d'en exemplifier les usages sans pointer les conséquences concrètes, possibles ou déjà associées à leurs emplois. Le bref survol des SDA a permis de démontrer que les modalités d'opération, que ce soit pour les logiciels de prédiction ou pour les technologies de reconnaissance automatisée, sont intrusives et préoccupantes à des degrés variables.

Le déficit de transparence qui accompagne les SDA soulève des questionnements sociaux, éthiques, juridiques et politiques importants. L'adhésion à ces nouvelles technologies, surtout par le secteur public, est particulièrement problématique parce que les gouvernements démocratiquement élus ont des devoirs de responsabilité et parce que toutes les décisions prises avec l'assistance d'un SDA peuvent avoir des conséquences sur les citoyen.nes[148].

3.1. EFFICACITÉ CONTESTÉE, FIABILITÉ FRAGILE ET RISQUES D'ERREUR

Toute intégration d'un SDA dans la gestion et la prise de décision dans le secteur public soulève des interrogations quant aux bénéfices qu'il procure et aux risques qu'il induit. En effet, puisqu'il est question ici de fonds publics et de prestation de services, le recours aux technologies innovantes devrait être justifié auprès des contribuables. Plus encore, l'impératif de transparence est nécessaire lorsque les citoyen.nes sont les sujets de la collecte de données.

Le survol des dispositifs technologiques employés par les villes témoigne d'une certaine opacité des SDA, laquelle complique l'évaluation de leur efficacité par des études externes et indépendantes. La difficulté d'accéder aux données et aux codes sources des algorithmes est d'autant plus vraie lorsqu'il s'agit de logiciels propriétaires externes et protégés par le secret commercial. Dans ces conditions, il devient parfois très ardu de remettre en question, par exemple, les taux d'erreur estimés par les fournisseurs. En fait, c'est l'ensemble du niveau d'efficacité des solutions proposées qui devient impossible à estimer. L'efficacité relève du degré de validité interne d'un SDA, c'est-à-dire de la mesure des relations de cause à effet[149]; c'est le rapport entre les objectifs fixés et les résultats.

À titre d'exemple, l'efficacité du logiciel PredPol a été remise en cause par différentes études[150]. PredPol se base sur l'historique des crimes passés (cambriolages et vols de voitures) ainsi que sur les appels aux premiers répondants pour recommander la distribution des patrouilles. Suivant cette logique, le crime passé permet de prédire le crime à venir. Les policiers étant envoyés dans les mêmes zones, la conséquence serait de surcontrôler certaines zones sensibles et de repousser les zones de criminalité ailleurs. Bref, selon plusieurs observateur.trices, Predpol « prédirait » finalement peu de choses, ce qui pose la question de la valeur ajoutée de cette technologie.

147. AlgorithmWatch, 2020.
148. Brauneis et Goodman, 2018.
149. Ferguson, 2017.
150. Castets-Renard *et al.,* 2019.

Certaines villes ont récemment cessé d'utiliser PredPol. C'est le cas de Los Angeles, qui était l'une des premières municipalités à avoir intégré le logiciel. La Ville a affirmé qu'elle mettait fin à l'utilisation de PredPol en raison de contraintes budgétaires[151]. La Ville de Santa Cruz, en Californie, d'où provient PredPol, a fait un pas de plus en votant en juin 2020 une interdiction d'utiliser les technologies de police prédictive et la reconnaissance faciale[152].

La fiabilité de certains systèmes de décision automatisée est une autre limite qui plombe les retombées attendues des technologies. Plusieurs causes peuvent diminuer la fiabilité d'un SDA. La complexité et surtout la qualité des données à l'entrée comptent parmi ces facteurs. L'inspecteur général de la Ville de Los Angeles a notamment soulevé de nombreuses inquiétudes quant à la fiabilité des informations produites par les logiciels de Palantir. Cette faiblesse a eu pour conséquence que des personnes innocentes ont été incluses dans la base de données regroupant les individus présentant un niveau de risque élevé sur le plan de la criminalité. Ainsi, sur « les 637 délinquants chroniques identifiés, 44 % n'ont jamais été arrêtés pour crime violent ou impliquant une arme à feu. Et 10 % des personnes inscrites parmi les délinquants chroniques n'ont eu aucun contact avec la police[153] ». Par ailleurs, au terme de son examen, l'inspecteur général de Los Angeles n'a pu identifier ni l'objectif global du programme relativement à la sécurité de la population ni les indicateurs de réussite, par exemple la diminution de la criminalité[154].

Toujours concernant Palantir, le Service de police de Calgary a réalisé une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée en 2014. Selon Citizen Lab, qui a obtenu le rapport à la suite d'une demande d'accès à l'information, celui-ci concluait au risque élevé de fausses inférences ou associations entre des individus innocents et des associations criminelles ou des suspects. Le rapport recommandait de mettre en place des mesures strictes de gouvernance en réalisant des examens périodiques de l'utilisation du logiciel. Depuis, aucune mesure concrète n'aurait été mise en place, et la police de Calgary n'a fourni aucune information aux chercheur.euses de Citizen Lab à propos des directives d'utilisation du logiciel[155].

Sans surprise, la fiabilité et la validité interne des logiciels sont rapidement compromises lorsque ces derniers sont fondés sur des ensembles de données incomplets ou décontextualisés. Les logiciels qui génèrent des listes de criminels potentiels et d'individus à risque sont d'ailleurs sujets à ce type d'erreur. Une fois sur ces listes, il est difficile pour un individu d'en être retiré. De plus, les listes sont rarement mises à jour ou révisées, comme le souligne le chercheur Ferguson[156].

Plusieurs études et recherches font état d'un taux d'erreur important dans les technologies de reconnaissance biométrique. Un rapport indépendant de l'Université d'Essex à propos du logiciel de reconnaissance NeoFace, utilisé par le Service de police de Londres – mais aussi par des corps de police municipaux au Canada –, avance un taux d'erreur de 81 %, bien loin de la marge d'erreur de 0,1 % indiquée par ses promoteurs[157]. La police londonienne a contesté la méthodologie de l'équipe de recherche, qui a réalisé une dizaine d'essais. Sur 42 correspondances établies par le logiciel, seulement 8 étaient exactes.

151. Miller, 2020, 21 avril.
152. Asher-Schapiro, 2020, 24 juin.
153. Haskins, 2020, 29 septembre.
154. Haskins, 2020, 29 septembre.
155. Citizen Lab, 2020.
156. Ferguson, 2017.
157. Fussey et Murray, 2019; Manthorpe et Martin, 2019, 4 juillet.

En plus du codage et de l'entraînement de l'algorithme parfois défaillants, à partir de bases de données incomplètes et insuffisamment diversifiées, plusieurs facteurs expliquent les erreurs de ces technologies de reconnaissance. La qualité de l'image captée, l'éclairage ainsi que la taille des bases de données de référence sont autant de variables déterminantes à considérer. Par conséquent, les risques de faux positifs* sont bien réels; et, à l'évidence, de telles erreurs engendrent des préjudices importants pour les individus interrogés ou accusés à tort[158]. Les faux négatifs* apportent aussi leur lot de préjudices et de conséquences négatives. Par exemple, un faux négatif* peut signifier que la technologie ne reconnaît pas un individu, lequel se verra refuser un accès ou un service.

Les limites concernant l'efficacité et la fiabilité des SDA ont des conséquences réelles : cette imprécision augmente les risques de sanctions coercitives et de préjudices pour des personnes innocentes. **En plus d'entraîner des dépenses pour des systèmes et des logiciels dont l'efficacité n'a pas toujours été démontrée, l'optimisme parfois trop grand quant aux technologies conduit à chercher des solutions sans tenir compte de la complexité de phénomènes sociaux comme la criminalité ou encore l'itinérance.** L'utilisation de logiciels de priorisation des ressources destinées aux personnes en situation d'itinérance, comme le VI-SPDAT, en est un exemple. Le Canadian Observatory on Homelessness a d'ailleurs déclaré à son sujet que trop peu d'études indépendantes ont été réalisées pour conclure à l'efficacité du VI-SPDAT pour répondre au problème complexe de l'itinérance[159].

Cette adhésion, cette confiance à l'endroit des technologies comme réponse à un problème fait écho à une idée répandue : le solutionnisme technologique[160]. Cette notion traduit une tendance forte à convertir les problèmes sociaux complexes en problèmes technologiques. Selon ce raisonnement, le développement continu de la science des données conduit à des outils de décision toujours plus performants, précis et efficaces.

3.2. BIAIS, DISCRIMINATIONS ET EXCLUSIONS

L'un des arguments qui favorisent le recours aux technologies dans la prise de décision est celui voulant que le traitement automatisé et algorithmique soit garant d'une plus grande rationalité. En d'autres mots, les SDA éviteraient l'exercice volontaire ou involontaire d'un pouvoir discrétionnaire. Toutefois, les systèmes technologiques ne sont pas neutres. Ils sont influencés notamment par les concepteur.trices des programmes ainsi que par les données qui entrent et qui servent de matière première pour produire des résultats.

158. Radio-Canada, 2020, 25 juin.
159. Brown et Cummings, 2018, 5 juillet.
160. L'expression a été popularisée par Evgeny Morovoz pour illustrer la vision technophile du progrès et la croyance en l'omnipotence de la technologie. Prenant ses distances avec les lectures technophobes, Morovoz critique les approches simplistes voulant que la résolution de problèmes sociaux complexes passe par la technologie. Laugée, 2015.

Les imprécisions et l'inexactitude de certains SDA entraînent ainsi des préjudices, qui n'affectent pas tous les individus et tous les groupes également. Plusieurs études et rapports démontrent que les injustices algorithmiques touchent beaucoup plus les groupes minoritaires et les personnes racisées[161]. Le rapport d'évaluation du National Institute of Standards and Technology, aux États-Unis, fait état de biais raciaux importants parmi les 189 logiciels de reconnaissance biométrique évalués, provenant de 99 compagnies. La banque d'images de référence utilisée pour l'étude comportait 18 millions d'images représentant 8,5 millions d'Américain.es. Les erreurs d'identification (faux positifs*) étaient de 10 à 100 fois plus fréquentes chez les personnes noires et asiatiques que chez les personnes blanches[162]. Elles étaient aussi plus fréquentes lorsqu'il s'agissait de visages de femmes.

La présence de biais racistes dans les SDA utilisés, entre autres, par la police pour prédire le niveau de risque des individus a été relevée dans plusieurs études et analyses. Les travaux de Richardson, Schultz et Crawford sur l'historique et le contexte des données ont démontré que non seulement les technologies de prédiction sont basées sur des données biaisées, mais elles sont entraînées à partir de données tout aussi biaisées[163]. Richardson et ses collègues se sont notamment penché.es sur la Strategic Subject List (SSL) développée par le Service de police de Chicago pour établir le niveau de risque des individus fichés. Leur analyse a démontré que plus de la moitié des individus affichant un score élevé étaient de jeunes hommes afro-américains. Cette surreprésentation des personnes noires parmi les individus présentant un haut niveau de risque a pour conséquence de reconduire des pratiques discriminatoires et de profilage de la part des forces de l'ordre. L'étude rappelait aussi que des recherches antérieures relativement à l'efficacité de la SSL avaient plutôt démontré l'effet direct du logiciel sur le nombre croissant d'arrestations et non sur le taux de criminalité[164]. Enfin, en janvier 2020, le Service de police de Chicago a dû mettre fin au programme SSL après que le Bureau de l'inspecteur général de la Ville eut mis en doute sa fiabilité et relevé la portée discriminatoire de l'outil. Dans son rapport, le Bureau de l'inspecteur général a déclaré l'outil « opérationnellement inadapté », en plus de souligner la formation déficiente des agent.es pour son utilisation[165].

Il n'y a pas que la qualité des données qui influence les résultats des systèmes de décision : le type d'entrées sélectionnées est déterminant, tout comme le choix de l'emplacement de certains capteurs. Que ce soit les types de crimes retenus par PredPol ou encore l'installation de capteurs sonores dans certaines zones plutôt que dans d'autres, **ces décisions renforcent la disparité du traitement et les discriminations envers certains groupes et communautés[166]**.

Conscient du potentiel de reproduction des biais discriminatoires, le Service de police de Vancouver a tenté de l'atténuer en excluant de GeoDASH les incidents signalés par les policiers, pour ne retenir que les introductions par infraction vérifiées et signalées par le public[167]. **Cependant, même si l'on intègre diverses précautions quant à la sélection des données, sans transparence et sans la possibilité d'auditer les SDA, il reste difficile de déterminer la partialité des données et des résultats produits.**

161. Lynch, 2020.
162. Grother, Ngan et Hanaoka, 2019; Singer et Metz, 2019, 19 décembre.
163. Richardson, Schultz et Crawford, 2019.
164. Richardson, Schultz et Crawford, 2019.
165. Gorner, 2020, 24 janvier.
166. Hill, 2016, 20 octobre.
167. Citizen Lab, 2020.

En raison de la sélection et du classement qu'ils opèrent, les SDA peuvent aussi avoir pour effet d'alimenter des formes d'exclusion sociale. Dans son analyse du logiciel de classification des niveaux de vulnérabilité des personnes en situation d'itinérance VI-SPDAT, Virginia Eubanks démontre comment l'outil d'aide à la décision peut, à partir de l'indice de vulnérabilité, exclure certaines personnes des programmes d'aide prioritaire, diminuant par conséquent l'accès à des services de logement. Par exemple, une personne qui quitte un établissement carcéral sera classée comme ayant eu un hébergement stable au cours des mois précédents, ce qui abaissera son indice de vulnérabilité et, par conséquent, réduira sa possibilité d'accéder aux ressources d'aide au logement. Toujours selon la chercheuse, la compréhension des données retenues et de leur traitement par les intervenant.es qui utilisent le logiciel serait une limite importante. Enfin, le logiciel permet surtout, selon la chercheuse, de justifier la répartition de ressources limitées destinées aux personnes sans abri. Dans ces conditions, l'adoption des SDA conduit trop souvent à des formes d'« automatisation » des inégalités sociales, économiques et politiques.

Ce constat est partagé par la chercheuse Sara Safransky dans ses travaux sur le logiciel de planification urbaine MVA. Selon elle, le MVA, présenté comme un outil « rationnel » de calcul, reproduit les inégalités sociales en triant ce qui est trop risqué et ce qui représente un risque valable[168].

D'autres formes d'exclusion peuvent aussi découler de l'usage des technologies axées sur les données et à fort potentiel de surveillance. Dans son étude réalisée pour l'ONG californienne Electronic Frontier Foundation, l'avocate Jennifer Lynch soulignait que les dispositifs de reconnaissance biométrique avaient pour conséquence d'alimenter la méfiance de certaines communautés racisées envers les forces de l'ordre. Elle mentionnait également les risques d'exclusion et de tensions qu'alimente la reconnaissance faciale lorsqu'elle est intégrée aux caméras portatives des policiers[169]. En effet, la possibilité d'être automatiquement enregistré, fiché ou identifié peut faire hésiter certains groupes, communautés et personnes à faire appel à la police. Certains États américains comme l'Oregon et la Californie ont d'ailleurs interdit l'utilisation de la reconnaissance faciale dans les caméras portatives des policiers.

Des villes américaines, dont Berkeley, Boston, Somerville et San Francisco, ont récemment mis en place des mesures pour encadrer l'utilisation de la reconnaissance faciale, sans l'interdire strictement. Par exemple, en 2020, Boston a adopté une ordonnance interdisant son utilisation dès lors qu'il est prouvé que les systèmes existants présentent des taux d'erreur jugés trop élevés dans l'identification des personnes de couleur[170]. La règlementation adoptée par Boston prévoit toutefois des exceptions; par exemple, elle ne doit pas priver la police de preuves dans les investigations de crimes particuliers.

Les systèmes biaisés entraînent des conséquences sociales et juridiques malheureuses. En effet, le risque est réel que ces technologies portent atteinte aux droits à la non-discrimination et à l'égalité protégés par les chartes canadienne et québécoise. Ces limites doivent être prises en considération par les autorités publiques quand vient le temps d'utiliser des outils d'aide à la décision. À cet effet, la Ville de Montréal ainsi que le SPVM ont reconnu la présence de biais et de racisme systémiques au sein de leurs administrations, situation qui se reflète dans les données détenues. Dans ces circonstances, l'utilisation de technologies d'aide à la décision comporte des risques concrets de reproduire, d'alimenter ou de camoufler des biais déjà existants.

168. Graff, 2020; Safransky, 2019.
169. Lynch, 2020.
170. Castets-Renard, 2020.

Des drapeaux rouges commencent d'ailleurs à se lever. Dans la foulée du mouvement Black Lives Matter, plus de 1 400 mathématicien.nes ont demandé à la communauté des sciences mathématiques de rejeter toute collaboration avec les services de police pour le développement de technologies prédictives et de reconnaissance[171]. Les critiques sont en effet de plus en plus fortes affirmant que les SDA ont le potentiel non seulement de reproduire les biais, mais de les normaliser à travers des systèmes automatisés prétendument plus neutres que les décisions humaines.

Ainsi, dans le contexte des fortes tensions sociales qui ont fait suite au décès de George Floyd par l'action d'un policier à Minneapolis, les entreprises IBM, Microsoft, Google et Amazon ont suspendu la vente de logiciels de reconnaissance faciale aux services de police américains[172]. Les entreprises demandent aux autorités de mettre en place des règles appropriées d'utilisation des technologies de reconnaissance biométrique[173] : dans ce climat de tension et de pression sociale, l'absence d'encadrement n'est pas favorable aux « affaires » de ces grandes entreprises. Pour accélérer l'adoption d'une règlementation, plusieurs d'entre elles font maintenant pression sur les administrations et vont jusqu'à proposer des règlements possibles. Cependant, l'adoption d'une règlementation sur les technologies biométriques qui serait largement suggérée par les entreprises concernées soulève de nombreuses interrogations, notamment quant à l'engagement public, à la responsabilisation des acteur.trices, à la transparence et à l'intérêt public.

À l'évidence, tout système de décision automatisée donnera des résultats biaisés si ses intrants sont biaisés, et débusquer les distorsions des SDA n'est pas chose facile. Cependant, en raison des préjudices significatifs que les technologies d'aide à la décision peuvent avoir sur les individus et les communautés, il est impératif de déployer des mesures solides pour évaluer ces technologies et leurs incidences, et pour garantir leur contrôle au nom de l'intérêt commun.

3.3. ATTEINTE À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET À LA VIE PRIVÉE

Toute collecte de données personnelles et d'images dans l'espace public augmente les risques d'atteinte à la vie privée et à la protection des renseignements personnels. Les risques sont d'autant plus grands que, avec les algorithmes et la présence d'une masse d'informations, les données – même préalablement anonymisées* – peuvent facilement redevenir des renseignements personnels[174]. En effet, il suffit parfois de quelques croisements d'informations pour qu'une donnée puisse être réidentifiée. La possibilité de réidentification des individus est un risque présent, et l'encadrement des données par les lois actuelles ne prend pas en compte cette réalité.

171. Castelvecchi, 2020, 19 juin.
172. Radio-Canada, 2020, 11 juin.
173. Kaye, 2020, 13 juin; Radio-Canada, 2020, 11 juin.
174. Gautron, 2019; Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique, 2020; Rocher, Hendrickx et de Mont-Joye, 2019.

Les lois tant provinciales que fédérales qui encadrent la protection des renseignements personnels et la vie privée sont actuellement à l'examen en vue d'être adaptées à la réalité des technologies d'aujourd'hui[175]. Le commissaire à la protection de la vie privée du Canada, M. Daniel Therrien, affirme qu'il est urgent de moderniser le mode de protection du droit à la vie privée[176]. La CEST est également d'avis qu'il est nécessaire de revoir l'encadrement de l'usage des renseignements personnels et de la collecte des données numériques en général[177].

Dans le cadre de l'enquête conjointe menée par le CPVPC et les commissariats du Québec, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta au sujet de l'entreprise Clearview AI, les commissaires ont estimé que la manière dont fonctionne le logiciel constitue une surveillance de masse et une violation manifeste du droit à la vie privée des Canadien.nes[178]. Selon eux, des données biométriques sensibles ont été recueillies à l'insu et sans le consentement des personnes concernées.

La haute sensibilité des renseignements biométriques rend l'usage des technologies de reconnaissance extrêmement risqué pour le droit à la vie privée. Les algorithmes ont maintenant la capacité d'inférer les expressions et les émotions, en plus d'estimer l'âge et le genre.

Dans son appel d'offres pour l'acquisition d'un logiciel de reconnaissance faciale, la SQ demandait une technologie capable d'estimer l'âge et le genre[179]. Bien qu'au Québec l'usage des données biométriques* soit encadré par la CAI[180], le recours à ces technologies et au traitement des données en temps réel soulève des questions à propos du consentement, de la transparence et de la surveillance des individus.

Même si les données recueillies ne sont pas aussi sensibles, les questions de consentement, de transparence et de surveillance sont tout aussi pertinentes à soulever relativement à l'utilisation de la technologie de lecture automatique de plaques d'immatriculation (LAPI). En effet, que la LAPI soit utilisée par le SPVM ou par l'Agence de mobilité durable dans le cadre de son projet-pilote de stationnement intelligent dans Rosemont–La Petite-Patrie, les données captées, stockées et traitées peuvent potentiellement fournir des renseignements personnels, par exemple le lieu de travail d'un individu.

Il est évident, étant donné le rythme auquel se développent les technologies axées sur les données, que des balises claires doivent être établies pour règlementer les multiples processus par lesquels les données sont collectées, traitées, utilisées et stockées.

175. Au Canada, la modernisation de la Loi sur la protection des renseignements personnels et des renseignements électroniques est en cours depuis 2016. Le gouvernement canadien a lancé en juin 2019 des consultations nationales sur le numérique. Au Québec, le projet de loi 64, Loi sur la modernisation des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels, a aussi fait l'objet de consultations particulières et d'auditions publiques en septembre 2020.
176. CPVPC, 2019.
177. CEST, 2020b.
178. CPVPC *et al.,* 2021.
179. Péloquin, 2019, 1er avril.
180. Selon la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information, la CAI supervise l'utilisation des données biométriques. Toute création d'une banque de données biométriques doit préalablement lui être rapportée. La CAI peut rendre des ordonnances, suspendre ou interdire la mise en service d'une banque de données biométriques. Elle a récemment publié un guide sur l'utilisation de la biométrie par les secteurs privé et public : CAI, 2020b.

3.4. ATTEINTE AUX LIBERTÉS : DE COMPORTEMENT, D'EXPRESSION, D'ASSOCIATION ET DE LIBRE CIRCULATION

L'un des constats majeurs face aux capacités d'inférence, de recommandation, d'identification et de reconnaissance des technologies actuelles est qu'on assiste à une intensification de la surveillance, laquelle est de plus en plus étendue et continue. Plusieurs rapports ont soulevé qu'une surveillance accrue par les technologies menace les libertés d'expression, d'association et de libre circulation[181]. Par exemple, le recours aux technologies de reconnaissance biométrique lors d'une manifestation représente un cas d'utilisation qui peut potentiellement nuire à la liberté d'expression et d'association. Autre exemple : l'utilisation de lecteurs automatiques de plaques d'immatriculation autour d'un lieu de culte pourrait être préjudiciable quant aux droits d'association et de religion.

L'espace public doit pouvoir garantir à tout individu la liberté de se mouvoir de manière anonyme.

3.5. RISQUES LIÉS AUX PARTENARIATS AVEC LES ENTREPRISES PRIVÉES

Le survol des technologies et de leurs usages a démontré la forte présence de partenariats public-privé dans cet environnement. Les entreprises de technologie sont nombreuses à se spécialiser dans les systèmes d'alerte automatique à destination des forces de l'ordre. Toutefois, les exemples de partenariats avec le privé ne concernent pas que le secteur de la sécurité et de la police : la numérisation des villes rend ce type de collaborations encore plus fréquent. Le projet de Sidewalk Labs à Toronto et le LabVI à Montréal en sont des exemples.

La forte présence de l'entreprise privée soulève des questionnements quant à la propriété des logiciels et des données, aux conditions d'utilisation des données et des technologies, ainsi qu'aux coûts d'achat et d'entretien des systèmes.

La propriété des données, d'abord, a été un élément central des critiques entourant le projet de Sidewalk Labs. Le recours à des fournisseurs de technologies privés soulève des enjeux non seulement quant à la propriété des données, mais aussi quant à leur contrôle[182].

Ainsi, lorsque la Ville de New York a mis fin à son contrat avec l'entreprise Palantir, elle a du même coup perdu une grande partie des informations analysées au cours des dernières années[183]. Après des mois de litige, Palantir a finalement consenti à remettre les informations, mais sans la clé de traduction pour lire les données. La propriété des données est donc déterminante dans leur cycle de vie, de leur collecte à leur destruction, en passant par leur stockage et leur réutilisation.

181. Castets-Renard, 2020; Citizen Lab, 2020.
182. Scassa, 2015.
183. Alden, 2017, 28 juin.

Le cas de Clearview AI au Canada est un autre exemple des risques possibles concernant le traitement et l'usage des données collectées lorsque l'entreprise est étrangère. En réponse aux conclusions émises dans l'enquête conjointe des commissaires, Clearview AI a affirmé qu'elle n'avait pas « de lien réel et substantiel avec le Canada » et que les lois évoquées par les commissaires ne pouvaient s'appliquer[184]. L'origine étrangère des entreprises peut donc conduire à des litiges et à d'importants conflits d'interprétation des lois applicables. Malheureusement, les commissariats tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial manquent parfois de moyens pour amener les entreprises étrangères à se conformer aux lois canadiennes.

Un autre enjeu majeur, en plus de la propriété des données, est l'accès au code source, c'est-à-dire au fonctionnement des opérations de codage et au traitement des données. L'approvisionnement auprès de fournisseurs externes pose un risque réel que l'administration publique ou l'organisme public se retrouve en position de dépendance pour la mise à jour des logiciels, par exemple, ou encore pour l'opérationnalisation même de la technologie.

Enfin, la collaboration d'entreprises privées dans l'innovation relative aux infrastructures urbaines, par exemple le développement d'abribus intelligents dans le cadre du LabVI à Montréal, peut aussi soulever certaines interrogations. Il est en effet pertinent de se demander où se situe l'intérêt public dans l'installation d'une technologie de reconnaissance automatisée des humeurs pour la qualité du transport en commun, ou encore si ce type de technologie est justifié et acceptable dans l'espace public.

3.6. DÉFAUT DE TRANSPARENCE

Dans le cas des technologies, il faut souvent attendre que des controverses surgissent pour que soit pleinement saisie l'étendue des conséquences de leur usage. Dans l'affaire Clearview AI, ce n'est qu'après des révélations controversées que les services de police canadiens ont reconnu avoir utilisé le logiciel. De plus, les révélations ont permis de comprendre que la technologie de reconnaissance faciale avait pu être employée sans autorisation formelle, sans que la Ville ou les responsables des services de police en aient été informés, et donc sans débat public.

Comme le mentionne la chercheuse Teresa Scassa, « [de] telles pratiques soulèvent des questions importantes de transparence et de gouvernance. Si les autorités n'ont aucune idée de ce qui est possible et de ce qui est fait, elles ne peuvent pas règlementer. Par leur rapidité de mise en œuvre et leur discrétion, ces technologies ont souvent une longueur d'avance sur le législateur. Cette situation représente aujourd'hui un défi majeur pour les villes[185] ».

Pour rappel, lorsque les élu.es de la Ville de Montréal et de la Commission de la sécurité publique ont questionné le SPVM sur l'utilisation des technologies de reconnaissance faciale, la réponse s'est fait attendre pendant six mois.

184. CPVPC *et al.,* 2021.
185. Legros, 2020, 13 octobre.

*Informatique grise**, ou *shadow IT*, est une expression utilisée pour désigner des systèmes technologiques et d'information élaborés ou acquis et mis en œuvre au sein d'organisations sans l'approbation de la direction des systèmes d'information et/ou des autorités responsables[186]. L'accessibilité, parfois gratuite, de nombreux services technologiques favorise cette pratique au sein des organisations publiques. Par exemple, un.e enquêteur.trice pourrait acquérir de sa propre initiative un logiciel technologique pour accélérer ses recherches. Ou encore, un arrondissement municipal pourrait acheter un logiciel de gestion des embauches dans le but de travailler plus efficacement sans en aviser le Service des technologies. Comme pour tous les systèmes technologiques, l'utilisation de ces logiciels peut comporter des risques; lorsqu'il est question d'informatique grise*, les préjudices possibles deviennent encore plus difficiles à débusquer.

Il n'y a pas que pour les technologies « intrusives » comme la reconnaissance biométrique que l'accès à l'information est laborieux. Cette difficulté est généralement présente lorsque vient le temps d'enquêter sur les pratiques de surveillance des forces policières. Cette absence de transparence est d'ailleurs régulièrement décriée. Dans le rapport sur l'usage des technologies prédictives au Canada de Citizen Lab et de l'Université de Toronto, trois raisons sont évoquées pour expliquer cette difficulté d'accéder à l'information : 1) le manque de transparence de la part des forces de l'ordre; 2) les lenteurs et obstacles dans le processus de demande d'accès à l'information; et 3) les capacités des forces policières à revendiquer la protection de leurs méthodes[187].

La transparence est également un enjeu important lorsque les villes ont recours au secteur privé pour déployer des systèmes technologiques, parce que les entreprises ont généralement tendance à protéger leur technologie par le secret commercial.

Le défaut de transparence provient aussi de l'intention à la base de l'utilisation de ces systèmes. En d'autres mots, lorsque les administrations municipales choisissent d'acquérir et d'implanter une technologie, l'objectif est généralement d'accélérer la prestation d'un service et d'augmenter sa performance; les risques potentiels associés à certaines technologies et à l'utilisation de données ne sont parfois pas envisagés ou connus. Or, il est clairement démontré que les conséquences néfastes de ces technologies sont multiples, diverses et souvent sous-estimées. Leurs impacts possibles ne se révèlent pas toujours dès la conception, mais plutôt à l'usage.

Sans transparence, c'est-à-dire sans portrait exhaustif des systèmes technologiques et des données utilisés par les villes, incluant l'ensemble des organisations municipales, il est impossible pour le public et les chercheur.euses d'évaluer leurs impacts et de participer à un déploiement responsable, juste et équitable.

186. Bureau du vérificateur général de la Ville de Montréal, 2020.
187. Citizen Lab, 2020.

3.7. CONCLUSION

Si nous avons pu recenser autant d'impacts significatifs sur les individus et les communautés en lien avec l'usage des technologies centrées sur les données et l'implantation de systèmes d'aide à la décision, c'est entre autres parce que les cadres légaux et les règlements actuels ne sont pas adaptés à cette réalité. C'est aussi parce que la compréhension de leur fonctionnement est parfois limitée.

Il est donc nécessaire de mettre en place des cadres de gouvernance responsable. Les villes, dont Montréal, commencent d'ailleurs à y réfléchir sérieusement. La transparence est une condition préalable, et elle est généralement présentée comme la solution au problème. En effet, appliquée aux SDA, elle renvoie entre autres à l'ouverture du code source, à la description du processus algorithmique et à la divulgation des jeux de données utilisés. La transparence n'est toutefois pas une panacée. Par exemple, même si le code source est divulgué, encore faut-il qu'il soit compris. Il en va de même des données utilisées : elles peuvent être connues, mais il faut connaître aussi le contexte de leur collecte. Limiter la transparence à ces ouvertures risque de ne pas permettre de déterminer les biais ni de comprendre les processus de calcul et l'influence directe ou indirecte de ces derniers sur les décisions. Si la transparence rend possible l'accès aux informations concernant les systèmes technologiques, elle ne garantit aucunement leur compréhension.

Pour être en mesure d'évaluer les impacts des systèmes technologiques axés sur les données, il faut être en mesure de comprendre comment ils fonctionnent et comment leurs résultats sont interprétés et intégrés aux décisions opérationnelles. Le défi que représente l'opacité des technologies n'appelle pas seulement à plus de transparence, mais également à une nécessaire intelligibilité. Il faut exiger des explications quant à leur fonctionnement, aux motifs de leur implantation, à leur utilisation, à leurs résultats. En anglais, il est question d'*explainable technology*[188]. En d'autres mots, la transparence seule reste insuffisante si les SDA et les algorithmes ne font pas l'objet d'un exercice de traduction intelligible et accessible rendant leur fonctionnement, leur usage et leur finalité compréhensibles.

C'est l'intelligibilité des systèmes technologiques qui assurera que la numérisation croissante des villes et des services publics se fasse dans le respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux. En effet, cette condition est susceptible de créer l'espace nécessaire pour questionner l'équilibre entre, par exemple, la performance des technologies et le degré de surveillance socialement acceptable. Sans compréhension, il devient difficile de soupeser ouvertement et démocratiquement le rapport souhaité entre une gestion plus performante et rapide, d'une part, et l'intérêt collectif, d'autre part.

188. L'expression est notamment utilisée en lien avec les technologies d'intelligence artificielle : *explainable AI* ou *XAI*. Guillaud, 2019, 14 novembre.


HYATT



CHAPITRE 4

DES CADRES STRUCTURANTS ET L'EXPLICABILITÉ COMME PRINCIPE PHARE D'UNE GOUVERNANCE RESPONSABLE

L'introduction des technologies d'aide à la décision et centrées sur les données au sein des villes s'opère rapidement, et dans un contexte commercial où les intérêts privés ne visent pas nécessairement le bien commun. En effet, le secteur privé est un partenaire important de cette transformation numérique des villes et de leurs services. Dans ces conditions, le secteur privé dispose d'une capacité manifeste d'influencer l'orientation et les modalités des pratiques municipales ainsi que les services offerts[189]. Il est donc important de rééquilibrer les forces en présence en s'assurant d'avoir des cadres législatifs pour les secteurs privé et public qui soient appropriés et actualisés en fonction des réalités de ces technologies et du numérique.

189. CEST, 2017.

À l'échelle des municipalités, lorsqu'il est question du développement des technologies et de leurs impacts, plusieurs lois et paliers de gouvernement se chevauchent. En effet, en ce qui concerne les technologies et les données numériques, les villes dépendent des paliers supérieurs pour de nombreux aspects, notamment l'encadrement des obligations des secteurs privé et public en matière de protection des renseignements personnels[190].

Cette réalité complexifie l'évaluation des possibilités d'action et d'encadrement des technologies au niveau municipal. Comme certains enjeux relatifs au déploiement des technologies reposent sur les données captées, les organismes du secteur public, dont les villes, et les entreprises du secteur privé sont soumis aux lois qui encadrent la protection de la vie privée, en plus des chartes des droits et libertés en vigueur aux niveaux fédéral et provincial.

Cependant, à l'ère du numérique, le consensus est manifeste quant à la désuétude des cadres législatifs, tant provinciaux que fédéral, qui ne protègent pas adéquatement la vie privée ni l'ensemble des droits des individus. Des lois sont actuellement en cours de révision; le présent chapitre présentera quelques-unes des modifications annoncées dans les projets de loi déposés durant l'année 2020. Ce survol permettra de déterminer les limites et les angles morts des réformes proposées, et de mieux anticiper le rôle que devront jouer les villes devant le défi de développer des technologies responsables. Ce chapitre entend donc faire la démonstration que l'explicabilité des technologies constitue un principe déterminant afin de garantir une gouvernance responsable.

4.1. MODERNISATION EN COURS DES CADRES LÉGISLATIFS EXISTANTS

En tant qu'organismes publics, les villes sont soumises à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (ci-après la « *Loi sur l'accès* »). L'un des objectifs de la *Loi sur l'accès* est de garantir la confidentialité des renseignements détenus par les organismes publics.

Une autre loi importante est en vigueur au Québec : la *Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information* (LCCJTI). Propre au Québec, la LCCJTI encadre notamment l'utilisation des données biométriques* en obligeant toute organisation, publique comme privée, qui souhaite utiliser un système biométrique à déclarer sa banque de mesures et de caractéristiques biométriques à la CAI[191]. D'ailleurs, l'enquête conjointe au sujet de Clearview AI a établi que l'entreprise n'avait pas respecté la LCCJTI en matière de biométrie.

En juin 2020, le gouvernement du Québec a déposé le projet de loi nº 64 (PL64), intitulé *Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels*, qui touche les secteurs public et privé. Quelques mois plus tard, le gouvernement fédéral déposait à son tour son projet de loi C-11 sur la protection de la vie privée pour le secteur privé[192], qui imposera notamment de nouvelles obligations aux entreprises.

190. CEST, 2017; Gagné, 2019.
191. Articles 44 et 45 de la LCCJTI. Gouvernement du Québec, 2020b.
192. Le titre abrégé est *Loi de 2020 sur la mise en œuvre de la Charte du numérique*. Gouvernement du Canada, 2020.

Ces deux projets de loi démontrent la nécessité d'apporter des modifications aux cadres légaux et la priorité que représente la protection des données, autant au provincial qu'au fédéral. Ensemble, ils suggèrent plusieurs changements concernant entre autres le consentement, la dépersonnalisation et l'anonymisation des renseignements personnels, la transparence et la responsabilité. **Pour les fins de cet avis, nous nous concentrerons précisément sur les modifications touchant la responsabilité des organisations et sur les obligations relatives aux SDA telles qu'elles sont prévues dans les deux projets de loi.**

RESPONSABILITÉ DES ORGANISATIONS

Le PL64 entend rendre responsables les organisations qui utilisent des renseignements personnels. Il propose que :

> **« Toute personne qui exploite une entreprise doit établir et mettre en œuvre des politiques et des pratiques encadrant sa gouvernance à l'égard des renseignements personnels et propres à assurer la protection de ces renseignements. Celles-ci doivent notamment prévoir l'encadrement applicable à la conservation et à la destruction de ces renseignements, prévoir les rôles et les responsabilités des membres de son personnel tout au long du cycle de vie de ces renseignements et un processus de traitement des plaintes relatives à la protection de ceux-ci. Elles doivent également être proportionnées à la nature et à l'importance des activités de l'entreprise et être approuvées par le responsable de la protection des renseignements personnels[193]. »**

En d'autres mots, le projet de loi entend exiger que soit rendue publique la manière dont les renseignements personnels sont gérés et protégés; de plus, les organisations seront tenues de nommer **un.e responsable de la protection des renseignements personnels**. Il propose aussi que les organismes publics mettent sur pied un **comité** sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels qui assistera la personne responsable dans l'exécution de ses obligations[194]. Ce comité aura aussi pour mandat d'endosser les pratiques et les règles internes instaurées pour gérer et protéger les renseignements personnels. Ces règles « peuvent prendre la forme d'une politique, d'une directive ou d'un guide et doivent notamment prévoir les rôles et les responsabilités des membres [du] personnel tout au long du cycle de vie de ces renseignements ainsi qu'un processus de traitement des plaintes relatives à la protection de ceux-ci[195] ». Ces mesures visant à responsabiliser les organisations s'apparentent, à certains égards, à celles qui se trouvent dans le Règlement général de la protection des données (RGPD) de l'Union européenne.

193. Gouvernement du Québec, 2020e.
194. « Le comité relève de la personne ayant la plus haute autorité au sein de l'organisme ou, dans le cas d'un ministère, du sous-ministre et, dans le cas d'une municipalité ou d'une commission scolaire, du directeur général. Il se compose de la personne responsable de l'accès aux documents, de celle responsable de la protection des renseignements personnels et de toute autre personne dont l'expertise est requise, incluant, le cas échéant, le responsable de la sécurité de l'information et le responsable de la gestion documentaire. » Gouvernement du Québec, 2020e.
195. Gouvernement du Québec, 2020e.

Une autre disposition prévue par le PL64 oblige tous les organismes publics et toutes les entreprises à procéder à une **évaluation des facteurs relatifs à la vie privée** (EFVP) pour « tout projet de système d'information ou de prestation électronique de services impliquant la collecte, l'utilisation, la communication, la conservation ou la destruction de renseignements personnels[196] ». Autrement dit, dès qu'il est question de données impliquant des renseignements personnels, tout organisme doit procéder à une EFVP[197]. Cette démarche d'évaluation consiste à considérer « tous les facteurs qui auront un impact positif ou négatif pour le respect de la vie privée des personnes concernées » et « à mettre en place des stratégies pour éviter [l]es risques et les réduire efficacement[198] ».

Cette procédure obligatoire aura pour effet de forcer les organisations à réfléchir préalablement à l'élaboration de leur projet de façon à assurer sa conformité aux règles de protection de la vie privée. En imposant une EFVP, le PL64 oblige les organisations à procéder à une réflexion interne dès la conception (en anglais, il s'agit du principe de *privacy by design*).

Au niveau fédéral, le projet de loi C-11 qui vise le secteur privé n'impose pas d'EFVP malgré les recommandations du CPVPC, notamment pour la technologie de l'IA[199]. Le CPVPC recommandait en effet de réaliser une EFVP dès la conception, puisque cette procédure permet « de faire état de la responsabilité démontrable[200] ». Avec le développement de l'IA, les EFVP deviennent des outils nécessaires. Comme l'écrit le CPVPC :

> **« Les EFVP sont des outils utiles lorsqu'il s'agit d'intégrer la protection de la vie privée et les droits de la personne dès la conception de l'IA. Elles aident les organisations à remplir les exigences que la loi leur impose et à cerner et atténuer les effets négatifs que les programmes et activités peuvent avoir sur la vie privée. Elles favorisent une responsabilité démontrable en intégrant la protection de la vie privée et les droits de la personne dès la conception. Elles permettent aussi à l'autorité de réglementation d'examiner les évaluations, lesquelles peuvent attester de la diligence raisonnable dont l'organisation a fait preuve avant de mettre en œuvre l'activité d'IA[201]. »**

Il est important de noter que des directives d'EFVP sont déjà obligatoires pour les organismes publics fédéraux depuis 2012[202]; pourtant, la réforme proposée par le projet de loi C-11 compte en exempter le secteur privé.

Si le PL64 du gouvernement québécois reconnaît la nécessité de réaliser des EFVP et force par le fait même une réflexion quant aux impacts des projets fondés sur des données dès leur conception, il est important de souligner la **portée limitée de cette mesure**. En effet, elle ne concerne que l'évaluation des facteurs **relatifs à la vie privée, sans prendre en compte l'ensemble des droits de la personne ni les principes d'équité et de justice**. Malgré cette limite, la procédure proposée dans le PL64 jette les premières balises pour la mise en place de règles de gouvernance responsable des données et des technologies.

196. Gouvernement du Québec, 2020e.
197. Dans le but de favoriser une gestion et un traitement responsables des renseignements personnels, la CAI propose un guide des EFVP. CAI, 2020a.
198. CAI, 2020a.
199. CPVPC, 2020c.
200. CPVPC, 2020c.
201. CPVPC, 2020c.
202. Gouvernement du Canada, s. d.

OBLIGATIONS DANS LE CAS DE SYSTÈMES DE DÉCISION AUTOMATISÉE

Dans les lois actuellement en vigueur, les SDA ne font l'objet d'aucun encadrement particulier. Les deux projets de loi proposent des mesures pour corriger cette situation.

Au niveau provincial, le PL64 prévoit des dispositions pour les organismes publics et les entreprises dans le cas de l'utilisation de systèmes de décision automatisée, dont l'obligation d'informer toute personne visée par une procédure automatisée. Il faut préciser toutefois que cette démarche est requise **seulement si la décision est *entièrement* automatisée**. Pourtant, il a été démontré que, dans le cas de l'utilisation d'outils d'aide et d'assistance à la décision où la décision est ultimement prise par une personne, la part d'autonomie humaine n'est pas toujours présente ou encore n'est pas facile à établir. En effet, la frontière n'est pas toujours claire entre une décision prise de manière entièrement automatisée et une décision assistée par les technologies mais avec une participation humaine[203]. Par ailleurs, comme le souligne la CAI, en s'appliquant seulement aux décisions entièrement automatisées, ces dispositions peuvent faire en sorte que « les objectifs de transparence et d'équité [soient] contournés du simple fait qu'une partie minime d'un processus décisionnel [est] faite par un humain, alors que l'essentiel repose sur un traitement automatisé[204] ».

Pour sa part, le projet de loi fédéral C-11 ne fait pas cette distinction. Il définit un SDA comme une

> **« [t]echnologie qui appuie ou remplace le jugement de décideurs humains au moyen de techniques telles que l'usage de systèmes basés sur des règles, l'analyse de régression, l'analytique prédictive, l'apprentissage automatique, l'apprentissage profond et l'usage de réseaux neuronaux *(automated decision system)*[205] ».**

Avec cette définition élargie, il devient plus difficile de jouer avec la sémantique, en incluant par exemple une composante humaine dans la boucle de décision.

Le projet de loi C-11 propose que toute personne visée par un SDA puisse recevoir sur demande une explication de la décision qui a été prise. Cependant, contrairement au PL64, le projet de loi C-11 ne prévoit aucun mécanisme de révision de la décision. Enfin, aucun des deux projets de loi n'inclut le **droit de ne pas faire l'objet d'une décision automatisée**, reconnu par le RGPD de l'Union européenne[206].

Malgré des définitions différentes du SDA et la portée limitée de la définition dans le PL64, les exigences prévues au projet de loi provincial, en incluant une évaluation et un droit de révision, apparaissent plus contraignantes que celles du projet de loi fédéral, où l'explication n'est fournie que sur demande.

203. Le Monde, 2019, 9 juillet.
204. CAI, 2020c.
205. Gouvernement du Canada, 2020.
206. CNIL, s. d.

Le survol des nouvelles obligations prévues dans les projets de révision des cadres légaux témoigne de la nécessité d'établir de nouveaux mécanismes pour répondre aux réalités des technologies numériques. Toutefois, les propositions actuelles sont insuffisantes pour assurer pleinement le respect des droits de la personne. Bien que les réformes proposées apportent des éléments nouveaux pour assurer notamment plus de transparence, elles ne permettent pas d'anticiper de manière proactive les enjeux qui se dessinent avec le développement croissant de l'IA et d'infrastructures de plus en plus connectées. Comme le note la CAI, le PL64 laisse sans encadrement précis plusieurs enjeux soulevés par l'IA et la biométrie[207]. Bref, tel que déposé en juin 2020, le projet de loi du gouvernement provincial manque l'occasion d'encadrer des systèmes technologiques qui sont appelés à s'implanter dans les villes et dans la vie quotidienne. Le PL64 est toujours à l'étude; il sera important de suivre l'évolution des amendements qui y seront apportés.

DIRECTIVE SUR LA PRISE DE DÉCISIONS AUTOMATISÉE POUR LE SECTEUR PUBLIC FÉDÉRAL

La portée limitée des exigences du projet de loi C-11 concernant les SDA utilisés par le secteur privé a de quoi surprendre lorsqu'on compare le projet de loi avec la *Directive sur la prise de décisions automatisée* pour le secteur public fédéral, émise en 2019 par le Conseil du Trésor. L'objectif d'évaluation des incidences algorithmiques *(algorithmic impact assessment)* de cette directive est de réduire les risques et de s'assurer que les décisions assistées par les SDA « soient prises de façon responsable et conforme à l'équité procédurale[208] ».

L'évaluation des incidences permet d'établir le niveau d'impact sur une échelle de 1 à 4; pour chaque niveau, des exigences particulières doivent être respectées. À titre d'exemple, un SDA dont les impacts sur les individus sont élevés doit passer par un protocole d'évaluation plus rigoureux avant d'être utilisé (voir l'annexe 1, p. 118).

La directive fédérale exige aussi que le gouvernement publie les évaluations et les codes développés à l'interne, surveille en permanence la performance de ses systèmes et publie la mise à jour des évaluations d'impacts. De plus, dans le cas de logiciels développés par des fournisseurs privés, le gouvernement du Canada se donne le droit d'accéder aux SDA et d'autoriser des tiers à examiner les SDA[209]. Les exigences d'évaluation des incidences algorithmiques sont modulées en fonction du niveau de risque associé aux SDA, et des explications sont fournies seulement aux personnes visées qui en font la demande.

Pour illustrer ces différents niveaux d'impact dans le contexte urbain, on peut comparer un SDA qui modulerait, par exemple, le temps de traversée des vélos à une intersection donnée en fonction de l'achalandage calculé par un logiciel de traitement des images de bicyclettes, et un autre qui prioriserait des ressources pour les personnes en situation d'itinérance. Les deux SDA n'ont pas le même niveau de risque et d'impact sur les individus et les communautés; par conséquent, ils seraient soumis à des protocoles d'évaluation différents selon la directive fédérale.

207. CAI, 2020c.
208. La directive comporte des exceptions. Par exemple, elle ne s'applique pas aux systèmes nationaux de sécurité. Conseil du Trésor du Canada, 2019.
209. Conseil du Trésor du Canada, 2019.

4.2. DE LA TRANSPARENCE À L'EXPLICABILITÉ COMME PRINCIPE PHARE

L'opacité des technologies algorithmiques et les risques potentiels liés à des biais de divers ordres forcent l'adoption de nouveaux cadres légaux pour garantir un usage responsable. Si les réformes attendues devraient apporter plus de transparence, on anticipe peu d'avancées quant à l'obligation de rendre les traitements algorithmiques explicables et de les évaluer.

Selon le CPVPC, la transparence devrait comprendre « un droit à l'explication, qui fournirait aux personnes qui interagissent avec les systèmes d'IA le raisonnement qui sous-tend tout traitement automatisé de leurs données et les conséquences de ce raisonnement pour leurs droits et intérêts[210] ». Il est clair, selon ces propos, que le principe d'explicabilité élève la responsabilité des organisations, comparativement à la seule exigence de transparence. Toujours selon le CPVPC, « le droit à une explication est lié aux principes de respect de la vie privée, de responsabilité, d'équité, de non-discrimination, de sécurité et de transparence. Les efforts déployés pour garantir ces droits confirment la nécessité d'introduire un droit à une explication[211] ». Il est donc important que l'évaluation des incidences des SDA aille au-delà de la seule protection de la vie privée.

La CEST abonde dans le même sens que le CPVPC. Dans son mémoire déposé dans le cadre de la consultation sur l'intelligence artificielle de la CAI en mai 2020, la CEST souscrit au principe d'explicabilité. Ce dernier « renvoie à la mise au jour de l'architecture informatique (explicabilité de la procédure) ainsi que des raisons du résultat généré (explicabilité de la décision)[212] ». Suivant cette définition, l'explicabilité recouvre autant **l'aspect technique** et **la justification de l'usage** d'un dispositif de traitement de données automatisé que **l'évaluation des résultats**. Autrement dit, chaque étape du SDA, de sa conception jusqu'aux décisions rendues, devrait être intelligible et comprise par le public.

De plus, le fait de chercher à rendre les SDA explicables favorise l'équilibre entre les droits des individus et le pouvoir conféré aux utilisateurs des données[213]. Rendre les algorithmes compréhensibles est d'autant plus important qu'ils sont de plus en plus intégrés à la prise de décision dans le secteur public[214]. La confiance des individus envers les technologies et la recherche d'un équilibre entre les intérêts publics et les intérêts privés sont ici en jeu[215].

Comme le soulignent Mittelstadt et ses collègues dans leur article « Explaining Explanations in AI », l'explicabilité d'un SDA doit déboucher sur des processus qui permettent la compréhension, la discussion et la contestation des modèles et des décisions[216]. En d'autres mots, rendre les SDA compréhensibles permet l'échange des connaissances[217] nécessaires pour que les parties prenantes puissent évaluer les dispositifs algorithmiques et les SDA. En misant sur l'explicabilité pour orienter le développement des technologies, on favorise la participation des différentes parties prenantes.

210. CPVPC, 2020b.
211. Cofone, 2020.
212. CEST, 2020b.
213. Citron, 2008.
214. Brauneis et Goodman, 2018.
215. Powles, 2017, 21 décembre.
216. Mittelstadt, Russel et Wachter, 2018.
217. Miller, 2019.

Le gouvernement de l'Ontario vient d'ailleurs de proposer une série de principes – qui ne sont pas encore adoptés officiellement – afin d'assurer l'utilisation éthique des technologies axées sur les données, dont ceux de la transparence et de l'explicabilité. Selon la proposition, l'explicabilité est centrale puisqu'il « n'existe aucune façon de rendre imputables les technologies axées sur les données, en particulier alors qu'elles ont des conséquences sur différents groupes historiquement défavorisés, si le public ignore les algorithmes et les décisions automatisées que prend le gouvernement[218] ».

Bien que de plus en plus mis de l'avant, le « droit à l'explication » n'est pas explicitement au menu des réformes, qui mettent l'accent d'abord sur la transparence. Cela dit, ce droit est aujourd'hui débattu, notamment en Europe dans les discussions sur l'interprétation du RGDP. Même si le débat a cours au niveau de l'UE, la France a décidé d'aller plus loin en adoptant des mesures en faveur de l'explicabilité[219]. Il est donc possible pour un gouvernement, peu importe le palier administratif, d'instaurer des **règlements complémentaires** pour assurer une gouvernance responsable des technologies sur son territoire.

4.3. COMMENT CONCRÉTISER LE DROIT À L'EXPLICATION

Pour rendre les SDA accessibles et intelligibles, il faut se doter d'outils pour comprendre les relations entre les objectifs, les moyens et les résultats[220]. Expliquer le fonctionnement des algorithmes n'est pas une entreprise facile. Qu'est-ce qui fait une bonne explication? Comment opérationnaliser le principe d'explicabilité? Plusieurs approches sont possibles.

Une première proposition consiste à mettre sur pied un comité indépendant d'évaluation des technologies donnant au grand public et aux divers intervenant.es la possibilité de comprendre et de commenter les SDA[221]. Pour évaluer les incidences, il est important de mettre en place des outils d'explication solides pour éclairer le débat et garantir un cadre de responsabilité. Selon l'AI Now Institute de l'Université de New York, la mise en œuvre d'un processus d'évaluation des incidences des SDA aidera le secteur public à atteindre quatre objectifs :

1. Respecter le droit à l'information **en rendant publiques l'énumération et la description** des SDA qui touchent de manière significative les individus et les communautés;
2. **Accroître l'expertise interne et la capacité des organismes publics à évaluer** les SDA qu'ils construisent ou se procurent, afin d'anticiper les impacts et les préjudices;
3. **Assurer une plus grande responsabilisation** au chapitre des SDA en offrant aux chercheur.euses une occasion significative et continue d'évaluer et d'examiner les SDA et les données;
4. Veiller à ce que le public ait une **possibilité significative de réagir** et, si nécessaire, de contester l'utilisation d'un SDA ou l'approche en matière de responsabilité algorithmique[222].

218. Gouvernement de l'Ontario, 2020.
219. Castets-Renard, 2018.
220. Brayne, 2017.
221. AlgorithmWatch, 2020; American Civil Liberties Union, s. d.; CEST, 2020b; Citron, 2008.
222. Reisman *et al.,* 2018.

Pour assurer l'équité et le respect de l'intérêt général, il est important que toutes les parties touchées par l'utilisation d'un SDA puissent comprendre les raisons et les finalités de cet usage et saisir les intentions derrière leur conception. Il s'agit de responsabiliser les acteur.trices impliqué.es à chacune des étapes, de la création des systèmes jusqu'à leur utilisation. À terme, l'explicabilité des SDA doit permettre le dialogue entre différents points de vue, autant ceux des spécialistes des données que ceux des responsables des décisions, des chercheur.euses, des groupes communautaires et de défense des droits et du public.

Toutefois, les réticences quant à l'exigence de l'explicabilité comme principe phare sont nombreuses. La principale raison invoquée est la complexité des algorithmes, qui limiterait la garantie d'une compréhension à la portée de tous. Cette difficulté est réelle; cependant, il est toujours possible de confier certaines évaluations ou étapes de l'évaluation à des expert.es indépendant.es et représentatif.ives de la diversité. Il est également possible de créer des outils, comme des labels portant sur le développement des SDA (processus d'évaluation, examen externe, niveau de risque). Devant les préjudices potentiels associés aux systèmes de décision automatisée, on ne peut invoquer la complexité pour éviter de rendre accessibles les intentions et les finalités de ces systèmes.

À défaut de cadres législatifs adéquats pour assurer une protection rigoureuse face aux capacités des processus algorithmiques, il est urgent de commencer à réfléchir à de nouvelles structures. Actuellement, devant les pressions grandissantes pour l'ouverture des « boîtes noires », et en l'absence de mécanismes indépendants et encadrés par des règlements, des entreprises prennent les devants et tentent d'expliquer le fonctionnement de leurs algorithmes. Google a notamment lancé en 2019 le service Explainable AI[223]. Toutefois, ces outils fournis par les entreprises elles-mêmes risquent de ne pas suffire, par exemple pour établir les biais présents, s'ils ne sont pas accompagnés d'une capacité d'analyser plus largement les inférences et les décisions des algorithmes. Autrement dit, l'ouverture du code seul, sans explications quant à l'utilisation des données et des résultats, a peu de chances de révéler les impacts sociaux liés à un algorithme. Les logiciels de police prédictive sont de bons exemples à ce chapitre. En effet, même si on pouvait accéder au code source, il demeurerait difficile d'évaluer les impacts de l'utilisation de ces logiciels en l'absence d'informations quant à la façon dont les données sont collectées ou dont les décisions sont prises.

Afin de déployer des mécanismes et des procédures pour assurer l'équité et le développement juste, inclusif et responsable des SDA, il sera important de :

- Considérer l'ensemble des droits fondamentaux et d'assurer leur respect (sans se limiter à la protection de la vie privée);
- Reconnaître la présence de tensions et d'intérêts variables entre les différentes parties prenantes et de prioriser l'intérêt collectif, en plus de prévoir des mécanismes de recours;
- Chercher à éliminer l'asymétrie des informations et des connaissances au sujet de l'utilisation des données et des SDA, due notamment au secret commercial, à l'opacité des systèmes, aux exceptions reconnues pour les organismes d'application de la loi et à la littératie numérique (niveau des connaissances numériques);
- Se donner les moyens d'évaluer leur légitimité, leurs impacts, leur pertinence et leur efficacité de manière indépendante, transparente et permanente.

223. Site Google Cloud, https://cloud.google.com/explainable-ai/.

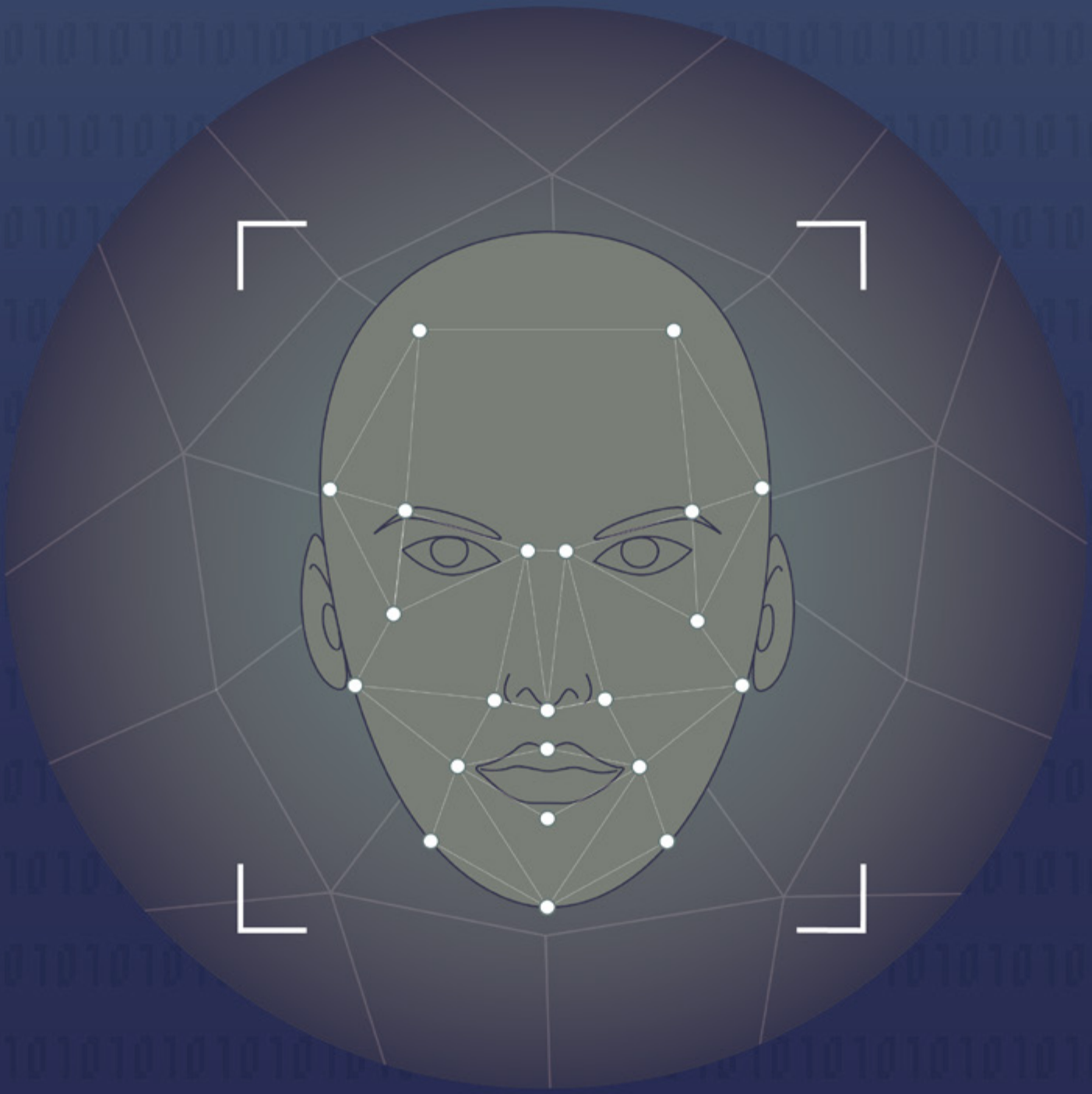
4.4. CONCLUSION

Si des réformes des cadres légaux sont attendues, tant au palier provincial qu'au palier fédéral, les propositions qui seront débattues dans un avenir rapproché risquent de ne pas protéger suffisamment la population des impacts réels associés aux technologies axées sur les données.

Devant la tendance grandissante à recourir aux technologies et aux données, les villes doivent assurer la confiance du public. Par conséquent, elles ne pourront pas éluder longtemps encore l'obligation de rendre les technologies compréhensibles pour les citoyen.nes. Les évaluations des incidences algorithmiques comptent parmi les mesures déterminantes afin d'informer le public et d'engager dans une conversation productive les responsables des décisions, les chercheur.euses et la population.

> **Comme AlgorithmWatch le soulignait dans son rapport annuel, « ce n'est que par un débat démocratique informé, inclusif et fondé sur des preuves que nous pourrons trouver le bon équilibre entre les avantages que peuvent apporter les systèmes de gestion des affaires publiques au chapitre de la rapidité, de l'équité, d'une prévention accrue et de l'accès aux services publics, et les défis qu'ils posent pour les droits de chacun d'entre nous[224] ».**

224. AlgorithmWatch, 2020.



no : 0123456789
genre : AAAAAAAAAA
groupe d'âge : BBBBBBBBB
ethnie : CCCCCCCCCC
partie du corps : 00000
temps : 00:00:00
détection : 00/00/00
position (xyz) : 0,0 - 0,0 - 0,0

CHAPITRE 5

MONTRÉAL, POUVOIRS ET LEVIERS : PORTRAIT DU TRAVAIL AMORCÉ



En matière d'encadrement des technologies et d'utilisation des données, les villes canadiennes n'ont pas le plein contrôle sur les outils législatifs. En effet, la protection des renseignements personnels relève du provincial et du fédéral, et les télécommunications sont du ressort du fédéral uniquement. Ce dernier aspect signifie notamment que, selon les lois en vigueur, les villes ne peuvent s'opposer, comme le souhaitent plusieurs citoyen.nes, au développement de la technologie de cinquième génération (5G)[225]. Il faut souligner que l'implantation de la 5G est un enjeu déterminant puisque cette infrastructure multipliera les capacités des objets connectés.

Les villes possèdent des leviers en fonction de leurs compétences et de leurs pouvoirs, notamment la capacité de règlementer des pratiques ou de négocier les contrats d'approvisionnement. Par ces leviers, elles ont les moyens d'orienter le développement des technologies sur leur territoire afin de mettre en place les mécanismes d'une gouvernance responsable. Concernant les enjeux numériques, c'est d'ailleurs au niveau municipal que l'on assiste à des innovations en matière de pratiques ou de règlementations, dans le but de pallier le défaut d'action des gouvernements supérieurs. Plusieurs exemples seront présentés dans le prochain chapitre.

La Ville de Montréal fait d'ailleurs partie du nombre des gouvernements municipaux dont la réflexion sur les enjeux liés aux technologies et aux données numériques est déjà amorcée. Dans ce chapitre, il sera question des orientations et des actions mises en œuvre par Montréal, notamment entourant la gouvernance des données. Ce chapitre aborde également les limites que Montréal devra surmonter pour mettre en place un encadrement rigoureux et soucieux du bien commun.

5.1. POUVOIRS ET COMPÉTENCES

Au Québec, plusieurs lois définissent les domaines dans lesquels une ville peut exercer sa compétence. Parmi ces lois, il y a entre autres :

- la *Loi sur les compétences municipales* (LCM);
- la *Loi sur les cités et villes*;
- la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* (ci-après la « *Loi sur les gouvernements de proximité* »);
- et la *Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (ci-après la « *Loi sur le statut de métropole* »).

Aucun des domaines de compétence définis dans la LCM et les autres lois en vigueur ne porte précisément sur l'encadrement et la gouvernance des technologies et des données. Cependant, cet état de fait ne constitue pas une limite aux actions municipales, puisque les articles 2 et 85 de la LCM stipulent que :

- « [les] dispositions de la présente loi accordent aux municipalités des pouvoirs leur permettant de répondre aux besoins municipaux, **divers et évolutifs**, dans l'intérêt de leur population. Elles ne doivent pas s'interpréter de façon littérale ou restrictive » (article 2; nous soulignons);
- « [en] outre des pouvoirs réglementaires prévus à la présente loi, toute municipalité locale peut adopter tout règlement pour assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement et le bien-être général de sa population[226] » (article 85).

225. Marsolais, 2020, 25 janvier.
226. Gouvernement du Québec, 2020d.

Les enjeux relatifs à la numérisation croissante des villes placent ces dernières devant de nouveaux défis. Par conséquent, la capacité d'action énoncée dans ces deux articles de loi leur permet de mettre en place des cadres règlementaires innovants pour faire face à cette situation inédite.

Comme spécifié dans la LCM, les municipalités peuvent aussi exercer un pouvoir règlementaire et prévoir entre autres les interdictions ainsi que les conditions et les modalités relatives à l'émission de permis.

À noter que la *Loi sur les cités et villes* permet aux villes de règlementer l'occupation du domaine public (article 29.19). Par règlement, les villes peuvent prévoir entre autres :

- « les fins auxquelles l'occupation est autorisée inconditionnellement ou peut l'être moyennant le respect de certaines conditions;
- les conditions qui doivent être remplies pour que l'occupation soit autorisée, notamment le paiement d'un prix en un ou plus d'un versement;
- les modalités selon lesquelles l'occupation est autorisée lorsque les conditions exigées sont remplies, notamment l'adoption d'une résolution ou la délivrance d'un permis[227]».

En 2017, la *Loi sur les gouvernements de proximité* est venue accroître la capacité d'action des municipalités en modifiant de nombreuses lois qui s'appliquaient à ces dernières. La *Loi sur les gouvernements de proximité* s'articule autour des six thèmes suivants :

- Reconnaissance du statut de gouvernement de proximité;
- Gouvernance et pouvoirs de la municipalité;
- Aménagement du territoire;
- Fiscalité et finances municipales;
- Développement économique;
- Transparence et information aux citoyens[228].

Cette dernière orientation, celle de la transparence et de l'information aux citoyens, n'est pas anodine. Son but est que les citoyen.nes « soient mieux informés en toutes circonstances des affaires municipales[229]». La loi accorde notamment aux gouvernements municipaux le pouvoir de gérer les modalités de diffusion des données ouvertes.

En reconnaissant les villes comme des gouvernements de proximité, cette règlementation leur accorde une plus grande marge de manœuvre afin qu'elles puissent prendre des décisions dans l'intérêt de la population.

227. Gouvernement du Québec, 2020c.
228. Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, 2017.
229. Gouvernement du Québec, s. d. a.

En 2017, la Ville de Montréal s'est vu octroyer une plus grande capacité décisionnelle quant à son fonctionnement, en obtenant le statut de métropole. Elle a entre autres obtenu le pouvoir de :

- « Créer des organismes sans but lucratif dont l'activité consiste à fournir les services, les avis, les matières, les matériaux et les équipements relevant des compétences de la Ville;
- Mettre sur pied les instances consultatives nécessaires pour assurer le bon fonctionnement et la bonne gouvernance de la Ville[230] ».

Bien que tout règlement adopté par Montréal doive être conciliable avec les lois des gouvernements supérieurs et les chartes (*Charte des droits et libertés de la personne du Québec* et *Charte canadienne des droits et libertés*), cela n'empêche pas la Ville d'agir et de légiférer afin de garantir l'intérêt collectif et le bien commun.

5.2. LEVIERS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

Dans le cadre des compétences et des pouvoirs qui lui sont impartis, la Ville de Montréal possède différents moyens d'action, dont : 1) la règlementation; 2) l'approvisionnement; 3) le budget et les projets d'investissements; 4) les engagements et l'adoption de principes, de politiques et de directives générales pour encadrer ses pratiques de fonctionnement. La Ville peut utiliser ces leviers afin d'influencer les pratiques en matière de collecte et d'utilisation de données des tiers avec qui elle travaille ou qui opèrent sur son territoire.

5.2.1. LA RÈGLEMENTATION

La règlementation est l'un des leviers importants dont dispose Montréal pour contrôler l'utilisation des technologies axées sur les données. Pour l'instant, très peu de règlements, sinon aucun, ont été officiellement adoptés afin d'encadrer l'utilisation des technologies et des données – c'est le cas à Montréal, mais aussi dans la majorité des villes du monde. C'est que les études sur les effets des technologies commencent à peine à esquisser un portrait de la situation et des problèmes associés au déploiement des technologies. Le caractère inédit de la situation suppose donc que les municipalités doivent utiliser leur pouvoir règlementaire de manière créative.

Cependant, en vertu de son pouvoir d'encadrer les conditions d'occupation du domaine public, Montréal pourrait envisager d'adopter un règlement exigeant l'obtention d'un permis pour capter des données des citoyen.nes. Une telle disposition obligerait par exemple toutes les entreprises qui utilisent le mobilier urbain à des fins publicitaires à se doter d'un permis si elles souhaitent diffuser des publicités comportant des technologies de reconnaissance des émotions. Un tel règlement viendrait ainsi encadrer en partie le projet d'abribus intelligent actuellement testé au LabVI.

Un autre exemple d'action que la Ville pourrait mettre en place, en vertu de son pouvoir d'interdiction : bannir l'utilisation de certaines technologies par l'ensemble des services municipaux et par le service de police. Plusieurs villes américaines, dont Boston et San Francisco, ont d'ailleurs adopté des règlements pour encadrer l'utilisation des technologies de reconnaissance faciale. Si l'encadrement de la reconnaissance faciale est pressant en raison des risques associés à son utilisation, on doit aussi envisager d'encadrer tous les autres systèmes d'aide à la décision et de décision automatisée pouvant être préjudiciables pour les citoyen.nes.

230. Gouvernement du Québec, s. d. b.

5.2.2. L'APPROVISIONNEMENT

L'approvisionnement représente un front d'action important pour Montréal : non seulement il sert de levier économique, mais il permet d'orienter le développement de la numérisation de la Ville. Le Service de l'approvisionnement gère les processus d'approvisionnement et l'harmonisation des pratiques d'achat. En ce qui concerne l'acquisition de biens et services technologiques, les demandes des organismes municipaux sont généralement adressées d'abord au Service des technologies de l'information (STI)[231]. Autrement, le réflexe à la Ville est d'intégrer systématiquement le STI aux processus d'approvisionnement lorsqu'une unité administrative ou un arrondissement, par exemple, fait une demande d'acquisition de biens ou de services relatifs aux technologies[232]. De cette manière, le STI est tenu informé du matériel et des services technologiques utilisés par les organismes de la Ville. Toutefois, il faut préciser qu'aucune directive officielle de centralisation des acquisitions par le STI n'a été adoptée formellement.

La Ville de Montréal a mis à jour en 2019 sa Politique d'approvisionnement responsable et équitable. Sa portée s'étend aux arrondissements et aux services centraux de la Ville, « impliqués dans toute démarche d'acquisition de biens, de services généraux et professionnels ainsi que d'exécution de travaux à la Ville de Montréal[233] ». La politique se fonde sur les principes d'efficacité, de transparence, d'imputabilité et d'approvisionnement responsable relativement au développement durable.

Elle reste toutefois de portée limitée puisqu'elle regroupe d'abord des objectifs et non des contraintes. Actuellement, la politique d'approvisionnement de la Ville agit comme levier pour orienter tous les achats et les acquisitions en fonction du principe du développement durable. Par conséquent, il est envisageable d'utiliser l'approvisionnement pour garantir que les acquisitions d'ordre technologique reposent sur des critères assurant l'intégration de technologies et de logiciels responsables.

5.2.3. LE BUDGET ET LES PROJETS D'INVESTISSEMENTS

À travers les projets d'investissements en technologies de l'information, la Ville de Montréal peut exprimer ses orientations de développement. Un autre levier d'action est la participation de la Ville au financement, par exemple, d'incubateurs de jeunes pousses, de lieux d'expérimentation tels que le LabVI du Quartier de l'innovation et de compétitions centrées sur l'innovation technologique comme les *hackathons*. L'appui financier de la Ville à ces projets d'innovation technologique peut, en outre, être conditionnel à l'atteinte de certains critères appuyant les principes de transparence, de responsabilité et d'équité.

231. Bureau du vérificateur général de la Ville de Montréal, 2020.
232. Cette manière de procéder ne fait l'objet d'aucune directive officielle, selon les intervenant.es interrogé.es au cours des entretiens menés pour cet avis. Il s'agit d'une politique interne.
233. Ville de Montréal, 2019b.

5.2.4. LES ENGAGEMENTS, LES PRINCIPES ET LES POLITIQUES

Par ses pratiques internes, la Ville de Montréal peut jouer un rôle majeur dans le déploiement de mécanismes favorisant une gouvernance responsable des technologies et des données. Elle peut et doit jouer un rôle de leader en intégrant des pratiques visant la transparence, l'évaluation des impacts et la responsabilisation en matière de technologies assistant la prestation de services.

La Ville s'est d'ailleurs explicitement engagée à être une actrice de l'élaboration d'une éthique appliquée au numérique, notamment en adhérant à la *Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'intelligence artificielle* (ci-après la « *Déclaration de Montréal IA responsable* ») et en intégrant le réseau Cities Coalition for Digital Rights.

S'illustrant par la présence d'un écosystème d'innovation technologique reconnu à travers le Canada et ayant remporté, en 2019, le concours *Défi des villes intelligentes* d'Infrastructure Canada, Montréal est sous le feu des projecteurs. **De plus, forte de son statut de métropole, elle est en position pour influencer les principes et les manières dont les technologies et les données accompagnent la prise de décision et la prestation de services.**

L'adoption de la *Charte des données numériques*, qui sera présentée un peu plus loin, compte parmi les initiatives témoignant de la volonté de la Ville d'encadrer l'utilisation des données pour assurer la primauté de l'intérêt collectif et garantir les droits de la personne. Avec cette charte, l'un des objectifs de la Ville est d'ailleurs de bonifier les cadres règlementaires existants au fédéral et au provincial en matière de protection de la vie privée[234]. En plein processus de modernisation des lois, processus amorcé avec le dépôt de projets de loi tant au provincial qu'au fédéral, la Ville de Montréal peut, par ses réflexions et les pratiques qu'elle mettra sur pied, avoir un impact réel sur les débats qui s'amorcent.

La Ville dispose donc des pouvoirs et des leviers nécessaires pour mettre en place des procédures et des règles qui jetteront les bases d'une gouvernance responsable des technologies et des données. Si plusieurs initiatives lancées jusqu'à maintenant par la Ville de Montréal indiquent les principes sur lesquels elle entend s'appuyer, d'autres leviers politiques et économiques demeurent à exploiter.

5.3. INITIATIVES LANCÉES PAR LA VILLE DE MONTRÉAL

Bien que la Ville dispose de différents leviers, ce ne sont pas tous ces outils qui sont pleinement exploités. Il est important de mentionner que le développement rapide des technologies explique en partie les limites actuellement observées. Comme plusieurs autres villes, Montréal a amorcé une réflexion autour de la gouvernance des données et a pris différents engagements. Toutefois, à ce jour, peu de mesures et de mécanismes concrets rendent ces orientations vraiment effectives.

Dans le cadre du virage numérique qu'a entrepris Montréal depuis plusieurs années maintenant, c'est-à-dire depuis son adhésion au modèle de la ville intelligente[235], la Ville a initié une réflexion sur les pratiques à adopter en matière de gouvernance numérique. Ainsi, en mars 2014, elle a mis sur pied le Bureau de la ville intelligente et numérique (BVIN), aujourd'hui le Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal (LIUM). Le LIUM agit comme un lieu de réflexion, de conception et d'expérimentation voué à l'innovation touchant entre autres l'ouverture et l'utilisation des données[236].

234. Dufort, 2020.
235. Ville de Montréal, s. d. a.
236. Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal, https://laburbain.montreal.ca/propos.

Au départ, les préoccupations de la Ville portaient davantage sur la transparence, ce qui s'est notamment traduit par l'adoption de la Politique de données ouvertes. Adoptée en 2015, cette politique d'ouverture par défaut a pour objectif de mener à la publication de tout l'inventaire des ensembles de données que la Ville possède, à l'exception de ceux dont la publication représente une menace pour la sécurité publique[237].

Avec le développement de technologies comme l'Internet des objets et l'IA en guise d'outils de prédiction et de recommandation, les préoccupations autour des données collectées et rendues publiques ont évolué pour intégrer des questionnements relatifs à l'utilisation responsable de celles-ci. En 2018, le LIUM a fait appel à un groupe de recherche indépendant[238] afin de définir un cadre conceptuel dont il pourrait s'inspirer pour implanter un cadre d'analyse et de gestion des enjeux sociaux, éthiques et d'acceptabilité sociale engendrés par les systèmes technologiques. Le rapport portait sur l'impact des systèmes technologiques, allant de la conception des systèmes jusqu'aux données collectées, analysées et stockées, et à leur intégration au sein des services publics[239]. Il insistait en outre sur l'importance d'implanter des mécanismes de gouvernance des données.

La Ville de Montréal s'est aussi dotée en 2018 d'une Politique sur l'utilisation et le développement des logiciels et du matériel libres. Avec cette politique, elle réitérait son engagement en matière de transparence gouvernementale en misant sur l'ouverture des logiciels, et notamment en considérant de façon systématique les solutions proposées par le secteur de l'informatique libre[240]. La portée organisationnelle de la politique s'étend aux unités administratives de la Ville, et les organisations paramunicipales ont aussi été invitées à l'adopter.

Depuis 2014, la Ville de Montréal a ainsi lancé un important chantier de réflexion, en plus d'adopter deux politiques favorisant l'ouverture et une plus grande transparence en matière de données et de matériel et logiciels technologiques. Deux autres initiatives importantes ont également vu le jour :

- L'adoption de la *Charte des données numériques*;
- La discussion autour des propositions du Plan d'action des données ouvertes, à venir.

Dans les prochaines sections, ces deux initiatives seront présentées dans le détail afin de mettre en lumière l'état du travail amorcé par la Ville ainsi que les défis et les limites qu'elles soulèvent.

5.3.1. *CHARTE DES DONNÉES NUMÉRIQUES*

Sensible aux enjeux relatifs à l'exploitation des données, la Ville de Montréal s'est dotée en octobre 2020 d'une *Charte des données numériques*[241]. Pilotée par le LIUM, celle-ci fait suite aux engagements pris par la Ville lorsqu'elle a intégré le réseau Cities Coalition for Digital Rights[242], un regroupement de près de 45 villes. Selon la déclaration de cette coalition, les villes membres s'engagent en tant qu'institutions démocratiques à s'assurer que les droits tels que « la vie privée, la liberté et la démocratie soient incorporés **dès la conception des systèmes technologiques**, en commençant par les infrastructures et les services numériques contrôlés localement[243] ».

237. Ville de Montréal, s. d. b.
238. Centre international de référence sur le cycle de vie des produits, procédés et services (CIRAIG).
239. CIRAIG, 2018a; CIRAIG, 2018b.
240. Ville de Montréal, s. d. c.
241. Ville de Montréal, 2020b.
242. Cities for Digital Rights, s. d.
243. Cities for Digital Rights, s. d. Nous soulignons.

Avec sa charte, la Ville a déterminé les principes à respecter pour élaborer un cadre de gouvernance des données numériques dans l'espace urbain[244]. Bien que le document n'ait pas une valeur juridique, son adoption doit permettre d'orienter les actions et les décisions relativement aux technologies et aux données.

Pour la cheffe d'équipe des données ouvertes du LIUM, Véronique Dufort, qui a dirigé le projet de charte, le document est un complément aux cadres légaux de protection des données[245].

La *Charte des données numériques* repose sur 3 engagements et 13 principes.

ENGAGEMENT 1 : LA GARANTIE DES DROITS DE LA PERSONNE À L'ÈRE NUMÉRIQUE

- Droit à la vie privée – Préserver l'intimité et prévenir la surveillance.
- Inclusion – Assurer l'équité et lutter contre les discriminations.
- Cybersécurité – Protéger les données personnelles.
- Consentement – Garantir le plein contrôle des citoyen.nes sur leur empreinte numérique.
- Sobriété numérique – Faire un usage raisonné et raisonnable de la donnée.

ENGAGEMENT 2 : LA PRIMAUTÉ DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET DU BIEN COMMUN

- Bien commun – Collecter au nom de la collectivité.
- Souveraineté numérique* – Assurer le partage des données d'intérêt général sur le territoire.
- Interopérabilité et portabilité des données – Favoriser l'échange, l'utilisation et l'agnosticisme technique.
- Transparence – Assurer un lien de confiance.

ENGAGEMENT 3 : LES DONNÉES AU SERVICE DE L'AVENIR

- Universalité d'accès – Réduire la fracture numérique.
- Participation publique – Impliquer la communauté et faciliter la création de valeur sociale.
- Expérimentation encadrée – Oser repousser les limites pour innover.
- Transition écologique – Maîtriser son empreinte sur l'environnement[246].

244. Dufort, 2020.
245. Dufort, 2020.
246. Dufort, 2020.

Le document reconnaît notamment les risques de biais discriminatoires dans le traitement des données et insiste sur **l'inclusion et l'équité** comme principes fondamentaux « dans le but d'éviter tout phénomène de discrimination[247] ». En plus de s'engager à garantir les droits de la personne, la charte vise à assurer la primauté de l'intérêt général et du bien commun, notamment en souscrivant au **principe de souveraineté numérique***.

À propos de la captation des données, la charte spécifie que « tout sera mis en œuvre pour que les dispositifs techniques, tels que les capteurs, enrichissent l'univers démocratique plutôt que de soutenir des fins commerciales ou strictement de sécurité civile[248] ». Par ailleurs, en souscrivant au **principe de sobriété numérique**, la Ville de Montréal reconnaît la nécessité, pour tout projet, de réfléchir aux besoins en matière de données et de définir précisément et préalablement ces derniers. Ce principe est important puisqu'il favorise l'adoption des précautions et de la vigilance nécessaires afin d'assurer que toute utilisation et tout traitement des données soient justifiés et légitimés selon des principes établis.

La charte stipule également que « les pratiques en matière de données doivent être documentées et rendues publiques, notamment l'ensemble des données collectées et les règles qui leur sont appliquées. L'usage qui est fait de ces données, entre autres lorsqu'elles sont impliquées pour les prises de décisions, doit être communiqué[249] ». La Ville de Montréal réitère ainsi sa position en faveur de la transparence et d'une valorisation des données au bénéfice du bien commun.

Enfin, il est important de mentionner qu'avec cette charte, la Ville s'engage à être vigilante quant au déploiement de capteurs sur le territoire montréalais, « en encadrant toutes les technologies permettant l'identification personnelle, notamment en bannissant la collecte de données biométriques dont la reconnaissance faciale sans consentement par les entités sous la responsabilité du conseil municipal, et en appliquant les principes de participation publique inclusive dans les réflexions sur l'usage de ces technologies[250] ».

LIMITES ET DÉFIS

La *Charte des données numériques* est un pas déterminant pour la suite du développement des technologies reposant sur les données. Cependant, le document se concentre principalement sur les données, comme son nom l'indique, en proposant prioritairement un cadre pour orienter leur gouvernance. Il serait toutefois possible d'envisager d'étendre la portée du cadre de gouvernance en y intégrant explicitement les systèmes algorithmiques et d'aide à la décision. Ainsi, en faisant de cette charte un cadre explicite de gouvernance des données et des SDA, par exemple, la Ville enverrait un signal clair de son engagement pour une intégration responsable des technologies. D'ailleurs, il est déjà mentionné dans la charte que l'engagement de transparence « recouvre un ensemble de démarches visant à partager les données collectées et l'usage qui en est fait, notamment les données collectées et *l'utilisation d'algorithmes*[251] ».

247. Ville de Montréal, 2020b.
248. Ville de Montréal, 2020b.
249. Ville de Montréal, 2020b.
250. Ville de Montréal, 2020b.
251. Ville de Montréal, 2020b. Nous soulignons.

La charte souligne la nécessité d'assurer que l'utilisation des données par des systèmes algorithmiques et d'aide à la décision n'entraîne pas d'exclusion ni de stigmatisation[252]. Cependant, la seule mention de la prise de décision automatisée concerne le cas précis des expérimentations. Ainsi, pour ce qui est des **expérimentations encadrées**, le document spécifie qu'il est « impossi[ble] de prendre des décisions automatisées individuelles sur les usagers des services publics sans validation humaine[253] ». Si cette mention est importante afin d'encadrer les expérimentations technologiques urbaines, sa portée demeure limitée. En effet, en raison des impacts potentiels des SDA, on se serait attendu à ce que l'interdiction de recourir à des décisions automatisées soit étendue à tous les SDA impliquant des données personnelles, et non pas seulement à ceux utilisés dans le cadre d'un projet expérimental.

La charte a été présentée comme un processus évolutif. Comme le soulignait la cheffe des données du LIUM, la communauté est invitée à participer à la « conversation » en commentant le document et en réagissant aux commentaires soumis via son sondage interactif[254]. Le document insiste sur la nécessité d'intégrer des mécanismes de participation publique. Ainsi, pour recueillir les commentaires du public, le LIUM se sert de la plateforme en ligne Pol.is, où les contributions sont limitées à 140 caractères[255]. Près de 4 mois après son lancement, environ 45 commentaires ont été formulés sur la plateforme[256]. Le mode de consultation publique retenu pour commenter un outil aussi essentiel que cette charte ne semble donc pas adapté pour informer la population, susciter une conversation publique et encourager une participation élargie. La gouvernance responsable des données et des technologies suppose pourtant qu'un outil comme la charte puisse être ouvertement discuté pour assurer la compréhension de la démarche, afin que l'ensemble des parties prenantes puissent pleinement contribuer à son évaluation et à son évolution.

Si le principe d'explicabilité ne se retrouve pas nommément dans la *Charte des données numériques*, celle-ci réunit plusieurs principes susceptibles de favoriser une meilleure compréhension, d'encourager la délibération et de permettre l'évaluation rigoureuse des technologies, incluant les SDA.

Bref, les défis relatifs à la délibération et à la participation publique sont réels. À ceux-ci s'ajoute le défi d'envergure que la Ville doit relever : la mise en application de la charte au sein de l'ensemble de l'appareil administratif et des services municipaux.

252. Ville de Montréal, 2020b.
253. Ville de Montréal, 2020b.
254. Dufort, 2020.
255. « Pol.is est une plateforme de conversation en ligne alimentée par des méthodes d'intelligence artificielle. Utilisée à travers le monde dans des processus décisionnels où la consultation publique et l'engagement citoyen sont mis de l'avant, elle combine des méthodes d'analyse qualitatives et quantitatives. La plateforme permet aux utilisateur.trice.s de proposer [eux]-mêmes des dimensions ou enjeux particuliers liés au sujet principal. Ces commentaires sont ensuite rendus visibles à d'autres participant.es et forment la base de l'interaction entre les utilisateur.trice.s[, ces] derniers pouvant voter sur les commentaires des autres. Ceci crée un contexte favorisant l'émergence d'idées, d'échanges nuancés et de consensus. Les participant.e.s jouent donc un rôle actif plutôt que passif dans le processus de consultation ou de rétroaction. » Description de la plateforme Pol.is, dans Dufort, 2020.
256. Voir la page Consultation publique sur la Charte des données numériques de Montréal, https://pol.is/68sjdrick7.

5.3.2. PROPOSITION DE PLAN D'ACTION SUR LES DONNÉES OUVERTES

Parmi les récentes initiatives menées par le LIUM, il y a les travaux amorcés en vue de doter Montréal d'un plan d'action en matière de numérique. Avec la collaboration de Nord Ouvert[257], le LIUM a réalisé un bilan du travail déjà fait par la Ville dans l'objectif de déterminer les meilleures pratiques à adopter relativement à l'utilisation des données. En mars 2019, l'organisme a soumis une proposition de plan d'action quant aux données ouvertes (ci-après le « Plan d'action des données ouvertes »)[258], que le public était invité à commenter.

LES PROPOSITIONS DU PLAN D'ACTION SONT ORIENTÉES AUTOUR DE CINQ AXES :

1. « Ouvrir les données dans un but précis, tout en améliorant leur qualité, leur exactitude et leur fraîcheur;
2. Soutenir une vaste communauté d'utilisateurs de données ouvertes et mobiliser les partenaires de l'écosystème local de données ouvertes;
3. Travailler la gouvernance des données et clarifier les rôles et responsabilités pour un cycle de publication de données ouvertes efficace;
4. Intégrer les données ouvertes dans notre culture municipale par le renouvellement des stratégies municipales et la création de voies d'apprentissage;
5. Participer aux réseaux de partage de connaissance et chercher de nouveaux engagements, afin de maintenir Montréal à l'avant-garde du mouvement de données ouvertes[259]. »

Plusieurs objectifs et actions proposés dans le document témoignent de la volonté de mettre en place des mécanismes de gestion responsable des données. Voici quelques exemples retenus, présentés selon leur ordre d'apparition dans le document[260].

257. Nord Ouvert est un organisme sans but lucratif qui offre des services consultatifs pour favoriser l'utilisation efficace, responsable et concertée des données et de la technologie et résoudre des problèmes complexes.
258. Ville de Montréal, s. d. d.
259. Ville de Montréal, s. d. d.
260. Ville de Montréal, s. d. d.

OBJECTIFS	ACTIONS CLÉS
Élaborer des processus standardisés pour une gestion responsable des données ouvertes qui prend en compte, entre autres, les questions de sécurité et de confidentialité des données (p. 3).	• En collaboration avec le service du greffe et les parties prenantes à l'externe (par exemple : universités, centres de recherche, expert.es), créer un groupe de travail qui mènera une réflexion sur le respect de la vie privée et la gestion des informations personnelles par rapport au programme des données ouvertes. **ACTIVITÉS DE SUIVI POTENTIELLES :** • Produire un rapport qui fournira des orientations et des outils pour renforcer les capacités des publieurs à déterminer et à traiter les risques. • Offrir des formations aux employé.es basées sur le rapport (p. 3 et 4).
Renforcer la capacité des services et des arrondissements d'analyser leurs données et d'en reconnaître la valeur (p. 4).	• Créer des mécanismes pour que les employé.es puissent travailler avec des expert.es en données (par exemple : statisticien.nes, géomaticien.nes) pour développer des analyses, comprendre la valeur des données, discuter des usages potentiels, etc. (p. 4).
Prioriser l'ouverture des données selon la valeur attendue des jeux de données (p. 4).	• Développer une grille d'évaluation qui permettra aux unités d'identifier le jeu de données et de mesurer sa valeur pour pouvoir le prioriser. • Explorer la création de mécanismes de consultation citoyenne pour appuyer la priorisation des données (p. 4).
Rendre les données plus accessibles et compréhensibles sur le portail des données ouvertes (p. 6).	• Déployer le portail des données ouvertes, qui offrira aux citoyen.nes de nouveaux moyens de visualisation et des tutoriels (p. 6).
Travailler avec des parties prenantes à l'interne pour renforcer la gouvernance des données et pour encourager les bonnes pratiques en matière de gestion (p. 9).	**ÉTAPES À L'INTERNE :** • Déterminer les points du plan d'action qui supposent une vision supérieure (par exemple : gestion des données, formation, gouvernance, etc.). • Rapporter ces points au directeur général pour établir les dépendances du plan d'action. • Dans le cadre des autres documents de Montréal numérique, s'assurer qu'à chaque dépendance du Plan d'action des données ouvertes répond une action dans un autre document (p. 9-10).
Créer des avenues pour favoriser la participation citoyenne dans la gouvernance du programme (p. 11).	• Procéder à la création d'un comité consultatif sur les données ouvertes (membres : représentant.es, expert.es des secteurs public, privé, universitaire, communautaire et autres) qui tiendra des réunions trimestrielles. Le comité aura pour objectifs de soutenir la priorisation des données et de formuler d'autres recommandations sur le programme des données ouvertes (p. 11).

LIMITES ET DÉFIS

Si la mise sur pied d'un plan d'action concernant les données ouvertes est une procédure fondamentale pour établir les objectifs et les actions à entreprendre, la proposition avancée comporte plusieurs limites. D'abord, il faut noter que cette proposition a été présentée en 2019, en prévision de son adoption en 2020. Or, jusqu'à présent, aucune version finale du plan d'action n'a été adoptée ni même soumise au public, et entretemps la *Charte des données numériques* a été publiée.

La principale limite du plan d'action est qu'il se concentre exclusivement sur les données ouvertes. Le document laisse ainsi passer l'occasion de déployer une stratégie solide de gouvernance des données et des technologies. Pourtant, les propositions pointent différentes mesures déterminantes pour assurer une gouvernance responsable élargie aux enjeux du numérique, dont :

- La formation d'un comité composé d'expertises variées et des parties prenantes;
- Des mécanismes de consultation publique;
- La formation du personnel;
- Des processus standardisés de gestion responsable;
- L'inclusion du public dans la priorisation des données à ouvrir.

Toutefois, le plan d'action insiste peu sur la mise en place de mécanismes d'audit, d'évaluation et de reddition de comptes. S'il met l'accent sur la sécurité et la confidentialité des données, il n'inclut pas de procédures à mettre en œuvre pour assurer que l'utilisation des données, et des technologies de manière générale, respecte les droits de la personne. De plus, aucune mesure d'évaluation des impacts n'est prévue.

Le document propose aussi d'impliquer le public et les parties prenantes dans la priorisation des données à ouvrir. Une telle mesure devrait être élargie notamment à la priorisation des projets d'implantation de SDA lorsque ceux-ci incluent des données personnelles ou lors du déploiement de technologies pouvant avoir un impact sur les individus et les communautés.

Plusieurs projets en cours impliquant l'utilisation de technologies à Montréal ne se démarquent pas, à l'heure actuelle, par l'exemplarité des mécanismes de transparence qui les accompagnent. Le projet-pilote de stationnement intelligent[261] qui vient de débuter dans le quartier Rosemont–La Petite-Patrie en est un exemple. Dans le cadre de ce projet, la technologie de lecture automatique de plaques d'immatriculation est la même que celle utilisée par le SPVM, et elle pose plusieurs défis notamment au chapitre de la protection de la vie privée. Cependant, le projet de stationnement intelligent n'a fait l'objet d'aucune discussion publique ni même d'une présentation des conditions d'utilisation des données recueillies. Pourtant, la LAPI est présentement à l'étude par la Commission de la sécurité publique de Montréal[262].

Aussi, le survol des projets prévus dans le Plan décennal d'immobilisations 2020-2030 (PDI)[263] dans le domaine des technologies de l'information soulève des questions quant au développement de systèmes automatisés que la Ville entend déployer au cours des prochaines années. À titre d'exemple, un projet de modernisation des opérations policières doit permettre la mise à jour du logiciel M-IRIS, l'installation d'équipement de surveillance et l'optimisation des processus de décision[264].

261. Agence de mobilité durable de Montréal, s. d.
262. Ville de Montréal, 2020a.
263. Ville de Montréal, 2020c.
264. Ville de Montréal, 2020c.

Le projet-pilote de la 5G est un autre exemple qui témoigne du fait que les engagements de la Ville ne se reflètent pas toujours dans ses actions. Avec cette expérimentation précommerciale, la Ville de Montréal a énoncé le souhait de parvenir à un « développement harmonieux » tout en s'assurant que « sa voix et celle de la population montréalaise soi[ent] prise[s] en compte[265] ». Bien que la Ville ait annoncé la mise en place d'un comité de santé et d'acceptabilité sociale qui accompagnera le projet, à ce jour, peu de détails, voire aucun, ont été rendus publics quant aux mécanismes qui assureront l'indépendance des évaluations du projet-pilote et qui permettront aux citoyen.nes d'être informé.es et de s'exprimer[266].

Maintenant que la *Charte des données numériques* a été adoptée, il devient plus que pertinent que le plan d'action qui sera élaboré incorpore des mesures pour opérationnaliser les engagements pris par Montréal – d'autant que, dans son plus récent **plan stratégique**, *Montréal 2030*, publié en décembre 2020, la Ville réitère sa priorité de « miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective[267] ». Pour concrétiser les principes de la charte, la Ville de Montréal doit s'assurer de mettre en place des mesures tangibles, notamment pour auditer et évaluer les niveaux d'impact des systèmes technologiques ainsi que pour assurer un débat démocratique et maintenir ouverts des lieux d'échange et de communication avec le public. Autrement dit, sans ajustement des cadres règlementaires existants et sans mesures, procédures et structures additionnelles pour garantir l'opérationnalisation des principes de la charte et assurer les droits de la personne, il sera difficile de faire en sorte que la trajectoire numérique de Montréal se déploie de manière pleinement responsable, inclusive et démocratique.

5.4. FREINS ET ENJEUX

Malgré plusieurs engagements et actions initiées, on peut relever différents obstacles à la mise en œuvre d'une bonne gouvernance des données et des technologies. De nombreuses observations à propos des limites et des enjeux ont été faites au cours des entretiens qui ont été réalisés pour cet avis.

Le premier frein est la rapidité avec laquelle les technologies évoluent. Cette réalité crée une pression sur les administrations municipales afin qu'elles améliorent la prestation de services. Parallèlement, Montréal, comme d'autres villes d'ailleurs, aspire à bonifier son image de ville intelligente grâce aux innovations technologiques. Cependant, ces réalités ont le potentiel de créer un contexte où les villes vont prioriser l'intégration de solutions technologiques comme premier réflexe pour résoudre un problème. Or, plusieurs technologies ne sont pas encore complètement au point; il est donc important, si l'on souhaite introduire des solutions technologiques pour répondre aux enjeux urbains, que celles-ci soient éprouvées et que leur utilisation ait fait l'objet d'une justification auprès du public.

Le deuxième frein soulevé est la difficulté d'harmoniser les pratiques dans l'ensemble de l'administration municipale et des services, et d'établir des standards de gestion responsable des données et des technologies axées sur les données. Le grand nombre d'organisations que représentent les 19 arrondissements et les différents services de la Ville complique le contrôle de l'approvisionnement en matériel informatique. Le Bureau du vérificateur général de la Ville de Montréal a d'ailleurs produit un rapport au sujet de l'informatique grise*.

265. Ville de Montréal, 2020e.
266. Le regroupement de citoyen.nes non partisan Montréal pour tous, qui souhaitait le report du début du projet expérimental de la 5G, demande notamment une commission publique. Montréal pour tous, 2020.
267. Ville de Montréal, 2020d.

Les enjeux qu'il y soulève sont entre autres :

- Les risques liés à la sécurité des données si le matériel n'a pas préalablement fait l'objet d'une approbation;
- La corruption des données;
- La non-conformité d'une utilisation notamment en ce qui a trait à la protection de la vie privée[268].

Le troisième frein mentionné est celui de la nouveauté des enjeux liés à l'utilisation des technologies à la Ville. Bien qu'une entité, le LIUM, soit désignée pour orienter la réflexion relativement aux données et aux technologies, tout indique que de nouvelles mesures et procédures doivent être développées et mises en place. Toutefois, la sensibilité et les connaissances des employé.es de la Ville, tous secteurs confondus, en matière d'utilisation des technologies et des données ne sont pas toujours à la fine pointe des enjeux. Par conséquent, la formation du personnel à l'utilisation responsable des données et des technologies sera importante au cours des prochaines années.

L'absence de directives claires et officielles en matière d'approvisionnement en technologies et en logiciels est une autre limite importante. Bien que le STI joue un rôle central dans la majeure partie des acquisitions en technologies de l'information, il n'en demeure pas moins qu'**une directive officielle devrait être adoptée pour assurer le contrôle et l'évaluation des logiciels et services acquis**. De plus, pour orienter le développement des technologies et l'utilisation des données, Montréal devrait s'assurer que les appels d'offres soient conformes aux principes d'une gouvernance responsable des technologies et des données. À ce sujet, l'organisme Nord Ouvert a récemment publié le *Guide d'approvisionnement ouvert et éthique avec les fournisseurs privés*. Il y propose entre autres de :

- Interdire les ententes de non-divulgation;
- Opter pour une gouvernance centralisée des acquisitions en technologies de l'information pour assurer un bon contrôle;
- Assurer la propriété exclusive des données;
- Exiger l'ouverture des codes et la propriété des codes (argent public = codes publics);
- Publier les analyses de risques;
- Tenir un registre ouvert des rencontres avec les fournisseurs[269].

Ces exemples non exhaustifs de critères pour les contrats d'approvisionnement illustrent la nécessité d'établir des indications précises pour que le matériel et les services technologiques acquis favorisent une harmonisation des pratiques en matière de numérique.

268. Bureau du vérificateur général de la Ville de Montréal, 2020.
269. Ferron, 2020.

Actuellement, l'évaluation des impacts des technologies et des logiciels est réalisée par différents organismes. Le STI évalue à l'interne les systèmes et logiciels qui sont utilisés. La Commission de la sécurité publique évalue des technologies utilisées par le SPVM[270]. Le Bureau du vérificateur général de Montréal a déjà, par le passé, audité le logiciel M-IRIS utilisé par le SPVM[271]. À terme, cette dispersion de l'évaluation risque de compliquer la pratique systématique d'une évaluation des incidences des technologies d'aide à la décision, appelées à intégrer de plus en plus les processus décisionnels. **Le survol des technologies (chapitre 2) et la recension des enjeux et des impacts (chapitre 3) démontrent que les facteurs dont il faut tenir compte pour réaliser une évaluation complète des incidences sont souvent complexes. Il serait souhaitable que la Ville réfléchisse à la mise en place d'un comité indépendant et permanent qui assurerait cette fonction et faciliterait le maintien de canaux d'information et d'échange avec le public.**

Le processus visant à établir des mécanismes qui encadreront le déploiement des technologies et leur usage au sein de la Ville est en construction. Montréal possède les compétences et les leviers pour mettre en place un cadre inédit et solide, et pour servir de modèle en la matière. En se servant des leviers dont elle dispose, la Ville a le devoir de prendre position et de rassurer la population quant à l'évaluation des risques liés aux nouvelles technologies et à sa prudence relativement aux partenariats avec le secteur privé. Par conséquent, elle doit implanter des cadres, des procédures et des mesures de contrôle qui viendront garantir une gouvernance responsable, inclusive et équitable des technologies.

Précédant nos recommandations, le prochain chapitre propose différents exemples d'actions entreprises dans des villes européennes et américaines.

270. Ville de Montréal, 2020a.
271. Vérificateur général de la Ville de Montréal, 2013.

CHAPITRE 6

QUELQUES ACTIONS ENTREPRISES AILLEURS DANS LE MONDE



Depuis une dizaine d'années, les villes font face à de fortes pressions pour implanter de nouvelles technologies afin d'optimiser la prestation de services. Les discussions éthiques autour des algorithmes et des SDA ont donné lieu à l'adoption de grands principes par les responsables municipaux. Ainsi, Montréal a adhéré au réseau Cities Coalition for Digital Rights et a signé la *Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'intelligence artificielle*, en plus de produire sa propre *Charte des données numériques*.

Malgré les principes adoptés, le passage de l'intention aux résultats concrets n'est pas facile; il suppose la mise en place de règlements et de politiques publiques. L'un des freins importants au sein des administrations municipales est certainement l'absence d'une expertise interne suffisamment diversifiée pour évaluer simultanément l'architecture informatique et l'ensemble des impacts sociaux. Cette expertise est pourtant essentielle pour créer et adopter des SDA qui assureront la primauté du bien commun, d'où les multiples propositions de créer des comités réunissant des expertises et des intérêts variés. Bien que les difficultés soient nombreuses, certaines villes réfléchissent à de nouvelles méthodes et commencent timidement à mettre en place des cadres d'exigences et des politiques pour assurer un développement plus responsable et équitable des technologies.

Les initiatives pour encadrer l'utilisation des technologies axées sur les données, qui émergent un peu partout à travers le monde, n'ont pas toutes la même portée, mais elles ont toutes le mérite de chercher à baliser le développement des technologies et d'alimenter la réflexion. Elles démontrent surtout le rôle que peuvent jouer les municipalités en matière de gouvernance des données et des technologies.

Les exemples de mesures et d'actions qui sont brièvement exposés dans ce chapitre offrent des pistes intéressantes de réflexion quant aux façons dont la Ville de Montréal pourrait procéder pour assurer la compréhension des SDA par la population et leur encadrement selon des principes de responsabilité, d'équité et d'inclusion.

6.1. SEATTLE SURVEILLANCE ORDINANCE – ÉTATS-UNIS

En 2017, à la suite de craintes formulées par des citoyen.nes après l'acquisition de technologies potentiellement intrusives sans étude d'impacts préalable, la Ville de Seattle, aux États-Unis, a adopté une ordonnance sur les technologies de surveillance. L'ordonnance exige l'évaluation des coûts, des avantages et des risques associés aux technologies de surveillance, comme les lecteurs automatisés de plaques d'immatriculation ou les technologies d'audiosurveillance pour détecter les anomalies. Le but de cette mesure est d'offrir une plus grande transparence relativement à l'utilisation des technologies, mais aussi d'assurer une plus grande responsabilisation de la Ville en matière d'acquisition de nouvelles technologies. Plus encore, l'ordonnance est conçue et orientée de manière à ce que la portée des évaluations inclue non seulement les enjeux liés à la vie privée, mais également les risques pour les libertés civiles et les impacts sur les individus et les communautés.

L'ordonnance adoptée par Seattle couvre toutes les nouvelles acquisitions technologiques, y compris l'équipement et le matériel ainsi que les logiciels. Pour chacune des technologies répondant aux critères de surveillance[272], les services municipaux doivent dans un premier temps rédiger un rapport d'impact, notamment pour évaluer la robustesse des systèmes et leurs risques potentiels. Le rapport et les documents à l'appui sont ensuite publiés afin d'être examinés et commentés par le public. Les commentaires recueillis sont compilés et intégrés au rapport. En plus d'être soumis au directeur des technologies et de l'informatique et aux représentant.es d'autres unités de l'administration municipale, le rapport est présenté à un groupe consultatif externe, le Surveillance Advisory Working Group, composé de membres représentant des communautés pour la plupart marginalisées et ayant fait historiquement l'objet d'une surveillance discriminatoire[273]. La participation du groupe consultatif externe à la démarche d'évaluation a été introduite en 2018.

La figure 1 présente (en anglais) les principales étapes que comporte le rapport d'évaluation des impacts des technologies de surveillance.

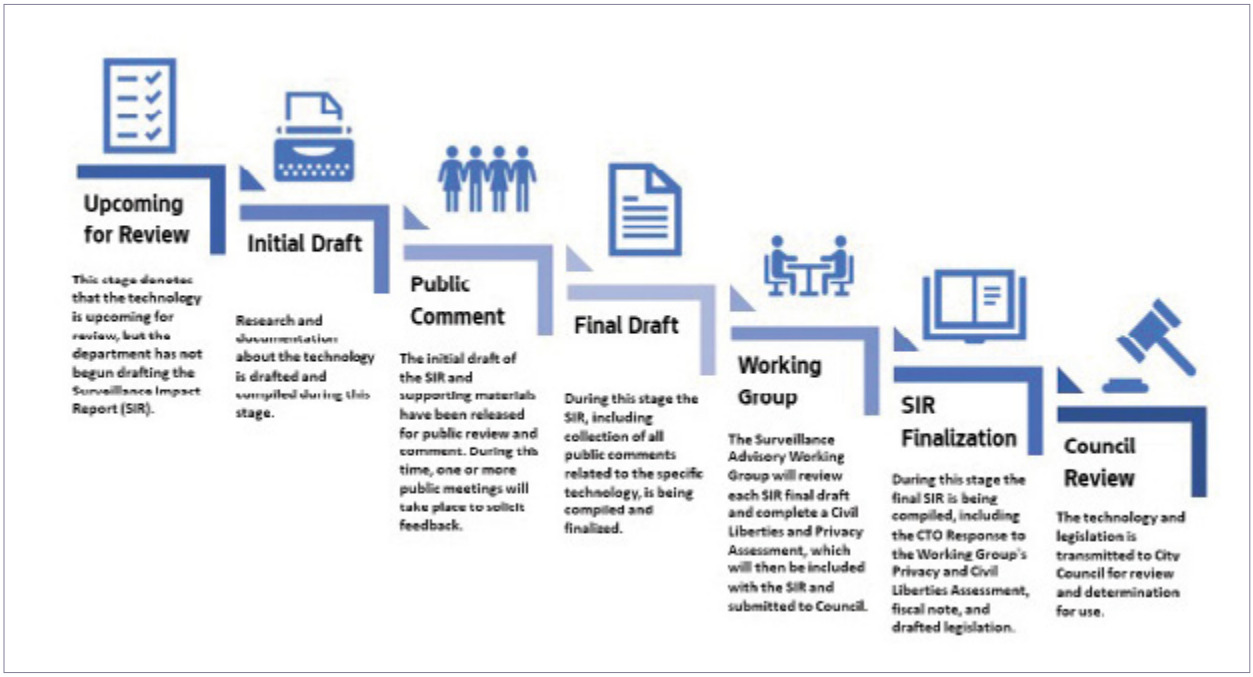


FIGURE 1 : Étapes du rapport d'évaluation des impacts des technologies de surveillance

Source : https://www.seattle.gov/tech/initiatives/privacy/surveillance-technologies/about-surveillance-

272. « "Surveillance" ou "surveiller" signifie observer ou analyser les mouvements, les comportements ou les actions d'individus identifiables d'une manière qui est raisonnablement susceptible de soulever des préoccupations concernant les libertés civiles, la liberté d'expression ou d'association, l'équité raciale ou la justice sociale. Les individus identifiables comprennent également les personnes dont l'identité peut être révélée par les données de plaque d'immatriculation lorsqu'elles sont combinées avec tout autre enregistrement. Il ne s'agit pas de surveillance si une personne a sciemment et volontairement consenti à fournir les informations ou a eu une occasion claire et évidente de refuser de fournir les informations. » Seattle.gov, mis à jour en février 2021.

273. Seattle.gov, s. d.

L'ordonnance sur les technologies de surveillance de la Ville de Seattle est un exemple de mesure adoptée pour favoriser l'explication des technologies. En effet, le processus permet d'évaluer les impacts sur la vie privée et l'équité ainsi que les risques engendrés, en plus de mettre au jour les raisons et les objectifs justifiant l'usage de ces technologies, tout en déterminant le cadre et les conditions d'utilisation. La population est également sollicitée dans le processus d'évaluation. Avec ces mesures, la Ville de Seattle a mis en place une structure visant à renverser la tendance forte voulant qu'elle devienne ce que Ben Green nomme une « *black-box city*[274] ».

La rédaction de chaque rapport d'impact est un processus demandant de six à sept mois de travail. Le rapport d'évaluation comprend :

- La description de la technologie et de ses capacités;
- Son but et l'utilisation proposée;
- Une politique d'utilisation et de gestion des données;
- Une description des impacts potentiels de la surveillance sur les droits et les libertés civiles et sur les communautés;
- Un plan d'atténuation;
- Une description des impacts fiscaux[275].

L'ordonnance n'est pas parfaite, et après deux ans d'application certains suggèrent des ajustements pour améliorer l'efficacité du processus d'évaluation. La principale raison invoquée est les rapports volumineux auxquels il donne lieu[276]. Jusqu'à présent, les rapports déposés n'étaient pas accompagnés d'une synthèse, ce qui pouvait réduire leur accès au plus grand nombre. Des modifications aux méthodes d'évaluation doivent bien entendu être apportées pour ajuster le processus selon l'expérience qui s'accumule au fil des rapports. **Toutefois, cet exemple montre qu'il est possible d'encadrer les technologies avant leur acquisition.**

Après Seattle, plusieurs villes ont adopté des lois et des règlements sur les technologies de surveillance. Parmi celles-ci, il y a Cambridge et Somerville au Massachusetts, et Davis, Berkeley et Oakland en Californie[277]. Selon la recension réalisée dans le cadre du présent avis, il semble qu'aucune ville canadienne n'ait officiellement adopté de telles mesures sous forme d'ordonnance, de loi ou de règlement.

Le cas de Seattle et ceux d'autres villes sont des pistes d'actions à étudier qui démontrent la possibilité d'encadrer avec des mesures concrètes l'utilisation des technologies et des données. Bien que l'ordonnance de Seattle ne concerne que les technologies de surveillance, il serait envisageable d'étendre les processus d'évaluation à l'ensemble des systèmes de prise de décision potentiellement préjudiciables.

274. Green, 2019.
275. Seattle City Council Insight, 2019.
276. Hellmann, 2019, 6 juin; Seattle City Council Insight, 2019.
277. American Civil Liberties Union, s. d.

6.2. NEW YORK CITY AUTOMATED DECISION SYSTEMS TASK FORCE (ADS TASK FORCE) – ÉTATS-UNIS

En 2018, la Ville de New York a été la première administration à engager une démarche visant explicitement à encadrer l'utilisation des SDA. En adoptant la *Local Law 49 of 2018* (LL49)[278], elle avait pour objectif de lutter contre les biais algorithmiques et la discrimination résultant des SDA, dans un contexte où les demandes d'examen public liées au manque de transparence étaient en croissance.

La démarche initiale visait à obliger tous les organismes municipaux à publier le code source des algorithmes et de tout système de traitement automatisé des données utilisés. Les pressions ont été fortes de la part des entreprises – les fournisseurs externes –, qui revendiquaient le droit de protéger leur propriété intellectuelle. Le projet initial a finalement été amendé pour mener à la création d'un groupe de travail chargé entre autres de produire des règles pour encadrer l'usage des SDA[279] : le New York City Automated Decision Systems Task Force (ci-après l'« ADS Task Force »).

En plus de réaliser une consultation publique, le groupe de travail, composé de personnes aux expertises variées et provenant de divers milieux (informatique, recherche, société civile, Ville), a eu 18 mois pour définir :

1. Les critères permettant de déterminer les SDA qui devraient être soumis aux normes et procédures proposées pour assurer une surveillance et un contrôle;
2. Une procédure pour que les personnes concernées par les décisions des SDA puissent demander et recevoir une explication;
3. Une procédure permettant à la Ville de déterminer si l'utilisation d'un SDA par une agence affecte de manière disproportionnée les personnes en fonction de l'âge, de l'appartenance ethnique, des croyances, de la couleur [de la peau], de la religion, de l'origine nationale, du sexe, d'un handicap, du statut matrimonial, de l'orientation sexuelle ou du statut de citoyenneté;
4. Une procédure pour traiter les cas d'impacts et de préjudices associés à l'utilisation d'un SDA par une agence;
5. Un processus pour rendre publiques les informations sur les SDA utilisés par chaque agence, notamment les informations sur le fonctionnement du système, celles sur la manière dont il est utilisé par l'agence et les informations techniques;
6. La faisabilité du développement et de la mise en œuvre d'une procédure d'archivage des SDA et des données utilisées, afin de déterminer la relation entre les données initialement prévues et les données recueillies et traitées[280].

278. The New York City Council, 2018.
279. Richardson, 2019.
280. New York City, 2019.

Le mandat était substantiel considérant le temps imparti au groupe de travail, et plusieurs de ses membres ont relevé cette limite[281]. L'une des premières difficultés rencontrées a été d'accéder à l'information. Des membres du groupe de travail et des observateur.trices ont fait état de nombreux obstacles administratifs et bureaucratiques. Une autre limite observée a été la difficulté de collecter des informations auprès des unités et des organismes de la Ville, la divulgation se faisant sur une base volontaire. Les membres ont souligné que les organismes municipaux n'ont pas été à même de fournir une liste des systèmes automatisés évoquant la propriété intellectuelle de leur fournisseur[282]. Sans collaboration, il était difficile de dresser un portrait de la situation pour ensuite faire des recommandations détaillées.

Dans son rapport, le groupe de travail a surtout formulé des recommandations structurelles, dont la création d'une instance organisationnelle où les ressources seraient centralisées pour assurer le développement responsable des SDA et guider leur gestion. Cette instance aurait d'ailleurs la responsabilité d'élaborer une politique et d'établir les meilleures pratiques à l'échelle de la Ville en matière de SDA. D'autres recommandations ont aussi été faites, portant notamment sur le développement d'une expertise à l'interne pour encadrer l'utilisation des SDA, la mise à disposition des informations concernant l'utilisation des SDA et le développement de protocoles quant à la manière de rapporter ces informations. Enfin, le rapport propose quatre points à prendre en compte afin d'élaborer les lignes directrices d'un cadre d'examen des SDA : les caractéristiques générales, l'explicabilité technique des systèmes, les coûts/bénéfices et les impacts[283].

Si le résultat des travaux du groupe a déçu plusieurs observateur.trices et même certains de ses membres, qui jugent notamment les recommandations beaucoup trop vastes[284], ce travail doit surtout être perçu comme un cas d'étude. En effet, l'expérience new-yorkaise doit servir de référence permettant de déterminer les bonnes pratiques et les erreurs à éviter au moment de mettre en place ce type de groupe de travail.

À la suite du dépôt du rapport, le maire, Bill de Blasio, a malgré tout annoncé qu'il créerait un poste de responsable de la gestion et de la politique des algorithmes[285]. Une telle fonction devra cependant être accompagnée des ressources et des pouvoirs nécessaires pour la réalisation du mandat.

L'expérience du New York City ADS Task Force a aussi donné lieu à la publication par l'AI Now Institute d'un rapport parallèle[286], endossé notamment par plusieurs organismes américains de défense des droits et libertés. À l'instar de celui du groupe de travail, le rapport parallèle insiste sur l'importance de mettre en place un organisme gouvernemental dont la mission serait de développer et d'appliquer des règlements, des politiques et des procédures concrètes de gouvernance des SDA. Le document vient ainsi compléter les recommandations du groupe de travail et offrir des pistes d'actions. Ces deux rapports conjugués fournissent la preuve non seulement qu'une démarche est possible, mais qu'elle est déjà amorcée.

Enfin, l'expérience new-yorkaise témoigne clairement de la nécessité de recenser et d'encadrer les SDA utilisés par les villes.

281. Richardson, 2019.
282. Guillaud, 2019, 13 décembre.
283. New York City, 2019.
284. Lecher, 2019, 20 novembre.
285. McDonough, 2019, 20 novembre.
286. Richardson, 2019.

6.3. REGISTRES OUVERTS DES ALGORITHMES : AMSTERDAM ET HELSINKI – PAYS-BAS ET FINLANDE

En septembre 2020, les villes d'Amsterdam[287] et d'Helsinki[288] ont annoncé la mise en place d'un registre public sur l'intelligence artificielle et les algorithmes. Les deux villes, qui ont travaillé en collaboration sur ce projet, ont retenu les services de la jeune pousse finlandaise Saidot[289] pour développer leur outil. Cet exercice de transparence a pour principal objectif d'éclairer les citoyen.nes sur les algorithmes utilisés par l'administration municipale et d'augmenter l'intelligibilité des algorithmes.

La mise en place d'un tel registre s'apparente à une initiative du gouvernement ontarien, qui travaille actuellement à déployer un catalogue de données incluant les algorithmes utilisés. La tenue d'un tel catalogue devrait « fournir une compréhension commune […] afin de pleinement participer à des discussions concernant l'utilisation, la mauvaise utilisation ou l'amélioration d'un algorithme[290] ».

Dans les cas d'Amsterdam et d'Helsinki, le registre ouvert offre pour chaque algorithme inscrit les informations relatives à son fonctionnement, aux données collectées et à leur traitement, ainsi qu'à la prise de décision, à la supervision humaine et aux risques possibles. L'information est présentée en cinq rubriques :

- Jeux de données utilisés;
- Traitement de l'information;
- Non-discrimination;
- Supervision humaine;
- Risques.

Des informations complémentaires sont également disponibles en fichiers joints, en plus des coordonnées du ou de la responsable du projet à contacter au besoin. Pour les algorithmes développés à l'externe, les coordonnées du fournisseur sont également rendues disponibles.

Pour le moment, le registre compte quatre algorithmes pour la Ville d'Amsterdam et cinq pour la Ville d'Helsinki.

287. City of Amsterdam, s. d.
288. City of Helsinki, s. d.
289. Voir le site de Saidot : https://www.saidot.ai/.
290. Gouvernement de l'Ontario, s. d.

AMSTERDAM	HELSINKI
Contrôle de stationnement automatisé	Agent conversationnel robotisé du centre de santé
Risque de fraude liée aux logements locatifs pour des locations de courte durée – projet-pilote de calcul des probabilités de fraude	Agent conversationnel robotisé de la clinique de maternité NeRo
Signalement de problèmes liés aux lieux publics et à l'état de ces derniers	Agent conversationnel robotisé pour les questions de stationnement
Moniteur d'un mètre et demi[291]	Service de recommandation de livres d'Oodi Obotti
	Système intelligent de gestion du matériel entre les bibliothèques

Sources : City of Amsterdam, Algorithm Register Beta (https://algoritmeregister.amsterdam.nl/en/ai-register/) et City of Helsinki, AI Register (https://ai.hel.fi/en/ai-register/).

Les registres ouverts permettent d'informer le public. Cependant, les sites des registres ne sont accompagnés d'aucune politique publique sous-jacente à la démarche. Il n'est donc pas possible de savoir, par exemple, si des exceptions sont prévues à ces registres et, le cas échéant, lesquelles, quelles instances évaluent les risques potentiels, quels sont les coûts d'acquisition et de maintenance des SDA, comment leur efficacité est évaluée et s'il est possible de s'y soustraire.

Les registres ouverts d'Amsterdam et d'Helsinki sont toutefois un pas dans la direction d'une meilleure transparence. Ils viennent répondre au besoin de plus en plus exprimé, et ce, par différents acteur.trices, de rendre explicite et accessible le fonctionnement des technologies utilisées par les villes.

Ce type d'outil permet également une forme de participation citoyenne. Il est important de souligner qu'on rend ainsi accessibles des données portant précisément sur le traitement algorithmique, qui pourront être étudiées par la communauté des chercheur.euses et par la population. Enfin, la tenue d'un registre public est une mesure importante, ne serait-ce que pour sensibiliser les concepteurs quant aux qualités attendues (non-discrimination, connaissance des risques) des SDA lorsqu'il est question de services publics.

6.4. GOUVERNANCE DES TECHNOLOGIES BASÉE SUR LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE : LE CAS DE BARCELONE – ESPAGNE

En matière d'orientation de la politique numérique et des technologies, la Ville de Barcelone se distingue du reste des villes européennes notamment par son modèle de ville intelligente. L'arrivée en 2015 de la mairesse Ada Colau, appuyée par le mouvement Barcelona en Comú, a marqué une transition démocratique importante, favorisant l'accroissement du pouvoir d'action des citoyen.nes et l'établissement de politiques publiques concrètes. Depuis, Barcelone est engagée dans des actions qui encouragent la transparence et la souveraineté quant aux technologies, en plus de stimuler la participation citoyenne. Barcelone est aussi l'une des instigatrices, avec New York et Amsterdam, de la déclaration de la Cities Coalition for Digital Rights.

291. Distanciation physique en lien avec la COVID-19. Voir les p. 28-29 du présent avis.

L'un des principes phares sur lesquels repose la démarche de Barcelone est celui de la souveraineté numérique*. Par ce principe, Barcelone veut s'assurer que les technologies et leurs usages soient orientés vers les citoyen.nes et surtout que les collectivités en aient le contrôle[292]. Une telle approche suppose que la population soit informée et que les citoyen.nes comprennent le fonctionnement et les finalités des technologies. Pour établir un cadre de gouvernance du numérique, Barcelone a dû revoir les structures existantes et en implanter de nouvelles. À titre d'exemple, tous les contrats avec les fournisseurs doivent maintenant inclure des clauses de « souveraineté des données » et préciser les normes numériques éthiques à suivre[293].

Dès 2016, Barcelone a ainsi créé une Commission des technologies et de l'innovation numérique ayant pour mission de superviser l'ensemble des structures liées aux questions numériques. La commissaire Francesca Bria déposait en octobre de la même année un plan d'action : *2017-2020 Digital Barcelona Plan: Transition towards technological sovereignty*. Conséquemment, la Ville a produit une boîte à outils, intitulée *Ethical Digital Standards: A Policy Toolkit*[294], où sont précisés les principes et les orientations mais aussi les pratiques à mettre en place. Barcelone a également publié un document, le *Code*, qui s'applique à l'ensemble des organismes municipaux. Le *Code* agit à titre de document de référence pratique pour permettre que le développement numérique et des technologies soit conforme à la stratégie de la mairie de Barcelone[295].

Plusieurs structures et organes de gouvernance ont donc été créés pour réaliser le plan d'action. Parmi ceux-ci, on compte entre autres :

- Un **bureau municipal des données**, dirigé par le **responsable en chef des données** et appuyé par le **comité exécutif des données**;
- Un **responsable de la protection des données**, imposé par l'entrée en vigueur du *Règlement général sur la protection des données* (RGPD) de l'Union européenne;
- Un **responsable de la sécurité des données**, dont l'une des tâches est d'évaluer et d'assurer la gestion éthique des données et des algorithmes décisionnels[296].

Tous les projets technologiques doivent être soumis à une évaluation des impacts et répondre au principe de **protection de la vie privée dès la conception** *(privacy by design)*.

En ce qui concerne l'utilisation d'algorithmes pour prendre des décisions ou assister la prise de décision, la Ville devait mettre sur pied un **groupe de travail**, conformément au *Barcelona City Council Digital Plan*. À ce jour, on dispose de peu d'information sur les avancées de ce groupe. Toutefois, tel que présenté, l'objectif est d'étudier les impacts des algorithmes et d'émettre des recommandations[297]. Les recommandations attendues doivent permettre d'assurer les principes suivants :

- Transparence et garantie des droits des citoyen.nes;
- Droit d'appel d'une décision prise par un SDA;
- Responsabilité et proportionnalité (lesquelles garantissent que les décisions automatisées sont équitables, proportionnelles et sans préjudice).

292. Bria, 2019.
293. Bria, 2019.
294. Ajuntament de Barcelona, s. d.
295. Ajuntament de Barcelona, 2017.
296. Ajuntament de Barcelona, 2018.
297. Ajuntament de Barcelona, 2018.

En misant sur la transparence et la souveraineté des technologies et des données, tout en implantant des structures concrètes pour garantir une gouvernance responsable, Barcelone démontre sa volonté d'opérationnaliser la responsabilité algorithmique et de déployer les mesures nécessaires pour y parvenir. Il faut rappeler que Barcelone compte parmi les créatrices de la Cities Coalition for Digital Rights, dont l'un des principes phares consiste en la « transparence, la responsabilité et la non-discrimination des données, des contenus et des algorithmes », et dont l'une des recommandations est la mise en place de processus « pour accroître la responsabilité autour de la prise de décision algorithmique[298] ».

À ce stade-ci, les mesures établies par Barcelone pour limiter l'opacité des technologies algorithmiques utilisées notamment dans les processus de décision automatisée sont en cours d'élaboration et d'expérimentation. Des analyses futures seront nécessaires pour évaluer la cohérence et les résultats des actions qui seront mises de l'avant. Enfin, le cas de Barcelone permet surtout de constater le caractère transversal de la gouvernance des données et des technologies.

6.5. CONCLUSION

Lorsqu'il est question de mettre en place des mesures solides et concrètes dans le but d'encadrer l'usage des SDA par le secteur public, tous les exemples présentés ont leurs forces et leurs limites. De plus, toute ville évolue dans un contexte distinct et fait face à des défis qui lui sont propres. Mais malgré la diversité contextuelle et géographique, les exemples donnés ci-dessus montrent que les villes ont les compétences pour mettre en place des mesures et des actions inédites. En d'autres mots, elles disposent des leviers nécessaires pour agir en matière d'encadrement des technologies. Tous les cas de figure exposés dans ce chapitre offrent des pistes de réflexion intéressantes à la Ville de Montréal quant à la façon dont elle devrait procéder pour assurer la compréhension des SDA par la population et leur encadrement selon des principes de responsabilité et d'équité.

298. Cities for Digital Rights, s. d.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS



Depuis plus d'une décennie, le déploiement du modèle de la ville intelligente transforme les administrations, les services et l'ensemble de l'espace urbain. Le discours faisant la promotion des technologies et du modèle urbain de la ville intelligente se présente comme une réponse aux défis contemporains des villes. Dans ce contexte, les villes sont devenues des lieux privilégiés pour le développement d'un marché à fort potentiel et pour l'implantation de nouveaux dispositifs technologiques afin d'aider, voire d'automatiser dans certains cas, la prise de décision.

La Ville de Montréal n'échappe pas à ce mouvement. Engagée dans le développement de la ville intelligente, elle a déclaré à maintes reprises vouloir mettre de l'avant une approche où les outils technologiques seraient au service des citoyen.nes[299].

Malgré les engagements pris par la Ville, d'importantes lacunes concernant la transparence nuisent au développement démocratique, responsable et inclusif des technologies axées sur les données et l'aide à la décision. L'étude en cours de la Commission de la sécurité publique au sujet de l'emploi de la technologie LAPI par le SPVM en est un exemple, le dispositif étant utilisé depuis 2012. De plus, avant même que soient connues les recommandations de la Commission de la sécurité publique, la Ville a lancé un projet-pilote de stationnement intelligent (dans Rosemont–La Petite-Patrie) impliquant la technologie LAPI, et ce, sans préciser le protocole d'utilisation de la technologie et des données.

À l'heure actuelle, il demeure difficile de déterminer quelles technologies sont utilisées par la Ville de Montréal et par l'ensemble des organismes paramunicipaux. Il est encore plus difficile d'avoir un portrait réel de l'ensemble des données captées et des usages dont elles sont l'objet.

Cette situation est problématique, sachant qu'actuellement les lois qui protègent les renseignements personnels au Québec sont obsolètes. En plus des cadres légaux désuets, de nombreuses études démontrent que les technologies centrées sur les données et aidant à la prise de décision sont susceptibles de (re-)produire des biais raciaux et de conduire à des pratiques discriminantes[300]. D'ailleurs, la Ville de Montréal a récemment reconnu la présence d'un problème de racisme systémique au sein de l'administration municipale et du SPVM. Par conséquent, l'intégration de technologies utilisant les données doit être balisée et transparente.

Puisque les technologies centrées sur les données et les SDA ne sont pas neutres, la compréhension et l'évaluation de leurs impacts sur les droits de la personne constituent une procédure incontournable pour assurer leur équité et leur inclusivité. L'objectif d'une mesure comme l'évaluation de l'incidence des SDA est d'identifier les angles morts de ces derniers et les biais discriminatoires qui pourraient causer des préjudices aux individus, aux groupes ou aux communautés. L'injustice algorithmique existe, et le constat n'est plus à faire que les technologies, en raison de leur neutralité prétendue, peuvent contribuer à reproduire et à renforcer les biais inhérents aux données, et ainsi participer à reproduire les inégalités existantes.

299. Ville de Montréal, 2019a.
300. Radio-Canada, 2020, 27 novembre.

La trajectoire numérique des villes favorise le déploiement d'infrastructures urbaines connectées, une production de données toujours croissante et la multiplication des outils pour les traiter. Par ailleurs, l'innovation dans le secteur des technologies s'accompagne d'un décuplement des capacités d'identification des individus et des capacités de traçabilité, et donc de surveillance.

Il est donc urgent de trouver, de développer et de mettre en place des mécanismes qui garantiront le dialogue entre les systèmes technologiques et la société. En d'autres termes, expliquer, évaluer et justifier l'utilisation des SDA et des données est nécessaire pour assurer la confiance de la communauté ainsi que le déploiement responsable des technologies.

Dans ces conditions, la trajectoire numérique empruntée par la Ville de Montréal, les organismes publics et les organismes parapublics doit être déterminée non seulement par des principes, mais aussi par des politiques publiques et des règlements clairement énoncés. Les villes sont des vecteurs déterminants pour le développement des technologies, et la Ville de Montréal a déjà annoncé qu'elle veut jouer un rôle de leader dans l'intégration et l'usage responsables de celles-ci. La *Charte des données numériques* est un exemple d'engagement. Toutefois, il faut poursuivre la réflexion et les travaux pour que ces engagements se traduisent par une règlementation, des pratiques et une gouvernance conséquentes.

Pour le CjM, la priorité au chapitre de l'intégration des technologies n'est pas l'optimisation de la gestion des infrastructures et des services, mais plutôt le développement responsable, transparent, inclusif, intelligible et démocratique. Afin d'encadrer le déploiement de la gouvernance responsable des données et des systèmes de décision automatisée, le CjM formule les recommandations suivantes :

1. Que la Ville de Montréal se dote d'un plan d'action transversal pour l'encadrement responsable, juste et équitable de l'utilisation des données et des technologies axées sur les données, et qu'elle assure le respect de ce cadre dans tous les services et arrondissements de la Ville.

2. Que la Ville de Montréal crée :

   - Un registre public des données numériques comprenant toutes les données qui sont captées dans l'espace public municipal, les entités qui captent les données, la manière dont les données sont traitées et stockées, la manière dont le consentement a été obtenu, les finalités décisionnelles associées aux données collectées, les entités qui ont accès aux données et les conditions relatives au partage des données;

   - Un registre public des systèmes de décision automatisée indiquant tous les systèmes de décision automatisée ainsi que, pour chaque système, l'objectif du fonctionnement, le fonctionnement, les conditions d'utilisation, les risques, le rapport d'évaluation d'incidence et les informations sur l'auteur du système.

Ces deux registres devront être publics, intelligibles et facilement accessibles en ligne. Lorsque la nature et le détail des données et des SDA ne peuvent être rendus publics, cette décision doit être clairement justifiée et la raison de la non-divulgation, explicitée. Dans tous les cas, l'existence même des jeux de données et des SDA visés par cette non-publication doit être incluse dans le registre public concerné.

3. Considérant la position adoptée par la Ville de Montréal d'interdire la collecte de données biométriques « sans consentement par les entités sous la responsabilité du conseil municipal, et [d']appliqu[er] les principes de participation publique inclusive[301] » :
   - Que la Ville de Montréal adopte un moratoire sur l'utilisation des technologies de surveillance s'appuyant sur les données biométriques, le temps d'adopter une loi ou un règlement statuant sur leur utilisation;
   - Que la Ville de Montréal suspende son financement et son soutien à tout projet de développement ou projet expérimental impliquant des technologies de reconnaissance biométrique.
4. Que la Ville de Montréal adopte un moratoire sur l'utilisation ou l'acquisition de technologies de police prédictive, qui sera effectif jusqu'à ce que les politiques et les cadres juridiques et règlementaires, incluant des mécanismes de consultation publique, soient pleinement déployés, afin de garantir le respect des droits de la personne.
5. Que la Ville de Montréal procède à une révision de ses règlements pour s'assurer que ceux-ci respectent les principes énumérés dans la *Charte des données numériques* et qu'elle accorde à la charte un caractère prépondérant dans le cadre de l'analyse des projets de règlements.
6. Que la Ville de Montréal nomme une personne responsable de la protection des données et de l'évaluation de l'impact des technologies axées sur les données et d'aide à la décision utilisées par les organismes municipaux.
7. Que la Ville de Montréal crée une instance indépendante, permanente, diversifiée et impliquant la société civile et qu'elle lui confie la responsabilité d'évaluer les impacts des technologies axées sur les données et d'aide à la décision utilisées par les organismes municipaux.

La Ville de Montréal devra consacrer un financement récurrent à cette instance pour qu'elle puisse mener à bien sa mission.

La composition de cette instance devra être déterminée par une consultation publique.

Le CjM est d'avis que ce comité devra être représentatif de la population montréalaise et basé sur une expertise pluridisciplinaire.

301. Ville de Montréal, 2020b.

8. Que la Ville de Montréal mette en place des mesures claires afin d'informer une personne lorsque celle-ci est visée par une décision prise par un SDA, et qu'elle élabore un processus indépendant de traitement des plaintes découlant des décisions prises par un SDA, et ce, tout en garantissant le droit de recours.

9. Que la Ville de Montréal mette sur pied une consultation publique indépendante dont les responsables seront notamment chargés de :
   - Faire un compte rendu complet sur la manière dont la Ville utilise les SDA;
   - Proposer des critères et des règles pour évaluer l'incidence et le niveau de risque des SDA ainsi que les exigences par niveau d'incidence;
   - Proposer des procédures pour garantir que le cycle de vie des données publiques recueillies soit conforme aux principes de la *Charte des données numériques*.

10. Que la Ville de Montréal élabore des mécanismes de participation publique pour :
    - Informer en continu les citoyen.nes sur l'utilisation des SDA, l'utilisation des données numériques et leurs impacts;
    - Susciter la collaboration de la population quant aux questions d'évaluation et de développement des technologies;
    - Bâtir une gouvernance des données qui soit collaborative, efficace, imputable et responsable.

11. Que la Ville de Montréal coordonne et centralise, par l'adoption d'une directive générale officielle, toutes les acquisitions relatives aux technologies axées sur les données au Service des technologies de l'information (STI).

12. Que la Ville de Montréal adapte le *Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle* pour qu'il respecte les principes de la *Charte des données numériques*, et qu'elle exige de ses fournisseurs tiers qu'ils produisent une analyse des risques de leurs technologies en plus de fournir la base de données utilisée pour tester leur produit ou service, et ce, avant son acquisition par la Ville.

13. Que la Ville de Montréal se dote de processus de détection et d'évaluation des risques de l'informatique grise, ainsi que de stratégies de sensibilisation et de formation à celle-ci.

14. Que la Ville de Montréal protège les données citoyennes collectées et inclue des clauses dans tout contrat avec ses partenaires requérant :
    - Que les données citoyennes collectées demeurent la propriété exclusive de la Ville; et
    - Que ces données soient hébergées au Canada.

15. Que la Ville de Montréal favorise, dans la sélection de ses partenaires externes, ceux qui n'imposent pas de contraintes reliées au secret commercial ou autres obstacles qui entraveraient l'évaluation des SDA fournis à la Ville.

BIBLIOGRAPHIE

Agence de mobilité durable de Montréal. *Projet pilote – lecture de plaque (LAPI)*, [en ligne], https://www.agencemobilitedurable.ca/fr/projets/projet-pilote-lecture-de-plaques-lapi.html.

AI Now Institute (s. d.). « Automated decision systems. Examples of Government Use Cases », 6 p., [en ligne], https://ainowinstitute.org/nycadschart.pdf.

AI Now Institute (2019). « A Shadow Report of the New York City Automated Decision System Task Force », 56 p., [en ligne], https://ainowinstitute.org/ads-shadowreport-2019.pdf.

Ajuntament de Barcelona (s. d). *Ethical Digital Standards: A Policy Toolkit*, [en ligne], https://www.barcelona.cat/digitalstandards/en/init/0.1/index.html.

Ajuntament de Barcelona (2017). *Code of Technological Practices for Barcelona City Council*, 22 p., [en ligne], https://www.barcelona.cat/digitalstandards/en/tech-practices/0.1/_attachments/barcelona_tech_practices_0.1.en.pdf.

Ajuntament de Barcelona (2018). *Barcelona City Council Digital Plan. Government measure concerning ethical management and accountable data. Barcelona Data Commons,* 40 p., [en ligne], https://www.barcelona.cat/digitalstandards/en/data-management/0.1/_attachments/barcelona_data_management_0.1.en.pdf.

Alden, W. (2017, 28 juin). « There's a Fight Brewing Between the NYPD and Silicon Valley's Palantir », *BuzzFeed,* [en ligne], https://www.buzzfeednews.com/article/williamalden/theres-a-fight-brewing-between-the-nypd-and-silicon-valley.

AlgorithmWatch (2020). *Automating Society Report,* octobre, Allemagne, 297 p., [en ligne], https://automatingsociety.algorithmwatch.org/wp-content/uploads/2020/12/Automating-Society-Report-2020.pdf.

Allen, K., et W. Gillis (2019, 28 mai). « Toronto police have been using facial recognition technology for more than a year », *Toronto Star,* [en ligne], https://www.thestar.com/news/gta/2019/05/28/toronto-police-chief-releases-report-on-use-of-facial-recognition-technology.html.

American Civil Liberties Union (s. d.). *Community control over police surveillance (CCOPS),* [en ligne], https://www.aclu.org/issues/privacy-technology/surveillance-technologies/community-control-over-police-surveillance.

Asher-Schapiro, A. (2020, 24 juin). « California city bans predictive policing in U.S. first », *Reuters,* [en ligne], https://www.reuters.com/article/us-usa-police-tech-trfn/california-city-bans-predictive-policing-in-u-s-first-idUSKBN23V2XC.

Bakke, E. (2018). « Predictive Policing : The Argument for Public Transparency », *NYU Annual Survey of American Law,* vol. 74, p. 131-172, [en ligne], https://annualsurveyofamericanlaw.org/wp-content/uploads/2019/08/74-1-Predictive-Policing-The-Argument-for-Public-Transparency.pdf.

BBC News (2015, 20 avril). « Kent crime up despite new 'predictive policing' », [en ligne], https://www.bbc.com/news/uk-england-kent-32529731.

Bechade, C. (2019, 10 octobre). « La Quadrature du Net s'attaque à la Technopolice, "outil ultime de la surveillance de la population" », *Les numériques,* [en ligne], https://www.lesnumeriques.com/vie-du-net/la-quadrature-du-net-s-attaque-a-la-technopolice-outil-ultime-de-surveillance-de-la-population-n141909.html.

Bechade, C. (2020, 31 janvier). « L'Europe renonce à interdire la reconnaissance faciale », *Les numériques,* [en ligne], https://www.lesnumeriques.com/vie-du-net/l-europe-renonce-a-interdire-la-reconnaissance-faciale-n146699.html.

Benbouzid, B., et D. Cardon (2018). « Machines à prédire », *Réseaux,* La Découverte, nº 211, p. 9-33, [en ligne], https://www.cairn.info/revue-reseaux-2018-5-page-9.htm.

Benbouzid, B. (2019). « To predict and to manage. Predictive policing in the United States », *Big Data & Society,* vol. 6, nº 1.

Binacchi, F. (2019, 15 janvier). « Nice : et si vos émotions étaient analysées pour des raisons de sécurité? La ville étudie la question, l'opposition s'offusque », *20 minutes,* [en ligne], https://www.20minutes.fr/high-tech/2423167-20190115-nice-si-emotions-analysees-raisons-securite-ville-etudie-question-opposition-offusque.

Boero, A. (2019, 6 juillet). « Reconnaissance faciale : un taux d'erreur de 81 % pour le système de la police britannique », *Clubic,* [en ligne], https://www.clubic.com/technologies-d-avenir/actualite-863023-reconnaissance-faciale-taux-erreur-81-systeme-police-britannique.html.

Brauneis R., et E. P. Goodman (2018). « Algorithmic Transparency for the Smart City », *Yale Journal of Law & Tech,* vol. 20, nº 103, GWU Law School Public Law Research Paper, GWU Legal Studies Research Paper, p. 103-177, [en ligne], https://ssrn.com/abstract=3012499.

Brayne, S. (2017). « Big Data Surveillance: The Case of Policing », *American Sociological Review,* vol. 82, nº 5, p. 977-1008.

Breux, S., et J. Diaz (2017). *La ville intelligente. Origine, définitions, forces et limites d'une expression polysémique,* INRS, Montréal, 31 p., [en ligne], http://espace.inrs.ca/id/eprint/4917/1/Rapport-LaVilleIntelligente.pdf.

Bria, F. (2019). « The right to the (digital) city », *Barcelona Metropolis,* [en ligne], https://www.barcelona.cat/metropolis/en/contents/right-digital-city.

Brown, M., et C. Cummings (2018, 5 juillet). « New Research on the Reliability and Validity of the VI-SPDAT: Implications for Coordinated Assessment », *The Canadian Observatory on Homelessness,* [en ligne], https://www.homelesshub.ca/blog/new-research-reliability-and-validity-vi-spdat-implications-coordinated-assessment.

Bureau du vérificateur général de la Ville de Montréal (2020). « 4.9. Gestion de l'informatique grise », *Rapport annuel 2019,* p. 467-494, [en ligne], https://www.bvgmtl.ca/wp-content/uploads/2020/06/RA_2019_FR_Section4.9.-1.pdf.

CAI (2020a). *Guide d'accompagnement. Réaliser une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée,* document mis à jour le 5 mai, 26 p., [en ligne], https://www.cai.gouv.qc.ca/documents/CAI_Guide_EFVP_FR.pdf.

CAI (2020b). *Biométrie : principes à respecter et obligations légales des organisations. Guide d'accompagnement pour les organismes publics et les entreprises,* 13 p., [en ligne], https://www.cai.gouv.qc.ca/documents/CAI_G_biometrie_principes-application.pdf.

CAI (2020c). « Projet de loi nº 64, *Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels* », mémoire de la CAI présenté à la Commission des institutions dans le cadre des consultations particulières et auditions publiques, 81 p., [en ligne], https://www.cai.gouv.qc.ca/documents/CAI_M_projet_loi_64_modernisation_PRP.pdf.

Calo, R., et D. K. Citron (2020). « The Automated Administrative State: A Crisis of Legitimacy », *Boston University School of Law,* 50 p., [en ligne], https://scholarship.law.bu.edu/faculty_scholarship/838.

Cardon, D. (2018). « Le pouvoir des algorithmes », *Pouvoirs,* vol. 1, nº 164, p. 63-73, [en ligne], https://doi.org/10.3917/pouv.164.0063.

Carlié, M. (2020, 16 janvier). « Valenciennes : pourquoi le géant Huawei a-t-il offert 240 caméras de surveillance à la Ville? », *Europe 1*, [en ligne], https://www.europe1.fr/societe/valenciennes-huawei-a-offert-240-cameras-de-surveillance-a-la-ville-3943387.

Castellucia, C., et D. Le Métayer (2019). « Understanding algorithmic decision making: Opportunities and challenges », rapport pour le Panel for the Future of Science and Technology, Parlement européen, 86 p., [en ligne], https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2019/624261/EPRS_STU(2019)624261_EN.pdf.

Castelvecchi, D. (2020, 19 juin). « Mathematicians urge colleagues to boycott police work in wale of killings », *Nature,* [en ligne], https://www.nature.com/articles/d41586-020-01874-9.

Castets-Renard, C. (2018). « Régulation des algorithmes et gouvernance du machine learning : vers une transparence et "explicabilité" des décisions algorithmiques? », *Revue Droit & Affaires, Revue Paris II Assas,* 15e édition, 14 p., [en ligne], https://ssrn.com/abstract=3391282.

Castets-Renard, C. (2020). *Cadre juridique applicable à l'utilisation de la reconnaissance faciale par les forces de police dans l'espace public au Québec et au Canada,* OBVIA, 92 p., [en ligne], https://www.docdroid.com/YIDTjrr/cadre-juridique-applicable-a-lutilisation-de-la-reconnaissance-faciale-par-les-forces-de-police-dans-lespace-public-au-quebec-et-au-canada-pdf.

Castets-Renard, C., P. Besse, J.-M. Loubes, L. Perrussel (2019). « Encadrement des risques techniques et juridiques des activités de police prédictive », *Rapport final,* ministère de l'Intérieur, France, 85 p., [en ligne], https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02190585/document.

CBC News (2014, 3 novembre). « Facial recognition software to aid Calgary police in future investigations », [en ligne], https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/facial-recognition-software-to-aid-calgary-police-in-future-investigations-1.2822592.

CBC News (2016, 14 janvier). « Saskatoon police analytics lab will try to predict crime before it happens », [en ligne], https://www.cbc.ca/news/canada/saskatoon/saskatoon-police-analytics-lab-will-try-to-predict-crime-before-it-happens-1.3403632.

CEST (2017). *La ville intelligente au service du bien commun. Lignes directrices pour allier l'éthique au numérique dans les municipalités au Québec,* 108 p.

CEST (2018, 2 novembre). *Sidewalk Toronto, un quartier « déconnecté » de l'éthique?*, [en ligne], https://www.ethique.gouv.qc.ca/fr/ethique-hebdo/eh-2018-11-02/.

CEST (2020a). *Les enjeux éthiques soulevés par la reconnaissance faciale,* 8e commission jeunesse, 42 p.

CEST (2020b). « Réponse au document de consultation sur l'intelligence artificielle de la Commission d'accès à l'information du Québec », mémoire, 21 p.

Champagne, S. (2019, 20 août). « Montréal étudiera l'utilisation des technologies de reconnaissance faciale par le SPVM », *La Presse,* [en ligne], https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2019-08-20/montreal-etudiera-l-utilisation-des-technologies-de-reconnaissance-faciale-par-le-spvm.

Charron, M., R. Shearmur et G. Beauchemin (2017). « Les données massives peuvent-elles éclairer le développement territorial? », rapport de recherche, 31 p., [en ligne], https://www.researchgate.net/profile/Mathieu_Charron/publication/316754249_Donnees_massives_et_developpement_territorial/links/5910cacaa6fdccbfd58fb85c/Donnees-massives-et-developpement-territorial.pdf.

CIRAIG (2018a). « Rapport final #1 pour le lot 5 du projet Élaboration des standards pour l'IdO. Revue de littérature : enjeux éthiques et acceptabilité sociale de l'IdO dans la ville intelligente », ESG-UQAM et Polytechnique Montréal, 131 p., [en ligne], https://res.cloudinary.com/villemontreal/image/upload/v1591054533/portail/ivth89bohd2upjps4mf7.pdf.

CIRAIG (2018b). « Rapport préliminaire #2 du lot 5 du projet Élaboration des standards pour l'IdO. Apports pour un cadre conceptuel pour la gestion des enjeux sociaux et éthiques de l'IdO dans la ville », ESG-UQAM et Polytechnique Montréal, 69 p., [en ligne], https://res.cloudinary.com/villemontreal/image/upload/v1585073058/portail/rvwbt0ny6asdgtrgdxoz.pdf.

Cities for Digital Rights (s. d.). *Declaration of Cities Coalition for Digital Rights,* [en ligne], https://citiesfordigitalrights.org/declaration.

Citizen Lab (Munk School of Global Affairs & Public Policy, University of Toronto) et International Human Rights Program (Faculty of Law, University of Toronto) (2020). « To Surveil and Predict: A Human Rights Analysis of Algorithmic Policing in Canada », analyse rédigée par Kate Robertson, Cynthia Khoo et Yolanda Song, 179 p., [en ligne], https://citizenlab.ca/wp-content/uploads/2020/09/To-Surveil-and-Predict.pdf.

City of Amsterdam (s. d.). *Algorithm Register Beta,* [en ligne], https://algoritmeregister.amsterdam.nl/en/ai-register/.

City of Helsinki (s. d.). *AI Register,* [en ligne], https://ai.hel.fi/en/ai-register/.

Citron, D. K. (2008). « Technological Due Process », *Washington University Law Review,* vol. 85, no 6, p. 1249-1313, [en ligne], https://openscholarship.wustl.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1166&context=law_lawreview.

CNIL (s. d.). « Chapitre III – Droits de la personne concernée », [en ligne], https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees/chapitre3#Article22.

Cofone, I. (2020). « Propositions stratégiques aux fins de la réforme de la LPRPDE élaborées en réponse au rapport sur l'intelligence artificielle », CPVPC, [en ligne], https://www.priv.gc.ca/fr/a-propos-du-commissariat/ce-que-nous-faisons/consultations/consultations-terminees/consultation-ai/pol-ai_202011/#fn176-rf.

Conseil du Trésor du Canada (2019). *Directive sur la prise de décisions automatisée,* Gouvernement du Canada, [en ligne], https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32592.

CPVPC (2019). « Réforme des lois sur la vie privée. Pour faire respecter les droits et rétablir la confiance envers le gouvernement et l'économie numériques », *Rapport annuel 2018-2019,* 85 p., [en ligne], https://www.priv.gc.ca/media/5077/ar_201819_fra.pdf.

CPVPC (2020a, 28 février). « Le Commissariat lance une enquête sur le recours par la GRC à la technologie de reconnaissance faciale », [en ligne], https://www.priv.gc.ca/fr/nouvelles-du-commissariat/nouvelles-et-annonces/2020/an_200228/.

CPVPC (2020b, 13 mars). « Consultation sur les propositions du Commissariat visant à assurer une réglementation adéquate de l'intelligence artificielle », [en ligne], https://www.priv.gc.ca/fr/a-propos-du-commissariat/ce-que-nous-faisons/consultations/consultations-terminees/consultation-ai/pos_ai_202001/.

CPVPC (2020c, 20 novembre). « Un cadre réglementaire pour l'AI : recommandations pour la réforme de la LPRDE », [en ligne], https://www.priv.gc.ca/fr/a-propos-du-commissariat/ce-que-nous-faisons/consultations/consultations-terminees/consultation-ai/reg-fw_202011/.

CPVPC, CAI, CIPVP de la C.-B. et CIPVP de l'Alb. (2021). *Rapport de conclusions. Enquête conjointe sur Clearview AI, Inc.,* 33 p., [en ligne], https://decisions.cai.gouv.qc.ca/cai/ss/fr/item/492282/index.do.

Déclaration de Montréal IA responsable (2018). « Lexique », *La déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'intelligence artificielle,* [en ligne], https://5da05b0d-f158-4af2-8b9f-892984c33739.filesusr.com/ugd/ebc3a3_20142aa15c95497ba8a3df2bde4fc04f.pdf.

De Rosa, N. (2020, 28 février). « La GRC et 34 services policiers canadiens ont utilisé l'application de Clearview AI », *Radio-Canada,* [en ligne], https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1641195/clearview-ai-canada-police-grc-entreprise-via-rail-liste-client-vol-donees-intelligence-artificielle-reconnaissance-faciale-logiciel-application-controverse.

Deschamps, T. (2020, 7 mai). « Sidewalk Labs abandonne son projet de bâtir un quartier technologique à Toronto », *L'actualité,* [en ligne], https://lactualite.com/actualites/sidewalk-labs-abandonne-son-projet-de-batir-un-quartier-technologique-a-toronto/.

Ducas, I. (2020, 22 septembre). « Pas de reconnaissance faciale par les policiers sans l'accord des élus », *La Presse,* [en ligne], https://www.lapresse.ca/actualites/2020-09-22/montreal/pas-de-reconnaissance-faciale-par-les-policiers-sans-l-accord-des-elus.php.

Dufort, V. (2020, 13 octobre). « Montréal se dote d'une Charte des données numériques », *Medium,* [en ligne], https://medium.com/lab-mtl/montr%C3%A9al-se-dote-dune-charte-des-donn%C3%A9es-num%C3%A9riques-ccf6a5adaa88.

Dupont, B. (2020, 29 mai). « Covid-19 : les dérives possibles de surveillance des données personnelles », *The Conversation,* [en ligne], https://theconversation.com/covid-19-les-derives-possibles-de-surveillance-des-donnees-personnelles-139443.

Eagland, N., et L. Culbert (2020, 5 mars). « Vancouver detective used controversial facial-recognition software once », *Vancouver Sun,* [en ligne], https://vancouversun.com/news/vancouver-police-used-controversial-clearview-facial-recognition-software-a-single-time.

Electronic Frontier Foundation (s. d). *Street-Level Surveillance. Automated License Plate Readers (ALPRs),* [en ligne], https://www.eff.org/fr/pages/automated-license-plate-readers-alpr.

El Hassani, J. (2019, 31 janvier). « À Saint-Étienne, des oreilles intelligentes à l'affût des bruits suspects », *Journal du net,* [en ligne], https://www.journaldunet.com/economie/services/1421082-saint-etienne-micro-reconnaissance-sonore/.

Eubanks, V. (2018). « High-Tech Homelessness », *American Scientist,* vol. 106, no 4, [en ligne], https://www.americanscientist.org/article/high-tech-homelessness.

Ferguson, A. G. (2017). « Policing Predictive Policing », *Washington University Law Review,* vol. 94, nº 5, p. 1115-1194, [en ligne], https://ssrn.com/abstract=2765525.

Ferguson, A. G. (2017, 17 décembre). « The truth about predictive policing and race », *Medium,* [en ligne], https://medium.com/in-justice-today/the-truth-about-predictive-policing-and-race-b87cf7c070b1.

Ferguson, A. G. (2019). « Predictive Policing Theory », dans Rice Lave, T., et Miller, E. J. (dir.), *The Cambridge Handbook of Policing in the United States,* Cambridge University Press, American University, WCL Research Paper nº 2020-10, p. 491-510, [en ligne], https://ssrn.com/abstract=3516382.

Ferron, P.-A. (Nord Ouvert) (2020). *Guide d'approvisionnement ouvert et éthique avec les fournisseurs privés,* 14 p., [en ligne], https://opennorth.ca/fr/publications/2hvkzrlujufylsvxgf7li5_fr

Fussey, P., et D. Murray (2019). « Independant Report on the London Metropolitan Police Service's Trial of Life Facial Recognition Technology », *The Human Rights, Big Data and Technology Project,* 125 p., [en ligne], https://www.hrbdt.ac.uk/download/independent-report-on-the-london-metropolitan-police-services-trial-of-live-facial-recognition-technology/.

Gagné, J.-F. (2019). « La ville intelligente : défis pour la démocratie », dans Caccamo, E., J. Walzberg, T. Reigeluth et N. Merveille (dir.), *De la ville intelligente à la ville intelligible,* Québec, Presses de l'Université du Québec.

Gautron, V. (2019). « Surveiller, sanctionner et prédire les risques : les secrets impénétrables du fichage policier », *Champ pénal/Penal Field,* [en ligne], https://journals.openedition.org/champpenal/10843?lang=en#tocto2n3.

Gayle, D. (2020, 11 février). « Met police deploy live facial recognition technology », *The Guardian,* [en ligne], https://www.theguardian.com/uk-news/2020/feb/11/met-police-deploy-live-facial-recognition-technology.

Gendarmerie royale du Canada (2016, 3 octobre). « Faire échec au crime à l'aide d'algorithmes. Mathématiciens et policiers de Saskatoon font équipe », *Gazette,* vol. 78, nº 2, [en ligne], https://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/gazette/faire-echec-au-crime-a-laide-dalgorithmes.

Gitelman, L., et V. Jackson (2013). « Introduction », dans Gitelman, L. (dir.), *'Raw data' Is an Oxymoron,* The MIT Press, Cambridge et London, [en ligne], https://dsl.lsu.edu/nehtextualdata/wp-content/uploads/2017/11/RawData.pdf.

Gómez, A. A. (2020). « La non-neutralité de la technologie. Une ontologie sociohistorique du phénomène technique », *Écologie & politique,* vol. 61, nº 2, p. 27-43.

Gorner, J. (2020, 24 janvier). « For years Chicago police rated the risk of tens of thousands being caught up violence. That controversial effort has quietly been ended », *Chicago Tribune,* [en ligne], https://www.chicagotribune.com/news/criminal-justice/ct-chicago-police-strategic-subject-list-ended-20200125-spn4kjmrxrh4tmktdjckhtox4i-story.html.

Gouvernement de l'Ontario (s. d.). *Artificial Intelligence and Algorithms,* [en ligne], https://data.ontario.ca/group/about/artificial-intelligence-and-algorithms.

Gouvernement de l'Ontario (2020). *Proposition de principes pour une utilisation éthique des technologies axées sur les données en Ontario,* [en ligne], https://github.com/ongov/AI-Principles/blob/master/README-FR.md.

Gouvernement du Canada (s. d.). *Directive sur les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée,* [en ligne], https://www.statcan.gc.ca/fra/apercu/efrvp/defrvp.

Gouvernement du Canada (2020). *Projet de loi C-11. Loi édictant la Loi sur la protection de la vie privée des consommateurs et la Loi sur le Tribunal de la protection des renseignements personnels et des données et apportant des modifications corrélatives et connexes à d'autres lois. Première lecture le 17 novembre 2020,* 124 p., [en ligne], https://parl.ca/Content/Bills/432/Government/C-11/C-11_1/C-11_1.PDF.

Gouvernement du Québec (2020a, à jour au 20 octobre). *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels,* 51 p., [en ligne], http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cs/A-2.1.pdf.

Gouvernement du Québec (2020b, à jour au 20 octobre). *Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information,* [en ligne], http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cs/c-1.1.

Gouvernement du Québec (2020c, à jour au 31 octobre). *Loi sur les cités et villes,* [en ligne], http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cs/C-19.pdf.

Gouvernement du Québec (2020d, à jour au 10 décembre). *Loi sur les compétences municipales,* [en ligne], http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showDoc/cs/C-47.1?&digest.

Gouvernement du Québec (2020e). *Projet de loi nº 64. Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels,* 60 p., [en ligne], http://m.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-64-42-1.html.

Gouvernement du Québec (s. d. a). *Redéfinition des relations Québec-municipalités. Les municipalités officiellement reconnues comme gouvernements de proximité,* document de synthèse, 12 p., [en ligne], https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/ministere/document_synthese_redefinition_relations_quebec_municipalites.pdf.

Gouvernement du Québec (s. d. b). *Montréal. Notre métropole,* document explicatif, 10 p., [en ligne], http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PRT_VDM_FR/MEDIA/DOCUMENTS/DOCUMENT_SYNTHESE_MONTREAL_METROPOLE.PDF.

Graff, A. (2020). « Predicting Neighborhood Change in Detroit », mémoire de maîtrise, University of Michigan School of Information, [en ligne], https://deepblue.lib.umich.edu/bitstream/handle/2027.42/162559/Graff_Alissa_Final_MTOP_Thesis_20200810.pdf?sequence=1&isAllowed=y.

Green, B. (2019). « Lessons from the Past and a Framework for the Future », *The Smart Enough City,* [en ligne], https://smartenoughcity.mitpress.mit.edu/pub/olgoe4s8/release/1.

Grother, P., M. Ngan et K. Hanaoka (2019). « Face Recognition Vendor Test (FRVT) Part 3: Demographic Effects, National Institute of Standards and Technology », *NISTIR 8280,* décembre, 79 p., [en ligne], https://doi.org/10.6028/NIST.IR.8280.

Guillaud, H. (2019, 14 novembre). « De l'explicabilité des systèmes : les enjeux de l'explication des décisions automatisées », *Internetactu.net,* [en ligne], http://www.internetactu.net/2019/11/14/de-lexplicabilite-des-systemes-les-enjeux-de-lexplication-des-decisions-automatisees/.

Guillaud, H. (2019, 13 décembre). « De la difficulté à imposer la transparence des décisions automatisées », *Internetactu.net,* [en ligne], http://www.internetactu.net/a-lire-ailleurs/de-la-difficulte-a-imposer-la-transparence-des-decisions-automatisees/.

Halin, F. (2018, 29 septembre). « Abribus intelligent et navette autonome pour le Laboratoire à ciel ouvert de la vie intelligente », *Journal de Montréal,* [en ligne], https://www.journaldemontreal.com/2018/09/26/abribus-intelligent-et-navette-autonome-pour-le-laboratoire-a-ciel-ouvert-de-la-vie-intelligente.

Harkinson, J. (2016, 29 juin). « Could this Silicon Valley Algorithm Pick Which Homeless People Get Housing? », *Mother Jones,* [en ligne], https://www.motherjones.com/politics/2016/06/homelessness-data-silicon-valley-prediction-santa-clara/.

Haskins, C. (2020, 29 septembre). « Scars, Tattoos, and License Plates : This Is What Palantir and the LAPD Know About You », *BuzzFeed.News,* [en ligne], https://www.buzzfeednews.com/article/carolinehaskins1/training-documents-palantir-lapd.

Hellmann, M. (2019, 6 juin). « Seattle Inches Forward on Surveillance Tech Oversight », *Government Technology,* [en ligne], https://www.govtech.com/public-safety/Seattle-Inches-Forward-on-Surveillance-Tech-Oversight.html.

Helme, B. (2019, 14 novembre). « Nice, l'intelligence artificielle in vivo », *Korii,* [en ligne], https://korii.slate.fr/tech/nice-plonge-intelligence-artificielle-logiciel-predictif-reconnaissance-faciale-estrosi.

Hérard, P. (2020, 19 juin). « Surveillance biométrique et Covid-19 : "Des données récoltées par ces algorithmes mettent en danger la vie privée" », *TV5 Monde,* [en ligne], https://information.tv5monde.com/info/surveillance-biometrique-et-covid-19-il-y-des-donnees-de-sante-et-de-biometrie-qui-sont.

Hill, C. (2016, 20 octobre). « The Color of Surveillance in San Diego », *ACLU of San Diego & Imperial Counties,* [en ligne], https://medium.com/@SDACLU/the-color-of-surveillance-in-san-diego-4dce43abe67c.

Hill, K., (2020, 18 janvier). « The Secretive Company That Might End Privacy as We Know It », *The New York Times,* [en ligne], https://www.nytimes.com/2020/01/18/technology/clearview-privacy-facial-recognition.html?smid=nytcore-ios-share.

Huawei (2017, 13 février). *Valenciennes inaugure un nouveau système de vidéo-protection et s'inscrit dans une démarche de « ville intelligente » avec Huawei,* [en ligne], https://e.huawei.com/fr/news/fr/2017/170213_valenciennes_safe_city.

Institut d'aménagement et d'urbanisme Île-de-France (2019, avril). *La police prédictive. Enjeux soulevés par l'usage des algorithmes prédictifs en matière de sécurité publique,* 35 p., [en ligne], https://www.iau-idf.fr/fileadmin/NewEtudes/Etude_1797/Etude_Police_Predictive_V5.pdf.

Janus, A. (2019, 14 février). « Toronto police scrap plans to acquire controversial gunshot-detection system », *CBC News,* [en ligne], https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/toronto-police-scrap-plans-to-acquire-controversial-gunshot-detection-system-1.5019110.

Kaye, K. (2020, 13 juin). « IBM, Microsoft, and Amazon's face recognition bans don't go far enough », *FastCompany,* [en ligne], https://www.fastcompany.com/90516450/ibm-microsoft-and-amazons-face-recognition-bans-dont-go-far-enough.

Kitchin, R. (2015). « Making sense of smart cities: addressing present shortcomings », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society,* vol. 8, nº 1, p. 131-136, [en ligne], https://doi.org/10.1093/cjres/rsu027.

Kitchin, R. (2016). « Reframing, reimagining and remaking smart cities », The Programmable City Paper 20, document de travail, 16 p., [en ligne], http://mural.maynoothuniversity.ie/7354/.

Kitchin, R., P. Cardullo et C. Di Feliciantonio (2018). « Citizenship, Justice and the Right to the Smart City », The Programmable City Paper 41, document de travail, 28 p., [en ligne], https://osf.io/preprints/socarxiv/b8aq5.

Kitchin, R., et T. P. Lauriault (2018). « Digital data and data infrastructures », dans Ash, J., R. Kitchin et A. Leszczynski (dir.), *Digital Geographies,* Sage, Londres, p. 83-94.

Lamberink, L. (2020, 17 août). « A city plagued by homelessness builds AI tool to predict who's at risk », *CBC News,* [en ligne], https://www.cbc.ca/news/canada/london/artificial-intelligence-london-1.5684788.

Lau, T. (2020). « Predictive Policing Explained », *Brennan Center for Justice,* [en ligne], https://www.brennancenter.org/our-work/research-reports/predictive-policing-explained.

Laugée, F. (2015). « Solutionnisme », *La Revue européenne des médias et du numérique,* 2014-2015, nº 3, [en ligne], https://la-rem.eu/2015/04/solutionnisme/.

Laurent, A. (2020, 29 avril). « Covid-19 : à Cannes, des caméras repèrent automatiquement le port du masque », *Usbek & Rica,* [en ligne], https://usbeketrica.com/fr/article/covid-19-a-cannes-des-cameras-reperent-automatiquement-le-port-du-masque.

Lecher, C. (2019, 20 novembre). « NYC's algorithm task force was 'a waste', member says », *The Verge,* [en ligne], https://www.theverge.com/2019/11/20/20974379/nyc-algorithm-task-force-report-de-blasio.

Lee-Shanok, P. (2019, 30 mai). « Privacy advocates sound warning on Toronto police use of facial recognition technology », *CBC News,* [en ligne], https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/privacy-civil-rights-concern-about-toronto-police-use-of-facial-recognition-1.5156581.

Legros, C. (2020, 13 octobre). « "La ville numérique a besoin d'une gouvernance publique des données, qui implique la population" », *Le Monde,* [en ligne], https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/10/13/la-ville-numerique-a-besoin-d-une-gouvernance-publique-des-donnees-qui-implique-la-population_6055891_3234.html.

Leloup, D. (2018, 9 octobre). « À Los Angeles, l'ombre de Palantir sur un logiciel décrié de police prédictive », *Le Monde,* [en ligne], https://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/10/09/a-los-angeles-l-ombre-de-palantir-sur-un-logiciel-decrie-de-police-predictive_5366955_4408996.html.

Le Monde (2019, 9 juillet). « Outils de décision automatique : opportunités et risques pour nos sociétés », [en ligne], https://www.lemonde.fr/blog/binaire/2019/07/09/outils-de-decision-automatique-opportunites-et-risques-pour-nos-societes/.

Libert, M. (2020, 21 janvier). « Reconnaissance faciale. Les caméras de vidéosurveillance offertes à Valenciennes par Huawei posent question », *20 minutes,* [en ligne], https://www.20minutes.fr/lille/2706439-20200129-valenciennes-cameras-videosurveillance-reconnaissance-faciale-offertes-huawei-posent-question.

Lippert, R. K. (2008). « David Lyon, Surveillance Studies: An Overview », *Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie,* vol. 33, nº 2, p. 471-474, [en ligne], https://doi.org/10.29173/cjs2004.

L'Obs (2019, 1er mars). « Saint-Étienne va installer 50 micros dans les rues pour détecter les bruits "anormaux" », [en ligne], https://www.nouvelobs.com/societe/20190301.OBS1042/saint-etienne-va-installer-50-micros-dans-les-rues-pour-detecter-les-bruits-anormaux.html.

Lynch, J. (2020). *Face Off. Law enforcement use of face recognition technology,* Electronic Frontier Foundation, 35 p., [en ligne], https://www.eff.org/files/2020/04/20/face-off-report-2020_1.pdf.

Manthorpe, R., et A. J. Martin (2019, 4 juillet). « 81% of "suspects" flagged by Met's police facial recognition technology innocent, independent report says », *Sky News,* [en ligne], https://news.sky.com/story/met-polices-facial-recognition-tech-has-81-error-rate-independent-report-says-11755941.

Marchal, M. (2018, 27 septembre). « De la pub personnalisée dans les abribus? », *Journal Métro,* [en ligne], https://journalmetro.com/actualites/montreal/1820797/de-la-pub-personnalisee-dans-les-abribus/.

Marsolais, M. (2020, 25 janvier). « Inquiétudes quant aux effets de la 5G », *Radio-Canada,* [en ligne], https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1491331/inquietudes-effets-5g-manif.

McDonough, A. (2019, 20 novembre). « Why New York City is getting an algorithms officer », *City & State New York,* [en ligne], https://www.cityandstateny.com/articles/policy/technology/why-new-york-city-is-getting-an-algorithms-officer.html.

Miller, L. (2020, 21 avril). « LAPD will end controversial program that aimed to predict where crimes would occur », *Los Angeles Times,* [en ligne], https://www.latimes.com/california/story/2020-04-21/lapd-ends-predictive-policing-program.

Miller, T. (2019). « Explanation in Artificial Intelligence: Insight from the Social Sciences », *Artificial Intelligence,* nº 267, p. 1-38, [en ligne], https://doi.org/10.1016/j.artint.2018.07.007.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire du Québec (2017). « Projet de loi nº 122 – Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs », *Bulletin Muni Express,* n° 6, 31 p., [en ligne], https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/Muni_express/muni_express_pl_122.pdf.

Mittelstadt, B., C. Russel et S. Wachter (2018). « Explaining Explanations in AI », *FAT*19: Proceedings of the Conference on Fairness, Accountability, and Transparency,* p. 279-288, [en ligne], https://doi.org/10.1145/3287560.3287574.

Montagnon, M. (2017, 20 novembre). « #MonSainté : Beaubrun-Tarentaize, un quartier populaire, cosmopolite mais qui se sent un peu abandonné », *France Bleu,* [en ligne], https://www.francebleu.fr/infos/societe/monsainte-beaubrun-tarentaize-un-quartier-populaire-cosmopolite-mais-qui-se-sent-un-peu-abandonne-1511195161.

Montréal pour tous (2020, 12 novembre). *L'approbation de la motion sur la 5G à reporter, impérativement!,* [en ligne], https://montrealpourtous.com/2020/11/12/lapprobation-de-la-motion-sur-la-5g-a-reporter-imperativement/.

New York City (2019). *New York City Automated Decision Systems Task Force Report,* [en ligne], https://www1.nyc.gov/assets/adstaskforce/downloads/pdf/ADS-Report-11192019.pdf.

Normandin, P.-A. (15 octobre 2018). « Des caméras seront installées pour évaluer les foules », *La Presse,* [en ligne], https://plus.lapresse.ca/screens/760b3517-c607-479a-866c-1e9b08eb717d__7C___0.html.

Normandin, P.-A. (2019, 16 janvier). « Les lecteurs de plaques d'immatriculation utilisés par le SPVM rapportent gros », *La Presse,* [en ligne], https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/201901/16/01-5211194-les-lecteurs-de-plaques-dimmatriculation-utilises-par-le-spvm-rapportent-gros.php.

Normandin, P.-A. (2019, 19 mars). « Services : Montréal misera sur l'intelligence artificielle », *La Presse,* [en ligne], https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/201903/18/01-5218722-services-montreal-misera-sur-lintelligence-artificielle.php.

Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique (2020, avril). *Repenser la protection des renseignements personnels à la lumière des défis soulevés par l'IA. Document de réponse aux questions posées par la Commission d'accès à l'information du Québec dans le cadre de la consultation sur l'intelligence artificielle,* 38 p., [en ligne], http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs4067010.

Pasquale, F. (2015). *The Black Box Society: The Secret Algorithms that Control Money and Information,* Cambridge (Mass.), Harvard University Press.

Pasternack, A. (2017, 3 mars). « Police Body Camera Will Do More Than Just Record You », *Fast Company,* [en ligne], https://www.fastcompany.com/3061935/police-body-cameras-livestreaming-face-recognition-and-ai.

Pelletier, M., N. Saunier et J. Le Ny (2020). « Differentially Private Analysis of Transportation Data », dans Farokhi, F. (dir.), *Privacy in Dynamical Systems,* Springer, Singapour, [en ligne], https://doi.org/10.1007/978-981-15-0493-8_7.

Péloquin, T. (2019, 1er avril). « La SQ lorgne une technologie controversée de reconnaissance faciale », *La Tribune numérique,* [en ligne], https://www.latribune.ca/actualites/justice-et-faits-divers/la-sq-lorgne-une-technologie-controversee-de-reconnaissance-faciale-5d0cfb5bc3b269d7f12ea462c7181b6b.

Péloquin, T. (2020, 8 février). « La vie privée menacée : souriez, vous êtes filmés (et reconnus) », *La Presse,* [en ligne], https://www.lapresse.ca/actualites/2020-02-08/la-vie-privee-menacee-souriez-vous-etes-filmes-et-reconnus.

Powles, J. (2017, 21 décembre). « New York City's bold, flawed attempt to make algorithms accountable », *The New Yorker,* [en ligne], https://www.newyorker.com/tech/annals-of-technology/new-york-citys-bold-flawed-attempt-to-make-algorithms-accountable.

Quartier de l'innovation de Montréal (9 février 2019). « Abribus intelligent », [en ligne], http://quartierinnovationmontreal.com/fr/laboratoire-de-la-vie-intelligente/abribus-intelligent.

Radio-Canada (2012, 30 juillet). « Vie privée : la reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation inquiète », [en ligne], https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/572141/vie-prive-plaques-immatriculation.

Radio-Canada (2017, 17 octobre). « Une compagnie sœur de Google construira un quartier à Toronto », [en ligne], https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1061901/toronto-google-nouveau-quartier-quayside-technologies.

Radio-Canada (2018, 15 avril). « La Saskatchewan veut plus de lecteurs de plaques d'immatriculation », [en ligne], https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1135902/lecteurs-plaque-immatriculation-saskatchewan-police-suspension-permis-effraction.

Radio-Canada (2020, 24 janvier). « La police de Londres se met à la reconnaissance faciale en direct », [en ligne], https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1490216/police-londres-reconnaissance-faciale-direct.

Radio-Canada (2020, 11 juin). « Microsoft refuse à son tour la reconnaissance faciale à la police », [en ligne], https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1711217/microsoft-reconnaissance-faciale-police-amazon.

Radio-Canada (2020, 25 juin). « Un homme noir arrêté à tort à cause de la technologie de reconnaissance faciale », [en ligne], https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1715044/robert-williams-arrestation-algorithme-erreur-etats-unis.

Radio-Canada (2020, 27 novembre). « L'ONU sonne l'alarme sur les biais raciaux de certains algorithmes », [en ligne], https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1752869/onu-comite-profilage-racial-reconnaissance-faciale-algorithme.

Reinvestment Fund (s. d.). « Market Value Analysis », [en ligne], https://www.reinvestment.com/policy-solutions/market-value-analysis/.

Reisman, D., J. Schultz, K. Crawford et M. Whittaker (2018). *Algorithmic impact assessments : A practical framework for public agency accountability,* AI Now Institute, p. 5, [en ligne], https://ainowinstitute.org/aiareport2018.pdf.

Richardson, R. (dir.) (2019). *Confronting Black Boxes: A Shadow Report of the New York City Automated Decision Systems Task Force,* AI Now Institute, [en ligne], https://ainowinstitute.org/ads-shadowreport-2019.pdf.

Richardson, R., J. M. Schultz et K. Crawford (2019). « Dirty Data, Bad Predictions: How Civil Rights Violations Impact Police Data, Predictive Policing Systems, and Justice », *New York University Law Review,* vol. 94, nº 192, p. 192-233, [en ligne], https://ssrn.com/abstract=3333423.

Rocher, L., J.-M. Hendrickx et Y.-A. de Montjoye (2019). « Estimating the success of re-identifications in incomplete datasets using generative models », *Nature Communication,* nº 10, article nº 3069, p. 1-9, [en ligne], https://doi.org/10.1038/s41467-019-10933-3.

Safransky, S. (2019). « Geographies algorithmic violence: Redlining the Smart City », *International Journal of Urban and Regional Research,* vol. 44, nº 2.

Scassa, T. (2015). « Emerging Legal Issues in the Smart Cities Context », *Centre for Law, Technology and Society,* [en ligne], https://techlaw.uottawa.ca/news/emerging-legal-issues-smart-cities-context.

Scassa, T. (2020). « Designing Data Governance for Data Sharing: Lessons from Sidewalk Toronto », *Technology and Regulation,* p. 44-56, [en ligne], https://techreg.org/index.php/techreg/article/view/51/21.

Seattle City Council Insight (2019, 21 mai). « Surveillance technology ordinance collapsing under its own bureaucratic weight », [en ligne], https://sccinsight.com/2019/05/21/surveillance-technology-ordinance-collapsing-under-its-own-bureaucratic-weight/.

Seattle.gov (s. d.). *Surveillance Advisory Working Group,* [en ligne], https://www.seattle.gov/tech/initiatives/privacy/surveillance-technologies/surveillance-advisory-working-group.

Seattle.gov (2021). *Chapter 14.18 – Acquisition and Use of Surveillance Technologies,* mis à jour en février, [en ligne], https://library.municode.com/wa/seattle/codes/municipal_code?nodeId=TIT14HURI_CH14.18ACUSSUTE.

Singer, N., et C. Metz (2019, 19 décembre). « Many Facial-Recognition Systems Are Biased, Says U.S. Study », *The New York Times,* [en ligne], https://www.nytimes.com/2019/12/19/technology/facial-recognition-bias.html.

Tesquet, O. (2019, 29 octobre). « Des micros dans la rue : la CNIL tire les oreilles (intelligentes) de Saint-Étienne », *Télérama,* [en ligne], https://www.telerama.fr/medias/la-cnil-tire-les-oreilles-intelligentes-de-saint-etienne,n6492439.php.

Thales Group (s. d.). *Nice : La sécurité à la pointe de la technologie,* [en ligne], https://www.thalesgroup.com/fr/monde/defence-and-security/news/nice-securite-pointe-technologie.

The City of Calgary Newsroom (2014, 3 novembre). « Facial Recognition To Aid Investigations », [en ligne], https://newsroom.calgary.ca/facial-recognition-to-aid-investigations/.

The New York City Council (2018). *A Local Law in relation to automated decision systems used by agencies,* [en ligne], https://legistar.council.nyc.gov/LegislationDetail.aspx?ID=3137815&GUID=437A6A6D-62E1-47E2-9C42-461253F9C6D0.

The City of New York (2019, 19 novembre). *Algorithms Management and Policy Officer (executive order no. 50),* 4 p., [en ligne], https://www1.nyc.gov/assets/home/downloads/pdf/executive-orders/2019/eo-50.pdf.

Townsend, A. (2013). *Smart Cities: Big Data, Civic, Hackers, and the Quest for a New Utopia,* New York, W.W. Norton & Company.

Trujilo, E. (2019, 23 septembre). « En Chine, un système de reconnaissance faciale a été installé à l'entrée du métro », *BFM Business,* [en ligne], https://www.bfmtv.com/tech/vie-numerique/en-chine-un-systeme-de-reconnaissance-faciale-a-ete-installe-a-l-entree-du-metro_AN-201909230066.html.

Van Dijck, J. (2013). *Culture of Connectivity: A critical history of social media,* Oxford.

Van Dijck, J. (2014). « Datafication, dataism and dataveillance », *Surveillance & Society,* vol. 12, nº 2, p. 197-208, [en ligne], https://doi.org/10.24908/ss.v12i2.4776.

Vérificateur général de la Ville de Montréal (2013, 31 octobre). « Projet M-IRIS », *Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal,* p. 197-202, [en ligne], https://www.bvgmtl.ca/wp-content/uploads/2014/06/RA2013_section5-6.pdf.

Ville de Montréal (s. d. a). *Montréal ville intelligente et numérique. Stratégie montréalaise 2014-2017,* 52 p., [en ligne], https://laburbain.montreal.ca/sites/villeintelligente.montreal.ca/files/strategie-montrealaise-2014-2017-ville-intelligente-et-numerique-fr-amendee.pdf.

Ville de Montréal (s. d. b). *Politique de données ouvertes,* 7 p., [en ligne], https://laburbain.montreal.ca/sites/default/files/politique-de-donnees-ouvertes.pdf.

Ville de Montréal (s. d. c). *Politique sur l'utilisation et le développement des logiciels et du matériel libres,* 5 p., [en ligne], http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PRT_VDM_FR/MEDIA/DOCUMENTS/politique_materiel_libres_fr.pdf.

Ville de Montréal (s. d. d). *Plan d'action données ouvertes 2019,* document consultatif, 15 p., [en ligne], https://docs.google.com/document/d/1xnZ0liZfQ-4aszP3gWy4z0pCjnK8XBsICndnAv_RwtM/edit#heading=h.44sinio.

Ville de Montréal (2019a). *Défi des villes intelligentes du Canada. Candidature finale de la Ville de Montréal,* 113 p., [en ligne], https://laburbain.montreal.ca/sites/default/files/candidature_fr_defi_des_villes_intelligentes_vf.pdf.

Ville de Montréal (2019b). *Politique d'approvisionnement responsable et équitable de la Ville de Montréal,* 9 p., [en ligne], http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/librairie_fr/documents/politique_approvisionnement.pdf.

Ville de Montréal (2020a). *Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 15 juin 2020,* 110 p., [en ligne], https://ville.montreal.qc.ca/documents/Adi_Public/CM/CM_PV_ORDI_2020-06-15_13h00_FR.pdf.

Ville de Montréal (2020b, octobre). *Charte des données numériques,* 19 p., [en ligne], https://laburbain.montreal.ca/sites/default/files/charte_donnees_numeriques_1_0.pdf.

Ville de Montréal (2020c). *Montréal PDI 2021-2030. Fiche détaillée,* 384 p., [en ligne], https://res.cloudinary.com/villemontreal/image/upload/v1605132025/portail/vuwsykxfixrhg0yg9oah.pdf.

Ville de Montréal (2020d). *Montréal 2030. Plan stratégique,* [en ligne], https://res.cloudinary.com/villemontreal/image/upload/v1612237761/portail/ynxwhzrvpnfmphxhc7t1.pdf.

Ville de Montréal (2020e, 10 décembre). *Projet pilote urbain 5G,* [en ligne], https://montreal.ca/articles/projet-pilote-urbain-5g-9155.

VI-SPDAT (s. d.). « Prescreen Triage Tool for Single Adults », version canadienne 2.0.

Winston, A. (2018, 27 janvier). « Transparency advocates win release of NYPD "Predictive Policing" Documents », *The Intercept,* [en ligne], https://theintercept.com/2018/01/27/nypd-predictive-policing-documents-lawsuit-crime-forecasting-brennan/.

Winston, A. (2018, 27 février). « Palantir has secretly been using New Orleans to test its predictive policing technology », *The Verge,* [en ligne], https://www.theverge.com/2018/2/27/17054740/palantir-predictive-policing-tool-new-orleans-nopd.

Wray, S. (2020, 25 août). « 'Explainable AI' predicts homelessness in Ontario city », *Cities Today,* [en ligne], https://cities-today.com/explainable-ai-predicts-homelessness-in-ontario-city/.

Wylie, B. (2019, 9 février). « Sidewalk Toronto: The Recklessness of Novelty », *Medium,* [en ligne], https://biancawylie.medium.com/sidewalk-toronto-the-recklessness-of-novelty-6b6f6df7e70f.

Young, M., M. Katell et P. M. Krafft (2019). « Municipal surveillance regulation and algorithmic accountability », *Big Data & Society,* juillet-décembre.

SITES INTERNET OFFICIELS :

Atlas of Surveillance, https://atlasofsurveillance.org/

Genetec, https://www.genetec.com/fr/solutions-/industries/forces-de-lordre

Google Cloud, https://cloud.google.com/explainable-ai/

Palantir, https://www.palantir.com/solutions/law-enforcement/

Palantir.fr, https://palantir.fr/expertises/maintien-de-lordre-public/

Reinvestment Fund, https://www.reinvestment.com/policy-solutions/market-value-analysis/

Saidot, https://www.saidot.ai/

ShotSpotter, https://www.shotspotter.com/connect/ – https://www.shotspotter.com/cities/

Two-I, https://vigilance.two-i.com/solution-fr

ANNEXE 1

Niveaux d'incidence et exigences associées, définis par le Conseil du Trésor du Canada dans sa *Directive sur la prise de décisions automatisée* (entrée en vigueur le 1er avril 2019)

TABLEAU 1 : NIVEAUX DE L'ÉVALUATION DE L'INCIDENCE

NIVEAU D'INCIDENCE	DESCRIPTION
I	**La décision aura probablement peu ou pas d'effet sur :** • les droits des personnes ou des collectivités; • la santé ou le bien-être des individus ou des collectivités; • les intérêts économiques des individus, des entités ou des collectivités; • la durabilité continue d'un écosystème. Les décisions de niveau I mèneront souvent à des effets réversibles et brefs.
II	**La décision aura vraisemblablement une incidence modérée sur :** • les droits des personnes ou des collectivités; • la santé ou le bien-être des individus ou des collectivités; • les intérêts économiques des individus, des entités ou des collectivités; • la durabilité continue d'un écosystème. Les décisions de niveau II mèneront souvent à des effets susceptibles d'être réversibles et à court terme.
III	**La décision aura vraisemblablement une incidence élevée sur :** • les droits des personnes ou des collectivités; • la santé ou le bien-être des individus ou des collectivités; • les intérêts économiques des individus, des entités ou des collectivités; • la durabilité continue d'un écosystème. Les décisions de niveau III mèneront souvent à des effets qui peuvent être difficiles à annuler et continus.
IV	**La décision aura vraisemblablement une incidence très élevée sur :** • les droits des personnes ou des collectivités; • la santé ou le bien-être des individus ou des collectivités; • les intérêts économiques des individus, des entités ou des collectivités; • la durabilité continue d'un écosystème. Les décisions de niveau IV mèneront souvent à des effets irréversibles et permanents.

Source : https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32592

TABLEAU 2 : EXIGENCES PAR NIVEAU D'INCIDENCE

EXIGENCE	NIVEAU I	NIVEAU II	NIVEAU III	NIVEAU IV
Examen par les pairs	Aucune	**Au moins l'une des suivantes :** Expert qualifié d'une institution gouvernementale fédérale, provinciale, territoriale ou municipale. Membres qualifiés d'une faculté d'un établissement postsecondaire. Chercheurs qualifiés d'une organisation non gouvernementale pertinente. Tiers fournisseur à forfait avec une spécialisation connexe. Publication des spécifications du système décisionnel automatisé dans une revue à comité de lecture. Un comité consultatif des données spécifié par le Secrétariat du Conseil du Trésor.		**Au moins deux des suivantes :** Experts qualifiés du Conseil national de recherches du Canada, de Statistique Canada ou du Centre pour la sécurité des télécommunications. Membres qualifiés d'une faculté d'un établissement postsecondaire. Chercheurs qualifiés d'une organisation non gouvernementale pertinente. Tiers fournisseur à forfait avec une spécialisation connexe. Un Comité consultatif des données spécifié par le Secrétariat du Conseil du Trésor. **OU :** Publication des spécifications du système décisionnel automatisé dans une revue à comité de lecture.
Avis	Aucune	Avis en langage simple publié par l'entremise du site Web du programme ou du service.	**Publier de la documentation sur les sites Web pertinents au sujet du système décisionnel automatisé, en langage simple, décrivant :** • le fonctionnement des composants; • la façon dont il appuie la décision administrative; • les résultats de tout examen ou audit; et • une description des données de formation ou un lien vers les données de formation anonymisées si ces données sont accessibles au public.	

TABLEAU 2 : EXIGENCES PAR NIVEAU D'INCIDENCE

EXIGENCE	NIVEAU I	NIVEAU II	NIVEAU III	NIVEAU IV
Maillon humain de la prise de décisions	Des décisions peuvent être prises sans participation humaine directe.		Des décisions ne peuvent être prises sans qu'il y ait des points d'intervention humaine précis pendant le processus décisionnel.	
Exigences en matière d'explication	En plus de toute exigence législative applicable, s'assurer qu'une explication statique des résultats communs des décisions soit fournie. Cela peut inclure une explication dans la section de la Foire aux questions d'un site Web.	En plus de toute exigence législative applicable, s'assurer qu'une explication significative est fournie sur demande avec toute décision qui conduit à un refus de prestation, de service ou autre mesure réglementaire.	En plus de toute exigence législative applicable, s'assurer qu'une explication significative est fournie avec toute décision qui a conduit à un refus de prestation, de service ou autre mesure réglementaire.	
Mise à l'essai	Avant d'amorcer la production, élaborer les processus appropriés afin de veiller à ce que les données d'apprentissage soient évaluées pour la présence de biais imprévus dans les données et d'autres facteurs qui pourraient influencer injustement les résultats. Veiller à ce que les données utilisées par le système décisionnel automatisé soient régulièrement mises à l'essai afin qu'elles soient toujours pertinentes, exactes et à jour.			
Surveillance	Surveiller les résultats des systèmes décisionnels automatisés afin de protéger contre les résultats imprévus et d'assurer la conformité avec les dispositions législatives institutionnelles et relatives aux programmes, ainsi qu'avec la présente Directive.			

c
j
m
120

TABLEAU 2 : EXIGENCES PAR NIVEAU D'INCIDENCE

EXIGENCE	NIVEAU I	NIVEAU II	NIVEAU III	NIVEAU IV
Formation	Aucune	Documents sur la conception et la fonctionnalité du système.	Documents sur la conception et la fonctionnalité du système. Il faut suivre des cours de formation.	Documents sur la conception et la fonctionnalité du système. Cours de formation récurrents. Un moyen de vérifier que la formation a été suivie.
Planification des mesures d'urgence	Aucune		Veiller à ce que des plans d'urgence et/ou des systèmes de secours soient disponibles dans l'éventualité où le système décisionnel automatisé ne soit pas disponible.	
Approbation de l'exploitation du système	Aucune	Aucune	Administrateur général	Conseil du Trésor

Source : https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32592

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

1re et 4e de couverture : Marie-France l'Écuyer . MEM - Centre des Mémoires montréalaises

Chapitre 1 : Rodrigolab . Dreamstime.com

Chapitre 2 : Marc Bruxelle . Dreamstime.com

Chapitre 3 : Mario Beauregard . Dreamstime.com

Chapitre 4 : Patrick Pilon . MEM - Centre des Mémoires montréalaises

Chapitre 5 : Firefighter Montreal . Adobe Stock

Chapitre 6 : Audrey-Frédérique Lavoie

Conclusion et recommandations : Pierre D'Amours . MEM - Centre des Mémoires montréalaises

TRAITEMENT GRAPHIQUE DES PHOTOGRAPHIES

Diane Morin



CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Montréal

SYNTHÈSE

AVIS SUR L'UTILISATION DE SYSTÈMES DE DÉCISION AUTOMATISÉE PAR LA VILLE DE MONTRÉAL

ASSURER UNE GOUVERNANCE RESPONSABLE, JUSTE ET INCLUSIVE



CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Montréal

Le présent avis a été élaboré au cours des années 2020 et 2021, et a été adopté par les membres du **CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL** dans le cadre de l'assemblée générale du 26 mai 2021.

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL
1550, rue Metcalfe, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 868-5809
cjm@montreal.ca
www.cjmtl.com

DÉPÔT LÉGAL
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
© Conseil jeunesse de Montréal, 2021
ISBN 978-2-7647-1830-8 (version papier)
ISBN 978-2-7647-1831-5 (version électronique)

Les recherches effectuées pour cet avis ont pris fin le 3 février 2021.

La féminisation, partielle, de ce document utilise la méthode du point (par exemple : répondant.e, participant.es).

Imprimé sur du papier recyclé

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) est un comité consultatif créé en février 2003 par la Ville de Montréal dans le but de permettre à la Ville de mieux tenir compte des préoccupations des Montréalais et Montréalaises âgé.es de 12 à 30 ans et de les inviter à prendre part aux décisions qui les concernent.

Composé de 15 membres représentant la diversité géographique, linguistique, culturelle et sociale de la jeunesse montréalaise, il a pour mandat de conseiller régulièrement la mairesse et le comité exécutif sur toutes les questions relatives aux jeunes et d'assurer la prise en compte des préoccupations jeunesse dans les décisions de l'administration municipale.

MEMBRES

Myriam Boileau
Jessica Condemi
Rime Diany
Yazid Djenadi
Pascal-Olivier Dumas-Dubreuil
Sherlyne Duverneau
Benjamin Herrera, président
Rizwan Ahmad Khan
Gabriel Laferrière
Audrey-Frédérique Lavoie, vice-présidente
Xiya Ma
Alice Miquet
Pentcho Tchomakov, vice-président
Shophika Vaithyanathasarma
Michael Wrobel

c
j
m

COORDINATION

Geneviève Coulombe, secrétaire-recherchiste

RECHERCHE ET RÉDACTION

Lyne Nantel

RÉVISION LINGUISTIQUE

Edith Sans Cartier

CONCEPTION GRAPHIQUE ET ILLUSTRATION

Diane Morin

TABLE DES MATIÈRES

GLOSSAIRE 5

REMERCIEMENTS 7

INTRODUCTION 8

CHAPITRE 1
DÉFINITIONS ET ÉVOLUTION DES TECHNOLOGIES AXÉES SUR LES DONNÉES 11

CHAPITRE 2
L'USAGE DES TECHNOLOGIES DANS ET PAR LES VILLES. UN TOUR D'HORIZON 13

CHAPITRE 3
CONSTATS, ENJEUX ET IMPACTS DES TECHNOLOGIES 18

CHAPITRE 4
DES CADRES STRUCTURANTS ET L'EXPLICABILITÉ 22
COMME PRINCIPE PHARE D'UNE GOUVERNANCE RESPONSABLE

CHAPITRE 5
MONTRÉAL, POUVOIRS ET LEVIERS : PORTRAIT DU TRAVAIL AMORCÉ 24

CHAPITRE 6
QUELQUES ACTIONS ENTREPRISES AILLEURS DANS LE MONDE 27

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 29

BIBLIOGRAPHIE 33

c
j
m

Les mots accompagnés d'un astérisque (*) dans le texte se trouvent dans le glossaire.

***Datafication* (mise en données) :** processus par lequel les sujets, les objets et les activités courantes sont transformés en données numériques pour générer de la valeur, des corrélations et des inférences.

***Dataveillance* (surveillance à partir des données numériques) :** surveillance rendue possible par les données numériques, et qui est continue en raison de l'omniprésence des données et des objets connectés.

Donnée anonymisée : renseignement qui ne permet plus d'identifier directement ou indirectement la personne concernée, **de façon irréversible et de quelque façon que ce soit**. Il doit y avoir destruction de la trace du lien entre la personne concernée et les codes d'identification qui remplacent les renseignements personnels. Une donnée anonymisée reste cependant exploitable à des fins précises[1].

Donnée biométrique : donnée issue de la biométrie, laquelle désigne l'ensemble des techniques qui permettent d'analyser une ou plusieurs **caractéristiques uniques d'une personne** (physiques, comportementales ou biologiques) afin de déterminer ou de prouver son identité. Il existe trois grandes catégories de biométrie :

- La biométrie morphologique : basée sur l'identification de traits physiques particuliers. Elle regroupe notamment, mais pas exclusivement, la reconnaissance des empreintes digitales, de la forme de la main, du visage, de la rétine et de l'iris de l'œil;
- La biométrie comportementale : basée sur l'analyse de certains comportements d'une personne, comme le tracé de sa signature, l'empreinte de sa voix, sa démarche, sa façon de taper sur un clavier, etc.;
- La biométrie biologique : basée sur l'analyse des traces biologiques d'une personne, comme l'ADN, le sang, la salive, l'urine, les odeurs, etc.[2].

Donnée dépersonnalisée : renseignement qui ne permet plus d'identifier directement la personne concernée[3], mais pour lequel il y a conservation de la trace du lien entre la personne et les codes d'identification qui remplacent ses renseignements personnels (ceux-ci sont encodés ou chiffrés).

Faux positif : erreur dans le résultat d'une prise de décision, qui fait en sorte qu'un algorithme attribue une correspondance là où il n'y en a pas. Par exemple : l'identification erronée par l'algorithme d'une correspondance entre deux visages.

1. Gouvernement du Québec, 2020a.
2. CAI, 2020a.
3. Gouvernement du Québec, 2020a.

GLOSSAIRE (suite)

Souveraineté numérique : renvoie à l'application des principes de souveraineté au domaine des données et des technologies, à l'échelle individuelle ou d'un territoire. La souveraineté numérique assure une capacité d'action dans l'espace numérique.

Système de décision automatisée : système composé de données et d'algorithmes dont la fonction est d'aider, d'assister ou de remplacer la prise de décision humaine.

Traces numériques : l'ensemble des informations sous forme de données qu'un dispositif numérique enregistre relativement à l'identité et aux activités des utilisateurs et utilisatrices : navigation sur le Web et les réseaux sociaux, achat en ligne, utilisation de cartes à puce (ex. : carte Opus), etc.

REMERCIEMENTS

Céline Castets-Renard
Professeure titulaire, Faculté de droit civil, Université d'Ottawa, et titulaire de la Chaire de recherche de l'Université sur l'intelligence artificielle responsable à l'échelle mondiale

Dominic Cliche
Conseiller en éthique, Commission de l'éthique en science et en technologie du gouvernement du Québec (CEST)

Johanne Dion
Membre, comité de coordination de Montréal pour tous

Pierre-Antoine Ferron
Spécialiste en gouvernance numérique, B.A., D.A.P. (ENAP), M.A.P. (ENAP)

Sarah Gagnon-Turcotte
Professionnelle en stratégie, politiques publiques et gouvernance des données

Richard Grenier
Directeur, Service des technologies de l'information, Ville de Montréal

Stéphane Guidoin
Directeur, Laboratoire d'innovation urbaine, Ville de Montréal

Anne-Sophie Letellier
Candidate au doctorat, École des médias de l'UQAM, et cofondatrice du LAB 2038

Anne Pineau
Militante, Ligue des droits et libertés

Richard Shearmur
Urbaniste, membre de l'Ordre des urbanistes du Québec, membre du Canadian Institute of Planners, professeur et directeur, École d'urbanisme de l'Université McGill

Marie-Christine Therrien
Codirectrice de la fonction Délibération publique, Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique (OBVIA), professeure titulaire et directrice, Cité-ID Living Lab Gouvernance de la résilience urbaine, ENAP

Nathalie Torres Parent
Conseillère en éthique, Commission de l'éthique en science et en technologie du gouvernement du Québec (CEST)

Pierre Trudel
Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal

INTRODUCTION[4]

Depuis plus d'une décennie déjà, la « ville intelligente » est l'image dominante à laquelle les villes cherchent à s'identifier et autour de laquelle elles orientent leur développement stratégique[5]. Cette expression valise aux origines multiples[6] ne réfère pas à un modèle urbain précis. De manière générale, ce qui caractérise la ville intelligente est essentiellement l'utilisation des technologies et des données dans le but d'améliorer l'efficacité, la planification et la prestation des services ainsi que la gestion des infrastructures[7]. L'adhésion croissante au modèle de la ville intelligente est également basée sur une idée largement véhiculée selon laquelle les progrès et les solutions aux défis urbains de demain se trouvent dans les données recueillies par des objets connectés et dans les technologies qui en permettent l'analyse. Dans ce contexte, ces technologies doivent répondre aux enjeux liés aux changements climatiques, à la sécurité, aux inégalités, à la mobilité, etc. Devant les possibilités et les promesses associées à l'usage des technologies, nombreux sont les acteurs tant publics que privés qui témoignent d'un intérêt manifeste pour leur déploiement dans la sphère urbaine.

Ainsi, depuis 2014, la Ville de Montréal oriente son développement à partir du projet de ville intelligente[8]. Gagnante du *Défi des villes intelligentes* d'Infrastructure Canada en 2018, elle entend miser sur l'intelligence artificielle (IA) afin de donner un sens aux données massives[9]. Comme le soulignait François W. Croteau, élu à la Ville de Montréal et responsable de la ville intelligente, il faut « implanter une culture de prise de décision à partir des données, des faits, donc prendre de meilleures décisions[10] ». Montréal n'échappe donc pas à la tendance, et la Ville a entrepris un « virage numérique majeur » où « les données jouent un rôle clé dans [sa] capacité […] à répondre aux nombreux défis auxquelles [elle fait] face[11] ».

En milieu urbain, les nouvelles technologies basées sur le numérique et les données, notamment celles s'appuyant sur l'intelligence artificielle, ouvrent la possibilité de traiter en temps réel des masses d'informations dans le but d'optimiser le fonctionnement et la planification de la ville. Les applications de ces technologies sont multiples. Il peut s'agir de capteurs permettant une gestion optimale des feux de circulation, de logiciels servant à l'émission de permis via des systèmes automatisés, d'outils de gestion de la collecte des ordures, etc. Les technologies axées sur les données sont ainsi utilisées comme des outils d'aide à la décision. La planification de la mobilité urbaine au moyen d'applications de sélection de trajets de transport (Transit, Google Maps, Waze, etc.) n'en est qu'un exemple.

4. À noter : tout au long de cet avis, les citations tirées d'ouvrages en anglais ont fait l'objet d'une traduction libre de notre part.
5. Kitchin, 2015; Townsend, 2013.
6. Breux et Diaz, 2017.
7. Scassa, 2015.
8. Ville de Montréal, s. d. a.
9. Normandin, 2019, 19 mars.
10. Normandin, 2019, 19 mars.
11. Ville de Montréal, 2020.

Un autre secteur où les technologies centrées sur les données et l'IA sont présentées comme étant avantageuses est sans contredit celui de la sécurité des villes. À ce jour, de nombreux services de police municipaux, au Canada et ailleurs dans le monde, utilisent des logiciels de prédiction de la délinquance afin d'établir les stratégies d'action des corps policiers. En complément à ces méthodes, de plus en plus de corps de police ont recours (ou envisagent sérieusement de recourir) aux nouvelles technologies algorithmiques – associées à l'IA – qui offrent des fonctions de surveillance sophistiquées en automatisant la collecte et le traitement de données en ligne, par exemple les données tirées de réseaux sociaux, ou encore de données biométriques au moyen des technologies de reconnaissance faciale.

LA VILLE INTERCONNECTÉE

L'intégration croissante d'objets connectés de toutes sortes, l'accumulation de données et les capacités de traitement de celles-ci favorisent le déploiement de nouveaux usages et manières de faire pouvant servir à des fins très différentes. Par exemple, les technologies axées sur les données permettent de personnaliser les services, et ce, par le profilage (microciblage et catégorisation sous forme de profils) des consommateur.trices et des usager.ères. Les contenus suggérés par les moteurs de recherche en sont des exemples. Les technologies centrées sur les données sont aussi utilisées pour classer et sélectionner des candidat.es à un emploi, tout comme elles peuvent contrôler des accès, gérer automatiquement le traitement des eaux usées ou surveiller en temps réel la circulation de voitures et les déplacements d'individus. Les champs d'application sont extrêmement vastes.

Les technologies qui se fondent sur l'exploitation des données modifient donc grandement les processus de décision. Comme le soulignent les sociologues Benbouzid et Cardon, en plus de promettre une optimisation des services, ces formes de prédiction calculée assistées par de puissants algorithmes installent « un nouveau régime d'anticipation » qui se répercute sur les processus de décision[12].

Un autre aspect de l'ère des données est celui de l'exploitation des traces numériques*, c'est-à-dire l'ensemble des données produites soit automatiquement, soit intentionnellement à travers les activités numériques et l'usage des objets connectés. L'accumulation des traces numériques* et des données en général augmente le potentiel de surveillance par les données. Ce phénomène porte d'ailleurs un nom : la *dataveillance*[13]*. Les nouvelles exploitations des données viennent redéfinir entre autres les capacités de suivi ou de surveillance directe ou indirecte de l'information. La « surveillance par les données » doit être comprise de manière large; elle renvoie notamment à une forme d'« attention portée » aux données à des fins de gestion, de protection, d'influence ou d'orientation[14].

L'exploitation par les villes des technologies centrées sur les données dans la gestion, la planification et la prestation de services publics soulève de multiples débats relatifs à la protection de la vie privée, aux biais et aux discriminations, à leur efficacité, à leur valeur ajoutée, à leur examen et à leur encadrement.

12. Benbouzid et Cardon, 2018.
13. Van Dijck, 2014.
14. Lippert, 2008.

L'avis qui fait l'objet de la présente synthèse s'inscrit dans le débat sur l'utilisation des technologies axées sur les données et les outils algorithmiques pour assister la prise de décision par la Ville de Montréal, les organismes associés, les instances paramunicipales ainsi que les services de sécurité. Concrètement, il s'agit d'étudier les impacts de l'utilisation de ces technologies et de réfléchir à l'élaboration d'un plan d'encadrement, de régulation et de gouvernance de ces technologies. L'objectif est d'apporter des pistes d'actions pour mettre en place un cadre responsable de gouvernance des données et des technologies axées sur les données.

Plus précisément, l'avis se concentre sur les **systèmes de décision automatisée*** (SDA) en tant qu'outils technologiques composés de données et d'algorithmes dont la fonction est d'aider, d'assister ou de remplacer, selon les cas, la prise de décision humaine[15].

ANALYSE DES SYSTÈMES DE DÉCISION AUTOMATISÉE

Une précision s'impose quant à l'objet de cet avis. Le choix d'utiliser la notion de système de décision automatisée* plutôt que celle d'intelligence artificielle est motivé par le fait que l'IA est un terme imprécis et que les débats sont nombreux quant à la manière de la définir. L'autre expression pour désigner les technologies d'aide à la décision est celle de « technologies algorithmiques ». Comparativement à cette dernière dénomination, la notion de SDA apparaît plus complète puisqu'elle réfère à la fois aux données, aux algorithmes et aux résultats obtenus par le traitement des données. **L'approche basée sur la notion de système permet ainsi d'aborder les technologies de manière globale**.

Pour faciliter la compréhension des enjeux et des impacts sociaux liés au déploiement de SDA, le chapitre 1 définit et circonscrit les technologies axées sur les données en identifiant leurs composantes et la façon dont celles-ci se sont développées. Cet effort de définition, nécessaire pour la qualité du débat public, est précédé d'un tour d'horizon des applications des technologies utilisant les données. Le chapitre 2 consiste en un survol de différentes utilisations des SDA par les villes, avec une attention particulière portée aux services de police. Le chapitre 3 met en relief l'ensemble des enjeux sociaux, éthiques et juridiques ainsi que les questionnements que soulèvent ces pratiques pour les organismes publics. Le chapitre 4 porte sur les cadres légaux (provincial et fédéral) concernant l'utilisation des données personnelles et sur les propositions de modernisation dont ils sont l'objet. Ce chapitre fournit aussi l'occasion de questionner les principes visant à orienter la régulation et la gouvernance responsable des technologies. Le chapitre 5 se concentre sur les compétences et les leviers dont dispose la Ville de Montréal et dresse un portrait des engagements pris jusqu'à présent ainsi que du chemin restant à parcourir. Enfin, le chapitre 6 porte sur différentes initiatives prises par des villes nord-américaines et européennes, afin d'alimenter la réflexion. En plus de proposer un bref retour sur l'avis, la conclusion est accompagnée de recommandations d'actions à mettre en œuvre pour encadrer l'utilisation des données et des technologies centrées sur les données.

15. Conseil du Trésor du Canada, 2019.

DÉFINITIONS ET ÉVOLUTION DES TECHNOLOGIES AXÉES SUR LES DONNÉES

Le numérique et l'omniprésence des technologies axées sur les données, comme les capteurs et les objets connectés, ont stimulé le développement de l'économie des données. Cette dernière a à son tour fortement orienté l'ensemble des systèmes de production et de valorisation centrés sur les données. La croissance du numérique a ainsi entraîné une configuration des sociétés autour du phénomène de la *datafication*[16]*, soit la mise en données des activités humaines.

DES DONNÉES MASSIVES ET VARIÉES

La production en continu de données numériques engendre une véritable explosion d'informations : ce sont les mégadonnées, ou *big data* (données massives). Les données massives, comme leur nom l'indique, sont volumineuses, elles sont produites en continu ou en temps réel, et elles sont extrêmement variées. Elles comprennent notamment les données portant sur les habitudes, les comportements et les intérêts des individus, qui correspondent à ce qu'on nomme les « traces numériques* ». Généralement, ces dernières ne permettent pas d'identifier directement la personne à qui elles se rapportent, mais des recoupements réalisés à l'aide d'algorithmes peuvent mener à l'identification.

Les données massives comprennent aussi des renseignements personnels, c'est-à-dire des renseignements qui concernent une personne physique et qui, eux, permettent de l'identifier[17]. Au Québec, ces renseignements sont protégés par la loi et, sauf exception, ils ne peuvent être communiqués sans le consentement de la personne concernée. Tout renseignement personnel peut faire l'objet d'un processus de dépersonnalisation ou d'anonymisation[18]. Ces processus permettent d'utiliser ces informations tout en limitant les risques pour la vie privée. Plusieurs études ont toutefois pointé les limites de ces procédés, en démontrant qu'il suffit souvent de recouper quelques informations pour identifier les individus[19]. Ces limites soulèvent des questions importantes quant à la protection de la vie privée, mais plus encore quant à l'encadrement des données non directement identificatoires, qui échappent aux cadres législatifs actuels[20].

Les renseignements personnels comprennent également les données biométriques*, dont le volume est en croissance depuis les dernières années. En effet, le développement de technologies utilisant la biométrie à des coûts abordables a favorisé leur intégration « comme moyen simple et pratique pour parvenir à plusieurs fins (contrôle de l'horaire des employés, vérification de l'identité, accès à des locaux, etc.)[21] ». En tant que renseignement personnel, la donnée biométrique* a un caractère particulièrement sensible, puisqu'elle représente une caractéristique **permanente** et **distinctive** d'une personne. En d'autres termes, les données biométriques* constituent des **identifiants uniques**. Elles peuvent aussi révéler d'autres renseignements personnels sur une personne, par exemple l'origine ethnique.

16. Van Dijck, 2013.
17. Gouvernement du Québec, 2020b.
18. Voir « donnée dépersonnalisée » et « donnée anonymisée » dans le glossaire.
19. Rocher, Hendrickx et de Montjoye, 2019.
20. CEST, 2020b.
21. CAI, 2020a.

LE TRAITEMENT ALGORITHMIQUE DES DONNÉES

En raison du volume et de la variété des données numériques, les algorithmes sont devenus des instruments indispensables pour classer, identifier, recommander, appréhender, voire faire des prédictions à partir du flux d'informations disponibles. Ils ont d'ailleurs la capacité « d'apprendre », en ce sens qu'ils s'adaptent aux entrées numériques qui leur sont fournies.

En plus d'être de puissants outils de calcul, les algorithmes établissent des liens et des déductions à partir des données qui les alimentent, et décuplent ainsi les capacités d'inférence. Par la place et la fonction qu'ils occupent aujourd'hui, ce sont **des outils d'interprétation des données**. Ayant la capacité de traiter des masses de données grâce à des calculs parfois très complexes, les algorithmes prennent dès lors une place de plus en plus importante dans la prise de décision.

Toutefois, la complexification des modèles algorithmiques rend ces derniers de plus en plus opaques, ce qui limite la compréhension de leur fonctionnement et l'intelligibilité des résultats obtenus. Cela limite et complique d'autant la compréhension des impacts des algorithmes, notamment sur les technologies qui servent d'aide à la prise de décision.

LES SYSTÈMES DE DÉCISION AUTOMATISÉE COMME OUTILS D'AIDE À LA DÉCISION

Mis ensemble, les données numériques et les algorithmes forment des **systèmes de décision automatisée*** (SDA). C'est ce terme générique qui a été retenu pour désigner les systèmes technologiques à l'étude dans l'avis synthétisé ici. Les SDA[22] sont des outils technologiques qui **aident, assistent ou remplacent, selon les cas, la prise de décision humaine**[23]. Ils se présentent sous forme de logiciels, d'objets connectés ou de robots[24].

Les SDA sont de plus en plus exploités dans divers domaines tels que la justice, la finance, l'assurance, la police, l'éducation, le logement et l'assistance sociale, afin de générer des scores, des prédictions, des identifications, des classifications ou des recommandations d'actions[25]. Ils peuvent aussi avoir pour but de développer ou d'améliorer un service : exécuter des tâches de recrutement, optimiser la consommation d'énergie, prédire les délits criminels, etc. En tant qu'outils d'aide à la décision, les SDA peuvent avoir des conséquences différentes selon les motifs et les contextes d'utilisation. L'assistance automatisée à la prise de décision, notamment dans les contextes où les décisions concernent des individus, soulève de nombreux questionnements et enjeux.

COMPRENDRE L'IMPACT DES TECHNOLOGIES

Étant donné la multiplication des objets connectés et leur implantation rapide dans le fonctionnement des villes, et plus généralement dans les actions quotidiennes, il est important de comprendre le rôle et les impacts de ces technologies axées sur les données. À partir du moment où les données massives et les algorithmes sont omniprésents et sont employés pour optimiser tant les services urbains que la gestion des ressources, la compréhension de leur fonctionnement devient essentielle. L'utilisation des SDA par les administrations municipales soulève des questions de légitimité et de responsabilité au chapitre des décisions qui sont prises[26], en plus de mettre en relief des enjeux tels que la protection de la vie privée et le respect des droits de la personne.

22. Autres équivalents : *système décisionnel automatisé, système de prise de décision automatisée (SPDA).*
23. AI Now Institute, s. d.
24. Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'IA, 2018.
25. AI Now Institute, 2019.
26. Calo et Citron, 2020.

La recherche d'efficience et d'optimisation des ressources pour la prestation des services est souvent ce qui pousse les villes à se tourner du côté des solutions technologiques. Les technologies qui assistent la prise de décision sont très diverses. Il peut s'agir du traitement en temps réel des images de la circulation au moyen de divers capteurs, de la priorisation automatisée des demandes de services faites en ligne par les citoyen.nes, ou encore de technologies d'aide à la prédiction du crime. Comme l'intégration des technologies axées sur les données pour la prestation de services et le fonctionnement général de la ville est un domaine très vaste, on peut, pour faciliter la compréhension, regrouper d'un côté les technologies qui optimisent les services et l'administration municipale, et de l'autre les technologies qui sont utilisées par les services de police municipaux. Il est difficile de dresser un portrait exhaustif des technologies utilisées par les villes; nous ferons donc un tour d'horizon des applications des technologies en nous concentrant sur celles qui soulèvent les questionnements les plus urgents au chapitre de l'éthique et de la société.

LA VILLE COMME BANC D'ESSAI DES TECHNOLOGIES

Le développement de solutions technologiques est parfois coûteux et il exige une expertise technologique précise. Par conséquent, les villes doivent souvent faire appel à des entreprises de technologie. Ainsi, pour ces entreprises, les villes constituent souvent des milieux d'intérêt pour tester leurs technologies.

DES CAPTEURS ET DES OBJETS CONNECTÉS DANS L'ESPACE URBAIN

L'implantation de capteurs et l'utilisation d'objets connectés sont variables selon les villes, les projets, les besoins et les partenaires impliqués. Au Canada, le projet de quartier hyperconnecté le plus connu est certainement le quartier **Quayside à Toronto**, piloté par la filière Sidewalk Labs du géant Alphabet (propriétaire de Google). Le projet, qui a été abandonné en 2020, proposait une gestion intégrée des ressources et des services à partir des données et des technologies.

Outre ce mégaprojet, de nombreuses villes accueillent des quartiers destinés à l'innovation technologique. C'est le cas de Montréal, avec le **Quartier de l'innovation (QI)**, où se trouve le Laboratoire à ciel ouvert de la vie intelligente (LabVI). Celui-ci regroupe des partenaires commerciaux et des universités, et est soutenu par les gouvernements du Canada et du Québec ainsi que par la Ville de Montréal. Parmi les projets en cours d'expérimentation au LabVI, on compte celui de l'**abribus intelligent**, qui vise à développer des « fonctionnalités [qui] permettront de mieux comprendre l'interaction humaine avec le mobilier urbain[27] ». Ce projet intègre des SDA et des capteurs, et a pour particularité d'utiliser des technologies dites biométriques (analyse des expressions du visage)[28].

27. QI, 2019, 9 février.
28. Halin, 2018, 29 septembre.

En plus des espaces spécialisés que sont les quartiers d'innovation, les villes réalisent des expérimentations technologiques, généralement sous forme de projets-pilotes – une phase préalable à un déploiement plus élargi. Il arrive cependant que des expérimentations soient réalisées de manière ponctuelle en raison d'un besoin immédiat. La **pandémie de coronavirus (COVID-19)**, déclarée par l'Organisation mondiale de la santé en mars 2020, a ainsi conduit plusieurs administrations municipales à recourir aux technologies pour faire respecter les consignes sanitaires (distanciation physique, port du masque, couvre-feu). La Ville d'Amsterdam, aux Pays-Bas, a utilisé des capteurs calculant la distanciation physique[29]. Cannes, en France, a testé des dispositifs de reconnaissance d'images pour surveiller le respect du port du masque[30]. En Italie, la Ville de Treviolo a déployé des drones munis de capteurs thermiques pour identifier les réfractaires au confinement[31].

En dehors de ces contextes particuliers, toutes les villes engagées dans le virage numérique testent différents logiciels et utilisent de plus en plus d'objets connectés et de capteurs. Ces expérimentations sont intrusives à des niveaux variables pour les individus, menaçant dans certains cas la protection de la vie privée et le respect des droits de la personne. Certaines villes d'Asie, par exemple, déploient actuellement des technologies de reconnaissance biométrique pour contrôler notamment l'accès aux services de transport[32].

Si encore peu d'organismes publics municipaux utilisent des technologies de reconnaissance biométrique, on recense différents projets-pilotes impliquant des capteurs divers et des lecteurs automatisés qui ont le potentiel de fournir des renseignements sensibles. À titre d'exemple, Montréal, assistée par l'entreprise Panavidéo[33], teste actuellement des capteurs de densité des foules. Cependant, à l'heure actuelle, peu d'informations concernant la nature des images captées, leur traitement et leur stockage sont connues du public.

Autre exemple : la Ville de Montréal a récemment lancé un projet-pilote de « stationnement intelligent » intégrant des lecteurs automatisés de plaques d'immatriculation (LAPI). Cette technologie permet non seulement d'identifier un véhicule, mais aussi d'enregistrer d'autres données, par exemple les coordonnées de localisation du véhicule à une heure précise. La collecte de ces informations peut poser des risques pour la sécurité et la protection de la vie privée. Sur son site Web, l'Agence de mobilité durable mentionne qu'elle traite « toutes les données recueillies de façon sécuritaire, éthique et transparente, en conformité avec la loi sur la protection des renseignements personnels[34] ». Mais malgré les risques pour les données personnelles, le descriptif du projet-pilote ne fournit aucune information précise quant aux procédés de collecte, de traitement et de partage des données.

29. City of Amsterdam Algorithm Register Beta, s. d.
30. Laurent, 2020, 29 avril.
31. AFP, 2020, 10 avril.
32. Trujilo, 2019, 23 septembre.
33. Normandin, 2019, 15 octobre.
34. Agence de mobilité durable Montréal, s. d.

LES LOGICIELS INTÉGRÉS AU FONCTIONNEMENT INTERNE

En plus des multiples capteurs et objets connectés utilisés afin de gérer l'espace public et les services, les villes intègrent de plus en plus de logiciels comme outils de traitement automatisé des données. Il peut s'agir par exemple de logiciels qui classifient et priorisent les requêtes citoyennes faites en ligne, qui permettent la délivrance automatisée de permis, ou encore qui font la classification préalable des candidatures pour un concours ou un emploi. Par exemple, pour la gestion des ressources disponibles et la priorisation des actions, deux outils d'aide à la décision sont utilisés dans le domaine de l'assistance aux personnes en situation d'itinérance : le logiciel Vulnerability Index-Service Prioritization Decision Assistance Tool (VI-SPDAT)[35] et le Chronic Homelessness Artificial Intelligence Model (CHAI)[36]. L'objectif de l'intégration de ces outils est d'optimiser l'utilisation des ressources humaines et d'accélérer la prise de décision notamment par l'automatisation de certaines tâches.

Les domaines d'application des technologies d'aide à la décision sont innombrables pour les services publics et l'administration municipale. Toutefois, leurs utilisations sont généralement peu connues.

LES SERVICES DE POLICE ET LES TECHNOLOGIES

L'utilisation des données massives et des technologies algorithmiques ouvre la voie à de nouvelles méthodes policières, comme la prédiction et la surveillance assistées par les technologies. Ces technologies permettent aussi d'accélérer le temps de réponse des services d'urgence. Les promesses d'une sécurité accrue et d'une meilleure efficacité dans la lutte contre la criminalité sont très grandes[37]. De plus, selon un des arguments en leur faveur, le recours aux technologies pourrait limiter la place du jugement humain – dont les préjugés discriminatoires – grâce à des calculs basés sur les données[38].

Le taux de criminalité, qu'il soit élevé ou bas, et la sécurité sont des enjeux qui n'échappent à aucune administration urbaine. La sécurité des villes est aussi un secteur très lucratif pour des acteurs privés, notamment les entreprises technologiques à la recherche de milieux où étendre leur marché, tester et déployer leurs dispositifs[39]. Ce marché en plein essor touche des géants de la technologie comme IBM, des entreprises du domaine de la défense comme Thales ou Palantir, des entreprises spécialistes de la prévention de la criminalité comme PredPol, ainsi que de jeunes pousses évoluant dans le domaine des technologies de reconnaissance faciale, notamment.

Toutefois, certaines villes préfèrent ne pas recourir à des entreprises externes ou à des solutions achetées sur le marché, et vont développer leurs propres logiciels de traitement des données pour accroître leur efficacité. Comme les logiciels sont alors développés à l'interne, on pourrait supposer qu'il est plus facile d'obtenir des informations quant à leur conception, à leur fonctionnement et à leurs paramètres. Or, les études sur les systèmes d'aide à la décision utilisés par les services de police démontrent qu'il n'en est rien.

35. Ce logiciel est utilisé dans des villes américaines et canadiennes.
36. Le CHAI a été développé et est utilisé par la Ville de London, en Ontario.
37. Castets-Renard *et al.,* 2019.
38. Bakke, 2018.
39. Institut d'aménagement et d'urbanisme Île-de-France, 2019. En décembre 2019, Globe Newswire rapportait que le marché de la modernisation de la police atteindra 59,9 milliards de dollars d'ici 2025. L'entreprise Palantir a atteint une valeur de marché de 22 milliards en octobre 2020.

LES TECHNOLOGIES DE PRÉDICTION – POLICE PRÉDICTIVE

« Police prédictive » est le nom donné aux outils technologiques dont l'objectif est de prévoir le lieu où un délit sera commis ou d'évaluer les risques qu'un individu commette un acte criminel. Essentiellement, les outils de police prédictive se distinguent en fonction du ciblage qu'ils opèrent : **ciblage des lieux** ou **ciblage des individus**.

- **Ciblage des lieux :** ces logiciels « prédisent » les lieux et le moment où surviendra une infraction par l'agrégation de données passées. C'est ce qu'offrent le logiciel vendu par PredPol ou encore le logiciel GeoDASH, développé par la Ville de Vancouver.

- **Ciblage des individus :** ces logiciels ciblent les personnes susceptibles d'être impliquées dans une infraction. Par exemple, les logiciels de l'entreprise Palantir permettent l'identification de délinquant.es et la création de fiches de suspect.es[40] en croisant des informations de plusieurs sources, dont les réseaux sociaux.

Les applications de ces différents logiciels sont multiples. Ces outils de prédiction sont utilisés par les corps policiers municipaux aux États-Unis, au Canada, en Europe ainsi qu'ailleurs dans le monde. Aux États-Unis, le marché des logiciels commerciaux servant à la prédiction est largement dominé par les entreprises PredPol et Palantir. La vitesse d'implantation de ces technologies d'aide à la décision diffère toutefois selon les villes et les pays, ainsi qu'en fonction des divers contextes sociopolitiques et législatifs.

LES TECHNOLOGIES DE SURVEILLANCE

La juxtaposition de logiciels et de technologies algorithmiques aux caméras de surveillance permet dorénavant, par un traitement automatisé, d'identifier des objets, des mouvements, des déplacements, mais aussi de repérer des sons ainsi que des individus. Les outils de reconnaissance en temps réel sont intégrés de plus en plus systématiquement aux nouveaux dispositifs de surveillance intelligents et aux objets connectés répartis dans l'espace urbain. Parmi les technologies dites de surveillance, on trouve :

- **Les capteurs sonores (audiosurveillance) :** ils servent à détecter les bruits anormaux (coup d'arme à feu, bris de verre, cris, etc.). En plus d'identifier les bruits, des algorithmes peuvent déterminer leur origine spatiale;

- **La lecture automatique de plaques d'immatriculation[41] :** la technologie LAPI permet d'identifier les propriétaires de véhicules. Les lecteurs automatiques ont de multiples fonctions. Ils peuvent détecter les excès de vitesse et émettre des contraventions automatiquement, sans contrôle routier. Selon leur paramétrage, ils peuvent aussi enregistrer d'autres informations, comme la position et la direction. Ils sont utilisés par de nombreux services de police municipaux, notamment le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) depuis 2012;

40. Leloup, 2018, 9 octobre.
41. Il s'agit de la même technologie utilisée pour le projet-pilote de stationnement intelligent de l'Agence de mobilité durable Montréal.

- **Les technologies de reconnaissance biométrique :** ces outils permettent d'authentifier une personne en confirmant son identité, d'identifier un individu[42] (parmi une foule, par exemple) ou encore d'analyser des caractéristiques des individus. Les caméras de surveillance offrent de plus en plus souvent l'option d'activer un dispositif de reconnaissance faciale. Au Canada, le Service de police de Calgary[43] a été le premier à se doter de la technologie NeoFace Reveal, distribuée par l'entreprise japonaise NEC Corporation. Plus récemment, plusieurs services de police canadiens ont reconnu avoir utilisé le logiciel de reconnaissance faciale de Clearview AI[44].

DES INFORMATIONS FRAGMENTAIRES

Même en répertoriant les technologies utilisées par les services policiers des villes nord-américaines et européennes, il demeure difficile de déterminer avec précision quels services de police municipaux les utilisent et selon quelles conditions. À titre d'exemple, le SPVM utilise la technologie LAPI depuis près d'une dizaine d'années, et ce n'est que récemment que le conseil municipal de la Ville de Montréal a donné à la Commission sur la sécurité publique de Montréal le mandat d'étudier l'utilisation de cette technologie par le SPVM[45]. L'enquête conjointe du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (CPVPC), de la Commission d'accès à l'information du Québec (CAI), du Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée de la Colombie-Britannique (CIPVP de la C.-B.) et du Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée de l'Alberta (CIPVP de l'Alb.) au sujet de l'utilisation de la technologie de Clearview AI n'est qu'un autre exemple pointant vers l'opacité qui entoure l'usage de telles technologies axées sur les données par les forces de l'ordre[46].

Toutefois, ce défaut de transparence ne concerne pas que les technologies utilisées par les services de police municipaux. Qu'on se penche sur les capteurs pour améliorer la gestion du stationnement sur rue, sur les abribus intelligents ou sur les logiciels pour prioriser les demandes des citoyen.nes, il demeure difficile de savoir quand les technologies sont utilisées, par qui et comment. Quelles sont les données collectées et comment sont-elles traitées ? Le bref survol des applications des technologies axées sur les données a démontré la complexité de l'évaluation de leur fonctionnement.

Les zones d'ombre sont donc nombreuses lorsqu'il est question des technologies et de la finalité de leur utilisation. Pourtant, leur intégration est trop rarement questionnée, conséquence d'une perception largement répandue voulant que les systèmes technologiques soient neutres, pragmatiques et apolitiques[47]. Notre survol des SDA a pourtant démontré que les multiples modalités d'opération de ces technologies sont intrusives et préoccupantes, à des degrés variables.

42. CEST, 2020a.
43. CBC News, 2014, 3 novembre; The City of Calgary Newsroom, 2014, 3 novembre.
44. CPVPC *et al.,* 2021.
45. Champagne, 2019, 20 août.
46. L'entreprise Clearview AI utilise les algorithmes pour extraire des images provenant d'Internet et des réseaux sociaux. Grâce à cette méthode, elle a constitué une base de données comptant près de 3 milliards d'images (Hill, 2020, 18 janvier). En février 2020, à la suite d'un vol de données très médiatisé chez Clearview AI et de révélations inquiétantes quant à la légitimité de la base de données que possède l'entreprise, une enquête conjointe a été lancée afin de « déterminer si la collecte, l'utilisation et la communication de renseignements personnels par Clearview AI […] au moyen de son dispositif de reconnaissance faciale étaient conformes aux lois fédérale et provinciales sur la protection des renseignements personnels applicables au secteur privé » (CPVPC *et al.,* 2021). L'enquête a démontré que 48 corps policiers et agences gouvernementales liées à la sécurité nationale au Canada avaient utilisé les services de Clearview AI via des comptes d'essai.
47. Gómez, 2020; Kitchin, 2016.

Dans leur rôle de systèmes d'aide à la décision, les technologies axées sur les données n'ont pas toutes le même niveau d'incidence ou le même risque de préjudice. Le déficit de transparence qui accompagne les SDA soulève des questionnements sociaux, éthiques, juridiques et politiques importants. L'adhésion à ces nouvelles technologies, surtout par le secteur public, est particulièrement problématique parce que les gouvernements démocratiquement élus ont des devoirs de responsabilité et parce que toutes les décisions prises avec l'assistance d'un SDA peuvent avoir des conséquences sur les citoyen.nes[48].

La liste des facteurs à considérer pour évaluer les technologies est très vaste. Il importe de tenir compte de leur conception et de leurs objectifs, de leurs fonctionnalités et de leur fonctionnement interne (données utilisées, partagées et stockées), de la qualité des données, de leur contexte et des conditions d'utilisation, de la présence ou non d'un cadre règlementaire, de la formation et des connaissances des individus qui les utilisent, etc.

EFFICACITÉ CONTESTÉE, FIABILITÉ FRAGILE ET RISQUES D'ERREUR

Toute intégration d'un SDA dans la gestion et la prise de décision dans le secteur public soulève des interrogations quant aux bénéfices qu'il procure et aux risques qu'il induit.

Le survol des dispositifs technologiques employés par les villes témoigne d'un manque de transparence, qui complique l'évaluation de leur efficacité par des études externes et indépendantes. De plus, la difficulté d'accéder aux données et aux codes sources des algorithmes ajoute à la difficulté d'évaluer les effets réels de ces technologies. Dans ces conditions, il devient parfois très ardu de remettre en question, par exemple, les taux d'erreur estimés par les fournisseurs. En fait, c'est l'ensemble du niveau d'efficacité des solutions proposées qui devient impossible à estimer.

La fiabilité de certains systèmes de décision automatisée est une autre limite qui plombe les retombées attendues des technologies. Plusieurs facteurs peuvent diminuer la fiabilité d'un SDA. La complexité et surtout la qualité des données à l'entrée comptent parmi ces facteurs. Plusieurs études et recherches font état d'un taux d'erreur important dans les technologies de reconnaissance biométrique. Ainsi, un rapport indépendant de l'Université d'Essex à propos du logiciel de reconnaissance NeoFace, utilisé par le Service de police de Londres – ainsi que par des corps de police municipaux au Canada –, avance un taux d'erreur de 81 %, bien loin de la marge d'erreur de 0,1 % indiquée par ses promoteurs[49].

La fiabilité et la validité interne des logiciels sont rapidement compromises lorsque ces derniers sont fondés sur des ensembles de données incomplets, décontextualisés, parfois même biaisés. Les logiciels qui génèrent des listes de criminels potentiels et d'individus à risque sont d'ailleurs sujets à ce type d'erreur. Une fois sur ces listes, il est difficile pour un individu d'en être retiré, et les listes sont rarement mises à jour ou révisées, comme le souligne le chercheur Ferguson[50].

48. Brauneis et Goodman, 2018.
49. Fussey et Murray, 2019; Manthorpe et Martin, 2019, 4 juillet.
50. Ferguson, 2017.

Les limites concernant l'efficacité et la fiabilité des SDA ont des conséquences réelles : ces imprécisions augmentent les risques de sanctions coercitives et de préjudices pour des personnes innocentes. **En plus d'entraîner des dépenses pour des systèmes et des logiciels dont l'efficacité n'a pas toujours été démontrée, l'optimisme parfois trop grand quant aux technologies conduit à chercher des solutions sans tenir compte de la complexité de phénomènes sociaux comme la criminalité ou encore l'itinérance.**

BIAIS, DISCRIMINATIONS ET EXCLUSIONS

Le recours aux technologies dans la prise de décision s'appuie sur l'argument voulant que le traitement automatisé et algorithmique soit garant d'une plus grande rationalité. En d'autres mots, les SDA éviteraient l'exercice volontaire ou involontaire d'un pouvoir discrétionnaire. Toutefois, les systèmes technologiques ne sont pas neutres. Ils sont entre autres influencés par les concepteur.trices des programmes, par les données qui entrent et qui servent de matière première pour produire des résultats, et par les contextes d'utilisation.

Les imprécisions et l'inexactitude de certains SDA entraînent ainsi des préjudices, qui n'affectent pas tous les individus et tous les groupes également. Plusieurs études et rapports démontrent que les injustices algorithmiques touchent beaucoup plus les groupes minoritaires et les personnes racisées[51]. Le rapport d'évaluation du National Institute of Standards and Technology, aux États-Unis, fait état de biais raciaux importants parmi les 189 logiciels de reconnaissance biométrique évalués, provenant de 99 compagnies. La banque d'images de référence utilisée pour l'étude comportait 18 millions d'images représentant 8,5 millions d'Américain.es. Les erreurs d'identification (faux positifs*) étaient de 10 à 100 fois plus fréquentes chez les personnes noires et asiatiques que chez les personnes blanches[52]. Elles étaient aussi plus fréquentes lorsqu'il s'agissait de visages de femmes[53].

L'incomplétude et les biais dans les données qui alimentent les SDA ont pour conséquence de reproduire les biais discriminatoires déjà existants[54].

De plus, il n'y a pas que la qualité des données qui influence les résultats des systèmes de décision : le type d'entrées sélectionnées est déterminant, tout comme le choix de l'emplacement de certains capteurs. Que ce soit les types de crimes retenus par PredPol ou encore l'installation de capteurs sonores dans certaines zones plutôt que dans d'autres, **ces décisions renforcent la disparité du traitement et les discriminations envers certains groupes et communautés[55].** La chercheuse Virginia Eubanks souligne également que la compréhension des données retenues et de leur traitement par les intervenant.es qui utilisent le logiciel d'aide à la décision serait une limite importante pour contrer les biais discriminatoires[56].

51. Lynch, 2020.
52. Grother, Ngan et Hanaoka, 2019; Singer et Metz, 2019, 19 décembre.
53. Des villes américaines, dont Berkeley, Boston, Somerville et San Francisco, ont récemment mis en place des mesures pour encadrer l'utilisation de la reconnaissance faciale, sans l'interdire strictement.
54. Richardson, Schultz et Crawford, 2019.
55. Hill, 2016, 20 octobre.
56. Eubanks, 2018.

Les systèmes biaisés entraînent des conséquences sociales et juridiques malheureuses. En effet, le risque est réel que ces technologies portent atteinte aux droits à la non-discrimination et à l'égalité protégés par les chartes canadienne et québécoise. Ces limites doivent être prises en considération par les autorités publiques quand vient le temps d'utiliser des outils d'aide à la décision. À cet effet, la Ville de Montréal ainsi que le SPVM ont reconnu la présence de biais et de racisme systémiques au sein de leurs administrations, situation qui se reflète dans les données détenues. Dans ces circonstances, l'utilisation de technologies d'aide à la décision comporte des risques concrets de reproduire, d'alimenter ou de camoufler des biais déjà existants.

ATTEINTE À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET À LA VIE PRIVÉE

Toute collecte de données personnelles et d'images dans l'espace public augmente les risques d'atteinte à la vie privée et à la protection des renseignements personnels. Les risques sont d'autant plus grands que, avec les algorithmes et la présence d'une masse d'informations, les données – même préalablement anonymisées* – peuvent facilement redevenir des renseignements personnels[57]. De plus, même si les données recueillies n'entrent pas dans la catégorie des renseignements personnels, leur agrégation au moyen d'algorithmes peut faire en sorte qu'elles deviennent des données identificatoires, compromettant ainsi la protection de la vie privée.

Il est évident, étant donné le rythme auquel se développent les technologies axées sur les données, que des balises claires doivent être établies pour règlementer les multiples processus par lesquels les données sont collectées, traitées, utilisées et stockées. Tant les lois provinciales que les lois fédérales qui encadrent les renseignements personnels doivent être revues pour répondre aux enjeux de la numérisation croissante. Le commissaire à la protection de la vie privée du Canada, M. Daniel Therrien, affirme d'ailleurs qu'il est urgent de moderniser le mode de protection du droit à la vie privée[58]. La Commission de l'éthique en science et en technologie du gouvernement du Québec (CEST) est également d'avis qu'il est nécessaire de revoir l'encadrement de l'usage des renseignements personnels et de la collecte des données numériques en général[59].

ATTEINTE AUX LIBERTÉS : DE COMPORTEMENT, D'EXPRESSION, D'ASSOCIATION ET DE LIBRE CIRCULATION

L'un des constats majeurs face aux capacités d'inférence, de recommandation, d'identification et de reconnaissance des technologies actuelles est qu'on assiste à une intensification de la surveillance, laquelle est de plus en plus étendue et continue. Plusieurs rapports ont soulevé qu'une surveillance accrue par les technologies menace les libertés d'expression, d'association et de libre circulation[60]. À titre d'exemple, l'utilisation de lecteurs automatiques de plaques d'immatriculation autour d'un lieu de culte pourrait être préjudiciable quant aux droits d'association et de religion. L'espace public doit pouvoir garantir à tout individu la liberté de se mouvoir de manière anonyme.

57. Gautron, 2019; Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique, 2020; Rocher, Hendrickx et de Montjoye, 2019.
58. CPVPC, 2019.
59. CEST, 2020b.
60. Castets-Renard, 2020; Citizen Lab, 2020.

RISQUES LIÉS AUX PARTENARIATS AVEC LES ENTREPRISES PRIVÉES

Le survol des technologies et de leurs usages a mis en lumière une forte présence des partenariats public-privé dans cet environnement. Les entreprises de technologie sont nombreuses à se spécialiser dans les systèmes d'alerte automatique à destination des forces de l'ordre. Toutefois, les partenariats avec le privé ne concernent pas que le secteur de la sécurité et de la police : la numérisation des villes rend ce type de collaborations encore plus fréquent. Le projet de Sidewalk Labs à Toronto et le LabVI à Montréal en sont des exemples.

L'articulation entre les secteurs public et privé soulève plusieurs questions relatives à la propriété des logiciels et des données et à l'indépendance des organismes publics face à des fournisseurs externes qui représentent des sources importantes d'expertise technologique pour les municipalités.

Un autre questionnement est celui des bénéfices de certains partenariats au regard du bien commun. Concernant par exemple le projet d'**abribus intelligent**, il est pertinent de se demander où se situe l'intérêt public dans l'installation d'une technologie de reconnaissance automatisée des humeurs pour la qualité du transport en commun, ou encore si ce type de technologie est justifié et acceptable dans l'espace public.

DÉFAUT DE TRANSPARENCE

Dans le domaine des innovations numériques et technologiques, il faut souvent attendre que des controverses surgissent pour que soit pleinement saisie l'étendue des conséquences de leur usage. Dans l'affaire Clearview AI, ce n'est qu'après des révélations controversées que les services de police canadiens ont reconnu avoir utilisé le logiciel. De plus, les révélations ont permis de comprendre que la technologie de reconnaissance faciale avait pu être employée sans autorisation formelle, sans que la Ville ou les responsables des services de police en aient été informés, et donc sans débat public.

Cette absence de transparence relativement aux pratiques de surveillance des forces policières est régulièrement décriée. Dans le rapport de Citizen Lab et de l'Université de Toronto sur l'usage des technologies prédictives au Canada, trois raisons sont évoquées pour expliquer cette difficulté d'accéder à l'information : 1) le manque de transparence de la part des forces de l'ordre; 2) les lenteurs et obstacles dans le processus de demande d'accès à l'information; et 3) les capacités des forces policières à revendiquer la protection de leurs méthodes[61].

Concernant l'utilisation des technologies de reconnaissance faciale par le SPVM, les élu.es de la Ville de Montréal et de la Commission de la sécurité publique ont attendu six mois avant d'obtenir une réponse.

Sans transparence, c'est-à-dire sans portrait exhaustif des systèmes technologiques et des données utilisés par les villes, incluant l'ensemble des organisations municipales, il est impossible pour le public et les chercheur.euses d'évaluer leurs impacts, souvent sous-estimés, et de participer à un déploiement responsable, juste et équitable.

61. Citizen Lab, 2020.

DES CADRES STRUCTURANTS ET L'EXPLICABILITÉ COMME PRINCIPE PHARE D'UNE GOUVERNANCE RESPONSABLE

MODERNISATION EN COURS DES CADRES LÉGISLATIFS EXISTANTS

À l'ère du numérique, le consensus est manifeste quant à la désuétude des cadres législatifs, tant provinciaux que fédéral, qui ne protègent pas adéquatement la vie privée ni l'ensemble des droits des individus. Des révisions législatives sont actuellement en cours, notamment avec le dépôt par le gouvernement du Québec du projet de loi nº 64 (PL64), intitulé *Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels*, qui touche les secteurs public et privé. Au niveau fédéral, le projet de loi C-11, intitulé *Loi de 2020 sur la mise en œuvre de la Charte du numérique*, qui porte sur la protection de la vie privée par le secteur privé[62], imposera notamment de nouvelles obligations aux entreprises. Il a été déposé en novembre 2020.

Ces deux projets de loi mettent en lumière la nécessité d'apporter des modifications aux cadres légaux et la priorité que représente la protection des données, autant au provincial qu'au fédéral. Ensemble, ils suggèrent plusieurs changements concernant entre autres le consentement, la dépersonnalisation et l'anonymisation des renseignements personnels, la transparence et la responsabilité.

Pour l'heure, plusieurs organismes et chercheur.euses ont soulevé les limites des projets de loi déposés. Comme le note la CAI, le PL64 laisse sans encadrement précis plusieurs enjeux soulevés par l'IA et la biométrie[63]. Par ailleurs, les projets de loi se limitent à la protection de la vie privée; par conséquent, les propositions actuelles sont insuffisantes pour assurer pleinement le respect des droits de la personne. Enfin, ces deux projets de loi sont toujours à l'étude; il sera important de suivre l'évolution des amendements qui y seront apportés.

DE LA TRANSPARENCE À L'EXPLICABILITÉ COMME PRINCIPE PHARE

Le défi que représente l'opacité des technologies n'appelle pas seulement à plus de transparence, mais également à une nécessaire intelligibilité. Il faut exiger des explications quant à leur fonctionnement, aux motifs de leur implantation, à leur utilisation, à leurs résultats, etc. En d'autres mots, la transparence seule reste insuffisante si les SDA et les algorithmes ne font pas l'objet d'un exercice de traduction intelligible et accessible.

Selon le CPVPC, la transparence devrait comprendre « un droit à l'explication, qui fournirait aux personnes qui interagissent avec les systèmes d'IA le raisonnement qui sous-tend tout traitement automatisé de leurs données et les conséquences de ce raisonnement pour leurs droits et intérêts[64] ». Il est clair, selon ces propos, que le principe d'explicabilité élève la responsabilité des organisations, comparativement à la seule exigence de transparence. La CEST souscrit également au principe d'explicabilité[65]. Ce principe recouvre autant **l'aspect technique** et **la justification de l'usage** d'un dispositif de traitement de données automatisé que **l'évaluation des résultats**. Suivant ce principe, chaque étape du SDA, de sa conception jusqu'aux décisions rendues, devrait être intelligible et comprise par le public.

62. Gouvernement du Canada, 2020.
63. CAI, 2020b.
64. CPVPC, 2020.
65. CEST, 2020b.

Comme le soulignent Mittelstadt et ses collègues dans leur article « Explaining Explanations in AI », l'explicabilité d'un SDA doit déboucher sur des processus qui permettent la compréhension, la discussion et la contestation des modèles et des décisions[66]. C'est l'intelligibilité des systèmes technologiques qui assurera que la numérisation croissante des villes et des services publics se fasse dans le respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux.

Cette condition est susceptible de créer l'espace nécessaire pour questionner l'équilibre entre, par exemple, la performance des technologies et le degré de surveillance socialement acceptable. Sans compréhension, il devient difficile de soupeser ouvertement et démocratiquement le rapport souhaité entre une gestion plus performante et rapide, d'une part, et l'intérêt collectif, d'autre part.

66. Mittelstadt, Russel et Wachter, 2018.

En matière d'encadrement des technologies et d'utilisation des données, les villes canadiennes n'ont pas le plein contrôle sur les outils législatifs. En effet, la protection des renseignements personnels relève du provincial et du fédéral, et les télécommunications sont du ressort du fédéral uniquement. Les municipalités sont tenues de se conformer aux lois et chartes en vigueur – ce qui ne les empêche pas d'agir quant à l'encadrement des technologies axées sur les données.

À ce sujet, les villes possèdent des leviers en fonction de leurs compétences et de leurs pouvoirs, notamment la capacité de règlementer des pratiques ou de négocier les contrats d'approvisionnement. Par ces leviers, elles ont les moyens d'orienter le développement des technologies sur leur territoire afin de mettre en place les mécanismes d'une gouvernance responsable. Concernant les enjeux numériques, c'est d'ailleurs au niveau municipal que l'on assiste à des innovations intéressantes en matière de pratiques ou de règlementations, dans le but de pallier le défaut d'action des gouvernements supérieurs.

POUVOIRS ET COMPÉTENCES

Au Québec, plusieurs lois définissent les domaines dans lesquels une ville peut exercer sa compétence. La *Loi sur les compétences municipales* (LCM) accorde aux villes « des pouvoirs pour répondre aux besoins municipaux divers et évolutifs, dans l'intérêt de leur population[67] ». La *Loi sur les gouvernements de proximité* accorde aussi aux gouvernements municipaux le pouvoir de gérer les modalités de diffusion des données ouvertes. En tant que métropole, Montréal est en outre habilitée à « mettre sur pied les instances consultatives nécessaires pour assurer le bon fonctionnement et la bonne gouvernance de la Ville[68] ».

LEVIERS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

Dans le cadre des compétences et des pouvoirs qui lui sont impartis, la Ville de Montréal possède différents moyens d'action, dont : 1) la règlementation; 2) l'approvisionnement; 3) le budget et les projets d'investissements; 4) les engagements et l'adoption de principes, de politiques et de directives générales pour encadrer ses pratiques de fonctionnement.

La Ville peut utiliser ces leviers afin d'influencer les pratiques en matière de collecte et d'utilisation de données des tiers avec qui elle travaille ou qui opèrent sur son territoire. Toutefois, ce ne sont pas tous ces leviers qui sont pleinement exploités. Il est important de mentionner que le développement rapide des technologies explique en partie les limites actuellement observées en matière d'encadrement. Comme plusieurs autres villes, Montréal a amorcé une réflexion autour de la gouvernance des données et a pris différents engagements. Toutefois, à ce jour, peu de mesures et de mécanismes concrets rendent ces orientations vraiment effectives. Par exemple, aucune directive claire n'a encore été adoptée concernant l'approvisionnement auprès de fournisseurs privés de biens et services technologiques.

67. Gouvernement du Québec, 2020c.
68. Gouvernement du Québec, s. d.

INITIATIVES LANCÉES PAR LA VILLE DE MONTRÉAL

Parmi les engagements auxquels a adhéré la Ville, on compte notamment différentes déclarations, dont celle du réseau Cities Coalition for Digital Rights[69] et la *Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'intelligence artificielle*. Deux initiatives s'en sont suivies :

- L'adoption de la *Charte des données numériques*;
- La discussion autour de la proposition d'un plan d'action des données ouvertes, à venir.

La *Charte des données numériques*

Adoptée en octobre 2020, cette charte est une déclaration de principes qui vise à garantir les droits de la personne, à assurer la primauté de l'intérêt général et du bien commun et à mettre les données au service de l'avenir. Elle constitue un pas déterminant pour la suite du développement des technologies reposant sur les données.

Si la *Charte des données numériques* ne nomme pas précisément le principe d'explicabilité, elle réunit plusieurs principes susceptibles de favoriser une meilleure compréhension, d'encourager la délibération et de permettre l'évaluation rigoureuse des technologies, incluant les SDA.

Le document se concentre principalement sur les données, sans s'avancer sur l'encadrement des systèmes algorithmiques et d'aide à la décision. La charte a été présentée comme un processus évolutif; il faudra donc suivre son adaptation et surtout sa mise en application au sein de l'ensemble de l'appareil administratif et des services municipaux.

Proposition de plan d'action sur les données ouvertes

En 2019, le Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal, entité chargée d'accompagner les différents services de la Ville dans leur démarche d'innovation, a amorcé une réflexion autour d'un plan d'action relativement aux données ouvertes, dont l'un des axes concerne la gouvernance des données[70]. Plusieurs objectifs et actions proposés dans le document de travail témoignent de la volonté de mettre en place des mécanismes de gestion responsable des données.

Bien que la mise sur pied d'un plan d'action concernant les données ouvertes soit une procédure fondamentale pour établir les objectifs et les actions à entreprendre, la proposition avancée comporte plusieurs limites, la principale étant que le plan, comme la *Charte des données numériques*, ne se concentre que sur les données ouvertes. Le plan d'action insiste peu sur la mise en place de mécanismes d'audit, d'évaluation et de reddition de comptes. Ces deux documents laissent ainsi passer l'occasion de déployer une stratégie solide de gouvernance des données et des technologies.

69. Cities for Digital Rights, s. d.
70. Ville de Montréal, s. d. b.

FREINS ET ENJEUX LIÉS À LA GOUVERNANCE

Malgré plusieurs engagements et actions initiées, on peut relever différents obstacles à la mise en œuvre d'une bonne gouvernance des données et des technologies.

Le premier frein est la rapidité avec laquelle les technologies évoluent. Cette évolution rapide crée une pression sur les administrations municipales afin qu'elles améliorent la prestation de services. Parallèlement, Montréal aspire à bonifier son image de ville intelligente grâce aux innovations technologiques. Ces réalités conjuguées ont le potentiel de conduire la Ville à prioriser l'intégration de solutions technologiques comme premier réflexe pour résoudre un problème. Or, plusieurs technologies ne sont pas encore complètement au point; il est donc important, si l'on souhaite introduire des solutions technologiques pour répondre aux enjeux urbains, que celles-ci soient éprouvées et que leur utilisation ait fait l'objet d'une justification auprès du public.

L'harmonisation des pratiques dans l'ensemble de l'administration municipale et des services et l'établissement de standards de gestion responsable des données et des technologies axées sur les données constituent aussi un grand défi pour la Ville. En effet, en raison de la présence de nombreux arrondissements et de multiples unités administratives, il devient difficile pour la Ville de garantir des standards, d'autant plus qu'une utilisation responsable des technologies exige une certaine connaissance de ces outils de la part des employé.es. La formation d'une expertise interne est aussi un défi important, mais qui doit être relevé afin que la Ville ne se retrouve pas en position de dépendance face aux fournisseurs privés.

Un autre défi pour la Ville sera de mettre en place des mécanismes efficaces, transparents, clairs et accessibles à tous.tes afin d'évaluer les impacts des technologies axées sur les données. Cela passera certainement par une collaboration avec des spécialistes indépendants et diversifiés.

Le survol des technologies utilisées au sein des municipalités (chapitre 2) et la recension des enjeux et des impacts (chapitre 3) démontrent que les facteurs dont il faut tenir compte pour réaliser une évaluation complète des incidences des technologies axées sur les données sont souvent complexes. Il serait souhaitable que la Ville réfléchisse à la mise en place d'un comité indépendant et permanent qui assurerait cette fonction et faciliterait le maintien de canaux d'information et d'échange avec le public.

QUELQUES ACTIONS ENTREPRISES AILLEURS DANS LE MONDE

Depuis une dizaine d'années, les villes font face à de fortes pressions pour implanter de nouvelles technologies afin d'optimiser la prestation de services. Elles doivent composer avec une accélération de la numérisation de la société dans un contexte où les cadres législatifs existants sont largement désuets au chapitre des enjeux qui accompagnent l'ère numérique. Des villes ont donc mis en place différentes mesures et actions afin de favoriser une plus grande transparence des technologies axées sur les données, d'en améliorer la compréhension par la population et de rendre leurs utilisations bénéfiques pour le public, responsables et inclusives.

SEATTLE SURVEILLANCE ORDINANCE – ÉTATS-UNIS

En 2017, à la suite de craintes formulées par des citoyen.nes après l'acquisition de technologies potentiellement intrusives sans étude d'impacts préalable, la Ville de Seattle, aux États-Unis, a adopté une ordonnance sur les technologies de surveillance. Le but de cette mesure est d'offrir une plus grande transparence relativement à l'utilisation des technologies, mais aussi d'assurer une plus grande responsabilisation de la Ville en matière d'acquisition de nouvelles technologies. Plus encore, l'ordonnance est conçue et orientée de manière à ce que la portée des évaluations inclue non seulement les enjeux liés à la vie privée, mais également les risques pour les libertés civiles et les impacts sur les individus et les communautés. De plus, le processus d'évaluation, qui implique un comité représentatif de la société, permet de mettre au jour les raisons et les objectifs justifiant l'usage de ces technologies, tout en déterminant le cadre et les conditions d'utilisation.

NEW YORK CITY AUTOMATED DECISION SYSTEMS TASK FORCE (ADS TASK FORCE) – ÉTATS-UNIS

En 2018, la Ville de New York a été la première administration à engager une démarche visant explicitement à encadrer l'utilisation des SDA. En adoptant la *Local Law 49 of 2018* (LL49)[71], elle avait pour objectif de lutter contre les biais algorithmiques et la discrimination résultant des SDA, dans un contexte où les demandes d'examen public liées au manque de transparence étaient en croissance. La LL49 a mené à la création d'un groupe de travail chargé entre autres de produire des règles pour encadrer l'usage des SDA[72] : le New York City Automated Decision Systems Task Force.

Le résultat des travaux du groupe a peut-être déçu plusieurs observateur.trices ainsi que certains de ses membres, qui jugent notamment les recommandations beaucoup trop vastes[73]. Il n'en reste pas moins que ce travail est l'une des premières tentatives d'encadrement pouvant servir de cas d'étude. En effet, l'expérience new-yorkaise peut faire office de référence pour déterminer les bonnes pratiques et les erreurs à éviter au moment de mettre en place ce type de groupe de travail. Enfin, l'adoption de la LL49 et les débats que son adoption a suscités témoignent clairement de la nécessité de recenser et d'encadrer les SDA utilisés par les villes.

71. The New York City Council, 2018.
72. Richardson, 2019.
73. Lecher, 2019, 20 novembre.

REGISTRES OUVERTS DES ALGORITHMES : AMSTERDAM ET HELSINKI – PAYS-BAS ET FINLANDE

En septembre 2020, les villes d'Amsterdam[74] et d'Helsinki[75] ont annoncé la mise en place d'un registre public sur l'intelligence artificielle et les algorithmes. Le principal objectif de ces registres est d'éclairer les citoyen.nes sur les algorithmes utilisés par l'administration municipale et d'augmenter l'intelligibilité des algorithmes. La tenue d'un registre public est une mesure importante, ne serait-ce que pour sensibiliser les concepteur.trices quant aux qualités attendues (non-discrimination, connaissance des risques) des SDA lorsqu'il est question de services publics.

GOUVERNANCE DES TECHNOLOGIES BASÉE SUR LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE : LE CAS DE BARCELONE – ESPAGNE

En matière d'orientation de la politique numérique et des technologies, la Ville de Barcelone se distingue du reste des villes européennes notamment par son modèle de ville intelligente. En effet, Barcelone s'appuie depuis des années sur le principe de souveraineté numérique*. Par ce principe, elle veut s'assurer que les technologies et leurs usages soient orientés vers les citoyen.nes, et surtout que les collectivités en aient le contrôle[76]. La Ville a ainsi créé différents postes et instances responsables de l'utilisation des données. En misant sur la transparence et la souveraineté des technologies et des données, tout en implantant des structures concrètes pour garantir une gouvernance responsable, Barcelone démontre sa volonté d'opérationnaliser la responsabilité algorithmique et de déployer les mesures nécessaires pour y parvenir.

74. City of Amsterdam, s. d.
75. City of Helsinki, s. d.
76. Bria, 2019.

Depuis plus d'une décennie, le déploiement du modèle de la ville intelligente transforme les administrations, les services et l'ensemble de l'espace urbain. Le discours faisant la promotion des technologies et du modèle urbain de la ville intelligente se présente comme une réponse aux défis contemporains des villes. Dans ce contexte, les villes sont devenues des lieux privilégiés pour le développement d'un marché à fort potentiel et pour l'implantation de nouveaux dispositifs technologiques afin d'aider, voire d'automatiser dans certains cas, la prise de décision.

La Ville de Montréal n'échappe pas à ce mouvement. Engagée dans le développement de la ville intelligente, elle a déclaré à maintes reprises vouloir mettre de l'avant une approche où les outils technologiques seraient au service des citoyen.nes[77].

Malgré les engagements pris par la Ville, d'importantes lacunes concernant la transparence nuisent au développement démocratique, responsable et inclusif des technologies axées sur les données et l'aide à la décision. L'étude en cours de la Commission de la sécurité publique au sujet de l'emploi de la technologie LAPI par le SPVM en est un exemple, le dispositif étant utilisé depuis 2012. De plus, avant même que soient connues les recommandations de la Commission de la sécurité publique, la Ville a lancé un projet-pilote de stationnement intelligent (dans Rosemont–La Petite-Patrie) impliquant la technologie LAPI, et ce, sans préciser le protocole d'utilisation de la technologie et des données.

À l'heure actuelle, il demeure difficile de déterminer quelles technologies sont utilisées par la Ville de Montréal et par l'ensemble des organismes paramunicipaux. Il est encore plus difficile d'avoir un portrait réel de l'ensemble des données captées et des usages dont elles sont l'objet.

Cette situation est problématique, sachant qu'actuellement les lois qui protègent les renseignements personnels au Québec sont obsolètes. En plus des cadres légaux désuets, de nombreuses études démontrent que les technologies centrées sur les données et aidant à la prise de décision sont susceptibles de (re-)produire des biais raciaux et de conduire à des pratiques discriminantes[78]. D'ailleurs, la Ville de Montréal a récemment reconnu la présence d'un problème de racisme systémique au sein de l'administration municipale et du SPVM. Par conséquent, l'intégration de technologies utilisant les données doit être balisée et transparente.

Puisque les technologies centrées sur les données et les SDA ne sont pas neutres, la compréhension et l'évaluation de leurs impacts sur les droits de la personne constituent une procédure incontournable pour assurer leur équité et leur inclusivité. L'objectif d'une mesure comme l'évaluation de l'incidence des SDA est de déterminer les angles morts de ces derniers et les biais discriminatoires qui pourraient causer des préjudices aux individus, aux groupes ou aux communautés. L'injustice algorithmique existe, et le constat n'est plus à faire que les technologies, en raison de leur neutralité prétendue, peuvent contribuer à reproduire et à renforcer les biais inhérents aux données, et ainsi participer à reproduire les inégalités existantes.

La trajectoire numérique des villes favorise le déploiement d'infrastructures urbaines connectées, une production de données toujours croissante et la multiplication des outils pour les traiter. Par ailleurs, l'innovation dans le secteur des technologies s'accompagne d'un décuplement des capacités d'identification des individus et des capacités de traçabilité, et donc de surveillance.

77. Ville de Montréal, 2019.
78. Radio-Canada, 2020, 27 novembre.

Il est donc urgent de trouver, de développer et de mettre en place des mécanismes qui garantiront le dialogue entre les systèmes technologiques et la société. En d'autres termes, expliquer, évaluer et justifier l'utilisation des SDA et des données est nécessaire pour assurer la confiance de la communauté ainsi que le déploiement responsable des technologies.

Dans ces conditions, la trajectoire numérique empruntée par la Ville de Montréal, les organismes publics et les organismes parapublics doit être déterminée non seulement par des principes, mais aussi par des politiques publiques et des règlements clairement énoncés. **Les villes sont des vecteurs déterminants pour le développement des technologies, et la Ville de Montréal a déjà annoncé qu'elle veut jouer un rôle de leader dans l'intégration et l'usage responsables de celles-ci.** La *Charte des données numériques* est un exemple d'engagement. Toutefois, il faut poursuivre la réflexion et les travaux pour que ces engagements se traduisent par une règlementation, des pratiques et une gouvernance conséquentes.

NOS RECOMMANDATIONS

Pour le CjM, la priorité au chapitre de l'intégration des technologies n'est pas l'optimisation de la gestion des infrastructures et des services, mais plutôt le développement responsable, transparent, inclusif, intelligible et démocratique. Afin d'encadrer le déploiement de la gouvernance responsable des données et des systèmes de décision automatisée, le CjM formule les recommandations suivantes :

1. Que la Ville de Montréal se dote d'un plan d'action transversal pour l'encadrement responsable, juste et équitable de l'utilisation des données et des technologies axées sur les données, et qu'elle assure le respect de ce cadre dans tous les services et arrondissements de la Ville.

2. Que la Ville de Montréal crée :

   - Un registre public des données numériques comprenant toutes les données qui sont captées dans l'espace public municipal, les entités qui captent les données, la manière dont les données sont traitées et stockées, la manière dont le consentement a été obtenu, les finalités décisionnelles associées aux données collectées, les entités qui ont accès aux données et les conditions relatives au partage des données;

   - Un registre public des systèmes de décision automatisée indiquant tous les systèmes de décision automatisée ainsi que, pour chaque système, l'objectif du fonctionnement, le fonctionnement, les conditions d'utilisation, les risques, le rapport d'évaluation d'incidence et les informations sur l'auteur du système.

   Ces deux registres devront être publics, intelligibles et facilement accessibles en ligne. Lorsque la nature et le détail des données et des SDA ne peuvent être rendus publics, cette décision doit être clairement justifiée et la raison de la non-divulgation, explicitée. Dans tous les cas, l'existence même des jeux de données et des SDA visés par cette non-publication doit être incluse dans le registre public concerné.

3. Considérant la position adoptée par la Ville de Montréal d'interdire la collecte de données biométriques « sans consentement par les entités sous la responsabilité du conseil municipal, et [d']appliqu[er] les principes de participation publique inclusive[79] » :
   - Que la Ville de Montréal adopte un moratoire sur l'utilisation des technologies de surveillance s'appuyant sur les données biométriques, le temps d'adopter une loi ou un règlement statuant sur leur utilisation;
   - Que la Ville de Montréal suspende son financement et son soutien à tout projet de développement ou projet expérimental impliquant des technologies de reconnaissance biométrique.
4. Que la Ville de Montréal adopte un moratoire sur l'utilisation ou l'acquisition de technologies de police prédictive, qui sera effectif jusqu'à ce que les politiques et les cadres juridiques et règlementaires, incluant des mécanismes de consultation publique, soient pleinement déployés, afin de garantir le respect des droits de la personne.
5. Que la Ville de Montréal procède à une révision de ses règlements pour s'assurer que ceux-ci respectent les principes énumérés dans la *Charte des données numériques* et qu'elle accorde à la charte un caractère prépondérant dans le cadre de l'analyse des projets de règlements.
6. Que la Ville de Montréal nomme une personne responsable de la protection des données et de l'évaluation de l'impact des technologies axées sur les données et d'aide à la décision utilisées par les organismes municipaux.
7. Que la Ville de Montréal crée une instance indépendante, permanente, diversifiée et impliquant la société civile et qu'elle lui confie la responsabilité d'évaluer les impacts des technologies axées sur les données et d'aide à la décision utilisées par les organismes municipaux.

La Ville de Montréal devra consacrer un financement récurrent à cette instance pour qu'elle puisse mener à bien sa mission. La composition de cette instance devra être déterminée par une consultation publique. Le CjM est d'avis que ce comité devra être représentatif de la population montréalaise et basé sur une expertise pluridisciplinaire.

8. Que la Ville de Montréal mette en place des mesures claires afin d'informer une personne lorsque celle-ci est visée par une décision prise par un SDA, et qu'elle élabore un processus indépendant de traitement des plaintes découlant des décisions prises par un SDA, et ce, tout en garantissant le droit de recours.
9. Que la Ville de Montréal mette sur pied une consultation publique indépendante dont les responsables seront notamment chargés de :
   - Faire un compte rendu complet sur la manière dont la Ville utilise les SDA;
   - Proposer des critères et des règles pour évaluer l'incidence et le niveau de risque des SDA ainsi que les exigences par niveau d'incidence;
   - Proposer des procédures pour garantir que le cycle de vie des données publiques recueillies soit conforme aux principes de la *Charte des données numériques*.

79. Ville de Montréal, 2020.

10. Que la Ville de Montréal élabore des mécanismes de participation publique pour :
    - Informer en continu les citoyen.nes sur l'utilisation des SDA, l'utilisation des données numériques et leurs impacts;
    - Susciter la collaboration de la population quant aux questions d'évaluation et de développement des technologies;
    - Bâtir une gouvernance des données qui soit collaborative, efficace, imputable et responsable.
11. Que la Ville de Montréal coordonne et centralise, par l'adoption d'une directive générale officielle, toutes les acquisitions relatives aux technologies axées sur les données au Service des technologies de l'information (STI).
12. Que la Ville de Montréal adapte le *Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle* pour qu'il respecte les principes de la *Charte des données numériques*, et qu'elle exige de ses fournisseurs tiers qu'ils produisent une analyse des risques de leurs technologies en plus de fournir la base de données utilisée pour tester leur produit ou service, et ce, avant son acquisition par la Ville.
13. Que la Ville de Montréal se dote de processus de détection et d'évaluation des risques de l'informatique grise, ainsi que de stratégies de sensibilisation et de formation à celle-ci.
14. Que la Ville de Montréal protège les données citoyennes collectées et inclue des clauses dans tout contrat avec ses partenaires requérant :
    - Que les données citoyennes collectées demeurent la propriété exclusive de la Ville; et
    - Que ces données soient hébergées au Canada.
15. Que la Ville de Montréal favorise, dans la sélection de ses partenaires externes, ceux qui n'imposent pas de contraintes reliées au secret commercial ou autres obstacles qui entraveraient l'évaluation des SDA fournis à la Ville.

AFP (2020, 10 avril). « Des drones traquent et prennent la température », *TVA Nouvelles,* [en ligne], https://www.tvanouvelles.ca/2020/04/10/des-drones-traquent-et-prennent-la-temperature.

Agence de mobilité durable de Montréal. *Projet pilote – lecture de plaque (LAPI),* [en ligne], https://www.agencemobilitedurable.ca/fr/projets/projet-pilote-lecture-de-plaques-lapi.html.

AI Now Institute (s. d.). « Automated decision systems. Examples of Government Use Cases », 6 p., [en ligne], https://ainowinstitute.org/nycadschart.pdf.

AI Now Institute (2019). « A Shadow Report of the New York City Automated Decision System Task Force », 56 p., [en ligne], https://ainowinstitute.org/ads-shadowreport-2019.pdf.

Bakke, E. (2018). « Predictive Policing : The Argument for Public Transparency », *NYU Annual Survey of American Law,* vol. 74, p. 131-172, [en ligne], https://annualsurveyofamericanlaw.org/wp-content/uploads/2019/08/74-1-Predictive-Policing-The-Argument-for-Public-Transparency.pdf.

Benbouzid, B., et D. Cardon (2018). « Machines à prédire », *Réseaux,* La Découverte, nº 211, p. 9-33, [en ligne], https://www.cairn.info/revue-reseaux-2018-5-page-9.htm.

Brauneis, R., et E. P. Goodman (2018). « Algorithmic Transparency for the Smart City », *Yale Journal of Law & Tech,* vol. 20, nº 103, GWU Law School Public Law Research Paper, GWU Legal Studies Research Paper, p. 103-177, [en ligne], https://ssrn.com/abstract=3012499.

Breux, S., et J. Diaz (2017). *La ville intelligente. Origine, définitions, forces et limites d'une expression polysémique,* INRS, Montréal, 31 p., [en ligne], http://espace.inrs.ca/id/eprint/4917/1/Rapport-LaVilleIntelligente.pdf.

Bria, F. (2019). « The right to the (digital) city », *Barcelona Metropolis,* [en ligne], https://www.barcelona.cat/metropolis/en/contents/right-digital-city.

CAI (2020a). *Biométrie : principes à respecter et obligations légales des organisations. Guide d'accompagnement pour les organismes publics et les entreprises,* 13 p., [en ligne], https://www.cai.gouv.qc.ca/documents/CAI_G_biometrie_principes-application.pdf.

CAI (2020b). « Projet de loi nº 64, *Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels* », mémoire de la CAI présenté à la Commission des institutions dans le cadre des consultations particulières et auditions publiques, 81 p., [en ligne], https://www.cai.gouv.qc.ca/documents/CAI_M_projet_loi_64_modernisation_PRP.pdf.

Calo, R., et D. K. Citron (2020). « The Automated Administrative State: A Crisis of Legitimacy », *Boston University School of Law,* 50 p., [en ligne], https://scholarship.law.bu.edu/faculty_scholarship/838.

Cardon, D. (2018). « Le pouvoir des algorithmes », *Pouvoirs,* vol. 1, nº 164, p. 63-73, [en ligne], https://doi.org/10.3917/pouv.164.0063.

Castets-Renard, C., P. Besse, J.-M. Loubes et L. Perrussel (2019). « Encadrement des risques techniques et juridiques des activités de police prédictive », *Rapport final,* ministère de l'Intérieur, France, 85 p., [en ligne], https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02190585/document.

Castets-Renard, C. (2020). *Cadre juridique applicable à l'utilisation de la reconnaissance faciale par les forces de police dans l'espace public au Québec et au Canada,* OBVIA, 92 p., [en ligne], https://www.docdroid.com/YIDTjrr/cadre-juridique-applicable-a-lutilisation-de-la-reconnaissance-faciale-par-les-forces-de-police-dans-lespace-public-au-quebec-et-au-canada-pdf.

CBC News (2014, 3 novembre). « Facial recognition software to aid Calgary police in future investigations », [en ligne], https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/facial-recognition-software-to-aid-calgary-police-in-future-investigations-1.2822592.

CEST (2020a). *Les enjeux éthiques soulevés par la reconnaissance faciale,* 8e commission jeunesse, 42 p.

CEST (2020b). « Réponse au document de consultation sur l'intelligence artificielle de la Commission d'accès à l'information du Québec », mémoire, 21 p.

Champagne, S. (2019, 20 août). « Montréal étudiera l'utilisation des technologies de reconnaissance faciale par le SPVM », *La Presse,* [en ligne], https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2019-08-20/montreal-etudiera-l-utilisation-des-technologies-de-reconnaissance-faciale-par-le-spvm.

Charron, M., R. Shearmur et G. Beauchemin (2017). « Les données massives peuvent-elles éclairer le développement territorial? », rapport de recherche, 31 p., [en ligne], https://www.researchgate.net/profile/Mathieu_Charron/publication/316754249_Donnees_massives_et_developpement_territorial/links/5910cacaa6fdccbfd58fb85c/Donnees-massives-et-developpement-territorial.pdf.

Cities for Digital Rights (s. d.). *Declaration of Cities Coalition for Digital Rights,* [en ligne], https://citiesfordigitalrights.org/declaration.

Citizen Lab (Munk School of Global Affairs & Public Policy, University of Toronto) et International Human Rights Program (Faculty of Law, University of Toronto) (2020). « To Surveil and Predict: A Human Rights Analysis of Algorithmic Policing in Canada », analyse rédigée par Kate Robertson, Cynthia Khoo et Yolanda Song, 179 p., [en ligne], https://citizenlab.ca/wp-content/uploads/2020/09/To-Surveil-and-Predict.pdf.

City of Amsterdam (s. d.). *Algorithm Register Beta,* [en ligne], https://algoritmeregister.amsterdam.nl/en/ai-register/.

City of Helsinki (s. d.). *AI Register,* [en ligne], https://ai.hel.fi/en/ai-register/.

Conseil du Trésor du Canada (2019). *Directive sur la prise de décisions automatisée,* Gouvernement du Canada, [en ligne], https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32592.

CPVPC (2019). « Réforme des lois sur la vie privée. Pour faire respecter les droits et rétablir la confiance envers le gouvernement et l'économie numérique », *Rapport annuel 2018-2019,* 85 p., [en ligne], https://www.priv.gc.ca/media/5077/ar_201819_fra.pdf.

CPVPC (2020, 13 mars). « Consultation sur les propositions du Commissariat visant à assurer une réglementation adéquate de l'intelligence artificielle », [en ligne], https://www.priv.gc.ca/fr/a-propos-du-commissariat/ce-que-nous-faisons/consultations/consultations-terminees/consultation-ai/pos_ai_202001/.

CPVPC, CAI, CIPVP de la C.-B. et CIPVP de l'Alb. (2021). *Rapport de conclusions. Enquête conjointe sur Clearview AI, Inc.,* 33 p., [en ligne], https://decisions.cai.gouv.qc.ca/cai/ss/fr/item/492282/index.do.

Déclaration de Montréal IA responsable (2018). *La déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'intelligence artificielle,* [en ligne], https://5da05b0d-f158-4af2-8b9f-892984c33739.filesusr.com/ugd/ebc3a3_20142aa15c95497ba8a3df2bde4fc04f.pdf.

Eubanks, V. (2018). « High-Tech Homelessness », *American Scientist,* vol. 106, nº 4, [en ligne], https://www.americanscientist.org/article/high-tech-homelessness.

Ferguson, A. G. (2017). « Policing Predictive Policing », *Washington University Law Review,* vol. 94, nº 5, p. 1115-1194, [en ligne], https://ssrn.com/abstract=2765525.

Ferguson, A. G. (2019). « Predictive Policing Theory », dans Rice Lave, T., et Miller, E. J. (dir.), *The Cambridge Handbook of Policing in the United States,* Cambridge University Press, American University, WCL Research Paper nº 2020-10, p. 491-510, [en ligne], https://ssrn.com/abstract=3516382.

Fussey, P., et D. Murray (2019). « Independant Report on the London Metropolitan Police Service's Trial of Life Facial Recognition Technology », *The Human Rights, Big Data and Technology Project,* 125 p., [en ligne], https://www.hrbdt.ac.uk/download/independent-report-on-the-london-metropolitan-police-services-trial-of-live-facial-recognition-technology/.

Gautron, V. (2019). « Surveiller, sanctionner et prédire les risques : les secrets impénétrables du fichage policier », *Champ pénal/Penal Field,* https://journals.openedition.org/champpenal/10843?lang=en#tocto2n3.

Gómez, A. A. (2020). « La non-neutralité de la technologie. Une ontologie sociohistorique du phénomène technique », *Écologie & politique,* vol. 61, nº 2, p. 27- 43.

Gorner, J. (2020, 24 janvier). « For years Chicago police rated the risk of tens of thousands being caught up violence. That controversial effort has quietly been ended », *Chicago Tribune,* [en ligne], https://www.chicagotribune.com/news/criminal-justice/ct-chicago-police-strategic-subject-list-ended-20200125-spn4kjmrxrh4tmktdjckhtox4i-story.html.

Gouvernement du Québec (s. d.). *Montréal. Notre métropole,* document explicatif, 10 p., [en ligne], http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PRT_VDM_FR/MEDIA/DOCUMENTS/DOCUMENT_SYNTHESE_MONTREAL_METROPOLE.PDF.

Gouvernement du Québec (2020a). *Projet de loi nº 64. Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels,* 60 p., [en ligne], http://m.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-64-42-1.html.

Gouvernement du Québec (2020b, à jour au 20 octobre). *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels,* 51 p., [en ligne], http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cs/A-2.1.pdf.

Gouvernement du Québec (2020c, à jour au 10 décembre). *Loi sur les compétences municipales,* [en ligne], http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showDoc/cs/C-47.1?&digest.

Grother, P., M. Ngan et K. Hanaoka (2019). « Face Recognition Vendor Test (FRVT) Part 3: Demographic Effects, National Institute of Standards and Technology », *NISTIR 8280,* décembre, 79 p., [en ligne], https://doi.org/10.6028/NIST.IR.8280.

Guillaud, H. (2019, 14 novembre). « De l'explicabilité des systèmes : les enjeux de l'explication des décisions automatisées », *Internetactu.net,* [en ligne], http://www.internetactu.net/2019/11/14/de-lexplicabilite-des-systemes-les-enjeux-de-lexplication-des-decisions-automatisees/.

Guillaud, H. (2019, 13 décembre). « De la difficulté à imposer la transparence des décisions automatisées », *Internetactu.net,* [en ligne], http://www.internetactu.net/a-lire-ailleurs/de-la-difficulte-a-imposer-la-transparence-des-decisions-automatisees/.

Halin, F. (2018, 29 septembre). « Abribus intelligent et navette autonome pour le Laboratoire à ciel ouvert de la vie intelligente », *Journal de Montréal,* [en ligne], https://www.journaldemontreal.com/2018/09/26/abribus-intelligent-et-navette-autonome-pour-le-laboratoire-a-ciel-ouvert-de-la-vie-intelligente.

Hill, C. (2016, 20 octobre). « The Color of Surveillance in San Diego », *ACLU of San Diego & Imperial Counties,* [en ligne], https://medium.com/@SDACLU/the-color-of-surveillance-in-san-diego-4dce43abe67c.

Institut d'aménagement et d'urbanisme Île-de-France (2019, avril). *La police prédictive. Enjeux soulevés par l'usage des algorithmes prédictifs en matière de sécurité publique,* 35 p., [en ligne], https://www.iau-idf.fr/fileadmin/NewEtudes/Etude_1797/Etude_Police_Predictive_V5.pdf.

Kitchin, R. (2015). « Making sense of smart cities: addressing present shortcomings », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society,* vol. 8, nº 1, p. 131-136, [en ligne], https://doi.org/10.1093/cjres/rsu027.

Kitchin, R. (2016). « Reframing, reimagining and remaking smart cities », The Programmable City Paper 20, document de travail, 16 p., [en ligne], http://mural.maynoothuniversity.ie/7354/.

Laurent, A. (2020, 29 avril). « Covid-19 : à Cannes, des caméras repèrent automatiquement le port du masque », *Usbek & Rica,* [en ligne], https://usbeketrica.com/fr/article/covid-19-a-cannes-des-cameras-reperent-automatiquement-le-port-du-masque.

Lecher, C. (2019, 20 novembre). « NYC's algorithm task force was 'a waste', member says », *The Verge,* [en ligne], https://www.theverge.com/2019/11/20/20974379/nyc-algorithm-task-force-report-de-blasio.

Leloup, D. (2018, 9 octobre). « À Los Angeles, l'ombre de Palantir sur un logiciel décrié de police prédictive », *Le Monde,* [en ligne], https://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/10/09/a-los-angeles-l-ombre-de-palantir-sur-un-logiciel-decrie-de-police-predictive_5366955_4408996.html.

Lippert, R. K. (2008). « David Lyon, Surveillance Studies: An Overview », *Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie,* vol. 33, nº 2, p. 471-474, [en ligne], https://doi.org/10.29173/cjs2004.

Lynch, J. (2020). *Face Off. Law enforcement use of face recognition technology,* Electronic Frontier Foundation, 35 p., [en ligne], https://www.eff.org/files/2020/04/20/face-off-report-2020_1.pdf.

Manthorpe, R., et A. J. Martin (2019, 4 juillet). « 81% of "suspects" flagged by Met's police facial recognition technology innocent, independent report says », *Sky News,* [en ligne], https://news.sky.com/story/met-polices-facial-recognition-tech-has-81-error-rate-independent-report-says-11755941.

Mittelstadt, B., C. Russel et S. Wachter (2018). « Explaining Explanations in AI », *FAT*19: Proceedings of the Conference on Fairness, Accountability, and Transparency,* p. 279-288, [en ligne], https://doi.org/10.1145/3287560.3287574.

Normandin, P.-A. (2018, 15 octobre). « Des caméras seront installées pour évaluer les foules », *La Presse,* [en ligne], https://plus.lapresse.ca/screens/760b3517-c607-479a-866c-1e9b08eb717d__7C___0.html.

Normandin, P.-A. (2019, 19 mars). « Services : Montréal misera sur l'intelligence artificielle », *La Presse,* [en ligne], https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/201903/18/01-5218722-services-montreal-misera-sur-lintelligence-artificielle.php.

Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique (2020, avril). *Repenser la protection des renseignements personnels à la lumière des défis soulevés par l'IA. Document de réponse aux questions posées par la Commission d'accès à l'information du Québec dans le cadre de la consultation sur l'intelligence artificielle,* 38 p., [en ligne], http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs4067010.

Radio-Canada (2020, 27 novembre). « L'ONU sonne l'alarme sur les biais raciaux de certains algorithmes », [en ligne], https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1752869/onu-comite-profilage-racial-reconnaissance-faciale-algorithme.

Richardson, R. (dir.) (2019). *Confronting Black Boxes: A Shadow Report of the New York City Automated Decision Systems Task Force,* AI Now Institute, [en ligne], https://ainowinstitute.org/ads-shadowreport-2019.pdf.

Richardson, R., J. M. Schultz et K. Crawford (2019). « Dirty Data, Bad Predictions: How Civil Rights Violations Impact Police Data, Predictive Policing Systems, and Justice », *New York University Law Review,* vol. 94, nº 192, p. 192-233, [en ligne], https://ssrn.com/abstract=3333423.

Rocher, L., J.-M. Hendrickx et Y.-A. de Montjoye (2019). « Estimating the success of re-identifications in incomplete datasets using generative models », *Nature Communication,* nº 10, article nº 3069, p. 1-9, [en ligne], https://doi.org/10.1038/s41467-019-10933-3.

Scassa, T. (2015). « Emerging Legal Issues in the Smart Cities Context », *Centre for Law, Technology and Society,* [en ligne], https://techlaw.uottawa.ca/news/emerging-legal-issues-smart-cities-context.

Singer, N., et C. Metz (2019, 19 décembre). « Many Facial-Recognition Systems Are Biased, Says U.S. Study », *The New York Times,* [en ligne], https://www.nytimes.com/2019/12/19/technology/facial-recognition-bias.html.

The City of Calgary Newsroom (2014, 3 novembre). « Facial Recognition To Aid Investigations », [en ligne], https://newsroom.calgary.ca/facial-recognition-to-aid-investigations/.

The New York City Council (2018). *A Local Law in relation to automated decision systems used by agencies,* [en ligne], https://legistar.council.nyc.gov/LegislationDetail.aspx?ID=3137815&GUID=437A6A6D-62E1-47E2-9C42-461253F9C6D0.

Townsend, A. (2013). *Smart Cities: Big Data, Civic, Hackers, and the Quest for a New Utopia,* New York, W.W. Norton & Company.

Trujilo, E. (2019, 23 septembre). « En Chine, un système de reconnaissance faciale a été installé à l'entrée du métro », *BFM Business,* [en ligne], https://www.bfmtv.com/tech/vie-numerique/en-chine-un-systeme-de-reconnaissance-faciale-a-ete-installe-a-l-entree-du-metro_AN-201909230066.html.

Van Dijck, J. (2013). *Culture of Connectivity: A critical history of social media,* Oxford.

Van Dijck, J. (2014). « Datafication, dataism and dataveillance », *Surveillance & Society,* vol. 12, nº 2, p. 197-208, [en ligne], https://doi.org/10.24908/ss.v12i2.4776.

Ville de Montréal (s. d. a). *Montréal ville intelligente et numérique. Stratégie montréalaise 2014-2017,* 52 p., [en ligne], https://laburbain.montreal.ca/sites/villeintelligente.montreal.ca/files/strategie-montrealaise-2014-2017-ville-intelligente-et-numerique-fr-amendee.pdf.

Ville de Montréal (s. d. b). *Plan d'action données ouvertes 2019,* document consultatif, 15 p., [en ligne], https://docs.google.com/document/d/1xnZ0liZfQ-4aszP3gWy4z0pCjnK8XBsICndnAv_RwtM/edit#heading=h.44sinio.

Ville de Montréal (2019). *Défi des villes intelligentes du Canada. Candidature finale de la Ville de Montréal,* 113 p., [en ligne], https://laburbain.montreal.ca/sites/default/files/candidature_fr_defi_des_villes_intelligentes_vf.pdf.

Ville de Montréal (2020, octobre). *Charte des données numériques,* 19 p., [en ligne], https://laburbain.montreal.ca/sites/default/files/charte_donnees_numeriques_1_0.pdf.



CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.002

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1218215003

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de l'avis intitulé « Les personnes âgées immigrantes et/ou racialisées: favoriser des milieux de vie inclusifs » et des 10 recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal (CIM).

Il est recommandé :

- de prendre connaissance de l'avis intitulé « Les personnes âgées immigrantes et/ou racialisées: favoriser des milieux de vie inclusifs » et des 10 recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal (CIM).

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-07-08 17:48

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218215003**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de l'avis intitulé « Les personnes âgées immigrantes et/ou racialisées: favoriser des milieux de vie inclusifs » et des 10 recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal (CIM).

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051-1) encadre le fonctionnement du CIM.
Celui-ci stipule à l'article 14 que le CIM exerce les fonctions suivantes:
- il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville, des avis sur toute question d'intérêt pour les communautés ethnoculturelles et soumet des recommandations au conseil de la ville;
- il sollicite des opinions, reçoit et entend les requêtes et suggestions de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives aux relations interculturelles;
- il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0088 - 25 janvier 2021 - Approuver le Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).

DESCRIPTION

Cet avis du Conseil interculturel de Montréal intitulé « Les personnes âgées immigrantes et/ou racialisées: favoriser des milieux de vie inclusifs » est déposé au conseil municipal de la Ville de Montréal pour information et suites appropriées.
Cet avis cherche d'abord et avant tout à mieux comprendre les enjeux vécus par les personnes âgées immigrantes et/ou racialisées (PAIR) à Montréal ainsi que les barrières qu'elles rencontrent dans l'accès aux services municipaux et à des milieux de vie sains,

sécuritaires et adéquats.

Pour ce faire, la recherche brosse le portrait sociodémographique des PAIR, elle effectue l'examen critique des mesures, actions, initiatives et solutions concernant leur inclusion sociale, puis identifie les enjeux vécus par les PAIR en lien avec leurs milieux de vie. Les constats de cette recherche informent sur les dynamiques urbaines et résidentielles qui peuvent avoir un impact direct sur l'accès des PAIR à des milieux de vie sécuritaires, accessibles et accueillants.

Afin que Montréal mette sur pied des mesures concrètes pour garantir le droit à la ville et l'inclusion sociale des PAIR, le CIM formule dix recommandations en matière de logement, participation dans la ville, aménagement urbain et transport.

JUSTIFICATION

Le choix du thème d'un avis peut être fait à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville ou encore de la propre initiative des membres du CIM (art. 14). Ce deuxième cas de figure a mené au choix de l'avis sur les personnes âgées immigrantes et/ou racialisées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses liées à la réalisation de l'avis ont été entièrement assumées par le budget de fonctionnement du CIM.

MONTRÉAL 2030

Amplifier la démocratie et la participation: Le CIM est constitué de 15 membres bénévoles représentant la diversité culturelle de Montréal et provenant de milieux professionnels différents.
Solidarité, équité et inclusion: Les activités menées par le Conseil ainsi que ses publications sont des actions qui visent à favoriser à la fois le rapprochement interculturel et un mieux vivre-ensemble.

Accélérer la transition écologique: Le présent avis est imprimé en 55 copies sur papier écologique (papier 100% recyclé ou certifié FSC; à haute teneur en matières recyclées; avec Écologo). Le CIM favorisera l'envoi de la version électronique du document.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les recommandations soumises dans cet avis contribuent à la réflexion et peuvent orienter les actions de la Ville de Montréal en ce qui concerne les personnes âgées immigrantes et/ou racialisées.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la suite du dépôt de l'avis au conseil municipal, le document sera disponible sur le site internet du CIM et sera envoyé aux partenaires de la Ville et du CIM qui sont concernés par le sujet abordé.
Un communiqué de presse sera émis lors du lancement public de l'avis et partagé sur le site internet et les médias sociaux du CIM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Lancement public virtuel à prévoir.
Envoi des recommandations par le CIM aux services municipaux concernés.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manuelle ALIX-SURPRENANT
Secrétaire-recherchiste

Tél : 514-777-5189
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-08

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de direction

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Assistant-greffier
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2021-07-08

Conseil interculturel de Montréal

Montréal



Les personnes âgées immigrantes et/ou racialisés:

favoriser des milieux de vie inclusifs

Avis adopté lors de l'assemblée des membres du 7 avril 2021

Membres du CIM
Souleymane Guissé, président
Juste Rajaonson, vice-président
Faiz Abhuani
Layla Belmahi
Youssef Benzouine
Cécile Deschamps
Sonia Djelidi
Barbara Eyer
Idil Issa
Bertrand Lavoie
Catherine Limperis
Anne Sophie Lin Arghirescu
Jessica Lubino
Carlos Suarez
Rémy-Paulin Twahirwa

Membres du comité avis et recherche
Layla Belmahi
Youssef Benzouine
Barbara Eyer
Souleymane Guissé
Bertrand Lavoie
Catherine Limperis
Juste Rajaonson
Rémy-Paulin Twahirwa

Collaboration
Rafael Benitez, membre du CIM (2018-2020)
François Fournier, membre du CIM (2016-2020)
Fanny Guérin, membre du CIM (2015-2021)
Aranzazu Recalde, membre du CIM (2019-2020)

Coordination de l'avis
Marie-Claude Haince, PhD, secrétaire-recherchiste
Manuelle Alix-Surprenant, M. Sc., secrétaire-recherchiste
Amel Gherbi, M. Sc.
Francis Therrien, M. Phil.

Recherche et rédaction
Julien Simard, PhD.

Révision linguistique
Marie-Claire Légaré

Traduction
Joshua Wolfe et Ingrid Peritz

Design graphique et mise en page
Jolin Masson

Photographies
Etienne Delorieux, page 62
Ashkan Forouzani, page 14 et 66
Mark Hang Fung So, page 36
Abi Howard, page 22
Beth Macdonald, 34
Samuel Melendez, page 26
Connor Misset, page 18
Bùi Nam Phong, page 54
Kentaro Toma, page 44
RECAA, page 59
YouVersion, page 50

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

© Conseil interculturel de Montréal 2021
ISBN : 978-2-7647-1842-1 – imprimé français
ISBN : 978-2-7647-1843-8 – PDF français

Synthèse

Même au cours de cette crise pandémique qui a considérablement touché les personnes vieillissantes, un segment particulier de la population âgée est une fois de plus resté dans l'ombre: les personnes âgées immigrantes et/ou racialisées (PAIR). Pourtant, à Montréal, 44 % de la population âgée de 65 ans et plus est née à l'extérieur du Canada (DRSP et TCAIM, 2019a). C'est dans ce contexte que cet avis cherche d'abord et avant tout à mieux comprendre les enjeux vécus par les PAIR à Montréal ainsi que les barrières qu'elles rencontrent dans l'accès aux services municipaux et à des milieux de vie sains, sécuritaires et adéquats.

Pour réaliser cet avis, le Conseil interculturel de Montréal (CIM) a entrepris, dès l'automne 2019, une démarche de consultation auprès d'organismes œuvrant auprès des PAIR et des employé-es de divers services de la Ville de Montréal. Trois arrondissements où sont établis un nombre important de PAIR furent privilégiés durant la collecte de données, soit Montréal-Nord, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

La recherche voulait d'abord brosser un portrait socio-démographique des personnes âgées immigrantes montréalaises, c'est-à-dire nées à l'extérieur du Canada, afin d'avoir une idée juste et exhaustive à propos de ces populations. Il importait également d'effectuer l'examen critique des mesures concernant l'inclusion sociale des PAIR dans les plans d'action des Villes amies des aînés (VADA), à Montréal et ailleurs, pour pouvoir identifier les actions et les initiatives leur étant destinées et envisager des pistes de solutions. À partir de ces éléments, il s'est ensuite agi de comprendre les enjeux vécus par les PAIR en lien avec leurs milieux de vie, en explorant plus précisément les questions du logement, de l'aménagement urbain, du transport et de la participation dans la ville, auprès d'acteur-rices sur le terrain.

Selon nos constats et nos analyses relatives au thème du logement, plusieurs dynamiques urbaines et résidentielles peuvent avoir un impact direct sur l'accès des PAIR à des milieux de vie sécuritaires, accessibles et accueillants. Si la Ville de Montréal désire réellement favoriser le vieillissement sur son territoire de toute sa population âgée, il faudra qu'elle se penche sérieusement sur les barrières entravant le maintien des PAIR à leur lieu de résidence et dans leur milieu de vie. La gentrification, la crise du logement, le manque d'unités en logement social et communautaire, la suroccupation des logements et l'isolement géographique sont des facteurs qui ont des impacts sur la capacité des PAIR à vieillir à l'endroit qui leur convient et qu'elles ont choisi. En termes de participation dans la ville, les liens entre les organismes communautaires desservant les PAIR et la Ville de Montréal devront être renforcés par des partenariats financiers, organisationnels, communicationnels et logistiques durables. La Ville ne sera pas en mesure d'intégrer davantage les PAIR dans ses activités et dans ses institutions sans le concours continu des organismes communautaires sur le terrain. Ceci est particulièrement le cas pour les PAIR qui vivent de l'isolement social et qui sont freinées dans leur volonté de participer dans la ville par les barrières linguistiques, financières et de mobilité. Enfin, en ce qui concerne l'urbanisme et les transports, hormis l'amélioration des trajets de mobilité et l'adaptation de l'aménagement urbain dans un but d'accessibilité universelle, la Ville de Montréal doit également adopter une vision urbanistique à long terme, ancrée dans la notion de résilience aux changements climatiques et aux crises, en mettant ses énergies en priorité sur des secteurs de la ville qui présentent des risques accrus pour les PAIR.

Selon le CIM, il est en effet impératif que la Ville de Montréal passe à l'action, dès maintenant, en mettant sur pied des mesures concrètes pour garantir le droit à la ville et l'inclusion sociale des PAIR. Ce faisant, Montréal pourrait sans conteste constituer un modèle en la matière, à l'échelle du Réseau mondial des Villes amies des aînés. Métropole cosmopolite, où sont parlées des dizaines de langues, Montréal doit s'inspirer de certaines villes comme Boston, Barcelone ou Paris et faire une place de choix aux personnes âgées issues de la diversité. Au terme de cette étude, donc, le CIM a pu formuler dix recommandations pour assurer aux PAIR des milieux de vie inclusifs et sécuritaires.

Table des matières

Synthèse 3
Glossaire et abréviations 6
Le mot du président 7
Le mandat du Conseil interculturel de Montréal 8

Introduction 9

1. Contextualisation et définitions 14
1.1 La démarche Villes amies des aînés (VADA) à l'épreuve de la diversité ethnoculturelle 15
1.2 Quelques concepts fondamentaux 20

2. La démarche de recherche 22
2.1 Les objectifs, la recherche et l'analyse 23
2.2 Les limites de la recherche 24

3. Les personnes âgées immigrantes à Montréal : un portrait sociodémographique 26
3.1 La démographie 27
3.2 La distribution géographique 28
3.3 Les parcours migratoires 29
3.4 Les réalités ethnolinguistiques 30
3.5 Les conditions socioéconomiques 32
3.6 Les parcours de vie et les régimes de retraite 33
3.7 Le niveau de scolarité 34
3.8 Conclusion 35

4. Quelques constats sur les milieux de vie des PAIR à Montréal 36
4.1 Le logement 37
4.2 La participation dans la ville 47
4.3 L'urbanisme, l'aménagement et les transports 51

5. Passer à l'action 54
5.1 Les recommandations en matière de logement 57
5.2 Les recommandations en matière de participation dans la ville 60
5.3 Les recommandations en matière d'urbanisme, d'aménagement et de transport 63

Conclusion 67
Remerciements 68
Références 69
Annexe 74

Glossaire et abréviations

AQDR
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées

ARTM
Autorité régionale de transport métropolitain

BRDS
Bureau de la commissaire à la lutte et au racisme et aux discriminations systémiques

BINAM
Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal

CHSLD
Centre d'hébergement de soins de longue durée

CIM
Conseil interculturel de Montréal

CLPP
Comité logement de la Petite-Patrie

CLSC
Centres locaux de services communautaires

DRSP
Direction régionale de santé publique

GRT
Groupe de ressources techniques

HLM
Habitation à loyer modique

MADA
Municipalités amies des aînés

MIFI
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

MSSS
Ministère de la Santé et des Services sociaux

MTPA
Mouvement pour un transport public abordable

OMHM
Office municipal d'habitation de Montréal

OMS
Organisation mondiale de la santé

OSBL
Organisme sans but lucratif

PAIR
Personnes âgées immigrantes et/ou racialisées

PPU
Programme particulier d'urbanisme

QADA
Québec ami des aînés

RCLALQ
Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec

RI
Ressource intermédiaire

RPA
Résidence privée pour aînés

RSS
Région sociosanitaire

SFR
Seuil du faible revenu

SHQ
Société d'habitation du Québec

STM
Société de transport de Montréal

TCAIM
Table de concertation des aînés de l'île de Montréal

VADA
Villes amies des aînés

Le mot du président

Au nom des membres du Conseil interculturel de Montréal (CIM), je suis heureux de présenter notre avis intitulé *Les personnes âgées immigrantes et/ou racialisées : favoriser des milieux de vie inclusifs* à nos partenaires de l'Administration municipale. Si la pandémie de COVID-19 a illustré une chose, c'est bien la précarité dans laquelle vivent beaucoup de personnes âgées. Elle a aussi montré dans quelle mesure les milieux de vie des personnes racialisées ont été particulièrement touchés. Cet avis du CIM arrive donc à point puisqu'il fait un état des lieux des enjeux vécus par les personnes aînées immigrantes et/ou racisées (PAIR) en plus de présenter des recommandations pour améliorer la qualité de vie de ces populations et leur garantir des milieux de vie inclusifs.

En nous référant à la littérature sur la question et en consultant des personnes qui interviennent directement sur le terrain, dans des services de la Ville de Montréal ou dans des organismes parapublics ou communautaires, le CIM a pu mettre en évidence des inégalités claires entre les PAIR et le reste de la population. Le CIM aurait aussi voulu aller à la rencontre des PAIR mais, étant donné les restrictions liées à la pandémie de COVID-19 et le fait qu'il s'agisse d'une population à risque, c'est avec regret que nous avons dû revoir cette ambition. Le lancement et la diffusion de cet avis seront donc l'occasion d'échanger avec ces personnes et de maintenir un dialogue pour enrichir nos réflexions sur les enjeux auxquels elles font face.

Au fil des années, les travaux du CIM ont abordé diverses facettes liées à l'inclusion des personnes immigrantes et racisées. Que ce soit dans les publications sur la participation des Montréalais-es issu-es de la diversité à la vie municipale (2018) ou sur une stratégie intégrée pour une politique interculturelle (2019a), ce thème est au cœur de nos travaux. Cependant, c'est la première fois que nous abordons de front les enjeux spécifiques aux PAIR, plus précisément, les questions liées au logement, à la participation dans la ville ainsi qu'à l'urbanisme, à l'aménagement et au transport.

En ce sens, le CIM réitère son soutien et son offre de collaboration pour l'ensemble des initiatives qui feront de Montréal une ville encore plus accueillante et bienveillante envers les personnes aînées, particulièrement celles qui sont issues de l'immigration et/ou racialisées.

Bonne lecture!



Souleymane Guissé,
Président du CIM

Le mandat du Conseil interculturel de Montréal

Le règlement sur le Conseil interculturel de Montréal (19-051) encadre le fonctionnement et les activités du Conseil. En vertu de ce règlement, le Conseil interculturel de Montréal exerce les fonctions suivantes :

- il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville, des avis sur toute question d'intérêt pour les communautés ethnoculturelles et soumet des recommandations au conseil municipal ;
- il sollicite des opinions, reçoit et entend les requêtes et les suggestions de toute personne ou de tout groupe sur les questions relatives aux relations interculturelles ;
- il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Dans le cadre de son mandat, le CIM réalise des travaux de recherche dans le but d'identifier et d'éclairer certains enjeux centraux à sa mission afin d'attirer l'attention de l'Administration municipale sur leur importance et de proposer des pistes d'action en harmonie avec les prérogatives de la Ville. À l'initiative des membres du CIM, le présent avis s'inscrit dans cette mission en appelant les services concernés à s'intéresser aux milieux de vie des PAIR.

Conseil interculturel de Montréal

1550, rue Metcalfe,
14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6
514 868-5809
cim@montreal.ca
ville.montreal.qc.ca/cim

Introduction

On se souviendra longtemps de l'année 2020 et de sa pandémie de COVID-19 comme un moment de prise de conscience collective quant aux conditions de vie des personnes âgées au Québec. Le milieu de la recherche, les professionnel-les du réseau de la santé et des services sociaux et les acteur-rices des organismes communautaires connaissaient bien les réalités difficiles vécues par les personnes âgées. Toutefois, de larges segments de la population québécoise ont commencé à mesurer l'ampleur et la nature des problèmes associés à la prise en charge collective du vieillissement en raison de la situation actuelle (Leduc, 2020). Pensons au manque de soins à domicile, aux conditions de soin dégradées dans les institutions – hôpitaux, centres d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD), résidences privées pour aînés (RPA) et ressources intermédiaires (RI) –, à l'isolement, au racisme et aux discriminations systémiques, aux diverses formes de maltraitance, à la précarité résidentielle et économique ou encore au poids immense soutenu par les proches aidant-es. La littérature québécoise en gérontologie sociale critique, ainsi que plusieurs rapports récents publiés sur la question, identifient certaines causes structurelles pouvant expliquer en partie cette situation. En effet, le manque de financement dans les soins de santé de première ligne, l'austérité budgétaire et les différentes

réformes menées dernièrement dans la santé et les services sociaux auraient réduit grandement la capacité des diverses communautés et institutions à prendre soin des personnes âgées dans des conditions dignes (Protecteur du citoyen, 2020): la crise de la COVID-19 a seulement exacerbé et accéléré ces problèmes[1].

Toutefois, même au cours de cette crise pandémique, un segment particulier de la population âgée est une fois de plus resté dans l'ombre: les PAIR. Pourtant, à Montréal, 44 % de la population âgée de 65 ans et plus est née à l'extérieur du Canada (DRSP et TCAIM, 2019a). Ici aussi, les faits sociaux précèdent la crise: de nombreux acteur-rices sur le terrain déplorent depuis longtemps la sous-représentation des personnes âgées issues de la diversité ethnoculturelle dans l'espace social et médiatique montréalais, particulièrement au sein des programmes et des initiatives de la Ville, ainsi que leurs difficultés à accéder au réseau de la santé et des services sociaux. L'avis le plus récent publié par le CIM, intitulé *Racisme systémique. Agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes*[2], constatait une sous-représentation des personnes racialisées dans les espaces décisionnels, les médias, les conseils d'administration, les partis politiques et autres institutions centrales. Il notait, du même coup, leur surreprésentation dans les situations de précarité économique (chômage, emplois précaires, salaires peu élevés) et résidentielle (CIM, 2020).

En publiant cet avis sur les PAIR, le CIM désire contribuer directement à la reconnaissance et à l'inclusion sociale de ces groupes sociaux âgés, qui font l'expérience croisée de diverses formes

1 Pensons aux personnes qui, dans la cinquantaine avancée, ont perdu leur revenu et leur domicile à Hochelaga-Maisonneuve en raison des effets croisés de la pandémie et de la crise du logement et qui campaient le long de la rue Notre-Dame jusqu'à ce qu'elles soient expulsées au matin du 7 décembre 2020 (Corriveau, 2020).

2 Consultez l'avis à: http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONSEIL_INTERC_FR/MEDIA/DOCUMENTS/CIM-AVIS_RACISME_SYSTEMIQUE-FR-WEB.PDF.

d'exclusion sociale, d'âgisme, de sexisme, de capacitisme[3], de racisme et de discrimination. Cet avis s'ajoute donc à nombre de recherches récemment menées à Montréal sur la question des PAIR[4], et offre un état des lieux ancré dans la notion de milieu de vie. Après avoir effectué une revue de la littérature et consulté quelques intervenant-es à l'automne 2019, nous avons choisi de nous pencher sur des thématiques propres au contexte urbain, comme le logement, l'aménagement, le transport ainsi que la participation dans la ville. En faisant usage de l'acronyme PAIR, nous désirons étudier à la fois les réalités vécues par les personnes âgées immigrantes, c'est-à-dire nées à l'extérieur du Canada, les personnes âgées immigrantes racialisées ainsi que les personnes âgées racialisées nées au Canada. Comme le soulignent Olazabal *et al.* (2010), ces trois catégories recoupent des personnes et des communautés aux parcours et aux positions sociales très différentes. Conséquemment, l'usage de l'analyse intersectionnelle est incontournable pour bien comprendre la spécificité des enjeux que vivent les PAIR à Montréal et pour éclairer les mesures à mettre en place pour garantir leur inclusion sociale. Dans cet avis, nous présenterons des analyses basées sur les données statistiques les plus récentes, sur un examen approfondi de la littérature scientifique et de la littérature grise, sur une comparaison de divers plans d'action en vieillissement à Montréal et ailleurs ainsi que sur des entretiens semi-dirigés réalisés à l'été 2020 avec différents acteur-rices œuvrant au sein de la Ville de Montréal et du milieu communautaire. Nous avons choisi de restreindre notre échantillon à ces milieux institutionnels pour mieux comprendre la distance entre les politiques publiques municipales et leur application sur le terrain. Il va sans dire qu'il faudra davantage

3 L'âgisme est une oppression systémique et transversale, définie par le gérontologue Robert Butler (cité dans Lagacé, 2010:2) comme étant « un processus par lequel des personnes sont stéréotypées et discriminées en raison de leur âge ». Le capacitisme se fonde quant à lui sur les capacités psychologiques, intellectuelles ou physiques (Baril, 2013).

4 Parmi ces études complémentaires, dont la plupart adoptent l'approche narrative du parcours de vie pour interroger des personnes âgées immigrantes à Montréal ou ailleurs au Québec, on notera les travaux de Olazabal *et al.* (2010), Burns *et al.* (2012), Vatz Laaroussi *et al.* (2012), Vatz Laaroussi (2013), Laquerre *et al.* (2017), Charpentier et Quéniart (2017) ou de Brotman *et al.* (2020).

de travaux, de données, de consultations, de rencontres et de partenariats pour que la Ville de Montréal puisse distinguer, comprendre et saisir les réalités complexes et les besoins variés de toute la diversité des PAIR sur son territoire. Néanmoins, cette démarche progressive ne doit pas entraver l'intervention municipale à court, moyen et long termes.

Il est impératif que la Ville de Montréal passe à l'action dès maintenant en mettant sur pied des mesures concrètes destinées à garantir le droit à la ville et l'inclusion sociale des PAIR. Ce faisant, elle pourra devenir un modèle en la matière, à l'échelle du Réseau mondial des Villes amies des aînés. Métropole cosmopolite où sont parlées des dizaines de langues, Montréal doit s'inspirer de villes comme Boston, Barcelone ou Paris. Ainsi, plutôt que de se limiter à mettre en place des projets ponctuels et localisés destinés aux PAIR, elle pourrait consolider une structure de collaboration solide et pérenne avec différent-es acteur-rices sur le terrain afin de renforcer le filet social autour des PAIR et de soutenir directement leurs milieux de vie. Nous proposons plusieurs recommandations allant en ce sens, couvrant les sous-thématiques du logement, de l'aménagement urbain, du transport et finalement, de la participation dans la ville notamment en termes de loisirs, culture et sociabilité. Si ces recommandations sont d'abord formulées pour s'insérer dans le champ de compétences de la Ville de Montréal, cette dernière ne doit pas hésiter à faire pression sur les paliers supérieurs de gouvernement pour que les PAIR puissent vieillir dans des milieux de vie sains, sécuritaires et adéquats, comme le souhaitait justement le gouvernement du Québec dans sa dernière politique en matière de vieillissement (MSSS, 2018).

Cet avis est divisé en cinq sections. La première offre une contextualisation du programme Villes amies des aînés (VADA) et définit certains concepts fondamentaux. La seconde explique en détail la démarche de la recherche et ses limites. La troisième brosse un portrait sociodémographique des personnes âgées immigrantes à Montréal, basé sur les données du recensement de 2016. La quatrième rassemble nos constats et nos réflexions sur le logement, la participation dans la ville, l'aménagement urbain et le transport, à partir de l'analyse des entrevues. Finalement, la cinquième section présente dix recommandations couvrant ces trois thématiques.

1

Contextualisation et définitions



1.1 La démarche Villes amies des aînés (VADA) à l'épreuve de la diversité ethnoculturelle

En 2018, Montréal s'est dotée d'un *Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020* (Ville de Montréal, 2018a)[1], qui faisait suite à une première version, en place entre 2013-2015[2]. Le CIM a donc planifié les activités de recherche entourant le présent avis pour qu'il puisse nourrir le prochain plan d'action de la Ville de Montréal, membre du *Réseau mondial OMS des villes et communautés amies des aînés* depuis 2017.

À la fin des années 1990, plusieurs acteur-rices institutionnel-les et étatiques prennent conscience de l'accélération du vieillissement de la population dans certaines parties du monde – Japon, Corée du Sud, Occident, Amérique latine – et cherchent alors à mettre en place une politique gérontologique mondiale pour concerter leurs efforts. De ce besoin est né le *Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement de 2002* (ONU, 2003)[3]. À la suite de cette initiative, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis sur pied, en 2007, un guide[4] pour faciliter l'implantation du programme Villes et Municipalités amies des aînés (VADA-MADA) à travers la planète. Plus de 500 villes y auraient adhéré à ce jour (Rémillard-Boilard, 2018), en mettant en place des politiques publiques locales alignées sur le document-cadre onusien. Une série de 88 recommandations ont été établies dans huit domaines : les transports, l'habitat, la participation au tissu social, le respect et l'inclusion sociale, la participation citoyenne et l'emploi, la communication et l'information, le soutien communautaire et les services de santé, ainsi que les espaces extérieurs et le cadre bâti (OMS, 2007). Le but est d'englober les milieux de vie des personnes âgées, qui se déploient à diverses échelles, du chez-soi en passant par le quartier jusqu'à la ville elle-même, en fonction des différentes pratiques sociospatiales des personnes âgées. Curieusement, dans ce *Guide mondial des Villes-amies des aînés*, le racisme et les discriminations fondées sur l'appartenance ethnoculturelle et la couleur de la peau ne sont pas mentionnés. La seule discrimination transversale présente du début à la fin du document est, bien évidemment, l'âgisme, même si ce terme

« Pour que les PAIR puissent vieillir en santé et dans la dignité, il nous semble fondamental de reconnaître les besoins et les spécificités des personnes vieillissantes montréalaises selon leurs parcours migratoires, leurs conditions de vie, leurs relations sociales ou leurs identités, tout en prenant en compte les diverses formes de racisme et de discrimination qu'elles subissent. »

n'est jamais employé. Les enjeux matériels, identitaires et ethnoculturels propres aux populations immigrantes et/ou racialisées ne sont pas abordés. Cet angle mort de l'OMS représente un frein réel à la reconnaissance des réalités et des besoins des PAIR, ici et ailleurs. Heureusement, certaines villes n'ont pas attendu l'OMS et ont mis sur pied des initiatives concrètes pour améliorer l'inclusion des PAIR[5].

Au cours des deux dernières années, la Ville de Montréal a publié trois documents entourant la version la plus récente de la démarche MADA, soit le *Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020*, le *Bilan de mi-parcours*[6] et le *Rapport de la démarche d'échanges avec la communauté*[7] (Ville de Montréal, 2018a, 2018b, 2019c). En phase avec le *Guide mondial des Villes-amies des aînés*, le *Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020* de la Ville de Montréal est résolument aménagiste et orienté vers la participation sociale et les loisirs[8]. Au total, 16 des 42 mesures annoncées portent directement sur l'accessibilité, sur la sécurité routière et piétonnière ainsi que sur l'aménagement urbain. Une seule occurrence de l'indicateur booléen « immigrant* » s'y trouve, dans une explication rapide des particularités démographiques de la population vieillissante montréalaise (Ville de Montréal, 2018a). Au début du document, dans les énoncés de principe, on peut toutefois lire que :

> La Ville de Montréal encourage la prise en compte systématique des besoins des personnes aînées et incite les acteurs municipaux à considérer l'incidence de chaque action sur la qualité du milieu de vie des personnes aînées. Ce principe se traduit par une ouverture aux multiples réalités de cette population en portant une attention particulière aux personnes aînées isolées, marginalisées et à celles de diverses appartenances culturelles. (Ville de Montréal, 2018a, p. 10)

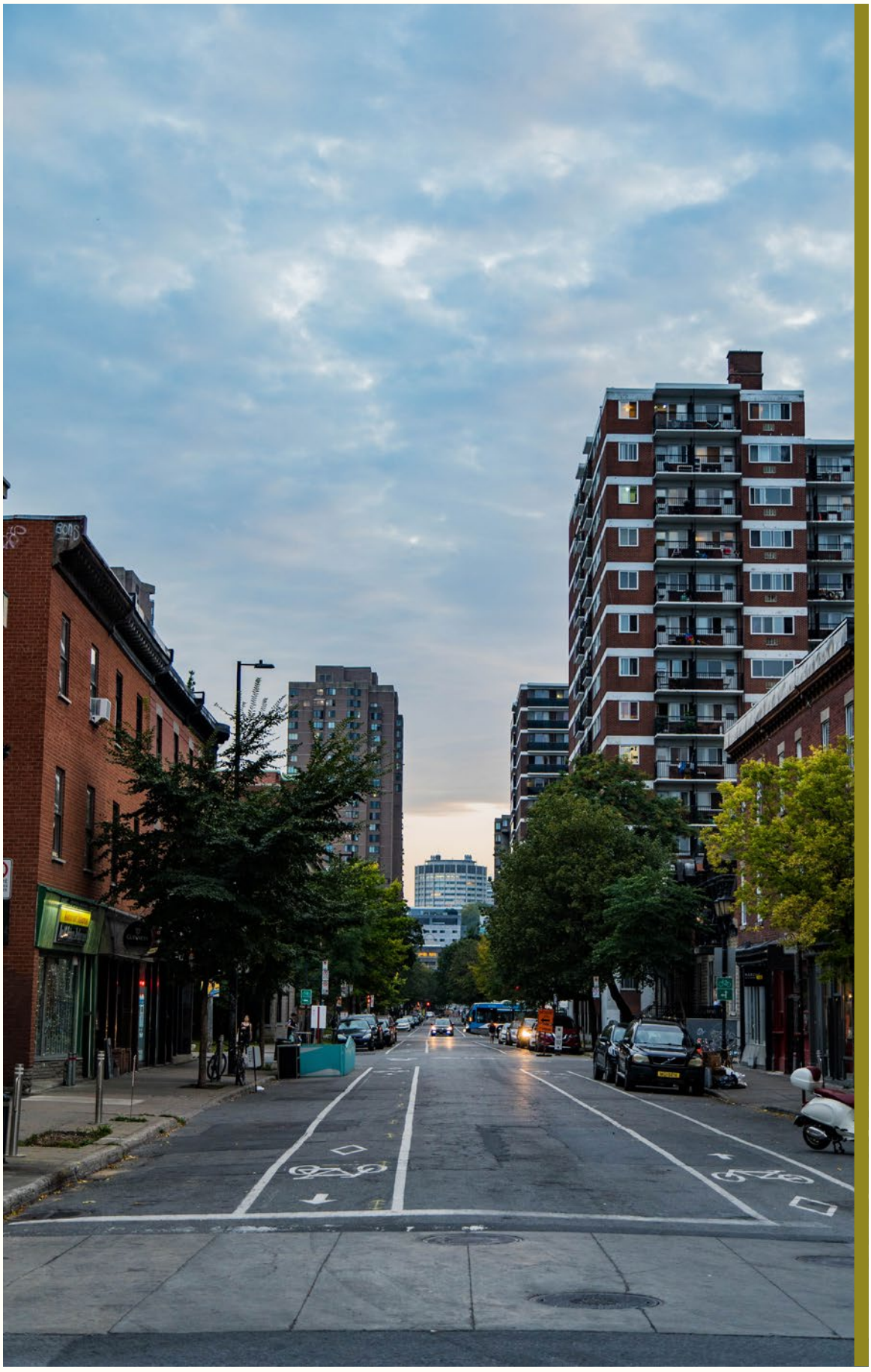
Plus loin, dans l'introduction du deuxième axe portant sur la cohésion sociale, on peut lire une affirmation forte, qui annonce le désir

de la Ville de favoriser l'aplanissement des effets délétères produits par les différences de classe, de genre, d'orientation sexuelle, d'origine ethnoculturelle et autres au sein de la population vieillissante montréalaise :

> La cohésion sociale résulte d'un ensemble d'actions qui favorisent l'inclusion et le respect de la diversité. Ainsi, les membres d'une même société, à toutes les étapes de leur vie, doivent se sentir acceptés et reconnus, peu importe leur origine culturelle ou ethnique, leur sexe ou leur orientation sexuelle, leur âge, leur religion, leur allégeance politique, leur condition familiale, sociale ou physique. [...]. Des milieux inclusifs permettent la participation pleine et entière des personnes aînées montréalaises de toutes origines et de toutes conditions. (Ville de Montréal, 2018a, p. 24)

Toutefois, seule une poignée de mesures annoncées dans le *Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020* s'adresse directement aux PAIR[9]. Après un examen approfondi de ces trois documents et de la recherche que nous avons menée dans le cadre de cet avis, force est de constater que certaines de ces mesures n'ont pas été mises en œuvre et qu'elles demeurent, dans l'ensemble, nettement insuffisantes pour garantir le droit à la ville et l'inclusion sociale des populations vieillissantes les plus vulnérables à Montréal. Selon plusieurs intervenant-es interrogé-es, ce *Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020* ne recèle pas de solutions véritables aux problèmes de précarité, de racisme, d'exclusion et de marginalisation sociale vécus par les PAIR dans différents quartiers de Montréal. Pour l'un d'eux, ce plan d'action constitue simplement « une liste d'actions prises par les Services ou les Divisions de la Ville plutôt que des nouvelles enveloppes budgétaires ou des projets d'envergure ». Ailleurs dans le monde, plusieurs gérontologues sociaux ont critiqué les plans VADA sur des bases similaires (Buffel *et al.*, 2020).

À Québec, le *Plan d'action 2018-2023 Un Québec pour tous les âges*[10] (MSSS, 2018), dévoilé en juin 2018 par le gouvernement libéral de Phillipe Couillard, s'inscrit directement dans l'approche VADA en établissant trois objectifs principaux : « participer dans la communauté », « vieillir en santé dans sa communauté » et « créer des environnements sains, sécuritaires et accueillants pour les aînés ». Cette politique, toujours en vigueur, ne prévoit qu'une seule mesure destinée à améliorer l'inclusion sociale des personnes âgées immigrantes, soit « adapter l'offre de service de francisation aux besoins des personnes aînées immigrantes ». En fait, tout se passe comme



si le soutien concret à certaines sous-populations âgées qui ont le statut socioéconomique le plus précaire avait été volontairement laissé de côté dans cette politique et renvoyé à d'autres ministères[11]. Finalement, au niveau fédéral, la création d'une *stratégie nationale pour les aînés*, exigée depuis plusieurs années par les groupes de défense des personnes vieillissantes et retraitées, se fait toujours attendre. On remarque donc une présence trop faible des PAIR dans les politiques publiques en vieillissement, autant à Ottawa, à Québec qu'à Montréal.

Pour que les PAIR puissent vieillir en santé et dans la dignité, il nous semble fondamental de reconnaître les besoins et les spécificités des personnes vieillissantes montréalaises selon leurs parcours migratoires, leurs conditions de vie, leurs relations sociales ou leurs identités, tout en prenant en compte les diverses formes de racisme et de discrimination qu'elles subissent. Prendre ces réalités au sérieux représente également un défi qui touche directement le champ d'intervention de la santé publique. Comme nous l'évoquions dans l'introduction, la plupart des intervenant-es questionné-es durant cette recherche ont affirmé que la crise de la COVID-19 a mis en lumière des problèmes de longue date sur le terrain, notamment en ce qui concerne la qualité de vie des PAIR et leur accès au réseau de la santé et des services sociaux. Ces barrières sont renforcées par le racisme systémique et les discriminations. La pandémie a révélé au grand jour les inégalités sociospatiales de santé[12], affectant déjà de manière disproportionnée les communautés et les quartiers immigrants. Dans un rapport sur la crise sanitaire, l'Institut universitaire SHERPA fait le constat suivant, à partir de la distribution géographique des cas positifs à la COVID-19 à Montréal:

> « En plus des personnes âgées, particulièrement vulnérables pour des raisons démographiques, et des travailleurs de la santé, exposés dans le cadre de leur travail, d'autres groupes de personnes semblent faire face à un risque accru de contracter le virus et d'en subir les impacts délétères. En effet, si l'on met de côté le cas particulier des CHSLD, on constate que des éclosions communautaires importantes ont touché les quartiers et les milieux de travail à forte concentration de membres de communautés culturelles, notamment les personnes à statut précaire, les immigrants récents et les personnes racisées. Un tel constat a également été observé dans d'autres grandes villes nord-américaines. » (Cleveland *et al.*, 2020, p. 14)

En effet, selon les acteur-rices interrogé-es à l'été 2020, les problèmes relatifs à la communication, à la sécurité alimentaire, au logement et à l'isolement ont été particulièrement aggravés à partir du mois de mars 2020. Premièrement, l'information sur les mesures de distanciation et sur les précautions à prendre dans les immeubles résidentiels, les résidences et les institutions diverses devait se rendre rapidement et efficacement aux personnes âgées ne parlant ni l'anglais, ni le français. Cette tâche a été menée à bien par l'Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux (ACCESSS), un groupe communautaire du quartier Parc-Extension et par la Direction régionale de santé publique (DRSP) de Montréal. Toutefois, la Ville aurait pu produire elle-même ce matériel multilingue, comme New York l'a fait rapidement et sans hésiter (ONU, 2020). Bien que la Ville doive respecter la Charte de la langue française et communiquer prioritairement en français, force est de constater une profonde fracture linguistique qui l'éloigne des personnes âgées parlant d'autres langues que le français ou l'anglais, particulièrement celles qui ont immigré récemment par l'intermédiaire du programme fédéral de réunification familiale[13]. Deuxièmement, l'approvisionnement alimentaire de plusieurs PAIR, qui s'appuie normalement sur des réseaux d'entraide et de distribution informels, tel que la famille,

le voisinage et les communautés, a été fortement fragilisé (Hodgson, 2020). Parallèlement, le dépannage d'urgence est compliqué par l'inadéquation entre les produits offerts et les besoins alimentaires, culinaires et culturels des PAIR. Troisièmement, la crise du logement s'est approfondie à Montréal en 2020. Ainsi, les comités logements membres du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) ont accompagné le double de ménages menacés d'expulsion (Agence QMI, 2020). Finalement, déjà présent chez les PAIR sous plusieurs formes, l'isolement a été exacerbé par la fermeture de plusieurs organismes, commerces, tiers-lieux et autres lieux propices aux rencontres hors domicile, qui sont déjà insuffisants ou trop dispersés, surtout dans les quartiers montréalais périphériques où il y a peu ou pas de transports en commun. La crise pandémique représente une occasion d'agir sur ces enjeux transversaux, tout en s'interrogeant sur leurs nombreuses causes, déjà bien enracinées avant l'hiver 2020.

1.2 Quelques concepts fondamentaux

L'approche intersectionnelle

Dans leur travail narratif avec les PAIR au Canada, Ferrer *et al.* (2017), Brotman *et al.* (2020) et Koehn *et al.* (2020) soulignent l'importance d'explorer les parcours de vie des personnes âgées, notamment les évènements marquants, temporalités, et différentes trajectoires migratoires. Et ce, en fonction de leurs interactions avec les systèmes de différentiation et d'oppression, les structures sociales, les politiques publiques, les programmes de l'État et les diverses institutions gouvernementales, en faisant usage de l'approche intersectionnelle. Selon Ferrer *et al.* (2017, p. 12, *notre traduction*), l'intersectionnalité représente:

> «Une perspective qui permet de renforcer la capacité à désamorcer les racines structurelles des expériences de marginalisation. S'inspirant des *critical race studies*, l'intersectionnalité met l'accent sur l'importance d'examiner les systèmes de domination multiples et imbriqués qui façonnent et structurent la vie des gens (Collins, 2000), par l'analyse de l'interaction entre les catégories et les processus de différenciation sociale (comme l'âge, la «race», la classe, l'orientation sexuelle) et les systèmes de domination plus larges.»

Déjà sensible à ce courant théorique et pratique, la Ville de Montréal a mis en application l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle dans «toute analyse qui précède, accompagne et évalue des projets, programmes et activités menés par la Ville» (Ville de Montréal, 2019a). Il importe donc de prendre en considération, «dans la conception et la mise en œuvre d'activités, projets ou autres initiatives, les besoins propres des personnes» en fonction notamment de: 1) leur sexe; 2) leur classe sociale; 3) leur situation de handicap; 4) leur âge; 5) leur origine ethnoculturelle; 6) leur orientation sexuelle; 7) leur identité de genre et 8) leur situation socioéconomique (*ibid.*). Dans le cas précis des PAIR à Montréal, on pourrait ajouter à cette liste des caractéristiques sociologiques telles que le statut migratoire, la date d'arrivée au pays et le lieu de résidence.

Le racisme systémique

Comme le CIM (2019b, p. 3) l'écrivait dans un mémoire déposé dans le cadre de la Consultation sur le racisme et la discrimination systémiques dans le champ de compétence de la Ville de Montréal,

> «Une deuxième forme de racisme toujours à l'œuvre dans nos sociétés est le racisme institutionnel (*institutional racism*) ou systémique. [...] Le racisme institutionnel fait référence aux politiques, pratiques et procédures des institutions qui peuvent directement ou indirectement, consciemment ou inconsciemment, encourager, maintenir ou solidifier des inégalités (groupes racialisés) ou des privilèges

(groupe majoritaire) pour certains groupes de personnes. Dans tous les cas, les effets sont les mêmes: certaines personnes se trouvent opprimées par ces pratiques qui produisent inévitablement des discriminations.»

La racialisation

Nous employons le terme «racialisé-es» afin d'assurer une continuité avec nos travaux précédents (CIM, 2019b, 2020), tout en ayant conscience du fait que le terme «racisé» est actuellement plus utilisé dans le langage courant. Dans le présent document, le terme «racialisé-es» doit être compris comme un synonyme de «racisé-es». Comme la Commission ontarienne des droits de la personne le mentionne, «lorsqu'il est nécessaire de donner une description collective de certaines gens, les termes «personnes racialisées» ou «groupes racialisés» sont préférables à ceux de «minorités raciales», «minorités visible», «personnes de couleur» ou «non-Blancs», puisqu'ils dénotent l'aspect construit social de la race plutôt que les traits biologiques perçus» (COPD, 2005, p. 13, tiré de CIM, 2020, p. 6).

1 Consultez le plan d'action à: https://www.realisonsmtl.ca/4663/widgets/23204/documents/12930/download

2 Consultez cette première version à: https://extranet.who.int/agefriendlyworld/wp-content/uploads/2017/06/Montr%C3%A9al-Action-Plan.pdf

3 Consultez le document à: https://social.un.org/ageing-working-group/documents/mipaa-fr.pdf

4 Consultez le guide à: https://www.who.int/ageing/publications/Guide_mondial_des_villes_amies_des_aines.pdf

5 Nous évoquerons quelques exemples dans la section 5.

6 Consultez le bilan à: https://www.realisonsmtl.ca/4663/widgets/23204/documents/19325/download

7 Consultez le rapport à: https://www.realisonsmtl.ca/4663/widgets/23204/documents/11261

8 Le premier axe, intitulé «une ville et des quartiers à échelle humaine», viserait à «relever deux défis, soit celui de l'accessibilité universelle et celui de la sécurité des personnes aînées». Le second axe d'intervention, baptisé «pour plus de cohésion sociale», est orienté autour de deux volontés, soit le fait de «contribuer aux stratégies de lutte contre la pauvreté et la maltraitance» et de «favoriser une saine cohabitation dans les milieux de vie». Le troisième axe, «des personnes aînées engagées dans leur communauté», porte sur la participation sociale et politique et se donne à son tour deux défis: «la participation citoyenne des personnes aînées et leur engagement social». Finalement, le quatrième et dernier axe est transversal et se nomme «les personnes aînées au cœur de nos partenariats».

9 En effet, le *Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020* ne prévoyait que trois mesures concrètes touchant directement les PAIR. En effet, l'objectif 3.2 annonçait l'intention de «sensibiliser une diversité de personnes aînées aux questions d'intimidation et de maltraitance», en voulant rejoindre «des personnes aînées, notamment celles issues des communautés culturelles» (Ville de Montréal, 2018a, p. 25). L'objectif 3.1, «soutenir les organismes communautaires venant en aide aux personnes aînées plus vulnérables», a bel et bien été mis en place, selon le *Bilan de mi-parcours* (Ville de Montréal, 2019c), mais le montant de cette aide n'a pas été révélé. La troisième mesure proposait de «poursuivre le projet *Habiter la mixité*», qui offre des activités de rapprochement interculturel dans les habitations pour personnes âgées de l'OMHM. Toutefois, le gouvernement provincial a abandonné le programme, ce dont nous traiterons dans la partie 4.1.4. Évidemment, la plupart des 42 mesures annoncées dans le *Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020*, notamment en ce qui concerne la sécurité, les transports, la maltraitance, la fraude, l'accessibilité et les loisirs, peuvent en théorie profiter aux PAIR, en particulier la mesure 1.9 du premier axe, qui prévoyait d'«améliorer l'offre résidentielle» destinée aux personnes âgées à travers le plan «12 000 logements sociaux, abordables et familiaux». Cet objectif a été partiellement atteint par l'administration Plante alors que son premier mandat se termine.

10 Consultez le document à: https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/ainee/F-5234-MSSS-18.pdf

11 En fait foi cet extrait: «d'autres plans d'action comportent des mesures rejoignant les personnes aînées pouvant être en situation de vulnérabilité, notamment celles issues de l'immigration, victimes d'homophobie ou de transphobie, de violence conjugale ou de violences sexuelles, ayant des problèmes de santé mentale ou de dépendance, ou en situation d'itinérance» (MSSS, 2018, p. 25).

12 Les géographes critiques de la santé étudient justement les différences dans l'accès aux soins en fonction d'espaces donnés, mais également la manière dont les effets délétères des déterminants sociaux de la santé sont inégalement distribués au plan spatial, de même que l'accès aux soins (Milligan et Wiles, 2010).

13 À titre d'exemple, autour de 30 % des personnes âgées du quartier Parc-Extension ne maîtrisent ni l'anglais ni le français (DRSP, 2020).

2

La démarche de recherche



2.1 Les objectifs, la recherche et l'analyse

Cet avis cherche d'abord et avant tout à mieux comprendre les enjeux vécus par les PAIR à Montréal ainsi que les barrières qu'elles rencontrent dans l'accès aux services municipaux et à des milieux de vie sains, sécuritaires et adéquats.

Afin de circonscrire la problématique, le CIM a entrepris à l'automne 2019 une démarche de consultation sous forme d'échange de connaissances avec six personnes représentant des organismes œuvrant auprès des PAIR. Le CIM a également effectué une revue de la littérature détaillée et une analyse du *Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020 et du Bilan de mi-parcours*. Cette étape préalable a permis de dégager des orientations pour l'élaboration de l'avis, afin de mettre en lumière des enjeux centraux et certains angles morts négligés dans le plan d'action de la Ville de Montréal.

Ainsi, deux axes ont été privilégiés au moment d'entreprendre la collecte de données : le logement et l'accessibilité aux loisirs et à la culture. Comme dans toute recherche qualitative, la collecte de données a permis de documenter des enjeux connexes, tout aussi importants, qui constituent en quelque sorte le lien manquant entre les deux thématiques initiales : l'aménagement et le transport. Nous avons donc choisi d'intégrer ce troisième axe dans une approche globale articulée autour de la notion multiscalaire de milieu de vie, concept qui est d'ailleurs au cœur des politiques MADA-VADA.

Les objectifs de la recherche

- Brosser un portrait sociodémographique des personnes âgées immigrantes montréalaises, c'est-à-dire nées à l'extérieur du Canada.
- Effectuer l'examen critique des mesures concernant l'inclusion sociale des *PAIR* dans les plans d'action Villes amies des aînés (VADA) à Montréal et ailleurs.
- Comprendre les enjeux vécus par les PAIR en lien avec leurs milieux de vie, en explorant les questions du logement, de l'aménagement urbain, du transport et de la participation dans la ville, auprès d'acteur-rices sur le terrain.
- Présenter des recommandations à la Ville de Montréal.

« Cet avis cherche d'abord et avant tout à mieux comprendre les enjeux vécus par les PAIR à Montréal ainsi que les barrières qu'elles rencontrent dans l'accès aux services municipaux et à des milieux de vie sains, sécuritaires et adéquats. »

L'arrivée abrupte de la pandémie de COVID-19 nous a forcés à revoir de fond en comble le devis de recherche et l'échéancier de la démarche. Le chercheur a également dû mener les entretiens à distance, par téléphone ou par visioconférence. Nous avons également dû annuler deux groupes de discussion, qui étaient prévus en avril et en mai 2020. Malgré ces obstacles, nous avons pu discuter avec 23 personnes œuvrant dans le milieu communautaire montréalais (11 personnes), au sein de différents services et divisions de la Ville de Montréal (7 personnes) et dans certains arrondissements (5 personnes). Afin de circonscrire le recrutement, trois arrondissements ont été privilégiés durant la collecte de données: Montréal-Nord, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, sans que la recherche ne s'y limite complètement. Dans ces arrondissements se concentrent en effet des quartiers où résident des fortes proportions de personnes âgées immigrantes. Les entrevues ont duré en moyenne 45 minutes et ont été enregistrées, avec l'accord préalable des personnes participantes, qui ont signé un formulaire de consentement.

Nous avons mené les entretiens en gardant en tête trois objectifs principaux: 1) comprendre la place des PAIR en lien avec la mission de l'organisme, du service, de la division ou simplement du poste de la personne interrogée; 2) documenter la perception des acteur-rices quant aux enjeux vécus par les PAIR, en matière de logement, d'aménagement et de transport ou de loisirs et de culture, selon l'expertise de la personne interrogée; 3) explorer, avec les acteur-rices, les pistes de solution à mettre en place pour garantir une meilleure inclusion sociale des PAIR à Montréal. Parallèlement aux entretiens, une recherche documentaire a été réalisée, en partie en collaboration avec les membres du CIM. La portion collaborative de ce travail a porté sur l'examen de différents plans d'actions municipaux à travers le monde qui s'articulent autour du *Guide mondial Villes amies des aînés* (OMS, 2007) et du Réseau mondial des VADA. Le chercheur a étendu la recherche documentaire à la littérature récente en gérontologie sociale en anglais et en français, à divers périodiques dans le cadre d'une veille documentaire portant sur les impacts de la pandémie de COVID-19 sur les PAIR, ainsi qu'à la littérature grise pertinente – mémoires, avis, rapports – produite en contexte montréalais ou québécois.

2.2 Les limites de la recherche

Comme toute recherche qualitative, celle-ci comporte des limites et ne présente qu'un portrait partiel des réalités complexes et variées vécues par les PAIR à Montréal. Elle a été menée auprès d'un échantillon restreint de fonctionnaires de la ville-centre et de différents arrondissements ainsi que d'intervenant-es de groupes communautaires

clés. Un travail encore plus étendu, incluant de longues immersions ethnographiques, permettrait d'approfondir et de détailler notre compréhension de la situation des PAIR par rapport aux politiques de la Ville de Montréal. La collecte de données n'a donc pas été menée directement avec des PAIR, hormis celles qui ont été interviewées en raison de leur fonction professionnelle dans le milieu communautaire[1]. L'avis étant centré sur une méso-analyse des politiques publiques, nous avons préféré nous limiter, de surcroît en contexte de COVID-19, à interviewer des acteur-rices institutionnel-les. Cet angle analytique nous prive de la possibilité d'exercer une analyse intersectionnelle verticale à partir des expériences individuelles ou des parcours de vie de PAIR. Par contre, nous avons pris grand soin de discuter avec des personnes qui connaissaient les enjeux de première main et de longue date, et ce, autant à la Ville et dans les arrondissements que dans le milieu communautaire. Soulignons également que nous ne nous sommes pas penchés sur la situation des personnes âgées autochtones à Montréal, ni sur les PAIR en situation d'itinérance. Toutefois, nous suggérons fortement à la Ville de Montréal de documenter les enjeux spécifiques qui touchent ces populations âgées marginalisées, mal comprises autant dans la recherche académique que dans les politiques publiques[2].

Nous avons également complété ce coup de sonde en utilisant des données statistiques et des travaux en gérontologie sociale qui étudient les expériences et les discours de PAIR, tout en laissant de côté l'abondante littérature sur les rapports entre les PAIR et les institutions du domaine de la santé. Même si nous avons choisi de nous concentrer sur trois arrondissements, la quantité limitée de données récoltées ne nous permet pas d'effectuer des comparaisons qualitatives entre ceux-ci pour détecter de possibles effets de quartier. Mentionnons également que des généralisations analytiques entre les personnes âgées immigrantes, les personnes âgées immigrantes racialisées et les personnes âgées racialisées nées au Canada peuvent se trouver dans l'avis. L'état des connaissances sur les PAIR à Montréal, encore parcellaire, nous oblige à effectuer un tel assemblage conceptuel. Nous croyons toutefois que les besoins et les réalités spécifiques de ces trois groupes de personnes âgées pourront être mieux compris dans l'avenir grâce au présent avis.

1 Nous restons également conscient-es du fait que les PAIR qui fréquentent ces organismes et ces services ne constituent pas nécessairement un échantillon représentatif de ces groupes sociaux hétérogènes et diversifiés, notamment en ce qui a trait à l'isolement social et à la fracture linguistique, ce que les intervenant-es interviewé-es ont pris soin de nous communiquer de manière limpide.

2 À notre connaissance, aucune donnée concernant les PAIR en situation d'itinérance n'est disponible dans le contexte montréalais. Les travaux sur cette question, ailleurs dans le monde, sont extrêmement rares, sinon inexistants. Par contre, en contexte canadien, les personnes immigrantes, tous âges confondus, seraient surreprésentées dans la population en situation d'itinérance. Grâce à une étude réalisée à Toronto il y a près de 15 ans, nous savons que 55 % des personnes âgées ayant intégré à cette époque un parcours d'itinérance étaient d'origine immigrante, alors qu'au sein de la population itinérante chronique, cette proportion tombait à 29 % (Grenier *et al.*, 2016). On ne peut malheureusement pas supposer que les mêmes proportions s'appliquent à Montréal sans preuves empiriques.

3

Les personnes âgées immigrantes à Montréal: un portrait sociodémographique



Considérant le manque de compréhension des réalités vécues par les PAIR à Montréal, nous avons jugé fondamental d'inclure un court portrait sociodémographique au cœur de cet avis. Soulignons toutefois que les données du recensement de 2016 de Statistique Canada ne sont ventilées que pour la catégorie sociologique des personnes âgées immigrantes, c'est-à-dire nées à l'extérieur du Canada. À la cinquième section de l'avis, nous recommandons d'ailleurs à la Ville de Montréal de réaliser des portraits sociodémographiques spécifiques des personnes âgées immigrantes racialisées et des personnes âgées racialisées nées au Canada. Les données concernant spécifiquement les conditions de logement des personnes âgées immigrantes seront présentées dans la quatrième section.

3.1 La démographie

À Montréal, **44 % des personnes âgées de plus de 65 ans sont nées à l'extérieur du Canada**, ce qui représente près de 127 000 personnes. Au sein de cette population, les femmes sont plus nombreuses que les hommes, à raison de 54 % contre 46 % (DRSP et TCAIM, 2019a). 54 % des personnes âgées immigrantes à Montréal se trouvent dans la cohorte des 64-74 ans, 34 % dans celle des 75-84 ans et 12 % dans la cohorte du grand âge, soit les personnes âgées de 85 ans et plus (DRSP et TCAIM, 2019a). Il est difficile de déterminer quelles seront les projections démographiques exactes relatives aux personnes âgées immigrantes à Montréal dans les prochaines décennies. À l'échelle canadienne, la proportion de personnes de 65 ans et plus appartenant à un groupe de minorités visibles passera d'environ 12 % entre 2012 et 2016 à près de 45 % entre 2062 et 2066 (Carrière *et al.*, 2016). Dans un document de 2011, produit par le comité Municipalité amie des aînés (MADA) de la Ville de Montréal et se basant sur les chiffres du recensement de 2006, on apprend que 10 % de la population montréalaise âgée de 65 ans et plus faisait alors partie d'une minorité visible (Ville de Montréal, 2011)[1].

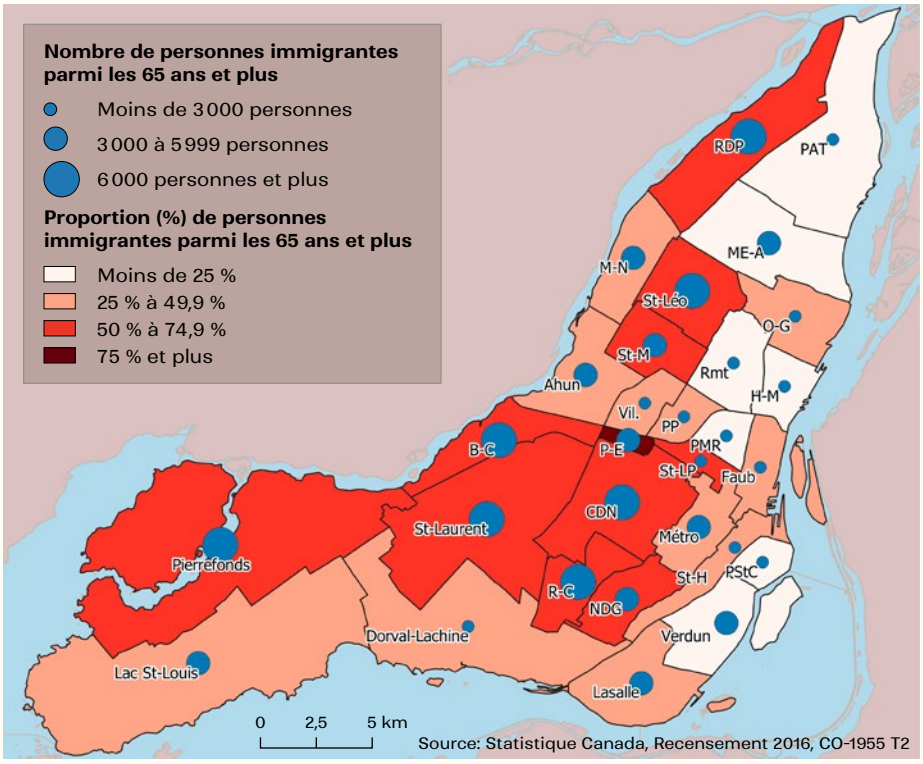
Quelques précisions sur les données statistiques et les cartes présentées dans cette section

En 2019, la Table de concertation des aînés de l'île de Montréal (TCAIM) et la Direction régionale de santé publique (DRSP) de Montréal ont publié conjointement une fiche d'informations statistiques intitulée *Les conditions de vie des aînés immigrants*. Cette fiche a été élaborée à partir des données du recensement de 2016, regroupées à l'échelle de la Région sociosanitaire (RSS) de Montréal, qui comprend toutes les municipalités de l'île. La RSS de Montréal est elle-même divisée en cinq territoires de CIUSSS : le CIUSSS de l'Ouest, le CIUSSS du Centre-Ouest, le CIUSSS du Centre-Sud, le CIUSSS du Nord et le CIUSSS de l'Est. Dans les pages suivantes, certains graphiques ont été reproduits intégralement à partir de cette première fiche d'informations ainsi que d'une seconde, intitulée *Le revenu des personnes aînées*, avec l'accord préalable des auteurs. De plus, dans le cadre des travaux de cet avis, la DRSP nous a généreusement fourni des tableaux chiffrés, ventilés à l'échelle des 35 territoires de CLSC de la RSS de Montréal, toujours à partir des données du recensement de 2016 (DRSP, 2020). La DRSP a également produit des cartes à notre demande, qui suivent par contre un découpage en 29 territoires. Grâce au traitement préalable que la DRSP a effectué dans les bases de données de Statistique Canada, nous sommes en mesure de brosser ici un bref portrait sociodémographique des personnes âgées immigrantes en fonction de plusieurs variables fondamentales, notamment la date d'arrivée au pays, le taux de diplomation, le rapport des frais de logement au revenu, la taille du ménage et les langues parlées à la maison. Dans les pages qui suivent, on considérera dorénavant la RSS de Montréal comme équivalant tout simplement à Montréal, de manière à faciliter la lecture et l'utilisation des chiffres.

3.2 La distribution géographique

La distribution géographique des personnes âgées immigrantes sur l'île de Montréal est inégale. La Carte 1 présente les proportions et le nombre de personnes âgées immigrantes selon les territoires des CLSC, parmi leur population de 65 ans et plus. À Parc-Extension, plus de 90 % de toutes les personnes âgées du quartier sont immigrantes (DRSP, 2020). À l'inverse, la population vieillissante de certains quartiers est très peu diversifiée. C'est le cas d'Hochelega-Maisonneuve et de Pointe-aux-Trembles, où respectivement 12,1 % et 9,7 % de la population âgée de 65 ans et plus est immigrante (DRSP, 2020). Rappelons que la moyenne montréalaise s'établit à **44 %**.

Carte 1
Nombre et proportion de personnes immigrantes de 65 ans et plus, selon le territoire de CLSC, Montréal, 2016.



Secteurs de CLSC abrégés

Ahun	Ahuntsic
B-C	Bordeaux-Cartierville
CDN	Côte-des-Neiges
Faub	Des Faubourgs
H-M	Hochelaga-Maisonneuve
M-N	Montréal-Nord
ME-A	Mercier-Est–Anjou
NDG	Notre-Dame-de-Grâce
O-G	Olivier-Guimond
PAT	Pointe-aux-Trembles
P-E	Parc-Extension
PMR	Plateau Mont-Royal
PP	Petite-Patrie
PStC	Pointe-St-Charles
R-C	René-Cassin
RDP	Rivière-des-Prairies
Rmt	Rosemont
St-H	St-Henri
St-Léo	St-Léonard
St-LP	St-Louis-du-Parc
St-M	St-Michel
Verdun	Verdun/Côte St-Paul
Vil	Villeray

3.3 Les parcours migratoires

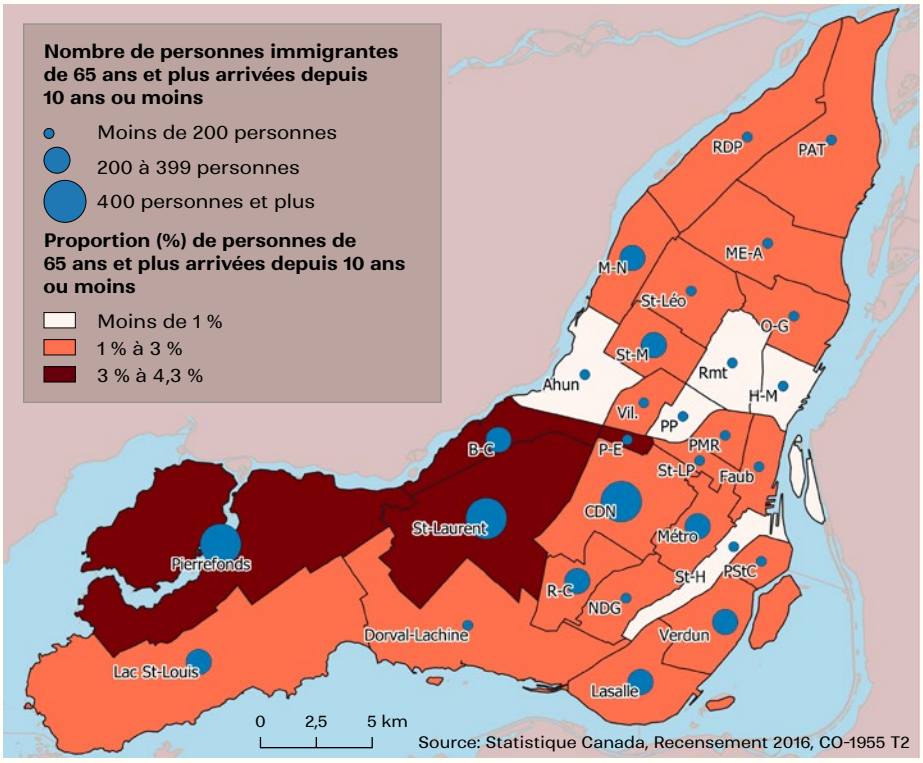
En ce qui concerne les parcours migratoires, notons que **96 % des personnes immigrantes à Montréal sont arrivées avant 2006**, soit 121 335 personnes. Les personnes âgées immigrantes montréalaises arrivées avant 2006, parfois beaucoup plus tôt dans leur parcours de vie, provenaient généralement de pays situés dans le pourtour méditerranéen et de pays francophones, européens ou nord-africains. En tête, on retrouve l'Italie, suivie d'Haïti, de la Grèce, de la France, de l'Égypte, du Maroc, du Portugal, du Royaume-Uni et de la Chine (DRSP et TCAIM, 2019a). Chez les personnes âgées immigrantes arrivées en 2006 ou après, soit 5 655 personnes, Haïti demeure en deuxième position alors que la Chine est maintenant en tête. Suivent la Syrie, l'Iran, le Maroc, l'Algérie, la Roumanie, l'Inde, le Liban et la Russie (DRSP et TCAIM, 2019a). Au sein de ce même sous-groupe de personnes arrivées en 2006 ou après, plus de 65 % des personnes se sont installées grâce au programme de parrainage, 11,7 % en tant qu'immigrants économiques et environ 16 % en tant que réfugiés, le reste (6,9 %) faisant partie de catégories d'immigration « autres », qui peut notamment comprendre les personnes ayant un statut temporaire (DRSP et TCAIM, 2019a). On remarque donc une diversification dans les pays de provenance des personnes âgées immigrantes depuis une quinzaine d'années, ce qui a nécessairement une influence sur les langues parlées et sur l'appartenance de ces migrants âgés à des groupes sociaux racialisés. Les projections démographiques à l'échelle canadienne prévoient, à l'horizon 2060, que la majorité des personnes immigrantes d'alors seront principalement d'origine asiatique et que la part de l'immigration africaine augmentera également (Carrière *et al.*, 2016). Comme la Carte 2 l'illustre, les quatre territoires de CLSC de l'île regroupant les proportions les plus fortes de personnes âgées immigrantes arrivées en 2006 ou après, par rapport à la population âgée immigrante totale calculée au sein de chaque territoire de CLSC, sont les suivants : Pierrefonds, Saint-Laurent, Bordeaux–Cartierville et Parc-Extension.

Les personnes âgées de 65 ans et plus arrivées en 2006 ou après sont généralement plus à risque de vivre une situation de précarité économique et résidentielle que les personnes âgées immigrantes arrivées avant 2006, quoique cela n'est pas nécessairement le cas à Pierrefonds, où ces personnes âgées immigrantes arrivées récemment sont plus fortunées qu'ailleurs à Montréal. Cela dit, le renforcement et le développement de services de soutien et d'accompagnements locaux, destinés spécifiquement aux personnes âgées immigrantes s'étant installées au cours des quinze dernières années est indispensable pour garantir leur inclusion sociale, en particulier à Saint-Laurent, à Bordeaux–Cartierville et à Parc-Extension. On pourrait également ajouter à cette suggestion le territoire du CLSC de Côte-des-Neiges, qui abrite 440 personnes âgées immigrantes arrivées après 2006 (DRSP, 2020).

Carte 2
Nombre et proportion de personnes immigrantes de 65 ans et plus et arrivées depuis les 10 dernières années parmi les personnes immigrantes âgées de 65 ans et plus, selon le territoire de CLSC, Montréal, 2016.

Secteurs de CLSC abrégés

Ahun	Ahuntsic
B-C	Bordeaux-Cartierville
CDN	Côte-des-Neiges
Faub	Des Faubourgs
H-M	Hochelaga-Maisonneuve
M-N	Montréal-Nord
ME-A	Mercier-Est–Anjou
NDG	Notre-Dame-de-Grâce
O-G	Olivier-Guimond
PAT	Pointe-aux-Trembles
P-E	Parc-Extension
PMR	Plateau Mont-Royal
PP	Petite-Patrie
PStC	Pointe-St-Charles
R-C	René-Cassin
RDP	Rivière-des-Prairies
Rmt	Rosemont
St-H	St-Henri
St-Léo	St-Léonard
St-LP	St-Louis-du-Parc
St-M	St-Michel
Verdun	Verdun/Côte St-Paul
Vil	Villeray

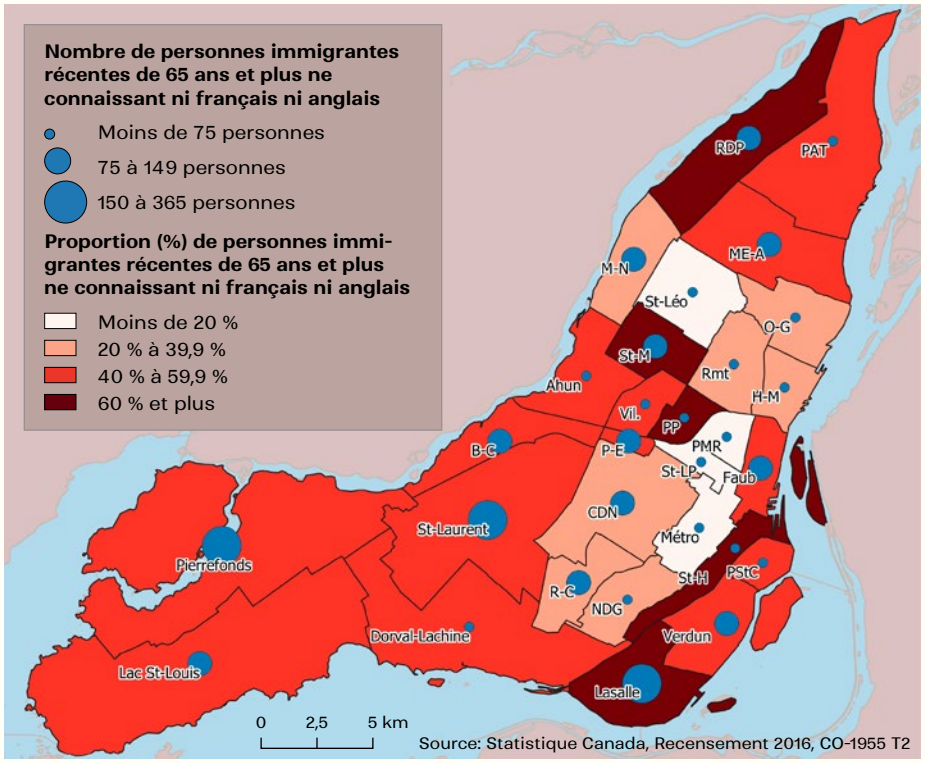


3.4 Les réalités ethnolinguistiques

À Montréal, en 2016, **plus de 14 % des personnes âgées immigrantes ne parlaient aucune des deux langues officielles**, une proportion qui atteint 27 % dans la tranche d'âge des 85 ans et plus (DRSP et TCAIM, 2019a). Encore une fois, les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans cette situation, soit respectivement 18 % et 9 % (DRSP, 2020). En moyenne, 12,5 % des personnes âgées immigrantes arrivées avant 2006 ne connaissent aucune langue officielle, alors que cette proportion grimpe à plus de 44 % dans le sous-groupe des personnes arrivées en 2006 ou après (DRSP, 2020). La Carte 3 illustre la proportion et le nombre des personnes âgées immigrantes arrivées après 2006 ne connaissant ni l'anglais ni le français, en fonction des territoires de CLSC.

La littérature montre qu'en raison du manque de ressources dans les établissements, les traductions en contexte de soins sont souvent effectuées par les proches ou encore par un membre du personnel soignant parlant la langue de la personne âgée immigrante, ce qu'il n'est pas toujours possible de trouver (Brotman, 2003). Comme le reste, les langues parlées à la maison changent significativement en fonction des territoires montréalais. En ce qui concerne l'inclusion et l'exclusion des PAIR, la question linguistique est centrale et transversale dans les entrevues que nous avons effectuées ainsi que dans les travaux connexes sur les personnes âgées immigrantes au Québec et au Canada (Kadowaki *et al.*, 2020; Lavoie *et al.*, 2007). Saint-Michel, Saint-Laurent, Lasalle et Rivière-des-Prairies devraient être des arrondissements ciblés en priorité pour d'éventuelles actions visant à réduire la fracture linguistique entre la Ville de Montréal et les PAIR.

Carte 3
Nombre et proportion de personnes âgées de 65 ans et plus arrivées dans les 10 dernières années, ne connaissant aucune des langues officielles, selon le territoire de CLSC, Montréal, 2016.



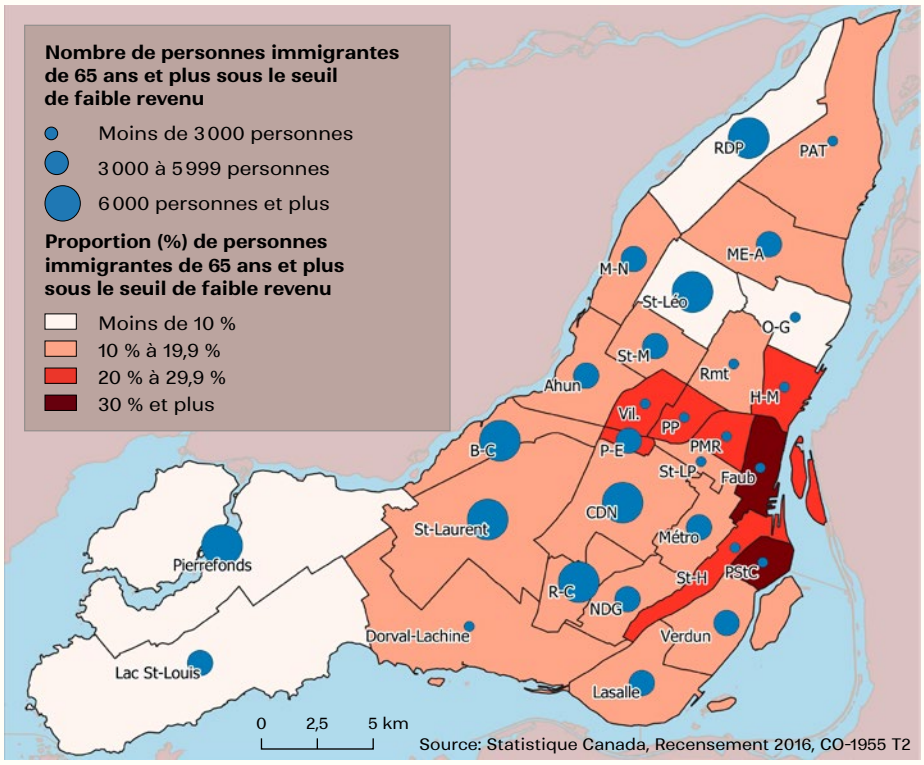
Secteurs de CLSC abrégés

Ahun	Ahuntsic
B-C	Bordeaux-Cartierville
CDN	Côte-des-Neiges
Faub	Des Faubourgs
H-M	Hochelaga-Maisonneuve
M-N	Montréal-Nord
ME-A	Mercier-Est–Anjou
NDG	Notre-Dame-de-Grâce
O-G	Olivier-Guimond
PAT	Pointe-aux-Trembles
P-E	Parc-Extension
PMR	Plateau Mont-Royal
PP	Petite-Patrie
PStC	Pointe-St-Charles
R-C	René-Cassin
RDP	Rivière-des-Prairies
Rmt	Rosemont
St-H	St-Henri
St-Léo	St-Léonard
St-LP	St-Louis-du-Parc
St-M	St-Michel
Verdun	Verdun/Côte St-Paul
Vil	Villeray

3.5 Les conditions socioéconomiques

À Montréal, **les personnes âgées immigrantes gagnent un revenu annuel médian net plus bas (21 042 $) que les personnes âgées nées au Canada (27 444 $)** (DRSP et TCAIM, 2019c). 15 % des personnes âgées immigrantes et 14 % des personnes âgées montréalaises nées au Canada se trouvent sous le seuil de faible revenu (SFR) après impôt (DRSP et TCAIM, 2019c). Cette précarité économique est toutefois différemment distribuée en fonction du genre (Marier et Skinner, 2015). Ainsi, 17 % des femmes âgées immigrantes se trouvent sous le SFR contre 12 % des hommes du même groupe social (*ibid.*)[2].

Carte 4
Nombre et proportion de personnes âgées de 65 ans et plus sous le seuil de faible revenu après impôts, selon le territoire de CLSC, Montréal, 2016.



Secteurs de CLSC abrégés

Ahun	Ahuntsic
B-C	Bordeaux-Cartierville
CDN	Côte-des-Neiges
Faub	Des Faubourgs
H-M	Hochelaga-Maisonneuve
M-N	Montréal-Nord
ME-A	Mercier-Est–Anjou
NDG	Notre-Dame-de-Grâce
O-G	Olivier-Guimond
PAT	Pointe-aux-Trembles
P-E	Parc-Extension
PMR	Plateau Mont-Royal
PP	Petite-Patrie
PStC	Pointe-St-Charles
R-C	René-Cassin
RDP	Rivière-des-Prairies
Rmt	Rosemont
St-H	St-Henri
St-Léo	St-Léonard
St-LP	St-Louis-du-Parc
St-M	St-Michel
Verdun	Verdun/Côte St-Paul
Vil	Villeray

Comme on peut le constater en consultant la **Carte 4**, les personnes âgées immigrantes gagnant des revenus inférieurs au SFR se concentrent principalement dans les quartiers centraux de Montréal, ce qui correspond également aux quartiers en processus de gentrification. En valeurs proportionnelles, les trois territoires de CLSC où cette précarité économique est la plus saillante sont tous situés dans le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal: Pointe-Saint-Charles (42,5 %), Montréal Centre-Ville (36,1 %) et Montréal Centre-Sud (29,5 %) (DRSP, 2020). En nombres absolus, Saint-Laurent, Parc-Extension et Bordeaux-Cartierville abritent le plus grand nombre de personnes âgées immigrantes sous le SFR, soit respectivement 1385, 1020 et 1005 personnes (DRSP, 2020).

« Comme les recherches en gérontologie sociale le démontrent, plusieurs phénomènes peuvent se combiner pour créer une situation de précarité économique quasi-inextricable chez les personnes âgées immigrantes. »

3.6 Le parcours de vie et les régimes de retraite

71,9 % des personnes âgées immigrantes bénéficient d'un revenu de marché contre 81 % chez les personnes âgées nées au Canada. Selon la DRSP et la TCAIM, « certains facteurs peuvent accroître la vulnérabilité [des personnes âgées immigrantes] en termes d'accès aux services, de participation ou de qualité de vie » (2019a) : avoir immigré au Canada après 2006, le fait d'être une femme et le fait de ne pas connaître l'une des deux langues officielles. Comme les recherches en gérontologie sociale le démontrent, plusieurs phénomènes peuvent se combiner pour créer une situation de précarité économique quasi-inextricable chez les personnes âgées immigrantes. On pense ici au fait de ne pas avoir eu accès à des revenus d'emploi suffisants, au manque de reconnaissance des diplômes plus tôt dans la trajectoire migratoire, au fait de ne pas maîtriser les langues officielles ainsi qu'au manque d'accès à des logements abordables (Abramson, 2016 ; Ferrer *et al.*, 2020 ; Grenier *et al.*, 2017 ; Mandell *et al.*, 2018). En Europe, les personnes âgées immigrantes, surtout celles qui proviennent de pays qui ne sont pas membres de l'Union Européenne, représentent l'un des groupes sociaux les plus vulnérables économiquement et socialement (Bolzman, 2012 ; Dwyer et Papadimitriou, 2006). Évidemment, en tant que déterminant principal des conditions socioéconomiques des personnes âgées, les revenus de retraite sont critiques. Pour recevoir les versements de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti offerts par le gouvernement fédéral, une personne âgée immigrante doit avoir résidé plus de dix ans au Canada[3]. Pour de nombreux groupes communautaires et groupes de recherche au Canada, cette dernière règle devrait être révisée car elle maintient les personnes âgées immigrantes dans une précarité inutile et délétère.

À cela s'ajoutent bien entendu les spécificités provinciales. Dans le contexte québécois, au moment de prendre sa retraite, le montant perçu par l'intermédiaire du Régime des rentes du Québec sera modulé par le nombre d'années de cotisation. Il faut en effet avoir



cotisé pendant 40 ans au régime pour recevoir les pleins montants. Une personne âgée n'ayant jamais travaillé au Québec, immigrée à la fin de sa vie active grâce au programme fédéral de réunification familiale, ne recevra donc presque rien, à moins qu'elle ne soit admissible à des programmes spécifiques d'aide à la personne. Il est fort probable qu'elle n'ait pas non plus un actif immobilier sur lequel s'appuyer financièrement. De plus, le processus d'immigration étant lui-même assez coûteux, il est rare que les personnes âgées immigrantes arrivent au pays avec des économies substantielles en poche (Grant et Townsend, 2010). En fait, Il semblerait que beaucoup doivent s'endetter lors de l'entrée dans un parcours migratoire. Par exemple, avec les femmes âgées, les personnes âgées immigrantes à Montréal sont les moins susceptibles de bénéficier de revenus de marché. Il semblerait toutefois qu'au sein de la population âgée immigrante au Canada s'étant installée plus tôt au XX^{e} siècle, à partir de pays d'Europe de l'est et de la Méditerranée, l'accès aux pensions fédérales soit similaire aux taux observés chez les personnes âgées nées au Canada (Kaida et Boyd, 2011)[4].

3.7 Le niveau de scolarité

En ce qui concerne le niveau de scolarité, plus de 40 % des personnes âgées immigrantes montréalaises n'ont aucun diplôme, une proportion qui atteint 46 % chez les femmes âgées immigrantes et 33 % chez les hommes du même groupe (DRSP et TCAIM, 2019a). À Montréal, près de 20 % des personnes âgées immigrantes détiennent un diplôme universitaire, contre 21,5 % dans la population âgée née au Canada (DRSP et TCAIM, 2019a). 25 % des hommes âgés immigrants et 15 % des femmes du même

groupe détiennent un diplôme universitaire, contre respectivement 27 % et 18 % dans la population âgée montréalaise née au Canada (DRSP et TCAIM, 2019a). Cette différence minime entre les taux de diplômes universitaires détenus par des personnes âgées immigrantes et des personnes âgées nées au Canada pourrait s'expliquer par les règles du processus de migration économique, qui favorise les travailleur-euses qualifié-es, ainsi que par l'entrée de personnes immigrantes dans des formations académiques plus tôt dans leur parcours de vie. Encore une fois, de plus grandes précisions sont nécessaires pour bien comprendre les réalités des personnes âgées s'étant installées à Montréal après 2006.

3.8 Conclusion

Nous avons vu, dans ce bref portrait sociodémographique des personnes âgées immigrantes, c'est-à-dire nées à l'extérieur du Canada, que le genre, la catégorie d'immigration et la date d'arrivée au pays demeurent des catégories statistiques et sociologiques incontournables pour bien comprendre les diverses réalités socioéconomiques des personnes âgées immigrantes (Dempsey, 2005). Une personne arrivée avant l'âge de 30 ans verra son revenu se stabiliser au niveau de celui des personnes nées au Canada au cours de sa vie active, alors que la personne qui s'installe après cet âge subira probablement une pénalité économique (Grant et Townsend, 2010). Évidemment, s'ils ne nous permettent pas de tirer des conclusions valables pour toutes les PAIR à Montréal, ces chiffres indiquent tout de même des tendances que nous retrouverons dans les données et dans les analyses de la prochaine section, notamment le fait que les personnes âgées arrivées après 2006 présentent un risque accru de vivre de la précarité économique.

1 Le gouvernement caquiste au pouvoir à Québec ayant opté pour une réduction des cibles d'immigration dans la province (MIFI, 2020), il est difficile de prédire les tendances démographiques des prochaines décennies quant aux proportions de PAIR dans la population âgée montréalaise sans effectuer un travail statistique et démographique approfondi.

2 Notons que lors de la collecte de données du dernier recensement, en 2015, le seuil de faible revenu après impôts dans les communautés de 500 000 personnes et plus s'établissait à 20 386 $ pour un ménage composé d'une personne et atteignait 24 810 $ pour un ménage de deux personnes (Statistique Canada, 2021). Selon Statistique Canada, le seuil de faible revenu après impôts s'établissait, en 2018, à 21 481 $ pour une personne, à 26 143 $ pour deux personnes et à 32 554 $ pour trois personnes dans les communautés canadiennes de 500 000 habitants ou plus.

3 Dans une situation de précarité économique, l'augmentation constante du coût de la vie entame d'année et année un pouvoir d'achat déjà faible. Il faut bénéficier de revenus (de retraite, d'emploi ou de placements) minimalement indexés à l'inflation pour ne pas voir son revenu disponible se réduire graduellement. Mais l'indexation à l'inflation n'est généralement pas suffisante pour suivre la hausse du coût de la vie (énergie, transport, logement, alimentation et autres biens et services).

4 Le Canada a conclu des ententes bilatérales avec certains pays, dont le Maroc, la Suisse, la France et les États-Unis, pour que les ressortissants de ces États puissent recevoir les versements auxquels ils ont droit même s'ils n'y habitent plus. La plupart des principaux pays d'émigration de personnes âgées depuis 2006, soit la Chine, Haïti, la Syrie, l'Algérie, l'Iran, le Liban, l'Inde et la Russie, ne font pas l'objet de tels accords.

4

Quelques constats sur les milieux de vie des PAIR à Montréal



Nos constats sur les milieux de vie des PAIR à Montréal sont divisés en trois parties : 1) le logement, 2) la participation dans la ville et 3) l'urbanisme, l'aménagement et les transports. Des éléments statistiques supplémentaires sur les conditions de logement des personnes âgées immigrantes, provenant des mêmes sources que les données du portrait sociodémographique de la précédente section, enrichissent la première partie[1].

4.1 Le logement

À Montréal, la question du logement a repris une place centrale dans l'actualité. Après une crise majeure en 2001, dont beaucoup se souviennent avec un goût amer, on a cru, à tort, la métropole québécoise à l'abri des problèmes que connaissaient Vancouver, Toronto et tant d'autres villes : spéculation immobilière transnationale, tourisme envahissant, expulsions, rénovictions, rareté des logements abordables, racisme, discriminations diverses et changements radicaux dans l'offre commerciale dans les quartiers traditionnellement ouvriers. Au printemps 2019, une nouvelle crise du logement fait officiellement rage à Montréal. En effet, le taux d'inoccupation des logements locatifs de la métropole est passé sous la barre des 2 %, donc bien en dessous du seuil d'équilibre du marché, établi à 3 % par la Société canadienne d'hypothèque et de logement. Plusieurs groupes sur le terrain déplorent alors l'agressivité et la ténacité des locateurs ayant pris racine dans le marché de la résidence touristique à court terme, de même que la rapidité avec laquelle le parc locatif privé est converti en copropriétés divises ou indivises. Cette contraction de l'offre dans le parc locatif privé, couplée à une forte demande venant de personnes appartenant à des catégories sociales mieux nanties, produit entre autres une hausse marquée des prix de vente des immeubles, qui se répercute sur le prix des loyers, mais aussi sur la nature de l'offre commerciale des quartiers centraux. Certains environnements urbains formant des réseaux denses de soutien communautaire et regroupant des commerces, des associations, des institutions, des lieux de culte et des organismes, comme à Parc-Extension, sont rapidement fragilisés par la gentrification, ce qui affecte directement le droit à la ville des PAIR[2].

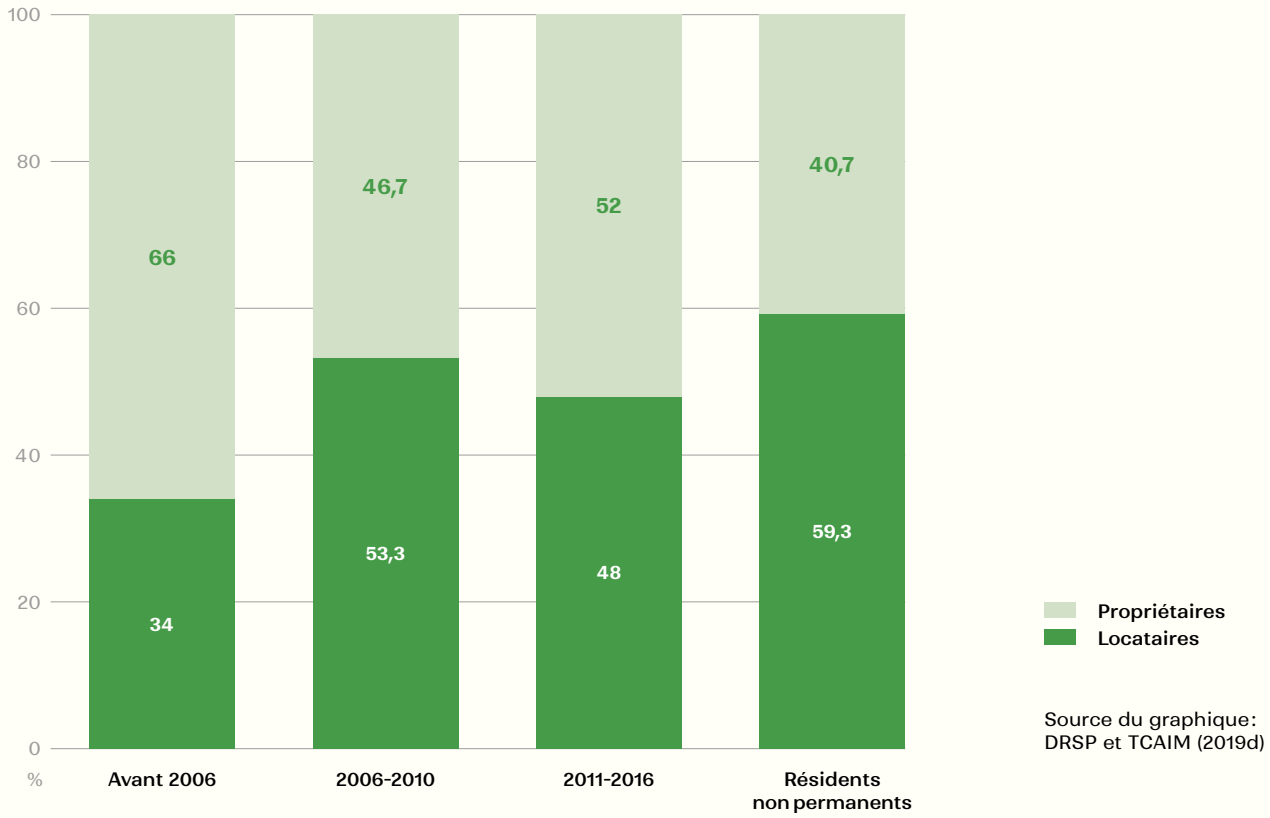
Dans ce contexte tendu, plusieurs enjeux s'entrecroisent pour créer des situations de précarité résidentielle, que l'on peut définir comme « un continuum de situations rendant l'occupation du logement incertaine, inadéquate ou inabordable, sa forme la plus extrême étant l'expulsion » (Simard, 2019, p. 122). Les acteur-rices interviewé-es dans le cadre de cet avis ont identifié des menaces multiples et complexes à la jouissance d'un logement sain, sécuritaire, adéquat et abordable chez les PAIR à Montréal. Dans les pages suivantes, ces constats sont divisés en fonction de quatre vignettes thématiques, organisées autour de : 1) la composition des ménages et de la cohabitation, 2) du mode d'occupation et du taux d'effort, 3) des dynamiques de gentrification et 4) des enjeux en logement social et communautaire.

4.1.1 La composition des ménages et la cohabitation

Débutons ce tour d'horizon par la composition des ménages et les dynamiques de cohabitation intergénérationnelle vécues par les personnes âgées immigrantes et les PAIR en général. À Montréal, il semblerait que 27 % des personnes âgées immigrantes (soit 18 % des hommes et 34 % des femmes) vivent seules. Ces proportions sont nettement inférieures à celles que l'on trouve dans la population âgée née au Canada (32 % et 52 %). On peut logiquement conclure que 73 % des personnes âgées immigrantes à Montréal vivent au sein d'un ménage composé de deux personnes ou plus. On peut également inférer qu'il est très probable que les personnes âgées immigrantes vivent avec des membres de leur famille. Le danger, ici, est d'effectuer un raccourci avec ces données et d'affirmer que les personnes âgées immigrantes ou les PAIR risquent moins de souffrir d'isolement dans ces arrangements familiaux ou encore, que les rapports interpersonnels sont nécessairement harmonieux en raison de la présence supposée d'une norme de piété filiale (Brotman *et al.*, 2019). Cette explication culturaliste peut être mise en doute par des arguments de nature socio-économique. En effet, faute de moyens ou en raison de contraintes légales, ces personnes, surtout si elles sont parrainées, n'ont peut-être pas d'autre choix que de résider avec leur proches (Becker, 2003 ; Lavoie *et al.*, 2007), malgré des situations d'abus ou d'insatisfaction (Gouvernement du Canada, 2018). Plusieurs de nos interlocuteur-rices ont souligné le manque d'espace et l'état dégradé du cadre bâti dans plusieurs logements locatifs privés occupés par des familles intergénérationnelles[3]. Le manque de soins à domicile et la rareté des appartements adaptés peuvent également entraver la qualité de vie des PAIR, surtout en cas de maladie et/ou de perte de capacités.

Nos interlocuteur-rices ont indiqué que certaines PAIR peuvent être victimes de maltraitance financière au sein de leur famille, un enjeu à propos duquel plusieurs organismes communautaires mettent présentement en place des campagnes de sensibilisation auprès de leurs membres[4]. De plus, comme nos entrevues nous l'ont appris, l'isolement des PAIR peut être invisibilisé par cette corésidence, surtout chez les personnes parrainées, parfois assignées à domicile, occupées à garder leurs petits-enfants et ne disposant que de très peu de mobilité financière et spatiale pour se déplacer dans la ville et entrer en contact avec des personnes hors de leur ménage (Koehn *et al.*, 2020). Dans certains cas, cette dynamique peut « tendre vers le huis-clos » comme le mentionnait un intervenant. Néanmoins, parmi les 27 % de personnes âgées immigrantes vivant seules, plusieurs personnes ont choisi une vie en solo à un certain point de leur parcours résidentiel, comme Laquerre le suggère (Boisjoli, 2016). Cela n'exclut pas que le fait de résider seul-e peut, dans certains cas, contribuer à l'augmentation de la précarité économique et sociale et aggraver l'isolement, surtout chez les femmes veuves. En ce sens, les

Tableau 1
Mode d'occupation (%) de la population de 65 ans et plus selon la période d'immigration, Montréal, 2016.



Source du graphique: DRSP et TCAIM (2019d)

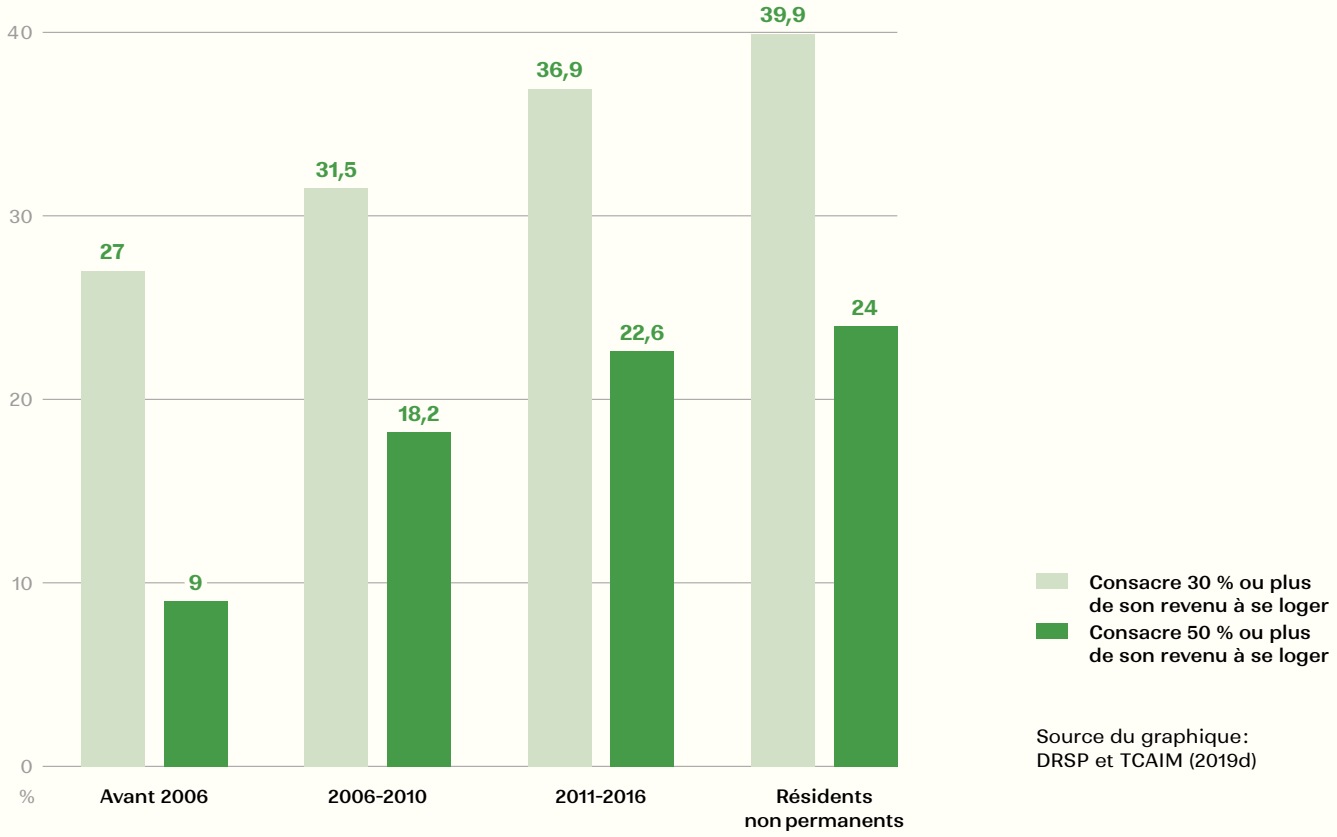
PAIR vivant seules, ne parlant ni l'anglais ni le français et n'ayant pas beaucoup de proches au pays sont particulièrement à risque d'isolement social (Charpentier et Quéniart, 2017). En travaillant pour élargir l'offre résidentielle destinée aux PAIR, la Ville de Montréal pourrait faciliter les choix et les mobilités résidentielles pour que la cohabitation intergénérationnelle et la vie en couple ou en solo soient non seulement possibles mais accessibles en fonction des besoins et des volontés des personnes, des familles et des communautés élargies.

4.1.2 Le mode d'occupation (privé/locatif privé) et le taux d'effort

Une différence marquée s'établit entre les personnes âgées montréalaises nées au Canada et celles qui sont immigrantes en ce qui a trait au mode d'occupation du logement (privé ou locatif privé). En effet, contrairement à ce que l'on pourrait penser, les personnes âgées immigrantes sont plus nombreuses à être propriétaires (65,3 % de ce groupe l'étaient en 2016) que les personnes âgées nées au Canada (50,4 % d'entre elles étaient propriétaires en 2016) (DRSP et TCAIM, 2019b). La même tendance prévaut en ce qui concerne les proportions de ménages résidant dans le parc locatif privé: 34,7 % des personnes âgées immigrantes montréalaises sont locataires, contre 49,6 % dans la population âgée née au Canada (*ibid.*).

Par contre, les personnes âgées immigrantes arrivées après 2006 ne représentent que 4 % de la proportion totale de propriétaires âgé-es immigrant-es[5]. Qui plus est, en

Tableau 2
Proportion (%) des 65 ans et plus consacrant 30 % ou 50 % de son revenu au logement selon la période d'immigration, Montréal, 2016.



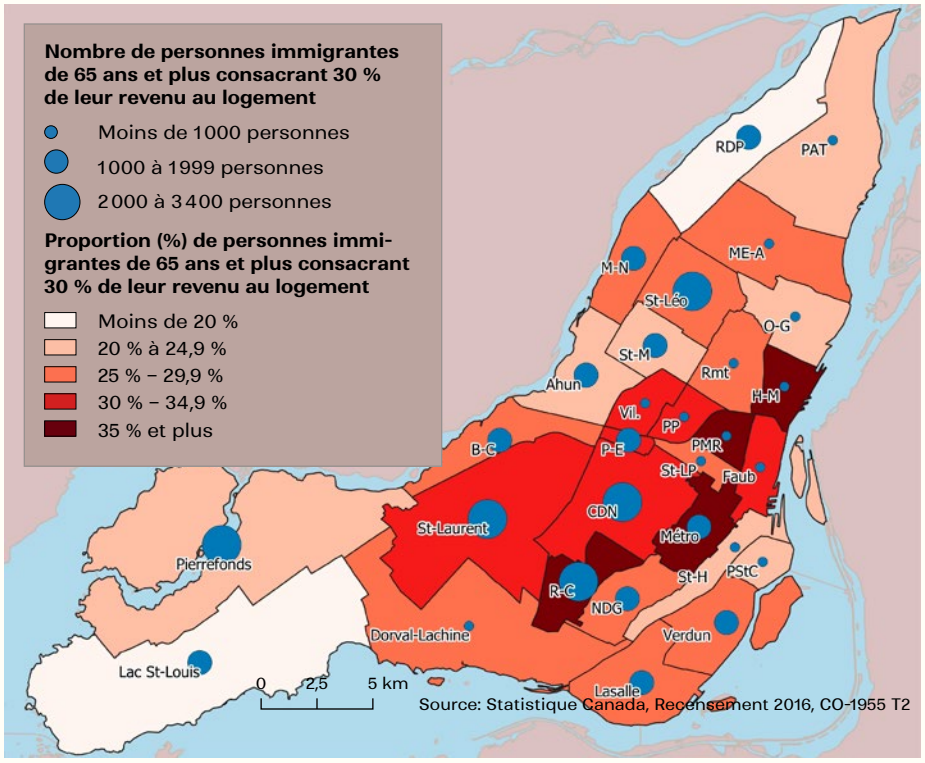
Source du graphique: DRSP et TCAIM (2019d)

observant le graphique ci-dessus, on voit aussi une tendance claire se dessiner en fonction du parcours migratoire: plus les personnes sont arrivées récemment au pays, plus elles ont de chances d'être locataires.

Le taux d'effort, soit «la proportion du revenu qu'un ménage doit débourser en frais de logement» (SHQ, 2010, p. 6), ne devrait idéalement pas dépasser 30 % du revenu annuel brut de ce dernier. En effet, selon la Ville de Montréal (2019b), «le taux d'effort de 30 % est largement utilisé comme un seuil au-delà duquel les dépenses en habitation d'un ménage peuvent limiter la capacité de ce dernier à subvenir à ses autres besoins». Chez les personnes âgées montréalaises de toutes origines, le taux d'effort moyen se situait à 26 % en 2016, alors qu'il n'atteignait que 19,1 % chez les personnes âgées (de toutes origines) à l'échelle du Québec. Cette proportion est presque identique aux chiffres observés pour la population âgée immigrante montréalaise (27 %). Par contre, les deux tiers des personnes âgées montréalaises ayant un revenu inférieur ou égal au SFR vivent avec un problème d'abordabilité, la précarité économique ayant généralement une incidence directe sur la précarité résidentielle. Toutes choses étant égales par ailleurs, les locataires risquent plus que les propriétaires de se retrouver dans une situation de précarité résidentielle[6].

En revanche, les personnes âgées immigrantes sont plus nombreuses (9,5 %) que les personnes âgées nées au Canada (7,5 %) à consacrer 50 % ou plus de leur revenu au

Carte 5
Nombre et proportion de personnes immigrantes et âgées de 65 ans et plus qui consacre 30% ou plus de leur revenu total aux frais de logement, selon le territoire de CLSC, Montréal, 2016.



Secteurs de CLSC abrégés

Ahun	Ahuntsic
B-C	Bordeaux-Cartierville
CDN	Côte-des-Neiges
Faub	Des Faubourgs
H-M	Hochelaga-Maisonneuve
M-N	Montréal-Nord
ME-A	Mercier-Est–Anjou
NDG	Notre-Dame-de-Grâce
O-G	Olivier-Guimond
PAT	Pointe-aux-Trembles
P-E	Parc-Extension
PMR	Plateau Mont-Royal
PP	Petite-Patrie
PStC	Pointe-St-Charles
R-C	René-Cassin
RDP	Rivière-des-Prairies
Rmt	Rosemont
St-H	St-Henri
St-Léo	St-Léonard
St-LP	St-Louis-du-Parc
St-M	St-Michel
Verdun	Verdun/Côte St-Paul
Vil	Villeray

logement (DRSP et TCAIM, 2019b). Plus la date d'arrivée au pays est récente, plus les proportions de personnes âgées immigrantes consacrant 30 % ou plus ou 50 % ou plus de leurs revenus au logement sont élevées, comme le démontre le graphique ci-dessous. Encore une fois, la date d'arrivée au pays demeure une variable fondamentale pour comprendre la précarité économique et résidentielle des PAIR.

La Carte 5 permet de visualiser le nombre et la proportion de personnes âgées immigrantes consacrant plus de 30 % de leurs revenus aux frais de logement, en fonction des territoires de CLSC montréalais. Comme la carte l'illustre, les proportions les plus élevées et les nombres les plus grands se concentrent autour du Mont-Royal, donc à Côte-des-Neiges, à René-Cassin, dans le centre-ville (CLSC Métro), dans la Petite-Patrie, le Plateau-Mont-Royal et dans Hochelaga-Maisonneuve, des zones urbaines centrales où l'on constate un processus de gentrification. Nous avons vu plus tôt que, relativement à d'autres quartiers montréalais, très peu de personnes âgées immigrantes résident à Hochelaga-Maisonneuve. C'est donc dire que celles qui y résident ont de plus grandes chances de vivre dans la précarité économique et résidentielle. En deuxième position, on trouve Saint-Laurent, Bordeaux-Cartierville, Parc-Extension, Villeray, Saint-Louis-du-Parc (qui couvre essentiellement le Mile-End) et Centre-Sud (ici représenté par l'ancien territoire du CLSC des Faubourgs)[7].

4.1.3 Les dynamiques de gentrification et leurs impacts sur les PAIR

Il est indéniable que la spéculation immobilière accélère et amplifie les processus de gentrification[8] dans certains quartiers, dont ceux qui abritent de grandes proportions de personnes âgées immigrantes payant souvent des loyers relativement abordables, comme à Parc-Extension (Projet de cartographie Anti-éviction de Parc-Extension 2020). Davidson et Lees, soutiennent que la gentrification est constituée de quatre dynamiques concomitantes: 1) un réinvestissement en capital par des investisseur-euses et des acteur-rices financiers et/ou gouvernementaux; 2) l'arrivée de groupes mieux dotés en capital économique et/ou culturel que les personnes déjà en place; 3) un changement dans l'environnement tel que le cadre bâti, et l'offre commerciale et 4) le déplacement direct ou indirect de groupes sociaux marginalisés (Davidson et Lees, 2005). La grande majorité de nos interlocuteur-rices, surtout celles et ceux provenant du milieu communautaire, nous ont mentionné avoir remarqué une accélération des processus de gentrification dans les dernières années et des conséquences associées, notamment le déplacement forcé de locataires âgé-es (Simard, 2019). À Montréal, la capacité au maintien dans les lieux des locataires est mise à mal par ces dynamiques urbaines. Les personnes immigrantes, âgées, les femmes, les mères monoparentales et les personnes sans emploi sont les premières victimes des processus de gentrification, car ces populations touchent généralement des revenus faibles, souvent fixes, insuffisamment indexés à la hausse du coût de la vie (Atkinson, 2000)[9]. Le 10 juin 2016, l'Assemblée nationale du Québec adoptait la loi 492, ou *Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés* à la quasi-unanimité, qui introduisait l'article 1959.1, reproduit en marge (Simard, 2019, p. 185). Sur le terrain, l'utilisation de cet article du Code civil pour contrecarrer une reprise de possession ou une éviction est complexifiée par plusieurs facteurs: la méconnaissance des lois dans la population en général, l'accès à la justice difficile, la lenteur et la lourdeur des procédures devant le Tribunal administratif du logement ainsi que la peur de représailles (Simard, 2019).

Selon Marie-Ève Lemire du Comité logement de Montréal-Nord, les PAIR sont plus susceptibles de vivre des situations de harcèlement, de discrimination et de demeurer dans des logements insalubres que les personnes âgées d'ascendance canadienne-française. Lorsque que des PAIR résidant seules ou en famille intergénérationnelle habitent le même logement depuis longtemps, le coût du loyer a de bonnes

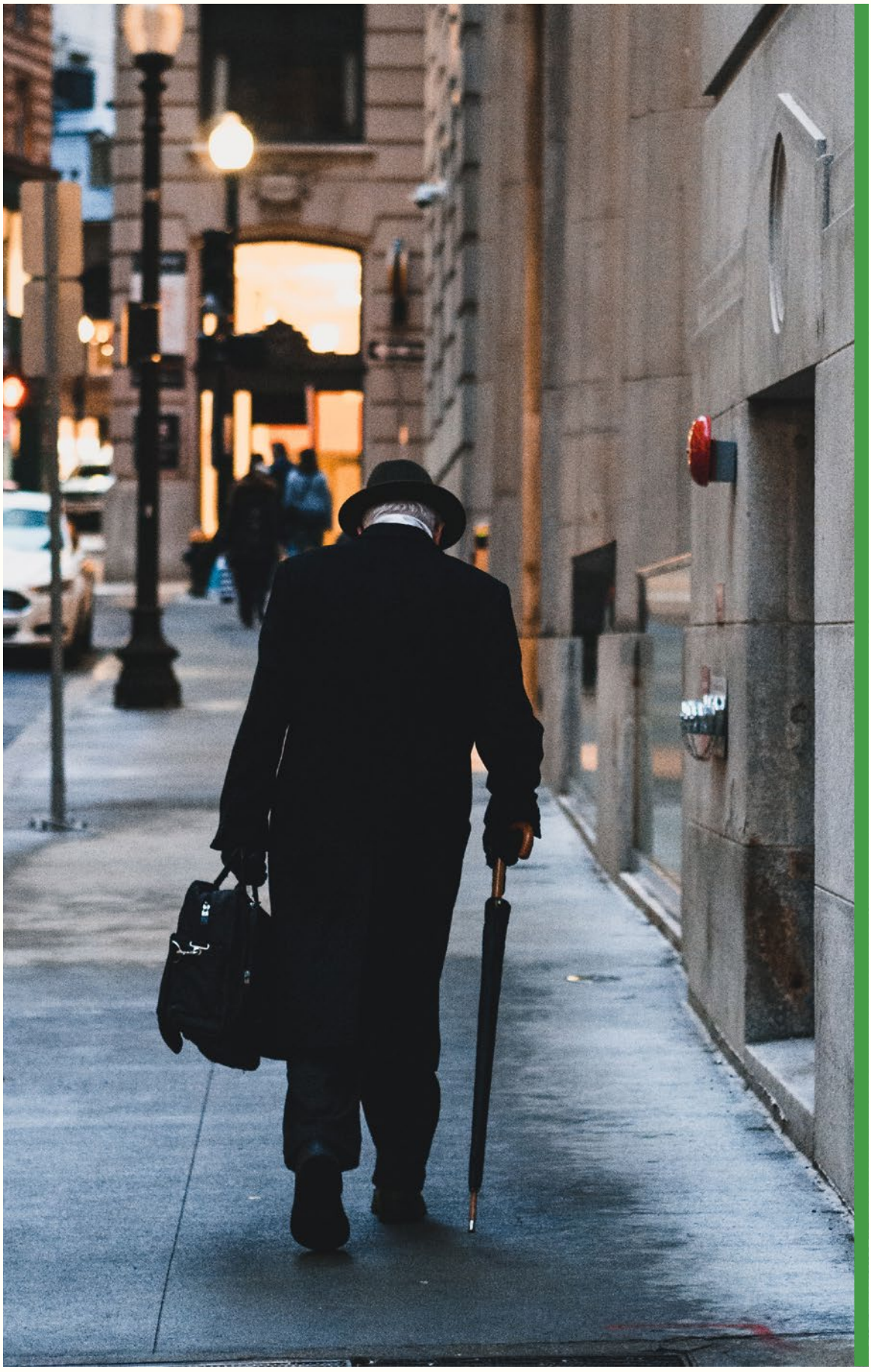
1959.1. Le locateur ne peut reprendre un logement ou en évincer un locataire lorsque ce dernier ou son conjoint, au moment de la reprise ou de l'éviction, est âgé de 70 ans ou plus, occupe le logement depuis au moins 10 ans et dont le revenu est égal ou inférieur au revenu maximal lui permettant d'être admissible à un logement à loyer modique selon le Règlement sur l'attribution des logements à loyer modique (chapitre S-8, r. 1).

Il peut toutefois reprendre le logement dans l'une ou l'autre des **situations suivantes**:

1. il est lui-même âgé de 70 ans ou plus et souhaite reprendre le logement pour s'y loger;
2. le bénéficiaire de la reprise est âgé de 70 ans ou plus;
3. il est un propriétaire occupant âgé de 70 ans ou plus et souhaite loger, dans le même immeuble que lui, un bénéficiaire âgé de moins de 70 ans.

« Bref, les barrières les plus couramment identifiées par les intervenant-es pour expliquer la distance entre les PAIR et les activités sociales et culturelles de la Ville ou des organismes communautaires sont : les enjeux linguistiques et le manque d'information, le manque de diversité ethnoculturelle dans ces institutions et les problèmes de mobilité, y compris les coûts du transport. »

chances de se retrouver sous les prix du marché. Lorsqu'un immeuble abritant des résident-es de longue date est vendu, le nouveau ou la nouvelle propriétaire a intérêt à augmenter significativement le prix des loyers ou à revendre les unités sous forme de condominiums de manière à réaliser un profit sur son achat[10]. Cette dynamique spéculative favorise les expulsions, qu'elles soient légales – reprise de possession, éviction – ou frauduleuses – usage du harcèlement pour provoquer le départ du ménage, contournement des règles en vigueur –, comme l'a démontré une enquête récente du Comité logement de La Petite-Patrie (CLPP, 2020). Les prix dans le marché locatif ayant rapidement augmenté au cours des dernières années, il est devenu extrêmement ardu pour un ménage expulsé de retrouver une unité équivalente en termes d'espace, de pièces et de prix dans son quartier de résidence (RCLALQ, 2020). Plusieurs intervenant-es remarquent que des ménages comprenant des PAIR doivent se déplacer, à partir de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et de Montréal-Nord, vers Saint-Laurent ou Ahuntsic–Cartierville ou même jusqu'à Chomedey à Laval ou en région en Montérégie ou à Lanaudière, pour être en mesure de se loger dans le parc locatif privé. Certain-es acteur-rices ont manifesté leur préoccupation à l'égard des effets de la hausse des taxes municipales sur les propriétaires-occupant-es parmi les PAIR[11]. Finalement, comme nous l'évoquions plus haut, les recours judiciaires dans les cas de discrimination, de reprises ou d'évictions sont, selon les intervenant-es, longs et complexes et produisent peu de résultats à court terme. L'accès à l'aide juridique, déjà difficile pour les personnes immigrantes, peut être compliqué par les seuils d'admissibilité restrictifs, certaines PAIR ayant accumulé des économies les excluant de ce programme. La Ville de Montréal doit agir dès maintenant pour renforcer le droit au maintien dans les lieux des PAIR, même si le logement et les lois qui l'entourent relèvent généralement de compétences provinciales, comme le Code civil, le Tribunal administratif du logement, la Société d'habitation du Québec, et le financement de certains programmes – par exemple le Programme de supplément au loyer ou AccèsLogis.



4.1.4 Les enjeux en logement social et communautaire

Devant la précarité résidentielle, associé au fait de se loger dans le parc locatif privé, les PAIR et les organismes qui les soutiennent tentent de faciliter leur accession à des logements sociaux et communautaires par des moyens variés. L'ensemble des acteur-rices rencontré-es jugent que les délais pour accéder à un logement social ou communautaire sont trop longs pour les besoins du terrain. En ce qui concerne les HLM, la rareté est telle que les PAIR qui réussissent à obtenir une place après plusieurs années doivent accepter, contre leur gré, une unité inadéquate dans un quartier éloigné de celui qu'elles connaissent déjà, au risque de se faire rayer complètement de la liste d'attente[12]. Par ailleurs, les unités de logement social sont souvent trop étroites et mal conçues pour accueillir des familles intergénérationnelles, ce qui peut limiter une fois de plus la volonté de certaines PAIR de tenter de s'y installer.

Dans les logements sociaux – HLM et organismes sans but lucratif (OSBL) d'habitation – gérés par l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), certain-es acteur-rices sur le terrain notent un vieillissement sur place des personnes immigrantes, et ce, depuis une dizaine d'années. Les enjeux de racisme, de discrimination, d'isolement et de dépendance envers des réseaux spécifiques touchent particulièrement les PAIR qui y vivent, en raison des dynamiques sociales qui peuvent se créer entre les personnes résidant dans ces immeubles. Par exemple, les associations de locataires peuvent proposer des activités intéressantes mais peu accessibles aux PAIR, car elles s'adressent principalement à la population majoritaire canadienne-française, notamment en ce qui concerne la nourriture. Pourtant, cet ethnocentrisme, conscient ou non, est relativement facile à transformer en occasions de rencontres interculturelles si les ressources nécessaires – budgets, animation, matériel – sont fournies et s'il y a une volonté présente et nourrie d'accueil des PAIR. Le repérage, le réseautage et l'accessibilité à de l'accompagnement de type psychosocial sont nécessaires en logement social, en particulier auprès des PAIR vulnérables, de manière à faciliter leur intégration dans ces milieux de vie. Or, encore une fois, il semble que les besoins soient nettement supérieurs aux ressources disponibles. À titre d'exemple, plusieurs acteur-rices ont évoqué le projet Habiter la mixité, qui était basé sur une entente avec l'ancien ministère de l'Immigration et de la Famille [13], mais qui n'est plus financé depuis deux ans[14]. Sur le terrain, à Montréal, il n'y a donc plus de programme spécifique destiné aux PAIR résidant en HLM. Heureusement, leurs réalités sont tout de même abordées à travers d'autres programmes d'intervention sociale en HLM. Mentionnons à cet égard le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) qui, en se concentrant sur les nouveaux arrivants, répond à un besoin réel. Par contre, les intervenant-es sont unanimes, autant dans le milieu communautaire que dans les structures de la Ville: à Montréal, atteindre directement les PAIR en logement social demanderait davantage de financement en soutien communautaire.

En ce qui concerne plus spécifiquement le développement de nouveaux logements sociaux, plusieurs acteurs-rices ont souligné les nombreuses possibilités offertes par le programme AccèsLogis, mais aussi ses imperfections. En bref, AccèsLogis permet de financer la construction et l'exploitation de projets de logements sociaux soutenus par la communauté[15]. Au fil des années, plusieurs projets ont été mis sur pied à Montréal, et certains parmi ceux-ci rejoignent directement certaines communautés de PAIR. Toutefois, pour Faiz Abhuani, de l'organisme Brique par brique, le programme AccèsLogis impose des contraintes de construction parfois laborieuses, un constat partagé par d'autres intervenant-es. Dans les projets

destinés aux personnes âgées, les acteur-rices cherchent à éviter d'atteindre le seuil d'unités et de services qui impliquerait de soumettre ledit projet au *Règlement sur la certification des résidences privées pour aînés*, en vigueur depuis 2018 à la suite des tragiques évènements de l'Isle-Verte. Cela a pour effet de bloquer certaines initiatives qui auraient pu être intéressantes. Par ailleurs, Mazen Houdeib, du Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement, un groupe de ressources techniques (GRT), mentionne que les coûts de construction prévus dans le programme AccèsLogis seraient en retard de quatre ans sur le marché immobilier, forçant les acteur-rices impliqué-es à chercher du financement additionnel ou à facturer des services, comme les repas aux résident-es, ce qui peut rendre la formule trop dispendieuse pour certaines PAIR. Au-delà de ces enjeux micro, la question des inégalités territoriales doit être prise en compte à l'échelle montréalaise. Pour Mazen Houdeib, AccèsLogis est un système qui mise sur la base, mais les réseaux communautaires ne sont pas distribués également à Montréal. Porter des projets de création d'OSBL demande plusieurs années, ainsi que des effectifs permanents, ressources dont plusieurs groupes communautaires œuvrant avec les PAIR ne possèdent pas ou qu'ils disposent en trop petite quantité. Les acteur-rices interviewé-es évoquent également le manque de financement du programme AccèsLogis Montréal par Québec et Ottawa, ce qui limite ultimement le nombre de projets qu'il est possible de construire. En somme, un constat se dégage: le programme est utile et pourrait être amélioré, comme l'a également remarqué le Conseil des Montréalaises (2019), mais il ne permet pas, dans son état actuel, de répondre aux besoins majeurs en logements abordables chez les PAIR à Montréal.

4.1.5 Le logement – Conclusion

Comme nous venons de l'expliquer, plusieurs dynamiques urbaines et résidentielles peuvent avoir un impact direct sur l'accès des PAIR à des milieux de vie sécuritaires, accessibles et accueillants. Si la Ville de Montréal désire réellement favoriser le vieillissement sur place, il faudra qu'elle se penche sérieusement sur les barrières entravant le maintien dans les lieux et la mobilité résidentielle choisie des PAIR, ainsi que sur l'ensemble de leurs besoins futurs en logement. Sans actions rapides, les quartiers centraux montréalais risquent fort de perdre des proportions non-négligeables de PAIR, qui devront se déplacer en périphérie et même quitter l'île de Montréal pour la banlieue et pour les régions. Le projet de mixité sociale, pourtant au cœur de plusieurs politiques



récentes adoptées par la Ville de Montréal, dont le Règlement pour une métropole mixte est le meilleur exemple, est sérieusement menacé par la gentrification et par le manque de logements sociaux. Les déplacements forcés peuvent avoir des impacts directs sur la qualité de vie des PAIR et sur leurs réseaux d'entraide formels et informels, surtout dans le cas de celles et ceux ayant immigré au Canada après 2006. Nous verrons dans les deux prochaines sections que la construction de milieux de vie durables et viables passe également, au-delà d'une offre significative de logements abordables et accessibles, par des mesures concrètes en aménagement, en transport ainsi que dans le domaine de la participation sociale et des loisirs.

4.2 La participation dans la ville

Dans sa définition minimale, la participation sociale consiste en «l'engagement de la personne dans des activités en interaction avec les autres dans la société» (Levasseur *et al.*, 2010, cité dans Raymond *et al.*, 2015, p. 210). Pour Bickel (2014, p. 207), la participation sociale réfère plutôt à «l'ensemble des activités extérieures au domicile par lesquelles les personnes s'engagent volontairement dans la vie de la collectivité et de ses organisations, espaces communautaires, formes d'expression et évènements». En utilisant ici l'expression «participation dans la ville», nous désirons surtout nous pencher sur la participation des PAIR aux activités organisées par les organismes communautaires et au sein de diverses institutions et initiatives soutenues par la Ville de Montréal et par ses arrondissements.

Les acteur-rices interrogé-es sur cette thématique sont généralement d'avis que la participation sociale des PAIR est fondamentale pour faciliter la création de liens sociaux, les rencontres interculturelles et la

« En plus d'améliorer les trajets de mobilité et d'adapter l'aménagement urbain dans un but d'accessibilité universelle, la Ville de Montréal doit adopter une vision urbanistique à long terme, ancrée dans la notion de résilience aux changements climatiques et aux crises. Elle doit mettre ses énergies en priorité sur des secteurs de la ville qui présentent des risques accrus pour les PAIR. »

solidarité, en particulier pour les personnes âgées ayant immigré après 2006 et/ou celles qui vivent de l'isolement. Par contre, plusieurs intervenant-es du milieu communautaire ont mentionné travailler depuis longtemps pour augmenter la présence des PAIR dans les espaces de participation, sans avoir perçu de changements de fond sur le terrain en raison d'un manque de mesures structurantes. D'un côté, les organismes communautaires font de leur mieux pour organiser des activités accessibles pour les PAIR[16] mais doivent composer avec des financements ponctuels, parfois précaires, des budgets très limités et des activités organisées en silo, souvent pour remplir les exigences toujours plus précises des organismes subventionnaires et des bailleurs de fonds. Ces organismes communautaires disposent généralement de locaux peu adaptés à leurs besoins, lorsqu'ils en ont un, et doivent compter sur des effectifs professionnels réduits. Les prix des baux commerciaux dans les quartiers centraux montréalais ont augmenté rapidement en raison de la gentrification, mettant une pression accrue sur la capacité de ces organismes à être situés de manière optimale pour favoriser la présence de participant-es à certaines activités. Un local trop excentré ou cantonné derrière des obstacles physiques importants, par exemple des escaliers, est d'emblée défavorable à la présence de PAIR. Pourtant, selon un organisateur communautaire de Parc-Extension, l'inclusion sociale des PAIR passe inexorablement par ce contact privilégié avec ces organismes qui constituent une porte d'entrée précieuse pour établir une connexion durable avec la société montréalaise et québécoise.

Il faut reconnaître que la Ville de Montréal fait de plus en plus d'efforts pour diversifier son offre en culture et en loisirs, autant dans les bibliothèques, dans les maisons de la culture

que dans les parcs et les festivals. Une agente de développement culturel nous a mentionné que les activités culturelles organisées par son arrondissement, notamment destinées aux PAIR, permettent à ces dernières de se confier, de dialoguer, de créer des complicités et de faciliter la communication. Malgré tout, une certaine distance subsiste entre des groupes importants de PAIR à Montréal et ces activités ou ces espaces formels. Les bibliothèques, par exemple, illustrent bien comment opèrent simultanément ces fractures, ces mises en contact et ces possibilités. À travers quelques discussions avec des bibliothécaires, nous avons constaté que les bibliothèques sont généralement très appréciées des personnes âgées et des PAIR qui les fréquentent. À Montréal, il existe effectivement peu de lieux qui permettent de passer de longues heures dans un lieu chauffé ou climatisé, propice aux rencontres et à l'apprentissage, sans devoir débourser de l'argent pour consommer ou obtenir l'accès au lieu. Certaines bibliothèques offrent même des services ambulants de prêts de livres, dans des HLM ou des résidences, ce qui permet d'atteindre les personnes âgées qui jouissent de peu de mobilité. Par contre, les bibliothécaires interrogé-es étaient conscientes du fait que les PAIR étaient sous-représentées parmi leurs usager-ères, selon les institutions. Les collections multilingues sont inégales, limitées en termes de choix et rarement mises à jour. Elles sont parfois enrichies ponctuellement grâce à des legs testamentaires. Par ailleurs, les activités interculturelles sont encore trop rares. En somme, selon ces fonctionnaires, même si les bibliothèques offrent des services et des activités potentiellement intéressantes, il faudrait tout de même « aller chercher » les PAIR, en effectuant un travail de promotion et d'accompagnement serré. Pour atteindre cet objectif, que désirent pourtant tous les acteur-rices en présence, la solution passerait encore une fois par des partenariats solides avec les organismes communautaires actifs dans les environs des bibliothèques montréalaises.

Bref, les barrières les plus couramment identifiées par les intervenant-es pour expliquer la distance entre les PAIR et les activités sociales et culturelles de la Ville ou des organismes communautaires sont : les enjeux linguistiques et le manque d'information, le manque de diversité ethnoculturelle dans ces institutions et les problèmes de mobilité y compris les coûts du transport. Pour Nelson Ojeda, du Forum des citoyens aînés, la communication avec les PAIR doit passer par l'écrit en plusieurs langues, mais également par l'image, par le son et par le contact direct. Selon lui, ceci vaut autant pour le



monde communautaire que pour la Ville de Montréal. Nous avons évoqué, au début de cet avis, la fracture linguistique et numérique entre la Ville de Montréal et les PAIR, dont l'ampleur a été illustrée en mars 2020 par le manque d'information sur la COVID-19 offerte dans des langues autres que le français ou l'anglais. Rappelons aussi que dans certains quartiers, comme dans le quartier Saint-Michel, plus de 60 % de la population âgée immigrante, c'est-à-dire née à l'extérieur du Canada, ne parle ni l'anglais ni le français. Pour plusieurs acteur-rices interrogé-es, il est donc fondamental de trouver des manières de rejoindre les PAIR dans une diversité de langues et de moyens de communication, ne serait-ce que pour publiciser l'offre culturelle de la Ville de Montréal. Les problèmes de mobilité et d'accessibilité économique représentent aussi un frein majeur à la participation des PAIR. Comme l'affirme Nelson Ojeda, « les aînés ont un problème économique, de pauvreté. Ça limite les relations ». Nous traiterons ce dernier point plus en détail dans la prochaine section, qui porte entre autres sur le transport. En ce qui concerne le manque de diversité ethnoculturelle dans les institutions de la Ville de Montréal et dans le milieu communautaire, force est de constater que la Ville a bien compris cet enjeu fondamental et qu'elle tente activement de favoriser le développement de compétences interculturelles au sein de son personnel. Comme le mentionne Rouzier Metellus de l'OMHM, une diversité ethnoculturelle accrue permettrait une meilleure capacité d'atteindre les PAIR, qui se méfient parfois des institutions de la société d'accueil, pour des raisons complexes et variées[17] : « c'est sûr que si on veut que les gens s'intègrent, c'est une des façons de voir son image dans l'autre, qui a une fonction soit d'autorité, d'accueil, une fonction d'animation. Ça permet de se sentir chez soi ». La création récente d'un Bureau de

la commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations systémiques représente un autre pas significatif en ce sens.

En somme, un constat général s'est dégagé de nos conversations sur la participation des PAIR dans la ville: les liens entre les organismes communautaires desservant les PAIR et la Ville de Montréal devront être renforcés par des partenariats financiers, organisationnels, communicationnels et logistiques durables. La Ville ne sera pas en mesure d'intégrer davantage les PAIR dans ses activités et dans ses institutions sans le concours continu des organismes communautaires sur le terrain. Ceci est particulièrement le cas pour les PAIR qui vivent de l'isolement social et qui sont freinées dans leur volonté de participer dans la ville par les barrières linguistiques, financières et de mobilité. Comme le mentionnait un intervenant en entrevue, gagner la confiance de certaines PAIR dans le cadre d'une activité sportive ou culturelle peut prendre beaucoup temps. Si cette démarche de rencontre fait partie d'un projet ponctuel, d'une durée d'un an ou deux, les chances sont bonnes pour que ce contact entre la Ville et une PAIR soit perdu à la fin du projet en question. Selon les intervenant-es interrogé-es dans le milieu communautaire, la Ville doit se montrer proactive envers les PAIR. Elle doit les placer au cœur de son offre culturelle – bibliothèques, maisons de la culture et autres –, tout en les accompagnant concrètement au sein de ces espaces de participation, dans un geste d'accueil intentionnel appuyé par des ressources humaines, financières et logistiques. Le tout doit être fait en prenant en compte le contexte général de racisme et de discrimination systémiques qui opèrent au sein du rapport entre les personnes racialisées et les institutions de la Ville de Montréal (CIM, 2020). La participation des PAIR doit donc s'arrimer aux mêmes principes que le logement ou les milieux de vie en général, soit l'accessibilité, la sécurité et l'adéquation avec les besoins des personnes et des groupes sur le terrain. La Ville, par les pouvoirs et les responsabilités qui lui sont conférés, est garante des conditions matérielles, communicationnelles et symboliques permettant d'atteindre ces objectifs.

4.3 L'urbanisme, l'aménagement et les transports

Bien que le *Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020* ait prévu de nombreuses mesures pour améliorer l'accès des personnes âgées montréalaises à leur ville, les défis demeurent très grands, en particulier dans les secteurs de Montréal où résident de fortes proportions de PAIR[18]. Les acteur-trices consulté-es à ce propos ont discuté d'enjeux récurrents à Montréal, qui affectent les personnes âgées de toutes origines ainsi que de larges pans de la population moins âgée. Nous survolerons rapidement la thématique de l'aménagement, du transport et de l'urbanisme, qui est déjà traitée de manière approfondie par d'autres organismes et par d'autres chercheur-es[19].

Pour pouvoir passer de leur domicile à leurs lieux de socialisation et de participation privilégiés, les PAIR doivent évidemment se déplacer d'un endroit à un autre. Or, trois problèmes entrecroisés viennent entraver cette mobilité: une offre de service insuffisante en transport en commun, une très grande dépendance à la voiture, surtout dans les arrondissements périphériques comme Montréal-Nord ou Ahuntsic–Cartierville, et des aménagements urbains mal adaptés aux piéton-nes âgé-es. Les causes des difficultés d'accès des personnes âgées au réseau de transport de la Société de transport de Montréal (STM) sont connues depuis longtemps. Ce sont, notamment, le coût trop élevé des titres de transport (ACEF du Nord, 2020; MTPA, 2020), l'accessibilité physique déficiente de plusieurs stations de métro – notamment par la présence d'escaliers –, la complexité et la fiabilité discutable du transport adapté (AQDR, 2018) ou encore

le manque de trajets d'autobus et leur fréquence de passage trop faible (Wiebe, 2018). Par exemple, selon certain-es intervenant-es, les Navettes Or, un service de la STM qui relie certaines résidences pour aînés et certains CHSLD à des centres commerciaux, est généralement appréciée des personnes qui peuvent en bénéficier. Par contre, encore une fois, il semblerait que les lignes de service soient insuffisantes – dix trajets seulement – et les horaires trop contraignants. Comme le soulignait lors d'une entrevue un intervenant qui travaille en logement social, plusieurs personnes âgées immigrantes parrainées, donc arrivées au pays récemment, cherchent à nourrir divers engagements auprès d'organismes communautaires et religieux parfois situés dans d'autres quartiers, parfois à l'autre bout de la ville, pour maintenir un contact socioculturel significatif. Un manque d'options et d'accessibilité en transport en commun peut donc compliquer ces occasions de participation sociale et assigner *de facto* certaines PAIR à résidence, dans des secteurs urbains enclavés, surtout les personnes ne possédant pas de voiture ou n'étant plus en mesure d'en conduire une. Ces problèmes d'accessibilité aux réseaux de transport ont nécessairement une influence défavorable sur l'isolement social des PAIR (Kadowaki *et al.*, 2020 ; Gouvernement du Canada, 2018) et sur leur participation dans la ville.

En ce qui concerne l'aménagement urbain, notre collecte de données nous a permis de documenter le fait que certains arrondissements doivent régulièrement obtenir du financement supplémentaire à Québec, par l'intermédiaire de programmes tels que Québec ami des aînés, afin d'accéder à des outils économiques nécessaires pour mettre en place des aménagements respectant les principes de l'accessibilité universelle. Quand les dépassements de coûts obligent les décideurs à abandonner des équipements ou des aménagements, notamment dans le cadre de Programmes particuliers d'urbanisme (PPU)[20], les fonctionnaires qui désirent mettre en place les objectifs du *Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020* doivent user de stratégies variées. Aller chercher du financement provincial pour bâtir des équipements ou réaliser des aménagements destinés aux personnes vieillissantes demande parfois un travail supplémentaire aux conseiller-ères d'arrondissement. Cette situation paradoxale pourrait être évitée par un suivi serré des budgets et des financements et par une volonté affirmée de la ville-centre de garantir sur le terrain des modifications urbaines bénéficiant aux personnes âgées.

En plus d'améliorer les trajets de mobilité et d'adapter l'aménagement urbain dans un but d'accessibilité universelle, la Ville de Montréal doit adopter une vision urbanistique à long terme. Cette dernière doit être ancrée dans la notion de résilience aux changements climatiques et aux crises et prioriser des secteurs de la ville qui présentent des risques accrus pour les PAIR. D'abord, selon Jean-Marc Laforest, anciennement du Centre d'action bénévole de Montréal-Nord, il est important de créer plus d'occasions de rencontres et de participation au cœur des différents arrondissements, de façon à minimiser les distances à parcourir et ainsi permettre une certaine centralisation des activités des PAIR à proximité de leur domicile. Pour plusieurs intervenant-es, densifier les occasions de participation dans la ville, en particulier dans les quartiers excentrés, demeure une priorité. D'autant plus que, dans le contexte des changements climatiques rapides qui nous attendent, l'atténuation des effets croisés des îlots de chaleur, de l'isolement et de l'insécurité alimentaire représentera un défi de taille, autant au plan de la santé publique que de l'inclusion sociale, comme nous l'évoquions dans la première section de cet avis. Il faudra relever ce défi autant à l'échelle du quartier que de l'arrondissement et de la Ville de Montréal.

1 Rappelons encore une fois que les données statistiques analysées ici ne portent que sur les personnes âgées immigrantes, c'est-à-dire nées à l'extérieur du Canada, alors que les données qualitatives tirées de nos entretiens concernent généralement les personnes âgées immigrantes et/ou racialisées, au sens large.

2 Ces enjeux sont bien documentés à Chicago (Klinenberg, 2002 ; Rúa, 2017 ; García et Rúa, 2018) et à New York (Versey, 2018 ; Versey *et al.*, 2019).

3 Voir aussi Desmarais (2016) et Goyer (2017) pour des données ethnographiques tirées de recherches menées dans l'arrondissement Ahuntsic–Cartierville avec des locataires.

4 La mesure 3.2 du *Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020* prévoyait justement, en collaboration avec le SPVM, de « sensibiliser une diversité de personnes aînées aux questions d'intimidation et de maltraitance », notamment en HLM et en RPA.

5 Ceci peut s'expliquer par deux facteurs principaux : d'abord, accéder à la propriété demande du temps et du capital et ensuite, il faut reconnaître que le marché immobilier montréalais est devenu de moins en moins accessible à partir du milieu des années 2000. Les immigrants italiens et portugais interrogés par Burns *et al.* (2012) dans la Petite-Patrie, même s'ils étaient souvent ouvriers au milieu du XX^e^ siècle, ont réussi à accéder à la propriété à une époque où le marché immobilier montréalais était encore abordable pour les classes moyennes inférieures.

6 44 % des ménages montréalais de 65 ans et plus de toutes origines consacraient, en 2016, 30 % ou plus de leur budget au logement, qu'ils soient propriétaires ou locataires (DRSP et TCAIM, 2019b).

7 Dans le nouveau découpage en 35 territoires, le CLSC des Faubourgs a été subdivisé en deux territoires : Centre-Sud et Montréal-Centre-Ville. Voir carte en annexe.

8 On peut minimalement la définir comme un processus « d'appropriation de l'espace mettant aux prises des acteurs et des groupes inégalement dotés » (Chabrol *et al.*, 2016, p. 24-25).

9 La Ville de Montréal a vécu en 2020 son déficit de population le plus important depuis l'an 2000 (Lévesque, 2021), la cause principale étant probablement le prix de plus en plus prohibitif des loyers et de l'immobilier. Il est donc urgent qu'elle prenne des moyens à la mesure du problème pour que les locataires puissent conserver leur logement, tout en agissant dans les limites de son champ de compétences.

10 En 1979, Neil Smith a forgé le concept du *rent gap* (que l'on peut traduire par différentiel de rente foncière) pour analyser les dynamiques d'investissement et le développement urbain (Smith, 1979). La tension qui se crée entre la capitalisation actuelle d'une propriété (le profit réalisé en fonction de l'usage actuel d'une parcelle et/ou d'un immeuble) et sa profitabilité potentielle, si l'usage du terrain et de l'immeuble était optimal, peut provoquer des transformations urbaines profondes : démolition de l'ancien immeuble, négligence volontaire dans l'entretien, revente du terrain, changement d'usage et de zonage, rénovation majeure du cadre bâti, hausse des loyers ou revente de l'immeuble à un prix plus élevé.

11 Voir également Brotman *et al.* (2020).

12 À ce titre, il serait intéressant de déterminer dans quelle mesure les PAIR sont représentées dans ces listes d'attente, à Montréal.

13 La CAQ a rebaptisé ce ministère qui s'appelle dorénavant le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration Québec ».

14 Selon le site de l'OMHM (2021), qui n'a visiblement pas été mis à jour, « le projet Habiter la mixité, financé dans le cadre d'une entente entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, est un exemple d'intervention concrète dans les milieux de vie. Ce projet contribue au rapprochement interculturel pour faciliter la cohabitation et l'inclusion des résidents de nombreux HLM de Montréal ».

15 « Un projet de logements sociaux et communautaires présenté par une coopérative, un organisme à but non lucratif ou par l'Office municipal d'habitation de Montréal peut être admissible à l'aide financière offerte dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal. Les logements réalisés dans ce cadre sont destinés à des ménages à revenu faible ou modeste de même qu'à des clientèles ayant des besoins particuliers d'habitation : sans-abri, jeunes en difficulté, femmes victimes de violence, toxicomanes, déficients intellectuels, etc. Pour élaborer leur projet et soumettre leur demande d'aide financière, les organismes promoteurs doivent s'adresser à des experts-conseils, les groupes de ressources techniques. Quatre GRT ont été reconnus pour soutenir les partenaires promoteurs et offrir des conseils sur l'organisation de la vie associative, sur la préparation des dossiers ainsi que sur le montage financier et le volet architectural du projet d'habitation sociale et communautaire. » (Ville de Montréal, 2021)

16 Autant au plan linguistique, culturel, spatial que financier.

17 Voir Ferrer *et al.* (2017).

18 À ce propos, voir la carte 1 dans la section 3, qui identifie les proportions de personnes immigrantes, c'est-à-dire nées à l'extérieur du Canada parmi les personnes âgées, en fonction des territoires de CLSC.

19 On pourra notamment se référer à la TCAIM qui a fait du transport et de la mobilité des aînés l'un de ses dossiers prioritaires. Par contre, les réalités spécifiques aux PAIR constituent généralement un angle mort dans ces initiatives et ces réflexions, qui restent néanmoins pertinentes et fondamentales.

20 Pour en savoir plus sur les PPU : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_dad=portal&_pageid=2761,4017621&_schema=PORTAL.

5

Passer à l’action



« Les PAIR sont restées dans l'angle mort des politiques municipales en matière de vieillissement, en dépit du travail de visibilisation et de reconnaissance effectué depuis une quarantaine d'années par plusieurs organismes communautaires sur le terrain. Cette situation a même été aggravée par la pandémie de COVID-19. »

À la lumière de ces données, de ces constats et de ces réflexions, le CIM enjoint la Ville de Montréal de faire tout ce qui est en son pouvoir pour placer l'inclusion sociale et le droit à la ville des PAIR au cœur de la prochaine version de son *Plan d'action municipal pour les personnes aînées*. Malgré les efforts de la Ville de Montréal pour devenir une Ville amie des aînés (VADA) ces dernières années, un constat se dégage de nos échanges avec divers acteur-rices au cours de l'été 2020 : les PAIR sont restées dans l'angle mort des politiques municipales en matière de vieillissement, en dépit du travail de visibilisation et de reconnaissance effectué depuis une quarantaine d'années par plusieurs organismes communautaires sur le terrain. Cette situation a même été aggravée par la pandémie de COVID-19. Comme nous l'avons déjà évoqué, certains enjeux soulevés dans cet avis vont au-delà du champ d'expertise de la Ville. Toutefois, cette dernière ne doit pas hésiter à faire pression sur les paliers supérieurs de gouvernement pour proposer des solutions concrètes aux problèmes identifiés. Nous croyons que les recommandations proposées dans cette section profiteront à l'ensemble de la population aînée montréalaise, et à d'autres segments de la population qui vivent des situations de précarité et de vulnérabilité sociale. Hormis la toute première, les recommandations suivantes sont réparties en fonction des trois thématiques principales de cet avis qui s'articulent autour de la notion de milieu de vie : le logement, la participation dans la ville ainsi que l'aménagement, le transport et l'urbanisme.

Recommandation 1

Dans le cadre de ses planifications pluriannuelles et en collaboration avec le Bureau de la commissaire à la lutte contre le racisme et la discrimination systémiques, que la Ville collecte des données sur les PAIR pour lui permettre de dresser des portraits sociodémographiques approfondis de cette population, en distinguant selon le lieu de naissance et la racialisation, et qu'elle développe des actions ciblées qui répondent aux besoins des PAIR, en s'appuyant sur ces portraits sociodémographiques détaillés.

Dans le cadre de cet avis, nous avons souligné à plusieurs reprises le biais statistique qui nous a permis d'obtenir des données sur les personnes âgées immigrantes, tout en laissant de côté les spécificités associées aux personnes âgées immigrantes racialisées et aux personnes âgées racialisées nées au Canada. La Ville de Montréal doit remédier à cette situation en utilisant tous les moyens à sa disposition pour croiser, interpréter et cartographier les données du recensement de 2016 et de tous les recensements subséquents. La Ville de Montréal devrait également mener ses propres enquêtes ethnographiques et statistiques sur le terrain, de manière à obtenir un portrait encore plus juste des PAIR résidant sur son territoire. En effet, les variables utilisées dans le cadre du recensement fédéral peuvent présenter des limites quant à la compréhension rigoureuse de la situation des PAIR. Ces portraits sociodémographiques devront utiliser des échelles beaucoup plus précises que celles des arrondissements car des réalités socioéconomiques très contrastées peuvent se côtoyer parmi les PAIR dans certains secteurs, comme à Montréal-Nord. Il apparaît ainsi pertinent que la Ville de Montréal se dote d'un mécanisme qui assure des collectes de données distinguant le lieu de naissance et la racialisation et pour implanter un tel mode de fonctionnement, le Bureau de la commissaire à la lutte contre le racisme et la discrimination systémique apparaît être un allié pertinent. Nous suggérons à la Ville de Montréal d'employer, comme nous l'avons fait dans le cadre de cet avis, l'échelle des territoires de CLSC pour présenter les résultats de ses recherches. Enfin, pour maintenir ses engagements auprès

du *Réseau mondial OMS des villes et des communautés amies des aînés* et constituer un exemple à suivre à l'échelle internationale, Montréal doit continuer à élaborer des plans d'action spécifiques en matière de vieillissement durant les prochaines décennies. Elle doit également y inclure des mesures concrètes destinées à améliorer l'inclusion sociale, le droit à la ville et les conditions matérielles des PAIR, dans leurs milieux de vie.

5.1 Les recommandations en matière de logement

Recommandation 2

Que la Ville mette en place une campagne de sensibilisation à l'échelle de son territoire pour contrer, dans le parc locatif privé montréalais, la discrimination et le harcèlement à l'encontre des personnes immigrantes et/ou racialisées, notamment les personnes âgées.

Le racisme et les discriminations systémiques opèrent dans le parc locatif privé montréalais de diverses manières. En effet, dans un marché locatif en pleine ébullition, où la demande est très élevée et l'offre assez basse, les propriétaires privés disposent d'une grande marge de manœuvre pour sélectionner leurs locataires. Le racisme et les différentes discriminations systémiques – l'âgisme, le sexisme et le capacitisme – peuvent donc entraver directement le processus de recherche d'un logement, en particulier pour les PAIR. Nous demandons à la Ville de Montréal de mettre sur pied une campagne de sensibilisation dans l'espace public pour réaffirmer le droit au logement et à la ville des personnes immigrantes et/ou racialisées, en insistant particulièrement sur les personnes âgées. Cette campagne devrait mettre l'accent sur les droits et les cadres législatifs en vigueur, en rappelant que la discrimination est interdite par la Charte des droits et libertés de la personne. Pour ce faire, la Ville pourrait collaborer avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse ainsi qu'avec des groupes communautaires impliqués auprès des personnes immigrantes et/ou racialisées, des personnes aînées et des locataires. Cette démarche pourrait donner une meilleure visibilité aux PAIR, tout en attirant l'attention sur les réalités auxquelles elles font face dans le parc locatif privé. Pour terminer, la Ville pourrait s'inspirer de l'initiative contre le

harcèlement de rue mise sur pied par le Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal et soutenue par l'arrondissement Ville-Marie en 2019[1].

Recommandation 3

Que la Ville crée une initiative, à partir d'un modèle bonifié du programme Habiter la mixité, de manière à augmenter le soutien communautaire aux PAIR résidant en HLM ou dans d'autres types de logements sociaux.

Comme nous l'avons vu dans la partie 4.1.4, le programme Habiter la mixité était apprécié des acteur-rices sur le terrain et représentait un outil efficace pour faciliter le vivre-ensemble et les relations de voisinage, notamment en HLM, en coopérative et en OSBL d'habitation. Même si le gouvernement provincial a coupé le financement de ce projet, la Ville de Montréal doit prendre les devants et le remettre sur les rails, quitte à modifier le nom officiel et les objectifs de cette nouvelle initiative. Considérant le vieillissement sur place de plusieurs personnes immigrantes dans ces milieux de vie, en plus des PAIR qui y résident déjà, la nécessité de faciliter la cohabitation des résident-es par l'accompagnement et par les rencontres interculturelles ne perdra pas de sa pertinence.

Recommandation 4

Que la Ville mène des représentations auprès du gouvernement du Québec pour bonifier les trois volets du programme d'AccèsLogis Montréal, en ciblant les quartiers abritant de fortes proportions de ménages issus de l'immigration.

Le 17 février 2021, la mairesse Valérie Plante affirmait que son administration (Scott, 2021) n'avait réussi à construire que 60 % des 6 000 nouvelles unités de logements sociaux promises à la dernière élection municipale, en raison d'un financement provincial insuffisant. En 2016, Montréal a hérité de nouveaux pouvoirs de gestion de son propre programme AccèsLogis Montréal, financé par la SHQ et par la Communauté métropolitaine de Montréal. La Ville



de Montréal, en coalition avec les autres centres urbains du Québec, doit continuer de faire pression sur le gouvernement provincial pour qu'il augmente la part de la SHQ dans le financement d'AccèsLogis Montréal et AccèsLogis Québec. La Ville de Montréal doit également faciliter la construction de nouveaux projets dans des quartiers abritant de fortes proportions de ménages issus de l'immigration.

5.2 Les recommandations en matière de participation dans la ville

Recommandation 5

Que la Ville investisse dans le soutien aux initiatives de lutte contre les fractures linguistiques et numériques qui exacerbent la vulnérabilité des PAIR.

Pendant la pandémie de COVID-19, nous avons constaté l'importance de communiquer clairement les mesures sanitaires auprès de tous les segments de la population, en particulier des personnes âgées ne parlant ni l'anglais ni le français. Pour atteindre les PAIR, notamment en ce qui a trait à son offre culturelle et à ses activités dans les bibliothèques, la Ville de Montréal doit s'assurer d'utiliser des moyens variés, dans plusieurs langues et avec une diversité de supports. Elle pourrait envisager une collaboration avec les organismes communautaires desservant les PAIR pour faire connaître ces activités[2].

De plus, bien que le bottin virtuel 211 rassemble déjà la plupart des services communautaires et sociaux offerts à Montréal, en anglais et en français, nous croyons qu'il est fondamental de dépasser la fracture linguistique et numérique pour rejoindre les PAIR. En ce sens, la Ville de Montréal, soutenue par le BINAM, devrait produire un bottin, en version papier, dans plusieurs langues autres que le français et l'anglais, qui pourrait être remis aux PAIR nouvellement arrivées à Montréal.

Recommandation 6

Que la Ville diversifie les activités, les ressources et les collections de ses bibliothèques pour mieux répondre à la réalité et aux besoins des personnes âgées de diverses origines.

Les acteur-rices sur le terrain que nous avons interrogé-es croient à l'importance de l'accueil et de l'accompagnement, pour créer des espaces de participation inclusifs avec les PAIR. En ce sens, les bibliothèques doivent améliorer et renouveler leurs collections multilingues et organiser des activités accessibles pour les PAIR, notamment pour celles qui maîtrisent peu l'anglais ou le français[3]. En plus de la fracture linguistique, la pandémie de COVID-19 a révélé une profonde fracture numérique. Les recherches récentes en gérontologie sociale démontrent que la supposée aversion des personnes âgées pour les environnements numériques relève davantage d'un stéréotype âgiste que de la réalité empirique (Sawchuk *et al.*, 2018). Les conditions socioéconomiques comme la difficulté d'accès à un ordinateur ou à une connexion Internet et le manque de formations adaptées aux personnes âgées pour comprendre et utiliser les outils numériques forment les contours principaux de cette fracture numérique. Bref, les bibliothèques, en tant qu'institutions publiques ouvertes sur la ville, recèlent un immense potentiel pour l'inclusion sociale et la participation des PAIR, à condition de mettre sur pied des programmes adaptés et de prévoir un accompagnement adéquat. Enfin, des services d'interprétariat facilement accessibles durant ces activités pourraient grandement améliorer l'accès des personnes âgées immigrantes aux institutions formelles de la société civile comme les bibliothèques (Kadowaki *et al.*, 2020).

Recommandation 7

Que la Ville soutienne des initiatives existantes ou appuie la création, dans chaque quartier, de lieux de socialisation à vocation interculturelle et intergénérationnelle.

Divers obstacles liés notamment aux transports ou à l'accessibilité économique et linguistique peuvent entraver la



participation dans la ville des PAIR. La création de lieux de socialisation accessibles et de proximité ou l'appui à de telles initiatives pourraient donner des outils supplémentaires à des espaces de rencontre existants ou contribuer à les mettre sur pied, en collaboration étroite avec les organismes communautaires de chaque secteur. Ces lieux, de type centres communautaires de jour, permettraient de réduire les distances à parcourir pour les PAIR désirant socialiser, tout en favorisant le vivre-ensemble et l'échange[4]. Ils pourraient également offrir de l'accompagnement aux PAIR isolées qui doivent s'orienter dans le dédale des institutions municipales et autres. L'été, ces centres pourraient également accueillir les PAIR dans leurs locaux climatisés, lors de vagues de chaleur. Par contre, pour ne pas dédoubler les initiatives, la Ville de Montréal devra travailler en étroite collaboration avec les organismes sur le terrain, en appuyant les centres existants qui pourraient remplir ces fonctions. Les efforts de création de tels espaces pourraient être concentrés dans les secteurs de la Ville les moins bien pourvus en transports et en organismes communautaires œuvrant auprès des PAIR.

5.3 Les recommandations en matière d'urbanisme, d'aménagement et de transport

Recommandation 8

Que la Ville s'assure, pour chaque nouveau projet urbanistique, que l'aménagement de l'environnement urbain soit adapté aux personnes âgées, notamment dans les quartiers abritant de fortes proportions de ménages issus de l'immigration et/ou racialisés.

Pour faciliter un vieillissement actif et favoriser les occasions de socialisation chez les PAIR, le CIM recommande à la Ville de Montréal de mettre en place plus d'aménagements adaptés sur son territoire par le biais, notamment, des projets enchâssés dans son plan d'urbanisme. La plupart des mesures annoncées dans le *Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020* et celles qui ont été réalisées concrètement (Ville de Montréal, 2019c) touchent l'aménagement urbain et l'amélioration de l'accessibilité : réaménagement de parcs, réfection d'intersections, aménagement de saillies de trottoirs, amélioration de la signalisation, installation de mobilier et d'équipements. Toutefois,

nous croyons important de réitérer ce point général dans le cadre de cet avis, tant les besoins sont grands sur le terrain. Notre enquête nous a permis de constater que les quartiers périphériques abritant de grandes proportions de ménages racialisés et/ou issus de l'immigration contiennent encore plusieurs barrières urbanistiques qui entravent la mobilité et la participation des PAIR dans la ville, entre autres l'enclavement de secteurs entiers, le manque de mobilier urbain et d'équipements, l'étalement urbain, les îlots de chaleur, une quantité insuffisante de jardins communautaires et les obstacles à la sécurité piétonne. Comme elle l'a déjà fait dans le cadre du projet-pilote de réaménagement du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle dans Ahuntsic–Cartierville, la Ville doit s'assurer de la participation des personnes âgées, et plus particulièrement des PAIR, dans l'élaboration de ses plans d'aménagement (Ville de Montréal, 2019c), tels que les PPU, et dans le chantier du prochain *Plan d'action municipal en matière de vieillissement*[5].

Recommandation 9

Que la Ville demande à la STM d'améliorer significativement son service, en ce qui a trait aux trajets et à la fréquence des autobus et des Navettes Or dans les arrondissements périphériques montréalais et dans les secteurs spécifiques où résident des proportions importantes de PAIR.

D'une part, il est impératif que la Ville de Montréal améliore ses services destinés aux personnes âgées dans les secteurs de son territoire qui ne sont pas encore desservis par les Navettes Or. D'autre part, la Ville de Montréal doit améliorer la fréquence et les circuits d'autobus, en particulier dans les secteurs mal desservis par le transport en commun, de manière à réduire la dépendance à la voiture et l'isolement de PAIR ne pouvant se déplacer autrement qu'en utilisant le réseau public de transports.

Recommandation 10

Que la Ville utilise son siège à l'Autorité régionale de transport métropolitain pour travailler à offrir la gratuité complète du transport pour toutes les personnes de 65 ans et plus.

Considérant le fait que le coût élevé des titres de transport en commun représente une barrière significative à la mobilité et à la participation des PAIR dans la Ville de Montréal, le CIM demande à cette dernière de continuer à faire pression auprès de l'ARTM pour obtenir la gratuité du transport en commun pour les personnes âgées de 65 ans et plus. La Ville de Montréal avait déjà annoncé sa volonté de discuter de la possibilité d'établir la gratuité des titres de transport pour cette population (Ville de Montréal, 2019c, p. 1).

1 Le matériel produit dans le cadre de cette campagne se trouve ici : https://www.ceaf-montreal.qc.ca/public/2019/10/campagne-daffichage-feministe-contre-le-harcelement-de-rue.html

2 Dans son plan en matière de vieillissement, Calgary a opté pour cette stratégie de manière à rejoindre, avec de l'information accessible, une proportion accrue de personnes âgées (City of Calgary, 2015). Boston fait la même chose, avec des moyens encore plus poussés (City of Boston, 2017).

3 Par exemple, Philadelphie a implanté un programme de tutorat qui permet à des étudiant-es de l'Université Temple d'offrir des ateliers aux personnes âgées immigrantes et réfugiées pour les aider à naviguer et à remplir des formulaires divers ou des demandes de citoyenneté (City of Philadelphia, 2012). Barcelone a créé un programme de rencontres interculturelles destinées aux personnes âgées dans le quartier de Sant Andreu (Ajuntament de Barcelona, 2017).

4 La Ville de Montréal pourrait, en ce sens, s'inspirer du concept de la « Ville du 15 minutes » poussé par la maire (c'est ainsi que la maire de Paris veut qu'on l'appelle, ce n'est pas une erreur) de Paris, Anne Hidalgo. L'idée est qu'une personne puisse, dans un rayon de 15 minutes de marche à partir de son domicile, remplir la plupart de ses besoins et participer aux activités sociales ou culturelles de son choix. Pour plus d'informations, consultez : https://annehidalgo2020.com/thematique/ville-du-1-4h/. Par ailleurs, Paris a mis sur pied, dans son plan Seniors à Paris, des cafés sociaux dans plusieurs arrondissements, qui s'adressent directement aux migrants âgés (Mairie de Paris, 2017).

5 À Vancouver, dans son plan d'action le plus récent en matière de vieillissement, l'administration a décidé de s'associer à des groupes communautaires locaux actifs auprès des communautés de la diversité ethnoculturelle, de manière à tenir des rencontres publiques avec les PAIR, pour inclure les populations âgées marginalisées dans l'application de cette politique (City of Vancouver, 2013).



Conclusion

En publiant cet avis, le CIM désire veiller à ce que la Ville de Montréal place les réalités et les enjeux vécus par les PAIR au cœur de ses réflexions sur le vieillissement de la population, qui s'accélère d'année en année sur son territoire. En effet, rappelons qu'en 2016, 44 % de la population âgée de 65 ans et plus à Montréal était née à l'extérieur du Canada (DRSP et TCAIM, 2019a). Cette donnée n'inclut pas les personnes racialisées nées au Canada et ayant vieilli sur place, ni les personnes immigrantes âgées entre 50 et 65 ans et qui entreront prochainement dans la catégorie des personnes âgées. La population âgée montréalaise est donc très diversifiée en termes d'appartenance ethnoculturelle, de pratiques linguistiques et de parcours migratoires, une richesse que la Ville de Montréal doit valoriser, célébrer et honorer en se plaçant en position d'accueil, ce que font déjà plusieurs métropoles nord-américaines comme Seattle, Chicago, Philadelphie, Boston, Calgary ou Vancouver. Pour ce faire, la Ville de Montréal doit également comprendre en profondeur les mécanismes d'exclusion sociale et de mise à l'écart des populations âgées qui affectent les PAIR de manière disproportionnée par rapport aux autres sous-groupes âgés, en raison notamment du racisme et des discriminations systémiques. Les données et les analyses présentées dans cet avis visent à améliorer la compréhension de ces phénomènes pour faciliter la mise en place de mesures concrètes favorisant l'inclusion sociale tout en renforçant les milieux de vie des PAIR à Montréal. Nos dix recommandations touchent autant le logement, la participation dans la ville que l'aménagement urbain et le transport.

Dans une prochaine étape de ce chantier, le CIM souhaite aller à la rencontre de PAIR à Montréal, afin de leur donner une voix et de leur permettre de partager leurs expériences sur les enjeux que nous soulignons dans le présent rapport. Le CIM produira également un résumé du présent document ainsi que des vignettes illustrées qui porteront sur l'essentiel des différentes sections de l'avis. De plus, le CIM travaillera étroitement avec le Bureau de la commissaire à la lutte et au racisme et aux discriminations systémiques pour s'assurer de la prise en compte durable des enjeux et des besoins des PAIR à Montréal. Avant de terminer, nous réitérons l'importance, pour la Ville de Montréal, de continuer à renouveler son *Plan d'action municipal pour les personnes aînées* au cours des prochaines décennies. Comme nous l'avons mentionné à quelques reprises, la Ville de Montréal a l'occasion de devenir une cheffe de file au sein du *Réseau mondial OMS des villes et communautés amies des aînés* en établissant un modèle à suivre quant à l'inclusion concrète des PAIR dans les politiques publiques inspirées du modèle VADA.

Remerciements

Le Conseil interculturel de Montréal souhaite remercier chaleureusement toutes les personnes ayant participé aux consultations préalables de l'automne 2019 ainsi qu'aux entretiens à distance de l'été 2020. Nous désirons souligner la qualité du travail du chercheur Julien Simard et le remercier. Nous remercions également Marie-Claude Haince, Amel Gherbi, Manuelle Alix-Surprenant et Francis Therrien pour la coordination de l'avis et le soutien à la recherche ainsi que les membres du Comité avis et recherche du CIM pour leur implication.

Sans le travail rigoureux du cartographe Adrian Gould et l'aide précieuse et efficace de Valérie Lemieux, agente de planification, de programmation et de recherche, tous deux employé-es à la Direction régionale de la santé publique de Montréal, nous n'aurions pas pu bénéficier des riches statistiques et des cartes que nous vous présentons dans cet avis.

Enfin, nous sommes reconnaissant-es du soutien offert par plusieurs personnes œuvrant au sein de diverses instances de la Ville de Montréal et qui ont pris part à cette étude. Nous les remercions sincèrement de leur collaboration.

Références

Abramson, C. M. (2016). Unequal aging: Lessons from inequality's end game. *Public Policy & Aging Report*, 26(2), 68-72. DOI:10.1093/ppar/prw006.

ACEF du Nord. (2020). *La gratuité du transport en commun : une nécessité pour lutter contre la pauvreté et les changements climatiques !*. Mémoire présenté dans le cadre du Projet de refonte tarifaire, Consultation publique de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM). https://repensonslamobilite.quebec/media/default/0001/01/50316d162bbed14f4686ff28441ef3388d7746c2.pdf

Agence QMI. (2020, 14 décembre). Évictions : les organismes ont reçu deux fois plus de demandes cette année. *Journal de Montréal*. https://www.noosmedia.com/article-societe/canada/2020-12-15-evictions-les-organismes-ont-recu-deux-fois-plus-de-demandes-cette-annee_1811

Ajuntament de Barcelona. (2017). *Pla Barcelona amigable amb les persones grans 2017-2021*. Plan d'action. http://estatic.bcn.cat/ConsellAssessorGentGran/Continguts/Documents/Pla+Barcelona+Amigable+amb+les+Persones+Grans+2017-2021.pdf

Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR). (2018). *Mémoire des sections AQDR de Montréal portant sur le Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020*. Mémoire présenté à la Ville de Montréal. https://www.aqdr.org/wp-content/uploads/AQDR_Memoire-Mtl_2018-02-26.pdf

Atkinson, R. (2000). Measuring gentrification and displacement in Greater London. *Urban Studies*, 37(1), 149-165. DOI:10.1080/0042098002339.

Baril, A. (2013). *La normativité corporelle sous le bistouri : (re)penser l'intersectionnalité et les solidarités entre les études féministes, trans et sur le handicap à travers la transsexualité et la transcapacité* [Thèse de doctorat, Institut d'études des femmes, Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa]. https://ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/30183/1/Baril_Alexandre_2013_these.pdf

Becker, G. (2003). Meanings of place and displacement in three groups of older immigrants. *Journal of Aging Studies*, 17(2), p. 129-149. DOI:10.1016/S0890-4065(03)00007-0.

Bickel, J.-F. (2014). La participation sociale, une action située entre biographie, histoire et structure. Dans C. Hummel, I. Mallon et V. Caradec (dir.), *Vieillesses et vieillissements. Regards sociologiques* (p. 207-226). Presses Universitaires de Rennes.

Boisjoli, A. (2016). Vieillir ici et venir d'ailleurs. Entrevue avec Marie-Emmanuelle Laquerre, *METISS et ses recherches en action*. http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs2568176

Bolzman, C. (2012). Democratization of ageing: also a reality for elderly immigrants? *European Journal of Social Work*, 15(1), 97-113. DOI:10.1080/13691457.2011.562018.

Brotman, S. (2003). The limits of multiculturalism in elder care services. *Journal of Aging Studies*, 17(2), 209-229. DOI:10.1016/S0890-4065(03)00003-3.

Brotman, S., Ferrer, I. et Koehn, S. (2020). Situating the life story narratives of aging immigrants within a structural context: The intersectional life course perspective as research praxis. *Qualitative Research*, 20(4), 465–484. DOI:10.1177/1468794119880746.

Brotman, S., Ferrer, I., Koehn, S. et Delgado, P. (2019). L'isolement social chez les immigrant-e-s âgés au Canada : une question de droits de la personne. *Droits et libertés*, 38(1), 37-40.

Brotman, S., Simard, J. et Delgado, P. (2020). *Les personnes âgées immigrantes et le logement à Montréal. Tirer des leçons des expériences de personnes âgées immigrantes*. Note de breffage, CRÉGÈS. https://www.creges.ca/wp-content/uploads/2021/01/MTL-Logement-Policy-Brief-2.pdf

Buffel, T., Rémillard-Boilard, S., Walsh, K., McDonald, B., Smetcoren, A.-S. et De Donder, L. (2020). Age-friendly approaches and old-age exclusion: A cross-city analysis. *International Journal of Ageing and Later Life*, 1-29. DOI:10.3384/ijal.1652-8670.1470.

Burns, V. F., Lavoie, J.-P. et Rose, D. (2012). Revisiting the role of neighbourhood change in social exclusion and inclusion of older people. *Journal of Aging Research*, 1-12. DOI:10.1155/2012/148287.

Carrière, Y., Martel, L., Légaré, J. et Picard, J.-F. (2016). La contribution de l'immigration à la taille et à la diversité ethnoculturelle des futures cohortes de personnes âgées. Fiche statistique. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2016001/article/14345-fra.htm

Chabrol, M., Collet, A., Giroud, M., Launay, L., Rousseau, M. et Minassian, H. T. (dir.), (2016). *Gentrifications*. Éditions Amsterdam.

Charpentier, M. et Quéniart, A. (2017). Aging experiences of older immigrant women in Québec (Canada): From deskilling to liberation. *Journal of Women & Aging*, 29(5), 437-447. DOI:10.1080/08952841.2016.1213111.

City of Boston. (2017). *Age-friendly Boston action plan 2017*. Plan d'action. https://www.boston.gov/sites/default/files/embed/f/full_report_0.pdf

City of Calgary. (2015). *Seniors age-friendly strategy and implementation plan 2015-2018*. Plan d'action. https://www.calgary.ca/CSPS/CNS/Documents/seniors/Seniors_Age_Friendly_Strategy.pdf

City of Philadelphia. (2012). *Global age-friendly cities: Assessment city of Philadelphia*. Mayor's Office of Policy Planning and Development. https://extranet.who.int/agefriendlyworld/wp-content/uploads/2014/05/Assessment-Philadelphia.pdf

City of Vancouver. (2013). *The age-friendly action plan 2013-2015*. Plan d'action. https://vancouver.ca/files/cov/age-friendly-action-plan.pdf

Cleveland, J., Hanley, J., Jaimes, A. et Wolofsky, T. (2020). *Impacts de la crise de la COVID-19 sur les «communautés culturelles» montréalaises. Enquête sur les facteurs socioculturels et structurels affectant les groupes vulnérables*. Rapport de recherche, SHERPA. https://sherpa-recherche.com/wp-content/uploads/impact_covid19_communautes_culturelles.pdf

Collins, P. H. (2000). *Black feminist thought: Knowledge, consciousness, and the politics of empowerment*. Routledge.

Commission ontarienne des droits de la personne (CODP). (2005). *Politique et directives sur le racisme et la discrimination raciale*. Toronto : Commission ontarienne des droits de la personne

Comité logement de la Petite-Patrie (CLPP). (2020). *Entre fraude et spéculation. Enquête sur les reprises et évictions de logements*. Rapport de recherche. https://rclalq.qc.ca/wp-content/uploads/2020/12/Entre-fraude-et-spe%CC%81culation-2020.pdf

Conseil des Montréalaises. (2019). *Se loger à Montréal. Avis sur la discrimination des femmes en situation de handicap et le logement*. Avis. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/cons_montrealaises_fr/media/documents/conseil_des_montrealaises_avis_logement_handicap_web.pdf

Conseil interculturel de Montréal (CIM). (2018). *Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale*. Avis. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/conseil_interc_fr/media/documents/avis_participation_montrealais_issu_diversite_vie_municipale.pdf

Conseil interculturel de Montréal (CIM). (2019a). *Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle*. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/conseil_interc_fr/media/documents/strategie_integree_six_etapes.pdf

Conseil interculturel de Montréal (CIM). (2019b). *Mémoire du Conseil Interculturel de Montréal*. Mémoire présenté dans le cadre de la Consultation sur le racisme et la discrimination systémiques dans le champ de compétences de la Ville de Montréal. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONSEIL_INTERC_FR/MEDIA/DOCUMENTS/MEMOIRECONSEIL_INTERCULTUREL_MONTREAL_RACISME_SYSTEMIQUE_2019.PDF

Conseil interculturel de Montréal (CIM). (2020). *Racisme systémique. Agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes*. Avis. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONSEIL_INTERC_FR/MEDIA/DOCUMENTS/CIM-AVIS_RACISME_SYSTEMIQUE-FR-WEB.PDF

Corriveau, J. (2020, 25 novembre). Les campeurs de la rue Notre-Dame invités à quitter les lieux. *Le Devoir*. https://www.ledevoir.com/politique/montreal/590339/montreal-ne-veut-pas-user-de-la-force-pour-evacuer-le-campement-de-la-rue-notre-dame

Davidson, M. et Lees, L. (2005). New-build 'gentrification' and London's riverside renaissance. *Environment and Planning A*, 37(7), 1165-1190. DOI:10.1068/a3739.

Dempsey, C. (2005). *Elderly immigrants in Canada: Income sources and self- sufficiency*. Citizenship and Immigration Canada. http://www.cic.gc.ca/english/pdf/research-stats/elderly.pdf

Desmarais, P. T. (2016). *Logements insalubres en contexte pluri-ethnique: étude de cas et pistes d'intervention pour le quartier Norgate dans l'arrondissement Saint-Laurent à Montréal* [mémoire de maîtrise, Université de Montréal]. https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/13995.

Direction de la santé publique (DRSP). (2020). Quelques indicateurs du recensement pour la population immigrante de 65 ans et plus, CLSC de Montréal, 2016. Données inédites. Recensement général de 2016, Statistiques Canada.

Direction de la santé publique et Table de concertation des aînés de l'île de Montréal (DRSP et TCAIM). (2019a). *Les conditions de vie des aînés immigrants*. Fiche thématique. https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/fichiers/professionnels/DRSP/sujets-a-z/Aines/Fiche-aines-immigrants_FR.pdf

Direction de la santé publique et Table de concertation des aînés de l'île de Montréal (DRSP et TCAIM). (2019b). *Les personnes aînées et le logement*. Fiche thématique. http://tcaim.org/doc/publications/Logement.pdf

Direction de la santé publique et Table de concertation des aînés de l'île de Montréal (DRSP et TCAIM). (2019c). *Le revenu des personnes aînées*. Fiche thématique. http://tcaim.org/portfolio-view/le-revenu-des-personnes-aines-montrealais/

Direction de la santé publique et Table de concertation des aînés de Montréal (DRSP et TCAIM). (2019d, 16 octobre). *Présentation. Tirer des leçons des personnes âgées immigrantes*. Document inédit.

Dwyer, P. et Papadimitriou, D. (2006). The social security rights of older international migrants in the European Union. *Journal of Ethnic and*

Migration Studies, 32(8), 1301-1319. DOI:10.1080/13691830600927773.

Ferrer, I., Grenier, A., Brotman, S. et Koehn, S. (2017). Understanding the experiences of racialized older people through an intersectional life course perspective. *Journal of Aging Studies*, 41, 10-17. DOI:10.1016/j.jaging.2017.02.001.

Ferrer, I., Lee, Y. et Khan, M. N. (2020). Understanding the lived experiences and financial realities of older immigrants. *Canadian Ethnic*, 52(2), 53-78. DOI:10.1353/ces.2020.0013.

García, I. et Rúa, M. M. (2018). 'Our interests matter': Puerto Rican older adults in the age of gentrification. *Urban Studies*, 55(14), 3168-3184. DOI:10.1177/0042098017736251.

Gouvernement du Canada. (2018). *Isolement social des aînés. Regard spécifique sur les nouveaux immigrants et réfugiés aînés au Canada*. Rapport préparé par Emploi et Développement social Canada. https://www.canada.ca/content/dam/canada/employment-social-development/corporate/seniors/forum/social-isolation-immigrant-refugee/social-isolation-immigrant-refugee-seniors-FR.pdf

Goyer, R. (2017). *Déménager ou rester là. Rapports sociaux inégalitaires dans l'expérience des locataires* [thèse de doctorat, Université de Montréal]. https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/20814

Grant, H. et Townsend, J. (2010). The incidence of poverty among Canada's elderly immigrants. Dans D. Durst et M. MacLean (dir.), *Diversity and aging among immigrant seniors in Canada* (79-102). Detselig.

Grenier, A., Barken, R., Sussman, T., Rothwell, D., Bourgeois-Guérin, V. et Lavoie, J.-P. (2016). A literature review of homelessness and aging: suggestions for a policy and practice-relevant research agenda. *Canadian Journal on Aging/La Revue canadienne du vieillissement*, 35(1), 28-41. DOI:10.1017/S0714980815000616.

Grenier, A., Phillipson, C., Laliberte Rudman, D., Hatzifilalithis, S., Kobayashi, K. et Marier, P. (2017). Precarity in late life: understanding new forms of risk and insecurity. *Journal of Aging Studies*, 43 (Supplement C), 9-14. DOI:10.1016/j.jaging.2017.08.002.

Hodgson, C. (2020, 10 décembre). COVID : plus d'aînés demandent de l'aide alimentaire, *Journal Métro*. https://journalmetro.com/local/pointe-aux-trembles-montreal-est/2587744/banques-alimentaires-aines-covid-plus-daines-demandent-de-laide-alimentaire/

Kadowaki, L., Simard, J., Brotman, S., Koehn, S., Ferrer, I., Raymond, É. et Orzeck, P. (2020). *Tirer des leçons des expériences des personnes âgées immigrantes : rapport national*. Rapport de recherche. https://www.creges.ca/wp-content/uploads/2020/11/Tirer-des-lecons-des-experiences-des-personnes-agees-immigrantes-_-Rapport-national_2020.pdf

Kaida, L. et Boyd, M. (2011). Poverty variations among the elderly: the roles of income security policies and family co-residence. *Canadian Journal on Aging/La Revue canadienne du vieillissement*, 30(1), 83-100. DOI:10.1017/S0714980810000814.

Klinenberg, E. (2002). *Heat wave: a social autopsy of disaster in Chicago*. University of Chicago Press.

Koehn, S., Ferrer, I. et Brotman, S. (2020). Between loneliness and belongingm: narratives of social isolation among immigrant older adults in Canada. *Ageing & Society*. 1-21. DOI:10.1017/S0144686X20001348.

Lagacé, M. (dir.). (2010). *L'Âgisme. Comprendre et changer le regard social sur le vieillissement*. Presses de l'Université Laval.

Laquerre, M.-E., Rachédi, L. et Montgomery, C. (2017). Vieillissement et deuil : vers de nouvelles problématiques en intervention interculturelle. Dans C. Montgomery et C. Bourassa-Dansereau (dir.), *Mobilités internationales et intervention interculturelle : théories, expériences et pratiques*, (141–160). Presses de l'Université du Québec.

Lavoie, J.-P., Belleau, H., Guberman, N., Battaglini, A., Brotman, S., Montejo, M. et Hallouche, K. (2007). Prendre soin en contexte d'immigration récente. Les limites aux solidarités familiales à l'égard des membres de la famille avec incapacités. *Enfances, Familles, Générations*, (6). DOI:10.7202/016484ar. http://www.erudit.org/fr/revues/efg/2007-n6-efg1781/016484ar/.

Leduc, L. (2020, 4 décembre). Un portrait sombre de la situation des personnes âgées, *La Presse*. https://www.lapresse.ca/actualites/2020-12-04/etude-de-l-observatoire-quebecois-des-inegalites/un-portrait-sombre-de-la-situation-des-personnes-agees.php

Lévesque, L. (2021, 14 janvier). Plus important déficit de population à Montréal depuis 20 ans, *Le Devoir*. https://www.ledevoir.com/societe/593298/plus-important-deficit-de-population-a-montreal-depuis-20-ans

Lord, S. et Piché, D. (2018). *Vieillissement et aménagement : Perspectives plurielles*. Les Presses de l'Université de Montréal.

Mairie de Paris. (2017). *Seniors à Paris*. Plan d'action. https://extranet.who.int/agefriendlyworld/wp-content/uploads/2017/07/Paris-Action-Plan.pdf

Mandell, N., Lam, L., Borras, J. et Phonepraseuth, J. (2018). Living on the margins: economic security among senior immigrants in Canada. *Alternate Routes: A Journal of Critical Social Research*, 29. http://www.alternateroutes.ca/index.php/ar/article/view/22446

Marier, P. et Skinner, S. (2015). The impact of gender and immigration on pension outcomes in Canada. *Canadian Public Policy*, 34(1), S59-S78. DOI:10.3138/cpp.34.Supplement.S59.

Milligan, C. et Wiles, J. (2010). Landscapes of care. *Progress in Human Geography*, 34(6), 736-754. DOI:10.1177/0309132510364556.

Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

(MIFI). (2020). *Plan d'immigration du Québec pour l'année 2021*. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/immigration/publications-adm/plan-immigration/PL_immigration_2021_MIFI.pdf

Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS). (2018). *Un Québec pour tous les âges. Le plan d'action 2018-2013*. https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/ainee/F-5234-MSSS-18.pdf

Mouvement pour un transport public abordable (MTPA). (2020). *La tarification sociale comme solution aux problèmes d'accessibilité financière du transport en commun*. Mémoire présenté à la consultation publique sur le projet de refonte tarifaire, Autorité régionale de transport métropolitain. https://mctpablog.files.wordpress.com/2020/10/final-memoire-mtpa-artm.pdf

Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM). (2021). Les défis du vivre-ensemble. Les défis de la cohabitation intergénérationnelle et interculturelle. *Vie communautaire*. https://www.omhm.qc.ca/fr/vie-communautaire/les-defis-du-vivre-ensemble

Olazabal, I., Le Gall, J., Montgomery, C., Laquerre, M.-E. et Wallach, I. (2010). Diversité ethnoculturelle et personnes âgées immigrantes. Dans M. Charpentier, N. Guberman, V. Billette, J.-P. Lavoie, A. Grenier et I. Olazabal (dir.), *Vieillir au pluriel. Perspectives sociales* (79-92). Presses de l'Université du Québec.

Organisation mondiale de la santé (OMS). (2007). *Guide mondial des villes-amies des aînés*. https://www.who.int/ageing/publications/Guide_mondial_des_villes_amies_des_aines.pdf

Organisation des Nations-Unies (ONU). (2003). *Déclaration politique et Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement*. https://social.un.org/ageing-working-group/documents/mipaa-fr.pdf

Organisation des Nations Unies (ONU). (2020). In focus. The New York translation services during COVID-19. COVID-19 Response. https://www.un.org/en/coronavirus/focus-new-york-translation-services-during-covid-19

Projet de cartographie anti-éviction de Parc-Extension. (2020). *MIL façons de se faire évincer. L'Université de Montréal et la gentrification à Parc-Extension*. Rapport de recherche. https://comitedactionparcex.org/wp-content/uploads/2020/06/MIL-fa%C3%A7ons-de-se-faire-%C3%A9vincer-LUniversit%C3%A9-de-Montr%C3%A9al-et-la-gentrification-%C3%A0-Parc-Extension.pdf

Protecteur du citoyen. (2020). *Apprendre de la crise et passer à l'action pour respecter les droits et la dignité des personnes hébergées*. Rapport d'étape. https://protecteurducitoyen.qc.ca/sites/default/files/pdf/rapports_speciaux/rapport-etape-premiere-vague-covid-19-chsld.pdf

Raymond, É., Sévigny, A., Levasseur, M., Coimbra Ferreira de Almeida, M. et Villaverde Cabral, M. (2015). Participation sociale des aînés. Entre définitions, actions et pouvoirs. Dans J.-P. Viriot-Durandal, É. Raymond, T. Moulaert et M. Charpentier (dir.), *Droit de vieillir et citoyenneté des aînés* (207-221). Presses de l'Université du Québec.

Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ). (2020). *La flambée des loyers. Enquête sur le prix des logements à louer au Québec*. Rapport d'enquête. https://rclalq.qc.ca/wp-content/uploads/2020/06/La-flamb%C3%A9e-des-loyersVF.pdf

Rémillard-Boilard, S. (2018). The development of age-friendly cities and communities. Dans T. Buffel, S. Handler et C. Phillipson (dir.), *Age-friendly cities and communities. A global perspective* (13-32). Policy Press.

Rúa, M. M. (2017). Aging in displacement: urban revitalization and Puerto Rican elderhood in Chicago. *Anthropology & Aging*, 38(1), 44-59. DOI:10.5195/AA.2017.157.

Sawchuck, K., Grenier, L. et Lafontaine, C. (2018). « C'est étonnant à votre âge ! » ou le mythe du manque d'intérêt pour le numérique. Dans V. Billette, P. Marier et A.-M. Séguin (dir.), *Les vieillissements sous la loupe. Entre mythes et réalités* (43-51). Presses de l'Université Laval.

Scott, M. (2021, 18 février). Plante blames Quebec for neglecting social housing. *The Gazette*. https://montrealgazette.com/news/local-news/plante-blames-quebec-for-stalled-social-housing

Simard, J. (2019). *La précarité résidentielle chez les locataires vieillissantes à faible revenu : vieillir et se loger en contexte de gentrification à Montréal* [thèse de doctorat, Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société]. http://espace.inrs.ca/id/eprint/9720/1/Simard-J-D-Decembre2019.pdf

Smith, N. (1979). Toward a theory of gentrification a back to the city movement by capital, not people. *Journal of the American Planning Association*, 45(4), 538-548. DOI:10.1080/01944367908977002.

Société d'habitation du Québec (SHQ). (2010). *Profil des locataires et des ménages en attente d'un logement social*. http://www.habitation.gouv.qc.ca/fileadmin/internet/publications/0000021251.pdf

Statistique Canada. (2021). Les seuils de faible revenu, *Publications*. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75f0002m/2012002/lico-sfr-fra.htm

Vatz Laaroussi, M. (2013). Les aînées réfugiées au Québec : Entre transmission et transformation sociale ? *Recherches féministes*, 26(2), 105-126. DOI:10.7202/1022774ar.

Vatz Laaroussi, M., Guilbert, L., Rachédi, L., Kanouté, F. Ansòn, L., Canales, T., León Correal, A., Presseau, A., Thiaw, M. et Zivanovic Sarenac, J. (2012). De la transmission à la construction des savoirs et des pratiques dans les relations intergénérationnelles de femmes réfugiées au Québec. *Nouvelles pratiques sociales*, 25(1), 136-156. DOI:10.7202/1017387ar.

Versey, S. (2018). A tale of two Harlems: gentrification, social capital, and implications for aging in place. *Social Science & Medicine*, 214, 1-11. DOI:10.1016/j.socscimed.2018.07.024.

Versey, S., Murad, S., Willems, P. et Sanni, M. (2019). Beyond Housing: Perceptions of Indirect Displacement, Displacement Risk, and Aging Precarity as Challenges to Aging in Place in Gentrifying Cities. *Int. J. Environ. Res. Public Health*, 1-22.

Ville de Montréal. (2011). *Portrait de la population de 65 ans et plus*. Portrait présenté dans le cadre de la démarche Municipalité amie des aînés. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PROFIL_65_VILLE_DE_MONTR%C9AL_0.PDF

Ville de Montréal. (2018a). *Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020*. https://www.realisonsmtl.ca/4663/documents/12930/download

Ville de Montréal. (2018b). *Rapport de la démarche d'échanges avec la communauté dans le cadre de l'élaboration du Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020*. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/d_social_fr/media/documents/rapport_demarche_echanges_fr.pdf

Ville de Montréal. (2019a). Qu'est-ce que l'ADS+? *Présentation Powerpoint*. https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/d_social_fr/media/documents/9-ads.pdf

Ville de Montréal. (2019b). *Rapport Montréal durable 2016-2020*. https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/plan_montreal_durable_2016_2020.pdf

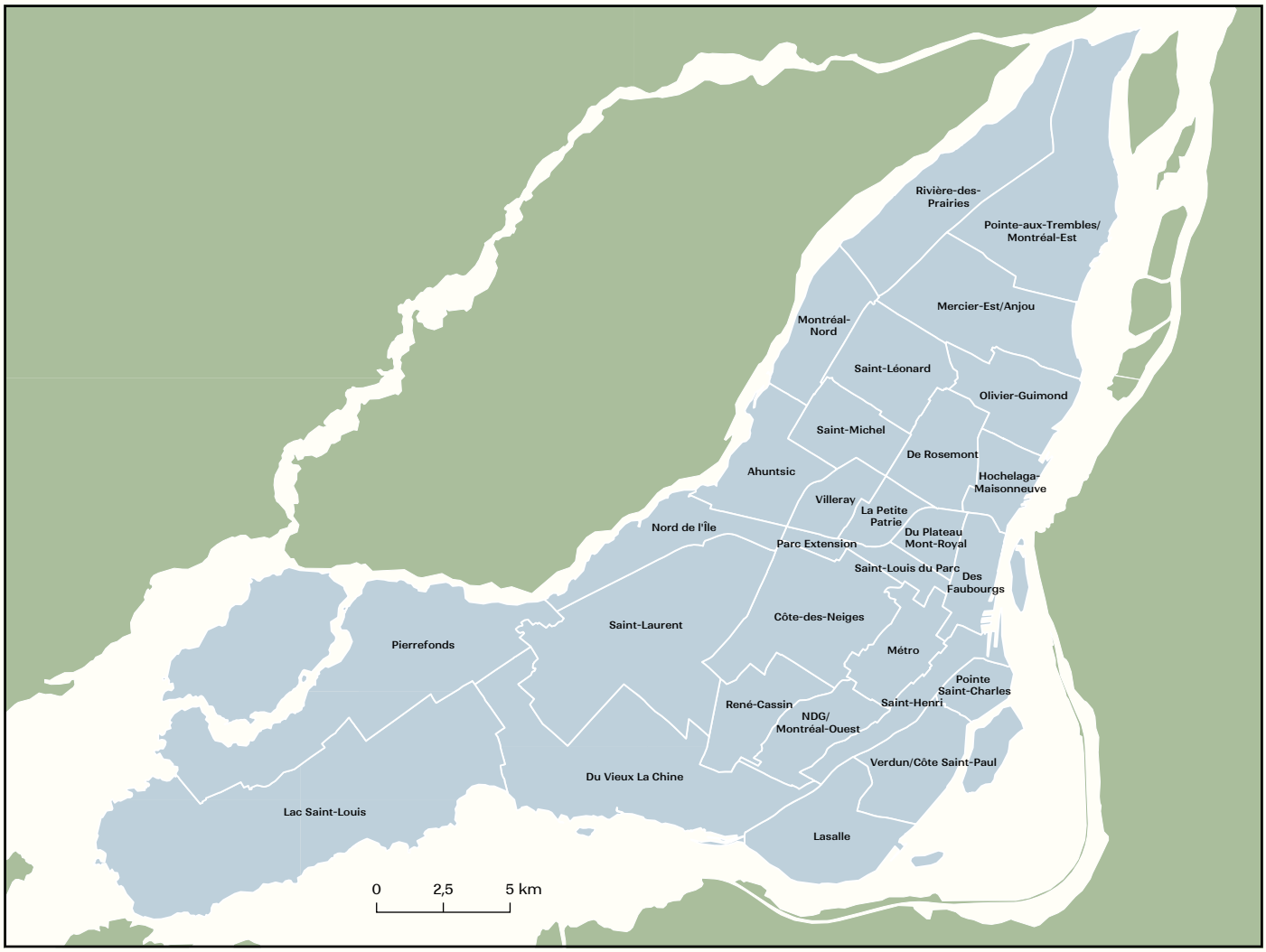
Ville de Montréal. (2019c). Bilan de mi-parcours. *Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020*. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/d_social_fr/media/documents/bilan_mi-parcours_fr.pdf

Ville de Montréal. (2021). Logement social et communautaire. *Habitation et aide financière*. http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9337%2C112625600&_dad=portal&_schema=PORTAL

Wiebe, I. (2018). *Les pratiques et expériences de mobilité quotidienne des personnes âgées dans l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie* [thèse de doctorat, Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société]. http://espace.inrs.ca/id/eprint/7580/1/Wiebe-AI-D-Fevrier2018.pdf

Annexe

Nouveau découpage de la RSS de Montréal en 35 territoires de CLSC



Source: Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Cartographie: DRSP, 2020



ville.montreal.qc.ca/cim

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.003

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1217815001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan annuel 2020 de l'escouade chantier.

Il est recommandé de :
Déposer le bilan annuel 2020 de l'escouade chantier.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-07-21 22:43

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217815001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan annuel 2020 de l'escouade chantier.

CONTENU

CONTEXTE

Créée en 2019 par la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier, l'escouade chantier œuvre pour offrir des infrastructures durables et de haute qualité aux Montréalaises et Montréalais. Les activités de l'escouade chantier découlent des préoccupations exprimées par les citoyens face à la qualité des travaux réalisés à Montréal et à la saine gestion des fonds publics. En mettant sur pied l'escouade chantier, la Ville de Montréal, comme grand donneur d'ouvrage, ajoute une composante additionnelle de surveillance de ses activités. Grâce à l'escouade, elle pose un regard critique sur ses propres activités et sur celles de ses fournisseurs.
Le mandat de l'escouade chantier se décline en deux volets : effectuer un suivi de la performance de différentes approches de réalisation et intensifier les activités de surveillance sur les chantiers de la Direction des infrastructures afin de s'assurer que les exigences techniques de la Ville sont respectées. De façon plus spécifique, l'escouade chantier bonifie les audits techniques sur les chantiers de la Direction des infrastructures ainsi que l'encadrement des entrepreneurs et des firmes spécialisées qu'elle mandate pour le contrôle qualitatif des matériaux, la surveillance des chantiers et la surveillance environnementale des déblais contaminés.

L'escouade chantier produit un rapport annuel qui a pour objectif de dévoiler les résultats des audits et des contrôles instaurés et de documenter ses observations en vue d'améliorer les pratiques pour les projets futurs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Le document "Bilan escouade chantier 2020" déposé expose en détail les audits et contrôles menés par l'escouade en 2020 et les résultats qu'elle a pu observer, en les comparant avec

ceux de 2019 lorsqu'applicable.
Volet "Suivi de performance"
L'escouade a choisi de s'attarder en 2020 sur ces techniques de réalisation :

- Vérifier le comportement de la chaussée reconstruite dans un projet où les sols d'excavation ont été réutilisés pour le remblayage des tranchées et déterminer des conditions gagnantes pour reproduire cette technique (projet 336102 Victoria - fin printemps 2020);
- Évaluer si des nouveaux enrobés utilisés pour répondre aux conditions particulières de forte sollicitation des artères routières répondent aux exigences de la Ville et offrent les performances escomptées (projet 336501 Louis-H.-Lafontaine - fin 2021);
- Mieux comprendre les paramètres qui influencent le comportement des chaussées à fort achalandage d'autobus, notamment pour éliminer certaines problématiques d'orniérage prématuré observées sur différentes chaussées (projet 223802 Jarry - fin printemps 2020);
- Vérifier l'atteinte des objectifs du Programme complémentaire planage revêtement PCPR (projet 405513 PCPR 2018 arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - fin automne 2018);
- Vérifier si la pérennité de la chaussée se trouve améliorée par l'utilisation d'un enrobé drainant dans la structure de chaussée (projet 331801 Griffintown lot 2 - fin août 2019).

L'escouade poursuivra ces analyses sur une période de 5 à 10 ans et en fera état annuellement.

Elle a également souhaité vérifier la performance de certains matériaux en variant des paramètres lors de la mise en œuvre. Elle a donc mis de l'avant ces essais expérimentaux :

- Vérifier l'impact de différents temps de cure sur les aspects visuels (fissures, écaillage, etc.) et plus particulièrement sur la résistance finale du béton à l'aide de carottages;
- Vérifier si le fait de bétonner des sections de glissières beaucoup plus longues que prévu aura un impact considérable sur la fissuration de retrait;
- Évaluer les coûts financiers, la main-d'oeuvre nécessaire et les délais de réalisation de deux techniques de remblayage de tranchées : avec MG20 ou remblai sans retrait dans les projets de réhabilitation de conduites d'aqueduc.

Volet "Encadrement des firmes et audits des services rendus"
Sachant que les activités de contrôle qualitatif des matériaux des projets de construction de la Direction des infrastructures sont presque essentiellement assurées par des firmes externes, l'escouade apporte son support pour s'assurer que les exigences techniques énoncées par la Ville sont respectées par celles-ci. En 2020, 207 visites de chantier et 126 contrôles ont été réalisés à cet effet, qui visaient notamment l'échantillonnage et l'analyse des bitumes et liants d'accrochage pour les travaux de pavage et la vérification des méthodes de cure du béton.

Du côté de la surveillance des travaux, 76 visites ont été faites sur 41 chantiers, menant à plusieurs audits qui avaient comme objectifs d'assurer la qualité de préparation de la surface et de la mise en œuvre du pavage. Des audits ont été réalisés pour chaque entrepreneur adjudicataire et pour chaque surveillant externe mandaté pour la surveillance. La saison 2020 consistait en la première année d'application des nouveaux DTNI (documents techniques normalisés d'infrastructures) et de ce fait, plusieurs ajustements ont été requis en chantier.

En surveillance environnementale, plus de 250 interventions, comprenant 230 visites de

chantier, 39 audits détaillés de surveillance environnementale, 20 audits sur le respect des exigences contractuelles, 16 audits des travaux de l'entrepreneur et 13 audits d'échantillonnage de sols, se sont réparties sur 20 chantiers. De nouveaux audits ont été ajoutés en 2020 pour vérifier la conformité des travaux des entrepreneurs au DTNI-7A et s'assurer que l'entrepreneur effectue la gestion des déblais et de l'eau souterraine conformément à la réglementation en vigueur.

Quelques faits saillants

- Des relevés de fissuration ont été effectués sur 24 tronçons réalisés dans le cadre du programme complémentaire planage revêtement (PCPR) de 2018. Plus de 95 % des dégradations observées représentent des fissures transversales à faible sévérité, ce qui fait partie des comportements anticipés pour ce type d'intervention. Deux ans après la réalisation, le calcul des indices de la condition de chaussée (PCI) démontre que l'état de la surface de roulement des 24 tronçons demeure excellent.
- La plupart des audits de services rendus par les firmes externes en contrôle qualitatif des matériaux démontrent des résultats conformes. Quelques éléments à noter :
    - Compte tenu de l'importance de la préparation des supports (surfaces planées) sur la performance ultérieure d'un recouvrement en enrobé, un point d'arrêt systématique des travaux a été instauré afin de réaliser des vérifications selon une méthodologie définie d'acceptation des surfaces planées avant la mise en place des enrobés bitumineux.
    - 37 % des chaussées contrôlées dans l'essai de mesure des résidus de poussière après planage (après le passage du balai mécanique et avant l'application du liant d'accrochage) répondent au critère excellent et 63 % des chaussées contrôlées répondent au critère bon.
    - Nos inspections confirment l'application des normes liées à la cure du béton, qui permet au béton de développer les propriétés requises telles que la durabilité, l'étanchéité, la résistance à la compression et la résistance au gel/dégel et aux sels déglaçants. L'épandage d'agent de mûrissement a été constaté sur l'ensemble des chantiers visités en période estivale. Par contre, lors de temps froid, l'entrepreneur doit utiliser un produit de cure pour travaux par temps froid et effectuer la protection thermique du béton; sur six projets inspectés en période hivernale, 50% accusaient des manquements aux exigences.
- Les résultats obtenus après deux saisons d'audits des services externes en surveillance environnementale et en surveillance de chantier permettent de constater que la récurrence des manquements observés est souvent due au roulement important des techniciens et surveillants. La formation et les vérifications réalisées par notre personnel technique sur les chantiers sont d'autant plus pertinents.
- La majorité des non-conformités observées dans le volet "Encadrement des firmes et audits des services rendus" sont réglées en chantier.

JUSTIFICATION

L'objectif visé par la publication de ce rapport est de faire connaître la mission de l'escouade chantier et de rendre public les résultats des audits et des contrôles instaurés en 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit simplement du dépôt d'un rapport.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications, déployée selon les opportunités.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 11 août 2021
Conseil municipal : 23 août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BELLAVANCE
Secrétaire de direction

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-19

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures

Tél :	5148683914	**Tél :**	514-872-4101
Télécop. :		**Télécop. :**	514 872-6123

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2021-07-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice
Tél : -
Approuvé le : 2021-07-21

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures

31 mars 2021

Escouade chantier

Rapport d'activités 2020

Montréal

Table des matières

L’escouade chantier **1**

Objectif 1

Valeurs 1

Mandat 1

Pertinence 1

Description des activités 2

Suivi de performance 2

Encadrement des firmes et audits des services rendus 2

Bilan sommaire 2020 **5**

Suivi de performance **5**

Réutilisation des sols d’excavation 6

Utilisation de nouveaux enrobés 12

Chaussée à fort achalandage d’autobus 17

Programme PCPR 21

Chaussée en pavés de béton sur enrobé bitumineux drainant 31

Analyse des temps de cure 39

Analyse d’espacement des joints 43

Comparaison de méthodes de remblayage de tranchées (RSR et MG20) dans les projets de réhabilitation de conduites d’aqueduc 50

Encadrement des firmes et audits des services rendus **53**

Contrôle qualitatif des matériaux 53

Surveillance des travaux 83

Surveillance environnementale (gestion des déblais contaminés) 85

Activités 2021 **100**

1. L’escouade chantier

1.1 Objectif

Créée en 2019, l’escouade chantier œuvre pour offrir des infrastructures durables et de haute qualité aux Montréalaises et Montréalais.

1.2 Valeurs

L’escouade chantier mise sur la collaboration, la rigueur et l'engagement de ses membres pour réaliser son objectif.

1.3 Mandat

Le mandat de l’escouade chantier se décline en deux volets : effectuer un suivi de la performance de différentes approches de réalisation et intensifier les activités de surveillance de la Direction des infrastructures afin de s’assurer que les exigences techniques de la Ville sont respectées. De façon plus spécifique, l’escouade chantier bonifie les audits techniques de la direction ainsi que l’encadrement des entrepreneurs et des firmes spécialisées pour le contrôle qualitatif des matériaux, la surveillance des chantiers et la surveillance environnementale des déblais contaminés.

Ce rapport annuel a pour objectif de dévoiler les résultats des audits et des contrôles instaurés par l’escouade chantier et de documenter leurs observations en vue d’améliorer les pratiques pour les projets futurs.

1.4 Pertinence

Les activités de l’escouade chantier découlent des préoccupations exprimées par les citoyens face à la qualité des travaux réalisés à Montréal et la saine gestion des fonds publics.

En mettant sur pied l’escouade chantier, la Ville de Montréal, comme grand donneur d'ouvrage, ajoute une composante additionnelle de surveillance de ses activités. Grâce à l’escouade, elle pose un regard critique sur ses propres activités et sur celles de ses fournisseurs.

Effectivement, à la Direction des infrastructures, les activités de contrôle qualitatif des matériaux et de surveillance environnementale des déblais contaminés sont presque essentiellement assurées par des firmes externes. La surveillance des travaux est également confiée à des firmes externes pour certains projets, particulièrement les programmes de réfection (voirie et ouvrages d’art). Dans un esprit de collaboration, l’escouade a su rallier au projet les entrepreneurs et les firmes qu’elle mandate pour ses travaux, et a pu observer des améliorations dès la première saison de son

existence en 2019. Les interventions ont souvent donné des résultats immédiats puisque les non-conformités ont été corrigées en chantier et les services reçus s'en sont trouvés maximisés.

Les pratiques de réalisation observées en suivi de performance permettront dans le temps de tester nos méthodes et de les adapter, le cas échéant.

De plus, l'escouade chantier est un projet très mobilisant pour ses membres et autres employés de la direction qui appuient de près ou de loin l'escouade, puisqu'un lien direct peut être fait entre leur travail et la qualité des infrastructures de la Ville de Montréal. Le succès de l'escouade réside principalement dans l'expertise et le savoir-faire des employés qui la constituent.

L'escouade a su montrer sa pertinence et nous rappelle que la mise en œuvre des travaux nécessite une implication constante du donneur d'ouvrage.

1.5 Description des activités

1.5.1 Suivi de performance

Éléments techniques (durée prolongée)

L'escouade chantier a choisi de s'attarder sur le suivi de performance dans le temps des éléments techniques suivants :

- La réutilisation des sols d'excavation pour le remblayage des tranchées;
- L'utilisation de nouveaux enrobés;
- Le suivi d'une chaussée à fort achalandage d'autobus;
- Le suivi du Programme complémentaire planage revêtement (PCPR);
- Le suivi du comportement d'une chaussée drainante.

Essais expérimentaux (durée modérée)

L'escouade a souhaité vérifier la performance des matériaux en variant certains paramètres lors de la mise en œuvre. Elle a donc mis de l'avant des essais expérimentaux, en vue de stimuler l'innovation, documenter ses recherches et éventuellement standardiser les pratiques :

- L'analyse des temps de cure;
- L'analyse d'espacement des joints;
- La comparaison de méthodes de remblayage de tranchées (RSR et MG20) dans les projets de réhabilitation de conduites d'aqueduc.

1.5.2 Encadrement des firmes et audits des services rendus

Contrôle qualitatif des matériaux

Les activités de contrôle qualitatif des matériaux des projets de construction de la Direction des infrastructures sont presque essentiellement assurées par des firmes externes retenues par la

Division expertise et soutien technique. L'escouade chantier apporte son support pour s'assurer que les exigences techniques énoncées par la DEST aux firmes mandatées sont respectées, en réalisant les activités suivantes :

- Assurer un suivi et un contrôle régulier des services externes de contrôle qualitatif des matériaux sur les chantiers;
- Renforcer et bonifier le programme d'audits de la direction sur les services externes rendus dans le cadre des travaux du PCPR et en assurer le suivi;
- Réaliser des contrôles pour assurer la qualité des travaux et des matériaux sur les chantiers. Ces contrôles qualité visent notamment :
  - le contrôle et la mesure de la propreté de surface après planage des chaussées dans le cadre du PCPR et la validation des surfaces planées;
  - l'échantillonnage conjoint des matériaux (béton et enrobés) avec les firmes mandatées;
  - des essais de comparaison interlaboratoires entre les firmes pour validation de leurs résultats;
  - l'échantillonnage et l'analyse des bitumes et liants d'accrochage pour les travaux de pavage;
  - La vérification des méthodes de cure du béton.

Surveillance des travaux

La surveillance de certains projets de construction de la direction est confiée à des firmes externes. Les chargés de projets de la Ville gèrent ainsi des portefeuilles de projets. Ce mode de fonctionnement est particulièrement utilisé dans les projets de réfection (voirie et ouvrages d'art) mais également depuis peu pour certains projets intégrés. Les membres de l'escouade permettent de bonifier le nombre d'audits en surveillance des travaux réalisés dans le cadre du PCPR, en plus de standardiser les méthodes de gestion des contrats de services professionnels. Plus précisément, les ressources ont comme tâches de :

- Préparer des dossiers techniques pour la formation du personnel externe;
- Effectuer de l'accompagnement au chantier au démarrage des projets;
- Procéder à des audits ponctuels inopinés pour la surveillance de travaux au chantier;
- Faire la vérification des livrables des chantiers (rapports journaliers, mesurages, etc.).

Surveillance environnementale (gestion des déblais contaminés)

Les activités de surveillance environnementale des déblais contaminés des projets de construction de la Direction des infrastructures sont majoritairement assurées par des firmes externes retenues par la Division expertise et soutien technique. L'escouade chantier apporte son support pour s'assurer que les exigences techniques énoncées par la DEST aux firmes mandatées sont respectées, en réalisant les activités suivantes :

- Effectuer des suivis et contrôles réguliers sur les chantiers afin d'assurer la qualité et la conformité des services rendus;
- Bonifier l'encadrement des firmes externes mandataires de la direction pour la surveillance environnementale;

- Réaliser des audits sur les mandats des firmes externes et faire le suivi des recommandations visant à atteindre et bonifier les objectifs de qualité et de conformité attendus de la direction;
- Encadrer et superviser les activités de surveillance environnementale sur les chantiers de la direction et fournir l'assistance technique à la Division réalisation des travaux;
- Optimiser les services de surveillance environnementale sur l'ensemble des chantiers de la direction.

2. Bilan sommaire 2020

Pour le contrôle qualitatif des matériaux, 10 éléments de contrôle ont été introduits, qui ont mené à 207 visites de chantier et 126 contrôles. De façon générale, les essais ont atteint leurs exigences. Pour tous les cas de non-conformité, les firmes en ont été avisées afin d'effectuer les corrections nécessaires.

Du côté de la surveillance des travaux, 76 visites ont été faites sur 41 chantiers, menant à plusieurs audits. Dans le cadre des travaux de réfection de voirie des programmes PCPR, PRCPR et PMIR (pistes cyclables), 42 audits portaient sur la qualité de préparation de la surface après planage et 34 audits sur la qualité de mise en œuvre du pavage. La saison 2020 constituait la première année d'application des nouveaux documents techniques normalisés d'infrastructures (DTNI) de la Ville. De ce fait, les éléments d'audits ont rapidement été ajustés afin de mettre l'emphase sur des éléments récurrents de non-conformité observés en début de saison. Dans tous les cas, des recommandations ont été faites sur place et des améliorations ont pu être observées pendant la saison.

Pour les activités de surveillance environnementale, plus de 250 interventions, comprenant 230 visites de chantier, 39 audits détaillés de surveillance environnementale, 20 audits sur le respect des exigences contractuelles, 16 audits des travaux de l'entrepreneur et 13 audits d'échantillonnage de sols, se sont réparties sur 20 chantiers. La Ville de Montréal a établi des exigences élevées en ce qui concerne la gestion des sols et il était nécessaire de confirmer que les fournisseurs travaillent selon les bonnes pratiques, tout en s'assurant que la gestion des déblais contaminés ne soit pas un frein à l'avancement de la réalisation des travaux de construction.

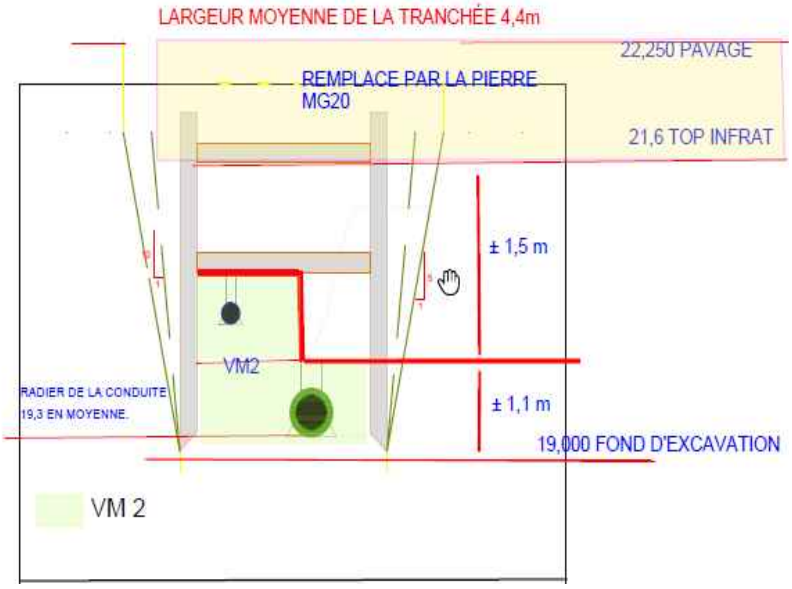
3. Suivi de performance

3.1 Réutilisation des sols d'excavation

Projet	**Contrat 336102 – Rue Victoria** Travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie de la 6e à la 3e Avenue, dans l'arrondissement Lachine.
Responsables	Division expertise et soutien technique : Said Gouriny Division réalisation des travaux : Hamza Jaber Entrepreneur : Les entreprises Canbec construction inc.
Type de suivi	Éléments techniques (durée prolongée)
Objectif du suivi de performance	Dans une perspective de développement durable, favoriser la réutilisation des sols excavés pour le remblayage des excavations.
Période des travaux	Août 2019 au printemps 2020
Description du projet	Les travaux d'excavation se sont terminés en 2019 et les travaux de pavage en 2020. Les dimensions de la tranchée principale étaient d'environ 150 m de long sur une largeur moyenne de 4,4 m. La profondeur moyenne excavée était de 2,65 m, incluant le roc. Le **volume total d'excavation théorique a été évalué à 1865 m³** incluant les petites tranchées réalisées dans le secteur. Comme spécifié dans les plans et devis, le remplissage de la tranchée, après l'installation des nouvelles conduites, a été fait en partie par la réutilisation des sols excavés mais également par l'ajout de matériaux neufs calibrés de type VM-2 et/ou MG-20 (assises et enrobages des conduites et fondation de chaussée). En procédant ainsi, un **volume approximatif de 780 m³ a pu être comblé par des matériaux de remblai**, soit un peu plus de 40 % de la totalité des sols excavés. De façon approximative, ce volume correspond à 50 voyages de camions. L'excédent de 1085 m³ de sols excavés a dû être disposé hors site. La figure qui suit illustre une coupe type de la tranchée principale ainsi que les zones d'utilisation des matériaux granulaires de type VM-2 et MG-20.

Ces types de matériaux répondent aux exigences du devis technique 4VM-9. Le matériau de type VM-2 est généralement utilisé pour la confection des assises et l'enrobage des conduites d'égout et aqueduc.

Les granulats de type MG-20 sont utilisés pour la réalisation des fondations supérieures de la chaussée. Ce type de matériau permet l'obtention d'une capacité portante adéquate et un degré de densification conforme aux exigences.



Coupe type de la tranchée principale et des zones d'utilisation des matériaux granulaires de type VM-2 et MG-20

À titre d'information supplémentaire, la réfection de la structure de chaussée a été réalisée suivant les étapes suivantes :

- Pose d'une membrane géotextile de type Geo-9;
- Fondation granulaire en pierre concassée de type MG-20 (500 mm);
- Couche de base en enrobé de type GB-20 PG64E-28 (90 mm);
- Couche de surface en enrobé de type ESG-10 PG 64E-28 (60 mm).

Après planage du revêtement existant hors tranchée sur une épaisseur de 60 mm, l'entrepreneur à procéder à la mise en place d'une couche de surface en enrobé de type ESG-10 PG 64E-28 sur toute la largeur de la chaussée.

Deux critères sont déterminants pour la réutilisation des sols excavés comme remblai de tranchée compactée : le degré de contamination environnementale et les aptitudes géotechniques.

Les degrés de contamination environnementale sont déterminés suivant l'une des plages ≤A, A-B, B-C et C+ (> C). La réglementation en cours permet que les sols caractérisés A-B et B-C puissent être utilisés pour le remplissage des tranchées, tandis que les sols caractérisés C+ doivent obligatoirement être disposés hors site. La terre végétale est d'emblée caractérisée comme étant <A en terme de degré de contamination. La stratégie de réutilisation des sols est, lorsque la quantité de sols réutilisables est suffisante, de privilégier les sols qui coûtent le plus cher à disposer, soit, dans le cas présent, les sols B-C plutôt que A-B.



Mise en place du matériau d'excavation

Les aptitudes géotechniques des sols excavés doivent également être considérées pour la réutilisation. Les sols ne doivent pas être compressibles et doivent bien se compacter. Le sol naturel en place est constitué de terre végétale et d'un silt sableux graveleux.

La terre végétale, de par sa nature compressible, ne présente pas de potentiel pour la réutilisation dans une tranchée compactée. Sinon, si son degré de contamination est adéquat, le type de sol en place était stable et réutilisable.

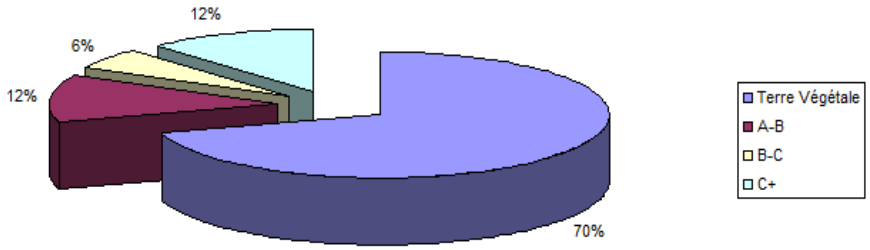


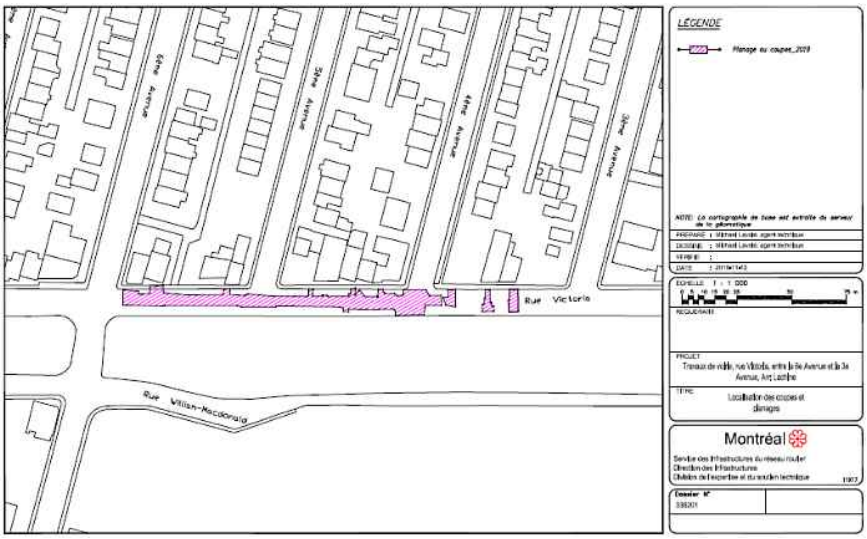
Mise en pile et protection des déblais contaminés

Lors des travaux, le sol excavé est soit réutilisé directement, soit mis en pile temporairement et protégé par une membrane des intempéries jusqu'au moment du remblayage.

Le remblayage des tranchées au fur et à mesure de l'avancement des travaux par les sols excavés reste la solution la plus recommandée, car elle minimise l'entreposage et le transport des sols. Par contre, il n'est pas toujours possible de le faire, ce qui peut faire en sorte de devoir recourir à de l'entreposage temporaire. Pour cela, il est préconisé, pour ce type de projet, de disposer d'un espace libre au pourtour du chantier pour permettre l'entreposage temporaire des matériaux.

Dans l'ensemble, l'entrepreneur a pu réutiliser les sols excavés répondant aux critères géotechniques et environnementaux malgré certaines contraintes rencontrées lors de la réalisation des travaux. La présence d'un espace libre sur le chantier pour entreposer temporairement les sols excavés a aidé à l'atteinte de l'objectif.

	Les sols excédentaires qui ont dû être disposés hors site sont ainsi constitués :  *Constitution des sols excédentaires disposés hors site* Tel que mentionné précédemment, la terre végétale et les sols >C ne pouvaient être réutilisés et devaient donc être disposés hors site. On constate que la majorité des sols B-C a été réutilisée; la proportion de 6 % ayant dû être disposée hors site correspond en grande partie à des sols qui ont mal été protégés des intempéries et qui, de ce fait, ont perdu leurs aptitudes géotechniques à être adéquatement compactés. Les sols A-B restants n'étaient pas requis pour le remblayage. Nous retenons que pour des projets similaires, l'entrepreneur doit être sensibilisé davantage à la protection des sols excavés contre les intempéries, les sols clandestins, les déchets, etc. afin de préserver les aptitudes géotechniques des sols excavés et par conséquent, leur potentiel de réutilisation.
Suivi de performance année 0 (2019)	L'escouade chantier a complété 16 visites de chantier et a réalisé : ● Des rapports de visites; ● Des relevés photographiques durant les travaux; ● Un relevé topographique des coupes et traits de scie; ● Un relevé photographique de la chaussée finale à la fin du projet.

	 *État des lieux après la pose de la couche de base (2019)*
Suivi de performance année 1 (2020)	Les actions réalisées ont été les suivantes : ● Relevés des dégradations; ● Suivis photographiques. L'identification des zones d'excavation réalisées en 2019 contribuera à évaluer le comportement aux soulèvements différentiels possibles et la résistance aux cycles de gel et de dégel de deux types de structure de chaussée.  *Relevé de localisation des coupes et traits de scie* Le relevé visuel consiste à identifier la présence de dégradations et à prendre des photos numérotées à tous les 10 mètres sur le segment de la chaussée d'intervention. Toutes les dégradations observées sont

consignées, commentées et photographiées plus spécifiquement. Leurs sévérités et étendues approximatives sont également notées.

Ces relevés d'observation, accompagnés de prise de photos systématiques, visent à établir l'état de la chaussée par l'identification des dégradations évidentes et le repérage de possibilités de défaillances.



État des lieux après la fin des travaux (2020)

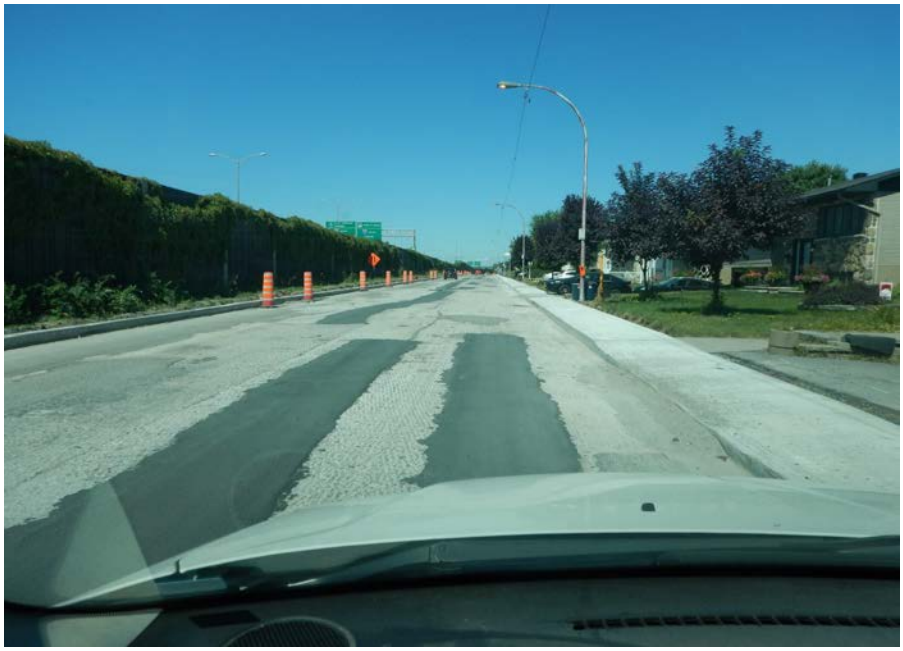


État des lieux après la fin des travaux (2020)

À ce jour, l'état et le comportement de la chaussée est stable, aucune dégradation n'a été rapportée lors de ces inspections.

3.2 Utilisation de nouveaux enrobés

Projet	**Contrat 336501 – Louis-H Lafontaine** Travaux de voirie, de feux de circulation et d'éclairage dans le boulevard Louis-H.-Lafontaine (direction nord), de l'avenue Chénier au boulevard Louis-H.-Lafontaine (direction sud), et pour des travaux de voirie dans la rue Boucherville de la place Curatteau à l'avenue Chénier dans les arrondissements d'Anjou et de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.
Responsables	Division expertise et soutien technique : Said Gouriny Division réalisation des travaux : Diego Rendon Entrepreneur : Eurovia Québec construction inc.
Type de suivi	Éléments techniques (durée prolongée)
Objectif du suivi de performance	Évaluer si les nouveaux enrobés utilisés pour répondre aux conditions particulières de forte sollicitation des artères routières répondent aux exigences de la Ville et offrent les performances escomptées.
Période des travaux	Mai 2019 à 2021 (travaux de PCPR à venir)
Description du projet	Des travaux de planage, pavage, trottoirs, bordures, bases et conduits et les travaux d'éclairage ont eu lieu en 2019. Les travaux de feux de circulation à l'intersection des rues Yves-Prévost et Louis-H.-Lafontaine ont été réalisés en 2020. Les travaux de réhabilitation d'aqueduc (De Boucherville, entre Fonteneau et Chénier) se sont terminés en octobre 2020. Une réfection de coupe a été faite en surface. Des travaux de PCPR sont prévus en 2021 sur De Boucherville, entre Curatteau et Chénier. La réfection de la structure de chaussée a été réalisée suivant les étapes suivantes : ● Planage de chaussée sur 90 mm d'épaisseur; ● Couche de correction en enrobé de type EC-10 64E-28 (30 mm); ● Pose d'un liant d'accrochage entre les couches; ● Couche de surface en enrobé de type ESG-10 64E-28 T (60 mm). L'enrobé utilisé est un mélange performant pour une utilisation en chaussée à forte sollicitation.

	 *Réparation des fissures profondes en EC-10 64E-28*  *Pose de la couche de surface en enrobé de type ESG-10 64E-28T*
Suivi de performance année 0 (2019)	L'escouade chantier a complété six visites de chantier et a effectué les activités suivantes : ● Rapports de visites; ● Relevés photographiques pendant les travaux;

	• Vérification des réparations ponctuelles des surfaces planées; • Échantillonnage du liant d'accrochage CSS-1h; • Relevés photographiques après travaux. Jusqu'à présent aucune déficience au niveau de la chaussée n'a été relevée.
Suivi de performance année 1 (2020)	En 2020, l'escouade chantier a effectué les activités suivantes : • Relevé et rapport visuel de l'état des surfaces; • Relevés photographiques; • Relevé des dégradations;  *État de la surface de roulement (2020)*  *Fissure longitudinale de faible sévérité*



Fissure transversale de faible sévérité



Fissure transversale de faible sévérité

Les dégradations des chaussées évoluent essentiellement sous l'effet du trafic et des conditions climatiques. La rapidité de cette évolution et les désordres qui apparaissent sont également liés à la nature du support, à l'épaisseur des matériaux utilisés et à leurs conditions de fabrication et de mise en œuvre.

Le relevé visuel a permis d'identifier la présence de fissuration longitudinale et transversale par endroit. L'amorce du phénomène de remontée de fissures est spécifique au type d'intervention réalisé dans le cadre de ce projet.

L'étendue et la sévérité des dégradations relevées sont utilisées pour la détermination de l'indice de condition de la chaussée (PCI).

	Cet indice permet d'établir une appréciation numérique de l'état de la surface de roulement et représente un moyen simple et pratique de surveiller l'évolution des déformations et dégradations de la surface de roulement. Pour l'année 2020, l'indice de condition de chaussée (PCI) calculé selon la norme ASTM D-6433 est de l'ordre de 98. Cette valeur démontre que la surface de roulement est en excellente condition. À cette étape-ci de notre suivi de performance, il est encore prématuré d'entamer des discussions concernant la pertinence de l'utilisation des enrobés performants.

3.3 Chaussée à fort achalandage d'autobus

Projet	**Contrat 223802 – Rue Jarry** Travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie de la rue Boyer à la rue Garnier, dans l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.
Responsables	Division expertise et soutien technique : Said Gouriny Division réalisation des travaux : Renaud Roy Entrepreneur : Duroking construction
Type de suivi	Éléments techniques (durée prolongée)
Objectif du suivi de performance	En raison de certaines problématiques d'orniérage prématuré observées sur différentes chaussées, mieux comprendre les paramètres qui influencent le comportement des chaussées à fort achalandage d'autobus.
Période des travaux	Mai 2019 à printemps 2020
Description du projet	En direction est, le pavage des couches de base et intermédiaire a été complété en 2019 entre les rues Boyer et Normanville, tout comme le pavage des couches de base et intermédiaire sur la moitié du tronçon entre les rues Boyer et Normanville en direction ouest. L'autre portion avait été pavée temporairement en vue de la pause hivernale. En 2020, le pavage de la couche de surface a été entièrement fait sur tout le projet. L'enrobé bitumineux utilisé était de type ESG 10, PG 64E-28T (Jnr3,2≤ 0,15 kPa-1), d'une épaisseur de 60 mm. Lors de la mise en œuvre du pavage de surface, la réouverture des voies à la circulation s'est orchestrée en deux tronçons de 400 mètres chacun, en variant les températures de surface de façon à mesurer l'effet de cette dernière sur la durabilité du revêtement des voies de circulation. La réfection de la structure de chaussée a été réalisée suivant les étapes suivantes : ● Pose d'un géotextile de type Géo-9; ● Pose de matériaux recyclés de type MR-1 ou MR-2, d'une épaisseur de 500 mm, mis en place en deux couches de 250 mm; ● Pose de pierre concassée de type MG-20, d'une épaisseur de 200 mm; ● Pose d'une couche de base d'enrobé bitumineux de type GB-20, PG 64E-28 (90 mm);

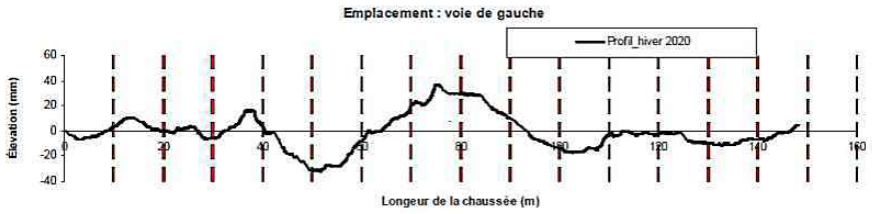
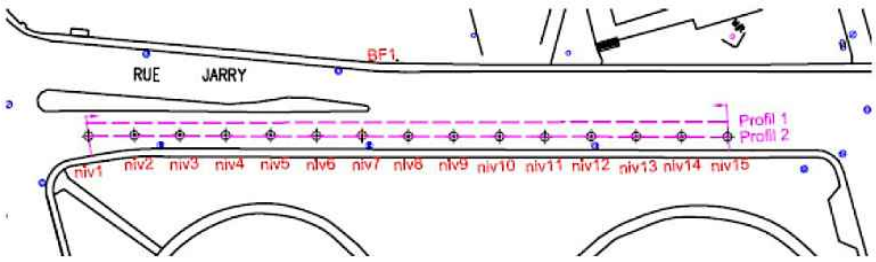
- Pose d'un liant d'accrochage (émulsion de bitume) au taux résiduel de 0,2 l/m²;
- Pose d'une couche intermédiaire d'enrobé bitumineux de type ESG-14 PG 64E-28 (60 mm).



Nivellement et densification de la fondation supérieure de la chaussée (MG-20)



Pose et compaction de la couche de base en enrobés (GB-20, 90 mm)

Suivi de performance année 0 (2019)	L'escouade chantier a complété neuf visites de chantier et effectué les activités suivantes : ● Rapports de visites; ● Relevés photographiques pendant les travaux; ● Vérification de l'avancement des travaux; ● Échantillonnage de l'enrobé ESG-14 PG 64E-28.
Suivi de performance année 1 (2020)	En 2020, l'escouade chantier a effectué les activités suivantes : ● Relevé et rapport visuel de l'état des surfaces; ● Relevés photographiques; ● Relevé des dégradations; ● Relevé du profil longitudinal à l'aide d'un profilomètre à basse vitesse SurPRO; ● Relevé des profils transversaux à l'aide d'une station GPS; ● Relevé des niveaux de la surface à l'aide d'une station GPS. Ces relevés d'observation, accompagnés de prise de photos systématiques, visent à établir l'état de la chaussée par l'identification des dégradations évidentes et le repérage de possibilités de défaillances, lesquelles sont mesurées, s'il y a lieu.  *Relevé du profil longitudinal de la chaussée* Les profils longitudinaux relevés à l'aide d'un profilomètre à basse vitesse SurPRO serviront de référence pour une évaluation du comportement de la chaussée durant la période du suivi de performance.  *Localisation des relevés des élévations de la surface*

Des relevés de niveaux ont été effectués durant les périodes hivernale et estivale 2020. Ces relevés permettent d'évaluer le comportement de la structure de la chaussée sous l'effet du gel-dégel.

Nous constatons un comportement stable entre les deux périodes d'auscultation.

Point d'élévation	Relevé hiver (m)	Relevé été (m)	Δh (m)
BF01	52.681		
Niv1	51.969	51.972	0,006
Niv2	52.005	52.010	0,005
Niv3	51.963	51.965	0,002
Niv4	51.930	51.936	0,006
Niv5	51.900	51.905	0,005
Niv6	51.847	51.850	0,003
Niv7	51.808	51.812	0,004
Niv8	51.814		
Niv9	51.791		
Niv10	51.732		
Niv11	51.687		
Niv12	51.662		
Niv13	51.642		
Niv14	51.594		
Niv15	51.546		

Résultats des relevés de niveaux

3.4 Programme PCPR

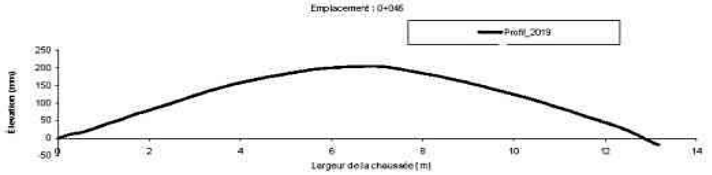
Projet	**Contrat 405513 – PCPR 2018 dans l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** Programme complémentaire planage revêtement
Responsables	Division expertise et soutien technique : Said Gouriny Division réalisation des travaux : Denis Allard Entrepreneur : Eurovia Québec construction inc.
Type de suivi	Éléments techniques (durée prolongée)
Objectif du suivi de performance	Vérifier l'atteinte des objectifs du Programme complémentaire planage revêtement (PCPR) en effectuant un suivi de performance pendant 5 à 10 années sur 24 tronçons.
Période des travaux	Les travaux se sont terminés en 2018.
Description du projet	La Ville de Montréal procède régulièrement à l'évaluation de ses infrastructures routières de façon à établir le bilan de condition, définir les priorités d'intervention et développer une stratégie d'investissement permettant de maximiser la proportion du réseau routier offrant un niveau de service satisfaisant pour les usagers. Quatre programmes de réfection de chaussées sont utilisés, chacun ayant des objectifs spécifiques et une performance attendue. Les travaux de réhabilitation qui sont exécutés dans le cadre du Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR) consistent à enlever une certaine épaisseur du revêtement bitumineux existant et à mettre en place une nouvelle couche d'enrobé sur l'ensemble de la surface du tronçon. La source de la dégradation n'est pas nécessairement éliminée, notamment lorsqu'elle se situe au niveau de la fondation; la remontée de fissures est une manifestation attendue à court terme. La durée de vie anticipée de ces interventions est de 10 ans. Par contre, les investissements sont modérés et la réalisation se fait dans un délai très court, minimisant les impacts sur les résidents du secteur. Cette stratégie de conservation des chaussées a ainsi permis une mise à niveau importante du bilan de condition des chaussées dans les dernières années.

Suivi de performance année 1 (2019)	L'escouade chantier a complété plusieurs visites de chantier et a effectué les activités suivantes sur les 22 tronçons de rues réalisés en 2018 : ● Relevés photographiques de l'état de la chaussée; ● Relevés de fissurations. Sur trois tronçons de rues, on constate l'amorce de remontée de quelques fissures, ce qui est une manifestation attendue pour ce type de travaux.  *Fissure transversale* Dans l'ensemble, la majorité des tronçons de rues se comportent bien, et on n'observe aucune anomalie ni déformation majeure sur les pavages réalisés dans le cadre du programme PCPR 2018.

Montréal

PROFIL TRANSVERSAL / RELEVÉ D'ORNIÉRAGE

N° SOUMISSION	: 405513	**N° TECHNIQUE**	: LAB-
PROJET	: Suivi de performance des chaussées dans le cadre du PCPR2018	**RUE/BOUL./AVENUE**	: Lajeunesse
		LOCALISATION	: de Jarry à Liège
ARRONDISSEMENT	: Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension	**DATE DU RELEVÉ**	: 05-06-2019

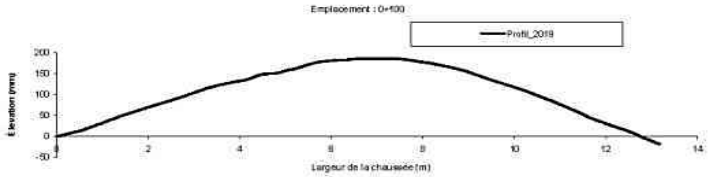


Relevé GPS du point de repère (point 0)

Est	Nord	Altitude (m)
-33933,1912	5390370,049	306,9028

Relevé d'ornièrage

Bassin	Déflexion Moyenne (mm)	Ornière (déflexion maximale) Position (m)	Ornière (mm)	Bassin	Déflexion Moyenne (mm)	Ornière (déflexion maximale) Position (m)	Ornière (mm)



Relevé GPS du point de repère (point 0)

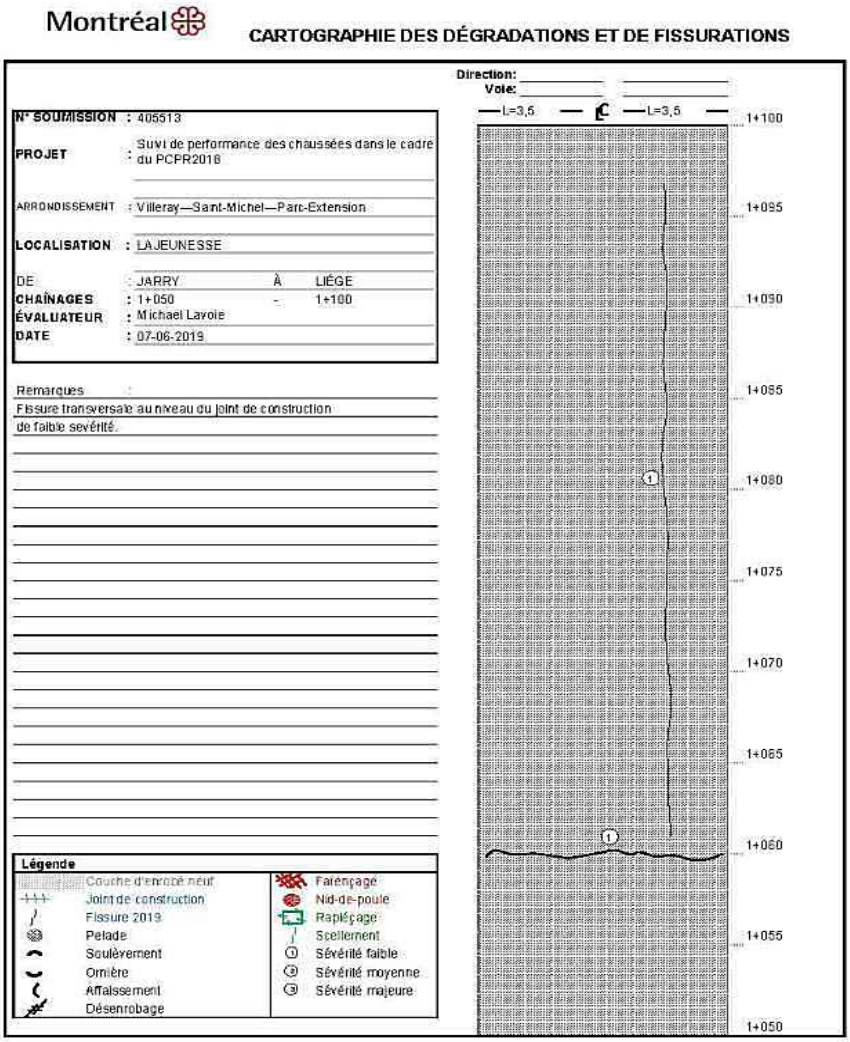
Est	Nord	Altitude (m)
-33941,1667	5390222,855	307,9764

Relevé d'ornièrage

Bassin	Déflexion Moyenne (mm)	Ornière (déflexion maximale) Position (m)	Ornière (mm)	Bassin	Déflexion Moyenne (mm)	Ornière (déflexion maximale) Position (m)	Ornière (mm)

Préparé par	Michael Lavoie, ag.tech.	06-06-2019	Vérifié par	Said Gautrin, ing.	06-06-2019

Exemple de relevé – profil transversal – rue Lajeunesse



Exemple de relevé – dégradations et fissurations – rue Lajeunesse

Suivi de performance année 2 (2020)

En 2020, les relevés suivants ont été réalisés :

- Relevés photographiques de l'état de la chaussée;
- Relevés des profils transversaux;
- Relevés de fissurations.

<u>Relevés photographiques</u>

Des relevés photographiques ont été effectués. Ce type de relevé représente un rapport visuel de l'état de la chaussée des 24 tronçons réhabilités en 2018.

La prise d'informations visuelles à la première année (2018) est appelée à devenir le répertoire de référence de la démarche d'évaluation du comportement de la chaussée sur l'ensemble de la période d'observation. Ces relevés illustrent les éléments suivants :

	● Une vue d'ensemble de la zone des travaux; ● Une vue de la chaussée témoin et de la chaussée en temps réel; ● Les repères associés aux schémas de relevés physiques; ● Les points de relevés des observations et défaillances; ● L'évolution comparative temporelle des caractéristiques et défaillances sur la période d'observation. Afin d'assurer la consignation et la préservation des données, nous conservons des rapports photographiques pour chaque année du suivi de performance. Le relevé visuel consiste à identifier la présence de dégradations et à prendre des photos référencées et numérotées à tous les 10 mètres sur le segment de la chaussée d'intervention. Lors de ce relevé, les dégradations observées sont consignées, commentées et photographiées plus spécifiquement. Leurs sévérités et étendues approximatives sont également notées.

Montréal

Relevé Photographique (PCPR-2018)

Projet	Numéro de soumission	Arrondissement
LAB17-0440	S-405513	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension
Description du projet : Travaux de voirie (Planage et revêtement) dans l'arrondissement Villeray-St-Michel-Parc-Extension.		



Numéro		Date (AAAA-MM-JJ) 2020-07-14	Chaînage
Localisation	Rue Querbes entre de Liège et Jarry		
Identification			
Remarques			



Numéro		Date (AAAA-MM-JJ) 2020-07-14	Chaînage
Localisation	Rue Querbes entre de Liège et Jarry		
Identification			
Remarques			

Photographies prises par	Michael Lavoie

Exemple de relevé photographique

Relevés des profils transversaux



Profilomètre SurPro

Ce type de relevé est réalisé à l'aide d'un profilomètre à basse vitesse nommé SurPro (surface profiler). Cet équipement compact et manuel permet de relever le profil représentatif de la surface réelle et de détecter toutes les déformations.

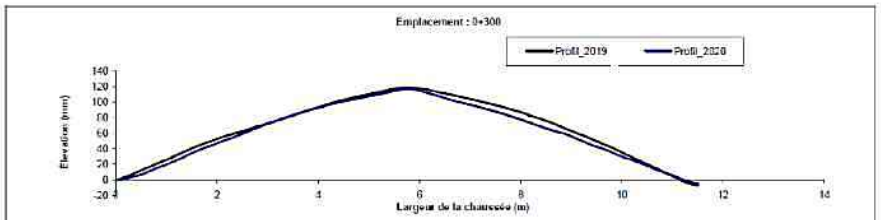
Les relevés sont réalisés chaque année sur le même tracé.

L'analyse et le traitement des données permettent de tracer les profils transversaux et de les superposer au profil de référence.

Montréal

PROFIL TRANSVERSAL / RELEVÉ D'ORNIÉRAGE

N° SOUMISSION	: 405513	N° TECHNIQUE	: LAB17-0440
PROJET	: Suivi de performance des chaussées dans le cadre du PCPR2018	RUE/BOUL./AVENUE	: 17e Avenue
		LOCALISATION	: 19e Avenue à Jarry
ARRONDISSEMENT	: Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension	DATE DU RELEVÉ	: 2 juillet 2019

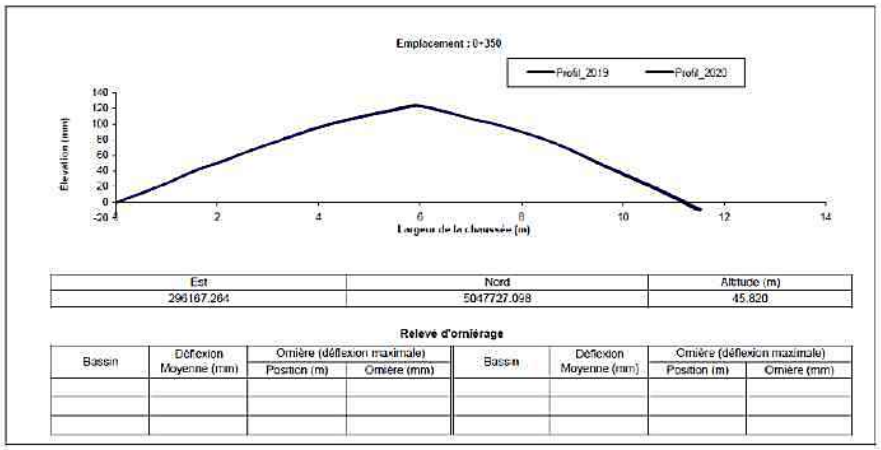


Relevé GPS du point de repère (point 0)

Est	Nord	Altitude (m)
296134.940	5047764.603	45.749

Relevé d'orniérage

Bassin	Déflexion Moyenne (mm)	Ornière (déflexion maximale) Position (m)	Ornière (mm)	Bassin	Déflexion Moyenne (mm)	Ornière (déflexion maximale) Position (m)	Ornière (mm)



Est	Nord	Altitude (m)
296167.264	5047727.098	45.820

Relevé d'orniérage

Bassin	Déflexion Moyenne (mm)	Ornière (déflexion maximale) Position (m)	Ornière (mm)	Bassin	Déflexion Moyenne (mm)	Ornière (déflexion maximale) Position (m)	Ornière (mm)

Exemple de superposition des profils transversaux (année 2019 et 2020)

<u>Détermination des indices de condition des chaussées (PCI)</u>

Ces indices sont un moyen simple et pratique de surveiller l'état de la surface des routes. Le PCI, pour Pavement Condition Index, fournit une évaluation numérique pour l'état des segments de route dans le réseau routier sur une échelle de 0 à 100. 0 étant la pire note possible, elle représente une chaussée en très mauvaise condition. L'indice 100 représente ainsi une chaussée en excellente condition.

Le PCI mesure deux conditions : 1. le type de dégradation à la surface de la chaussée (fissures et ornières) et 2. le confort de roulement de la route. Cet indicateur représente une méthode subjective d'évaluation, basée sur l'inspection et l'observation, et permet d'établir une appréciation globale de l'état de la chaussée.

L'indice PCI est produit à partir des informations relatives aux dégradations de surface et son calcul est encadré par la norme ASTM D-6433.

L'évaluation visuelle de l'état de chaque tronçon est réalisée par l'équipe de la DEST. La quantité, le type et la sévérité des dégradations sont recueillis sur le terrain et localisés à l'aide d'un GPS. Les observations et mesures réalisées sont compilées dans une base de données pour évaluation et calcul des indices de conditions de chaussée selon la norme ASTM6433-11.

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Calcul de l'indice de condition de chaussée (Pavement Condition Index) selon la norme ASTM D6433-11

N° SOUMISSION	S-405513	ARRONDISSEMENT	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension			DATE	2020-04-28
LOCALISATION	LAJEUNESSE	DE	JARRY	A	LIÉGE		
N° SECTION		Ch. DÉBUT	0+000	Ch. FIN	0+520		
LONGUEUR	520,0	LARGEUR	13,0	SUPERFICIE	6760		
TYPE DE CHAUSSEE	Souple	TYPE D'INTERVENTION	Planage-Revêtement	INSPECTEUR			

DÉFAUTS ET DÉGRADATIONS

1 - Affaissement
2 - Arrachement
3 - Carrelage
4 - Désenrobage
5 - Fissure lézarde
6 - Fissure longitudinale
7 - Fissure transversale
8 - Nids-de-poule
9 - Ornière à grand rayon
10 - Ornière à petit rayon
11 - Pelade
12 - Rapiéçage
13 - Ressuage
14 - Soulèvement
15 - Tôle ondulée
16 -

DÉGRADATION / SÉVÉRITÉ	QUANTITÉ									TOTAL	Total as %	Deduct Value
6 (F)	14,20	15,20	40,00	12,50	27,30	16,10	40,00	23,50	22,90	211,7	3,13%	2,23
6 (F)	2,30	32,80	24,30							59,4	0,88%	0,45
7 (F)	1,00	1,00	2,66	1,70						6,36	0,09%	1,66
										IDV		4,3
										CDV		4,3
										PCI		96
										Quote	96	

Feuille de calcul des indices de condition des chaussées (PCI)

L'appréciation des statuts des indices de l'état de surface est établie selon les critères du tableau suivant :

Statut	Cote	Indice d'état de surface (PCI) Hiérarchisation Niveau I	Indice d'état de surface (PCI) Hiérarchisation Niveau II	Indice d'état de surface (PCI) Hiérarchisation Niveau III
Excellent	1	> 90 à 100	> 85 à 100	> 80 à 100
Bon	2	> 80 à 90	> 70 à 85	> 60 à 80
Moyen	3	> 60 à 80	> 50 à 70	> 40 à 60
Mauvais	4	> 40 à 60	> 30 à 50	> 20 à 40
Très mauvais	5	0 à 40	0 à 30	0 à 20

Les résultats des calculs des indices de conditions de chaussée sont présentés dans le tableau suivant :

Localisation	De	À	Indices (PCI)	Statut (ASTM-6433)
10e Avenue	Robert	Deville	97	Excellent
17e Avenue	19e Avenue	Jarry	91	Excellent
Bloomfield	Saint-Roch	Jean-Talon	93	Excellent
Champagneur	Jean-Talon	Ogilvy	89	Excellent
Champagneur	Ogilvy	D'Anvers	91	Excellent
Crémazie E	18e Avenue	Pie IX	98	Excellent
Crémazie E	La jeunesse	St-Hubert	98	Excellent
Crémazie E	Musset	14e Avenue	99	Excellent
Crémazie E	Papineau	Cartier	97	Excellent
Crémazie E	St-Dominique	Henri-Julien	98	Excellent
Crémazie E	Jeanne Mance	St-Urbain	97	Excellent
Crémazie O	17e Avenue	14e Avenue	99	Excellent
Crémazie O	Musset	12e Avenue	98	Excellent
Irène Joly	Charland	Sackville	99	Excellent
Jarry	19e Avenue	24e Avenue	96	Excellent
Jarry O	Esplanade	Querbes	99	Excellent
Jean-Rivard	19e Avenue	Pie IX	90	Excellent
Jean-Talon	13e Avenue	Iberville	96	Excellent
Jean-Talon	St-Laurent	Marconi	97	Excellent
La jeunesse	Liège	Jarry	93	Excellent
Liège	St-Laurent	Esplanade	97	Excellent
Liège	Wiseman	Querbes	98	Excellent
Ogilvy	Acadie	L'Épée	96	Excellent
Querbes	Liège	Jarry	98	Excellent

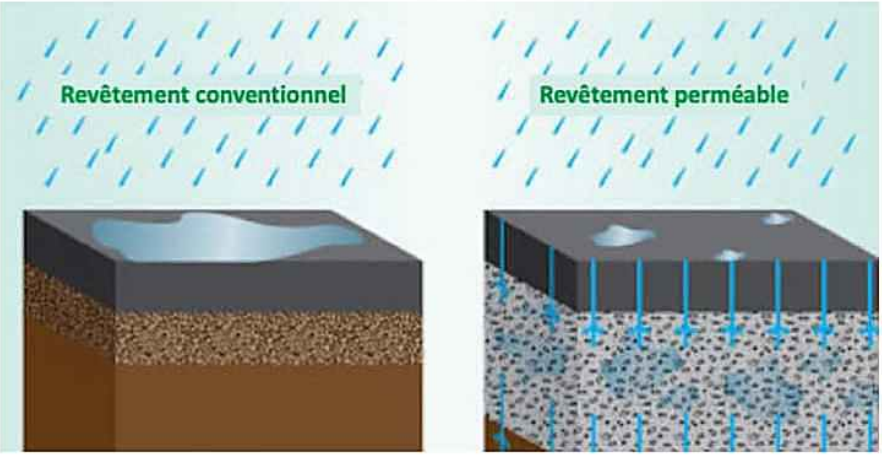
<u>Relevés de fissuration</u>

Les relevés de fissuration ont été effectués sur l'ensemble des 24 tronçons, totalisant une longueur de 8930 mètres. Ces relevés permettent de constater l'amorce du phénomène de remontée de fissure au travers de la couche de roulement spécifique au type d'intervention réalisé dans le cadre du PCPR. Plus de 95 % des dégradations observées représente des fissures transversales à faible sévérité. Les phénomènes de fatigue et de remontée de fissure au travers de la couche de roulement sont des dommages qui n'épargnent, malheureusement, aucun type de structures de chaussée.

Cependant, le calcul des indices de la condition de chaussée (PCI) démontre que l'état de la surface de roulement des 24 tronçons est excellent. La sécurité des usagers et le confort au roulement ne sont pas compromis.

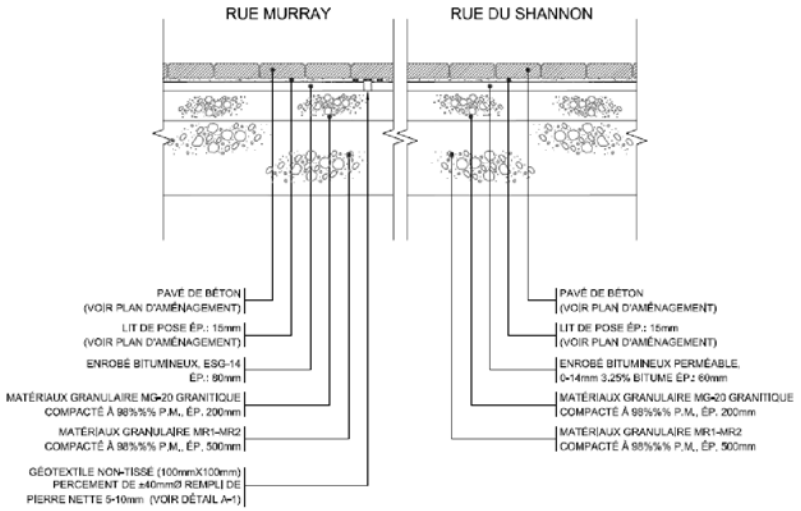
3.5 Chaussée en pavés de béton sur enrobé bitumineux drainant

Projet	**Contrat 331801 – Griffintown lot 2** Travaux de réfection des infrastructures et d'aménagement de surface des rues du Shannon et Murray - Griffintown Lot 2, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest.
Responsables	Division expertise et soutien technique : Said Gouriny Division grands projets : Joseph Khadige Entrepreneur : Côté Jardin inc.
Type de suivi	Éléments techniques (durée prolongée)
Objectif du suivi de performance	Dans le cadre d'un projet pilote, vérifier si la pérennité de la chaussée se trouve améliorée par l'utilisation d'un enrobé drainant dans la structure de chaussée, dans une démarche innovatrice et de développement durable.
Période des travaux	Septembre 2018 à août 2019
Description du projet	Les enrobés drainants sont des matériaux formulés de manière à avoir une teneur élevée en vides communicants. Cette caractéristique permet un drainage rapide des eaux pluviales qui s'accumulent sur la chaussée en pavés de béton et minimise ainsi les accumulations de ces eaux au niveau de la fondation supérieure de la chaussée (entre et sous les pavés de béton). Ce type de structure de chaussée limite ainsi les risques de soulèvement causé par l'effet de gel-dégel. L'enrobé drainant ressemble à un revêtement de sol ordinaire, mais il présente un avantage environnemental important, car il permet à l'eau de se drainer à travers la rue, le stationnement ou le trottoir, surfaces habituellement imperméables. Cela signifie que l'eau peut être filtrée et absorbée naturellement par le sol plutôt que d'être acheminée massivement vers les égouts pluviaux et, éventuellement, vers les principaux cours d'eau. Dans la construction conventionnelle d'une chaussée en pavés de béton, l'assise sur laquelle reposent les pavés de béton est soit une couche de matériaux granulaires compactés, soit une dalle de béton ou soit un enrobé bitumineux standard. L'utilisation d'en enrobé drainant dans la structure de chaussée de ce projet est une première dans les façons de faire de la direction.



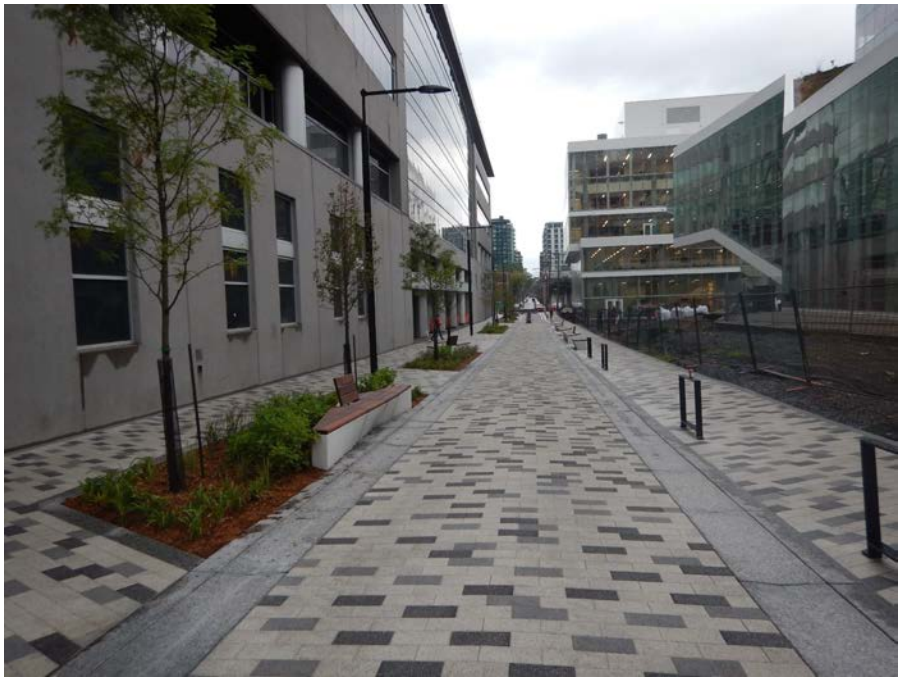
Dans ce projet, des façons de faire différentes ont été mises de l'avant sur les deux rues, afin de pouvoir en faire un suivi comparatif : une structure de chaussée avec un enrobé bitumineux standard a été construite sur la rue Murray et un enrobé drainant a été utilisé dans la structure de chaussée de la rue du Shannon. La comparaison portera principalement sur les déformations de la chaussée en surface, la vérification visuelle des soulèvements possibles et la résistance aux cycles de gel et de dégel.

Le choix de ce projet pour un suivi de performance permettra de comparer deux différentes approches de conception.



Coupe type – structure de chaussée

1. *Structure de chaussée avec un enrobé bitumineux standard sur la rue Murray*
2. *Structure de chaussée avec un enrobé drainant sur la rue Shannon*



Pose des pavés de béton – rue Murray



Pose de l'enrobé drainant – rue de Shannon

	 *Pose des pavés de béton – rue de Shannon*
Suivi de performance année 0 (2019)	L'escouade chantier a complété neuf visites de chantier et a effectué les activités suivantes : ● Rapports de visites; ● Relevés photographiques pendant les travaux; ● Vérification de l'avancement des travaux; ● Échantillonnage de l'enrobé drainant; ● Relevé d'homogénéité (thermographie); ● Relevé photographique après travaux. Ces activités et relevés permettront de dresser un historique de la qualité des matériaux utilisés et des conditions de mise en place. Ceci nous aidera aussi à établir une référence de comparaison de l'évolution de l'état des structures de chaussées et des surfaces déroulement durant leurs durées de vie utile.
Suivi de performance année 1 (2020)	En 2020 l'escouade chantier a complété deux visites de chantier et a effectué les activités suivantes : ● Rapports de visites; ● Relevés photographiques; ● Relevé des dégradations. Ces relevés d'observation accompagnés de prise de photos systématiques visent à établir l'état de la chaussée par l'identification des dégradations évidentes et le repérage de possibilités de défaillances, lesquelles sont mesurées, s'il y a lieu.



État de la surface – rue de Shannon



Dégradations des pavés – rue de Shannon



Travaux et excavation à l'intersection Shannon/William



Fissuration de la bordure – rue Shannon



État de la surface – rue Murray



Dégradations des pavés – rue Murray

	Dans l'ensemble la surface est en bonne état. Une bordure de granite au contour des fausses d'arbre est fissurée. Les pavés au centre du tronçon (milieu de la couronne) sont dégradés en surface; les opérations de déneigement sont la cause principale de ces dégradations. Des travaux de gaz à l'intersection avec la rue William ont causé des défauts dans l'arrangement des pavés. Ce suivi de performance de la chaussée se poursuivra sur les 5 à 10 prochaines années. Il portera principalement sur les déformations de la chaussée en surface, la vérification visuelle des soulèvements possibles et la résistance aux cycles de gel et de dégel.

3.6 Analyse des temps de cure

Projet	**Impact de la variation de la cure à l'eau de 7 jours demandée sur les éléments de béton contenant un adjuvant compensateur de retrait**
Responsables	Division réalisation des travaux : Vincent Caviola et Monya Ostiguy
Type de suivi	Essais expérimentaux (durée modérée)
Objectif du suivi de performance	Vérifier l'impact de différents temps de cure sur les aspects visuels (fissures, écaillage, etc.) et plus particulièrement sur la résistance finale du béton à l'aide de carottages.
Période des travaux	Saison 2020
Description du projet	Dans le cadre du projet de reconstruction des deux ponts d'étagement Darwin du boulevard de l'Île-des-Soeurs, un béton de type V-S de 35 MPa avec compensateur de retrait de type Conex est utilisé pour différents éléments de structure. La cure du béton de 7 jours est essentielle pour bénéficier des propriétés optimales du béton. Lorsqu'un compensateur de retrait de ce type est utilisé, la cure à l'eau (arrosage continu) est d'autant plus importante puisque cet adjuvant nécessite une saturation en eau afin d'être pleinement efficace. En 2020, 5 petites dalles de béton d'environ 1m x 1m ont été coulées en même temps que l'un des éléments de la structure afin de tester cette cure à l'eau. Les cures à l'eau ont été interrompues respectivement après deux, quatre, six puis finalement dix jours sur les 4 premières dalles d'essai. Aucune cure n'a été appliquée sur la dernière dalle.
Suivi de performance année 0 (2020)	Voici ci-dessous les résultats des essais de résistance à la compression obtenus pour chacune des dalles à temps de cure différents en fonction de l'âge de l'échantillon. Le bris des cylindres a été effectué aux temps normalisés de 7, 14 et 28 jours.

DÉTERMINATION DE LA RÉSISTANCE À LA COMPRESSION DE CAROTTES DE BÉTON NORME : CSA-A23.2- 14C- 14					
Type de cure	Âges	7 jours	14 jours	28 jours	
Aucune cure	No de la carotte	C1-0	C2-0	C3-0	C4-0
	Résistance (MPa)	**26,8**	**40,4**	**47,0**	**46,2**
2 jours de cure	No de la carotte	C5-2	C6-2	C7-2	C8-2
	Résistance (MPa)	**27,4**	**37,8**	**49,8**	**46,6**
4 jours de cure	No de la carotte	C12-4	C9-4	C10-4	C11-4
	Résistance (MPa)	**34,8**	**43,7**	**54,8**	**51,1**
6 jours de cure	No de la carotte	C16-6	C13-6	C14-6	C15-6
	Résistance (MPa)	**27,7**	**40,3**	**47,7**	**46,8**
10 jours de cure	No de la carotte	C19-10	C18-10	C17-10	C20-10
	Résistance (MPa)	**27,0**	**40,3**	**48,8**	**48,5**

Résumé des résistances en fonction de l'âge de l'échantillon

Analyse des résultats

Puisque les dalles confectionnées pour les tests étaient de petite taille, le volet visuel de l'impact du temps de cure à l'eau (fissuration, écaillage) a été mis de côté. En effet, l'impact sur ces aspects aurait été difficile à observer sur une surface de $1m^2$.

Ceci-dit, il a été possible de tester l'impact de la durée de la cure à l'eau sur la résistance finale en compression des échantillons. Des cylindres normalisés ont été brisés à 7, 14 puis 28 jours afin de pouvoir observer la courbe complète de maturité pour chacune des dalles d'essai. De manière générale, il semble y avoir peu d'impact sur les échantillons dont la cure a été maintenue pendant 2-6-10 et 0 jours. Effectivement, les courbes respectives sont très serrées et la résistance finale varie d'environ 2 Mpa, soit de 46,60 Mpa pour l'échantillon avec cure de 2 jours, jusqu'à 48,65 Mpa pour l'échantillon avec cure de 10 jours. L'échantillon avec cure de 4 jours ressort cependant considérablement du lot. Il est possible d'observer une tendance générale plus élevée pour la résistance de cet échantillon sur l'ensemble des résultats. Du même coup, la résistance finale se retrouve donc plus élevée. En effet, l'échantillon avec cure de 4 jours possède une résistance finale de 52,95 MPa. Ce résultat est plus élevé de presque 5 MPa comparativement à la plus haute résistance des autres résultats et de plus de 6 Mpa comparativement à la plus basse résistance du lot.

Voici donc un résumé des conclusions, en fonction des observations découlant de cet essai seulement :

- De manière générale, la durée totale de cure impacte très peu la résistance finale du béton;
- Il n'est pas nécessaire de dépasser la durée de cure prescrite au Cahier des charges et devis généraux (CCDG) de 7 jours;
- L'échantillon avec cure de 4 jours enregistre une tendance considérablement supérieure à l'ensemble des résultats sur toute la courbe de maturité.

Ceci-dit, il serait intéressant d'effectuer d'autres essais afin de valider si la tendance observée pour l'échantillon à cure de 4 jours est fondée ou non. De plus, il serait intéressant de faire ce genre d'essai sur des éléments de différentes grosseurs et épaisseurs afin de voir si la cure est d'une importance égale ou supérieure en fonction des cas. D'autres éléments comme les relevés visuels de fissuration ou d'écaillage pourraient également être testés ultérieurement avec des éléments de plus grande dimension.



Dalles d'essai (1)



Dalles d'essai (2)



Dalles d'essai (3)

3.7 Analyse d'espacement des joints

Projet	**Impact de la distance entre les joints pour une glissière coulée en place sur la fissuration de retrait**
Responsables	Division réalisation des travaux : Vincent Caviola, Monya Ostiguy et Louis-Philippe Riopel
Type de suivi	Essais expérimentaux (durée modérée)
Objectif du suivi de performance	Vérifier si le fait de bétonner des sections de glissières beaucoup plus longues que prévu aura un impact considérable sur la fissuration de retrait.
Période des travaux	Saison 2020
Description du projet	Dans le cadre du projet de réfection de l'autoroute Bonaventure entre les axes 22 et 26 et de la démolition de la rampe Brennan en 2018-2019, les glissières médiane et latérales ont dû être reconstruites. Les documents contractuels prévoyaient des coulées en 3 joints, soit 4 sections de glissières de plus ou moins 7 mètres désolidarisées les unes par rapport aux autres à l'aide de joints de construction. Ces joints permettent, entre autres, de limiter la fissuration causée par le retrait du béton en protégeant du même coup le béton et son armature des agresseurs externes pouvant diminuer considérablement la durée de vie de l'ouvrage. Ceci dit, la quantité de joints nous oblige parfois à bétonner en plusieurs phases, ce qui réduit l'efficacité et la rapidité de mise en œuvre au chantier. La glissière extérieure direction Montréal installée en 2018 a été bétonnée en 4 sections de plus ou moins 7 mètres comme prévu pour chacune des travées, alors que la glissière extérieure en direction Champlain a été bétonnée en sections de plus ou moins 14 mètres. Quant à la glissière centrale, deux travées ont été bétonnées en sections de plus ou moins 7 mètres, une autre en deux sections de 22,5 mètres et 7,5 mètres, puis finalement la dernière a été coulée sans joint.
Suivi de performance année 0 (2020)	Pour l'année 2020, l'expérience consistait à évaluer l'effet de l'espacement des joints à l'aide d'indicateurs tels que la distance entre les fissures, l'ouverture de celles-ci et leur longueur. L'inspection a eu lieu le 8 septembre 2020 et nous nous sommes concentrés sur la glissière centrale qui, nous le savions, comportait plusieurs cas de figure. Nous avons analysé les quatre travées du projet de réfection de l'autoroute Bonaventure, soit entre les axes 22 à 26.

Travée 1 - Axes 22 à 23

La première travée a été coulée en deux sections, soit une de 7,5 mètres et l'autre 22,5 mètres. Dans les 2 sections, la distance moyenne entre les fissures était de 1,5 mètre. Ceci-dit, il n'y avait pas de différence notable entre les deux sections sur l'espacement des fissures de retrait.



Vue générale de la glissière travée 1



Figure 2 - Patron de fissuration à ≈ 1500 mm

Travée 2 - Axes 23 à 24

La seconde travée a été coulée en quatre sections de 7,5 mètres, tel que demandé aux documents contractuels. La distance moyenne entre les fissures était de 1,2 mètre.



Vue générale de la glissière travée 2



Patron de fissuration à ≈ 1200 mm

Travée 3 - Axes 24 à 25

La troisième travée a été coulée en quatre sections de 7,5 mètres comme la deuxième travée, tel que demandé aux documents contractuels. La distance moyenne entre les fissures était de 1,8 mètre.



Vue générale de la glissière travée 3



Patron de fissuration à ≈ 1800 mm

Travée 4 - Axes 25 à 26

La quatrième et dernière travée a été coulée en une seule section, sans aucun joint, pour une longueur totale de 30 mètres. La distance moyenne entre les fissures était de 1,5 mètre.



Vue générale de la glissière travée 4



Patron de fissuration à ≈ 1500 mm

Suite à cette visite, nous avons pu constater que la distance entre les joints de contrôle n'avait pas réellement d'impact sur la distance entre les fissures de retrait. Effectivement, peu importe le cas de figure (7,5, 22,5 ou 30 mètres), la distance moyenne entre les fissures tournait autour de 1,5 mètre, ce qui est excellent. Sur une glissière type, on retrouve normalement des fissures de retrait aux pieds, soit environ aux 300 mm. Les fissures étaient généralement présentes sur la hauteur totale de la glissière et présentaient une ouverture semblable.



1er exemple de fissures de retrait A-520/Montée de Liesse



2e Exemple de fissures de retrait A-520/Montée de Liesse

	En conclusion, la différence ne semble pas se faire au niveau de l'espacement des joints de contrôle, mais plutôt avec l'adjuvant compensateur de retrait "'Conex" combiné à une bonne cure à l'eau de 7 jours. Effectivement, le fait d'utiliser le Conex et de lui appliquer une cure à l'eau, après avoir décoffré hâtivement à 7 MPa, permet de réduire les fissures de 5 fois, passant d'un espacement moyen d'environ 300 mm à 1500 mm. À noter qu'en fonction des observations effectuées dans le cadre de cet essai, la distance la plus longue entre deux joints était d'environ 30 mètres. Selon nos constatations, il est possible que cette longueur puisse être augmentée davantage avant qu'il y ait un impact sur le patron de fissuration.

3.8 Comparaison de méthodes de remblayage de tranchées (RSR et MG20) dans les projets de réhabilitation de conduites d'aqueduc

Projet	**Étude comparative pour le remblayage des tranchées entre remblai sans retrait (RSR) et MG20 dans les projets de réhabilitation de conduites d'aqueduc**
Responsables	Division réalisation des travaux : Sid Ali Guernane et Monya Ostiguy
Type de suivi	Essais expérimentaux (durée modérée)
Objectif du suivi de performance	Évaluer les coûts (financier et humain) et les délais de réalisation (impacts aux citoyens) des deux techniques de remblayage de tranchées.
Période des travaux	Saison 2020
Description du projet	Deux méthodes distinctes de remblayage de tranchées ont été comparées. Les projets ayant servi à la comparaison présentent des rues qui ont globalement les mêmes caractéristiques en termes d'achalandage, de densité du milieu et de trafic. Les arrondissements de Ville-Marie, Le Sud-Ouest et Verdun ont été ciblés. Le recueil des données a été fait en considérant les caractéristiques communes et distinctes entre les deux techniques, à savoir : A. La partie commune se caractérise par les moyens humains et matériels utilisés pour les travaux d'excavation. B. La partie distincte se situe dans les étapes de mise en œuvre du matériau choisi pour le remblayage, à savoir : ➢ Remblai sans retrait : ○ Livraison du RSR et coulage; ○ Si requis, utilisation de la machinerie pour niveler le RSR; ○ Si requis, technicien de laboratoire demandé pour le contrôle qualitatif du RSR. ➢ MG 20 : ○ Livraison et entreposage de la pierre sur site; ○ Remblayage par couche successive de 300 mm jusqu' au niveau demandé; ○ Compactage de chaque couche posée; ○ Vérification de la compaction par un technicien de laboratoire;

	○ Utilisation de la machinerie pour la mise en œuvre du MG20, manutention de la plaque vibrante, de la dame sauteuse et de la boîte d'étançonnement. Les paramètres considérés dans l'analyse sont décrits ci-après, par technique : ➢ Remblai sans retrait : ○ Main d'œuvre (ouvriers en heures) : ■ Coulage du RSR; ■ Enlèvement et remise en place des clôtures; ■ Nettoyage du fond de fouille; ■ Dans le cas d'un coulage partiel, préparatifs pour installation et désinstallation du coffrage; ■ Nivellement de la couche finale du RSR; ○ Contremaître; ○ Technicien de contrôle qualité de matériaux; ○ Signaleurs; ○ Surveillant de travaux; ○ Machinerie : ■ Dans certains cas, pour de grandes dimensions des fouilles, le nivellement de la couche finale du RSR coulé exige l'intervention d'une rétrocaveuse. ○ Durée de l'opération de coulage du RSR : ■ Temps moyen de l'installation du camion avant le coulage : ± 2 minutes; ■ Temps moyen de coulage : ± 4:30 minutes; ■ Temps de nettoyage après coulage de 5 à 7 minutes. ➢ MG 20 : ○ 4 heures pour une livraison de camion de MG20; ○ Un tracteur avec une remorque à deux essieux; ○ Volume moyen de 25 m^3 par camion. Certains paramètres n'ont pas été considérés, soit les quantités de pierre nette mise sur les conduits des entrées de service et celles de sable mis sur la conduite de gaz avant le coulage du RSR.
Suivi de performance année 0 (2020)	Après une saison, des données ont été recueillies dans cinq rues où du RSR a été utilisé, tandis que les données pour le MG20 ont été plus difficiles à obtenir. Des cinq rues de RSR, quatre fournissent des données similaires, tandis que la 5^e se démarque considérablement. En ne considérant que les données des 4 rues similaires, on obtient : ● Vitesse moyenne de remblayage : 19 m³/h;

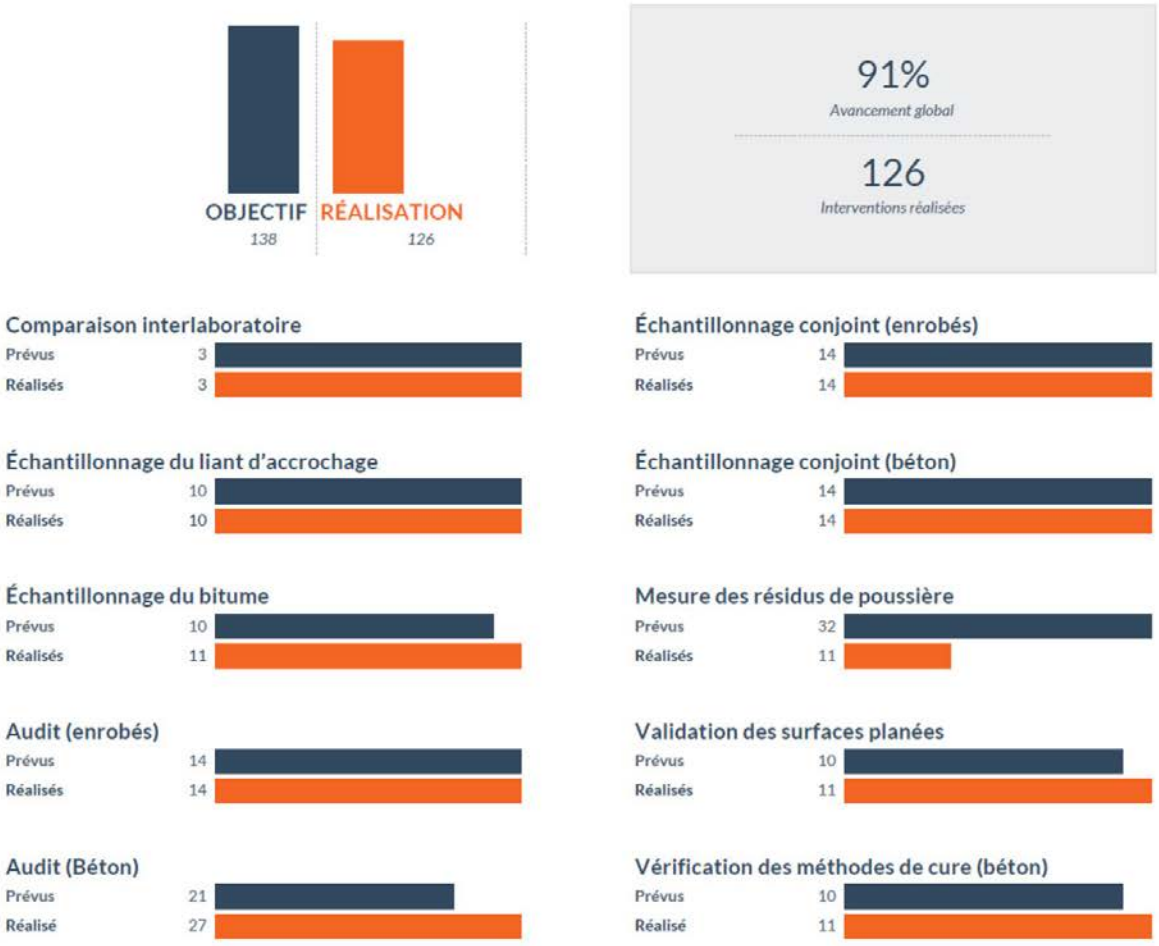
	• Coût moyen de remblayage : 188 $/m³, comprenant 7 $/m³ pour la main-d'œuvre. Pour la technique du MG 20, des données pour seulement deux rues ont été recueillies. Avec ces données, on obtient : • Vitesse moyenne de remblayage : 9 m³/h; • Coût moyen de remblayage 150 $/m³, comprenant 31 $/m³ pour la main-d'œuvre. À ce jour, bien que les données recueillies soient en quantités limitées, il ressort que la technique du RSR est plus dispendieuse d'environ 25 %, mais permet de procéder plus de 200 % fois plus rapidement, avec 75 % moins de coûts de main-d'œuvre. L'année 2021 sera consacrée à obtenir des données plus importantes, notamment pour la technique du remblayage avec le MG 20.

4. Encadrement des firmes et audits des services rendus

4.1 Contrôle qualitatif des matériaux

La Division expertise et soutien technique met en place plusieurs points de contrôle ainsi que des audits afin d'assurer la qualité des matériaux et de la mise en œuvre touchant principalement les travaux du Programme complémentaire planage revêtement (PCPR), des projets intégrés et ceux réalisés par des arrondissements.

La figure ci-dessous présente un suivi de l'ensemble des interventions de contrôles et d'audits réalisés en 2020 avec les objectifs fixés par l'escouade chantier. Tous les objectifs ont été atteints, à l'exception des essais de mesures des résidus de poussière après planage. Pour le contrôle qualitatif des matériaux, 10 éléments de contrôle ont été introduits, qui ont mené à 207 visites de chantier et 126 contrôles. De façon générale, les essais ont atteint leurs exigences. L'élément de contrôle *Essais de vérification de collage des couches (AMAC)* a été suspendu en 2020.



Les tableaux qui suivent indiquent les résultats obtenus par l'escouade chantier pour chacun des éléments de contrôle en 2020.

<table>
<tr><th colspan="2">Élément de contrôle 1 : Mesure des résidus de poussière après planage</th></tr>
<tr><td>Description</td><td>
L'essai de mesure des résidus de poussière après planage consiste à vérifier la quantité de poussière résiduelle après le passage du balai mécanique et avant l'application du liant d'accrochage.

Cet élément de contrôle vise principalement à vérifier la quantité de poussière avant la mise en place de l'enrobé bitumineux, afin d'assurer une bonne adhésion entre les couches d'enrobés et une réparation optimale des charges sur l'ensemble de la chaussée.


Mesure des résidus de poussière après planage

Les critères d'acceptation établis par le ministère des Transports du Québec sont présentés dans le tableau suivant :

<table>
<tr><th>Quantité de poussière (g/m²)</th><th>Résultat</th></tr>
<tr><td>0-25</td><td>Excellent</td></tr>
<tr><td>25-50</td><td>Bon</td></tr>
<tr><td>50-150</td><td>Acceptable</td></tr>
<tr><td>>150</td><td>À compléter</td></tr>
</table>
</td></tr>
</table>

Retour sur 2019	23 essais ont été réalisés en 2019. Cette activité a permis de sensibiliser les entrepreneurs et surveillants aux effets négatifs des résidus de poussière sur l'intégrité de l'ouvrage. Suivant l'ensemble des résultats obtenus jusqu'à présent, on constate que ces interventions au chantier et le suivi auprès des entrepreneurs ont favorisé une amélioration des pratiques en chantier. Les résultats obtenus se répartissent comme suit : ● 40 % des chaussées contrôlées répondent au critère excellent; ● 47 % des chaussées contrôlées répondent au critère bon; ● 8 % des chaussées contrôlées répondent au critère acceptable; ● 5 % des chaussées contrôlées répondent au critère à compléter. Une reprise du nettoyage a été demandée à l'entrepreneur dans le cas où le résultat a été « à compléter ». La comparaison des résultats des deux dernières années démontre une bonne amélioration de la qualité du nettoyage des surfaces planées. Ce contrôle qualité sur différents chantiers a contribué grandement à l'amélioration des activités de nettoyage préalables à la pose de la couche d'enrobés.
Résultats 2020	11 contrôles ont été réalisés en 2020. Les résultats obtenus se répartissent comme suit : ● 37 % des chaussées contrôlées répondent au critère excellent; ● 63 % des chaussées contrôlées répondent au critère bon. Ces résultats ont été obtenus grâce à la collaboration des intervenants sur les chantiers. 32 contrôles étaient prévus au départ, mais un grand nombre de tronçons ont été réalisés hors des plages horaires de disponibilité de notre personnel (de nuit ou de fin de semaine). Les restrictions de déplacement imposées en situation de pandémie ont aussi eu un impact sur l'atteinte de cet objectif.

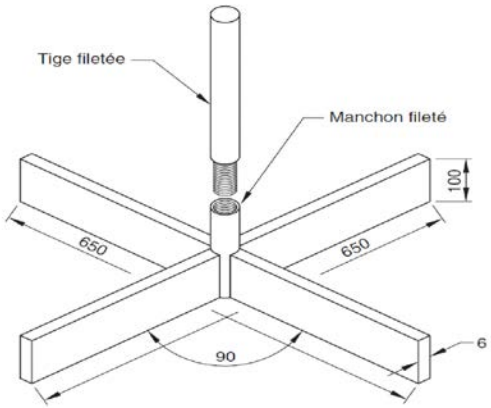
Élément de contrôle 2 : Échantillonnage conjoint (béton)	
Description	La mise en place d'un processus d'échantillonnage conjoint permet de vérifier l'habileté des techniciens à respecter les directives techniques de la Ville de Montréal et l'application de la norme ACI. Cet élément de contrôle permet de mesurer la fiabilité des méthodes d'essais et d'effectuer une comparaison des résultats des essais obtenus par les laboratoires avec ceux réalisés par la DEST.  *Préparation des éprouvettes*  *Réalisation des essais de résistance à la compression*

Retour sur 2019	14 échantillonnages ont été réalisés en 2019. Aucune non-conformité n'a été soulevée lors de ce contrôle. Les résultats obtenus respectent les écarts admissibles tolérables et permettent de statuer sur l'efficacité et la fiabilité des méthodes d'essais.
Résultats 2020	14 échantillonnages ont été réalisés en 2020. Aucune non-conformité n'a été soulevée lors de ce contrôle. Les résultats obtenus respectent les écarts admissibles tolérables et permettent de statuer sur l'efficacité et la fiabilité des méthodes d'essais. Vu les résultats obtenus ces deux années, cette activité ne sera pas maintenue en 2021.

Élément de contrôle 3 : Échantillonnage conjoint (enrobé)	
Description	La mise en place d'un processus d'échantillonnage conjoint permet de vérifier l'habileté des techniciens à respecter les directives techniques de la Ville de Montréal et l'application de la norme LC 26-005 (norme régissant la procédure d'échantillonnage). Elle permet également d'effectuer une comparaison des résultats obtenus.  *Prélèvement d'échantillon d'enrobé*
Retour sur 2019	14 échantillonnages ont été réalisés en 2019. L'analyse de l'ensemble des résultats a permis de valider la conformité des mélanges bitumineux à la norme 4202 du ministère des Transports du Québec (norme régissant les essais des enrobés), et confirme que les résultats présentés par les firmes après analyses en laboratoire sont à l'intérieur des écarts tolérables permis.
Résultats 2020	14 échantillonnages ont été réalisés en 2020. L'analyse de l'ensemble des résultats a également permis de valider la conformité des mélanges bitumineux avec la norme d'essai, et confirme la bonne représentativité des résultats présentés par les firmes. Cette activité ne sera pas maintenue en 2021.

Élément de contrôle 4 : Audits chantier – laboratoire (béton)	
Description	L'évaluation des tâches des techniciens en chantier affectés au contrôle qualitatif du béton représente un processus continu de contrôle et de sensibilisation auprès des techniciens des firmes, qui les incite à respecter les exigences de leurs tâches et l'application des normes en vigueur. L'évaluation lors des travaux de la mise en place du béton de ciment porte sur les éléments suivants : • Assurance de la conformité du mélange à la livraison; • Vérification et application des normes CSA; • Vérification de l'état des surfaces avant la mise en place du béton; • Vérification et application des exigences du devis normalisé; • Vérification de la qualité du béton livré; • Échantillonnage et confection des éprouvettes de béton de ciment.  *Prélèvement d'un échantillon de béton frais*
Retour sur 2019	14 audits ont été réalisés en 2019. Les audits effectués dans le cadre de ce mandat ont permis de démontrer les bonnes habiletés des techniciens à effectuer leurs tâches dans le respect des normes en vigueur. Aucune non-conformité n'a été observée.

Résultats 2020	27 audits ont été réalisés en 2020. Les audits effectués dans le cadre de ce mandat ont permis de soulever 18 cas de non-conformité en lien avec les éléments suivant : ● Méthode d'échantillonnage; ● Réalisation des essais sur le béton frais; ● Équipements défectueux ou non disponibles. Les laboratoires en défaut ont été informés et incités à se conformer aux normes ACI. Ces manquements à leurs tâches et responsabilités ont nécessité des mesures correctives. Les chargés de projets des sept laboratoires fautifs nous ont confirmé de la tenue de rencontres avec l'ensemble des techniciens afin de les informer et de les sensibiliser au respect des normes. Vu le nombre de non-conformités élevé, il a été décidé de faire des audits supplémentaires (21 étaient prévus au départ) et de réévaluer les mêmes techniciens afin d'assurer un suivi et l'application des mesures correctives.

Élément de contrôle 5 : Audits chantier – laboratoire (enrobé)	
Description	L'évaluation réalisée lors des travaux de mise en place des enrobés bitumineux permet d'évaluer les compétences et l'habileté des techniciens à respecter des exigences de leurs tâches et l'application des normes en vigueur. L'évaluation porte sur les éléments suivants : ● Assurance de la conformité du mélange à la livraison; ● Vérification de l'état des surfaces avant la mise en place de l'enrobé; ● Vérification et application des exigences du devis normalisé; ● Assurance de l'application du liant d'accrochage; ● Calcul et vérification des taux de pose des enrobés bitumineux; ● Échantillonnage des enrobés bitumineux; ● Utilisation des équipements adéquats.  *Instrument utilisé pour l'échantillonnage de l'enrobé*  *Vérification de l'application du liant d'accrochage avant la pose de l'enrobé*

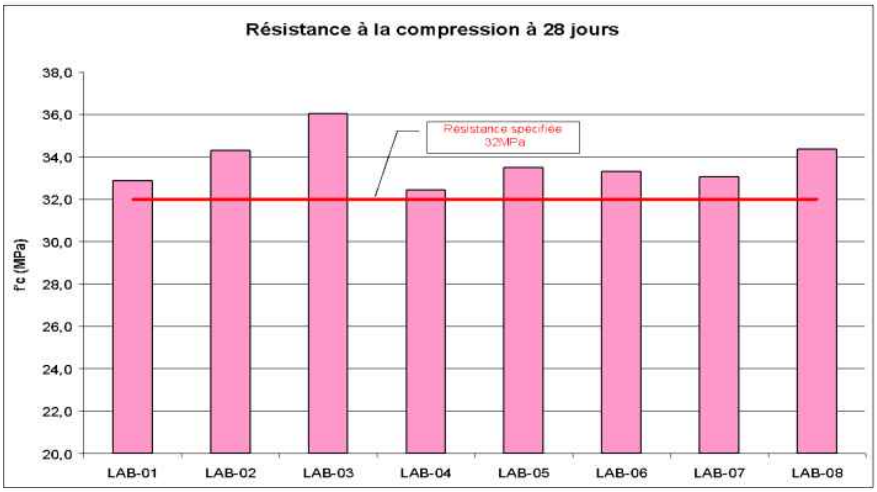
Retour sur 2019	14 audits ont été réalisés en 2019. Les audits effectués dans le cadre de ce mandat ont permis de soulever un cas de non-conformité lié à la méthode d'échantillonnage et aux équipements utilisés. Cette déficience nécessitait des mesures correctives. Le laboratoire en défaut a été informé et incité à se conformer à la norme LC26005. En général, cette activité a démontré les bonnes habiletés des techniciens à effectuer leurs tâches dans le respect des normes en vigueur.
Résultats 2020	14 audits ont été réalisés en 2020. Les audits effectués dans le cadre de ce mandat ont permis de soulever des non-conformités dans 42 % des cas, soit 6 audits sur 14, en lien avec les éléments suivants : ● Méthode d'échantillonnage; ● Équipements défectueux ou non disponibles. Les laboratoires en défaut ont été informés et incités à se conformer à la norme LC26-005. Ces manquements à leurs tâches et responsabilités nécessitaient des mesures correctives. Les chargés de projets des trois laboratoires fautifs nous ont confirmé de la tenue de rencontres avec l'ensemble des techniciens afin de les informer et de les sensibiliser au respect des normes.

Élément de contrôle 6 : Vérification des surfaces planées	
Description	Compte tenu de l'importance de la préparation des supports (surfaces planées) sur la performance ultérieure d'un recouvrement en enrobé, un point d'arrêt systématique des travaux a été instauré afin de réaliser des vérifications selon une méthodologie définie d'acceptation des surfaces planées avant la mise en place des enrobés bitumineux. Ces vérifications consistent à valider que les réparations des surfaces planées sont adéquatement réalisées et respectent les prescriptions des plans et devis.  *Vérification des réparations ponctuelles*  *Vérification des réparations ponctuelles*

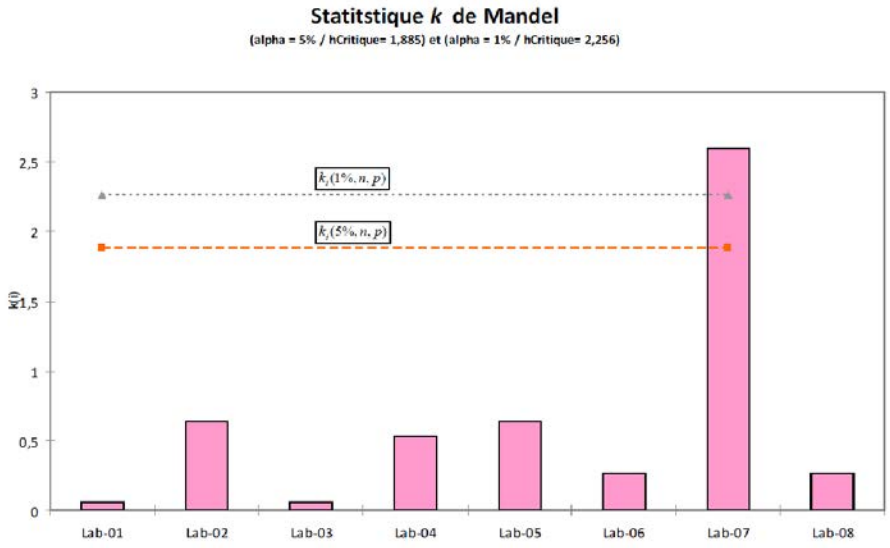
Retour sur 2019	10 vérifications ont été réalisées en 2019. Sur les dix chantiers visités, identifiés conjointement par la Ville de Montréal et l'entrepreneur, les travaux vérifiés ont été effectués selon les exigences des devis et plans. Le contrôle de vérification des surfaces planées avant la pose de l'enrobé a été réalisé avec l'équipe de surveillance et l'entrepreneur. Ce contrôle a permis de démontrer une bonne collaboration avec l'ensemble des intervenants au chantier. Cette activité sera poursuivie en 2020, dans le cadre d'un processus de collaboration et d'amélioration continue
Résultats 2020	11 vérifications ont été réalisées en 2020. Le contrôle de vérification des surfaces planées avant la pose de l'enrobé a été réalisé avec l'équipe de surveillance et l'entrepreneur. Ce contrôle a permis de soulever les observations suivantes : ● Surfaces à recouvrir mal nettoyées; ● Aires à réparer non délimitées par des traits de scie; ● Dalles désagrégées non réparées; ● Présence de zones de revêtement à faible épaisseur; ● Présence de matériaux nuisibles; ● Nids-de-poule et cavités mal nettoyés; ● Présence de plaques dont l'adhérence à la base est déficiente; ● Arrachement du liant d'accrochage par endroit; ● Mauvaise application du liant d'accrochage sur les surfaces verticales. Ces observations ont été discutées avec les surveillants en chantier afin que ceux-ci appliquent les correctifs, si requis et possibles selon les conditions de chantier (support de la chaussée et opérations en cours). Cette activité devra se poursuivre, dans le cadre d'un processus de collaboration et d'amélioration continue.

Élément de contrôle 7 : Essais de comparaison interlaboratoires	
Description	L'essai d'aptitude par comparaison interlaboratoires consiste en l'organisation, l'exécution et l'évaluation d'essais sur des échantillons identiques ou similaires par au moins deux laboratoires différents dans des conditions préétablies. L'analyse statistique ainsi que l'essai d'aptitude des laboratoires par comparaison interlaboratoire nous permettent d'obtenir une vue globale de la performance des laboratoires participants. Les résultats d'une comparaison interlaboratoires ne sont pas utilisés pour cibler et pénaliser un participant, mais représentent plutôt des alertes adressées à l'ensemble des participants devant déclencher une recherche des causes des écarts et la réalisation d'actions correctives, le cas échéant. De son côté, la Division expertise et soutien technique est responsable de contrôler la qualité des méthodes d'analyse et les méthodes de réalisation d'essais selon les normes (ISO 17025 et ISO 17043). Plus précisément, elle doit : ● Assurer l'anonymat des laboratoires participants; ● Confectionner et préparer les échantillons; ● Assurer l'homogénéité des échantillons; ● Effectuer l'analyse des résultats et les calculs statistiques selon le référentiel normatif et le guide ISO43-1et ISO13528; ● Vérifier la validité des résultats par un test de Cochrane; ● Vérifier la validité des résultats par un test de Grubbs; ● Effectuer le test de normalité Shapiro-Wilk (W); ● Émettre les rapports.
Retour sur 2019	3 essais d'aptitude ont été réalisés en 2019. La comparaison interlaboratoires (CIL-2019) portait sur l'évaluation de la fidélité et l'analyse statistique des résultats des essais sur les matériaux granulaires, béton de ciment et enrobés bitumineux. Les essais retenus pour le CIL-2019 sont : ● Analyse granulométrique des granulats d'extraction (LC 26-007); ● Détermination du total granulométrique (LC 26-007); ● Détermination de la teneur en bitume (LC 26-100); ● Détermination de l'aptitude au compactage des enrobés à chaud à la presse à cisaillement giratoire (LC 26-003); ● Détermination de la densité brute et de la masse volumique des

	enrobés à chaud compactés (LC 26-040); ● Détermination de la densité maximale (LC 26-045); ● Détermination de la résistance à la compression sur béton durci, selon la norme CSA A23.2-9C; ● Analyse granulométrique, selon la méthode d'essai (LC 21-040); ● Détermination du pourcentage d'usure par attrition du gros granulat au moyen de l'appareil MICRO-DEVAL, selon la méthode d'essai (LC21 070); ● Détermination de la relation teneur en eau – masse volumique, Essai Proctor selon la norme (BNQ 2501-255). L'analyse de la statistique a permis de démontrer que les résultats de quelques laboratoires représentaient des cas isolés de valeurs suspectes en matière de variation interlaboratoire. Pour l'essai granulométrique et l'essai de détermination du pourcentage d'usure par attrition du gros granulat au moyen de l'appareil (MICRO-DEVAL), les résultats de l'analyse statistique de Grubbs ainsi que le test de normalité Shapiro-Wilk nous ont permis de démontrer que les valeurs obtenues par un des participants (LAB-07) représentaient des valeurs isolées ou aberrantes, qui ne concordent pas avec celles obtenues par les autres laboratoires. Les essais de cette firme pourraient donc mener à des résultats erronés sur lesquels se basent des décisions de non-conformité des travaux. Ces résultats peuvent ainsi occasionner des retards ou des arrêts des travaux. Le laboratoire LAB-07 a été avisé de ces résultats afin d'effectuer des vérifications et les corrections nécessaires des modalités et méthodes d'essais afin d'assurer la fiabilité des résultats. Pour les essais sur le béton durci, l'analyse de la statistique k de Mandel a permis de démontrer que les résultats du laboratoire LAB-07 représentaient un cas isolé de valeurs suspectes en termes de variation intra laboratoire. Ces résultats ont été validés à l'aide du test de Cochran qui a confirmé la présence de valeur aberrante en termes d'écarts-types.

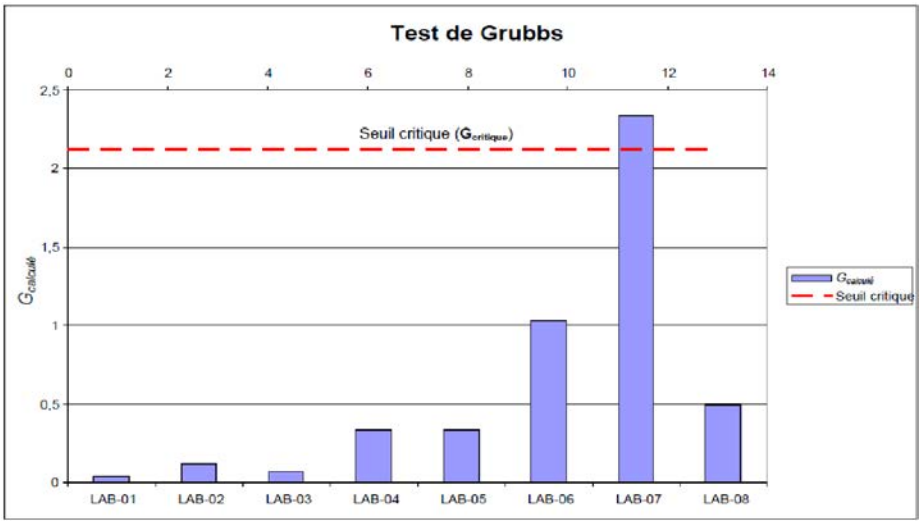


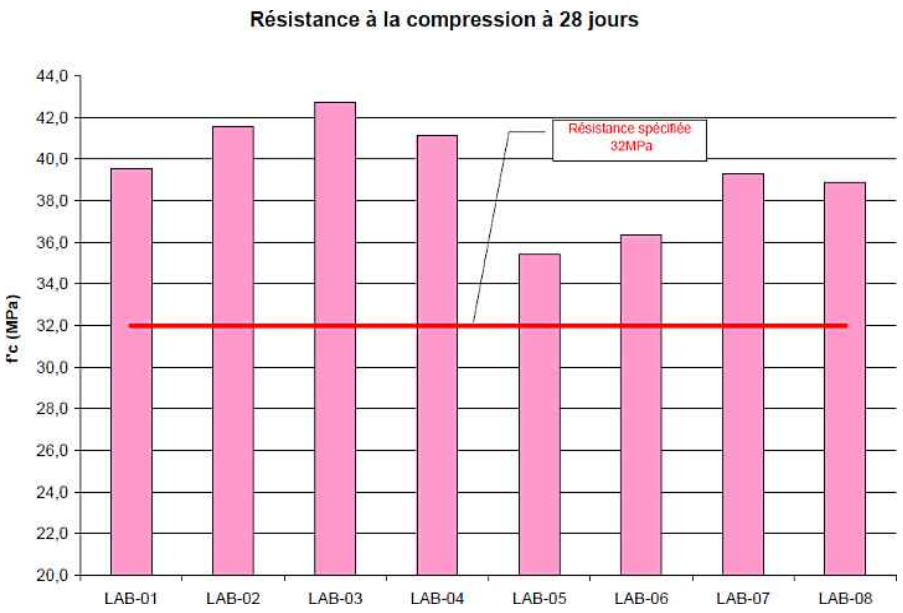
Résistance à la compression à 28 jours



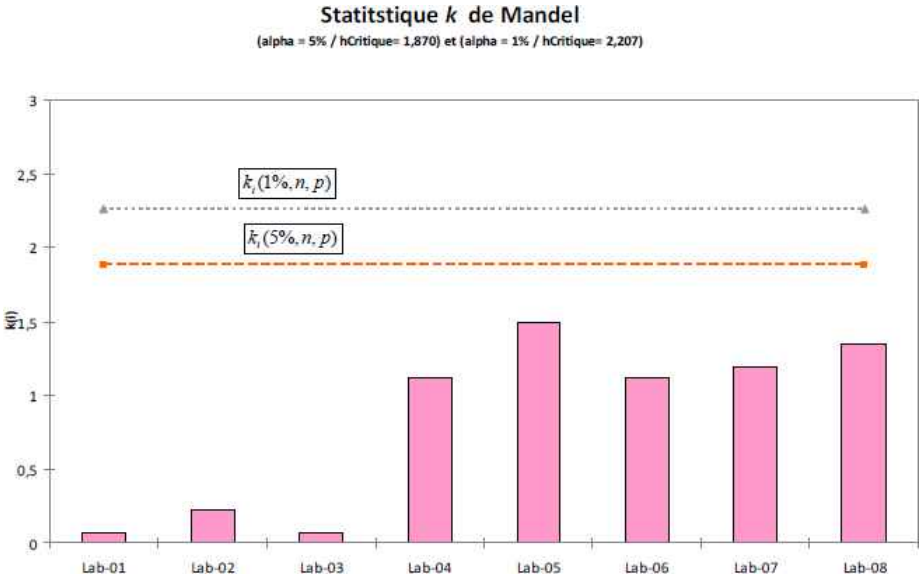
Statistique k de Mandel

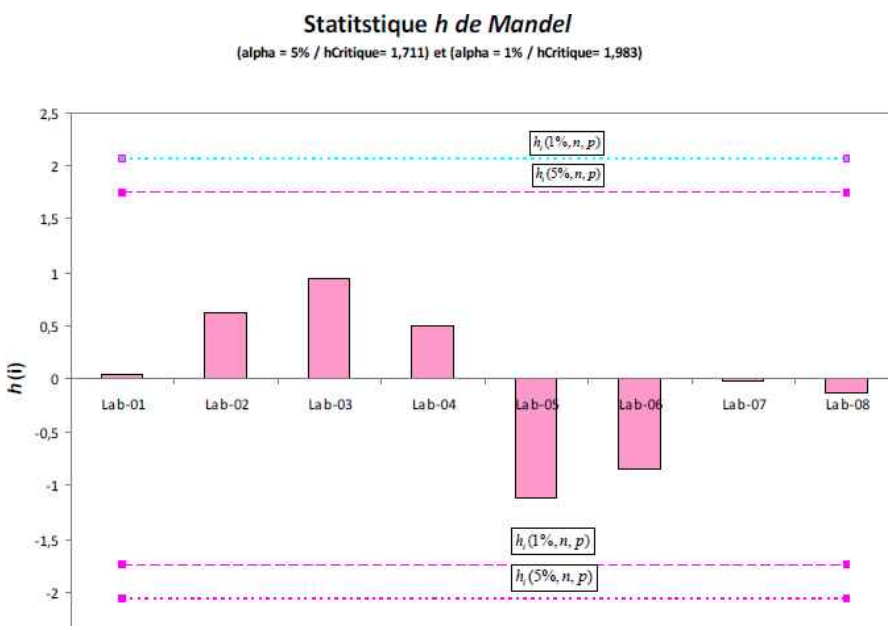
En ce qui concerne les essais sur l'enrobé, à l'exception de l'essai de détermination du pourcentage des vides à l'aide de la presse à cisaillement giratoire, les tests de Grubbs démontrent que l'ensemble des résultats des différents essais sont homogènes et ne représentent aucune valeur aberrante ou isolée. Les résultats obtenus par le LAB-01 lors de l'exécution de l'essai de détermination du pourcentage des vides à l'aide de la presse à cisaillement giratoire représentent une légère disparité par rapport aux autres laboratoires. Cette disparité est non significative, étant donné que les critères de fidélité de la méthode d'essai LC26-003 dans les conditions de reproductibilité ont été atteints.

	 *Test de Grubbs*
Résultats 2020	3 essais d'aptitude ont été réalisés en 2020. La comparaison interlaboratoires (CIL-2020) portait sur l'évaluation de la fidélité et l'analyse statistique des résultats des essais sur les matériaux granulaires, béton de ciment et enrobés bitumineux. Les essais retenus pour le CIL-2020 sont : *Béton de ciment* ● Détermination de la résistance à la compression sur béton durci, selon la norme CSA A23.2-9C). *Enrobés bitumineux* ● Analyse granulométrique des granulats d'extraction (LC 26-007); ● Détermination de la teneur en bitume (LC 26-100). *Matériau granulaire* ● Analyse granulométrique selon la méthode d'essai (LC 21-040). <u>Béton de ciment</u> Les valeurs calculées de la résistance moyenne à la compression sont utilisées pour construire un graphique permettant une évaluation visuelle de la variation interlaboratoire.



Du point de vue graphique, la variabilité intralaboratoire est évaluée au moyen du test statistique k de Mandel et la variabilité interlaboratoires au moyen du test statistique h de Mandel.



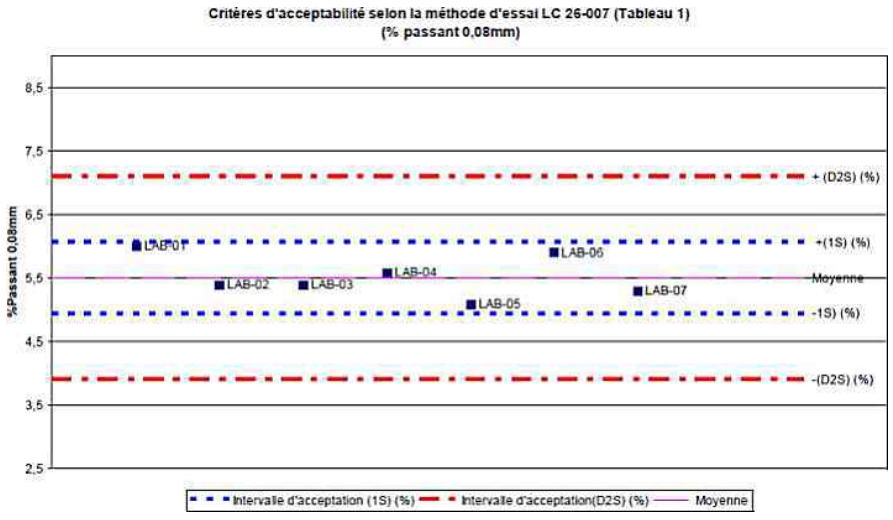


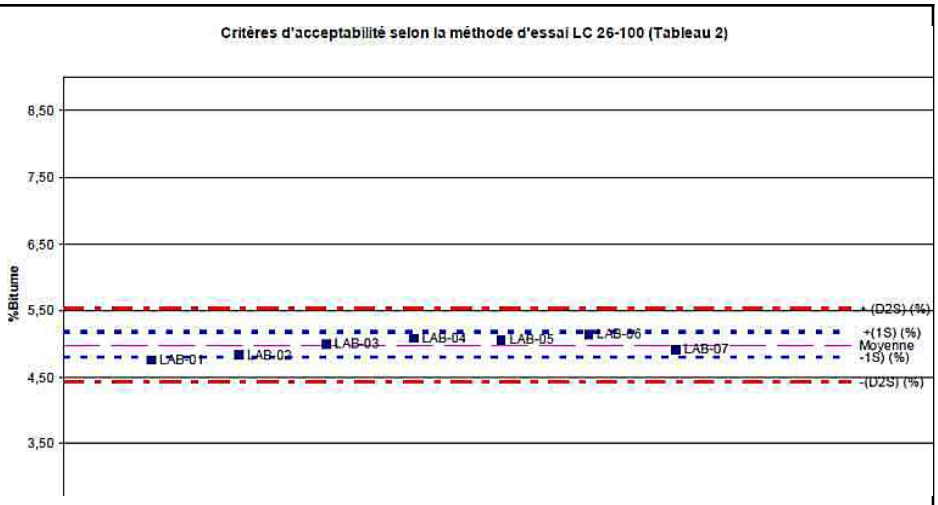
Les tests sont concluants et permettent de démontrer que les résultats de la variabilité intralaboratoire et interlaboratoire ne dépassent pas les seuils critiques et ne représentent aucunes valeurs suspectes ou aberrantes.

<u>Enrobés bitumineux</u>

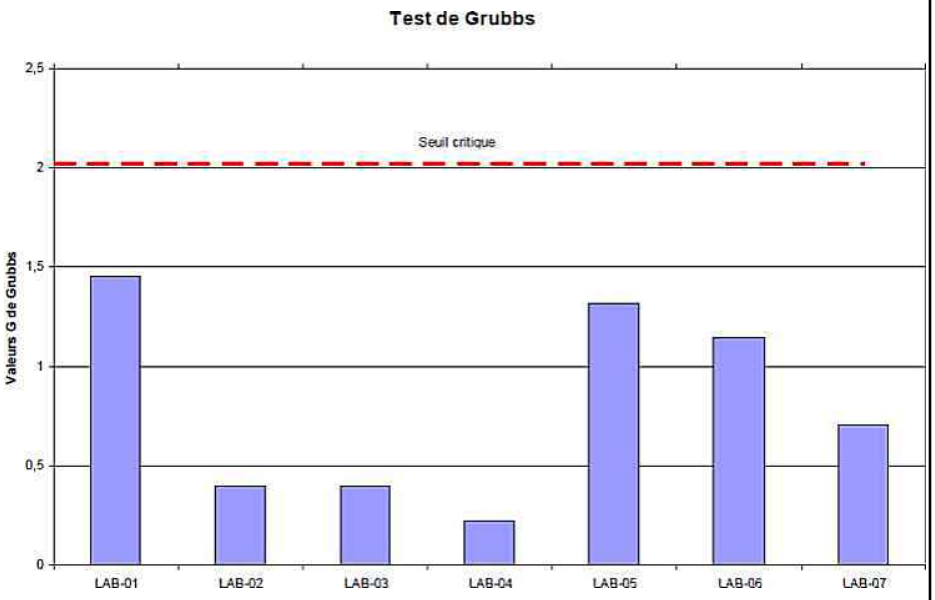
Cette analyse consiste à vérifier la conformité des résultats obtenus par rapport aux exigences du devis technique normalisé DTNI-10B (enrobés à chaud).

Les résultats d'analyse démontrent que les valeurs rapportées par l'ensemble des participants se trouvent à l'intérieur des limites (1S) et (D2S) prescrites à la méthode d'essai LC 26-007.





Les résultats de l'analyse, ainsi que les calculs statistiques, démontrent une performance satisfaisante de l'ensemble des participants. Tous les laboratoires ont obtenu des résultats fiables et conformes aux spécifications du matériau de référence. Le test de normalité Shapiro-Wilk et le test de Grubbs nous ont permis de démontrer que les valeurs obtenues par l'ensemble des laboratoires sont homogènes et ne représentent aucune valeurs isolées ou aberrantes.



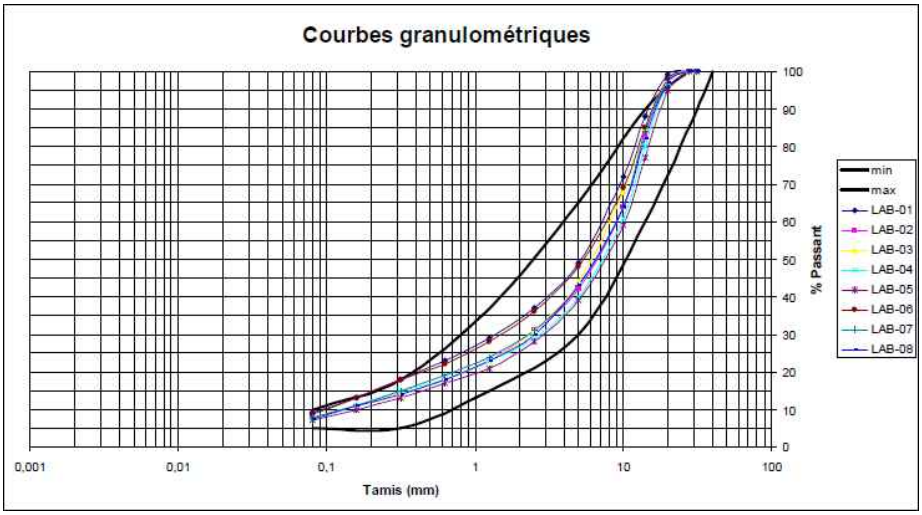
Les vérifications des indices de fidélité et critères d'acceptabilité, établis selon les différentes méthodes d'essais (LC), démontrent une bonne maîtrise des modalités d'exécution des essais par l'ensemble des participants.

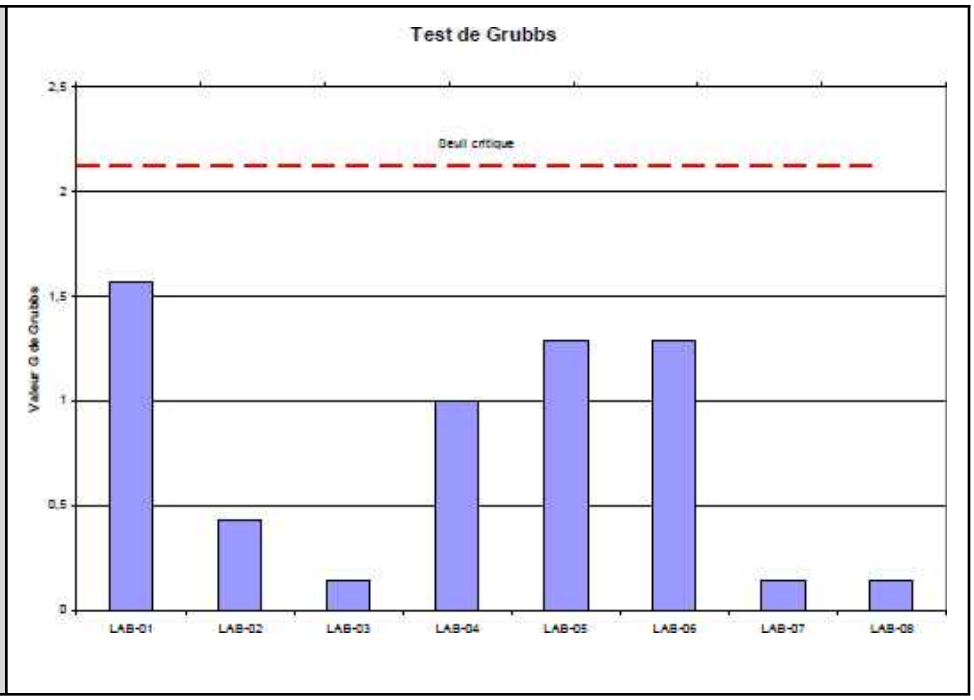
Matériau granulaire

Cette analyse consiste à vérifier la conformité des résultats obtenus au tamis 5 mm et 80µm par rapport aux exigences de devis technique normalisé DTNI-10C.

L'analyse granulométrique du pourcentage passant aux tamis 5 mm et 80µm indique que les résultats de l'ensemble des participants sont conformes aux exigences du devis technique normalisé DTNI-10C.

Les résultats de l'analyse granulométrique ainsi que les calculs statistiques démontrent une performance satisfaisante de l'ensemble des participants. Tous les laboratoires ont obtenu des résultats fiables et conformes aux spécifications du matériau de référence. Le test de normalité Shapiro-Wilk et le test de Grubbs nous ont permis de démontrer que les valeurs obtenues par l'ensemble des laboratoires sont homogènes et ne représentent aucune valeurs isolées ou aberrantes. L'ensemble des laboratoires compris dans les zones d'acceptabilité présentent des résultats satisfaisants.




Test de Grubbs
Seuil critique
Valeur G de Grubbs
2,5
2
1,5
1
0,5
0
LAB-01
LAB-02
LAB-03
LAB-04
LAB-05
LAB-06
LAB-07
LAB-08

Élément de contrôle 8 : Échantillonnage de bitume	
Description	Le système de classification des bitumes était auparavant basé sur la norme AASHTO M320, plus connu sous le nom de *Superpave Performance Grading (PG)* qui permet d'évaluer les caractéristiques rhéologiques des bitumes ainsi que leurs performances aux températures de service. En 2019, le ministère des Transports du Québec a implanté dans la norme *4101-Bitumes* un nouveau système de classification basé sur l'essai MSCR, soit le *Multiple-Stress Creep-Recovery*. La méthode MSCR vise à corriger certaines lacunes et mieux classifier les bitumes selon leur aptitude à résister aux déformations permanentes, soit leur comportement à l'orniérage. De plus, l'essai permet une détection rapide de la présence de polymère, un élément clé quant aux comportements recherchés des bitumes et de la performance des chaussées. Ce type de contrôle représente une première sur les chantiers de la Ville de Montréal. Cette pratique assure un contrôle qualitatif des bitumes livrés en chantier et assure le respect des exigences de la nouvelle norme de classification. Elle consiste en l'organisation et la planification d'un échantillonnage des bitumes livrés aux usines de fabrication. La Division expertise et soutien technique procède à un contrôle de réception du bitume. L'échantillonnage est effectué au robinet de prélèvement. L'échantillon est prélevé par l'entrepreneur dans un contenant métallique avec intérieur émaillé de façon représentative du produit contenu dans le réservoir de bitume de l'usine de fabrication. L'échantillonnage, réalisé selon la norme LC26-005, est constitué de deux prélèvements de 1 litre chacun. Le premier est destiné aux essais de contrôle de bitume par le laboratoire et l'autre est conservé par la Division expertise et soutien technique comme échantillon témoin.

	 *Usine de fabrication des enrobés*  *Échantillonnage du bitume à l'usine*
Retour sur 2019	12 échantillonnages ont été réalisés en 2019. Cette activité a permis de sensibiliser les entrepreneurs ainsi que les

	fournisseurs à l'implantation de la nouvelle norme. La présence renforcée du personnel de la Ville sur le terrain permet également de valider que la norme est bien appliquée et ainsi assurer la pérennité de nos ouvrages. Au total, douze échantillons de bitume ont été prélevés en usine de production. Suivant l'ensemble des résultats obtenus jusqu'à présent, on constate que la transition vers la nouvelle norme de classification des bitumes s'est déroulée adéquatement. Les résultats obtenus sont répartis comme suit : ● Dix prélèvements conformes aux exigences des plans et devis; ● Un prélèvement non conforme à la nouvelle classification, mais qui respecte les exigences du devis de 2018. Cette non-conformité n'avait aucun impact majeur, car le bitume rencontrait les performances prescrites en 2018 dans le devis, sans toutefois atteindre celles escomptées en 2019 avec la nouvelle classification des bitumes; ● Un prélèvement non conforme aux exigences des plans et devis, soit l'utilisation d'un bitume 58S-28 plutôt que 64H-28. À la demande du chargé de projet, l'entrepreneur entamera son droit de recours en effectuant des prélèvements de l'enrobé in-situ pour analyses avec un laboratoire indépendant.
Résultats 2020	11 échantillonnages ont été réalisés en 2020. Les résultats des analyses du contrôle qualitatif effectué sur l'ensemble des échantillons prélevés démontrent une conformité aux exigences de la norme MTQ 4101-Bitumes. Les bitumes utilisés pour la fabrication des enrobés bitumineux correspondent aux spécifications des plans et devis. Soulignons la bonne collaboration de tous les intervenants au chantier.

Élément de contrôle 9 : Échantillonnage liant d'accrochage	
Description	Tout comme l'échantillonnage des bitumes, ce contrôle sur les liants d'accrochage a été nouvellement instauré dans le but d'assurer la conformité des liants d'accrochage livrés et utilisés sur nos chantiers. Il consiste à contrôler la qualité des émulsions conformément à la norme MTQ 4105. Ce contrôle a été instauré en 2019 dans le but d'assurer la qualité et la conformité des liants pour garantir une force de cohésion et de rigidité suffisante pour tenir les couches d'enrobés ensembles. La Division expertise et soutien technique procède à un contrôle de réception du liant d'accrochage. L'échantillonnage, réalisée selon la norme LC26-005, consiste à prélever 1 litre de liant au robinet d'échantillonnage de l'épandeuse.  *Échantillonnage du liant d'accrochage en chantier*
Retour sur 2019	10 échantillonnages ont été réalisés en 2019. Les résultats obtenus sont répartis comme suit : ● 9 prélèvements conformes aux exigences des plans et devis; ● Un prélèvement non conforme. Dans le cas du prélèvement non conforme, le liant utilisé (CRS - 1h) ne correspondait pas au type de liant requis au projet (CSS - 1h). Dans ce cas,

	il n'y a pas eu d'impact sur les travaux, seul le délai de cure a été affecté. Des essais réalisés à l'aide de l'appareil AMAC sur ce projet se sont avérés conformes au critère « Parfaitement liée ». Le surveillant au projet et le laboratoire ont été avisés de cette non-conformité.
Résultats 2020	10 échantillonnages ont été réalisés en 2020. Les résultats des analyses du contrôle qualitatif effectué sur 9 échantillons prélevés démontrent une conformité aux exigences de la norme. Un prélèvement a été considéré non conforme à cause d'une forte odeur de solvant. Ce liant a été utilisé sur un chantier de petite envergure (réparation des tranchées), sans incidences. Soulignons la bonne collaboration de tous les intervenants au chantier.

Élément de contrôle 10 : Vérification des méthodes de cure (béton)	
Description	Cette activité, introduite en 2020, vise essentiellement à vérifier et assurer l'application des normes ACI Standard Specification for Curing Concrete, American Concrete Institute, 1998. 9 p. (ACI 308.1). La cure du béton est un procédé permettant à celui-ci de maintenir des taux d'humidité et de température adéquats durant une période définie. Essentielle, elle permet au béton de développer les propriétés requises telles que la durabilité, l'étanchéité, la résistance à la compression et la résistance au gel/dégel et aux sels déglaçants. Les mesures à prendre pour assurer une cure adéquate du béton sont : ● Maintenir les coffrages en place; ● Couvrir avec des feuilles de plastique; ● Couvrir avec des bâches thermiques; ● Poser des protections qui maintiennent l'humidité (jute, nattes géotextiles); ● Vaporiser un agent de cure; ● Arroser la surface du béton (en continu lors des grandes chaleurs); ● Conserver les éléments sous l'eau; ● Combiner plusieurs de ces mesures.
Résultats 2020	10 vérifications ont été réalisées en 2020. Une cure inexistante ou inadéquate peut entraîner de la fissuration et affecter la durabilité ainsi que les propriétés mécaniques et physiques du béton. Le produit de cure chimique le plus souvent utilisé sur nos chantiers est un agent de mûrissement à base de résine dans une base d'eau. Le produit 1215-WHITE avec pigment blanc en suspension permet l'hydratation complète du ciment en retenant au moins 95 % de l'eau présente dans le béton au moment du bétonnage pendant au moins 7 jours. Ce produit est conforme à la norme ASTM C309 et répond aux exigences du DTNI-3A, article 6.7.



Produit de cure utilisé dans nos projets

La cure des surfaces de béton exposées débute généralement après les opérations de finition. Nos inspections confirment l'application des normes. L'épandage d'agent de mûrissement a été constaté sur l'ensemble des chantiers visités en période estivale.



Épandage du produit de cure

Par temps froid, la température de cure doit être maintenue à plus de 10 °C. L'utilisation de couvertures isolantes ou bâches thermiques pour protéger le béton est essentielle.

La cure doit être maintenue de 3 à 7 jours, ou pendant le temps nécessaire pour obtenir 40 % à 70 % de la résistance à la compression spécifiée.



Mesures de protection du béton

Nos inspections ont révélé les déficiences suivantes :

- Les couvertures thermique ne sont pas maintenues adéquatement durant la période de cure;
- Les protections sont enlevées 24 h après la coulée;
- Les protections sont enlevées avant l'atteinte de 70 % de la résistance à la compression, même si des cylindres témoins ont été prélevés;
- Les protections sont enlevées sans l'autorisation du surveillant.

Sur les six projets inspectés en période hivernale, 50 % accusent des manquements aux exigences de protection des éléments bétonnés durant la période de cure.

Nos observations ont été rapportées aux surveillants des chantiers sur place, qui ont émis des avis de non-conformité à leurs entrepreneurs respectifs.

Contrôle qualitatif des matériaux - conclusion

À la création de l'escouade chantier en 2019, les intervenants de la Division de l'expertise et du soutien technique ont fait le pari d'explorer de nouvelles façons de rejoindre et de soutenir l'ensemble des équipes œuvrant en réalisation et contrôle qualitatif des travaux.

Cette implication démontre la détermination de toute une équipe, dont le but ultime est d'avoir un impact durable sur la qualité des travaux réalisés sur notre territoire. La présence accrue de la DEST sur le terrain a permis de bien cerner les différents enjeux de l'industrie et de mettre en place une multitude d'éléments de contrôle qualitatif et d'encadrement visant à assurer un contrôle régulier des services externes. De plus, des interventions ont été développées pour sensibiliser, former et outiller les différents intervenants afin d'atteindre nos objectifs et assurer la pérennité de nos ouvrages.

Au-delà de la conformité et dans un esprit d'amélioration continue, nous exprimons nos attentes aux entrepreneurs et aux prestataires de services qui exécutent les travaux et collaborons avec eux afin de saisir les opportunités d'amélioration en s'alignant sur les meilleures pratiques.

L'escouade chantier propose des mesures inspirées des meilleures pratiques pour éviter, atténuer ou corriger les déficiences observées.

4.2 Surveillance des travaux

En 2020, la Division de la réalisation des travaux a concentré ses efforts d'audit en chantier sur les travaux du Programme complémentaire planage-revêtement (PCPR), du Programme de réhabilitation des chaussées par planage-revêtement (PRCPR), du Programme de maintien des infrastructures routières (PMIR) et pour les pistes cyclables, soit les travaux consistant principalement à réaliser du pavage. Les objectifs initiaux d'assurer une qualité de préparation de la surface et de la mise en œuvre du pavage dans le cadre de ces travaux sont toujours d'actualité, et c'est pourquoi les efforts ont été concentrés sur ces aspects.

Le programme initial d'audits prévoyait de réaliser un minimum de deux audits de chaque type par entrepreneur adjudicataire et par surveillant externe mandaté pour la surveillance. Des audits supplémentaires ont été faits dès qu'une divergence à la qualité attendue était observée. Des rapports d'audits avec photos ont été rédigés pour chaque audit et les résultats de ceux-ci ont été discutés avec le chargé de projet de la firme externe, ainsi qu'avec le chargé de projet de la Ville de Montréal.

Élément de contrôle	Nombre d'audits réalisés
Audit de type 1 : Qualité de préparation de la surface (après planage)	42
Audit de type 2 : Qualité de mise en œuvre du pavage	34
	76

Observations

Tel que mentionné en introduction, la saison 2020 consistait en la première année d'application des nouveaux DTNI. De ce fait, plusieurs ajustements ont été requis en chantier. Les éléments de vérification dans les audits ont ainsi été revus en fonction de la récurrence des problématiques observées en chantier. Les résultats qui se démarquent sont :

- Préparation inadéquate de la surface, notamment aux chanfreins (79 %) et aux transitions (88 %);
- Nettoyage insuffisant de la surface sous les services pour enlever les résidus de planage et les excès de poussière (53 %);
- Mauvaise réparation des défauts ponctuels (jusqu'à 46 % selon l'élément vérifié) :
  - Manque de compactage autour des services;
  - Exécution partielle ou inexistante des réparations ponctuelles;
  - Mauvaise épaisseur de la couche de correction;
  - Formule de mélange inadéquate.
- Installation inadéquate de la signalisation (38 %).

Des interventions immédiates sur les chantiers par l'auditeur ont permis de rectifier le tir quant aux attentes de la Ville en termes de qualité, de sécurité (signalisation et préparation de surface) et de

qualité des travaux (nettoyage et réparations ponctuelles) et ce, pour tous les entrepreneurs mandatés. Les résultats élevés observés aux travaux de préparation inadéquate de la surface s'expliquent par le fait que plusieurs critères sont regroupés dans cet élément (absence de préparation, largeur insuffisante, mauvais matériau utilisé). Des ajustements seront apportés au formulaire d'audit afin de mieux isoler la problématique de préparation. Également, le caractère temporaire de ces aménagements (chanfreins et transitions) fait en sorte que la très forte récurrence de ces non-conformités a un impact moins marqué sur la pérennité des travaux effectués.

Notre analyse a également permis de faire ressortir d'autres points de nos audits. Certains de ces points sont des éléments déjà considérés par nos audits (points 1, 2, 4, 5 et 6) et ont été observés dans une récurrence de moindre importance que les points soulevés précédemment. Les audits ont également permis de constater que tous ne s'étaient pas appropriés parfaitement les nouveaux DTNI (point 3) :

1. Application du «crafco» dans les travaux de pavage de nuit souvent déficiente;
2. Imperfections observées sur la qualité du planage à proximité d'obstacles ou dans certains endroits difficiles d'accès;
3. Méconnaissance des nouveaux DTNI, principalement au niveau des techniques des réparations en profondeur (items II-3B-5101, II-3B-5102 , II-3B- 5103 et II-3B-5104);
4. Mauvaise réalisation fréquente des joints limites de travaux (pas automatiquement faits par sciage);
5. Application non nécessaire du liant d'accrochage sur un support granulaire;
6. Application déficiente de la bande bitumineuse.

Il nous semble important de souligner les améliorations substantielles qui ont été constatées tout au long de la réalisation des audits en 2020, à savoir :

- Excellente collaboration avec la plupart des entrepreneurs;
- Meilleure planification des travaux de réparations ponctuelles (instauration d'un marquage conjoint, utilisation plus fréquente d'une miniplaneuse, planification des réparations avant le jour de la mise en œuvre du pavage);
- Meilleure compréhension des exigences techniques des nouveaux DTNI de la part des entrepreneurs et surveillants au fur et à mesure de l'avancement de la saison;
- Mise à niveau de certaines pratiques d'exécution des travaux comme, par exemple, un entrepreneur qui avait affecté une personne seulement pour la vérification des écoulements d'eau durant la mise en œuvre de l'enrobé;
- Installation plus systématique d'une membrane sous les puisards;
- Arrêt de la pratique d'utiliser de l'enrobé pour soutenir la bande bitumineuse ou le «crafco».

	
Surface planée et préparée pour le pavage	*Vérification de la cure du liant d'accrochage*

Conclusion

2020 a été une année de transition sur les chantiers puisqu'il s'agissait de la première année d'utilisation des nouveaux DTNI. Nous avons constaté que tous les intervenants (entrepreneurs et surveillants) ne s'étaient pas approprié toutes ces nouvelles exigences dans le fin détail. Les audits de types 1 et 2 (préparation de surface et mise en œuvre des enrobés) ont permis d'évaluer le travail de toutes les firmes externes mandatées pour faire la surveillance de nos projets de réfection de voirie, ainsi que de tous les entrepreneurs adjudicataires. Certaines non-conformités récurrentes ont fait en sorte que nous avons revu les éléments de vérification dans les audits afin de mettre l'emphase sur les points à améliorer par tous. Plusieurs avis (jusqu'à un avis de redressement) ont dû être faits, notamment aux firmes mandatées pour la surveillance. L'avis de redressement émis a notamment eu comme conséquence le retrait d'un surveillant sur les chantiers du PCPR.

Nous avons également constaté, suite à cette deuxième année d'opération de l'escouade chantier, un fort taux de roulement du personnel affecté aux travaux de réfection de voirie, tant chez les surveillants sur le terrain que chez les employés des entrepreneurs. Ce roulement chez les intervenants constitue une explication à la récurrence des manquements observés dans les audits, ce qui rend ces derniers d'autant plus pertinents. Le défi consiste à s'assurer que les bonnes pratiques soient assimilées dès l'amorce de la saison des travaux.

4.3 Surveillance environnementale (gestion des déblais contaminés)

La surveillance de la gestion des déblais d'excavation a été évaluée selon les mêmes volets que la saison 2019. Ils concernent l'évaluation des services professionnels rendus par les firmes externes de surveillance environnementale mandatées par la Division de l'expertise et du soutien technique (DEST). Un volet a cependant été ajouté en 2020, afin d'évaluer le respect des exigences du devis technique *Gestion des déblais et travaux de réhabilitation environnementale* (DTNI-7A) par les entrepreneurs.

Le suivi de la surveillance environnementale s'est donc décliné selon les cinq volets suivants :

- Volet 1 : Audits des services professionnels de surveillance environnementale en chantier;
- Volet 2 : Traçabilité des sols via l'application mobile Traces Québec;
- Volet 3 : Évaluation du respect des exigences contractuelles des services professionnels;
- Volet 4A : Contrôle qualité de l'échantillonnage des sols (résultats);
- Volet 4B : Contrôle qualité de l'échantillonnage des sols (qualité de l'échantillonnage);
- Volet 5 : Audits de la conformité des travaux au DTNI-7A (entrepreneurs) .

Le bilan quantitatif annuel pour l'année 2020 de ces cinq volets est présenté ci-dessous :



Volet 1 : Audits des services professionnels de surveillance environnementale en chantier

Des audits ont été réalisés entre mars et novembre 2020 sur divers chantiers de la Direction des infrastructures (DI), afin d'assurer et d'améliorer la qualité et la conformité des services professionnels rendus par les firmes externes de surveillance environnementale mandatées pour réaliser la surveillance environnementale. L'objectif de ces audits était de vérifier le respect des clauses contractuelles par les représentants des firmes externes, afin de fournir un support adéquat

à la Division réalisation des travaux (DRT).

Cinq firmes avaient des contrats de services professionnels en surveillance environnementale avec la DEST en 2019. Le démarrage d'une nouvelle entente-cadre a permis d'ajouter les services de deux nouvelles firmes n'ayant pas travaillé au préalable avec la DEST et de deux autres firmes adjudicataires d'autres ententes-cadres de surveillance environnementale de la DEST. Ainsi, sept firmes ont été auditées sur leurs services professionnels.

Le protocole d'audit prévoyait un audit par chantier en début de chantier puis, advenant un constat de non-conformité, une seconde visite la semaine suivante, afin de vérifier que les actions correctives avaient bien été apportées par la firme. Les visites subséquentes étaient réalisées sur une base régulière, à moins que des constats de non-conformité récurrents ne nécessitent un suivi plus serré.

Un suivi plus étroit a également été prévu pour tout nouveau technicien accepté dans les ententes.

Pour les deux nouvelles firmes, des mandats de moindre complexité et généralement de courte durée qui leur ont été attribués ont limité le nombre de visites en chantier.

Le formulaire d'audit des services professionnels a été révisé afin de préciser certains critères d'évaluation et de permettre ainsi une analyse plus précise des constats d'audit. En effet, le formulaire d'audit contenait 21 critères de conformité à évaluer en 2019. En 2020, 16 critères de conformité, dans lesquels ont été répartis 40 sous-critères, ont été évalués.

Un total de 39 audits a été réalisé de mars à novembre 2020, comparativement à 48 audits en 2019. Un total de 40 non-conformités a été identifié en chantier, comparativement à 37 non-conformités en 2019.

Les non-conformités présentées au tableau suivant sont réparties indistinctement entre les sept firmes auditées :

	Avancement	
Éléments de contrôle	**Objectif(s)**	**Réalisation**
Conformité des services professionnels en chantier par les firmes.	Auditer chacune des 7 firmes avec lesquelles des ententes de services professionnels sont en vigueur.	100 % des firmes ont été auditées à au moins 2 reprises.
	Réaliser au moins 30 audits.	39 audits ont été réalisés, soit de 2 à 13 par firme.

Le tableau suivant indique la récurrence des non-conformités observées en chantier en 2020 :

Critères d'audit	Récurrence
Absence de documents de chantier (tableaux des résultats, rapports de sondage, plans des travaux, coupes schématiques)	32,5 % des non-conformités 13 non-conformités sur un ou plusieurs documents
Absence d'équipements d'échantillonnage (majoritairement les fioles pour COV et les éléments de marquage)	20 % des non-conformités 8 non-conformités observées sur un ou plusieurs équipements
Identification du changement d'unités stratigraphiques	12,5 % des non-conformités 5 non-conformités observées
Délimitation des polygones	12,5 % des non-conformités 5 non-conformités observées
Mise en pile de sols	12,5 % des non-conformités 5 non-conformités observées
Manifestes de transports disponibles et fournis à temps	10 % des non-conformités 4 non-conformités observées

Les non-conformités les plus fréquentes concernent l'absence d'un ou des documents de chantier, dans une proportion de 32,5 % des audits réalisés, soit le double de ce qui a été observé en 2019 (15 %). Il faut mentionner que, dans la majorité des cas, la documentation en question est présente dans le véhicule de service du technicien, mais pas avec lui aux abords des excavations. L'absence de certains de ces documents pourrait faire en sorte, entre autres, que le technicien ne remarque pas le changement de couche (unité stratigraphique), ce qui pourrait mener à des interprétations erronées de la qualité environnementale des déblais et une mauvaise gestion de ces derniers. Des sensibilisations vont être effectuées auprès des firmes en début de saison prochaine, compte tenu que ces documents sont essentiels pour assurer une gestion adéquate des déblais.

À ce chapitre, en 2020, des lacunes dans l'identification des unités stratigraphiques ont été notées à 5 reprises, soit lors de 12,5 % des audits réalisés, tout comme une délimitation déficiente des polygones de contamination et des lacunes dans la mise en pile des sols. En 2019, ces observations comptaient pour 2 à 8 % des non-conformités.

Concernant la présence des équipements d'échantillonnage, des non-conformités ont été notées dans une proportion de 20 % des audits réalisés en 2020, comparativement à 33 % en 2019. L'absence de ces équipements est susceptible d'engendrer des délais d'échantillonnage lors de rencontre de contamination fortuite et conséquemment des retards dans la détermination de la qualité environnementale des déblais. Aucune incidence n'a cependant été rapportée à cet égard.

Les manifestes de transport doivent être fournis au technicien par les entrepreneurs pour chacun des sites de disposition autorisés avant le début des travaux d'excavation. À quatre reprises (11 %), les manifestes de transport n'étaient pas fournis au technicien lors des audits réalisés en 2020, tandis que ce n'était pas significatif en 2019.

Les principales non-conformités observées en début de saison ont été corrigées suivant la visite du personnel technique, mais certaines non-conformités demeurent récurrentes : absence de certains documents de travail et des équipements d'échantillonnage. Ces points seront adressés lors des réunions de démarrage en 2021.

La saison 2020 a été caractérisée par la présence de nouvelles firmes en surveillance environnementale sur nos chantiers qui ont vraisemblablement été attirées lors de notre plus récent appel d'offres par des contrats plus petits (surveillance d'un seul chantier à la fois). De plus, la présence d'un nombre important de techniciens juniors a été notée. Un roulement important de personnel a également été observé sur certains chantiers (jusqu'à une douzaine de techniciens différents sur un même chantier) et plusieurs de ces techniciens n'avaient pas un niveau d'expérience adéquat et/ou n'étaient pas accompagnés par du personnel expérimenté pour être formés. Quelques hypothèses peuvent expliquer cette situation, dont le fait que le devis technique des deux contrats-cadres exige qu'un seul technicien conforme se rende disponible par soumission, alors que la majorité des chantiers ont nécessité plus d'un technicien à la fois. Des absences associées à la pandémie de COVID-19 peuvent également expliquer certains cas. Cet aspect fera l'objet d'une attention particulière en 2021, car ceci a eu des impacts significatifs sur la qualité du suivi des déblais excavés. Quoi qu'il en soit, en terme de pistes de solutions pour remédier à cette problématique, l'appel d'offres à lancer au printemps 2021 visera à exiger un minimum de deux techniciens par soumission et à octroyer plus de contrats, mais de moindre envergure, ce qui devrait permettre de mobiliser moins de ressources au sein d'une même firme.

Volet 2 : Traçabilité des sols via l'application mobile Traces Québec

Un second essai pilote de traçabilité, via l'application mobile de Traces Québec, a été mis en place en 2020, faisant suite à l'essai réalisé en 2019. Même si l'application opérée cette année était également hébergée par Réseau environnement, le développeur informatique était différent. En 2019, Traces Net était le développeur informatique, alors que Traces Québec a changé de développeur et a opéré la plateforme de la société Optel (GeoTrace) en 2020.

Ainsi, l'application GéoTrace a été testée sur le chantier du projet 308801 - Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les rues Saint-Grégoire, Berri, Prénoveau, De la Roche et dans l'avenue Christophe-Colomb. L'essai avec l'application GeoTrace a débuté le 14 mai 2020 sur le chantier et la DEST et la DRT ont mis fin à l'essai le 19 juin suivant. Selon les données transmises par Traces Québec, quelque 2824 tonnes de déblais ont été tracées par l'application au départ du chantier.

L'application est totalement différente de la précédente et ne remplit pas tout à fait les mêmes objectifs que Traces Net. L'application GeoTrace fonctionne avec un système de codes-barres autocollants qui sont fournis par le technicien en surveillance environnementale au chantier (via GéoTrace) et apposés sur chaque manifeste de transport des sols par le technicien au départ du

camion sur le chantier. L'application scanne ensuite le code-barre qui incrémente le voyage dans l'application. À l'arrivée au site d'élimination, l'agent de pesée scanne le code-barre de nouveau pour l'enregistrer dans le système de pesée du site et téléverser les données dans l'application GeoTrace. Dans un premier temps, en comparaison avec l'application utilisée en 2019, l'application GeoTrace ne permet pas la géolocalisation des camions en temps réel. Il y a donc toujours une possibilité de détournement de sols pour en vider ou en ajouter dans les camions avant leur arrivée au site d'élimination. La seule vérification possible est faite par les temps de transport que l'application enregistre (mais non disponible sur les rapports reçus), mais cette donnée n'est que factuelle et ne pourrait servir aucunement de preuve.

La principale problématique rencontrée en 2020, qui a mis fin à l'essai au bout d'un mois, provient de l'impossibilité de tracer réellement les sols jusqu'à leur élimination finale. L'application a correctement enregistré les départs des camions, mais le seul site d'élimination utilisé par l'entrepreneur pour les sols à excaver pendant plusieurs semaines était Waste Management à Sainte-Sophie. Or, celui-ci a eu des difficultés à gérer les échanges de manifestes et de billets de pesée en raison de la COVID-19, leur objectif étant de limiter les contacts sur les billets de pesée. Waste Management n'enregistrait pas les arrivées et les tonnages des camions avec le code-barre de l'application et aucune photo de l'arrivée du camion n'était prise et transmise. En conclusion, le rapport des voyages envoyé par Traces Québec, chaque jour, ne montrait aucune arrivée au site d'élimination, aucun tonnage et, dans la colonne ''traçabilité'', l'inscription "non traçable" était inscrite.

Après plusieurs demandes répétées à chaque semaine, la situation n'était pas résolue et Traces Québec rencontrait des difficultés avec le site d'élimination pour le rendre fonctionnel. À la demande de la DRT, il a alors été convenu de mettre fin à l'essai pilote.

Les avantages relevés à cette nouvelle application sont la bonne acceptation des camionneurs qui n'étaient plus contraints d'utiliser leur téléphone personnel en géolocalisation et l'absence de problématique de confidentialité (suivi des camionneurs après leurs heures de travail). Également, l'application a démontré une bonne stabilité informatique, puisqu'aucune panne n'a été enregistrée pendant l'essai, et aucune perte de temps n'a été relevée.

Outre l'absence de traçabilité jusqu'au site d'élimination, le processus de faire imprimer des codes-barres par les consultants pour les apposer sur les billets de pesée pour le transport pourrait laisser une brèche importante pour la falsification des codes-barres.

Enfin, hormis un rapport des voyages reçu à la fin de chaque journée, la DEST et le consultant en surveillance environnementale n'avaient aucune possibilité de consultation des données puisque la Ville de Montréal était enregistrée à titre de donneur d'ouvrage sur l'application GeoTrace. Une consultation régulière ou une extraction mensuelle aux fins des décomptes semblait donc très peu probable. Afin de profiter pleinement de la puissance de l'outil, des correctifs devront être apportés à l'application GeoTrace afin de donner accès aux données aux différentes parties impliquées.

Il a été possible de réaliser seulement deux audits spécifiquement sur la traçabilité, dont l'objectif principal était de vérifier l'adéquation de l'application en comparaison au projet de règlement concernant la traçabilité des déblais contaminés excavés. L'application GeoTrace n'est pour le moment pas adaptée au projet de règlement et Traces Québec a dit vouloir attendre la portée

exacte du futur règlement pour faire les ajustements requis sur l'application. De nombreux renseignements supplémentaires devraient être ajoutés au suivi pour être conforme au futur règlement, en plus de la géolocalisation des voyages de sols qui devrait être imposée par le futur règlement. Après deux audits de traçabilité sur un référentiel réglementaire, il a plutôt été décidé de faire des audits (9) portés sur l'application en chantier du logiciel pour s'assurer que l'application ne posait pas de problème vis-à-vis de la gestion des déblais et des travaux.

	Avancement	
Élément(s) de contrôle	**Objectifs**	**Réalisation**
Respect des exigences contractuelles des devis de construction relatives à la gestion des déblais Respect des pratiques de gestion au chantier et au site de réception	• 5 vérifications du processus de traçabilité des déblais par Traces Québec • 9 vérifications du processus de gestion des déblais en chantier	• 2 audits de traçabilité à visée réglementaire • 9 audits de conformité de gestion des déblais

RAPPORT DE TRAÇABILITÉ
Excavation - Rue Saint-Grégoire - Rue Saint-Grégoire, Montréal
Numéro de projet (Principal/Secondaire) : 308801 / 19C035

Période : 06/14/2020 00:00:00 - 06/15/2020 00:00:00
Volume total estimé (t.m.) : 0.00
Volume réel tracé (t.m.) :0.0

Sommaire des activités pour la période

Étiquette TQ	# Manifeste Papier	Traçable	Site Excavation	Date Excavation	Site Réception	Date Réception	Temps Estimé /Réel (hrs)	Poids Estimé (t.m.)	Poids Réel (t.m.)
150096	096	NON	Excavation - Rue Saint-Grégoire - Rue Saint-Grégoire, Montréal	06/15/2020 07:42:22		Non transmis		21.00	
150097	097	NON	Excavation - Rue Saint-Grégoire - Rue Saint-Grégoire, Montréal	06/15/2020 08:38:03		Non transmis		21.00	
150098	098	NON	Excavation - Rue Saint-Grégoire - Rue Saint-Grégoire, Montréal	06/15/2020 08:52:49		Non transmis		21.00	
150099	099	NON	Excavation - Rue Saint-Grégoire - Rue Saint-Grégoire, Montréal	06/15/2020 09:05:46		Non transmis		18.00	
150100	100	NON	Excavation - Rue Saint-Grégoire - Rue Saint-Grégoire, Montréal	06/15/2020 09:15:40		Non transmis		21.00	

Exemple de rapport de traçabilité reçu journalièrement de Traces Québec (1)



RAPPORT DE TRAÇABILITÉ
Excavation - Rue Saint-Grégoire - Rue Saint-Grégoire, Montréal
Numéro de projet (Principal/Secondaire) : 308801 / 19C035

Période : 06/14/2020 00:00:00 - 06/15/2020 00:00:00
Volume total estimé (t.m.) : 0.00
Volume réel tracé (t.m.) :0.0

SITE EXCAVATION : Excavation - Rue Saint-Grégoire - Rue Saint-Grégoire, Montréal

Étiquette TQ :	150098
# Manifeste papier :	098
Coordonnées GPS :	45.5329073,-73.5901243
Identifiant :	rgoulet@fnx-innov.com
Date excavation :	06/15/2020 08:52:49
Immatriculation tracteur :	L511395-1
Immatriculation remorque :	RF0506T-2
Temps prévu (hrs) :	
Poids estimé (t.m.) :	21.00
Contamination :	B-C
# Échantillon/Parcelle :	16c016
Contaminant :	HAP;HP (CP10-C50);Métaux

SITE RÉCEPTION :

# Manifeste Papier :	
Coordonnées GPS :	
Identifiant :	
Date réception :	
Immatriculation tracteur :	
Immatriculation remorque :	
Temps réel (hrs) :	
Poids net (t.m.) :	
# Billet de pesée :	

Exemple de rapport de traçabilité reçu journalièrement de Traces Québec (2)



Étiquette à code-barre scannée par l'application GéoTrace sur un cellulaire

Volet 3 : Évaluation du respect des exigences contractuelles des services professionnels

Le troisième volet avait pour objectif de vérifier le respect des exigences contractuelles par les firmes externes de surveillance environnementale, afin de s'assurer que les services professionnels rendus étaient conformes aux exigences des devis et des directives techniques.

Le protocole prévoyait initialement la réalisation de quatre audits pour chacune des cinq firmes externes, pour un total de 20 audits.

Avec l'entrée en vigueur d'une nouvelle entente-cadre de surveillance environnementale, les projets ont plutôt été répartis entre les sept firmes disponibles, selon le nombre de mandats simultanés prévus à l'entente. De ce fait, seule une firme a réalisé plus de quatre projets simultanément au cours de la saison 2020. La majorité des projets actifs d'une durée supérieure à trois mois ont fait l'objet d'audits et chacune des firmes a été évaluée pour au moins un projet.

Plus précisément, les vérifications portaient sur les indicateurs suivants :

- Réception dans les délais requis des compilations mensuelles de sols éliminés, évaluée selon les dates convenues avec le chargé de projet de la DEST et celui de la DRT lors de la réunion de démarrage, ou selon une entente préétablie;
- Réception des résultats analytiques par le chargé de projet de la DEST dans les délais requis, évaluée selon le délai d'analyse prévu, c'est-à-dire le délai entre le prélèvement de l'échantillon au chantier et la réception du certificat analytique du laboratoire par le chargé de projet de la DEST;
- Réception des livrables (rapports préliminaires et finaux) dans les délais requis, évaluée selon la date de réception des livrables en fonction des délais prescrits aux ententes-cadres, ou selon l'entente établie avec le chargé de projet de la DEST.

Par rapport à 2019, l'indicateur qui visait la récupération des billets de pesée a été abandonné, car les résultats de cet indicateur n'étaient pas seulement imputables à la firme de surveillance environnementale et ne représentait pas la qualité des services du consultant.

	Avancement	
Élément de contrôle	**Objectif**	**Réalisation**
Conformité des services rendus par les firmes de surveillance environnementale aux exigences contractuelles des devis et directives techniques de services professionnels.	Réalisation d'audits sur la majorité des projets actifs d'une durée supérieure à 3 mois pour la saison 2020 (minimum d'un projet par firme de surveillance)	Au total, 20 projets ont été audités, répartis sur 7 firmes de surveillance.

Réception des compilations mensuelles des déblais disposés

Peu de compilations ont été obtenues dans les délais requis au cours de l'année 2020. Les délais ont varié de quelques jours à plusieurs semaines de retard. Les principaux facteurs expliquant ces retards sont la pénurie de main-d'œuvre dans les firmes de surveillance et les multiples mouvements de personnel sur les différents projets en raison, notamment, du nombre important de chantiers simultanés causé par les retards engendrés par la pandémie. Cette problématique de main-d'œuvre impliquait autant le personnel de terrain que de bureau, créant ainsi un manque au niveau du suivi de la compilation des déblais excavés. Le résultat du retard de transmission des décomptes se répercute peu sur les paiements mensuels aux entrepreneurs, car le paiement est effectué, puis réajusté le mois suivant.

Réception des résultats analytiques

L'année 2020 a été marquée, encore une fois, par des retards dans les délais de livraison des résultats analytiques urgents (<48h) de la part des laboratoires de Montréal et des environs. Le nombre important de projets simultanés a surchargé les laboratoires dès l'ouverture des chantiers en mai, et ceux-ci ont eu de la difficulté à se réajuster pour le reste de la saison 2020. Dans ce contexte, ces dépassements de délais n'ont pas été retenus pour la compilation des résultats puisqu'ils ne sont pas attribuables aux services des firmes environnementales, mais plutôt au contexte particulier des laboratoires.

En ce qui concerne les firmes de surveillance environnementale, nous avons noté une nette amélioration pour la transmission des résultats analytiques par rapport à la saison 2019. Quelques situations mineures de retards ont été attribuables à une gestion déficiente des échantillons prélevés en chantier (échantillons transmis aux laboratoires dans des délais trop longs, oublis d'envoi au laboratoire, etc.). Une situation particulière d'omissions systématiques d'envoi des résultats analytiques par le chargé de projets du consultant a également été rencontrée au cours de la saison 2020. Cette problématique a été causée par le manque d'expérience du personnel avec les exigences de la Ville de Montréal et par une surcharge de tâches du consultant, créant ainsi un manque au niveau de la transmission des résultats analytiques.

Il est à noter que les délais de réception des résultats analytiques n'ont pas retardé significativement le déroulement des chantiers, mais ont nécessité des suivis constants de la part de la DEST.

Réception des livrables (rapports préliminaires et finaux)

Au 31 décembre 2020, cet indicateur n'a pu être évalué, puisque la réception de la majorité des livrables était prévue pour janvier 2021. Sur les 20 projets audités pour la saison 2020, 14 rapports étaient attendus en 2021, ce qui fait en sorte que les données disponibles pourraient être non représentatives de la situation réelle. Ce type de situation devrait se reproduire annuellement puisque la majorité des chantiers se terminent en novembre ou décembre, laissant peu de temps au consultant pour produire les livrables préliminaires et/ou finaux.

Dans ce contexte, cet indicateur pourrait être modifié pour la saison 2021 afin de pouvoir obtenir des données plus représentatives sur la livraison des livrables.

Volet 4 : Contrôle qualité de l'échantillonnage des sols

Ce volet cible deux objectifs principaux, soit la conformité des techniques d'échantillonnage en chantier et la reproductibilité des résultats des analyses chimiques.

L'échantillonnage complémentaire en chantier est requis lorsqu'une contamination fortuite est rencontrée en cours de chantier ou lorsque les résultats d'analyses chimiques d'un site de disposition (analyse de contrôle) ne concordent pas avec ceux de l'étude de caractérisation initiale.

Les audits d'échantillonnage des sols avaient pour objectif de valider si l'échantillonnage en chantier (volet A) était réalisé conformément aux devis techniques de services professionnels et aux guides du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (MELCC). Quant aux audits de la reproductibilité des résultats (volet B), ces derniers avaient pour objectif de comparer les résultats obtenus pour un échantillon (échantillon parent) à ceux obtenus pour un échantillon des mêmes sols échantillonnés en double (duplicata de chantier).

Le formulaire d'audit d'échantillonnage de sols comportait 26 critères de conformité, soit 8 de plus qu'en 2019. Les 13 audits se sont déroulés entre les mois de mai et d'octobre 2020 et 5 des 7 firmes de consultants ont pu être auditées, comparativement à seulement deux en 2019.

Le tableau suivant résume les constats des audits réalisés :

	Avancement	
Élément de contrôle	**Objectifs**	**Réalisation**
Conformité des services rendus par les firmes aux guides d'échantillonnage du MELCC.	10 audits	13 audits (3 avec des non-conformités)
Reproductibilité des résultats.	10 duplicatas	32 duplicatas (26 résultats dans la même plage de contamination)

Les audits montrent que les techniques d'échantillonnage sont majoritairement bien maîtrisées, mais que certains des équipements susceptibles d'être requis lors de l'échantillonnage ne sont pas systématiquement présents. Par exemple, le technicien ne possédait pas toujours des fioles pour les composés organiques volatils, des contenants pour homogénéiser les sols ou encore des outils de marquage. Aussi, l'absence de glacière et/ou de réfrigérant a été observée lors de 3 des 13 audits réalisés.

	
Échantillonnage conforme des composés organiques volatils (COV) à l'aide d'un carotteur à usage unique (modèle Terra Core®)	*Entreposage conforme d'échantillons de sols (glacière et blocs réfrigérants)*

Pour ce qui est de la reproductibilité des analyses chimiques réalisées entre un échantillon parent et son duplicata de terrain, les résultats démontrent que les concentrations mesurées se retrouvent dans la même plage de contamination des critères génériques du MELCC dans 81 % des cas, comparativement à 67 % en 2019. Pour quatre des six paires d'échantillons pour lesquels les résultats diffèrent, il s'agit du paramètre des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) pour lesquels les écarts sont de l'ordre de 0,2 ppm, ce qui est marginal et ne démontre pas une problématique de représentativité de la méthode d'échantillonnage. Dans le cas des deux autres paires d'échantillons, les écarts entre les résultats obtenus ne sont pas significatifs (quelques ppm) , bien que les résultats se trouvent dans des plages de contamination différentes.

Volet 5 : Audits de la conformité des travaux au DTNI-7a

Il importe de préciser que les audits de conformité des travaux aux exigences du devis technique DTNI-7A ont été réalisés sur une base aléatoire, dans le but de valider la faisabilité d'auditer les travaux de l'entrepreneur par l'intermédiaire des réponses apportées par le technicien environnement de la firme en surveillance environnementale. Le protocole d'audit ne prévoyait donc pas un audit pour chaque chantier, ni pour chaque entrepreneur.

Notre personnel technique n'a donc pas audité directement un représentant de l'entrepreneur agissant comme maître-d'œuvre, mais a plutôt soumis le technicien en environnement, présent à temps plein au chantier, au questionnaire d'audit. Celui-ci porte sur les exigences du DTNI-7A qui assurent la conformité réglementaire de la gestion des déblais et de l'eau souterraine par l'entrepreneur.

Le formulaire d'audit des entrepreneurs comportait 22 critères de conformité basés sur le DTNI-7A.

Un total de 16 audits a été réalisé entre les mois de mai et octobre 2020, au cours desquels entre aucune et 6 non-conformités ont été relatées par chantier, pour un total de 26 non-conformités. Il

est à noter que certains de ces critères sont aussi audités dans le cadre des audits des services professionnels de surveillance environnementale.

Les non-conformités constatées ont été adressées sur le champ à un représentant désigné de l'entrepreneur en présence du surveillant de chantier. La principale non-conformité (notée à six reprises) correspond à des lacunes dans la ségrégation adéquate des couches de sols. L'absence complète ou partielle d'une trousse de confinement des déversements, l'absence de matériel de recouvrement des piles temporaires et la déficience du marquage des chaînages ont été observées respectivement à trois reprises. Des lacunes dans la transmission des manifestes de transport et des billets de pesé, de même que l'envoi des déblais dans des sites autorisés par le MELCC mais non-approuvés par le consultant ont été observés respectivement à deux reprises.



Pile recouverte de manière conforme



Pile non recouverte (non-conformité)

Notre personnel technique relate qu'il est ardu d'auditer un représentant désigné de l'entrepreneur sur les questions de gestion environnementale des déblais du fait de ne pas avoir toujours le bon interlocuteur (contremaître en particulier). Il est, dans ce contexte, difficile d'assurer un suivi efficace des non-conformités.

Le contexte qui prévalait en chantier en 2020 avec les mesures de distanciation et de protection requises dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 a d'autant plus limité les interactions avec les entrepreneurs.

Enfin, nous allons poursuivre l'audit des travaux des entrepreneurs en 2021, de manière plus systématique en assurant un suivi des non-conformités majeures.

Conclusion

Avec la présence de deux nouvelles firmes en surveillance environnementale, des nombreux chantiers actifs simultanément et des conditions de chantier dictées par les directives propres à chaque maître d'œuvre concernant la COVID-19, la saison 2020 a exigé un niveau d'effort que notre personnel a su relever. Les objectifs en termes de quantité d'audits ont tous été dépassés.

À l'instar de la saison 2019, une approche collaborative a été mise de l'avant, afin d'établir un lien de confiance nécessaire au maintien de la qualité des services exigés sur les chantiers de la DI. Les audits et le suivi des non-conformités ont sans doute permis de maintenir le niveau de la qualité des services rendus par les firmes de consultants en environnement, d'autant plus dans le contexte de la rareté de main-d'œuvre.

Après deux saisons d'audit des services externes en surveillance environnementale, le constat est que les mêmes non-conformités principales se répètent, principalement l'absence des documents de surveillance à portée de main et de certains équipements d'échantillonnage. La formation et les vérifications réalisées par notre personnel technique sur les chantiers sont de ce fait essentielles pour maintenir des standards de qualité, en regard du roulement important des techniciens environnement des firmes.

Au sujet des analyses chimiques, les délais rapides demandés (24 heures) sont respectés dans 60 % des cas. Les retards de réception des résultats d'analyses sont plus souvent qu'autrement attribuables à une surcharge des capacités de traitement des laboratoires et non pas à du laxisme de la part des consultants. Toutefois, concernant les techniques d'échantillonnage, le constat est que cette tâche est bien maîtrisée par les techniciens, ce qui se reflète d'ailleurs par la reproductibilité des résultats qui est très satisfaisante.

Concernant le volet administratif de la gestion environnementale, les documents de suivis hebdomadaires et mensuels ne sont pas systématiquement transmis à temps par les chargés de projet des firmes externes aux chargés de projet de la DEST. Dans près de 30 % des cas, ils ont été remis en retard, ce qui met une pression sur les chargés de projet de la DEST et donc, sur l'approbation des quantités faites à la DRT. Il importe de mentionner qu'il demeure difficile pour les

consultants d'obtenir la totalité des billets de pesée de la part des entrepreneurs, à temps pour les compilations.

En ce qui concerne les applications de traçabilité des sols, le constat est que les applications testées en 2019 et 2020 sont encore perfectibles et ne remplissent pas complètement leur rôle de traçabilité en temps réel. La situation pandémique a également complexifié en 2020 l'approche de l'application testée (GéoTrace par Optel) en raison du site d'élimination choisi par l'entrepreneur.

En terminant, nous comptons poursuivre les audits tant au niveau des clauses contractuelles des services professionnels que de la conformité des travaux au DTNI-7A, afin de conserver un service de qualité de la part des prestataires de services professionnels en surveillance environnementale, dans le respect de la réglementation en vigueur.

5. Activités 2021

Suivis de performance

En 2021, l'escouade poursuivra le suivi de performance de durée prolongée des cinq éléments techniques expliqués dans ce rapport. À ceux-ci, s'ajoutera un nouveau suivi de performance dans un projet du Programme complémentaire pavage revêtement (PCPR) pour lequel on comparera des tronçons utilisant ou non un véhicule de transfert de matériaux (VTM).

Du côté des essais expérimentaux, on amorcera un suivi de performance en partenariat avec AGIR pour comparer les deux systèmes de liaisonnement des chaussées, à savoir l'adhésif pour joint froid (Crafco) et la bande bitumineuse. La cueillette de données pour la comparaison des techniques de remplissage des tranchées dans les projets de réhabilitation d'aqueduc se poursuivra dans des arrondissements à haute concentration de travaux ou impacts élevés (Ville-Marie, Le Sud-Ouest, Le Plateau-Mont-Royal ou Verdun, par exemple).

Encadrement des firmes et audits des services rendus

Contrôle qualitatif des matériaux
Quelques activités réalisées en 2020 seront révisées, améliorées et/ou abolies afin de tenir compte des constats obtenus durant les deux premières années de l'existence de l'escouade. L'appareil de mesure d'adhésion des couches (AMAC), délaissé en 2020 compte-tenu du contexte de pandémie, reviendra de l'avant avec la réalisation de planches d'essais en laboratoire et en chantier.

Un nouveau processus d'échantillonnage sera mis en place pour les matériaux granulaires de type MG-20 de fondation supérieure de la chaussée, et ce, après compactage, afin d'évaluer la dégradation du matériau durant le compactage et faire le suivi sur le nettoyage des surfaces avant pavage.

Nous envisageons également d'intégrer un processus de contrôle pour référence afin de valider les températures des enrobés mis en place en période froide. Une caméra infrarouge sera utilisée dans ce processus de contrôle afin de valider l'uniformité des mélanges mis en place.

Surveillance des travaux
Nous poursuivrons les audits de chantier pour la préparation de la surface et la mise en œuvre sur les chantiers des programmes PCPR et PRCPR, pour les surveillants externes et les entrepreneurs. Nous étendrons cette activité en 2021 aux projets de réfection de voirie qui sont sous la supervision de l'équipe du bureau de projets de la Division réalisation des travaux.

L'équipe partagera les outils d'audits de chantier avec AGIR pour les travaux des Réseaux techniques urbains (RTU). De plus, elle produira une fiche rappel des bonnes pratiques à remettre à l'entrepreneur au moment de l'approbation d'une coulée de béton et accentuera les formations pour les surveillants externes.

Surveillance environnementale

Les objectifs ont été fixés ainsi :

- Audits des services professionnels de surveillance environnementale en chantier (volet 1) : 30 audits.
- Audits des services professionnels en regard du devis DTNI-7A (volet 2) : 15 audits. Ces audits se concentreront sur les travaux en 2021; ils remplaceront ceux pour la traçabilité des sols via l'application mobile Traces Québec.
- Évaluation du respect des exigences contractuelles des services professionnels (volet 3) : 20 suivis de projet. Pour cet aspect, le sous-indicateur de délai de réception des livrables est retiré en 2021, mais un sous-indicateur permettant de chiffrer le roulement de personnel technique sur le chantier en fonction de la catégorie de technicien est ajouté.
- Contrôle qualité de l'échantillonnage des sols (volet 4) : 10 audits. Le sous-indicateur de reproductibilité des résultats est retiré pour 2021.
- Évaluation du respect des exigences contractuelles des entrepreneurs (volet 5) : 10 audits de travaux non surveillés par un consultant en surveillance environnementale.

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures

Responsables du rapport
Martin Boulianne, directeur, Direction des infrastructures
Monya Ostiguy, chef de division, Division réalisation des travaux
Sylvain Roy, chef de division, Division expertise et soutien technique
Alain Gagné, chef de section, Division expertise et soutien technique
Jocelyn Lavoie, chef de section, Division expertise et soutien technique

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

17 Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le bilan déposé permet d'exposer les résultats obtenus par l'escouade chantier pendant l'année 2020. L'escouade chantier effectue des suivis de performance et différents contrôles afin d'avoir un impact direct sur la qualité des travaux. Elle mise sur la collaboration avec les fournisseurs de la Ville de Montréal afin d'améliorer les pratiques et ainsi augmenter la durabilité des infrastructures.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CE : 60.004

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.005

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1211079006

Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport de la consultation publique tenue par l'OCPM sur le Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal

Il est proposé de déposer le rapport de la consultation publique tenue par l'OCPM sur le Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal.

Signé par Dominique OLLIVIER **Le** 2021-07-29 15:38

Signataire : Dominique OLLIVIER

Présidente de l'OPCM
Office de consultation publique de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1211079006**
Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport de la consultation publique tenue par l'OCPM sur le Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2019, l'Université de Montréal et ses écoles affiliées, HEC Montréal et Polytechnique Montréal, ont soumis à la Ville de Montréal un projet de nouveau Plan directeur d'aménagement (PDA) pour le campus de la montagne. Comme les dispositions règlementaires actuelles ne permettent pas à l'université de procéder à des aménagements et des agrandissements sur le territoire du campus de la montagne, l'université et la Ville ont convenu d'une démarche d'élaboration d'un cadre de gestion.

Ce cadre de gestion a pour objectif l'adoption de deux projets de règlement ainsi que la signature d'une entente de collaboration entre la Ville et l'université. Le premier projet de règlement est spécifique au campus de la montagne. Le second projet de règlement apporte des modifications au Plan d'urbanisme de la Ville. Le 15 décembre 2020, le conseil municipal a adopté en première lecture ces deux projets de règlement et a mandaté l'Office de consultation publique de Montréal pour la tenue d'une consultation publique sur ceux-ci.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CE20 1968 en date du 2 décembre 2020 demandant au conseil municipal d'adopter les projets de règlement et de mandater l'OCPM pour tenir la consultation
Résolution CM20 1371 en date du 15 décembre 2020 adoptant les projets de règlement et mandatant l'OCPM pour tenir la consultation

DESCRIPTION

L'Université de Montréal et ses écoles affiliées, Polytechnique Montréal et HEC Montréal,

souhaitent adopter un nouveau Plan directeur d'aménagement pour le campus de la montagne afin de remplacer le Plan directeur actuel adopté en 1995.

Le campus de la montagne est situé sur le flanc nord du mont Royal à l'intérieur des limites du site patrimonial du Mont-Royal (SPMR). Il est délimité, au sud, par les cimetières Notre-Dame-des-Neiges et Mont-Royal, à l'est, par l'avenue Vincent-D'Indy, à l'ouest, par le chemin de la Côte-des-Neiges, et au nord, par le chemin de la Côte-Sainte-Catherine. Son territoire est situé en partie dans l'arrondissement d'Outremont, et en partie dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Le chemin de ceinture du mont Royal, qui fait le tour de la montagne, relie le parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne, le parc du Mont-Royal et le campus de la montagne.

JUSTIFICATION

L'université affirme vouloir à la fois répondre à un déficit d'espace et consolider son cadre bâti. Dans son projet de PDA, l'université entend mettre en valeur le patrimoine naturel et construit du campus, tout en s'alignant sur les valeurs et les besoins contemporains, notamment en ce qui concerne la mobilité active et le développement durable. La mise en œuvre un nouveau Plan directeur d'aménagement (PDA) pour le campus de la montagne se fera au cours des quinze à vingt prochaines années. Ce cadre de gestion, concerté avec la Ville, est requis pour toutes les propriétés institutionnelles situées sur le site patrimonial du Mont-Royal, comme stipulé dans le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les questions financières n'ont pas été abordées dans le cadre de cette consultation.

MONTRÉAL 2030

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La commission retient comme une des dominantes de la consultation une demande d'articulation plus étroite du campus avec le mont Royal d'une part et, d'autre part, avec la Ville, nommément avec les quartiers qui l'entourent. Les liens avec la montagne, qu'il s'agisse du continuum entre les sentiers qui sillonnent la montagne et le campus, de l'interdépendance des écosystèmes en place ou de la protection des vues sur, vers et depuis la montagne, doivent être configurés plus organiquement. De même, le rapport aux quartiers avoisinants doit devenir plus dynamique, car le campus est perçu comme replié sur lui-même. La commission a compris qu'il y avait une demande d'accès plus grande non seulement aux espaces du campus, mais également une attente de bon voisinage et de présence forte de cette institution publique dans le développement du quartier.

Il ressort aussi que l'emplacement et la volumétrie des agrandissements projetés pour les pavillons de la Faculté de musique et de Polytechnique Montréal pourraient être problématiques sous deux aspects : la protection et la consolidation des vues sur, vers et depuis le mont Royal, de même que celles des écosystèmes présents sur le campus de la montagne. C'est pourquoi la commission a recommandé que l'on procède à des analyses et des évaluations additionnelles avant d'y donner suite.

En s'appuyant sur les opinions émises durant la consultation et à la lumière de sa propre analyse, la commission recommande l'adoption des deux projets de règlement soumis par la Ville, sous deux réserves. Une première renvoie à l'inclusion dans le règlement spécifique de deux dispositions additionnelles, l'une relative à la gestion de la neige usée et l'autre

concernant la protection des écosystèmes et le rehaussement de la biodiversité. La commission estime insuffisante l'insertion de ces dispositions dans l'entente de collaboration entre la Ville et l'université et les écoles affiliées. La seconde réserve a trait aux deux agrandissements projetés de la Faculté de musique et de Polytechnique Montréal. La commission demande que l'adoption des dispositions règlementaires les autorisant soit conditionnelle à l'obtention de résultats concluants aux analyses et évaluations demandées pour ces projets d'agrandissement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Lorsque rendu public, le rapport est déposé sur le site Internet de l'Office et envoyé à ceux et celles qui en ont fait la demande.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le rapport a été rendu public le 7 juillet et sera déposé au CM du 23 août.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/o

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc DORAY
Secrétaire général

Tél : 2-3568
Télécop. : 2-2556

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Dominique OLLIVIER
Présidente de l'OPCM

Tél : 514 872-6094
Télécop. : 2-2556



Rapport de consultation publique

CAMPUS DE LA MONTAGNE
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
SITE PATRIMONIAL DU MONT-ROYAL

Projets de règlement P-04-047-216 et P-20-052

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

23 juin 2021

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

CAMPUS DE LA MONTAGNE
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

SITE PATRIMONIAL DU MONT-ROYAL

Projets de règlement P-04-047-216 et P-20-052

Rapport de consultation publique

Le 23 juin 2021

Édition et diffusion
Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 872-3568
Télécopieur : 514 872-2556
ocpm.qc.ca
info@ocpm.qc.ca

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2021
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2021
ISBN 978-2-924750-97-1 (imprimé)
ISBN 978-2-925161-98-8 (PDF)

Le masculin est employé pour alléger le texte.

Tous les documents déposés durant le mandat de la commission ainsi que les enregistrements de toutes les interventions publiques sont disponibles pour consultation aux bureaux de l'Office de consultation publique de Montréal.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe
Bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : (514) 872-3568
Télécopieur : (514) 872-2556
ocpm.qc.ca

Montréal, le 23 juin 2021

Madame Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal
Monsieur Benoit Dorais
Président du comité exécutif
Ville de Montréal
Hôtel de ville – Édifice Lucien-Saulnier
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1B5

Objet : Rapport de consultation publique sur le Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et ses écoles affiliées

Madame la Mairesse,
Monsieur le Président du comité exécutif,

J'ai le plaisir de vous remettre le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur le futur Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées, HEC Montréal et Polytechnique Montréal.

Ce projet vise, entre autres, à énoncer la vision de l'université pour le développement du campus, les principes d'aménagement qui y seront appliqués et à encadrer le potentiel d'agrandissement de plusieurs pavillons. Sa réalisation demande l'adoption de deux règlements qui, jumelés à l'entente de collaboration, constitueront le nouveau cadre règlementaire du site.

La consultation s'est déroulée entre le 10 février et le 25 avril 2021, alors que des mesures extraordinaires étaient mises en place par la santé publique pour combattre la pandémie de la COVID-19. La consultation s'est donc passée entièrement en ligne. Bien que plus de 1600 personnes aient visionné les différentes étapes de la consultation, la commission n'a reçu que 61 opinions orales ou écrites. Elle a également pris en considération les réponses des quelque 743 répondants au questionnaire en ligne.

De l'avis de la commission, il est important de rappeler que ce projet de Plan directeur d'aménagement (PDA) est le résultat d'une planification concertée qui s'est déroulée de 2016 à 2020. Cet effort de concertation, combiné au contexte de pandémie qui perdure depuis plus d'un an et ses effets sur les processus de consultation classiques, peuvent expliquer ce taux de participation. Il serait pertinent de

considérer également le format volumineux et complexe de la documentation ainsi que l'étalement des propositions du PDA sur plusieurs décennies. La commission estime toutefois qu'il se dégage de ces sessions un assentiment relatif du voisinage, des partenaires et de la communauté à la vision, aux approches et aux grands principes qui orientent le PDA.

Ce projet reflète bien les enjeux auxquels l'université est confrontée aujourd'hui, à savoir le patrimoine, le développement durable et la reconnaissance autochtone. Il prend aussi en considération un déficit d'espace à long terme au regard des enjeux démographiques et de compétitivité, mais aussi des contraintes de mise aux normes des bâtiments, ainsi que de la préservation du patrimoine naturel, paysager et bâti du mont Royal.

C'est avec ces réalités en tête que la commission, sous réserve de quelques ajustements en matière de préservation du patrimoine naturel et de développement durable, ainsi que de la réalisation d'études complémentaires sur certains potentiels d'agrandissement, recommande l'adoption des deux règlements qui vont permettre la réalisation du PDA.

Elle fait également une vingtaine de recommandations supplémentaires pour renforcer certains éléments, assurer une cohérence avec les grandes orientations de la Ville en matière de protection du mont Royal, préciser l'approche de reconnaissance autochtone et favoriser une plus grande perméabilité entre le campus universitaire et son milieu d'insertion, tant sur le plan des aménagements physiques que de ses relations avec les communautés avoisinantes.

L'Office rendra ce rapport public le 7 juillet 2021, à moins que vous ne souhaitiez qu'il le fasse à une date plus rapprochée. De plus, si vous le jugez opportun, je pourrais me rendre disponible pour présenter le rapport aux élus concernés.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse et Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La présidente,



Dominique Ollivier

DO/ll

c. c. Sophie Mauzerolle, conseillère de ville et conseillère associée au comité exécutif et responsable de l'OCPM

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

1. Le Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne 3

1.1 Le campus de la montagne et le site patrimonial du Mont-Royal 3

1.1.1 Le campus de la montagne : historique du développement architectural et patrimonial 4

1.1.2 Le site patrimonial du Mont-Royal 5

1.2 Le cadre de gestion 6

1.2.1 Le projet de règlement spécifique pour le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées (P-20-052) 7

1.2.2 Le projet de règlement modifiant le document complémentaire du Plan d'urbanisme (P-04-047-216) 9

1.2.3 L'entente de collaboration 10

1.3 Le Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne (PDA) de l'Université de Montréal, HEC Montréal et Polytechnique Montréal 11

1.3.1 Les principes d'aménagement 12

1.4 Le dossier de documentation 20

1.4.1 L'Énoncé d'intérêt patrimonial du site du campus de la montagne . 20

1.4.2 Les avis du comité mixte 21

1.5 Démarche de la commission 21

1.5.1 Le questionnaire en ligne 21

1.5.2 La trousse postale d'information 22

1.5.3 Séance d'information virtuelle 22

1.5.4 Séance de questions et de réponses 22

1.5.5 Les opinions en ligne 23

1.5.6 Les séances d'audition des opinions 23

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants 25

2.1 Appréciation généralement positive du PDA 25

2.2 Les potentiels d'agrandissement 26
2.2.1 La Faculté de musique et le pavillon de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire de Polytechnique Montréal 27
2.2.2 Le CEPSUM, le pavillon René-J.-A.-Lévesque et la Faculté de l'aménagement 29
2.3 Le développement durable et la résilience aux changements climatiques ... 30
2.3.1 Les milieux naturels et le verdissement 31
2.4 La reconnaissance autochtone 35
2.4.1 L'inclusion des communautés autochtones 36
2.5 La mobilité sur le campus 38
2.5.1 La place de l'auto sur le campus 38
2.5.2 La réduction des stationnements 39
2.5.3 Les transports actifs et collectifs 40
2.5.4 L'hiver 41
2.5.5 L'accessibilité universelle 42
2.6 L'interface, la perméabilité et l'ouverture sur la communauté 43
2.6.1 Le campus et le mont Royal 45
2.6.2 Le campus, un pôle touristique et scientifique 46
2.7 La mise en œuvre et la concertation 46

3. Les constats et l'analyse de la commission 49
3.1 Le cadre de gestion 49
3.2 La consultation 50
3.3 Une reconnaissance du travail accompli 50
3.4 Des attentes d'exemplarité 51
3.5 Les projets de règlement 52
3.6 L'approche de conservation du patrimoine 52
3.6.1 Les parcours 53
3.6.2 L'art public 54
3.6.3 La toponymie 54
3.6.4 Les vues 55

3.6.5 Les vues des cours arrière et la « cinquième façade » 56
3.7 L'approche de développement durable 56
3.7.1 La protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la biodiversité 57
3.7.2 La mobilité active et collective 61
3.7.3 La résilience climatique et l'efficacité énergétique 65
3.8 Les deux agrandissements problématiques 67
3.8.1 Le pavillon de la Faculté de musique 67
3.8.2 Le pavillon de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire 68
3.8.3 Des choix problématiques 69
3.9 La reconnaissance autochtone 70
3.9.1 Une aspiration à développer 70
3.9.2 Une voix qui montre la voie 72
3.9.3 La Stratégie de réconciliation de la Ville de Montréal 73
3.10 La perméabilité du campus et l'ouverture sur la communauté 75
3.10.1 Le campus dans la ville 75
3.10.2 La perméabilité du campus et son accessibilité physique 76
3.10.3 Les nuisances 78
3.10.4 L'ouverture à la communauté 79

Conclusion 81
Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat 83
Annexe 2 – La documentation 89
Annexe 3 – Les projets de règlement P-04-047-216 et P-20-052 95
Annexe 4 – Les recommandations 97
Annexe 5 – Les potentiels d'agrandissement 101


CE
ONSULTATION PUBLIQUE
MONTRÉAL

Introduction

En mars 2019, l'Université de Montréal et ses écoles affiliées, HEC Montréal et Polytechnique Montréal, ont soumis à la Ville de Montréal un projet de nouveau Plan directeur d'aménagement (PDA) pour le campus de la montagne. Comme les dispositions règlementaires actuelles ne permettent pas à l'université de procéder à des aménagements et des agrandissements sur le territoire du campus de la montagne, l'université et la Ville ont convenu d'une démarche d'élaboration d'un cadre de gestion.

Ce cadre de gestion a pour objectif l'adoption de deux projets de règlement ainsi que la signature d'une entente de collaboration entre la Ville et l'université. Le premier projet de règlement est spécifique au campus de la montagne. Le second projet de règlement apporte des modifications au Plan d'urbanisme de la Ville. Le 15 décembre 2020, le conseil municipal a adopté en première lecture ces deux projets de règlement et a mandaté l'Office de consultation publique de Montréal pour la tenue d'une consultation publique sur ceux-ci.

En effet, le projet de règlement spécifique P-20-052 est intitulé « *Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées ».* Il prévoit, notamment, de préserver les secteurs de conservation et de mise en valeur écologique, de permettre les projets d'agrandissement, d'aménagement extérieur ainsi que de mise aux normes des bâtiments, et d'assurer une réduction du nombre d'unités de stationnement. Il précise les paramètres et les normes applicables à chaque projet et détermine les objectifs et critères du Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).

Quant au second projet de règlement P-04-047-216 intitulé « *Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal »*, il prévoit une modification aux paramètres de hauteur et de densité, aux paramètres de protection des milieux naturels et de mise aux normes des bâtiments en fonction du nouveau règlement. Ce règlement permet aussi des travaux de mise aux normes pour la station de métro Université-de-Montréal et pour les infrastructures publiques souterraines.

La commission responsable de cette consultation était présidée par Nicole Brodeur et composée des commissaires Danielle Sauvage et Radouan Torkmani. Le contexte particulier créé par la pandémie du coronavirus a contraint la commission à adapter son processus et à tenir ses activités à distance. La séance d'information, qui marque la première étape de la démarche de consultation, a ainsi été partagée en deux séances virtuelles : une séance d'information le 10 février 2021, et une séance consacrée aux questions citoyennes reçues d'avance ou posées en direct, le 24 février 2021. Les séances d'audition des opinions ont eu lieu les 23 et 24 mars 2021. Soulignons que les différentes phases de consultation se sont déroulées dans le strict respect des mesures sanitaires mises en place par les autorités gouvernementales et la santé publique.

Le premier chapitre de ce rapport présente le cadre de gestion règlementaire, les principaux aspects du projet de PDA et la démarche de consultation mise en place par l'OCPM. Le second

chapitre rassemble les préoccupations, les opinions et les suggestions exprimées par les participants. Enfin, le troisième chapitre est consacré à l'analyse de la commission et à ses recommandations.

Toute la documentation reçue et produite dans le cadre de cette consultation est disponible sur le site web de l'OCPM à l'adresse suivante : https://ocpm.qc.ca/fr/campus-udem.

1. Le Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne

Le 15 décembre 2020, le conseil municipal a mandaté l'Office de consultation publique de Montréal pour assurer la tenue d'une consultation publique sur deux projets de règlement[1] : le projet de règlement P-04-047-216 qui est le *« Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal*[2] » et le projet de règlement spécifique P-20-052 qui est le « *Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées*[3] ». Ces nouvelles dispositions règlementaires sont requises pour l'adoption du projet de Plan directeur d'aménagement (PDA) du campus de la montagne de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées Polytechnique Montréal et HEC Montréal[4], ci-après nommées l'université.

Ce premier chapitre présente l'objet de la consultation publique en cinq parties. Dans un premier temps, il sera question du campus de la montagne et du site patrimonial du Mont-Royal. Le cadre de gestion nécessaire à la mise en œuvre du PDA du campus de la montagne sera expliqué dans un deuxième temps. La troisième partie consiste en une présentation succincte des principaux aspects du document du PDA. La quatrième partie fera état de l'énoncé de l'intérêt patrimonial du campus et des avis du comité mixte. Enfin, la cinquième partie rappelle la démarche de consultation publique.

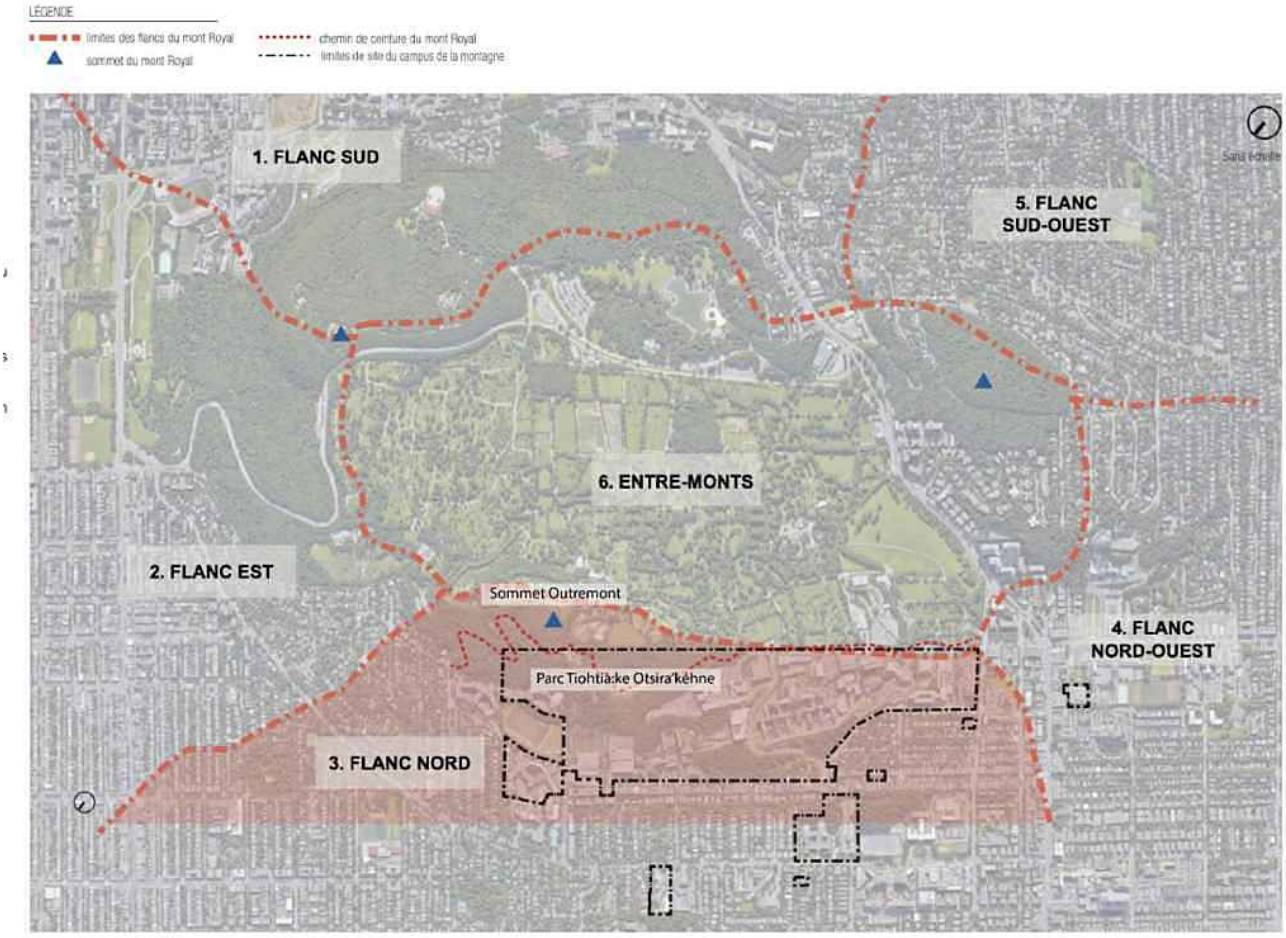
1.1 Le campus de la montagne et le site patrimonial du Mont-Royal

L'Université de Montréal et ses écoles affiliées, Polytechnique Montréal et HEC Montréal, souhaitent adopter un nouveau Plan directeur d'aménagement pour le campus de la montagne afin de remplacer le Plan directeur actuel adopté en 1995[5].

Le campus de la montagne est situé sur le flanc nord du mont Royal à l'intérieur des limites du site patrimonial du Mont-Royal (SPMR). Il est délimité, au sud, par les cimetières Notre-Dame-des-Neiges et Mont-Royal, à l'est, par l'avenue Vincent-D'Indy, à l'ouest, par le chemin de la Côte-des-Neiges, et au nord, par le chemin de la Côte-Sainte-Catherine. Son territoire est situé en partie dans l'arrondissement d'Outremont, et en partie dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Le chemin de ceinture du mont Royal, qui fait le tour de la montagne, relie le parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne, le parc du Mont-Royal et le campus de la montagne (Figure 1).

[1] Résolution du Comité exécutif, doc. 1.5.1
[2] Règlement modifiant le Plan d'urbanisme, doc. 1.3.1
[3] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2
[4] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1
[5] Sommaire décisionnel, doc. 1.1, p. 1

Figure 1 : Contexte topographique du campus de la montagne



Source : Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 182

1.1.1 Le campus de la montagne : historique du développement architectural et patrimonial[6]

Le projet de Plan directeur dont il est question dans cette consultation est le quatrième plan directeur d'aménagement de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées. Chaque plan directeur est représentatif d'une période historique et témoigne d'un courant architectural particulier. Le campus de la montagne occupe ainsi une place importante dans le patrimoine culturel du Québec.

C'est en 1924 que l'université décide de s'implanter sur le versant nord du mont Royal. Cette initiative est motivée par la volonté d'édifier un lieu de savoir francophone et de formation des élites québécoises dans un milieu naturel emblématique.

Les phases de développement du campus ont été influencées par trois plans directeurs. **Le premier plan directeu**r est l'œuvre de l'architecte Ernest Cormier en 1927. L'œuvre la plus

[6] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 25-31

symbolique de ce plan est le pavillon Roger-Gaudry, dont la tour est devenue l'emblème de l'université, ainsi qu'un incontournable du patrimoine visuel montréalais.

Le second plan directeur vient répondre à l'augmentation de la population estudiantine et est développé à partir de 1964 par la firme d'urbanistes-conseils de Jean-Claude La Haye. C'est à ce moment que le campus « *acquiert une grande partie des caractéristiques physiques qui lui sont associées aujourd'hui*[7] », comme le garage Louis-Colin, la Résidence C, ou la mise en valeur des boisés et des affleurements rocheux du site, par exemple.

Le troisième plan directeur est l'œuvre de l'urbaniste et architecte Jean Ouellet**,** de l'architecte Jean-Claude Boisvert et de l'urbaniste Jean Paré, en vigueur de 1995 à 2020. Les principales réalisations sont la construction des pavillons du pôle scientifique de 1995 à 2007. C'est aussi dans ce plan directeur que l'on retrouve les premières initiatives de réhabilitation et de mise en valeur du patrimoine naturel et architectural du campus.

En 2008, l'université adopte un plan qui prévoit l'expansion du campus vers l'ancienne gare de triage d'Outremont. L'université justifie la création de ce nouveau campus par ses besoins en espaces, en équipements et en laboratoires, par son rayonnement international ainsi que par la faible possibilité d'expansion sur le campus principal en raison de sa localisation dans le site patrimonial du Mont-Royal. Ce campus prendra le nom de **Campus MIL** en 2017.

Le projet de Plan directeur d'aménagement actuel reconnaît dans sa vision l'importance de protéger le patrimoine du campus, incluant les signatures stylistiques et architecturales léguées par l'histoire de son développement.

1.1.2 Le site patrimonial du Mont-Royal

Le mont Royal étant un « *élément caractéristique prédominant de Montréal*[8] », la reconnaissance de ses qualités « *naturelles, culturelles et patrimoniales exceptionnelles pour la Ville et la province*[9] » a été consacrée par la création du site patrimonial du mont Royal (SPMR) en 1987.

Cette volonté d'assurer la protection et la mise en valeur de la montagne a été complétée par diverses initiatives politiques, règlementaires et institutionnelles. Tout d'abord, des dispositions relatives à la protection du site patrimonial du Mont-Royal à l'intention des institutions établies sur celui-ci ont été inscrites au document complémentaire du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal. Ensuite, le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR) a été adopté en 2009. Ce Plan encadre la protection des milieux naturels construits et aménagés, les paysages, mais aussi les vues offertes vers et depuis la montagne[10]. De plus, la Ville et le ministère de la Culture et des Communications ont collaboré pour l'élaboration de « *l'Atlas du paysage du mont Royal* ». Ce document de référence a pour objectif d'aider à protéger et à mettre en valeur

[7] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 30
[8] Sommaire décisionnel, doc 1.1, p. 1
[9] Sommaire décisionnel, doc 1.1, p. 1-2
[10] Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR), doc. 5.1

le site patrimonial du Mont-Royal en se basant sur une approche paysagère[11]. Enfin, un règlement spécifique à chaque institution présente sur le site patrimonial du Mont-Royal vient parachever ce dispositif.

En somme, ces initiatives et dispositions règlementaires constituent aujourd'hui un régime de protection du mont Royal. Ils ont comme fondement le principe de « *capacité limite de la montagne*[12] ». Ce régime a pour objectif de limiter le développement des institutions présentes sur la montagne, sur la base d'engagements de protection et de mise en valeur du patrimoine naturel et bâti du mont Royal. Il impose également à ces institutions l'élaboration d'une planification concertée avec la Ville de Montréal. Cette approche de planification vise à concilier les besoins en développement des institutions, avec la protection et la mise en valeur des attributs patrimoniaux de la montagne[13].

1.2 Le cadre de gestion

L'approche de planification concertée nécessaire à l'adoption des modifications règlementaires requises par le PDA s'est, dans les faits, traduite par l'élaboration d'un cadre de gestion et de planification.

Le cadre de gestion guide la mise en œuvre du projet de PDA à l'aide des trois éléments suivants :

- l'adoption d'un nouveau règlement spécifique au territoire du campus de la montagne de l'université appelé « *Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées*[14] » (P-20-052);
- la modification des paramètres de densité de la partie III du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal et des dispositions de son document complémentaire (P-04-047-216)[15];
- l'élaboration d'une entente de collaboration pour les aspects non règlementaires[16].

Afin de comprendre l'enjeu de cette consultation, il convient de s'attarder à la présentation détaillée des éléments du cadre de gestion.

[11] Atlas du paysage du mont Royal, doc. 5.7
[12] Notion de capacité limite de la montagne, doc. 5.1.1, p. 2
[13] Présentation synthèse des modifications règlementaires, doc. 4.4, p. 3
[14] Présentation synthèse des modifications règlementaires, doc. 4.4, p. 5
[15] Présentation synthèse des modifications règlementaires, doc. 4.4, p. 12
[16] Présentation synthèse des modifications règlementaires, doc. 4.4, p. 5

1.2.1 Le projet de règlement spécifique pour le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées (P-20-052)[17]

L'objectif de ce projet de règlement est d'encadrer les propositions comprises dans le Plan directeur d'aménagement (PDA) de l'Université de Montréal pour le campus de la montagne.

Comme nous le verrons plus loin dans de chapitre, le projet de PDA présente dix potentiels d'agrandissement avec ou sans impact sur l'empreinte au sol, et quatre grandes initiatives d'aménagement extérieur.

Les dix potentiels d'agrandissement concernent :

- le pavillon de la Faculté de musique[18];
- le pavillon Marie-Victorin[19];
- le stationnement sous le Stade d'hiver[20];
- le Centre d'éducation physique et des sports de l'Université de Montréal (CEPSUM)[21];
- le pavillon J.-A.-DeSève[22];
- l'école Polytechnique Montréal[23];
- le stationnement et espace commercial sous le parvis du pavillon Roger-Gaudry[24];
- le pavillon René-J.-A.-Lévesque[25];
- l'agrandissement sur le garage Louis-Colin pour permettre la création du pavillon des services communautaires[26];
- le pavillon de la Faculté de l'aménagement[27].

[17] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2
[18] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 30-32, p. 8-9
[19] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 33-34, p. 9-10
[20] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 35-38 , p. 9-10
[21] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 35-38 , p. 9-10
[22] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 39, p. 11
[23] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 40-48, p. 11-12
[24] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 51-52, p. 14
[25] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 49-50, p. 13 -14
[26] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 53, p. 15
[27] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 54, p. 15

Les quatre projets d'aménagements extérieurs concernent notamment :

- l'aménagement d'un axe de vie[28];
- la consolidation de la coulée verte[29];
- l'aménagement de lieux et espaces de rassemblement[30];
- le réaménagement des voies de circulation importantes (chemin de la Rampe et chemin de la Polytechnique)[31].

La construction d'aires de stationnement intérieures est aussi proposée sous les cinq pavillons suivants[32] :

- la Faculté de musique;
- le Stade d'hiver;
- l'école Polytechnique Montréal;
- le pavillon Roger-Gaudry;
- le pavillon René-J-A Lévesque.

L'objectif du nouveau règlement spécifique est d'encadrer ces aménagements avec les critères suivants [33]:

- préserver les secteurs de conservation et de mise en valeur écologique[34];
- permettre l'autorisation des projets d'agrandissement et d'aménagements extérieurs à venir[35];
- assurer une réduction du nombre d'unités de stationnement[36];
- préciser les paramètres et les normes applicables spécifiques pour chaque projet[37];

[28] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 25-27, p. 7, Annexe C, doc. 1.3.2.3
[29] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 77,° b), p. 36
[30] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 25-27, p. 7
[31] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 25-27, p. 7
[32] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 13-18, p. 5-6
[33] Sommaire décisionnel, doc. 1.1, p. 3
[34] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 19-24
[35] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 4-6, p. 3
[36] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art 13-18, p. 5-6
[37] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 30-54, p. 8-15

- déterminer les objectifs et critères de Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) applicables aux projets encadrés par le règlement[38];
- permettre la mise aux normes des bâtiments[39].

La structure du nouveau règlement est basée sur un ensemble de critères et de normes qui encadreront chaque agrandissement. Il y sera déterminé notamment[40] :

- une aire d'implantation;
- un taux d'implantation;
- une hauteur altimétrique maximale à respecter.

Quant aux aménagements extérieurs, ils sont soumis aux normes et objectifs du Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA). Pour le site du campus de la montagne, les critères suivants ont été retenus[41] :

- une augmentation du verdissement et de la canopée;
- une réduction du nombre d'unités de stationnement de surface et/ou une réduction du nombre d'unités de stationnement sur le campus;
- une contribution à l'offre en matière de mobilité durable (bornes de recharge électrique, unités de stationnement pour vélos, salle intérieure pour vélos, piste cyclable, voie apaisée, etc.);
- une gestion des eaux de surface dans une perspective écologique;
- la protection et la mise en valeur des caractéristiques patrimoniales, paysagères, naturelles et archéologiques du campus.

1.2.2 Le projet de règlement modifiant le document complémentaire du Plan d'urbanisme (P-04-047-16)[42]

Afin d'harmoniser les dispositions règlementaires du nouveau règlement spécifique avec les dispositions règlementaires du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, des modifications doivent être apportées au document complémentaire du Plan d'urbanisme afin de :

- modifier les paramètres de hauteur[43];
- modifier les paramètres de taux d'implantation[44].

[38] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 55-56, p. 17
[39] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, Chapitre VI, Section III
[40] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, Chapitre V
[41] Sommaire décisionnel, doc. 1.1, p. 3
[42] Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, doc. 1.3.1
[43] Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, art. 5, p. 2; Annexe B, doc. 1.3.1.2
[44] Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, art. 6; Annexe C, doc. 1.3.1.3

Les modifications requises impliquent également la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal pour les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et d'Outremont, et concernent des modifications aux éléments suivants[45] :

- les paramètres de protection des milieux naturels;
- les critères de mise aux normes et paramètres de densités;
- l'autorisation des travaux de mise aux normes de la station de métro Université-de-Montréal et des infrastructures publiques souterraines.

1.2.3 L'entente de collaboration[46]

Cette entente contractuelle précise les « *rôles et responsabilités des parties eu égard à la mise en œuvre du projet de PDA*[47] ». Elle permet de traiter des aspects non règlementaires ou qui ne peuvent pas être intégrés aux règlements, mais qui sont néanmoins essentiels à l'approbation par la Ville du projet de PDA. Elle concerne :

- la mise en valeur du patrimoine bâti et paysager en tenant compte des « *Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada et de l'Énoncé de l'intérêt patrimonial du campus de la montagne*[48] *»;*
- la consolidation des secteurs de conservations et de mise en valeur écologique et la coulée verte. L'entente prévoit le démantèlement de deux aires de stationnement pour consolider la coulée verte, et le rehaussement de la biodiversité;
- l'augmentation de la canopée pour qu'elle représente au minimum 25 % du territoire du campus ainsi que la mise en place d'un « *plan écologique de gestion arboricole et des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE)*[49] »;
- la gestion des eaux avec un dépôt des plans préliminaires avant chaque projet;
- la gestion écologique de l'entreposage de la neige;
- la réalisation d'un axe de vie, l'aménagement des lieux de rassemblement, les quatre entrées principales du campus, le chemin de la Rampe, les cheminements piétons et cyclistes;
- la prise en compte des nuisances sonores que pourraient causer les aménagements aux riverains;
- la continuité écologique dans la zone de conservation qui se situe entre le CEPSUM et les résidences;

[45] Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, art. 2, p. 1; Sommaire décisionnel, doc. 1.1, p. 3
[46] Entente de collaboration, doc. 4.3, p. 2
[47] *Ibid.*
[48] *Ibid.*
[49] *Ibid.*

- la promotion de la mobilité douce[50] :

  - en améliorant les parcours piétons et cyclables reliant le campus au parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne;
  - en favorisant l'aménagement propre et sécuritaire des infrastructures de mobilité douce afin qu'ils prévalent à la mobilité véhiculaire;
  - en réduisant d'au moins 10 % le nombre de stationnements pour un maximum de 3390 unités;
  - en évaluant « *la possibilité d'augmenter la capacité de son réseau électrique afin de permettre l'installation de bornes de recharge lors de rénovations majeures*[51] »;
  - en réservant des cases aux véhicules mutualisés (autopartage, libre-service, covoiturage, etc.);
  - la mise en place d'un comité de suivi.

1.3 Le Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne (PDA) de l'Université de Montréal, HEC Montréal et Polytechnique Montréal

Comme mentionné au début de ce chapitre, le projet de PDA vient remplacer le plan directeur de 1995. L'université affirme dans son préambule vouloir à la fois répondre à un déficit d'espace et consolider son cadre bâti[52]. Dans son projet de PDA, l'université entend mettre en valeur le patrimoine naturel et construit du campus, tout en s'alignant sur les valeurs et les besoins contemporains, notamment en ce qui concerne la mobilité active et le développement durable.

L'université résume sa vision comme suit :

> « *Il ne s'agit donc pas de prévoir de multiples constructions majeures, mais bien de consolider les acquis par un effort de restauration, de réhabilitation, de préservation, d'entretien et de mises aux normes avec un intérêt marqué pour la conservation du patrimoine architectural, urbain, paysager et artistique, sans oublier la reconnaissance de la présence autochtone sur la montagne et l'intégration de la nouvelle politique du développement durable*[53]*.* »

De cette vision découlent les trois grandes approches fondatrices du projet de PDA qui orienteront tous les projets futurs :

La première**, l'approche de conservation du patrimoine** vise à ce que les futurs aménagements révèlent le caractère patrimonial de l'ensemble construit, naturel et paysager du campus tout en répondant aux besoins contemporains de l'institution. La seconde, l'approche de **développement durable,** repose sur six stratégies de durabilité. Son but est de structurer les aménagements futurs afin d'atteindre les objectifs de durabilité du campus. La troisième,

[50] Entente de collaboration, doc. 4.3, p. 2
[51] Entente de collaboration, doc. 4.3, p. 3
[52] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 295
[53] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 5

l'approche de reconnaissance autochtone, est un engagement de l'université à « *connaître, comprendre, inclure et agir* » pour que chaque projet d'aménagement prenne en compte les valeurs, les symboles et les principes de design autochtones[54].

L'intégration d'une approche de reconnaissance autochtone au projet de PDA concorde avec plusieurs des axes stratégiques de la Stratégie de réconciliation adoptée par la Ville de Montréal en 2020. Cette stratégie propose notamment d'améliorer la visibilité de la présence autochtone, de soutenir la communauté autochtone urbaine, d'appuyer le développement culturel autochtone et de favoriser la protection des espaces et environnements naturels selon le principe des 7 générations[55].

1.3.1 Les principes d'aménagement

Les principes d'aménagement du projet de PDA émanent d'une réflexion autour de cinq constats et problématiques à résoudre[56] :

1) le campus de la montagne présente un patrimoine paysager, naturel et bâti unique;
2) sa localisation sur le site patrimonial du mont Royal est à la fois un atout et une contrainte;
3) l'héritage automobile prédomine au détriment des transports actifs et de l'environnement;
4) les espaces du campus présentent de nombreuses discontinuités et manquent de qualité;
5) les bâtiments, les infrastructures et les aménagements extérieurs sont généralement vétustes.

À partir de ces cinq constats, l'université structure la vision du développement et de l'aménagement du campus de la montagne de l'université autour de sept principes directeurs généraux (Tableau 1) qui visent à encadrer les propositions concrètes contenues dans le plan, sous forme de principes d'aménagements spécifiques.

[54] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 11
[55] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1
[56] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 41-47

Tableau. 1 : Synthèse des sept principes directeurs généraux[57]

Principes directeurs généraux	Définition
Identité	Consolider et valoriser la situation du campus entre la ville et la montagne et révéler les vues sur la ville et vers le campus.
Continuité	Affirmer la trame dictée par le patrimoine naturel et bâti existant.
Polyvalence	Créer des milieux de vie dynamiques permettant une variété d'usages.
Qualité de vie	Offrir un environnement sain et sécuritaire par des aménagements de qualité, confortables et conviviaux.
Mobilité	Faciliter la cohabitation harmonieuse de tous les modes de déplacement et les transports actifs.
Innovation	Diffuser le savoir universitaire et tisser des liens avec la communauté par des interventions avant-gardistes.
Signature	Développer une signature qui met en relation les différents espaces du campus et qui contribue à son image de marque.

Les principes d'aménagement spécifiques

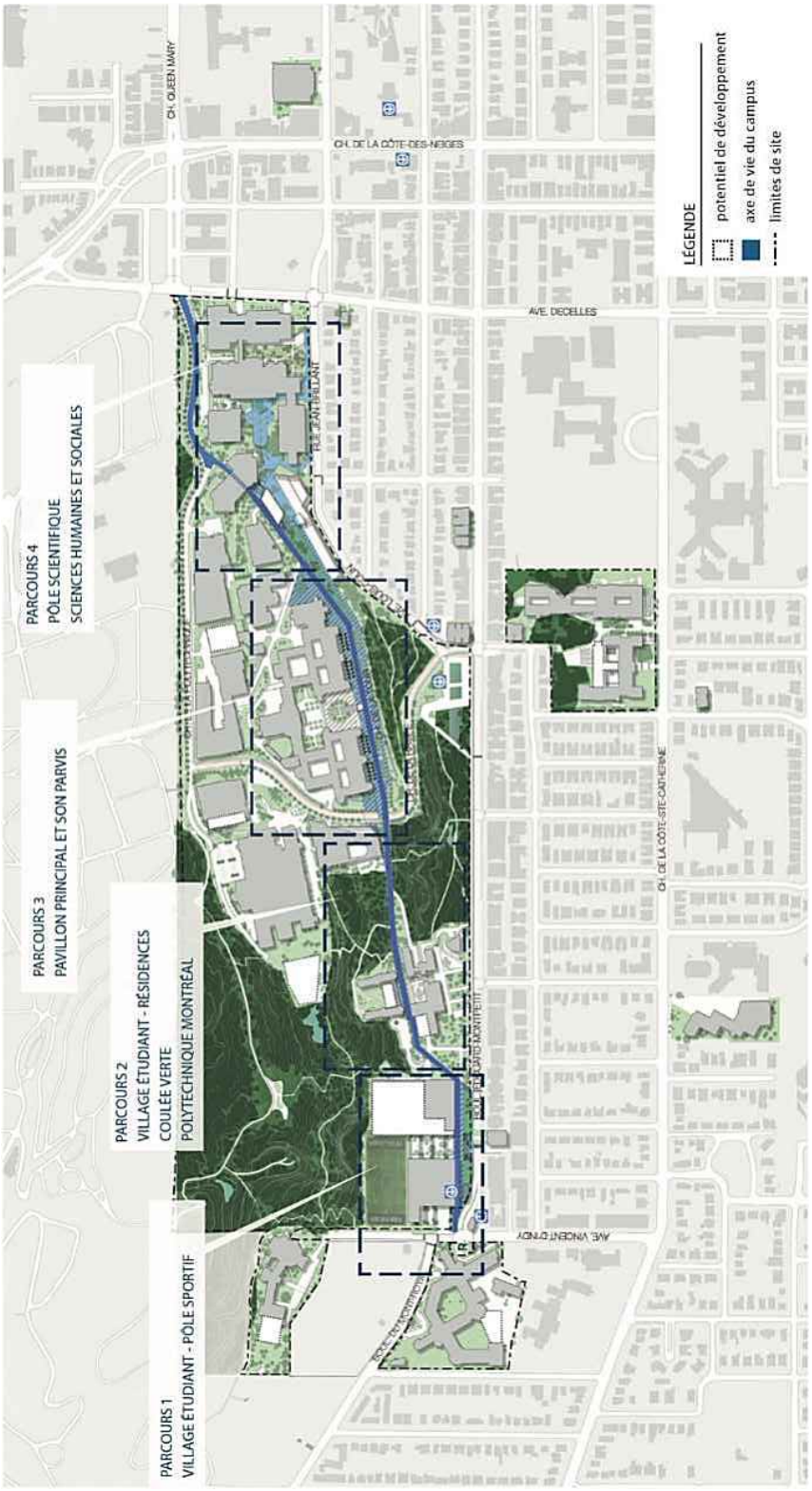
L'université présente onze principes d'aménagement spécifiques qui sont regroupés suivant des composantes d'aménagement. L'aménagement extérieur et le cadre bâti sont, avec la circulation piétonne, cyclable et véhiculaire, les projets qui concentrent le plus grand nombre de propositions d'aménagement.

Principe #1 - Aménagements extérieurs et cadre bâti[58]

Concernant **les aménagements extérieurs,** la stratégie de l'université s'articule autour de l'aménagement d'un axe de vie du campus de 1,6 km, qui traverse le campus d'est en ouest, avec des infrastructures sécuritaires aménagées pour les piétons et les cyclistes. Cet axe relie quatre zones identifiées comme des parcours (Figure 2).

[57] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 49-59
[58] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 64-83

Figure 2 : Parcours de l'axe de vie du campus – plan d'ensemble



Source : Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne, doc. 3.1, p. 68

Le projet de PDA prévoit, au sein des différents **parcours**, d'aménager de nouveaux espaces extérieurs, d'accentuer le caractère festif et protocolaire des espaces de rassemblement, d'augmenter le couvert végétal, de mettre en valeur le patrimoine naturel, d'exploiter le potentiel des vues et de renforcer le lien avec les quartiers par des espaces civiques ainsi qu'une amélioration de l'accès au parc du Mont-Royal (Figure 2).

Les projets **d'agrandissement et de consolidation du cadre bâti** peuvent être regroupés en deux catégories. Ceux dont l'agrandissement consiste en un ajout d'étages, nommés comme *« agrandissement à faible ou sans impact sur l'implantation au sol* »; et ceux qui comportent la construction de nouveaux bâtiments connectés aux anciens, nommés comme « a*grandissement avec impact sur l'implantation au sol* ». Cela totalise dix potentiels d'agrandissement.

Les principaux détails des projets d'agrandissement font l'objet d'un tableau explicatif à l'Annexe 5.

Enfin, en ce qui concerne **la perméabilité intérieure et extérieure,** le projet de PDA propose de promouvoir les perméabilités visuelles et physiques entre l'intérieur et l'extérieur, ainsi qu'une plus grande porosité entre les espaces communs intérieurs et extérieurs. L'université désire mettre en valeur le caractère saisonnier de la vie du campus ainsi que l'expérience diurne et nocturne du site.

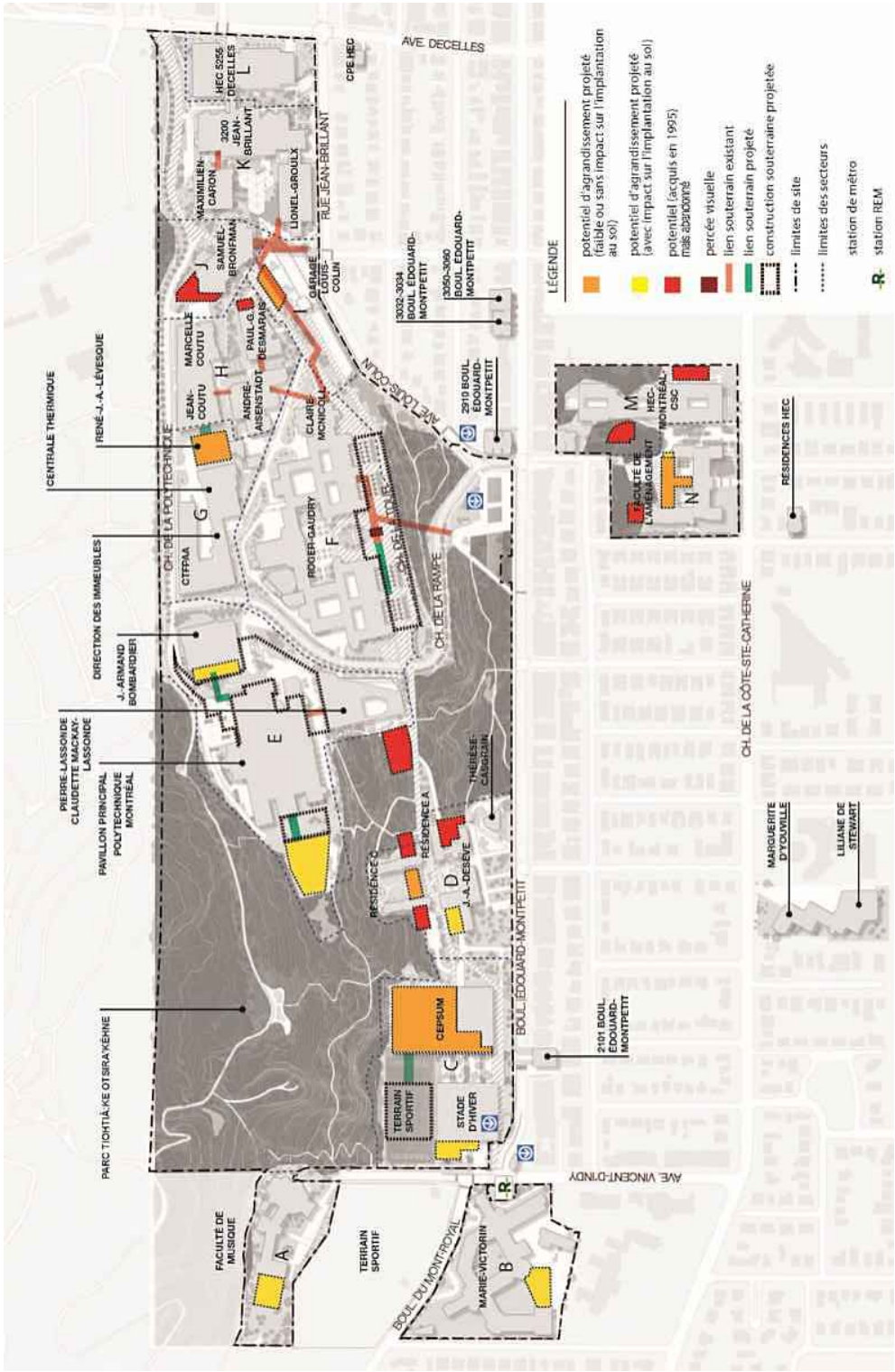
Principe #2 - Interfaces, seuils et accès[59]

Afin de mettre en valeur les interfaces immobilières et paysagères pour favoriser les accès au tissu urbain, l'identification des seuils ainsi que la mobilité douce, le projet de PDA propose des actions et stratégies dont voici les principales :

- officialiser quatre grands seuils d'entrée au campus de la montagne en créant un marquage au sol aux intersections qui font une interface avec la ville;
- rendre plus sécuritaires et conviviales les traverses;
- marquer les accès au campus par des stèles identitaires;
- créer des zones protégées des intempéries à proximité des entrées principales;
- officialiser un accès ouvert en tout temps vers les sentiers du cimetière et ceux de la montagne.

[59] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 84-87

Figure 3 : Potentiels d'agrandissement



Source : Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne, doc. 3.1, p. 78

***Principe #3 - Circulation piétonne, cyclable et véhiculaire*[60]**

En réponse aux constats précédemment exposés, l'université souhaite augmenter son offre d'infrastructures pour les différents modes de transport afin de favoriser la mobilité douce. Ces aménagements ont été agencés autour de quatre pôles stratégiques de mobilité où convergeront les modes de transport, dans une logique d'accessibilité universelle (Figure 2).

Ainsi, le projet de PDA propose d'aménager un **circuit piéton continu** partant de l'axe de vie, dans le but de renforcer l'accessibilité universelle pour l'ensemble des bâtiments, d'améliorer la connexion ville-montagne, d'améliorer les liaisons piétonnes entre les stations de métro et du REM ainsi que les seuils d'entrée au campus.

De plus, **deux pistes cyclables** qui longeront le chemin de la Rampe et le chemin de la Polytechnique seront aménagées. Des infrastructures pour les cyclistes sont aussi proposées, comme des glissières à vélo, des stations BIXI, mais aussi des abris et des vestiaires.

En ce qui concerne les **transports collectifs et l'autopartage**, l'université explique vouloir améliorer l'accès et l'attractivité du réseau de transport en commun. En plus de diversifier l'offre depuis et vers le campus, il est question de repenser l'aménagement du seuil d'entrée du campus avec la station du REM au carrefour de l'avenue Vincent-D'Indy et Édouard-Montpetit. Il est aussi prévu d'envisager l'installation de bornes d'autopartage.

Quant à la **circulation véhiculaire et les livraisons,** les aménagements proposés visent une cohabitation des différents modes de déplacement et l'aménagement des superficies dédiées aux modes de transport actifs (piétons et vélos) et collectifs

Enfin, en ce qui concerne les espaces de **stationnement**, le projet de PDA propose, d'une part, la réduction des aires de stationnement extérieures et, d'autre part, la réduction globale de l'offre en stationnement de 10 % sur l'ensemble du campus.

***Principe #4 - Milieux naturels et verdissement*[61]**

Ce principe regroupe des éléments de protection et de mise en valeur de la **topographie et de la géologie**, une stratégie de **verdissement** ainsi qu'une approche d'aménagement en lien avec la **biodiversité**. Dans le projet de PDA, les milieux naturels identifiés sont les zones boisées non aménagées du campus et comprennent la coulée verte et le boisé Édouard-Montpetit, alors que le verdissement fait référence à « *tout couvert arboré et végétal du campus*[62] ».

[60] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 88-111
[61] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 112-119
[62] *Ibid.*

Le projet de PDA propose de mettre en valeur les caractéristiques naturelles du mont Royal que sont **la topographie** et la **géologie,** notamment en privilégiant les interventions qui ne modifient pas le relief du site et en favorisant la protection des escarpements, des parois et des affleurements rocheux.

La stratégie de **verdissement** décrite dans ce principe est divisée en quatre éléments : la diversité des espèces, le remplacement des arbres, la lutte contre les îlots de chaleur et les techniques de plantation.

L'approche d'aménagement en lien avec la **biodiversité** repose sur quatre axes d'intervention : renforcer la protection des aires de conservation, gérer la diversité animale, améliorer la vue d'ensemble des espaces verts et sensibiliser les usagers.

***Principe #5 - Gestion des eaux et milieux humides*[63]**

La gestion durable des eaux de pluie et des milieux humides est considérée comme un défi dans les futurs aménagements sur le campus de la montagne, et ce, principalement, en raison des fortes pentes qui créent des ruissellements difficilement contrôlables et de l'érosion. Plusieurs aménagements passés n'ont pas pris en compte la gestion des eaux. Ils favorisent l'écoulement des eaux pluviales vers les réseaux d'égouts de la Ville au lieu d'alimenter des milieux humides et les nappes phréatiques.

Ce principe a pour objectif de mettre en place un cadre d'aménagement afin de se conformer, d'une part, aux nouvelles normes récemment adoptées par la Ville et, d'autre part, aux orientations des plans de conservations du site qui font de la gestion durable des eaux et des milieux humides un élément essentiel pour le « *rehaussement de la biodiversité* ».

Dans son cadre de gestion des eaux et des milieux humides, l'université s'engage à[64] :

- créer un quatrième milieu humide pour intercepter les eaux qui se déversent de la montagne vers les surfaces pavées de Polytechnique Montréal;
- améliorer la rétention pluviale avec des bassins de biorétention, la végétalisation des surfaces pavées, l'aménagement de chaussées perméables ainsi que des mesures permettant une meilleure captation dans les fortes pentes asphaltées;
- favoriser la préservation des témoins de la présence de l'eau sous ses multiples formes, comme l'ancien ruisseau Springgrove, dans le cimetière Mont-Royal, et sur le flanc nord.

***Principe #6 - Ouvrages d'art*[65]**

Le campus de la montagne dispose de nombreux ouvrages d'art historiques, comme les viaducs pour les piétons, les murs de soutènement, les murets et les escaliers. Étant globalement

[63] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 120-123
[64] Synthèse du Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1.1, p. 55
[65] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 124

vieillissants et détériorés selon le projet de PDA, celui-ci propose d'entreprendre une démarche de restauration ou de préservation selon les possibilités.

Principe #7 - Mobilier[66]

Le projet de PDA prévoit, dans la mesure où les besoins et le confort le permettent, d'inscrire son mobilier extérieur dans le style de la firme de Jean-Claude La Haye et Associés, dont les travaux ont façonné l'identité architecturale du campus au fil du temps.

Principe #8 - Éclairage[67]

Le projet de PDA prévoit la conception d'une « *signature éclairage* » pour ses aménagements futurs. L'objectif est de tenter de concilier le respect de l'environnement et du voisinage avec les objectifs de mobilité et de mise en valeur du patrimoine exposés plus haut (mise en lumière architecturale, éclairage des chemins et sentiers). Les principes retenus dans le projet de PDA sont les suivants : éclairer le campus comme un parc, l'éclairage défilé de certaines voies routières (bandeau lumineux), la maîtrise de la pollution lumineuse par l'orientation des sources lumineuses vers le bas, le marquage de la topographie et la mise en valeur du cadre bâti.

Principe #9 - Revêtements de surface[68]

La stratégie des revêtements de surface du projet de Plan directeur a pour objectif de faciliter la lisibilité de la circulation et la mise en réseau des espaces publics, notamment par la rénovation, la réfection et le développement des voies d'accès. Elle est aussi orientée vers la valorisation des espaces, ainsi que vers la continuité avec le patrimoine architectural hérité des aménagements de la firme de Jean-Claude La Haye et Associés. L'accessibilité, la mobilité, les considérations environnementales concernant les matériaux et la lutte contre les îlots de chaleur sont aussi prises en compte.

Principe #10 - Signalétique[69]

La stratégie de l'université pour la signalétique se base sur des rapports d'expertise en design industriel, ainsi que sur le *« Guide des normes de signalisation extérieure de l'Université de Montréal ».* La circulation cyclable devra cependant faire l'objet d'une stratégie particulière étant donné qu'elle est inexistante. L'identification des sentiers, l'accessibilité universelle (à l'aide de signalétique sonore) et l'identification des espaces extérieurs seront des éléments de cette stratégie. De plus, le projet de PDA prévoit la création d'un comité de réflexion en lien avec la toponymie afin que celle-ci reflète le riche héritage du campus, tant pour les rues et places existantes que pour les aménagements futurs.

[66] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 126
[67] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 128
[68] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 134
[69] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 138

Principe #11 - Corpus d'art extérieur[70]

L'Université de Montréal possède un programme intitulé « *Art pour tous* ». Le PDA propose de bonifier ce programme et de conserver, valoriser et poursuivre la consolidation de la collection d'œuvres d'art extérieures de l'institution. Cette démarche concerne l'identification des potentiels d'aménagement artistiques dans les infrastructures existantes, mais aussi celle proposée dans le PDA comme l'Axe de vie. À noter également que cette démarche propose d'inclure l'art autochtone.

1.4 Le dossier de documentation

L'Université de Montréal et la Ville de Montréal ont mis à la disposition des citoyens un corpus documentaire dont les principaux éléments sont les projets règlementaires ainsi que le projet de Plan directeur d'aménagement, et qui ont fait l'objet des trois premières parties de ce chapitre. La Ville a également fourni un énoncé d'intérêt patrimonial ainsi que les avis du comité mixte.

Il est possible de consulter tous les documents sur la page de la consultation à partir du lien suivant : https://ocpm.qc.ca/fr/campus-udem/documentation.

1.4.1 L'Énoncé d'intérêt patrimonial du site du campus de la montagne

Cet énoncé a été réalisé par la Division du patrimoine du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), pour l'évaluation de l'intérêt patrimonial du site du campus de la montagne de l'Université de Montréal et ses écoles affiliées, Polytechnique Montréal et HEC Montréal. Il a été élaboré selon les normes du « *processus d'évaluation patrimonial d'un lieu* ». Les valeurs patrimoniales du site qui ont été identifiées dans ce document sont :

- la valeur sociale et d'usage à travers le rôle institutionnel, social et économique de l'université et de ses écoles affiliées;
- la valeur paysagère urbaine du campus qui repose sur sa participation à la constitution « *d'un paysage emblématique au nord de la ville* […] [et] *sa qualité de repère urbain et visuel*[71] » important de ce versant du mont Royal;
- la valeur historique avec les raisons de la création de l'Université de Montréal comme université francophone au sein d'un milieu naturel, parmi d'autres institutions emblématiques de la ville. Le campus de la montagne a non seulement structuré une partie de l'évolution de Montréal, mais il a aussi été au centre des transformations socioculturelles des soixante-quinze dernières années;
- une valeur architecturale reflétant les courants esthétiques de chaque période d'agrandissement;
- sa valeur symbolique par son rayonnement institutionnel[72].

[70] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 140
[71] Énoncé de l'intérêt patrimonial, doc. 4.2, p. 15-35
[72] *Ibid.*

1.4.2 Les avis du comité mixte

Cette instance consultative de la Ville de Montréal est composée du Conseil du patrimoine (CPM) et du Comité Jacques-Viger (CJV). Ses avis portent sur les aspects patrimoniaux, architecturaux, ainsi que sur les éléments de design urbain.

Le comité mixte a rencontré les représentants de l'université et de la Ville à trois reprises afin de fournir des commentaires et ses recommandations sur le projet de Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne. Ces rencontres ont eu lieu les 23 août 2019, 13 décembre 2019 et 4 septembre 2020. Elles ont fait l'objet d'avis disponibles pour la consultation[73].

À la rencontre du 4 septembre 2020, le comité mixte a émis un avis favorable au projet de règlement spécifique et à la modification au Plan d'urbanisme, tout en formulant des recommandations concernant : l'aménagement de bassins de rétention et la gestion de la neige usée; les traitements de conservation applicables au patrimoine bâti et paysager; la protection du talus végétal le long du boulevard Édouard-Montpetit; la production de simulations visuelles démontrant l'impact des interventions sur le campus et sur les vues vers le mont Royal; la protection des espaces naturels; l'aménagement de Polytechnique Montréal; la perméabilité de la circulation piétonne sur le site; l'impact visuel des stationnements sur le site et sur les vues; la qualité et la sécurité des cheminements piétons et cyclistes vers les liens de transit du campus.

Le suivi donné par la Ville[74] à ces recommandations a été intégré au règlement spécifique ou dans l'entente de collaboration.

1.5 La démarche de consultation

La consultation s'est déroulée durant la pandémie de la COVID-19; l'OCPM a donc mis en place une démarche respectueuse des consignes sanitaires en vigueur. La séance d'information a été scindée en deux activités virtuelles pour favoriser l'expression des points de vue. Les personnes désirant participer à la consultation avaient le choix de poser des questions ou de donner leur opinion en ligne, par la poste ou par message téléphonique. L'audition des opinions s'est également déroulée à distance; les intervenants pouvaient participer soit par visioconférence ou par téléphone.

1.5.1 Le questionnaire en ligne

Un questionnaire d'introduction a été mis en ligne du 2 février au 5 mars 2021. Il avait pour objectif de sensibiliser et d'intéresser la communauté universitaire et environnante à la tenue de la consultation. Les questions portaient principalement sur la mobilité des répondants vers le campus avant et pendant la pandémie, ainsi que sur les éléments du campus qui plaisent le plus

[73] Avis du comité mixte, doc. 1.4.1.1, doc. 1.4.1.2 et doc. 1.4.1.3
[74] Suivi des recommandations, doc. 1.4.1.3.1

et ceux qui mériteraient de l'attention dans le cadre du présent exercice. Plus de 700 personnes ont répondu au questionnaire.

1.5.2 La trousse postale d'information

Afin d'assurer l'accessibilité au processus et de ne pas pénaliser les personnes ne pouvant ou ne souhaitant pas accéder aux contenus et processus virtuels, il était possible, pendant les mois de février et mars, de demander une trousse de participation par la poste. Celle-ci était conçue afin de permettre aux citoyens de prendre connaissance de la documentation déposée sur le site web de l'OCPM. Ces trousses postales contenaient : un dépliant de la consultation, le document d'information fournie par l'Université de Montréal (doc. 3.1.1), le document d'information fourni par la Ville (doc. 4.4), le questionnaire pour donner son opinion par écrit et une enveloppe-réponse préaffranchie. Les citoyennes et citoyens pouvaient également poser leurs questions et donner leur opinion par téléphone.

1.5.3 La séance d'information virtuelle

La séance d'information virtuelle a eu lieu le 10 février 2021. L'OCPM y a présenté sa démarche ainsi que deux vidéos explicatives, dont l'une par l'Université de Montréal et l'autre par la Ville. L'université y expose les grandes lignes du PDA. La Ville détaille les éléments du projet de PDA ayant fait l'objet d'une entente de collaboration et le cadre règlementaire qui s'applique.

1.5.4 La séance de questions et réponses

Après la séance d'information du 10 février et jusqu'au 19 février, les citoyens pouvaient faire parvenir des questions à l'intention de l'université et/ou de la Ville par le biais d'un formulaire en ligne ou d'une boîte vocale.

Une quarantaine de questions ont été reçues. La commission a regroupé plusieurs des questions reçues en 16 questions d'intérêt général qui ont été posées aux représentants de la Ville et de l'université lors d'une séance préenregistrée le 24 février en après-midi. En soirée, l'enregistrement a été diffusé sur la chaîne YouTube de l'OCPM et les médias sociaux, suivi d'une tribune téléphonique en direct au cours de laquelle les citoyens ont pu poser leurs questions.

Tout comme la séance d'information, cet événement pouvait être visionné en direct ou en différé sur le site web de l'Office et sur sa chaîne YouTube.

Les questions non retenues pour la séance de questions et réponses ont été envoyées par écrit aux représentants de l'université et de la Ville. Les réponses reçues ont été déposées dans le dossier de documentation sur la page de la consultation.

1.5.5 Les opinions en ligne

Du 25 février au 5 avril 2021 une série de questions ouvertes, préparées par la commission et regroupées en cinq thématiques, a offert aux participants la possibilité de s'exprimer en ligne sur les sujets suivants : les patrimoines naturels, paysagers, architecturaux et culturels, la mobilité sur le campus, le développement durable et le verdissement, la reconnaissance autochtone et les potentiels d'agrandissement et d'aménagement. Trente-six opinions ont été ainsi recueillies.

1.5.6 Les séances d'audition des opinions

La démarche de consultation a été clôturée par la tenue de deux séances d'audition des opinions. Celles-ci ont eu lieu virtuellement le 23 mars en soirée et le 24 mars en après-midi. Cela a été l'occasion, pour tous ceux qui le désiraient, de présenter leur opinion devant la commission sur le Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne. Les participants ont pu présenter leur opinion et échanger avec les commissaires par vidéoconférence ou en conférence téléphonique, durant environ 20 minutes chacun.

Au terme de la démarche de consultation, la commission a analysé l'ensemble des opinions et références qui lui ont été fournies dans le but de formuler les recommandations qui seront remises aux élus municipaux.

Tableau 3 : La participation[75]

Activités	Participations	Visionnements	Participations totales
Séances d'information et de questions (10 et 24 février 2021)			
Séance d'information	S/O	863	863
Séance de questions et réponses	22 personnes ont soumis des questions à l'avance ou en direct	642	664
Questionnaire d'introduction en ligne (2 février au 5 mars 2021)	743	S/O	743
Opinions (25 février au 5 avril 2021)			
Opinions orales sans présentation écrite	2	168	227
Opinions écrites avec présentation orale	9		
Opinions écrites sans présentation orale	12		
Opinions en ligne thématiques	36		
	824	**1673**	**2497**

[75] Les données de visionnement ont été compilées le 12 mai 2021


Roland



2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants

2.1 Appréciation généralement positive du projet de PDA

Plusieurs organismes et participants saluent le travail accompli pour l'élaboration du projet de Plan directeur d'aménagement (PDA) du campus de la montagne[76]. Dans la majorité des cas, les mémoires reçus ne remettent pas en question la vision ni les principes du PDA. Ils font plutôt des propositions et apportent des pistes de réflexion dans le but de bonifier et de compléter le PDA.

En effet, le Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal) « *tient à exprimer son appréciation favorable du Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne […] et tient à souligner le travail important des divers professionnels et partenaires impliqués dans son élaboration*[77]*.* » Il en est de même pour Héritage Montréal qui reconnaît « *un travail mené avec soin, notamment en ce qui concerne la préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti et naturel de ce secteur emblématique*[78]. »

Certains résidents du secteur se réjouissent, pour leur part, de la tenue de la consultation publique et du fait que l'université se montre soucieuse de la mise en valeur et de la conservation du patrimoine qu'elle détient ou représente[79].

Le projet de PDA semble être un document de planification intéressant pour un bon nombre de participants. Par contre, il semble aussi manquer d'audace et soulever encore des préoccupations chez certains organismes et participants, notamment sur la réduction de la place de l'automobile sur le campus, la protection et la pérennisation des milieux naturels existants et projetés, la mise en valeur de la montagne et de ses attributs patrimoniaux, l'accessibilité au mont Royal, la manière de faire participer les communautés autochtones et le respect de la capacité limite de la montagne[80].

Un participant dit partager « *l'essentiel du diagnostic des orientations, des objectifs et des avenues proposés dans le document*[81]. » Néanmoins, pour ce participant, certaines références au patrimoine culturel manquent. Un autre mentionne que les *« […] efforts déployés par l'Université de Montréal […] s'inscrivent dans le mouvement d'une transition écologique fondamentale de la société, en redonnant place à la verdure tout en consolidant la coulée verte*[82]. » Cependant, il

[76] Héritage Montréal, doc. 8.7, p. 2; Patrizio Oliviero Armani Grecco, doc. 8.4, p. 1; Alan Robinson, doc. 8.18, p. 1; Gregory Taillon, doc. 9.2, #1
[77] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 2
[78] Héritage Montréal, doc. 8.7, p. 2
[79] Les résidents de l'îlot Willowdale, doc. 8.22, p. 1
[80] Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 5; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 2; Héritage Montréal, doc. 8.7, p. 2; Gérard Beaudet, doc. 8.8, p. 1; Daniel Chartier, doc. 8.5, p. 2; Ski de fond Montréal, doc. 8.2, p. 4
[81] Gérard Beaudet, doc. 8.8, p. 1
[82] Robert Kasisi, doc. 8.14, p. 1

souligne également que « *Les initiatives devraient mettre en évidence les vues à partir de la montagne et vers la montagne et accorder une place prédominante au transport actif*[83] ».

D'autres considèrent que l'université doit prendre acte de l'époque dans laquelle nous nous trouvons et que le Plan directeur devrait être plus ambitieux et plus volontaire. Ils estiment que l'université devrait proposer des façons plus imaginatives et novatrices de protéger la montagne et d'améliorer la qualité globale du campus ainsi que sa relation emblématique avec la montagne[84].

Une participante souligne que les éléments patrimoniaux inclus au projet de PDA sont louables, mais qu'il « *manque une trame, un fil conducteur* » afin de créer de nouveaux éléments de patrimoine en s'inspirant de l'originalité de notre société. Elle souhaiterait que le projet de PDA mette en évidence la vitalité francophone en Amérique que représente, pour elle, l'Université de Montréal[85].

2.2 Les potentiels d'agrandissement

Les potentiels d'agrandissement ne font pas l'unanimité chez les participants qui ont à l'égard de certains projets des opinions mitigées. Parmi les avis favorables, il y a la Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAECUM) et l'Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal qui saluent les opportunités que cela représente face au manque d'espace actuel. Ces associations étudiantes, de même que certains participants recommandent que ces nouveaux locaux ne se limitent pas seulement à répondre aux besoins institutionnels, mais soient aussi mis à la disposition des initiatives communautaires étudiantes[86].

Néanmoins, une majorité de participants émet des inquiétudes et des réserves au sujet des potentiels d'agrandissement[87]. En effet, Héritage Montréal salue les efforts qui ont été faits afin de respecter l'engagement de l'ex-recteur Guy Breton de ne pas construire de nouveaux bâtiments sur la montagne[88]. Cependant, l'organisme Les amis de la montagne n'est pas de cet avis et souligne que certains des agrandissements proposés vont à l'encontre de cet engagement[89]. Néanmoins, les deux organismes ainsi que d'autres participants s'accordent sur le fait que certains agrandissements apparaissent comme plus préoccupants que d'autres. En effet, Héritage Montréal affirme que les « *potentiels de développement sont un sujet plus délicat,*

[83] Robert Kasisi, doc. 8.14, p. 1
[84] Daniel Chartier, doc. 8.5, p. 2
[85] Geneviève Cousineau, doc. 9.2, #4
[86] Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAECUM), doc. 8.16.1, L. 2665-2670; l'Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal, doc. 8.15, p.1; Alan Robinson, doc. 8.18, p. 1
[87] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 3; Héritage Montréal, doc. 8.7, p. 2; Florian Bobeuf, doc. 9.4, #2; Vincent Caméron Trudel, doc. 9.3, #1; Nicolas Paul Gendron, doc. 8.19, p. 2; Daniel Chartier, doc. 8.5, p. 3; Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 8
[88] Héritage Montréal, doc. 8.7.1, L. 2190-2205
[89] Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 1

surtout dans le contexte de la protection du Mont-Royal[90] ». Ce sont les projets de l'école Polytechnique Montréal et celui de la Faculté de musique qui ont généré les avis les plus défavorables ainsi que des inquiétudes chez plusieurs participants, de par leur volume et leur proximité avec les milieux naturels[91].

Effectivement, certains qualifient ces projets d'agrandissement comme de la « *densification extrême*[92] » sur la montagne, et s'inquiètent de la capacité de la montagne à satisfaire les ambitions d'agrandissement sur vingt ou trente ans des institutions qui y sont situées, même si ces institutions sont publiques[93]. Un participant estime que l'ajout de surhauteurs, ainsi que les constructions sur des stationnements sont « d*ommageables pour la signature du mont Royal dans le paysage montréalais*, *et devraient être éliminées*[94] ». Plusieurs mentionnent aussi que l'université devrait cesser de se développer. Elle devrait favoriser la protection du patrimoine naturel en rénovant et en améliorant son utilisation des bâtiments dont elle dispose déjà[95].

Le CRE-Montréal fait aussi part de son inquiétude concernant le volume de certains bâtiments proposés. Il souligne que la proximité avec *« le plus important noyau en biodiversité du centre de l'île*[96] » comporte des exigences. L'organisme voit aussi « *une belle opportunité d'innovation et de mise en valeur des connaissances et des savoir-faire de la communauté universitaire*[97] » avec des toits verts, des concepts architecturaux respectueux de la faune et de la flore et des options différentes aux agrandissements proposés.

2.2.1 La Faculté de musique et le pavillon de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire de Polytechnique Montréal

Concernant le projet d'agrandissement de la Faculté de musique et celui du pavillon de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire de Polytechnique Montréal, plusieurs participants s'inquiètent du caractère imposant, de la volumétrie ainsi que de la localisation de ces deux projets. Leur proximité du parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne et leur emplacement en hauteur sur le campus soulèvent des inquiétudes. Plusieurs soulignent qu'ils pourraient avoir des impacts négatifs importants sur la silhouette de la montagne, les vues depuis et vers le parc (notamment depuis l'intersection des avenues Claude-Champagne et du Mont-Royal), ainsi que sur les milieux naturels qui le composent[98].

[90] Héritage Montréal, doc. 8.7, p. 2
[91] Héritage Montréal, doc. 8.7, p. 2, Daniel Chartier, doc. 8.5, p. 4, Nicolas Paul Gendron, doc. 8.19, p. 2; Daniel Chartier, doc. 8.5, p. 2; Esteban Dravet, doc. 8.23, p. 2; Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 8
[92] Mehdi Ghafouri, doc. 9.2, #5
[93] Héritage Montréal, doc. 8.7, p. 2; Mehdi Ghafouri, doc. 9.2, #5; Eric George, doc. 9.3, #5
[94] Daniel Chartier, doc. 8.5, p. 4
[95] Florian Bobeuf, doc. 9.4, #2; Vincent Caméron Trudel, doc. 9.3, #1; Nicolas Paul Gendron, doc. 8.19, p. 2; Éric George, doc. 9.3, #5; Dominique Baucher, doc. 8.9
[96] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 3
[97] *Ibid.*
[98] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 3; Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 6-7; Héritage Montréal, doc. 8.7, p. 2; Daniel Chartier, doc. 8.5.2, p. 3; Robert Kasisi, doc. 8.4, p. 2

Héritage Montréal explique qu'en raison de leur localisation sur la partie la plus élevée du campus, ces deux projets *« pourraient ainsi modifier la nature et l'identité visuelle du lieu, impactant de jour comme de nuit le paysage emblématique du versant nord de la montagne*[99] ». Pour un autre participant, ces projets d'agrandissement sont même contraires à « *l'esprit de l'Atlas du paysage du Mont-Royal*[100] ». Ce document de référence, dont les principes généraux ont été élaborés par le ministère de la Culture et des Communications, a pour objectif d'aider à protéger et à mettre en valeur le site patrimonial du Mont-Royal en se basant sur une approche paysagère[101]. À cet effet, plusieurs soulignent que le mont Royal, caractéristique importante de l'identité visuelle de Montréal[102], est visible depuis « *des dizaines de kilomètres à la ronde*[103] ».

Dans le même ordre d'idées, Héritage Montréal mentionne qu'il faut laisser une « *fenêtre sur le milieu naturel*[104] ». L'organisme, à l'instar d'autres participants, recommande que ces bâtiments « s*oient limités en termes de gabarit*[105] », et que les toits soient verdis afin de favoriser une meilleure intégration au paysage et à la topographie de la montagne[106]. De plus, la proposition d'utilisation de structures en verre est considérée comme une « *vision dangereuse*[107] » par un participant, car les « *grands immeubles en verre cachent quand même des vues*[108]».

Plus spécifiquement, en ce qui concerne le projet de la Faculté de musique, certains recommandent de restaurer le pavillon existant et de minimiser l'agrandissement[109]. L'organisme Les amis de la montagne suggère plutôt que le stationnement et les travaux de restauration du cadre bâti contribuent à l'amélioration de l'accessibilité à la montagne et au parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne depuis le métro Édouard-Montpetit et l'éventuelle station du REM, par l'aménagement d'un pôle d'accueil pour le parc et en réalisant des actions de verdissement substantielles[110].

Dans le cas du projet de pavillon de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire de Polytechnique Montréal, les critiques sont nombreuses. L'organisme Les amis de la montagne propose que l'aménagement du nouveau pavillon prévoie « *un espace d'une largeur suffisante pour consolider le corridor écologique*[111] » et prenne en compte la « *capacité de déplacement des espèces fauniques dans la zone*[112] ». L'organisme recommande que toute construction

[99] Héritage Montréal, doc. 8.7, p. 2
[100] Daniel Chartier, doc. 8.5, p. 2
[101] Atlas du paysage du mont Royal, doc. 5.7
[102] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 3; Daniel Chartier, doc. 8.5, p. 4; Marie-Pierre Rousseau, doc. 9.3, #3
[103] Daniel Chartier, doc. 8.5.2, p. 3
[104] Héritage Montréal, doc. 8.7, p. 2
[105] *Ibid.*
[106] Héritage Montréal, doc. 8.7, p. 2; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 3; Vincent Cameron Trudel, doc. 9.3, #1
[107] Daniel Chartier, doc. 8.5.2, p. 3
[108] *Ibid.*
[109] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 3; Florian Bobeuf, doc. 9.4, #2; Vincent Cameron Trudel, doc. 9.3, #1; Nicolas Paul Gendron, doc. 8.19, p. 2
[110] Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 6-7
[111] Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 8 et 10
[112] *Ibid.*

« *n'empiète pas sur la zone de protection du milieu humide afin de pérenniser la qualité des habitats*[113] ».

Les amis de la montagne et le CRE-Montréal recommandent aussi que l'aménagement soit soumis à une analyse préalable afin de permettre une plus grande perméabilité du site et contribue « *au plein potentiel de connectivité de la coulée verte*[114] ». De plus, le CRE-Montréal considère que la proposition du PDA qui comprend la construction d'un nouveau bâtiment à l'est du pavillon existant ainsi que l'aménagement d'un espace végétalisé ne permettra pas la consolidation de la coulée verte[115]. Pour cette raison, quelques participants invitent Polytechnique Montréal à déplacer le lieu de l'agrandissement à l'arrière du pavillon actuel et de rattacher le stationnement au parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne[116].

Un participant se demande également si le nom de pavillon de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire sera légitimé par l'application de critères de construction durables (matériaux, durée de vie du bâtiment, etc.)[117].

2.2.2 Le CEPSUM, le pavillon René-J.-A.-Lévesque et la Faculté de l'aménagement

En ce qui concerne le CEPSUM, un participant s'inquiète des conséquences visuelles vers et depuis le parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne que pourraient avoir le projet de surhauteurs sur le bâtiment actuel. Il invite l'université à explorer un agrandissement sur la largeur du côté ouest, ce qui permettrait d'aménager une surhauteur plus modeste à l'arrière du stade[118].

Concernant le pavillon René-J.-A.-Lévesque, l'organisme Les amis de la montagne estime que « *la volumétrie du bâtiment proposée risque de cacher le sommet de la chapelle depuis le chemin Polytechnique vers le nord. Les surhauteurs et la volumétrie du bâtiment pourraient être examinées afin de protéger cette vue*[119] ».

Pour certains riverains, l'ajout d'un quatrième étage au pavillon de la Faculté de l'aménagement obstruerait le soleil pour le voisinage ainsi que pour le boisé qui le borde[120]. Un participant souligne qu'un aménagement plus vert serait souhaitable pour rendre le bâtiment plus agréable, surtout dans le cas de l'ajout d'un étage[121].

[113] Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 8 et 10
[114] *Ibid.*
[115] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 4
[116] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 6; Ski de fond Montréal, doc. 8.2, p. 4; Robert Kasisi, doc. 8.4.12, L. 1370-1380; Pente à Neige, doc. 8.23, p. 2; Daniel Chartier, doc. 8.5, p. 4
[117] Floriant Bobeuf, doc. 9.3, #4
[118] Daniel Chartier, doc. 8.5.2, p. 3
[119] Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 6-7
[120] Les résidents de l'îlot Willowdale, doc. 8.22, p. 3 et 5
[121] Vincent Cameron Trudel, doc. 9.4, #1

2.3 Le développement durable et la résilience aux changements climatiques

La majorité des participants saluent l'adoption de l'approche du développement durable dans sa vision, mais ils sont nombreux à souligner des lacunes dans les propositions d'aménagement[122].

La FAECUM accueille favorablement les propositions. Elles sont reçues « *très positivement par la communauté étudiante qui revendique en fait que l'Université de Montréal agisse à titre de leader et s'engage dans une démarche positive et proactive de transition écologique*[123]. »

Pour sa part, le CRE-Montréal félicite les démarches autour du développement durable, mais déplore *« que la notion de résilience aux changements climatiques n'y apparaît que quatre fois en tout, et qu'elle n'est pas intégrée aux principes directeurs*[124] ». Or, il considère que « *la recherche de la résilience doit être une priorité pour toutes les grandes institutions de Montréal, à plus forte raison pour celles qui ont le privilège de cohabiter avec la montagne*[125] ». Une participante estime aussi que cette présence de l'université sur la montagne devrait se traduire par une attitude exemplaire en ce qui concerne le développement durable[126].

D'autres participants considèrent que le développement durable mérite des engagements plus concrets et plus contraignants[127]. Le CRE-Montréal suggère d'y remédier « *en maximisant les services écologiques offerts par le site*[128] *»,* par exemple. Il recommande, notamment, d'accorder une priorité à l'innovation et à la protection du milieu naturel pour le cadre bâti[129]. Un autre participant propose d'établir un plan *« obligeant de considérer en priorité l'intégration d'infrastructures vertes et naturelles avant d'évaluer d'autres alternatives*[130] *».* Il demande aussi que le campus « *devienne zéro déchet* » et adopte des pratiques de compostage à l'échelle du campus[131].

Dans le même ordre d'idées, une participante estime que le score de performance dans le volet développement durable de la certification STARS (Sustainability Tracking, Assessment & Rating System) donné par l'Association for the Advancement of Sustainability in Higher Education (AASHE) est « *relativement faible* […] *surtout considérant l'avantage naturel que lui confère*

[122] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 2-6; Robert Kasisi, doc. 8.14, p. 3; Vincent Cameron Trudel, doc. 9.4, #1; Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 8-10; Isabelle Côté, doc. 8.14, p. 6-7; Daniel Chartier, doc. 8.5.2, L. 1265-1360
[123] Fédération des associations étudiantes du Campus de l'Université de Montréal (FAECUM), doc. 8.16.1, L. 2715-2725
[124] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 2
[125] *Ibid.*
[126] Isabelle Côté, doc. 8.1, p. 6-7
[127] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 2-3; Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 8-10; Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1480 -1485; Vincent Cameron Trudel, doc. 9.4, #1; Isabelle Côté, doc. 8.1, p. 6-7; Daniel Chartier, doc. 8.5.2, L. 1265-1360
[128] Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1480 -1485
[129] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 3
[130] Vincent Cameron Trudel, doc. 9.4, #1
[131] *Ibid.*

l'emplacement unique de la montagne[132] *».* Elle estime qu'il est de la responsabilité de l'université envers la communauté de développer une « *vraie vision durable*[133] ».

Un autre participant estime que la stratégie de développement durable du projet de PDA est insuffisante. Pour ce participant, elle ne prendrait pas assez en compte l'ensemble des bénéfices d'une biodiversité riche, non seulement pour les écosystèmes de la montagne, mais aussi pour les communautés. Il suggère de s'inspirer des recherches autour du concept de « *services écosystémiques*[134] » rendus par les parcs. En effet, selon lui, « *l'analyse de ces services apporterait des outils de connaissance, d'aide à la décision, de mobilisation et de communication*[135] ». Il déplore que la stratégie de développement durable, de conservation de la biodiversité et de lutte contre les changements climatiques reste centrée sur le campus et n'inclue pas les arrondissements aux alentours. Selon lui, l'expertise que confère la présence de facultés comme celle des Sciences de l'éducation est un atout qui permettrait de bonifier cette stratégie avec de la sensibilisation et de l'éducation dans les écoles[136].

Enfin, une participante a tenu à rappeler l'importance de la relation des humains à la nature. Elle s'inquiète de la démarche de développement de l'université, car elle estime que « *toute perturbation causée dans l'écosystème aura des répercussions*[137] » à long terme sur la nature et sur les communautés. C'est pour cela qu'elle recommande que les aménagements prennent en compte ce qui sera légué aux générations futures[138].

2.3.1 Les milieux naturels et le verdissement

Quelques participants accueillent favorablement les initiatives de consolidation de la coulée verte, mais les jugent insuffisantes. Ils recommandent qu'aucun espace vert ne soit remplacé par un bâtiment[139]. Pour les répondants au questionnaire, les milieux naturels ont été identifiés comme l'élément qui leur plaît le plus sur le campus et ont été identifiés parmi les trois principes d'aménagement spécifiques à mettre en œuvre en priorité[140].

Des participants jugent aussi nécessaires « *[...] d'harmoniser les cibles de conservation avec celles prévues au Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR) et les différents outils de planification de la Ville*[141] ». Les participants souhaitent que les étudiants, les riverains, ainsi que les enfants du CPE de l'Université de Montréal aient accès à une nature riche et

[132] Isabelle Côté, doc. 8.1, p. 7
[133] *Ibid.*
[134] Robert Kasisi, doc. 8.14, p. 3
[135] *Ibid.*
[136] Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1395-1535
[137] Centre de santé des autochtones Tiohtià:ke, doc. 8.3, p. 5
[138] *Ibid.*
[139] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 5; Daniel Chartier, doc. 8.5.2, L. 1255-1265; Robert Kasisi, doc. 8.14; Dominique Baucher, doc. 8.9, p. 1
[140] Rapport d'analyse du questionnaire en ligne, doc. 6.5, p. 6 et 8
[141] Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 8 et 10; Daniel Chartier, doc. 8.5.2, L. 1345-1375

connectée au parc du Mont-Royal. Ils souhaitent aussi que l'université fasse preuve de leadership environnemental auprès les arrondissements et les communautés qui l'entourent[142].

La biodiversité : protection, conservation et réhabilitation

Les thématiques de protection, de conservation et de réhabilitation des milieux naturels ont mobilisé une majorité de participants[143].

Tout d'abord, ils ont été nombreux à critiquer de manière plus générale une approche des aménagements extérieurs qui favoriserait l'esthétique à la diversité des écosystèmes[144]. En effet, malgré certaines propositions dans le projet de PDA visant l'augmentation du couvert boisé sur le campus, des participants estiment que cela reste encore une vision réduite de l'écologie, qui occulterait de nombreuses opportunités de réhabiliter et enrichir la biodiversité. Un participant a tenu à ajouter que le concept « *d'espèces indésirables*[145] » utilisé dans le projet de PDA, ainsi que le caractère « *monospécifique*[146] » de certains boisés, rejoignent cette vision réductionniste et artificielle du verdissement, parce qu'ils ne prennent pas en compte la diversité et l'interdépendance des écosystèmes[147].

D'une manière plus spécifique, les participants ont exprimé leur opposition envers des aménagements d'espaces gazonnés qu'ils considèrent comme de la « *décoration verte sur ce qui existe*[148] ». Le gazon est vu comme dépourvu de toute valeur écosystémique, ne contribuant ni à la réduction des émissions de gaz à effet de serre ni à la résilience aux changements climatiques[149]. D'autres les qualifient d'espaces « *sans valeur ajoutée pour la communauté universitaire et l'écosystème du parc du Mont-Royal*[150]. »

Ensuite, des participants ont souligné l'importance de promouvoir la connectivité des différents milieux naturels du campus et de la montagne dans le projet de PDA[151]. Afin d'augmenter la « *capacité de charge des écosystèmes*[152] » et « *la connectivité du milieu naturel*[153] », plusieurs participants suggèrent d'inclure aux aires de conservation « *certains espaces aux limites du parc*

[142] Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1485 à 1520; Vincent Cameron Trudel, doc. 9.2, #2; Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges (CDC-CDN), doc. 8.11, p. 11; Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 6-7; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 6-7

[143] Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1485 à 1520; Vincent Cameron Trudel, doc. 9.2, #2; Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges (CDC-CDN), doc. 8.11, p. 11; Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 6-7; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21 p. 6-7; Daniel Chartier, doc. 8.5.2, L. 1265-1280; Vincent Cameron Trudel, doc. 9.2, #2; Nicholas Paul Gendron, doc. 8.19, p. 2; Floriant Bobeuf, doc. 9.4, #2

[144] Production agricole urbaine soutenable et écologique (P.A.U.S.E), doc. 8.12, p. 3-4; Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1480-1535

[145] Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1330-1335

[146] *Ibid.*

[147] Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1435-1485; Daniel Chartier, doc. 8.5.2, L. 1265-1375; Vincent Cameron Trudel, doc. 9.2, #2

[148] Daniel Chartier, doc. 8.5.2, L. 1265-1270

[149] Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1330-1350; Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 8-10; Production agricole urbaine soutenable et écologique (P.A.U.S.E), doc. 8.12, p. 3; Daniel Chartier, doc. 8.5.2, L. 1265-1360; Dominique Baucher, doc. 8.9, p. 1

[150] Production agricole urbaine soutenable et écologique (P.A.U.S.E), doc. 8.12, p. 3; Isabelle Côté, doc. 8.1.2, L. 170-175

[151] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 3-5; Nicholas Paul Gendron, doc. 8.19, p. 2; Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 8-10; Daniel Chartier, doc. 8.5.2, L. 1345-1375; Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1485-1520

[152] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 3

[153] Daniel Chartier, doc. 8.5.2, L. 1265-1280

du Mont-Royal[154] », et de favoriser un verdissement riche en biodiversité et « *moins artificialisé*[155]», en synergie avec la végétation du parc[156].

Dans le but d'« *éviter de dresser des barrières physiques*[157] » dans les sites de « *corridors de dispersion*[158] » comme le recommande le CRE-Montréal, un participant estime qu'un « *geste qui connecte les eaux, qui connecte les sentiers, qui connecte la végétation, qui permet à la faune de circuler d'un lieu à l'autre*[159] » doit être privilégié.

De plus, certains suggèrent des bâtiments aériens et des aménagements piétonniers sur pilotis afin de laisser la faune circuler et de ne pas piétiner les milieux naturels[160]. Il est aussi recommandé « *d'améliorer, restaurer et […] réunir des espaces défigurés et morcelés par le passé*[161] ». Un participant a aussi suggéré de replanter tout arbre abattu au cours des dix dernières années, et d'inclure dans les reboisements futurs des espèces plus adaptées au réchauffement climatique[162].

Dans le même ordre d'idées, les participants ont fait des propositions concernant des lieux plus spécifiques[163]. En effet, il a été recommandé de fermer le chemin de la Rampe aux voitures et de réaménager l'intersection menant à la Faculté de l'aménagement afin de restructurer l'espace vert devant le nouveau belvédère Roger-Gaudry[164].

D'autres riverains ont tenu à exprimer leur inquiétude envers la santé du boisé de la Faculté de l'aménagement, où des érables centenaires sont en mauvais état et les frênes sont malades. Selon leurs observations, les sols sont tassés par le piétinement et ne drainent plus l'eau de pluie qui se transforme en boue[165].

Enfin, le collectif P.A.U.S.E suggère que les végétaux du jardin sur lequel le projet de PDA prévoit la construction de l'agrandissement du pavillon Marie-Victorin soient relocalisés à l'intérieur de la nouvelle cour intérieure qui sera construite, et ce « *en accord avec les principes d'aménagements spécifiques de l'agrandissement du pavillon*[166] ».

[154] Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 8
[155] Vincent Cameron Trudel, doc. 9.2, #2
[156] Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1370-1485; Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 8-10; Vincent Cameron Trudel, doc. 9.2, #2; Daniel Chartier, doc. 8.5.2, L. 1265
[157] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 3-5
[158] *Ibid.*
[159] Daniel Chartier, doc. 8.5.2, L. 1265-1360
[160] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 3; Daniel Chartier, doc. 8.5.2, L. 1315-1330
[161] Nicholas Paul Gendron, doc. 8.19, p. 2
[162] Floriant Bobeuf, doc. 9.4, #2
[163] Ambroise Thériault, doc. 9.1, #7; Les résidents de l'îlot Willowdale, doc. 8.22, p. 3
[164] Ambroise Thériault, doc. 9.1, #7
[165] Les résidents de l'îlot Willowdale, doc. 8.22, p. 3
[166] Production agricole urbaine soutenable et écologique (P.A.U.S.E), doc. 8.12, p. 4

La consolidation de la coulée verte

Dans une perspective générale, les participants ont félicité les initiatives et les intentions exprimées dans le projet de PDA concernant la coulée verte, sa consolidation et l'augmentation de sa biodiversité. Cependant, ils les jugent insuffisantes[167]. De nombreux participants ont fait différentes propositions afin d'augmenter la superficie et la richesse en biodiversité de la coulée verte[168].

Par exemple, le CRE-Montréal suggère un « *don écologique*[169] » de la coulée verte à la Ville de Montréal, ou toute autre démarche qui permettrait une « *protection à très long terme, idéalement à perpétuité, des milieux naturels*[170]. D'autres participants suggèrent que les 67 hectares du cimetière Côte-des-Neiges soient attachés au parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne. Ils recommandent également que le stationnement à l'est du pavillon de Polytechnique Montréal sur lequel est projeté un nouveau bâtiment soit transformé « *en milieux boisés et humides, pour renforcer les rôles écologiques d'habitat et de corridor de dispersion de la coulée verte*[171]. Ils ajoutent que cela permettrait « *d'assurer une continuité de corridor écologique avec le parc Mont-Royal*[172] ».

L'agriculture urbaine

Des organisations et des participants ont félicité la mention d'initiatives en agriculture urbaine dans le projet de PDA. Ils proposent, à cet effet, une consolidation des initiatives étudiantes en agriculture urbaine et en verdissement[173]. Le collectif P.A.U.S.E ainsi que l'AGEEFEP souhaitent que les jardins se voient attribuer le statut « *d'espaces nourriciers*[174] ». Ils proposent l'installation de serres afin que la pratique se poursuive toute l'année[175].

Toujours dans l'optique d'avoir des espaces verts à « *valeur ajoutée*[176] » le collectif P.A.U.S.E propose que les toits qui seront verdis fassent l'objet d'initiatives agricoles, et que des arbres fruitiers viennent enrichir le milieu naturel du campus[177].

[167] Héritage Montréal, doc. 8.7, p. 1; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.2, p. 5; Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 3; Ski de fond Montréal, doc. 8.2, p. 3
[168] Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1435-1465; Les amis de la montagne, doc. 8.6.2, L. 1619-1621; Daniel Chartier, doc. 8.5, p. 4
[169] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 3
[170] *Ibid.*
[171] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 5; Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1330-1335; Ski de fond Montréal, doc. 8.2, p. 3
[172] Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1330-1335; Ski de fond Montréal, doc. 8.2, p. 3
[173] Production agricole urbaine soutenable et écologique (P.A.U.S.E), doc. 8.12, p. 2; Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal, doc. 8.15, p. 6; Floriant Bobeuf, doc. 9.4, #2; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 5
[174] Production agricole urbaine soutenable et écologique (P.A.U.S.E), doc. 8.12, p. 3
[175] Production agricole urbaine soutenable et écologique (P.A.U.S.E), doc. 8.12, p. 2; Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal, doc. 8.15, p. 2
[176] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 5
[177] Production agricole urbaine soutenable et écologique (P.A.U.S.E), doc. 8.12, p. 2

La gestion des eaux, des milieux humides et de la neige

De nombreux participants soulignent que la gestion des eaux, qui comprend aussi les milieux humides et la gestion de la neige, est un élément clé de la protection et de la gestion durable des milieux naturels. Le CRE-Montréal rappelle, à ce titre, que la gestion de la neige et des eaux est un élément incontournable de « *résilience et d'adaptation aux changements climatiques*[178] ».

Les amis de la montagne saluent les engagements vers une « *gestion intégrée et écologique des eaux de surface*[179] ». Néanmoins, ils font remarquer que ces éléments sont peu développés et ne permettent pas de garantir que l'université a l'intention « *d'être exemplaire en la matière*[180] ». Les amis de la montagne invitent l'université à préciser ses moyens et stratégies afin de « *combler la carence en eau de certains milieux humides par une redirection des eaux pluviales permettant d'assurer leur pérennité, maintenir et rehausser la contribution des parois rocheuses et des aires humides derrière le CEPSUM à la biodiversité des écosystèmes du Mont-Royal*[181]*.* »

Le CRE-Montréal recommande, quant à lui, que le futur Plan directeur de gestion des eaux pluviales (PDGEP) de la Ville prenne aussi en charge le site du Mont-Royal en y intégrant : « *une gestion des apports en eau en provenance de la montagne; une stratégie de régulation des niveaux d'eau dans les milieux humides; un contrôle de la qualité des eaux de ruissellement envoyées vers les milieux naturels et la prise en compte des impacts des changements climatiques (régime de précipitations, vagues de chaleur)*[182] *»*.

Un participant s'inquiète que l'autorisation d'excavation de la paroi rocheuse dans le but de construire le stationnement souterrain du CEPSUM ne détruise le milieu humide localisé à cet endroit. Il souhaite que ce milieu soit bonifié et non détruit[183].

2.4 Reconnaissance autochtone

Malgré le fait que la reconnaissance autochtone soit l'une des trois approches de développement liées à la vision du PDA, la commission n'a reçu que très peu de commentaires sur le sujet. Les participants, parmi eux la FAECUM, Héritage Montréal et le CRE-Montréal, considèrent d'une importance primordiale que la reconnaissance du patrimoine autochtone soit présente dans le projet de PDA[184].

[178] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 6
[179] Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 5
[180] Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 8-10
[181] Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 9
[182] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 6; Gérard Beaudet, doc. 8.8, p. 1; Robert Kasisi, doc. 8.14, p. 2
[183] Daniel Chartier, doc. 8.5.2, L. 1210-1225
[184] Héritage Montréal, doc. 8.7.1, L. 2445-2505; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 6; Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAECUM), doc. 8.16.1, L. 2635-2340

Les représentantes de la FAECUM ont tenu à affirmer que la fédération étudiante reconnaissait que « *l'Université de Montréal est située en territoire autochtone, qui n'a jamais été cédé*[185] ». Ils ont aussi tenu à reconnaître que « *les nations Kanien'kehaka, Hurons-Wendat, Abénaquis, et Anishnabe sont gardiens des terres et des eaux*[186] » sur le mont Royal. Ils recommandent, lors la mise en œuvre des projets, « *de continuer à faire en sorte que les populations autochtones soient non seulement entendues, mais que leurs voix soient priorisées pour savoir comment concrétiser ces actions*[187] ».

Héritage Montréal salue l'intégration d'une approche de reconnaissance autochtone dans le projet de PDA. L'organisme considère qu'elle fait partie intégrante de l'histoire de la montagne, et de la ville de Montréal, tant au niveau culturel et archéologique que géologique. Les représentants considèrent donc comme essentiel que cette reconnaissance soit mise en valeur étant donné que le mont Royal est un des marqueurs les plus significatifs de la ville. Ils recommandent que l'université aille au-delà de l'effet « *tendance*[188] » et « *de ce qui est convenu*[189] ».

De leur côté, le CRE-Montréal comme la FAECUM recommandent d'aller au-delà de l'ajout d'œuvres d'art sur le campus. Le CRE-Montréal donne comme exemple « *l'identification et la mise en valeur de sites patrimoniaux et archéologiques, bâtiments intégrant les principes de design autochtone, noms de plantes écrits en langues autochtones sur les panneaux d'identification, etc.*[190] ».

Héritage Montréal[191] et la FAECUM suggèrent « *que cette reconnaissance se fasse aussi dans le nommage des futurs pavillons, les futurs espaces de vie qui vont être présents*[192] ». L'association étudiante recommande aussi de s'assurer que la sélection des noms se fasse de manière inclusive[193]. Un participant suggère que les vestiges archéologiques soient aussi mis en valeur *« In situ*[194] ».

2.4.1 L'inclusion des communautés autochtones

Les participants qui se sont exprimés sur le sujet ont tous réitéré l'importance du dialogue et de la concertation dans la réalisation concrète de cette reconnaissance. Ils recommandent que la présence autochtone soit incorporée à une vision d'ensemble du campus[195] et ne soit pas

[185] Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAECUM), doc. 8.16.1, L. 2635-2640
[186] *Ibid.*
[187] Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAECUM), doc. 8.16.1, L. 2635-2340; Centre de santé des autochtones Tiohtià:ke, doc. 8.3, p. 4
[188] Héritage Montréal, doc. 8.7.1, L. 2445-2450
[189] *Ibid.*
[190] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 9
[191] Héritage Montréal, doc. 8.7.1, L. 2445-2490
[192] Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAECUM), doc. 8.16.1, L. 2845-2880
[193] Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAECUM), doc. 8.16.1, L. 2635-2640
[194] Gérard Beaudet, doc. 8.8.1, L. 395-405
[195] Vincent Cameron Trudel, doc. 9.2, #2; Manuel Ribeiro, doc. 9.5, #1; Gérard Beaudet, doc. 8.8.1, L. 395-405; Centre de santé des autochtones Tiohtià:ke, doc. 8.3, p. 6; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 9

« *instrumentalisée*[196] » pour servir l'image de l'université. Le CRE-Montréal s'est notamment interrogé sur les modalités de concertation entre le Comité des Premiers Peuples et l'université, dont il est fait peu mention dans le projet de PDA. Il estime que l'inclusion des peuples autochtones aux projets est essentielle « *pour être cohérent avec le contenu du Plan et en assurer la validité*[197] *».*

La FAECUM recommande que les regroupements d'étudiants autochtones présents dans les différentes unités académiques de l'université, ainsi que le Centre étudiant des Premiers Peuples, soient inclus dans les initiatives de concertation qui vont encadrer la mise en œuvre du projet de PDA [198].

Néanmoins, la représentante du Centre de santé des autochtones Tiohtià:ke déplore que ses représentants n'aient pas été contactés au début du processus d'élaboration du projet de PDA. Voici ce qu'elle propose pour y remédier : « *Redémarrons sur des bases claires et intentionnelles si nous voulons contribuer à la réconciliation, mais aussi de bâtir de véritables relations de nation à nation, entre les peuples autochtones et non autochtones. La réconciliation dans le contexte du développement doit être fondée sur les principes des sept grands-pères pour agir avec la sagesse, amour, courage, vérité, bravoure, respect, et humilité*[199] ».

De plus, certains participants recommandent que cette ouverture soit sur le long terme afin de laisser le temps aux étudiants autochtones et aux autres communautés de s'impliquer[200]. En effet, pour un participant « *c'est important qu'il y ait aussi une question d'attitude à l'égard de ce qui pourrait nous provenir […] des communautés autochtones*[201] ». Pour le CRE-Montréal une telle ouverture offre l'opportunité[202] « *de lire un paysage et de percevoir le sens du lieu, de faire l'expérience de la nature, de célébrer les cultures vivantes, de comprendre les dynamiques écologiques d'un site, de transmettre les connaissances, etc.*[203] *».*

La représentante du Centre de santé des autochtones Tiohtià:ke propose la prise en compte de plusieurs éléments « *pour commencer à bâtir un pont pour l'amélioration des rapports entre personnes des premières nations, métis et inuit de Montréal*[204] ».

[196] Centre de santé des autochtones Tiohtià:ke, doc. 8.3.1, L. 1000-1015
[197] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 8
[198] Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAECUM), doc. 8.16.1, L. 2880-2900
[199] Centre de santé des autochtones Tiohtià:ke, doc. 8.3, p. 6
[200] Gérard Beaudet, doc. 8.8.1, L. 395-405; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 8; Centre de santé des autochtones Tiohtià:ke, doc. 8.3, p. 6
[201] Gérard Beaudet, doc. 8.8.1, L. 395-405
[202] *Ibid.*
[203] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 9
[204] Centre de santé des autochtones Tiohtià:ke, doc. 8.3, p. 4-5

Le modèle de collaboration proposé se base sur trois pistes :

1. L'histoire et la vérité « *faire ressortir une histoire plus juste*[205] *»*. Elle propose d'explorer le territoire en organisant des « *cercles de paroles*[206] *»* entre autochtones et non autochtones de tous âges.
2. Les considérations physiques et médicales : elle propose que les aînés fassent un diagnostic du lieu (biodiversité et extinction, l'état de la carrière cornéenne) et organisent des « *cercles d'apprentissage sur l'usage traditionnel de la faune et de la flore*[207] ».
3. Les considérations culturelles et spirituelles : elle propose un enseignement du « *caractère sacré de la Nature de la montagne*[208] », l'approche holistique en santé et d'étendre le projet de jardin de plantes médicinales déjà en place sur le flanc sud-ouest[209].

2.5 La mobilité sur le campus

Les principes d'aménagement spécifiques concernant la mobilité sur le campus sont dans l'ensemble bien accueillis. Les participants énoncent essentiellement des points sur lesquels ils aimeraient que l'université porte une attention particulière, ou encore des bonifications aux principes énoncés dans le projet de PDA. Seuls les éléments concernant la réduction de la place de l'automobile et plus particulièrement la réduction des stationnements de surface sont considérés trop timides et manquants d'audace.

Par exemple le CRE-Montréal souligne qu'en complément des aménagements proposés dans le Plan, il serait *« important que l'Université de Montréal se dote d'un plan de gestion de la mobilité sur le campus*[210]*. »*

2.5.1 La place de l'auto sur le campus

Pour plusieurs participants, les principes d'aménagement spécifiques du projet de PDA concernant la réduction de la place de l'automobile sur le campus ne sont pas assez forts. La place de la voiture sur le campus reste trop importante au goût de plusieurs[211]. Une participante mentionne que « *Le virage vers les moyens de transports durables doit être radical*[212] ». Elle souligne également que l'Université de Montréal « […] *est à la traîne par rapport à d'autres universités qui limitent davantage les liens routiers sur le campus*[213]. » Dans le même esprit, quelques participants demandent que les aménagements favorisant les déplacements en transports actifs et en commun soient privilégiés plutôt que ceux favorisant les déplacements en

[205] Centre de santé des autochtones Tiohtià:ke, doc. 8.3, p. 5
[206] *Ibid.*
[207] Centre de santé des autochtones Tiohtià:ke, doc. 8.3, p. 5-6
[208] Centre de santé des autochtones Tiohtià:ke, doc. 8.3, p. 5
[209] Centre de santé des autochtones Tiohtià:ke, doc. 8.3, p. 6
[210] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 8
[211] Ambroise Thériault, doc. 9.1, #7; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 7; Vincent Cameron Trudel, doc. 9.2, #1; Ricardo Izquierdo, doc. 9.1, #14; Florian Bobeuf, doc. 9.1, #2
[212] Ambroise Thériault, doc. 9.1, #7
[213] *Ibid.*

voiture[214]. Pour ce faire, il est notamment proposé de fermer le chemin de la Rampe aux voitures et de faire la promotion des moyens de transport alternatifs comme les vélos de transport[215]. Dans le but de favoriser le transport durable, deux participants suggèrent aussi d'électrifier la flotte de véhicules de l'université[216].

Pour sa part, le Conseil régional de l'environnement de Montréal demande que les principes de mobilités favorisent « *la mise en place de stratégies pour encourager le transfert modal des employés et étudiants accédant au campus en automobile*[217] ».

2.5.2 La réduction des stationnements

Pour ce qui est de la place des stationnements sur le campus, la majorité des participants saluent l'idée d'en réduire le nombre[218]. Toutefois, comme plusieurs autres[219], un participant souligne que « *L'objectif de réduire de 10 % le nombre d'espaces de stationnements est trop peu ambitieux pour un campus extrêmement bien desservi en transport en commun. Il y a trois stations de métro, une future station REM, des pistes cyclables […]*[220] .» Il est donc proposé par plusieurs de revoir la cible de 10 % à la hausse et de prioriser les stationnements souterrains pour le reste. Les propositions de réduction des cases de stationnement vont de 30 % à 50 % selon les participants[221]. Pour le CRE-Montréal, il s'agit plutôt de prévoir une révision périodique des besoins en stationnement et des objectifs de réduction en concordance[222].

L'organisme propose également d'intégrer au plan de mobilité[223] suggéré dans leur mémoire :

- des critères tirés de l'*Attestation stationnement écoresponsable* pour chaque projet de réfection de stationnement de surface;
- des principes de gestion des stationnements situés sur la montagne dans une perspective d'ensemble, ce qui permettrait aux visiteurs de la montagne d'utiliser les stationnements de l'université les soirs et la fin de semaine.

Une participante suggère de réserver les cases de stationnement pour les voitures électriques afin de réduire les impacts sur l'environnement et comme incitatif à l'utilisation de moyens de transport alternatifs[224]. Toujours dans l'idée d'inciter à l'utilisation de moyens de transport alternatif à la voiture, certains conseillent d'offrir en priorité les espaces de stationnement à ceux qui n'ont pas accès à d'autres moyens de transport pour différentes raisons (conciliation travail-

[214] Vincent Cameron Trudel, doc. 9.2, #1; Ricardo Izquierdo, doc. 9.1, #14; Florian Bobeuf, doc. 9.1, #2
[215] Ambroise Thériault, doc. 9.1, #7; Florian Bobeuf, doc. 9.1, #2
[216] Vincent Cameron Trudel, doc. 9.4, #1; Florian Bobeuf, doc. 9.1, #2
[217] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 7
[218] Héritage Montréal, doc. 8.7, p. 2; Natasha McQuaid, doc. 9.1, #9
[219] Arnaud Hudon-Turgeon, doc. 9.1, #11; Vincent Cameron Trudel, doc. 9.4, #1; Florian Bobeuf, doc. 9.1, #2
[220] Olivier Rémillard, doc. 9.1, #3
[221] Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal, doc. 8.15, p. 6; Olivier Rémillard, doc. 9.1, #3
[222] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 8
[223] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 7
[224] Karina Thibault, doc. 9.1, #16

famille/étude-famille, personnes en situation de handicap, etc.)[225]. Un participant demande, pour sa part, d'interdire le stationnement pour les véhicules « *solos*[226] », en général, tant thermiques, qu'électriques.

Pour certains, la réduction des espaces de stationnement de surface est vue comme une opportunité pour augmenter le verdissement et déplorent le fait qu'ils soient utilisés pour des constructions. La transformation des stationnements en espaces verts permettrait, selon plusieurs, de lutter contre les îlots de chaleur, de favoriser la gestion durable des eaux, de protéger et conserver la biodiversité, d'encourager la mobilité douce, d'améliorer la qualité de vie des résidents et des étudiants et, enfin, de réduire les nuisances liées au bruit[227].

Le CRE-Montréal invite l'université à considérer des options autres que les stationnements pour répondre aux besoins de consolidation du cadre bâti. Il suggère notamment de réaffecter les surfaces de stationnement à « *des usages davantage adaptés au contexte paysager et écologique : expansion du parc, aménagement d'une zone tampon, place publique verdie, etc.*[228] ». Certains proposent notamment que les stationnements situés autour de l'école Polytechnique Montréal soient renaturalisés et intégrés au parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne[229].

2.5.3 Les transports actifs et collectifs

De manière générale, il est demandé que les aménagements du campus favorisent les transports actifs et les accès au transport en commun[230].

Plusieurs demandent aussi que le réseau de circulation piétonne et cyclable du campus de la montagne permette de faciliter la connectivité des différents sous-secteurs et bâtiments du campus, autant au moyen d'un réseau intérieur qu'extérieur, et que ce réseau favorise la perméabilité du campus et les liens à la montagne ainsi que les liens avec les transports collectifs[231]. À cet effet, un participant souligne que « *le projet a une structure de Édouard-Montpetit à la sortie du campus (axe de vie), mais selon les plans, il n'y a toujours pas assez de liens publics entre le chemin de la Polytechnique et le bas du campus. Il est difficile de circuler entre les pavillons pour descendre. Les pavillons forment un mur qu'il est difficile de traverser*[232]. »

[225] Olivier Rémillard, doc. 9.1, #3; Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente de (AGEEFEP) l'Université de Montréal, doc. 8.15, p. 6
[226] Florian Bobeuf, doc. 9.1, #2
[227] Production agricole urbaine soutenable et écologique (P.A.U.S.E), doc. 8.12, p. 2; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 4-5; Isabelle Côté, doc. 8.2.1, L. 460-480; Ski de fond Montréal, doc. 8.2, p. 3
[228] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 4
[229] Pente à neige, doc. 8.23, p. 2; Ski de fond Montréal, doc. 8.2.2, L. 2090-2100; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 5
[230] Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal, doc. 8.15, p. 6; Nicolas Paul Gendron, doc. 8.19, p. 2; Olivier Rémillard, doc. 9.1, #3; Rapport d'analyse du questionnaire en ligne, doc. 6.5, p. 6
[231] Vincent Cameron Trudel, doc. 9.2, #2; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 7; Daniel Chartier, doc. 8.5, p. 3; Karina Thibault, doc. 9.1, #16; Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 14
[232] Olivier Rémillard, doc. 9.1, #3

Les aménagements pour les vélos, notamment l'aménagement de piste cyclable en site propre, sont très bien accueillis[233]. Par contre, il est demandé que le projet de PDA porte une attention particulière au dénivelé et au revêtement de surface des sentiers et pistes cyclables afin de faciliter les déplacements à vélo à travers le campus. Des espaces sécurisés pour laisser son vélo une fois arrivé à destination sont également demandés, et ce, partout sur le campus, tout particulièrement aux extrémités, pas uniquement dans le stationnement étagé[234]. Certains demandent aussi plus de stations BIXI afin de couvrir le territoire du campus[235].

Pour l'Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal, les aménagements utilitaires comme les sentiers, les escaliers doivent s'intégrer à l'environnement naturel présent sur le campus[236].

Pour les deux associations étudiantes s'étant prononcées sur le projet de PDA, il est important que les aménagements extérieurs permettent à tous de se déplacer en « *ayant un sentiment de sécurité*[237] ». Pour ce faire, elles demandent que les différents sentiers, chemins ou passages sur le campus soient éclairés de soir et aménagés de manière à assurer un bon flot de déplacements, ce qui augmente le sentiment de sécurité des usagers[238]. Certains proposent également que les aménagements destinés aux piétons et aux cyclistes soient clairement indiqués, conviviaux et séparés des voitures par des barrières physiques. Des dos d'âne afin de réduire la vitesse des voitures sont également proposés dans un objectif de sécurité[239].

2.5.4 L'hiver

Plusieurs participants considèrent que le projet de PDA devrait aborder l'hiver de manière plus insistante et faire une place plus importante aux opportunités hivernales[240]. Un participant propose notamment d'ajouter au projet de PDA une « *clause hiver*[241] » qui permettrait de se demander pour tout geste posé : « *Comment ça se traduit en hiver*[242]*? ».*

Certains recommandent, entre autres choses, de revoir les pratiques de déneigement sur le campus afin d'éviter les accumulations de neige, notamment au pied du stationnement étagé, ce qui endommage sa structure. Ils suggèrent aussi d'explorer des solutions innovantes comme la

[233] Vincent Cameron Trudel, doc. 9.1, #1; Le collectif Vélo campus de l'Université de Montréal, doc. 8.17.1, L. 620-630 et 665-670
[234] Le collectif Vélo campus de l'Université de Montréal, doc. 8.17.1, L. 635-640, 680-700 et 770-780; Fédération des associations étudiantes du Campus de l'Université de Montréal (FAECUM), doc. 8.16.1, L. 2905-2915
[235] Éric Brunet, doc. 9.1, #6; Le collectif Vélo campus de l'Université de Montréal, doc. 8.17.1, L. 850-875
[236] Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal, doc. 8.15, p. 3
[237] Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal, doc. 8.15, p. 6
[238] Fédération des associations étudiantes du Campus de l'Université de Montréal (FAECUM), doc. 8.16.1, L. 2615-2620; Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal, doc. 8.15, p. 6
[239] Natasha McQuaid, doc. 9.1, #9; Arnaud Hudon-Turgeon, doc. 9.1, #11; Richard Caron, doc. 9.1, #12
[240] Gérard Beaudet, doc. 8.8, p. 2; Ski de fond Montréal, doc. 8.2, p. 1
[241] Gérard Beaudet, doc. 8.8.1, L. 305-310
[242] Gérard Beaudet, doc. 8.8.1, L. 305-330

construction de réservoirs souterrains de neige servant à la climatisation des bâtiments en été, ou encore des aménagements perméables comportant des ouvrages techniques permettant la rétention et la filtration des eaux pluviales et de fonte des neiges[243]. Il est aussi demandé d'intégrer des pratiques alternatives au sel de déglaçage afin de protéger la biodiversité et éviter la contamination des sols, tout particulièrement à proximité des jardins[244].

Outre les pratiques de déneigement, il est proposé de penser à l'aménagement d'un réseau piéton et cycliste accessible en été comme en hiver[245].

La localisation du campus est, pour plusieurs, l'opportunité de développer un réseau d'activité hivernale. À l'instar de plusieurs autres, un participant souligne que « *Montréal est une ville ou l'hiver est une réalité importante et le Mont-Royal un site exceptionnel pour la pratique des activités hivernales et en particulier du ski de fond. En créant un centre de ski de fond directement sur le campus et en reliant aux autres sentiers déjà présents sur la montagne on créerait un site unique pour mettre en valeur cette activité très bénéfique pour la santé et le bien-être*[246]. » En plus d'insister pour que des sentiers de ski soient aménagés sur le campus et relient les sentiers déjà existants, plusieurs participants demandent l'implantation d'un centre de ski comprenant un ou plusieurs comptoirs de prêt d'équipement afin de faire connaître cette activité au plus grand nombre[247]. La présence d'une pente-école (ancienne piste de ski alpin) est également, pour certains, un atout unique pour la pratique du ski alpin[248].

2.5.5 L'accessibilité universelle

Plusieurs participants, dont deux associations étudiantes, insistent pour que les nouveaux aménagements du campus souscrivent au principe d'accessibilité universelle[249]. Un participant souligne notamment que l'état de l'accessibilité du campus est actuellement déficient et qu'il est urgent d'y remédier. Il considère également que le projet de PDA ne propose pas de vision pour améliorer le manque d'accessibilité du campus[250].

La FAECUM souligne qu'il *« […] est nécessaire de mettre sur pied des infrastructures de transport qui oui, sont centrées sur les besoins des personnes piétonnes et cyclistes qui forment probablement une grande part de la communauté étudiante […], mais aussi en ce qui concerne*

[243] Gérard Beaudet, doc. 8.8.1, L. 305-330; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 6
[244] Vincent Cameron Trudel, doc. 9.4, #1; Florian Bobeuf, doc. 9.4, #2; Production agricole urbaine soutenable et écologique (P.A.U.S.E), doc. 8.12, p. 3
[245] Marie-Chantal Plante, doc. 9.1, #17; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 7; Le collectif Vélo campus de l'Université de Montréal, doc. 8.17.1, L. 650-665
[246] Ricardo Izquierdo, doc. 9.6, #5
[247] Plein air interculturel – Association récréative Milton-Parc, doc. 9.4, #3; Naturafond Inc., doc. 9.6, #4; Ski de fond Montréal, doc. 8.2.2, L. 1970-2000; Pente à neige, doc. 8.23, p. 2-4; Kate Frohlich, doc. 9.1, #13
[248] Naturafond Inc., doc. 9.6, #4; Ricardo Izquierdo, doc. 9.1, #14; Pente à neige, doc. 8.23, p. 1
[249] Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal, doc. 8.15, p. 3; Alan Robinson, doc. 8.18, p. 1; Grégory Taillon, doc. 9.1, #4; Fédération des associations étudiantes du Campus de l'Université de Montréal (FAECUM), doc. 8.16.1, L. 2595-2615; Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 7
[250] Alan Robinson, doc. 8.18, p. 1

toutes les personnes qui ont besoin de transport adapté[251]. » Pour l'association étudiante, il est aussi important de faciliter l'accès et les déplacements entre les différents pavillons sur le campus. Pour ce faire, l'implantation d'une navette électrique ou autonome est suggérée par certains sur l'axe de vie proposé dans le projet de PDA, mais aussi entre les différents pavillons et campus afin de faciliter les déplacements et l'accessibilité pour tous[252].

Dans cette optique, l'Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal recommande que soit créé un comité constitué d'étudiants en situation de handicap afin de s'assurer que les nouveaux aménagements souscrivent au principe de l'accessibilité universelle et répondent aux besoins de ceux-ci. L'Association demande également qu'un membre de la direction soit responsable du suivi des bonnes pratiques en la matière et de leur implantation sur le campus[253].

2.6 L'interface, la perméabilité et l'ouverture sur la communauté

L'ouverture du campus sur les quartiers avoisinants et sa reconnexion avec le parc du Mont-Royal ont fait l'objet de beaucoup de commentaires. Plusieurs répondants au questionnaire en ligne ont identifié la faible connectivité des espaces et l'inaccessibilité des espaces naturels comme des éléments qui leur déplaît sur le campus[254]. Pour plusieurs, le campus est vu comme un lieu replié sur lui-même, déconnecté des communautés qui l'entourent et du reste du mont Royal. Les participants déplorent que le site ne soit pas ouvert au reste du parc du Mont-Royal[255]. Pour certains résidents, une des initiatives d'ouverture vers le quartier (l'aménagement de la rue Louis-Colin) est vécue comme une nuisance et un échec[256]. D'autres déplorent que le projet de PDA actuel n'offre pas d'aménager de nouveaux liens permettant l'accès au parc du Mont-Royal, que ce soit pour la communauté universitaire, les riverains ou les promeneurs[257].

Les représentants d'Héritage Montréal constatent un manque en ce qui concerne l'expérience qu'offre le site envers la communauté universitaire et la ville. Les aménagements futurs entourant la mise en valeur du patrimoine pourraient être, selon eux, l'occasion de bonifier l'expérience et de « *créer ce pont entre le résidentiel et la montagne*[258] ».

[251] Fédération des associations étudiantes du Campus de l'Université de Montréal (FAECUM), doc. 8.16.1, L. 2595-2615
[252] Grégory Taillon, doc. 9.1, #4; Kenza Benmansour, doc. 9.1, #10; Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal, doc. 8.15, p. 6
[253] Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal, doc. 8.15, p. 3
[254] Rapport d'analyse du questionnaire en ligne, doc. 6.5, p. 7
[255] Héritage Montréal, doc. 8.7.1, L. 2395-2420; Daniel Chartier, doc. 8.5, p. 1; Gérard Beaudet, doc. 8.8, p. 1; Vincent Cameron Trudel, doc. 9.1, # 1; La Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges (CDC-CDN), doc. 8.11, p. 5
[256] Les résidents de l'îlot Willowdale, doc. 8.2.2, p. 1-6
[257] Le collectif Vélo campus de l'Université de Montréal, doc. 8.17.1, L. 915-935; Les résidents de l'îlot Willowdale, doc. 8.2.2, p. 1-6; Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1435; Héritage Montréal, doc. 8.7.1, Les amis de la montagne, doc. 8.6.2; Daniel Chartier, doc. 8.5, p. 4
[258] Héritage Montréal, doc. 8.7.1, L. 2395-2420

Des participants comparent le campus de la montagne à une « *forteresse*[259] » avec des murailles entourant des « *ensembles universitaires bouclés sur eux-mêmes*[260] », et sans chemins piétons invitants et accessibles à partir des transports en commun[261]. Un autre participant considère que les initiatives d'aménagement du PDA ne permettront pas *« d'optimiser la reconnexion de ce campus avec la montagne et avec son environnement urbain. Cette démarche ne réussit pas non plus à reconnecter les différentes parties du campus séparées depuis les années 60 par le chemin de la Rampe, un ouvrage de voirie surdimensionné et brutal*[262]*.* »

Pour la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges (CDC-CDN), « *la ville et le campus devraient entretenir une relation symbiotique*[263] ». Elle explique que le campus fait partie du mont Royal, et la richesse naturelle de ce dernier « *devrait percoler jusqu'au cœur des quartiers qui lui sont limitrophes*[264] ». Réciproquement, le dynamisme des quartiers environnants devrait se répandre dans le campus et contribuer ainsi à « *adoucir les frontières entre la ville et l'Université*[265] ».

Pour la CDC-CDN, l'université devrait aussi *« jouer son rôle citoyen responsable au sein du tissu social de Côte-des-Neiges en participant aux réflexions collectives, en donnant accès aux fonctions et aux professionnels de l'Université et en prenant part aux discussions avec le milieu social et la société civile*[266] ». À ce titre, la Corporation recommande que l'université collabore avec la Ville et la communauté afin d'améliorer « *l'offre résidentielle*[267] *»* et, par la même occasion, contribue à contenir la hausse des prix des loyers qui pénalise autant les membres de la communauté que les étudiants[268].

Un autre aspect de cette demande d'ouverture pourrait, selon un participant, passer par *« La mobilisation des jeunes écoliers riverains (notamment des quartiers défavorisés) dans l'aménagement de certains secteurs du campus*[269] ». En plus d'offrir une occasion de « *rompre une certaine marginalisation pour certains*[270] », une telle initiative serait l'occasion de renforcer le sentiment « *d'appartenance au tissu socioculturel montréalais*[271] *»* et de motiver les jeunes à poursuivre des études universitaires[272]. Dans le même esprit, le CDC-CDN rappelle que « *la présence du campus dans le quartier devrait être un atout et une fierté pour les résident.e.s aussi*[273] *».*

[259] Gérard Beaudet, doc. 8.8, p. 3
[260] Gérard Beaudet, doc. 8.8, p. 2-5
[261] Gérard Beaudet, doc. 8.8, p. 1; Vincent Cameron Trudel, doc. 9.1, #1
[262] Daniel Chartier, doc. 8.5, p. 1
[263] La Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges (CDC-CDN), doc. 8.11, p. 5 et 11
[264] *Ibid.*
[265] La Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges (CDC-CDN), doc. 8.11, p. 11
[266] *Ibid.*
[267] *Ibid.*
[268] *Ibid.*
[269] Robert Kasisi, doc. 8.14, p. 2
[270] *Ibid.*
[271] *Ibid.*
[272] *Ibid.*
[273] La Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges (CDC-CDN), doc. 8.11, p. 11

2.6.1 Le campus et le mont Royal

Outre les liens avec les quartiers, les liens avec la montagne devraient aussi être renforcés selon certains. Dans cet esprit, Les amis de la montagne estiment que le territoire du campus de la montagne « *nécessite une planification intégrée et concertée pour maintenir ou bonifier sa perméabilité vers la montagne afin qu'elle soit plus accessible pour tous les usagers*[274] ». Ils ont fait les recommandations d'aménagement suivantes :

- *« Intégrer au PDA du campus de l'UdeM et de ses écoles affiliées la vision globale de l'accessibilité au mont Royal élaborée par le Bureau du Mont-Royal.*
- *Analyser la possibilité de développer les axes vers la montagne du Pavillon de la Faculté de musique vers le 1420 boulevard Mont-Royal et l'entrée est du parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne, ainsi que celui de la coulée verte depuis le métro Université de Montréal vers l'entrée ouest du parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne.*
- *Profiter du réaménagement de l'avenue Vincent-d'Indy depuis le métro Édouard-Montpetit pour en faire un seuil d'entrée à la montagne de grande qualité.*
- *Réaliser une signalisation uniformisée et s'intégrant au réseau pédestre du mont Royal*[275] *»*.

Pour le CRE-Montréal, « *l'interface campus-montagne offre plusieurs occasions de favoriser cette perméabilité*[276] ». À ce titre, selon l'organisme, le projet de PDA pourrait être l'occasion d'aménager de nouveaux points d'entrée au parc du Mont-Royal. En plus de bonifier l'accessibilité du mont Royal, cela permettrait d'atténuer les pressions sur les milieux naturels des points d'entrée existants. L'organisme propose donc d'aménager un accès à l'arrière du pavillon de la Faculté de musique, vers le chemin de ceinture afin de permettre aux utilisateurs du futur REM d'avoir un accès rapide au mont Royal[277]. Cette reconnexion au parc du Mont-Royal devrait permettre une offre de *« services complémentaires d'activités de plein air pour les étudiants et la communauté*[278] *».*

Une plus grande connectivité avec le cimetière Notre-Dame-des-Neiges est aussi suggérée. Ski de fond Montréal propose un lien avec l'avenue Côte-des-Neiges qui offrirait la possibilité de reconnecter le chemin Remembrance et permettrait d'accéder au parc du Mont-Royal en ski de fond, à vélo ou à pied[279]. Cet accès au parc du Mont-Royal nécessiterait l'implantation d'un corridor vert avec le parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne, le stationnement du site de Polytechnique Montréal, et l'ouverture des chemins du cimetière vers le parc du Mont-Royal[280].

[274] Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 12
[275] *Ibid.*
[276] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 8
[277] *Ibid.*
[278] Daniel Chartier, doc. 8.5, p. 4; Ski de fond Montréal, doc. 8.2, p. 1-5
[279] Ski de fond Montréal, doc. 8.2.2, L. 1910-1920
[280] Ski de fond Montréal, doc. 8.2.2, L. 1910-1920; Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1455-1605; Vincent Cameron Trudel, doc. 9.6, #3

2.6.2 Le campus, un pôle touristique et scientifique

Une participante suggère que le campus de la montagne devienne un pôle « *touristique*[281]» de la Ville de Montréal[282]. Dans cet esprit, le Musée de paléontologie et de l'évolution a soumis une proposition de création d'un musée. Les représentants du Musée souhaitent inscrire leurs démarches dans la création d'un « *pôle de culture scientifique*[283]» qui aurait « *un impact socioculturel important, en contribuant à un accroissement de la qualité de vie pour toutes et tous*[284]». En plus de bonifier l'expérience de la communauté étudiante, ce musée pourrait devenir un lieu de découverte et de culture pour les populations des quartiers avoisinants et des plus jeunes. Enfin, un tel projet pourrait offrir *« un lieu de rencontre entre communauté de recherche universitaire et grand public, où un transfert de connaissances peut s'effectuer*[285] ».

2.7 La mise en œuvre et la concertation

L'importance de la poursuite de la concertation des différentes parties prenantes au moment de la mise en œuvre du projet de PDA a été abordée dans plusieurs interventions provenant autant de résidents du secteur, des associations étudiantes que de groupes d'intérêts.

À ce titre, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) mentionne que dans l'élaboration du plan, il y a eu des consultations des communautés et salue ce geste. Dans l'optique « *de s'assurer de consulter les communautés concernées, la FAECUM veut aussi réitérer l'importance que l'Université de Montréal continue de consulter la communauté étudiante dans l'opérationnalisation des différentes étapes comme ça avait été fait pour l'élaboration*[286]*. »*

La corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges recommande également que soient mis en place des mécanismes tels que l'analyse différenciée selon les sexes (ADS +) *« […] afin de favoriser l'inclusion de tous les types de clientèles dans le processus de planification, mais aussi dans l'aménagement physique du campus*[287]*.* »

Plus précisément, il est demandé que la communauté étudiante soit impliquée dans l'attribution et l'occupation des nouveaux espaces disponibles afin de répondre aux besoins la communauté étudiante et pas uniquement aux besoins institutionnels[288].

[281] Musée de paléontologie et de l'évolution, doc. 8.20, p. 3-4
[282] Geneviève Cousineau, doc. 9.2, #4
[283] Musée de paléontologie et de l'évolution, doc. 8.20, p. 3-4
[284] *Ibid.*
[285] *Ibid.*
[286] Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), doc. 8.16.1, L. 2655-2660
[287] Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges (CDC-CDN), doc. 8.11, p. 11
[288] Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), doc. 8.16.1, L. 2670-2675; Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal, doc. 8.15, p. 7

De son côté, le Conseil régional de l'environnement de Montréal recommande « *afin d'assurer un suivi du Plan et de maintenir le dialogue qui a prévalu durant tout le processus d'élaboration du document[…] :*

- *la création d'un comité multipartite incluant les acteurs municipaux, la CDPQ, la STM, des représentants de la société civile;*
- *la publication de rapports périodiques présentant l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan*[289]*.* »

La Société de transport de Montréal demande notamment que soit revue une des cartes annexes du règlement afin de faciliter les travaux de mise à niveau de la station de métro Université-de-Montréal[290].

Il est aussi proposé d'impliquer les facultés et les étudiants afin de créer des opportunités de réflexion, de créer du savoir au sein de l'université de manière participative en intégrant la mise en œuvre du Plan à des travaux et des stages étudiants[291].

Les mémoires des résidents des alentours soulignent des nuisances au quotidien (bruits liés aux systèmes de ventilation, au déneigement, aux activités étudiantes, etc.), mais aussi des préoccupations en prévision des nuisances liées aux travaux à venir. Ceux-ci considèrent que la Ville et l'université ont le devoir de porter une attention particulière à la gestion des nuisances[292].

Des riverains souhaitent, par exemple, la fin de l'initiative promenade Colin. Pour ces riverains « *la promenade Colin, qui ne semble tenir aucune de ses promesses, paraît causer des ennuis aux riverains et contrevenir aux valeurs énoncées dans le Plan directeur d'aménagement du Campus de la montagne pourrait avantageusement disparaître et faire place à un aménagement cohérent avec celui du Pavillon Roger-Gaudry*[293]*.* »

Afin de minimiser les nuisances liées aux travaux pour les résidents, une participante propose de :

- privilégier le dynamitage au piquetage afin de préserver la santé physique et mentale des résidents;
- condenser la durée des travaux pour chaque sous-projet;
- d'élaborer un plan de communication avec le voisinage en temps réel afin de permettre aux résidents de suivre l'évolution des chantiers[294].

[289] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 8
[290] Société de transport de Montréal, doc. 8.10, p. 1-5
[291] Héritage Montréal, doc. 8.7.1, L. 2335-2340; Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1580-1590; Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), doc. 8.16.1, L. 2680-2695
[292] Julie Dassylva, doc. 8.13, p. 1; Isabelle Côté, doc. 8.1, p. 1-2; Aude De Latrémoille, doc. 9.2, #3
[293] Les résidents de l'îlot Willowdale, doc. 8.2.2, p. 1-6
[294] Isabelle Côté, doc. 8.1, p. 2



3. Les constats et l'analyse de la commission

Le projet de Plan directeur d'aménagement (PDA) du campus de la montagne de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées HEC Montréal et Polytechnique Montréal est le quatrième depuis leur implantation sur le site du mont Royal. Il est le fruit d'une longue démarche de collaboration qui s'est déroulée de 2016 à 2020 avec la Ville de Montréal. Comme décrit au chapitre 1 de ce rapport, le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR) exige en effet une planification concertée avec la Ville pour l'aménagement des propriétés institutionnelles situées dans le site patrimonial du Mont-Royal (SPMR) afin d'assurer le respect de la capacité limite de la montagne.

3.1 Le cadre de gestion

Cette planification concertée se traduit par l'adoption d'un cadre de gestion à deux volets : la révision du cadre règlementaire et la signature d'une entente de collaboration pour les éléments non règlementaires. Le cadre de gestion élaboré sur la base du plan directeur de 1995 est arrivé à échéance en 2016. De nouveaux enjeux en matière d'aménagement, de même que les besoins de l'université, requièrent l'élaboration d'un nouveau dispositif règlementaire pour le campus de la montagne. Ce cadre de gestion balisera la conception et la réalisation des projets du PDA au cours des quinze à vingt prochaines années.

C'est le cadre règlementaire qui fait l'objet de la consultation. Celui-ci comprend deux projets de règlement présentés dans le chapitre 1 :

- un règlement spécifique sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées;
- un règlement modifiant les paramètres de densité de la partie II du Plan d'urbanisme et les dispositions de son document complémentaire.

Les deux projets de règlement, avec l'entente de collaboration, viennent assurer que la planification concertée pour le développement du campus de la montagne prendra en considération les éléments suivants :

- « le respect de *l'intégrité des valeurs patrimoniales du campus de la montagne […] comme repère emblématique du flanc nord du mont Royal ou ses qualités architecturales et paysagères* »;
- « […] *la notion de capacité limite de la montagne* »;
- la protection et la mise en valeur des «*milieux naturels de la montagne, notamment par la consolidation de la coulée verte »*;
- les « *récents enjeux en matière de transition écologique (stationnement, gestion de l'eau pluviale, mobilité durable, canopée)*[295] ».

[295] Sommaire décisionnel, doc. 1.1, p. 4

Ce cadre de gestion permettra à l'Université de Montréal et aux écoles affiliées de contribuer à la mise en œuvre des mesures annoncées dans le Plan durable de Montréal 2016-2020 et qui se rapportent à l'utilisation des transports actifs et collectifs; à la protection et l'enrichissement de la forêt urbaine et de la biodiversité; à la gestion écologique des terrains; à l'aménagement des aires de stationnement durables; à la gestion des eaux pluviales; à la protection, la restauration et la mise en valeur du patrimoine montréalais[296].

3.2 La consultation

L'objet de la consultation publique de l'OCPM porte sur le projet de « *Règlement modifiant le document complémentaire du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)* » et sur le projet de « *Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées* ».

La consultation a été marquée par quatre particularités : une participation limitée, des opinons centrées sur le Plan directeur d'aménagement plutôt que sur les règlements l'autorisant, un constat partagé quant à la qualité du PDA, et des attentes d'exemplarité à l'endroit de l'université et des écoles affiliées.

Peu de participants ont soumis une opinion écrite ou orale auprès de la commission, comme le démontrent les données sur la participation à la consultation illustrées par le Tableau 3 du chapitre 1. De l'avis de la commission, cette situation peut s'expliquer par plusieurs facteurs : le contexte de pandémie qui a modifié le processus habituel de consultation, une documentation volumineuse et complexe dans son format, un projet centré sur une planification de long terme et un assentiment relatif à la vision, aux approches et grands principes qui l'orientent.

Une seconde caractéristique de la consultation a trait au fait que les participants se sont majoritairement référés au projet de Plan directeur d'aménagement et au document qui en fait la synthèse pour formuler leurs opinions. Leurs commentaires décrits au chapitre 2 démontrent qu'ils se sont particulièrement attardés aux principes d'aménagements spécifiques qui sont illustrés par des propositions d'aménagement concrètes. Le format du cadre règlementaire leur étant moins familier, les participants n'y ont pas fait référence. Il en est résulté que de nombreuses recommandations se sont avérées déjà prises en charge par des dispositions du projet de règlement spécifique principalement. La commission est consciente de cet aspect de la participation et a, de ce fait, concentré son travail d'analyse sur des éléments insuffisamment pris en compte dans les projets de règlement.

3.3 Une reconnaissance du travail accompli

Les participants ont reconnu unanimement le travail considérable accompli par l'université et la Ville dans l'élaboration du projet de PDA et du cadre de gestion. La qualité de la documentation

[296] Sommaire décisionnel, doc. 1.1, p. 5

déposée a été soulignée et la commission se joint aux participants pour féliciter la Ville et l'université.

La vision et les trois approches qui orientent le projet de PDA ont fait l'objet d'un assentiment généralisé. Celles-ci reflètent bien les enjeux auxquels l'université est confrontée aujourd'hui, à savoir le patrimoine, le développement durable et la reconnaissance autochtone. Le projet de PDA prend aussi en considération un déficit d'espace à long terme qui demeure important au regard des enjeux démographiques et de compétitivité, mais aussi des contraintes de mise aux normes des bâtiments, et de la préservation du patrimoine naturel, paysager et bâti du mont Royal.

3.4 Des attentes d'exemplarité

Les opinions émises durant la consultation ne remettent pas en cause la vision, les approches et les principes directeurs généraux qui structurent les propositions concrètes du projet de PDA. Les participants s'attendent à ce que l'université et ses écoles affiliées soient exemplaires dans l'application de sa vision. Les raisons évoquées sont tout d'abord l'emplacement exceptionnel du campus sur le flanc du mont Royal qui comporte non seulement des bénéfices, mais aussi des contraintes et des obligations. Ensuite, ces établissements, en plus d'être des milieux d'éducation, réunissent un savoir et un savoir-faire exceptionnels pouvant être mis à contribution pour des pratiques d'aménagement innovantes.

La commission retient de la consultation trois problématiques rattachées à la mise en œuvre des grandes approches retenues par le projet de PDA. La première concerne la conservation du patrimoine en relation avec l'engagement du recteur Guy Breton en 2014 « […] *de ne pas construire de bâtiment neuf sur le campus de la montagne et de ne pas amputer le patrimoine naturel du Mont-Royal*[297] *».* Cette dimension a concentré les opinions les plus tranchées émises durant la consultation.

La seconde a trait à une vision du développement durable qui ne prend pas suffisamment en compte les relations du campus avec la montagne et avec son environnement urbain. Le campus est perçu comme replié sur lui-même. On ne retrouve plus les traces du troisième principe d'aménagement du PDA de 1995 : « *Maintenir et améliorer l'accessibilité, la fonctionnalité et la convivialité du campus*[298] *».* Il faut noter que le développement durable est l'approche qui a suscité le plus grand nombre de commentaires chez les participants.

La troisième problématique renvoie à la reconnaissance autochtone. Bien que l'introduction de cette approche ait été saluée par plusieurs, elle n'a fait l'objet que d'une seule présentation d'opinion écrite. La commission note aussi que le projet de PDA lui-même n'est pas très explicite à ce sujet, puisqu'il n'y consacre qu'une seule page. Comprenant qu'elle est à l'état de

[297] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 6 et 296
[298] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 14

développement et qu'elle s'actualisera au fur et à mesure de la mise en œuvre du projet de PDA, la commission estime que cette approche devrait faire l'objet d'engagements plus concrets.

3.5 Les projets de règlement

Au regard de son analyse et des opinions exprimées, la commission estime que les deux projets de règlement devraient être adoptés, sous réserve de deux ajouts relatifs à la gestion des eaux et neiges usées et la protection des écosystèmes, et sous réserve de résultats concluants concernant des études préalables relatives aux agrandissements projetés pour la Faculté de musique et Polytechnique Montréal. Ces demandes seront explicitées dans la suite de ce chapitre.

Recommandation #1
***Sous réserve d'ajouts demandés par la commission concernant la gestion des eaux et neiges usées et la protection des écosystèmes, et sous réserve de résultats concluants concernant des études préalables relatives aux agrandissements projetés pour la Faculté de musique et Polytechnique Montréal, la commission recommande à la Ville* :**

- ***d'adopter le règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées;***
- ***d'adopter le règlement modifiant les paramètres de densité de la partie II du Plan d'urbanisme et les dispositions de son document complémentaire.***

3.6 L'approche de conservation du patrimoine

L'approche de conservation du patrimoine bâti du PDA est jugée sérieuse et pertinente pour un grand nombre de participants et par la commission.

L'organisme Héritage Montréal « *salue un travail mené avec soin, notamment en ce qui concerne la préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti et naturel de ce secteur emblématique*[299] ». En effet, la méthode de conservation du patrimoine utilisée dans le cadre du projet de PDA se structure en trois étapes :

- **Connaître** : en se référant à toute la documentation existante et en se familiarisant avec les outils appropriés. Il est à mentionner, notamment, l'« *étude des valeurs patrimoniales du campus principal de l'Université de Montréal*[300] » produite par la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti en appui au projet de PDA.
- **Comprendre** : en synthétisant l'information récoltée et en résumant les principaux enjeux patrimoniaux. Ainsi, le projet de PDA a identifié treize valeurs patrimoniales pour le campus de la montagne.

[299] Héritage Montréal, doc. 8.7, p. 1
[300] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 16

- **Agir** : en choisissant le traitement le plus approprié entre réhabilitation, restauration et préservation.

La commission souscrit à cette méthode, mais note cependant quelques points qui pourraient davantage faire l'objet d'attention dans le projet de PDA. En effet, si le patrimoine peut se présenter sous un aspect matériel à travers les bâtiments, il se définit aussi sous un aspect immatériel, par l'expérience des parcours, mais également au moyen de l'art urbain, la toponymie et les vues.

3.6.1 Les parcours

Si le projet de PDA est jugé suffisamment ambitieux sur le plan de l'approche patrimoniale en ce qui concerne les aspects relatifs aux inventaires et aux connaissances du patrimoine bâti, il l'est en revanche moins sur la mise en valeur de la montagne, de son patrimoine naturel et de son expérience.

Comme cela a été souligné par certains participants, le campus de la montagne crée un pont entre le secteur résidentiel et la montagne. Il propose une expérience par des parcours qui devraient être mis en valeur. La commission partage ce point de vue. Ces parcours peuvent se définir sous plusieurs aspects : les sentiers pédestres définis ou naturellement tracés par les usagers, les pistes et chemins cyclables. La commission note que le principe d'aménagement spécifique concernant la signalétique[301] du projet de PDA a notamment pour objet l'identification des sentiers et des espaces extérieurs sur le campus.

La commission estime que le projet de PDA pourrait davantage considérer la mise en valeur de ses parcours dans son approche patrimoniale, et ce, en approfondissant la richesse et la diversité des expériences pour les usagers. Ceci serait envisageable, en offrant, entre autres, des points d'informations historiques et culturelles, en mettant en valeur des éléments patrimoniaux du site, en travaillant la continuité avec des parcours existants du mont Royal, ainsi que tout autre élément permettant de raconter l'histoire unique du site du campus de la montagne, de jour comme de nuit.

Autrement dit, une approche scénographique de l'architecture et des aménagements paysagers qui mise, par exemple, sur la lumière et les sons, permettrait d'offrir une expérience sensorielle unique qui traduirait l'histoire et le génie du lieu. Il convient de préciser que toute intervention devrait se faire dans un d'esprit d'harmonisation avec le patrimoine existant et de préservation de l'effet d'ascension du site.

Recommandation #2
La commission recommande d'intégrer tout élément permettant aux usagers d'enrichir leur connaissance et leur expérience lorsqu'ils parcourent le campus de la montagne, de jour comme de nuit, et en toute saison.

[301] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 138

3.6.2 L'art public

Le règlement spécifique prévoit à l'article 58 alinéa 11 que les « *œuvres d'art public et de commémoration doivent être mises en valeur*[302] ». Une participante soulignait également à ce sujet l'importance de l'intégration de l'art à l'intérieur du campus afin d'en enrichir les aménagements. Le projet de PDA propose de bonifier son programme « *Art pour tous* » qui vise à « *conserver, valoriser et poursuivre la consolidation de la collection d'œuvres d'art extérieures de l'institution*[303] ». Ce programme identifie le potentiel d'aménagements artistiques dans les infrastructures existantes, mais aussi ceux proposés dans le PDA comme dans l'axe de vie. En relation avec son approche de reconnaissance autochtone, ce programme propose d'inclure également l'art autochtone.

La commission souligne positivement cette proposition et invite l'université à l'élargir aux communautés représentantes de la diversité, dans un objectif d'équité et d'inclusion. Ce programme pourrait également faire écho à la seconde approche du projet de PDA concernant le développement durable en offrant une place à l'expression artistique, qui favoriserait une réflexion sur les changements climatiques, par exemple. En tant qu'institution publique, l'Université de Montréal et ses écoles affiliées offriraient, de manière exemplaire, une plateforme importante à l'art inclusif, puissant vecteur de lien social et d'expression plurielle.

Recommandation #3
La commission recommande à l'université de développer ses programmes d'œuvres d'art en favorisant une expression et présence plurielle des différentes communautés sur le campus. Ces programmes pourraient également permettre une réflexion sur l'importance de l'inclusion, de la diversité et du développement durable.

3.6.3 La toponymie

Des participants ont souligné que le caractère patrimonial s'exprime également par la toponymie. Le projet de PDA prévoit la création d'un « *comité de réflexion en lien avec la toponymie afin que celle-ci reflète le riche héritage du campus, tant pour les rues et places existantes que pour les aménagements futurs*[304] ». La commission accueille favorablement la création de ce comité en escomptant que la présence autochtone sera intégrée à cette réflexion. Elle invite également l'université à élargir la réflexion de manière à considérer des thématiques nouvelles reliées à l'évolution de la société, dans un esprit inclusif et d'ouverture sur le monde. À titre d'exemple, le nouvel axe de vie du campus pourrait se nommer « *Axe de la transition écologique* », en lien avec l'approche de développement durable du projet de PDA.

[302] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 58, 11°
[303] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 140
[304] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 138

3.6.4 Les vues

De par sa proximité avec le mont Royal, les participants à la consultation ont rappelé à plusieurs reprises que le patrimoine se caractérise également par les différentes vues qui s'offrent aux citoyens sur, vers et depuis le campus de la montagne. Ces vues représentent des marqueurs importants qu'il convient de protéger. Le projet de PDA identifie treize valeurs patrimoniales pour le campus de la montagne. Deux de ces valeurs portent sur la topographie et les vues singulières du campus : la valeur « *Implantation du campus sur le flanc nord de la montagne et lieu emblématique*[305] » ainsi que la valeur « *Campus offrant des percées visuelles, points de vue et perspectives uniques*[306] ».

Le projet de PDA présente une analyse des vues telles que protégées par le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal. Cependant, il semblerait que, selon le comité mixte et l'organisme Les amis de la montagne, cette analyse ne tienne pas compte de tout le potentiel des vues sur, vers et depuis le campus. Un participant souligne notamment le fait que le projet de PDA actuel prévoit un certain nombre de dispositions concernant la préservation des vues, mais ne respecterait pas l'esprit de l'Atlas du paysage du mont Royal. Malgré la prise en compte de l'analyse des vues règlementaires, la commission juge important d'élargir cette première étape. Elle est ainsi d'avis qu'il serait important d'en faire plus pour préserver davantage les vues en raison des caractéristiques historiques et emblématiques de la montagne.

Les vues représentent un enjeu critique dans le développement du campus de la montagne. Les citoyens comme les organismes de protection de la montagne soulignent l'importance de les préserver et de les mettre en valeur. Deux agrandissements suscitent l'inquiétude des citoyens et des organismes quant à leur préservation : la Faculté de musique, de même que le pavillon de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire de Polytechnique Montréal.

Certains citoyens recommandent de favoriser des structures semi-enterrées et de repenser leurs emplacements. La commission n'est pas en mesure d'évaluer ces propositions, mais considère que ces dernières méritent d'être examinées. Dès lors, lorsque nécessaire, les agrandissements doivent s'intégrer harmonieusement dans le paysage et dans le respect des vues.

À ce propos, l'agrandissement de la Faculté de musique par l'ajout d'espaces sur cinq étages soulève aussi des inquiétudes. Cette préoccupation s'explique par le fait que ce possible agrandissement se situe sur la partie la plus élevée du campus. De ce fait, il pourrait avoir un impact sur le paysage emblématique du versant nord de la montagne, et ce, de jour comme de nuit. La commission y voit un risque de masquer la vue vers la montagne et le boisé, à partir du quartier adjacent. Si un tel agrandissement s'avère inéluctable, la commission est d'avis qu'il faut assurer une connexion visuelle au milieu naturel, et que son gabarit soit restreint pour respecter la topographie de la montagne. Enfin, la commission est d'avis que cet agrandissement devrait être doté d'un toit vert afin de favoriser une intégration harmonieuse du bâti au paysage de la

[305] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 17
[306] *Ibid.*

montagne. Le campus de la montagne étant un point de repère dans la ville visible à de nombreux kilomètres de distance en diurne comme en nocturne, il serait important pour la commission que des points de vue plus éloignés soient également considérés dans l'analyse des vues vers la montagne. Il serait aussi intéressant de matérialiser cette analyse des vues en l'intégrant dans une maquette 3D en ligne accessible pour tous. Cette analyse permettrait également d'évaluer les risques de pollution lumineuse générée par la lumière des nouveaux aménagements.

Recommandation #4
La commission recommande d'approfondir l'analyse des vues d'un point de vue plus éloigné et de multiplier les différentes perspectives. Elle recommande également de considérer les risques liés à la pollution lumineuse générée par de futurs aménagements extérieurs et de nouveaux bâtiments. Les analyses de vues approfondies devraient également se faire en condition nocturne.

3.6.5 Les vues des cours arrière et la « *cinquième façade* »

De par son positionnement géographique et sa topographie particulière, l'ensemble du bâti du campus se lit également à partir de la montagne. D'ailleurs, le projet de PDA reconnaît comme 11e valeur patrimoniale le fait que le « *campus offre des percées visuelles, points de vue et perspectives uniques*[307] ». Il apparaît alors important pour la commission de considérer l'aménagement des cours arrière des immeubles ainsi que de leurs toits qui constituent la « *cinquième façade* », afin de mettre en valeur les vues sur le campus depuis la montagne.

Recommandation #5
La commission recommande qu'une attention particulière soit apportée à l'aménagement des cours arrière et des toitures du parc immobilier du campus, du fait que ces dernières sont visibles à travers les perspectives uniques qu'offre celui-ci depuis la montagne.

3.7 L'approche de développement durable

La seconde approche qui guide le projet de PDA porte sur le développement durable et a soulevé beaucoup d'intérêt durant la consultation. Cette approche s'inscrit dans le prolongement d'engagements antérieurs de l'Université de Montréal et des écoles affiliées en faveur du développement durable, de la conservation et du rehaussement de la biodiversité, et de l'intégration de l'agriculture urbaine.

Six stratégies de durabilité orientent les interventions prévues au projet de PDA[308] :

- la protection du patrimoine culturel du campus;
- la qualité de vie;

[307] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 17
[308] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 20

- un campus en synergie avec son environnement :
  a) par une gestion naturelle des eaux pluviales, le verdissement de zones minérales pour contrer les îlots de chaleur sur le campus et la consolidation de la coulée verte;
  b) par la préservation de la biodiversité par le maintien des espèces, des écosystèmes et des processus naturels qui entretiennent la vie;
- les transports actifs et la sobriété carbone;
- l'engagement et la sensibilisation;
- la résilience des infrastructures et les adaptations aux changements climatiques.

Les participants à la consultation ont été unanimes à reconnaître la portée et les mérites de cette approche et des six stratégies de durabilité afférentes, étant donné que le campus est localisé sur le mont Royal et que le développement durable constitue un enjeu incontournable de notre époque. De plus, ils ont accueilli favorablement les grands choix qui guident les aménagements prévus dans le Plan directeur sous l'égide du développement durable. Plus particulièrement, il s'agit de la consolidation du cadre bâti existant, plutôt qu'un développement au détriment des milieux naturels; de la consolidation et de la mise en valeur des milieux naturels; et de l'accroissement du couvert végétal et de la gestion durable des eaux. Il en est de même pour l'augmentation de la mobilité active et collective, au moyen d'une diminution du nombre de places de stationnement de surface, d'une part, et par l'amélioration des parcours piétons et cyclistes, d'autre part.

Toutefois, certaines propositions de mise en œuvre de ces grandes stratégies ont été jugées trop timides par plusieurs participants qui ont formulé des recommandations afin de leur accorder plus de portée. Ceux-ci considèrent que la proximité du campus de la montagne avec le plus important noyau de biodiversité du centre de l'île de Montréal comporte des exigences qui ne sont pas assumées au niveau attendu. Ce constat concerne particulièrement la protection des vues et des paysages dont il a été question précédemment, de même que la protection et la mise en valeur de la biodiversité et des milieux naturels. Des attentes plus élevées ont également été exprimées relativement à la mobilité active et collective. Il en est de même pour la gestion et l'efficacité énergétique, tout comme pour la résilience et l'adaptation aux changements climatiques des infrastructures.

La commission reconnaît le mérite et la pertinence des propositions du projet de Plan directeur d'aménagement dans son ensemble. Toutefois, elle juge utile d'examiner certaines des améliorations suggérées, principalement en ce qui a trait à la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la biodiversité; à la mobilité active et collective; à la gestion et l'efficacité énergétique, de même qu'à la résilience et qu'aux changements climatiques.

3.7.1 La protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la biodiversité

Durant la consultation, la gestion des eaux et de la neige usée, de même que la mise en valeur des milieux naturels et la préservation de la biodiversité, ont fait l'objet de recommandations.

La gestion durable des eaux et de la neige usée

Le comité mixte avait demandé que les paramètres relatifs à la gestion de l'eau et de la neige usée soient intégrés au projet de règlement spécifique[309] afin que, d'une part, les infrastructures du campus de la montagne soient résilientes et adaptées aux changements climatiques et, d'autre part, que soit pris en compte leur impact sur les valeurs patrimoniales du site du Mont-Royal. C'est ainsi que les dispositions concernant la gestion écologique des eaux de ruissellement ont été bonifiées aux articles 60 et 62 du projet de règlement. L'objectif étant ainsi de prioriser des aménagements des espaces extérieurs qui favorisent la gestion écologique des eaux de ruissellement[310] et de créer des bassins de rétention lors d'aménagements paysagers[311].

Quant aux dispositions sur la gestion de la neige usée, elles se retrouvent consignées dans l'entente de collaboration. L'université s'engage à *: « éviter les sites de dépôts à neige près des milieux naturels, des boisés et des fossés naturels de drainage*[312] *»* et à *« entreposer la neige en site propre*[313] *».* La commission comprend mal les motifs qui ont légitimé l'insertion des dispositions relatives à la gestion de la neige usée dans l'entente de collaboration plutôt que dans le projet de règlement spécifique. À l'instar du comité mixte, elle estime que la préservation des secteurs de conservation et de mise en valeur écologique rend cette mesure nécessaire.

Plusieurs participants ont tenu à rappeler l'importance de la gestion des eaux et de la neige usée sur le campus de la montagne. Ils ont jugé insuffisantes les dispositions de l'entente de collaboration relative à la gestion de la neige usée. Ils ont proposé d'aller vers des alternatives plus novatrices qui protègent non seulement les bordures des milieux naturels, mais évitent aussi d'endommager les stationnements et les immeubles le long desquels s'accumule la neige. Parmi les mesures avancées, il est proposé d'intégrer des réservoirs souterrains de neige pour la climatisation aux nouveaux bâtiments et agrandissements prévus au projet de PDA. Il a aussi été recommandé que les stationnements de surface deviennent plus perméables afin d'assurer la rétention et la filtration des eaux pluviales et de fonte de neige[314]. L'intégration de pratiques alternatives aux sels de déglaçage a également été évoquée pour protéger la biodiversité et éviter la contamination des sols situés à proximité des jardins et des milieux naturels. La commission considère que les propositions mises de l'avant méritent considération.

[309] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2

[310] Avis du comité mixte– annexe suivi, doc. 1.4.1.3.1, p. 1; Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, p. 24, art. 60, 4° a)

[311] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, p. 26, art. 62, 3°

[312] Entente sur le Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées, doc. 4.3, p. 2

[313] *Ibid.*

[314] Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 6

Recommandation #6
La commission recommande à la Ville d'intégrer au règlement spécifique des dispositions en vue la gestion de la neige usée, nommément l'interdiction de sites de dépôt à proximité des milieux naturels, des boisés et des fossés naturels de drainage.

Recommandation #7
La commission recommande à l'université :

- ***d'intégrer aux bâtiments qui seront construits ou agrandis des concepts architecturaux permettant une gestion écologique de la neige;***
- ***de rendre progressivement les infrastructures des stationnements de surface plus perméables à l'acheminement des eaux vers les bassins de rétention et à la filtration des eaux pluviales et de fonte de neige.***

Les milieux naturels et la biodiversité

L'une des six stratégies de durabilité vise « *un campus en synergie avec son environnement*[315] *»* notamment par une préservation de la biodiversité « *centrée sur le maintien des espèces, des écosystèmes et des processus naturels…*[316] *»*. En reconnaissant l'importance de cette stratégie, des participants ont jugé que les mesures retenues dans le projet de PDA ne prennent pas suffisamment en considération l'interdépendance écologique du campus avec le mont Royal. Il en résulterait des conséquences importantes pour la consolidation du caractère naturel et organique de la coulée verte, de même que pour le rehaussement de la biodiversité. Cette préoccupation a aussi été mise de l'avant par le comité mixte.

Plusieurs propositions ont été formulées pour accentuer les engagements en faveur de la complémentarité écologique entre le campus et le mont Royal :

- l'aménagement de toits verts et de plans paysagers qui misent sur la biodiversité et non sur le verdissement, ce qui accentuerait aussi leur intégration au paysage de la montagne;
- l'aménagement des toits et autres espaces verts dans le respect de balises écologiques qui favorisent les espèces végétales indigènes et bannissent les espèces nuisibles qui colonisent et déséquilibrent le milieu naturel de la montagne et encouragent la création d'habitats et de réservoirs de ressources pour la faune;
- la préservation de la connectivité des milieux naturels et des corridors de déplacement de la faune, en évitant d'y dresser des barrières physiques;
- l'utilisation de matériaux et d'éclairages qui ne sont pas nuisibles à la faune.

Alors qu'il existe en ce moment peu de toits verts extensifs sur le campus de la montagne, le projet de PDA en prévoit pour les développements bâtis à venir[317]. Le projet de règlement

[315] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 20
[316] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 20
[317] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 113

spécifique indique que « *l'aménagement d'un espace extérieur doit favoriser l'utilisation de végétaux indigènes provenant des strates arborées, arbustives ou herbacées, caractéristiques du mont Royal et de Montréal*[318] *»* et *« l'élimination des espèces envahissantes et non indigènes afin d'enrichir la biodiversité des espaces boisés*[319] *».* Le projet de règlement mentionne également que « *l'aménagement d'un espace extérieur doit favoriser un éclairage qui tient compte de la masse sombre du mont Royal et qui minimise son impact sur la faune et la flore, tout en assurant la sécurité des piétons*[320]. »

Toutefois, la commission estime que la préservation et la consolidation des écosystèmes devraient être plus explicitement prises en charge par le projet de règlement spécifique. Ce dernier mentionne que « *toute intervention doit prendre en compte les caractéristiques verdoyantes et naturelles de la coulée verte, notamment par la consolidation des boisés existants et la préservation des arbres matures*[321] ». Il serait justifié que la consolidation vise explicitement la préservation de la flore et de la faune qui y habitent.

Étonnamment, c'est dans l'entente de collaboration que se retrouvent des dispositions non règlementaires, relatives aux secteurs de conservation et de mise en valeur écologique, et à la coulée verte. On y prévoit de « *Consolider la coulée verte notamment en démantelant deux aires de stationnement* » et de « *Protéger les écosystèmes, maintenir et rehausser la biodiversité dans le secteur de conservation et de mise en valeur écologique*[322] *».* La commission s'interroge sur les motifs pour lesquels ces dispositions ne se retrouvent pas dans le projet de règlement spécifique, compte tenu de leur importance en regard de leur relation avec les écosystèmes présents sur le mont Royal.

Recommandation #8
La commission recommande à l'université :

- ***d'aménager des toits et des plans paysagers favorisant la biodiversité et encourageant la vie faunique;***
- ***de consolider les milieux naturels par la préservation de leur connectivité et des corridors de déplacement de la faune.***

[318] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 77; Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, p. 27, art. 62, 4°
[319] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, p. 30, art. 66, 1°
[320] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, p. 27, art. 67, 2°
[321] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, p. 29, art. 66, 2° f)
[322] Entente sur le Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées, doc. 4.3, p. 1

Recommandation #9
La commission recommande à la Ville d'intégrer dans le règlement spécifique une disposition explicite relativement à la protection des écosystèmes et au rehaussement de la biodiversité dans le secteur de conservation et de mise en valeur écologique, de même que dans la coulée verte.

D'autres propositions ont été avancées durant la consultation en vue d'assurer une intégration fonctionnelle des milieux naturels du campus limitrophes au parc du Mont-Royal, pour que ceux-ci jouissent de la plus haute protection. Afin que les milieux naturels présents sur la montagne soient tous protégés de la même façon, la commission considère essentiel que les milieux naturels présents sur le campus bénéficient des mêmes mesures de protection que celles prévues par le PPMVMR concernant la diversité et la protection de la biomasse[323].

Recommandation #10
La commission recommande à l'université d'appliquer aux milieux naturels du campus les mêmes principes d'aménagement et de gestion que ceux en vigueur dans le parc du Mont-Royal.

3.7.2 La mobilité active et collective

Le troisième principe spécifique du projet de PDA qui guide l'aménagement du campus a trait à la mobilité. Il vise à faciliter la cohabitation harmonieuse de tous les modes de déplacement et à accroître les transports actifs. Cette mobilité implique « *une plus grande accessibilité et perméabilité à l'ensemble du site du campus et au mont Royal (3e sommet). […] à connecter le réseau piétonnier et cyclable du campus aux réseaux existants hors site et aux divers secteurs adjacents ainsi qu'à favoriser autant que possible l'accessibilité universelle pour tous les usagers du campus*[324] ».

Cette intention est formulée dans le projet de règlement spécifique qui indique « *au niveau de l'accessibilité et de la circulation sur le site :*

a) *prioriser et consolider le réseau de mobilités actives à l'intérieur du site et ses connexions à la ville, au parc adjacent et au cimetière Notre-Dame-des-Neiges;*
b) *diminuer la présence de l'automobile sur le site, prévoir un meilleur partage des voies de circulation entre les usagers et atténuer la présence des aires de stationnement*[325] *».*

La majorité des propositions avancées dans le projet de PDA pour repenser la mobilité ont été favorablement accueillies lors de la consultation, qu'il s'agisse de favoriser et de sécuriser les circulations piétonnes et cyclables, de compléter et d'accompagner l'offre de transports collectifs et d'autopartage, de faciliter la circulation véhiculaire et la livraison, et de réduire les aires et les

[323] Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal, doc. 5.1, p. 19
[324] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 88
[325] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 60, p. 24

places de stationnement. Les participants ont suggéré des améliorations additionnelles que la commission juge utile de relever. Celles-ci concernent la circulation piétonne et cyclable, le stationnement, les activités hivernales et l'accessibilité universelle.

La circulation piétonne et cyclable

La commission apprécie la volonté du projet PDA d'accroître et d'améliorer la circulation des piétons et des cyclistes entre les diverses parties du campus. L'aménagement d'un axe de vie d'est en ouest prévoit une voie partagée pour piétons, cyclistes et automobiles sur certaines portions. Cet axe, tout en assurant les liens piétons entre les stations de métro et du REM et les seuils d'entrée au campus, contribuera également à mieux relier le campus aux quartiers environnants. Les liens nord-sud demeurent problématiques compte tenu de la topographie du campus. Toutefois, et comme l'organisme Les amis de la montagne l'a proposé, il y aurait certainement lieu d'accroître la perméabilité vers la montagne aux limites du chemin de Ceinture.

Le stationnement

Au niveau de l'accessibilité et de la circulation sur le site, le projet de règlement spécifique vise à limiter la présence de l'automobile et des aires de stationnement sur le campus.

La réduction du nombre de places et de surfaces de stationnement proposé par le projet de PDA, tout comme leur enfouissement, a fait l'objet d'un large consensus. Outre le bénéfice d'encourager le transport actif et collectif, ce choix permettra d'accroître le couvert végétal du campus.

Toutefois, la cible de réduction des places a été jugée insuffisante par certains, compte tenu d'une excellente offre de services en transports collectifs autour du campus et de la présence de pistes cyclables. Trois propositions soumises par le Conseil régional de l'environnement de Montréal ont attiré l'attention de la commission parce qu'elles rejoignent la quatrième stratégie de durabilité concernant les transports actifs et la sobriété carbone[326]. Il s'agit de revoir périodiquement la cible de réduction de 10 % des espaces de stationnement pour l'accroître significativement; d'intégrer des critères d'aménagement écoresponsables lors de la réfection de chacun des stationnements de surface; et de mettre les stationnements à la disposition des visiteurs de la montagne la fin de semaine, de façon à alléger l'occupation de ceux de la Maison Smith et du lac aux Castors. Cette dernière mesure aurait aussi pour avantage d'améliorer la perméabilité et la convivialité du campus, dans la mesure où le parc du Mont-Royal est facilement accessible à partir des stationnements du campus de l'université.

[326] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 20

Recommandation #11
La commission recommande à l'université :

- ***de revoir périodiquement la cible de réduction de 10 % afin de l'accroître significativement;***
- ***d'intégrer des critères d'aménagement écoresponsables lors de la réfection de chacun des stationnements de surface;***
- ***de mettre des stationnements à la disposition des visiteurs de la montagne durant les fins de semaine.***

Un réseau « blanc » de mobilité active

Beaucoup de participants ont fait part à la commission de l'importance d'une gestion de l'hiver sur le campus, voire l'intégration d'une « *clause hiver* » au projet de PDA. Elle serait justifiée, tant pour la gestion durable de la neige usée que pour des aménagements permettant une mobilité active à longueur d'année. En se réjouissant de l'ajout de voies piétonnes et cyclables sur le campus, les participants ont rappelé que l'ensemble de ce réseau doit être accessible et entretenu en toute saison, y compris en hiver.

D'autres participants ont également fait valoir que le campus, compte tenu de son emplacement et de sa proximité du mont Royal, se prêtait à la création de sentiers de ski de fond et de raquettes reliés à ceux existant sur la montagne. Cette proposition rejoint directement une des mesures de mise en œuvre du quatrième principe directeur général du PDA concernant la qualité de vie et qui prévoit « *Offrir des aménagements permettant de pratiquer des activités hivernales extérieures*[327] ». Pour la commission, cette proposition mérite d'être envisagée lors de l'aménagement des sentiers pour deux motifs : premièrement, tout en contribuant à la promotion d'activités saines, elle accroîtrait la perméabilité du campus avec la montagne ainsi que sa convivialité. Deuxièmement, ce serait l'occasion pour l'université de s'ouvrir à la population en mettant ses installations et des services à la disposition des skieurs, comme le prêt d'équipements par exemple.

Recommandation #12
La commission recommande à l'université :

- ***de mettre en œuvre un plan d'entretien hivernal du réseau piétonnier et cycliste pour favoriser une mobilité active tout au long de l'année;***
- ***d'aménager des sentiers pour les sports d'hiver sur le campus et de les connecter à ceux du mont Royal;***
- ***de mettre ses installations et des services à la disposition des skieurs.***

[327] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 55

L'accessibilité universelle

Durant la consultation, il a été rappelé combien le campus est difficile d'accès pour toutes les personnes à mobilité réduite : « *[…] the current state of campus accessibility and this plan do not reflect the values of openness and care that either the University or the Ville de Montréal need to demonstrate*[328] ». Le projet de PDA reconnaît que l'emplacement du campus en flanc de montagne constitue un enjeu majeur pour l'accessibilité universelle[329]. Les pentes abruptes, les escaliers nombreux, les trottoirs mal aménagés empêchent la circulation des personnes en fauteuil roulant, avec des déficiences visuelles ou se déplaçant avec des poussettes.

Dans le but de favoriser l'accessibilité universelle sur le campus de la montagne, quatre propositions ont été avancées par des participants durant la consultation. Les deux premières sont déjà prises en charge par le projet de règlement spécifique et par le projet de PDA.

La première concerne l'introduction d'une navette électrique ou autonome sur l'axe de vie, de même qu'entre les pavillons et les campus, pour faciliter les déplacements de toutes les personnes en ayant besoin. Le projet de PDA prévoit « *Aménager des infrastructures accessibles universellement et assurer un service de transport adapté complémentaire continu lorsque nécessaire*[330]. » La viabilité de cette proposition mériterait d'être examinée à court terme, selon la commission.

La seconde proposition réfère à des aménagements extérieurs qui permettent d'avoir un sentiment de sécurité lors des déplacements extérieurs sur le campus, surtout en ce qui a trait à l'éclairage. Le projet de règlement spécifique prévoit que « *les trottoirs doivent être conçus de façon à favoriser un meilleur accès pour le public, en regard notamment de la largeur, de la géométrie, des revêtements au sol, d'un mobilier urbain adapté et d'un éclairage assurant la sécurité*[331]. » Le cinquième principe directeur du projet de PDA porte sur la qualité de vie et veut offrir un environnement sain et sécuritaire essentiel aux usagers du campus. On y prévoit notamment un éclairage qui assure la visibilité et favorise un sentiment de sécurité, tant sur le réseau de voirie que sur les sentiers et autour des bâtiments[332].

La troisième proposition porte sur la mise sur pied d'un comité constitué d'étudiants à mobilité réduite chargé de s'assurer que les nouveaux aménagements souscrivent au principe de l'accessibilité universelle et répondent à leurs besoins.

La dernière proposition renvoie à l'utilisation de l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) dans la planification et l'aménagement physique du campus. Cette mesure permettrait de répondre aux réalités différentes des divers groupes de personnes

[328] Alan Robinson, doc. 8.18, p. 1
[329] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 248
[330] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 89
[331] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, p. 27
[332] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 128

fréquentant le campus et de favoriser leur inclusion. Cette analyse sert à prendre en compte dans la conception et la mise en œuvre d'activités, projets ou autres initiatives, les besoins propres des personnes en raison de leur sexe, leur classe sociale, leur situation de handicap, leur âge, leur origine ethnique, leur orientation sexuelle et leur identité de genre. En y associant les organismes experts, la commission estime que cette mesure permettrait de prendre en charge l'ensemble des mesures requises pour assurer une accessibilité universelle sur le campus de la montagne.

Recommandation #13
La commission recommande à l'université :

- ***de réaliser une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) pour la mise en œuvre du Plan directeur d'aménagement, en vue de l'aménagement d'espaces inclusifs, conviviaux et sécuritaires;***
- ***d'associer à cette analyse les organismes experts en accessibilité universelle.***

3.7.3 La résilience climatique et l'efficacité énergétique

Le règlement spécifique[333] stipule que tout agrandissement d'un bâtiment ou aménagement d'un espace extérieur doit être réalisé en fonction des enjeux liés aux changements climatiques, en valorisant la préservation du milieu naturel. La Ville de Montréal a pour objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030 et de devenir une ville carboneutre en 2050[334]. L'Université de Montréal représente une partie prenante importante en tant que partenaire institutionnel. Le Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne reconnaît la résilience des infrastructures et leurs adaptations aux changements climatiques comme l'une de ses six stratégies de durabilité. Le projet de PDA présente des aménagements favorisant cette résilience à l'échelle du campus par la gestion des eaux, de la neige et par la réduction des îlots de chaleur. La commission estime toutefois qu'il devrait adopter une approche plus « *macro* » qui assure l'efficacité et la continué de ces mesures avec les territoires qui l'entourent. La résilience climatique devrait donc s'inscrire dans une vision globale et holistique, comme le suggère un participant.

Recommandation #14
La commission recommande à l'université d'intégrer les dernières évolutions en matière d'avancées technologiques et de recherche sur la résilience climatique dans la mise en application de son Plan directeur d'aménagement.

La quatrième stratégie de durabilité porte sur les transports actifs et la sobriété carbone. Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), les bâtiments résidentiels, commerciaux et institutionnels présentent les meilleures opportunités de réduction des GES. La commission note cependant que le projet de PDA ne présente pas d'objectifs clairs et chiffrés

[333] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, p. 24, art. 60, 3°
[334] Ville de Montréal, *Transition écologique,* en ligne https://montreal.ca/transition-ecologique, page consultée le 28 mai 2021

concernant la réduction de gaz à effet de serre (GES), particulièrement pour les bâtiments du parc immobilier du campus. Le projet de PDA précise cependant qu'il tend à réduire l'émission des GES par sa stratégie de transports actifs sobres en carbone[335].

Dans une réponse à une demande de la commission, l'Université de Montréal, HEC Montréal et Polytechnique Montréal ont indiqué qu'ils réaliseront au cours des prochains mois des études concernant leurs stratégies énergétiques. HEC Montréal précise qu'elle mettra en place des cibles de réduction de GES. Cependant, la commission note l'absence de visions concertées entre les trois entités, ainsi que l'absence de stratégies énergétiques au regard du maintien des actifs. Il n'est pas fait mention non plus de l'utilisation des énergies renouvelables dans le projet de PDA.

L'accréditation STARS (*Sustainability Tracking Assessment and Rating System*) est une distinction décernée par l'*Association for the Advancement of Sustainability in Higher Education* (AASHE), un organisme destiné à la promotion du développement durable. Cet organisme évalue les réalisations des établissements d'enseignement supérieur sur des critères touchant à la fois au domaine de la formation, de la recherche, de la gouvernance, des opérations ainsi que celui de l'engagement et de la mobilisation. L'Université de Montréal a indiqué avoir obtenu le niveau Argent de l'accréditation STARS. Selon la compréhension de la commission, l'université performe sur les cibles académiques et d'engagements, mais semble obtenir un pointage en deçà de la moyenne pour la performance énergétique[336]. Polytechnique Montréal et HEC Montréal obtiennent, quant à elles, le niveau OR avec un pointage pour la performance énergétique plus élevé[337].

Cette attente envers un engagement fort en faveur du développement durable a d'ailleurs été soulignée par une participante qui indiquait le « *score relativement faible de l'Université (…) considérant l'emplacement unique de la montagne*[338] ». Elle souhaitait donc que l'université démontre « *un leadership et une responsabilité concernant les principes de développement durable*[339] ». À cet effet, la commission est d'avis que le projet de PDA pourrait s'aligner aux objectifs les plus ambitieux autant à l'échelle provinciale que municipale.

Dans une réponse à une question de la commission, la Ville de Montréal l'informait de l'entrée en vigueur en janvier 2020 d'un nouveau *Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments* (11-018-3) qui intégrait de nouvelles obligations en matière de construction durable. La Ville précise que cette nouvelle version du Règlement intégrera de nouvelles dispositions en matière de performance énergétique de l'enveloppe des bâtiments. La commission juge que c'est

[335] Réponses de l'Université de Montréal, de HEC Montréal et de Polytechnique Montréal à la question d'un commissaire lors de la séance du 24 février 2021, doc. 7.2.6
[336] The Sustainability Tracking, Assessment & Rating System*, Universite de Montreal Report*, en ligne : https://reports.aashe.org/institutions/university-of-montreal-qc/report/2019-12-20/, page consultée le 19 mai 2021
[337] The Sustainability Tracking, Assessment & Rating System*, HEC Montreal report*, en ligne : https://reports.aashe.org/institutions/hec-montreal-pa/report/2021-02-10/ page consultée le 19 mai 2021; Polytechnique Montréal report https://reports.aashe.org/institutions/polytechnique-montreal-qc/report/2019-06-03/, rapport consulté le 19 mai 2021
[338] Isabelle Côté, doc. 8.1, p. 4
[339] *Ibid.*

un enjeu très important et invite l'Université de Montréal et ses écoles affiliées à intégrer les nouvelles dispositions règlementaires susmentionnées.

Recommandation #15
La commission recommande à l'université que le PDA présente des objectifs clairs et ciblés sur vingt ans en matière de réduction des GES, autant pour les transports que pour l'important parc immobilier du campus de la montagne et présente les mesures pour en assurer le suivi.

3.8 Les deux agrandissements problématiques

Comme décrit au chapitre 2, deux potentiels de développement du projet de PDA ont mobilisé l'opinion d'une bonne majorité des participants durant la consultation. Il s'agit des agrandissements proposés de la Faculté de musique et de Polytechnique Montréal qui seraient aménagés à même les emplacements actuels de stationnements de surface adjacents à chacun de ces immeubles. Ces projets ont suscité des réserves importantes. Dans les deux cas, ces agrandissements étant situés sur la partie la plus élevée du campus, on évoque l'impact négatif de ces constructions sur le patrimoine tant visuel que naturel du lieu. La volumétrie du nouveau pavillon de la Faculté de musique nuirait à l'identité visuelle du versant nord de la montagne et pourrait être problématique pour la vitalité des milieux naturels environnants. Le Pavillon de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire aurait, pour sa part, un impact important sur la consolidation de la coulée verte et la viabilité des écosystèmes, de même que sur les paysages et les vues.

La commission partage l'inquiétude des participants relativement aux deux agrandissements proposés. Faut-il rappeler les motifs et le large consensus qui ont conduit en 2009 à l'adoption du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR) et à la clarification sur la notion de « *capacité limite* » de la montagne à accueillir de nouvelles constructions. Ces deux documents visent spécifiquement la protection et l'aménagement de milieux naturels d'autant précaires qu'ils sont situés au cœur de la ville, de même que le maintien et la mise en valeur des paysages et des vues.

Chaque nouvel aménagement bâti sur les flancs de la montagne constitue un empiètement en hauteur et en implantation qui érode progressivement et de façon irréversible ce lieu dont les qualités naturelles, culturelles et patrimoniales sont exceptionnelles. C'est pourquoi la commission estime que les aménagements proposés pour les pavillons de la Faculté de musique et de Polytechnique Montréal doivent être examinés avec la vigilance requise.

3.8.1 Le pavillon de la Faculté de musique

Il est prévu d'agrandir la Faculté de musique par l'ajout d'un bâtiment de cinq étages situés à l'est du pavillon existant. Le projet de règlement spécifique impose comme objectif et critère à ce pavillon de « *protéger et mettre en valeur le caractère boisé du site et la vue vers le sommet d'Outremont* » et de favoriser « la *visibilité du versant boisé et de la ligne de crête de la colline d'Outremont en fond de scène depuis le boulevard du Mont-Royal* ». Sa conception doit présenter

« *une relation visuelle forte avec le sommet d'Outremont, le caractère boisé et la topographie marquée du site doit être favorisée*[340] ».

Plusieurs organismes et participants anticipent pourtant que cet agrandissement demeure susceptible « *de masquer sérieusement la vue vers la montagne et le bois à partir du quartier environnant*[341]», et ce, tant de jour que de nuit. C'est pourquoi certains ont proposé d'exploiter les espaces souterrains pour favoriser l'intégration de ce bâtiment à son environnement naturel. D'autres ont demandé de réviser le gabarit proposé du nouveau bâtiment pour qu'il s'harmonise avec la topographie de la montagne, et de le doter de toits verts afin de favoriser son intégration au paysage.

3.8.2 Le pavillon de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire

Le projet de PDA prévoit la construction du *Pavillon de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire* sur le stationnement de l'école Polytechnique Montréal qui se trouve à l'est du bâtiment principal. Cet agrandissement s'accompagnerait de l'aménagement d'un espace végétalisé sur la partie restante du stationnement, d'un milieu humide et d'un « *parcours vert* » s'intégrant à la coulée verte.

Parmi les objectifs et critères applicables au projet de l'école Polytechnique Montréal, le projet de règlement spécifique indique que sa conception doit s'inspirer « *des principes de construction durable, d'innovation écologique et qui tient compte de son milieu d'insertion, notamment de la proximité de la coulée verte* » et contribuer à « *consolider la coulée verte* ». « *La volumétrie du bâtiment doit tenir compte du profil de la montagne, de sorte que la partie nord du bâtiment doit tendre à être plus basse que sa partie sud d'environ un étage […] L'aménagement d'un milieu humide permettant la rétention des eaux de pluie doit être favorisé*[342] *».*

Malgré l'intérêt de l'aménagement proposé, plusieurs participants ont fait valoir que la partie végétalisée du stationnement prévue par le projet ne permettrait pas une consolidation effective de la coulée verte. Le nouveau pavillon viendrait « *bloquer définitivement tout potentiel d'élargissement de la bande boisée de 35 mètres s'écoulant entre Polytechnique et les résidences du 2350 boulevard Édouard-Montpetit*[343] *».* De plus, la construction du pavillon accentuerait le morcellement des milieux naturels et, ce faisant, réduirait la diversité de la faune et de la flore au sein des écosystèmes du campus.

La volumétrie du nouveau pavillon de Polytechnique Montréal a été également jugée problématique par plusieurs en regard de son impact visuel sur le mont Royal.

[340] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, p. 33, art. 71, 1° a) et 2°d) e)
[341] Héritage Montréal doc. 8.7, p. 3
[342] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, p. 36-37, art. 77, 1° a) b) et 2°b) et d)
[343] Conseil régional de l'environnement Montréal (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 35

3.8.3 Des choix problématiques

Tout en reconnaissant la légitimité des besoins d'agrandissement en relation avec l'augmentation de la clientèle étudiante et les besoins de la recherche scientifique et, malgré les contraintes imposées aux deux projets de pavillons par le projet de règlement spécifique, la commission adhère aux préoccupations exprimées concernant leur volumétrie et leur emplacement. Elle estime que les choix retenus par le projet de Plan directeur d'aménagement sont trop problématiques pour recevoir l'aval de la commission tels que proposés. Ils présentent en effet des enjeux importants en ce qui a trait à la protection et à la consolidation, tant du patrimoine visuel du mont Royal que de sa biodiversité.

Dans un premier temps, la commission retient deux propositions avancées par Les amis de la montagne en relation avec les deux projets en cause. La première a fait l'objet d'une recommandation de la commission dans la section de ce chapitre consacré au patrimoine visuel. Elle propose d'effectuer une analyse des vues à partir de repères plus éloignés et en condition nocturne pour tenir compte de la pollution lumineuse. Cet exercice permettrait également de mesurer l'effet des ajouts en hauteur sur le Pavillon René-J.-A. Lévesque et sur le CEPSUM.

La seconde proposition concerne la protection de la biodiversité sur le campus de la montagne et propose une évaluation de la capacité de charge des écosystèmes et de la connectivité des milieux naturels pour les deux projets de pavillons et en particulier pour celui de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire. La commission endosse cette proposition.

Dans un second temps, la commission propose aussi d'examiner des alternatives aux emplacements retenus pour les deux pavillons et aux concepts architecturaux envisagés. Comme il a été recommandé durant la consultation, il y a lieu d'examiner une relocalisation du pavillon de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire à l'arrière du pavillon principal de Polytechnique Montréal. Cette hypothèse mérite d'être explorée, d'autant plus qu'elle aurait comme autre avantage de préserver à la fois les vues et les écosystèmes à proximité. À défaut d'une révision de l'emplacement, est-il possible d'envisager une construction sur pilotis pour préserver les corridors de dispersion de la faune? Est-il aussi possible de prendre en considération une exploitation des espaces souterrains pour l'agrandissement du pavillon de la Faculté de musique?

La commission estime qu'avant de donner suite aux deux pavillons projetés, l'Université de Montréal et Polytechnique Montréal devraient s'assurer que ces agrandissements assureront une pleine protection tant des vues sur, vers et depuis le mont Royal, que des écosystèmes présents sur le campus de l'université et de ses écoles affiliées.

Recommandation #16
La commission recommande de ne pas donner suite aux projets de pavillons de la Faculté de musique et celui de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire, à moins :

- ***d'une analyse concluante sur la mise en valeur et la protection des vues sur, vers et depuis les bâtiments et les paysages d'intérêt;***
- ***d'une évaluation des impacts sur la capacité de charge des écosystèmes et la connectivité des milieux naturels entourant ces deux agrandissements;***
- ***d'une réévaluation de l'emplacement du pavillon de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire;***
- ***d'une évaluation des alternatives de volumétrie pour les deux projets de pavillons.***

3.9 La reconnaissance autochtone

La reconnaissance autochtone est l'une des trois approches, avec la conservation du patrimoine et le développement durable, sur lesquelles l'Université de Montréal a établi son projet de Plan directeur d'aménagement. Les participants à la consultation, bien qu'ils aient été peu nombreux à s'exprimer sur cette question, ont trouvé importante la proposition d'en faire une approche de fond, tout en insistant sur l'importance d'être à l'écoute des voix autochtones.

L'université indique, d'entrée de jeu, qu'elle « *souhaite mettre l'héritage autochtone en valeur tant dans son environnement bâti que dans ses espaces publics, en intégrant la diversité de la culture autochtone dans des projets de design*[344] ». Pour l'université, ceci signifie qu'il faut intégrer les valeurs, les symboles et les principes de design des autochtones dans les aménagements extérieurs et intérieurs. Elle ajoute que « la *réconciliation culturelle passe aussi par le design et l'architecture*[345] ».

3.9.1 Une aspiration à développer

Pour décrire cette approche, l'université mentionne d'abord les divers éléments mis en place pour étayer la démarche, puis elle explique les quatre étapes qu'elle compte suivre pour atteindre l'objectif de reconnaissance autochtone : connaître, inclure, comprendre et agir.

L'université s'inspire principalement d'un événement tenu à Montréal en 2017 dans le cadre du Sommet mondial du design, et organisé par Montréal Autochtone. Il s'agit de l'exposition « *Autochtoniser Montréal*[346] », qui regroupait les œuvres d'architectes d'ici et d'ailleurs dans le monde, et proposait des principes de design autochtones. Ces principes résultent des réflexions des communautés autochtones impliquées dans l'intégration de la culture autochtone dans des projets de design. Ils tiennent compte du droit à l'autodétermination des peuples autochtones.

[344] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 21
[345] *Ibid.*
[346] Autochtoniser Montréal, *Exposition – cahier des œuvres*, doc. 6.3.1.1

Les principes de design autochtone font place à des projets qui :

- reconnaissent l'autorité et la consultation des peuples autochtones;
- sont culturellement informés sur ces derniers et leurs réalisations;
- sont axés sur l'esprit de communauté internations;
- contribuent à la protection, la restauration et l'amélioration de l'environnement;
- favorisent la visibilité positive des peuples autochtones.

Les principes de design autochtones sont guidés par les valeurs de respect et de reconnaissance, de partage, d'authenticité et de guérison[347]. C'est sur ces principes inclusifs et respectueux, de même que sur les valeurs définissant la collaboration que l'université veut s'appuyer dans la réalisation du projet de PDA.

Pour témoigner de son engagement, l'université se base sur trois autres interventions réalisées ces dernières années : la création du comité Place aux Premiers Peuples en 2018 pour réaliser un plan d'action en matière d'équité, de diversité et d'inclusion; le bail emphytéotique en 2010 avec la Ville de Montréal pour le terrain qui sera aménagé en Parc Tiohtia:ke Otsira'kehne; et l'étude de potentiel archéologique réalisée par Archeos en 2011.

L'université propose ensuite quatre étapes qui reprennent la méthode d'intervention proposée dans l'approche de conservation du patrimoine[348] décrite plus haut (« *connaître, comprendre, agir* »), en y ajoutant la dimension « *inclure* ». C'est une démarche intéressante à laquelle adhère la commission.

- **Connaître** : connaître les principes de design autochtones reconnus, connaître les réalités autochtones et leur histoire à Montréal.
- **Inclure** : inclure, « *dans la mesure du possible* », les représentants et professionnels autochtones à chaque étape du projet, assurer la contribution des gardiens des savoirs traditionnels.
- **Comprendre** : comprendre comment les Premiers Peuples peuvent contribuer au succès d'un projet, favoriser leur fierté et leur sentiment d'appartenance à l'institution.
- **Agir** : s'assurer que tous les intervenants d'un projet ainsi que les Premiers Peuples impliqués soient sur la même longueur d'onde en se référant aux principes de design formulés à l'occasion de l'exposition « *Autochtoniser Montréal* » sans toutefois s'y limiter.

Voici donc en résumé comment l'Université de Montréal présente son approche de la reconnaissance autochtone dans le projet de Plan directeur d'aménagement. La commission comprend qu'il s'agit de principes et de méthode d'intervention qui guideront les interventions au cours des vingt prochaines années. On trouve peu de propositions concrètes pour mettre en valeur l'héritage autochtone de la montagne dans le PDA. La commission estime qu'en y associant des représentants des Premiers Peuples dès le début des travaux sur le projet de PDA,

[347] Autochtoniser Montréal, *Exposition – cahier des œuvres*, doc. 6.3.1.1, p. 42-43
[348] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 15

il aurait sans doute été possible d'identifier concrètement des projets ou des domaines d'interventions reconnaissant les savoirs et l'héritage autochtones. La démarche, telle que présentée dans le projet de PDA, s'inspire essentiellement de travaux réalisés il y a plusieurs années par Montréal Autochtone ou Archéos, et porte presque exclusivement sur le design et le cadre bâti.

La commission aurait souhaité qu'une approche aussi fondamentale reçoive un traitement plus approfondi.

3.9.2 Une voix qui montre la voie

Par ailleurs, la commission s'étonne qu'un seul organisme autochtone se soit manifesté lors de la consultation publique : le Centre de santé des Autochtones Tiohtià:ke (CSAT). Intitulée *La voie que donne la voix d'Aînés autochtones*[349]*,* cette unique intervention a toutefois été éloquente, pertinente, et même déterminante. La commission a reconnu que les questions posées dès le début situent le débat : *« Si on souhaite la sagesse autochtone, quel modèle de collaboration devrait-on envisager? De quelle façon peut-on créer une approche interdisciplinaire qui puisse intégrer plusieurs voix, incluant celle des peuples autochtones, de manière équitable? Que signifie la réconciliation dans le contexte du développement dans un milieu naturel et urbain?*[350] *».* Pour élaborer des éléments de réponse, le CSAT met l'accent sur le respect des savoirs traditionnels et des cercles de paroles, ainsi que sur les relations sacrées que les autochtones entretiennent avec la montagne.

Le CSAT a également insisté sur la nécessité d'impliquer les communautés autochtones à toutes les étapes de planification. Il mentionne des exemples inspirants de collaboration équitable avec, entre autres, le Jardin botanique, l'Université Concordia, l'Hôpital Notre-Dame ou l'Éco-quartier Peter-McGill. Il est important, est-il souligné, de renouveler la relation sur les principes de la reconnaissance, du respect, du partenariat et de la responsabilité. À l'instar des participants à la consultation qui ont abordé cette question, le CRE-Montréal, Héritage Montréal et la FAECUM, entre autres, la commission croit qu'il est important d'impliquer activement la communauté autochtone pour assurer le succès du projet de PDA.

Ce qui ressort aussi du témoignage du CSAT, c'est le rôle important qu'ont joué et que peuvent continuer de jouer les Autochtones dans la conservation de la nature, et particulièrement la conservation du mont Royal. Ils sont vus comme les « *gardiens suprêmes* » de la biodiversité[351]. Leurs connaissances et savoirs ancestraux peuvent contribuer à la protection et à la mise en valeur du patrimoine naturel ainsi qu'à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité.

[349] Centre de santé autochtone de Tiohtià:ke, doc. 8.3, p. 1
[350] Centre de santé autochtone de Tiohtià:ke, doc. 8.3, p. 2
[351] IPBES, *Rapport de l'instance permanente des Nations-unies sur les questions autochtones à la convention sur la diversité biologique – novembre 2019*, en ligne : https://ipbes.net/sites/default/files/inline/files/ipbes_global_assessment_report_summary_for_policymakers.pdf, page consultée le 14 mai 2021

Réciproquement, la reconnaissance autochtone peut contribuer à la réhabilitation de leur identité et de leur culture.

Le projet de PDA fait état de nombreuses problématiques liées à la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, à la gestion des eaux et des milieux humides, à la mise en valeur et à la préservation du potentiel archéologique, par exemple. La commission est d'avis que la contribution des savoirs traditionnels des peuples autochtones serait inestimable pour faire face à ces défis. Elle est aussi d'avis que l'expertise des communautés autochtones serait pertinente dans l'évaluation des impacts des différents projets sur les milieux naturels et leur résilience aux défis des changements climatiques.

La commission juge donc important d'inclure les Autochtones dans les nombreux projets liés aux milieux naturels et au verdissement.

Recommandation #17
La commission recommande à l'université de reconnaître l'importance culturelle et historique du mont Royal pour l'identité des peuples autochtones, et de mettre à contribution leurs savoirs traditionnels, notamment dans les dossiers des milieux naturels et de la biodiversité.

Parmi les autres témoignages entendus lors de la consultation, la commission retient celui de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM). La FAECUM a mentionné l'existence du Centre étudiant des Premiers Peuples qui regroupe les étudiants autochtones dans différentes unités académiques de l'université, ajoutant qu'il était primordial que ces étudiants soient inclus dans toutes les démarches. La commission fait un lien entre ce témoignage et celui du CSAT, qui dit également qu'il faut tenir compte de la voix des jeunes Autochtones, *« des jeunes adultes en quête d'identité et de racines culturelles durant leurs études*[352] ». C'est une piste que l'université aurait tout intérêt à considérer, en favorisant les liens entre les étudiants autochtones et non autochtones.

3.9.3 La Stratégie de réconciliation de la Ville de Montréal

Une autre piste dont pourrait s'inspirer l'Université de Montréal est la démarche de la Ville de Montréal, qui s'est dotée en 2020 d'une *Stratégie de réconciliation avec les peuples autochtones 2020-2025*[353]. On retrouve dans ce document sept grands axes et plus d'une soixantaine d'engagements, qui visent tous à reconnaître et promouvoir la présence autochtone passée, présente et future sur le territoire montréalais.

On y dresse d'abord un portrait sommaire de la présence autochtone à Montréal. Selon les statistiques de 2016, il y aurait environ 35 000 Autochtones qui vivent à Montréal –une hausse de 211 % depuis 2001–, dont 40 % à titre d'étudiants. Les Autochtones en milieu urbain sont la population ayant la plus rapide croissance démographique, et Montréal est la plus importante

[352] Centre de santé autochtone de Tiohtià:ke, doc. 8.3, p. 2
[353] Stratégie de réconciliation avec les peuples autochtones 2020-2025, doc. 5.11

communauté autochtone au Québec. En dépit de cette forte croissance, la présence autochtone est peu représentée dans le paysage montréalais.

La Stratégie de réconciliation de la Ville vise donc à pallier cette invisibilité et à mettre en place des mécanismes de réconciliation. Par exemple, l'axe 1 s'engage à *« développer une relation de gouvernement à gouvernement au sein des instances de la Ville* », à entretenir « *des relations basées sur la bonne foi et un rapport égalitaire* ». L'axe 2 vise à améliorer la visibilité de la présence autochtone dans la Ville de Montréal, sur le plan de la toponymie ou du patrimoine archéologique. L'axe 7, qui consiste à favoriser la protection des espaces et environnements naturels selon le principe des 7 générations, « *s'articule autour des trois pôles en matière de protection environnementale en vue des prochaines générations : les savoirs autochtones, les espaces naturels et les grands parcs* ». Les échanges et discussions entre la Ville et les représentants autochtones ont été menés en toute transparence, dans un processus itératif favorisant la mobilisation des deux parties. Cette Stratégie 2020-2025 fera l'objet d'une évaluation : « *la Ville reconnaît la pertinence de l'adoption d'indicateurs et objectifs mesurables ».* Elle s'engage donc à réaliser un processus d'évaluation consultatif et collaboratif avec les Autochtones, en 2025, à la fin de la période.

Il est intéressant de noter que, dans les grandes lignes, ces axes rejoignent les pistes de solution proposées par le CSAT après avoir consulté des aînés autochtones : le respect des savoirs traditionnels, l'importance des cercles de paroles reliant Autochtones et non-Autochtones, et la relation sacrée que les Autochtones entretiennent avec la terre pour laisser un héritage durable aux 7 générations futures.

La Ville avait manifesté sa volonté d'inclusion ces dernières années avec certains projets de cocréation, comme la modification du drapeau et des armoiries de la Ville, la création d'une tente de sudation au Jardin botanique, ou le changement de nom de la rue Amherst qui porte maintenant le nom d'Atateken. Avec sa Stratégie de réconciliation 2020-2025, elle affirme de façon claire et exemplaire sa volonté de reconnaissance autochtone.

Dans un esprit de solidarité avec les engagements municipaux, l'Université de Montréal gagnerait à inscrire ses interventions au plus près des aspirations des Autochtones. La commission reconnaît que le PDA n'est pas un projet autochtone, mais il n'en demeure pas moins essentiel d'engager les Autochtones et de favoriser leur implication dans les volets du projet qui les interpellent.

Il est donc souhaitable d'étoffer le chapitre du projet de PDA portant sur la reconnaissance autochtone et donner à celle-ci l'importance qu'elle mérite. Ceci suppose préalablement une véritable concertation avec la communauté autochtone pour aller au-delà des éléments symboliques en vue d'une vision d'ensemble.

Recommandation #18
La commission recommande à l'université :

- ***d'inviter les représentants autochtones à dialoguer dans un processus itératif d'inclusion et de partage;***
- ***d'assurer leur participation à chacune des étapes significatives du développement du PDA;***
- ***de convenir avec eux des domaines d'intervention et des projets significatifs pour eux;***
- ***d'instaurer un comité des Premiers Peuples spécifique pour la mise en œuvre du PDA.***

3.10 La perméabilité du campus et l'ouverture sur la communauté

Un autre enjeu qu'il convient d'aborder est celui de la perméabilité physique du campus de la montagne et de son ouverture sur la communauté et les quartiers avoisinants. En outre, bien que ce dernier élément dépasse le cadre du PDA et des règlements afférents, la commission veut aussi faire écho à une demande de liens de bon voisinage et d'ancrage de l'université dans son milieu.

Dans le préambule du projet de PDA, l'Université de Montréal présente d'ailleurs son intention d'élaborer un plan directeur inclusif : « […] *un document ayant un effet mobilisant et qui favorise l'appropriation du campus de la montagne par une plus large communauté incluant les étudiants, les professeurs, les employés, les citoyens, les voisins du campus, bref, toute personne amenée à interagir avec le campus* de la *montagne*[354]*. »* La volonté d'accessibilité et d'inclusion est donc bel et bien manifeste.

3.10.1 Le campus dans la ville

L'université reconnaît en effet que les campus d'aujourd'hui ont un rôle particulier à jouer, non seulement dans le développement des connaissances et des apprentissages, mais aussi dans le développement éducatif des sociétés, et ce, en mettant à la disposition des communautés les installations universitaires et leurs espaces extérieurs[355].

Si cette ambition n'a pu être concrétisée jusqu'à maintenant, c'est que les conditions physiques ne le permettent pas vraiment. C'est d'ailleurs le constat posé par l'université quand elle dresse la liste des contraintes auxquelles fait face le campus aujourd'hui : des pôles discontinus et refermés sur eux-mêmes qui ne favorisent pas l'appropriation et l'animation de ces lieux, une signalisation inexistante qui ne facilite pas les connexions entre les différents espaces, des infrastructures vieillissantes, la discontinuité du réseau piétonnier en hiver, l'insuffisance d'espaces extérieurs conviviaux de qualité, etc.[356].

[354] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 6
[355] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 38
[356] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 44-47

Ce sont là des problématiques auxquelles l'université veut s'attaquer, et trois des principes directeurs généraux du projet de PDA en font état. Le principe de continuité parle de mettre en réseau les espaces extérieurs entre eux et de renforcer la connectivité avec les quartiers avoisinants, le mont Royal et le campus MIL. Le principe de polyvalence vise à favoriser la connectivité entre les espaces de rassemblement intérieurs et extérieurs et, avec le principe de signature, l'université veut établir des seuils d'entrée clairs afin de connecter le campus à la ville[357]. Cette question des seuils et des interfaces apparaît d'ailleurs comme un élément important du Plan directeur d'aménagement,

L'amélioration de la qualité de vie des étudiants par des aménagements extérieurs favorisant le rassemblement et la détente demeure toutefois une priorité pour l'université. Ces aménagements extérieurs seront réalisés « … *afin de relier et de consolider l'ensemble des bâtiments du campus et de répondre non seulement aux besoins des étudiants, mais aussi à ceux des professeurs, des employés, et de toute la communauté montréalaise*[358] », le tout pour assurer une meilleure perméabilité du campus de la montagne.

Les nombreuses opinions exprimées par des citoyens ou des organisations des quartiers voisins confirment les constats et la pertinence des principes évoqués. Les opinions exprimées portent, notamment, sur l'accessibilité réduite des citoyens au campus, sur les nuisances auxquelles font face les voisins de l'université et sur l'absence apparente de relations entre l'université et les quartiers environnants. En raison des opinions entendues, la commission s'interroge sur l'efficacité des propositions de perméabilité mises de l'avant dans le projet de PDA, mais aussi sur l'ouverture de l'université qui semble en deçà des attentes de la communauté environnante.

3.10.2 La perméabilité du campus et son accessibilité physique

L'université est bien consciente[359] que la perméabilité physique du campus de la montagne et son accessibilité posent d'importants défis. Il n'est donc pas étonnant que de nombreux citoyens aient fait part de leurs attentes à ce sujet. Ainsi, les personnes qui ont répondu au questionnaire mis en ligne par l'OCPM[360] ont cité les interfaces du campus avec le secteur (ville, montagne et quartier) et l'accès au campus comme étant un des éléments sur lesquels l'université devrait agir en priorité.

Le projet de Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées l'a d'ailleurs reconnu en donnant à l'université les objectifs suivants pour l'aménagement d'un espace extérieur : *« prioriser et consolider le réseau de mobilités actives à l'intérieur du site et ses connexions à la ville, au parc adjacent et au cimetière Notre-Dame-des-Neiges* », et « *contribuer à mettre en*

[357] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 53-58
[358] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 6
[359] Plan directeur d'aménagement, doc. 3.1, p. 44-47
[360] Synthèse du questionnaire en ligne, doc. 6.5

valeur les qualités paysagères du site, son caractère accessible, ouvert, vert, et propice aux rencontres étudiantes[361] *»*.

Plusieurs participants ont fait ressortir la faible perméabilité physique entre le campus de la montagne et les quartiers avoisinants. Le campus est vu davantage comme une barrière entre la montagne et la ville, alors qu'il devrait y assurer un meilleur accès aux citoyens du secteur. Selon eux, la coulée verte et les milieux naturels, de même que les axes de mobilité (pistes cyclables, sentiers pédestres) ne sont pas vraiment accessibles à la communauté.

De plus, comme l'ont mentionné certains intervenants, les accès au campus ont trop souvent un aspect rébarbatif, lui donnant l'air d'une forteresse refermée sur elle-même. On mentionne à titre d'exemple la « *muraille* » entre la station de métro Université-de-Montréal et les pavillons sur la montagne, ou encore l'enclavement de la place de La Laurentienne. L'intervention d'un participant[362] est particulièrement éloquente quand il dit avoir analysé l'architecture des bâtiments du campus sous un angle militaire et y avoir constaté des « *dispositifs défensifs* », des « *angles bastonniers* » et des « *points d'accès limités et mesquins* ».

On déplore aussi le mauvais état des équipements et installations, tout comme les réseaux de circulation discontinus sur le campus, sans parler des déplacements vers et depuis le campus, considérés comme étant tout aussi peu adaptés, sans cohérence avec le quartier. Le chemin de la Rampe qui sépare les différentes parties du campus est qualifié d'« *ouvrage de voirie surdimensionné et brutal*[363] ».

Les liens verticaux entre le chemin de Polytechnique Montréal et le boulevard Édouard-Montpetit s'avèrent également problématiques. Un participant notait à juste titre que les pavillons faisaient écran à la circulation nord-sud parce qu'il est difficile de circuler entre eux, sans mentionner la topographie contraignante du site. D'autres participants ont fait remarquer que les déplacements nord-sud sur le campus sont non seulement difficiles pour les utilisateurs au quotidien, mais aussi pour les résidents des quartiers avoisinants. Ils suggèrent donc de compléter l'axe de vie est-ouest avec des axes de mobilité nord-sud. Les aménagements prévus au chemin de la Rampe pour le rendre plus sécuritaire et adapté pour toutes les catégories d'utilisateurs qui l'empruntent ont été salués, mais cette connexion demeure restreinte. Elle est peu invitante pour les piétons qui voudraient l'utiliser pour se rendre à la montagne.

À ce sujet, Les amis de la montagne ont proposé d'évaluer la possibilité de connecter le pavillon de la Faculté de musique au chemin de Ceinture existant, et de faire de la coulée verte un grand corridor privilégié reliant la station de métro Université-de-Montréal et le parc Tiohtia:ke Otsira'kehne.

[361] Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, doc. 1.3.2, art. 60
[362] Gérard Beaudet, doc. 8.8, p. 4-5
[363] Daniel Chartier, doc. 8.6, p. 1

Les amis de la montagne réitèrent du même coup leur souhait que le PDA intègre la vision globale d'accessibilité au mont Royal élaborée par le Bureau du Mont-Royal dans son Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR)[364]. En effet, le PPMVMR[365], qui a parmi ses objectifs d'assurer la protection et la mise en valeur du mont Royal et de rendre la montagne accessible et accueillante, propose de nombreuses mesures auxquelles le projet de PDA pourrait s'arrimer.

L'objectif devrait être d'optimiser la reconnexion du campus avec la montagne, le cimetière et l'environnement urbain. Il faut faciliter les accès au campus et par-delà à la montagne, pour que le citoyen ait le sentiment d'être bienvenu. Pour ce faire, l'université a déjà inclus dans son projet de PDA des actions visant à revitaliser les seuils d'accès au campus avec une signalétique adéquate et un design convivial. Il est question également de créer des lieux de rassemblement extérieurs susceptibles d'attirer des visiteurs. Pour les fervents de sports d'hiver, il a été souhaité que l'université offre aux citoyens du quartier l'accès à certains bâtiments et services sur le campus, en établissant un centre de ski de fond, par exemple. L'arrivée du REM à l'extrémité est du campus soulève beaucoup d'espoir : on y voit l'occasion de créer une ouverture par l'arrière du pavillon de musique et d'offrir ainsi un accès rapide à la montagne. Plusieurs rêvent que le campus de l'université ne soit pas qu'un lieu de passage, mais qu'il devienne plutôt un symbole fort pour donner à tous l'envie d'y aller, de vivre « *l'expérience campus* ». Et pourquoi pas en faire une destination et même un pôle touristique?

La commission ne peut qu'encourager fortement ces initiatives et en fait donc la recommandation.

Recommandation #19
La commission recommande à l'Université de Montréal, en collaboration avec la Ville de Montréal, de faciliter l'accessibilité au parc du Mont-Royal par des sentiers piétons à partir des stations de métro et du futur REM.

Recommandation #20
La commission recommande à l'université d'examiner toutes les mesures qui pourraient être prises pour faciliter l'accès des citoyens au campus, les attirer et leur permettre de vivre « l'expérience campus ».

3.10.3 Les nuisances

En ce qui concerne les nuisances, les résidents des rues avoisinantes du campus, tant du côté d'Outremont (avenues Claude-Champagne et Pagnuelo) que du côté de Côte-des-Neiges (rue Fendall, îlot Willowdale) se plaignent des inconvénients reliés au campus voisin : bruits des systèmes de ventilation et de climatisation, îlots de chaleur, déneigement en pleine nuit, fêtes

[364] Les amis de la montagne, doc. 8.6.1
[365] Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR), doc. 5.1

d'étudiants en plein air, musique trop forte ou bruits de foule pendant les événements sportifs du CEPSUM, etc.

Les résidents s'inquiètent tout particulièrement de la situation à laquelle ils devront faire face pendant les 15-20 années que prendra la réalisation du projet de PDA. Les nuisances que causeront le dynamitage, les camions bruyants, la fermeture des rues et les chantiers de longue durée leur semblent problématiques. Ces résidents s'inquiètent de la durée des travaux et de l'impact qu'ils auront sur leur qualité de vie.

À cet effet, l'université pourrait s'inspirer des promoteurs d'importants projets immobiliers à Montréal, qui mettent en place des mécanismes favorisant la communication avec les résidents voisins des chantiers. Une page web dédiée à la mise en œuvre et à l'avancement des travaux, une infolettre INFO-travaux, la distribution de dépliants dans les boîtes aux lettres des résidents directement impactés, sont autant d'outils à la disposition de l'université pour assurer une cohabitation harmonieuse.

Recommandation #21
La commission recommande à l'université de mettre en place un comité de bon voisinage et des mécanismes d'information pendant les travaux d'aménagement, afin de mitiger les nuisances et améliorer ses relations avec la communauté.

Dans le même ordre d'idées, quelques participants à la consultation, dont Les amis de la montagne[366] et le Conseil régional de l'environnement de Montréal[367] ont recommandé que l'université publie des rapports périodiques sur l'avancement des travaux. La commission endosse cette proposition afin de rendre plus transparente la mise en œuvre du PDA.

Recommandation #22
La commission recommande à l'université de faire un bilan périodique qui rende compte de l'avancement des réalisations du Plan directeur d'aménagement, et que ce bilan soit rendu public sur le site Internet de l'université.

3.10.4 L'ouverture à la communauté

À ces commentaires relatifs à la perméabilité physique du campus et aux nuisances, se sont ajoutées des revendications pour améliorer l'ouverture sur la communauté. L'université est perçue comme une « *tour d'ivoire*[368] », alors que sa présence dans le quartier devrait être un atout et une fierté. Plusieurs voix se sont élevées pour demander à l'Université de Montréal de se rapprocher des citoyens de Côte-des-Neiges, d'établir avec eux une relation symbiotique.

La Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges a soulevé par exemple le problème du logement qui affecte cet arrondissement et qui serait largement tributaire des

[366] Les amis de la montagne, doc. 8.6, p. 12
[367] Conseil régional de l'environnement (CRE-Montréal), doc. 8.21, p. 8
[368] Robert Kasisi, doc. 8.14.2, L. 1594

étudiants qui fréquentent l'université. Le quartier compte 73 % de locataires et 24 % de la population est à faible revenu. Il y aurait un manque flagrant de logements abordables et de logements pour grandes familles, ces derniers étant souvent occupés par trois ou quatre étudiants qui se partagent le coût du loyer[369]. La Corporation reconnaît que l'université ne peut sans doute pas régler la crise du logement dans Côte-des-Neiges, mais demande qu'elle contribue à trouver des solutions.

L'enjeu de l'ouverture à la communauté soulevé par des participants est plus diffus et plus difficile à cerner. Une bonne partie des problèmes rencontrés trouverait sa solution dans une consultation des parties prenantes : les résidents, les arrondissements de Côte-des-Neiges et d'Outremont, les organisations communautaires et autres partenaires susceptibles d'être interpellés, dans un esprit de transparence et d'inclusion. Les participants souhaitent que l'université s'engage au sein du tissu social du quartier en faisant partie d'une réflexion collective : par exemple, sensibiliser les jeunes écoliers des écoles environnantes, leur montrer qu'ils peuvent eux aussi se retrouver un jour à l'université, créer des liens avec les commerçants et les services de proximité du quartier. La commission croit qu'une participation à certaines tables de concertation locales serait facilitante. Cette implication locale pourrait être une façon pour l'Université de Montréal d'ancrer son leadership au sein de la communauté.

Recommandation #23
La commission recommande à l'université d'accroître son implication au sein des différentes instances de concertation du quartier Côte-des-Neiges, ceci dans une perspective d'enrichissement mutuel.

Les campus universitaires veulent jouer un rôle de plus en plus fédérateur au sein des communautés qui les accueillent : ils organisent des événements sur leur territoire et ouvrent leurs portes à la population avoisinante. Ils recherchent les occasions de créer des liens entre professeurs et étudiants et les élèves des écoles environnantes. Ils travaillent avec les organismes locaux en prenant part à des réflexions collectives.

Un intervenant a d'ailleurs fait remarquer que « *la mobilisation des jeunes écoliers riverains (notamment des quartiers défavorisés) dans l'aménagement de certains secteurs du campus offrirait une merveilleuse occasion de rompre une certaine marginalisation pour certains*[370]*.* » Un bon exemple de tels projets est celui du corridor écologique Darlington, réalisé par des étudiants de l'Université de Montréal en collaboration avec l'arrondissement de Côte-des-Neiges, qui vise à relier le campus de la montagne au campus MIL. Le projet veut développer un réseau écologique intégrant le verdissement, l'agriculture urbaine et la gestion des eaux pluviales, le tout dans le but d'améliorer la qualité de vie des résidents. Pour reprendre les mots de la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, *« la richesse naturelle du Mont-Royal devrait percoler jusqu'au coeur des quartiers limitrophes, et le dynamisme de ces derniers devrait se répandre à l'intérieur du campus*[371] ».

[369] Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, doc. 8.11, p. 5
[370] Robert Kasisi, doc. 8.14, p. 2
[371] Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, doc. 8.11, p. 9

CONCLUSION

La présente consultation a porté sur deux projets de règlement soumis par la Ville de Montréal et qui sont requis pour le développement du site et des bâtiments de l'Université de Montréal et des écoles affiliées HEC Montréal et Polytechnique Montréal. Le premier vise à modifier les paramètres de densité de la partie II du Plan d'urbanisme et les dispositions de son document complémentaire. Le second consiste en un règlement spécifique sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne.

Ces règlements sont des composantes du cadre de gestion concerté qui permettront de mettre en œuvre un nouveau Plan directeur d'aménagement (PDA) pour le campus de la montagne au cours des quinze à vingt prochaines années. Ce cadre de gestion, concerté avec la Ville, est requis pour toutes les propriétés institutionnelles situées sur le site patrimonial du Mont-Royal, comme stipulé dans le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal.

Les participants à la consultation, citoyens et représentants d'organismes ont concentré leurs analyses et leurs opinions sur le projet de PDA du campus de la montagne, dont les règlements viennent encadrer le développement. Ils ont, dans leur majorité, adhéré à la vision, aux approches et aux principes directeurs généraux et spécifiques qui sous-tendent ce plan.

Le bien-fondé des trois approches qui orientent le PDA, c'est-à-dire la protection du patrimoine, le développement durable et la reconnaissance autochtone, a été reconnu par tous les participants et par la commission. Ces approches sont inspirantes et reflètent des enjeux contemporains. La commission estime toutefois que l'approche de reconnaissance autochtone doit être plus étayée et ne pas se limiter au design autochtone.

La commission retient comme une des dominantes de la consultation une demande d'articulation plus étroite du campus avec le mont Royal d'une part et, d'autre part, avec la Ville, nommément avec les quartiers qui l'entourent. Les liens avec la montagne, qu'il s'agisse du continuum entre les sentiers qui sillonnent la montagne et le campus, de l'interdépendance des écosystèmes en place ou de la protection des vues sur, vers et depuis la montagne, doivent être configurés plus organiquement. De même, le rapport aux quartiers avoisinants doit devenir plus dynamique, car le campus est perçu comme replié sur lui-même. La commission a compris qu'il y avait une demande d'accès plus grande non seulement aux espaces du campus, mais également une attente de bon voisinage et de présence forte de cette institution publique dans le développement du quartier.

Il ressort aussi que l'emplacement et la volumétrie des agrandissements projetés pour les pavillons de la Faculté de musique et de Polytechnique Montréal pourraient être problématiques sous deux aspects : la protection et la consolidation des vues sur, vers et depuis le mont Royal, de même que celles des écosystèmes présents sur le campus de la montagne. C'est pourquoi la commission a recommandé que l'on procède à des analyses et des évaluations additionnelles avant d'y donner suite.

En s'appuyant sur les opinions émises durant la consultation et à la lumière de sa propre analyse, la commission recommande l'adoption des deux projets de règlement soumis par la Ville, sous deux

réserves. Une première renvoie à l'inclusion dans le règlement spécifique de deux dispositions additionnelles, l'une relative à la gestion de la neige usée et l'autre concernant la protection des écosystèmes et le rehaussement de la biodiversité. La commission estime insuffisante l'insertion de ces dispositions dans l'entente de collaboration entre la Ville et l'université et les écoles affiliées. La seconde réserve a trait aux deux agrandissements projetés de la Faculté de musique et de Polytechnique Montréal. La commission demande que l'adoption des dispositions règlementaires les autorisant soit conditionnelle à l'obtention de résultats concluants aux analyses et évaluations demandées pour ces projets d'agrandissement.

La commission tient à exprimer sa gratitude auprès des représentants de la Ville de Montréal, de l'Université de Montréal et des écoles affiliées, HEC Montréal et Polytechnique Montréal, pour la qualité des documents déposés et de leur présentation, de même que pour leurs réponses diligentes aux questions provenant des participants ou de la commission elle-même. La commission remercie également tous les citoyens, organismes ou regroupements qui ont contribué à l'analyse du projet en posant des questions, en soumettant leur opinion et en déposant des mémoires.

Compte tenu de la pandémie, le processus habituel de consultation de l'OCPM a été modifié de façon à respecter les consignes gouvernementales en vigueur, tout en instaurant des conditions d'accessibilité qui favorisent l'expression de tous les points de vue. La commission tient à remercier toutes les personnes qui ont participé à divers titres à la consultation pour s'être adaptées avec bonne volonté à ces nouvelles conditions.

Fait à Montréal, le 23 juin 2021.

Nicole Brodeur
Présidente de commission

Danielle Sauvage
Commissaire

Radouan Torkmani
Commissaire

Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat

Le mandat

15 décembre 2020, le conseil municipal a confié à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) le mandat de tenir des audiences publiques sur deux projets de règlement : le projet P-04-047-216 intitulé « *Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* » et le projet de règlement P-20-052 intitulé « *Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées* ».

Le projet de règlement P-04-047-216 « *Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* » prévoit des modifications aux parties II et III du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal. Ces modifications concernent, entre autres, les paramètres de protection des milieux naturels, de densité de construction, de hauteurs et des taux d'implantation.

Le projet de nouveau règlement P-20-052 « *Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées* » sera adopté en vertu de l'article 89,5 de la Charte de la Ville de Montréal. Il prévoit, notamment, de préserver les secteurs de conservation et de mise en valeur écologique, de permettre les projets d'agrandissement et d'aménagement extérieur, d'assurer une réduction du nombre d'unités de stationnement et de permettre la mise aux normes de bâtiments.

Ces nouvelles dispositions règlementaires sont requises pour l'adoption du projet de *Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal, HEC et Polytechnique Montréal* (PDA).

La consultation publique

Le contexte particulier imposé par la pandémie de la COVID-19 a modifié la démarche de consultation habituelle de l'OCPM. Afin de respecter les directives des autorités municipales et gouvernementales en matière de santé publique, les activités de consultation « *en personne* » ont été remplacées par des activités à distance, tout en s'assurant que la participation soit accessible à tous.

Pour faire connaître la tenue de la consultation, l'OCPM a fait paraître un premier avis public annonçant la consultation le 20 janvier 2021. À cette date, la documentation relative au projet a été rendue disponible sur le site Internet de l'OCPM. Une trousse de participation était également disponible par envoi postal.

La commission a tenu une séance d'information virtuelle le 10 février 2021. Cette étape a permis à l'Office de présenter sa démarche et de diffuser les présentations de la Ville de Montréal et de l'Université de Montréal et des écoles affiliées. Les présentations en ligne pouvaient ensuite être

revues, en tout temps, sur le site web de l'Office et sur sa chaîne YouTube, tout comme la documentation sur le projet.

Une séance virtuelle de questions et de réponses a eu lieu le 24 février 2021 et a été diffusée en direct sur Internet. Lors de cette séance, les représentants de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées ainsi que les représentants de la Ville de Montréal ont répondu aux questions des citoyens reçues d'avance ou posées en direct.

Du 25 février au 5 avril, les citoyens, entreprises et groupes étaient invités à donner leur opinion selon le moyen de leur choix. Ils avaient la possibilité d'enregistrer leur opinion sur une boîte vocale, de faire part de leur opinion en ligne en répondant à des questions ouvertes, ou d'envoyer un mémoire écrit. Les 23 et 24 mars 2021, les participants ou groupes qui s'étaient préalablement inscrits pouvaient présenter leur opinion par téléphone ou par visioconférence en direct aux commissaires.

La commission et son équipe

Nicole Brodeur, présidente de la commission
Danielle Sauvage, commissaire
Radouan Torkmani, commissaire
Élise Naud, analyste
Yasmina Malki, analyste stagiaire

L'équipe de l'OCPM

Brunelle-Amélie Bourque, chargée de logistique et communications
Louis-Alexandre Cazal, webmestre
Luc Doray, secrétaire général
Élisabeth Doyon, designer multimédia
Guy Grenier, coordonnateur de démarches participatives
Laurent Maurice Lafontant, agent administratif
Lizon Levesque, adjointe administrative
Dominique Ollivier, présidente
Anik Pouliot, directrice des communications
Geneviève Robitaille, adjointe administrative
Joseph Tchinda Kenfo, responsable de la mobilisation
Gilles Vézina, attaché de recherche et de documentation

Les représentants de la Ville de Montréal

Ville de Montréal-Division de la planification urbaine -Direction de l'urbanisme, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Sylvain Garcia, conseiller en aménagement - chef d'équipe
Caroline Lépine, chef de division

Les représentants du promoteur

L'Université de Montréal et ses écoles affiliées, HEC Montréal et Polytechnique Montréal

Université de Montréal
Sophie Langlois, directrice des communications
Michel Dufresne, associé et urbaniste, directeur design urbain à Lemay
Radhia Hamdane, architecte, gestionnaire de projets

HEC Montréal
Serge Harvey, directeur de la planification-projets majeurs

Polytechnique Montréal
Laurence Aubin-Steben, Planificatrice principale des espaces

Lemay, firme de design architectural
Michel Dufresne, Associé et urbaniste, directeur design urbain

Les participants

Personnes ayant envoyé des questions à l'avance

Patrizio Oliviero Armani Grecco
Robert Aubé
Rosa Barrera Rodriguez
Dominic Becotte
Daniel Chartier
Daniel Choquette
Isabelle Côté
Yves Deschamps
Florence Emery Chevalier
Serge Emond
Louis-Éric Trudeau
Simon Mammone
Charlotte Maheu
Jean-Claude Marsan
Guillaume Purenne
Alan Robinson

Personnes ayant posé des questions en direct, par téléphone, à la séance de questions et de réponses du 24 février 2021

Patrizio Oliviero Armani Grecco
Isabelle Côté
Nicolas Gendron
Micheline Piché
Louis-Éric Trudeau

Liste des citoyennes, citoyens et organismes qui ont soumis une opinion écrite avec présentation orale

Centre de santé autochtone de Tiohtià:ke
Gérard Beaudet
Daniel Chartier
Isabelle Côté
Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAECUM)
Héritage Montréal
Robert Kasisi
Les amis de la montagne
Le collectif vélo campus UdeM
Parti républicain souverainiste
Ski de fond Montréal

Liste des citoyennes, citoyens et organismes qui ont soumis une opinion écrite sans présentation orale

Association générale des étudiants et étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP) de l'Université de Montréal
Dominique Beaucher
Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal)
Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges (CDC-CDN)
Julie Dassylva
Les résidents de l'îlot Willowdale
Nicolas Paul Gendron
Musée de paléontologie et de l'évolution
Renée-Louise Patou
Pente à neige
Production agricole urbaine soutenable et écologique (P.A.U.S.E)
Alan Robinson
Société de transport de Montréal (STM)

Liste des citoyennes et citoyens ayant soumis une opinion en ligne

Florian Bobeuf
Kenza Benmansour
Éric Brunet
Vincent Cameron Trudel
Richard Caron
Danielle Danault
Kate Frohlich
Arnaud Hudon-Turgeon
Ricardo Izquierdo
Gwenaëlle Lauquet
Natasha McQuaid
Marie-Chantal Plante
Olivier Rémillard
Grégory Taillon
Ambroise Thériault
Karina Thibault







Annexe 2 – Le dossier de documentation

1. Procédure et objet du mandat

- 1.1. Sommaire décisionnel
- 1.2. Recommandation
- 1.3. Intervention – Service des affaires juridiques – Direction des affaires civiles
  - 1.3.1. Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)
    - 1.3.1.1. Annexe A
    - 1.3.1.2. Annexe B
    - 1.3.1.3. Annexe C
    - 1.3.1.4. Annexe D
    - 1.3.1.5. Annexe E
  - 1.3.2. Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées
    - 1.3.2.1. Annexe A
    - 1.3.2.2. Annexe B
    - 1.3.2.3. Annexe C
    - 1.3.2.4. Annexe D
    - 1.3.2.5. Annexe E
    - 1.3.2.6. Annexe F
    - 1.3.2.7. Annexe G
    - 1.3.2.8. Annexe H.1
    - 1.3.2.9. Annexe H.2
    - 1.3.2.10. Annexe I
    - 1.3.2.11. Annexe J
    - 1.3.2.12. Annexe K
    - 1.3.2.13. Annexe L
    - 1.3.2.14. Annexe M
- 1.4. Pièces jointes au dossier
  - 1.4.1. Avis du comité mixte
    - 1.4.1.1. Avis préliminaire - août 2019 AC19-SC-06
    - 1.4.1.2. AC19-SC-12 - décembre 2019
    - 1.4.1.3. AC20-SC-04 - septembre 2020
      - 1.4.1.3.1. AC20-SC-04 – annexe suivi
  - 1.4.2. Université de Montréal
    - 1.4.2.1. Plan directeur d'aménagement du campus de la Montagne - novembre 2020 (voir 3.1)
  - 1.4.3. Ville de Montréal
    - 1.4.3.1. Lettre - démarche de planification concertée - avril 2019 (voir 4.1)
    - 1.4.3.2. Énoncé de l'intérêt patrimonial – juin 2020 (voir 4.2)
- 1.5. Résolutions
  - 1.5.1. Comité exécutif CE20 1968 – 2 décembre 2020
  - 1.5.2. Conseil municipal

2. Démarche de consultation

2.1. Avis public
2.2. Dépliant
2.3. Trousse postale
2.4. Comment naviguer sur la page de la consultation?

3. Documentation déposée par l'Université de Montréal (promoteur)

3.1. Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne – novembre 2020
3.1.1. Synthèse du plan directeur – janvier 2021
3.2. Vidéo de présentation - 10 février 2021
3.3. Un nouveau PDA pour le campus de la montagne – article UdeMNouvelles - février 2021
3.4. Plan directeur d'aménagement : un patrimoine en héritage – article UdeMNouvelles - février 2021
3.5. Plus d'espace de vie pour le campus – article UdeMNouvelles - février 2021
3.6. Étude d'impact visuel des projets potentiels – analyse des vues d'intérêt et proposées
3.7. Le développement durable au cœur du nouveau plan directeur d'aménagement – article UdeMNouvelles – mars 2021
3.8. L'étude des valeurs patrimoniales du campus principal de l'Université de Montréal – 2008
3.9. Analyse urbaine et paysagère – Aménagements des 70e et 75e anniversaires – 2013
3.10. Place de la Laurentienne – Dossier documentaire sur l'évolution physique et historique – 2016
3.11. La reconnaissance autochtone incluse dans le Plan directeur d'aménagement - article UdeMNouvelles – mars 2021

4. Documentation déposée par l'arrondissement et la Ville de Montréal

4.1. Lettre - démarche de planification concertée - avril 2019
4.2. Énoncé de l'intérêt patrimonial – juin 2020
4.3. Entente sur le Plan directeur d'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées
4.4. Présentation synthèse des modifications règlementaires – février 2021
4.5. Vidéo de présentation (première partie) - 10 février 2021
4.6. Vidéo de présentation (deuxième partie) - 10 février 2021

5. Documents de références et liens utiles

5.1. Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal (PPMVMR) – 2009 : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/BUREAU_MTROYAL_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PLAN%20DE%20PROTECTION%20ET%20DE%20MISE%20EN%20VALEUR%20DU%20MONT-ROYAL.PDF
5.1.1. Notion de capacité limite de la montagne – 2009 : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/BUREAU_MTROYAL_FR/MEDIA/DOCUMENTS/CAPACIT%C9%20LIMITE_TCMR_111209.PDF
5.2. Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal – 2004 : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2761,3096652&_dad=portal&_schema=PORTAL
5.3. Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels – 2004 : https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/grands_parcs_fr/media/documents/politique_protection_mise_en_valeur_milieux_naturels.pdf

5.4. Le site officiel du Mont-Royal : https://ville.montreal.qc.ca/siteofficieldumontroyal/site-patrimonial-mont-royal
5.5. Répertoire du patrimoine culturel du Québec – Site patrimonial du Mont-Royal : https://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=93313&type=bien
5.6. Plan de conservation du site patrimonial du Mont-Royal – 2018 : https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/patrimoine/Plans_de_conservation/PLAN-CONSERVATION-MONT-ROYAL_v2-21062018.pdf
5.6.1. Rapport sur l'avenir du mont Royal – Commission des biens culturels – février 2003 : https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=3355&tx_lesecrits_pi1%5Bpage%5D=33&tx_lesecrits_pi1%5Becrit%5D=393&cHash=3afb62d942be6aa2562b7f81a74e6814
5.7. L'Atlas du paysage du mont Royal : https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2240,112041584&_dad=portal&_schema=PORTAL
5.8. Site du Bureau du Mont-Royal de la Ville de Montréal – Documents de références : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=1676,52669584&_dad=portal&_schema=PORTAL
5.9. Plan directeur de l'Université de Montréal – 1995
5.10. Page de la consultation publique sur le projet de Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal en 2008 : https://ocpm.qc.ca/fr/consultation-publique/projet-plan-protection-et-mise-en-valeur-mont-royal/documentation
5.11. La stratégie de réconciliation avec les peuples autochtones 2020-2025

6. Travaux de la commission

6.1. Compte rendu de la rencontre préparatoire avec les représentants de la Ville de Montréal – 20 janvier 2021
6.2. Compte rendu de la rencontre préparatoire virtuelle avec les représentants de l'Université de Montréal et des écoles affiliées -20 janvier 2021
6.3. Questions de la commission à l'Université de Montréal et ses écoles affiliées - 11 mars 2021
6.3.1. Réponses de l'Université de Montréal - 17 mars 2021
6.3.1.1. Autochtoniser Montréal – exposition – cahier des œuvres
6.4. Questions de la commission à la Ville de Montréal - 11 mars 2021
6.4.1. Réponses de la Ville de Montréal – 15 mars 2021
6.5. Synthèse du questionnaire en ligne
6.5.1. Données brutes en format CSV
6.5.1.1. Entêtes
6.5.1.2. Réponses

7. Transcriptions et webdiffusion

7.1. Webdiffusion de la séance d'information du 10 février 2021
7.1.1. Transcription de la séance d'information du 10 février 2021
7.2. Webdiffusion de la séance de questions et réponses du 24 février 2021
7.2.1. Questions citoyennes reçues d'avance en vue de la séance du 24 février 2021
7.2.2. Transcription de la séance de questions et réponses du 24 février 2021
7.2.3. Lettre à l'UdeM - Questions citoyennes reçues à l'avance qui n'ont pas été posées
7.2.3.1. Réponses aux questions citoyennes
7.2.4. Réponse de l'Université de Montréal – 25 février 2021
7.2.5. Demandes d'un participant

7.2.6. Réponses de l'Université de Montréal, de HEC Montréal et de Polytechnique Montréal à la question d'un commissaire lors de la séance du 24 février 2021
7.2.7. Compléments d'informations de la Ville de Montréal sur la gestion des eaux
7.3. Webdiffusion de la séance d'audition des opinions du 23 mars 2021
7.3.1. Transcription de la séance d'audition des opinions du 23 mars 2021
7.4. Webdiffusion de la séance d'audition des opinions du 24 mars 2021
7.4.1. Transcription de la séance d'audition des opinions du 24 mars 2021

8. Opinions déposées à la commission
8.1. Isabelle Côté
8.1.1. Présentation
8.1.2. Transcription
8.2. Ski de fond Montréal
8.2.1. Présentation
8.2.2. Transcription
8.3. Centre de santé autochtone de Tiohtià:ke
8.3.1. Transcription
8.4. Parti républicain souverainiste
8.4.1. Transcription
8.5. Daniel Chartier
8.5.1. Présentation
8.5.2. Transcription
8.6. Les amis de la montagne
8.6.1. Présentation
8.6.2. Transcription
8.7. Héritage Montréal
8.7.1. Transcription
8.8. Gérard Beaudet
8.8.1. Transcription
8.9. Dominique Beaucher
8.10. Société de transport de Montréal (STM)
8.11. Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges
8.12. Production agricole urbaine soutenable et écologique (P.A.U.S.E)
8.13. Julie Dassylva
8.14. Robert Kasisi
8.14.1. Document déposé
8.14.2. Transcription
8.15. Association générale des étudiants et étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal (AGEEFEP)
8.16. FAECUM
8.16.1. Transcription
8.17. Collectif Vélo campus de l'Université de Montréal
8.17.1. Transcription
8.18. Alan Robinson
8.19. Nicolas Paul Gendron
8.20. Musée de paléontologie et de l'évolution
8.20.1. Annexes
8.21. Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal)

8.22. Résidents de l'îlot Willowdale
8.23. Pente à Neige
8.24. Renée-Louise Patou

9. Opinions en ligne

9.1. Mobilité sur le campus https://ocpm.qc.ca//fr/campus-udem/opinion/mobilite-sur-campus
9.2. Patrimoine https://ocpm.qc.ca//fr/campus-udem/opinion/patrimoine
9.3. Projets potentiels https://ocpm.qc.ca//fr/campus-udem/opinion/projets-potentiels
9.4. Développement durable et verdissement https://ocpm.qc.ca//fr/campus-udem/opinion/developpement-durable-et-verdissement
9.5. Reconnaissance autochtone https://ocpm.qc.ca//fr/campus-udem/opinion/reconnaissance-autochtone
9.6. Autres opinions https://ocpm.qc.ca//fr/campus-udem/opinion/autres-opinions



Annexe 3 – Les projets de règlement P-04-047-216 et P-20-052

Les projets de règlement et leurs annexes sont disponibles sur le site de l'OCPM, dans le dossier de documentation qui est accessible à partir des liens suivants :

Dossier de documentation complet :
https://ocpm.qc.ca/fr/campus-udem/documentation

Document 1.3.1 : Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)
- Document 1.3.1.1 : Annexe A
- Document 1.3.1.2 : Annexe B
- Document 1.3.1.3 : Annexe C
- Document 1.3.1.4 : Annexe D
- Document 1.3.1.5 : Annexe E

Document 1.3.2 : Règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées. (P-20-052)

- Document 1.3.2.1 : Annexe A
- Document 1.3.2.2 : Annexe B
- Document 1.3.2.3 : Annexe C
- Document 1.3.2.4 : Annexe D
- Document 1.3.2.5 : Annexe E
- Document 1.3.2.6 : Annexe F
- Document 1.3.2.7 : Annexe G
- Document 1.3.2.8 : Annexe H.1
- Document 1.3.2.9 : Annexe H.2
- Document 1.3.2.10 : Annexe I
- Document 1.3.2.11 : Annexe J
- Document 1.3.2.12 : Annexe K
- Document 1.3.2.13 : Annexe L
- Document 1.3.2.14 : Annexe M


ALESIS

Annexe 4 – Recommandations

Recommandation #1
Sous réserve d'ajouts demandés par la commission concernant la gestion des eaux et neiges usées et la protection des écosystèmes, et sous réserve de résultats concluants concernant des études préalables relatives aux agrandissements projetés pour la Faculté de musique et Polytechnique Montréal, la commission recommande à la Ville :

- ***d'adopter le règlement sur le développement, la conservation et l'aménagement du campus de la montagne de l'Université de Montréal et des écoles affiliées;***
- ***d'adopter le règlement modifiant les paramètres de densité de la partie II du Plan d'urbanisme et les dispositions de son document complémentaire.***

Recommandation #2
La commission recommande d'intégrer tout élément permettant aux usagers d'enrichir leur connaissance et leur expérience lorsqu'ils parcourent le campus de la montagne, de jour comme de nuit, et en toute saison.

Recommandation #3
La commission recommande à l'université de développer ses programmes d'œuvres d'art en favorisant une expression et présence plurielle des différentes communautés sur le campus. Ces programmes pourraient également permettre une réflexion sur l'importance de l'inclusion, de la diversité et du développement durable.

Recommandation #4
La commission recommande d'approfondir l'analyse des vues d'un point de vue plus éloigné et de multiplier les différentes perspectives. Elle recommande également de considérer les risques liés à la pollution lumineuse générée par de futurs aménagements extérieurs et de nouveaux bâtiments. Les analyses de vues approfondies devraient également se faire en condition nocturne.

Recommandation #5
La commission recommande qu'une attention particulière soit apportée à l'aménagement des cours arrière et des toitures du parc immobilier du campus, du fait que ces dernières sont visibles à travers les perspectives uniques qu'offre celui-ci depuis la montagne.

Recommandation #6
La commission recommande à la Ville d'intégrer au règlement spécifique des dispositions en vue la gestion de la neige usée, nommément l'interdiction de sites de dépôt à proximité des milieux naturels, des boisés et des fossés naturels de drainage.

Recommandation #7
La commission recommande à l'université :

- ***d'intégrer aux bâtiments qui seront construits ou agrandis des concepts architecturaux permettant une gestion écologique de la neige;***
- ***de rendre progressivement les infrastructures des stationnements de surface plus perméables à l'acheminement des eaux vers les bassins de rétention et à la filtration des eaux pluviales et de fonte de neige.***

Recommandation #8
La commission recommande à l'université :

- ***d'aménager des toits et des plans paysagers favorisant la biodiversité et encourageant la vie faunique;***
- ***de consolider les milieux naturels par la préservation de leur connectivité et des corridors de déplacement de la faune.***

Recommandation #9
La commission recommande à la Ville d'intégrer dans le règlement spécifique une disposition explicite relativement à la protection des écosystèmes et au rehaussement de la biodiversité dans le secteur de conservation et de mise en valeur écologique, de même que dans la coulée verte.

Recommandation #10
La commission recommande à l'université d'appliquer aux milieux naturels du campus les mêmes principes d'aménagement et de gestion que ceux en vigueur dans le parc du Mont-Royal.

Recommandation #11
La commission recommande à l'université :

- ***de revoir périodiquement la cible de réduction de 10 % afin de l'accroître significativement;***
- ***d'intégrer des critères d'aménagement écoresponsables lors de la réfection de chacun des stationnements de surface;***

de mettre des stationnements à la disposition des visiteurs de la montagne durant les fins de semaine.

Recommandation #12
La commission recommande à l'université :

- ***de mettre en œuvre un plan d'entretien hivernal du réseau piétonnier et cycliste pour favoriser une mobilité active tout au long de l'année;***
- ***d'aménager des sentiers pour les sports d'hiver sur le campus et de les connecter à ceux du mont Royal;***
- ***de mettre ses installations et des services à la disposition des skieurs.***

Recommandation #13
La commission recommande à l'université :

- ***de réaliser une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) pour la mise en œuvre du Plan directeur d'aménagement, en vue de l'aménagement d'espaces inclusifs, conviviaux et sécuritaires;***
- ***d'associer à cette analyse les organismes experts en accessibilité universelle.***

Recommandation #14
La commission recommande à l'université d'intégrer les dernières évolutions en matière d'avancées technologiques et de recherche sur la résilience climatique dans la mise en application de son Plan directeur d'aménagement.

Recommandation #15
La commission recommande à l'université que le PDA présente des objectifs clairs et ciblés sur vingt ans en matière de réduction des GES, autant pour les transports que pour l'important parc immobilier du campus de la montagne et présente les mesures pour en assurer le suivi.

Recommandation #16
La commission recommande de ne pas donner suite aux projets de pavillons de la Faculté de musique et celui de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire, à moins :

- ***d'une analyse concluante sur la mise en valeur et la protection des vues sur, vers et depuis les bâtiments et les paysages d'intérêt;***
- ***d'une évaluation des impacts sur la capacité de charge des écosystèmes et la connectivité des milieux naturels entourant ces deux agrandissements;***
- ***d'une réévaluation de l'emplacement du pavillon de l'ingénierie durable et de l'économie circulaire;***
- ***d'une évaluation des alternatives de volumétrie pour les deux projets de pavillons.***

Recommandation #17
La commission recommande à l'université de reconnaître l'importance culturelle et historique du mont Royal pour l'identité des peuples autochtones, et de mettre à contribution leurs savoirs traditionnels, notamment dans les dossiers des milieux naturels et de la biodiversité.

Recommandation #18
La commission recommande à l'université :

- ***d'inviter les représentants autochtones à dialoguer dans un processus itératif d'inclusion et de partage;***
- ***d'assurer leur participation à chacune des étapes significatives du développement du PDA;***
- ***de convenir avec eux des domaines d'intervention et des projets significatifs pour eux;***
- ***d'instaurer un comité des Premiers Peuples spécifique pour la mise en œuvre du PDA.***

Recommandation #19
La commission recommande à l'Université de Montréal, en collaboration avec la Ville de Montréal, de faciliter l'accessibilité au parc du Mont-Royal par des sentiers piétons à partir des stations de métro et du futur REM.

Recommandation #20
La commission recommande à l'université d'examiner toutes les mesures qui pourraient être prises pour faciliter l'accès des citoyens au campus, les attirer et leur permettre de vivre « l'expérience campus ».

Recommandation #21
La commission recommande à l'université de mettre en place un comité de bon voisinage et des mécanismes d'information pendant les travaux d'aménagement, afin de mitiger les nuisances et améliorer ses relations avec la communauté.

Recommandation #22
La commission recommande à l'université de faire un bilan périodique qui rende compte de l'avancement des réalisations du Plan directeur d'aménagement, et que ce bilan soit rendu public sur le site Internet de l'université.

Recommandation #23
La commission recommande à l'université d'accroître son implication au sein des différentes instances de concertation du quartier Côte-des-Neiges, ceci dans une perspective d'enrichissement mutuel.

Annexe 5 – Les potentiels d'agrandissement

Projets d'agrandissement	Secteur	Type d'agrandissement	Taux d'implantation total		Hauteur altimétrique totale (en mètres)	
			Existant	Projeté	Existante	Projetée
Pavillon de la Faculté de musique	A	Avec impact sur l'implantation au sol	22,2 %	28.2 %	132	154
Pavillon Marie-Victorin	B	Avec impact sur l'implantation au sol	35 %	39 %	107	125
Stationnement sous le Stade d'hiver	C	Avec impact sur l'implantation au sol Construction souterraine projetée Lien souterrain projeté	39,3 %	41,2 %	119/114	124/119
CEPSUM		Faible ou sans impact sur l'implantation au sol Lien souterrain projeté			113	148,2/135
Pavillon J.-A.-DeSève	D	Avec impact sur l'implantation au sol	21,8 %	23,8 %	132	137,4
Résidences étudiantes « C »		Faible ou sans impact sur l'implantation au sol			119	136,6
Polytechnique Projet 1	E	Avec impact sur l'implantation au sol	37,5	43,7	156	166/176
Polytechnique Projet 2		Construction souterraine projetée			148	156/161
Polytechnique Projet 3		Lien souterrain projeté			156	176
Stationnement et espace commercial sous le parvis du Pavillon Roger-Gaudry	F	Construction souterraine projetée	35,6	35,7	134	136
Pavillon J.-A.-Lévesque	G	Faible ou sans impact sur l'implantation au sol Lien souterrain projeté	39,3	40,2	150	171,8
Garage Louis-Colin	I	Faible ou sans impact sur l'implantation au sol	70,6	71,5	131	134/140
Pavillon de la Faculté de l'aménagement	N	Faible ou sans impact sur l'implantation au sol	25,1	26,4	123	127,6

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

LA MISSION

L'OCPM a été créé tout spécialement pour que certaines consultations publiques soient menées par une entité neutre et indépendante. Les rapports de consultation de l'OCPM incluent toujours une analyse des préoccupations de la communauté ainsi que des recommandations spécifiques pour guider les décisions des élus.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec)
H3A 1X6

Téléphone : 514 872-3568

Suivez l'OCPM sur...

ocpm.qc.ca

CE : 60.006

2021/08/11 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.007

2021/08/11
08:30

Dossier # : 1211079008

Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport de la consultation publique menée par l'OCPM sur le site Louvain Est

Il est proposé de déposer le rapport de la consultation publique menée par l'OCPM sur le site Louvain Est.

Signé par Dominique OLLIVIER **Le** 2021-07-29 15:49

Signataire : Dominique OLLIVIER

Présidente de l'OPCM
Office de consultation publique de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1211079008**
Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport de la consultation publique menée par l'OCPM sur le site Louvain Est

CONTENU

CONTEXTE

Le 25 janvier 2021, le conseil municipal de la Ville de Montréal a mandaté l'OCPM pour tenir une consultation publique sur deux projets de règlement . Un premier modifiant le plan d'urbanisme et un second autorisant la construction, la transformation et l'occupation de bâtiments à des fins principalement résidentielles sur un lot situé sur la rue de Louvain Est entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Christophe-Colomb

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution du comité exécutif en date du 20 janvier 2021 CE21 0124 demandant au conseil municipal de soumettre le dossier à l'OCPM afin de tenir la consultation publique
Résolution du conseil municipal en date du 26 janvier 2021 CM21 0100 soumettant le dossier à l'OCPM afin de tenir la consultation publique

DESCRIPTION

Le site à requalifier est une cour de service municipal sous-utilisée appartenant à la Ville de Montréal dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. D'une superficie de 7,7 hectares, pour des dimensions approximatives de 530 mètres sur 150 mètres, le site est bordé à l'ouest par la rue Saint-Hubert, au sud par la rue de Louvain Est, à l'ouest par l'avenue Christophe-Colomb, et au nord par un corridor hydroélectrique appartenant à Hydro-Québec ainsi qu'une emprise ferroviaire du Canadien National. Le site Louvain Est fait partie du Domaine Saint-Sulpice, un territoire de 1 km^2 dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

JUSTIFICATION

La construction d'un quartier résidentiel sur le site Louvain Est fait l'objet de réflexions depuis 2007. À la fois citoyennes, communautaires et municipales, ces réflexions ont mené en 2019 à la création du Bureau de projet partagé, instance réunissant la Ville de Montréal,

l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et la Table de concertation Solidarité Ahuntsic. Responsable de la planification du site, le Bureau de projet partagé (BPP) souhaite requalifier celui-ci en créant «*un écoquartier exemplaire et solidaire, qui s'inscrira dans la transition écologique et contribuera à la résilience de la communauté de l'ensemble du secteur* » . La vision à la base du projet est celle d'un « *quartier écologique, axé sur la mobilité active, sur l'innovation sociale et sur les valeurs communautaires de solidarité et de partage* ».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les aspects financiers n'ont pas été traités dans le cours de cette consultation.

MONTRÉAL 2030

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet d'écoquartier Louvain Est reçoit un accueil enthousiaste de la majorité de participants. Plusieurs ont souligné son caractère novateur, tant sur le plan écologique que social. Les valeurs d'inclusion, d'ouverture et de solidarité qu'il porte ont recueilli l'assentiment d'une bonne proportion de la population locale. Néanmoins, des inquiétudes se sont exprimées sur la densité, les hauteurs et l'accessibilité au site. Des préoccupations ont également été formulées quant au grand nombre de logements sociaux qui y sont prévus et au danger de stigmatisation des populations qui s'y installeront. Finalement, il est apparu assez clair que le modèle proposé pour le développement de ce nouveau quartier marque une rupture avec le milieu d'insertion, surtout dans sa forme, ce qui ne reçoit pas l'assentiment de tous.

Tout en étant sensible aux appréhensions de la population avoisinante et en étant consciente qu'il n'y a pas beaucoup de modèles d'écoquartiers à Montréal sur lesquels s'appuyer, la commission recommande l'adoption des modifications au Plan d'urbanisme qui permettront sa réalisation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Lorsque le rapport est rendu public, l'OCPM émet un communiqué de presse, dépose le rapport sur son site Internet et en fait parvenir une copie électronique à qui en a fait ou en fait la demande.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le rapport sera rendu public le 11 août et sera déposé au CM du même mois.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/0

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc DORAY
Secrétaire général

Tél : 2-3568
Télécop. : 2-2556

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-07-29

Dominique OLLIVIER
Présidente de l'OPCM

Tél : 514 872-6094
Télécop. : 2-2556



Rapport de consultation publique

SITE LOUVAIN EST

Projets de règlement P-04-047-219 et P-21-008

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

28 juillet 2021

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

SITE LOUVAIN EST

Projets de règlement P-04-047-219 et P-21-008

Rapport de consultation publique

Le 28 juillet 2021

Édition et diffusion
Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 872-3568
Télécopieur : 514 872-2556
ocpm.qc.ca
info@ocpm.qc.ca

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2021
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2021
ISBN 978-2-925161-01-1 (imprimé)
ISBN 978-2-925161-02-8 (PDF)

Le masculin est employé pour alléger le texte.

Tous les documents déposés durant le mandat de la commission ainsi que les enregistrements de toutes les interventions publiques sont disponibles pour consultation aux bureaux de l'Office de consultation publique de Montréal.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe
Bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : (514) 872-3568
Télécopieur : (514) 872-2556
ocpm.qc.ca

Montréal, le 28 juillet 2021

Madame Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal
Monsieur Benoit Dorais
Président du comité exécutif
Ville de Montréal
Hôtel de ville – Édifice Lucien-Saulnier
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1B5

Objet : Rapport de consultation publique sur le projet d'écoquartier Louvain Est

Madame la Mairesse,
Monsieur le Président du comité exécutif,

J'ai le plaisir de vous remettre le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur les modifications règlementaires nécessaires pour autoriser la construction, la transformation et l'occupation de bâtiments à des fins principalement résidentielles sur le terrain de plus ou moins 8 hectares situé à l'intersection nord-est des rues Saint-Hubert et de Louvain. Le nouveau quartier ainsi créé pourrait accueillir de 800 à 1000 logements, des espaces verts, des commerces de quartier ainsi que des équipements institutionnels.

La consultation s'est déroulée entre le 7 avril et le 14 mai 2021, alors que les mesures mises en place par la Santé publique pour combattre la propagation de la COVID-19 étaient encore en vigueur. La consultation s'est déroulée de manière virtuelle. Plus de 1400 personnes ont visionné les différentes étapes de la consultation. Environ 150 questions nous ont été acheminées; la commission a reçu 172 opinions orales ou écrites. Elle a également pris en considération les réponses des quelque 700 répondants au questionnaire en ligne.

Issu d'un important processus de concertation avec le milieu qui s'étale sur près d'une décennie, le projet d'écoquartier Louvain Est reçoit un accueil enthousiaste de la majorité de participants.

Plusieurs ont souligné son caractère novateur, tant sur le plan écologique que social. Les valeurs d'inclusion, d'ouverture et de solidarité qu'il porte ont recueilli l'assentiment d'une bonne proportion de la population locale. Néanmoins, des inquiétudes se sont exprimées sur la densité, les hauteurs et l'accessibilité au site. Des préoccupations ont également été formulées quant au grand nombre de logements sociaux qui y sont prévus et au danger de stigmatisation des populations qui s'y installeront. Finalement, il est apparu assez clair que le modèle proposé pour le développement de ce nouveau quartier marque une rupture avec le milieu d'insertion, surtout dans sa forme, ce qui ne reçoit pas l'assentiment de tous.

Tout en étant sensible aux appréhensions de la population avoisinante et en étant consciente qu'il n'y a pas beaucoup de modèles d'écoquartiers à Montréal sur lesquels s'appuyer, la commission recommande l'adoption des modifications au Plan d'urbanisme qui permettront sa réalisation.

Le rapport comporte un total de trente recommandations sur un ensemble d'aspects du projet qui vont de la gouvernance à l'ouverture du nouveau quartier sur son milieu et qui visent à couvrir certains angles morts relevés par les commissaires. La commission souligne que ce nouveau quartier, considéré comme un laboratoire par les autorités municipales et dont la réalisation s'échelonnera sur de nombreuses années, devra, pour être un succès, pouvoir compter sur la souplesse et l'ouverture des différents acteurs qui y sont engagés.

L'Office rendra ce rapport public le 11 août 2021, à moins que vous ne souhaitiez qu'il le fasse à une date plus rapprochée. De plus, si vous le jugez opportun, je pourrais me rendre disponible pour présenter le rapport aux élus concernés.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse et Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La présidente,



Dominique Ollivier

DO/ll

c. c. Émilie Thuillier, mairesse de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
Sophie Mauzerolle, conseillère de ville et conseillère associée au comité exécutif et responsable de l'OCPM

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

1. Le site Louvain Est 3

1.1 Le mandat 3

1.2 Le contexte 4

1.2.1 Le secteur d'insertion 4

1.2.2 Les démarches préliminaires 7

1.3 Les modifications requises au Plan d'urbanisme 8

1.4 Le projet de règlement en vertu de l'article 89 et le plan d'ensemble 9

1.4.1 La vision et les principes transversaux 9

1.4.2 Les usages prescrits 10

1.4.3 L'habitation 11

1.4.4 Les équipements collectifs et institutionnels 13

1.4.5 Les commerces et services 15

1.4.6 Les espaces extérieurs 16

1.4.7 L'environnement 17

1.4.8 L'architecture 18

1.4.9 La mobilité 19

1.4.10 Les nuisances 20

1.4.11 La gouvernance 21

1.4.12 L'échéancier de réalisation 22

1.5 Les avis des instances consultatives 23

1.5.1 L'avis du comité consultatif d'urbanisme 23

1.5.2 L'avis du Comité mixte 23

1.6 Le dossier de documentation 24

1.6.1 Le Plan stratégique Montréal 2030 24

1.6.2 L'étude d'impact sur la mobilité et le stationnement – Avril-Juin 2021 24

1.7 La démarche de consultation 24

1.7.1 Le questionnaire en ligne 25
1.7.2 La trousse d'information 25
1.7.3 La séance d'information virtuelle 25
1.7.4 La séance de questions et de réponses 25
1.7.5 Les opinions en ligne 26
1.7.6 L'audition des opinions 26
1.8 Le tableau synthèse de la participation 27

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants 29
2.1 L'accueil général du projet 29
2.2 Le logement 31
2.2.1 Le contexte de l'habitation 31
2.2.2 Les résidents de l'écoquartier 32
2.2.3 Les modes de tenure 34
2.2.4 La densité et les hauteurs 40
2.3 Les commerces et services 42
2.3.1 Une offre complémentaire au secteur 43
2.3.2 La répartition des commerces et services 44
2.4 Les équipements collectifs et institutionnels 45
2.4.1 Le pôle civique et communautaire 45
2.4.2 Le pôle institutionnel 47
2.4.3 Le pôle alimentaire 48
2.5 Les espaces publics 49
2.6 Les espaces verts et l'environnement 50
2.7 L'architecture et le patrimoine 53
2.7.1 L'architecture 53
2.7.2 Le patrimoine 53
2.8 La mobilité 54
2.8.1 Le transport motorisé 54
2.8.2 Le transport actif et collectif 59

2.9 Les nuisances 63
2.9.1 La voie ferrée 63
2.9.2 La ligne à haute tension 64
2.9.3 Le chantier de construction 64
2.10 La gouvernance 65
2.10.1 L'implication des parties prenantes 65
2.10.2 L'écoquartier en tant que laboratoire 67
2.10.3 La fiducie foncière d'utilité sociale 68
2.10.4 La sélection des projets 69
2.10.5 Le financement des projets 69
2.10.6 L'échéancier de réalisation 71

3. Les constats et l'analyse de la commission 73
3.1 Préambule 73
3.2 Les changements règlementaires 73
3.3 Le logement et la tenure 74
3.3.1 La création d'un quartier mixte 71
3.3.2 La stigmatisation par le cadre bâti 77
3.4 Les espaces commerciaux 78
3.4.1 L'importance de la vie commerciale 79
3.4.2 Les services de proximité 79
3.4.3 Pour des lieux de convivialité ouverts sur le quartier 80
3.4.4 Un pôle alimentaire attendu 81
3.4.5 Des infrastructures nécessaires 82
3.5 Les équipements collectifs et aménagements publics 82
3.5.1 Les pôles civiques et la mutualisation des équipements, ressources et capacités 82
3.5.2 La qualité des aménagements publics et des espaces extérieurs 83
3.6 La réévaluation des usages de l'auto solo et des espaces de stationnement 84
3.6.1 La mutualisation d'espaces de stationnement communautaire 85

3.6.2 L'aménagement quatre saisons d'espaces de stationnement pour vélos, accessibles et sécurisés 86

3.7 Les aménagements nécessaires à un réseau de transports actifs structurant 86

3.8 Les aspects écologiques 88

3.8.1 La préservation, la restauration et l'extension des trames écologiques 88

3.8.2 La performance environnementale et la gestion écologique, responsable et pérenne des ressources 89

3.9 La gouvernance 90

3.9.1 La légitimité des acteurs actuels 91

3.9.2 La fiducie d'utilité sociale 91

3.9.3 La vocation des affectations 92

3.9.4 Le choix des fiduciaires 92

3.9.5 De l'entraide, de la solidarité et de la participation 93

3.10 D'autres considérations 94

3.10.1 La valeur patrimoniale 94

3.10.2 La mitigation des nuisances 94

3.10.3 Le désenclavement vers le nord 95

Conclusion 97

Annexe 1 – Les définitions retenues pour les tenures des logements 99

Annexe 2 – Les renseignements relatifs au mandat 101

Annexe 3 – Le dossier de documentation 107

Annexe 4 – Le projet de règlement P-04-047-219 113

Annexe 5 – Le projet de règlement P-21-008 115

Annexe 6 – Les recommandations 123

Introduction

La construction d'un quartier résidentiel sur le site Louvain Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, fait l'objet de réflexions depuis 2007. À la fois citoyennes, communautaires et municipales, ces réflexions ont mené en 2019 à la création du Bureau de projet partagé, instance réunissant la Ville de Montréal, l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et la Table de concertation Solidarité Ahuntsic. Responsable de la planification du site, le Bureau de projet partagé (BPP) souhaite requalifier celui-ci en créant « *un écoquartier exemplaire et solidaire, qui s'inscrira dans la transition écologique et contribuera à la résilience de la communauté de l'ensemble du secteur*[1]. »

La réalisation de l'écoquartier est soumise à l'adoption de deux projets de règlement : l'un modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, et l'autre définissant les balises de développement du site en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal. Ces modifications règlementaires exigent la tenue d'une consultation publique.

La commission responsable de la consultation était composée de Marie Leahey, présidente, ainsi que des commissaires Bruno-Serge Boucher et Lorène Cristini. Ayant amorcé ses travaux au mois de mars 2021, la commission a tenu une séance d'information le 7 avril, puis une séance de questions et réponses le 21 avril. La démarche de consultation s'est achevée par la tenue de quatre séances d'audition des opinions, entre le 11 et le 14 mai.

Le présent rapport comporte trois chapitres. Le premier chapitre décrit le projet d'écoquartier Louvain Est et la démarche de consultation mise en place par l'OCPM. Le second chapitre rassemble les préoccupations, les opinions et les suggestions exprimées par les participants. Enfin, le troisième chapitre est consacré à l'analyse de la commission et à ses recommandations.

Toute la documentation reçue et produite dans le cadre de cette consultation est disponible sur le site web de l'OCPM à l'adresse suivante : ocpm.qc.ca/fr/louvain-est/documentation.

[1] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 9


AVENUE
CHRISTOPHE-COLOMB
RUE DE
LOUVAIN E.
146
stm





1. Le site Louvain Est

1.1 Le mandat

Le 25 janvier 2021, le conseil municipal de la Ville de Montréal a mandaté l'OCPM pour tenir une consultation publique sur deux projets de règlement :

- le P-04-047-219, modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal;
- le P-21-008, autorisant la construction, la transformation et l'occupation de bâtiments à des fins principalement résidentielles sur le lot numéro 2 497 668 du cadastre du Québec.

Le site à requalifier est une cour de service municipal sous-utilisée appartenant à la Ville de Montréal et située dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. D'une superficie de 7,7 hectares, dont les dimensions approximatives sont de 530 mètres sur 150 mètres, le site est bordé à l'ouest par la rue Saint-Hubert, au sud par la rue de Louvain Est, à l'ouest par l'avenue Christophe-Colomb, et au nord par un corridor hydroélectrique appartenant à Hydro-Québec ainsi qu'une emprise ferroviaire du Canadien National.

Figure 1 - Emplacement du site Louvain Est



Source : Ville de Montréal, 2019

1.2 Le contexte

1.2.1 Le secteur d'insertion

Le Domaine Saint-Sulpice

Le site Louvain Est fait partie du Domaine Saint-Sulpice, un territoire de 1 km^2 ayant appartenu aux Sulpiciens durant presque trois siècles. Lorsqu'en 1952, les Sulpiciens s'en départissent auprès de la Ville de Montréal, la terre reste en bonne partie boisée.

Le Domaine Saint-Sulpice amorce dès lors sa modernisation. Borné à l'ouest par la rue Saint-Hubert, à l'est par l'avenue Papineau et au nord par l'emprise du CN (1944), il acquiert sa limite sud par la construction de l'autoroute transcanadienne (1959). Un développement institutionnel et éducatif s'érige entre-temps sur la rue Saint-Hubert, comprenant l'Institut Dominique Savio, ainsi que l'Institut des arts graphiques et l'Institut de technologie de Laval, qui formeront plus tard le Collège Ahuntsic (1967). Ces derniers viennent s'ajouter au Collège André-Grasset (1927), situé à proximité.

Face à la crise du logement qui sévit après la Seconde Guerre mondiale et à l'exode des familles vers la banlieue en formation[2], la Ville de Montréal souhaite favoriser le développement résidentiel sur le Domaine. La plupart des rues traversant ce dernier seront tracées entre les années 1960 et 1990. Accueillant un bâti de densité moyenne, composé notamment de duplex jumelés et de maisons de ville, ce tissu urbain reflète la volonté initiale des concepteurs de « *recréer la banlieue en ville*[3]. » Le quartier avoisinant le site au nord comporte des triplex en rangée[4], ainsi que des édifices multilogements plus récents atteignant quatre étages.

Dès les années 1950, des militants, au premier chef Berthe Louard, ont pressé la Ville d'accueillir des coopératives d'habitation dans le Domaine Saint-Sulpice. Ils obtiennent finalement gain de cause en 1962 lorsque la Ville attribue un cinquième du Domaine à la Coopérative des Habitations Saint-Sulpice.

Le territoire connaîtra deux vagues de développement coopératif. Les années 1960 voient d'abord l'arrivée de quelque 600 familles, qui s'unissent pour créer la Caisse Desjardins Domaine Saint-Sulpice (1963), l'école St-Isaac-Jogues (1966), le magasin Cooprix (1969) et les Habitations à loyer modique sur la rue de Louvain Est (1970). Puis, à la fin des années 1970, la Ville cède à nouveau des terrains pour freiner l'exode vers la banlieue. De cette nouvelle impulsion, naissent bientôt 149 maisons de ville en mode coopératif locatif pour familles à revenus modestes (1981), 234 logements, dans deux édifices gérés par un organisme à but non lucratif et destinés aux retraités et préretraités (1984), de même que 161 unités d'habitation coopératives à l'intention

[2] Société de développement Domaine Saint-Sulpice – Mandat, historique et démarches, 2012, p. 5
[3] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 31
[4] Le site Louvain en devenir, Rapport de planification participative d'un milieu de vie solidaire et durable – 2012, doc. 3.13.1, p. 5

de couples, familles et personnes retraitées (1985). Ce sont ainsi plus du tiers des logements du Domaine Saint-Sulpice qui acquièrent une vocation solidaire grâce à différents modes de développement[5].

Le Domaine accueille également les Jardinets d'écoliers (1971), visant à familiariser les jeunes avec l'agriculture urbaine, et l'un des premiers jardins communautaires à Montréal (1977)[6].

La cour de voirie municipale est aménagée sur le site Louvain en parallèle à ces activités. La Ville de Montréal y construit plusieurs édifices entre 1962 et 1975, dont deux par l'intermédiaire de l'architecte Denis Bouchard :

- le 9515 rue Saint-Hubert (1966), où loge le Service des approvisionnements;
- le 999 rue de Louvain Est (1966), qui accueille le laboratoire d'essai des matériaux. Ce dernier sera considéré à l'international comme un pionnier en matière de béton haute performance et de trottoirs écologiques[7].

Les développements plus récents concernent l'implantation d'équipements collectifs et d'espaces verts. Le Centre sportif Claude-Robillard est érigé dans le contexte des Jeux Olympiques en 1976. Outre de nouveaux parcs de proximité et la protection du Boisé-de-Saint-Sulpice, le parc Frédéric-Back, issu de la transformation de l'ancienne carrière Miron et du site d'enfouissement du Complexe environnemental de Saint-Michel, offre un espace d'envergure régionale immédiatement à l'est du Domaine. On trouve aussi à cet emplacement, la Cité des arts du cirque, le TAZ et le Stade de soccer de Montréal[8].

La mobilité

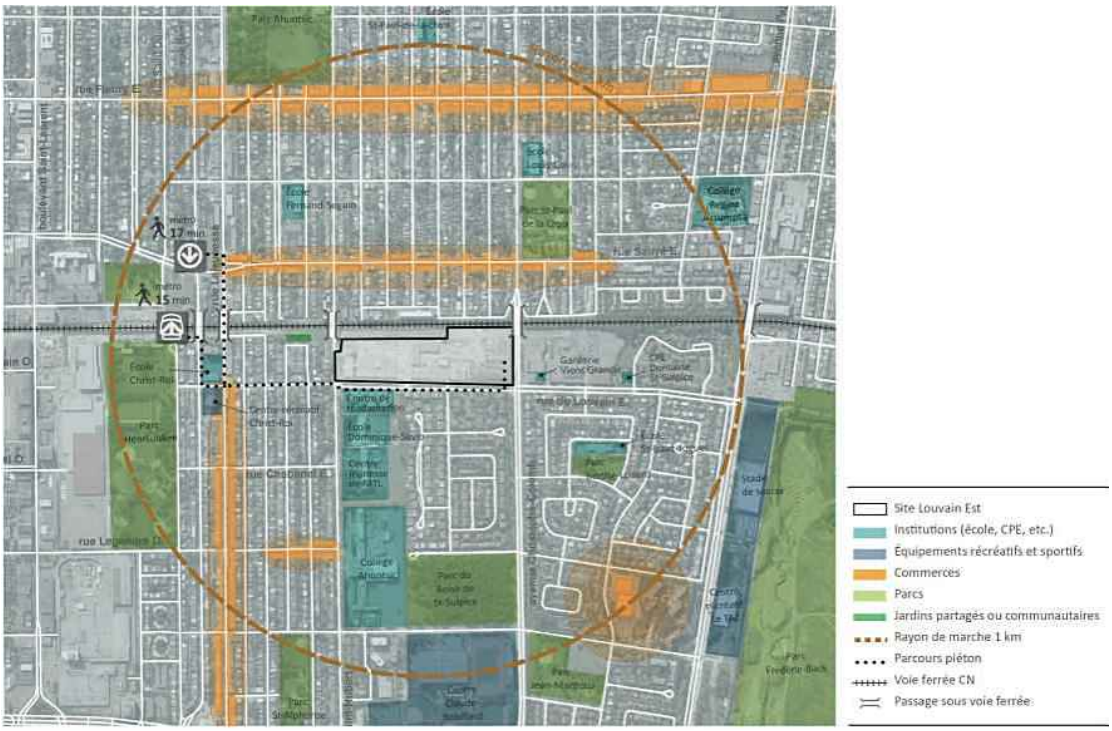
Certains facteurs ayant marqué l'urbanisation du Domaine Saint-Sulpice contribuent à l'enclavement du site Louvain Est : la présence au nord des emprises du CN et d'Hydro-Québec au nord; et au sud, un réseau de rues peu propice aux déplacements actifs de par l'absence de liens directs et la rareté des intersections. La seule exception à cette règle est l'avenue Olivier-Maurault qui lie le site au parc du Boisé-de-Saint-Sulpice. Les axes Saint-Hubert et Christophe-Colomb assurent une connexion vers le quartier au nord du site par des passages sous la voie ferrée.

Le site Louvain Est est lié au réseau cyclable par une piste sur l'avenue Christophe-Colomb, et une bande cyclable – un marquage au sol sans séparation physique de la circulation – sur la rue de Louvain Est. Celle-ci est connectée au Réseau express vélo (REV) dans l'axe Berri/Lajeunesse/Saint-Denis. Le site peut également compter sur la présence de la gare ferroviaire Sauvé et de la station de métro Sauvé dans un rayon d'un kilomètre.

[5] Société de développement Domaine Saint-Sulpice – Mandat, historique et démarches, 2012, p. 5-6
[6] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 93
[7] *Ibid.*, p. 92
[8] *Idem*

L'aménagement du secteur rend ce dernier peu favorable à l'implantation de commerces de proximité[9]. Le BPP signale que le site Louvain Est et ses abords se qualifient à titre de désert alimentaire, c'est-à-dire « *un lieu à partir duquel il faut parcourir plus de 500 mètres pour accéder à des produits de qualité, frais et diversifiés*[10]. » Par conséquent, la voiture est le mode de transport privilégié pour se rendre à l'épicerie Métro, sur l'avenue André-Grasset, ou aux commerces des rues Fleury et Lajeunesse.

Figure 2 - Contexte urbain du site Louvain



Source : Bureau de projet partagé, 2021

La population d'Ahuntsic-Cartierville

Les données fournies concernant l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville font état d'une population diversifiée, comptant une plus grande proportion d'enfants, de personnes âgées, et de personnes nées à l'extérieur du Canada (40 % contre 34 % à Montréal) que la moyenne montréalaise. Ces dernières ont pour principaux pays d'origine, l'Algérie, le Maroc, Haïti, la Syrie et le Liban[11].

Le revenu médian de 51 000 $ des ménages de l'arrondissement et le taux de faible revenu de 17 % correspondent à la situation montréalaise. Cependant, alors que près des deux tiers de la

[9] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 93
[10] *Ibid.*, p. 28
[11] Étude d'opportunité pour la création d'un pôle alimentaire – 2020, doc. 3.6, p. 10

population sont locataires[12], le loyer mensuel des logements a augmenté de 37 % dans l'arrondissement entre 2010 et 2020, comparativement à 30 % sur l'île de Montréal. Le taux d'inoccupation des logements était pour sa part de 1,2 % dans Ahuntsic-Cartierville en 2020, par rapport à 3,2 % sur l'île de Montréal[13].

Au sein de l'arrondissement, le quartier Ahuntsic compte une grande diversité d'organismes communautaires et d'économie sociale. La Table intersectorielle et multiréseaux Solidarité Ahuntsic, partie prenante du projet Louvain Est, regroupe une centaine d'organismes et de citoyens[14].

Plusieurs de ces organismes sont toutefois confrontés à des difficultés d'hébergement, à cause de la vente du Centre communautaire Berthiaume-Du Tremblay, et la reprise annoncée de deux anciennes écoles par le Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM). Ces dernières abritent, entre autres, le Centre communautaire Ahuntsic et le Centre de ressources éducatives et communautaires pour adultes (CRECA)[15].

1.2.2 Les démarches préliminaires

En 2009, le Chantier Habitation Ahuntsic, une instance de concertation en logement mise sur pied par Solidarité Ahuntsic, établit à 1 000 le nombre de logements sociaux et communautaires à réaliser dans l'ensemble du quartier avant 2019. La Société de développement Domaine Saint-Sulpice (SDDS) est créée la même année, afin de favoriser un redéveloppement du site Louvain « *qui réponde aux besoins des citoyens, dans un esprit de concertation et de solidarité*[16]. »

Une charrette citoyenne - un exercice d'idéation et de création intensif - est organisée en 2012 par la SDDS avec le concours du groupe de ressources techniques Groupe CDH, marquant ainsi une première étape de planification participative du site. Accueillant une cinquantaine de participants, parmi lesquels des adolescents du Centre des jeunes Saint-Sulpice, elle donne lieu à un premier plan d'ensemble préliminaire pour le développement du site. Parmi les actions à entreprendre, on retrouve :

- centrer le développement autour d'une place publique boisée en axe avec le boisé Saint-Sulpice;
- favoriser la mixité résidentielle : varier les modes de tenure pour inclure 50 % de développement communautaire;
- favoriser le transport actif et l'autopartage vers et dans le site;
- tracer un lien par-dessus la voie ferrée pour renforcer la fonction commerciale sur la rue Sauvé;

[12] Étude d'opportunité pour la création d'un pôle alimentaire – 2020, doc. 3.6, p. 10
[13] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 28
[14] *Ibid.*, p. 37
[15] *Ibid.*, p. 28 et 37
[16] Comité de pilotage, Rapport synthèse des travaux des groupes de citoyens – Hiver et printemps 2019, doc. 3.13.3, p. 5

- augmenter le nombre de connexions avec les environs;
- intégrer la gestion des eaux de ruissellement sur le site.

En 2017, après des années consacrées à planifier la relocalisation des activités de la cour de service municipal, une assemblée de 250 citoyens et élus adhère au principe de confier le développement du site à un organisme sans but lucratif. Un comité de pilotage réunissant huit citoyens actifs, deux conseillers citoyens émérites et une coordonnatrice, est créé par Solidarité Ahuntsic l'année suivante. Son mandat consiste à « *formuler une vision, une gouvernance et une proposition de développement du site Louvain Est, afin de piloter le projet et de veiller au respect des besoins exprimés par les citoyennes et citoyens d'Ahuntsic*[17]. » Le comité mettra bientôt en place cinq groupes de travail composés de citoyens et de membres d'organisations, sur les thématiques du logement, de l'agriculture urbaine, de la culture et de l'apprentissage, de l'économie sociale, ainsi que des équipements et espaces collectifs.

Les démarches entreprises par le comité de pilotage mènent à la création en 2019 du Bureau de projet partagé, une structure de gouvernance tripartite favorisant le partage d'information, une meilleure compréhension des enjeux, une recherche conjointe de solutions, et l'adhésion à une vision commune et intégrée pour le développement du site[18]. Plus concrètement, le Bureau de projet définit la vision de redéveloppement, le programme de développement, le plan d'ensemble, les modalités de réalisation, ainsi que la gouvernance et la gestion du site[19].

En octobre 2019, s'étant s'appuyé notamment sur les résultats de la charrette citoyenne de 2012 et les énoncés produits par les groupes de travail de 2019, le Bureau de projet présente le plan d'ensemble préliminaire de l'écoquartier Louvain Est lors d'une assemblée publique. Diverses activités de concertation lui permettent alors de recueillir les commentaires de quelque 200 citoyens et représentants d'organismes du milieu[20].

Entre-temps, le désir exprimé par des résidents d'impliquer davantage les riverains du projet conduit à la formation d'un comité de bon voisinage. Composé de treize résidents des secteurs limitrophes et de quatre représentants du Bureau de projet partagé, celui-ci émet une liste de recommandations liées à des enjeux de proximité : l'intégration du projet au secteur sur le plan des hauteurs et de la mixité socio-économique, son impact sur la circulation locale et la disponibilité du stationnement, et les nuisances occasionnées par les travaux.

1.3 Les modifications requises au Plan d'urbanisme

Le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal est le document de référence en matière d'aménagement du territoire municipal. Afin de pouvoir adopter le projet de règlement en vertu

[17] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 13
[18] *Ibid.*, p. 15
[19] *Ibid.*, p. 16
[20] *Ibid.*, p. 18

de l'article 89 qui encadre la réalisation de l'écoquartier Louvain Est, des modifications au Plan d'urbanisme sont requises.

Tout d'abord, le site Louvain Est doit être inscrit en tant que secteur à transformer sur la carte 1.1 intitulée *Les secteurs établis, les secteurs à construire et les secteurs à transformer*, incluse à la partie I du Plan.

En second lieu, la carte 3.1.2, partie I, intitulée *La densité de construction*, de même que le chapitre 1 de la partie II, doivent être modifiés par la création d'un nouveau secteur à transformer ou à construire 01-T13. Ce secteur aurait les caractéristiques suivantes :

- un cadre bâti allant de un à dix étages hors sol;
- un taux d'implantation faible ou moyen. Le taux d'implantation exprime le pourcentage de la superficie d'un terrain qu'un bâtiment peut occuper;
- un coefficient d'occupation des sols (COS) minimal de 0,5, et maximal de 5,0. Le COS mesure le total des superficies de plancher d'un bâtiment par rapport à la superficie de son terrain. Pour un COS de 0,5, ce total correspond à la moitié de la superficie du terrain. Un COS de 5,0 correspond à cinq fois cette dernière.

1.4 Le projet de règlement en vertu de l'article 89 et le plan d'ensemble

En vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un projet d'envergure ou de nature exceptionnelle conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme peut déroger à la règlementation de l'arrondissement où il est situé.

Le projet de règlement visant le développement de l'écoquartier Louvain Est vient donc se superposer à la règlementation de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Les composantes de l'écoquartier y sont encadrées par des normes à caractère obligatoire, et des critères et objectifs de nature non coercitive. De l'avis du BPP, « *cette agilité permettra de profiter de l'évolution des pratiques pour mieux faire face aux défis à venir en matière de transition écologique et sociale*[21]. »

Le plan d'ensemble de l'écoquartier comporte également des intentions d'aménagement non régies par le projet de règlement.

1.4.1 La vision et les principes transversaux

La vision à la base du projet Louvain Est est celle d'un « *quartier écologique, axé sur la mobilité active, sur l'innovation sociale et sur les valeurs communautaires de solidarité et de partage*[22]. »

[21] Transcription de la séance d'information du 7 avril 2021, doc. 7.1.1, L. 739-741
[22] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 3

L'écoquartier Louvain Est a été retenu à titre de secteur laboratoire dans la Charte montréalaise des écoquartiers, actuellement en préparation. Cette qualité de laboratoire englobe différents principes transversaux qui guideront la réalisation de l'écoquartier Louvain Est.

- La résilience consiste à préparer « *les communautés [...] à s'adapter et à faire face aux multiples chocs économiques et sociaux qui surviennent*[23] », en faisant de la lutte aux changements climatiques une priorité et en s'attaquant à des facteurs de vulnérabilité tels que la pauvreté et les inégalités sociales.

- L'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) est l'un des outils auxquels la Ville compte recourir pour favoriser l'équité et l'inclusion. L'ADS+ permettra d'aborder chaque aspect du projet Louvain Est en tenant compte des réalités différenciées des personnes, en raison de leurs sexe, classe sociale, situation de handicap, âge, couleur de peau, origine, statut migratoire, orientation sexuelle et identité de genre, dans une perspective de lutte aux discriminations[24].

- L'urbanisme transitoire est une occupation graduelle et transitoire d'un lieu en vue d'identifier une vocation pérenne[25]. S'ajoutant à ce principe, la gouvernance partagée vise l'engagement de tous les acteurs dans la prise de décisions, par une redistribution du pouvoir et des responsabilités[26].

- La pérennité vise à préserver le plus longtemps possible la vocation d'un logement social ou abordable. Elle s'étend aussi aux principales composantes de l'écoquartier, tel le pôle alimentaire, de même qu'à « *la structure de gouvernance, à la propriété foncière et à la gestion, dans la mesure du possible*[27]. »

1.4.2 Les usages prescrits

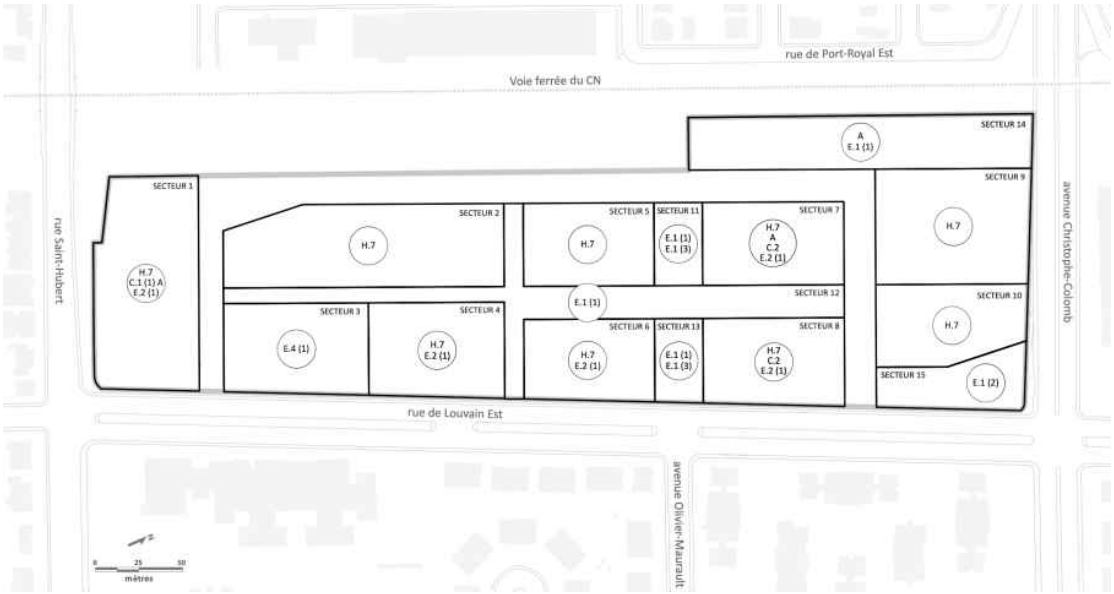
Le projet de règlement partage le site en 15 secteurs, chacun comportant un ou des usages parmi les suivants :

- H : Habitation
- C : Commerce
- E : Équipements collectifs et institutionnels
- A : Agriculture

La définition de ces usages selon les secteurs est détaillée dans la section suivante, ainsi que les éléments correspondants inscrits au projet de règlement et au plan d'ensemble.

[23] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 28
[24] *Idem*
[25] L'urbanisme transitoire, définition : realisonsmtl.ca/citedeshospitalieres/widgets/41855/faqs#question6529
[26] Gouvernance partagée, définition :relyance.fr/la-gouvernance-partagee/
[27] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 42

Figure 3 - Les usages prescrits



Source : Ville de Montréal, 2021

1.4.3 L'habitation

Les clientèles ciblées et les types de logements

L'écoquartier Louvain Est « *vise l'exemplarité*[28] » en matière d'habitation, grâce au développement d'un ensemble résidentiel de 800 à 1 000 logements où cohabiterait « *une diversité de réalités sociales, économiques et architecturales*[29]*.* » Cette diversité touche :

- les types d'unités, afin de pouvoir accueillir des personnes seules, des petits ménages, des familles, des personnes âgées ou des personnes ayant des besoins particuliers, etc.;
- les tenures, en offrant des logements locatifs ou privés, et en favorisant l'émergence de modes alternatifs, si ces derniers respectent les objectifs d'abordabilité et de pérennité établis;
- les gabarits des immeubles, en accord avec les besoins des clientèles.

De plus, afin de répondre aux enjeux croissants d'abordabilité dans la métropole[30], le plan d'ensemble prévoit que l'ensemble des logements seront abordables et qu'au moins 50 % d'entre eux auront une vocation sociale et communautaire.

Les logements sociaux et communautaires se destinent en partie à des ménages à revenu faible ou modeste, ou ayant des besoins particuliers d'habitation, auxquels cas le loyer fixé ne doit pas

[28] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 49
[29] *Idem*
[30] *Idem*

dépasser un pourcentage de leur revenu. Les autres ménages disposent d'un revenu plus élevé, mais les montants qu'ils versent doivent être inférieurs au loyer ou au prix courant pour un logement comparable[31]. Les projets de logement peuvent être présentés et gérés par une coopérative, un organisme à but non lucratif (OBNL) ou par l'Office municipal d'habitation de Montréal.

Les logements du site n'ayant pas vocation sociale ou communautaire devront être accessibles financièrement aux ménages à revenus moyens, pour qui la location ou l'achat d'une propriété sont « *actuellement difficile[s] dans la majorité des quartiers montréalais*[32]. » Les projets d'habitation pourront être développés par des OBNL, une société paramunicipale telle la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), ou des entreprises privées, dans le respect des objectifs établis.

Dans tous les cas, l'écoquartier vise à pérenniser la vocation et l'abordabilité des logements, voire à rendre celles-ci perpétuelles « *si possible*[33] ». Le Bureau de projet souhaite protéger les logements de la spéculation, « *notamment à l'aide de nouveaux modèles de logement abordable, d'un financement du logement social et communautaire et d'un soutien à l'acquisition de propriétés abordables*[34]. »

La forme bâtie

L'habitation est répartie entre les secteurs 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 (Figure 3), au sein de bâtiments allant de 3 à 10 étages. Parmi les raisons évoquées pour justifier des hauteurs supérieures au cadre bâti environnant, on signale :

- le désir d'offrir une quantité importante de logements répondant aux besoins d'une variété de ménages, considérant la rareté des terrains municipaux et la proximité d'une station de métro;
- la valeur d'un tel terrain sur le plan de la résilience économique et environnementale en comparaison à l'étalement urbain;
- la viabilité des projets résidentiels du site relativement aux coûts de construction ainsi qu'aux coûts d'entretien des infrastructures;
- la viabilité des commerces et des services qui s'installeront dans le quartier[35].

Dans la zone centrale de l'écoquartier, encadrée par la rue de Louvain Est et la rue locale, la hauteur maximale autorisée est de 6 étages. Considérant que l'emprise de la rue de Louvain Est

[31] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 49
[32] Règlement pour une métropole mixte, Document explicatif, p. 21; Extrait de portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/rmm_document_explicatif.pdf
[33] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 49
[34] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 10
[35] Transcription de la séance de questions et réponses du 21 avril 2021, doc. 7.2.1, L. 497-521

est large de 32 mètres, le BPP considère que des bâtiments de cette hauteur permettront « *d'assurer une intégration douce*[36] » au quartier adjacent.

Dans le même esprit, les hauteurs maximales permises atteignent 8 étages face à la rue Saint-Hubert (secteur 1), et 8 ou 10 étages face à l'avenue Christophe-Colomb (secteurs 10 et 9), afin d'offrir un encadrement proportionné à la largeur de ces axes.

Eu égard aux secteurs 2, 5, 7 et 9, le projet de règlement précise qu'une proportion équivalant à au moins 40 % de l'implantation des bâtiments doit atteindre la hauteur maximale prescrite. Cette norme participerait à créer une diversité de formes architecturales, et à « *dégager le plus possible les vues pour les résidents qui habitent au nord de la voie ferrée*[37]. »

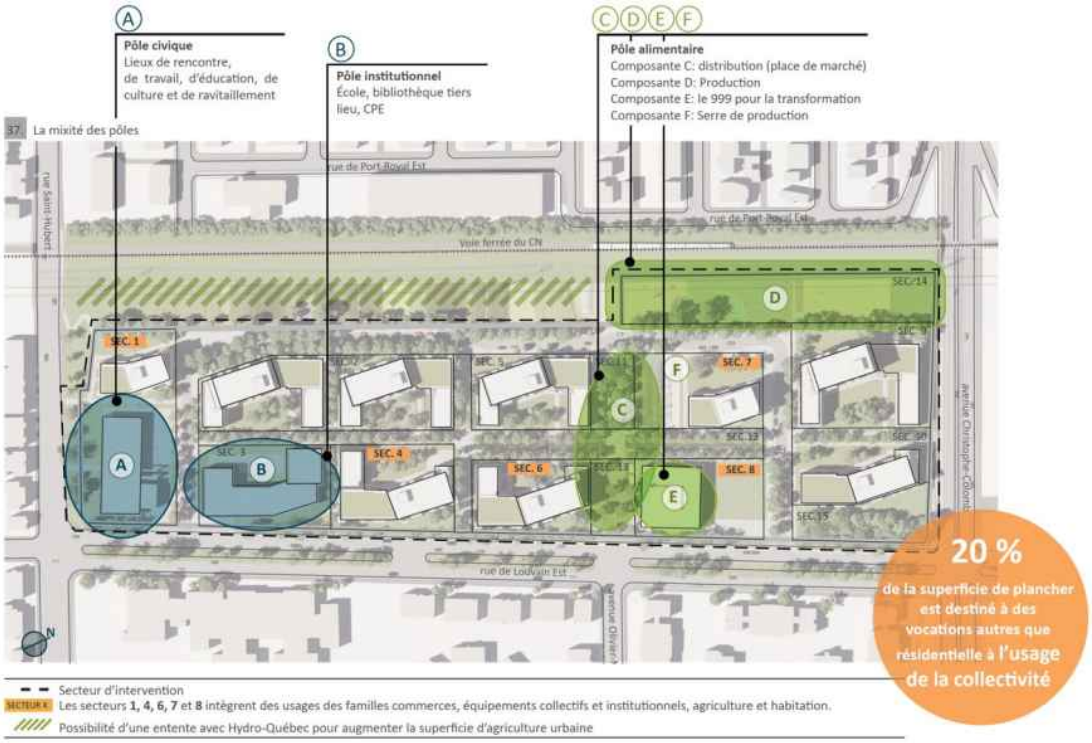
Dans l'ensemble de l'écoquartier, la hauteur des constructions destinées à l'habitation et aux infrastructures civiques est associée à un taux d'implantation de 40 % à 50 %, afin de libérer un maximum d'espace au sol pour l'aménagement des cours et des espaces publics.

1.4.4 Les équipements collectifs et institutionnels

Dans l'optique de former des écocitoyens[38] et d'enrichir le capital social en mutualisant ressources, équipements, espaces et capacités, le plan d'ensemble prévoit la constitution de trois pôles : un pôle civique et communautaire, un pôle institutionnel et un pôle alimentaire. Ces composantes de l'écoquartier seraient destinées à l'ensemble du secteur et gérées de façon transparente et équitable, dans un « *souci constant de lutter contre les discriminations*[39]. »

[36] Transcription de la séance de questions et réponses du 21 avril 2021, doc. 7.2.1, L. 497-521
[37] *Ibid.*, L. 521-522
[38] L'écocitoyenneté est un processus par lequel, à travers des interactions sociales, ludiques ou éducationnelles, une personne ou une collectivité prend conscience d'être à la fois gardienne et bénéficiaire de son environnement; Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 43
[39] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 41 et 51

Figure 4 - Les pôles civique, institutionnel et alimentaire



Source : Bureau de projet partagé, 2021

Le pôle civique et communautaire

Le pôle civique et communautaire serait concentré au 9515 de la rue Saint-Hubert (secteur 1). Accueillant « *de nouveaux types d'occupants provenant de l'économie sociale et de l'innovation sociale*[40] », en plus des lieux de sports et loisirs, « *de travail, d'éducation, de culture et de ravitaillement*[41] », il viendrait bonifier l'offre communautaire et diversifier les services aux populations vulnérables du secteur.

Principal volet de l'urbanisme transitoire dans l'écoquartier, le pôle civique permettrait de tester la mutualisation (mise en commun) d'espaces et de ressources, et de développer des modèles de gouvernance adaptés.

Le pôle institutionnel

Le pôle institutionnel serait localisé face au pôle civique, de l'autre côté de la rue locale (secteur 3). Il comprendrait une école primaire, un CPE et une bibliothèque.

[40] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 51
[41] *Ibid.*, p. 52

Considérant le nombre de logements projetés dans l'écoquartier et le fait que la capacité d'accueil des écoles du secteur « *accuse un déficit par rapport aux besoins*[42] », le Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) estime à 300 le nombre d'élèves de cette nouvelle école. La « *forte concentration*[43] » d'activités à cet endroit et la proximité des espaces verts, tout en favorisant la complémentarité des fonctions, profiterait aux familles en réduisant leur temps de transport.

La bibliothèque agirait en tant que tiers-lieu, c'est-à-dire un « *endroit où l'on se retrouve après la maison et le travail*[44] », propice aux échanges, à la socialisation, aux découvertes et aux apprentissages informels.

Le pôle alimentaire

Un pôle alimentaire multifonctionnel favoriserait « *l'accès à des aliments de qualité à prix abordable et la création d'emplois et d'opportunités d'insertion professionnelle sur le site*[45]. » Basé sur le principe du circuit court, le projet comprend :

- des activités de production, grâce à un jardin maraîcher sur l'emprise d'Hydro-Québec (secteur 14) et une serre devant la place publique (secteur 7);
- une fonction de transformation, par le biais de cuisines communautaires ou commerciales. Ces activités occuperaient principalement le bâtiment du 999 rue de Louvain Est (secteur 8);
- une fonction de distribution à des fins communautaires (dépannage, repas communautaires), solidaires (marché sur la place publique, café, restaurant) ou de vente au détail dans les commerces du quartier. Le projet de règlement autorise également la vente de produits au jardin maraîcher et à la serre.

Tout comme pour les pôles civique et institutionnel, les activités du pôle alimentaire pourraient s'allier à d'autres composantes de l'écoquartier, comme l'école. Le recours à l'urbanisme transitoire permettrait la mise en œuvre d'une serre dès l'automne 2021[46], pour une durée d'environ quatre ans. D'abord implantée sur le terrain du 9515 rue Saint-Hubert, celle-ci serait surélevée, de manière à fonctionner 12 mois par année, et pourrait être déplacée selon les besoins du chantier[47].

1.4.5 Les commerces et services

La mixité souhaitée dans l'écoquartier inclurait la présence de commerces et de services de proximité répartis à travers le site. En vertu du projet de règlement, ceux-ci seraient

[42] État de la situation scolaire pour le secteur Ahuntsic-Bordeaux – Vidéo, doc. 3.14
[43] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 50
[44] *Idem*
[45] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 55
[46] Réponses du Bureau de projet partagé #1, doc. 7.4.2, p. 10
[47] Transcription de la séance de questions et réponses du 21 avril 2021, doc. 7.2.1, L. 1099-1124

préférablement situés au rez-de-chaussée des bâtiments où ils sont autorisés, et directement accessibles à partir du domaine public afin de contribuer à son animation[48].

Le pôle civique (secteur 1) accueillerait des établissements de vente au détail et de services répondant à des besoins courants dans un secteur résidentiel. Parmi les usages autorisés, on retrouve une épicerie, une pharmacie, une librairie, des services personnels et domestiques, des ateliers d'artistes et d'artisans, une galerie d'art, une garderie. Ces établissements seraient également autorisés aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée[49].

Les secteurs 7 et 8, localisés devant la place publique de part et d'autre de la coulée verte, puiseraient parmi une plus grande variété de commerces et de services. En plus des établissements précités, la catégorie C.2 inclut, entre autres, un restaurant, un bar, une quincaillerie, des magasins de vêtements ou de chaussures, un bureau, une clinique médicale, un centre d'activités physiques, ou encore des activités communautaires ou socioculturelles[50].

Enfin, de manière à « *dynamiser le secteur et combler les manques actuels*[51] », les usages suivants sont autorisés dans les immeubles résidentiels (H.7) : épicerie (dépanneur), fleuriste, services de type buanderie, blanchisserie et cordonnerie, soins personnels[52].

1.4.6 Les espaces extérieurs

En plus du jardin maraîcher appartenant au pôle alimentaire, les espaces extérieurs de l'écoquartier incluent un parc et une place publique (secteurs 11 et 13), un espace public dans l'axe de l'avenue Olivier-Maurault (secteur 8), les cours résidentielles semi-privées attenantes aux immeubles d'habitation, une voie de déambulation dite « *coulée verte et blanche* » (secteur 12), ainsi que le boisé existant. Essentiellement non minéralisés, ces lieux visent à produire « *un nouvel îlot de fraîcheur dans le secteur*[53]. »

Bien que leur programmation reste à déterminer, celle-ci « *devra être minimaliste et flexible, pour permettre une diversité de modes d'appropriation et d'usages*[54] » au fil des saisons : promenade, événements, repos, jardinage, aménagements nourriciers, patinoire, sentier glacé, buttes pour glisser. L'aménagement des espaces communs, notamment les accès aux bâtiments, les cours, le mobilier urbain et le type d'éclairage devront traduire leur caractère communautaire et permettre des accès sécuritaires, tout en favorisant l'unité du projet. La contiguïté des cours et des espaces publics contribuerait à animer ceux-ci et, du même coup, à les sécuriser[55].

[48] Projet de règlement, Article 89, doc. 1.1.3.1, p. 5
[49] Tableau des usages prescrits, doc. 1.1.3.1.2.1, p. 1
[50] *Ibid.*, p. 2
[51] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 53
[52] Tableau des usages prescrits, doc. 1.1.3.1.2.1, p. 1
[53] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 59
[54] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 57
[55] Projet de règlement, Article 89, doc. 1.1.3.1, p. 6-7; Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 56-57

Traversant le site d'ouest en est et prolongée par des servitudes jusqu'aux axes Saint-Hubert et Christophe-Colomb, la coulée verte est présentée comme la colonne vertébrale du projet d'écoquartier par sa mise en réseau des espaces publics et des cours. La coulée agirait aussi comme corridor biologique, grâce à des noues de biorétention conçues pour permettre l'écoulement des eaux[56].

1.4.7 L'environnement

La gestion des eaux

Dans la foulée du règlement adopté en 2020 intitulé *Branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et gestion des eaux pluviales*, la Ville a ciblé l'écoquartier Louvain Est comme projet pilote en matière de gestion intégrée des eaux pluviales et de perméabilité des matériaux. Afin de « *minimiser l'impact hydraulique*[57] » du projet sur des réseaux récepteurs déjà à capacité limitée, une « *grande partie*[58] » de l'eau de ruissellement sera acheminée vers la noue centrale de la coulée verte. D'autres composantes participant à une gestion intégrée des eaux sont la place inondable (secteur 11), les jardins de pluie, les toitures végétalisées, des réservoirs de collecte d'eau pluviale et le pavé perméable[59].

Le couvert végétal

À l'angle de la rue de Louvain Est et de l'avenue Christophe-Colomb, le site abrite un boisé de 2 500 m^2 (secteur 15), vestiges de la forêt qui recouvrait la zone jusque dans les années 1950[60]. Des inventaires arboricoles ont qualifié le boisé d'« *écosystème complexe et rare sur le territoire de l'arrondissement*[61] », notamment grâce à la présence d'un érable noir, espèce considérée vulnérable par la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables. En ce sens, le projet de règlement prévoit la protection du boisé à titre d'espace naturel, à des fins de recherche scientifique, de récréation extensive (éducation et interprétation) et d'amélioration de la biodiversité[62]. Il prévoit de même son agrandissement à hauteur de 40 %.

Incluant le boisé, divers spécimens présents sur le reste du site et l'alignement de 28 arbres matures longeant la rue de Louvain Est, le plan d'ensemble mise sur la conservation de 85 % de la canopée existante. Environ 500 nouveaux arbres viendraient s'y ajouter, de préférence en

[56] Définition de noue : *Une noue est une dépression du sol servant au recueil, à la rétention, à l'écoulement, à l'évacuation et/ou à l'infiltration des eaux pluviales. Peu profonde, temporairement submersible, avec des rives en pente douce, elle est le plus souvent aménagée en espace vert [...] Un réseau de noues à ciel ouvert peut remplacer un réseau d'eau pluviale enterré avec l'avantage d'une conception simple à coût peu élevé*. Extrait de guidebatimentdurable.brussels/servlet/Repository/if-eco-construction-oge01-noue.pdf?ID=34302

[57] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 34

[58] *Ibid.*, p. 71

[59] *Idem*

[60] Inventaire arboricole de la cour de voirie Louvain – 2010, doc. 3.3, p. 5

[61] Inventaire arboricole de la cour de voirie Louvain – 2010, doc. 3.3, p. 3

[62] Tableau des usages prescrits, doc. 1.1.3.1.2.1, p. 3; Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 59

pleine terre[63]. La mise en valeur de la friche herbacée dans l'emprise hydroélectrique permettrait de consolider le corridor de biodiversité existant à l'ouest de la rue Saint-Hubert[64].

La gestion de l'énergie et des matières résiduelles

Afin de réduire la dépense énergétique des bâtiments, le mode de conception privilégié est celui du design solaire passif. L'implantation des immeubles et, dans le cas d'habitations, la disposition des logements en leur sein – unités traversantes ou distribuées de part et d'autre d'un corridor – est prévue pour offrir une durée d'ensoleillement maximale et équitable à tous les résidents. À plus grande échelle, le plan d'ensemble indique que l'implantation d'un réseau thermique ou d'une boucle énergétique, par lesquels les rejets de chaleur d'un bâtiment peuvent en chauffer d'autres, « *sera étudiée*[65] » dans l'optique de relier le Complexe sportif Claude Robillard, le Collège Ahuntsic et le site Louvain Est.

La performance écologique des bâtiments reposerait, entre autres, sur leur adaptabilité, une enveloppe « *très performante*[66] », la préfabrication de composantes et une conception maximisant l'utilisation architecturale et structurale du bois. Concernant les matières résiduelles domestiques, le BPP envisage une collecte à l'échelle du quartier, optimisée par l'aménagement d'un point de collecte centralisé dans chaque bâtiment[67].

1.4.8 L'architecture

La qualité architecturale d'une construction ou d'un aménagement sur le site Louvain Est serait d'abord encadrée par :

- le règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville;
- le projet de règlement en vertu de l'article 89.

Ainsi, pour se voir délivrer un permis, un projet immobilier devrait pouvoir s'intégrer de façon harmonieuse au tissu urbain existant, tout en étant de facture contemporaine. Cet objectif sera évalué à partir de critères visant, par exemple, des volumes fragmentés et variés afin d'éviter la monotonie, des façades dont le parement ou la modulation des ouvertures contribue à créer un environnement ouvert et dynamique, et des entrées universellement accessibles[68].

L'objectif visant la construction de bâtiments et d'aménagements écologiques, durables et de qualité s'appuie sur des critères relatifs, entre autres, à l'ensoleillement et la ventilation, aux

[63] Projet de règlement, Article 89, doc. 1.1.3.1, p. 6
[64] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 60
[65] *Ibid.*, p. 72
[66] *Ibid.*, p. 73
[67] *Idem*
[68] Projet de règlement, Article 89, doc. 1.1.3.1, p. 4-5

matériaux de revêtement et au traitement des surfaces[69]. La procédure d'évaluation est exécutée par le comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement, composé d'élus et de citoyens choisis pour leur expertise[70].

Le site étant de propriété municipale, davantage de critères pourraient s'ajouter par le biais d'ententes de développement ou d'appels à proposition de projets. Une charte de l'écoquartier en préparation pourra également « *amener des formes d'engagement au niveau de la qualité chez les développeurs*[71]. »

1.4.9 La mobilité

Le plan d'ensemble privilégie les modes durables de déplacement, au moyen de parcours piétons et cyclistes sécuritaires, efficaces et confortables, et le respect des principes d'accessibilité universelle dans tous les bâtiments et espaces publics[72]. Cet objectif serait atteint par le réseau de voies actives dominé par la coulée verte, mais aussi par la proximité des commerces, des espaces publics et d'équipements collectifs tels que l'école.

Plusieurs liens actifs sont envisagés pour améliorer l'accès au site :

- un axe vert institutionnel derrière l'école Dominique-Savio, le Centre jeunesse de Montréal et le Collège Ahuntsic;
- un lien vert entre le Boisé de Saint-Sulpice et l'écoquartier, grâce au réaménagement paysager de l'avenue Olivier-Maurault;
- le prolongement du sentier multifonctionnel Charland-Fleury, présent à l'ouest de la rue Saint-Hubert, et sa consolidation comme axe de biodiversité;
- la sécurisation des passages piétonniers et cyclables sous les viaducs Saint-Hubert et Christophe-Colomb;
- la connexion de la station de métro Sauvé, de la gare Sauvé, du parc Henri-Julien et du parc Frédéric-Back, par une piste cyclable sur la rue de Louvain Est[73].

Le plan d'ensemble mise en outre sur une réduction du « *taux de possession et d'utilisation de l'auto-solo, dans un souci d'amélioration de la qualité du milieu du vie et en vue de contribuer aux efforts déployés par la Ville de Montréal pour atteindre la carboneutralité*[74]. » En vertu du projet de règlement, toute unité de stationnement associée à un bâtiment doit être construite à l'intérieur de celui-ci, en souterrain. Le nombre d'unités de stationnement permis dans un immeuble d'habitation est au minimum de 1 par 4 logements, et de 1 par 3 logements au maximum. Il peut toutefois augmenter à 1 unité par 2 logements lorsque des unités de

[69] Projet de règlement, Article 89, doc. 1.1.3.1, p. 5-6
[70] Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, Comité consultatif d'urbanisme, ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7957%2C143150623&_dad=portal&_schema=PORTAL
[71] Transcription de la séance de questions et réponses du 21 avril 2021, doc. 7.2.1, L. 1649-1651
[72] Réponses du Bureau de projet partagé #1, doc. 7.4.2, p. 7
[73] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 60 et 62
[74] *Ibid.*, p. 65

stationnement sont en autopartage. Dans le cas des commerces ou des équipements collectifs et institutionnels, le taux minimal est de 1 unité pour 500 m^2 de superficie de plancher, et le taux maximal, de 1 unité pour 200 m^2.

L'écoquartier comprendrait une rue locale en forme de U, longeant l'emprise d'Hydro-Québec et accessible au niveau de l'école, à l'ouest, et près du boisé, à l'est. D'après le Bureau de projet partagé, la disposition de la rue au fond du site permet de créer des îlots résidentiels plus longs. « *Idéalement*[75] », la faible vitesse de circulation permettrait son traitement en tant que rue partagée, c'est-à-dire un espace où cohabitent l'ensemble des modes de déplacement, et où les interactions entre usagers servent de mesure pour réduire la vitesse des véhicules et les risques de collisions[76]. La rue comporterait des places de stationnement pour les visiteurs.

Le plan d'ensemble émet la possibilité d'aménager un ou deux pôles de mobilité sur le site, soit des lieux stratégiques où une concentration d'options de transport se greffe à un ou plusieurs pôles générateurs de déplacements (ex. pôles civique, institutionnel et alimentaire). Ces options incluent les transports collectifs ainsi que les voitures et vélos partagés, dans le but de remplacer la voiture privée[77].

Le projet de règlement comporte des dispositions sur les quais de chargement. Ceux-ci seraient uniquement accessibles à partir de la rue de Louvain Est[78].

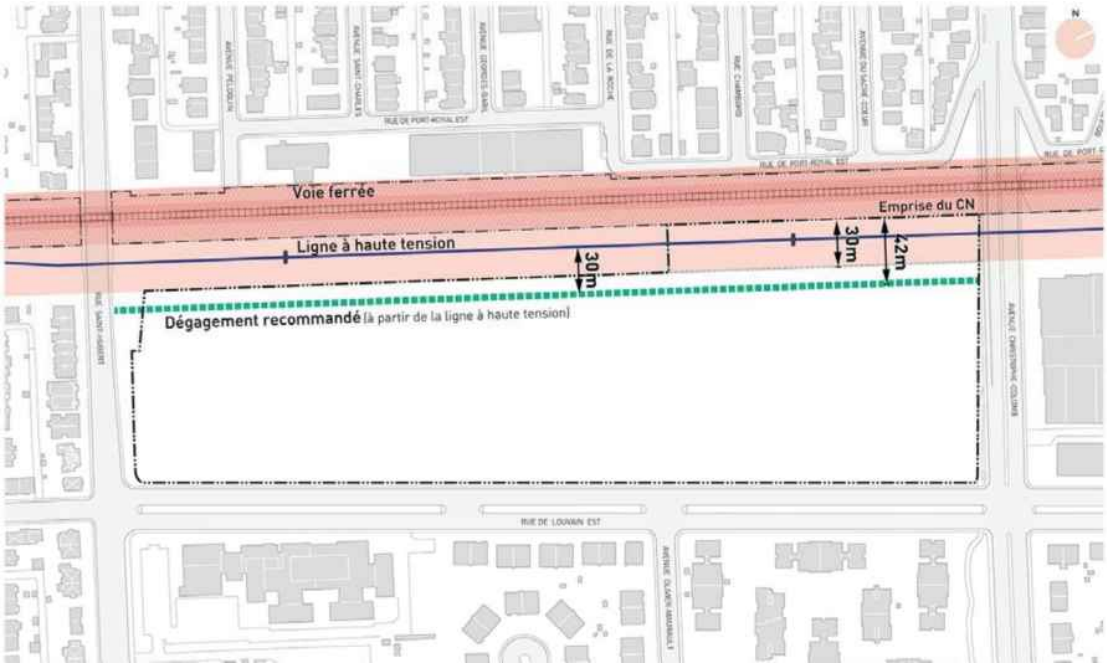
1.4.10 Les nuisances

Deux éléments présents sur le site sont de possibles sources de nuisances : la voie ferrée du Canadien National (CN) et la ligne à haute tension d'Hydro-Québec.

Au sujet de la première, le projet de règlement fixe des distances séparatrices qu'un terrain accueillant un usage sensible (ex. bibliothèque, école, garderie, centre d'hébergement et de soins de longue durée, centre de protection de l'enfance et de la jeunesse), devrait respecter au regard du niveau sonore atteint à l'intérieur d'un bâtiment et du niveau de vibrations ressenti[79]. Les types d'usages généraux, tels l'habitation ou les commerces, doivent être distants d'au moins 30 mètres de l'emprise du CN. D'après les informations disponibles, la fréquence de passage des trains un jour de semaine est de 14 pour la ligne EXO, de 2 pour VIA Rail, et d'un peu plus de 9 pour Canadien National[80].

[75] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 60
[76] Définition de rue partagée, dans collectivitesviables.org/articles/rue-partagee.aspx
[77] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 63
[78] Projet de règlement, Article 89, doc. 1.1.3.1, p. 3
[79] Projet de règlement, Article 89, doc. 1.1.3.1, p. 3-4
[80] Réponses du Bureau de projet partagé #1, doc. 7.4.2, p. 9

Figure 5 - Les distances séparatrices



Source : Bureau de projet partagé, 2019

Aux dires du Bureau de projet partagé, c'est toutefois la ligne à haute tension qui, par sa plus grande proximité du site, « *conditionne le développement*[81] » de l'écoquartier Louvain. Le BPP indique qu'en l'absence de normes sur les champs électromagnétiques, « *il [n'est] pas possible d'établir de niveau limite d'exposition ou encore de préconiser une distance minimale des lignes de transport d'électricité*[82]. » Néanmoins, le BPP compte appliquer un principe de précaution en prévoyant un dégagement de 30 à 40 mètres entre la ligne à haute tension et les premières constructions résidentielles, et une distance de près de 100 mètres par rapport à la façade nord de l'école primaire[83].

1.4.11 La gouvernance

La gouvernance de l'écoquartier touche, entre autres, à la mise en œuvre, à la promotion et à la gestion de ses diverses composantes, telles qu'immeubles résidentiels, équipements collectifs, domaine public, commerces de proximité, etc. Le BPP souhaite doter l'écoquartier d'une structure de gouvernance permanente. Celle-ci serait au coeur de la vie communautaire et assurerait la cohérence et la pérennité du projet, tout en lui permettant d'évoluer et de s'adapter au changement.

Pour atteindre ces objectifs, Solidarité Ahuntsic propose la création d'une fiducie foncière d'utilité sociale (FUS) qui deviendrait propriétaire du patrimoine foncier, au bénéfice de la

[81] Bureau de projet partagé, Assemblée publique, Plan d'ensemble préliminaire – 17 octobre 2019, doc. 3.13.5, p. 20
[82] Réponses du Bureau de projet partagé #1, doc. 7.4.2, p. 8
[83] *Idem*

collectivité locale. La Fiducie agirait comme maîtresse d'œuvre du développement, moyennant une entente préalable avec la Ville. Chaque terrain à construire ferait ensuite l'objet d'une convention de droit superficiaire entre la Fiducie et le promoteur. Entre autres avantages, Solidarité Ahuntsic souligne que le modèle de la fiducie foncière d'utilité sociale :

- s'applique à toutes les phases du développement de l'écoquartier;
- offre une garantie de permanence, par l'inscription en amont de la mission, des règles de gouvernance et de l'encadrement juridique des actifs à un acte de fiducie;
- favorise l'indépendance des fiduciaires qui l'administrent face à des changements externes de nature politique, sociale ou budgétaire, tout en rappelant leur obligation de gérer le patrimoine selon l'utilité sociale prévue;
- peut intégrer les principes de transparence et de participation citoyenne propres au concept de l'écoquartier;
- est adaptable aux divers modes de tenure, clientèles et secteurs d'activités appelés à cohabiter sur le site;
- permet de fixer des exigences en matière de développement écologique, immobilier et social, et d'exercer les contrôles appropriés grâce à des mécanismes de reddition de comptes contraignants[84].

Malgré l'intérêt d'une telle proposition pour la Ville de Montréal, celle-ci considère que d'autres scénarios de gouvernance devront être explorés avant de « *statuer sur le ou les moyen(s) d'atteindre les objectifs portés conjointement par le Bureau de projet partagé*[85]. »

1.4.12 L'échéancier de réalisation

Une hypothèse de phasage, basée sur des critères liés au marché immobilier et à la gestion de chantier, estime à 2033 la date de complétion des travaux de l'écoquartier. Quatre phases de réalisation sont envisagées :

- 2021 : Début du laboratoire et du projet d'urbanisme transitoire au
- 9515 rue Saint-Hubert (serre 4 saisons)
- 2023-2026 : École, unités résidentielles, portion ouest de la coulée verte
- 2027-2029 : Unités résidentielles, pôles civique et alimentaire, espaces publics
- 2030-2033 : Unités résidentielles, rue locale[86]

[84] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 98-100
[85] *Ibid.*, p. 78
[86] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 84-85

1.5 Les avis des instances consultatives

Au mois de novembre 2020, le Comité mixte et le comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville ont émis des avis favorables à l'égard du projet d'écoquartier Louvain Est. Nous présentons ici un résumé de leurs observations.

1.5.1 L'avis du comité consultatif d'urbanisme

Le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis des préoccupations relativement à l'approche en matière de stationnement et aux hauteurs proposées « *bien plus importantes que dans le quartier environnant*[87] ». Il dit toutefois comprendre l'orientation environnementale du projet d'écoquartier, de même que l'utilité des hauteurs pour atteindre les objectifs en matière de logements sociaux et maintenir un taux d'implantation réduit sur l'ensemble du site.

1.5.2 L'avis du Comité mixte

Le Comité mixte regroupe le Conseil du patrimoine de Montréal et le Comité Jacques-Viger. Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design urbain et d'architecture de paysage[88].

Ayant déjà formulé des recommandations sur le projet dans un avis daté de mars 2020, le Comité mixte dit apprécier la stratégie de conservation et de mise en valeur du boisé, l'aménagement et le verdissement du domaine public, et la stratégie de gestion des eaux. Il propose néanmoins d'augmenter la superficie du boisé de plus de 40 % et d'améliorer son intégration au site, « *en vue de lui assurer à la fois une véritable viabilité comme espace vert et une appropriation citoyenne*[89]. » La gestion des eaux du site et du boisé devrait être suivie par un expert en hydrologie, et le patrimoine naturel, faire l'objet d'un programme transitoire de conservation durant l'aménagement du site. En outre, le Comité mixte suggère de clarifier la gouvernance des espaces verts et publics, comme la coulée verte et la promenade piétonne.

Comme dans son avis de mars 2020, le Comité encourage les concepteurs à « *tirer profit de la saison hivernale*[90] » par des usages, des aménagements et un mobilier urbain adaptés. Il appuie les intentions du BPP en lien avec la conservation des édifices patrimoniaux d'y insérer des usages transitoires afin de prévenir leur dégradation, et de conserver la clôture de béton ajourée sur la rue de Louvain Est. Toutefois, il recommande d'identifier les moyens de protection pour assurer sa préservation. Enfin, le Comité recommande de « *clarifier le vocabulaire spécialisé des documents de présentation afin qu'il soit le plus transparent et le plus accessible possible*[91]. »

[87] Avis du CCU – 4 novembre 2020, doc. 1.2.4.1, p. 1
[88] Comité Jacques-Viger, extrait de ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=10137,142550422&_dad=portal&_schema=PORTAL
[89] Avis du comité mixte – 20 novembre 2020, doc. 1.1.4.2, p. 4
[90] Avis du comité mixte – 20 novembre 2020, doc. 1.1.4.2, p. 4
[91] *Ibid.*, p. 5

Dans son suivi des recommandations, le BPP a signifié son intention de mettre en œuvre l'ensemble des recommandations du Comité mixte[92].

1.6 Le dossier de documentation

Le Bureau de projet partagé présente une série de rapports d'études et de documents en appui aux composantes de l'écoquartier Louvain Est. La liste complète de cette documentation est disponible à l'adresse suivante : ocpm.qc.ca/fr/louvain-est/documentation.

1.6.1 Le Plan stratégique Montréal 2030

Encore aux prises avec la pandémie de la COVID-19, une crise à la fois sanitaire et environnementale, la Ville de Montréal déploie en 2020 un plan de relance sur dix ans afin de rehausser sa résilience économique, sociale et écologique. Ce plan comporte quatre orientations principales auxquelles tous les programmes, politiques et services municipaux devront se conformer : accélérer la transition écologique; renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion; amplifier la démocratie et la participation; stimuler l'innovation et la créativité[93].

1.6.2 L'étude d'impact sur la mobilité et le stationnement – Avril-Juin 2021

En comparant la situation actuelle de la mobilité dans le secteur du projet Louvain Est avec la situation projetée après l'implantation du projet, la firme EXP évalue les impacts non souhaitables entraînés par celui-ci et, le cas échéant, propose des moyens d'améliorer la mobilité pour l'ensemble des utilisateurs. Si elle conclut que l'augmentation des déplacements générés par le projet Louvain Est ne devrait pas avoir d'impact significatif sur la mobilité du secteur, la firme juge toutefois nécessaire de mieux aménager les réseaux destinés aux modes actifs afin d'en améliorer l'attractivité[94].

1.7 La démarche de consultation

Le mandat de la consultation s'étant déroulé durant la pandémie de la COVID-19, l'OCPM a mis sur pied une démarche spéciale dans le respect des consignes sanitaires des autorités gouvernementales et de la santé publique, tout en permettant des conditions d'accessibilité pour favoriser l'expression de tous les points de vue.

Rappelons que dans sa démarche habituelle, l'OCPM ouvre ses activités publiques par une séance d'information, suivie le soir même par une période de questions du public. Afin de respecter les consignes de distanciation physique, cette séance a été remplacée par deux activités virtuelles. Les personnes désirant participer à la consultation avaient le choix de donner leur opinion en ligne, par la poste ou par message téléphonique. L'audition des opinions s'est également

[92] Avis du comité mixte – Annexe – Suivi du Bureau de projet partagé, doc. 1.1.4.2.1, p. 1
[93] Ville de Montréal – Plan stratégique Montréal 2030, doc. 4.2.1
[94] Étude d'impact sur la circulation et le stationnement - juin 2021, doc. 3.4

déroulée à distance; les intervenants pouvaient participer soit par visioconférence ou par téléphone.

1.7.1 Le questionnaire en ligne

Les personnes intéressées ont pu répondre au questionnaire d'introduction disponible sur la page web de la consultation, entre le 18 mars et le 25 avril 2021. Les questions portaient notamment sur les enjeux posés par le futur quartier, les améliorations que celui-ci pourrait apporter au secteur et l'intérêt général des participants à y habiter[95].

1.7.2 La trousse d'information

Durant les mois de mars et d'avril, il était possible de commander une trousse de participation par la poste, spécialement assemblée pour les citoyens ne disposant pas de matériel informatique nécessaire pour prendre connaissance de la documentation déposée sur le site web de l'OCPM. Cette trousse comprend le document de présentation du Bureau de projet partagé (doc. 3.1), un dépliant, une feuille d'explication de la démarche, une feuille de récolte afin de donner son opinion par écrit, et une enveloppe-réponse préaffranchie.

1.7.3 La séance d'information virtuelle

Une séance d'information virtuelle a eu lieu le 7 avril. Cette étape a permis à l'Office de présenter sa démarche et de diffuser les présentations du Bureau de projet partagé. Ayant été préenregistrées, ces présentations pouvaient ensuite être revues, en tout temps, sur le site web de l'Office et sur sa chaîne YouTube.

1.7.4 La séance de questions et de réponses

Après la séance d'information et jusqu'au 15 avril, les citoyens pouvaient envoyer leurs questions à l'Office pour être acheminées au Bureau de projet partagé. Deux méthodes leur ont été proposées : à l'aide d'un formulaire web ou par messagerie vocale d'un téléphone spécialement prévu à cet effet.

Plus de 100 questions ont été reçues. La commission a donc retenu 16 questions d'ordre général posées par le plus grand nombre de personnes, et les a regroupées par thématique. Ces questions ont été posées le 20 avril aux représentants du Bureau de projet partagé lors d'une séance diffusée le lendemain soir, 21 avril. D'autres questions ont pu être posées en direct par téléphone à la suite de cette diffusion. Tout comme la séance d'information, cet événement pouvait être visionné en différé sur le site web de l'Office et sur sa chaîne YouTube. Les questions non retenues pour la séance de questions et réponses ont été adressées par écrit au Bureau de projet partagé.

[95] Synthèse du questionnaire en ligne, doc. 6.2

1.7.5 Les opinions en ligne

Du 22 avril au 17 mai 2021, une série de questions ouvertes préparées par la commission et regroupées en sept thématiques a offert aux participants la possibilité de s'exprimer en ligne sur les sujets suivants : l'écoquartier, le milieu de vie, la mobilité, l'environnement, le patrimoine, la gouvernance, et autres opinions. Un thème *English* regroupait une traduction de tous les autres thèmes. 97 opinions ont été ainsi recueillies.

1.7.6 L'audition des opinions

La démarche de consultation s'est conclue par la tenue de quatre séances d'audition des opinions. Celles-ci ont eu lieu virtuellement :

- Le 11 mai en soirée;
- Le 12 mai en après-midi;
- Le 13 mai en soirée;
- Le 14 mai en après-midi.

Ce fut l'occasion pour tous ceux et celles qui le désiraient de présenter devant la commission leur opinion concernant le projet d'écoquartier Louvain Est. Les participants ont pu présenter leur opinion et échanger avec les commissaires durant environ 20 minutes chacun.

Au terme de la démarche de consultation, la commission a analysé l'ensemble des opinions et références qui lui ont été fournies dans le but de formuler des recommandations à remettre aux élus municipaux.

1.8 Le tableau synthèse de la participation

Date	Activités	Participations	Visionnements en direct ou en différé
18 mars au 25 avril	**Questionnaire en ligne**	700	
7 avril 2021	**Séance d'information***	s/o	819
21 avril 2021	**Séance de questions et réponses** Personnes ayant soumis des questions - À l'avance (108 questions posées) - En direct (15 questions posées)	 32 10	295
11 au 14 mai 2021	**Étape des opinions** - Opinions en ligne thématiques - Opinions écrites avec présentation orale - Opinions écrites sans présentation orale - Présentations orales sans dépôt de mémoire	 97 20 49 6	304
	Sous-total	**914**	**1418**
	Participations totales	**2332**	

* Séance virtuelle. La participation en personne n'était pas permise en raison de la pandémie de la COVID-19.




Elise Nauzi

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants

Ce deuxième chapitre décrit les préoccupations, les attentes et les opinions émises par les participants durant la consultation publique concernant le projet d'écoquartier Louvain Est. Le portrait qui suit est basé sur les mémoires déposés, présentés ou non devant la commission, ainsi que les opinions thématiques reçues en ligne. On peut consulter en tout temps l'ensemble des contributions sur le site web de l'OCPM : ocpm.qc.ca/fr/louvain-est/documentation.

2.1 L'accueil général du projet

Le projet d'écoquartier Louvain Est reçoit un accueil enthousiaste d'une majorité de participants[96]. Citoyens et organismes soulignent son caractère novateur sur les plans communautaire et écologique[97], sa réponse à une demande « *sans cesse grandissante*[98] » en matière de logement social et abordable, et son approche globale de développement résultant en une « *manière nouvelle de voir la ville*[99]*.* » Ils adhèrent à ses valeurs tournées vers l'inclusion, l'ouverture et la solidarité, dans une visée pérenne[100]. Bon nombre d'entre eux ont tenu à reconnaître « *l'important travail de concertation*[101] » accompli en amont du projet, et la pertinence d'un processus de planification favorisant l'implication des citoyens.

Tout en voyant dans la propriété municipale une occasion « *unique*[102] » de faire un développement exemplaire en réponse à des enjeux tels que « *les inégalités de richesse, [...] le vieillissement de la population et le réchauffement climatique*[103] », ils espèrent que le projet Louvain Est saura devenir « *un exemple pour les futurs projets de redéveloppement en termes d'abordabilité, de processus participatif et d'empreinte environnementale*[104]. »

Pour y parvenir, ils indiquent que le nouveau quartier devra rester fidèle aux valeurs de solidarité, de concertation citoyenne et de respect de l'environnement promues depuis le début[105], qu'il devra « *réussir à innover tout en préservant le sentiment d'appartenance collective et le milieu de*

[96] Service de nutrition et d'action communautaire, doc. 8.4, p. 1; Stéphane Barsalou, doc. 8.6, p. 1; Syndicat de copropriété Sfère phase 1, doc. 8.19, p. 1; Carrefour jeunesse-emploi Ahuntsic Bordeaux, doc. 8.22, p. 1; Xavier Doutre, doc. 8.27, p. 1; Fernand Doutre, doc. 8.28, p. 1; Suzanne Archambault, doc. 8.37, p. 3; Entre-Maisons Ahuntsic, doc. 8.40, p. 1; François Saillant, doc. 8.43, p. 2; Myriam Perreault-Samson, doc. 9.1, #3; Flavie Achard, doc. 9.1, #8; Joanne Guay, doc. 9.1, #9; Frédérique Grenouillat, doc. 9.1, #11; Michel Desjardins, doc. 9.1, #14; Françoise Bouffière, doc. 9.1, #16; Jean St-Amant, doc. 9.1, #19; Francine Breton, doc. 9.2, #4; Amel Fève, doc. 9.2, #8; Céline Mayano, 9.2, #29; Anne-Marie Charette, doc. 9.2, #33

[97] Synthèse du questionnaire en ligne, doc. 6.2, p. 7; Groupe CDH, doc. 8.12, p. 8; Josée Tousignant, doc. 8.17, p. 1; Comité Citoyen de Youville, doc. 8.25, p. 4; Nicole Doucet, doc. 9.1, #4; Denyse Mayano, doc. 9.2, #32

[98] Marc-Aser De Sève, doc. 8.20, p. 1

[99] Vincent Gariépy, doc. 8.65.1, L. 1832

[100] L'Archipel de l'avenir, doc. 8.51, p. 9; L'Arc-en-ciel, doc. 8.57, p. 1; Centre de la petite enfance Le Petit Sentier, doc. 8.59, p. 1

[101] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 8.14, p. 1

[102] L'Archipel de l'avenir, doc. 8.51, p. 8

[103] Village Urbain, doc. 8.48, p. 12

[104] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 12

[105] Village Urbain, doc. 8.48, p. 12

vie de qualité des résidents actuels[106] », et favoriser « *l'entraide*[107] » avec les autres quartiers sans se refermer sur lui-même. Cette ouverture sur l'extérieur impliquerait par exemple de répondre aux besoins d'achats courants (ex. alimentation) des résidents de l'écoquartier et des quartiers voisins, en complémentarité avec l'offre commerciale existante[108].

Au-delà de tels souhaits, plusieurs citoyens et groupes favorables au projet se sont dits préoccupés par certaines de ses composantes. On cite en particulier la densité d'habitation et les hauteurs de bâtiments plus élevées que dans le secteur d'insertion, les risques pour la sécurité des enfants associés à une augmentation de la circulation dans les rues adjacentes, et la part de stationnement prévue sur le site[109]. En réaction au Bureau de projet partagé qui entend réduire l'utilisation de l'auto solo au profit des transports actifs, plusieurs participants ont demandé des aménagements favorisant la connectivité et la sécurité des trajets vers les lieux de destination du secteur[110].

Malgré cet accueil généralement positif, la consultation a révélé de vives réticences envers l'écoquartier chez plusieurs citoyens riverains[111]. Pour ces personnes appelées à côtoyer le projet dans toutes ses phases de développement, des éléments tels que la « *trop grande quantité de logements sociaux*[112] », des hauteurs et une densité d'habitation « *inacceptables*[113] », l'impact appréhendé du projet sur la circulation et la disponibilité du stationnement dans les rues avoisinantes[114] risquent d'affecter leur qualité de vie[115]. Certaines d'entre elles jugent le projet « *incomplet*[116] » et considèrent que l'approbation des riverains est essentielle pour le mettre en œuvre. À moins que des changements majeurs n'y soient apportés, comme le remplacement d'une grande partie des logements par des équipements collectifs ou des espaces verts[117], elles souhaiteraient pouvoir exprimer leur opposition par le biais d'un sondage ou d'un référendum[118].

[106] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 8
[107] Joanne Guay, doc. 9.1, #9
[108] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 8; Comité citoyen de Youville, doc. 8.25, p. 3 et 5; Société de développement commercial Promenade Fleury, doc. 8.72, p. 2-3
[109] Maude Laliberté, Transcription, doc. 8.1.2, L. 135-152; Syndicat de copropriété Sfère phase 1, doc. 8.19, p. 1; Coopérative d'habitation Co-Toît, doc. 8.55, p. 1; Pierre E. Lachapelle, doc. 8.60, p. 1; Ann-Renée Garneau, doc. 8.67, p. 1; Myriam Perreault-Samson, doc. 9.1, #3; France Dumas, doc. 9.2, #15 et doc. 9.4, #7; Laurence Roy, doc. 9.2, #37 et doc. 9.4, #11;
[110] Cynthia Falaise, doc. 8.2, p. 18; Stéphane Barsalou, doc. 8.6, p. 5-6; Ahuncycle, doc. 8.21, p. 1; Samuel Milette-Lacombe, doc. 8.71, p. 7
[111] Teodora Nadù, doc. 8.31, p. 1; Chantale Gingras, 8.58, p. 1; Josée Passarelli, doc. 8.26, p. 1; Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 1; Sylvain Ducharme, doc. 8.74, p. 3; Real Roch, doc. 9.1, #1; Manon Caron, doc. 9.2, #30; Pierre Senécal, doc. 9.7, #3
[112] Marie-Claude Guérin, doc. 8.50, p. 1
[113] Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 1
[114] Josée Passarelli, doc. 8.26, p. 1; Teodora Nadù, doc. 8.31, p. 1; Sylvain Ducharme, doc. 8.74, p. 3
[115] Annie Paquin, doc. 8.49, p. 1; Carlos Almeida, doc. 8.56, p. 1; Diane Brosseau, doc. 9.2, #27
[116] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 2
[117] Marie-Josée Cadieux, doc. 8.34, p. 1; Mario Giammatteo, doc. 8.35, p. 1; Sid Ahmed Soussi, doc. 8.36, p. 1; Annie Paquin, doc. 8.49, p. 1; Marie-Claude Guérin, doc. 8.50, p. 1; Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 1; Sylvain Ducharme, doc. 8.74, p. 3
[118] Alexandru Dobrescu, doc. 8.8, p. 4-5; Teodora Nadù, doc. 8.31, p. 1; Mario Giammatteo, doc. 8.35, p. 1; Gérard St-Jean, doc.8.45, p. 1; Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 7

Les opinions reçues ont été produites par près de 130 participants, partagés entre une centaine de citoyens et une trentaine de groupes. Bien que certains citoyens aient précisé qu'ils habitent dans le voisinage du site Louvain, la plupart n'ont pas donné cette information. Environ la moitié des groupes œuvrent à la réalisation de logements sociaux et communautaires ou offrent aux personnes vulnérables habitant Ahuntsic-Cartierville des services de type aide alimentaire, vie communautaire, accès à l'emploi ou renforcement des capacités. Les groupes restants comprennent des représentants de copropriétaires ou de coopératives d'habitation du secteur, des associations de personnes ayant pour objectifs la promotion de l'histoire locale, de l'environnement ou des transports actifs, ou sont impliqués dans sa vie commerciale et éducative.

Les contributions fournies par l'ensemble de ces participants sont présentées selon les thèmes suivants : logement, commerces et services, équipements collectifs et institutionnels, espaces publics, espaces verts et environnement, architecture et patrimoine, mobilité, nuisances, et gouvernance.

2.2 Le logement

Sur un terrain de 7,7 hectares, le Bureau de projet partagé propose la réalisation de 800 à 1000 logements abordables, dont la moitié au moins serait à vocation sociale et communautaire. Différents types d'unités et de tenures (logement social et communautaire, logement abordable OBNL ou autre, en location ou en acquisition), dans des bâtiments aux gabarits variés, permettraient d'accueillir une diversité de clientèles et de projets d'habitation.

Élément phare du projet d'écoquartier, la proposition en matière de logement a suscité des réactions généralement positives, mais polarisées.

2.2.1 Le contexte de l'habitation

D'entrée de jeu, plusieurs intervenants insistent sur la « *grande difficulté de se loger sans se ruiner à Montréal*[119] », une situation qui, exacerbée par la pandémie de la COVID-19[120], crée « *stress et détresse chez plusieurs de nos concitoyens*[121]. » On signale que le coût des loyers a « *littéralement explosé ces dernières années*[122] » dans Ahuntsic-Cartierville, et que sur les 35 300 ménages locataires que compte l'arrondissement, 5 700 doivent « *engloutir plus de la moitié de leur revenu en loyer*[123]*.* » Or, indique un organisme, « *un ménage ne devrait pas consacrer plus de 30 % de son revenu aux dépenses du logement. Autrement, la satisfaction d'autres besoins est*

[119] Pierre E. Lachapelle, doc. 8.60, p. 1
[120] Bâtir son quartier, doc. 8.9, p. 4; Front d'action populaire en réaménagement, doc. 8.69, p. 1
[121] Pierre E. Lachapelle, doc. 8.60, p. 1
[122] Fernand Doutre, doc. 8.28, p. 1
[123] François Saillant, doc. 8.43, p. 2

compromise[124]. » Conséquence de ce phénomène, de nombreux ménages habitent des logements vétustes, insalubres et de taille insuffisante[125].

Des participants soutiennent que le logement est un « *besoin primaire*[126] » et un droit, non une marchandise,[127] et qu'à l'heure actuelle, le marché privé « *ne permet pas de garantir le droit au logement*[128]. » En ce sens, la proposition de construire entre 800 et 1 000 logements abordables est « *évidemment la bienvenue*[129] » pour une majorité de participants, car elle « *permettra à de nombreuses personnes [...] d'avoir accès à un logement adapté à leurs conditions physiques et financières*[130]. » Plus largement, elle concorde avec le souhait que « *la transformation des quartiers doit permettre aux ménages à faible ou modeste revenu, résidant déjà ou désirant s'installer dans ces quartiers, d'avoir accès à des logements de qualité et financièrement accessibles*[131] ». Un regroupement citoyen du secteur croit qu'en favorisant une mixité des ménages et en permettant de « *tester de nouvelles avenues en habitation*[132] », « *l'offre résidentielle diversifiée*[133] » du projet Louvain Est contribuera à préserver le droit de vivre en ville.

2.2.2 Les résidents de l'écoquartier

De nombreuses propositions témoignent de l'intérêt des participants pour une mixité sociale au sein du projet[134]. On propose de façon générale que « *les logements devraient être variés pour assurer une diversité de la collectivité*[135]. » Alors que cette diversité comprendrait des personnes appartenant à « *des catégories socioprofessionnelles, des cultures [et] des tranches d'âge différentes*[136] », notamment des familles, des jeunes, des personnes seules, des couples et des personnes retraitées, plusieurs citoyens défendent l'idée d'une mixité intergénérationnelle, d'un « *espace [...] où la jeunesse rencontre la sagesse*[137]. »

Afin de concrétiser une telle mixité, une personne suggère de développer l'écoquartier en considérant les « *différentes étapes de la vie*[138] », de la petite enfance à la vieillesse. L'importance des contacts sociaux ressentie durant la pandémie invite à créer de la diversité au sein même des

[124] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 5
[125] Bâtir son quartier, doc. 8.9, p. 4; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 5; Anne-Marie Charette, doc. 9.2, #33
[126] Anne-Marie Charette, doc. 9.2, #33
[127] Francisco Quiazua, Transcription, doc. 8.63.1, L. 1428-1431
[128] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 5
[129] Xavier Doutre, doc. 8.27, p. 1
[130] Entraide Ahuntsic-Nord, doc. 8.62, p. 2
[131] Bâtir son quartier, doc. 8.9, p. 4
[132] Comité Citoyen de Youville, doc. 8.25, p. 6
[133] *Idem*
[134] Coopérative d'habitation L'Étincelle, doc. 8.3, p. 1; Josée Tousignant, doc. 8.17, p. 1; Entraide Ahuntsic-Nord, doc. 8.62, p. 2; Francine Breton, doc. 9.2, #4; Caroline Demers Dubois, doc. 9.2, #5; Amel Fève, doc. 9.2, #8; Cyrille Marcant, doc. 9.2, #11; Joanne Guay, doc. 9.2, #14; France Dumas, doc. 9.2, #15; Frédérique Grenouillat, doc. 9.2, #17; Céline Mayano, doc. 9.2, #29; Yvan Lafrenière, doc. 9.2, #34
[135] Laurence Roy, 9.2, #37
[136] Céline Mayano, doc. 9.2, #29
[137] Caroline Demers Dubois, doc. 9.2, #5
[138] Francisco Quiazua, Transcription, doc. 8.63.1, L. 1456-1459

immeubles[139]. On propose un concept d'habitation bigénérationnelle pour familles avec enfants et grands-parents, ou de « *cohabiter avec les personnes d'un certain âge, [...] peu importe le groupe qu'on va être*[140] ». Dans le même esprit, des participants recommandent de bâtir des ponts en favorisant « *une entraide entre toutes ces générations*[141] », de façon à ne pas « *reproduire le clivage qu'on a pu observer dans [certains] projets de mixité sociale, entre la clientèle des logements sociaux et les autres*[142]. »

Plusieurs répondants mettent toutefois l'accent sur les besoins d'une clientèle en particulier. Considérant qu'une personne peut vivre plusieurs situations simultanément, certains demandent de privilégier les personnes à faible revenu, les personnes seules, les aînés et les personnes à mobilité réduite[143]. Concernant ces dernières, une participante demande « *qu'on pense à nous peu importe l'âge, peu importe la personne. Ça peut être un enfant, ça peut être un grand-parent*[144] ». L'attention souhaitée à leur égard impliquerait de prévoir des unités de logement adaptées, des ascenseurs, ainsi que des espaces intérieurs et extérieurs accessibles, tels des couloirs avec mains courantes et une descente pour les fauteuils roulants et les déambulateurs[145].

Quelques participants font des logements familiaux une priorité[146]. Le manque de précision au sujet du nombre et des dimensions de ce type d'unités dans le document de présentation[147] fait craindre à certains qu'une densité d'habitation élevée sur le site ne s'appuie avant tout sur des logements de petite taille : « *There was an emphasis in the background material on Ahuntsic's housing needs which specifically calls out families, yet in the 100 page "Document d'information" families are mentioned only twice. [...] I can't help but wonder whether the 1 000 units proposed over-pivot on density to provide many small lodgings instead of a mix that adequately addresses the needs of families*[148] *».*

On demande donc de « *réserver un maximum d'espace*[149] » aux unités familiales en tenant compte de la « *nouvelle réalité du travail à domicile*[150] », ou encore de prévoir beaucoup de « *cinq et demie et [de] six et demie, parce que le monde n'a pas juste un demi-enfant*[151]. »

[139] Winnie Frohn, doc. 9.2, #27
[140] Hélène Chaput, Transcription, doc. 8.66.1, L. 565-567
[141] Coopérative d'habitation L'Étincelle, Transcription, doc. 8.3.1, L. 1629-1630
[142] Frédérique Grenouillat, doc. 9.2, #27
[143] Nicole Doucet, doc. 9.1, #4; Maurice Brunet, doc. 9.2, #2; Caroline Demers Dubois, doc. 9.2, #5; André Gravel, doc. 9.2, #7; Suzanne Bond, doc. 9.2, #18; Claude Ampleman, doc. 9.2, #26; Vanessa Lemire, doc. 9.2, #34
[144] Hélène Chaput, Transcription, doc. 8.66.1, L. 780-781
[145] *Ibid.*, L. 564 et 780-783
[146] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 7; Carrefour Jeunesse Emploi Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville, doc. 8.22, p. 1; André Gravel, doc. 9.2, #7; Bernice Chabot-Giguère, doc. 9.2, #20; Marie-André David, doc. 9.2, #21; Claude Ampleman, doc. 9.2, #26; Laurence Roy, 9.2, #37
[147] Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 7
[148] Michael Kobierski, doc. 8.38, p. 2
[149] Village Urbain, doc. 8.48, p. 9
[150] André Gravel, doc. 9.2, #7
[151] Vincent Gariépy, Transcription, doc. 8.65.1, L. 1749-1751

La question du revenu maximum nécessaire pour l'obtention d'un logement dans l'écoquartier est une préoccupation pour certains. Une citoyenne explique que des « *coopératives pour les 55 ans et plus demandent de n'avoir qu'un revenu qui est sous le seuil de 30 000 $. Donc je ne réponds pas à ce critère et je ne peux me permettre de payer plus de 1 000 $ par mois pour me loger*[152]. » Des commentaires ciblent également les familles qui « *veulent rester dans le quartier, mais qui n'ont pas les moyens [d']acheter*[153] », et les familles aux revenus moyens à élevés, tentées de quitter Montréal à cause de la tendance du marché immobilier et dont le projet Louvain Est ne couvrirait pas les besoins[154].

2.2.3 Les modes de tenure

Tout comme pour les types de clientèles, les participants sont généralement favorables à une mixité des modes de tenure au sein de l'écoquartier, par la présence de logements sociaux, de logements communautaires de type coopératives d'habitation, et de logements étudiants abordables. Néanmoins, l'objectif d'implanter au minimum 50 % de logements sociaux et communautaires suscite des craintes quant à la mixité socio-économique du projet, tandis que le concept de logement abordable gagnerait à être mieux défini.

Le logement social et communautaire

Le logement social

Des organismes à but non lucratif souhaitant réaliser des projets d'habitation sociale sur le site Louvain Est ont présenté les avantages de cette formule pour leurs occupants.

Le représentant d'un groupe d'aide aux personnes autistes dit percevoir « *un immense besoin pour certaines familles vivant avec un enfant handicapé*[155] ». Il indique qu'environ 1100 adultes ont un trouble du spectre de l'autisme dans le seul arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Étant donné le manque de services spécialisés et de soutien au logement pour les adultes autistes au Québec, plusieurs parents se voient vieillir dans la peur que leurs enfants ne tombent dans l'itinérance lorsqu'ils ne pourront plus s'en occuper[156]. S'appuyant sur une expérience récente, l'organisme envisage dans l'écoquartier un projet mixte de 80 unités de logement, qui accueillerait 30 adultes autistes recevant un soutien individualisé (volet 3 du programme AccèsLogis), 8 personnes handicapées ayant des limitations fonctionnelles, et 42 personnes autres (volet 1). Le participant estime que, tout en conférant liberté, sécurité et appartenance aux personnes autistes, ce projet encouragerait « *les rapports de bon voisinage, à l'interne*

[152] Josée Tousignant, doc. 8.17, p. 1
[153] Laurence Roy, 9.2, #37
[154] Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 5 et 7
[155] L'archipel de l'avenir, Transcription, doc. 8.51.1, L. 851-901
[156] *Idem*

comme à l'externe[157] » par des activités de soutien communautaire à l'intention de tous les résidents.

Parce que les femmes qui « *rompent le cycle de la violence [...] ou qui vivent en situation de pauvreté trouvent difficilement un logement propre et abordable dans le quartier [...] et d'une taille convenable si elles ont des enfants*[158] », un OBNL demande que l'écoquartier réponde aux besoins des femmes à raison de « *50 % plus un*[159] *»*. Pour cet organisme, dont les projets sociaux visent l'accès au logement pour femmes seules ou monoparentales, répondre aux « *besoins réels*[160] » des femmes procure à celles-ci la stabilité, qui à son tour « *confirme le rôle essentiel du logement social avec soutien communautaire comme vecteur d'intégration sociale*[161]. »

Les coopératives d'habitation

Des participants de divers horizons, dont certains appartiennent à des coopératives d'habitation voulant réaliser des projets sur le site, croient que cette formule résidentielle gagnerait à se répandre à Montréal et dans Ahuntsic-Cartierville[162]. Soulignant que le site Louvain est un « *lieu à bâtir*[163] » comme l'était le Domaine Saint-Sulpice en 1962, ils voient dans la propriété municipale du site l'occasion[164] d'assurer une « *continuité de développement*[165] » avec les projets coopératifs et communautaires « *qui ont donné son âme*[166] » au Domaine. Le projet Louvain Est serait ainsi une « *vitrine*[167] » de la mixité sociale à l'origine du développement du quartier, « *adaptée aux besoins d'aujourd'hui*[168]. »

Les participants sont par ailleurs nombreux à exposer les bienfaits du modèle coopératif. Il s'agit à leurs yeux d'une « *belle alternative au marché privé*[169] ». En effet, tout comme pour les OBNL, sa finalité réside dans le fait d'habiter, garantie à long terme, plutôt que dans une valeur d'investissement[170]. Des résidents de coopératives indiquent que, s'ils n'avaient pas eu ce type de logement :

- *« J'aurais probablement approché [de] la pauvreté malgré le fait que je travaille à temps plein dans un CHU [...] j'ai quasiment la chance d'avoir seulement un enfant*[171]*. »*

[157] L'archipel de l'avenir, doc. 8.51, p. 5-6
[158] Centre des femmes solidaires et engagées, doc. 8.32, p. 1
[159] Brin d'Elles, Transcription, doc. 8.5.2, L. 608
[160] Brin d'Elles, Transcription, doc. 8.5, p. 9
[161] *Ibid.*, p. 8
[162] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 7, Mélanie Dubé, Transcription, doc. 8.64.1, p. 1
[163] Société d'histoire du Domaine Saint-Sulpice, Transcription, doc. 8.11.1, L. 890-894
[164] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 12
[165] Sylvie Boisvert, doc. 9.2, #36
[166] Société d'histoire du Domaine Saint-Sulpice, doc. 8.11, p. 1
[167] Cyrille Marcant, doc. 9.2, #11
[168] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 3
[169] Vincent Gariépy, Transcription, doc. 8.65.1, L. 1739-1740
[170] Bâtir son quartier, Transcription, doc. 8.9.1, L. 2606-2609
[171] Mélanie Dubé, Transcription, doc. 8.64.1, L. 1048-1057

- *« [...] t'as la moitié des logements qui sont subventionnés et personnellement, je ne pourrais pas vivre dans un logement [à Montréal] si je n'étais pas subventionné parce que [...] j'ai une contrainte sévère à l'emploi*[172]*. »*

Par sa nature abordable et inaliénable, ce type d'habitation procure la sécurité aux personnes âgées et aux familles[173], qui cessent de craindre les « *reprises de logement, l'augmentation des loyers, les logements insalubres*[174] » ou trop petits. Les parents peuvent profiter d'une pause lorsque leurs enfants jouent ensemble et, grâce au fait que les loyers sont abordables, « *avoir du temps de qualité*[175] » avec eux, à consacrer aux devoirs par exemple.

Des intervenants font valoir que, pour les locataires, l'un des principaux avantages de la vie en coopérative consiste à être actifs dans la gestion de leur habitat[176], et d'ainsi acquérir « *un certain pouvoir sur leur qualité de vie*[177]. » Par ricochet, le fait de s'impliquer dans son propre milieu génère un sentiment d'appartenance à celui-ci, et brise l'isolement des personnes vulnérables[178] : « *[...] le fait de travailler ensemble, de prendre les décisions ensemble, les corvées qu'on réalise ensemble et les réceptions qu'on se donne, c'est ça qui fait la société*[179]*.* » Ce sont ces valeurs « *d'entraide et de solidarité*[180] » qu'une représentante de coopérative d'habitation désire inculquer à ses enfants.

Des espaces communs

Pour plusieurs participants, développer ces valeurs nécessite des espaces communs pour se réunir ou organiser des activités sociales[181], telles que des fêtes et « *des ateliers selon nos compétences*[182] ». On demande également des cuisines communautaires et des espaces de rangement pour les familles permettant le partage d'équipements, de vélos ou de matériel pratique en vacances[183].

Un organisme à but non lucratif entend pousser la logique du partage par la conception d'un cohabitat sur le site Louvain Est. Ce type de coopérative, encore inusité à Montréal, regroupe des logements individuels autour d'espaces communs partagés. Les logements sont de taille réduite pour favoriser les interactions sociales, tandis que le partage de repas, d'espaces, d'achats, de voitures, les activités communes et les services rendus tels que le gardiennage, concourent au

[172] Vincent Gariépy, Transcription, doc. 8.65.1, L. 1779-1782
[173] Mélanie Dubé, Transcription, doc. 8.64.1, L. 1041-1042; Yvan Lafrenière, doc. 9.2, #34
[174] Mélanie Dubé, Transcription, doc. 8.64.1, L. 1044-1045
[175] *Ibid.*, L. 1340-1341
[176] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 9; Coopérative d'habitation familiale Louvain, doc. 8.44, p. 2; Front d'action populaire en réaménagement, doc. 8.69, p. 2
[177] Vincent Gariépy, Transcription, doc. 8.65.1, L. 1736-1737
[178] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 4
[179] Société d'histoire du Domaine Saint-Sulpice, Transcription, doc. 8.11.1, L. 905-907
[180] Coopérative d'habitation familiale Louvain, Transcription, doc. 8.44.1, L. 520-521
[181] Céline Mayano, doc. 9.2, #29
[182] Coopérative d'habitation familiale Louvain, Transcription, doc. 8.44.1, L. 628
[183] Mélanie Dubé, Transcription, doc. 8.64.1, L. 1305-1314

développement d'un « *mode de vie abordable*[184]. » Le projet envisagé s'adresse aux ménages « *qui ont trop de revenus pour avoir accès au logement social, mais pas assez pour se loger décemment sur le marché privé*[185] ». Il comprendrait une majorité de logements disponibles à l'achat, ainsi que quelques unités locatives pour « *des personnes qui ne sont pas encore en capacité d'accéder à la propriété ou qui veulent tester le cohabitat*[186]. »

La proportion de logements sociaux et communautaires

Les intervenants favorables au projet ont peu commenté l'intégration d'au moins 50 % d'unités sociales et communautaires. Quelques-uns qualifient toutefois cette proportion d'insuffisante au regard des besoins dans Ahuntsic-Cartierville[187], et se demandent « *pourquoi [en pleine pénurie] vouloir inclure des projets d'accession à la propriété privée sur un terrain public*[188]*?* » Selon eux, attribuer une vocation sociale ou communautaire à l'ensemble des logements du site serait préférable au fait de « *favoriser l'accès à la propriété à un nombre relativement restreint de ménages ou encore de permettre à des propriétaires privés de construire du logement locatif*[189]. » De la sorte, le terrain conserverait sa vocation publique[190].

Nombre d'intervenants, dont plusieurs disent habiter près du site, estiment au contraire qu'une « *trop forte concentration de logements sociaux au même endroit constitue un échec annoncé*[191] », et va « *à l'encontre de tous les principes d'intégration*[192]. » À l'instar des cités parisiennes[193], la concentration de logements sociaux et abordables dans certains secteurs « *est un modèle qui historiquement a contribué à créer des communautés défavorisées*[194] ». Étant donné la présence de « *1 200 logements sociaux*[195] » aux alentours du site, et le voisinage d'un « *complexe de HLM très populeux et négligé*[196] », ces citoyens craignent que l'ajout de centaines de logements sociaux et communautaires ne mène à la formation d'un « *ghetto*[197] » et à une amplification des incidents violents qu'ils associent au HLM[198].

[184] Mélanie Dubé, Transcription, doc. 8.64.1, p. 9
[185] Village Urbain, doc. 8.48, p. 9
[186] *Ibid.*, p. 4
[187] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 8 et 10; François Saillant, doc. 8.43, p. 2; Coopérative d'habitation familiale Louvain, doc. 8.44, p. 1
[188] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 8 et 10
[189] Coopérative d'habitation familiale Louvain, doc. 8.44, p. 2
[190] Front d'action populaire en réaménagement, doc. 8.69, p. 2
[191] Manon Caron, doc. 9.2, #6
[192] Teodora Nadù, doc. 8.31, p. 1
[193] Chantale Gingras, doc. 8.58, p. 1
[194] Josée Passarelli, doc. 8.26, p. 1
[195] Alexandru Dobrescu, doc. 8.8, p. 6; Teodora Nadù, doc. 8.31, p. 1; Tony Luciano, Transcription, doc. 8.68.1, L. 2164-2165
[196] Sylvie Boisvert, doc. 9.2, #36
[197] Alexandru Dobrescu, doc. 8.8, p. 6; Teodora Nadù, doc. 8.31, p. 1; Diana McLaughlin, doc. 8.53, p. 1; Chantale Gingras, doc. 8.58, p. 1; Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 4; Cathy Galati, doc. 9.2, #3; Manon Caron, doc. 9.2, #6; Daniel Gaudry, doc. 9.2, #12; Sylvie Boisvert, doc. 9.2, #36; Giovanni Iacovino, doc. 9.8, #1
[198] Carlos Almeida, doc. 8.56, p. 1; Chantale Gingras, doc. 8.58, p. 1; Charlie Arcuri, doc. 8.70, p. 1; Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 4; Sylvain Ducharme, doc. 8.74, p. 4

Pour ces résidents du secteur, « *la construction de bâtiments écologiques n'effacera pas [les] défis*[199] » posés à la sécurité[200]. Il conviendrait donc de réduire la présence de logements subventionnés dans l'écoquartier, par exemple en appliquant le nouveau Règlement pour une métropole mixte[201], sinon de n'en construire aucun, en réservant le site à l'implantation d'équipements collectifs et d'espaces verts à l'intention des résidents actuels[202].

Souhaitant répondre à ces observations, des intervenants font valoir que la « *variété des projets proposés*[203] » dans le contexte de redéveloppement du site Louvain Est contribuera à la mixité sociale et écartera tout risque de ghettoïsation[204]. Ils soulignent qu'en général, dans les projets AccèsLogis, « *un ménage sur deux est à faible revenu et bénéficie d'une subvention lui permettant de payer son loyer, [tandis que] les autres ménages appartiennent à différentes classes sociales*[205]. » Pour leur part, les coopératives d'habitation recherchent « *des membres aux compétences diverses afin d'assurer le bon fonctionnement et une saine gestion*[206]. »

Parlant d'un projet de logement social destiné aux femmes, une représentante d'OBNL raconte : « *Il faudrait être futé pour être capable de dire "là, il y a des femmes qui étaient en difficulté avant." Parce qu'après dix ans de stabilité résidentielle, on devient pas mal madame Tout-le-monde, qui se promène sur la rue Fleury, qui va faire son épicerie*[207] ». Pour des participantes, la solution aux craintes exposées par les riverains résiderait dans « *un travail d'éducation et de formation*[208] », afin de comprendre que « *tout le monde est gagnant*[209] » à côtoyer d'autres réalités que la sienne.

Le logement abordable

La définition du logement abordable

Le Bureau de projet partagé a indiqué que les projets d'habitation n'ayant pas vocation sociale ou communautaire seraient tout de même abordables à long terme.

Très peu de commentaires abordent cette composante de l'écoquartier de manière spécifique. Des participants estiment que « *le vocable "logement abordable" doit être beaucoup mieux défini*[210] », car dans l'état actuel des choses, « *les logements dits abordables ne le sont pas pour*

[199] Josée Passarelli, doc. 8.26, p. 1
[200] Diane Brosseau, doc. 9.2, #27
[201] Cathy Galati, doc. 9.2, #3
[202] Marie-Josée Cadieux, doc. 8.34, p. 1
[203] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 3
[204] François Saillant, doc. 8.43, p. 3
[205] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 8
[206] *Ibid.*, p. 7
[207] Brin d'Elles, Transcription, doc. 8.5.2, L. 557-560
[208] *Ibid.*, L. 578-579
[209] Mélanie Dubé, Transcription, doc. 8.64.1, L. 1103-1105
[210] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 8

une partie grandissante des locataires, même si les loyers y sont inférieurs à ceux des constructions neuves privées[211] .» Par conséquent, on demande « *d'établir [au préalable] les coûts de location ou d'achat prévus des unités d'habitation*[212]. »

Un groupe de ressources techniques (GRT) affirme, pour sa part, que les logements abordables locatifs et les logements abordables pour propriétaires occupants, qui s'adressent aux ménages « *"trop riches" pour le logement social et "trop pauvres" pour accéder à la propriété sans subventions*[213] », forment un « *créneau du marché [...] laissé pour compte depuis longtemps*. » Ce groupe entend lui-même élaborer des « *volets innovateurs pour diversifier les types de projets abordables à Montréal*[214]. »

De l'avis de certains, « *nous ne saurions trop insister*[215] » sur l'importance d'une abordabilité à long terme pour tous les logements du site. Des mécanismes tels que la limitation de la plus-value à la revente et la mise en place d'une fiducie foncière permettraient d'appliquer cette garantie aux logements dits abordables[216]. Par ailleurs, un intervenant rappelle qu'au « *tournant des années 1970*[217] », la convention d'exploitation entre le bailleur (SCHL ou SHQ) et le propriétaire communautaire collectif déterminait les conditions à respecter par ce dernier, et en cas de nouveau propriétaire, les qualités que celui-ci devrait avoir.

Le logement étudiant

Un OBNL dédié à la réalisation de logement étudiant abordable présente divers arguments en faveur de l'implantation de ce type d'habitation sur le site Louvain.

Il mentionne tout d'abord que plus de 70 % des étudiants locataires de Montréal consacrent au-delà de 30 % de leurs revenus au logement, et que plus de 20 000 étudiants universitaires ont des besoins impérieux de logement[218]. Ensuite, le fait que la population étudiante occupe en colocation une part significative des grands logements disponibles dans les quartiers centraux pour réduire ses frais de loyer, et le fait qu'elle déménage souvent, influence « *le coût des loyers dans un quartier donné lorsqu'il n'existe pas d'offre dédiée et abordable de façon pérenne*[219]. »

Pour ce participant, quelques facteurs contribuent à faire du site Louvain Est un emplacement de choix pour l'inclusion d'une composante visant la clientèle étudiante locataire :

[211] François Saillant, doc. 8.43, p. 3
[212] *Ibid.*
[213] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 4
[214] *Ibid.*
[215] Coopérative d'habitation L'Étincelle, doc. 8.3, p. 1
[216] Village Urbain, doc. 8.48, p. 11
[217] Bâtir son quartier, Transcription, doc. 8.9.1, L. 2805
[218] *Ménage dont le logement est considéré inadéquat, inabordable ou d'une taille non convenable, et dont le niveau de revenu est insuffisant pour permettre de payer les frais de logement d'un logement approprié et adéquat dans sa communauté.* Extrait de 12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/chn-biml/index-fra.cfm
[219] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 8.14, p. 1

- la présence des collèges Ahuntsic et André-Grasset à distance de marche;
- l'accès à deux établissements collégiaux et à deux universités en 30 minutes ou moins de transport collectif;
- la prédilection des étudiants pour les modes de transport actifs et collectifs, et l'importance qu'ils accordent à l'agilité de leurs déplacements[220].

Un projet de logement étudiant abordable aurait lui-même différents effets positifs. En plus de favoriser l'accès aux études pour des jeunes à plus faibles revenus et de diminuer la pression exercée sur les logements dans les quartiers centraux, il stimulerait la vitalité sociale et économique de l'écoquartier[221].

Quant à l'abordabilité des unités, elle s'établit au minimum à 90 % du loyer médian d'un quartier : « *mais c'est sûr que, puisqu'on est un OBNL, tout ce qu'on peut mettre en réduction de loyer [en restant viable], on le fait*[222]. »

2.2.4 La densité et les hauteurs

Répartis à travers le site, les immeubles résidentiels compteraient au maximum 6 étages dans la portion centrale, et 8 ou 10 étages près des axes Saint-Hubert et Christophe-Colomb.

La question de la densité et des hauteurs a interpellé un grand nombre de participants, dont la plupart s'interrogent sur l'intégration du projet d'écoquartier dans son milieu.

Au premier chef, des citoyens riverains considèrent que la densité d'habitation visée est « *excessive*[223] », « *non responsable*[224] », « *very concerning*[225] », car elle « *dépasse de beaucoup celle des environs et de l'arrondissement*[226]. » Alors que le plan d'ensemble parle d'un lieu verdoyant, il inclurait une trop grande quantité d'immeubles dans un secteur déjà dense[227] : « *Notre quartier n'est pas un centre-ville ni le boulevard l'Acadie*[228]. » Dans ce « *quartier résidentiel*[229] », une densité « *plus grande que ce qui se trouve dans les quartiers populeux de Montréal, tel que le Plateau Mont-Royal*[230] », ne représenterait « *pas un avantage*[231] » pour ses résidents.

[220] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 8.14, p. 2
[221] *Idem*
[222] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, Transcription, doc. 8.14.1, L. 1293-1294
[223] Sylvie Boisvert, doc. 9.2, #36
[224] Marie Nardo, doc. 8.33, p. 1
[225] Giovanni Iacovino, doc. 9.8, #1
[226] Julien St-Pierre, doc. 8.41, p. 1
[227] Giovanni Iacovino, doc. 9.8, #1
[228] Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 4
[229] Carlos Almeida, doc. 8.56, p. 1; Charlie Arcuri, doc. 8.70, p. 1
[230] Annie Paquin et Vitalie Railean, doc. 8.49, p. 1; Laurence Roy, doc. 9.2, #37
[231] Ann-Renée Garneau, doc. 8.67, p. 1

De la même façon, des bâtiments de « *dix, huit, six étages ne sont pas les bienvenus*[232] » pour de nombreux citoyens. Ils sont assimilés à d'« *immenses tours grises repliées sur elles-mêmes qui transformeront à jamais l'esprit de l'un des derniers quartiers à échelle humaine de Montréal*[233]. » L'édifice de dix étages, en particulier, ferait l'effet d'une « *chandelle visible au-dessus de l'horizon*[234] », et « *massacrerait le paysage*[235] » dans un secteur généralement dépourvu de « *grosses tours*[236]. » Concernant l'intérieur des immeubles, une personne indique que leur hauteur imposera de « *faire les sempiternels corridors communs qui font penser à des institutions et désavantagent l'ensoleillement d'une partie des unités*[237]. »

Ces participants formulent une grande variété de propositions afin de maintenir une densité et des hauteurs d'immeubles plus proches du cadre bâti environnant[238]. » Alors que certains demandent des hauteurs maximales de trois ou quatre étages[239] pour des bâtiments de types cottages, bungalows, duplex, triplex ou « *intergenerational homes*[240] », un nombre équivalent de personnes accepteraient cinq[241] ou six[242] étages. D'autres répondants demandent de réduire le nombre d'unités d'habitation à 600 ou 700[243], ou de situer la densité de l'écoquartier entre 55 et 80 logements à l'hectare[244].

Pour certains intervenants intéressés à bâtir un projet d'habitation sur le site Louvain Est, une hauteur d'immeuble donnée devrait correspondre aux besoins d'une clientèle spécifique. Par exemple, on fixe à quatre étages la hauteur maximale d'une coopérative d'habitation pour que les membres développent un sentiment d'appartenance[245], ou à six, considérant que cela « *permet d'avoir un ascenseur puis d'avoir des stationnements [...] dans un sous-sol*[246]. » Un immeuble de huit étages donnant sur la rue Saint-Hubert conviendrait aux besoins d'un OBNL désirant accueillir une clientèle mixte comprenant des personnes autistes : « *On a dix autistes qui sont sur huit étages dans le Domaine Saint-Sulpice avec les Résidences communautaires d'Ahuntsic, donc on est déjà habitué à ça et on voit que ça s'est bien intégré au quartier*[247]. »

[232] Carlos Almeida, doc. 8.56, p. 1
[233] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 3
[234] Pierre E. Lachapelle, doc. 8.60, p. 1
[235] Brin d'Elles, Transcription, doc. 8.5.2, L. 690-691
[236] *Ibid.*
[237] Jocelyn Duff, doc. 9.2, #19
[238] Lucie Veillette, doc. 9.2, #25
[239] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 3; Marie Nardo, doc. 8.33, p. 1; Mario Giammatteo, doc. 8.35, p. 1; Jean-Yves O'Neill, doc. 8.39, p. 1; France Dumas, doc. 9.2, #15
[240] Mario Giammatteo, doc. 8.35, p. 1
[241] Lucie Veillette, doc. 9.2, #25; Laurence Roy, doc. 9.2, #37; Louise Lavallée, doc. 9.7, #4
[242] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 10; Hélène Chaput, Transcription, doc. 8.66.1, L. 556-557; Daniel Gaudry, doc. 9.2, #12
[243] Michael Kobierski, doc. 8.38, p. 1; Laurence Roy, doc. 9.2, #37
[244] Annie Paquin et Vitalie Railean, doc. 8.49, p. 1; Marie-Claude Guérin, doc. 8.50, p. 1; Sid Ahmed Soussi, doc. 8.36, p. 1
[245] Coopérative d'habitation familiale Louvain, doc. 8.44, p. 1; Mélanie Dubé, Transcription, doc. 8.64.1, L. 1079-1086
[246] Coopérative d'habitation L'Étincelle, Transcription, doc. 8.3.1, L. 1720-1721
[247] L'archipel de l'avenir, Transcription, doc. 8.51.1, L. 976-978

Quelques groupes et citoyens se déclarent favorables à des hauteurs maximales de huit[248] et dix étages[249]. Ces derniers trouvent logique d'offrir une densité importante à proximité d'une station de métro et d'une gare[250], de densifier pour « *mettre fin à l'exode polluant vers les banlieues*[251] », et surtout, d'accroître les hauteurs à proximité des emprises au nord du site, et des axes de circulation à ses extrémités est et ouest[252]. Une partie de ces intervenants demande toutefois de ramener les édifices de la portion centrale à des « *hauteurs plus modestes*[253] », afin de favoriser leur intégration au quartier[254], et de préserver les vues depuis les bâtiments situés au nord[255].

2.3 Les commerces et services

L'intégration de commerces et services de proximité sur le site est bien reçue par une majorité de participants[256]. Qualifiés d'« *atout majeur pour les personnes âgées, surtout pour celles qui vivent des pertes d'autonomie physique*[257] », ils contribueraient à la vie de quartier, aux transports actifs[258], et animeraient le secteur en offrant aux résidents « *un mode de vie très agréable*[259]. » Pour une participante, le fait que les résidents n'aient pas à effectuer ailleurs leurs achats favoriserait le sentiment d'appartenance au quartier[260].

Les commerces d'alimentation, de type épicerie, fruiterie, marché public ou boulangerie sont mentionnés à plusieurs reprises[261]. Une citoyenne estime que la présence d'une population vieillissante dans l'écoquartier rendrait essentiel d'y inclure des commerces de fruits et légumes, car ceux « *qui se trouvent sur Fleury ou dans le développement Saint-Sulpice sont trop loin pour s'y rendre et en revenir à pied*[262]. » On rappelle d'ailleurs que le secteur est un désert alimentaire[263] : « *[...] des membres font leur épicerie au Dollarama ou au dépanneur en raison du manque d'épiceries près de leur logement*[264]. »

[248] Pierre E. Lachapelle, doc. 8.60, p. 1; Maurice Brunet, doc. 9.2, #2
[249] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 9
[250] André Gravel, doc. 9.2, #7
[251] Fernand Doutre, doc. 8.28, p. 1
[252] Groupe CDH, Transcription, doc. 8.12.1, L. 2270
[253] Johanne Guay, doc. 9.2, #14
[254] Groupe CDH, Transcription, doc. 8.12.1, L. 2270-2272
[255] Syndicat de copropriété Sfère phase 1, doc. 8.19, p. 1
[256] Synthèse du questionnaire en ligne, doc. 6.2, p. 11; Comité Citoyen de Youville, doc. 8.25, p. 3; André Gravel, doc. 9.1, #5; Françoise Bouffière, doc. 9.1, #16; Ana Mejia, doc. 9.2, #10
[257] Entraide Ahuntsic-Nord, doc. 8.62, p. 2
[258] Georgine Saint-Laurent, doc. 8.75, p. 1; Joanne Guay, doc. 9.3, #7
[259] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 4
[260] Laurence Roy, doc. 9.2, #37
[261] Synthèse du questionnaire en ligne, doc. 6.2, p. 17; Suzanne Archambault, doc. 8.37, p. 7; Hélène Chaput, Transcription, doc. 8.66.1, L. 684-685; Maurice Brunet, doc. 9.2, #2; Caroline Demers Dubois, doc. 9.2, #5; Cyrille Marcant, doc. 9.2, #11; Pierre Crête, doc. 9.2, #24; Claude Ampleman, doc. 9.2, #26; Yvan Lafrenière, doc. 9.2, #34; Laurence Roy, doc. 9.2, #37
[262] Joanne Guay, doc. 9.3, #7
[263] Comité Citoyen de Youville, doc. 8.25, p. 3; Cyrille Marcant, doc. 9.1, #7
[264] Centre des femmes solidaires et engagées, doc. 8.32, p. 1

Les cafés et un marché sur la place publique sont demandés en tant que lieux de rencontres et de convivialité[265]. Une commerçante du secteur évoque la possibilité de faire des achats ponctuels, tels qu'une plante à la serre locale, un jus de fruits ou une crème glacée, comme de « *petits moments de bonheur, pas trop dispendieux, mais [créant] un mouvement rassembleur pour le quartier*[266] ».

Les participants mentionnent également le besoin de pharmacie, comptoir bancaire, librairie indépendante, nettoyeur, cordonnerie, fleuriste et dépanneur[267].

2.3.1 Une offre complémentaire au secteur

Un groupe de citoyens du secteur Youville pense qu'en plus de profiter à leurs résidents, le nouvel écoquartier pourrait stimuler le développement commercial de la rue Lajeunesse. En effet, précise-t-il, « *les futurs résidents seront appelés à traverser le secteur Youville pour se rendre aux stations de métro. Cet apport de nouveaux résidents du quartier pourrait attirer de nouveaux commerçants qui y verraient une occasion de toucher une clientèle intéressante, formée notamment de jeunes familles*[268]. »

Des participants demandent toutefois que le site Louvain soit planifié dès le départ, non comme « *une entité indépendante, mais comme un ensemble connecté à sa communauté*[269] », afin de ne pas dévitaliser des artères commerciales telles que Lajeunesse et Fleury[270].

Deux opinions permettent d'illustrer cette recherche d'équilibre. D'une part, un participant remarque « *un acharnement sur le futur site Louvain pour des commerces [éco-responsables et équitables] beaucoup plus fréquentés par des gens plus aisés*[271] ». D'après lui, ces commerces auront pour effet de désavantager les personnes à faible revenu qui, en matière d'alimentation, trouveraient une meilleure réponse à leurs besoins dans « *les supermarchés les plus communs*[272]. » D'autre part, un citoyen pense qu'une intégration au secteur implique d'éviter une offre entrant « *uniquement dans la gamme des produits et services abordables, lesquels répondront alors principalement aux besoins des résidents du site Louvain et [n'inciteront] pas un mouvement d'entrée et de sortie sur le site*[273]. »

[265] Crèmerie Virevent, Transcription, doc. 8.15.1, L. 801-809; Nicole Doucet, doc. 9.1, #4; Caroline Demers Dubois, doc. 9.2, #5; France Dumas, doc. 9.2, #15; Winnie Frohn, doc. 9.2, #23; Cyrille Marcant, doc. 9.2, #11; Claude Ampleman, doc. 9.2, #26
[266] Crèmerie Virevent, Transcription, doc. 8.15.1, L. 857-858
[267] Crèmerie Virevent, Transcription, doc. 8.15.1, L. 833; Centre des femmes solidaires et engagées, doc. 8.32, p. 2; Suzanne Archambault, doc. 8.37, p. 7; Hélène Chaput, Transcription, doc. 8.66.1, L. 684-685; Claude Ampleman, doc. 9.2, #26; Céline Mayano, doc. 9.2, #29; Yvan Lafrenière, doc. 9.2, #34;
[268] Comité Citoyen de Youville, doc. 8.25, p. 5
[269] Société de développement commercial Promenade Fleury, doc. 8.72, p. 2
[270] Comité Citoyen de Youville, doc. 8.25, p. 5; Diane Brosseau, doc. 9.2, #27
[271] Sylvain Ducharme, doc. 8.74, p. 3
[272] *Idem*
[273] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 9

2.3.2 La répartition des commerces et services

Des citoyens croient également que l'ouverture du site sur les quartiers voisins devrait se traduire physiquement, pour ne pas que celui-ci soit « s*emi-autonome ou centré sur lui-même*[274]. » En particulier, disposer des commerces face à la rue de Louvain, à la manière d'une promenade, permettrait aux gens de l'extérieur de « *se rendre compte que c'est un milieu de vie*[275] », et favoriserait « *un peu plus la mixité*[276] » au sein de l'écoquartier.

Un participant estime que les commerces et services s'installant sur le site devraient bénéficier d'« *emplacements judicieusement situés*[277] ». Pour une personne intéressée à y ouvrir un commerce, cela signifie d'avoir assez d'espace sur la devanture pour accommoder sa clientèle : « *J'ai beaucoup de poussettes, j'ai beaucoup de jeunes qui viennent en bicyclette, en trottinette, tout ça. [...] Sinon, une place où les mamans sont à l'aise de laisser leurs poussettes là parce que je dois m'installer deux, trois tables à pique-nique pour les enfants puis une place, idéalement, où les jeunes peuvent dessiner avec des craies, dessiner à terre, en attendant. Ça donne un petit moment de répit pour les parents*[278] *»*.

Une citoyenne suggère de placer des commerces en souterrain comme au centre-ville, afin d'assurer la viabilité économique du site[279].

L'emploi

La diversité des fonctions sur le site et la vocation particulière de celui-ci sur les plans social et communautaire offriraient des opportunités d'emplois aux résidents du secteur, estiment quelques participants[280]. On cite par exemple les jeunes, les habitants de l'écoquartier et les résidents du HLM voisin[281]. Un OBNL d'habitation visant des clientèles à besoins particuliers demande que les pratiques d'embauche favorisent l'intégration sociale. Pour atteindre cet objectif tout en répondant aux besoins des résidents, il demande que « *l'activité économique sur le site [soit] encadrée par des règlements communs aux projets membres de cette communauté*[282]. »

[274] Patrick Howe, Transcription, doc. 8.7.1, L. 425
[275] Mélanie Dubé, Transcription, doc. 8.64.1, L. 1109-1110
[276] Patrick Howe, Transcription, doc. 8.7.1, L. 453
[277] André Boisvert, doc. 8.24, p. 1
[278] Crèmerie Virevent, Transcription, doc. 8.15.1, L. 678-686
[279] Mélanie Provost, Transcription, doc. 8.73.1, L. 1602-1605
[280] Mélanie Chartrand, doc. 9.6, #5
[281] Crèmerie Virevent, doc. 8.15, p. 4; Joanne Guay, doc. 9.2, #14
[282] L'archipel de l'avenir, doc. 8.51, p. 11

2.4 Les équipements collectifs et institutionnels

Le plan d'ensemble prévoit la constitution de trois pôles :

- un pôle civique qui accueillerait des services et des activités communautaires. Celui-ci occuperait principalement le bâtiment situé au 9515 rue Saint-Hubert;
- un pôle institutionnel comprenant une école primaire, un centre de la petite enfance (CPE) et une bibliothèque tiers-lieu;
- un pôle alimentaire dédié à la production, à la transformation et à la distribution d'aliments. Les activités de transformation seraient concentrées dans l'édifice du 999 rue de Louvain Est.

Si peu de participants se sont attardés sur ces composantes du projet, ceux qui l'ont fait y sont majoritairement favorables.

2.4.1 Le pôle civique et communautaire

La création d'un pôle civique et communautaire vise à développer et pérenniser l'offre communautaire disponible pour les populations vulnérables du secteur, tout en diversifiant l'offre de services et d'activités offertes aux futurs résidents du quartier.

Le Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) a annoncé récemment sa volonté de reprendre l'ancienne école qui héberge le Centre communautaire Ahuntsic. Aux dires d'organismes logeant au centre communautaire, la création d'un pôle civique dans l'écoquartier offre une occasion inespérée de reloger leurs activités[283] dans des locaux adaptés à leurs besoins financiers[284]. Cela assurerait « *la pérennité des services et activités collectives essentielles aux personnes vulnérables*[285] », ainsi qu'un « *meilleur partage des locaux et des équipements*[286]. »

Un OBNL offrant de l'aide alimentaire espère que le nouveau pôle permettra de reproduire l'entraide qui règne au centre communautaire actuel, profitable tant aux organismes qu'aux personnes qu'ils desservent : « *Un des nombreux avantages du centre est qu'il y a vraiment une belle synergie entre tous les organismes. Nous nous référons les uns les autres*[287]*. [...] Une personne qui a besoin d'aide alimentaire va venir au SNAC, mais en même temps, si elle a des problèmes de logement, elle va aller au CLAC, qui est au deuxième étage. Si c'est une personne immigrante, une nouvelle immigrante, elle va aller au CANOS. [...] si c'est une jeune famille, elle*

[283] Service de nutrition et d'action communautaire, doc. 8.4, p. 1; Centre de Ressources Éducatives et Communautaires pour Adultes, doc. 8.52, p. 1; Pierre Lachapelle, doc. 8.60, p. 2; André Gravel, doc. 9.1, #5; Maurice Brunet, doc. 9.2, #2; Claude Ampleman, doc. 9.2, #26 ; Céline Mayano, doc. 9.2, #29; Mélanie Chartrand, doc. 9.6, #5
[284] Entraide Ahuntsic-Nord, doc. 8.62, p. 1
[285] Claude Amplement, doc. 9.2, #26
[286] Idriss Djemai, doc. 8.23, p. 1
[287] Service de nutrition et d'action communautaire, doc. 8.4, p. 1

peut aller aussi à Pause Famille[288]*. [...] Ça leur évite plusieurs déplacements, surtout que c'est souvent une clientèle fragile*[289] *».*

Un étudiant ayant mené une enquête auprès d'organismes susceptibles de se relocaliser au pôle civique, conclut que la gouvernance partagée du futur centre communautaire – un mode de gestion où les décisions sont prises en commun – serait la méthode à privilégier pour faciliter une telle synergie[290].

L'offre d'activités

Sans forcément les associer au pôle civique et communautaire, des citoyens espèrent que l'écoquartier viendra renforcer l'offre d'activités sportives, culturelles et communautaires[291] à l'intention des résidents du secteur[292]. Les suggestions incluent une piscine, une patinoire et des terrains de sport intérieurs, un espace de travail partagé, un accélérateur d'entreprise, des ateliers d'artistes, un centre d'exposition, des cours de langues, un ciné-club, des concerts, un babillard permettant l'échange de services au sein de la communauté, un « *comité social* » chargé d'organiser différentes animations, ainsi que des activités pour enfants[293].

Une résidente déplore que les infrastructures existantes, telles que le Centre Claude-Robillard, « *n'arrivent déjà pas à offrir des activités et cours pour tous ceux qui en font la demande*[294]. » Cette idée est confirmée par une autre participante, qui qualifie les démarches pour inscrire ses jeunes enfants à des activités sportives de « *parcours du combattant*[295] » : « *Moi, j'ai deux enfants de trois ans. [...] Généralement, j'arrive à inscrire mon premier enfant, le deuxième est sur une liste d'attente. Ça ne fonctionne pas, dans ma vie, d'amener un de mes jumeaux dans un cours de natation, à un site, puis l'autre, à un autre endroit. Ça fait que mes enfants n'ont jamais fait de cours de natation [...] Des cours de danse pour les enfants, je n'arrive pas à leur en faire faire. Des cours de musique, où sont-ils*[296]*? »*

Craignant que l'arrivée de 800 à 1 000 ménages ne vienne encore accroître la pression sur l'offre d'activités disponible, elle demande que l'arrondissement réalise un recensement de la population habitant à proximité du site Louvain Est, et que le Bureau de projet partagé « *valide si les activités sportives offertes sont en nombre et en diversité appropriée en fonction du*

[288] Service de nutrition et d'action communautaire, Transcription, doc. 8.4.1, L. 1261-1267
[289] Service de nutrition et d'action communautaire, doc. 8.4, p. 1
[290] Idriss Djemai, doc. 8.23, p. 1
[291] Cyrille Marcant, doc. 9.1, #7
[292] Pierre Lachapelle, doc. 8.60, p. 2-3; Claude Ampleman, doc. 9.2, #26
[293] Josiane Turcotte, doc. 8.42, p. 1; Pierre Lachapelle, doc. 8.60, p. 2-3; Joanne Guay, doc. 9.2, #14; Pierre Crête, doc. 9.2, #24; Claude Ampleman, doc. 9.2, #26; Céline Mayano, doc. 9.2, #29; France Dumas, doc. 9.7, #2
[294] Laurence Roy, doc. 9.2, #37
[295] Maude Laliberté, doc. 8.1, p. 4
[296] Maude Laliberté, doc. 8.1.2, L. 313-328


Mobilité
Environnement
Nuisances
Mixité
Projet d'ensemble




OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL



recensement et de l'accroissement démographique projeté[297]. » L'ensemble des informations sur les activités et l'inscription à celles-ci seraient ensuite réunies sur un site web.

2.4.2 Le pôle institutionnel

La plupart des personnes ayant mentionné le CPE, l'école primaire et la bibliothèque appuient leur inclusion dans le projet Louvain Est[298]. Une citoyenne fait cependant observer qu'un seul CPE « *semble peu pour mille logements*[299] ». Le besoin « *criant de places en service de garde pour les familles*[300] » est d'ailleurs confirmé par les représentants d'un centre de la petite enfance localisé dans le quartier Ahuntsic.

Ces représentants présentent divers éléments de leur programme d'éducation qui s'inscriraient dans la vocation de l'écoquartier : une résolution prise en 2020 pour réserver des places prioritaires aux familles vulnérables du quartier, l'achat local en alimentation, un projet de jardinage avec les enfants, ainsi qu'une formation pédagogique offerte aux éducatrices des enfants âgés de 3 à 5 ans pour profiter de l'extérieur en toute saison[301].

Dans un esprit similaire, un comité de citoyens d'Ahuntsic souhaite la mise en place d'une école primaire alternative axée sur un « *lien étroit avec la communauté, l'environnement et le développement durable [...] afin de susciter l'épanouissement et la découverte chez les jeunes du quartier*[302]. » Disant vouloir « *briser certaines barrières entre l'école et la communauté*[303] », le comité voit plusieurs rapprochements entre son projet et les priorités établies pour l'écoquartier. D'autres participants défendent aussi l'idée d'une école primaire alternative ancrée dans sa communauté et comprenant un volet nature[304].

Un citoyen résume ces différents propos en expliquant que le pôle institutionnel, incluant l'école, le CPE et la bibliothèque, devrait être « *transversal*[305]. » En ce sens, il estime que la « *question éducative vis-à-vis d'une serre*[306] » devrait être approfondie.

[297] Laurence Roy, doc. 9.2, #37; Maude Laliberté, doc. 8.1, p. 4-5 et doc. 8.1.2
[298] Maude Laliberté, doc. 8.1.2, L. 126; Julien St-Pierre, doc. 8.41, p.1; Entraide Ahuntsic-Nord, doc. 8.62, p. 1; Francisco Quiazua, Transcription, doc. 8.63.1, L. 1529; Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 4; Myriam Perreault-Samson, doc. 9.1, #3; André Gravel, doc. 9.1, #5; Céline Mayano, doc. 9.2, #29; Yvan Lafrenière, doc. 9.2, #34; Mélanie Chartrand, doc. 9.6, #5
[299] Myriam Perreault-Samson, doc. 9.1, #3
[300] Centre de la petite enfance Le Petit Sentier, doc. 8.59, p. 1
[301] *Idem*
[302] Le comité fondateur du projet de l'école alternative, doc. 9.1, p. 12
[303] *Idem*
[304] Bernice Chabot-Giguère, doc. 9.2, #20; Marie-André David, doc. 9.2, #21; André Gravel, doc. 9.1, #5; Mélanie Chartrand, doc. 9.6, #5
[305] Francisco Quiazua, Transcription, doc. 8.63.1, L. 1530
[306] *Ibid.*, L. 1533

Une école secondaire

Le conseil d'établissement de l'école secondaire Sophie-Barat a partagé son inquiétude concernant l'absence de considération envers les élèves du secondaire dans la planification du projet[307]. Il indique que la surpopulation affectant cette école secondaire a des répercussions directes sur la fréquentation des écoles privées du secteur[308] : « *Quand le ministère reconnaît les besoins démographiques d'une région, il ne tient pas compte des développements résidentiels qui peuvent arriver ou, évidemment, de l'immigration. Alors, ça, c'est une réalité qui est, évidemment, très forte à Montréal*[309]*. »* Bien que le conseil ne demande pas la création d'une école secondaire sur le site, il souhaite sensibiliser l'auditoire aux conditions d'apprentissage des adolescents du quartier : manque d'espace pour manger sur l'heure du midi, empiétement des classes provisoires préfabriquées sur la cour extérieure, relocalisation des élèves de 1re et 2e secondaires dans une ancienne école primaire à cinq kilomètres de distance[310].

2.4.3 Le pôle alimentaire

Tout comme pour l'offre commerciale de proximité, la condition de désert alimentaire du secteur fait voir d'un bon œil l'arrivée d'un pôle de production, de transformation et de distribution à portée locale sur le site Louvain[311]. La présence d'agriculture urbaine dans l'écoquartier serait un pas vers l'autosuffisance alimentaire et favoriserait les relations sociales[312].

À la question « *Que devrait-on retrouver en priorité sur le site Louvain Est ? »* du questionnaire d'introduction à la consultation, la principale réponse obtenue, donnée par 224 personnes, a été *« des fruits et des légumes*[313] ».Plusieurs personnes espèrent que le pôle comprendra des jardins communautaires à l'intention des résidents du site,[314] qu'il favorisera l'organisation de projets collectifs de nature agricole[315], et permettra d'expérimenter différentes formules telles que l'agriculture intensive sur les toits[316]. Un citoyen souligne que la construction d'une passerelle au-dessus de la rue Saint-Hubert permettrait de lier l'écoquartier aux jardins communautaires existants sur son flanc ouest, et d'ainsi créer « *un kilomètre en continu d'agriculture urbaine où c'était initialement du béton*[317] ».

[307] Conseil d'établissement de l'école secondaire Sophie-Barat, doc. 8.54.1
[308] Conseil d'établissement de l'école secondaire Sophie-Barat, doc. 8.54, p. 4
[309] Conseil d'établissement de l'école secondaire Sophie-Barat, doc. 8.54.1, L. 1938-1942
[310] Conseil d'établissement de l'école secondaire Sophie-Barat, doc. 8.54, p. 1 et 4; Conseil d'établissement de l'école secondaire Sophie-Barat, doc. 8.54.1, L. 1790-1792
[311] Service de nutrition et d'action communautaire, Transcription, doc. 8.4.1, L. 1306-1307
[312] Coopérative d'habitation L'Étincelle, doc. 8.3, p. 2; Francis Lapierre, Transcription, doc. 8.13.1, L. 192-197; Frédérique Grenouillat, doc. 9.1, #11
[313] Synthèse du questionnaire en ligne, doc. 6.2, p. 17
[314] Suzanne Archambault, doc. 8.37, #12; Louise Lavallée, doc. 9.1, #15; Cyrille Marcant, doc. 9.4, #5; Bernice Chabot-Giguère, doc. 9.4, #8; Laurence Roy, doc. 9.4, #11; Céline Mayano, doc. 9.2, #29
[315] Claude Ampleman, doc. 9.2, #26
[316] André Gravel, doc. 9.4, #3
[317] Stéphane Barsalou, Transcription, doc. 8.6.2, L. 2457-2459

Désirant faire partie du pôle, la représentante d'un OBNL agissant comme banque alimentaire dans Ahuntsic présente ses besoins et ses projets pour Louvain Est. Elle souhaiterait d'abord offrir des repas communautaires, ouverts à toute la population[318]. Ensuite, un café communautaire serait un lieu où vendre des repas congelés, ce qui lui permettrait de réaliser des profits à réinvestir « *dans tout ce qui est dépannage*[319]. » Une cuisine plus spacieuse que celle qu'elle occupe actuellement rendrait possible de préparer des dîners d'écoliers en collaboration avec les serres de l'écoquartier et un organisme du secteur[320]. Enfin, au-delà du besoin d'espace, ses besoins logistiques se résument principalement à un débarcadère au niveau rez-de-chaussée, « *pour que je puisse rentrer mon stock*[321] ».

Une crémière désireuse de s'installer dans l'écoquartier serait disposée à préparer ses produits à partir d'aliments produits sur le site : « *S'il y a du basilic, une des spécialités de Virevent, c'est la crème glacée au basilic, alors, si on m'offre du basilic, je le mets puis je le fournis. D'ailleurs, j'ai une amie, elle a du miel, Labonté Miel, elle me fournit en miel. Quand je fais de la crème glacée au miel, j'utilise ses produits*[322]. »

2.5 Les espaces publics

Quelques demandes ont été formulées par des citoyens au chapitre des espaces publics. Elles incluent des aires de jeux pour enfants, des jeux d'eau, une aire d'exercice pour aînés, un espace pour pique-niquer avec toilettes publiques, ainsi que des espaces de sociabilité tels qu'une place publique dotée d'une fontaine[323]. Deux personnes demandent un parc à chien[324] qui permettrait à ses utilisateurs de socialiser, car les parcs existants sont « *trop loin pour en profiter régulièrement*[325]. »

Si pour un GRT, *« la conception des espaces publics est fort intéressante*[326] », des intervenants ayant un projet d'habitation sur le site sont préoccupés du bruit que pourraient générer certains aménagements publics, et demandent que le plan d'ensemble tienne compte des règles de « *bon voisinage*[327]. »

[318] Service de nutrition et d'action communautaire, Transcription, doc. 8.4.1, L. 1296-1298;
[319] *Ibid.*, L. 1402
[320] *Ibid.*, L. 1375-1381
[321] *Ibid.*, L. 1388
[322] Crèmerie Virevent, Transcription, doc. 8.15.1, L. 781-785
[323] André Boisvert, doc. 8.24, p. 1; Nicole Doucet, doc. 9.1, #4; Cyrille Marcant, doc. 9.1, #7;Céline Mayano, doc. 9.2, #29; Yvan Lafrenière, doc. 9.2, #34
[324] Caroline Demers Dubois, doc. 9.2, #5
[325] Ann-Renée Garneau, doc. 8.67, p. 1
[326] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 9
[327] Coopérative d'habitation L'Étincelle, Transcription, doc. 8.3.1, L. 1544-1554

2.6 Les espaces verts et l'environnement

Les participants donnent globalement leur adhésion aux valeurs environnementales du projet. Si plusieurs saluent des normes ambitieuses en matière de gestion des ressources, allant jusqu'à souligner le « *besoin de modifier nos façons de vivre [...] face aux défis des changements climatiques*[328] », la plupart souhaitent avant tout un quartier verdoyant, porteur d'une qualité de vie.

Les répondants s'accordent pour dire que la végétation est « *très importante*[329] » et « *devrait être tenue en priorité sur tout le projet Louvain Est*[330]. » Certaines demandes visent à maximiser la biodiversité et les sols perméables, planter beaucoup d'arbres d'espèces variées, et profiter de l'attente avant la construction pour densifier leur peuplement dans les lieux déjà bâtis[331].

Cependant, alors que certains soulignent les « *nombreux espaces verts*[332] » prévus sur le site, plusieurs commentaires de citoyens établissent une distinction entre le verdissement du site et la présence d'espaces verts, entendus au sens de parcs. Partant de ce point de vue, ils estiment que la « *superficie consacrée aux espaces verts*[333] » est insuffisante et devrait être augmentée[334].

Une représentante d'OBNL d'habitation pour femmes illustre cette opinion à partir de sa propre expérience : « *Les espaces verts sont importants parce que dans les programmes qu'on a, on a tous des petites cours, mais quand il y a 28, 30 personnes, les cours ne sont jamais assez grandes pour permettre à plusieurs femmes d'être dans la cour. Elles peuvent être 10, peut-être 12, mais jamais 30. [...] La possibilité d'aller s'asseoir dans un parc et puis de lire puis tout ça, c'est un cadeau quand on vit en ville*[335] *»*.

Le boisé

Un accroissement de la superficie du boisé à hauteur de 40 % serait également insuffisant, de l'avis de certains. Rappelant que cet espace naturel faisait partie d'une forêt jusqu'à la vente du Domaine Saint-Sulpice par les Sulpiciens, une personne croit que le « *mini-boisé actuel [...] ne serait qu'esthétique à cette taille sans pouvoir s'y balader [sic], car trop de gens habiteront les lieux*[336]. » Pour une citoyenne, un agrandissement ferait en sorte que l'érable noir soit « *bien protégé, et que les constructions avoisinantes ne perturbent pas l'environnement de croissance*

[328] Jean St-Amant, doc. 9.1, #19
[329] Caroline Demers Dubois, doc. 9.4, #2
[330] Louise Lavallée, doc. 9.4, #10
[331] Village Urbain, doc. 8.48, p. 10; Myriam Perreault-Samson, doc. 9.1, #3; André Gravel, doc. 9.4, #3
[332] Syndicat de copropriété Sfère phase 1, doc. 8.19, p. 1
[333] Julien St-Pierre, doc. 8.41, p. 1
[334] Annie Paquin, doc. 8.49, p. 1; Marie-Claude Guérin, doc. 8.50, p. 1; Ann-Renée Garneau, doc. 8.67, p. 1; André Gravel, doc. 9.2, #7; Yvan Lafrenière, doc. 9.2, #34; Laurence Roy, doc. 9.2, #37; Gino Therrien, doc. 9.4, #4; Cyrille Marcant, doc. 9.4, #5
[335] Brin d'Elles, Transcription, doc. 8.5.2, L. 480-484
[336] Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 3

de ces plantes[337]. » Un citoyen propose de faciliter cet agrandissement en attribuant un usage de parc au secteur 10 du plan d'ensemble[338], au lieu d'un usage résidentiel tel que prévu actuellement. L'espace ainsi obtenu agirait comme une « *transition zone*[339] » pour le boisé. Ce participant conclut qu'une telle mesure « *brings tangible value to the site, as requested by the Comité mixte*[340]. »

Prévue au règlement, la possibilité de construire une dépendance dans le secteur du boisé est une source d'inquiétude pour des citoyens, qui craignent que l'intégrité du boisé n'en soit altérée[341]. Afin de le préserver, de le mettre en valeur et de favoriser son appropriation par les citoyens, on suggère de recourir à des spécialistes tels qu'un ingénieur forestier, un expert en hydrologie et un architecte-paysagiste, et à l'intention des promeneurs, de mettre en place des panneaux d'interprétation, des bancs et de l'éclairage[342].

La conception des bâtiments et infrastructures

Parce qu'une mauvaise conception des bâtiments, aménagements et infrastructures « *peut engendrer la production d'une quantité importante de gaz à effet de serre*[343] » (GES), des voix demandent que les projets du site visent un indice carbone le plus bas possible, tant au niveau de la construction que de l'usage[344].

Les constructions souhaitées devraient être simples, adaptables à l'évolution des usages[345], et faites de matériaux durables[346] comme le bois ou la paille, qui ont « *des rendements négatifs au niveau de la production de GES*[347] ». Elles devraient répondre à des normes élevées d'isolation thermique et, grâce à une implantation adéquate du bâtiment et à des unités de logement traversantes, maximiser l'ensoleillement, le chauffage naturel et l'aération des espaces[348]. On demande enfin que les bâtiments intègrent des toits verts et de la végétation verticale, ainsi que des dispositifs de gestion de l'eau[349]. Puisque le gaz naturel est « *maintenant extrait en Amérique du Nord à plus de 85 % par fracturation hydraulique*[350] *»*, des intervenants recommandent de privilégier l'électricité combinée à la géothermie pour tous les usages énergétiques.

[337] Laurence Roy, doc. 9.4, #11
[338] Projet de règlement – Annexe B, doc. 1.2.3.1.2
[339] Michael Kobierski, doc. 8.38, p. 1
[340] Michael Kobierski, doc. 8.38, p. 1
[341] Alexandru Dobrescu, doc. 8.8, p. 6; Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 3
[342] Mélanie Provost, Transcription, doc. 8.73.1, L. 1316; André Gravel, doc. 9.4, #3
[343] Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 1
[344] Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 1; Village Urbain, doc. 8.48, p. 10
[345] *Idem*
[346] Suzanne Archambault, doc. 8.37, p. 12; France Dumas, doc. 9.1, #10
[347] Francis Lapierre, doc. 8.13, p. 3
[348] Coopérative d'habitation L'Étincelle, doc. 8.3, p. 2; Francis Lapierre, doc. 8.13, p. 2 et 3; André Boisvert, doc. 8.24, p. 1; Village Urbain, doc. 8.48, p. 10; L'archipel de l'avenir, doc. 8.51, p. 10
[349] Village Urbain, doc. 8.48, p. 10; Cyrille Marcant, doc. 9.1, #7
[350] Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 1

Deux mises en garde sont exprimées concernant l'implantation des édifices. Un citoyen craint que les bâtiments désaxés ne déstructurent la rue de Louvain Est « *pour gagner quelques minutes d'ensoleillement*[351] ». Une personne invite à bien planifier la densité et l'implantation du bâti, de façon à « *éviter des zones de microclimat éolien indésirables*[352]. »

Concernant les aménagements extérieurs, il est proposé d'implanter un éclairage urbain solaire, et de concevoir le mobilier urbain, tels que bancs et poubelles, à partir de matériaux recyclés[353].

La gestion des matières résiduelles

Des intervenants aimeraient que les matières résiduelles soient systématiquement collectées. Cela inclurait tous les bâtiments résidentiels du site, sans égard à leur nombre d'unités, les commerces et institutions, ainsi que les espaces publics[354]. La production agricole au sein du pôle alimentaire permettrait d'utiliser sur place une partie du compost recueilli[355].

Un comité citoyen indique que les matières organiques telles que le bois, traitées comme déchets par l'industrie de la construction, sont acheminées vers les sites d'enfouissement où elles produisent du méthane par décomposition. Afin d'éviter cela, la planification de l'écoquartier devrait se faire en « *privilégiant la déconstruction et la valorisation des matériaux*[356]. »

La gestion de l'eau

La récupération des eaux de pluie[357] sur le site et le recyclage des eaux grises sont innovateurs et permettront à la Ville de réaliser une économie d'eau, selon des citoyens[358]. En revanche, d'autres personnes croient que la coulée verte pourrait être dangereuse « *pour les enfants qui vont jouer au ballon*[359] *»*, ou « *faire augmenter le nombre de moustique dans le quartier peu importe les moyens utilisés pour les contrer*[360]. »

[351] Jocelyn Duff, doc. 9.2, #19
[352] André Boisvert, doc. 8.24, p. 1
[353] Frédérique Grenouillat, doc. 9.1, #11; Caroline Demers Dubois, doc. 9.4, #2
[354] Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 5; France Dumas, doc. 9.1, #10; Caroline Demers Dubois, doc. 9.4, #2
[355] Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 5-6; Suzanne Archambault, doc. 8.37, p. 12
[356] Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 5
[357] Cyrille Marcant, doc. 9.4, #5; Louise Lavallée, doc. 9.4, #10
[358] Francis Lapierre, doc. 8.13, p. 4
[359] Patrick Howe, Transcription, doc. 8.7.1, L. 238-240
[360] Sylvain Ducharme, doc. 8.74, p. 2

2.7 L'architecture et le patrimoine

2.7.1 L'architecture

Afin d'éviter les « *gros blocs répétitifs*[361] » que laisse entrevoir le plan du site, une approche « *très traditionnelle [...] qui ne favorisera pas le vivre-ensemble*[362] », on suggère d'employer la polychromie, la modulation des formes et un agencement d'espaces ouverts et fermés[363]. Un exemple plus précis consisterait à utiliser la construction modulaire, une forme bâtie à ossature de bois préfabriquée en usine, dont les parties peuvent s'agencer avec « *beaucoup de flexibilité*[364]. » Un groupe de personnes habitant un édifice multilogements construit récemment au nord de la voie ferrée, propose que ce dernier serve de piste pour réaliser l'unité architecturale du site[365]. Une citoyenne juge pour sa part difficile d'imaginer une « *cohésion architecturale des lieux*[366] », étant donné que plusieurs terrains à développer seront cédés un à un à des OBNL.

Des intervenants craignent que la facture architecturale des logements sociaux et communautaires, notamment la hauteur de ces bâtiments par rapport au secteur, ne stigmatise les personnes qui y habitent[367]. En admettant que la taille des bâtiments sociaux soit adaptée aux besoins des résidents, une représentante d'OBNL conclut que, « *si on a un souci pour avoir des bâtisses qui sont belles, propres, sécuritaires, que l'aménagement paysager est bien fait, que le terrain est entretenu, il n'y aura aucun souci*[368]. »

Une participante demande que les immeubles soient « *bien insonorisés pour réduire les risques de conflits entre voisins*[369]. »

2.7.2 Le patrimoine

Tout en se « *ralliant au principe selon lequel le bâtiment le plus vert est celui qui est déjà là*[370] », des intervenants accueillent avec joie la conservation des deux édifices situés au 9515 rue Saint-Hubert et au 999 rue de Louvain Est[371]. La clôture de béton ajourée a été qualifiée d'« *élément assez tristounet*[372]. » On suggère que l'espace à cet endroit reste ouvert[373].

[361] Jocelyn Duff, doc. 9.2, #19
[362] *Idem*
[363] André Boisvert, doc. 8.24, p. 1
[364] Groupe CDH, Transcription, doc. 8.12.1, L. 2180-2203
[365] Syndicat de copropriété Sfère phase 1, doc. 8.19, p. 1
[366] Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 4
[367] Brin d'Elles, Transcription, doc. 8.5.2, L. 464-467; Patrick Howe, Transcription, doc. 8.7.1, L. 361-409; Françoise Bouffière, doc. 9.1, #16
[368] Brin d'Elles, Transcription, doc. 8.5.2, L. 563-565
[369] Marie-André David, doc. 9.2, #21
[370] Héritage Montréal, doc. 8.29, p. 1
[371] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 9; Caroline Demers Dubois, doc. 9.5, #2; France Dumas, doc. 9.5, #5; Jocelyn Duff, doc. 9.5, #6
[372] Jocelyn Duff, doc. 9.5, #6
[373] Real Roch, doc. 9.5, #1; France Dumas, doc. 9.5, #5

2.8 La mobilité

2.8.1 Le transport motorisé

La mobilité liée à l'automobile est, après le logement, la thématique ayant généré le plus de commentaires au cours de la consultation publique. La plupart des opinions concernées militent pour une augmentation du nombre de places de stationnement sur le site afin d'éviter un débordement dans le secteur avoisinant. D'autres demandes visent à pallier ce débordement grâce à des aménagements sécuritaires.

Dans un quartier appelé à recevoir entre 800 et 1 000 nouveaux ménages, l'intention de limiter le stationnement à 0,3 unité par logement en l'absence d'autopartage a fortement retenu l'attention des participants. Pour de nombreux résidents riverains, une telle norme est inacceptable[374] et même discriminatoire, dans la mesure où elle pourrait « *confiner [des familles nombreuses] sur le site en réduisant leur capacité de se déplacer en voiture*[375]. » Alors que la ligne orange du métro est « *déjà surchargée*[376] », que le transport en commun à proximité « *n'existe pas en quantité et en qualité suffisantes, pas plus que les possibilités de partage et autres moyens de se déplacer*[377] ». L'automobile « *reste le moyen par excellence d'être en contact avec le monde extérieur autrement qu'en sortant sur le balcon*[378]. »

Se disant « *conscients de l'importance de la transition écologique et sociale*[379] » et du besoin de favoriser des alternatives à la voiture[380], des citoyens demandent de considérer la mobilité des personnes âgées, qui ne se déplacent pas nécessairement à pied ou à vélo[381]. Par ailleurs, ils jugent « *illusoire de contraindre les gens qui ont besoin de se déplacer [...] à grande fréquence*[382] » pour le travail ou les activités familiales d'abandonner leur véhicule personnel[383]. À titre d'exemple, si se rendre au travail dans l'arrondissement de Saint-Laurent requiert 35 minutes en voiture et 90 minutes en transport collectif, les résidents du site pourraient « *devoir consacrer des heures et des heures au transport en commun et non à leurs activités*[384] ». Des coopératives d'habitation pensent que cela pourrait compromettre la construction d'unités résidentielles familiales dans l'écoquartier[385] ou, à tout le moins, les obliger à « *refuser du monde bien*

[374] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 5; Teodora Nadu, doc. 8.31, p. 1; Janine Renaud, doc. 8.46, p. 1; Charlie Arcuri, doc. 8.70, p. 1; Sylvie Boisvert, doc. 9.3, #11
[375] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 5
[376] Josée Passarelli, doc. 8.26, p. 1
[377] Coopérative d'habitation Co-Toît, doc. 8.55, p. 1
[378] Francine Godard, doc. 9.3, #2
[379] Coopérative d'habitation L'Étincelle, doc. 8.3, p. 2
[380] Julien St-Pierre, doc. 8.41, p. 1
[381] Francine Godard, doc. 9.3, #2; Lise Montpetit, doc. 9.3, #10
[382] Coopérative d'habitation Co-Toît, doc. 8.55, p. 1
[383] Tony Luciano, Transcription, doc. 8.68.1, L. 2210
[384] Sylvain Ducharme, doc. 8.74, p. 1
[385] Coopérative d'habitation Co-Toît, doc. 8.55, p. 1

intéressant[386]. » Quant aux pistes cyclables, une personne estime qu'elles sont « *peut-être idéales pour le loisir quand il fait beau, mais elles ne sont pas pratiques pour les résidents qui doivent se rendre au bureau dans le centre-ville*[387]. »

L'impact du stationnement sur le secteur environnant

Des intervenants font remarquer qu'au-delà des accumulations de neige et du nettoyage des rues, la proximité du Collège Ahuntsic complique la recherche d'un stationnement pour les résidents du secteur[388]. Un résident d'Ahuntsic confie que la requalification de deux anciens édifices industriels en logements sur l'avenue Papineau a grandement réduit la disponibilité du stationnement dans le quartier : « *C'est l'enfer [...] un stationnement payant illégal [a même été ouvert] au coin de Charton et Port-Royal pour absorber un peu. [...] Qu'est-ce qui va arriver*[389]*?* .»

Partant du principe que « *ce n'est pas parce que vous ne construisez qu'un minimum de places de stationnement que les résidents n'auront pas de voitures*[390] », des citoyens se demandent si, pour respecter les normes, les résidents de l'écoquartier devront s'engager à ne pas détenir de véhicule[391]. Ils tiennent pour certain que les rues du Domaine Saint-Sulpice serviront au stationnement de ces résidents et appréhendent les tensions qu'un tel débordement pourrait causer[392]. Par conséquent, ils demandent d'augmenter le ratio de stationnement sur le site Louvain, d'offrir gratuitement des vignettes aux habitants du secteur[393], ou de diminuer le nombre d'unités de logement à construire[394].

Ces préoccupations ne sont toutefois pas partagées par tout le monde. Des participants disent apprécier la réduction du taux de possession d'automobiles inscrite au projet de règlement[395]. Des ratios de stationnement inférieurs aux normes conventionnelles seraient « *parfaitement pertinents et nécessaires pour développer un concept d'écoquartier*[396]. » Une citoyenne souhaite un ratio maximum d'une unité pour cinq logements[397], tandis qu'une autre relativise les craintes concernant la disponibilité du stationnement autour du site : « *Tous les citoyens riverains aux alentours ont leur stationnement. Je vois des stationnements qui sont liés à leur maison. Alors là… puis les rues sont vides. Sur la mappe, là, vous regardez, il n'y a pas de manque de stationnement. Ils en ont des stationnements, ça fait que je ne sais pas c'est quoi la panique avec ça*[398]*.*

[386] Coopérative d'habitation L'Étincelle, Transcription, doc. 8.3.1, L. 1766
[387] Josée Passarelli, doc. 8.26, p. 1
[388] Ann-Renée Garneau, doc. 8.67, p. 1; Sylvain Ducharme, doc. 8.74, p. 2
[389] Tony Luciano, Transcription, doc. 8.68.1, L. 2181-2195
[390] Josée Passarelli, doc. 8.26, p. 1
[391] Alexandru Dobrescu, Document complémentaire, doc. 8.8.1, p. 2; Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 4
[392] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 5; Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 3; Manon Caron, doc. 9.2, #30; Lise Montpetit, doc. 9.3, #10; Sylvie Boisvert, doc. 9.3, #11; Laurence Roy, doc. 9.3, #12
[393] Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 10
[394] Michael Kobierski, doc. 8.38, p. 2
[395] Jean St-Amant, doc. 9.1, #19
[396] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 8
[397] Joanne Guay, doc. 9.3, #7
[398] Mélanie Dubé, Transcription, doc. 8.64.1, L. 1116-1120

La circulation automobile et la sécurité des résidents

Des riverains notent différents éléments, dans la situation actuelle et à venir, pouvant nuire à la fluidité de la circulation dans le secteur :

- « *Le retrait récent de voies de circulation au profit du Réseau express vélo (REV) dans l'axe Berri/Lajeunesse/Saint-Denis, de liens cyclables sur les rues Sauriol et Prieur Est, et d'une voie réservée pour autobus sur la rue Sauvé*[399] »;
- des débits de circulation « *particulièrement élevés*[400] » sur la rue de Louvain Est entre les rues Saint-Hubert et Berri;
- le fait que la rue Saint-Hubert « *n'a que deux voies de circulation*[401] » malgré sa largeur;
- le prolongement annoncé de l'autoroute 19 jusqu'à Bois-des-Filion, ce qui « *va ramener des milliers de voitures dans le secteur*[402] ».

Les citoyens traçant ce portrait doutent fortement que les nouveaux aménagements actifs et collectifs auront pour effet de réduire la circulation automobile dans les rues autour du site Louvain Est[403], et que les résidents du site adopteront en grand nombre le vélo, le transport collectif ou les véhicules en autopartage[404].

Pareil raisonnement, ajouté au fait que « *le trafic percole où il peut*[405] », fait craindre à des habitants du secteur une détérioration de leur sécurité. Une jeune mère de famille déplore l'état de la circulation sur l'avenue Olivier-Maurault : « *Les véhicules roulent à 70 km/h. Ils ne font pas leur stop. Je vois des livreurs qui utilisent Olivier-Maurault plutôt que Christophe-Colomb comme voie de contournement. C'est sûr que cette situation-là va s'amplifier avec le projet Louvain. [...] Olivier Maurault ne doit pas devenir un axe de passage. En fait, [...] tous les lotissements à proximité du site Louvain doivent être protégés. Oui, pour la sécurité de mes enfants, mais la sécurité de nos enfants, la sécurité de tous. J'ai envie que mes enfants puissent apprendre à faire du vélo dans la rue sans que j'aie une boule dans le ventre par peur qu'ils se fassent renverser*[406] *».*

Une autre résidente note qu'en direction nord, sur l'avenue Christophe-Colomb, une interdiction de tourner à gauche vers la rue de Louvain Est obligera les véhicules à emprunter Legendre Est puis Olivier-Maurault pour gagner le site. L'intersection Louvain Est/Saint-Hubert est qualifiée de « *très, très large [et] très accidentogène*[407]. » Non loin du futur écoquartier, le secteur Youville

[399] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 4; Tony Luciano, Transcription, doc. 8.68.1, L. 2131-2134
[400] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 3
[401] Patrick Howe, Transcription, doc. 8.7.1, L. 177-178
[402] *Ibid.*, L. 186-187
[403] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 3
[404] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 3; Alexandru Dobrescu, Transcription, doc. 8.8.2, L. 797-801; Josée Passarelli, doc. 8.26, p. 1; Lucie Veillette, doc. 9.2, #25
[405] Maude Laliberté, Transcription, doc. 8.1.2, L. 236
[406] *Ibid.*, L. 135-152
[407] Cynthia Falaise, Transcription, doc. 8.2.4, L. 2323-2324

est, lui aussi, « *aux prises avec d'importants problèmes de circulation, comme le manque de panneaux d'arrêts, la vitesse des automobilistes, la difficulté de circulation pour les piétons et la cohabitation entre piétons, cyclistes et automobilistes*[408]. »

Afin de sécuriser le secteur dans son ensemble, on demande d'implanter « *le plus d'obstacles possible à ce trafic-là pour le canaliser où on veut qu'il soit*[409]. » Les mesures d'apaisement souhaitées comprennent des rues à sens unique, des dos d'âne vis-à-vis des parcs et des garderies, des saillies de trottoir au coin de chaque rue transversale, un feu de circulation à l'intersection Louvain Est et Olivier-Maurault, ainsi qu'un feu prioritaire sur Christophe-Colomb pour accéder à la rue Legendre Est[410]. Soulignant la cohérence de telles mesures avec les recommandations du Conseil régional de l'environnement de Montréal et de la Coalition pour la réduction et l'apaisement de la circulation (CRAC), une citoyenne demande un engagement des élus à ce chapitre, une évaluation annuelle des mesures adoptées et une diffusion publique de celle-ci[411].

Le choix du type de stationnement

L'intention que les stationnements résidentiels, commerciaux ou institutionnels soient construits exclusivement en souterrain a peu attiré l'attention des participants. Quelques-uns estiment cependant que « *malgré une vision écologique, la planification du site reste trop axée sur la voiture*[412] », et que le type de stationnement choisi « *demeure plutôt traditionnel et bafoue [...] les aspirations d'un vrai écoquartier*[413]. »

Le coût élevé des stationnements souterrains[414] rendrait ceux-ci viables uniquement si le ratio d'unités reste faible[415]. Leur caractère privé dans les bâtiments résidentiels n'offrirait pas d'option aux visiteurs du site ni aux travailleurs, qui devraient chercher du stationnement ailleurs[416]. Les stationnements souterrains nuiraient à la qualité de l'air dans les habitations et diminueraient l'utilisation du transport collectif au profit de l'automobile[417].

Afin d'éviter ces désagréments, des participants suggèrent de dissocier le parc de stationnement des différents bâtiments, et de concentrer celui-ci dans un stationnement commun en bordure

[408] Comité Citoyen de Youville, doc. 8.25, p. 7
[409] Maude Laliberté, Transcription, doc. 8.1.2, L. 237-238
[410] Maude Laliberté, Document complémentaire, doc. 8.1.1, p. 1; Suzanne Archambault, doc. 8.37, p. 9; Real Roch, doc. 9.3, #1; Laurence Roy, doc. 9.3, #12
[411] Maude Laliberté, doc. 8.1, p. 3-4
[412] Zvi Leve, Présentation, doc. 8.61.1, p. 5
[413] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 8
[414] Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 3; Zvi Leve, Présentation, doc. 8.61.1, p. 5; André Gravel, doc. 9.1, #5
[415] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 8
[416] L'archipel de l'avenir, doc. 8.51, p. 11; Zvi Leve, Présentation, doc. 8.61.1, p. 5
[417] Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 3

du site[418] « *comme dans plusieurs écoquartiers d'Europe*[419]. » Tout en respectant les normes exigées, une telle stratégie permettrait de « *mutualiser les aires de stationnement pour sauver des coûts et limiter les déplacements automobiles au coeur du site*[420]. » Un participant soutient qu'un stationnement géré en mode coopératif permettrait de pousser la logique de mutualisation de plusieurs manières :

- en favorisant la polyvalence des espaces pour changer les habitudes de déplacement;
- en offrant des tarifications adaptées notamment aux résidents, aux visiteurs, aux employés de l'école et du CPE, avec une possibilité d'abonnement;
- en accueillant des bornes de recharge électrique et des vélos en libre-service;
- en concentrant des services tels que la collecte (déchets, recyclage, compostage) et les livraisons, pour éviter la présence de camions sur le site[421].

Pour cet intervenant, ce modèle de stationnement permettrait à la Ville de « *sauver beaucoup d'argent*[422]. » Il pourrait fonctionner si l'ensemble de l'écoquartier est universellement accessible, sans toutefois empêcher la circulation motorisée sur le site ni l'implantation de débarcadères[423].

L'autopartage

Indépendamment du type de stationnement choisi, plusieurs participants accueillent favorablement une intégration de l'autopartage dans l'écoquartier en tant que complément ou alternative à la voiture individuelle[424]. Une résidente de coopérative déclare : « *Moi, je fais affaire avec Communauto depuis la naissance de mon fils. Je me suis promenée tout le temps avec Communauto [...] je n'ai pas de voiture, puis je n'en veux pas. J'aimerais ça qu'il y ait plus de Communauto. Il y a différents modèles, des petits compacts. Il y a des modèles un peu plus grands où est-ce qu'on peut partir en vacances avec la famille puis le bagage*[425] *».*

Considérant que le Bureau de projet partagé souhaite encourager la mobilité active et que chaque véhicule partagé peut répondre aux besoins de plusieurs ménages, des citoyennes trouvent « *conservateurs*[426] » les ratios de stationnement prévus. L'une d'elles propose de rendre l'accès aux logements « *conditionnel à ne pas posséder de voiture*[427] », et de compenser

[418] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 8; Zvi Leve, Présentation, doc. 8.61.1, p. 11; Zvi Leve, Transcription, doc. 8.61.2, L. 1794
[419] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 8
[420] *Idem*
[421] Zvi Leve, Présentation, doc. 8.61.1, p. 6; Zvi Leve, Transcription, doc. 8.61.2, L. 1704-1839
[422] Zvi Leve, Transcription, doc. 8.61.2, L. 2037
[423] *Ibid.*, L. 1933-1941
[424] Coopérative d'habitation L'Étincelle, doc. 8.3, p. 2; Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 3; Jean St-Amant, doc. 9.1, #19; Cyrille Marcant, doc. #5
[425] Mélanie Dubé, Transcription, doc. 8.64.1, L. 1114-1123
[426] Joanne Guay, doc. 9.3, #7
[427] Diane Sabourin, doc. 9.3, #3

par « *une offre importante d'auto-partage (voitures, camionnettes)*[428]. » Un groupe suggère d'implanter des systèmes d'autopartage à l'ensemble du quartier à la manière de Locomotion[429]. Déjà présent dans les arrondissements de Rosemont-La Petite-Patrie et d'Ahuntsic-Cartierville, Locomotion est un système permettant à des citoyens de partager voitures, vélos et remorques à vélos au moyen d'une plateforme en ligne[430].

2.8.2 Le transport actif et collectif

Un cocktail de transports

Des participants s'étant exprimés sur les déplacements actifs (ex. marche, vélo) et collectifs estiment que, face à des « *croyances populaires où la voiture est considérée comme le principal moyen de transport*[431] », une combinaison[432] « *d'auto-partage, de transport en commun et de marche peut satisfaire tous les besoins de mobilité. [...] Les gens qui loueront ou achèteront des appartements bâtis sur le site, le feront en toute connaissance de cause*[433]. »

Cela étant dit, plusieurs suggestions sont faites pour favoriser les déplacements actifs à l'intérieur et hors de l'écoquartier, ainsi que le recours aux transports collectifs.

La marche et l'accessibilité universelle

L'accent mis sur les transports actifs dans Louvain Est est perçu positivement par plusieurs[434]. On souligne qu'un quartier en circuit court, où produits alimentaires, pharmacies, quincailleries, parcs et lieux de culture sont accessibles à pied comme dans un village, est « *la meilleure façon de grandir heureux en ville*[435]. » De la même façon, les déplacements actifs sont associés à « *plusieurs co-bénéfices : ils encouragent le commerce de proximité, constituent un facteur de santé publique non négligeable et sont associés à un milieu moins bruyant et plus sécuritaire grâce à la réduction de l'utilisation de l'automobile*[436]*.* »

Certains précisent toutefois que le partage des voies entre piétons, cyclistes et automobilistes devra être sécuritaire et bien planifié, étant donné la présence de nombreux enfants sur le site[437]. Un citoyen juge préférable de distinguer clairement les voies pour piétons et vélos plutôt que de les réunir[438].

[428] Diane Sabourin, doc. 9.3, #3
[429] Village Urbain, doc. 8.48, p. 10
[430] Locmotion, extrait de solon-collectif.org/locomotion/
[431] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 8
[432] L'archipel de l'avenir, doc. 8.51, p. 11; Samuel Milette-Lacombe, doc. 8.71, p. 3
[433] Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 3
[434] Frédérique Grenouillat, doc. 9.1, #11; Jean St-Amant, doc. 9.1, #7; Joanne Guay, doc. 9.3, #7
[435] Francine Breton, doc. 9.2, #4
[436] Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 3
[437] Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 10; Ana Mejia, doc. 9.2, #10; Laurence Roy, doc. 9.3, #12
[438] André Gravel, doc. 9.1, #5 et doc. 9.3, #4

Dans un quartier où « *la majorité des projets de logement social et abordable seront [...] accessibles universellement*[439] », il est primordial que l'ensemble du site le soit aussi, estiment des participants. Ainsi, dès le début de son développement, les trottoirs, sentiers et espaces publics de l'écoquartier devraient être aménagés de la sorte par l'inclusion de rampes d'accès et de bancs publics[440].

La connectivité à l'intérieur et à l'extérieur du site

Plusieurs propositions concernant les transports actifs visent à contrer l'enclavement du site et à mieux arrimer celui-ci aux quartiers environnants[441].

Un organisme déplore l'absence d'un chemin tracé en diagonale à l'intérieur du site, « *pour se rendre d'une intersection à l'autre plutôt que de faire le grand tour*[442]. » Un tel chemin correspondrait à la façon la plus efficace qu'ont les piétons de parcourir l'espace et de se l'approprier[443].

Dans un esprit similaire, divers participants demandent de faciliter les accès pour les résidents des quartiers voisins convergeant vers le site et au-delà, notamment vers les pôles de transport collectif[444]. Un groupe croit qu'une planification à l'échelle du secteur est requise *« afin d'améliorer et de sécuriser les parcours et intersections* », qu'il juge « *périlleux, particulièrement pour les usagers les plus vulnérables*[445] ».

Des intervenants regrettent que le plan d'ensemble ne prévoie aucun passage piétonnier en travers de la voie ferrée[446]. À l'instar du passage à niveau entre la rue Ball et le parc Jarry, ou de celui reliant l'avenue Querbes et le boulevard Crémazie Ouest, un tel lien pourrait unir l'écoquartier aux rues de Port-Royal Est, de la Roche, ou à l'avenue Péloquin. Il donnerait un accès plus direct au site et aux arrêts d'autobus de la rue Sauvé[447] en évitant le « *long détour pédestre par Christophe-Colomb ou Saint-Hubert*[448] », et offrirait un parcours « *plus sécuritaire et paisible*[449] » que ces axes. Un résident du secteur note que ce passage renforcerait d'autant mieux la sécurité qu'il mettrait fin aux effractions : « *Si vous prenez le temps de flâner sur la rue Port-Royal Est, vous trouverez sans difficulté une brèche dans les clôtures qui interdisent l'accès*

[439] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 9
[440] André Gravel, doc. 8.16, p. 1; Suzanne Archambault, doc. 8.37, p. 9; Janine Renaud, doc. 8.46, p. 1; Céline Mayano, doc. 9.2, #29
[441] Cynthia Falaise, Transcription, doc. 8.2.4, L. 2382-2388
[442] Bâtir son quartier, Transcription, doc. 8.9.1, L. 2334
[443] *Ibid.*, L. 2331-2337
[444] Nicole Doucet, doc. 9.1, #4
[445] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 10
[446] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 10; Syndicat de copropriété Sfère phase 1, doc. 8.19, p. 2
[447] Syndicat de copropriété Sfère phase 1, doc. 8.19, p. 2
[448] Pierre E. Lachapelle, doc. 8.60, p. 3
[449] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 10

au corridor ferroviaire, tout juste à l'Est de la rue de La Roche. [...] Je suggère que la réalisation du développement du site Louvain doit inclure une réponse à ce besoin, tant pour la sécurité des citoyens que celle du chemin de fer Canadien national, des trains de banlieue et des trains de VIA Rail, dont les opérateurs font tout pour éviter des accidents[450] *».*

L'emprise d'Hydro-Québec longeant le site dans sa portion nord est prétexte à plusieurs propositions de liens pédestres entre la station de métro Sauvé, le boulevard Saint-Laurent et le parc Frédéric-Back[451]. Un citoyen rappelle l'existence d'un sentier polyvalent « *d'une grande richesse écologique*[452] *»* à l'ouest de la rue Saint-Hubert, comprenant 115 arbres, un jardin maraîcher éducatif, des jardins communautaires et un verger urbain ouvert à la cueillette. S'appuyant sur un rapport étudiant issu du partenariat entre l'Université de Montréal et Solidarité Ahuntsic[453], ce citoyen craint qu'une ligne de désir[454] ne se forme face à l'entrée du tunnel sur la rue Saint-Hubert, entre le sentier polyvalent à l'ouest et son prolongement sur le site Louvain Est. Selon lui, traverser la rue à cet endroit poserait un risque important à la sécurité des enfants et des adolescents. À l'instar d'autres participants, il recommande de relier les sentiers par des passerelles pour transports actifs au-dessus des axes Saint-Hubert et Christophe-Colomb[455].

Le vélo

Des participants estiment que le vélo doit devenir une « *alternative sérieuse*[456] » à la voiture personnelle[457], en particulier dans un quartier abordable comme Louvain Est : « *[...] on ne veut pas perpétuer le fait que la voiture est un facteur d'appauvrissement parce qu'elle représente l'option systématiquement la plus efficace, mais la plus coûteuse en même temps*[458]. » La planification des aménagements ne devrait pas viser ceux qui utilisent le réseau cyclable maintenant, mais « *ceux qui pourraient l'utiliser, et qui ne le font pas*[459]. »

Une participante souligne à ce propos que seul un tiers des cyclistes montréalais sont des femmes. Combinant des arrêts plus nombreux pour les courses familiales et le transport des enfants, les femmes seraient moins enclines à employer le vélo en l'absence de parcours sécuritaires, c'est-à-dire « *séparés de la circulation automobile lorsqu'on est en chemin continu,*

[450] Pierre E. Lachapelle, doc. 8.60, p. 3-4
[451] André Gravel, doc. 9.3, #4 et #6
[452] Stéphane Barsalou, doc. 8.6, p. 1
[453] Priscilla Viola, Analyse et recommandations pour une mobilité active, doc. 5.1.3
[454] *Une ligne de désir décrit l'itinéraire que les personnes (piétons et cyclistes) empruntent spontanément, généralement en diminuant la distance, quels que soient les efforts pour contrôler leurs mouvements*. Extrait de Priscilla Viola, Analyse et recommandations pour une mobilité active, doc. 5.1.3, p. 12-13
[455] Stéphane Barsalou, doc. 8.6, p. 1, 2, 5 et 6; Syndicat de copropriété Sfère phase 1, doc. 8.19, p. 2; Cyrille Marcant, doc. 9.3, #5
[456] Samuel Milette-Lacombe, doc. 8.71, p. 13
[457] Ahuncycle, doc. 8.21, p. 1
[458] Cynthia Falaise, Transcription, doc. 8.2.4, L. 2516-2520
[459] Cynthia Falaise, doc. 8.2, p. 18

mais aussi aux intersections[460]. » Or, les bandes cyclables (marquages au sol) présentes sur de Louvain Est et Saint-Hubert n'offriraient aucune protection contre les automobilistes qui doivent les traverser pour se garer ou contre l'emportiérage[461], d'autant plus que celles sur Saint-Hubert cessent à l'approche du viaduc[462].

Considérant qu'à proximité du site Louvain Est, le collège Ahuntsic, son CPE affilié, la station de métro Crémazie, le Complexe sportif Claude-Robillard et le parc Frédéric-Back génèrent de nombreux déplacements quotidiens, les aménagements suivants sont qualifiés d'« *incontournables*[463] » :

« - conçues à la manière du REV, des pistes cyclables unidirectionnelles longeant les trottoirs de part et d'autre des rues Saint-Hubert, de Louvain Est et de l'avenue Émile-Journault, protégées des voitures par du béton, des bollards ou une voie de stationnement[464];
- aux croisements des intersections Saint-Hubert/de Louvain Est et Saint-Hubert/Émile-Journault, des intersections dites hollandaises, consistant à « *séparer les différents usagers par des espaces clairement délimités [et à] ajuster les feux pour séparer les moments de traverse selon le mode de transport*[465]. »

Un participant note que les facilités offertes en matière de stationnement dans Ahuntsic-Cartierville, telles que sa disponibilité, sa convivialité et sa relative gratuité sur le domaine public, tendent à favoriser l'utilisation de la voiture aux dépens de la bicyclette[466]. Pour infléchir la tendance et accroître le nombre de personnes pratiquant le vélo durant toute l'année, on demande d'inclure divers aménagements en matière de stationnement, d'entreposage et d'entretien des vélos.

Dans les bâtiments résidentiels

- au moins une unité de stationnement à vélo pour deux unités de logement;
- des stationnements de longue durée pour l'hiver, de moyenne durée pour la nuit, et de courte durée à l'extérieur, offrant dans tous les cas une protection contre le vol et les intempéries;
- des prises pour la recharge des vélos électriques.

[460] Cynthia Falaise, Transcription, doc. 8.2.4, L. 2215-2217
[461] Emportiérage : Collision d'une bicyclette avec la portière ouverte d'un véhicule à l'arrêt
[462] Cynthia Falaise, doc. 8.2, p. 18; Cyrille Marcant, doc. 9.3, #5
[463] Cynthia Falaise, doc. 8.2, p. 11-12 et 16
[464] Cynthia Falaise, Transcription, doc. 8.2.4, L. 2301-2307; Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 3; Cyrille Marcant, doc. 9.3, #5; Joanne Guay, doc. 9.3, #7
[465] Cynthia Falaise, doc. 8.2, p. 17
[466] Samuel Milette-Lacombe, doc. 8.71, p. 3

De façon générale

- des vélos en libre-service, parmi lesquels des vélos électriques;
- des vélos-cargos et des remorques;
- des outils d'entretien et de réparation;
- des rampes de roulement lorsque des escaliers sont prévus[467].

Pour que les futurs résidents de l'écoquartier adoptent le vélo en grand nombre, des participants demandent que l'ensemble des éléments prévus soient inclus dès leur arrivée[468].

Le transport collectif

Les propositions en matière de transport collectif visent à renforcer les liens entre le site Louvain Est et différents pôles du secteur. Plusieurs personnes aimeraient qu'une navette, des lignes d'autobus, un taxi collectif à la façon de Colectivo au Mexique, ou encore un service de vélo-transport amènent les résidents vers le métro Sauvé, la rue Fleury, ou les marchés d'alimentation situés à proximité[469]. Le service d'autobus devrait fonctionner aussi la nuit, à l'intention de travailleurs essentiels tels que les préposés aux bénéficiaires[470]. Une participante souhaite enfin des « *abribus sécuritaires et propres*[471] » et des aménagements facilitant l'embarquement des personnes à mobilité réduite.

2.9 Les nuisances

Le site Louvain Est est longé au nord par une voie ferrée et une ligne à haute tension d'Hydro-Québec qui ont toutes deux fait l'objet d'une étude d'impact en 2010. Ces sources de nuisances et les désagréments potentiels causés par la conduite du chantier ont suscité des inquiétudes chez certains participants. Le Bureau de projet partagé prévoit un échéancier de réalisation s'étalant de 2022 à 2032.

2.9.1 La voie ferrée

Plusieurs intervenants ont fait part de leurs inquiétudes relativement à la proximité du projet avec la voie ferrée, aux possibles nuisances sonores et aux vibrations résultant du passage des trains[472]. Un citoyen riverain juge la situation d'autant plus problématique que ces vibrations sont déjà ressenties dans le quartier[473]. On demande ainsi davantage de mesures visant à mitiger les

[467] Ahuncycle, doc. 8.21, p. 3; Suzanne Archambault, doc. 8.37, p. 7; Samuel Milette-Lacombe, doc. 8.71, p. 4, 8-9 et 12; Diane Sabourin, doc. 9.3, #3; André Gravel, doc. 9.3, #4; Cyrille Marcant, doc. 9.3, #5; France Dumas, doc. 9.3, #8
[468] Cynthia Falaise, Transcription, doc. 8.2.4, L. 2480-2488; Samuel Milette-Lacombe, doc. 8.71, p. 7
[469] Coopérative d'habitation L'Étincelle, Transcription, doc. 8.3.1, L. 1792-1793; L'archipel de l'avenir, doc. 8.51, p. 12; Joanne Guay, doc. 9.2, #14; Cyrille Marcant, doc. 9.3, #5; France Dumas, doc. 9.3, #8; Laurence Roy, doc. 9.3, #12
[470] Suzanne Archambault, doc. 8.37, p. 9
[471] *Ibid.*, p. 7
[472] Coopérative d'habitation l'Étincelle, doc. 8.3, p. 2; Janine Renaud, doc. 8.46, p. 1; Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 4-5
[473] Sylvain Ducharme, doc. 8.74, p. 1

nuisances pour les logements tels qu'un mur antibruit[474]. La mise à jour de l'étude publiée en 2010 au sujet du bruit et des vibrations générés par les trains est demandée par un des participants afin de protéger le public[475].

Parallèlement, trois citoyens appréhendent les « *risques*[476] » liés au potentiel déraillement de wagons et aux conséquences en termes d'incendies et de déversements accidentels de matières dangereuses. Ils contestent l'absence d'un « *principe de précaution élémentaire*[477] » par les autorités municipales et demandent la prise de mesures préventives dans le plan d'aménagement[478].

2.9.2 La ligne à haute tension

Pour plusieurs citoyens riverains, la conception de l'écoquartier Louvain Est devrait prémunir ses habitants des nuisances liées à la proximité de la ligne électrique à haute tension. La santé des résidents sur le long terme[479], notamment celle des enfants[480], et les choix annoncés d'emplacement pour les jardins maraîchers[481] sont sujets à préoccupation. Soulignant le manque de données et de recommandations officielles concernant les distances séparatrices à maintenir par rapport aux espaces d'habitation, et rappelant que les normes de protection relatives à l'amiante ont été adoptées tardivement, un intervenant fait ressortir ses inquiétudes d'un site « *impropre à l'habitation*[482] ». Tout comme pour la voie ferrée, on demande de réaliser une étude sur les nuisances relatives à la ligne à haute tension et que le public soit informé des résultats[483].

Concernant l'aménagement des espaces publics du site Louvain Est, une participante suggère la plantation d'arbres face à la ligne électrique et à la voie ferrée pour « *assurer une meilleure qualité d'environnement visuel aux résidents*[484] ».

2.9.3 Le chantier de construction

Plusieurs riverains appréhendent les nuisances liées à la conduite du chantier. Cette préoccupation touche tant à la qualité de l'air qu'au bruit pendant les diverses étapes de construction[485] : « *Vu l'ampleur du projet et la durée [du chantier], il est évident que nous vivrons*

[474] Coopérative d'habitation l'Étincelle, doc. 8.3, p. 2; André Boisvert, doc. 8.24, p. 1
[475] Groupe CDH, doc.8.12, p. 9; Coopérative d'habitation l'Étincelle, doc. 8.3.1, L. 1555
[476] André Boisvert, doc. 8.24, p. 1
[477] Pierre Senécal, doc. 9.7, #3
[478] André Boisvert, doc. 8.24, p. 1; Francine Godard, doc. 9.1, #3; Pierre Senécal, doc. 9.7, #3
[479] Coopérative d'habitation l'Étincelle, doc. 8.3, p. 2; Alexandre Dobrescu, doc. 8.8, p. 1; Suzanne Archambault, doc. 8.37, p. 3; Francine Godard, doc. 9.1, #3
[480] Francine Godard, doc. 9.1, #3
[481] Marie-Claude Guérin, doc. 8.50, p. 1
[482] Alexandre Dobrescu, doc. 8.8, p. 1
[483] Coopérative d'habitation l'Étincelle, doc. 8.3.1, L. 1562-1564; Groupe CDH, doc. 8.12, p. 9
[484] Lucie Veillette, doc. 9.4, #3
[485] Syndicat de copropriété Sfère phase 1, doc. 8.19, p. 2; Comité citoyen de Youville, doc. 8.25, p. 7; Mario Giammatteo, doc. 8.35, p. 1; Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 4 et 7

dans un environnement très bruyant et poussiéreux pour les dix ou douze prochaines années[486] ». En ce sens, la responsabilité des entreprises de construction à préserver les bâtiments existants et un environnement sain pour les habitants du quartier est remise en question[487]. Des citoyens s'inquiètent également des conséquences pour la circulation sur l'avenue Olivier-Maurault, soulignant « *qu'aucune étude n'a été faite*[488] ».

2.10 La gouvernance

2.10.1 L'implication des parties prenantes

La nature tripartite du Bureau de projet partagé (BPP), qui regroupe la Ville de Montréal, l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et la Table de concertation intersectorielle et multiréseau Solidarité Ahuntsic est vue positivement par une majorité de participants. Tout en soulignant son caractère novateur, expérimental et avant-gardiste[489], on considère que le BPP « *permet et permettra un meilleur maillage entre les parties prenantes*[490] », de manière à « *réfléchir le quartier dans sa globalité*[491]. » Pour certains, le résultat obtenu est signe de l'importance « *que les administrations publiques, quand elles sont propriétaires, [...] associent rapidement les organismes à la réflexion*[492]. »

La participation citoyenne

De la même façon, plusieurs intervenants ont salué l'implication des citoyens dans le processus de planification et la qualité du travail accompli[493]. On mentionne que « *ces exercices de participation citoyenne sont essentiels au bon fonctionnement d'un projet et constituent souvent pour les citoyens et citoyennes un premier pas vers une certaine (ré)appropriation des lieux*[494]. » Une personne ayant pris part à la création des coopératives du Domaine Saint-Sulpice au cours des années 1980 renchérit sur ce point : « *Cet investissement personnel n'a pas que pour effet de créer un environnement. Il est cet environnement*[495]. » Le même état d'esprit semble habiter des citoyens ayant participé à la planification de l'écoquartier Louvain, lorsqu'ils confient avoir « *mis toute notre passion et notre amour à rester investi dans l'évolution du site Louvain*[496] » et que c'est « *cette initiative citoyenne [...] qui m'a attiré pour venir construire ensemble ce milieu de*

[486] Syndicat de copropriété Sfère phase 1, doc. 8.19, p. 2
[487] Syndicat de copropriété Sfère phase 1, doc. 8.19, p. 2; Mario Giammatteo, doc. 8.35, p. 1
[488] Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 9
[489] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 11; Héritage Montréal, doc. 8.29, p. 2
[490] Héritage Montréal, doc. 8.29, p. 2
[491] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 8.14, p. 1
[492] Bâtir son quartier, doc. 8.9.1, L. 2576-2578
[493] Stéphane Barsalou, doc. 8.6, p. 1; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 9; Les Amis du village historique du Sault-au-Récollet, doc. 8.18, p. 1; Flavie Achard, doc. 9.1, #8; Jean St-Amant, doc. 9.1, #19; Francine Breton, doc. 9.2, #4; Ana Mejia, doc. 9.2, #10; Denyse Mayano, doc. 9.2, #32
[494] Héritage Montréal, doc. 8.29, p. 2
[495] Société d'histoire du Domaine Saint-Sulpice, doc. 8.11, p. 2
[496] Coopérative d'habitation L'Étincelle, Transcription, doc. 8.3.1, L. 1441-1442

vie[497]. » Comme l'indique un organisme à propos du projet Benny Farm à Notre-Dame-de-Grâce, « *l'implication des gens de la communauté*[498] » permettrait aussi de régler les difficultés de gouvernance lorsqu'elles se manifestent.

Malgré tout, quelques répondants sont d'avis que la participation citoyenne aurait pu être plus représentative de la population d'Ahuntsic. À en croire une citoyenne riveraine du projet Louvain Est, « *il y a eu, au cours des dix dernières années, une surreprésentation des organismes communautaires qui sont un système organisé pour rejoindre des centaines de personnes, tandis que bien de mes voisins ne sont pas au courant*[499] ». Un organisme note, pour sa part, que bien que le souci d'impliquer la population du quartier soit « *indéniable*[500] », les membres du comité de pilotage de Solidarité Ahuntsic sont choisis et non élus, et ne comptent dans leurs rangs aucune personne à faible revenu ou faisant partie des minorités dites visibles[501]. Une citoyenne qui voudrait participer aux rencontres du comité déplore que celles-ci n'aient jamais lieu en soirée : « *Je travaille à temps plein, de jour. [...] Ça fait que pour moi, ce n'est vraiment pas possible*[502]. »

Pour la suite des choses, les participants espèrent que les citoyens resteront « *partie prenante des décisions, non seulement en aval comme maintenant, mais aussi tout au long*[503] *»* du processus. La coopération devrait se refléter dans un dialogue plus « *ouvert et transparent*[504] » qu'à l'heure actuelle entre les instances municipales et les groupes promoteurs de projets, afin que ceux-ci puissent « *directement commenter les propositions mises de l'avant par le comité de pilotage*[505]. »

D'autres acteurs

La participation d'autres acteurs serait également la bienvenue. Une société de développement commercial regrette que les acteurs en développement économique et les commerçants à proximité du site aient été peu consultés jusqu'à présent. D'après elle, la mixité des commerces à favoriser dans l'écoquartier et leur complémentarité avec l'offre des quartiers voisins mériteraient la création d'un comité aviseur et l'inclusion d'un représentant du milieu commercial au sein du Bureau de projet partagé[506].

[497] Francisco Quiazua, Transcription, doc. 8.63.1, L. 1418-1419
[498] Brin d'Elles, Transcription, doc. 8.5.2, L. 720
[499] Mélanie Provost, Transcription, doc. 8.73.1, L. 1273-1275
[500] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 9
[501] *Idem*
[502] Mélanie Dubé, Transcription, doc. 8.64.1, L. 1259-1262
[503] Société d'histoire du Domaine Saint-Sulpice, doc. 8.11, p. 3
[504] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 11
[505] *Idem*
[506] Société de développement commercial Promenade Fleury, doc. 8.72, p. 3

Dans l'optique d'offrir « *des services adaptés et diversifiés pour les résidents*[507] » du site, mais aussi d'« *apporter des solutions aux enjeux environnementaux*[508] », un OBNL d'habitation suggère de mettre à profit l'expertise des institutions académiques et sportives du secteur.

2.10.2 L'écoquartier en tant que laboratoire

Le Bureau de projet partagé souhaite aborder le développement du site comme un laboratoire, où les concepts d'urbanisme transitoire et de gouvernance partagée seraient testés. Visant au premier chef le bâtiment du 9515 rue Saint-Hubert, l'urbanisme transitoire est une occupation graduelle et transitoire d'un lieu en vue d'identifier une vocation pérenne[509]. La gouvernance partagée vise l'engagement de tous les acteurs dans la prise de décisions, par une redistribution du pouvoir et des responsabilités[510].

Si, dans l'ensemble, ces concepts n'ont pas été remis en question, un citoyen estime que le choix des mots pour décrire le projet Louvain Est « *n'est pas rassurant* » : « *On présente ces tours comme un "projet-pilote d'urbanisme transitoire" ainsi qu'un "laboratoire pour plusieurs pratiques innovantes, notamment la gouvernance partagée". Cette gouvernance du site serait partagée avec qui, d'ailleurs? Pourquoi ne pas présenter tous les acteurs en toute transparence? [...] Au lieu de réinventer la roue, ne pourrions-nous pas prendre le temps de bien définir le projet en fonction de normes urbanistiques éprouvées et respectueuses de la trame urbaine du quartier*[511]*? ».*

En vertu du caractère « *pionnier*[512] » de plusieurs projets sur le site, un groupe juge pertinent de documenter ceux-ci pour « *assurer le meilleur déploiement possible de cette pratique innovante*[513] » à l'avenir.

Plus familière chez les participants, la notion de mutualisation ou mise en commun de ressources, d'équipements et d'espaces a suscité des réactions favorables. Un OBNL d'habitation qui se dit « *ouvert à mutualiser plein de trucs*[514] » croit que ce principe « *constitue une voie intéressante de viabiliser et de pérenniser les projets résidentiels, notamment les projets sociocommunautaires. [...] Dans les prochains mois, il sera important de définir les services à mutualiser entre les promoteurs de projets, sociaux comme privés, mais aussi avec les institutions et les entreprises qui œuvreront sur le site*[515] *».*

[507] L'archipel de l'avenir, doc. 8.51, p. 12
[508] *Idem*
[509] L'urbanisme transitoire, définition, extrait de realisonsmtl.ca/citedeshospitalieres/widgets/41855/faqs#question6529
[510] Gouvernance partagée, définition, extrait de relyance.fr/la-gouvernance-partagee/
[511] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 6
[512] Héritage Montréal, doc. 8.29, p. 2
[513] *Idem*
[514] L'archipel de l'avenir, doc. 8.51, p. 12
[515] *Idem*

Les exemples donnés en matière de mutualisation visent la sobriété énergétique et la réduction des besoins matériels, mais aussi le « *développement d'une communauté, la responsabilisation collective et le sentiment d'appartenance des personnes du quartier*[516]*.* » Au-delà du pôle civique et communautaire et de différents moyens de transport (voitures, vélos, remorques, etc.) cités précédemment dans ce chapitre, ils incluent le partage de cuisines, de salles communautaires, de salles de jeux et de jardins, d'ateliers de réparation et de construction, et la création d'une bibliothèque d'outils généralistes à la manière de La Remise[517]. Sur les plans institutionnel et habitationnel, on propose l'organisation d'activités réunissant des clientèles diverses, telles des personnes âgées dans le cadre de projets avec l'école ou le CPE[518].

2.10.3 La fiducie foncière d'utilité sociale

La grande majorité des participants s'étant prononcés sur la fiducie foncière d'utilité sociale espèrent que la Ville de Montréal retiendra cette option pour la future gestion du site. Alors que « *notre modèle économique est à revoir en profondeur [...] si nous souhaitons lutter avec succès contre les changements climatiques et les injustices sociales*[519] », la fiducie préserverait « *l'accès aux logements abordables à travers le temps et ce, peu importe les partis politiques*[520]. » Plus largement, elle assurerait la pérennité du projet en plaçant ce dernier à l'abri de la spéculation[521] et, en traitant celui-ci de manière intégrée, permettrait d'« *éviter le morcellement du terrain qui laisse chacun faire ce qu'il juge bon*[522]. »

Le succès de la démarche dépendrait de certaines conditions préalables. « *Clef pour la réussite à long terme*[523] » du projet, le contrat de base de la fiducie devrait identifier clairement sa portée, ses objectifs et les moyens disponibles : « *Cette fiducie d'utilité sociale, qu'est-ce qu'elle va être capable d'apporter à ma collectivité de plus intéressant sur le moyen ou sur le long terme*[524]*?* ». Puis, si l'on veut développer un esprit de communauté socialement et culturellement inclusif, une cohabitation viable de tous les groupes présents et à venir et assurer la protection du patrimoine collectif naturel et matériel dans son intégralité, il serait « *primordial que la fiducie soit constituée dans un but d'intérêt général pour la collectivité, et que les normes de gouvernance régissant la portée des actions des fiduciaires soient compatibles avec le fonctionnement démocratique de la future communauté qui en sera bénéficiaire*[525]. »

[516] Village Urbain, doc. 8.48, p. 8
[517] La Remise est une coopérative de solidarité à but non lucratif qui met à la disposition de ses membres des outils d'usage commun (cuisine, menuiserie, artisanat, mécanique, jardinage, électricité, etc.). On y offre également des formations et des ateliers. Extrait de laremise.ca/
[518] Village Urbain, doc. 8.48, p. 8 et 9; L'archipel de l'avenir, doc. 8.51, p. 6; Samuel Milette-Lacombe, doc. 8.71, p. 12; Francine Breton, doc. 9.2, #4; Frédérique Grenouillat, doc. 9.2, #17
[519] Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 3
[520] Coopérative d'habitation L'Étincelle, doc. 8.3, p. 2
[521] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 4; Groupe CDH, doc. 8.12, p. 11; Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 3; Village Urbain, doc. 8.48, p. 9; André Gravel, doc. 9.6, #3
[522] André Gravel, doc. 9.6, #3
[523] *Idem*
[524] Bâtir son quartier, Transcription, doc. 8.9.1, L. 2878-2879
[525] Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 4

2.10.4 La sélection des projets

Des répondants préoccupés du devenir de leur projet d'habitation s'interrogent sur le processus de sélection. Ils déplorent que, malgré tous les efforts investis au fil des ans, il n'y ait « *aucune garantie*[526] » que leur projet sera choisi : « *Il est vivant, notre projet. Il est vivant, il est prêt à construire. Alors, quand j'ai entendu entre les branches qu'on ne ferait pas partie de la phase 1, [...] comment vous dire ça, je voudrais tellement qu'on fasse partie de la phase 1 [...] de construction*. *Parce qu'on est prêt, on a tous nos gens, nos personnes sont mobilisées*[527]. » Ces participants souhaitent que les critères pour la sélection des projets d'habitation soient connus à l'avance, dans le cadre d'un processus transparent qui rendrait les décideurs « *politiquement imputables*[528]. »

Sur le plan de la mixité sociale, une citoyenne se demande comment le processus de sélection permettra d'assurer un équilibre entre les projets[529]. Un groupe espère que seront privilégiés les « *projets participatifs qui émanent directement de la communauté, en s'assurant qu'ils répondent aux besoins de chacun tout en préservant une certaine mixité sociale*[530]. »

2.10.5 Le financement des projets

Compte tenu de l'importance du programme AccèsLogis dans la réalisation du logement social, des intervenants craignent que son délaissement par le gouvernement provincial actuel[531] n'ajoute « *une complexité importante au montage financier des projets*[532] ». Si, d'un côté, on demande à la Ville de poursuivre ses représentations visant la reconduction pluriannuelle du programme[533], ou de financer « *d'abord les projets en attente avant d'en ajouter de nouveaux*[534] », des participants croient qu'il sera nécessaire de recourir à « *plusieurs autres fonds*[535]. » Ils citent le Fonds national de co-investissement pour le logement de la SCHL, et le Fonds municipal vert de la Fédération canadienne des municipalités[536].

Par ailleurs, on signale que ces programmes « *proposent des solutions de financement attractives*[537] » permettant de réaliser des logements à la fois abordables et « *hautement performants d'un point de vue énergétique*[538]. » Le projet des Ateliers municipaux Rosemont a

[526] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 9
[527] Coopérative d'habitation L'Étincelle, Transcription, doc. 8.3.1, L. 1496-1500
[528] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 9
[529] Mélanie Provost, doc. 8.73, p. 10
[530] Village Urbain, doc. 8.48, p. 8
[531] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 6; Bâtir son quartier, doc. 8.9, p. 6; Groupe CDH, doc. 8.12, p. 7
[532] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 7
[533] Bâtir son quartier, doc. 8.9, p. 7
[534] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 6
[535] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 7
[536] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 7; Village Urbain, doc. 8.48, p. 11
[537] Village Urbain, doc. 8.48, p. 11
[538] *Idem*

également démontré qu'une subvention Projet novateur de la Société d'habitation du Québec (SHQ) était possible pour l'ajout de mesures vertes et écoénergétiques[539]. Advenant un recours exclusif à AccèsLogis, un organisme indique que les exigences en matière de bâtiments écologiques devraient être « *bien dosées, de manière à ne pas éviter la construction de logements sociaux*[540] », et tenir compte de l'augmentation des coûts de construction.

Quel que soit le scénario de financement, un répondant invite à anticiper certains déplacements de coûts liés à des mesures écoresponsables, comme lorsque des bassins de rétention des eaux de pluie permettent de réduire la taille des canalisations. Il ajoute que, s'il est raisonnable de prévoir des surcoûts dans un contexte de construction de bâtiments durables, les bénéfices encourus en matière de prévention, de santé publique et d'adaptation aux changements climatiques devraient aussi être considérés. Par conséquent, il souhaite que « *les partenaires publics, de l'échelon local au niveau fédéral, se concertent et adoptent une approche globale dans l'évaluation des coûts de réalisation et d'exploitation du site et des bâtiments sociaux et communautaires qui s'y implanteront*[541]. »

Au chapitre du logement abordable, un OBNL d'habitation avance que l'intégration d'une composante étudiante à l'écoquartier pourrait permettre « *une diversité de montages financiers et possiblement accélérer la création d'unités sans être lié, par exemple, à l'émission de crédits AccèsLogis*[542]. » À titre d'exemple, il dit obtenir ses financements du Fonds communautaire de logement étudiant (CLÉ), qu'il a lui-même créé et qui permet « *à des associations étudiantes d'investir pour leur communauté étudiante*[543] », du Fonds d'investissement pour logement étudiant (FILE), et de partenaires tels que la Caisse d'économie solidaire Desjardins, les municipalités et la SCHL, par le biais de la Stratégie nationale sur le logement.

Un participant souligne que, globalement, la Ville de Montréal devrait planifier à long terme la présence d'entreprises d'économie sociale dans un secteur afin d'y maintenir une offre de produits et de services abordables[544]. Ce développement pourrait se faire au moyen du financement des projets résidentiels, ou par l'Initiative immobilière communautaire du Grand Montréal, qui permet aux organismes d'acquérir leurs locaux pour mettre fin à l'insécurité locative[545]. Dans le même esprit, un intervenant suggère la création d'un programme provincial adapté et récurrent de type AccèsLogis, afin que le financement s'accorde mieux qu'à l'heure actuelle avec les opportunités de développement[546].

[539] Bâtir son quartier, doc. 8.9, p. 13
[540] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, Transcription, doc. 8.10.1, L. 282-283
[541] Bâtir son quartier, doc. 8.9, p. 9
[542] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 8.14, p. 3
[543] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, Transcription, doc. 8.14.1, L. 1335-1336
[544] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 5
[545] Extrait de initiativeimmobiliere.ca/
[546] Bâtir son quartier, Transcription, doc. 8.9.1, L. 2646-2659

2.10.6 L'échéancier de réalisation

Face à l'urgence de réaliser les 800 à 1 000 logements abordables du site[547], quelques propositions visent à accélérer la cadence de développement. Un GRT écrit : « *Habituellement, un projet de logement communautaire prend plusieurs mois, voire des années, avant même d'avoir une confirmation de financement. De plus, pour pouvoir obtenir des fonds de la SHQ (AccèsLogis) ou de la SCHL, l'organisme doit avoir en sa possession un site ou une offre d'achat sur un terrain*[548]*. »*

Cet intervenant demande donc que la Ville de Montréal cède les terrains aux organismes dès 2022 afin que la construction des premières unités abordables puisse débuter en 2023. Il pense également que le recours à la construction modulaire aurait pour effet de « *réduire significativement*[549] » le calendrier de développement, la construction préalable en usine permettant de livrer les projets dès l'amorce d'une nouvelle phase.

Parlant de l'école et du CPE, un second GRT met en garde contre une constatation des besoins scolaires postérieure à l'établissement des ménages dans l'écoquartier, une situation qui « *pénalise – pour ne pas dire empêche – la réalisation de ces projets concertés et attendus par les collectivités*[550]*.* » Selon lui, la création de milieux de vie stimulants exigerait plutôt que les besoins soient constatés par anticipation, afin que les financements nécessaires soient « *rendus disponibles pour une mise en opération [coïncidant] avec l'occupation du site*[551]. »

[547] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 6; Marc-Aser de Sève, doc. 8.20, p. 1; André Campeau, doc. 9.2, #9
[548] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 6
[549] *Ibid.*, p. 6
[550] Bâtir son quartier, doc. 8.9, p. 7
[551] *Idem*






stm
Avec nos équipes dévouées...
embarquez en toute sécurité.
stm

3. Les constats et l'analyse de la commission

3.1 Préambule

Le projet Louvain Est est le fruit d'un long processus de concertation et d'appropriation. Depuis plus de 13 ans, des centaines de personnes ont été consultées, ont partagé leur expertise et bonifié le projet. Le plan d'ensemble produit par le Bureau de projet partagé et la documentation abondante qui l'accompagne reflètent la volonté des parties prenantes de créer un écoquartier modèle. Étape importante pour sa réalisation, des modifications au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal et au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville sont nécessaires pour poursuivre le projet. C'est dans ce cadre que s'inscrit la présente consultation.

Créer un écoquartier est encore un défi à Montréal puisque bien peu de modèles québécois existent. Bien que l'on puisse s'inspirer d'autres réalisations ici et ailleurs, le projet doit s'inscrire dans la réalité montréalaise en conjuguant les besoins de la population en matière de logements, de services de proximité, de mobilité, de préoccupations environnementales, et les outils légaux et financiers disponibles.

Pour baliser son analyse, la commission définit un écoquartier ainsi : un quartier conçu, organisé et géré dans une logique de développement durable. On y vise la préservation de l'environnement, la création d'un milieu de vie agréable, l'intégration sociale et le développement économique. Il faut alors être en mesure de répondre aux besoins variés d'une population diversifiée, tout en réduisant l'utilisation des ressources naturelles, énergétiques et financières, tant durant la construction du quartier que dans le mode de vie de ses habitants et travailleurs.

3.2. Les changements règlementaires

Parmi les changements proposés dans le projet de règlement, ceux concernant les hauteurs ont généré de nombreux commentaires. Les participants qui s'y sont opposés trouvent que la densité de population résultante serait trop élevée. La commission peut comprendre cette réaction, mais ne peut souscrire à ces visions de développement, notamment en raison de la conjoncture.

Le marché du logement à Montréal est en pleine crise : taux de vacance sous le seuil d'équilibre de 3 %, augmentation du prix des loyers nettement supérieure à celle des revenus, rareté des logements familiaux, etc. Les défis écologiques auxquels la planète fait face doivent impérativement être pris en considération. Or, la densification et la mutualisation sont des moyens préconisés de lutte aux changements climatiques.

Les densités prévues au projet sont conformes aux objectifs énoncés dans le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Ils visent une

densification de 110 logements à l'hectare tout le long des axes du métro vers le nord[552]. L'importance de la densification aux abords des équipements collectifs, notamment pour leur rentabilisation, a été portée à l'attention de la commission[553]. La commission note que la densité proposée par le Bureau de projet partagé s'inscrit dans cet objectif.

Le taux d'implantation moyen retenu des bâtiments libérera le site pour des aménagements communs, ce qui signifie que pour atteindre la densité souhaitée, il faut construire en hauteur. Le comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville est arrivé à la même conclusion[554].

La commission appuie l'avis du CCU. Cependant, elle est sensible aux appréhensions de la population avoisinante. La commission suggère, afin de minimiser l'aspect massif d'édifices plus hauts dans le quartier, de porter une attention particulière à leur architecture.

RECOMMANDATION #1
La commission recommande l'adoption, en vertu du 3e paragraphe de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, du règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation de bâtiments à des fins principalement résidentielles sur le lot numéro 2 497 668 du cadastre du Québec.

RECOMMANDATION #2
La commission recommande l'adoption de la modification soumise au Plan d'urbanisme permettant la création d'un nouveau secteur de densité 01-T12, avec un bâti d'un à dix étages hors-sol ayant un taux d'implantation faible ou moyen et un coefficient d'occupation du sol de 0,5 à 5,0.

3.3. Le logement et la tenure

Dans son document de présentation, le BPP reprend essentiellement les notions de logement social, abordable et familial définies par le Règlement pour une métropole mixte. L'essentiel des notions est décrit à l'Annexe 1.

3.3.1 La création d'un quartier mixte

Au moment de la consultation, les médias faisaient état de plusieurs études relatant la difficulté de la population montréalaise d'accéder à un logement décent qui respecte sa capacité de payer.

[552] Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, p. 139; Extrait de ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PROJ_URBAINS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/SCHEMA20150401_CHAP3_3.2.PDF
[553] Vivre en ville – Objectif écoquartier, doc. 4.2.4; Extrait de objectifecoquartiers.org/principes/quartier/compacite%CC%81-et-densite%CC%81.aspx
[554] Avis du CCU – 4 novembre 2020, doc. 1.2.4.1, p. 1

En 2015, le revenu total médian des ménages de l'île de Montréal était de 52 516 $[555]. Si on applique la norme qui édicte que le prix du loyer ne doit pas excéder 25 à 30 % des revenus, 50 % des ménages doivent payer un loyer d'au plus 1 095 $ par mois. La rareté des grands logements familiaux accentue le problème. Comme le souligne le Comité logement Ahuntsic-Cartierville, en 2016, 34 % des ménages locataires de l'arrondissement consacraient 30 % ou plus de leurs revenus pour se loger[556].

Même en créant de 400 à 500 logements sociaux et communautaires (50 % des logements prévus sur le site) de plus dans l'arrondissement, Ahuntsic-Cartierville ne comble pas les besoins exprimés concernant les logements sociaux. Les autres 400 à 500 logements abordables s'adressent aux personnes et ménages qui ont des revenus plus élevés. Le défi à relever est de garantir la pérennité de l'abordabilité de ces logements.

Certains modes de tenure sont plus à même d'assurer cette pérennité. Les résidents de l'arrondissement connaissent les coopératives d'habitation. Comme le souligne une intervenante, ce sont « *les projets coopératifs et communautaires qui ont donné son âme à l'ancien domaine des Sulpiciens*[557] *»*. Ce mode de tenure est souvent associé aux locataires : en échange d'un logement en bonne condition et souvent à moindre coût, le locataire participe à la vie associative et à l'entretien du bâtiment. Moins connue, la coopérative de propriétaires peut, par l'inclusion de clauses restrictives, assurer la pérennité. Ainsi, il pourrait y avoir des interdictions de vente avant une échéance donnée ou une régulation du prix de vente. Tout comme les locataires de coopératives, les propriétaires doivent coopérer dans la gestion diligente du parc immobilier et sont invités à s'impliquer dans la communauté.

Par ailleurs, dans le cadre du Règlement pour une métropole mixte, la Ville de Montréal a développé un programme de subvention pour permettre l'acquisition de propriétés abordables et pérennes. Dans la fiche technique produite à cet effet[558], on y explique que le revenu du ménage ne devra pas dépasser le seuil équivalent au prix d'achat divisé par 3,5. En comptant la réduction du promoteur et la subvention de la Ville, la valeur marchande d'un logement de 500 000 $ passe à 400 000 $ pour un ménage ayant des revenus maximaux de 114 300 $. Rappelons que le revenu moyen des ménages de toute l'île de Montréal en 2015 était de 76 614 $. Ces logements ne s'adressent donc pas aux plus démunis, mais permettent l'accession à la propriété de plusieurs ménages qui n'auraient pas autrement les moyens d'acheter à Montréal.

[555] Service de l'habitation, Ville de Montréal, Répartition des logements sociaux et communautaires sur l'île de Montréal, données au 31 décembre 2019
[556] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.10, p. 5
[557] Société d'histoire du Domaine Saint-Sulpice, doc. 8.11, p. 1
[558] Ville de Montréal, Programme pour une métropole abordable; Extrait de ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MEDIAS_FR/ADMINISTRATION/MEDIA/DOCUMENTS/FICHE_TECHNIQUE-PROGRAMME_HABITATION_ABORDABLE_VF.PDF

La commission reconnaît la volonté du BPP de poursuivre son effort pour fournir des logements abordables, tant pour la location que pour l'acquisition. Dans cet esprit, la commission offre quelques pistes de réflexion :

- des programmes publics et philanthropiques peuvent permettre à des ménages à revenu faible ou moyen d'acquérir une autonomie financière, tout en préservant l'abordabilité des logements;

- le partage d'espaces communs (chambre pour invités, salle de jeux, bureau pour le télétravail, cuisine collective, atelier, etc.) permet la diminution de la superficie des logements, donc la réduction des coûts, tout en favorisant le sentiment d'appartenance, comme on le voit dans les immeubles de type cohabitat (co-living);

- l'utilisation d'autres formes de tenure existantes ailleurs et qui pourraient naître au Québec, tels les Community Land Trusts[559] (fiducie foncière communautaire[560]). Ces fiducies ont développé des outils qui permettent d'abaisser le coût d'achat, tout en régulant le prix de la revente. Certaines fiducies restent propriétaires du terrain, ce qui diminue le prix d'achat. D'autres peuvent apporter une aide financière à l'acheteur, établir le prix de la revente à partir d'indices tels que l'inflation, et conserver une partie de la plus-value lors de la revente pour créer de nouveaux logements abordables.
- l'établissement de règles par les promoteurs à but non lucratif et les coopératives afin d'assurer la pérennité de l'abordabilité de logements bien tenus.

Puisque les terrains appartiennent à la Ville de Montréal, il est possible d'établir un plan d'ensemble cohérent de développement d'un milieu de vie. Ce plan s'adresserait aux personnes économiquement plus vulnérables et aux personnes ayant des revenus un peu plus élevés qui peinent, cependant, à trouver sur le marché privé un logement qui respecte leur capacité de payer. La commission suggère de multiplier les formes de tenure, telles le cohabitat, le logement étudiant, les logements abordables de propriétaires privés, les coopératives, les logements sociaux et communautaires, etc. Cette approche équilibrée pourrait favoriser la mixité sociale, la diversité des sources de financement et, fort probablement, la diversité architecturale.

Le Règlement pour une Métropole mixte ne s'applique pas au site Louvain Est, propriété municipale. Cependant, le Règlement détermine que l'inclusion de logements familiaux dans le logement social ou le logement abordable devrait être d'au moins 25 %. L'écoquartier, qui se veut exemplaire dans sa mixité, devrait tenter de dépasser cette prescription.

RECOMMANDATION #3
La commission recommande qu'un minimum de 25 % de tous les logements de l'écoquartier soit destiné aux familles.

[559] Voir fr.wikipedia.org/wiki/Community_Land_Trust
[560] Sous la direction de John Emmeus Davis, Manuel d'antispéculation foncière, Écosociété, 2014, p. 13

Plusieurs promoteurs communautaires ont présenté leur projet destiné à un segment particulier de la population : étudiants, femmes, familles, personnes âgées, personnes autistes, etc. La commission reconnaît que tous ces segments ont besoin de logement social, communautaire et abordable. Le Bureau de projet partagé a indiqué vouloir utiliser les outils d'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+). La Ville de Montréal définit ainsi cette analyse : « *L'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) permet l'analyse de l'effet des politiques et programmes publics sur la qualité de vie et l'inclusion, selon qu'on soit un homme ou une femme, mais englobe également la notion d'intersectionnalité, en prenant en considération toutes les personnes qui peuvent subir d'autres formes de discrimination, selon leur sexe, leur âge, leur condition socioéconomique, leur origine ethnoculturelle, leur handicap ou encore leur orientation sexuelle. Cette approche vise à reconnaître et à agir sur des exclusions qui peuvent se superposer dans une situation donnée*[561] ».

Cet outil d'analyse permettra de répondre aux vœux exprimés par les intervenants pour une diversification de la population résidente. Pour un promoteur qui vise une clientèle particulière, faire cette analyse est essentiel. Par exemple, le choix de construire une maison de trois étages sans ascenseur destinée à des femmes financièrement vulnérables pourrait exclure de facto des femmes plus âgées ou à mobilité réduite. On pourrait poursuivre cette analyse lors du recrutement des résidentes : a-t-on des critères qui, sans le vouloir expressément, excluent des femmes nouvellement arrivées au Québec, des femmes autochtones, des femmes voilées, lesbiennes, etc.?

RECOMMANDATION #4
La commission recommande que tout promoteur ayant un projet de construction de logement dans l'écoquartier fasse une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle. Cette condition devrait être obligatoire à l'acceptation d'un projet d'habitation.

Il ne s'agit pas uniquement d'une délégation de responsabilité et cette analyse n'empêche pas les promoteurs de désigner une clientèle particulière à laquelle ils s'adressent (personnes immigrantes, personnes âgées, femmes, étudiants, etc.). En outre, le Bureau de projet partagé aura la responsabilité de s'assurer que l'ensemble de l'écoquartier soit inclusif, tant dans toutes les composantes des bâtiments que dans l'aménagement du domaine public.

3.3.2 La stigmatisation par le cadre bâti

Il existe plusieurs façons de stigmatiser des gens autour d'une caractéristique commune : couleur de peau, condition physique ou mentale, revenus, orientation sexuelle, etc.

[561] Projet pilote de l'intégration de l'ADS+ : La Ville de Montréal revoit son processus décisionnel pour prévenir les discriminations systémiques — 15 novembre 2018; Extrait de ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=30963

Il arrive aussi que l'architecture contribue à cette stigmatisation. Les logements sociaux et communautaires sont trop souvent des édifices que l'on peut reconnaître entre tous, parfois construits sans trop de souci pour le design, et avec des matériaux moins durables que ceux des voisins. *« C'est très important dans le quartier : des logements sociaux qui n'aient pas l'air de logement social*[562] *»*.

La concentration de ce type d'immeuble dans Louvain Est risque de stigmatiser tout un quartier comme un lieu de pauvreté, ravivant tous les préjugés qui en découlent. *« Les risques que les citoyens qui habiteront ce nouveau quartier soient stigmatisés sont grands. Certains urbanistes parlent de plus en plus de la "ségrégation par le cadre bâti", une façon d'expliquer que certaines constructions tellement différentes des lieux avoisinants provoquent une stigmatisation involontaire de ceux qui y habitent*[563] *».*

Ce point de vue est appuyé par le groupe CDH dans sa critique des ébauches présentées. *« Néanmoins, le plan d'ensemble préliminaire se rapproche du concept "Towers in the park" populaire dans les années 60 et 70. Ce type de développement a une connotation négative pour les développements de logements sociaux, tel qu'illustré par la démolition de Regent Park à Toronto ou Pruitt-lgoe à Saint-Louis*[564]*. »*

La commission estime cette préoccupation légitime et souhaite que le gestionnaire du projet manifeste un souci constant pour la diversification architecturale et le design des immeubles de Louvain Est. Cela, afin de ne pas donner prise à ce type de stigmatisation. *« Si on a un souci pour avoir des bâtisses qui sont belles, qui sont propres, qui sont sécuritaires, que l'aménagement paysager est bien fait, que le terrain est entretenu, il n'y aura aucun souci*[565]*. »*

RECOMMANDATION #5
La commission recommande de porter une attention particulière à la diversité architecturale et à la qualité des matériaux afin d'éviter la stigmatisation des résidents par le cadre bâti.

3.4 Les espaces commerciaux

Le projet prévoit des espaces pour des commerces et services de proximité, que Service Québec définit comme étant *« des établissements de petite superficie situés au cœur des localités rurales ou des quartiers des grandes villes. Ces commerces offrent les services de base comme l'épicerie, le dépanneur, le restaurant, le poste d'essence*[566]*. »* Le promoteur entend respecter les normes des écoquartiers à cet égard, puisque l'espace réservé à des équipements autres que résidentiels représenterait près de 20 % de la superficie de plancher totale.

[562] Françoise Bouffière, doc. 9.1, #16
[563] Patrick Howe, doc. 8.7, p. 3
[564] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 9
[565] Brin d'Elles, Transcription, doc. 8.5.2, L. 563
[566] Commerces et services de proximité, définition, extrait de thesaurus.gouv.qc.ca/tag/terme.do?id=14151

Malheureusement, bien peu de commerçants ou d'organisations d'affaires ont exprimé un point de vue dans le cadre de cette consultation. La commission aurait souhaité les entendre davantage. Le promoteur n'a pas non plus, à cette étape du projet, effectué d'études d'achalandage et de besoins.

3.4.1 L'importance de la vie commerciale

La présence de commerces et de services de proximité constitue un apport essentiel à la vie de quartier.

D'abord, et c'est sans doute l'essentiel, ils facilitent la vie des résidents du quartier en leur présentant une offre commerciale personnalisée et une économie de temps importante. Ces commerces et services animent le quartier, le sécurisent et renforcent le sentiment d'appartenance des citoyens à leur milieu, rendant ainsi la vie quotidienne plus agréable.

Ces commerces contribuent aussi à réduire l'utilisation de la voiture. Certes, pour les achats lourds ou volumineux, celle-ci demeure souvent pertinente. Par contre *« la plupart des achats pèsent entre 1 et 5 kg. Les chariots, sacoches et paniers permettent de les transporter facilement à vélo ou à pied*[567]*. »* Cela est d'autant plus vrai lorsque ces petits commerces se situent à moins de 500 mètres. Ils sont un atout majeur pour les personnes âgées, surtout pour celles qui vivent des pertes d'autonomie physique.

La quasi-totalité des gens qui se sont exprimés sur l'ensemble de nos plateformes souhaite la présence de commerces et de services de proximité. Ceux qui ont manifesté des réserves estiment que le pôle commercial Fleury est suffisant. La commission ne partage pas ce point de vue. Elle estime que les épiceries et autres nécessités qui se trouvent sur la rue Fleury sont trop loin pour s'y rendre et en revenir à pied, surtout pour une population vieillissante ou ayant un handicap quelconque. La saison froide multiplie ces difficultés.

Lorsqu'il aborde la question des commerces et services de proximité, le document de présentation du BPP fait beaucoup référence à des entreprises d'économie sociale comme pourvoyeur de biens et de services[568]. Or, ce modèle de propriété n'est pas adapté à toutes les formes de commerce. Afin de pouvoir développer une offre commerciale plus complète, la commission estime qu'une place doit aussi être faite aux petits commerçants indépendants.

3.4.2 Les services de proximité

L'intégration de services de proximité est aussi pertinente. On pense ici à des soins de santé, une salle d'entraînement, un cabinet légal, une officine de pharmacie, des bureaux pour des

[567] Commerces et services de proximité, extrait de equiterre.org/fiche/commerces-et-services-de-proximite
[568] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 53

organismes, etc. L'idée d'installer des ateliers de réparation collectifs a été évoquée. Comme les commerces, ces services faciliteront la vie des citoyens.

Dans l'attribution de ces espaces, le gestionnaire devra s'assurer que les locataires commerciaux avec accès direct sur rue aient des heures d'ouverture étendues (soirs et fins de semaine). Ceci contribuera à l'établissement d'un climat de sécurité pour les gens qui circulent, puisqu'il y aura de l'activité en tout temps.

La pandémie de COVID-19 a grandement changé nos habitudes de travail. Bon nombre d'enquêtes démontrent maintenant que plusieurs travailleurs préfèrent désormais le télétravail. Or, dans un environnement où cohabitent plusieurs familles avec enfants, se concentrer pour travailler peut être ardu. La création d'un espace de travail collaboratif proposant un lieu tranquille avec services connexes est devenue une nécessité. Une entreprise d'économie sociale pourrait en assurer la gestion.

RECOMMANDATION #6
La commission recommande qu'afin de contribuer à l'établissement d'un climat sécuritaire, le gestionnaire s'assure que les locataires commerciaux avec entrée sur rue offrent des heures d'ouverture étendues (soirs et fins de semaine) à leurs clients.

3.4.3 Pour des lieux de convivialité ouverts sur le quartier

La majorité des intervenants, tout comme le promoteur, ont souligné la difficulté de désenclaver ce nouveau quartier. La voie ferrée au nord et les grands boulevards à l'est et à l'ouest rendent en effet la tâche difficile.

Or, des commerces de proximité, facilement accessibles aux habitants des alentours augmenteraient les interactions. Des rues et des espaces publics conviviaux ainsi qu'une offre commerciale diversifiée et attrayante donnent le goût de marcher et de s'y attarder parce que l'expérience est plaisante. Les terrasses attirent également, l'espace nécessaire devrait être prévu. « *Nous espérons aussi que les espaces publics créés sur le site seront des lieux qui favoriseront des rencontres entre les riverains et les habitants du HLM (Saint-Sulpice) et amélioreront la qualité des relations interpersonnelles entre eux et réduiront les préjugés défavorables*[569] ». *« Le site Louvain Est — à tout le moins sa fonction commerciale — devrait se concevoir de la même façon : un milieu de vie certes équilibré et solidaire, mais aussi ouvert et en phase avec l'ensemble du territoire. Il importe de ne pas réfléchir cet espace comme une entité indépendante, mais comme un ensemble connecté à sa communauté*[570]. »

Pour bien fonctionner, ces petits commerces doivent être situés à un endroit facilement accessible par n'importe quel moyen de transport ou lors d'une promenade. Pour les commerces

[569] Entre-Maisons Ahuntsic, doc. 8.40, p. 1
[570] Société de développement commercial Promenade Fleury, doc. 8.72, p. 2

eux-mêmes, l'ouverture vers le sud donnerait accès à un plus grand bassin de clientèle, contribuant ainsi à leur rentabilité.

Afin de créer ces lieux de convivialité, la commission estime que le zonage devrait permettre l'établissement de commerces de proximité sur le côté nord de Louvain Est et au rez-de-chaussée de la plupart des immeubles du projet. « *Ramener les commerces du côté de la rue Louvain pourrait déjà être un premier pas pour favoriser un peu plus la mixité de ce côté-là*[571]. »

RECOMMANDATION #7
La commission recommande qu'afin de créer des lieux de convivialité, établir des liens avec le quartier et favoriser la rentabilité des petits commerces, le projet de règlement soit modifié, afin que le nord de la rue de Louvain Est puisse accueillir des petits commerces et services, de même que la plupart des rez-de-chaussée des immeubles.

3.4.4 Un pôle alimentaire attendu

On a souvent mentionné à la commission le désert alimentaire entourant le site. L'inclusion d'un tel pôle dans Louvain Est fait consensus. Ce pôle accueillerait une serre, une cuisine, la production et la vente de produits et de repas préparés.

Cette idée s'harmonise aussi parfaitement avec les objectifs des écoquartiers, notamment en matière d'économie durable, d'éducation populaire et de participation. La seule analyse effectuée à ce jour donne à penser que ce pôle serait viable financièrement[572].

Plusieurs participants souhaitent la présence d'une fruiterie, de cafés, et de produits frais. C'est notamment le cas des résidents du quartier Youville et des secteurs limitrophes, déjà considérés comme un désert alimentaire. Cette offre mettra de l'avant des produits frais issus de l'agriculture durable[573].

La commission tient quand même à souligner que la cuisson et la préparation de denrées alimentaires nécessitent souvent une infrastructure importante et le projet est complexe : cuisines, hottes à haut débit, espaces de rangement, camions réfrigérés, convoyeurs… Ces installations sont, entre autres, génératrices de bruit et d'odeurs. Il apparaît important à la commission que le gestionnaire limite le plus possible ce type de nuisance, et ce, au bénéfice des résidents vivant à proximité.

[571] Patrick Howe, Transcription, doc. 8.7.1, L. 450
[572] Étude d'opportunité pour la création d'un pôle alimentaire – 2020, doc. 3.6, p. 37-41
[573] Bureau de projet partagé, Document de présentation, doc. 3.1, p. 54-55

RECOMMANDATION #8
La commission recommande la création du pôle alimentaire proposé. Toutefois, la mitigation des nuisances provoquées devra faire l'objet d'une préoccupation constante et balisée dans l'entente d'occupation des lieux.

3.4.5 Des infrastructures nécessaires

Bien que le promoteur ait prévu des espaces commerciaux, le projet est bien peu loquace sur les infrastructures nécessaires au fonctionnement des commerces et services de proximité. Toutefois, le règlement le prévoit. Certains de ces commerces ont besoin d'un quai de déchargement, d'espace de livraison sécuritaire ou d'espace d'entreposage. Les gens utilisant de plus en plus le cybercommerce, prévoir des débarcadères serait pertinent.

Il est aussi possible de mutualiser certains besoins afin de réduire au minimum l'espace attribué à ces usages. Des organisations d'intérêt public disposent d'une large expertise en matière d'aménagement de commerces de quartier. La commission encourage le promoteur à mettre cette expertise à profit.

RECOMMANDATION #9
La commission recommande que l'aménagement du lieu prévoie dès le départ la réalisation des infrastructures essentielles à la vie commerciale, comme un quai de chargement et des débarcadères de livraison.

3.5 Les équipements collectifs et aménagements publics

3.5.1 Les pôles civiques et la mutualisation des équipements, ressources et capacités

Le projet Louvain Est prévoit la réalisation et la localisation stratégique de pôles civiques communautaire et institutionnel. La commission salue la complémentarité de leurs fonctions et de la concentration des activités autour des réseaux de transport et de services publics.

Les équipements sportifs

Certains participants ont souligné la rareté d'activités sportives pour les tout-petits aux alentours du site. L'arrivée de centaines d'enfants nécessite de revoir leur capacité d'accueil. La commission trouve judicieuse la demande faite au BPP d'effectuer un recensement de l'offre d'activités sportives à proximité pour tous les groupes d'âge et de vérifier si ces dernières sont en nombre et en diversité appropriée en fonction des besoins actuels et futurs[574].

[574] Maude Laliberté, doc. 8.1, p. 5

Parallèlement, on souligne le besoin de coordination des activités sportives sur le site avec celles offertes dans le quartier et celui de facilitation des démarches d'inscription.

RECOMMANDATION #10
La commission recommande au Bureau de projet partagé d'identifier les besoins d'activités sportives par groupes d'âge des résidents et qu'il en informe régulièrement l'arrondissement et les gestionnaires des installations sportives, pour une meilleure planification et pour en faciliter l'accès.

Les synergies possibles entre les établissements scolaires, tiers-lieu et services municipaux

À l'instar de plusieurs participants, la commission estime que la mutualisation des espaces, des services et des compétences est essentielle à la vocation solidaire de l'écoquartier. Cette mutualisation permettra probablement de trouver plus facilement des sources de financement pour les équipements et les aménagements nécessaires.

Dans le cadre du programme d'urbanisme transitoire proposé, la commission encourage le BPP à transformer le 9515 rue Saint-Hubert, dès la première phase des travaux, en un complexe communautaire mutualisé répondant aux besoins à court terme des résidents, tout en réservant des espaces suffisants pour accueillir de futurs équipements collectifs mutualisés.

3.5.2 La qualité des aménagements publics et des espaces extérieurs

La qualité des aménagements et des équipements publics favorise le confort, la sécurité et la qualité de vie des habitants. Inclusifs, ils doivent s'adapter aux quatre saisons. Conviviaux, ils devraient mettre en valeur la signature particulière de Louvain Est[575].

De la même façon, les espaces publics (place publique, jardins, aires de jeux, zones de repos, coulée verte et blanche, parc à chiens, etc.) et les parcours pour s'y rendre devraient tenir compte de l'accessibilité universelle quatre saisons et des principes de l'ADS+. La commission souligne l'importance de la création d'un aménagement public ouvert, accessible et bien éclairé pour augmenter le sentiment de sécurité[576]. Une attention particulière devra aussi être donnée à l'entretien de ces équipements et à leur utilisation en période hivernale.

La commission est d'avis que chacune des voies de passage ou de circulation du site devrait être partagée entre tous les modes de déplacement[577]. Cela maximise l'accessibilité des commerces de proximité, le confort, la santé et la sécurité des usagers.

[575] Vivre en ville – Objectif écoquartier, doc. 4.2.4, extrait de objectifecoquartiers.org/
[576] Vivre en ville – Objectif écoquartier, doc. 4.2.4, extrait de objectifecoquartiers.org/
[577] Le concept de rue partagée est défini au chapitre 1 de ce rapport, point 1.4.9

RECOMMANDATION #11
La commission recommande le réaménagement de la chaussée, des trottoirs et des intersections entourant le site Louvain Est, en prenant en compte l'accessibilité universelle et la protection des piétons, cyclistes et automobilistes.

RECOMMANDATION #12
La commission recommande la création d'une rue locale partagée.

La résilience saisonnière et climatique : l'hiver à Montréal!

Les concepts de résilience saisonnière et climatique exigent que les espaces publics, les aménagements, la disposition des bâtiments, des rues, du mobilier et leur accessibilité soient planifiés en fonction de la saison, du type d'usager, et qu'ils intègrent les principes de l'hivernalité[578]. L'étude de Vivre en ville[579] énonce une série de stratégies d'aménagement en fonction de cinq principes directeurs : les loisirs, l'accès, les paysages, la résilience saisonnière et, enfin, le confort. Ces principes invitent les petits et les grands à sortir, à bouger, à s'approprier les lieux et à mieux apprivoiser l'hiver. La commission estime que le gestionnaire devrait s'en inspirer.

3.6 La réévaluation des usages de l'auto solo et des espaces de stationnement

Le ratio de stationnement et la remise en question de la prépondérance de l'usage de l'auto solo ont fait l'objet de nombreuses réserves de la part des participants. Rappelons qu'à l'intérieur des bâtiments, le ratio de stationnement maximum sera de 1 pour 3 logements, et de 1 pour 2 logements s'il comprend des unités réservées à l'autopartage. Il serait de 1 unité par tranche de 200 mètres carrés de superficie commerciale ou institutionnelle. Le stationnement public sur la rue locale sera autorisé.

Les participants qui s'y opposent développent leur argumentation à partir des éléments suivants : l'augmentation du nombre de véhicules, la faible offre de stationnement existante, la desserte insuffisante en matière de transport collectif, des aménagements peu sécuritaires et, enfin, le profil sociodémographique présumé des futurs résidents (usagers du transport routier, emploi excentré, familles nombreuses, personnes âgées, etc.). La commission reconnaît comme légitime l'ensemble de ces préoccupations.

[578] Avis du comité mixte – 20 novembre 2020, doc 1.1.4.2, p. 4
[579] Vivre en ville – Ville d'hiver : principes et stratégies d'aménagement hivernal du réseau actif d'espaces publics montréalais, 56 pages, extrait de vivreenville.org/villedhiver

Cependant, à l'instar du Groupe CDH[580], la commission suggère de maintenir le ratio proposé pour quatre raisons :

1. Il est cohérent avec les normes actuelles des projets sociaux de Montréal où les ratios dépassent rarement 0,5 espace de stationnement par logement[581];
2. Il s'inscrit dans les visées du Plan climat 2020-2030 montréalais en réduisant de moitié les émissions de GES provenant du transport routier et en transférant 25 % des déplacements en auto solo vers le transport collectif et actif ainsi que la mobilité partagée[582]. Ce Plan prévoit que 30 % des espaces de stationnement devront être réservés aux véhicules partagés, au covoiturage ou aux véhicules électriques[583];
3. Il permet une meilleure rentabilité du projet, car l'aménagement de places de stationnement : impose une rareté de l'offre; doit être amorti sur une longue période du fait de son coût élevé; est rarement pris en compte par les programmes de financement de logement social et exige la tarification de chaque espace[584].
4. Finalement, il permet d'améliorer l'agréabilité du milieu de vie et la sécurité des habitants, ce que ne permettrait pas l'ajout d'un nombre important de voitures. Rappelons les nuisances et les enjeux de congestion déjà existants dans le quartier, notamment en ce qui concerne la sécurité des riverains.

RECOMMANDATION #13
La commission recommande d'adopter un ratio maximum de stationnement de 1 pour 3, et qu'une proportion conséquente d'autopartage soit prévue dès le départ, et augmentée au fil du temps.

3.6.1 La mutualisation d'espaces de stationnement communautaire

D'autres options plus inusitées ont été présentées à la commission. Certaines méritent d'être explorées. On a soumis à la commission l'idée de regrouper en un seul lieu tous les stationnements des résidents. Il pourrait être étagé, en souterrain, hors sol, détaché des bâtiments résidentiels ou autre modèle innovant. La mutualisation des espaces pourrait diminuer les coûts de construction. Cette infrastructure pourrait appartenir à la fiducie ou à une coopérative.

Une mutualisation des places de stationnement améliorerait le rendement des espaces et rendrait le ratio 1 pour 3 encore plus soutenable, des places se libérant à différents moments de la journée. Une tarification modulée pourrait aussi être envisagée en fonction de la durée, du lieu de résidence, du moment de la journée, etc. On pourrait aussi y accueillir tout type de véhicule actif. La technologie permet aujourd'hui la gestion intelligente de telles infrastructures.

[580] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 8
[581] *Idem*
[582] Ville de Montréal – Plan climat 2020-2030, doc. 4.2.2, p. 68
[583] *Ibid.*, p. 69
[584] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 9

RECOMMANDATION #14
La commission recommande de considérer la mutualisation des places de stationnement en les regroupant et en modulant la tarification.

3.6.2 L'aménagement quatre saisons d'espaces de stationnement pour vélos, accessibles et sécurisés

Aucune proposition n'a été formulée par le BPP concernant le ratio de stationnement pour vélos. Cependant, il pourrait être intéressant d'établir un ratio minimum pour les stationnements intérieurs et extérieurs des vélos. Les ratios pourraient prendre en compte les besoins des résidents et des visiteurs, les espaces pour le rangement de vélos spéciaux (cargos électriques, tricycles, poussettes, etc.), la sécurité et les besoins quatre saisons. La mutualisation des places de stationnement pour voitures devrait être conjointe à celles des vélos et autres véhicules spéciaux.

Des infrastructures pour vélos devraient être intégrées, incluant une signalisation adéquate, des rampes de roulement, des prises électriques, et de la surveillance par caméra[585].

RECOMMANDATION #15
La commission recommande de statuer sur un ratio minimum de stationnement mutualisé pour vélos et vélos spéciaux.

3.7 Les aménagements nécessaires à un réseau de transports actifs structurant

Plusieurs participants ont noté des accès peu propices aux pôles de transports collectifs entourant le site et, plus particulièrement, des aménagements peu agréables ou sécuritaires. Les propositions exposées ci-dessous pour développer un réseau de transport structurant sont toutes en phase avec celles de l'Étude sur la mobilité et le stationnement[586], ainsi qu'avec le Plan stratégique 2030 de la Ville de Montréal. « *Sécuriser les aménagements cyclables, [c'est] une aussi question d'équité, [...] pour exemple, la proportion de femmes qui utilisent le vélo en milieu urbain est directement proportionnelle au nombre et à la qualité des infrastructures en place*[587]. »

Pour s'assurer d'une utilisation soutenue des transports actifs, il est essentiel d'assurer en priorité l'entretien des aménagements piétons et cyclables, et en particulier le déneigement[588].

[585] Ahuncycle, doc. 8.21, p. 3; Samuel Millette-Lacombe, doc. 8.71, p. 8-9 et 12
[586] Étude d'impact sur la circulation et le stationnement – juin 2021, doc. 3.4
[587] Cynthia Falaise, doc. 8.2, p. 5
[588] Vivre en ville – Ville d'hiver : principes et stratégies d'aménagement hivernal du réseau actif d'espaces publics montréalais, 56 p., extrait de vivreenville.org/villedhiver

Plusieurs participants ont proposé un moyen de transport collectif, de type navette électrique, de petite taille et possiblement autonome en toute saison et conditions météorologiques. Il pourrait relier le métro, le centre sportif, les parcs aux alentours ou la rue Fleury.

Certains mémoires exposent les enjeux sécuritaires autour des intersections Christophe-Colomb et Saint-Hubert avec la rue de Louvain Est. Elles devront être sécurisées en raison de l'achalandage et de la rencontre entre plusieurs modes de déplacement. Le modèle des intersections dites « *hollandaises* » offre une solution intéressante[589] puisqu'elles assurent une protection à tous les types d'usagers en délimitant très clairement chacun des espaces de déplacement, selon le mode de transport emprunté.

La commission appuie la proposition de créer une piste cyclable protégée sur de Louvain Est pour faire le pont entre la piste sur Christophe-Colomb et le REV Lajeunesse-Berri[590]. Une autre proposition spécifie même des « *pistes unidirectionnelles suffisamment larges qui permettent des dépassements plus aisés*[591] ».

À l'heure actuelle, les accès au métro et au train sont périlleux, particulièrement pour les usagers les plus vulnérables. Une planification détaillée sera requise pour favoriser l'usage du transport en commun par les futurs résidents[592].

La commission suggère qu'une nouvelle étude de circulation soit entreprise avant la phase finale de planification afin d'adapter les mesures d'apaisement et les aménagements (signalisation, mobilier et verdissement) nécessaires aux nouvelles voies de circulation piétonnes ou cyclables.

RECOMMANDATION #16
La commission recommande que l'aménagement des liens pour le transport actif soit réalisé en début de projet afin de faciliter le transfert modal.

RECOMMANDATION #17
La commission recommande d'aménager des intersections protégées de type intersections hollandaises aux coins de la rue de Louvain Est avec l'avenue Christophe-Colomb et la rue Saint-Hubert.

RECOMMANDATION #18
La commission recommande la création de pistes cyclables en site propre, sécuritaires et accessibles, sur les rues de Louvain Est, Saint-Hubert et l'avenue Émile-Journault.

[589] Cynthia Falaise, doc. 8.2, p. 17 et section 2.8.2 de ce rapport
[590] Mobilisation environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 3
[591] Cynthia Falaise, doc. 8.2, p. 15
[592] Groupe CDH, doc. 8.12, p. 10

3.8 Les aspects écologiques

3.8.1 La préservation, la restauration et l'extension des trames écologiques

Dans une perspective de consolidation d'un corridor de biodiversité via le site Louvain Est, le Bureau de projet partagé entend verdir plus de 70 % des espaces libres et conserver 85 % des arbres existants (dont un érable noir, une espèce vulnérable protégée), notamment l'alignement de 28 arbres longeant la rue de Louvain Est. Les 15 % d'arbres non conservés constituent la portion restante qualifiée de dangereuse ou en mauvaise santé.

La commission appuie la vision du comité mixte de créer une trame bleue avec la noue centrale, ainsi que de préserver, d'une part, la trame verte déjà présente sur le site et, d'autre part, le boisé à l'angle de Christophe-Colomb en augmentant sa superficie au-delà de 40 %. Ces trames écologiques rendent plusieurs services. Elles assurent l'enrichissement de la biodiversité et la résilience sociale et environnementale du secteur, améliorent l'état de santé des résidents[593] et sont un moyen efficace de lutter contre les changements climatiques. Elles magnifient également l'environnement, tout en étant une source constante de savoirs et d'activités éducatives pour les résidents. Afin de miser sur la protection des espèces vulnérables, il a également été proposé d'augmenter la taille du boisé en renforçant la végétalisation entourant les espèces protégées. Ces considérations sont cohérentes avec les objectifs du Plan climat 2020-2030 et du Plan stratégique de développement durable 2019-2025, ainsi qu'avec les préoccupations de citoyens concernant le manque de parcs sur le site et la préservation du boisé.

La commission suggère :

- d'augmenter la superficie du boisé au-delà de 40 % afin de préserver sa diversité biologique, de consolider la régénération des espèces et la protection des espèces vulnérables, et d'accroître son apport qualitatif au site[594];
- de respecter les recommandations de l'inventaire arboricole[595], notamment la préservation des arbres du boisé et le monitorage des zones de protection optimale (ZPO) pendant les travaux afin de préserver « l'*entièreté des arbres constituant le boisé puisqu'ils font partis d'un écosystème complexe et rare sur le territoire de l'arrondissement*[596]», de s'appuyer sur les principes de zone de protection optimale (ZPO) pour les arbres sains et bien établis afin de favoriser leur conservation post-travaux;
- d'aménager le boisé à des fins éducatives (panneaux d'interprétation, etc.);
- de créer un corridor de verdure alliant la coulée verte centrale au boisé par le verdissement de l'espace bordant l'avenue Christophe-Colomb.

[593] The relationship between trees and human health: evidence from the spread of the emerald ash borer, extrait de pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/23332329/
[594] Avis du comité mixte - 2020, doc. 1.1.4.2, p. 4
[595] Inventaire arboricole de la cour de voirie Louvain – Mise à jour 2021, doc. 3.3.1
[596] *Ibid.,* p.3

RECOMMANDATION #19
La commission recommande la mise en œuvre des propositions de l'inventaire arboricole et le déploiement de celui-ci tout au long du projet, en délimitant clairement les zones de verdissement et de biodiversité protégée, et en établissant des indicateurs pour valoriser et préserver les trames écologiques du site.

RECOMMANDATION #20
La commission recommande de viser un minimum de 40 % d'agrandissement de la superficie du boisé.

RECOMMANDATION #21
La commission recommande le verdissement de l'avenue Christophe-Colomb sur la section bordant le site Louvain Est.

3.8.2 La performance environnementale et la gestion écologique, responsable et pérenne des ressources

La commission souligne les mesures exemplaires retenues par le BPP sur le plan du cadre bâti. Elle souhaite insister sur le respect des recommandations de l'étude d'ensoleillement[597] et des principes fondamentaux présentés dans le rapport de Vivre en ville[598].

Ainsi, notons l'insonorisation, l'orientation des bâtiments pour exploiter l'énergie naturelle et optimiser le gain solaire, la qualité de l'air intérieur, et enfin, l'étanchéité et l'isolation thermique, grâce à des matériaux écologiques, durables, de haute qualité, recyclables et recyclés ou même mieux, récupérés. Certains intervenants sont soucieux des coûts additionnels des mesures visant la carboneutralité et la faible empreinte écologique pour la construction des bâtiments.

La commission accueille favorablement les principes écologiques retenus dans l'aménagement paysager favorisant notamment la perméabilité des sols et la rétention des eaux de pluie. Cependant, un aspect peu présent dans le document de présentation et pourtant bien analysé dans le rapport écohabitation[599] a retenu l'attention de la commission. Celle-ci est d'avis que pour atteindre les objectifs de carboneutralité du site et des aménagements, des précautions plus importantes devraient être prises concernant la gestion des matières résiduelles, particulièrement lors de la construction. Ces mesures devraient suivre les recommandations du rapport mentionné précédemment. À l'instar de Mobilisation environnement Ahuntsic-Cartierville[600], la commission estime que la collecte des matières organiques compostables et des matières résiduelles recyclables soit opérationnelle dès l'arrivée des premiers résidents. Par ailleurs, la commission est d'avis que les bénéfices environnementaux et sociaux devraient être

[597] Étude sur l'ensoleillement et la trame urbaine, 2020, doc. 3.5
[598] Vivre en ville – Objectif écoquartier, doc. 4.2.4, extrait de objectifecoquartiers.org/
[599] Planification de la gestion des matières résiduelles – 2020, doc. 3.7, p. 13 et 30
[600] Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 5-6

pris en considération dans l'estimation du coût total du projet. À court terme, l'intégration de technologies et d'équipements permettant une meilleure performance environnementale pourrait accroître les coûts de construction et, par conséquent, les prix locatifs ou d'acquisition. Cependant, à long terme, une planification qui négligerait ces aménagements peut augmenter les coûts de maintenance et d'entretien, ainsi que les coûts environnementaux et sociaux, notamment en matière de santé publique.

RECOMMANDATION #22
La commission recommande de se doter d'une stratégie de reddition de compte pour le site, incluant des cibles en matière d'empreinte écologique et de carboneutralité, de gestion énergétique, de gestion des eaux grises et pluviales et de gestion des matières résiduelles.

RECOMMANDATION #23
La commission recommande d'établir un plan précis de gestion des déchets de construction.

RECOMMANDATION #24
La commission recommande que l'analyse financière des projets tienne compte des bénéfices sociaux et environnementaux sur le moyen et le long terme dans la construction des immeubles et infrastructures du site.

3.9 La gouvernance

On l'a écrit plus tôt, l'expérience humaine d'Ahuntsic s'est depuis longtemps exprimée par la solidarité et un souci particulier pour la collaboration et la concertation. Cette manière d'être a inspiré la constitution d'un Bureau de projet partagé, constitué des pouvoirs publics et d'un acteur communautaire, Solidarité Ahuntsic, qui est une table de concertation intersectorielle et multiréseaux du quartier.

Cette façon de procéder est en soi innovante et semble prometteuse. *« Cela constitue un déplacement majeur des rôles respectifs des parties prenantes habituellement rassemblées dans le cadre de projets d'urbanisme participatif. Enfin, la permanence et la nature du lien de collaboration de la structure de gouvernance partagée du BPP caractérisent aussi ses traits innovateurs*[601]*. »*

La commission salue cette innovation. Ainsi, le développement du site sera en constante évolution grâce à l'expression et la prise en compte des besoins et volontés de ces clientèles changeantes.

[601] Le Bureau de projet partagé : une démarche de concertation innovante – Gabriel Cotte, doc. 5.1.6, p. 15

3.9.1 La légitimité des acteurs actuels

Dans quelques opinions, on remet en question la légitimité des trois acteurs du BPP à décider de la réalisation d'un aussi grand projet. Pour la commission, les suffrages des uns et la représentativité de l'autre — Solidarité Ahuntsic — légitiment leurs initiatives dans ce projet. Les élus de la ville-centre et de l'arrondissement endossent le projet, et Solidarité Ahuntsic est la table de concertation intersectorielle et multiréseaux du quartier dont le mandat est de rassembler les nombreux acteurs du quartier afin de contribuer à son développement. La table regroupe plus d'une cinquantaine d'institutions et d'organisations.

La commission a aussi entendu la crainte d'artisans de la première heure de se voir « *dépossédés* » de leur projet. Cette préoccupation est compréhensible. La commission estime qu'avec l'intégration d'un acteur local, Solidarité Ahuntsic, l'âme du projet et la connexion avec le quartier seront conservées. De plus, les balises imposées par les lois et le Code civil eu égard au respect de la vocation, aux conflits d'intérêts et à l'obligation fiduciaire répondent adéquatement à ces préoccupations[602].

La commission constate l'absence de représentation du secteur commercial au pilotage du projet, alors que ce secteur est un acteur important de la vie des quartiers. Dans son mémoire, la SDC Promenade Fleury exprime un intérêt manifeste pour discuter des questions d'offre et de mixité commerciales avec le BPP[603]. La SDC a exprimé le souhait qu'un représentant du secteur commercial se joigne au BPP[604]. La commission estime cette demande légitime.

RECOMMANDATION #25
La commission recommande qu'un représentant du secteur commercial du quartier soit associé dès maintenant au travail du Bureau de projet partagé, de même que pour toute la durée de vie du projet.

3.9.2 La fiducie d'utilité sociale

La forme juridique appelée « *Fiducie d'utilité sociale* » est proposée par Solidarité Ahuntsic. Ce type de fiducie existe au Québec depuis 1994. *« Elle offre un potentiel extraordinaire pour la préservation du patrimoine, qu'il soit naturel, matériel ou immatériel. Une fiducie d'utilité sociale (FUS) est l'affectation d'un patrimoine à une vocation d'int*érêt *général plutôt qu'au bénéfice d'une personne physique ou morale*[605] ». La fiducie peut être perpétuelle, c'est-à-dire aussi longtemps que le bien existe. Dans la solution présentée, la Ville donnerait ou confierait par contrat la gestion du site à la fiducie, qui agirait en tant que gestionnaire du territoire. Son mandat premier serait d'affecter les terrains à des promoteurs qui eux, construiront les

[602] Code civil du Québec, art. 321 et suivants
[603] Société de développement commercial Promenade Fleury, doc. 8.72
[604] *Ibid*., p. 3
[605] Territoires innovants en économie sociale et solidaire, Les fiducies d'utilité sociale - Synthèse de connaissances, doc. 4.4.1, p. 6

immeubles. Une fois le lieu occupé, la fiducie demeure l'interface principale entre partenaires du projet.

Bien que d'autres modèles de gouvernance existent, la commission estime que celui présenté permet d'atteindre les objectifs du projet. Conscients que Louvain Est constitue un laboratoire, les intervenants devront faire preuve d'inventivité et de flexibilité dans cette expérimentation.

RECOMMANDATION #26
La commission recommande que le modèle de Fiducie d'utilité sociale (FUS) proposée soit retenu, celui-ci étant compatible avec les objectifs du projet Louvain Est, notamment en matière de gouvernance partagée.

3.9.3 La vocation et les affectations

La vocation et les affectations de la Fiducie d'utilité sociale font partie de son acte constitutif et, une fois adoptées, ne peuvent être modifiées que par les tribunaux. Il importe donc que dès sa constitution, vocations et affectations fassent l'objet d'un très large consensus parmi les parties prenantes. Une fois choisis, les fiduciaires (conseil d'administration de la FUS) auront à les incarner et ne pourront déroger de la vocation inscrite à la charte sous peine de sanctions légales. D'autres politiques majeures (critères d'attribution des terrains, obligations des promoteurs, ADS+, etc.) pourraient aussi faire partie de ces consensus à inscrire à la charte constitutive. Dans son mémoire, Mobilisation Ahuntsic-Cartierville en propose quelques-uns. C'est le type d'éléments pouvant être ajoutés à la charte[606]. Il peut aussi être judicieux d'y inclure un mécanisme de médiation et d'arbitrage externe pour régler les enjeux litigieux.

RECOMMANDATION #27
La commission recommande que les parties prenantes portent une attention particulière à ce que la vocation et les affections de la fiducie fassent l'objet du plus vaste consensus possible parmi celles-ci.

3.9.4 Le choix des fiduciaires

Choisir les fiduciaires est un processus délicat qui doit répondre à plusieurs impératifs : représentativité des points de vue, compréhension du mandat, compétence, expérience, etc. S'il n'est pas bien fait dès le départ, il peut provoquer des blocages ou des conflits qui, à terme, nuisent à la réalisation du projet. Des intervenants ont aussi mentionné la nécessité de mettre le projet à l'abri des luttes électorales et des changements d'administration.

[606] Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville, doc. 8.30, p. 4

Il existe plusieurs méthodes pour choisir les fiduciaires qui permettent de gérer les risques évoqués plus haut. Celle des collèges électoraux représentant les parties prenantes est souvent retenue[607]. Par exemple :

- Les sièges de fiduciaires sont accessibles aux candidatures des citoyens du quartier.
- Les candidatures sont évaluées par une firme spécialisée indépendante, à l'aide d'une matrice de compétences.
- Une liste des candidats retenus est ensuite présentée aux collèges électoraux, qui exercent un choix préférentiel à partir de cette liste.
- Un nombre très limité de fiduciaires indépendants peuvent être ajoutés afin, le cas échéant, de défaire des blocages qui pourraient entraver la réalisation du projet.

Ce qui précède n'est qu'un exemple de processus parmi d'autres, mais apparaît à la commission comme une réponse satisfaisante aux enjeux de représentativité. Peu importe la méthode retenue, la commission estime que le choix des fiduciaires doit s'appuyer sur les compétences et l'expertise, et réunir le plus grand consensus possible.

RECOMMANDATION #28
La commission recommande que la compétence et l'expertise des candidats-fiduciaires soient évaluées de manière indépendante, qu'ils représentent l'ensemble des parties prenantes, et qu'ils fassent l'objet du plus grand consensus possible.

3.9.5 De l'entraide, de la solidarité et de la participation

À l'instar de plusieurs témoignages et des principes des écoquartiers, la commission estime que les valeurs d'entraide et de solidarité doivent être au cœur de la vie du quartier. Le projet Louvain Est est rêvé comme un lieu où l'humain peut grandir et s'épanouir au contact des autres et de leurs connaissances. Cet esprit, vivant dans le quartier depuis des décennies, est dans l'ADN des gens du lieu et devrait inspirer les fiduciaires.

Les résidents souhaitent aussi avoir un mot à dire dans l'aménagement et la gestion de leur environnement et veulent participer aux décisions. La commission estime que cette « *démocratie de quartier* » doit vivre sous le chapeau d'une organisation stable et permanente. La fiducie, qu'elle réalise le mandat elle-même ou qu'elle le confie à un OBNL devrait avoir cette responsabilité et la pérenniser. Il apparaît important à la commission qu'au fil du temps, les résidents du site soient partie prenante des décisions qui les concernent directement.

[607] Territoires innovants en économie sociale et solidaire, Les fiducies d'utilité sociale - Synthèse de connaissances, doc. 4.4.1, p. 23

RECOMMANDATION #29
La commission recommande que la fiducie garantisse, par vocation, la participation des résidents aux décisions qui touchent leur quotidien, avec pour but ultime de contribuer à l'épanouissement des individus qui y résident.

3.10 D'autres considérations

3.10.1 La valeur patrimoniale

Le site Louvain Est n'a pas une immense valeur patrimoniale. On y trouve cependant deux édifices intéressants construits en 1966 par Denis Bouchard, architecte à la Ville. Ils sont situés au 999 rue de Louvain et au 9515 rue Saint-Hubert. Ils sont un bon exemple de l'architecture des années 60, qui laisse apparente la structure de béton et qui utilise des éléments préfabriqués. Ils sont, *a priori*, plutôt bien conservés.

La préservation de ces deux immeubles fait consensus, ce qui n'est pas le cas de la clôture de béton. *« Ce sont deux beaux bâtiments modernes à conserver et élégants, témoins typiques de leur époque. Par contre, la clôture ajourée en béton semble un élément secondaire assez tristounet*[608]*. »*

La commission salue la volonté du BPP de conserver ces deux édifices et de les affecter à la vie communautaire du site.

3.10.2 La mitigation des nuisances

Les travaux majeurs constituent presque toujours une source d'inquiétudes des citoyens riverains. C'est aussi le cas pour Louvain Est. Pendant presque 10 ans, ces gens vivront dans un environnement pas toujours attrayant et qui sera rythmé par le passage des camions, les bruits de recul et les déviations de circulation. Des enjeux de sécurité se poseront également. Les inquiétudes sont légitimes.

Les promoteurs, les gestionnaires et les pouvoirs publics ont maintenant une bonne expertise technique en matière de mitigation des inconvénients. Ils se doivent toutefois d'être attentifs aux commentaires des citoyens qui eux, possèdent l'expertise d'usage. Les inconforts changent avec les saisons et l'évolution des travaux. L'écoute doit donc durer tout au long du projet et les acteurs doivent se montrer agiles pour répondre rapidement aux besoins exprimés.

[608] Jocelyn Duff, doc. 9.5, #2

De manière plus concrète, les objets suivants causent des inquiétudes :

- L'accès au métro Sauvé doit être facilité et sécurisé, tant pour les piétons que pour les vélos. La passerelle enjambant Saint-Hubert en est un exemple.
- La rue Olivier-Maurault située en face du projet ne devrait pas être utilisée comme rue de détournement de la circulation ou d'accession au site Louvain Est. Cela pendant et après la réalisation du projet. C'est une rue familiale avec plusieurs enfants.
- La communication des détours, voies de contournement et des lieux de travaux doit être une préoccupation permanente du gestionnaire.
- Le respect des heures prescrites pour les travaux, soirs et matins.
- Le bruit généré par la construction elle-même.

Une fois le projet développé, la Ville devra être particulièrement attentive à l'effet qu'aura eu sur la circulation l'arrivée de ces quelques milliers de personnes. *« Je souhaite que les élus de l'arrondissement prennent un engagement public pour implanter des mesures d'apaisement de la circulation dans tous les lotissements à proximité du site Louvain*[609] *».*

3.10.3 Le désenclavement vers le nord

Le site Louvain est enclavé et, à certains égards, difficile d'accès. Au nord, une voie ferrée crée littéralement un mur, et les deux rues nord-sud longeant le site reçoivent beaucoup de circulation. L'enclavement est réel. Plusieurs intervenants ont mentionné leurs inquiétudes relatives à cela. Les résidents du nord de la voie y voient aussi un problème, cet obstacle ne leur permettant pas de profiter facilement des futures installations du site.

Aussi, on peut raisonnablement penser qu'avec toute cette nouvelle population, des lignes de désir traversant la voie ferrée se créeront naturellement, en dépit de toute considération sécuritaire. Un passage piéton serait également plus sécuritaire et paisible comparativement à la rue Saint-Hubert ou l'avenue Christophe-Colomb.

Déjà, les premières ébauches du projet datant de 2012 faisaient du désenclavement vers le nord une priorité. *« Un autre objectif important pour augmenter la perméabilité est celui d'installer un lien piéton traversant la voie ferrée vers le nord. Cette intervention urbanistique a plusieurs avantages. Percer l'enclavement au nord d'une nouvelle ouverture sécuritaire et de qualité facilitera d'abord l'accès des résidents du domaine Saint-Sulpice aux services se trouvant au nord de la voie ferrée*[610]*. »*

Cette idée de « *traverser* » la voie ferrée a été abandonnée avec le temps, abandon confirmé lors de la séance de questions et réponses de la commission. *« Ça a été étudié. La voie ferrée c'est contraignant en plus il y a la ligne électrique. Donc, vers le haut ça commence à être compliqué*

[609] Maude Laliberté, doc. 8.1, p. 3
[610] Le site Louvain en devenir, Rapport de planification participative d'un milieu de vie solidaire et durable – 2012, doc. 3.13.1, p. 18

avec la ligne électrique. C'est une question de coût aussi. Le chemin de fer aussi, c'est complexe. C'est sur Saint-Hubert et la rue Christophe-Colomb qui est déjà en tunnel[611]*. »*

La commission est consciente du coût d'une telle trouée et des défis que représentent des négociations avec les entreprises ferroviaires. Elle estime toutefois qu'on ne lui a pas fait la démonstration qu'il n'existait aucune autre solution. Quelques-unes ont notamment été suggérées, comme l'aménagement d'un passage piétonnier entre la rue de Port-Royal et le site, semblable à celui qui relie la rue Ball et le parc Jarry.

RECOMMANDATION #30
La commission recommande au Bureau de projet partagé d'aménager une trouée piétonne dans la voie ferrée, et qu'il s'inspire d'autres aménagements semblables à Montréal et ailleurs pour sa réalisation.

[611] Transcription de la séance de questions et réponses du 21 avril 2021, doc. 7.2.1, L. 870 et 905




PARC
HENRI-JULIEN
Ville de Montréal





CONCLUSION

En recommandant les modifications règlementaires nécessaires à la réalisation du projet, la commission est consciente qu'elle endosse des orientations qui peuvent déranger et inquiéter les riverains. En effet, une large part du développement du Domaine Saint-Sulpice a été conçue avec une vision de « *la banlieue en ville* » : maison pour famille nucléaire, cour et automobile individuelles. Or, les buts d'un écoquartier divergent de cette vision : plus haute densité, résilience climatique, mutualisation des espaces, diminution de l'automobile, etc. Plusieurs familles pourront s'y installer, tout en permettant aux personnes seules ou en couple, plus âgées ou plus jeunes ou avec des besoins particuliers d'y vivre confortablement.

Le projet d'écoquartier semble progresser sous de bons augures. Il est très rare que l'on puisse trouver, à Montréal, un terrain public désaffecté de cette envergure et disponible pour la création d'un quartier exemplaire. Il y a là une fenêtre d'opportunité intéressante à saisir. La densité et la compacité des logements futurs, conjugués aux logements actuels, ainsi que la requalification de deux bâtiments existants, devraient permettre la viabilité des commerces et des services de proximité, et l'accroissement de l'activité économique.

Son emplacement, près de moyens de transport public, encourage les déplacements actifs (marche et vélo). La création d'un jardin et d'une place publics, la préservation d'un boisé, la gestion des eaux pluviales et la limitation de la circulation véhiculaire visent une adaptation aux changements climatiques. La création d'un pôle alimentaire, basé sur l'agriculture urbaine, est une réponse au désert alimentaire actuel.

La création d'un écoquartier où l'on veut inspirer un esprit de solidarité et de mutualisation et développer l'écocitoyenneté sera facilitée par des promoteurs communautaires. Ceux-ci s'y installeront et s'appuieront sur l'expertise des coopératives d'habitation qui ont un enracinement historique de coopération et d'entraide dans le quartier Saint-Sulpice.

Pour être un succès, les acteurs du projet devront faire preuve de souplesse et d'ouverture tout au long de sa réalisation. C'est la pierre d'assise de sa concrétisation. Ce projet est considéré comme un laboratoire par les autorités municipales. Il y aura des succès et des échecs. C'est la nature même de l'innovation.

La commission salue le travail exceptionnel des personnes et organismes qui, depuis dix ans, travaillent à l'élaboration du projet d'occupation du site Louvain Est. Il s'agit d'un travail colossal de conception, de concertation, d'éducation citoyenne et de résolution de problèmes. Il faut les remercier et les reconnaître en tant qu'idéateurs de l'écoquartier Louvain Est.

Le désir d'exemplarité peut mener à un projet irréalisable. Il faudra savoir composer avec les contraintes. S'il est bien réalisé, à terme, Louvain Est pourrait devenir un modèle pour la constitution d'autres écoquartiers qui feront de Montréal une ville plus résiliente.

Compte tenu de la pandémie, le processus habituel de consultation de l'OCPM a été modifié de façon à respecter les consignes gouvernementales en vigueur, tout en instaurant des conditions d'accessibilité qui favorisent l'expression de tous les points de vue. La commission tient à remercier toutes les personnes qui ont participé à divers titres à la consultation pour s'être adaptées avec bonne volonté à ces nouvelles conditions.

La commission tient également à remercier les représentants du Bureau de projet partagé pour la qualité des documents déposés et de leur présentation, de même que pour leurs réponses diligentes aux questions provenant des participants ou de la commission elle-même. De même, la commission remercie tous les citoyens et citoyennes, organismes ou regroupements qui ont contribué à l'analyse du projet en posant des questions et en soumettant leur opinion et des mémoires.

Fait à Montréal, le 28 juillet 2021.

Marie Leahey
Présidente de commission

Lorène Cristini
Commissaire

Bruno-Serge Boucher
Commissaire

Annexe 1 – Les définitions retenues pour les tenures des logements

Le logement social ou communautaire est subventionné, lors de sa construction, par un programme municipal ou provincial[612]. La majorité des logements développés par l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) sont des habitations à loyer modique (HLM). Les organismes à but non lucratif d'habitation (OBNL-H) développent aussi du logement social. Ces derniers ont pour but de fournir du logement à des populations ciblées : personnes seules, familles, personnes âgées, personnes avec des problématiques particulières. Les OBNL-H et les coopératives ont également accès à des sources de financement privé[613]. Les coopératives d'habitation sont des structures collectives qui permettent la construction de logements locatifs ou de propriétés privées. Dans ces dernières, les unités de logement peuvent être subventionnées ou non à 25 % du revenu du locataire.

Le logement abordable s'adresse aux personnes et aux familles ayant un revenu plus élevé que les personnes vivant dans un logement subventionné, mais qui arrivent difficilement à trouver un loyer sur le marché privé, tout en respectant leur capacité de payer. Divers programmes permettent d'abaisser le coût du loyer pour une durée d'environ 20 ans[614]. Par exemple, l'OMHM possède des loyers non subventionnés et dont le prix est déterminé selon le bâtiment, son emplacement, la grandeur du logement et les services offerts (entretien, etc.); il se situe sous le loyer médian du marché montréalais établi annuellement par la Société d'habitation du Québec. À peu de choses près, il en est de même pour la SQDM.

L'acquisition d'un logement abordable est possible. Les divers programmes en habitation abaissent la valeur marchande du logement. La pérennité de l'abordabilité est un enjeu majeur. La Ville de Montréal, dans son Règlement pour une Métropole mixte, a créé un programme d'achat abordable pérenne ; les ménages admissibles peuvent acquérir un logement à un prix équivalent à 80 % du prix courant. La hausse de valeur annuelle ne peut dépasser 3 % durant 30 ans et le logement doit être revendu à un ménage admissible. Les logements familiaux représentent 25 % de la superficie résidentielle de logement abordable. D'autres programmes subventionnent le premier acheteur sans assurer, lors de la revente, que le logement sera abordable.

Sur le marché privé, des promoteurs construisent des maisons ou des édifices de différents formats et fixent les prix d'achat ou de location.

Le logement familial peut être social, abordable ou au prix courant et doit comporter au moins 5 pièces, dont 3 chambres à coucher.

[612] AccèsLogis Montréal ou AccèsLogis Québec
[613] Quelques exemples : les institutions financières, le Fonds immobilier FTQ, le Fonds d'investissement de Montréal, le Fonds d'investissement pour le logement étudiant, l'Initiative immobilière communautaire du Grand Montréal
[614] Pour plus de renseignements : le Fonds de co-investissement pour le logement et le Financement de la construction de logements locatifs sont des programmes de la SCHL.





Annexe 2 – Les renseignements relatifs au mandat

Le mandat

Le 25 janvier 2020, le conseil municipal de la Ville de Montréal confiait à l'Office de consultation publique de Montréal, le mandat de tenir des audiences publiques sur les projets de règlement suivants :

- P-04-047-219 modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal visant la création d'un secteur de densité 01-T13 à même une partie du secteur de densité 01-09 et l'ajout d'un secteur à transformer pour un emplacement situé à l'intersection nord-est des rues Saint-Hubert et de Louvain Est, afin de permettre la réalisation d'un projet à des fins principalement résidentielles - Lot 2 497 668 du cadastre du Québec;

- P-21-008 autorisant en vertu du 3e paragraphe de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, la construction, la transformation et l'occupation de bâtiments à des fins principalement résidentielles sur le lot numéro 2 497 668 du cadastre du Québec, bordé par les rues Saint-Hubert, de Louvain Est et l'avenue Christophe-Colomb – zone 1402.

La modification au Plan d'urbanisme prévoit des normes de densité touchant les hauteurs, le taux d'implantation et le coefficient d'occupation du sol (COS) des constructions. Le projet de règlement en vertu de l'article 89 encadre le développement du site à l'aide de normes, d'objectifs et de critères concernant notamment les usages, la densité, le cadre bâti et l'architecture, les espaces extérieurs et l'environnement, le stationnement et les sources de nuisances.

La consultation publique

L'OCPM a fait paraître un premier avis public annonçant la consultation le 22 mars dans le quotidien Le Devoir. La documentation relative au projet a été rendue disponible sur le site Internet de l'OCPM. Il était également possible de la recevoir par envoi postal.

Pour diffuser l'information relative aux consultations publiques, l'OCPM s'appuie sur une communauté de citoyens et d'organismes qui suivent ses activités. Ainsi, la présente consultation a été annoncée aux 6 450 abonnés à son infolettre, aux plus de 14 000 abonnés à ses pages Facebook et Twitter, ainsi qu'à plus de 16 800 personnes qui résident dans le secteur et qui ont reçu un dépliant par la poste. Deux annonces ont aussi été publiées dans le journal Métro d'Ahuntsic-Cartierville les 31 mars et 21 avril.

Le contexte particulier imposé par la pandémie de la COVID-19 a modifié la démarche de consultation habituelle de l'OCPM. Afin de respecter les directives des autorités municipales et gouvernementales en matière de santé publique, les activités de consultation « *en personne* » ont été remplacées par des activités à distance, tout en s'assurant que la participation soit accessible à tous.

Le 24 mars 2021, une rencontre préparatoire virtuelle a permis à la commission de s'entretenir avec les représentants du Bureau de projet partagé (BPP), qui regroupe la Ville de Montréal, l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et le Comité de pilotage de Solidarité Ahuntsic.

La commission a tenu une séance d'information virtuelle le 7 avril 2021. Cette étape a permis à l'Office d'exposer sa démarche et de diffuser les présentations conçues par le Bureau de projet partagé. Les présentations pouvaient ensuite être revues, en tout temps, sur le site web de l'Office et sur sa chaîne YouTube.

Une séance virtuelle de questions et de réponses a eu lieu le 21 avril à 19 h. La première partie de la séance consistait en la diffusion d'un préenregistrement réalisé la veille dans les bureaux de l'Office, où les représentants du BPP (un par organisation) et leurs personnes-ressources(en virtuel) répondaient aux questions citoyennes reçues d'avance. La seconde partie de la séance a été réalisée en direct de façon virtuelle. Elle a permis aux citoyens d'adresser de nouvelles questions aux représentants du Bureau de projet partagé et à leurs personnes-ressources.

Entre le 22 avril et le 17 mai, les citoyens, entreprises et groupes étaient invités à donner leur opinion selon le moyen de leur choix. Ils avaient la possibilité d'enregistrer leur opinion sur une boîte vocale, de répondre à des questions ouvertes en ligne ou par le biais d'une trousse d'envoi postal, ou d'envoyer un mémoire écrit.

La démarche de consultation a été clôturée par la tenue de quatre séances d'audition des opinions. Celles-ci ont eu lieu virtuellement le 11 mai en soirée, le 12 mai en après-midi, le 13 mai en soirée et le 14 mai en après-midi. Les participants ont pu intervenir par téléphone ou visioconférence.

La commission et son équipe
Marie Leahey, présidente de la commission
Lorène Cristini, commissaire
Bruno-Serge Boucher, commissaire
Marc-André Lapointe, analyste
Romain Luttringer, analyste stagiaire

L'équipe de l'OCPM
Brunelle-Amélie Bourque, chargée de logistique et communications
Louis-Alexandre Cazal, webmestre
Luc Doray, secrétaire général
Élisabeth Doyon, designer multimédia
Guy Grenier, coordonnateur de démarches participatives
Laurent Maurice Lafontant, agent administratif
Lizon Levesque, adjointe administrative
Dominique Ollivier, présidente
Anik Pouliot, directrice des communications
Geneviève Robitaille, adjointe administrative

Joseph Tchinda Kenfo, analyste
Gilles Vézina, attaché de recherche et de documentation

Les représentants du Bureau de projet partagé et les personnes-ressources

Ville de Montréal
Rosalie Hubert, cheffe d'équipe, Direction de l'urbanisme
Annie Laurin, conseillère en aménagement, Direction de l'urbanisme
Martin Bégin, architecte, Direction de l'urbanisme
Karim Charef, chef de division, Direction de l'urbanisme
Daniel Legault, chef d'équipe, Service de l'habitation

Personnes ayant participé à la séance de questions et de réponses du 21 avril 2021

Personnes ayant envoyé des questions à l'avance
Isabelle A.
Stéphane Barsalou
Johanne Bernier
Comité fondateur de l'École alternative nature Ahuntsic
Louise Constantin
Tania Cucciniello
Jacques Cyr
Thérèse Darawi
Alexandru Dobrescu
Isabelle Doiron
Richard Dolbec
Abdelmajid El Kharroubi
Winnie Frohn
Maude Laliberté
Francine Langevin
Nadia Lapolla
Hubert Lavallée
Sophie Leroux
Zvi Leve
Miguel Manata
Henri Moustache
Ingrid Nagot
Brendan O'Neill
Ines Ouali
Josée Pascale
Mélanie Provost
Janine Renaud
Sarah Robitaille
Catherine Thibault

Josée Tousignant
Francine Vanier
Mathieu Vinuesa

Personnes ayant posé des questions en direct par téléphone
Louise Constantin
Alexandru Dobrescu
Francis Lapierre
Gabriel Letendre
Ingrid Magot
Ronald Perrier
Mélanie Provost
Francisco Quiazua
Liliane Salamé-Pichette
Patrice Sansregret

Liste des citoyennes, citoyens et organisations qui ont soumis une opinion orale seulement
Hélène Chaput
Mélanie Dubé
Vincent Gariépy
Zvi Leve
Tony Luciano
Francisco Quiazua

Liste des citoyennes, citoyens et organisations qui ont soumis une opinion écrite avec présentation orale
Stéphane Barsalou
Bâtir son quartier
Brin d'Elles
Comité logement Ahuntsic-Cartierville
Conseil d'établissement de l'école secondaire Sophie-Barat
Coopérative d'habitation familiale Louvain
Coopérative d'habitation L'Étincelle
Crèmerie Virevent
Alexandru Dobrescu
Cynthia Falaise
Groupe CDH
Patrick Howe
Michael Kobierski
Maude Laliberté
Francis Lapierre
L'Archipel de l'avenir
Mélanie Provost
Service de nutrition et d'action communautaire

Société d'histoire du Domaine Saint-Sulpice
Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant

Liste des citoyennes, citoyens et organisations qui ont soumis une opinion écrite sans présentation orale

Ahuncycle
Carlos Almeida
Suzanne Archambault
Charlie Arcuri
André Boisvert
Marie-Josée Cadieux
Carrefour Jeunesse Emploi Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville
Centre de la petite enfance Le Petit Sentier
Centre de ressources éducatives et communautaires pour adultes
Centre des femmes solidaires et engagées
Comité Citoyen de Youville
Coopérative d'habitation CO-Toît
Daniel Corbeil
Idriss Djemai
Xavier Doutre
Fernand Doutre
Sylvain Ducharme
Entraide Ahuntsic-Nord
Entre Maisons Ahuntsic
Front d'action populaire en réaménagement
Ann-Renée Garneau
Mario Giammatteo
Chantale Gingras
André Gravel
Marie-Claude Guérin
Héritage Montréal
Pierre Lachapelle
L'Arc-en-ciel
Les Amis du village historique du Sault-au-Récollet
Diana McLaughlin
Samuel Milette-Lacombe
Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville
Teodora Nadu
Marie Nardo
Jean-Yves O'Neill
Annie Paquin et Vitalie Railean
Josée Passarelli
Janine Renaud
François Saillant

Georgine Saint-Laurent
Marc-Aser de Sève
Société de développement commercial Promenade Fleury
Sid Ahmed Soussi
Gérard St-Jean
Julien St-Pierre
Syndicat de copropriété Sfère phase 1
Josée Tousignant
Josiane Turcotte
Village Urbain

Liste des personnes ayant soumis une opinion en ligne

Flavie Achard
Stéphane Barsalou
Suzanne Bond
Francine Breton
Maurice Brunet
Manon Caron
Anne-Marie Charette
Pierre Crête
Caroline Demers Dubois
Nicole Doucet
France Dumas
Leonardo Fiore
Cathy Galati
Chantale Gingras
André Gravel
Joanne Guay
Giovanni Iacovino
Louise Lavallée
Vanessa Lemire
Céline Mayano
Ana Mejia
Myriam Perreault-Samson
Real Roch
Diane Sabourin
Jean St-Amant
Lucie Veillette
Comité fondateur du Projet de
L'École Alternative Nature Ahuntsic
Claude Ampleman
Sylvie Boisvert
Françoise Bouffière
Diane Brosseau
André Campeau
Bernice Chabot-Giguère
Mélanie Chartrand
Marie-André David
Michel Desjardins
Jocelyn Duff
Amel Fève
Winnie Frohn
Daniel Gaudry
Francine Godard
Frédérique Grenouillat
Sébastien Hylands
Yvan Lafrenière
Annie Leduc
Cyrille Marcant
Denyse Mayano
Lise Montpetit
Fikry Rizk
Laurence Roy
Pierre Sénécal
Gino Therrien
Philippe Wuidart

Annexe 3 – Le dossier de documentation

1. Procédure et objet du mandat

- 1.1 Article 89
  - 1.1.1 Sommaire décisionnel – article 89
  - 1.1.2 Recommandation
  - 1.1.3 Intervention – Service des affaires juridiques – Direction des affaires civiles
    - 1.1.3.1 Projet de règlement
      - 1.1.3.1.1 Annexe A
      - 1.1.3.1.2 Annexe B
        - 1.1.3.1.2.1 Tableau des usages prescrits
      - 1.1.3.1.3 Annexe C
      - 1.1.3.1.4 Annexe D
  - 1.1.4 Note additionnelle
    - 1.1.4.1 Avis du CCU – 4 novembre 2020
    - 1.1.4.2 Avis du comité mixte – 20 novembre 2020
      - 1.1.4.2.1 Annexe – suivi du comité mixte
  - 1.1.5 Résolutions
    - 1.1.5.1 Conseil d'arrondissement – CA21 09 0002
    - 1.1.5.2 Comité exécutif – CE21 0124
    - 1.1.5.3 Conseil municipal – CM21 0100
- 1.2 Modification au plan d'urbanisme
  - 1.2.1 Sommaire décisionnel – modification au plan d'urbanisme
  - 1.2.2 Recommandation
  - 1.2.3 Intervention – Service des affaires juridiques – Direction des affaires civiles
    - 1.2.3.1 Projet de règlement
      - 1.2.3.1.1 Annexe A
      - 1.2.3.1.2 Annexe B
  - 1.2.4 Note additionnelle
    - 1.2.4.1 Avis du CCU – 4 novembre 2020
    - 1.2.4.2 Avis du comité mixte – 20 novembre 2020
      - 1.2.4.2.1 Annexe – suivi du comité mixte
  - 1.2.5 Pièces jointes au dossier
    - 1.2.5.1 Carte 1.1 carte résultante
    - 1.2.5.2 Extrait de la carte 1.1 résultante
    - 1.2.5.3 Carte 3.1.2 – carte résultante
    - 1.2.5.4 Fiche Densité résultante
    - 1.2.5.5 La densité de construction – Ahuntsic-Cartierville
  - 1.2.6 Résolutions
    - 1.2.6.1 Conseil d'arrondissement – CA21 09 0003
    - 1.2.6.3 Conseil municipal – CM21 0101
    - 1.2.6.2 Comité exécutif CE21 0125

2. Démarche de consultation

- 2.1 Avis public
- 2.2 Dépliant
- 2.3 Trousse postale
- 2.4 Présentation du site web de la consultation

3. Documentation déposée par le Bureau de projet partagé

- 3.1 Document de présentation
  - 3.1.1 Version pour impression
  - 3.1.2 Présentation du Bureau de projet partagé
    - 3.1.2.1 Le projet d'écoquartier
    - 3.1.2.2 Les modifications réglementaires proposées
- 3.2 Patrimoine
  - 3.2.1 Énoncé d'intérêt patrimonial – 2010
  - 3.2.2 Recherche patrimoniale préalable – 2010
  - 3.2.3 Orientations de conservation et de mise en valeur du site Louvain Est – 2010
- 3.3 Inventaire arboricole – 2010
  - 3.3.1 Mise à jour de l'inventaire arboricole – janvier 2021
- 3.4 Étude d'impact sur la mobilité et le stationnement – juin 2021
- 3.5 Étude sur l'ensoleillement et la trame urbaine – 2020
- 3.6 Étude d'opportunité – pôle alimentaire – 2020
- 3.7 Étude sur la planification de la gestion des matières résiduelles – 2020
- 3.8 Études sur la gestion de l'eau
  - 3.8.1 Concevoir avec l'eau – Une approche intégrée pour le Projet Louvain – 2019
  - 3.8.2 Stratégie préliminaire de gestion de l'eau - 2020
- 3.9 Étude sur le bruit – 2010
- 3.10 Étude de caractérisation environnementale – 2010
- 3.11 Étude sur les vibrations – 2010
- 3.12 Étude géotechnique préliminaire - 2010
- 3.13 Rapports des activités et démarches antérieures
  - 3.13.1 Le site Louvain en devenir – rapport de planification participative d'un milieu de vie solidaire et durable – 2012
    - 3.13.1.1 Annexe 1
    - 3.13.1.2 Annexe 2
  - 3.13.2 Recommandation du chantier Habitation – 2016
    - 3.13.2.1 Mise à jour de la recommandation - 2019
  - 3.13.3 Rapport synthèse des travaux des groupes de citoyens – 2019
  - 3.13.4 Redéveloppement du site Louvain Est – Soirée publique d'information – juin 2019
  - 3.13.5 Redéveloppement du site Louvain Est – Assemblée publique – Plan d'ensemble préliminaire – octobre 2019
  - 3.13.6 Développement du site Louvain Est – rapport de consultation – janvier 2020
- 3.14 CSSDM – État de la situation scolaire pour le secteur Ahuntsic-Bordeaux – Vidéo
  - 3.14.1 Site Web
- 3.15 Ville de Montréal et Solidarité Ahuntsic – Capsules Vox Pop
  - 3.15.1 Experts – En quoi le projet Louvain Est est-il novateur ?
  - 3.15.2 Citoyens – En quoi le projet Louvain Est est-il important pour vous ?

4. Documents de référence et liens utiles

- 4.1 Réglementation d'urbanisme
  - 4.1.1 Article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec
  - 4.1.2 Ville de Montréal – Plan d'urbanisme
  - 4.1.3 Ahuntsic-Cartierville – Règlement d'urbanisme
- 4.2 Planification et aménagement
  - 4.2.1 Ville de Montréal – Plan stratégique Montréal 2030
  - 4.2.2 Ville de Montréal – Plan climat 2020-2030
  - 4.2.3 Ahuntsic-Cartierville – Plan stratégique de développement durable 2019-2025
  - 4.2.4 Vivre en ville – Objectif écoquartier
  - 4.2.5 Ville de Montréal – Inclusion 360 – L'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) – Vidéo
  - 4.2.6 Ville de Montréal – ADS+ 101 – Un outil pour l'inclusion et la considération des différences entre les personnes
- 4.3 Mobilité
  - 4.3.1 Ahuntsic-Cartierville – Plan local de déplacements
  - 4.3.2 Société de transport de Montréal (STM) – Plan des réseaux 2021
  - 4.3.3 Carte du réseau cyclable montréalais – Été 2020
  - 4.3.4 Réseau express vélo (REV)
- 4.4 Gouvernance
  - 4.4.1 TIESS - Les fiducies d'utilité sociale - Synthèse de connaissances

5. Documentation déposée par les participants

- 5.1 Contributions universitaires – partenariat Université de Montréal /Solidarité Ahuntsic 2020-2021
  - 5.1.1 Pistes de renforcement de l'acceptabilité sociale – Justice Couture
  - 5.1.2 Écoquartier - Ndiogosse Soce et Gabriella Tavernese
  - 5.1.3 Analyse et recommandations pour une mobilité active – Priscilla Viola
  - 5.1.4 Analyse des besoins pour le nouveau centre communautaire – Idriss Djemai
  - 5.1.5 Une mutualisation des ressources – Julie Gaillet
  - 5.1.6 Le Bureau de projet partagé : une démarche de concertation innovante – Gabriel Cotte
  - 5.1.7 Les structures du vivre ensemble sur le site Louvain Est en 2030 – Emmanuelle Pagé
  - 5.1.8 Urbanisme transitoire – Évaluation et suivi de projets – François Vanier
  - 5.1.9 Urbanisme transitoire – Élaborer un récit collectif – François Vanier
  - 5.1.10 Urbanisme transitoire – L'écocitoyenneté et l'émancipation citoyenne – François Vanier
  - 5.1.11 Gestion des eaux et des matières résiduelles – Marie-Pierre Turcot et Iona Sobral

6. Travaux de la commission

- 6.1 Compte rendu de la rencontre préparatoire avec les représentants du Bureau de projet partagé – 24 mars 2021
- 6.2 Synthèse du questionnaire en ligne
  - 6.2.1 Données brutes en format CSV (À venir) Données brutes en format CSV (À venir)
    - 6.2.1.1 Entêtes (À venir)
    - 6.2.1.2 Réponses (À venir)

7. Transcription et webdiffusion

- 7.1 Webdiffusion de la séance d'information du 7 avril 2021
  - 7.1.1 Transcription de la séance d'information du 7 avril 2021
- 7.2 Webdiffusion de la séance de questions et réponses du 21 avril 2021
  - 7.2.1 Transcription de la séance de questions et réponses du 21 avril 2021
- 7.3 Questions citoyennes reçues d'avance en vue de la séance du 21 avril 2021
- 7.4 Questions citoyennes reçues d'avance – Demande de réponses par écrit #1
  - 7.4.1 Questions citoyennes reçues d'avance – Demande de réponses par écrit #2
  - 7.4.2 Réponses #1
  - 7.4.3 Réponses #2
- 7.5 Webdiffusion de la séance d'audition des opinions du 11 mai 2021
  - 7.5.1 Transcription de la séance d'audition des opinions du 11 mai 2021
- 7.6 Webdiffusion de la séance d'audition des opinions du 12 mai 2021
  - 7.6.1 Transcription de la séance d'audition des opinions du 12 mai 2021
- 7.7 Webdiffusion de la séance d'audition des opinions du 13 mai 2021
  - 7.7.1 Transcription de la séance d'audition des opinions du 13 mai 2021
- 7.8 Webdiffusion de la séance d'audition des opinions du 14 mai 2021
  - 7.8.1 Transcription de la séance d'audition des opinions du 14 mai 2021
- 7.9 Rectificatif du Bureau de projet partagé

8. Opinions déposées à la commission

- 8.1 Maude Laliberté
  - 8.1.1 Document complémentaire
  - 8.1.2 Transcription
- 8.2 Cynthia Falaise
  - 8.2.1 Présentation
  - 8.2.2 Document déposé 1
  - 8.2.3 Document déposé 2
  - 8.2.4 Transcription
- 8.3 Coopérative d'habitation L'Étincelle
  - 8.3.1 Transcription
- 8.4 Service de nutrition et d'action communautaire (SNAC)
  - 8.4.1 Transcription
- 8.5 Brin d'Elles
  - 8.5.1 Document déposé
  - 8.5.2 Transcription
- 8.6 Stéphane Barsalou
  - 8.6.1 Présentation
  - 8.6.2 Transcription
- 8.7 Patrick Howe
  - 8.7.1 Transcription
- 8.8 Alexandru Dobrescu
  - 8.8.1 Document complémentaire
  - 8.8.2 Transcription
- 8.9 Bâtir son quartier
  - 8.9.1 Transcription
- 8.10 Comité logement Ahuntsic-Cartierville
  - 8.10.1 Transcription

8.11 Société d'histoire du Domaine Saint-Sulpice
8.11.1 Transcription
8.12 Groupe CDH
8.12.1 Transcription
8.13 Francis Lapierre
8.13.1 Transcription
8.14 Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (U.T.I.L.E)
8.14.1 Transcription
8.15 Crèmerie Virevent
8.15.1 Transcription
8.16 André Gravel
8.17 Josée Tousignant
8.18 Les Amis du village historique du Sault-au-Récollet (AVHSR)
8.19 Syndicat de copropriété Sfère phase 1
8.20 Marc-Aser de Sève
8.21 Ahuncycle
8.22 Carrefour Jeunesse Emploi Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville
8.23 Idriss Djemai
8.24 André Boisvert
8.25 Comité Citoyen de Youville
8.26 Joséé Passarelli
8.27 Xavier Doutre
8.28 Fernand Doutre
8.29 Héritage Montréal
8.30 Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville
8.31 Teodora Nadu
8.32 Centre des femmes solidaires et engagées
8.33 Marie Nardo
8.34 Marie-Josée Cadieux
8.35 Mario Giammatteo
8.36 Sid Ahmed Soussi
8.37 Suzanne Archambault
8.38 Michael Kobierski
8.38.1 Transcription
8.39 Jean-Yves O'Neill
8.40 Entre Maisons Ahuntsic
8.41 Julien St-Pierre
8.42 Josiane Turcotte
8.43 François Saillant
8.44 Coopérative d'habitation familiale Louvain
8.44.1 Transcription
8.45 Gérard St-Jean
8.46 Janine Renaud
8.47 Daniel Corbeil
8.48 Village Urbain
8.49 Annie Paquin et Vitalie Railean
8.50 Marie-Claude Guérin

8.51 L'archipel de l'avenir
8.51.1 Transcription
8.52 Centre de ressources éducatives et communautaires pour adultes (CRECA)
8.53 Diana McLaughlin
8.54 Conseil d'établissement de l'école secondaire Sophie-Barat
8.54.1 Transcription
8.55 Coopérative d'habitation CO-Toît
8.56 Carlos Almeida
8.57 L'Arc-en-ciel
8.58 Chantale Gingras
8.59 CPE Le Petit Sentier
8.60 Pierre E. Lachapelle
8.61 Zvi Leve
8.61.1 Présentation
8.61.2 Transcription
8.62 Entraide Ahuntsic-Nord
8.63 Francisco Quiazua
8.63.1 Transcription
8.64 Mélanie Dubé
8.64.1 Transcription
8.65 Vincent Gariepy
8.65.1 Transcription
8.66 Hélène Chaput
8.66.1 Transcription
8.67 Ann-Renée Garneau
8.68 Tony Luciano
8.68.1 Transcription
8.69 Front d'action populaire en réaménagement (FRAPRU)
8.70 Charlie Arcuri
8.71 Samuel Milette-Lacombe
8.72 SDC Promenade Fleury
8.73 Mélanie Provost
8.73.1 Transcription
8.74 Sylvain Ducharme
8.75 Georgine Saint-Laurent

9. Opinions présentées en ligne

9.1 Écoquartier
9.2 Milieu de vie
9.3 Mobilité
9.4 Environnement
9.5 Patrimoine
9.6 Gouvernance
9.7 Autres
9.8 English

Annexe 4 – Le projet de règlement 04-047-219

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1);

À l'assemblée du _____ 2021, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La carte 1.1 intitulée « Les secteurs établis, les secteurs à construire et les secteurs à transformer » incluse à la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, par la carte jointe en annexe A au présent règlement.

2. La carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, par la carte jointe en annexe B au présent règlement.

3. Le chapitre 1 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville est modifié par la création d'un nouveau secteur à transformer ou à construire 01-T13, dont les caractéristiques de densité de construction sont les suivantes :

« Secteur 01-T13
- bâti de un à dix étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen;
- C.O.S. minimal : 0,5;
- C.O.S. maximal : 5.0. ».

ANNEXE A
EXTRAIT DE LA CARTE 1.1 INTITULÉE « LES SECTEURS ÉTABLIS, LES SECTEURS À CONSTRUIRE ET LES SECTEURS À TRANSFORMER »

ANNEXE B
EXTRAIT DE LA CARTE 3.2.1 INTITULÉE « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION »

_____

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal Le Devoir le XX 2021, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et

de développement de l'agglomération de Montréal à compter du XX 2021 et entre en vigueur à cette date.

GDD : 1204039019

Annexe 5 – Le projet de règlement P-21-008

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA CONSTRUCTION, LA TRANSFORMATION ET L'OCCUPATION DE BÂTIMENTS À DES FINS PRINCIPALEMENT RÉSIDENTIELLES SUR LE LOT NUMÉRO 2 497 668 DU CADASTRE DU QUÉBEC, BORDÉS PAR LES RUES SAINT-HUBERT, DE LOUVAIN EST ET L'AVENUE CHRISTOPHE-COLOMB

Vu le paragraphe 3° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du _____ 2021, le conseil de la ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé du lot 2 497 668 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan joint en annexe A au présent règlement.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction, la transformation et l'occupation de bâtiments ainsi que l'aménagement des espaces extérieurs sont autorisés aux conditions prévues au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 12.1 à 12.5, 34.1, 40.1, 46.1, 49.1, 50.1, 132.2, 196, 335.1, 336, 347, 354, 543, 544, 566 et 579.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

CHAPITRE III
CONDITION RELATIVE À UNE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION

3. Une demande de permis relative à la construction ou à l'agrandissement d'un bâtiment doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un expert dans le domaine et indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des arbres qui seront plantés sur le terrain.

CHAPITRE IV
USAGES

4. Les usages autorisés sont ceux inclus dans les catégories d'usages indiquées, pour chacun des secteurs, sur le plan joint en annexe B au présent règlement. Ces catégories d'usages sont celles décrites au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'AhuntsicCartierville (01-274) en date du (insérer la date d'adoption du présent règlement).

5. Dans un secteur où est autorisée une catégorie d'usages A, la vente au détail de produits cultivés sur place est également permise.

CHAPITRE V
CADRE BÂTI

SECTION I
IMPLANTATION DES BÂTIMENTS

6. Aucun alignement de construction ni aucune marge n'est prescrite pour l'implantation des bâtiments.

SECTION II
TAUX D'IMPLANTATION

7. Le taux d'implantation maximal prescrit est indiqué, pour chacun des secteurs, sur le plan joint en annexe C au présent règlement.

SECTION III
HAUTEUR

8. Les hauteurs minimale et maximale prescrites sont indiquées, pour chacun des secteurs, sur le plan joint en annexe D au présent règlement.

9. Pour les secteurs 2, 5, 7 et 9, au moins 40 % de la superficie d'implantation du bâtiment doit atteindre la hauteur maximale prescrite.

SECTION IV
STATIONNEMENT

10. Aucune unité de stationnement extérieure n'est autorisée. Toutes les unités de stationnement doivent être aménagées sous le niveau du rez-de-chaussée d'un bâtiment.

11. Le nombre maximal d'unités de stationnement autorisé est de 1 unité par 3 logements pour les usages de la famille habitation et de 1 unité par 200 m2 de superficie de plancher pour les usages des familles commerce et équipements collectifs et institutionnels.

Malgré le premier alinéa, pour les usages de la famille habitation, lorsque des unités de stationnement sont en auto-partage, le nombre maximal d'unités de stationnement autorisé est de 1 unité par 2 logements.

12. Le nombre minimal d'unités de stationnement exigé est de 1 unité par 4 logements pour les usages de la famille habitation et de 1 unité par 500 m2 de superficie de plancher pour les usages des familles commerce et équipements collectifs et institutionnels.

SECTION V
CHARGEMENT

13. Tout accès à un quai de chargement doit se faire à partir de la rue Louvain.

14. Un quai de chargement doit avoir une longueur maximale de 10,5 m, une largeur maximale de 3 m et une hauteur libre maximale de 5 m.

CHAPITRE VI
CONDITIONS SPÉCIFIQUES À CERTAINS SECTEURS

SECTION I
SECTEURS 11 À 15

15. Les dispositions de la présente section s'appliquent aux secteurs 11 à 15 identifiés sur le plan joint en annexe B au présent règlement.

16. Aucune clôture ne doit être aménagée à l'exception d'une clôture en fer forgé ou en aluminium soudé d'une hauteur maximale de 0,9 mètre.

SECTION II
TERRAINS SITUÉS PRÈS DE LA VOIE FERRÉE

17. Aux fins du présent règlement, un usage sensible signifie un usage suivant de la famille habitation ou de la famille équipements collectifs et institutionnels :

1° bibliothèque;
2° centre d'hébergement et de soins de longue durée;
3° centre de protection de l'enfance et de la jeunesse;
4° centre de réadaptation;
5° centre de services de santé et de services sociaux;
6° centre hospitalier;
7° école;
8° établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent;
9° garderie.

18. Un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 75 m d'une limite d'emprise de la voie ferrée ne peut pas être occupé par un usage sensible si le niveau de vibration, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage, est supérieur à 0,14 mm/s.

19. Un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 30 m de l'emprise de la voie ferrée ne peut pas être occupé par un usage sensible si le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h).

CHAPITRE VII
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

SECTION I
TRAVAUX VISÉS

20. Préalablement à la délivrance d'un permis ou d'un certificat, les travaux de construction, d'agrandissement ou de transformation d'un bâtiment ainsi que les travaux d'aménagement des espaces extérieurs doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274).

21. Aux fins de l'approbation de travaux de construction, d'agrandissement ou de transformation d'un bâtiment destiné à être occupé par un usage sensible et situé à moins de 75 m de l'emprise de la voie ferrée, une évaluation de la viabilité des aménagements réalisée par un expert dans le domaine, en étroite collaboration avec la compagnie de chemin de fer concernée, doit être réalisée et comprendre minimalement les informations prévues à l'annexe H du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274) en date du (insérer la date d'adoption du présent règlement).

SECTION II
OBJECTIFS ET CRITÈRES

22. En plus des objectifs et des critères prévus par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274), les travaux visés à l'article 20 doivent être évalués en fonction des objectifs et des critères suivants :

1° Objectif visant l'intégration harmonieuse du projet au tissu urbain existant tout en étant de facture contemporaine

À cette fin, les critères d'évaluation suivants s'appliquent :

a) l'implantation au sol d'un bâtiment ainsi que l'aménagement des espaces libres doivent respecter le caractère général des constructions et des aménagements environnants;

b) un bâtiment doit, par sa composition architecturale et sa volumétrie, refléter les modes de construction contemporains tout en s'inscrivant dans son contexte caractérisé notamment par la présence de bâtiments institutionnels et de bâtiments contemporains;

c) le volume d'un bâtiment doit être fragmenté et varié, afin d'éviter l'effet de mur et de monotonie dû à une trop grande homogénéité;

d) l'accès à un logement ou à un commerce situé au rez-de-chaussée d'un bâtiment, directement à partir d'un espace commun ou d'une voie publique est favorisé, afin de contribuer à l'animation de cet espace ou de cette voie;

e) la composition des façades d'un bâtiment doit être variée, que ce soit par son parement ou la modulation de ses ouvertures et de ses saillies, afin de contribuer à créer un environnement ouvert et dynamique;

f) le traitement architectural des aires de chargement et d'entreposage des matières résiduelles doit s'intégrer à la composition architecturale du bâtiment, afin de minimiser leur visibilité tout en créant un tout cohérent;

g) le niveau du plancher du rez-de-chaussée d'un bâtiment doit tendre à être au même niveau que le niveau naturel du sol adjacent;

2° Objectif visant la construction de bâtiments et d'aménagements écologiques, durables et de qualité À cette fin, les critères d'évaluation suivants s'appliquent :

a) une approche environnementale est favorisée dans la conception du bâtiment et des aménagements des espaces extérieurs, en intégrant minimalement des mesures favorisant la gestion des eaux pluviales sur le site, la réduction des îlots de chaleur et l'efficacité énergétique des bâtiments, notamment dans le choix des revêtements;

b) les matériaux de revêtement d'un bâtiment doivent être durables, de qualité et faciles d'entretien;

c) l'implantation d'un bâtiment, sa typologie, son orientation et la proportion de ses ouvertures doivent prendre en considération l'ensoleillement et la ventilation naturelle, afin de maximiser l'économie d'énergie et l'éclairage naturel des logements;

d) l'implantation d'un bâtiment le long des rues doit favoriser la plantation d'arbres;

e) l'aménagement des espaces extérieurs et des toitures doit être réalisé de manière à minimiser les rejets d'eaux pluviales aux égouts municipaux tout en maximisant le verdissement;

f) l'aménagement d'une surface imperméable telle qu'un toit, une dalle de béton et de l'asphalte, doit privilégier l'égouttement vers une surface perméable telle que du gazon et une zone végétalisée sur sol;

g) une toiture végétalisée est favorisée;

3° Objectif visant l'intégration visuelle d'un équipement technique ou mécanique

À cette fin, les critères suivants s'appliquent :

a) un aménagement paysager doit contribuer à atténuer la visibilité d'une construction hors sol abritant un équipement technique ou mécanique, afin de contribuer à son intégration dans le paysage du site;

b) une construction hors toit, un équipement technique ou mécanique et un écran doivent s'intégrer à la composition architecturale du bâtiment, afin de créer un tout cohérent;

4° Objectif visant à assurer une compatibilité entre les usages résidentiels, commerciaux et institutionnels sur le site et dans le secteur environnant À cette fin, les critères d'évaluation suivants s'appliquent :

a) la localisation et l'aménagement d'une aire de chargement doivent favoriser le confinement des nuisances en lien avec cette activité, afin de limiter les impacts négatifs sur les résidents;

b) la localisation et l'aménagement d'un équipement mécanique doivent favoriser le confinement des nuisances en lien avec son fonctionnement, afin de minimiser ses impacts sonores et visuels et d'assurer une qualité d'ambiance pour les résidents et les usagers des espaces extérieurs sur le site;

5° Objectif visant à favoriser la création d'un environnement verdoyant, attrayant et sécuritaire pour le piéton À cette fin, les critères d'évaluation suivants s'appliquent :

a) l'aménagement des espaces extérieurs doit contribuer à l'unité du projet par le traitement des accès aux bâtiments, l'aménagement des cours, le choix du mobilier urbain et le type d'éclairage;

b) la plantation d'arbres en pleine terre doit être privilégiée;

c) l'aménagement des espaces communs doit traduire leur caractère communautaire et permettre un accès sécuritaire;

d) l'aménagement des cours d'un bâtiment adjacent à un espace public doit contribuer à l'animation de cet espace;

6° Objectif visant à assurer la sécurité des constructions et des aménagements occupés par un usage sensible à moins de 75 m de l'emprise de la voie ferrée
À cette fin, les critères d'évaluation suivants s'appliquent :

a) un bâtiment destiné à un usage sensible doit être implanté de manière à favoriser la protection des personnes et des biens;

b) lorsque possible, des aménagements ou des constructions permettant d'atténuer les risques pour la sécurité des personnes en lien avec les activités ferroviaires doivent être prévus entre l'emprise de la voie ferrée et les constructions.

CHAPITRE VIII
DISPOSITION PÉNALE

23. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection, démolit ou permet la

démolition d'une construction, transforme ou permet la transformation d'une construction en contravention à l'une des dispositions du présent règlement ou contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 100 $ à 300 $;

b) pour une première récidive, d'une amende de 300 $ à 500 $;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 500$ à 1 000$;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 200 $ à 600 $;

b) pour une première récidive, d'une amende de 600 $ à 1 000 $; c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 000$ à 2 000 $.

ANNEXE A
TERRITOIRE D'APPLICATION

ANNEXE B
LES USAGES PRESCRITS

ANNEXE C
LES TAUX D'IMPLANTATION MAXIMAUX

ANNEXE D
LES HAUTEURS MINIMALES ET MAXIMALES

_____

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal Le Devoir le XX 2021, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal à compter du XX 2021 et entre en vigueur à cette date. GDD : 1204039013


En Transit
METRO
31-120



Annexe 6 – Recommandations

RECOMMANDATION #1
La commission recommande l'adoption, en vertu du 3e paragraphe de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, du règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation de bâtiments à des fins principalement résidentielles sur le lot numéro 2 497 668 du cadastre du Québec.

RECOMMANDATION #2
La commission recommande l'adoption de la modification soumise au Plan d'urbanisme permettant la création d'un nouveau secteur de densité 01-T12, avec un bâti d'un à dix étages hors-sol ayant un taux d'implantation faible ou moyen et un coefficient d'occupation du sol de 0,5 à 5,0.

RECOMMANDATION #3
La commission recommande qu'un minimum de 25 % de tous les logements de l'écoquartier soit destiné aux familles.

RECOMMANDATION #4
La commission recommande que tout promoteur ayant un projet de construction de logement dans l'écoquartier fasse une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle. Cette condition devrait être obligatoire à l'acceptation d'un projet d'habitation.

RECOMMANDATION #5
La commission recommande de porter une attention particulière à la diversité architecturale et à la qualité des matériaux afin d'éviter la stigmatisation des résidents par le cadre bâti.

RECOMMANDATION #6
La commission recommande qu'afin de contribuer à l'établissement d'un climat sécuritaire, le gestionnaire s'assure que les locataires commerciaux avec entrée sur rue offrent des heures d'ouverture étendues (soirs et fins de semaine) à leurs clients.

RECOMMANDATION #7
La commission recommande qu'afin de créer des lieux de convivialité, établir des liens avec le quartier et favoriser la rentabilité des petits commerces, le projet de règlement soit modifié, afin que le nord de la rue de Louvain Est puisse accueillir des petits commerces et services, de même que la plupart des rez-de-chaussée des immeubles.

RECOMMANDATION #8
La commission recommande la création du pôle alimentaire proposé. Toutefois, la mitigation des nuisances provoquées devra faire l'objet d'une préoccupation constante et balisée dans l'entente d'occupation des lieux.

RECOMMANDATION #9
La commission recommande que l'aménagement du lieu prévoie dès le départ la réalisation des infrastructures essentielles à la vie commerciale, comme un quai de chargement et des débarcadères de livraison.

RECOMMANDATION #10
La commission recommande au Bureau de projet partagé d'identifier les besoins d'activités sportives par groupes d'âge des résidents et qu'il en informe régulièrement l'arrondissement et les gestionnaires des installations sportives, pour une meilleure planification et pour en faciliter l'accès.

RECOMMANDATION #11
La commission recommande le réaménagement de la chaussée, des trottoirs et des intersections entourant le site Louvain Est, en prenant en compte l'accessibilité universelle et la protection des piétons, cyclistes et automobilistes.

RECOMMANDATION #12
La commission recommande la création d'une rue locale partagée.

RECOMMANDATION #13
La commission recommande d'adopter un ratio maximum de stationnement de 1 pour 3, et qu'une proportion conséquente d'autopartage soit prévue dès le départ, et augmentée au fil du temps.

RECOMMANDATION #14
La commission recommande de considérer la mutualisation des places de stationnement en les regroupant et en modulant la tarification.

RECOMMANDATION #15
La commission recommande de statuer sur un ratio minimum de stationnement mutualisé pour vélos et vélos spéciaux.

RECOMMANDATION #16
La commission recommande que l'aménagement des liens pour le transport actif soit réalisé en début de projet afin de faciliter le transfert modal.

RECOMMANDATION #17
La commission recommande d'aménager des intersections protégées de type intersections hollandaises aux coins de la rue de Louvain Est avec l'avenue Christophe-Colomb et la rue Saint-Hubert.

RECOMMANDATION #18
La commission recommande la création de pistes cyclables en site propre, sécuritaires et accessibles, sur les rues de Louvain Est, Saint-Hubert et l'avenue Émile-Journault.

RECOMMANDATION #19
La commission recommande la mise en œuvre des propositions de l'inventaire arboricole et le déploiement de celui-ci tout au long du projet, en délimitant clairement les zones de verdissement et de biodiversité protégée, et en établissant des indicateurs pour valoriser et préserver les trames écologiques du site.

RECOMMANDATION #20
La commission recommande de viser un minimum de 40 % d'agrandissement de la superficie du boisé.

RECOMMANDATION #21
La commission recommande le verdissement de l'avenue Christophe-Colomb sur la section bordant le site Louvain Est.

RECOMMANDATION #22
La commission recommande de se doter d'une stratégie de reddition de compte pour le site, incluant des cibles en matière d'empreinte écologique et de carboneutralité, de gestion énergétique, de gestion des eaux grises et pluviales et de gestion des matières résiduelles.

RECOMMANDATION #23
La commission recommande d'établir un plan précis de gestion des déchets de construction.

RECOMMANDATION #24
La commission recommande que l'analyse financière des projets tienne compte des bénéfices sociaux et environnementaux sur le moyen et le long terme dans la construction des immeubles et infrastructures du site.

RECOMMANDATION #25
La commission recommande qu'un représentant du secteur commercial du quartier soit associé dès maintenant au travail du Bureau de projet partagé, de même que pour toute la durée de vie du projet.

RECOMMANDATION #26
La commission recommande que le modèle de Fiducie d'utilité sociale (FUS) proposée soit retenu, celui-ci étant compatible avec les objectifs du projet Louvain Est, notamment en matière de gouvernance partagée.

RECOMMANDATION #27
La commission recommande que les parties prenantes portent une attention particulière à ce que la vocation et les affections de la fiducie fassent l'objet du plus vaste consensus possible parmi celles-ci.

RECOMMANDATION #28
La commission recommande que la compétence et l'expertise des candidats-fiduciaires soient évaluées de manière indépendante, qu'ils représentent l'ensemble des parties prenantes, et qu'ils fassent l'objet du plus grand consensus possible.

RECOMMANDATION #29
La commission recommande que la fiducie garantisse, par vocation, la participation des résidents aux décisions qui touchent leur quotidien, avec pour but ultime de contribuer à l'épanouissement des individus qui y résident.

RECOMMANDATION #30
La commission recommande au Bureau de projet partagé d'aménager une trouée piétonne dans la voie ferrée, et qu'il s'inspire d'autres aménagements semblables à Montréal et ailleurs pour sa réalisation.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

LA MISSION

L'OCPM a été créé tout spécialement pour que certaines consultations publiques soient menées par une entité neutre et indépendante. Les rapports de consultation de l'OCPM incluent toujours une analyse des préoccupations de la communauté ainsi que des recommandations spécifiques pour guider les décisions des élus.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec)
H3A 1X6

Téléphone : 514 872-3568

Suivez l'OCPM sur...

ocpm.qc.ca